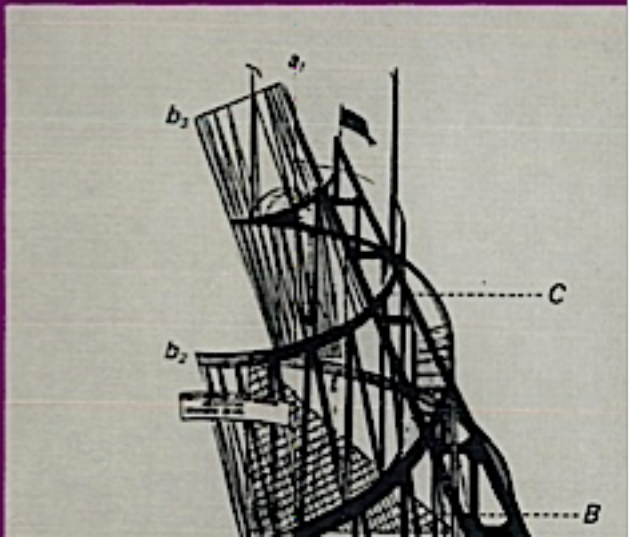
SOUS LA DIRECTION DE

GEORGES LABICA

AVEC LA COLLABORATION DE

GÉRARD BENSUSSAN

DICTIONNAIRE CRITIQUE DU MARXISME



Gérard Bensussan
Georges Labica

Dictionnaire critique du marxisme

1982

QUADRIGE / PUF

bien sur des concepts, du genre *fétichisme**, *polycentrisme** ou *réification**, que sur des contributions de tel ou tel théoricien, Kautsky, Gramsci ou Boukharine.

Il convenait donc de procéder de manière nouvelle.

Se garder toutefois des écueils de la pédagogie militante et du dogmatisme, n'était-ce pas rencontrer une difficulté combien plus considérable, celle de la résistance du marxisme, en tant que tel, à se laisser prendre dans un corpus ? Autrement dit, la compatibilité était-elle possible entre une théorie aussi visiblement dialectique et historique, anti-dogmatique donc dans son principe, et l'art de la définition, tout aussi visiblement dogmatique, *stricto sensu* ? Renoncer à définir n'était-ce pas renoncer à la saisie de savoirs ? Refuser au marxisme toute prétention à la scientificité ? Par bonheur, nous n'inventions pas ces questions. Elles avaient déjà été posées, et même résolues par le premier à qui incomba la charge de donner du marxisme une présentation apte à respecter son caractère apparemment contradictoire. Parfaitement conscient de sa responsabilité, F. Engels, à l'orée du livre III du *Capital*, dont il a assuré l'établissement, précise ceci : « Il va de soi que, du moment où les choses et leurs rapports réciproques sont conçus non comme fixes, mais comme variables, leurs reflets mentaux *(Gedankenabbilder)*, les concepts, sont, eux aussi, soumis à la variation et au changement; dans ces conditions, ils ne seront pas enfermés dans une définition rigide, mais développés selon le procès historique ou logique de leur formation » (K., Paris, ES, 1957, III, I, 17; MEW, 25, 20)[1]. Est-ce bien propre au marxisme ? Le même Engels, dans ses travaux préliminaires pour l'*Anti-Dühring*, relève : « Les définitions sont sans valeur pour la science, car elles sont toujours insuffisantes. La seule définition réelle est le développement de la chose même, mais ce développement n'est plus une définition » (AD, Paris, ES, 1971, p. 395). Lénine, à son tour, fustige la « scolastique qui incite les faiseurs de manuels à faire étalage de leur subtilité dans des « définitions » (O., 4, 46). C'est dans la pratique, dit-il, que le prolétariat apprend le capitalisme, ses contradictions, son évolution, et c'est cela qu'il faut définir (O., 6, 33). Aux définitions toutes « forgées », il oppose la « méthode » dialectique de Marx (O., 14, 341); au juridisme, l'étude des conditions historico-économiques (O., 20, 418). Il s'y emploie lui-même, quand il expose ce qu'il convient d'entendre par *impérialisme*[1] (O., 22, 287-288) ou par « dictature » (O., 28, 243 et s.). Lisant la *Science de la logique* de Hegel, il en extrait des considérations qui recoupent entièrement celles d'Engels : « Toute chose concrète (...) est en rapports divers et souvent contradictoires avec tout le reste, *ergo* elle est elle-même et autre chose » (O., 38, 131); « La connaissance théorique doit donner l'objet dans sa nécessité, dans tous ses rapports multiples, dans son mouvement contradictoire *an und für sich* » (*ibid.*, 200-201). Les déterminations conceptuelles *(Begriffsbestimmungen)*, insiste-t-il, doivent « marquer les passages » (*ibid.*, 167)[2].

Nous obtenions de la sorte la règle que nous recherchions : établir le procès de formation historico-logique des catégories issues du champ marxiste (cf. *infra*); autrement dit, comment fixer un devenir, comment produire un corps de définitions qui n'en soient pas. Il restait à sanctionner cette règle en la mettant en pratique. Nous l'avons fait, en appliquant à chacune des notions retenues, avec assurément des bonheurs inégaux, une double grille de lecture qui confère à notre ouvrage,

1. Cf. ci-après p. X et XI la liste des abréviations bibliographiques.

2. Quant à nous, ainsi qu'on vient de le voir, nous avions la première entrée de ce *Dictionnaire*, *Définition*, qui nous donnait occasion d'illustrer notre propre méthode et ses finalités. C'est pourquoi elle figure ici à sa place correcte.

pensons-nous, en regard de ses devanciers, une physionomie originale et dans notre langue peut-être inédite[1]. Elle se fonde sur les caractéristiques suivantes :

a / La généalogie : chaque terme a été envisagé comme un personnage à qui on a demandé de raconter son histoire. Pour ce faire, il a fallu parfois le solliciter, même le contraindre, quand le récit émanait de son inconscient, mais toujours se mettre à son écoute avec la patience répétée de l'archéologue, plutôt que du confesseur, chaque strate découverte (pour combien d'enfouies encore ou d'omises?) étant *a priori* soupçonnée de remettre en cause l'ordonnancement de toutes les autres, et du discours donc qu'elles induisaient. L'interview du concept supposait aussi le talent du bibliothécaire, point très différent du précédent : des textes des (Pères) fondateurs, à leur avant et surtout à leur après, qui est (presque) projet d'infini. A défaut de celui de l'ordinateur, non encore programmé, ou inapte, un travail artisanal avait à faire se lever un siècle et demi d'occurrences...

b / La problématique : chaque terme a été traité comme un prévenu auquel on ne pouvait ajouter foi sur cela seulement qu'il disait de lui-même. Sous-jacente ou affichée, confondue avec elle ou s'en séparant, la démarche de l'enquête n'a cessé de se faire la complice de celle de l'écoute. Elle en a appelé, chaque fois que ce fut nécessaire, aux témoins divers, aux relations proches et lointaines, aux contre-interrogatoires et aux fouilles. On sait que l'archéologue, au premier chef celui du savoir, fait volontiers dans le décryptage en tous genres. Ajoutons que les concepts, eux aussi, peuvent devenir objets de détournement, de recel, de vol, voire de meurtre. Clovis nous a servi d'éponyme : qui a brisé le vase de Soissons ? Pas plus que lui, quelquefois, nous n'avons reçu de réponse, même lorsque nous avons cru décent d'en suggérer.

C'est par là, en tout cas, sous la garde de ces deux caractéristiques, qui ne sont pas sans garanties, que ce livre, autre gageure, souhaite s'adresser au curieux autant qu'au chercheur, afin qu'ils se mettent en route et lui tiennent compagnie.

2 - LES ENTRÉES

Elles s'inscrivent, cela vient d'être dit, dans le champ de la théorie marxiste. Mais qu'entendre par là ? Ne sommes-nous pas en présence d'un nouveau préalable ? Nous avons délibérément écarté la question de savoir s'il convenait de parler du marxisme ou des marxismes[2]. Pour une raison de principe : le refus, déjà dénoncé plus haut, de réduire le marxisme à l'une de ses figures ou l'un de ses moments, c'est-à-dire de lui infliger une théorie de la définition que précisément il récuse. Au nom aussi de la pratique : inscrire dans le domaine marxiste tous ceux qui s'en sont réclamés. Le lecteur de ce dictionnaire aura toutes occasions de juger sur pièces.

Les entrées retenues appartiennent à plusieurs catégories. Sans être toutes spécifiquement marxistes, elles sont néanmoins toutes signifiantes du marxisme,

1. Signalons cependant deux petits livres utiles et qui, bien qu'ils soient différents entre eux et du nôtre, participent de la même préoccupation : J. ROUX, *Précis historique de marxisme-léninisme*, Paris, R. Laffont, 1969, et P. MASSET, *Les 50 mots clés du marxisme*, Toulouse, Privat, 1970. Le *Dictionnaire économique et social*, « marxiste » comme le qualifient ses auteurs, édité par le CERM (Centre d'Etudes et de Recherches marxistes) aux Ed. Sociales (Paris, 1975; rééd. 1981), qui comble assurément une lacune, répond, quant à lui, à des préoccupations plus étroitement spécifiées. Vient de paraître : *An encyclopedic dictionary of marxism, socialism and communism*, de Josef WILCZYNSKI, New York, Walter de Gruyter, 1981, et, plus récemment encore, *A dictionnary of marxist thought*, edited by Tom BOTTOMORE, London, Harvard University Press, 1983.

2. Sur cette question, cf. notre contribution *Marxisme* pour l'*Encyclopaedia Universalis*, Supplément, s.v. *in fine*, Paris, 1980.

soit qu'elles éclairent sa connaissance, soit que, produites par lui, elles expriment sa capacité heuristique. A cet égard les *concepts-gouverneurs*, fortement spécifiés et féconds, ont été l'objet d'un traitement privilégié. Tel est le cas, entre autres, de *Accumulation**, *Alliances**, *Capital**, *Classes**, *Collectivisation**, *Dialectique**, *Esprit de parti**, *Formation économique-sociale**, *Hégémonie**, *Impérialisme**, *Internationalisme**, *Mode de production**, *Opportunisme**, *Petite-bourgeoisie**, *Pratique**, *Rapports de production**, *Reproduction**, *Stratégie/tactique**, *Survaleur** ou *Transition**. Auprès de ces seigneurs théoriques, une place, d'analogue dignité, a été accordée aux environnements idéologiques : *Aliénation**, *Anarchisme**, *Hégélianisme**, *Malthusianisme**, *Proudhonisme** ou *Utopie**.

Précisons que la cohérence de notre démarche nous faisait une règle ici également de nous en tenir aux seules acceptions marxistes. *Blanquisme* ou *hégélianisme*, en conséquence, ne prétendent nullement exposer la pensée ou l'action de Blanqui ou de Hegel, mais la ou les représentations que le marxisme en a produite(s). Les spécialistes, s'ils n'y trouvent pas leur compte, découvriront peut-être avec intérêt des éclairages inattendus de leurs auteurs. Les différents devenirs dans le marxisme lui-même ont été abordés de préférence sous l'angle historique; ainsi de *Bolchevisme**, de *Maoïsme** ou de *Stalinisme**; mais parfois sous leur seul aspect sémantique : tels, le mot *marxisme**, l'expression *marxisme-léninisme**, ou le mot *Révolution**. Au rang des occurrences, que l'on peut généralement nommer dérivées, se rencontrent des objets auxquels la théorie a attribué un statut particulier ou sur lesquels elle a pris parti : *Appropriation**, *Bureaucratie**, *Chômage**, *Conscience**, *Crédit**, *Egalité**, *Homme**, *Négation**, *Prix** ou *Secret**; ainsi que des questions : *Antisémitisme**, *Colonisation**, *Droit**, *Ecole**, *Famille** ou *Mariage**. En bonne dialectique de nombreux opposés ont été présentés en couples : *Abondance/Rareté*, *Campagne/Ville**, *Exposition/Investigation**, *Général/Particulier**, ou *Réforme/Révolution**. A quelques métaphores enfin on n'a pas craint de donner la parole, du modeste *Pudding** aux ambitieuses *Robinsonnades**.

Si la conception et la typographie elle-même nous ont fort à propos dispensés de sérier des régions où tenir de force des concepts, par exemple Economie, Politique, Philosophie ou Pédagogie, il n'en apparaîtra pas moins clairement que des occurrences tendent à se grouper par affinités, que des constellations se forment spontanément et que les concepts s'organisent volontiers en chaînes de sens. Au lecteur, aidé en cela par les corrélats consignés en fin d'articles, d'inventer ses propres routes.

Ont été par contre délibérément écartées les géographies du marxisme : ses lieux de naissance, Rhénanie, France, Grande-Bretagne ou Belgique; comme ses lieux actuels d'exercice, pays « socialistes » ou socialisants. Sa littérature n'a pas été non plus retenue : ni les maîtres livres (les autres défient toute recension), ni les gazettes et journaux où son histoire fut si bavarde. Fut exclu également son bottin, aux quelques -ismes bien commodes près du *Boukharinisme**, du *Gramscisme** ou du *Trotskisme**. A cela nulle autre raison que celle de l'espace, car la matière, quant à elle, est d'une richesse à amplement justifier, pour les hommes et les lieux, sans parler des textes, un ouvrage semblable à celui-ci. Lequel, s'il ne se limite sans doute pas au *basic marxism*, n'a assurément pas la prétention de se faire passer, si peu que ce soit, pour une sorte d'Index général de la théorie. Les difficultés rencontrées par l'éditeur de *Marx/Engels Werke* pour établir la liste des seules occurrences des 39 tomes publiés[1] suffisent à montrer ce qu'un tel projet aurait d'exor-

1. On peut espérer que les Index de la nouvelle *Marx/Engels Gesamtausgabe*, en cours de parution, depuis 1976, par les soins des Instituts du Marxisme-Léninisme d'URSS et de RDA, combleront cette lacune.

bitant et de proprement inaccessible. C'est dire à quel point nous sommes conscients des omissions et des lacunes de toutes sortes que comporte notre entreprise en son état actuel et qu'à la dénommer, *Dictionnaire* est encore un terme excessif.

3 - LES AUTEURS

Leur nombre (plusieurs dizaines), ni leur diversité (de formations, d'orientations, de générations), ni leurs compétences spécialisées (philosophes, économistes, sociologues, linguistes, littéraires, historiens, anthropologues, physiciens, politologues, juristes ou psychanalystes) ne constituent, à nos yeux, une garantie suffisante, encore qu'il s'agisse là de véritables prédicables du marxisme, de l'extension et de l'originalité de son champ — irréductibles par principe aux divisions traditionnelles du savoir. L'assurance essentielle, ou la fiabilité, tient à l'engagement contracté par chacun de respecter la méthode de traitement des occurrences et d'adhérer à la conception d'ensemble. Si chaque collaborateur a été laissé libre de s'adapter au plan choisi, donc aux normes communes, et s'il était inévitable que l'approche de la vérité laissât pointer, ici ou là, des marques subjectives, le traitement des entrées du *Dictionnaire* n'en est point pour autant assimilable à une collection d'essais. Les convictions intimes, si chères aux magistrats, ni le goût de régler des comptes, cet apanage du chercheur et du militant, n'ont été de mise, quoi qu'il en coutât. Précisera-t-on, d'autre part, que ce livre n'est nullement celui d'une école de pensée, et moins encore celui d'une chapelle ? Qu'il n'est en rien non plus le *who's who* du marxisme national, et moins encore de l'international ? Aux séductions de la dogmatique, on a préféré les risques des différences, qui ont peut-être induit ceux de l'éclectisme. Aux facilités des censures, on a opposé l'inquiétude des libertés, quitte à en payer le prix de redites, d'écarts, sinon de contradictions. On a choisi enfin de troquer les prestiges des signatures contre les complicités amicales. Le lecteur décidera si la rigueur marxiste s'est compromise ou abaissée de côtoyer le marxisme vivant.

4 - LA FICHE TECHNIQUE

Aux nuances près, afférentes à l'importance ou à la qualité des notions ou concepts, la structure type de chaque entrée est la suivante :

a / *Le titre de l'entrée* est donné en trois langues, allemand (Al), anglais (An), russe (R); chaque fois que possible les transcriptions retenues sont celles qui sont adoptées pour les œuvres citées, dans ces différentes langues ; on a toutefois conservé, pour les noms de personnes, les orthographes familières (ex : Boukharine et non Buharin).

b / *Le corps de l'article*, en particulier pour les concepts-gouverneurs, est subdivisé ou combiné en deux parties d'inégale étendue : l'historique qui expose les principales occurrences du concept dans la tradition marxiste[1]; la problématique qui, le plus souvent sous forme de remarques, donne l'état actuel de la (ou des) question(s). Les renvois aux œuvres utilisées ou citées mentionnent dans l'article lui-même l'auteur, l'ouvrage, l'édition et la page; pour Marx et Engels, outre le renvoi à une édition française d'usage courant, la référence à MEW a été générale-

1. Quand il y a, dans la tradition postérieure à Marx et Engels, ou Lénine, maintien ou reproduction sémantique d'une occurrence, la mention n'en est pas rappelée.

ment indiquée, surtout quand elle n'était pas aisément repérable (ex. Préf. à la 3e éd. de 18 B).

c / *La bibliographie* correspond à un double souci : elle est complémentaire des références déjà précisées dans le corps de l'article, et, sauf nécessité, spécifique de l'entrée traitée.

d / *Les corrélats*, en fin d'article, prétendent seulement suggérer les chaînes ou constellations notionnelles les plus prégnantes; il arrive fréquemment que tel ou tel renvoi permette de compléter, de développer ou d'étendre l'acception du terme sous lequel il figure, ainsi que sa bibliographie.

e / *Le nom de l'auteur de l'article* (aisément identifiable en se reportant à la liste des auteurs (ci-après)), est réduit à ses initiales, moins par conformité avec la coutume prévalant en ce genre d'ouvrage que par la tentation de certifier l'objectivité sous une sorte d'anonymat.

f / *Les abréviations :* Pour les ouvrages les plus utilisés, un certain nombre d'abréviations ont été convenues. Voici les plus courantes :

MEW	*Marx/Engels Werke*, Berlin, Dietz Verlag, 39 vol.
Erg.	*Ergänzungsband*, Dietz Verlag, 2 vol.
Grund.	*Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, Berlin, Dietz Verlag
ES	Editions Sociales, Paris : l'éditeur des traductions françaises de KM/FE le plus souvent cité
O.	Lénine, *Œuvres*, Moscou-Paris, 47 vol.
AD	*Anti-Dühring*, de FE
AP	*Ce que sont les Amis du Peuple et comment ils luttent contre les social-démocrates*, de Lén.
18 B	*Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, de KM
CEP	*Le contenu économique du populisme*, de Lén.
Cont.	*Contribution à la critique de l'économie politique*, de KM
Corr.	*Correspondance Marx/Engels*
CP	*Cahiers philosophiques*, Lén.
Cridr.	*Introduction de 1843*, de KM
Cripol.	*Critique du droit politique hégélien*, de KM
DCR	*Le développement du capitalisme en Russie*, de Lén.
DN	*Dialectique de la nature*, FE
ER	*L'Etat et la révolution*, Lén.
GCF	*La guerre civile en France*, KM
Gloses	*Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, KM et FE
GP	*La guerre des paysans*, FE
IA	*L'idéologie allemande*, KM/FE
Imp.	*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lén.
K.	*Le Capital*, KM
K 4	*Théories sur la plus-value*, KM
LCap	*Lettres sur le Capital*, KM/FE
LCF	*Les luttes de classes en France*, KM
LF	*Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, FE
LK	*Lettres à Kugelmann*, KM
M 44	*Manuscrits d'économie politique et de philosophie*, KM
M et E	*Matérialisme et empiriocriticisme*, Lén.
MIC	*La maladie infantile du communisme, le gauchisme*, Lén.

MPC	*Le manifeste du Parti communiste*, KM/FE
MPh	*Misère de la philosophie*, KM
NGRh	*La nouvelle gazette rhénane*, KM/FE
Orfa.	*L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, FE
QF	*Que faire ?*, Lén.
QJ	*La question juive*, KM
RCR	*Révolution et contre-révolution en Allemagne*, FE
SF	*La Sainte Famille*, KM/FE
Sit.	*La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, FE
SPP	*Salaire, prix et profit*, KM
TSC	*Travail salarié et capital*, KM
ThF	*Thèses sur Feuerbach*, KM...

De même ont été retenus quelques sigles, tels :

AIT	Association internationale des Travailleurs (Ire Internationale)
FE	Friedrich Engels
FES	Formation économique-sociale...
IC	Internationale communiste (IIIe Internationale)
KM	Karl Marx
MCI	Mouvement communiste international
MOI	Mouvement ouvrier international
MPC	Mode de production capitaliste
MPF	Mode de production féodal
POSDR	Parti ouvrier social-démocrate de Russie
s.d.	Social-démocratie

g / Liste des entrées : On trouvera, en fin de volume, une liste des entrées, y compris les termes n'ayant fait l'objet que d'une simple mention et renvoyant à des occurrences traitées; les noms de leurs auteurs figurent entre parenthèses.

5 - ENVOI

Nous exprimons deux souhaits.

Le premier : que ce livre devienne l'appropriation collective qu'il a commencé d'être tout au long de sa confection. C'est la seule manière pour lui d'être adéquat à son objet, la théorie marxiste, en ce qu'elle a tout d'abord été duelle, puis plurielle et... multitudinaire. Est-ce assez redire, loin de tout académisme, que nous en appelons à toutes les bonnes volontés aux fins de collaborations, de critiques, de suggestions, de rectifications ou de compléments ?

Le second : que l'on se convainque, si besoin est, que ni les marxistes, ni le marxisme ne sont vraiment morts. Qu'au contraire, un champ objectif existe, considérable, productif, bien commun et domaine public, où nous souhaitons que les savants et les politiques, comme le voulaient Marx et, avant lui, Platon, finissent par se réconcilier.

Georges LABICA, printemps 1981.

Présentation de la deuxième édition

Trois années à peine se sont écoulées entre la parution de la première et de la deuxième édition de ce *Dictionnaire critique du marxisme*. C'est assez dire qu'en dépit (ou en raison ?) de sa crise, le marxisme est loin de si mal se porter qu'on a pu croire et qu'à tout le moins il continue d'être l'objet d'un intérêt soutenu.

Cette seconde édition n'est rien moins qu'une simple reprise de la première. Elle est considérablement revue, corrigée et augmentée. En effet, nous avons pensé devoir apporter d'importantes modifications, après que nous eûmes appelé de nos vœux, en 1981, l'appropriation collective d'un travail lui-même collectif, soit les « critiques, suggestions, rectifications, compléments ». Ce souhait a été pleinement comblé; en témoignent le volumineux courrier que nous avons reçu, l'abondance des comptes rendus de la presse écrite, des médias audio-visuels et des revues spécialisées, les rencontres et débats. En France, comme à l'étranger, la qualité de l'accueil fait à notre ouvrage, ainsi que les traductions en cours — dont, pour l'allemand, les premiers volumes, au format de poche, ont déjà été publiés chez Das Argument à Berlin —, nous ont été le meilleur encouragement à prendre en considération, autant qu'il était possible, les nombreuses et diverses remarques permettant d'améliorer le travail entrepris.

Dix-neuf nouveaux collaborateurs font leur entrée et apportent, sur des questions où leur compétence est généralement reconnue, de féconds développements. Le lecteur trouvera près de 100 nouveaux articles, qui élargissent les champs déjà couverts : *Démocratie* (— avancée, — directe, — nouvelle, — populaire, etc.), *Etat* (— Rapport salarial, — soviétique, — Etatisme, etc.), *Mode de production* (— communiste, — socialiste, — étatique, etc.), *Révolution* (— culturelle, — française, — industrielle, — mondiale, — permanente, — scientifique et technique); qui complètent l'éventail historique (*Babouvisme*, *Ecole de Budapest*, *Fouriérisme*, *Lassallisme*, etc.), politique (*Antimilitarisme*, *Collégialité*, *Dissidence*, *Exterminisme*, *Gauchisme*, *Titisme*, etc.), philosophique (*Logique*, *Nature*, *Matérialisme*, *Ontologie*, *Spinozisme*, etc.), économique (*Keynésianisme*, *Physiocratie*, *Marginalisme*, *Subsomption*, etc.); ou encore qui approfondissent les problématiques (*CME*, *Division du travail manuel/intellectuel*, *Transition*, *Structuralisme*, etc.). Le risque de quelques synthèses, dont la nécessité semblait désormais inévitable, n'a pas été écarté : voir *Communauté*, *Crises du marxisme*, *Esthétique*, *Idéologie* ou *Science*. Dans le même esprit, suivant également en cela des indications convergentes de collaborateurs, utilisa-

teurs ou commentateurs, certaines entrées ont été remaniées, parfois même réécrites. Les bibliographies ont été, pour la plupart, augmentées et mises à jour, les correspondances à l'édition allemande de référence (MEW) systématiquement rétablies, lorsqu'elles faisaient encore défaut, et les chaînes de corrélats précisées et affinées[1]. Un Index des noms cités dans le corps des articles a été constitué, qui facilitera la production de nouveaux ensembles de significations pertinentes, transversaux et complémentaires de ceux indiqués dans les corrélats.

Si, comme nous le pensons, ce répertoire des notions du marxisme contribue à combler une lacune, nous ne pouvons que souhaiter, avec bien d'autres, que voie prochainement le jour son complément, la nomenclature des hommes, des œuvres et des lieux.

Gérard BENSUSSAN et Georges LABICA, avril 1985.

1. Signalons aux lecteurs les plus exigeants qu'ils disposent maintenant d'un précieux outil de travail avec le *Sachregister MEW*, paru en 1983 à Cologne, chez Pahl-Rugenstein.

Préface à la troisième édition

Treize ans ont passé depuis la deuxième édition refondue et augmentée du *Dictionnaire critique du marxisme*. Treize années tranchées par la chute du communisme. Comment cette troisième édition, accueillie dans la collection « Quadrige », pouvait-elle et devait-elle faire place à cet événement épocal qui fut bien autre chose qu'un processus, un déclin ou une mort annoncée ? Le marxisme a-t-il encore quelque titre à prétendre en restituer, même partiellement, l'intelligence ? Peut-on avec quelque sérieux le tenir pour finalement indemne de cet ébranlement ? Le *Dictionnaire* ne se devait-il pas de prendre théoriquement acte des attendus, causes et contenus de ladite chute et, peut-être, s'enrichir *a posteriori* de son imprévisibilité même ?

Ces questions emportaient bien sûr, dans leur radicalité, que soit fondamentalement réorientée la traditionnelle prise en vue de l'*histoire*, déjà plutôt mise à mal dans les deux éditions précédentes. Si son « tribunal » en effet, ses « poubelles » et son « sens » pouvaient à eux seuls légitimer et délégitimer pensées et expériences, actes et mouvements collectifs, engagement et militantismes, comment échapper à la tentation du sabordage pur et simple ? Jusqu'à la caricature, l'historicisme se mord ici la queue : ce qui le vérifie le destitue. Sa théorie était vaincue au nom de sa substance théorique, l'historicité des pratiques humaines. Le communisme était donc soluble dans l'histoire. Comme pour toutes les générations précédentes, la situation obligeait à faire, dans le marxisme, le tri entre le vivant et le mort – mais cette fois dans une conjoncture si inouïe que celui-ci semblait devoir définitivement saisir celui-là. Ces considérations, ces interrogations, ces raisons nous ont conduit à penser qu'il serait sinon impossible, du moins point immédiatement indispensable de faire pour la présente édition ce que nous avions fait pour la seconde : ajouter, rectifier, combler, réécrire ou couper, proposer de nouveaux cheminements, transversaux ou bibliographiques, bref mettre à jour.

D'abord parce que la chute du communisme, comme celle des corps, a subi une accélération uniforme de son propre mouvement. L'insertion de nouvelles entrées s'y rapportant (*perestroïka* par exemple) reviendrait à l'enregistrement plat d'un moment, déjà éphémère, ou d'un événement pétrifié dans sa signification historique. D'autres articles auraient pu aussi bien augmenter cette édition *(mondialisation, zapatisme...)* : avec, du coup, le péril inverse d'une retranscription immédiate et fluidifiée de tendances (apparemment) lourdes. A défaut de véritables innovations conceptuelles, on pouvait également tenter de dresser la liste des noms multiples des impensés du marxisme désormais décelables et articulables. C'eût été

s'engager dans une tout autre entreprise qui par ailleurs ne serait certainement pas vaine. On se dira peut-être encore qu'il aurait fallu effeuiller le *Dictionnaire* et en supprimer certaines entrées. Mais quel serait l'intérêt d'un réaménagement plus ou moins improvisé d'une disposition d'ensemble ? Sans doute aisé, ce bricolage brouillerait, à coup sûr, une lisibilité, une tonalité générales dont nous gardons la conviction qu'elle est celle du marxisme, avec ses dissonances et ses à-coups.

En fin de compte, sous ses trois éditions datées, aussi indicatives que les positions successives d'un curseur sur une règle, le *Dictionnaire critique du marxisme* constitue le témoignage d'une vie, la vie du marxisme dans les conditions déterminées d'un espace et d'une époque. Nous avons donc opté pour la reprise en l'état de l'édition de 1985. Est ainsi proposé le tableau vaste et dorénavant à distance (à bonne distance ?) d'un site. Pour autant, il ne s'agit en aucun cas de satisfaire avec cette édition de poche une simple curiosité historique, et moins encore un intérêt archéologique. Le site en question, en effet, fut d'emblée *le champ d'une crise* et le terrain occupé un terrain critique. Donc ouverts à tous vents. Dès l'édition de 1982, nous nous donnions pour but de « produire un corps de définitions *qui n'en soient pas* ». Disons-le : notre marxisme fut spontanément travaillé et vécu comme marxisme « négatif » si l'on peut dire, marxisme en crise, marxisme sans dieu ni maître. Le grand chantier du *Dictionnaire,* avec aussi ses avenues et ses constructions, le montre à souhait. Bien des articles, relus dans la rétrospection inquiète et le souci de l'actualisation, annoncent en effet l'entrée du communisme dans l'histoire, non point celle que font les masses mais celle, plutôt nécrophage, des historiographes. Le communisme ne se laissant décidément pas penser au sein du mouvement de la matière (en son « inéluctabilité »), le marxisme critique du *Dictionnaire,* conséquent à cet égard, supportait une critique du marxisme comme ontologie générale ayant vocation à instruire de tout, comme mythologie de la production ou encore comme roman cosmologique. Ce qui en subsiste et qui passe en autre chose pour s'y transformer n'implique plus guère une adhésion théorique à une systématicité globale et cohésive.

Voilà pourquoi, nous semble-t-il, le *Dictionnaire critique du marxisme* appelle encore, à partir de sa fonction de témoignage, à de nouvelles appropriations de pensée, à sa réinvention théorique par ou pour ses lecteurs. Sa relecture en discontinuité l'atteste diversement : ici il s'efforce de lutter contre le fantôme du savoir absolu, là il tâche de briser les grands récits en questionnements micrologiques fragmentés, ailleurs il esquisse des modes de déconstruction des grandes totalités herméneutiques. N'est-ce pas à ces carrefours, précisément, que de jeunes intellectuels continuent aujourd'hui de rencontrer Marx, un autre Marx sans doute que le Marx « classique », le Marx « communiste », et d'y trouver une pensée étonnamment vivante ? Au demeurant, le libéralisme dont la victoire a fait long feu n'apporte-t-il pas la preuve que le marxisme représente encore la possibilité d'une alternative à ses nuisances mondialisées ?

Le *Dictionnaire critique du marxisme,* à cette aune, persiste véritablement comme un *livre ouvert.*

Gérard BENSUSSAN et Georges LABICA, octobre 1998.

Liste des auteurs

Marc Abeles, *anthropologue*	M. A.
Tony Andréani, *philosophe*	T. A.
Paul-Laurent Assoun, *philosophe*	P.-L. A.
Béatrice Avakian, *philosophe*	B. A.
Elisabeth Azoulay, *économiste*	E. A.
Gilbert Badia, *germaniste*	G. Ba.
Etienne Balibar, *philosophe*	E. B.
Françoise Balibar, *physicienne*	F. B.
Gérard Bensussan, *philosophe*	G. Be.
Ghyslaine Bernier, *philosophe/ italianiste*	Gh. B
Jacques Bidet, *philosophe*	J. B.
Gérard Bras, *philosophe*	G. Br.
Suzanne de Brunhoff, *économiste*	S. d. B.
Christine Buci-Glucksmann, *philosophe*	C. B.-G.
Jean-Luc Cachon, *philosophe*	J.-L. C.
Guy Caire, *économiste*	G. C.
Lysiane Cartelier, *économiste*	L. C.
Jorge Castañeda, *économiste*	J. C.
Serge Collet, *sociologue*	S. C.
Jean-François Corallo, *philosophe*	J.-F. C.
Olivier Corpet, *sociologue*	O. C.
Jean-Pierre Cotten, *philosophe*	J.-P. C.
Bernard Cottret, *angliciste*	B. C.
Alastair Davidson, *politologue*	A. D.
Jean-Pierre Delilez, *sociologue*	J.-P. D.
André et Francine Demichel, *juristes*	A. et F. D.
Marcel Drach, *économiste*	M. D.
Martine Dupire, *anthropologue*	M. Du.
Victor Fay, *journaliste*	V. F.
Osvaldo Fernandez-Diaz, *philosophe*	O. F.-D.
Françoise Gadet, *linguiste*	F. G.
René Gallissot, *historien*	R. G.
Jean-Marc Gayman, *historien*	J.-M. G.
Maurice Godelier, *anthropologue*	M. G.
Alain Guerreau, *historien*	A. G.
Jacques Guilhaumou, *historien*	J. G.
Jean Guinchard, *philosophe*	J. Gu.
Enrique Hett, *philosophe/ hispaniste*	E. H.
Georges Labica, *philosophe*	G. L.
Nadya Labica, *littéraire*	N. L.
Philippe de Lara, *philosophe*	P. d. L.
Marie-Claire Lavabre, *politologue*	M.-C. L.
Christian Lazzeri, *philosophe*	C. L.
Jean-Yves Le Bec, *philosophe*	J.-Y. L. B.
Jean-Jacques Lecercle, *angliciste*	J.-J. L.
Dominique Lecourt, *philosophe*	D. L.
Victor Leduc, *philosophe*	V. L.
Jean-Pierre Lefebvre, *germaniste*	J.-P. L.
Alain Lipietz, *économiste*	A. L.
Michaël Löwy, *sociologue*	M. L.
Pierre Macherey, *philosophe*	P. M.
Michael Maidan, *philosophe*	M. Ma.
Lilly Marcou, *historienne*	L. M.
François Matheron, *philosophe*	F. M.
Solange Mercier-Josa, *philosophe*	S. M.-J.
Philippe Merle, *philosophe*	Ph. M.
Jacques Michel, *juriste*	J. M.
Maurice Moissonnier, *historien*	M. M.
Gérard Molina, *philosophe*	G. M.
Mohamed Moulfi, *philosophe*	M. Mou.
Zdravko Munisic, *philosophe*	Z. M.
Sami Naïr, *philosophe*	S. N.
Jean-Michel Palmier, *philosophe*	J.-M. P.
Michel Paty, *physicien*	M. P.
Hugues Portelli, *politologue*	H. P.
Pierre Raymond, *philosophe*	P. R.
Catherine Régulier, *littéraire*	C. R.
Henry Rey, *historien*	H. R.
Jean Robelin, *philosophe*	J. R.

Maxime Rodinson, *islamisant*	M. R.
Jean-Maurice Rosier, *littéraire*	J.-M. R.
Elisabeth Roudinesco, *psychanalyste*	E. R.
Pierre Séverac, *philosophe*	P. S.
Gérald Sfez, *philosophe*	G. S.
Danielle Tartakowsky, *historienne*	D. T.
Nicolas Tertulian, *philosophe*	N. T.
Bruno Thiry, *philosophe*	B. T.
André Tosel, *philosophe*	A. T.
Trinh Van Thao, *sociologue*	T. V. T.
Yves Vargas, *philosophe*	Y. V.
René Zapata, *philosophe*	R. Z.

Colette Bernas a été consultée pour la terminologie anglaise.
Blanche Grinbaum et Wieland Elfferding ont assuré le contrôle de la terminologie russe.

A

Abondance/Rareté

Al : *Überfluss/Seltenheit (Knappheit).* — An : *Plenty/Scarcity.* — R : *Redkost'/Izobilie.*

S'il se dessine bien un sens commun de l'économie politique classique à partir du thème de l'abondance et de la rareté, il apparaît que c'est seulement à la faveur de la confusion de ces deux concepts; car ces auteurs de l'économie politique classique, dont l'œuvre de Marx est d'abord la critique, sont eux-mêmes loin de s'accorder quant à définir ce qui est rare et à économiser.

Alors que, dans l'économie essentiellement agricole du XVIIIe siècle, les Physiocrates voient en la fertilité de la terre la cause de toute opulence, pour Smith, déjà, ce n'est plus de savoir répartir les richesses d'une nature plus ou moins libérale qu'il s'agit, abondance et disette dépendant, selon lui, du degré de productivité du travail et de la proportion entre le nombre des producteurs et celui des improductifs (*Richesse des nations*, p. 33).

Mais c'est sur l'exemple de Proudhon que Marx peut mettre le plus clairement en évidence le caractère abstrait et contradictoire de ces notions (MPh, ES, I, p. 54). La *Philosophie de la misère* parvient en effet à ce paradoxe que, la « valeur échangeable » du produit étant proportionnelle à sa rareté, d'une part, et les choses utiles produites en abondane, d'autre part, la valeur échangeable doit se trouver en raison inverse de la « valeur utile », voire devenir nulle, pour une chose indispensable mais en quantité infinie (MPh, I, p. 48-49). Or, c'est là ne pas voir qu'il n'y a d'utilité que *pour* un consommateur et, par suite, abondance et rareté que *relativement à* une demande, dit Marx; il n'y a ni abondance ni rareté en soi pas plus qu'il n'y a de choses utiles en soi (MPh, I, p. 52-54).

Pourtant, l'inversion la plus remarquable est, sans doute, celle opérée par Malthus. Ce n'est pas la rareté naturelle qui engendre la pauvreté, mais la surabondance des hommes, le nombre des subsistances ne croissant, dans le cas le plus favorable, que selon une progression arithmétique, alors que le nombre de la population tend, lui, à augmenter selon une progression géométrique (*Essai sur le principe de population*, liv. I, chap. I). Aussi, plutôt que de s'égarer à la chercher dans une carence de la Providence, vaut-il mieux, dans ces conditions, comprendre que c'est dans la déraison des ouvriers, trop prolifiques, que se trouve l'origine de leur indigence (EPP, liv. 4, chap. I à 4)... et adoucir de cette manière « le séjour des classes

dominantes dans cette vallée de larmes », ajoute Marx (K 4, ES, 9, t. 2, p. 125).

S'il n'est pas toujours à ce point cynique, le discours de la rareté se révèle chaque fois, selon Marx, être celui de l'idéologie bourgeoise; dire que le manque de biens de consommation est imputable à une nature marâtre ou dire qu'il est l'effet d'une « loi de la population », c'est vouloir justifier et éterniser un mode de production qui nécessite la pénurie pour le plus grand nombre, bien que n'en soient pas exclus, au contraire, des excès dans la production. Mais l'économie de la répartition fait abstraction de l'intérêt du capitaliste, et elle oublie que, pour celui-ci, les moyens de subsistance ne sont que des marchandises à convertir en argent. De là son ignorance de la surproduction, laquelle n'est pas, effectivement, une surabondance de biens pour l'ensemble du pays, mais seulement l'impossibilité pour le propriétaire des moyens de production d'échanger ses produits avec d'autres capitalistes (*Grund.*, ES, t. 1, p. 350-351). C'est la « demande du capitaliste pour la consommation productive » qui fait défaut et non le « besoin social effectif » *(das wirkliche gesellschaftliche Bedürfnis)*, deux choses fort différentes que les classiques semblent avoir confondues (K., ES, III, 1, p. 204; MEW, 25, p. 198-199). Et c'est d'ailleurs là une contradiction essentielle de ce mode de production où, chacun tendant à réduire au minimum vital le salaire de ses propres ouvriers, ceux-ci ne peuvent acquérir le surproduit des autres et leur demande ne peut jamais être une « demande adéquate » (*Grund.*, t. 1, p. 360). En définitive, la surproduction est la conséquence du surtravail non rémunéré dont se nourrit le capital, lequel crée ainsi lui-même l'obstacle à sa production (*Grund.*, t. 1, p. 355 et s.; K., ES, 3, 1, p. 259-263; K., MEW, 25, p. 257-261).

Quant aux travailleurs surnuméraires, ces laissés-pour-compte du progrès de la productivité et des périodes de crise, ils constituent en fait l'« armée de réserve industrielle» indispensable au capital pour les « périodes de production à haute pression » (K., ES, 1, 3, p. 76; MEW, 23, p. 662, note), et ainsi « le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste » (K., ES, 1, 3, p. 75-76; MEW, 23, p. 661). Car il n'y a pas de loi éternelle de la population, comme le voudrait Malthus, mais une loi de population propre à chaque mode de production, celle du capitalisme faisant qu' « en produisant l'accumulation du capital, et à mesure qu'elle y réussit, la classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa mise en retraite ou de sa métamorphose en surpopulation relative » (K, ES, 1, 3, p. 74; MEW, 23, p. 660).

Aussi n'est-il pas question pour Sartre, quand il affirme que « toute l'aventure humaine — au moins jusqu'ici — est une lutte acharnée contre la rareté » (*Critique de la raison dialectique*, p. 201), de réhabiliter l'économie classique ou de « compléter » le marxisme; ce qu'il tente, c'est de définir la négativité originelle qui rend possible la lutte des classes elle-même (CRD, p. 223). Cette rareté dont il parle est « un fait humain » (CRD, p. 214, note), c'est la rareté qu'il faut entretenir pour que « les groupes d'administration, de gérance et de direction » aient leur raison d'être : décider des excédentaires à éliminer (CRD, p. 222).

• BIBLIOGRAPHIE. — MARX, MPh, ES, p. 43-54; *Cont.*, ES, p. 7-29 (MEW, 13, p. 15-34), M 44, Gallimard, p. 39-43; *Grund.*, ES, t. 1, p. 341-410; K., ES, 1, 1, p. 259-271 (MEW, 23, p. 279-294); 1, 2, p. 90-91 (p. 425-431), p. 200, n. 551; 1, 3, p. 58-59, note (p. 644-646, n. 75), p. 70-91 (p. 657-677); II, 1, p. 70-72 (24, p. 79-82); II, 2, p. 116-117 (p. 464-465),

p. 159 (p. 509); III, 1, p. 203-206 (25, p. 198-200), p. 259-272 (p. 257-270); III, 3, p. 220-221, n. 1 (p. 851-852, n. 53); K 4, ES, t. 1, p. 31-42, p. 63-83, p. 161-399 *passim*; t. 2, p. 121-129, p. 355-362, p. 410-443, p. 592-637, p. 658-702. — ENGELS, AD, ES, p. 163, p. 178, p. 293, p. 297, p. 312. — R. MALTHUS, *Essai sur le principe de population*, trad. par P. et G. PRÉVOST, Paris, Guillaumin, 1845; texte abrégé et reclassé, Paris, Gonthier, 1963, *passim*. — *Principes d'économie politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, 3-172. — F. QUESNAY, *Tableau économique des Physiocrates*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, *passim*. — D. RICARDO, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Calmann-Lévy, 1970, p. 9-10, p. 13-66, p. 218-228, p. 262-271, p. 280-283, p. 309-345. — J.-P. SARTRE, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960, p. 200-225. — J.-B. SAY, *Traité d'économie politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, *passim*. — A. SMITH, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Guillaumin, 1859; texte abrégé, Idées/Gallimard, 1976, p. 33-46, p. 79-87, p. 114-123, p. 207-214.

▶ CORRÉLATS. — Chômage, Concurrence, Consommation, Malthusianisme, Production.

J.-Y. L. B.

Absolu/Relatif

Al : *Absolut/Relativ*. — An : *Absolute/Relative*. — R : *Absoljutnyj/Otnositel'nyj*.

Le matérialisme historique se présente comme philosophie du relatif, à l'origine, face à la présentation des philosophies de l'Absolu, caractéristique de l'idéalisme, à partir des considérations suivantes :

a) Le supposé Absolu, conçu comme Idée dans les formes diverses de l'idéalisme objectif et subjectif (de Platon à Hegel en passant par Schelling) ne saurait être que l'hypostase d'une vérité humaine et trouve sa raison immanente dans la praxis et la production sociale des moyens d'existence : d'où la récusation de la double illusion de perfection et d'indépendance inhérente aux philosophies de l'Absolu.

b) La notion même de dialectique, libérée de son hypothèque doctrinale (conformément au schéma de LF), constitue une forme de relativisme radical, dans la mesure où tout terme est pris dans une relation d'implication et d'opposition avec un autre — ce qui invalide la valorisation de l'aséité métaphysique inhérente à la notion d'absolu.

c) Du point de vue de la théorie de la connaissance, la représentation dialectique implique l'interaction du sujet et de l'objet — interdisant par là même de placer l'Absolu dans le « Sujet » ou l' « Objet » respectivement hypostasiés par l'Idéalisme subjectif et l'Idéalisme objectif — dialectique fondée matériellement par la *pratique* qui scelle en quelque sorte le destin du sujet à celui de l'objet.

L'enjeu de ces différents points n'est autre qu'une pensée de l'*histoire*, qui s'oppose à une pensée de l'Absolu.

De fait, Marx emprunte à Feuerbach les éléments d'une critique de nature *relativiste* (au sens cerné à l'instant) : il s'agit de l'effet du point de vue de l'anthropologie feuerbachienne, de ramener l'homme du point de vue spéculatif au point de vue d'une vérité *relative* à l'homme même. L'opposition du Ciel et de la Terre, chère à Feuerbach et à Marx dans les années 1842-1845, atteste ce point de vue. C'est de ce relativisme historique que se recommande la perspective que Marx nomme « Critique » (voir notamment *Cripol.*). C'est encore de l'absolutisme de l'Idée qu'il démonte l'illusion dans le fameux chapitre de *La Sainte Famille*. La parabole en est

l'image du Fruit absolu qui recouvre la diversité réelle des fruits. Mais par ailleurs, en abandonnant le point de vue anthropologique (à partir des THF), Marx donne à ce « relativisme » un fondement *sui generis* : la praxis. Dès lors c'est jusqu'aux notions d' « absolu » et de « relatif », solidaires dans leur opposition, qui sont virtuellement contestées.

Dans le *Ludwig Feuerbach*, il est dit que « la philosophie dialectique dissout toutes les notions de vérité absolue définitive et d'états absolus de l'humanité qui y correspondent », en sorte qu' « il ne subsiste rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle ». Cette profession de foi relativiste a pour finalité d'affirmer que le « caractère révolutionnaire (de la dialectique) est absolu — le seul absolu, d'ailleurs, qu'elle laisse prévaloir » (LF, ES, I, 18, in *Etudes philosophiques*).

Avec *Matérialisme et empiriocriticisme* de Lénine se met en place un régime nouveau du couple absolu/relatif. Mais c'est significativement à travers un commentaire du texte sus-cité de l'*Anti-Dühring* que s'introduit ce régime (au chap. II, § 5). Lénine oppose précisément le relativisme d'Engels au relativisme de Bogdanov, inspiré de Mach : « Pour Engels, la vérité absolue, commente Lénine, résulte de l'intégration de vérités relatives » (O., 14, 137). « Ainsi, la pensée humaine est, par nature, capable de nous donner et nous donne effectivement la vérité absolue, qui n'est qu'une somme de vérités relatives » (*op. cit.*, p. 138).

Il faut donc penser simultanément la matérialité comme déterminant absolu et le caractère approximatif du processus par lequel la connaissance humaine (scientifique) appréhende cet « absolu ». Donc « la vérité absolue résulte de la somme des vérités relatives en voie de développement », celles-ci étant « des reflets relativement exacts, d'un objet indépendant de l'humanité », donc contenant un élément de vérité absolue » (O., 5, 8, 322).

Cela s'exprime par un *monisme* dont Lénine donne la formule dans un encadré des *Cahiers philosophiques* à propos de la *Science de la logique* de Hegel : « L'absolu et le relatif, le fini et l'infini = parties, degrés d'un seul et même univers » (O., 38, 104). « Absolu » veut dire dès lors « plus concret » (*op. cit.*, p. 217).

▶ CORRÉLATS. — Critique, Dialectique, Dualisme/Monisme, Théorie de la connaissance, Thèse, Vérité.

P.-L. A.

Abstrait/Concret

Al : *Abstrakt/Konkret.* — An : *Abstract/Concrete.* — R : *Abstraktnyj/Konkretnyj.*

Si ces deux termes paraissent avoir une histoire singulièrement embrouillée, c'est que leurs acceptions, aussi diverses que contradictoires, indiquent par elles-mêmes les positions qu'elles induisent dans le champ de la philosophie. A l'opposé de leur usage néo-positiviste, hérité en bonne part du nominalisme médiéval et de la philosophie du XVIIe siècle, ils désignent, dans le marxisme, deux catégories logiques servant à l'analyse de la structure et du procès de la connaissance scientifique, *et non pas* le couple ordinaire perception sensible ou donnée empirique (le « concret ») / forme spéculative ou concept théorique (l' « abstrait »).

Hegel est le premier à avoir mis à mal l'assignation respective du concret

à l'espace du réel et de l'abstrait à celui de la pensée. La *Science de la logique* montre en effet qu'il est plus aisé à la connaissance de partir d'une détermination abstraite et simple et de progresser dialectiquement jusqu'à la totalité concrète et vivante puisque celle-ci, qui est la connexion multiple de déterminations de pensée et de leurs rapports, ne saurait être immédiatement saisie. Dans ce mouvement ascendant, l'abstraction consiste en un démembrement préalable de la complexité du concret aux fins de particularisation de ses multiples déterminations. Aussi le système hégélien procède-t-il de la plus abstraite des déterminations, l'être pur, si abstrait justement qu'il s'épuise tout entier à être. L'Idée, dans son autodéveloppement, s'enrichit de déterminations de plus en plus nombreuses : elle se concrétise, elle passe de l'être à l'essence, puis de l'essence au concept. Dans cette discontinuité dialectique, l'universel abstrait du début se produit lui-même comme universel concret de la fin, Monde ou Réalité. L'« idéalisme conséquent » de la *Logique* (Lénine, CP, O., 38, 222) donne donc l'autogenèse du concept pour l'autogenèse du réel lui-même.

Par réaction, le matérialisme de Feuerbach, libérateur par ailleurs de grandes quantités d'énergie théorique, rétablit l'opposition abstraite de l'abstrait et du concret au profit exclusif de ce dernier (cf. *Contribution à la critique de la philosophie de Hegel*, 1839). Contre l'abstraction qui lui sert à nommer l'essence de la pensée spéculative, véritable inversion du monde, l'idéologie feuerbachienne veut restaurer dans sa dignité bafouée le concert, soit le réel, soit encore la nature que l'hégélianisme avait occultés. Le concret devient alors le domaine exclusif du vrai — de l'homme vrai, de la vraie communauté humaine, du socialisme vrai, etc. Ce « renversement » de l'idéalisme hégélien fut vécu et pensé comme une émancipation théorique par le jeune Marx et les *Manuscrits de 1844* en sont le témoignage. Il faut aussi remarquer que ce recours persistant aux vertus pratiques du concret ou du réel alimente un courant effectif du marxisme interprété comme un humanisme scientifique.

L'*Introduction de 1857 à la Contribution*, texte canonique de « méthode », donne de l'abstrait et du concret comme catégories logiques-gnoséologiques ainsi que de leurs relations dans le champ du savoir des définitions devenues classiques. D'une part, Marx s'y réapproprie l'hégélianisme comme langage théorique dans lequel il lui est possible de penser un objet de connaissance comme synthèse de déterminations multiples et le mouvement de cette connaissance comme procès objectif. D'autre part, et comme l'avait compris Feuerbach, il voit dans le système hégélien le lieu d'une gigantesque « illusion », de type spéculatif :

« Il semble juste de commencer par le réel et le concret... Cependant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que c'est là une erreur... Si... je commençais ainsi..., j'aurais une représentation chaotique du tout et, par une détermination plus précise, j'aboutirais analytiquement à des concepts de plus en plus simples; du concret de la représentation je passerais à des entités abstraites de plus en plus minces jusqu'à ce que je sois arrivé aux déterminations les plus simples. Partant de là, il faudrait refaire le chemin à rebours... Le concret est concret parce qu'il est le rassemblement de multiples déterminations, donc unité de la diversité. C'est pourquoi il apparaît dans la pensée comme procès de rassemblement, comme résultat, non comme point de départ, bien qu'il soit le point de départ réel... le point de départ de l'intuition et de la représentation... Hegel est tombé dans l'illu-

sion qui consiste à concevoir le réel comme le résultat de la pensée qui se rassemble en soi, s'approfondit en soi, se meut à partir de soi-même, alors que la méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret n'est que la manière pour la pensée de s'approprier le concret, de le reproduire en tant que concret de l'esprit. Mais ce n'est nullement là le procès de genèse du concret lui-même... La totalité concrète en tant que totalité de pensée, en tant que concret de pensée... n'est... nullement le produit du concept qui s'engendrerait lui-même... mais celui de l'élaboration qui transforme en concepts l'intuition et la représentation... Après comme avant le sujet réel subsiste dans son autonomie en dehors du cerveau » (MEW, 13, 631-633; *Grund.*, I, ES, 1980, 34-36).

Marx définit donc ici, après Hegel, « la méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret » comme la « méthode... correcte du point de vue scientifique ». La structure du *Capital* en fournit une belle illustration (cf. Lénine, CP, O., 38, 344-345) : à partir des « entités abstraites » produites par l'économie politique classique, des « déterminations les plus simples » comme la marchandise ou l'argent, le premier livre analyse le procès capitaliste de production dans sa forme pure. L'exposition du procès de circulation (liv. II) puis celle des rapports de production capitalistes (liv. III) permettent d'ensuite saisir le mode de production capitaliste comme « totalité de pensée » ou « concret de pensée » *(Gedankenkonkretum)*.

Marx, cependant, n'oublie jamais que le concret est aussi « le point de départ réel », « le point de départ de l'intuition et de la représentation ». C'est ce qui fait le sens de la double qualification dont il affecte très fréquemment telle ou telle catégorie (exemple : dans *travail abstrait*, on a, par là désigné, une détermination unilatérale du travail par le mode de production marchand; le *travail concret*, au contraire, définit une pratique matérielle nécessaire à l'existence de n'importe quel mode de production).

C'est bien qu'il introduit une distinction épistémologique décisive entre « *deux concrets différents* : le *concret-de-pensée* qu'est une connaissance et le *concret-réalité* qu'est son objet », ce qui évite de « tomber dans les illusions idéologiques », de « croire que l'*abstrait* désignerait la théorie elle-même... alors que le *concret* désignerait le réel, les réalités « concrètes » (*Pour Marx*, p. 189). Dans ce même texte, L. Althusser, commentant l'*Introduction de 57*, en résume la substance en distinguant trois « généralités » : une « généralité I » (l' « abstrait »), soit « une matière première constituée... de concepts encore idéologiques... de « faits » scientifiques... de concepts déjà élaborés »; une « généralité II » (les moyens de production théorique), « constituée par le corps des concepts dont l'unité plus ou moins contradictoire constitue la « théorie » de la science au moment considéré »; une « généralité III » (le « concret » ou généralité I spécifiée), soit une connaissance scientifique.

• BIBLIOGRAPHIE. — I. HEGEL, *Enzyklopädie der philosophischen Wissenschaften*, Berlin, Akademie-Verlag, 1966, p. 47, 62, 103, 107, 123, 125, 153 et s., 157; *Science de la logique*, Aubier, p. 32 et s., 272 et s.; MARX, K., MEW, I, p. 49-50, 89-90, 228-229, 412; K., MEW, II, p. 226, 300, 353-354, 393-394; K., MEW, III, p. 33-50, 385; K 4, MEW, 26/I, p. 60-63, 26/2, p. 100, 146, 26/3, p. 83, 488; LÉNINE, CP, O., 38, p. 38, 89-90, 118, 160-161, 168-169, 172, 189, 192, 198, 217-219, 222-223, 263.

II. *Geschichte der marxistischen Dialektik*, Dietz, 1974, p. 211, 226, 294-299; *Kategorien der marxistischen Dialektik*, Dietz, 1960, p. 360-390; L. ALTHUSSER, cf. également Sur le rapport de Marx à Hegel, in *Hegel et la pensée moderne*, PUF, 1970, p. 92 et s. et *Lire le Capital*, II, 65, Maspero, 1971; K. KOSIK, *La dialectique du concret*, Paris, Maspero, 1970

(Prague, Dilia éd., 1967); A. NEGRI, *Marx au-delà de Marx*, C. Bourgeois, 1979, p. 93 et s.; M. M. ROSENTAL, *Die marxistische dialektische Methode* (remarquable précis de stalinisme théorique), Dietz, 1953; du même, *Die dialektische Methode der politischen Ökonomie von Karl Marx*, Dietz, 1969, p. 393-431.

▶ CORRÉLATS. — Catégorie, Dialectique, Général/Particulier, Hégélianisme, Historique/Logique, Idéalisme, Philosophie, Rationnel/Réel.

G. Be.

Accumulation

Al : *Akkumulation.* — An : *Accumulation.* — R : *Nakoplenie.*

L'accumulation est le processus de transformation d'une fraction du surproduit social en forces productives nouvelles. Elle prend donc la forme de l'investissement ou consommation productive qui est la non-consommation immédiate d'une fraction du produit social. L'utilisation du surproduit dont le volume dépend de la productivité prend des formes variées selon les modes de production. Dans le mode de production capitaliste où l'accumulation constitue « la loi et les prophètes » (MEW, 23, 621), elle se présente essentiellement comme accumulation du capital ou conversion d'une partie de la plus-value en capital additionnel. Ce processus qui est ininterrompu revêt à la fois un caractère individuel, à l'échelle d'une entreprise, et un caractère social, à l'échelle de la société capitaliste. La plus-value accumulée est transformée pour partie en capital constant (moyens de production nouveaux) et pour partie en capital variable (acquisition de nouvelles forces de travail). Par conséquent, la plus-value constituant la source de l'accumulation, l'accumulation capitaliste repose sur l'exploitation et exige la reproduction des rapports de production capitalistes : « La reproduction du capital renferme celle de son grand instrument de mise en valeur, la force de travail. Accumulation du capital est donc en même temps accroissement du prolétariat » (K., ES, 1, 3, p. 55; MEW, 23, 641).

Dans l'étude qu'il fait de l'accumulation, Marx fait deux hypothèses simplificatrices. Il suppose tout d'abord que le capitaliste a réussi à vendre les marchandises produites et a converti en moyens de production et forces de travail l'argent obtenu; en d'autres termes Marx suppose que le procès de circulation du capital s'est déroulé normalement. Il suppose en outre que le capitaliste entrepreneur est le seul possesseur de la plus-value, faisant abstraction par conséquent des partages ultérieurs en profit industriel, profit commercial, intérêt, rente foncière qu'il étudie au livre III du *Capital*. Dans ce cadre simplifié, il procède en deux phases successives qui sont celles de la reproduction simple et de la reproduction élargie. Le terme de reproduction évoque l'idée de répétition du cycle de production dans son ensemble. Il y a reproduction simple, c'est-à-dire répétition du processus de production dans ses proportions précédentes, lorsque toute la plus-value obtenue par le capitaliste est consacrée par celui-ci à l'achat de biens de consommation. La reproduction sera au contraire élargie lorsqu'une partie de la somme d'argent obtenue par conversion de la plus-value est consacrée à l'achat de moyens de production et de forces de travail supplémentaires, permettant ainsi l'accroissement de l'échelle de production.

Les schémas de la reproduction ont pour but de présenter l'organisation et le fonctionnement du mode de production capitaliste dans une sorte de

moyenne idéale. C'est pourquoi Marx prend bien soin de définir chacun des termes indispensables à sa construction, aussi bien du point de vue valeur que du point de vue matériel : « Le produit total de la société, donc l'ensemble de sa production aussi se décomposent en deux grandes sections : I / Moyens de production, marchandises qui, de par leur forme, doivent ou du moins peuvent entrer dans la consommation productive; II / Moyens de consommation, marchandises qui, de par leur forme, entrent dans la consommation individuelle de la classe capitaliste et de la classe ouvrière. Dans chacune de ces deux sections, toutes les branches de production distinctes qui en font partie ne forment qu'une grande branche de production unique — les moyens de production pour les unes, les moyens de consommation pour les autres. L'ensemble du capital employé dans chacune de ces deux branches de production forme une grande section particulière du capital social. Dans chaque section, le capital se décompose en deux parties : 1 / Capital variable. En valeur, il est égal à la valeur de la force de travail social employée dans cette branche de production; donc à la somme des salaires payés pour cette force de travail. Au point de vue matériel, il se compose de la force de travail en action elle-même, c'est-à-dire du travail vivant mis en mouvement par cette valeur capital; 2 / Capital constant, c'est-à-dire la valeur de tous les moyens de production utilisés pour la production dans cette branche. Ceux-ci, à leur tour, se décomposent en capital fixe : machines, instruments de travail, bâtiments, bêtes de travail, etc., et en capital constant circulant : matériaux de production tels que matières premières et auxiliaires, produits semi-finis, etc. La valeur du produit annuel total fabriqué à l'aide de ce capital, dans chacune des deux sections, se décompose en un élément valeur qui représente le capital constant c consommé dans la production et, quant à sa valeur, simplement transféré au produit, et en un autre élément de valeur ajouté au produit par tout le travail de l'année. Ce deuxième élément se décompose encore en deux parties : l'une remplace le capital variable avancé v et l'autre, en excédent de ce capital, constitue la plus value pl. Comme la valeur de toute marchandise particulière, celle du produit total se décompose donc aussi dans chaque section en $c + v + pl$ » (K., ES, II, 5, 49-50; MEW, 24, 394-395).

L'hypothèse de la reproduction simple est qu'une société ne peut reproduire, c'est-à-dire produire d'une manière continue, sans transformer continuellement une partie de ses produits en moyens de production, en éléments de nouveaux produits. Toutefois l'analyse des rapports capitalistes dans le cours de la reproduction ne manque pas de faire apparaître la source véritable du capital : « La reproduction simple suffit pour transformer tôt ou tard tout capital avancé en capital accumulé ou en plus-value capitalisée » (K., ES, I, 3, 13; MEW, 23, 595). Pour qu'il y ait reproduction simple, il faut que le montant des moyens de production usés dans chacun des secteurs (soit $c1 + c2$) soit égal au montant des moyens de production offerts par le secteur I (soit $c1 + v1 + pl1$) d'où l'on déduit aisément la condition d'équilibre $c2 = v1 + pl1$. Il faut de même que le revenu formé dans les deux secteurs ($v1 + pl1 + v2 + pl2$) soit consommé en biens produits par le secteur II ($c2 + v2 + pl2$) ce qui, après transformation, permet de retrouver $c2 = v1 + pl1$.

Dans la reproduction élargie une partie de la plus-value est convertie en capital, donc transformée en achat de moyens de production supplé-

mentaires. De ce fait, le cycle de production s'élargit de période en période. Pour qu'il y ait reproduction élargie, le montant de capital variable et de la plus-value de la section 1 doit être supérieur au capital constant de la section 2 ($v1 + pl1 > c2$) et le capital constant de la section 1 doit croître plus vite que celui de la section 2 ($\Delta c1 > \Delta c2$). En d'autres termes, la priorité de l'accroissement de la production des moyens de production sur la production des objets de consommation est une loi de la reproduction élargie : c'est le respect de cette règle qui fondera d'ailleurs la planification socialiste. Les schémas de la reproduction donnés par Marx — s'inspirant de Quesnay et du circuit physiocratique — supposent une composition organique du capital invariable. Lénine, dans son opuscule *A propos de la question des marchés*, a perfectionné ces schémas en tenant compte de l'élévation de la composition organique, montrant que ce qui croît avec le plus de rapidité c'est la production des moyens de production pour les moyens de production, puis la production de moyens de production pour les moyens de consommation et, plus lentement, la production des moyens de consommation.

Depuis la seconde guerre mondiale, les schémas de la reproduction ont retenu l'attention des théoriciens de la croissance, soucieux de définir les conditions d'une croissance équilibrée non homothétique. En effet, l'étude de l'évolution respective des deux secteurs peut être précisée en utilisant des coefficients techniques ou coefficients d'*input* (*inputs* des moyens de production, *inputs* de travail) déterminant le montant d'input nécessaire pour produire une unité d'*output* et traduisant des paramètres dont la valeur numérique dépend de l'état donné des techniques de production. De même, à partir des affectations possibles de la plus-value (acquisition de capital constant, de capital variable, ou consommation), on peut chiffrer des coefficients dont la valeur dépend de décisions économiques (celles des entrepreneurs en économie capitaliste et qui sont fonction des taux de rendement anticipé des nouveaux moyens de production ou celles des planificateurs en économie socialiste, guidés par la « loi de développement, harmonieux, proportionné de l'économie nationale »). On aboutit ainsi à des modèles économiques plus ou moins complexes, montrant que le taux relatif d'expansion du système économique dépend du taux d'exploitation (lequel reflète à la fois le niveau des salaires réels par travailleur et la productivité du travail), de la composition organique du capital, de la propension à accumuler de la plus-value. Le théorème marxien fondamental présenté par Okishio et repris par Morishima étant qu'il ne peut y avoir un profit positif dans l'ensemble des branches que si les travailleurs sont exploités, on peut alors établir un deuxième théorème selon lequel la condition nécessaire à l'existence d'un taux de croissance uniforme positif des moyens de production est l'existence d'un taux d'exploitation positif. Par ailleurs, s'inspirant de la voie ouverte par Rosa Luxemburg dans *L'accumulation du capital* — dans une problématique il est vrai différente de celle de Marx, ainsi que R. Luxemburg elle-même le reconnaît lorsqu'elle écrit : « C'est la façon même de poser le problème qui a été dès le commencement mauvaise chez Marx. Ce qui importe, ce n'est pas de se demander : d'où vient l'argent pour réaliser la plus-value ? mais d'où vient la demande ? où est le besoin solvable ? » (t. 1, p. 147) — les théoriciens du sous-développement ont utilisé ces mêmes schémas de la reproduction pour montrer comment l'accumulation du capital a des effets différents dans les économies de la *périphérie* et dans celles du *centre*.

L'accumulation du capital est le phénomène fondamental sur lequel viennent se greffer toutes les lois économiques du monde capitaliste : l'élévation de la composition organique du capital en tant que l'accumulation repose sur l'élévation de la productivité du travail, la concentration aboutissant au capitalisme de monopoles, la création d'une surpopulation relative de travailleurs, etc. Dans le stade du capitalisme monopoliste d'Etat, l'Etat ne représente plus seulement le support externe de l'accumulation; il tend à en devenir un élément majeur, indispensable non seulement par son rôle institutionnel, mais aussi par l'action qu'il exerce comme organisateur dans le financement de l'accumulation et le procès de concentration du capital à l'échelle nationale et internationale. Il intervient pour favoriser l'accumulation par pression sur les salaires, pression sur la consommation et surtout par la non-rémunération des capitaux publics. Le phénomène de l'accumulation se trouve à la fois maintenu et perturbé à ce stade du capitalisme d'Etat ainsi que le souligne le *Traité marxiste d'économie, le capitalisme monopoliste d'Etat* : « L'évolution des branches, saisie globalement, répond bien en valeur au schéma suivant : l'accroissement du montant du capital fixe (instruments, équipements, installations) est plus rapide que l'accroissement du capital constant circulant (matières premières, matières auxiliaires, énergie, etc.); l'accroissement de ces deux éléments dans le capital total étant lui-même plus rapide que l'accroissement de la masse brute des rémunérations (capital variable) en raison notamment des progrès de la productivité du travail. Mais cette composition organique en valeur ne peut être saisie directement : elle passe à travers le filtre du marché et des systèmes de prix effectivement pratiqués. Sans éliminer l'action des lois du marché et de la formation des prix, le système monopoliste perturbe profondément les rapports prix-valeur » (Paris, ES, 1971, 2, 31).

Il est à noter que la construction des schémas de la reproduction a soulevé de nombreuses discussions. On n'a pas manqué de souligner l'« erreur » de Marx consistant dans le fait que, dans ces schémas, les marchandises produites sont évaluées à leur prix de production et les marchandises utilisées dans la production sont évaluées à leur valeur; or les marchandises qui entrent dans le processus de production sont elles-mêmes produites. On a donc deux évaluations différentes des mêmes marchandises : en prix si elles sont considérées comme produit, en valeur si elles sont considérées comme moyens de production. Aussi à la suite de Bortkiewicz, nombreux ont été ceux qui ont proposé des corrections, utilisant en particulier les travaux issus de l'école de Cambridge et de P. Sraffa.

• BIBLIOGRAPHIE. — G. ABRAHAM-FROIS et E. BERREBI, Théorie de la valeur, des prix et de l'accumulation, *Economica*, 1976; W. ALEXANDER, *Kampf um Marx. Exposé et critique de la théorie de l'accumulation*, Potsdam, A. Rotte éd., 1932; J. BENARD, *La conception marxiste du capital*, SEDES, 1952; C. BENETTI, *Valeur et répartition*, PUG, 1974; P. BOCCARA, *Sur la mise en mouvement du capital*, ES, 1978; L. von BORTKIEWICZ, On the correction of Marx's fundamental theoretical construction in the third volume of Capital, *in* P. M. SWEEZY, *Karl Marx and the close of his system*, 1968; J. CARTELIER, *Surproduit et reproduction*, PUG, 1977; M. DOWIDAR, Les schémas de la reproduction et la méthodologie de la planification socialiste, *Tiers Monde*, 1964; A. ERLICH, Notes on marxian model of capital accumulation, *American economic review*, mai 1967, p. 599-615; D. HARRIS, On Marx's scheme of reproduction and accumulation, *Journal of political economy*, 1972, vol. 80, p. 505-522; O. LANGE, *Theory of reproduction and accumulation*, Pergamon, 1969; L. LAURAT, *L'accumulation du capital d'après Rosa Luxemburg*, Paris, M. Rivière éd., 1930; R. LUXEMBURG, *L'accumulation du capital*, Maspero, 1967; M. MORISHIMA, An analysis of the capitalist process of accumulation,

Metroeconomica, décembre 1956, p. 171-185; *Traité marxiste d'économie, le capitalisme monopoliste d'Etat*, ES, 1971.

▶ CORRÉLATS. — Achat/Vente, Capital, Composition organique, Impérialisme, Planification, Plus-value, Profit, Reproduction, Transformation.

G. C.

Achat/Vente

Al : *Kauf/Verkauf.* — An : *Purchase/Sale.* — R : *Kupljа/Prodaža.*

L'achat et la vente sont les deux changements de forme conjugués, mais séparés et autonomes, en lesquels l'argent décompose l'échange matériel.

Trois concepts commandent l'analyse marxiste du couple achat/vente : *1* / La séparation des producteurs (ou division sociale du travail); *2* / La séparation des travailleurs des moyens de production; *3* / Le procès de circulation du capital.

1 / L'achat et la vente apparaissent d'abord, chez Marx, comme les deux moments d'un « procès formel » (*Fragment*, ES, p. 227) induit par la séparation des producteurs. Les deux textes les plus importants sont ici les chapitres II de la *Contribution* et du livre I du *Capital* (*Cont.*, ES, 58 et s.; MEW, t. 13, p. 69 et s.; K., ES, t. 1, p. 113 et s.; MEW, t. 23, p. 118 et s. Voir aussi *Grund.*, ES, t. 1, p. 126 et s.). La division sociale du travail tend à faire de chaque produit un équivalent général, dont la forme adéquate est l'argent. Elle lui impose, afin de devenir une valeur d'usage pour son producteur, un parcours passant par deux transformations (« métamorphoses »):

a) M-A (Marchandise-Argent) : transformation de la marchandise en argent ou vente. Marx qualifie la vente comme le moment le plus difficile de l'échange; celui où la marchandise accomplit son « saut périlleux ». Autrement dit, le moment de vérité où la marchandise se voit refuser ou autoriser l'accès au monde des choses socialement utiles. Sous la séparation des producteurs, cette recherche des objets socialement utiles prend nécessairement un caractère aléatoire.

b) A-M : transformation de l'argent en marchandise ou achat.

Tout achat est suivi d'une vente. La diachronie de ces deux moments est représentative de leur appartenance au procès de reproduction du producteur. Tout achat est vente. Leur synchronie manifeste que ce procès ne peut s'accomplir que conjugué aux procès de reproduction des autres producteurs.

La figure M-A-M, la vente complétée de l'achat, dénoue la contradiction qui, sous la séparation des producteurs, oppose la valeur d'usage et la valeur d'échange. Dans une symétrie, dont l'argent est le centre, elle décrit un changement de forme et une permutation de place, au cours desquels ce qui était valeur d'échange devient valeur d'usage.

Mais l'argent n'est pas seulement conjonction de l'achat et de la vente, il peut en être aussi le disjoncteur. Il partage *(spalten)* l'échange en deux moments séparables *(trennbar)*, alors qu'ils étaient indissociables dans le troc. Cette possibilité de séparation, d'un arrêt de la séquence sur l'argent, représente pour Marx la forme la plus abstraite de la crise. (Voir, entre autres : Lcap, ES, p. 97, et K 4, ES, t. 2, p. 597; MEW, t. 26, 2, p. 502.)

L'analyse de l'achat et de la vente, considérés comme simples changements de forme de la marchandise, est reprise dans l'étude de la formule

générale du capital, où, cette fois, l'achat précède la vente (K., ES, t. I, p. 151 et s. ; MEW, t. 23, p. 161 et s.). Par un argument déduit de la périodicité de ces deux moments (si tous les échangistes vendent au-dessus de la valeur, aucun ne peut faire des profits), Marx écarte — ainsi qu'il le fit au cours de l'hiver 1857-1858, avant de donner la première formulation correcte de la théorie de la plus-value (*Grund.*, ES, I, 254 et s.) — l'idée que la plus-value puisse se former dans le procès de circulation.

2 / Dans l'achat et la vente de la force de travail, le couple achat/vente est rapporté à la séparation *(Trennung)* des travailleurs vis-à-vis des moyens de production. Les textes auxquels il faut se référer sont le chapitre IV du livre I du *Capital* et le chapitre I du livre II (K., I, 1, 170 et s.; MEW, 23, 181 et s.; K, II, 1, 32 et s.; MEW, 24, 34 et s.). L'achat et la vente de la force de travail, que Marx, à la différence de l'achat et de la vente des marchandises, présente comme un trait spécifique du mode de production capitaliste, mettent également en jeu la figure M-A-M, la première place étant occupée par la marchandise force de travail. Cependant, alors que dans l'échange de marchandises, la première métamorphose d'une marchandise (M-A) est simultanément la dernière d'une autre marchandise, la transformation de la force de travail en argent est en même temps le premier moment du cycle du capital (A-M-A'). Alors que la reproduction des producteurs séparés était conditionnée par la sanction sociale des valeurs d'usage produites, celle de la force de travail est articulée au procès de mise en valeur du capital.

La vente de la force de travail transfère sa valeur d'usage à l'acheteur. C'est de suivre en cela le sort commun à toutes les marchandises qui confère à la force de travail cette faculté, qu'elle ne partage avec aucune autre, de créer de la plus-value.

3 / Le procès de circulation du capital social, tel qu'il est exposé par Marx dans la section 3 du livre II du *Capital* (K., II, 2, 46 et s.; MEW, 24, 391 et s.), fait jouer ensemble la séparation des producteurs et celle des travailleurs vis-à-vis des moyens de production. Il ramène l'achat et la vente des marchandises et de la force de travail à l'achat de moyens de production par la section II (section produisant des biens de consommation) et à l'achat de biens de consommation par la section I (section produisant des moyens de production). Soit, pour se limiter à l'exposé de la reproduction simple, qui suffit ici, la figure $I(v + pl) - A - II(c)$. Elle se décompose ainsi, si on considère seulement l'échange de $I(v)$ contre une fraction de $II(c)$:

a) Force de travail de la section I-A-biens de consommation;
b) Biens de consommation-A-moyens de production.

Cette troisième approche du couple achat/vente interdit, contrairement aux deux premières, de traiter ces deux moments uniquement comme éléments d'un procès formel. L'ensemble du procès de reproduction n'est plus seulement conditionné par une suite de transformations : il dépend aussi de la nature et de la quantité des marchandises transformées.

C'est dans le cahier I des *Grundrisse*, que Marx rédigea au mois d'octobre 1857, que l'on trouve la première analyse du couple achat/vente en termes de moments séparés et autonomes de la métamorphose des marchandises (*Grund.*, ES, I, 126 et s.). Elle est reprise en 1858 dans la *Contribution* et figure dans *Le Capital*, publié neuf ans plus tard. L'analyse de l'achat et de la vente de la force de travail s'ébauche, dans la forme qu'elle

prendra au chapitre IV du *Capital*, entre juillet 1858 et février 1859, successivement à travers l'index relatif aux sept cahiers des *Grundrisse* (II, 381), le chapitre III du *Fragment de la version primitive de la Contribution* (*Cont.*, 249) (deuxième moitié de 1858), l'index intitulé « Références à mes propres cahiers » et le projet de plan du troisième chapitre de la *Contribution*, tous deux datant de février 1859 (*Grund.*, II, 388, 399). Quant à l'examen de l'échange entre les deux sections, les chapitres III et VI des *Théories sur la plus-value* (IV, 1, 109 et s. et 357 et s.) (1861-1863) en présentent les premiers états. Il est repris dans la section 3 du livre II du *Capital* où Engels rassemble des matériaux élaborés entre 1865 et 1878.

Aucune approche, donc, du couple achat/vente, dans les termes de la problématique jusqu'ici exposée, avant 1857. Ce n'est pas dire pour autant que la conception de la circulation, « grande cornue » où se métamorphose toute chose, soit, à cette date, sans précédent dans l'œuvre de Marx. Dans les cahiers de notes (Pléiade, II, 3 et s.) et les *Manuscrits de 1844*, c'est l'Homme, et non les marchandises, que la circulation altère. Le point de départ est, déjà, la division du travail, mode aliéné de satisfaction des besoins. Trois termes ici : l'Homme; le rapport aliéné de l'Homme à lui-même (la division du travail); les formes de ce rapport : l'argent et la valeur (cette dernière étant, par rapprochement avec les catégories de la *Science de la logique* (G. W. F. HEGEL, *Sc. de la logique*, section 2, Paris, Aubier, 1969, t. 2, p. 368 et s.), déduite de l'*abstraction* du rapport d'échange, de l'*indifférence* du producteur à l'égard de son produit). Deux termes seulement après 1857 : le rapport social; les formes de ce rapport. L'argent donne lieu, dans la problématique de 1844, à une double métamorphose. D'une part, celle qui est décrite après 1857, d'autre part, celle que subissent les choses pour pouvoir entrer dans la circulation. Celle-ci n'admet dans sa ronde que ce qui est vil et tout, à commencer par les valeurs humaines, doit au préalable s'altérer pour se convertir en argent. Cette qualité de l'objet comme « être pour l'autre » et non surface d'inscription de la particularité propre à chaque individu devient dans *Le Capital* le problème de la sanction sociale, prononcée par la vente, du travail particulier. Observons, toutefois, que Marx ne dira rien après 1844, pas plus dans *Le Capital* que dans d'autres textes, sur le procès capitaliste de transformation de la valeur d'usage. Nous ne disposons sur cette question que des textes anthropologiques de 1844.

A l'intérieur de ces deux métamorphoses se loge une dialectique de l'identité et de la différence, également présente, et pourtant changée, dans les œuvres postérieures à 1857. Le rapport d'échange, dans la division du travail, est un rapport de différences : les échangistes se font face avec des besoins et des marchandises différentes. De même, dans *Le Capital*, la métamorphose des marchandises, qui fait permuter deux pôles symétriques, procède de la différence et la reconstitue.

Au contraire, le rapport non aliéné, tel que Marx l'imagine en 1844 — et encore en 1867, dans *Le Capital* (K., liv. ·, chap. I, IV : « Le caractère fétiche de la marchandise et son secret », ES, t. I, p. 83 et s., MEW, t. 23, p. 85 et s.) — est un rapport d'identité, où l'on donne une chose pour la même chose, amour pour amour, Homme pour Homme. Tandis que, en 1844 comme après 1857, la différence implique la médiation, l'identité suppose l'immédiateté.

Ce que Marx formule d'inédit dans l'analyse du couple achat/vente ne tient ni au fait de rapporter ce couple à la division du travail, Smith l'avait

déjà fait; ni à la façon de montrer comment il se dégage du troc, Law et d'autres l'avaient montré; ni même à l'idée de la simultanéité et de la séparation de ces deux moments, Quesnay et surtout Mercier de La Rivière l'avaient déjà remarqué. Sa nouveauté est double. Elle consiste à introduire l'achat et la vente de la force de travail dans leur relation à la séparation des travailleurs vis-à-vis des moyens de production. Elle est de considérer ces moments en tant que termes d'un procès formel. Ce second point doit être commenté.

Qu'un arrêt puisse se produire entre M-A et A-M, Marx ne le découvre pas, on l'a dit. L'achat et la vente sont deux moments séparés et autonomes. Or, la critique qu'il adresse à J. Mill à ce propos (*Grund.*, ES, t. I, p. 138 et s.; *Cont.*, ES, p. 66; K. 4, ES, t. II, p. 597 et s.; K., ES, t. I, p. 122. Tous ces passages traitent de la séparation entre les deux moments, les trois derniers contiennent une critique de J. Mill, J.-B. Say et Ricardo) montre de quel sens théorique il charge cette séparation. Puisqu'elle n'est, au fond, qu'un échange de marchandises, J. Mill réduit la séquence M-A-M à un troc et en conclut à l'impossibilité des crises (toute offre est simultanément demande). Cette réduction « logique » manque ce qui, pour Marx, est une forme spécifique, un mode d'être de la reproduction du capital. Et cette forme est si peu évanescente qu'elle constitue la condition de possibilité générale des crises; autrement dit, la séparation des producteurs y revêt une existence critique.

Poser ainsi la matérialité de la forme engage Marx dans une sémantique et dans une ontologie.

Une sémantique. Marx analyse la figure M-A-M, pour nous borner à elle, *1* / comme une structure, c'est-à-dire comme un ensemble d'éléments ordonnés et opérant les uns par rapport aux autres, *2* / comme une structure significative : la nature des éléments situés aux extrêmes exprime le sens de la séquence, ou, pour employer le terme d'Aristote, son élément (στοιχεῖον). Ou encore, la position médiane de l'argent représente la séparation des producteurs : en 1844, Marx disait à propos de Hegel que la logique était « l'argent de l'esprit »; ici, la logique (entendons la forme) est l'esprit (le sens) de l'argent.

Une sémantique qui est aussi une ontologie. Car ce qui est à la fois présent et absent dans la forme, ce sont les rapports de production. C'est là qu'ils se déchiffrent car c'est là leur mode d'être. C'est pourquoi la forme M-A-M n'est pas seulement résolution de la contradiction (séparation des producteurs), mais bien développement de celle-ci, puisqu'elle fait surgir la possibilité des crises. En elle, l'existence même des rapports de production se transforme.

▶ CORRÉLATS. — Circulation, Consommation, Division du travail, Fétichisme, Force de travail, Homme, Marchandise, Monnaie, Reproduction, Travail, Valeur.

M. D.

Action réciproque

Al : *Wechselwirkung.* — An : *Interaction.* — R : *Vzaimodejstvie.*

Voir : Absolu/Relatif, Abstrait-Concret, Base, Détermination, Déterminisme, Dialectique, Etre social / Conscience, Forme(s), Idéalisme, Idéologie, Instance, Mécanisme, Reflet, Reproduction des rapports sociaux, Super-structure.

Agitation/Propagande

Al : *Agitation/Propaganda.* — An : *Agitation/Propaganda.* — R : *Agitacija/Propaganda.*

Ces notions liées, doublet fameux et distinction canonique à la fois, jouèrent un rôle éminent dans l'histoire du mouvement ouvrier russe notamment, dont elles marquèrent, à l'étape de sa constitution, certains moments importants. G. Plekhanov en fut l'introducteur majeur : « Le propagandiste présente beaucoup d'idées à un seul individu ou à plusieurs individus. L'agitateur présente une seule idée ou quelques idées mais à toute une masse de gens... » (*Les tâches des socialistes dans la lutte contre la famine en Russie*, 1891). Fort de son expérience d'organisation des masses ouvrières juives de Russie, le Bund fut le premier mouvement à en consigner la pratique dans un petit texte de 1894, *De l'agitation*, rédigé par A. Kremer et préfacé par Martov. Vers 1901-1902, la question de l'agitation et de la propagande tint une place décisive dans les débats politico-organisationnels qui agitèrent le Parti ouvrier social-démocrate de Russie et fut alors une de ces « questions brûlantes de notre mouvement », selon le sous-titre de *Que faire ?* Dans ce texte en effet, Lénine, contre les « économistes », confirme la définition de Plekhanov et de « tous les chefs du mouvement ouvrier international » (QF, O., 5, 418) et précise le sens de sa distinction : « ... Un propagandiste, s'il traite par exemple le problème du chômage, doit expliquer la nature capitaliste des crises, montrer ce qui les rend inévitables dans la société moderne, montrer la nécessité de la transformation de cette société en société socialiste, etc. Traitant la même question, l'agitateur, lui, prendra le fait le plus connu de ses auditeurs et le plus frappant, par exemple une famille de chômeurs morte de faim, l'indigence croissante, etc., et, s'appuyant sur ce fait connu de tous, il mettra tous ses efforts à donner à la « masse » une *seule idée* : celle de la contradiction absurde entre l'accroissement de la richesse et l'accroissement de la misère ; il s'efforcera de *susciter* le mécontentement, l'indignation de la masse contre cette injustice criante, laissant le soin au propagandiste de donner une explication complète de cette contradiction » (*ibid.*, 418-419). « C'est pourquoi le propagandiste agit principalement par l'*écrit*, l'agitateur de *vive* voix », écrit Lénine (*ibid.*, 419) qui illustre son propos en invoquant les exemples des « propagandistes » Kautsky et Lafargue et des « agitateurs » Bebel et Guesde. Il semble encore y ajouter la catégorie des « théoriciens », super-propagandistes en quelque sorte, et définit les fonctions respectives de chaque groupe par le lieu et les modes de leurs interventions : l'ouvrage général pour le théoricien, la revue pour le propagandiste et le discours public pour l'agitateur *(ibid.)*.

Effet historique mondial de cette inscription russe : à partir de 1919, le Comité exécutif de l'Internationale Communiste, puis le Kominform, ainsi que les secrétariats des Comités centraux des partis communistes organisent en leur sein des sections ou des départements d'agitation et de propagande (Agit-Prop).

• Bibliographie. — Lénine, O., 2, p. 335-336, 338-339, 341 ; O., 4, p. 287, 290-291, 336-337 ; O., 5, p. 408-409 ; O., 6, p. 168-169 ; O., 42, p. 224-225 ; O., 43, p. 31-32 ; R. Luxemburg, Massenstreik, Partei und Gewerkschaften, in *Politische Schriften*, Leipzig, Redam, 1969, p. 129 et s. (trad. franç., Maspero, 1964).

▶ Corrélats. — Anticommunisme, Esprit de parti, Internationale(s), Parti, Permanent, Stratégie/Tactique.

G. Be.

Agnosticisme

Al : *Agnostizismus.* — An : *Agnosticism.* — R : *Agnosticizm.*

T. Huxley avait créé le terme *agnostic* afin de dissimuler son scepticisme vis-à-vis des options métaphysiques et religieuses. F. Engels reprend le mot et, l'élargissant considérablement, lui fait désigner toute attitude philosophique admettant un inconnaissable. Hume, Kant et les néo-kantiens sont, de la sorte, rangés parmi les agnostiques. Ils se refusent à convenir ouvertement que leur conception de la nature est « entièrement matérialiste »; ils sont donc des « matérialistes honteux ». L'idéalisme hégélien, sur le plan philosophique, et la pratique, industrielle notamment, constituent les plus probantes réfutations de l'agnosticisme. Lénine reprendra et développera amplement cette argumentation.

• BIBLIOGRAPHIE. — ENGELS, LF; Préf. à *Social. utopique et social. scientif.* (*apud* KM/FE, *Etudes philo.*, ES; MEW, 22, 276); A. LABRIOLA, *Essais...*, III, LV; LÉNINE, M et E (30-31, 92-93, 215-216).

▶ CORRÉLATS. — Kantisme, Pudding, Théorie de la connaissance, Vérité.

G. L.

Agriculture

Al : *Landwirtschaft.* — An : *Agriculture.* — R : *Sel'skoe hozjajstvo.*

Voir : Collectivisation, Rente, Ville/campagne.

Airain (Loi d')

Al : *Ehernes Lohngesetz.* — An : *Iron law.* — R : *Železnij zakon zarabočnoj platy.*

Voir : Concurrence, Guesdisme, Lassallisme.

Aliénation

Al : *Entfremdung* (*fremd :* étranger), *Entäusserung, Veräusserung* (*äusser :* extérieur). — An : *Alienation.* — R : *Otčujdenie.*

Le mot *aliénation* est d'origine juridique. Il désigne l'acte par lequel on se dessaisit, par don ou par vente, d'un bien dont on a la propriété. Les économistes (notamment Adam Smith) en font un usage analogue, en inscrivant sémantiquement le terme dans la relation d'*échange.* C'est avec J.-J. Rousseau que l'aliénation est arrachée aux langages spécialisés et se voit conférer un sens politique et déjà anthropologique, puisqu'elle va exprimer l'essence même du *contrat* social. Dont les « clauses, bien entendu, se réduisent toujours à une seule, savoir l'aliénation totale de tout associé avec tous ses droits à toute la communauté; car premièrement, chacun se donnant tout entier, la condition est égale pour tous, et, la condition étant égale pour tous, nul n'a intérêt à la rendre onéreuse pour d'autres. De plus, l'aliénation se faisant sans réserve, l'union est aussi parfaite qu'elle peut l'être et nul associé n'a plus rien à réclamer. Car s'il restait quelques droits aux particuliers, comme il n'y aurait aucun supérieur commun qui pût prononcer entre eux et le public, chacun, étant en quelque sorte son propre juge, prétendrait bientôt l'être en tous; l'état de nature subsisterait et l'association deviendrait nécessairement tyrannique ou vaine » (*Le Contrat social*, I, VI).

Il appartenait toutefois à G. W. F. Hegel de hisser l'aliénation, à partir de ces significations qui lui étaient familières, à la « dignité philosophique » (E. Bottigelli). Hegel transpose, dans ses *Principes de la philosophie du droit*, le sens juridico-économique, celui du contrat d'échange, où l'acte d'aliénation d'une propriété fait passer la volonté de l'arbitraire au raisonnable. « Non seulement je peux me défaire *(mich entäussern)* de ma propriété comme d'une chose extérieure *(äusserlich)*, mais encore je suis logiquement obligé de l'aliéner *(entäussern)* en tant que propriété pour que ma volonté devienne existence objective pour moi. Mais à ce point ma volonté comme aliénée *(entäusserte)* est du même coup une autre » (§ 73). Un tel contrat relève exclusivement de la sphère de la propriété privée; il est incapable d'instaurer, comme il en va chez Rousseau, le corps politique. L'Etat, montre Hegel, ne relève pas des relations de contrat, il est d'une autre sphère. Hegel, d'autre part, et c'est en quoi consiste son apport le plus remarquable, va établir une double spécification du concept d'aliénation :

— celle de l'*Entäusserung*, extériorisation, dessaisissement ou « extranéation » (J. Hyppolite). « L'aliénation n'est le triomphe du négatif qu'en vue de la réconciliation de l'être avec lui-même par-delà le déchirement. L'aliénation devient alors l'instrument efficace de la construction progressive d'une réalité foncièrement rationnelle » (P. Ricœur);
— celle de l'*Entfremdung*, l'*alienatio* latine, le devenu-étranger, le divorcé. Le sens est ici celui d'un négatif qui ne travaille pas, qui demeure brisure *(Spaltung)*. C'est la fameuse « conscience malheureuse » de la *Phénoménologie de l'Esprit*, perte de soi dans l'autre, dessaisissement d'être et non plus d'avoir, comme dans la figure de l'aliénation-contrat.

Cette dernière acception prépare le terrain à celle dont L. Feuerbach fera la théorie dans son *Essence du christianisme* (1841), l'aliénation religieuse. « La religion, du moins la chrétienne, est la relation de l'homme à lui-même, ou plus exactement à son essence comme à un autre être. L'être divin n'est rien d'autre que l'essence humaine, ou, mieux, l'*essence de l'homme*, séparée des limites de l'homme individuel, c'est-à-dire réel, corporel, objectivée, c'est-à-dire *contemplée et honorée comme un autre être, autre particulier, distinct de lui* — toutes les déterminations de l'être *(Wesen)* divin sont donc des déterminations de l'essence *(Wesen)* humaine » (p. 131). La richesse de l'homme ayant été confisquée par le divin, hypostasiée en Dieu, l'entreprise critique, qui mérite pleinement son nom de *renversement*, a sa voie toute tracée : elle consistera à faire recouvrer à l'Homme son *être générique* aliéné. Nous sommes au cœur même de l'anthropologie philosophique.

Marx aura recours presque indifféremment aux deux mots hégéliens de *Ent-* ou *Ver-äusserung* et d'*Entfremdung*, mais il privilégiera nettement les connotations du second, dans une problématique tout d'abord feuerbachienne. Les premiers énoncés sont d'incontestable résonance hégélienne : « Dans l'Etat dit chrétien ce qui vaut c'est l'*aliénation (Entfremdung)*, mais non l'*Homme* » (QJ, éd. bil., Aubier, 90-91). Reprenant à son compte la métaphore chère à Feuerbach de la distance Ciel/Terre, Marx opère la mutation de la critique de la religion en la critique de la politique, de Dieu à l'Etat. « Analysant alors la nature des rapports entre l'Etat et la société bourgeoise, Marx montre que, dans cette société fondée sur la propriété privée et la concurrence, l'homme empêché de mener une vie collective

conforme à sa vraie nature est amené à aliéner son être générique dans l'Etat qui joue, sous la forme d'Etat politique, vis-à-vis de la société un rôle analogue à celui du ciel vis-à-vis de la terre. Alors que l'homme mène dans la société sa vie réelle égoïste, privée, il mène dans l'Etat politique, sphère de l'intérêt général, une vie collective qui répond à sa vraie nature, mais de manière chimérique, illusoire, dans le ciel » (A. Cornu). L'Etat des *Principes de la philosophie du droit* a tout perdu de sa pesanteur ontologique, il n'est plus que « sophistique », irréalité. Entre le citoyen et l'homme, c'est la faille. La *Question juive* épuise à la nommer le vocabulaire du négatif : « conflit » *(Konflikt)*, « scission » *(Spaltung)*, « contradiction » *(Widerspruch)*, « opposition » *(Gegensatz)*, « antagonisme » *(Widerstreit)*... Le même ouvrage, d'autre part, prépare le transfert du concept vers le domaine économique : « L'aliénation *(Die Veräusserung)* est la pratique du dessaisissement *(Entäusserung)*. De même que, tant qu'il est imbu de préjugés religieux, l'homme ne sait objectiver son être qu'en en faisant un être étranger *(fremd)* et fantastique, de même il ne peut, sous la domination du besoin égoïste, exercer une action pratique, produire des objets sur le plan pratique, qu'en plaçant ses produits, de même que son activité, sous la domination d'une entité et en leur conférant la signification d'une entité étrangère — l'argent » (*ibid.*, 142-143).

Avec ses *Manuscrits de 1844*, Marx commence par s'installer dans le propre champ de l'économie politique, dont il déclare accepter les « prémisses », le « langage » et les « lois », mais sa perspective est résolument critique. « L'économie politique part du fait de la propriété privée. Elle ne nous l'explique pas » (*Erg.*, I, 510; ES, 55). Or il faut aller du *fait*, soit « l'aliénation *(die Entfremdung)* de l'ouvrier et de sa production », au *concept* de ce fait, soit « le travail rendu étranger, aliéné *(die entfremdete, entäusserte Arbeit)* » (*ibid.*, 518; 65), si l'on veut exposer le procès de constitution des catégories économiques et produire, sous les discours mystificateurs qui les développent, leur vérité, celle de la séparation de l'homme d'avec son essence, laquelle, à son tour, mettra au jour la nécessité du communisme, en tant qu'« abolition *positive de la propriété privée* (elle-même *aliénation humaine de soi*) *(menschliche Selbstentfremdung)* et par conséquent *appropriation* réelle de l'essence *humaine* par l'homme et pour l'homme » (536; 87). L'erreur de Hegel peut désormais être exactement assignée. « Hegel se place du point de vue de l'économie politique moderne. Il appréhende le *travail* comme l'*essence*, comme l'essence avérée de l'homme; il voit le côté positif du travail, non son côté négatif. Le travail est le *devenir pour soi* de l'*homme* à l'intérieur de l'*aliénation (Entäusserung)* ou en tant qu'*homme aliéné (entäusserter Mensch)*. Le seul travail que connaisse ou reconnaisse Hegel est le travail *abstrait de l'esprit*. Ce qui, en somme, constitue donc l'essence de la philosophie, l'*aliénation (Entäusserung) de l'homme qui a la connaissance de soi*, ou la *science aliénée qui se pense elle-même (sich denkende entäusserte Wissenschaft)*, Hegel le saisit comme l'essence du travail et c'est pourquoi il peut, face à la philosophie antérieure, rassembler ses divers moments et présenter sa philosophie comme *la* Philosophie » (574-575; 132-133). C'est ainsi que la considération du travail aliéné permet de comprendre comment on substitue l'« *aliénation de la conscience de soi (Entfremdung des Selbstbewusstseins)* » à l'« *aliénation réelle* de l'essence humaine » *(ibid.)* et par quel procédé « le *philosophe* — lui-même forme abstraite de l'homme aliéné *(eine abstrakte Gestalt des entfremdeten Menschen)* — se donne pour la *mesure* du monde aliéné *(der*

entfremdeten Welt) » (572; 130). L'essence de la philosophie dès lors n'est pas différente de celle de la religion : « Si l'on n'abandonne pas la philosophie de Hegel on n'abandonne pas la théologie. » Le dernier des *Manuscrits* se clôt sur un vibrant hommage à L. Feuerbach, « le vrai vainqueur de l'ancienne philosophie ».

Le passage de la philosophie spéculative à l'anthropologie ferait de l'aliénation une catégorie centrale, si un tel passage était confirmé. Il n'en sera rien; les *Thèses sur Feuerbach* se chargeront d'abattre la statue dressée quelques mois plus tôt. L'*Idéologie allemande* confirmera que l'aliénation est bien d'inscription philosophique (ou anthropologique) et qu'il n'y a pas lieu de la désenclaver. Le maintien du terme n'exprime qu'un retard du langage. On nous assure que cette concession aux philosophes remplit une fonction toute « provisoire », à l'orée d'un espace théorique à restructurer. « ... Nous voyons, dès maintenant, qu'il ne s'agit pour lui [Stirner qui reçoit donc l'ultime volée] que de faire découvrir tous les rapports réels aussi bien que les individus réels, tels qu'ils sont, comme étant aliénés *(als entfremdet)* (pour nous en tenir provisoirement encore à cette expression philosophique), de les transformer en cette formule tout à fait abstraite : l'aliénation *(Entfremdung)*. Au lieu de se donner pour tâche de décrire les individus réels avec leur aliénation *(ibid.)* réelle et les conditions empiriques de cette aliénation *(ibid.)*, la même opération se produit qui consiste à substituer à l'évolution des conditions purement matérielles la simple idée de l'aliénation *(ibid.)*, de l'étranger *(des Fremden)*, du sacré. La substitution de la *catégorie* de l'aliénation *(Entfremdung)* (encore une détermination idéelle, qu'on peut prendre au sens soit de contradiction, soit de différence, de non-identité, etc.) trouve son expression finale et suprême dans la transformation une fois encore de « l'Autre » *(das Fremde)* en « sacré », de l'aliénation *(Entfremdung)* en rapport de Moi à une chose quelconque prise comme sacré » (MEW, 3, 262; ES, 312).

Le *Manifeste du Parti communiste*, faisant retour sur la littérature socialiste allemande, se montrera plus catégorique encore. Il citera comme exemple d'ineptie philosophique « l'aliénation *(Entäusserung)* de l'essence humaine », substituée à « la critique française des rapports d'argent » (éd. bil. Aubier, 140-141).

Est-ce à dire qu'une fois fondée la science de l'histoire, aux lieu et place de l'humanisme philosophique, toute référence à l'aliénation va disparaître, ou que cette notion a été la victime privilégiée du « règlement de comptes » avec la conscience d'autrefois ? On a pu le croire tant sont dissemblables les problématiques des œuvres de jeunesse et celle de la maturité, ici l'activité d'un *sujet*, là l'existence d'un rapport *social*, le travail aliéné faisant place à la marchandise. Pourtant *le mot* est maintenu chez Marx, ainsi qu'on le constate en de nombreuses occurrences, d'un bout à l'autre des travaux de critique de l'économie politique, des *Grundrisse* au livre IV du *Capital*. L'acception technique de l'aliénation-vente *(Veräusserung)* ou du « dessaisissement *(Entäusserung)* universel des marchandises » est, à diverses reprises, conservée, notamment dans la *Contribution...* (chap. I). Mais, hormis cet usage, force est bien de reconnaître que les connotations de l'*Entfremdung* ne survivent plus que comme souvenirs ou comme traces. Ainsi en est-il dans telle page des *Grundrisse*. « La production basée sur la valeur d'échange, à la surface de laquelle s'opère cet échange d'équivalents libre et égal, est à sa base échange de *travail objectivé* comme valeur d'échange contre le travail

vivant comme valeur d'usage ou, pour exprimer la chose en d'autres termes, le travail se rapporte à ses conditions objectives — et donc à l'objectivité qu'il a lui-même créée — comme à une propriété d'autrui : *aliénation du travail (Entäusserung der Arbeit)* », dont Marx ajoute qu'elle est « *la forme extrême de l'aliénation (Entfremdung)* » (Dietz Verlag, 414-415; ES, II, 7-8). Ou encore : « Les économistes bourgeois sont tellement enfermés dans les représentations d'une phase déterminée du développement historique de la société que la nécessité de l'*objectivation* des forces sociales du travail leur apparaît inséparable de la nécessité de *rendre* celles-ci *étrangères* face au travail vivant. Mais avec l'abolition du caractère *immédiat* du travail vivant, comme pure *singularité*, ou comme universalité uniquement intérieure ou extérieure, en posant l'activité des individus comme immédiatement universelle ou *sociale*, les moments objectifs de la production sont dépouillés de cette forme d'aliénation *(Entfremdung)*; ils sont alors posés comme propriété, comme corps social organique, dans lequel les individus se reproduisent en tant qu'individus singuliers, mais individus singuliers sociaux » (*ibid.*, 716; 323).

Ainsi en va-t-il dans telle analyse du *Capital*. « En réalité le rapport capitaliste dissimule sa structure interne dans l'indifférence totale, l'extériorisation *(Ausserlichkeit)* et l'aliénation *(Entfremdung)*, dans lesquelles il place l'ouvrier à l'égard des conditions de la réalisation de son propre travail (...) l'ouvrier se comporte en réalité envers le caractère social de son travail, sa combinaison avec le travail d'autrui en vue d'un but commun, comme envers une puissance étrangère *(fremde Macht)* » (MEW, 25, 95; ES, III, I, 103). Que l'on pense au célèbre chapitre du Livre III, intitulé significativement : « Le capital porteur d'intérêt, forme aliénée *(Verdusserlichung)* du rapport capitaliste » (*ibid.*, 404; III, II, 65); ou à tel passage du *Chapitre inédit*, soulignant « le fait que les conditions matérielles indispensables à la réalisation du travail soient devenues *étrangères (entfremdet)* à l'ouvrier et, qui plus est, apparaissent comme des *fétiches* doués d'une volonté et d'une âme propres; le fait enfin que les *marchandises* figurent comme acheteuses de personnes » (trad. UGE, 165).

Qu'est-ce à dire ? Sinon que l'aliénation n'a pas seulement perdu sa position centrale, mais sa propre maîtrise en tant qu'elle n'est plus ce qui explique mais ce qu'il s'agit d'expliquer. Elle ne se gouverne plus. Elle est au contraire soumise à des conceptualisations, celles du *fétichisme* ou de la *réification* qui ne tiennent même pas leurs raisons d'elles-mêmes, mais de ce socle qui les produit comme sa propre mystification, le mode capitaliste de production.

REMARQUE. — L'aliénation est sans doute la notion qui, par excellence, engage les interprétations les plus divergentes de la pensée de Marx. Deux cas limites en fournissent la caricature. L'un ignore purement et simplement le terme : il est absent des lexiques d'inspiration stalinienne, qu'ils soient anciens (cf. Rosenthal et Ioudine) ou récents (cf. le *Lexique de philosophie* des éd. de Pékin). L'autre, abusant de la polysémie de la notion, comme on le constate dans nombre d'usages, pas toujours, ni seulement journalistiques, provoque une telle inflation des « aliénations » (religieuse, familiale, sociale, sexuelle, conjugale, etc.) qu'elle retire toute spécificité au marxisme et, au-delà, à toute entreprise de critique politique.

Laissons de côté et la cécité et le laxisme théoriques. La question fonda-

mentale porte sur l'appréciation de la rupture de 1845-1846, autrement dit « le règlement de comptes ». Ici encore, à un tout autre niveau de rigueur et de scrupule, s'affrontent des thèses inconciliables. Tel tenant de la « coupure épistémologique » en dégage les conséquences ultimes : l'aliénation, qui perdure dans l'œuvre de la maturité, n'exprime, fût-ce dans la forme du fétichisme de la marchandise, que le maintien d'un errement de jeunesse; Marx n'est pas parvenu à se défaire totalement de la philosophie idéaliste (Balibar). Tel autre, tout en soulignant la portée de la rupture de 45-46, voit dans la multiple présence de l'aliénation, sous les traits les plus divers, au-delà de l'IA, « une *catégorie fondamentale du matérialisme historique*... En d'autres termes... une *catégorie philosophique*... une *figure fondamentale de la dialectique* » (Sève). Des voies intermédiaires, on s'en doute, ont été empruntées, entre ces positions extrêmes, qui sont autant de réinterrogations du rapport Hegel/Marx, de l'anthropologie, ou de la « philosophie »; voir déjà du côté de Lukács ou de Korsch.

Il semble cependant qu'il faille accorder la plus grande attention aux problématiques successives dans lesquelles s'inscrivait la notion d'aliénation, avant et surtout après la frontière tracée par Marx lui-même : ne s'agit-il pas d'autre chose que de réajustements ? De restructurations conceptuelles, où la place et la fonction du terme lui-même importent davantage plutôt que sa présence ?

Risquons cette conclusion : l'aliénation, en dehors de l'usage juridico-économique strict ou de son sens philosophique originel, qui ne sont marxistes ni l'un ni l'autre, n'est qu'une notion confuse dont il conviendra de se défier.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Lire le C.*, Maspero, vol. II, 212 et s.; E. BALIBAR, Sur la dialectique historique, *La Pensée*, n° 170, 1973; G. BENSUSSAN, *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*, Paris, PUF, 1985; E. BOTTIGELLI, *Introd. aux M 44*; A. CORNU, Karl Marx et la Révolution française, *La Pensée*, n° 81, 1958; L. FEUERBACH, *L'Essence du christ.*, trad. J. P. OSIER, Paris, Maspero, 1968; A. GEDÖ, *Der entfremde Marx*, Berlin, 1971; J. GRANIER, *Penser la praxis*, Paris, PUF, 1980 (p. 35); N. GUTERMAN et H. LEFEBVRE, *La conscience mystifiée*, Paris, rééd. Le Sycomore, 1979; HEGEL, *Princ. de la philo. du droit*, trad. A. KAAN, Gallimard, 1963; *Phénom. de l'esprit*, trad. J. HYPPOLITE, 1941, t. II (316); A. HELLER, F. FEHER, *Marxisme et démocratie*, chap. 5, Paris, Maspero, 1981; M. HENRY, *Marx*, Gallimard, 1976, t. II (125 et s.); W. JAHN, Le contenu économique du concept d'aliénation du travail dans les œuvres de jeunesse de Marx, *Le jeune Marx*, Recherches internationales, n° 19, 1960; I. JOACHIM, *L'aliénation, de Marx à la sociologie contemporaine*, Paris, Anthropos, 1972; A. KURELLA, *Das Eigene und das Fremde*, Berlin/Weimar, 1968; G. LABICA, De l'égalité, II, *Dialectiques*, n° 6, 1974; C. LEFORT, *Les formes de l'histoire*, Gallimard, 1978 (52 suiv.); D. LEKOVIĆ, *La théorie marxiste de l'aliénation*, Beograd, IRP, 1964; E. MANDEL, *La formation de la pensée économique de K. Marx*, Maspero, chap. 10; H. MARCUSE, Les manuscrits économico-philosophiques de Marx, apud *Philosophie et révolution*, trad. C. HEIM, Paris, Ed. Denoël-Gonthier, 1969; I. MESZRAOS, *Marx's theory of alienation*, London, Merlin Press, 1970; P. NAVILLE, *De l'aliénation à la jouissance*, Anthropos, 1970; P. RICŒUR, Aliénation, *Encyclopaedia Un.*, *s.v.* (avec biblio.); L. SÈVE, Analyses marxistes de l'aliénation, *Philosophie et religion*, CERM, ES, 1974.

▶ CORRÉLATS. — Appropriation, Communisme, Coupure épistémologique, Echange, Essence, Fétichisme, Genre, Homme, Humanisme, Mysticisme, Nature, Ontologie (de l'être social), Philosophie, Réification, Religion, Renversement, Travail.

G. L.

Alliances

Al : *Bündnisse.* — An : *Alliances.* — R : *Al'jansy.*

Qu'il s'agisse de luttes pour la démocratie ou de luttes pour le socialisme, une politique d'alliances est indispensable au prolétariat : son solo en effet ne serait qu'un chant funèbre. A cela deux raisons. L'une vient de ses origines : le prolétariat se recrute « dans toutes les classes de la population » (MPC, 1; MEW, 4, 469). L'autre tient à sa fonction qui est d'assurer partout la libération de « l'immense majorité ». « Les communistes soutiennent partout tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique établi » (*ibid.*, 493) : l'avant-garde n'est telle précisément que par la capacité qu'elle manifeste à entraîner et à organiser les plus larges masses de la population (Lénine, O., 5, 435). Après comme avant la révolution, « le prolétariat ne peut vaincre sans gagner à ses côtés la majorité de la population » (*ibid.*, 30, 272).

Toute alliance répond à une double détermination, celle du mode de production et de la classe qui domine à un moment donné, celle du rapport de forces spécifique d'une conjoncture. Ainsi le passage du MPF au MPC transforme, avec le statut de la rente foncière, les rapports de production et les rapports sociaux par la création des conditions « objectives » d'un rapprochement entre la grande masse des paysans dépossédés de leur lopin de terre et la condition des ouvriers. Ainsi les bolcheviks durent-ils, au prix d'une sévère concurrence, enlever aux socialistes révolutionnaires et aux autres partis petits-bourgeois, nous dit Lénine, la majorité des couches laborieuses non prolétariennes (30, 269).

On peut proposer de distinguer entre divers types d'alliances, nommer *tactiques*, ou « politiques », ou « temporaires », avec Lénine, les alliances passées entre des formations politiques ou des couches sociales, sur un objectif circonstancié et pour une durée limitée (« Seuls peuvent redouter des alliances temporaires, même avec des éléments incertains, ceux qui n'ont pas confiance en eux-mêmes. Aucun parti politique ne pourrait exister sans ces alliances », 5, 368). Le terme de *stratégiques* conviendrait à des alliances de moyenne ou longue durée, sur programme et visant la conquête du pouvoir dans une période de transition, par exemple au sein d'un Front de Libération nationale ou entre PC et PS. Seraient dites enfin *organiques* les alliances de classes durables, comme entre prolétariat et paysannerie, qui valent aussi bien pour la période de prise du pouvoir que pour celle de la transition et au-delà. On hésitera cependant à marquer des frontières trop nettes.

La tradition marxiste a abordé et parfois théorisé toutes les formes possibles d'alliances.

— La première concerne le prolétariat lui-même, qui doit surmonter la « concurrence entre les ouvriers eux-mêmes », s'organiser « en classe et, par suite, en parti politique » (MPC, 1; MEW, 4, 471); « la forme suprême de l'union de classe des prolétaires » étant « le parti révolutionnaire du prolétariat (qui, ajoute Lénine, ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les chefs, la classe et les masses en un tout homogène indissoluble) » (O., 31, 45). Si plusieurs partis représentent la classe ouvrière ou s'en réclament, ils doivent, à leur tour, chercher à fusionner, ainsi par exemple que le firent, en 1906, les fractions bolchevique et menchevique

au sein du POSDR, ce dernier avec la s.d. polonaise, avec la s.d. lettonne ou avec le Bund, afin, écrivait encore Lénine, « de réaliser pratiquement l'unité du prolétariat conscient de toute la Russie, de toutes ses nationalités » (o., 10, 322).

— D'un point de vue de classe, l'alliance avec la bourgeoisie elle-même n'est pas nécessairement prohibée. Rappelons qu'Engels, à la fin de sa *Situation*, considérait que « le communisme se situe *au-dessus* de l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie et qu'il sera en conséquence plus aisé à la meilleure fraction de la bourgeoisie de se rallier au communisme qu'au chartisme exclusivement prolétarien » (ES, 360; MEW, 2, 506). Même si on laisse de côté cette illusion de jeunesse, on rencontre, dans le *Manifeste*, l'idée « qu'une petite partie de la classe dominante se désolidarise d'elle et rejoint la classe révolutionnaire... en particulier une partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à l'intelligence théorique du mouvement historique » (MEW, 471-472). Dans le même esprit, K. Kautsky, on le sait, avancera la thèse selon laquelle ce sont les intellectuels bourgeois, en tant que porteurs de la science, qui communiquent au prolétariat la conscience socialiste (*Neue Zeit*, 1901-1902, XX, 1, n° 3, 79); thèse que Lénine reprendra entièrement à son compte dans *Que faire ?* (o., 5, 390-391). La lutte pour la démocratie, d'autre part, peut appeler à l'union des deux classes, telle que la préconisait Marx, pour l'Allemagne des années 60, en opposition à Lassalle, partisan, lui, d'une alliance entre la classe ouvrière et le militarisme prussien (cf. F. Engels, *Die preussische Militärfrage und die deutsche Arbeiterpartei*, MEW, 16, 37 et s.). Elle peut aussi justifier une tactique de division des forces de la bourgeoisie, comme celle de Lénine en 1905, quand il oppose « à l'alliance de l'autocratie et de la bourgeoisie » celle « de la s.d. révolutionnaire et de la démocratie révolutionnaire bourgeoise toute entière » (o., 10, 47). Plus près de nous, les luttes anti-fascistes, dans les pays européens, seront, notamment grâce à la constitution de larges Fronts, autant d'illustrations de ce type d'alliance.

— Toutefois, la transition au socialisme privilégie des alliances davantage conformes à la nature du prolétariat. L'alliance avec la petite-bourgeoisie, ou les « classes moyennes » *(die Mittelstände* du *Manifeste)*, fut la première à s'imposer. Il est hautement significatif que Marx y ait tout d'abord insisté à propos de Proudhon, dès sa lettre à Annenkov : « M. Proudhon a le mérite d'être l'interprète scientifique de la petite-bourgeoisie française, ce qui est un mérite réel, parce que la petite-bourgeoisie sera partie intégrante de toutes les révolutions sociales qui se préparent » (du 28 décembre 1846; *Corr.*, 1, 458). Dans la *Revue communiste*, en septembre 1847, on lisait l'analyse suivante : « Prolétaires de la société actuelle sont tous ceux qui ne peuvent pas vivre de leur capital; l'ouvrier aussi bien que le savant, l'artiste aussi bien que le petit-bourgeois; et, bien que la petite-bourgeoisie possède encore quelque fortune, il est manifeste cependant qu'en raison de la terrible concurrence que lui fait le gros capital, elle marche à pas de géants vers la condition qui la rendra pareille aux autres prolétaires. Nous pouvons donc, dès maintenant, la compter comme étant des nôtres, car elle est aussi intéressée à se préserver de la situation où elle ne posséderait plus rien du tout que nous sommes, nous, intéressés à en sortir. Unissons-nous donc et le salut peut en résulter pour les deux parties » (Introd. historique au MPC, trad. Molitor, Paris, Costes éd., 1953, p. 36; voir aussi le point 18 des *Revendications du Parti communiste en Allemagne*,

ibid., 222). L'histoire tourmentée des rapports PC/PS est, à bien des égards, un effet de ce type d'alliance et des contradictions qu'il véhicule.

— L'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie est celle qui prévalut dans les premiers pays où s'engagea le procès de la révolution socialiste, en Europe (Russie, démocraties populaires), en Asie (Chine, Vietnam), en Amérique latine (Cuba) comme, sous nos yeux, en Afrique (Angola) ; ce qui n'alla pas sans soulever d'importantes questions théoriques et pratiques. L'alliance avec la paysannerie vint à l'ordre du jour du mouvement ouvrier au début des années 90 du siècle dernier. Prenant la suite des analyses de Marx dans son *Dix-huit Brumaire* ou dans les *Gloses* et poursuivant sa propre réflexion commencée avec la *Guerre des paysans*, F. Engels en fut le premier théoricien, par ses vigoureuses recommandations au Parti socialiste de passer « de la ville aux champs », de « devenir une puissance à la campagne » (QP, ES, 12 ; MEW, 22, 486) et son exposition, à cette fin, de la structure de classe de la paysannerie, où l'ouvrier agricole côtoie le petit propriétaire et le gros fermier capitaliste. « Causes économiques » et « effets politiques », expliquait Engels, sont étroitement liés. Car les rapports capitalistes de production ont achevé de transformer le statut de la paysannerie : en Angleterre, la Jenny a fait du tisserand-agriculteur un ouvrier d'industrie et libéré la terre ; en France le petit paysan parcellaire connaît une situation dans laquelle il « ne peut ni vivre ni mourir » (*ibid.*, 18 ; 492), or, en protégeant sa propriété on ne protège nullement sa liberté « mais simplement la forme particulière de sa servitude » *(ibid.)*. En Allemagne, les hobereaux dépossèdent les paysans et accroissent considérablement leur part de propriété foncière. Pour la grande masse des paysans, l'union avec la classe ouvrière est désormais indispensable. C'est à Lénine, dans les conditions spécifiques de la Russie, qu'il appartenait de définir la nouvelle alliance. Dans ses finalités : le prolétariat entraînera la paysannerie au-delà de la réalisation de son projet propre, savoir l'obtention de réformes démocratiques, jusqu'au socialisme, à la construction duquel elle demeurera organiquement associée (O., 9, 458-459). Quant à ses conditions de possibilité : autonomie et rôle dirigeant de la classe ouvrière qui prend partout la tête de tout mouvement révolutionnaire (O., 5, 435 ; aussi 15, 48 ; 23, 316 ; 28, 93, 345, etc.) ; après Marx et Engels (MPC, 1 ; MEW, 4, 473), Lénine parle de la « domination » nécessaire de la classe ouvrière ; rôle du parti : après Engels, Lénine souligne qu'il lui faut impérativement « faire pénétrer la lutte de classes au village » (O., 4, 440) ; l'importance enfin des programmes, à chaque étape des luttes communes, du Programme de 1902, où est avancée l'idée de convaincre le paysan qu'il est de son propre intérêt d'en finir avec la propriété même petite (O., 6, 107 et s.), à celui de 1917, où est proclamé le mot d'ordre de la nationalisation des terres (O., 24, 292-295).

A son tour, dans un tout autre contexte, Mao Zedong, en mars 1927, entamera sa carrière politique en dénonçant « les mesures erronées prises par les autorités révolutionnaires à l'égard du mouvement paysan » (O., 1, 24 ; ES, 1955) et en entreprenant de les rectifier ; ce qui conduira la Chine à la Longue Marche et à l'instauration de la République populaire.

— Dans les pays du capitalisme développé, où s'achève le procès de disparition des exploitations agricoles traditionnelles et où, par conséquent, la question de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie a perdu beaucoup de son importance, d'autres alliances viennent au premier plan

des précoccupations du mouvement ouvrier et de ses organisations. Elles concernent des couches sociales dites « nouvelles », soit que de nouveaux rapports de production les aient fait surgir, comme celles des ingénieurs, cadres et techniciens, soit que, plus anciennes, elles se soient considérablement augmentées et diversifiées, comme celles des employés ou des intellectuels. Des familles idéologiques ou de grands courants de pensée offrent également des perspectives de combats communs à la classe ouvrière, elle-même souvent transformée en profondeur. Les travailleurs immigrés, dont le poids n'a cessé de s'accroître dans les dernières décennies, s'ils ne posent pas au prolétariat la question de leur appartenance de classe, n'en posent pas moins celle des formes et conditions de leur intégration à ses luttes nationales. Des théories économiques ont été produites pour accueillir ces nouvelles données de la composition de classes et du rapport de forces dans les formations sociales contemporaines.

Les thèses les plus largement répandues ont été celles du « capitalisme monopoliste d'Etat » (CME), adoptées dans les années 60 par les partis communistes et ouvriers. Des analyses du CME est issu le principe d'une stratégie politique faisant de la classe ouvrière l'axe du rassemblement de toutes les classes, couches sociales et courants hostiles à la fraction monopoliste de la bourgeoisie et susceptibles de l'isoler. La ligne du PCF, appelant à son XXIe Congrès à l'Union du Peuple de France, est caractéristique de cette attitude : « cet objectif — dit la Résolution dudit Congrès (ES, 1974, p. 64) — suppose un rassemblement populaire non seulement d'une ampleur sans précédent, mais encore d'un niveau de conscience politique sans précédent ». Sont cités comme parties prenantes de cette « large alliance » : « l'immense masse des salariés, employés, techniciens, ingénieurs et cadres », « les intellectuels des différentes disciplines », les « petits et moyens agriculteurs », les « artisans et commerçants », les « petits et moyens entrepreneurs », les « militaires » et divers courants de pensée, « chrétiens », « démocrates » et « patriotes » (*ibid.*, 74). La stratégie italienne du *compromesso storico* répond à un souci du même ordre. Le secrétaire général du PCI, E. Berlinguer, la définit comme « la rencontre entre les grands courants populaires de la vie italienne : communistes, socialistes et catholiques » (interview à *Stern* d'août 1979, citée par M. Valensi, apud *Une mémoire locale, Naples, et son maire*, PUF, 1980). On a affaire là en effet à de très vastes alliances dont les caractères sont tout à la fois tactiques, stratégiques et organiques mais dont les équilibres sont sans cesse menacés par l'éclatement des contradictions sociales qui se condensent dans leur sein.

— Enfin ajoutons que le pouvoir de la période de transition du capitalisme au communisme peut lui-même être défini en termes d'alliances. C'est en ce sens que Lénine décrivait, en juin 1919, la dictature du prolétariat comme « une forme particulière d'alliance de classes entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs et les nombreuses couches non prolétariennes de travailleurs (petite-bourgeoisie, petits patrons, paysans, intellectuels, etc.) ou la majorité de ces couches... contre le capital... alliance des partisans résolus du socialisme avec ses alliés hésitants, parfois « neutres »..., alliance entre des classes qui diffèrent sur les plans économique, politique, social et idéologique » (O., 29, 385). L'internationalisme ne relève pas d'un autre principe : « Les communistes — affirmait déjà le *Manifeste* — travaillent partout à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays » (MEW, 4, 493).

• BIBLIOGRAPHIE. — LÉNINE, *L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie*, Moscou, Ed. du Progrès; sur les « fautes » dans ce type d'alliance, voir Bela KUN, *La République hongroise des conseils*, Budapest, Ed. Corvina, 1962 (en particulier p. 338 et s.); parmi les réflexions les plus suggestives quant aux problèmes posés par les nouvelles formes d'alliances, on pourra se reporter au n° 28 de la revue *Dialectiques*, automne 79, en particulier à l'étude de Nicolas Sartorius, à partir de l'expérience des Commissions ouvrières d'Espagne.

▶ CORRÉLATS. — Bourgeoisie, Bourgeoisie nationale, Bund, Conjoncture, art. Démocratie, Front, Fusion, Hégémonie, Lutte des classes, Ouvrier(s), Parti, Paysannerie, Petite-bourgeoisie, Prolétariat, Social-démocratie, Transition.

G. L.

Amour libre

Al : *Freie Liebe.* — An : *Free love.* — R : *Ljubov' svobodnaja.*

Voir : Mariage bourgeois.

Analyse

Al : *Analyse.* — An : *Analysis.* — R : *Analiz.*

1 / C'est par rapport à la méthode propre à l'économie politique classique (A. Smith et D. Ricardo, essentiellement) que s'élabore, chez Marx, un nouveau type d'analyse. La différence spécifique n'apparaît guère tant que ce dernier oppose une méthode scientifique en économie aux ressassements de ceux qui restent en deçà de ces « acquis » théoriques (par exemple, P.-J. Proudhon, MPh, II, 1) et confondent encore abstraction et analyse (*ibid.*, 1re observation). Par la suite se développe une critique de l'économie politique et l'analyse en est la méthode spécifique (K., ES, I, 1, 18; MEW, 23, 12) : s'il ne faut pas opposer mouvement apparent et mouvement réel (mais seulement les distinguer), une méthode est, néanmoins, requise pour analyser ce procès réel. L'analyse procède à la décomposition des diverses formes en des formes non point primitives, mais simples : « L'analyse scientifique de la concurrence présuppose en effet l'analyse de la nature intime du capital » (K., ES, I, 2, 10 ; MEW, 23, 335). Son instrument est l'abstraction (K., ES, I, 1, 18; MEW, 23, 12), ce qui n'implique pas nécessairement que la simplification qu'il convient d'opérer (par exemple, K., ES, I, 1, 198; MEW, 23, 213) entraîne l'inexistence, dans le procès réel, de ces abstractions que le procès de connaissance essaie de s'approprier (en ce sens, Lénine, O., 21, 56; 38, 344-5).

L'exemple le plus parlant de l'analyse en acte est fourni par le début du *Capital* (Lénine, O., 38, 304-305) : l'analyse de la forme-valeur qui ne va pas sans une critique des théories classiques, en particulier de celle de Ricardo (K., ES, II, 4, 21; MEW, 24, 23). Marx n'accuse pas Ricardo d'être tombé dans l'abstraction, mais de ne pas avoir poussé jusqu'au bout (pour des raisons tant théoriques qu'idéologico-politiques) cette analyse (K 4, ES, II, 112, 164; MEW, 26, 2, 100, 146). En un mot, Ricardo n'analyse pas le caractère du travail créateur de valeur d'échange (K 4, ES, II, 183; MEW, 26, 2, 161). Il est, bien sûr, des exemples fort nombreux d'analyse (par exemple, K., ES, I, 2, 209; MEW, 23, 561; K., ES, III, 8, 8; MEW, 25, 627 et s. : à propos de l'analyse de la rente foncière) mais il faut, toujours, en revenir

à une étude du chapitre I du livre I où est développée l' « analyse de la marchandise » (K., ES, I, 1, 51 ; MEW, 23, 49). Lénine élucide ce « commencement » en ces termes : « Marx, dans *Le Capital*, analyse d'abord le *rapport* de la société bourgeoise (marchande) le plus simple, habituel, fondamental, le plus massivement répandu (...) l'échange des marchandises. L'analyse fait apparaître dans ce phénomène élémentaire (dans cette « cellule » de la société bourgeoise) *toutes* les contradictions (*respective* les germes de *toutes* les contradictions) de la société contemporaine » (O., 38, 344-345). L'analyse est explicitement identifiée à la « méthode » dialectique, aussi bien par Marx que par Lénine. Aller plus avant, ce serait examiner l'originalité d'une dialectique matérialiste.

2 / Mais il est d'autres occurrences du terme : la notion d'analyse est de portée et d'usage, sinon universels, du moins « transrégionaux ». Divers textes font intervenir le « concept » d'analyse à propos d'un examen des grandes « conceptions théoriques » qui se seraient succédé au cours de l'histoire : dans la pensée grecque, la dialectique « apparaît dans sa simplicité naïve » (DN, ES, 52 ; MEW, 20, 332), les Grecs n'étant point parvenus à « la désarticulation, à l'analyse de la nature » (DN, *ibid.* ; MEW, 20, 333). Avec les Temps modernes, la décomposition, liée au développement du procès de connaissance, n'est pas complétée par une activité de connexion (AD, ES, 53 ; MEW, 20, 20). Une unité dialectique de l'analyse et de la synthèse, dans la perspective d'un « matérialisme dialectique », devrait se comprendre par rapport à cette butte-témoin que constitue l'unité de l'analyse et de la synthèse chez Hegel (par exemple, *Encyclopédie*, § 227 et s., § 238, remarque).

3 / Enfin, il est souvent fait usage, chez Lénine, de l'expression d' « analyse concrète d'une situation concrète » (par exemple, O., 3, 20 ; 7, 498) : une telle expression ne reçoit sa signification précise que par l'explication de la spécificité de l'analyse politique de la conjoncture dans ses liens avec l'intervention politique effective.

4 / Deux grandes questions, qui s'entrelacent, demeurent débattues : la spécificité de l'analyse chez Marx, aussi bien par rapport à l'analyse économique classique que par rapport à la dialectique hégélienne ; la possibilité de faire un usage non régional de la notion.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / On peut partir des remarques de Louis ALTHUSSER (*Lire Le Capital*, I, Paris, 1965, § 14). Il faut également tenir compte de J. A. SCHUMPETER, *History of Economic Analysis*, New York, 1954 (trad. franç., Paris, Gallimard, 3 vol., 1983) ; P. SRAFFA, *Production of commodities by means of commodities*, Cambridge Univ. Press, 1960. Diverses analyses se réclamant du marxisme : M. ROSENTHAL, *Les problèmes de la dialectique dans Le Capital*, Moscou, 1960 ; G. DELLA VOLPE, *La logique comme science historique*, trad. franç., Bruxelles, Complexe, 1977 ; L. SÈVE, Méthodes en sciences économiques, *La Nouvelle Critique*, n° 71, 1974 ; P. BOCCARA, *Sur la mise en mouvement du Capital*, Paris, 1978. On trouvera un bilan intéressant des réinterprétations actuelles de la relation entre les analyses ricardienne et smithienne et celle propre à Marx dans la thèse de J. Bidet, *Economie et dialectique dans Le Capital* (Univ. de Paris X - Nanterre, 1983, à paraître). Ce bilan inclut une estimation critique des lectures proposées par Sraffa et ceux qui s'en sont inspirés. L'accent est mis sur la nature économico-politique des catégories de la *critique* de l'économie politique par Marx. Ainsi, Ricardo, de même que toute « économie pure » ne peuvent concevoir un « travail nu », et ne peuvent donc penser, dans la force de travail, ni sa dépense, ni sa contrainte à la dépense.

2 / Une présentation « classique » du « matérialisme dialectique » : Analyse, in *Philosophisches Wörterbuch*, Leipzig, VEB Bibliographisches Institut, 1975, I, 67-70. La question

n'a guère été reprise dans la littérature de langue française (sauf par L. Sève, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, 1980, par exemple, p. 70 et s., p. 137).

3 / Un point de départ : G. Lukács, *La pensée de Lénine*, 1924 (post-face en 1967); G. Labica, Prérapport sur Lénine et la pratique politique, *Lénine et la pratique scientifique*, Paris, 1974.

▶ Corrélats. — Conjoncture, Dialectique, Grecs, Historique/logique.

J.-P. C.

Anarchie de la production

Al. : *Anarchie der Produktion.* — An : *Anarchy of production.* — R : *Anarhija proizvodstva.*

Manière péjorative de désigner le caractère marchand de la production capitaliste, c'est-à-dire le fait que le travail social se présente comme une « somme de travaux privés, effectués indépendamment les uns des autres » (K., ES, I, 1, 87; MEW, 23, 89). Cette indépendance relative des travaux qui s'effectuent dans les entreprises différentes, au sein de la division « sociale » du travail, s'oppose, selon Marx, à la « loi de fer de proportionnalité » qui régit les rapports entre travaux parcellaires, dans la « division manufacturière » du travail, à l'intérieur des entreprises. Dans le premier cas, la loi de valeur « s'impose comme force régulatrice, à travers des catastrophes, à l'arbitraire déréglé des producteurs privés » ; dans le second cas, « le nombre proportionnel donné d'abord par la pratique, puis par la réflexion, gouverne *a priori* à titre de règle la masse d'ouvriers attachés à chaque fonction particulière » (K., ES, I, 11, 46; *ibid.*, 376 suiv.).

Marx voyait l'origine des crises économiques dans ce contraste, que le développement capitaliste pousserait à son paroxysme. Mais il ne songeait nullement à exalter l' « ordre » régnant dans les fabriques. Aux libéraux, qui refusaient toute intervention de l'Etat dans l'anarchie du marché au nom de la « liberté d'entreprise », garante de la Liberté tout court, et clamaient : « Vous voulez transformer toute la société en une vaste fabrique ! » il répondait ironiquement : « Le despotisme de fabrique n'est bon que pour les prolétaires ! » *(ibid.)*.

Pourtant, à la suite d'Engels, fasciné (comme plus tard Trotski) par la rigoureuse organisation des compagnies de chemin de fer, et même de Lénine, qui opposait la « salubre discipline de l'usine » à « l'anarchisme des petits producteurs marchands », la IIe puis la IIIe Internationales firent dévier la critique du capitalisme vers la critique de l'anarchie de la production (qui engendrait crises et gaspillages), oubliant le « despotisme » de l'organisation capitaliste du travail... que l'Etat stalinien étendit, effectivement, à toute la société.

Dans le même temps, les nécessités de l'accumulation intensive conduisaient effectivement le capitalisme à modérer les effets néfastes de l' « anarchie du marché» à travers la programmation étatique et la régulation monopoliste. Ce qui amena la social-démocratie allemande (Hilferding) à parler d'un « capitalisme organisé », antichambre du socialisme, et les « opéraïstes » italiens (Negri) à parler « d'Etat-Plan ».

La thématique autogestionnaire représente actuellement une réaction contre la tentation d'abolir « par en haut » (par l'Etat) l'anarchie de la production.

• Bibliographie. — Sur les deux types de division du travail et leurs conséquences a Ch. Bettelheim, *Calcul économique et formes de propriété*, Maspero, 1970; A. Lipietz, *Crise*

et inflation : pourquoi ?, Maspero, 1979. Sur le « capitalisme organisé » : Y. LECLERCQ, La théorie de l'Etat et la IIIe Internationale, *Sur l'Etat*, Bruxelles, Ed. Contradictions, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Crise, Division du travail, Planification, Production.

A. L.

Anarchisme

Al : *Anarchismus*. — An : *Anarchism*. — R : *Anarhizm*.

Au premier regard, l'anarchisme et le marxisme paraissent former un couple d'opposés. Ils seraient d'irréductibles ennemis complémentaires. D'un côté les individus, de l'autre les classes; d'un côté la liberté, de l'autre l'autorité; d'un côté la commune, de l'autre l'Etat; d'un côté la spontanéité, de l'autre l'organisation, etc. Et chacun, retournant à l'autre ses anathèmes, lui dispute ses prétentions, ses thèses, ses pratiques et jusqu'à ses mots d'ordre. Entre les deux doctrines, c'est plutôt cependant l'image du « gouffre » (FE, L. à Iglésias du 26 mars 1894; MEW, 39, 229), ou de « l'abîme » (Lénine, O., 10, 69) que l'histoire a imposée.

1 / Au début, c'est-à-dire au moment où se forment les grands mouvements de protestation contre le MPC et son ordre social oppresseur, les indistinctions sémantiques règnent. Moses Hess, à qui Marx et Engels doivent beaucoup, s'en fait l'écho, quand il évoque, dans sa brochure *Socialisme et communisme*, les idées nouvelles, qui critiquent, comme il dit, le passé et organisent l'avenir, « ... de Fichte — écrit-il — date, en Allemagne, l'*athéisme*, de Babeuf, en France, le *communisme* ou, comme dit maintenant, avec plus de précision, Proudhon, l'*anarchie*, c'est-à-dire la négation de toute domination politique, la négation du concept d'Etat ou de politique » (Moses Hess, *Philosophische und sozialistische Schriften*, Berlin, 1961, dir. A. Cornu et W. Mönke, trad. franç. G. Bensussan apud *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*, Paris, PUF, 1985).

En 1872, après la Commune de Paris, Marx lui-même oppose l'étymologie aux partisans de Bakounine : « Tous les socialistes entendent par Anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes une fois atteinte, le pouvoir de l'Etat, qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives » (*Les prétendues scissions dans l'Internationale ;* MEW, 18, 50; trad. apud *Sur l'anarchisme...*, 80). On ne s'étonnera pas que, dans ces conditions, des mésinterprétations, bien plus tard encore, aient pu subsister quant à la question de la « fin » de l'Etat, ainsi qu'en témoigne le débat entre Boukharine et Lénine (cf. G. Labica, Présentation du *Cahier bleu*, Bruxelles, Complexe, 1977). On retiendra, en conformité avec le sens premier, que la critique de l'Etat est à la fois le commun dénominateur des différentes formes d'anarchisme et la pierre d'achoppement de ceux-là avec le marxisme, les uns exigeant un procès de destruction immédiat, l'autre le programmant dans les étapes de la dictature du prolétariat.

2 / La complexité des rapports entre anarchisme et marxisme est directement inscrite dans les imbrications de leur histoire. On distinguera, en se reportant plus particulièrement aux entrées :

a) Un anarchisme pré-marxiste. Il s'agit en vérité d'un jumeau : l'individualisme exposé par Max Stirner, dans son maître-livre, l'*Unique*

et sa propriété (1845). Quand on sait que l'essentiel de *L'Idéologie allemande* est consacré à sa réfutation, on mesure l'importance des enjeux, au moment précisément du « règlement de comptes avec la conscience philosophique d'autrefois » (*Cont.*, préf.), *i.e.* de l'avènement du « marxisme ». De la révolution à l'Etat, de la propriété privée à la division du travail, de la société civile à l'Association, les principaux concepts font l'objet d'un premier passage au crible. Tandis que la démonstration de Marx exhibe déjà ses appuis : Saint Max (Stirner), c'est le processus historique réel mis la « tête en bas », c'est de la spéculation pure, c'est le point de vue du petit-bourgeois qui, quoi qu'il en ait, consacre l'ordre établi. En commun, derrière tout cela, l'appartenance à la gauche allemande et à son entreprise de sape systématique, B. Bauer, avec qui Marx collabora, le groupe des « Affranchis » auquel Engels appartint un temps (cf. A. Cornu, KM et FE, II, III et s.). Et, par-dessus tout, Hegel, le père deux fois renié de l'anarchisme individualiste et du matérialisme historique, qui lui-même était double. (Voir dans la *Phénoménologie de l'esprit* la distinction entre la « loi du cœur » et la « réalité effective » dont la loi opprime en même temps l'individualité singulière et l'humanité; trad. J. Hyppolite, Paris, Aubier, 1939, t. I, 303; cf. aussi la volonté devenue « liberté du vide », dont les *Principes de la philosophie du droit* nous disent : « Si elle se tourne vers l'action, c'est en politique comme en religion, le fanatisme de la destruction de tout ordre social existant et l'excommunication de tout individu suspect de vouloir un ordre et l'anéantissement de toute organisation voulant se faire jour », introd., § 5; trad. A. Kaan, Paris, Gallimard, 1940, p. 59.)

b) Un anarchisme para-marxiste. Avec le proudhonisme, il s'agit, cette fois du « faux-frère », comme dit Marx en propres termes (L. à Weydemeyer, 1er févr. 1859; MEW, 29, 573; trad. *apud* LK, 106), autrement dit du concurrent, avec lequel le communisme, au sein du mouvement ouvrier, n'a cessé de s'affronter.

c) Un anarchisme post- et anti-marxiste. Le bakouninisme tient autant du fils indigne que du cousin convoitant l'héritage, au nom d'une autre légitimité, géopolitique (celle des pays les moins développés, comme on dirait aujourd'hui, et des travailleurs les moins prolétarisés).

S'il est vrai enfin qu'il n'existe pas, en quelque sorte par définition, de corpus anarchiste (mais plutôt des moments historiques incarnés par de hautes figures dont les doctrines servirent de libre référence à des disciples, des groupes sociaux, des mouvements de masse, des écoles littéraires, des idéologies ou des publications), il n'en demeure pas moins, s'agissant des trois formes que l'on vient de distinguer, qu'elles présentent plus que des analogies. Leurs liens sont organiques. Elles forment chaîne, de l'aveu de leurs protagonistes, singulièrement, on s'en doute, de Bakounine; de l'aveu aussi de leur adversaire. F. Engels l'a fortement souligné : « L'anarchie anodine, purement étymologique (c'est-à-dire, absence de pouvoir politique) de Proudhon n'eût jamais abouti aux doctrines modernes de l'anarchisme, si Bakounine ne lui eût pas insufflé une bonne part de la « rébellion stirnérienne » (L. du 22 oct. 1889 à Max Hildebrand; MEW, 37, 393; cf. également LF, § I *in fine*; MEW, 21, 271).

3 / A la période des affrontements de principes (IA, MPh) va succéder celle des affrontements politiques, qui culmine dans les dernières années de l'AIT, avec la lutte contre l'Alliance de la démocratie socialiste fondée par Bakounine. Les choses se développent désormais sur le terrain concret

des luttes de classes, en Espagne notamment (cf. FE, *Les bakouninistes au travail*), dans le long intervalle entre les deux Internationales et pendant les premiers congrès de la Seconde Internationale, à l'encontre de ce qu'on appelle parfois l'anarcho-communisme, dont Kropotkine (1842-1921) sera un des représentants les plus influents. D'où le fossé qui se creuse entre marxisme et anarchisme, et qui amènera Engels à dénoncer dans ce dernier une « caricature du mouvement ouvrier », financièrement soutenu par les gouvernements d'Europe et d'Amérique (MEW, 22, 416; trad. apud *Sur l'anarchisme...*, 136). La situation s'aggrave encore avec Lénine. Opérant, dès le début du XXe siècle, le bilan de quarante années d'anarchisme, il relève une triple incompréhension :

— des causes de l'exploitation : rien, constate-t-il, chez les anarchistes, sur la propriété privée et l'économie marchande (Plekhanov avait déjà établi ce procès); il s'agit d'un « individualisme bourgeois à l'envers », n'entendant rien non plus au pouvoir dominant;
— du développement de la société et, en particulier, de la nécessaire transition du MPC au socialisme; l'anarchisme c'est le désespoir de l'intellectuel;
— de la lutte de classes du prolétariat : négation de la politique et de l'organisation du prolétariat. Au total, aucune doctrine, fiasco des expériences historiques, soumission à la politique de la bourgeoisie (O., 5, 333-334).

L'assimilant souvent au gauchisme ou à l'opportunisme, Lénine reviendra sans cesse à l'attaque sur deux fronts, concernant l'anarchisme, contre ses diverses manifestations historiques, notamment l'anarcho-syndicalisme et contre ses aberrations doctrinales — l'action directe ou l'opposition entre « en bas » et « en haut ». Insistant sur le fait que le bolchevisme a dû se forger en luttant contre l'anarchisme, il fera réprimer, durant la guerre civile, la révolte de Makhno, qui voulait organiser l'autogestion et abolir le salariat (cf. *Hist. générale du socialisme*, sous la direction de J. Droz, t. III, 23-24) et, traquant obstinément son influence au sein du parti, il ne se lassera pas de proclamer que « l'anarchisme a été souvent une sorte de châtiment pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier » (MIC, O., 31, 26).

Staline, rappelons-le, entre dans la carrière théorique, avec un écrit de 1907, précisément intitulé *Anarchisme ou socialisme ?* Il y fait preuve d'une certaine modération, en convenant, dès le début : « Le socialisme comporte trois courants principaux : le *réformisme*, l'*anarchisme* et le *marxisme* » (cf. Staline, *Le communisme et la Russie*, Paris, Denoël/Médiations, 1968, 55 et s.)...

Les partis de la IIIe Internationale seront les héritiers de cette tradition. Ils feront leurs ces anathèmes et de la façon la plus intransigeante, chaque fois qu'ils seront affrontés à des menaces anarchistes. Ce fut le cas, en France particulièrement, au printemps de 1968. C'est le cas actuellement avec les mouvements européens dits « autonomes ». L'accusation de manipulations policières n'est jamais loin. S'il est vrai qu'elle est trop souvent systématique et outrancière, face aux expressions spontanées des luttes de classes dans des situations nationales bloquées (ainsi la *Rote Armee Fraktion* en RFA), on ne peut perdre de vue que les mouvements anarchistes, par nature, se prêtent, plus que les autres, aux infiltrations.

4 / REMARQUE. — Derrière la légitime auto-défense du communisme, à l'endroit de son ennemi... congénital, il faut sans doute convenir que les complémentarités n'ont pas disparu, même si l'éclipse de l'anarchisme, à quelques résurgences conjoncturelles près, est avérée dans le mouvement ouvrier. L'anarchisme, pour le marxisme, est peut-être un « châtiment », comme l'avançait Lénine; mais ce jugement doit aujourd'hui être nuancé, l'anarchisme est aussi une leçon et, de plus en plus, acceptée comme telle. Que l'on pense au mouvement associatif, à l'autogestion (à laquelle se rallient nombre de PC), au mutuellisme, à la critique (venant de tous côtés au moins dans les syndicats) des hiérarchies ou de la bureaucratie, etc. La cohabitation, dans les manifestations de rue les plus récentes, des drapeaux rouges et des drapeaux noirs n'est peut-être pas seulement symbolique.

• BIBLIOGRAPHIE. — P. ANSART, *Marx et l'anarchisme*, Paris, PUF, 1969; H. ARVON, *L'anarchisme*, Paris, 1951; G. D. H. COLE, *Marxism and anarchism*, vol. II de *History of socialist thought*, London, 1961; D. GUÉRIN, *L'anarchisme*, Paris, 1965; ID., *Pour un marxisme libertaire*, Paris, 1969; M. JOYEUX, *L'anarchie et la société moderne*, Paris, 1968; G. LANDAUER, *Revolution*, Frankfurt, 1907, Berlin, rééd., 1974; A. LEHNING, *Anarchisme et marxisme*, Paris, Spartacus, 1971; C. M. LORENZO, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir*, Paris, 1968; J. MAITRON, *Histoire du mouvement anarchiste en France*, Paris, 1975; J. MAITRON et R. PARIS, *Anarchistes (les mouvements)*, *apud* EU, *s.v.*; K. MARX/F. ENGELS, *Contre l'anarchisme*, Paris, Bur. d'éd., 1935; ID., *La Belgique, Etat constitutionnel modèle*, Ixelles, Ed. Fil du temps, s.d.; ID., *Corrispondenza con Italiani*, a cura di G. DEL BO, Milan, Feltrinelli, 1964; ID., *Escritos sobre España*, Barcelona, Planeta, 1978; MARX/ENGELS/LÉNINE, *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Moscou, Ed. du Progrès, 1973; A. NATAF, *La révolution anarchiste*, Paris, Balland, 1968; M. NETTLAU, *Der Vorfrühling der Anarchie*, Berlin, 1925; G. PLEKHANOV, Nos controverses, apud *Œuvres philosophiques*, t. I, Moscou, s.d.; M. RUBEL, Marx théoricien de l'anarchisme, apud *Marx critique du marxisme*, Paris, Payot, 1974; D. TARIZZO, *L'anarchie*, Paris, Seghers, 1979; Y. TERNON, *Makhno, la révolte anarchiste*, Bruxelles, Complexe, 1981; D. VOLINE, *La révolution inconnue*, Paris, Belfond, rééd. 1969; G. WOODCOCK, *Anarchism*, New York, 1962.

▶ CORRÉLATS. — Anarcho-syndicalisme, Autogestion, Autonomie, Bakouninisme, Blanquisme, Commune, Dictature du prolétariat, Emancipation, Etat, Individualisme, Insurrection, Mouvement ouvrier, Organisation, Petite bourgeoisie, Populisme, Prolétariat, Proudhonisme, Spontanéisme, Syndicat, Terrorisme, Violence.

G. L.

Anarcho-syndicalisme

Al : *Anarchosyndikalismus.* — An : *Syndicalism.* — R : *Anarho-sindikalizm.*

Au début des années 1890, alors que la « propagande par le fait » et le terrorisme conduisaient à l'impasse les groupes anarchistes les plus actifs, une réorientation de la pratique libertaire intervint. Elle fut influencée par l'essor du mouvement syndical qui révélait la force de l'action collective organisée. C'est ainsi que Kropotkine condamnait l'illusion de ceux qui pensaient détruire « un édifice basé sur des siècles d'histoire » avec quelques kilos d'explosifs et souhaitait qu'on s'emploie à faire « pénétrer dans les masses » l'idée anarchiste et communiste. Emile Pouget dans un article du *Père Peinard* d'octobre 1894 signalait « un endroit où il y a de la riche besogne, pour les camaros à la redresse, (...) la Chambre syndicale de leur corporation ».

De cette démarche naquit formellement *l'anarcho-syndicalisme* dont l'influence sur le mouvement ouvrier, en particulier en France et en Espagne, fut considérable.

Il s'agit de la rencontre entre un syndicalisme sans idéologie (né directement de la pratique des luttes des classes) et d'une idéologie sans véritable pratique sociale (étrangère en général aux luttes de masse). Ainsi pénétrèrent dans les milieux syndicaux des idées initialement puisées chez Stirner, Proudhon, Bakounine, c'est-à-dire chez des théoriciens vigoureusement combattus par Marx et Engels.

A la base de la doctrine anarcho-syndicaliste, on retrouve, comme dans l'anarchisme, le refus pur et simple de l'Etat. Il entraîne la négation de la nécessité, pour la classe ouvrière, de s'organiser et de lutter pour s'emparer du pouvoir politique. Même s'il s'agit d'utiliser ce pouvoir pour transformer la société et aboutir — à terme — au dépérissement de l'Etat. C'est ce que Marx notait dans une lettre à Paul Lafargue le 19 avril 1870 à propos des conceptions de Bakounine : « La classe ouvrière ne doit pas s'occuper de *politique*. Sa tâche se borne à s'organiser en syndicats. Un beau jour, avec l'aide de *l'Internationale*, ils supplanteront tous les Etats existants. Voyez quelle caricature il a fait de ma doctrine ! Comme la transformation des Etats existants en une association est notre but final, nous devrions permettre aux gouvernements, ces grands syndicats des classes dominantes, de faire ce que bon leur semble, car nous occuper d'eux, c'est les reconnaître... » (MEW, 32, 675).

A partir de telles prémisses, l'organisation syndicale tend à s'opposer au parti ouvrier ou — au mieux — à l'ignorer (cf. la charte d'Amiens, 1906), elle prétend être la seule force de transformation et d'édification capable de conduire la révolution socialiste. La grève partielle constitue une « gymnastique » préparatoire à la grève générale, seul moyen utilisable pour abattre le capitalisme. Le pouvoir économique de la bourgeoisie éliminé, les syndicats organisent alors la production sur une base autogestionnaire. Affirmant leur mépris pour l'action réfléchie, les anarcho-syndicalistes en appellent à la spontanéité au point de s'abandonner au spontanéisme : « A trop réfléchir, on n'entreprend jamais rien. Il faut aller de l'avant, se laisser porter par sa propre impulsion naturelle, ne se fier qu'à soi-même » (Griffuelhes, *Les caractères du syndicalisme français*, 1908, p. 57-58). Dans ces conditions, sur le plan des moyens, ils s'opposent aux marxistes par leur culte de l'individu et des minorités agissantes appelés à mettre en mouvement les masses passives en recourant à « l'action directe » et au sabotage. Vis-à-vis des forces armées de la bourgeoisie leur attitude se fonde sur un antimilitarisme de principe qui trouve son expression dans l'appel permanent à la désertion.

Dans les pays latins — et ceci est valable pour la France — la relative lenteur de la « révolution industrielle » qui a ménagé une longue survie à la petite production de caractère artisanal explique la longue influence d'une couche ouvrière individualiste exprimant la révolte d'une petite bourgeoisie « prise de rage devant les horreurs » du capitalisme centralisateur. L'affrontement entre les guesdistes qui se réclamaient de Marx et les anarcho-syndicalistes qui parvinrent à dominer la CGT a marqué l'histoire ouvrière française de la fin du XIXe siècle. Il est vrai aussi, comme le montrait Lénine, que l'influence anarchiste « a été souvent une sorte de châtiment pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier » (MIC, O., 31) et qu'elle est apparue en Europe occidentale comme « le résultat direct et inévitable de l'opportunisme, du réformisme, du crétinisme parlementaire» (nov. 1907, O., 13, 174). En Russie, au moment du Ve Congrès du POSDR, lorsque Larine

et Axelrod proposèrent la tenue d'un « congrès ouvrier sans parti », Lénine caractérisa cette démarche comme la manifestation d'une influence anarcho-syndicaliste favorisée par la situation née du reflux de la révolution de 1905. En novembre 1907 il s'accordait avec Lounatcharski pour dénoncer dans le « courant syndicaliste », « l'inconsistance anarchiste de l'organisation, l'excitation des ouvriers au lieu de la création de la « solide forteresse d'une organisation de classe », le caractère individualiste petit-bourgeois de l'idéal et de la théorie proudhonienne, la stupide aversion de la politique » (o., 13, 176). Il insista pour que le Ve Congrès du POSDR se prononçât en faveur de « la lutte la plus résolue et la plus ferme sur les principes contre le mouvement anarcho-syndicaliste dans le prolétariat » (o., 12, 140).

En mars 1921, lorsque l'*Opposition ouvrière* dirigée par Chliapnikov et Kollontaï demandait que toute la production soit gérée par les syndicats et les soviets d'usine, il qualifia, dans son rapport au Xe Congrès du PC*(b)*R, cette proposition de « déviation anarcho-syndicaliste manifeste et évidente » (o., 32, 263).

REMARQUE. — La pratique a contribué à modifier les conceptions anarchistes qui contrariaient par trop l'action syndicale. C'est la raison pour laquelle on peut parler de l'opposition d'un syndicalisme révolutionnaire, quelque peu différent de l'anarcho-syndicalisme, dont Sorel et Lagardelle en France, Labriola en Italie se firent les théoriciens. Des militants à l'origine imbus des principes anarcho-syndicalistes devinrent, dans les années 1920, de valeureux militants communistes. En avril 1920 A. Gramsci estimait qu'il était possible d'obtenir un compromis dans le différend polémique entre communistes et anarchistes « pour les groupes anarchistes formés d'ouvriers ayant une conscience de classe », mais non « pour les groupes anarchistes d'intellectuels professionnels de l'idéologie » (*Ordine Nuovo*, 3-10 avril 1920). Le 4 juillet 1920 la thèse *19* sur les tâches fondamentales de l'Internationale communiste estimait « que les succès de l'action des partis véritablement communistes doivent se mesurer, entre autres, par la proportion dans laquelle ils auront réussi à gagner les éléments anarchistes non intellectuels et non petits-bourgeois, mais prolétariens et liés aux masses » (o., t. 31, p. 204).

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Opposition ouvrière, Syndicalisme. M. M.

Ancien/Nouveau

Al : *Altes/Neues*. — An : *Old/New*. — R : *Staroe/Novoe*.

La « dialectique » de l'ancien et du nouveau, leur « lutte », est une thématique de provenance hégélienne. Dans *Phénoménologie de l'esprit* par exemple, *expérience (Erfahrung)* nomme le mouvement qui, de la contradiction objet/concept, fait en son résultat surgir d'un savoir ancien un autre, nouveau (*Phänomenologie des Geistes, Einleitung*, p. 73, Berlin, 1964). D'une part, ce mouvement est saisi comme *ascendant*, allant indéfiniment de l'inférieur au supérieur. Cette indéfinité est cependant limitée, d'autre part, par le frein *téléologique* qui fait, dans la systématique hégélienne, du savoir absolu la fin (dans l'origine : puisque l'idée ne devient que ce qu'elle est). L'ascension téléologique produit enfin la *circularité* idéelle de l'ensemble, soit la stricte *limitation* de la dialectique ancien/nouveau à la sphère de la

pensée : « Le nouveau n'apparaît que dans les changements qui surviennent sur le terrain spirituel » (*Leçons sur la philosophie de l'histoire*, éd. all., Leipzig, p. 95). Pour le reste, « dans la Nature, il n'y a rien de nouveau sous le soleil » *(ibid.)*.

Sur ce socle philosophique, le marxisme se réappropriera la dialectique de l'ancien et du nouveau en trois moments discontinus et profondément heurtés : Engels, Lénine, Staline.

Dans *Dialectique de la nature* et *Anti-Dühring* Engels s'inscrit de façon avouée mais critique dans la perspective théorique hégélienne, faisant de la dialectique de l'ancien et du nouveau une figure spécifiée et relative de la loi du mouvement de la matière. Par cette extension du champ d'application de la contradiction hégélienne, il en brise la limite (pensée) et la circularité (téléologie). Ce qui dès lors caractérise le mouvement sous toutes ses *formes*, et tout particulièrement dans la sphère de la nature, c'est la transformation, *i.e.* le passage d'une forme dans l'autre, la destruction de l'ancien et l'apparition du nouveau (DN, MEW, 20, 540 et s.).

Lénine, dans ses interventions proprement philosophiques, reprend le « vieil » Engels — et l'illustre. Mais il fait par ailleurs un usage parfaitement inédit des catégories d'ancien et de nouveau en les important productivement dans l'espace *politique*. Elles tendent ici à caractériser des positions et des places, à désigner des principes et des actions : elles lui servent donc, en d'autres termes, à évaluer concrètement les enjeux et les formes de la lutte des classes. Dans leur généralité la plus abstraite, l'ancien et le nouveau trouvent à s'incarner dans les deux classes témoins, prolétariat et bourgeoisie, qui en animent la confrontation (O., 19, 18), en modèlent l'état et la puissance (O., 10, 513-514). L'idéal et le réel, le principe et la force sont alors comme en fusion. Lénine parvient cependant à éviter toute dérive vers un toujours possible dogmatisme manichéen. L'ancien et le nouveau seront en effet par lui maniés comme critères analytiques distinctifs, mis en œuvre sur l'entrelacs de trois registres :

— L'analyse concrète d'une situation concrète : soucieux d'analyser avec minutie les « éléments » (d'une superstructure par exemple) en fonction de leurs indices de nouveauté et d'ancienneté (O., 17, 393-397), Lénine, s'attache à en étudier scrupuleusement la combinaison, la stabilisation momentanée dans la forme condensée de ce qu'il nomme un « bilan », un compromis entre l'ancien et le nouveau (O., 18, 586 — où il prend l'exemple des « constitutions à l'européenne »). Autrement dit, l'analyse léniniste des conjonctures passe, décisivement, par l'appréciation comparée des coefficients d'ancienneté et de nouveauté des éléments d'une situation.

— La transition : de même que l'attention de Marx s'est moins portée sur le nouveau (« utopisme ») que sur la naissance du nouveau dans l'ancien (O., 25, 459), de même celle de Lénine se concentre moins sur la description du « nouveau pouvoir » (« gauchisme ») que sur celle de sa « croissance », de sa « naissance... à côté de l'ancien, contre l'ancien » (O., 10, 252). La problématique léniniste est ici, tout en un, du rapport ancien/nouveau et de la transition révolutionnaire comme forme historiquement déterminée de ce rapport : « Quiconque est capable de considérer les choses d'un point de vue historique ne doutera pas un instant que la désorganisation actuelle ne soit un état de transition, de transition de l'ancien au nouveau, ne soit un moment de croissance de ce nouveau. Le passage de l'ancien au nouveau, s'il s'accomplit aussi brusquement que c'est le cas en

Russie depuis février 1917, suppose... une gigantesque démolition de tout ce qu'il y a de vétuste et de nécrosé dans la vie sociale. Et l'on conçoit que les recherches du nouveau ne puissent produire d'emblée les formes définies, arrêtées, presque figées et pétrifiées, qui mettaient autrefois des siècles à se créer et se maintenaient des siècles durant » (o., 27, 216).

— La pratique révolutionnaire, saisie comme aptitude dialectique à allier tactiquement les principes stratégiques de l'ancien et du nouveau : « Il est des moments historiques où l'essentiel, pour le succès de la révolution, est d'accumuler le plus possible de débris, c'est-à-dire de faire sauter le plus possible de vieilles institutions... Il est d'autres moments où ce qui importe le plus, c'est de cultiver soigneusement les germes du monde nouveau qui poussent de dessous les débris... Il ne suffit pas d'être un révolutionnaire et un partisan du socialisme, ou un communiste en général. Il faut savoir trouver, à chaque moment donné, le maillon précis dont on doit se saisir de toutes ses forces pour retenir toute la chaîne et préparer solidement le passage au maillon suivant » (o., 27, 284; cf. également o., 29, 429).

Staline, quant à lui, reprit également, en les vulgarisant, les grands textes classiques. Ainsi, ses premières notations philosophiques sont d'inspiration fortement engelsienne (cf. *Anarchisme ou socialisme ?*, 1907 : « ... il y a toujours dans la vie du *nouveau* et de l'*ancien*, ce qui *croît* et ce qui *dépérit* »). On peut toutefois remarquer, dès ce moment, une tendance à ériger, au terme de l'analyse, un résultat *advenu* en résultat *codifié*. Très vite donc, dans les textes de ou inspirés par Staline, les catégories d'ancien et de nouveau se verront, par ce glissement, pour elles-mêmes exaltées, promues à l'universalité sans que jamais elles puissent féconder l'analyse circonscrite ou l'action singulière. L'ancien et le nouveau, articulés en « loi » (« La disparition de l'ancien et la naissance du nouveau sont une loi du développement » peut-on lire dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, bréviaire philosophique adjoint à l'*Histoire du PC(b) de l'URSS*, Moscou, 1939, cf. p. 104), devenaient les deux mâchoires d'un même piège. Leur patente improductivité théorique allait être en effet l'envers d'une redoutable efficacité idéologique et, partant, politique : l'ancien et le nouveau devaient dès lors, entre autres services, rendre celui de discriminer l'ivraie du bon grain. D'un côté (« l'ancien ») figureront pêle-mêle : la théorie de la relativité générale, l'art abstrait, la théorie de la révolution permanente et la sous-estimation trotskiste du poids spécifique de la classe paysanne; de l'autre (« le nouveau ») : la biologie mitchourinienne, le réalisme socialiste, la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays et le lyssenkisme (cf. notamment l'usage que fait Lyssenko des notions d'ancien et de nouveau, in *Agrobiologie*, p. 329 de la 4e édition soviétique, 1948. On lira par ailleurs le catalogue détaillé des formes avérées de l'Ancien et du Nouveau, et de leurs querelles, dans un ouvrage soviétique de 1952 de M. M. Rosental, *La méthode marxiste dialectique*, p. 132 et s. de l'éd. all., Berlin, Dietz Verlag, 1953).

▶ CORRÉLATS. — Analyse, Anticipation, Avance/Retard, Crise, Dialectique, Héritage (culturel).

G. Be.

Antagonisme

Al : *Antagonismus.* — An : *Antagonism.* — R : *Antagonizm.*

Voir : Alliances, Contradiction, Dialectique, Lutte des classes, Maoïsme.

Anthropologie

Al : *Anthropologie.* — An : *Anthropology.* — R : *Antropologija.*

L'un des développements les plus originaux et féconds du marxisme dans les vingt dernières années est l'étude des sociétés dites « primitives ». Alors que Marx et Engels avaient accordé un grand intérêt à ces formes sociales « communautaires », « asiatiques », « sans Etat » (cf. la problématique du MPA), par la suite *L'origine de la famille de la propriété privée et de l'Etat* devait rester pendant plus de cinquante ans la seule référence concernant les formations sociales, sur lesquelles les travaux d'ethnologues comme Malinowski, Radcliffe-Brown, Mauss, Lévi-Strauss ouvraient des perspectives nouvelles.

Certes, Engels et Marx avaient utilisé les travaux les plus remarquables de leur temps, ceux de Maine et Morgan notamment, mais le matérialisme historique était devenu silencieux à partir des années 30 sur des problèmes qui interpellaient ses propres présupposés théoriques. Les sociétés mélanésiennes ou africaines ne cadraient pas avec les oppositions classes/communauté, Etat/sans Etat, etc. De plus, l'importance des rapports non économiques (parenté, religion) dans ces sociétés, leur imperméabilité à la « civilisation » sous ses formes technologiques contredisaient l'économisme et l'évolutionnisme de l'ère stalinienne.

Le développement de luttes de libération des peuples colonisés, l'esquisse de déstalinisation permirent et encouragèrent la renaissance d'une approche matérialiste caractérisée par des recherches de terrain (Meillassoux, Terray, Rey en Afrique, Godelier en Nouvelle-Guinée) à partir des années 60, et par un intense débat théorique. Ce débat d'abord centré sur le mode de production asiatique, et l'efficacité des concepts élaborés de leur vivant par Marx et Engels, posait d'emblée les problèmes de la nature des rapports de production dans ces sociétés. Différentes approches se développèrent parallèlement et parfois polémiquement.

L'anthropologie marxiste est d'abord une critique de l'anthropologie économique fortement influencée par l'économie de marché et les modèles formalistes du néo-marginalisme. L'article de C. Meillassoux (1960) sur l'économie d'auto-subsistance chez les Gouro constitue la première étude concrète d'une société visant à mettre en évidence des modes de production et des rapports de production. Parenté et mariage sont ici conçus comme l'expression de rapports de production historiquement déterminés et non plus assimilés à des formes intemporelles de la vie primitive. A partir de l'exemple Gouro, E. Terray propose une interprétation du rôle dominant de la parenté dans ce type de société : cette dominance s'expliquerait par le caractère non marchand de la circulation et l'homologie et la coïncidence entre unité de production et unité de consommation.

De son côté, M. Godelier a élaboré une explication différente de la dominance de la parenté : celle-ci ne tient pas seulement à son caractère polyfonctionnel, mais au fait qu'elle « fonctionne comme rapports de pro-

duction ». La critique de Godelier porte sur le réductionnisme de Meillassoux et Terray qui font de la parenté une simple « expression » des rapports de production, sans prendre en compte la consistance intrinsèque de celle-ci. Le travail de Godelier se fonde sur une théorisation de la causalité structurale et la possibilité pour une même structure de servir de support à plusieurs fonctions.

Les recherches sur la nature des rapports sociaux dans les sociétés traditionnelles africaines ont amené à reposer le problème de la nature des contradictions au sein de ces formations sociales. Ces groupes souvent assimilés à des communautés sans histoire s'avéraient en fait porteurs d'oppositions entre aînés et cadets, maîtres et esclaves, hommes et femmes. Les analyses de P. P. Rey (1971, 1977) traitant ces antagonismes comme antagonismes de classes ont ouvert un important débat sur l'existence ou la non-existence des classes dans des sociétés dépourvues d'institutions étatiques. Cette question est décisive, tant du point de vue théorique que sur le plan politique, quant au traitement des contradictions dans des sociétés en transition. Elle occasionne une vaste réflexion collective sur les concepts de classe, domination, extorsion, exploitation.

Les travaux marxistes les plus récents en anthropologie concernent les formes et les fonctions de l'idéologie dans des sociétés où les symboles, les rites s'investissent directement dans l'activité économique et où le sacré joue un rôle essentiel dans la constitution et le maintien de rapports d'autorité et d'un appareil étatique ou dans leur rejet. Les travaux de M. Augé sur la consistance et les structures de l'idéo-logique, ceux de Godelier sur l'impact de l'idéologie dans la mise en place de rapports de domination (cf. aussi les contributions de J. Copans sur l'appareil religieux et de P. Bourdieu sur les rites agraires) montrent les riches perspectives qui s'ouvrent à une anthropologie marxiste.

• BIBLIOGRAPHIE. — Marc ABELES, *Anthropologie et marxisme*, Complexe, 1976; Marc AUGÉ, *Théorie des pouvoirs et idéologie*, Hermann, 1975; M. BLOCH (dir.), *Marxist Analyses in Social Anthropology*, Londres, 1975; Jean COPANS, *Anthropologie et impérialisme*, Maspero, 1975; Maurice GODELIER, *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, Maspero, 1973; Roberts CRESSWELL, Maurice GODELIER, *Outils d'enquête et d'analyse anthropologiques*, Maspero, 1976; Claude MEILLASSOUX, *Femmes, greniers et capitaux*, Maspero, 1975; G. PRESTIPINO, *Per una anthropologia filosofica*, Napoli, Guida ed., 1983; Emmanuel TERRAY, *Le marxisme devant les sociétés « primitives »*, Maspero, 1969; ID., apud *Les Aventures du marxisme*, Paris, Syrus, 1984.

▶ CORRÉLATS. — Détermination, Classe, Communauté, Communauté primitive, Homme, Mode de production, Mode de production asiatique, Politique.

M. A.

Anticipation

Al : *Vorwegnahme, Antizipation.* — An : *Anticipation.* — R : *Predvoshiščenie, Antisipacija.*

Terme utilisé par Marx dans les *Grundrisse* pour indiquer l'existence concrète de temporalités différentielles de la base et des superstructures et évoquer, à titre d'exemple, l'avance possible et agissante des dernières sur la première. Deux illustrations principales en sont fournies. Les *robinsonnades* smithienne et ricardienne : elles représenteraient, en dépit de leur « apparence esthétique » rétrograde (*Introduction de 57* à la *Cont.*, MEW, 13, 615), le roman de l' « anticipation de la « société civile » qui se préparait depuis le XVIe siècle » *(ibid.)*. Le *droit romain* : il ne ferait qu' « anticiper celui de la

société industrielle... (il) devait apparaître comme le droit de la société bourgeoise montante » (*Grund.*, I, 191).

Plusieurs textes d'Engels précisent cette seconde hypothèse. Ils démontrent la présence toujours déjà là d'un véritable matériau superstructurel, essentiellement juridico-politique, qui serait comme réintégré par la base dans laquelle, du coup, il se trouverait toujours déjà inscrit (sur le droit romain comme droit potentiellement « bourgeois », cf. : LF, MEW, 21, 301-302, et AD, MEW, 20, 96). La notion d'anticipation sert ici à manifester, dans une forme juridique concentrée, un rapport de production sans que son émergence dans la base en soit le préalable temporel obligé. Elle touche à son principe ce que la dialectique matérialiste repère comme étant la loi d'*inégal développement*. Dans l'*Introduction de 57*, Marx en saisit la décisive importance mais il y voit aussi l'indice d'une difficulté : « ... le point vraiment difficile... est : comment les rapports de production, en tant que rapports juridiques, suivent un développement inégal »; « dialectique des concepts force productive... et rapport de production... dont les limites sont à déterminer et qui ne supprime pas les différences réelles » (MEW, 13, 640).

Lénine saura à son tour être attentif aux « différences réelles ». Se remémorant Hegel, il soulignera volontiers la nécessité de s'approprier, dans l'analyse concrète, « la genèse immanente des différences » (CP, O., 38, 95). Ce souci l'amènera à expliquer par exemple que le droit bourgeois, anticipé dans le droit romain, anticipe quant à lui le droit de la période de transition (ER, O., 25, 509). Bien qu'elle affecte un point névralgique et stratégique tout à la fois de la théorie marxiste (le rapport base/superstructures), la notion d'anticipation n'a guère été développée pour elle-même. Il convient néanmoins de remarquer que Brecht en a tenté la réactivation, par percées intuitives. Il en fait même le concept clé de la superstructure : « Le mode d'apparition de la superstructure, c'est l'anticipation » (*Antizipation*, in *Schriften zur Politik und Gesellschaft*, I, 121, trad. franç., Paris, L'Arche, 1967, p. 64). Il y voit le moyen théorique de penser ensemble la détermination hors de tout déterminisme et la lutte des classes hors de tout volontarisme : « La société sans classes, ce sont les hommes eux-mêmes qui doivent la faire — pour le moment, elle est elle-même une anticipation » (*ibid.*, 65), c'est-à-dire qu'elle existe à l'état de contradiction réelle dans le champ de la société de classes (*ibid.*, 277).

• BIBLIOGRAPHIE. — P.-L. ASSOUN, *Marx et la répétition historique*, Paris, 1978; W. BENJAMIN, *Über den Begriff der Geschichte* (thèses rédigées en 1940), *Gesammelte Schriften*, I, 2, 691 et s. (cf. également I, 3, 1223 et s.); ID., *Zur Kritik der Gewalt*, Francfort, 2e éd., 1971; E. BLOCH, *Das antizipierende Bewußtsein*, Francfort-sur-le-Main, 1972; ID., *Experimentum Mundi*, Francfort, 1975; ID., *Zur Ontologie des Noch-Nicht-Seins*, 1961; C. SUBIK, *Einverständnis, Verfremdung und Produktivität. Versuche über die Philosophie Bertolt Brechts*, Vienne, 1982; A. NEGRI, *L'anomalie sauvage*, Paris, 1982, p. 319-343.

▶ CORRÉLATS. — Avance/Retard, Autonomie, Base, Détermination, Dialectique, Droit, Mécanisme, Possible, Répétition, Robinsonnades, Superstructure, Transition socialiste.

G. Be.

Anticommunisme

Al : *Antikommunismus*. — An : *Anticommunism*. — R : *Antikommunizm*.

Au sens large, l'anticommunisme se définit comme une hostilité systématique au communisme, se traduisant selon son degré d'élaboration par

une mise en cause du support théorique et idéologique du communisme (le marxisme) ou des forces et régimes qui l'incarnent (les partis communistes, les « pays socialistes »). Pour les communistes, l'anticommunisme est une opération qui consiste à travestir les objectifs et les pratiques du mouvement communiste pour mieux le combattre. C'est donc un terme et une notion d'usage essentiellement polémique, qui appartiennent d'abord et surtout au vocabulaire communiste.

Dans ce dernier sens, l'anticommunisme est contemporain de l'apparition du mouvement communiste. Dès 1847, le *Manifeste* rédigé à la demande de la jeune Ligue des Communistes vise à combattre la caricature dont les positions révolutionnaires sont l'objet. Et, dans ce « programme détaillé à la fois théorique et pratique du Parti et destiné au grand public » (MPC, préface de 1872, ES, p. 74; MEW, 4, 573), si le terme même n'apparaît pas, c'est bien l'anticommunisme comme phénomène politique qui est désigné : « Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une sainte alliance pour traquer ce spectre » (MPC, ES, p. 29; *ibid.*, 460). Marx et Engels distinguent deux éléments : la peur du communisme telle que pouvait l'exprimer le thème des partageux, de la jacquerie, du soulèvement populaire incontrôlable; et la dévalorisation à quoi équivaut, quel que soit son contenu, le mot *communisme* : « Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir ? » (MPC, ES, p. 29; *ibid.*). L'anticommunisme apparaît bien pour l'essentiel comme falsification et déformation des positions communistes. Plus précisément : l'anticommunisme consiste à donner pour but immédiat des communistes la négation absolue des valeurs (propriété, famille, nation) de la société bourgeoise. Cette opération permet de disqualifier le programme des communistes par le tableau catastrophique de ses conséquences : en abolissant la propriété individuelle, fruit du travail personnel, les communistes généraliseraient la paresse; en abolissant la famille, ils institueraient la communauté des femmes; la liberté, la patrie figurent de la même manière parmi les thèmes majeurs de l'anticommunisme tel que le décrivent Marx et Engels.

Ces éléments originels se nourriront, après 1917, de l'image de la société soviétique : l'anticommunisme n'est plus seulement procès fait aux intentions réelles ou supposées des communistes, mais s'appuie également sur la représentation de leur comportement au pouvoir. En outre, la révolution bolchevique a donné à l'argumentaire anticommuniste une dimension supplémentaire : l'opposition monde libre / totalitarisme, Occident/Orient, voire civilisation/barbarie. A quoi répond le thème de « la défense de l'Union soviétique ». Les partis communistes seront alors spécifiquement visés, dénoncés, en France notamment, comme partis de l'étranger, aux ordres de l'Union soviétique.

Si *la lutte contre le communisme* apparaît bien comme le fondement idéologique de la plupart des politiques réactionnaires ou simplement conservatrices (voir l'instauration, en son nom, de régimes fascistes dans l'Europe de l'entre-deux-guerres ou le maccarthysme dans les années 50 aux Etats-Unis), la définition de l'anticommunisme qui a été retenue, comme déformation et falsification des positions communistes au service de politiques de droite, n'est pas sans poser problème dans l'usage courant qu'en font les partis communistes. Deux classes, deux camps : un projet, la révolution; un moyen, le parti; un modèle, l'Union soviétique. Si des

infléchissements sont possibles — notamment au niveau du cadre géopolitique —, l'usage négatif (antiparti, anticommunisme, antisoviétisme, voire anticégétisme) ou positif (anti-impérialisme, anticapitalisme, antimonopoliste...) du préfixe *anti* traduit une vision binaire du monde : si celle-ci culmine, en France notamment, pendant la guerre froide, elle n'en constitue pas moins un invariant du discours communiste. En outre, l'idée implicite qui prévaut dans l'utilisation polémique de cette notion est celle de la justesse fondamentale de la politique menée par le Parti communiste et du caractère scientifique de la théorie marxiste : à partir de ce présupposé, l'un comme l'autre ne peuvent être contestés que sur la base de la mauvaise foi ou de l'ignorance. Dès lors, la lutte contre l'anticommunisme consiste non pas en un débat contradictoire entre communistes et non-communistes, mais en une mise en évidence de ce qu'est la réalité du communisme et du Parti communiste. Cette réalité est supposée nécessairement convaincante dès lors qu'elle est connue; il s'agit moins de démontrer que de montrer, moins d'échanger des arguments que d'opposer la réalité à la falsification. Plus encore, selon un mécanisme analogue à celui que soulignaient Marx et Engels dans *Le Manifeste*, quiconque est dénoncé comme anticommuniste — « grossier », « primaire » ou « forcené », selon les formules consacrées — se voit rejeté à droite et nié du même coup le droit de porter quelque jugement que ce soit sur le Parti communiste ou l'Union soviétique.

• BIBLIOGRAPHIE. — MARX, ENGELS, *La social-démocratie allemande*, Paris, 1975, p. 91 à 161, « 10/18 »; *Le système socialiste mondial et l'anticommunisme*, sous la direction de A. BOUTONKO, Moscou, Ed. du Progrès, 1972; P. LAURENT, *Le PCF comme il est*, Paris, Editions Sociales, 1987, p. 162, 163 et 164; D. LECOURT, *Dissidence ou révolution?*, Cahiers libres 346, Paris, François Maspero, 1978, p. 21 à 52, 91 à 97; G. LAVAU, « L'URSS et eux... (le Parti communiste français et le « socialisme existant »), 1964-1981 », in *L'URSS vue de gauche*, sous la direction de Lilly MARCOU, PUF, 1982.

▶ CORRÉLATS. — Camp, Contre-révolution, Dissidence, Esprit de parti, Fascisme, Idéologie, Modèle, Parti, Totalitarisme.

M.-C. L.

Antimilitarisme

Al : *Antimilitarismus*. — An : *Antimilitarism*. — R : *Antimilitarizm*.

Si Marx et, surtout, Engels ont consacré de nombreux textes à la question de la *guerre*, ils n'ont pas ou fort peu écrit — à quelques remarques éparses près (cf. par exemple les articles d'Engels sur la révolution de juin 1848, MEW, 5, 138-153) — sur le militarisme comme système idéologique et matériel intégré à la domination de classe. Dans chaque conjoncture critique (Révolution de 1848, Commune de Paris, etc.), en effet, c'est le problème de la construction du Parti ouvrier autonome qui retient toute leur attention. Il faut attendre le tournant du siècle, les dernières années du XIXe, pour que la question du militarisme et, conséquemment, celle de l'antimilitarisme se posent comme questions à caractère hautement politique, et ce dans deux conjonctures et selon deux problématiques spécifiées et assez sensiblement différentes.

En France, un antimilitarisme à forte connotation anarchiste est très vite propagé par les organisations syndicales. Ses traits les plus caractéristiques sont l'antipatriotisme, l'humanisme pacifiste, la condamnation morale

d'une armée regardée comme le lieu d'apprentissage du vice et du crime et d'un corps d'officiers constamment décrit comme une caste brutale et ignorante. Cette conception de l'antimilitarisme eut son heure de gloire et ses effets mobilisateurs ne furent pas négligeables. Elle ne se fondait guère sur l'analyse du rapport entre le système militariste et la classe qui le produit d'une part, l'appareil d'Etat qui le reproduit d'autre part. Elle opposait bien plutôt, dans une visée défensive et revendicative tout à la fois, peuple et armée comme deux entités hostiles. La figure et l'action de G. L. F. Yvetot (1868-1942) illustrent parfaitement ce que fut l'antimilitarisme anarcho-syndicaliste français. En 1902, Yvetot fonde la Ligue antimilitariste qui devait devenir une section de l'association internationale antimilitariste. Il publie la même année un ouvrage que l'on peut tenir pour le classique du courant et de la période, *Le nouveau manuel du soldat*, et organise un peu plus tard la campagne dite du « sou du soldat ». Dans un article de *La Bataille syndicaliste* (1912), il lance un appel significativement intitulé : « Désertez! » Comme d'autres militants, mais plus encore sans doute, Yvetot fut, dans le mouvement syndical français, le spécialiste en titre, si l'on peut dire, de l'antimilitarisme.

En Allemagne, le militarisme était à la fois plus ancien comme système constitué et plus prégnant comme institution de « dressage » *(Drill)* — ce dont la littérature progressiste porta témoignage. D'autre part, et ceci servit à la production d'analyses politiques plus approfondies qu'ailleurs, le débat sur la question de l'antimilitarisme traversa tôt la puissante social-démocratie. Les protagonistes principaux en furent, a la fin du siècle, Max Schippel et Rosa Luxemburg. Le premier est un théoricien en vue du courant « révisionniste ». Au Congrès de Hambourg (1897), il se prononce pour le système militaire prussien, préférable, selon lui, à celui de la « milice », prévu dans le programme du Parti. Il explicite ses positions dans deux articles (*War Friedrich Engels milizgläubig?* — signé Isegrim et paru dans les *Sozialistische Monatshefte* de novembre 1898 — et *Friedrich Engels und das Milizsystem*, en réponse à Kautsky, publié dans la *Neue Zeit*, nos 18 et 20, 1898-1899), où il prône une sorte de compromis obligé avec le militarisme : si celui-ci est humainement et moralement condamnable, le coût économique et financier de l'entretien d'une milice populaire est si exorbitant qu'une accommodation avec l'armée comme elle existe est inévitable et que, dans la société socialiste elle-même, le maintien aménagé d'une armée permanente s'avérera indispensable. Rosa Luxemburg, dans quatre articles publiés dans le *Leipziger Volkszeitung* (nos 42, 44 et 47, 20-22 et 25 février 1899 — ces textes sont repris sous le titre « Miliz und Militarismus », *in* Rosa Luxemburg, *Politische Schriften*, Leipzig, 1969, p. 100-125), lui oppose une analyse proprement marxiste du militarisme — *la première* sous cette forme systématique et rigoureuse : « Dans le militarisme se cristallisent le pouvoir et la domination tant de l'Etat capitaliste que de la classe bourgeoise et comme la social-démocratie est le seul parti qui le combatte *au plan des principes*, la lutte de principe contre le militarisme appartient à l'*essence* même de la social-démocratie. Renoncer au combat contre le système militariste revient *pratiquement* à abandonner la lutte contre l'ordre social actuel » (éd. cit., p. 113). Le lien objectif et nécessaire entre capitulation devant le « système militariste » et opportunisme est ici mis au jour. La même démonstration sera reprise et élargie quelques années plus tard, en 1907, par Karl Liebknecht dans *Militarismus und*

Antimilitarismus (dont on trouvera la traduction partielle ainsi que de nombreux autres textes *in* Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, Paris, Maspero, 1970). La dénonciation de la déviation opportuniste sur la question du militarisme (on peut lire dans ce texte le fameux mot d'ordre : « L'ennemi principal est dans notre propre pays ») s'y conjoint avec une forte critique de l'idéologie anarchiste de l'armée. K. Liebknecht intègre le problème de l'antimilitarisme à la théorie de l'Etat d'une part, à la tactique et à la stratégie de la révolution prolétarienne d'autre part.

La dénonciation anarcho-syndicaliste du militarisme patriotard et cocardier autant que la première théorisation marxiste du militarisme comme « système » ne purent organiquement résister à l'épreuve des événements. Des lieux où elles s'exerçaient, elles devaient être cruellement démenties par la pratique majoritaire des organisations qui les portèrent : poussée chauvine de 1914, vote des crédits de guerre, naufrage nationaliste des partis ouvriers sont à cet égard la plus cinglante critique des limites théoriques et militantes de ces derniers.

En Russie, l'antimilitarisme fut constamment vécu comme une expérience révolutionnaire de masse : révolte du cuirassé Potemkine, fraternisations de Sébastopol, insurrection de Moscou. Dans un article du 29 août 1906, *Les enseignements de l'insurrection de Moscou* (O., 11, 170 et s.), Lénine peut donc d'emblée poser la question de l'antimilitarisme dans la perspective stratégique de la prise du pouvoir : le prolétariat doit être en situation d'affronter et de dénouer le problème militaire en liaison avec la mobilisation révolutionnaire des masses; cet impératif, pour être réalisé, passe par une « véritable lutte pour la conquête de l'armée » (*ibid.*, 173) de l'intérieur en vue de sa neutralisation partielle au moment de l'insurrection. C'est à cette fin que le Parti bolchevique se fixera comme tâche de « « travailler » idéologiquement l'armée » (*ibid.*, 174) par l'organisation en son sein de cellules clandestines fonctionnant à la fois comme des noyaux d'agitation au cœur même du tsarisme et comme l'embryon de la future armée révolutionnaire. Cette conception renouvelée de la lutte antimilitariste considérée comme une part de l'offensive généralisée contre le pouvoir d'Etat, soit son aspect militaire, est directement léguée à la IIIe Internationale qui tire à cet égard les enseignements de l'impasse des expériences occidentales et de la victoire révolutionnaire en Russie. Dès son IIe Congrès (juillet-août 1920), l'IC souligne la « nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématiques et persévérantes parmi les troupes » : ceci constitue même, à la lettre, la quatrième des vingt et une conditions d'admission des PC (*Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'IC*, Paris, 1934, réimpr., Maspero, 1969, p. 39; cf. également p. 45-46, *Les tâches principales de l'IC, Point 12*). Le IVe Congrès (novembre 1922) adopte une résolution séparée sur l'antimilitarisme (ouvr. cité, p. 155 et s.). Celui-ci prend désormais une tonalité radicale. On en trouve trace pour la période dans un ouvrage édité par le PCF, *L'antimilitarisme révolutionnaire, aperçu historique* de L. Alfred, J. Dupont et K. Fischer (Librairie de l'Humanité, 1929), qui fait la synthèse des expériences vécues et réfléchies par le mouvement ouvrier depuis le début du siècle, et plus particulièrement depuis octobre 1917. Ce moment historique, entamé dès avant la victoire des bolcheviks russes, voit les partis communistes considérer l'antimilitarisme comme l'une des pierres d'angle de l'engagement révolutionnaire (c'est l'époque, en France, des grandes

campagnes menées par le PCF contre l'occupation de la Ruhr, contre la guerre du Rif et contre le rappel des réservistes en 1927-1929). Il s'achève définitivement avec le VIIe Congrès de l'IC (1935) qui sanctionne la stratégie de front populaire : on peut dire alors qu'à l'antimilitarisme militant des années précédentes va se substituer, dans les divers PC, conséquemment à une réhabilitation-réappropriation des valeurs patriotiques, l'éloge et l'illustration de la nation et de la défense nationale. Le débat sur l'antimilitarisme, tel qu'il a existé dans le mouvement ouvrier révolutionnaire, peut désormais sembler caduc. Il continue toutefois d'agiter les marges dudit mouvement; il convient par ailleurs de remarquer que les questions alors ouvertes touchant au rôle et à la fonction de l'armée dans les appareils d'Etat (instrument répressif de la classe dominante et/ou institution traversée de contradictions multiformes) demeurent entièrement en suspens et font à l'occasion retour. Telle ou telle conjoncture plus ou moins aiguë se charge d'en ranimer le souvenir : place des armées dans les guerres coloniales et, plus récemment, discussions autour des comités de soldats en France, putschs militaires, de Franco à Pinochet, mais aussi, en contrepoint, mouvements de sous-officiers en Espagne ou en Italie et, surtout, expérience révolutionnaire portugaise de 1974. D'autre part, s'est développé dans les dernières années, plus particulièrement en Europe du Nord, un mouvement de masse autour de l'objection de conscience et de son statut et, plus significativement encore, une « vague pacifiste » qui, dans les années 80, reprend partiellement, sur un mode transformé mais non moins militant, certains aspects de l'antimilitarisme révolutionnaire des grands aînés.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. AUVRAY, *Objecteurs, insoumis, déserteurs : une histoire des réfractaires en France*, Paris, 1983; H. BARBUSSE, *Paroles d'un combattant. Articles et discours*, Paris, 1920; A. BROSSAT et J. Y. POTEL, *Antimilitarisme et révolution. Anthologie de l'antimilitarisme révolutionnaire*, Paris, 10/18, 1975; « *L'ennemi est dans notre pays* » *(l'antimilitarisme révolutionnaire)*, Classique rouge n° 6, Paris, Maspero, 1970 — cette brochure regroupe trois textes : *Le militarisme assassin*, extrait du *Conscrit rouge*, mai 1921, *L'antimilitarisme révolutionnaire* d'ALFRED/DUPONT/FISCHER et *Le procès de Mayence*, 1924, d'A. MARTY; A. EINSTEIN, *Comment je vois le monde*, rééd., Flammarion, 1979; N. FAUCIER, *Pacifisme et anti-militarisme dans l'entre-deux guerres*, Paris, Spartacus, 1984; A. GRAMSCI, *Gr. dans le texte*, ES, 1977, p. 500 et s., p. 606 et s.; H. HERBELL, *Staatsbürger in Uniform 1789 bis 1961*, Berlin, 1969; L. LECOIN, *Ecrits*, Ed. Union pacifiste; A. KRIEGEL, Les inscrits au « Carnet B », apud *Le pain et les roses*, Paris, PUF, 1968, p. 95-105; P. MELANDRI, Le pacifisme, *Universalia 83*, p. 95-103; N. POULANTZAS, *La crise des dictatures*, Paris, Seuil/Maspero, 1975; Y. ROUCAUTE, *Le PCF et l'armée*, PUF, 1982; B. RUSSELL, *La paix sans aucune réserve*, Paris, 1933.

▶ CORRÉLATS. — Anarcho-syndicalisme, Exterminisme, Guérilla, Guerre, Guerre du peuple.

G. Be.

Antisémitisme

Al : *Antisemitismus*. — An : *Anti-Semitism*. — R : *Antisemitism*.

DÉFINITIONS. — Les auteurs marxistes reprennent le terme courant dans la langue générale, lancé par le publiciste allemand Wilhelm Marr en 1873. Ils l'emploient dans le sens habituel d'une haine des juifs en tant que supposés dotés d'une essence malfaisante et dont, par conséquent, l'influence ou même la présence dans les sociétés non juives doivent être combattues, voire, dans certaines versions, radicalement éliminées. Plus précisément, il

s'agit des mouvements qui, depuis Marr, prennent eux-mêmes le nom d'antisémites.

Aucun grand classique marxiste ne cherche à définir ou à critiquer plus précisément l'extension et la compréhension du terme. Les auteurs marxistes le définissent uniquement le plus souvent par l'orientation générale (« réactionnaire ») de la tendance qu'il désigne, par l'origine de classe de celle-ci et l'utilisation qui en est faite. Ainsi, en résumé et en gros : tendance petite-bourgeoise utilisée par la grande bourgeoisie pour détourner sur un bouc émissaire les colères des victimes de la société capitaliste. Pour caractériser cette tendance à sa base, on se contente en général d'évoquer le chauvinisme, le nationalisme ou le racisme, sans entrer dans une analyse de ces courants d'opinion en eux-mêmes.

Ainsi F. Engels, dès 1881, met en garde contre la démagogie antisémite et classe sommairement cette tendance comme une variété du « socialisme féodal » émanant des classes condamnées par l'évolution capitaliste (MEW, 35, 214; 22, 49-51, 499, 502). Une théorisation plus poussée est esquissée par August Bebel en octobre 1893 au IVe Congrès du Parti social-démocrate allemand (*Sozialdemokratie und Antisemitismus*, 2. Auflage, Berlin, Vorwärts, 1906; trad. italienne *ap.* M. Massara, *Il marxismo e la questione ebraica*, Milano, 1972, p. 255-306). Elle est un peu détaillée par Karl Kautsky (Rasse und Judentum, *Neue Zeit, Ergänzungshefte*, Nr. 20, 30 Okt. 1914, p. 1-94; trad. révisée par l'auteur, *Are the Jews a Race ?*, New York, 1926; trad. italienne *ap.* Massara, *Il marxismo...*, p. 349-490).

Intéressés surtout par la société capitaliste contemporaine, les marxistes ne discutent guère l'extension du terme souvent pratiquée par les auteurs non marxistes, favorables ou hostiles à l'antisémitisme. Ces auteurs appliquent en effet souvent la désignation d'antisémitisme à toute attitude, conduite, conception, acte, expression verbale ou écrite marquant de l'hostilité envers les juifs en général ou un groupe de juifs, dans tous les temps et toutes les situations sociales. Ce flou conceptuel a permis à des auteurs, des partis ou Etats se réclamant du marxisme d'être stigmatisés à leur tour comme antisémites.

RÉMARQUES. — 1 / Selon l'étymologie, le terme « antisémitisme » devrait désigner une hostilité à l'ensemble des peuples qu'on considérait au XIXe siècle comme formant une « race » sémitique. En fait, ces peuples ne forment aucunement une unité, mais seulement parlent ou ont parlé des langues apparentées qu'on classe dans une famille linguistique appelée par pure convention « sémitique » (l'arabe, l'hébreu, l'araméen, etc.). La plupart des antisémites ne s'intéressaient en fait qu'à la lutte contre les seuls juifs. Mais, surtout au début du mouvement, beaucoup justifiaient celle-ci par les caractéristiques supposées malfaisantes de tous les soi-disant « Sémites ».

2 / Il serait plus favorable à une analyse scientifique des faits de désigner toutes les manifestations d'hostilité (pratique ou mentale) envers des juifs en tant que tels comme des judéophobies, terme neutre et précis. On pourrait réserver le terme d'antisémitisme à la théorisation judéophobe politique qui a réussi à susciter de vastes mouvements à partir des années 1870 en Europe (cf. M. Rodinson, Mito dell' eterno antisemitismo e realtà giudeofobe, in *Per un Palestinese*, Dediche a piú voci a Wael Zuaiter..., Milano, Mazzotta, 1979, p. 137-184).

3 / Les auteurs marxistes ont rattaché en général l'analyse de l'antisémitisme à celle de la « question juive ». La répulsion de la petite bourgeoisie à reconnaître les facteurs réels de ses malheurs, à s'associer au combat anticapitaliste du prolétariat étant admise comme un fait acquis, ainsi que sa réceptivité à une diversion sur un bouc émissaire et la propension de la grande bourgeoisie à lui en fournir un, il restait à déterminer pourquoi les juifs précisément ont joué un tel rôle.

L'explication ne peut être cherchée par des théoriciens marxistes dans la voie d'une essence éternelle des juifs comme s'y sont essayés bien des auteurs non marxistes, favorables ou défavorables aux juifs : structure psychologique admirable (d'où jalousie) ou perverse, « message » attaché à leur existence même, qu'il soit révolutionnaire ou d'un moralisme plutôt conservateur. De même sont exclues les causalités religieuses (juives, chrétiennes, musulmanes) et métaphysiques. On cherche dès lors dans le champ socio-historique.

4 / Les juifs sont exposés à endosser la fonction de bouc émissaire du fait des spécialisations fonctionnelles qui furent les leurs dans les sociétés européennes. Après la perte définitive de leur autonomie politique dans leur patrie ancienne, la Palestine, en 63 avant J.-C., après leur émigration intensive commencée déjà avant cette date, mais intensifiée par l'échec de leurs révoltes en Palestine (70 et 135 après J.-C.), par la destruction de leur centre culturel, le Temple de Jérusalem (70), la nation juive (ou hébraïque ou israélite) devient une communauté religieuse dispersée. Celle-ci est partout minoritaire et subordonnée (sauf d'éphémères Etats juifs au Yémen et sur la basse Volga), souvent persécutée, surtout dans les Etats chrétiens. Elle garde des coutumes religieuses particulières, des traits ethniques, forme plus ou moins une sous-culture selon les pays. Le jeu des migrations juives, le plus souvent sous l'effet des persécutions, accentue encore son caractère étranger.

En Europe particulièrement, les juifs, anciens paysans devenus majoritairement citadins, sont forcés de se spécialiser dans des fonctions particulièrement impopulaires : prêteurs d'argent, fermiers d'impôts, intendants des domaines féodaux, etc. Ils représentent l'économie monétaire dans des sociétés qui l'ignorent.

Ils forment ainsi, dans beaucoup de pays, un peuple-classe ou peuple-caste qui attire sur lui l'inimitié. Cette thèse, déjà suggérée par K. Marx (QJ), est développée par K. Kautsky (ouvrage cité) comme par le sociologue non marxiste Max Weber (*Das antike Judentum*, Tübingen, 1921). Elle sera élaborée de façon plus détaillée par le trotskyste Abraham Léon (*Conception matérialiste de la question juive*, Paris, 1946; 2e éd., 1968).

L'assimilation massive des juifs à la société ambiante, en Europe occidentale surtout (avec conservation ou rejet de la religion ancestrale), laisse des séquelles des spécialisations antérieures. D'où des formules mal comprises (dans le contexte des développements ultérieurs de l'antisémitisme) chez Marx et des judéophobies socialistes. De même l'idée chez Engels, Bebel, etc., que l'antisémitisme peut être parfois un premier stade de conscience anticapitaliste fruste au sein des couches arriérées.

La théorisation socio-historique a été seulement dépassée chez les freudo-marxistes dans la direction d'une analyse psychologique de l'image du juif utilisée par les antisémites. Cf. par exemple W. Reich, *La fonction de l'orgasme*, trad. franç., Paris, 1952, p. 195.

5 / Des attitudes et propos judéophobes ont persisté au sein du mouvement marxiste à côté d'autres manifestations de type nationaliste : plaisanteries, dénigrements, attaques voilées, etc. La lutte des tendances et les concurrences intellectuelles les ont parfois développés (par exemple chez Plekhanov, cf. Lénine, o., 4, éd. russe 351, trad. franç. 348). Les judéophobies ont persisté au sein des masses des Etats marxistes. Les partis et Etats marxistes ont utilisé à plusieurs reprises ces sentiments pour appuyer des campagnes politiques. L'effort pour réfuter la propagande antisémite dénonçant le communisme comme phénomène juif, la lutte contre les tendances nationalistes juives (au premier chef le sionisme) ont même abouti parfois à des mesures judéophobes de type antisémite, toujours cependant honteuses et camouflées.

• BIBLIOGRAPHIE. — Eddy KENIG, *Lénine et les juifs de Russie*, Cahiers du CERM, n° 122, 1976; W. KOREY, The Origins and Development of Soviet Anti-Semitism : an Analysis, *Slavic Review*, *31*, 1972, 111-135; F. LOVSKY, *Antisémitisme et mystère d'Israël*, Paris, 1955; M. MASSARA, *Il marxismo e la questione ebraica*, Milano, 1972, donne la traduction de tous les textes importants et une copieuse analyse documentée; L. POLIAKOV, *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, 1955-1977, 4 vol.; M. RODINSON, De la nation juive au problème juif, *L'homme et la société*, 9, juill.-sept. 1968, 141-183; aussi comme préface à la 2e éd. du livre cité d'A. LÉON; E. SILBERNER, *Western European Socialism and the Jewish Problem (1800-1918)*, Jérusalem, 1955.

▶ CORRÉLATS. — Athéisme, Nation, Nationalisme, Question juive, Religion, Sionisme.

M. R.

Appareil

Al : *Apparat*. — An : *Apparatus*. — R : *Apparat*.

Bien que la présence de ce terme, constamment utilisé par les marxistes, s'impose à l'évidence dans le présent *Dictionnaire*, elle appelle une double question préalable.

1 / *De quel terme s'agit-il ?* Sauf erreur de notre part, Marx et Engels ne parlent pas d'*appareil d'Etat*, mais de *machine d'Etat* (ou machinisme d'Etat : *Staatsmaschinerie*). Par contre, chez Lénine, le terme appareil est courant, alternant avec la reprise de l'expression des classiques, puis la débordant avec l'extension progressive de son sens. L' « Appareil d'Etat » est ainsi une introduction du marxisme de la IIe Internationale. Or il s'agit d'une métaphore, qui provient d'un vieux complexe politique, technologique et philosophique où se mêlent plusieurs idées :

— celle de *l'appareil du pouvoir*, c'est-à-dire de son caractère ostentatoire (d'où dérivent son autorité, son apparence de sacré), donc son caractère de représentation. Cette idée est présente lorsque Engels écrit : « L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible » (AD, III, 2, MEW, 20, 261);

— celle du *mécanisme*. Cette idée d'abord profondément liée au rationalisme classique (et à sa composante matérialiste) est adaptée par Hegel pour distinguer entre un Etat « éthique », « organique », dont le principe d'unité interne est la moralité des citoyens, et un Etat reposant sur la contrainte extérieure. La question est alors de savoir si la métaphore conceptuelle de la machine ne vise pas spécifiquement l'élément administratif centralisé, inégalement développé dans les « Etats modernes »

au détriment du droit de l'individu. Mais ne s'agit-il pas là typiquement de ce que Marx critique comme une description *empirique* et, en même temps, *spéculative* du rapport entre la bureaucratie et les masses dans sa *Critique du droit politique hégélien* de 1843 ?

Si l'interprétation mécaniste de l'Etat connote ainsi sa matérialité, elle vise donc en même temps son caractère coercitif ou répressif par nature : ce en quoi l'Etat n'est pas, ou pas encore, une réalisation de la liberté. Classiquement, mécanisme s'oppose ici à *organisme*. Mais Engels désignera précisément cette contrainte à la fois comme mécanisme et comme organisme, dans la mesure où il cherchera à en expliquer la nécessité historique dans des conditions sociales données (cf. AD, *loc. cit.*, et LF, chap. 4). Ce qui s'avère donc flottant, c'est la modalité d'application de la métaphore. Soit elle « définit » l'Etat *comme* machine (l'Etat « est » une machine), soit elle « l'analyse » comme comportant, ayant à sa disposition une machine, appareil ou instrument (dont il apparaît, en ce sens, comme le maître et possesseur). Cela veut dire que la métaphore recouvre des contradictions qu'elle ne permet pas de traiter explicitement.

2 / *Quel concept est visé sous cette métaphore ?* S'agit-il d'un concept général (« sociologique ») *d'appareil* qui peut être appliqué notamment à l'Etat, mais pas uniquement ? Ou bien d'un concept *d'* « *appareil d'Etat* » qui doit être pris en bloc (le phénomène d'appareil étant spécifiquement « étatique ») ?

a) Le terme « machine » ou plutôt *Maschinerie* est d'abord employé au sens propre (technologique) dans *Le Capital* et ses travaux préparatoires. Mais déjà dans cette analyse de la révolution industrielle et du « système de fabrique », Marx lui confère une portée extensive dont la dimension politique n'est pas absente. Au départ, c'est la transcription de l'anglais *machinery*. Mais l'analyse du machinisme industriel (et de son évolution vers l'automatisme) est inséparable de celle des tendances de la division du travail. En même temps que le « système de machines », système matériel de moyens de production, « pompe » la force de travail, il accomplit la division du travail manuel et intellectuel, et *inverse* ainsi le rapport du travailleur à ses outils. C'est l'automate mécanique qui devient le *sujet* : « La machine centrale n'est pas seulement *automate*, mais *autocrate* » ; elle assure — à moins qu'elle ne fonde, en dernière analyse — la « maîtrise » absolue du capital et du capitaliste sur le travail. Ce n'est donc pas un simple instrument, mais un « rapport social » (cf. déjà MPh), le moyen de briser les grèves et d'instaurer dans la production la « discipline de caserne ». Ainsi se met en place une contrainte sociale supérieure au « fouet de l'esclavagiste », dans la mesure même où elle s'exerce sur des travailleurs « libres ». Cette contrainte est-elle analogue, ou au contraire opposée à celle qui s'exerce sur des « citoyens libres » dans la domination politique de la bourgeoisie ? En tout cas elle en est corrélative (cf. K., I, 3, 47 ; MEW, 23, 633 ; et « chapitre inédit » du livre I). Mais à son tour, dans la pensée de Marx, cette corrélation ne s'explique-t-elle pas comme un effet du même processus général lié à la division du travail dans les sociétés de classes, qui « extériorise » les « fonctions générales » de la vie et du travail social, et les « matérialise » dans un appareil de contrainte ? Selon qu'on estimera secondaire ou non la différence entre une « machinerie » productive et une « machinerie » politique, on admettra ou non la pertinence de cette généralisation théorique (qui renvoie au concept d'aliénation), et dont on

trouvera la postérité aujourd'hui chez les théoriciens de la « société programmée » et du « mode de production étatique ».

b) Sous l'influence de la sociologie et de la science juridique positivistes, les marxistes de la IIe et de la IIIe Internationale ont rencontré à nouveau ce problème conceptuel à propos, notamment, du *droit* et de son rapport spécifique entre « (bonne) volonté » et « contrainte ». Le plus intéressant sur ce point est Pashukanis, dans la mesure où, pour lui, la forme juridique *précède* (logiquement, voire historiquement) l'Etat et en est, par conséquent, théoriquement indépendante. Dès lors que se développe l'échange marchand, le droit développe un appareil de contrainte spécifique, dont le moment essentiel est le *tribunal*, mais qui reste enraciné dans le rapport « privé ». C'est seulement après coup que cette structure se trouve organisée sous une forme étatique (on verra que la position de Lénine est exactement inverse) : « la structure technique de l'appareil d'Etat naît sur le terrain du marché », « la superstructure politique est une conséquence de la superstructure juridique » et non l'inverse (thèse attribuée par Pashukanis au marxisme « sociologique »). L'intérêt de cette formulation est de remettre en évidence l'étroite parenté entre la métaphore conceptuelle de l'*appareil* et celle du rapport *base/superstructure*, elle-même architecturale.

La « machine » de Marx à Lénine. — C'est dans sa brochure *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (chap. VII) que Marx développe une première analyse détaillée de la « machine d'Etat » et en esquisse l'histoire. La définition initiale de Marx incorpore à la périodisation du « perfectionnement de la machine d'Etat » deux thèses importantes :

— la machine d'Etat comme « corps autonome » (et parasitaire) est un développement du pouvoir exécutif par opposition au pouvoir parlementaire qui serait, lui, un pouvoir « direct » des représentants de la bourgeoisie. Mais surtout :
— le développement de la machine d'Etat trouve son origine dans une situation de « transition » (où se combinent, voire s'équilibrent, les forces antagonistes de la féodalité et de la bourgeoisie) : la monarchie absolue. Et de même il trouve son achèvement dans une situation de transition révolutionnaire où s'équilibrent provisoirement la bourgeoisie et le prolétariat : le bonapartisme. Dans la mesure où l'histoire du XIXe siècle montrera l'étonnante stabilité de ce « provisoire », en donnant lieu à un développement sans précédent *à la fois* du capital privé et de l'étatisme, Marx et Engels se trouveront placés par leur définition même devant une série de difficiles dilemmes théoriques. Ce qui leur apparaissait d'abord comme *l'archaïsme* de l'appareil d'Etat n'était-il pas au contraire sa forme « normale » de développement ?

Dans *La guerre civile en France* s'opère un déplacement significatif. Les versions préliminaires du texte montrent que, tout en conservant l'essentiel de son analyse du bonapartisme, Marx s'éloigne de plus en plus de l'identification de la machine d'Etat au « pouvoir exécutif » et à sa mystérieuse autonomisation, pour examiner la structure d'ensemble de l'appareil lui-même, ou le jeu concerté d'une série d'instances (institutions) à la fois *représentatives* et *répressives* : armée, police, justice, administration, parlementarisme, voire école et église(s). Dès lors, le pouvoir exécutif ou le gouvernement n'est pas tant l'origine de la machine qu'une *fonction* de celle-ci,

qui en assure la centralisation sous les formes « bureaucratiques », hiérarchiques, auxquelles s'oppose la révolution prolétarienne lorsque, cessant de « perfectionner la machine » comme toutes les révolutions antérieures, elle entreprend de la « briser ». L'histoire de l'Etat doit alors être reconsidérée, puisqu'elle s'identifie au processus de développement de cette spécialisation et de cette « professionnalisation » des « fonctions générales de la société ». C'est ce que tente Engels dans le chapitre conclusif de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* en remontant aux premières sociétés de classes, donc à un antagonisme pré-capitaliste, qui se fonde toujours sur l'exploitation, mais qui n'est pas d'abord lié à l'existence d'une bourgeoisie. Sans doute la thèse d'Engels accentue les difficultés non résolues par l'analyse de Marx (comment s'articulent ou se distinguent, dans le fonctionnement de la machine d'Etat, les aspects répressifs et « parasitaires » et les « fonctions légitimes », directement ou indirectement productives ?). Mais, en reprenant de façon élargie le thème marxien du « perfectionnement » historique de la machine, elle dégage deux thèmes, ou problèmes, essentiels qui seront développés par Lénine notamment.

Le premier est celui de la *continuité*, ou mieux : de la *continuation* de l'appareil d'Etat à travers l'histoire de sociétés de classes successives, fondées sur différents modes de production. L'appareil d'Etat tel qu'il existe aujourd'hui vient de plus loin que le capitalisme et même que le féodalisme. En ce sens c'est un « objet » historique *singulier*, qui n'a pas à être « recréé » à chaque fois sur des bases et sous des formes radicalement nouvelles. Toutefois cette « continuité » ne provient pas d'une surnaturelle capacité d'auto-perpétuation. Elle a une base matérielle précise : l'ensemble des « instruments » (militaires, fiscaux, moyens de communications, etc.) et des « spécialistes » (juristes, soldats, prêtres...) qui *passent* effectivement au « service » de nouvelles classes dominantes. Surtout, elle constitue en fait un processus d'adaptation, de transformation réciproque de l'appareil d'Etat et des classes sociales, en fonction du développement de nouveaux rapports d'exploitation (processus dont la Révolution française évoquée par Marx était déjà un exemple typique). C'est ici, notamment, que se joue la délicate question du rapport entre cette thèse et les conceptions de *Lassalle*, à qui Marx et Engels s'opposèrent vivement sans jamais vouloir (ou pouvoir) lui consacrer une critique détaillée, et dont Lénine semble souvent reprendre les formulations pour les charger d'une signification très différente (cf. H. Lefebvre, *De l'Etat*). Cette thèse signifie que l'appareil d'Etat, dans sa reproduction progressive, est un noyau relativement *invariant* de l'Etat lui-même. Il l'est historiquement : d'où la façon dont chez Lénine se trouve « relativisée » la *forme juridique* (constitutionnelle) de l'Etat et de la politique. Mais aussi du point de vue comparatif entre différents « régimes politiques » contemporains : c'est en substance *le même appareil d'Etat* qui se construit dans les Etats « démocratiques » et les Etats « autoritaires » (phénomène particulièrement frappant, selon Lénine, dans la militarisation de l'appareil d'Etat à l'époque de l'impérialisme). De ce point de vue, il y aura nette rupture avec le léninisme chez les marxistes de tendance « eurocommuniste » qui, comme Poulantzas, définissent l'Etat en termes de « condensation d'un rapport de forces » actuel, qui peut s'inverser d'une conjoncture à l'autre.

Le second thème développé par Lénine découle du précédent : il s'agit de montrer que la continuité de l'appareil d'Etat a pour effet typique de

limiter le champ de la lutte des classes, et de la « déplacer » de façon à maintenir hors de portée des masses les enjeux historiques essentiels : la propriété des moyens de production, le pouvoir politique. Bien entendu, cette fonction est elle-même un enjeu de la lutte des classes, qui ne peut jamais être totalement annulée. En période « normale », le fonctionnement de l'appareil d'Etat signifie que la lutte des classes est cantonnée *à l'extérieur* de certains « domaines réservés » et de certaines institutions : l'armée, la politique étrangère, et dans toute la mesure du possible l'administration, la police, la justice, qui doivent être considérées comme « neutres ». D'autre part, les éléments de l'appareil d'Etat qui sont, à des degrés divers, pénétrés par la lutte de classes (notamment les institutions représentatives dans l'Etat démocratique bourgeois) sont toujours organisés de façon à « déplacer » et « transformer » celle-ci en la soumettant à des « règles du jeu » limitatives et à la pénétrer de l'influence de l'idéologie dominante. Ici le concept d'appareil d'Etat s'arrache non seulement à l'équation avec le « pouvoir exécutif », mais aussi à l'identification avec la simple « bureaucratie ». C'est tout l'ensemble de ces effets structurels qui éclaire la façon dont se trouve constamment *dissociée*, en régime capitaliste, la lutte de classes « économique » (cantonnée sur le terrain syndical purement revendicatif ou « trade-unioniste ») et la lutte de classes « politique » cantonnée sur le terrain du parlementarisme). La fusion des deux aspects dans une conjoncture révolutionnaire ou dans l'activité d'un parti de masses peut ainsi être considérée comme le danger principal en fonction duquel s'organise et se réorganise l'appareil d'Etat (et ce que, récemment, Michel Aglietta a dénommé ses « formes structurelles »).

Des « appareils de masse » ? — Restent deux problèmes majeurs posés par l'extension progressive de la notion d'appareil d'Etat, qui ne sont passés au premier plan que dans la période révolutionnaire et avec la constitution des Etats socialistes.

D'abord celui que soulèvent les fonctions économiques de l'Etat ou l'existence d'un « appareil économique » de l'Etat. Cette notion apparaît chez Lénine à la veille de la Révolution d'Octobre, lorsque les analyses de l'impérialisme sont reprises pour montrer comment la guerre a précipité la transformation du capital monopoliste (financier) en « capital monopoliste d'Etat » ou « capitalisme d'Etat » (notion déjà présente chez Hilferding et surtout Boukharine, mais placée par ce dernier dans la perspective d'un « trust économique unique », critiquée par Lénine). Dans cette phase la bourgeoisie elle-même (ou plutôt sa fraction dominante, « l'oligarchie financière ») met en place un « appareil de direction générale de la production et de la répartition des produits » (Lénine, o., 29, p. 99) qui représente une forme avancée, et particulièrement contradictoire (car elle ne supprime ni la concurrence ni l'antagonisme de classes) de *socialisation* de la production (« l'appareil socialisé, énorme et complexe, de la poste, des chemins de fer, des grandes usines, du gros commerce, des banques », *ibid.*, 25, 511). La formule a une portée politique immédiate : elle fonde l'idée que, dans les conditions de la crise révolutionnaire, « le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat ». Toutefois, sur ce point, les formulations contradictoires de Lénine au cours de la période révolutionnaire montrent bien, non seulement l'ampleur des difficultés pratiques qui avaient été sous-estimées, mais

aussi l'équivoque qui subsistait. Tantôt Lénine insiste sur les effets de *rationalisation* et de *simplification* des tâches de régulation de la production sociale que comporte la constitution d'un tel appareil. Il n'est donc pas question de le « détruire », comme l'appareil répressif bureaucratico-militaire, mais de l'*utiliser* au service de la révolution. En défendant la « militarisation de l'économie », Trotski accentue encore cette tendance. Tantôt au contraire Lénine insiste sur l'*inertie* et les tendances spontanément contre-révolutionnaires de l'appareil, lui-même gangrené par le « bureaucratisme » et par l'idéologie bourgeoise : on ne peut donc l'utiliser sans une lutte permanente, politique et culturelle. Cette question ne cessera de hanter les débats de la période de la NEP sur la question du contrôle ouvrier, du rôle des syndicats, et de l'utilisation des « spécialistes bourgeois ». La difficulté est éclairée également par les références de Lénine aux réseaux de *coopératives* comme à un autre aspect de l'appareil économique, encore plus éloigné de l'identification de l'appareil d'Etat à un « groupe d'hommes » restreint placé au-dessus et à l'écart de la société. Un tel appareil peut être appelé un « appareil de masse ». La contradiction historique le traverse de part en part, et appelle des formes inédites de lutte de classe.

En fait, on rejoint ici la grande question déjà posée par la constitution des *soviets* et le problème de leur nature. Sur ce point, dans la social-démocratie russe et européenne, la controverse a été immédiatement très vive. Contre l'interprétation « spontanéiste » des soviets et la sous-estimation de leurs possibilités, Lénine et Trotski ont affirmé, après 1905, que les soviets constituaient *le germe d'un appareil d'Etat* (d'où le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets »). Gramsci et Togliatti ont appliqué l'idée aux « conseils d'usine » de Turin. Mais à la condition de préciser aussitôt qu'il s'agit d'un appareil *de type nouveau* « incomparablement plus démocratique » (Lénine, O., 25, 402), dont le seul précédent historique est la Commune de Paris, car la constitution de cet appareil représente le transfert aux masses elles-mêmes des tâches de gouvernement. On notera l'évolution par rapport aux formulations de Marx.

On ne peut s'empêcher de relever ici les limites que comporte ce concept. Il contraint Lénine à soutenir à tour de rôle des thèses plus que divergentes. Si la métaphore conceptuelle de l'appareil, au maximum de son extension contradictoire, permet bien au marxisme de désigner le champ dans lequel se manifestent les problèmes politiques cruciaux (ceux qui, dans ses derniers mois, se concentraient pour Lénine autour de deux impératifs : « révolution culturelle » de masse, réforme radicale du fonctionnement du parti et de son rapport à l'Etat), elle s'avère toutefois insuffisante à en faire progresser l'analyse et les solutions.

Précisément, c'est la question du *parti* que vise le dernier avatar de la notion d'appareil dans le marxisme de la IIIe Internationale. Alors que de nos jours l'expression « appareil du parti » est devenue courante aussi bien chez les non-marxistes que chez les marxistes, il est frappant de constater sa quasi-absence chez Lénine. Lorsque, dans les débats de 1922, celui-ci tente de développer une critique de l'étatisation du parti, les références à « notre appareil » et à ses défauts visent toujours l'administration d'Etat, à travers le contrôle que le parti exerce (ou n'exerce pas suffisamment...) sur elle. On est ici, du point de vue conceptuel, tout à fait dans la tradition des marxistes de la IIe Internationale qui avaient le plus systématiquement combattu la centralisation bureaucratique du mouvement révolutionnaire,

notamment Rosa Luxemburg. Mais, pour ce qui est de l'analyse, il n'y a pas ici d'originalité particulière du marxisme par rapport aux sociologues, tel R. Michels, qui décrivent précisément le « mécanisme » de centralisation des partis politiques de masse. En fait la racine de cette difficulté est chez Marx et Engels eux-mêmes dans les limites de leur analyse des problèmes de « l'organisation ». Toute la discussion sur le « centralisme démocratique » aux premiers congrès de l'IC se déroulera dans le même cercle théorique : entre la notion d'un appareil politique centralisé véritable *machine anti-Etat* (parfois même comparée antithétiquement à cette « station électrique centrale du conservatisme » que serait l'Eglise), et la notion d'un parti « allant aux masses » pour devenir leur lien organique, bref d'une *anti-machine* qui surmonte au sein du mouvement ouvrier le « formalisme », le « dualisme » des chefs et du peuple institué par l'Etat bourgeois. Bettelheim (dans *Les luttes des classes en URSS*, I, p. 277) date de ces années 1921-1923 l'apparition en URSS du terme *apparatchiki*, dont la connotation de plus en plus péjorative pour désigner les « membres de l'appareil » ne doit pas nous masquer l'ambivalence initiale.

Hégémonie ou « AIE ». — Ces questions posées par la théorie du « parti révolutionnaire » ne sont pas étrangères, au contraire, au problème général devant lequel se sont trouvés placés les marxistes de la période moderne, et qu'on peut représenter comme un dilemme concernant l'articulation de la métaphore conceptuelle de l'*appareil* et du concept d'*idéologie*. Schématiquement : ou bien on emprunte la « voie » de Gramsci, ou bien on emprunte la « voie » d'Althusser (qui est naturellement pour une part une réaction à la pensée de Gramsci, en tenant compte de ce que l'une et l'autre sont effectivement « léninistes », ou si l'on veut post-léninistes — par opposition aux diverses variantes de l'anti-léninisme).

La voie de Gramsci conduit finalement à restreindre et à éliminer tendanciellement la notion de l' « appareil », pour l'Etat comme pour le parti, non sans que Gramsci ait d'abord tenté de l'incorporer à son étude en parlant d'*appareil(s) hégémonique(s)* ou d'*appareil(s) d'hégémonie*. Mais, pour lui, l'hégémonie idéologique est essentiellement un phénomène « organique », un phénomène de « consensus » obtenu à travers l'action des « intellectuels organiques » d'une classe. D'où également le rétablissement du primat de la « société civile », même s'il en modifie le concept.

Au contraire, Althusser précise le sens de cette notion et en étend systématiquement l'usage, en définissant comme un *tout* inséparable le concept d'« appareil-idéologique-d'Etat ». Ce qui veut dire : 1 / il n'y a pas d'« appareils idéologiques » qui ne soient en même temps des « appareils d'Etat », réalisant dans leurs pratiques quotidiennes les contraintes de l'idéologie dominante; et en même temps : 2) il n'y a pas des « appareils d'Etat » *soit* répressifs, *soit* « idéologiques », mais « tout appareil d'Etat fonctionne toujours à la fois à la répression et à l'idéologie ». Les AIE sont fonctionnellement insérés dans le procès de reproduction des rapports d'exploitation. Ils développent autant de modalités (religieuses, scolaires-culturelles, professionnelles, politiques, juridiques, morales-familiales, etc.) d'assujettissement ou d' « interpellation des individus en sujets ». Ils sont à la fois le lieu et l'enjeu des luttes de classes, auxquelles ils confèrent leurs formes historiques concrètes. Dès lors la position d'Althusser représente probablement la tentative la plus radicale pour fonder la thèse marxiste classique

selon laquelle le « noyau » de l'idéologie bourgeoise dominante est l'idéologie *juridique* (distincte du droit, bien que l'un n'existe pas sans l'autre), et par conséquent pour penser l'histoire et la politique *en dehors* des catégories de cette idéologie. Mais en même temps, tout en maintenant que seule l'idéologie de la classe dominante peut être organisée en un système complet — ce qui rend difficile de parler d'une « idéologie dominée » isolable comme telle —, il tend à poser que, dans la « lutte de classes idéologique » permanente, l'élément déterminant en dernière instance est paradoxalement la position occupée *dans* l'idéologique par *les classes dominées* et exploitées. Ce qui veut dire qu'aucune idéologie d'Etat ne peut exister sans une « base populaire » enracinée dans les conditions de travail et d'existence, et donc sans « exploiter » à sa façon l'élément progressiste et matérialiste que comporte l'idéologie des classes dominées. On peut dès lors s'expliquer pourquoi, alors que Gramsci désigne dans le parti révolutionnaire un « prince nouveau » que son action au sein des masses conduit à se « faire Etat » lui-même, Althusser, lui, insiste contradictoirement et sur l'impossibilité pour le parti révolutionnaire de s'arracher entièrement à la détermination de l'« AIE politique » (dont il constitue *lui aussi* un élément), et sur la nécessité de constituer un « parti hors Etat » dans la perspective du communisme, qu'ébauchent déjà les luttes ouvrières.

• BIBLIOGRAPHIE. — ALTHUSSER, Idéologie et appareils idéologiques d'Etat, in *Positions*, Paris, ES, 1976; *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste*, Maspero, 1978; BAKOUNINE, Lettres à un Français sur la crise actuelle (sept. 1870), cit. par J. MAITRON, *Histoire de l'anarchisme*, I, 51; BALIBAR-LUPORINI-TOSEL, *Marx et sa critique de la politique*, Paris, Maspero, 1979; R. BALIBAR *et al.*, *Le Français national*, Paris, Hachette littérature, 1973; *Les Français fictifs*, Paris, *ibid.*, 1974; BAUDELOT-ESTABLET, *L'école capitaliste en France*, Paris, Maspero, 1971; Ch. BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS*, vol. I, Paris, Seuil, 1968; BOUKHARINE, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, 1928; *La théorie du matérialisme historique*, Paris, Anthropos, 1967; Chr. BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci et l'Etat*, Fayard, 1976; R. FOSSAERT, *La société*, vol. 4 : *Les appareils*, 1978; GRAMSCI, *Ecrits politiques*, *Cahiers de prison*, Gallimard, 1979; HEGEL, *Constitution de l'Allemagne*, *Philosophie du Droit*; HOBBES, *Léviathan*; H. LEFEBVRE, *De l'Etat*, 4 vol. 10/18, 1976; R. LUXEMBURG, *Grève de masse, parti et syndicats*, Paris, Maspero, 1969; R. MICHELS, *Les partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1903; E. PASHUKANIS, *La théorie générale du droit et le marxisme*, Paris, EDI, 1970; H. PORTELLI, *Gramsci et la religion*, Paris, Anthropos, 1974; N. POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968; *Fascisme et dictature*, Paris, Maspero, 1970; *L'Etat et le socialisme*, PUF, 1978; *Quatre premiers congrès de l'Internationale*, rééd. Paris, 1969; D. TARTAKOWSKY, *Les premiers communistes*, Paris, Presses de la FNSP, 1979; TROTSKI, Cours nouveau, in *De la Révolution*, Paris, Ed. de Minuit, 1963.

▶ CORRÉLATS. — Etat/Société civile, Bureaucratie, Dictature du prolétariat, Hégémonie, Parti, Planification, Soviets.

E. B.

Appropriation

Al : *Aneignung.* — An : *Appropriation.* — R : *Prisvoenie.*

I / Le terme d'appropriation semble inséparable, dans le droit naturel classique autant que dans la « philosophie classique allemande », d'une analyse juridique de la propriété que peut posséder un sujet de droit(s) (Kant, *Métaphysique des mœurs*, 1re partie, Doctrine du droit, § 10, 14; Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, § 44, 45). L'appropriation ne va

pas sans un acte de prise de possession *(Besitz)* par lequel un sujet (supposé libre) fait sienne une chose : la notion est reliée à celle de propriété, plus précisément de propriété privée (Hegel, § 46).

2 / Quelle que soit l'importance de la critique feuerbachienne de la spéculation philosophique hégélienne, la notion d'appropriation ne sera plus, ici, pensée dans le champ du droit mais uniquement à partir de son contraire, l'aliénation (de l'*essence* humaine) : c'est ce qui nous est propre qui nous paraît étranger. La désaliénation consiste en une *ré*appropriation de l'essence (humaine). Lorsque ce couple d'opposés est présent dans les *Manuscrits de 1844* (M 44, 57), il faut donc en revenir à Feuerbach, quelle que soit la nature de la reprise de Feuerbach par Marx dans ce texte.

3 / On peut distinguer deux grandes directions pour élucider le concept :

— si l'on suit le cours de l'œuvre, par rapport à cette butte témoin constituée par les *Manuscrits*, il faudra expliquer pourquoi l'appropriation demeure un terme clé propre à approcher le communisme (et non pas seulement « la première phase de la société communiste », *Gloses*, 32 ; MEW, 19, 21) ;

— mais il est toute une constellation sémantique : l'appropriation se dit de multiples manières. Marx parle même d'appropriation du monde par la religion (*Intr.* 57, in *Cont.*, 166 ; *Grund.*, 22 : *Religiöse(n)* (...) *Aneignung dieser Welt* ; MEW, 13, 22).

4 / La question (peut-être mal formulée) serait de savoir s'il est quelque chose de commun entre l'*Aneignung* des *Manuscrits* et l'analyse esquissée d'une société qui a rompu avec le capitalisme (Engels, AD, 315-316 ; MEW, 20, 260 : on notera l'expression : *die Produktions-, Aneignungs- und Austauschweise*) où « la société prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne » (*ibid.*, 316).

Visiblement, l'appropriation n'est d'abord pas séparable d'une certaine conception (globalement feuerbachienne) de l'essence humaine : certains textes d'économie politique une fois mis sous la grille d'une nouvelle philosophie qui « *fait de l'homme joint à la nature* (...) *l'objet unique, universel et suprême* de la philosophie » (Feuerbach, Principes de la philosophie de l'avenir, § 54, in *Manifestes...*, 197), il devient possible de déchiffrer l'aliénation de l'homme et de penser la désaliénation comme réappropriation de l'essence humaine (M 44, 87 : à propos d'une définition du communisme ; 91 : « L'abolition positive de la propriété privée, c'est-à-dire l'appropriation *sensible* pour les hommes et par les hommes de la vie et de l'être humains » ; 92 : identification de l'appropriation-désaliénation et de l'émancipation ; l'appropriation par l'homme est conçue comme une humanisation de la nature, 87 ; *Erg.*, 1, 536 et s.).

La question est de savoir ce que devient ce supposé « sujet », cette prétendue « substance ». En un mot, le sujet n'est-il qu'un suppôt, voire un support (K, ES, 1, 20 ; MEW, 23, 16), de telle sorte que le terme d'appropriation, avec sa connotation juridique, trouve sa pleine signification dans l'analyse des formes de propriété et de ce qu'elles « expriment » des rapports sociaux qu'elles reflètent et mettent en forme (au plan juridique) ? A la limite, le concept n'aurait plus de spécificité, servant seulement à signaler des analyses différenciées sans lesquelles il n'est plus qu'une vulgaire abstraction spéculative.

L'idéologie allemande (dont la conceptualisation n'est pas identique — sinon homogène — à celle de la *critique* de l'économie politique) semble bien se référer au but (et non à l'idéal) d'une appropriation indéfinie de la richesse sociale accumulée dans les forces productives. Celle-ci ne serait possible qu'au-delà du capitalisme : « Nous en sommes arrivés aujourd'hui au point que les individus sont obligés de s'approprier la totalité des forces productives existantes non seulement pour parvenir à manifester leur moi mais avant tout pour assurer leur existence » (IA, éd. bilingue, 226-227; MEW, 3, 227 et s.; dans ce passage, une critique acerbe de l' « Homme », 230-231, va de pair avec l'affirmation suivante : « L'appropriation de ces forces [les forces productives] n'est elle-même pas autre chose que le développement des facultés individuelles correspondant aux instruments matériels de production », 227; *ibid.*, 67). La notion d'appropriation communique avec celle de manifestation de soi *(Selbstbetätigung)* et avec le possible dépassement, dans une activité multilatérale, de la division du travail (social).

Suivre le « destin » de l'appropriation, ce sera décrire les formes d'assujettissement et de dépossession de la classe ouvrière, d'abord dans le procès de travail, sous des rapports sociaux capitalistes (ici, c'est toute la chaîne : exploitation, expropriation, plus-value, propriété qu'il faudrait déployer) mais aussi la position de la bourgeoisie comme *classe* dans le procès de production (il ne faut pas confondre les formes juridiques qui reflètent — plus ou moins adéquatement — ces pratiques et les pratiques elles-mêmes, pas plus que la séparation du travailleur immédiat d'avec ses moyens de travail ne se ramène à ce qui figure sur le « contrat » de travail, K, ES, I, 3, 164; MEW, 23, 752; I, 3, 203; MEW, 23, 789, Marx notant bien que l'appropriation de la plus-value est une opération qui s'accomplit *à l'intérieur* du procès de travail, K, ES, II, 5, 39; MEW, 24, 384-385).

C'est une immense question que de se demander ce qu'est une théorie (non juridiste) de la nature effective de l'appropriation *collective* des forces productives par les « producteurs associés ». Il est normal que Marx et Engels n'en aient presque rien dit, que ce que l'on rencontre chez Lénine soit pris dans l'urgence des lendemains de la Révolution d'Octobre. Aller plus avant, ce serait, tout bonnement, faire le point sur l'étude de ce qui n'est pas un mode de production, l'introuvable « mode de production socialiste ». On ne peut passer à côté de : M. Rakovski, *Le marxisme face aux pays de l'Est* (Paris, 1977), R. Bahro, *L'alternative* (trad. franç., Paris, 1979; cf., à ce sujet, L. Lombardo-Radice, *Antworten auf Bahros Herausforderung*, Berlin, 1979), W. Andreff, L'URSS et eux (in *Actualité du marxisme*, Paris, 1983, t. II, p. 121 et s., référence à un cours non encore publié : *Les économies planifiées du centre*, Grenoble II, 1979). La question centrale revient toujours de savoir en quel sens et dans quelle mesure les producteurs immédiats s'approprient *effectivement* la « richesse sociale ».

5 / Mais il est *des* modes d'appropriation, par les hommes, de la « nature » : « Le tout, tel qu'il apparaît dans l'esprit comme une totalité pensée, est un produit du cerveau pensant, qui s'approprie le monde de la seule façon qu'il lui soit possible, d'une façon qui diffère de l'appropriation de ce monde par l'art, la religion, l'esprit pratique » (*Int.* 57, 166, *Grund.*, 22). Cela dit, en France, du moins, il n'y a guère eu d'études sur les forces productives, sur la spécificité des pratiques techniques dans leur relation avec les pratiques productives (on signalera, tout de même, en plus

de l'œuvre de Leroi-Gourhan : C. Parain, *Outils, ethnies et développement historique*, Paris, 1979; C. Kanelopoulos, *Le système technologique*, U. de Paris X, 1977). Force est, alors, de constater que l'analyse différentielle des formes d'appropriation semble souvent avoir buté soit sur une conception pour le moins problématique de l'appropriation-reflet (alors que les indications de Marx sur l'appropriation artistique, peu nombreuses, il est vrai (*Intr.* 57, 173 et s., *Grund.*, 30 et s., MEW, 13, 30 et s.) n'ont guère été reprises que par Brecht; un petit article de L. Althusser, demeuré sans écho, touche à cette question : Une lettre sur l'art à André Daspre (*La nouvelle Critique*, avril 1966), soit sur une autonomisation des plus discutables de la « pratique théorique » (par exemple, L. Althusser, *Pour Marx*, 168 et s.; une discussion de l'expression : « Y a-t-il une « pratique théorique » ? » par J. Deprun, *Structuralisme et marxisme*, Paris, 1970, 67 et s.).

6 / Deux questions demanderaient à être explorées bien plus avant :

— celle de la nature effective du procès d'appropriation par les travailleurs associés dans les sociétés postcapitalistes;
— celle de l'analyse différentielle des formes d'appropriation du monde par les hommes (plutôt : par les individus sociaux).

N.B. — On a laissé de côté un sens qui se trouve aussi chez Marx : l'appropriation comme adaptation du travailleur au procès de travail (MPH, II, 2). Ce n'est peut-être légitime que lorsque l'on sous-estime l'importance d'une analyse des forces productives.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / Une lecture des théoriciens classiques du droit naturel (depuis au moins Grotius) n'est pas superflue (en ce sens, R. DERATHÉ, *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, Paris, 1950).

2 / FEUERBACH, *L'essence du christianisme* (1re éd., 1841; 2e éd., 1843), trad. franç., Paris, 1968; *Manifestes philosophiques*, trad. L. ALTHUSSER, Paris, 1960.

3 / Il ne suffit pas de se référer aux *Manuscrits de 1844* où figure explicitement le concept. Il faut suivre la problématique de l'émancipation, par exemple, dans l'*Introduction* de 1843-1844 ainsi que celle de la critique des catégories juridiques liées à la propriété privée (dès l'article *La loi sur les vols de bois*). Il faut, ensuite, suivre la question de l'émancipation dans son opposition à l'exploitation/domination/oppression et ce, bien au-delà de l'œuvre de Marx et d'Engels; les deux termes d'émancipation et d'appropriation collective figurent dans les *Considérants du programme du parti ouvrier français* (1880) : cf. MARX, *Œuvres*, I, éd. Rubel, 1965, p. 1537-1538. Tous les problèmes que pose un nouveau type d'appropriation sont présents dans *Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises*, de LÉNINE (O., 27, 337 et s., mai 1918).

4 / Il faudra, ici, confronter la conception de la pratique avec celle de l'appropriation : un point de départ (qui ne résout nullement les problèmes) : T. M. JAROSZEWSKI, Définition et signification du concept de « pratique » dans la philosophie de Karl MARX, *Recherches internationales*, 2e trimestre 1973.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Collectivisme, Emancipation, Forces productives, Moyens de production, Ouvriers, Propriété.

J.-P. C.

Argent

Al : *Geld.* — An : *Money.* — R : *Den'gi.*

Voir : Monnaie, Or.

Aristocratie ouvrière

Al : *Arbeiteraristokratie.* — An : *Labour aristocraty.* — R : *Rabočaja aristokratija.*

Le terme d'aristocratie ouvrière a été forgé par Engels dans la préface de 1892 à la deuxième édition allemande de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* où il écrit des ouvriers des grandes trade-unions : « Ils constituent une aristocratie à l'intérieur de la classe ouvrière; ils sont parvenus à conquérir une situation relativement confortable et cette situation ils l'acceptent comme définitive » (*Sit.*, ES, 395; MEW, 22, 274). C'est toutefois Lénine qui, dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, lui a donné le retentissement qu'on connaît. Cet « embourgeoisement » d'une fraction du prolétariat anglais qu'Engels évoquait dans une lettre à Marx du 7 octobre 1858, Lénine en précise d'une manière concise les causes et les conséquences : « Les causes : 1) l'exploitation du monde par l'Angleterre; 2) son monopole sur le marché mondial; 3) son monopole colonial. Les conséquences : 1) l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais; 2) une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que tout au moins elle entretient. » (O., 22, 306).

Qu'elle s'inspire des travaux de Marx (18 B) ou de Lénine *(La grande initiative)*, la tradition marxiste conduit à analyser la classe sociale, concept théorique et non empirique, simultanément par une situation objective (classe en soi) et une conscience de cette situation (classe pour soi). De ce point de vue, l'aristocratie ouvrière relève bien de la classe ouvrière par sa situation objective : la place qu'elle occupe dans le processus de production et le rapport aux moyens de production ne laissent à cet égard aucun doute; néanmoins la fraction du produit social qu'elle perçoit est composite puisque résultant pour partie des mécanismes de redistribution de la plus-value qui prend la forme des surprofits coloniaux. Quant à la conscience de classe qui est la sienne, elle est sans doute mystifiée, à l'égal de celle du lumpenproletariat qu'évoquait Marx; on peut ajouter, en utilisant la distinction entre conscience économique et conscience politique proposée par Lénine dans *Que faire ?*, qu'il s'agit d'une conscience « économiste » qui conduit nécessairement à l'opportunisme politique et au renforcement de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers.

Il faut noter que certains théoriciens, qui, prolongeant l'analyse de l'impérialisme, édifient une théorie de l'échange inégal (A. Emmanuel, *L'échange inégal*, Maspero, 1972), peuvent en venir à une sorte de généralisation à l'ensemble des prolétaires des pays développés du concept d'aristocratie ouvrière en parlant d'exploitation des pays pauvres par les pays riches et en faisant des prolétaires des seconds pays des « exploiteurs ».

• BIBLIOGRAPHIE. — MARX-ENGELS, *Le syndicalisme*, Maspero, 1972; E. J. HOBSBAWM, *The Labour Aristocracy...*, in *Labouring men*, Londres, 1964; F. POIRIER, in *Aventures du marxisme*, Paris, 1984, p. 74 suiv.

▶ CORRÉLATS. — Classe, Gauchisme, Lutte de classes, Opportunisme, Prolétariat, Syndicalisme.

G. C.

Armée de réserve

Al : *Reservearmee.* — An : *Reserve army.* — R : *Rezervnaja armija.*

Voir : Chômage.

Art

Al : *Kunst.* — An : *Art.* — R : *Iskusstvo.*

Voir : Esthétique, Héritage culturel, Proletkult, Réalisme socialiste.

Association

Al : *Assoziation, Vereinigung.* — An : *Society, Trade-union.* — R : *Associacija* ou *Ob"edinonie.*

Le concept d'association n'a pas pour référent un objet unique, mais deux champs de réalité.

1 / L'association comme concept descriptif de la société communiste. Ainsi, dans les *Manuscrits de 1844,* Marx distingue trois stades dans l'histoire de l'humanité : la « propriété foncière », « la division de la propriété foncière (qui) correspond au mouvement de la concurrence sur le terrain industriel », et « l'association » (p. 52, *Erg.* 1, 507). De même, dans *L'idéologie allemande,* Marx et Engels entendent par « association » la « communauté des prolétaires révolutionnaires » (p. 66, MEW, 3, 74-75).

2 / Les associations ouvrières : celles-ci sont les coalitions créées par les ouvriers pour négocier, « en tant que *puissance,* avec les patrons » (*Sit.,* 270; MEW, 2, 433), à propos des conditions salariales. Or un problème se pose : « La plupart des *turn-outs* se terminent au désavantage des ouvriers. On se demandera alors pourquoi les ouvriers cessent le travail en pareil cas, puisque l'inefficacité de la mesure est évidente » (*Sit.,* 273, *ibid.,* 435). Engels propose une réponse quelques lignes plus loin : « Ce qui donne aux associations et aux *turn-outs* qu'elles organisent leur véritable importance, c'est qu'elles sont la première tentative des ouvriers pour *abolir la concurrence.* Elles supposent cette idée très juste, que la domination de la bourgeoisie n'est fondée que sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division à l'infini du prolétariat, sur la possibilité d'opposer entre elles les différentes catégories d'ouvriers. Et c'est précisément parce qu'elles s'en prennent — bien que de façon unilatérale et assez limitée — à la concurrence, ce nerf vital de l'ordre social actuel, qu'elles constituent un tel danger pour tout l'ordre social » (274; *ibid.,* 436).

Dans la conceptualisation d'Engels, l'association occupe dès lors la fonction suivante : c'est l'opposé de ce qui constitue selon lui le moteur du capitalisme, la concurrence.

Mais se présente ainsi une possibilité de passage d'un sens à un autre : l'association, comme moteur de la lutte ouvrière contre le capitalisme, *donc* comme moteur de la lutte pour le communisme. L'association, comme moteur du communisme.

Le concept d'association permet de penser un mouvement, qui se développe comme mouvement de réaction contre le capitalisme, et acquiert de plus en plus d'autonomie, jusqu'à devenir mouvement de construction d'une société nouvelle. Telle est la voie indiquée par Marx dans *Misère de la philosophie* : « Les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire (...) La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour

elle-même. Dans la lutte (...) cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même » (MPh, 178 ; MEW, 4, 180 et s.).

Des prolétaires qui deviennent classe sociale, une classe sociale qui devient société : le concept d'association essaie de penser le développement de cette tendance au communisme, inscrite matériellement dans le procès de production capitaliste.

• BIBLIOGRAPHIE. — Le Ier Congrès ouvrier (Paris, 1876) affirmait dans une résolution fondamentale « que le principe vital qui devait régénérer les travailleurs était sorti des nuages de l'utopie : c'était l'association »; et que « la question de l'affranchissement du travailleur trouverait sa solution dans le principe de l'association coopérative » (cf. Léon BLUM, Les congrès ouvriers et socialistes français, apud *L'œuvre de L. B. (1891-1905)*, Paris, A. Michel, 1954, p. 395); Jean MONTREUIL note : « Le vieux rêve de la libération ouvrière par l'association vit toujours : il vient réchauffer l'idée un peu abstraite d'une expropriation des expropriateurs qu'a vulgarisé le collectivisme », *Histoire du mouvement ouvrier en France*, Paris, Aubier, 1946, p. 153; P. NOURRISSON, *Histoire de la liberté d'association*, Paris, 1930.

▶ CORRÉLATS. — Classes, Coalitions ouvrières, Collectivisme, Grève, Parti, Syndicat.

J.-F. C.

Athéisme

Al : *Atheismus*. — An : *Atheism*. — R : *Ateizm*.

L'athéisme moderne désigne une attitude théorique et pratique : négation du Dieu des religions (surtout révélées) comme principe explicatif de la nature et de l'histoire, refus du mode de vie, des valeurs, des institutions développées par les religions. S'inscrivant dans une tradition antique (Lucrèce, Epicure), l'athéisme moderne a accompagné le combat de l'aile radicale de la bourgeoisie, en lutte contre l'Ancien Régime.

Marx a hérité de cet athéisme des Lumières, tout comme il a hérité d'un autre athéisme, l'athéisme religieux des *Aufklärer* allemands (Lessing, Herder), transformé par Hegel, reformulé par Feuerbach. Cette tradition considère aussi la religion comme un phénomène humain (« Ce sont les hommes qui font les religions »); mais elle conserve le schème religieux d'une histoire du monde et de l'homme, où celui-ci aliène dans les dieux ses puissances. La critique n'est pas tant athée qu'anthropocentrique. Le procès de la désaliénation garde l'espace religieux dont il change les termes, non les places : l'humanité doit réapproprier ses puissances aliénées, conquérir sa place, qui est celle qu'occupent les Dieux. Le jeune Marx (M 44, théorie de l'essence générique, unissant et critiquant l'un par l'autre Hegel et Feuerbach) développe un athéisme humaniste encore spéculatif.

La mise au point de la problématique et des concepts du matérialisme historique, l'élaboration de la critique de l'économie politique excèdent l'anthropologie athée et anthropocentrique des *Manuscrits de 1844*. Athée dans son principe théorique, et selon ses objectifs pratiques (fin de toute exploitation et mystification), cette étude ne saurait se définir privativement comme négation abstraite de la croyance en Dieu. Elle a pour objet l'explication génético-causale des phénomènes religieux, des conditions d'impuissance théoriques et pratiques qui exigent la transformation des problèmes irrésolus en problèmes religieux. L'athéisme — religieux ou non — devient un phénomène socio-historique qu'il faut expliquer par ses causes, sa

fonction, ses ambiguïtés (Marx dit qu'en un certain sens « l'athéisme est le dernier degré du théisme » (SF, ES, 135 ; MEW, 2, 116).

L'irréligion théorique et pratique de Marx est irréductible : la religion, l'humanisme athée sont à expliquer, non pas principes d'explication. Cette explication est complexe : pour l'analyse matérialiste-historique, il faut distinguer les religions et athéismes qui sont consécration pieuse ou laïque d'une domination de classe et les religions et athéismes qui expriment la révolte des masses opprimées. Engels a jeté les bases d'une telle enquête (GP, écrits sur le christianisme primitif). Sans nul compromis théorique, des alliances pratiques entre croyants et incroyants sont possibles.

Lénine, le plus violemment athée des marxistes, et ce en raison de l'obscurantisme particulièrement abrutissant de la religion orthodoxe, n'a pas dévié de cette ligne sur le plan théorique. Le matérialisme est « incontestablement athée, résolument hostile à toute religion » laquelle « sert à défendre l'exploitation et intoxiquer la classe ouvrière ». Mais la lutte contre la mystification exige que l'on sache « expliquer dans le sens matérialiste la source de la foi et de la religion des masses », sans se lier à « une prédication idéologique abstraite ». « La peur crée les Dieux. » Il importe de « lutter contre les racines sociales de la peur », ce qui exclut de faire de la diffusion des idées athées la tâche principale, mais exige les alliances avec certains croyants, c'est-à-dire « la subordination de la propagande athée à la tâche fondamentale, le développement de la lutte de classes des masses exploitées contre les exploiteurs » (*Attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion*, 1905, O., 15, 371-381).

Mais la pratique bolchevique fut autre, surtout sous le régime stalinien. L'athéisme devint officiel ; la religion fut persécutée. Elle ne disparut pas pour autant, sans doute parce que « ses racines sociales » ne furent pas entamées et que le socialisme existant n'a su ni pu jusqu'à présent en finir avec toutes les formes d'exploitation et de domination. Il n'a pu empêcher que la peur et l'impuissance des masses devant les forces séparées de l'Etat-Parti se transforment en espérances religieuses d'un monde meilleur.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Textes classiques :* LUCRÈCE, *De Natura Rerum*, Belles-Lettres, 1960; SPINOZA, *Traité théologico politique*, 1967; FEUERBACH, *L'essence du christianisme*, Maspero, 1968. *Etudes :* E. BLOCH, *Thomas Munzer, théologien de la Révolution*, 1964, « 10/18 »; E. BLOCH, *L'athéisme dans le christianisme*, Gallimard, 1978; CERM, *Philosophie et religion* (contributions de G. BESSE, J. BIDET, O. BLOCH, A. MATHERON, G. LABICA, J. MILHAU, S. MERCIER-JOSA et L. SÈVE); R. P. de LUBAC, *Le drame de l'humanisme athée*, Spes, 1945; K. LÖWITH, *De Hegel à Nietzsche*, Gallimard, 1969; M. VERRET, *Les marxistes et la religion*, ES, 1965.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Fétichisme, Genre, Humanisme, Religion, Spinozisme.

A. T.

Atomisme

Al : *Atomismus*. — An : *Atomism*. — R : *Atomizm*.

Au-delà de ses variations dans les textes de Marx-Engels, ce terme tend à désigner la représentation imaginaire (économique et éthico-juridique) que l'individualité bourgeoise se donne elle-même de la réalité de sa pratique. C'est à partir de la pratique économique de la libre concurrence généralisée dans la course au profit au sein de la société capitaliste où sur la base de certains éléments de son mode de production que l'individu bourgeois se

pense comme « auto-suffisant » en vertu de la séparation immédiate résultant de la lutte économique qui l'oppose aux autres singularités.

Lorsque le développement de l'industrie et du commerce abolit les privilèges économiques (métiers, jurandes, corporations) comme éléments du mode de production féodal, apparaît alors « la lutte universelle opposant l'homme à l'homme, l'individu à l'individu, toute la société bourgeoise n'est alors que cette guerre réciproque de tous les individus que seule leur individualité isole des autres individus; elle n'est rien d'autre que le mouvement universel et effréné des forces vitales élémentaires libérées des entraves des privilèges » (SF, ES, p. 142; MEW, 2, 123).

Mais cette figure du bourgeois qui se perçoit comme économiquement indépendant, juridiquement libre, propriétaire par « nature » du capital, de la terre, et de sa personne (cf. la critique de Destutt de Tracy et de Stirner par Marx et Engels, in IA), qui ne reconnaît l'altérité que par la médiation de la lutte, va jusqu'à ignorer, par une inversion radicale, que « c'est *l'intérêt* qui tient unis les membres de la société bourgeoise dont le lien *réel* est donc constitué par la vie *civile* et non par la vie *politique*. Ce qui assure la cohésion des *atomes* de la société bourgeoise, ce n'est donc pas l'Etat, c'est le fait que ces atomes ne sont des *atomes* que dans la *représentation*, dans le *ciel* de leur *imagination* — et qu'en *réalité* ce sont des êtres prodigieusement différents des atomes, non pas des *égoïsmes divins*, mais des *hommes égoïstes* » (SF, p. 146-147; MEW, 127-128).

Toutefois ce type de représentation « atomistique » qui ignore la nécessaire et élémentaire coopération des hommes en vue de la satisfaction de leurs besoins ne caractérise pas seulement une (fausse) représentation immédiate. Elle fonctionne aussi comme *catégorie* heuristique et *principe* de la méthode analytique de la philosophie et de l'économie politique des XVIIe et XVIIIe siècles, dont Dühring, aux yeux de Engels, se fait le continuateur (AD : « M. Dühring décompose donc la société en ses éléments les plus simples et il trouve ce faisant que la société la plus simple se compose au moins de deux personnes... ES, 126; MEW, 20, 90). Cet atomisme méthodologique qui fait de l'individu isolé un principe et une réalité déterminants doit permettre aux théoriciens de l'âge classique de rendre compte de l'origine absolue du corps politique, du système des besoins, des diverses formes de connaissances, des valeurs morales, etc. : « Cet individu du XVIIIe siècle (...), écrit Marx, apparaît comme un idéal qui aurait *existé dans le passé*. Ils [Smith et Ricardo] voient en lui non un aboutissement historique, mais le point de départ de l'histoire, parce qu'ils considèrent cet individu comme quelque chose de naturel, conforme à leur conception de la nature humaine, non comme un produit de l'histoire, mais comme une donnée de la nature. » (*Intr. 57*, ES, p. 149; MEW, 13, 605).

Ces « plates fictions », ces « robinsonnades du XVIIIe siècle » comme les appelle Marx, sont critiquées dès *La Sainte Famille* et *L'idéologie allemande*, mais ces critiques n'ont rien de spécifiquement marxiste. Dans l'*Introduction de 1857*, Marx remarque lui-même que Steuart s'oppose à cet atomisme méthodologique en se plaçant sur le terrain de l'histoire. Vico, Herder, de Bonald critiquent l'anthropologie de « l'homme isolé » à partir de positions occupées dans la philosophie de l'histoire, où l'histoire vient à être conçue comme lieu et cause permanente de production du monde humain. Il n'est donc pas étonnant que la double critique de l'atomisme par Marx se retrouve chez Hegel sous son double versant, critique des représentations

imaginaires de l'égoïsme (*Phénoménologie*, III, B; *Pr. Ph. du Droit*, § 188 et s.) et critique de l'entendement abstrait (*Encyclopédie*, § 27, 32, et *Logique*, introduction, Aubier, p. 24) et trans-historique.

▶ CORRÉLATS. — Bourgeoisie, Capitalisme, Individu, Individualisme, Robinsonnades.

C. L.

Austromarxisme

Al : *Austromarxismus*. — An : *Austro-marxism*. — R : *Austro-marksizm*.

Alors que les références doctrinales s'attachent à des noms personnels : kautskysme, léninisme, trotskisme, luxemburgisme, maoïsme, etc., une seule école de pensée marxiste reçoit une appellation distinctive : l'austromarxisme, ce qui signale justement qu'il s'agit d'un fait collectif. Il est vrai que cette qualification a été longuement tenue pour péjorative par le mouvement communiste prétendant au monopole du marxisme et dénonçant la forme extrême du réformisme dans le socialisme autrichien. Les mésaventures révolutionnaires de 1919, puis les successifs reculs socialistes, face à la montée de l'austrofascisme, enfin l'écrasement du mouvement ouvrier en 1934 semblent fournir une argumentation factuelle à cette disqualification. L'échec de l'entre deux-guerres est en réalité celui de l'Etat autrichien sous les effets des contraintes et des complicités internationales alliées; l'insuccès révolutionnaire est commun à tous les mouvements ouvriers avancés puisque les révolutions à finalité socialiste ne se sont jamais produites ou n'ont jamais eu de suite qu'en zone de faiblesse et en conjoncture de guerre mondiale ou d'après guerre, ou en liaison avec des luttes de libération nationale, en dehors donc du capitalisme central. L'exemple soviétique étant ainsi une exception plutôt qu'une norme, et l'insurrection de type bolchevique impraticable en société civile complexe des pays capitalistes développés, c'est alors l'austromarxisme qui témoigne d'un effort polymorphe mais inabouti de recherche d'une voie socialiste dans les conditions du « capitalisme organisé », et se trouve bien souvent anticiper l'évolution présente du mouvement ouvrier en Europe, en particulier annoncer des positions et solutions préconisées aujourd'hui par les partis communistes occidentaux (eurocommunisme).

L'austromarxisme qui pourrait être défini comme l'ensemble diversifié des explications théoriques et appliquées qui recouvre la pratique du mouvement social-démocrate dans l'Empire d'Autriche-Hongrie avant 1914-1918, et en République d'Autriche ensuite, marque une avancée de la réflexion marxiste principalement en trois domaines : 1) sur la question nationale, fondamentalement par Otto Bauer; 2) sur la démocratie ouvrière tant par esprit unitaire que vers l'autogestion; 3) sur la nécessité et l'esquisse d'une sociologie marxiste, soit l'exercice du marxisme en sciences sociales, en esthétique, voire en sciences physiques et mathématiques. Sur fond de migrations ouvrières (slaves), de tensions entre petites bourgeoisies, de partage familial, linguistique et religieux d'une bourgeoisie libérale et d'affaires soutenant face à la cour et à l'aristocratie une vie intellectuelle élitaire ou avant-gardiste, s'exaspèrent à Vienne et en pays autrichien allemand les rivalités sociales et les contradictions nationales jusqu'au heurt des nationalismes (tchèques et allemands, antisémitisme et sionisme, premier national-socialisme) qui sévissent au sein même du mouvement

ouvrier. Face aux irrationalismes, c'est le marxisme qui devient le grand recours rationnel par l'explication historique et sociologique.

C'est aussi à Vienne que trouvent leur milieu d'origine ou d'épanouissement les théories marginalistes en économie, la physique nucléaire (Einstein fut le compagnon d'études et d'idées de Friedrich Adler), la psychanalyse (Freud et le socialiste Alfred Adler), et le renouvellement esthétique par la musique atonale (Schönberg, Webern, Berg après le règne de Mahler), la peinture non figurative (Klimt, Kokoschka), l'architecture fonctionnelle la critique et la sociologie d'art sans parler de l'exaltation littéraire et théâtrale. Vienne fut aussi le lieu d'abri ou de passage de réfugiés politiques et d'intellectuels révolutionnaires comme Riazanov, Trotski, Boukharine, plus tard Lukacs, Gramsci. Après la première guerre mondiale, si le Parti social-démocrate ne peut assumer la direction de l'Etat autrichien (il ne participe au gouvernement qu'en 1919-1920), il n'en exerce pas moins l'administration de la ville et du Land. Pendant quinze ans, la municipalité socialiste développe une urbanisation démocratique (logements ouvriers avec salle de bains), l'assistance sociale et médicale se préoccupant de l'enfance, de l'adolescence, de la délinquance et des névroses, l'action éducative par l'application de la pédagogie active (Alfred Adler) et l'ouverture d'universités populaires; Wilhem Reich crée les premiers centres d'hygiène sexuelle et de planning familial (1928-1930); la vie associative est encouragée(Amis de la nature, Amis de l'enfance, organisations de jeunes, de femmes, mouvement de l'école laïque); c'était Vienne la Rouge, ville témoin par ses quartiers neufs et sa liberté culturelle, du progressisme socialiste.

La naissance de l'austromarxisme peut être rapportée à la création d'une collection d'études marxistes : *Marx Studien* en 1904 par Max Adler et Rudolf Hilferding et à la fondation en 1907 de la revue mensuelle *Der Kampf (La lutte)* qu'anime Otto Bauer et qui dialogue avec la *Neue Zeit* de K. Kautsky. *La question nationale* avait déjà été abordée par Karl Renner qui voulait donner aux nationalités un statut corporatif qui n'était pas sans rappeler celui des communautés religieuses. C'est cette solution fort juridique et qui visait essentiellement au salut de l'empire austro-hongrois qui sera connue et critiquée par les bolcheviks sous le nom d'autonomie culturelle non territoriale. La conception qu'expose en 1907 Otto Bauer dans *La question des nationalités et la social-démocratie* repose sur une approche historique du développement des nations à partir des anciennes formes communautaires et linguistiques sous l'effet de la croissance du capitalisme; la nation, communauté de devenir historique (de destin) est foncièrement une communauté culturelle, mais la culture reste réservée à la bourgeoisie, c'est la tâche du socialisme d'accomplir le plein développement culturel national dans la pluralité des cultures.

En même temps, O. Bauer rend manifeste la virulence des nationalismes qui entraînent tout particulièrement les petites bourgeoisies concurrentes vers la xénophobie et le racisme. Ces observations conduiront à l'analyse du fascisme comme dérivation de la crise de la petite bourgeoisie; c'est à cette thèse que voudra répondre la formule de Dimitrov et de l'Internationale communiste définissant le fascisme comme ultime réaction du capital financier (1935). Le paradoxe est alors que, pour critiquer l'austromarxisme, il soit fait appel à cette notion de capital financier qui appartient précisément à l'analyse de l'impérialisme conduite par Hilferding dans son

ouvrage *Das Finanzkapital* publié à Vienne en 1910. Si Hilferding étudiait plus précisément et longuement les mécanismes de concentration monopoliste et de contrôle financier (c'est la partie que Lénine reprendra), sa compréhension de l'impérialisme n'en était pas moins commune avec Otto Bauer qui, en situant les conflits nationaux, s'intéressait en outre aux déséquilibres des échanges et du coût de la main-d'œuvre entre zones de développement inégal, comme aux faits migratoires des régions sous-développées vers les pôles industriels. Otto Bauer regrettera de n'avoir pu poursuivre son entreprise de sociologie historique en une théorie des formations sociales, reprenant la distinction allemande entre « société » (classes sociales fondées sur les rapports de production, et relevant de la production et reproduction économiques) et « communauté » (relations de reproduction sociale et culturelle), ce qui est le point de départ de la pensée wébérienne aux origines austromarxistes.

En dépit des critiques de Lénine et des attaques de Staline, plus que sur la nation — et en un sens l'URSS à l'origine choisit la voie fédéraliste et s'est trouvée appliquer dans les années 1920 la politique d'autonomie culturelle —, la divergence entre bolchevisme et austromarxisme porte sur la question du parti qui est aussi, ou est devenue, celle de la *réalisation démocratique du socialisme*. Le bolchevisme s'est défini par le rejet de toute organisation fédérale du parti respectant les différences de nationalité, ce que la social-démocratie d'Autriche-Hongrie fut bien obligée d'admettre dès 1896 et dans son programme en 1899 (programme de Brünn). Il faudra attendre son « dernier combat » et son « testament » (1922), face aux risques devenus réels de transposition du centralisme de parti en centralisme d'Etat et de dictature bureaucratique comme de chauvinisme grand russe, pour que Lénine redécouvre la raison démocratique de l'autonomie politique nationale.

C'est ce différent sur le parti qui porte les dénonciations communistes de l'austromarxisme après la première guerre mondiale, et rend vains les efforts unitaires (Internationale deux et demie) sous l'impulsion de Fritz Adler pour empêcher la coupure du mouvement ouvrier entre socialistes et communistes. Le Parti social-démocrate d'Autriche juge en effet que la stratégie bolchevique liée au centralisme militaire du parti n'est pas adaptée et donc pas transposable aux pays capitalistes plus développés; c'est cette distinction dans la société civile que Gramsci mettra en valeur; l'insurrection armée conduirait au solo funèbre; même Max Adler qui étudie avec sympathie l'expérience des conseils ouvriers reconnaît que l'autogestion, sous peine d'isolement et de dépérissement, ne dispense pas, tout au contraire implique une transformation démocratique générale. Les choix faits en 1919-1920 par les socialistes autrichiens pendant une période de participation gouvernementale plus courte que celle des partis communistes en 1945-1947 ne sont pas sans analogie : aux conseils ouvriers se substituent des comités d'entreprise; les milices ouvrières sont rattachées aux forces de sécurité, et une législation sociale est mise en place : loi de 8 heures, assurance maladie, congés payés, libre exercice du syndicalisme.

Sous l'influence d'Otto Bauer qui refuse et le Parti léniniste voué à l'isolement, et que le Parti social-démocrate ne devienne parti de gouvernement, ce qui serait le compromis réformiste que réclame notamment Karl Renner, la social-démocratie autrichienne dans l'opposition esquisse ce qui se veut une voie démocratique nationale au socialisme. Celle-ci

repose sur les alliances de classes, vers la paysannerie (« arracher la paysannerie au cléricalisme »), vers la petite bourgeoisie et les classes moyennes qui sont victimes de la concentration monopoliste; ce front démocratique suppose le développement d'un mouvement de masses dans tout le pays à l'encontre du risque de coupure entre soulèvement ouvrier et régions agraires, qui doit se traduire par une majorité électorale et parlementaire. Cette plate-forme est explicitée notamment au Congrès de Linz en 1926 qui maintient les références au marxisme, mais vote l'abandon de la formule de la dictature du prolétariat; la marche au socialisme ensuite se fonde sur les nationalisations, le contrôle du crédit, le mouvement coopératif dans les campagnes, comme sur la généralisation de la gestion démocratique et de la vie associative. Cette orientation repose sur une pratique de la lutte de classes défensive : « Nous ne voulons pas la guerre, déclare Otto Bauer, mais, si l'autre nous attaque, il doit nous trouver armés et prêts à nous défendre. » C'est cet attentisme qui fut emporté par la violence des provocations fascistes, l'action des ligues armées, la répression anti-ouvrière qui rencontrait l'assentiment d'un catholicisme pétri de corporatisme social, en attendant l'offensive nazie et l'Anschluss. L'austromarxisme, prétendait l'Internationale communiste, n'était que « la théorie savante de la passivité et du capitalisme ». Plus que la théorie, c'était certainement la pratique de défense passive qui était hors des circonstances.

Ce qui distingue les approches austromarxistes de l'orthodoxie ou plutôt de la vulgarisation du marxisme par Kautsky et, à sa manière, par Lénine, c'est le refus d'aligner l'analyse sociologique et historique sur les sciences de la nature (sciences physiques et sciences naturelles), de résoudre les problèmes philosophiques par un matérialisme immédiat, d'identifier conception matérialiste de la nature, fût-elle dite dialectique, et conception matérialiste de l'histoire. L'évolution sociale n'obéit pas à des lois semblables aux lois naturelles comme le répète à outrance la vulgate marxiste victime du scientisme d'époque. Max Adler et Otto Bauer voulaient faire la preuve, non sans reprendre en partie ses tendances à l'explication psychologique, que les marxistes étaient capables en philosophie de la connaissance de faire mieux que le néo-kantisme qui régnait alors dans le milieu universitaire viennois. Si, de son côté, le jeune Fritz Adler (fils du fondateur du Parti social-démocrate Victor Adler, physicien ami d'Einstein, secrétaire du parti qui démissionnera par pacifisme en 1914, rédacteur du premier appel à l'internationalisme en 1915 et auteur de l'attentat contre le premier ministre en 1916, futur secrétaire de l'Internationale II et demie, puis de la IIe Internationale) défendit les thèses empirio-criticistes d'Ernst Mach, professeur de physique à Zurich, en subissant les critiques peu compétentes de Lénine dans *Matérialisme et empirio-criticisme* (1909), c'est qu'il reconnaissait l'insuffisance du matérialisme mécanique et participait au mouvement de renouvellement de la physique et des mathématiques (*Le dépassement du matérialisme mécanique chez Ernst Mach*, 1918).

Tandis qu'Otto Bauer rêvait d'une théorie marxiste des formations sociales, Max Adler entendait montrer que le marxisme permettait une « théorie de l'expérience sociale ». L'austromarxisme, si l'on peut dire, se trouve ainsi traiter des phénomènes de conscience qu'il interprète comme conscience sociale, mais en manifestant et leur efficace (y compris celle de la religion et de la foi comme celle de l'idéologie nationale), et leur impossible réduction automatique à des faits de classe et à des rapports écono-

miques. C'était ouvrir le marxisme à la psychologie collective et à l'histoire des mentalités et des faits de culture; l'austromarxisme prépare les recherches de l'Ecole de Francfort.

Cette transition est même directe sur les deux voies : celle de l'enquête ou de l'étude expérimentale, et celle de l'approche historienne, qui vont porter les travaux de cette école. Ainsi, pour ne pas revenir sur des recherches de pédagogies libres (Alfred Adler), et l'élargissement sociologique de la psychanalyse (Wilhem Reich), les méthodes d'enquête en sciences sociales tirent leur référence de l'œuvre pionnière de Paul Lazarsfeld (futur théoricien des Sciences sociales aux Etats-Unis) sur *Les chômeurs de Marienthal*, publié en 1932 à Leipzig, après une autre recherche statistique sur *Jeunesse et profession* (*Jugend und Beruf*, Iéna, 1931).

D'autre part, Carl Gruenberg, professeur d'économie politique à l'Université de Vienne (il avait fondé en 1893 la *Revue d'histoire économique et sociale*), puis directeur de l'Institut d'Etude politique, parce qu'il dirigeait la première grande publication régulière d'histoire du mouvement ouvrier : *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung* à laquelle ont collaboré entre autres : Max Adler, Franz Mehring, puis Georg Lukacs, Karl Korsch, David Riazanov, etc., fut appelé en 1924 à Francfort pour devenir le premier directeur de l' « Institut de Recherche sociale », qui au départ, comme ce que l'on appelle l'austromarxisme, se situait à la jointure de la gauche intellectuelle social-démocrate et de la recherche communiste indépendante (passage du PC d'Autriche ou du Parti social-démocrate au PC d'Allemagne). L'austromarxisme était bien près de devenir, selon la compréhension du marxisme par Gramsci, un « historicisme absolu » et continuait en recherche de critique sociale.

• BIBLIOGRAPHIE. — Max ADLER (1873-1937), *Kausalität und Teleologie im Streite um die Wissenschaft*, 1904; *Klassenkampf gegen Voelkerkampf !* Munich, 1919; *Demokratie und Rätesystem*, Vienne, 1919; *Die Staatsauffassung des Marxismus*, Vienne, 1922; *Neue Menschen*, Berlin, 1924; *Kant und der Marxismus*, Berlin, 1925; *Démocratie et conseils ouvriers*, Paris, Maspero, 1967. — Friedrich ADLER (1879-1960), *Die Internationalen Oesterreichs an die Internationalen der Länder*, décembre 1915; *Ernst Machs Ueberwindung des mecanischen Materialismus*, Vienne, 1918. — Otto BAUER (1881-1938), *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Vienne, 1907; *Der Weg Zum Sozialismus*, Vienne, 1919; *Sozialdemokratie, Religion und Kirche*, Vienne, 1927; *Kapitalismus und Sozialismus nach dem Weltkrieg*, Vienne, 1931; *Zwischen Zwei Weltkriegen ?*, Bratislava, 1936. Des extraits en français *in* Yvon BOURDET, *Otto Bauer et la Révolution*, Paris, EDI, 1968; Georges HAUPT, Claudie WEILL, Michael LÖWY, *Les marxistes et la question nationale (1848-1914)*, Maspero, 1974; revue *Pluriel-débat*, n° 1, 1975; n° 5, 1976, etc. — Carl GRUENBERG (1861-1940). Outre de nombreuses publications d'histoire économique et sociale (histoire agraire et histoire du mouvement ouvrier) : *Die Internationale und der Weltkrieg*, Leipzig, 1916; publication d'*Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, vol. 1, 1910 à vol. XV, 1930. — Rudolf HILFERDING (1877-1941), *Boehm-Bawerks Marx Kritik*, Vienne, 1904; *Das Finanzkapital*, Vienne, 1910, trad. franç., *Le capital financier*, Minuit, 1970. — Karl RENNER (1870-1950) sous le pseudonyme de SYNOPTICUS, *Staat und Nation*, Vienne, 1899; sous le pseudonyme de Rudolf SPRINGER, *Der Kampf der oesterreichischen Nationen um den Staat*, Leipzig et Vienne, 1902; *Marxismus, Krieg und Internationale*, Stuttgart, 1917; Œuvre posthume : *Die Nation : Mythos und Wirklichkeit*, Vienne, 1964.

▶ CORRÉLATS. — Communauté, Crises du marxisme, Immigration, Impérialisme, Nation, Social-démocratie.

R. G.

Autocritique

Al : *Selbstkritik.* — An : *Self-criticism.* — R : *Samokritika.*

L'autocritique a été longtemps une pratique spontanée ne revêtant dans le marxisme aucune spécificité. On peut appeler ainsi, par exemple, l'attitude de Marx et Engels convenant qu'ils s'étaient trompés, dans leur pronostic de 1848, sur le déroulement du procès révolutionnaire (LCF, Introd. de FE de 1895; trad. Paris, ES, 1952, p. 11; MEW, 22, 513).

1 / C'est à Lénine qu'il appartient de définir les conditions de la critique au sein des organisations du mouvement ouvrier. Il en appelle constamment à une « critique ouverte, franche, nette et claire » (O., 10, 312), à « une critique fraternelle, libre » (*ibid.*, 327). Il invite de même à faire preuve d'indulgence pour les erreurs (*ibid.*, 424) et sait montrer le cas qu'il fait lui-même de cette recommandation (voir son attitude envers Plekhanov, Lounatcharski, Trotski ou Bogdanov). Au sein du parti, il s'agit d'établir la compatibilité entre « liberté de critique » et « unité d'action », en les mesurant l'une par l'autre (*ibid.*, 465-467), en se souciant de l'adéquation entre la forme de la critique et son contenu (O., 31, 442), en tenant compte de la situation dans le rapport de forces (O., 32, 254). Le parti est à lui-même son propre juge, attentif à ses erreurs pour les rectifier et, partant, s'éduquer lui-même en éduquant les masses. « L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critériums les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit *réellement* ses obligations envers sa *classe* et envers les *masses* laborieuses. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui l'a fait naître, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà ce qui s'appelle, pour lui, remplir ses obligations, éduquer et instruire la *classe*, et puis les *masses* » (O., 31, 52). Au mot près, que l'on ne rencontre pas, tel est le sens de l'autocritique léniniste — le parti comme sujet.

2 / Staline qui s'y réfère explicitement ne s'y trompe pas. Il en fait le quatrième et ultime principe de la méthode léniniste : « L'autocritique des partis prolétariens se ramène, écrit-il, à leur instruction et à leur éducation par l'expérience de leurs propres fautes, car c'est ainsi seulement que l'on peut former de véritables cadres et de véritables leaders du parti » (*Les questions du léninisme*, Paris, ES, 1946, t. 1, p. 17). Ce principe assure la démarcation avec les partis de la IIe Internationale et leur « crainte de l'autocritique » (*ibid.*, p. 20). Le statut de l'autocritique, avec le stalinisme, ne se limitera pas à l'énoncé de principe qui en est donné en 1924. Sous le label, depuis lors institutionnalisé dans le mouvement communiste international, de *la critique et l'autocritique*, A. Jdanov promeut le concept au rang d'une nouvelle *loi* de la dialectique. « Dans notre société soviétique, déclare-t-il lors de la conférence des philosophes, où les classes antagonistes ont été éliminées, la lutte entre l'ancien et le nouveau, et en conséquence le développement de l'inférieur vers le supérieur, ne se déroule pas sous la forme d'une lutte entre classes antagonistes, comme c'est le cas sous le capitalisme, mais sous la forme de la critique et de l'autocritique, qui est la réelle force motrice de notre développement, un puissant instrument entre les mains du parti. C'est incontestablement une nouvelle forme de mouvement, un nouveau type de développement, une nouvelle loi dialectique » (trad. d'après la cit. de M. Cornforth, *Materialism and the dialectical method*, London,

Lawrence & Wishart Ldt, 1955, p. 137). Une fois substituées à la lutte de classes, la critique et l'autocritique, permettant d' « établir une distinction rigoureuse entre la pseudo-critique... et la critique authentique » (Ioudine/Rosenthal), deviennent, on le sait, entre les mains du même Jdanov, le moyen de régenter non seulement la politique et la philosophie, mais aussi les sciences, les lettres et les arts.

REMARQUE. — La codification de l'autocritique dans les statuts des PC constitue assurément un phénomène positif (« La critique et l'autocritique s'exercent librement sans considération de personne dans toutes les organisations du parti. Faites de façon franche, constructive, elles permettent de corriger les défauts et les erreurs, de surmonter les faiblesses et les insuffisances »; *Statuts du PCF*, adoptés au XVIIe Congrès, art. 5, *e*). La pratique a toutefois connu de graves dérèglements : confusion de la critique et de l'autocritique, qui aboutit curieusement à faire l'autocritique de l'autre; autocritiques se retournant contre leurs auteurs; militants contraints de s'auto-accuser; « aveux » enfin qui peuvent conduire au lavage de cerveau et même à la peine capitale. Par où s'explique peut-être que les directions communistes ne fassent de leur autocritique qu'un usage exceptionnel et très modéré. Mais il n'y a là non plus rien de spécifiquement marxiste : quel est le pouvoir qui ne répugne pas à sa propre mise en question ?

• BIBLIOGRAPHIE. — V. AFANASSIEV, *Les principes de la philosophie*, Moscou (postérieur au XXIIe Congrès, ce manuel ne mentionne plus la 4e loi de la dialectique, mais il en conserve l'idée; cf. p. 161 et s.); M. BUHR et A. KOSING, *Kleines Wörterbuch der marxistisch-leninistischen Philosophie*, Berlin, Dietz Verlag, 1974, *s.v.*; L. HARRY GOULD, *Marxist Glossary*, San Francisco, Prolétarian Publishers, 1946, *s.v.*; *Histoire du PC(b.) de l'URSS*, Moscou, 1949, chap. IV, 2, et Concl.; IOUDINE et ROSENTHAL, *Petit dictionnaire philosophique*, Moscou, 1955, *s.v.*, et « Jdanov »; LÉNINE, cf. Index, t. 47, *s.v.* (N.B. — Les références *supra* au t. 10 ne sont que des exemples); MAO ZEDONG, *Citations*, Pékin, 1966, chap. XXVII; MARX/ENGELS, LÉNINE, MAO ZEDONG, *Grundkurs zum dialektischen Materialismus*, Berlin, Oberbaumverlag, 1976; G. A. WETTER, *Der dialektische Materialismus. Seine Geschichte und sein System in der Sowjetunion*, Fribourg, 1952; trad. angl. : *Dialectical materialism*, London, 1956; trad. franç., *Matérialisme dial.*, Paris, Desclée, 1962.

▸ CORRÉLATS. — Avance/Retard, Diamat, Dogmatisme, Esprit de parti, Marxisme-léninisme, Stalinisme.

G. L.

Autogestion

Al : *Selbstverwaltung*. — An : *Workers' control selfmanagement*. — R : *Samoupravlenie*.

Aujourd'hui, le terme d'autogestion — véritable mot-valise — recouvre tout un ensemble de pratiques, de théories et de démarches fort dissemblables entre elles mais qui toutes traduisent un désir de prise en charge par les gens de leurs propres affaires. La dissémination des idées et pratiques autogestionnaires se lit également dans la profusion des expressions qui associent l'autogestion à des projets plus ou moins importants de transformation sociale, économique, politique : « habitat autogéré », « autogestion des luttes », « autogestion pédagogique », « autogestion sociale », « socialisme autogestionnaire »...

En raison de cette multiplication des formulations théoriques et des manifestations pratiques, il paraît plus exact de parler des *autogestions* plutôt que d'*une* Autogestion entendue comme un modèle unique et

universel de transformation sociale, valable et transposable en tous lieux et en toutes circonstances. Certes, la visée philosophique et politique fondamentale des autogestions écrites est bien — comme l'a souligné Y. Bourdet (*La Délivrance de Prométhée*, Paris, Anthropos, 1970) en dégageant les apports respectifs de Rousseau, Descartes et Marx qui permettent de fonder une théorie politique de l'autogestion — la reconnaissance principielle et la mise en œuvre de l'égalité des personnes et de la compossibilité des libertés individuelles et collectives; mais celle-ci ne saurait s'accomplir que dans une pluralité de démarches et d'expériences qui autorise l'éclosion des différences et donc, inéluctablement, de conflits.

En quelques années, et notamment au cours de la période 1960-1970, l'autogestion s'est rapidement affirmée d'une part comme une thématique originale aux multiples ramifications et facettes et d'autre part comme une exigence sociale et politique incontournable. En France comme à l'étranger, l'intérêt pour ce thème a produit une littérature abondante où les écrits politiques se mêlent aux récits et analyses d'expériences, ainsi qu'aux études théoriques qui engagent les principales disciplines des sciences sociales et humaines. L'autogestion est désormais un objet de recherche pour de nombreuses institutions scientifiques; économistes, politologues, sociologues consacrent de nombreux débats et colloques à élucider ce concept qui fait maintenant partie intégrante des références culturelles et politiques de la modernité. Une question se pose alors : dans quelle mesure cette institutionnalisation risque-t-elle d'hypostasier ce concept dans des formes sociales qui ne seraient plus que des simulacres de réalisation du projet initial (cf. René Lourau, *L'Etat inconscient*, Paris, Ed. de Minuit, 1978) ? Nombre d'expériences autogestionnaires, et notamment celle de la Yougoslavie, prouvent que ce risque est réel et qu'un tel processus finit souvent par réduire, par anéantir même dans certains cas, la force créatrice utopique et critique de l'autogestion.

L'exemple du développement des idées et des pratiques autogestionnaires en France illustre bien la diversité des aspirations sociales et politiques qui trouvent à s'y investir, en même temps que les obstacles rencontrés pour passer des théories aux pratiques, du dire au faire.

La référence aux événements de 1968 s'impose pour situer et comprendre les succès parfois équivoques de cette « vieille idée neuve » (Edmond Maire et Claude Perrignon, *Demain l'autogestion*, Paris, Seghers, 1976). Avant cette date, seuls quelques groupes militants et intellectuels d'obédiences très diverses s'intéressaient à l'autogestion: anarchistes, conseillistes, marxistes anti-staliniens, socialistes, trotskistes, etc.; cette référence commune était fondée sur une série de refus : du bureaucratisme comme mode de gestion du socialisme, du modèle bolchevique de la révolution soviétique, des expériences social-démocrates de changement social. La perspective autogestionnaire se nourrissait d'une certaine idéalisation des expériences algériennes et yougoslaves et un espace de réflexion se créait peu à peu où confluaient ces différents courants de pensée, chacun d'eux conservant toutefois une conception spécifique du référent commun. Cette situation a permis en outre que plusieurs débats fondamentaux qui traversent traditionnellement le mouvement ouvrier — par exemple la polémique entre marxistes et proudhoniens — soient repris et enrichis d'expériences et de conceptualisations théoriques nouvelles (cf. Yvon Bourdet, *Pour l'autogestion*, Paris, Anthropos, rééd. 1977).

Le travail de réflexion ainsi engagé par ces groupes et relayé pour certains par des revues comme *Arguments*, *Socialisme ou Barbarie* ou *Internationale situationniste*, a contribué à réactualiser la question de l'autogestion ouvrière, à dessiner les contours et à explorer les conditions d'une autogestion économique qui seule permettrait la construction d'un socialisme démocratique. On peut également retenir qu'en 1966, à l'initiative de G. Gurvitch — un des principaux sociologues français qui vécut l'expérience des Conseils ouvriers en Russie en 1917, avant l'arrivée au pouvoir des bolcheviks —, a été créée la revue *Autogestion*; son axe principal : l'approfondissement de cette « idée force d'une construction socialiste de la société fondée sur la démocratie ouvrière ». Autour de cette revue, se retrouvent des théoriciens aussi différents que D. Guérin, Y. Bourdet, J. Duvignaud, H. Desroche, A. Meister, R. Lourau, P. Naville ou H. Lefebvre (cf. *Qui a peur de l'autogestion ?*, Paris, UGE/« Cause commune », 1978). Dans le premier numéro, on trouve cette « définition » : « Le concept d'autogestion, aujourd'hui, c'est l'*ouverture* sur le *possible*. C'est la voie et l'issue, la force qui peut soulever les poids colossaux qui pèsent sur la société et l'accablent. Elle montre le chemin pratique pour *changer la vie*, ce qui reste le mot d'ordre et le but et le sens d'une révolution » (H. Lefebvre).

Par ailleurs, à partir de 1962, des partisans de l'analyse institutionnelle mettent sur pied des expériences d'autogestion pédagogique dans l'éducation et la formation (cf. Georges Lapassade, *L'autogestion pédagogique*, Paris, Gauthier-Villars, 1971). Des tentatives similaires ont lieu également dans le domaine psychiatrique. Le but de ces expériences est de contribuer à une critique pratique des formes bureaucratiques et hiérarchiques et d'instituer de nouveaux rapports de savoir et de pouvoir afin de faire éclater les séparations maître-élève, soignant-soigné, enseignant-enseigné; cette approche est inséparable d'une conception politique globale de l'autogestion, ses initiateurs refusant d'y voir uniquement une technique ponctuelle d'animation ou de formation.

Enfin, dès 1964, les idées autogestionnaires suscitent également un vif intérêt dans quelques fédérations importantes de la CFDT.

Aussi, alors que dans de nombreux domaines s'opère un long et difficile effort de recomposition de la pensée sociale et politique, la problématique de l'autogestion tient lieu d' « aggiornamento » et occupe dans ce débat une place centrale. Les événements de 1968 vont accélérer ces maturations théoriques et pratiques et faire de l'autogestion un mot d'ordre largement repris, un slogan mobilisateur. La CFDT va contribuer efficacement — dès mai 1968 — à son succès en faisant de l'autogestion une idée clé de son projet articulé sur deux autres thèmes majeurs : la planification démocratique et la propriété sociale des moyens de production et d'échange (cf. Edmond Maire et Jacques Julliard, *La CFDT d'aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1975). Quant aux partis politiques, ils vont très rapidement, tirer les leçons de ces événements; entre 1971 et 1978, ils intègrent dans leurs projets les principales revendications issues du mouvement de Mai, procédant à l'institutionnalisation politique de l'autogestion. Pendant plusieurs années la référence à l'autogestion avait marqué au sein de l'Union de la gauche une profonde divergence entre les forces rassemblées autour des socialistes et le Parti communiste. Aujourd'hui, l'autogestion est inscrite dans les programmes de la plupart des partis de gauche et d'extrême-gauche, même si des différences demeurent quant à l'apprécia-

tion de ses possibilités et conditions de mise en œuvre. Dans quelle mesure l'arrivée au pouvoir en 1981 des forces politiques se réclamant de l'autogestion permettra-t-elle de passer des discours aux pratiques? La question est posée. En tout cas, cette intégration rapide des thèmes autogestionnaires dans les discours politiques s'est faite sans que les modes d'organisation et d'intervention de ces partis aient été notoirement modifiés; ce qui a sans doute empêché la réflexion politique sur l'autogestion d'être poussée jusqu'à son terme, jusqu'à l'interrogation cruciale : cette idée force, porteuse d'un refus de toutes les séparations inhérentes aux systèmes de délégation de la démocratie représentative (en ce sens, l'autogestion vise à étendre le champ de la démocratie directe) peut-elle, sans se dénaturer, devenir l'idéologie d'une forme politique spécifique comme un parti, lequel, par son fonctionnement même, institue ce qui est au centre de la critique autogestionnaire : la hiérarchie, la professionnalisation, la délégation ? En ce sens, la théorie politique de l'autogestion est fondamentalement *anti-léniniste*. On peut, de surcroît, ajouter que l'émergence, au cours de cette même période, de mouvements sociaux véhiculant eux-mêmes des revendications politiques autogestionnaires, à travers de nouveaux modes d'action, semble indiquer que l'espace politique de l'autogestion ne peut se confondre avec celui de la politique professionnelle.

Durant cette décennie 1970-1980, le développement de la problématique autogestionnaire aura ainsi suscité une remise en question radicale des modèles de réflexion et d'action du mouvement ouvrier, stimulé une ré-interprétation de son histoire, aidé à la redécouverte d'événements oubliés ou déformés par l'historiographie officielle (ce qu'on désigne comme les « échecs » de ce mouvement); ce travail de défrichement aura contribué à éclairer l'imaginaire historique et la mémoire collective des mouvements autogestionnaires : Commune de Paris, soviets de Russie, mouvements de conseils en Europe avant et après la Seconde Guerre mondiale, collectivités en Catalogne libertaire, insurrection hongroise, etc. Un travail parallèle a été entrepris sur le plan des idées, où l'on a assisté à une réévaluation de l'importance d'auteurs longtemps mis à l'écart ou condamnés par les orthodoxies dominantes : les utopies critiques, Bakounine, Proudhon, Pannekoek, Sorel, Korsch, Mattick, etc. De même, les analyses menées par M. Rubel ont permis d'inscrire l'autogestion dans la perspective ouverte par l' « autopraxis » ouvrière *(Selbsttätigkeit)* que Marx avait cherché à décrire et théoriser (cf. Maximilien Rubel, *Marx critique du marxisme*, Paris, Payot, 1974; cf. également O. Corpet, De l'autopraxis à l'autogestion, *Economies et Sociétés*, Cahiers de l'ISMEA, série S, nº 19-20, janvier-février 1978, p. 462-487).

Dans de très nombreux domaines, la problématique autogestionnaire a donc contribué à renouveler les manières de poser et (parfois) de résoudre les questions liées à la définition de nouveaux modèles de développement, à l'établissement de rapports sociaux égalitaires, à la maîtrise collective des progrès scientifiques et techniques, à la redéfinition des outils et objets qui structurent les univers de vie et de travail. Deux slogans expriment bien ce que signifie aujourd'hui l'autogestion pour nombre de ses partisans : « Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui », « Produire, travailler et vivre autrement ». Ainsi, par tous les thèmes qu'elle brasse, les utopies qu'elle incarne, les expériences qu'elle suscite, l'autogestion constitue bien,

suivant l'expression de L. Sfez, « une sorte de condensé peu stable de toute l'histoire des idées » (*L'enfer et le paradis*, Paris, PUF, 1978).

Ce succès des idées autogestionnaires n'est d'ailleurs pas limité à la France, tant s'en faut. Depuis plusieurs années, on assiste à une véritable mondialisation d'une thématique qui s'est enrichie d'expériences très différentes les unes des autres tant par l'extension qu'elles prennent, les intentions dont elles procèdent que par les modalités de leur réalisation, les secteurs et populations concernés. En Afrique, des tentatives ont été menées pour revivifier et développer les potentialités autogestionnaires des « communautés de base » (expériences des *fokolona* à Madagascar ou bien des villages *Ujamaa* en Tanzanie); dans les pays latino-américains pour créer, comme par exemple au Pérou, un large secteur de « propriété sociale » autogérée et restructurer les formes coopératives et communautaires dans les secteurs agricoles (cf. Albert Meister, *L'autogestion en uniforme, l'expérience péruvienne de gestion du sous-développement*, Toulouse, Privat, 1981). Pour tous ces pays, il ne s'agit pas, comme dans les pays industrialisés de l'Est ou de l'Ouest, de modifier le sens du développement en cours, mais de mettre en œuvre un « autre développement », autocentré, reposant sur la multiplication à la base d'expériences participatives et autogestionnaires. On peut prévoir que ces mouvements tendront à se développer au cours des prochaines années et il est déjà significatif que les grandes organisations internationales comme l'ONU ou l'Unesco se réfèrent officiellement à des programmes de développement allant dans le sens de l'autogestion. Le problème reste évidemment de savoir qui seront les véritables acteurs de ces transformations : les experts nouvellement convertis à l'autogestion ou les populations directement concernées (cf. Albert Meister, *La participation pour le développement*, Paris, Ed. Ouvrières, 1977) ?

Dans les pays industriels, revendications et expérimentations augogestionnaires prennent de multiples formes.

Les entreprises alternatives et coopératives, les structures communautaires de vie et de travail, les réseaux d'entraide (comme au Québec ou en RFA) et les reprises d'entreprise en faillite par leurs travailleurs (comme au Japon ou en Grande-Bretagne) ne cessent de se multiplier. Derniers en date, à une échelle nationale, des manifestations de la force des idées autogestionnaires, les événements qui se sont déroulés en Pologne à partir d'août 1980 avec la création du syndicat « indépendant et autogéré » Solidarité ont fait apparaître une double tendance : à la fois un refus radical des structures officielles dites « d'autogestion ouvrière », mais vidées en fait de tout contenu, et la volonté de reconquérir l'autonomie politique de la classe ouvrière à travers le développement de structures économiques et sociales véritablement autogérées et démocratiques (cf. Pologne : la brèche ?, *Autogestions*, n° 5, printemps 1981). Quelle qu'en soit l'issue, ce mouvement aura largement contribué à renouveler les approches de l'autogestion notamment dans le cadre des pays « socialistes », très au-delà de ce qu'avait pu entreprendre et signifier le Printemps de Prague en 1968 (cf. Jean-Pierre Faye et Vladimir-Claude Fisera, *Prague : la révolution des conseils ouvriers, 1968-1969*, Paris, Seghers/Laffont, 1977), ou même l'expérience yougoslave, débarrassée des discours « autogestionnaires » officiels dont on la recouvre (cf. Albert Meister, *Où va l'autogestion yougoslave ?*, Paris, Anthropos, 1970; cf. également Rudi Supek et al., *Etatisme et autogestion, bilan critique du socialisme yougoslave*, Paris, Anthropos, 1973, et Les

habits neufs du président Tito : critique sociale, répression politique et luttes ouvrières en Yougoslavie, *Autogestions*, nº 6, été 1981). Ainsi, partout dans le monde, le mouvement pour l'autogestion s'amplifie; une même aspiration s'y manifeste, bien que ni les formes ni les processus ne soient similaires, voire toujours comparables. Il y a loin, en effet, de l'analogie des discours à l'identité des pratiques. Qu'un seul mot exprime tant de réalités différentes n'est pas sans risque de confusions et d'ambiguïtés; seule une analyse comparée des conditions d'émergence et de développement de ces multiples autogestions (en fonction des niveaux de développement, degrés de mobilisation sociale, traditions culturelles, structures économiques, etc.) pourrait contribuer à les dissiper, en intégrant continuellement à l'acquis tout ce qui se fait et se dit sur l'autogestion, des expériences les plus ponctuelles aux anticipations les plus audacieuses. Pour ce faire, il ne paraît pas suffisant de donner de l'autogestion une définition seulement générique et générale, ni de la définir en l'opposant à ce qu'elle n'est pas (la participation, la cogestion, la bureaucratie...). Il ne suffit pas non plus d'énoncer ses principes historiques de fonctionnement (rotation des tâches, révocation des dirigeants, égalité des statuts, dépérissement de l'Etat...). En réalité, face à la complexité et à la diversité des expressions pratiques de l'autogestion, il faut se garder de tout nominalisme excessif se référant implicitement à une autogestion « pure et parfaite », au demeurant introuvable, et présenter plutôt un modèle d'intelligibilité des phénomènes autogestionnaires, destiné tout à la fois à rendre compte de la multi-dimensionnalité du concept et à constituer une sorte de grille d'analyse des situations autogestionnaires. Dans cette perspective, on pourra caractériser l'autogestion comme la rencontre :

— d'un *projet* de transformation radicale de la société, de ses structures, des comportements et des représentations; ce qui détermine ses dimensions utopiques et programmatiques;
— d'une *forme* spécifique d'organisation des rapports sociaux dans et hors du travail, fondée sur la reconnaissance de l'égalité fondamentale des personnes et le respect des différences; ce qui détermine ses dimensions structurelles et relationnelles;
— d'un *mouvement* instituant de négation de tous les processus d'institutionnalisation et de séparation qui visent à perpétuer ou renouveler les rapports hiérarchiques de commandement, les structures bureaucratiques et toutes les modalités d'expropriation du pouvoir et du savoir; ce qui détermine ses dimensions contre et anti-institutionnelles.

A l'aide de ce modèle d'analyse, il serait alors possible d'examiner la façon dont ces différentes dimensions sont présentes dans chaque expérience soit à l'échelle d'unités sociales de base (quartier, entreprise, communauté) ou bien d'ensembles économiques et sociaux plus importants (région, pays). Ce qui présenterait également l'avantage de ne pas confondre le champ d'expérimentation et le champ d'analyse et de ne pas disqualifier *a priori* des expérimentations locales et ponctuelles qui contribuent à ouvrir et explorer le champ des possibles autogestionnaires. Cette définition tripolaire de l'autogestion permet également de montrer comment la réduction, la neutralisation ou l'absence de l'une ou l'autre de ces dimensions conduisent à l'étiolement de toute expérience ou à son détournement. Si une tentative pour instaurer l'autogestion conduit à ordonner dans le temps et l'espace la mise

en œuvre successive — et non pas simultanée — de chacune de ces dimensions, la conséquence inéluctable en sera l'*institutionnalisation* de l'autogestion.

Ainsi déterminée, l'autogestion présente un caractère à la fois *global* : elle exige des transformations structurelles au niveau de l'Etat, des principales structures économiques et des grandes instances de régulation; et *local* : elle implique simultanément une multiplicité de changements aussi importants dans tous les espaces où des activités autonomes et créatrices peuvent s'exercer (vie quotidienne, éducation, communications, etc.).

L'enjeu d'une transformation autogestionnaire de la société réside donc dans l'articulation entre l'unité et la diversité, le central et le périphérique, l'individuel et le collectif; cette articulation ne doit pas s'effectuer dans et par l'Etat au terme d'une prise de pouvoir; au contraire, elle doit résulter de l'auto-institution permanente de la société, d'une société où se vérifierait expérimentalement, où pourrait se *vivre*, le dépérissement des formes étatiques, la *déprise* des pouvoirs.

• BIBLIOGRAPHIE. — Henri ARVON, *L'autogestion*, Paris, PUF, 1980, « Que sais-je ? »; *L'autogestion, un système économique ?*, Paris, Dunod, 1981; Alain BIHR, Jean-Marc HEINRICH, *La néo-social-démocratie ou le capitalisme autogéré*, Paris, Le Sycomore, 1979; Cornélius CASTORIADIS, *Le contenu du socialisme*, Paris, UGE, 1979, « 10/18 »; Henri DESROCHE, *Le projet coopératif*, Paris, Ed. Ouvrières/Ed. Economie et Humanisme, 1976; André DUMAS (sous la direction d'), *L'autogestion : un système économique ?*, Paris, Dunod, 1981; Y. DURRIEU, *L'héritage de Tito...*, Paris, Syros, 1980; André GORZ, *Adieux au prolétariat, au-delà du socialisme*, Paris, Le Seuil, rééd. 1981; Henri LEPAGE, *Autogestion et capitalisme*, Paris, Masson, 1978; Daniel MOTHÉ, *L'autogestion goutte à goutte*, Paris, Le Centurion, 1980; P. NAVILLE, *Le temps, la technique, l'autogestion*, Paris, 1980; Pierre ROSANVALLON, *L'âge de l'autogestion*, Paris, Le Seuil, 1976; Michel SALLON, *L'autogestion*, Paris, PUF, 1976. — Bibliographie de l'autogestion, *in* Yvon BOURDET et Alain GUILLERM, *Clefs pour l'autogestion*, Paris, Seghers, rééd. 1977; *Autogestion* à partir de 1966, devenue *Autogestion et socialisme* en 1970 (43 numéros parus) et *Autogestions* en 1980 (Toulouse, Privat, trimestrielle); nombreux articles dans *Autrement*, *Communautés*, *Esprit*, *Critique socialiste*, *Faire*, *Pour*, *Projet*... — Pour actualisation bibliographique régulière, voir *Lettre du Cicra*, Maison des Sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

▶ CORRÉLATS. — Anarchie de la production, Autonomie, Commune, Conseils, Démocratie directe, Direction/domination, Emancipation, Mutuellisme, Socialisation, Soviet, Titisme.

O. C.

Autonomie

Al : *Autonomie*. — An : *Autonomy*. — R : *Avtonomija*.

D'une manière très générale, la notion d'autonomie désigne la condition d'un sujet qui détermine lui-même la loi à laquelle il se soumet.

Les problèmes que pose, dans le champ des cultures marxistes, une telle notion, commencent à se concevoir sitôt qu'on prend la mesure de cette phrase de Marx, qui présente *Le Capital* : « Il ne s'agit point ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces *lois elles-mêmes*, des *tendances* qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer » (MEW, 23, 12). Comment concilier en effet le caractère rigoureux de ces déterminations par une structure économique, et la constatation empirique suivante : des secteurs de la réalité sociale échappent, en partie au moins, aux lois économiques, ce qui rend d'ailleurs possible une évolution non capitaliste de la société ?

Au regard de la théorie du capital, la notion d'autonomie, lorsqu'elle est employée dans le marxisme, prend donc figure de notion compensatoire et programmatique : d'une part, rééquilibrer la théorie de la société par rapport à la théorie économique; d'autre part, annoncer des recherches sur les contre-tendances aux lois économiques, sur la façon dont une société échappe partiellement à des déterminismes issus de la production. Ce double aspect se retrouve dans deux champs théoriques utilisant la notion d'autonomie : la théorie de l' « autonomie relative des superstructures », et celle de l'autonomie nécessaire de la classe ouvrière.

1 / La théorie de l'autonomie relative des superstructures n'est ici mentionnée que pour souligner un aspect important. L. Althusser, dans *Pour Marx*, présente cette théorie de la manière suivante : « Marx nous donne bien les deux bouts de la chaîne, et nous dit que c'est entre eux qu'il faut chercher... : d'une part, *la détermination en dernière instance par le mode de production (économique)*; d'autre part, *l'autonomie relative des superstructures et leur efficace spécifique*. Par là il rompt clairement avec le principe hégélien de l'explication par la conscience de soi (l'idéologie), mais aussi avec le thème hégélien *phénomène-essence-vérité de...* » (Paris, Maspero, 1965, p. 111).

Les deux bouts de la chaîne; la rupture avec Hegel : on peut difficilement mettre plus clairement en évidence la portée négative de ce concept, concept-programme ou concept-critique, plus que concept construisant un objet. D'ailleurs, les textes dans lesquels Engels essaie de penser ladite autonomie des superstructures posent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent (cf. lettres à Bloch et à Mehring, 1890-93, et *Pour Marx*, 117 à 128).

2 / Est davantage développée, dans les textes de Marx et Engels, la théorie de l'autonomie de la classe ouvrière. On trouve dans *Misère de la philosophie* la distinction, d'aspect hégélien, entre classe pour le capital et classe pour soi : « Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte (...), cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe » (p. 178; MEW, 4, 180 et s.). Marx distingue ici un mouvement de résistance au capital, qui reste encore, *jusque dans la lutte*, sur le terrain dessiné par le capital, et un collectif de lutte qui commence à élaborer des objectifs et un projet propres à partir de son existence en tant que collectif.

Toute la théorie du salariat, que Marx va développer dans les vingt ans qui suivent, est fondée sur cette distinction entre une lutte défensive, qui reste prisonnière des conditions imposées par le capital, et une lutte construite à partir d'initiatives positives, révolutionnaires. Or *l'enjeu de cette distinction est la configuration générale de la théorie marxiste* : avancer que la lutte autour du salaire ne constitue qu'un aspect secondaire de la lutte de classe du prolétariat, c'est assigner la fonction suivante à la théorie du capital : l'analyse des lois dont la classe ouvrière doit s'affranchir, et dont elle doit s'affranchir, non pas demain, en construisant une société autre, mais tout de suite, en organisant sa lutte.

En cela, le deuxième sens de la notion d'autonomie rejoint le premier, et apparaît un problème à deux faces : le mouvement ouvrier doit, *et déterminer, et inventer*, des secteurs sociaux qui échappent à la logique du capital : des secteurs autonomes.

3 / C'est de cette double exigence que part Gramsci dans les années 1917-1920 pour élaborer sa réflexion politique. Pour lui, une révolution ne peut réussir qu'en s'émancipant des déterminations issues de l'économie. D'où sa formule célèbre à propos de la révolution russe : « Elle est la révolution contre *Le Capital* de Karl Marx » (*Gr. ds le texte*, Paris, ES, 1975, 46).

Sur la base de ce concept d'autonomie, Gramsci va être conduit à accentuer la coupure entre lutte défensive et lutte révolutionnaire, et à traduire cette coupure en termes d'organisations politiques; « La classe prolétarienne (...) se regroupe aussi dans les syndicats et les coopératives, mais par nécessité de résistance économique, non par choix spontané, non selon des impulsions nées librement de son esprit. Toutes les actions de la masse prolétarienne ont nécessairement cours sous des formes (...) établies par le pouvoir d'Etat de la classe bourgeoise » (*ibid.*, 76). Une classe ouvrière ainsi organisée ne peut échapper, pour Gramsci, à l'idéologie de la classe dominante. C'est pourquoi l'économisme, si fréquent dans le mouvement ouvrier sous la forme du « syndicalisme théorique », n'est qu'une variante à allure marxiste du libre-échangisme bourgeois : croyance en la toute-puissance de la sphère économique : « Dans le mouvement du syndicalisme théorique, (...) l'indépendance et l'autonomie du groupe subalterne qu'on prétend exprimer sont sacrifiées à l'hégémonie intellectuelle du groupe dominant, parce que le syndicalisme théorique n'est justement qu'un aspect du système libre-échangiste, justifiées au moyen de quelques affirmations tronquées, donc banalisées, de la philosophie de la praxis » (*ibid.*, 470).

On voit donc l'importance fondamentale que revêt, dans la théorie gramscienne, le concept d'autonomie : c'est un concept central pour analyser le degré d'évolution d'une classe ouvrière, de son organisation comme de son idéologie. Mais ce concept, d'autre part, est investi dans l'analyse des révolutions modernes : la révolution communiste ne peut pas, pour Gramsci, être simplement définie par la destruction des structures bourgeoises; elle doit être définie positivement, à partir d'un ordre propre. Une révolution peut n'être ni prolétarienne, ni communiste, alors même qu'elle « vise et parvient à renverser le gouvernement politique de l'Etat bourgeois », alors même que « le raz de marée de l'insurrection populaire met le pouvoir entre les mains d'hommes qui se disent (et sont sincèrement) communistes. (...) La révolution n'est prolétarienne et communiste que dans la mesure où elle est libération de forces productives prolétariennes qui s'étaient élaborées dans le sein de la société dominée par la classe capitaliste, elle est prolétarienne et communiste dans la mesure où elle réussit à favoriser et à promouvoir l'expansion et l'organisation des forces prolétariennes et communistes capables de commencer le travail patient et méthodique nécessaire pour construire un nouvel ordre dans les rapports de production et de distribution » (*ibid.*, 90).

La philosophie politique de Gramsci peut donc bien apparaître, en ce qu'elle élabore le concept d'autonomie de la classe ouvrière, comme le contrepoids, dans le marxisme, de la théorie du capital. Celle-ci propose une description du réel social : le mode de production capitaliste a tel type d'effets sur le corps social, tel type d'effets sur les luttes ouvrières. La théorie de l'autonomie propose un impératif : il ne faut pas, il ne faut plus que le mode de production capitaliste ait d'effets sur les luttes ouvrières, ou celles-ci

resteront prisonnières du mode de production capitaliste. Pessimisme de l'intelligence, mais optimisme de la volonté.

Nouvelle tâche pour la classe ouvrière, donc : élaborer un nouveau système de représentations, qui puisse se substituer à la conception du monde bourgeois. Mais cette nouvelle tâche possède un corollaire : rompre avec l'économisme, qui fait des transformations économiques les conditions nécessaires et suffisantes de la révolution : « Insister sur l'élément « pratique » du groupe théorie-pratique (...) signifie qu'on traverse une phase historique encore économico-corporative, où se transforme quantitativement le cadre général de la « structure » et où la qualité-superstructure adéquate s'apprête à surgir, mais n'est pas encore organiquement formée » (*ibid.*, 151). Ici se retrouve, pour penser l'autonomie de la classe ouvrière, l'autonomie relative des superstructures.

Existe t-il, dans la société bourgeoise, un espace de liberté relative, libéré du carcan de l'économie capitaliste ? Cet espace peut-il être transformé, à partir d'une instauration de la classe ouvrière en sujet social autonome ? Ces paris sont l'enjeu du concept d'autonomie, et ils engagent une transformation radicale de la culture politique marxiste : devenir, d'anti-culture bourgeoise, « une culture supérieure et autonome, cette part positive de la lutte qui se manifeste en forme négative et polémique avec les a- privatif et les -anti (athéisme, anticléricalisme, etc.) » (Gramsci, *ibid.*, 250).

▶ CORRÉLATS. — Réforme/Révolution, Superstructure.

J.-F. C.

Autorité

Al : *Autorität.* — An : *Authority.* — R : *Avtoritet.*

Voir : Bakouninisme.

Avance/Retard

Al : *Vorsprung/Verspätung.* — An : *Advance/Delay.* — R : *Razvitie/Otstalost'.*

On pourrait s'attendre à voir figurer le couple retard(s)-avance dans les rapports entre base et superstructures. Or, on ne l'y trouve pas. On ne peut pas caractériser tel ou tel élément de la totalité sociale par une avance ou un retard, chaque avance et retard existants sont à penser dans et par l'articulation des éléments de celle-ci. La place et l'importance de ces éléments ne peuvent être rapportées à leur ordre de succession dans le temps que traduiraient avance et retard. « Ce manque de finesse et de perspicacité consiste précisément à mettre en relation de manière contingente des choses qui ont entre elles un lien organique... » (*Manuscr. 57-58*, ES, I, 22; *Grund.*, 9-10). « Comment, en effet, la seule formule logique du mouvement, de la succession, du temps pourrait-elle expliquer le corps de la société... ? » (MPh, 120; MEW, 4, 131). L. Althusser insiste sur ce point en développant le concept de temporalité différentielle (*Lire Le Capital*, p. 131-134) : chaque élément prend place dans la totalité par son « indice de détermination » ou « indice d'efficace », cette place ne saurait être déterminée en référence à un temps historique (idéologique) défini, continu, homogène.

Il se trouve cependant des exceptions pour la conscience et la philo-

sophie qui sont quelquefois caractérisées par leur avance : avance de la philosophie sur la science (DN, p. 76, p. 211; MEW, 355, 480); avance de la conscience (IA, p. 99; MEW, p. 73), due au processus même du développement historique fait de l'inadéquation à un moment donné des forces productives et des rapports de production, ceux-ci devenant une entrave à l'évolution de celles-là. Devant la nouvelle forme qui apparaît, les anciennes formes survivent encore un temps, et la conscience qu'elles sont une entrave est soumise à des décalages, des inégalités (locales, tribales, individuelles). « C'est ce qui explique (...) pourquoi, lorsqu'il s'agit de points singuliers qui permettent une synthèse plus générale, la conscience peut sembler parfois *en avance* sur les rapports empiriques contemporains, si bien que, dans les luttes d'une période postérieure, on peut s'appuyer sur des théoriciens antérieurs comme sur une autorité. »

Mais retard et avance ne trouvent leur signification réelle qu'à être reliés à une conjoncture historique et politique, à l'analyse de l'état d'une société à un moment donné. Ainsi rencontre-t-on essentiellement ces deux termes dans la description que Marx et Engels font de l'Europe de leur époque. Ils voient dans l'Angleterre, l'Allemagne et la France une triarchie s'établissant sur leur avance spécifique, celle de la philosophie en Allemagne, de l'économie en Angleterre, et de la politique en France, berceau de la révolution et du socialisme. « Si l'Anglais transforme les hommes en chapeaux, l'Allemand transforme les chapeaux en idées » (MPh, 113; 125) et « en France, il suffit qu'on soit quelque chose pour vouloir être tout » (*Introd. 43*, apud *Cripol.*, ES, 210; MEW, 1, 389).

Marx définit plus précisément l'avance politique de la France, son esprit révolutionnaire ainsi : « En France, toute classe du peuple est un idéaliste politique et ne prend pas d'abord conscience de soi en tant que classe particulière, mais en tant que représentant des besoins sociaux en général » *(ibid.)* et Engels ajoute que « la France est le pays où les luttes de classes ont été menées chaque fois, plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète... » (préface, 3e éd. du 18 B). Depuis 1789 la France a dominé toute l'histoire de l'Europe, terrain privilégié de l'histoire, elle subit maintenant les effets de l'extrême développement du capitalisme en Angleterre « démiurge du cosmos bourgeois », qui fait que les révolutions se trouvent d'abord engendrées sur le continent, à la périphérie de « l'organisme bourgeois » où les équilibres sont moins stables (LCF, 158; MEW, 7, 97). La raison de ces révolutions doit donc se trouver en Angleterre, et l'impact de celles-là se mesurer à la proportion dans laquelle elles se répercutent en Angleterre.

Influencé par l'époque et les écrits de Moses Hess avant tout (voir A. Cornu, *Marx-Engels*, t. 1, p. 240-241), le jeune Engels voyait dans l'Angleterre le pays où il fallait tourner son regard pour apercevoir le destin du monde. Il revient plus tard (préface de 1892 à *Sit.*) sur ce que pouvait laisser préjuger l'avance industrielle de l'Angleterre, à l'heure où le socialisme anglais « ne s'est pas contenté de devenir respectable » mais « s'installe nonchalamment sur les causeuses des salons », il attribue à son ardeur juvénile d'alors la prophétie qu'il avait faite d'une révolution imminente en Angleterre.

Quant à l'Allemagne, elle n'a pu que penser ce que les autres ont réalisé ensuite (*Introd. 43*, *ibid.*, p. 203; 383), car son avance philosophique s'exerçait dans un cadre retardataire. En effet, le prolétariat commençait

seulement à se former, et les luttes sociales étaient entravées par les survivances du féodalisme, auxquelles s'ajoutait le fractionnement de l'Allemagne en petits Etats sous hégémonie prussienne (Description de la situation allemande : *Programme d'Erfurt*, GP). Cependant, pour Marx, il n'est pas exclu que l'Allemagne puisse tirer profit de son retard : en venant le dernier dans le mouvement ouvrier, le prolétariat allemand pourrait utiliser les expériences et les erreurs des autres, auxquelles il ajouterait son rapport caractéristique à la théorie, ainsi, « pour la première fois, la lutte pourrait être menée dans ses trois directions (théorique, politique et économique pratique) avec harmonie, cohésion et méthode » (p. 39, préface juillet 1874, GP).

L'économie politique anglaise de Ricardo, la philosophie classique allemande représentée par Hegel et l'expérience politique française sont connues sous le nom des « trois sources du marxisme ». Placées ainsi à l'origine du marxisme, elles ouvrent un débat sur sa nature.

Lénine détaille à partir de ces trois sources la composition du marxisme en : une philosophie, *le matérialisme*, qui poussé plus avant et enrichi de la philosophie classique (Hegel) produit la *dialectique*. Puis, le matérialisme philosophique étendu à la connaissance de la société devient le *matérialisme historique* (détermination par la base économique) sur lequel se développe une économie qui aboutit à *la théorie de la plus-value*. Quant à la vie politique française, elle amène à l'édifice *la lutte des classes* comme moteur de l'histoire (*Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, *apud* O., 19).

Selon Gramsci (Les parties constitutives de la philosophie de la praxis, apud *Gr. ds le texte*, p. 318), cette conception des trois parties constitutives « est davantage une recherche générique des sources historiques qu'une classification qui naîtrait du cœur de la doctrine » ; pour lui, le cœur de la doctrine est plus spécifiquement une théorie de l'histoire.

Le marxisme est-il philosophie, économie, sociologie, histoire ?

C'est aussi en référence à sa composition et à son origine que vont se poser les questions de l'orthodoxie et du révisionnisme.

Sans être exempts de toute référence théorique, retard et avance sont les termes typiques du vocabulaire qui touche à la conjoncture. Ils se sont ensuite ancrés dans le langage politique (cf. Lénine, QF, *Un pas en avant deux pas en arrière...*) devenant des instruments, voire même des mécanismes de la réflexion militante, appuyant une analyse ou initiant une certaine autocritique dans les termes de « retards » à combler (cf., par exemple, pour la France, le *Manifeste* dit *de Champigny*, Paris, ES, 1968, et les textes du PCF, *passim*, depuis cette date).

▶ CORRÉLATS. — Ancien/nouveau, Anticipation, Autocritique, Conjoncture, Démocratie avancée, Philosophie, Possible, Répétition historique, Révisionnisme, Traductibilité.

M. DU.

Avant-garde

Al : *Avantgarde*, *Vorhut*. — An : *Vanguard*. — R : *Avangard*.

Voir : Classe, Direction/Domination, Esthétique, Parti.

Aventurisme

Al : *Abenteurertum*. — An : *Adventurism*. — R : *Avantjurizm*.

Voir : Gauchisme.

B

Babouvisme

Al : *Babouvismus.* — An : *Babouvism.* — R : *Babuvizm.*

François-Noël Babeuf dit Gracchus Babeuf (1760-1797) doit à son état de commissaire-terrier et feudiste dans les campagnes picardes à la veille de la Révolution d'être confronté de manière précoce aux problèmes du monde paysan et à ses luttes. Influencé par la pensée des moralistes (Rousseau, Mably, Morelly), il préconise dès avant 1789 un communisme agraire assurant l'*égalité de fait* et, par là, le *bonheur commun.*

La pensée politique de Babeuf qui se développe au feu de la pratique révolutionnaire demeure assurément marquée par l'égalitarisme, le pessimisme économique caractéristique du XVIIIe siècle finissant et l'état de développement des forces productives. Elle ne s'en inscrit pas moins en rupture théorique et pratique avec le mouvement jacobin et montagnard dans la filiation duquel elle se situe pourtant. Babeuf est en effet seul parmi ceux qui mettent comme lui l'égalité au centre de leur réflexion politique à tenter de dépasser la contradiction inhérente à l'idéologie jacobine entre l'affirmation du droit à l'existence et le maintien de la propriété privée et de la liberté économique. D'abord partisan d'une *loi agraire*, et en cela proche des aspirations de la petite paysannerie, il admet bientôt que l'égalité ainsi établie ne durerait « qu'un jour » et dépasse ce qui n'était qu'un communisme de répartition pour préconiser l'abolition de la propriété des fonds et la mise en commun « des biens et des travaux » dans le cadre de « fermes collectives » régies par une organisation commune du travail. L'expérience révolutionnaire le conduit à intégrer la production artisanale et manufacturière à sa réflexion puis à se rallier, après Thermidor toutefois, à un nécessaire contrôle national de l'économie. Ce qu'exprime le « Manifeste des plébéiens » publié par *Le Tribun du peuple* en frimaire an IV.

Mais le babouvisme n'est pas seulement un système idéologique. Confronté à cette tentative de stabilisation bourgeoise qu'est le régime issu de Thermidor et à la misère populaire des hivers 1794-1795 et 1795-1796, Babeuf tente de faire entrer dans la réalité politique un communisme demeuré jusqu'alors du domaine de la rêverie utopique. Sa pratique politique s'inscrit en rupture avec les pratiques de démocratie directe ayant caractérisé le mouvement sans-culotte et annonce les formes d'action du mouvement révolutionnaire qui va naître des contradictions de la société

nouvelle. La Conspiration des égaux (1796) repose en effet sur l'action conspirative d'un groupe dirigeant, le comité insurrecteur, appuyé sur un nombre restreint de militants sûrs. Elle tend au renversement insurrectionnel du régime et à l'instauration d'une dictature révolutionnaire chargée d'assurer la refonte de la société et la mise en place d'institutions nouvelles après la prise du pouvoir.

Cette tentative ultime pour réorienter à gauche le cours des événements révolutionnaires peut certes n'apparaître que comme un épisode sans lendemain. La conspiration est démantelée, ses instigateurs guillotinés en prairial an V et, jusqu'en 1830, les masses populaires s'effacent de la scène politique. Mais c'est à l'échelle du XXe siècle que le babouvisme prend toute son importance (A. Soboul). « Chaînon entre l'utopie communiste moralisante du XVIIIe siècle et le socialisme industriel de Saint-Simon », il constitue le lien qui unit les luttes populaires à la pensée et au mouvement révolutionnaire du XIXe siècle. La *Conspiration pour l'égalité dite de Babeuf* rédigée en 1828 par Buonarroti depuis son exil de Bruxelles permet en effet aux sociétés secrètes de la Restauration et tout particulièrement à Blanqui d'en recueillir l'héritage. En Allemagne, à la suite de Lorenz von Stein, Moses Hess se réapproprie le thème babouviste de l'inachèvement de la Révolution (cf. les notations de son *Tagebuch*). Il introduit également une distinction essentielle qui lui servira à établir le développement historique en trois moments du principe communiste : communisme « babouviste » — ou « grossier », « chrétien », « monacal » (Philosophie der Tat, in *Philosophische und sozialistische Schriften*, Berlin, 1961, p. 214) —, puis communisme « abstrait », et communisme « scientifique » enfin (Sozialismus und Kommunismus, *ibid.*, p. 199-200). Dans les *Manuscrits de 1844*, Marx reprendra strictement et développera cette tripartition (ES, p. 85 et s. ; *Erg.*, 535-536). Si le babouvisme nomme alors la forme « irréfléchie » ou « grossière » du « communisme de caserne », Marx et Engels ont toutefois constamment placé la figure de Gracchus Babeuf du côté de ceux qui, du sein des « grandes révolutions modernes », surent « formuler les revendications du prolétariat » (MPC, ES, 55; MEW, 4, 489).

• BIBLIOGRAPHIE. — F. ENGELS, *Fortschritte der Sozialreform auf dem Kontinent I. Frankreich*, MEW, 1, p. 481 et s.; *Das Fest der Nationen in London*, MEW, 2, p. 612 et s.; K. MARX, *Die moralisierende Kritik und die kritisierende Moral*, MEW, 4, p. 341 et s.; *Babeuf et les problèmes du babouvisme*, *Actes* du Colloque de Stockholm, Paris, 1963; *Babeuf (1760-1797), Buonarroti (1731-1837), pour le IIe centenaire de leur naissance*, Publ. soc. et robespierristes, Nancy, 1961; J. BRUHAT, *Gracchus Babeuf et les Egaux ou le « premier communiste agissant »*, Paris, 1978; V. DALINE, *G. Babeuf à la veille et pendant la grande Révolution française*, Moscou, 1976; M. DOMMANGET, *Babeuf et la Conspiration des égaux*, Libr. de l'Humanité, 1922; C. MAZAURIC, *Babeuf et la Conspiration pour l'égalité*, Paris, 1962; *Babeuf, Textes choisis*, ES, 1976; A. SAITTA, *Babeuf, Le Tribun du peuple*, Paris, 10/18, 1969.

▸ CORRÉLATS. — Blanquisme, Collectivisme, Communisme, Egalité, Jacobinisme, Révolution française.

D. T.

Baisse tendancielle

Al : *Tendenzieller Fall.* — An : *Falling rate of profit.* — R : *Tendencia k poniženiu.*

La loi de baisse tendancielle du taux de profit exprime la tendance historique à la réduction du taux de profit au fur et à mesure qu'avec l'accumulation s'élève la composition organique du capital. Une fois aussi

brièvement caractérisée, on peut donner de cette loi une définition plus rigoureuse en recourant à l'algorithme utilisé par Marx, en dégager la signification profonde et voir les moyens par lesquels le capitalisme s'efforce de la contrecarrer.

Si c'est au livre I du *Capital* que Marx traite de la plus-value, c'est au livre III qu'il aborde la question du profit. La raison de ce mode de traitement des thèmes n'est pas simplement pédagogique, mais essentiellement logique : le profit naît de la plus-value; c'est à partir de la forme abstraite de cette dernière, qui requiert l'élucidation du procès de production, que s'expliquent le profit et les différentes formes concrètes qui en découlent (profit industriel, commercial, intérêt, rente) et qu'on observe dans le procès de la circulation. Mais si le théoricien rapporte la plus-value au seul capital variable qui l'engendre, pour le capitaliste, la forme modifiée du profit est « imaginée comme rejeton de l'ensemble du capital avancé » (K., ES, III, 1, 56; MEW, 25, 46). Par conséquent si le profit est au premier abord la même chose que la plus-value, il en est une forme mystifiée reflétant le développement de l'inversion du sujet et de l'objet et reposant sur la méconnaissance de la distinction fondamentale entre capital constant et capital variable. Jusque-là, la différence entre profit et plus-value n'est qu'une modification qualitative, un changement de forme. Il n'en va plus de même lorsque s'établit un taux général de profit; profit et plus-value deviennent alors des grandeurs réellement différentes. La valeur (somme des coûts de production capitalistes et de la plus-value) se transforme en prix de production (somme des coûts de production capitalistes et du profit moyen). Les capitalistes de certaines branches (à composition organique faible) perdent une partie de la plus-value créée par leurs ouvriers que gagnent au contraire les capitalistes d'autres branches (à composition organique forte), les premiers vendant leurs marchandises à des prix inférieurs à leur valeur, les seconds à des prix supérieurs. Certes, au niveau global, somme des valeurs et somme des prix de production coïncident de même que les masses globales de plus-value et de profit, mais il n'en va pas de même au niveau des différentes branches. Le taux général de profit sera au total déterminé par deux facteurs : la composition organique des capitaux dans les différentes sphères de la production, la répartition du capital social dans ces différentes sphères. On peut écrire que ce taux général de profit $= Pl/c + v$, ce qu'une transformation mathématique simple permet d'écrire $\frac{pl/v}{c/v + v/v}$ ou encore $\frac{pl/v}{c/v + 1}$. Comme on sait que l'accumulation du capital s'accompagne d'une élévation de la composition organique du capital (c/V), le taux général de profit ne peut tendre qu'à baisser (K., ES, III, 1, 227; 25, 223).

Il faut cependant insister sur deux traits qui donnent à la loi de baisse du taux de profit sa signification profonde. D'une part, il ne s'agit que d'une tendance qui exprime un ensemble de relations entre l'accumulation du capital, la composition organique de celui-ci, les progrès de la productivité du travail et l'évolution de l'exploitation. Si elle est bien une caractéristique essentielle et fondamentale du système capitaliste, elle ne se manifeste pas nécessairement par une baisse effective du taux de profit qu'on pourrait observer statistiquement, car nombre de facteurs peuvent venir la contrecarrer. D'autre part, cette loi reflète la contradiction essentielle du mode de production capitaliste entre l'expansion des forces pro-

ductives dont le développement est inhérent à ce mode de production et le maintien des rapports de production qui conduit au contraire à freiner cette expansion; en d'autres termes, il y a conflit entre l'extension de la production et la mise en valeur.

Immédiatement après avoir décrit les causes de la loi de baisse tendancielle du taux de profit, Marx énumère toute une série de facteurs qui sont susceptibles de venir en contrecarrer le jeu (K., ES, III, 1, 245-254; 25, 242-250) : l'augmentation du degré d'exploitation du travail, la réduction du salaire au-dessous de sa valeur, la création d'une surpopulation relative, trois caractéristiques dont l'effet commun est d'élever le numérateur de la formule du taux de profit; la baisse de prix des éléments du capital constant dont l'effet est au contraire d'abaisser la valeur du dénominateur; le commerce extérieur dont l'effet est plus complexe puisque agissant simultanément sur le numérateur et le dénominateur; en effet « le commerce extérieur fait baisser le prix soit des éléments du capital constant, soit des subsistances nécessaires en quoi se convertit le capital variable, il a pour effet de faire monter le taux de profit en élevant le taux de la plus-value et en abaissant la valeur du capital constant » (K., ES, *ibid.*, 247, 249-250); l'augmentation du capital par actions qui permet à certains capitaux de ne pas entrer dans le système de péréquation du taux de profit général, contribuant au maintien du taux de profit des autres capitaux.

Postérieurement, dans la littérature volumineuse concernant la question de la baisse tendancielle, trois directions essentielles ont été explorées pour trouver des facteurs susceptibles de contrecarrer la loi. La première est celle de l'impérialisme développée par R. Luxemburg et Lénine : tandis que la première, en mettant l'accent sur l'existence de débouchés extérieurs, montre que par l'exportation-importation de marchandises, les économies capitalistes développées exercent un échange inégal qui leur permet d'atténuer provisoirement le caractère contradictoire que revêt leur accumulation du capital, le second voit dans l'exportation des capitaux une réaction du capitalisme de monopole face à la baisse tendancielle et une force qui contrecarre cette baisse. Une deuxième direction est celle explorée par Baran et Sweezy dans leur analyse du *Capitalisme monopoliste* (Maspero, 1966) : constatant une tendance à la croissance, aussi bien absolue que relative du surplus (conçu comme excédent du produit sur le coût social nécessaire de renouvellement de la force et des instruments de travail) — ce qui est contradictoire avec la baisse tendancielle — et posant comme principe que celui-ci peut être soit consommé, soit investi, soit gaspillé, c'est à cette troisième modalité (qui prendra essentiellement la forme des frais de vente des marchandises, notamment de la publicité, du développement des dépenses improductives, en particulier des dépenses civiles et militaires du gouvernement) qu'ils s'attachent, y voyant la possibilité pour le système de poursuivre son développement, non sans aggravation des contradictions. La troisième direction est celle développée par les auteurs collectifs du *Traité marxiste d'économie politique, le capitalisme monopoliste d'Etat* (ES, 1971, t. 1, 38-39), à savoir la mise en sommeil ou dévalorisation du capital : si l'on suppose un capital global K donnant un profit global P, l'accumulation d'un capital additionnel K′ qui ne peut dégager aucun profit additionnel mais tente néanmoins de se mettre en valeur, trois solutions sont possibles : une partie du capital total équivalente à K′ n'arrive pas à se valoriser, rapportant un profit nul elle ne fonctionne

plus comme capital (cas des entreprises publiques) ; une partie du capital total équivalente à K′ se met en valeur à un taux réduit permettant au capital global K de voir son taux de profit se relever (cas de l'artisanat et du petit commerce) ; une partie du capital total éventuellement inférieure à K′ se met en valeur de façon négative, il y a perte de capital (cas de mise en faillite légale ou de fait des entreprises du secteur privé non monopoliste ou de sous-utilisation des capacités de production du secteur monopoliste).

• BIBLIOGRAPHIE. — M. COGOY, The fall of the rate of profit and the theory of accumulation, a reply to Paul Sweezy, *Bulletin of the conference of socialist economists*, winter 1973, p. 52-57; M. D. DICKINSON, The falling rate of profit in marxian economics, *Review of economic studies*, vol. XXIV, 1956-1957; J. M. GILLMAN, *The falling rate of profit*, Dobson, 1957; S. HOMELWEIT, The continuing saga of the falling rate of profit, a reply to Mario Cogoy, *Bulletin of the conference of socialist economists*, autumn 1974, p. 1-6; S. LATOUCHE, A propos de la baisse tendancielle du taux de profit, *Revue économique*, janvier 1973, p. 153-175; A. MAAREK, *Introduction au Capital de Marx*, Calmann-Lévy, 1975; R. MEEK, The falling rate of profit, in *Ideology and other essays*, Chapman & Hall, 1967; P. SALAMA et J. VALLIER, *Une introduction à l'économie politique*, Maspero, 1973; I. STEEDMAN, Marx and the falling rate of profit, *Australian economic papers*, 1971, vol. 10, p. 61-66; A. WALKER, Karl Marx, the declining rate of profit and british political economy, *Economica*, november 1979, p. 362-377.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Composition organique, Impérialisme, Monopoles, Profit, Survaleur.

G. C.

Bakouninisme

Al : *Bakunismus*. — An : *Bakounism*. — R : *Bakuninizm*.

Avant 1868, la question anarchiste n'a qu'une importance secondaire pour Marx et le marxisme (si l'on excepte la polémique permanente avec les proudhoniens). Bakounine, qui avait participé lui aussi aux révolutions de 1848 en Allemagne, peut trouver avec Marx des terrains de rencontre. En 1864, Marx saluait encore en lui « un des rares hommes chez qui, après seize ans, je constate du progrès et non pas du recul » (lettre à Engels, 4 nov. 1864). Ils font alliance au sein de l'AIT contre les positions de Mazzini. Le conflit éclate entre les deux courants lorsque Bakounine fonde l'*Alliance internationale de la démocratie socialiste* au sein même de l'AIT. Au Congrès de Bâle en 1869 la controverse se développe sur la question de l'*héritage*, présenté par les bakouniniens comme l'institution bourgeoise fondamentale dont la suppression entraînerait celle de la propriété privée en général. La Commune de Paris consomme la rupture. D'abord par le contraste entre la tactique de Bakounine à Lyon et celle des « internationaux » à Paris, entre les interprétations de Bakounine dans *La Commune de Paris et la notion de l'Etat* et celles de Marx dans *La Guerre civile en France*. Ensuite par le développement en 1871-1872 de la lutte entre les deux tendances. Accusés par Marx et Engels d'organiser une opposition clandestine au sein de l'AIT (cf. *Die angeblichen Spaltungen in der Internationale*, 1872; *Ein Komplott gegen die Internationale*, 1873, MEW, 18), les bakouniniens reprochent de leur côté au Conseil général d'établir une dictature personnelle en faisant de l'Internationale un parti politique centralisé. On aboutit au Congrès de La Haye à leur exclusion (1872). Victoire à la Pyrrhus, puisqu'elle est suivie à brève échéance de l'éclatement et de la dissolution de l'AIT, incapable de maintenir les positions mêmes que, sous l'influence de Marx, elle avait adoptées contre les anarchistes.

1 / Pourquoi l'importance cruciale du conflit Marx-Bakounine ? C'est que non seulement la conjoncture cristallise des politiques inconciliables, mais elle provoque une *rectification* tendancielle de la théorie marxiste. On voit ici la conception spécifiquement marxiste de la politique se constituer progressivement, en se démarquant de plusieurs adversaires à la fois, dans un difficile débat avec des positions apparemment incompatibles entre elles, qui ne lui laissent à première vue aucun espace original : celles de Bakounine, de Dühring, des Lassalliens, des trade-unionistes, des blanquistes.

A Bakounine qui anathématise « l'autorité » en général (de même que Dühring « le pouvoir » ou « la violence »), et qui réclame l'abolition immédiate de l'Etat, Marx et Engels répondent sur un triple plan :

— Ils montrent la contradiction interne qui rend cette conception intenable. Dès que les anarchistes veulent définir une organisation sociale « radicalement nouvelle », ils ne peuvent élaborer que des modèles idéaux inspirés du libéralisme bourgeois, c'est-à-dire des formes « démocratiques » et fédératives de la contrainte d'Etat dont la fonction dans la lutte des classes est oubliée. Il est vrai qu'aux yeux de Bakounine, le libéralisme économique bourgeois tel qu'il s'est établi en Hollande, en Angleterre et aux Etats-Unis constitue « une nouvelle civilisation *anti-étatique dans son essence* » (*Etatisme et anarchie*, 1873)... De même, le refus anarchiste de l'action politique, s'il repose d'abord sur une conception complètement spontanée de la révolution, issue du désir de justice et de liberté des masses, et comparée par lui à une catastrophe naturelle, conduit finalement Bakounine à poser la nécessité d'une « dictature invisible » des *esprits* révolutionnaires. Ceux-ci doivent former une « fraternité secrète », assujettie à une stricte discipline. Si les révolutionnaires ne se transforment pas, alors, en nouveaux chefs, opprimant les hommes au nom de la liberté, ce sera grâce à leurs vertus morales personnelles, dans la tradition illuministe de « l'Eglise invisible ». Miracle permanent qui paraît aux marxistes totalement idéaliste.

— En montrant au contraire que toute révolution effective, rupture avec un ordre existant qui se maintient lui-même par la contrainte et qui a une fonction historique nécessaire, est inévitablement un processus « violent » et « autoritaire », Marx et Engels posent qu'une politique réelle (celle de la classe dominante) *ne peut être combattue que par une autre politique.* D'où le développement simultané des concepts de la dictature du prolétariat (destruction de la machine d'Etat bourgeoise, condition du dépérissement de l'Etat en général) et du « parti politique de la classe ouvrière ». Il s'agit d'ouvrir la question de la *politique prolétarienne*, action démocratique de masse enracinée dans les conditions de vie et de travail du prolétariat. Ce qu'exprime notamment l'article 7 *a* des statuts de l'AIT adopté au Congrès de La Haye : « Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes dominantes. »

— Marx et Engels, enfin, montrent que l'*autonomie* et *l'autorité* ou le *centralisme* ne sont pas des principes absolus, abstraitement opposés entre eux comme le Bien et le Mal — donc de façon *morale*. Effets de conditions matérielles déterminées, leur signification change en fonction de ces conditions. Ainsi tout procès de coopération, y compris lorsqu'il associe des producteurs égaux, libérés de la contrainte de l'exploitation, implique la constitution d'une « autorité ». L'important, dans la perspective du commu-

nisme, n'est donc pas la négation de l'autorité et du pouvoir, mais la dialectique de leur transformation, lorsque s'inverse tendanciellement le rapport des forces sociales, sous la poussée d'une classe révolutionnaire surgie de la résistance à l'exploitation.

Mais ces critiques manifestent en même temps les *limites* internes de la théorisation politique marxiste. Le débat avec Bakounine en est l'un des révélateurs. On le voit bien dans l'impatience et même l'embarras que suscitent chez Marx les attaques d'*Etatisme et Anarchie*. Bakounine y tente, non sans succès, de « piéger » Marx, pris au mot de ses concepts fondamentaux (« constituer le prolétariat en classe dominante », n'est-ce pas reconstituer une nouvelle domination ? *Qui* seront alors les « dominés » ? Comment penser une domination sans classe dominée ?). Bakounine joue habilement sur la double inspiration, marxiste et lassalienne, du socialisme « scientifique » allemand, amalgamant la dictature du prolétariat et le « socialisme d'Etat » de Lassalle. C'est pourquoi lorsque Marx devra à son tour se démarquer du lassallisme (cf. la *Critique du Programme de Gotha*, 1874), les formules *anti-étatiques* dont il fera usage pourront être lues comme une concession à l'anarchisme, une « revanche posthume » de Bakounine — et c'est à ce titre qu'elles seront censurées ou déformées par la social-démocratie « marxiste ».

Confirmation frappante de cette difficulté persistante : lorsque, dans *L'Etat et la Révolution* (1917), Lénine veut mettre en évidence la racine de l'opportunisme social-démocrate, même chez les marxistes « orthodoxes » et « anti-révisionnistes » que sont Kautsky et Plekhanov, il leur reproche d'avoir *inversé* le système des différences entre marxisme et anarchisme. Cherchant un appui du côté du « gauchiste » Pannekoek (et recevant, à la même époque, le soutien politique de Kropotkine), il va jusqu'à faire du redressement de cette inversion la « pierre de touche » du marxisme véritable, révolutionnaire, au même titre que la reconnaissance de la dictature du prolétariat. Kautsky et Plekhanov croiraient que la divergence porte sur les *fins* (abolition ou non de l'Etat), alors que, selon Lénine, elle porte sur les *moyens* (utilisation ou non de la violence et du pouvoir d'Etat dans la transition révolutionnaire), la fin étant en réalité la même. Mais on voit bien que cette symétrie momentanée repose sur le refoulement d'une question préalable tout à fait décisive : lorsque marxisme et anarchisme parlent de négation, abolition ou dépérissement de l'Etat, *s'agit-il du même concept d'* « *Etat* » *?* Et si ce n'est pas le cas, comme nous avons toutes raisons de le penser, la coïncidence des « fins » n'est-elle pas purement *verbale*, et ne recouvre-t-elle pas en fait une méprise fondamentale, qui viendra grever toute la théorie de la transition révolutionnaire ?

Mais les pièges de cette symétrie sont déjà ceux dans lesquels on peut penser que Marx et Engels eux-mêmes ont été attirés lorsque, pour définir leur propre conception du dépérissement de l'Etat, ils ont dû la présenter comme prenant le *contre-pied* de la position anarchiste : « Bakounine prétend que l'Etat a créé le capital (...). En conséquence, comme le mal principal est pour lui l'Etat, il faudrait avant tout supprimer l'Etat, et le capital s'en irait alors de lui-même au diable. A l'inverse, nous disons, nous : abolissez le capital (...) alors l'Etat s'effondrera de lui-même. La différence est essentielle (...) » (*L. d'Engels à Cuno*, 24 janv. 1872). Moyennant quoi, dans *Die angeblichen Spaltungen...*, Marx et Engels revendiquent pour eux-mêmes le concept d'*anarchie dans son* « *vrai* » *sens*! (MEW, 18, 50). C'est bien

la fausse univocité de concepts tels que « capital » et « Etat » qui provoque ici l'impasse théorique, dans la mesure même où, pour définir la rupture avec la *politique bourgeoise* (et l'*étatisme* bourgeois) que représente le communisme, Marx et Engels sont conduits à retrouver les formules saint-simoniennes de la « fin de toute politique » dans « l'administration des choses », qui sont aussi l'une des sources immédiates du bakouninisme.

2 / Pour débrouiller ce piège, qui est d'abord au niveau des mots, il faut prendre la mesure de la différence de nature qui existe entre le discours marxiste et le discours bakouninien. Plutôt que d'opposer ici simplement « science » et « utopie » (comme s'il ne pouvait exister d'utopies scientifiques), il vaut mieux dire que ce dernier est d'essence profondément métaphorique (ce qui lui confère une cohérence verbale à toute épreuve), tandis que le premier reflète, jusque dans ses équivoques et ses retournements de positions, les contradictions d'un problème réel : celui de la *transition*, auquel il est dérisoire de prétendre apporter par avance une solution toute faite.

Ce qui fait la cohérence extérieure du bakouninisme, c'est avant tout la simplicité des métaphores spatiales et temporelles dans lesquelles il exprime son idée-force de libération de l'individu par rapport à l'Etat, et, plus généralement, à toute institution établie qui limite et aliène la liberté individuelle. L'Etat et les institutions incarnent le principe d'autorité : c'est dire qu'ils représentent des « centres » dominant une « périphérie », ou encore un « haut » dominant un « bas ». Le modèle général du changement révolutionnaire est donc l'abolition de toute autorité centrale, l'inversion du haut et du bas, du centre et de la périphérie, le remplacement du centre dirigeant par l'organisation fédérale surgie de l'initiative des individus périphériques eux-mêmes. Tout individu devient alors lui-même un « centre » autonome, cependant que la société s'organiserait comme un réseau fédératif, depuis les « communes » autogérées de la base jusqu'à la « fédération internationale des peuples ».

D'où les formulations névralgiques de Bakounine, qui en elles-mêmes sont souvent peu originales : « c'est l'Etat qui crée l'exploitation », etc. Il ne nie pas l'exploitation, mais il n'y voit qu'un aspect particulier du pouvoir centralisé culminant dans l'Etat, une conséquence de l'autorité absolue du propriétaire dans l'entreprise, qui s'incarne dans la division du commandement et de l'exécution. De même et surtout pour la thèse reprise de Stirner qui fait dériver *l'Etat lui-même de la religion* (cf. *Dieu et l'Etat*, 1871, 1re partie : « L'Empire knouto-germanique »). Celle-ci est plus qu'un moyen de renforcer l'autorité étatique dans certaines sociétés « traditionnelles » : elle constitue la source originelle du modèle politique *hiérarchique*, forçant les hommes à reconnaître comme loi intérieure le pouvoir extérieur et « transcendantal » des chefs de toute espèce. C'est pourquoi Bakounine fonde en dernière analyse son credo *anti-politique* (puisque « politique » = « Etat » = « centralisation ») sur un « *athéisme généralisé* ». Mais faut-il véritablement s'étonner que le mot d'ordre de « négation absolue de l'Etat et de Dieu » coexiste lui-même avec une conception *religieuse* de la révolution ? « La démocratie est une religion (...) non une nouvelle forme de gouvernement, mais une nouvelle *forme de vie* (...) une nouvelle révélation vitale, créatrice de vie, un nouveau ciel et une nouvelle terre (...) » (*Die Reaktion in Deutschland. Ein Fragment von einem Franzosen*, 1842).

A la métaphore spatiale s'ajoute ici la métaphore temporelle. L'aliénation est domination *du passé sur le présent*. Toute autorité présuppose un intérêt établi, ou mieux : une loi établie *dans le passé*, dont la légitimité présente est garantie par la tradition. Si telle est bien l'essence de la loi et du droit, une autre institution apparaît comme la source profonde de l'oppression étatique : c'est *la famille*. De même que le père fonde son autorité sur ce postulat « naturel » qu'il doit d'abord guider ses enfants et les protéger dans la vie, de même que la religion dans la tradition biblique fait de Dieu le « Père » des hommes, de même l'Etat (ou le chef d'Etat) prétend être un père pour son peuple, sévère mais juste. D'où « la fiction liberticide du bien public représenté par l'Etat ». S'éclaire alors la revendication constante de Bakounine : que la première mesure révolutionnaire soit l'abolition du *droit d'héritage*. En un sens, *tout droit est un droit d'héritage*. A l'opposé, la révolution est le reniement de tout « héritage », le monde s'ouvrant à la révélation d'un *futur* absolument nouveau, le renversement de perspectives qui substitue à la domination du passé la présence du futur (l'avenir commence maintenant...).

3 / S'il est donc tentant d'aller chercher chez Bakounine quelques formules fortement critiques envers un marxisme qui compte dans sa propre histoire aussi l'apport du « petit père des peuples » (Joseph Vissarionovitch) — par exemple cette dénonciation de la dictature du prolétariat comme institution d'un « poste d'ingénieur en chef de la révolution mondiale » (*Lettre au comité de rédaction de « La Liberté »*, 5 oct. 1872) — il n'est pas moins aisé de voir ici l'une des sources de la moderne « sociologie des organisations » et de la « dynamique des groupes » comme alternatives théoriques au matérialisme historique. On ne s'étonnera donc pas que le bakouninisme et sa conception du principe d'autorité aient directement inspiré, au même titre que la sociologie weberienne et le « marxisme vrai » de Sorel, la critique de la « démocratie de parti » et de son essence « oligarchique » chez un Robert Michels. Il vaut la peine, néanmoins, de revenir aux embarras théoriques de Marx et Lénine devant le bakouninisme pour en mesurer, par contraste, la véritable portée. Ne s'agit-il pas, en fait, de la contrepartie d'un effort permanent pour poser les problèmes inédits de la politique prolétarienne, non dans l'anticipation du futur, mais dans *le présent d'une conjoncture* historique déterminée, et à partir de l'analyse des conditions matérielles, donc hors des facilités de la métaphore ?

Lorsque Engels (*De l'autorité*, 1873, MEW, 18, 305 et s.) distingue l'« autorité politique » de celle qui est impliquée — y compris sous forme démocratique — dans tout procès de production industrielle organisée et dans la planification inhérente au socialisme, le problème posé est double : c'est celui du développement de la société sans classes *à partir* de la base réelle constituée par le développement capitaliste des forces productives; c'est aussi, plus profondément, celui du communisme comme formation sociale dont les *rapports de production*, s'ils représentent la libération des producteurs par rapport à l'exploitation et l'affirmation de leur puissance collective, ne sont pour autant pas plus idéalement « libres » et « volontaires » que ceux de n'importe quelle société historique réelle. On retrouve ici, avec ses implications politiques concrètes, toute la difficulté idéologique de la notion de « libre association des producteurs » et d'« organisation consciente de la production sociale ». Témoin les apories du débat sur la *démocratie industrielle*, de Bernstein à Bogdanov et à Boukharine, et du « communisme

des conseils » à l' « opposition ouvrière ». Lénine, lorsqu'il s'interroge sur les conditions d'importation du taylorisme en Russie soviétique aussi bien que lorsqu'il entre en conflit avec les revendications « corporatistes » du syndicat des chemins de fer, se débat en plein milieu de ces apories de l' « Etat des producteurs », dont le dépassement réel ne peut venir que de l'histoire du socialisme sur une longue période, traversée de crises.

Plus immédiatement, lorsque Marx, contre « l'indifférentisme politique » (MEW, 18, 299 et s.) réfute l'idée que le « combat contre l'Etat signifie la reconnaissance de l'Etat », et demande la formation d'un parti politique de la classe ouvrière, avec ses moyens d'organisation propres (donc, à terme, son « appareil » propre), les contradictions dans lesquelles il tombe ne sont pas tant celles d'une théorie inconséquente, entachée d' « étatisme » et d' « autoritarisme », mais bien celles d'un problème historique qui est encore le nôtre, même si ses conditions ont évolué. C'est à coup sûr prêter — et pas seulement en théorie — à la déviation de la politique prolétarienne vers une « dictature » de révolutionnaires professionnels, devenus des fonctionnaires du mouvement ouvrier, et dont l'auto-perpétuation se camouflerait sous l'autorité de la « théorie scientifique ». Mais c'est aussi, jusqu'à preuve du contraire, la seule façon de poser sur un terrain réel la question d'une *direction stratégique* des luttes ouvrières qui implique d'opposer à la centralisation de la politique des classes dominantes une centralisation de nature opposée, mais de puissance au moins égale... Le concept du « parti de classe » prolétarien, *a fortiori* le concept ultérieur du « centralisme démocratique » élaboré par la IIIe Internationale, s'ils ne suffisent évidemment pas à poser d'une façon critique les questions de l'*idéologie de parti* et à en traiter les contradictions, donc à progresser dans la voie d'une organisation « autonome » et « autogérée » *des masses*, antithétique de l'étatisme, n'en constituent pas moins manifestement sa condition préalable historiquement nécessaire. Ici encore, le retour aux formules bakouniniennes, s'il peut avoir à l'occasion la vertu critique de troubler un sommeil dogmatique, s'avère en pratique de peu d'utilité pour avancer réellement dans la crise présente de la « forme parti » et du mouvement ouvrier en général. Le problème reste bien à la fois de « conquérir le pouvoir » et d'élaborer collectivement une « autre pratique de la politique », différente de celle que formalise l'Etat.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Archives Bakounine*, éd. par A. LEHNING, Leiden, Brill, 1963 et s.; M. BAKOUNINE, *Selected writings*, éd. by A. LEHNING, New York, Grove Press, 1974; ID., *La liberté*, éd. de F. MUNOZ, Paris, J.-J. Pauvert, 1965; E. BALIBAR, Etat, parti, idéologie, apud *Marx et sa critique de la politique*, Paris, Maspero, 1979; E. BLOCH, *Le principe Espérance*, Paris, Gallimard, t. II, 1982; E. H. CARR, *Michael Bakunin*, London, 1937; B. DANDOIS, *Entre Marx et Bakounine : Cesar de Paepe (Correspondance)*, Paris, Maspero, 1974; H. DUBIEF, *Le syndicalisme révolutionnaire*, Paris, A. Colin, 1969; J. DUCLOS, *Bakounine et Marx*, Paris, Plon, 1974; F. ENGELS, P. et L. LAFARGUE, *Correspondance*, I, Paris, ES, 1956 (la L. du 30 déc. 1971); D. GUÉRIN, *Ni Dieu, ni maître*, anthol. de l'anarchisme, Paris, Maspero, 1974, 2 vol.; E. HOBSBAWM, *Revolutionnaries*, New York, Meridian books, 1975; R. LINHART, *Lénine, les paysans, Taylor*, Paris, Le Seuil, 1976; J. MAITRON, *Histoire du mouvement anarchiste en France*, Paris, Maspero, 1975, 2 vol.; MARX et ENGELS, *Corrispondenza con Italiani*, a cura di G. DEL BO, Milano, Feltrinelli, 1964; ID., *Escritos sobre Espana*, Barcelona, Ed. Planeta, 1978; ID., l'ensemble des textes contenus dans MEW, 18; MARX, ENGELS, LÉNINE, *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Moscou, Ed. du Progrès, 1973; R. MICHELS, art. « Authority », apud *Encyclopaedia of Social sciences*; ID., *Les partis politiques*, rééd. Flammarion, Paris; Max NETTLAU, *Michael Bakunin. Eine Biographie*, Londres, 1896-1900; ID., *Der*

Anarchismus von Proudhon zu Kropotkin, Berlin, 1927; G. PLEKHANOV, Nos controverses, apud *Œuvres philosophiques*, t. I, Moscou; *La Ire Internationale*, Paris, Ed. du CNRS, 1968; D. RIAZANOV *Marx et Engels*, Paris, Anthropos, rééd. 1967.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Anarchisme, Athéisme, Dictature du prolétariat, Etat, Famille, Lassallisme, Pouvoir, Proudhonisme, Religion, Transition.

E. B.

Banque

Al, An, R : *Bank*.

Les banques, comme organismes financiers et monétaires, sont au cœur du système de crédit propre au capitalisme. C'est seulement par analogie que l'on désigne comme banques, par exemple les temples qui, dans l'Antiquité grecque, prêtaient de la monnaie en fonction de leurs disponibilités en espèces; ou comme banquiers les financiers du Moyen Age, liés aux marchands et aux princes et qui avançaient des fonds par prêt sur gage, « change manuel » ou « change tiré » (sur les techniques pré-bancaires de cette époque, cf. G. Petit-Dutaillis, *Le crédit et les banques*, Sirey, 1964). Même les orfèvres de Londres au XVIIe siècle, qui émettaient des billets payables à vue (les *Goldsmiths' notes*), ou pratiquaient l'escompte en devenant porteurs des traites détenues par l'emprunteur, ces orfèvres ont développé le crédit à l'Etat et le crédit commercial, mais ils n'étaient pas encore des banquiers au sens ultérieur du terme.

Par contre la « Banque d'Angleterre », fondée en 1694 comme créancière de l'Etat anglais, émettrice privilégiée (avant d'en avoir le monopole légal) de billets acquérant en 1745 un cours légal officieux, a été considérée comme une des premières véritables banques. Elle est peu à peu devenue le pivot du système bancaire anglais, centralisant les réserves des autres banques, qu'elle fournissait en billets selon les besoins. C'est principalement par son activité que s'est développé en Angleterre l'usage de monnaie *fiduciaire*, ou circulation de billets en quantité supérieure aux réserves métalliques, libellés en monnaie de compte (livre sterling, franc), et portant promesse de payer à vue le porteur. Promesse qui, après la suppression de la convertibilité en or (en 1931, en Grande-Bretagne), est restée une indication du cours légal et du caractère libératoire du billet : à l'intérieur du pays nul ne peut refuser un paiement en billets émis par la Banque d'Angleterre (ou Banque centrale, ou banque d'Etat) pour le montant inscrit sur le billet.

La monnaie fiduciaire, qui a circulé en même temps que les espèces métalliques au XIXe siècle (la façon dont l'Etat doit gérer le rapport des deux a été discutée tout au long du siècle par la « Banking School » opposée à la « Currency School »; cf. K. Marx, K., III, 2, chap. 34; MEW, 25, 562), a vu son rôle diminuer considérablement avec l'essor de la monnaie *scripturale*, qui est la monnaie *bancaire* proprement dite. Les dépôts à vue dans les banques circulent par chèque ou selon d'autres techniques. Un industriel qui emprunte à sa banque sous la forme de l'ouverture d'un compte à vue, peut immédiatement régler avec la monnaie bancaire ses dépenses d'investissement. Cependant la notion de *système bancaire (émetteur de monnaie)* inclut à la fois la Banque centrale, et les banques recevant des dépôts à vue; elle exclut certaines banques (celles qui sont uniquement des banques d'affaires par exemple). Dans le *système bancaire*, la monnaie scripturale doit

être à tout moment échangeable contre les billets de la Banque centrale pour une valeur nominale identique (1 F « Société Générale » = 1 F « Banque de France »). Ceci à l'intérieur des frontières nationales, les transactions bancaires internationales comportant des contraintes de change entre les diverses monnaies. De même que les billets figurent au passif du bilan de la Banque centrale, les dépôts figurent à celui des banques, en contrepartie des titres de crédit (à l'actif) sur les emprunteurs de toute sorte.

Le rôle monétaire des banques est lié à leur action comme « *capital productif d'intérêt* », ce terme désignant cependant toutes les sortes de banques et non plus seulement le système bancaire (émetteur de monnaie). Les banques pratiquent non seulement « le crédit de circulation » (qui repose sur le crédit commercial), mais aussi « le crédit de capital », transfert de capital-argent comme prêts aux industriels; elles ont en outre une activité financière liée à celle de la Bourse, avec l'émission d'actions qui représentent du « capital fictif », c'est-à-dire des titres sur un revenu futur capitalisés au taux d'intérêt (cf. Marx, K., ES, III, 2, p. 252-264; MEW, 25, 607-618, et Hilferding, *Le capital financier*, Minuit, 1970, chap. 5, 7 et 10. Sur le « capital fictif », cf. Marx, K., ES, III, 2, p. 138-139; MEW, 25, 493-494). L'expression de « capital financier », telle qu'elle est utilisée par Hilferding et reprise par Lénine (Hilferding, ouvr. cit.; Lénine, *Imp.*, O., 245 et s.) désigne le rôle dominant des banques dans la centralisation et le placement des fonds, par quoi elles peuvent contrôler le capital industriel. L'importance du capital financier semble cependant avoir été surestimée par Hilferding, qui évoquait même l'éventualité d'une banque unique contrôlant tous les moyens de production et de circulation. Lénine a mis l'accent sur le caractère de « capitaliste collectif » de la banque, qui contrôle les capitalistes isolés dont elle tient les comptes; il a sans doute accordé trop d'importance au côté technique de cette sorte de comptabilité sociale, sans toutefois tomber dans ce que Marx appelle les « fantastiques illusions sur les effets miraculeux que l'on attend du crédit » (K., III, 2, 263; MEW, 25, 617). Les banques, tout en « socialisant » le capital-argent, restent sous la dépendance du fractionnement capitaliste de la production et de la circulation, comme on le constate lors des crises.

▶ CORRÉLATS. — Crédit, Intérêt, Monnaie.

S. d. B.

Barricades

Al : *Barrikaden.* — An : *Barricades.* — R : *Barrikady.*

1 / Stratégie du combat de rues pendant la Révolution française de 1848. F. Engels s'en fit l'observateur et le théoricien, notamment dans ses articles de *La Nouvelle Gazette rhénane* (nos 26, 28, 29 et 31; partiellement reproduits en annexe de LCF; MEW, t. 5, p. 112 et s.). Il qualifie ainsi Kersausie de « premier capitaine des barricades » de l'histoire (NGRh, p. 203; MEW, 153). Dans le retour critique qu'il fera sur la période, en mars 1895, il relèvera que « même à l'époque classique des combats de rues, la barricade avait un effet plus moral que matériel » (LCF, 18; MEW, 521).

2 / Lénine, dans un tout autre contexte, celui de la Russie des premières années du siècle, exprimera un avis différent : « la bataille de rues est possible et la position désespérée n'est pas celle des lutteurs mais bien celle du gouvernement, s'il a affaire à toute une population et non à une usine »

(o., 5, 26). Il établira, dans *Que faire?* (o., 5, 462 et s.), qu'il existe une liaison nécessaire entre l'action économique de masse des ouvriers (la grève) et l'action politique contre la police de la part des révolutionnaires professionnels. L'efficacité des barricades relève de cette conjonction (cf. 8, p. 64, 118, 132, 569).

3 / Après 1905, reprenant à son compte les leçons tirées par Kautsky des combats de Moscou, Lénine admettra la révision des conclusions d'Engels et définira, contre le scepticisme de Plekhanov, « une nouvelle tactique des barricades » dans *La guerre des partisans* (o., 11, 176; 15, 58).

▶ CORRÉLATS. — Guérilla, Guerre, Guerre du peuple, Insurrection, Terrorisme, Violence.

G. L.

Base

Al : *Basis.* — An : *Basis.* — R : *Bazis.*

Ce concept, emprunté sans doute à dessein au grec, comme celui de *praxis*, possède la double connotation de fondation/fondement *(Grundlage)*, familière à la langue philosophique allemande, et de structure *(Struktur)*. Il est la marque même de la révolution *matérialiste* opérée par Marx dans la théorie de l'histoire : la *base économique*, comme détermination de *dernière instance*, signifie qu'on a substitué à la relation conscience-être la relation être-conscience. C'est pourquoi la base ne prend son plein sens qu'au sein du couple qu'elle forme avec la *superstructure (Überbau)*, cette dernière représentant à la fois sa forme et sa dépendance. Il ne convient donc pas de lui préférer, avec la tradition économiste qui prévaudra rapidement et durablement dans le marxisme, le terme d'*infrastructure* dont l'apparente réciprocité avec celui de superstructure fait perdre de vue qu'il y a une homogénéité interne à la structure, entre base et superstructure, qui ne se laisse pas réduire à la simple causalité.

1 / Marx présente lui-même, dans la page célèbre de la *Préface* à sa *Contribution*, comme le résultat de ses recherches, l'idée que « dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles ». Et il ajoute : « L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société *(die ökonomische Struktur der Gesellschaft)*, la base concrète *(die reale Basis)*, sur laquelle s'élève une superstructure *(Überbau)* juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience » (ES, p. 4; MEW, 13, 8-9).

La préface à la 2e édition du *Capital* dans un passage non moins célèbre, précise : « Ma méthode dialectique, non seulement diffère par la base *(Grundlage)* de la méthode hégélienne, mais elle en est même l'exact opposé » (I, 1, 29; MEW, 23, 27). Voici pour le matérialisme. Quant aux procès inhérents à la structure, c'est un des derniers chapitres du *Capital* qui nous en fournit la conception la plus affinée : « C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent natu-

rellement à un degré défini du développement des méthodes de travail, donc à un certain degré de force productive sociale), qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement *(Grundlage)* caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'Etat à une période donnée. Cela n'empêche pas qu'une même base économique *(ökonomische Basis)* (la même quant à ses conditions fondamentales), sous l'influence d'innombrables conditions empiriques différentes, de conditions naturelles, de rapports raciaux, d'influences historiques extérieures, etc., peut présenter des variations et des nuances infinies que seule une analyse de ces conditions empiriques pourra élucider» (ES, III, 3, 172; MEW, 25, 799-800).

2 / F. Engels, dans l'*Anti-Dühring* apporte une précision d'une extrême importance. Les luttes de classes, dit-il, « sont toujours des produits *(Erzeugnisse)* des rapports de production et d'échange» (ES, 57; MEW, 20, 25), eux-mêmes constitutifs de la base économique de la société; « par conséquent, poursuit-il, la structure économique *(ökonomische Struktur)* de la société constitue chaque fois la base réelle *(reale Grundlage)* qui permet, en dernière analyse *(in letzter Instanz)*, d'expliquer toute la superstructure *(Überbau)* des institutions juridiques et politiques, aussi bien que des idées religieuses, philosophiques et autres de chaque période historique. Ainsi l'idéalisme était chassé de son dernier refuge... » *(ibid)*.

Le même Engels, à la fin de sa vie, aura à s'élever contre le mauvais usage de la détermination de dernière instance par certains marxistes. « La production et la reproduction de la vie réelle » — la base, écrit-il à J. Bloch, ne peut être *le seul* facteur déterminant de la vie sociale (21 sept. 1890; MEW, 37, 463); et, à B. Borgius : « Il n'y a donc pas, comme on veut se l'imaginer, ça et là, par simple commodité, un effet automatique de la situation économique; ce sont, au contraire les hommes qui font leur histoire eux-mêmes, mais dans un milieu donné qui les conditionne, sur la base de rapports réels préexistants, parmi lesquels les conditions économiques, si influencées qu'elles puissent être par les autres conditions politiques et idéologiques, n'en sont pas moins, en dernière instance, les conditions déterminantes, constituant d'un bout à l'autre le fil conducteur qui, seul, vous met à même de comprendre» (LK, 411; MEW, 39, 206),

3 / Lénine consacre la presque totalité de son premier grand ouvrage, *Ce que sont les Amis du Peuple*, à la défense et illustration du matérialisme « économique » de Marx à partir d'une explication sans cesse reprise de la Préface de la *Contribution*. Il note encore, dans le *Contenu économique du populisme* : « Ayant pris pour point de départ ce qui constitue le fait fondamental de toute communauté humaine — le mode de production des moyens d'existence, cette théorie [celle de Marx] y a rattaché les rapports s'établissant entre les hommes sous l'influence des divers modes de production des moyens d'existence, et a indiqué que le système de ces rapports (les « rapports de production », selon la terminologie de Marx) représente la *base* de la société, qui s'enveloppe de formes politico-juridiques et de certains courants de pensée » (O., 1, 443).

REMARQUES. — *a* / Marx signale, d'une part, que le bouleversement matériel, dans la base, peut être constaté « d'une manière scientifiquement rigoureuse », mais que sa nécessaire répercussion dans toute la superstructure ne peut être appréciée avec autant de sûreté *(Cont., ibid)*. Si l'on tient

compte, d'autre part, de ce que l'action de la base sur la superstructure n'est exprimée que de façon relativement allusive, sinon imprécise (la *Cont.* utilise les verbes : *entsprechen*, correspondre; *bedingen*, conditionner; *sich erheben*, s'élever; *bestimmen*, déterminer), on comprend que la métaphore architecturale ait pu inviter aux interprétations mécanistes, déjà suggérées par tel ou tel passage de l'*Idéologie allemande* (par exemple, le commerce intellectuel des hommes présenté comme « l'émanation directe, — *als direkter Ausfluss*, de leur comportement matériel »; ES, 50; MEW, 3, 26). C'est afin de pallier ce défaut et ses lourdes conséquences qu'à la suite des travaux qui se sont attachés à l'efficace des superstructures, L. Althusser a avancé le concept de *surdétermination*, ou de *contradiction surdéterminée*. Il le justifie ainsi : « Jamais la dialectique économique ne joue *à l'état pur*, (...) jamais dans l'Histoire on ne voit ces instances que sont les superstructures, etc., s'écarter respectueusement quand elles ont fait leur œuvre ou se dissiper comme son pur phénomène pour laisser s'avancer sur la route royale de la dialectique, sa majesté Economie parce que les temps seraient venus. Ni au premier, ni au dernier instant, l'heure solitaire de la « dernière instance » ne sonne jamais » (*Pour Marx*, Paris, 1965, 113). On se souviendra que Marx lui-même dans l'Introduction des *Grundrisse* avait en quelque sorte préparé le terrain en énonçant cette véritable règle d'or : « Dans toutes les formes de société, c'est une production déterminée et les rapports engendrés par elle qui assignent *(anweist)* à toutes les autres productions et aux rapports engendrés par celles-là leur rang et leur importance » (ES, 170; Dietz Verlag, 27).

b / Le concept de base est proche parent des concepts de mode de production et de formation économique-sociale, mais ne se confond pas avec eux, en ce qu'il réfère à un état déterminé de la formation sociale, envisagé au niveau des conditions de production, ou « des conditions de la vie matérielle de la société » (Staline, *Histoire du PC(b) de l'URSS*, 1949, p. 130). La base est donc, dans les rapports de production, le résultat d'un développement donné des forces productives et peut, par exemple, représenter une combinaison de modes de production. Le concept de mode de production, quant à lui, exprime l'unité rapports de production/forces productives et celui de formation économique et sociale, l'unité base/superstructure. Des expressions telles que « régime économique » (ou « régime économico-politique », pour tenir compte des rapports de propriété) d'une société, ou « genre de vie », distingué de « genre de pensée », sont d'acceptables synonymes de base ou structure.

c / Une théorie des formes de bases économiques a pu être proposée. Ainsi la base matérielle du socialisme serait radicalement différente de celle du capitalisme : « La première se caractérise par la propriété collective des moyens de production et l'absence d'exploitation de l'homme par l'homme. La seconde implique la propriété privée des moyens de production et l'exploitation du travail salarié »; la superstructure, « produit » de telle ou telle base, ne fait que la « refléter » (*Petit dictionnaire philosophique*, Moscou, 1955). Ce qui n'est qu'une occasion supplémentaire de se demander s'il est possible, quelles que soient les précautions prises, d'isoler la considération de la base économique.

• BIBLIOGRAPHIE. — Sur les définitions, voir, à titre de comparaisons : *Los conceptos elementales del materialismo storico* (Marta HARNECKER, chap. v, Mexico, Siglo Veinteiuno Ed., 1969; trad. franç., Bruxelles, Contradictions éd., 1974); *Handbook of philosophy* (Howard

Selsam, Prolet. publishers); *Kleines Wörterbuch der marxistisch-leninistischen Philosophie* (Berlin, M. Buhr/A. Kosing, 1974); *Lexique (Philosophie)* (Pékin, nbe, 1974); *Understanding marxism* (F. Cunningham, Toronto, Progress Books, 1978); Lucien Sebag parle d'un « primat ontologique » de l'infrastructure (*Marxisme et structuralisme*, Paris, Payot, 1964, 79 n.). Sur la Préf. de Contrib. : G. Labica, *Pour une approche critique du concept d'idéologie* (*apud* Pouvoir, mythes et idéologies, *Revue Tiers-Monde*, xv, n° 57, janv.-mars 1974). Sur la base matérielle du socialisme : *Manuel d'économie politique* de l'Académie des Sciences de l'urss, 2e éd., Paris, es, 1956, chap. xxvii.

▶ Corrélats. — Bloc historique, Correspondance/Non-correspondance, Détermination, Esthétique, Etre social/Conscience, Economisme, Formation économique-sociale, Forces productives, Idéologie, Instance, Matérialisme, Mode de production, Rapports de production, Science, Structuralisme, Superstructure.

G. L.

Besoin

Al : *Bedürfnis*. — An : *Need*. — R : *Potrebnosti*.

1 / La problématique du besoin dans les *Manuscrits de 1844* oppose l'objet du besoin dans le cadre de la propriété privée — le vrai et unique besoin est alors le « *besoin d'argent* » — à l'objet du besoin sous le socialisme où le besoin humain par excellence serait le *besoin* sensible de l' « *autre homme* ».

L'usage que fait alors Marx du terme de besoin paraît devoir être pensé non seulement en référence avec l'emploi qu'en font les économistes cités par Marx, mais aussi dans son rapport avec, d'une part, la conception hégélienne du « *système des besoins* », caractéristique de la société civile, qu'exposent l'*Encyclopédie* mais surtout les *Principes de la philosophie du droit* (et plus particulièrement le § 199) ; avec, d'autre part, l'idée feuerbachienne, plus spécifiquement philosophique, selon laquelle tout être se définit par l'objet extérieur à lui dont il a essentiellement besoin. Marx reprend aussi de Hegel et de Feuerbach l'opposition entre le besoin humain et le besoin animal quand il écrit que l'homme produit « de façon universelle » à la mesure de toute espèce et même « libéré du besoin physique » alors que l'animal ne produit, sous l'empire du « *besoin physique immédiat* », que ce dont « il a immédiatement besoin » (*Erg.*, 1, 517).

Mais Marx fait surtout observer que pour l'économie politique l' « activité vitale » ou la « vie productive », loin d'être un besoin, n'est qu'un moyen de satisfaire les besoins vitaux les plus stricts, en tant qu'elle est travail forcé, aliéné. « Les besoins de l'ouvrier ne sont pour le capital que le besoin de l'entretenir pendant le travail et pas davantage, si ce n'est la perpétuation de la race des ouvriers » (*Erg.*, 1, 524).

Le système que Hegel prend pour celui d'une interdépendance des besoins et des soins qui humanise, universalise en les civilisant les besoins grossiers, Marx le dénonce comme celui où tout homme s'applique à créer pour l'autre un « besoin nouveau pour le contraindre à un nouveau sacrifice, le placer dans une nouvelle dépendance et le pousser à un nouveau mode de jouissance et par suite de ruine économique » (*Erg.*, 1, 546 et s.).

Si par « *besoin social* » dans le § 194 des *Principes*, Hegel signifiait l' « union du besoin immédiat ou naturel et du besoin spirituel issu de la représentation », la libération que constitue la transformation d'une nécessité extérieure en nécessité intérieure, Marx insiste alors plutôt sur le fait que

la propriété privée ne sait pas transformer le *besoin grossier* en *besoin humain* mais produit, d'une part, le raffinement arbitraire, de l'autre, la simplicité « contre nature », « grossière », « abstraite » des besoins (*ibid.*, 548). Elle tendrait même à faire cesser les besoins animaux, si ces derniers n'étaient source de profit plus encore que le luxe.

Si l'économie politique, « science de la richesse », est donc, en même temps, la « science de l'ascétisme » (*ibid.*, 549), du renoncement à tous les besoins humains, il ne faut pas concevoir le socialisme comme la négation abstraite de la culture et de la civilisation mais la réelle transformation du besoin vulgaire en utilité humaine. Et si la base de toute science est le « *besoin sensible* », c'est le « besoins de l'homme en tant qu'homme » (*ibid.*, 543) qui est le résultat de toute l'histoire.

2 / La notion de besoins et de besoins nouveaux s'inscrit dans *L'idéologie allemande* dans un contexte différent. En effet : *a)* la production de ce qui est nécessaire à la satisfaction des besoins vitaux, mais aussi *b)* la production de nouveaux besoins, qui naissent de l'action et des moyens par lesquels sont satisfaits les premiers besoins, sont élevées au rang « de premier fait historique » et de « condition fondamentale de toute l'histoire » (MEW, 3, 20).

Marx montre alors qu'il y a une dialectique entre les besoins accrus qui engendrent de nouveaux rapports sociaux, les nouveaux rapports sociaux engendrant à leur tour un accroissement des besoins. Ce sont donc les besoins qui conditionnent « un système de liens matériels entre les hommes », système « qui prend sans cesse de nouvelles formes et présente une histoire » (*ibid.*, 30). Marx met l'accent sur le fait que si la « forme fondamentale » de l'activité est la « forme matérielle dont dépend toute autre forme intellectuelle, politique, religieuse » (*ibid.*, 71 ; Marx note par ailleurs que Hegel lui-même dans l'additif au § 209 des *Principes de la philosophie du droit* explique l'existence du Droit lui-même par celle des besoins des individus), « la forme différente que prend la vie matérielle est chaque fois dépendante des besoins déjà développés et la *production de ces besoins*, tout comme leur satisfaction, est elle-même un processus historique », par opposition aux besoins animaux que les hommes seuls rendent historiques eux aussi. C'est la grande industrie qui crée « l'histoire mondiale » (*ibid.*, 60) dans la mesure où elle fait dépendre du monde entier la satisfaction des besoins des individus de toutes les nations.

Si l'insistance sur la production des besoins et de leur satisfaction comme processus historique lié au développement des forces productives et des rapports d'échanges est caractéristique de *L'idéologie allemande*, Marx emploie encore l'expression de « besoin propre » pour désigner le besoin « déclaré ou caractérisé » de l'ouvrier « de changer ses conditions de vie », de sorte que ne soit plus dite « mission ou vocation » la subordination des individus à la division du travail, et que n'apparaisse plus seulement comme idéal l'exigence de réalisation individuelle totale.

Marx reprend les termes d' « anormal », d' « inhumain » pour caractériser la manière dont la classe dominée satisfait ses « besoins », mais il met en perspective les qualificatifs d' « humain » et d' « inhumain » en les considérant comme fonction des conditions des forces productives et des relations existantes : « Ce que l'on qualifie ainsi d' « inhumain » est un produit des conditions actuelles aussi bien que l' « humain »; c'en est le côté négatif, c'est en l'absence d'une force productive nouvelle, révolutionnaire, la rébellion contre l'ordre régnant, ordre qui est fondé sur les

forces productives existantes et contre la façon de satisfaire les besoins correspondant à cette situation. L'expression positive « humain » correspond à un système déterminé, *dominant* en fonction d'un certain niveau de production et à la façon de satisfaire les besoins que ce système implique de même que l'expression négative inhumain correspond à une tentative quotidiennement renouvelée, et suscitée par ce même niveau de production de nier cette situation dominante et de nier aussi la façon dominante de satisfaire les besoins dans le cadre du mode de production existant » (MEW, 3, 417 et s.).

Tant que les forces productives sont limitées, et cela a été le fait de toute société, la satisfaction des besoins des uns se fait nécessairement aux dépens de celle des autres et la majorité mène une lutte continuelle contre la minorité pour la satisfaction de ses besoins élémentaires. Il existe de ce fait un antagonisme entre classes, et le degré d'émancipation n'est pas fonction de l'idéal mais de l'état des forces productives.

Enfin Marx, bien avant sa critique du programme de Gotha, caractérise, dans *L'idéologie allemande* le communisme par la formule « à chacun selon ses besoins » et non par « à chacun selon ses capacités », car les différences dans l'activité, dans les travaux, ne légitiment absolument nulle inégalité, nul privilège sur le plan de la jouissance.

3 / Dans l'*Introduction* dite de *1857*, Marx utilise le terme de besoin dans l'analyse du rapport dialectique entre production et consommation. Il écrit « sans besoin pas de production, mais la consommation reproduit le besoin » et « crée le besoin d'une nouvelle production ». Ou encore « la production ne fournit pas seulement un matériau au besoin, elle fournit aussi un besoin à ce matériau », « un objet pour le sujet, un sujet pour l'objet » (MEW, 13, 623-624).

Le besoin est donc défini comme ce qui détermine le but, la destination de la production, mais aussi comme la forme subjective — l'image intérieure —, l'objet idéal, interne, représenté — des objets posés d'abord extérieurement par la production.

Dans les *Grundrisse* proprement dits (dans le chapitre de l'argent et dans les trois sections du chapitre du capital), c'est d'abord par rapport à la double existence de la marchandise, en tant qu'existence naturelle dans sa particularité et en tant que valeur, que Marx redéfinit le *besoin d'argent* dans sa distinction d'avec les *besoins immédiats*. L'argent est le moyen d'échange universel qui satisfait le *besoin d'échange*.

La richesse d'usage en relation aux besoins d'autant plus diversifiés que la division du travail est plus développée s'oppose à l'argent, à la richesse proprement dite, qui « satisfait tout besoin dans la mesure où il peut s'échanger contre l'objet de tout besoin » (*Grund.*, 132) tout en étant sans rapport naturel avec quelque besoin immédiat et déterminé que ce soit. Si le but du travail n'est pas un produit particulier satisfaisant des besoins particuliers, mais l'argent, il crée de nouveaux objets pour le *besoin social*. Il nous paraît que Marx rectifie l'analyse des *Manuscrits* dans la mesure où il insiste davantage sur les « effets productifs » de l'argent et du capital, du point de vue de la création de nouveaux besoins, où il accentue et resitue par rapport aux catégories de l'économie politique, beaucoup plus qu'il ne s'en démarque, la conception hégélienne d'un « système des besoins » (§ 189 à 208 des *Principes de la philosophie du droit*).

Il écrit : « Seule la diversité de leurs besoins et de leur production

suscite l'échange et par là même l'égalisation sociale des individus » (*Grund.*, 154). Cela dit, il reprend et précise l'opposition, déjà faite dans les *Manuscrits*, entre richesse et ascétisme, mais en réanalysant la nature de l'échange qui a lieu entre travailleurs et capitalistes, et qui ne procure au travailleur que les moyens de subsistance nécessaires à la satisfaction de besoins physiques, sociaux, plus ou moins individuels, mais jamais la richesse. Le capital A-M-M-A est le moment opposé à celui de la marchandise qui est consommée comme objet direct du besoin. La notion de survaleur (ou de plus-value) est introduite. Cependant le *surtravail* (dans sa connexion avec la survaleur relative) en substituant au *besoin naturel* des besoins « produits par l'histoire », en créant un système de besoins toujours plus riche et plus élargi (soit par l'extension des besoins existants à un cercle plus large, soit par la production de nouvelles valeurs d'usage) devient lui-même un *besoin universel* et produit des individualités polyvalentes dans leur production comme dans leur consommation. Marx valorise, comme dans les textes précédents, l'homme social qui a « le maximum de besoins ».

« Plus les besoins eux-mêmes déterminés historiquement — les besoins engendrés par la production, les besoins sociaux — et qui sont eux-mêmes le *fruit* de la *production* et des *rapports sociaux*, plus ces besoins sont posés comme *nécessaires*, plus le degré de développement de la richesse réelle est élevé » (*Grund.*, 426).

Enfin il faut encore noter, d'une part, que plus « la production orientée vers la satisfaction du besoin immédiat est productive, plus une partie plus importante de la production peut être orientée vers la satisfaction du besoin *de production lui-même*, à savoir la production des moyens de production », mais que, d'autre part, plus la masse ouvrière s'approprie son surtravail, plus le temps disponible pour d'autres activités que le travail nécessaire à la satisfaction des besoins absolus de tous s'accroîtra et deviendra besoin.

4 / Dans le premier livre du *Capital*, l'expression de « besoins humains » est utilisée dans un premier temps pour définir la marchandise : « La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui par ses propriétés satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce. Que ces besoins aient pour origine l'estomac ou la fantaisie, la nature ne change rien à l'affaire » (MEW, 23, 49). Mais, dans un second temps, Marx dit que le produit du travail qui n'est destiné qu'à satisfaire immédiatement les besoins personnels de son producteur ne devient pas marchandise. La valeur d'usage, comme appropriation des objets extérieurs aux besoins humains, est opposée à la valeur d'échange.

Dans le troisième livre du *Capital*, Marx situe essentiellement la notion de « besoin social » ou encore de « besoin social solvable » par rapport à celle de « valeur de marché » (MEW, 25, 190), et aux catégories de l'économie politique « d'offre » et de « demande ». Si le besoin social est « la quantité » d'une marchandise « que la société est capable de payer à sa valeur de marché », il est également vrai que le besoin social d'une marchandise s'élargit généralement si la valeur de marché baisse et se restreint si elle monte. Mais surtout ce « besoin social » est conditionné par les rapports des différentes classes entre elles, par le rapport de la plus-value au salaire, et du rapport entre elles des différentes fractions de la plus-value.

Marx pose le problème entre : *1* / la quantité du temps de travail social ou la quantité de force de travail social utilisée à produire une marchandise, et *2* / la mesure du volume des besoins sociaux. Quand il

y a correspondance entre production d'un article et volume du besoin social, les marchandises sont vendues au prix de marché. En ce cas, l'offre et la demande cessent leur action (MEW, 25, 199, 202).

Le besoin social qu'a le capital d'une certaine marchandise est fonction du besoin de faire du profit, car la finalité du capital est la production du profit et non la satisfaction des besoins. Le phénomène de surproduction de capital ou de marchandises n'implique pas qu'il y ait satisfaction des besoins.

La demande, c'est-à-dire le besoin en marchandises représenté sur le marché, diffère du « *besoin social effectif* » (MEW, 25, 198) en tant que la quantité de marchandises demandée dépend du prix des marchandises et des conditions d'existence des acheteurs.

Enfin Marx utilise le terme de besoin, et c'est là sans doute l'utilisation qui est devenue la plus courante, quand il analyse le salaire et la plus-value dans leur rapport avec la reproduction de la force de travail. La limite inférieure du salaire est « fournie par la quantité minimale de moyens de subsistance physiquement nécessaire à l'ouvrier pour qu'il conserve et reproduise sa force de travail. Donc cette limite est fixée par une quantité déterminée de marchandises » (MEW, 25, 866). La valeur réelle de la force de travail s'écarte cependant de ce minimum vital dans la mesure où « elle ne dépend pas seulement des besoins physiques mais aussi des besoins sociaux qui se sont développés au cours de l'histoire et sont devenus une seconde nature » *(ibid.)*. Ainsi Marx reprend et précise la distinction entre besoins naturels et besoins historiques.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1/*M 44, 14, 60, 62, 63, 71, 72, 76, 86, 87, 92, 94 à 97, 100 à 105, 107, 110, 111, 119; IA, 17, 26, 27, 29 n, 33, 49, 52, 53, 253, 254 n, 285, 286-287, 300, 315, 378, 437-438, 444-445, 485, 492, 552-554; *Grund.*, t. I, 23, 26-28, 76, 79, 82, 93-94, 138, 153, 154, 159, 163, 164, 182, 184, 185, 193-194, 196, 207, 226 à 229, 233, 263-264, 343-344, 346, 348, 349; t. II, 19-20, 25, 101, 103, 196-197; K., I, I, 51, 58, 84, 98, 115, 119, 172, 173, 174, 186; III, I, 196, 197, 202-203, 204, 207, 269, 270, 271; III, III, 27-28, 47, 171, 173, 189, 198, 224, 209, 235, 251; *Gloses*, 32. — *2* / P. ALBOU, *Besoins et motivations économiques*, Paris, PUF, 1976; J. BAUDRILLARD, *L'échange symbolique et la mort*, Paris, NRF, 1976; *Besoins et consommation*, numéro spécial de *La Pensée*, 180, avr. 1975; *Besoins et mode de production*, par DECAILLOT, PRETECEILLE, TERRAIL, Paris, ES, 1977; J. FREUND, Théorie du besoin, apud *Année sociologique*, 1970; F. GODARD, De la notion de besoin au concept de pratique de classe, apud *La Pensée*, n° 166, déc. 1972; Agnès HELLER, *La théorie des besoins chez Marx*, UGE (10/18, n° 1218). Cet auteur distingue les besoins *existentiels*, les besoins *aliénés* — argent, pouvoir —, les besoins *non aliénés* — amitié, culture — et les besoins *radicaux*. A partir de l'idée exprimée par MARX, apud *Cridroit*, selon laquelle « une révolution radicale ne peut être que la révolution des besoins radicaux » (cf. éd. bilingue, Paris, Aubier, 1971, p. 87), elle propose une problématique nouvelle cherchant à faire toute leur part aux aspirations collectives et individuelles de nature qualitative, comme le temps libre; un solide dossier est présenté par *El viejo Topo*, n° 50, nov. 1980, Barcelona; aussi A. HELLER, Ferenc FEHER, *Marxisme et démocratie*, Paris, Maspero, 1981; K. KORSCH, *La conception matérialiste de l'histoire*, II : *Nature et société*, trad. franç., apud *L'anti-Kautsky*, Paris, Ed. Champ libre, 1973, p. 49 et s.; B. LASSUDRI-DUCHÊNE, Besoin et consommation extra-utilitaire, Economie et humanisme, n° 151, Paris, 1964; Lénine, à propos de la « question dite des marchés », parle d'une « loi des besoins croissants » inhérente au développement des rapports capitalistes de production (O., I, 119 et s.; aussi 135); S. MERCIER-JOSA, La notion de besoin chez Hegel, apud *La Pensée*, n° 162, avr. 1972.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Budapest (Ec. de), Communisme, Lutte de classe, Marchandise, Matérialisme, Nature, Production, Profit, Quotidienneté, Rapports sociaux, Salaire, Surtravail, Survaleur, Valeur.

S. M.-J.

Blanquisme

Al : *Blanquismus.* — An : *Blanquism.* — R : *Blankizm.*

1 / Du nom de Louis-Auguste Blanqui (1805-1881), surnommé « l'enfermé », à cause de ses nombreux séjours en prison; la figure même du révolutionnaire intégral.

2 / Marx, qui diffusera, dans les milieux allemands de Paris, son bilan de 1848 (*Avis au peuple* écrit par lui, en janvier 1851), écrit dans *Les luttes de classes en France* : « ... le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui » (ES, 1952, p. 99; MEW, 7, 89; 568 et s.). Il dénonce en 1861 « l'infamie de Bonaparte contre Blanqui », à l'occasion du procès intenté à ce dernier (cf. *Corr.*, L. à Lassalle du 8 mai, du 29 mai et du 22 juillet; à Engels du 19 juin) et il déclare à Louis Watteau tenir Blanqui pour « la tête et le cœur du parti prolétarien en France » (L. du 10 nov.; MEW, 30, 617; cf. aussi GCF, *passim*).

3 / Au moment de la Commune, F. Engels reprochera aux blanquistes leur mot d'ordre « Pas de compromis » et leur apologie inconditionnelle (cf. *Programme des communards blanquistes émigrés*, apud *Volkstaat*, n° 73, du 26 juin 74; MEW, 18, 528); mais dans sa *Question du logement*, il soulignera encore la communauté de vues des blanquistes et du *Manifeste du PC* sur l'action politique du prolétariat et la dictature comme transition à l'abolition des classes et de l'Etat. Paul Lafargue, de son côté, fera grief à Blanqui et aux blanquistes d'accorder un privilège excessif aux questions politiques et de « laisser dans l'ombre la question économique » (L. à F. Engels du 24 juin 1884, apud *F. E./P. et L. Lafargue*, ES, t. 1, p. 209).

4 / C'est à Lénine qu'il appartiendra, au rythme des expériences révolutionnaires russes, de procéder aux démarcations les plus nettes entre blanquisme et marxisme. D'abord rapproché de l'idéologie de la *Narodnaïa Volia* (O. 2, 347), le blanquisme sera défini comme méthode de conspiration, prônant le recours aux minorités agissantes (O., 4, 181; 7, 401; 10, 492; 11, 220; 24, *passim*; 28, 315), mésestimant la lutte de classes (O., 8, 204; 10, 410; 17, 156), cultivant la phrase révolutionnaire (O., 15, 433 et 441; reprise du jugement d'Engels cité *supra* : O., 9, 77; 13, 17-18; 25, 333, 470; 30, 505; 31, 62, 63) et représentant, avec le proudhonisme et l'anarchisme, le point de vue du petit bourgeois et non celui du prolétaire (O., 9, 454). En septembre 1917, dans *Le marxisme et l'insurrection*, Lénine écrit : « Pour réussir, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde. Voilà un premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur l'élan révolutionnaire des masses. Voilà le second point. L'insurrection doit agir à un tournant de l'histoire de la révolution ascendante où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus forte, où les hésitations sont les plus fortes dans les rangs de l'ennemi et dans ceux des amis de la révolution faibles, indécis, pleins de contradictions; voilà le troisième point. Telles sont les trois conditions qui font que, dans la façon de poser la question de l'insurrection, le *marxisme* se distingue du *blanquisme* » (O., 26, 14).

• BIBLIOGRAPHIE. — Les *Œuvres* de Blanqui sont à paraître, en 8 vol., chez EDI, Paris; S. BERNSTEIN, *Auguste Blanqui*, trad. de l'angl., Paris, 1970; E. BERNSTEIN, *Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil, 1974, 58 et s.; A. DECAUX, *Blanqui*, Paris, Libr. académ. Perrin, 1976; M. DOMMANGET, *Auguste Blanqui. Des origines à la révolution de 1848*, Paris-La Haye,

Mouton, 1969 (plusieurs autres études du même auteur sont consacrées à Bl.); R. GARAUDY, *Les sources françaises du socialisme scientifique*, Paris, 1948 (p. 217-273); J. JAURÈS, *Question de méthode*, apud *Œuvres*, VI, Rieder, 1933; LÉNINE, O., 10, 411 et s.; A. MÜNSTER, *Ecrits sur la révolution* (t. I des *Œuvres complètes* de Bl.), Paris, Galilée, 1977; Alan B. SPITZER, *The revolutionnary theories of Louis-Auguste Blanqui*, New York, Colombia University Press, 1957; A. B. ZÉVAÈS, *A. Blanqui*, Paris, 1924.

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Barricades, Communisme, Dictature du prolétariat, Insurrection, Petite bourgeoisie, Proudhonisme, Révolution, Romantisme, Violence.

G. L.

Bloc historique

Al : *Historischer Block.* — An : *Historic bloc.* — R : *Istoričeskij Blok.*

De tous les concepts développés par Gramsci, celui de bloc historique est sans doute l'un des plus importants, celui où se soudent son apport spécifique au marxisme et sa conception du processus révolutionnaire comme « construction d'un nouveau bloc historique ». Destiné au départ à résoudre la « question cruciale » du matérialisme historique : celle de la dialectique entre infrastructure et superstructure, le concept de bloc historique en souligne d'emblée *l'unité organique* : « L'infrastructure et les superstructures forment un bloc historique » (*Quaderni del Carcere*, Ed. a cura di V. Gerratana, Einaudi, p. 1501). Bien loin de se réduire à une simple alliance de classes ou d'aboutir à un renversement unilatéral des priorités marxistes (le primat de la superstructure se substituant à celui de la base), le bloc historique gramscien présuppose que ses éléments constitutifs ne sont ni réellement, ni chronologiquement séparables. En effet, dans un tel bloc : « Les forces matérielles sont le contenu et les idéologies la forme. » Mais « la distinction de forme et contenu est purement didactique, car les forces matérielles ne seraient pas concevables historiquement sans les formes, et les idéologies seraient de simples fantaisies individuelles sans les forces matérielles » (*ibid.*, p. 869). Aussi le concept de bloc historique engage-t-il l'ensemble de la recherche marxiste de Gramsci sur la nature de ce lien qui fait intervenir des notions connexes et liées : hégémonie, idéologie, rôle des intellectuels...

Il s'agit donc d'un concept nouveau dans le marxisme. Toutefois, Gramsci lui-même se réfère à plusieurs reprises à son origine sorélienne (*ibid.*, p. 1300, 1316, 1321). Si des travaux minutieux ont maintenant montré que sous cette forme le concept de bloc historique est introuvable chez Sorel, par contre le rapport Sorel-Gramsci dans la reformulation et la visée du concept est loin d'être négligeable (cf. tout particulièrement N. Badaloni, *Il marxismo di Gramsci*, Torino, Einaudi, chap. 5 et 13).

En 1896, dans son *Etude sur Vico*, Sorel appréhende l'affrontement dans l'histoire en termes de « bloc en mouvement », reliant différents groupes associés à partir de leur place dans la vie économique. D'où les deux sens soréliens de la notion de bloc :

a / Rejetant toute périodisation de l'histoire en « stades déterminés de la production » à partir des forces productives, Sorel réinterprète la Préface de Marx de 59 en privilégiant la société civile et l'unité des rapports de production et des rapports juridiques. Le bloc sorélien est un bloc « socio-juridique » où l'économique joue le rôle de « contraintes » du système et les formes juridiques l'élément actif.

b / Dans cette optique, la « désintégration » d'un « bloc complexe »

ne peut venir que de l'*esprit de scission* des producteurs. Rejetant tout rôle des intellectuels (réputés bourgeois) et toute fonction de l'Etat et des partis politiques, Sorel voit dans les mythes organisateurs l'instrument de l'unification et de l'autonomisation de la « classe des producteurs ». Or ces mythes (la grève générale ou la révolution violente par exemple), on doit les prendre « en bloc » comme une « force historique » : le bloc sorélien est idéologique (cf. G. Sorel, *Réflexions sur la violence*, Paris, Marcel Rivière).

En reprenant à Sorel ce concept introuvable chez lui, Gramsci le reformule et l'enrichit considérablement. Certes, il s'agit toujours d'éviter l' « économisme » et de penser l'efficace des idées-idéologies dans l'histoire. Mais le bloc sorélien ne devient historique qu'en réintroduisant précisément des éléments que Sorel expulsait : les intellectuels, le rôle du politique et du Parti révolutionnaire comme « Prince moderne », une problématique élargie et nouvelle des superstructures. C'est pourquoi, tout moment historique (conjoncture, rapports de forces) n'est pas encore *un bloc* historique. Gramsci s'attache donc à définir les conditions d'existence, de destruction ou de transformation des blocs historiques, au point de renouveler l'interprétation du matérialisme historique de Marx.

1 / Conditions idéologico-culturelles. — L'existence d'un bloc historique est liée à un certain rapport entre intellectuels/classes, intellectuels/peuple, qui les soude de manière organique et non arbitraire ou formelle. C'est pourquoi la première esquisse de la notion de bloc historique remonte-t-elle à *La questione méridionale* (1926). En analysant la structure sociale du Mezzogiorno italien, Gramsci remarque que « le paysan méridional est relié au grand propriétaire par l'intermédiaire de l'intellectuel » (*La question méridionale*, extrait en annexe de H. Portelli, *Gramsci et le bloc historique*, Paris, PUF; voir également son analyse. En italien : *Costruzione del Partito Communista*, Einaudi, p. 137-138). Au-dessus du « bloc agraire » fonctionne donc un « bloc intellectuel », véritable armature flexible, mais très résistante du bloc agraire. Impossible donc de rompre ce bloc agraire sans conquérir (ou neutraliser) les intellectuels qui le cimentent.

Cette unité bloc agraire / bloc intellectuel préfigure la théorisation du bloc historique. Si le lien entre infrastructure et superstructures est « nécessaire et vital », c'est bien parce que les idéologies ne sont ni des reflets ni de simples créations arbitraires et individuelles, mais bien des forces historiques (comme les mythes soréliens), organiquement liées à une classe fondamentale et inséparables de « son organisation matérielle », de sa « structure idéologique » ou encore du « système hégémonique » (éducation plus conception du monde). La notion de bloc historique s'avère donc inséparable d'une approche nouvelle des intellectuels comme « fonctionnaires des superstructures », comme « organisateurs de l'hégémonie » à tous les niveaux de la société. (L'interprétation des intellectuels comme « facteur d'unité de la superstructure et de l'infrastructure dans un bloc historique » se trouve chez Togliatti : Togliatti, *Sur Gramsci*, Editions Sociales, p. 262. Sur l'interprétation du rôle des intellectuels et de la notion même d'intellectuels : cf. Portelli, ouvr. cité; Maria-Antonietta Macciocchi, *Pour Gramsci*, Seuil; Christine Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'Etat*, Fayard; J. M. Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, Anthropos... pour ne citer que les ouvrages français.) Aussi, l'historicité du bloc est-elle d'autant plus grande qu'il y a un équilibre entre société civile et société politique, hégé-

monie et domination. Elle est pratiquement proportionnelle à la réussite hégémonique comme direction politique et « direction intellectuelle et morale ».

2 / Conditions politiques. — Bloc culturel, le bloc historique est aussi un bloc politique, qui se constitue à partir d'une crise d'hégémonie ou crise de l'Etat *dans son ensemble*, qui désarticule le bloc existant. Toutefois, l'unification d'un bloc infrastructure/superstructure peut très bien se réaliser par l'Etat, par une domination doublée d'un consensus passif. Dans ce cas de « révolution passive », l'Etat se substitue à la direction hégémonique de classe. A l'opposé d'un tel bloc historique passif, Gramsci s'attache à énoncer les conditions politiques élargies d'un bloc historique de type expansif, véritable reformulation de la transition socialiste. Ces conditions ne tiennent pas seulement aux seuls rapports intellectuels/peuple (création d'une volonté nationale populaire par le « Prince moderne », parti politique révolutionnaire). Elles touchent l'ensemble des rapports dirigeants-dirigés à tous les niveaux de la société : « Si le rapport entre intellectuels et peuple-masse, entre dirigeants et dirigés, entre gouvernants et gouvernés est fait d'une adhésion organique dans laquelle le sentiment passion devient compréhension et partant savoir... un bloc historique se crée » (*Quaderni*, cit., p. 452).

Cette historicité est inséparable de la démocratie-hégémonie comme tendance « à faire coïncider gouvernants et gouvernés ». Le bloc historique conduit à une reformulation de toute la problématique marxiste du dépérissement de l'Etat comme passage à une société réglée, où la société politique est réabsorbée par la société civile.

3 / Conditions historiques et philosophiques. — Ainsi défini, le bloc historique ne saurait donc s'identifier à un simple « bloc de pouvoir » comme on l'a souvent fait, puisqu'il présuppose la construction historique de longue durée d'un nouveau système hégémonique, sans quoi les classes demeurent une simple *agrégation mécanique*, gérable par l'Etat ou une bureaucratie. Aussi le concept de bloc historique sert-il de critère de périodisation historique (cf. la réinterprétation des révolutions bourgeoises). Au-delà, il débouche sur une réinterprétation de « la philosophie de la praxis », qui remet en cause la division traditionnelle entre « science » et « idéologie ». Les idées et l'histoire, la philosophie et l'histoire forment bloc, selon la conception historiciste de l'histoire propre à Gramsci. Historicisme qui conditionne son interprétation « philosophique » de Marx mais aussi sa reformulation critique de l'idée même de socialisme comme « bloc historique » irréductible aux divisions traditionnelles entre base et superstructure, mode de production et idéologie. En ce sens, le concept de bloc historique est bien un concept stratégique nouveau par rapport aux marxismes de la IIe et IIIe Internationale.

• BIBLIOGRAPHIE. — P. ANDERSON, *Sur Gramsci*, Paris, Maspero, 1978; *Critica marxista*, Quaderni, *Storia, politica, organizzazione nella lotta dei comunisti italiani per un nuovo blocco storico*, 1972; *Gramsci dans le texte*, Paris, ES, 1975; *Gramsci*, numéro spécial de la revue *Dialectiques*, n° 4-5, mars 1974; Istituto Gramsci, *Politica e storia in Gramsci*, Roma, Riuniti, 1977, 2 vol.; G. TAMBURRANO, *Antonio Gramsci*, Lacaita Ed., 1963.

► CORRÉLATS. — Base, Conjoncture, Eurocommunisme, Gramscisme, Hégémonie, Idéologie, Intellectuels, Science, Superstructure.

C. B.-G.

Bolchevisation

Al : *Bolschewisierung.* — An : *Bolshevisation.* — R : *Bolševizacija.*

Pour le Ve Congrès de l'Internationale communiste (réuni depuis le 17 juin 1924) l' « objectif essentiel de cette période de l'IC est la bolchevisation de ses sections ». Un Parti communiste sera une véritable organisation de masses, légale ou illégale, « capable de manœuvrer », révolutionnaire et marxiste, un « parti centralisé, n'admettant ni fractions, ni tendances, ni groupements, un Parti monolithe fondu d'un seul bloc », organisant le travail politique dans l'armée. « La bolchevisation des partis, cela signifie le transfert dans nos sections de tout ce qui, dans le bolchevisme, a été et est encore d'une portée internationale. C'est seulement à mesure que les principales sections de l'IC se transforment en partis bolcheviques que l'IC deviendra vraiment le Parti bolchevique universel pénétré du léninisme » (Ve Congrès, *Résolutions*, p. 23 et 24). Des données internes à l'IC et au parti russe, d'une part, externes au mouvement communiste, d'autre part, motivent cette politique.

Après la mort de Lénine en janvier 1924, ses successeurs à la tête du PC (*b*)R et de l'IC, Staline et Zinoviev, mettent sur pied le léninisme, l'orthodoxie doctrinale dont les *Principes du léninisme* de Staline (avril 1924) énoncent les canons. La bolchevisation l'impose à tous les partis comme l'aune mesurant les déviations à condamner. Elle est ainsi une arme contre le « trotskisme ».

L'échec des tentatives révolutionnaires du lendemain de la Première Guerre mondiale détermine une situation historique nouvelle. L'élan des masses brisé, il devient urgent de forger des partis communistes en rupture avec les pratiques réformistes. Aussi, la bolchevisation exige le renforcement idéologique des militants par la diffusion du « léninisme ». C'est une affaire d'éducation, de formation des cadres. C'est avant tout la mise en œuvre d'une pratique politique spécifique, base matérielle de l'affermissement de l'idéologie révolutionnaire. A la différence des partis ouvriers traditionnels organisés en sections de quartiers pour la propagande et la lutte électorale, le parti de type nouveau se tournera vers le lieu fondamental de l'exploitation capitaliste, l'entreprise. La cellule d'entreprise sera l'axe privilégié de la réorganisation des partis communistes.

En France, la bolchevisation ainsi comprise du PCSFIC conduit à la rupture avec les syndicalistes-révolutionnaires (Monatte, Rosmer) mécontents de cette irruption du politique à l'usine. Exclus en décembre 1924 comme « droitiers », ils sont vite qualifiés de « trotskistes ». En 1925, d'autres militants (Rappoport, Loriot, Dunois) manifestent leur inquiétude devant le risque d'isolement du parti. En réponse, la *Lettre ouverte du Comité directeur* du PC de décembre 1925 condamne les « déviations ultra-gauches » de la direction tout en rejetant les critiques. Le Congrès de Lille (juin 1926) réaffirme la politique de bolchevisation mais réintroduit les cellules de rues supprimées en 1924. Finalement, la bolchevisation du PCSFIC compte à son actif la formation de cadres ouvriers communistes, le développement d'un syndicalisme de classe et de masse, l'apparition au sein du parti d'un « groupe dirigeant » unifié par la pratique des luttes de classes. Au passif, elle a « comme contrepartie d'occulter la spécificité des luttes politiques à l'entreprise. D'abord parce qu'elle a conduit à sous-estimer le rôle de l'Etat (...), ensuite parce que le Parti communiste (...) a alors fait passer

l'essentiel de son activité par le canal des organisations de masses. Fort de leur soutien, il a surestimé leur pratique au détriment de la sienne propre » (D. Tartakowsky).

• BIBLIOGRAPHIE. — E. H. CARR, *Socialism in one country 1924-1926*, vol. three-I, Londres, Macmillan, 1978; G. COGNIOT, *L'Internationale communiste*, Paris, ES, 1969; *Ve Congrès communiste mondial. Résolutions*, Librairie de L'Humanité, 1924; O. PIATNISKI, *Questions d'organisation*, Librairie de l'Humanité, 1926; A. I. SOBOLEV, K. K. SHIRINYA et autres, *Outline History of the Communist International*, Moscou, Progress Publishers, 1971; D. TARTAKOWSKY, Quelques réflexions sur la « bolchevisation » du PCF, in *Cahiers d'Histoire de l'IMT*, n° 23, 1977; ID., *Les premiers communistes français*, Presses de la Fond. nat. des Sciences politiques, Paris, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Centralisme démocratique, Léninisme, Lutte des classes, Marxisme-Léninisme, Parti, Stalinisme, Trotskisme.

J.-M. G.

Bolchevisme

Al : *Bolschewismus*. — An : *Bolshevism*. — R : *Bol'ševizm*.

Le terme de « bolchevisme », de *bolchinstvo* (majorité) provient de la majorité obtenue par les partisans de Lénine lors de l'élection des organismes dirigeants du Parti au cours du IIe Congrès du POSDR (Bruxelles-Londres, août 1903). Il désigne désormais la théorie de Lénine et la pratique de sa fraction au sein de la social-démocratie russe.

1 / Historique. — A la charnière des XIXe et XXe siècles, deux courants dominent l'opposition révolutionnaire en Russie : le populisme et l'économisme. Pour les combattre, à l'inverse d'autres marxistes russes, tel Plekhanov, exégètes du marxisme, Lénine s'intéresse d'emblée aux voies de la Révolution en Russie. *Le développement du capitalisme en Russie* (1898) expose la situation originale de ce pays : l'avènement du capitalisme n'a pas empêché la pérennité d'un bloc paysan soudé par l'opposition aux grands propriétaires fonciers. En rupture avec l'orthodoxie kautskyste, Lénine insère la paysannerie dans le processus révolutionnaire, tout en récusant l'utopie populiste d'une révolution centrée sur la communauté paysanne, victime d'une inéluctable dissolution. Dans *Que faire?* (1902), acte de naissance du bolchevisme, Lénine s'attaque à la dichotomie économiste entre lutte revendicative, préoccupation des ouvriers, et lutte politique, restée l'affaire des libéraux bourgeois, à laquelle il oppose une théorie de la pratique politique du prolétariat et de son parti d'avant-garde constitué de « révolutionnaires professionnels » organisés de façon quasi-militaire (conception qui prendra plus tard le nom de « centralisme démocratique »). Le POSDR, créé en 1898, reste alors à construire.

Lorsque paraît *Que faire?*, les militants groupés autour de l'*Iskra* semblent partager cette critique de l'économisme. De fait, la séparation de 1903 entre bolcheviks et mencheviks se produit sur des questions d'organisation. Très vite, les divergences s'approfondissent, les mencheviks préconisant une stratégie économiste. Selon eux, dans la réalisation de la révolution démocratique bourgeoise, le rôle dirigeant revient à la bourgeoisie : la social-démocratie se contente de la soutenir. Pour Lénine, les réalités russes infirment ce schéma : d'une part, la bourgeoisie est trop faible pour conduire le combat démocratique contre l'Etat tsariste; d'autre part, les potentialités

révolutionnaires de la paysannerie autorisent d'autres types d'alliances de classes que celui de la Révolution française. La « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie » accomplira, à la place de la bourgeoisie, les tâches de la révolution bourgeoise et préparera, par un élargissement de la démocratie à tous les niveaux, le passage au socialisme.

La Révolution de 1905 rapproche bolcheviks et mencheviks dans l'action commune contre l'autocratie. Les mencheviks restent néanmoins réticents devant la participation bolchevique aux soulèvements armés (Moscou, décembre 1905). Pendant la réaction stolypinienne, les efforts de Lénine portent sur deux axes : le maintien de la cohésion du bolchevisme et, face au menchevisme, la conquête de la majorité de la classe ouvrière. La fin des espoirs révolutionnaires suscite le désarroi. Les bolcheviks se divisent. Si certains souhaitent la conciliation avec les mencheviks, la majorité autour de Bogdanov, Lounatcharski, Krassine, forme une gauche politique et philosophique et exige le refus de toute action légale. En 1908, les otzovistes dirigent les instances bolcheviques. La publication de *Matérialisme et empiriocriticisme* (1909) est un temps fort du redressement entrepris par Lénine qui l'emporte au prix du départ des bogdanovistes. Contre les mencheviks, encore plus divisés et désorganisés par l'influence des « liquidateurs », Lénine parvient à préserver l'autonomie du bolchevisme. Après quelques épisodes unitaires, il impose, lors de la Conférence de Prague de janvier 1912, la scission définitive. Divorce d'autant plus nécessaire que se manifestent depuis 1911 le renouveau de l'activité des masses et l'influence prépondérante des bolcheviks au sein du prolétariat. Ils enlèvent tous les sièges ouvriers lors des élections de la IVe Douma à l'automne 1912. Convaincu qu'un nouvel élan soulève les masses russes, Lénine ne pouvait tolérer que l'action du parti soit limitée par d'ultimes liens organiques avec le menchevisme.

La IIe Internationale refuse le point de vue des bolcheviks et de les considérer comme seuls représentants de la social-démocratie russe. Même la gauche reste réticente. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg, plus proche de Trotski alors menchevik, fait grief à Lénine de son hostilité à la spontanéité des masses, de ses principes d'organisation, et voit en lui le responsable principal de l'anarchie dans le mouvement ouvrier russe. Lorsqu'elle dénie l'importance de la question nationale, Lénine la reconnaît comme une possibilité d'élargissement des alliances et comme un facteur décisif pour l'éclosion d'une situation révolutionnaire. Sur sa demande, en 1912, J. V. Staline écrit *La question nationale et le marxisme*.

La Première Guerre mondiale modifie la situation internationale du bolchevisme et suscite un approfondissement théorique suivi de changements dans la stratégie. Dès novembre 1914, après avoir appelé à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, les bolcheviks, proclamant la « faillite de la IIe Internationale » dont les leaders se sont ralliés à l'Union sacrée, revendiquent la création d'une IIIe Internationale, et nouent des contacts avec la gauche zimmerwaldienne. Au printemps 1916, Lénine rédige *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* : l'expérience de la guerre et la théorie de l'impérialisme dotent le bolchevisme d'une stratégie mondiale. Dans la chaîne des Etats impérialistes, la Russie est « le maillon le plus faible » parce qu'elle présente « l'accumulation et l'exaspération de

toutes les contradictions historiques alors possibles en un seul Etat » (L. Althusser, *Pour Marx*, p. 94). Inévitable, la révolution russe sera le détonateur de la révolution mondiale. Le maillon le plus faible fera céder toute la chaîne. Reste une question : la révolution russe sera-t-elle démocratique-bourgeoise ou socialiste ?

Février 1917 surprend Lénine en Suisse et les bolcheviks militants dans la clandestinité : l'insurrection s'enflamme plus tôt que prévu ! A Pétrograd, comme ailleurs, les bolcheviks s'activent durant l'insurrection et la mise en place des Soviets. Leurs dirigeants hésitent sur l'attitude à tenir vis-à-vis du gouvernement provisoire. Lénine, de son exil, presse le parti dans ses *Lettres de loin* de mobiliser les masses populaires pour la révolution prolétarienne. Le cours des événements comme son analyse des contradictions impérialistes lui font abandonner l'ancien objectif de la « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». S'engager dans la révolution socialiste est devenu possible dans la Russie arriérée car les signes de l'imminence de la révolution se multiplient dans le reste de l'Europe. A son arrivée à Pétrograd, début avril, les *Thèses d'avril*, synthèse de la nouvelle ligne, suscitent l'effarement chez les bolcheviks peu enclins à approuver le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets ! » supposant une prochaine réalisation de la dictature du prolétariat. Il faut un mois à Lénine pour les rallier à ses vues.

Le Parti bolchevique n'est encore qu'un groupe dérisoire. Son intelligence du mouvement des masses, son organisation animée par Sverdlov, comme l'attentisme des autres organisations révolutionnaires, lui confèrent rapidement une large audience et bientôt une influence dirigeante. Fin juillet, son VIe Congrès assiste à l'adhésion du groupe des « interrayons » de Trotski. Jusqu'alors menchevik et longtemps critique du bolchevisme, l'ancien président du Soviet de Saint-Pétersbourg de 1905 sera l'organisateur des Journées d'Octobre et un renfort précieux pour Lénine face à un Comité central incertain à l'instant décisif. Zinoviev et Kamenev considèrent que la prise du pouvoir relève de la légalité soviétique et résultera d'un accord entre les partis de la « démocratie socialiste » sur un gouvernement de coalition. Lénine, s'il avait un temps envisagé une issue pacifique, la repousse devant l'acharnement des mencheviks à soutenir le régime Kerenski, et se décide, fin septembre, pour l'insurrection programmée pour la veille du IIe Congrès pan-russe des Soviets. Pour lui, pour Trotski et Sverdlov, l'organisation rapide de l'insurrection s'impose : les enjeux internationaux comme la contre-révolution menaçante en font une question de vie ou de mort pour la révolution. Elle seule assurera la suprématie du mouvement des masses et du nouvel appareil d'Etat qu'elles ont édifié. Dans *L'Etat et la Révolution* (août 1917), Lénine avait annoncé qu'en Russie les Soviets développeront la dictature du prolétariat et permettront de « détruire la machine d'Etat bourgeoise » : « Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C'est une utopie. Mais *briser* d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela *n'est pas* une utopie (...) C'est la tâche urgente, immédiate, du prolétariat révolutionnaire» (Lénine, o., 25, 460).

Le cours des événements contredit l'émergence de cette tendance vers le dépérissement de l'Etat. Sur le terrain de la production, le délabrement

d'une économie ruinée par les années de guerre, l'échec du contrôle ouvrier, conduisent rapidement à la prédominance d'appareils économiques d'Etat et d'une direction centralisée et autoritaire. Sur le plan politique, l'impossibilité d'un gouvernement de coalition illustrée par l'échec en mars 1918 de l'accord avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, les hésitations des partis socialistes face à la contre-révolution, laissent au seul parti bolchevique la redoutable tâche de triompher des Blancs. Le départ massif des ouvriers les plus conscients vers l'Armée Rouge prive les Soviets de leur substance, et le parti, avec ses commissaires, se substitue à la démocratie soviétique. Cette bolchevisation et cette bureaucratisation à la base accélèrent le processus du passage « du stade de parti unique à celui de parti, unique institution dirigeante; ce n'était plus la bolchevisation des institutions, mais une institutionnalisation du bolchevisme » (M. Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, Gallimard/Julliard, 1980, p. 180). A la fin du Communisme de Guerre, en 1921, la victoire des Rouges a pour prix l'abandon — jugé provisoire — des principes initiaux et la quasi-disparition du prolétariat.

D'où les débats des années 1920 et 1921. Boukharine et Préobrajenski (dans *L'Economie de la période de transition* et *L'ABC du communisme*) conçoivent le Communisme de Guerre comme l'instauration rapide du communisme. Ils interprètent la nationalisation généralisée des entreprises sous l'égide du Vesenkha, la disparition de la monnaie, comme autant de signes de la socialisation de l'économie et du dépérissement des catégories marchandes. De la même optique que ces théorisations dans l'après-coup relève le programme de Trotski de militarisation de la force de travail par la création d'armées du travail. Opposée à ce projet, dénonçant les dures réalités vécues par les travailleurs, l'Opposition ouvrière d'Alexandra Kollontaï et Chliapnikov, de l'intérieur du parti, réclame le respect de la démocratie ouvrière et récuse la confusion Parti/Etat. Le Parti, devenu Parti communiste (bolchevique) de Russie en 1919, se divise en fractions, quand la fin de la Guerre civile révèle l'ampleur du désastre économique, que, le péril blanc écarté, se multiplient les révoltes anti-bolcheviques (Kronstadt) et que tarde la révolution mondiale dont l'avènement conditionne le succès de l'expérience soviétique. Depuis mars 1918, la IIIe Internationale s'efforçait d'en hâter l'éclosion, en Europe centrale surtout.

Lénine condamne les plate-formes des diverses fractions, repousse l'étatisation des syndicats et la militarisation du travail comme la gestion ouvrière. Préconisant la subordination des syndicats et des appareils d'Etat au Parti, il reconnaît aux syndicats le devoir de défendre les travailleurs contre l'Etat soviétique qui n'est qu' « un Etat ouvrier et paysan à déformation bureaucratique » (O., 32, 16-17). Devant le Xe Congrès (mars 1921), il dénonce les illusions du Communisme de Guerre et, pour restaurer l'économie, définit une Nouvelle Politique Economique faite de concessions à la paysannerie. Cette NEP est présentée comme un « recul » par rapport aux objectifs révolutionnaires. Hanté par le spectre de la division du PC(*b*)R dans un contexte aussi critique, Lénine fait adopter l'interdiction des fractions; la mesure, considérée comme provisoire, se révélera un tournant dans l'histoire du bolchevisme par l'élargissement considérable des pouvoirs qu'elle procure *de facto* à la direction du Parti.

De 1923 datent les derniers textes de Lénine. *De la coopération*, *Mieux vaut moins, mais mieux* témoignent de ses ultimes préoccupations et livrent

ses dernières réponses. C'est de l'Orient que surviendra désormais la fin de la solitude : « L'issue de la lutte dépend finalement de ce fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., forment l'immense majorité de la population du globe. Et c'est justement cette majorité de la population qui, depuis quelques années, est entraînée avec une rapidité incroyable dans la lutte pour son affranchissement. A cet égard il ne saurait y avoir l'ombre d'un doute quant à l'issue finale de la lutte à l'échelle mondiale » (o., 33, 515). Avant ce renfort, « pour que nous puissions subsister », la Russie soviétique doit entreprendre une profonde révolution culturelle car « nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme » (o., 33, 515). Elle accompagnera une amélioration incessante de l'appareil d'Etat par la lutte contre la bureaucratie. Pratique transformatrice essentielle, la coopération, dans les campagnes notamment, éduquera les masses au cours d'un long processus en modifiant les rapports de production. La NEP n'est plus recul mais stratégie nouvelle d'avancée vers le socialisme, longue transition vers le communisme.

Lénine meurt en janvier 1924. Son « Testament politique » sera bien vite oublié. N'en demeurera que l'idée d'un repli contenue dans les prémisses de la NEP qui s'épanouira, déformée, dans le mot d'ordre du « socialisme dans un seul pays ». Le « léninisme », dont les articles sont codifiés dès 1924 par les *Questions du léninisme* de Staline, n'est plus qu'un corpus de citations et de lois de la pratique révolutionnaire, une doctrine normative à l'aune de laquelle on mesure les « déviations » dans le parti russe et dans l'IC. A partir de 1925, la « bolchevisation » des partis communistes permettra, entre autres effets, d'éliminer les courants « qui s'opposaient à la métamorphose de l'état-major de la révolution mondiale, et au changement du principe léniniste de subordination de la lutte prolétarienne nationale aux intérêts de la lutte à l'échelle internationale en une subordination du mouvement révolutionnaire mondial aux intérêts du « pays du socialisme victorieux » » (G. Haupt, *Encycl. Univ.*, vol. 13, p. 416).

2 / La politique prolétarienne. — Dès son origine, le bolchevisme se présente comme une théorie de la politique prolétarienne. L'histoire de sa pratique politique met en lumière cette tension permanente qu'il sut mettre en œuvre pour penser les rapports concrets entre les classes et définir des stratégies d'alliance. A l'échelle russe, pendant les premières années. Puis, avec la guerre et la théorie de l'impérialisme, à l'échelle mondiale. Pourtant, cette histoire est souvent source de mythes et de confusions. Ainsi, une lecture bien vite établie d'Octobre comme résultat de l'action d'un groupe d'hommes conscients et disciplinés viendra nourrir le mythe réactionnaire de « l'homme au couteau entre les dents ». Elle animera aussi une conception volontariste de l'Histoire dont les révolutionnaires seront les premières victimes. Par exemple, à la fin de la NEP, un économiste soviétique réputé, Stroumiline, écrira : « Notre tâche n'est pas d'étudier la science économique, mais de la transformer. Nous ne sommes liés par aucune loi. Il n'y a pas de forteresse que les bolcheviks ne puissent prendre d'assaut » (*Planovoïe Khoziaistvo*, nº 7, 1927, p. 11). Ce volontarisme étayera l'idéologie et les pratiques staliniennes du primat des cadres, la théorie de la « révolution par en-haut » et entachera de suspicion tout mouvement de masses non organisé et non contrôlé. La légende procède d'une réalité : les hommes qui « ébranlèrent le monde »

n'étaient qu'une poignée. Avant 1917, les quelques milliers de bolcheviks ne constituent une réelle organisation que dans les grands centres urbains et industriels. A la campagne, d'immenses régions restent vides de toute présence militante. Faibles en effectifs, les bolcheviks ne présentent pas cette force disciplinée, tendue d'un élan unanime, que glorifie l'imagerie d'Epinal soviétique. L'unité avec les mencheviks (1905), le boycott de la Douma (1907-1910), le défaitisme révolutionnaire (1914), les *Thèses d'avril*, la « crise de juillet », l'insurrection (sept.-oct. 1917), la paix de Brest-Litovsk (janv.-févr. 1918), la question syndicale (1920), etc., déchirent un parti où Lénine est souvent mis en minorité. Organisation réduite, divisé par les polémiques, le parti commet aussi des erreurs dans l'appréciation des réalités politiques, souvent à la suite de son principal dirigeant : reconnaissance tardive de l'importance historique des Soviets (1905), sous-estimation du danger de guerre (1914). Février trouve les bolcheviks désespérant de la Révolution qu'ils jugeront inéluctable en Europe les années suivantes. Faut-il minimiser le rôle du bolchevisme dans le processus révolutionnaire ? Renversant les termes du mythe, on conclurait qu'Octobre n'est pas le produit du bolchevisme, mais que le bolchevisme, comme réalité politique, est le produit de la Révolution ?

Bolchevisme fauteur de révolution ou bolchevisme porté par le cours des choses ? Les deux interprétations, symétriques, pèchent par mécanisme. De 1903 au début des années vingt, le bolchevisme est la seule force politique capable de l'intelligence des moments historiques. La démarche léninienne faite de « l'analyse concrète des situations concrètes », de l'étude des contradictions dans leurs spécificités, fonde une pratique souple, rectifiable en liaison avec l'élaboration théorique. Si, en 1917, les bolcheviks forment une véritable avant-garde, c'est parce qu'ils formulent les mots d'ordre traduisant les aspirations de masses et construisent une alliance de classes dynamique par les compromis nécessaires au dépassement des contradictions susceptibles de la retarder (le *Décret sur la Terre* est l'expression d'un compromis : les bolcheviks renoncent à leur programme agraire et adoptent le « mandat paysan » voté par le Congrès des Soviets paysans). Ils « apportent au mouvement qu'ils ont suscité, du fait de l'action de Lénine, une coordination générale et une orientation qui rendent explicite ce qui était à la fois incohérent et convergent : la volonté d'abattre le régime » (M. Ferro, *op. cit.*, p. 181). Les crises du Parti bolchevique expriment son aptitude à rectifier analyses et directives pour s'emparer du nouveau. Elles manifestent sa vitalité et la qualité du rapport théorie/pratique à l'œuvre dans sa praxis.

A bien des égards, le bolchevisme est un phénomène russe. De la Russie autocratique et paysanne procèdent son organisation, sa pratique des alliances, la subordination des syndicats au parti, les modalités de la conquête du pouvoir et de l'exercice du pouvoir. Du vivant de Lénine, les bolcheviks restent conscients de cette spécificité. Même si, après Octobre, ils succombent parfois aux tentations du messianisme révolutionnaire. Sur le fond, ils n'entendent pas faire du bolchevisme une méthode révolutionnaire exportable tous azimuths. La Révolution russe n'est pas pour eux la matrice d'une théorie générale de la Révolution comme de théories générales de l'Etat ou de l'édification du socialisme. Non seulement parce qu'ils différencient données russes et réalités étrangères. Formé dans la lutte contre le mécanisme des économistes et des mencheviks, le bolchevisme

envisage, selon les périodes, diverses stratégies révolutionnaires et soumet le succès de l'expérience russe aux déterminations mondiales de la transition. Le bolchevisme léninien tient dans cette critique du marxisme des mencheviks : « Ils n'ont pas compris ce qu'il y avait d'essentiel dans le marxisme, à savoir sa dialectique révolutionnaire. Ils n'ont absolument pas compris même les indications expresses de Marx disant que dans les moments de Révolution, il faut un maximum de souplesse » (o., 33, 489). C'est un refus du modèle, qu'il soit russe ou général, pour l'étude du singulier, le refus des « lois » pour l'analyse des contradictions concrètes. La thèse semble banale, voire triviale. Elle est pourtant de grande portée. Anti-dogmatique, elle bat en brèche le marxisme figé de la IIe Internationale qui masquait son réformisme sous l'idéologie fataliste et rassurante des Lois de l'Histoire travaillant dans le bon sens vers l'écroulement du capitalisme. Elle contredit d'avance l'idéologie stalinienne du culte de l'Union soviétique et de ses réalisations, du triomphe final du « système socialiste » — autre variante de l'économisme. Affirmant dans la politique révolutionnaire le primat — matérialiste — du réel comme ensemble de contradictions particulières, la démarche léninienne se refuse à devenir système idéologique d'Etat, instance idéologique de légitimation, à la différence du « léninisme » maçonné sous Staline.

En cela se noue l'actualité du bolchevisme : la Révolution n'est ni soumission aux lois de l'Histoire ni réalisation de l'Utopie. Rien d'autre que la recherche dans la complexité des sociétés présentes des éléments de la tendance communiste pour peser dans le sens de leur élargissement. Lénine l'avait formulé dès *Que faire ?* : « Etre le *premier* à poser, aiguiser et résoudre *toute* question démocratique d'ordre général » (o., 5, 435). Tâche ardue et toujours inédite. En témoigne le « dernier combat » de Lénine en 1923 pour penser et transformer les réalités issues de la Révolution, ses pathétiques tentatives pour contrer les effets d'un processus inquiétant dont les données sont aussi bien externes au bolchevisme qu'internes. Ses ultimes écrits nous le montrent angoissé, ennemi de cette « vantardise communiste », expression de la « bureaucratie communiste » dont il redoute la prochaine domination sous les auspices d'un Staline qu'il demande d'écarter du secrétariat du Parti dans son *Testament politique*. S'y inscrit sa capacité à remettre en cause des schémas malmenés par la réalité. A propos de l'Etat, la réflexion amorcée en 1920 lors du débat sur les syndicats reconsidère les thèses par trop générales et dogmatiques de *L'Etat et la Révolution*. En dépit des limites que d'aucuns ont pu y déceler, le bolchevisme de Lénine demeure une force de critique, d'analyse et de proposition (cf. les thèses sur la coopération). Ce bolchevisme là survit-il à Lénine ?

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Lénine et la philosophie*, Paris, Maspero, 1969; N. BERDIAEV, *Les sources et le sens du communisme russe*, Paris, Gallimard, 1966; C. BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS*, Paris, Le Seuil/Maspero, t. 1, 1974, et t. 2, 1977; G. BOFFA, *Storia dell'Unione Sovietica*, 2 vol., Milano, Arnoldo Mondadori, 1979; P. BROUÉ, *Le parti bolchevique. Histoire du PC de l'URSS*, Paris, Ed. de Minuit, 1963; E. H. CARR, *La Révolution bolchevique*, Paris, Ed. de Minuit, 1969; R. DANIELS, *A Documentary History of Communism*, 2 vol., New York, 1960; J. ELLEINSTEIN, *Histoire de l'URSS*, 4 vol., Paris, ES, 1972; M. FERRO, *La Révolution de 1917*, 2 vol., Paris, Aubier, 1967 et 1976; M. FERRO, *Des soviets au communisme bureaucratique*, Paris, Gallimard, 1980; G. HAUPT, article « Bolchevisme » de l'*Encyclopaedia Universalis*, 1974; L. H. HAIMSON, *The russian marxists and the origins of bolshevism*, Boston, Beacon Press, 1966; *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, Moscou, 1960; V. I. LÉNINE, *Œuvres complètes*, Ed. Sociales/Ed. du Progrès, 1958-1969; M. LEWIN,

Le dernier combat de Lénine, Paris, Ed. de Minuit, 1967; M. LIEBMAN, *Le léninisme sous Lénine*, 2 vol., Paris, Le Seuil, 1973; R. LINHART, *Lénine, les paysans, Taylor*, Paris, Le Seuil, 1976; G. LUKÁCS, *Lénine*, Paris, 1965; R. LUXEMBURG, *La Révolution russe*, Paris, 1964; A. G. MEYER, *Leninism*, Cambridge (Etats-Unis), 1957; J. REED, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, ES, 1980; A. ROSENBERG, *Histoire du bolchevisme*, Paris, 1967; L. SCHAPIRO, *De Lénine à Staline. Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, Paris, Gallimard, 1967; J. V. STALINE, *Questions du léninisme*, 2 vol., Paris, Ed. Sociales Internationales, 1938; L. D. TROTSKI, *Histoire de la Révolution russe*, 2 vol., Paris, Le Seuil, 1967; C. WEILL, *Marxistes russes et social-démocratie allemande 1898-1904*, Paris, Maspero, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Bolchevisation, Capitalisme d'Etat, Centralisme démocratique, Communisme, Dictature du prolétariat, Economisme, Fusion, Kautskysme, Impérialisme, Inspection ouvrière et paysanne, Insurrection, Léninisme, Liquidateurs, Lutte des classes, Marxisme, Marxisme-Léninisme, Menchevisme, NEP, Octobre, Otzovisme, Révisionnisme, Socialisme, Stalinisme, Soviets, Trotskisme.

J.-M. G.

Bonapartisme

Al : *Bonapartismus*. — An : *Bonapartism*. — R : *Bonapartizm*.

En permanence soucieux d'analyses concrètes, Marx fut l'un des premiers à s'interroger sur les bases sociales du régime fondé par Napoléon III, régime atypique qui semblait n'être pas l'expression d'une classe dominante. A ce moment « l'Etat semble être devenu complètement indépendant » [et pourtant « le pouvoir d'Etat ne plane pas dans les airs »] (18 B, ES, 1963, 104; MEW, 8, 197-198).

En fait le gouvernement de Bonaparte « acclamé dans le monde entier comme le sauveur de la société » était la seule forme possible de pouvoir « au moment où la bourgeoisie avait déjà perdu — et la classe ouvrière n'avait pas encore acquis — la capacité de gouverner la nation » (GCF, ES, 40; MEW, 17, 337-338). Il s'appuyait sur une grande partie des paysans parcellaires conservateurs, isolés les uns des autres par leur mode de production, incapables de former une classe cohérente et consciente apte à défendre ses intérêts, qui avaient par conséquent « besoin d'être représentés » (MEW, 8, 198) et se reconnaissaient dans l'homme que la tradition historique valorisait en raison de la vivacité des souvenirs napoléoniens dans les campagnes françaises. Un autre appui lui venait de la bourgeoisie qui « pour sauver sa bourse (devait) nécessairement perdre sa couronne » (*ibid.*, 154) en confiant le pouvoir à l'aventurier du 2 décembre, protecteur de ses intérêts matériels.

Le bonapartisme est donc aux yeux de Marx la traduction d'une situation d'équilibre historique entre classes antagonistes principales, il pose l'Etat en situation d'autonomie relative de telle sorte qu'il sert la/les classe(s) dominante(s) sans en paraître l'émanation et s'appuie sur une partie des classes dominées.

C'est ainsi que l'entendait Lénine lorsqu'il analysait dans le gouvernement Kerenski *les débuts du bonapartisme* : « Le pouvoir d'Etat s'appuyant sur la clique militaire (...) louvoie entre deux classes et forces sociales hostiles qui s'équilibrent plus ou moins » et les paysans ne peuvent être bridés « que par un gouvernement bonapartiste capable de prodiguer sans vergogne, à toutes les classes, des promesses dont aucune ne sera tenue » (O., 25, 241; cf. aussi 15, 288-289; 18, 348).

Elargissant la terminologie et la réflexion sur le phénomène, A. Gramsci revenait à l'expression de *césarisme* (dont Marx déclarait en 1869 qu'il avait souhaité se défaire avec le 18 B, ES, 10; MEW, 16, 359) qui exprimait, selon lui, « la solution d'arbitrage » confiée à une grande personnalité d'une situation historique-politique caractérisée par un équilibre de forces qui offre la perspective d'une catastrophe (*Gr. ds le texte*, ES, p. 517).

A partir de là il distinguait un césarisme progressif (César, Napoléon Ier) et un césarisme régressif (Napoléon III, Bismarck). Il mettait en outre en garde contre une interprétation étroite : « le césarisme moderne, plus que militaire, est politique », « on peut avoir une solution césariste même sans un César ».

Le *césarisme* et le *bonapartisme* offrent une hypothèse générique et un schéma sociologique commode qui ne sauraient dispenser d'une analyse historique et politique approfondie.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. RUBEL, *Karl Marx devant le bonapartisme*, La Haye, Paris, Mouton & Cie, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Contre-révolution, Parlement/Parlementarisme.

M. M.

Bond ou Saut (qualitatif ou dialectique)

Al : *(Qualitativer oder dialektischer) Sprung.* — An : *(Qualitative or dialectical) leap.* — R : *Skačok.*

1 / Dans la *Science de la logique* de Hegel, la notion de bond, ou saut, remplit une fonction descriptive : par son application à des exemples pris dans les sciences de la nature, la chimie notamment, elle permet de montrer et de démontrer le caractère dialectique d'un procès, aux points où s'effectue un passage, celui de la quantité à la qualité (« et inversement », ajoute Hegel).

2 / Si cette notion n'est pas, ou fort peu, utilisée par Marx, elle doit son importation — tardive — dans le marxisme (et, donc, sa fortune ultérieure) à Engels (AD, 1876-1878, et DN, 1873-1883, publié en 1925) qui en maintient pour l'essentiel les déterminations hégéliennes. Le bond désigne le mode nécessaire, en tant qu'il est le résultat d'une accumulation de changements quantitatifs graduels et insensibles, du passage d'une qualité à une autre. Il est le moment de la rupture de l'évolution quantitative et/ou du surgissement de la révolution qualitative, l'unité dialectique de la continuité et de la discontinuité. Il exprime donc l'existence même des contradictions à l'œuvre dans le monde matériel. De cette notion, Engels fait son usage comme d'un principe d'illustration de la dialectique matérialiste — ainsi, par référence à l'expression hégélienne de « ligne nodale de rapports de mesure » *(Logique)* « ... une addition ou une soustraction purement quantitative produit, en certains points nodaux, un *saut qualitatif*, comme c'est le cas... de l'eau chauffée ou refroidie, pour laquelle le point d'ébullition et le point de congélation sont les nœuds où s'accomplit... le saut à un nouvel état d'agrégation; où par conséquent la quantité se transforme en qualité » (AD, MEW, 20, p. 42; cf. également p. 61 et 533). Il en étend en second lieu la validité théorique à « l'histoire de l'humanité » en définissant le passage du capitalisme au communisme comme un « bond... du règne de la nécessité dans le règne de la liberté » (*ibid.*, p. 264). Il lui

confère enfin (plus exactement à la « transformation de la quantité en qualité ») le statut d'une « loi de la dialectique », au nombre de trois (*ibid.*, p. 348).

3 / Remaniant Engels, Staline (cf. Matérialisme dialectique et Matérialisme historique, in *Hist. du PC(b)de l'URSS*, Ed. en langues étr., Moscou, 1939, p. 100-125) fait figurer la « loi du saut qualitatif » parmi les quatre grandes « lois » (avec celles de la totalité, de l'évolution et de la contradiction) qui caractérisent selon lui l'essence de la « méthode dialectique ». Leur coexistence est linéaire et égale (chez Boukharine : primat de l'évolution, chez Trotski : *primat du saut qualitatif*).

4 / Lénine [pour lequel la question du dénombrement des lois de la dialectique n'a guère de sens : il n'y en a qu'une, celle de la contradiction, ou bien une infinité descriptive] utilise indifféremment les catégories de bond, contradiction ou rupture (plus rarement) en y mettant un contenu semblable ou voisin (o., 38, p. 267, 344). Elles qualifient à ses yeux la révolution sociale elle-même (« ... ces bonds bienfaisants qui s'accomplissent rarement dans l'histoire mais qui... font avancer très loin le processus de développement social » / « Le temps du « bond » approche en Russie », *ibid.*, p. 498 et 500). Cet usage, passage d'un mode de production à un autre, est devenu largement dominant. Il a parfois tendu à l'affirmation de l'exemplarité « dialectique » d'un modèle révolutionnaire. Dès lors, cependant, que le « bond » est lié à « l'analyse concrète d'une situation concrète », on ne voit pas comment on pourrait en revendiquer l'universalité abstraite, comme « loi », ou en négligeant les modalités concrètes.

La notion de bond a parfois servi à désigner le passage d'une phase d'un même processus à une autre : cf. Staline, discours du 9 février 1946, Mao et le « grand bond en avant », etc.

• Bibliographie. — Hegel, *Logique*, Aubier, t. 1, liv. 1, 2e et 3e sections, cf. p. 198 et s., 354 et s.; *Enzyklopädie der philosophischen Wissenschaften*, Berlin, Ak.-Verlag, 1966, p. 106 et s., 111 et s., 115-116-117; *Leçons sur la philosophie de l'histoire*; F. Engels, DN et AD, t. cit.; Lénine, CP, o., t. 38, outre t. cit., cf. p. 110-114, 118-119, 210, 252, 261; Staline, outre t. cit., cf. *Der Marxismus und die Fragen der Sprachwissenschaft*, Dietz, 1955, p. 34-35; Mao, *A propos de la pratique* et *A propos de la contradiction*, Maspero, 1967, t. 1 et 11.

▶ Corrélats. — Contradiction, Coupure épistémologique, Dialectique, Hégélianisme, Loi(s), Maoïsme, Matérialisme dialectique, Qualité/Quantité, Révolution.

G. Be.

Boukharinisme

Al : *Bucharinismus*. — An : *Bukharinism*. — R : *Buharinizm* ou *Teorii Buharina*.

Le nom de Nikolaï Ivanovitch Boukharine (1888-1938) a été identifié à la politique de la NEP, essentiellement en matière économique mais aussi, plus largement, au type de direction politique qui domine en URSS entre la mort de Lénine (1924) et la victoire définitive du courant stalinien (1929).

En matière économique, le boukharinisme représente l'ensemble des doctrines de transformation modérée de l'économie capitaliste en économie socialiste s'appuyant : *1* / sur le respect de certaines structures traditionnelles de l'économie paysanne — et plus fondamentalement sur la reconnaissance de la différence de la civilisation rurale d'avec la civilisation urbaine;

2 / sur la nécessité d'une combinaison du plan et du marché en économie socialiste.

En ce cens, on peut dire que le boukharinisme a largement influencé les politiques économiques des démocraties populaires au début des années 50 et celle des « réformateurs » soviétiques des années 60.

Le destin de Boukharine et de son œuvre dans l'histoire du Parti bolchevique est assez exceptionnel, puisque après avoir été considéré comme le plus grand théoricien marxiste de son temps et avoir effectivement inspiré et dirigé la politique de l'URSS, il est l'une des principales victimes des procès de Moscou (1936-1938), ce qui lui vaut d'être, avec la plupart des autres dirigeants de 1917, rayé de l'histoire du marxisme et du mouvement ouvrier.

En sorte que, si boukharinisme il y a eu après la mort de Boukharine, ce ne pouvait être que d'une manière clandestine. De plus, ce boukharinisme, moins qu'un courant du mouvement communiste, fut l'idéologie propre à la première génération des cadres de l'Etat soviétique et, après eux, à ceux qui ont pu se reconnaître dans leur politique, la NEP. L'effacement du boukharinisme correspond à la liquidation physique de ces cadres par la révolution stalinienne, et sa ré-émergence à la reconstitution progressive et précaire de ce type de dirigeants (les « réformateurs ») sous l'ère krouchtchévienne. Et alors que Boukharine est l'un des derniers accusés des procès de Moscou à n'avoir pas été réhabilité, sa pensée fait aujourd'hui l'objet de redécouvertes dans des pays comme la Hongrie, la Yougoslavie et même la Chine.

Depuis l'*Economie politique du rentier* (1915) jusqu'aux *Notes d'un économiste* (1929), l'œuvre de Boukharine est essentiellement consacrée à l'économie et tout entière tendue vers la constitution d'un savoir positif des formations sociales, conforme à l'orthodoxie marxiste, mais aussi ouvert aux influences de l'économie et de la sociologie « bourgeoises » (Max Weber par exemple). Boukharine est sans doute le plus cultivé et le plus « théorique » des dirigeants bolcheviques. Sa pensée est donc plus sensible à l'information théorique extra-marxiste mais, en contrepartie, sa volonté réitérée de faire du marxisme une science positive capable de rivaliser avec les sciences politiques bourgeoises l'amène à produire des textes économistes et dogmatiques *(L'ABC du communisme*, et le *Manuel populaire de sociologie marxiste)* qui, compte tenu de leur grande qualité pédagogique et de leur caractère exemplaire, lui vaudront de longues critiques de Gramsci (in *Cahiers de Prison*, 11, § 13 à 35).

Mais cet aspect le plus connu, le plus public, de l'œuvre de Boukharine, n'est peut-être pas le plus important. Et il est remarquable pour l'histoire du marxisme que la pensée du dirigeant bolchevique qui fut à la fois le plus authentiquement « scientifique » et le plus pragmatique ait été obsédée de part en part par la question de l'Etat, sous ses aspects théorique, pratique et éthique.

L'influence de Boukharine sur Lénine peut être considérée comme décisive quant à la question de l'Etat à deux niveaux : la théorie de l'impérialisme et le concept de dictature du prolétariat. Sur ce dernier point, il revient à Boukharine d'avoir recomposé le concept, à partir des textes de Marx et d'Engels, comme articulation « bris + dépérissement » de l'Etat, et d'avoir exhumé la composante anti-étatique et anarchiste de la pensée marxienne, complètement occultée par les marxistes de la IIe Inter-

nationale (cf. *Vers une théorie de l'Etat impérialiste*, Moscou, 1925, non trad.).

La politique économique de Boukharine sous la NEP, son insistance permanente sur l'enjeu central de l'alliance ouvrière-paysanne, la notion apparemment baroque de « transition au socialisme à travers le marché », restent obscures tant qu'on les sépare de la question de l'Etat. Qu'il soit dans l'opposition communiste de gauche en 1918, ou le dirigeant modéré de droite de 1925, Boukharine pense toujours à l'Etat et à son dépérissement. Après avoir cherché à le briser à toute force (le « gauchisme » de 1918), il se résigne à sa nécessité dans la phase de transition mais s'efforce d'en trouver des formes n'excluant aucun moyen (y compris le « Enrichissez-vous ! » qu'il lance aux paysans) *sauf un* : le renforcement de l'Etat aux dépens des fragiles équilibres de la société soviétique. Le marché, la coopérative sont tout ce qui reste à la révolution pour sortir la Russie de son passé sans réveiller le spectre du Léviathan, de l'exploitation féodale-militaire des paysans qui pointe dans l'industrialisation à marche forcée.

Mais dans sa volonté d'orthodoxie marxiste et dans sa fidélité inconditionnelle à l'esprit de parti, Boukharine ne peut trouver la solution théorique et politique au problème du Léviathan. Le Boukharine défait et pessimiste des années 30 n'a plus l'ambition d'un révolutionnaire mais espère encore sauver ce qui peut l'être pour que la Russie échappe au totalitarisme : l'Etat soviétique est irrémédiablement bureaucratique, mais peut-on encore y insuffler *l'humanisme* nécessaire pour qu'il ne devienne pas purement et simplement fasciste ?...

• BIBLIOGRAPHIE. — Œuvres de Boukharine : *L'économie politique du rentier*, 1915, trad. franç., EDI, 1972; *L'économie mondiale et l'impérialisme*, 1917, trad. franç., Anthropos, 1967; *Economique de la période de transition*, 1920, trad. franç., EDI, 1976; Boukharine et Préobrajensky, *L'ABC du communisme*, 1920, trad. franç., Maspero, 1967; *La théorie du matérialisme historique (Manuel populaire de sociologie marxiste)*, 1921, trad. franç., Anthropos, 1977; Recueil d'articles 1925-1927 sous le titre *Le socialisme dans un seul pays*, UGE, 1974, « 10/18 ». — Sur Boukharine : Stephen COHEN : *Nicolas Boukharine, la vie d'un bolchevik*, Maspero, 1979; Y. BLANC et D. KAISERGRUBER, *L'affaire Boukharine*, Maspero, 1979.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, NEP, Paysannerie, Socialisme, Stalinisme.

P. S.

Bourgeoisie (classe capitaliste)

Al : *Bourgeoisie, Bürgertum.* — An : *Bourgeoisie, Middle-Class.* — R : *Buržuazija.*

o / Classe dominante dans les sociétés où prévaut le mode de production capitaliste. Cette domination qui s'entend sous diverses formes, notamment politiques et idéologiques, renvoie au procès d'ensemble de la circulation et de l'accumulation du capital, tel qu'il contraint les capitalistes à des pratiques sociales déterminées. L'exploitation étant au cœur de ce procès, c'est dans la lutte des classes que la bourgeoisie se constitue et se reconstitue sans cesse, sa composition et ses caractéristiques évoluant avec les rapports sociaux. Le salariat — qui, avec les autres rapports marchands, est la condition d'existence d'une bourgeoisie — présuppose que la classe capitaliste détienne le monopole des moyens de production. Ce qui, d'une part, requiert le développement de moyens sociaux de production en lieu et place des anciens métiers. Ce qui implique, d'autre part, qu'un tel monopole s'exprime dans les formes du Droit.

En 1888, Engels ajoute la note suivante à l'édition anglaise du *Manifeste* : « Par bourgeoisie, on entend la classe des capitalistes modernes qui possèdent les moyens sociaux de production et utilisent du travail salarié. » Cet énoncé classique permet de mettre en lumière les deux problèmes majeurs que rencontre toute tentative de définition de la bourgeoisie.

a) La première difficulté concerne les traits qui distinguent la classe des capitalistes. On n'a pas manqué de déterminer comme propriété privée individuelle la « possession » que mentionne ici Engels, alors que la société par actions et, surtout, la propriété d'Etat sont devenues les principales formes juridiques de la propriété. Or la seconde partie de la définition évoque le salariat, lequel ne va pas sans l'armée des travailleurs démunis des anciens moyens de production auxquels le développement capitaliste substitue des moyens « sociaux » : salariés, les ouvriers sont incorporés matériellement au procès de production dont le capitaliste assure l'organisation. Les aspects juridiques n'épuisent donc pas la réalité des rapports de production. Ou plutôt, avec la propriété et sous l'apparence égalitaire des rapports de circulation (dont l'achat-vente de la force de travail), le Droit ne fait qu'autoriser le double pouvoir qu'exerce la bourgeoisie et que lui contestent les luttes syndicales et politiques de la classe ouvrière : le pouvoir d'extraire un surtravail par le biais des fonctions de surveillance et de direction du procès de travail, et le pouvoir de s'approprier, de répartir et de reproduire la valeur issue de ce surtravail. En tant qu'ils sont le lieu d'une lutte des classes dont « (l'utilisation) du travail salarié » indique l'essentiel, à savoir l'exploitation, ce sont bien les rapports de production qui fondent la position de la bourgeoisie comme classe. Dès lors, au terme des transformations juridiques qui accompagnent non seulement le simple mouvement de concentration du capital, mais également certaines luttes historiques, la bourgeoisie ne peut-elle être définie comme la classe des agents du capital, qui disposent des moyens de production sans en être nécessairement les propriétaires privés ou individuels ?

b) Le second problème porte sur la réduction de la bourgeoisie aux seuls « capitalistes ». Aux seuls industriels ? Bien entendu, la classe bourgeoise admet d'autres fractions, qui peuvent d'ailleurs être comprises sous la définition d'Engels. En effet, à ne considérer que le revenu de la bourgeoisie, si l'intérêt et le gain commercial peuvent représenter, avec le profit industriel, autant de sources de ce revenu, ces différentes sources elles-mêmes proviennent toutes de la survaleur dont cet énoncé d'Engels mentionne en fait les conditions ultimes. Au-delà de la seule question des revenus, c'est encore le primat de la lutte des classes qui s'affirme ici. Car pour autant qu'à l'échelle sociale l'accumulation du capital procède de l'extraction d'un surtravail, effectuée donc pour l'ensemble de la classe bourgeoise par les entrepreneurs de l'industrie, les rapports de production capitalistes révèlent une opposition globale d'intérêts entre la classe ouvrière et les différents représentants d'un capital social divisé en capitaux distincts, plus ou moins indépendants, et opérant non seulement dans la production, mais également dans la circulation sans laquelle la survaleur ne pourrait être convertie en capital. Les fractions de la bourgeoisie renvoient ainsi aux différentes formes du capital : capital-argent, capital-marchandise, capital productif, ainsi qu'aux inégalités du développement des divers secteurs du capital productif. Sans même évoquer ici

la question des couches sociales intermédiaires, qu'en est-il donc de ces fractions de classe : de leurs rapports ?

Les problèmes rencontrés sont ainsi ceux des formes du capital que les bourgeois « personnifient » (expression fréquente chez Marx). Ces formes sont à interroger selon un double point de vue : celui de leur fonction, qui intéresse la question des fractions de classe et de leurs rapports (cf. *infra*, 2) ; celui de leur concentration et de leur centralisation, qui permet d'instruire la question de la propriété (cf. *infra*, 3). L'approche que ces questions requièrent ne pourra donner lieu ici qu'à indications générales.

Par ailleurs, en qualifiant de « modernes » les capitalistes concernés, ce qui renvoie à la grande industrie, et en mentionnant le caractère « social » des moyens de production considérés, Engels exclut de sa définition la petite bourgeoisie. Rien d'étonnant à cela puisque aussi bien, comme nous allons le voir (*infra*, 1), l'élaboration du concept de bourgeoisie implique la mise à jour de déterminations qui font apparaître la classe capitaliste comme la force révolutionnaire qui détruit la petite bourgeoisie en même temps qu'elle crée le prolétariat industriel.

1 / Lorsque Marx et Engels s'affirment comme hommes de parti engagés dans le mouvement communiste naissant, le terme de bourgeoisie possède déjà, en France, la signification commune qu'il gardera par la suite : il désigne, de manière composite, industriels, financiers, commerçants grands et petits, membres des professions libérales, artisans. En ce sens, malgré la racine germanique du mot, la notion est typiquement française, comme l'indique Engels en 1845 (cf. *Sit.*, Introd.). Soulignons qu'à partir de 1843 les textes marxistes commencent à substituer *prolétariat* à *peuple* : dans la lutte contre le féodalisme, ce dernier terme (employé par Marx dans les combats de *La Gazette rhénane*) évoquait indistinctement les forces sociales que la notion de tiers état réunit encore en 1789 mais qu'une nouvelle terminologie, dès cette époque, tend à dissocier en *classes possédantes* et *classes laborieuses*. Or l'usage du pluriel indique qu'on s'en tient à une approche qui additionne des catégories présentant quelques traits communs, alors que l'analyse marxiste portera sur la lutte des classes et définira la bourgeoisie selon son opposition au prolétariat.

Au moment où Marx et Engels séjournent le premier à Paris, le second à Manchester, cet antagonisme fondamental leur apparaît sous des traits économiques et sociaux en Angleterre, sous des traits politiques en France, tandis que l'Allemagne, du fait de son retard, fournit le modèle de la domination idéologique de la bourgeoisie (cf. *Sit.*, 32-33 et 51 ; MEW, 2, 233-234 et 250).

Depuis 1789, en France, les luttes politiques témoignent de l'opposition de la bourgeoisie aux mouvements populaires. Elles montrent ainsi dans les faits que le discours de la rationalité et de l'universalité dissimule des intérêts particuliers, ce que la situation allemande, caractérisée par une prégnance de ce discours dans un rapport des forces en apparence figé, ne permettait que d'entrevoir. C'est cette exemplarité des luttes politiques françaises qui conduit Marx à radicaliser l'entreprise critique amorcée par les écrits de 1843 et à reconnaître dans l'Etat représentatif moderne l'instrument de la domination de classe de la bourgeoisie. D'où cette thèse (cf. notamment IA, 105 et MEW, 3, 62 ; MPC, 1 ; K., I, 3, 178-179 et 193 et s. ; MEW, 23, 765-766 et 779 ; AD, 315 ; MEW, 20, 259) qui ne variera pas : la

bourgeoisie ne peut se constituer comme classe sans s'organiser dans l'Etat qui assure la permanence des conditions de la reproduction du capital.

La domination de la bourgeoisie ne peut non plus s'établir sans l'ensemble des représentations qui en masquent la réalité matérielle et historique. Ces représentations, *L'idéologie allemande* les réfère à l' « organisation sociale issue directement du commerce et de l'industrie » (IA, 105; MEW, 3, 62), soit à la *bürgerliche Gesellschaft*, cette société *civile* que Marx spécifie comme société bourgeoise, première dénomination du mode de production capitaliste. Et *L'idéologie allemande* précise : « Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes » (*ibid.*, 75; MEW, 3, 46); soit encore : « Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants » *(ibid.)*.

Les « modèles » français et allemand, trop brièvement évoqués ici, fournissent donc deux déterminations, l'une politique, l'autre idéologique, essentielle à l'intelligence du concept de bourgeoisie. Mais il convient de souligner que si la thèse de la domination politique possède la signification immédiate que nous avons mentionnée, il en va autrement pour celle de la domination idéologique. A la différence de l'Etat moderne, lequel est bien l'Etat *de* la bourgeoisie, les idées dominantes ne sont pas tant celles *des* bourgeois que les idées qu'imposent les rapports de production à travers les formes qui médiatisent l'assujettissement (à ces rapports) de tous les acteurs sociaux, y compris les capitalistes. C'est d'ailleurs la prégnance de représentations erronées qui fait du capitaliste le « support conscient » du mouvement du capital et qui adjoint au « contenu objectif » de ce mouvement les « buts subjectifs » sans lesquels il ne peut s'accomplir, soit l'intervention du capitaliste comme « capital personnifié, doué de conscience et de volonté » (expressions du K., I, 1, 156-157; MEW, 23, 167-168). Ces illusions nécessaires proviennent :

— de la sphère de la circulation, en particulier de la concurrence où « tout apparaît à l'envers » (cf. notamment K., II, 1, 108; III, 1, 62-63, 184, 228, 238-239, 322; III, 2, 42-43; MEW, 24, 120; 25, 54-53, 177, 224, 235-236, 325, 390-391);
— de la double face de la direction capitaliste du procès de travail (cf. K., I, 1, 187, 193; 2, 24; 3, 66; III, 1, 154-155; 2, 45-54; MEW, 23, 199, 207, 351, 653; 25, 147-148, 393-403).

Il convient par ailleurs de préciser que la position concrète de la bourgeoisie comme classe politiquement et idéologiquement dominante dans une société donnée requiert toujours l'examen de conditions historiques complexes (cf. par exemple, LCF et 18 B).

Caractérisée au XIXe siècle par une avance considérable, l'Angleterre est l'occasion d'une première approche des rapports sociaux qui sont au cœur du développement industriel et qui permettent de préciser de manière décisive le concept de bourgeoisie. Situées dans cette perspective, les analyses que propose Engels en 1845 trouvent un lien d'unité dans le concept de concurrence. La lutte des classes économique ? « Cette concurrence des travailleurs entre eux (...) est l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat. D'où les efforts des travailleurs pour supprimer cette concurrence en s'associant; d'où la rage de la bourgeoisie contre ces associations et ses cris de triomphe à chaque défaite qu'elle leur inflige » (*Sit.*, 119; MEW, 2, 307). Or, la concurrence qui divise les ouvriers règne

également entre les bourgeois, et elle procède de la propriété privée, laquelle, à mesure que le développement industriel la concentre, achève la destruction de l'ordre féodal et recompose la société autour de l'antagonisme capitalistes/ouvriers, expression de la séparation capital/travail. *Propriété privée, concurrence :* il faudra revenir sur ce premier état de la question, où trouve son origine la tradition qui, au sein du marxisme, tendra à identifier rapports de production et formes juridiques de la propriété. Contentons-nous pour l'instant de noter que les traits sous lesquels, en Angleterre, l'antagonisme de classes se donne à voir permettent de spécifier la bourgeoisie comme la classe des capitalistes. Et cette précision essentielle repose sur une genèse qui fait dépendre la constitution de cette classe d'une révolution industrielle ressaisie comme l'histoire de l'expropriation de la paysannerie et de la petite bourgeoisie : « La petite industrie donna naissance à la classe moyenne, la grande industrie à la classe ouvrière (...). Dans l'intervalle (...), la nombreuse petite bourgeoisie du « bon vieux temps » a été détruite par l'industrie et décomposée en riches capitalistes d'une part et pauvres ouvriers de l'autre » (*Sit.*, 56 ; MEW, 2, 254).

2 / Le Manifeste du Parti communiste et les textes ultérieurs de Marx, principalement *Le Capital*, précisent les conditions historiques du développement de la bourgeoisie, selon les lignes d'approches qu'il importe de signaler.

« Les marchés des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en décomposition » (MPC, 32 ; MEW, 4, 463). Cet « élément révolutionnaire » constitue la première fraction de la bourgeoisie moderne. Son action — l'action du capital commercial — prolonge le travail de sape de la société féodale qu'avait entrepris le capital usuraire (cf. K., III, 2, chap. 36 ; MEW, 25, 607 et s.). En effet : « Le développement du commerce et du capital marchand favorise l'orientation en général de la production vers la valeur d'échange » (K., III, 1, 340 ; MEW, 25, 344). Dominant de manière écrasante la petite et moyenne bourgeoisie, la bourgeoisie commerçante s'empare de l'Etat dont les interventions contribuent à créer les conditions sociales du développement industriel. A l'essor du commerce avec les guerres, les exactions coloniales et la traite des Noirs qu'il entraîne s'ajoute l'action expropriatrice d'une fiscalité que la dette publique aggrave toujours plus, ce qui a pour effet de « consommer le divorce du travailleur d'avec les conditions du travail » (K., I, 3, 201 ; MEW, 23, 727). Dès que l'activité commerciale ne peut plus se soutenir que de la prépondérance industrielle (comme en témoigne le déclin de la Hollande par rapport à l'Angleterre), les « millionnaires de l'industrie », « chefs de véritables armées industrielles » (MPC, 33 ; MEW, 4, 463), deviennent la fraction dominante de la classe bourgeoise et remplacent bientôt les négociants à la tête de l'Etat.

Or, avec la grande industrie, la bourgeoisie trouve son mode d'existence propre.

— D'une part, en effet, la puissance du travail accumulé sur le travail vivant accroît directement le pouvoir de la bourgeoisie sur la classe ouvrière : outre qu'il n'existe bientôt plus que des moyens *sociaux* de production

d'un côté et des travailleurs *libres* (c'est-à-dire démunis) de l'autre, le capitaliste voit grandir son autorité sur le procès de travail à mesure que les conditions de ce procès se font plus complexes.

— En second lieu, la prévalence du capital productif répond aux déterminations réelles de la survaleur. Le capitaliste industriel qui d'abord « se l'approprie tout entière et qui seul la convertit en capital » est bien « le représentant de tous les partageants entre lesquels le butin se distribue » (K., I, 3, 8 ; MEW, 23, 590).

— Et surtout : « La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux », ce qui « distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes » (MPC, 35 ; MEW, 4, 465).

Ce constat, qui est une thèse centrale du *Manifeste*, trouve son explication dans la théorie de l'accumulation : « (La concurrence) ne permet pas au (capitaliste individuel) de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive » (K., I, 3, 32 ; MEW, 23, 618). C'est également la nécessité impérieuse de l'accumulation qui explique les réelles oppositions d'intérêts qui divisent la classe capitaliste et rend compte des transformations affectant sa composition interne. A chaque période, certaines fractions dominent, qui mettent en œuvre, en contrôlant certains secteurs, des formes d'exploitation permettant une accumulation accrue du capital. Cette marche extensive de l'accumulation conduit à la concentration du capital.

Domination de la bourgeoisie commerçante à l'époque de la manufacture. Puis, avec la grande industrie, domination de la bourgeoisie industrielle et, au sein de celle-ci, des groupes pouvant dégager les fonds d'accumulation les plus importants. Effort, par ailleurs, des fractions commerçantes et financières pour obtenir une part plus grande de la survaleur extorquée à l'échelle sociale. On voit que la classe bourgeoise ne peut nullement être définie par une convergence spontanée d'intérêts individuels et que des contradictions la traversent. Or ce sont ces contradictions mêmes qui concourent à l'aggravation de l'exploitation et à l'accroissement de la survaleur, lorsque la lutte de classe prolétarienne échoue à entraver cette aggravation. Enfin, à l'époque de l'impérialisme, les monopoles limitent la concurrence : la bourgeoisie est alors dominée par les représentants du capital financier, lequel fusionne le capital industriel monopoliste et le capital bancaire.

3 / A considérer maintenant les formes juridiques de la propriété, il apparaît que la concentration et la centralisation du capital s'accompagnent d'une substitution, à la propriété privée individuelle, de la société anonyme ou société par actions d'une part et, d'autre part, de la propriété d'Etat en quoi consistent, ici, le secteur public, là, la propriété socialiste. La propriété d'Etat, en particulier, semble signer la disparition des propriétaires privés. Mais, indépendamment des conditions historiques et nationales de son apparition (économie socialiste planifiée, ou économie mixte dominée par le capital monopoliste privé), implique-t-elle, dans son principe, la disparition de toute appropriation privée et, partant, la disparition d'une classe vouée à mettre en valeur le capital ? C'est ici qu'il faut évoquer brièvement la divergence fondamentale qui, au sein même du marxisme, oppose deux traditions distinctes.

Pour la première de ces traditions, fixée par l'économie politique soviétique, les rapports de production capitalistes sont déterminés par le règne de la concurrence et le régime de la propriété privée. Le socialisme en constituera donc la négation, dès lors qu'il reposera à la fois sur la planification et sur la propriété socialiste (d'Etat et coopérative), et dès lors que l'Etat qui possède et planifie représentera le peuple tout entier. Conçue d'abord comme la seule loi économique devant s'imposer à la société, la planification soviétique sera toutefois modifiée après la reconnaissance des « lois objectives » s'opposant à la toute-puissance de l'Etat, après la reprise officielle de toutes les anciennes catégories économiques, à l'exception du « capital ». Aujourd'hui, elle prétend consister en un usage socialement maîtrisé des lois de la valeur et des rapports marchands.

Cette conception rencontre d'abord la réalité des faits. Ni les offices centraux de planification, ni l'appareil budgétaire et bancaire, ni les divers niveaux intermédiaires jusqu'aux chefs d'entreprise ne paraissent posséder une maîtrise du développement telle qu'elle pourrait permettre, par exemple, d'éviter les crises de pénurie qui, paradoxalement, semblent liées à la tendance du système à la suraccumulation du capital. Et surtout : les dirigeants politiques et économiques qui assurent l' « accumulation socialiste » à travers des comportements souvent contradictoires et sous des formes dont l'efficacité est en effet discutable, apparaissent bien comme les représentants des différentes fonctions du capital. Bénéficiant de substantiels avantages hors salaire (analogue aux frais de société des capitalistes occidentaux), ils constituent, à tout le moins, un groupe social dominant ayant accaparé un Etat oppressif. Certes, ce groupe dominant qui se reproduit aujourd'hui par le népotisme et l'intrigue a connu des modalités originales de constitution (en URSS : les purges des années 30 qui éliminèrent les révolutionnaires au profit d'hommes d'origine populaire qui durent au Parti, c'est-à-dire à l'Etat, une ascension sociale rapide). Ces modalités particulières ne doivent pas conduire à écarter la question qui se fait de plus en plus insistante à mesure que perdure l'ordre social existant : ne s'agit-il pas, à proprement parler, d'une bourgeoisie ?

Cette économie politique qui se réclame de Marx et d'Engels peut aussi être confrontée aux thèses de ces derniers. Reprenons l'ouvrage même d'Engels où nous avons rencontré le couple notionnel propriété privée / concurrence. Si la petite bourgeoisie en déclin et la bourgeoisie capitaliste en expansion ont formellement en commun d'appliquer les lois de la production marchande qui reposent sur la propriété privée, c'est alors bien plutôt « la tendance centralisatrice de l'industrie », sur quoi insiste tant Engels, qui caractérise cette classe capitaliste établissant sa puissance sur les ruines de la petite production indépendante. Soit la tendance qui, à mesure que s'accroissent les moyens sociaux de production, fait de ceux-ci le monopole d'une classe toujours relativement plus restreinte. C'est ce que confirme avec une précision théorique décivise ces pages du *Capital* (K., I, 3, 24-28; MEW, 23, 608 et s.) où Marx distingue droit de propriété et mode d'appropriation : « A mesure que (la production marchande) se métamorphose en production capitaliste, ses lois de propriété se changent nécessairement en lois de l'appropriation capitaliste » *(ibid.)*. S'agissant précisément de la propriété privée individuelle, Engels note dans sa *Critique du programme d'Erfurt* qu'elle n'est qu'un « phénomène » transitoire dans l'histoire du capitalisme, le développement de celui-ci

aboutissant en outre à « la fin de l'absence de plan » (*Gloses*, 96; MEW, 22, 232). Dans l'*Anti-Dühring*, le même Engels écrit d'ailleurs : « L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire porté à son comble » (AD, 315; MEW, 20, 260).

Bref, après les formes concurrentielle et monopoliste du mode de production capitaliste, une forme étatique caractérisant le socialisme. A ces formes, et selon des conditions historiques déterminées, correspondent des configurations spécifiques de la bourgeoisie entendue comme la classe des agents du capital.

Cependant, quelles que soient les modalités concrètes de sa domination, et quelles que soient les modifications que la lutte de classe prolétarienne apporte aux conditions de l'exploitation, l'existence d'une bourgeoisie implique toujours qu'en face du travailleur salarié le capital soit concentré sous la forme juridique de la propriété. C'est ce dont témoigne, paradoxalement, l'importance que l'économie politique soviétique et les constitutions des démocraties populaires accordent à la question de la « propriété socialiste », question parfaitement juridique. C'est bien le Droit qui prétend alors que la propriété d'Etat ne peut pas donner lieu à une appropriation privée, capitaliste, des conditions et des résultats du travail. Mais, à la différence du Droit bourgeois classique, et malgré les discours qui en répètent inlassablement la lettre, ce Droit dérisoire échoue à masquer la violence et le mensonge qui caractérisent, en fin de compte, toute société de classes.

• BIBLIOGRAPHIE. — E. BALIBAR, Plus-value et classes sociales, in *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974. — B. CHAVANCE, *Le capital socialiste, histoire critique de l'économie politique du socialisme*, Paris, Le Sycomore, 1980. — MARX et ENGELS : IA, Paris, ES, 1968, p. 86-90, 92-93, 105, 207, 221-223; MEW, 3, 56-61, 75, 61, 164, 177-179; MPC, Paris, ES, 1976, p. 30-47 et 49; MEW, 4, 462-467, 468; *Corr.*, ES, 1972 et 1974, t. 3, L. 36, t. 4, L. 77. — N. POULANTZAS, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1974; *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Bourgeoisie nationale, Boutique, Capital, Capitalisme, Classes sociales, Concurrence, Dictature du prolétariat, Division du travail, Droit, Exploitation, Fabrique (Législation de), Industrie (Grande), Lutte des classes, Ouvriers, Petite bourgeoisie, Pouvoir, Prolétariat, Rapports de production.

Ph. M.

Bourgeoisie nationale

Al : *Nationale Bourgeoisie*. — An : *national bourgeoisie*. — R : *Nacional'naja burtuazija*.

L'appariement notionnel, que supporte cette expression, semble d'emblée attribuer à la bourgeoisie un supplément de service. Paradoxal sursis, après qu'en Europe le prolétariat s'est affirmé apte à incarner le destin de la Révolution (cf. la Révolution de 1848 en France et, en particulier, la russe de 1905) ? Mais, constate Lénine, en Asie, « ... il y a encore une bourgeoisie capable de représenter une démocratie conséquente (...), une bourgeoisie qui est la digne compagne des grands prédicateurs et des grands hommes d'action de la fin du XVIIIe siècle » (O., 18, 164).

L'histoire la localise en Asie, mais aussi, suite à l'extension de la domination impérialiste, en Afrique et en Amérique latine. Et la désignation rebaptise la bourgeoisie autochtone bourgeoise nationale, dont la connotation remue subrepticement une conception qui, dans le marxisme jusqu'à Lénine — entre autres —, apportant les nuances exigées par les conjonctures nationales et mondiales, est restée fixée dans la formule : le nationalisme entrave la prise de conscience du prolétariat (cf. Marx et l'Irlande). Exigence nouvelle en effet : l'indispensable reconsidération de la question nationale et, partant, coloniale. Elle emporte la redéfinition du rôle de la bourgeoisie nationale au sein des mouvements de libération nationale, prélude éventuel au processus conduisant au socialisme. Bref, cette reconsidération devrait établir la juste modalité de participation de la bourgeoisie — produite et/ou favorisée par la colonisation — au mouvement d'indépendance et de contribution éventuelle au passage au socialisme. Or, ce rapport indépendance/transition au socialisme n'est que vaguement approché dans le marxisme classique. Engels énonce le principe — imprécis dans ses termes et jamais repris dans la tradition marxiste — que les indépendances peuvent être le fait des prolétariats métropolitains. Comme étape préalable... N'est-ce pas ce qu'il écrit à Kautsky : « ... l'Inde, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises, espagnoles devront être pris en main par le prolétariat et conduits aussi rapidement que possible vers l'indépendance. Mais quant à savoir quelles phases sociales et politiques ces pays devront traverser alors, avant d'arriver eux aussi à une organisation socialiste, je crois qu'aujourd'hui nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses assez vaines » (Lettre du 12-9-1882). Quant à Marx, il demeure tributaire de l'IA et du MPC, posant que « la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares » (MPC, ES, éd. bil., p. 41 ; MEW, 4, 466). C'est ainsi — et sans pécher par européocentrisme ni par démagogie — qu'il montre les avantages de la domination britannique en Inde sur celle des Arabes, Turcs, Tatars, Mogols, etc., laissant voir, cependant, l'indépendance comme le résultat d'une alternative nationale probable, si la bourgeoisie anglaise n'est pas supplantée par le prolétariat anglais (cf. *Les résultats éventuels de la domination britannique en Inde*, *apud* KM et FE, *Textes sur le colonialisme*, Ed. de Moscou, s. d., p. 97).

Cette vision — certes jamais exposée de façon systématique — connut un gauchissement assez cynique (cf. proposition de Van Kol, *apud* H. Carrère d'Encausse et S. Schramm, *Le marxisme et l'Asie, 1853-1964*, Paris, A. Colin, 1970, p. 169), conduisant la IIe Internationale à des préjugés inacceptables et aux pires échecs. Kautsky, dont les positions à ce propos sont souvent ambiguës, s'insurge contre une « politique coloniale socialiste », car, pense-t-il, la politique coloniale est contraire à la politique civilisatrice (Congrès de Stuttgart, 1907).

Chemin faisant, le problème colonial réacquiert ses titres de question nationale. La libération nationale s'impose comme prioritaire dans une conjoncture d'intensification de la politique coloniale liée à l'impérialisme. Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes s'affirme. Mais s'estompe momentanément le souci de passage au socialisme. La libération se suffit à elle-même ; elle est anti-impérialiste dans son principe... Et, la bourgeoisie, fût-elle nationale, continue d'être fustigée. Elle est toujours suspecte dans ses mouvements : « ... la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification

des ouvriers : (...) elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes... » (Lénine, o., 22, 161). C'est la conjoncture de la guerre (1916) : la bourgeoisie obéit à son aînée. Pourtant, en 1912, évoquant l'éveil de l'Asie, Lénine parle d'une bourgeoisie qui « est encore avec le peuple contre la réaction », et dont « le principal représentant ou le principal étai social (...), encore capable d'une tâche historiquement progressiste, est le paysan » (o., 18, 164). D'un autre mot, c'est la démocratie révolutionnaire dont le discours peut même être socialisant (cf. Sun Yat-sen).

Cette reconnaissance prépare proprement la conception stratégique du IIe Congrès de l'IC (1920). Elle y fonde les principes du rapport que propose Lénine devant la commission chargée des questions nationale et coloniale. Il s'agira d'accorder une aide effective aux mouvements révolutionnaires de libération, appelés, dans une autre mouture non retenue, mouvements de libération démocratiques-bourgeois. Des divergences s'y sont exprimées, notamment du fait de Roy ou de Serrati rejetant tout soutien du prolétariat à la bourgeoisie, mais à vrai dire sans se cristalliser en courants de pensée et d'action. L'approche reste toujours circonstanciée, voire controversée, comme cela s'est vu à propos de la Chine : Trotski ironisant contre les quatre classes de Staline, ou Boukharine amorçant la critique de la politique de l'IC, ou Mao, rééditant *La nouvelle démocratie* (1940) et y substituant bourgeoisie nationale à bourgeoisie.

De là, s'est fait jour une oscillation entre l'attitude dure (cf. Jdanov à la séance inaugurale du Kominform, 1947) et son assouplissement (conférence des PC à Moscou en 1960). L'attitude « souple » recommande l'alliance des communistes « avec la meilleure fraction de la bourgeoisie » (cf. déjà FE, *Sit., in fine*), anti-féodale et anti-impérialiste (cf. Lénine, o., 32, 153) afin de mener à bien les tâches démocratiques post-indépendance. Mais, à la IIe Conférence (1969), la crainte d'une confiscation du pouvoir par la bourgeoisie nationale s'est exprimée. D'où la recommandation d'une radicalisation de la démocratie nationale dans le sens du rapprochement avec le marxisme : évolution et fusion de groupes ou partis révolutionnaires avec le PC (Cuba, Vietnam) ou mise en place de fronts avec participation des communistes dans les pays ayant opté pour le socialisme dans le cadre de la voie non capitaliste (Irak, Syrie, Sud-Yémen...).

• BIBLIOGRAPHIE. — A. ABDELMALEK, *La dialectique sociale*, Paris, Seuil, 1972; S. AMIN, *La nation arabe, nationalisme et luttes de classe*, Paris, Minuit, 1976; E. Colotti PISCHEL et C. ROBERTAZZI, *L'IC et les problèmes coloniaux, 1919-1935*, Paris-La Haye, Ed. Mouton, 1968; F. FANON, *Les damnés de la terre*, Maspero, 1976, p. 95 et *passim*; R. GALLISSOT *et al.*, MOC et nationalisme dans le monde arabe, *Cahier du Mouvement social*, no 3, Paris, Ed. Ouvrières, 1978; L'IC et la libération de l'Orient, *Le Ier Congrès des Peuples de l'Orient*, Bakou, 1920, Maspero, 1971; LÉNINE, cf. Index, o., 47, *s.v.*, à cela il faut ajouter, entre autres occurrences liées à cette question : 15, 405; 17, 110; 20, 27; 22, 156 et 385; 25, 218 et s.; 31, 145-152, ou encore le recueil *Le mouvement de libération nationale de l'Orient*, Moscou-Paris, 1962; *La Nouvelle Revue internationale*, en particulier, les nos 12/13, 1959; 12, 1972; 11, 1974.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Bourgeoisie, Colonisation/ Colonialisme, Démocratie nouvelle, Front, Fusion, Impérialisme, Nationalisme, Populisme, Transition, Voie non capitaliste de développement.

M. Mou.

Boutique

Al : *Boutique.* — An : *Shop.* — R : *Lavka.*

Symbole de la petite bourgeoisie, en particulier des « petits bourgeois parisiens » et antithèse de la Barricade, représentant les ouvriers. Marx écrit qu'en juin 1848 « la Boutique avait marché contre la barricade, pour rétablir la circulation qui mène de la rue à la boutique » et qu'elle avait, à son tour, été défaite par ses créanciers, propriétaires et banquiers (LCF; MEW, 7, 37-38; ES, 51-52).

Dans *Le Capital*, Marx laisse J. Roy traduire *Krämer* (petits commerçants) par « rats de boutique », dans le même couple que « loups de bourse » *(Börsenwölffe)* (MEW, 23, 302; ES, I, 1, 279). L'ambivalence du statut de la petite bourgeoisie en est, une fois de plus, souligné.

▶ CORRÉLATS. — Barricades, Petite bourgeoisie.

G. L.

Bris (de l'Etat)

Al : *Zerbrechen (des Staates).* — An : *Destruction of the State.* — R : *Lomka gosudarstvennogo apparata*

Voir : Dépérissement de l'Etat, Dictature du prolétariat.

Budapest (Ecole de)

Al : *Budapester Schule.* — An : *Budapest School.* — R : *Budapeštskaja škola.*

« Je suis fermement convaincu que c'est aujourd'hui dans ces œuvres que se prépare la philosophie de l'avenir » — c'est ainsi que Georges Lukács a présenté, dans une lettre au *Times Literary Supplement*, en 1971, les travaux d'Agnès Heller, Ferenc Féher, György Márkus et Mihaly Vajda; et c'est lui qui a consacré ce groupe sous l'appellation générique d'« Ecole de Budapest ». Mais on doit ajouter à cette liste les noms d'Andreas Hegedüs, Maria Márkus, György Bence, Janos Kis, Sandor Rádnoti, György Kónrad, etc. — philosophes, sociologues, hommes politiques, écrivains. Cette école, bien qu'ayant subi fortement l'impact de l'œuvre de Lukács, surtout les travaux des périodes pré-stalinienne (de *L'âme et les formes* à *Histoire et conscience de classe*) et post-stalinienne (la dernière *Esthétique* et *L'ontologie de l'être social*), ne se réduit pas pour autant à son influence. Il s'agit d'une véritable renaissance de la réflexion critique, inspirée par un marxisme ouvert et liée au mouvement de déstalinisation en URSS et dans les pays de l'Est. Si, à l'origine, cette école présentait une relative cohérence dans son projet — rénover la pensée marxiste, conquérir une place importante dans le champ idéologique, révéler les potentialités sociales orientées vers le changement démocratique en Hongrie — son développement de 1956 à 1978 ne se produit pas cependant sans heurts, contradictions internes, ruptures (personnelles et idéologiques) et, pour finir, éclatement et séparation. Aujourd'hui, de façon assez approximative, on peut discerner trois courants dans ce qui reste de ce grand mouvement de la nouvelle gauche hongroise :

1 / Le courant représenté par Ferenc Féher, Agnès Heller, György et Maria Márkus, exilés « volontaires » en Australie et dont les travaux

recouvrent pratiquement tout le champ des sciences humaines (philosophie, sociologie, économie, esthétique, anthropologie, épistémologie, etc.). Ce courant, d'une exceptionnelle fécondité intellectuelle, se caractérise à la fois par sa rupture radicale avec le socialisme réellement existant et par son enracinement critique dans le marxisme.

2 / Le courant aujourd'hui représenté par Andreas Hegedüs, qui soutient la nécessité de lutter pour des réformes internes, tout en déployant une critique sévère du système en place; ce mouvement est qualifié de « réforme du communisme ».

3 / Le courant autour de György Bence et Janos Kis, qui a renoncé au marxisme et au travail théorique en général et qui attribue aujourd'hui une importance décisive au journalisme politique d'opposition.

Ces caractérisations, bien évidemment schématiques, ne prétendent nullement restituer les nuances qui tissent une telle école (Mihaly Vajda, par exemple, qui a rompu avec Heller, Féher et Márkus, et serait aujourd'hui plus proche du troisième courant, mériterait à lui seul une étude particulière); au moins permettent-elles de saisir des orientations fondamentales. Au plan des publications, c'est cependant le courant « australien » qui est sans doute le plus prolifique. Ses positions théorico-politiques sont assez difficiles à saisir tant les préoccupations sont diverses et leur évolution rapide et même ambiguë. Le dernier ouvrage collectif, *The Dictatorship over Needs* (1983), contient l'essentiel de la position actuelle. Il se présente en effet comme une analyse totale et du système de type soviétique et des faiblesses de la pensée marxiste elle-même. Les idées-forces qui le sous-tendent sont les suivantes :

— Le rattachement, en premier lieu, à un *humanisme radical*, qui n'est pas seulement une dimension importante de la pensée de Marx, mais aussi et surtout la seule réponse possible à la *déshumanisation* absolue engendrée par le stalinisme. En tant que point de départ, cette affirmation humaniste rend possible l'avènement d'une philosophie de la *désaliénation* dont l'œuvre de Agnès Heller fournit un témoignage marquant.

— La réaffirmation, en second lieu, de la *philosophie de la praxis* comme point d'insertion théorique, et cela surtout par opposition au positivisme sous toutes ses variantes. Si cette insertion signifie le rejet total du « marxisme officiel » des pays de l'Est, si elle postule une rencontre avec le marxisme occidental, c'est surtout à travers Merleau-Ponty et Lucien Goldmann et par opposition à Althusser, dont l'œuvre apparaît à la fois comme néo-positiviste et même proche du marxisme officiel.

— La solidarité, en troisième lieu, avec la *nouvelle gauche* occidentale dans sa critique de la société de consommation et dans sa recherche d'une nouvelle organisation du système des besoins. Cette position est combinée, par ailleurs, avec une critique acerbe des pays de l'Est, notamment sur le problème des libertés politiques.

— La réflexion, enfin, sur la possibilité d'une *démocratie radicale*, fondée sur le pluralisme, la réhabilitation du marché, l'autogestion et la socialisation libre des rapports de production.

Ces thèses se retrouvent dans pratiquement tous les travaux, individuels ou collectifs, de ce courant. Mais c'est sans doute dans *The Dictatorship over Needs* qu'elles sont affirmées avec le plus de rigueur et de tranchant. Cet ouvrage est basé à la fois sur une conception implicite du marxisme et sur une volonté de rupture définitive avec l'expérience du socialisme

réellement existant. On pourrait même soutenir que c'est précisément l'enracinement dans un marxisme profondément inspiré du jeune Marx qui engendre — en plus de l'expérience humaine des auteurs, qui sont Hongrois — cette rupture vis-à-vis du système de type soviétique.

La conception anthropologique de l'essence humaine, telle qu'elle est articulée par le jeune Marx, est tout entière fondée, selon les auteurs, non sur des abstractions métaphysiques, mais sur le paradigme des besoins. Celui-là a une vertu proprement ontologique : il incarne, socialement et historiquement, le passage de l'homme, en tant que nature, à l'homme, en tant que culture; l'humanité dans l'homme suppose donc le libre développement de ses capacités à travers l'organisation d'un système spécifique de besoins. Si le socialisme signifie la libre satisfaction des besoins par le biais du développement d'une individualité également libre et responsable, s'il est en outre évident que, dans le capitalisme, le système des besoins est profondément aliéné et perverti, il est par le fait même nécessaire de comprendre que le socialisme réellement existant incarne une négation déterminée (au sens de Hegel) à la fois du projet de Marx et des aspects positifs du système capitaliste des besoins. Ou, pour être plus précis, la fonction des besoins est, dans le socialisme réellement existant, totalement *retournée* en son contraire : elle est devenue, pour reprendre l'expression de Johann Arnasson (un des meilleurs interprètes de ce courant), un « *modus operandi* d'une forme de domination inconnue auparavant » (Perspectives and Problems of Critical Marxism in Eastern Europe, in *Thesis Eleven*, nº 5-6, 1982). Ce retournement figure dès lors non plus la satisfaction mais bien la *dictature* sur les besoins; cette dictature fonctionne dans toutes les sphères du système social. On peut la définir ainsi : il s'agit d'un système de domination totale dans lequel la disposition du surplus social par l'appareil du pouvoir constitue une forme spécifique d'expropriation monopoliste sur toute la société. Cela engendre, selon les auteurs, une nouvelle structuration des rapports individu-société, l'avènement d'une individualité brisée, un processus historique de *de-enlightenment*, c'est-à-dire de contre-émancipation, et, pour finir, la mise en place d'un totalitarisme spécifique, qui vise à homogénéiser la société. Ce mécanisme global, aujourd'hui en crise, a été mis en place, bien que de façon contradictoire, dès la révolution russe de 1917. Le stalinisme, qui fut, selon les auteurs, la victoire du léninisme sur *toute* la société, n'a fait que pousser jusqu'à ses extrêmes conséquences la logique propre du bolchevisme et surtout du parti politique de type léniniste. On peut, selon eux, tester cette réalité historique nouvelle dans les trois sphères — économique, politique, idéologique — qui structurent les sociétés de type soviétique. Sur le plan économique, la dictature sur les besoins fonctionne à travers un système de production de nature corporative, de type non capitaliste et qui traduit une forme nouvelle d'expropriation du surplus social. Ce système n'est pas capitaliste — il serait plutôt à la fois pré- et post-capitaliste — parce que l'économie est totalement soumise à une *irrationalité substantielle* et structurelle : la planification n'est pas le produit, contrairement aux apparences, d'une logique de développement économique, mais plutôt le résultat d'un système intégré de *binding orders*, donc de *contraintes*, qui incarnent à la fois la compétition et le *bargaining* acharné des divers groupes au sein du système de pouvoir. C'est moins donc d'une économie politique que d'une économie de commandement qu'il est question. De là, notamment, le

blocage du passage de la sphère de production de biens de production à la sphère de la production des biens de consommation. Seul le secteur de production des armements échappe relativement à cette irrationalité structurelle, et cela en raison aussi bien des impératifs de défense que de ceux de surveillance de la société et de ventes à l'étranger (le Tiers Monde surtout). La conséquence centrale de cette situation relativement au champ des besoins est la suivante : dans ce système les besoins sociaux ne peuvent être articulés que pour autant qu'ils sont traduits en *objectifs bureaucratiques* dont la légitimité est reconnue par l'appareil de pouvoir; la réconciliation entre les diverses demandes sociales, dans le marché intrabureaucratique, est toujours déterminée par la logique de reproduction des situations de pouvoir à l'intérieur de cet appareil. De là, entre autres conséquences, l'une des caractéristiques qui témoigne le plus de l'absurdité de ce système : l'éternel balancement entre la pénurie et le gaspillage...

Au plan politique, ce système se caractérise par l'abolition de toute séparation entre l . société civile et l'Etat-Parti. Depuis 1917, soutiennent les auteurs, on assiste à une politisation globale du Social. Le Parti, conçu comme figure d'une nouvelle forme de souveraineté, pénètre toutes les sphères de la société et détermine, de façon impérative, la structure des intérêts particuliers et sociaux; il incarne ainsi autoritairement l'intérêt général. Mais le Parti n'est pas une abstraction : il est représenté par une *élite dirigeante* composée par la haute direction politique en son sein, l'armée et les services policiers de sécurité. Cette élite *n'est pas* le Parti : elle le représente plutôt comme un *pouvoir fiduciaire*; elle incarne les intérêts du Parti, qui ne se réduisent ni à ceux de ses membres individuels ni à ceux de l'élite. Le Parti est un système global, qui a une logique propre. Et c'est pourquoi l'on ne peut parler, pour ces sociétés, de classe au pouvoir. La bureaucratie, la technocratie ne sont que des moyens par lesquels s'exerce la domination du véritable souverain : le système du Parti, à travers ses divers appareils. De là, les auteurs déduisent des considérations suggestives sur les diverses formes de légitimation à l'œuvre en URSS et dans les pays de l'Est. En visant en outre à homogénéiser la totalité sociale par le biais d'une pression constante sur le système des besoins sociaux, cette nouvelle forme de souveraineté apparaît tout à la fois plus proche des formes de domination politique pré-capitalistes, absolutistes, et en régression par rapport au libéralisme et au contractualisme juridique de la société bourgeoise.

Dans le champ idéologique, la dictature sur les besoins est tout aussi manifeste. Si l'idéologie est, dans sa structure, le produit de la confrontation dans le marché culturel, elle apparaît plutôt au sein du système de type soviétique, comme un corps de doctrine coercitif d'imputations qui vise à contrôler le comportement social et à produire la soumission et l'obéissance envers le Parti, détenteur de la vérité idéologique. De là, une mutation structurelle de la notion même d'idéologie : le monopole idéologique fait de l'idéologie une *règle auto-affirmative* de l'appareil de souveraineté, par exclusion de toute compétition sur le marché des idées. D'où des *effets* culturels très graves : en particulier, un appauvrissement intellectuel du système lui-même qui bloque toute émergence culturelle de la société; un processus historique de *de-enlightenment*, de contre-émancipation, qui incarne la substitution de l'aliénation et de la soumission à la responsabilité personnelle; le développement de psycho-pathologies sociales

caractérisées par des formes tout à fait spécifiques d'angoisse et de peur; l'atomisation sociale et des formes également spécifiques de névrose de masse, etc.

Ce système de dictature sur les besoins entre, selon les auteurs, aujourd'hui en crise. Celle-là est le résultat de l'absence d'une réelle hégémonie culturelle du Souverain (Parti) sur la société : l'idéologie officielle ne peut en effet répondre au besoin d'activité et de consommation culturelle exprimé par les populations de ces sociétés; de la renaissance de sociétés civiles (notamment en Pologne et Hongrie) qui, selon les auteurs, tendent à se séparer des corps politiques dominants; de la crise économique d'un modèle de croissance zéro qui ne parvient pas à résoudre la question agraire et celle des biens de consommation; de l'émergence de nouvelles formes de contestation culturelles, dont le fondamentalisme religieux de certains secteurs de « Solidarité » en Pologne et de Soljénitsyne sont des traits importants. Pour les auteurs, ce dernier point est d'ailleurs très grave, car le « poison » fondamentaliste est tout aussi régressif et réactionnaire que le système de la dictature sur les besoins.

Remarque. En dépit du réel intérêt que la théorie de la dictature sur les besoins suscite et de l'originalité de la pensée de chacun des auteurs, quelques remarques paraissent s'imposer : *a* / La thématique des besoins, articulée sur fond d'une conception anthropologique du sujet, d'une pertinence douteuse, appellerait une discussion sur la théorie de l'ontologie de l'Etre social, telle que le vieux Lukács l'a développée et surtout telle qu'elle fut insuffisamment critiquée par ce courant (cf. *Zur Ontologie des gesellschaftlichen Seins*, Neuwied, Luchterhand, 1971-1973; et surtout *Notes on Lukács' Ontology* par Féher, Heller, Márkus et Vajda, in *Lukács Reconsidered*, Blackwell, 1983); *b* / L'analyse postulée quant à la nature de la révolution d'Octobre 1917 semble par trop superficielle et polémique; *c* / Il apparaît que, moins qu'une cause, la dictature sur les besoins devrait plutôt être rapportée à un *système d'effets* incontrôlables par la forme de pouvoir de type soviétique et inhérente au blocage historique des pays de l'Est et de l'URSS, blocage qui doit être analysé dans le contexte de la réorganisation du capitalisme mondial en ce XXe siècle; *d* / La catégorie de totalitarisme utilisée par les auteurs, et qui implique un « avalement » de la société civile par la société politique (le Parti-Souverain), est extrêmement discutable, moins en ce qu'elle décrit qu'en ce qu'elle présuppose : à savoir précisément l'existence historique d'une possibilité même de séparation entre les sphères du social et du politique.

• BIBLIOGRAPHIE. — Philippe DESPOIX, *Le rationalisme radical de l'école de Budapest* (biblio.); Ferenc FÉHER, *L'alliance de G. Lukács et de B. Balazs* (1968); *Dostolevsky et la crise de l'individu* (1973); *Le roman est-il une forme problématique?* (1973); *La philosophie de l'histoire du drame* (1977); *Au carrefour du romantisme anticapitaliste* (1977); Agnès HELLER, *L'Ethique d'Aristote* (1966); *L'homme de la Renaissance* (1966); *Valeur et histoire* (1969); *La vie quotidienne* (1970); *Hypothèses pour une théorie marxiste de la valeur* (1972); *Sur les instincts* (1973); *La théorie des besoins chez Marx* (1976; trad. franç. chez 10/18); *Pour une philosophie radicale* (trad. franç au Sycomore); *Théorie de l'Histoire* (1981); György MARKUS, *L'épistémologie du jeune Marx* (1960); *Langage, logique et réalité : remarques critiques sur le « Tractatus » de Wittgenstein* (1964); *Marxisme et anthropologie* (1966); *La perception et le problème esprit-corps* (1968); *L'âme et la vie* (1973); *Comment une économie critique est-elle possible?* (avec G. BENCE et J. KIS, 1969-1971); *Langage et production* (version française chez Denoël, 1982); L'Ecole a en outre produit plusieurs ouvrages collectifs : *Individu et praxis* (1975); *Lukács réévalué* (1977-1983); *Marxisme*

et démocratie (recueil d'articles chez Maspero, 1981); *La dictature sur les besoins* (1983); *La Hongrie de 1956 revisitée* (1983); *Les Temps modernes*, numéro spécial consacré à l'Ecole de Budapest, août-septembre 1974.

▶ CORRÉLATS. — Autogestion, Besoins, Bureaucratie, Démocratie directe, art. Etat, Humanisme, Ontologie (de l'être social), Parti, Praxis, Quotidienneté, Stalinisme, Totalitarisme.

S. N.

Bund

Dès les années 1880, dans l'ouest et le sud-ouest de la Russie, le mouvement social-démocrate juif s'organise à partir des cercles fondés par des intellectuels, des artisans et des ouvriers qui sont vite capables d'animer des actions de masses et de constituer des caisses de secours mutuel et même des syndicats. Cette précocité du mouvement ouvrier juif dans l'empire tsariste aboutit en 1897 à la formation (Congrès de Vilna) d'une Union générale des Ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie, plus connue sous le nom de « Bund ».

Les relations entre le Bund et la social-démocratie russe seront étroites et conflictuelles. Les bundistes, antisionistes, préconisent à l'origine l'assimilation. La multiplication des pogroms ébranle leur conviction que l'antisémitisme disparaîtra avec le capitalisme. Dès mai 1895, le futur leader menchevique Martov (Zederbaum), militant actif des groupes juifs de Vilna, préconise la formation d'un parti spécifiquement juif. L'existence d'un tel parti juif autonome, même affilié à la social-démocratie russe, ne peut que susciter des rivalités et des désaccords : Martov lui-même ne tarde pas à devenir un adversaire du séparatisme juif. Cependant, durant ses premières années, la social-démocratie russe bénéficie de l'expérience et du soutien organisationnel des bundistes. La brochure *De l'agitation*, rédigée par le dirigeant du Bund A. Kremer, dotée d'une préface de Martov, est diffusée à Saint-Pétersbourg en 1894. L'année suivante, Martov et Lénine fondent l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière et s'inspirent des principes organisationnels de Kremer, même si Lénine critique son attachement à la « spontanéité ». Le Bund participe à la fondation du POSDR : c'est avec son assistance que se tient son Ier Congrès à Minsk en mars 1898, et Kremer figure parmi les trois membres élus du Comité central. Le Congrès reconnaît l'autonomie du Bund dans les questions « concernant spécialement le prolétariat juif ». Mais le IIe Congrès (1903) rejette la prétention du Bund d'être considéré comme le représentant unique du prolétariat juif et sa proposition d'une organisation du parti sur une base fédérative : les délégués du Bund quittent le Congrès. Le IVe Congrès du POSDR (Stockholm, avril 1906) réintègre le Bund sur la base de l'autonomie, bien qu'au cours de son VIe Congrès (Zürich, octobre 1905) le Bund ait revendiqué dans son programme la « création d'institutions juridiques publiques » qui « ne peuvent aboutir qu'à l'autonomie exterritoriale, sous forme d'autonomie culturelle-nationale », « supposant : *1* / le retrait, du ressort de l'Etat (...) de toutes les fonctions rattachées aux questions de la culture (instruction publique, etc.); *2* / la transmission de ces fonctions à la nation elle-même, sous la forme d'institutions spéciales tant locales que centrales, élues par tous les membres sur la base du suffrage universel (...) ». Le Bund se réclame ainsi du Congrès

de Brünn (1899) de la social-démocratie autrichienne et des thèses d'Otto Bauer.

Dans le POSDR, favorables aux mencheviks, les bundistes participent au Bloc d'Août (1912) antibolchevique. Après février, ils soutiennent le gouvernement de coalition. Octobre provoque la division du Bund. En 1918, se forment des groupes de gauche et, en mai 1919, se tient à Kiev la Ire Conférence du « Bund communiste » d'Ukraine qui crée avec d'autres groupes de Juifs communistes l'Union communiste juive (Komfarband) admise au Parti communiste russe en août 1919. En Russie Blanche, l'aile gauche du Bund adhère également au PCR en mars 1919. Enfin, en mars 1921, lors de la Conférence de Minsk, l'ensemble du Bund prend la décision de rejoindre le PCR, à l'exception du groupe de « droite » d'Abramovitch. En 1920, la XIIe Conférence du Bund avait reconnu l'inutilité de l'autonomie culturelle nationale, revendication formulée dans le cadre du capitalisme, qui « perd son sens dans les conditions de la révolution socialiste ». C'est en Pologne surtout que se poursuit l'histoire du Bund, jusqu'à sa liquidation en 1948 par le gouvernement Bierut.

• BIBLIOGRAPHIE. — Le Bund, in *Combat pour la dispora*, n° 4, Paris, éd. Syros, 1980; I. DEUTSCHER, La révolution russe et le problème juif, *in* A. LÉON, *La conception matérialiste de la question juive*, EDI, 1968; F. FEJTÖ, *Les Juifs et l'antisémitisme dans les pays communistes*, suivi de documents et de témoignages, Plon, 1960; A. KREMER, *Ob agitatsii*, Genève, S. posliesloviem P. Axelroda, 1896; M. RAFES, *Otcherki po istorii « Bunda »*, Moscou, 1923; L. SCHAPIRO, *De Lénine à Staline. Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, Gallimard, 1967; Henry J. TOBIAS, *The Jewish Bund in Russia. From its Origins to 1905*, Stanford, California, Stanford University Press, 1972. — Pour la critique des thèses bundistes par les bolcheviks : V. I. LÉNINE, *Aux ouvriers juifs*, O., 8, 501; V. I. LÉNINE, *Notes critiques sur la question nationale* (1913), O., 20, 11; J. V. STALINE, Le marxisme et la question nationale, in *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, ES, 1950.

▶ CORRÉLATS. — Agitation/propagande, Antisémitisme, Austro-marxisme, Bolchevisme, Communauté, Menchevisme, Nationalisme, Sionisme.

J.-M. G.

Bureaucratie

Al : *Bürokratie*. — An : *Bureaucracy*. — R : *Bjurokratija*.

I / *La tare de l'Etat capitaliste*. — Dès la *Critique du droit politique hégélien*, Marx dénonce la bureaucratie de l'Etat bourgeois comme le résultat de sa coupure d'avec la société. S'érigeant en représentant d'un intérêt général mythique, l'Etat donne à cette fantasmagorie politique, pur formalisme, un contenu matériel qu'incarne la bureaucratie. Aliénation d'aliénation, celle-ci représente le sommet de l'illusion politique (*Cripol.*, ES, 91; MEW, 1, 248).

Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte prolonge ce thème : l'Etat, excroissance monstrueuse, parasite la société par la bureaucratie. Pourtant ce texte juxtapose une tout autre perspective, sans repérer les différences : organisation de la classe dominante, l'Etat est l'incarnation réelle de son intérêt général; la bureaucratie n'est plus l'envers d'un universel mythique. En confisquant tout intérêt commun pour l'administration d'Etat, elle l'érige en intérêt général et assure l'autonomie des fonctions publiques. S'identifiant à la division du travail dans les appareils d'Etat, elle se présente

à la fois comme l'aspect fondamental, avec l'armée, de l'érection de l'Etat en machine spéciale et comme le lien qui lui permet de pénétrer la société et de la quadriller. C'est en elle que se nouent les rapports entre la coupure de l'Etat et ce qu'on a appelé depuis son élargissement (18 B, ES, 1963, 103; MEW, 8, 181).

Si l'Etat n'est qu'un parasite, la bureaucratie n'est qu'une hétérogestion de la société. Celle-ci retrouve son autonomie, si la décentralisation lui transfère les tâches d'administration. La gestion se détache de la politique qui dépérit avec l'Etat : « Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production » (AD, ES, 1963, 320; MEW, 20, 262). L'autogestion brise la bureaucratie. Engels (*Gloses*, ES, 1966, 103-106; MEW, 22, 235-237) préconisera l'autonomie administrative complète et l'élection des fonctionnaires dans le cadre d'une république démocratique comme forme de la dictature du prolétariat.

C'est anémier la leçon que Marx tire de la Commune, qui, selon lui, a été prise à tort pour une lutte contre la centralisation. Le gouvernement à bon marché, la suppression du fonctionnarisme n'étaient que des conséquences de la Commune (GCF, ES, 1963, 65-66; MEW, 17, 339-342).

La bureaucratie n'est pas simplement une gestion extérieure de la société, elle est essentielle à la pratique politique capitaliste et à sa domination étatique. Dessaisissant les organes représentatifs législatifs de tout pouvoir de contrôle, elle consacre la séparation des pouvoirs et la division entre tâches de la volonté générale et tâches prétendument techniques (*ibid.*, 63; *ibid.*, 338-339).

Aussi la démocratie directe comme forme de pouvoir et comme nouvelle pratique de la politique est-elle la clé du bris de l'Etat bureaucratique. Supprimant la coupure législatif-exécutif, elle assure la fusion des tâches politiques et administratives. Le mandat impératif, la responsabilité et la révocabilité permanentes permettent au contrôle des masses d'empêcher l'autonomisation des fonctions administratives. Loin de dépérir dans l'administration, le travail politique absorbe le travail de gestion, s'unit à l'économie et s'impose comme travail intellectuel général de tous les travailleurs.

La coexistence des deux interprétations perdure dans le marxisme. Malgré le primat qu'il accorde au politique, Lénine les reprend toutes deux dans *L'Etat et la Révolution*. Mais si la bureaucratie est l'incarnation du parasitisme de l'Etat, il est normal que la IIe puis la IIIe Internationale aient négligé, malgré les invocations comminatoires, le problème de la bureaucratie de parti. Kautsky peut tonner au Congrès de Mannheim contre les risques de bureaucratisation, il n'a d'autre remède que la soumission à l'esprit de la social-démocratie. Une théorie juste et une bonne organisation endiguent le fléau. La conception léninienne du centralisme démocratique renforce le rôle des mesures d'organisation. La bureaucratisation du parti ne peut être le fruit que d'une victoire idéologique et matérielle de la bourgeoisie, non de tendances internes à l'organisation ouvrière. C'est le sens de la célèbre analyse de Lénine attribuant la faillite de la IIe Internationale à la naissance d'une aristocratie ouvrière.

Le livre de Michels, *Les partis politiques*, de 1912, montrant les limites de la démocratie représentative dans les partis ouvriers, insistant sur la constitution d'une couche dirigeante séparée de la base et s'imposant à elle, n'a pas rencontré dans le marxisme l'écho qu'il méritait. L'auteur, il est vrai, animé d'une féroce idéologie élitiste, ne ramenait pas le

problème à sa racine : le parti, toujours imbriqué dans les appareils idéologiques d'Etat, prend nécessairement lui-même une forme étatiste. Le marxisme est resté prisonnier d'une idéologie faisant de l'organisation l'incarnation de la conscience de classe, étrangère à l'étatisation.

Une hypothèse peut expliquer la vivacité d'un tel schéma : les « pères fondateurs » n'ont jamais thématisé le lien entre la bureaucratie d'Etat et la bureaucratie du capital, entre l'accaparement du travail intellectuel de direction par le capital et la fixation des tâches administratives dans des appareils d'Etat séparés. L'analogie entre l'organisation d'ensemble de la classe capitaliste et le despotisme d'usine, thématisée ensuite par Gramsci puis par Poulantzas, était entravée par l'image de la coupure entre Etat et société civile. La bureaucratie d'Etat restait en l'air.

II / *Lénine et la bureaucratisation du régime soviétique.* — Reconnue dès 1919, la bureaucratisation du régime soviétique s'accomplit dans un double mouvement à la fois contradictoire et complémentaire : *1* / Dépérissement de la démocratie directe : les soviets ruraux sont souvent inexistants; faute de cadres nombreux et qualifiés, l'administration soviétique n'est que l'ancienne administration remise sur pied avec ses pratiques de concussion; enfin les soviets sont limités dans leur pouvoir par les organes administratifs centraux; *2* / Bureaucratisation du parti qui tend, en partie pour contrer le mouvement d'autonomisation de l'appareil administratif, à recouvrir l'appareil d'Etat et à se subordonner les organisations autonomes de la classe ouvrière (subordination des comités d'usine aux syndicats, de ceux-ci au parti).

Lénine insiste sur le drame de la Russie révolutionnaire : la faiblesse culturelle des travailleurs reproduit la coupure entre un savoir possédé par de rares spécialistes et un travail manuel déqualifié (O., 31, 427). Le bureaucratisme communiste est une pratique du savoir qui, exacerbant cette coupure, isole une connaissance métaphysique abstraite de toute pratique, et coupe une fraction des bolcheviks des travailleurs.

Aussi arrive-t-il à voir dans la bureaucratie le simple effet d'un manque culturel et non le résultat de la lutte des classes dans une division du travail héritée du capital. L'action éducative des organisations serait la réponse à ce vide. Mais Lénine saisit de plus en plus nettement dans cette reproduction de l'ancien appareil dans le nouveau une forme spécifique de lutte de classe liée à l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie, qui s'impose jusque dans le parti.

Ses deux solutions sont la démocratie directe et une révolution culturelle dans laquelle le travail politique fusionnerait le travail manuel et le travail intellectuel pour la masse des travailleurs, transformant la culture en savoir vivant et pratique par la gestion politique de l'économie, par un lien direct entre économie et politique. Les deux se conditionnent réciproquement : la démocratie directe s'étend par la révolution culturelle, mais celle-ci suppose la prise en main par les masses de l'appareil d'Etat, d'abord dans la gestion.

La pratique politique des bolcheviks bloque leurs propres solutions. En soumettant le contrôle de la production non à l'appareil soviétique mais aux syndicats, dans une tradition commune au marxisme de De Léon et à l'anarcho-syndicalisme, ils coupent l'appareil politique de la dictature de la production. Les rapports d'organisation entre le parti et les syndicats

se substituent à la démocratie directe. La culture même devient affaire d'organisation, au double sens du terme : discipline et appareil porteur de cette discipline (o., 29, 71-72). Dans la droite ligne de *Que faire ?*, c'est l'organisation qui assure le lien entre théorie et pratique.

III / *La bureaucratie est-elle classe dominante ?* — La fusion complète du parti et de l'Etat, l'autonomisation totale des deux, consommées à l'époque stalinienne, ont conduit à poser la question de la bureaucratie comme classe dominante en URSS, puis, avec la formation du bloc des démocraties populaires, à se demander si ce n'est pas la marque d'un nouveau type de formation sociale. Faut-il parler, avec Castoriadis, d'un capitalisme bureaucratique spécifique, ou, avec la tradition social-démocrate inaugurée par les mencheviks et rejointe ici par la révolution culturelle chinoise, d'un capitalisme d'Etat dirigé par une bourgeoisie d'Etat ? Le débat reste ouvert.

Dominé par l'image d'une bureaucratie parasite, Trotski peut encore déclarer que la domination bureaucratique n'est pas l'indice d'un bouleversement capitaliste de la production et de l'Etat. Confondant socialisation et nationalisation, il maintient le caractère socialiste de la production. L'excroissance bureaucratique ne modifierait que la répartition. Le parasitisme, rendu possible par le faible niveau des forces productives, ne serait qu'une forme transitoire, condamnée soit par un nouvel essor du socialisme, soit par une régression vers le capitalisme (*La révolution trahie*, chap. 9).

Trotski reconnaissait pourtant l'Etat que « soviétique » dominait la production de l'extérieur et que la bureaucratie dominait l'Etat. Aussi faut-il admettre que c'est la bureaucratie qui s'approprie les conditions de production et s'intercale entre les travailleurs et les moyens de production. Selon J. V. Staline, les cadres ne décident-ils pas de tout ? La production d'Etat n'est en rien socialiste, et parce que le procès de production échappe aux travailleurs, et parce que la bureaucratie maintient l'Etat au-dessus d'eux. L'appropriation économique dépend des rapports de pouvoir, s'y trouve incluse. La bureaucratie change de nature : elle n'est plus le représentant d'une classe dominante, elle est classe dominante. L'appartenance à celle-ci dépend du parti comme organisation de masse qui en structure l'unité. Les luttes internes deviennent des luttes de fractions du parti, comme en témoignent les purges successives.

Malgré sa force, cette analyse conserve un des postulats de Trotski : la bureaucratie serait une couche sociale homogène devenue classe dominante (Castoriadis, *La société bureaucratique*, 10-18, 1, 251). Les choses sont peut-être moins simples. Une telle domination incluant l'appropriation et la direction économiques dans le pouvoir d'Etat tend à fusionner la bureaucratie proprement étatique et les cadres de direction des entreprises. L'existence d'une telle tendance n'empêche nullement cette nébuleuse sociale d'être traversée de contradictions internes qui ont régulièrement secoué l'univers stalinien.

Il convient aussi de s'interroger sur les rapports de pouvoir internes à l'appareil d'Etat : n'y retrouve-t-on pas, comme dans la bureaucratie des Etats occidentaux, une distinction entre les tâches de direction effective et les tâches d'exécution, qui ferait d'une partie de la bureaucratie une sorte de clientèle de la classe dominante ?

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Positions*, Paris, 1976; O. ANWEILER, *Les soviets en Russie*, trad. franç., Paris, 1972; R. BAHRO, *L'alternative*, Paris, Stock, 1979; BALACZ, *La bureaucratie céleste*, Paris, Gallimard; E. BALIBAR, *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, 1974; C. BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS*, t. I, Paris, 1974; E. H. CARR, *La révolution bolchevique*, trad. franç., t. I, Paris, 1969; P. DAIX, *L'avènement de la Nomenklatura*, Bruxelles, Complexe, 1982; M. DJILAS, *La nouvelle classe dirigeante*, Paris, Julliard, 1957; M. FERRO, *Des soviets au communisme bureaucratique*, Paris, 1980; M. FOUCAULT, *Surveiller et punir*, Paris, 1975; A. GRAMSCI, *Cahiers de prison* (cahiers 11 et 13), Paris, 1978; M. HORHKEIMER, *Théorie critique*, trad. franç., Paris, 1978; K. KORSCH, *Marxisme et contre-révolution*, choix de textes, trad. franç., Paris, 1975; H. LEFEBVRE, *De l'Etat*, Paris, 1975-1978; C. LEFORT, *Eléments pour une critique de la bureaucratie*, Paris, 1971, rééd. 1979; POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, 1968; *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, Paris, 1978; B. RIZZI, *L'URSS : collectivisme bureaucratique*, rééd. Paris, 1976.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Bolchevisme, Centralisme, Démocratie, Dictature du prolétariat, Division du travail, Etatisme, Etat/Société civile, Jacobinisme, Léninisme, Parlement/Parlementarisme, Socialisation, Soviet, Stalinisme, Syndicat.

J. R.

Bureau politique

Al : *Politbüro (politisches Büro)*. — An : *Political Bureau*. — R : *Politbjuro*.

Voir : Parti.

Bureau politique

C

Cadets

Al : *Kadetten.* — An : *Cadets.* — R : *Kadety.*

Le Parti constitutionnel-démocrate ou Parti de la Liberté du Peuple tient son congrès constitutif du 12 au 18 octobre 1905, au moment où le tsar Nicolas II concède, sous la pression des forces révolutionnaires, le *Manifeste d'Octobre.* Parti de la bourgeoisie libérale et monarchiste, créé bien après le parti de la classe ouvrière (le POSDR, en 1898), il se contente de la Douma tsariste et d'un scrutin qui, minorisant la représentation populaire, lui assure une majorité dans les Ire et IIe Doumas que le tsar dissout. La nouvelle loi électorale du 3 juin 1907 réduit le nombre de ses députés au profit de groupes plus réactionnaires. Les Cadets conservent néanmoins une place importante dans les IIIe et IVe Doumas.

Pendant la Guerre mondiale, les Cadets, partisans d'une politique annexionniste et impérialiste russe, en viennent, au cours de l'année 1916, à intriguer contre Nicolas II rendu responsable de la crise du régime. Avec le soutien des Alliés, ils songent à organiser une révolution de palais.

En février 1917, les Cadets s'efforcent en vain d'empêcher la chute de la monarchie. Membres du Comité de la Douma qui négocie avec le Soviet de Pétrograd, ils entrent dans le Gouvernement provisoire du prince Lvov où Milioukov devient ministre des Affaires étrangères. Dès lors, soucieux de créer en Russie une république bourgeoise conservatrice tout en maintenant l'effort de guerre, ils tentent de combattre les progrès de la Révolution. Mais la « Note Milioukov » aux Alliés provoque la « Crise d'Avril » et leur départ du gouvernement où ils ne reviendront qu'en juillet avec le premier ministère Kerenski.

Après Octobre, s'ils obtiennent 17 élus à la Constituante en arrivant en seconde position dans les villes après les bolcheviks, leur participation aux soulèvements contre-révolutionnaires leur vaut, dès décembre, d'être accusés par le Conseil des Commissaires du Peuple de fournir « une couverture légale » aux ennemis du peuple et d'être mis hors la loi. Cependant, leur journal de Moscou, le *Svoboda Rossii,* paraît encore l'été 1918 quand des Cadets forment un gouvernement anti-bolchevique en Crimée.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. T. FLORINSKI, *The end of the russian empire,* Yale, 1931 ; P. MILIOUKOV, *Vospominanija,* New York, 1955 ; B. PARÈS, *The fall of russian monarchy,* Londres, 1939 ;

R. PORTAL, *La Russie de 1894 à 1914*, Cours agrégation, Paris, CDU; M. RODZJANKO, *Gosudars'tvennaja dum i fedral'skaja 1917 G. Revoljucia*, Archives de la révolution russe, Berlin, 1922-1926; W. S. ROZENBERG, *The russian liberals, liberalism in the russian revolution*, 1974; H. SETON-WATSON, *The decline of imperial Russia*, Londres, 1952

▶ CORRÉLATS. — Douma, Octobre

J.-M. G.

Camp

Al : *Lager*. — An : *Camp*. — R : *Lager'*.

La notion de camp apparaît dès 1919 chez Staline et chez Lénine qui assimile « le camp de tous les pays bourgeois » au « camp de la bourgeoisie » (o., 33, 268). Dérivée de la notion de lutte et de rapports de force (Le camp adverse, c'est-à-dire bourgeois, Lénine, o., 45, 521) entre deux classes antagonistes et sur le plan international entre deux systèmes, entre « deux mondes », elle trouve son expression la plus précise dans le thème de la défense de l'URSS, modèle et centre du mouvement révolutionnaire. « Quiconque se propose de protéger le mouvement révolutionnaire international sans vouloir en même temps protéger l'URSS ou s'insurge contre elle, en fait s'insurge contre la révolution et glisse irrévocablement dans le camp des ennemis de la révolution » (Staline, 1927, in *La situation internationale et la défense de l'URSS*, cité par J. Levesque). Mais c'est avec la guerre froide que la notion de camp va devenir un des thèmes majeurs de l'idéologie et de la politique soviétique. Le rapport Jdanov (*Sur la situation internationale*, septembre 1947), se fondant sur la constatation d' « un changement radical dans le rapport des forces entre les deux systèmes — socialiste et capitaliste — », conclut à l'existence de deux camps et définit comme « anti-impérialiste et démocratique » ce qui deviendra « le camp socialiste ». Les partis communistes, d'Europe occidentale notamment, sont alors invités à « se mettre à la tête de la résistance dans tous les domaines », politique, économique, et idéologique. Au-delà donc des limites étatiques des deux camps, le « camp démocratique » trouve des points d'appui au sein même des pays capitalistes.

Les infléchissements de la politique extérieure de l'URSS après la mort de Staline, puis le XXe Congrès du PCUS, où, en même temps que « la possibilité de conjurer les guerres », sont affirmés le principe de « la coexistence pacifique des deux systèmes » et la reconnaissance de la possibilité de voies pacifiques au socialisme, en précipitant l'abandon d'une vision binaire et manichéenne du monde, vont conduire à la marginalisation de la notion de camp. La notion de « polycentrisme » avancée par Togliatti dès 1956 comme plus tard la théorie maoïste des « trois mondes » marquent cette évolution. Le « camp socialiste » finit par ne plus désigner que l'aire géopolitique d'influence soviétique.

• BIBLIOGRAPHIE. — Chez Lénine, pour un premier repérage des différentes formes que prend l'opposition entre socialisme et capitalisme, voir o. : t. 16, p. 322-330; t. 17, p. 77-81; t. 24, p. 20-21; t. 26, p. 464-473 et p. 479-498; t. 27, p. 482-400; t. 28, p. 22 et 71; t. 31, p. 423-443; t. 33, p. 268; t. 42, p. 425; t. 45, p. 521; F. FEJTÖ, *Histoire des démocraties populaires*, 2 tomes, Ed. Seuil, 1972, 380 et 333 p.; A. JDANOV, Sur la situation internationale, *Cahiers du Communisme*, novembre 1947, n° 11, p. 1124-1151; Le devoir essentiel des partis communistes : défendre contre les plans impéralistes d'expansion et d'agression, l'honneur national et la souveraineté de leur pays. Communiqué sur la Conférence d'Information des représentants de quelques partis communistes, *Cahiers du Communisme*, octobre 1947,

p. 963-969; *XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique*, supplément aux *Cahiers du Communisme*, mars 1956, 484 p.; J. LEVESQUE, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, A. Colin, 1980, 335 p., coll. « U »; L. MARCOU, La problématique d'un rapport difficile : URSS/mouvement communiste, in *L'URSS vue de gauche*, sous la direction de L. MARCOU, PUF, 1982, 296 p.

▶ CORRÉLATS. — Anticommunisme, Démocratie populaire, Démocratie nouvelle, Eurocommunisme, Esprit de parti, Impérialisme, Jdanovisme, Kominform, Modèle, Polycentrisme, Stalinisme, Titisme, Totalitarisme.

M.-C. L.

Capital

Al : *Kapital.* — An : *Capital.* — R : *Kapital.*

1 / Rapport social spécifique de la société bourgeoise selon lequel la valeur est mise en valeur par l'exploitation du travail. Le terme désigne aussi, dans son procès d'autovalorisation, cette valeur elle-même comme grandeur déterminée : travail cristallisé sous forme d'argent et de marchandise, celle-ci incluant la force de travail salariée.

2 / Smith (*La richesse des nations*, 1776) définit déjà clairement ce rapport social et montre que le principe de l'accumulation capitaliste est dans le travail salarié producteur de marchandises. Mais chez lui, pas plus que dans l'ensemble de l'économie classique y compris Ricardo (*Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817), ce rapport n'occupe la place centrale dans l'analyse, qui est davantage conduite à partir du couple capital fixe / capital circulant, et orientée vers une problématique du prix plutôt que de la valeur.

Dans les *Manuscrits de 1844*, *Misère de la philosophie* (1847), *Le Manifeste communiste* (1848) et *Travail salarié et Capital* (1849), Marx, tout en s'appuyant largement sur l'économie classique, centre l'analyse sur la propriété privée des moyens de production et les relations qui en découlent entre capital et travail : appropriation du produit, domination, caractères propres à l'accumulation capitaliste, développement de l'antagonisme entre salariés et capitalistes. Son analyse qui prend appui sur la critique socialiste dépasse celle-ci en ce qu'elle s'inscrit notamment à partir de *L'idéologie allemande* (1845) dans le matérialisme historique, qui manifeste le mode de production capitaliste comme la base économique formant système avec l'Etat bourgeois, son droit et son idéologie.

Mais le concept décisif de plus-value, qui permet la distinction entre capital constant et capital variable, donc l'analyse proprement marxiste du capital, n'est formulé explicitement par Marx qu'en 1857-1858 *(Grund.)* : il sera désormais au centre de l'élaboration qui, à travers plusieurs versions et manuscrits successifs, dont les *Théories sur la plus-value*, aboutit au *Capital*.

3 / La théorie marxiste du capital repose sur la définition de la valeur de la marchandise par le temps socialement nécessaire à sa production, et celle de la monnaie comme marchandise. Le rapport marchand se caractérise par l'équivalence entre les termes échangés : dans M-A-M, les deux marchandises M ont la même valeur A. Le rapport social capital présente au contraire une inégalité A-M-A'. Ici l'argent n'est transformé en marchandise qu'en vue de la production d'une grandeur de valeur

supérieure. Une seule marchandise en est capable, la force de travail, *qui* peut, en effet, travailler quotidiennement plus longtemps que le temps quotidiennement requis à sa propre production.

Capital constant/variable

Al : *Konstantes/variables Kapital.* — An : *Constant/variable capital.* — R : *Postojannyj/Peremennyj Kapital.*

Le capital productif se compose donc de deux parties. Le *capital constant*, ensemble des moyens de production produits par un travail antérieur (équipements, machines, matières premières, principalement), ne transmet — du fait même de la définition de la valeur par le temps de travail — que sa propre valeur. Le *capital variable* est la force de travail salariée employée à la production; il est dit variable au sens où la valeur qu'il produit dépasse sa propre valeur (définie par le temps nécessaire à la production de la subsistance ouvrière). Le couple est noté C + V. Le capital s'analyse donc comme C + V avant le procès de production et comme C + V + PL après celui-ci, PL représentant la plus-value. Ainsi C + V désigne le capital engagé, C + V + PL la valeur totale de la marchandise produite, où V + PL constitue la nouvelle valeur créée. Ici V renvoie donc tour à tour à la valeur des salaires avancée par le capitaliste et consommée durant le procès de production, et à une valeur égale nouvellement produite.

Le rapport capital constant / capital variable, appelé composition organique du capital, est analysé au livre III, section II. Marx y montre que, la plus-value étant proportionnelle au capital variable, les diverses branches n'obtiennent un taux de profit égal que dans la mesure où la valeur se modifie en prix de production.

Capital fixe/circulant

Al : *Fixes/zirkulierendes Kapital.* — An : *Fixed/circulating capital.* — R : *Osnovnoj/oborotnyj Kapital.*

Le couple capital *fixe* / capital *circulant* est, contrairement au précédent, bien connu de l'économie classique. Smith propose, dans *La richesse des nations*, II, 1 (1776), de distinguer deux parties dans le capital : d'un côté, la terre et les machines, de l'autre, les salaires, les matières premières, etc. Mais, faute d'une analyse correcte du procès de production capitaliste, il demeure incapable de fonder en principe cette distinction et rattache par exemple au capital circulant le capital-argent et le capital-marchandise. Marx clarifie la question en appliquant ce couple au seul capital productif et en le définissant par rapport au procès de production proprement capitaliste.

Le capital fixe est cette partie du capital constant qui, en tant que valeur d'usage, demeure jusqu'à obsolescence fixe dans le capital productif, lorsqu'en tant que valeur il se cristallise continûment dans les marchandises. Il transmet sa valeur au prorata du temps d'utilisation. Une machine qui dure dix ans transmet ainsi chaque année un dixième de sa valeur aux marchandises. L'importance relative du capital fixe est fonction des caractéristiques techniques de la branche. Mais la fixité n'est pas une qualité matérielle. Elle caractérise cette fraction des moyens de production pour

lesquels la durée de consommation productive excède celle de la production d'une unité vendable du produit. Voir livre II, chap. 8 et 16. Elle constitue le principe du calcul de l'amortissement. Le capital circulant se compose de deux parties hétérogènes (matières premières / force de travail), dont la seconde constitue le capital variable. L'imbrication de ces deux définitions est à l'origine de nombreuses confusions.

Capital-argent, capital-marchandise, capital productif

Al : *Geldkapital, Warenkapital, produktives Kapital.* — An : *Money capital, Commodity capital, Productive capital.* — R : *Denežnyj Kapital, Kapital Tovar/Proizvoditel'nyj Kapital.*

L'analyse du cycle, c'est-à-dire du procès A-M... P... M'... A' qui conduit le capital d'une forme déterminée au retour à cette même forme, est fondée sur la distinction entre les trois formes du capital : durant la circulation, la valeur-capital prend les formes A (« capital-argent ») et M (« capital-marchandise »); durant la production, la forme P (« capital-productif »). Un capital particulier comprend simultanément des parties correspondant à ces diverses formes, qu'elles prennent successivement (cf. K., ES, II, 1, 50).

Capital industriel/Capital marchand

Al : *Industrielles/kaufmännisches Kapital (Handelskapital).* — An : *Industrial/Commercial capital.* — R : *Promyšlennyj/Tovarnyj Kapital.*

A cet égard, lorsque les fonctions commerciales et financières s'autonomisent et sont assurées par des capitaux particuliers, il faut distinguer trois fonctions dans le capital. Le capital *industriel* appelé aussi capital productif est celui qui traverse les trois formes et possède le cycle total A-M... P... M'-A'. Le capital *marchand* assure seulement des fonctions de circulation. Il comprend le capital *commercial (Warenhandlungskapital)*, qui présente seulement deux formes et un cycle A-M-A', et le capital *financier (Geldhandlungskapital)*, qui ne possède que la forme argent, mais auquel la formule A-A' ne s'applique qu'imparfaitement du fait que ce capital n'est pas réellement distinct du capital industriel. Marx consacre au capital marchand la 4e section du livre III.

Le capital usuraire et le capital commercial sont apparus historiquement les premiers, tirant leurs profits d'une production encore précapitaliste. Mais dans la société bourgeoise ce n'est qu'à partir du capital industriel que peut être compris le procès d'ensemble de la production capitaliste, car c'est dans la production et non dans la circulation que naît la plus-value. Profit commercial et intérêt ne sont que des fractions de la plus-value, que le capital industriel abandonne au capital marchand. D'où l'ordre du *Capital*. Le livre I est consacré au seul procès de production, soit au rapport M... P... M'. Le livre II examine l'ensemble du cycle, donc le lien de la production à la circulation et les conditions de la reproduction, qui implique à la fois la complémentarité des productions en valeur d'usage et l'équilibre des échanges en valeur. Dans le livre III sont analysés les capitaux commerciaux et financiers en tant que fractions du capital remplissant des fonctions, autonomisées, de circulation.

Le capitalisme a connu plusieurs stades de développement au cours

desquels ont prépondéré des formes diverses. D'abord le capital commercial. Puis, avec l'avènement du machinisme, le capital industriel. Enfin, au stade impérialiste, le « capital financier », expression qui désigne depuis Hilferding (*Das Finanzkapital*, 1910) et Lénine le phénomène de « fusion et interpénétration des banques et de l'industrie » (*Imp.*, 22, 245) sous forme monopoliste.

4 / L'analyse marxiste du capital découle logiquement de la définition de la valeur par le temps de travail nécessaire qui permet de distinguer parmi toutes les marchandises la seule qui puisse produire plus que sa propre valeur, la force de travail. Elle s'oppose à toutes les théories du capital qui considèrent que les divers moyens de production contribuent au même titre que la force de travail à la valorisation du capital.

Plus généralement à la conception du capital comme simple ensemble de facteurs de production (terre, équipement, matières, travail) liés par des relations purement techniques, le marxisme oppose que le capital n'est pas une chose, mais un système de rapports sociaux de production historiquement déterminés, qui concernent la propriété des moyens de production, la division du travail et la répartition du produit. Ce système se reproduit au sein même du procès de production : comme Marx le montre au chapitre 23 du livre I, le fait même que la plus-value soit appropriée par le capitaliste — ce qu'il est fondé de faire, étant propriétaire des moyens de production, y compris de la force de travail — reproduit la structure de classe, puisqu'elle reconduit sur le marché une force de travail dépourvue de moyens de production et de la possibilité de les acquérir, donc vouée à rester salariée du capital.

La pensée bourgeoise, lorsqu'elle assimile la catégorie de capital à celle de moyens de production, tend à masquer les caractères propres à l'économie capitaliste et notamment le mécanisme d'exploitation et par là à méconnaître les tendances spécifiques de cette société. La confusion qu'elle instaure entre économie en général et économie capitaliste a pour effet de justifier celle-ci, promue au rang d'économie naturelle.

Le capital a pour condition (et pour résultat) l'existence de rapports marchands et leur prépondérance dans la société. Il se caractérise par un type particulier de relations entre rapports de production et forces productives, et de contradictions, qui s'expriment notamment par des crises périodiques. Il implique des formes juridiques et étatiques spécifiques. Pour toutes ces raisons, le concept de capital est difficile à exporter en amont ou en aval hors des sociétés proprement bourgeoises, c'est-à-dire où les grands moyens de production sont la propriété privée d'une classe particulière.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, E. BALIBAR *et al.*, *Lire Le Capital*, Maspero, 1966; Collectif, *Le capitaliste monopoliste d'Etat*, ES, 1971; G. DUMENIL, *Le concept de loi économique dans « Le Capital »*, Maspero, 1978; M. GODELIER, *Rationalité et irrationalité en économie*, Maspero, 1966; E. MANDEL, *Traité d'économie marxiste*, 1962, « 10/18 »; ID., *La formation de la pensée économique de Marx*, Maspero, 1967; H. REICHELT, *Zur logischen Struktur des Kapitalbegriffs bei Karl Marx*, Europäische Verlagsanstalt, 1970; R. ROSDOLSKY, *La genèse du « Capital » chez Karl Marx*, Maspero, 1976.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Capitalisme, Composition organique, Exploitation, Instruments de production, Mode de production, Production, Survaleur.

J. B.

Capitalisme

Al : *Kapitalismus.* — An : *Capitalism.* — R : *Kapitalizm.*

Le capitalisme est tout à la fois un mode de production déterminé et, en cette qualité, un objet théorique relevant de l'analyse et une série de formations économiques et sociales, entités concrètes dont la compréhension, si elle n'est jamais dépourvue de référence à une problématique, relève cependant essentiellement de la description. En tant que mode de production, il doit être caractérisé par les forces productives qu'il mobilise et à l'essor desquelles il contribue puissamment au moins dans une première, phase (MPC) et par les rapports de production sur lesquels il repose : de ce point de vue, le rapport fondamental qui le constitue est le rapport capital/travail. En tant que formation économique et sociale, c'est-à-dire combinaison concrète et complexe de plusieurs modes de production, dont l'un est dominant et les autres dominés, il ne peut être défini qu'en fonction des étapes de développement dans lesquelles on se situe (et on parlera alors de capitalisme marchand, manufacturier, monopoliste, etc.) et des espaces dans lesquels on se place (et on évoquera par exemple les capitalismes du centre et ceux de la périphérie, les capitalismes dominants et les capitalismes dépendants, les capitalismes anglais ou français...).

La distinction est importante car faute d'être établie, elle risque de conduire à des méprises dans la compréhension même du marxisme. On se bornera à en donner deux exemples qui ont fait couler beaucoup d'encre. Le premier concerne les prétendus errements qu'on pourrait relever chez Marx quant à la définition et au nombre de classes sociales (J. Y. Calvez, *La pensée de Karl Marx*, Le Seuil, 1956, p. 200 et s.) : cinq dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, quatre dans *Le Manifeste communiste*. Or si l'on remarque qu'il s'agit là de formations sociales concrètes — française dans un cas, de l'Europe occidentale dans l'autre —, on comprend aussitôt que le nombre de classes puisse être plus élevé que dans le « modèle pur » du *Capital* où on n'a plus que deux classes fondamentales : la bourgeoisie et le prolétariat. Le second exemple concerne les pseudo-« invalidations statistiques » de la loi fondamentale de baisse tendancielle du taux de profit. Au niveau du mode de production, c'est une exigence logique du système que le taux de profit tende à décliner, mais au niveau des formations sociales concrètes, le jeu de différentes circonstances susceptibles de contrecarrer la loi peut se manifester de façon plus ou moins longue. De la distinction proposée découlent aussi des exigences de méthode. Si *Le Capital* constitue, malgré son caractère inachevé, un modèle d'interprétation du mode de production capitaliste, *Le développement du capitalisme en Russie* de Lénine constitue un exemple de ce que devrait être l'étude d'une formation sociale capitaliste spécifiée. Ces précisions apportées, on tentera, dans la présentation synthétique qui suit, de situer la genèse historico-logique du capitalisme, d'en dégager les caractéristiques structurales et diachroniques essentielles, d'en cerner les principales phases d'évolution.

Si nous laissons de côté les pays relevant du mode de production asiatique et dans lesquels la transition au capitalisme pose des problèmes qui font encore actuellement l'objet de larges débats, le mode de production capitaliste est issu, dans les pays occidentaux, du mode de production féodal. Pour qu'il émerge, trois conditions sont requises, constitutives

des mécanismes de l'accumulation primitive qui « joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie » (K., ES, I, 3, 153 ; MEW, 23, 741) ! Ce sont ces mécanismes qui permettront aux caractéristiques fondamentales du capitalisme de faire leur apparition et, par la suite, de se reproduire constamment. La première condition est la séparation du travail et des moyens de production : « Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production... Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée « primitive » parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois » (K., ES, I, 3, 154-155 ; MEW, 23, 742). Ce mouvement d'expropriation de la population campagnarde a pris de nombreuses formes : la Réforme et la spoliation des biens d'Eglise qui en fut la suite, l'expropriation des yeomen par la généralisation du système des enclosures et le partage des biens communaux, renforcée par la législation sur les vagabonds contribuent à transformer la population des campagnes en prolétariat disponible pour l'industrie. La seconde condition est l'existence de travailleurs libres. L'accumulation primitive est ainsi le mouvement historique qui convertit les producteurs en salariés, en les affranchissant du servage et de toutes les contraintes liées à l'ordre féodal comme le régime des corporations. La loi Le Chapelier du 14 juin 1791 consacre définitivement en France cette rupture avec l'ordre juridique ancien. La troisième condition est l'accumulation du capital argent. Le capital argent apparaît dès que la production pour l'échange des marchandises se développe à côté de la production destinée à satisfaire directement les besoins des producteurs. D'abord simple intermédiaire, il se développe surtout lorsque cet échange, avec le commerce international, s'étend dans l'espace et le temps et en vient à envahir toutes les sphères d'activité. Le capital prend successivement diverses formes. Le capital usurier procède d'un endettement général de la noblesse, né du financement des guerres ou de la satisfaction de ses besoins de luxe; il conduit à l'appropriation d'une partie de la rente foncière par la bourgeoisie. Le capital marchand est lié à l'essor du commerce international. Avec les grandes découvertes des XVe et XVIe siècles se produit une véritable révolution commerciale dont une des conséquences est la fusion du capital marchand et des banques par lesquelles sont nées les formes modernes du crédit, pour financer le commerce maritime et l'exploitation des richesses coloniales. De cette suprématie commerciale naîtra le capital manufacturier qui est pénétration du capital dans la sphère de la production. Le marchand qui n'est d'abord qu'intermédiaire dans l'échange devient accapareur lorsqu'il prête argent et matières premières au producteur, l'obligeant à céder ses marchandises à des prix convenus; il se transforme en entrepreneur producteur lorsqu'il pourvoit le producteur, non seulement en matières premières mais aussi en outils de production. La révolution industrielle par laquelle naîtra véritablement un marché mondial fait refluer la majeure partie des capitaux du commerce vers la production, en augmentant les frais de premier établissement et en consacrant l'importance des instruments de travail, elle achève de transformer la propriété privée des moyens de production en monopole d'une classe.

Considéré en tant que mode de production, le capitalisme est production de marchandises pour le profit, lequel est destiné à l'accumulation.

C'est là une idée fondamentale sur laquelle Marx revient à de multiples reprises : « Si le prolétariat n'est qu'une machine à produire de la plus-value, le capitalisme n'est qu'une machine à capitaliser cette plus-value » (K., ES, I, 3, 36 ; MEW, 23, 621). C'est donc à l'élucidation de ces mécanismes qu'il convient de s'attacher en présentant les différentes notions qui, traduisant les rapports de production, constituent les catégories de l'économie politique. Aux origines du capitalisme, il y a la généralisation de la production et de la circulation des marchandises : la terre, les moyens de production, la force de travail elle-même, tout devient marchandise. La marchandise étant la cellule la plus simple dont se compose l'organisme complexe du mode de production capitaliste, elle contient en germe toutes les contradictions de celui-ci. Produit du travail, fabriquée pour être vendue, elle est à la fois valeur d'usage, issue d'un travail concret, propriété naturelle des choses et pouvant satisfaire un besoin social, et aussi valeur d'échange, trouvant son origine dans le travail abstrait, propriété sociale des choses et possibilité d'avoir dans l'échange un certain rapport quantitatif avec les autres marchandises. Ce rapport quantitatif susceptible de s'établir reposera sur le travail social moyen incorporé. Comme toute marchandise, la force de travail a, elle aussi, une valeur d'échange, déterminée par le temps de travail socialement nécessaire pour la reproduire, et une valeur d'usage qui est l'aptitude à satisfaire les besoins de celui qui l'acquiert, c'est-à-dire le capitaliste. Or « le travail passé que la force de travail recèle et le travail actuel qu'elle peut exécuter, ses frais d'entretien journalier et la dépense qui s'en fait par jour ce sont là deux choses tout à fait différentes. Les frais de la force en déterminent la valeur d'échange, la dépense de la force en constitue la valeur d'usage. Si une demi-journée de travail suffit pour faire vivre l'ouvrier pendant vingt-quatre heures, il ne s'ensuit pas qu'il ne puisse travailler une journée entière. La valeur que la force de travail possède et la valeur qu'elle peut créer diffèrent donc de grandeur. C'est cette différence de valeur que le capitaliste avait en vue lorsqu'il acheta la force de travail » (K., ES, I, 1, 193 ; MEW, 23, 207).

On dispose là des clés essentielles de compréhension du capitalisme ainsi que le précise lui-même Marx dans une lettre à Engels du 24 août 1867 : « Ce qu'il y a de meilleur dans mon livre c'est : *1* / (et c'est sur cela que repose toute l'intelligence des faits), la mise en relief, dès le premier chapitre, du caractère double du travail selon qu'il s'exprime en valeur d'usage ou en valeur d'échange; *2* / l'analyse de la plus-value, indépendamment de ses formes particulières : profit, intérêt, rente foncière, etc. » (LCap, ES, 174). Produire de la plus-value sous ses différentes formes (plus-value absolue, relative ou extra), telle est en effet la loi fondamentale du capitalisme à tous ses stades. Cette plus-value, le capitaliste la rapporte à l'ensemble du capital engagé lorsqu'il cherche à évaluer le taux de profit de son affaire. A tort, puisque ce n'est que le capital variable (lequel achète la force de travail créatrice de valeur) qui la produit. Or, au fur et à mesure que l'accumulation, résultant de la transformation de la plus-value en capital se réalise, la composition organique du capital s'élève, provoquant une baisse tendancielle du taux de profit. Par ailleurs, et au moins tant que jouent les mécanismes de la concurrence, les capitaux quittent les branches où le taux de profit tombe au-dessous de la moyenne pour aller vers les branches où il est supérieur à la moyenne; ce mécanisme de péréquation des taux de profit

n'est lui aussi qu'une tendance qui se heurte à des obstacles de plus en plus nombreux avec le passage au capitalisme des monopoles. Enfin, si le producteur de marchandises s'approprie le premier la plus-value, il n'en reste pas le dernier possesseur, devant la partager avec d'autres capitalistes qui accomplissent d'autres fonctions dans la production sociale : la plus-value se scindera ainsi en profit industriel, intérêt, gain commercial, rente foncière. Au fil des trois livres du *Capital*, on passe ainsi de l'analyse de la production des marchandises, qui est production de plus-value, à l'étude des mécanismes de l'accumulation et de la circulation du capital et à la description de la réalisation des marchandises (qui doivent être vendues si le capitaliste veut récupérer le capital avancé, ce qui suppose l'existence d'une demande sociale solvable et l'existence d'un prix rémunérateur) par laquelle se clôt l'examen du procès d'ensemble de la production capitaliste.

Au cours de son histoire, le capitalisme a traversé différentes étapes, chacune d'elles étant liée à une évolution quantitative et qualitative des forces productives et à une modification profonde des rapports sociaux. Toute périodisation risque de présenter quelque risque d'arbitraire; on peut néanmoins s'y essayer, Marx nous en fournissant quelques éléments lorsque, dans la quatrième section du Livre Premier du *Capital*, il évoque tour à tour la coopération, la manufacture et le machinisme. Lénine nous y invitant de son côté en considérant que le capitalisme à son stade suprême prend la forme de l'impérialisme tout autant que Mandel qui intitule l'un de ses récents ouvrages, *Le troisième âge du capitalisme*. Une première étape serait ainsi celle du capitalisme commercial et manufacturier, marquée par la dissolution du mode de production féodal, le jeu des mécanismes de l'accumulation primitive, la constitution d'une force de travail « libre » se prolétarisant rapidement. Dans cette étape qui s'étend approximativement de la Renaissance à environ 1760 en Angleterre, et qui pourrait se subdiviser en une première période marquée par le perfectionnement de l'outillage et une seconde période d'acheminement vers le machinisme, le bouleversement des forces productives provoqué par la révolution industrielle s'accompagne, avec la division du travail que consacre la manufacture, de l'émergence du rapport fondamental du capitalisme, le rapport capital/travail, et de la division en deux classes fondamentales antagonistes, la classe capitaliste et la classe ouvrière. Une seconde étape serait celle du capitalisme industriel et concurrentiel, celui que Marx étudie de manière approfondie. Couvrant en Angleterre les années 1760-1880, cette étape serait scandée par deux sous-périodes en fonction de l'évolution du machinisme : la machine à vapeur est la figure marquante de la première période, le moteur électrique celle de la seconde; le textile serait l'industrie dominante dans la première période, relayé par la sidérurgie dans la seconde; le capitalisme anglais d'abord dominant verrait l'Allemagne puis les Etats-Unis prendre son relais; les rapports sociaux, marqués au plan juridique par le libéralisme économique d'un Smith et, au plan politique, par la philosophie du contrat social, se disciplineraient peu à peu sous la pression des organisations ouvrières et des luttes sociales. Une troisième étape s'ouvrirait vers 1880, celle du capitalisme de monopoles et de l'impérialisme que l'évolution des procès techniques permettrait de subdiviser en une période d'épanouissement et d'apogée du machinisme et une période de la révolution scientifique et technique; l'organisation

du travail, dominée tout d'abord par le taylorisme et le fordisme, chercherait ensuite, avec l'automation, de nouvelles modalités; si, dans cette troisième étape, les antagonismes sociaux s'exacerbent, ils se diversifient également; les modalités de répartition de la plus-value à l'échelle internationale donnent ainsi par exemple naissance dans les pays dépendants à une lumpenbourgeoisie qui n'a plus, dans l'édification nationale, le rôle progressiste que la bourgeoisie des pays anciennement capitalistes a pu jouer et, dans les pays impérialistes, à une aristocratie ouvrière qui en oublie le rôle révolutionnaire du prolétariat dont pourtant elle relève.

Si les caractéristiques de la première étape ont dans l'ensemble été largement confirmées par les travaux des historiens non marxistes de la révolution industrielle (Mantoux, Ashton, Fohlen) et approfondies par les travaux des marxistes s'intéressant aux périodes de transition, si celles de la seconde étape ont pu être affinées dans certains domaines négligés (la question agraire par exemple, avec Kautsky) ou au contraire remises en cause, chez certains, par l'apparition du marginalisme (Bernstein conteste ainsi la théorie de la valeur, et le travail n'étant plus le seul à être à l'origine de la plus-value, il voit la possibilité d'une « démocratisation » du capitalisme), ce sont cependant les interprétations de la troisième étape qui ont suscité les affrontements théoriques les plus féconds. C'est ainsi que, dans l'analyse de l'impérialisme et de ses causes, il est possible de distinguer très schématiquement deux grands cadres explicatifs : le premier, fondé sur la tendance à la concentration et à la création de monopoles, sur l'émergence du capitalisme financier et l'exportation des capitaux pour lutter contre la baisse tendancielle des taux de profit, est marqué par les noms de Hilferding, Boukharine, Lénine; le second centré sur les conditions de réalisation de la plus-value trouve chez Luxemburg, son inspiratrice. C'est ainsi encore que les recherches sur le capitalisme monopoliste d'Etat, concept ébauché par Engels et dont la définition a été largement esquissée par Lénine dans *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, permettent de montrer comment le financement public de la production monopoliste constitue une tentative pour réguler le processus de suraccumulation-dévalorisation du capital, comment la socialisation de la reproduction de la force de travail s'effectue par la prise en charge étatique d'un certain nombre de dépenses. Mais, à partir de ce fonds commun, se produit une sorte d'éclatement de l'analyse économique marxiste : certains, retrouvant le révisionnisme d'un Bernstein, voient dans ces caractéristiques l'acheminement vers une économie mixte (Strachey, Crosland), d'autres en forgeant le concept de « surplus » aboutissent à un mélange éclectique de théorie marxiste de la valeur et du concept keynésien de demande effective globale (Baran, Sweezy), d'autres encore voient dans l'apparition des deux taux moyens de profit — dans le secteur monopoliste et le secteur non monopoliste — un ralentissement et non une suppression du procès de péréquation des taux de profit.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976; P. BARAN et M. SWEEZY, *Le capital monopoliste*, Paris, Maspero, 1969; P. BOCCARA, *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue*, Paris, ES, 1974; F. BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Flammarion, 1980; M. DOBB, *Studies in the development of capitalism*, Routledge & Kegan Paul, 1946; A. GIDDENS, *Capitalism and modern social theory*, Cambridge University Press, 1971; G. KOZLOV éd., *Economie politique, le capitalisme*, Moscou, Ed. du Progrès, 1977; E. MANDEL, *Le troisième âge du capitalisme*,

Paris, UGE, 1976; B. MARX, *L'économie capitaliste*, Paris, ES, 1979; *Traité d'économie politique, le capitalisme monopoliste d'Etat*, Paris, ES, 2 vol., 1971.

▶ CORRÉLATS. — Capital, CME, Développement/Sous-développement, Impérialisme, Mode de production, Profit, Révolution industrielle, Subsomption formelle/réelle, Survaleur, Valeur.

G. C.

Capitalisme d'Etat

Al : *Staatskapitalismus*. — An : *State-capitalism*. — R : *Gosudarstvennyj kapitalizm*.

I / *Le capitalisme d'Etat : tendance historique de la production capitaliste ?* — *Le Capital* ne semble pas contenir de référence explicite au capitalisme d'Etat, même si Marx mentionne l'existence d'un capital d'Etat, qui fonctionne en fait comme le capital privé, sans modifier les lois du capitalisme (K., 2, 4, 90; MEW, 24, 101). Pourtant les analyses de Marx et d'Engels dessinent en creux une problématique du capitalisme d'Etat, notion limite qui concentre leurs difficultés à analyser l'histoire du mode de production capitaliste.

Réfléchissant l'histoire du capital comme le processus par lequel celui-là s'empare de la production sociale, les *Grundrisse* mesurent son degré de domination par son degré d'autonomie, par sa capacité à assurer, sans le secours de l'Etat, la reproduction des conditions générales de la production (t. II, 23-24; *Dietz Verlag*, 1974, 429-430). L'histoire du capital consiste pour lui à se détacher de l'Etat; l'intervention de celui-ci dans l'économie devient une préhistoire. *Le Capital* étudie au contraire l'histoire du capitalisme à partir de l'accumulation du capital, qui produit sa concentration, la formation de monopoles, dont la limite ultime serait la formation d'un capital social unique, aux mains d'un capitaliste individuel ou collectif unique (K., 1, 3, 68; MEW, 23, 655-656). Mais cette tendance à la formation de monopoles provoque « l'immixtion de l'Etat » (K., 3, 7, 104; MEW, 25, 454). La formation d'un véritable capitalisme d'Etat serait inscrite dans l'histoire du capital, comme combinaison de ces deux tendances. Pourtant, Marx ne peut y voir qu'un cas limite, une abstraction théorique, dans la mesure où la socialisation du capital, dont la prise en main par l'Etat serait la dernière limite, lui apparaît comme une contradiction, et comme un dépassement interne du capitalisme : « C'est la suppression du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même, donc une contradiction qui se détruit elle-même et qui, de toute évidence, se présente comme une simple phase transitoire vers une forme nouvelle de production » *(ibid.)*.

Le capital serait par nature une propriété privée et anarchique des moyens de production. Il serait donc incapable d'une véritable socialisation. Parce qu'il saisit le capital comme une essence, Marx ne peut en penser l'histoire.

Chez Engels au contraire, si le capitalisme d'Etat reste une limite, il n'en est pas moins vu comme un aboutissement réel du capital : « L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait » (AD, 318; MEW, 20, 260-261). Préparant l'expropriation des expropriateurs, le capitalisme d'Etat est à la fois limite et transition; il n'est achevable que par la révolution prolétarienne, qui s'en sert comme

levier d'instauration du socialisme. En nationalisant les forces productives, le prolétariat assume sa propre universalité, se supprime lui-même, et donc dépasse les oppositions de classes; il prépare le passage de la propriété d'Etat à la propriété sociale (*ibid.*, 319; MEW, 20, 260-261). Si la distinction entre propriété d'Etat et propriété sociale permet de distinguer entre socialisme et capitalisme d'Etat, l'idée même de ce dernier comme transition au socialisme que parachève la révolution sociale n'est pas exempte d'effets pervers rampant à travers toute l'histoire de la IIe Internationale.

Elle semble en effet indiquer que les nationalisations seraient au sein même du capitalisme une préparation du socialisme, position qui se fit rapidement jour au sein de certaines fractions de la social-démocratie allemande. Justifiant l'appel à l'Etat bourgeois pour préparer l'instauration du socialisme, cette vue se situait dans la ligne du socialisme d'Etat d'inspiration lassallienne, contre laquelle Marx avait ferraillé dans la critique du programme de Gotha (*Gloses*, 41; MEW, 19, 27 et s.). Engels qualifia sans fioritures cette tendance de « foutaises » (Lettre à Bebel du 16 mai 1882, in *La social-démocratie allemande*, Paris, Anthologie, 1975, 168). Ces « foutaises » devaient devenir le credo des partis socialistes puis des partis communistes. Elles impliquaient l'assimilation entre propriété d'Etat et appropriation sociale, bouchant la voie à toute analyse du capitalisme d'Etat. Les *Principes socialistes* de Deville voyaient le socialisme s'affirmer d'abord comme socialisme d'Etat, avant que l'extension de la démocratie ne vienne résorber la coupure entre Etat et société (p. 203). Ainsi naissait un monstre théorique à l'éclatante fortune, mais indiscernable de ce qui était pour Engels un capitalisme d'Etat de transition.

La source de ces ambiguïtés se situe chez Marx lui-même, dans sa fidélité à la conception d'un capitalisme/production privée et anarchique par essence (K., 3, 8, 256; MEW, 25, 888). Dès lors, l'organisation est vue comme une antichambre du socialisme, sinon comme le socialisme lui-même. Hilferding situe dans la formation d'un cartel unique dominant la production sociale, dont il ne fait qu'une tendance et une limite à la suite de Marx, la source du dépérissement du marché et du salariat, dans la mesure où la plus-value comme le salaire ne sont plus que des affaires de répartition (*Le capital financier*, Paris, 1970, p. 329). Aussi suffit-il aux travailleurs de se substituer aux capitalistes pour obtenir le socialisme, défini comme « organisation de la production, réglementation consciente de l'économie non par les magnats du capital et à leur profit, mais par et au profit de l'ensemble de la société qui se subordonne enfin l'économie »... (*ibid.*, 492). Mais cette organisation émane de l'Etat des travailleurs, « organe d'exécution » de la société (*ibid.*, 493). Les techniques d'organisation et de réglementation se substituent à la transformation des rapports sociaux dans une perspective étatique : nouvelle version du socialisme d'Etat, nouvel avatar du capitalisme d'Etat. Engels, en indiquant qu'après tout le capital monopoliste était susceptible de planifier l'économie, sans pour autant se dépasser lui-même (*Gloses*, 96; MEW, 22, 233), avait pourtant réfuté la continuité entre organisation et socialisation.

La guerre de 1914-1918, marquée par les premières tentatives d'organisation étatique de la production, relança la problématique du capitalisme d'Etat. Si Hilferding ne situait pas son cartel unique dans la propriété d'Etat, Boukharine franchit ce pas (*Economique de la période de transition*, Paris, 1976, 71). Faisant la synthèse des analyses antérieures, il voit dans

le capitalisme d'Etat la tendance historique réelle du capital, qu'il confond avec l'exigence d'une organisation nationale de la production, facteur selon lui de décomposition de la production capitaliste. Même si la formation d'un cartel unique reste une limite idéale, il n'hésite pas à faire du capitalisme d'Etat la phase réelle des économies impérialistes d'après guerre, qu'il définit par la subordination de toutes les organisations économiques de la bourgeoisie à l'Etat (*ibid.*, 70).

II / *Le capitalisme d'Etat : Formation sociale spécifique ?* — La révolution bolchevique de 1917 va bouleverser la problématique du capitalisme d'Etat parce que la politique bolchevique, directement tracée par Lénine, fait d'une politique capitaliste d'Etat le pivot de la socialisation de l'économie en un sens nouveau. L'essentiel en est le contrôle des entreprises par les travailleurs groupés en comités de contrôle ouvrier. La nationalisation reste secondaire, soit qu'elle permette l'établissement du contrôle soit qu'elle constitue une mesure de rétorsion contre les capitalistes récalcitrants. L'échec des comités de contrôle, la désorganisation économique, le déclenchement de la guerre civile amènent un retour des bolcheviks à un capitalisme d'Etat plus traditionnel : à partir de mars 1918, ils étendent les nationalisations, mais sont amenés à intégrer le contrôle ouvrier au contrôle étatique et surtout à réintroduire les formes capitalistes d'organisation du travail : soumission des travailleurs à une direction nommée par l'Etat, recours aux méthodes tayloristes et fordistes, octroi de salaires très élevés aux spécialistes.

Le capitalisme d'Etat n'apparaît pas comme une étape indispensable de transition, mais comme une ligne politique, une stratégie liée à la faiblesse numérique et culturelle de la classe ouvrière, à l'isolement de la révolution russe. Les mencheviks et Kautsky font au contraire, dès 1918, du capitalisme d'Etat l'aboutissement nécessaire de la révolution russe.

La fin de la guerre civile renouvelle les termes du débat : l'industrie russe est ruinée, la classe ouvrière « a disparu » et l'alliance paysanne, nécessaire à la survie du régime, est menacée. La NEP tente de résoudre ces deux problèmes : satisfaire les revendications les plus urgentes de la campagne, tout en reconstituant la classe ouvrière. Mais elle instaure de fait une étape durable de capitalisme d'Etat, en libérant le marché et en soumettant les entreprises industrielles aux exigences du profit, bien qu'elles demeurent pour l'essentiel nationalisées. L'analyse de Lénine prend la vision traditionnelle du capitalisme d'Etat à contre-pied : bien qu'organisées par branches de production et soumises au contrôle général de l'Etat, les entreprises ne peuvent former un véritable cartel totalement unifié, car elles restent des centres d'appropriation relativement autonomes. C'est une constante de la pensée de Lénine : la véritable intégration dans une entreprise unique ne peut venir que de l'unité des producteurs et de leur contrôle. L'autonomie financière est un symptôme qui révèle que le capitalisme d'Etat est au centre de l'appropriation étatique; loin de reposer sur l'existence d'une classe qui serait son sujet, il produit de lui-même les contradictions susceptibles de reformer une classe dominante, et c'est pourquoi le leader attribue aux syndicats leur fonction capitaliste de défense des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière (o., 42, 415-419).

Cette analyse est immédiatement refoulée par ses successeurs : aussi

bien Boukharine que Préobrajenski font de la NEP une lutte entre un secteur socialiste (l'industrie étatisée) et des secteurs capitalistes (commerce et grande production agricole). L'appropriation sociale est ramenée à la propriété d'Etat et à l'organisation étatique de la production.

De *Terrorisme et communisme* (1921) aux *Bolcheviks dans l'impasse* (1930; rééd. Paris, 1982), Kautsky réitère ses critiques. Il esquisse une analyse de la nouvelle classe qui a pris le pouvoir en URSS par la fusion de la bureaucratie du capital avec celle de l'Etat. Si sa tendance à assimiler cette classe avec le Parti communiste, dont la base reste largement ouvrière, manque de clairvoyance et lui vaut une volée de bois vert de Boukharine, il annonce l'analyse de Bahro en soulignant que le capitalisme d'Etat donne naissance en URSS à une aristocratie quasi féodale.

Boukharine établit une première ligne de défense : ni le Parti, ni sa direction ne sont de véritables propriétaires des moyens de production; ils n'en disposent pas et n'en retirent aucun profit personnel; ils ne sont pas une classe; le raisonnement de Boukharine se fonde sur une opposition avec le capitalisme privé occidental. Il n'envisage pas une seconde que l'appropriation d'Etat puisse être une appropriation collective, directement sociale, ce qui implique qu'aucun des membres de la classe dirigeante ne dispose à titre personnel des moyens de production et des profits. Trotski retrouvera la même inspiration dans *La révolution trahie*, et elle s'est maintenue jusqu'à nos jours chez les tenants du socialisme « réel ».

Retrouvant un argument de Deville, Lapidus et Ostrovitianov établissent une deuxième ligne de défense, qui va demeurer la base de l'apologie du socialisme « réel ». La plus-value est abolie par la production d'Etat, car elle revient, sous forme de services et d'allocations sociales, à la satisfaction des besoins sociaux, à commencer par ceux des travailleurs. C'était renverser la position de Kautsky pour qui la production d'Etat n'était pas une production pour les besoins. Mais c'était aussi substituer au problème de la production de la plus-value celui de sa répartition. Lénine avait déjà rétorqué à *L'économique de la période de transition* de Boukharine que le profit satisfait à sa façon les besoins sociaux; il invalidait par avance toute cette problématique des besoins, en soulignant que la véritable socialisation signifiait l'appropriation par les travailleurs de leur surproduit.

Tels sont les soubassements sur lesquels va s'élever l'idéologie stalinienne ; identifiant jusqu'à la caricature le capital à une production privée et anarchique, elle bloque toute analyse du capitalisme d'Etat, ce qui lui permet de reprendre l'assimilation du socialisme à l'organisation étatique de la production. Une des fonctions du premier plan quinquennal était selon Staline « d'éliminer complètement les éléments capitalistes » de l'industrie (Bilan du Ier Plan quinquennal, in *Questions du léninisme*, 601). Alors même que ce plan, imposé par l'Etat, exécuté grâce à la surexploitation de la force de travail et au travail forcé, ne fait que matérialiser dans la politique la coupure du travailleur et des moyens de production, essentielle à la définition du rapport capitaliste de production.

La division du travail reste l'incarnation d'un rapport social de classes dans lequel les producteurs sont derechef dépouillés de la direction de l'économie. Le dessaisissement des travailleurs au niveau du procès de production immédiat, souligné lors de la révolution culturelle chinoise, n'est que l'envers du dessaisissement général des travailleurs par l'Etat. Les tenants du « socialisme réel » l'avouent parfois, non sans réticences

(cf. Radvany, *L'URSS, le géant aux paradoxes*, Paris, 1981, 145; et Dimet et Estager, *La Pologne, une révolution dans le socialisme?*, Paris, 1981, 142). Le propre du capitalisme d'Etat est de faire la fusion de ces deux modes de soumission du travailleur en unifiant l'appropriation économique et le pouvoir politique, ce qui structure l'unité de la classe dominante. Mais la division du travail interne aux appareils d'Etat masque en la dissolvant cette appropriation par une classe dominante étatique, en la dissimulant derrière un ensemble de fonctions apparemment techniques, tant de planification que de direction des entreprises. C'est ce qui permet le fonctionnement du mythe de l'Etat du peuple entier. La disparition de Staline n'a rien changé à la situation. La Constitution de 1977 proclame le principe : le Parti dirige, l'Etat gère; en fait la nomination des dirigeants économiques même locaux est étroitement contrôlée par le Parti.

Marx faisait de l'existence du travail salarié, coupé tant des moyens de production que de tout moyen de subsistance, le ressort proprement capitaliste de la production marchande et la condition de sa généralisation (K., I, 3, 27; MEW, 23, 613). En maintenant la coupure du travailleur et des moyens de production, la production étatique en reproduit nécessairement la conséquence, le maintien des catégories marchandes, le caractère marchand de la force de travail. Staline concède la conséquence (Problèmes économiques du socialisme, *Textes*, II, 212) mais tente d'échapper à la prémisse en niant l'existence du salariat : « Les propos sur la force de travail comme marchandise et sur le « salariat » des ouvriers paraissent assez absurdes dans notre régime; comme si la classe ouvrière, qui possède les moyens de production, se salariait elle-même et se vendait à elle-même sa force de travail » (*ibid.*, 210). La pétition de principe, qui consiste à affirmer l'appropriation des travailleurs pour nier l'existence du salariat, le dispute à l'absurdité qui consiste à affirmer l'existence du salaire, tout en niant le salariat. Tel est le principe de la transsubstantiation des catégories économiques par l'idéologie stalinienne : il suffit d'accoler l'épithète de socialiste à un rapport social pour en changer la nature.

Le « socialisme réel » recouvre donc l'existence d'un véritable marché du travail, attesté par l'existence d'un chômage camouflé ou ouvert selon les pays, et qui donne leur sens aux exigences d'autonomie financière des entreprises et de rentabilité qui n'ont fait que s'accroître ces dernières années. Même si cette rentabilité est sociale et nationale (Staline, *o. c.*, 216), même si le plan fixe un taux de profit global compatible avec l'existence de secteurs déficitaires, cette rentabilité n'en repose pas moins sur l'exploitation de la force de travail. La loi de la valeur et les catégories marchandes ne sont nullement des survivances nées de l'existence provisoire de deux secteurs extérieurs, l'un étatique, l'autre coopératif, selon la thèse de Staline (*o. c.*, 208-209), universellement reprise. Les polémiques actuelles accentuant la nécessaire autonomie des entreprises, la remise en cause de nombreux dogmes staliniens sur l'efficacité d'une planification autoritaire montrent l'incapacité des sociétés « socialistes » à intégrer totalement l'économie nationale, dans la mesure où les entreprises fonctionnent comme centres relativement autonomes d'accumulation.

Les descriptions du capitalisme d'Etat en termes de totalitarisme, qui visent à montrer l'ingérence de l'Etat dans toutes les activités sociales, se laissent donc piéger par l'image de monolithisme et d'intégration que ces sociétés donnent d'elles-mêmes. Les contradictions internes à l'appropria-

tion économique expliquent les divisions internes des classes dominantes. La sourde résistance des travailleurs bloque l'intégration par l'Etat de l'ensemble des activités sociales. Les révoltes et les tentatives révolutionnaires montrent que la lutte des classes n'a pas disparu de ces sociétés et illustrent la thèse de Marx sur le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière.

• BIBLIOGRAPHIE. — C. BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS*, Paris, 1974; ID., *Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine*, Paris, 1975; BOUKHARINE, *L'économique de la période de transition*, Paris, 1976; ID., *Le socialisme dans un seul pays*, recueil d'articles, Paris, 1974; CILIGA, *Au pays du mensonge déconcertant*, Paris, 1938 (réédité); HELLER et FEHER, *Marxisme et démocratie*, Paris, 1981; HILFERDING, *Le capital financier*, Paris, 1970; KAUTSKY, *Les bolcheviks dans l'impasse*, Paris, 1982; M. LAVIGNE, *Les économies socialistes*, Paris, 1979; LAPIDUS et OSTROVITIANOV, *Précis d'économie politique*, Paris, 1929; LÉNINE, les *Notes sur l'Economie de la période de transition* sont reproduites dans l'édition française de cette œuvre; sur le capitalisme d'Etat et la NEP : *Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites-bourgeoises*, O., 27, *L'impôt en nature*; *les instructions du CTD*, O., 32, *La NEP et les tâches des services d'éducation politique*, O., 33; *Projet de thèses sur le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la NEP*, O., 42; PRÉOBRAJENSKY, *La nouvelle économique*, Paris, 1972; STALINE, *Textes choisis*, Paris, 1983; VARGA, *L'économie de la période de déclin du capital après la stabilisation*, Paris, 1928.

▶ CORRÉLATS. — Boukharinisme, Bourgeoisie, Bureaucratie, Capitalisme, Classes, Collectivisation, Communisme, Dépérissement de l'Etat, Dictature du prolétariat, Division du travail, Etat, Etatisation, Etatisme, Impérialisme, Internationalisation, Maoïsme, Marché, MPS, Monopoles, NEP, Nationalisation, Organisation de la production, Plan, Prolétariat, Socialisme, Socialisation, Surtravail, Survaleur, Totalitarisme, Transition socialiste, Ultra-impérialisme, Valeur.

J. R.

Capitalisme monopoliste d'Etat

Al : *Staatsmonopolistischer Kapitalismus.* — An : *State monopoly capitalism.* — R : *Gosudarstvenno-monopolističeskij kapitalizm.*

L'analyse du capitalisme conduit à distinguer dans son évolution trois stades fondamentaux : primitif ou manufacturier, classique ou de libre concurrence, monopoliste ou impérialiste. Le CME constitue l'étape nouvelle du capitalisme à son stade impérialiste : « C'est par essence le capitalisme par la permanence des rapports fondamentaux d'exploitation; c'est le stade de l'impérialisme par l'extension des structures monopolistes; et, à l'intérieur de ce stade, c'est la phase contemporaine par le développement de l'intervention de l'Etat et l'interdépendance croissante entre les monopoles et l'Etat » (*Traité d'économie marxiste, le capitalisme monopoliste d'Etat*, ES, 1971, 9). Son analyse a été ébauchée par Engels et affinée par Lénine, en particulier dans *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* (O., 25). Le CME comporte deux composantes essentielles : la concentration accrue du capital monopoliste, le renforcement du rôle de l'Etat au service des monopoles, notamment par le financement public de la production, la consommation d'Etat et la planification.

Pour se faire une idée des formes concrètes du CME, il faut se rapporter plus spécifiquement aux effets qu'entraîne l'intervention de l'Etat dans l'ensemble des rapports nationaux comme dans les rapports économiques internationaux. On est alors conduit à décrire les modalités de la propriété capitaliste d'Etat, la place de la planification dans la régulation de l'économie, l'intervention de l'Etat dans les rapports entre patrons et ouvriers, la place de la consommation d'Etat et de la militarisation de l'économie, l'aide apportée par l'Etat au soutien de l'expansion économique des mono-

poles à l'extérieur, la constitution des groupements monopolistes d'Etats à l'échelle internationale.

Dans son ouvrage précité, Lénine écrivait que « le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'étape de l'histoire qu'aucune étape intermédiaire ne sépare du socialisme » (o., 25, 390). Cela résulte tout d'abord du fait que le CME accélère considérablement le développement du caractère social de la production, qu'il crée un appareil assurant la direction de la propriété d'Etat et organisant la régulation de l'économie capitaliste; qu'il met en évidence, avec l'apparition et le développement de la propriété d'Etat, l'incompatibilité de la propriété privée avec la croissance des forces productives; qu'il accentue enfin les contradictions de classes, accélérant par là même le mûrissement du facteur subjectif du passage au socialisme.

L'analyse du CME pose cependant une série de difficultés. On verra que l'interprétation des monopoles ne fait pas l'objet d'une acception univoque à l'intérieur des différents courants du marxisme. D'une façon plus générale, si l'on se situe dans la problématique de Baran et Sweezy qui mettent l'accent sur le rôle des grandes entreprises, maîtresses de leurs coûts et de leur prix, dont la concurrence s'exerce essentiellement par la différenciation du produit et dont l'action génère un surplus croissant, que l'Etat par des dépenses improductives s'efforce d'absorber, on peut se demander si, en s'intéressant essentiellement à la réalisation du surplus, « Baran et Sweezy (ne) sont (pas) tout bonnement passés de l'analyse marxienne à l'analyse bourgeoise de l'économie, analyse faisant appel non à des notions de classe, telles que la valeur et la plus-value, mais à cet amalgame qu'est le revenu national, au concept de « demande effective » et aux palliatifs keynésiens à la stagnation du capital » (P. Mattick, *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI, 1972, 119). Si l'on se situe dans la problématique de Boccara et des économistes de la revue *Economie et politique*, conduite en termes de suraccumulation-dévalorisation du capital, on peut s'interroger sur la pertinence d'une construction qui identifie à une dévalorisation la mise en valeur du capital à taux réduit par le secteur public et qui, généralisant le terme de dévalorisation par rapport à l'usage qu'en fait Marx, aboutit en fait à la possibilité théorique d'un capitalisme sans crise, l'Etat se substituant, comme régulateur, à la loi de la valeur.

• BIBLIOGRAPHIE. — E. ALTVATER, *La teoria del capitalismo monopolistico di Stato e le nuove forme di socializzazione capitalistica*, apud *Storia del marxismo*, Torino, Einaudi, 1982, t. IV, p. 651 et s.; P. A. BARAN et P. M. SWEEZY, *Monopoly capitalism*, Monthly review press, 1966; P. BOCCARA, *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue*, ES, 1973; Henri CLAUDE, *Le capitalisme monopoliste d'Etat* (recueil des textes de Lénine), CERM, Cahier n° 91, 1971; G. KOZLOV (éd.), *Economie politique, le capitalisme*, Editions du Progrès, 1977; V. TCHEPRAKOV, *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, Editions du Progrès, 1969; J. VALLIER, *Le Parti communiste français et le capitalisme monopoliste d'Etat*, Maspero, 1976.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Baisse tendancielle, Capitalisme, Démocratie avancée, Impérialisme, Mode de production, Monopoles, Valeur.

G. C.

Castes

Al : *Stände, Kasten.* — An : *Castes.* — R : *Kasty.*

On s'attendrait à trouver une réflexion sur la notion de caste dans l'œuvre de Marx : d'une part pour caractériser la division en classes de la

société par rapport à cette autre forme de différenciation sociale (les marxistes associent souvent privilège et caste, cf. l'expression courante « caste de privilégiés »); d'autre part parce que l'Inde apparaît dans de nombreux textes comme le modèle de la formation asiatique. Dans l'article *The future result of the British rule in India* (1853), Marx attribue la passivité et le caractère stationnaire de cette société à ses divisions internes « entre Mahométans et Indous, entre tribu et tribu, entre caste et caste » (SPP, 178). L'isolement des communautés autarciques qui constituent la base du despotisme asiatique a surtout retenu l'attention de l'auteur du *Capital*. Celui-ci voit dans le système villageois indien l'aspect essentiel de cette formation sociale, sa condition d'existence économique et l'obstacle à tout développement, le colonialisme pouvant seul imposer de l'extérieur une économie marchande.

Les castes sont envisagées comme un phénomène sociologique négatif : « Ces petites communautés portaient la marque infamante de l'esclavage et des castes » (*ibid.*, 177). On trouve cependant une esquisse de définition des castes comme forme extrême de la tribu, « chaque groupe de parenté séparé, sans droit de mariage réciproque et pourvu d'un statut très différent ». Alors que la tradition marxiste demeure peu explicite sur le rôle des castes, des sociologues — L. Dumont et D. Pocock notamment — ont montré que la hiérarchie des castes intègre les entités villageoises dans un cadre beaucoup plus vaste; l'appartenance à la caste est plus importante que la solidarité villageoise.

D'autres recherches — celles de E. Leach — font apparaître que l'échange entre les castes développe un mode particulier de circulation. L'image de l'Inde comme ensemble de communautés isolées était donc remise en cause. D'après L. Dumont, le principe hiérarchique qui fonde la division en castes sur les degrés de pureté marquerait la détermination du social par l'idéologique. C'est ainsi la question de la dominance du religieux qui est posée, et de l'imbrication des rapports de production dans des rapports idéologiques. Le débat est ouvert, et il semble difficile de réduire les castes à « un placage idéologique qui dissimule la réalité sociale » (Meillassoux, *Terrains et théories*, 308). Le *rapport social* de caste n'est pas seulement un épiphénomène superstructurel, et d'autres recherches seront nécessaires pour le penser dans une perspective matérialiste.

▶ CORRÉLATS. — Classes, Communauté, Couches sociales, Détermination, Mode de production asiatique.

M. A.

Castrisme

Al : *Castrismus.* — An : *Castrism.* — R : *Kastrizm.*

1 / Ensemble de thèses portant sur le processus révolutionnaire cubain et sur les conditions de son éventuelle généralisation qui a été intégré dans la théorie et la pratique révolutionnaires, notamment en Amérique latine. On sait qu'aucune théorie n'a guidé la révolution cubaine : la conquête du pouvoir comme ce que l'on a appelé la Transcroissance de cette révolution qui, par la radicalisation progressive de revendications démocratiques et nationalistes, débouche finalement sur le socialisme, doivent leur efficacité à un repérage juste mais empirique des contradictions locales et internationales, à une politique conçue et pratiquée à partir de ces contradictions elles-mêmes, à l'exclusion de tout critère

doctrinal. Le castrisme est donc le produit d'un retour théorique des révolutionnaires et notamment de Fidel Castro et d'Ernesto « Che » Guevara sur leur propre pratique. Ce travail s'est effectué à l'intérieur d'un dispositif théorique préexistant fortement marqué par l'évolutionnisme économiste de la période stalinienne dont la voie cubaine représente la critique en acte et le castrisme un essai de refonte théorique. Cet ancien schéma, mis en avant par les courants marxistes dominants jusqu'au début des années 60, faisait des FES du sous-continent américain une analyse dualiste (féodalisme/capitalisme) régie par une conception néo-colonialiste de l'impérialisme. On en déduisait une stratégie étapiste (d'abord accession au capitalisme national et après seulement lutte pour le socialisme) qui, en épousant étroitement l'évolutionnisme théorique, se plaçait entièrement sous le primat économiste des « conditions objectives » (en dernière analyse : du degré de développement des forces productives), ce qui aboutissait à faire des bourgeoisies « nationales » le pivot de toute politique d'alliances. L'alliance avec la bourgeoisie jugée nécessaire (et trop souvent suffisante) pour combattre les oligarchies d'une part et l'impérialisme d'autre part limitait, dans le meilleur des cas, les forces populaires au rôle de masses de manœuvre du réformisme bourgeois, les confinant toujours à la lutte légale, ce qui, étant donné les caractéristiques de la région, les réduisait, à quelques exceptions près (dont le Chili), à l'impuissance. C'est à ce schéma que les révolutionnaires cubains vont refuser de se plier et contre lequel ils vont engager une âpre lutte idéologique surtout pendant la décennie 1960-1970 en lui opposant non pas une théorie achevée mais une série de thèses portant essentiellement sur l'impérialisme, l'organisation et la prise de pouvoir, dont l'ambition est avant tout de dégager l'espace d'une pratique révolutionnaire. Le castrisme conserve une vision néo-colonialiste de l'impérialisme. Il donne aux conditions de Cuba pré-révolutionnaire valeur de paradigme et, soulignant l'ampleur de la pénétration impérialiste dans le sous-continent, il lie son efficace à l'ensemble des structures économiques, sociales et étatiques de ces pays et tend à diminuer l'importance, sinon à effacer, le rôle des classes exploiteuses locales. De ce fait il peut affirmer qu'une contradiction oppose directement l'impérialisme aux grandes masses, contradiction qui fait du ralliement des bourgeoisies locales au camp impérialiste la règle et par là redonne l'initiative au peuple. Ou plutôt, le castrisme soutient que c'est à l'avant-garde (la guérilla politico-militaire à Cuba) — dont il exige que la forme d'organisation épouse étroitement les conditions locales de la lutte et que la direction, intimement liée aux masses, se situe au cœur de leur combat — que revient le rôle de faire en sorte que le peuple reprenne une initiative qui est conçue comme étant virtuellement toujours déjà présente : « La révolution est la libération de l'énorme potentiel révolutionnaire du peuple » (F. Castro). C'est le thème, central pour le castrisme, des « conditions subjectives » : l'actualisation de ce potentiel dans la prise de conscience progressive du peuple des causes de sa misère et de l'importance de ses propres forces. « Il ne faut pas attendre que toutes les conditions objectives soient réunies » (Guevara). Toute lutte populaire authentique se heurtera fatalement, en se développant, à l'impérialisme « en personne » (et non pas simplement à ses agents locaux) et l'emprise de ce dernier sur ces FES est telle que l'anti-impérialisme conséquent des masses ne peut se réaliser que dans le socialisme, qui acquiert ainsi le caractère d'une réappropria-

tion nationale et populaire : « La révolution anti-impérialiste est la révolution socialiste » (F. Castro). Un certain automatisme est introduit par ce biais, qui diffère cependant de celui, économiste, qu'il combat, par le primat qu'il assigne à la politique, même s'il reste vrai que ce « politisme » repose pour une part non négligeable sur une problématique des besoins du moment, qu'il accorde une grande force révolutionnaire à la misère. Le castrisme à cause de sa méfiance à l'égard du thème paralysant des « conditions objectives » néglige dans ses analyses (il en tient par ailleurs compte dans les efforts qu'il déploie pour construire le socialisme à Cuba) toute considération sur les rapports sociaux de production.

Il n'est question que de pauvreté, d'oppression nationale et de lutte politique. Aussi n'est-ce pas sur la base d'une analyse des contradictions au sens marxiste, des différentes FES d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, que cette stratégie fut proposée aux représentants de leurs organisations révolutionnaires mais bien parce que, sans que cela implique nullement que l'on tint les caractéristiques locales pour négligeables, on partait de la conviction qu'une même structure réelle — l'impérialisme — les unifiait dans le sens où, d'une part, il ne peut pas ne pas donner lieu aux mêmes mécanismes généraux et où, d'autre part, il rend nécessaire la convergence des luttes tricontinentales; « l'impérialisme est un système mondial, il faut le combattre mondialement... il faut beaucoup de Vietnams » (Guevara). Dans chaque cas, l'avant-garde doit avoir pour objectif, dès le début, la prise du pouvoir d'Etat. Mais dans le même temps le castrisme s'oppose à toute forme de raccourci (et notamment au coup d'Etat civil ou militaire) car seule une lutte prolongée permet, par l'éclosion successive des contradictions, la soudure avant-garde/masses, ces dernières étant seules révolutionnaires jusqu'au bout. Le caractère armé de cette lutte s'impose de lui-même à un moment ou un autre car seule la destruction de l'appareil répressif d'Etat permet d'entreprendre une véritable transformation de la société.

2 / Les mouvements révolutionnaires qui se réclament du castrisme au sens 1.

3 / Certains aspects du socialisme cubain et notamment ceux qui, tels la volonté de « dépasser la loi de la valeur » ou le thème de la construction d'un Homme nouveau, représentent un effort pour surmonter l'économisme du modèle soviétique. Mais, malgré des réussites indiscutables, cet effort qui reste prisonnier de cette opposition entre l'objectif (l'économie) et le subjectif (la conscience), où les difficiles conditions de leur combat semblent avoir enfermé les révolutionnaires cubains, devient ici l'occasion d'un certain renversement de leur pratique, dans la mesure où ils font, sous ce chapitre, d'une pédagogie de masse la clef de voûte de leur politique alors que les succès du castrisme ne s'expliquent que par sa confiance illimitée dans les masses en mouvement.

• BIBLIOGRAPHIE. — Henri ALLEG, *Victorieuse Cuba*, Paris, Alger, Minuit, 1963; Jacques ARNAULT, *Cuba et le marxisme*, ES, 1962 (bibliogr.); Fidel CASTRO, *F. C. parle*, Choix par G. Grignon-Dumoulin, Maspero, 1961; ID., *Cuba et la crise des Caraïbes*, Maspero, 1963; *Cuba et le castrisme en Amérique latine*, *Partisans*, avr.-juin 1967; André et Francine DEMICHEL, *Cuba*, Libr. Gén. de Droit et de Jurispr., 1979; Régis DEBRAY, *Révolution dans la Révolution*, Maspero, 1967; ID., *La critique des armes*, Seuil; E. CHE GUEVARA, *La guerre de guérilla*, *Le socialisme et l'homme à Cuba*, *Souvenirs de la guerre révolutionnaire*, Maspero; M. HARNECKER, *Cuba, dictature ou démocratie*, Maspero, 1978.

▶ Corrélats. — Dépendance, Emancipation, Guerre du peuple, Guérilla, Humanisme, Mariatéguisme, Révolution, Romantisme, Volontarisme.

E. H.

Catégorie

Al : *Kategorie.* — An : *Category.* — R : *Kategorja.*

1 / Pour la philosophie classique, les catégories sont les concepts de relation universelle, définissant l'être sous ses aspects les plus généraux. Ces relations peuvent être celles de l'être même (Platon, Aristote surtout), ou bien être indissolublement liées à l'entendement humain (Kant) : en ce cas, les catégories sont des instruments déterminant ce que sont les relations « pour nous », leur être-en soi nous échappant hors ce rapport. Critiquant le transcendantalisme kantien, Hegel fait des catégories des déterminations tout à la fois subjectives et objectives d'une réalité identifiée au procès de l'Esprit.

L'ordre de développement des catégories dans *La science de la logique* désigne la structure du réel, abstraite de sa concrétisation dans la nature et l'histoire humaine. Les catégories réfléchissent notre degré d'approfondissement de la réalité : leur mouvement interne est simultanément auto-approfondissement du réel lui-même se pensant dans l'élément de la subjectivité objective.

2 / Marx, dans sa marche vers la « science réelle de l'activité pratique des individus réels », a dû effectuer, au préalable, la critique de toute déduction idéaliste (fût-elle objective) du réel à partir d'un réseau *a priori* de catégories, préformant dans l'abstrait la structure des choses. Il critique ainsi Hegel pour « avoir remplacé les rapports réels de l'homme et de la nature par un sujet objet absolu, l'esprit absolu, qui est à la fois toute la nature et toute l'humanité » (SF, ES, 201 ; MEW, 2, 177). Il critique Proudhon pour substituer à l'étude du mouvement historique des rapports de production « l'enchaînement des catégories », issues de « la raison pure, éternelle » (MPh, II, 1, 5e observat.). Loin d'être des abstractions qui prétendent produire la substance du réel dont elles sont tirées, les catégories sont « l'expression théorique » du mouvement historique qu'elles décrivent.

3 / Mais Marx ne peut s'en tenir à ce statut historico-descriptif des catégories. Sur la base matérialiste-historique conquise, il s'affronte à la tâche d' « approprier le réel » sur le mode théorique. Sans perdre leur statut de « produits historiques et transitoires » (*ibid.*, 7e observat.), les catégories de la critique de l'économie politique doivent être élaborées de manière à ce que leur ordre d'exposition, leur totalité organique, sans se substituer à « l'acte de production réel », assure, comme « totalité concrète en tant que totalité de pensée », « une représentation mentale du concret » (*Intr. 57, Cont.*, ES, 165; MEW, 13, 632). S'ouvrent alors des problèmes d'élaboration dialectique qui excèdent la méthode historico-empirique (IA, MPh) : statut des « bonnes » abstractions qui ont toutes une portée ontologique, rapport entre abstractions générales (la production, la consommation) et abstractions particulières (la production capitaliste, ses tendances et contradictions), parallélisme entre l'ordre logique d'exposition des catégories et l'ordre historique d'apparition des réalités (le premier n'est « rien d'autre que le mode historique dépouillé seulement de la forme historique et des hasards perturbateurs » (Engels, 2e recension, CC, in *Textes/Méthodes*, ES, 1974), il est « le reflet sous une forme abstraite et théoriquement consé-

quente du déroulement historique. » Problème de la « logique du capital » (Lénine, CP, 1955, 201, 280-281).

4 / La convergence des sciences de la nature et de la dialectique matérialiste de l'histoire a conduit Engels et Lénine à faire de l'élaboration des catégories de la pensée théorique une pièce de la dialectique, qui est aussi « la logique et la théorie de la connaissance du matérialisme » (CP, 304). Toutes les sciences exigent une pensée théorique universalisant, après les avoir réfléchies et pour mieux se développer, des catégories plus générales. Celles-ci, reflets conceptuels des choses (AD, ES, 50-53; MEW, 20, 16-20), sont à la fois produites historiquement et expriment les « lois » auxquelles obéissent la nature et la pratique sociale. Objectives et historiques, elles sont à des degrés divers l'unité d'un invariant (notre rapport à la nature et à la société) et de variables (les formes spécifiques de ce rapport) (DN, ES, 211, 275; MEW, 20, 480, 531-532). « Elles sont les degrés de la connaissance de l'univers, points nodaux dans le réseau qui permettent de le connaître et de se l'assimiler » (O., 38, 91; aussi 89, 189-190).

5 / Le problème est ouvert de déterminer la modalité marxiste de cette élaboration catégorielle : il est celui de la dialectique, de son autonomisation en « philosophie marxiste » (Sève) ou de l'inhérence des catégories à leur intervention philosophique pratique dans les sciences, les divers aspects de la lutte de classes (Althusser). Le moment de la généralisation est inévitable : pour se former, la dialectique matérialiste a dû promouvoir au rang de catégories des concepts indigènes (procès, contradiction, tendance, matière, être social, conscience sociale). C'est le développement particulier d'une science ou pratique qui exige l'universalisation catégorielle. Mais celle-ci à son tour exige une autonomie, qui ne peut être que relative; car la fixation d'un traité des catégories risque de reconduire à la pratique spéculative de la philosophie que la pensée dialectique critique. Ceci posé, Engels, Lénine ont maintenu l'idée d'une « étude des catégories, de leur histoire, de leur degré de généralité, de leur articulation aux diverses formes de la pratique, de leur réseau ». Non pas sous la forme d'un tableau mais d' « un bilan » ouvert sur les avancées simultanées de la connaissance de la nature, de la société et de la transformation révolutionnaire (CP, 164, 171), d'une « élaboration dialectique de l'histoire de la pensée humaine, de la science, de la technique » (CP, 138). Le traitement léniniste de la catégorie de matière, désignant l'antériorité et l'intelligibilité de l'être sur sa pensée, et se distinguant du concept, des concepts de matière, spécifiques à chaque science, peut ici servir d' « exemple » de cette élaboration (M et E, O., 14, 271). Avec son lien au problème de la reconnaissance de l'objectivité du matérialisme historique lui-même. De même pour le traitement de la contradiction par Mao.

• BIBLIOGRAPHIE. — Sur la logique du « capital » : N. BADALONI, *Per il communismo*, Torino, Einaudi, 1972; trad. *Pour le communisme*, Paris, Mouton, 1976; N. BADALONI, *La dialettica del capitale*, Roma, Riuniti, 1980; M. DAL PRA, *La dialettica in Marx*, Bari, Laterza, 1965; C. LUPORINI, *Dialettica e Materialismo*, Roma, Riuniti, 1974; H. REICHELT, *Zur logischen Struktur des Kapitalbegriffs bei Marx*, Frankfurt, 1970; R. ROSDOLSKY, *Zur Entstehungsgeschichte des Marxschen « Kapital »*, Frankfurt, 1968; *La logique de Marx*, PUF, 1974 (O'NEILL, A. DOZ, E. FLEICHSMANN; M. VADÉE, F. RICCI); *Science et dialectique chez Hegel et Marx*, CNRS, 1980 (FLEICHSMANN; OLIVIER, DAUMIZEAU; VADÉE; D'HONDT, J. M. GROS, J. GUILLAUMAUD).

▶ CORRÉLATS. — Abstrait-Concret, Contradiction, Dialectique, Logique, Science.

A. T.

Causalité

Al : *Kausalität.* — An : *Causality.* — R : *Pričinnost'.*

Voir : Action réciproque, Dialectique, Structuralisme, Téléologie.

Centralisme démocratique

Al : *Demokratischer Zentralismus.* — An : *Democratic centralism.* — R : *Demokraticeskij centralizm.*

Le centralisme démocratique est le principe qui ordonne en droit l'élaboration des décisions et leur application dans les partis communistes depuis le IIe Congrès de l'Internationale communiste. Il repose sur un double principe : *1* / Election de chaque niveau de l'organisation par le niveau inférieur et libre discussion à tous les niveaux pendant la préparation des congrès, et *2* / stricte obéissance de chaque niveau par le niveau inférieur et application unanime des décisions dans l'action. Il doit donc permettre à la fois la plus grande liberté de discussion et la plus grande démocratie dans l'élaboration de la ligne politique et l'élection des dirigeants en même temps qu'une efficacité de type militaire dans l'action, c'est-à-dire dans la lutte politique.

Le centralisme démocratique n'est pas un concept. On cherchera en vain dans la littérature marxiste une définition qui ne soit strictement juridique. On ne saurait non plus juger de la validité de ce principe par la pratique puisqu'il n'a, en toute rigueur, jamais été appliqué.

La notion de centralisme démocratique vient de la social-démocratie allemande : « Sur les diverses questions, l'opinion de la majorité [du Congrès] est fixée dans des résolutions qui sont la règle à laquelle doivent pratiquement se conformer les membres du Parti, jusqu'à ce que, par suite de la discussion, l'opinion générale se soit peut-être modifiée. C'est dans cette soumission, *pour l'action*, à la volonté de la majorité, que consiste la *discipline* » (Edgar Milhaud, *La démocratie socialiste allemande*, Paris, 1903). La notion ensuite est élaborée par les bolcheviks entre 1903 et 1906, dans le contexte d'une organisation politique à la fois faible, clandestine et disséminée par l'émigration. Il s'agit alors, dans ce contexte particulier, d'élaborer un mode d'organisation autorisant un minimum d'efficacité et de cohérence. La lecture des seuls textes de Lénine de l'époque donne du POSDR une image hyper-centralisée et paramilitaire. Pour Lénine, il s'agit alors de « tordre le bâton dans l'autre sens » à un moment où la multiplication des polémiques et le foisonnement des fractions risquent à tout moment de faire éclater le parti. Le centralisme de Lénine n'en est pas moins critiqué alors par Trotski comme par R. Luxemburg. Il n'empêche que, pour reprendre un mot de Boukharine, le parti n'est encore, au moment de la révolution, « qu'une fédération négociée de groupes, de courants, de fractions et de tendances... ». Pour autant qu'elle ne se pose pas en doctrine, la verve centralisatrice de Lénine est alors bien le moins qu'il puisse faire pour tenir les morceaux ensemble.

Si, dans cette première phase, le centralisme démocratique ne peut donc être appliqué par défaut pratique de centralisme, il ne le sera pas non plus après 1922 par défaut de démocratie. En effet, le Parti communiste soviétique, décimé par la guerre civile, est alors reconstruit par en haut et à travers les structures étatiques (sous la responsabilité de

Staline). Les fractions sont officiellement interdites dès 1921. Tout affaiblissement du parti équivaut alors à un affaiblissement de l'Etat, donc à un risque de mort pour la révolution. Les textes conjoncturels de Lénine, écrits dans le contexte que l'on sait, vont être alors récupérés pour servir de caution théorique à l'organisation d'un Etat autoritaire et, dans la foulée, à celle de tous les partis communistes.

Toute tentative d'application effective du centralisme démocratique, c'est-à-dire en clair toute critique de la direction et de sa ligne pourra alors être dénoncée comme entreprise visant à affaiblir l'organisation dans la guerre contre l'ennemi de classe, donc comme une trahison.

Le centralisme démocratique semble donc condamné par ce qu'il est inapplicable et pour avoir servi de légitimation à la dictature bureaucratique de l'Etat soviétique. Cependant, deux sortes d'arguments militent encore en sa faveur : *1* / L'expérience des partis et organisations admettant formellement le droit de tendance montre que l'exercice réel de la démocratie n'y est guère plus satisfaisant, même si les directions y sont moins inamovibles; *2* / Dès lors qu'on admet qu'il peut y avoir un fondement scientifique à l'élaboration d'une ligne politique, nullement incompatible avec la démocratie considérée comme méthode de recherche de la vérité politique, il est légitime que la ligne du parti fasse autorité sur les opinions particulières. Le centralisme démocratique serait alors garant d'une certaine rationalité de l'action politique dégagée à la fois de l'arbitraire du chef et de l'atomisation des volontés particulières.

• Bibliographie. — L. Althusser, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, Paris, Maspero, 1978; Id., Interview au *Paese Sera*, mai 1978; P. Broué, *Le Parti bolchevik*, Paris, Minuit, 1963; P. Robrieux, Le centralisme démocratique de Lénine à Staline, in *Le Monde*, 9-10 juin 1978.

▶ Corrélats. — Bolchevisme, Démocratie, Discipline, Parti, Soviet, Tendances (droit de), Trotskisme.

P. S.

Centre/Périphérie

Al : *Zentrum/Peripherie.* — An : *Centre/periphery.* — R : *Centr/periferija.*

Voir : Accumulation, Dépendance, Développement/Sous-développement, Echange inégal, Impérialisme, Voie non capitaliste de développement.

Césarisme

Al : *Cäsarismus.* — An : *Cesarism.* — R : *Cezarizm.*

Voir : Bonapartisme.

Chartisme

Al : *Chartismus.* — An : *Chartism.* — R : *Čartizm.*

« Epoque révolutionnaire du mouvement ouvrier anglais » (Lénine, o., 13, 33), « premier parti ouvrier au monde » (Engels, *Un Parti ouvrier*), le chartisme marque le moment où la classe ouvrière anglaise apparaît sur la scène politique en tant que force indépendante assez puissante pour revendiquer le pouvoir; c'est aussi le moment où celle-ci invente et met

à l'épreuve des méthodes de lutte qui sont devenues depuis le patrimoine du mouvement ouvrier international.

Le mouvement chartiste apparaît vers 1837, au cours de la première grande crise du capitalisme, et disparaît dans les années 50, dans une décennie de relative prospérité économique. Il doit son nom à la Charte du peuple, proposée en 1837 par l'Association ouvrière de Londres, et qui comprend six points : le suffrage universel, le scrutin secret, des circonscriptions égales, l'indemnisation des députés, la suppression de l'obligation de propriété pour les candidats et des élections annuelles. Ces revendications démocratiques larges, qui ont toutes, sauf la dernière, été depuis satisfaites, n'étaient pas différentes du programme jacobin de Tom Paine ni incompatibles avec celui des radicaux bourgeois de l'école de Bentham : c'est leur prise en charge par un mouvement ouvrier autonome qui leur donna valeur révolutionnaire, tant pour la classe ouvrière elle-même que pour les classes dirigeantes, qui y virent le spectre du communisme. Le chartisme est un mouvement exclusivement politique, et ses points culminants coïncident avec la présentation au parlement d'une pétition pour l'adoption de la Charte, en 1839, 1842 et 1848, qui recueillit jusqu'à trois millions de signatures, mais fut par trois fois rejetée avec des majorités écrasantes. Cette action en direction du parlement s'appuyait sur des campagnes nationales d'agitation, avec congrès, rassemblements et manifestations monstres, et même quelques tentatives, vite avortées, de soulèvement armé (Pays de Galles, 1839); elle s'appuyait aussi sur la constitution d'une organisation nationale, l'Association nationale de la Charte (dont le dirigeant le plus connu est l'Irlandais Feargus O'Connor), embryon de parti politique du prolétariat, sur une presse locale et nationale (l'organe le plus important est le *Northern Star*), et sur un réseau de conférenciers itinérants, véritables révolutionnaires professionnels avant la lettre. Mais le chartisme fut un mouvement complexe, affaibli par ses contradictions internes : son programme resta purement politique et ne sut pas vraiment intégrer les luttes sociales de la classe ouvrière, telles que les exprimaient les trade-unions; son idéologie était vague, et si le socialisme influença un certain nombre de chartistes, le chartisme en tant que tel ne fut pas un mouvement socialiste et constitua un recul par rapport au mouvement socialiste des années 30; enfin, si le caractère de mouvement politique prolétarien constitue la nouveauté historique du chartisme, le mouvement s'appuya également sur d'autres forces sociales, sans jamais parvenir à les intégrer complètement : petits-bourgeois radicaux qui cherchent l'appui des masses dans leur lutte au sein du parti libéral, artisans corporatistes et légalistes, une immense masse de travailleurs manuels désespérés, laissés-pour-compte de la révolution industrielle, qui rêvent du retour à l'âge d'or d'un passé villageois. Le mouvement chartiste décline au fur et à mesure que ces forces se détachent de lui.

Les analyses marxistes du chartisme y ont toujours vu « le point culminant du mouvement révolutionnaire de masse des travailleurs exploités en Grande-Bretagne » (Hobsbawm, 152). Marx y voit le premier grand affrontement de classe dans le pays « qui a développé sur la plus grande échelle le despotisme du capital et l'esclavage du salariat », « où la lutte qui oppose les deux classes constituant la société moderne a pris des proportions colossales et des traits distincts » *(Adresse au parlement ouvrier)*. Le chartisme est le premier mouvement qui ait unifié la classe

ouvrière et l'ait dressée contre la bourgeoisie (Engels, *Sit.*, ES, 283; MEW, 2, 444). Marx et Engels insistent sur le caractère à la fois démocratique et révolutionnaire de la Charte : démocratique, parce que vite devenue réalité (Engels, préface de 92 à l'édition anglaise de *Sit.*), et réalisée par ceux-là mêmes qui furent les fossoyeurs de la Charte, les patrons de l'industrie : « Ce sont ceux qui réprimèrent la révolution de 1848 qui devinrent... ses exécuteurs testamentaires. Les industriels anglais furent contraints d'appliquer la Charte » *(ibid.)*. Révolutionnaire parce que la Charte était « la forme condensée de l'opposition [du prolétariat] à la bourgeoisie » (Engels, *Sit.*, p. 283), et « pour anodine qu'[elle] parut, de nature à mettre en pièces la Constitution anglaise » (*Sit.*, 284). Marx et Engels attribuèrent l'échec du chartisme au retard théorique du mouvement, et à son incapacité à maintenir l'alliance de classe avec la petite bourgeoisie radicale, ni à long terme l'unité de la classe ouvrière : « La révolution française de 1848 a sauvé la classe moyenne anglaise. Les déclarations socialisantes des ouvriers français victorieux ont effrayé la classe moyenne et désorganisé le mouvement ouvrier anglais, plus limité mais plus réaliste » (Engels, *Sit.*, Préface de 92).

• BIBLIOGRAPHIE. — G. BERTA, *Marx, gli operai inglesi e i cartisti*, Milano, Feltrinelli, 1979; J. DROZ (sous la direction de), *Histoire générale du socialisme*, PUF, 1972, t. I, p. 330 et s.; E. HOBSBAWM, *The Age of Revolution*, Londres, 1962; LÉNINE, Jugements sur le chartisme, O., 13, 33; 29, 312; 30, 505; 39, 665; MARX, Lettre au Parlement ouvrier, parue le 18 mars 1854 dans le *People's paper*, *Corr.*, IV, 83; MORTON et TATE, *Histoire du mouvement ouvrier anglais*, Paris, 1963, t. II, chap. 3 et 4.

▶ CORRÉLATS. — Mouvement ouvrier, Owenisme.

J.-J. L.

Chômage

Al : *Arbeitslosigkeit.* — An : *Unemployment.* — R : *Bezrabotica.*

La littérature académique contemporaine distingue différentes formes du chômage suivant les origines ou les circonstances de celui-ci : on peut ainsi opposer le chômage *conjoncturel* lié aux variations de l'activité économique au chômage *structurel* imputable à l'absence d'adéquation entre les exigences des postes de travail offerts et les caractéristiques de la main-d'œuvre; le chômage *saisonnier* est lié aux rythmes d'activité des affaires au fil de l'année, tandis que le chômage *partiel* se traduit par une durée du travail inférieure à la normale; le chômage *ouvert* se marque par l'inactivité du travail, tandis que le chômage *déguisé* traduit la faible productivité du travailleur demeurant occupé; le chômage *technologique* est la conséquence de l'introduction des machines et traduit un phénomène de substitution du capital au travail.

Marx fait du chômage une caractéristique du développement du capitalisme; on en trouve chez lui une typologie et une explication. En effet, pour le marxisme, la surpopulation relative — ou fraction de la force de travail qui apparaît excédentaire parce qu'en surnombre dans le régime capitaliste — est un produit nécessaire de l'accumulation du capital. Elle se reflète dans l'*armée industrielle de réserve*, terme surgi en Angleterre autour de 1840, repris par les dirigeants chartistes et dont la théorie remonterait, selon Marx, à Barton et Ricardo. Celle-ci est composée de plusieurs strates (K., ES, I, 3, 83-87 ; MEW, 23, 670-673) :

— la surpopulation flottante est constituée des ouvriers des villes qui, employés dans les périodes d'essor, sont rejetés en dehors du circuit productif dans les périodes de crises;
— la surpopulation latente, ainsi dénommée parce qu'elle peut se transformer à chaque instant en surpopulation flottante; cette couche est constituée de tous ceux qui, à la campagne, expropriés économiquement, sont prêts à devenir du jour au lendemain des prolétaires : petits propriétaires ruinés, petits paysans sans terre, ouvriers agricoles ne travaillant que de manière occasionnelle et susceptibles à tout instant d'alimenter l'exode rural;
— la surpopulation stagnante formée par tous ceux qui, « surnuméraires de la grande industrie », ont perdu tout espoir d'emploi stable et doivent se contenter d'occupations irrégulières, constituant un réservoir inépuisable de forces de travail disponibles;
— le lumpenproletariat (prolétariat en haillons), constitué par tous les déclassés qui habitent « l'enfer du paupérisme » et qui peuvent éventuellement être utilisés comme masses de manœuvre au service des classes dirigeantes ainsi que le montre Marx dans *Le 18 Brumaire*; outre les vagabonds, criminels, prostituées, mendiants, tous éléments des « classes dangereuses », on trouve dans le lumpenproletariat trois catégories : les ouvriers capables de travailler; les enfants des pauvres, assistés et orphelins, les déclassés (travailleurs âgés, accidentés du travail, malades, etc.), victimes de l'industrie.

La constitution d'une surpopulation relative exprime une véritable loi de population, propre au mode de production capitaliste et bien différente de la loi de population de Malthus à laquelle Marx réserve tous ses sarcasmes. En effet, il ne saurait y avoir un excédent de population absolu résultant de phénomènes démographiques comme le prétend Malthus mais simplement surpopulation relative n'existant que par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, diminuant fortement en période d'essor et augmentant au contraire considérablement en période de crise ou de marasme. C'est donc dans les lois de l'accumulation capitaliste qu'il faut rechercher les mécanismes explicatifs du chômage : l'élévation de la composition organique du capital provoque une baisse relative du poids du capital variable par rapport à celui du capital constant et conduit à l'élimination d'un certain nombre d'ouvriers devenus excédentaires par rapport aux besoins d'accumulation du capital, crée cette « population superflue, c'est-à-dire inutile pour les besoins momentanés de l'exploitation capitaliste» (K., ES, I, 2, 112; 454), car « la population productive croît toujours en raison plus rapide que le besoin que le capital peut en avoir » (K., ES, I, 3, 87; 23, 674). D'une manière plus précise joue ce que Marx appelle la « loi de décroissance proportionnelle du capital variable et de la diminution correspondante dans la demande de travail relative » (K., ES, I, 3, 74; 660, n. 79). On voit ainsi, comme l'écrit Marx dans *Travail salarié et capital* comment la guerre industrielle que se livrent les capitalistes « a ceci de particulier qu'elle ne se gagne pas en recrutant mais en congédiant les armées de travailleurs. Entre les généraux de l'industrie, les capitalistes, c'est à qui pourra congédier le plus de travailleurs ».

Le chômage qui au XIXe siècle était essentiellement périodique, lié aux crises, est devenu avec le capitalisme monopoliste d'Etat un fait massif

et chronique; l'élimination d'une partie des travailleurs qu'entraînent la suraccumulation du capital et la dévalorisation d'une partie de celui-ci est de plus en plus directement prise en charge par l'Etat tandis qu'au sein de la population active occupée se multiplient les catégories de forces de travail dépréciées (immigrés, femmes, jeunes, vieux, travailleurs intérimaires, etc.) dans un processus de segmentation du marché du travail. On est ainsi conduit à une situation où, pour les travailleurs, s'applique le mot de Shakespeare cité par Marx (K., ES, I, 2, 165, n. 2; 511, n. 307) : « Tu prends ma vie si tu me ravis les moyens par lesquels je vis. »

• BIBLIOGRAPHIE. — J. ROBINSON, Marx on unemployment, *Economic journal*, juin-septembre 1941; J. ROBINSON, *An essay on marxian economics*, Macmillan, 1942; P. SALAMA et J. VALLIER, *Une introduction à l'économie politique*, Maspero, 1973; J. SOWELL, Marx's « increasing misery » doctrine, *American economic review*, mars 1960, p. 111-120.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Composition organique, Lumpenproletariat, Population.

G. C.

Chose / Personne

Al : *Ding/Person.* — An : *Thing/Person.* — R : *Predmet/Ličnost'.*

Voir : Alliances, Classes, Réification.

Circulation (procès de)

Al : *Zirkulationsprozess.* — An : *Circulation of capital.* — R : *Process obraščenija.*

Le procès de circulation est le mouvement d'ensemble du capital, incluant à la fois le cycle de production et le cycle de réalisation. Le second livre du *Capital* dont Engels devait assurer en 1885 la publication lui est consacré : « Le capital étant de la valeur qui se met en valeur n'implique pas seulement des rapports de classe, ou un caractère social déterminé reposant sur l'existence du travail comme travail salarié : c'est un mouvement, un procès cyclique traversant différents stades et qui implique lui-même à son tour trois formes différentes du procès cyclique. C'est pourquoi on ne peut le comprendre que comme mouvement et non pas comme chose au repos » (K., ES, II, 1, 97; MEW, 24, 109). Etudier le procès de circulation c'est donc tout d'abord évoquer ces trois stades et décrire ces trois formes. Comme ces cycles au cours desquels chaque capital individuel subit une série de métamorphoses se renouvellent sans cesse, il convient ensuite de cerner les problèmes de rotation — ou « cycle du capital défini non pas comme une démarche isolée, mais comme procès périodique » (K., *ibid.*, 95; 106) — conditionnés par la composition du capital productif, la durée de la production et la durée de la circulation. Ces différents facteurs qui déterminent la vitesse de rotation du capital exercent de plus un effet substantiel qu'il convient de préciser sur la création de la plus-value.

Le procès cyclique du capital s'effectue en trois stades. Dans le premier qui se réalise dans la sphère de la circulation, le capitaliste apparaît comme acheteur de moyens de production et de la force de travail; ce mouvement du capital qui consiste dans la conversion du capital argent en capital productif peut s'écrire : $A - M \begin{matrix} \nearrow T \\ \searrow Mp \end{matrix}$. Dans le second stade, qui concerne la

sphère de la production, le capital productif permet à la force de travail employée de transférer la valeur des moyens de production consommés à l'objet confectionné et de créer une nouvelle valeur constituée par la valeur reproduite de la force de travail et par la plus-value; ce mouvement du capital qui consiste dans la conversion du capital productif en capital marchand peut s'écrire $M\begin{matrix}\nearrow T \\ \searrow Mp\end{matrix} \ldots P \ldots M'$. Dans le troisième stade qui concerne à nouveau la sphère de la circulation les marchandises sont réalisées sur le marché et le capitaliste retrouve accru le capital initialement avancé; ce mouvement du capital qui consiste dans la conversion du capital marchand en capital argent peut s'écrire M'—A'. Aux trois stades correspondent trois formes et, en même temps, trois fonctions du capital. Le capital argent a pour fonction de créer les conditions qui permettront la réunion des moyens de production et de la force de travail; le capital productif a pour fonction de créer de la plus-value; le capital-marchandise a pour fonction de réaliser cette valeur capital accrue et qui, constituée de la valeur du capital avancé et de la plus-value, sera remise à nouveau en circulation. « Le capital qui, dans le cours de son cycle total, prend, puis rejette ces formes, et accomplit chaque fois la fonction correspondante, est du capital industriel — industriel en ce sens qu'il embrasse toute branche de production exploitée en mode capitaliste » (K., *ibid.*, 50; 56). Le cycle total qu'il accomplit peut se traduire par la formule

$$A — M\begin{matrix}\nearrow T \\ \searrow Mp\end{matrix} \ldots P \ldots M' — A',$$

les pointillés indiquant que le cycle de production vient interrompre le procès de circulation et le signe ' qu'il s'agit de valeurs accrues. La continuité du cycle suivi par le capital industriel implique la continuité du cycle de ses différentes parties : si le capital s'attarde à sa première phase, le capital argent se métamorphose en trésor; s'il s'attarde dans sa deuxième phase, les moyens de production restent inutilisés et la force de travail inemployée; s'il interrompt son mouvement dans la troisième phase, les marchandises ne seront pas vendues et le cycle ne pourra pas se renouveler. Le cycle du capital industriel étant l'unité de ses trois cycles, les trois figures du procès cyclique du capital peuvent être représentées, avec les mêmes notations par :

$$A — M\begin{matrix}\nearrow T \\ \searrow Mp\end{matrix} \ldots P \ldots M' — A'$$

pour le cycle du capital argent;

$$P \ldots M' — A' — M\begin{matrix}\nearrow T \\ \searrow Mp\end{matrix} \ldots P$$

pour le cycle du capital productif;

$$M' — A' — M\begin{matrix}\nearrow T \\ \searrow Mp\end{matrix} \ldots P \ldots M'$$

pour le cycle du capital marchandise.

La circulation du capital s'entrecroise, s'imbrique ainsi avec la circulation des marchandises qui s'analyse comme un transfert entre vendeurs et acheteurs et un parcours qui va des producteurs aux consommateurs et avec la circulation monétaire qui peut s'analyser comme le passage de main à main de l'argent, tout en se différenciant d'elles.

Le cycle du capital, défini comme procès périodique, s'appelle sa rotation; celle-ci mesure donc le délai de renouvellement, de répétition du procès, le temps pendant lequel le capitaliste est obligé d'avancer son capital pour le mettre en valeur et le récupérer sous sa forme primitive. En d'autres termes, « la durée totale du cycle d'un capital donné est égale à la somme de ses périodes de production et de circulation. C'est le laps de temps qui va du moment où la valeur-capital est avancée sous une forme déterminée jusqu'au moment où, dans son procès, elle est de retour, sous la même forme » (K., *ibid.*, 141; 154). Le temps de production est celui au cours duquel le capital est dans la sphère productive; la partie la plus importante en est la période de travail dont la durée dépend des particularités des activités concernées et de l'évolution de la productivité; en font également partie la période pendant laquelle les moyens de production, disponibles, ne fonctionnent pas, les temps de pause. Lorsque la période de production est supérieure à la période de travail, le capital productif est à l'état latent, il ne produit aucune mise en valeur. L'art de la gestion consistera à réduire cet état de latence et à raccourcir la période de travail. Le temps de circulation est celui pendant lequel le capital passe de la forme argent à la forme productive et de la forme marchandise à la forme argent; il dépend de l'organisation des marchés, du développement des moyens de transport et de communication. Les différents éléments du capital ne circulent pas de façon identique. De ce point de vue une distinction doit être établie entre le capital fixe et le capital circulant, la distinction entre ces deux formes reposant uniquement sur le mode de circulation de la valeur capital, sur la manière dont les différents éléments du capital productif transfèrent leur valeur au produit. Le capital fixe participe intégralement à la production mais ne transmet sa valeur au produit fabriqué que par fractions, au fur et à mesure qu'il s'use (usure matérielle) ou se déprécie (usure morale), l'amortissement étant la compensation en argent de la valeur du capital fixe usé. Le capital circulant est la portion du capital productif dont la valeur se transmet intégralement au produit au cours d'une période de rotation. La distinction ne recoupe pas celle du capital constant et du capital variable, puisque les matières premières qui font partie du capital constant appartiennent pourtant au capital circulant. La première distinction repose en effet sur le caractère de la rotation, la seconde sur le rôle du capital dans le processus d'exploitation. La rotation totale du capital avancé est la grandeur moyenne de la rotation du capital fixe et du capital circulant; le progrès technique exerce sur elle des effets contradictoires : en effet, une modernisation intense en accroissant la proportion du capital fixe a pour effet de ralentir la vitesse de rotation du capital avancé mais, parallèlement, elle accélère l'usure morale de l'équipement en service et la rotation du capital s'en trouve accélérée.

Les facteurs qui déterminent la vitesse de rotation du capital exercent en même temps un effet substantiel sur la création de la plus-value. L'accélération du capital avancé signifie également rotation de sa partie variable. De cette dernière dépendent à la fois la masse et le taux annuel

de la plus-value : « L'échelle de la production étant donnée, la grandeur absolue du capital argent variable qu'on avance (comme du reste celle de tout capital circulant) diminue en fonction du raccourcissement de la période de rotation, tandis que le taux annuel de plus-value augmente. La grandeur du capital avancé étant donnée, on voit augmenter l'échelle de la production et, par conséquent, le taux de la plus-value étant donné, on voit augmenter la masse absolue de la plus-value produite dans une période de rotation avec le relèvement annuel du taux de la plus-value, qui est provoqué par le raccourcissement des périodes de production » (K., *ibid.*, 292 ; 315).

• BIBLIOGRAPHIE. — Académie des Sciences de l'URSS, *Manuel d'économie politique*, ES, 1956; G. KOZLOV (sous la direction de), *Economie politique, le capitalisme*, Editions du Progrès, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Capital, Echange, Reproduction, Survaleur.

G. C.

Classes

Al : *Klassen, Gesellschaftsklassen.* — An : *Classes.* — R : *Klassy.*

Le terme « classe », faut-il le rappeler, n'est pas d'invention marxiste. Il est parfaitement courant depuis le droit public romain, qui distinguait les citoyens en plusieurs *classes* censitaires.

L'économie politique classique aussi bien que l'historiographie et la « science politique », sans oublier naturellement les socialistes « utopiques », étudient extensivement les classes en rapport avec la propriété, le travail, les revenus, les droits, les intérêts politiques, etc. Citons Quesnay : « La nation est réduite à trois classes de citoyens : la *classe productive*, la *classe des propriétaires* et la *classe stérile* » (Analyse de la formule arithmétique du Tableau économique, *François Quesnay et la physiocratie*, INED, 1958, volume II, p. 793). Sur l'évolution de la valeur sémantique du terme « classe » dans la formation idéologique française du début du XIXe siècle où s'effectuera la rencontre de Marx avec le « prolétariat », cette « classe la plus nombreuse et la plus pauvre » des « producteurs », on consultera Jean Dubois, *Vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872*, Paris, 1962, chapitre I (« « Classe » et « parti ». Les rapports fondamentaux entre le vocabulaire politique et social et les structures de la société »).

1 / Lorsque le jeune Marx reprend à Hegel, qui l'avait lui-même héritée des « Anglais et Français du XVIIIe siècle », la notion de *société civile bourgeoise (bürgerliche Gesellschaft)*, il se trouve confronté au problème posé par le terme « féodal » de *Stand* (« état » ou « ordre ») par lequel Hegel avait réinscrit dans un cadre corporatiste les « classes » de ses prédécesseurs. Hegel n'employait *Klasse* que dans son manuscrit de jeunesse, la *Realphilosophie* d'Iéna (1805-1806). Dans *La philosophie du droit* (1820) on ne la trouve qu'aux §§ 243-245, significativement, pour désigner : *a* / cette « populace » *(Pöbel)* que sa condition de « dépendance » et de « misère » exclut tendanciellement « des avantages spirituels de la société civile bourgeoise » et conduit à se révolter contre elle; et *b* / la « classe la plus riche » à laquelle on peut vouloir « imposer la charge directe de maintenir cette masse vouée à la pauvreté en l'état d'un mode de vie décent » (c'est-à-dire par la bienfaisance). Dans sa critique juxtalinéaire, Marx s'en tient à la terminologie hégélienne (cf. *Cripol.*), et c'est seulement dans l'*Introduction* rédigée après coup (en même temps que

les M 44) qu'il entame le *retour au concept de « classe »* : « Quelle est la base d'une révolution partielle, uniquement politique ? Celle-ci : *une partie de la société civile bourgeoise* s'émancipe et parvient à dominer *l'ensemble* de la société, une classe déterminée entreprend, à partir de sa *situation particulière*, l'émancipation générale de la société. Cette classe libère la société entière, mais seulement à la condition que la société entière se trouve dans la situation de cette classe, donc possède par exemple argent et culture, ou puisse les acquérir à son gré... » (ouvr. cit., p. 208). Dans *L'idéologie allemande* la terminologie des classes (et de la « classe dominante ») est généralisée.

Mais le texte de *L'idéologie allemande* contient aussi l'amorce (ou la survivance ?) d'un problème délicat, qui continuera de hanter la théorie marxiste.

D'un côté il applique systématiquement le concept de classe à toute division de la société en dominateurs et dominés qui se fonde dans l'organisation de la production, donc dans un stade déterminé de la division du travail. L'Antiquité, le Moyen Age, voire les sociétés « asiatiques », sont donc, tout autant que la société bourgeoise des « sociétés de classes », dès lors que s'est dissoute la propriété communautaire : « C'est collectivement que les citoyens [antiques] exercent leur pouvoir sur leurs esclaves qui travaillent (...) Le rapport de classes *(Klassenverhältnis)* entre citoyens et esclaves a atteint son complet développement » (MEW, 3, p. 23); « La structure hiérarchique de la propriété foncière et les troupes armées qui allaient de pair avec elle conférèrent à la noblesse la toute-puissance sur les serfs. Cette structure féodale, tout comme la propriété commune de l'Antiquité, était une association contre la classe productrice dominée (...) La réunion de pays d'une certaine étendue en royaumes féodaux était un besoin pour la noblesse terrienne comme pour les villes. De ce fait, l'organisation de la classe dominante, c'est-à-dire de la noblesse, eut partout un monarque à sa tête » (*ibid.*, p. 24-25).

Mais, d'un autre côté, Marx conserve la distinction entre *Stand* et *Klasse* pour tracer une ligne de démarcation entre la société capitaliste (« bourgeoise ») et les sociétés *pré-capitalistes* : « Dans le monde antique comme au Moyen Age, la première forme de la propriété est la propriété tribale (...) la propriété privée proprement dite commence, chez les Anciens comme chez les peuples modernes, avec la propriété mobilière (...) [elle aboutit] au capital moderne, conditionné par la grande industrie et la concurrence universelle, qui représente la propriété privée à l'état pur, dépouillée de toute apparence de communauté et ayant exclu toute action de l'Etat sur le développement de la propriété (...) Du seul fait qu'elle est une *classe (Klasse)* et non plus un *état* (ou un *ordre* : *Stand*) la bourgeoisie est contrainte de s'organiser sur le plan national, et non plus sur le plan local, et de donner une forme universelle à son intérêt moyen *(Durchschnittsinteresse)* (...) L'indépendance de l'Etat n'existe plus aujourd'hui que dans les seuls pays où les *Stände* ne sont pas encore parvenus dans leur développement au stade de *Klassen* et jouent encore un rôle, alors qu'ils sont éliminés dans les pays plus évolués » (*ibid.*, p. 61-62). On peut penser, dans ces conditions, soit que l'existence de *classes*, au sens propre, est spécifique de la société bourgeoise; soit, selon la terminologie ultérieure, d'origine hégélienne, que seule la société bourgeoise permet le

passage de la « classe en soi » *(Klasse an sich)* à la « classe pour soi » *(Klasse für sich)* (cf. MPh, 18 B); soit encore que, dans les sociétés précapitalistes, l'existence de « classes » définies par les rapports de production *se manifeste* uniquement par la constitution de *Stände* socio-politiques (« états », « ordres », « castes », etc.).

En tout état de cause, la difficulté rencontrée par Marx vise la distinction entre des rapports sociaux à caractère de « dépendance personnelle » et des rapports impersonnels *(sachliche)*, purement « économiques », c'est-à-dire finalement des rapports *d'argent*. Elle renvoie à ce schéma général d'évolution historique, si insistant chez Marx, qui représente l'histoire économique et politique comme un processus d'*abstraction* progressive des rapports sociaux, s'incarnant dans la pratique elle-même. Elle met donc en cause la signification même du concept de *bürgerliche Gesellschaft*, selon qu'il convient ou non de l'identifier au concept de société *capitaliste*. Ou, si l'on veut, la possibilité d'appliquer comparativement le concept de « mode de production » au capitalisme et au précapitalisme. Voire même la possibilité de penser d'une façon réellement *différenciée* la forme des luttes de classes dans les *diverses* formations sociales « pré-capitalistes ».

Cette difficulté n'est nullement une pure question de terminologie. Témoin la controverse entre marxistes et populistes russes, dont on trouvera un écho remarquable chez Lénine à propos de la distinction entre *école de classe* et *école de caste* (cf. Lénine, *Perles de la planomanie populiste*, 1897, O., 2, 474 et s. : « L'école de classe ne suppose aucunement le cloisonnement des classes : au contraire, à l'opposé des castes, les classes permettent toujours le libre passage de certains individus d'une classe sociale dans une autre (...) chacun sait qu'en Occident comme en Russie, l'école secondaire est essentiellement une école de classe, et qu'elle sert les intérêts d'une infime partie de la population (...) l'école de classe, si elle est réalisée d'une façon conséquente, c'est-à-dire affranchie de tous les vestiges du régime des castes, suppose nécessairement un type d'école unique. Ce qui distingue la société de classes (et partant l'enseignement de classe) c'est *l'égalité* juridique complète, etc. »). Témoin encore les discussions des années 1960-1970 à propos du « mode de production asiatique » et des « formes de passage aux sociétés de classes » (cf. CERM, *Sur les sociétés précapitalistes*, préface de Maurice Godelier, ES, 1970; et la controverse entre Ch. Parain, Les caractères spécifiques de la lutte des classes dans l'Antiquité classique, in *La Pensée*, nº 108, avril 1963, et J.-P. Vernant, *La lutte des classes*, repris in *Mythe et société en Grèce ancienne*, Paris, 1974). Témoin le rebondissement de ces discussions, plus récemment, parmi les africanistes marxistes, en vue d'étudier la transition du « colonialisme » au « néo-colonialisme » (cf. E. Terray, *Le marxisme devant les sociétés « primitives »*, Paris, 1969; P. Ph. Rey, *Les alliances de classes*, Paris, 1973; Cl. Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, 1975; et un bilan provisoire dans *L'anthropologie économique, courants et problèmes*, sous la direction de F. Pouillon, Paris, 1976, collection « Dossiers africains »).

Témoin, pour finir, la question de la « classe ouvrière » dans les pays socialistes situés « par-delà le capitalisme ». En 1936, Staline l'avait annoncé solennellement : « La victoire totale du système socialiste dans toutes les sphères de l'économie nationale est désormais un fait acquis (...) Cela signifie que l'exploitation de l'homme par l'homme a été supprimée,

liquidée (...) Peut-on après cela appeler notre classe ouvrière prolétariat? Il est clair que non (...) le prolétariat de l'URSS est devenu une classe absolument nouvelle, la classe ouvrière de l'URSS (...) une classe ouvrière comme n'en a jamais connu l'histoire de l'humanité » (Rapport sur le projet de Constitution de l'URSS, in *Les questions du léninisme*, Paris, 1947, ES, vol. II, p. 214-215). Rudolf Bahro, qui n'hésite pas à faire le rapprochement avec le pré-capitalisme, parle du « non-concept » *(Unbegriff)* de cette « classe ouvrière » (cf. *Die Alternative*, EVA, Köln et Frankfurt a. M., 1977, p. 215 et s. ; trad. franç., Stock, 1979).

A vrai dire, la distinction des sociétés divisées en états, ordres ou castes *fermés* et des sociétés divisées en *classes* économiques « ouvertes » par la division du travail, la concurrence et l'égalité formelle entre les individus est un lieu commun de l'évolutionnisme sociologique au XIXe siècle, qu'il s'agisse de Maine, de Tönnies, de Durkheim ou de Max Weber (cf. une claire présentation dans le livre de G. Therborn, *Science, class and Society*, New Left Books, 1976). Il est donc significatif qu'Engels, et après lui Lénine, bien que fortement marqués à l'évidence par cette idéologie, s'efforcent constamment de reconstituer ce qu'il y a au contraire de fondamentalement *invariant* entre le capitalisme et les formes d'exploitation antérieures, bien que la division des classes prenne, ici, une forme « personnelle » et hiérarchique, là une forme « impersonnelle » et juridiquement égalitaire (qu'on peut rattacher au « fétichisme » de la marchandise). *L'origine de la famille* (Engels, 1884) et la conférence *De l'Etat* (Lénine, 1919) montrent bien quel en est l'enjeu : indiquer le lien interne qui relie les formes de la démocratie politique aux formes de l'extorsion du surtravail. La distinction des sociétés de castes, ordres, états, etc. (non marchandes) et des sociétés de classes (marchandes) est en effet la simple projection dans le temps de la dichotomie société/Etat telle que la réfléchit l'idéologie politique et économique moderne.

2 / Critères de définition et d'analyse. — L'un des textes classiques les plus souvent utilisés à titre de « définition » des classes sociales est probablement le passage suivant de Lénine :

« (...) Qu'est-ce que la « suppression des classes » ? Tous ceux qui se disent socialistes reconnaissent ce but final du socialisme, mais tous, loin de là, ne réfléchissent pas à sa signification. On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée, l'économie sociale. Il est clair que, pour supprimer entièrement les classes, il faut non seulement renverser les exploiteurs, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, non seulement abolir *leur* propriété : il faut encore abolir *toute* propriété des moyens de production; il faut effacer aussi bien la différence entre la ville et la campagne que celle entre les travailleurs manuels et intellectuels (...) » (*La grande initiative*, 1919, O., 29, 425).

Cette « définition » montre bien que l'analyse des classes ne peut être

que *différentielle*, en un double sens. D'une part les classes ne se définissent pas isolément les unes des autres, mais seulement par le *rapport* social d'antagonisme qui les oppose entre elles. D'autre part leur existence concrète n'est jamais que le résultat provisoire d'un procès de division plus ou moins avancé dans une formation sociale donnée, qui n'englobe la totalité de la population que de façon tendancielle. L'application statistique et sociologique du concept de « classe », entendu en ce sens, se heurte inévitablement à des phénomènes de développement inégal, qui laissent *en dehors* de l'antagonisme fondamental des « masses » intermédiaires, « semi-prolétariat » artisanal ou agraire, « producteurs indépendants », « petite bourgeoisie », « couches nouvelles », etc., ainsi qu'aux divisions d'intérêts et de fonctions plus ou moins accentuées au sein de chaque classe. S'y ajoutent les difficultés surgies de la façon dont le développement du capital financier et de l'Etat « autonomise » les fonctions « intellectuelles » de gestion, d'administration et de service public, et les groupes sociaux qui les remplissent. La multiplicité des *critères* combinés dans la définition de Lénine ou d'autres équivalentes est déjà l'indice de ces difficultés.

Mais elle renvoie aussi à un problème laissé ouvert par *Le Capital*. Celui-ci, dans le livre III publié par Engels à partir des manuscrits de Marx, se termine par l'embryon d'un chapitre inachevé (chap. 52) portant précisément sur *les classes* :

« Les propriétaires de la simple force de travail, les propriétaires du capital et les propriétaires fonciers dont les sources respectives de revenu sont le salaire, le profit et la rente foncière; par conséquent les salariés, les capitalistes et les propriétaires fonciers constituent les trois grandes classes de la société moderne fondée sur le système de production capitaliste. C'est sans contredit en Angleterre que la division économique de la société moderne connaît son développement le plus poussé et le plus classique. Toutefois même dans ce pays la division en classes n'apparaît pas sous une forme pure (...) La question qui se pose tout d'abord est la suivante : qu'est-ce qui constitue une classe ? (...) à première vue c'est l'identité des revenus et des sources de revenus (...) Cependant de ce point de vue, les médecins et les fonctionnaires par exemple constitueraient eux aussi deux classes distinctes, car ils appartiennent à deux groupes sociaux distincts, dont les membres tirent leurs revenus de la même source (...) » (K., III, 3, ES, 259-260).

Le fait même que ces formules inachevées ne figurent qu'*in extremis* dans le grand œuvre de Marx est en soi un problème. 2 500 pages sur la lutte des classes sans les avoir définies! Toutefois le contexte immédiat permet de préciser ce qui est ici l'idée directrice : c'est celle d'*une correspondance entre les rapports de distribution et les rapports de production* qui, en dernière analyse, les déterminent. Les uns ne sont que « l'autre face » des autres. Thèse déjà avancée dans l'*Introduction de 1857* à la *Critique de l'économie politique* (également inachevée). Mais comment s'opère cette détermination? Est-elle univoque? Rien n'est moins sûr. On constate, en particulier, que, entre les premières formulations des années 1844-1847 (des M 44 à TSC) et celles du *Capital* qu'on vient de citer, Marx a changé de position quant aux effets de la « loi tendancielle » dont il veut définir le résultat. La première position conclut à l'absorption de la propriété foncière dans la circulation des marchandises, donc à la « résolution de la différence entre capitaliste et propriétaire foncier ». Elle conduit à un

schéma à deux classes, dans lequel il est aisé de voir le reflet direct de l'antagonisme fondamental. La position exposée dans le livre III du *Capital* tire les conséquences de la découverte de la « rente absolue » (contre Ricardo), qui rend impossible de réduire le monopole de la terre au monopole capitaliste des moyens de production. Elle conclut donc à l'irréductibilité de l'opposition d'intérêts entre rente foncière et profit, bien que l'une et l'autre aient pour source la survaleur extorquée à l'ouvrier. Elle conduit donc à un *schéma à trois classes*, comme chez les économistes classiques, mais *dissymétrique*, dans lequel l'antagonisme fondamental de la production n'est reflété que de façon médiate par les rapports de distribution.

Lorsque Engels, dans *L'Anti-Dühring* (ES, 125), énumère à son tour « les trois classes de la société moderne », il les désigne comme « l'aristocratie *féodale*, la bourgeoisie et le prolétariat ». Formulation de compromis? Elle permet de reconstituer le couple antithétique caractéristique du mode de production capitaliste en rapportant les propriétaires fonciers, à titre de « survivance », à des rapports de production antérieurs, mais en laissant dans l'ombre la question de ce que deviennent, symétriquement, les exploités de la « féodalité » (serfs, devenus « paysans parcellaires » avec la monétarisation de la rente...). Question qui devait s'avérer *politiquement* cruciale lorsque se manifestera l'insuffisance des schémas de bipolarisation des campagnes entre prolétariat et capitalistes agraires (cf. Kautsky, *La question agraire*, 1898; Lénine, DCR, 1899). Le même Lénine, dans la période post-révolutionnaire (cf. *L'impôt en nature*, O., 32; et *Sur l'infantilisme de gauche*, O., 31, 192), puis Mao Tsé-toung (dans *L'analyse des classes de la société chinoise*, 1926, in *Œuvres choisies*, t. I) esquisseront une autre voie : celle de la combinaison de plusieurs modes de production dans toute formation sociale moderne, inégalement développés et transformés par le capitalisme dominant. Cette voie conduit à redonner au concept de *peuple*, désignant l'alliance ou l'unité des classes exploitées, une pertinence sociale et politique dont l'analyse de classes l'avait d'abord privé. Tous les marxistes conséquents n'en maintiennent pas moins une double thèse : *a* / *une seule classe* peut être *dominante* (toutes les autres, exploiteuses ou exploitées, doivent donc se plier aux conditions de sa domination); *b* / une seule « source » de tout revenu peut exister : *le travail*, donc le surtravail (qui, dans une société marchande, se réalise d'une façon ou d'une autre comme survaleur).

En réalité, ces divergences s'expliquent par des voies différentes que peut emprunter la critique de l'économie politique classique. En ce sens, elles marquent bien à quel point, dans ses définitions, la théorie marxiste reste *dépendante* de la problématique des économistes. Son évolution n'en est pas moins significative. On peut la retracer schématiquement en notant que le point de départ, dont elle n'a cessé en un sens de s'éloigner, est tout simplement la vieille idée de l'antagonisme *entre les pauvres et les riches*, transformée par la critique socialiste (Sismondi) en théorie de la *paupérisation* (absolue) du prolétariat comme conséquence inévitable des lois de l'économie marchande. Les *Manuscrits de 1844* exposent cette « logique » de l'accumulation de richesse monétaire à un pôle et de la paupérisation à l'autre. Ils l'expliquent par la double concurrence des capitalistes entre eux et des ouvriers entre eux, dans les conditions de la propriété privée. *L'idéologie allemande* explique à son tour celle-ci comme le résultat

du processus historique de la *division du travail*, dont les figures successives de l'antagonisme de classes apparaissent comme autant de moments. L'opposition de la *classe dominante* et de la *classe dominée*, des *exploiteurs* et des *exploités* (Saint-Simon), a donc pour ressort fondamental la différence de position *sur le marché* entre les acheteurs et les vendeurs de force de travail, les propriétaires et les non-propriétaires de moyens de production.

Dans l'étape ultérieure de la critique de l'économie, qui conduit au *Capital*, la thèse de la paupérisation absolue (proche de la « loi d'airain des salaires ») est relativisée. D'autre part, Marx reprend la question de la distinction entre « travail productif » et « travail improductif », héritée de Quesnay, Smith et des saint-simoniens (cf. K 4, 1, 161 et s.). L'important n'est pas tant la position des travailleurs sur le marché et les limites de leur consommation, mais *la structure* d'ensemble *du procès de production*, telle qu'elle résulte des contraintes de l'accumulation du capital. En particulier les formes de la division du travail liées aux phases successives de la révolution industrielle, qui font du « travailleur collectif » un ensemble de forces de travail inégalement qualifiées et différemment reproduites. Plus qu'un *pôle* de paupérisation, le « prolétariat » devient alors un objet d'analyse historique, selon les deux dimensions que revêt sa fonction de *classe productive* : la capacité concrète de travail, et les modalités de son exploitation (« méthodes d'accroissement du surtravail »). Le point d'ancrage de l'antagonisme s'est complètement déplacé de la sphère du marché à celle de la production.

3 / Plusieurs problèmes se posent alors, et notamment :

a / Celui de *la reproduction* de la classe ouvrière. On peut dire que ce problème a été présent dès le début de la réflexion marxiste, en particulier dans les analyses remarquables d'Engels dans la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1844), beaucoup plus complexes que le schéma de Marx à la même époque. La classe ouvrière y est définie comme le résultat des tendances historiques convergentes de la division du travail, de la révolution industrielle, et des *conditions de vie* (habitat, consommation, famille, migrations, scolarisation). Mais il faut attendre le livre I du *Capital* pour qu'en soit proposé le concept, au terme d'un long débat critique avec la théorie malthusienne de la population :

« Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par là-même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir (...) C'est le double moulinet du procès lui-même, qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail, et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste avant de se vendre à un capitaliste individuel (...) Le procès de production capitaliste considéré dans sa structure, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement de la marchandise, ni seulement de la survaleur, il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié » (K., I, 3, 19-20; MEW, 23, 603; aussi *ibid.*, 74; 662).

A partir de là, il est possible de suggérer que la structure de classes d'une formation sociale donnée n'est pas déterminée de façon simple par les seuls rapports de production immédiats, mais *surdéterminée* par les *rapports de reproduction* de la force de travail. Plutôt que d'y voir (comme les

éditeurs français) une « inexactitude d'Engels », nous préférons interpréter dans ce sens la formule de sa préface à *L'origine de la famille...*; « Selon la conception matérialiste, le facteur déterminant, en dernier ressort, dans l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate. Mais, à son tour, cette production a une double nature. D'une part la production des moyens d'existence (...) et des outils qu'ils nécessitent; d'autre part la production des hommes mêmes, la propagation de l'espèce (...) » (*ibid.*, p. 15). Toutefois, pour développer cette dialectique au-delà des considérations rétrospectives portant sur les sociétés précapitalistes, pour l'appliquer à l'histoire du capitalisme lui-même, il fallait surmonter une limite que Marx n'a pas franchie : non seulement assigner à *chaque* mode de production une « loi de population » historique, mais cesser de considérer celle-ci comme un automatisme, et par suite un *invariant* dans le cadre du capitalisme. Gramsci s'y est essayé dans ses analyses du « fordisme », qui prennent en compte les transformations du rapport de classes consécutives à la seconde révolution industrielle, au groupement de la classe ouvrière en syndicats et au début des négociations collectives. C'est seulement récemment que des marxistes ont commencé à analyser les « normes de consommation » et les « formes structurelles » (Aglietta) de l'existence sociale correspondant au capitalisme monopoliste.

b) Second problème, celui de la *constitution de la bourgeoisie en classe.* Plus on privilégie le critère du mode de production par rapport à ceux de la circulation et de la répartition, plus se creuse *la dissymétrie* dans le mode de définition des deux classes fondamentales. En effet, alors que les producteurs salariés sont *immédiatement* incorporés, en tant que force de travail, au procès de travail et d'exploitation, et sont tendanciellement interchangeables du point de vue du capital, les représentants de la classe bourgeoise ne sont, selon l'expression de Marx, que les « fonctionnaires du capital ». Non seulement ils se divisent selon ses différentes fonctions, mais ils représentent des capitaux concurrents entre eux, nationaux ou multinationaux. La concentration n'a pas pour résultat historique de supprimer, mais d'exacerber cette concurrence.

Les textes marxistes présentent au moins trois argumentations sur ce point, qui ne se recouvrent pas complètement, mais qui se réfèrent toutes à des modalités précises de la lutte des classes :

— La première est *historique* : la constitution de la bourgeoisie en classe est le résultat de sa propre lutte passée contre la noblesse ou l'aristocratie foncière au sein de la société féodale (c'est l'argument du MPC). Ainsi, à partir des « révolutions bourgeoises » (industrielle et politique), l'unité de la classe dominante est une *donnée*, qui ne sera remise en cause que par la révolution prolétarienne. Acceptable dans la perspective idéologique d'un passage imminent d'une révolution dans l'autre, cette réponse est elle-même historiquement très insuffisante dès que le capitalisme se développe selon toute une série de luttes internes, séculaires, nationales et internationales.

— Une seconde argumentation fait de l'*Etat* capitaliste, non seulement le « comité chargé des affaires communes de la bourgeoisie », mais le facteur nécessaire de son unité de classe. En ce sens, toute bourgeoisie serait d'emblée « bourgeoisie d'Etat », sans attendre les formes du « capitalisme monopoliste d'Etat ». C'est l'exercice de la domination qui fait la classe dominante. Chez Marx et Engels eux-mêmes, une telle argumen-

tation se heurte pourtant au postulat selon lequel les formes politiques, non seulement « reflètent » les conditions économiques mais « n'ont pas d'histoire propre » (IA), distinctes de celles-ci. Engels, dans *L'Anti-Dühring*, n'envisage une fusion du capital et de l'Etat que comme « dernier stade » marquant la transition du capitalisme au socialisme. Cette présentation coïncide chez lui avec une définition économiste des classes en termes de *différences dans la répartition* (*op. cit.*, p. 180) et, surtout, avec l'idée que le développement du capital monopoliste fait de la bourgeoisie une « *classe superflue* », non seulement improductive mais *extérieure à la production*, classe de « rentiers » vivant de la tonte des coupons, *de même* que l'était devenue en son temps la féodalité (cf. l'article crucial : *Notwendige und überflüssige Gesellschaftsklassen*, 1881, MEW, t. 19, p. 287-290).

— L'argumentation la plus intéressante est celle qui est développée par Marx dans *Le Capital* à propos du mécanisme de production de survaleur relative (liv. I, chap. 12). Elle montre comment s'articulent l'opposition d'intérêts *entre* capitalistes individuels (qui peuvent être des groupes ou des secteurs économiques), dont chacun tend à maximiser pour son compte le surtravail et à s'approprier de façon « privée » un « excédent de survaleur », et l'intérêt *d'ensemble* des capitalistes. Seule en effet l'élévation de la productivité *sociale* du travail fait tendanciellement baisser la valeur de la force de travail et permet d'accroître le taux général de survaleur nécessaire pour maintenir indéfiniment l'accumulation ou reproduction élargie du capital global.

Cette argumentation, appliquée par Marx à l'analyse de la révolution industrielle (passage de la manufacture à la fabrique), peut être généralisée dans son principe à l'étude des différentes stratégies d'exploitation). Elle ne rend pas compte de l'ensemble des mécanismes « superstructurels » (politiques, culturels) qui unifient tendanciellement la « classe dominante », de façon à y inclure à la fois les *propriétaires* d'une fraction déterminée du capital, engagés directement ou indirectement dans la gestion de l'accumulation, et les « porteurs » des différentes fonctions publiques ou privées qui concourent à la reproduction des conditions de l'exploitation. Mais elle permet de lever l'obstacle théorique à l'analyse des nouvelles formes du capitalisme que constitue la notion de « classe superflue ». Déjà dans *Le Capital* (liv. III, chap. 23 : « Intérêt et profit d'entreprise »), Marx montrait comment cette différenciation conduit à la « constitution d'une classe nombreuse de directeurs industriels et commerciaux ». Avec l'émergence du « capitalisme d'Etat » — y compris dans les pays socialistes — c'est beaucoup plus généralement que le critère de la propriété juridique du capital, sans disparaître pour autant, doit être croisé avec les critères fonctionnels résultant de la structure d'ensemble du mouvement de l'accumulation. Dès lors, si la classe bourgeoise n'apparaît pas « éternelle », il est pourtant clair que sa domination peut se maintenir sur une très longue période historique au prix de convenables métamorphoses économiques et sociologiques.

• BIBLIOGRAPHIE (voir Lutte des classes). — M. AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, 1976; BAUDELOT-ESTABLET, *Qui travaille pour qui?*, Maspero, 1979; D. BERTAUX, *Destins personnels et structures de classe*, PUF, 1977; S. CASTLES, G. KOSACK, *Immigrant workers and class structure in Western Europe*, Oxford University Press, 1973; R. FOSSAERT, *La société*, vol. 4 : *Les classes*, Ed. du Seuil, 1980; J.-P. de GAUDEMAR, *La mobilisation générale*, Editions du Champ urbain, 1979; B. de GIOVANNI, *Teoria politica delle classi*

nel « *Capitale* », Bari, De Donato, 1976; Rudolf HERRNSTADT, *Entdeckung der Klassen. Die Geschichte des Begriffs Klasse von den Anfängen bis zum Vorabend der Pariser Julirevolution 1830*, Berlin, Verlag das Europäische Buch, 1965; E. HOBSBAWM, *Industrie et Empire*, trad. franç., Ed. du Seuil; HODGSKIN, Défense du travail contre les prétentions du capital, *in* J.-P. OSIER, *Thomas Hodgskin, Une critique prolétarienne de l'économie politique*, Maspero, 1976; B. LAUTIER, R. TORTAJADA, *Ecole, force de travail et salariat*, Maspero-PUG, 1978; LÉNINE, Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture, *in* o., t. 22; R. LINHART, *L'établi*, Ed. de Minuit, 1978; G. MURY, M. BOUVIER-AJAM (préface de M. THOREZ), *Les classes sociales en France*, ES, 1963; S. OSSOWSKI, La vision dichotomique de la stratification sociale, *in* R. CORNU, J. LAGNEAU, *Hiérarchies et classes sociales. Textes*, Paris, Armand Colin, 1969; ID., *Die Klassenstruktur im sozialen Bewusstsein*, 2. Aufl. Neuwied, 1972; N. POULANTZAS, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Ed. du Seuil, 1974; SISMONDI, *Nouveaux principes d'économie politique*, rééd. Calmann-Lévy, 1971; SOREL, *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, M. Rivière, 1981; Horst STUKE, Bedeutung und Problematik des Klassenbegriffs, *in* V. ENGELHARDT, V. SELLIN, H. STUKE (ed.), *Soziale Bewegung und politische Verfassung. Beiträge zur Geschichte der modernen Welt*, Stuttgart, 1976; E. P. THOMPSON, *The Making of the English Working class*, Pelican Books, 1968; M. VERRET, *L'espace ouvrier*, A. Colin, coll. « U »; VILLERME, *Etat physique et moral des ouvriers*, rééd. « 10/18 »; D. WEDDERBURN, ed., *Poverty, Inequality and Class structure*, Cambridge University Press, 1974.

▶ CORRÉLATS. — Bourgeoisie, Castes, Communauté, Concurrence, Conditions de vie, Couche sociale, Division du travail manuel et intellectuel, Formation économique-sociale, Lutte de classes, art. Mode de production, Paysannerie, Petite bourgeoisie, Prolétariat.

E. B.

Classes moyennes

Al : *Mittelstand, Mittelklassen.* — An : *Middle classes.* — R : *Srednye klassy.*

Voir : Couche sociale, Petite bourgeoisie.

Coalitions

Al : *Koalitionen.* — An : *Combinations.* — R : *Koalitsii.*

Marx évoque pour la première fois les coalitions ouvrières dans *Misère de la philosophie* à l'occasion d'une controverse avec Proudhon relative aux effets d'une hausse des salaires. C'est pour lui l'occasion de montrer l'utilisation que les capitalistes peuvent faire du machinisme comme arme anti-ouvrière mais aussi d'évoquer l'influence qui peut en résulter quant au développement de l'industrie. On peut dès lors soutenir que le degré auquel sont parvenues les coalitions dans un pays marque le degré que celui-ci occupe dans la hiérarchie des marchés de l'univers. Reconnues en Angleterre par la loi de 1825 (elles ne le seront en France qu'en 1864) les coalitions passagères qui n'avaient d'autre but qu'une grève deviennent permanentes avec les trade-unions dont Engels décrit les moyens d'action (*Sit.*, ES, 267-297; MEW, 2, 420-455). Par l'association qui alors se développe et en partie sous l'impulsion de l'AIT, la masse ouvrière se transforme en classe. Cette idée sera reprise par *Le Manifeste communiste* dont on connaît la fameuse formule : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » Encore faut-il pour cela, comme le montre *Salaire, prix et profit*, que les syndicats remplissent leur véritable rôle, qu'ils ne se limitent pas à une action de guérilla contre les effets du système capitaliste mais qu'ils entreprennent de le changer en abolissant le prolétariat.

• BIBLIOGRAPHIE. — R. DANGEVILLE (ed.), *Karl Marx - Friedrich Engels, Le syndicalisme*, Maspero, 1972; R. LUXEMBOURG, *Grève de masse, parti et syndicats*, Maspero, 1964.

▶ CORRÉLATS. — Fabrique (législation de), Grève, Syndicats, Trade-unionisme, Travail.

G. C.

Coexistence pacifique

Al : *Friedliche Koexistenz.* — An : *Peaceful coexistence.* — R : *Mirnoe sosuščestvovanie.*

La thèse selon laquelle la coexistence pacifique est possible et même nécessaire entre Etats capitalistes et Etats se réclamant du socialisme n'est pas inhérente au marxisme. Elle n'est pas davantage l'expression de la ligne constante de la politique extérieure soviétique, contrairement à une opinion fort répandue.

L'apparition de cette thèse, sa formulation, ses implications théoriques et politiques sont liées d'une part à certains développements de l'histoire de l'Union soviétique, d'autre part à l'évolution de la situation internationale. Pour Marx, la victoire de la Révolution devait survenir dans les pays capitalistes les plus avancés et cette déchirure de « l'enveloppe capitaliste » serait le signal de combats décisifs devant aboutir à l'effondrement de la bourgeoisie dans son ensemble.

Lénine, au terme de son analyse de l'impérialisme, formule la thèse de l'inévitabilité des guerres interimpérialistes. Allant plus loin, il considère que la victoire du socialisme dans un seul pays donnera lieu à une tendance directe de la bourgeoisie à « écraser le prolétariat victorieux ». Il envisage dans ce cas « une guerre pour le socialisme, pour l'affranchissement des autres peuples du joug de la bourgeoisie » (*Programme militaire de la révolution prolétarienne*, o., 23, 86).

Lénine reste fidèle à cette perspective même quand un rapport de force défavorable le contraint à signer la paix de Brest-Litovsk (3 mars 1918). Le retard de la révolution socialiste en Europe le conduit à miser sur les antagonismes entre puissances capitalistes et sur leurs contradictions internes pour imposer une « trêve aux Etats contre-révolutionnaires occidentaux ».

La politique extérieure soviétique sera dès lors fondée sur la volonté de maintenir une coexistence de fait avec les Etats capitalistes.

Staline infléchira cette politique en imposant au mouvement communiste international le maintien de la paix avec les puissances capitalistes comme priorité politique absolue primant toute initiative révolutionnaire autonome, dans l'intérêt de la construction du socialisme en URSS, bastion de la Révolution mondiale.

Avec Nikita Khrouchtchev et le XXe Congrès du PCUS (1956) s'opère un véritable tournant théorique et politique. La nouvelle théorie de la coexistence pacifique proclame qu'à notre époque les guerres ne sont plus inévitables. Une paix *désarmée* peut s'instaurer entre les deux systèmes. La lutte se poursuivra entre eux par les moyens pacifiques de la compétition économique et de la lutte idéologique jusqu'au triomphe du communisme. Tenant compte du développement de la technique militaire et de l'arme atomique, la coexistence pacifique est présentée comme une « nécessité objective ». Khrouchtchev liait, à la théorie de la coexistence pacifique, celle de la possibilité d'un passage pacifique au socialisme par la voie parlementaire.

A partir de 1960, ces thèses sont violemment combattues par le Parti

communiste chinois qui dénonce la trahison du léninisme par le « révisionnisme » khrouchtchevien.

Ce conflit idéologique recouvre un conflit de puissances. Dans la pratique, la politique de coexistence pacifique se traduit non par une paix « désarmée » mais par la recherche d'un équilibre de forces entre les deux « superpuissances », URSS et Etats-Unis, dans le cadre d'une croissance constante des armements. Pour y parvenir, l'URSS vise à imposer son hégémonie à l'ensemble du « camp socialiste », d'où la doctrine brejnevienne de la « souveraineté limitée » des Etats socialistes. Elle cherche aussi à conquérir de nouvelles positions stratégiques soit indirectement soit même directement, partout où elle trouve ou croit trouver un champ ouvert à sa pénétration.

• BIBLIOGRAPHIE. — LÉNINE : La thèse de la coexistence pacifique est d'abord rattachée à celle du socialisme dans un seul pays (o., 23) et à l'idée que la classe ouvrière au pouvoir pourra mener une réelle politique de paix (o., 25). La coexistence pacifique, comme *compétition économique*, date de 1920. Il s'agit d'un duel et même d'une « guerre » entre les deux économies, communiste et capitaliste (o., 31, 474 et s.), entre deux types de productivité (29, 431), entre deux Etats (30, 33, *Aux ouvriers américains*). Lénine examine les conditions qui rendent possibles la coexistence (31, 427) et sa pratique (31, 509), en particulier la nécessité d'une entente avec les trusts étrangers pour des raisons économiques (32, 187 et s.). L'occasion d'une démonstration est fournie par la Conférence de Gênes où se rend une délégation soviétique (1922), avec des consignes très précises concernant la politique de coexistence (33, 267 et s., 363 et s.; 42, 170, 194, 411 et s.). Les communistes « en tant que marchands » peuvent approuver les pacifistes bourgeois et pactiser avec eux comme le propose Tchitchérine (42, 521). — Il existe un recueil de textes sur la *Coexistence pacifique*, aux Ed. du Progrès, Moscou, 1970. — Controverse PCC/PCUS. Voir apud *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Ed. de Pékin, 1965, Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées (1963); ce texte reprend pour l'essentiel les références à Lénine et à Staline; il ajoute que Mao et le PCC ont, dans les nouvelles conditions internationales, « enrichi » la politique de coexistence (283), avec l'énoncé, en 1954, des cinq principes de la coexistence puis, en 1955, à Bandoeng, avec l'énoncé des dix principes. Voir également *Les origines du grand schisme communiste* de F. FEJTÖ (Paris, Plon, 1964) et *La grande controverse sino-soviétique, 1956-1966* de J. BABY (Paris, Grasset, 1966). — Voir aussi V. LEDUC, *La coexistence pacifique*, Paris, 1962; F. PERROUX, *La coexistence pacifique*, Paris, 1958.

▶ CORRÉLATS. — Guerre, NEP, Pacifique (voie), Révolution mondiale.

V. L.

Collaboration de classes

Al : *Klassenkollaboration.* — An : *Class collaboration.* — R : *Klassovoe sotrudničestvo.*

Voir : Réforme/Révolution, Social-démocratie.

Collectivisation

Al : *Kollektivierung.* — An : *Collectivisation.* — R : *Kollektivizacija.*

1 / Une greffe étrangère. — Le mot a mauvaise presse chez les théoriciens marxistes. Boukharine le rejette comme inexact (*Economique de la période de transition*, EDI, p. 146) et Lénine approuve en marge. Marx et Engels évitent le terme au profit de socialisation.

Pourtant, les « Pères fondateurs » n'hésitent pas à définir le communisme comme une appropriation collective; J. Guesde, là même où il parle de socialisation, définit le communisme comme collectivisme (*Textes choisis*,

ES, p. 98). Les considérants du Parti ouvrier français rédigés par Marx mentionnent le « retour à la collectivité des moyens de production » (*ibid.*, p. 117).

C'est que le terme de socialisation permet, face aux anarchistes et aux réformistes, qui se réclament en des sens différents du collectivisme, de tracer une double ligne de démarcation : *a* / rappeler la nécessité de l'action politique révolutionnaire de la classe ouvrière s'emparant du pouvoir d'Etat, centre de la socialisation; *b* / maintenir l'unité de l'appropriation communiste en dépit de la diversité des formes de gestion, et la centralisation des moyens de production, contre le mutuellisme de Proudhon, les diverses formes de coopératives ou les visions anarchistes fédéralistes dans lesquelles les travailleurs de chaque entreprise se l'approprient collectivement.

Ce refus de parler de collectivisation, alors même qu'on définit le communisme comme appropriation collective, renvoie à une difficulté théorique plus profonde sur l'unité de l'appropriation communiste : est-elle une véritable pratique politique reliant directement les diverses pratiques sociales et s'autotransformant sans cesse (schéma qui tend à s'imposer à Lénine), ou bien n'est-elle qu'une association de producteurs, selon un quasi-contrat social, assurant la transparence du communisme, la maîtrise totale des travailleurs sur les moyens de production, et l'universalité du sujet collectif indiquerait alors la disparition de tout véritable rapport social sous le communisme au profit de relations interindividuelles? Dans les *Grundrisse* (ES, t. I, p. 108-110), le terme désigne le lien entre production, distribution et consommation communistes, ce qu'Engels réfutera (AD, ES, 1963, p. 319).

Cette ambiguïté se manifeste chez Marx dans ses vues sur le développement concret du communisme. Tantôt il voit dans celui-ci une association de coopératives, thème expressément relié à l'appropriation collective (*Notes sur étatisme et anarchie de Bakounine*, traduit dans *Socialisme autoritaire, socialisme libertaire*, 10/18, t. 2, p. 379), bien que *Le Capital* réduise les coopératives à n'être qu'une solution positive interne au capitalisme (liv. III, ES, 7, 106) ; tantôt il conçoit le socialisme à partir des réalités politiques de la révolution comme une centralisation planifiée dans l'Etat des moyens de production. La transition socialiste se coupe ainsi du communisme.

Malgré ces réserves terminologiques, Lénine développe une véritable problématique de la collectivisation. Marx — sauf exceptions — n'a envisagé la révolution que comme la conséquence de la domination et de la maturité du capital. Aussi condamne-t-il *(Notes sur étatisme et anarchie)* un partage des grands domaines qui renforcerait la petite exploitation paysanne. Kautsky reste fidèle au schéma de Marx et d'Engels : le but du socialisme reste la formation de grandes exploitations collectives, qui passe, dans un premier temps, par la nationalisation des grands domaines. Mais il souligne avec Engels qu'il n'est pas question de contraindre les exploitants individuels qu'il faudra intégrer progressivement à la socialisation. Si Lénine, avant 1917, suit ce schéma, ce n'est pas sans introduire une contradiction avec ses affirmations sur le rôle révolutionnaire des paysans. Aussi, en octobre 1917, fidèle au primat de la politique, il tranche dans le vif en appliquant le « mandat paysan » et en se ralliant, au nom de l'alliance ouvriers-paysans, au programme S-R : nationalisation du sol, maintien de l'exploitation individuelle et partage des grands domaines.

La contradiction passe dans la pratique : Lénine est à la tête d'une révolution faite grâce à l'appui des paysans et le décret sur la terre ne fait que renforcer la paysannerie moyenne, avec de petites exploitations dont le niveau technique reste très faible. Comment concilier l'alliance ouvriers-paysans tout en assurant la socialisation de l'agriculture et la collectivisation devenant la transition de la révolution démocratique de la campagne à la révolution socialiste.

Jusqu'à la fin, Lénine pense nécessaire le dépassement de la petite exploitation parcellaire. Il y voit non seulement le moyen de sortir le pays de la famine, mais une nécessité liée à l'unicité de l'appropriation communiste. Or il faut concilier cette lutte contre la petite production avec une alliance positive au paysan moyen. Aussi, après avoir privilégié les formes de socialisation liées à la grande production, est-il amené à chercher des formes transitoires qui vont de l'association dans le travail à la participation volontaire à la coopérative, mais qui ne démantèlent pas l'exploitation paysanne. C'est finalement dans la coopérative qu'il cherche la solution de la contradiction. Lénine finit par voir en elle, à condition qu'elle soit fondée sur l'appropriation sociale de la terre et des moyens de production, la forme spécifique du socialisme à la campagne (*De la coopération*, o., 33, 486). La pratique doit à ses yeux rester souple. Si la socialisation de l'exploitation reste l'objectif à long terme, dans l'immédiat les diverses formes de collectivisation, association dans le travail, participation à des coopératives de distribution, de vente, ou à des coopératives chargées d'acheter et de gérer les moyens de production, sont censées amener par l'exemple et par la persuasion le paysan à l'agriculture socialiste, selon un processus s'étalant sur plusieurs décennies. Reléguée après Marx au second plan, la coopérative est réévaluée, mais sur une nouvelle base : au lieu de définir l'appropriation communiste, qui est sociale et unique, elle détermine une forme de propriété juridique et de gestion qui développe cette appropriation sur un terrain pré-capitaliste.

2 / Collectivisation et « révolution par en haut ». — Pendant la NEP, le « plan coopératif » reste pour l'essentiel lettre morte : début 1928, 37,5 % des foyers paysans adhèrent à des coopératives de distribution ou de commercialisation (mais les liens sont souvent très lâches) et 18 000 kolkhozes (économies collectives) ne groupent qu'un million de paysans sur 121 millions. Cause principale de cet échec, l'aide insuffisante aux coopératives. Depuis octobre 1917, les campagnes soviétiques connaissent plusieurs types d'exploitations collectives. Pendant le Communisme de Guerre, la *commune* est tenue pour la forme la plus avancée dans la voie du socialisme : elle collectivise terres et moyens de production et pratique un mode de vie communautaire et égalitaire; préféré par les plus pauvres, ce « communisme de l'indigence » végète pendant la NEP. Dans l'*artel* la vie familiale garde son caractère privé, les terres sont mises en commun, sauf un petit lopin, comme tous les outils importants et les bêtes de trait; la rémunération est souvent fonction de l'importance des biens apportés à l'*artel*, aussi est-il souvent un « faux kolkhoze » dont tirent profit des paysans aisés. Le *toz* réunit des terres cultivées en commun et la répartition des revenus dépend de la quotité de terres; bêtes et outils sont rarement collectivisés. Aussi, le *toz* convient aux paysans moyens et aisés. Dans l'ensemble, ces kolkhozes ne groupent que quelques familles et restent de petites dimensions. Fin 1929, les *tozy*

constituent 60 % de tous les kolkhozes existants (les *arteli* 31 % et les communes 7 %).

En janvier 1928, la crise des collectes du blé rend éclatante l'impasse de l'économie soviétique : l'agriculture, de par le bas niveau de ses forces productives, est considérée comme incapable, telle qu'elle est, de constituer la source de l'accumulation indispensable à l'industrialisation prévue par le Ier Plan quinquennal, alors que l'industrie n'est pas en mesure de livrer les machines nécessaires à l'élévation de la productivité du travail agricole. La collectivisation générale et immédiate sera finalement pour la direction stalinienne le moyen d'échapper au cercle vicieux en tranchant le nœud gordien sur le mode de la fuite en avant (le volontarisme des rythmes de croissance).

La catastrophe céréalière, entraînant la généralisation des réquisitions forcées qui menacent la *smyčka* (alliance ouvrière-paysanne), les débuts du Ier Quinquennat (adopté en avril 1929 avec effet rétroactif à partir d'octobre 1928) poussent la direction du parti à réviser constamment en hausse les objectifs de la collectivisation. Décembre 1927, le XVe Congrès du PC*(b)* de l'URSS se contente, en maintenant la NEP, d'évoquer un développement des coopératives. Eté 1928, c'est la création de sovkhozes géants en Ukraine et au Kouban du Nord. Avril 1929, la XVIe Conférence fixe comme objectif 13 % des emblavures pour 1932 (janvier 1929, les kolkhozes ne regroupent encore que 1,7 % des paysans, 4 % début juins 8 % en octobre). L'été voit la création de kolkhozes géants et des Station, de Machines et de Tracteurs (MTS) pendant que des régions entières sont dévolues à la « collectivisation de masse ». A l'automne, le rythme s'accélère pour culminer avec la collectivisation générale : le 7 novembre, Staline célèbre l' « Année du Grand Tournant », devant le CC., Molotov proclame l'achèvement prochain de la collectivisation et Staline, le 27 décembre, déchaîne la « liquidation des koulaks en tant que classe » accompagnée de leur expropriation.

Un véritable cataclysme s'abat sur les villages soviétiques. En principe, la « ligne générale » développe des luttes de classes où *batraks* (ouvriers agricoles) et *bednjaks* (paysans pauvres) joueraient un rôle moteur avec l'aide des ouvriers d'avant-garde et celle de l'Etat, les *serednjaks* (paysans moyens) adhéreraient aux kolkhozes convaincus de leur exemplarité, en isolant les koulaks dans ce rassemblement de forces. En fait, rendus méfiants par deux années de réquisitions et par l'étendue de la « socialisation » qui s'étend jusqu'au petit cheptel, les *serednjaks* sont assimilés aux koulaks et tombent sous le coup de la règle « quiconque n'est pas pour le kolkhoze est un ami du koulak et un ennemi du pouvoir soviétique ». Devant la tourmente — notamment l'abattage du bétail par des paysans désespérés —, Staline fait machine arrière par son célèbre article du 2 mars 1930, *Les vertiges du succès*, condamne les responsables « trop zélés » et rétablit l'adhésion au kolkhoze sur la base du volontariat. Le reflux est imposant : 14,2 millions de fermes collectivisées au 1er mars 1930 pour seulement 6 millions au 1er mai suivant. Le mouvement reprendra à l'automne 1930 avec plus de lenteur : 15 millions de fermes collectivisées, soit 61,5 % des familles paysannes au 1er novembre 1931, 16 millions et 71,4 % fin 1934, pour environ 230 000 kolkhozes de petite taille dans leur grande majorité et 5 000 sovkhozes. Dans l'immédiat, le prix payé est très lourd : près de dix millions de déportés, un cheptel réduit de moitié et deux années de

mauvaises récoltes (1931, 1932) débouchant sur la disette (1932-1934). A long terme, la résignation des paysans constitue un frein à l'amélioration de la productivité. Même si, à l'issue de cette période difficile (1928-1934), la *smyčka*, semble-t-il, n'est pas définitivement brisée.

3 / Au moment de la XVIe Conférence, les spécialistes prévoient un développement des kolkhozes privilégiant les *tozy* et centré sur la production de blé, la moitié au moins du cheptel restant aux mains des paysans. Mais la direction stalinienne préconise à partir de l'été 1929 la création de sovkhozes et de kolkhozes géants supposés plus productifs (orientation qualifiée « d'administrative » par de nombreux auteurs) et, fin 1929, sous l'impulsion directe de Staline, retient l'*artel* comme forme essentielle de la collectivisation sans préciser le degré de socialisation, y compris dans le statut type du 6 février 1930 qui ne traite pas du lopin individuel. Les paysans sont ainsi contraints d'entrer dans les kolkhozes en abandonnant tous leurs biens. Ce n'est qu'après mars 1930 qu'on leur rend la disposition du petit cheptel et en 1935 seulement que leur est reconnue la possession du lopin individuel (statut du 17 février 1935). Cependant, *artel* ou *toz*, le principe coopératif n'est plus qu'une fiction juridique. Dans la pratique, les kolkhozes ne sont pas maîtres de leur plan de production et ne peuvent que s'efforcer d'atteindre les objectifs élevés fixés arbitrairement par le Parti et par l'Etat. Ils ne disposent pas des moyens de production essentiels propriété des MTS, organismes étatiques dont le contrôle leur échappe totalement. L'absence d'excédents les prive de la maîtrise d'impossibles investissements et de la répartition de bénéfices inexistants. Jusqu'à la mort de Staline (1953), kolkhozes et sovkhozes sont ainsi des formes de l'étatisation de l'agriculture, moyens de réaliser ce prélèvement de valeurs théorisé comme « accumulation socialiste primitive » pour le développement de l'industrialisation, même en l'absence de l'indispensable élévation de la productivité du travail agricole.

En 1907, Lénine envisageait deux évolutions possibles pour l'agriculture russe : la « voie américaine » démocratique et la « voie prussienne » féodale et autoritaire (cf. o., 13, 251 et s. et 443 et s.). Le plan coopératif supposait que les kolkhozes soient de véritables coopératives et déterminait, dans les conditions de la dictature du prolétariat, les modalités démocratiques de transformation des rapports sociaux à la campagne selon la « voie américaine ». La collectivisation stalinienne intégrale et rapide n'est rien d'autre qu'une caricature autoritaire du communisme, le choix de la « voie prussienne ». D'ailleurs, les kolkhozes sont pensés comme une transition vers la forme supérieure de « socialisation » que représenteraient les sovkhozes dont les forces productives sont plus importantes. Multiplication des sovkhozes que rejetait Lénine en l'estimant contradictoire avec le procès d'appropriation communiste. En fait, kolkhozes et sovkhozes ont généralisé la salarisation des travailleurs et le capitalisme d'Etat dans l'agriculture.

4 / Le marxisme stalinien « s'est enrichi » de l'expérience de la collectivisation. Elle illustre la thèse célèbre sur l'aiguisement des luttes de classes pendant l'édification du socialisme. Son achèvement autorise les dirigeants soviétiques à saluer la disparition des classes exploiteuses en URSS devenue « Etat du peuple tout entier », société sans classes. Elle suscite dans l'après-coup la production de la notion de « révolution par en haut » (Staline, apud *Les maîtres de la langue*, ouvr. coll., Paris, Maspero, 1979, p. 215),

révolution accomplie pour l'essentiel par l'Etat et ses appareils, sans ou contre les masses, notion qui légitime Staline à renvoyer dans un avenir lointain tout dépérissement d'un Etat devenu superstructure nécessaire à la transformation révolutionnaire de l'infrastructure économique et sociale (cf. *ibid.*) C'est enfin la justification stalinienne de la pérennité en URSS du jeu de la loi de la valeur et des catégories marchandes par l'existence, sur la base des kolkhozes, d'un mode de production collectiviste (et de rapports de production collectivistes ?) face au prétendu mode de production socialiste, et, sur la base des lopins, du maintien du marché (cf. Staline, Problèmes économiques du socialisme en URSS, *in* Staline, *Derniers écrits*, ES, 1953). des lopins coupables du non-dépérissement des catégories marchandes : voilà une analyse simple et pratique puisqu'elle répond par avance à la mise en cause des réalités socialistes de l'URSS.

Première collectivisation générale de l'agriculture, la collectivisation soviétique devient une référence obligée pour les autres expériences de transformation des structures agraires. La mise en place de coopératives et de fermes d'Etat, la disparition des koulaks sont les critères de l'instauration du socialisme dans les démocraties populaires, à l'exception de la Yougoslavie et de la Pologne (cf. Lilly Marcou, *Le Kominform*, Presses de la FNSP, 1977). Même dans les pays se libérant de la domination impérialiste, le « modèle soviétique » inspire bien des politiques y compris en Chine jusqu'au Grand Bond en Avant et la création des communes populaires. Ailleurs, comme à Cuba, l'extension du salariat dans les plantations sucrières facilitait la mise en place de grandes exploitations d'Etat.

• BIBLIOGRAPHIE. — S. BENSIDOUN, *L'agitation paysanne en Russie de 1881 à 1902*, Paris, Presses de la FNSP, 1975; C. BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS*, 2 vol., Maspero/le Seuil, 1974 et 1977; E. H. CARR et R. W. DAVIES, *Foundations of a planned economy 1926-1929*, 2 vol., Penguin Books, 1969 et 1971; Stephen COHEN, *Nicolas Boukharine. La vie d'un bolchevik*, Maspero, 1979; V. P. DANILOV, *Očerki istorii kollektivizacii sel'skogo hozjajstva v sojuznyh respublikah*, Moscou, Gos. Izd. Polit. Lit., 1963; FICHELSON et DERISCHEBOURG, *La question paysanne en URSS de 1924 à 1929* (textes de Kamenev, Préobrajenski, Boukharine et Trotski), Maspero, 1973; M. FAINSOD, *Smolensk à l'heure de Staline*, Paris, Fayard, 1967; M. GORKI, *Le paysan russe*, Paris, 1925; Susan GROSS SOLOMON, *The Soviet Agrarian Debate. A Controversy in Social science 1923-1929*, Colorado, Westview Press, Boulder, 1977; S. GROSSKOPF, *L'alliance ouvrière et paysanne en URSS (1921-1928). Le problème du blé*, Maspero, 1976; N. JASNY, *The Soviet Socialised Agriculture of the USSR*, Stanford University Press, 1949, et *Kolkhozy, the Achilles Heel of the Soviet Regime*, Oxford, Blackwell, 1951; M. LEWIN, *La paysannerie et le pouvoir soviétique 1928-1930*, Paris/La Haye, Mouton, 1976; *Istorija Soverskogo' Krest'janstva i Kolhoznogo stroitel'stva SSSR*, Moscou, Acad. des Sciences, 1963.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Coopérative, Coopération, Kolkhoze, Koulak, Maoïsme, NEP, Paysannerie, Planification, Rente, Socialisation, Sovkhoze.

J.-M. G. / J. R.

Collectivisme

Al : *Kollektivismus.* — An : *Collectivism.* — R : *Kollektivizm.*

Le terme de « collectivisme » apparaît en 1869. Il est contemporain du Congrès de Bâle de l'AIT qui adopta le principe de l'appropriation collective du sol. Sa connotation est alors péjorative; elle vise les « partageux » qui veulent spolier autrui de ses biens.

Quelques années plus tard, une fraction du mouvement ouvrier reprend le mot à son compte. Le collectivisme, en France, va représenter le marxisme

tel que le diffusera Jules Guesde. Au Congrès de Lyon (1878), deux des partisans de ce dernier, Dupire, délégué des tailleurs parisiens, et Ballivet, représentant des mécaniciens lyonnais, proposent, pour la première fois, une motion invitant « toutes les associations ouvrières en général à étudier les moyens pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail ». Le texte n'est pas adopté. Mais avant que Guesde ne le reprenne dans le « Programme et adresse des socialistes révolutionnaires français », qu'il publie dans son journal, *L'Egalité*, le 21 février 1880, le Congrès de Marseille (1879), réuni sous le mot d'ordre « La terre au paysan, l'outil à l'ouvrier », l'adopte à une très large majorité. La résolution du congrès se donne « comme but : la collectivité du sol, sous-sol, instruments de travail, matières premières, donnés à tous et rendus inaliénables par la société à qui ils doivent retourner. » Le collectivisme se substitue dès lors au mutuellisme et au coopératisme, déclarés incapables d'assurer l'émancipation des travailleurs. Il coïncide avec la fondation du Parti ouvrier français, dont le programme a été mis au point à la faveur d'une rencontre, à Londres, entre Guesde, Marx et Engels. « En trois ans, relève Seignobos, une fédération de syndicats partisans de la coopération s'était transformée en une Eglise socialiste soumise à l'orthodoxie du collectivisme marxiste » (cité par Ligou, p. 36). Par la suite, les collectivistes, ou guesdistes, comme on dit aussi à l'époque, auront à s'opposer en outre aux « possibilistes », qui l'emportent au Congrès de Saint-Etienne (1882), et aux anarchistes, qui domineront dans le mouvement syndical, les premiers prônant, avec P. Brousse, une modération favorable à toutes les réformes possibles, les seconds proclamant, comme Pouget, la nécessité de « faire la guerre aux patrons et non de s'occuper de politique » (cité par Montreuil, p. 152).

Depuis le terme a été abandonné au profit de ceux de socialisme, social-démocratie ou communisme. Son sens en effet recélait des ambiguïtés qui ne correspondaient pas, pour les partis ouvriers, à la politique qu'ils préconisaient en matière d'appropriation foncière (défense de la petite propriété) et de contrôle des instruments de production (nationalisations). Pour les classes dirigeantes, la portée péjorative du collectivisme opposé au libéralisme, sur le plan économique, et à l'individualisme, quant à l'idéologie, s'est trouvée accusée encore à la suite des mesures de collectivisation en URSS et dans les pays socialistes.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. BLUM, Les congrès ouvriers, apud *L'œuvre de L. Blum*, t. I, Paris, A. Michel, 1954, p. 392-416; *Dictionnaire économique et social*, CERM, Paris, ES, 1975, art. « Collectivisme »; D. LIGOU, *Histoire du socialisme en France, 1871-1961*, Paris, PUF, 1962, chap. I et II; J. MONTREUIL, *Histoire du mouvement ouvrier en France*, Paris, Aubier, 1946, p. 142-153; C. WILLARD, *Les Guesdistes*, Paris, ES, 1966; ID., *Textes choisis (1867-1882) de J. Guesde*, Paris, ES, 1959; A. ZEVAES et divers, *Histoire des divers partis socialistes de France*, Paris, 1912-1923; t. II : *De la Semaine sanglante au Congrès de Marseille*; t. III : *Les Guesdistes*.

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Collectivisation, Coopération, Coopérative, Guesdisme, Individualisme, Nationalisation, Socialisation.

G. L.

Collégialité

Al : *Kollektive Führung*. — An : *Collegial leadership*. — R : *Kollektivnost' rukovodstva*.

La collégialité, la direction collégiale ou collective, est un principe *politique* cher aux révolutionnaires, des Comités de Salut public de 1793

au Conseil des Commissaires du Peuple de 1917, en passant par les Communes, les Soviets ou les Conseils ouvriers. L'acception de ce principe est à la fois positive, en ce qu'elle exprime la volonté du respect de la démocratie la plus stricte, en matière de discussion, de programme et de décision, dans toutes les organisations ou institutions, de la base au gouvernement central; et négative, eu égard au refus de tout culte des chefs et de la confiscation du pouvoir par un seul individu.

La leçon des faits, quant à elle, est passablement contradictoire. Pendant la durée de l'AIT, la collégialité a fait l'objet de vives polémiques, notamment entre Marx et Bakounine, s'imputant l'un à l'autre un excès d'autoritarisme (cf. MEW, t. 18; la biographie de B. par Nettlau; J. Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, 4 vol., Paris, Stock, 1905-1910). Par la suite, la répugnance anarchiste vis-à-vis de toute direction, aussi bien que la pratique du centralisme démocratique, paradoxalement, ne réussiront guère à éviter le recours aux leaders.

Du temps de Lénine, le Parti (POSDR, PCb), puis le gouvernement ont connu un réel exercice de la collégialité. Il est vrai que le leadership de Lénine, malgré des contestations parfois virulentes, allant jusqu'à sa mise en minorité, était accepté par tous, d'un libre consentement. La conception stalinienne de la dictature du prolétariat aboutit, par contre, à suspendre toute direction collective au sein du Parti et de l'État (cf. *Les questions du léninisme*). Dès les années trente, Staline, autrement dit le Gensek (secrétaire général du Parti), détient sans partage la totalité des pouvoirs. C'est une période de dictature, baptisée « culte de la personnalité », qui s'instaure.

La « déstalinisation » (XXe Congrès du PCUS, 1956) entend mettre un terme à cette situation et proclame le « retour aux normes léninistes », c'est-à-dire à la direction collégiale. Cette disposition est consignée dans les nouveaux statuts du Parti et la Constitution est constamment rappelée par Khrouchtchev et ses successeurs. Le changement en fait, puisque Brejnev, ainsi qu'on l'a remarqué, cumule plus de charges et de titres que Staline n'en avait jamais eus, ne semble concerner que la passation de pouvoir du leader à l'appareil ou à la bureaucratie de la *Nomenklatura*, comme on dit aujourd'hui. Une telle pratique est, à quelques nuances près, commune à tous les PC, au pouvoir ou non.

La collégialité revêt également une acception *économique*. Il s'agit alors de doter les entreprises d'un fonctionnement démocratique pouvant s'exprimer par des formes telles que le contrôle des décisions, la direction collective, ou, dans le meilleur des cas, l'autogestion. Mais, même sous cette figure, la collégialité correspond à des revendications permanentes, donnant lieu à des mots d'ordre, donc à des vœux, plus qu'à des réalités.

• BIBLIOGRAPHIE. — *La direction collégiale en Union soviétique* (G. DUPUIS, J. GEORGEL, F. MONCONDUIT, J. MOREAU), Paris, A. Colin, 1972, recueille tous les textes depuis Lénine; voir également les écrits de BABEUF, ROBESPIERRE et SAINT-JUST; P. DAIX, *L'avènement de la Nomenklatura*, Bruxelles, Complexe, 1982.

► CORRÉLATS. — Autogestion, Bakouninisme, Bureaucratie, Centralisme démocratique, Culte de la personnalité, art. Démocratie.

G. L.

Colonisation / Colonialisme

Al : *Kolonisation/Kolonisierung/Kolonialismus.* — An : *Colonisation/Colonialism.* — R : *Kolonizacija/Kolonializm.*

« *Colonisation* » s'emploie aujourd'hui en sciences sociales et politiques et plus particulièrement en histoire contemporaine en un sens strict qui n'est pas sans lien avec l'analyse et les développements marxistes, et plus encore avec cet autre développement qu'est le mouvement de libération des peuples colonisés. *La colonisation* se caractérise par la domination politique de population à fin d'exploitation économique (ou de mise en réserve) pour constituer un empire extérieur dans le partage du monde entre pays capitalistes. Dans l'achèvement du partage mondial à la fin du XIXe siècle, la colonisation s'insère dans l'*impérialisme* au sens léniniste du terme, mais elle lui est bien antérieure puisqu'elle accompagne toute l'expansion capitaliste depuis la fin du XVe siècle, comme l'impérialisme peut se dispenser des rapports coloniaux proprement dits par reconnaissance d'une indépendance formelle d'Etats qui n'en demeurent pas moins réellement dépendants *(néo-colonialisme)*. Pour définir la condition de dépendance des pays sous « sphère d'influence » comme l'on disait au début du XXe siècle quand s'établit le système impérialiste, pour l'Empire ottoman ou l'Empire chinois par exemple qui conservaient une souveraineté internationale de principe, le terme en usage dès la IIe Internationale avant 1914 était celui de *semi-colonisation*; cette formule est généralisée dans l'Internationale communiste (cf. IIe et Ve Congrès de l'IC et textes de Mao Zedong pour caractériser la situation chinoise, parallèlement à la qualification de « semi-féodale »). *Colonialisme* s'entend de l'idéologie et des pratiques qui justifient et servent la colonisation, mais par abus de langage le mot tend non seulement à recouvrir l'ensemble des phénomènes coloniaux, mais toute forme de domination et exploitation collective (« colonialisme intérieur ») et même, en particulier dans le Tiers Monde où, comme accusation infamante, il est, en pleine confusion, substitué à *impérialisme*.

Dans la *colonisation* proprement dite qui concerne donc des rapports sociaux et politiques, établis par conquête et maintenus par occupation, la subordination à une métropole prive les populations de leur autonomie d'organisation politique et de souveraineté d'Etat par rattachement administratif direct ou indirect (ou même concession de charte à des compagnies privées). Si se développe un peuplement colonial qui exerce donc par relais la prépondérance sur place, il se forme une *société coloniale* qui tend à l'autonomie et peut même, en rompant avec sa métropole, devenir indépendante (Etats américains à la fin du XVIIIe siècle, Australie, Afrique du Sud, etc.); la colonisation peut aussi se maintenir par le moyen d'un encadrement colonial limité (cadres privés, militaires et fonctionnaires en nombre restreint comme dans l'Inde britannique). En tout cas, *la situation coloniale* est définie par ces relations d'oppression politique, économique et culturelle qui pèsent sur *les sociétés colonisées* non sans laisser place dans une hiérarchie de mépris (racisme colonial) à des sections intermédiaires ou se dissimuler sous une idéologie assimilationiste. La conquête et l'occupation coloniales ont poussé plus ou moins loin le refoulement ou la destruction des sociétés « indigènes » jusqu'à l'extermination éventuellement, mais elles ont aussi suscité des résistances; à travers ces bouleversements, et en des transformations inégales, dans le mouvement contemporain d'indépendance de nou-

veaux Etats, ces sociétés colonisées entrent en *formation* ou re-formation et *libération nationale*. Aujourd'hui l'aboutissement de ce procès confirme la distinction essentielle faite notamment par Lénine et qui se trouve systématisée par l'impérialisme, entre *nations dominantes* et *nations opprimées*. C'est cette évolution récente et même inachevée, et la réflexion et pratique marxiste du XXe siècle (Rosa Luxemburg, Lénine, Boukharine, Mao Zedong particulièrement) qui permettent donc cette approche générale de la colonisation.

Au temps de Marx, la terminologie et la compréhension étaient flottantes ou ambiguës. *Colonie* se disant de tout groupe étranger, fût-il extrêmement mineur, établi dans une autre société culturellement distincte; Marx a ainsi appartenu à la « colonie allemande » de Bruxelles et de Londres, mais ordinairement les termes *colon* et colonisation concernaient l'installation d'exploitants agricoles (lots de colonisation, colon, colonat en référence à la « colonisation romaine ») dans des zones pionnières ou d'expansion de peuplement (référence à la colonisation grecque), constitutives ou non d'empires; toute extension de souveraineté impériale, pour peu qu'elle donnât lieu à des phénomènes de peuplement (encadrement militaire ou établissement par transfert de noyaux de population), était facilement qualifiée de colonisation. Marx et Engels sont tributaires de ces indistinctions. C'est ainsi par exemple que Marx décrit sur le mode colonial la domination qu'exercent les Turcs dans l'Empire ottoman sur les chrétiens d'Europe (*New York Daily Tribune* du 7 avril 1853); la notion première d'implantation agricole se retrouve tant dans les travaux historiques d'Engels qui évoquent la « colonisation germanique » en Europe baltique ou en Europe centrale, que dans *Le Capital* où le chapitre consacré à « la théorie moderne de la colonisation » (K., I, chap. 33) ne porte guère que sur la colonisation agraire en Amérique et autres « pays neufs ».

Plus globalement, le terme de colonisation recouvrait (et recouvre encore) l'ensemble des formes de conquête et d'expansion européenne dans la mondialisation du capitalisme à partir du XVIe siècle; c'est là le sens le plus courant chez Marx et Engels. Si, en particulier dans les articles de commentaire de l'actualité internationale, Marx et Engels dénoncent les méfaits des armées de conquête (Inde, Chine, Algérie, etc.), les sévices, les actes d'arbitraire, les manifestations de racisme, bref les horreurs de la colonisation, ils voient en même temps dans la violence colonisatrice le progrès de la civilisation sortir de la destruction du vieux monde, (cf. Articles de 1853 sur la domination britannique en Inde). *Le Manifeste* n'exalte-t-il pas l'œuvre progressiste qu'accomplit le capitalisme ? S'il y a équivalence entre *colonisation* et *modernisation*, c'est que, pour Marx, la colonisation est une part inhérente du développement capitaliste par l'accumulation primitive tandis que les contradictions coloniales, qui porteront plus tard les mouvements de libération, ne sont guère perçues, si ce n'est sur le cas à part de l'Irlande.

Colonisation et accumulation primitive. — Plus que dans le chapitre qui est consacré à « la théorie moderne de la colonisation », c'est dans les chapitres qui précèdent et forment l'exposé de l'accumulation primitive (8e section, liv. I du K.) que Marx analyse la place de la colonisation dans la genèse du capitalisme. Trop souvent, l'accumulation primitive est réduite au mouvement d'expropriation des populations rurales en se fixant sur l'exemple

des enclosures en Angleterre, soit à la dépossession des moyens de production et à la mise en disponibilité des forces de travail ou prolétarisation, alors que Marx prend bien soin de préciser dès le départ que « le secret de l'accumulation primitive » (chap. XXVI) se tient dans un double procès, celui de la « libération » des candidats au travail salarié, et celui de la centralisation du capital (« le moment où les masses de capitaux et de forces ouvrières se trouvent déjà accumulées entre les mains de producteurs marchands », K., ES, I, 3, 155; MEW, 23, 743). C'est précisément à cette concentration capitaliste qui résulte d'une suprématie commerciale en un marché qui devient universel (cf. *ibid.*, note p. 156; 744, n. 189) que contribue la colonisation, sans s'y identifier puisque celle-ci procède par « conquête et pillage » des Indes orientales, de l'Afrique... tout en laissant d'autres régions à l'écart. Aussi le chapitre XXXI qui traite de la « genèse du capitalisme industriel » commence-t-il par l'historique de la colonisation allant de la découverte des contrées aurifères et argentifères d'Amérique, à l'expansion outre-mer du Portugal, de l'Espagne, de la Hollande, de l'Angleterre..., qui accompagne la concentration des capitaux et le recours au crédit public, jusqu'à ce que, avec le capitalisme industriel, la suprématie passe du commerce à la production. Marx reviendra au livre III du *Capital* sur ce renversement de la commande économique.

L'orthodoxie marxiste s'est ensuite enfermée dans une vision du capitalisme limitée au capitalisme industriel et dans une impossible démonstration du développement du capitalisme sur fond agraire uniquement dans les limites de l'Europe occidentale par un passage mécanique du féodalisme au capitalisme. Elle s'est ainsi interdit les voies d'une analyse de classes qui ne soit pas rivée aux classes du capitalisme industriel (bourgeoisie-prolétariat), jusqu'à rendre difficile sinon impossible l'étude des sociétés colonisées et semi-coloniales, en négligeant précisément le fait que le capitalisme est le premier mode de production mondial reposant sur l'expansion maritime et marchande dont la colonisation constitue une bonne part. Mais Marx n'en était pas pour autant tiers-mondiste, tout au contraire.

Colonisation et indépendance nationale. — C'est en traitant la question irlandaise comme une question coloniale par suite de la subordination du peuple irlandais aux propriétaires et au pouvoir britannique, que Marx et, tout autant sinon plus, Engels ont affirmé la priorité de la libération nationale (cf. *Résolutions défendues par Marx au Conseil général de l'Association internationale du Travail en 1869* et *L. à Kugelmann* du 29 novembre 1869). La lutte des Irlandais pour l'indépendance est donnée comme nécessairement préalable au succès même du mouvement ouvrier en Angleterre, parce que, à cause de l'Irlande et de la division au sein du prolétariat (l'immigration irlandaise constitue une grande part de la main-d'œuvre en Angleterre), le nationalisme anglais oblitère la conscience de classe des ouvriers anglais. La classe ouvrière anglaise est elle-même victime de la colonisation en adoptant le nationalisme de la bourgeoisie.

Cette approche des mauvais rapports entre prolétariat métropolitain et populations colonisées contredit directement l'illusion que partagent par ailleurs Marx et Engels, confiant éventuellement au prolétariat métropolitain le rôle d'émancipation des colonies (cf. *L. à Kautsky* du 12 septembre 1882). Marx et Engels n'ont en effet pas transposé leur analyse de la situation irlandaise aux colonies d'outre-mer, alors qu'elle

y trouve au XXe siècle son champ d'application, par les mouvements de libération nationale et par les conséquences du nationalisme colonial sur le mouvement ouvrier européen. Il y eut même un « socialisme colonial » qui s'est développé parmi les petits Blancs des sociétés coloniales non sans écho dans les métropoles, condamnant le nationalisme des colonisés, exaltant l'œuvre coloniale de civilisation par l'école et le syndicat, et en appelant à « la fraternité des races ». L'Internationale communiste, à son origine en 1919, retenait encore l'hypothèse de l'antécédence de la révolution métropolitaine pour émanciper les colonies, mais l'échec de la révolution en Europe occidentale faisait reporter les espoirs révolutionnaires vers l'Orient, vers les nations opprimées, vers ce « milliard d'hommes » que l'analyse léniniste de l'impérialisme donnait comme nouvelle chance de la révolution mondiale. Aussi, en correspondance mais non sans critique des orientations du Congrès des peuples d'Orient tenu à Bakou, les thèses du IIe Congrès de l'Internationale communiste (juillet 1920) reconnaissaient-elles les forces de libération de la colonisation comme étant des « mouvements nationaux révolutionnaires ». C'est cette conjonction entre libération nationale et révolution socialiste ininterrompue que reprend la formulation qui lie question nationale et coloniale dans l'Internationale communiste des années 1920 (cf. Boukharine, et également Staline dans *Les principes du léninisme*, 1924), c'est là ce que développeront l'action et l'œuvre de Mao Zedong (cf. *De la démocratie nouvelle*). Cependant l'accusation de Sultan Galiev en 1923 et son procès en 1928, qui reproche au leader musulman tatar de vouloir former une fédération musulmane en Asie centrale, mais aussi fonder une « Internationale coloniale » unissant les peuples dominés qui constitueraient le véritable prolétariat mondial en lutte contre les pays riches qui seraient la bourgeoisie, valent par avance comme condamnation des thèses tiers-mondistes. Mais en même temps, pour soutenir les luttes de libération, l'Internationale communiste sous l'impulsion de Boukharine lançait *La Ligue anti-impérialiste et anticoloniale* qui entrera en déperdition dans les années 1930. La réorientation nationale, voire nationaliste du mouvement communiste à partir de 1934-1936, et la défense prioritaire de l'URSS ont fait ensuite resurgir les contradictions entre mouvements d'indépendance et mouvement ouvrier des pays capitalistes développés jusqu'aux débats toujours actuels dans le mouvement socialiste et communiste international sur la place de la colonisation et des révolutions du Tiers Monde. La question historique fondamentale n'est-elle pas contenue dans le fait que des révolutions socialistes ne se sont produites jusqu'à maintenant qu'en des pays de condition semi-coloniale (Russie, Yougoslavie, Chine) ou à partir de situations coloniales dans une lutte d'indépendance (Cuba, Vietnam, Afrique...) ?

• BIBLIOGRAPHIE. — MARX-ENGELS, *Textes sur le colonialisme*, éditions en langues étrangères, Moscou, sans date; Karl MARX, *On colonialism and modernization*, edited with introduction by Shlomo AVINERI, New York, Anchor Books, 1969; Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE et Stuart SCHRAM, *Le marxisme et l'Asie*, Paris, A. Colin, 1965; Maurice DOBB, Paul M. SWEEZY, *Du féodalisme au capitalisme, problèmes de transition*. Réédition en traduction française, Paris, Maspero, 1977; Les ouvrages de F. FANON; René GALLISSOT, *Marxisme et Algérie*, Paris, UGE, 1976; Hosea JAFFE, *Marx e il colonialismo*, Roma, Jaca Book, 1977; SARTRE, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960, p. 344 et s.; Immanuel WALLERSTEIN, *L'Economie-Monde*, Flammarion, 1980.

▶ Corrélats. — Accumulation, Bourgeoisie nationale, Développement/Sous-développement, Immigration, Impérialisme, Nation, Nationalisme, Voie non capitaliste de développement.

R. G.

Combinaison

Al : *Verbindung.* — An : *Combination.* — R : *Sojuz.*

Sous ce terme, Marx pense la *mise en rapports*, dans le procès de production, de ses agents et de ses conditions matérielles, soit de ses « facteurs », comme il dit. La *Verbindung* constitue donc le moment de la *réalisation* du procès de production, le moment où les rapports sociaux de production prennent corps et matérialité. « Quelles que soient les formes sociales de la production, les travailleurs et les moyens de production en restent toujours les facteurs. Mais les uns et les autres ne le sont qu'à l'état virtuel tant qu'ils se trouvent séparés. Pour une production quelconque, il faut leur combinaison. C'est la manière spéciale d'opérer cette combinaison qui distingue les différentes époques économiques par lesquelles la structure sociale est passée » (K., ES, II, 1, 38; MEW, II, 42). Ce petit texte appelle deux remarques :

1 / La « combinaison » des « facteurs » de la production induit la réalité d'un rapport de « distribution-attribution » (L. Althusser, *Lire Le Cpital*, II, 46) entre les moyens de production et les agents de la production. A ce titre, elle indique que « les rapports sociaux de production... ne mettent pas en scène *les seuls hommes...* » (*ibid.*, 45).

2 / Le mode de « combinaison » des « facteurs » de la production (travailleurs, non-travailleurs, objets et instruments de production, etc.) permet, selon Marx, de définir les modes de production ou *des* modes de production. Cette dernière ambiguïté a autorisé le traitement et l'usage structuralistes de la notion de *Verbindung*, et le glissement de son sens manifeste, combinaison, à un sens latent, combinatoire (cf. par exemple, malgré d'importantes précautions et réserves qui contredisent le passage suivant, E. Balibar, LLC, 98-99 : « Nous pouvons... finalement dresser... le tableau des éléments de tout mode de production, des invariants de l'analyse des formes... Par combinaison variée de ces éléments entre eux... nous pouvons donc reconstituer les divers modes de production »). Il faut au contraire souligner, sans se dissimuler que ce glissement inavoué est parfois à l'œuvre chez Marx lui-même (voir la notion de « mode de production marchand »), que les rapports connectés par la *Verbindung* sont en nombre restreint, qu'ils sont commandés par des relations précises qui sont l'effet de l'existence des classes, de leur lutte, et qu'enfin la finalité de leur connexion même n'est rien moins qu'historique puisque c'est la production réelle. Leur « combinaison » logique, abstraite et indéterminée s'en trouve ainsi parfaitement invalidée.

• Bibliographie. — L. Althusser, L'objet du Capital, LLC, II, p. 45 et s.; E. Balibar, Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique, LLC, II, p. 94 et s.

▶ Corrélats. — Base, Correspondance/non-correspondance, Formation économique et sociale, Instance(s), Mode de production, Structuralisme.

G. Be.

Comité central

Al : *Zentralkomitee.* — An : *Central Committee.* — R : *Central'nij komitet (C.K.).*

Voir : Parti.

Communauté

Al : *Gemeinschaft.* — An : *Community.* — R : *Obščnost'.*

1 / La notion de communauté qui implique une organisation de vie collective et un devenir lui aussi collectif renvoie aux *groupements d'appartenance* en dehors d'une référence directe aux rapports de classes qui sont à la fois internes, sécants et transcommunautaires; il existe, à l'évidence, deux ordres de *relations sociales*, celles qui se déduisent immédiatement ou par dérivation des rapports de production (classes, rapports sociaux, société), et celles qui reposent sur ces liaisons collectives, par abstraction : *commune*, *communauté* et en un sens : *société civile* et *formation sociale*, et comme réalités empiriques : familles et groupements de parenté, communautés rurales, groupes ethniques, nations notamment. Le développement des classes sociales relève de la *reproduction économique*; *la reproduction sociale* qui s'en distingue, sans s'en dissocier, est faite sur des générations (reproduction démographique), de l'évolution et de l'imbrication (renouvellement, transmutations) de ces formes collectives; un village, une cité, un groupe ethnique, une nation se reproduisent en se transformant comme réalité collective. L'identité individuelle répond à ces *identités collectives* qui sont aussi sujettes à variations en plus ou moins longue durée.

Les appartenances communautaires font participer à un *imaginaire social*, à une *idéologie* et à une *culture* plus ou moins commune (représentation généalogique, et autre mode de représentation ethnocentrique, sentiment d'attachement à la petite ou à la plus ou moins grande patrie), voire à une *aliénation collective* en communauté mystique (confrérie, secte, sacralisation de la patrie, racisme, communauté religieuse et corps mystique). Les phénomènes de *conscience* et tout autant, sinon plus, *l'inconscient individuel et collectif* répercutent non seulement les effets d'une pratique et d'une éventuelle « conscience de classe », mais traduisent d'abord l'inscription mentale de préjugés au sens propre du terme, une aperception générale qui provient d'un conditionnement collectif : éducation familiale, code linguistique, pratiques discursives, normes de conduites, systèmes symboliques; l'activité sociale est prise dans un champ idéologique commun déterminé par l'interférence inégale des représentations portées par les différentes communautés d'appartenance, d'extension et de consistance diverses; l'identité résulte d'une unification concentrique. La réfraction de la condition et de la pratique de classe n'intervient que dans une formation intellectuelle et une conformation existentielle qui est d'acquisition communautaire, ce qui ne veut absolument pas dire égalitaire. Le matérialisme historique prend une dimension anthropologique pour rendre compte des faits collectifs, en rompant donc avec la référence simplificatrice à la superstructure d'institutions et d'idées s'élevant sur l'infrastructure productive.

2 / Or, dans la tradition marxiste prépondérante, et déjà dans l'œuvre de Marx et Engels, le privilège d'attention porté aux classes et à la lutte de classes comme à l'analyse du rapport capitaliste semble faire de l'existence communautaire et des faits collectifs une réalité étrangère au « marxisme », du moins au marxisme-léninisme. Paradoxalement, c'est la constitution en dogme qui a transposé l'article de Staline sur « La question nationale et la social-démocratie » (1913), traitant en somme du « marxisme et de la question nationale », qui paraît introduire, et se trouve avoir vulgarisé le terme de communauté en traduisant le mot *Gemeinschaft*

(*communauté* par opposition à *société*) qu'utilisaient les marxistes d'Autriche par le nom russe, *obščnost'*, qui marque lui aussi une réalité collective *(obščij)*, une totalité sociale (société globale) qui ne relève pas directement de l'ordonnancement des rapports de classes. Toute la gymnastique de Staline et de ses émules sera ensuite de retomber sur la base de classes, en opposant notamment nations bourgeoises et nations prolétaires; une formulation descriptive du contenant (nation) et du contenu (classes) dispense de fournir une définition et une explication du concept de communauté qui se trouve cependant avoir ainsi acquis libre cours en « marxisme ». Il s'établit en particulier une sorte d'équivalence entre nation et communauté à travers la formule de « communauté historique stable ».

La double « nationalisation » du marxisme, celle, continue, qui accompagne les mouvements de libération en situation dominée, et celle qui incorpore l'idéologie nationale à l'occasion du tournant stratégique de front populaire, généralise l'usage du terme de communauté en même temps que celui de *peuple* qui était autant dire rejeté par suite de la dénonciation du populisme à l'école de Lénine. Avant la mutation nationaliste du marxisme soviétique et du communisme en 1934-1936, les références à peuple n'allaient qu'aux « peuples opprimés » (cf. Congrès de Bakou, 1920). C'est donc la question nationale, point d'achoppement théorique et pratique, et lieu de divergence des divers marxismes, qui manifeste l'importance de cette sorte de nœud gordien que noue la notion de communauté puisque la difficulté est tranchée sans être résolue.

3 / L'œuvre de Marx et même sa continuation par Engels se situent avant que le concept de communauté (organisation collective d'appartenance identitaire) ne prenne place dans les sciences sociales, du moins d'une façon explicite par rapport à des usages terminologiques fluctuants. L'on rapporte généralement la conquête de ce droit de cité à la publication à Leipzig en 1887 de l'ouvrage de Ferdinand Tönnies (1855-1936), *Gemeinschaft und Gesellschaft*, parce qu'il fixe la distinction entre la *communauté* considérée comme première et la *société* qui est la forme moderne, ce qui fait succéder, autre opposition binaire, la *civilisation* à la *culture*. Mais ces catégories ne s'imposent pas avant la fin du XIXe siècle. Aussi Marx, à commencer par le jeune Marx traitant de la communauté villageoise, puis faisant référence au communisme primitif, comme aux successives formes de *communes*, en particulier dans les *Grundisse*, emploie-t-il les termes de *Gemeinde* et *Gemeinwesen*, que l'on peut traduire tout aussi bien par *commune* que par *communauté*. Pour lui déjà, la *société moderne* comme *société civile (bürgerliche Gesellschaft)* se dégage des formes communautaires : « La société civile déborde l'Etat et la nation, bien qu'elle doive, par ailleurs, s'affirmer à l'extérieur comme nationalité et s'organiser à l'intérieur comme Etat. Le terme de société civile est apparu au XVIIIe siècle lorsque les rapports de propriété se furent dégagés de la communauté antique et médiévale » *(Gemeinwesen)* (IA, ES, 104; MEW, 3, 36).

La réalité communautaire se trouve ainsi à la fois mal exprimée et sous-estimée. Marx en effet est comme obligé de multiplier les adjectifs pour caractériser les diverses formes de « commune » qu'il rencontre en les renvoyant à un stade antérieur d'évolution sociale. L'ambition foncière de manifester les rapports de classes et la recherche d'une stratégie propre au mouvement ouvrier marginalisent les faits collectifs, en particulier le fait national. Il n'y a pas de définition de la nation ni chez Marx, ni

chez Engels, même s'il est pris fait et cause pour telle ou telle lutte nationale, et, passionnément, pour la cause irlandaise. La compréhension de la nation comme communauté d'assimilation culturelle s'exprimant dans un destin, voire un caractère national, est esquissée cependant par Engels dans le brouillon d'*Histoire de l'Irlande* (1869, MEW, 16, 459-502). Mais en s'en tenant généralement à la notion de société civile ou de société moderne pour désigner la *formation sociale* liée au développement capitaliste, Marx et Engels minimisent la puissance des mouvements nationaux, comme la cohérence de l'Etat national, ne perçoivent guère la nation comme une collectivité politique, pas plus qu'ils n'évoquent les fondements historiques de la nationalité.

Il faut attendre les dernières notes de lecture de Marx qui portent notamment sur l'ouvrage de Maxime Kowalewski, *La propriété collective du sol, causes, historique, conséquences de sa décomposition* (Moscou, 1879) pour que l'interrogation s'élargisse sur la généralité et la perdurée de l'« élément collectif », voire sur ses chances d'avenir comme en Russie. Marx et plus encore Engels se lancent en 1880-1881 dans l'étude « ethnologique » de la parenté, de l'organisation dite gentilice et de l'organisation tribale à travers le livre de Lewis Morgan, *Ancient Society*, paru en 1877, ce qui vaudra l'ouvrage d'Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884), prolongé par les recherches sur les anciens Germains, qui privilégient au demeurant les « liens du sang », selon la terminologie et l'idéologie d'époque. Le vocabulaire apparaît à tel point défaillant qu'Engels démultiplie l'utilisation du terme de *gens* pour en faire comme la référence généalogique, sinon raciale, de tout groupement ethnique. Du moins, reconnaît-il qu'il est des réalités collectives et un ordre de la reproduction sociale qui ne se réduisent pas aux seuls rapports de classes. C'est dans la préface à *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* qu'il passe le plus près de cette distinction en écrivant : « Selon la conception matérialiste, le facteur déterminant en dernier ressort, dans l'histoire, c'est la production et la reproduction de la vie immédiate. Mais, à son tour, cette production a une double nature. D'une part, la production des moyens d'existence, d'objets servant à la nourriture, à l'habillement, au logement, à des outils qu'ils nécessitent; d'autre part, la production des hommes mêmes, la propagation de l'espèce. Les institutions sociales sous lesquelles vivent les hommes d'une certaine époque historique et d'un certain pays sont déterminées par ces deux sortes de production; par le stade de développement où se trouvent d'une part le travail, et d'autre part la famille » (ES, 15; MEW, 21, 27-28). Emporté par une conception évolutionniste et naturaliste parallèle à celle de Darwin, Engels cherche à établir en époques et en stades, la succession des formes collectives alignées sur les types de consanguinité, qui conduit de la barbarie à la civilisation, et fait place aux Etats de classe. Après Engels, un véritable divorce s'institue entre la recherche ethnographique et l'orthodoxie marxiste, l'ethnologie fonctionnaliste, et plus encore structuraliste, apparaissant même comme donnant la réplique scientifique au matérialisme naturaliste de Marx et Engels.

4 / C'est la question nationale telle qu'elle se posait dans l'empire d'Autriche-Hongrie, puis dans l'Empire russe qui va relancer la réflexion sur les communautés. A la suite du Congrès de Londres en 1896 et de l'intervention de Rosa Luxemburg contre la priorité accordée à l'indé-

pendance de la Pologne, le débat s'ouvre dans la IIe Internationale. Les articles de Kautsky (*Finis Poloniae?*, 1898) introduisent la discussion sur la « communauté de langue » comme lien de la « communauté culturelle » qu'est la nation. Pour constituer l'Autriche-Hongrie en Etat fédéral de nationalités, le Congrès de Brünn (1899) du Parti social-démocrate, déjà organisé fédéralement, veut donner aux nationalités le statut de corporation ou de communauté analogue à la communauté religieuse (thèses de Karl Renner). La discussion distinguait « les communautés territoriales » et les « communautés extra-territoriales »; la communauté nationale se définissait comme un groupement autonome de langue et de culture. Le *Bund*, Union du prolétariat juif de Russie, reprend ensuite l'idée d'autonomie nationale culturelle que défend entre autres également Vladimir Medem dans son livre, *La question nationale et la social-démocratie* (Vilna, 1906). La communauté est donnée comme un « groupe historico-culturel ».

A l'encontre de ces revendications critiques du sionisme puisqu'elles situent la présence juive en Russie révolutionnaire même, Ber Borokhov, qui rédige le programme du « parti des travailleurs juifs », entend donner une justification marxiste au départ vers Sion (*La lutte de classe et la question nationale*, 1905, et *Notre plate-forme*, 1906). L'établissement de la nation juive est nécessaire comme base stratégique de la lutte de classes pour que la classe ouvrière puisse se développer et conduire la révolution socialiste. La revendication sioniste est territoriale-étatique : la nation existe par le territoire, la vie économique et l'unité étatique non seulement par la culture et l'affectivité; tous les caractères de la définition de Staline sont déjà réunis. Mais Borokhov n'emploie guère le terme de communauté, préférant encore celui de société au sens de société globale alors qu'il opère une distinction nette entre les classes et les relations collectives : « Les rapports de classe n'épuisent pas la réalité de l'histoire; les classes comme telles n'ont pas une conscience de classe. » Pour offrir une base matérialiste aux collectivités, aux rapports de production, Borokhov ajoute les « conditions de production » : « 1) conditions physiques, climatiques...; 2) conditions de races...; 3) conditions historiques... » Borokhov cherche à rendre compte de la « double division de l'humanité : la division horizontale par les classes, la division verticale par les différences nationales des conditions économiques ». Cette image des plans qui se recoupent aura une belle fortune. « Les groupes entre lesquels l'humanité se répartit selon les conditions de production sont appelés sociétés, organismes économico-sociaux : tribus, familles, peuples, nations. » Au passage de la classe en soi à la classe pour soi correspond le procès fondateur de la nation, quand, avec l'indépendance politique, le peuple (en soi) se réalise par la conscience nationale (nation pour soi).

Mais c'est le grand ouvrage d'Otto Bauer (plus de 500 pages) qui tire les leçons des affirmations nationales au travers des révolutions de 1905; *La question des nationalités et la social-démocratie* établit ce qu'est une communauté sur le modèle de la nation qui est l'aboutissement d'une destinée commune et l'organisation d'une communauté culturelle en collectivité politique. La communauté nationale naît de la rupture des communautés locales et ethniques qu'elle transmue en communauté laïque, en société civile. Contre les interprétations raciales du caractère national, Bauer insiste sur la réalité psychologique de la marque nationale qui « traduit en nous ce qui est historique », car il existe une « psyché » nationale, ce

caractère psychologique dont héritera Staline sans trop savoir qu'en faire. Mais cette communauté culturelle qu'est la nation est tronquée par les barrières de classes, par l'appropriation de la culture et des valeurs nationales, par les classes dominantes et tout spécialement par la bourgeoisie; seule la révolution prolétarienne et le socialisme permettront la pleine participation à la culture, la pleine réalisation de la communauté culturelle et politique; la voie du socialisme est celle de la démocratie et de l'épanouissement de la culture nationale. Tout en critiquant l'autonomie culturelle, Staline emprunte tous les éléments de définition et met en avant le terme de communauté; mais il fixe la nation (« communauté stable ») sur sa base territoriale, insiste sur l'unification économique (marché, vie économique qui suppose donc des frontières et présuppose l'État) et, plus encore, ne retient de la démocratie culturelle que le droit à la reconnaissance des langues en complément de la citoyenneté égalitaire, c'est-à-dire individuelle qui assure l'unité politique. L'Etat est fondamental, et l'union politique, tout comme l'unité de volonté prolétarienne dans le Parti, l'emporte sur l'autonomie et le fédéralisme. Staline implante la notion de communauté qui va régner comme allant de soi dans ce qui va devenir à travers l'histoire de l'URSS et du mouvement communiste le marxisme dominant.

5 / Pendant ce temps, l'idée de communauté fait son chemin dans les sciences sociales; elle sert fréquemment à opposer aux analyses de classes une vision unanimiste et une interprétation idéaliste au titre de la primauté du vouloir collectif (en reprenant la formule de Renan sur la nation comme unité de volonté). Cependant l'austro-marxisme nourrit un double développement de la réflexion sur les faits collectifs dans leur liaison avec les contradictions de classes et *les rapports de domination*, par filiation directe à travers la pensée de Max Weber qui construit ainsi sa typologie des Etats, et ensuite par transmission première à l'Ecole de Francfort dont la théorie critique s'emploie à expliquer et l'adhésion aux fascismes et les oblitérations de la conscience de classe, par une psychologie sociale faisant une grande place aux idéologies collectives (Max Horkheimer, *Geschichte und Psychologie*, 1932), comme à la double aliénation sociale : individuelle et collective, et aux phénomènes de masses (jusqu'à l'analyse critique de « la culture de masses » d'Horkheimer à Marcuse). Dans l'isolement, l'effort de Gramsci fut de saisir la nation comme collectivité politique, déterminant un champ idéologique et culturel dans lequel se joue la question de l'hégémonie intellectuelle et du pouvoir.

D'autre part, après le tournant de 1934-1936 qui réintroduit les références nationales contre les nationalistes mêmes (cf. Henri Lefebvre, *Le nationalisme contre les nations*, 1937), le mouvement communiste fait de l'austro-marxisme sans le dire, en se réclamant de la démocratie nationale qui accomplit réellement par le socialisme ce qui en république bourgeoise n'était que démocratie formelle par suite de la limitation de classe. La communauté nationale est constituée par l'assimilation des communautés antérieures, locales ou régionales : les provinces avant que l'on ne dise les ethnies. Ce marxisme qui invoque Staline exalte la communauté et la culture nationale. La résistance antifasciste puis la guerre interprétée comme la « grande guerre patriotique » font de cette doctrine marxiste-nationale l'idéologie de légitimation de la patrie socialiste et de la démocratie populaire. Le patriotisme soviétique et la constitution renvoient à

la notion de communauté plénière qui correspondrait à « l'Etat du peuple tout entier ».

Cette destinée idéologique, qui en définitive fait du socialisme un nationalisme d'Etat, va de pair avec une sous-estimation, qui continue, des faits collectifs au nom de la seule vérité des classes. Certes, les réalités d'organisation communautaire et l'attachement communautaire reculent sous l'effet même du capitalisme qui généralise l'individualisation et l'individualisme, tout en propageant l'uniformisation de masse (« le désenchantement du monde » selon la formule de Max Weber). Les interprétations marxiste et anthropologique s'accordent sur cette évolution (cf. Louis Dumont, *Homo hierarchicus* et *Homo aequalis*, Paris, NRF, 1965). Le cumul d'héritage de naturalisme évolutionniste et de dogmatisme de la ligne ou de l'esprit de classe rend encore malaisée et malhabile l'approche des modes de représentation, des systèmes symboliques, des expressions culturelles comme l'analyse sociologique des mouvements idéologiques (religions, nationalismes, utopies y compris socialistes). Sans méconnaître les pratiques de classe, les incidences stratégiques en termes de pouvoir, ni les transferts de violence sociale en entraînements collectifs, le sens marxiste d'une anthropologie historique n'est-il pas de reconnaître la part de réalité que portent les relations et les modes d'appartenance communautaire ?

• BIBLIOGRAPHIE. — *Sur les sociétés précapitalistes*, Paris, Editions Sociales, 1970; R. GALLISSOT, Nazione e nationalita, nei dibattiti del movimento operaio, in *Storia del Marxismo*, t. II, Turin, Einaudi, 1979; G. HAUPT, M. LOEWY, C. WEILL, *Les marxistes et la question nationale (1848-1914)*, Paris, Maspero, 1974; R. MARTELLI, *La nation. Ethnies, formations sociales*, Paris, Editions Sociales, 1979.

▶ CORRÉLATS. — Anthropologie marxiste, Austro-marxisme, Bund, Communauté primitive, Etre social / Conscience, Idéologie, Nation, Nationalisme, Quotidienneté, Rapports sociaux, Reproduction des rapports sociaux, Sionisme.

R. G.

Communauté primitive

Al : *Urgemeinschaft, ursprüngliches Gemeinwesen.* — An : *Primitive community.* — R : *Zodovaja Obščina.*

La communauté primitive est le premier des modes de production, correspondant historiquement à la « préhistoire de l'humanité » et étudiée par Engels, à la lumière des travaux de Morgan, dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (Paris, ES, 1954; MEW, 21).

Dans ce mode de production les forces productives sont peu développées, ne permettant aux hommes de dompter les forces de la nature qu'avec une extrême lenteur. Néanmoins, la découverte et l'usage du feu représentent une étape essentielle de cette domination, jouant un rôle considérable dans la fabrication des moyens de production avec, en particulier, passage de l'âge de Pierre à l'âge des Métaux. De même l'invention de l'arc et de la flèche assurèrent le progrès de la chasse puis, après domestication des animaux, le passage à l'élevage. Un autre progrès des forces productives sera constitué par l'agriculture. A cette évolution des forces productives, Engels fait correspondre une typologie reprise de Morgan : celle de l'état sauvage, de la barbarie et de la civilisation.

Les rapports de production sont déterminés par l'état des forces productives. Ils sont de type communautaire : la propriété commune des moyens de production dans le cadre étroit de petites communautés *(gens)*,

plus ou moins isolées les unes des autres et régies par la coutume et la tradition, en constitue la base. Le travail s'effectue selon le type de coopération simple avec division naturelle selon le sexe et l'âge. A une production communautaire correspond une répartition également communautaire des produits du travail. Il n'y a, en principe, pas d'excédent ou de surproduit, donc ni classes, ni exploitation, ni *a fortiori* Etat. Dans ces sociétés sans classes, les rapports familiaux, analysés par Engels en détail à la lumière de l'ethnologie de son temps, ont une importance décisive. Toutefois, l'étude des structures de parenté qu'à l'époque contemporaine des ethnologues non marxistes (Malinowski, Radcliffe-Brown, Lévi-Strauss) ou marxistes (Meillassoux, Terray, Godelier) ont conduite de manière approfondie a suscité un renouvellement de l'interprétation marxiste traditionnelle. En même temps qu'ils insistent sur le rôle des symboles, des rites, du sacré, c'est-à-dire sur les formes et les fonctions de l'idéologie, ces travaux montrent le rôle décisif des rapports de parenté : leur dominance est interprétée par Terray comme résultant du caractère non marchand de la circulation et de la coïncidence entre unité de production et de consommation tandis que Godelier, estimant qu'une même structure peut servir de support à plusieurs fonctions, les interprète comme fonctionnant comme rapports de production. Enfin, à la vision d'une société figée, dont le temps était quelque peu absent, s'est substituée la vision d'une société siège de contradictions et d'oppositions entre aînés et cadets, maîtres et esclaves, hommes et femmes, antagonismes que certains n'hésitent pas à traiter comme des antagonismes de classes.

Le passage de l'élevage à l'agriculture introduit la division sociale du travail, l'apparition d'échanges et l'émergence de l'artisanat. Progressivement la propriété privée fait son apparition et, avec elle, la désagrégation de la *gens* remplacée par la communauté rurale. L'apparition de surplus engendre en outre leur appropriation privée et, avec la première division de la société en classes, l'apparition d'un autre mode de production.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. ABELES, *Anthropologie et marxisme*, Complexe, 1976; M. GODELIER, *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, Paris, Maspero, 1973; C. MEILLASSOUX, *Femmes greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1975; E. TERRAY, *Le marxisme devant les sociétés primitives*, Paris, Maspero, 1969.

▶ CORRÉLATS. — Anthropologie marxiste, Communauté, Communisme, Division du travail, Famille, Forces productives, Formation économique et sociale, Mode de production.

G. C.

Commune de Paris

Al : *Pariser Kommune.* — An : *Paris Commune.* — R : *Parižskaja Kommuna.*

La Commune de Paris donne à la fois un exemple de la manière dont Marx réagissait à l'actualité immédiate, et l'exemple d'un remaniement théorique important dans la théorie marxiste.

La façon dont Marx a vécu ces événements est résumée par Lénine dans une préface de 1907 aux *Lettres à Kugelmann* (o., 12) : « Marx disait en septembre 1870 que l'insurrection serait une folie : en avril 1871, lorsqu'il vit un mouvement populaire de masse, il le suivit avec l'attention extrême d'un homme qui participe à de grands événements marquant un progrès du mouvement révolutionnaire historique mondial. » Et en effet, si Marx émit certaines critiques sur la stratégie des Communards au pouvoir, il soutint inconditionnellement le mouvement, fût-ce contre certains amis :

une lettre du 17 avril 1871 adressée à Kugelmann l'accuse sévèrement de méconnaître l'importance du mouvement.

Mais la Commune a surtout marqué l'histoire du marxisme par les leçons qu'en tirèrent Marx et Engels : celles-ci dessinent l'espace où se construit la théorie marxiste de l'Etat. En effet, la Commune mit en évidence trois tâches que doit accomplir toute révolution populaire.

A / Première tâche, formulée par Marx dans une préface de 1872 au *Manifeste* : « La Commune, notamment, a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte. » Il ne faut pas simplement « faire changer de main l'appareil bureaucratico-militaire, mais le *briser* » (LK du 12 avril 1871).

B / Deuxième tâche : construire un nouvel Etat qui soit « essentiellement un *gouvernement de la classe ouvrière* » (GCF, ES, 1968, 45; MEW, 17, 342), et qui soit défini par une limitation de la démocratie représentative au profit du contrôle ouvrier : « La Commune fut composée de conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres était naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. (...) Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société » (GCF, *ibid.*, 41-42; 339).

C / Troisième tâche : construire un Etat qui soit encore capable, comme tout Etat, de s'acquitter de fonctions répressives. Le grand échec de la Commune de Paris fut de ne l'avoir point fait, et Marx écrivait le 12 avril 1871 : « S'ils succombent, ce sera uniquement pour avoir été « trop gentils ». Il eût fallu marcher tout de suite sur Versailles (...) Deuxième faute : le Comité central résilia ses pouvoirs trop tôt pour faire place à la Commune. Encore par un souci excessif d'honnêteté » (LK, 188-189).

La Commune de Paris : une révolution qui a buté sur un problème crucial, et qui, ce faisant, l'a mis pour la première fois en lumière : construire un type d'État qui, en un sens, ne soit plus un Etat (B), et qui, en un autre sens (C), reste encore un Etat.

• BIBLIOGRAPHIE. — MARX/ENGELS, *La Commune de 71*. R. DANGEVILLE édit., Paris, UGE, 1971; en particulier L. de KM à D. Nieuwenhuis, 22 févr. 1881 (MEW, 35, 159); G. BOURGIN, *Histoire de la Commune*, Paris, 1907; ID. et G. HENRIOT, *Procès-verbaux de la Commune de 1871*, Paris, 1924; *La C. de Paris et la démocratisation de l'école*, Moscou, Ed. du Progrès, s.d. (biblio.); A. DANSETTE, *Les origines de la C. de 71*, Paris, 1944; A. GUÉRIN, *1871, la C. de Paris*, Paris, 1966; LÉNINE, *La C. de Paris*, Paris, 1962; P. LISSAGARAY, *Histoire de la C. de 71*, Paris, 1947; M. SAUTET, *Nietzsche et la Commune*, Paris, Le Sycomore, 1981.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Conseils, Démocratie directe, Dictature du prolétariat, Révolution.

J.-F. C.

Commune populaire

Al : *Volkskommune.* — An : *People's commune.* — R : *Narodnaja kommuna.*

Voir : Maoïsme.

Communisme

Al : *Kommunismus.* — An : *Communism.* — R : *Kommunizm.*

1 / Jusqu'à la gestation de *L'idéologie allemande*, ce n'est pas le terme communisme qui désigne chez Marx la société issue de la révolution sociale, mais celui de socialisme. Communisme désigne soit certaines doctrines utopistes, comme celle de Cabet ou de Weitling (L. de KM à A. Ruge, sept. 1843; *Corr.*, 1, 297; MEW, 1, 344), soit le mouvement de critique théorique et pratique de la société existante (SF, ES, 1969, 106; MEW, 2, 88). Dès cette époque, l'ambition de Marx est de sortir la problématique de la révolution sociale du domaine des rêves ou des systèmes abstraits pour la réaliser dans l'histoire en la liant à la pratique du prolétariat. La critique du réel sortant du réel, la théorie doit en retour devenir puissance pratique en s'emparant des masses (*Cridr.*, Aubier, 79; MEW, 1, 385). La possibilité de cette jonction entre théorie et pratique, génératrice du mouvement de critique matérielle, repose sur l'aliénation radicale du prolétariat, que l'universalité de ses souffrances élève au rang de classe universelle, d'incarnation de l'humanité sociale tout entière dissolvant l'ordre antérieur du monde.

Avant Marx, le mot communisme renvoie essentiellement à la communauté des biens. Les *Manuscrits de 1844* voient dans ce thème l'affirmation d'une « propriété privée générale », « expression positive de la propriété privée abolie » (ES, 85; *Erg.*, 1, 534). Négation de cette négation de l'homme qu'est la propriété privée, il reste entaché par son contraire. Il est un mouvement social nécessaire, dont le socialisme est le but (*ibid.*, 99; 547). Réalisation de l'humanisme (*ibid.*, 87; 536), le communisme, en supprimant toutes les aliénations, rend l'homme à son essence sociale (*ibid.*, 88; 537), qui définit le socialisme, dont Marx esquisse une vision « conviviale » en l'assimilant à l'association, à l'assemblée unie autour d'un repas fraternel (*ibid.*, 107-108; 553-554). Les traces de cette conception première sont durables et profondes dans l'œuvre de Marx. La reconquête de l'essence humaine aliénée conduit à la critique de la division du travail (*ibid.*, 111-118; 556 et s.), et par là au mythe d'un individu intégral lui échappant totalement dans une société dont elle serait bannie. Repris dans *L'idéologie allemande*, ces thèmes ressurgissent jusque dans *Le Capital* (I, 2, 166; MEW, 23, 512). Le *Manifeste* continue à faire de l'aliénation du prolétariat la source de son caractère révolutionnaire : la bourgeoisie est la première classe dominante de l'histoire à dépouiller les dominés de tout moyen de subsistance sans leur assurer même un minimum vital (1re partie, ES, 35; Aubier, 89-91; MEW, 4, 468). Mais cette perspective condamne le socialisme, le but, négation infinie des sociétés antérieures, à rester extérieur au mouvement d'abolition de l'état social existant. Il demeure conçu comme une variation d'essence, dont la fonction essentielle reste la critique théorique de la société actuelle, comme un idéal forgé par le refus de toutes les contradictions existantes. En tentant de réduire cette extériorité, *L'idéologie allemande* fixe une configuration définitive de la pensée de Marx, dans laquelle c'est la notion de communisme qui prend en charge la totale continuité entre le mouvement historique de lutte contre le capital et la future société sans classes : « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les

conditions de ce mouvement résultent de prémisses actuellement existantes » (O., ES, 64; MEW, 3, 35). Si le thème de l'aliénation se maintient, Marx le rattache à des facteurs historiques empiriques : l'instauration du marché mondial (*ibid.*, 66-67; 37), la contradiction entre les forces productives et les rapports sociaux (*ibid.*, 67-68; 39), la lutte de classe prolétarienne, résultat et développement de l'ensemble de ces contradictions (*ibid.*, 90; 48). L'analyse se déplace d'une catégorie philosophique générale vers le dynamisme propre à la production capitaliste.

Cette unification bouleverse l'économie de la nation et renouvelle l'ensemble du mouvement antérieur. En témoigne la transformation de la Ligue des justes en Ligue des communistes sous l'influence de Marx et d'Engels. Au Ier Congrès de réorganisation de la Ligue, qui reste fidèle à la communauté des biens, Engels fait remplacer la vieille devise : « Tous les hommes sont frères », par le futur exergue du *Manifeste* : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » A une revendication juridique et morale d'égalité et de fraternité, se substitue un mouvement proprement prolétarien, incarné dans une tâche politique immédiate. Le IIe Congrès abandonnait la communauté des biens, faisant du communisme une société sans classe et sans propriété privée. Au parti conspiratif, agissant en lieu et place des travailleurs, succède un parti ouvert, entendant soutenir et synthétiser la lutte ouvrière, et non imposer une doctrine particulière. Aboutissement de cette évolution, le *Manifeste* tente la fusion des tendances pratiques attribuées au mouvement ouvrier : l'organisation, nécessaire pour lutter sur tous les fronts, y compris politique, et l'association des producteurs, mot d'ordre de lutte contre le commandement capitaliste déjà affirmé par l'aristocratie ouvrière parisienne. La société sans classe devient « une libre association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » (IIe partie, *in fine*).

2 / Dès lors, l'ambition de Marx est de démontrer scientifiquement que le communisme jaillit du mouvement du capital, qu'il en est la conséquence économique nécessaire. Le capital lui-même produit la classe révolutionnaire, la concentre et l'unifie (MPC, 31; MEW, 4, 468). La lutte contre la concurrence développe l'association des travailleurs, matrice de l'association des producteurs, forme de la future société sans classe; ainsi s'affirme la continuité entre organisation ouvrière actuelle et société future (MPh, *in fine*). Mais en produisant de lui-même la contradiction motrice de son histoire, le capital en fournit aussi la solution. L'accumulation capitaliste, en concentrant et en centralisant le capital, conduit d'elle-même à l'expropriation des capitalistes; le capital développe en son sein une organisation sociale du travail incompatible avec la propriété privée des moyens de production qui le caractérise.

Le chapitre sur la tendance historique de l'accumulation capitaliste résume les attendus du catastrophisme marxien (K., I, 3, 205; MEW, 23, 790-791). La loi naturelle du mouvement de la société capitaliste (K., préface à la Ire édition, I, 19; MEW, 23, 15) préside à l'accouchement du communisme avec une nécessité de fer. La nécessité de l'appropriation sociale ne naît plus de l'aliénation universelle du prolétariat, mais de la nature sociale des forces productives produites par le capital (FE, AD, 316; MEW, 20, 258). En réalité, le détail de l'analyse de Marx ne permet pas de corroborer cette vision d'un effondrement nécessaire du capital. La crise est ainsi et le moment où se nouent les contradictions du capital et la

résolution de ces contradictions (K., 2, 1, 171; MEW, 24, 186 et 3, 1, 262; MEW, 25, 259). Les schémas de reproduction du livre 2 interdisent de penser une limite supérieure infranchissable de l'accumulation. Si la crise est forme de mouvement contradictoire, le mouvement d'une contradiction en est la solution pratique (K., 1, 1, 113; MEW, 23, 118). Loin d'être un moment de dissolution du pouvoir du capital sur le travail, la crise est une arme de lutte qui permet au capital de rétablir l'accumulation par la formation d'une armée de réserve pesant sur les actifs (K., 1, 3, 80; MEW, 23, 666). Loin d'engendrer uniformément l'unité et l'organisation de la classe ouvrière, le mouvement de l'accumulation la divise en produisant une armée de réserve (*ibid.*, 82; MEW, 23, 668). Aussi Marx soutient que « dans la lutte purement économique, le capital est le plus fort » (SPP, 108), et que les travailleurs ne peuvent l'emporter que par une action politique générale, mais extérieure *(ibid.)*. Même cette lutte politique ne conduit pas nécessairement le capital à sa chute. Elle est au contraire régulatrice des contradictions du système : la lutte ouvrière pour une journée de travail normale empêche le capital de scier la branche sur laquelle il est assis en limitant les effets de la surexploitation sur la force de travail (K., 1, 1, 263-265; MEW, 23, 284-286). Dès lors, la belle continuité entre l'accumulation du capital, l'organisation de la lutte ouvrière et l'avènement de la société future est rompue.

Pour sauver le communisme comme sens immanent du capital, Marx fait voler l'aliénation au secours du catastrophisme. Bien qu'il admette qu'elle est extérieure au procès d'exploitation (K., 4, 3, 583; MEW, 26, 3, 486), il voit dans le capital une réalité aliénée dans laquelle les rapports entre les choses dominent les rapports entre les personnes et s'imposent comme une nécessité aveugle : « Par contre, parmi les détenteurs de cette autorité, les capitalistes eux-mêmes, qui ne s'affrontent qu'en tant que possesseurs de marchandises, règne l'anarchie la plus complète : les liens internes de la production sociale s'imposent uniquement sous forme de loi naturelle toute-puissante s'opposant au libre arbitre de l'individu » (K., 3, 3, 256; MEW, 25, 888). Nécessité de la loi et aliénation se confondent. Mais celle-ci ayant sa source dans la propriété privée des moyens de production, le communisme reste, pour l'essentiel, critique de cette propriété. Se dessine alors en creux l'image d'une société désaliénée, d'un mode de production absolu, au-delà de l'histoire, qui permet d'interpréter les limites internes du capital comme des marques de sa relativité historique : « ... Et cette limitation bien particulière témoigne du caractère limité et purement historique, transitoire, du système de production capitaliste. Elle témoigne qu'il n'est pas un mode absolu de production de la richesse, qu'au contraire il entre en conflit avec le développement de celle-ci à une certaine étape de l'évolution » (K., 3, 1, 255; MEW, 25, 252). Ce n'est plus la nécessité du capitalisme qui fonde le communisme, c'est l'essence de ce dernier qui permet de juger l'histoire du capital. Ainsi se trouve réintroduit en histoire un finalisme que *L'idéologie allemande* avait pourtant banni (O., 65-66; MEW, 3, 39).

3 / Au rebours de la nécessité non maîtrisable incarnée dans les lois du capital, le communisme apparaît comme le « bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté » (Engels, AD, 322; MEW, 20, 264). La libre association du *Manifeste* signifie que les hommes deviennent enfin les sujets de l'histoire par la maîtrise de leur propre pratique sociale :

« Les lois de leur propre pratique sociale qui jusqu'ici se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées en connaissance de cause, et par là dominées. La vie en société propre aux hommes, qui jusqu'ici se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères, objectives, qui jusqu'ici dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront leur histoire en pleine conscience »... *(ibid.)*. La rationalité absolue de l'association des producteurs assure la transparence des rapports sociaux : « Représentons-nous enfin une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social... Les rapports sociaux des hommes dans leurs travaux et avec les objets utiles qui en proviennent restent ici simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution » (K., I, 1, 90); détail troublant, le texte allemand (MEW, 23, 92) porte « d'une façon consciente de soi » au lieu de « selon un plan commun »; la traduction, revue par Marx, accentue l'effet de maîtrise en identifiant conscience et planification. La rationalité du communisme consiste en l'équivalence totale du sujet social, les hommes, et de l'objet, la société, parce que cette dernière est l'œuvre propre, l'accomplissement conscient des premiers. Le communisme n'est qu'une nouvelle version du savoir absolu, s'il est vrai que « la force de l'esprit est plutôt de rester égal à soi-même dans son extériorisation » (Hegel, *Phéno.*, trad. Hyppolite, t. 2, 309).

Une telle figure conduit au suicide du matérialisme historique. La préface de la *Contribution* définissait les rapports de production comme « déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ». Echappant à cette nécessité, le communisme n'est plus un rapport de production. Il est une gigantesque organisation technique, résultant d'un accord entre les producteurs, un quasi-contrat social implicite. La société se trouve ramenée à la collectivité et l'appropriation sociale à la propriété collective. Définie par la libre association, cette propriété collective se réduit à une simple « administration des choses » (Engels, AD, 320; MEW, 20, 262). Une telle transparence, cette totale conscience de soi ne peuvent plus comporter d'idéologies, s'il est vrai que celles-ci, selon le schéma que la 4e thèse sur Feuerbach développe pour la religion, ne sont que des projections de la scission interne de la société. C'est aussi pourquoi l'Etat s'éteindra avec les contradictions de classes dont il est la projection, remplacé par l'association : « La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme de la société civile » (MPh, *in fine*). Les rapports entre les personnes ne prenant plus l'aspect de rapports entre les choses, le droit, égalisation des personnes à travers l'échange des marchandises, disparaîtra (cf. *Gloses*, 31-32; MEW, 19, 20). La disparition de la politique, du juridique, des idéologies, élève l'économie au rang de pratique sociale totalitaire incluant toutes les formes d'activité sociale. La constitution des forces productives, leur unité, leur transformation sont le résultat immédiat de l'activité des hommes. La production devient la

spontanéité organisée des producteurs, l'incarnation directe de leur subjectivité, schéma que l'on retrouve aujourd'hui chez A. Negri. C'est pourquoi *L'idéologie allemande* désigne le communisme comme une appropriation infinie, impliquant la suppression de la division du travail et la recomposition des rapports entre les individus et les moyens de production : chaque travailleur prend en charge une totalité de moyens de production (o., 103; MEW, 3, 67-68). Face à l'anarchie capitaliste, le communisme s'affirme comme un gigantesque fantasme de maîtrise sociale. Le travail comme activité limitée disparaît : « La révolution communiste par contre est dirigée contre le mode d'activité antérieur, elle supprime le travail... » (*ibid.*, 68; 69). Certes il faudra produire, mais le travail est supprimé comme activité aliénée, s'opposant au loisir et au plaisir (*ibid.*, 199; 247). Si Marx renonce ensuite à la formule de suppression du travail, il en maintient la substance en faisant du travail « le premier besoin vital » (*Gloses*, 32; MEW, 19, 20). L'équivalence totale entre les hommes et la société transforme le communisme en robinsonnade de l'abondance qui « pourra écrire sur ses drapeaux « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » » *(ibid.)*.

Marx tente d'assurer la continuité entre le mouvement ouvrier en lutte, défini par l'organisation, et le futur communisme, vu comme association des producteurs, en faisant de celui-ci une organisation de la production par le prolétariat, « le plus grand pouvoir productif » (MPh, *in fine*) lui-même organisé. Mais l'instabilité de la synthèse théorique est l'indice d'une hétérogénéité historique des tendances du mouvement ouvrier qu'il entend unifier. L'organisation du mouvement ouvrier assigne au communisme des moyens politiques, tandis que l'association le maintient au-delà de toute politique. Cela rompt toute continuité non seulement entre le mouvement et son but, mais aussi entre la transition, phase inférieure de la société communiste telle qu'elle sort des flancs du capital, et le communisme développé. L'idée même d'une administration des choses n'est pas sans ambiguïté, car elle suppose le maintien de tâches administratives de gestion séparées de la production, ce qui reproduit l'opposition du travail manuel et du travail intellectuel et donc la division du travail. Les producteurs se trouvent dessaisis de la gestion sociale, ce qui réduit à néant l'idée d'association. Le thème de l'organisation des forces productives dont il faudrait incarner le caractère social substitue leur planification, sous la houlette des organisations ouvrières, à la transformation des rapports sociaux. Au confluent de ces thèmes, l'image traditionnelle de la socialisation comme nationalisation, plan et pouvoir des travailleurs incarné par les organisations : une image qui rejette le communisme hors de la socialisation dans un futur lointain et inassignable. C'est elle qui va dominer la IIe Internationale, dans laquelle apparaît l'idée d'une société socialiste autonome. Dans toutes ces figures, l'organisation bloque l'association; le communisme perd toute réalité pratique; invoqué comme finalité de l'histoire, il n'est plus théorisable.

Après la « redécouverte » de la problématique du communisme par Lénine et la gauche conseilliste, la synthèse marxienne sera au contraire lue « de gauche » comme impliquant la suppression de l'économie, niée et conservée par la maîtrise des producteurs sur elle (*Histoire et conscience de classe de Lukàcs*, Paris, 1960, 289), ou intégrée à la liberté des loisirs par la suppression de l'opposition entre travail et loisir, travail et culture

(Bloch, *Le principe Espérance*, Paris, 1982, t. 2, 567). Loin de dériver du mouvement du capital, le communisme apparaît comme la totale négation de celui-ci. Il ne peut plus fonctionner que comme concept limite, norme idéale d'une alternative sociale à la logique du capital, dont la simple possibilité serait ouverte par la lutte ouvrière. L'utopie critique double le possible historique. Cette tendance, qui paraît sensible chez E. Bloch ou chez H. Lefebvre, laisse béante la possibilité pratique d'une transition du capitalisme au communisme. Faute de pouvoir transformer les rapports sociaux, elle est impuissante devant les prophètes de l'organisation des forces productives.

Le stalinisme montre explicitement la réversibilité des formules humanistes et des thèmes économistes. Staline lui-même récupère l'image du communisme comme société transparente, réduite à une collectivité gérée par l'association des producteurs, société de liberté grâce à la satisfaction des besoins (*Entretien avec la première délégation ouvrière américaine*, Moscou, 1952, 44). C'est que l'humanisme des besoins, censé marquer le « socialisme » du coin du communisme, devient la justification du productivisme déchaîné en URSS à partir de 1929. Le communisme devient la finalité historique du productivisme : « Pour passer au communisme, il faut réaliser plusieurs conditions préalables. Il importe d'assurer une croissance continue de toute la production sociale en accordant la priorité à la production des moyens de production, sans quoi la reproduction élargie est impossible » (*Petit Dictionnaire philosophique*, Moscou, 1955, article « Socialisme » et « Communisme », 565). L'idée du travail comme premier besoin vital devient l'emblème de l'exploitation de la force de travail sous le nom d'émulation socialiste.

4 / C'est un décor tout différent que Marx plante de façon concurrente à l'image dominante dans le livre III du *Capital* : « En fait le royaume de la liberté commence là où cesse le travail, qui est déterminé par la nécessité et l'opportunité extérieure. Il se situe donc au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite » (K., 3, 3, 198; MEW, 25, 828). Le communisme n'est plus le pur royaume de la liberté dominant la nécessité, qui continue à marquer de son sceau toute production sociale. Il reste un mode de production, défini par une appropriation sociale.

Souvent interprété à contresens, comme s'il signifiait que la liberté commence au-delà du travail, ce texte marque au contraire que la liberté commence au-delà du travail imposé par la nécessité, et consiste dans un travail libre, qui a pour fonction « le libre développement des forces humaines comme fin en soi » (*ibid.*, 199; MEW, *ibid.*). C'est à une nouvelle problématique du surtravail que Marx nous convie. Dans les sociétés de classes, celui-là reçoit la double fonction d'assurer la reproduction élargie de la production et de produire au-delà des besoins donnés de la société les éléments d'une consommation improductive assurant le développement matériel et intellectuel essentiellement de la classe dominante : « Le surtravail pour autant qu'il est un travail excédant le niveau des besoins donnés devra toujours subsister. Dans le système capitaliste, comme dans le système esclavagiste, il revêt seulement une forme antagonique et se complète par l'oisiveté pure d'une partie de la société; le besoin de s'assurer contre les hasards de la production et l'extension progressive du procès de reproduction qu'entraînent inévitablement le développement des besoins et l'accroissement de la population nécessitent une certaine quantité de

surtravail, ce qui, du point de vue capitaliste, s'appelle accumulation » *(ibid.)*. Si la fonction de reproduction élargie appartient d'emblée au royaume de la nécessité, au travail matériel proprement dit, la fonction de développement matériel et intellectuel des individus, une fois débarrassée de la forme antagonique qu'elle reçoit des sociétés de classes, devient le travail libre. Le communisme supprime l'opposition entre travail libre et surtravail : « Ce n'est plus alors le temps de travail mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse. Le temps de travail comme mesure de la richesse pose la richesse comme étant elle-même fondée sur la pauvreté et le temps disponible comme existant dans et par l'opposition au temps de surtravail... » (*Grund.*, t. 2, 196; Dietz Verlag, 596). Si l'opposition des deux fonctions disparaît, leur différence subsiste; le développement du temps disponible et de la consommation culturelle, physique et intellectuelle qui lui est propre accroît les besoins économiques et donc élargit le royaume de la nécessité, comme Marx l'explique à propos de l' « homme civilisé » : « Avec son développement s'étend également le domaine de la nécessité naturelle, parce que les besoins augmentent; mais en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire » (K., 3, 3, 198; MEW, 25, 828). Mais inversement, c'est l'existence d'un surtravail produisant au-delà des besoins immédiats qui permet aux producteurs de travailler à leur propre développement; le royaume de la liberté « ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité » (*ibid.*, 199; MEW, *ibid.*).

Le communisme n'est plus production pour les besoins mais pratique de transformation des besoins, production du producteur par lui-même. Tel est le travail libre, considéré comme surtravail. Il n'est plus question d'une abondance infinie dans laquelle chacun pourrait « recevoir, sans contrôle de son travail, autant qu'il voudra de truffes, d'automobiles, de pianos », selon les railleries de Lénine qui récuse cette utopie (O., 25, 507). Les producteurs, par la production d'un excédent sur les besoins immédiats essaient de transformer ces besoins mêmes et de transformer l'économie en fonction de cette transformation des besoins. Le communisme, c'est la « coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou autochangement » qui selon la 3e thèse sur Feuerbach se définit comme activité révolutionnaire — la révolution en permanence. La transformation du monde ne s'arrête pas à la révolution, contrairement au schéma de *Misère de la philosophie* qui voyait sous le communisme l'évolution succéder à la révolution *(in fine)*.

Marx peut bien reprendre l'image de l'association des producteurs contrôlant la production (K, 3, 3, 198; MEW, 25, 828), cette activité régulatrice change de sens; ce n'est plus une simple gestion technique, c'est encore une activité politique, un travail social général de transformation, dont la condition est que « ce soit la masse ouvrière elle-même qui s'approprie son surtravail » (*Grund.*, t. 2, 196; 596). Telle est l'image du communisme que Lénine redécouvrira. A Boukharine qui définit déjà le socialisme comme production pour les besoins, il oppose : « Il vaudrait mieux dire : là où le surproduit appartient non à une classe de propriétaires mais à tous les travailleurs et uniquement à eux » (Notes à l'*Economique de la période de transition*, 151). C'est la réappropriation du surtravail par les producteurs qui assure le caractère communiste de la transition socialiste. L'appropriation communiste repose sur l'unité politique des producteurs.

Loin de s'anéantir dans l'administration des choses, celle-ci permet le dépassement de toute administration. Comme Lénine l'a reconnu, dès que les producteurs ont appris à gérer l'Etat, à contrôler l'économie et les pratiques capitalistes, « la nécessité de toute administration en général commence à disparaître » (*L'Etat et la révolution*, o., 25, 512). Tel est le secret du dépérissement de l'Etat : l'Etat doit disparaître dès que le surtravail prend une forme directement sociale. Mais ce dépérissement, loin d'anéantir la politique dans la disparition de la scission interne à la société, débouche sur l'avènement de la politique des producteurs.

Cette image du communisme montre qu'il n'est pas la critique de la propriété privée capitaliste, mais celle de sa base matérielle, de la coupure entre travailleurs et moyens de production et de son corollaire, le salariat : les syndicats « manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouche contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force comme un levier pour l'émancipation définitive de la classe laborieuse, c'est-à-dire pour l'abolition du salariat » (SPP, 116; MEW, 16, 152). D'où la nécessité du dépérissement de la valeur. Ce n'est pas la critique du marché qui implique celle du salaire, mais la disparition du travail salarié et l'avènement du travail social qui impliquent le dépérissement du marché : « De même que le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage comme valeur de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté » (*Gloses*, 29-30; MEW, 19, 19-20). Cette insertion du travail singulier dans le travail social pose problème puisque ces travaux, n'étant plus égalisés par la valeur, « ne sont pas seulement différents quantitativement, mais qualitativement » (*Grund.*, t. I, 110; Dietz Verlag, 89-90). Totalement hétérogènes, ces travaux ne peuvent être sociaux que grâce à leur insertion dans le travail social par l'activité régulatrice des producteurs, par leur unité politique. Cette dernière combine ainsi l'ensemble des travaux et activités de la société; elle devient une articulation directe des pratiques que Lénine essaiera de penser dans sa problématique de la révolution culturelle. L'économie perd son caractère de pratique totalitaire.

Le cadre social du communisme pose un problème bien plus redoutable : *L'idéologie allemande* (66-67; MEW, 3, 37), situant la source de l'aliénation ouvrière dans le marché mondial, voit la classe ouvrière abolir cette puissance mystérieuse et instaurer une coopération mondiale, dans une société mondiale unique : « Chaque individu en particulier sera délivré de ses limites nationales ou locales, mis en rapport pratique avec la production du monde entier... » *(ibid.)*. De là à concevoir le communisme comme une culture universelle, il n'y a qu'un pas, vite franchi par l'idéologie stalinienne pour fonder la prééminence culturelle de la patrie du socialisme (v. l'article « Culture socialiste » du *Petit Dictionnaire philosophique*, 114). Les formulations du *Manifeste* sont plus prudentes : « Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également

l'hostilité des nations entre elles ». Les contradictions disparaissent, le cadre national subsiste.

5 / La problématique de l'aliénation comme la perspective catastrophiste conduisent à faire du communisme une mission historique nécessaire du prolétariat. L'idée d'un renversement de l'aliénation en libération conduit à distinguer entre un prolétariat transcendantal, conscient de soi et libéré de l'aliénation, et un prolétariat empirique qui en reste prisonnier et qui retombe dans les ornières des réformismes et des corporatismes divers. Cette façon élégante d'avouer la distorsion entre l'histoire de la lutte ouvrière depuis Marx et sa prétendue mission parcourt un texte comme *Histoire et conscience de classe* de Lukács. Dans la perspective nécessitariste, le mouvement de la grande industrie devait produire la lutte politique révolutionnaire en construisant l'organisation du prolétariat. Celle-ci, issue des contradictions immanentes au capital, assurait la sortie du système. Pourtant Marx et Engels n'ont pu que déplorer la formation d'une aristocratie ouvrière en Angleterre et son effondrement politique. Après la mort d'Engels, le catastrophisme sera le point d'attaque du révisionnisme, constatant ici encore la distorsion entre théorie et histoire.

Symptôme de la nature politique du communisme, Marx l'a constamment réfléchi comme une tendance politique de la lutte ouvrière : *Misère de la philosophie* comme le *Manifeste* ont attribué un caractère politique à la lutte révolutionnaire. Lénine ne fera qu'insister sur ce point (O., 19, 120). Mais du *Manifeste* à *Que faire?*, cette tendance se trouve ramenée à l'union du prolétariat par l'organisation, ce qui réintroduit la coupure entre la fraction consciente et organisée de celui-ci et la masse amorphe. Ces vues sont aujourd'hui en crise, parce que les grands partis héritiers de la IIe puis de la IIIe Internationale qui ont assumé la direction politique des luttes ouvrières ont été incapables de lui fournir un débouché révolutionnaire, et dans la mesure où on peut se demander s'ils n'y font pas désormais écran.

Pourtant la théorisation d'expériences ouvrières, comme la réflexion de Marx sur la Commune, celle de Lénine sur les soviets, ou celle de Gramsci sur les conseil italiens, a conduit à une tout autre définition de cette tendance, assimilant le communisme à la lutte pour la démocratie directe entendue comme pratique politique d'appropriation de l'économie par les producteurs à travers laquelle l'appropriation du surtravail touchait enfin terre. Telle est la leçon de la Commune : « Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail » (GCF, 67; MEW, 17, 342). Lénine redécouvrira à la fois le communisme comme appropriation du surtravail par les producteurs et la pratique politique de la démocratie directe dans le mouvement des soviets. Mais c'est chez lui que l'opposition entre les deux visions du communisme, entre les deux pratiques corrélatives, celle de l'organisation et celle de la démocratie directe, manifestera une contradiction historique indépassable.

Il faut bien cesser de croire que le communisme est directement présent comme une issue toute prête à la lutte ouvrière, que la solution sort tout armée des termes mêmes de la question. Si le communisme est une tendance politique, il faut étudier comment, dans chaque conjoncture, le

mouvement des luttes en reproduit l'actualité. Il faut refaire sans cesse le travail de Marx. Un point demeure acquis : le capital ne reproduit la tendance communiste que de façon contradictoire. En témoignent les difficultés non surmontées de la classe ouvrière à internationaliser ses luttes face à l'internationalisation du capital, à dépasser les simples gestes de solidarité.

• BIBLIOGRAPHIE. — ALTHUSSER, *Pour Marx*, Paris, 1966; ID., *Positions*, Paris, 1976; Bert ANDREAS, *Documents constitutifs de la Ligue des Communistes*, avec une Introduction, Paris, 1972; BADALONI, *Pour le communisme*, Paris, 1976; BALIBAR, *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, 1974; BOTTIGELLI, *La genèse du socialisme scientifique*, Paris, 1967; DELLA VOLPE, *Rousseau et Marx*, Paris, 1974; GRAMSCI, *Ecrits politiques*, Paris, 1974; *Ecrits sur le communisme*, Paris, Seghers, 1964; GRANDJONC, *Marx et les communistes allemands à Paris, 1844*, Paris, 1974. Cet auteur annonce la sortie d'une thèse : *Communisme, Kommunismus, Communism. Origine et développement de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes aux néo-babouvistes, 1785-1842*, à paraître dans les *Schriften aus dem Karl Marx Haus, Trier*; Agnès HELLER, *La théorie des besoins chez Marx*, Paris, 1978; KORSCH, *K. Marx*, Paris, 1971; LEFEBVRE, *Une pensée devenue monde*, Paris, 1980; S. MOORE, *Marx on the choice between socialism and communism*, Harvard University Press, 1980; NEGRI, *Marx au-delà de Marx*, Paris, 1979; J. ROBELIN, apud *Etudier Marx*, Paris, CNRS, 1985; STALINE, Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, in *Les questions du léninisme*, Pékin, 1977.

▸ CORRÉLATS. — Abondance, Aliénation, Appropriation, Babouvisme, Besoin(s), Bolchevisme, Bureaucratie, Capitalisme, Collectivisation, Collectivisme, Commune, Conseils, Dépérissement de l'Etat, Dictature du prolétariat, Emancipation, Emulation, Expropriation, Internationalisation, Lutte des classes, Politique, Prolétariat, Révolution, Salaire, Socialisation, Socialisme, Soviet, Surtravail, Transition socialiste.

J. R.

Communisme de gauche

Al : *Linkskommunismus*. — An : *Left-wing communism*. — R : *Levyj kommunizm*.

Prenant le pouvoir en novembre 1917, les bolcheviks avaient promis la paix. Mais lorsque les Empires centraux font connaître leurs conditions draconiennes, le Parti bolchevique se divise en profondeur. Le 8 janvier 1918 à Petrograd, une soixantaine de « militants les plus en vue du Parti » sont réunis : 15 d'entre eux proposent avec Lénine d'accepter immédiatement, 16 avec Trotski défendent une politique de « ni guerre, ni paix » mais 32 refusent avec Boukharine la paix séparée et annexionniste. Ainsi naît le groupe des « communistes de gauche » qui prône la guerre révolutionnaire et place tous ses espoirs dans une révolution mondiale. Au Comité central, l'alliance Boukharine-Trotski l'emporte par 9 voix contre 7. Aussitôt l'armée allemande reprend l'offensive et progresse à pas de géants. Lénine se jette dans la polémique, utilisant les conséquences tragiques de la guerre. Le 8 mars, le VIIe Congrès ratifie par 28 voix contre 12 la paix de Brest-Litovsk qui ampute le pays du quart de sa population et de sa superficie cultivée et des trois quarts de la production de fer et d'acier. Les « communistes de gauche » renoncent alors au Comité central et à divers postes dans l'Etat, ce que Lénine critique avec vigueur. On frôle la scission : l'enjeu est de savoir si la survie du pouvoir soviétique est plus importante que des concessions jugées par certains déshonorantes.

L'affrontement rebondit en avril quand Lénine avance l'idée du « capitalisme d'Etat » comme phase nécessaire de transition, à l'heure où

la révolution mondiale est en panne et le pays désorganisé. Il veut faire appel aux spécialistes bourgeois, instaurer la discipline de travail, introduire le taylorisme, bref « se mettre à l'école des organisateurs de trusts » (o., 27, 307). Les « communistes de gauche » optent au contraire pour l'extension du contrôle ouvrier, la « ruine complète » de la bourgeoisie et la collectivisation des terres.

Le courant des « communistes de gauche » disparut de lui-même à l'été 1918 car la conjoncture changea. Le déclenchement de la guerre civile réunifia les bolcheviks. La révolution allemande prouva que la paix séparée n'avait pas paralysé le prolétariat et l'instauration du « communisme de guerre » rendit caduc le débat sur le capitalisme d'Etat. Lénine considéra que la polémique avait permis d'approfondir des problèmes clefs (o., 29, 71). Mais de nouvelles oppositions de gauche surgiront à la fin de la guerre civile.

• Bibliographie. — Ch. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS, première période 1924*, Paris, 1974; E. H. Carr, *La révolution bolchevique*, 3 vol., Paris, 1971; M. Ferro, *La révolution de 1917*, Paris, 1976; M. Hájek, Il communismo di sinistra, apud *Storia del marxismo*, Torino, Einaudi, 1980, t. 3*, p. 196 et s.; V. I. Lénine, o., 26 et 27; M. Liebman, *Le léninisme sous Lénine*, Paris, 1973.

▶ Corrélats. — Communisme, Gauchisme, Maximalisme, Volontarisme.

G. M.

Composition organique

Al : *Organische Zusammensetzung.* — An : *Organic composition.* — R : *Organičeskoe stroenie kapitala.*

Le capital est pour Marx tout à la fois un rapport social de production et un ensemble structuré composé de deux parties, le capital constant (c) et le capital variable (v). Le rapport entre ces deux parties encore dénommées partie passive ou « partie du capital qui se transforme en moyens de production, c'est-à-dire en matières premières, matières auxiliaires et instruments de travail », et partie active ou « partie du capital transformée en force de travail » (K., ES, I, 1, 173) constitue la composition organique du capital. La composition organique du capital peut être appréhendée de deux points de vue. Si on s'attache au rôle joué dans le procès de la valeur, le partage entre les deux fractions constitue la composition valeur du capital; si on considère le capital sous son aspect matériel, la subdivision caractérisera la composition technique du capital. Composition valeur et composition technique du capital sont étroitement liées et la composition organique se caractérise dès lors comme la composition valeur dans la mesure où elle est déterminée par la composition technique (K., ES, I, 3, 54). Cette dernière peut se mesurer aussi bien au niveau d'une branche qu'au niveau du capital social global. La composition organique du capital joue un rôle essentiel dans l'explication des mécanismes de l'accumulation. En effet, d'une part, l'élévation de la composition organique du capital (ou accroissement progressif de sa partie constante aux dépens de sa partie variable) que suscite le progrès technique entraîne la baisse tendancielle du taux de profit, d'autre part les mécanismes de la péréquation des taux de profit font qu'on assiste à des transferts de valeurs et de plus-value entre branches, de celles à composition organique faible ou inférieure vers celles à composition organique élevée ou supérieure.

La composition organique du capital joue un rôle considérable dans la

littérature néo-marxiste contemporaine. D'une part l'analyse des problèmes de la transformation de la plus-value en profit et des valeurs en prix de production a suscité depuis les travaux de von Bortkiewicz d'ardentes controverses, certains n'hésitant pas à dénoncer les « erreurs » de Marx dans l'établissement des équations de prix de production. D'autre part, les théoriciens de l'échange inégal, comme Arghiri Emmanuel, ont joué du concept pour tenter d'expliquer les inégalités économiques entre nations et les raisons de leur aggravation.

• BIBLIOGRAPHIE. — J. BABY, *Principes fondamentaux d'économie politique*, ES, 1949; M. DESAI, *Marxian economics*, Blackwell, 1979; K. KUHNE, *Economics and marxism*, Macmillan, 1979; G. MAAREK, *Introduction au Capital de Karl Marx*, Calmann-Lévy, 1975; E. MANDEL, *Traité d'économie marxiste*, Julliard, 1962; P. SALAMA et J. VALLIER, *Une introduction à l'économie politique*, Maspero, 1973.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Baisse tendancielle, Capital, Privé/Social, Profit, Survaleur, Valeur.

G. C.

Compromis historique

Al : *Historischer Kompromiß*. — An : *Historic compromise*. — R : *Istoričeskoe kompromiss*.

Politique des communistes italiens, adoptée en 1973-1974 à la suite d'un examen critique de la situation internationale après le coup d'Etat chilien et dans le but de lier plus organiquement la « stratégie des réformes » d'origine togliattienne à celle des alliances élargies. Né de la plume d'Enrico Berlinguer dans ses articles d'octobre 1973 publiés dans *Rinascita* — où il lançait l'idée provocante d'un « nouveau grand compromis historique entre les forces qui composent la grande majorité du peuple italien » —, le terme de compromis historique qui succédait en fait à la stratégie du « bloc historique » suscita immédiatement réserves, perplexités et critiques, y compris à l'intérieur du PCI (dont celle de Luigi Longo lui-même). Se réclamant de toute la « tradition » communiste de Gramsci à Togliatti, qui a toujours fait de la « question catholique » et de l'unité avec les masses catholiques une des conditions fondamentales de toute hégémonie, la ligne du compromis historique reposait sur les principes suivants :

1 / Après l'échec de l'Unité populaire chilienne et dans le cadre de l'Italie, on ne peut gouverner un pays capitaliste développé avec 51 % des votes et une simple alliance de gauche. D'où la nécessité d'alliances sociales larges entre les trois grandes composantes populaires : catholiques, socialistes et communistes. Alliance qui permet également de rallier les classes moyennes à une transformation démocratique.

2 / Dans cette alliance, il convient de « compromettre » de manière historique la Démocratie Chrétienne *comme parti*, en l'entraînant dans une perspective démocratique unitaire. Ce qui briserait tout bloc réactionnaire de droite potentiel. Ce qui suppose aussi — selon une analyse fort discutée dans le PCI et loin d'être unanime — que la DC est « transformable », qu'elle n'est pas un simple parti-Etat occupant le pouvoir et représentant des intérêts capitalistes, mais un « parti populaire » s'enracinant dans des organisations de masse et traversé par les grandes revendications démocratiques. D'où la proposition communiste de mai 1976 d'un « gouvernement d'union nationale » face à une situation grave marquée par la crise économique et les attentats.

3 / Dans le cadre de cette crise capitaliste liée à une transformation des rapports entre classe ouvrière des pays capitalistes développés et Tiers Monde en lutte pour son indépendance économique, la stratégie de sortie de la crise doit toucher le modèle de développement « productiviste » et inégalitaire (cf. les rapports Nord-Sud en Italie même) et le modifier. A cette fin une politique d'austérité s'avère nécessaire non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan de la création de nouvelles valeurs.

4 / Poursuivant une « alternative démocratique » et non « une alternative de gauche » afin d'éviter « une fracture, une véritable scission du pays en deux qui serait fatale pour la démocratie » (E. Berlinguer, *Rinascita*, oct. 1973), le compromis historique — parce que historique — n'était pas présenté comme une simple tactique d'accords de sommets mais bien comme une stratégie d'alliances larges permettant de consolider la démocratie et la classe ouvrière et d'ouvrir à un socialisme résolument pluraliste, dans un cadre européen.

Dans la pratique, le succès aux élections de juin 1976 (le PCI obtient 34,4 % des votes et 227 députés) semble confirmer la crédibilité d'un compromis historique qui modifiait les rapports de force en faveur du PCI et rencontrait une certaine audience à l'intérieur de la DC. L'assassinat de Moro (favorable à l'ouverture aux communistes), le développement du terrorisme, la gestion d'en-haut très « gouvernementale » (sans être directement au gouvernement...) du compromis historique et la démonstration dans les faits que la DC occupait bien l'Etat de manière intégraliste et peu démocratique (cf. les scandales et le véritable traumatisme politique déclenché par le tremblement de terre dans le Sud) mirent fin à « la politique de solidarité nationale » et à cette fameuse « République conciliaire » tant critiquée à gauche.

En fait la gestion gouvernementale d'un compromis historique qui impliquait pour les uns une véritable critique de masse du système de pouvoir de la DC et pour les autres une simple alliance avec cette DC, suscita une véritable crise de l'orientation politique du PCI, ravivant les réserves ou hostilités antérieures. Assez forte dans la base ouvrière, chez les jeunes et chez les intellectuels, elle accompagna le retour du PCI dans l'opposition et un débat plus ou moins autocritique sur toute une pratique politique qui désorganisa « le parti de luttes » au profit du seul « parti de gouvernement » et s'insérait à l'époque dans le cadre beaucoup plus large de l'eurocommunisme.

• BIBLIOGRAPHIE. — Les articles de *Rinascita* sont traduits en français dans *Les PC espagnol, français et italien face au pouvoir*, C. Bourgois, 1976; cf. également *Il compromesso storico*, Newton Compton, 1975; E. BERLINGUER, interview à *La Repubblica* du 28 juillet 1981; *La questione communista, 1969-1975*, a cura di A. TATÒ, Roma, 1975; L. GRUPPI, *Il compromesso storico*, Riuniti, 1977; M. PADOVANI, *La longue marche, le PCI*, Calmann-Lévy, 1976; F. RODANO, *Questione democristiana e compromesso storico*, Riuniti, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Bloc historique, Eurocommunisme, Gramscisme, Hégémonie, Parlement/Parlementarisme, Polycentrisme.

C. B.-G.

Concept

Al : *Begriff*. — An : *Concept*. — R : *Ponjatie*.

Voir : Catégorie.

Conception du monde

Al : *Weltanschauung.* — An : *World conception.* — R : *Mirovozzrenie.*

Ce terme, auquel la tradition post-léniniste dominante a conféré l'extension la plus grande afin de lui faire définir le marxisme (ex. « Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique forment la conception du monde du Parti marxiste-léniniste, conception scientifique conséquente » ; Rosenthal/Ioudine, Moscou, 1955), a reçu historiquement diverses significations.

1 / Avant d'être utilisé pour les grandes synthèses philosophiques, le mot *Weltanschauung* désigne l'ensemble, à cohérence plus ou moins forte, des idées d'un individu ou d'un groupe. C'est en ce sens qu'Engels, qui l'emploie le plus fréquemment, dans son *Anti-Dühring* parle de *kommunistiche Weltanschauung*, s'agissant des thèses qu'il partage avec Marx (MEW, 20, 8; ES, 38); ou qu'il emploie *Weltvorstellung* pour celles de Dühring (*ibid.*, 35; 71). De façon analogue, Marx écrit simplement *unsere Ansicht* (« notre manière de voir » ; L. à FE du 19 déc. 1960). Engels encore crédite la dialectique de contenir « le germe d'une conception du monde » plus vaste que celle de la logique formelle (*ibid.*, 125; 165-166); le même « germe » *(Keim)*, « génial » celui-là, on le sait, des *Thèses sur Feuerbach*, pour « la nouvelle conception du monde » (MEW, 21, 264; Préf. à LF de févr. 1888). Il affirme d'autre part que le « matérialisme moderne » n'est plus une philosophie mais « une simple conception du monde », puisque la prétention de constituer une science des sciences a été rejetée au profit d'une mise en œuvre dans le champ des sciences réelles (MEW, 20, 129; 169).

2 / Pour Lénine, conception du monde et *idéologie* se recoupent. Chaque classe possède la sienne, qui ne se réduit nullement à l'ensemble de ses idées politiques. Cependant, compte tenu de l'impossibilité d'une troisième voie, il ne peut y avoir que deux conceptions du monde ; ainsi, dit Lénine, des deux camps opposés du nationalisme bourgeois et de l'internationalisme prolétarien (o., 20, 19). Le matérialisme est la conception du monde de Marx et d'Engels (o., 1, 166) et elle est scientifique. Et Lénine d'inviter plus particulièrement la jeunesse à « élaborer une conception du monde révolutionnaire cohérente » (*ibid.*, 6, 533 et 7, 51).

3 / C'est Gramsci qui, dans son *Materialismo storico*, se montra le plus soucieux de précisions sémantiques. La *concezione del mondo* est une notion plus vaste que celle de philosophie, puisqu'elle englobe philosophie, politique et économie, expressives les unes des autres (*Gr. ds le texte*, ES, 1975, 271). Gramsci relève pourtant qu'une conception du monde est d'abord reçue socialement. Elle n'est alors qu'un conformisme, celui de « l'homme-masse ». Elle ne devient philosophie qu'une fois qu'elle a été soumise à critique; en ce sens strict la philosophie représente le dépassement du sens commun, aussi bien que de la religion (*ibid*, 132-134, 169). Or, religion comme parti sont des conceptions du monde, chacune traversée de multiples courants (*Passato e Presente*, Einaudi, 1954, 162). Un parti ou une religion ont, l'un et l'autre, à assurer le passage de la conception du monde à l'action (*ibid.*, 197) par l'élaboration d'une politique et d'une morale (*ibid.*, 151). Sans doute est-ce en cette acception nouvelle que Gramsci voit dans Marx un « créateur de *Weltanschauung* ». Marx permet le passage de l'utopie à la science et de la science à l'action. La conjugaison de ces deux derniers termes conduit Gramsci à rapprocher Marx et Lénine. Précisant

que « la fondation d'une classe dirigeante (c'est-à-dire d'un Etat) équivaut à la création d'une *Weltanschauung* », il admet que Marx et Lénine correspondent à deux phases, celle de la conception du monde, celle de son expansion, mais il se refuse à les séparer. Il en va du marxisme comme du christianisme, « qui pourrait s'appeler historiquement : christianisme-paulinisme » (*ibid.*, 241-242). Sans doute est-ce en ce sens aussi qu'il faut comprendre le souci de Gramsci de nommer le plus adéquatement possible la nouvelle *Weltanschauung* : *historicisme absolu* ou *philosophie de la praxis*.

« Conception du monde », on le voit, se laisse tirailler entre « idéologie », « philosophie », « science » et « pratique » (éthique ou politique), sans parvenir à établir sa propre identité. On ne lui concédera pas, en conséquence, le statut d'un concept théorique.

▶ CORRÉLATS. — Idéologie, Philosophie, Théorie, Traductibilité.

G. L.

Concurrence

Al : *Konkurrenz.* — An : *Competition.* — R : *Konkurencija.*

La concurrence, ou *libre* concurrence, caractérise les rapports marchands parvenus au stade capitaliste; avec l'impérialisme, elle fait place au *monopole.*

1 / Les divers courants socialistes ont fait de la concurrence, et plus généralement des relations commerciales, une de leurs cibles privilégiées, de Fourier pour qui « la libre concurrence a pour résultat ultérieur la féodalité mercantile » à Louis Blanc qui y voit « un système d'extermination ». A leur suite, F. Engels présentera la concurrence comme le trait distinctif majeur de la société bougeoise. Dès ses *Umrisse,* il relève : « aussi longtemps que subsiste la propriété privée, tout se ramène en fin de compte à la concurrence » (MEW, 1, 513). Lui consacrant peu après le chapitre central de la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre,* il écrit : « La concurrence est l'expression la plus parfaite de la guerre de tous contre tous qui fait rage dans la société bourgeoise moderne. Cette guerre, guerre pour la vie, pour l'existence, pour *tout,* et qui peut donc être, le cas échéant, une guerre à mort, met aux prises non seulement les différentes classes de la société, mais encore les différents membres de ces classes; chacun barre la route à autrui; et c'est pourquoi chacun cherche à évincer tous ceux qui se dressent sur son chemin et à prendre leur place. Les travailleurs se font concurrence tout comme les bourgeois se font concurrence. Le tisserand qui travaille sur un métier entre en lice contre le tisserand manuel, le tisserand manuel qui est sans travail ou mal payé contre celui qui a du travail ou qui est mieux payé, et il cherche à l'écarter de sa route. Or, cette concurrence des travailleurs entre eux est ce que les conditions de vie actuelles ont de pire pour le travailleur, l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat. D'où les efforts des travailleurs pour supprimer cette concurrence en s'associant; d'où la rage de la bourgeoisie contre ces associations et ses cris de triomphe à chaque défaite qu'elle leur inflige » (ES, 118-119; MEW, 307-308; voir G. Labica, *Le statut marxiste de la philosophie,* Bruxelles, Complexe, p. 245 et s.).

2 / Marx, dans *Le Capital,* fait son profit des analyses d'Engels. Il rappelle « le principe général de la concurrence » : « Acheter sur le marché où les prix sont les plus bas » (K., III, I, 137; MEW, 25, 129-130). Il s'attache, pour sa part, à montrer « que tous les phénomènes se présentent à l'envers

dans la concurrence et donc dans la conscience des agents qui y participent » (K., III, 5, 238; MEW, 25, 235). Ainsi « le capitaliste individuel peut s'imaginer qu'il diminue le profit réalisé sur chaque marchandise en abaissant le prix de celle-ci mais qu'il réalise un profit plus élevé parce qu'il vend une plus grande masse de marchandise... »; et l'économiste vulgaire fait la théorie de cette apparence (*ibid.*, 244; 240-241).

Au nombre des illusions de la concurrence (N. B. le chap. L du K. porte le titre « L'illusion de la concurrence »), on peut ranger la fameuse « loi d'airain » de Lassalle. L'argument en est le suivant : la population ouvrière ayant tendance à croître d'une façon continue, si le salaire augmente, elle augmentera plus vite encore; mais, par l'effet de la concurrence entre ouvriers, le salaire baissera et ne pourra donc pas dépasser le minimum vital. Marx, dans les *Gloses*, dénoncera là l'erreur des économistes, qui prennent « l'apparence pour la chose elle-même » (ES, p. 31 ; MEW, 19, 26) et Engels conseillera de parler plutôt d' « une loi fort élastique », compte tenu de la complexité des lois régissant le salaire, exposées par Marx dans l'accumulation (L. à Bebel, 18-28 mars 1875).

3 / Lénine accorde une attention particulière à ce qu'il appelle lui-même « la transition de la concurrence au monopole » (O., 24, 478). En 1919, il reproche en particulier à Boukharine de ne pas voir à quel point les deux phases du capitalisme sont intriquées; croire qu'on en a fini avec l'impérialisme ou le capitalisme financier n'est rien d'autre que mettre à jour « l'immense sous-sol d'ancien capitalisme » qui domine en Russie (O., 29, 166 et s.). Il souligne que, sur le plan politique, on passe de la démocratie à la réaction, en passant de la libre concurrence au monopole (O., 26, 423). Faisant valoir que le stade impérialiste fait disparaître tout ce que la concurrence pouvait avoir de positif, comme « l'esprit d'entreprise, l'énergie, les initiatives hardies », il suggère que c'est avec le socialisme seulement que ces qualités se manifesteront « sur une échelle massive » (O., 26, 423 et s.).

▶ CORRÉLATS. — Anarchie de la production, Baisse tendancielle, Capitalisme, Marché, Monopoles, Profit, Syndicat.

G. L.

Conditions de vie

Al : *Lebensbedingungen.* — An : *Living conditions.* — R : *Uslovija žizni.*

Il s'agit d'un concept dont la fonction est essentiellement descriptive, au sens ethnographique du terme.

Développé longuement dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845), œuvre qu'Engels qualifie de « jeunesse », à partir d'*observations* de la vie quotidienne du prolétariat anglais, le concept de conditions de vie se rapporte avant tout aux différents groupes de la classe ouvrière anglaise. Dans *Le Capital*, Marx emprunte largement aux matériaux élaborés par Engels, renvoyant explicitement le lecteur à plusieurs reprises (K., ES, I, 1, 235, et I, 2, 83; MEW, 23, 254 et 421-422) à ces analyses qui « témoignent » pour Marx de la « profondeur avec laquelle Engels a su peindre la situation dans tous les détails » (K., ES, I, 1, n. 235; MEW, 23, 476-477).

Trois ans avant sa mort, en avril 1880, Marx rédige en langue anglaise à la demande de B. Malon un questionnaire sur les conditions de vie de la classe ouvrière française comportant 4 rubriques et 99 questions.

La généalogie du concept, dans l'élaboration du matérialisme historique, fait apparaître quelques remaniements.

Cette « peinture détaillée » dont parle Marx n'est pas une entreprise isolée. Villermé en France, 1840, Ducpétiaux en Belgique, 1855, les inspecteurs des fabriques en Angleterre dans la même période entreprennent un travail d'enquête analogue. Tout un appareillage de mise en évidence des conditions d'existence du prolétariat s'établit à travers la constitution de statistiques, comme d'observations directes sur les classes laborieuses, de la part de philanthropes, d'hygiénistes, de médecins. Marx rappelle dans la préface de 1867 du *Capital* que l'Angleterre, « lieu classique » de la production capitaliste, lieu d'entrée en scène d'un nouvel acteur qui n'est plus le pauvre, l'indigent, mais les masses ouvrières prolétariennes, est aussi le lieu de constitution d'une « statistique sociale » analysant publiquement le bilan de la santé du prolétariat, de ses conditions de logement, de nourriture, de travail, mais non moins de ce qui est considéré comme son « immoralité ». La visibilité du bouleversement industriel et social se double de la constitution sans précédent historique d'un dispositif étatique (parlementaire) d'observations minutieuses sinon inquisitrices de la vie quotidienne prolétarienne.

Le processus sera tel qu'il aboutira à une véritable inflation de rapports, les *blue books*, et de données chiffrées permettant la mesure du « dangereux », du « barbare », de l' « immoral ». Cette quantification fétichiste du prolétariat est, en même temps que technique d'enregistrement préparant d'éventuelles interventions étatiques, technique de brouillage. La vie des classes bourgeoises est absente de ces statistiques et de ces enquêtes, tandis que la plupart des observateurs sont issus de la bourgeoisie. Ces données quantitatives sont le résultat de procédures revêtant une forme déterminée : l'observation directe, incluant le questionnement (K., ES, I, 2, 172; MEW, 23, 520) dans le cadre de visites ou d'expéditions dans les quartiers ouvriers (*Sit.*, ES, 100; MEW, 2, 291). Engels procède autrement.

« J'ai vécu assez longtemps parmi vous pour être bien informé de vos conditions de vie; j'ai consacré, à les bien connaître, la plus sérieuse attention; j'ai étudié les différents documents, officiels et non officiels, que j'ai eu la possibilité de me procurer; je ne m'en suis point contenté » (*Sit.*, ES, 27; MEW, 2, 229). L'observation directe, continue, durant vingt mois, s'effectue au prix d'un acte inaugural de rupture avec des usages propres aux façons de vivre des classes bourgeoises (banquets, porto, champagne, des cérémonies réglées par les ennuyeuses étiquettes).

C'est dans tous les domaines de l'existence ouvrière, quelle que soit la branche d'industrie concernée, qu'Engels dresse l'acte d'accusation de l' « assassinat social » du prolétariat perpétré par la bourgeoisie (*Sit.*, ES, 155; MEW, 2, 338), de la barbarie capitaliste qui s'exerce dans le bagne de l'usine, sur le corps individuel et collectif des travailleurs quels que soient leur âge et leur sexe. Cette ethnographie des formes d'asservissement, d'animalisation, d'encadrement du prolétariat dans l'usine, et (*Sit.*, ES, 229, 231; MEW, 2, 399, 400) hors de l'usine, avec la contrainte à l'habitat patronal comme à l'achat des biens dans les magasins du patron, inventorie aussi les effets de la barbarie, s'inscrivant dans les corps, dans leurs maladies (*Sit.*, ES, 143, 145, 246, 257, 160; MEW, 2, 328, 329, 342, 413, 421), leurs difformités (244, 245; 411, 412), leurs infirmités (246; 413), leurs

mutilations (260 ; 424), leurs dérèglements sexuels (176, 177 ; 356) et jusque dans leur mort (151 à 154 ; 335-337).

L'ouvrage est une dénonciation minutieuse de la destruction physiologique que provoque le travail forcé, la combinaison de l'usage capitaliste d'un machinisme qui démembre les corps et de la « cupidité » insatiable de la bourgeoisie.

Cette observation du dedans attentive à l'altérité d'un prolétariat qui, pour vivre dans des conditions effroyables, n'en est pas moins doté d'une culture propre (*Sit.*, ES, 171, 296; MEW, 2, 351, 454), d'une humanité (171, 176 ; 351, 355-356), de courage dans ses souffrances et ses luttes (280, 281 ; 441, 442), trébuche cependant sur ce qui demeure de l'ethnocentrisme bourgeois, particulièrement patent dans le tableau qu'entreprend l'auteur des Irlandais dont la « malpropreté [...] devenue une seconde nature est véritablement une tare effrayante et dangereuse dans les grandes villes par suite de la concentration urbaine » (136 ; 321).

La grossièreté de l'Irlandais le place à un niveau à peine supérieur à celui du « sauvage » ; l'entassement des logements, leur absence totale de salubrité, la promiscuité, productrice de tous les dérèglements, la puanteur des rues, comme des porcheries installées par les émigrés Irlandais dans les quartiers « pathogènes » des grandes villes lèvent le cœur du jeune Engels, fils d'une riche famille de cotonniers allemands, en même temps que familier des milieux dont il dépeint la misère (Mary Burns, Irlandaise, fut sa compagne pendant vingt ans). Il note encore : « Plusieurs centaines d'hommes sont condamnés de la sorte aux travaux domestiques. On peut imaginer quelle légitime indignation cette castration de fait suscite chez les ouvriers et quel bouleversement de la vie de famille il en résulte » (*Sit.*, ES, 192; MEW, 2, 369).

Marx opérera, dans le livre I du *Capital*, une généralisation des observations d'Engels, empruntant largement aux « rapports sur la santé publique », comme aux « rapports de la commission parlementaire sur le travail des enfants ».

La dimension ethnographique n'est par ailleurs pas absente de certaines analyses descriptives, qu'il s'agisse du mode d'habitat du prolétariat, des systèmes de recrutement de la main-d'œuvre agraire (K., ES, I, 3, 135, 136; MEW, 23, 724-725), de l'industrie à domicile (I, 2, 146 ; 490), du « système des relais » (I, 1, 136, 251, 258; MEW, 23, 145, 271-279) comme travail ininterrompu des enfants jour et nuit, dans la sidérurgie, les verreries, les mines, les filatures. Plus encore, le procès de pompage de la force de travail, jusqu'à sa pure et simple destruction (K., ES, I, 1, 260, 264; I, 2, 90, 93; I, 3, 87, 88; MEW, 23, 280, 285, 429, 433, 673-675), est lui-même comparé, à travers les métaphores du vampire (I, 1, 252 ; 271) et du Djaggernat (I, 1, 274 ; 297), au génocide des Peaux-Rouges de l'Amérique (I, 1, 239 ; 258), c'est-à-dire à la destruction de civilisations autres.

Dans son procès de constitution, comme dans son procès de développement, le mode de production capitaliste se « nourrit » de la destruction de l'autre, des civilisations non occidentales, Amérique, « Afrique transformée en garenne commerciale par la chasse aux peaux noires », de régions proches : l'Irlande exsangue « transformée en vaste paccage », comme de la destruction de la force de travail du prolétariat. L'extension de la production capitaliste, assimilée à une orgie, altère le temps et l'espace au

profit d'un temps machinique, uniforme, non poreux (I, 2, 93; MEW, 23, 433) ; l'âge même, celui des enfants, est objet de « décrets de l'anthropologie capitaliste » (I, 1, 274 ; 296). Marx montre que le passage d'un mode d'extorsion à l'autre résulte des luttes ouvrières (I, 2, 92 ; 432) grandissantes pour la journée de travail « normale ».

Ce n'est pas dans une rupture, un arrachement à une appartenance sociale, dans ce qu'elle modèle de conformismes normatifs, que se découvre l'autre prolétarien dans l'atrocité de ses conditions d'existence, mais dans le procès théorique d'explicitation des constantes et des formes d'une barbarie historiquement déterminée, en tant qu'analyse de la structure du rapport social qui l'engendre. Moins que le résultat du constat d'une « observation intelligente » (K., ES, I, 1, 204; MEW, 23, 220), le concept de conditions de vie ne prend toute sa portée qu'en changeant de statut, c'est-à-dire en se subsumant sous ceux de plus-value et de taux de plus-value, dont dépend le mode de rémunération de la force de travail ou salaire.

Les conditions de vie renvoient aux formes du procès d'exploitation de la force de travail dans la production comme à sa réparation-reproduction que conditionne le salaire hors du procès de production. Cette réparation-reproduction qu'appréhendent les statistiques des budgets ouvriers, comme la nature et la structure des biens consommés (pratiques de consommation), revêt l'allure d'une dépendance fonctionnelle stricte (K., ES, I, 3, 14, 15 ; 596-598). C'est seulement parce que la force de travail est constitutivement séparée des moyens de sa mise en œuvre comme de son produit que la consommation-destruction des biens qui entrent dans sa réparation-reproduction contraint cette force de travail à renouveler l'acte de sa vente et l'appropriation de son usage par le capital.

La force de travail n'existe pas dans le mode de production capitaliste comme élément isolé, autonome, mais comme terme d'un rapport social qui lui préexiste. Sa production-reproduction (conditions de vie de la classe ouvrière) est simultanément, parce qu'elle l'est structuralement, condition d'existence du capital.

Que Marx n'ait mentionné qu'allusivement les conditions de vie de la bourgeoisie comme telle n'est pas fortuit, il n'a cessé d'en mettre en lumière les principes d'existence.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Capitalisme, Chômage, Classes, Fabrique (Législation de), Métier, Quotidienneté.

S. C.

Conjoncture

Al : *Konjunktur*. — An : *Conjuncture*. — R : *Kon'junktura*.

Aujourd'hui encore, on saisit mal l'importance du concept de « conjoncture politique » non seulement par rapport à la praxis marxiste mais aussi au regard du travail théorique portant sur la connaissance des mécanismes de prise de décision.

Obsession de l'homme politique parfois, la conjoncture politique constitue le « pain quotidien », ou, pour s'exprimer comme l'a fait Marx, « la matière historique existante et renouvelée quotidiennement » (TSC) du journaliste, de l'historien ou tout simplement du citoyen qui refuse de s'enfermer dans les schémas réducteurs des idéologies déterministes. Si le

développement des technologies de l'information (informatique, techniques de sondage, sciences de communication...) contribue à élargir la panoplie instrumentale au service de l'analyse conjoncturelle, il ne modifie ni sa nature sociale, ni sa finalité historique.

Les sources de l'analyse conjoncturelle. — Le mérite de L. Althusser fut d'avoir attiré l'attention des chercheurs sur l'existence laissée à l'état d' « herbe sauvage » de quantité d'*analyses* politiques de la situation du moment, des *résolutions* fixant la *ligne* du parti, des *discours* politiques la définissant et la commentant, des *mots d'ordre* enregistrant des *décisions* politiques ou en tirant les conclusions.

De ces études, tout lecteur attentif peut dégager l'ordonnancement des actions, leur logique interne, la manière dont elles sont conduites et leurs résultats, les formes d'*organisation* de la lutte de classes, la distinction de ses différents *niveaux*, les méthodes de *direction*, le jeu d'inter-action entre les *conjonctures théoriques* et les *conjonctures non théoriques*. Pour l'auteur de *Lire Le Capital*, la mise à jour de ce nouveau concept théorique est « décisive ». Elle réintroduit dans la théorie marxiste de l'histoire « les formes de *variation de la dominance* à l'intérieur de la structure sociale sur la base de la détermination en dernière instance par l'économique », formes susceptibles de préserver au marxisme son caractère propre face aux entreprises de déformation, de l'intérieur comme de l'extérieur du mouvement communiste. Elle permet de formuler une théorie de l'action politique qui tient compte des conditions réelles de la pratique politique en lui assignant son *objet* (les rapports de forces de classes engagées dans la lutte du « moment actuel »), ce qui signifie, en clair, qu'aucune conjoncture politique ne ressemble à une autre; cf. le fameux texte de Marx sur la « répétition historique » dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* et les commentaires qu'il a suscités depuis (P.-L. Assoun, *Marx et la répétition historique*, Paris, PUF, 1978). Elle permet, enfin, « de poser de manière concrète le problème de l'union de la théorie et de la pratique » (L. Althusser, *Sur le travail théorique*, Paris, La Pensée, 1967).

Le statut du concept de la « conjoncture politique » dans la théorie marxiste de l'histoire et de la connaissance. — Cette approche de L. Althusser du concept de la conjoncture politique situe bien sa position dans le champ épistémologique de la théorie marxiste de l'histoire. A travers les discontinuités de la « pratique politique savante » (M. Verret), marxiste (léniniste), des articles d'actualité parus dans les journaux révolutionnaires comme *Neue Rheinische Zeitung*, *The Northern Star*, *Volksstaat*, *Iskra*, *L'Ordine Nuovo*, *Thanh nien*..., aux œuvres majeures *(Le Capital)* en passant par les écrits historiques comme *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, *La guerre civile en France*, *Le développement du capitalisme en Russie*, c'est bien ce concept d'histoire qui constitue l'*objet* — au double sens du terme : à la fois matière et finalité du procès théorique — de l'écriture historique marxiste.

Pour cette dernière, l'histoire ne se réduit pas à une connaissance abstraite des événements, des sociétés, des civilisations se déroulant sur une double toile de fond à savoir : un temps linéaire et continu et une philosophie de l'essence sous-jacente.

Refusant à la fois la perspective historiciste qui est à l'origine de la distinction du *temps de la structure* (journée de travail, salaire-temps) et du

temps de la conjoncture (crise, cycle...) et la perspective néo-positiviste qui introduit la dualité « *statique/dynamique* » *sociale*, le matérialisme historique postule que « Les structures de la temporalité (...) dépendent de celles de l'histoire. (que) Les structures de la temporalité, et leurs différences spécifiques, sont produites dans le procès de constitution du concept d'histoire, comme autant de déterminations nécessaires de son objet (...) » (E. Balibar, *Lire Le Capital*, Paris, Maspero, 1967).

Il s'en suit que, pour les marxistes, penser l'histoire, c'est penser les différentes (et nécessaires) déterminations du « tout social » comme les « paliers » (Gurvitch) ou « moments » *articulés* du procès de la connaissance historique : mode de production, mode de production « asiatique », formation économique et sociale, formes transitoires (ou formes de variation de la dominance) et conjonctures politiques (ou modes d'apparition, et d'individuation, des *effets* de la lutte de classes). C'est, autrement dit, penser l'histoire comme un procès de la connaissance partant des déterminations les plus abstraites (le Concept au sens hégélien) pour aboutir « à la reproduction du concret par la voie de la pensée » (K. Marx, *Introduction à la critique de l'économie politique*, dite de 57).

Comment se « circonscrit » alors la conjoncture politique au croisement de la théorie de l'histoire et de celle de l'action politique ? Elle est, quelle que soit la forme sous laquelle elle se donne à voir (économique, politique, intellectuelle, artistique), « toujours scansion d'un développement, nœud dans le tissu historique, ou « moment » d'un processus social » (G. Labica, apud *Lénine et la pratique scientifique*, Paris, ES, 1974, p. 58).

Pour l'observateur de la chose politique, une « crise » n'est rien d'autre qu'une conjoncture politique qui se présente sous les traits les plus accusés « comme à son fort grossissement ». Ainsi, pour Marx, « les combats de juin à Paris, la chute de Vienne, la tragi-comédie de novembre, à Berlin, les efforts désespérés de la Pologne, de l'Italie et de la Hongrie, l'épuisement de l'Irlande par la famine (ne furent rien d'autre que) les moments principaux où se concentra en Europe la lutte de classe entre la bourgeoisie et la classe ouvrière (...) » (TSC). Non seulement, Marx signale l'existence d'une autonomie de l'analyse conjoncturelle par rapport à la connaissance générale abstraite, mais il montre encore l'unité organique entre ces deux modes de connaissance.

De même, loin de reproduire le schéma réducteur de l'économisme, l'analyse marxiste des conjonctures politiques réintroduit, notamment dans la « *méthodologie historique* » ou « *théorie des « trois moments »* » d'A. Gramsci (voir *infra*), la jonction dialectique entre l'acteur social (individu ou collectivité) et la texture historique. Il ne peut pas y avoir de conjoncture politique là où est absente la « subjectivité historique » (G. Lukács), car : « C'est dans la relation dialectique entre les dispositions et l'événement que se constitue la conjoncture capable de transformer en *action collective* (c'est-à-dire *politique*), les pratiques objectives partiellement ou totalement identiques » (P. Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève-Paris, Libr. Droz, 1972).

C'est en ce sens que la théorie marxiste de la conjoncture politique récuse à la fois l'objectivisme de l'économétrie (S. de Brunhoff) et le psychologisme de l'économie libérale, car tous les deux ignorent justement la relation ténue, complexe mais intime entre les rapports de *sens* et les rapports de *forces*. Ainsi, dans la terminologie politico-militaire vietna-

mienne, le concept *Thoi co* (moment favorable) est « la conjonction des conditions subjectives et objectives mûres garantissant la victoire de la révolution » (Le Duan, *La Révolution vietnamienne*, Hanoï, 1970).

De plus, une telle vision de l'histoire ne ferme la porte, *a priori*, ni aux sciences positives (sociologie, statistique sociale, sciences de l'information et de communication) ni même, *a fortiori*, à la psychanalyse (P. Kaufmann, *L'inconscient du politique*, Paris, PUF, 1979). Il en résulte que le concept de la conjoncture politique est un élément intégrant la théorie et la pratique marxistes de l'histoire et de la politique, et que sa généalogie est inséparable de l'histoire du mouvement communiste (Trinh Van Thao, *Marx Engels et le journalisme révolutionnaire*, Paris, Anthropos, 3 vol., 1978, 1979, 1980). Il se définit comme « une synthèse, en vue de l'*action politique*, des contradictions *réelles* d'une formation sociale, ou d'un système de formations sociales, à un *moment* de leur développement, s'exprimant fondamentalement comme une *lutte* politique multiforme (économique, politique-idéologique, militaire) entre les différentes *forces sociales* ».

Dans le champ épistémologique de la théorie de la lutte de classe, l'articulation de la détermination structurelle de classe *(situation de classe)* et des *positions de classe* au sein d'une formation sociale, lieu d'existence de la conjoncture politique, fait appel à des concepts particuliers *(concept de stratégie)* recouvrant les phénomènes concrets de la vie politique (N. Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, 1974) tels que : polarisation, alliances de classes, bloc au pouvoir, front populaire, etc.

Généalogie du concept. — L'irruption de l'analyse conjoncturelle dans les écrits politico-historiques de Marx, Engels, Lénine, Mao, Ho-chi-Minh... connote historiquement une situation de *crise interne* du parti révolutionnaire. La prise en considération de la conjoncture politique n'est jamais un acte innocent dans l'histoire du marxisme et du communisme. Raison *polémique*, l'analyse conjoncturelle est une pratique *militante* qui se prête rarement à la rhétorique. Elle marque la plupart du temps le constat d'une rupture interne, une lutte entre deux lignes dont la « conjoncture » serait l'objet et l'enjeu.

Ainsi, l'apparition des conjonctures anglaise (1842-1844) et allemande (1844-1845) a déplacé la perspective engelsienne d'une rhétorique spéculative des sociétés industrielles ou semi-industrielles à une vision réaliste, saisissante et éclatée de la lutte des classes (des *Lettres d'Angleterre* à la *Situation allemande*). Chez Marx, le constat du discours aveugle et aveuglant de A. Ruge (Critique en marge de l'article « Le Roi de Prusse et la réforme sociale par un Prussien », paru in *Vorwärts*, 44) a servi de « détonateur » à l'éclatement de l'anthropologie feuerbachienne. Chez tous les deux, la première guerre de classes de juin *(Junitage)* 1848 a montré la nécessité et l'urgence d'une théorie « scientifique » de la révolution et du parti révolutionnaire dont la force et la faiblesse se révèlent à l'éclairage de la lutte concrète des classes. Enfin, la révolution « rentrée » de l'Allemagne wilhelminienne *(Märzrevolution)* rappelle la pesanteur de l'idéologie et de l'Etat prussien dont tous les « effets » politiques sont jusqu'alors insuffisamment analysés (en dépit de l'IA) ; de même, la lutte armée au cours de la campagne pour la Constitution du Reich *(Reichsverfassungskampagne)*, celle de l'immaturité politico-militaire du prolétariat allemand. Bref, toutes ces expériences historiques et leur commentaire théorique ont jalonné les car-

rières d'homme politique, de journaliste et de... penseur de Marx et d'Engels.

Pourtant, il ne suffit pas de combattre l'aveuglement de la théorie devant la « vie », il ne suffit pas de dénoncer de temps à autre ceux qui, par routine, « retardent » (Lénine) sur la vie, il faut encore repenser les structures qui s'accoutument à la routine. Une critique conséquente du « dogmatisme » équivaut toujours à l'exigence de la réorganisation du parti révolutionnaire, le renouvellement de ses cadres, le réexamen doctrinal. En ce sens, l'analyse conjoncturelle constitue un moment préalable dans le processus d'auto-réflexion et de développement du parti révolutionnaire.

Né simultanément avec une théorie de l'histoire en voie de formulation, le rapport entre l'analyse conjoncturelle et le matérialisme historique est un rapport complexe d'*anticipation*, de *retard* ou de *substitution*. Tantôt l'analyse concrète précède ou plus exactement se substitue à une théorie encore hésitante (notamment avant la mise au point du MPC), tantôt elle se présente de manière « biaisée » dans telle ou telle œuvre polémique (MPH), tantôt elle se sépare de la théorie pour se constituer en écriture autonome *(Les « Manuscrits » de 47)*. Toutefois, dans la mesure où Marx et Engels se donnent pour objectif de mener une lutte implacable contre l'empirisme et l'idéalisme spéculatifs, leur pratique conjoncturelle (avec des temps forts différents) entre indiscutablement dans un rapport de « réciprocité de perspective » avec la pratique théorique. En l'absence d'une théorie générale constituée, l'analyse conjoncturelle contribue largement à sa formation et à sa formulation.

A partir de Lénine et de ses continuateurs (Gramsci, Mao, Ho-chi-Minh...), l'analyse conjoncturelle apparaît comme l'arme privilégiée dans la lutte contre l'altération d'une théorie constituée et en train de devenir, sous l'effet de la pratique des dirigeants de la IIe Internationale (Bernstein, Kautsky, Bordiga...), une arme du révisionnisme, de l'économisme et de l'opportunisme. Dans le combat mené par Lénine dont *Que faire ?*, *L'Etat et la Révolution*, *Ce que sont les Amis du peuple*, *Les Thèses d'Avril*... ne sont que les multiples facettes d'une même pratique, l'analyse de la « *situation concrète* » se présente constamment comme l'instrument essentiel pour préserver au marxisme son caractère de théorie révolutionnaire et de théorie créatrice de l'action révolutionnaire.

• BIBLIOGRAPHIE. — Conjoncture et théorie de l'histoire : L. ALTHUSSER, *Pour Marx*, Paris, 1965; R. ARON, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, 1967; A. BADIOU, *Théorie de la contradiction*, Paris, 1975; E. BALIBAR, *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, 1974; B. BARRET-KRIEGEL, Histoire et politique ou l'histoire science des effets, in *Annales*, nov.-déc. 1973; G. BOUDAREL, Essai sur la pensée militaire vietnamienne, in *L'Homme et de la Société*, 1968; P. BOURDIEU, *Le sens pratique*, Paris, 1980; F. BRAUDEL, *Ecrits sur l'histoire*, Paris, 1969; S. de BRUNHOFF, Conjoncture et histoire économique, in *Critique*, 1968; C. BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci et l'Etat*, Paris, 1975; H. DENIS, *Histoire de la pensée économique*, Paris, 1971; A. GRAMSCI, *Œuvres choisies*, Paris, 1959; G. GURVITCH, *Dialectique et sociologie*, Paris, 1962; M. HARNECKER, *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*, Bruxelles, 1974; P. HERZOG et G. OLIVE, L'élaboration des budgets économiques, in *Etudes et Conjonctures*, 1968; HO-CHI-MINH, *Œuvres choisies*, Hanoi, 1960; K. KOSIK, *La dialectique du concret*, Paris, 1971; E. MANDEL, *La formation de la pensée économique de K. Marx*, Paris, 1970; MAO ZEDONG, *Textes choisis*, Pékin, 1972; MERLEAU-PONTY, *Les aventures de la Dialectique*, Paris, 1977; E. MORIN, Le retour à l'événement, in *Communications*, 1972; R. PARIS, *Histoire du fascisme*

en Italie, Paris, 1962; R. ROBIN, *Histoire et linguistique*, Paris, A. Colin, 1973; A. SAUVY, *Conjoncture économique et prévision économique*, Paris, 1969; P. VILAR, Histoire marxiste, histoire en construction, in *Faire de l'histoire*, Gallimard, 1974.

▶ CORRÉLATS. — Abstrait/Concret, Crise, Economie, Fusion, Gramscisme, Guerre du peuple, Histoire, Léninisme, Lutte de classes, Stratégie/Tactique.

T. V. T.

Connaissance (théorie de la)

Al : *Erkenntnistheorie*. — Al : *Theory of knowledge*. — R : *Gnoseologija*.

A / La *connaissance* pouvant être caractérisée comme le processus par lequel un *sujet* appréhende un *objet* au moyen de *concepts*, on peut appeler théorie de la connaissance la réponse au problème de la connaissance ainsi formulée.

B / Cette définition ne saurait pourtant que repérer une formulation émise dans un contexte historique précis de l'histoire de la philosophie : elle suppose en effet l'isolement d'une dimension spécifique étiquetée comme « connaissance » et référée à un terme ou substrat de cette dimension, désignée comme *subjectivité*, ainsi qu'une conception *théorique* du rapport de connaissance, comme relation spéculative — affection du sujet par l'objet ou appropriation de l'objet par le sujet. La Théorie de la Connaissance est en ce sens un long travail de construction depuis le réalisme métaphysique de l'Idée platonicienne jusqu'à l'idéalisme dialectique de Hegel, en passant par le subjectivisme cartésien transféré par Kant au plan transcendantal, sous la forme de l'*Erkenntnislehre* (terme dont le lourd mais précis équivalent serait la *gnoséologie*).

C / Le matérialisme dialectique intéresse la théorie de la connaissance à deux titres, dont l'articulation est la forme spécifique de la contradiction gnoséologique :

a) en tant que subversion des termes mêmes de la problématique qui organise l'*Erkenntnislehre* : il constitue en ce sens une récusation de la notion même de théorie de la connaissance comme hypothéquée par l'*idéalisme*;

b) en tant que réponse, transposée au plan *matérialiste*, au problème de la connaissance, sous la condition de le transposer au plan de la *pratique* — transposition qui *constitue* proprement la théorie marxiste de la connaissance.

Engels énonce le problème central de la théorie de la connaissance matérialiste en reconnaissant, au début de la section II du *Ludwig Feuerbach*, que « la grande question fondamentale de toute philosophie, et spécialement de la philosophie moderne, est celle du rapport de la pensée à l'être » (LF, ES, II, 24).

1 / *Matérialisme* et *idéalisme* apparaissent donc comme les deux seules réponses possibles à « la question du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la nature » (*op. cit.*, p. 25). En effet ou bien l'on affirme « le caractère primordial de l'esprit par rapport à la nature », ou bien l'on considère « la nature comme l'élément primordial » (*op. cit.*, p. 25-26). Corrélativement, la théorie de la connaissance répond à la question : « Quelle relation y a-t-il entre nos idées sur le monde qui nous entoure et ce monde lui-même ? » Ou encore : « Notre pensée est-elle en état de connaître le monde réel ? Pouvons-nous dans nos représentations et nos concepts du monde réel donner un reflet fidèle de la réalité ? » (*op. cit.*, p. 26). C'est la « question

de l'identité de la pensée et de l'être », à propos de laquelle Hegel et le matérialisme dialectique se rejoignent.

2 / Mais là apparaît l'*agnosticisme*, qui revient à contester « la possibilité de connaître le monde ou du moins de le connaître à fond » : Engels attribue cette position à Hume et Kant, encore que le terme ait été introduit au XIXe siècle par Thomas Huxley. La reconnaissance de la « chose en soi » hors de la connaissance assortie d'une limitation constitue aux yeux d'Engels un impossible compromis, et finalement « une façon d'accepter le matérialisme en cachette » (*op. cit.*, p. 27), « un matérialisme honteux » (SSU, ES, 120).

3 / Enfin, le matérialisme dialectique se distingue de la forme mécaniste et naturaliste du matérialisme (Feuerbach, Vogt, Büchner, Moleschott), en ce qu'il intègre la pratique socio-historique dans sa conception de l'objectivité matérielle.

On le voit, la théorie de la connaissance matérialiste-dialectique se spécifie à partir de trois composantes qui se posent en opposition avec des théories unilatérales :

a) comme *matérialisme* contre l'*idéalisme* (jusqu'à et y compris Hegel), en tant qu'affirmation de la primauté de la matérialité sur l'esprit et l'idée;

b) comme « gnosticisme » contre l'*agnosticisme* (Hume, Kant, positivismes), en tant qu'affirmation de la possibilité de connaître le monde dans son objectivité (conception matérialiste de la vérité);

c) comme « matérialisme *dialectique* », en tant qu'affirmation de la dimension dialectique (pratique-historique) de la matérialité : ce qui fonde le matérialisme *historique* (contre les formes métaphysiques du matérialisme, jusqu'à et y compris Feuerbach).

On peut noter que la théorie de la connaissance marxiste procède comme un ensemble de thèses formulées par opposition à des thèses opposées — dans la mesure même où la théorie de la connaissance, n'étant plus un domaine autonome et autonormatif, se définit comme intervention contre les effets idéologiques des thèses idéalistes. Cela a justement pour effet de récuser la référence universelle à une problématique *sui generis* étiquetée « Connaissance » — tout en reconnaissant l'existence de problèmes spécifiquement gnoséologiques.

C'est ce qui explique qu'on ne saurait trouver de « traité » de théorie de la connaissance en tant que telle dans les œuvres de Marx et d'Engels, mais une série coordonnée d'interventions d'où se dégagent précisément les trois thèses précédentes.

Par ailleurs, ces trois thèses doivent être conçues *ensemble*, dans leur cohérence propre — puisque l'isolement de l'une d'elles débouche immanquablement sur la réactivation du divorce entre matérialisme vulgaire et idéalisme, avec l'enjeu agnosticiste entre les deux positions.

La théorie de la connaissance marxiste se formule donc :

— dans le cadre d'une anthropologie où la connaissance est située par rapport à la pratique sociale de l'homme (IA) : d'où le primat de l'existence sociale sur la conscience ;

— dans le cadre d'une critique de l'illusion spéculative, à travers le régime idéaliste du concept, chez Hegel et les néo-hégéliens (SF);

— dans le cadre des ouvrages économiques, dans la mesure où la théorie de la connaissance se formule sous forme de problèmes méthodologiques *(Intr. 57)* ;
— enfin, spécifiquement, dans le cadre d'une critique idéologique où la théorie de la connaissance tient lieu de test (AD, ME) ;
— corrélativement, se trouvera tentée dans la *Dialectique de la nature* une synthèse épistémologique positive à partir des principes de théorie de la connaissance ainsi exprimée.

De ce corpus se dégage donc la trilogie de thèses dont la cohérence constitue ce que l'on peut appeler « théorie de la connaissance » marxiste, qui a trouvé son nom tardif de « matérialisme dialectique ».

La théorie en question se met en mouvement en quelque sorte à partir de l'équation établie par Hegel entre réel et rationnel, selon les termes fameux des *Principes de la philosophie du droit*. Le matérialisme y oppose une hétérogénéité entre les lois de la réalité et le destin de l'Idée.

Idéalisme et matérialisme vulgaire se trouvent donc pris dans le cercle spéculaire du vieux Problème de la Connaissance, puisqu'il ne suffit pas de réhabiliter l'objet contre le sujet pour s'en émanciper (voir THF 1).

Mais avec l'évolution de la conjoncture idéologique du Problème de la Connaissance, l'idéalisme se métamorphose en se rabattant sur une expression positiviste et phénoménaliste. Dès lors l'accent sera mis sur la critique de l'agnosticisme. Tout en reconnaissant la limite fonctionnelle et la perfectibilité de la connaissance, Engels puis Lénine affirmeront le caractère « objectif » du processus de connaissance. La « chose en soi » *(Ding an sich)*, au lieu d'une limite absolue, sera « humanisée » par le processus gnoséologique : « C'en est fini de la « chose en soi » insaisissable de Kant », dit le *Ludwig Feuerbach* (*op. cit.*, p. 27) : « La chose en soi devint une chose pour nous », grâce notamment aux pratiques de reproduction des substances chimiques.

Dans *Matérialisme et empiriocriticisme*, Lénine détermine la théorie de la connaissance marxiste par un processus d'opposition pied à pied en quelque sorte, avec la théorie de la connaissance empiriocriticiste. Les trois premiers chapitres, qui se présentent sous l'intitulé explicite « La théorie de la connaissance de l'empiriocriticisme et du matérialisme dialectique » (O., 14, 38-200), marquent les moments de la constitution de la théorie de la connaissance matérialiste et en révèlent la genèse interne :

— dans un premier temps, le sensualisme, qui réduit la réalité à des sensations et « complexes de sensations », investis de la fonction d' « éléments du monde », est récusé, à travers son corollaire inévitable, le solipsisme, qui coupe la conscience du monde (chap. I) ;
— dans un second temps, l'agnosticisme est dénoncé, ce qui aboutit à la position de la notion de « vérité absolue », corrélative de l'introduction du « critère de la pratique dans la théorie de la connaissance » (chap. II) ;
— enfin, sont introduites les notions de matière, d'expérience et les catégories de causalité et de nécessité « dans la nature », puis de l'espace et du temps — suivant ainsi, à l'envers, l'ordre de la critique kantienne (transcendantale) à laquelle s'alimentent les arguments empiriocriticistes.

Ce n'est pas un hasard, par ailleurs, si, dès l'introduction, Lénine avait rappelé l'argumentation immatérialiste de Berkeley, comme modèle idéo-

logique que les formes modernes de phénoménalisme sont contraintes de répéter — ce qui nécessite de répéter en substance l'argumentation antérieure d'Engels contre Dühring — comme si, l'idéalisme n'ayant pas d'histoire, la théorie de la connaissance marxiste était placée elle-même en situation de répétition, comme rappel inlassable du Fait matérialiste, contre les inévitables « oublis » dont s'alimente le travail idéologique de l'idéalisme.

On peut noter par ailleurs que Lénine tire de ses postulats gnoséologiques une réfutation *épistémologique* de la « révolution moderne dans les sciences de la nature » et de « la crise de la physique contemporaine » (*op. cit.*, p. 260-262). La mise au point, au plan de la théorie de la connaissance, reste donc le meilleur moyen de prévenir les confusions accréditées par le développement des sciences : la lecture de celui-ci reste donc dépendante des postulats gnoséologiques — ce qui atteste que la Théorie de la connaissance, quoique hypothéquée par la forme que l'idéalisme a donnée au Problème de la connaissance, reste le recours privilégié de l'argumentation matérialiste afin de révéler les postulats de la science, d'où finalement sa fonction *critique*, comme forme de vigilance idéologique.

▶ CORRÉLATS. — Absolu/Relatif, Agnosticisme, Etre social/Conscience, Hégélianisme, Kantisme, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Philosophie, Pratique, Rationnel/Réel, Sensation-Sensualisme, Spinozisme, Téléologie, Théorie, Vérité.

P.-L. A.

Conscience

Al : *Bewußtsein.* — An : *Consciousness.* — R : *Soznanie.*

Les problématiques marxistes de la conscience sont à situer dans un cadre bien précis, élaboré très tôt par Marx et Engels : l'analyse des « fausses apparences » sécrétées par la société bourgeoise.

Dès sa *Critique du droit politique hégélien* (1843), Marx étudie comment l'Etat provoque, par son fonctionnement même, les illusions de « conscience publique », d' « affaire universelle ». Plus tard, l'économie politique est analysée du même point de vue : *Le Capital* montre par exemple (sect. VI, liv. I) en quoi la forme salaire induit, dans l'esprit du producteur, une représentation erronée de son statut dans la production.

Conséquence : un éclatement de la catégorie classique de conscience en deux champs de manifestations. D'une part, une analyse et une critique des diverses élaborations idéelles de ces fausses apparences : ce que Marx et Engels isolent, en 1845, sous le nom d'idéologie. D'autre part, l'analyse des différents processus par lesquels est possible une émancipation de ces fausses apparences : analyse à laquelle est plus spécifiquement réservé le terme de « conscience ».

Sous cette dernière catégorie se concentrent dès lors un certain nombre de difficultés, tournant autour du problème suivant : si la production de fausses apparences est inhérente au fonctionnement de la société bourgeoise, l'émancipation de ces apparences est donc liée à la lutte contre la société bourgeoise; or, l'agent principal de cette lutte, le prolétariat, est lui aussi soumis à la domination de ces fausses apparences.

Circularité du problème : comment transformer une société en restant soumis à un système de représentations qui la légitime ? Et comment se libérer de ces représentations, tant que subsiste la société qui les produit ?

Les problématiques marxistes de la conscience peuvent être définies comme les différentes façons de briser ce cercle. On tâchera ici de les regrouper en deux ou trois grandes solutions.

1 / Première solution, celle de l'importation. Puisque toute conscience immédiate est prise au piège des fausses apparences, il faut faire un détour par la théorie : « La conscience socialiste est un élément importé du dehors de la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément » (citation de Kautsky, reprise à son compte par Lénine dans QF).

Cette solution est apparue très tôt dans le marxisme. On la voit poindre dans une lettre de Marx à Ruge, datée de septembre 1843, et traitant de l'alliance entre les intellectuels et l' « humanité opprimée » : « Nous lui montrons [au monde] pourquoi il combat exactement, et la conscience de lui-même est une chose qu'il *devra* acquérir, qu'il le veuille ou non. La réforme de la *conscience* consiste simplement à donner au monde la conscience de lui-même, à le tirer du sommeil où il rêve de lui-même, à lui expliquer ses propres actes » (*Corr.*, I, 300).

Restituons rapidement le noyau commun aux problématiques de ce type : d'un côté, un combat politique, mené par l' « humanité opprimée », puis le « prolétariat » sur le terrain dessiné par la classe dominante; de l'autre, une théorie dont l'importation dans la lutte politique permet une conscience révolutionnaire.

2 / Une deuxième solution existe dans le champ marxiste, solution qui en contient en fait deux. Elle émerge dans *La Sainte Famille* : « Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se *représente* momentanément. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat *est*, et ce qu'il sera obligé historiquement de faire, conformément à cet être. Son but et son action historique lui sont tracés de façon tangible et irrévocable dans sa propre situation, comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle. Il serait superflu d'exposer ici qu'une grande partie du prolétariat anglais et français a déjà conscience de sa tâche historique... » (p. 48 ; MEW, 2, 30).

Opposition, donc, entre les représentations immédiates du prolétariat et une autre forme de conscience : conscience d'une « tâche », d'une « action », ou, en d'autres textes (GCF, ES, 68; MEW, 17, 343), d'une « mission historique ». Thèse ambiguë, et qui, de fait, a laissé place à deux types d'interprétations.

Une interprétation littérale : dans la tête du producteur s'affronteraient deux types de conscience, conscience de ce qu'il est (un salarié inclus dans la production bourgeoise), et conscience de ce qu'il sera dans la société communiste. Conscience d'un accident historique, et conscience d'une essence : on reconnaît l'essentiel des développements sur les forces productives, et leur poussée pour se faire reconnaître.

Une interprétation toute différente, et qui se construit à partir de la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845). Il s'agit de faire apparaître, non seulement la conscience, mais la situation même du prolétariat comme contradictoire. Contradiction entre une tendance de la société capitaliste qui produit des ouvriers isolés, et une tendance qui produit le prolétariat. D'un côté, le mécanisme de la concurrence; de l'autre, la concentration géographique des travailleurs provoquée par l'industrialisation, leur coopération dans l'atelier, et leur association au sein d'organismes de lutte contre la baisse des salaires.

De là une contradiction entre deux formes de la conscience ouvrière : conscience d'être un individu libre, propriétaire d'une marchandise spécifique (force de travail) que lui achète un capitaliste, et concurrent par là même des autres propriétaires de cette marchandise; et conscience d'être le membre d'une classe ayant un intérêt historique déterminé (« conscience de classe »). Mais de là aussi une absence de symétrie entre ces deux formes de conscience : d'un côté, une conscience toujours-déjà construite, et reproduite par les appareils de la société bourgeoise; de l'autre, une conscience fragmentaire, se construisant historiquement (et, éventuellement, s'y déconstruisant) avec la progression de l'union ouvrière, avec l'acte de constitution en classe du prolétariat. Autre interprétation de l'expression marxienne : « conscience de sa tâche historique ».

Cette troisième problématique, qui ne parle pas de représentations transparentes au réel, mais qui met toute représentation en relation avec le fonctionnement d'appareils existants ou à construire, est un abandon de la problématique classique de la conscience.

• BIBLIOGRAPHIE. — Georg LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Minuit, 1964; *Entretiens* avec Georg Lukács, Maspero, 1969; Georges POLITZER, *Ecrits 1 : La philosophie et les mythes*, ES, 1969; ID., *Ecrits 2 : Les fondements de la psychologie*, ES, 1969; ID., *Principes élémentaires de philosophie*, ES, 1970; Lucien SÈVE, *Marxisme et théorie de la personnalité*, 2e éd. augmentée, ES, 1974; Catherine CLÉMENT, Lucien SÈVE, Pierre BRUNO, *Pour une critique marxiste de la théorie psychanalytique*, ES, 1973.

▶ CORRÉLATS. — Anticipation, Avance/Retard, Etre social/Conscience, Forces productives, Idéologie, Masses, Matérialisme, Ontologie (de l'être social), Possible.

J.-F. C.

Conseil

Al : *Rat.* — An : *Council, Committee.* — R : *Sovet.*

Forme d'auto-organisation, transitoire ou plus permanente, des travailleurs sur leur lieu de travail, ou, par extension, sur une unité territoriale (quartier, « zone »...), en vue d'un *contrôle* des conditions de la production, des conditions de travail, ou des conditions de vie s'il s'agit de conseils territoriaux.

1 / Le terme de « conseil » a un emploi parallèle (bien que n'ayant pas la même acception) à celui de « soviet ». Il est utilisé, à partir des années 1918-1920, pour désigner des réalités très diverses, voire complètement différentes, allant des soviets russes au *Rätesystem* allemand ou aux *shop steward comitees* en Grande-Bretagne. Surtout, avant les célèbres conseils d'usine de Turin en 1920, s'étaient développés (et avaient échoué) les conseils d'ouvriers d'Autriche (à la suite de grandes grèves en janvier 1918; février 1919 et juin 1919 : Ire et IIe Conférence nationale des Conseils d'Autriche); la République des Conseils de Hongrie (de mars 1919 à août 1919, soit cent trente-trois jours avant le départ de Bela Kun), la République des Conseils de Bavière (trois mois à partir d'avril 1919). Différent de l'organisation syndicale, lorsqu'elle existe, le Conseil regroupe *tous* les ouvriers d'un atelier, d'une usine.

2 / Pour Max Adler, l'un des principaux animateurs des Conseils ouvriers d'Autriche en 1919, le conseil est « une simple forme nouvelle de la lutte socialiste des classes » [qui] structure de larges masses selon leur place dans l'économie... le prolétariat dans les usines, les soldats dans les

compagnies et les régiments, les paysans dans les communes... comme des communautés naturelles » (*Démocratie et conseils ouvriers*, p. 77-78). Le conseil est une forme efficace et opérationnelle de la lutte, mais il n'est pas destiné à devenir une forme plus permanente d'organisation ou de préfiguration du socialisme : « Il n'y a plus de séparation entre action politique et action syndicale... les conseils ouvriers *ne doivent être rien d'autre* que de simples formes nouvelles de la lutte des classes » (*ibid.*, p. 81-82). A ce titre, pour Adler, ils devraient se nommer conseils socialistes, car ils n'ont de sens que par rapport à la lutte pour le socialisme.

Pour Gramsci, qui thématise les problèmes de fond posés par les conseils d'usine de Turin en même temps qu'il dirige leur création, en 1920, *au contraire*, le conseil représente d'emblée une forme plus permanente d'organisation de la démocratie, une forme de construction/déconstruction de l'Etat socialiste. En effet, pour Gramsci, « le processus réel de la révolution prolétarienne ne peut être confondu avec le développement et avec l'action d'organisations révolutionnaires de types volontaristes et *contractualistes*, telles que le parti politique et les syndicats professionnels, qui sont des organisations nées sur le terrain de la démocratie bourgeoise » (*Ecrits politiques*, I, p. 347). Tandis que les partis, comme les syndicats, demeurent (pour Gramsci, et en 1920) sur le terrain « des relations de citoyen à citoyen », seuls les conseils d'usine sont la base non corporatiste et non purement représentative d'un *Etat ouvrier*. Avec les conseils, « la classe ouvrière affirme que le pouvoir industriel, que la source du pouvoir industriel doit revenir à l'usine; elle considère l'usine comme étant, dans une nouvelle perspective ouvrière, la forme où la classe ouvrière se coule en un organisme déterminé, la cellule d'un nouvel Etat : l'Etat ouvrier, et la base d'un nouveau système représentatif : le système des Conseils » (*ibid.*, p. 350). L'idée de conseil est intrinsèquement liée à celle de *contrôle* de la production et par là même, d'établissement d'un nouvel Etat sur la base d'un nouveau pouvoir industriel, « d'une économie populaire... capable de mettre en œuvre et de diriger le processus de production de l'ensemble des biens économiques » (*ibid.*, p. 388-389).

3 / Dans l'histoire du mouvement ouvrier, le conseil demeurera — en référence au modèle essentiel, voire parfois au mythe fondateur des conseils turinois — l'une des revendications importantes d'auto-organisation de la classe ouvrière. Le conseil apparaît comme la véritable forme de la démocratie directe tandis que les soviets russes ont été assez rapidement l'objet de vives critiques dans une partie du mouvement ouvrier : « A la place des institutions représentatives issues d'élections populaires générales, Lénine et Trotski ont imposé les soviets comme la seule représentation véritable des masses laborieuses. Mais si on étouffe la vie politique dans le pays, la paralysie gagne obligatoirement la vie dans les soviets » (Rosa Luxemburg, *Œuvres*, II, Maspero, p. 85).

Cette revendication a été fortement appuyée par la CGIL italienne (Confédération syndicale), par le Parti communiste italien, par les Commissions ouvrières espagnoles qui, sous le franquisme, ont organisé sur un mode conseilliste leurs « conseils d'ateliers », avant d'être aujourd'hui prises comme références par le syndicat polonais Solidarité. La revendication du « conseil d'atelier » fait depuis peu partie des propositions de la CGT française (XLe Congrès, Grenoble, 1978). Elle se retrouve, de manière différenciée, dans les théories de l'*autogestion*.

4 / On a, par ailleurs, pu penser que l'auto-organisation des masses pouvait s'envisager sous forme de « conseils » sur des unités autres que les lieux directs de la production, ce qui n'était pas du tout envisageable pour Adler par exemple (conseils de quartier, conseils de zone, assemblées d'école...). Ces formes de démocratie directe entrent dans un rapport complexe, voire contradictoire avec les formes plus traditionnelles de la démocratie représentative. Tandis que Max Adler envisageait une dualité de représentation conseils ouvriers d'une part, assemblée nationale d'autre part, représentant « ceux qui ne se placent pas fondamentalement sur le terrain des intérêts et des buts communautaires », les « héritiers » de Gramsci tentent de mettre en place une dialectique plus subtile des formes de démocratie, une articulation plus complexe de l'usine et de l'Etat, de l'usine et du territoire, du local, aux divers sens de ce terme, et du national (Trentin, Sartorius, Ingrao).

• BIBLIOGRAPHIE. — Max ADLER, *Démocratie et conseils ouvriers*, trad. Yvon BOURDET, Maspero, 1967; Antonio GRAMSCI, *Ecrits politiques I*, 1914-1920, trad. Paris, Gallimard, 1974, p. 278 à 400; Pietro INGRAO, *La politique en grand et en petit*, Maspero, 1979; ID., *Masses et pouvoir*, PUF, 1980 ; *La révolution des conseils ouvriers, 1968-1969*, textes du Printemps de Prague rassemblés par J. P. FAYE et V. FISERA, Seghers/Laffont, 1977; E. MANDEL, *Autogestion et conseil ouvrier*, Maspero, 3 tomes; Bruno TRENTIN, *Da sfruttati a produtori*, De Donato, 1976; ID., *Il sindicato dei consigli*, Riuniti, 1979.

▶ CORRÉLATS. — Austro-marxisme, Autogestion, Démocratie directe, Soviet, Parlementarisme, Syndicats.

B. A.

Consommation

Al : *Konsum, Konsumtion, Verzehren.* — An : *Consumption.* — R : *Potreblenie.*

Si la consommation est le point final du mouvement de la circulation des produits, elle ne débouche pas pour autant sur le néant, moment essentiel qu'elle est du mouvement du capital. Rien n'est jamais consommé en pure perte.

Plus : consommation et production sont deux aspects d'une même activité. Et ce n'est pas vrai seulement pour le capitalisme. Dans la nature, déjà, rien ne naît ni ne croît que d'une consommation des « forces vitales » ou des éléments, dit l'*Introduction à la critique de l'économie politique* (*Cont.*, 155-156, ou *Grund.*, I, ES, 25; MEW, 13, 622), l'un des textes de Marx les plus intéressants sur cette question. Marx appelle *production consommatrice (konsumtive Produktion)* cette forme de consommation, qui n'est que la réciproque de la *consommation productive* de l'économie classique *(ibid.)*. La consommation productive, de son côté, est la consommation que l'on fait des moyens de production en les utilisant (« Utiliser, c'est consommer ») (*Grund.*, II, ES, 139), la consommation des matériaux et des instruments de travail, « qui s'usent, et qui se dissolvent en partie (comme par exemple lors de la combustion) dans les éléments de l'univers » (*Cont.*, 155; *Grund.*, I, 24; MEW, 13, 622). « Cette identité de la production et de la consommation » revenant, selon Marx, « à la proposition de Spinoza : *Determinatio est negatio* » (« Détermination est négation ») *(ibid.)*.

Formule bien plus hégélienne que spinoziste, d'ailleurs, mais qui donne justement le ton de cette *Introduction* ainsi que des notes des *Grundrisse*, dans lesquelles la consommation productive est décrite comme une *Aufhebung*.

Ce qui, dans le procès de production, est consommé de matériaux, d'instruments et de travail — les « trois moments » de ce procès —, lit-on dans ces manuscrits, est en effet conservé dans le produit final; conservé dans sa matière, mais aussi dans sa forme, caractéristique de la façon employée, empreinte du travail sur cette matière, véritable *marque de fabrique* de ce produit. « La consommation *(das Verzehren)* n'est pas simple consommation de ce qui est matériel, mais consommation de la consommation elle-même; dans l'abolition de ce qui est matériel, il y a abolition de cette abolition, et, par là, *position* de ce même matériel. « L'activité *qui donne forme* consomme l'objet et se consomme elle-même, mais elle ne consomme que la forme donnée de l'objet pour le poser dans une nouvelle forme objective et elle ne se consomme elle-même que sous sa forme subjective d'activité » (*Grund.*, I, 239).

Quant à la *consommation individuelle* du travailleur, ce n'est pas parce qu'elle peut se faire hors de l'usine qu'elle est improductive et sans profit pour le capital. Cette consommation, également, est une production, et son produit est même « l'instrument le plus indispensable au capitaliste, le travailleur lui-même » (K., ES, I, 3, 15; MEW, 23, 597). Sans doute celui-ci est-il loin alors de s'occuper de l'intérêt du capital; mais on sait, depuis Hegel, que c'est en se souciant d'abord de son intérêt particulier que l'individu satisfait le mieux aux exigences de ce qui le transcende. Et puis « les bêtes de somme aussi aiment à manger, dit Marx, et qui a jamais prétendu que leur alimentation en soit moins l'affaire du fermier ? » *(ibid.)*.

Mais, avec la consommation individuelle, ce n'est pas seulement une matière précieuse du capital qui est reproduite, c'est aussi le capitalisme dans sa forme. En effet, en se reproduisant en tant qu'instrument du capital, le travailleur consume ses moyens de subsistance et se voit ainsi forcé de vendre de nouveau sa puissance de travail. Autrement dit, il se reproduit en tant que *salarié*, se maintenant de lui-même dans sa position initiale vis-à-vis du propriétaire des moyens de production. Et, de la sorte, ce ne sont pas tant des rapports entre individus que les rapports de classes constitutifs de la société capitaliste qui sont reconduits, avec, par suite, ces classes et cette société elles-mêmes (laquelle société apparaît alors « tout autant comme le sujet que comme le résultat de ce grand procès global ») (*Grund.*, II, 205). « Une chaîne retenait l'esclave romain; ce sont des fils invisibles qui rivent le salarié à son propriétaire. Seulement ce propriétaire, ce n'est pas le capitaliste individuel, mais la classe capitaliste » (K., I, 3, 16; MEW, 23, 599).

La *classe capitaliste* et non la personne du capitaliste. Car, sans même croire que celui-ci ne produit que pour la satisfaction des besoins en général, on pourrait encore le considérer comme un homme animé seulement du pareil souci que son employé de pourvoir à ses intérêts propres. Voilà qui induirait en une vision inversée du capitaliste *dirigeant* toute la production dans le sens de ses intérêts particuliers de capitaliste. Or, Marx y revient fréquemment, le capitaliste n'est pas davantage que le travailleur maître — sujet — des conditions de la production capitaliste; il n'est qu'un être en lequel s'incarne la tendance capitaliste à produire toujours davantage, la tendance capitaliste à un *plus* de profit. Et, « en tant que capital personnifié, il produit, lui, pour produire, veut l'enrichissement pour l'enrichissement. Dans la mesure où il n'est qu'un fonctionnaire du capital, donc le support de la production capitaliste, l'important pour lui est la valeur

d'échange et non pas la valeur d'usage et son accroissement » (K 4, ES, I, 321) (la valeur d'usage étant ce que l'on consomme, tant dans la consommation individuelle que dans la consommation productive) (K., ES, III, 2, 19; MEW, 25, 363-364).

Le capital étant devenu anonyme, il n'y a pas lieu de s'étonner que la première interprétation des rapports sociaux, la plus grossière, renaisse en un nouvel avatar. Et, arguant que c'est de la « bonne marche » de l' « entreprise » que dépendent l'emploi et le bien-être des travailleurs, on peut aujourd'hui demander qu'à la prospérité de celle-là tous les efforts contribuent, demander, au fond, aux ouvriers de produire *pour* l'entreprise, la possibilité pour eux de consommer leur étant accordée comme un surcroît de bénéfice. Mais, ce qui demeure, c'est que cette possibilité ne leur est donnée qu'autant qu'ils fournissent du surtravail et de la plus-value (K 4, II, 618). Autrement dit, ils doivent produire plus que ces *moyens de consommation nécessaires* que leur salaire leur permet d'acquérir (étant inclus dans ces marchandises nécessaires les produits que l'habitude a rendus indispensables, et ce, au-delà du besoin physiologique) (K., II, 2, 56), « il leur faut constamment être des *surproducteurs*, produire au-delà de leurs besoins pour pouvoir être consommateurs ou acheteurs, à l'intérieur des limites de leurs besoins » (K 4, II, 619).

Cependant, puisqu'il faut bien écouler les produits, à augmenter ainsi sans cesse la production, l'on finit bien aussi par augmenter la consommation de presque tous. « Cette surproduction, dans un sens, doit avoir pour pendant, dans l'autre sens, une surconsommation; la consommation pour la consommation doit faire face à la production pour la production » (K 4, I, 322).

Ainsi, la production, qui *produisait* déjà l' « instinct de la consommation » *(Trieb der Konsumtion)* « en faisant apparaître chez le consommateur sous la forme d'un besoin les produits posés d'abord par elle sous forme d'objet » (*Cont.*, 157; *Grund.*, I, 27; MEW, 13, 624) (c'est ainsi, dit Marx, que « l'objet d'art crée un public apte à comprendre l'art et à jouir de la beauté », la seule perception éveillant le besoin de l'objet) (*Cont.*, 157; *Grund.*, I, 26; MEW, 13, 624), la production, qui donnait une âme de consommateur, incite, devenue surproduction, à un supplément de consommation, et crée le surconsommateur lui-même.

Dans ces conditions, il paraît difficile de voir, avec tel apologiste du capitalisme américain, en la « consommation de masse », un *choix* de l'ensemble des individus, toutes classes confondues dans leur « intérêt composé », au sein d'une société enfin « parvenue à la maturité » — une société où la lutte des classes s'est « atténuée « (Rostow, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Ed. du Seuil, 1970, coll. « Points », 232-233). Rostow précise, il est vrai, qu'il a « considéré l'homme comme un être plus complexe » que ce qu'il croit être l'homme selon Marx. L'homme, dit-il, « recherche non pas seulement le profit économique, mais la puissance, les loisirs, l'aventure, la continuité de ses occupations et la sécurité; il a le souci de sa famille, tient aux valeurs sur lesquelles se fonde la civilisation de son pays ou de sa région, et aime bien aller s'amuser un peu au café avec ses amis » (*op. cit.*, 225). Or, dans cet élan d'humanisme qui représente si bien le libéralisme économique, notre auteur oublie les nombreux textes (du *Capital*, en particulier) où Marx souligne que sa critique ne vise surtout pas l'homme en général (dont il a suffisamment critiqué la simple idée dès

l'*Idéologie allemande*), ni même le capitaliste en son individualité, mais seulement cet homme en tant que personnification du capital et représentant d'une classe. Il est vrai encore que, selon Rostow, « rien d'important dans l'œuvre de Marx n'est postérieur à 1848 » (*op. cit.*, 237).

• BIBLIOGRAPHIE. — MARX, *Grund.*, ES, I, 23-34, 83-84, 97, 109, 140, 224-225, 238-239, 259, 300-301, 323-324, 343-344, 352, 359-362, 375-383, 405-408; *Grund.*, II, 79, 84, 89-90, 99, 123-124, 126, 131, 139-140, 159, 166-168, 170, 173, 177-179, 188-189, 195, 198-199, 205-208, 210, 213-215, 217-218, 221-222, 227-228, 237, 314-315, 380-384; *Cont.*, ES, 7 (MEW, 13, 15), 59 (70), 68 (79-80), 154-164 (ou *Grund.*, I, 23-34) (MEW, 13, 620-631), 233, 240-241; K., ES, I, I, 184-187 (MEW, 23, 197-199); K., I, 3, 14-16 (MEW, 23, 596-599); K., II, I, 27 (MEW, 24, 31), 43 (47-48), 52 (60), 65 (74), 70-71 (79-81), 87 (97), 91 (101-102), 125 (137-138), 152-153 (166), 188 (204-205), 191-192 (208-209), 302 (326), 310-311 (335-337); K., II, 2, 8 (MEW, 24, 352), 21-31 (365-376), 46 (391-392), 49-57 (394-403), 63-64 (409-410), 72 (419), 74 (421), 76-77 (423), 87 (434), 89 (436-437), 91 (438-439), 160-161 (511-512); K., III, I, 121 (MEW, 25, 113), 203-204 (197-199), 208 (203), 257-258 (254-255), 269 (267), 313 (315); K., III, 2, 19 (MEW, 25, 363), 145 (501); K., III, 3, 237 (MEW, 25, 869); K 4, ES, I, 34, 89, 100, 103-105, III, 142-143, 148-150, 203, 208-210, 213-217, 259-280, 306-310, 320-323, 331, 233, 341, 361-362, 383, 474; K 4, II, 559-560, 563-564, 585, 587, 599-600, 615-623, 629-630; K 4, III, 140-141, 325, 336, 341-342, 397, 409, 518; *Corr.*, IV, 193, V, 174, VII, 172-175.

▸ CORRÉLATS. — Circulation, Producteur/Productif, Production, Reproduction des rapports sociaux.

J.-Y. L. B.

Contradiction

Al : *Widerspruch.* — An : *Contradiction.* — R : *Protivorečie.*

La catégorie de contradiction, quoique déjà présente dans l'histoire de la philosophie avec Platon qui l'utilise comme opérateur logique pour penser le problème de la prédication des Idées, prend un relief nouveau avec l'émergence de l'idéalisme hégélien. Elle y occupe une place centrale en ce qu'elle permet simultanément la critique et le dépassement par la Raison de toute logique d'entendement.

Celle-ci, depuis Aristote, se représente la contradiction comme non-être ou néant : synonyme d'impensable revers du principe d'identité selon lequel deux prédicats contradictoires ne peuvent appartenir à un même sujet dans le même temps et sous le même rapport.

Dans le sillage d'Aristote, la pensée classique repose tout entière sur le principe d'une ontologie d'êtres finis et exclusifs l'un de l'autre où ce qui se contredit n'est rien et rien de ce qui est ne se contredit.

C'est avec l'examen du concept d' « altérité déterminante » que s'inaugure la critique hégélienne de l'entendement. La relation de complémentarité entre deux opposés implique que chacun d'eux soit déjà l'autre de l'autre et accepte en lui-même l'être de l'autre pour se poser, en même temps qu'il l'exclut de soi comme autre.

Cette dialectique de la contradiction, passage entre des déterminations opposées, totalise réflexivement l'unité de leur unité et de leur distinction. Or, c'est dans le mouvement même du passage et de la totalisation réflexive que le fini se dissout dans la contradiction dialectique et que celle-ci en retour se transpose dans le fini (identification de la logique et de l'ontologie)

comme moyen de l'auto-exposition positive de l'Absolu (rôle moteur universel de la contradiction) :

« La dialectique (...) est cette transgression immanente dans laquelle l'unilatéralité et la limitation des déterminations d'entendement se donnent pour ce qu'elle est, à savoir pour leur négation. Tout fini consiste en cela, à se supprimer. La dialectique forme donc l'âme motrice du progrès scientifique » (*Encyclopédie A*, § 35).

Dans le cadre de ce rapport d'opposition-inclusion, elle mobilise les catégories d'identité des contraires, de négation de la négation, de dépassement-conservation, de transformation de la quantité en qualité et implique que la réalité de l'essence (prédicat) engendre en son déploiement celle du phénomène (sujet) :

« En réalité, pourtant, l'universel est le fondement et le sol, la racine et la substance du singulier » (*Encyclopédie ; La science de la logique*, add. § 175).

Le travail de démarcation et de transformation opéré par le marxisme sur la catégorie hégélienne de contradiction, quelque décisif qu'il puisse être pour la constitution d'une dialectique matérialiste, ne va pas sans poser des problèmes d'homogénéité et de périodisation.

I / C'est dans le sillage feuerbachien du renversement de la logique de Hegel que Marx analyse et critique dans la *Critique du droit politique de Hegel* (1843) le mode sur lequel Hegel, en transformant le monde réel-sensible en effet de l'Idée, le pose en réalité comme effet de son effet. Le réel est la source (sujet) de la pensée (prédicat) et non l'inverse. La détermination empirique ne peut être conçue comme une matière dans et par laquelle la logique s'auto-manifeste et s'explique à elle-même. Pour Hegel :

« Ce n'est pas la Logique de la Chose mais la Chose de la Logique qui est le moment philosophique. La logique ne sert pas à la preuve de l'Etat mais au contraire l'Etat sert à la preuve de la logique » (*Cripol.*, ES, p. 51 ; MEW, 1, 216).

Cette critique du renversement hégélien par Marx sur la base d'une position théorique matérialiste engage la restitution d'une altérité radicale aux déterminations finies qui n'entrent pas dans des rapports de médiatisation et de composition logique. Les extrêmes en tant qu'extrêmes réels « ne peuvent pas se médiatiser entre eux » (*ibid.*).

La recherche par Marx en 1843 d'une « logique spécifique de l'objet spécifique » impose la substitution d'une opposition réelle (opposition-exclusion) à la catégorie de contradiction dialectique incluse dans la sphère de l'idéalisme, instituant ainsi une continuité entre les textes de 43-44 et *Le Capital* via l'*Introduction de 57*. Cette thèse soutenue en particulier par Della Volpe (*La logique comme science historique*, 1950) et Colletti (*Le marxisme et Hegel*, 1969) conclut à l'incompatibilité du matérialisme et de la contradiction dialectique :

« L'insignifiance théorique absolue et irrémédiable du « matérialisme dialectique » est tout entière ici : il a mimé l'idéalisme en croyant faire du matérialisme ; il a souscrit à la liquidation hégélienne de l' « entendement » et du principe de non-contradiction sans comprendre que cela signifiait la liquidation de l'indépendance du fini par rapport à l'infini, de l'irréductibilité de l'être à la pensée » (*Le marxisme et Hegel*, Champ libre, p. 105).

Reste pourtant que cette « impossible catégorie » (contradiction dia-

lectique) occupe une position nodale au sein de la théorie marxiste et qu'à ce titre au moins il convient d'en analyser le fonctionnement.

II / Si Marx n'a jamais donné une théorie générale de la contradiction, cette catégorie n'en est pas moins présente comme expression de la structure et de la dynamique du champ d'objets dont le matérialisme historique propose la théorie sous le titre de science des formations sociales. Or, la contradiction ne s'y manifeste plus sous la forme unitaire et simple qu'elle revêt dans la logique hégélienne du fait de sa localisation en des niveaux distincts dont l'irréductible spécificité interdit toute opération de réduction (de type hégélien) de phénomène à essence.

Après Lénine qui écrit que « la dialectique est l'étude de la contradiction dans l'essence même des objets » (o., 38, p. 239), c'est à Mao Zedong que revient le mérite d'avoir conceptualisé les formes distinctes de la contradiction ainsi que leur principe de développement. Dans *De la contradiction* (1937) Mao opère une distinction entre contradiction *principale* et *secondaire*.

L'existence de cette distinction implique un rapport de domination-subordination entre les diverses contradictions et présuppose donc une totalité sociale complexe dans laquelle elles s'articulent. A la clé : un rejet de la totalisation organiciste hégélienne où les différents moments sont niés et dépassés au moment même où ils sont posés parce que effets d'un principe spirituel simple en devenir dont ils sont les phénomènes.

A / La contradiction principale s'applique :

1 / à la structure fondamentale du rapport capital-travail salarié comme contradiction entre forces productives et rapports de production dans le mode de production capitaliste (pour ne s'en tenir qu'à la spécificité de cette formation sociale) ;

2 / elle désigne la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie (contraires inconciliables), « mais c'est seulement lorsque la contradiction entre les deux classes atteint un certain stade de son développement qu'elle prend la forme d'un antagonisme ouvert et aboutit à la révolution » (Mao, *op. cit.*, éd. de Pékin, p. 383).

Tout antagonisme est donc une contradiction, mais la contradiction ne se réduit pas à l'antagonisme. Lénine : « Antagonisme et contradiction ne sont pas du tout une seule et même chose. Sous le socialisme le premier disparaîtra, la seconde subsistera » (*in* Mao, *op. cit.*, p. 385).

B / La contradiction secondaire désigne l'ensemble des formes concrètes et historiquement variables qui spécifient la contradiction principale à travers les rapports d'opposition internes aux superstructures, « contradiction entre le développement et le renforcement de l'Etat bourgeois, qui suppose son « universalité », son hégémonie « au-dessus des classes », et la tendance à y maintenir le pouvoir absolu de la bourgeoisie, donc de la fraction dominante de la bourgeoisie » (E. Balibar, in *Sur la dialectique*, CERM, p. 53), ou, selon le jeu propre aux conjonctures nationales et internationales (théorie léniniste du « maillon faible »). Cette spécificité et cette efficace propre des contradictions secondaires ne se comprennent pourtant qu'au regard de la loi du développement inégal des contradictions.

a) Dans un tout structuré à contradiction dominante, une contradiction secondaire peut, par un effet de permutation ou de déplacement, devenir

principale lorsque dans une situation historique concrète elle contribue à rendre la contradiction principale « active » (antagoniste et/ou explosive).

b) Ces mêmes effets de permutation permettent au sein d'une même contradiction (forces productives / rapports de production, théorie/pratique, base/superstructure) la distinction entre son aspect « principal » et son aspect « secondaire » :

« Certes, les forces productives, la pratique et la base économique jouent en général le rôle principal, décisif, et quiconque le nie n'est pas un matérialiste; mais il faut reconnaître que dans des conditions déterminées, les rapports de production, la théorie et la superstructure peuvent, à leur tour, jouer le rôle principal, décisif» (Mao, *op. cit.*, p. 374).

On pourra donc dire que l'ensemble des contradictions secondaires, spécifiantes, « surajoutées », révèle la nature de la contradiction principale qui est leur condition d'existence en l'accomplissant ou la réalisant. Elles peuvent être appréhendées sous le concept de « surdétermination » de la contradiction avancé par L. Althusser dans *Pour Marx* :

« La contradiction capital-travail n'est jamais simple mais toujours spécifiée par les formes et les circonstances historiques concrètes dans lesquelles elle s'exerce. Spécifiée par les formes de la superstructure (...) spécifiée par la situation historique interne et externe, qui la détermine en fonction du passé national lui-même d'une part (...) et du contexte mondial existant d'autre part (...) Qu'est-ce à dire, sinon que la contradiction apparemment simple est toujours surdéterminée ? » (*Pour Marx*, p. 105).

Ainsi comprise la surdétermination de la contradiction permet de saisir le caractère moteur de la contradiction (« la lutte des classes est le moteur de l'histoire »). Les phénomènes de déplacement de la dominante entre contradictions (ou identité des contraires) rendent possible une pratique politique comme organisation d'affrontements réels en des lieux déterminés du tout social se substituant ainsi aux opérateurs logico-réflexifs (moteurs) de l'idéalisme hégélien (négation de la négation *Aufhebung*, réconciliation dans la totalité, etc.).

Reste que, quelle que soit la spécificité de la contradiction, l'altérité déterminante entre des contraires inconciliables (prolétariat-bourgeoisie) semble impliquer que la contradiction ne dérive pas de l'existence autonome de chacun des termes (existence des classes antérieures à leur rapport) mais du procès constitutif de leur division antagoniste : primat de la contradiction (lutte des classes) sur les contraires (classes). Emerge alors la possibilité d'un idéalisme (formaliste) de la relation. A cet égard, on peut pourtant considérer :

1 / Que ce rapport d'antagonisme se fonde sur d'autres contradictions antérieurement données (pas de contradictions déterminées originaires). L'antagonisme prolétariat-bourgeoisie se constitue historiquement dans des conditions déterminées qui sont celles d'un autre antagonisme de classe propre au mode de production féodal (cf. Balibar, ouvr. cité, p. 52) dont il ne constitue pas la transformation ou la solution.

2 / Que cet antagonisme de classe s'enracine matériellement dans « l'unité des rapports de production et des forces productives sous les rapports de production d'un mode de production donné dans une formation sociale historique concrète (...) c'est à cette condition que la thèse révolutionnaire du primat de la lutte des classes est matérialiste » (Althusser, *Réponse à J. Lewis*, Maspero, p. 30).

III / Cette spécificité de la contradiction marxiste n'est autre que le « noyau rationnel » de la dialectique hégélienne obtenue par Marx sur la base du célèbre « renversement ». Elle fait apparaître que la contradiction générale n'est jamais saisissable que dans le mouvement toujours renouvelé de ses contenus historiques concrets. Ce mode d'appréhension de la contradiction rend illusoire et inopérante toute tentative visant à la constitution d'une logique « pure » des lois de la contradiction (sur la base de l'énoncé de Hegel pour qui « toutes les choses sont en elles-mêmes contradictoires »).

Cette tentative a pourtant existé et existe encore dans le marxisme. Lorsque Mao écrit :

« Les contradictions existent dans tous les processus et pénètrent tous les processus, du début à la fin; mouvement, chose, processus, pensée — tout est contradictoire. Nier la contradiction dans les choses et les phénomènes, c'est tout nier » (Mao, ouvr. cité, p. 368), il s'inscrit dans le projet engelsien d'une dialectique formelle assimilée à la science des lois les plus générales de l'histoire de la nature et de la société. Ces lois au nombre de trois :

— passage de la quantité à la qualité;
— interpénétration des contraires;
— négation de la négation (cf. DN, ES, p. 69, et AD, ES, chap. 12 et 13)

ne font que réactiver substantiellement l'axe central de l'idéalisme hégélien (logicisation de l'être) en présupposant une possible séparation entre la méthode (la dialectique) et le système (l'idéalisme).

En outre, cette tentative réintroduit dans toute pratique théorique l'équivalent d'une nouvelle fondation métaphysique et normative des savoirs dont le Lyssenkisme a constitué l'exemple le plus caricatural.

▶ CORRÉLATS. — Catégorie, Dialectique, Gliederung, Logique, Loi, Matérialisme dialectique, Négation, Qualité/Quantité, Renversement, Structuralisme.

C. L.

Contre-révolution

Al : *Konterrevolution.* — An : *Counterrevolution.* — R : *Kontrrevoljucija.*

Impossible de comprendre l'usage de ce terme chez Marx et les marxistes sans se référer à la Révolution française de 1789-1815, dont ils n'ont cessé de méditer tous les détails. Elle constituait bien pour eux, comme pour Schlegel en 1798, « l'archétype *(Urbild)* des révolutions, la Révolution absolue *(die Revolution schlechthin)* » (cité par Gusdorf, *La conscience révolutionnaire. Les idéologues*, Paris, 1978, p. 63). En effet le terme de « contre-révolution » (et de « contre-révolutionnaire ») n'a pu se constituer qu'à partir du moment où celui de *révolution* avait acquis la signification nouvelle, certes préparée par un siècle de philosophie du progrès, mais précipitée quasi instantanément par les journées de 1789, selon un exemple de condensation du mot et de la chose probablement unique dans l'histoire du langage. « Contre-révolution » est attesté dès 1790 dans les discours de Danton, et généralisé par les Montagnards dans la lutte contre les Girondins et contre les « factions ». Un texte de Condorcet montre bien quelle en est alors la valeur sémantique : « Ainsi le mot *révolutionnaire* ne s'applique qu'aux révolutions qui ont la liberté pour objet (...) Lorsqu'un pays recouvre sa liberté, lorsque cette révolution est *décidée* mais non *terminée*, il existe nécessairement un grand nombre d'hommes qui cherchent à produire une révo-

lution en sens contraire, une *contre-révolution*, et qui, confondus avec la masse des citoyens, deviendraient dangereux si on leur permettait d'agir de concert... » (Condorcet, article « Sur le sens du mot « révolutionnaire » », 1793, cité par Gusdorf, *ibid.*, p. 72). Toutefois cette notion n'est pas tant référée alors à l'existence d'un conflit de forces *internes* également enracinées dans le peuple, donc à l'idée d'une « guerre civile », qu'à l'action (conspirative) d'un parti de l'étranger, dont les complices à l'intérieur sont en fait eux-mêmes « étrangers » aux forces vives de la nation, et « dont le but est d'empêcher par la corruption que la liberté ne s'établisse ». D'où l'étonnante formule de Saint-Just : « C'est l'étranger qui sème ces travers. Et lui aussi est révolutionnaire contre le peuple, contre la vertu républicaine. Il est révolutionnaire dans le sens du crime... » (Rapport à la Convention du 23 ventôse an II). On peut ainsi comprendre pourquoi l'émergence au début du XIXe siècle d'une pensée *contre-révolutionnaire* systématique s'effectuera sur le mode de la dénégation : « Nous ne voulons pas la contre-révolution mais le contraire de la révolution » (J. de Maistre, cité par Molnar, *La contre-révolution*, Paris, 1972, p. 111).

Ce sont les révolutionnaires de 1848 qui conçoivent la nécessité de donner aux deux camps de la révolution « leurs vrais noms : *Prolétariat, Bourgeoisie* », de façon à empêcher « les vaincus de se retrouver tout doucement les vainqueurs » (Blanqui, 1849, in *Ecrits sur la Révolution*, p. 356). Marx et Engels sont parmi eux. Mais dans leur propre analyse de la conjoncture européenne, commandée par le modèle stratégique de la « révolution en permanence », ils confèrent aussitôt à cette antithèse une forme originale (cf. MPC, LCF, les articles de *La Nouvelle Gazette rhénane, Révolution et contre-révolution en Allemagne* publié par Engels sous le nom de Marx, 18 B).

La crise révolutionnaire provoque une « montée aux extrêmes ». Elle ne doit laisser finalement face à face que le parti révolutionnaire conséquent et le parti contre-révolutionnaire. Devant la menace que lui fait courir le démocratisme radical de la petite bourgeoisie, la bourgeoisie s'allie à son ennemi aristocratique de la veille et, de même, devant la menace du communisme, la petite bourgeoisie (à quelques exceptions individuelles près) rejoint le camp de l'ordre et des possédants. Le prolétariat, dans le meilleur des cas, entraîne la paysannerie sous son hégémonie. L'équilibre relatif des forces ne pourra être tranché que par la violence. Tout au plus peut-on imaginer qu'il conduise à une oscillation permanente : c'est-à-dire que la victoire de la contre-révolution prépare immédiatement la reprise de la révolution sous les mêmes formes, « classe contre classe » (expression d'Engels, dans *Les véritables causes de la relative inaction des prolétaires français en décembre dernier*, 1852, *in* MEW, 8, p. 228), puisqu'elle n'a au fond rien tranché.

C'est dans leur définition du « bonapartisme » que Marx et Engels tirent toutes les conséquences de cette logique. Le bonapartisme, figure symétrique de la « dictature du prolétariat », est comme elle le produit spécifique d'une conjoncture de transition, dans laquelle la « révolution politique » se renverse en « révolution sociale » : alors « les armes de la bourgeoisie se retournent contre elle », et notamment le suffrage universel. D'où la nécessité, pour ceux-là mêmes qui l'avaient instituée, de renverser la forme républicaine démocratique : « Son propre intérêt commande à la bourgeoisie de se soustraire aux dangers du *self-government* » (Marx, 18 B). La forme politique républicaine avait permis à la bourgeoisie d'abattre

définitivement les survivances de la féodalité et d'organiser une domination de la classe bourgeoise *tout entière*. Mais elle s'avère en même temps incompatible avec l'*ordre* contraignant qui réprimerait la poussée du prolétariat. La bourgeoisie se rallie donc finalement à la dictature bonapartiste, qui se situe *hors des classes sociales fondamentales*, en leur imposant le terrorisme de la machine d'Etat (bureaucratique/militaire).

Cette symétrie de la dictature du prolétariat et du bonapartisme, comme formes concrètes de la révolution et de la contre-révolution, est l'aspect le plus important, mais aussi le plus problématique du concept.

L'une comme l'autre, issues de la lutte des classes, correspondent à une sorte de *dissolution* ou de « décomposition » des classes dans leur forme antérieure. Marx croit y déceler la preuve de la contradiction interne du bonapartisme, donc la garantie, à terme, du triomphe de la révolution sur la contre-révolution. Mais dans le même temps, il part à la recherche d'une explication sociologique du bonapartisme, qui découvre ses propres bases de classe successivement dans le « sous-prolétariat », dans la « paysannerie parcellaire », et finalement dans une « caste bureaucratique » sécrétée par l'appareil d'Etat lui-même.

Révolution et contre-révolution ne vont pas l'une sans l'autre. Elles s'établissent sur un même « terrain », que leur affrontement même définit, et qui s'oppose comme tel au *Rechtsboden* — au terrain juridique et constitutionnel de l'ordre établi, du pacte social. *Chacune* des deux classes antagonistes peut occuper le terrain révolutionnaire pour tenter de « faire l'histoire » en se plaçant « au-dessus des lois » (car les lois ne font jamais l'histoire). Ainsi la bourgeoisie elle-même, lorsque le gouvernement prussien dissout l'Assemblée nationale de Francfort, ou lorsque Cavaignac abolit le suffrage universel, ou même lorsque Louis-Napoléon *le rétablit* de façon plébiscitaire, « se conduit révolutionnairement ».

De ces analyses, par-delà leur cadre théorique et leurs circonstances initiales, devaient découler des conséquences prolongées dans le marxisme ultérieur. En 1895, dans son « testament politique » (l'Introduction à la réédition de LCF), Engels reprend la formule de 1848 : « L'ironie de l'histoire mondiale met tout sens dessus-dessous. Nous les « révolutionnaires », les « chambardeurs », nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement. Les partis de l'ordre, comme ils se nomment, périssent de l'état légal qu'ils ont créé eux-mêmes (...) il ne leur restera finalement rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité qui leur est devenue si fatale. » Et surtout, il la combine avec la distinction proposée par Marx dès le « procès de Cologne » entre les *révolutions par en bas* et les *révolutions par en-haut*. Etonnant concept que celui-ci, au regard de la problématique marxiste initiale ! Mais destiné à résoudre les difficultés que l'histoire de la deuxième moitié du XIXe siècle lui suscitait. Car les « révolutions par en haut », qui sont en un sens des *contre-révolutions préventives*, n'en supposent pas moins une emprise sur les masses populaires, qu'elles n'obtiendraient pas si elles n'assumaient aussi la triple tâche de développer la grande industrie capitaliste, de constituer l'Etat national et même d'introduire des institutions démocratiques (comme le suffrage universel), une fois leurs dangers neutralisés par l'ordre moral.

Lorsque Gramsci, à propos de l'histoire italienne depuis Cavour jusqu'au fascisme, formulera le concept non moins paradoxal de la *révolution passive*, ou « révolution-restauration » (une révolution en forme de contre-

révolution, qui vient « trop tôt » ou « trop tard »), cette double dimension sera toujours présente.

Mais, non par hasard peut-être, cette innovation est contemporaine des ultimes avatars de la dialectique révolution/contre-révolution dans le marxisme, cette fois pour essayer de faire face à l'évolution politique des pays socialistes. Ce n'est pas chez Staline qu'il faut les chercher : avec celui-là, dans le cadre de sa théorie de l'aggravation des luttes de classes dans la « forteresse assiégée » du « socialisme dans un seul pays », on en revient plutôt à l'idée du complot de l'étranger et de ses « agents » corrompus (c'est toujours ainsi que la direction soviétique explique les luttes de classes en Tchécoslovaquie de 1968 ou en Pologne de 1980). Voyons plutôt chez Trotski qui, après 1927, fonde toute sa critique du stalinisme sur la métaphore d'une « contre-révolution thermidorienne » ou « bonapartiste ». Sensiblement différente est l'inspiration du maoïsme de la révolution culturelle dans sa critique du régime soviétique, identifié à un « nouveau tsarisme » : elle se fonde plutôt sur un principe philosophique général (« Un se divise en deux ») d'où résulterait que toute révolution produit nécessairement, par une nécessité interne, *sa propre contre-révolution* spécifique. Façon de dire qu'aucune révolution n'est jamais acquise, du point de vue de « ceux d'en bas », prolétaires d'hier ou d'aujourd'hui.

• BIBLIOGRAPHIE. — J. GODECHOT, *La contre-révolution*, Paris, PUF, 1984; Antonio GRAMSCI, *Quaderni del carcere*, Roma, Institut Gramsci-Einaudi, 1975; Karl KORSCH *et al.*, *La contre-révolution bureaucratique*, Paris, 1973; Léon TROTSKI, *Staline*, Paris, 1948; ID., *La révolution trahie*, Paris, 1961; rééd. in *De la Révolution*, Paris, 1973.

▸ CORRÉLATS. — Appareil, Bonapartisme, Démocratie, Dictature du prolétariat, Droit, Lutte des classes, Révolution, Violence.

E. B.

Contrôle

Al : *Kontrolle*. — An : *Control*. — R : *Kontrol'*.

1 / Le terme apparaît dans la conjoncture formée par l'instauration des conseils ouvriers en Bavière, en Autriche, en Hongrie et en Italie dans les années 1919-1920, et par la création des soviets en Russie. Il correspond au besoin de faire passer dans la pratique l'idée même de démocratie.

Pour Gramsci, qui est le principal théoricien des conseils, seul un effectif *contrôle* sur les lieux de la production, c'est-à-dire sur les lieux de la fabrication des biens matériels, permettra la construction d'un Etat ouvrier. En effet, dans sa perspective, lorsqu'il écrit dans l'*Ordine Nuovo* sur *conseils*, *partis*, *syndicats*, *usines*, les formes habituelles de représentation des ouvriers, du Parlement jusqu'aux partis et aux syndicats, lui paraissent toutes entachées d'idéologie bourgeoise. Toutes prennent l'ouvrier comme citoyen (d'un Etat bourgeois) et non comme producteur (d'un Etat ouvrier à construire). « L'organisation des conseils d'usine se fonde sur les principes suivants : dans chaque usine, dans chaque atelier est constitué un organisme sur la base de la représentation (et non sur l'ancienne base bureaucratique), organisme qui exprime concrètement la force du prolétariat, qui lutte contre l'ordre capitaliste ou exerce son contrôle sur la production en éduquant l'ensemble des ouvriers en vue de la lutte révolutionnaire et de la création de l'Etat ouvrier » (*Gr. ds le texte*, ES, p. 106).

vient, ni où elle va, qu'ils ne peuvent plus dominer » (IA, ES, 1968, 63; MEW, 3, 34).

Coopération « naturelle » ou bien coopération « volontaire » ; coopération par division (du travail) ou coopération par conjugaison; soit coopération descendante ou coopération ascendante : l'opposition contient en germe l'antagonisme entre le capitalisme et le projet communiste.

▸ CORRÉLATS. — Association, Communisme, Coopérative, Manufacture, Subsomption formelle/réelle.

J.-F. C.

Coopérative

Al : *Genossenschaft.* — An : *Cooperative.* — R : *Kooperativa.*

Marx est amené à considérer le problème des coopératives de travail leurs dans *Le Capital* (K., III, 2, 105; MEW, 25, 456) : « A l'intérieur de la vieille forme, les usines coopératives des ouvriers elles-mêmes représentent la première rupture de cette forme, bien qu'évidemment elles reproduisent et ne peuvent pas ne pas reproduire partout dans leur organisation effective tous les défauts du système existant. Mais, dans ces coopératives, la contradiction entre capital et travail est supprimée, même si les travailleurs ne sont d'abord, en tant qu'association, que leur propre capitaliste, c'est-à-dire s'ils utilisent les moyens de production pour mettre en valeur leur propre travail. Elles montrent comment, à un certain degré de développement des forces productives matérielles et de formes sociales correspondantes de production, un nouveau mode de production peut surgir et se développer tout naturellement à partir d'un mode de production donné. »

La coopérative apparaît donc, dans le texte de Marx, comme une forme essentiellement contradictoire : *a)* D'une part, elle reste enfermée dans la logique de la valeur d'échange, du capital, et de l'exploitation : en concurrence avec d'autres capitalistes, dans le cadre d'une économie de marché, les coopératives sont astreintes à l'accumulation, au même titre que n'importe quel propriétaire privé; *b)* Mais d'autre part, la coopérative fait disparaître le support matériel de l'exploitation, le rapport vente-achat de force de travail : ainsi, dans une certaine limite, définie par le contexte économique et la part de valeur devant être reconvertie en capital, les travailleurs sont-ils responsables de l'utilisation de la valeur produite.

Toutes ces remarques valent pour la production coopérative implantée en milieu capitaliste. Dans un contexte économique non défini par la logique du capital, la contradiction s'inverserait : la coopérative ne serait plus élément de socialisme dans un environnement capitaliste, mais élément de capitalisme dans un environnement socialiste. La notion de coopérative comprend en effet l'autonomie de décision, et une telle autonomie tend à rétablir une logique économique détachée des besoins réels de la population. C'est pourquoi Robert Fossaert est conduit à poser l'exigence suivante : « En un contexte socialiste, la contradiction pourrait être dépassée (...), si les formes coopératives de l'autogestion étaient coordonnées par une planification démocratique convenable » (*La société*, II, 177).

A cause donc de sa nature contradictoire, production indépendante et suppression de la propriété privée, la coopérative a pu apparaître pour certaines tendances du mouvement ouvrier comme une forme économique

de transition entre le capitalisme et le socialisme : *a)* implantation capillaire d'entreprises coopératives dans un environnement capitaliste; *b)* à partir de ces entreprises, tentative de construire une nouvelle logique économique.

▶ CORRÉLATS. — Autogestion, Coopération, Mutuellisme, Socialisation, Socialisme.

J.-F. C.

Correspondance/Non-correspondance

Al : *Entsprechen/Nicht-Entsprechen.* — An : *Correspondance/non correspondance.* — R : *Sootvetstvie/nesootvetstvie.*

Dans le sens courant, la notion de correspondance est extrêmement simple : le mode de production se définit par une correspondance entre deux ordres différents : les forces productives (FP) et les rapports de production (RP). L'idée de correspondance exprime le fait qu'à un certain degré des forces productives (travail à la main de l'artisan, division du travail à la machine dans la manufacture, parcellisation des travaux de la grande industrie) doivent répondre des rapports de production spécifiques. Cela ne veut évidemment pas dire que la société ne connaît pas de contradictions, de luttes sociales. Mais l'adéquation FP/RP a pour conséquence le fait que les contradictions sociales se manifestent uniquement à travers les rapports entre structure sociale (base) et superstructures.

Réciproquement, dans des périodes de révolution technologique ou plus précisément de révolution de la valeur, comme c'est le cas en France depuis 1978-1983, la non-correspondance se manifeste comme inflexion et perturbation de la reproduction sociale et les contradictions base/superstructures s'en trouvent exacerbées (crise comme interférence entre les différents « niveaux » de non-correspondance).

Ainsi, au départ, la notion de correspondance joue un rôle très précis au centre même du marxisme dit classique. Cependant, lorsqu'on tente de la faire fonctionner, on est conduit à réapprécier de manière critique le rôle que le courant marxiste a pu jouer et joue encore actuellement non seulement dans la mouvance intellectuelle des sciences sociales mais dans celle des pratiques idéologiques et politiques des différents socialismes (social-démocratie ou communisme, anarcho-syndicalisme ou mouvement autogestionnaire « de base »).

La notion de correspondance suggère alors de recourir à un examen de la pertinence des représentations rationnelles du mouvement des divers systèmes sociaux, de leur transformation et de leurs crises. On peut établir dans un premier temps qu'elle joue un rôle central en exprimant en quelque sorte le recours à un point fixe ou à une série de points fixes par rapport auxquels vont se définir les non-correspondances qui animent la scène sociale pendant les mutations. C'est la raison pour laquelle ces critiques obligent en même temps à une mise en cause radicale de ce que propose le marxisme sous la notion de transition.

En fait, l'utilisation de la notion de correspondance indique une faille que la pensée marxiste n'a pu jusqu'à présent réussir à combler, faille qui n'est que le reflet idéologique de l'impossibilité de penser concurremment le mouvement nécessaire des sociétés et la praxis politique et idéologique des mouvements révolutionnaires de transformation. Cette faille se traduit par la difficulté à laquelle on se heurte pour réduire ou faire disparaître le caractère téléologique des mouvements politiques de transformation sociale.

La grande novation marxiste a consisté à définir les rapports entre une structure d'interdépendance (correspondance/non-correspondance) intéressant des ordres différents (travail/moyens de production, classe exploitée / classe détentrice de moyens de production) tout en orientant l'explication du mouvement des sociétés concrètes dans deux directions divergentes. Ces deux directions ont en réalité donné naissance à deux branches séparées, voire opposées : la reproduction cyclique d'une part (théorie des cycles et des crises) et la branche de la mutation, de la maturation et de la transition d'une société à une autre.

L'originalité de la démarche contient du même coup ses apories : elle est produite à la fois comme connaissance (le mouvement de l'accumulation, l'exploitation, la polarisation des classes sociales) et comme idéologie de la finalité sociale, produite comme lecture de la crise de la société immédiatement présente, comme image de ce vers quoi tendent les mouvements politiques pour échapper à cette crise. La révolution revêt dès lors un caractère inéluctable et ses acteurs, ou plutôt leur praxis révolutionnaire, ne tardent pas à se définir dès l'instant que cette praxis se développe. Il n'y a plus dès lors qu'à concentrer l'expérience de ces luttes et le « parti de classe » devient le lieu de concentration de ces expériences. C'est ainsi que la représentation correspondance/non-correspondance, de tentative rationnelle, devient totalement mythique.

La reproduction sociale ou la reproduction d'une formation économique-sociale va fournir les éléments qui permettent d'évoquer toute une série de modes de résolution des diverses non-correspondances. C'est parmi ces modes de résolution que se situeraient les révolutions.

Tentant de préciser une image stable et dynamique de la société future comme point de référence de la praxis, le marxisme dogmatique, mécaniste, a donc dû tenter de présenter l'histoire, pour faire un référent rationnel à la « théorie de l'action », comme une succession nécessaire et prévisible de stades et de phases qui, telles des perles, s'enfilent sur cet unique collier. Or, et c'est là qu'il faut situer l'aspect critique fondamental, les tentatives marxistes pour se débarrasser de ce dogmatisme n'ont pas permis de régénérer un concept de transition qui fasse référence à une théorie entre ce qui constitue une mutation sociale de longue durée et les épisodes de crises économiques et politico-économiques qui caractérisent depuis un demi-siècle les pays capitalistes économiquement développés. On a assisté à peu de tentatives pour redonner vie aux expériences nouvelles, depuis le développement du syndicalisme de masse et l'épanouissement de l'économie mixte (nationalisations, secteur industriel et financier public). A cela s'ajoutent les expériences de l'impérialisme et du néo-colonialisme, celles du nazisme et des différents fascismes, celles des structures anti-démocratiques et inégalitaires des pays du « socialisme réel » ainsi que celles de la dictature de l'Etat-Parti sous la dénomination de la dictature du prolétariat.

Et ce n'est pas en se référant à un raisonnement économique spécifique, celui de l'analyse effectuée par Marx du passage du féodalisme au capitalisme, analyse *ex post* faisant référence à une antécédence de la subsomption formelle sur la subsomption réelle, qu'on peut espérer poser correctement la question de la transition actuellement. On peut dire dès lors que les carences qui prennent racine dans la notion de correspondance/non-correspondance elle-même permettent d'esquisser trois sortes de

démarches permettant de sortir de cette impasse et centrant la réflexion sur une nouvelle conception de la transition.

Il s'agit en premier lieu de réélaborer la notion d'espace-temps social. Il est évident que, comme toutes les théories de son temps, le marxisme a produit, bien qu'il s'en défende, une conception linéaire et convergente du temps social et, de plus, en découpant les sociétés en autant de formations sociales et économiques distinctes et historiquement fondées, il s'est vu entraîné dans des difficultés pour concevoir les rythmes et les retours en arrière.

En second lieu, c'est la conception du contenu du processus de mutation sociale lui-même qui est en cause. L'aboutissement de cette transition constituait le point aveugle des mouvements de transformation. La dérive étatique était dès lors inscrite dans cette démarche. La transition était présentée comme passage d'un mode de production à un autre, comme une phase tout à fait spécifique limitée dans le temps et dans l'espace, comme la période « où une société rencontre le plus de difficultés internes et/ou externes à reproduire le système économique et social sur lequel elle se fonde » (cf. Godelier, *infra*, p. 1165). Or, et c'est ce qui nous intéresse du point de vue des relations entre correspondance et non-correspondance, rien n'a été dit de fondé conceptuellement sur les formes différentes de résolution momentanée, de rétablissement provisoire de correspondances, sur leur stabilité ou leur instabilité et sur les effets de mutations en chaîne, sur les persistances et les émergences (catastrophes et décadences).

Enfin, en troisième lieu il s'agit bel et bien de redécouvrir le rapport d'interaction entre ruptures et continuités. En ce sens, le marxisme, tout comme les autres socialismes, s'il a ouvert des brèches qui demeurent jusqu'à présent encore béantes, n'a pas su inventer de théorie de la rupture qui aille au-delà des idées très générales de « renversement » et de « dépassement ».

• BIBLIOGRAPHIE. — Max ADLER, *Démocratie économique et démocratie politique*, Paris, Anthropos, 1965; W. J. BAUMOL (éd.), *Public and Private Enterprise in a Mixed Economy*, London, New York, The McMillan Press, 1980; J.-P. DELILEZ, Le mouvement ouvrier et la crise : continuité, persistances, renouvellement des pratiques politiques, in *Actualité du marxisme*, t. I, Anthropos, 1982, 133-138; ID., Sur la logique de la transformation sociale aujourd'hui, in *La gauche, le pouvoir, le socialisme*, sous la direction de C. BUCI-GLUCKSMAN, PUF, coll. « Politiques », 1983, 313-315; ID., Les rapports de la crise de l'Etat et de l'internationalisation, in *La crise de l'Etat*, sous la direction de N. POULANTZAS, PUF, 1979; ID., *L'Etat du changement*, ES, 1978; ID., Transition et politique d'austérité, *Les Temps modernes*, avril 1983, n° 441 *b*, 275-284; *Otto Bauer et la Révolution*, textes choisis, présentés et annotés par Yvon BOURDET, Paris, EDI, 1968, 302 p.; M. GODELIER, D'un mode de production à l'autre, théorie de la transition, *Recherches sociologiques*, Institut des Sciences sociales de l'Université de Louvain, vol. XII, n° 2, 1981, 161-193; Michel GRENON et Régine ROBIN, A propos de la polémique sur l'Ancien Régime et la Révolution. Pour une problématique de la transition, *La Pensée*, n° 187, p. 5-30; R. LUBOVE, *The Struggle for Social Security, 1900-1935*, New York, Harvard University Press, 1968; Karl MARX, *Contribution à la critique de l'Economie politique*, MEW, 13, 615 et s.; ID., *Le Dix-Huit Brumaire*, MEW, 8, 111 et s.; K. POLANYI, *La grande transformation*, Gallimard, 1983 (1re éd., Londres, 1944); G. V. RIMLINGER, *Welfare Policy and Industrialisation in Europe, America and Russia*, New York, Wiley & Son, 1971.

▶ CORRÉLATS. — Base, Combinaison, Crise, Détermination, Dialectique, Forces productives, Formation économique et sociale, Instance(s), Mécanisme, Mode de production, Reproduction, Reproduction des rapports sociaux, Structuralisme, Subsomption formelle/réelle, Superstructure, Transition, Transition socialiste.

J.-P. D.

Couche sociale

Al : *Soziale Schicht.* — An : *Social stratum.* — R : *Obščestvennyj sloj (Obščestvennye sloi).*

La notion de couche sociale peut être employée en un sens très large et se substitue alors au terme de classe : « Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se mettre debout, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle » (MPG, ES, 45; MEW, 4, 472-473). Cet emploi dans son extrême généralité est constant dans la tradition marxiste et vise une réalité sociale plutôt que sociologique : c'est ainsi que Lénine définit la « masse du peuple » comme l'ensemble « des larges couches de la population urbaine et ensuite de la paysannerie » (Lénine, O., 12, p. 176).

Cet usage imprécis révèle en fait la difficulté du passage de l'analyse théorique du mode de production capitaliste qui aboutit à la distinction de classes antagonistes, à celle d'une formation économique et sociale où « les stades intermédiaires et transitoires estompent les démarcations précises » (Marx, K., ES, III, 3, 259; MEW, 25, 892). La couche sociale désigne alors des groupes sociaux intermédiaires ou des résidus de modes de production antérieurs qui ne peuvent à proprement parler prétendre au statut de classe et que le développement du capitalisme tend à faire disparaître et à intégrer aux classes principales du mode de production dominant. C'est ainsi que « tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis tombe dans le prolétariat » (MPG, 41; MEW, 4, 469). On retrouve cette conception chez Lénine quand il analyse la décomposition de la paysannerie moyenne en prolétariat rural d'une part et en bourgeoisie rurale d'autre part (DCR, O., I, p. 180 à 184).

La couche sociale définit également au sein des classes sociales des sous-ensembles pertinents. Cette dernière acception est largement présente chez Marx. Dans *Le Capital* abondent les notations qui spécifient les différences entre divers sous-ensembles au sein de la classe ouvrière : la division du travail entre les sexes, les classes d'âges, entre la ville et la campagne, les différentes qualifications, les modes de rémunération créent une « gradation hiérarchique » (K., ES, I, 2, 40; MEW, 23, 371) et différencient ce que Marx appelle « certains groupes de la classe ouvrière » (K., ES, I, 1, 197, n. 1; MEW, 23, 212), ou ses « grandes catégories » (I, 3, p. 83, 97). L'appellation *couche* apparaît au même titre dans l'expression « les couches mal payées » (I, 3, 97; MEW, 23, 684) opposée à la « partie la mieux payée de la classe ouvrière ». Ceux qu'on nomme « les classes dangereuses », résidu de la surpopulation relative, représentent une couche sociale; de même à l'autre extrême, l' « aristocratie de la classe ouvrière » (I, 3, 109; MEW, 23, 697). Marx insiste non seulement sur les différences de revenus qui déterminent ces groupes mais prête aussi une grande attention aux diverses pratiques de consommation et aux modes de vie.

L'imprécision des termes qui qualifient les sous-groupes au sein d'une classe sociale n'est que relative. En effet, lorsque Marx s'attache à la description de la classe bourgeoise, on peut remarquer que c'est le terme de fraction et non de couche qui désigne la bourgeoisie commerciale, industrielle ou financière : « Ce n'est pas la bourgeoisie française qui régnait sous Louis-Philippe, mais une fraction de celle-ci (...), ce qu'on appelle l'aristocratie financière » (LCF, ES, 38; MEW, 7, 12). Il apparaît

en fait que la « fraction » de classe est un groupe qui, au sein d'une des classes sociales du mode de production dominant, a une certaine autonomie politique et économique : elle est susceptible le cas échéant de représenter une force sociale et d'entrer en conflit avec d'autres fractions de sa classe. Ainsi Marx analysant l'opposition républicaine à Louis-Philippe comme une « coterie de bourgeois, d'écrivains, d'avocats, d'officiers et de fonctionnaires d'esprit républicain » précise-t-il que « ce n'était pas une fraction de la bourgeoisie rassemblée par de grands intérêts communs, et séparée des autres par des conditions de production particulières » (18 B, II, ES, 27). En revanche, la couche sociale, dont la définition et l'usage sont plus imprécis et reflètent « l'infinie variété d'intérêts et de situations que provoque la division du travail social, à l'intérieur de la classe ouvrière, de la classe capitaliste et des propriétaires fonciers » (K., ES, III, 3, 260; MEW, 25, 893), n'est pas susceptible de constituer une force autonome sur le plan politique. C'est une frange limite qui pourra tout au plus avoir une influence sur la classe dont elle fait partie : ainsi l' « aristocratie ouvrière » est, selon Lénine, une « couche d'ouvriers embourgeoisés, commis ouvriers de la classe des capitalistes, propagateurs du réformisme » (*Imp.*, préface 1920, O., 22, 210).

Ces différentes acceptions de la notion de couche sociale ont en commun l'idée d'un continuum au sein des classes et entre les classes et désignent toutes des groupes sociaux sans autonomie politique. Si le développement de la sociologie empirique — et notamment des analyses en termes de stratification sociale — s'est fait pour une large part en dehors et à l'encontre de la problématique marxiste, c'est sur le terrain politique plus que sur celui de l'analyse sociologique à proprement parler que la notion de couche sociale est l'enjeu d'un débat. En particulier, dès lors qu'est posée la question d'une alliance de la classe ouvrière avec d'autres groupes sociaux, est posé du même coup le problème de savoir si ces groupes — « classes moyennes » notamment et fractions de classes — possèdent des intérêts particuliers et le pouvoir de se constituer en force sociale. Si ce débat n'est pas nouveau (voir notamment la querelle E. Bernstein - K. Kautsky), la conjoncture des années soixante et le gonflement des couches ou classes moyennes salariées en ont précisé les enjeux. Tandis que les théoriciens du Parti communiste français développent une analyse du capitalisme monopoliste d'Etat où un processus de polarisation rapproche l'ensemble des couches non monopolistes de la classe ouvrière, des sociologues comme C. Baudelot ou N. Poulantzas s'attachent à définir les caractères propres de la petite bourgeoisie.

• BIBLIOGRAPHIE. — Edouard BERNSTEIN, *Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil, 1974; J. BIDET, Les nouveaux petits bourgeois (à propos de l'ouvrage de Nicos Poulantzas), *La Nouvelle Critique*, octobre 1974, n° 77, p. 32-40; M. DESCOSTES, J. L. ROBERT, *Clefs pour l'histoire du syndicalisme cadre*, Editions Ouvrières, 1984 (chap. 1); Karl KAUTSKY, *Le marxisme et son critique Bernstein*, Paris, Stock, 1900; R. MOURIAUX, Livre I du *Capital* et sociologie de la classe ouvrière, *La Pensée*, n° 166, décembre 1972; *Les PC espagnol, français et italien face au pouvoir*, Introd., trad., notes de M. Bosi et H. PORTELLI, C. BOURGOIS édit., 1976; C. QUIN, *Classes sociales et Union du peuple de France*, Paris, Ed. Sociales, 1976, 221 p.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Classes, Démocratie avancée, Intellectuels, Petite Bourgeoisie / Classes moyennes.

M.-C. L.

Coupure (rupture) épistémologique

Al : *Epistemologischer Einschnitt (Bruch).* — An : *Epistemological cut.* — R : *Epistemologičeskij Razryv.*

Empruntée à l'épistémologie bachelardienne (la « rupture épistémologique »), cette catégorie a été introduite dans la problématique marxiste par Louis Althusser, en son principe dès décembre 1960 *(Sur le jeune Marx)* et explicitement dans la *Préface* de mars 1965 à *Pour Marx* : « Une « coupure épistémologique » sans équivoque intervient... dans l'œuvre de Marx, au point où Marx lui-même la situe... : *L'idéologie allemande*... Cette « coupure épistémologique » divise la pensée de Marx en deux grandes périodes essentielles : la période encore « idéologique », antérieure à la coupure de 1845, et la période « scientifique » postérieure à la coupure de 1845. Cette seconde période peut elle-même être divisée en deux moments, le moment de la maturation... et le moment de la maturité » (p. 25-26). Comme « catégorie centrale (des) premiers essais » de L. Althusser (*Eléments d'autocritique*, p. 31), la coupure épistémologique désigne le point de non-retour qui marque le lieu de naissance d'une science, l'inscription dans son champ d'un objet théorique désormais construit. Elle articule en un rapport de radicale exclusion deux domaines fondamentalement non homogènes, la science et l'idéologie.

Pour bien comprendre l'âpreté des débats auxquels donna lieu la question de la coupure épistémologique, de ses usages et de sa pertinence théoriques, il faut saisir la charge et l'enjeu proprement *politiques* de son introduction « dans une conjoncture politique et idéologique dominée par le XXe Congrès et la « scission » du Mouvement communiste international... La « critique des erreurs » de Staline a été formulée, au XXe Congrès, dans des termes tels qu'elle a... entraîné... un déchaînement de thèmes idéologiques et philosophiques *bourgeois* dans les partis communistes... : chez les intellectuels communistes... mais aussi... chez certains dirigeants, et... dans certaines directions » (*Réponse à J. L.*, p. 64-65). Cette situation conféra souvent aux infléchissements successifs qui affectèrent la catégorie de coupure le caractère d'événements théorico-politiques. De fait, à partir de 1967, L. Althusser ne cessa de « rectifier les choses » (*Réponse...*, p. 55). Pratiquée dans son *Cours de philosophie pour scientifiques* et avouée dans sa préface à l'édition italienne de *Lire Le Capital*, la dénonciation de la « tendance théoriciste », rationaliste-spéculative, de ses premiers textes s'emploie à retravailler deux excessives torsions théoriques — dont l'excès même fut commandé par la conjoncture déjà décrite :

— quant à la « nature de la philosophie » (Préface de 67-68) : *Pour Marx* (p. 25) « opérait une *double* « coupure » scientifique *et* philosophique » (*Réponse...*, p. 55) ». Cette erreur consiste à croire que la philosophie est une science... (une) « Théorie de la pratique théorique » *(ibid.)* ;

— quant à la nature de la « coupure » : on passe désormais de la coupure-ligne de démarcation (1960-1966) à la « coupure continuée » (1969) : « Marx a ouvert à la connaissance scientifique... le continent Histoire par une coupure épistémologique... (Celle-ci) n'est évidemment pas un événement ponctuel... Ses premiers signes... inaugurent seulement le

commencement d'une histoire sans fin... Cette coupure est... une coupure continuée, à l'intérieur de laquelle s'observent des remaniements complexes » (*Lénine et la philosophie*, p. 25).

En 1972, en réponse à John Lewis, figure ramassée de l'ensemble de ses critiques communistes, L. Althusser dresse le bilan d'un mouvement croisé de « rectification des erreurs » et de « maintien des thèses » (*Eléments...*, p. 32) : la coupure « existe » et désigne « quelque chose d'irréversible (qui) commence en 1845 » mais « il est impossible de réduire la philosophie à la science, la révolution philosophique de Marx à la « coupure épistémologique » et, en outre, « la révolution philosophique de Marx a commandé la « coupure épistémologique » de Marx, comme une de ses conditions de possibilité » (*Réponse...*, p. 54, 55, 56). On peut dès lors comprendre la « survivance intermittente » de catégories idéologiques dans l'œuvre de Marx (par exemple, pour L. Althusser : aliénation ou négation de la négation) en même temps que leur « disparition tendancielle » (*Réponse...*, p. 58). C'est que la coupure ne sépare pas en les opposant la science et la non-science, la vérité et l'erreur, la connaissance et l'ignorance, *la* science et *l'*idéologie (*Eléments...*, p. 42). Elle est l'indice devenu visible d'un *procès* de transformation continue, de transfert complexe dans une nouvelle problématique scientifique. Dès ce moment, et sa redéfinition de la philosophie comme « politique dans la théorie... en dernière instance lutte de classe dans la théorie » (*Réponse...*, p. 56) en porte témoignage, L. Althusser perçoit avec une grande acuité que l'origine clairement assignable de sa réduction théoriciste de la coupure réside dans la *relative occultation de la lutte des classes* dans ses premiers écrits. Voici comment il s'en explique dans ses *Eléments d'autocritique* : « Je voulais défendre le marxisme contre les menaces réelles de l'idéologie *bourgeoise* : il fallait... donc « prouver »... qu'il n'a pu se développer dans Marx et dans le Mouvement ouvrier que sous la condition d'une *rupture* radicale et continue... Cette thèse... est juste. Mais au lieu de donner à ce fait *historique* toute sa dimension, sociale, politique, idéologique et théorique, je l'ai réduit à la mesure d'un fait *théorique* limité : la « *coupure* » épistémologique... Ce faisant, je me suis trouvé entraîné dans une interprétation *rationaliste* de la « coupure » opposant la *vérité* à l'*erreur* sous les espèces de l'opposition spéculative de « *la* » science et de « *l*'»idéologie en général, dont l'antagonisme du marxisme et de l'idéologie bourgeoise devenait ainsi un cas particulier... De cette scène rationaliste-spéculative, la lutte des classes était pratiquement absente » (p. 14-15). Elle devait, notamment à partir de 1973-1974, faire massivement retour dans l'œuvre de L. Althusser, le politique étant désormais saisi comme le point d'extrême sensibilité du théorique.

• BIBLIOGRAPHIE. — (outre l'ensemble des textes d'ALTHUSSER) : Dialectique marxiste et pensée structurale, *Cahiers du Centre d'Etudes socialistes*, 1968; E. BALIBAR, La « rottura epistemologica » : esame retrospettivo e critico, apud *Materiali Filosofici*, 4, Roma, 1978; F. CHÂTELET et M. LEFEBVRE, Idéologie et vérité, in *Cahiers du Centre d'Etudes socialistes*, n° 20, 1962; L. GOLDMANN, Idéologie et marxisme, in *Centenaire du Capital*, Paris-La Haye, 1969; ID., *Marxisme et sciences humaines*, Paris, 1970; J. HYPPOLITE, Le « scientifique » et l'« idéologique » dans une perspective marxiste, *Diogène*, n° 64, 1968; S. KARSZ, *Théorie et politique : Louis Althusser*, Fayard, 1974; D. LECOURT, *Pour une critique de l'épistémologie : Bachelard, Canguilhem, Foucault*, Maspero, 1972; H. LEFEBVRE, Les paradoxes d'Althusser, in *L'Homme et la Société*, n° 13, 1969, et *L'idéologie structuraliste*, Anthropos, 1971, p. 131 et s.; J. LEWIS,

The case Althusser, in *Marxism Today*, janvier et février 1972; J. RANCIÈRE, Sur la théorie de l'idéologie, apud *Lectura de Althusser*, 1970; F. REGNAULT, *Qu'est-ce qu'une coupure épistémologique?* (texte inédit), 1968; L. SÈVE, Méthode structurale et méthode dialectique, in *La Pensée*, n° 135, déc. 1967, et *Marxisme et théorie de la personnalité*, ES, 1969, p. 92 et s.; Sur le jeune Marx, *Recherches Internationales*, n° 19, 1960.

▶ CORRÉLATS. — Idéologie, Instance(s), Matérialisme dialectique, Théorie.

G. Be.

Crédit

Al : *Kredit.* — An : *Credit.* — R : *Kredit.*

Dans le mode de production capitaliste, le crédit, selon les expressions de Marx, joue le rôle d'un « immense machinisme social à centraliser les capitaux », après s'être d'abord introduit « comme une aide modeste à l'accumulation », puis comme une arme dans la guerre de la concurrence (K., I, 3, 68; MEW, 23, 655). Il s'agit là du « *système de crédit* » propre au capitalisme, au centre duquel se trouvent les banques.

De façon plus générale, le crédit est la faculté de disposer temporairement de biens ou d'argent, moyennant l'obligation de régler (restituer, rembourser), au terme convenu. Il peut être indépendant de la circulation marchande, comme les prêts à l'Etat faits par les temples de la Grèce ancienne, ou la dette personnelle impossible à payer et qui conduit au rachat par le travail forcé (cf. M. I. Finley, *L'économie antique*, Paris, Minuit, 1973).

Dans la circulation marchande simple décrite par Marx, le crédit apparaît d'abord comme une nouvelle forme de la relation entre vendeur et acheteur (K., I, 1, 140; MEW, 23, 148). Si le règlement en espèces de la marchandise est différé, le vendeur devient créancier et l'acheteur, débiteur. L'émission d'effets de commerce, portant reconnaissance de dette, qui peuvent eux-mêmes circuler entre les marchands, correspond à ce que Marx appelle « la monnaie commerciale » (K., III, 2, 141; MEW, 25, 496). Cette pratique était ignorée de l'Antiquité (Finley, cit.). C'est à partir du XVIIe siècle qu'en Europe la lettre de change circule comme quasi-monnaie par endossement (transmission de la propriété de l'effet) (cf. G. Petit-Dutaillis, *Le crédit et les banques*, Sirey, 1964).

En l'absence d'une compensation complète entre achats et ventes réciproques, selon la figure imaginaire d'un troc généralisé, le crédit commercial, qui suppose la monnaie comme étalon des prix (fonction n° 1 de la monnaie), appelle aussi la monnaie comme moyen de paiement (fonction n° 3), qui entre dans la circulation à l'échéance. C'est là un des aspects de l'articulation entre *monnaie et crédit* : les sommes dues doivent être accumulées en vue du dénouement du crédit. La « polarité » entre marchandise et monnaie, ou achats et ventes, qui constitue la possibilité de la crise de réalisation, prend ici la forme de la polarité entre créances et monnaie, ou entre deux fonctions de la monnaie (K., I, 1, 143; MEW, 23, 151; cf. aussi S. de Brunhoff, *Les rapports d'argent*, Maspero, PUG, 1979).

Dans la période pré-capitaliste, c'est sur l'obligation de régler en monnaie que se greffe *l'usure* : « Toute redevance d'argent à échéances fixes, qu'il

s'agisse d'intérêt d'un fonds, de tribut, d'impôt, etc., implique la nécessité de verser de l'argent. C'est pourquoi, depuis les premiers Romains jusqu'aux temps modernes, l'usure sur une grande échelle s'attache aux fonctions des collecteurs d'impôt, fermiers généraux, receveurs généraux... Ici l'usure jaillit de l'argent en tant que moyen de paiement... »

Dans les rapports de production pré-capitalistes, l'usurier, moyennant un intérêt très élevé, prête aux petits producteurs (paysans, artisans) et d'autre part aux riches propriétaires fonciers dépourvus de liquidités. Cela donne lieu à un transfert de ressources, une accumulation de richesse monétaire qui ne fait que pré-figurer celle du capital-argent. « L'usure semble vivre dans les pores de la production... Moins la forme marchandise est la forme générale du produit, plus il est difficile de se procurer de l'argent » (K., III, 2, 258; MEW, 25, 612). Par contre, « plus la production marchande se développe et s'étend, moins la fonction de la monnaie comme moyen de paiement est restreinte à la sphère de la circulation des produits. La monnaie devient la marchandise générale des contrats. Les rentes, impôts, etc., payés jusque-là en nature, se payent désormais en argent » (K., I, 1, 145; MEW, 23, 154).

Le système de crédit moderne, propre au mode de production capitaliste, rompt avec l'usure et ses taux d'intérêts très élevés, tout en se greffant sur l'extension et la transformation de la circulation marchande. Au double aspect de la reproduction du capital, production et circulation, correspond une division des fonctions entre capitalistes, dont certains se spécialisent dans les opérations de prêts, qui ont la forme A-A'. La figure de l'emprunteur devient principalement celle de l'industriel dont le crédit repose sur la capacité d'appropriation de la plus-value produite par le travail salarié (K., III, 2, 260; MEW, 25, 614). L'intérêt, conçu comme rémunération de l'usage de capital-argent, est prélevé sur le profit de l'emprunteur. Dans la relation de crédit s'instaure une circulation « en circuit », différente de la circulation monétaire simple. L'argent « avancé », ici prêté, revient à son point de départ.

Le circuit est aussi la forme de la circulation de *la monnaie de crédit*, émise par les banques qui sont les organes privilégiés (mais non uniques) du « capital de prêt ». Fiduciaire ou scripturale, la monnaie contemporaine à cours forcé est « dématérialisée ». D'où l'idée, largement répandue aujourd'hui, qu'elle se confond avec le crédit. Ce serait « la monnaie capitaliste », émise pour mettre en œuvre le travail salarié (cf. Keynes, *Treatise on Money*, MacMillan, 1930), et détruite après avoir nourri le circuit des achats et des ventes (cf. B. Schmitt, *Monnaie, salaires et profits*, Paris, PUF, 1966).

Mais il subsiste, en tout état de cause, des éléments de ce que *Marx* appelle « le système monétaire », qui forme « la base » du système de crédit. Les opérations de crédit supposent un étalon des prix. D'autre part, selon l'idée que « nul ne peut régler en sa propre monnaie » (cf. B. Schmitt, *Théorie unitaire de la monnaie nationale et de la monnaie internationale*, Paris, Castella, 1975), elles se dénouent par l'intervention d'un moyen de paiement. Comme le dit Hilferding, « l'argent ferme le processus » du crédit (*Capital financier*, chap. III).

▶ CORRÉLATS. — Argent, Banque, Capital, Circulation, Monnaie.

S. d. B.

Crise

Al : *Krisis, Krise.* — An : *Crisis.* — R : *Krizis.*

Terme médical qui désigne la phase aiguë d'un processus, où se décide la guérison, la mort ou le sursis, le mot « Crise » n'a pas attendu les marxistes pour se voir appliquer à l'économie et la politique. L'apport de ceux-ci consiste justement en une conception de l'Histoire, matérialiste et dialectique, qui permet de la penser comme un processus, scandé par une alternance de phases de stabilité structurelle (où les rapports sociaux se reproduisent sans changement autre que quantitatif) et de phases de mutation qualitatives, ouvertes par les crises.

Crise et dialectique. — Le problème est de comprendre l'enchaînement des périodes de reproduction stable et de mutation qualitative. La conception qui se dégage progressivement, de Marx à Lénine, est que le caractère contradictoire des rapports de production capitalistes en vigueur tend à se manifester sous forme de crise : « On ne peut plus continuer comme avant. » S'ouvrent alors différentes issues possibles : rétablissement sous une forme plus ou moins modifiée de ces rapports, fût-ce au travers de la contre-révolution et de la guerre, ou mise en place révolutionnaire de nouveaux rapports sociaux. Dans la mesure où la base des rapports sociaux réside dans la reproduction économique, c'est dans la crise économique que gît la possibilité de la révolution : « Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise [économique] mais l'une est aussi certaine que l'autre », écrit Marx (LCF) à la suite de l'échec de la Révolution de 1848.

Thèse stimulante mais qui a entraîné bien des mésinterprétations : le catastrophisme qui pose l'inéluctabilité de la « crise finale » et en déduit celle de la révolution, l'économisme qui réduit la crise à son aspect économique... En fait cette thèse de Marx pose autant de problèmes qu'elle en résout.

D'abord, comment passer du caractère contradictoire des rapports sociaux à la nécessité de la crise ?. L'antagonisme entre producteurs privés, ou entre capitalistes et salariés, est constitutif des rapports capitalistes. Pourtant ceux-ci se reproduisent, « fonctionnent » : l'unité entre les pôles contradictoires se reproduit même à travers leur lutte, dans la concurrence, dans la lutte des classes, moyennant des formes institutionnelles relativement stables (c'est ce que l'on peut appeler « régulation » de la contradiction). Certes, on peut expliquer comment la contradiction qui régit un phénomène tend à le faire évoluer. Mais la « tendance » relève de la longue durée, elle est inhibée par des contre-tendances; la crise est ponctuelle, brutale, manifeste. Comment passe-t-on de la tendance à la réalité de la crise ? Il ne suffit pas de répondre : « Tant va la cruche à l'eau... », il faut montrer pourquoi elle se brise : introduire d'autres rapports qui interfèrent avec les rapports fondamentaux (L. Althusser dira : qui les « surdéterminent »), rapports d'ordre internationaux, politiques, idéologiques, etc., bref ce que Lénine appellera une *conjoncture.*

Dès lors, le lien causal « crise économique → révolution politique » devient beaucoup plus flou. De toute façon, chez Marx, la crise n'a jamais qu'ouvert la *possibilité*, non la nécessité, de la Révolution : comme l'illustrait déjà l'exemple de 1850. En fait, la crise économique n'a d'effets plus globaux que si elle sape la base de la reproduction des alliances de classes,

de ce que Gramsci appellera « bloc hégémonique ». La Crise qui ouvre la Révolution n'est pas la crise économique, mais une crise d'emblée plus globale, que Lénine appellera « crise nationale ».

Ainsi, au schéma mécaniste qui, de telle ou telle tendance économique, déduit la nécessité de la révolution se substitue la nécessité d'une analyse concrète et globale de chaque mode concret de régulation d'une formation économique et sociale, dans son environnement international, des germes de crise qu'il recèle, des formes d'apparition et de développement de celle-ci, des possibilités divergentes qu'elle ouvre : soit vers un apurement, un réajustement des formes institutionnelles et des alliances de classes qui permettent la reproduction des rapports fondamentaux, soit vers un éclatement de ceux-ci et le passage à une ère nouvelle.

Les crises économiques du capitalisme. — Les rapports de production capitalistes se caractérisent par l'indépendance des unités économiques qui constituent néanmoins le travail social (contradiction qui se résout par l'échange marchand, régulé dans la concurrence par la loi de la valeur), et, d'autre part, par la séparation des producteurs directs (les salariés) des moyens de production, monopolisés et mis en œuvre par les capitalistes.

La première caractéristique ouvre à elle seule la *possibilité formelle* des crises. Aucune entreprise n'est *a priori* assurée de vendre sa production : chaque vente est un saut périlleux. Mais une entreprise qui ne vend plus ne peut plus acheter, ni moyens de production, ni force de travail. Les salariés mis au chômage cessent eux-mêmes de pouvoir acheter. Ainsi, tout désajustement entre production et circulation marchande peut déboucher, en spirale dépressive, vers une crise générale.

Mais quelles sont les « causes motrices » de ce désajustement, d'où vient la *nécessité* des crises ? De l'autre caractéristique : les rapports d'exploitation et de dépossession des salariés, dont l'expression économique est d'une part le taux d'exploitation, d'autre part la composition organique du capital. La lutte des classes dans la production, aiguillonnée par la concurrence, pousse en effet les capitalistes à augmenter la productivité (ce qui permet, à « norme de consommation ouvrière » inchangée, d'accroître le taux d'exploitation) à travers la mécanisation (ce qui accroît en général la composition organique). Or le taux de profit général croît avec le premier mais décroît avec la seconde : et cela, même si le taux d'exploitation croît indéfiniment. C'est la « loi de baisse tendancielle du taux de profit ». Cette baisse tendancielle n'aurait rien de « critique » si la lutte des capitalistes pour s'en défendre (en accroissant le taux d'exploitation) n'aboutissait à une disproportion entre la croissance de la production et la croissance des débouchés : donc une « tendance à la surproduction ».

Ces deux tendances résultent donc des mêmes contradictions du mode de production. Cependant, elles se contrebalancent dans les phases « normales » en un régime d'accumulation régi par un mode de régulation historiquement spécifié : accumulation extensive ou intensive, débouchés recherchés dans la croissance du marché intérieur ou dans l'impérialisme, etc. La « crise » intervient quand les tensions deviennent trop fortes et qu'un événement fortuit vient catalyser l'impossibilité de « continuer comme avant ».

Selon le régime d'accumulation et le mode de régulation en vigueur, c'est la baisse du taux de profit ou la surproduction qui joue le rôle principal. Ainsi, l'accumulation extensive au XIXe siècle venait buter sur l'insuffisance

de main-d'œuvre (chute du taux de profit par tension sur les salaires). La crise de surproduction de 1930 traduit la contradiction entre une accumulation intensive (forts gains de productivité) et la stagnation du niveau de vie ouvrier. La crise actuelle est celle d'un régime où les gains de productivité accompagnaient l'extension de la consommation ouvrière, et commence par une chute de la rentabilité, « l'austérité » destinée à rétablir les profits (rongés par ailleurs par la rente pétrolière) entraînant ensuite la sous-consommation.

Cependant, dans les périodes d'expansion, les réformistes mettaient l'accent sur la tendance à la baisse du taux de profit, qui conduirait pacifiquement au socialisme par une prise de contrôle étatique des secteurs trop peu rentables : c'était l'argumentation de Kautsky. Rosa Luxemburg au contraire dramatisait le risque de crise de surproduction, et le choix entre guerre impérialiste et révolution. Cet argument fondé sur la sous-consommation ouvrière apparaît aujourd'hui « keynésien de gauche », car il impliquerait qu'une politique de relance de la consommation populaire permettrait de sortir de la crise. Or il faut distinguer les « petites crises » (où une politique convenable permettrait de réajuster production et demande) et les « grandes crises », qui exigent l'invention de nouvelles formes des rapports sociaux, en particulier du rapport salarial : mode d'extorsion de la plus-value, de régulation du salaire, etc. Telle fut la généralisation du fordisme après 1945, tel est le problème posé au capital dans la crise actuelle.

Les débats sur la crise économique actuelle. — L'analyse ici suggérée ne fait évidemment pas l'unanimité chez les marxistes. Pas même la distinction entre « petite crise » et « grande crise » : ainsi, pour E. Mandel, les dépressions de 1974 et 1981 ne constitueraient que les 20e et 21e crises cycliques du capitalisme. La plupart pensent néanmoins qu'il s'agit de fluctuations dans la même grande crise, et s'interrogent sur l'absence de crise cyclique notable de 1950 à 1973. Il y a en tout cas unanimité pour réduire le rôle du « choc pétrolier » à un simple détonateur d'une crise latente.

Un premier courant y voit l'épuisement des méthodes keynésiennes destinées à contrecarrer la tendance croissante à la surproduction : c'est l'optique dominante avant la crise aux Etats-Unis (P. Sweezy). La cause de cet « épuisement » est alors recherchée dans les limites économico-politiques à l'intervention de l'Etat au détriment du capital privé (chez Sweezy, qui y voit une cause de la « préférence » pour les dépenses militaires; chez Altvater et l'école allemande de la « dérivation de l'Etat »), ou bien dans les limites financières au soutien de la demande par le crédit (Mandel).

Un second courant, selon la tradition kautskyste, reconnaît l'efficacité du soutien de la demande par la dépense publique et l'Etat-Providence, assimilés à des conquêtes ouvrières, voire à une contamination socialiste du capitalisme, mais souligne la tendance à la baisse du taux de profit, par hausse de la composition organique, qui serait contrecarrée de plus en plus difficilement par les subventions publiques : c'est la thèse soutenue en France (avant la crise) par l'école du capitalisme monopoliste d'Etat (organiquement liée au PCF et animée par P. Boccara). Avec l'ouverture de la crise, ce courant (ayant à lutter contre les politiques patronales

« d'austérité ») dut adopter un double discours. Un discours « sous-consommationniste » à usage externe (« c'est l'austérité qui crée le chômage ») impliquait qu'une relance de la demande populaire relancerait l'accumulation, l'évidence de la baisse des taux de profit se trouvant alors imputée aux « gaspillage des monopoles ». Mais, avec l'arrivée de la gauche (PCF inclus) au pouvoir, et avec les nationalisations, on assiste à un retour de la thèse de la « baisse du taux du profit », liée à la suraccumulation du capital fixe. Les « nouveaux critères de gestion » viseraient alors à diminuer la composition organique du capital (capital/valeur ajoutée).

Un autre courant dit du *profit-squeeze*, fortement représenté dans le marxisme anglo-saxon et japonais, impute au contraire la baisse du taux de profit aux succès des salariés dans la lutte pour le partage de la valeur ajoutée : l'accélération du salaire réel, direct et indirect, à la fin des années 60. Cependant, les données statistiques (cf. A. Lipietz, Derrière la crise : la tendance à la baisse du taux de profit, *Revue économique*, nº 2, 1982) ne confirment pas en général ce diagnostic, et soulignent en revanche une accélération de la hausse de la composition technique et une baisse des gains de productivité. Ces données confirmeraient plutôt la thèse de l' « épuisement du fordisme » : les gains de productivité qu'avait permis une certaine organisation du travail ne couvriraient plus les coûts de la mécanisation et la croissance du niveau de vie des salariés. Cette crise de la productivité serait à rechercher au cœur même du procès de travail (voir les travaux de M. Aglietta, B. Coriat, A. Lipietz) et mettrait alors en crise le mode de régulation du rapport salarial et de la création monétaire de l'après-guerre, crise qui s'exprimerait d'abord par l'inflation et la stagnation de l'investissement, puis (avec la réaction « monétariste ») par la récession (Boyer et Mistral, Lipietz). La tendance de chaque capitalisme national à riposter à la baisse de la rentabilité par une attaque contre le pouvoir d'achat des travailleurs est en outre aggravée par l'internationalisation de l'économie : la concurrence internationale à coup d'austérité diminue la demande mondiale. Certains (tel G. de Bernis) y voient même une cause suffisante de la crise actuelle : il manquerait une instance internationale capable de jouer le rôle régulateur de l'Etat keynésien national.

Les thèses stagnationnistes (crise par manque de débouché ou d'occasion d'investir) reprennent actuellement une certaine vigueur, selon la lignée de Sweezy, dans le cadre de la théorie des « cycles longs » de Kondratieff : des grappes d'innovations majeures engendreraient périodiquement des cycles de croissance jusqu'à ce que leurs effets soient épuisés (Mandel et Boccara se sont ralliés à cette idée). Toutefois, les années 70 se caractériseraient plutôt par une « révolution électronique » : ce serait alors au contraire l'innovation qui déclencherait la crise, faute d'une adaptation sociale (J. Attali), et qui appellerait même aujourd'hui une abolition du travail salarié capitaliste (A. Gorz). En outre, le caractère souvent « technologiste » de ce genre d'explications fait problème : la productivité est d'abord affaire de rapports sociaux dans la production.

La difficulté à ramener la crise à l'une de ces tendances contradictoires conduit en fait à rejeter toute explication « moniste », et à revenir sur l'analyse des « configurations » concrètes du capitalisme, avec ses formes de régulation nationale et internationale, qui lui ont permis à certaines

périodes historiques de fonctionner sans crise majeure. Dès lors qu'une telle configuration s'est délitée, aucune tendance partielle (hausse ou baisse du salaire, de la productivité, etc.) ne suffit à garantir une « sortie de crise » : il faut que le processus historique « invente » une nouvelle configuration des rapports sociaux dans le cadre national et international. Cette « invention » est le produit des luttes sociales dans le cadre national, et de l'accès à l'hégémonie (éventuellement par la guerre) d'une nation présentant un nouveau modèle de développement.

La crise nationale. — « Une situation prérévolutionnaire ne peut naître qu'à la faveur d'une crise nationale. Pour cela, il ne suffit pas que ceux d'en bas ne veuillent plus vivre comme avant, encore faut-il que ceux d'en haut ne puissent plus commander à l'ancienne manière. » Ainsi Lénine (MIC) tire-t-il le bilan de la Révolution russe.

« Commander à l'ancienne manière », cela désigne à la fois un système d'alliance au pouvoir, fondé sur des compromis entre les différentes classes exploiteuses, nationales et internationales, et certaines concessions accordées, en échange de leur « consentement », à « ceux d'en bas », certaines couches-relais se voyant plus particulièrement confier la mission de représenter les valeurs sur lesquelles est fondé le consensus. Le tout sur la base d'un régime d'accumulation spécifique. C'est très exactement ce que Gramsci désigne par « bloc hégémonique ».

Or la stabilité de ce bloc peut être ébranlée par le développement capitaliste lui-même (écrasement de la petite propriété agraire ou urbaine, en France, après la seconde guerre mondiale), par une crise économique majeure, par une modification des rapports internationaux, etc.

A ce moment s'affrontent non pas deux classes, mais (au moins) trois blocs : l'ancien système hégémonique (conservateur), le nouveau bloc hégémonique (moderniste) qui cherche à se reconstruire autour de la réforme des rapports d'exploitation fondamentaux, et le bloc révolutionnaire visant à la remise en cause radicale des anciens rapports d'exploitation et d'oppression. Chacun de ces blocs peut incorporer à des degrés divers des fractions de classes populaires (ainsi pendant la crise portugaise de 1975 la petite paysannerie du Nord est restée dans le bloc archaïque). D'autre part, le bloc moderniste et le bloc révolutionnaire sont au départ indissociables : d'où l'unanimisme des révolutions française de février 1848, ou russe de février 1917. Après vient la clarification... par la lutte entre révolution et contre-révolution.

Il arrive ainsi souvent qu'un fort mouvement populaire n'aboutisse qu'à mettre en selle un bloc hégémonique moderniste. Mais lui jeter la pierre au nom des risques de « récupération », comme le font ceux qui ne voient dans Mai 68 qu'une « révolution de la Nouvelle Petite Bourgeoisie », serait un contresens historique : car c'est toujours ainsi qu'avance l'histoire.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Sur les crises et la dialectique historique*, MAO ZEDONG, *De la contradiction*, Ed. de Pékin, et son commentaire dans Louis ALTHUSSER, *Pour Marx*, Maspero, 1965. — *Sur les crises économiques*, en particulier la crise actuelle : MARX, K., ES, III, 6; M. AGLIETTA, *Crise et régulation du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976; J. ATTALI, *Les trois mondes*, Paris, Fayard, 1981; P. BARAN et P. M. SWEEZY, *Le capitalisme monopoliste*, Paris, Maspero, 1969; P. BOCCARA, *Etudes sur le CME. La crise et son issue*, Paris, ES, 1973; R. BOYER et J. MISTRAL, *Accumulation, inflation et crises*, Paris, PUF, 1978; *Communications*, n° 25, 1976, « La notion de crise »; B. CORIAT, *L'Atelier et le chronomètre*, Paris, C. Bourgois, 1979; *La*

Crise, Paris, ES, 1975; *Critiques de l'économie politique*, n° 7-8, Paris, Maspero, 1979; A. GORZ, *Les Chemins du Paradis*, Paris, Galilée, 1983; A. GRANOU, Y. BARON, B. BILLAUDOT, *Croissance et crise*, Paris, Maspero, 1979; cf. les études de L. LAURAT parues dans les 11 numéros de *La Critique sociale*, rééd. de la Différence, Paris, 1983; A. LIPIETZ, *Crise et inflation : pourquoi ?*, Paris, Maspero, 1979; ID., *Le monde enchanté*, Paris, La Découverte, 1983; ID., La mondialisation de la crise générale du fordisme, in *Temps modernes*, nov. 1984; E. MANDEL, *La crise 1974-1982*, Paris, Flammarion, 1982. — *Sur les « crises nationales » :* les textes de LÉNINE entre février et octobre 1917, ainsi que *La maladie infantile du communisme* (MIC); G. PALA, *L'ultima crisi*, Milano, F. Angeli ed., 1982; N. POULANTZAS, *La crise des dictatures*, Maspero, 1975. Sur la crise actuelle en France, voir A. LIPIETZ, La double complexité de la crise, *Les Temps modernes*, juin 1980.

▶ CORRÉLATS. — Antagonisme, Capitalisme monopoliste d'Etat, Composition organique, Concurrence, Conjoncture, Economie politique (critique de l'), Etat/Rapport salarial, Révolution.

A. L.

Crises du marxisme

Al : *Krisen des Marxismus.* — An : *Crisis of Marxism.* — R : *Krizis marksizma.*

A vouloir esquisser la courbe historique des crises, multiples et polymorphes, du marxisme, à vouloir en repérer les moments comme autant de quantités discrètes, on se trouve de fait confronté à la continuité, elle-même problématique, du marxisme et de son histoire centenaire tout entière. Comme si la crise constituait la forme aiguë, mais nullement exceptionnelle, dans laquelle le marxisme se manifestait dans son rapport vivant à son objet. Dans cette structure expressive qu'est la « crise » peuvent être saisis aussi bien la constitution même du marxisme — au travers de l'inégalité originaire des éléments qu'elle tend à fusionner — que le marxisme constitué — au travers des phases de déstabilisation de cette unité relative, soit de ses crises proprement dites. Dans cette perspective, on verra que les crises du marxisme affectent moins *un corps de doctrine*, dont l'existence serait pensée hors de toute configuration historique, que *des thèses*, issues d'un ensemble théorico-politique complexe, à géométrie plus ou moins variable. L'analyse de ces crises exige donc l'examen des reformulations-réagencements qu'elles produisent et des conditions qui les ont produites.

Une décennie à peine après la mort de Marx, le marxisme était devenu l'idéologie théorique dominante dans la IIe Internationale et, plus sensiblement encore, dans la social-démocratie allemande. Cette remarquable rapidité de *diffusion* masquait cependant la faiblesse de *pénétration* du mouvement ouvrier socialiste par la théorie marxiste. Il faut se garder de considérer cet effet double dans l'illusion rétrospective de la bonne ou de la mauvaise modalité d'expansion du marxisme. On a là en même temps un processus politique de première importance (hégémonie tendancielle) et une équivoque profonde mais quasi nécessaire (vulgarisation et/ou dégénérescence) qui allaient rapidement ouvrir à toute une série de contradictions agissantes. L'opposition du vieil Engels et des « jeunes » du parti (cf. L. à J. Bloch du 21 sept. 1890) en procède pour une part et, à certains égards, constitue en quelque sorte une première crise, embryonnaire, du marxisme, de ses propres prolongements dans la pratique de la lutte des classes. C'est dans ce contexte général qu'est « inventée » l'expression même *crise du marxisme*. T. G. Masaryk, un honorable professeur de l'Université de Prague, publie en effet, dans la *Zeit* de février 1898 (nos 177-179, Vienne), une série d'articles intitulée « Die

wissenschaftliche und philosophische Krise innerhalb des gegenwärtigen Marxismus » (publiée en français dès juillet 1898 par la *Revue internationale de Sociologie*, « La crise scientifique et philosophique du marxisme contemporain »). Ce texte est repris dans les dernières pages de l'ouvrage que publie Masaryk à Prague en 1898, *Otázka Socialni : Základy marxismu sociologické a filosofické (La question sociale : les fondements sociologiques et philosophiques du marxisme)*, et qui est traduit en allemand à Vienne, dès 1899, *Die philosophischen und sociologischen Grundlagen des Marxismus*. « Opus magnum de l'auteur du nouveau mot d'ordre de la science sociale » selon A. Labriola (A propos de la crise du marxisme, mai 1899, in *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, 1970, p. 309), le livre de Masaryk n'a d'apparente pertinence que celle, trompeuse, reconstruite après coup par son lecteur contemporain. La critique du marxisme y demeure en effet très académique; elle est le plus souvent réduite à la compilation de thèmes développés ailleurs : dénonciation du sociologisme économiste (la théorie des deux classes) et du schématisme historique, renvoi à la double recommandation de la tactique parlementaire (soit l'abandon de l' « idéologie marxiste ») et du retour à Kant. Le texte de Masaryk ne marque pas son temps par sa vigueur théorique; c'est au contraire son temps qui en explique la relative portée. Il intervient en effet à un moment où les marxistes sont interpellés, de l'intérieur, par l'urgente obligation de repenser certains points doctrinaux. A. Labriola, critique profond et vigilant des *Fondements*, en témoigne excellemment. S'il décèle chez Masaryk « un énorme plaidoyer du positivisme contre le marxisme » (A propos de la crise..., *op. cit.*, p. 292), s'il estime que « la prétendue crise... est une espèce d'espace vide ou un reposoir dans lequel l'auteur va déposer ses protestations philosophiques » (*ibid.*, 293), il n'admet pas moins en partie le bien-fondé de principe de la critique de Masaryk, même s'il en raille l'extrême superficialité (*ibid.*, 297). Les grandes analyses descriptives produites par le marxisme, et qui lui ont valu son expansion première, lui paraissent en effet fortement fragilisées : « Il (Masaryk) a certainement un peu raison là où il parle du primitivisme et du simplisme extrêmes, notamment en ce qui concerne la tentative d'Engels de retracer en quelques mots les étapes principales de l'histoire de la civilisation... Il ne sert évidemment de rien d'en appeler à tout bout de champ à la négation de la négation qui n'est pas un instrument de recherche » (*ibid.*, 297-298).

L'inspirateur des *Fondements* et l'interlocuteur véritable de leur critique par Labriola, c'est évidemment le révisionnisme dont Masaryk répète du dehors ce qu'il dit du dedans, certes, mais sur les marges. De 1896 à 1898, la *Neue Zeit* publie, sous forme d'articles, les « Probleme des Sozialismus » d'E. Bernstein dont le maître-ouvrage, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*, paraît en 1899. La personne de son auteur, exécuteur testamentaire d'Engels et, au tournant du siècle, figure éminente de la social-démocratie allemande, donnait à ce texte un relief singulier. La profonde remise en cause de certaines thèses fondamentales, puisque communément admises, de la doctrine visait, selon Bernstein, à avancer des solutions d'ensemble aux graves difficultés pointées dans le marxisme. Ce qui, fort symptomatiquement, demeure des *Présupposés* (trad. franç., Paris, Seuil, 1974), ce ne sont point tant ces solutions révisionnistes que les « problèmes du socialisme », les difficultés

théoriques et pratiques qui perdurent, *mutadis mutandis*, dans les crises du marxisme tout en se renouvelant dans leurs formes et leurs enjeux. On peut en retenir l'essentiel sous trois « questions » :

— *La capacité adaptative/intégrative du capitalisme :* Bernstein récuse ce qui fait le noyau dur du marxisme de la IIe Internationale, véritable ligne de départ de l'orthodoxie doctrinale, savoir le caractère inéluctable de l'effondrement économique du capitalisme, « palingénésie imminente » selon le mot de Sorel (*La décomposition du marxisme*, Paris, 1982, p. 155). Le développement des cartels et du système de crédit, la concentration industrielle, l'extension des moyens de communication, la régularisation de la production capitaliste et la fin des dépressions cycliques permettent, selon Bernstein, qui s'autorise ici d'Engels lui-même, d'envisager le passage au socialisme comme un procès de transcroissance inscrit dans la perspective gradualiste du réformisme économique et du parlementarisme politique. La révolution, selon le modèle classique qualifié de « blanquiste », appartient au passé. Contre Masaryk, Labriola expliquait que, pour critiquer le socialisme, il faudrait « démontrer la force d'adaptation du système capitaliste » (*op. cit.*, p. 299) — ce à quoi tend le révisionnisme en croyant « démontrer la force d'adaptation » du mouvement socialiste.

— *La fonction de la dialectique :* Pour Bernstein, le « blanquisme » en politique, le catastrophisme en économie et l'hégélianisme en philosophie sont parfaitement solidaires. L'hégélianisme, dans le marxisme, c'est la dialectique dont l'influence perverse conduit, selon lui, les socialistes à concevoir l'évolution du capitalisme de façon déductive et schématique, « totale », au lieu de privilégier l'analyse empirique des faits sociaux. Il faudrait alors substituer à la dialectique des contraires une pensée du « mouvement » opposé au « but final » comme procès d'harmonisation centripète des antagonismes. Cette tendance devait être encore renforcée par le flirt « éthique » de Bernstein avec les philosophes néo-kantiens.

— *Le rapport science/prolétariat et le statut du marxisme :* Si le matérialisme historique comporte des « parties » scientifiques (Bernstein cite la théorie de la valeur, la « théorie de la production » et la conception de l'histoire), il n'en est pas moins très largement tributaire, dans ses aspects les plus vivants, de facteurs aléatoires et idéologiques (volonté des individus, déterminations subjectives des rapports entre les classes, des programmes politiques, etc.). L'alternative posée par Bernstein comporte deux termes exclusifs : s'il s'articule autour de ses axes scientifiques, le marxisme doit renoncer à être l'expression théorique des intérêts particuliers d'une classe; s'il intègre ses spécificités prolétariennes, il ne peut prétendre au statut de science (et Bernstein propose alors de remplacer « socialisme scientifique » par « socialisme critique »).

Avec les thèses révisionnistes, le marxisme entrait *officiellement* en crise, quoi qu'aient pu alors en dire les protagonistes du profond débat qui secoua la social-démocratie. Au Congrès de Hanovre (1899), Bernstein est attaqué quatre jours durant, notamment dans le discours-fleuve d'A. Bebel. La contre-offensive théorique échoit à K. Kautsky dont les hésitations, explicables par les relations personnelles qu'il entretenait avec Bernstein, sont vite emportées sous les pressions conjuguées de R. Luxemburg, Parvus et G. Plekhanov. Pour l'essentiel, l'ouvrage de Kautsky, *Bernstein und das sozialdemokratische Programm. Eine Antikritik* (Stuttgart,

1899), se propose de *restaurer* le marxisme dans ses titres doctrinaux : la morale ne peut être au fondement du socialisme puisqu'elle est conditionnée par le développement historique, les crises cycliques demeurent inévitables, la paupérisation, même tempérée par l'action syndicale et l'intervention de l'Etat, est l'horizon indépassable de tout système d'exploitation, la bipolarisation de la structure de classes est tendanciellement effective. Cette défense du marxisme, pour laquelle Kautsky bénéficie de l'appui de toute la gauche du Parti, est, sur le fond, une opération limitée de *conservation du patrimoine*. Aussi les reclassements politiques qu'elle induit n'ont-ils aucune conséquence effective et les cartes seront vite redistribuées. En effet, le révisionnisme théorise la pratique réelle de la social-démocratie alors que l'orthodoxie kautskyenne rappelle à l'ordre « marxiste ». Les thèses de Bernstein ne pouvaient être soumises qu'à une critique en actes, ce que R. Luxemburg percevait assez bien et que K. Korsch, plus tard, tentera d'analyser en inversant le rapport habituel entre le « révisionnisme » de Bernstein et le « marxisme » de Kautsky (*L'orthodoxie marxiste*, texte de 1932, in *Marxisme et contre-révolution*, Paris, Seuil, p. 129 et s.). A chaud, et de façon très polémique, Ferdinand Domela-Nieuwenhuis, un anarchiste hollandais, écrit : « Toute la lutte entre Bernstein et Kautsky-Bebel est une niaiserie... Le premier a dévoilé le secret que les autres cachaient dans leur sein » (*La débâcle du marxisme*, Paris, 1901, p. 31). A travers ce curieux effet d'exclusion/inclusion de positions antagonistes — dont l'histoire du marxisme offre de nombreux exemples —, on retrouve cette quasi-constance des moments de crise : *la défense restaurative-conservative de la norme contre la déviation produit en dernière instance des effets « réactifs » dans la théorie et la politique marxistes*, dans la mesure où elle est le symptôme d'une défaillance.

La crise ouverte, elle fait tâche d'huile dans le marxisme international. A. Labriola critique vigoureusement l'ouvrage de Bernstein dans une lettre adressée à H. Lagardelle, directeur du *Mouvement socialiste* (*Polemiche sul socialismo*, publié en français dans le numéro du 1-5-1899). Le même Lagardelle ouvre dans sa revue une véritable enquête sur le thème : « Existe-t-il une crise du marxisme? » (cf. Lettre à Plekhanov du 19-10-1901 et D'une prétendue crise du marxisme, *in* G. Plekhanov, *Œuvres philosophiques*, t. 2, p. 346 et s., éd. Moscou). C'est en France plus qu'ailleurs que l'expression semble faire florès — l' « étiquette » crise du marxisme, écrit Labriola, « nous est venue de la presse française » (A propos..., *op. cit.*, p. 310). Les textes de Bernstein et Kautsky y sont traduits dès 1900. Jaurès, sous certaines réserves, se prononce en faveur du second dans une conférence tenue en février 1900 (cf. *Pages choisies*, Paris, 1922, p. 375 et s.). G. Sorel souligne, quant à lui, combien les thèses des deux théoriciens allemands se rattachent au même complexe idéologique et ajoute que leur confrontation est positive : « La crise actuelle du socialisme scientifique marque un grand progrès : elle facilite le mouvement progressif en affranchissant d'entraves la pensée » (La crise du socialisme, in *Revue politique et parlementaire*, t. XVIII, 1898, reproduit in *La décomposition du marxisme*, Paris, 1982, p. 91). Quoiqu'il ne partage guère ses thèses positives, Sorel est plutôt favorable à Bernstein, car il juge que « le marxisme (ayant) singulièrement dégénéré en se vulgarisant » (Les polémiques pour l'interprétation du marxisme : Bernstein et Kautsky, in *Revue française de Sociologie*, 1900, repr. in *op. cit.*, p. 141), Bernstein entre-

prend « une œuvre de rajeunissement du marxisme... un retour à l'esprit marxiste » (*ibid.*, 181), alors que Kautsky ne peut qu'y opposer une « anti-critique » (182). Pour Sorel, si le marxisme est attaqué, il faut le défendre, mais pas dans n'importe laquelle de ses formes, car, s'il est attaqué, c'est aussi qu'il faut le repenser.

Se pose, dans cette première conjoncture critique, la question du perpétuel inventaire, fait d'actualisations et de retranchements, auquel le marxisme appelle nécessairement en fonction des situations dans lesquelles il est agissant. (On notera que Bernstein lui-même, se méprenant sur les effets réels de son entreprise, la définira quelques années plus tard non point comme une « révision antimarxiste » mais comme une « révision dans le marxisme », Der Revisionismus in der Sozialdemokratie, in *Handbuch der Politik*, 1912-1913, II, p. 57). La crise y est doublement déterminée. *D'une part*, ses facteurs sont internes au marxisme, à la réalité de son développement et au « déboîtement » subséquent des catégories qui s'y trouvaient agencées, comme pour l'éternité, dans une configuration donnée. En ce sens, il n'y a de crise du marxisme que comme crise d'*un* marxisme, soit des modalités de sa fusion avec un mouvement ouvrier historiquement préexistant et avec les idéologies qui le constituent (le lassallisme en Allemagne, le proudhonisme et le blanquisme en France, l'anarchisme en Espagne et en Italie, l'utilitarisme en Angleterre, etc.). Le rapport entre l'élément dominé et l'élément dominant dans ce processus toujours inachevé peut alors se trouver inversé par la réactivation du premier et la transfiguration du second. La crise du marxisme est donc nécessairement la crise de ses formes d'existence historique. *D'autre part*, elle est toujours-déjà surdéterminée par des causes exogènes agissant-réagissant sur les facteurs endogènes. Le débat sur le révisionnisme est, en profondeur, le résultat induit dans le mouvement socialiste par la démocratisation des institutions politiques (introduction du suffrage universel, abolition de la *Sozialistengesetz* en Allemagne, etc.), par le reflux des idéologies et des pratiques économiques libérales, par l'expansion industrielle, par l'intensification des tendances impérialistes.

La crise de 1898-1905 — la question du révisionnisme se prolonge en effet, en déplaçant les fronts, dans l'opposition gauche/orthodoxie à propos de l'évaluation de la révolution russe de 1905 — manifeste cependant plus de certitudes qu'elle n'affermit de doutes. Comme le soulignait Labriola dans sa lettre à Lagardelle (cf. *supra*), comme l'appelait de ses vœux Sorel, la crise doit être l'occasion d'une réappropriation du marxisme; mieux, elle en exprime la validité théorique : « Le socialisme connaît aujourd'hui un arrêt. Ceci ne fait que confirmer le matérialisme historique » (Labriola, texte cité).

Cette interprétation optimiste et productive allait trouver ses limites objectives avec le déclenchement de la première guerre mondiale. La crise du mode de production capitaliste met à l'ordre du jour la question de son bon usage stratégique par l'Internationale, dès lors traversée de graves tensions. Tout se passe comme si la crise du capitalisme faisait dire sa vérité à la crise du marxisme. La non-homogénéité de développement entre la défense théorique du marxisme et les pratiques politiques censées y correspondre apparaît sous une lumière crue. Les divisions engendrées par la crise révisionniste ne recouvrent pas, le plus souvent, celles produites par le problème de la transformation de la guerre impérialiste en révolution.

Trois types de réponses sont avancés : la voie léniniste, l'abandon de tout projet révolutionnaire, les stratégies médianes. Très vite, la victoire des bolcheviks en Russie apparaît aussi dans son envers, l'échec des révolutions en Occident. L'économie capitaliste parvient à se stabiliser, à surmonter sa crise et, en se dotant avec le fascisme d'un système de domination de masse, à infliger toute une série de défaites politiques aux gauches. Cet arrière-fond dramatique commande, dans les années 20 et 30, les tentatives de refondation du marxisme dans les formes de la mise à jour critique (Bauer) ou de la « Réforme » (Gramsci). Ces deux perspectives ne s'opposent pas mais sont sensiblement différentes. Pour Bauer, la crise du marxisme indique, révèle l'inadéquation grandissante de l'idéologie (caduque) et du monde (transformé), des luttes de classes et de leur réfléchissement dans la théorie. Il écrit en 1923 : « Qui accepterait aujourd'hui d'apprendre la physique dans un manuel de l'année 1847 ou même 1867 ?... Le socialisme du XXe siècle sera différent du socialisme du XIXe siècle; ce qui aujourd'hui paraît être une crise du marxisme n'est rien d'autre que le douloureux procès d'adaptation du socialisme à un monde bouleversé de fond en comble » (Marx als Mahnung, in *Werke*, Vienne, 1976-1980, t. 9, p. 50). La nécessité de s'adapter se renforce de la mutation intellectuelle à quoi elle oblige : la crise entre dans une phase historique où elle devient plus aiguë (elle atteint un mouvement révolutionnaire le plus souvent contraint à la défensive) et plus large, dans la mesure où elle n'affecte plus seulement le marxisme en tant que tel mais, d'une certaine façon, le champ social tout entier où il s'inscrit (O. Bauer donne à son livre de 1936, *Zwischen zwei Weltkriegen ? — Entre deux guerres mondiales ?* —, le sous-titre : « La crise de l'économie mondiale, de la démocratie et du socialisme »). Cette situation d'échec et de reflux inspire également la réflexion gramscienne sur la crise du marxisme dont le commencement coïncide avec la fin de la « guerre de mouvement ». Selon Gramsci, le marxisme constitue une « réforme » des philosophies qui l'ont précédé (*Gramsci dans le texte*, Paris, 1977, p. 275; notes de 1931-1932); il est donc lui-même justiciable de « réformes » successives. Le léninisme en représente une figure majeure : en effet, le marxisme est toujours pensé par Gramsci sous une double modalité, *théorique* et *de masse*, qui en est comme la structure vertébrale mais où s'origine aussi sa crise, c'est-à-dire sa réalité vivante : « ... quel sens a le fait qu'une conception du monde se répande ainsi, s'enracine et connaisse continuellement des moments de crise et de nouvelle splendeur intellectuelle ?... Combien de fois n'a-t-on pas parlé de « crise » de la philosophie de la praxis ? Et... cette crise permanente... ne signifie-t-elle pas la vie même ? » (*ibid.*, p. 311; notes de 1932-1935). Dès le début du siècle, Labriola soulignait la nécessité de ce « devenir-masses » du marxisme — ce qui impliquait, à ses yeux, que les développements et les arrêts de la théorie trouvaient dans le « mouvement réel » et non en eux-mêmes leur raison d'exister. Gramsci y superpose la question du « devenir-monde » de la théorie, selon l'expression d'H. Lefebvre. Il faut y voir l'actualisation de son marxisme « post-léniniste » au travers des perspectives stratégiques de la IIIe Internationale. Dans l'analogie gramscienne, la double « respiration » du marxisme, expansion/affinement, est scandée par la succession de « phases » de « Réforme » et de « phases » de « Renaissance » (*ibid.*, p. 140-141; notes de 1932-1933), de moments « Luther »

(diffusion, adaptation) et de moments (critiques) « Erasme » (*ibid.*, p. 392). La crise n'est rien d'autre que la manifestation obligée de ce mouvement : de l' « avilissement » du marxisme (*ibid.*, 389), période de nécessaire « réforme intellectuelle et morale » (392), sortira sa reformulation affinée, de même que « la philosophie classique allemande est sortie... de la primitive grossièreté intellectuelle de l'homme de la Réforme » *(ibid.)*. Ce marxisme n'est plus pensable dans le seul tête-à-tête de la théorie et de la pratique. Il se comprend lui-même comme *idéologie* en mouvement (pour Gramsci, la religion est la meilleure métaphore de la « philosophie de la praxis »), impliquée dans les rapports des hommes et du monde, donc dans une *histoire*. L'existence et la réalité contradictoire de l'Union soviétique, comme forme du marxisme devenu monde, emportaient ce changement de perspective. L'historicité du marxisme, postulat commun à nombre de théoriciens des années 30, engageait d'une part la saisie de la crise comme phénomène vérifiable, quasi permanent et durable, mais d'autre part en réduisait les aspects catastrophistes, la vertu destructrice. On sait bien par ailleurs que les proclamations réitérées de « crise », « débâcle », « décomposition », « dépérissement », « mort » du marxisme n'ont jamais annulé les dénonciations de son « hégémonie » sur les appareils idéologiques, de sa « domination » des consciences, voire de la « marxisation » de l'existence sociale tout entière. Ces séquences sont à la fois alternées et cumulées. Pensée de la crise, le marxisme fait preuve de résistance et de vulnérabilité sur son propre terrain, toujours menacé et toujours renaissant; n'ayant de réalité que comme expression théorique des antagonismes qu'il met à nu et analyse, il y trouve aussi bien la raison de sa fragilité que le gage de sa pérennité.

Cette qualité constitutive du marxisme semble bien échapper à H. de Man qui, à certains égards, prolonge, mais historicise, Masaryk. « J'appelle marxisme, écrit de Man, l'ensemble des éléments de la doctrine de Marx qui continuent à vivre dans le mouvement ouvrier socialiste sous forme de jugements de valeur, de symboles affectifs, de mobiles instinctifs ou habituels, de désirs collectifs, de méthode d'action, de principe et de programmes » (*Au-delà du marxisme*, 1926, rééd. Seuil, 1974, ouvrage traduit de l'allemand *Zur Psychologie des Sozialismus*, Iéna, 1926). Cette définition aux accents gramsciens sert à de Man à un projet de « dépassement » du marxisme (exposé de façon synthétique dans l'introduction à *Die sozialistische Idee*, Iéna, 1933, trad. franç., Paris, Grasset, 1935) qui emprunte, entre autres, aux analyses de Bernstein (sur la plus-value, *op. cit.*, éd. 1974, p. 328; sur les fondements éthiques du socialisme, p. 345, p. 418-419) ou de R. Michels (sur la typologie nationale des psychologies socialistes, p. 266 et s.). Le marxisme traverse, selon de Man, une crise de sénescence, prodrome de sa fin prochaine, due au « rationalisme », à l' « hédonisme économique » et surtout au « déterminisme » qui en sont les marques d'un autre âge : « Le déterminisme économique fournit à la fois l'exemple de la formidable signification du marxisme comme expression d'une phase primitive du mouvement ouvrier et de la limite de son efficacité actuelle » (p. 346). Il s'agira par conséquent de « se rendre compte des conditions de temps et de lieu qui ont rendu le marxisme possible et de mettre ainsi en lumière la relativité historique de sa valeur » (350-351) — non point pour travailler à sa réactualisation, mais au contraire pour hâter sa décomposition en lui

opposant une (bien improbable) « science du mouvement ouvrier et du socialisme qui repose sur le fondement concret de l'expérience sociale » *(ibid.)*, qui fasse retour à Proudhon (384) et qui permette d'esquisser un socialisme antimarxiste, « pragmatique, volontariste, pluraliste et institutionnaliste » *(ibid.)*.

A l'opposé de la « politique » de de Man, K. Korsch interpelle le marxisme sur sa capacité à assurer la maîtrise du projet révolutionnaire. Comme de Man toutefois, comme Gramsci aussi, il se refuse à rechercher la cause de la « crise actuelle » dans l'opposition d'un « marxisme appauvri et falsifié » et de « la doctrine « pure » du marxisme de Marx et Engels » : « En dernière analyse, il s'agit, dans la crise contemporaine du marxisme, bien davantage d'une crise de la théorie de Marx et Engels elle-même » (*Crise du marxisme*, texte de 1931 non publié du vivant de Korsch et reprod. in *L'Anti-Kautsky*, Paris, 1973, p. 157 et s.). Cette crise, dont l'effet actuel est de mener à l'impasse les processus de « transformation du monde », est, selon Korsch, une crise continuée du rapport inégal et décalé théorie/pratique ou, plus précisément, conscience/classe. L'origine s'en trouve dans le corpus marxien où se donne à voir une désarticulation progressive de ce rapport. Korsch croit pouvoir y distinguer « trois phases » (cf. également l'Introduction à la 2e éd. all. de *Marxismus und Philosophie*, Vienne, 1972). En 1843-1848, la théorie jaillit des luttes de classes comme « conscience du prolétariat », l'unité des deux se scellant spontanément. A partir de 1850, date charnière, « le capitalisme entame sur une base élargie... un nouveau cycle historique de son développement » (Crise..., *op. cit.*, p. 161); la théorie de Marx et Engels s'autonomise par rapport au mouvement révolutionnaire, ce qui en modifie très profondément le contenu; il devient alors « impossible au prolétariat de se rattacher directement à la forme révolutionnaire de la théorie originelle de Marx » *(ibid.)*. Vers la fin du siècle, certains courants (trade-unionisme, syndicalisme révolutionnaire, bolchevisme naissant) tentent de se réapproprier le « côté subjectif » du marxisme — ce qui emporte, pour Korsch, une mutation d'objet : ce ne sont plus les lois de développement du mode de production capitaliste qui sont désormais au cœur de la théorie socialiste, mais la pratique subjective de la classe ouvrière (164). Face à la crise, et s'il ne nie pas les « tendances » dans et par lesquelles « le mouvement marxiste se survit historiquement » (165), le socialisme d'Etat (social-démocraties) et l'anti-impérialisme (partis communistes), Korsch appelle à « une continuation historique du marxisme dans un sens historique plus profond » (167). Dans cette perspective, le marxisme n'apparaît que comme « la première récapitulation grandiose des idées prolétariennes » *(ibid.)*, chacune de ses crises initiant moins une refondation générale de la théorie que la constitution d' « une nouvelle conscience révolutionnaire de la classe ouvrière en lutte pour sa libération » *(ibid.)*.

La crise du début du siècle avait fait émerger quatre grands axes problématiques : 1. La non-homogénéité de développement théorie/politique; 2. La dialectique complexe des facteurs endogènes et des facteurs exogènes; 3. La surdétermination du théorique par le politique; 4. La saisie du marxisme comme formation historiquement déterminée. Dans les années 30, ces lignes de forces sont prolongées, amplifiées et radicalisées jusqu'à annoncer bon nombre des aspects du débat des années 1970-1980 :

— le marxisme ne peut être réduit à la théorie marxiste, fût-elle celle de Marx lui-même. Il « croise » les masses, il est impliqué dans une histoire, il s'investit dans des pratiques sociales : il est donc aussi une (ou des) idéologie(s). Ses crises sont celles de ce statut problématique;
— cette *déconstruction comme effet de masse* est aussi rendue possible par l'inégalité fonctionnelle des « parties constitutives » du marxisme quant à leur nature (idéologique, scientifique) et à leur origine (non contemporaines les unes des autres). Cette hétéromorphie du marxisme (voir les figures reconductibles de la révision, de l'orthodoxie et du retour à l'essence) permet de comprendre la non-adéquation de ses fondements scientifiques et des luttes de classes. La *forme crise* manifeste le mouvement nécessaire d'adéquation/réadéquation.

Bien des théoriciens et/ou dirigeants s'essaient, dans ces conditions, à rendre le marxisme à son unité en repensant son rapport aux masses et en tentant de briser le face à face de la norme et de la déviation, de l'orthodoxie et de la liquidation. Le tragique de leur entreprise, c'est qu'elle est tout entière enveloppée par le stalinisme. Celui-ci se donne pour la bonne norme, la juste orthodoxie de l'avenir révolutionnaire et non plus, cette fois, de l'aménagement réformiste. Les difficultés théoriques de la refondation du marxisme se conjuguent ainsi avec la résistance historique à leur levée. Car le stalinisme réalise à sa façon, c'est-à-dire par « en haut » et en en annulant l'effet d'appropriation de masse, la « Réforme » gramscienne et la nouvelle « récapitulation » korschienne. Cette sorte de coup de force redéploie la crise et la jugule — ce qu'a bien décrit L. Althusser : « En réglant les « problèmes » du marxisme... à sa manière, Staline leur a imposé des solutions qui ont eu pour effet de bloquer la crise provoquée ou renforcée par elles. En faisant violence à ce qu'était le marxisme dans son ouverture et ses difficultés mêmes, Staline provoquait une grave crise dans le marxisme mais, par les mêmes moyens, il la bloquait et empêchait qu'elle éclate » (Enfin la crise du marxisme!, in *Il Manifesto, Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolutionnaires*, Paris, 1978, p. 246-247). Du coup, prend forme, dès les années 30, puis se densifie la question de la *nature de la formation sociale soviétique* qui demeure au principe même de la crise du marxisme. Elle intègre en effet les interrogations critiques antérieures en les portant à un point d'extrême sensibilité politique. Son poids spécifique et ses implications théoriques devaient être encore accrus par l'importance prise par l'URSS sur la scène internationale après la seconde guerre mondiale. L'essor du capitalisme international après 1945 et pendant les « Trente Glorieuses » diminue sans aucun doute les perspectives de révolution ouvrière dans les centres impérialistes mais, dans les périphéries, l'URSS devient rapidement l'alliée principale des grands mouvements anti-impérialistes. Par ailleurs, avec la formation d'un « camp socialiste », le stalinisme se constitue en idéologie hégémonique dans les pays de l'Est aussi bien que dans les partis communistes, ce qui accélère encore la social-démocratisation des partis socialistes. L'ossification dogmatique du marxisme en même temps que la proclamation de sa nature « indépassable » (Sartre) sont les deux faces contemporaines et contradictoires de son *devenir-Etat*, substitut de son devenir-masses, dont le XXe Congrès du PCUS et la scission du mouvement communiste international allaient montrer les terribles consé-

quences. La crise actuelle du marxisme en procède très largement. Le recul manque pour seulement même esquisser son bilan ou discerner des perspectives. On peut toutefois, sous cette figure désormais convenue, « la crise du marxisme », distinguer à grands traits ce qu'en sont les motifs et les enjeux :

1 / Le marxisme, à raison même de son efficience historique, c'est-à-dire dans la mesure où il a été capable d'investir ou d'assiéger les appareils d'Etat, a sécrété les formes, variables, de son *institutionnalisation* : comme *pratique d'intégration* de la classe à l'organisation de masse, au Parti, à l'Etat, et comme *idéologie de légitimation* du travail, de l'Etat, de l'ordre social, économique ou culturel. Dans les pays de l'Est, ce processus s'incarne dans la formation d'une idéologie d'Etat, d'une idéologie d'oppression étatique. Dans les pays de l'Ouest, il a pour résultat l'insertion, relative et différentielle, des mouvements ouvriers dans les rapports de production capitalistes et les appareils d'Etat;

2 / La crise de ce marxisme institutionnalisé est perçue le plus généralement comme *crise de la politique marxiste*, voire comme crise de la politique tout court, dans la mesure où la relation du marxisme et de la politique traverse des secteurs entiers du champ institutionnel, surtout depuis qu'y interviennent de nouveaux sujets historiques. De l'intérieur, elle est crise de la forme-Parti (donc de ce « bien commun » à tous, de Bernstein à Mao); à l'extérieur, elle est contemporaine de la crise de l'Etat-Providence (et les nouvelles formes de capitalisme qui en surgissent l'alimentent encore). C'est alors la possibilité même de mise en œuvre de politiques prolétariennes qui est au cœur de ladite crise.

Le marxisme a-t-il donc épuisé ses potentialités révolutionnaires ? Question radicale sans doute. Mais, on l'a vu, question déjà ancienne dont l'histoire du marxisme a eu à connaître. Qu'il n'y ait là rien d'inédit ne signifie pourtant pas qu'il n'y faille voir rien d'alarmant. La crise du marxisme n'en garantit pas plus la mort qu'elle n'en assure l'éternité, les deux, on le sait, étant interchangeables. De fait, le marxisme fait face aujourd'hui à un défi théorique et politique qu'il pourra relever à condition, notamment, de faire la preuve de sa capacité à produire une analyse matérialiste et critique :

— des formes de *la lutte des classes dans les pays de l'Est*, ce qui emporte une considérable refonte conceptuelle du matérialisme historique;
— de *ses propres modalités d'existence comme idéologie*, ce qui engage l'éradication des présupposés idéalistes qui sont au principe de son historiographie, le passage de son histoire toujours revisitée à son histoire réelle.

Comme le communisme selon Brecht, c'est le facile difficile à faire.

REMARQUE. — On vient de le montrer, les crises du marxisme traversent et modèlent son histoire tout entière. Dans la logique de cette exposition, et les limites du genre, certaines conjonctures et leurs effets ont été privilégiés, au détriment d'autres, dans la mesure où ils se situaient très nettement à l'intersection, dans le marxisme, de lignes d'*orthodoxie* (de Kautsky à Mao), de lignes d'*attaque* (Masaryk-de Man-Aron) et de lignes de *fracture* (de Bernstein à Habermas en passant par Sorel, Croce ou Althusser). Il importait par ailleurs de donner clairement à voir comment la crise du marxisme est agissante, dans l'histoire de la théorie et du

mouvement ouvrier révolutionnaire, depuis les « origines », et moins, par conséquent, de revenir sur des aspects plus familiers dans le paysage contemporain, plus inscrits aussi dans la convention; au point que la « crise du marxisme » puisse y faire figure d'obscur objet du désir, inavoué chez certains, ignorants de leur propre mémoire, proclamé chez d'autres, tous plus soucieux de « post-modernité » que portés par cette tension vers la possible repensée du marxisme à partir de sa crise, pour ce qu'elle est véritablement, et sans délectation catastrophiste ni triomphante assurance. Force fut donc de rappeler le bon souvenir des grands ancêtres. Pour l'examen des moments critiques elliptiquement évoqués ici (la crise de 1908 dans le Parti bolchevique, la résistance trotskiste au stalinisme comme idéologie hégémonique dans le marxisme, l'affrontement sino-soviétique et la scission du mouvement communiste, l'aggiornamento eurocommuniste et ses récents avatars, etc.), on se reportera aux entrées correspondantes du *Dictionnaire* ainsi qu'aux indications bibliographiques qui suivent.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Actualité du marxisme*, Paris, Anthropos, 1982, t. 2; *Aktualisierung Marx'*, Argument Sonderband 100, Berlin, 1983; D. ALBERS *et al.*, *Kapitalistische Krise und Strategien der Eurolinken*, Berlin, 1982; L. ALTHUSSER, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, Paris, 1978; R. ARON, *Marxismes imaginaires*, Paris, 1970; J. BABY, *La grande controverse sino-soviétique*, Paris, 1966; E. BALIBAR, Tra ideologia e critica rivoluzionaria, in *Rinascita*, n° 9, 4 mars 1983; W. BENJAMIN, Über den Begriff der Geschichte, *Gesammelte Schriften*, Frankfurt, s. d., 1, 2, 691 et s.; M. BETTATI, *Le conflit sino-soviétique*, 2 vol., Paris, 1971; S. CARILLO, *Eurocommunisme et Etat*, Paris, 1977; ID., *Demain l'Espagne* (cf. notamment p. 127 et s.), Paris, 1974; C. CASTORIADIS, Les crises d'Althusser..., in *Libre*, n° 4, Paris, 1978; U. CERRONI, *Crisi del marxismo?*, Rome, 1978; F. CERUTTI, Lebendiges und Totes in der Theorie von Karl Marx, *Das Argument*, n° 138, p. 231 et s., 1983; Y. CHILINE, *Probleme der kommunistischen Bewegung...* (trad. du russe), Moscou, 1972; P. CHIODI, *Sartre e il marxismo*, Milan, 1965; F. CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste*, 2 vol., Paris, 1972; ID., *L'eurocommunisme*, Paris, 1977; L. COLLETTI, *Ideologia e società*, Bari, 1969; ID., *Le déclin du marxisme*, Paris, 1984; *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Pékin, 1965; R. DEBRAY, *Critique de la raison politique*, Paris, 1981; H. DE MAN, *La crise du socialisme*, 1927, et *Socialisme et communisme*, 1928, Bruxelles, Soc. d'Ed. L'Eglantine; J. P. FAGES, *Introduction à la diversité des marxismes*, Toulouse, 1974; P. et M. FAVRE, *Les marxismes après Marx*, Paris, 1970; I. FETSCHER, *Von Marx zur Sowjetideologie*, Francfort, 1957; R. GARAUDY, *Le problème chinois*, Paris, 1967; V. GERRATANA, *Ricerche di storia del marxismo*, Rome, 1972; A. GORZ, *Adieux au prolétariat*, Paris, 1981; B. GUSTAFSSON, *Marxismus und Revisionismus...*, Francfort, 1972, trad. du suéd.; *Histoire du marxisme contemporain*, Paris, 1976-1979; P. INGRAO, *La politique en grand et en petit*, Paris, 1979 (trad. de l'it. *Crisi et terza via*); L. KOLAKOWSKI, *Die Hauptströmungen des Marxismus*, Munich/Zurich, 3 vol., 1976-1978; ID., *Der Mensch ohne Alternative. Von der Möglichkeit und Unmöglichkeit, Marxist zu sein*, Munich 1960; K. KORSCH, *Marxisme et contre-révolution*, Paris, 1975 (cf. notamment p. 264 et s.); G. LABICA, art. « Marxisme », Encycl. Univ., vol. 18; ID., *Le marxisme-léninisme*, Paris, 1984; E. LACLAU, *Politik und Ideologie im Marxismus*, Berlin, 1981; *La crise de l'Etat* (dir. N. POULANTZAS), Paris, 1976; D. LECOURT, *Une crise et son enjeu*, Paris, 1973; ID., Staline, in *La philosophie sans feinte*, Paris, 1982; V. LEDUC, *Ist der Marxismus wirklich überholt?*, Berlin, 1949, trad. du français; H. LEFEBVRE, *Une pensée devenue monde*, Paris, 1980; M. G. LANGE, *Marxismus, Leninismus, Stalinismus*, 1955; LÉNINE, o., 1 (AP, CEP); o., 5 (QF); o., 14 (M et E); o., 24; 26; 38 (CP); G. LICHTHEIM, *Marxism. An historical and critical study*, New York, 1961; G. LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Paris, 1960; R. LUXEMBURG, Sozialreform oder Revolution? (1899), in *Politische Schriften*, Leipzig, 1969; ID., Kautskys Buch wider Bernstein (1899), in *Gesammelte Schriften*, 1/1, p. 537-554; ID., Stillstand und Fortschritt im Marxismus, *ibid.*, 1/2, p. 363-369, art. paru dans le *Vorwärts* du 14-3-1903; *Masaryk on Marx*, éd. abr. des *Grundlagen*, par E. V. KOHAK, Lewisburg, 1972;

P. MATTICK, *Kritik der Neomarxisten*, Francfort, 1974; A. NEGRI, *La classe ouvrière contre l'Etat*, Paris, 1978; L. PAGGI, art. de *Rinascita*, n° 50-51, 1977; K. PAPAIOANNOU, *L'idéologie froide*, Paris, 1967; PARVUS (Israel Helphand), *Eduard Bernsteins Umwälzung des Sozialismus*, dix art. publiés dans la *Sächsische Arbeiter-Zeitung*, janv.-mars 1898; G. PROCACCI (éd.), *Staline contre Trotski, 1924-1926 : la révolution permanente et le socialisme dans un seul pays*, Paris, 1965; R. RACINERO, *La crisi del marxismo*, Bari, 1978; *Rejouer le politique*, Paris, 1981; P. RAYMOND, *La résistible fatalité de l'histoire*, Paris, 1982; *Revisionism. Essay on the History of Marxist Ideas*, New York, 1962; E. RIKLI, *Der Revisionismus...*, Zurich, 1936; A. ROSENBERG, *Demokratie und Sozialismus...*, Amsterdam, 1968; J.-P. SARTRE, Problème du marxisme, in *Situations*, VI, Paris, 1964; P. SOUYRI, *Le marxisme après Marx*, Paris, 1970; *Storia del marxismo*, Einaudi, 1978-1981; A. von WEISS, *Die Diskussion über den historischen Materialismus...*, Wiesbaden, 1965; ID., *Neomarxismus*, Munich, 1970; P. VRANICKI, *Storia del marxismo*, 2 vol., Rome, 1972; B. WOLFE, *Marxism. One Hundred Years in the Life of a Doctrine*, New York, 1965; A. ZIMINE, *Le stalinisme et son « socialisme réel »*, Paris, 1982.

La commémoration du centenaire de la mort de Marx (1983) a donné lieu a de très nombreuses publications qui, bien qu'elles ne s'y réduisent nullement, ne sont pas sans aborder l'actuelle « crise du marxisme » : *Anthropos*, Extraordinario-4, Marx en España, 100 años despues, Barcelona, 1984; *Beiträge zur Marx-Engels Forschung*, n° 16, Colloque de Leipzig, 1984; *Cahiers marxistes*, n° 114, mai 1983, Bruxelles; *Courrier de l'Unesco* (art. de G. LABICA et N. LAPINE), oct. 1983; *Debat*, 9, Marx cent anys després, Febr. 1984; *Dialectica*, n° 14-15, Mexico, Puebla, 1983-1984 (cf. également n° 8, juin 1980 : L. ALTHUSSER, E. BALIBAR, F. CLAUDIN, G. LABICA; n° 11 et 12, 1982 : U. CERRONI); *Dialektik*, K. Marx-Philosophie, Wissenschaft, Politik, Köln, Pahl-Rugenstein V., 1983; *El marxismo en España*, (coll.), Madrid, FIM, 1984; *Enrahonar*, Marx, Barcelona, 1984; R. GALLISSOT (éd.), *Les aventures du marxisme*, Paris, Syros, 1984; G. HALL, *K. Marx, Beacon of our time*, New York, Internat. Publish. Cy, 1983; R. L. HEILBRONER, *Marxism : for and against*, New York (trad. franç., Paris, Economica, 1984); *International review of social history*, vol. XXVIII, 1983; *Istituto Gramsci* (coll.), Convegno Marx, Roma, Ed. Riuniti, 1985; G. LABICA (éd.), *1883-1983 : l'Œuvre de Marx, un siècle après*, Paris, PUF, 1985; D. MCLELLAN, *K. Marx : The legacy*, London, BBC, 1983; ID., (ed.), *Marx : The first hundred years*, London, Fontana, 1983; *Marx e i marxismi...*, Fond. Feltrinelli, Milan, 1983; *Marx heute* (I. FETSCHER ed.), Hamburg, 1983; *Marx heute. Pro et contra* (O. K. FLECHTHEIM ed.), Hamburg, 1983; *Marx ist Gegenwart...*, IMSF, Frankfurt, 1983; *Marxisme et libération humaine* (coll., IRM), Paris, ES, 1983; *Marxism to-day*, What does Marx mean to you ?, London, March 1983; B. MATTHEWS (ed.), *Marx : a hundred years on*, London, Lawrence and Wishart, 1983; A. MERKER (ed.), *Marx, un secolo*, Roma, Ed. Riuniti, 1983; V. MIKECIN, *Marksisti i Marx*, Zagreb, Globus, 1984; *New Left Review*, Marx Centenary, n° 138, London, March-April 1983; *Nous Horitzons*, n° 85, 1983; K. B. NOWLAN (ed.), *K. Marx : The materialist Messiah*, Dublin, Mercier Press, 1984; *Que faire aujourd'hui?*, Marx et la représentation de l'histoire, n° 23-24, 1984; *Raison présente*, Marx/Darwin, n° 66, 1983; *Rethinking Marx* (coll.), Berlin, Argument Verlag, 1984; *Revista de Occidente*, Extraordinario-5, Madrid, 1983; M. SACRISTAN, *Sobre Marx y el marxismo*, Icaria-Editorial, 1983; *Socialism in the world*, Marx, le marxisme et le monde contemporain, n° 40 à 45, Belgrade, 1984; *Soviet studies in philosophy*, US, vol. XXII, n° 2, 1983; *Teoria*, Marx cent'anni dopo, III/1983/1, Pisa.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Austro-marxisme, Bolchevisme, Boukharinisme, Budapest (Ecole de), Communisme, Communisme de gauche, Coupure épistémologique, Crise, Diamat, Dictature du prolétariat, Economie politique (critique de l'), Effondrement (théorie de l'), Empiriocriticisme, Engelsianisme, Etat soviétique, Eurocommunisme, Féminisme, Francfort (Ecole de), Freudo-marxisme, Gauchisme, Gramscisme, Humanisme, Kantisme, Kautskysme, Lassallisme, Léninisme, Luxemburgisme, Maoïsme, Marxisme occidental, Mode de production socialiste, Ouvriérisme, Praxis, Réforme/Révolution, Révisionnisme, Révolution permanente, Science, Social-démocratie, Socialisme, Spartakisme, Spinozisme, Spontané/spontanéité/spontanéisme, Stalinisme, Structuralisme, Transition socialiste, Trotskisme.

G. Be.

Critique

Al : *Kritik.* — An : *Critical analysis, Critique.* — R : *Kritika.*

1 / Le terme *critique* remonte, dans son usage technique, aux humanistes. Il nomme l'étude philologique des textes de l'Antiquité gréco-romaine. Mais quand Marx le reprend, pour en faire une partie de son système, le terme est déjà chargé de connotations philosophiques et politiques liées étroitement au développement de la pensée bourgeoise.

Marx utilise le terme *critique* dans plusieurs de ses écrits. Il apparaît, notamment, dans le titre de la majorité des œuvres publiées de son vivant (SF, *Cont.*, K.). Il apparaît aussi dans sa correspondance, pour désigner plusieurs manuscrits publiés après sa mort.

On peut différencier deux périodes dans l'utilisation faite par Marx du concept de *critique*. Dans la première, Marx reprend à son compte le concept tel qu'il était développé par les jeunes hégéliens; mais, dès sa rupture avec Bauer, il donne à *critique* son sens original.

La première occurrence date de sa thèse de doctorat. Marx se borne à reprendre l'usage en vigueur dans les milieux radicaux. La *critique* est étalon, puisque « c'est la critique qui mesure l'existence singulière à l'essence, la réalité effective particulière à l'idée » (MEW, *Erg.*, 1, 327-328; trad. franç., *K. M. Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure*, Bordeaux, Ed. Ducros, 1970, p. 235). Elle est alors « acte de se tourner vers l'extérieur de la philosophie », pour rendre le monde philosophique.

Pendant la période où Marx collabore à différents organes de la presse d'opposition, en particulier à la *Rheinische Zeitung*, dont il assurera la direction, le terme réapparaît souvent, sans que pour autant on puisse lui attribuer un sens définitif. Ainsi, la *critique* peut être identifiée avec la faculté de jugement, « la censure est la critique officielle; ses normes sont normes critiques » (MEW, 1, 3); mais aussi avec la raison dans son développement historique : « la situation allemande... se trouve au-dessous du niveau de l'histoire, elle est au-dessous de toute critique » (*Cridr.*, MEW, 1, 380; Paris, Aubier, 1971, p. 59). La *critique* apparaît aussi comme activité théorique spécifique : « La vraie critique n'analyse pas les réponses mais les questions » (MEW, *Erg.*, 1, 379), et chaque question est résolue aussitôt qu'elle devient une question véritable *(wirklich)*. Il s'agit enfin d'une activité réflexive, d'une autoréflexion de la raison : « La critique est la véritable censure, fondée sur l'essence de la liberté de la Presse. Elle est le regard que celle-ci engendre à partir d'elle-même » (MEW, 1, 55).

Or, comme Marx le reconnaîtra quelques mois plus tard dans une lettre à Ruge (mai 1843), toute l'agitation de la presse libérale et oppositionnelle, à laquelle le projet critique se trouvait intimement lié, ne reposait que sur une « tentative malheureuse pour supprimer l'Etat des philistins sur la base de lui-même » (*Corr.*, 1, 295). La Critique doit abandonner ce projet raté, pour « réaliser... la critique radicale de tout ordre existant » (*Corr.*, 1, 298), *critique* qui doit « apporter au monde les principes que le monde a lui-même développés dans son sein » (*Corr.*, 1, 230). C'est dans la même période que Marx reprend un projet de *critique* de la philosophie politique de Hegel. Il s'agissait, au départ, de démontrer que la monarchie n'était « qu'une chose barbare, contradictoire et qui se condamne elle-même » (L. à Ruge, 5 mars 1842), mais Marx dépasse dans son écrit le domaine strictement

politique, pour développer une première *critique* de la philosophie de Hegel en général.

La *critique*, dans cette nouvelle version, perd ainsi son efficacité immédiate. D'abord, elle doit se donner une médiation avec la réalité, médiation que Marx caractérise d'abord comme « masses » *(Cripol.)*, pour parler ensuite de « prolétariat » *(Cridr.)*. Mais, parallèlement, la *critique* perd de sa puissance théorique, puisqu'elle passe au deuxième plan, en posant comme médiation une foule de disciplines particulières. Cette double retraite constitue la problématique fondamentale des *Manuscrits de 44*.

Ceux-ci forment (cf. Préf.) un premier jalon dans la constitution d'une théorie compréhensive de la société, théorie qui doit procéder à l'étude des sphères particulières (Droit, Religion, Morale, Economie), de la vie sociale. Cette étude doit être suivie d'une *critique* « de la façon dont la philosophie spéculative a travaillé sur ces matériaux » (M 44, MEW, *Erg.*, 1, 467; ES, 1972, 1), *critique* qui doit être autant la conclusion des études particulières *(ibid.)* que leur fondement (M 44, *ibid.*, 568 ; 124).

La coexistence des différents moments dans le projet marxien apparaît dans la *Correspondance Marx/Engels*. Elle est bien illustrée par un projet d' « Economie » qu'Engels présente à Marx en 1851, où il lui suggère de commencer la publication par la *partie critique préalable*, pour ensuite aborder l'histoire et, seulement après, les *socialistes* et la partie positive (c'est-à-dire les apports propres de Marx), pour ainsi dérouter la censure, qui n'affectait pas les œuvres de caractère scientifique (L. du 27 nov. 1851). Dans une lettre à Engels du 1er février 1858, alors que Marx rédigeait les *Grundrisse*, Marx dit à propos de Lassalle : « Il s'apercevra (...) que c'est une tout autre affaire d'amener *d'abord*, par la critique, une science jusqu'au point où on peut l'exposer dialectiquement, ou d'appliquer un système de logique abstrait, clos, à des prémonitions d'un tel système précisément » (*Corr.*, 5, 129; souligné par nous). Et dans une lettre de la même année adressée à Lassalle (22 févr.), Marx présente son projet comme étant à la fois critique des catégories, système de l'économie bourgeoise sous une forme critique, et *critique* de ce système par l'exposé lui-même (*Corr.*, 5, 143). Une telle formulation résume ses deux orientations théoriques fondamentales, celle qui concerne le problème catégoriel, épistémologique d'une science de la société, et celle de la mise en place d'une région de celle-ci (économie) qui ne se bornerait pas à décrire les différentes sphères de la vie économico-sociale, mais qui constituerait, *de par son exposé même*, une mise en accusation de la réalité existante, de la société capitaliste.

2 / Le concept de *critique* apparaît en conséquence comme une réflexion sur des systèmes théoriques constitués pour fonder, sur leur déconstruction, une nouvelle théorie, ou science, de la société.

La *critique*, qu'il faut soigneusement différencier des recherches positives, vise fondamentalement trois sphères différentes : *a* / la critique du système hégélien ; *b* / la critique de l'économie politique ; et *c* / la critique polémique.

a) La critique du système hégélien. — Pour Marx, « la dialectique de Hegel est la forme fondamentale de toute dialectique, mais seulement une fois dépouillée de sa forme mystique et c'est précisément cela qui distingue ma méthode » (MEW, 32, 538; LCap, ES, p. 90). La grandeur et la limite du système hégélien se résument, pour Marx, dans le fait que « Hegel se place du point de vue de l'économie politique moderne. Il appréhende le *travail*

comme *essence*, comme l'essence avérée de l'homme; il voit seulement le côté positif du travail et non son côté négatif... Le seul travail que connaisse et reconnaisse Hegel est le travail abstrait de l'esprit » (M 44, MEW, *Erg.*, 1, 574; 132-133). « Ce mouvement d'*engendrement de soi, d'objectivation de soi*, en tant qu'*aliénation et* dessaisissement de soi... passe donc pour la vie véritablement humaine... elle passe pour le *processus divin*, mais pour le processus divin de l'homme... par lequel passe son essence différente de lui, abstraite, pure, absolue » (M 44, *ibid.*, 584; 144). Mais, « ce que Hegel a réalisé ici de positif... c'est d'avoir fait des *concepts déterminés*, des formes universelles fixes de la pensée, dans leur indépendance à l'égard de la nature et de l'esprit, le résultat nécessaire de l'aliénation générale de l'être humain... et de les avoir en conséquence présentés et groupés comme des moments du processus d'abstraction » (M 44, *ibid.*, 585; 145).

Marx développe dans la *Critique du droit politique hégélien* l' « inversion » sujet-objet, et dans les *Manuscrits de 44* et *La Sainte Famille* critique l'abstraction à laquelle Hegel réduit le processus historique, problème qui réapparaît dans *Misère de la philosophie*. Enfin, Marx mentionne dans une lettre de 1858, un projet d'écrire un essai sur le fond rationnel de la dialectique hégélienne, en reconnaissant les enseignements qu'il a retirés d'une lecture de la *Logique* pour l'élaboration de sa théorie du profit (L. à FE, 16 janv.; *Corr.*, 5, 116).

b) Critique de l'économie politique : dès sa première version, l'objet de la *critique* de l'économie politique n'est autre que d'administrer la preuve des limitations et inconséquences de la science économique, en même temps que de mettre ses acquis véritables au compte de la nouvelle science dont Marx se réclame. C'est pourquoi il qualifie la *critique* d'analyse empirique des textes économiques (M 44, *ibid.*, 467; 2), et c'est pour la même raison que cette *critique* ne s'exprime dans certains textes qu'après un rétablissement des énoncés économiques (comme dans le cas de Proudhon dans la SF et plus nettement encore dans MPh, ou avec List, *Critique de l'économie nationale*, Paris, EDI, 1975, 35-37).

La *critique* de l'économie politique permet d'abord d'établir l'historicité du mode de production capitaliste (MPh, 80), souvent effacée par les économistes, et d'intégrer dans le discours théorique des dimensions de la vie sociale laissées de côté auparavant. Marx reconnaît aux Physiocrates le mérite d'avoir été les premiers à voir dans la vie sociale une totalité, et d'avoir essayé d'en donner une première explication méthodique (L. à FE, 7 mars 1877; MEW, 34, 39; LCAP, ES, 283-284). C'est par l'œuvre de Smith que « l'économie politique s'était développée jusqu'à une certaine totalité, elle avait pour ainsi dire délimité tout le terrain qu'elle occupe » (K., Paris, ES, 1975, IV, 2, 184). Ricardo, de son côté, « qua [parce que] bourgeois est contraint de commettre des bévues même d'un point de vue strictement économique » (KM à Lassalle, 22 févr. 1858; *Corr.*, 5, 143), il « a nettement dégagé le principe de la détermination de la valeur de la marchandise par le temps de travail et il montre que cette loi régit également les rapports de production bourgeois qui semblent le plus en contradiction avec elle » (*Cont.*, MEW, 13, 45; ES, 1957, 36; cf. aussi K., MEW, 23, 20; ES, 1971, I, 24).

L'œuvre économique de Marx apparaît, donc, comme la continuation d'une problématique antérieure, au même titre qu'elle constitue une rupture; la *critique* est tout autant la récupération de cette continuité que la production du sens de cette rupture, dans *le matérialisme historique*.

c) Critique polémique. — La *critique* n'apparaît pas seulement comme fondement et bilan; elle peut aussi mettre à l'écart, refuser certains points de départ qui s'avéreraient être des voies sans issue pour l'activité théorique, ou des moments déjà dépassés par la pratique révolutionnaire. C'est ce que Marx exprime, à propos de Bauer, dans la préface de *La Sainte Famille* : « Notre exposé est naturellement fonction de son objet... La Critique critique se situe au-dessous du niveau déjà atteint par le développement de la théorie en Allemagne... La Critique critique oblige... à lui opposer, *comme tels*, les résultats déjà acquis » (SF, MEW, 2, 7; ES, 14), et en conséquence, « ... pour apprécier à sa juste valeur cette charlatanerie philosophique... il est nécessaire d'examiner une bonne fois tout ce vacarme d'un point de vue qui se situe en dehors d'Allemagne » (IA; MEW, 3, 18; ES, 42), à la traiter en tant qu'idéologie, c'est-à-dire en tant que représentation idéale dont la valeur cognitive est moindre que son efficacité sociale. Tombent aussi sous le coup de cette caractérisation l'analyse des écoles socialistes utopiques (socialisme féodal, petit-bourgeois, « vrai », bourgeois, etc.) (cf. MPC, chap. II) et une partie au moins des polémiques avec d'autres penseurs ou leaders socialistes.

3 / Le terme *critique* a été repris par les penseurs regroupés autour de l'*Institut für Sozialforschung* (Ecole de Francfort) pour caractériser leur projet d'une théorie sociale qui entend puiser ses sources dans un marxisme renouvelé et fécondé par les apports de la psychanalyse et de la recherche sociologique empirique.

• BIBLIOGRAPHIE. — P.-L. ASSOUN, G. RAULET, *Marxisme et théorie critique*, Paris, Payot, 1978; E. BALIBAR *et al.*, *Marx et sa Critique de la politique*, Paris, Maspero, 1979; K. KORSCH, *L'anti-Kautsky*, Paris, Champ libre, 1973; R. KOSELLEK, *Le règne de la critique*, Paris, Ed. de Minuit, 1979; C. LUPORINI, *apud* E. BALIBAR, C. LUPORINI, A. TOSEL, *Marx et sa critique de la politique*, Paris, Maspero, 1979, p. 55 et s.; D. MCLELLAN, *Les jeunes hégéliens et Karl Marx*, Paris, Payot, 1972; M. MARCOVIČ, Marx and Critical Scientific Thought, dans *Marx and Contemporary Scientific Thought*, La Haye, Mouton, 1969; R. MATHIEU, Marx, Petty et les « Théories sur la Plus-Value », dans *Marx et l'économie politique*, Paris, F. Maspero, PUG, 1977; R. MEEK, Studies in Labour Theory of Value, *Monthly Review Press*, New York, 1975; J. RANCIÈRE, Le concept de critique et la critique de l'économie politique des « Manuscrits de 1844 » au « Capital », dans L. ALTHUSSER *et al.*, *Lire Le Capital*, Paris, Maspero, 1973, v. III; P. A. ROVATTI, *Critica e Scientificità in Marx*, Milano, G. Feltrinelli Editore, 1973; D. SAYER, Marx's method, *Ideology, Science and Critique in Capital*, Sussex, The Harvester Press, 1979.

▶ CORRÉLATS. — Economie politique (critique de l'), Essence, Francfort (école de). Hégélianisme, Philosophie, Proudhonisme, Religion, Révolution, Science, Théorie, Utopie.

M. Ma.

Croissance

Al : *Wachstum.* — An : *Growth.* — R : *Rost.*

Le terme de croissance ne fait pas l'objet d'une définition communément admise par la communauté scientifique. Il évoque certes en général l'idée d'une augmentation continue et soutenue des principales variables de l'économie, et en particulier du volume de la production mais le contenu du terme demeure très incertain, variant d'un économiste à l'autre et toujours idéologiquement connoté. Il est néanmoins largement utilisé par la littérature économique contemporaine, aussi peut-on tenter de le caractériser

par touches successives en le distinguant, pour ce faire, des concepts voisins. L'expansion est une amélioration de la production mais qui se situe dans la courte durée; la croissance quant à elle, si elle est aussi synonyme d'augmentation de la production, implique toutefois — parce que la période couverte est plus longue — des modifications de structures sensibles du type exode rural, urbanisation, évolution des comportements de consommation, etc.; le développement couvre, quant à lui, la très longue période et s'accompagne de modifications structurelles profondes et radicales dont l'industrialisation est souvent considérée comme le signe le plus tangible; enfin le progrès traduit non seulement, avec l'accroissement des grandeurs, l'idée d'un plus mais aussi, par les finalités qu'il implique, celle d'un mieux et, en particulier, l'amélioration de la condition sociale des plus démunis.

A la différence par exemple du concept d'accumulation, le terme de croissance n'a pas un contenu marxiste très spécifique; si on le trouve — rarement semble-t-il — chez les classiques du marxisme, ce n'est souvent qu'en tant que synonyme d'idées voisines. Mais on trouve par contre, explicitement, des éléments de l'histoire de la croissance capitaliste et, implicitement, les linéaments d'une modélisation de celle-ci. C'est ce double apport qu'il nous faut rapidement situer.

Ne serait-ce que parce qu'il a su donner à la notion de révolution industrielle, qui n'était alors qu'une hypothèse hardie élaborée dans les cercles socialistes français et anglais du début du XIXe siècle, une portée aujourd'hui bien admise, Engels a su brosser dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* un tableau de la croissance capitaliste anglaise du XIXe siècle, dans ses dimensions aussi bien technologiques, économiques, sociales que politiques. On trouve également, parsemant *Le Capital*, de nombreuses descriptions concrètes, puisées aux meilleures sources, constituant, suivant l'expression de Schumpeter un modèle d'histoire raisonnée. Lénine, en écrivant *Le Développement du capitalisme en Russie* apporte aussi une contribution remarquable à l'histoire de la croissance économique tsariste. Les historiens de tradition marxiste ont prolongé ces recherches, qu'ils s'intéressent, comme Dobb, aux aspects économiques de la croissance (*Studies in the development of capitalism*, 1946) ou, comme E. J. Hobsbawm, à ses conséquences sociales (*Primitive rebels*, 1959).

Dans la mesure où, par ailleurs, cédant à une mode très contemporaine, se multiplient les modèles destinés à rendre compte analytiquement du processus de croissance, il est possible de déduire de la construction marxiste une sorte d'axiomatique économique. On se bornera ici à présenter la modélisation très simple proposée par I. Adelman (*Theories of growth and economic development*, 1961) en en précisant brièvement la signification :

$$O = f(L, Q, K, T) \tag{1}$$

la production est fonction du travail, du capital, de la terre, de la technologie ;

$$T = f(I) \tag{2}$$

la technologie est dépendante de l'investissement ;

$$I = f(R') \tag{3}$$

l'investissement est conditionné par le taux de profit ;

$$R' = \frac{O - W}{W + Q'} \tag{4}$$

si l'on déduit de la production la masse des salaires, on obtient la masse des profits, le capitaliste évaluera le taux de profit en rapportant celle-ci à l'ensemble du capital engagé dans l'achat de la force de travail W et dans l'acquisition des moyens de production dont une fraction Q′ se trouve utilisée au cours de chaque cycle de production;

$$W = f(I) \tag{5}$$

les salaires sont nourris par le capital variable qui est un investissement ;

$$L = f(I/Q) \tag{6}$$

l'emploi n'augmente que s'il existe un rythme d'accumulation du capital suffisant, à défaut l'armée industrielle de réserve croît ;

$$C = f(W) \tag{7}$$

la consommation, étant fonction des salaires, la sous-consommation peut provoquer la crise ;

$$R = f(T, L) \tag{8}$$

le montant des profits est lié à la force de travail employée et au niveau de la technologie.

Trois identités permettent de clore le système d'équations :

$$O = R + W \tag{9}$$

la production donne naissance à deux types de revenus : les profits et les salaires ;

$$O = C + I \tag{10}$$

cette même production est affectée à la consommation et à l'investissement ;

$$Q' = uQ \tag{11}$$

l'équation ne fait que traduire le taux d'usage du capital au cours de chaque cycle productif.

L'équation fondamentale est celle concernant le taux de profit; c'est à travers elle que se manifestent les mécanismes et aussi les principales contradictions de la croissance capitaliste.

L'intérêt des indications fournies par Marx sur la croissance réside très précisément dans la finesse, la précision des descriptions concrètes qu'il nous en donne, dans la rigueur de la construction et de l'articulation des concepts qu'il nous propose. On peut donc dire que « Marx entend fournir par son modèle une théorie vraiment axiomatisée. Il pense obtenir ce résultat en articulant deux niveaux distincts, l'un historique, l'autre théorique » (C. Schmidt, *Le centenaire du Capital*, 1969, p. 42). Le jugement de Léontief est très sensiblement voisin lorsqu'il considère qu'il y a plus d'informations réalistes et de première main sur les éléments essentiels de la croissance (salaires, profits, activité des entreprises) chez Marx qu'il n'y en a dans dix volumes de l'annuaire statistique des Etats-Unis (The significance of marxian economics for present day economic theory, *American Economic Review*, mars 1938).

• BIBLIOGRAPHIE. — P. BARAN, *Economie politique de la croissance*, Maspero, 1967; M. BRONFENBRENNER, Das Kapital for the modern man, *Science and society fall*, 1965, p. 419-438; W. KRELLE, Marx as a growth theorist, *German economic review*, 1971, 2, p. 122-133; E. MOSSE, *Marx et le problème de la croissance dans une économie capitaliste*, Colin, 1956; J. ROBINSON,

On re-reading Marx, Cambridge University Press, 1953; P. SWEEZY, Studies in the theory of capitalist development, *Monthly Review Press*, 1956; O. W. THWEATT, A growth equation analysis of the ricardian and marxian theories, *Pakistan economic journal*, 1962, 12, p. 65-74.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Capital, Développement/Sous-développement, Keynésianisme, Planification, Production, Profit.

G. C.

Culte de la personnalité

Al : *Personenkult.* — An : *Personality cult.* — R : *Kul't ličnosti.*

C'est dans une lettre de Marx à Wilhem Blos, rédacteur au *Volkstaat*, historien et publiciste qui se rattachait à l'aile droite de la social-démocratie allemande, qu'en date du 10 novembre 1877 on trouve sans doute l'origine d'une expression fort utilisée dans le mouvement communiste depuis les années 1950. Marx répondait à des remarques flatteuses sur la popularité qui entourait son nom et celui d'Engels : « Ni lui ni moi, nous ne donnerions un radis pour la popularité. Tenez, à titre de preuve : pendant l'existence de l'Internationale, je n'ai jamais admis par dégoût de tout *culte de la personnalité* que l'on publie les multiples adresses dans lesquelles on reconnaissait mes mérites et par lesquelles on venait m'importuner de divers pays; je n'y ai même pas répondu si ce n'est par quelques rares remontrances. La première adhésion d'Engels et de moi à la société secrète des communistes s'est faite à la condition qu'on éliminerait des statuts tout ce qui concourt à la superstition des autorités » (Marx-Engels, *Corr.*, Ed. du Progrès, 1971, p. 322 ; MEW, 34, 308).

En 1891, Engels, pour refuser un programme préparé pour son anniversaire par l'Association communiste ouvrière de culture de Londres, raisonnait de la même manière : « Marx et moi avons toujours été contre les manifestations publiques en l'honneur d'individus particuliers; elles ne sont admissibles que si elles servent à atteindre un but important mais avant tout nous étions contre des manifestations nous concernant personnellement, nous vivants » (MEW, 22, 86). De leur côté des témoins confirment « la sainte colère contre toute recherche de popularité » qui animait Marx (W. Liebknecht, *Souvenirs sur Marx et Engels*, éditions en langues étrangères, Moscou, p. 103) et, dans un texte partiellement inédit, Jenny Marx ajoute que la « manie des grandeurs » que montrait Lassalle irritait son père : « Le nouveau Messie (...) était l'objet d'un culte sans exemple dans l'histoire. L'encens qui lui fut prodigué grisa la moitié de l'Allemagne » (*ibid.*, p. 244, Brève esquisse d'une vie mouvementée).

A la mort de Lénine, Nadiedjda Kroupskaïa, dans une réponse aux condoléances publiée par la *Pravda* du 30 janvier 1924, écrivait : « Ne laissez pas votre hommage à Illitch prendre la forme d'une adoration de sa personne. Ne construisez pas pour lui des monuments, ne donnez pas son nom à un palais, n'organisez pas des cérémonies commémoratives. De son vivant, il attachait si peu d'importance à tout cela, tout cela était si vain à ses yeux (...) Si vous désirez honorer le nom de Lénine, construisez des crèches, des écoles, des jardins d'enfants, des bibliothèques, des centres médicaux, des hôpitaux, des maisons pour les handicapés... et par-dessus tout, mettez ses préceptes en pratique. »

Malgré cette mise en garde, un véritable culte se développa autour du

souvenir de Lénine puis se mua en une frénétique célébration de Staline, de ses actes et de ses écrits.

Au XXe Congrès du PC d'Union soviétique, en février 1956, le rapport secret de Khrouchtchev amorça une réflexion sur les raisons qui firent que : « Le culte de la personne de Staline n'a cessé de croître et qu'il devint à un moment précis, la source de toute une série de perversions graves et sans cesse plus sérieuses des principes du parti, de la démocratie du parti, de la légalité révolutionnaire. » Une résolution du Comité central du PCUS sur « le culte de la personnalité » (30 juin 1956) prolongea quelque peu cette réflexion.

REMARQUES. — Les circonstances qui ont permis le développement de pratiques étrangères au marxisme sont certainement à chercher — comme le fait la résolution du PCUS — dans les conditions historiques qui présidèrent à la naissance de l'URSS (héritage culturel autocratique, structures économiques et sociales archaïques, environnement hostile, etc.) et, partiellement, dans « certains traits de caractère de Staline ». Cette analyse pourtant est fort insuffisante si elle ne touche pas aux modes de fonctionnement du parti, aux conceptions de ses rapports avec les masses, à la mise en évidence de la sphère d'aliénation produite par l'existence de l'Etat et de sa bureaucratie et, encore, sur le plan philosophique au rôle du facteur subjectif en histoire. Le *culte de la personnalité* est plus la *conséquence* que la *source* des « déviations » du socialisme en URSS. Il a en outre des aspects universels et particuliers qu'il convient de mieux éclairer. Sa critique radicale est d'autant plus nécessaire que son développement — ou sa simple survie — est contradictoire, en URSS comme dans le monde, avec l'épanouissement de la pratique socialiste.

▶ CORRÉLATS. — Bureaucratie, Centralisme démocratique, Collégialité, Déviation, Dogmatisme, Esprit de parti, Orthodoxie, Stalinisme.

M. M.

Culture

Al : *Bildung, Kultur.* — An : *Culture.* — R : *Kultura.*

Voir : Ecole, Esthétique, Idéologie, Proletkult, Révolution culturelle, Superstructure.

D

Darwinisme

Al : *Darwinismus*. — An : *Darwinism*. — R : *Darwinizm*.

En publiant le 24 novembre 1859 *L'origine des espèces*, Darwin fonde la théorie scientifique de l'évolution et révolutionne la biologie au moyen du couple conceptuel variation/sélection qui désigne l'apparition de petites modifications dans des populations d'êtres vivants, au cours de leur reproduction, et le tri naturel de ces variations en fonction principalement du milieu et de la surpopulation.

Dès le 11 décembre 1859, Engels écrit à Marx que le livre de Darwin est « tout à fait sensationnel » et qu'on n'a jamais fait une « tentative d'une telle envergure pour démontrer qu'il y a un développement historique dans la nature ». Marx ne lira *L'origine des espèces* qu'un an plus tard mais son enthousiasme ne sera pas moindre. Jusqu'à leur mort Marx et Engels ne cesseront de lire et de relire les deux ouvrages fondamentaux de Darwin (*La descendance de l'homme* paraît en 1871) pour *travailler* la théorie darwinienne en fonction d'enjeux multiples (technologique, épistémologique, anthropogénétique, sociologique et même politique), dans des conjonctures très diverses. Ces diverses utilisations du darwinisme font toute la difficulté d'un problème clef : par-delà leur conscience immédiate de l'importance de la révolution darwinienne, Marx et Engels ont-ils bien compris l'originalité de cette découverte ?

D'une certaine manière, Marx et Engels accueillent la découverte darwinienne comme une *confirmation*. Dans une lettre du 14 juillet 1858, Engels décrit un bouleversement du champ des sciences de la nature et avance l'idée d'une communauté d'origine entre les êtres vivants à partir de leur « concordance structurelle » dont l'élément commun de base est la cellule. Ce bouleversement rend inévitable un réajustement de la position matérialiste car « avec toute découverte faisant époque dans le domaine des sciences de la nature, le matérialisme doit inévitablement modifier sa forme » (LF, p. 29; MEW, 21, 278). D'autre part l'apparition du matérialisme historique interpelle les autres sciences en demandant si leurs objets n'ont pas aussi une histoire (naturelle) dont la dialectique pourrait rendre compte. Ainsi se reformule l'idée d'une *unification du savoir* (M 44) dans la mesure où les sciences de la nature historicisent leurs

objets en les analysant comme des processus alors que la science de l'histoire « naturalise » celle-ci en décrivant ses lois comme objectives.

Cette problématique donne à la théorie darwinienne son double statut contradictoire : en tant que découverte scientifique, modifiant notre connaissance de la nature, elle vaut comme telle, indépendamment de ses *effets philosophiques* qui d'ailleurs n'ont rien à voir avec une quelconque « philosophie de la nature » explicitement invalidée par Engels (AD et LF) ; en tant que révolution théorique, elle apparaît comme « le fondement de la lutte historique des classes » (Marx), la base d'une conception évolutionniste de la nature et de la société. Ce qui unifie ces deux pôles du darwinisme, c'est sa fonction polémique contre la métaphysique fixiste, contre le finalisme et la téléologie, contre surtout le matérialisme vulgaire et le scientisme, idéologie dominante de la bourgeoisie allemande après les révolutions de 1848.

Par la suite, Marx et Engels ne renieront pas leurs jugements immédiats, mais, lorsqu'ils reviennent à la théorie darwinienne, les angles d'attaque sont plus précis et les champs d'intervention nettement assignables. Trois problématiques, au moins, sont à noter.

1 / Au chapitre XV du *Capital* (K., I, 4e section), Marx envisage la révolution du moyen de travail — le passage de l'outil à la machine — comme méthode particulière pour fabriquer de la plus-value relative. Jusque-là les économistes analysaient la machine d'un point de vue mécanique : outil complexe, combinaison d'outils. Marx, qui repousse cette position abstraite où la machine est définie hors de ses déterminations socio-historiques, déplore l'absence d'une histoire matérialiste de la technologie qu'il n'a pas les moyens d'élaborer. C'est pourquoi, afin de distinguer l'outil (propre à la période manufacturière) et la machine (propre à la grande industrie), il s'installe provisoirement sur un autre terrain : la *techno-biologie* de Darwin. A défaut d'une « histoire critique de la technologie », il croit y trouver « l'histoire de la technologie naturelle, c'est-à-dire la formation des organes des plantes et des animaux considérés comme moyen de production pour leur vie » (K., ES, I, 2, p. 59 n.; MEW, 23, 392).

En assimilant ainsi organe et outil, Marx se meut incontestablement dans une pensée *organiciste* et commet une bévue sur Darwin qui n'accorde pas à chaque organe une fonction précise, immuable mais fait dépendre leur usage imprévisible et aléatoire du milieu bio-physique (*Origine...*, p. 161,). Si Marx s'autorise ce détournement, c'est moins à cause des métaphores ambiguës de certains passages de *L'origine des espèces* qu'en fonction de l'idée darwinienne d'une complexification des organismes vivants dont le critère est la *différenciation* des organes et leur *spécialisation*, c'est-à-dire « le perfectionnement de la division du travail physiologique » (*Origine...*, p. 132-134). La référence à l'économie politique classique est ici évidente et Marx lui-même caractérise la période manufacturière, qui « pousse à l'extrême la séparation des métiers », par la « différenciation et la spécialisation des instruments du travail » (K., *ibid.*, chap. XIV). Il apparaît alors que pour Marx l'analogie organiciste est pertinente pour la manufacture où « les ouvriers forment autant de membres d'un mécanisme vivant » (p. 104; 23, 445) mais plus du tout pour la fabrique et la grande industrie où « ils sont incorporés à un mécanisme mort qui existe indépendamment d'eux ». Alors que dans la manufacture la pro-

duction repose sur la main et l'outil, la force physique et l'habileté manuelle, la grande industrie rend tout cela superflu : elle « crée un organisme de production complètement objectif et impersonnel » où l'ouvrier « ne se sert plus de l'outil mais sert la machine » et ne fait que suivre l'instrument de travail » *(ibid.)*. Il n'y a ainsi de définition possible de la machine qu'en relation avec le procès de travail spécifique où elle triomphe et qu'en fonction de son rôle dans la production de survaleur. Bref, définir la machine comme un outil complexe ne nous apprend rien; assimiler l'outil et l'organe permet de mettre à distance les déterminations irréductibles de la machine; en retour, l'analyse du moyen de travail pourra recevoir un éclairage différent car, en tant qu'il est fabriqué, il est du « travail objectivé ».

2 / Très tôt, surtout en Allemagne et en Angleterre, l'importance de la révolution darwinienne réactive sur une grande échelle l'interprétation biologique des phénomènes sociaux. Paradoxalement, ce *darwinisme social* est autant le fait de membres de l'AIT (Lange, Lavrov...), contre qui Engels polémique dès 1865, que de vulgarisateurs politiquement réactionnaires qu'Engels nomme « darwinistes bourgeois ». Ceux-ci seront réputés lors du Congrès des Naturalistes allemands (sept. 1877) où les participants, anti-socialistes, sont partagés : certains (Haeckel, O. Schmidt) soutiennent Darwin car « le principe de la sélection naturelle est aristocratique » et démontre « l'inégalité nécessaire et universelle des individus »; d'autres (Virchow) mettent en garde le monde scientifique contre les conséquences politiques de l'adoption du darwinisme « qui conduit directement au socialisme ».

La critique par Engels de cette sociobiologie procède en deux temps :

— critique politique d'une idéologie réactionnaire qui ne comprend rien à l'histoire et au concept de luttes de classes. Cette idéologie ne faisant que redécouvrir dans la biologie de vieilles idées politico-sociales qu'un « certain darwinisme » a, au préalable, naturalisées;
— critique épistémologique de l'extension de lois scientifiques hors de leur champ d'application, ce qui exclut « la transposition pure et simple des lois des sociétés animales aux sociétés humaines » (lettre à Lavrov, nov. 1875) car « avec la production sociale, les catégories tirées du règne animal deviennent tout à fait inapplicables » (DN, p. 317; MEW, 20, 565).

Parallèlement, Marx s'efforce d'élucider le rapport illusoire Darwin/Malthus, comme une des sources de l'annexion abusive de la biologie par l'économie politique, dans la mesure où Darwin a affirmé sa dette à l'égard de la théorie malthusienne de la lutte pour l'existence. Marx dégage avec acharnement les incompatibilités entre les deux doctrines et conclut que Darwin a forgé à son insu les armes pour détruire les idées de Malthus : « Darwin renverse Malthus » (K 4, II, p. 129; MEW, 26, 2, 114; lettre du 18 juin 1862; AD, p. 99-100; MEW, 20, 61).

Malgré sa vigueur, cette critique du darwinisme social restera ponctuelle et n'entraînera aucun réexamen du projet d'unification du savoir; elle coexistera même avec les raccourcis pédagogiques qui, par exemple, font dire à Engels sur la tombe de Marx : « De même que Darwin a découvert la loi de développement de la nature organique, Marx a découvert la loi de développement de l'histoire humaine » (1883). Aussi

Marx et Engels ne purent-ils prévoir la vaste postérité, dans la social-démocratie allemande et la IIe Internationale, d'un social-darwinisme recomposé qui contribuera puissamment à diluer le marxisme dans un évolutionnisme universel à base de déterminisme, de scientisme, et de matérialisme vulgaire (cf. les polémiques entre Bernstein, Labriola, Plekhanov, R. Luxemburg, Kautsky, Lénine...).

3 / De 1873 à 1886 Engels se consacre au vaste projet d'une « dialectique de la nature » qui se révélera irréalisable parce que contradictoire, déchiré entre des cibles trop disparates (les philosophies de la nature, le matérialisme vulgaire) et des ambitions incompatibles (une épistémologie concrète, une science de la pensée, une dialectique du réel). Or cette problématique *intenable* sert de cadre à une nouvelle lecture du darwinisme, ce qui explique les différents « usages » de la théorie de l'évolution pendant cette période. Tantôt Engels se contente d'exposer assez subtilement certains aspects de *L'origine des espèces*, d'en décrire la genèse et d'en défendre la scientificité face aux attaques de Dühring qui est lamarckien, ou d'autres (AD, chap. VII; DN, p. 222-223; MEW, 20, 489). Tantôt il essaie de démontrer le caractère dialectique du darwinisme et de préciser son rôle dans « l'unité des sciences » et sa place dans « le système de la nature ». Il est alors conduit à de graves contresens, soit en le réduisant à un transformisme plat, à « une série évolutive qui va du simple au complexe (...) de l'inférieur au supérieur » (LF, p. 18, 30, 44; MEW, 21, 268, 279, 292), soit même en le dépassant par le couple haeckelien adaptation/hérédité (DN, p. 316). La téléologie est réintroduite. Tantôt encore, il démarque *La descendance de l'homme* (ouvrage qui n'est pas dépourvu d'anthropomorphisme) en rédigeant « le rôle du travail dans la transformation du singe en homme » (1876). Marx avait compris, dès 1864, que Darwin « prouvait notre descendance commune des singes » et l'impact idéologique d'une telle connaissance. Dans le récit anthropogénétique d'Engels, la station droite et la libération de la main permettent au travail (ici concept économique et anthropologique) d'être le moteur du processus d'hominisation, ce qui évacue le mécanisme sélectif et corrige Darwin.

On sait que la plupart des textes de cette période ne paraîtront pas du vivant d'Engels et peut-être s'est-il aperçu lui-même des impasses de son entreprise contradictoire. Mais il y aura plusieurs reprises posthumes et les bévues sur Darwin resurgiront sans frein.

• BIBLIOGRAPHIE. — E. AVELING, Charles Darwin et Karl Marx, « *Le devenir social* », avril 1897; O. BAUER, *Marx und Darwin*, Vienne, 1909, *Werke*, t. 8, p. 202 et s.; G. CANGUILHEM, *Etudes d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris, Vrin, 1968; Y. CHRISTEN, *Marx et Darwin*, Paris, A. Michel, 1981; DARWIN, *L'origine des espèces*, Paris, Maspero, 1980; ID., *La descendance de l'homme*, Reinwald, 1881, rééd. Bruxelles, Complexe, 2 vol., 1981; Darwin/Marx, *Raison présente*, n° 66, 1983; K. KORSCH, *L'Anti-Kautsky*, préface au livre I du *Capital*, Champ libre, 1973, p. 174 et s.; *De Darwin au darwinisme : science et idéologie*, Paris, Vrin, 1983; A. LABRIOLA, *Essais...*, II, IV; III, III; G. LUKACS, *La destruction de la raison*, t. II, Paris, 1959; B. NACCACHE, *Marx critique de Darwin*, Paris, Vrin, 1980; J. NOVICOW, *La critique du darwinisme social*, Paris, Alcan, 1910; A. PANNEKOEK, *Marxismus und Darwinismus*, Leipzig, 1914; ID., *Anthropogenesis*, Amsterdam, 1953; P. THUILLIER, *Darwin et Cie*, Bruxelles, Complexe, 1981.

▶ CORRÉLATS. — Lutte des classes, Malthusianisme, Nature, Science.

G. M.

Définition

Al : *Definition, Begriffsbestimmung.* — An : *Definition.* — R : *Opredelenie.*

Voir : Avant-Propos, p. V-VI.

Délégation

Al : *Delegation.* — An : *Delegation.* — R : *Delegacija.*

Voir : Démocratie, Démocratie directe, Parlement/parlementarisme.

Demande/offre

Al : *Nachfrage/Angebot.* — An : *Supply/Demand.* — R : *Spros/Predloženie.*

Voir : Marché.

Démocratie

Al : *Demokratie.* — An : *Democracy.* — R : *Demokratija.*

La notion de démocratie telle qu'en hérite le marxisme au milieu du XIXe siècle est d'une signification relativement incertaine, investie par plus d'un demi-siècle de débats politiques et idéologiques.

Au sens politique, la démocratie a alors un sens constitutionnel : le suffrage universel, l'existence d'une représentation populaire légitime. « La démocratie est l'énigme résolue de toutes les constitutions » (*Cripol.*, p. 68; MEW, 1, 231) : si toute constitution politique est la construction juridique d'un souverain et de règles de relation entre le souverain et le peuple, la démocratie est le « genre » de la constitution puisqu'elle identifie le peuple et le souverain. C'est encore en ce sens juridique qu'il faut entendre l'expression *république démocratique* souvent utilisée par Marx et Engels : « Notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande révolution française » (*Gloses*, ES, 1950, 87; MEW, 22, 235).

Mais la démocratie (et plus précisément les adjectifs *démocrate* et *démocratique*) a aussi un sens social : elle se rapporte au *peuple* au sens classique de ce terme, c'est-à-dire à la petite bourgeoisie.

Les deux acceptions fonctionnent de manière cohérente, en sorte que la démocratie prend le sens d'une *phase historique* de transition ou d'hésitation entre le pouvoir de la bourgeoisie et celui du prolétariat. Hésitation : « Le démocrate, parce qu'il représente la petite bourgeoisie, par conséquent une classe intermédiaire au sein de laquelle s'émoussent les intérêts des deux classes opposées, s'imagine être au-dessus des antagonismes de classe » (18 B, p. 54; MEW, 8, 144). Transition : c'est en ce sens qu'on peut comprendre la formule apparemment paradoxale de Lénine : « *Dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie.* » Pouvoir transitoire antérieur à la dictature du prolétariat, démocratique parce que républicain et parce qu'ambivalent quant à sa nature de classe.

Pour le marxisme d'avant 1917, la démocratie ne peut être comprise que dans cette limite historique. Le mouvement ouvrier peut se réclamer de la démocratie pour autant qu'il est, au plan des valeurs, la continuation de l'œuvre historique de la révolution française et qu'il doit, dans sa lutte contre la monarchie, inclure cette tâche historique dans la sienne propre qui est la révolution sociale. C'est en fonction de cette double tâche que les partis ouvriers allemand et russe s'intitulent « *social-démocrates* ».

La revendication de la république démocratique, c'est-à-dire du parlement élu au suffrage universel, a d'autre part une valeur tactique : permettre la représentation, l'expression politique au grand jour, de la lutte des classes, rendre explicites alliances et antagonismes. Il n'y a pas lieu pour Marx (dans LCF et 18 B) de s'interroger sur le *pouvoir* du parlement, puisque celui-ci n'en a pas. Le pouvoir est aux mains du capital ou du prolétariat, sous sa forme économique ou sous sa forme militaire. L'analyse des batailles parlementaires permet un « suivi » des luttes de classes en tant que celles-ci sont des sujets politiques. Mais le problème du processus de *représentation* des classes sociales en sujets politiques ne se pose jamais. La question de la démocratie, comme celle de l'Etat, ne se pose qu'au niveau du rapport *entre les classes*.

Le propre de la révolution sociale est donc de réduire la démocratie à sa plus simple expression, ainsi que le montre l'expérience de la Commune : électivité de tous les fonctionnaires sur mandat impératif (ils sont responsables à tout moment devant leurs électeurs et révocables par eux). Du même coup, le parlement cesse d'être un lieu de débat pour devenir un lieu d'action (GCF, ER). Ce qui permet à Lénine de déduire très logiquement : avec l'abolition définitive des classes sous le communisme, la démocratie doit dépérir en même temps que l'Etat.

« Tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait parler de démocratie pure, mais seulement de démocratie *de classe*. Soit dit entre parenthèses, « démocratie pure » est non seulement une formule d'ignorant, qui ne comprend rien à la lutte des classes ni à la nature de l'Etat, mais encore une formule triplement creuse car, dans la société communiste, la démocratie, transformée et devenue une habitude, *dépérira*, mais ne sera jamais une « démocratie pure » » (O., 28, 250).

La question de la démocratie ne se pose donc jamais en tant que telle mais seulement rapportée à sa nature de classe. Ainsi, « plus la démocratie bourgeoise est développée, plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile ». Inversement, la dictature du prolétariat est « un million de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise » *(ibid.)*.

Le renversement démocratie/dictature n'est qu'apparemment paradoxal, dès lors que la « nature de classe » du pouvoir se trouve articulée au couple majorité/minorité. Dans toute société de classe, les exploiteurs sont la minorité et les exploités la majorité. Plus la minorité exploiteuse est restreinte en nombre, plus sa domination se fait autoritaire. Le despotisme n'est que la figure limite qui révèle la nature du pouvoir de classe : la dictature. Inversement, le pouvoir prolétarien se donne d'emblée pour ce qu'il est, une dictature. Mais c'est une dictature de la majorité sur la minorité. Ainsi, si la limite de la démocratie bourgeoise est la dictature la plus sanglante, la dictature du prolétariat s'accomplit,

comme pouvoir de la majorité, en pouvoir unanime, c'est-à-dire en absence de pouvoir : dépérissement de la démocratie.

La révolution de 1917, les mouvements révolutionnaires qui secouent l'Europe entre 1918 et 1921 voient surgir, sous la forme des *conseils* ou *soviets*, une forme inédite du pouvoir ouvrier. Il faut rappeler que les soviets se sont créés en Russie dès février 1917 de manière spontanée et non à l'initiative du Parti bolchevique, et qu'ils connaîtront leur développement maximum pendant l'année 1917, c'est-à-dire *avant* la transformation de l'Etat par les bolcheviks. Cette forme d'organisation révolutionnaire répond sans doute à la notion de *démocratie ouvrière* et Lénine ne manquera pas d'y voir le germe du nouvel Etat, l' « Etat-Commune ». C'est au nom de cette démocratie ouvrière que les bolcheviks s'opposent à l'Assemblée constituante, qui reconduit selon eux une démocratie de type bourgeois, donc déjà historiquement dépassée par la démocratie ouvrière.

Mais, faute d'un concept de démocratie intégrant la démocratie de base et l'exercice du pouvoir au niveau de l'Etat, réputé « parasite » sous sa forme bourgeoise et « dépérissant » sous sa forme prolétarienne, les bolcheviks ne parviendront pas à maîtriser le rapide développement de la bureaucratie, rendue nécessaire par les impératifs de la productivité, de l'efficacité économique, de la « discipline ».

Dans ce contexte, la question de la démocratie *dans le parti* ne peut jamais être posée comme une question théorique. Lénine avait pu aisément disqualifier toute revendication de démocratie interne dans le Parti de 1902 (QF). Les conditions pratiques de la clandestinité étaient un argument d'évidence. Le caractère militaire de l'organisation bolchevique dans sa lutte contre le tsarisme était sans doute la réponse adéquate aux circonstances. Cette situation conjoncturelle servira ensuite abondamment d'argument d'autorité pour toutes les directions communistes.

Du reste, les dirigeants communistes ne sont jamais parvenus à poser simultanément la question de la démocratie dans l'Etat et dans le parti. Avant l'avènement du stalinisme, l'opposition trotskiste ne cessera de réclamer la démocratisation du parti avec la reconnaissance du droit de tendance tout en défendant une politique de militarisation de l'économie et de dictature politique, tandis que l'opposition boukharinienne, tout en cherchant une démocratisation des moyens économiques de la transition, succombera sans avoir jamais remis en cause la sacro-sainte « unité du parti », c'est-à-dire le caractère incontestable du pouvoir de sa direction.

La question de la démocratie ne cesse pas pour autant de se poser avec insistance, notamment lorsque le marxisme aura reconnu les limites puis l'échec politique du socialisme soviétique.

Comment concilier question de la démocratie et « nature de classe » de l'Etat alors que l'Etat bourgeois, tendanciellement dictatorial, nous offre les seuls exemples historiquement durables de démocratie et que l'Etat réputé ouvrier s'avère être la dictature autoritaire la plus bétonnée des temps modernes ?

Sans opérer de refonte véritable du concept de démocratie (et en partie empêchés par les interdits léninistes qui pèsent sur les tentatives faites en ce sens par Bernstein et Kautsky), les théoriciens de l'eurocommunisme ont tenté de résoudre ce problème :

1 / En reconnaissant la valeur transhistorique de la démocratie : « En réalité, la démocratie, sous une forme ou sous une autre, est antérieure à l'existence de la bourgeoisie en tant que telle et elle survivra à la société de classes, à l'Etat, au socialisme » (Carrillo, 1977, p. 217). La tâche politique du (ou des) parti(s) ouvrier(s) consiste alors à transformer l'Etat tel qu'il existe, progressivement et de l'intérieur par la construction d'un rapport de forces favorable à la démocratie et contre l'autoritarisme : c'est la *démocratisation*.

2 / Etant entendu que la forme bourgeoise de la démocratie est irréductible mais historiquement et socialement limitée, il faut y ajouter des formes nouvelles de démocratie *directe* ou démocratie de base, inspirées des expériences historiques de démocratie ouvrière : conseils d'usine, de quartier, de zone (Ingrao).

Cette prise en compte de l'acquis démocratique n'est pas sans conséquences pour l'organisation du parti ouvrier : si sa « nature de classe » n'est pas une garantie suffisante de la légitimité de son mode d'organisation (puisque le problème de la démocratie est transversal aux rapports entre les classes), le parti devrait se plier aux impératifs formels de la démocratie bourgeoise. Mais, une fois rendu homogène à l'espace politique bourgeois, que deviendrait l'incarnation politique différentielle de sa « nature de classe » qui fonde sa légitimité historique ?

Aucun Parti communiste ne s'est encore frontalement attaqué à ce problème.

• Bibliographie. — Santiago Carrillo, *Eurocommunisme et Etat*, Paris, 1977; Aut. div., in *Dialectiques*, n° 17, n° 18/19, n° 22; Pietro Ingrao, *La politique en grand et en petit*, Paris, 1979; Rosa Luxemburg, La révolution russe, apud *Œuvres*, II, Paris, Maspero, 1969 ; Trotski, *La révolution trahie*, Paris, éd. A. Rosmer, 1963.

▶ Corrélats. — Bureaucratie, Commune, Conseil, Dépérissement de l'Etat, Dictature du prolétariat, Direction/Domination, Eurocommunisme, Hégémonie, Soviet, Tendances (droit de).

P. S.

Démocratie avancée

Al : *Fortgeschrittene Demokratie.* — An : *Advanced democracy.* — R : *Peredovaja demokratija.*

La notion de « démocratie avancée » a été proposée par le Parti communiste français, à la suite de son analyse de la situation de 1968, caractérisée comme « le premier grand affrontement de la période de l'accélération de la concentration capitaliste, le premier grand affrontement entre la masse des travailleurs et le pouvoir des monopoles » (*Manifeste de Champigny*, déc. 1968). Présentée comme « une sorte de mise à jour », elle prend, de ce point de vue, le relais des mots d'ordre antérieurs de « restauration et de rénovation de la démocratie » (XVIe Congrès, 1961) et d' « établissement d'une démocratie véritable » (XVIIe Congrès, 1964). La stratégie de démocratie avancée entend engager les plus larges couches de la population dans un processus de conquêtes sociales, susceptible d'entamer le pouvoir des monopoles et de mettre fin au régime gaulliste. Soulignant l'aggravation des luttes de classes et définie comme « transition nécessaire dans le combat général pour le socialisme » (W. Rochet, *L'avenir du PCF*, Paris, Grasset, 1969, p. 83), la démocratie

avancée retient de la dictature du prolétariat le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Elle se réfère « aux lois générales valables pour tous les pays » telles qu'elles ont été réaffirmées par la Déclaration des PC des pays socialistes (1957) et la Conférence des 81 partis (1960). Sans rejeter, si la réaction bourgeoise l'imposait, le recours à la violence, elle inscrit son principe dans les voies de passage pacifique.

La démocratie avancée toutefois, peu à peu interprétée en termes de « passage graduel », de « changement qualitatif partiel », et même de « transition de la transition », laissera vite la place à la stratégie de l'Union du Peuple de France, puis d'Union de la Gauche et de Programme commun socialiste-communiste, strictement respectueux des institutions de la Ve République — issues d'un coup d'État. Abandonnée quelques années seulement après sa proclamation, elle a été récemment dénoncée comme un élément de « retard », ou de « butoir » (*Le PCF, étapes et problèmes, 1920-1972*, Paris, ES, 1981, p. 531 et 537). La renonciation au concept de dictature du prolétariat, ainsi qu'à la référence au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien, démontre *a posteriori* l'ambiguïté de la notion.

REMARQUE. — La démocratie avancée, plutôt concept lui-même en transition que concept d'une transition, a valeur de symptôme, celui des difficultés d'un PC du monde capitaliste occidental en matière de stratégie : comment concilier les principes hérités de la tradition communiste et les contraintes nouvelles des luttes de classes et des rapports de force internationaux? D'où les considérables fluctuations de ligne récentes entre repli sectaire et tentations opportunistes; les hésitations entre affirmation de l'identité et repensées radicales; et, actuellement, les incohérences politiques, idéologiques et théoriques, d'une participation-contestation au sein d'un gouvernement de gauche, puis au-dehors.

• BIBLIOGRAPHIE (chronologique). — *Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste!* (Rapport de W. ROCHET et *Résolutions*, nov.-déc. 1968); Allocution de W ROCHET à Aubervilliers (*Humanité* du 27-1-1969); Discours de W. ROCHET pour le 20e anniversaire de *La Nouvelle Critique* (*ibid.*, du 4-2-1969); Rapport de G. MARCHAIS aux Journées d'Etude des entreprises (*ibid.*, 25-2-1969); L. FIGUÈRES, Socialisme et démocratie avancée, apud *Cahiers du Communisme*, nº 3, mars 1969; J. BRIÈRE, Autogestion ou autonomie de gestion, apud *Nouvelle Critique*, nº 37 (218), oct. 1970.

▶ CORRÉLATS. — Avance/retard, Capitalisme monopoliste d'Etat, Couche sociale, les articles Démocratie, Dictature du prolétariat, Pacifique (voie), Transition socialiste.

G. L.

Démocratie directe

Al : *Direkte Demokratie.* — An : *Direct democracy.* — R : *Prjamaja demokratija.*

Marx, Engels et, à leur suite, Rosa Luxemburg, en s'appuyant sur des recherches antérieures, ont constaté que pendant une longue période, celle du communisme primitif, les premiers groupements humains ignoraient la propriété privée, la division de la société en classes et l'Etat, que ces phénomènes n'ont pas toujours existé et qu'ils pouvaient disparaître ultérieurement.

Cette référence à la préhistoire tend à démontrer la possibilité, mais non la certitude, d'une société communiste développée à laquelle abou-

tirait, à la suite de ses contradictions, la société capitaliste; d'une société nouvelle où il n'y aurait ni propriété privée, ni classes, ni Etat.

Tout au long des régimes, reposant sur l'utilisation commune du sol, aussi bien dans le mode de production asiatique qu'antique et féodal, sous la domination des détenteurs des terres, les paysans s'organisent afin de pourvoir à leurs besoins permanents, tels que l'irrigation, les travaux champêtres, etc.

Les assemblées de village décident, dans les limites qui leur sont assignées, de tout ce qui concerne la vie quotidienne. Elles se tiennent sur la place centrale. Le vote intervient à mains levées, il engage l'ensemble des habitants. A de rares exceptions près, aucune sanction n'est nécessaire.

Ce type de démocratie directe s'est maintenu en Russie au XIXe siècle. Il persiste en Suisse, complété par le référendum (la votation). Il se perpétue en Asie, en Afrique et en Amérique latine chez les populations autochtones, malgré l'oppression des grands propriétaires fonciers.

Cette lointaine tradition de démocratie directe fut peu à peu abandonnée lors de l'introduction de la propriété privée du sol par le capitalisme qui fait éclater la communauté villageoise. Privé de son environnement communautaire, le paysan s'accroche à son lopin de terre, croyant défendre ainsi son indépendance et sa liberté.

Quand Marx et Engels s'attaquent aux structures de la société, ils se heurtent à la fois aux survivances de l'Ancien Régime, encore profondément enracinées à la campagne, et au développement relativement lent du capitalisme en Europe continentale. D'où leur double démarche tendant à supprimer les survivances du passé et à franchir rapidement le cadre du MPC.

Ils s'inspirent de la grande révolution française pour préconiser les formes de lutte et les institutions de la phase la plus avancée de cette révolution, c'est-à-dire de la Convention nationale et de la dictature robespierriste. Ils veulent transposer dans l'Allemagne de 1848, le schéma jacobin, allant jusqu'à prôner la guerre contre la Russie tsariste, ce gendarme de l'Europe, croyant pouvoir galvaniser les énergies révolutionnaires défaillantes de la bourgeoisie allemande.

Leur volonté de recours à l'Etat bourgeois révolutionnaire, qu'ils désirent faire imiter en Allemagne, est en contradiction apparente avec la conception marxiste de l'Etat, telle qu'elle a été ébauchée par Marx, dès 1843, dans son article « La critique de la philosophie du droit de Hegel », paru dans les *Annales franco-allemandes*.

Cet article consacre la rupture de Marx avec Hegel justement sur le problème de l'Etat. Marx a écrit à ce propos qu'il « ne fallait pas chercher dans l'Etat tel que Hegel le prône, mais dans la société, pour laquelle il n'a que mépris, la clé de l'évolution de l'histoire ».

L'attitude anti-étatique, qui s'affirme pendant les quarante ans de l'activité publique de Marx (de 1843 à 1883), ne l'empêche pas de soutenir la dictature jacobine, combattant la contre-révolution tant intérieure qu'extérieure.

Le rôle de l'Etat en tant que facteur de transformation sociale apparaît dans *Le Manifeste* de 1848 avec ce correctif essentiel : le prolétariat, en s'emparant du pouvoir, se constitue en « classe dominante » et accomplit de ce fait « la conquête de la démocratie ». Sa vision se maintient pour l'essentiel jusqu'en 1870, malgré la défaite de la révolution de 1848 en

Allemagne. C'est alors seulement que Marx renonce à ses illusions passéistes et, mis en présence d'un paysage politique profondément modifié, surtout à la suite de la Commune de Paris, abandonne le modèle jacobin. La Commune de Paris est considérée par Marx comme « la forme enfin trouvée sous laquelle il a été possible de réaliser l'émancipation économique du travail ». Marx tire de l'expérience de la Commune, malgré sa confusion et son caractère embryonnaire, l'esquisse d'une société de transition au socialisme et une conception nouvelle de l'Etat qui y correspond (GCF). Le modèle jacobin est dépassé, la révolution socialiste, que doit réaliser le prolétariat, ne s'inspirera pas de la révolution bourgeoise. La Commune offre un autre modèle de l'Etat de transition au socialisme. Marx rejette à la fois la dictature de type jacobin et la démocratie parlementaire.

La dictature du prolétariat n'est plus, selon lui, une brève période de lutte des classes aiguë pouvant aboutir à la guerre civile, inspirée par l'exemple robespierriste. C'est toute une époque historique qui permettrait au prolétariat, érigé en classe dominante, de rattraper son retard historique d'organisation et de culture, et non seulement de conquérir mais de généraliser la démocratie, d'affirmer, dans la pratique de l'exercice du pouvoir, sa supériorité sur la bourgeoisie déchue de ses privilèges, mais conservant encore pour longtemps les habitudes et les avantages de l'ancienne classe dominante.

Il s'agit donc d'un autre type de dictature qu'exercerait le prolétariat après la conquête du pouvoir et qui durerait pendant toute la période de transition au socialisme, période qui pourrait être beaucoup plus longue que celle que laissait prévoir Marx.

Tout cela n'est qu'esquissé dans l'analyse de la Commune de Paris. Il faut attendre la critique du programme de Gotha où, en 1875, Marx s'attaque à l'héritage théorique de Lassalle, pour qu'il aboutisse à une conception d'ensemble d'un autre type d'Etat et d'une autre démocratie.

Malgré quelques références d'Engels, datant de 1891, le modèle jacobin est abandonné par Marx dès 1871, ou plutôt dépassé. Engels parle de la république démocratique comme de la forme que pourrait revêtir la dictature du prolétariat. Mais il ne précise pas quelles pourraient être les institutions de cette république démocratique.

Pour Marx, tirant des enseignements de l'expérience communaliste, il n'est plus question d'une démocratie parlementaire, où le peuple est appelé à élire tous les quatre ou cinq ans les députés qui, affranchis de tout contrôle réel, pourraient sans risque perpétuer son exploitation et son oppression sous des oripeaux démocratiques.

Le partage des prérogatives entre les pouvoirs législatif et exécutif, sans parler du pouvoir judiciaire, ne fait que répartir les rôles parmi les représentants de la classe dominante, l'influence populaire étant déjà très réduite sur le législatif, quasi nulle sur l'exécutif, dont on a pu apprécier la férocité lors de la répression de la Commune de Paris.

De la Commune, Marx déduit un autre type de démocratie. C'est celui de la fédération des communes ou des conseils, élus au suffrage universel, dotés à la fois des pouvoirs législatif et exécutif, peut-être même judiciaire, c'est-à-dire détenant la totalité du pouvoir.

Contre le risque qu'une telle concentration du pouvoir pourrait présenter pour les travailleurs, Marx dresse de multiples entraves. Avant

tout, la pluralité des organisations de travailleurs (partis, syndicats, coopératives), la liberté absolue de parole et de presse, puis l'existence des milices populaires armées, la police et l'armée permanente devant être abolies. C'est le peuple travailleur, dans sa totalité, qui resterait le détenteur des armes, apte, en cas d'abus du pouvoir, à briser dans l'œuf toute tentative de domination d'une couche sociale privilégiée en formation.

Dans ce cas, l'insurrection armée n'est pas seulement le droit mais le devoir des travailleurs, défenseurs de la démocratie et protecteurs de l'Etat dont ils sont les créateurs. L'Etat, par l'extension de la démocratie (dont Marx précise par ailleurs les contours), devrait aboutir à la disparition des antagonismes de classes, puis des classes elles-mêmes, et, à leur suite, de l'Etat, instrument de domination d'une classe par l'autre.

L'unicité du pouvoir de la Commune, qui n'est plus un Etat comme un autre puisque, pour la première fois dans l'histoire écrite de l'humanité, la majorité du peuple exercerait sa domination — pour ne pas dire sa dictature — sur une minorité d'anciens privilégiés, déboucherait sur le dépérissement progressif de toute forme de domination de l'homme par l'homme.

Contre les abus éventuels ou virtuels de ce pouvoir unique, sans nul contrepoids institutionnel, Marx prévoit le droit de révocation en cours de mandat de tout élu du peuple. Le mandat lui-même devant être de brève durée, strictement limité dans son objet. Nulle part n'est envisagée une délégation de pouvoir illimitée dans l'espace et dans le temps, ou dans l'étendue des prérogatives. C'est dire à quel point la démocratie directe affirme sa prépondérance sur la démocratie représentative, dont elle restreint au maximum la délégation de pouvoir.

Démocratie pour tous, que Lénine définit comme le droit de chaque ménagère à diriger l'Etat, droit qui a été tourné en dérision par les nouveaux maîtres absolus du pouvoir en URSS. Pour éviter cet accaparement, Marx prévoit, encore à la suite de la Commune, la rotation des fonctions, permettant à chacun d'exercer une parcelle du pouvoir, sans qu'il puisse s'incruster ni en détenir le monopole.

De telles institutions impliquent la disparition progressive du corps des fonctionnaires spécialisés et érigés en tuteurs du peuple. Toutes les fonctions publiques, des plus élevées aux plus humbles, devraient être électives et révocables, leur rémunération étant ramenée à celle d'un travailleur qualifié.

Un tel régime n'a jamais pu se maintenir, affirment aussi bien les social-démocrates que les communistes, défenseurs de l'autorité de l'Etat. Il faut signaler cependant que chaque fois qu'une brèche s'ouvre dans un régime de démocratie parlementaire pluraliste ou de dictature monoparti, et que s'engage la lutte des travailleurs pour la conquête ou la reconquête du pouvoir, surgissent spontanément des conseils qui, d'instruments de lutte pour le pouvoir, tendent à devenir instruments de l'exercice du pouvoir.

Des tentatives de ce genre ont surgi dans les années 1917-1919 en Russie, tout d'abord, puis en Allemagne, en Autriche, et en Italie. Les tentatives de démocratie directe, consécutives à la seconde guerre mondiale, notamment en Pologne et en Hongrie, où l'URSS a introduit par la force le système de parti unique, ont revêtu une tout autre ampleur. La crise de ce système, survenue en 1956, a fait surgir spontanément des formes diverses de démocratie directe. Elles ont été étouffées en Pologne,

noyées dans le sang par l'armée soviétique en Hongrie, comme elles ont été avortées en août 1968 en Tchécoslovaquie par une intervention militaire des autres pays du pacte de Varsovie. En Pologne, les accords de Gdansk d'août 1980 ont reconnu, à l'issue d'une grève victorieuse, le droit de grève et l'existence d'un syndicat indépendant et autogéré, englobant la quasi-totalité des travailleurs. Cet accord aurait pu déboucher sur un processus de transition pacifique du monopartisme à la démocratie directe. Le coup d'Etat militaire a fait échouer cette possibilité en décembre 1981.

Une forme de transition du système monoparti à la démocratie directe a été expérimentée en Yougoslavie après la rupture de juillet 1948 avec l'URSS. Ayant préservé son indépendance, la Yougoslavie applique, à partir de 1950, un système d'autogestion, combinant démocratie directe et démocratie représentative, et coexistant avec le rôle dirigeant de la Ligue des Communistes, rénovée dans son programme et ses structures.

Ces expériences, tant positives que négatives, présentent différente, variantes de transition d'un régime monoparti à l'autogestion. En revanches il est malaisé de prévoir comment pourrait s'effectuer la transition d'une démocratie parlementaire à l'autogestion. C'est là que se pose le problème des relations entre les institutions parlementaires et autogestionnaires. La seule et brève expérience des années 1918-1919 a montré que le pouvoir central, issu du système parlementaire, impose son autorité au pouvoir décentralisé d'origine conseilliste. En cas de coexistence entre les deux pouvoirs, et pour éviter le dessaisissement rapide du système conseilliste, la dualité du pouvoir, d'une certaine durée, devrait s'exprimer sous la forme d'institutions très décentralisées et de l'égalité des prérogatives de l'Assemblée issue du suffrage universel direct et de celle issue du système conseilliste.

• BIBLIOGRAPHIE. — Max ADLER, *Démocratie et conseils ouvriers*, Maspero, 1967; Karl KORSCH, *Marxisme et contre-révolution*, Seuil, 1975; KORSCH, MATTICK, PANNEKOEK, RUHLE, WAGNER, *La contre-révolution bureaucratique*, 10/18, 1973; Henri LEFEBVRE, *De l'Etat*, t. 2, 10/18, 1976; Alfonso LEONETTI, *Notes sur Gramsci*, EDI, 1974; Paul MATTICK, *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI, 1972; ID., *Le marxisme hier, aujourd'hui et demain*, Spartacus, 1983; *Pannekoek et les Conseils ouvriers*, EDI, 1969; Anton PANNEKOEK, *Les Conseils ouvriers*, Bélibaste, 1974; L. TSCHUDI, *Fondement critique de l'idée de démocratie directe des Conseils dans le marxisme*, Bâle, 1952.

▶ CORRÉLATS. — Autogestion, Bolchevisme, Communauté, Commune, Conseils, Dépérissement de l'Etat, Dictature du prolétariat, Direction/domination, Etat/société civile, Hégémonie, Jacobinisme, Octobre, Révolution française, Socialisation, Titisme, Transition.

V. F.

Démocratie nouvelle

Al : *Neue Demokratie*. — An : *New democracy*. — R : *Novaja demokratija*.

Le régime de la *démocratie nouvelle* a été défini par Mao Zedong dans le n° 1 de la revue *Tchoungkouo ouenhoua* (*La Culture chinoise*; reproduit apud *Œuvres choisies*, t. III, Paris, ES, 1956 et éd. de Pékin, 1962), en janvier 1940. La démocratie nouvelle (d.n.) y est présentée comme la première étape d'un processus devant conduire à la révolution socialiste. Il s'agit donc d'une forme de transition entre celle-là et la démocratie bourgeoise, qui a duré, en Chine, quatre-vingts ans. Tout en prenant appui sur les

thèses de Staline consacrées à la question nationale, cette forme est « particulière, d'un type nouveau, chinois ». En tant que « dictature de toutes les classes révolutionnaires », elle se différencie à la fois de la dictature bourgeoise et de la dictature prolétarienne, en ce que le prolétariat, auquel le développement historique a confié la direction de la révolution, ouvre l'alliance politique déjà conclue avec la paysannerie, les intellectuels et la petite bourgeoisie à la bourgeoisie elle-même, en fonction de l' « esprit révolutionnaire » qu'elle a conservé face à l'impérialisme, nonobstant l'attrait qu'il exerce sur elle. La liquidation de l'ancienne société semi-féodale et semi-coloniale ainsi que la constitution d'un large front anti-japonais sont les finalités de la d.n., dont le centralisme démocratique est la forme d'organisation. Aux trois principes autrefois formulés par Sun Yat-Sen (nationalisme, pouvoir populaire, bien-être du peuple), la d.n. substitue les trois thèses politiques de l'alliance avec l'URSS, avec le PC et le soutien des paysans et des ouvriers. Si les spécificités chinoises, et singulièrement l'importance et le rôle de la paysannerie, rendent impraticable la voie de la « révolution unique » et amènent à dénoncer comme gauchistes les partisans du passage immédiat à la démocratie prolétarienne, il n'en demeure pas moins que la d.n. refuse toute troisième voie entre les « deux camps » et se réclame de la « révolution socialiste mondiale ». En matière économique, elle entend faire du secteur d'Etat, appelé pour longtemps à coexister avec le secteur capitaliste privé, la force dirigeante. Dans le domaine culturel, se fondant sur l'exemple de Lu Sin, elle détermine également une politique, qui n'est plus bourgeoise mais point encore socialiste, celle d'une révolution « nationale, scientifique et démocratique ».

Dès le début des années 30 s'était imposée avec force aux communistes chinois l'idée d'une « République populaire » et d'un gouvernement représentant « toute la nation », c'est-à-dire les quatre classes : ouvriers, paysans, petite bourgeoisie et bourgeoisie nationale. « A l'étape actuelle de la lutte démocratique — écrit Mao, en décembre 1935 —, la lutte entre le Travail et le Capital a ses limites » et il définit alors la révolution chinoise comme « une révolution démocratique bourgeoise et non encore une révolution socialiste prolétarienne » (*La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais*, *OC*, éd. citée, t. 1). Le problème consiste à concilier le mot d'ordre d'une « république démocratique ouvrière et paysanne », imposant la confiscation des terres et la mise en place de soviets, avec la nécessité de la lutte anti-japonaise, qui exige l'alliance avec la bourgeoisie. En juillet 1935, Wang Min, délégué du PCC au VIIe Congrès du Komintern, avait défendu le principe d'une telle alliance, dans le cadre d'un gouvernement populaire unifié; mais Tchang Kaï-Chek avait refusé la main ainsi tendue. Mao en mesure les risques et convient que cette forme de démocratie peut déboucher aussi bien sur la voie capitaliste que sur la voie socialiste (cf. *Les tâches du PCC dans la période de la résistance au Japon*, *ibid.*, mai 1937). La doctrine des « quatre classes » est, de la sorte, d'abord l'effet d'une concession : on oppose la démocratie, qui se confond avec la résistance à l'envahisseur (*Luttons pour entraîner les masses dans le Front national anti-japonais uni*, 7 mai 1937, *ibid.*), à la dictature d'une classe et d'un parti unique, en l'occurrence le Kuo Min-Tang, à laquelle il n'est pas encore question de substituer la dictature du PCC et de la classe ouvrière. Le vocabulaire enregistrera l'évolution du rapport

de forces et le concept de d.n. marquera l'effort pour penser la présence de la bourgeoisie sous la direction du prolétariat. « Cette révolution de démocratie nouvelle est très différente des révolutions démocratiques qui se sont produites dans les pays d'Europe et d'Amérique. Elle n'instaure pas la dictature de la bourgeoisie, mais la dictature du front uni des classes révolutionnaires dirigées par le prolétariat. Le pouvoir démocratique anti-japonais, qui a été créé au cours de la guerre contre les envahisseurs japonais dans les bases d'appui de la résistance aux envahisseurs dirigées par le Parti communiste, est précisément le pouvoir du front national uni anti-japonais. Ce n'est pas la dictature de la seule bourgeoisie, ni la dictature du seul prolétariat, mais la dictature de l'alliance de plusieurs classes révolutionnaires dirigées par le prolétariat. Chacun peut participer à l'exercice de ce pouvoir, indépendamment du parti ou du groupe auquel il appartient, pourvu qu'il soutienne la guerre contre les envahisseurs japonais et qu'il soit pour la démocratie » (*La Révolution chinoise et le PCC*, déc. 1939, chap. II, § 5; *OC*, t. III, éd. citée; cf. également *Pour un gouvernement constitutionnel de démocratie nouvelle*, févr. 1940, *ibid.*). Originalité à nouveau soulignée, en fin 40 : « Il faut éviter par tous les moyens le monopole des communistes. Nous ne faisons que liquider la dictature de la grande bourgeoisie *compradore* et des grands propriétaires fonciers, mais sans chercher aucunement à la remplacer par la dictature monopoliste du PC » (*Au sujet de notre politique*, 25 déc. 1940, *ibid.*). On notera toutefois que la conjoncture chinoise ne parle pas seulement pour elle-même, elle vaut pour tous les pays coloniaux ou semi-coloniaux en révolution, la d.n. s'offrant à eux comme le seul type d'organisation étatique, transitoire sans doute, mais néanmoins « indispensable et obligatoire » (*La nouvelle démocratie*, ouvr. cité). En février 1933, le programme politique du gouvernement révolutionnaire de Corée en anticipait les traits essentiels (cf. l'ouvr. coll. *Vingt années de la révolution antijaponaise sous le soleil rouge*, t. 2, éd. de Pyongyang, 1982, p. 102 et s.).

Après la seconde guerre mondiale et l'instauration de nouveaux régimes socialistes en Europe de l'Est, Mao met davantage l'accent sur le rôle dirigeant du Parti et la nécessité de la dictature. Lors de son intervention en commémoration du 28e anniversaire du PCC, après avoir rappelé les thèses les plus officielles du marxisme-léninisme en la matière, il décrit l'étape qui a vu, pour la Chine, le passage de la démocratie bourgeoise à la démocratie populaire; le front uni des quatre classes a permis l'édification « d'un État de dictature démocratique populaire dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans » (*De la dictature démocratique populaire*, apud *OC*, t. IV, éd. de Pékin, 1962). S'agit-il d'une rectification de la d.n. et de son assimilation au nouveau concept de démocratie populaire, autrement dit du retour au « mot d'ordre de république démocratique ouvrière et paysanne », que précisément la d.n. avait évacué en 1937 (*Les tâches du PCC*, ouvr. cité, § 13) ? L'histoire, de fait, a conduit à se joindre les deux théories. Le rôle de l'Etat de dictature démocratique populaire — « démocratie pour le peuple, dictature sur les réactionnaires » (*De la d.d.p.*, ouvr. cité) —, vise moins l'instauration du socialisme que celle de ses conditions : la bourgeoisie nationale a cessé de représenter un danger, elle ne rétablira pas le capitalisme; ses membres pourront être rééduqués; tandis que la socialisation de l'agriculture reste à réaliser, ainsi que l'industrialisation. Mao

règle le (pseudo ?)-différend : « En dehors de la question de savoir qui doit diriger, le principe de la démocratie dont il est question ici correspond, en tant que programme politique général, à ce que nous appelons *démocratie populaire ou démocratie nouvelle* » (*ibid.*, souligné par nous). Les fruits ont tenu la promesse des fleurs. Cinq ans plus tard, le Préambule de la Constitution de la République populaire de Chine stipule : « Le régime de démocratie populaire dans la RPC, *c'est-à-dire le régime de démocratie nouvelle*, assure à notre pays la possibilité de liquider par la voie pacifique l'exploitation et la misère et d'édifier une société socialiste prospère et heureuse » (*Constitution de la RPC*, Pékin, 1954, souligné par nous). Le caractère d'Etat de transition est réaffirmé. Quant au « large front uni démocratique populaire dirigé par le PCC et composé de toutes les classes démocratiques, de tous les partis et groupements démocratiques, de toutes les organisations populaires », il continuera à jouer son rôle dans le cadre du nouvel Etat, lui-même lié par « une amitié indestructible avec la grande URSS et avec les pays de démocratie populaire » (*ibid.*). Au VIIIe Congrès national du PCC (sept. 1956), Liou Chao-Chi annonce la fin de la période de transition : « La dictature démocratique populaire est devenue, de par sa nature même, une forme de dictature du prolétariat, ce qui permet à notre révolution démocratique bourgeoise de se transformer directement, par la voie pacifique, en une révolution socialiste prolétarienne » (*VIIIe Congrès national du PCC, Recueil de documents*, t. I, éd. de Pékin, 1956, p. 17). La Résolution entérine ce jugement (*ibid.*, p. 121). Li Li San, l'ancien adversaire, en convient, lui aussi, de façon à nouveau autocritique, dans son intervention (*ibid.*, t. II, p. 258) et Mikoïan, représentant du PCUS, reconnaît la valeur de l'alliance avec la bourgeoisie nationale en Chine (*ibid.*, t. III, p. 13).

La boucle est ainsi bouclée. La révolution chinoise est parvenue à inscrire sa considérable spécificité, paysanne et bourgeoise, dans les schémas les plus autorisés, de la démocratie populaire et de la dictature du prolétariat. La suite est une autre, ou la même, histoire.

• BIBLIOGRAPHIE. — Pour les *OC* de Mao Zedong, on préférera l'éd. de Pékin, traduite de l'original chinois, plutôt que celle des ES, reproduite du russe, le classement des textes étant le même; pour le reste, on se reportera aux biblio. des corrélats auxquelles on pourra ajouter : C. GRAS, *Les Etats marxistes-léninistes de 1917 à nos jours*, Paris, PUF, 1978, p. 110 et s.; J. GUILLERMAZ, *Histoire du PCC (1921-1949)*, Paris, Payot, 1969; A. MIGOT, *Mao Tsé-toung*, Paris, CAL, 1965.

▸ CORRÉLATS. — Alliances, Bourgeoisie nationale, Camp, Démocratie populaire, Dictature du prolétariat, Maoïsme, Paysannerie, Populisme, Révolution culturelle, Révolution permanente, Transition.

G. L.

Démocratie populaire

Al : *Volksdemokratie*. — An : *Popular democracy*. — R : *Narodnaja demokratija*.

Des régimes politiques dits de « démocratie populaire », ou des Etats dits « populaires-démocratiques », se sont constitués au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il s'agit, en Europe centrale et orientale, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de l'Albanie, suivies de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Hongrie et de la République démocratique allemande (RDA); en Asie, de la Corée, du Vietnam (du

Nord) et de la Chine; Cuba, en 1962, viendra en grossir le nombre. L'avènement de ces régimes est à rapporter à une double conjoncture : ici (en Europe), la fin du nazisme, le prestige de l'URSS, dû à ses victoires, et le rôle déterminant de l'Armée Rouge; là (en Asie), le succès des luttes de libération anti-coloniales et anti-impérialistes. Durant la période de « guerre froide », qui commence en 1948, ces pays formeront, avec l'URSS, le « camp », ou le « bloc », communiste, au sein duquel le schisme yougoslave, qui survient la même année, contribuera à confirmer l'hégémonie soviétique, grâce à une triple intégration, politico-idéologique (Kominform, 1947), économique (Comecon, 1949) et militaire (pacte de Varsovie, 1955).

Le concept de « démocratie populaire » a été forgé en réponse à la situation nouvelle qui rendait possible la transition au socialisme de certains pays européens. Il doit donc être pensé en relation avec celui de dictature du prolétariat, ce dernier représentant la forme classique du pouvoir de la transition et désignant, officiellement du moins, la pratique de l'Etat soviétique, issu de la révolution de 1917. De 1945 à 1947, il n'existe pas encore de doctrine établie, mais une diversité de systèmes politiques, correspondant, en gros, à la formule des fronts, ou des alliances, prônée, aux termes d'âpres discussions, par le VIIe Congrès de l'IC, en 1935, pour faire face à la montée du fascisme. Dans certains pays, le PC détient déjà de fait, seul, les leviers de commande (Albanie, Yougoslavie); dans d'autres, il domine des coalitions gouvernementales (Pologne, Bulgarie, Roumanie, RDA); ou il partage le pouvoir avec d'autres partis, soumis, comme lui, aux suffrages des électeurs (Hongrie, Tchécoslovaquie). C'est la Yougoslavie, qui sert alors de référence. E. Kardelj définit la démocratie populaire comme une « forme spécifique de la démocratie soviétique qui commence là où la classe ouvrière, en alliance avec toutes les masses laborieuses, tient les fonctions clefs dans le pouvoir d'Etat ». Jdanov, lors de la constitution du Kominform, est moins net, il évoque un « nouveau type d'Etat, où le pouvoir appartient au peuple, où la grande industrie, les transports et les banques appartiennent à l'Etat et où la force dirigeante est constituée par le bloc des classes laborieuses, ayant à sa tête la classe ouvrière ». E. Varga se montre plus nuancé encore, quand il écrit : « L'organisation sociale de ces Etats est différente de toutes celles que nous connaissons jusqu'à présent; c'est une chose absolument nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Ce n'est pas la dictature de la bourgeoisie, mais ce n'est pas non plus la dictature du prolétariat » (Démocratie d'un type nouveau, apud *Démocratie nouvelle*, sept. 1947). Quant à G. Dimitrov, il ne craignait pas d'assurer, en 1946 : « La Bulgarie ne sera pas une république soviétique; elle sera une république populaire où le rôle dirigeant sera joué par l'énorme majorité du peuple formée par les ouvriers, les paysans et les intellectuels fidèles au peuple. Il n'y aura aucune dictature en Bulgarie » (cité par M. Lesage, *Encyclopaedia Universalis*, s.v. *Europe de l'Est*, p. 799).

En 1948, les choses prennent un tour différent. Le partage des zones d'influence entre les anciens alliés est désormais consacré. La Conférence de Paris (1946), venant à la suite de celles de Potsdam et de Yalta (1945), qui avait établi la ligne Curzon, cédant à l'URSS les territoires polonais de l'Est, et le statut de Berlin, a réglé définitivement la question. Dès 1944, les discussions entre Churchill et Staline avaient fixé le pour-

centage des commissaires dans les différents pays; l'URSS avait ainsi obtenu 90 % pour la Roumanie, 50 % pour la Yougoslavie et la Hongrie, 75 % pour la Bulgarie et 10 % pour la Grèce. C'est au même Dimitrov que revient de codifier la « démocratie populaire », en tant que forme de la dictature du prolétariat. Il distingue quatre traits fondamentaux de « l'Etat démocratique-populaire » : *1* / Il « représente le pouvoir des travailleurs, de la grande majorité du peuple, sous le rôle dirigeant de la classe ouvrière »; *2* / Il « apparaît comme un Etat de la période transitoire, appelé à assurer le développement du pays, dans la voie du socialisme »; *3* / Il « s'édifie dans la collaboration et l'amitié avec l'Union soviétique »; *4* / Il « appartient au camp démocratique anti-impérialiste »; en conséquence, il « peut et doit, ainsi que l'expérience l'a déjà prouvé, exercer avec succès les fonctions de la dictature du prolétariat, pour la liquidation du capitalisme et l'organisation de l'économie socialiste » (La démocratie populaire, apud *Œuvres choisies*, Paris, ES, 1952, p. 259 et s.). Ioudine et Rosenthal, dans leur *Dictionnaire philosophique*, entérinent la définition, à leur manière catégorique, en précisant, de « cette sorte de dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie », que sa naissance et ses progrès « ont pour condition fondamentale l'existence de la puissante Union soviétique ». Quant aux pays concernés, qu'ils soient d'Europe ou d'Asie, s'ils « comptent plusieurs partis, cependant la force dirigeante y est représentée par les partis communistes qui ne partagent ni ne peuvent partager la direction avec qui que ce soit » (*s.v.*; Moscou, 1955). Un modèle unique est dès lors en place, dont la différence avec le type de pouvoir instauré en URSS et en Mongolie (pourtant autre « république populaire ») se mesure aux caractéristiques suivantes : l'Armée Rouge, pour ce qui concerne les pays européens (ce n'est pas le cas en Asie), s'est en quelque sorte substituée au processus révolutionnaire; en évitant l'entrée sur leur territoire des troupes alliées, elle a rendu possible un développement « pacifique » vers le socialisme; mais ce développement rencontre des contraintes spécifiques, dues à l'existence d'un secteur, parfois important, d'économie capitaliste, au maintien de la propriété foncière, à la résistance de la petite production marchande, sur le fond d'une complexe composition de classes qu'aggrave la pesanteur des traditions culturelles; les tâches prioritaires qui en découlent s'appellent réforme agraire, édification d'un secteur socialiste, industrialisation, alphabétisation, autrement dit liquidation du passé, au travers de conflits de classes exacerbés; c'est pourquoi les PC, si faibles ou si récents aient-ils été, en tant qu'ils représentent, dans des pays ruinés par la guerre, le seul facteur de dynamisme, en seront également l'élément fondamental du pouvoir politique; l'URSS les unira en un bloc, au service de transformations radicales, à l'image des siennes, en créant notamment, grâce à la division du travail qu'elle leur impose, la structure nouvelle d'un « marché socialiste mondial ». Ce rapport inégal se redouble des disparités, parfois considérables, entre les différents pays et de leurs multiples implications. Ainsi de la distance, si souvent évoquée, qui sépare la Tchécoslovaquie industrielle et la Roumanie médiévale; ainsi de la RDA ou de la Corée du Nord, résultats d'une division arbitraire, et de l'Albanie, isolée dans ses montagnes elles-mêmes; ainsi, comme le remarque Gélard, des nations de tradition orthodoxe (Bulgarie, Roumanie, Serbie), *i.e.* habituées à la domination de l'Eglise par l'Etat, et des nations catholiques (Pologne,

Hongrie, Croatie), qui demeurent liées au Vatican... En 1948, le PC bulgare compte, sur 464 000 membres, 27 % d'ouvriers, 16 % d'employés, 6 % d'artisans contre 45 % de paysans, selon Dimitrov (ouvr. cité, p. 297). En 1954, on estime le pourcentage des terres cultivables ou arables collectivisées à 61 % en Bulgarie, 33 % en Tchécoslovaquie, 18 % en Hongrie, 14 % en RDA, 12 % en Roumanie, 8 % en Pologne... La démocratie populaire, cette dictature du prolétariat du pauvre, devra faire avec ces héritages et ces situations.

La « déstalinisation » de 1956 marque un autre tournant. Le Kominform est dissous. Tandis que le schisme chinois (1960) provoque la sortie de l'Albanie du Comecon, la Yougoslavie, sans accepter d'y rentrer, envoie des observateurs à certaines de ses commissions. Les spécificités se réveillent et, plus encore, les contradictions qu'elles recélaient. Elles iront jusqu'à des affrontements armés, internes ou bilatéraux, on le sait, en Europe (Hongrie, RDA, Tchécoslovaquie, Pologne) aussi bien qu'en Asie (Chine, Cambodge, Vietnam). Les volontés et les manifestations d'autonomie et d'indépendance traduisent assurément les effets contradictoires des incontestables succès de développement remportés et les difficultés et problèmes qui leur sont inhérents, dans un nouveau rapport de forces international. Le proche passé a montré ce qu'il en était de ces communismes nationaux; à l'avenir appartiennent leur destin et celui du marxisme vivant lui-même. Toujours est-il que l'expression elle-même de démocratie populaire semble frappée de caducité; on lui préfère aujourd'hui celle d'État socialiste ou d'Etat du « socialisme existant ».

• BIBLIOGRAPHIE. — A. BLANC, P. GEORGE et H. SMOTKINE, *Les républiques socialistes d'Europe centrale*, Paris, 1967; F. CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste du Komintern au Kominform*, 2 vol., Paris, 1972; F. DORÉ, *Les régimes politiques en Asie*, Paris, 1973; J. DROZ, *L'Europe centrale. Evolution historique de l'idée de Mittel-Europa*, Paris, 1960; F. FEJTÖ, *Histoire des démocraties populaires*, 2e éd., 2 vol., Paris, 1969; R. GALLISSOT, apud *Histoire générale du socialisme*, t. IV, Paris, PUF, 1979, p. 398 et s.; P. GELARD, *Le système politique des Etats socialistes*, t. I : *Le modèle soviétique*; t. II : *Tranposition et transformation du modèle soviétique*, Paris, 1975; Ch. GRAS, *Les Etats marxistes-léninistes de 1917 à nos jours*, Paris, PUF, 1978; B. LAZITCH, *Les partis communistes d'Europe*, Paris, 1953; M. LAVIGNE, *Le Comecon*, Paris, 1973; L. MARCOU, *Le Kominform*, Paris, 1977; ID., *Le mouvement communiste international depuis 1945*, Paris, PUF, 1980; L. NAGY, *Démocratie populaire*, Paris, 1968.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Camp, Castrisme, Dictature du prolétariat, Front, Kominform, Internationalisme, Maoïsme, Modèle, Nationalisme, Révolution permanente, Stalinisme, Titisme, Transition.

G. L.

Remarque sur les articles : « Démocratie avancée », « Démocratie nouvelle », « Démocratie populaire », qui devraient être lus dans leur ordre chronologique (d.n., d.p., d.a.). Ils représentent des exemples privilégiés (*titisme* en est un autre) de réflexions politiques, stratégiques et tactiques donc, plutôt que théoriques, concernant les conditions de possibilité du passage au socialisme de formations économico-sociales déterminées. Ces formations sont inégales, dans la mesure où chacune possède de fortes spécificités, dues à son histoire et à des conjonctures concrètes, elles-mêmes insérées dans des rapports de force nationaux et internationaux, qu'elles tentent de maîtriser; ici, le capitalisme développé, là des situations arriérées ou de dépendance, ailleurs des pays semi-féodaux ou semi-

coloniaux; ici un contexte de voie pacifique, là un procès révolutionnaire ou une lutte de libération, ailleurs les effets d'un conflit mondial. Aux incertitudes relevées, ainsi qu'aux rectifications, souvent mal discernables, on peut assigner une double origine. Il s'agit, d'une part, de prendre acte de la volonté d'inventer, littéralement, des voies de transition originales, c'est-à-dire le plus adéquates possible aux particularités nationales et à des compositions de classes d'autant plus complexes qu'elles sont mouvantes; d'autre part, d'apprécier la relation avec l'expérience historique, qui ne peut pas ne pas servir de référent type, celle de la révolution soviétique de 1917, passible, eu égard à ses traits propres, d'analyses divergentes, au sein desquelles il est malaisé de faire la part entre une leçon dûment officialisée et les pratiques dont elle était porteuse, fût-ce comme simples ébauches. D'un côté, par conséquent, l'effort novateur, de l'autre, le modèle; entre les deux, les hésitations du produire ou du reproduire. La contradiction, qui n'apparaît pas toujours comme telle, compte tenu des aménagements, perceptibles dans l'évolution même de la terminologie des « programmes » politiques, ne se laisse pas dirimer de façon purement théorique. Car le concept de dictature du prolétariat, qui représente le point de gravitation de ces *recherches* que sont tout d'abord la d.n., la d.p. ou la d.a., n'offre, en dernière analyse, que la forme structurelle où doivent être coulés leurs contenus. Lénine l'avait bien vu, quand il évoquait l' « essence » unique d'une « large diversité de formes politiques », d'Etats (ER; O., 25, p. 446), mais son souci de marquer un rigoureux clivage entre dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat laissait entièrement ouverte la question de régimes de type *mixte*, donc de leurs délicats équilibres internes au sein d'alliances de classes, donc également de leur direction. C'est pourtant la perspective qui, l'URSS mise à part, s'imposait prioritairement dans tel pays d'Asie (d.n.), ou d'Europe orientale (d.p.) et s'impose peut-être encore actuellement dans telle démocratie bourgeoise (d.a., « bloc historique »). Or, on ne sache pas que les discussions aient été, en la matière, particulièrement poussées dans les groupes dirigeants (cf., pour la d.p., les remarques de L. Marcou, apud *Le Kominform*, p. 158 et s.).

Les vicissitudes (d'aucuns diraient les ruses) de l'histoire ont à nouveau tranché. Il existe bien, en 1948, une frontière; avant cette date, les explorations, point seulement quant à la d.p. ou la d.n., voir aussi du côté des Fronts, en Europe occidentale; après, les réductions, qui imposent le « modèle » soviétique et son leadership et, avec lui, sa propre figure obligée de la dictature du prolétariat, autrement dit un type de pouvoir politique qui va, quelles que soient les apparences, faire passer au second plan, en se les subsumant, les particularités nationales. Mi-concepts, mi-mots d'ordre, les expériences engagées y perdent, à des degrés divers, de leur prégnance et même progressivement leur objet. La mesure des écarts est promue au rang de seul critère. La contre-preuve en est donnée par le « schisme » yougoslave que de sûrs instruments idéologiques permettent d'identifier (de dénoncer) comme tel. La porte des possibles est ainsi fermée. L'échec, depuis 1956, des nombreuses tentatives pour l'entrebâiller de nouveau dissimule de moins en moins l'impérieuse nécessité de sa réouverture pour le mouvement communiste international. De la revendication du polycentrisme, des proclamations d'intention concernant la « fin des modèles » ou des réaffirmations de principe de la « pluralité

des voies », il n'est sans doute pas illégitime de penser qu'ils n'en sont plus seulement les signes annonciateurs, mais qu'ils tracent déjà le programme de nouvelles étapes révolutionnaires.

G. L.

Dépendance

Al : *Abhängigkeit.* — An : *Dependence.* — R : *Teorija zavisimosti.*

1 / Notion solidaire de celle de système économique national, désignant l'effet d'éléments dont la source ou l'aboutissement sont extérieurs à un système donné qui verrait son fonctionnement gravement altéré s'ils venaient à manquer.

2 / Quand ces systèmes économiques sont ceux des pays sous-développés, ce terme désigne certains mécanismes définis. On parlera ainsi de dépendance financière (balance des payements déficitaire, investissements étrangers, aide, etc.), de dépendance commerciale (déficit de la balance commerciale, types de denrées et termes de l'échange), de dépendance technique, de dépendance culturelle (importation de modes de consommation et de styles de vie), de dépendance politique (gouvernements fantoches, importation de modèles politiques). Ces dépendances sont censées induire certains processus (ainsi les débouchés perpétueraient la monoculture) et/ou en limiter d'autres (ainsi le capital étranger ne s'investirait que dans certaines branches et ne dépasserait pas certains seuils), imposant à ces pays un rythme de développement qui relèverait des seuls besoins des pays industrialisés.

3 / Pour les théories de la dépendance (effets théoriques de la révolution cubaine) ces mécanismes ne prennent cependant tout leur poids que dans la mesure où ils sont envisagés comme autant d'articulations assurant l'insertion des pays pauvres dans un système capitaliste mondial. La dépendance devient alors le concept de cette insertion.

Il y a deux façons d'envisager ce système : *a* / conceptuellement (Cardozo, Amin) par le biais d'une certaine réinterprétation des deux secteurs de la production établis par Marx : le capitalisme dépendant n'aurait pas de secteur I, son secteur II serait articulé aux différents secteurs I des productions centrales (éventuellement à un secteur exportateur local de produits primaires); *b* / descriptivement à travers l'histoire des divers mécanismes sus-nommés.

Dans tous les cas, ce système possède les traits suivants : *a* / il est hiérarchisé et reconduit nécessairement cette structure hiérarchique; *b* / il est fonctionnel, entièrement organisé en fonction de son centre, il peut engendrer des conflits mais il n'est pas l'effet d'une contradiction (au sens marxiste); *c* / son moteur est l'exploitation conçue comme « extraction, appropriation de surplus économiques » (quel que soit le mécanisme social de sa production) ce qui se traduit par l'effet systémique (constitutif et nécessaire) que résume la formule de A. G. Frank : « Le développement des uns (pays du centre) ne peut se faire sans le sous-développement des autres (ceux de la périphérie). » Il agit donc comme régulateur des développements différentiels et partant de l'histoire concrète des formations économiques et sociales qui le conforment. La dépendance devient dès lors une thèse d'histoire générale. Et étant donné que la plupart des auteurs déclarent souscrire au matérialisme historique, ils sont amenés à élaborer des modes de production capitaliste possédant des

« lois » supplémentaires et/ou des dispositifs qui empêchent le fonctionnement d'autres lois (cf. surtout Marini).

Réalité fondamentale, ce système est, dans les versions les plus radicales (Frank), la seule réalité, les différentes formations économiques et sociales n'étant que ses simples sous-systèmes. Dans les versions plus nuancées (Cardozo), il intègre les centres vitaux des économies périphériques qu'il confine au rôle de compléments des économies centrales. Les effets de la dépendance constituent au niveau local une situation de sous-développement. Plusieurs tendances se dessinent sous ce rapport : A / les auteurs qui, suivant Frank, nient toute possibilité de développement capitaliste pour ces pays; B / un courant marxiste représenté avant tout par R. M. Marini pour qui la dépendance réside dans la prédominance de la plus-value absolue imposée par l'articulation au système et qui conduit à une surexploitation structurelle; C / un troisième courant dont le représentant le plus notoire est Cardozo pour qui « un certain développement n'est pas incompatible avec la dépendance », les effets de cette dernière seraient plutôt des hypertrophies et des blocages sectoriels de l'économie et un manque d'intégration de la société dans ces pays. La dépendance qui s'est toujours voulue une théorie « globale » s'est efforcée de rechercher les relais internes (groupes, classes, idéologies et surtout l'Etat) censés assurer localement la reproduction des mécanismes économiques de base (externes). Les auteurs *dépendantistes* ont aussi essayé de dégager les effets sociologiques de la dépendance, notamment la « marginalité » : de très nombreuses couches urbanisées mais qui ne sont pas, ou pas d'une façon permanente, incorporées à la production capitaliste.

REMARQUES. — Malgré certaines ambiguïtés, les concepts centraux du marxisme ne jouent (sauf dans le cas de Marini) aucun rôle dans la dépendance. Lénine, quant à lui, employait ce terme dans le sens précis d'un mécanisme financier réversible (cf. o., 28).

• BIBLIOGRAPHIE. — AMIN, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, 1970 ; CARDOZO et FALETO, *Dép. et Développement en Amérique latine*, PUF, 1978; FRANK, *Capitalisme et dépendance*, Maspero, 1970; MARINI, *Dialectica de la Dependencia*, Mexico, ERA, 1977. — Pour un point de vue marxiste : CASTANEDA/HETT, *El Economismo Dependentista*, Mexico, Siglo XXI, 1978; A. CUEVA, in *Historia y Sociedad*, Mexico, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Castrisme, Colonisation/Colonialisme, Développement/Sous-développement, Echange inégal, Guérilla, Impérialisme, Voie non capitaliste de développement.

E. H.

Dépérissement de l'Etat

Al : *Absterben des Staates.* — An : *Withering away of the State.* — R : *Otmiranie.*

La thèse du « dépérissement de l'Etat » est un aspect de la théorie de la dictature du prolétariat qui devient central lorsque celle-ci, cessant de désigner une stratégie de conquête du pouvoir par des moyens d'exception, devient pour Marx, Engels et plus tard Lénine la forme universelle de la transition à la société sans classes. Elle présuppose l'analyse de la « machine d'Etat » (ou appareil d'Etat) comme instrument matériel de la domination de classe, « perfectionné » par toutes les classes dominantes de l'histoire, jusqu'à la bourgeoisie incluse.

Cette thèse se substitue alors à celle de la « fin de l'Etat politique », caractéristique des œuvres de jeunesse de Marx, et toujours prévalente à l'époque des révolutions de 1848. Plus s'affirmera l'identification de l'Etat à une organisation « extérieure à la société », mais spécifiquement liée à la division de celle-ci en classes antagonistes, plus se fera insistante et même brutale la thèse du dépérissement de l'Etat, destinée à tracer une ligne de démarcation sans équivoque entre « marxisme » et « socialisme d'Etat » (de postérité lassallienne) : « L'Etat n'existe donc pas de toute éternité. Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui (...) Les classes tomberont aussi inévitablement qu'elles ont surgi autrefois. L'Etat tombe inévitablement avec elles. La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze » (Engels, *Orfa.*, chap. IX; MEW, 21, 168). A quoi fait écho Lénine : « Cet appareil qu'on appelait l'Etat, qui inspire aux hommes une superstitieuse vénération, ajoutant foi aux vieilles fables d'après lesquelles l'Etat c'est le pouvoir du peuple entier, le prolétariat le rejette et dit : c'est un mensonge bourgeois. Cette machine, nous l'avons enlevée aux capitalistes, nous nous en sommes emparés. Avec cette machine, ou avec ce gourdin, nous anéantirons toute exploitation; et quand il ne restera plus sur la terre aucune possibilité d'exploiter autrui, qu'il ne restera plus ni propriétaires fonciers, ni propriétaires de fabriques, qu'il n'y aura plus de gavés d'un côté et d'affamés de l'autre, quand cela sera devenu impossible, alors seulement nous mettrons cette machine à la ferraille. Alors il n'y aura plus d'Etat, plus d'exploitation » (Lénine, *De l'Etat*, 1919, o., 29).

Théoriquement, la thèse du dépérissement (ou extinction) de l'Etat se précise à travers une double relation :

a) Elle porte sur la *machine d'Etat* et non sur le *pouvoir d'Etat* (qu'il s'agit de conquérir dans la révolution). Mais le pouvoir d'Etat ne s'exerce qu'au moyen d'un appareil qui le matérialise. La visée prolétarienne d'un dépérissement de l'Etat qualifie donc la modalité (révolutionnaire) selon laquelle le prolétariat exerce ce pouvoir (Lénine : « Pour l'utilisation *révolutionnaire* de *formes révolutionnaires* de l'Etat », *Lettres de loin*, 1917, o., 23, p. 353).

b) Elle se distingue de la *destruction (Zerbrechen, Zerstörung, Zerschlagen)* de la « machine » : celle-ci porte sur l'*Etat capitaliste*, tandis que le dépérissement concerne l'Etat *en général*, y compris l'Etat de la dictature du prolétariat, si démocratique soit-il. Mais il n'y a pas là une simple succession : puisque « détruire » l'Etat bourgeois, c'est transférer le pouvoir à la masse des travailleurs eux-mêmes, un tel processus suppose que le « dépérissement » *s'amorce* concrètement dès la révolution prolétarienne, même s'il ne peut s'achever tant que subsistent des rapports d'exploitation économique.

C'est pourquoi Marx et Engels soutiennent que la tendance au dépérissement de l'Etat est déjà présente dans les luttes révolutionnaires actuelles. Témoin la Commune de Paris : « Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune, qui n'était plus un Etat au sens propre (...) le jour où il devient possible de parler de liberté l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la

place du mot Etat le mot *communauté (Gemeinwesen)*, excellent vieux mot allemand, répondant au mot français Commune » (Engels, *L. à Bebel*, 18-28 mars 1875, in *Critique du programme de Gotha*).

Mais d'autre part le dépérissement est le résultat d'un processus à longue échéance, avec ses phases historiques successives (cf. dans la *Critique du programme de Gotha* la définition des « deux phases de la société communiste »). Marx, Engels et Lénine ne cessent d'y insister : ce processus ne peut s'effectuer que dans la mesure où, simultanément, se constituent ses « bases économiques ». C'est l'occasion de préciser le sens de la terminologie face à la thèse anarchiste de *l'abolition de l'Etat (Abschaffung)*, qui est catégoriquement rejetée (en même temps que la négation de la pratique politique et la critique de l' « autorité » en général) : « Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société — la prise de possession des moyens de production au nom de la société —, est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors spontanément en sommeil *(schläft dann von selbst ein)*. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli » *(abgeschafft)*, *il s'éteint (er stirbt ab)*. Voilà qui permet de juger la phrase creuse sur « l'Etat populaire libre », tant du point de vue de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique; de juger également la revendication de ceux qu'on appelle les anarchistes, d'après laquelle l'Etat doit être aboli du jour au lendemain » (Engels, AD, IIIe partie, chap. 2, MEW, 20, p. 262).

On aura relevé ici une double difficulté :

— Tout en se donnant pour scientifique, la thèse du dépérissement de l'Etat peut finalement se résumer dans la reprise textuelle d'une formule du socialisme *utopique* saint-simonien (« le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production »), qui n'aurait ainsi que le tort d'avoir été avancée *prématurément*, anticipant sur sa justification théorique et sur ses conditions matérielles de possibilité. Mais cette thèse saint-simonienne n'exprimait-elle pas ce qu'il y avait de commun au socialisme et au *libéralisme* économique bourgeois (pour qui tout Etat est d'origine féodale, militaire et parasitaire) ? Et ne constituait-elle pas *également* la « source » de la position anarchiste (bakouninienne ou proudhonienne) dont Marx et Engels disent prendre le contre-pied ? (cf. Engels, *L. à Cuno*, 24 janv. 1872 : « Bakounine prétend que c'est *l'Etat* qui a créé le capital, que le capitaliste ne détient son capital que *par la grâce* de l'Etat. En conséquence, comme le mal principal est pour lui l'Etat, il faudrait avant tout supprimer l'Etat, et le capital s'en irait alors de lui-même *(von selbst)* au diable; à l'inverse *(umgekehrt)*, nous disons, nous : abolissez le capital (...) alors l'Etat s'effondrera de lui-même *(so fällt der Staat von selbst)*. La différence est essentielle : l'abolition de l'Etat sans révolution sociale préalable est une absurdité, l'abolition *(Abschaffung)* du capital *constitue* précisément la révolution sociale (...) » (MEW, 33, 388).

— La scientificité même du concept de ce processus s'avère difficile à penser. Elle est l'occasion pour Engels, dans le contexte cité, d'une réhabilitation massive de la dialectique hégélienne de la « négation de la

négation » (et du « dépassement » : *Aufhebung*). Lénine, lui, dans *L'Etat et la Révolution*, se réfère sur ce point à une dialectique conçue comme « théorie de l'évolution » (ou du « développement » : *Entwicklung*) par phases successives. La difficulté est philosophique (quel est le type de *nécessité* du dépérissement de l'Etat ?), mais elle est surtout *politique* : est-ce que le dépérissement est seulement un résultat (« spontané ») d'une pratique qui, pour l'essentiel, vise non l'Etat comme tel mais ses conditions d'existence (économiques) ? Ou bien est-ce qu'il requiert une intervention et des mesures spécifiques (comme le suggère l'expérience de la Commune, qui anticipe *politiquement* sur le communisme) ?

Dans l'expérience de la révolution soviétique, la thèse du dépérissement de l'Etat et les modalités de son application ont fait l'objet d'âpres discussions. Les formules de *L'Etat et la Révolution* ont été en pratique opposées aux analyses conjoncturelles ultérieures de Lénine, montrant la nécessité de la centralisation et de la *construction* d'un Etat socialiste. Elles ont fini par passer pour « utopiques » à leur tour sous couvert d'orthodoxie léniniste. Du même coup ont été censurés (et aussi personnellement éliminés) ceux des théoriciens soviétiques qui, comme Pashukanis, ont tenté non d'en limiter mais au contraire d'en *étendre* la portée, en affirmant la nécessité d'un *dépérissement du droit*. Pour Pashukanis, tout droit est, en son fond, bourgeois, car il repose sur la distinction du « public » et du « privé » impliqué dans la forme de l'échange marchand, et il réalise une norme coercitive de classe. Il ne saurait donc y avoir de « droit socialiste », selon la formule qu'imposeront Reisner, Vychinski et finalement Staline. Inversement, si la « survivance » du droit bourgeois entraîne nécessairement celle de l'Etat bourgeois — éventuellement « sans bourgeoisie », selon le mot de Lénine —, seul le dépérissement du droit entraînera le dépérissement de l'Etat. Les « normes juridiques » seront alors remplacées par des « normes techniques » (E. Pashukanis, *La théorie générale du droit et le marxisme*, 1924, trad. franç., Paris, EDI, 1970, p. 123-124).

Très logiquement, lorsque Staline « met fin » officiellement à la phase de dictature du prolétariat en proclamant la constitution d'un Etat (socialiste) « du peuple entier » en URSS, il avance également une *rectification* de la thèse, jugée « abstraite », d'Engels : « L'Etat subsistera-t-il aussi en période de communisme ? Oui, il subsistera si l'encerclement capitaliste n'est pas liquidé, si le danger d'agressions militaires du dehors n'est pas écarté (...) Non il ne subsistera pas, il disparaîtra, si l'encerclement capitaliste est liquidé, s'il est remplacé par l'encerclement socialiste » (J. Staline, Rapport au XVIIIe Congrès du PC*(b)*, 1939, in *Les questions du léninisme*, Paris, 1947, t. II, p. 300 et s.). Non moins logiquement, cette « rectification » est rangée par Mao Zedong du côté des « erreurs » dans son évaluation du rôle de Staline dans l'histoire du mouvement communiste.

• BIBLIOGRAPHIE. — V. LÉNINE, *Le cahier bleu (le marxisme quant à l'Etat)*, présentation de G. LABICA, Bruxelles-Paris, Complexe-PUF, 1977. — E. H. CARR, *The Bolshevik Revolution*, Penguin Books, 1966, vol. 1; V. GERRATANA, *Ricerche di Storia del Marxismo*, Roma, Editori Riuniti, 1972; K. RADJAVI, *La dictature du prolétariat et le dépérissement de l'Etat de Marx à Lénine*, Paris, 1975.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Capitalisme d'Etat, Dictature du prolétariat, Droit, Etat soviétique, Etatisme.

E. B.

Despotisme oriental

Al : *Orientalische Despotie, orientalischer Despotismus.* — An : *Eastern despotism.* — R : *Vostočnij despotizm.*

Voir : Communauté, Mode de production asiatique.

Détermination

Al : *Bestimmung.* — An : *Determination.* — R : *Determinacija.*

Catégorie philosophique traditionnelle, la détermination est, dans ses usages marxistes, de provenance hégélienne. Hegel lui-même en forge partiellement le sens au travers de sa critique de la conception spinozienne de la détermination comme limitation négative de l'attribut *(omnis determinatio est negatio)* dans laquelle il perçoit une fixation de l'esprit d'entendement. Pour lui, la détermination est un moment nécessaire où l'être, pour sortir de l'indéterminité, se détermine par ce qui le borne et le nie. Par le jeu de la médiation et le mécanisme du dépassement, l'hégélianisme découvre la positivité de la détermination : dans le passage d'une chose à son contraire, de l'être au non-être, à l'être-là comme être déterminé, est contenue la détermination dans la modalité de la suppression-conservation. Comme telle, elle désigne alors la structure logique du rapport contradictoire lui-même; c'est ce que Hegel appelle *détermination réciproque* : « C'est cette détermination réciproque consistant en la négation de soi-même et de sa négation qui se présente comme la progression à l'infini... Cette progression constitue ainsi la contradiction... » (*Logique*, I, Paris, Aubier, p. 114). Mais ce conditionnement réciproque de toutes choses donne à son tour naissance à leurs « propriétés » ou *déterminations immanentes* (*ibid.*, p. 110).

Ce second sens passe dans le vocabulaire de Marx et d'Engels sans notoires transformations mais avec un relatif élargissement sémantique : les déterminations font la singularité d'un objet, variable selon leur « multiplicité » ou leur « richesse ». Elles signifient soit ses spécifications, soit ses propriétés, soit encore les moments de ses connexions internes. L'*Introduction de 1857* à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, par exemple, mêle constamment ces divers usages.

Si la notion de détermination immanente est réutilisée dans le marxisme, celle de détermination réciproque n'y a guère de véritable équivalent, en dépit de l'apparence. Au sens large, la détermination y distribue, dans un rapport d'inégale efficience, un déterminant et un déterminé, de places, de fonctions et d'indices différenciés. Ceci est illustré dans les grandes thèses du matérialisme marxiste : « Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel dans son ensemble. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience » (Marx, *Préface de 59* à la *Cont.*, MEW, 13, 9). L'intelligence exacte de la détermination marxiste est habituellement commandée par l'indication de *dernière instance* dont la formulation en propre est due à Engels : « ... Le moment déterminant dans l'histoire est, *en dernière instance*, la production et la reproduction de la vie réelle... Si... quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le *seul* déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde » (*L. à Bloch* du 21 sept. 1890; cf. également *L. à Starkenburg* du 25 janv. 1894, *L. à Schmidt* du 25 oct. 1890, *L. à Mehring* du 14 juill. 1893). Marx quant à lui, ajoute Engels, sut pratiquer, pour

chacune de ses analyses concrètes, la notion de détermination en dernière instance : « Dans *Le 18 Brumaire*... où il s'agit presque uniquement du rôle *particulier* joué par les luttes et événements politiques, naturellement dans la limite de leur dépendance *générale* des conditions économiques. Ou *Le Capital*, par exemple le chapitre sur la journée de travail, où la législation, qui est bien un acte politique, agit de façon si radicale. Ou encore, le chapitre sur l'histoire de la bourgeoisie (le 24e chapitre)... » (*L. à Schmidt* du 27 oct. 1890).

C'est donc en tentant d'en rectifier l'interprétation mécaniste qu'Engels (puis Lénine : cf. o., I, *AP*) spécifie et éclaire la nature du rapport de détermination. Celui-ci n'est pas un rapport de production/création (« l'économie ne crée... rien directement d'elle-même, mais elle détermine la sorte de modification et de développement de la matière intellectuelle existante », *L. à Schmidt* du 27 oct. 1890) et si la base détermine les superstructures, c'est dans le sens où elle en fournit justement les bases, les conditions (Marx et Engels, pour caractériser le rapport de détermination, utilisent aussi souvent *bedingen* que *bestimmen*). La production matérielle détermine la vie sociale puisqu'elle en est la condition générale d'existence : aucune société, explique Marx, « ne (peut) vivre du catholicisme... (ou) de la politique » (K., ES, I, 1, 93; MEW, 23, 96, n. 33). C'est ce constat qui conduit Engels à avancer les notions descriptives d'*autonomie relative* des superstructures et d'*action en retour* de ces dernières sur la base (cf. notamment *L. à Mehring* du 14 juill. 1893).

La détermination, dès lors, traverse la configuration d'ensemble d'une formation économique et sociale. Comme rapport, elle assigne aux divers éléments du tout social lieux et places dominants ou dominés : « Ni (le Moyen Age) ne pouvait vivre du catholicisme, ni (Athènes) de la politique. Les conditions économiques d'alors expliquent au contraire pourquoi là le catholicisme et ici la politique jouaient le rôle principal » (Marx, K., ES, I cité). Cette importante distinction entre *détermination* et *domination* a été développée par des théoriciens d'inspiration althussérienne, investie dans des problématiques variées ou encore redécouverte à l'œuvre dans la réflexion d'un Gramsci qui, dans son premier *Cahier de prison*, fait la part du « fondamental » (ou déterminant) et du « prépondérant » (ou dominant) (cf. P. Anderson, *Sur Gramsci*, p. 71-76). Le concept de détermination, ainsi dégagé de sa pesanteur économiste-mécaniste, a par ailleurs autorisé la production de celui de *surdétermination* qui permet notamment de penser la contradiction, concept clé de la dialectique matérialiste, comme toujours-déjà « déterminante mais aussi déterminée dans un seul et même mouvement, *surdéterminée dans son principe* » (L. Althusser, *Pour Marx*, p. 100).

▶ CORRÉLATS. — Base, Correspondance/non-correspondance, Déterminisme, Economisme, Etre social/Conscience, Matérialisme, Mécanisme, Structuralisme, Superstructure.

G. Be.

Déterminisme

Al : *Determinismus*. — An : *Determinism*. — R : *Determinizm*.

1 / Le déterminisme est une catégorie unifiant plusieurs éléments historiques différents : *a)* Il désigne la croyance populaire en l'irréversibilité et irrésistibilité du cours du monde, dans son indifférence à la volonté humaine : il s'agit alors du fatalisme, croyance théologique au Destin;

b) Selon une rupture, pas toujours nette, il désigne la généralisation des principes scientifiques de la Mécanique classique, et énonce que tout ce qui se produit est effet de causes déterminées. Le déterminisme scientifique ne vaut que si sa revendication de méthode universelle s'investit dans une pratique expérimentale spécifiée, produisant effectivement des lois, donnant lieu à des prévisions limitées à la seule maîtrise de possibilités données de calcul et mesure; *c)* il désigne enfin une catégorie philosophique portant à l'absolu l'idéal de prévisibilité, à partir d'une réflexion sur l'expérimentation scientifique, et affrontant le problème de la possibilité d'une initiative de la volonté humaine libre dans le cours des événements.

2 / Le déterminisme absolu est davantage une idéologisation d'une forme historique de causalité expérimentale qu'une incarnation de la méthode scientifique. S'il a rendu possible, à son début, l'essor des sciences, l'idée d'une prévisibilité absolue des phénomènes est apparue comme logiquement infondée (Kant) : elle représente comme donnée, dans un ordre simultané des prédéterminations, la série complète de conditions hypostasiant la raison de cette série hors de toutes leurs conditions effectives. Le déterminisme absolu a fini par se constituer en obstacle, devenant une idéologie scientifique, un imaginaire du savoir. Ainsi il a préjugé des formes spécifiques de l'expérimentation aux divers niveaux d'objectivité (en particulier pour les sciences de la vie); il a été démenti par le développement de la physique : la Mécanique quantique fait — relations d'incertitudes — de la probabilité, non un défaut de la connaissance, mais un élément constitutif de son objet. Les processus complexes, impliquant des ruptures, des faits de finalité ou de signification lui échappent (biologie moléculaire, thermodynamique stochastique).

3 / La science de l'histoire, fondée par Marx, excède les limites du déterminisme mécaniste, et actualise une causalité « dialectique » de type nouveau : la découverte du rôle fondamental, « déterminant en dernière instance » de la base économique ne fait pas de celle-ci une cause première dont tout le reste se déduit comme effet ou épiphénomène. La causalité du mode de production n'est pas « déterministe », ne serait-ce que parce qu'en lui-même ce mode de production est unité-distinction de forces productives et de rapports de production. L'efficace relative de la superstructure, le rôle souvent dominant ou décisif de la pratique politique (Lénine l'a particulièrement souligné), l'importance des formes de conscience sociale et du sens théorique, tout ceci ouvre le problème de la spécificité de la causalité-détermination, découverte par Marx (cf. Althusser et l'idée d'une action de la structure sur ses propres instances, échappant à la théorie hégélienne de la totalité organique).

4 / Le matérialisme historique n'est pas un déterminisme sociologique ou économique. Chaque fois qu'il a accepté une telle réduction de sa « dialectique » (qu'elle vienne de l'intérieur — économisme — ou de l'extérieur), il a perdu sa capacité de maîtrise théorique et pratique et laissé se développer des pratiques de manipulation de masses. La polémique de Gramsci contre le fatalisme, contre la croyance à la démiurgie de l'économie est justifiée. Cette croyance signifie le caractère encore subalterne des producteurs, incapables de s'approprier la connaissance des rapports sociaux de manière à assurer la direction volontaire et consciente d'un autre « bloc historique » (*Quaderni*, éd. Gerratana, 1385-1395 - 1810-1811).

5 / On peut pointer la complexité de la causalité non déterministe ou dialectique du matérialisme historique sur trois problèmes : *a)* celui de la finalité. Si Marx critique toute représentation idéaliste de la finalité, refusant de transformer la relation de consécution en prédétermination (IA, ES, 78; MEW, 3, 49), il montre comment le Capital, en tant que rapport social, en reproduisant cycliquement ses éléments, et son propre présupposé, déploie, au sein des contradictions, des conditions de résolution tendancielle de ces contradictions. Par le jeu des lois tendancielles, qui ne sont pas de simples rapports nécessaires entre phénomènes, se produisent un sens objectif, une finalité matérielle, réflexion du mouvement interne du processus, le communisme, but, et non pas « état qui doit être créé », ni « idéal sur lequel la réalité devra se régler », mais « le mouvement réel qui abolit l'état actuel » (IA, ES, 64; *ibid.*, 35); *b)* le problème de la possibilité : le mode de production capitaliste est unité de la nécessité et de la possibilité, en ce que la reproduction de ses conditions et contradictions ouvre un champ de possibles stratégiques, où l'action humaine, toujours conditionnée, jamais prédéterminée, peut agir en connaissance de cause, et réaliser l'un de ces possibles, sans que cela prenne la forme d'un progrès linéaire; *c)* du même coup, disparaît le mythe de la prévisibilité absolue. Gramsci a ainsi visé juste — d'autres de même, comme E. Bloch — lorsqu'il a libéré le sens du possible lié à l'intervention de l'action informée. « On ne peut prévoir que la lutte, on ne peut prévoir que dans la mesure où l'on agit et où l'on contribue concrètement à produire le résultat prévu. » « La prévision se révèle être, non pas un acte scientifique de connaissance, mais l'expression abstraite de l'effort que l'on fait, la modalité pratique de création d'une volonté collective » (*Quaderni*, 1403-1404).

▶ CORRÉLATS. — Analyse, Contradiction, Détermination, Dialectique, Liberté/Nécessité, Spinozisme.

A. T.

Développement inégal

Al : *Ungleiche Entwicklung.* — An : *Unequal development.* — R : *Neravnoe razvitie.*

Voir : Anticipation, Dépendance, Développement/Sous-développement, Léninisme, Voie non capitaliste de développement.

Développement / Sous-développement

Al : *Entwicklung/Unterentwicklung (Rückständigkeit).* — An : *Development/Underdevelopment.* — R : *Razvitie/Nedopazvitost'.*

Ces termes dont l'usage généralisé date de l'après-guerre renvoyaient dans un premier temps à deux moments d'un même processus envisagé à l'échelle de chaque formation économique et sociale : ce que les économistes estimaient représenter les formes embryonnaires (sous-développées) du capitalisme et les conditions de leur progrès vers ses formes avancées. A partir du début des années 60 et sous l'effet d'un renversement critique, ils en sont venus à désigner deux effets, diamétralement opposés, du capitalisme, considéré cette fois comme un système mondial : le développement de sa partie centrale causerait le sous-développement de sa périphérie. A présent ces deux significations coexistent et s'opposent comme les

concepts majeurs de deux théories (théorie du développement et théorie de la dépendance) qui prétendent toutes deux expliquer un même objet empirique : l'ensemble des formations économiques et sociales dont certaines caractéristiques, mesurées au moyen d'une série de paramètres économiques, sociaux, politiques et culturels, indiquent des valeurs très sensiblement inférieures à celles des pays industriels. Ces valeurs traduisent une série de traits descriptifs : population à majorité rurale, infrastructures de l'enseignement et des communications très insuffisantes, base industrielle réduite, bas taux d'épargne et d'investissement, manque de participation à la vie des institutions, dette extérieure considérable, extrême concentration des hauts revenus et surtout niveau de vie dramatiquement bas de la masse de la population : 1/ Pour la théorie du développement, la solution consiste à atteindre un taux de croissance du PIB assez élevé pour neutraliser les effets de la croissance démographique. Devant les échecs des mesures purement techniques (modèles de développement), la théorie s'est étoffée d'une série d'emprunts à l'école historique (Strauss, Schumpeter) et à la tradition sociologique. A partir du moment où elle fait du capitalisme avancé son paradigme, cette théorie ne peut concevoir le sous-développement que comme potentialité (facteurs insuffisamment utilisés) éventuellement comme négativité (résistances), bref comme pré-capitalisme. Etant donné que ces formations économiques et sociales possèdent cependant toujours un secteur franchement capitaliste, cette téléologie est en général doublée par, ou tout simplement rabattue, sur un schéma dualiste. L'évolution a lieu alors entre deux « temps historiques », celui d'une société traditionnelle et celui d'un secteur « moderne » qui coexistent dans une « simultanéité asynchronique ». Le couplage de notions économiques et sociologiques permet dans tous les cas de penser le développement comme le passage graduel d'une économie de subsistance à une économie industrielle grâce à la modernisation progressive (indifférenciation/acculturation) d'une société traditionnelle. C'est dans ce cadre idéologique qu'un Etat technocratique doserait les mesures administratives (fiscalité, planification) et canaliserait l'aide et les crédits étrangers que certains considèrent comme la seule solution efficace; 2/ La version critique, effet de la décolonisation et du tiers-mondisme, mais peut-être avant tout de la révolution cubaine, part de ce cadre général dont elle accepte les présupposés de base qu'elle réinterprète pour les réarticuler à l'intérieur d'un nouveau dispositif à partir de deux constats fondamentaux : *a)* il n'y a pas plus d'économie de subsistance que de société traditionnelle; tous les secteurs de ces formations économiques et sociales sont en fait reliés de multiples façons à leur secteur capitaliste, lequel, loin de toujours chercher à les absorber, œuvre souvent à les conserver en l'état car ils accomplissent plusieurs fonctions jugées nécessaires : reproduction partielle de la force de travail, transferts de valeurs, voies de garage pour les populations excédentaires. Certains ont pu ainsi avancer la thèse d'un colonialisme interne dont le secteur capitaliste serait la métropole et qui serait la clef du sous-développement. Mais un deuxième constat, *b)* l'existence de liens entre pays développés et sous-développés qui, ajouté à la critique précédente, permet de relier de proche en proche les puissances impérialistes aux confins les plus reculés des pays sous-développés dans un système mondial où « le développement des uns ne peut se faire sans le sous-développement des autres » (Frank), conduit à concevoir le sous-

développement non plus comme virtualité mais bien comme actualité pleine, comme processus.

Mais les auteurs de ce courant vont plus loin. Faisant abstraction de tout rapport social de production, ils définissent les pays sous-développés comme entièrement capitalistes par le seul fait qu'ils sont entièrement insérés dans le système mondial. Dès lors, « le développement du capitalisme (dans ces pays) est le développement du sous-développement ». Ils ne nient pas à proprement parler l'accumulation, mais ils affirment que les saignées qu'impliquent les rapatriements, le service de la dette, etc., en minimisent les effets. Ils sont en outre conduits à la réduire à la croissance et celle-ci à sa traduction en PIB *per capita* et à envisager certaines contradictions unilatéralement : le capitalisme est réduit à sa *pars destruens*. Une alternative aux accents luxemburgistes est ainsi mise en place : socialisme ou développement du sous-développement. Le socialisme conçu comme rupture avec le système et administration démocratique des besoins est avant tout un mode de développement dont le paradigme est alors le bloc socialiste.

REMARQUE. — Le courant critique a eu le mérite d'introduire la contradiction dans l'idée de sous-développement. Ses présupposés le rendent cependant inassimilable au matérialisme historique.

• BIBLIOGRAPHIE. — *I* / Celso FURTADO, *Economic development of Latin America*, São Paulo, 1974; Arthur LEWIS, *Economic development with unlimited supplies of labour*, Manchester, 1954; Ragnar NURSKE, *Problems of capital formation in under-developped countries*, Oxford, Blackwell, 1953; Raul PREBISCH, *El Desarrollo economico de la America Latina y algunos de sus problemas*, New York, CEPA, 1949.

II / Cf. bibliographie de Dépendance.

▶ CORRÉLATS. — Bourgeoisie nationale, Colonisation/Colonialisme, Dépendance, Echange inégal, Guérilla, Impérialisme, Voie non capitaliste de développement.

E. H.

Déviation

Al : *Abweichung*. — An : *Deviation*. — R : *Uklon*.

Si le terme de *déviation* ne participe pas du corps de concepts « classique » du marxisme, il est néanmoins incontestable qu'il doit sa fortune à son usage dans les différentes crises qui ont marqué l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire au XXe siècle. Par la métaphore qu'il figure (sortie de la voie, du chemin), il réfère immédiatement à une problématique normative. Son usage semble donc être l'indice de la constitution, dans le marxisme, d'une instance susceptible de juger la rectitude du chemin suivi, d'une orthodoxie. La référence intermittente à la métaphore biologique (santé/maladie) est symptomatique de cette tendance (cf. Lénine, o., 16, p. 229; 32, 73).

Cette problématique normative indique aussi le lieu où s'origine toute déviation : le rapport de la théorie à la pratique, de la norme idéale à son application. Comme le parti se présente comme lieu de l'unité de la théorie et de la pratique, toute déviation sera déviation *dans* le parti. C'est ce qui distingue formellement l'usage léniniste de déviation, d'une part, de fraction ou de courant, d'autre part, en ce qu'il n'implique pas, comme c'est le cas du *révisionnisme*, une remise en cause globale de la théorie marxiste : « La déviation n'est pas encore un courant achevé.

Une déviation peut être corrigée. Certains se sont un peu égarés ou commencent à s'égarer, mais on peut encore les remettre sur la bonne voie. C'est ce qu'exprime à mon avis le mot russe de « *déviation* ». Il souligne qu'il n'y a là rien encore de définitif, que l'erreur est aisée à rectifier, il exprime le désir de mettre en garde, de poser le problème dans toute son ampleur et sur le plan des principes » (Lénine, o., 32, 263).

Comment juger d'une déviation. Si le problème se pose « sur le plan des principes » il est clair que c'est en référence à ce que « le marxisme enseigne » (*ibid.*, p. 257) que se fonde le jugement. Or, au centre de ces principes, se trouve la thèse matérialiste selon laquelle la *pratique* est le critère de la vérité. D'où un renvoi du côté de « l'expérience des révolutions... qui montre avec une clarté et une certitude absolues... » (*ibid.*, p. 258). Mouvement des « principes » à « l'expérience » qui dessine, comme en contre-point, la thèse d'une symétrie dans les déviations : l'idéalisme de la norme caractérisant schématiquement une déviation gauchiste, l'empirisme, une déviation opportuniste. Sous la structure classique de la voie du juste milieu, se joue en fait le problème de l'unité de la théorie et de la pratique.

En effet, la déviation n'est jamais jugée pour elle-même, mais toujours du point de vue des enjeux dans une conjoncture concrète. Dans un premier usage, en 1910, pour désigner les « otzovistes » et les « liquidateurs », le terme qualifie différentes pratiques politiques. Même si, plus tard, en 1920 par exemple, dans le débat sur les syndicats, Lénine parlera de « déviation théorique », ce ne sera pas en regard d'une pureté théorique érigée en vérité absolue, dogmatique, que la déviation sera qualifiée, mais en regard de la capacité de ses thèses à produire une analyse concrète de la conjoncture, c'est-à-dire une analyse susceptible de la révolutionner. L'unité des deux déviations est dans leur acceptation de fait du terrain sur lequel la bourgeoisie pratique la politique, c'est-à-dire renoncement à la lutte de classes effective dans une conjoncture déterminée (cf. Lénine, o., 16, 157-158). D'où une caractérisation schématique de la déviation comme expression de positions bourgeoises ou petites-bourgeoises dans le parti, expression de positions non prolétariennes dans la pratique prolétarienne de la lutte de classes. Mais, comme dans tous ces textes, le problème de la constitution d'une pratique prolétarienne de la politique dans la lutte des classes n'est jamais posé explicitement, l'unité politique du prolétariat, la position prolétarienne, concrétisées par la figure du parti, apparaissent plus comme données objectives auxquelles on peut se référer pour juger des autres positions, que comme résultat d'un procès d'unification, partie prenante de l'antagonisme de classes. On comprend alors, pourquoi, en dernière analyse, la déviation porte sur la conception du parti, sur son rôle dans la lutte de classes, la forme de son organisation, les modalités de son action, sa fonction dans le cadre de la dictature du prolétariat. Elle indique un problème qu'elle ne pose pas clairement : celui des modalités de l'unification politique du prolétariat et des alliances de classe avec la paysannerie et la petite bourgeoisie dans le procès de lutte contre la tendance permanente de la bourgeoisie à diviser en imposant sa pratique de la politique. De là à forclore la contradiction dont la déviation est l'expression en excluant purement et simplement ses représentants du parti comme traîtres à la classe ouvrière, il n'y a qu'un pas que Lénine ne franchira pas, mais dont il inscrit, en creux, la possibilité.

En effet, le traitement concret infligé à la déviation ouvre à une tout autre problématique que celle, normative et idéaliste, présente en filigrane des analyses de Lénine. Schématiquement, il se développe en trois moments :

1 / Ne jamais personnaliser ou psychologiser la déviation, mais la traiter seulement au niveau de sa signification politique dans la conjoncture;

2 / Une fois la discussion politique conclue dans une instance souveraine du parti, discussion permettant de prendre en compte certains aspects légitimes des critiques formulées à l'activité du parti, l'unité et la discipline sur la ligne adoptée doivent prévaloir;

3 / La discussion peut se poursuivre, y compris dans des publications spéciales (cf. Xe Congrès du PC*(b)*R), à condition qu'elle ne se transforme pas en opposition sur des lignes ou des programmes politiques. La déviation est donc bien prise comme expression d'une contradiction réelle au sein du parti, contradiction qui peut devenir antagonique et déboucher sur la constitution d'une *fraction* ou d'un *courant*, mais qui n'enferme pas nécessairement ce devenir-là.

Le mot de déviation n'est donc pas un concept du matérialisme historique; il indique, sur le terrain politique de la lutte de classes, le lieu d'un problème : celui de l'unité politique du prolétariat et des alliances révolutionnaires de classes, donc aussi de l'unité de la théorie et de la pratique révolutionnaires. Mais sa solidarité avec la problématique idéaliste de la norme est telle qu'il interdit de le poser clairement, c'est-à-dire de réfléchir la nature des contradictions au sein du prolétariat, d'une part, entre le prolétariat et ses alliés, d'autre part. Il ouvre donc la voie à l'érection du parti, voire de ses organismes de direction, en norme, en garant de la pureté théorique et de la ligne juste. La déviation, même si elle paraît seulement théorique, est donc l'indice d'une contradiction *interne* au marxisme, contradiction qui a sa racine, en dernière instance, sur le terrain de la pratique de la lutte de classes. C'est aussi le sens que Mao assigne pour l'essentiel à ce terme.

S'appuyant sur la réflexion épistémologique de G. Canguilhem, L. Althusser a utilisé le mot de « déviation sans norme », pour qualifier la « formation idéologique » du lyssenkisme (Avant-propos à D. Lecourt, *Lyssenko*, Paris, Maspero, 1976, p. 12). Par là, il met clairement l'accent sur deux problèmes. D'une part, celui d'une histoire réelle du mouvement révolutionnaire et du marxisme qui ne tombe ni dans l'apologétisme, ni dans la balance comptable des « ombres » et des « lumières », ni dans le téléologisme tératologique. Faire une telle histoire, c'est penser les mécanismes, les contradictions qui ont réellement produit des pratiques sur des thèses condamnées ultérieurement et qui les ont produites comme acceptables. D'où le second problème : comment penser le statut de la théorie marxiste pour penser à la fois la possibilité de déviations et celle de leurs rectifications. Un tel problème ne peut se résoudre que si l'on rompt avec l'idéalisme rationaliste qui fait de la sphère du savoir un lieu de lumière extérieur aux ombres de l'opinion. L'histoire du marxisme oblige à penser la théorie marxiste non seulement comme l'enjeu d'une contradiction idéologique, mais aussi comme le *lieu* de son développement où rien n'est définitivement acquis. En fin de compte, cette notion pourrait être rap-

prochée du couple philosophique « vérité absolue / vérité relative» (Lénine), en ce sens qu'elle indique l'existence d'un corpus théorique et politique marxiste, sans que celui-ci soit assignable une fois pour toutes : il consiste en sa capacité à penser et résoudre les contradictions nouvelles que présente la conjoncture. Il ne vit donc que de la reprise qui en est faite à ce moment-là. C'est dire que toute contradiction nouvelle contient une déviation en germe, donc qu'aucune ligne juste n'est donnée une fois pour toutes.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, Préf. à D. LECOURT, *Lyssenko*, Paris, Maspero, 1976; G. CANGUILHEM, *Le normal et le pathologique*, Paris, PUF, 1966; LÉNINE, t. 16 *(Vers l'Unité, Notes d'un publiciste)*, t. 32 *(A nouveau les syndicats*, Rapport au Xe Congrès...); MAO ZEDONG, *De la contradiction*, Lausanne, La Cité, 1963.

▶ CORRÉLATS. — Anarcho-syndicalisme, Crises du marxisme, Discipline, Dogmatisme, Esprit de parti, Fraction, Gauchisme, Opportunisme, Otzovisme, Parti, Réformisme, Révisionnisme, Social-démocratie, Tendances (droit de).

G. Br.

Dialectique

Al : *Dialektik*. — An : *Dialectics*. — R : *Dialektika*.

1 / *Marx s'est inscrit explicitement dans la lignée dialectique* pour qualifier et sa méthode scientifique, et son objet, la science de l'histoire, la dialectique des formations sociales. Cette inscription n'est pas univoque : si Marx se réfère critiquement à la dialectique hégélienne, qu'il continue et excède, celle-ci à son tour se veut critique et intégration des diverses traditions dialectiques qui la précèdent. Le problème de la spécificité de la dialectique au sens marxiste ne peut préjuger de la continuité apparente de la tradition historique du même nom. Le problème se complique encore, d'autant qu'à l'intérieur du marxisme la dialectique matérialiste est une question ouverte, quant à sa définition, sa fonction, ses formes. Toute tentative pour identifier la dialectique marxiste comme science univoque s'est vu objecter, ou s'est objecté à elle-même l'impossibilité de sa constitution en Science, au sens traditionnel, philosophique, du terme. La Dialectique-critique ou méthode a mis en cause sa propre formulation comme Dialectique-science, tout en ne pouvant éviter elle-même le détour de la Science.

Ce trait « formel » semble d'ailleurs répéter à l'intérieur du « marxisme » l'oscillation qui caractérise l'histoire hétérogène et antagonique des diverses formes de pensée dialectique. Ainsi, lors de son origine grecque, la dialectique s'est identifiée, avec Platon, à la science suprême, la science des Idées, de leurs relations internes, de leur dépendance à l'Idée du Bien. Chez Aristote, au contraire, critique de la théorie des Idées, la dialectique se détermine comme méthode d'établissement des règles de l'opinion commune. Il n'est pas indifférent qu'au moment culminant de l'hégémonie bourgeoise, la philosophie idéaliste allemande retrouve la problématique dialectique. Ainsi Kant, héritier lointain en cela d'Aristote, fait de la dialectique la théorie critique des illusions inévitables de la Raison métaphysique et de sa prétention à se constituer en science d'objets supra-empiriques (le Moi, le Monde, Dieu). Avec Hegel, héritier du Kant de la philosophie de l'histoire, la dialectique trouve son expression classique. Elle redevient, comme chez Platon, la science théorique et pratique, le vrai nom de la philosophie.

Nouvelle manière de penser le vrai comme processus immanent de constitution totale du système des déterminations logiques, la dialectique hégélienne surmonte l'opposition kantienne entre chose en soi et phénomène, elle affirme la relativité et l'objectivité absolue du savoir, elle est logique. Les structures logiques sont le squelette du procès contradictoire de réalisation de l'Absolu Sujet dans la Nature et l'Histoire, seules réalités concrètes. C'est précisément sur le terrain de la dialectique hégélienne de l'histoire et des structures du monde moderne (Droit, Société civile, Etat) que se constitue la dialectique de Marx.

2 / La dialectique marxienne est d'abord la dialectique matérialiste de l'histoire, et de son moment présent, le mode de production capitaliste.

Le jeune Marx attaque en effet la dialectique hégélienne en son point de rupture logico-politique : l'Etat ou le réel n'est pas rationnel, le rationnel n'est pas l'Etat réel. L'Idée logique mystifie ainsi la fonction réelle de l'Etat qui est d'être non pas le représentant de la volonté générale, mais le résultat de la lutte d'intérêts qui divise la société civile. Marx cherche « la logique spécifique de l'objet spécifique » (*Cripol.*, ES, 47; MEW, 1, 213) : derrière l'apparence de la réconciliation politique des intérêts de la société civile dans et par l'Etat, la logique des contradictions matérielles fondamentales.

S'ouvre l'étude critique de l'économie politique. Dès 1845, *L'idéologie allemande* esquisse les grandes lignes de la dialectique matérialiste de l'histoire. Elle procède à l'emprunt de concepts et catégories dialectiques hégéliennes (procès, contradiction, aliénation, forme/contenu, essence/apparence, ordre logique / ordre historique). Mais ces emprunts sont fondus dans une problématique inédite qui bouleverse l'ancienne philosophie, fût-elle dialectique — les sciences politique, économique, sociale. Ce bouleversement repose sur le renversement matérialiste qui pose tous les problèmes de la nature et de l'existence humaines sur le terrain décisif de la pratique, du rapport des hommes à la nature par et dans la production, rapport qui est simultanément rapport social des hommes à eux-mêmes.

« Toute vie sociale est essentiellement pratique. Tous les mystères qui détournent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique » (ThF, 8, IA, ES, 33 ; MEW, 3, 7).

La dialectique spéculative hégélienne, critiquée parce qu'elle inverse l'ordre de détermination entre vie sociale et conscience sociale, est déterminée comme produit social, forme spécifique du rapport idéologique des hommes à leur réalité, expression élaborée de la conscience et des intérêts de la classe dominante, transmuant ces intérêts en Idée ou Raison universelle. La dialectique matérialiste est science réelle qui explicite le présupposé réel de la pratique matérielle.

Pour chaque étape scientifique de la production, il devient possible :

a) De déterminer l'ensemble des structures qui forment une configuration propre des activités humaines — de la production *stricto sensu* à la vie sociale, politique, aux formes idéologiques de la conscience sociale — idée d'une Topique sociale autour des nouveaux concepts de mode de production, forces productives, rapports de production...;

b) D'étudier le passage de ces « modes de production » les uns aux autres à partir de la dynamique interne de leurs contradictions. La dialectique matérialiste de l'histoire n'est donc pas une dialectique spéculative de la pensée, de la nature, de l'esprit, une « encyclopédie », mais la dialectique de l'histoire en son moment actuel, le mode de production capitaliste, et son passage au communisme qui n'est « ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler », mais « le mouvement réel qui abolit l'état actuel » (IA, 64, voir 67-70; MEW, 3, 35 et 37-38).

3 / Cet acquis constitue la base de toute analyse du mode de production capitaliste. Marx, dans les *Grundrisse* et *Le Capital*, met au point la méthode dialectique apte à réfléchir « la dialectique de la société bourgeoise » (Lénine, CP, o., 38, p. 345), qui est simultanément organisation de la lutte de la classe ouvrière.

L'unité de la dialectique-méthode et de la dialectique objective du capital reste problème ouvert. En sa spécificité, la dialectique de Marx implique *la mise en pratique de principes théoriques de portée générale*. L'émergence de la dialectique matérialiste de l'histoire est solidaire d'une *nouvelle idée de la science, d'une révolution philosophique*, d'un mode de pensée supérieur, le mode dialectique, apte précisément à réfléchir l'objectivité du mouvement des choses mêmes. On peut en énoncer quelques traits :

a) La dialectique matérialiste de l'histoire présuppose l'antériorité de l'être social sur les formes de la conscience sociale, et sur la science de la pratique sociale elle-même.

b) La dialectique « subjective » de l'histoire n'est pas simple forme de conscience sociale. Elle est science de la pratique sociale qui critique les illusions de la conscience sociale.

c) La dialectique matérialiste de l'histoire est étude des processus qui produisent les formes relativement spécifiques de la vie sociale. Elle est étude plus particulière de la forme présente, le MPC, produit historique, qu'elle considère simultanément comme processus en cours, riche de possibilités réelles de transformations. Elle est morpho-logie d'une morphogenèse inachevée.

d) Comme science des processus des formes de la pratique sociale, elle est elle-même processus.

e) Affirmant et assurant sa propre appartenance à l'histoire, à une formation sociale donnée, elle unit objectivité, historicité et relativité dans une conjonction inédite qui révolutionne l'idée du savoir.

f) Plus précisément, cette unité d'objectivité, d'historicité et relativité se détermine comme affirmation d'un lien intrinsèque de la dialectique matérialiste à une position, à un lieu de la pratique sociale, le lieu occupé, structuralement, par la force sociale antagoniste, capable de diriger le procès de transformation conduisant à une forme (et formation) supérieure économico-sociale.

g) Cette appartenance topologique de la dialectique à une partie-élément-force de la réalité sociale signifie le caractère pratique, non spéculatif, de la science dialectique de l'histoire. Science de la nécessité et possibilité réelle de la transformation révolutionnaire du champ social par cette force particulière, la classe ouvrière, la dialectique lie son objectivité à sa capacité d'intervenir dans le champ dont elle produit le savoir.

h) Comprenant la pratique sociale présente comme champ structuré par une contradiction antagonique polaire fondamentale, la dialectique est science de cette contradiction. Se liant à la force sociale contradictoire dont elle montre les capacités structurales de résolution, la dialectique se pense elle-même comme terme de la contradiction et terme résolutoire.

i) Parce qu'elle est savoir des contradictions de la forme actuelle de pratique sociale, et terme résolutoire de cette contradiction, dans la théorie, la dialectique « pense » la nécessité de son appropriation par la force sociale antagoniste, instance résolutrice potentielle de la contradiction. La dialectique pense sa propre appropriation de masse, son devenir conception de masse.

j) Par cette appropriation, la classe ouvrière, force décisive, comprend la pratique sociale comme système articulé de positions, se comprend comme force active résolutrice des contradictions propres à ce système. En comprenant, en se comprenant, elle transforme, et se transforme.

k) Par cette appropriation de masse, qui est purification, rectification de l'idéologie spontanée des masses, par ce devenir savant des producteurs, jusqu'alors subalternes, la dialectique est en mesure d'affronter un champ modifié par sa propre intervention, de penser les nouveaux problèmes posés par cette intervention. La pratique sociale devient un champ d'expérimentation. Mais, pour les producteurs, cette expérimentation n'est pas manipulation instrumentale, elle coïncide tendanciellement avec leur devenir « savant », avec la conquête de leur autonomie de force protagoniste, appelée à diriger une nouvelle forme de vie sociale, en pleine connaissance de cause et en réfléchissant son propre procès de formation et de libération.

l) Appartenance topologique, historicité et objectivité, objectivité et prise de parti, scientificité et intervention active de transformation communiquent. Comme communiquent particularité et universalité. Car la dialectique est la science de la partie de la pratique sociale qui a la capacité structurale de modifier cette pratique, en prenant en charge les intérêts universels du genre, de l'espèce.

4 / Engels, sur la base d'une connaissance du mouvement des sciences et d'une expansion du mouvement ouvrier marxiste, a posé *le problème de la dialectique en général*, suivi en cela par Lénine, problème qui est celui de la « philosophie » marxiste et de son « indépendance » propre. La dialecticité de la société bourgeoise permet de saisir en retour celle de la nature et celle du processus de connaissance s'appropriant la nature et la société.

a) Les sciences de la nature, en période d'expansion inédite, actualisent dans leur pratique le principe matérialiste, valable pour toute science. Elles posent l'antériorité de l'être matériel sur sa connaissance.

b) En effet, grâce aux découvertes de la thermodynamique, de la biologie évolutionniste, toutes les sciences de la nature convergent en se donnant comme objet formel identique des processus, des formes de mouvement. Elles s'accordent en ce sens avec la dialectique matérialiste de l'histoire, science des processus de la reproduction sociale.

c) L'idée d'une dialectique permet de penser cette convergence qui est construction d'un espace théorique « complet », unifié et ouvert. En généralisant ces propriétés, la dialectique fait apparaître les problèmes de pas-

sages, transitions entre formes de mouvement. Elle possède une valeur d'anticipation assurant la position de questions, orientant le sens de leur résolution.

d) Du même coup, le matérialisme historique — et sa dialectique — confortent leur objectivité et leur dialecticité propres de celles qui apparaissent dans les sciences de la nature. Un nouveau mode de pensée théorique, un nouvel âge du savoir, à l'œuvre dans les dialectiques régionales, peut se penser et s'autonomiser comme dialectique.

e) On ne peut toutefois dogmatiser en Science des Sciences la dialectique, sous peine de rechute dans le régime propre à l'ancienne philosophie. Comment penser cette autonomisation du mode de pensée dialectique ? Elle peut prendre la forme d'un tableau provisoire, d'une conception du monde « matérialiste-dialectique ». Ce « bilan » a valeur orientatrice, pédagogique, permettant aux scientifiques de « situer » leurs disciplines dans le mouvement d'approfondissement des processus, assurant aux masses populaires une représentation de la nature et de la société, critiquant la vision spiritualiste ou la conception fixiste « métaphysique ». Mais la dialectique doit inclure dans sa présentation du tableau la clause de sa simple valeur de bilan et de repérage.

f) La fonction de la dialectique est alors critique et révolutionnaire, sur le plan scientifique et pratique. Elle permet aux savants séparés par la division sociale du travail intellectuel de donner à leurs recherches l'interprétation philosophique qui leur convient, les principes explicites qui sont comme les opérateurs de production des connaissances, et qui sont souvent recouverts par des principes erronés — idéalistes, métaphysiques. En ce point, s'effectue un retournement : si la dialectique de l'histoire complète le mouvement du savoir, en ajoutant son objectivité aux sciences, devenues historiques, de la nature, celles-ci à leur tour apparaissent comme des objets, moments internes de la dialectique matérialiste de l'histoire. De ce point de vue, la dialectique de l'histoire enveloppe les sciences de la nature qui montrent l'objectivité de la nature et ses processus. Comme réalités de la pratique sociale, comme produits historiques dont la fonction est de produire l'appropriation théorique des phénomènes naturels, les sciences de la nature appartiennent à la dialectique historique (Engels, Lénine s'accordent avec Gramsci, *Quaderni del carcere*, p. 1455-1458).

g) Au-delà d'une simple sociologie du savoir, Engels fait apparaître que les inévitables discussions sur le matérialisme, l'objectivité, la processualité des sciences de la nature sont inévitablement produites par des stratégies théorico-politiques : « Les savants ont beau faire, ils sont dominés par la philosophie. La question est seulement de savoir s'ils veulent être dominés par quelque mauvaise philosophie à la mode, ou s'ils veulent se laisser guider par une forme de pensée théorique qui repose sur la connaissance de l'histoire de la pensée, de ses acquisitions » (DN, ES, 211; MEW, 20, 480). La dialectique en rappelant que le problème fondamental de la philosophie est celui du matérialisme ou de l'idéalisme fait apparaître derrière l'interprétation idéaliste des sciences de la nature, sous la forme transfigurée de l'Esprit, l'instance sociale de contrôle des sciences par la classe dominante. Dans la position matérialiste seule, si elle est couplée à l'intervention dialectique, s'effectue la reconnaissance simultanée de la double objectivité des sciences de la nature et de la science de l'histoire.

h) La classe ouvrière non seulement a « intérêt » à laisser se développer les sciences de la nature, mais elle a seule intérêt à laisser se développer la science de l'histoire; et celle-ci exige que l'on démasque la démiurgie de l' « esprit » (ce substitut de l'instance qui dirige le procès de production sans être producteur direct), que l'on fasse apparaître la matérialité du procès de production et avec elle le responsable réel de la richesse, la classe des producteurs. Par la dialectique, celle-ci comprend sa fonction et ses tâches. Si la classe bourgeoise est à l'origine du procès scientifique des découvertes des formes du mouvement naturel, si elle contrôle ce procès en articulant la mise en action sociale des nouvelles énergies à l'essor des forces productives — sous leur forme capitaliste —, elle ne peut accepter l'extension de la connaissance à l'histoire, qui lui apprend le caractère daté de sa domination.

5 / Si elle recouvre une pluralité d'aspect, la proposition « d'une dialectique en général » est à la fois incontournable et indéterminable sous une forme fixe. Engels tente de la fixer comme nouvelle logique, celle que Lénine définit plus tard comme « *théorie de la connaissance du marxisme, et qui se caractérise comme théorie de l'unité de la dialectique subjective et de la dialectique objective*, du procès de la nature et de l'histoire et du procès de la connaissance de la nature et de l'histoire reflétant le premier procès, en son sein ».

Mais, là encore, il importe de ne pas faire de « la dialectique en général » le substitut de l'ancienne philosophie, « placée au-dessus des sciences », de ne pas la transmuer spéculativement en « science particulière de l'enchaînement général ». La dialectique est ce qui subsiste « de toute l'ancienne philosophie à l'état indépendant, la doctrine de la pensée et de ses lois. Tout le reste se résout dans la science positive de la nature et de l'histoire » (AD, 54; MEW, 20, 24). Lénine essaie de préciser l'idée d'une logique dialectique et il la formule comme organon pour traitement de toute question, organon dont la validité tient à ce qu'il est abstrait de l'histoire de toutes les sciences (CP, O., 38, 346-347).

Elle est méthode opposée à la méthode métaphysique qui ne connaît que la logique formelle (*À nouveau, à propos des syndicats*, O., 3, 645, ou CP, les 16 points 209-210).

La dialectique est ainsi un nouveau mode de pensée agissant dans les sciences de la nature et de la société, exigée par la spécificité de ses objets. Sa formulation philosophique est nécessaire, mais son usage isolé reste toujours menacé de dogmatisation, et pourtant il se concentre comme « science de la pensée ». « La pensée théorique de chaque époque, et donc aussi de la nature, est un produit historique qui prend en des temps très différents une forme très différente, et par là un contenu très différent. La science de la pensée est donc comme toute autre science une science historique, la science du développement historique de la pensée humaine » (DN, ES, 49 ; MEW, 20, 330).

6 / Dialecticité de la dialectique matérialiste elle-même. — Ces élaborations successives de Engels et Lénine n'ont pas fait l'unanimité des marxistes. En gros, deux lignes ont radicalisé ce qui constituait une problématique complexe. Une interprétation objectiviste s'est constituée durant les années d'expansion de la IIe Internationale, figeant les recherches de Engels en une

conception du monde matérialiste, laquelle surmontait une représentation évolutionniste de l'histoire de la production (Kautsky, Plekhanov). Pour réagir contre cet objectivisme qui sur le plan de la dialectique historique donnait le primat aux seules forces productives... et sur le plan de la stratégie politique enchaînait le mouvement ouvrier à une politique de réformes intérieures au MPC, s'est formée une interprétation subjectiviste. Celle-ci nia la dialectique de la nature et son matérialisme jugé pré-marxiste, et ne retint que la seule dialectique historique, interprétée en terme de philosophie de la praxis (le premier Lukács). Après la révolution d'octobre, et durant la phase stalinienne, l'objectivisme se consolida dans le Dia-Mat, ontologie matérialiste qui fonctionna comme conception du monde du Parti-Etat. Ce fut du côté « subjectiviste » que se forma l'élaboration la plus originale, la plus critique du dogmatisme. Gramsci accentua la dimension historiciste de la dialectique historique pour éviter la chute du marxisme dans le mixte d'une sociologie et d'une métaphysique matérialiste. Cette intériorisation de la dialectique à la philosophie de la praxis fut pour lui la seule manière productive de continuer Lénine en Occident, et de traduire théoriquement la charge novatrice du léninisme comme théorie et pratique de la transformation révolutionnaire. Ces avatars ne sont pas extrinsèques. Ils signifient que la compréhension et la pratique de la dialectique sont pour les marxistes un enjeu, une forme de la lutte des classes elle-même. Toute ontologisation de la dialectique signifie sa transformation en ciment idéologique, la déchéance du matérialisme historique lui-même en « économisme » (qu'il soit révisionniste ou volontariste), l'incapacité du mouvement ouvrier à former son hégémonie (soit en demeurant intérieur à l'Etat bourgeois, soit en se laissant absorber par le Parti-Etat). Toute radicalisation hyperpolitique de la dialectique a un sens critique anti-objectiviste. Mais elle ne réussit pas pour autant à libérer l'initiative des producteurs ni à la traduire en force politique organisée à la hauteur des formes politiques bourgeoises, pas plus qu'elle ne prend la mesure de la complexité des formes scientifiques elles-mêmes.

Cette tension entre objectivisme et subjectivisme désigne le champ d'intervention où la dialectique, par sa double fonction théorique et politique, en prise sur les savoirs, leur objectivité, chargée des intérêts transformateurs de la classe ouvrière (et de sa science de l'histoire), lie son sort à la transformation de la pratique. Concrètement cette transformation communique avec la question du parti révolutionnaire, de sa capacité à organiser les masses sans s'y substituer, à investir l'Etat bourgeois et à le transformer. Si, sur le plan théorique, la dialectique, à l'état relativement indépendant, se condense comme science et art de l'identification et de la résolution des contradictions (théoriques et pratiques), sur le plan pratique — et surtout politique — elle se condense comme question du parti, de l'organisation des masses.

En ce point, la dialectique est instance logico-politique, science de parti (exigeant et développant une prise de parti), science du parti (aux doubles sens du génitif), où est en jeu la capacité de celui-ci à promouvoir le protagonisme social, politique, culturel des masses, à délivrer la puissance universalisante de cette classe particulière qu'est celle des producteurs, sans usurpation totalitaire.

Pour les marxistes, le processus de définition contradictoire, de trans-

formation de la dialectique est intérieur au procès historique, tel que le comprend la dialectique historique, comme développement de la lutte des classes. La « dialectique » intervient auprès d'elle-même pour faire apparaître en ses propres formes l'affection interne des enjeux de la lutte de classes. Il est illusoire — comme Lénine l'avait pressenti (*Marxisme et Révisionnisme* : « Le socialisme prémarxiste poursuit la lutte sur le terrain général du marxisme » (O., 15, 17-25); *Les divergences dans le mouvement ouvrier européen* (O., 16, 317-322); *De certaines particularités du développement historique du marxisme* (O., 17, 20-24)) — de croire pouvoir définir une fois pour toutes la représentation moyenne de la dialectique, comme norme idéale, orthodoxie, à partir de laquelle on peut identifier les « déviations » objectiviste et subjectiviste. Rien ne remplace « l'analyse concrète de la situation concrète », la référence des problèmes de la dialectique aux enjeux de la lutte des classes et aux bases sociales de ces problèmes. De ce point de vue, l'histoire critique, matérialiste et dialecticienne de la dialectique reste à faire, y inclus bien sûr celle de ses formes prises lors de l'édification du « socialisme réel ». De même est à poursuivre l'élaboration de catégories prenant en charge le double mouvement des sciences naturelles et historiques et celui de la pratique sociale. Ces deux tâches ne se justifient dialectiquement que si l'on peut identifier la conjoncture concrète qui exige que l'universalité concrète des masses s'approprie le savoir socialement disponible des sciences naturelles, du matérialisme historique, que si l'on peut identifier les formes de transformation révolutionnaire de la pratique que cette appropriation commande. A oublier cette clause, la dialectique matérialiste risque nécessairement d'osciller entre sa dogmatisation bureaucratique (encore bourgeoise) et sa dissolution « hypercritique », de manquer sa transformation par enrichissement de son noyau et autocritique de ses formes.

• BIBLIOGRAPHIE. — W. ADORNO, *Dialectique négative*, Paris, Payot, 1978; L. ALTHUSSER, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1963; L. ALTHUSSER, *Lire Le Capital*, Paris, Maspero, 1968; N. BADALONI, *Pour le communisme*, Paris, Mouton, 1972; ID., *Sulla dialettica della Natura di Engels*, Milano, Feltrinelli, 1976; E. BALIBAR, P. MACHEREY, Articles Dialectique, Matérialisme Dialectique, *Encycl. Universalis*; E. BALIBAR, J.-P. COTTEN, G. BESSE, G. LABICA, *Sur la dialectique*, Paris, ES, 1977; E. BLOCH, *Sujet-Objet (sur Hegel)*, Paris, Gallimard, 1977 (1949); B. BRECHT, *Sur la dialectique, Sur la pensée intervenante*, EPS, II, 243-288; L. COLLETTI, *Il marxismo e Hegel*, Bari, Laterza, 1969; DAL PRA, *La dialettica in Marx*, Bari, Laterza, 1965; C. DELLA VOLPE, *Logica come Scienza storica*, Roma, Einaudi, 1969; *Dialektik (Studien zur)*, Köln, Pahl-Rugenstein Verlag (8 ouvr. parus); A. GRAMSCI, *Quaderni del carcere*, Torino, Einaudi; J. HABERMAS, *Connaissance et intérêt*, Paris, Gallimard, 1976; G. W. F. HEGEL, *La science de la logique*, Paris, Aubier, 1970; ID., *Encyclopédie des sciences philosophiques*, Paris, Gallimard, 1970; E. KANT, *Critique de la raison pure*, Paris, PUF, 1956; E. KANT, *Opuscules sur la philosophie de l'histoire*, Paris, Aubier; B. KEDROV, *Dialectique, Logique, Gnoséologie, leur unité*, Ed. Moscou, 1970; L. KOLAKOWSKI, *Main currents of marxism*, Oxford UP, 1979; P. KOPNINE, *Dialectique, logique, science*, Ed. Moscou, 1976; G. LABICA, *Le statut marxiste de la philosophie*, Paris, 1976; ID., *Sur la dialectique*, Paris, ES; H. LEFEBVRE, *Logique formelle, logique dialectique*, Paris, Anthropos, 1969; N. LEVINE, *Dialogue within the dialectic*, London, George Allen & Unwin, 1984; C. LUPORINI, *Dialettica e Materialismo*, Roma, Ed. Riuniti, 1974; L. SICHIROLLO, *Dialettica*, Milano, 1973; M. MERLEAU-PONTY, *Les aventures de la dialectique*, Paris, Gallimard, 1955; PLATON, *La République*, Paris, Garnier-Flammarion, 1956; ID., *Le Sophiste*, Paris, Garnier-Flammarion, 1955; J.-P. SARTRE, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1968; L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, ES, 1980; ID., *Structuralisme et dialectique*, Paris, ES, 1984; A. TOSEL, Le matérialisme dialectique « entre » les sciences de la nature et la science de l'histoire, *La Pensée*, 1977, n° 32; G. WETTER, *Le matérialisme dialectique*, Bruxelles, Desclée, 1962.

▶ Corrélats. — Aliénation, Catégorie, Conscience, Connaissance, Crises du marxisme, Critique, Contradiction, Dialectique de la nature, Dia-Mat, Hégélianisme, Idéalisme, Logique, Lois, Lutte des classes, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Matérialisme historique, Négation, Philosophie, Pratique, Réalité, Renversement, Science, Spéculation, Spinozisme, Structuralisme, Théorie, Totalité.

A. T.

Dialectique de la nature

Al : *Naturdialektik, Dialektik der Natur.* — An : *Dialectics of nature.* — R : *Dialektika prirody.*

Cette expression désigne en fait le travail sur les sciences de la nature auquel Engels s'est consacré, avec l'accord et les avis de Marx, entre 1873 et 1883, dans la période qui fait suite à leur activité politique dans le cadre de la Ire Internationale et à l'échec de la Commune de Paris. Pour des raisons diverses, il n'a pu mener cette entreprise, peut-être pas viable, jusqu'à son terme. En 1921, sous la responsabilité de l'Institut Marx-Engels de Moscou, alors dirigé par Riazanov, les brouillons de ce travail d'Engels commencent à être publiés, et donnent lieu à une polémique, dont les enjeux sont à la fois politiques et philosophiques, entre ceux qui prennent position pour la dialectique de la nature et ceux qui n'en acceptent pas le concept. Cette polémique se poursuit encore.

Pour comprendre le projet initial d'Engels, il faut le replacer dans le contexte idéologique à l'intérieur duquel il s'est formé concrètement. Or sa signification est d'abord polémique, et sa complexité s'explique par le fait qu'il prend la forme d'un combat sur deux fronts philosophiques : contre l'*idéalisme* des « philosophies de la nature » et contre le *matérialisme vulgaire* des « sciences de la nature ». D'après Engels, les philosophies de la nature ramènent celle-ci à une *idée spéculative* en l'enfermant dans un *système* global et définitif, simple construction de l'esprit. Or ce système est matériellement réfuté par le développement effectif des sciences de la nature, qui élimine toute représentation *métaphysique* de son organisation et suscite au contraire une conception dialectique de celle-ci : — la nature envisagée comme un *processus* ou comme un *ensemble de processus* —, conception qui est, selon les termes d'Engels, « satisfaisante pour notre époque ». Toutefois, il ne suffit pas d'écarter ce préjugé spéculatif comme le font aussi à la même époque les scientistes, empiristes, positivistes (Büchner, Vogt et Moleschott), qui traitent Hegel « en chien crevé », et liquident toute « conception véritablement pensée de la nature » (Engels), au bénéfice des seuls « faits ».

La « dialectique de la nature », telle qu'Engels l'a envisagée, tente de résoudre cette contradiction entre les sciences de la nature et les philosophies de la nature. Pour cela elle s'appuie sur les convergences qui se dégagent spontanément du développement des connaissances scientifiques, et qui, dans le milieu du XIXe siècle, modifient complètement leur champ d'investigation. Ce sont les « *trois grandes découvertes* » (théorie cellulaire, transformations de l'énergie ou « corrélation des forces physiques » et évolution) qui sont à la base de l'entreprise d'Engels et lui servent de garantie : à partir d'elles, il formule une nouvelle conception d'ensemble de la nature, prise dans le cycle de ses transformations matérielles, à partir de *lois générales du mouvement* qui s'appliquent identiquement à toutes ses formes. Appliqué à la nature, le terme « dialectique » signifie alors une *synthèse* des connaissances de la nature, selon la détermination purement

épistémologique d'une « dialectique des sciences de la nature » (Engels) : mais cette détermination cognitive n'a de validité que si elle est elle-même rapportée au concept, philosophique et non plus seulement scientifique, de l'*unité de la nature*, système matériel dont le mouvement des connaissances exprime diversement et relativement les *reflets*.

Est-ce satisfaisant ? On connaît les objections de Lukács (en 1921), Korsch et Gramsci, entre autres. L'unité matérielle qu'exprime le concept de « dialectique de la nature » semble limitée à la nature elle-même, qui paraît alors relever de lois de développement autonomes, antérieures à celles de l'histoire elle-même, auxquelles elles imposent une sorte de fondement ontologique : ne revient-on pas ainsi à une sorte de spéculation métaphysique, qui isole le savoir et son contenu, en figeant la nature, et fixant par là même l'histoire de la pratique, et des conceptions humaines qui en « dérivent » mécaniquement, dans une conception de celles-ci complètement objectivée ? Entre les positions philosophiques de Marx telles qu'elles s'étaient exprimées en 1845 (dans les THF), d'où se dégageait l'idée d'un *matérialisme pratique*, et celles qu'Engels a exposées dans ses œuvres ultérieures (AD, 1876, et LF, 1888), n'y a-t-il pas alors plus qu'une différence : une divergence, voire une contradiction ?

Pour éclaircir ce débat, il faut souligner que le projet d'Engels est équivoque, non dans ses intentions, mais dans le travail d'investigation auquel il a donné lieu, et qui, par la suite, a été interprété abusivement comme une théorie achevée et cohérente, un nouveau système ou conception scientifique de la nature et de l'histoire, alors qu'il n'avait pas résolu le problème qu'il s'était posé au départ.

Revenons d'abord sur les intentions d'Engels : avec son entreprise d'une « dialectique de la nature », il veut supprimer la séparation artificiellement placée entre la nature et l'histoire, et qui est à l'origine d'une représentation *mécaniste* de celles-ci. De ce point de vue, au thème classique des trois grandes découvertes, il faut ajouter celui de *la quatrième*, dont l'intervention philosophique d'Engels se présente comme le prolongement : la constitution, par Marx, d'une dialectique de l'histoire, ou *matérialisme historique*. Dans son investigation dans les sciences de la nature, Engels a voulu tirer toutes les conséquences de l'entreprise de Marx. De ce point de vue, il ne peut y avoir une dialectique de la nature indépendante : mais celle-ci est associée inextricablement à la dialectique de l'histoire, avec laquelle elle forme une totalité complexe, concrète, irréductible.

Mais l'extension du matérialisme historique dans le domaine des sciences de la nature n'est pas sans ambiguïté : d'abord parce qu'elle n'a donné lieu qu'à des brouillons inachevés — dont le texte lui-même n'a jamais été établi de manière scientifique, mais seulement d'après des « arrangements » dont l'histoire reste à faire... Surtout cette entreprise reste enfermée dans une contradiction dont elle n'a jamais pu sortir. D'une part, l'idée d'une dialectique de la nature fait référence au sens original, et originel, de la dialectique « critique et révolutionnaire » (Marx) : elle défait les systèmes illusoires de la nature, positivistes ou spiritualistes, qui enferment celle-ci dans une conception arrêtée, coupée de toute historicité. C'est pourquoi la notion générale de *mouvement* est à la base de cette dialectique : elle permet de rompre les liens idéaux ou abstraits qui ramènent tous les phénomènes de la nature à des formes *a priori* déterminées en dehors de tout développement matériel.

D'autre part, en formant la notion d'une « *théorie générale du mouvement* », dont il a donné au moins une esquisse, Engels n'a fait que reprendre — sans s'en rendre compte, semble-t-il — le programme traditionnel d'une philosophie de la nature. En effet, en formulant des *lois universelles du mouvement* (indestructibilité, conversion réciproque des formes du mouvement, lois de l'action et de la réaction), qui ne sont elles-mêmes que l'application à un domaine spécifique de *lois générales de la dialectique*, Engels s'est écarté de la voie d'une dialectique strictement critique pour former le plan d'une *science générale de la nature* : la théorie du mouvement, ainsi arrêtée, expose pour l'essentiel l'ordre global de la nature. Comme l'ont indiqué en marge du texte d'Engels la plupart de ses éditeurs, il ne reste plus alors qu'à « appliquer » les lois générales ainsi formulées aux nouveaux problèmes, aux nouveaux objets, que les sciences de la nature rencontrent au cours de leur développement.

Dans l'idée d'une « dialectique de la nature », s'affrontent donc deux conceptions, irréductibles, de la dialectique, qu'une étude attentive du travail d'Engels doit justement permettre de départager. Si Engels, en s'engageant dans l'entreprise d'une théorie générale de la nature, qu'il n'a d'ailleurs pas poursuivie jusqu'à son terme, a sans aucun doute altéré la fonction matérialiste de la dialectique, il a lui-même donné les moyens de déceler cette « déviation » et, éventuellement, de la rectifier.

• BIBLIOGRAPHIE. — ENGELS, *Dialektik der Natur* (MEW, t. XX) (trad. franç. BOTTIGELLI, ES). — Voir aussi, pour une interprétation et une discussion des textes d'Engels : A. GRAMSCI, *Cahiers de prison* (en cours de trad. aux Ed. Gallimard, sous la responsabilité de R. PARIS; voir aussi les textes choisis publiés aux ES par F. RICCI); K. KORSCH, *Marxisme et philosophie* (trad. franç. ORSONI, Minuit); G. LUKÁCS, *Histoire et conscience de classes* (trad. franç. AXELOS et BOIS, Minuit); J. STALINE, Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, in *Histoire du PC(b) de l'URSS*, trad. franç. publiée aux Ed. de Moscou, 1949, ch. IV.

▶ CORRÉLATS. — Dialectique, Dia-Mat, Matérialisme historique, Matérialisme dialectique, Nature, Pavlovisme, Science, Vie/Vitalisme.

P. M.

Dia-Mat

Abréviation russe de matérialisme dialectique.

Le Dia-Mat est la forme prise par le matérialisme dialectique en URSS et dans le mouvement communiste international, durant la période stalinienne, et au-delà. La codification du Dia-Mat en philosophie officielle du parti et de l'Etat soviétiques a clôturé pour longtemps une vie philosophique et théorique indépendante. Formulé de manière canonique par le *Manuel de l'histoire du PC(b) de l'URSS* (1932), le Dia-Mat se présente comme une philosophie générale, énonçant les lois de toute compréhension matérialiste et dialectique des processus de la nature, de l'histoire, de la pensée obtenue par « généralisation de tout ce que la science a acquis d'important et d'essentiel »; ces lois sont supposées se vérifier, par la suite, déductivement, dans la nature et l'histoire, comme principes fondamentaux de l'être et préceptes de méthode. Sous cette forme sommaire, ces lois sont des lieux communs, privés de toute portée opératoire. Elles énoncent que tous les phénomènes sont matériels, et que leur interconnexion forme ce monde un et divers; qu'ils sont tous soumis à la loi universelle du changement; que celui-ci est lutte de contraires. Il est dès lors facile de trouver dans les sciences de la nature

comme dans la dialectique matérialiste des illustrations de ces lois, et d'affirmer que les sciences confirment le Dia-Mat.

Se constituant en ontologie *a priori* ou en méthode universelle, le Dia-Mat s'érige en instance normative des sciences. Il exploite des affirmations isolées de Engels, Lénine et, ignorant la critique marxienne de la spéculation, le refus engelsien et léniniste de toute superscience contrôlant, jugeant les sciences, leur impose des résultats et méthodes *a priori* conformes à une image rudimentaire de la dialecticité. Le Dia-Mat a fonctionné comme une police politique du vrai. L'affaire Lyssenko (négation des découvertes de la génétique, refusée comme science bourgeoise conservatrice) a montré jusqu'où pouvait aller cette perversion dogmatique du marxisme, à la négation de l'autonomie relative de la libre recherche scientifique, au nom d'exigences politiques supposées représenter la ligne juste dans les sciences.

Le Dia-Mat fut solidaire d'une perversion du matérialisme historique (l' « Hist. Mat. »), réduit à une théorie évolutionniste et économiste (dominance des forces productives; correspondance mécanique avec les rapports de production). Philosophie justificatrice du Parti-Etat, idéologie des cadres staliniens, le Dia-Mat a servi, par une inversion typiquement idéologique, à justifier toutes les variations de ligne politique comme autant d'application des lois dialectiques : comme tous les dogmatismes, il est, selon un mot de Marx, un empirisme non critique. Pervertissant à la fois le rapport de la dialectique matérialiste aux sciences, à la politique, il réduit la prise de parti à la seule dictature du parti sur toute la vie scientifique et pratique. Il reste à expliquer, en matérialiste et en dialecticien, son rapport aux structures sociales de la période stalinienne, son rôle dans les luttes de classes. Il reste à étudier son lien à certaines formes économistes et mécanistes du marxisme (Plekhanov, Boukharine, Kautsky). Il reste à savoir ce qui demeure de lui dans les débats théoriques du « socialisme réel ».

• BIBLIOGRAPHIE. — E. BALIBAR, A nouveau sur la contradiction, in *Sur la Dialectique*, ES, 1977; I. FETSCHER, *Karl Marx und der Marxismus*, München, Piper Verlag, 1967; L. GEYMONAT, *Storia del pensiero filosofico e scientifico*, t. VII, Milano, Garzanti, 1976; B. JEU, *La philosophie soviétique et l'Occident*, Paris, Plon, 1969; L. KOLAKOWSKI, *Main currents of Marxism*, t. III (chap. III-IV), London, Clarendon Press, 1979; D. LECOURT, *Lyssenko*, Paris, Maspero, 1977; H. LEFEBVRE, *La somme et le reste*, Paris, L'Arche, 1959, 2 vol.; H. LEFEBVRE, *Problèmes actuels du marxisme*, Paris, PUF, 1963; H. MARCUSE, *Le marxisme soviétique*, Paris, Idées, 1963; J. MILHAU, *Chroniques philosophiques*, Paris, ES, 1972; G. PLANTY-BONJOUR, *Les catégories du matérialisme dialectique*, Paris, PUF; L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, ES, 1980; S. TAGLIAGAMBE, Scienza, Filosofia e Politica, in *Unione sovietica 1924-1939*, Milano, Feltrinelli, 1978; A. TOSEL, Le matérialisme dialectique « entre » les sciences de la nature et la science de l'histoire, in *La Pensée*, n° 201, 1979; G. WETTER, *Le matérialisme dialectique*, Bruxelles, Desclée de Brouwer, 1962.

▶ CORRÉLATS. — Dialectique, Dogmatisme, Lois, Marxisme-léninisme, Matérialisme historique, Matérialisme dialectique, Orthodoxie, Philosophie soviétique, Science, Stalinisme.

A. T.

Dictature du prolétariat

Al : *Diktatur des Proletariats.* — An : *Dictatorship of the proletariat.* — R : *Diktatura proletariata.*

Dans la période récente, il est devenu possible de mieux percevoir en quel sens la signification et l'usage du concept de « dictature du prolé-

tariat » (DP) résument les problèmes que pose le marxisme comme théorie politique. Un cycle en effet s'achève, dans lequel nous pouvons observer successivement sa formation, sa formalisation dans la doctrine « marxiste » des partis de la classe ouvrière, son institutionnalisation dans la révolution soviétique et dans le mouvement communiste issu de la IIIe Internationale, enfin sa décomposition dans la crise du « système socialiste » et des partis communistes.

Histoire du concept, et de ses contradictions pratico-théoriques, telle est donc la seule forme que peut prendre une tentative de définition. Pour la clarté, nous distinguerons *quatre moments* successifs, auxquels correspondent des *innovations* effectives dans la définition de la DP. Bien entendu cette distinction n'a qu'un caractère tendanciel. Un sens et un usage nouveaux s'introduisent toujours par référence aux précédents, parfois sous le masque de la fidélité littérale au sens initial, comme un « développement » ou un « retour » à la doctrine classique. Surtout, chaque innovation est à la fois « réponse » à la sollicitation d'une pratique historiquement imprévue, et développement de contradictions déjà latentes dans les moments antérieurs.

Le paradoxe initial de la notion de DP réside dans la rareté et la discontinuité des occurrences de ce terme dans les textes de Marx et Engels, au regard du problème crucial qu'il désigne : celui de la transition révolutionnaire. D'autant que la signification attribuée par les classiques à la DP *commande* en fait leur conception de l'Etat capitaliste, identifié sous ses diverses formes historiques comme une « dictature de la bourgeoisie », dans le cadre d'une problématique qui caractérise tout Etat comme institution ou organisation d'une « dictature de classe » particulière. La fonction de ce terme de « dictature » est donc déterminante. Or le terme DP n'est employé en tout et pour tout qu'une dizaine de fois, en comptant des textes de la correspondance, des brouillons et documents de travail internes au « parti » (comme la *Critique du Programme de Gotha*). Le seul texte dans lequel il soit utilisé systématiquement et à plusieurs reprises est la brochure sur *Les luttes de classes en France* (1850).

Ceci établi, il faut encore noter que les formulations de Marx et Engels se groupent historiquement en deux ensembles nettement disjoints, séparés par une longue éclipse.

DP I : stratégie révolutionnaire (Marx). — Ce premier sens appartient à la brève période qui s'étend de l'écrasement des révolutions de 1848-1849 jusqu'à la dissolution définitive de la « Ligue des communistes » (1852). DP désigne alors une *stratégie* nécessaire du prolétariat dans la conjoncture de crise révolutionnaire. Il est possible que le terme ait été employé dès les années 37-40 par Blanqui, en qui Marx désignera en 1848 « le véritable chef du parti prolétarien français ». Ce qui est certain, c'est que dans cette brève période de rapprochement étroit entre Marx et le blanquisme, l'un et l'autre vont l'utiliser alors dans des sens très voisins, mais qui divergeront ensuite de plus en plus nettement (cf. le texte significatif d'Engels, *Programm der blanquistischen Kommune flüchtlinge*, 1874, MEW, 18, 528 et s.).

Les analyses de Marx présupposent trois thèses essentielles :

a) L'antagonisme caractéristique de la société bourgeoise conduit inéluctablement à une *crise* ouverte, mondiale. La « guerre civile » latente dans la société bourgeoise ne peut donc plus être contenue ni différée.

b) Toutefois les conditions de la révolution prolétarienne ne sont pas également mûres partout. L'Angleterre est le seul pays européen où elles sont pleinement développées : ceci *exclut* paradoxalement le cas anglais du champ d'application de la DP. Elles le sont, mais incomplètement, en France et en Allemagne : les conséquences de ce *développement inégal* sont réfléchies par Marx dans *le modèle stratégique de la « révolution en permanence »* qui permet de comprendre comment s'articulent la révolution bourgeoise encore inachevée et la révolution prolétarienne déjà inéluctable.

c) Le troisième présupposé, c'est la dialectique de *la révolution et de la contre-révolution*, qui interdit pratiquement aussi bien les évolutions pacifiques que les arrêts dans une étape intermédiaire. Le choix est inéluctable entre *progression* et *régression*, mais dans les deux cas il ne peut s'agir que d'un rapport de force historiquement instable.

Qu'est-ce, alors, que la DP ? C'est l'ensemble des *moyens politiques transitoires* que le prolétariat doit mettre en œuvre pour l'emporter dans la crise révolutionnaire, et ainsi la résoudre. Liés à une situation *d'exception*, ils ont une fonction purement pratique : trancher un dilemme stratégique dont les termes ont déjà été posés par l'histoire « avec la nécessité de processus naturels », « accoucher » celle-ci de sa propre tendance nécessaire. C'est en ce sens qu'il faut comprendre le passage célèbre de la lettre à Weydemeyer du 5 mars 1852 : « Ce que j'ai fait de nouveau, ce fut de démontrer (...) 2. que la lutte de classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes. » Dans la conjoncture révolutionnaire la logique de la montée aux extrêmes s'impose *aux deux classes* antagonistes. Ou bien « dictature de la bourgeoisie », ou bien « dictature du prolétariat ». Le tiers est exclu.

Le problème stratégique décisif devient alors celui du *renversement des alliances*. Marx évoque le « solo funèbre » d'une révolution prolétarienne qui aurait contre elle la masse paysanne parcellaire. Le contenu essentiel de la DP, de ce point de vue, c'est donc la recherche des moyens de substituer, pour le paysan, la « dictature de ses alliés » à la « dictature de ses exploiteurs ». C'est sur ce point notamment que Marx se distingue de Blanqui. En face de la stratégie bourgeoise (contre-révolutionnaire), le prolétariat développe alors sa propre dictature en deux temps : d'abord régime provisoire d'exception, imposé par la minorité organisée; ensuite, une fois opéré le renversement d'alliances qui fait passer la paysannerie dans le camp du prolétariat, dictature de la majorité représentée par le suffrage universel (« dictature du législatif » opposée à la « dictature de l'exécutif » de type bonapartiste), donc dictature sous la forme de la république démocratique, devenue contradictoire avec la domination bourgeoise. Ici Marx se réfère directement à l'exemple de la *Convention* montagnarde.

Lorsque, au début des années 50, Marx découvre l'impossibilité de la révolution prolétarienne dans les conditions du moment (début d'une nouvelle phase d'expansion du marché mondial capitaliste), et critique le « volontarisme » commun à Blanqui et à Willich, le modèle stratégique de la « révolution en permanence » est corrigé de façon « matérialiste », pour prendre en compte les conditions économiques objectives des crises révolutionnaires, et y incorporer le développement historique du prolétariat lui-même. En 1848, celui-ci n'était pas encore « mûr » pour

diriger et imposer la révolution. Mais, dans le temps même où il s'y prépare, la prolétarisation est partout en route (avec la révolution industrielle) : elle finira par annuler le décalage, le développement inégal. Dans ces conditions, la DP est-elle encore nécessaire? Tout au plus, semble-t-il, à titre de moyen pour *défendre* après coup une révolution majoritaire contre la « résistance des exploiteurs ». Mais cette explication (théoriquement faible) est surtout une invention postérieure à Marx, dont la réponse, en fait, est *non*. C'est pourquoi il n'est plus question chez lui de la DP après 1852.

DP II : Etat/non-Etat (Marx, Engels). — Ou plutôt la réponse serait « non » *si* la DP ne changeait pas de sens, se transformant tendanciellement en *un deuxième concept*. C'est pourquoi elle peut ressurgir en 1871-1872 après vingt ans d'éclipse. La deuxième série des formulations de Marx et Engels appartient à la période d'après la Commune de Paris, à laquelle elles se réfèrent toujours directement ou indirectement (cf. Engels, Préface à la réédition de GCF, 1891).

La DP II n'est pas destinée à penser un modèle de stratégie révolutionnaire, mais *une forme politique* originale, spécifiquement « prolétarienne », et correspondant à une double fonction qui doit être remplie *en tout état de cause*, quel que soit le rapport des forces entre révolution et contre-révolution, entre prolétariat et bourgeoisie, et quelles que soient les conditions, « violentes » (insurrection) ou « pacifiques » (élections victorieuses), de la conquête du pouvoir : organiser le prolétariat, et plus généralement les travailleurs, en classe dominante. En conséquence la thèse de la nécessité de la DP acquiert pour la première fois dans la théorie marxiste une portée absolument universelle : « Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat* » (Marx, *Critique du Programme de Gotha*). Marx et Engels se réfèrent directement aux caractéristiques institutionnelles et aux mesures révolutionnaires prises par la Commune pour définir le contenu de la DP. Quatre aspects importants s'y articulent étroitement entre eux :

a) Le peuple en armes (ou l'armée populaire), condition et garantie *sine qua non* de toutes les autres mesures, qui fait passer du côté du prolétariat les moyens matériels du pouvoir.

b) « La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. » Il s'agit là du passage des mécanismes politiques représentatifs à une démocratie directe, de façon à créer un pouvoir indivisible directement exercé par le peuple travailleur. L'essentiel n'est pas tant ici le principe « constitutionnel » que la condition de fait qui le soutient : l'existence des *organisations de masses* de la classe ouvrière. Mais on notera *l'absence* de toute référence au rôle du *parti* révolutionnaire dans la DP, dans le moment même où, pourtant, l'affirmation de celle-ci est posée par Marx et Engels comme le critère d'une ligne théorique juste pour les partis ouvriers.

c) Le démantèlement de la machine d'Etat répressive : suppression des fonctions politiques de la police et de la « feinte indépendance de la justice », et d'une façon générale subordination directe (avec révocabilité immédiate) des élus, des magistrats et des fonctionnaires, replacés au niveau de l'ensemble du peuple (y compris par leurs « salaires

d'ouvriers »), de façon à abolir toute « investiture hiérarchique » et à faire du personnel spécialisé de l'appareil d'Etat un ensemble de « serviteurs responsables de la société » pris dans son sein, et non situés « au-dessus d'elle ». La tendance ainsi indiquée est celle d'un pouvoir politique qui, pour la première fois dans l'histoire, aurait pour condition *l'affaiblissement* de l'appareil d'Etat, ou mieux *la lutte contre son existence* même.

d) Enfin, il s'agit d'une forme d'organisation *de la production* nationale — ici Marx et Engels polémiquent avec les anarchistes — conformément aux exigences créées par le développement du capitalisme. Il s'agit donc, d'une part, de planifier et de centraliser les « fonctions générales » de la société, d'autre part de fonder l'unité nationale sur une « direction intellectuelle » des ouvriers des villes.

Visant ainsi à remplir une fonction historique définie (la suppression des classes et de l'exploitation), cet ensemble d'aspects *anticipe pratiquement sur le communisme* dès le début du processus de transition révolutionnaire, quelles qu'en soient la durée et la complexité (que Marx minimisait). L'originalité du nouveau concept avancé par Marx est de poser à la fois que cette fonction requiert *une forme politique spécifique*, et de définir cette forme, de façon non juridique mais dialectique, par sa propre *capacité d'auto-transformation* interne : « une forme politique de part en part susceptible d'extension, alors que toutes les formes de gouvernement avaient jusque-là mis l'accent sur la répression. Son véritable secret le voici : c'était essentiellement un *gouvernement de la classe ouvrière*, le résultat de la lutte de classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail » (GCF). Ce que Lénine présentera dans *L'Etat et la Révolution* comme la contradiction d'un « Etat qui est en même temps un non-Etat », organisateur de son propre dépérissement. Gramsci traduira cette « forme susceptible d'extension » *(Ausdehnung)* par « forme *expansive* » *(expansività)*, pour préciser l'idée d'auto-transformation.

C'est évidemment sur ce point que se lèvent les difficultés théoriques soulevées par le concept de Marx, devenu un principe intangible pour l' « orthodoxie » des IIe et IIIe Internationales. Les variantes idéologiques du marxisme de la social-démocratie (de Kautsky à l'austro-marxisme, en passant par Bernstein et par le « conseillisme » allemand, hollandais et italien) sont autant d'interprétations divergentes du concept de « gouvernement des producteurs ».

DP III : période de transition (Lénine, Mao). — Avec Lénine, il en va autrement, bien qu'il se réclame lui aussi d'une stricte orthodoxie marxiste. En 1905, face au problème des « deux révolutions en une » (bourgeoise, prolétarienne) dans la Russie « arriérée », et de l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie, Lénine avait *renoncé* à parler de DP (à la différence des menchéviks, mais ils la jugent impossible) et forgé la notion composite de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » pour désigner la « tactique » spécifiquement bolchevique (correspondant à ce que nous avons appelé plus haut le problème *stratégique*). Trotski en tirera argument pour réactiver de son côté la notion de « révolution permanente ». Lorsque, au cours de la Révolution d'Octobre, et dans les années 1918-1923, Lénine *reprend* à son compte le concept de DP, c'est pour lui conférer un sens tendanciellement nouveau, le

troisième : celui d'une *période historique de transition* entre capitalisme et communisme (et pas seulement une forme politique ou une « forme de gouvernement » de transition). Cette idée n'avait été qu'esquissée par Marx dans la *Critique du Programme de Gotha*, distinguant les « deux phases de la société communiste ». Une telle conception intègre les éléments essentiels venus de Marx. Mais elle en modifie profondément la portée.

D'abord elle élargit le concept de lutte de classe pour le pouvoir à de nouvelles dimensions idéologiques et culturelles (Lénine, après Octobre, est préoccupé au premier chef par la nécessité de cette « révolution culturelle » : « La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude, chez les millions et les dizaines de millions d'hommes, est la force la plus terrible » — MIC, 1920).

Et surtout tous ces éléments ainsi complétés apparaissent dès lors comme autant d'aspects d'une longue période de transition, qui coïncide tendanciellement avec ce que Marx avait appelé « première phase de la société communiste » ou « socialisme ». Dès lors le communisme, s'il est bien le produit des tendances du capitalisme, cesse de pouvoir apparaître comme préformé en lui. Il est le résultat, non seulement d'une *politique* déterminée, mais d'un processus *économique* spécifique, dont il faut analyser les contradictions propres, avec la diversité des formes historiques et nationales qu'elles peuvent revêtir. Dans le principe, ce sont celles d'une *formation sociale* nouvelle (avec sa *base* et sa *superstructure*), où coexistent conflictuellement des éléments de *capitalisme d'Etat* et des éléments (communistes) de contrôle et d'organisation de la production par les travailleurs eux-mêmes. Innovation capitale par rapport à Marx, Lénine définit la DP comme une période de *nouvelles luttes de classes*, elles-mêmes de forme *nouvelle* : « Les classes demeurent et demeureront à l'époque de la dictature du prolétariat (...) mais chacune d'elles s'est modifiée; leurs rapports se sont également modifiés. La lutte des classes ne disparaît pas sous la dictature du prolétariat, elle revêt simplement d'autres formes » (*L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, 1919).

Parmi les conséquences théoriques de cette innovation, deux méritent de retenir particulièrement l'attention :

a) L'une est le développement d'une lignée d'ouvrages de « théorie économique » de la DP conçue comme nouvelle formation sociale, dont le prototype est celui de Boukharine, *L'économie de la période de transition* (1920). Après avoir été étouffée dans toute la période stalinienne, la discussion rebondit à l'époque khrouchtchévienne, à la suite de l'échec du programme de « passage au communisme » formulé par le XXIIe Congrès du PCUS (1961) et de son remplacement par un programme de construction de la « société socialiste avancée ». Non pas tant chez les protagonistes, fort pragmatiques, de la « réhabilitation du profit » (Liberman, Trapeznikov), mais à la suite de la publication en 1971 des thèses théoriques de Ja. A. Kronrod, jugées beaucoup plus « scandaleuses » : elles affirmaient en effet l'existence de *plusieurs modes de production* différents dans la transition au communisme, ainsi que l'existence de rapports de classes dans le socialisme (cf. Marie Lavigne). Rapidement, le débat fut étouffé une seconde fois.

b) L'autre conséquence est la conception *maoïste* de la DP, qui prési-

dera à la « révolution culturelle prolétarienne » à partir de 1966, mais qui est déjà présente dans l'œuvre antérieure de Mao Zedong. Pour Mao la DP, dont la durée est en principe indéterminée, est une « révolution ininterrompue ». Elle comporte nécessairement le développement de nouvelles contradictions, et potentiellement de nouveaux antagonismes de classes — toujours sur la base du conflit historique capitalisme/communisme. Le renversement de perspectives est alors complet : au lieu que la DP soit la forme transitoire qui succède à une révolution ponctuelle (prise du pouvoir), elle devient une succession potentielle de *plusieurs révolutions* populaires, qui devront intervenir avant que soit opérée la transformation économique, politique, idéologique conduisant à la société sans classes (en particulier la fin de la division du travail manuel et intellectuel, qui apparaît comme le noyau le plus profond des antagonismes de classes).

C'est sur ce point, notamment, que se cristallise la divergence avec le marxisme de type soviétique. Mais si elle prend une forme aiguë, c'est surtout parce qu'elle met en cause le rôle du *Parti* (communiste) dans la DP. Or celui-ci, jusqu'à Lénine inclus, et malgré l'intense réflexion *pratique* de ce dernier sur le problème, n'a jamais été organiquement pensé dans le concept de la DP. Pour que ce soit le cas, il faut nous tourner vers une quatrième tentative de définition (DP IV) à laquelle s'attachent antithétiquement — d'une façon qui n'est paradoxale qu'en apparence — les noms de Staline et de Gramsci.

DP IV : Parti-Etat (Staline, Gramsci). — Peut-on attribuer à Staline (et plus généralement au marxisme stalinien) une conception originale de la DP ? Cela nous semble incontestable. Non pas simplement parce que, à la différence de ses prédécesseurs, Staline s'engage en pratique dans la fondation d'un Etat, mais parce qu'il pose explicitement le problème théorique chez eux informulé.

Staline part des analyses de Lénine concernant la conjoncture de la « NEP », et décrivant le rôle qu'y assument respectivement l'Etat soviétique, le Parti communiste, les syndicats (après la grande controverse de 1921 contre Trotski, Boukharine, et l' « opposition ouvrière »), et les organisations de masse (cf. la question du *Proletkult*). Il en tire la définition d'un *système de la DP*, ou de la DP comme « système » social et institutionnel. Le parti devient la clé de voûte de tout le « système », la « forme supérieure d'organisation de classe du prolétariat » et par conséquent la « force dirigeante de l'Etat » puisque celui-ci, sous la DP, peut être considéré comme l'ensemble des « formes d'organisation de classe du prolétariat ». Le syndicat intègre (en théorie) les fonctions de défense des intérêts de la classe ouvrière et d'organisation de l'émulation productive sous le contrôle du parti, dont il constitue la principale « courroie de transmission ». Ainsi, formellement du moins, se trouve également résolue la question du « moteur » des transformations historiques déjà incluses par Marx dans la « forme extensive » de la DP, et par Lénine dans la « période de transition », qui doivent conduire à la société sans classes : en effet le parti représente lui-même la force révolutionnaire par excellence, constituée et reproduite en permanence à partir des éléments les plus avancés du prolétariat (au besoin « épurée » périodiquement), et cette force subversive est logée au cœur même des structures de l'Etat! La théorie de la DP fusionne alors avec le concept de *l'unité* (« monolithique ») *du*

parti, également théorisée par Staline à partir des analyses de circonstance de Lénine (dans *Que faire ?* et dans les débats du Xe Congrès du PC(*b*)). Logiquement, cette argumentation conduit donc Staline à « rectifier » les définitions antérieures sur un point essentiel : le *dépérissement de l'Etat* qui n'est plus d'emblée nécessaire (comme tendance) à la DP, mais repoussé dans un avenir indéterminé. « L'Etat de la DP » n'est pas un « demi-Etat », mais un Etat « nouveau » en voie de renforcement.

Postérieurement à Staline, le marxisme des pays socialistes ne varie pas sur ce point. Au besoin, il conserve l'essentiel du concept stalinien en abandonnant le *terme* (en parlant de « démocratie populaire », d' « Etat du peuple entier » ou « des travailleurs »). Ces fluctuations sont déjà annoncées par Staline lui-même, chez qui la thèse léniniste de la « continuation de la lutte des classes » sous la DP se traduit, tantôt en « aggravation de la lutte des classes » dans le socialisme, tantôt en « disparition des antagonismes de classes » (le rapport sur la Constitution de 1936 proclame la fin de la DP en URSS). L'essentiel reste le rôle institutionnellement dirigeant du parti, son identification à l'Etat.

A nouveau c'est chez Mao que se situent les développements les plus importants des contradictions de ce concept. La révolution culturelle — qui apparaît en ce sens comme la seule véritable tentative de critique *interne* du stalinisme — pose que la poursuite de la lutte des classes *traverse le parti lui-même* : il ne s'agit donc pas simplement de l' « épurer » pour qu'il accomplisse sa tâche, mais d'y reconnaître le prolongement des luttes sociales qui divisent la société tout entière. Cependant Mao ne réussit pas à échapper à l'oscillation entre *deux* développements fort différents de cette thèse, qui dominent successivement pendant la « révolution culturelle » : *soit* l'idée que le parti en tant que tel doit, dans certaines conditions, être confronté à la contestation *d'autres* types d'organisation révolutionnaire des masses, qui mettent en cause son monopole de direction politique; *soit* l'idée que, en dernière analyse, les luttes de classes « se concentrent » *en son sein*, et doivent par conséquent y être finalement tranchées, idée qui préserve ce monopole au prix du renoncement au mythe de son unité « monolithique ».

On touche ici aux limites historiques et théoriques du concept. Mais elles peuvent aussi être éclairées par un autre biais, qu'indique l'œuvre de Gramsci.

Gramsci traite le problème de la DP dans le cadre de sa théorisation de l'*hégémonie*, comme un problème qui englobe à la fois « l'avant » et « l'après » d'une révolution ou prise de pouvoir. La DP ne peut être la simple *substitution* d'une classe à une autre (ou des représentants d'une classe à ceux d'une autre) dans une fonction de domination (ou dans une place de « gouvernant ») en elle-même inchangée.

Il semble pourtant que Gramsci, dans ses références à la DP, parte d'un « contresens » sur ce qu'elle signifiait chez Marx et surtout chez Lénine puisqu'elle englobait *déjà* — nous l'avons vu — à la fois l'idée d'une démocratie de masse, d'un système d'alliance organique des classes populaires, et d'un processus révolutionnaire culturel ou « éducatif ». Or, comme le note V. Gerratana, « toutes les fois que les *Cahiers de prison* font allusion à la DP, l'expression est traduite par « théorie de l'Etat comme force », ce qui revient à ne mettre en évidence que l'élément commun présent dans tout Etat ». On peut s'en étonner, s'il est vrai

que l'origine du concept gramscien d'hégémonie avait précisément été, contre Trotski et Bordiga, la reprise et la défense de ce sens *complet* de la DP léniniste. Sans doute cette restriction ultérieure signifie-t-elle que, même ainsi entendue, la DP léniniste laisse aux yeux de Gramsci un problème de fond non résolu. Il faut séparer ce phénomène de « direction/hégémonie » de la « dictature/domination », et lui consacrer une analyse spécifique sous son *propre* concept.

Surtout, il faut par là dégager les fonctions et les caractéristiques hégémoniques du *parti*, alors que chez Lénine elles restent indéterminées. D'où finalement un triple remaniement conceptuel : le rapport initial entre hégémonie et DP est inversé. C'est la DP qui devient un aspect de l'hégémonie historique, dont le concept « plus large » inclut la direction idéologique, résultat non d'un rapport de pouvoir mais d'un travail de masse progressif; la construction du parti prolétarien n'est pas simplement l'émergence d'une « avant-garde » (« consciente et organisée », selon le stéréotype de la IIIe Internationale) : c'est un long processus qui, avant et après la prise du pouvoir, unifie le prolétariat et les masses sous une « conception du monde » donnée, investie dans la pratique quotidienne et opposée à celle des classes exploiteuses; la notion du « centralisme démocratique » (ou « organique », par opposition au « centralisme bureaucratique ») est transférée du parti à l'Etat lui-même.

Mais paradoxalement, si ce remaniement présente l'avantage *d'ouvrir* un tout autre champ d'analyses critiques que le « système » stalinien, il bute exactement sur les mêmes apories théoriques. Chez Staline les fonctions du parti sont absorbées par son rôle étatique (de même que l'hégémonie se réduit au contrôle du parti sur le syndicat et les organisations de masses). Le parti est alors inévitablement l'institution qui tend sans cesse à annuler dans les faits la direction-hégémonie au profit de la dictature-coercition. Mais la tentative de Gramsci, destinée à prévenir cette inversion, laisse béante la question du « dépérissement de l'Etat ». Pour Gramsci, il s'agit plutôt de la constitution progressive d'un Etat *de type nouveau*, « éthique », dépassement de tout Etat « économique-corporatif » (fondé sur la défense d'intérêts de classe, la séparation du politique et de l'économie), et dépassement de la distinction entre *gouvernants* et *gouvernés*. Un tel « Etat » n'est-il pas, sinon le retour à une utopie démocratique égalitaire classique, en tout cas un non-concept, introuvable et impensable dans la problématique marxiste ?

Si c'est bien le cas, on comprend mieux pourquoi, au terme d'un processus d'extension qui arrache progressivement la DP au statut de notion *localisée*, sinon marginale, dans la théorie, pour la mettre finalement en communication avec *tous* les problèmes importants du marxisme, la « crise » de ce concept, ouverte aujourd'hui dans les faits, peut coïncider avec l'échéance incontournable d'une « crise du marxisme » comme tel. Il est devenu tout à fait vain, dès lors, de chercher à la régler séparément, en préservant le mythe d'un marxisme vivant et cohérent tel qu'en lui-même... sans référence à la DP! Sauf peut-être à titre d'expédient politique de circonstance (cf. XXIIe Congrès du PCF, 1976).

• BIBLIOGRAPHIE. — 1.1. MARX, *Les luttes de classes en France* (1850) (ES); *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852) *(ibid.)*; *La guerre civile en France* (1871) *(ibid.)*; *L'indifférentisme politique* (1873) (NEW, vol. 18); *Notes sur « Etat et anarchie » de Bakounine* (1874) (MEW, *ibid.*); *Critique du programme de Gotha* (1875) (ES). — 1. 2. ENGELS, *La question du logement* (1872) (ES);

Programme des émigrés communards blanquistes (1874); *Critique du Programme d'Erfurt* (1891) (ES); Préface à MARX, *La guerre civile en France* (1891). — I. 3. Stanley MOORE, *Three Tactics*, New York, Monthly Review Press, 1963; E. BALIBAR, *Cinq Etudes du matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974; F. CLAUDIN, *Marx, Engels y la revolucion de 1848*, Madrid et Mexico, Siglo XXI, 1975 (trad. franç., Maspero). — II. Karl KAUTSKY, *Das Erfurter Programm* (1892), rééd. Berlin, Dietz Verlag, 1965; Karl KAUTSKY, *La dictature du prolétariat* (1918), rééd. Paris, UGE, 1972; Edouard BERNSTEIN, *Les présupposés du socialisme* (1899), Paris, Ed. du Seuil, 1974; Max ADLER, *Démocratie et conseils ouvriers* (1919), Paris, Maspero, 1967. — III. 1. LÉNINE, *Deux tactiques de la social-démocratie* (1905), in *Œuvres*, vol. 9; *L'Etat et la Révolution* (1917), *ibid.*, vol. 25; L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat (1919), *ibid.*, vol. 30; La grande initiative (1919), *ibid.*, vol. 29; Contribution à l'histoire de la question de la dictature (1920), *ibid.*, vol. 31; *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1918), *ibid.*, vol. 28; *La maladie infantile du communisme* (1920), vol. 31; Les syndicats. La situation actuelle et les erreurs de Trotski et de Boukharine (1920-1921), *ibid.*, vol. 32; *L'impôt en nature* (1921), *ibid.*, vol. 32; Mieux vaut moins, mais mieux (1923), *ibid.*, vol. 33; *Le Cahier bleu* (Bruxelles, Complexe, 1979). — III. 2. *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, Paris, Librairie du Travail, 1934 (réimpression Maspero, 1969). — III. 3. E. H. CARR, *A History of Soviet Russia*, 8 vol., London, Penguin Books, 1966; M. GEFTER, Lénine et la perspective historique au début du XXe siècle, in *Recherches internationales*, n° 62, Paris, Editions de la Nouvelle Critique, 1970; R. LINHART, *Lénine, les paysans, Taylor*, Paris, Ed. du Seuil, 1976; E. BALIBAR, *Sur la dictature du prolétariat*, Paris, Maspero, 1976. — III. 4. Georg LUKÁCS, *Lénine* (1924) (rééd. Paris, EDI, 1965); N. BOUKHARINE, *L'économie de la période de transition*; E. PRÉOBRAJENSKI, *La Nouvelle Economique*; M. LAVIGNE *et al.*, *Economie politique de la planification en système socialiste*, Paris, Economica, 1978 (« La société socialiste avancée »). — III. 5. MAO ZEDONG, De la juste solution des contradictions au sein du peuple (1957), in *Quatre essais philosophiques*; A propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat (1956-1957) (deux articles), *Mao Tse Toung et la construction du socialisme*, textes inédits traduits et présentés par HU CHI-HSI, Paris, 1975; On democratic centralism, Talk at an Enlarged Central Work Conference (1962) *in* St. SCHRAMM ed., *Mao Tse tung unrehearsed*, London, Penguin, 1974; anonyme, Sur la révolution culturelle, in *Cahiers marxistes léninistes*, n° 14, nov.-déc. 1966, Paris. — Rédactions du *Renmin Ribao*, du *Hongqi* et du *Jiefaujun Bao* : « Célébrons le cinquantième anniversaire du PC chinois », *Pekin-Information*, 5 juillet 1971; WANG XIZHE, Restore Genuine Marxism !, in *New Left Review*, n° 121, London, 1980. — IV. 1. J. STALINE, *Les questions du léninisme*, Paris, ES, 1947. — IV. 2. A. GRAMSCI, *Scritti politici*, Roma, Editori Riuniti; ID., *Quaderni del carcere*, Roma, Einaudi, Istituto Gramsci; L. PAGGI, V. GERRATANA, B. de GIOVANNI, Da Gramsci a noi : Il Partito e lo Stato, il pluralismo e l'egemonia, in *Rinascita*, 4 févr. 1977; Chr. BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci et l'Etat*, Paris, Fayard, 1975; Perry ANDERSON, The Antinomies of Antonio Gramsci, in *New Left Review*, n° 100, London (trad. *Sur Gramsci*, Paris, Maspero, 1978). — IV. 3. O. ANWEILER, *Les Soviets en Russie*, Paris, Gallimard, 1972; Parti communiste français, *Le socialisme pour la France*, Paris, ES, 1976; M. HARNECKER, *Cuba : dictature ou démocratie ?*, Paris, Maspero, 1976; M. RAKOVSKI, *Le marxisme face aux pays de l'Est*, Paris, Savelli, 1977; R. BAHRO, *Die Alternative*, Köln-Frankfurt-a.-M., EVA, 1977; L. ALTHUSSER, R. ROSSANDA *et al.*, *Discutere lo Stato*, Bari, De Donato, 1979 (trad. partielle apud *Dialectiques*, n° 23, printemps 1978).

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Bolchevisme, Classes, Crises du marxisme, Démocratie, Démocratie avancée, Démocratie nouvelle, Démocratie populaire, Dépérissement, Dualité de pouvoir, Etat, Hégémonie, Léninisme, Lutte de classes, Pouvoir, Prolétariat, Socialisme, Titisme, Transition, Transition socialiste.

E. B.

Direction / Domination

Al : *Führung/Herrschaft.* — An : *Leadership/Domination.* — R : *Rukovodstvo/Gospodstvo.*

Dans le vocabulaire de Marx et d'Engels, le concept de *domination* exprime l'essence des rapports de pouvoir incarnés par l'Etat. Quelles que

soient les caractéristiques particulières des formes historiques de l'Etat, celui-ci est toujours un instrument de domination d'une classe par une autre. Dans la formule : « L'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante », le concept de domination permet de rapporter les caractéristiques générales d'une époque historique (mode de production, formes politiques, culture) au rapport de classes caractéristique de cette époque. La domination de classe est la finalité en fonction de laquelle s'ordonnent les phénomènes sociaux.

Mais si la domination s'exerce au profit exclusif d'une classe, l'idéologie dominante ainsi que l'ensemble des superstructures se donnent comme *représentatives* de toutes les classes :

« L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société (...) Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression, dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat (...) Le gouvernement des hommes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production » (AD, ES, p. 317 MEW, 20, 261-62).

La notion de direction émerge ici différentiellement de celle de domination, pour exprimer un pouvoir de décision qui n'est pas de l'ordre de la coercition — et qui, n'étant pas un rapport de classes, ne s'exerce plus sur des hommes mais sur des choses. C'est aussi en ce sens qu'on peut entendre la notion de direction telle que l'emploie Lénine, puisqu'elle permet de définir le rapport entre le parti ouvrier et la classe ouvrière, c'est-à-dire un rapport politique *au sein d'une classe* : « Le parti doit être seulement le détachement d'avant-garde, le dirigeant de l'immense masse de la classe ouvrière qui, tout entière (ou presque tout entière) travaille « sous le contrôle et sous la direction » des organisations du parti, mais qui n'entre pas tout entière et ne doit pas entrer tout entière dans le parti » (1903, o., 6, 526). Par ailleurs, la notion de *rôle dirigeant* de la classe ouvrière cherchera à définir un rapport de classes qui ne soit pas un rapport de domination (alliance avec la paysannerie) quoi qu'il en ait toutes les apparences, puisque la classe ouvrière a alors le monopole du pouvoir d'Etat et qu'elle incarne de manière universelle les valeurs historiques de son époque.

C'est Gramsci qui thématise le couple distinctif direction/domination, à partir de ces difficultés, et en élargissant le concept de direction, par un effet en retour des thèses de Lénine sur les formules marxiennes : pour que la classe dominante puisse se présenter comme classe universelle, faire de son idéologie l'idéologie dominante, il ne lui suffit pas de réprimer et de mystifier les classes subalternes, mais il faut encore qu'elle assure une réelle productivité idéologique, culturelle, scientifique, etc. En ce sens, la direction n'est pas seulement l'envers de la domination (autrement dit : la fonction idéologique de l'Etat n'est pas définie négativement comme non répressive), mais elle est au contraire le comble de la domination puisque, pour s'assurer le profit exclusif de la production sociale, la classe dominante doit assurer la production de toute la société.

La distinction direction/domination est donc *méthodologique* et non

organique : l'exercice de l'un ne s'effectue jamais sans l'exercice de l'autre.

Ce raisonnement, élaboré à partir de l'histoire de la domination bourgeoise, amène Gramsci à poser la question symétrique de l'exercice de la direction par le pouvoir ouvrier : toute direction comporte un élément de domination dont la forme minimale est *la séparation entre gouvernants et gouvernés* : l'administration des choses *n'existe pas* sans le gouvernement des hommes. « Le premier élément (de la science et de l'art politique), c'est qu'il existe réellement des gouvernants et des gouvernés, des dirigeants et des dirigés. Toute la science et l'art politique se fondent sur ce fait primordial, irréductible (dans certaines conditions générales) (...) Il faut voir clairement que, même si elle remonte en dernière analyse à une division en groupes sociaux, cette division en gouvernés et gouvernants existe cependant, les choses étant ce qu'elles sont, jusque dans le sein d'un même groupe, même d'un groupe socialement homogène. Dans la formation des dirigeants, ce qui est fondamental, c'est le point de départ : veut-on qu'il y ait toujours des gouvernés et des gouvernants, ou bien veut-on créer les conditions qui permettront que disparaisse la nécessité de cette division ? » (*Gr. ds le texte*, Paris, ES, 1975, p. 447).

Pour Lénine, le concept de direction correspond à une phase de construction de l'instrument politique, contre l'économisme et le spontanéisme. En se dotant d'une direction, le prolétariat se donne les moyens politiques de lutter contre la domination bourgeoise. Alors que pour Gramsci, le parti à construire se présente moins comme un instrument que, d'emblée, comme un paradoxe : il faut former des dirigeants à supprimer la *nécessité* de la direction, et c'est cependant l'existence d'un groupe dirigeant qui détermine l'existence d'un parti, et non celle, aléatoire, de sa base de masse :

« On parle de capitaines sans armée, mais en réalité il est plus facile de former une armée que de former des capitaines. Tant il est vrai qu'une armée constituée est détruite si les capitaines viennent à manquer, alors que l'existence d'un groupe de capitaines, qui se sont concertés, d'accord entre eux, réunis par des buts communs, ne tarde pas à former une armée là où rien n'existe » (*ibid.*, p. 459).

Direction et formation des dirigeants sont donc une seule et même chose qui constitue le cœur de la politique dont la finalité est, *en tendance*, de briser le cercle direction-domination, à la façon dont Marx avait vu que la Commune brisait l'Etat, grâce au principe du *mandat impératif* : les fonctionnaires élus de la Commune étaient comptables de leurs actes et révocables à tout instant devant leurs électeurs. De même : « toujours, après tout échec, il faut avant tout rechercher la responsabilité des dirigeants, et cela au sens strict » (*ibid.*, p. 449).

• BIBLIOGRAPHIE. — Outre les textes de GRAMSCI cités, ainsi que ceux de LÉNINE, sous les entrées Dictature, Hégémonie, Parti : Christine BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci et l'Etat*, Fayard, 1975; *Dialectiques*, n° 4-5 : « Gramsci », 1974; Antonio NEGRI, *La classe ouvrière contre l'Etat*, Galilée, 1977; Nicos POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales*, Maspero, 1968; ID., *Repères*, Maspero, 1981.

▶ CORRÉLATS. — Autogestion, Démocratie directe, Economie, Gramscisme, Hégémonie Socialisation.

P. S.

Discipline

Al : *Disziplin.* — An : *Discipline.* — R : *Disciplina.*

C'est dans la lutte contre l'influence bakouniniste au sein de l'AIT que Marx et Engels ont été amenés à insister sur l'indispensable discipline qui, à leurs yeux, garantissait l'efficacité des organisations prolétariennes. Le débat le plus intense sur cette question se déroula en 1872 au lendemain de la Commune de Paris lors du conflit qui accompagna la grande scission de l'AIT.

Dans le *Volkstaat* du 10 janvier 1872, en réponse à la circulaire à toutes les fédérations de l'Association internationale des Travailleurs adoptée par le Congrès de la Fédération jurassienne à Sonviliers et qui attaquait les décisions centralisatrices de la conférence de Londres (sept. 1871), Engels écrivait : « Et surtout pas de sections disciplinées! surtout pas de discipline de parti, pas de concentration de forces sur un objectif, surtout pas d'armes de combat! (...) Les premiers chrétiens tiraient de leur représentation du ciel le modèle de leur organisation; nous devrions à l'instar prendre pour modèle le ciel social de l'avenir dont M. Bakounine nous propose l'image; au lieu de combattre, prier et espérer. Et les gens qui nous prêchent ces folies se donnent pour les seuls révolutionnaires véritables. » La discipline souhaitée par les fondateurs du socialisme scientifique basée sur la communauté de conceptions générales et de but des militants impliquait la soumission des sections aux décisions du centre démocratiquement désigné.

Du 2 au 7 septembre 1872, l'affrontement le plus important eut lieu au Congrès de La Haye. Les « Jurassiens » conduits par James Guillaume, qu'inspirait Bakounine, réclamèrent l'autonomie des sections et la transformation du Conseil général de l'AIT en une simple boîte aux lettres.

Combattirent aux côtés de Marx et Engels cette orientation : *Paul Lafargue* (« le conseil « autoritaire » est indispensable, c'est l'unique lien de toutes les fédérations, et sous lui les barrières établies par les bourgeois pour nous séparer resteraient debout »), *Friedrich Sorge* (« il nous faut une tête et une tête pleine de cervelle (...) Il nous faut donc un conseil général, et si le conseil n'a point fait assez, c'est qu'il n'avait pas assez de pouvoirs. Ces pouvoirs, nous voulons les lui donner »), *Charles Longuet* (« nous demandons, nous, une augmentation de pouvoirs »). Par la suite, en conseillant les militants qui construisaient les différents partis social-démocrates, Engels ne cessera d'insister sur cette indispensable discipline. Lénine est dans cette tradition lorsqu'en 1903, au IIe Congrès du POSDR, il fait adopter au § 1 des statuts l'obligation pour les adhérents non seulement de reconnaître le programme du Parti et de payer sa cotisation mais encore de travailler activement dans l'une de ses organisations. Contre les conceptions laxistes de Martov et des mencheviks, il écrira *Que faire?* et *Un pas en avant, deux pas en arrière.* En 1919 et en 1920, les deux premiers Congrès de l'IC, qui se déroulent à la fin de la guerre et en période de poussée révolutionnaire violente en Europe, recommandent, dans les partis communistes, l'instauration d'une stricte discipline. Aux yeux de Lénine, cette discipline, expression d'un centralisme effectivement démocratique, ne devait rien avoir de mécanique. Elle relevait des nécessités pratiques de la lutte mais devait laisser place au débat au sein du Parti. De son côté, Rosa Luxemburg ne la concevait que consubstantielle à une éducation permanente des masses poussées à s'affirmer toujours

davantage. « L'autorité et l'influence des « chefs » dans la démocratie socialiste ne s'accroissent que proportionnellement au travail d'éducation qu'ils accomplissent en ce sens. Autrement dit, leur prestige et leur influence n'augmentent que dans la mesure où les chefs détruisent ce qui fut jusqu'ici la base de toute fonction de dirigeants : la cécité des masses, dans la mesure où ils se dépouillent eux-mêmes de leur qualité de chefs, dans la mesure où ils font de la masse la dirigeante et d'eux-mêmes les organes exécutifs de l'action consciente de la masse » (*Neue Zeit*, n° 2, 1903-1904).

C'est dire à quel point cette conception de la discipline tournait le dos au « culte de la personnalité » instauré à l'époque stalinienne.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Le Congrès de La Haye de la Ire Internationale*, Moscou, 1972.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Autocritique, Bakouninisme, Centralisme démocratique, Collégialité, Culte de la personnalité, Mouvement ouvrier / Mouvement communiste, Parti.

M. M.

Dissidence

Al : *Dissidenz*. — An : *Dissidence*. — R : *Dissidencija*

Le terme de « dissidence » a été remis en honneur dans le vocabulaire politique contemporain pour désigner le mouvement par lequel s'est constituée puis renforcée dans les années 1970 une fraction non conformiste de l'intelligentsia en Union soviétique et dans les pays de sa dépendance : des professeurs, des chercheurs, des écrivains, des artistes... qui court-circuitent les moyens officiels de communication et de diffusion afin d'exprimer leur refus des « règles du jeu » idéologique et politique, auxquelles continue, par ailleurs, de se soumettre l'écrasante majorité des intellectuels de leurs pays. Combat héroïque d'une opposition traquée et réduite au désespoir politique par un système qui ne lui laisse d'autre issue que le silence, la folie ou l'exil.

Phénomène récent, la dissidence n'est pas la réponse au simple prolongement de la terreur stalinienne; elle apparaît plutôt comme l'un des effets de la levée partielle de ses dispositifs essentiels après le XXe Congrès du PCUS.

C'est l'impressionnante série des procès qui s'ouvre, contre toute attente, en 1966, avec celui d'Andréi Siniavski et de Iouli Daniel qui, par réaction, donne véritablement corps, élan et unité, à ce mouvement dont les signes annonciateurs peuvent être repérés en Union soviétique dans les révoltes étudiantes de l'après-1956 et dans l'agitation culturelle multiforme du début des années 1960, marquée notamment par la publication retentissante du chef-d'œuvre de Soljenitsyne, *Une journée d'Ivan Denissovitch*.

Le réseau du *Samizdat* (littéralement : édition par soi-même), né à l'origine pour permettre la diffusion d'œuvres littéraires censurées, est mis à contribution et devient le vecteur de la solidarité pour les prisonniers politiques. Dans un premier temps, les thèmes immédiats et défensifs du mouvement sont partagés par tous ses membres : on réclame l'abandon de la répression politique, on se prononce pour la défense des Droits de l'homme et l'élargissement de la publicité donnée aux « affaires »... Mais bientôt, les questions fondamentales sont posées publiquement. Elles vont

durablement diviser les dissidents entre ceux qui, comme Roy Medvedev, tiennent la société soviétique pour une société socialiste et militent pour une réforme du système politique sur la base de la même « infrastructure » économique, et ceux qui, comme Soljenitsyne, la considèrent comme un capitalisme d'Etat maintenu par une dictature totalitaire. On sait que Soljenitsyne n'a cessé, depuis la publication de *L'Archipel du Goulag*, d'accentuer la teinte nationaliste russe de ses positions, englobant les démocraties occidentales dans sa critique.

Ce mouvement de résistance a suscité notamment en Europe occidentale un écho très fort : des intellectuels se sont engagés toujours plus nombreux dans le soutien actif, résolu et généreux aux luttes des dissidents : ils ont été rejoints par des syndicalistes et des militants politiques. Mais ce mouvement est aussi devenu, en 1977-1978, l'occasion et le thème central d'une mobilisation idéologique de grand style, ponctuée à l'échelle internationale de colloques et congrès spectaculaires et nourrie d'une profusion de publications sonores de tonalité radicalement anti-marxiste. Ainsi s'est constituée de toutes pièces ce que Robert Linhart a appelé l' « idéologie occidentale de la dissidence » (cf. *Il Manifesto. Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolutionnaires*, Paris, 1978), qui visait à un désengagement politique des intellectuels et dont les « nouveaux philosophes » ont donné, de France, une version systématique et flamboyante qui a fait le tour du monde capitaliste. Pour le plus grand profit des politiques « libérales » adoptées par les gouvernements de ces pays face à la grande crise économique et politique qui les menaçait.

Le destin de la dissidence reste aujourd'hui énigmatique : ses divisions, la répression qui s'est abattue sur elle en Union soviétique pendant les années 1978-1980 et dont l'un des aboutissements a été la réclusion d'Andrei Sakharov à Gorki, en ont, semble-t-il, entamé la force. Tout dépendra, comme le montre la situation polonaise, de la capacité de l'intelligentsia à nouer des liens avec un éventuel mouvement de résistance des masses ouvrières et paysannes, jusqu'ici restées méfiantes vis-à-vis d'une couche sociale qui leur apparaît, non sans raisons, comme privilégiée.

• BIBLIOGRAPHIE. — R. BAHRO, *L'Alternative*, Seuil, 1978; V. BOUKOVSKI, *Et le vent reprend ses tours*; J. CHIAMA et J.-F. SOULET, *Oppositions et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires, de la mort de Staline à nos jours*, Paris, Seuil, 1983; F. CLAUDIN, *L'opposition dans les pays du « socialisme réel »*, Paris, PUF, 1983; D. COOPER, *Qui sont les dissidents ?*, Galilée, 1977; A. GLUCKSMANN, *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, Seuil, 1975; G. LABICA et A. POIRSON, Les petits maîtres (les « nouveaux philosophes »), apud *Critica marxista*, n° 2, Rome, 1978; D. LECOURT, *Dissidence ou révolution ?*, Maspero, 1978; B.-H. LÉVY, *La barbarie à visage humain*, Grasset, 1977; R. MEDVEDEV, *Le stalinisme*, Seuil, 1972; R. et J. MEDVEDEV, *Khrouchtchev, les années du pouvoir*, Maspero, 1977; M. RAKOVSKI, *Le marxisme face aux pays de l'Est*, Savelli, 1977; R. ROTMAN, *Dissidences et dissident(e)s*, Le Sycomore, 1982; A. SAKHAROV, *Sakharov parle*, Seuil, 1974; A. SOLJENITSYNE, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, Julliard, 1963; *L'Archipel du Goulag*, Seuil, 1974; A. ZINOVIEV, *Les hauteurs béantes*, L'Age d'Homme, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Dogmatisme, Parti, Stalinisme.

D. L.

Distribution

Al : *Verteilung, Distribution.* — An : *Distribution.* — R : *Raspredelenie.*

Le traitement de la catégorie *distribution* dans les *Grundrisse* se rapporte au problème de la constitution de l'objet économique comme une totalité

articulée, totalité qui constitue le cadre de référence des différentes analyses économiques. Dans le traitement de la *distribution* dans *Le Capital*, III, le problème est celui de l'introduction des *classes sociales* dans l'analyse économique, transition seulement esquissée, puisque c'est à ce point que le manuscrit de Marx s'interrompt. Enfin, dans la *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Marx montre, à propos du traitement du problème de la *distribution* dans la société socialiste, le lien entre analyse économique et praxis politique. Il récuse des mots d'ordre, attirants peut-être du point de vue de l'agitation, mais faux du point de vue scientifique, et qui risquent en conséquence de conduire le mouvement ouvrier vers des impasses et des défaites.

1 / L'économie politique appelle *distribution* le procès par lequel l'individu s'approprie la partie du produit social qui lui correspond. La « distribution divise le produit social selon des lois sociales » (*Grund.*, Berlin, Ed. Dietz, 1974, 10; trad. apud *Cont.*, ES, 154). L'*échange*, au contraire, est un rapport moyennant lequel chaque individu s'approprie les objets dont il a besoin, en fonction de ce qui lui est échu dans le procès de distribution. Ainsi, alors que la production serait déterminée par des « lois naturelles », la *distribution* serait fonction du hasard social, de l'histoire, et de l'échange, enfin, de l'imprévisible libre-arbitre des individus.

Cette caractérisation du procès social de production est recusée par Marx, en particulier puisqu'elle isole la distribution de la production, en faisant deux sphères isolées.

Si on analyse le procès social de production dès le niveau individuel, celui du travailleur isolé, son être tel, c'est-à-dire le fait de retirer du produit social les objets nécessaires à sa reproduction, sous la forme de *salaire*, est une conséquence d'un mode de production spécifique, le capitaliste (*Grund.*, *ibid.*, 16; 159). Mais, analysée du point de vue de la *distribution*, la place de l'individu dans le procès social de production est prédéterminée par le système de distribution donné. La distribution paraît ainsi constituer le système de production et en être la conséquence. Ce même paradoxe apparaît quand on analyse le couple « production-distribution » au niveau de la société globale. Dans le cadre d'une société, la distribution peut apparaître comme constituant un fait extra-économique (Marx donne comme exemple le cas de la conquête) qui conditionne le système de production (*ibid.*, 17; 160-161).

Les paradoxes qui émanent de l'analyse du couple « production-distribution » ne peuvent pas être adéquatement cernés si on reste attaché, avec l'économie politique classique, à une définition trop restrictive de la distribution. L'économie politique appele *distribution* le partage des produits résultant du procès social de travail. D'après Marx, il faudrait considérer au préalable : *a)* la distribution des instruments de production; *b)* la distribution de la population parmi les différentes branches de la production. La distribution telle que les économistes la conçoivent ne serait qu'une conséquence de ces deux premières.

Le caractère apparemment extra-économique de la distribution se révèle être la conséquence d'une production antérieure. Même dans l'exemple de la conquête déjà évoqué, et de la distribution qui s'ensuit, elle est fonction, soit du mode de production des conquérants, soit de celui des conquis, soit enfin d'un troisième mode de production qui en est la

synthèse. A propos du mode de production asiatique, Marx a longuement analysé ce caractère apparemment immobile de la société, comme étant la conséquence du fait que chaque conquérant étranger devait reprendre les fonctions de coordination de l'irrigation (*ibid.*, 394; trad. Anthropos, t. I, 458; ES, I, 432). Ainsi, la distribution « bien qu'elle apparaisse, pour la nouvelle période de production, comme présupposition, elle apparaît comme produit de la production, non seulement de la production historique en général, sinon de la production historique déterminée » (*Grund.*, 18; ES cit., 162).

Production et Distribution ne doivent pas, donc, être considérées comme des moments antithétiques de la réalité sociale, mais comme des « articulations d'une totalité », comme des « différenciations dans une unité » (*Grund.*, 20, *ibid.*, 163-164), et Marx arrive même à les concevoir comme étant des réfractions différentes d'un même objet : « Les formes de distribution sont les rapports de production eux-mêmes, mais *sub specie distributionis* » (*Grund.*, 717; Anthropos, t. II, 379 ; ES, II, 324).

Cette caractérisation de la distribution a une importance qui déborde le domaine strictement économique et influe sur le domaine politique. De la négation du caractère séparé de la production par rapport au processus de production, il s'ensuit qu'aucun essai de réforme sociale ne peut être effectif que dans la mesure où il s'attaque au cœur du MPC, la production fondée sur la plus-value. Cette attaque vise les socialistes proudhoniens, qui se proposaient un changement de la distribution sans toucher la forme de production.

2 / Dans *Le Capital*, III, Marx reprend le problème de la distribution, dans des termes très proches de ceux employés dans les *Grundrisse*. Les rapports ou formes de la distribution sont définis comme étant ceux qu'expriment « les proportions dans lesquelles la valeur globale nouvellement créée se répartit entre les possesseurs des différents agents matériels de la production » (K., MEW, 25, 884; ES, III, 8, 252). « Les rapports de distribution sont identiques, pour l'essentiel, avec ces rapports de production, qu'ils en constituent l'autre face, de sorte que tous deux partagent le même caractère historique » (*ibid.*, 885; 253).

Dans son traitement empirique de la distribution, l'économie politique part des trois formes que prend le produit social : salaire, profit, rente foncière. Marx propose à l'encontre de celle-là une autre analyse, qui partage le produit social en *capital* et *revenus*. Le salaire, l'un de ces revenus, ne prend cette forme que dans un cadre social de production spécifique, ce que l'analyse économique ne met pas en évidence. Ces rapports ne sont pas seulement la condition d'existence du système capitaliste, mais encore, ils sont reproduits par lui sans cesse. En analysant le *profit*, Marx démontre comment « le rapport déterminé de la répartition ne fait que traduire le rapport de production, historiquement défini » (*ibid.*, 889 ; 256). Ainsi, le *profit*, bien que le capitaliste croie qu'il s'agit du *revenu*, c'est-à-dire de la résultante du procès social de production, est en fait « le facteur principal, non de la distribution des produits, mais de leur production elle-même, comme un élément de la répartition des capitaux et du travail dans les diverses sphères de production » (*ibid.*, 889; 257).

Ainsi affirmée la connexion essentielle entre *production* et *distribution*, Marx peut proclamer leur caractère historique, et étudier le conflit,

essentiel dans la compréhension de sa théorie du changement historique, entre les bases matérielles de la production et sa base sociale.

3 / Dans ses notes sur le *Programme de Gotha*, Marx reprend, sous un angle pratique cette fois-ci, le problème de la distribution. Le *Programme* proclamait le droit du travailleur au produit de son travail, mot d'ordre que Marx considérait comme erroné. D'abord, parce qu'il méconnaissait la connexion nécessaire entre mode de production et mode de distribution (*Gloses*, MEW, 19, 22; ES, 1950, 25). Deuxièmement, cette conception fait abstraction du besoin de disposer d'une partie du produit social, soit pour remplir des fonctions liées à la reproduction et à l'accroissement de la production, soit pour combler différents besoins sociaux (*ibid.*, 19, 22). Une fois cette partie du produit social mise à part, le travailleur recevra — dans une société « telle qu'elle vient de sortir du capitalisme » — « l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société » (*ibid.*, 20; 23). Cette phase de transition devrait ouvrir la voie à la société que définit la formule bien connue : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » (*ibid.*, 21; 25), c'est-à-dire d'une formation sociale dans laquelle l'homme serait affranchi du travail et du besoin.

▶ CORRÉLATS. — Circulation, Classes, Echange, Economie, Production, Profit, Rapports de production.

M. Ma.

Division du travail

Al : *Arbeitsteilung.* — An : *Division of labour.* — R : *Razdelenie truda.*

« La condition première de toute différenciation sociale et idéologique est la division du travail » (Lefebvre/Guterman, *La conscience mystifiée*, rééd., 1979, Paris).

1 / Le concept de division du travail vient de l'économie politique classique, en particulier d'Adam Smith qui en donna une exposition systématique et prétendit en retracer l'origine, à partir de l'échange (*The Wealth of Nations*, London, Pelican éd., 1978, p. 119 et s.). Marx le rappelle dans ses *Manuscrits de 1844* qui font une large place à la division du travail (cf. IIIe manuscrit, *Erg.*, 1, 556-562; trad. 111-118). Laquelle, dans cet ouvrage, remplit une double fonction; la dénonciation de l'économie politique : « *Division du travail* et *échange* sont les deux *phénomènes* qui font que l'économiste tire vanité du caractère social de sa science et que, inconsciemment, il exprime d'une seule haleine la contradiction de sa science, la fondation de la société par l'intérêt privé asocial. » C'est-à-dire la problématique du travail aliéné : « La *division du travail* est l'expression économique du *caractère social du travail* dans le cadre de l'aliénation. Ou bien, comme le travail n'est qu'une expression de l'activité de l'homme dans le cadre de l'aliénation, l'expression de la manifestation de la vie comme aliénation de la vie, la *division du travail* n'est elle-même pas autre chose que le fait de poser, d'une manière *devenue étrangère*, aliénée, l'activité humaine comme une *activité générique réelle*, ou comme *l'activité de l'homme en tant qu'être générique.* » C'est toutefois dans *L'idéologie allemande* que la division du travail va jouer un rôle central. Elle est principe d'oppositions : entre nations, au sein d'une même nation, entre « activité intellectuelle et matérielle, jouissance et travail, production et consommation ». Elle est

responsable du procès d'autonomisation des professions et du procès d'idéologisation. A l'origine elle surgit de l'acte sexuel, puis structure la famille et les rapports entre familles. Mais elle ne devient vraiment telle qu'avec la séparation entre activité matérielle et activité intellectuelle, se concrétisant sous la forme de l'opposition entre ville et campagne et inaugurant une histoire qui va de la séparation de la production et du commerce à l'existence des classes sociales, à l'apparition des manufactures et à la nature de la concurrence, qui substitue aux rapports « naturels » des « rapports d'argent » (trad., ES, 80 à 90; MEW, 3, 50-61). Les clivages homme/femme/enfants en sont issus; de même ceux qui surgissent entre intérêt singulier et intérêt collectif, ainsi que le « détachement » de l'Etat dans la société moderne. La compréhension enfin du concept de division du travail entraîne la nécessité de son abolition pratique, autrement dit le *communisme*, dont la première définition lui est de la sorte intimement liée. Face à Proudhon, qui, en matière de division du travail, ne fournit qu'un « résumé très superficiel de ce qu'avaient dit avant lui A. Smith et mille autres » (*L. à Annenkov*, 28 déc. 1846; *Corr.*, 1, 451), ces idées vont se renforcer et devenir autant d'arguments. Qu'il s'agisse de « la première division du travail en grand, qui est la séparation des villes d'avec les campagnes » (MPh, 102; MEW, 4, 145), de l'idiotisme du métier (« dans le principe un portefaix diffère moins d'un philosophe qu'un mâtin d'un lévrier, c'est la division du travail qui a mis un abîme entre l'un et l'autre »; *ibid.* et 113; MEW, 4, 146), de « la concentration des instruments de production et la division du travail qui sont aussi inséparables l'une de l'autre que le sont, dans le régime politique, la concentration des pouvoirs publics et les intérêts privés » (110; MEW, 4, 152), ou du machinisme, qui assure le passage à la division internationale du travail, etc. *Travail salarié et capital* souligne que la division du travail est source de concurrence accrue entre les ouvriers eux-mêmes (MEW, 6, 419 et s.; trad., 39 et s.); les *Grundrisse* reviennent longuement sur le rapport division du travail/échange (76 et s.; trad. t. 1, 95 et s.) et relèvent que « l'argent permet une division absolue du travail parce qu'il rend le travail indépendant de son produit spécifique qui n'a plus pour lui une valeur d'usage immédiate » (114; 141).

2 / Dans *Le Capital* (MEW, 23, 371; 1, 1, 41), Marx fait le point de la façon suivante : « Nous avons vu, écrit-il, comment la manufacture est sortie de la coopération; nous avons étudié ensuite ses éléments simples, l'ouvrier parcellaire et son outil, et, en dernier lieu, son mécanisme d'ensemble. Examinons maintenant le rapport entre la division manufacturière du travail et sa division sociale, laquelle forme la base générale de toute production marchande. » Dégageant, dès ses premiers travaux, les enseignements du *Capital*, Lénine retrace les étapes séparant l'économie naturelle de l'économie capitaliste et caractérise la dernière comme « l'achèvement de la spécialisation des professions, c'est-à-dire la division du travail social », dont la notion de « marché » est indissociable, et qui peut croître à l'infini (*A propos de la question dite des marchés*, apud O., 1, 106 et s.). En tête de son *Développement du capitalisme en Russie*, il pose cette définition : « La division sociale du travail est la base de l'économie marchande. L'industrie de transformation se sépare de l'industrie d'extraction, et chacune d'elles se subdivise en petits genres et sous-genres qui fabriquent sous forme de marchandises tels ou tels produits et les échangent contre toutes les autres fabrications. Le développement de l'économie marchande conduit donc à

l'accroissement du nombre des industries distinctes et indépendantes ; la tendance de ce développement consiste à transformer en une branche distincte de l'industrie la fabrication non seulement de chaque produit pris à part, mais même de chaque élément du produit; et non seulement la fabrication du produit, mais même les diverses opérations nécessaires pour préparer le produit à la consommation » (o., 3, 15).

3 / On peut retenir les distinctions proposées par Marta Harnecker :

— *Division de la production sociale*, en différentes branches ou secteurs (ex. : agriculture/industrie ou, dans l'industrie, métallurgie/textile).

— *Division technique du travail*, à l'intérieur d'un même procès de production, et pas seulement à l'intérieur d'une même unité, comme l'usine, le développement des forces productives rendant les différentes unités de plus en plus dépendantes les unes des autres.

— *Division sociale du travail*, ou répartition des tâches dans la société (économiques, politiques, idéologiques...) (*Los conceptos elementales del materialismo histórico*, chap. 1, § 5, Mexico, 1969; trad., Bruxelles, 1974).

Une place à part doit être faite aux rapports entre les nations. « Les rapports des différentes nations entre elles dépendent du stade de développement où se trouve chacune d'elles en ce qui concerne les forces productives, la division du travail et les relations intérieures. Ce principe est universellement reconnu. Cependant, non seulement les rapports d'une nation avec les autres nations, mais aussi toute la structure interne de cette nation elle-même, dépendant du niveau de développement de la production et de ses relations intérieures et extérieures. L'on reconnaît de la façon la plus manifeste le degré de développement qu'ont atteint les forces productives d'une nation au degré de développement qu'atteint la division du travail. Dans la mesure où elle n'est pas une simple extension quantitative des forces productives déjà connues jusqu'alors (défrichement de terres par exemple), toute force de production nouvelle a pour conséquence un nouveau perfectionnement de la division du travail » (IA, MEW, 3, 21-22; 46). Ces différences s'inscrivent dans les formes prises par la *division internationale du travail* (par exemple, aujourd'hui, entre pays développés et pays en voie de développement, ou au sein du Marché commun, au sein du Comecon).

Le principal effet de la division du travail, dans le mode de production capitaliste, demeurant la mutilation de l'individu, singulièrement de l'ouvrier, il appartiendra à la transition au communisme de créer les conditions de son abolition. Les œuvres de la maturité confirment entièrement, sur ce point, les vues de *L'idéologie allemande*. Dans *L'Anti-Dühring*, Engels cite *Le Capital* : la division du travail dans la manufacture « estropie le travailleur, elle fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail, en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs... L'individu lui-même est morcelé, métamorphosé en ressort automatique d'une opération exclusive » (K., MEW, 23, 380; trad. ES, 1, 2, 49-50). Les moyens de production, commente-t-il, dominent les producteurs; « en divisant le travail, on divise aussi l'homme » et son « étiolement », qui « croît dans la mesure même où croît la division du travail, atteint son développement maximum dans la manufacture » (MEW, 20, 272; trad., 331). Or, « il va de soi que la société ne peut pas se libérer sans libérer chaque individu. Le vieux mode de production doit donc forcément être bouleversé de fond en comble, et

surtout la vieille division du travail doit disparaître » (*ibid.*, 273; 333). La base technique, selon Engels, de la grande industrie permet elle-même une telle révolution; il cite à nouveau Marx : « Oui, la grande industrie oblige la société, sous peine de mort, à remplacer l'individu en pièces *(das Teilindividuum)*, simple support *(blosser Träger)* d'une fonction sociale de détail, par l'individu totalement développé *(das total entwickelte I.)* qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail et ne donne, dans des fonctions alternées, qu'un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises » (MEW, 23, 512; trad. I, 2, 166; AD, 275; 334). Dans la société communiste, j'aurai « la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique » (IA). A quoi, près de quatre-vingts ans après, Lénine fait écho (MIC), en précisant que les choses ne se feront pas toutes seules et que les organisations de la classe ouvrière joueront un rôle déterminant : « Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie, on supprimera plus tard la division du travail entre les hommes; on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes *universellement développés*, *universellement* préparés et *sachant tout faire*. C'est là que va, doit aller et arrivera le communisme, mais seulement au bout de longues années » (O., 31, 45).

• BIBLIOGRAPHIE. — A. ANIKINE, *La jeunesse d'une science (La pensée économique avant Marx)*, Moscou, Ed. du Progrès, 1975; C. BETTELHEIM, *La transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspero, 1968 (sur la div. technique); G. LABICA, *Le statut marxiste de la philosophie*, chap. XIV, Complexe/PUF, 1976; K. MARX, *Manuscrits de 1861-1863*, Paris, ES, 1980 *(in fine)*; P. NAVILLE, G. FRIEDMANN, *Traité de sociologie du travail*, t. I et II, Paris, 1961-1962 (sur les formes actuelles); A. SMITH, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, trad. C. DEBYSER, Paris, 1947 (sur Smith, encore : KM/FE, *Corr.*, VII, L. du 6 mars 1862; *Théories sur la plus-value*, I, 62 et s.).

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Communisme, Concurrence, Conditions de vie, Division du travail manuel et intellectuel, Femme, Genre, Industrie, Machines, Machinisme, Manufacture, Marché, Métier, Production, Travail.

G. L.

Division du travail manuel et intellectuel

Al : *Teilung der materiellen und geistigen Arbeit* (ou : *der Hand- und Kopfarbeit*; ou : *der geistigen und körperlichen Arbeit*). — An : *division between manual and intellectual labour*. — R : *Razdelenie ručnogo i umstvennogo truda*.

1 / Dans *L'idéologie allemande* (1845), ce concept est central : il résume les effets de la division du travail en général, et définit la tendance de tout le processus historique de développement des forces productives; il commande la définition des classes et constitue l'équivalent « matérialiste » de la notion d'aliénation, à laquelle Marx propose explicitement de le substituer; il permet ainsi d'expliquer la genèse de l'Etat dans les sociétés de classes et de développer une critique prolétarienne de leur « politique » et de leur idéologie. La division du travail manuel et du travail intellectuel (en abrégé ici : TM/TI) donne ainsi par antithèse son contenu à l'idée de communisme, « mouvement réel qui abolit l'état de choses existant » : le « libre développement » d'une diversité proprement humaine implique en effet que, en chaque individu, productivité « manuelle » et « intellectuelle » soient réunifiées. Ce que *Le Capital*,

dans un passage célèbre, mais isolé, appellera l'émergence de « l'homme total ».

Pourtant, une telle perspective de lecture du matérialisme historique est trompeuse. Le fait est que le texte de *L'idéologie allemande* s'est trouvé enfoui pendant près d'un siècle sans que le thème qu'il développe ainsi soit repris comme tel dans d'autres contextes. Il en va de même, à quelques allusions près, pour les passages des *Grundrisse* qui évoquent une « transformation de la science en force productive directe ». Ces choix opérés par Marx paraissent liés à des difficultés très profondes. C'est d'abord le risque de construire une nouvelle philosophie de l'histoire universelle, dans laquelle le concept du communisme ne se distinguerait pas vraiment d'autres figures classiques de la fin de l'histoire. Plus profondément, c'est la difficulté de caractériser le sens de la tendance au communisme par rapport au travail, le contenu de la « libération » à laquelle aspire le prolétariat : soit libération par rapport *au travail lui-même* (non seulement en tant que travail exploité, mais en tant que contrainte naturelle, qu'il faudrait réduire au minimum, puisque « de toute façon le règne de la liberté ne commence que là où s'arrête la nécessité ») (K.); soit transformation, voire *transmutation* du travail, de façon qu'il devienne à son tour « le premier besoin de l'homme » *(Gloses)*, et en ce sens non pas la négation mais la réalisation du désir humain (non pas l'opposé, mais l'équivalent du principe de plaisir : idée que Fourier avait illustrée de façon grandiose et surréaliste). De fait, on observe toujours aujourd'hui une profonde ambivalence des attitudes de la classe ouvrière envers le travail (tantôt objet de dégoût, tantôt moyen d'affirmer son individualité malgré l'exploitation et contre elle), qui interdit d'extrapoler tout simplement l'une des deux tendances contradictoires qu'elle unit. Enfin, la difficulté tient à la position même de « théoriciens » que Marx et Engels occupent à l'intérieur du mouvement ouvrier : il faudrait pouvoir analyser de façon elle-même critique les contradictions parfois aiguës du rapport entre l'intellectualité de la « théorie révolutionnaire » et les pratiques ouvrières, ce qui s'est avéré psychologiquement et historiquement difficile, pour ne pas dire impossible.

Dès lors, dans la majeure partie des textes marxistes classiques, le problème de la division TM/TI, perdant sa position centrale, ou bien se déplace, ou bien figure comme un simple horizon anthropologique, voire un point de fuite philosophique. Horizon du futur : référence au communisme comme fin de l' « asservissante division du travail ». Horizon du passé, voire du préhistorique : tentative d'Engels (DN, *Orfa.*) de rattacher les commencements de la lutte des classes au rôle joué par le travail dans l'hominisation, dans une perspective évolutionniste (même si elle se démarque du « darwinisme social »). Dans *Le Capital*, la division TM/TI n'est plus fondatrice, mais subordonnée à la théorie économique de l'exploitation capitaliste : elle devient alors l'objet d'analyses concrètes plus précises mais plus limitées. Elle se coupe fondamentalement de toute visée d'histoire universelle. En contrepartie, ces analyses anticipent de plusieurs décennies sur la constitution d'une sociologie du travail industriel et la critique du taylorisme.

2 / Dans le marxisme des IIe et IIIe Internationales, le problème ne ressurgit que de façon discontinue, sur le terrain *politique*. C'est le cas dans le courant conseilliste (de R. Luxemburg à Pannekoek), contre

l'organisation hiérarchique des partis ouvriers. Et surtout chez Lénine, dès les analyses de *Que faire?*, qui se démarquent déjà du modèle kautskyste en récusant aussi bien le concept de la « spontanéité ouvrière » que celui de la « spontanéité intellectuelle ». Dans la période révolutionnaire, Lénine commence par retrouver le concept marxien du communisme (« lorsque les cuisinières gouverneront l'Etat, il n'y aura plus d'Etat à proprement parler », comme « machine spéciale » de domination, dit ER); sa réflexion culmine dans le programme d'une « révolution culturelle » de masse, comme antidote à la bureaucratisation de l'Etat et à l'étatisation du parti révolutionnaire.

Les premières années de la révolution russe voient le problème du « dépassement » de la division TM/TI susciter un débat de masse et de multiples tentatives expérimentales, traversant l'appareil scolaire, le Parti, les institutions culturelles, les syndicats et l'appareil de production. Les tendances en lutte pour le pouvoir s'y engagent à fond (comme à propos du *Proletkult*, du « contrôle ouvrier », de l'utilisation des « spécialistes bourgeois »). La nature même de l'appareil d'Etat soviétique était en cause. Mais une ambivalence assez semblable à celle que nous avons notée chez Marx à propos du travail s'y reproduit : tantôt on postule que la socialisation capitaliste de la production aboutirait « naturellement » à une *simplification* radicale des fonctions de gestion sociale et économique, permettant l'exercice de la démocratie directe des producteurs; tantôt on reprend l'idée d'un « polytechnisme ouvrier » à construire, supérieur à la « spécialisation » intellectuelle bourgeoise, que Marx avait déjà défendue dans les débats de la Ire Internationale sur l'éducation. Le débat sera étouffé dans les années 30 sous le triple poids du sous-développement, de l'encerclement capitaliste et de la politique stalinienne : il ne survivra que comme écran idéologique pour les pratiques du stakhanovisme, de l'émulation socialiste et de la technocratie d'Etat (Staline : « les cadres décident de tout »). Et, à vrai dire, il aura plutôt réactivé une multiplicité de courants idéologiques préexistants (scientistes ou libertaires) que théoriquement innové. Son principal héritage consiste sans doute dans la persistance d'une interrogation et d'une expérimentation pédagogiques qui cherchent à articuler l'école et la vie professionnelle (dans les pays socialistes : RDA, Cuba; et dans la pédagogie « active » occidentale).

Le grand événement politico-théorique qui aura replacé la question de la division TM/TI au centre de la problématique marxiste — en bouleversant l'orthodoxie et en remettant en chantier son concept de classe — a été la révolution culturelle chinoise. D'abord parce qu'elle critiquait le « modèle de développement » capitaliste des forces productives, donc son mode de formation des « techniciens », des « intellectuels » et des « cadres », conservé en URSS. Ensuite parce qu'elle coïncidait avec une crise générale des modes d'organisation du travail, symbolisés par le taylorisme et le fordisme. Enfin, parce qu'elle contribuait (même au prix de considérables malentendus) à nourrir la révolte idéologique de masse de la jeunesse scolarisée et intellectuelle dans les années 60, dont l'extension mondiale ne peut s'expliquer par la seule conjoncture économique. L'échec politique de la révolution culturelle au début des années 70 ne signifie évidemment pas l'annulation des problèmes théoriques dont elle a précipité l'émergence ou la reformulation, du côté de

l'anthropologie du travail comme du côté de l'analyse du procès de travail et des appareils idéologiques d'Etat.

3 / Au terme de ce cycle historique, le rapport initial entre « division du travail » et « division de classes » redevient central, mais se trouve dialectisé : entre ces deux concepts, il ne peut y avoir identité simple, mais il y a articulation nécessaire.

Les notions de travail « manuel » et de travail « intellectuel », qui trouvent leur origine dans l'histoire de la division artisanale des *métiers*, ne peuvent avoir aucun contenu *naturel*. Comme activité sociale, collective, de transformation et d'appropriation de la nature, le travail en général est nécessairement à la fois manuel (dépense d'énergie) et intellectuel (traitement d'information, connaissance, contrôle et prévision). La spécialisation qui, dans les sociétés de classes, oppose ces deux fonctions, ne peut être ni absolue ni fixe dans son contenu : l'idée taylorienne de l' « homme bœuf » des travaux de force ou de l'homme-machine du « travail en miettes » n'est qu'une limite instable, qui légitime des pratiques d'exploitation et de commandement plus qu'elle n'organise (et, *a fortiori*, ne rationalise) la production. Si le capitalisme a d'abord tendu, et continue de tendre, à la parcellisation maximale de certaines tâches industrielles et à l'isolement des fonctions « générales » de programmation et de commande exercées par des représentants directs du capital, celles-ci sont à leur tour investies par la mécanisation de l'intelligence. Non seulement la salarisation, mais la prolétarisation s'étend alors aux travailleurs « improductifs ». La frontière entre travailleurs tendanciellement « interchangeables » et fonctions « individualisées », « professionnalisées », ne disparaît pas mais se déplace.

Ces déplacements sont liés à l'histoire proprement capitaliste de la *technologie*, devenue à partir de la révolution industrielle une composante intrinsèque du rapport de production (il n'y a pas de technologie proprement dite avant le capitalisme). L'adaptation de la force de travail à des techniques qui sont fondées sur l'application des sciences de la nature s'effectue de façon à permettre *à la fois* l'élévation de la productivité sociale du travail et son intensification individuelle (ce que Marx appelait la « survaleur relative » comme méthode d'extraction du surtravail). Elle ne tend pas à l'homogénéité croissante de la force de travail, mais plutôt à la « déqualification » *et* à la « surqualification » des tâches de part et d'autre du rapport homme/machine. Les révolutions techniques successives constituent, de ce point de vue, autant de moyens d'incorporer le travail intellectuel aux moyens de production eux-mêmes pour dévaloriser et contrôler le travail manuel. On peut estimer qu'il y a là deux formes d' « aliénation » symétriques. Mais la contradiction ainsi reproduite en permanence devient de plus en plus inséparable des crises de la production capitaliste.

A côté de cette forme spécifiquement capitaliste de la division TM/TI, il faut considérer une tendance beaucoup plus ancienne, qui remonte en fait à la constitution d'un appareil d'Etat spécialisé, et à la séparation instituée alors entre *travail* productif et *intellectualité* politique, scientifique, idéologique, militaire, administrative. Ces rapports de domination ne sont pas moins matériels que les précédents, bien qu'ils ne leur soient pas immédiatement réductibles : ce que Marx, probablement, n'a pas bien perçu, en raison d'une conception philosophique restrictive de la

matérialité, et de sa reprise aux économistes d'une notion négative du « travail improductif ». Or l'histoire de l'Etat est faite de la continuation et de la restructuration de cette division au travers des révolutions politiques qui, pour une part, font passer les anciens « intellectuels organiques », pour une part, en font surgir de nouveaux et modifient les modes d'éducation et d'encadrement des masses.

Le procès moderne de la scolarisation de masse combine précisément la reproduction des hiérarchies productives et celle des compétences politiques. Il constitue ainsi une forme d'unification en même temps qu'un réseau, techniquement formalisé, de généralisation des antagonismes sociaux et des inégalités, qui perpétue les différences de classes aussi bien dans les sociétés « capitalistes » que dans celles du « socialisme réalisé ». Ce qui, indéniablement, confère aux intellectuels une position beaucoup plus ambivalente que ne l'imaginait Marx, au regard de la révolution, mais permet aussi de penser ses obstacles et ses objectifs de façon plus concrète, en les arrachant à la confusion du point de vue de classe prolétarien et de l'ouvriérisme, comme aux illusions de la convergence spontanée entre science et révolution héritée de l'idéologie des Lumières.

• BIBLIOGRAPHIE. — Rudolf BAHRO, *L'alternative*, Paris, Stock, 1978; Renée BALIBAR, Dominique LAPORTE, *Le français national*, Paris, 1974; C. BAUDELOT, R. ESTABLET, *L'école capitaliste en France*, Paris, 1972; Jean BELKHIR *et al.*, *L'intellectuel, l'intelligentsia et les manuels*, Paris, 1983; A. BOGDANOV, *La science, l'art et la classe ouvrière*, Paris, 1977; F. BON, M. A. BURNIER, *Les nouveaux intellectuels*, Paris, 1972; L. BOLTANSKI, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, 1982; P. BOURDIEU, J.-Cl. PASSERON, *Les Héritiers*, Paris, 1964; ID., *La reproduction*, Paris, 1970; H. BRAVERMANN, *Travail et capitalisme monopoliste*, Paris, 1974; B. CORIAT, *Science, technique et capital*, Paris, 1976; ID., *L'atelier et le chronomètre*, Paris, 1979; R. DEBRAY, *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, 1979; J. DIETZGEN, *L'essence du travail intellectuel, présentée par un travailleur manuel*; *Nouvelle critique de la raison pure* (1869) (trad. J. P. OSIER, Paris, 1973); C. DURAND *et al.*, *La division du travail* (Colloque de Dourdan), Paris, 1978; M. FOUCAULT, *Naissance de la clinique*, Paris, 1963; ID., *Surveiller et punir*, Paris, 1975; C. FREINET, *L'éducation du travail*, Neuchâtel, 1960; M. FREYSSENET, *La division capitaliste du travail*, Paris, 1977; G. FRIEDMANN, *Problèmes humains du machinisme industriel*, Paris, 1946; ID., *Le travail en miettes*, Paris, 1964; A. GORZ, *Critique de la division du travail*, Paris, 1973; A. GRAMSCI; Les intellectuels et l'organisation de la culture, in *Textes* (éd. A. TOSEL), Paris, 1983, J. HABERMAS, *La technique et la science comme idéologie*, Paris, 1973; ID., *L'espace public*, Paris, 1978; B. LAUTIER, R. TORTAJADA, *Ecole, force de travail et salariat*, Paris, 1978; D. LECOURT, *Lyssenko, Histoire réelle d'une science prolétarienne*, Paris, Maspero, 1976; H. LEFEBVRE, *De l'Etat*, UGE, 1978; J. LE GOFF, *Pour un autre Moyen Age (Temps, travail et culture en Occident)*, Paris, 1977; V. I. LÉNINE, La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer (O., 25); Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ? (O., 26); Les tâches immédiates du pouvoir des soviets (O., 27); Rapport au VIIIe Congrès du PC(b)R (O., 29); De la coopération (O., 33); D. LINDENBERG, *L'internationale communiste et l'école de classe*; R. LINHART, *Lénine, les paysans, Taylor*, Paris, 1976; ID., *L'établi*, Paris, 1978; R. LUXEMBURG, *Grève de masse, parti et syndicats*, Paris, Maspero, 1969; A. D. MAGALINE, *Lutte de classes et dévalorisation du capital*, Paris, 1975; S. MALLET, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, 1963; Il Manifesto, *Il Lavoro : liberare il lavoro o liberarsi dal lavoro ?* (Atti del Convegno di Milano, 31 oct.-2 nov. 1980); C. MOSSE, *Le travail en Grèce et à Rome*, Paris, 1966; P. NAVILLE, *Essai sur la qualification du travail*, Paris, 1956; ID., *Vers l'automatisme social ?*, Paris, 1963; D. POULOT, *Le sublime* (éd. A. COTTEREAU), Paris, 1980; A. SOHN-RETHEL, *Geistliche und körperliche Arbeit — Zur Theorie der gesellschaftlichen Synthesis*, Francfort, 1970; J. STALINE, Discours à la première conférence des stakhanovistes (1935), in *Questions du léninisme*, vol. II : *L'homme, le capital le plus précieux*; *Les Temps modernes*, numéro spécial : « L'usine et l'école », août-sept. 1971 ; *Thalès*, année 1966, « Les commencements de la technologie », Paris, 1968; M. TRONTI, *Ouvriers et capital*, Paris, 1977; M. VERRET, *Le travail ouvrier*, Paris, 1982.

▶ Corrélats. — Agitation/propagande, Aliénation, Capitalisme, Classes, Coopération, Division du travail, Ecole, Emulation, Fabrique (législation de), Force de travail, Industrie (grande), Lutte des classes, Matériel/spirituel/intellectuel, Ouvriers, Révolution culturelle, Spontané/spontanéité/spontanéisme, Stakhanovisme, Survaleur, Taylorisme, Technique, Travail.

E. B.

Djoutché

Al : *Juche, Dschutsche.* — An : *Djutche.* — R : *Džuče, učenie Kim Il Suna.*

Figure nord-coréenne du marxisme-léninisme, les *Idées du Djoutché* entendent enregistrer les deux principales étapes du MOI, représentées par le marxisme des fondateurs, Marx et Engels, et le léninisme, comme étape de la période de l'impérialisme et de la Révolution d'Octobre. Elles se donnent comme la théorisation de la révolution mondiale aujourd'hui. Cette dernière est caractérisée par le fait que le processus révolutionnaire ne s'est pas déroulé selon les prévisions de Marx, mais par l'arrivée sur la scène de l'histoire des luttes des peuples colonisés et opprimés. Sont pris comme acquis à la fois la réussite du matérialisme et de la dialectique dans le domaine des sciences de la nature, et, d'autre part, le rôle déterminant de la classe ouvrière et des masses, définies dans le cadre du matérialisme historique. C'est dès lors sur l'Homme, les masses et les nouvelles conditions de la révolution que toute l'attention doit être portée. Ces thèses, conjuguées à l'analyse de la spécificité de la Corée (pays colonisé, semi-féodal; guerre contre deux impérialismes; luttes internes contre le marxisme « de club », le dogmatisme et les fractions), mettent au premier plan la nécessité d'un « marxisme créateur », rejetant toute application de modèles, l'exportation aussi bien que l'importation de la révolution, les formes diverses de « servilité » à l'égard des hégémonismes. « Compter avant tout sur ses propres forces », tel est le sens du redressement opéré à la Conférence de Khalun, en 1930, qui voit la naissance du nouveau parti, sous l'impulsion de Kim Il Sung.

Au rang des principes de « la philosophie djoutchéenne », on trouve le *Djadjouseung* (sorte de force d'auto-détermination), la conscience et la créativité qui permettent d'affirmer que l'Homme, c'est-à-dire les masses, « est maître de tout et décide de tout ». L'histoire se confond avec la lutte pour le djadjouseung des peuples, à travers diverses étapes, l'actuelle accordant expressément la primauté à l'idéologie, grâce au développement de la conscience de classe et à la liaison ligne de classe / ligne de masse. La politique se fonde sur l'indépendance et la souveraineté. Sans renoncer au rôle primordial de l'industrie lourde, elle le combine étroitement avec celui de l'industrie légère et l'essor de l'agriculture; une place à part, dans le même souci, devant être faite à l'auto-défense. Elle associe également les stimulants moraux, politiques et matériels. Elle insiste sur l'éducation et la persuasion et engage la lutte pour les « trois révolutions » — idéologique, technique et culturelle —, décidées au Ve Congrès du Parti du Travail de Corée (1970) et réaffirmées au VIe (1980). Elle milite pour de nouveaux rapports tant au sein du mouvement communiste international qu'entre les pays en voie de développement, à partir du strict respect de l'égalité et avec, pour la période récente, semble-t-il, une moindre volonté d'autarcie.

Remarque. — Les idées du djoutché connaissent une assez vaste audience dans le Tiers Monde et dans les mouvements de libération

nationale, ainsi que dans certains grands pays, tels l'Inde et le Japon, à juste titre sensibilisés par les principes de la souveraineté, de l'auto-développement, du non-alignement et du primat de l'idéologie, eux-mêmes confirmés par une expérience historique exemplaire. Mais elles suscitent souvent, en Occident et au sein même des partis communistes, réserves et interrogations. Le culte de Kim Il Sung est-il un avatar du culte de la personnalité ? Un moyen original de court-circuiter la bureaucratie et de réaliser le consensus national ? « Une force révolutionnaire » (S. Carrillo, *Le communisme malgré tout*, Paris, PUF, 1984) ? L'ignorance des traditions culturelles et de la situation nord-coréennes n'est pas seule ici en question, puisque le rôle *décisif* du leader, dans le processus révolutionnaire, est constamment souligné (cf. Kim Djeung Il, *Des idées du dj.*, Pyongyang, 1982, p. 69). L'assurance du caractère « non-exportable » d'une telle particularité suffit-elle à la débarrasser de toute contradiction ? Il appartiendra, comme toujours, à la pratique de délivrer ses leçons.

• BIBLIOGRAPHIE. — L'Institut international des Idées du djoutché publie une revue intitulée *Etude sur les idées du djoutché*, Tokyo; KIM DJEUNG IL, *Le Parti du Travail de Corée est un parti révolutionnaire de type djoutchéen, héritier des glorieuses traditions de l'UAI*, Pyongyang, 1982; ID., *Allons de l'avant en portant bien haut le drapeau du marxisme-léninisme et des idées du djoutché*; KIM IL SUNG, *Œuvres*, 13 vol. parus; ID., *A propos du djoutché dans notre révolution*, 3 vol. parus, Pyongyang, 1982; ID., *Réponses aux questions posées par des correspondants étrangers*, Pyongyang, 1974; C. OPPETIT, *La Corée, des origines au Djoutché*, Paris, Le Sycomore, 1980; *Signification historique mondiale des idées de djoutché*, Pyongyang, 1975; J. SURET-CANALE et J. E. VIDAL, *La Corée populaire*, Paris, ES, 1973.

▶ CORRÉLATS. — Culte de la personnalité, Démocratie nouvelle, Démocratie populaire, Idéologie, Modèle.

G. L.

Dogmatisme

Al : *Dogmatismus*. — An : *Dogmatism*. — R : *Dogmatizm*.

Les définitions usuelles de *dogmatisme* (« attitude intellectuelle consistant à affirmer des idées sans vouloir les discuter ») ou de *dogme* (« enseignement reçu et servant de règle de croyance ») conviennent à la perversion du marxisme désignée par ces mêmes vocables.

On eut d'abord affaire à des maux de jeunesse. L'un transformait le marxisme en une théorie générale de l'interprétation des phénomènes sociaux; il s'agissait du *mécanisme*, réduisant tout à la détermination de « dernière instance », contre quoi s'éleva, à plusieurs reprises, le vieil Engels et qui avait parfois fait dire à Marx qu'il n'était « pas marxiste ». L'*économisme*, auquel ne résistèrent guère un Kautsky et un Plekhanov, en est la figure la plus connue. L'autre ne put éviter le travers pédagogique d'une simplification excessive des thèses de Marx et d'Engels aux fins de leur diffusion de masse. C'est ce qui arriva, par exemple, à Jules Guesde, dont les résumés tenaient du catéchisme. « Les guesdistes, note M. Rebérioux, ont été des pédagogues du marxisme plus que des intellectuels marxistes. Guesde est en partie responsable de la relative indifférence du mouvement ouvrier français pour la recherche théorique » (*Encyclopaedia Universalis*, art. « Guesde et guesdisme »). Les tempéraments et les circonstances ne sont pas seuls en cause. Au même Guesde, P. Brousse opposait : « Le marxisme ne consiste pas à être partisan des idées de Marx. A ce

titre, et dans une très large mesure, beaucoup de ses adversaires actuels, et particulièrement celui qui écrit ces lignes, seraient marxistes. Le marxisme consiste surtout dans le système qui tend, non à répandre la doctrine marxiste, mais à l'imposer, et dans tous ses détails » (cité par D. Ligou, *Histoire du socialisme en France*, Paris, PUF, 1962, p. 67).

C'est toutefois avec la consécration étatique du marxisme et sa transposition en philosophie officielle, autrement dit avec la période dite stalinienne, que le dogmatisme revêt son acception la plus forte et concerne l'ensemble du mouvement ouvrier international. Dès les années 30, l'œuvre de Marx et d'Engels et celle de Lénine sont en quelque sorte arrêtées; elles ne donnent plus lieu à recherches et ne sont plus l'objet de travaux. Avec la publication de *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* (Staline, apud *Histoire du PC(b) de l'URSS*) et l'achèvement du processus de jdanovisation, la Vulgate, ainsi qu'on la nommera fort justement, l'emporte. Le marxisme, désormais commué en *lois* régissant la nature, la pensée et le mouvement historique, est devenu théologie. Il a ses rites et ses prêtres, ses promotions et ses excommunications. Le recours aux Célèbres Citations, comme dit Althusser, ces hadith-s du marxisme, est le sceau de la vérité.

L'envers du dogmatisme, son contradictoire, n'est nullement le scepticisme, mais bien, ainsi que Kant l'avait vu, la *critique*.

• Bibliographie. — P. Kaan, Dogme et vérité, apud *La critique sociale*, n° 2, juill. 1931, Paris, M. Rivière éd.

▶ Corrélats. — Conception du monde, Crises du marxisme, Définition, Déviation, Dia-mat, Dialectique de la nature, Economisme, Esprit de parti, Marxisme, Marxisme-Léninisme, Matérialisme dialectique, Orthodoxie, Réalisme socialiste, Science, Stalinisme.

G. L.

Douma

La Révolution russe de 1905 oblige l'autocratie tsariste à des concessions. Le 6 août est annoncée la réunion prochaine d'une Assemblée consultative, la *Douma* de Boulyguine. Ce n'est pas la constituante exigée par les masses. Aussi, pendant la grève générale d'octobre, le 17, le tsar publie le *Manifeste d'Octobre* accordant les libertés démocratiques et une Douma d'État, « parlement russe », aux fonctions législatives. Le nouveau recul de l'autocratie divise les forces d'opposition : Octobristes et Cadets, inquiets du développement du mouvement révolutionnaire, s'en satisfont.

La loi électorale du 11 décembre 1905 prive du droit de vote la moitié au moins de la population : le vote est censitaire. La Ire Douma comprend une majorité de Cadets; elle est rapidement dissoute le 8 juillet 1906. La contre-révolution progressant, la IIe Douma l'est également le 3 juin 1907 et la fraction social-démocrate est arrêtée. Une nouvelle loi électorale assure aux curies des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie plus des trois quarts des grands électeurs, et les populations allogènes d'Asie centrale sont exclues du scrutin. La IIIe Douma est donc tout à fait docile : issue du « régime du 3 juin », elle appuie la réaction stolypinienne.

Elue à l'automne 1912, la IVe Douma présente la même majorité réactionnaire. La loi à nouveau modifiée, les curies ouvrières ne peuvent élire des députés que dans six régions industrielles. Les élections, au lende-

main des massacres de la Léna, sont l'occasion de grèves et de manifestations. Les six curies ouvrières envoient siéger six bolcheviks qui, avec les sept députés mencheviques, forment la fraction social-démocrate jusqu'au 25 octobre 1913, les députés bolcheviques formant alors un groupe autonome.

En juillet 1914, mencheviks et bolcheviks refusent de voter les crédits de guerre. Le 6 novembre, les députés bolcheviques sont arrêtés et, le 13 février 1915, ils sont condamnés à la déportation à perpétuité, à l'exception du provocateur R. Malinovski.

Fin 1916, l'Assemblée, déconsidérée par sa pusillanimité, retrouve son prestige lorsque, enhardie par la crise du régime, une majorité des élus se groupe en un « bloc progressiste » exigeant un gouvernement responsable, puis intrigue pour une révolution de palais. A l'issue des Journées de Février, sous la pression populaire, les députés de la Douma créent un *Comité pour le rétablissement de l'ordre et les rapports avec les institutions et les personnalités*. Ce comité, avec l'accord du Comité exécutif du Soviet de Pétrograd, forme, le 2 mars 1917, le Gouvernement provisoire du prince Lvov.

Les bolcheviks et la Douma. — Pendant la Révolution de 1905, les bolcheviks, à la différence des mencheviks qui voient dans la Douma un « tournant du mouvement de libération » et appellent à la collaboration avec les Cadets, se prononcent pour le « boycott actif ». En septembre, la Conférence social-démocrate de Riga approuve le boycott de la Douma de Bulygin; en décembre, la Conférence bolchevique de Tammerfors décide le boycott mais propose d'utiliser les réunions électorales pour l'agitation. Les mencheviks adoptent le « semi-boycottage » ou présence aux degrés inférieurs du scrutin. Début 1906, les élections témoignent d'une large participation notamment de la paysannerie. Lénine admet que le boycott était une erreur dans un temps de déclin du mouvement révolutionnaire. Au sein de la Ire Douma, les bolcheviks soutiendront les troudoviks, élus par les paysans. Survient la dissolution : les bolcheviks participeront aux élections et aux travaux de la Douma pour aider au développement de l'agitation, et proposent la formation d'un « bloc de gauche » allant des bolcheviks aux troudoviks; mais les mencheviks entendent l'élargir aux Cadets.

Le Ve Congrès du POSDR (Londres, 30 avril - 19 mai 1907) adopte la résolution de Lénine qui soumet l'action de la social-démocratie à la Douma à l'activité extérieure. Le « régime du 3 juin » provoque la remise en question de cette ligne au sein même du bolchevisme : les otzovistes, soutenant qu'il est vain de siéger dans une Assemblée dominée par les Cent-Noirs, demandent le rappel de la fraction social-démocrate, et refusent désormais toute action légale. Sous la conduite d'A. Bogdanov, ils forment un groupe parmi les bolcheviks. La Ve Conférence pan-russe du POSDR (Paris, décembre 1908) approuve néanmoins Lénine qui, critiquant mencheviks « liquidateurs » et otzovistes, insiste sur l'utilisation de toutes les formes légales de lutte. Les otzovistes seront exclus en juin 1909.

Les bolcheviks s'emploient dès lors à appliquer la résolution du Ve Congrès. Si, dans la IIIe Douma, la fraction social-démocrate semble encore dominée par la stratégie menchevique de soutien aux Cadets, avec la préparation des élections pour la IVe Douma, la politique bolche-

vique se précise. Axée autour des « Trois piliers » (République démocratique, journée de huit heures, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers), l'activité des députés bolcheviques est de mieux en mieux coordonnée avec les luttes des travailleurs et devient un facteur décisif de la montée du mouvement révolutionnaire à la veille de la guerre mondiale.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, Moscou, 1960 ; A. E. BADAEV, *Les bolcheviks au parlement tsariste*, Paris, Bureau d'Editions, 1932 ; Marc FERRO, *La Révolution de 1917*, t. 1, Paris, Aubier, 1967 ; V. I. LÉNINE, o., t. 12, 13, 14, 15 et 16.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Cadets, Menchevisme, Otzovisme, Parlementarisme.

J.-M. G.

Droit

Al : *Recht.* — An : *Law.* — R : *Pravo.*

Pour Marx et Engels le droit n'a pas d'histoire qui lui soit propre (cf. IA, ES, 1968, p. 108 ; MEW, 3, 63) et l'analyse qu'ils en font, de manière disséminée, tout au long de leur œuvre intervient dans le cadre de l'étude des formes politiques où, au XIXe siècle, s'est développé le capitalisme. Le droit obtient ainsi une place essentielle ; quand en 1847 Marx et Engels, en une formule d'une extrême densité, déclarent à la bourgeoisie : « Votre droit n'est que la volonté de votre classe érigée en loi, volonté dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles d'existence de votre classe » (Aubier, éd. bil., 116-117) ils définissent le complexe politico-juridique par la fonction qui lui est historiquement assignée d'assurer la reproduction des rapports capitalistes de production. Pour l'analyse, on peut considérer que Marx et Engels posent d'abord les conditions politiques de l'établissement du mode de production capitaliste et marquent ainsi la nécessité d'un droit centralisé, codifié et légiféré pour ensuite (Marx surtout) s'attarder plus précisément sur la forme contractuelle moderne qui permet l'achat et la vente de la force de travail.

A / *Droit et Etat.* — C'est par un biais philosophique que Marx a d'abord saisi le caractère universaliste et abstrait du droit moderne fondé sur l'individualisme subjectif. La position initiale de Marx fut celle d'un jeune hégélien appréciant positivement l'aspect objectif d'un droit légiféré : « Les lois, dit-il en 1842, sont des normes positives, claires et universelles dans lesquelles la liberté reçoit une existence impersonnelle » (*La loi sur la presse*, Costes, 1937, t. 5, p. 56-57). Cette position initiale va rapidement être concrétisée et rectifiée : ce qu'est la loi objective c'est moins l'esprit du peuple que l'état d'une société civile où dominent certains intérêts. Si la loi se pare d'un caractère objectif réel celui-ci crée « l'illusion que c'est (l'Etat) qui détermine alors que c'est lui qui est déterminé » (*Cripol.*, ES, p. 159 ; MEW, 1, 305). « Le pouvoir législatif ne fait pas la loi, il la découvre et la formule seulement » (*ibid.*, p. 105 ; 260). Cette idée sera globalement conservée et *Le Capital* précisera que « la fraction dirigeante a tout intérêt à fixer légalement les barrières que l'usage et la tradition ont tracées » (K., ES, liv. 3, t. 3, p. 174 ; MEW, 25, 801). Se trouvent

ainsi être refusées au droit deux qualités que la législation prétend lui accorder : autonomie et naturalité.

Cependant Marx et Engels ne nient pas que le droit doive apparaître comme autonome et naturel. Son efficacité dépend bien du degré de perfection de la procédure législative. Le système représentatif, « produit tout à fait spécifique de la société bourgeoise moderne » (IA, p. 227; MEW, 3, 181), est l'une des voies de ce perfectionnement comme l'est, plus globalement, l' « Etat démocratique » fondé abstraitement sur « la communauté civique », ce « simple moyen (servant) à la conservation des droits de l'homme », c'est-à-dire des droits du bourgeois (QJ, Aubier, éd. bil., 110-111). « La constitution de l'Etat politique et la décomposition de la société bourgeoise en individus indépendants dont les rapports sont régis par le droit... s'accomplissent en un seul et même acte » (*ibid.*, 118-119). Ce moment constitue « le point culminant de l'évolution juridique » (SF, ES, 1972, p. 120; MEW, 2, 102). Etant au fondement de la législation, les valeurs libérales (l'égalité et la liberté) deviennent des garanties que les rapports sociaux demeurent des rapports d'individu à individu. Ainsi Marx ne fait pas de l'intervention de l'Etat la simple sanction d'un droit déjà là mais souligne son rôle à la fois régulateur et constitutif dans la structuration juridique de l'ensemble des activités sociales. Certes la législation est bien désignée comme étant liée intimement aux principes qui gouvernent l'Etat social et économique existant mais, dans le mode de production capitaliste, c'est bien le moment législatif qui est constitutif de la juridicité. Le droit moderne est donc de classe dans sa forme (procédure) puisque la classe n'est historiquement déterminante et agissante que lorsqu'elle trouve avec l'Etat moderne le moyen de faire passer ses intérêts particuliers pour l'intérêt général (cf. IA, p. 362; MEW, 3, 311). Le droit et l'Etat sont liés pour faire exister la volonté de ceux qui, dominant économiquement, s'assurent la maîtrise du pouvoir politique (cf. Engels, *Orfa.*, ES, 1974, p. 180; MEW, 21, 166). Quant aux modalités précises de l'exercice du pouvoir, seule l'analyse des conditions empiriques peut en rendre compte et livrer les raisons « des variations et nuances infinies » que prend l'Etat « à partir d'une même base économique » (K., liv. 3, t. 3, p. 172; MEW, 25, 799). Les méthodes législatives peuvent varier, voire paraître s'opposer d'une nation à une autre, elles cherchent toutes à développer les seuls rapports d'individu à individu (opposition par exemple entre l'Angleterre et le continent : K., liv. 1, t. 2, p. 179 n.; MEW, 23, 527 n.). Souvent une bourgeoisie ne peut constituer sa domination que comme « domination moyenne » (IA, p. 362; MEW, 3, 311), c'est-à-dire typique. Les codes donnent au droit une plus grande apparence d'autonomie et il semble s'originer dans la volonté du législateur. Le mouvement qui « ramène le droit à la loi » s'accentue encore lorsque « des professionnels de la politique, des théoriciens du droit public et des juristes du droit privé escamotent la liaison avec les faits économiques » (Engels, LF, ES, 1966, p. 77; MEW, 21, 302). L'Etat et ses lois peuvent atteindre un certain degré d'autonomie certes mais cette autonomie n'est que relative à l'actualité de la société bourgeoise et non pas à la structure contradictoire de cette société (cf. 18 B, ES, 1969, p. 130-131). L'Etat et le droit assurent le développement et éventuellement la survie des conditions propres à la reproduction de la société bourgeoise. Ce que Marx et Engels montrent, c'est la nécessité d'une

structure de droit public; le droit privé qui se fonde sur la volonté libre du sujet doit être à la fois garanti et produit par des lois se présentant comme issues de la volonté générale.

B / *Droit et économie.* — Analysant le processus de l'échange des marchandises, Marx définit le rapport juridique ou contrat comme « un rapport de volontés dans lequel se reflète le rapport économique » (K., liv. 1, t. 1, p. 95; MEW, 23, 99). « A partir de l'acte d'échange, chacun des individus est réfléchi en soi comme sujet exclusif et dominant (souverain)... on aboutit à la liberté la plus complète des individus : transactions volontaires » (*Grund.*, UGE, 10/18, t. 2, p. 13). Le sujet de droit caractérisé par l'autonomie de sa volonté est donc une exigence de l'échange des marchandises qui le présuppose comme la condition de sa réalisation. Alors qu'il est déterminé par les rapports économiques, le sujet de droit apparaît de manière mystificatrice mais nécessaire comme les déterminant. « Force est aux faits économiques de prendre la forme de motifs juridiques », dit Engels, « c'est la forme juridique qui doit désormais être tout et le contenu économique rien » (LF, p. 77; MEW, 21, 302). Apparaissant en qualité de propriétaires, c'est pour le droit une « pure contingence » que les possesseurs de biens se rencontrent, cela spécialement lorsqu'une codification organise logiquement les principales figures des rapports juridiques (cf. IA, p. 107; MEW, 3, 63). Dans le droit les rapports des individus entre eux se présentent sans nécessité, ni économique au sens strict (ils sont volontaires), ni sociologique : « Comme achats et ventes se font toujours d'individu à individu il ne faut pas y chercher des rapports de classe à classe » (K., liv. 1, t. 3, p. 27; MEW, 23, 613). Les présupposés de l'échange qui sont la liberté et l'égalité fondent dans leur reprise juridique l'indifférenciation des personnes comme des biens; c'est sur la généralisation de l'échange des marchandises que le droit moderne universaliste et abstrait se construit.

Dans ce mouvement, le droit romain qui avait élaboré « les principaux rapports juridiques existant entre simples possesseurs de marchandises » se trouve être réutilisé (Engels, LF, p. 75; MEW, 21, 301). Mais son esprit se trouve de ce fait considérablement modifié ainsi que le souligne Marx dès sa *Critique du droit politique hégélien* (p. 171; 315). Le caractère idéaliste du droit moderne, opposé au réalisme des Romains, se manifeste par la présentation inversée qu'il fait du procès économique. De l'affirmation d'un élément juridique (le sujet) est induit l'ensemble de la configuration juridique (propriété et contrat). L'essentiel du juridique, c'est le sujet et cela est gros de conséquences pour l'établissement du mode de production capitaliste qui suppose la création d'un marché libre du travail. Il se trouve exigé que la pleine capacité juridique soit accordée à l'ensemble du corps social. C'est la mise en valeur de la force de travail qui se trouve organisée par la valorisation toute abstraite de l'individu transformé en personne juridique. Sur l'égalité et la liberté des sujets de droit peut se construire un « contrat de travail (qui n'a) d'autre différence avec toute autre forme de contrat que celle contenue dans les formules juridiquement équivalentes : do ut des, do ut facias, facio ut des et facio ut facias » (K., liv. 1, t. 2, p. 211; MEW, 23, 563). Ainsi le mode de production capitaliste accorde au droit un rôle de premier plan puisqu'il lui permet de se présenter comme simple production

marchande. Par ailleurs Marx note que le capital qui « est de nature niveleur » exige que « les conditions de l'exploitation soient égales pour tous » montrant encore la nécessité d'une législation moderne seule apte à lever les obstacles au capital lui-même (K., liv. 1, t. 2, p. 81 ; MEW, 23, 419).

En synthétisant les deux moments de l'analyse de Marx et d'Engels, le droit se définit comme étant l'expression obligée des rapports de production capitalistes; comme tel il suppose la personne privée dotée d'une volonté libre et autonome et il exige d'être produit et présenté idéologiquement en tant qu'œuvre d'une communauté politique de citoyens. C'est rapporté à la société civile bourgeoise dans la totalité de ses aspects que le droit peut être envisagé par Marx et Engels selon la thèse de son dépérissement.

Le dépérissement du droit envisagé en même temps que celui de l'Etat s'inscrit dans le cadre du dépassement de la société bourgeoise. La norme bourgeoise c'est l'égalité que le droit pousse à son comble et en fait nie en autorisant l'emploi d'une « unité de mesure commune » pour évaluer le travail de chacun (*Gloses*, ES, 1972, p. 31 ; MEW, 19, 20). « Le droit égal reste toujours grevé d'une limite bourgeoise » *(ibid.)*. Pour Marx le processus de dépérissement du droit semble être mis en mouvement essentiellement lorsque, « au sein d'un ordre social communautaire », la notion concrète de travailleur est substituée à celle abstraite de personne. Un universalisme concret remplace l'universalisme abstrait du droit et pervertit le caractère juridique des règles sociales. Marx ne nie pas que la réduction de l'individu au travailleur engendre un principe d'égalité formelle encore juridique mais il pense qu'une telle disposition jette les bases de la disparition progressive d'une problématique sociale fondée sur l'indifférenciation des hommes et des choses.

C / *La théorie du droit en Union soviétique.* — C'est la pensée de Lénine qui inspire les premiers juristes de l'Union soviétique. Les positions léniniennes sont conformes à celles de Marx et d'Engels : dans la phase de transition du capitalisme au communisme le droit bourgeois subsiste « sans la bourgeoisie », il demeure en tant que « régulateur de la répartition des produits... et du travail », la collectivisation des moyens de production ne le supprime que partiellement (ER, *apud* O., 25, 509). La position de Lénine rejetait, en son fond, la notion même de « droit prolétarien » mais la revalorisation du politique opérée par la Révolution et organisée par les Constitutions de 1918 et 1924 rendait délicate la définition du statut d'une régulation juridique en période de transition.

Les théoriciens du droit de la période léninienne se caractérisent par leur anti-juridisme qui se veut rigoureux et militant. En 1919, Stucka donne du droit la définition suivante : c'est « un système (ou ordre) de rapports sociaux qui correspond aux intérêts de la classe dominante et qui est garanti par la force organisée de cette classe » (cit. *in* Stoyanovitch, *La philosophie du droit en URSS*, LGDJ, 1965, p. 68). Se trouve accentué l'aspect contraignant du droit sans que le rôle constitutif de l'Etat soit vraiment dégagé.

Pashukanis qui est la figure majeure pour cette période rectifie l'économisme de Stucka en accordant à la forme juridique une valeur spécifique : si le droit n'a pas de réalité *sui generis*, il a bien une efficacité particulière. Pashukanis s'attache à montrer que le sujet de droit constitue le moment

central des actes et de la théorie juridiques (*La théorie générale du droit et le marxisme*, 1924, EDI, 1970, p. 106-107). Quant à l'Etat, si les théoriciens bourgeois le juridicisent en le constituant en sujet autonome, c'est pour en masquer la vraie nature. L'Etat est la « violence organisée d'une classe » et il dévoile d'ailleurs son essence lorsque les luttes de classes se développent (p. 138). Pour Pashukanis le droit bourgeois peut être un instrument pour le prolétariat mais il n'y a pas de droit prolétarien.

Dans les années 1930, Pashukanis devra renier ses thèses sur le dépérissement de l'Etat et du droit et c'est Vychinski, le juriste-procureur des grands procès de Moscou, qui aura alors pour charge de fixer officiellement la théorie du droit de l'époque stalinienne. L'URSS qui se présente comme un pays où ne demeurent que des classes amies renonce à tout dépérissement de l'Etat et s'engage dans la définition du « droit socialiste ». Ce droit est de type entièrement nouveau tant par sa forme ou son origine (authentiquement démocratique) que par son contenu défini par l'Etat (cf. Stoyanovitch, ouvr. cité, p. 228). Le droit devient l'ensemble des règles de conduite établies par l'Etat.

L'Union soviétique d'aujourd'hui n'apporte que peu de nouveautés dans sa définition du droit. Elle considère que son système juridique est en rupture totale avec les conceptions bourgeoises même s'il utilise « des techniques élaborées... au fil des siècles depuis le droit romain » (Toumanov, in *L'Etat soviétique et le droit*, ouvr. coll., Moscou, 1971, p. 210). Pour les Soviétiques les sujets de droit qui demeurent n'ont rien à voir avec ceux qui fonctionnent dans une société bourgeoise car même la propriété individuelle qui subsiste rompt dans sa définition et son statut social avec la propriété privée du droit bourgeois (*ibid.*, p. 200). Par ailleurs, les juristes soviétiques nuancent aujourd'hui l'idée que seul l'Etat crée du droit. La légalité socialiste, pour une large part, est considérée comme proclamant et garantissant des relations sociales qui sont le fruit objectif d'un mode de vie socialiste reposant dorénavant sur ses propres bases (Toumanov, in *La conception marxiste du droit*, ouvr. coll., Moscou, 1979, p. 19). Des ambiguïtés demeurent dans la théorie soviétique du droit traduisant des contradictions entre une présentation politico-juridique formelle de la société et son fonctionnement réel. Cependant aucune réflexion qui voudrait approfondir le statut du droit chez Marx et Engels ne pourrait se dispenser de l'étude de la pensée juridique soviétique dans son ensemble.

• BIBLIOGRAPHIE. — H. BABB et J. HAZARD, *Soviet legal philosophy*, 1951; coll., *Pour une critique du droit*, PUG, Maspero, 1978; M. CAIN et A. HUNT, *Marx and Engels on Law*, Londres/New York, 1979; A. DEMICHEL, *Le droit administratif. Essai de réflexion théorique*, Paris, LGDJ, 1978; Ph. DUJARDIN, *Le droit mis en scène*, PUG, Maspero, 1979; B. EDELMAN, *Le droit saisi par la photographie*, Paris, Maspero, 1973; P. LASCOUMES et H. ZANDER, *Marx : du « vol de bois » à la critique du droit*, Paris, PUF, 1984; Marx et le droit moderne, *Archives de philosophie du droit*, Paris, Sirey, 1967; M. MIAILLE, *Pour une introduction critique au droit*, Maspero, 1978; J. MICHEL, *Marx et la société juridique*, Paris, Publisud, 1983; *Procès*, Approches critiques du droit, nº 9, 1982; P. ROMACHKINE *et al.*, *Principes du droit soviétique*, Moscou, s.d.; A. SCHIAVONE, *Alle origini del diritto borghese. Hegel contro Savigny*, Roma-Bari, Laterza, 1984; P. SCHÖTTLER, art. Diritto, apud *Dizionario Marx Engels*, Bologna, Zanichelli éd., 1983; K. STOYANOVITCH, *La pensée marxiste et le droit*, Paris, 1974; I. SZAZÖ, *Les fondements de la théorie du droit*, Budapest, Acad. des Sciences de Hongrie, 1973.

▶ CORRÉLATS. — Anticipation, Dépérissement de l'Etat, Egalité, Idéologie, Légalisme, Propriété, Superstructure.

J. M.

Dualisme / Monisme

Al : *Dualismus/Monismus.* — An : *Dualism/Monism.* — R : *Dualizm/Monizm.*

Ces deux termes, apparus au XVIIIe siècle (c'est C. Wolff qui les forge), servent génériquement à désigner deux positions antagoniques, l'une qui pose l'existence de deux principes indépendants et irréductibles et l'autre qui postule au contraire l'unité fondamentale et substantielle du monde. Leur sens et leur usage philosophique général se constituent au XIXe siècle. En même temps, les divers courants du socialisme pré-marxien, fidèles en cela à la typologie saint-simonienne, en imposent un emploi secondaire et différencié, axiologique et non théorique : le Dualisme fait ici figure magistrale de toutes les divisions qui traversent le corps social, à quoi s'oppose l'unité anticipée d'une société réconciliée, l'Harmonie, la Concorde, Si ce sens singulier marquera peu ou prou la pensée politique marxienne, c'est surtout à partir du moment où le matérialisme marxiste commencera à s'interroger sur ses propres fondements philosophiques et épistémologiques qu'il croisera les préoccupations concurrentes de certains secteurs des sciences de la nature et sera dès lors porté à *s'appuyer sur* les thèses « monistes » de quelques hommes de science, matérialistes sans le savoir, entre autres et notamment sur les travaux d'E. Haeckel, célèbre naturaliste dont un ouvrage, *Les énigmes de l'univers*, eut en son temps un considérable succès. C'est bien ce que feront successivement Engels (DN, MEW, 20, 479 et 516), puis Lénine (dans la dernière partie de ME, O., 14, 361 et s.).

Mais c'est de fait l'ouvrage de G. Plekhanov, *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire*, paru sous un pseudonyme en 1895, qui devait introduire et généraliser jusqu'à un certain point l'usage du terme dans la pensée marxiste. En un temps où cette dernière n'avait point droit de cité ni reconnaissance académique, la visée de l'auteur fut de la re-situer, de la réinscrire dans une lignée philosophique qui irait de Démocrite et Epicure aux matérialistes français du XVIIIe siècle en passant par G. Bruno et, surtout, Spinoza. Plekhanov écrit ailleurs : « Le matérialisme moderne est... un spinozisme plus ou moins conscient » et « Feuerbach et Engels étaient spinozistes » (D'une prétendue crise du marxisme, in *Œuvres philosophiques*, Moscou, II, 354). C'est encore à cette unique fin que servent, dans le *Philosophisches Wörterbuch* publié en RDA, les deux définitions complémentaires du dualisme (1, 287) et du monisme (2, 823) — la première s'appliquant essentiellement à une chaîne de « conceptions du monde idéalistes » qui irait d'Anaxagore à Kant.

Quant au terme *monisme*, Plekhanov semble avoir admis qu'il s'agissait d'une expression « volontairement maladroite » et ambiguë, uniquement destinée à « dépister la censure » (cf. V. Fomina, *in* ouvr. cité, 1, 814). Il en a toutefois rigoureusement défendu l'usage en tant qu'il qualifierait constitutivement le matérialisme marxiste; contre Bernstein en particulier, par lui accusé d'avoir par son apostasie « (atteint) le havre du dualisme » : « M. Bernstein n'approuve pas notre formule : la conception *moniste* de l'histoire... M. Bernstein ne comprend pas que, si l'évolution des rapports sociaux, donc, en dernière analyse économiques, ne constitue pas la cause fondamentale de l'évolution du facteur appelé *spirituel*, ce dernier devrait alors évoluer *par soi* et que cette *évolution spontanée du facteur spirituel* n'est rien de moins qu'une des variétés de (l') « autodéveloppement

des concepts »... Voilà pourquoi « il faut une explication « moniste » de l'histoire » (Le « Cant » contre Kant, *in* ouvr. cité, II, 411). Ainsi donc, assumant polémiquement la responsabilité d'un mot, Plekhanov est conduit à endosser du même coup une responsabilité théorique majeure : le « monisme » *fonde* le matérialisme historique. Thèse criticable et mainte, fois critiquée : « Plekhanov entendait démontrer que la variété et la multiplicité des causes déterminant le processus historique doivent être ramenées à un seul mobile principal qui, en dernière analyse, donne lieu à tous les autres, à savoir l'accroissement des forces productives. Il met donc en relief le « monisme » des choses plutôt que la catégorie de l'ensemble dialectique et ceci, évidemment, comportait le péril d'accéder à des interprétations restrictives et monocausales des phénomènes historiques » (A. Walicki, in *Histoire du marxisme contemporain*, 3, 89, Paris, UGE, 1977). Le « monisme » matérialiste selon Plekhanov est donc la *conséquence* ex.rême obtenue par réductions continues, du marxisme. Etre « moniste », c'est, en définitive, être « *conséquent* » (et l'on sait l'usage persistant qui sera fait dès lors de ce qualificatif). « Les penseurs les plus conséquents et les plus profonds ont... toujours incliné au « monisme »... Tout idéaliste conséquent est moniste au même titre que tout matérialiste » (Essai..., ouvr. cité, I, 516).

C'est encore en ce sens dérivé que Lénine use le plus souvent du terme : « Le monisme et le dualisme sont en philosophie l'application conséquente ou inconséquente de la conception matérialiste ou idéaliste » (ME, O., 14, 301). Il parvient quant à lui à le tenir à relative distance au plus fort de son emploi inflationniste — ce qui, par l'ironie, revient à en dénier les titres théoriques, contre les naïfs qui mettent à toutes les sauces leur « monisme verbal » (*Une caricature du marxisme*, cf. en particulier le point 5, Du « monisme » et du « dualisme », O., 23, 58 et s.).

Le terme n'en fut pas moins continûment utilisé dans le registre polémique, à chaque fois qu'étaient en jeu la défense et l'illustration philosophiques du matérialisme marxiste (cf. par exemple le second chapitre, intitulé « La théorie matérialiste », du texte de Staline, *Anarchisme ou socialisme ?*). Or cet usage étant lui-même lié à une conjoncture idéologique déterminée, il devait nécessairement décliner ou se modifier. Soit par dilution, ainsi que semble l'avoir tôt pressenti Gramsci : « Que signifiera... le terme de « monisme » ? Non pas le monisme matérialiste ni le monisme idéaliste, mais identité des contraires dans l'acte historique concret, c'est-à-dire activité humaine (histoire-esprit) au sens concret, et liée indissolublement à une certaine « matière » organisée (historicisée), à la nature transformée par l'homme » (*Gr. ds le texte*, ES, 201, texte de 1932-1933). Soit encore que cet usage en vienne à être frappé de désuétude, voire de caducité en raison d'un état transformé du marxisme théorique et pratique.

• BIBLIOGRAPHIE. — LÉNINE, O., t. 13, p. 328-329; t. 14, p. 20, 90-91, 177-178, 233-234, 301-302, 366; t. 19, p. 74-75; t. 23, p. 62; t. 38, p. 111, 396-397.

▶ CORRÉLATS. — Absolu/Relatif, Crises du marxisme, Idéalisme, Intellectuel, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Matériel/Spirituel, Intellectuel, Spinozisme.

G. Be.

Dualité de pouvoir

Al : *Doppelherrschaft.* — An : *Duality of power.* — R : *Dvoevlastie*

Cette expression caractérise la situation politique qui prévaut en Russie entre les deux révolutions de 1917, celle de février et celle d'octobre. Lénine y voit, en avril, « la particularité essentielle de notre révolution » : « Cette dualité du pouvoir se traduit par l'existence de *deux* gouvernements : le gouvernement principal, véritable, effectif, de la bourgeoisie, le « gouvernement provisoire » de Lvov et Cie, qui a en main tous les organes du pouvoir, et un gouvernement à côté, complémentaire, un gouvernement « de contrôle », représenté par le Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, qui n'a pas en main les organes du pouvoir d'Etat, mais s'appuie directement sur la majorité indéniable du peuple, sur les ouvriers et les soldats en armes » (*Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, o., 24, p. 52). La dualité de pouvoir reflète donc « une période *transitoire* du développement de la révolution, la période où cette dernière est allée au-delà d'une révolution démocratique bourgeoise ordinaire, mais *n'a pas encore abouti* à une dictature du prolétariat et de la paysannerie « à l'état pur » (*ibid.*, p. 53). La réflexion de Lénine sur cette « situation extrêmement originale, qui ne s'est encore jamais présentée sous cet aspect dans l'histoire », sur cet « *enchevêtrement* », cet « *amalgame* de *deux* dictatures » *(ibid.)* va évidemment commander la définition des moyens et des fins stratégiques du parti bolchevique. « Il ne fait aucun doute que cet « enchevêtrement » *ne peut* durer longtemps. Il *ne saurait exister* deux pouvoirs dans un Etat. L'un des deux doit disparaître... » *(ibid.)*. Aussi le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets! » sera-t-il avancé peu après, en juin, au Ier Congrès des Soviets de Russie (cf. o., 25, p. 11-13).

• Bibliographie. — Lénine, o., t. 23, p. 332-386; t. 26, p. 71-72; t. 30, p. 12, 14; t. 31, p. 286, 318-319; t. 41, p. 413-415, 449-450. — Trotski, *Ecrits 1928-1940*, Paris, 1959, t. III; *Le programme de transition*, Maspero, 1970; *Cahiers rouges*, n° 5.

▶ Corrélats. — Alliances, Bolchevisme, Démocratie, Dictature du prolétariat, Léninisme, Pouvoir, Rapports de forces, Révolution, Soviet, Stratégie/Tactique.

G. Be.

E

Echange

Al : *Austausch.* — An : *Exchange.* — R : *Obmen.*

1 / Transfert réciproque de propriété des biens économiques inhérent à la division du travail fondée sur la propriété privée. En un sens plus général, rapport de réciprocité dans la prise de participation des individus ou des groupes aux travaux ou produits sociaux.

2 / Le *Manuscrit de 1844* consacré à J. Mill présente une réélaboration philosophique critique du thème de l'échange et de la division du travail cher à l'économie classique. « L'échange tant de l'activité humaine à l'intérieur de la production elle-même que des produits humains entre eux est : l'activité générique et l'esprit générique, dont l'existence véritable, consciente et vraie, est l'activité *sociale* et la jouissance *sociale* » (MEW, *Erg.*, I, 450-451). Mais, dans les conditions de la propriété privée, cet échange est aliéné, non « social », non « humain », « abstrait » (447), parce que finalisé par l'argent ou par le désir d'acquérir (454). L'activité, n'étant plus immédiatement orientée vers la satisfaction des besoins, cesse d'être jouissance; elle tend au « vol réciproque » (459), à l'hostilité générale entre les hommes. On trouve ainsi chez le Jeune Marx, à côté de la condamnation du capitalisme formulée dans les *Manuscrits parisiens de 1844*, une critique plus fondamentale, inspirée elle aussi de Feuerbach, portant sur les rapports d'échange liés à la propriété privée en général.

3 / C'est par l'analyse de ce rapport d'échange que Marx ouvre, dans ses quatre rédactions successives, *Grundrisse* (1857), *Version primitive* (1858), *Contribution* (1859), *Capital* (1867), l'exposé de sa théorie du mode de production capitaliste. L'échange suppose la propriété privée des moyens de production et du produit. Le produit échangé est marchandise, c'est-à-dire unité de valeur d'usage et de valeur, de travail concret et de travail abstrait. Le procès d'échange consiste en ce que chacun des échangistes aliène la valeur d'usage de sa marchandise et acquiert sa valeur d'échange sous la forme d'une autre marchandise. L'échange requiert donc que les deux biens soient qualitativement différents et quantitativement déterminés.

Marx a exposé sa génèse théorique : échange simple de deux marchandises, échange d'une marchandise contre les diverses autres, échange

des diverses marchandises contre une seule, qui se définit ainsi comme argent.

Les catégories juridiques de liberté et d'égalité sont les conditions impliquées par le rapport économique d'échange. Il n'y a en effet échange que par un « acte volontaire commun » (K., ES, I, 1, 95; MEW, 23, 99), par lequel les échangistes se reconnaissent mutuellement propriétaires, donc comme « personnes ». « Ce rapport juridique, qui a pour forme le contrat, légalement développé ou non, n'est que le rapport des volontés dans lequel se reflète le rapport économique » *(ibid.)*. « Chacun des sujets est un échangiste, c'est-à-dire a la même relation sociale à l'autre que l'autre envers lui. En tant que sujets de l'échange leur relation est donc celle de l'*égalité* » (*Grund.*, I, 110; 153). « Ainsi donc le procès de la valeur d'échange (...) ne développe pas seulement la liberté et l'égalité : il les crée, il est leur base réelle » (*Version primitive*, *Cont.*, 224; *ibid.*, 915). Ainsi le droit romain est-il né de la réalité des échanges « entre les hommes libres » (*ibid.*, 916).

Sur le fondement de l'échange Marx exprime parfois des vues proches de celles des classiques, notamment dans les *Grundrisse* et la *Version primitive* (p. 219 et s.; *Grund.*, 910 et s.). Chacun n'atteint son but qu'en prenant l'autre comme moyen, donc aussi en devenant moyen pour l'autre. L'intérêt collectif s'affirme donc ainsi comme à l'insu des agents, qui ne connaissent d'autres mobiles que leur intérêt exclusif, opposé à celui d'autrui. « L'intérêt universel est précisément l'universalité des intérêts égoïstes » (*Grund.*, I, 184; 156).

Seulement, pour Marx, le monde réglé par l'échange ne constitue pas le meilleur des mondes possibles. L'échange comporte en effet une contradiction interne, liée au rapport valeur d'usage / valeur et à l'expression de celle-ci en argent. S'il peut se définir par la séquence MAM, qui fait apparaître la valeur d'usage de la seconde marchandise comme sa fin (*Cont.*, 233; K., ES, I, 1, 151-156; MEW, 23, 161-167), et son mouvement global comme « solution » (*Cont.*, 22; MEW, 13, 30) des contradictions de la marchandise, il comporte aussi la virtualité d'une finalisation par l'argent, dont la thésaurisation (*Grund.*, I, 156; 130) ou le commerce protocapitaliste (*ibid.*, 83; 67) fournissent des exemples. Et lorsque la force de travail fait son apparition parmi les objets possibles d'échange, c'est-à-dire quand apparaissent les rapports proprement capitalistes, les catégories de liberté et d'égalité vont manifester leurs limites. Le rapport salarial constitue bien en effet un échange de deux marchandises de même valeur, la force de travail et les biens salaires, mais il produit pour les échangistes un résultat inégal, puisque la force de travail produit plus que les biens salaires. Ici prennent fin l'égalité et la liberté, en même temps que se manifestent dans toute leur ampleur les contradictions inhérentes à l'échange : la richesse abstraite devient la fin de la production (K., ES, I, 1, 155-159; MEW, 23, 167-170).

Mais tout cela demeure caché aux échangistes du fait que le rapport d'échange comporte une mystification essentielle, le fétichisme de la marchandise, selon lequel ce qui est en réalité échange entre travaux humains, entre hommes, apparaît comme rapport entre choses, réglé par les propriétés des choses elles-mêmes (K., I, 1, 83-88; *ibid.*, 85-91).

4 / Marx développe tout à tour son analyse de l'échange dans le cadre de deux problématiques distinctes. D'un côté une trame historique qui

articule l'histoire de l'humanité selon une séquence ternaire « communauté primitive / sociétés marchandes / communisme futur » (cf. *Grund.*, I, 93-94; 74-76). La première phase comporte la maîtrise sur le procès de production (cf. *Orfa.*, 105; MEW, 21, chap. V, § 4) et la dépendance personnelle des individus; la seconde l'indépendance personnelle mais la dépendance à l'égard des choses (réification, absence de maîtrise collective du procès social); la troisième doit apporter l'indépendance des individus et la maîtrise sur les choses. L'échange « privé » (*Grund.*, I, 95; 76) occupe ainsi une position médiane : il s'oppose tant aux subordinations anciennes qu'à la libre association future des individus.

Pour le passage de la première à la seconde phase, Marx et surtout Engels ébauchent le projet d'une explication génétique : genèse du troc à partir du surplus des communautés, évolution vers l'échange proprement marchand (c'est-à-dire régi par le temps de travail nécessaire et exprimé en argent), à mesure que le courant se régularise et se diversifie. Un tel schéma historique est présent dans les *Grundrisse* (I, 143-144; 118-119) et dans le second chapitre du *Capital*, qui évoque le passage de « l'échange immédiat » à l'échange généralisé (K., ES, I, 1, 98-99; MEW, 23, 102-103), qui requiert l'argent, équivalent universel.

D'un autre côté pourtant Marx nourrit manifestement une ambition d'un ordre tout différent : faire la genèse purement théorique et non historique des catégories inhérentes au rapport d'échange. Voir la *Version primitive* et le premier chapitre du *Capital* (§ 3). Il s'agit notamment de montrer que l'argent appartient au rapport marchand non simplement au regard de nécessités pratiques qui se seraient progressivement imposées dans l'histoire, mais pour des raisons qui tiennent à la nature même de l'échange, à la dualité valeur d'usage / valeur qui le conditionne, raisons qui fondent aussi l'intime relation entre les rapports d'échange marchands en général et les rapports capitalistes en particulier, si intime qu'on ne peut penser mettre fin à ceux-ci sans liquider aussi ceux-là.

5 / Marx expose, dans l'*Introduction* de 57 qui ouvre les *Grundrisse*, que toute société doit s'analyser comme un « syllogisme » (p. 154; 11) production (général) / distribution-échange (particulier) / consommation (singulier) et que le premier membre l'emporte (p. 164; 20) sur les autres. A chaque mode de production correspond ainsi un mode d'échange (cf. MPh, 88; MEW, 4, 104-105). Engels parle en ce sens de « mode de production et d'échange » (ainsi AD, 180; MEW, 20, 137). Marx caractérise l'échange marchand comme un échange « individuel » (MPh, 87; MEW, 4, 104) ou « privé » (*Grund.*, I, 95; 76). Il désigne parfois par *gesellschaftlicher Stoffwechsel* cette catégorie générale d'échange qui représente l'unité de la participation à la production et au produit sociaux. Et son objectif est évidemment de définir un nouveau type d' « échange », qui ne serait plus fondé sur la propriété privée.

A. Smith voyait dans l'échange — et dans « le penchant naturel à tous les hommes » qui les pousse à « trafiquer, troquer, échanger », qu'il tenait pour son fondement — le principe même de la division du travail (*Richesse des nations*, chap. 2). Marx montre qu'au sein même de la production capitaliste émerge une autre sorte de division du travail qui ne doit rien à l'échange et dont la manufacture fournit le premier exemple (K., ES, I, 2, 44-45; MEW, 23, 375-376), à partir de laquelle il s'efforce de

penser un nouveau mode de socialisation du travail. Dans *Grundrisse* il caractérise ainsi les différences entre l'échange de la société bourgeoise et celui de la société communiste. « L'échange qui aurait lieu originairement dans la production — qui ne serait pas un échange de valeurs d'échange, mais d'activités, qui seraient déterminées par des besoins collectifs, par des fins collectives — impliquerait d'emblée la participation des individus au monde collectif des produits. Sur la base des valeurs d'échange c'est seulement par l'*échange* que le travail est *posé* comme général. Sur cette base il serait *posé* comme tel avant l'échange » (*Grund.*, I, 108; 88). La *Critique du programme de Gotha* reprend le même thème, utilisant cette fois la catégorie d'échange pour caractériser le rapport de l'individu à la société socialiste : « Une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme » (ES, p. 31; MEW, 19, 20).

On ne s'étonnera pas que la réflexion marxiste contemporaine, lorsqu'elle s'efforce de déterminer la nature des « échanges » propres aux sociétés postcapitalistes, fasse retour sur l'analyse de l'échange et notamment sur la genèse dialectique que Marx propose de cette catégorie.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Notes sur J. S. Mill*, Pléiade, II, 17-34, Paris, Gallimard, 1979 (*Erg.*, I, 445-463); MPh, 43-88 (MEW, 4, 67-104); K., liv. I, sect. 1 et 2; *Gloses*, 29-33 (MEW, 19, 19-22); *Orfa.*, 145-163 (21, 152-173).

▶ CORRÉLATS. — Argent, Circulation, Division du travail, Marchandise, Troc, Valeur.

J. B.

Echange inégal

Al : *Ungleicher Tausch.* — An : *Unequal exchange.* — R : *Neravnyj obmen.*

Au cœur de l'échange inégal se situent différents problèmes relatifs aux inégalités de développement entre pays, aux conditions des échanges internationaux, à l'impérialisme. Même si on trouve chez Marx des éléments qui constituent une amorce de l'analyse de l'échange inégal — notamment quand il traite de la différence entre les taux de salaires nationaux (K., ES, I, 2, 230; MEW, 23, 583) ou des causes qui contrecarent la loi de baisse tendancielle du taux de profit (K., ES, III, 1, 225; MEW, 25, 221) — on ne peut dire qu'il y ait étude de la valeur internationale, Marx renvoyant à une analyse du marché mondial qu'il n'aura pas le temps de mener à bien. On trouve aussi d'autres reformulations dans les travaux d'Hilferding, Bauer, etc. C'est cependant A. Emmanuel qui en systématisera le thème, se donnant comme tâche de « tenter ce que Ohlin reprochait, avec raison, aux partisans de la valeur travail de ne pas avoir fait : intégrer la valeur internationale dans la théorie générale de la valeur » (*L'échange inégal*, III) et suscitant ainsi un très large débat.

L'échange inégal qu'il considère n'est pas l'échange inégal au sens large, résultant des compositions organiques du capital différentes, lequel ne constitue pas une spécificité de l'échange international, mais l'échange inégal au sens strict qui suppose des compositions organiques mais aussi des taux de salaires différents. Construisant un schéma dans lequel le capital total engagé est identique dans les deux pays de même que le capital constant (ce qui permet de ne pas tenir compte de vitesses de rotation

différentes et d'éviter la difficulté qui pourrait tenir à exprimer le capital constant soit en valeur, soit en prix de production), l'auteur raisonne en prenant les prix de production pour des prix d'équilibre, c'est-à-dire assurant la péréquation des taux de profit par la libre circulation des capitaux d'un pays à l'autre. L'échange inégal sera donc dû à la seule inégalité des salaires par suite de la non-concurrence, en ce domaine, entre nations : « L'échange inégal est le rapport du prix d'équilibre qui s'établit en vertu de la péréquation des profits entre régions à taux de plus-value « insitutionnellement » différents, le terme « institutionnellement » signifiant que ces taux sont, pour quelque raison que ce soit, soustraits à la péréquation concurrentielle sur le marché des facteurs et indépendants des prix relatifs » (*ibid.*, p. III). De cette analyse, Emmanuel déduit un constat (la croissance des salaires des pays du centre permise par le partage des prélèvements opérés sur les pays de la périphérie) et une recommandation (les pays en voie de développement doivent élever le niveau de leurs salaires pour échapper à de tels prélèvements).

Il ne saurait être question d'entrer dans le détail des controverses qu'a suscitées cette thèse que les pays de la périphérie fournissent au centre plus de valeur qu'ils n'en reçoivent, la différence augmentant avec les écarts de salaires et l'importance du commerce. Ces critiques se situent d'ailleurs à des plans différents :

— Les seuls biens auxquels s'applique la théorie sont les biens spécifiques aux pays de la périphérie, lesquels n'occupent qu'une partie réduite de leur commerce; pour les biens non spécifiques l'échange inégal n'intervient que si les différences de salaires entre le centre et la périphérie sont plus élevées que les différences de productivité (Amin).

— C'est l'échange inégal qui provoque l'inégalité des salaires et non l'inverse (Mandel).

— L'analyse d'Emmanuel est conduite sans distinguer les types d'organisation différents qui caractérisent les espaces de la périphérie (Palloix).

— Isolant le salaire de l'ensemble du procès du capital pour en faire une variable indépendante et se plaçant dans le champ de l'échange et non dans celui des rapports de production, Emmanuel sera conduit à une analyse en termes de facteurs de production, allant jusqu'à faire du prix de production une somme de revenus (Bettelheim).

— En insistant sur la sphère des échanges et en en faisant l'aspect principal de la domination du capital, Emmanuel évacue le facteur antagoniste de l'accumulation inégale et du monopolisme *(Traité marxiste d'économie, le capitalisme monopoliste d'Etat)*.

• BIBLIOGRAPHIE. — S. AMIN, *L'échange inégal et la loi de la valeur, la fin d'un débat*, Anthropos, 1975; C. BETTELHEIM, Remarques théoriques, *in* A. EMMANUEL, G. DESTANNE DE BERNIS, *Relations économiques internationales*, Dalloz, 1977; A. EMMANUEL, *L'échange inégal*, Maspero, 1969; E. MANDEL, *Late capitalism*, New left books, 1975; ID., *Le troisième âge du capitalisme*, UGE, 1972; C. PALLOIX, La question de l'échange inégal, une critique de l'économie politique, *L'Homme et la société*, octobre-décembre 1970.

▶ CORRÉLATS. — Capitalisme, Concurrence, Dépendance, Développement/Sous-développement, Echange, Impérialisme, Internationalisation, Prix, Salaires, Valeur.

G. C.

Ecole

Al : *Schule.* — An : *School.* — R : *Škola.*

Appareil lié contradictoirement à la reproduction de la force de travail normalisée et aux luttes ouvrières pour l'émancipation par l'instruction. L'école transforme imaginairement la division du travail en résultat scolaire (selon les dons, le mérite...). Dans le même processus elle *éduque* et *intègre* le prolétariat à la politique bourgeoise dans la mesure où le suffrage universel implique un « libre choix » qui soit « éclairé » par une raison pénétrée de principes bourgeois : « Il y a dans chaque instituteur, dans chaque institutrice, un auxiliaire naturel du progrès social et moral, une personne dont l'influence ne peut manquer, en quelque sorte, d'élever autour d'elle le niveau des mœurs » (Jules Ferry, *Discours et opinions*, t. IV, cité *in* Chevalier et Grosperrin, *L'enseignement français*, t. II (Mouton, 1971)).

Dans la pratique politique, on constate une déviation pédagogiste qui traduit les *questions de l'école* (forme de la lutte de classe dans l'Etat) en *questions scolaires* (fonctionnement technique de la distribution des connaissances). A l'inverse, la déviation ouvriériste tend à nier toute spécificité aux luttes scolaires, et les utilise de façon extérieure et tacticienne.

I / Dans l'œuvre de Marx et Engels, on ne trouve aucun exposé systématique. Les interventions portent sur quatre points principalement :

— *Critique de la sous-scolarisation et du travail des enfants.* — Dès 1845, Engels (*Sit.*, ES, 155-162 ; MEW, 2, 337-343) dénonce l'école bourgeoise cléricale et l'état d'abrutissement des enfants prolétaires. *Le Capital* consacre de longues descriptions aux ruses patronales contre l'obligation scolaire et à l'exploitation des enfants (K., ES, I, 2, 166-174 ; MEW, 23, 512-521).

— *Reprise des revendications ouvrières* sur l'école obligatoire, gratuite, séparée de l'Eglise, les cours du soir, la formation professionnelle. On retrouve cette reprise tout au long de l'œuvre. A noter : un intérêt nouveau pour les instituteurs, ces « prolétaires des gens instruits », en 1850 (LCF, ES, 141 ; MEW, 7, 86 ; déjà IA, ES, 467 ; MEW, 3, 410, repousse les attaques de Stirner contre les instituteurs aux « idées fixes »). Reprise également du thème « utopiste » de l'école polytechnique alliant le travail et l'étude : revendication qui figure parmi *Les principes du communisme* en 1847, puis dans *Le Capital*, l'*Anti-Dühring*, la *Critique du programme de Gotha*. Bien que revendiquée par Marx lui-même (K., ES, I, 2, 162 ; 23, 507), la filiation avec les utopistes est problématique, car, à la différence de ceux-ci, l'école polytechnique n'est pas une exigence d'un homme total idéal mais une nécessité des forces productives développées : « La grande industrie oblige la société, sous peine de mort, à remplacer l'individu morcelé... par l'individu intégral qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail » (K., ES, I, 2, 166 ; 512). C'est pourquoi les textes de jeunesse de Marx n'évoquent pas cette question. A côté de cette justification « économique », il faut noter une justification pédagogique contre la longueur morose des journées scolaires (*ibid.*, 161 ; 506-507) et contre l'infantilisation des enfants (*ibid.*, 166 ; 512 ; Marx cite John Bellers : « Une besogne enfantine et niaise laisse à l'esprit des enfants sa niaiserie »).

— *L'école comme dispositif politique-idéologique d'Etat.* — Dès *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Engels donne à voir le paradoxe de l'école : si l'instruction est « dangereuse » pour la bourgeoisie, l'état d'inculture et d'immoralité de la classe ouvrière n'en est pas moins périlleux

(*Sit.*, ES, 160-161 ; MEW, 2, 342). Ce rapport entre le savoir et son « antidote » idéologique est toujours présenté comme une question politique (non pédagogique) en rapport avec l'Etat (non avec l'Eglise). Ainsi la loi Falloux sur l'enseignement religieux est « condition d'existence du suffrage universel » (LCF, ES, 141). A partir de 1850 les textes affirment des positions radicalement anti-étatistes : l'école est « la force spirituelle de la répression », il faut la libérer des « entraves de la pression gouvernementale et des préjugés de classe » (GCF, ES, 261 ; MEW, 17, 596-597; voir également l'intervention de Marx à l'AIT les 10 et 17 août 1869 dans le recueil *Critique de l'éducation et de l'enseignement*, Maspero, 1976). Ces textes n'échappent pas à une interprétation scientiste du savoir débarrassé de toute idéologie de classe.

— *L'école dans le procès du capital.* — L'école est productive d'une marchandise particulière : la force de travail normalisée : « Pour... faire une force de travail dans un sens spécial il faut une certaine éducation qui coûte elle-même une somme plus ou moins grande d'équivalent en marchandise. Cette somme varie selon le caractère plus ou moins complexe du travail » (K., ES., I, 1, 175 ; 23, 186).

2 / Politique. — Les programmes de Gotha, puis d'Erfurt, et la IIe Internationale après Marx abandonnent les positions de classes et se bornent à réclamer une meilleure école bourgeoise : « Le nouveau régime multipliera et perfectionnera les écoles... », écrit Kautsky. Après la Révolution d'Octobre, les bolcheviks veulent une école communiste qui doit lier la formation polytechnique et communiste (N. Kroupskaïa, *De l'éducation*, Ed. de Moscou, 1958) et s'efforcent de promouvoir de nouvelles pratiques éducatives (auto-organisation) et pédagogiques (système des complexes, cf. Pistrak, *Les problèmes fondamentaux de l'école du travail*, DDB, 1973). Sur ce modèle l'*Internationale des Travailleurs de l'Education* dénonce l'idéologie et la pédagogie de l'école bourgeoise et suscite des mouvements de jeunesse (Pionneers, Sexpol, qui, fondé par W. Reich, n'eut pas l'agrément du PC allemand). Mais après 1931 la tendance est — en URSS — à l'école étatisée, productiviste et élitiste; tendance qui utilise les ambiguïtés de la notion de « révolution culturelle » chez Lénine. En Occident, les communistes se battent désormais pour l'amélioration de l'école bourgeoise : démocratisation, laïcité, moyens financiers, voire même adaptation aux nouvelles forces productives.

3 / Théorie. — Pour Gramsci, l'école, comme le droit et d'autres institutions, est un appareil d' « hégémonie » qui « tend à faire disparaître certaines mœurs et attitudes et en diffuser d'autres » (*Gr. ds le texte*, ES, 566). Gramsci est le premier marxiste à développer une analyse sociologique minutieuse de l'appareil scolaire; mais il tend à autonomiser l'aspect idéologique et ne l'articule pas sur le procès du capital. Althusser, par contre, en désignant l'école comme « l'Appareil Idéologique d'Etat n° 1 » de la bourgeoisie, insiste sur l'unité organique production-idéologie-politique. Cette unité est pensée selon les concepts de « qualification » et d' « assujetissement ». L'école reproduit une force de travail qualifiée; c'est-à-dire : 1) correspondant à un savoir-faire productif; 2) transformant imaginairement cette qualification technique en qualité individuelle du travailleur; 3) faisant de ce travailleur un « sujet » reconnaissant ses « qualités » comme siennes et adoptant spontanément sa place dans la division du travail (*Positions*, ES, 67 et s.).

• BIBLIOGRAPHIE. — BAUDELOT et ESTABLET, *L'école capitaliste en France*, Maspero, 1972, p. 301 et s.; P. BOURDIEU, *Les héritiers*, Minuit, 1964; P. BOURDIEU et J.-C. PASSERON, *La reproduction*, Paris, Ed. de Minuit, 1970; CHARLOT et FIGEAT, *L'école aux enchères*, Payot, 1979, p. 184 et s.; G. COGNIOT, *Prométhée s'empare du savoir*, ES, 1967; DOMMANGET, *Les grands éducateurs socialistes*, Colin, rééd. 1970; B. LAUTIER et R. TORTAJADA, *Ecole, force de travail et salariat*, PUG-Maspero, 1977; D. LINDENBERG, *L'Internationale communiste et l'école de classe*, Maspero, 1972; F. LOMBARDI, *La pédagogie marxiste d'Antonio Gramsci*, Privat, 1971; A. LONNATCHARSKI, *A propos de l'éducation*, Moscou, Ed. du Progrès, 1984; G. MAKARENKO, *Poème pédagogique*, Moscou, 1936; J. C. MILNER, *De l'école*, Paris, 1984; F. OURY et J. PAIN, *Chronique de l'école-caserne*, Paris, Maspero, 1972; ROCHE et VARGAS, *Telles luttes, telle école : le PCF et l'école*, Maspero, 1979; M. SEGRÉ, *Ecole, formation, contradiction*, ES, 1976; L. SÈVE, *Les « dons » n'existent pas*, 1964 (rééd. *in* GFEN, *Doué/non doué*); G. SNYDERS, *Ecole, classe et luttes des classes*, Paris, PUF, 1976; M. STIRNER, *Le faux principe de notre éducation*, Paris, Aubier, 1974; collectif, *Ecole : pouvoirs et démocratie*, Dialectiques/Pratiques, 1978.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Division du travail manuel et intellectuel, Morale, Reproduction des rapports sociaux.

Y. V.

Economie politique (critique de l')

Al : *Kritik der politischen Ökonomie.* — An : *Critique of political economy.* — R : *Političeskaja ekonomija (Kritika).*

1 / L'expression « critique de l'économie politique » ne cesse de figurer, soit dans le titre, soit dans le programme des principales œurves de Marx. Déjà les *Manuscrits économico-philosophiques de 1844* devaient s'intituler *Zur Kritik der politischen Oekonomie*, titre qui devient ensuite celui de l'ouvrage publié en 1859 comme première partie d'un Traité d'ensemble (trad. franç., *Cont.*, ES, 1957), par-delà quinze ans de travaux acharnés qui en modifient profondément et le sens et la méthode, et dont nous pouvons aujourd'hui pénétrer le sens grâce à la publication des *Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie* (*Manuscrits de 1857-1858*, trad. franç., ES, 1980). Au lieu de procéder immédiatement à la publication des matériaux dont il disposait pour la suite de la *Contribution* (cf. *Manuscrits de 1861-1863*, ES, 1979), Marx remit l'ouvrage complètement en chantier, ce qui aboutit en 1867 à la publication de *Das Kapital*, à nouveau sous-titré « Critique de l'économie politique, livre I ». Les livres II et III devaient être publiés par Engels à partir des manuscrits de Marx, et avec d'importantes préfaces, en 1885 et 1895. Nous sommes donc placés ici au cœur des problèmes d'interprétation posés par l'œuvre théorique de Marx : problème de son objet, problème de sa continuité ou, au contraire, de ses « ruptures » successives, problème de son articulation à la pratique politique et à ses conditions historiques, problème enfin de ses effets sur le mouvement ouvrier et sur les « sciences sociales » de l'époque.

Pour souligner davantage encore la portée du thème, ajoutons autour de ce noyau principal : *a)* l'article « Umrisse zu einer Kritik der Nationalökonomie », publié en 1844 par Engels (MEW, 1) auquel Marx a rendu hommage dans *Le Capital*; *b)* la deuxième partie de la *Misère de la philosophie*, intitulée « La métaphysique de l'économie politique », en contrepoint de la « critique », et qui amorce le travail des *Grundrisse*; *c)* le chapitre sur « L'histoire critique de l'économie politique » rédigé par Marx pour l'*Anti-Dühring* d'Engels (1877), qui est un résumé des *Theorien über den Mehrwert*, ce manuscrit de 1862-1863 que Kautsky

publiera en 1905 (K 4, ES, 3 vol., 1964); enfin *d)* les textes à tendance autocritique de la dernière période du travail de Marx, qui vont de la Postface à la 2e édition allemande du *Capital* (1873) aux « Notes marginales sur le Traité d'Economie politique d'A. Wagner », extraites d'un cahier « Sur l'économie en général » (1881-1882).

Il semble donc que l'expression dont nous nous occupons ici enveloppe sous sa forme la plus générale la modalité permanente du *rapport* pratico-théorique de Marx à son propre objet. Mais ce rapport n'est pas *donné* initialement, comme si le fait de combiner une pratique révolutionnaire exprimant la lutte de classe du prolétariat et de la bourgeoisie, et une critique des catégories économiques, s'imposait naturellement. Il est au contraire produit peu à peu comme un résultat à partir d'un problème « critique » plus général. L'objectif initial de Marx est la critique de l'aliénation politique dans la société bourgeoise, et sa forme théorique obligée est une critique de la « spéculation » philosophique, ainsi que des « diverses matières », recouvrant la « société civile » et l'Etat modernes, dont la philosophie prétend exprimer l'unité organique en masquant leurs divisions.

Mais, dans la mise en œuvre de ce projet intervient très vite un déplacement significatif : « critiquer » le droit, la morale, la politique, c'est d'abord les confronter à leur « base matérialiste », c'est-à-dire au procès de constitution et d'aliénation de l'homme dans le travail et la production. Et c'est *dès* ce moment préalable, sans attendre l'achèvement du cycle théorique projeté, que s'effectue le choix entre une conception idéaliste « spéculative » et une conception matérialiste de l'histoire (cf. IA, 1845). Ce qui reste toutefois à élucider, c'est, d'une part, le rapport entre ce « déplacement » théorique et le passage politique à une position communiste, qui ne se réclame plus de l'universel humain mais d'une *classe* déterminée. Et c'est, d'autre part, la question de savoir si la « critique de l'économie politique », qui occupe maintenant pratiquement le terrain dégagé par Marx (cf. le récit de la Préface à la *Cont.*, 1859), doit être considérée comme la réalisation du projet d'une « critique de la politique » qui aurait *enfin trouvé* son *véritable* objet, et par conséquent se substituerait à ses objectifs initiaux, ou bien si elle prend place *dans* ce projet global, dont elle développerait seulement les fondements.

2 / En philosophie, « critique » signifie classiquement à la fois une *polémique*, visant la destruction d'un système ou d'un dogmatisme, et la *fondation d'un savoir* (du) *vrai*. Dans les deux cas, la « critique » n'est pas elle-même une « théorie » au sens fort : elle n'a plus, ou pas encore, d'objet. Elle montre seulement *les limites* d'une faculté (théorique ou pratique), ou bien *la nécessité d'une illusion*, conformément à sa nature, c'est-à-dire à sa cause. Toutefois, par opposition aux critiques idéalistes de la philosophie antérieure, on doit avoir affaire ici à une modalité particulière et nouvelle de la « critique » : devenue *matérialiste*, productrice d'un savoir positif, et dont l'opérateur serait *l'histoire*. C'est ainsi, semble-t-il, que l'entend Engels, lorsque dans l'*Anti-Dühring*, IIe partie, chap. I, il définit l'extension de « l'économie politique ». Ainsi, à travers la dénonciation des illusions de l'économie politique existante, on déboucherait sur la fondation d'une *nouvelle* économie politique, seule vraiment scientifique parce que « essentiellement historique ». Mais cette opposition théorique est indissociable d'une opposition politique : ainsi, dans l'*Adresse inau-*

gurale de l'AIT (1864) (à laquelle font écho les formulations du K., liv. III, chap. 23, 27), Marx dresse face à face « l'économie politique de la bourgeoisie » et « l'économie politique de la classe ouvrière ». On voit par là que le problème théorique des fondements, de l'objet et de la méthode fait un avec celui du « point de vue de classe ». Mais, du même coup, se brouille le sens de l' « économie » qui doit être critiquée. S'agit-il du processus réel, ou de la discipline théorique correspondante, ou encore des deux à la fois ?

A un certain moment de leur travail, non seulement Marx et Engels traitent de ces deux sens simultanément, mais ils justifient en droit leur confusion. Ainsi pour Engels dans les *Umrisse* de 1844 comme pour Marx dans le *Discours sur le libre-échange* (1848), l'économie politique théorique (identifiée au libéralisme) est le langage spontané, nécessaire et révélateur de la réalité économique bourgeoise. Critiquer *l'hypocrisie* de l'une c'est lutter contre *l'inhumanité* de l'autre et réciproquement. En 1859, cette confusion n'est déjà plus possible. Son caractère idéaliste est reconnu (cf. notamment l'Introduction de 1857 aux *Grundrisse*, qui distingue le « processus réel » et le « processus de pensée »). Alors que l'indistinction de la conscience et du réel obligeait, soit à poser que l'économie politique classique est *vraie* parce que adéquate au réel, soit à poser que le réel est aussi *illusoire* que la théorie elle-même, il semble qu'on puisse maintenant tracer une ligne de démarcation bien claire entre deux moments du travail théorique : d'un côté l'analyse scientifique du mouvement réel de la société capitaliste, de l'autre la critique de l'économie politique comme *idéologie*. Et de fait, les manuscrits de Marx se divisent alors en deux grandes séries correspondant approximativement à ces deux moments.

D'où vient cependant que, aussitôt projetée, cette démarcation apparemment claire s'avère en pratique inapplicable ? Sans doute fondamentalement du fait que *le concept d'idéologie* auquel se réfère Marx ne la définit toujours que comme illusion, mystification spéculative, alors que, à ses yeux, le « point de vue de classe » bourgeois inhérent à l'économie politique classique a pour contrepartie une *objectivité* dont il faut tenir compte. Dès lors, chacun des deux moments de la critique va donner lieu à sa dialectique propre, où la confrontation avec les énoncés de l'économie classique interfère avec l'exposition des contradictions historiques. Sous cette double forme se dégagera l'idée fondamentale pour Marx d'une « critique » *immanente* au processus historique lui-même. Mais le concept d'idéologie sera abandonné pour vingt ans (il est totalement absent du *Capital*).

3 / La critique des *théories* économiques s'est considérablement transformée au cours du travail de Marx. Il faut se poser la question de savoir si elle a toujours conservé exactement le même objectif. Dans le compte rendu de la *Contribution* qu'il publia en 1859, Engels distinguait une *critique historique* et une critique *logique* de l'économie politique.

Or s'il y a une critique « logique » de l'économie politique, c'est qu'*il y a une logique de l'économie politique*, exprimant la présence en son fond d'un développement nécessaire.

La « critique de l'économie politique » ne serait alors pas autre chose que la restitution de cette logique immanente, *l'exposition (Darstellung) des catégories économiques*, avant tout celles de « valeur d'échange » et de « travail » (abstrait), la *reconstruction* de ces catégories. Ce sera donc

l'*explication* effective des lois économiques sur la base de la définition de la valeur-travail et *d'elle seule*, « ce qu'aucun économiste n'a su faire ». Mais l'histoire des catégories économiques représentées dans la pensée, reflétant leur développement réel, (même de façon inversée), *est déjà en elle-même un processus de « critique »* inconsciente. C'est pourquoi Marx écrit dans l'appendice historique du chapitre 1 de la *Contribution* que « la réduction analytique de la marchandise en travail (...) est le résultat critique final *(das kritische Endergebnis)* des recherches poursuivies pendant plus d'un siècle et demi par l'économie politique classique ». En ce sens la critique de Marx s'applique à un discours qui serait déjà *en soi* critique. La rectification des erreurs des économistes tout autant que la réponse aux objections que suscite leur découverte constitueront ainsi, qu'ils le veuillent ou non, la réalisation de *leur propre* tendance critique. C'est pourquoi aussi on peut ici parler de *dialectique*, mais en un sens très proche de Hegel (que Marx avait relu en 1858). A la limite, Marx « critique » les systèmes économiques comme Hegel « dépassait » les systèmes philosophiques : pour en manifester *la vérité*.

Il faut noter que, dans cette perspective, la « critique de l'économie politique » ne saurait conduire le marxisme à s'installer sur un « autre terrain » que celui des économistes, mais seulement à développer la logique de leurs contradictions (au besoin en prenant pour point de départ, comme l'ont proposé des marxistes modernes, non seulement l'œuvre des « classiques », mais celle de théoriciens plus récents : Keynes, Sraffa, etc.).

Or, dans *Le Capital*, la problématique de Marx se transforme. Les critiques adressées aux économistes se réfèrent toujours au même point nodal : la réduction *générale* de la valeur (d'échange) au travail. Mais, au lieu d'identifier les erreurs des économistes dans les *conséquences* qu'ils cherchent à tirer de ce principe (et qui sont donc des « inconséquences »), elles sont maintenant localisées *dans les principes* eux-mêmes. Comme le dit Marx dans l'importante *Lettre à Engels* du 8 janvier 1868, la « détermination » de la valeur par le travail est chez Ricardo « indéterminée », et c'est cela la contradiction insurmontable. Tout se joue donc dans cette pseudo-détermination. Pour Ricardo, le concept de « travail » est un concept indifférencié, non seulement « abstrait », mais *déjà* représenté comme grandeur de valeur, c'est-à-dire fictivement « comptabilisé ». Son « temps de travail » n'est pas tant *la mesure d'une force de travail dépensée* que le *délai nécessaire à la production*. Ainsi l'économie politique se représente toujours déjà le travail comme une « puissance du capital ». C'est pourquoi il est tout à fait insuffisant de classer les théories économiques selon qu'elles font ou non du « travail » la base de leur problématique. Il faut encore se demander *quel* concept du « travail » y est mis en œuvre.

Dès lors le résultat de la « critique » n'est plus de constituer une « économie politique critique », achèvement de sa propre tendance historique immanente. Si les erreurs sont du côté des principes eux-mêmes, il faut traiter ses contradictions et les confusions qu'elle comporte comme l'indice de *l'impossibilité d'une économie politique* scientifique, dégagée des illusions et de l'idéalisme politico-juridique bourgeois. Dès lors il faut constituer en théorie *un point de vue non économique*. On aurait ainsi une réponse formelle à la question posée plus haut : *la « réalité » dont on*

analyse les contradictions n'est pas une réalité « économique ». C'est seulement la « théorie » économique, ce sont les théoriciens de l'économie qui la représentent idéologiquement comme « économie ».

4 / On aboutira à une conclusion analogue en examinant ce que signifie, corrélativement, la « critique » de la *réalité* économique, lorsqu'elle se dégage de l'indistinction initiale. Il s'agit de mettre en évidence les « contradictions antagonistes » des rapports de production et d'échange. Ces contradictions — avant tout celles qui se manifestent sous la forme des *crises* — ne sont pas des effets contingents ou des formes superficielles de la réalité économique, qui pourrait exister *sans* elles (ou en être débarrassée par des techniques politiques appropriées) : elles constituent bien son « essence » même. Elles n'admettent donc pas de « conciliation », sinon comme rêve idéologique. C'est que les conditions sociales de la production matérielle (« rapports sociaux de production ») sont en elles-mêmes des conditions antagonistes, reposant sur la lutte des classes, qui ne cesse de les « reproduire » à leur tour. Mais alors il faut rapporter tout l'ensemble de la structure économique et de ses « lois » (depuis la « loi de la valeur » jusqu'à la « loi d'accumulation » et la « loi de population ») à l'histoire des formes de la lutte des classes. Or ces formes sont elles-mêmes prises dans le procès de *transformation* en cours de l'état de choses existant, « destiné à périr ». Ce que Marx exprime en définissant finalement les « lois » de structure de la réalité économique comme des « tendances » révolutionnaires, plus ou moins efficacement équilibrées par un complexe de « contre-tendances ». Ainsi la critique matérialiste échappe au *relativisme* auquel conduirait un simple point de vue historique (comme c'est le cas par exemple chez Stuart Mill, et plus tard chez Max Weber et dans l'anthropologie sociale contemporaine), sans pour autant reconstituer une philosophie de l'histoire universelle.

Ces thèses générales rejoignent l'argumentation portant sur le sens des catégories fondamentales de travail et de valeur. Pour l'économie politique, la *forme valeur* des produits du travail est un donné indépassable. Si elle s'interroge sur l' « origine » de cette forme, c'est d'une façon nécessairement fictive, « métaphysique », en en développant la genèse idéale à partir de la nature humaine, ou d'une axiomatique, mais toujours *dans la sphère même de l'échange* (d'où sa tendance permanente aux « robinsonnades » qui mettent en scène la « propension à échanger » de l'homme « primitif »). Pour Marx, ce point de vue élude deux questions fondamentales :

a) Qu'est-ce que le « travail social » qui détermine la valeur, non seulement quantitativement, mais d'abord en conférant à ses produits la *forme (de) valeur ?* Toute l'argumentation du *Capital* est destinée à montrer que seul le mode de production capitaliste, en transformant universellement les moyens de production en « monopole » d'une classe particulière, *séparés* de la force de travail, permet de les utiliser comme *moyens de « pomper » du travail humain*, indépendamment de toute utilité immédiate de ce travail (pour le producteur, mais aussi pour le propriétaire des moyens de production). C'est donc le procès même de production de *survaleur* à partir du *surtravail* qui généralise, à l'échelle sociale, la distinction du « travail concret » et du « travail abstrait », subordonne le premier au second, et *reproduit* ainsi en permanence la forme de valeur de tous les produits.

b) Quelles sont les conditions qui font de la force de travail elle-même une marchandise, ayant une valeur déterminée (que l'économie politique, à la suite des capitalistes, comptabilise dans l'évaluation du produit comme « valeur » — ou prix — « du travail ») ? En posant comme un fait, totalement énigmatique, l'équivalence moyenne entre la valeur des moyens de consommation nécessaires aux travailleurs et la valeur de la force de travail, l'économie politique masque en fait *les conditions de reproduction de la force de travail* comme marchandise.

L'analyse de Marx aboutit ainsi à un « renversement » tout à fait paradoxal aux yeux des économistes. Au lieu de développer les conséquences d'une définition générale de la valeur ou d'un principe quantitatif de détermination des valeurs/prix, l'un et l'autre abstraits des « évidences » de la pratique du capitaliste (en attendant celles de la comptabilité nationale), au lieu de définir l'exploitation comme la conséquence d'un mécanisme *économique* (par exemple de répartition inégale), Marx définit au contraire les formes « économiques » comme des moments et des effets du processus d'ensemble de l'exploitation du travail salarié. Théoriquement névralgique, la catégorie de *valeur* reste bien le point de « rencontre » entre l'économie politique et le matérialisme historique, non pas au sens d'un *héritage* ou d'une continuité, comme l'ont cru trop de commentateurs sur la foi des mots, mais au sens d'une *divergence* permanente, inconciliable. Deux vecteurs théoriques s'opposent : d'un côté celui qui va, déductivement, de la valeur aux prix, puis aux profits et aux salaires; de l'autre celui qui remonte, analytiquement, de la valeur aux formes de constitution de survaleur accumulable (c'est-à-dire à des modalités données du surtravail capitaliste), donc à des stratégies d'exploitation historiques déterminées. A l'évidence, les types de « prévision » qui en résultent sont tout à fait antithétiques. Si nous suivons l'argumentation de Marx, l'économie politique ne peut rendre compte du matérialisme historique. Mais celui-ci peut rendre compte de l'économie politique et l'expliquer, comme système de représentations idéologiques, historiquement nécessaires, impliquées dans les formes objectives de l'exploitation capitaliste.

5 / Dès lors Marx peut avancer une thèse plus précise sur les conditions historiques d'existence d'une « économie politique » au sens qu'on vient d'indiquer. Elle est liée à la distinction de *l'économie « scientifique »* et de *l'économie « vulgaire »*. Dans les *Théories sur la plus-value* (chap. 10), cette distinction était exposée à partir de celle des « deux parts », « ésotérique » et « exotérique » (termes repris à la tradition aristotélicienne), de la théorie économique classique chez Smith et Ricardo. Dans la Postface à la 2e édition allemande du *Capital* (1873), Marx va plus loin : il expose comme *un seul processus* complexe, avec ses phases successives, le développement contradictoire de l'économie politique et l'histoire des luttes de classes en Europe. Ce processus pivote au début du XIXe siècle autour du renversement des rapports de forces entre propriété foncière et capital industriel, puis de la conquête du pouvoir politique par la bourgeoisie, et enfin du développement d'un mouvement prolétarien *organisé*, qui fait surgir la menace d'une « autonomie » de la force de travail par rapport au mouvement « naturel » de l'accumulation du capital. Après les révolutions de 1848-1849, la transformation généralisée de l'économie politique en « économie vulgaire » (apologétique)

apparaît corrélative du développement d'un « socialisme scientifique », dont l'objectivité ne repose plus sur la dénégation du point de vue de classe, mais sur son développement explicite.

Il faut voir ici bien autre chose qu'un retour au « sociologisme » ou au « relativisme » politique. Le rapport n'est pas terme à terme entre chaque classe et « sa » théorie, mais d'abord entre la forme d'ensemble des contradictions de classes et la forme des contradictions dans la théorie. Si l'économie classique est « scientifique » formellement (en tant qu'elle cherche des explications objectives et ne se contente pas d'élaborer l'idéologie pratique impliquée dans les techniques de la gestion capitaliste des « affaires » et les politiques de l'Etat), c'est qu'elle théorise les rapports sociaux impliqués dans l'accumulation, nécessaires à la « commande » du travail (Smith), et à l'hégémonie du capital industriel et financier sur la propriété foncière, dont la lutte n'a bientôt plus d'autre objet qu'une répartition déterminée de la survaleur *entre* fractions de la classe dominante. Ce point de vue se cristallise dans la figure idéologique du « producteur-échangiste » de la production marchande, *homo œconomicus* par excellence, qu'il vise à libérer de toutes les entraves. Dans cette mesure même, tout en en reconnaissant l'existence, il ne peut représenter l'opposition des intérêts du capital et du prolétariat que comme une contradiction non antagoniste, politiquement contrôlable. Il contient donc *toujours déjà* un élément « vulgaire », « apologétique » (l'élément « exotérique » de Smith, toujours présent chez Ricardo malgré son refus de la « rente absolue »).

Ainsi ce qui confère à l'économie classique sa forme théorique, et qui commande de l'intérieur la production de ses « abstractions scientifiques », c'est précisément la *combinaison instable* des deux éléments, objectif et vulgaire : la combinaison de reconnaissance et de méconnaissance des luttes de classes dans l'unité contradictoire d'une même problématique. Mais l'élément « scientifique », s'il pouvait être détaché de l'élément « vulgaire », *ne serait plus « économie »*. Quant à l'élément vulgaire isolé, produit de la décomposition de l'économie politique, il est à peine ou même *plus du tout « théorie »* (même quand il prend techniquement une forme mathématique) : il tend à retourner à l'idéologie politico-juridico-morale enveloppant les techniques et les stratégies de l'exploitation.

6 / Reste à poser à Marx, ou plutôt aux marxistes, une triple question, pour amorcer la « critique de la critique » :

a) Comment se fait-il que, après avoir analysé la façon dont le surgissement historique d'une lutte de classe ouvrière organisée a provoqué *la décomposition de l'économie classique en « économie vulgaire »*, le marxisme ait été pratiquement incapable d'analyser la façon dont, symétriquement, l'institutionnalisation relative de la lutte prolétarienne organisée a provoqué *sa propre transformation tendancielle en « marxisme vulgaire » ?* Le fait est que, depuis la première « crise du marxisme » à la fin du XIXe siècle, au moment du développement de l'impérialisme, jusqu'à la « crise » actuelle, cette transformation s'est massivement opérée, sous la double forme d'un réformisme pénétré par les « politiques sociales » de la bourgeoisie dominante, et d'un « catastrophisme révolutionnaire » abstrait, qui s'épuise à prédire l'éclatement de la « crise générale du capitalisme ». On ne peut éviter de s'interroger sur le lien qui rattache ce processus au « retard » et au décalage

de plus en plus grands entre la « critique de l'économie politique » (malgré le développement que représentent les théories de l'impérialisme) et les transformations contemporaines du *rapport de production* capitaliste, sous l'effet même des luttes ouvrières. L'usage et la reproduction de la force de travail n'ont cessé de s'éloigner des formes concurrentielles « sauvages » et de la tendance à la déqualification généralisée qui commandaient son exploitation jusqu'au milieu du XIXe siècle. Dans le même temps, elles ont fait des organisations ouvrières, dans les pays les plus « développés », une « forme structurelle » de l'Etat moderne, organiquement insérée dans le rapport capital/travail, soit sous les formes « contractuelles » de l'Etat impérialiste occidental, soit sous les formes « planifiées » de l'Etat socialiste. Dans les deux cas, les contradictions antagonistes se sont ainsi trouvées non supprimées, mais déplacées dans le fonctionnement même de l'Etat. Mais, dans le même temps, et sauf exceptions, au lieu de prolonger sa critique matérialiste de l'état de choses existant, le marxisme devenu le ciment idéologique de partis ou de syndicats en retard sur l'événement a massivement régressé soit vers une critique morale des « inégalités sociales », soit vers un ouvriérisme quasi religieux.

b) Pour revenir à Marx lui-même et à son usage du concept de « critique », dès lors que, finalement, ce qu'il vise avant tout, par-delà l'idéologie économique, c'est le processus de transformation interne à la réalité sociale, sous l'effet de ses contradictions, pourquoi ne pas parler simplement, comme le fera Engels, de « dialectique matérialiste » ? Dès lors qu'il ne s'agit pas d'adopter « de l'extérieur » (ou, ce qui revient au même, du point de vue d'un sujet moral fictivement installé dans le cours de l'histoire) un point de vue critique *sur* la réalité économique, mais d'analyser les « lois tendancielles » du mode de production capitaliste, *la critique réelle c'est la dialectique*, au sens nouveau que lui ont progressivement conféré les fondateurs du marxisme. Le terme de dialectique, ainsi entendu (« critique et révolutionnaire ») semble désigner beaucoup plus explicitement que celui de « critique de l'économie politique » l'*unité* pratique qui se constitue alors entre le concept de *révolution* (caractérisant le processus réel lui-même) et celui de théorie ou de *science* de cette réalité (qui en donne la connaissance objective). Si la question n'est pas complètement éclaircie chez Marx, c'est que non seulement cette « unité » n'est pas immédiatement acquise, mais qu'elle reste problématique. Il y a un problème récurrent du *mode d'appropriation* de l'objet (révolution) par la théorie (science), comme il y a un problème permanent du *mode d'intervention* de la théorie scientifique dans le processus révolutionnaire. Disons schématiquement que le maintien de l'équivalence « dialectique = critique » *à côté* de l'équivalence « dialectique = science », et en concurrence avec elle, *signale* chez Marx l'existence de ce double problème non résolu, qui renvoie aux difficultés du « point de vue de classe dans la théorie », et indique sa nature en fait *politique*. Ce n'est pas la difficulté de Marx à définir l'économie politique comme idéologie qui est ici en cause, mais cette fois sa difficulté à penser *comme idéologie sa propre théorie scientifique*, ou si l'on veut les conditions et les effets idéologiques de sa propre théorie scientifique.

c) Dans les deux cas, toutefois, le concept d'idéologie est le point névralgique. C'est ce qui apparaît encore à propos de la troisième question qu'on peut poser pour conclure : comment se fait-il que, après avoir pro-

gressivement transformé son projet initial d'une « critique de la politique » en « critique de l'économie politique », et ainsi *déplacé* le terrain de l'idéalisme philosophique pour dégager le problématique du matérialisme historique, Marx et ses successeurs n'en aient pas moins continué d'être hantés par l'idée d'une « théorie de l'Etat », comme si la critique de l'économie politique n'en représentait que le *préalable* ? Ou pour le dire en d'autres termes, comment se fait-il que, lors même que Marx désigne clairement les économistes comme les « idéologues » par excellence de la classe bourgeoise — donc pose la fonction et l'objet *politiques* de l'économie — sa « critique » donne lieu en permanence, soit au retour de *l'économisme* dans le marxisme lui-même, soit au mirage d'une « théorie du politique » que Marx n'aurait pas abordée, et qui resterait toujours encore à constituer ? On peut ici suggérer trois ordres de réponses, qui sont plutôt, en fait, des programmes d'investigation. En premier lieu, certes la « critique » débouchait sur l'étude du procès d'ensemble des conditions de l'exploitation, qui recouvre aussi bien des pratiques « publiques » que « privées » (de façon variable selon les phases du capitalisme). Elle s'éloignait ainsi toujours davantage de la distinction absolue entre « société civile » et « Etat » héritée des classiques. Pourtant Marx (qui définissait sa théorie en 1859 comme « anatomie de la société civile ») n'a cessé de la penser formellement sous cette distinction, et sous celle corrélative du « marché » et du « plan », qui sont par excellence des produits de l'idéologie économique, dont il est ainsi resté dépendant. En second lieu, et dans la mesure même où elle ne remettait pas en cause cette distinction (même en la transposant dans le langage de la « base » et de la « superstructure », pour exprimer sa détermination matérialiste) la critique de Marx a constamment tendu à définir l'idéologie bourgeoise en général comme une idéologie *juridique* en son fond. Il méconnaissait ainsi ce que pourtant toute son analyse ne cessait de suggérer : que *l'idéologie d'Etat* par excellence dans la société capitaliste, dans et par laquelle se constitue l'hégémonie de classe de la bourgeoisie, est *l'idéologie économique*, parce que c'est celle qui permet de contrôler les luttes de classes et les comportements de masses sur le long terme, non pas de façon « spéculative », mais *au plus près* de leurs enjeux réels. Enfin, et pour la même raison, le marxisme a été d'autant plus prisonnier de son rapport à l'économisme et donc à l'économie politique (y compris sous la forme de la dénégation) qu'il tendait davantage à se transformer lui-même en *une idéologie d'Etat*, à travers une idéologie de partis au pouvoir, ou dépendants de partis au pouvoir.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, 1976; L. ALTHUSSER *et al.*, *Lire Le Capital*, 2e éd., Paris, 1968, 4 vol.; E. BALIBAR, *Cinq Etudes du matérialisme historique*, Paris, 1974; J. BENARD, *La conception marxiste du capital*, Paris, 1952; C. BENETTI, J. CARTELIER, C. BERTHOMIEU, *Economie classique, économie vulgaire*, Paris-Grenoble, 1975; P. BOCCARA, *Sur la mise en mouvement du capital*, Paris, 1978; N. BOUKHARINE, *L'économie politique du rentier*, Paris, 1967; S. de BRUNHOFF, *Etat et Capital*, Paris-Grenoble, 1976; ID., *Les rapports d'argent*, Paris-Grenoble, 1979; G. A. COHEN, *Karl Marx's Theory of History, A Defence*, Oxford, 1978; L. COLLETTI, *Ideologia e Società*, Bari, 1970; H. DENIS, *L'« économie » de Marx, histoire d'un échec*, Paris, 1980; M. DOBB, *Theories of value and distribution since Adam Smith*, Cambridge, 1973; P. DOGNIN, *Les sentiers escarpés de Karl Marx. Le chapitre I du Capital traduit et commenté dans trois rédactions successives*, Paris, 1977 (2 vol.); G. DUMENIL, *Le concept de loi économique dans « Le Capital »*, Paris, 1978; L. DUMONT, *Homo Aequalis*, Paris, 1977; M. GODELIER, *Rationalité et irrationalité en économie*, Paris, 1966; H. GROSSMANN, Die Aenderung des Aufbauplans des Marxschen Kapitals und ihre Ursachen, in *Archiv für die Geschichte*

des Sozialismus und der Arbeiterbewegung, XIV, 2, 1929; ID., *Marx, l'économie politique classique et le problème de la dynamique*, trad. franç., Paris, 1975; J. HABERMAS, *Legitimationsprobleme im Spätkapitalismus*, trad. franç., *Raison et légitimité*, Paris, 1978; M. HENRY, *Marx*, II : *Une philosophie de l'économie*, Paris, 1976; E. V. ILJENKOV, *La dialettica dell'astratto e del concreto nel Capitale di Marx*, trad. du russe, Milano, 1961; K. KAUTSKY, *Karl Marx's ökonomische Lehren*, Stuttgart, 1900; V. I. LÉNINE, *Pour caractériser le romantisme économique* (1897), *in* O., 2; ID., *Une caricature du marxisme* (1916), *in* O., 23; G. LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, trad. franç., Paris; C. LUPORINI, Le politique et l'étatique : une ou deux critiques ?, *in* BALIBAR *et al.*, *Marx et sa critique de la politique*, Paris, 1979; R. LUXEMBURG, *Introduction à l'économie politique*, trad. franç., Paris, 1970; E. MANDEL, *La formation de la pensée économique de K. Marx*, Paris, 1967; *Manuel d'économie politique* de l'Académie des Sciences de l'URSS, 2e éd. (1955); J. MATHIOT, Discours normatif et concept de régulation. Essai de critique épistémologique de l'économie politique, in *Accès*, n° 1, Paris, mars 1978; P. MATTICK, *Marx et Keynes*, trad. franç., Paris, 1972; K. MARX, *Un chapitre inédit du Capital*, Paris, 1971; ID., *TSC* et *SPP*, Paris, ES, 1960; ID., *Œuvres, Economie I*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, 1965; K. MARX, F. ENGELS, LCAP, Paris, 1964; ID., *Textes sur la méthode de la science économique*, Paris, ES, 1974; Aut. var., *Marx et l'économie politique*, Paris-Grenoble, 1977; A. NEGRI, *La classe ouvrière contre l'Etat*, Paris, 1978; C. NAPOLEONI, *Ricardo und Marx*, Frankfurt, 1974; P. NAVILLE, *Le Nouveau Léviathan*, Paris, éd. Anthropos, s.d.; J. P. OSIER, *Thomas Hodgskin, Une critique prolétarienne de l'économie politique*, Paris, 1976; F. PERROUX, *Economie et société (contrainte, échange, don)*, Paris, 1963; *Poznan Studies in the Philosophy of Science*, Amsterdam, 1975, 1, 1-2; H. REICHELT, *Zur logischen Struktur des Kapitalbegriffs bei Karl Marx*, Frankfurt, 1972; R. ROSDOLSKY, *Zur Entstehungsgeschichte des Marxschen « Kapital »*, Frankfurt, 1968 (1 vol. trad., *La Genèse du « Capital » chez Karl Marx*, Paris, 1976); I. STEEDMAN, *Marx after Sraffa*, London, 1977; M. TRONTI, *Ouvriers et capital*, Paris, 1977; M. TUGAN-BARANOWSKY, *Theoretische Grundlagen des Marxismus*, Leipzig, 1905; J. M. VINCENT *et al.*, *L'Etat contemporain et le marxisme*, Paris, 1975; J. ZELENY, *Die Wissenschaftslogik bei Marx und « Das Kapital »*, Frankfurt-Wien, 1972.

▶ CORRÉLATS. — Base, Coupure épistémologique, Crise, Critique, Dialectique, Economie, Expédition/Investigation, Force de travail, Historique/Logique, Lutte des classes, Marchandise, Rapports de production, Reproduction, Société civile/Etat, Superstructure, Surtravail, Survaleur, Utilité/Utilitarisme.

E. B.

Economisme

Al : *Ökonomismus*. — An : *Economism*. — R : *Ekonomizm*.

C'est sous la plume de Gramsci que l'on trouvera le concept le plus développé de l'économisme, puisqu'il propose à la fois une analyse historique de son émergence dans le mouvement ouvrier et une solution théorique à la difficulté créée dans le marxisme par l'inégal développement entre critique de l'économie et théorie politique :

1 / L'économisme ou *syndicalisme théorique* (généralisation de la pratique syndicale à l'ensemble de la politique ouvrière) est le produit d'une contamination du marxisme par le libéralisme. Ce dernier peut être conçu comme un économisme fonctionnel de la bourgeoisie : il fait passer pour l'expression automatique du fait économique ce qui n'est que l'effet d'une volonté politique déterminée. « Le système du libre-échange est un programme politique destiné à changer dans la mesure où il triomphe, le personnel dirigeant d'un Etat et le programme économique de l'Etat lui-même, c'est-à-dire à changer la distribution du revenu national » (*Gr. ds le texte*, ES, p. 469). Mais là où le libéralisme est dissimulation de sa politique par la classe dominante, l'économisme n'est qu'un refus de la politique par la classe subalterne, c'est-à-dire un repli corporatiste sur la

défense de ses intérêts immédiats. C'est la figure la plus classique du syndicalisme théorique. Mais l'économisme peut aussi prendre celle d'une véritable « superstition économique » positive (fétichisme du progrès technique) et/ou négative (le capitalisme est la cause de tous les malheurs des hommes). C'est pourquoi l'économisme est synonyme de sectarisme (refus du compromis politique avec les autres classes) et d'ouvriérisme (« perte d'expansivité culturelle » du marxisme dans les groupes dominants et chez les intellectuels).

2 / Théorie du politique et théorie des intellectuels répondent donc à une seule et même nécessité, mais elles ne sauraient être *déduites* de l'œuvre économique de Marx sauf à se réduire à une « sociologie de la praxis ». Il s'agit donc d'articuler de manière originale économie, politique, histoire et philosophie. Gramsci propose de les concevoir comme un groupe de « séries » traductibles les unes dans les autres, et non hiérarchiquement déterminées les unes par les autres. Ainsi, la philosophie de Lénine ne doit pas être recherchée dans ses œuvres philosophiques, mais dans sa théorie politique (QF) qui traduit dans le langage du problème pratique de la direction politique le problème philosophique des rapports entre infrastructure et superstructure.

Quoique différente, la réponse althussérienne au problème de l'économisme s'inspire du même principe : conceptualiser la place de l'économie au sein d'une théorie du marxisme lui-même. Là encore, c'est à partir de l'utilisation par Lénine des concepts de Marx dans une théorie politique qu'Althusser spécifie la causalité économique comme *causalité structurale* : chacune des instances distinctes du tout social n'est pas déterminée par des lois économiques, mais c'est l'économie du mode de production dominant qui détermine la place et l'importance relative de chaque instance dans la structure.

• BIBLIOGRAPHIE. — Louis ALTHUSSER, *Pour Marx*, Maspero, 1965; ID., *Lire Le Capital*, Maspero, 1968; ENGELS, Lettres à Joseph Bloch et à Conrad Schmidt, in *Etudes philosophiques*, ES; KAUTSKY, *Le chemin du pouvoir*, Anthropos, 1969; LÉNINE, *Ce que sont les amis du peuple*, O., 3; Radovan RICHTA, *La civilisation au carrefour*, Seuil, 1974.

▶ CORRÉLATS. — Anarcho-syndicalisme, Classes, Détermination, Economie politique (critique de l'), Mécanisme, Ouvriérisme, Science.

P. S.

Education

Al : *Erziehung*. — An : *Education*. — R : *Obrazovanie*.

Voir : Agitation/Propagande, Conscience, Ecole, Parti.

Effondrement (théorie de l')

Al : *Zusammenbruchstheorie*. — An : *Collapse (theory)*. — R : *Krušenija (teorija)*.

L'idée que le capitalisme était voué, par sa propre évolution, à disparaître, était assez largement admise dans les milieux socialistes à la fin du XIXe siècle : les contradictions internes du mode de production et l'accélération de ses crises rendaient son effondrement inévitable et tout aussi inévitable l'instauration du socialisme. C'est le caractère « scientifique » de ces thèses que E. Bernstein contesta dès 1896, dans ses premiers articles de la *Neue Zeit*, consacrés aux *Problèmes du socialisme*. La situation

économique européenne prouvait, selon lui, à l'évidence que l'effondrement annoncé ne s'était pas produit. Il convenait donc de procéder à une profonde « révision » du marxisme. C. Schmidt devait, quelques années plus tard, notamment à la suite de la parution en allemand de l'ouvrage de Tougan-Baranowski (*Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England*, 1901), engager dans la même voie son autorité d'économiste « marxiste ». Mais la « théorie de l'effondrement » était-elle marxiste ? K. Kautsky, le premier, s'employa à montrer, en réplique précisément à Bernstein (*B. und das sozialdemokratische Programm. Eine Antikritik*), que rien, dans l'œuvre de Marx et d'Engels, ne la justifiait. Lénine, faisant l'éloge en 1899 de cette réfutation (o., 4, 203), précisera : « En réalité, Marx et Engels faisaient dépendre la transformation des rapports économiques de l'Europe occidentale de la maturité et de la force des classes mises en avant par l'histoire moderne de l'Europe. »

• BIBLIOGRAPHIE. — E. BERNSTEIN, *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, Stuttgart, 1899 (trad. *Les présupposés du socialisme*, Paris, 1974); L. COLLETTI, *Philosophie et politique*, Paris, Galilée, 1975, p. 43 et s.; sur le débat autour de la « théorie », voir apud *Histoire du marxisme contemporain*, Paris, 1976, t. 1, les études de V. L. LIDTKE (p. 356 et s.) et de B. BESNIER (p. 391 et s.).

▶ CORRÉLATS. — Capitalisme, Crises du marxisme, Kautskysme, Révisionnisme.

G. L.

Egalité

Al : *Gleichheit.* — An : *Equality.* — R : *Ravenstvo.*

Le statut du concept d'égalité dans le champ des cultures marxistes peut paraître ambigu : *a)* d'une part, ce concept est central dans les discours bourgeois, notamment révolutionnaires, et comme tel, il fait l'objet d'une critique sévère de la part du marxisme; *b)* d'autre part, figure, en certains courants du marxisme, la revendication d'une égalité réelle, opposée à l'égalité formelle mise en place par le capitalisme.

Construction d'un nouveau concept d'égalité ou abandon de tout concept d'égalité ? Ce débat prend en tout cas sa source dans la critique de la catégorie bourgeoise d'égalité.

Opposant, dans les *Manuscrits de 1844*, trois périodes historiques, correspondant au monopole de la propriété foncière, à la division de la propriété foncière (révolution bourgeoise), et à l'association appliquée au sol (révolution future), Marx note : « L'association appliquée au sol partage, au point de vue économique, les avantages de la grande propriété foncière et elle est la première à réaliser la tendance primitive de la division, c'est-à-dire l'égalité » (p. 52 ; *Erg.*, 1, 508).

Pourquoi la révolution bourgeoise ne réalise-t-elle pas sa tendance primitive à l'égalité ? Parce que la division de la propriété foncière s'accompagne du principe de concurrence, qui entraîne à plus ou moins long terme l'accumulation du capital par certains propriétaires, et donc la résurgence des inégalités. L'égalité ne peut donc être qu'un mot vide, tant qu'existe la concurrence, c'est-à-dire la possibilité pour certains individus ou certaines forces sociales d'accroître leurs biens au détriment des autres.

Mais ce mot vide n'est pas, pour Marx, une fiction arbitraire. La catégorie d'égalité prend sa source dans un processus économique bien

déterminé, la circulation : la forme-valeur est en effet ce qui permet à des marchandises très dissemblables de s'égaliser, et de s'égaliser par là-même à des quantités de travail humain. Le rapport social qui règne dans la sphère de la circulation est un rapport d'égalité, puisque chaque homme est assimilé au propriétaire d'une marchandise spécifique (force de travail ou produit), qu'il échange sur le marché contre des marchandises équivalentes. C'est pourquoi « la sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vente et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Egalité, Propriété et Bentham » (K., I, 1, 178-179 ; MEW, 23, 189-190).

L'égalité est donc la catégorie privilégiée au travers de laquelle s'articulent les secteurs de l'économie et de l'idéologie : « La genèse du concept d'égalité se laisse reconstituer sous toutes ses facettes (...), dans la pratique économique (forme équivalent), dans la théorie économique bourgeoise (échange entre producteurs égaux de marchandises) et enfin dans l'idéologie juridique et morale (égalité des droits) » (G. Labica, De l'égalité, in *Dialectiques*, nº 1-2).

La catégorie d'égalité dès lors est la traduction, dans le domaine des idées, d'un processus social fondamental : le processus d'égalisation de l'inégal, à partir duquel est rendue possible une commensurabilité des hommes et des produits. Mais un tel processus, indépendamment des formes spécifiques qu'il peut prendre ici ou là, n'est-il pas à la base de toute formation sociale ? Marx pose dans *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt* le problème, en décrivant un type de société (société socialiste), dans laquelle tout travailleur recevrait un salaire rigoureusement proportionnel à son travail. Rupture avec le système bourgeois ?

« Le *droit égal* est donc ici, dans son principe, le *droit bourgeois* (...). Le droit du producteur est *proportionnel* au travail qu'il a fourni; l'égalité consiste ici dans l'emploi comme *unité de mesure commune*. (...) Ce droit *égal* est un droit inégal pour un salaire inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels, et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels. *C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit.* Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure; mais les individus distincts (et ce ne seraient pas des individus distincts s'ils n'étaient inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect *déterminé*; par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère *que comme travailleurs* et rien de plus, et qu'on fasse abstraction de tout le reste » (p. 30-32; MEW, 19, 20 et Lénine, O., 25, 503).

En ce texte, Marx détermine l'essence du processus d'égalisation, et donc de la catégorie d'égalité : choisir une mesure commune, à partir de laquelle les hommes et les produits sont décrétés commensurables. Mais la seule alternative qu'il dessine à ce processus est la société communiste, dans laquelle « les sources de la richesse collective jailliront avec abondance », ce qui permettra de passer « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ».

La critique de la conception bourgeoise de l'égalité n'a pas sa fin

en elle-même. Elle vise l'illusion centrale et proprement intériorisée de la pensée utopique, qui fait de la revendication égalitariste la condition d'existence même de la société nouvelle, communiste ou socialiste. C'est pourquoi elle est l'objet des premiers affrontements idéologiques de Marx et Engels, notamment avec le pathos évangélique de Kriege ou les aspirations à la Nouvelle Jérusalem (Hess, Weitling); avec la césure introduite entre l'Homme et le Citoyen par la Déclaration française des Droits (cf. QJ). La définition du communisme et l'usage du label « communiste » forment l'enjeu de nombreux débats; ils engagent la transformation de la Ligue des Justes, prônant l'égalité ou la « communauté des biens », en véritable parti communiste, fondant la nécessaire solidarité des prolétaires. La sympathie affichée pour le sens pratique des communistes français (ex. Cabet) ou anglais (ex. les Levellers), opposé aux spéculations d'outre-Rhin (Grün; cf. IA, t. II, IV) ne se dissimule pas l'identité de leurs démarches : l'égalité « dit à la française, c'est-à-dire dans la langue de la politique et de la pensée intuitive » ce que dit « à l'allemande, c'est-à-dire dans la pensée abstraite », la conscience de soi (SF, ES, p, 50; MEW, 2, 40). L'égalité, ainsi que Marx le démontre avec alacrité (MPh, ES, 44-45; MEW, 4, 81-83), est, par excellence, le talon d'Achille de Proudhon, la catégorie clef de sa « métaphysique de l'économie politique », le rêve donc du petit bourgeois (cf. également KM, *Grund.*, Dietz, 916; trad. franç. apud *Contrib.*, ES, 224-225; et FE, L. à A. Bebel, 18-28 mars 1875). A l'encontre de cette abstraction mystificatrice, le jeune Engels en appelait déjà à « une liberté réelle et une égalité réelle, c'est-à-dire le communisme » (*Fortschritte...*, MEW, 1, 481). Et à ceux qui seraient tentés de voir là la prémisse d'un « communisme de caserne », l'*Anti-Dühring* précisera : « Dès l'instant où est posée la revendication bourgeoise d'abolition des *privilèges* de classe, apparaît à côté d'elle la revendication prolétarienne d'abolition des *classes elles-mêmes* — d'abord sous une forme religieuse, en s'appuyant sur le christianisme primitif, ensuite en se fondant sur les théories bourgeoises de l'égalité elles-mêmes. Les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot : l'égalité ne doit pas être établie seulement en apparence, seulement dans le domaine de l'Etat, elle doit l'être aussi réellement dans le domaine économique et social. Et surtout depuis que la bourgeoisie française, à partir de la grande Révolution, a mis au premier plan l'égalité civile, le prolétariat français lui a répondu coup pour coup en revendiquant l'égalité économique et sociale; l'Egalité est devenue le cri de guerre spécialement du prolétariat français. La revendication de l'égalité, dans la bouche du prolétariat, a ainsi une double signification. Ou bien elle est — et c'est le cas tout au début, par exemple dans la Guerre des paysans — la réaction spontanée contre les inégalités sociales criantes, contre le contraste entre riches et pauvres, maîtres et esclaves, dissipateurs et affamés; comme telle, elle est simplement l'expression de l'instinct révolutionnaire et c'est en cela — en cela seulement — qu'elle trouve sa justification. Ou bien, née de la réaction contre la revendication bourgeoise de l'égalité dont elle tire des revendications allant au-delà, qui sont plus ou moins justes, elle sert de moyen d'agitation pour soulever les ouvriers contre les capitalistes, à l'aide des propres affirmations des capitalistes et, en ce cas, elle tient et elle tombe avec l'égalité bourgeoise elle-même. Dans les deux cas, le contenu réel de la revendication d'égalité est la revendication de l'*abolition des classes* » (ES, p. 138-139;

MEW, 20, 99; voir également *ibid.*, 50/17, et *Gloses*, Gotha, II, *in fine*).

Lénine fera sienne cette leçon : « Ce que Marx a combattu le plus, pendant toute sa vie, ce sont les illusions de la démocratie petite-bourgeoise et du démocratisme bourgeois. Ce qu'il a raillé le plus, ce sont les phrases creuses sur la liberté et l'égalité, quand elles voilent la liberté des ouvriers de mourir de faim, ou l'égalité de l'homme qui vend sa force de travail avec le bourgeois qui, sur le marché prétendument libre, achète librement et en toute égalité cette force de travail, etc. » (O., 29, 199).

• BIBLIOGRAPHIE. — B. ANDRÉAS, *La Ligue des Communistes*, Paris, Aubier, 1972; G. BENSUSSAN, *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*, Paris, PUF, 1985; H. DESROCHE, *Socialismes et sociologie religieuse*, Paris, Cujas, 1965; G. GOSSELIN, La tradition marxiste et la crise de l'idéologie égalitaire, apud *Actualité du marxisme*, Paris, Anthropos, 1982; A. HELLER, *La théorie des besoins chez Marx*, Paris, UGE, Concl., 1976; G. LABICA, De l'égalité, II et III, apud *Dialectiques*, n° 6, automne 1974, et n° 22, hiver 1978; ID., *Sur le statut marxiste de la philosophie*, Bruxelles, Complexe, 1976, chap. XVII; LÉNINE, O., 2, 140 et s.; 13, 249; 20, 148; 25, 505; 28, 261, 265; 29, 341 et s., 538-539; 30, 36, 383, 420; P. LEROUX, *De l'Egalité*, Paris, P. Leroux éd., 1848 (rééd.) ; A. PIZZORUSSO, *Che cos'è l'eguaglianza*, Roma, Ed. Riuniti, 1983; P.-J. PROUDHON, *Qu'est-ce que la propriété?*, Paris, G. Flammarion, 1966; J.-J. ROUSSEAU, *Le Contrat social*, II, XI; SAINT-JUST, *Pages choisies*, Paris, 1947; L. SFEZ, *Leçons sur l'égalité*, Paris, 1984; A. SOBOUL, *apud* J. DROZ, *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, t. I, 1972, 1re partie, chap. IV et V; A. de TOCQUEVILLE, *Egalité sociale et liberté politique*, textes choisis par P. GIBERT, Biblio. sociale, Paris, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Babouvisme, Circulation, Communisme, Démocratie, Droit, Echange, Fétichisme, Fouriérisme, Idéologie, Libertés, Petite bourgeoisie, Proudhonisme, Romantisme, Science, Utopie.

J.-F. C. (participation G. L.)

Emancipation

Al : *Emanzipation.* — An : *Emancipation.* — R : *Emansipacija.*

Le terme, de résonance spinozienne *(Tractatus politicus)* et de provenance rousseauiste (*Du Contrat social* propose, aussi, une théorie de la libération des « forces propres » de l'homme), est ancré dans la tradition des Lumières puis inscrit dans l'histoire par les révolutions américaine et, surtout, française. C'est tout naturellement qu'il servit à nommer un réel problème politique dans la Rhénanie française, puis prussienne : celui de l'émancipation des Juifs qui est alors au centre des revendications de l'opposition libérale. C'est encore à cette « source »-là que s'origine le marxisme, c'est dans ce paysage, tout au moins, que Marx, comme bien d'autres dans l'aire germanique, commence à penser la politique.

La *Critique du droit politique hégélien* (été 1843) constitue le premier texte où il entame un projet, dont il ne se dessaisira finalement jamais, de critique de la politique comme linéament de l'émancipation, de sa quête. L'émancipation y est en effet caractérisée comme *émancipation politique* au terme d'une critique double visant à la fois la philosophie politique hégélienne et l'Etat semi-féodal prussien, voire plus largement la république constitutionnelle elle-même. Mais c'est cependant la critique de cette première critique, telle qu'elle s'opère dans *La question juive* et dans l'*Introduction de 1843*, qui va décisivement lier les destinées du concept d'émancipation et de celui, vêtement trop vaste, de communisme. L'émancipation « politique » qu'envisageait la *Critique du droit politique hégélien* et que continue de promouvoir B. Bauer dans ses deux articles sur la

question juive apparaît désormais comme une émancipation « abstraite », « limitée » (QJ, MEW, 1, 353) : « l'émancipation politique n'est pas le mode effectué et non contradictoire de l'émancipation *humaine* » *(ibid.)*. L'erreur première de Marx, celle de Bauer, consiste donc à avoir « confondu de façon a-critique » les deux émancipations, « politique » et « humaine ». Cette distinction, majeure en ce qu'elle ouvre à une critique de la politique et en ce qu'elle confère une consistance positive à l'émancipation, dès lors saisie comme envers de l'aliénation, soit comme « communisme » — est spécifiée dans le même texte; l'émancipation « humaine » est de fait, en même temps qu'elle ne se réduit pas à l'émancipation « politique », émancipation « sociale » : « *Toute* émancipation est *réduction* du monde humain, de ses rapports, à l'*homme lui-même*. L'émancipation politique est la réduction de l'homme à sa fonction de membre de la société civile... d'une part et de citoyen... de l'autre... C'est seulement quand l'homme a reconnu et organisé ses « forces propres » comme forces *sociales*, et par suite ne sépare plus de soi la force sociale sous la forme de la force *politique*, c'est seulement alors que l'émancipation humaine est consommée » (*ibid.*, 370).

On aura remarqué l'importance du développement qui va de la *Critique du droit politique hégélien* à *La question juive* et qui fonde en définitive l'usage du terme dans la théorie marxiste et le mouvement ouvrier révolutionnaire. Tout est en place. C'est parce que l'émancipation politique cèle sa réalité négative, c'est parce qu'elle est aliénation dans et par le politique qu'elle en désigne le nécessaire retournement positif, l'émancipation sociale-humaine, autre et premier nom du *communisme*, que *La question juive* décrit déjà comme un nouveau mode d'organisation de « l'homme réel », comme « être générique », dans sa « vie empirique », son « travail individuel », ses « rapports individuels » (*ibid.*, 370). Cette équation : émancipation = contre-aliénation = communisme = révolution est encore à l'œuvre dans l'*Introduction de 1843-1844* à la *Critique du droit politique hégélien*, où elle se fait visée stratégique : « émancipation humaine universelle » = « révolution radicale » (MEW, 1, 388) puisque coïncident « révolution d'un peuple » et « émancipation d'une classe particulière » *(ibid.)*. Remarquons ici que cette mutation de l'émancipation politique en émancipation sociale n'emporte nullement la suppression du premier moment au bénéfice exclusif du second mais bien plutôt passage de l'un dans l'autre (par où s'affirme l'énorme intelligence politique dont témoignent les textes de jeunesse de Marx) : « L'émancipation *politique* est... un grand progrès; elle n'est sans doute pas la forme ultime de l'émancipation humaine en général mais elle l'est toutefois *dans le cadre* de l'ordre du monde actuel » (*ibid.*, 356).

La notion d'émancipation, ainsi retravaillée, allait désormais devenir mot d'ordre et claquer, pendant plus d'un siècle, au vent de tous les drapeaux rouges. Avec, toutefois, un sensible déplacement des termes de l'équation. L'émancipation (libération-révolution) signifie dès lors l'inversion projective non plus de l'aliénation, mais de l'*exploitation*. Elle doit donc être entendue comme émancipation *de classe*, ce qu'annonçait Marx dès l'*Introduction de 1843-1844*, ce qu'il affirme programmatiquement en 1864, au moment où il rédige l'Adresse inaugurale et les statuts provisoires de l'AIT (cf. MEW, 16, 13), dans lesquels l'émancipation, fin du procès révolutionnaire, est caractérisée comme *auto-émancipation*, émancipation *écono-*

mique se subordonnant tout mouvement politique, émancipation « *sociale* embrassant *tous les pays* » (*ibid.*, 14 et s.). Dans la *Critique du programme de Gotha*, Marx souligne avec plus de force encore comment seule *la classe* peut être l'objet/sujet de l'émancipation — puisque aussi bien celle-ci sera « l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » comme disaient les Statuts — au lieu que « le travail » en soit le champ et la classe l'agent, distinction abstraite qui laisse Marx incrédule (« Comprenne qui pourra ») mais qui n'en contient pas moins une lourde hypothèque idéologique.

A cet horizon chargé se profile d'ailleurs la raréfaction de l'usage du terme, évocateur au plus haut degré d'un temps d'épopée — soit qu'on tienne l'*émancipation* pour redondance humaniste, soit qu'on lui préfère *révolution* pour mieux en rappeler les conditions politiques.

Toutefois, dans une période plus récente, face à l'incapacité d'une partie du mouvement communiste à saisir, globalement, les nouvelles réalités de classes — par où se trouvent ébranlées certaines thèses traditionnelles relatives à l'exploitation — s'est affirmée l'urgence pratique de sur-charger par la notion d'oppression (politico-culturelle) celle d'exploitation proprement dite, soit réduite à son contenu économique; s'est par là posée puis imposée la question des nouveaux sujets historiques et sociaux (notamment et remarquablement les femmes), ce qui revenait à ré-inscrire dans des modalités renouvelées l'émancipation dans la perspective révolutionnaire. Le même scénario a paru se jouer dans les sociétés est-européennes. Certaines entreprises théoriques ont tenté de revivifier l'analyse de classes de ces formations sociales en assignant à l'émancipation un nouvel objet/sujet, une nouvelle constellation d'agents historiques (R. Bahro). Paradoxalement, le mouvement réel y a toutefois promu à ce rôle un protagoniste que l'on n'attendait plus, nouvel et cependant ancien sujet socio-historique de l'émancipation, la classe ouvrière (Pologne).

• BIBLIOGRAPHIE. — R. BAHRO, *Die Alternative*, 1977, p. 297 et s.; E. BALIBAR, C. LUPORINI, A. TOSEL, *Marx et sa critique de la politique*, Paris, 1979; P. BARAN, *Unterdrückung und Fortschritt. Essay*, Francfort-sur-le-Main, 1968; E. BLOCH, *Das Prinzip Hoffnung*, Berlin, 1954-1959, Francfort, 1962; A. CORNU, *Karl Marx et Friedrich Engels*, t. II, p. 253 et s. (sur les deux articles de B. Bauer et sur le jeune Marx); R. DUNAYEVSKAYA, *Marxism and Freedom*, New York, 1958; R. GARAUDY, *Perspectives de l'homme*, Paris, 1961; A. KRIEGEL, *Les Juifs et le monde moderne. Essai sur les logiques d'émancipation*, Paris, 1977; H. MARCUSE, *Vernunft und Revolution...*, Berlin, 1962; *Psychoanalyse und Politik*, Francfort, 1968; J.-P. SARTRE, *L'être et le néant*, Paris, 1943 (cf. p. 510 et s. sur le « projet »); ID., *L'existentialisme est un humanisme*, Paris, 1946; T. SCHROYER, *Critique de la domination...*, trad. de l'américain, Paris, Payot, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Appropriation, Communisme, Exploitation, Humanisme, Libération, Question juive, Socialisation.

G. Bc.

Empiriocriticisme

Al : *Empiriokritizismus.* — An : *Empiriocriticism.* — R : *Empiriokriticizm.*

Doctrine philosophique fondée par le physicien et philosophe autrichien Ernst Mach (1838-1916). Partant d'une analyse critique de la mécanique newtonienne (*La mécanique*, 1883) dans laquelle il mettait en cause les notions d'espace et de temps absolus et d'éther, Mach développe une philosophie de la connaissance de type positiviste. Il rejette comme métaphysique l'hypothèse atomiste et considère que les lois scientifiques sont purement descriptives et qu'entre deux hypothèses on doit choisir la plus économique

(économie de pensée). Dans son *Analyse des sensations* (1885), Mach élabore une théorie de la connaissance qui tente d'abolir toute séparation entre la psychologie et la physique en établissant leur unité sur des principes communs. Selon la réduction phénoménaliste qu'il propose, toutes les propositions empiriques concernant la connaissance commune ou relatives à des théories scientifiques sont réductibles en dernier ressort à des énoncés référés aux sensations; il substitue aux « objets » physiques ou psychiques des « complexes d'éléments de sensations », tels que l'on n'ait plus à distinguer entre l'intérieur et l'extérieur et à poser le problème d'une source extérieure des sensations, problème déclaré métaphysique et superflu. L'empiriocriticisme, conçu comme alternative philosophique au conflit séculaire opposant idéalisme et matérialisme, ne va pas sans problèmes réels : au moment même où il combat la réalité des atomes, Mach admet l'existence des éléments psychiques (substitution du « simple » psychique au « simple » physique).

Le programme de réduction phénoménaliste n'a été mené à bien ni par Mach ni par ses successeurs. Sa philosophie, si elle a aidé à renverser des obstacles épistémologiques tels que les absolus newtoniens, faisant ainsi sentir ses effets en physique comme en philosophie, a été violemment critiquée, du côté scientifique notamment, par Planck et par Einstein. Son influence, qui fut importante de son temps, se perçoit encore en sciences dans la permanence d'un important courant positiviste; en philosophie, la pensée de Mach fut une des sources d'inspiration du Cercle de Vienne dans les années 20.

On doit mentionner ici, car de nombreux points la rattachent à l'empiriocriticisme, l'école énergétiste, dont Mach faisait également partie, avec notamment le chimiste Wilhelm Ostwald (1853-1932) et le physicien et philosophe Pierre Duhem (1861-1916). Au nom des découvertes survenues en physique dans la deuxième moitié du XIXe siècle — et en premier lieu la thermodynamique — les savants énergétistes opposaient le concept d'énergie à celui de matière, et prétendaient dépasser la mécanique newtonienne, comme le mécanisme qui en est issu, aussi bien en science qu'en philosophie. Ils cherchaient dans la théorie énergétique un substitut à la mécanique comme théorie générale de l'univers. « L'énergie s'affirme de plus en plus comme une réalité tandis que les droits de la matière s'éteignent »; « Il est impossible de définir les concepts de lumière ou d'électricité par celui de Matière, car on leur reconnaît un caractère immatériel, mais on peut les définir au moyen de l'Energie, car la lumière et l'électricité sont des modes ou facteurs de l'énergie » (Ostwald). L'énergétisme est une doctrine positiviste car elle se réfère essentiellement à ce caractère de l'énergie d'être une quantité expérimentale. Les énergétistes niaient la réalité des atomes. En fait, pour Ostwald, l'énergie est une *substance* qui remplace la matière et en ce sens il n'est pas si éloigné d'un matérialisme. L'influence de ce courant de pensée fut extrêmement forte à la fin du siècle dernier.

En 1909, Lénine publie *Matérialisme et empiriocriticisme*, intervention politico-philosophique contre le courant des « bolchevistes de gauche », principalement représentés par Alexandre Bogdanov. Bogdanov pense pouvoir renouveler la philosophie marxiste en rapport avec la transformation des sciences physiques survenue depuis l'élaboration du matérialisme dialectique par Marx et Engels. Les exigences philosophiques de la science

nouvelle lui paraissent être exprimées de la manière la plus exacte par Mach et les empiriocriticistes, dont il tente de synthétiser les positions philosophiques avec les principes du matérialisme dialectique sous le nom d' « empiriomonisme » : version marxiste de l'empiriocriticisme.

Lénine intervient avec vigueur sur le terrain philosophique contre « les disciples russes de Mach », voyant une relation directe entre leur philosophie et leurs positions gauchistes (otzovisme). Il décèle et dénonce d'emblée, sous cette prétendue philosophie des sciences contemporaines de la nature, une résurgence de l'idéalisme de l'évêque Berkeley (1685-1753). « Si, d'après Mach, les corps sont des « complexes de sensations », ou, comme disait Berkeley, des « combinaisons de sensations », il s'ensuit nécessairement que le monde entier n'est que représentation »; ce qui est pur solipsisme : « On ne peut admettre l'existence que de soi-même » (o., 14, 40). Lénine s'oppose notamment à l'opinion selon laquelle « la vérité est une forme idéologique, une forme organisatrice de l'expérience humaine », ou encore à cette proposition de Bogdanov : « Le monde physique, c'est l'expérience socialement organisée. » Il proclame une vérité objective absolue, dont la connaissance peut s'approcher. A ceux qui disent que « la matière disparaît », il réplique que notre connaissance s'approfondit avec la disparition de propriétés relatives, et que « l'*unique* propriété de la matière, que reconnaît le matérialisme philosophique, est celle d'*être une réalité objective*, d'exister hors de notre conscience » (o., 14, 271). Lénine décèle avec profondeur que cette déviation philosophique est l'effet d'une « maladie de croissance » de la science, « due par-dessus tout à un brusque bouleversement des vieux concepts hérités du passé ». Il dénonce, dans la résurgence de l'idéalisme, une « tendance idéologique internationale (...) déterminée par des causes générales placées en dehors du domaine de la philosophie ».

On comprend le ton (polémique) et le sens de l'ouvrage de Lénine si l'on considère que celui-ci « détermine un système cohérent de positions de combat *entre lesquelles Lénine se déplace constamment* pour se battre, parfois dans la même page, sur tous les fronts à la fois » (Lecourt). Du point de vue philosophique, l'intérêt de la critique de Lénine est de dénoncer une « philosophie de savants » mystificatrice en ce qu'elle tire des conclusions abusives de résultats scientifiques. Par ailleurs, elle lui est l'occasion d'affirmer « l'anti-empirisme de la pratique scientifique, le rôle décisif de l'abstraction scientifique, (...) le rôle de la systématisation conceptuelle, (...) le rôle de la théorie comme telle » (Althusser), et le lien étroit de la philosophie matérialiste à la pratique scientifique.

On peut toutefois reprocher à Lénine certaines insuffisances : il n'a pas vu la portée de la critique du mécanisme; son insistance sur la « réalité » de l'espace et du temps — contre la critique de Mach dont on sait qu'elle a ouvert la voie à la théorie de la relativité restreinte — est loin d'être aussi probante que sa définition de la réalité de la matière indépendante; sa critique de la théorie des hiéroglyphes de Helmholtz ferme la voie à tout ce qui relève des codes symboliques. Sa thèse du reflet, reprise d'Engels, ce qui paraît remonter au sensualisme du XVIII siècle, a pu susciter de vives controverses chez les commentateurs marxistes de sa pensée.

• BIBLIOGRAPHIE. — Louis ALTHUSSER, *Lénine et la philosophie*, Paris, Maspero; Guy BESSE, Jacques MILHAU, Michel SIMON, *Lénine, la philosophie et la culture*, Paris, ES, 1971; Alexandre BOGDANOV, *La science, l'art et la classe ouvrière*, Paris, Maspero, 1977; Robert S. COHEN et

Raymond J. SEEGER, eds, *Ernst Mach physicist and philosopher*, Dordrecht, Reidel, 1970; Hermann von HELMHOLTZ, *Epistemological writings*, Dordrecht, Reidel, 1977; Dominique LECOURT, *Une crise et son enjeu*, Paris, Maspero, 1973; Vladimir I. LÉNINE, *Matérialisme et empiriocriticisme* (1908), o., 14; Ernst MACH, *La mécanique* (1883), Paris, Hermann, 1904; ID., *L'analyse des sensations* (1885), Paris; ID., *La connaissance et l'erreur* (1905), Paris, 1908 (ed. critique en anglais, *Knowledge and error*, Dordrecht, Reidel, 1976); Wilhelm OSTWALD, *L'énergie*, Paris, Alcan, 1910; ID., *Esquisse d'une philosophie des sciences*, Alcan, Paris, 1911; ID., *Fondements énergétiques d'une science de la civilisation*, Paris, Giard & Brière, 1910; Abel REY, *L'énergétique et la mécanique au point de vue de la philosophie de la connaissance* (1907), Paris, Flammarion, 1927.

▶ CORRÉLATS. — Concept, Connaissance, Crises du marxisme, Matérialisme, Otzovisme, Philosophie, Léninisme, Marxisme, Solipsisme.

M. P.

Emulation

Al : *Wettbewerb.* — An : *Emulation.* — R : *Sorevnovanie.*

Dans l'esprit et l'intention des dirigeants bolcheviques, ce terme désigne, immédiatement après la victoire d'octobre 1917, le moyen privilégié de l'effectuation d'une double tâche historique : la transformation du rapport séculaire des masses à l'Etat d'une part, au travail de l'autre. Sous la plume de Lénine, l'émulation vise à l'éclosion multiforme des potentialités refoulées du peuple. Elle tend à ce titre à se substituer à la « concurrence » ou à la « libre entreprise » du premier capitalisme, avant que celui-ci n'en fasse bien vite l'autre nom de la domination et de l'exploitation : « Loin d'éteindre l'émulation, le socialisme crée au contraire pour la première fois la possibilité de la stimuler réellement *sur une vaste échelle*, d'une façon véritablement *massive*, d'ouvrir à la majorité des travailleurs un champ d'action où ils pourraient faire leurs preuves, déployer leurs facultés, révéler leurs talents, qui sont une source intarissable et intacte dans le peuple et que le capitalisme écrasait... » (*Comment organiser l'émulation ?*, o., 26, 425). L'émulation, sous ce premier registre, revient à la libre prise en charge par les masses du travail d'*organisation* (administration de l'Etat plus édification de la société) afin de briser le monopole historique détenu par les classes dominantes dans ce domaine. Au principe même de la société socialiste, elle devra jouer tant « (entre) les millions d'ouvriers et de paysans » qu' « à l'échelle de l'Etat » (*ibid.*, 431) : aussi Lénine évoque-t-il « l'*émulation* des communes, communautés, sociétés mutuelles de consommation et de production, des Soviets » pour y voir « le terrain où les *organisateurs de talent* doivent se signaler *pratiquement*, afin d'accéder à des fonctions supérieures dans l'administration de l'Etat » (*ibid.*, 434). L'émulation généralisée entre unités sociales et politiques est donc la voie collective de la grande mutation rendue possible par la victoire révolutionnaire et qui voit l'inversion progressive du rapport de domination de l'Etat sur les masses — soit l'un des axes du dépérissement de l'Etat (cf., par exemple, *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, o., 27, 262).

Dans la même perspective historique, mais sous un second registre, l'émulation est, selon Lénine, l'expression immédiate de ce qu'il nomme « travail pour soi », par opposition au « travail forcé pour le compte des exploiteurs » (texte cité, o., 26, 426). Les « samedis communistes » en furent l'illustration momentanée, en pleine guerre civile. On se doute

qu' « extirper l'habitude de ne considérer le travail que comme une corvée et comme légitime seulement celui qui est rémunéré suivant une certaine norme » et « introduire graduellement mais inflexiblement la discipline communiste et le travail communiste » (o., 31, 123-124) ne fut guère chose facile. Il convient de toutefois remarquer qu'en dépit de certains de ses aspects volontaristes, cette expérience reposait encore sur l'initiative authentique des masses dans la mesure où elle n'avait de sens que fondée sur le « contrôle ouvrier » (cf. o., 26, 426). La lecture des *Règlements des samedis communistes* d'A. Sokolov en témoigne : les « samedis communistes » y sont définis comme « une des formes de l'auto-organisation de la classe ouvrière », comme « le laboratoire des formes du travail communiste », et, dans le commentaire qu'y adjoint Lénine, comme la « réalisation de la dictature du prolétariat » (o., 42, 183-184).

Très vite cependant, avec la consolidation étatique de l'URSS, l'émulation devait sensiblement changer de contenu ou, plus exactement, son versant contraignant l'emporter sur son versant créateur, de masse. *De laboratoire, elle se fit institution.* Son premier champ de réalisation (masses/Etat) fut abandonné dans les faits. Le second (masses/travail) fut au contraire promu terrain d'élection avec deux conséquences concomitantes : l'apparition d'une idéologie officielle de la glorification du travail et la mise en place d'un système de stimulation de la production et de renforcement de la productivité du travail. A la XVIe Conférence du PC(b) de l'URSS sur le développement de l'émulation socialiste (1929), Staline déclare que le travail est, dans le régime soviétique, « une affaire d'honneur, une affaire de gloire, une affaire de vaillance et d'héroïsme » (cité in *Histoire du PC(b) de l'URSS*, Ed. de Moscou, 1939, p. 280). Puis en 1935, dans la seconde « étape, nouvelle, supérieure, de l'émulation socialiste » (le stakhanovisme), il ajoute que celle-ci est désormais « liée à la technique », qu'elle vise à « (renverser) les anciennes normes techniques comme étant insuffisantes, (à dépasser)... la productivité du travail des pays capitalistes avancés » (*Pour une vie belle et joyeuse*, Paris, Bureau d'Editions, 1936, p. 7-10).

Ces deux piliers, qui sont aussi des instances de légitimation sociale, soutiennent aujourd'hui encore l'édifice de l'émulation socialiste en URSS et dans les pays est-européens avec la pompe du système des primes et distinctions honorifiques attribuées aux « travailleurs de choc », « collectifs du travail communiste », « brigades du travail socialiste », etc. (cf. à ce propos le *Code du travail* de 1961 de la RDA, notamment son article 15; lire également l'article « Emulation socialiste » du *Dictionnaire économique et social* du CERM, ES, 1975).

• BIBLIOGRAPHIE. — LÉNINE, o., t. 27, p. 158, 212-216, 329; t. 28, p. 473-474; t. 31, 309-310, 389-390; t. 35, 481; Z. JEDRIKA, L'école unique du travail en Russie et en URSS, 1917-1927, in *Annuaire de l'URSS*, Paris, CNRS, 1966; S. SCHWARZ, *Les ouvriers en Union soviétique*, Paris, 1956.

▶ CORRÉLATS. — Concurrence, Division du travail manuel et intellectuel, Etat soviétique, Orthodoxie, Stakhanovisme.

G. Be.

Engelsianisme

Al : *Engelsianismus.* — An : *Engelsianism.* — R : *Učenie Engelsa.*

La présence d'un tel terme pourrait surprendre dans un *Dictionnaire du marxisme*, puisque, en principe, sous cette appellation, sont indissociables les noms de Marx et d'Engels. La mise au point est cependant rendue nécessaire à cause du nombre et de la variété des exégèses soucieuses de marquer entre les deux hommes une différence qui, s'agissant d'Engels, irait jusqu'à l'écart et même à la déviation ou à l'opposition théorique.

1 / La co-fondation du « marxisme ». On pourrait, sans paradoxe excessif, faire valoir qu'Engels avait des titres au moins égaux à ceux de Marx pour donner son propre nom à la théorie qu'ils fondèrent ensemble. On ne se rappellera pas seulement qu'Engels fut le collaborateur, le conseiller, l'ami (également le soutien moral et financier) de Marx, sa vie durant, ainsi que son exécuteur testamentaire; ni même que c'est à Engels — à sa modestie sans doute excessive — qu'on doit le nom de « marxisme ». Des deux amis, Engels fut le premier sur bien des chemins, celui du ralliement à Feuerbach, celui de la critique de l'économie politique, de la critique de la religion, de l'analyse de classe, de la connaissance des mécanismes internes du capitalisme ou de l'apprentissage des sciences exactes et naturelles. Marx, qui rendra un constant hommage à ces ouvrages de jeunesse que sont les *Umrisse* ou la *Situation*, entre autres, en convient lui-même, quand il écrit à Engels : « Tu sais que 1/ tout vient tard chez moi et 2/ que je marche toujours sur tes traces » (L. du 4 juill. 1864). Engels, qui poussa l'amitié jusqu'à endosser la paternité adultérine de Marx, n'écrivit-il pas la plupart des articles politiques que Marx signait pour le *New York Tribune* ? Ne fournit-il pas l'essentiel de la documentation du *Capital* (LCap), dont il dut pratiquement élaborer les livres II à IV ?

2 / L'apport propre à la théorie. Au sein de la sorte de division du travail qui s'instaure entre Marx et Engels, pendant la période de maturation des grandes œuvres, alors qu'au premier reviennent la part de « l'économie » et en fait la seule rédaction du *Capital*, le second couvre littéralement les domaines les plus divers, de la philosophie (AD) à la physique et l'histoire des sciences (DN) en passant par l'anthropologie et la théorie de l'Etat *(Orfa.)*. Après la mort de Marx, Engels ne se consacre pas seulement à la mise au point des grands manuscrits, il réédite et surtout réactualise ses ouvrages antérieurs et ceux de Marx. A travers la IIe Internationale, il devient le conseiller du mouvement ouvrier, attentif à toutes les situations nationales (QP, LF, *Corr.*, avec les Italiens, avec les Russes), contribuant à former partout les groupes dirigeants (Labriola, Kautsky, Plekhanov...). Jusqu'à sa disparition, inlassablement, il explique, complète, rectifie sur toutes les questions en débat, théoriques aussi bien que politiques (*Corr.* après 1890).

3 / Engelsianisme nommerait toutefois davantage les perversions qu'Engels aurait infligées au marxisme. Et d'abord à Marx dont il aurait très vite été le mauvais génie, qui le poussa au communisme et au matérialisme, qu'il avait ralliés avant lui, détournant en outre vers l'économie et la politique un brillant docteur en philosophie. Et en l'occurrence, puisque gît là le plus constant reproche adressé à Engels, quel matérialisme! Lénine rapporte, dans *Matérialisme et empiriocriticisme*, que dès avant la fin du siècle dernier, V. Tchernov, dans des *Etudes de philosophie et de sociologie*, « commen[çait] d'emblée par une tentative d'opposer

Marx à Engels, ce dernier étant accusé de professer « un matérialisme naïvement dogmatique » et le « dogmatisme matérialiste le plus grossier » » (O., 14, 100). Il n'est pas, depuis, d'accusations qui n'aient été portées contre Engels, rendu coupable, devant le tribunal du marxisme, de ses dérives mécanistes, économistes ou scientistes et même, ultime grief en date, du marxisme lui-même (intervention de M. Rubel au colloque « Actualité du marxisme », Univ. de Lille, avr. 1980). Du surgissement, il y a quelques décennies, de la problématique du « jeune Marx » au stalinisme et à l'actuelle « crise du marxisme », Engels a souvent servi de bouc émissaire aux yeux de tous les « critiques », bien ou mal intentionnés, qui se refusaient à attribuer à Marx les ombres d'un tableau dont on se souvenait opportunément qu'il ne l'avait pas peint seul. En réponse, d'autre part, à ces mises en question, telle ou telle défense ombrageuse et aveuglément apologétique ne parvenait qu'à confirmer les soupçons de la déviance engelsienne. L'histoire du marxisme, de ses contradictions propres et exogènes, des enjeux où il est pris comme de ceux qu'il a constitués, est ici en question. L'engelsianisme, s'il ne désigne pas une maladie (sauf chez certains de ses contempteurs), n'en est pas moins un lieu de symptômes. On suggérera une double direction : du côté de la justice à rendre à Engels dont le rôle assurément n'a pas été aussi effacé qu'on a bien voulu le dire; du côté, aux effets théoriques combien plus considérables, de la « philosophie marxiste », de son instauration avec le matérialisme dialectique (par exemple Lénine lecteur d'Engels), et de son institution, dans le Dia-Mat (ou Staline lecteur d'Engels).

• BIBLIOGRAPHIE. — Il est indispensable de se reporter aux deux sources suivantes : *a)* La *Correspondance Marx/Engels* (MEW, 27 à 39; en trad. franç. les 7 premiers vol. parus aux ES); *F. Engels, Paul et Laura Lafarque, Corr.*, Paris, 1956-1959, 3 vol.; *Marx, J. Marx, F. Engels, Lettres à Kugelmann*, Paris, ES, 1971; *Marx/Engels, Lettres sur Le Capital*, Paris, ES, 1964; MARX/ENGELS, *Lettres sur les sciences de la nature*, Paris, ES, 1973; *La Corrispondenza di Marx e Engels con Italiani* (a cura di G. DEL BO), Milano, Feltrinelli, 1964; *b)* Les bio-bibliographies : J. BRUHAT, *Marx/Engels*, Paris, UGE, 1971; A. CORNU, *Karl Marx et Friedrich Engels*, Paris, PUF, 4 vol., 1955-1970; H. GEMKOW, *Friedrich Engels, Une biographie*, Dresden, 1972; Y. KAPP, *Eleanor, Chronique familiale des Marx*, Paris, ES, 1980; G. MAYER, *F. E., Eine Biographie*, 2 vol., La Haye, 1934; D. RIAZANOV, *Marx et Engels*, rééd. Paris, Anthropos, 1967; E. STÉPANOVA, *FE* (Moscou); H. ULRICH, *Der Junge Engels*, 2 vol., Berlin, 1961; à compléter par les bio-bibliographies consacrées à K. Marx.

Sur les « lectures » classiques de FE, cf. en particulier : G. PLEKHANOV, *Œuvres choisies*, Moscou, t. 2; Lénine, M et E; STALINE, *Mat. dial. et mat. hist.* et tel ou tel manuel de mat. dial. Etudes plus particulièrement consacrées à FE (il n'existe aucun grand travail de synthèse) : J. BIDET, E. et la religion, apud *Philosophie et religion*, Paris, ES, 1974; E. BOTTIGELLI, Hegel et le jeune E., apud *Raison présente*, n° 51, 1979; T. CARVER, *Marx and Engels : the intellectual relationship*, Brighton, Harvester, 1984; L. COLLETTI, *Il marxismo e Hegel*, Bari, Laterza, 1971; A. CORNU, La participation de FE à l'élaboration du matérialisme historique, apud *La Pensée*, n° 153, 1970; H. DESROCHE, *Socialismes et sociologie religieuse*, Paris, Cujas, 1965; C. GLUCKSMANN, *E. et la philosophie marxiste*, éd. de La Nouvelle Critique, sept. 1971; G. LABICA, Matérialisme et dialectique, apud *Sur la dialectique*, Paris, ES, 1977; ID., Du jeune Engels, apud *Le statut marxiste de la philosophie*, chap. III, Paris/Bruxelles, 1976; C. LUPORINI, *Dialettica e materialismo*, Roma, Ed. Riuniti, 1974; R. MONDOLFO, *Il materialismo storico in FE*, Firenze, La Nuova Italia ed., 1973 (1952 pour la 1re éd.); G. PRESTIPINO, *Natura e società (Per una nuova lettura di E.)*, Roma, Ed. Riuniti, 1973.

▶ CORRÉLATS. — Crises du marxisme, Dia-Mat, Marxisme, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Nature, Philosophie, Science.

G. L.

Epuration

Al : *Säuberung, Reinigung.* — An : *Purge.* — R : *Čistka.*

Voir : Parti.

Esclavage

Al : *Sklaverei.* — An : *Slavery.* — R : *Rabstvo.*

Bien que Marx n'ait jamais élaboré une théorie particulière de l'esclavage, ce mode d'exploitation est souvent évoqué dans *Le Capital.* Au XIXe siècle, l'esclavage constitue une donnée d'actualité; la dénonciation de la surexploitation pratiquée par les planteurs américains est un acte politique essentiel dans le combat émancipateur de l'auteur du *Manifeste.*

Le regard porté sur l'esclavage dans *Le Capital* est cependant *rétrospectif.* Il s'agit le plus souvent de comparer la condition du salarié à celle des travailleurs appartenant à des modes de production antérieurs (serfs, esclaves, producteurs en communauté). Marx fait ainsi apparaître la spécificité du mode d'appropriation de la force de travail dans le système capitaliste où celle-ci se présente comme valeur du travail ou salaire. Le thème de l'esclavage est d'autre part abordé dans l'étude des formes primitives du capital, à propos de l'existence dès l'Antiquité d'un capital marchand. Dans deux textes antérieurs au *Capital,* Marx situe l'esclavagisme dans l'évolution des formes de propriété. *L'idéologie allemande* présente cette oppression comme contemporaine de la forme tribale et se prolongeant dans la forme communale propre à l'Antiquité. Les *Grundrisse* nous livrent des indications plus heuristiques : d'abord « l'esclavage, le servage, etc., sont toujours des états secondaires, jamais des états primitifs » (ES, I, 430 ; Dietz, 392). Ce mode d'exploitation apparaît dans un contexte où l'homme n'est pas encore séparé des conditions naturelles. En conséquence l'esclave « est placé au rang des autres êtres naturels en tant que condition inorganique de la production, à côté du bétail et comme appendice de la terre » (*ibid.*, 426 ; 389).

La caractéristique de l'esclavage, c'est que le travailleur a le statut de moyen de production. En ce sens il se distingue à la fois du serf et du producteur salarié : le premier est certes un travailleur non libre *adscriptus glebae,* mais qui est maître de ses moyens de production, alors que « l'esclave ne travaille pas de façon indépendante mais avec les moyens de production appartenant à autrui » (K., 3, 3, 171 ; MEW, 25, 799). Le second est un travailleur séparé des moyens de production, mais libre de vendre sa force de travail qui, de droit, lui appartient. Cette différence est clairement indiquée dans *Le Capital* : « Le système capitaliste se distingue du mode de production fondé sur l'esclavage en ceci notamment que la valeur (ou le prix) de la force de travail s'y présente comme la valeur (ou le prix) du travail lui-même, comme salaire » (K., 3, 1, 51 ; 25, 41).

Dans ses formes les plus modernes (l'esclavage de plantation), comme dans la Grèce archaïque, l'esclavage est toujours la marchandise d'autrui. L'économie esclavagiste suppose l'existence d'un marché, « l'association permanente de l'esclavage avec un appareil destiné au transfert organisé d'individus depuis les zones productrices d'êtres humains vers les zones consommatrices » (Meillassoux, *Lettre sur l'esclavage, Dialectiques,* 21, 145).

Les formations esclavagistes relèvent néanmoins de l'économie naturelle : le producteur n'y est pas encore séparé de ses moyens de production. Si le développement de l'esclavage implique une forme d'accumulation monétaire, le capital se constitue ici dans la circulation; il ne s'est pas encore emparé de la production.

Autrement dit, là où le système esclavagiste est la forme caractéristique du travail productif, d'une part le capital marchand « mode d'existence indépendante le plus ancien du capital » (K., 3, 1, 333; 25, 336) prédomine; d'autre part « le capital-argent déboursé pour l'achat de la force de travail joue le rôle de capital fixe ». Dans le mode d'exploitation capitaliste au contraire, l'argent est la forme du capital variable « avancé par les capitalistes en paiement de la force de travail ».

A la différence du salarié dont la dépendance est (re)produite dans la sphère de la production, la servitude de l'esclave trouve son fondement hors de la production. « Le marché des esclaves est constamment alimenté en marchandise-force de travail par la guerre, la piraterie, etc. Il est l'appropriation en nature de force de travail étrangère par contrainte physique directe » (K., 2, 2, 126; 24, 475). Comme l'indique Marx, le planteur blanc est lui-même victime du fétichisme de la marchandise; son droit de propriété sur le travailleur noir lui semble découler du procès de circulation. En fait, l'appropriation du travail et du surtravail de l'esclave résulte d'un rapport de domination préliminaire, rapport politique fondé sur la violence (conquête, pillage) d'une population sur une autre. « L'institution de l'esclavage » couvre du manteau juridique de la propriété un mode d'exploitation.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. I. FINLEY, *Esclavage antique et idéologie moderne*, Paris, Ed. Minuit, 1981.

▶ CORRÉLATS. — Anthropologie, Communauté, Force de travail, Marchandise, Mode de production, Travail.

M. A.

Esprit de parti

Al : *Parteilichkeit.* — An : *Party spirit.* — R : *Partijnost'.*

Ce concept peut être circonscrit selon trois acceptions.

1 / Il a d'abord un sens très large. C'est la reconnaissance du fait que tout groupe social, toute classe, tout individu sont nécessairement les porteurs et les défenseurs, fût-ce à leur insu, d'attitudes, d'opinions ou de points de vue déterminés. De l'ordre de la « prévention » cartésienne ou des « idées reçues », la prise de parti en général est toujours déjà donnée, avant d'être assumée comme telle, mise en question ou modifiée. A. Gramsci se place dans une perspective de ce type quand il avance que « tous les hommes sont philosophes » et que chacun possède, préalablement à toute critique, sa propre « conception du monde » (cf. *Introduction à l'étude de la philosophie*, *Materialismo storico*, début, et apud *Gr. ds le texte*, Paris, ES, 1975, p. 131 et s.).

2 / Sous son acception spécifiée, proprement marxiste, l'esprit de parti signifie l'adoption consciente du point de vue d'une classe, singulièrement celui de la classe ouvrière. Lénine dotera le concept de son statut. Mais il provient directement de Marx et d'Engels relevant, dès le *Manifeste* (cf. I, *in fine*), que les prolétaires ont à s'organiser « en classe et, par suite,

en parti politique » pour faire face aux autres classes. Ils assurent, s'agissant des « idéologues bourgeois », aussi bien que des « classes moyennes », que rien ne les empêche de « s'élever jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique », autrement dit d'abandonner leur propre point de vue « pour se placer à celui du prolétariat ». Car l'originalité de la notion tient à ce qu'elle affirme la complète coïncidence de l'attitude de classe et de la démarche scientifique. L'atteste, par-dessus tout, *Le Capital*, ce missile lancé à la tête de la bourgeoisie, selon les propres paroles de Marx. Ce que retient Josef Dietzgen, quand il adresse à Marx ce compliment véritablement inouï : « Vous avez bien mérité de la science et tout particulièrement de la classe ouvrière » (L. du 7 nov. 1867, *apud* LK, Paris, ES, 1971, p. 77). Marx lui-même n'avait-il pas écrit, quelques mois plus tôt, à L. Büchner : « ... la confiance que je mets en vous, en tant qu'homme de science et homme de parti » (L. du 1er mai 1867; MEW, 31, 544) ? Et Lénine s'en fait l'exact écho : « Marx et Engels furent en philosophie, du commencement à la fin, des hommes de parti » (M et E, O., 14, 353). Dès l'un de ses premiers ouvrages, il confère à l'esprit de parti la valeur d'un opérateur théorico-politique : « Le matérialisme suppose en quelque sorte l'esprit de parti; il nous oblige dans toute appréciation d'un événement à nous en tenir ouvertement et sans équivoque au point de vue d'un groupe social déterminé » (O., 1, 433). Pour Lénine, la fonction de l'esprit de parti est double. D'une part, il permet « l'analyse d'une situation historique déterminée » (O., 15, 162). D'autre part, et en retour, il impose de développer la conscience politique dans les masses (O., 16, 59). Mais cela suppose l'existence d'un parti et de militants formés à remplir une telle tâche. L'équation science/matérialisme/révolution/prolétariat sollicite ainsi un cinquième terme qui l'institutionnalise — le parti. Or, du même coup, l'esprit de parti se charge d'ambiguïté en ce qu'il ne renvoie à la classe que par le canal de sa représentation et de sa délégation dans une organisation. Intervenir donc, en matière de politique, d'économie, de philosophie, d'art ou de littérature, sera, comme on le voit clairement chez Lénine, l'affaire du parti; lequel, par hypothèse, agit au nom et au service des intérêts de la classe (de la science, de la révolution), en tant que son avant-garde qui *dirige* les masses. Et, sauf à admettre qu'il a toujours raison (voir *infra*), il faudra bien, dans les faits cette fois, convenir qu'il peut se méprendre ou même, en s'érigeant en sujet autonome, confondre ses propres intérêts avec ceux de la classe.

3 / Il est donc un usage pathologique du concept. Durant la période stalinienne, en particulier avec la théorie élaborée par Jdanov de la « prise de parti en philosophie », on atteint un point d'extrême simplification. L'opposition idéalisme-matérialisme est durcie dans l'affrontement transhistorique et manichéen d'une idéologie par essence réactionnaire et d'une idéologie par essence progressiste. Il est vrai que telle thèse de Lénine avait préparé ce glissement; par exemple, quand il écrivait, dans *Matérialisme et empiriocriticisme :* « L'indépendance à l'égard de tout parti n'est en philosophie que servilité misérablement camouflée à l'égard de l'idéalisme et du fidéisme » (O., 14, 370). Sur cette voie, on ira beaucoup plus loin encore, jusqu'à l'entière confiscation de la classe (de la science de la révolution) par le parti, jusqu'à l'identification de ce dernier avec son appareil, sa direction et enfin la personne du Secrétaire général. Le parti détient, proclame et dispense la vérité sur tout. Il est la loi que

le militant intériorise, y compris dans ses conduites privées. Le système aboutira, on le sait, à l'aberration suprême avec les procès de Moscou et de Prague où l'on verra des accusés s'imputer les crimes les plus invraisemblables, au nom de l'esprit de parti, de la discipline et de la fidélité au parti. La réponse à cette démence consistera, en URSS notamment, après le XXe Congrès du PC/US, à opposer au « culte de la personnalité » précisément l'esprit de parti (cf. *Histoire générale du socialisme*, t. IV, Paris, 1978, p. 369 et 394-395), mais entendu plutôt comme le retour aux pratiques de direction collective qu'au sens rappelé ci-dessus du point de vue du prolétariat. Partout, en outre, les communistes prendront l'habitude d'en appeler à l'esprit de parti contre « l'esprit de chapelle » ou « de boutique ». Ces remèdes, qui apparaîtront souvent inefficaces, sinon dérisoires, sont symptomatiques, en tout état de cause, des enjeux condidérables, théoriques et politiques, impliqués dans le concept d'esprit de parti. On ne s'étonnera pas qu'un observateur aussi averti que Rudolf Bahro y voit « une contradiction insurmontable entre la mission sociale du parti et sa forme d'existence politico-organisationnelle », et qu'il juge que « l'appareil actuel du parti est le fossoyeur de l'idée de parti et de l'esprit de parti en chacun » (*Je continuerai mon chemin*, Paris, Maspero, 1979, p. 108 et 109).

• BIBLIOGRAPHIE. — Sur Lénine et l'esprit de parti : cf. le tome 7 de O. (notamment 29, 142-145, 149-150, 231-234, 329-332...); L. ALTHUSSER, *Positions (Soutenance d'Amiens)*, Paris, ES, 1976; G. LABICA, apud *Lénine et la pratique scientifique*, Paris, ES, 1974, p. 74 et s. Sur le rapport science/classe : G. COGNIOT, *Présence de Lénine*, Paris, ES, 1970, t. II, p. 147 et s.; M. ROSENTHAL, *Les problèmes de la dialectique dans Le Capital de Marx*, Moscou-Paris, 1959, p. 476 et s. Sur l'esprit de Parti comme opérateur : Mao ZEDONG, le recueil *Sur la littérature et l'art* (notamment « Causeries de Yenan », p. 80 et s.), Pékin, 1965. Sur le jdanovisme : P. VRANICKI, *Storia del Marxismo*, Roma, Ed. Riuniti, 1972, t. II, p. 181 et s. Sur la pathologie du concept, cf. les dossiers ou témoignages : Y. BLANC et D. KAISERGRUBER, *L'affaire Boukharine*, Paris, Maspero, 1979; A. LONDON, *L'aveu*, Paris, 1969; Ch. TILLON, *Un procès de Moscou à Paris*, Paris, Seuil, 1971; cf. aussi les « fictions » : G. ORWELL, *1984*, Paris, Gallimard, 1950, rééd. Folio, 1977; M. VERRET, *Dialogues pédagogiques*, Paris, ES, 1972; A. ZINOVIEV, *Les hauteurs béantes*, Genève, L'Age d'Homme, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Bureaucratie, Centralisme, Conception du monde, Esthétique, Fusion, Hégémonie, Idéologie, Léninisme, Marxisme-Léninisme, Philosophie, Science.

G. L.

Essence

Al : *Wesen*. — An : *Essence*. — R : *Sušč*nost'*.

1 / Catégorie millénaire de la philosophie, l'essence désigne l'ensemble des propriétés nécessaires et invariables d'une réalité. La philosophie s'est longtemps assigné la tâche de saisir l'essence de toute(s) réalité(s). S'est ainsi constituée une problématique complexe autour de questions « fondamentales » : l'essence d'une chose existe-t-elle objectivement comme réalité en soi (essentialisme) ? N'est-elle qu'un instrument conceptuel dépourvu de réalité hors des mots qui l'expriment, seules les choses concrètes étant réelles (nominalisme) ? Cette antinomie de la philosophie antique a suscité des tentatives de dépassement : ainsi Aristote, pour qui l'essence existe, non pas séparée, mais dans les choses singulières, comme la forme spécifique en sa matière.

2 / Hegel renoue avec Aristote et assure l'objectivité essentielle de la connaissance. Le phénomène est expression de l'essence, et celle-ci ne s'exprime que dans celui-là. « L'apparence (ce qui apparaît) est le reflet de l'essence en elle-même. » Contre Kant qui lui semble séparer phénomènes et essence et douter de l'objectivité de la connaissance, Hegel rappelle que l'essence n'est pas un au-delà, mais ce qui apparaît dans le phénoménal, moment du développement de l'Idée.

3 / Marx, dans la constitution de la dialectique matérialiste, a dû à la fois critiquer tout essentialisme et maintenir, en un nouveau sens, la catégorie d'essence. Si Marx veut saisir la pratique dans ses propriétés nécessaires et invariables, son essence, il découvre que cet objet disqualifie irréversiblement toute position d'invariabilité. La seule propriété nécessaire et invariable de la pratique sociale est d'être procès de production et transformation des structures et modalités de l'existence humaine sous lesquelles celle-ci assure sa continuité. L'essentialisme — comme spéculation — mystifie l'activité réelle de l'homme, en ce qu'il présuppose une théorie abstraite de la nature humaine, qu'elle soit proprement philosophique, ou économique (voir SF, ES, 91-158 ; MEW, 2, 75-141). Marx explique « la formation des idées d'après la pratique matérielle ». La base concrète de ce que les philosophes se sont représentés comme « essence de l'homme » se résout en « cette somme de forces de production, de capitaux, de formes de relations sociales que chaque individu et chaque génération trouvent comme des données existantes » (IA, ES, 70, voir 67-69 ; MEW, 3, 38, 69). « L'essence de l'homme n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité, elle est l'ensemble des rapports sociaux » (THF, VI).

4 / La fin des essences absolues de l'entendement métaphysique, le recours aux sciences de la nature pour penser les vrais problèmes, la constitution du matérialisme historique lui-même exigent le maintien, mais sous un usage et une forme transformés, de la catégorie d'essence. Si l'essence comme chose en soi abstraite n'existe pas, Marx entend bien élaborer un savoir de la pratique en son essence de procès en cours. La science exige le couple essence/phénomène, c'est-à-dire l'essence comme ensemble des rapports constitutifs de la réalité considérée, puis dans le procès et dynamisme des contradictions motrices. « Toute science serait superflue si l'apparence et l'essence des choses se confondaient » (K., III, 3, ES, 196 ; MEW, 25, 825). La question reste posée de déterminer si ce maintien « transformé » est indispensable, ou s'il s'agit d'une survivance hégélienne (cf. le débat entre L. Sève et L. Althusser). Mais la lecture des textes est formelle : pour Marx il faut affirmer une réalité de l'essence dans le rapport producteur et le procès de la chose considérée (en l'occurrence le mode de production capitaliste), son devenir-chose. Le « capital » est une critique du mouvement apparent de la société, une autocritique des illusions que produit cette apparence, et une détermination des rapports substantiels qui à la fois renvoient aux formes qui les dominent et qui dénoncent l'historicité, la caducité de ces formes (cf. le statut de la force de travail, dominée comme capital variable et pourtant instance productive essentielle). Il est à noter que Lénine ne renonce pas à cette catégorie qu'il intègre dans la « Dialectique », comme « processus infini d'approfondissement de la connaissance des choses, phénomènes, processus, et qui va du phénomène à l'essence et de l'essence moins profonde à l'essence plus profonde » (CP, O., 38, 210, 345).

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1965; N. BADALONI, *Pour le communisme*, Paris, Mouton, 1976; L. GEYMONAT, *Scienza e realismo*, Milano, Feltrinelli, 1978; C. LUPORINI, *Dialettica e materialismo*, Roma, Riuniti, 1974; L. SÈVE, *Marxisme et théorie de la personnalité*, Paris, ES, 1968; L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, ES, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Absolu/Relatif, Abstrait/Concret, Général/Particulier, Genre, Historique/Logique, Homme, Logique.

A. T.

Esthétique

Al : *Ästhetik*. — An : *Esthetics*. — R : *Estetika*.

De toutes les disciplines qui tentent une approche de l'art, l'esthétique semble la plus malchanceuse. Alors que l'histoire de l'art a vu se perfectionner ses méthodes, ses concepts et son savoir, l'esthétique semble toujours se débattre au milieu de problèmes légués par son origine philosophique, sans cesse menacée de se transformer en théorie normative (Winkelmann et le classicisme), en sociologie du goût (Taine) ou en ontologie du beau (Platon, Kant, Hegel, Nietzsche, Heidegger). Le fait que les réflexions de Marx et Engels sur l'art et la littérature soient nées d'une nécessité précise, celle du combat politique, de l'analyse des productions idéologiques, que leurs interrogations s'enracinent dans le sol de l'esthétique hégélienne, qu'ils n'aient laissé aucun ouvrage entièrement consacré à l'esthétique, a introduit dans la réflexion marxiste sur l'art non seulement la permanence de ces concepts hégéliens (forme, contenu), mais la tentation souvent grande chez leurs exégètes (ainsi Franz Mehring) de tirer du marxisme une « esthétique marxiste » comme on tire du système hégélien une « esthétique hégélienne ». A la difficulté de saisir la problématique de l'art à partir des concepts esthétiques classiques se sont donc ajoutés des problèmes nouveaux, suscités par l'approche marxiste elle-même. Les nouveaux dangers seront alors de voir se constituer une nouvelle normativité (ainsi le « réalisme », ou « réalisme socialiste »), de concevoir de manière dogmatique le rapport entre l'art et les infrastructures, de méconnaître sa spécificité pourtant soulignée par Marx et Engels, d'identifier un « art révolutionnaire » à un « art de parti », de méconnaître la liberté et la complexité de la création artistique, d'enfermer la réflexion esthétique dans des polémiques stériles autour de pseudo-concepts, « art bourgeois », « art révolutionnaire », « art décadent », « art formaliste », « art réaliste », de méconnaître enfin la complexité des niveaux d'analyse de l'œuvre d'art du point de vue idéologique.

La richesse, la diversité de la réflexion marxiste sur l'art — des premiers textes de Marx aux essais de Walter Benjamin par exemple — tient sans doute à cette nécessité perpétuelle de repenser chaque problème et d'en proposer une nouvelle théorisation. Il n'y a pas une ou des « esthétiques marxistes » mais des approches souvent très différentes tentées par des marxistes. Celle de Lukács, de Brecht, de Benjamin ou Adorno ne peuvent se réduire à une seule et même approche. Elles font intervenir, chacune, une certaine conception de l'analyse marxiste appliquée à l'art, mais aussi une sensibilité à tel ou tel style, qu'il serait vain de nier. Ce qui les unit, c'est leur souci de comprendre l'art au sein d'une

société divisée en classes, d'en analyser le surgissement, le déploiement, la réception et de concilier l'exigence d'élucidation idéologique, la rigueur qu'elle exige, et la reconnaissance de la dimension esthétique, critique, utopique, ludique de chaque œuvre. Ce caractère résolument ouvert de l'approche marxiste de l'art, l'abandon de tout dogmatisme, la multiplicité des styles d'analyses, leurs conflits aussi, sont autant de signes de la complexité des problèmes que l'analyse marxiste de l'art et de l'esthétique doit affronter. Aussi le faux concept normatif d' « esthétique marxiste » nous semble-t-il devoir être abandonné car, comme le souligne Brecht : « Le Parti marxiste-léniniste n'a pas à organiser la production des poèmes comme on organise un élevage de volailles; sinon les poèmes se ressemblent justement comme un œuf ressemble à un autre œuf. »

1 / Marx, Engels et les problèmes de l'esthétique

L'esthétique de Hegel constitue historiquement la première tentative philosophique d'envergure de penser le rapport entre la succession des formes historico-politiques. Le paradoxe de cette esthétique, c'est qu'à partir d'un fondement abstrait — l'art n'est que le développement de l'idée du beau, émanation de l'Absolu, le beau c'est ce qui est conforme à son concept — Hegel parvient à effectuer des analyses d'une précision étonnante : non seulement il associe toutes les grandes formes artistiques à des époques sociales, à des régimes politiques déterminés mais cherche à lire dans l'œuvre d'art l'expression de toute une société (ainsi la beauté de l'art grec au ve siècle reflète-t-elle l'harmonie de la cité, comme l'absence de mouvement dans la sculpture égyptienne reflète l'esclavage). Il propose des analyses remarquablement concrètes et pertinentes de la naissance de l'art romantique, de la peinture flamande ou du roman moderne comme « conflit entre la poésie du cœur et la prose du monde ». Aussi cette réflexion sur l'esthétique hégélienne se retrouvera-t-elle chez la plupart des auteurs marxistes qui s'interrogeront sur l'art : elle détermine aussi bien les réflexions de Marx sur l'art grec, les discussions de Tchernychevski et de ses élèves sur le caractère historique et social du beau, que la réflexion de G. Lukács sur le roman *(Théorie du Roman)*, de Lucien Goldmann sur le concept de « totalité », que l'impossibilité montrée par Adorno d'ériger à nouveau l'esthétique en système.

Si Marx projetait d'écrire un livre sur Balzac après *Le Capital*, il ne nous a laissé avec Engels que des textes épars dont les principaux sont : l'introduction à *La Critique de l'économie politique* (1858), une analyse du roman d'Eugène Sue *Les Mystères de Paris*, dans *La Sainte Famille*, des discussions sur l'intervention des idées de l'auteur d'un roman dans son œuvre (Lettres à Mina Kautsky), un certain nombre d'allusions à des auteurs de son temps, des esquisses d'analyses de Balzac dans *Le Capital*, une discussion sur la tragédie à propos du drame de F. Lasalle *Franz von Sickingen*. L'ensemble de ces textes ne constitue aucunement une « théorie marxiste de l'art » et encore moins une « esthétique marxiste ». Ils posent un certain nombre de problèmes fondamentaux qui ne cesseront d'animer la réflexion marxiste sur l'art. Si toute œuvre d'art dans sa genèse, sa représentation est historiquement déterminée, par un contexte social et politique précis, qu'est-ce qui donne à l'art grec une valeur éternelle malgré son historicité? Marx reconnaît d'emblée, avec cette question, la difficulté de concilier le caractère éternel du « beau », du plaisir

esthétique et l'historicité de l'œuvre. S'il souligne le rapport entre l'art et le mythe, il suggère que l'intérêt pris à la contemplation de cet art grec s'enracinerait dans le plaisir que l'humanité éprouve à se souvenir de son enfance. La réponse n'est guère satisfaisante, mais Marx souligne par là même deux questions essentielles : le rapport entre l'art et le mythe, le décalage qui peut exister entre l'art et les autres superstructures : il n'est pas le simple « reflet » d'une situation historique — l'art grec ne reflète pas l'esclavage — et n'est pas une superstructure comme les autres (*Grund.*, Introd., *in fine*).

Hegel a reconnu, dans le romanesque, le conflit fondamental entre un monde prosaïquement et objectivement déterminé (contrairement à l'épopée) et les valeurs, les sentiments du héros qui s'oppose à ce monde. Le roman est donc l' « épopée bourgeoise par excellence » et Hegel accorde une place déterminante au « roman de formation » (*Wilhelm Meister* de Gœthe). Marx soulignera aussi l'importance du roman dans la société moderne à travers ses analyses d'Eugène Sue et surtout de Balzac qui a sans doute le mieux décrit la « réification » capitaliste. L'analyse des productions littéraires lui semble fondamentale et il se garde bien de vouloir privilégier un style (le mot « réalisme » au sens littéraire n'apparaît pratiquement pas chez Marx) ou de prôner un engagement simpliste de l'écrivain : s'il prend parti de manière grossière, le caractère artistique de l'œuvre sera amoindri (« roman à thèse »). Si ses idées politiques sont réactionnaires, la valeur de son œuvre en sera aussi altérée. Marx est donc contre la généralisation de l' « esprit de tendance » en littérature. Il sera hostile à tout « art de propagande » simpliste et ne cessera d'insister sur l'importance de la qualité artistique. L'envoi à Marx et Engels par Lassalle de son drame historique *Sickingen*, le 6 mars 1859, permettra à Marx de formuler d'intéressantes réflexions — bien différentes de celles du Jeune Lukács et de sa métaphysique de la tragédie, qui à travers la référence à Schiller et Shakespeare permettent de préciser les idées de Marx sur la tragédie, le drame historique et la représentation de l'événement.

La lecture des œuvres et de la *Correspondance* de Marx et d'Engels montre la permanence dans leurs goûts d'un certain classicisme. Marx et Engels discutaient des œuvres qu'ils lisaient, qu'ils aimaient, ils avaient des choix personnels, comme tout un chacun, et ne songèrent jamais à en faire des dogmes. Aussi toutes ces réflexions ne constituent-elles pas l'ébauche d'une théorie de l'art, mais la tentative de poser des questions qui connaîtront rapidement des développements très complexes et souvent contradictoires dans la plupart des écrits des théoriciens marxistes qui réfléchiront sur l'art.

2 / Esprit de tendance, esprit de parti, littérature de parti

Le succès du terme d' « engagement » popularisé par Sartre dans *Situations II* (1948) a fait oublier sa longue préhistoire : le terme apparaît déjà dans les débats littéraires des années 30 (chez E. Mounier, P. Nizan, dans les discussions entre les Surréalistes et le Parti communiste). Il trouve son origine dans les controverses du XIXe siècle autour de la notion de « littérature de tendance » (*Tendenzliteratur*), de « littérature de parti » et d'« esprit de parti » (*narodnost*, *partiynost* en russe). A l'origine le terme de *Tendenzliteratur* renvoie au vocabulaire de la censure impériale qui prétendait punir l'auteur d'un écrit, non seulement pour ce qu'il y affirmait,

mais pour ce qu'on pouvait y comprendre. Censure de l'intention et non seulement de l'expression, qui suscita l'expression de « littérature de tendance » (écrit « tendancieux ») que Marx, Engels et Heine utiliseront toujours au sens négatif. Marx et Engels défendent la « poésie de tendance » à condition que l' « esprit de tendance » ne soit pas introduit de l'extérieur et ils reprocheront au mouvement « Jeune Allemagne » de s'être contenté d'exprimer « une tendance politique ». « Littérature de tendance » est synonyme pour Marx ou Heine de « littérature artificielle et abstraite ». C'est aussi dans le même sens que le prendront le critique russe Tchernychevski et ses élèves.

Après Marx et Engels, le terme se retrouve au cœur d'un débat esthétique qui opposera Herwegh et Freiligrath à propos de l'*Ueberparteilichkeit* (absence de prise de parti) et de la *Parteilichkeit* (prise de parti), qui préfigure l'opposition « art tendancieux » et « art pour l'art ». Herwegh privilégiera la « prise de parti » de même que Franz Mehring. Bientôt la jeune littérature socialiste allemande en viendra à se dire « littérature de tendance » par suite d'une extension du terme. L'ambiguïté du terme et du débat — faussé après Marx — explique que Lénine lui substitue celui de « littérature de parti » et d' « esprit de parti ». Pendant longtemps le Parti bolchevique dut utiliser des revues légales pour s'exprimer, quitte à voir déformer ses idées. Lorsque la censure sera affaiblie et que la presse bolchevique pourra se développer plus librement, Lénine, dans un célèbre texte, *L'organisation du parti et la littérature de parti* (1905; o., 10), exprimera le vœu que la « littérature du parti » soit dominée par l' « esprit de parti », c'est-à-dire que ceux qui écrivaient dans les revues bolcheviques expriment *réellement* les idées du Parti. Lénine précise que cette exigence ne vaut que pour la « littérature de propagande » et non les « belles-lettres » et qu'elle ne concerne que les membres du Parti. Une série de mésinterprétations du texte et des idées de Lénine en viendront à le transformer en instrument absurdement répressif dans une prétendue « esthétique marxiste ». Jdanov, dans son attaque contre les revues *Etoile* et *Léningrad*, à propos des écrivains Zostchenko et A. Akhmathova en 1946 se référera à cette notion de « littérature de parti » — qui pour Lénine concerne *essentiellement* la « littérature politique » en l'appliquant à toute la littérature qui devra désormais être dominée par l' « esprit de parti », décrire à travers la méthode du réalisme socialiste, la réalité soviétique dans la perspective (optimiste) de la construction du socialisme. On constate que les théorisations jdanoviennes et staliniennes de cette notion d' « esprit de parti », qui firent tant de ravages à travers cette prétendue « esthétique marxiste » étaient à l'opposé des thèses de Marx et de Lénine. Des utilisations aussi hasardeuses se retrouveront chez beaucoup d'auteurs marxistes : Mao Tsé-toung dans ses causeries de Yenan sur la littérature appliquera la phrase de Lénine à la culture. Et Aragon dans *J'abats mon jeu* (Paris, EFR, 1959) appellera à la constitution d'un problématique « art de parti », élaboré à partir d'une « tendance », définie par le Parti, ce qui ne correspond ni aux positions de Marx ni à celles de Lénine. L'ambiguïté est complète quand Aragon reprend la malencontreuse exigence de Staline : celle d'un art « national » dans la forme et « socialiste » dans le contenu. Les débats sur l'engagement de la littérature suscités par Sartre ne feront que rendre les approches théoriques du problème encore plus confuses : pour se démarquer du réalisme socialiste, Sartre proposera d'engager le

roman, mais non la poésie, la peinture et la musique, car elles usent des mots, des couleurs, des sons, comme choses et non comme signifiants. Mais Eluard et Maiakovski ne furent-ils pas des « poètes engagés » au même titre que Gide ou Zola? Il faudra attendre les essais de G. Lukács en Hongrie, de P. Matvejevic en Yougoslavie, d'H. Gallas en Allemagne, pour que la question soit à nouveau posée avec rigueur.

3 / Rapports entre l'art et la réalité

La cité grecque et son harmonie, l'art grec et sa beauté intemporelle ne s'expliquent pour Hegel que par l'incarnation dans l'histoire d'une certaine figure de l'Esprit. C'est à travers l'Art, avant la religion et la philosophie, que l'homme parvient à saisir l'Absolu de manière encore confuse, allant de l'art symbolique vers l'art classique, puis vers l'art romantique.

Marx, dans la perspective du matérialisme historique et dialectique, montrera comment l'œuvre est, non pas l'incarnation d'une figure de l'Esprit (Hegel), de « formes intemporelles » (esthétique classique jusqu'à Malraux), mais l'expression d'un certain univers culturel, social, politique et historique. L'art s'inscrit parmi les superstructures, mais de manière singulière. Il ne reflète pas mécaniquement les infrastructures. Il y a même souvent un décalage entre l'art et les infrastructures. Marx reconnaît que l'art grec, par sa beauté, transcende l'esclavage antique. Les avant-gardes des années 20 ne furent pas suivies forcément de révolutions, mais de contre-révolutions. Aussi la question du rapport de l'art et de la réalité suscitera-t-elle d'abondantes controverses.

Le premier à l'affronter fut N. Tchernychevski dans sa célèbre thèse sur les *Rapports esthétiques entre l'art et la réalité* (1855), puis son *Essai sur la période gogolienne de la littérature russe*. Refusant la définition hégélienne du beau comme « ce qui est conforme à son essence » — un énorme crapaud, remarque Tchernychevski, est conforme à son essence, mais nullement « beau » — il affirmera que « le beau c'est la vie ». Tchernychevski fut l'un des premiers critiques russes à tenter, à partir de l'esthétique hégélienne, une discussion précise du rapport entre les critères esthétiques et les classes sociales. G. Plekhanov, traducteur de Marx en russe, accordera aussi dans ses essais philosophiques et politiques, une grande place à la question du rapport entre l'art et la réalité. Dans *L'art, miroir de la vie sociale*, il popularisera ce concept de « miroir » par la suite abandonné par Lénine qui lui préférera celui de reflet (*Matérialisme et Empiriocriticisme*, 1908). L'application de la catégorie du reflet à l'esthétique sera aussi riche de contresens. L'idée que l'art doit « refléter » la réalité, que l'on trouvera au cœur de toutes les discussions sur le réalisme socialiste n'est pas léniniste. La position de Lénine est beaucoup plus complexe et subtile comme le montrent par exemple ses six articles sur Tolstoï (1908-1911), où il reconnaît que l'idée de reflet implique aussi celle de *contradictions*. La complexité de cette théorie du reflet chez Lénine sera outrageusement simplifiée dans la plupart des discussions de l'époque stalinienne sur l'esthétique et sera utilisée, comme son article sur la littérature de parti, en un sens limitateur, stérile et répressif.

La lutte contre les aberrations de l'approche marxiste de l'esthétique de l'époque stalinienne suscitera en France et en Autriche un certain nombre de travaux (R. Garaudy, E. Fischer) qui en prendront souvent le contre-

pied, sans permettre pour autant — surtout dans le cas des essais de Garaudy — une approche plus rigoureuse du problème. Georg Lukács s'efforcera dans sa grande *Esthétique* de reprendre l'ensemble de ces questions d'une manière nouvelle en réfléchissant sur le concept de reflet et de mimésis. Si l'œuvre d'art n'est ni l'imitation (Platon), ni le « reflet » de la réalité, elle doit s'efforcer de présenter une certaine « totalité dialectique » des rapports sociaux puisque la totalité est la catégorie centrale du marxisme. Aussi pour lui le seul style révolutionnaire et conséquent sera le « réalisme critique » (Balzac, Tolstoï). Cette conception l'amènera fatalement à méconnaître la richesse des tentatives artistiques des années 20-30, à condamner leurs procédés expérimentaux, et à ignorer la plupart des œuvres importantes de l'art et de la littérature moderne. Ernst Bloch insistera dans toute son œuvre, en particulier dans *L'esprit de l'utopie*, sur la dimension utopique et non seulement critique de l'œuvre d'art. Th. Adorno et Herbert Marcuse verront aussi en elle une promesse de liberté à réaliser dans un monde aliéné.

4 / Art révolutionnaire, art prolétarien, culture prolétarienne

L'apparition entre 1900 et 1930 d'un grand nombre de courants artistiques qualifiés « d'avant-gardes », la volonté de beaucoup de ces artistes de « mettre l'art au service de la révolution », de « rejoindre le prolétariat » entraîneront une nouvelle série d'ambiguïtés qui susciteront de nombreux débats dans la critique marxiste. Les deux plus importants s'articuleront autour de la notion d' « avant-garde artistique révolutionnaire » et d' « art prolétarien ».

Le terme d'avant-garde est emprunté au vocabulaire militaire qui l'utilise depuis le XIIe siècle. Il fut introduit dans celui de l'esthétique autour de 1820 dans les milieux saint-simoniens qui affirment que l'art doit être à l' « avant-garde » de la société. Un glissement de sens aboutira ensuite à faire de l'art une « avant-garde ». La rencontre entre les « avant-gardes » russes et la révolution bolchevique, l'adhésion de leurs plus grands représentants à l'enthousiasme de la Révolution d'Octobre amèneront à considérer que l'avant-garde artistique et l'avant-garde révolutionnaire vont de pair. Si cela s'est produit en URSS pendant une dizaine d'années, on constate que l'idéologie de la plupart des autres courants dits d'avant-garde : « expressionnisme », « nouvelle objectivité », « surréalisme », « dadaïsme », « futurisme », était souvent très floue et que le Futurisme italien par exemple, mouvement d' « avant-garde » sur le plan artistique, se ralliera au fascisme. Aujourd'hui le terme d' « avant-garde » mérite d'être abandonné par la critique marxiste car il ne signifie plus rien. Nul ne songerait sérieusement à identifier « révolutionnaire » en art et « révolutionnaire » au sens politique. Enfin, le décalage entre les aspirations esthétiques des « avant-gardes », même les plus politisées, et celles du prolétariat ne seront pas sans susciter de nombreux problèmes lors de la réception par les ouvriers soviétiques par exemple des œuvres des années 20 : une sculpture cubo-futuriste de Marx ou de Bakounine faisant figure de provocation et d'insulte à l'égard de ce qu'elle voulait représenter. La prudence du Parti bolchevique, à cette époque, consistera à laisser se développer librement ces mouvements d'avant-garde en évitant qu'ils s'entre-déchirent et qu'un seul puisse se prétendre « art officiel », « art de parti » ou « art révolutionnaire ».

Un certain nombre de théoriciens des années 1900-1920 s'appuyant sur une longue tradition de culture ouvrière en Russie et en Allemagne prétendront aussi élaborer une véritable « culture prolétarienne » opposée à la « culture bourgeoise ». Cette tentative reste liée au nom du marxiste russe Bogdanov qui sera constamment en conflit avec Lénine pour des questions autant politiques, idéologiques, qu'esthétiques. Le mouvement de la culture prolétarienne (*Proletkult*) entendait assurer la responsabilité, en toute indépendance, de l'art et de la vie artistique en URSS. Si ses théories étaient abstraites et idéalistes, il parvint par ses nombreux « studios » à initier des millions d'ouvriers à la culture, à la littérature, au théâtre, au cinéma. Les résultats ne furent pas toujours probants et l'idéologie abstraite et mystique de Bogdanov fut à plusieurs reprises condamnée par Lénine et Trotski : la « culture prolétarienne » était une culture abstraite, élaborée par des ouvriers, sans grande valeur artistique. Sa prétention à représenter la culture officielle de l'URSS fut condamnée par Lénine, et le Proletkult dut se soumettre à la juridiction du Commissariat à l'Education et aux Beaux-Arts (*Narkompros*) de Lounatcharski (sept. 1920). En dépit de cette condamnation, la théorie de la culture prolétarienne se développera à l'époque de Staline sous une autre forme autour de la VAPP et de la RAPP et dans la plupart des pays européens — et même au Japon — se créeront des mouvements de culture prolétarienne : le BPRS (Association des Ecrivains prolétariens révolutionnaires), dirigé par Johannes Robert Becher en Allemagne, le Mouvement de la Culture prolétarienne autour d'Henri Barbusse en France, la revue *Monde* (fondée en 1928) en sont les exemples les plus célèbres. La possibilité de mouvements de culture prolétarienne dans des pays où le prolétariat n'était pas au pouvoir sera condamnée par le Congrès de Kharkov (1930), tout comme la tentative d'une « littérature prolétarienne » défendue alors par Henri Poulaille. Ces débats seront ensuite éclipsés par la rencontre entre les surréalistes et le communisme (1927), les premières discussions sur le début du réalisme socialiste et la formation de l'Association des Ecrivains et des Artistes révolutionnaires de P. Vaillant-Couturier (1932). Nombre de ces questions resurgiront encore dans les polémiques entre représentants du populisme et de la littérature prolétarienne jusqu'à la fin des années 30, ainsi qu'en Allemagne. Les discussions esthétiques en Chine à l'époque de la révolution culturelle ranimeront ces vieux débats.

5 | Réalisme, réalisme critique, réalisme socialiste

Marx et Engels ont salué le caractère révolutionnaire de l'œuvre de Balzac, sa représentation de la réification capitaliste sans faire du réalisme un dogme. Si, au XIXe et au début du XXe siècle, on trouve dans l'histoire de l'art de nombreuses discussions sur le réalisme, elles n'affectent pas immédiatement la critique marxiste. En Russie, la littérature russe était dans son ensemble *réaliste*. Ce fut le réalisme russe qui s'attacha à la description de la misère paysanne et dans leur ensemble ces romans étaient très progressistes. Le terme de « réalisme » appliqué à la littérature russe doit toutefois être nuancé par l'affirmation qu'il n'y a pas *un* mais *des* styles réalistes (Tourgueniev, Gogol, Tolstoï, Tchekhov). Avec les romans de Gorki (*La Mère*), son théâtre (*Les Bas-Fonds*) apparut un nouveau réalisme orienté vers la description de la misère ouvrière. Si Lénine se

garda bien d'imposer les goûts qui le poussaient vers le réalisme, une identification s'effectua rapidement entre « littérature progressiste » et « littérature réaliste ». Si tous les styles purent se développer librement dans les années 20 — du cubo-futurisme au « réalisme prolétarien », ce dernier style aura tendance à se généraliser avec la VAPP et la RAPP et il faudra attendre 1934 pour voir le mot « réalisme socialiste » consacré par Gorki. S'il ne désigne alors qu'un style parmi d'autres de réalismes — Maiakowski lui-même se considérait comme « réaliste », il allait donner naissance, à l'époque stalinienne, à un style de plus en plus schématique, le « réalisme socialiste », qui consistait à développer systématiquement l' « esprit de parti » dans la littérature : le romancier se devait de décrire la réalité soviétique dans la perspective héroïque de la construction du socialisme, en multipliant les évocations optimistes et les portraits de « héros positifs ». Ce style, étranger à Marx comme à Lénine, imposé à tous les secteurs de la vie artistique, conduira bien vite à les stériliser (disparition des courants abstraits, disgrâce de V. Meyerhold, réhabilitation de Stanislavski, condamnation d'Eisenstein, élimination d'un grand nombre d'écrivains). Il faudra attendre le XXe Congrès du Parti communiste de l'URSS pour qu'il soit condamné comme dogme, laissant la parole à une nouvelle génération, celle du *Degel* d'Ilya Ehrenbourg, mais aussi des poèmes d'Evtouchenko et de Voznessenski. En Europe, des critiques analogues seront menées par Miroslav Karleja en Yougoslavie, Tibor Dery en Hongrie, E. Fischer en Autriche, R. Garaudy en France *(D'un réalisme sans rivages)*.

Georg Lukács, le plus important esthéticien marxiste d'origine hongroise, n'en continuera pas moins à combattre toutes les tentatives « formelles » des années 20 — théâtre anti-aristotélicien de Brecht, roman prolétarien de E. Ottwalt ou de Willi Brede), mais aussi l'Expressionnisme. Ces affrontements qui eurent d'abord comme organe la revue *Linkskurve* (organe du BPRS, association des écrivains prolétariens révolutionnaires) conduiront à la grande polémique de la revue *Das Wort* (1937-1938) sur l'expressionnisme et l'avant-garde allemande. Née d'une discussion sur le ralliement du poète Gottfried Benn au national-socialisme, elle opposa partisans et adversaires de l'avant-garde allemande des années 20 — en particulier de l'Expressionnisme. La qualité des participants — écrivains, esthéticiens, artistes antifascistes en exil parmi lesquels G. Lukács, Anna Seghers, A. Kurella, E. Bloch — font de cette polémique théorique l'un des grands moments de la réflexion marxiste sur l'esthétique : elle enveloppe non seulement la question de l'avant-garde, de l'irrationnel, du formalisme, du classicisme, de l'héritage, de l'attitude par rapport aux classiques mais aussi l'opposition entre « réalisme » et « formalisme » qui sera abordée dans la dernière étape de cette polémique par une critique systématique des essais de Lukács par Brecht.

Toute la période qui suivra le XXe Congrès du Parti communiste de l'URSS donnera naissance à une série de tentatives de définir de nouveaux styles réalistes étrangers aux dogmes du réalisme socialiste. Georg Lukács, pour sa part, s'il condamna les tentatives « formalistes », « avant-gardistes », « expérimentales » des années 20-30 n'adhéra jamais au réalisme socialiste *(Signification présente du réalisme critique)* et continuera à défendre un certain style réaliste critique issu de Balzac, qui lui fit rejeter la plupart des grands auteurs contemporains (Proust, Kafka, Beckett, Faulkner, etc.) et célébrer Thomas Mann comme le plus progressiste des « écrivains bour-

geois ». Il sera lui-même attaqué par la critique soviétique (et hongroise des années 50) pour sa méconnaissance de « la valeur universelle du réalisme socialiste », tandis que Th. Adorno affirmait : « Mieux vaut la mort de l'art que le réalisme socialiste ».

6 / Esthétique systématique ou esthétique négative?

Si dans ses différents moments, l'œuvre de Georg Lukács demeure la plus grande tentative de penser l'esthétique — et en particulier la littérature — à partir du marxisme, un grand nombre d'auteurs lui reprocheront son postulat du réalisme, sa fidélité à l'esthétique hégélienne, son manque d'intérêt pour l'art moderne et les arts autres que la littérature. Il est vrai qu'il n'aborde que très rarement la musique, les arts plastiques, la poésie et le cinéma — et surtout demeurera hostile à tout le mouvement des avant-gardes des années 20 ou aux théories de la critique formaliste. Si certains s'efforcent de tirer de sa polémique avec Brecht la possibilité d'une meilleure compréhension du réalisme, d'autres, comme Lucien Goldmann, verront dans ses œuvres de jeunesse, à l'époque de sa rencontre avec la philosophie de la vie, l'hégélianisme, le néo-kantisme, puis le marxisme *(L'âme et les formes, La théorie du roman, Histoire et conscience de classe)* la possibilité de développer à partir du concept de « forme », de « totalité », de « héros problématique », une sociologie marxiste de la littérature qui évite les écueils de son primat du réalisme (*Pour une sociologie du roman*, 1964). Pierre V. Zima (*L'ambivalence romanesque, Proust, Kafka, Musil. L'indifférence romanesque, Sartre, Moravia, Camus*, Le Sycomore, 1980, 1982) s'efforcera d'unir la critique goldmanienne aux méthodes de la critique formaliste, s'inspirant en particulier de Bakhtine.

La possibilité d'une esthétique systématique sera violemment dénoncée par les représentants de l'Ecole de Francfort, en particulier Theodor Adorno dans sa *Théorie esthétique*. Pour lui, il ne s'agit pas de juger l'œuvre à partir de critères idéologiques, ou esthétiques, définis *a priori*, de maintenir le primat du réalisme, mais au contraire d'apprendre à déconstruire la forme artistique, à être attentif à toutes les formes d'expression de la modernité, qu'il s'agisse de la peinture, de la poésie ou de la musique, à s'interroger sur le rapport de l'art et de la société moderne, sur le fonctionnement de l'industrie culturelle, de la culture de masse en acceptant que, tout en exigeant une rigueur constante, le discours esthétique sache se taire devant l'œuvre elle-même pour la laisser vivre et parler. Walter Benjamin réalisera en ce sens d'admirables analyses qui montrent que la critique marxiste de l'esthétique peut saisir les objets les plus fragiles — l'éphémère, la photographie, la poésie, le rêve, la peinture, le fragment, tous les symboles en bribes de la modernité — pour en donner une élucidation ouverte, critique, politique et philosophique.

Le succès contemporain de l'œuvre de Benjamin en Europe s'explique sans doute par la méfiance légitime qu'ont suscitée tant de discours dogmatiques et systématiques qui prétendaient parler au nom du marxisme sur l'œuvre d'art. Et c'est ce caractère ouvert, conflictuel, sans cesse bouleversé qui donne à la réflexion marxiste sur l'art une richesse particulière. Elle doit, en corrigeant ses erreurs passées, son schématisme et parfois son dogmatisme, s'inspirer aussi bien de l'effort d'élucidation idéologique lukácsienne que des analyses de Bloch, Adorno, Marcuse et Benjamin.

• BIBLIOGRAPHIE. — Th. W. ADORNO, *Philosophie de la nouvelle musique*, Gallimard, 1962; ID., *Essai sur Wagner*, Gallimard, 1966; ID., *Théorie esthétique*, Klincksieck, 1974; Henri ARVON, *L'esthétique marxiste*, PUF, 1970; Guido ARISTARCO, *Marx, das Kino und die Kritik des Films*, München, 1982; M. BAKHTINE, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Paris, Ed. de Minuit, 1977; E. BALIBAR et P. MACHEREY, Sur la littérature comme forme idéologique, apud *Littérature*, n° 13, févr. 1974; W. BENJAMIN, *Poésie et Révolution*, Denoël, 1971; ID., *Mythe et violence*, Denoël, 1971; ID., *Sens unique*, Denoël, 1978; E. BLOCH, *L'esprit de l'utopie*, Gallimard, 1977; ID., *Héritage de ce temps*, Payot, 1978; BOGDANOV, *La science, l'art et la classe ouvrière*, Maspero, 1977; B. BRECHT, *Sur le réalisme*, L'Arche, 1970; ID., *Les arts et la révolution*, L'Arche, 1970; Hélène CRENON, *La question de la littérature prolétarienne dans les débats esthétiques en France, 1920-1936* (Université de Créteil); E. FISCHER, *La nécessité de l'art*, ES, 1967; ID., *A la recherche de la réalité*, Denoël, 1970; R. GARAUDY, *Esthétique et invention du Futur*, 10/18, 1968; L. GOLDMANN, *Le Dieu caché*, Gallimard, 1956; ID., *Pour une sociologie du roman*, Gallimard, 1964; ID., *Structures mentales et création culturelle*, Anthropos; N. HADJINICOLAOU, *Histoire de l'art et lutte de classes*, Maspero, 1973; A. HAUSER, *Histoire sociale de l'art et de la littérature*, Paris, Sycomore, 1982; Arnold HAUSER, *Soziologie der Kunst*, München, 1974; W. HINDERER (hrsg.), *Sickingen Debatte*, Darmstadt, 1974; A. JDANOV, *Ausgewählte Reden*, Berlin, 1968; M. JIMENEZ, *Vers une esthétique négative*, Le Sycomore, 1983; Moissey KAGAN, *Vorlesungen zur marxistisch-leninistischen Ästhetik*, Berlin, 1973; M. KARLEJA, *Essais critiques*, Zagreb, 1973; P. LAFARGUE, *Critiques littéraires*, ESI, 1936; H. LEFEBVRE, *Contribution à l'esthétique*, ES, 1953; LÉNINE, *Sur l'art et la littérature*, 3 vol., 10/18, 1975; M. LIFSCHITZ, *K. Marx und die Aesthetik*, trad. du russe, Dresden, 1967; LOUNATCHARSKY, *Théâtre et révolution*, Maspero, 1971; M. LÖWY, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires*, PUF, 1976; G. LUKÁCS, *Marx-Engels historiens de la littérature*, L'Arche, 1975; ID., *L'âme et les formes*, Gallimard, 1974; ID., *Signification présente du réalisme critique*, Gallimard, 1960; ID., *Problèmes du réalisme*, L'Arche, 1975; ID., *Ecrits de Moscou*, ES, 1974; ID., *Le roman historique*, Payot, 1965; ID., *Aesthetik*, Luchterhand, 1963-1972; P. MACHEREY, *Pour une théorie de la production littéraire*, Maspero, 1968; MARX-ENGELS, *Über Kunst und Literatur*, 2 vol., Berlin, 1962; MATVEJEVITCH, *Pour une poétique de l'événement*, 1979, 10/18; F. MEHRING, *Werkauswahl*, 3 vol., Darmstadt, 1975; B. MEÏLAK, *Lénine et les problèmes de la littérature russe*, ES, 1956; J.-M. PALMIER, *Lénine, l'art et la révolution*, Payot, 1975; T. PAWLOW, *Aufsätze zur Aesthetik*, Berlin, 1975; PLEKHANOV, *L'art et la vie sociale*, ES, 1949; ID., *Œuvres philosophiques*, t. 4, Moscou; G. PRESTIPINO, *La controversia estetica nel marxismo*, Palerme, 1974; C. PREVOST, *Littérature du dépaysement*, EFR, 1979; ID., *Littérature, politique, idéologie*, ES, 1973; R. ROCHLITZ, *Le jeune Lukács*, Payot, 1983; V. SERGE, *Littérature et révolution*, Maspero, 1976; D. S. SIQUEIROS, *L'art et la révolution*, ES, 1973; TCHERNYCHEVSKI, *Essais critiques*, Moscou, 1976; N. TERTULIAN, *Georg Lukács*, Sycomore, 1980; L. TROTSKI, *Littérature et Révolution*, 10/18, 1964; K. WITTFOGEL, *Beiträge zur marxistischen Aesthetik*, Berlin, 1972.

▶ CORRÉLATS. — Agitation-propagande, Esprit de parti, Forme, Futurisme, Grecs, Héritage culturel, Littérature, Proletkult, Réalisme socialiste, Reflet, Réification, Totalité, Utopie.

J.-M. P.

Etatisation

Al : *Verstaatlichung*. — An : *State Ownership*. — R : *Ogosudarstvlivanie*.

Forme première de la propriété collective, l'étatisation ou propriété de l'Etat est le transfert à l'Etat de la propriété d'actifs, instaurant un rapport de production particulier, qui s'impose plus ou moins fortement aux entreprises concernées, selon le degré d'autonomie qu'elles conservent. Contenu minimum de l'opération de nationalisation, l'étatisation confère néanmoins à l'Etat un droit de propriété qui lui permettra d'exercer un certain contrôle sur la gestion du capital, l'affectation des fonds, le déroulement du procès de travail. Les rapports de possession, c'est-à-dire la disposition des moyens de production, des fonds et des produits, restent le fait des entreprises, mais

ils s'exercent dans les limites que leur imposent désormais des rapports de production transformés par l'existence de la propriété d'Etat. L'importance de cette transformation est évidemment très dépendante de la nature de classe de l'Etat.

▶ CORRÉLAT. — Etatisme, Etat soviétique, Nationalisation.

L. C.

Etatisme

Al : *Etatismus.* — An : *Statism.* — R : *Etatizm.*

1 / Le renversement du marxisme, pensée voulue anti-étatique par ses fondateurs, en une théorie justificative de l'oppression d'Etat, tel est à coup sûr le drame historique de la pensée de Marx. Pour expliquer cette tragédie historique, on a prétendu oublier l'histoire. La pratique de l'amalgame a réduit Staline à Lénine, Lénine à Marx, pour accuser le « totalitarisme » marxiste du péché originel d'étatisme. On a donc délibérément ignoré les luttes de Marx et Engels contre le socialisme d'Etat, de Lassalle en premier lieu, leur acharnement à concevoir le communisme comme le dépérissement de l'Etat, l'opposition qu'ils ont tracée entre la liberté de l'Etat et celle de ses membres (*Gloses*, Gotha, *in fine*). A l'opposé on a voulu voir dans l'étatisme un accident historique lié à des déviations extérieures à la vraie pensée de Marx et d'Engels, et l'on a opposé ainsi une théorie idéale à une histoire qui n'était que trop réelle. Pourtant l'accusation d'étatisme a été portée dès que le marxisme a donné lieu à une pratique de masse, dans l'AIT. L'histoire de la pensée de Marx tourne autour d'un paradoxe : sa lutte sur deux fronts apparemment contradictoires, d'une part la nécessité du dépérissement de l'Etat, d'autre part l'exigence d'une pratique ouvrière de l'Etat. L'étatisme est l'enjeu de cette lutte, qu'une histoire récente s'est chargée d'expliciter. Mais il ne fait aucun doute que l'approche marxienne de l'Etat, qui prend en charge ce paradoxe, n'est nullement un tout homogène, ne serait-ce que parce qu'elle s'est constituée à partir de critiques distinctes : critique de la philosophie politique hégélienne, critique de l'Etat bourgeois, critique des pratiques politiques de la classe ouvrière. C'est dans l'ambiguïté de statut de cette approche qu'on peut repérer les difficultés de Marx avec l'étatisme.

La pensée marxienne de l'Etat tend à récuser toute théorie générale de l'Etat pour en comprendre l'histoire, et à proposer un fil conducteur de cette histoire comme condition de la critique communiste de l'étatisme. Ce fil conducteur consiste à chercher comment chaque Etat de classe reproduit les conditions générales d'extorsion de surtravail non payé (K, 3, 3, 172; MEW, 25, 799-800). L'Etat concentre et reproduit la forme de domination spécifique à chaque domination de classe, telle qu'elle s'incarne dans l'extraction du surtravail *(ibid.)*. Le propre du capital, c'est d'assurer par un mécanisme purement économique la reproduction du rapport social sur lequel repose l'extraction de la plus-value, la coupure du travailleur et des moyens de production (K, 1, 3, 178; MEW, 23, 765). C'est pourquoi le propre de l'Etat bourgeois est de s'ériger en une machine autonome, en un pouvoir centralisé, reproduisant de l'extérieur ces conditions générales de la domination bourgeoise (GCF, Adresse III). La coupure entre l'Etat et la société, loin d'être constitutive de tout Etat, est un effet du fonction-

nement de l'Etat bourgeois. Mais c'est elle qui requiert une pratique politique spéciale destinée à le briser et incarnée pour Marx dans la Commune *(ibid.)*. La démocratie directe communaliste apparaît comme une politique anti-étatiste des producteurs.

L'idéologie allemande avait au contraire donné naissance à une véritable théorie générale de l'Etat, comme incarnation illusoire de la communauté sociale. Dans une société aliénée marquée par l'affrontement des intérêts particuliers, l'intérêt commun prend nécessairement la forme extérieure et illusoire d'un intérêt général incarné par l'Etat qui refrène les intérêts particuliers (62; MEW, 3, 33). L'Etat est donc le résultat de l'aliénation de la société, une projection de l'intérêt commun hors de celle-ci. Dans sa régulation des intérêts privés, il fait valoir l'intérêt de la classe économiquement dominante comme intérêt général; il devient l'organe de domination d'une classe (*ibid.*, 105; 61). *Misère de la philosophie* résumera ce double mécanisme de projection et de condensation de la société en définissant l'Etat comme « le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile » (MPh, *in fine*),

Cette théorie générale ne disparaît pas dans l'œuvre ultérieure. *Le Capital* définit encore l'Etat comme « la force concentrée et organisée de la société » (K, I, 3, 193; MEW, 23, 779). *L'Anti-Dühring* fait de l'Etat un représentant aliéné de la société (AD, 319; MEW, 20, 259 et s.), avec cette conséquence : quand l'aliénation, liée à la scission en classes, disparaît, l'Etat, devenu véritable représentant de la société, s'éteint spontanément : « Quand il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. » En même temps disparaît la politique remplacée par l'administration des choses. C'est cette théorie générale qui induit dans le marxisme des effets étatistes. Si l'Etat est une communauté aliénée consubstantielle à la politique, il suffit pour faire disparaître l'aliénation de retirer à ses fonctions leur caractère politique en les transformant en fonctions administratives (Notes sur Etatisme et anarchie, in *Socialisme libertaire ou autoritaire*, Paris, 1975, t. 2, 379). Cette vision du communisme comme au-delà de la politique induit une contradiction entre le but révolutionnaire, non politique, et les moyens utilisés, qui le restent. Une fois coupés du but, il est douteux que les moyens employés disparaissent, car la politique du prolétariat ne peut plus être qu'étatique. Il s'organise dans l'Etat en classe dominante (MPC, II), et ce dernier, centre de la socialisation de l'économie, reste forcément « la force organisée de la société ». Le dépérissement est renvoyé à une date non précisée, après l'affranchissement total du prolétariat, finalement impuissant à dépasser la politique bourgeoise. Marx annule sa découverte de la démocratie directe comme bris de l'Etat. Engels finira par lui tourner le dos, et par rétablir les droits de la démocratie représentative dans la *Critique du programme d'Erfurt*. Il en va ainsi parce que Marx a accepté les présupposés de Bakounine : l'assimilation de la politique à l'étatique et au pouvoir. Mais c'est là, contrairement aux réquisits anarchistes, ce qui reproduit l'étatisme dans le marxisme, dans la mesure où la classe ouvrière, pour s'emparer d'une machine d'Etat qui structure et domine la société, ne peut se passer d'une action politique générale.

2 / Les théoriciens de la IIe Internationale assurent le triomphe de la théorie générale et de ses ambiguïtés. Dès 1893, Kautsky rejette la démocratie directe de la Commune dans *Parlementarisme et socialisme*

(Paris, 1900); la démocratie bourgeoise est une forme indépassable tant que l'Etat existe (p. XI). C'est au Parlement qu'incombe « la surveillance et au besoin la direction de l'administration publique » *(ibid.)*. Plus n'est besoin de briser l'Etat. La représentation peut devenir une véritable expression de la volonté populaire, donc de la totalité sociale. L'Etat est la vérité de la communauté. Dans les sociétés de classes, la domination des exploiteurs limite la démocratie et fausse la représentation. Le rôle du prolétariat est d'étendre la première pour assurer la seconde, dans la ligne de la « conquête de la démocratie » annoncée par le *Manifeste*. Le système représentatif « est une forme politique dont le contenu peut être différent » (*ibid.*, 125). Un concept instrumental d'hégémonie (*ibid.*, 146) relie la forme politique de l'Etat comme totalité sociale à un contenu de classe. Combattre l'aliénation de l'Etat, c'est combattre les limites de la démocratie. Le prolétariat peut récupérer la machine d'Etat et lui donner un sang nouveau. Ces thèmes passeront sans changement dans la critique kautskyenne de la révolution russe. Face à une république parlementaire incarnant la totalité sociale, une république des soviets, organisation d'une seule classe, ne peut qu'anéantir la démocratie (*La dictature du prolétariat*, Paris, 1972, 195). La démocratie directe n'est qu'un leurre : « L'activité d'un organe central dirigeant l'appareil de l'Etat ne peut être contrôlée que par un autre organisme central et non par une masse inorganisée et amorphe comme l'est le peuple » *(ibid.)*.

Max Adler rejoint Kautsky en limitant les conseils à une fonction de lutte au nom de la nécessité pour l'Etat de représenter l'ensemble des citoyens (*Démocratie et conseils ouvriers*, Paris, 1967, 100). Kautsky limitait la démocratie directe à n'être qu'un moyen de décentralisation administrative; Adler la voit comme un au-delà de la politique, intégrant à l'Etat le passage à l'administration des choses (*ibid.*, 110). La dictature est pour lui la limitation de la démocratie à sa forme politique, que le prolétariat dépasse dans la démocratie sociale : « Dès lors que nous faisons la discrimination, on découvre que la dictature n'est incompatible qu'avec la démocratie sociale, mais elle l'est si peu avec la démocratie politique qu'elle constitue la forme dans laquelle celle-ci s'exerce » (*La démocratie politique et la démocratie sociale*, Paris, 1930, 121). Si l'Etat peut être à la fois lieu de la globalité et forme variable selon le contenu de classe, c'est qu'il est le résumé, la condensation du rapport des forces sociales, grâce à la démocratie : « ... La proportion des forces diverses ou même opposées qui s'expriment par l'Etat est incessamment variable. Elle peut varier et variera nécessairement dans une démocratie, au profit de la classe ouvrière, qui d'un mouvement continu grandit en nombre, en organisation, en conscience » (Jaurès, *Etudes socialistes*, Genève, 1979, 178). Pour Kautsky, le prolétariat gagne en autorité morale, pose son universalité dans la démocratie (*Dictature du prolétariat*, 214). Aussi apparaît-elle à l'ensemble des ténors de la IIe Internationale à la fois comme le moyen spécifique de lutte et comme le but du prolétariat, classe universelle. Selon Bauer, elle incarne son hégémonie, sa prépondérance idéologique (La lutte pour le pouvoir, in *Otto Bauer et la révolution*, Paris, 1968, 152). A cette théorie correspond la ligne politique d'une révolution lente (*ibid.*, 154), à laquelle répond chez Kautsky la nécessaire attente de la maturation du prolétariat (*Dictature du prolétariat*, 192-193).

Ces théories ramènent la lutte ouvrière à la lutte parlementaire du Parti.

A l'Etat représentant de la totalité sociale, correspond l'organisation représentative de la classe ouvrière. La représentation dans le Parti justifie le fonctionnement représentatif de l'Etat. En fait, le Parti a la forme d'un appareil de l'Etat bourgeois, et fonctionne de la même façon. « Une classe peut dominer sans pour autant régner, car une classe est une masse amorphe; il n'y a qu'une organisation qui puisse régner. Et en démocratie, ce sont les partis qui règnent » (*Dictature du prolétariat*, 199).

Deville explicite le lien entre parlementarisme et représentation. La tâche du Parti, c'est « la pénétration des hommes et des idées socialistes dans les corps élus » (*Principes socialistes*, 181). L'Etat socialiste sera donc « aux mains du parti » (*ibid.*, 207). La démocratie couvre la confiscation de l'Etat par le Parti, et la réduction de la pratique politique à l'activité de l'état-major de l'organisation. Bauer identifie ouvertement la classe au Parti (*La lutte pour le pouvoir*, *o.c.*, 155) et l'hégémonie du prolétariat au rôle pédagogique du parti (*ibid.*, 152). Pour Adler, le Parti exprime l'universalité du prolétariat en regroupant toutes les forces sociales novatrices (*Les conseils ouvriers*, 107) et la dictature du prolétariat est pour la social-démocratie l' « instrument approprié de sa victoire » (*ibid.*, 58).

Un tel schéma possède ses lettres patentes d'orthodoxie. Il repose sur l'assimilation de la classe pour soi à la classe organisée dans *Misère de la philosophie*. Au moment où le prolétariat conquiert difficilement sa liberté d'expression et de mouvement, Marx conçoit la lutte politique ouvrière essentiellement comme une lutte « pour l'association », qui réalise l'union du prolétariat et son autonomie face à la bourgeoisie. Les partis de la IIe Internationale transposent ce schéma à une situation où les organisations ouvrières se sont développées, et après que la Commune a mis à l'ordre du jour une pratique politique de masse qui déborde l'organisation. Le rejet de la démocratie directe apparaît alors comme une ligne politique maintenant les masses sous la coupe de directions de partis intégrés à l'appareil d'Etat.

3 / Refusant la subordination de la lutte des classes à une démocratie en général posée comme moyen et but, Lénine se pose en restaurateur de la démocratie directe, comme mode spécifiquement prolétarien de concentration des pouvoirs, induisant le dépérissement de l'Etat. Mais en inversant les thèses de Kautsky, il en garde certains présupposés. Kautsky et Adler entendaient maintenir les conseils dans un rôle de lutte, en leur refusant de devenir la structure de l'Etat. Lénine définit la révolution comme la « transformation des organisations de la classe qu'elle opprime (la bourgeoisie) en organisations d'Etat » (o., 28, 269). La pratique autonome des masses dans les soviets se trouve réduite à une pratique d'organisation.

Ce thème induit une contradiction motrice de sa pensée. D'une part, seule la démocratie directe permet d'intégrer les organisations ouvrières à la gestion de l'Etat, donc à son dépérissement (o., 28, 491). Mais d'autre part, dans la mesure où le prolétariat n'a pas encore conquis son unité ni unifié les autres producteurs, la direction de l'Etat, organisation de la classe dominante, se concentre dans les appareils de cette classe (prioritairement dans le Parti) qui lui sont homogènes en tant qu'organisations. La politique communiste s'identifie à celle du parti (o., 31, 382). Dès lors, au schéma qui fait de la démocratie directe le pivot du fonctionnement des organisations dans l'Etat socialiste, s'oppose la vision d'une

dictature du prolétariat concentrée dans les rapports entre organisations, parmi lesquelles les soviets n'ont qu'un rôle subordonné. Ce primat de l'organisation rétablit la représentation. Lénine l'a avoué; initialement organes de gouvernement par les travailleurs, les soviets deviennent organes de gouvernement pour les travailleurs aux mains de « la couche avancée du prolétariat » (lisons : du Parti, o., 29, 182). Mais coupées de la démocratie directe, les organisations ne sont plus que des appareils d'Etat.

Cet instrumentalisme amène Lénine, en contradiction avec sa tendance dominante, à confondre la dictature et ses moyens violents sous l'empire de la conjoncture. Comme organisation de la classe dominante, l'Etat doit aussi organiser la répression pour le compte du prolétariat (o., 27, 275). Or Lénine a parfaitement conscience que la violence étatique, émanant d'un appareil d'Etat séparé, n'est pas révolutionnaire, et s'oppose à la violence des masses elles-mêmes (o., 31, 363). Il en arrive donc à une contradiction décisive : « L'Etat est un appareil de répression. Il faut exercer la coercition contre les exploiteurs, mais on ne peut le faire à l'aide de la police. il faut que les masses agissent elles-mêmes, l'appareil doit être lié aux masses, il doit les représenter comme font les soviets » (o., 27, (34). D'un côté la violence révolutionnaire anti-étatique, de l'autre la violence d'appareil, qui autonomise l'Etat des masses et bloque le dépérissement.

4 / La NEP, puis l'industrialisation forcée, reconstituent la classe ouvrière soviétique, mais dans une économie capitaliste d'Etat, dirigée par celui-ci, Staline va retourner la théorie générale des pères fondateurs pour en faire la caution de cette situation. En 1924, la dictature du prolétariat apparaît comme un cas particulier de l'essence de l'Etat définie par la théorie générale; c'est un appareil de répression de classe contre un autre : « Sous ce rapport la dictature du prolétariat ne se distingue en rien quant au fond de la dictature de toute autre classe »... (Staline, Des principes du léninisme, in *Les questions du léninisme*, 45). La théorie générale permet de réduire la dictature du prolétariat à un type d'Etat parmi d'autres, donc de congédier le problème du dépérissement. Mieux, l'Etat étant le centre du travail d'édification socialiste, il convient de le renforcer, y compris dans ses organes de répression car, « sans ces organes, le travail d'édification, tant soit peu assuré, de la dictature est impossible » (*Les questions du léninisme, o.c.*, 180).

L'Etat ne pouvait devenir, selon Engels, le représentant de la société que par son dépérissement. Staline retourne cette position : l'Etat ne peut dépérir que s'il est devenu le représentant du peuple. Avant la guerre, une première série de thèses consiste à attribuer l'impossibilité du dépérissement à l'environnement extérieur de l'URSS (Rapport au XVIIIe Congrès, *o.c.*, 952). Toutefois l'Etat esquisse à l'intérieur de l'URSS une transformation qui atteste de son universalité et prépare le dépérissement : il passe d'une fonction essentiellement répressive à une fonction d'organisation économique et d'éducation *(ibid.)*. L'Etat est le représentant du peuple, parce qu'il absorbe l'administration des choses. Ainsi se trouve justifiée l'étatisation de toutes les pratiques sociales et leur soumission à la ligne du Parti.

• BIBLIOGRAPHIE. — BALIBAR, *Sur la dictature du prolétariat*, Paris, 1976; INGRAO, *Masses et pouvoir*, Paris, 1979; G. LABICA, Marx, l'Etat, le capital, *Raison présente*, n° 65, 1933; LÉNINE, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, t. 28; *Contribution à l'histoire de la dictature*,

t. 31; *Les tâches immédiates du pouvoir des soviets*, t. 27; *Sur l'infantilisme de gauche*, *ibid.*; *Brouillon du projet de programme*, *ibid.*; *Rapport sur le programme du Parti au VIIIe Congrès*, t. 29; *Notes d'un publiciste*, t. 30; *Discours à la conférence des directions de l'enseignement politique*, t. 31; *Les discours au IIe Congrès*, t. 33; *Le Cahier bleu*, Bruxelles, 1977; POULANTZAS, *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, Paris, 1978; SOREL, *Réflexions sur la violence*, réimpr., Paris, 1972; STALINE, *Les questions du léninisme* (textes jusqu'en 1939), Pékin, 1977; *Textes choisis*, Paris, 1983; *Marxisme et questions de la linguistique* est traduit dans *Les maîtres de la langue*, ouvr. coll., Paris, 1979.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Anarchisme, Bakouninisme, Bureaucratie, Commune, Communisme, Conseils, les art. Démocratie, Dépérissement de l'Etat, Dictature du prolétariat, Etat/Société civile, Etat soviétique, Jacobinisme, Lassallisme, Orthodoxie, Parlement, Pluralisme, Socialisation, Socialisme, Soviet, Totalitarisme.

J. R.

Etat / Rapport salarial

Al : *Staat/Lohnverhältnis*. — An : *State/wage system*. — R : *Gosudarstvo/otnošenie naemnogo truda*.

La liaison opérée ici entre Etat et rapport salarial est justifiée par l'idée que l'Etat dont il va être question est celui du capitalisme et non pas celui de formations pré- ou non capitalistes. Dès lors son principe de compréhension comme son rôle sont à rechercher du côté du travail salarié, comme l'indiquent l'entrée obligée dans le salariat, la gestion qualifiée d'étatique de la force du travail ou le caractère lui aussi étatique de la soumission salariale.

Dans le cadre de cette relation principale toutefois, on observe plusieurs façons de concevoir le rapport salarial, c'est-à-dire la contrainte au travail salarié, et par ricochet, plusieurs façons d'appréhender l'Etat dans le capitalisme. Différentes approches, qui ont toutes Marx comme point de départ, mais se prolongent ensuite de façon plus ou moins hétérodoxe par rapport à lui :

— Une première conception de l'Etat, classique dans le marxisme, consiste à partir de la notion de force de travail comme marchandise particulière, et à penser le rapport salarial comme un rapport marchand, ou encore un rapport d'échange entre équivalents. Le rapport salarial est alors décrit comme un rapport d'achat-vente d'une marchandise, la force de travail, que le salaire (direct) rémunère à sa valeur (quotidienne). Quant à l'Etat, dans cette problématique, il est introduit en second, comme adjuvant au processus d'accumulation et son rôle consiste soit à consolider l'entrée obligée dans le salariat (cf. Marx et le rôle de la législation sanguinaire), soit, plus généralement, à atténuer les contradictions qui opposent la mise en valeur du capital privé et les besoins de reproduction de la force de travail.

S'inscrivent dans cette perspective de la reproduction sociale les analyses contemporaines de la gestion étatique de la force de travail (S. de Brunhoff), de la socialisation du salaire (A. Capian) et de la régulation (R. Boyer, A. Lipietz). La montée du salaire indirect, caractère essentiel du rapport salarial aujourd'hui, est ainsi présentée comme l'expression d'une prise en charge progressive par l'Etat de tout rôle requis par le fonctionnement du système, de toute exigence de la reproduction sociale.

Ce n'est pas sous-estimer l'apport fondamental de ces analyses que d'en souligner deux limites, qui expliquent le développement d'une démarche plus hétérodoxe. La première est qu'il ne suffit pas de constater la nécessité

pour une marchandise (serait-elle particulière) d'être gérée de façon centrale socialisée, non privée, pour en déduire que l'Etat est le principe obligé de sa gestion. La constatation de la nécessité n'épuise donc pas la question de l'Etat. Elle invite également à ne voir en lui qu'un gestionnaire pour le compte du capital (ce qui ne permet pas de le comprendre en des termes radicalement différents de ceux d'un capitaliste, même si l'idée d'autonomie relative tempère largement ce déterminisme).

D'autre part, la problématique de la Reproduction/Régulation rencontre toute la critique, menée aujourd'hui de l'intérieur même du marxisme, et concernant le statut de la force de travail (B. Lautier et R. Tortajada, C. Benetti et J. Cartelier). Intégrer ces critiques ne permet plus de voir dans l'Etat un simple principe d'intervention sur la valeur de la force de travail et consistant, par exemple, à contribuer, par le salaire indirect, à sa reproduction pour une valeur supérieure à sa valeur quotidienne (et dite précisément valeur de reproduction). La question de l'Etat est alors posée en termes de socialisation des producteurs et le rapport salarial, mode de socialisation propre au capitalisme, est pensé en termes de soumission, donc d'inéquivalence et non plus en termes d'échange entre équivalents.

— On sait depuis Walras que l'échange ne suffit pas à socialiser les producteurs, et qu'il faut bien admettre l'existence d'un secrétaire de marché. On admet également dans cette seconde approche que postuler, comme le fait Marx, la socialisation par le salariat en même temps que la théorie de la marchandise particulière, pose problème. Si donc ni la « main invisible » ni les relations achat-vente de marchandises ne suffisent à expliquer l'incorporation obligée dans le salariat, il reste à le concevoir comme un rapport de soumission et à spécifier cette soumission, au-delà d'une simple logique de répression, violente ou consentie. Le rapport salarial est alors présenté comme :

— le mode capitaliste de socialisation (L. Cartelier);
— qui opère par une soumission spécifiée d'abord comme monétaire car le travail salarié est du « temps vendu » (B. Lautier), c'est-à-dire du temps séparé des autres activités au moyen de l'argent;
— et par une soumission centralement codifiée et qui fait apparaître l'Etat comme condition d'existence de la société en deux classes.

L'objet de la vente en effet n'est pas identifiable *a priori*. Il ne s'agit que d'une promesse de travail, dont les modalités précises (temps, intensité, paiement...) n'ont aucune existence privée, et ne trouvent leur sens qu'une fois codifiées par une autorité centrale et inscrites dans une relation de soumission, qui prend la forme du salariat. L'Etat est donc bien au cœur de l'instauration et de la consolidation du rapport salarial en ce que son rôle consiste à soumettre le collectif des producteurs à des règles identiques (R. Delorme et C. André). Mode de reconduction de la contrainte au travail et détenteur du monopole de la contrainte, l'Etat fonde le rapport salarial comme rapport de soumission privé et social. Quant à la soumission en cause ici (ou socialisation inégalitaire) elle ne signifie pas une soumission en général, à un pouvoir issu d'une violence historique et qui se perpétuerait aujourd'hui, bien que sous d'autres formes. Elle est définie comme étatique au sens où Etat et salariat sont les deux faces du même ordre productif.

• Bibliographie. — C. Beneti et J. Cartelier, *Marchands, salariat et capitalistes*, PUG, Maspero, 1980; R. Boyer, Rapport salarial et analyses en termes de régulation : une mise en rapport avec les théories de la segmentation, *Annales de l'INSEE*, 1980, n° 2; Id., Les transformations du rapport salarial dans la crise, *Critiques de l'économie politique*, avril-juin 1981, n° 15-16; S. de Brunhoff, *Etat et capital*, PUG/Maspero, 1976; A. Capian, La socialisation du salaire, *Revue économique*, novembre 1981, n° 6; L. Cartelier, Contribution à l'étude des rapports entre Etat et travail salarié, *Revue économique*, janvier 1980, n° 1; Id., Le rapport salarial comme figure étatique, in Collectif, *L'actualité du marxisme*, Anthropos, 1983, vol. II; A. Delorme et C. André, *L'Etat et l'économie*, Seuil, 1983; B. Drugman, *Etat, capital et salariat*, Grenoble, ORT, 1979; B. Lautier et R. Tortajada, *Ecole, force de travail et salariat*, PUG/Maspero, 1977.

▶ Corrélats. — Crise, Etat/Société civile, Force de travail, Salaire, Valeur.

L. C.

Etat / Société civile

Al : *Staat/bürgerliche Gesellschaft.* — An : *State/Civil society.* — R : *Gosudarstvo/Graždanskoe obščestvo.*

S'il fallait faire la dialectique de la pensée de Marx, le concept d'*Etat* serait sans doute l'exemple le plus favorable. Représenté d'abord, en effet, comme l'expression politique de la société civile, identifié ensuite à l'organisation de la classe dominante, il est défini enfin dans un troisième moment, *synthétique*, comme le produit d'une société dont la classe dominante fait son instrument.

C'est Hegel qu'il faut commencer par lire, puisque c'est à partir d'une *Critique de la philosophie de l'Etat de Hegel* que cette théorie a été conçue.

1 / Critique de Hegel : L'Etat est la création de la société civile. — Hegel oppose l'Etat à la société civile comme « la réalité en acte de l'Idée morale » au règne de l'intérêt particulier (*Principes de la philosophie du droit*, § 257). Car, guidé par le seul impératif de réussir en ses affaires, chacun ne considère ici autrui que comme un *moyen* de satisfaire à cette *nécessité* qu'il perçoit devant lui comme la loi d'une seconde nature. Aussi cette société vit-elle dans un *bellum omnium contra omnes* perpétuel. La société civile, c'est le particulier érigé en loi : le règne de la contradiction. Immoralité spécialement visible en la « classe des pauvres », faite de ceux-là qui, liés à leur « travail particulier », se trouvent abandonnés, tels des laissés-pour-compte de la concurrence généralisée, quand la demande à leur endroit fait défaut. C'est que, « malgré son excès de richesse, la société civile n'est pas assez riche (...) pour payer tribut à l'excès de misère et à la plèbe qu'elle engendre » (*Ppes*, § 245). Partant, quand c'est avec si peu d'équité que se répartit la fortune dans les rapports sociaux, c'est dans l'obéissance à la loi de l'Etat, soit une loi qui s'impose à l'ensemble des particuliers comme un universel, que se place le devoir moral de l'individu. L'Etat, c'est « la *conscience de soi* élevée à son universalité », une exigence de la *raison* par laquelle l'individu ne peut se représenter lui-même autrement qu'étant l'égal des autres en droits et en devoirs; il est « le *rationnel* en soi et pour soi », et c'est cette logique qui lui confère « un droit souverain vis-à-vis des individus » (*Ppes*, § 258).

Cependant, la « société civile » de Hegel, si semblable à l'état de nature de Hobbes, n'est elle-même qu'une société tout à fait particulière, explique Marx ; ce n'est, en réalité, que la société bourgeoise (et Marx de jouer

alors sur l'expression *bürgerliche Gesellschaft*, qu'il convient de traduire par *société bourgeoise* (ce qui est d'ailleurs sa signification littérale) chaque fois que, cessant de correspondre au concept classique de *société civile*, elle ne dénote plus que la réalité actuelle). De même, en distinguant, comme il le fait, l'Etat de la société civile, Hegel rend-il compte d'une séparation qui n'est pas essentielle mais seulement historique. Ainsi au Moyen Age y avait-il « serf, bien féodal, corporation de métiers, corporation de savants, etc., c'est-à-dire qu'au Moyen Age propriété, commerce, société, homme, tout est *politique*; le contenu matériel de l'Etat est posé par sa forme; chaque sphère privée a un caractère politique ou est une sphère politique, ou encore : la politique est aussi le caractère des sphères privées. (...) Au Moyen Age, vie du peuple et vie de l'Etat sont identiques » (*Cripol.*, ES, 71; MEW, 1, 233). Leur séparation n'est que le fait de la société bourgeoise elle-même, qui ne peut vaquer tranquillement à ses affaires qu'à condition que l'Etat n'y intervienne pas. « L'abstraction de l'*Etat en tant que tel* ressortit seulement à l'époque moderne parce que l'abstraction de la vie privée ressortit seulement de l'époque moderne. L'abstraction de l'*Etat politique* est un produit moderne » *(ibid.)*.

Si bien qu'en faisant de la famille et de la société civile les bases respectivement naturelle et artificielle de l'Etat — l'expression ultime de l'Idée morale — l'Etat —, c'est une inversion des rapports entre ces instances que commet le philosophe de Berlin faisant « de l'Idée le sujet et du sujet réel à proprement parler, comme la « disposition d'esprit politique », le prédicat » (*Cripol.*, 43; MEW, 1, 209). L'Etat n'est pas au-dessus de la société civile comme le Ciel d'une Idée, qui prendrait corps en cette société tout en lui donnant forme, il est la création de la société civile. Et si l'Etat moderne domine à présent hors des sphères où se pratique le commerce réel des individus, c'est que celui-ci l'a exigé comme une condition pour atteindre à sa « liberté suprême » (Hegel, *Ppes*, §§ 258 et 261).

Or cette séparation du privé et du politique a des effets jusqu'à l'intérieur de l'Etat lui-même. Ainsi, là où l'état *(Stand)* des fonctionnaires devait servir de médiateur entre la société civile et l'Etat, se développe une corporation de bureaucrates qui ont rompu avec leurs attaches sociales pour ne plus servir que le Souverain, à l'instar des états de la société bourgeoise — les différentes associations de particuliers, par exemple ce qu'on appellerait aujourd'hui les *syndicats* —, lesquels ont cessé de faire fonction d'*intéresser* les individus à la vie publique, comme ils le faisaient au Moyen Age (mais, derechef, tout alors était politique), pour s'opposer désormais à l'Etat en « armée ennemie » (*Cripol.*, 96; MEW, 1, 253). Avec la bureaucratie, c'est donc l'individualisme corporatiste bourgeois qui *se retourne* contre la société bourgeoise elle-même. « La corporation est la tentative de la société bourgeoise de devenir Etat; mais la bureaucratie est l'Etat qui s'est réellement fait société civile-bourgeoise » (*Cripol.*, 91; MEW, 1, 248). Sans doute chaque citoyen a-t-il la possibilité de devenir fonctionnaire, comme « chaque catholique a la possibilité de devenir prêtre (c'est-à-dire de se séparer des laïques ainsi que du monde) ». Mais « la calotte en fait-elle moins face au catholique en tant que puissance qui est au-delà de lui ? » (*Cripol.*, 96; MEW, 1, 253). « La bureaucratie est *la république prêtre* » *(en français dans le texte)* (*Cripol.*, 91; MEW, 1, 248).

Pourtant Hegel n'est pas à blâmer d'avoir voulu montrer de la sorte

la nécessité d'un regard de l'Etat sur les mœurs de la société civile, dit Marx. Car « il n'a rien fait d'autre que de développer la morale de l'Etat moderne et du droit privé moderne. On a voulu séparer davantage la morale de l'Etat, l'émanciper davantage. Qu'a-t-on prouvé par là ? Que la séparation de l'Etat d'aujourd'hui d'avec la morale est morale, que la morale n'est pas chose d'Etat et que l'Etat est immoral. C'est tout au contraire un grand mérite de Hegel, encore qu'à un certain point de vue inconscient (celui qui consiste à faire passer pour l'Idée réelle de la vie éthique l'Etat qui a une telle morale pour sa présupposition), que d'avoir assigné sa vraie place à la morale moderne » (*Cripol.*, 169-170; MEW, 1, 313).

Et l'on remarquera que c'est en des termes hégéliens que Marx lui-même fait sa *Critique*. Ainsi le concept de *classe* n'apparaît-il pas encore ici. Mais, précisément, l'*appropriation* de mots tels que *société civile* bourgeoise peut être considérée comme la médiation vers de tels concepts.

2 / Idéologie allemande et *Manifeste du Parti communiste : L'Etat est une classe organisée en classe dominante.* — Le pouvoir des anciens *ordres* se réclamait d'un droit de nature par lequel le commandement leur était destiné. Il ne saurait en être de même avec les *classes*. Car, ici, la distribution de la société ne procède que de l'art; elle résulte de la division du travail, qui sert inégalement les différentes parties, une classe ne se définissant par suite que par l'opposition de son intérêt à celui d'une autre (ou à celui d'anciens ordres subsistant encore). Toute classe se constitue *contre* (IA, ES, 92-93; MEW, 3, 53-54). Aucune classe, en tant que telle, ne peut donc dominer. Pour cela il lui faut *prendre* la *forme* d'une puissance en laquelle l'autre *reconnaisse* à présent le Souverain et non plus une fraction de la société civile. Elle ne peut faire passer son intérêt devant celui de son adversaire qu'en le lui faisant prendre comme le sien aussi, que par une ruse avec la raison qui le fasse passer pour celui de tous. Ainsi la bourgeoisie, qui, « du seul fait qu'elle est une *classe* et non plus un *ordre*, (...) est contrainte de s'organiser sur le plan national, et non plus sur le plan local, et de donner une forme universelle à ses intérêts communs » (IA, 105; MEW, 3, 62). La bourgeoisie, qui, depuis le Moyen Age où elle ne s'identifiait encore qu'à la commune, a fait l' « acquisition » du pouvoir politique moderne en le rendant entièrement dépendant de la Bourse, où son « crédit commercial » se joue dans la hausse et la baisse des valeurs d'Etat. La bourgeoisie, qui, en faisant de l'Etat le gardien de la propriété privée, lui a certes donné « une existence particulière à côté de la société civile et en dehors d'elle », mais ce, uniquement pour se mettre elle-même de ce fait en situation de *dominer*. Aussi bien cet Etat n'est-il finalement « pas autre chose que la forme d'organisation que les bourgeois se donnent par nécessité, pour garantir réciproquement leur propriété et leurs intérêts, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur » *(ibid.)*.

L'Etat n'est donc pas une tierce puissance dont une classe s'accorderait les faveurs, ni même un outil dont se servirait la classe dominante mais qui, en simple outil, lui resterait extérieur; l'Etat se confond avec la classe dominante, *il est la classe dominante elle-même.* Ou encore : *L'Etat est la forme que prend une classe pour se faire dominante.* Ce qui se comprend si l'on considère que l'Etat est toujours tel Etat particulier, qui n'existe que dans sa configuration spécifique, celle d'Etat bourgeois, par exemple,

bien qu'il ne change jamais quant à sa fonction et que, matériellement, il demeure « le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre » (MPC, ES, éd. bilingue, 87; MEW, 4, 482). C'est d'ailleurs à propos de l'Etat du prolétariat que le *Manifeste du Parti communiste* précisera ces conceptions, en définissant celui-là « le prolétariat organisé en classe dominante » (MPC, II, *in fine*).

Organisation d'une classe à ses fins de domination ou classe organisée en classe dominante, l'Etat apparaît donc ici comme l'expression d'une contradiction, soit : l'impossibilité pour une classe de réaliser en tant que telle son essence, qui est de dominer. C'est pourquoi l'Etat ne se place lui-même au-dessus de la société civile que par l'effet d'une *illusion*, n'étant que l'artifice par lequel une classe se donne pour plus qu'elle n'est. Simulacre de communauté (*illusorische Gemeinschaftlichkeit*, dit Marx), il n'est en réalité, dans telle ou telle forme qu'il peut bien épouser, que l'image de l'idée que se fait une classe de la société civile, un *représentant* de cette classe elle-même. Et cela vaut pour toute classe, le prolétariat également, lequel, par définition, ne constitue, lui non plus, qu'une partie de la société, même si c'est la plus importante : « Toute classe qui aspire à la domination, même si sa domination détermine l'abolition de toute l'ancienne forme sociale et de la domination en général, comme c'est le cas pour le prolétariat, doit d'abord conquérir le pouvoir politique, pour représenter à son tour son intérêt comme étant l'intérêt général *(das Allgemeine)*, ce à quoi elle est contrainte dans les premiers temps ». Pareillement, « les luttes à l'intérieur de l'Etat, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., ne sont que les formes illusoires sous lesquelles sont menées les luttes effectives des classes entre elles » (IA, 62; MEW, 3, 33-34).

Le paralogisme de l'Etat apparaît au mieux dans le concept d'Etat prolétarien parce qu'il y atteint à son paroxysme. Il s'agit là en effet de penser une classe qui tend à exister autrement que comme classe et un Etat qui tend à la disparition de l'Etat. C'est que le prolétariat vit, en tant que classe, sous une forme qu'il ne s'est pas donnée, mais qu'il ne peut parvenir à une existence indépendante — de toute classe, dominante ou opprimée — et se faire *reconnaître* sans *emprunter* d'abord la forme politique de l'Etat. Ce n'est que pour mieux s'en dépouiller et prendre réalité en *se fondant* dans la société civile elle-même, sans classes, dans une société où « le pouvoir public perd son caractère politique » avec lui (MPC, II, *in fine*).

3 | 1871 : L'Etat est la machine qui sauve la domination d'une classe. — Cependant la Commune va apprendre à Marx que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte » (MPC, Préface de 1872 ; MEW, 4, 574).

Et c'est un tout nouveau concept de l'Etat que l'on peut former à partir de cette citation, par l'auteur lui-même, de la *Guerre civile en France* (GCF, Adresse, III). Car ainsi, le pouvoir politique n'est plus une classe en sa domination mais un instrument que cette classe *adapte* aux fins de sa domination, un instrument qui a donc bien d'abord une existence séparée d'elle. Comme le précisera *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, il ne naît pas d'une classe particulière mais de la nécessité pour une société de classes de régler les rapports des forces qui la divisent. Cette société, en effet, quand elle a rompu l'organisation fondée sur les liens

naturels qui était la sienne (organisation gentilice), pour donner libre cours aux rapports strictement sociaux que son nouveau mode de production engendrait et exigeait, s'est donné une forme qu'elle ne peut contenir d'elle-même. Et pour diriger vers la seule production ces forces qui tendent à s'annuler en une conflagration générale, il lui a fallu se créer, « au-dessus d'elle », une autorité dont la loi ne pût être matière à dispute. L'Etat est cette autorité. Il est, dit Engels, « un produit de la société à un stade déterminé de son développement; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts opposés, ne se consument pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l' « ordre »; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat » (*Orfa.*, ES, 156; MEW, 21, 165). Or chaque classe n'ayant pas le même intérêt à pareille économie générale de la société, c'est en premier chef à la faire admettre à celle qui pourrait la juger contre nature que l'Etat servira, celui-ci sera, par conséquent, « dans la règle l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée » (*ibid.*, 157; 167).

Soulignons ce changement important par rapport à la définition antérieure : ce n'est pas un Etat qui fait d'une classe la classe dominante, l'Etat n'est que l'auxiliaire politique de la domination économique, domination dont il montre l'insuffisance pour la mainmise durable d'une classe sur l'ensemble de la société. Aucune classe ne saurait en effet compter sur la reconnaissance par l'autre d'une supériorité qui n'est, encore une fois, qu'un fait social; l'Etat sera donc la force qui rendra à l'évidence de cette soumission, et ce, sans cesse plus clairement à mesure que la conscience de son illégitimité se fait jour. « Après chaque révolution, qui marque un progrès dans la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d'Etat apparaît de façon de plus en plus ouverte », dit Marx (CGF, Adresse, III, *initio*).

L'Etat, ce n'est donc pas des membres d'une classe détachés à l'administration des intérêts de celle-ci ou ayant reçu pouvoir d'elle à cet effet; ce n'est pas un ensemble d'*individus* organisant leur pouvoir mais un ensemble d' « organes » propres au pouvoir d'une *classe*. Organisé autrement selon la classe qu'il sert, il n'est par suite utilisable « tel quel » que par cette classe exclusivement. Ce n'est pas une machine de domination qui fonctionnerait de la même façon, indifféremment selon que ce seraient tels ou tels hommes qui la contrôleraient, c'est une machine qui, selon sa disposition particulière, *produit* tel ou tel type de domination : bourgeoise, prolétarienne, etc. L'Etat bourgeois, notamment, n'est donc pas l'Etat *des* bourgeois, soit un instrument au moyen duquel ces hommes, après d'autres, imprimeraient à présent sur la société civile leur qualité de bourgeois, c'est une fabrication qui porte elle-même le label de la classe « bourgeoise ». Aussi peut-on le reconnaître à sa seule forme, indépendamment des appellations politiques de ses gouvernants (Thiers lui-même ne se disait-il pas « du parti de la révolution ») : c'est « le pouvoir

centralisé de l'Etat, avec ses organes partout présents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature, organes façonnés selon un plan de division systématique et hiérarchique du travail » *(ibid.)* (une division analogue fut l'acte de naissance de la bourgeoisie). Et le prolétariat ne saurait, en effet, laisser une cette machine en son état dont la finalité n'est que de maintenir inchangés les rapports sociaux existants. Ce faisant, il dénaturerait le propos de sa domination et se dénaturerait lui-même à la fois, en tant que classe s'opposant aux rapports de classes — les moyens de domination sont eux-mêmes déterminants de la nature de la classe qui les utilise, en ce qu'ils fixent les rapports sociaux, lesquels seuls définissent les classes en tant que telles.

Enfin, le plus sûr moyen de dominer étant encore de convaincre l'autre de la nécessité de sa domination, une classe se doit de pourvoir son Etat d'organes idéologiques pour cela. La bourgeoisie trouva en l'Eglise un corps dévoué à porter son idéologie de l'acceptation du fait social comme d'un fait de nature (ou divin). Aussi bien la Commune se donna-t-elle comme une de ses premières tâches « de briser l'outil spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres » (GCF, 42; MEW, 17, 339) et décréta-t-elle la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

4 | Lénine : Un Etat qui soit déjà un non-Etat. — Telle est bien selon Lénine « la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution » : « La classe ouvrière doit *briser, démolir* la « machine de l'Etat toute prête », et ne pas se borner à en prendre possession » (ER, O., 25, 439). Non qu'il faille tenter de supprimer « d'emblée, partout et complètement » cette « machine bureaucratique et militaire » dont le prolétariat a lui-même besoin pour réprimer les menées de ses oppresseurs (*ibid.*, 449); mais il s'agit d'instituer « une démocratie simplement plus complète » en supprimant l'armée permanente et en rendant éligibles et révocables « tous les fonctionnaires sans exception ». « Or, en réalité, ce « simplement » représente une œuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres, foncièrement différentes » (*ibid.*, 453).

C'est là, remarque Lénine (qui se rappelle ici ce qu'il considère comme le principal enseignement de Hegel), « un cas de transformation de la quantité en qualité » : sa fonction étant exercée différemment (et non seulement par d'autres hommes), c'est en son essence même que l'Etat se trouve changé. En fait, quand la démocratie, de bourgeoise qu'elle était, se fait prolétarienne et devient réellement l'affaire du plus grand nombre, elle cesse de n'être que l'instrument le plus efficace de la domination d'une classe pour se transformer « en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, l'Etat » *(ibid.)*. Réciproquement : un pouvoir exercé par une majorité de plus en plus grande, et ce, de plus en plus directement, ne peut plus être appelé « pouvoir spécial de répression ». Car un tel pouvoir tend, de la sorte, à s'incarner dans la classe numériquement dominante elle-même (laquelle élimine progressivement le système des représentants en confiant aux producteurs l'organisation de la société civile), pour réaliser alors effectivement la formule du *Manifeste* : « Un prolétariat organisé en classe dominante » (*ibid.*, 499). — Toutefois, c'est à la lumière de *La guerre civile en France* que Lénine relit ce texte, et le sens en est donc profondément modifié. Ce n'est pas par son origine que l'Etat s'identifie à la classe dominante, mais par un long processus

d'identification, au cours duquel l'Etat, au contraire, perd progressivement de sa substance. Et ce processus ne peut s'effectuer qu'avec la classe qui n'a jamais voulu, quant à elle, être une classe. « C'est en ce sens que l'Etat *commence à s'éteindre* » (*ibid.*, 454).

On voit, à la lecture de cette dernière phrase, que Lénine s'inspire également de textes postérieurs à *La guerre civile*. Citons seulement l'*Anti-Dühring* : « Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société — la prise de possession des moyens de production au nom de la société — est en même temps son dernier acte en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans des rapports sociaux devient superflue et tombe d'elle-même en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », *il s'éteint* » (Engels, AD, ES, 317; MEW, 20, 262).

5 / Gramsci : Société civile et société politique. — Mais c'est dans la société civile elle-même, remarque Gramsci, que la classe dominante trouve les moyens idéologiques de son « hégémonie », moyens dont Marx avait donné un exemple avec l'Eglise. Elle dispose là d'un arsenal qui lui permet de *diriger* effectivement (quand la *société politique* ne lui confère que la *domination*), celui-ci étant constitué de tous ces « organismes » propres à former les mentalités que sont : les institutions culturelles, l'école, la presse, la religion, etc. La société politique est le moment de la coercition, la société civile, celui du pouvoir idéologique. Les deux se trouvent néanmoins réunis dans l'Etat « au sens large » comme deux compléments; « Etat = société politique + société civile, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition » (Notes sur Machiavel, in *Gramsci dans le texte*, ES, 576-577).

C'est donc une *superstructure* que le révolutionnaire italien comprend sous le concept de *société civile*, mais une superstructure qui n'existe que dans des personnes agissant en tant que particuliers, par leur profession et non en tant qu'administrateurs ou représentants se posant *a priori* hors de la société et au-dessus d'elle; c'est là que réside sa force. Elle constitue l'ensemble des pouvoirs qui tendent à *civiliser* les individus, c'est-à-dire à en faire les citoyens consentants (voire les promoteurs) d'un Etat *(civitas)* conforme aux exigences de la classe dominante (*op. cit.*, 606). De ce point de vue ces organismes jouent bien, mais par mouvement contraire, le rôle que Hegel donnait aux *états*, celui de médiateurs entre les particuliers et le pouvoir politique.

Et certes, tout Etat a, en ce sens, un but éthique, « dans la mesure où une de ses fonctions les plus importantes est d'élever la grande masse de la population à un certain niveau culturel et moral, niveau (ou type) qui correspond aux nécessités de développement des forces productives et par conséquent aux intérêts des classes dominantes. L'école comme fonction éducatrice positive et les tribunaux comme fonction éducative, répressive et négative, sont les activités de l'Etat les plus importantes en ce sens » (*op. cit.*, 572, note). Sans doute n'est-ce pas, cependant, de réaliser l'Idée morale de Hegel, universelle, qu'il s'agit; loin s'en faut, on le voit. Cela, on pouvait le croire « à une période où le développement en extension de la bourgeoisie pouvait sembler illimité, d'où la possibilité d'affirmer le caractère éthique de la bourgeoisie ou son universalité : tout le genre humain sera bourgeois » *(ibid.)*. En réalité cette morale se limite aux *idées*

d'une classe, *particulière* (la prétention de la bourgeoisie à l'universalité n'étant qu'une de ses particularités), et « seul le groupe social qui pose la fin de l'Etat et sa propre fin comme but à atteindre, peut créer un Etat éthique, tendant à mettre un terme aux divisions internes qu'entraînent la domination, etc., et à créer un organisme social unitaire technico-moral » *(ibid.)*.

6 / Althusser : Comment l'Etat se reconduit dans ses fonctions. — Or, « la distinction du public et du privé est une distinction intérieure au droit bourgeois », rappelle Althusser (qui cite Gramsci), et des institutions, pour privées qu'elles soient à l'origine, « peuvent parfaitement « fonctionner » comme des Appareils idéologiques d'Etat » (Idéologie et Appareils idéologiques d'Etat, in *Positions*, ES, 84). Et c'est en cette qualité qu'à côté de l' « Appareil répressif d'Etat » (c'est-à-dire la « machine de l'Etat » de *La guerre civile*, Eglise en moins : gouvernement, administration, armée, police, tribunaux, prisons, etc.), cette superstructure idéologique assure plus particulièrement la fonction de reproduire les rapports de production (« Pour une grande part, précise Althusser. Car les rapports de production sont *d'abord* reproduits par la matérialité du procès de production et de circulation ») (*op. cit.*, 88). Tous y contribuent, appareils religieux, familial, juridique, politique, syndical, appareil de l'information et appareil culturel, mais, entre eux, il en est un qui a un rôle prépondérant : l'appareil idéologique scolaire. C'est l'école, en effet, qui, « dans les formations capitalistes mûres », a remplacé l'Eglise pour ce qui est d'inculquer à chaque partie de la population « l'idéologie qui convient au rôle qu'elle doit remplir dans la société de classe » (*op. cit.*, 95) — lui apprendre à tenir sa place (et à s'y tenir). A cette fin elle dispose d'un atout incomparable : des années d'audience obligatoire. D'autre part, elle est elle-même servie par cette idéologie, qui la représente comme « un milieu neutre, dépourvu d'idéologie » (*op. cit.*, 94-96).

Poulantzas a vivement critiqué la théorie de l'Etat qui saisirait (car, est-ce bien celle d'Althusser ?) celui-là « à travers le seul couple idéologie-répression ». C'est là, dit-il, « réduire la spécificité de l'*appareil économique d'Etat* » et aussi oublier que, pour former un « consensus » entre classe dominante et dominée, l'Etat assume « en permanence une série de mesures matérielles positives à l'égard des masses populaires » (*L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, PUF, 37 et 34), et que, de la sorte, il ne fait pas qu'interdire ou imposer, tromper ou faire croire, « il *crée*, il *transforme*, il *fait du réel* » également (*ibid.*, 33-34).

• BIBLIOGRAPHIE. — MARX, QJ, trad. J.-M. PALMIER, 10/18, 19-45 (MEW, 1, 351-370); M 44, ES, 87-88, 141-142 (*Erg.*, 1, 536-537, 581-582); MPh, ES, 177-179 (MEW, 4, 182); LCF (I, *in fine*); 18 B, ES, chap. VII, 120-139; *Grund.*, ES, t. I, 4-6, t. II, 23-24; *Grund.*, Dietz, 429-430, 844-845; *Cont.*, ES, 3-4, 165-179 (MEW, XIII, 7-9, 632-642) et 187-195, 224-226 (*Grund.*, Dietz, 881 et s., 912 et s.); GCF, ES, 38-45, 189, 210-216, 270-273 (MEW, 17, 334-342, 516-517, 538-549, 607-610); LK, notamment la lettre du 12 avril 1871; K., ES, liv. I, t. II, 159 et s.; t. III, 178-179 (MEW, 23, 504 et s., 766-767), liv. III, t. I, 329, t. II, 104, t. III, 171-172, 175-178 (MEW, 25, 332-333, 454, 798-800, 802-806); K 4, ES, t. I, 40-41 (MEW, 26, I, 22); MARX-ENGELS, SF, chap. VI, 3 *b*, *c*; IA, ES, 50-69, 80-99, 104-109, 360-413, 601 (MEW, III, 25-77, 310-360, 537); MPC, ES, éd. bilingue, 85-89, 125-127 (MEW, 4, 466-467, 480-481); NGRh, ES, t. I, 66, t. II, 27 (MEW, 5, 40, 399); *Gloses*, Gotha, III, IV; Erfurt, II; *Corr.*, KM à Ruge, sept. 1843; KM à Annenkov, 28 déc. 1846; KM à FE, 18 juin 1862; ENGELS, *La question du logement*, ES, 42, 84 et s. (MEW, 18, 226-227, 257 et s.); AD, ES, 36, 123-124, 178, 207-210, 315-321 (MEW, 20, 6, 82, 137, 167 et s., 258 et s.); *Orfa.*,

ES, 154-159 (MEW, 21, 164-168); E. BALIBAR, La rectification du « Manifeste communiste », in *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974, 65-103; S. de BRUNHOFF, *Etat et capital*, PUG/Maspero, 1976; A. GRAMSCI, *Gramsci dans le texte*, recueil de textes par F. RICCI et J. BRAMANT, ES, 1975, 147-148, 270, 469, 565-567, 572, 575-577, 606; G. W. F. HEGEL, *La société civile bourgeoise*, J.-P. Lefebvre éd., Paris, Maspero, 1975; G. LABICA, Marx, l'Etat, le capital, in *Raison présente*, n° 66, Paris, Nouvelles Editions rationalistes, 19; ID., La théorie marxiste de l'Etat, in *Dialectiques*, n° 3, Paris, 1973; ID., *Le statut marxiste de la philosophie*, Paris, Complexe-PUF, 1976, en particulier la quatrième partie; LÉNINE, pour cet auteur on trouvera une bibliographie très complète dans le *Cahier bleu (Le marxisme quant à l'Etat)*, textes établis et présentés par G. LABICA, Bruxelles-Paris, Complexe-PUF, 1977, travail préparatoire à *L'Etat et la révolution*, ES ou O., t. XXV; C. B. MACPHERSON, *La théorie politique de l'individualisme possessif de Hobbes à Locke*, trad. M. FUCHS, Paris, Gallimard, 1971 (la société civile comme société bourgeoise chez les classiques); N. POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968.

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Appareil, Bloc historique, Bourgeoisie, Bureaucratie, Centralisme démocratique, Classes, Commune, Compromis historique, art. Démocratie, Dépérissement de l'Etat, Dictature du prolétariat, Droit, Ecole, Etatisme, Gramsciame, Hégémonie, Matérialisme, Mode de production étatique, Parlement/Parlementarisme, Pouvoir, Rapports sociaux, Religion, Reproduction des rapports sociaux, Saint-simonisme, Social-démocratie, Socialisme, Stalinisme, Superstructure, Ville/Campagne.

J.-Y. L. B.

Etat soviétique

Al : *Soujetischer Staat.* — An : *Soviet state.* — R : *Sovetskoe gosudarstvo.*

Depuis la prise du pouvoir en octobre 1917 par le Parti bolchevique, dont les objectifs proclamés étaient la construction du socialisme et le dépérissement à long terme de l'Etat au nom d'une nouvelle conception de la démocratie, la nature de l'URSS a toujours posé de redoutables problèmes d'analyse. S'il est plus ou moins aisé d'étudier les dispositions constitutionnelles, le fonctionnement et la composition actuels des organisations de l'Etat, et parallèlement ceux des instances du Parti (Gelard, Lesage), il n'en va pas de même lorsqu'il s'agit : 1) de définir les rapports Etat-Parti, 2) l'origine et l'évolution de ces rapports, et 3) la nature sociale d'un régime dont les dirigeants affirment qu'il a déjà atteint l'étape du « socialisme développé ».

C'est autour de ces trois questions que tournent depuis plus d'un demi-siècle les débats sur la nature de l'URSS. Nous nous limiterons à indiquer ici certains obstacles critiques sur lesquels butent les analyses, mais qui permettent aussi de mieux comprendre les enjeux et la complexité des débats.

a) En premier lieu, il faut rappeler qu'à strictement parler, on ne trouve pas chez Marx une véritable théorie de la transition du capitalisme au socialisme, et encore moins une théorie de l'Etat ou de la dictature du prolétariat. Par conséquent, ce n'est que par un parti pris idéologique que l'on peut prétendre faire l'analyse de la Révolution d'Octobre et de l'évolution ultérieure du régime « à la lumière » d'un soi-disant « marxisme orthodoxe ». Procéder de la sorte équivaut simplement à reprendre les différentes logiques du « léninisme », codifiées à partir de 1924 par les successeurs de Lénine, pour essayer de déterminer si la pratique du Parti bolchevique, avant et après 1917, correspond ou non à une « application » juste du marxisme à la situation concrète de la Russie. On escamote ainsi le processus contradictoire qui caractérise les rapports entre

l'œuvre de Marx, le « marxisme » de la IIe Internationale, et le bolchevisme, processus qui a conduit à partir de 1900-1905, à la cristallisation de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la « formation idéologique bolchevique » (R. Linhart). Reconnaître la spécificité de cette formation idéologique permettrait d'une part de se libérer du carcan « marxisme orthodoxe-applications » qui vise toujours la légitimation d'une tendance politique donnée, et d'autre part contribuerait à porter l'analyse de l'expérience soviétique dans le champ de ses contradictions internes et réelles, y compris au niveau idéologique.

b) En deuxième lieu, un certain nombre d'obstacles surgissent lorsqu'il s'agit de définir les étapes de l'évolution de la société soviétique. Il faudrait à cet égard remettre d'abord en question une fois pour toutes le schéma selon lequel il s'est produit, à partir de la mort de Lénine, un tournant radical dans le processus révolutionnaire russe qui conduit au stalinisme. Car il ne fait plus de doute aujourd'hui qu'en ce qui concerne tout au moins l'émergence d'une nouvelle organisation étatique, le point de non-retour a été atteint entre 1917 et 1921, pendant la guerre civile : le Parti bolchevique s'est placé définitivement, au moyen d'un certain nombre de mesures politiques, en position de devoir assurer seul la direction de l'Etat et des administrations chargées des questions économiques et sociales (« concentration de l'effort prolétarien sur l'appareil d'Etat », Linhart). Rappelons pour mémoire les faits les plus importants : la transformation des soviets d'organisations représentatives de toutes les forces révolutionnaires (ouvriers, paysans, soldats) en organes d'exécution bureaucratisés (M. Ferro), la dissolution de l'Assemblée constituante en 1918, l'exclusion des délégués des partis menchevique et socialiste-révolutionnaire du Congrès panrusse des soviets et de son Comité exécutif central en mai 1918, puis leur mise hors la loi en 1920-1921. L'événement le plus important est sans doute ce qu'on a appelé la dégénérescence des soviets, c'est-à-dire leur transformation en organisations d'Etat, mais dénuées de tout pouvoir, lequel était concentré dans les mains du Sovnarkom, le Conseil des Commissaires du Peuple, composé presque exclusivement de bolcheviks. En ce qui concerne les partis, leur élimination était justifiée aux yeux des bolcheviks, parce qu'ils s'étaient montrés incapables, d'une part, de mettre un terme à l'engagement de la Russie dans la guerre et, d'autre part, de s'adapter à l'amplification du mouvement révolutionnaire, surtout en milieu paysan à partir de juillet 1917.

La suppression définitive de toutes les formes classiques et nouvelles d'expression démocratique et/ou parlementaire a entraîné à son tour un renforcement de la bureaucratisation au sein des instances dirigeantes centrales et locales, des organisations de masse autres que les soviets (comités de quartier, syndicats, etc.), ainsi que des modifications importantes du Parti, aussi bien au niveau de sa composition (admission pratiquement incontrôlée d'éléments petits-bourgeois) que de son fonctionnement (interdiction de tendances lors du Xe Congrès du Parti en mars 1921). Le débat Kautsky-Lénine de 1918 montre clairement l'écart infranchissable qui s'était creusé entre le parlementarisme socialiste classique de la IIe Internationale, et les pratiques des bolcheviks en vue d'instaurer la « dictature du prolétariat »!

Enfin, on ne saurait non plus passer sous silence l'importance des mesures de répression prises pendant et après la guerre civile, dont étaient

chargés des organismes contrôlés directement par le Parti. En bref, il faudrait prendre comme point de départ que les bases du système actuel de l'Etat-Parti ont été posées dès les débuts du régime soviétique, même si certains dirigeants — dont Lénine et Trotski — étaient conscients des dangers que pouvait poser leur maintien à long terme.

c) Une troisième série d'obstacles est posée par la période dite « stalinienne » (1928-1953), qui est en général étudiée en bloc, et par une étrange ironie de l'histoire, d'un point de vue juridique, en fonction de l'interprétation économiste et évolutionniste de la période donnée par les dirigeants staliniens et post-staliniens. C'est ainsi que l'interprétation soviétique officielle de la période s'est contentée du fourre-tout du « culte de la personnalité » pour expliquer ses « abus » et les violations de la « légalité socialiste », tout en célébrant les acquis des premiers plans quinquennaux, présentés comme autant d'étapes d'un processus ininterrompu de consolidation du socialisme. D'autres se rabattent encore sur la distinction établie par Trotski entre la « dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier » et la « préservation de l'économie planifiée » sous le stalinisme. Cette distinction, formelle et juridique (propriété étatique des moyens de production = base du socialisme) a été longtemps combattue par les partis de la IIIe Internationale, puis reprise par certains partis européens sous des formes voilées dans les années 70, quand ils ont éliminé de leurs programmes politiques les références au modèle soviétique, au léninisme et à la dictature du prolétariat. Sous les coups de boutoir de la campagne idéologique menée autour du « Goulag », il a fallu en effet reconnaître que l'Etat soviétique, malgré ses conquêtes économiques et sociales, se caractérisait par des déficiences notoires en matière de... démocratie. Cette logique comptable des bilans « globalement positifs » n'a pour autre effet que d'occulter systématiquement les conditions de reproduction et de renforcement de l'Etat-Parti, ainsi que l'histoire et la nature de sa direction du processus de collectivisation de l'agriculture et de l'industrialisation accélérée.

Les travaux importants (Lewin, Davies, Zaleski, Bettelheim, Rittersporn) qui ont été consacrés à l'étude de la planification centralisée des premiers plans quinquennaux, des transformations subies par la classe ouvrière, la paysannerie et les cadres techniques et de l'administration ainsi que des conflits politiques et sociaux pendant la même période, ont permis de lever le voile sur l'apparent monolithisme de l'Etat et de la société soviétiques des années 30 et 40. Mais deux processus (et leurs interactions), qui sont essentiels pour comprendre les conditions de la reproduction du système Etat-Parti et de sa domination sur l'ensemble de la société, n'ont pas encore été suffisamment étudiés : il s'agit de la constitution d'une idéologie d'Etat (toujours en vigueur) et de la répression systématique dont ont été victimes toutes les couches de la population. En ce qui concerne l'idéologie, on continue d'affirmer, faute de mieux, qu'elle est soit une immense perversion du marxisme, soit une ruse des couches dirigeantes, soit un énorme mensonge. On cite souvent à ce sujet l'exemple des discussions concernant l'Etat : mais lorsque Staline, en mettant un terme aux recherches des juristes soviétiques (Stucka, Pashukanis) sur la question du dépérissement de l'Etat, affirme qu'il passe par son renforcement, ou lorsqu'il avance la thèse de l'aggravation de la lutte de classes sous le socialisme, il faut se rendre à l'évidence qu'une nouvelle idéologie d'Etat est née, avec ses propres catégories, pratiques et

appareils et qu'il est futile de dénoncer son caractère anti-marxiste. Car nous ne sommes plus là devant des erreurs (ou des mensonges) mais devant une logique de légitimation et de mobilisation qui se développe et se systématise en fonction des infléchissements et revirements de la ligne de l'Etat-Parti, dans sa tentative de contrôler par en haut les nouveaux processus sociaux déclenchés par l'application, la plupart du temps improvisée, des plans quinquennaux.

Cette tentative de contrôle social nous renvoie au problème des causes de la répression. Les quelques essais d'explication objectifs de ce phénomène ont permis de périodiser les vagues de terreur politique en fonction précisément des infléchissements et revirements de la ligne de direction de l'Etat-Parti. Les vagues de terreur seraient donc l'indice des contradictions et conflits provoqués par l'improvisation de cette ligne plutôt que de l'application implacable d'un projet « totalitaire » de transformation de la société soviétique.

d) La dernière série d'obstacles concerne la période post-stalinienne et l'évolution actuelle du régime, l'utilisation abusive qui est faite du terme de « crise » (de l'URSS, du « socialisme ») pour décrire cette évolution, et le niveau de repérage des indices de cette crise (corruption, incompétence des cadres, économie parallèle, conflits entre groupes de pression, etc.).

Si crise il y a, elle est structurelle à tous les niveaux, et peut-être faudrait-il la replacer dans la « longue durée ». Car de Krouchtchev à Tchernenko, en passant par les dix-huit ans de brejnevisme et l'interrègne d'Andropov, les dirigeants soviétiques ont tous été confrontés au même problème : redresser l'économie dans la marge très étroite de manœuvre que leur laisse l'Etat-Parti hérité de l'époque stalinienne, tout en assurant la réalisation d'un programme de réarmement constant en vue de garantir la suprématie nucléaire de l'URSS.

On sait que les réformes économiques de 1965, 1973 et 1979, qui avaient pour but le passage d'une croissance extensive à une croissance intensive, ont abouti à des résultats très limités (Crosnier), ainsi qu'à un renforcement de la centralisation du pouvoir de décision du Parti.

D'autre part, les tentatives faites depuis Krouchtchev pour donner un « nouveau contenu » à l'Etat, au moyen de l' « élargissement de la base de la société socialiste » se sont soldées tout au plus par un renforcement formel des organisations de masse (l'historique des mesures concernant les collectifs de travailleurs en est un exemple éloquent).

Enfin, la faible mobilisation de l'idéologie d'Etat autour de l' « Etat du peuple tout entier », du « socialisme développé », de l' « unité et homogénéité de la société soviétique » a permis certes de combler, sur le papier, la lacune laissée par l'abandon de la dictature du prolétariat lors du XXIIe Congrès (1961), mais elle semble totalement inefficace lorsqu'il s'agit de proposer de nouvelles formes de participation politique.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Réponse à John Lewis*, Paris, Maspero, 1973; O. ANWEILER, *Les soviets en Russie, 1905-1921*, Paris, Gallimard, 1971; H. ARENDT, *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972; E. BALIBAR, *Sur la dictature du prolétariat*, Paris, 1976; D. D. BARRY, G. GUINSBURG et P. B. MAGG (éd.), *Soviet Law After Stalin*, Part II : *Social Engineering Through Law*, Alphen aan den Rijn, 1978; P. BELLIS, *Marxism and the USSR : The Theory of Proletarian Dictatorship and the Marxist Analysis of Soviet Society*, Londres, Macmillan, 1979; C. BETTELHEIM, *Les luttes des classes en URSS* (4 vol.), Paris, Seuil-Maspero, 1974-

1983; ID. (éd.), *L'industrialisation de l'URSS dans les années 30*, Paris, Ec. Haut. Et., 1982; F. BOURLATSKI, *L'Etat moderne et la politique*, Moscou, 1979; H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, *Lénine, la révolution et le pouvoir*, Paris, Flammarion, 1979; *Staline, l'ordre par la terreur*, Paris, Flammarion, 1979; H. CHAMBRE, *L'Union soviétique. Introduction à l'étude de ses institutions*, Paris, LGDJ, 1967; F. CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste*, t. I, Paris, Maspero, 1972; M. A. CROSNIER, Bilan économique de dix-huit ans de brejnevisme, *Not. et Et. doc.*, n° 4737-4738, Paris, 1983; R. W. DAVIES, *The Industrialisation of Soviet Russia* (2 tomes parus), Londres, Macmillan, 1980; A. B. EVANS, Developed Socialism in Soviet Ideology, *Sov. Stu.*, vol. XXIX, n° 3, 1977; F. J. M. FELDBRUGGE (éd.), *The Constitutions of the USSR and the Union Republics*, Alphen aan den Rijn, 1979; M. FERRO, *Des soviets au communisme bureaucratique*, Paris, Gallimard, 1980; Sh. FITZPATRICK, *Cultural Revolution in Russia*, Bloomington-Londres, 1978; ID., *Education and Social Mobility in the Soviet Union, 1921-1934*, Cambridge, UP, 1979; P. GELARD, *Le Parti communiste de l'Union soviétique*, Paris, PUF, 1982; R. J. HILL, *Soviet Politics, Political Science and Reform*, Oxford, 1980; R. E. KANET, The Rise and Fall of the 'All-People's State' : Recent Changes in the Soviet Theory of the State, *Sov. Stu.*, vol. XX, n° 1, 1978; B. KERBLAY, *La société soviétique contemporaine*, Paris, A. Colin, 1977; A. I. KOROLEV, *Gosudartsvennaia vlast i rabochii klass SSSR*, Moscou, 1980; G. LABICA, *Le marxisme-léninisme*, Paris, B. Huisman éd., 1984; M. LESAGE, *Les régimes politiques de l'URSS et de l'Europe orientale*, Paris, PUF, 1960; ID., *Le droit soviétique*, Paris, PUF, 1979; M. LEWIN, *La Paysannerie et le pouvoir soviétique*, Paris, Mouton, 1966; ID., L'Etat et les classes sociales en URSS, *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, févr. 1976; M. LIEBMAN, *Le léninisme sous Lénine* (2 vol.), Paris, Seuil, 1972-1973; R. LINHART, *Lénine, les paysans, Taylor*, Paris, Seuil, 1976; T. LOWIT, Y a-t-il des Etats dans l'Europe de l'Est ?, *Rev. franç. de Sociologie*, XIX, 1979; M. MCAULEY, *Politics and the Soviet Union*, Penguin, 1977; E. MANDEL, The Nature of the Soviet State, *New Left Review*, n° 108, 1978; B. M. MOROZOV (éd.), *Partiia i soveti*, Moscou, 1982; P. NAVILLE, *Le nouveau Léviathan*. 5 : *La bureaucratie et la révolution*, Paris, Anthropos, 1972; A. NOVE, *Political Economy and State Socialism*, Londres, 1980; E. PASHUKANIS, *La théorie générale du droit et le marxisme*, Paris, EDI, 1970; M. RAKOVSKI, *Le marxisme face aux pays de l'Est*, Savelli, 1977; T. H. RIGBY, *Lenin's Government : Sovnarkom, 1917-1922*, Cambridge, 1979; G. RITTERSPORN, *Conflits sociaux et politiques en URSS, 1936-1938*, thèse, Univ. de Paris I, 1976; L. SCHAPIRO, *The Communist Party of the Soviet Union*, New York, Vintage, 1971; K. STOYANOVITCH, *La dictature du prolétariat ou l'Etat socialiste ?*, Paris, Anthropos, 1979; *La philosophie du droit en URSS, 1917-1953*, Paris, LGDJ, 1965; E. ZALESKI, *Stalinist Planning for Economic Growth 1933-1952*, Chapell Hill, 1980; ID., *Planification de la croissance et fluctuations économiques en URSS*, SEDES-CDU, 1962.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Bolchevisme, Capitalisme d'Etat, Crises du Marxisme, Démocratie populaire, Dissidence, Droit, Etatisme, Menchévisme, MP étatique, MP socialiste, Parti, Philosophie soviétique, Socialisme, Stalinisme, Totalitarisme, Transition socialiste.

R. Z.

Etre social / Conscience (sociale)

Al : *Gesellschaftliches Sein/(gesellschaftliches) Bewußtsein.* — An : *Social being/Consciousness.* — R : *Obščestvennoe bytie/Obščestvennoe soznanie.*

Ces deux termes fonctionnent dans le marxisme à la fois comme référence substitutive et spécification obligée du couple philosophique être-pensée. Si leur sens n'est pas étranger à la critique feuerbachienne de la théorie hégélienne de l'Etre, ils indiquent surtout l'émergence d'une découverte que le marxisme n'inaugure pas à proprement parler mais sanctionne et problématise.

Feuerbach voit dans l'Etre hégélien (cf. par exemple *Principes...*, § 27) une catégorie hybride et ambiguë en tant que cet Etre *indistinct*, qui se tient au départ et à l'arrivée du développement de l'Esprit absolu, se trouve toujours-déjà subsumé sous le mouvement *un* de l'Etre et de la Pensée.

Marx et Engels, par-delà Feuerbach, entendent par surcroît affirmer *théoriquement* une double idée née confusément au siècle qui les précédait (matérialistes français, économie politique classique, hégélianisme) : la société et les rapports qui la constituent représentent un être spécifique / cet être (social) signale l'existence, dans la vie des sociétés comme, par ailleurs, dans celle de la nature, d'une réalité objective et indépendante de la conscience (sociale) et qui prime cette dernière.

Le doublet être social / conscience vise donc, dans toute la tradition marxiste, à l'extension résolue de « la grande question fondamentale de toute philosophie... (qui) est celle du rapport de la pensée à l'être » (LF, MEW, 21, 274) à la sphère sociale. La systématique orthodoxe en fait le répondant isomorphe dans le matérialisme dialectique (expression de J. Dietzgen) du couple base/superstructure dans le matérialisme historique. C'est qu'en effet se dessine ici un nœud complexe de rapports qui, tous, tendent à *fonder* le matérialisme sur une relation explicite de *détermination active* et d'*antériorité avérée* d'un terme sur l'autre. La formulation classique en est donnée par *L'idéologie allemande* : « Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience. Dans la première façon de considérer les choses, on part de la conscience comme étant l'individu vivant, dans la seconde façon, qui correspond à la vie réelle, on part des individus réels et vivants eux-mêmes et l'on considère la conscience uniquement comme *leur* conscience » (ES, 1970, 37; MEW, 3, 27). En 1859, à l'heure d'un grand bilan rétrospectif, Marx reprend à la lettre cet énoncé vieux de près de quinze ans : « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience » (*Préface* à la *Cont.*, MEW, 13, 9). Primauté et priorité vont alors de pair : il faut qu'il y ait de l'être pour qu'il puisse y avoir de la conscience — tel est bien le sens de la belle formule de *L'idéologie allemande* : « La conscience *(das Bewusstsein)* ne peut jamais être autre chose que l'être conscient *(das bewusste Sein)* » (35/26).

Critère discriminant du matérialisme, le commandement de la conscience par l'être social devait évidemment faire l'objet d'abondantes défenses et illustrations. L'histoire de la théorie marxiste, histoire polémique s'il en est, en est émaillée. L'intervention de Lénine y fait relief par sa vigueur et son originalité. Dans sa controverse avec Bogdanov, il rappelle combien le matérialisme historique a ici partie liée avec « le matérialisme en général » ou « le matérialisme tout entier » : « Le matérialisme admet d'une façon générale que l'être réel objectif (la matière) est indépendant de la conscience, des sensations de l'expérience humaine. Le matérialisme historique admet que l'existence sociale est indépendante de la conscience sociale de l'humanité » (M et E., O., 14, 339); il montre que les rapports sociaux sont des rapports objectifs, *donc inconscients* : « Dans toutes les formations sociales plus ou moins complexes, et surtout dans la formation sociale capitaliste, les hommes, lorsqu'ils entrent en rapport les uns avec les autres, *n'ont pas conscience* des relations sociales qui s'établissent entre eux » (*ibid.*, 336; souligné par Lénine); il introduit enfin la notion de *reflet* : « La conscience sociale *reflète* l'existence sociale, telle est la doctrine de Marx » *(ibid.)*. Cette notion de reflet, encore qu'elle ait constamment servi aux diverses entreprises d'aplatissement du marxisme, complexifie à bien des égards celle de détermination (on lira à ce propos D. Lecourt, *Une crise et son enjeu*, Paris, Maspero, 1973, 31 et s.). Il faut ajouter que la

pratique léninienne est elle-même complexe, protéiforme, irréductible. Ainsi la conscience, pour Lénine, est-elle à la fois ce qui est posé dans la secondarité et la dépendance (cf. également CP, O., 249, 253, 276) et, en tant qu'elle s'oppose à la spontanéité inconsciente, ce qui a vocation à s'incarner dans un sujet historique, « conscience révolutionnaire », « conscience de classe » : « Affirmer que... (les dirigeants conscients) ne peuvent détourner le mouvement de la voie déterminée par l'interaction du milieu et des éléments, c'est oublier cette vérité première que la conscience *participe* à cette interaction et à cette détermination » (O., 5, 321).

Le marxisme de la IIIe Internationale devait rapidement clôturer ce champ problématique demeuré provisoirement ouvert. La « détermination de la conscience par l'être social » conjuguée et/ou confondue avec le « critère de la pratique » allait en effet se dégrader en une théorie générale du retard universel de la conscience. Ce glissement est d'ailleurs perceptible, dès 1907, dans un texte (cité *in* G. Labica, *Le marxisme d'aujourd'hui*, PUF, 1973, p. 73-74) où Staline, en une belle parabole, évoque la course que se livrent, en un pauvre cordonnier en faillite, sa « conscience » petite-bourgeoise et son « être social » prolétarien. Le marxisme, dans cette nouvelle mouture, devenait peu ou prou une idéologie de l'ajustement progressif, de la correspondance adéquate, une *idéologie de l'harmonie rétablie* (on constatera en même temps quelque chose d'analogue avec, par exemple, les concepts de rapports de production et de forces productives). De critique et révolutionnaire, il se fit, partiellement mais de façon dominante, apologétique et conservateur. Partout, il emportait la légitimation objectiviste de *toute* situation historique. Ici, dans le « camp » capitaliste, la conscience handicapée, toujours *en retard* sur l'ordre du monde, frappait d'impossibilité majeure sa mise en révolution en rendant toujours-déjà immature, puisque déficitaire en charges subjectives, la situation propice. Là, dans le « camp » socialiste, ses *survivances* étaient vouées à dépérir comme ses parties mortes, sans effets donc sur un être vivant et dynamique, qui en assumerait nécessairement le dépassement. Changée par l'éternité, la dialectique matérialiste devenait dialectique de l'immuable.

• BIBLIOGRAPHIE. — On lira avec profit, dans le *Philosophisches Wörterbuch*, VEB Bibliographisches Institut, Leipzig, I, p. 477 et s., les articles « Gesellschaftliches Bewusstsein » et « Gesellschaftliches Sein » de W. P. EICHHORN qui tente notamment de remplir ces deux notions d'un contenu substantiel. L'*être social* engloberait les rapports de production et les rapports de classes et, plus largement, les forces productives elles-mêmes ainsi que les rapports des hommes entre eux et avec la nature. La *conscience sociale*, ce serait, au sens étroit, l'idéologie et, au sens large, l'ensemble des expressions intellectuelles déterminées et médiatisées par le mouvement social ; Arguments 2, *Marxisme, révisionnisme, méta-marxisme*, Paris, 10/18, 1976 ; J. GABEL, *La fausse conscience*, Paris, 3e éd., 1970 ; G. LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Paris, 1964 (sur la notion de « conscience possible » reprise par L. GOLDMANN in *Sciences humaines et philosophie*, Paris, 1952 ; cf. également Conscience réelle et conscience possible. Conscience adéquate et fausse conscience, in *Actes du IVe Congrès mondial de Sociologie*, IV, 1959) ; K. MANNHEIM, *Idéologie et utopie*, Paris, 1956 (sur la notion de « pensée liée à l'être », *seinsgebundenes Denken*) ; G. STIEHLER, Zur Dialektik von gesellschaftlichem Sein und gesellschaftlichem Bewußtsein, in *Deutsche Zeitschrift für Philosophie*, 3/1978, Berlin.

▸ CORRÉLATS. — Avance/Retard, Base, Conscience, Idéologie, Matérialisme, Ontologie (de l'être social), Possible, Pratique, Reflet, Représentation, Vie/Vitalisme.

G. Be.

Eurocommunisme

Al : *Eurokommunismus.* — An : *Eurocommunism.* — R : *Evrokommunizm.*

3 juin 1976 : lors du meeting de la porte de Pantin organisé par le PCF, Enrico Berlinguer prononce pour la première fois en public le mot d'eurocommunisme pour désigner une stratégie démocratique nouvelle du mouvement ouvrier communiste à la recherche d'un « socialisme dans la liberté », inspiré du Printemps de Prague et adéquat aux conditions spécifiques des pays capitalistes développés. Créé un an auparavant par la presse italienne (E. Levi dans *La Stampa)* en vue de décrire les politiques d'alliances larges de certains partis communistes occidentaux — dont le compromis historique à l'italienne —, le néologisme d'eurocommunisme, en dépit de son caractère peu scientifique et de sa marque européocentriste, avait désormais droit de cité politique et s'imposa. Déjà à l'œuvre sans être nommé dans les premières rencontres « historiques » de 1975 (PCI-PCE et PCI-PCF), repris par des partis communistes occidentaux (anglais, belge, suédois, grec de l'intérieur...) et non occidentaux (cf. la rencontre Berlinguer-Fuwa, sécrétaire du PC japonais) et la déclaration commune (janvier 1977) revendiquant des « solutions nouvelles et qualitativement différentes par rapport à toutes les expériences réalisées jusqu'ici » dans la construction d'un socialisme propre aux pays capitalistes développés (cf. également l' « eurocommunisation » du Parti communiste mexicain, dont le dernier congrès de 1981 a vu la minorité s'exprimer, et organiser un débat dans la gauche sur la base de sa plate-forme), ouvertement affirmé par Berlinguer à la Conférence de Berlin de 1976, l'eurocommunisme trouvera sa véritable consécration lors du Printemps de Madrid (mars 1977). Pour la première fois, Berlinguer, Carrillo et Marchais se retrouvèrent dans la recherche commune d'un « socialisme démocratique ».

Entre 1975 et 1977, l'eurocommunisme s'affirmait donc comme une idée-force qui cristallisa un nouveau courant historique dans le mouvement ouvrier communiste. Son origine réelle : la double crise de 1968-1969 qui appelait un tournant des politiques communistes, voire même une refondation de leurs stratégies. Crise du stalinisme d'abord : Printemps de Prague, puis intervention soviétique « désapprouvée » par les partis eurocommunistes. Crise du capitalisme aussi, marquée par le Mai français ou le Mai rampant italien, par l'émergence des luttes ouvrières et de nouveaux sujets démocratiques (la jeunesse, le féminisme, l'écologie) qui remettaient en cause les praxis communistes existantes et reposaient en Europe la question du socialisme. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait bien de reformuler une alternative socialiste démocratique éloignée de toute gestion étatiste social-démocrate comme de tout « communisme » soviétique, léniniste ou stalinien : une « troisième voie », pour reprendre la terminologie des communistes italiens, refusant la logique des blocs existants et de leurs « modèles » et tentant de résoudre une contradiction historique ancienne toujours présente dans le polycentrisme togliattien ou l'hégémonie gramscienne, celle du « modèle » soviétique et léniniste — la russification du mouvement ouvrier européen — et de la spécificité d'une révolution démocratique en Occident qui avait échoué dans les années 20. En ce sens — fût-il né trop tard — l'eurocommunisme s'inscrivait dans l'éclatement du mouvement ouvrier communiste (de Tito à la rupture maoïste), dans le passage d'un monde bipolaire à un monde multipolaire. Il

pouvait à bon droit se réclamer de toutes les positions « centrifuges » antérieures : stratégie gramscienne de l'hégémonie, démocratie progressive et réformes de structures de la voie italienne, pour ne pas mentionner « l'inoubliable année 1956 » (Ingrao) où Togliatti ouvrit dans son interview à *Nuovi Argomenti* la première brèche dans la critique de la « dégénérescence stalinienne ».

Dans ces conditions — et dès son apparition — l'eurocommunisme recouvrit un processus historique contradictoire, dont les limites théoriques et politiques apparaîtront ultérieurement à la faveur de sa crise ou de ses reformulations (1977-1981). Aussi, si au départ tout le monde s'accordait à en souligner l'importance, les avis divergèrent immédiatement quant à son interprétation et son avenir : réformisme camouflé procédant à « une social-démocratisation progressive » des partis communistes pour les uns (thèse soutenue par E. Mandel dans *Critique de l'eurocommunisme*, Maspero, 1978, et commune à l'ensemble de la critique trotskyste), aggiornamento impossible d'un communisme voulant se « déstaliniser » en se nationalisant pour les autres (par exemple A. Kriegel dans *Un autre communisme ?*, Hachette, 1977), ou bien encore phase historique nouvelle succédant à celles de la IIe et IIIe Internationale, comme le disait le PCI à son XVe Congrès (E. Berlinguer, *Per il socialismo nella pace e nella democrazia in Italia e in Europa*, Riuniti, 1978). Le pari historique était ouvert.

Répondant de manière décalée à la double crise de 1968, l'eurocommunisme se présenta à la fois comme une stratégie de prise de pouvoir démocratico-gouvernementale s'enracinant dans les conditions spécifiques des pays capitalistes développés (parlementarisme, pluralisme des partis et des forces syndicales, haut degré de développement...) et comme une force de renouvellement critique du communisme. De là ses traits principaux :

1 / La revendication d'une indépendance accrue des partis communistes par rapport à Moscou. Indépendance signifiée par la désapprobation de l'invasion en Tchécoslovaquie, la critique de l'absence de libertés et de démocratie politique en URSS, la dénonciation des méthodes administratives et répressives dans la résolution des problèmes politiques (hôpitaux psychiatriques, arrestations...). Indépendance ancrée également dans le refus de tout parti ou Etat-guide, le rejet de toute une conception étatiste du socialisme (confusion Parti-Etat-Plan) et d'une pratique de « l'Internationalisme prolétarien » identifiant intérêts révolutionnaires et praxis d'Etat soviétique. De ce point de vue, la Conférence de Berlin de 1976 en abandonnant les termes « orthodoxes » et consacrés d'internationalisme prolétarien (et de marxisme-léninisme) au profit de celui de « solidarité internationale » proposé par la délégation italienne ne fit que sanctionner cet état de fait et un rapport de forces momentané.

Car au-delà même de ces positions critiques, ce qui était en question concernait la nature — socialiste ou non — des pays de l'Est et la critique du « modèle stalinien » en ses différentes composantes : confusion Etat-Parti-Plan, involution bureaucratique et liberticide du « socialisme réel », politique de grande puissance de l'URSS, stalinisme intérieur. Sur ce terrain, en dépit de positions très critiques soulignant l' « absence de démocratie ouvrière » et la présence « d'une bureaucratie disposant d'un pouvoir immodéré » (S. Carillo, *Eurocommunisme et Etat*, Flammarion, 1977) — voire même de positions minoritaires refusant d'identifier socialisme à socialisme

réel — l'eurocommunisme dominant demeura souvent prudent et peu conséquent. Tout particulièrement en France où l'ouverture eurocommuniste momentanée ne dépassa guère les fameuses théories de la « déformation » : la base économique est socialiste, mais la superstructure n'est pas (encore) démocratique. (La thèse de la déformation critiquée par R. Bahro dans *L'alternative* (Stock, 1979) au nom d'une perspective assez proche de l'eurocommunisme de gauche, a été celle du PCF dans *L'URSS et Nous* (ES, 1978). Elle anime les travaux de Jean Elleinstein consacrés à l'URSS, en particulier son *Histoire de l'URSS*, 3 vol., ES.) Il ne faut donc pas s'étonner qu'à la faveur de la rupture de l'Union de la gauche, le XXIIIe Congrès du PCF ait remis en selle la vieille thèse « d'un bilan globalement positif » du socialisme.

Ces différentes positions remettaient directement ou indirectement en cause toute une conception du marxisme — et plus encore du « léninisme » — dans la transformation des sociétés capitalistes développées et dans la construction du socialisme. Aussi l'eurocommunisme se situa-t-il prioritairement sur le terrain d'une stratégie démocratique de passage au socialisme. Sur le plan politique, rompant avec les analyses léninistes de l'Etat (domination de classe et « dictature du prolétariat »), il revendique le pluralisme des partis et des libertés, l'alternance démocratique, un projet de démocratisation de l'Etat et de la société (avec ou sans nationalisations), l'autonomie des syndicats, la distinction nécessaire entre parti et Etat et toute une approche du socialisme à partir de la « question démocratique ». Toutefois, si la dialectique démocratie/socialisme définit la stratégie eurocommuniste, il ne s'ensuit pas pour autant que son élaboration ait été homogène au niveau de l'interprétation ou au niveau des différents partis.

Diversité interprétative. Dans la version « libérale-gouvernementale » de l'eurocommunisme de parti, la démocratie est prioritairement interprétée comme voie pacifique-parlementaire au pouvoir, comme cadre institutionnel à réévaluer (priorité des assemblées élues) ou/et à élargir à de nouveaux domaines économiques et sociaux (réduction des inégalités, planification démocratique). D'où l'insistance sur le pluralisme, l'alternance, les alliances électorales et leur traduction dans les politiques eurocommunistes : compromis historique ouvrant les alliances aux forces chrétiennes et à une « politique de solidarité nationale » avec la DC, solidarité démocratique post-franquiste à l'espagnole, ou union de la gauche à la française (1972-1977). Dans tous ces cas, en dépit des différences liées aux situations nationales, la transformation démocratique-socialiste de la société n'est plus rapportée à une quelconque « dictature du prolétariat », à un quelconque pouvoir de classe dominant, voire réprimant les forces adverses, mais à la construction d'un consentement institutionnel majoritaire débouchant sur de nouveaux rapports entre forces communistes, socialistes, social-démocrates et chrétiennes.

Par contre, dans les courants « eurocommunistes de gauche » (Trentin, Ingrao, Vacca, Poulantzas, Laclau...) qui se réclament d'un certain Gramsci, l'accent est mis sur la construction d'une « démocratie de masse » modifiant les rapports entre gouvernants et gouvernés, entre « masses et pouvoir » pour ouvrir à une transition non étatiste. D'où l'insistance sur l'articulation entre démocratie représentative et démocratie de base dans la production (conseils, autogestion) et dans la société. D'où le rôle capital des syndicats renouvelés à partir de la base et résolument socio-politiques.

D'où surtout l'impact profond des mouvements sociaux qui s'en sont pris à des formes d'oppression de sexe, d'Etat ou de développement irréductibles aux antagonistes de classe et renouvelant l'approche du socialisme. Bref le développement d'un marxisme critique et postléniniste est au cœur de tous ces travaux qui ont connu une audience internationale à la faveur du développement eurocommuniste et de l'intérêt pour Gramsci.

Une telle diversité n'a pas épargné non plus les différents partis. Car si en Italie le projet eurocommuniste pouvait se réclamer d'une certaine tradition gramscio-togliattienne, en France par contre, en raison du fameux « retard » dans la déstalinisation, en raison surtout d'un néo-stalinisme persistant greffé sur des traditions ouvriéristes et jacobines, l'eurocommunisme prit des formes assez « spectaculaires », parfaitement contradictoires avec les valeurs démocratiques revendiquées. En décrétant l'abandon de la dictature du prolétariat sans débat réel, le PCF en sa courte phase d'eurocommunisation manifesta déjà ce qui deviendra son véritable talon d'Achille après la rupture de la gauche et le conduisit à son échec électoral de 1981 : le refus d'un débat démocratique approfondi sur sa stratégie, la permanence d'une direction unanimiste, rejetant toute critique et pratiquant un centralisme plus bureaucratique que démocratique.

Et sans doute est-on là au cœur des dilemmes d'un eurocommunisme pris entre deux feux : le réformiste et le néo-stalinien, et ne mettant guère en pratique cette stratégie démocratique-autogestionnaire, de base, dont il se réclame. Aussi, à l'épreuve des faits, déclenche-t-il une véritable crise d'identité historique et stratégique des partis communistes, donnant prise aux contre-attaques « pro-soviétiques » les plus sectaires et les plus régressives. Particulièrement dramatique et criante, la crise du PCF, déjà sanctionné par sa régression électorale sans précédent aux élections du 26 avril 1981. Avec ses 16 %, il retrouve son niveau des années 1930 et perd de son électorat. Certes cette crise est plutôt liée à un eurocommunisme purement tactique et assez inconséquent à toute une série de volte-face à 180 %, détruisant toute stratégie. A l'ouverture eurocommuniste superficielle de 1975-1977, présente dans le XXIIe Congrès (stratégie d'Union de la gauche, prise de distance critique avec l'URSS, abandon de la dictature du prolétariat), a succédé la phase « pro-soviétique » de soutien à l'invasion de l'Afghanistan, de « bilan globalement positif du socialisme » (XXIIIe Congrès) et d'anti-socialisme digne des années 1930. La victoire socialiste de François Mitterrand, à laquelle le PCF contribua, puis la participation des communistes au gouvernement n'ont pas manqué de donner lieu à un nouveau réajustement tactique, sans débat démocratique sur les origines réelles de l'échec subi.

Plus diluée, mais tout aussi révélatrice, est la crise du PCE et du PCI, en dépit de leur eurocommunisme maintenu, et même confirmé dans leurs positions internationales. Au moment même où le PCF appuyait de Moscou l'invasion de l'Afghanistan, le PCI (ainsi que le PCE) la désapprouvait pour des raisons de principe et au nom d'une conception polycentriste favorable à un nouvel internationalisme non aligné sur les deux blocs et refusant de réduire les forces politiques mondiales à un affrontement de « grandes puissances », à un conflit mondial militarisé. A la faveur d'une prise de position — qui s'est encore durcie dans la solidarité apportée à l'expérience polonaise —, le rôle de l'URSS comme « puissance de paix » et de détente s'est trouvé pour la première fois remis en cause.

Or, en dépit de ces positions eurocommunistes « conséquentes » au niveau international, le développement de la crise capitaliste et l'échec des politiques *gouvernementales* du PCI et du PCE se sont répercutés en une crise des partis, en un ralliement à une conception de la démocratie plus défensive (contre les dangers de coup d'Etat en Espagne et contre le terrorisme en Italie) qu'offensive et programmatique. Très symptomatique à cet égard, le dernier « Congrès de transition » du PCE (juillet 1981). Certes Santiago Carillo, affaibli dans ses positions et son prestige (il n'a obtenu que 68 % des votes), a pu maintenir, contre une infime minorité d' « Afghans » résolument pro-soviétiques, l'eurocommunisme. Mais à quel prix ? Et surtout, quel eurocommunisme ? Comme le soulignait le document critique des « renovadores » (rénovateurs) qui regroupent un tiers du parti et s'en sont pris aux méthodes « centralistes » de la direction, à toute une conception du parti comme machine électorale à organiser le consensus mais coupée des nouveaux conflits démocratiques : « Pour le développement de l'eurocommunisme, la question du parti, d'un nouveau type de Parti marxiste, est devenue cruciale et pas seulement en Espagne. » Et de réclamer dans le Congrès et à partir de leur plate-forme le droit des minorités à s'exprimer, l'officialisation des courants d'opinion et une démocratie interne mettant fin aux méthodes « Troisième Internationale ». Susceptible d'ouverture aux nouveaux mouvements de la société civile, ce parti d'un type nouveau ne serait pas seulement modelé sur l'Etat et les structures d'autorité (voir Document des « Renovadores »).

Bref, sans transformation institutionnelle interne des partis eurocommunistes, l'eurocommunisme risque fort de déboucher sur un déclin plus ou moins lent des partis communistes en Europe et de leur force politique propositionnelle. Confrontée à une eurogauche socialiste en plein développement depuis la victoire française, et victime de la perte de prestige de l'URSS, de la non-crédibilité du « socialisme réel », l'eurocommunisme semble bien à l'heure des bilans, voire des autocritiques et des réajustements. Après leur retour dans l'opposition et l'abandon de la politique de « solidarité nationale » avec la DC, les communistes italiens s'en prennent à leurs propres erreurs : conception linéaire de la démocratie, gestion d'en haut, avec une DC corrompue et clientélaire qui a « occupé » l'Etat au détriment de toute vie démocratique, coupure avec la jeunesse, crise dans les rapports avec les intellectuels, tout y passe (sur les limites des transformations du PCI et de la conception de la démocratie, cf. le colloque organisé par le Centre de Réforme de l'Etat du PCI et publié dans *Il partito e la crisi dello Stato sociale* (Ingrao, Paggi, Vacca...), Riuniti, 1981). Là, l'eurocommunisme se cherche un avenir dans le cadre plus large de l'eurogauche (selon les perspectives de la rencontre Carillo-Berlinguer de juin 1981 à Rome). Mais *avec quelle stratégie concrète* — face à la crise du Welfare State qui nourrit aussi bien les nouveaux autoritarismes et corporatismes libéraux-conservateurs (Reagan ou Thatcher) que les possibilités d'un développement démocratique ? La résolution d'une telle question décidera probablement de l'avenir d'un eurocommunisme qui a déjà une histoire qui ne prête guère aux illusions d'antan. Même si la question d'un socialisme démocratique et autogestionnaire — du socialisme — est désormais posée et incontournable.

• BIBLIOGRAPHIE. — Les principaux documents politiques de l'eurocommunisme ont été publiés dans *Les PC espagnol, français, italien face au pouvoir*, C. Bourgois, 1976, et *Recherches*

internationales, L'eurocommunisme, ES, 1977; cf. également *Egemonia e democrazia*, Mondoperaio, n° 7; *Egemonia, Stato, Partito in Gramsci*, Riuniti, 1977; *Dialectiques*, n° 18-19 (notamment articles de C. BUCI-GLUCKSMANN, « Eurocommunisme et problèmes de l'Etat », et de M. SALVADORI, « Gramsci et le PCI »); *La questione comunista*, 2 vol., Riuniti, 1975; *La politica internazionale dei comunisti italiani*, 1976; *The politics of eurocommunism*, ed. by C. BOGGS and D. PLOTKE, South and press, Boston, 1980; A. ADLER et J. RONY, *L'Internationale et le genre humain*, Mazarine, 1981; L. ALTHUSSER, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, Maspero, 1978; M. AZCARATE, Intervention au colloque organisé à Madrid en 1980 par le Centre de Recherches marxistes et publiée dans *Vias democraticas al socialismo*, Madrid, Ayuso, 1981; *L'Europe de l'Atlantique à l'Oural*, Dialectiques-Maspero, 1979 (avec F. CLAUDIN); E. BALIBAR, G. BOIS, G. LABICA et J.-P. LEFEBVRE, *Ouvrons la fenêtre camarades!*, Maspero, 1979; G. BOFFA, *Storia dell' Unione Sovietica*, Mondadori, 1976; C. BUCI-GLUCKSMANN, Pour un eurocommunisme de gauche, in *Changer le PC?*, PUF, 1979; *Le défi social-démocrate* (avec G. THERBORN), Maspero-Dialectiques, 1981; F. CLAUDIN, *L'eurocommunisme*, Maspero, 1977; coll., *Ouverture d'une discussion*, Paris, Maspero, 1979; O. DUHAMEL et H. WEBER, Introduction à *Changer le PC?*; H. FISZBIN, *Les bouches s'ouvrent*, Grasset, 1980; B. de GIOVANNI, *La teoria politica delle classi nel « Capitale »*, De Donato, 1976; P. INGRAO, *Masses et pouvoir*, PUF, 1980; J. KÉHAYAN, *Le tabouret de Piotr*, Seuil, 1980; G. LABICA, *Le marxisme-léninisme*, Paris, Ed. B. Huisman, 1984, concl.; E. LACLAU, *Politics and Ideology*, New Left Books, 1977; G. LAVAU, *A quoi sert le PCF?*, Fayard, 1981; G. MARAMAO, *Il politico e le transformazioni*, De Donato, 1979; G. MOLINA et Y. VARGAS, *Dialogue à l'intérieur du PCF*, Maspero, 1978; M. PADOVANI, *La longue marche*, Calmann-Lévy, 1976; H. PARMELIN, *Libérez les communistes!*, 1980; N. POULANTZAS, *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, PUF, 1978; ID., *Repères*, Maspero-Dialectiques, 1980; G. PROCACCI, *Il partiton ell' unione sovietica*, Leterza, 1974; Y. QUILÈS et J. TORNIKIAN, *Sous le PC les communistes*, Seuil, 1980; A. RIZZO, *La frontiera dell' eurocommunismo*, Laterza, 1977; P. ROBRIEUX, *Histoire du PCF*, 2 vol., Fayard, 1980 et 1981; M. SALVADORI, *Eurocommunismo e socialismo sovietico*, Laterza, 1978; A. S. SASSOON, *Gramsci's Politics*, London, Croom Helm, 1980; B. TRENTIN, *Da sfruttati a produttori*, De Donato, 1977; ID., *Il Sindicato dei consigli*, Riuniti, 1980; G. VACCA, *Quale democrazia?*, De Donato, 1979.

▶ CORRÉLATS. — Austro-marxisme, Bloc historique, Compromis historique, Crises du marxisme, Démocratie, Gramscisme, Hégémonie, Marxisme occidental, Mouvement ouvrier/communiste, Pacifique (voie), Réforme/Révolution.

C. B.-G.

Evolution

Al : *Evolution, Entwicklung.* — An : *Evolution.* — R : *Evoljucija.*

Voir : Darwinisme, Lyssenkisme.

Expérience

Al : *Erfahrung.* — An : *Experience.* — R : *Opyt.*

Voir : Empiriocriticisme, Sensations/sensualisme.

Exploitation

Al : *Ausbeutung.* — An : *Exploitation.* — R : *Ekspluatacija.*

Au sens le plus général du terme, l'exploitation caractérise toute situation où des hommes travaillent gratuitement au profit d'autres hommes ; en un sens plus rigoureux on dira que l'exploitation est la production par les travailleurs d'un surproduit accaparé par les propriétaires des moyens de

production; enfin, d'un point de vue technique on définira l'exploitation capitaliste comme l'utilisation par le capitaliste de la force de travail en vue de produire de la plus-value. Exprimant à la fois un rapport économique — l'appropriation du surproduit — et un rapport social — la division en classes sociales — l'exploitation caractérise donc toute société où l'appropriation des moyens de production sépare les hommes en groupes antagonistes. Mais si le contenu en est analogue, les formes concrètes de l'exploitation évoluent au fil de l'histoire permettant d'opposer les modes de production esclavagiste, asiatique, féodal, capitaliste. Il faut enfin ajouter que l'exploitation concerne nécessairement la sphère de la production et que ce n'est que par un abus de langage que l'analyse économique académique, de type néo-classique, applique le terme à toute situation d'injustice ou de spoliation relevant de la sphère de la circulation (revenus, échange) pour caractériser les écarts de prix constatés sur les différents marchés (marchés du travail, des produits, voire des capitaux) par rapport au prix d'équilibre de la concurrence parfaite. Pour donner aux développements relatifs à l'exploitation que l'on trouve dans la littérature marxiste un caractère d'exposition synthétique, on peut partir des idées suivantes : Marx en dégage les fondements, à savoir la production de la plus-value; il fournit des indications sur les procédés de sa mesure; il étudie les différents mécanismes par lesquels le capitaliste peut en accroître l'importance; par ailleurs l'exploitation ayant nécessairement un caractère historique, il est nécessaire de préciser, ne serait-ce que brièvement, les formes qu'elle peut prendre au stade actuel du capitalisme monopoliste d'Etat.

L'explication marxiste de l'exploitation découle de la théorie de la valeur. Dans la société capitaliste, la production est fondée sur le travail salarié; l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie, détentrice des moyens de production, y constitue le principal trait caractéristique. Le possesseur d'argent, devenu capitaliste, doit trouver sur le marché une marchandise dont la consommation crée une valeur supérieure à celle qu'elle possède elle-même. La force de travail, devenue marchandise en régime capitaliste, est la seule à présenter cette propriété. Sa valeur est égale à la valeur des moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille, valeur qui se mesure par le temps de travail nécessaire à leur production. Par contre la valeur qu'elle peut créer est bien supérieure et c'est cette différence de valeur que le capitaliste a en vue en en faisant l'acquisition. Cette différence est la condition préalable et nécessaire de l'exploitation capitaliste. La plus-value sera la valeur créée par le travailleur salarié au-delà de sa force de travail et que le capitaliste s'approprie gratuitement. Sous une autre forme, on peut dire que la journée de travail comprend deux parties : le temps de travail nécessaire (servant à l'ouvrier à reproduire sa force de travail) et le temps de travail supplémentaire ou surtravail (pendant lequel se crée la plus-value).

Sachant que, pour le marxisme, le capital n'est pas une chose en soi mais un rapport social de production qui a d'ailleurs un caractère historique et transitoire et prend la forme illusoire d'un rapport entre objets (les moyens de production) dont il apparaît comme la propriété — ce qui est à l'origine du fétichisme — ses différentes parties constitutives ne jouent pas le même rôle dans le processus de production de la plus-value. Celle qui existe sous la forme de moyens de production ou capital constant ne change pas de grandeur au cours de la production; par contre celle qui est consacrée

à l'achat de la force de travail ou capital variable change de grandeur au cours de la production par suite de la création de la plus-value (K., ES, I, 1, 207; MEW, 23, 223 et s.). La distinction entre capital constant et capital variable, établie par Marx, repose sur la découverte du double caractère du travail incarné par la marchandise et à partir duquel se dégage l'essence de l'exploitation. Comme travail concret et déterminé, le travail ouvrier transmet au produit la valeur des moyens de production dépensés et comme travail abstrait (ou dépense de la force de travail en général), le travail ouvrier crée une nouvelle valeur. Dès lors le degré d'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste trouve son expression dans le taux de plus-value ou rapport, exprimé en pourcentage, de la plus-value au capital variable. Ce rapport montre dans quelle proportion le travail dépensé par les ouvriers se divise en travail nécessaire et surtravail. L'exploitation peut donc être mesurée concrètement, quoique de façon approximative. Elle est en effet définie par sa grandeur — le temps de travail supplémentaire ou surtravail— et par son degré — le rapport du temps de travail supplémentaire au temps de travail.

Tout capitaliste, afin d'accroître la plus-value, cherchera à augmenter la part du surtravail qu'il extorque à l'ouvrier. Marx évoque trois possibilités pour qu'il en soit ainsi. Le premier moyen consiste à allonger la journée de travail ou, ce qui revient au même, à en accroître l'intensité. Le temps de travail nécessaire restant inchangé, le surtravail s'en trouve accru d'autant. La plus-value en résultant sera dite plus-value absolue. Dans les premières phases du capitalisme ce moyen a été très largement utilisé mais l'augmentation de la journée de travail ou l'accroissement de son intensité se heurtent à des limites physiques, liées aux exigences de la reconstitution de la force de travail et à des limites sociales du fait du succès des luttes ouvrières pour la diminution de la durée du travail ou la réduction des cadences. Le second moyen consiste, la durée de la journée de travail restant inchangée, à réduire le temps de travail nécessaire, ce qui résulte de l'augmentation de la productivité dans des branches fabriquant les biens de consommation et dans les branches qui fournissent les instruments de production nécessaires à la fabrication des biens de consommation. La durée du surtravail augmente par le fait même que le rapport entre temps de travail nécessaire et temps de surtravail se trouve modifié, la plus-value en découlant sera dite plus-value relative. Dans la période du machinisme, ce second moyen sera très largement utilisé. Reste un troisième moyen que Marx appelle la plus-value extra. Celle-ci s'obtient lorsque certains capitalistes introduisent chez eux des machines ou des méthodes de production (taylorisme, fordisme par exemple) plus perfectionnées que celles utilisées dans la plupart des entreprises de la même branche. La valeur individuelle de la marchandise produite par ledit capitaliste se trouve alors être inférieure à la valeur sociale de cette marchandise, valeur qui résulte des conditions sociales moyennes de production et qui détermine le prix. La plus-value extra est alors cet excédent de plus-value que perçoivent les capitalistes en abaissant la valeur individuelle des marchandises produites dans leur entreprise. Mais la plus-value extra ne peut être que transitoire. Lorsque les nouvelles machines ou les procédés de production plus efficients se trouvent à leur tour adoptés par l'ensemble des entreprises de la branche, le temps socialement nécessaire à la production des marchandises diminue, conduisant à une baisse de la valeur

des marchandises. Au total on peut dire que « la somme de la plus-value produite par un capital variable est égale à la valeur de ce capital avancé, multipliée par le taux de la plus-value, ou bien elle est égale à la valeur d'une force de travail, multipliée par le degré de son exploitation, multipliée par le nombre des forces employées conjointement. Ainsi, si nous nommons la somme de la plus-value P, la plus-value quotidiennement produite par l'ouvrier individuel p, le capital variable avancé pour le paiement d'un ouvrier v, la valeur totale du capital variable V, la valeur d'une force moyenne de travail f, son degré d'exploitation t' (surtravail) / t (travail nécessaire) et le nombre des ouvriers employés n, nous aurons $P = p/v \times V = f \times t'/t \times n$» (K., ES, I, 1, 297-298 ; MEW, 23, 321 et s.).

Remplacer la dialectique interne de l'exploitation en l'isolant du mouvement des forces productives et des rapports de production par un schéma appauvri de la production de la plus-value risquerait toutefois de conduire à l'incompréhension des formes actuelles de l'exploitation. En effet le développement de l'exploitation à travers les différents stades et phases du capitalisme ne se sépare ni de l'évolution des forces productives et des rapports de production, ni de la lutte de classes. Deux situations originales doivent en particulier retenir l'attention si l'on désire avoir une vue plus complexe des mécanismes de l'exploitation : celle créée par l'impérialisme d'une part et celle découlant du passage au capitalisme monopoliste d'Etat d'autre part.

L'impérialisme a pu être défini de façon différente dans la littérature marxiste. Rosa Luxemburg y voyait essentiellement un problème de débouché, Lénine un moyen de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, l'exportation des capitaux constituant à cet égard l'une des cinq caractéristiques de l'impérialisme. Si l'on met essentiellement l'accent sur l'exportation et l'importation des marchandises des économies colonisées ou dépendantes, l'exploitation pourra être décelée à travers la détérioration des termes de l'échange — termes de l'échange nets si l'on considère le rapport des prix des marchandises exportées par rapport aux prix des marchandises importées, termes de l'échange bruts si l'on considère simplement le rapport des quantités. On aura là une première idée statistique de la nature de l'échange inégal qui a retenu l'attention de nombreux économistes contemporains. Si l'on met l'accent sur les relations financières et plus particulièrement sur l'exportation des capitaux, l'impérialisme et la forme d'exploitation qui en découle se manifestent par l'existence de surprofits. Ces profits, supérieurs aux profits moyens enregistrés dans les métropoles impérialistes, sont la conséquence de deux phénomènes essentiels. D'une part l'achat de matières premières, produits miniers, sources d'énergie à bon marché entraîne une baisse de la valeur unitaire du capital constant, ce qui constitue une force contrecarrant la tendance à la baisse du taux de profit. D'autre part, le taux de la plus-value — et par conséquent le taux d'exploitation — est particulièrement élevé dans les pays coloniaux et semi-coloniaux parce que s'y retrouvent les mécanismes d'apparition de la plus-value absolue (travail des femmes et des enfants, durée du travail plus longue, etc.) et parce que ceux de la plus-value relative y sont renforcés, la valeur de la force de travail y est plus petite en raison de la sous-évaluation des produits agricoles et d'un aspect historique et social de la valeur de la force de travail également plus faible, les besoins suscités par le capital y étant moins développés et, pour partie au moins, pris en charge

par les formes de production pré-capitalistes, ce alors même que les travailleurs opèrent dans des conditions techniques relativement semblables à celles des ouvriers dans les pays capitalistes avancés.

Dans la phase actuelle du capitalisme monopoliste d'Etat et si l'on retourne dans les pays de capitalisme développé, l'essentiel des changements dans le processus d'exploitation réside dans la socialisation capitaliste et dans le rôle nouveau de l'Etat. Le salaire demeure certes toujours le prix de la force de travail mais aujourd'hui le salaire direct qui tend de plus en plus à être fixé par des procédures collectives ne correspond plus, à lui seul, à la valeur de la force de travail. Aussi la structure actuelle du capital variable comprend-elle des éléments salariaux et non salariaux (salaire, prestations sociales, services collectifs utilisés gratuitement ou à prix réduit). Les dépenses de reproduction de la force de travail ne se trouvent donc plus entièrement régulées par le marché. A la phase du capitalisme monopoliste d'Etat, l'exploitation du travail constitue, de plus en plus, un système d'ensemble à l'échelle sociale tout entière. Par ailleurs l'élargissement à l'ensemble de la nation des sources de l'accumulation capitaliste par la fiscalité, l'inflation, le développement des diverses formes d'épargne forcée, etc., marque le rôle croissant de l'appareil d'Etat dans l'intensification de l'exploitation capitaliste et le pillage des couches monopolistes. Mais dans la mesure où l'opposition entre le travail et le capital se manifeste d'abord sur le lieu de travail et dans la mesure aussi où, par nature, l'exploitation ne met pas en présence un travailleur et un capitaliste isolés, mais constitue un rapport social entre classes antagonistes, la politique de l'emploi constitue une pièce essentielle du dispositif mis en place par l'Etat. En effet, les mécanismes concrets de l'accumulation du capital entraînent la formation de réserves de main-d'œuvre déclassées et sous-payées (jeunes, femmes, immigrés) que la pratique des entreprises et la politique monopoliste de l'emploi visent à développer dans un vaste processus de segmentation de la force de travail. Ces différentes modalités de rémunération, de mobilisation et d'utilisation de la force de travail contribuent à leur tour à donner aux luttes de classes contemporaines une physionomie nouvelle.

• BIBLIOGRAPHIE. — Académie des Sciences de l'URSS, *Manuel d'économie politique*, ES, 1956; A. BOSE, Marx on value, capital and exploitation, *History of political economy*, 1971, p. 298-334; G. MAAREK, *Introduction au Capital de Karl Marx*, Calmann-Lévy, 1975; E. MANDEL, *Traité d'économie marxiste*, Julliard, 1962; R. MEEK, *Studies in the labour theory of value*, Lawrence & Wishart, 1973; M. MORISHIMA, *Marx's economics a dual theory of value and growth*, Cambridge University Press, 1973; P. SALAMA et J. VALLIER, *Une introduction à l'économie politique*, Maspero, 1973; P. A. SAMUELSON, Understanding the marxian notion of exploitation, a summary of the so called transformation problem between marxian values and competitive prices, *Journal of economic literature*, 1971, vol. 9, p. 399-431; *Traité marxiste d'économie, le capitalisme monopoliste d'Etat*, ES, 1971.

▶ CORRÉLATS. — Capital, Fétichisme, Impérialisme, Profit, Socialisation, Survaleur, Valeur.

G. C.

Exposition / Investigation

Al : *Darstellung/Forschung.* — An : *Exposition/Investigation.* — R : *Postanovka/Issledovanie.*

Ces termes désignent deux modes *(Weisen)* ou méthodes *(Methoden)* que Marx entend « formellement distinguer » comme deux moments fondamentaux du travail d'appropriation par la pensée du réel et de sa repro-

duction comme « concret-de-pensée » *(Gedankenkonkretum)* ou totalité de pensée : « A l'investigation de faire sienne la matière dans le détail, d'en analyser les diverses formes de développement et de découvrir leur lien intime. C'est seulement lorsque cette tâche est accomplie que le mouvement réel peut être exposé en conséquence » (postface à la 2e édition allemande du K., ES, I, 1, 29; MEW, 23, 27). Pas plus qu'ils ne peuvent être confondus, sous peine d'empirisme et/ou d'idéalisme, ces deux moments ne sauraient être purement et simplement opposés. En réponse à certains de ses critiques qui louaient sa « méthode d'investigation... rigoureusement réaliste », tout en déplorant que sa « méthode d'exposition (soit) malheureusement dans la manière dialectique allemande » *(ibid.*, 27; 25), Marx n'hésite pas à défendre et illustrer la dialectique — dans sa « forme (non) mystifiée ». C'est qu'en règle générale l'histoire des modes de production, ici sujet de la controverse, ne peut être à ses yeux exposée, *c'est-à-dire produite*, qu'une fois élucidés certains aspects théoriques proprement décisifs. On voit donc bien pourquoi le mode d'exposition le plus souvent privilégié par Marx est le « logique » ou le « dialectique ». Il faut pourtant se garder de voir dans ce privilège un dogme exclusif ou une loi intangible. Les formes de l'exposition dépendent elles-mêmes de l'objet, du matériau de l'investigation, etc. Engels, plus sensible aux exigences de la propagation du marxisme, remarque que le mode historique d'exposition, dans la mesure où « il suit à la trace... le développement réel », semble « plus populaire » *(ibid.)*. C'est cette même préoccupation qui paraît animer Lénine. Bien que fort soucieux, après Marx, du rapport entre « histoire du capitalisme et analyse des *concepts* qui la résument » (CP, O., 38, 304; c'est Lénine qui souligne), il recommande, tout en en soulignant les défauts, l'usage de l'exposition historique, au moins pour « le débutant » (compte rendu du *Cours abrégé de science économique d'A. Bogdanov*, O., 4, 46).

La problématique sous-jacente au couple exposition/investigation ne peut toutefois être purement et simplement aplatie sur l'alternative, un peu triviale, entre deux procédures dont il faudrait choisir la bonne. Marx avait déjà expliqué que l'exposition était ce qui donnait forme à la production d'une question théorique. De cette position, qui revenait par ailleurs à donner priorité au traitement logique sur l'historique sans conclure à son primat, L. Althusser a tiré l'ultime conséquence théorique. Dans un texte fameux, la préface au second livre du *Capital* (1885), Engels, faisant preuve d'un « grand discernement épistémologique » (*Lire Le Capital*, Maspero, 1971, II, p. 16), oppose la *Darstellung* comme exposition au grand jour d'une « donnée », mise en évidence ou encore « production » de cette évidence, comme préfère traduire L. Althusser, à l'*Entdeckung* comme découverte théorique ou innovation conceptuelle. Commentant ces quelques lignes, L. Althusser conclut : « Le concept de la *Darstellung*... est le concept épistémologique clé de toute la théorie marxiste de la valeur » puisqu'il « a précisément pour objet de désigner ce mode de *présence* de la structure dans ses *effets* » (*Lire le Capital*, éd. cit., II, 64).

• BIBLIOGRAPHIE. — Sur la « dialectique » ouverte exposition/investigation et son débouché, la *neue Darstellung*, on lira A. NEGRI, *Marx au-delà de Marx*, Paris, Ch. Bourgois, 1979, p. 35 et s.

▶ CORRÉLATS. — Abstrait/Concret, Historique/Logique, Logique, Structuralisme.

G. Be.

Expropriation

Al : *Enteignung.* — An : *Expropriation.* — R : *Ekspropriatcija.*

1 / Dépossession — violente ou légalisée — ou bien simple transfert de la propriété d'un actif, selon les cas, l'expropriation est le résultat d'un processus qui concerne les rapports de production. Au-delà de ce résultat qui s'analyse dans le changement du titulaire de la propriété d'un actif (qui passe alors d'un propriétaire privé à un autre propriétaire privé, ou à la collectivité ou encore à l'Etat), il importe de comprendre la transformation des rapports de production à l'œuvre dans ce processus. En effet, et selon les cas, on se trouvera soit en face de nouvelles modalités du développement des forces productives, soit en présence d'une politique délibérée de nationalisations, soit en face de simples expropriations pour cause d'utilité publique. Mais, dans tous les cas, l'expropriation n'a de sens que rapportée à la notion de propriété privée, ou privative, des moyens de production. C'est pourquoi elle s'inscrit toujours dans une réappropriation soit sociale (nationalisation, étatisation et expropriation pour cause d'utilité publique), soit par d'autres propriétaires privés, de l'actif concerné par l'expropriation.

Au sens le plus fort du terme, l'expropriation est à la fois *modalité et conséquence du processus de développement des forces productives*, lors du passage d'un mode de production à un autre, ou même au cours du développement d'un même mode de production.

Ainsi, la constitution d'un « prolétariat sans feu ni lieu » n'aurait pas été possible d'après Marx (K., ES, I, 3, p. 157 et s.) sans l'expropriation violente des producteurs indépendants, chassés de leurs terres et spoliés de leurs moyens de production et de travail, dès le début du XVIe siècle. De même, l'usurpation en Angleterre des biens communaux et le pillage des propriétés ecclésiastiques ont permis la transformation de la propriété féodale, pour une part indivise, pour une autre indépendante (paysans libres), en propriété moderne privée. Les lois anglaises du XVIIIe sur la clôture des terres communales *(inclosure bills)* consacrent alors l'expropriation de la population rurale et l'usurpation de ses terres et biens par l'aristocratie foncière et la bourgeoisie capitaliste.

L'expropriation répétée et brutale apparaît bien comme essentielle à l'accumulation primitive, dans le passage du féodalisme au capitalisme. C'est cette même expropriation — mais légalisée et concernant les anciens expropriateurs — que l'on retrouve, appelée par les contraintes propres du développement capitaliste, qui exigent à leur tour des formes de plus en plus socialisées de propriété. Ainsi, l'expropriation s'effectue-t-elle par la voie de la *faillite commerciale* à laquelle sont réduits les capitaux qui ne peuvent soutenir la concurrence des unités plus rentables ou mieux gérées, au stade du capitalisme concurrentiel. S'y ajoutent aujourd'hui d'autres types d'expropriation — *par fusions, concentrations* et *procédures diverses de dévalorisation du capital* — entre unités de capital de taille, de force et de nationalité différentes.

Dépossession brutale, faillite commerciale, fusion/absorption, autant de figures différentes de l'expropriation entre capitalistes, exprimant une transformation plus ou moins profonde des rapports de propriété.

2 / Une autre figure de l'expropriation est celle opérée par l'Etat, au détriment des propriétaires capitalistes, au stade présent du mode de

production capitaliste, et dans le cadre d'une politique de réappropriation sociale. L'expropriation est alors la première étape d'*une nationalisation*, ou transfert de la propriété d'un actif, des mains d'un capitaliste privé à celles de la collectivité par l'entremise de l'Etat. Les raisons d'un tel transfert sont variables d'une expérience concrète à l'autre : simple souci de justice sociale, crainte de laisser se constituer une féodalité privée dans un secteur jugé vital pour la nation, amorce d'une transition au socialisme par agrandissement progressif de la propriété publique, par exemple. Dans ce passage d'une propriété capitaliste privée à une propriété de l'Etat capitaliste, l'expropriation est la modalité politique et juridique de réappropriation collective. Elle s'effectue généralement alors de manière légale, dans un cadre juridique précis, et s'accompagne d'une indemnisation de l'exproprié. Quant à l'importance de la transformation des rapports capitalistes de production qu'entraîne une telle expropriation, elle est très dépendante tant de la nature de classe de l'Etat qui nationalise que du degré de maîtrise sociale de la production qu'il assure par ce biais.

3 / Enfin, des expropriations *pour cause d'utilité publique* interviennent fréquemment et de manière légale toutes les fois que l'intérêt de la collectivité, tel qu'il est apprécié par l'Etat, entre en conflit avec celui d'un individu du fait du caractère privé de sa propriété. De telles expropriations — toujours indemnisées et très précisément codifiées par la loi et la jurisprudence — touchent rarement des moyens de production importants, à l'exception du sol, le plus souvent concerné il est vrai par petites parcelles (expropriation d'un terrain privé pour cause d'élargissement d'une rue par exemple). Pourtant, et dans la mesure où l'Etat s'érige à ce propos en juge de l'intérêt collectif, il est clair que de telles opérations ne sont pas purement techniques et qu'elles sont l'expression de choix qui dépendent, eux aussi, de la nature de classe de l'Etat qui les fait.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Appropriation, Etatisation, Nationalisation, Propriété, Socialisation.

L. C.

Expulsion

Al : *Ausschluß.* — An : *Expulsion.* — R : *Isključenie.*

L'expulsion des éléments indésirables ne relève pas d'une pratique spécifique du mouvement ouvrier ou des organisations communistes. Toute association, tout parti politique ménage dans ses statuts la possibilité de pratiquer des exclusions.

Au sein du mouvement ouvrier les expulsions sont cependant plus liées qu'ailleurs au souci de la défense du *programme* et, au-delà, de la pureté doctrinale de l'organisation, toujours menacée. L'apostrophe de Lénine, à ce sujet, est célèbre : dans *Que faire?*, évoquant le parti « petit groupe compact (cheminant) par une voie escarpée et difficile (se) tenant fortement par la main », il évoque ceux qui invitent cette phalange « à aller dans le marais » : « Oui, Messieurs, vous êtes libres, non seulement de nous inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais; nous trouvons même d'ailleurs que votre véritable place est dans le marais et nous sommes prêts à vous aider à y transférer vos pénates. Mais alors lâchez-nous la main, ne vous accrochez pas à nous et ne souillez pas le grand mot de liberté, parce que, nous aussi nous sommes libres d'aller où bon nous

semble, libres de combattre le marais et ceux qui s'y trouvent » (O., 4, p. 417-418).

C'est sur cette base, alors que se posait la question de la discipline interne et du respect des décisions de congrès qu'au Congrès de La Haye sont votés le 7 septembre 1872 les *expulsions* de Bakounine, J. Guillaume et Schwitzguebel. Autre exemple : le 30 mai 1873, John Hales est expulsé après avoir pris la tête de l'aile réformiste du Conseil fédéral britannique et conduit une intrigue contre le Conseil général.

Le terme d'*exclusion* est plus généralement utilisé à partir de la création de la IIIe Internationale. La 21e condition d'admission dans les rangs de celle-ci, fixée au IIe Congrès (1920) spécifie : Les « adhérents au Parti qui rejettent ces conditions et les thèses établies par l'Internationale communiste doivent être exclus du Parti. »

L'utilisation de cette sanction suprême au sein du Parti bolchevique fut relativement rare à l'époque léninienne. On sait par exemple que Zinoviev et Kaménev, qui révèlent, à la veille de l'insurrection d'octobre 1917, les projets militaires secrets du Parti, ne furent pas expulsés.

Staline qui tenait à se parer du prestige du léninisme tout en utilisant l'exclusion (et pire!) contre tous les opposants observait encore en 1925, sur cette question, une attitude prudente : « Je suis résolument *contre la politique d'expulsion* à l'égard de tous les camarades hétérodoxes mais parce qu'une telle politique crée dans le Parti un climat d'intimidation, un climat de peur, un climat qui tue l'esprit d'autocritique et d'initiative. Il n'est pas bon que les chefs de Parti soient craints mais ne soient pas estimés. Les chefs du Parti ne peuvent être de véritables chefs que s'ils sont non seulement craints mais aussi estimés dans le Parti, si on reconnaît leur autorité » (lettre du 28 février 1925, *Œuvres* de Staline, t. 7, cité *in* Staline, *Textes*, t. I, ES, p. 172).

Paroles lénifiantes (et sans doute léninistes!) bien peu conformes à des faits dramatiquement « têtus »!

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Autocritique, Centralisme démocratique, Discipline, Esprit de parti, Parti.

M. M.

Exterminisme

Al : *Exterminismus*. — An : *Exterminism*. — R : *Éksterminizm*.

Ce terme a été proposé par Edward Thompson, historien anglais et animateur dans son pays du Mouvement pour le Désarmement nucléaire européen, dans un article publié en mai 1980 par la *New Left Review* et intitulé, par référence critique à Lénine, *Notes on Exterminism, the last stage of civilization*. Optimisme de la volonté et pessimisme de l'intelligence marquent ce texte fort et clair. Thompson en effet y lance un vibrant appel au regroupement de toutes les forces disponibles pour s'opposer au péril imminent d'anéantissement massif promis à l'humanité par l'accumulation et l'utilisation possible des missiles intercontinentaux; il forge par ailleurs, aux fins d'une analyse novatrice, le concept d'*exterminisme*. Celui-ci exprime, selon lui, les traits tendanciels des formations sociales de l'Est et de l'Ouest qui les conduisent, hors de toute intentionnalité criminelle ou capacité prévisionnelle, à un processus objectif d'extermination des masses. Thompson critique durement ici l' « immobilisme de la gauche marxiste »

en même temps que son « ignorance technique », (p. 16-17 de l'ouvr. cité en biblio.), se refusant à réduire la question de la « bombe » aux catégories traditionnelles de la rationalité marxiste (luttes des classes internationales, aggressivité de l'impérialisme, réaction défensive du camp socialiste...). Si l'exterminisme n'est pas sans rapport avec le militarisme et l'impérialisme dont l'analyse a été produite en son temps par les théoriciens marxistes, il désigne leur au-delà contemporain, soit aussi leur inadéquation à la situation actuelle. Le terme sert à décrire l'intégration des systèmes d'armements nucléaires dans une logique de l'innovation militaro-industrielle relativement indépendante des choix politiques conscients et dont le principe est de s'auto-engendrer. Thompson renverse en quelque sorte la célèbre proposition de Clausewitz et affirme que, dans les conditions de l'exterminisme, la politique tout entière est militarisée puisque l'arme nucléaire n'est pas une chose inerte, le prolongement réifié d'une rationalité politique abstraite, mais au contraire un agent historique dont l'autonomie est terrifiante : « La technologie militaire presse-bouton... supprime le moment même du politique. Un système exterministe en affronte un autre et l'action se conformera à la logique de l'avantage maximum » (p. 25). Dans cette perspective, la fin du politique et la logique des superpuissances se confondent, dans la mesure où Thompson considère le « parallélisme isormorphique » URSS/Etats-Unis (p. 44) comme la ligne de fracture principale du monde moderne.

L'analyse de Thompson a donné lieu en Angleterre, entre 1980 et 1982, à de vives critiques et à d'importants débats : on en trouvera référence dans la bibliographie ci-après.

• BIBLIOGRAPHIE. — Outre l'article de THOMPSON, *Exterminism and Cold War*, Verso Editions and New Left Books, Londres, 1982; la traduction française, *L'exterminisme. Armement nucléaire et pacifisme*, Paris, PUF, 1982, comprend les interventions de R. BAHRO, E. BALIBAR, N. CHOMSKY, M. DAVIS, F. HALLIDAY, L. MAGRI, R. et J. MEDVEDEV, R. WILLIAMS ainsi qu'une réponse d'E. THOMPSON; Entretien avec E. Thompson, in *Le Monde*, 27/28-11-1983; M. KALDOR, *Krieg und Kapitalismus*, trad. de l'anglais, *Das Argument*, 141, sept-oct. 1983; *Rüstungsbarok. Das Arsenal der Zerstörung und das Ende der militärischen Techno-Logik*, Berlin, 1981; R. ROWTHORN, *Capitalism, conflict and inflation*, Londres, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Antimilitarisme, Coexistence pacifique, Effondrement (théorie de l'), Guerre, Impérialisme, Rapports de force.

G. Bc.

F

Fabianisme

Al : *Fabianismus.* — An : *Fabianism.* — R : *Fabianstvo.*

De « Société fabienne », groupe d'intellectuels britanniques (Shaw, les Webb) ayant contribué à la fondation et à l'idéologie du Parti travailliste ; le nom est emprunté à Fabius, général romain célèbre pour sa tactique temporisatrice. Le fabianisme est un socialisme non marxiste, qui a son origine dans les traditions intellectuelles britanniques : l'utilitarisme de Bentham et Mill, le positivisme anglais, l'économie politique de S. Jevons. En politique, c'est un socialisme gradualiste, constitutionnel et municipal, qui ne doit rien à la lutte des classes. Pour Engels et Lénine, les fabiens sont les représentants du libéralisme bourgeois au sein du mouvement ouvrier *(Lettres à Sorge)*, « l'expression la plus achevée de l'opportunisme et de la politique ouvrière libérale » (Lénine, o., 21, 268).

• Bibliographie. — *Fabian Essays*, Londres, G. B. Shaw ed., 1889 ; Engels, *Lettres à Sorge*, 18-1-1893 et 11-11-1893 ; Lénine, o., 13, 376-378.

▶ Corrélats. — Social-démocratie, Trade-unionisme, Travaillisme.

J.-J. L.

Fabrique (Législation de)

Al : *Fabrikgesetzgebung.* — An : *Factory law.* — R : *Fabričnoe zakonodatel'stvo.*

Au cours du XIXe siècle, le Parlement anglais élabore une série de lois, dites lois de fabrique, relatives principalement à l'emploi des enfants et à la durée de la journée de travail. Appliquées d'abord aux fabriques de coton, puis étendues progressivement à diverses branches d'industrie dont beaucoup étaient encore dominées par le système de la manufacture ou du travail à domicile, ces mesures contribuèrent selon Marx à l'intensification du travail, au perfectionnement du machinisme et à la concentration du capital. Cette perspective conduit à s'interroger sur l'origine de la législation de fabrique, sur les liens qu'elle inaugure et typifie entre le Droit et les rapports de production capitalistes, enfin sur ses modalités d'application et ses effets réels. Ces questions sont abordées par Marx dans le livre I du *Capital*, aux § III, VIII et IX du chapitre 14.

La législation de fabrique trouve son origine dans l'aggravation de

l'exploitation qui suivit l'introduction du machinisme. La possibilité de confier à des enfants et à des femmes un travail ne réclamant plus ni force musculaire, ni apprentissage d'un métier avait eu pour effet de briser la résistance que les travailleurs mâles qualifiés opposaient au « despotisme du capital » (Marx), et de permettre un allongement considérable de la journée de travail. Le problème de l'emploi des enfants dans l'industrie, et celui de la journée illimitée de travail surgissaient ainsi de manière indissociable.

Revendications ouvrières ? Pas toujours. Si c'est « la révolte grandissante de la classe ouvrière (qui) força l'Etat à imposer une journée normale » (K., ES, I, 2, 92; MEW, 23, 432), les limitations apportées au travail des enfants de moins de 13 ans, en revanche, se heurtèrent souvent au « trafic sordide des parents » (*ibid.*, 80). Or c'est le travail des enfants qui fut d'abord et de manière répétitive l'objet de textes de loi. Cette résistance familiale qui, tout autant que l' « avidité d'exploitation des capitalistes », explique la longue inefficacité de ces mesures invite à s'interroger sur les raisons des premières décisions parlementaires.

Paradoxalement, ces décisions qui restreignaient la liberté des capitalistes témoignent de la domination du MPC dans l'Angleterre du XIXe siècle. Ici, il faut brièvement rappeler que le MPC produit sa propre représentation, que cette représentation tend à s'imposer à tous les individus, en quoi elle est idéologie dominante, et que le secret de cette domination réside dans les « formes », « immanentes » au MPC, « qui médiatisent (l')assujettissement au capital » (chap. inéd., 10-18, 262). Ces formes dont relève le rapport salarial sont celles de l'échange équivalent; égalitaires, elles trouvent dans le Droit une expression privilégiée. C'est pourquoi, après avoir noté que le travail des enfants, « souvent même pour la forme » (K., ES, I, 2, 80; MEW, 23, 418), s'apparentait à l'esclavage, Marx peut écrire : « Le machinisme bouleversa tellement le rapport juridique entre l'acheteur et le vendeur de la force de travail que la transaction entière perdit même l'apparence d'un contrat entre personnes libres. C'est ce qui fournit plus tard au Parlement anglais le prétexte juridique pour l'intervention de l'Etat dans le régime de fabrique » (*ibid.*, 81 ; 418).

Portant sur « la sphère de la circulation des marchandises où s'accomplissent l'achat et la vente de la force de travail » (K., ES, I, 1, 178; MEW, 23, 189), l'intervention de l'Etat vise à conserver à cette sphère de la circulation simple son aspect de « véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen » *(ibid.)*. Mais la législation de fabrique ne porte aucunement sur la réalité des rapports de production, c'est-à-dire la survaleur. A preuve : l'obstacle mis à l'accroissement de la plus-value absolue par la limitation de la journée de travail conduit le capitalisme à utiliser la subdivision du travail et le machinisme comme « moyens systématiques d'extraire une survaleur relative. Si les rapports de production, où règnent non l'égalité mais l'inégalité, non la liberté mais la contrainte, non la propriété mais l'expropriation, demeurent hors de portée du Droit, c'est que celui-ci ne traduit, du MPC, que le « rapport superficiel de l'achat-vente (...), ce reflet du rapport capitaliste » (chap. inéd., 10-18, 263).

Cette problématique rend-elle compte également de la réduction de la journée de travail, bien que celle-ci fasse en outre, et très tôt, l'objet de luttes ouvrières ? C'est ce que Marx indique lorsqu'il note : « La

tendance du capital à se rattraper sur l'intensification du travail (dès que la prolongation de la journée lui est définitivement interdite par la loi) et à transformer chaque perfectionnement du système mécanique en un nouveau moyen d'exploitation doit conduire à un point où une nouvelle diminution des heures du travail deviendra inévitable » (K., ES, I, 2, 99-100; MEW, 23, 439-440). Autrement dit : on ne légiférera ni sur la densité, ni sur le contenu de la journée. Achetant à sa valeur sur le marché une force de travail libre de se vendre, le capitaliste demeurera libre de son usage. Mais à une condition : la destruction physiologique des ouvriers incorporés au procès de production ne pourra pas être à ce point rapide qu'elle puisse donner à voir le salariat pour ce qu'il est : une « forme de médiation » qui « ne se distingue que formellement d'autres modes plus directs d'asservissements du travail » (chap. inéd., 262; trad. suivie : *La Pensée*, n° 156, 9). Cette condition sera observée au prix des limitations successives de la journée qu'obtiendront les travailleurs. Légales, ces limites figureront dans les termes du contrat qui lie le capitaliste et l'ouvrier, individus libres et égaux, au titre d'acheteur et de vendeur de la force de travail.

Mais si la législation de fabrique s'attache ainsi de manière privilégiée au rapport salarial, aspect essentiel de la soumission formelle du travail au capital, c'est dans le temps même où s'instaure, avec le machinisme, la soumission réelle du travail au capital. Effets de l'idéologie de l'égalité, les lois de fabrique contribuent donc en retour à la conforter en masquant la spécificité des rapports de production capitalistes tels que les développe la révolution industrielle. Plus encore : cette législation s'avère partie prenante de la transformation des forces productives qui s'opère au XIXe siècle. Et c'est ce que montrent ses modalités d'application et d'extension.

Application différée d'abord, car, longtemps, les textes demeurèrent lettre morte. La rédaction imprécise des articles, le défaut d'inspection administrative, l'opposition des capitalistes contribuèrent à cette situation. Lorsqu'en 1833 sera créée l'inspection des manufactures, ses rapports, amplement cités par Marx dans *Le Capital* montreront à quel point les multiples mesures prises depuis 1802, date de la première loi sur le travail des enfants dans l'industrie cotonnière, avaient été peu appliquées.

L'emploi des enfants ne fut limité, et la journée de travail réduite, qu'au moment où certaines fabriques, poussées par la menace de sanctions, découvrirent le gain qu'elles pouvaient tirer de ces contraintes. C'est en effet sur les fabriques, et d'abord dans les branches les plus anciennes et les plus mécanisées que portèrent les premières lois. Or l'équipement propre à ces fabriques leur permit de « se rattraper sur » le perfectionnement du machinisme et l'intensification du travail, l'un et l'autre devenant l'objet indissociable d'une même recherche systématique visant à accroître la survaleur relative.

L'essor que connut de ce fait la grande industrie entraîna des transformations dans les anciennes manufactures et le travail à domicile, où l'exploitation se renforça en conséquence, notamment par un allongement de la durée du travail. C'est alors les propriétaires des fabriques eux-mêmes qui réclamèrent l'extension de la législation : « Comme le capital est de sa nature niveleur, il exige, au nom de son Droit inné, que dans toutes les sphères de production les conditions de l'exploitation du travail soient égales pour tous » (K., ES, I, 2, 81; MEW, 23, 419).

En accélérant encore la transformation de nombreuses manufactures en fabriques mécanisées, l'extension des lois de « fabrique » accentua la concurrence subie par les petits entrepreneurs qui furent conduits à aggraver les conditions du travail. Ces conditions aggravées, qui caractérisent « la manufacture moderne » et « le travail moderne à domicile » (K., ES, I, 2, 141-149; MEW, 23, 485 et s.), posant de nouveaux problèmes, tels que la salubrité des locaux, constituèrent de nouveaux domaines d'intervention. A ce point, la législation de « fabrique » ne touche plus guère que les anciennes formes d'industrie telles qu'elles se sont modifiées en réaction à la grande industrie, et, par les contraintes qu'elle fait peser sur les petits entrepreneurs, elle accompagne l'effet des « lois coercitives de la concurrence », contribuant ainsi à sa manière à la concentration du capital.

C'est donc de manière superficielle que la législation de fabrique figure une intervention extérieure de l'Etat dans les conditions de production. Certes, en tant que législation, elle apparaît bien comme une « première réaction consciente méthodique de la société contre son propre organisme tel que l'a fait le mouvement spontané de la production capitaliste » (K., ES, I, 2, 159 ; MEW, 23, 504) ; et elle se donne elle-même pour une action visant à restreindre, afin d'en limiter les abus, le régime de la liberté totale du travail que l'Angleterre avait acquis. Cette législation est néanmoins, selon l'expression de Marx, « un fruit aussi naturel de la grande industrie que les chemins de fer, les machines automates et la télégraphie électrique » *(ibid)* : non seulement une réaction au système de la fabrique, mais un des instruments de sa généralisation.

A cette législation de fabrique, instrument du développement du capitalisme, Marx oppose une législation du travail qui, notamment en combinant le travail productif avec l'instruction, serait « un des plus puissants moyens de transformation de la société actuelle » (*Gloses*, ES, 49).

• BIBLIOGRAPHIE. — K. MARX, *Le Capital*, Paris, ES, 1948, I, 2, chap. 14, § 3, 8 et 9; *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris, ES, 1972, p. 48-50; *Un chapitre inédit du Capital*, Paris, 10/18, 1971, p. 257-265; G. LABICA, De l'égalité, in *Dialectiques*, n° 1/2, mai 1973, p. 3-29; ID., Derrière le droit au travail, apud *La condition féminine*, ES, 1978.

▶ CORRÉLATS. — Conditions (de vie), Droit, Egalité, Etat, Famille, Idéologie, Industrie domestique, Intensité (du travail), Manufacture, Métier, Parlementarisme, Plus-value, Subsomption formelle/réelle, Temps de travail.

Ph. M.

Famille

Al : *Familie*. — An : *Family*. — R : *Sem'ja*.

A la suite de Hegel, pour qui la famille structure la « société civile » *(Princ. de la philos. du droit)*, Marx et Engels (IA, MEW, t. 3, p. 36; trad. franç., ES, p. 65) affirment que la famille constitue l'un des premiers liens sociaux et est au principe de la division du travail (*ibid.*, p. 50, p. 79). C'est dire que la famille a une histoire, dépendante des conditions économiques. Ainsi le développement économique, la transformation des modes de production, en particulier le passage à la société communiste, qui doit transformer radicalement les mentalités, les rapports hommes-femmes, parents-enfants, ne doivent-ils pas, comme l'a cru A. Kollontaï, faire disparaître la famille « créatrice indépendante de richesses » (*Marxisme et révolution sexuelle*, J. Stora-Sandor éd., Paris, 1977, p. 57) et gardienne de celles-ci ?

C'est à l'élucidation du rapport entre les deux instances, production et famille, qu'est consacré *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, où Engels entreprend de retracer de façon scientifique l'histoire de la famille dont la forme cellulaire n'est que le dernier avatar connu. Ainsi, reprenant à son tour la périodisation de l'histoire précapitaliste, proposée par Morgan, en état sauvage, barbarie et civilisation, Engels montre comment à chacune de ces périodes s'est imposé un type de famille particulier, adapté aux impératifs de la production : au temps de la société gentilice, c'est la famille punaluenne (un certain nombre de sœurs étaient les femmes communes de leurs maris communs; les sœurs et les frères sont exclus du commerce sexuel; la filiation est féminine; l'économie est domestique); la famille « appariée » (un homme vit avec une femme, mais l'infidélité reste le droit de l'homme; les enfants sont à la mère seule); de cette famille appariée devait naître, avec le développement de la production pour l'échange et de la propriété privée, la famille conjugale monogame (le père est sûr de sa descendance, à laquelle il transmet son héritage).

Engels insiste sur le fait que « l'amour sexuel individuel... a peu de chose à voir avec l'établissement du mariage conjugal » (MEW, 21, 52; trad. franç., 49). La famille, dans l'analyse marxiste, a une origine purement économique et elle se caractérise alors par la suprématie totale de l'homme sur la femme. Marx et Engels affirment, dans *Le Manifeste du Parti communiste* : « La bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations de famille et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent » (MEW, 4, 465).

La véritable famille conjugale, celle qui repose sur des rapports d'estime et d'affection, n'existe que dans le prolétariat, affirment Marx et Engels, car « il ne s'y trouve aucune propriété... il manque tout stimulant pour faire valoir la suprématie masculine » (MEW, 21, 73; *Orfa.*, 70).

La question qui se pose alors est celle de l'évolution de la famille dans une société libérée du capitalisme et de la propriété privée. Pour Engels, la famille monogame n'a pas à disparaître en tant que telle; elle doit simplement cesser d'être l'unité économique de la société, car c'est ce statut qui pervertit le mariage conjugal et le rend insupportable surtout pour les femmes. Si Engels a cru que la famille monogame fondée sur l'inclination et non l'argent se maintiendrait dans une humanité libérée du capitalisme, d'autres marxistes, telle A. Kollontaï, ont cru à sa dissolution, d'une part, parce que la famille n'aurait plus alors pour fonction la conservation des richesses familiales (fonctions assurées par les banques et autres établissements d'épargne) et, d'autre part, parce que, lentement mais irrévocablement, les obligations familiales passeraient l'une après l'autre à la charge de la société et de l'Etat. Pour A. Kollontaï « la famille fermée telle qu'elle existe encore vit ses derniers jours et elle est irrémédiablement condamnée à périr avec la société de classes antagonistes » (*ouvr. cit*, p. 87).

Ainsi « les influences sociales sont si complexes, leur action si diversifiée, qu'il est actuellement impossible d'imaginer avec précision ce que sera la forme dans laquelle se mouleront, après un changement radical de toute la structure de la société, les rapports conjugaux de l'avenir » (*ibid.*, 89). Pensée qui lui fut reprochée par les dirigeants et idéologues du parti. Ainsi D. Riazanov, à la question : « Quelle forme d'union remplacera l'ancienne famille bourgeoise ? », répond qu'il n'y a aucune raison de poser

la question. En dehors de la famille traditionnelle, il ne voit que « des rapports sexuels désordonnés » ou « le communisme sexuel » incompatibles avec la société communiste *(La doctrine communiste du mariage)*.

Lors des débats passionnés autour des problèmes relatifs à la famille en 1926, pour la plupart des participants, la préoccupation principale était de préserver « la morale » et la famille. Mais quelle morale ? La morale bourgeoise ? Et quelle famille ? La famille fermée et contraignante, tant décriée et condamnée par A. Kollontaï? Depuis, les différents codes de la famille qui se succéderont visent à la conservation de la cellule familiale. En 1936, on en arrive, en URSS, à la suppression de la liberté de l'avortement pour « le renforcement de la famille soviétique » (éditorial de la *Pravda*, cité par R. Schlesinger) et tous ceux qui avaient préconisé la disparition de la famille, comme S. Wolffson, dans la *Sociologie du mariage et de la famille*, font leur autocritique en se référant à Marx, Engels et Lénine. On peut lire dans un texte de loi de 1968 : « C'est en Union soviétique que sont réunies les conditions les plus favorables au renforcement et à l'épanouissement de la famille. » Ainsi, de même que, pour certains, la disparition de l'Etat passerait par un renforcement de l'Etat, ne peut-on se demander si la dissolution de la famille ne passe pas elle-même par une phase de renforcement de la famille ?

• BIBLIOGRAPHIE. — AUFFRAY, BAUDOUIN, COLLIN, GUILLERM, *Feux et Lieux*, Paris, Galilée, 1980; *La Documentation française*, série URSS, n° 4, 1968; A. KOPP, *Changer la vie, changer la ville*, Paris, UGE, 1975, chap. III; E. B. LEACOCK, *Myths of male domination*, New York and London, Monthly review press, 1981; D. RIAZANOV, Communisme et mariage, apud *Partisans*, n° 32-33, 1966; Wilhelm REICH, *La révolution sexuelle*, Paris, Plon, 1968; R. SCHLESINGER, *Changing attitudes in Soviet Russia. The family*, London, Routledge & Kegan Paul, 1949.

▶ CORRÉLATS. — Féminisme, Femmes, Mariage bourgeois, Rapports sociaux.

F. B. / N. L.

Fascisme

Al : *Faschismus*. — An : *Fascism*. — R : *Fašizm*.

L'origine du mot est italienne. Le *fascio* (faisceau) est l'emblème adopté par Mussolini et le Parti national fasciste (1921), emprunté à la Rome antique.

C'est au lendemain de la première guerre mondiale qu'apparaissent, dans plusieurs pays d'Europe, Italie, Allemagne, Espagne notamment des mouvements et partis politiques présentant assez de caractéristiques communes pour qu'on puisse les qualifier de fascistes. (Nous laissons de côté le cas des régimes autoritaires de pays sous-développés (Afrique, Amérique latine) qui ne saurait, à notre sens, relever de la même typologie.) Plusieurs d'entre eux parviendront au pouvoir et s'y maintiendront. On peut donc analyser d'une part les programmes et les idéologies des fascismes, d'autre part leurs pratiques. Celles-ci surtout varieront d'un pays à l'autre et l'étude du fascisme doit nécessairement être prolongée et précisée par celle du national-socialisme, du fascisme italien, du franquisme, etc. Néanmoins il existe entre ces mouvements et partis assez de traits communs pour qu'on puisse tenter une étude du fascisme et pas seulement de chaque fascisme particulier.

La période où le fascisme connaît ses plus grands succès s'achève avec la défaite de l'Italie fasciste en 1943 et de l'Allemagne national-socialiste en 1945. Après cette date le franquisme et le régime de Salazar apparaissent comme des survivances. A la mort de Franco (1976), il n'y a plus de fascisme au pouvoir en Europe. Subsistent des mouvements néo-fascistes (néo-nazis) politiquement très minoritaires, qui entretiennent la nostalgie du fascisme.

Programmes. — Les programmes des partis et mouvements fascistes rassemblent des éléments hétérogènes empruntés aux plates-formes de différents partis politiques de l'extrême-droite à la social-démocratie.

Exaltation du nationalisme et renforcement de la puissance de l'Etat et de l'armée. Affirmation de la volonté de conquêtes territoriales. Rejet du système parlementaire et du libéralisme. Reconnaissance de la propriété privée, mais dénonciation des abus et des tares du capitalisme. Dépassement de la lutte de classes par l'affirmation de la solidarité nationale et la création d'organismes de type corporatif. Exaltation de l'effort individuel qui permettra le renouvellement des élites par la promotion d'individualités fortes.

La partie pratique de ces programmes (mesures à prendre en cas de prise du pouvoir) demeure en général fort vague (seule exception : le programme de la Phalange espagnole énumère des réformes précises dans le domaine agraire). On insiste plus sur les hommes ou organismes qu'il conviendra d'éliminer (oisifs, trafiquants, Juifs, communistes). Ces programmes ont pour première fonction de gagner des adhérents et des électeurs de toutes les couches sociales. D'où leur caractère hétéroclite et les emprunts aux programmes d'autres partis, y compris de gauche.

Idéologie. — D'un pays à l'autre l'accent est mis sur des aspects différents. Racisme et antisémitisme en Allemagne, corporatisme en Italie, mais tous les fascismes ont en commun et mettent au premier plan la lutte contre le marxisme accusé de mettre en péril la famille et la patrie. A la révolution marxiste, synonyme de désordre, ils opposent une révolution qui rétablira l'ordre et l'autorité.

La condamnation de l'Etat libéral et du système capitaliste est justifiée, pour une part, parce que l'un et l'autre sont incapables de s'opposer au marxisme. Les fascismes ont souvent bénéficié, au début tout au moins, et plus durablement au Portugal et en Espagne (où la religion catholique constituait la base de l'idéologie dominante), de l'appui des églises.

La communauté nationale, dans le fascisme allemand surtout, est fondée sur l'affirmation d'une identité biologique : la communauté de sang et de sol (idéologie *Blubo*) dont sont exclus notamment les Juifs. Le fascisme affiche un idéal de « pureté » propre à séduire la jeunesse et promet à tous les déclassés un statut social qui mette fin à l'humiliation qu'ils éprouvent. Les fascismes réussissent à détourner un ressentiment d'origine économique (chez les victimes de la crise économique : petits bourgeois ruinés, chômeurs) vers la sphère extra-économique (antisémitisme, anti-communisme, etc.).

Le principe hiérarchique est opposé au nivellement que créerait la démocratie. Les individus supérieurs ont un droit à l'exercice du commandement. L'inégalité sociale se trouve ainsi justifiée, mais elle serait fondée sur la capacité individuelle et non plus sur la fortune ou la naissance.

Aux masses, on propose l'intégration dans diverses communautés et de la sorte la participation à l'œuvre commune, au salut et à la grandeur de la nation. A la tête de l'édifice, un chef suprême (Führer, Duce, Caudillo) figure charismatique parée de toutes les vertus et qui exige une obéissance absolue et immédiate. Ces principes sont étendus à toute l'activité nationale, donc au domaine économique également. Dans l'entreprise, le patron est promu chef. Mais tout le personnel constitue une unité organique harmonieuse (négation de la lutte des classes). Dans la famille et la société le rôle de l'homme est exalté. La femme est avant tout mère (reproductrice).

Le parti. — Le parti unique est édifié selon les mêmes principes. « La force d'un parti politique ne réside nullement dans l'intelligence et l'indépendance d'esprit de chacun de ses membres, mais bien plutôt dans l'obéissance et l'esprit avec lesquels ceux-ci suivent le commandement spirituel » [du chef] (Hitler, *Mein Kampf*, éd. franç., p. 455).

Le parti est flanqué d'une série d'organisations de masse qui encadrent la quasi-totalité des diverses catégories d'individus du berceau à la tombe, soit en fonction de leur âge ou de leur sexe (organisations de jeunesse, organisations des femmes), soit de leur activité professionnelle (associations de juristes, de médecins, d'écrivains et d'artistes) ou syndicats nouvelle manière, qui n'ont pas pour raison d'être de défendre les intérêts de leurs mandants, mais de maintenir la paix sociale dans l'entreprise et d'organiser les loisirs (importance, en Allemagne, de *Kraft durch Freude : La Force par la joie*). L'objectif est la diffusion d'une idéologie unificatrice par le canal de toutes ces organisations.

En outre existent à côté du parti des organismes para-militaires destinés, avant la prise du pouvoir, à intimider ou à neutraliser par la force les adversaires politiques, et transformés en police supplétive après la prise du pouvoir (« squadre » fascistes en Italie, SA et SS en Allemagne).

Importance de la propagande. — Tous les partis fascistes attachent une importance particulière à la propagande, orale notamment. Celle-ci procède par affirmations apodictiques. Les thèmes des discours fascistes sont présentés comme autant de vérités indiscutables. Ils ne s'adressent pas à la raison des individus, mais à leur affectivité, visent à déchaîner des pulsions et se veulent immédiatement efficaces, mobilisateurs. L'idéologie véhiculée doit être simple, voire simpliste, « son niveau intellectuel doit être d'autant plus bas que la masse des personnes à atteindre est plus nombreuse ». « L'art de la propagande consiste à se mettre à la portée de la grande masse dominée par l'instinct » (*Mein Kampf*, p. 181).

Cette propagande sera massive et systématique. Elle retiendra quelques arguments inlassablement repris. Elle désignera un adversaire, un seul, responsable de tous les malheurs du peuple et chargé de tous les crimes (présents et passés). Le fascisme réécrit l'histoire en fonction de cette donnée. L'appel à l'irrationnel sera associé à des démonstrations de force (d'où l'importance des parades mussoliniennes et des rassemblements du Parti national-socialiste à Nuremberg). L'activité politique est réduite pour les masses à une succession de manifestations spectaculaires, sortes de *circenses* politiques, qu'exaltent des médias (presse et radio), étroitement contrôlés par le pouvoir.

Terreur et violence. — L'action en groupe évite la réflexion individuelle. Le fascisme fait de la violence son moyen privilégié pour éliminer physiquement ses adversaires politiques. Plusieurs historiens ont montré le rôle de la peur. Peur des bouleversements apocalyptiques associés par la propagande fasciste à un éventuel succès des « marxistes », et qui a facilité le ralliement au fascisme des couches moyennes.

Une fois que le fascisme est parvenu au pouvoir, l'emploi de la terreur est destiné à empêcher toute résistance, à créer un climat d'insécurité général qui fera le vide autour des résistants potentiels (ce qu'a montré Brecht dans plusieurs scènes de *Grand-peur et misère du IIIe Reich*). La violence fasciste tend aussi à humilier l'adversaire. Les phalangistes contraignent des ouvriers à manger leur carte de la Confédération syndicale espagnole, les squadristi italiens font ingurgiter de force de l'huile de ricin à leurs adversaires, les nazis porteront cette volonté de déchéance de l'individu au plus haut degré dans les camps de concentration. Les opposants y sont traités comme des sous-hommes avant d'être anéantis.

Essais d'explication. — La première tentative pour analyser le fascisme est constituée par le rapport présenté par Clara Zetkin devant la IIIe Internationale en 1923 (réédité dans *Theorien über den Faschismus*, E. Nolte, Cologne, 2e éd., 1970; trad. franç. dans un recueil de textes de Clara Zetkin, ES, 1980). Après l'arrivée au pouvoir du national-socialisme en Allemagne, Dimitrov donnera en 1935 au VIIe Congrès de l'Internationale, la définition suivante du fascisme : « Dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. »

Si elle met à juste raison en avant les liens qui unissent le fascisme au système capitaliste dont il est manifestement une variante, quelles que soient les tentatives des fascismes pour utiliser et dévoyer les sentiments anti-capitalistes des masses victimes de la crise économique, cette définition laisse de côté beaucoup d'aspects (sociologiques, psychologiques) du fascisme qui permettent seuls de comprendre et d'expliquer le ralliement de la majorité des classes moyennes et, surtout après la prise du pouvoir, de larges fractions de la classe ouvrière à la doctrine ou à l'Etat fascistes.

Wilhelm Reich (*La psychologie de masse du fascisme*, Payot, 1972) et les philosophes de l'Ecole de Francfort étudient les « structures mentales » qui expliqueraient la réceptivité de certaines couches et de certains individus au nazisme. Selon Reich, le sadisme dont font preuve bien des éléments fascistes, et au-delà le racisme et l'antisémitisme, seraient la « transcription idéologique de fantasmes nés de l'inhibition sexuelle ». Toutes ces théories qui recherchent dans la « personnalité autoritaire », dont elles établissent l'existence dans les classes moyennes aussi bien que chez les ouvriers, l'explication du fascisme peuvent tout au plus faire comprendre comment et pourquoi certains individus ou groupes sociaux ont adhéré à ce mouvement. Erich Fromm (Ecole de Francfort) reconnaît que « le nazisme est un problème économique et politique ».

Ces tentatives d'explication sont nées des lacunes de la définition marxiste initiale qui, simplifiant abusivement le phénomène, ne permettait ni de comprendre comment et pourquoi les masses avaient adhéré au fascisme, ni d'aborder les rapports complexes et parfois contradictoires entre pouvoir politique (constitué par des nouveaux venus n'appartenant

pas à la bourgeoisie) d'une part, armée et bourgeoisie d'autre part, cette dernière ayant cependant, au prix parfois de quelques sacrifices individuels, profité globalement du fascisme pour consolider ses positions et accroître ses profits.

Le fascisme naît et se développe toujours comme une réponse à une crise politique et économique et comme une alternative à l'issue communiste à cette crise. Cette constatation disqualifie toutes les tentatives (aujourd'hui abandonnées par tous les chercheurs sérieux) pour assimiler fascisme et communisme en les englobant sous le terme de totalitarisme; même s'il est des formes de répression de masse pratiquées aussi bien par les régimes fascistes que par les régimes communistes (camps...).

Si on discute encore beaucoup du rôle des couches moyennes (employés, commerçants, petits patrons, intellectuels) qui ont fourni au fascisme une bonne partie de ses cadres, sans être le groupe social auquel a bénéficié d'abord la politique fasciste, s'il est admis que la classe ouvrière a plus résisté que les autres couches sociales, on s'interroge encore sur la place du fascisme dans l'histoire des pays considérés. Le fascisme est-il un accident ou se situe-t-il dans la continuité d'une histoire nationale (ce qui est, selon nous, le cas pour le nazisme) ? Est-il une phase de modernisation d'une économie qui avait pris du retard ? Bref les rapports entre le fascisme et le capitalisme « classique » demandent à être précisés. De même l'attitude des divers groupes sociaux, aux diverses étapes du fascisme qui a, lui aussi, dans chaque cas, une histoire. Enfin les médiations entre l'économique, le politique et la psychologie individuelle sont encore insuffisamment élucidées. De même que ne sont pas expliqués les mécanismes individuels et collectifs qui ont permis l'extermination (anti-économique) des adversaires politiques et des Juifs dans les camps de concentration nazis.

• BIBLIOGRAPHIE. — Faute de pouvoir citer les ouvrages exposant les thèses en présence, nous ne donnerons que quelques titres qui les rassemblent ou les résument : *Antifaschismus*, Cologne, Dialektik 7, 1983; Pierre AYÇOBERRY, *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme, 1922-1975*, Le Seuil, 1979; A. BALABANOFF, *Wesen und Werdegang des italianischen Faschismus*, Vienne et Leipzig, 1933; Roger BOURDERON, *Le fascisme. Idéologie et pratiques (essai d'analyse comparée)*, ES, 1979; D. EISENBERG, *Fascistes et nazis d'aujourd'hui*, Paris, A. Michel, 1963; *Encyclopedia universalis* : articles « Fascisme » et « IIIe Reich » (ce dernier, de G. BADIA, comporte une très abondante bibliographie); *Le fascisme hitlérien*, présentation d'André GISSELBRECHT; *Faschismus und Kapitalismus. Theorien über die sozialen Ursprünge und die Funktion des Faschismus* (sous la direction de W. ABENDROTH), Francfort/Main, 1972; P. NENNI, *Vingt ans de fascisme*, Paris, Maspero, 1960; E. NOLTE, *Les mouvements fascistes*, Paris, Calmann-Lévy, 1969; R. PARIS, *Histoire du fascisme en Italie*, Paris, Maspero, 1962; Recherches internationales, *Les origines du fascisme*, Cahier 1, mai-juin 1968; *Recherches internationales*, nº 69-70 (1971-1972); G. SCHULZ, *Faschismus, National-sozialismus. Versionen und theoretische Kontroversen 1922-1972*, Francfort/Main, 1974; W. L. SHIRER, *La montée du nazisme, La chute du nazisme*, 2 vol., Paris, Club des Amis du Livre, 1963; S. VILAR, *Dictature militaire et fascisme en Europe*, Paris, Anthropos, 1977; W. WIPPERMANN, *Faschismustheorien. Zum Stand der gegenwärtigen Diskussion*, Darmstadt, 1972; R. ZANGRANDI, *Le long voyage à travers le f.*, Paris, R. Laffont, 1963. C'est le national-socialisme, qui, de tous les fascismes, a suscité et suscite encore le plus grand nombre de publications. La bibliographie la plus complète est celle de Peter HÜTTENBERGER, *Bibliographie zum National-sozialismus*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1980. Compléments utiles dans l'ouvrage collectif BRACHER. FUNKE, JACOBSEN (Hrsg.), *Nationalsozialistische Diktatur 1933-1945, Eine Bilanz*, Bonn, 1983,

▶ CORRÉLATS. — Antisémitisme, Bonapartisme, Crises du marxisme, Etat/Société civile, Gramscisme, Question juive, Totalitarisme.

G. Ba.

Féminisme

Al : *Frauenbewegung, Feminismus.* — An : *Feminism.* — R : *Feminizm.*

Le féminisme en tant que volonté collective de lutter contre l'oppression spécifique subie par les femmes est antérieur au marxisme (voir les mouvements de femmes pendant la Révolution française et la Déclaration des Droits de la Femme d'Olympe de Gouges, par exemple). Bien que la question de l'émancipation des femmes ait été au centre des débats des partis socialistes européens de la fin du XIXe siècle, les premiers marxistes ont souvent entendu le mot « féminisme » en un sens restrictif, assimilant le féminisme au « féminisme bourgeois », perçu, au mieux, comme un mouvement vaguement humanitaire, et au pire comme une revendication de classe, de la classe bourgeoise : « Mes camarades du parti m'accusaient d'être féministe », dit Alexandra Kollontaï dans son *Autobiographie* (1926, p. 27). Les revendications du féminisme « bourgeois », celui des « suffragettes » : droit des femmes à exercer des professions libérales, possibilité de formation analogue à celles des hommes, égalité des droits politiques, furent, dans un premier temps, rejettées en bloc par le mouvement socialiste marxiste parce qu'elles se situaient en dehors des rapports de production : « Ceux qui s'en prennent à la façon dont sont actuellement traitées les femmes, sans chercher la cause dans l'organisation économique de notre société contemporaine, sont comme les docteurs qui soignent une affection localisée sans examiner l'état général du patient » (E. Marx, *La question féminine*, 1887). Cette systématique opposition aux thèses du féminisme bourgeois était d'ailleurs telle que pendant longtemps la revendication d'égalité des droits civiques ne fut même pas inscrite au programme de l'Internationale Socialiste. Pourtant, certains socialistes, au premier rang desquels se trouve Bebel, militaient aux côtés des « suffragettes », pour que cette revendication minimale soit prise en compte : « L'inégalité évidente et tangible des femmes devant les hommes a fait naître chez les plus avancées d'entre elles la prétention aux droits politiques pour pouvoir agir législativement en vue d'obtenir leur égalité. C'est la même pensée qui a déterminé la classe des travailleurs à diriger partout leur agitation sur la conquête du pouvoir politique. Ce qui semble juste pour la classe des travailleurs ne peut pas ne pas l'être pour les femmes » (Bebel, *La femme et le socialisme*, 1879). De même, A. Kollontaï : « Je me jetai à corps perdu dans la lutte au milieu des suffragettes et j'essayai d'amener le mouvement ouvrier à inclure dans son programme la question des femmes comme l'un des buts de la lutte. » « Il était très difficile de gagner mes camarades à cette idée », ajoute-t-elle (*Autobiographie*, 26). En effet; ce n'est qu'au Congrès de la IIe Internationale (16-22 août 1891) que les « féministes » réussirent, *in extremis*, au terme d'une bataille, à faire inscrire dans la résolution générale une clause demandant d' « inciter les partis socialistes... à exiger, en particulier pour la femme, des droits identiques dans le domaine du droit civil et politique » (cité par E. Marx, *Comment devons-nous nous organiser ?*, 1892).

1891 marque donc un tournant de l'histoire des rapports entre marxisme et féminisme; c'est la reconnaissance de la portée progressiste — sinon révolutionnaire — du mouvement féministe, la reconnaissance de sa validité politique. « J'ai consacré ma vie, écrit A. Kollontaï, à faire nettement ressortir ce qui a trait à la lutte de libération des femmes et à montrer en

outre la portée qu'elle a..., à mettre l'accent sur ce qui a de l'importance pour résoudre les problèmes sociaux de notre temps et qui inclut notamment le vaste problème de la complète libération des femmes» (*Autobiographie*, 17). A partir de cette date, s'ouvre une période qui s'étend jusque vers 1925, où le marxisme influe profondément sur l'évolution du mouvement féministe; c'est effectivement à cette époque que naît et se développe, au sein du mouvement féministe, un courant « féministe marxiste » qui s'oppose au « féminisme bourgeois » et prend grand soin de s'en démarquer. Ainsi, lors du Ier Congrès des Suffragettes, tenu à Saint-Pétersbourg en 1908, « un groupe d'ouvrières intervint... avec son programme propre et tira une ligne de démarcation claire entre les suffragettes bourgeoises et le mouvement de libération des femmes de la classe ouvrière » (A. Kollontaï) (*Autobiographie*, 27). C'est précisément cet accent mis sur le rôle d'avant-garde des *travailleuses* — qui plus est des travailleuses de la classe ouvrière — qui distingue le féminisme marxiste du féminisme bourgeois et c'est là l'un des apports essentiels du marxisme au mouvement féministe. Les travailleuses ont un rôle essentiel à jouer à la fois dans la lutte révolutionnaire (la révolution ne peut se faire sans les travailleuses, exploitées parmi les exploités) et dans la lutte de libération des femmes, où, parce que leur combat se situe sur le véritable terrain — celui de l'économie —, elles sont seules capables d'abolir complètement l'oppression spécifique de leur sexe. « Je m'étais fixé comme tâche de gagner les ouvrières au socialisme et en même temps de travailler pour la libération de la femme » (A. Kollontaï, *Autobiographie*, 30).

Le marxisme vise donc à *intégrer* le féminisme en reprenant certaines de ses revendications et en leur fournissant les bases théoriques qui lui font défaut. Il s'agit en quelque sorte d'une rectification du féminisme spontané qui en fait une des pièces essentielles de la lutte des classes contre l'exploitation capitaliste. C'est précisément sur ce point que se sont développées les divergences entre marxisme et féminisme « radical ». Les féministes marxistes attribuent l'échec de la politique « féminine » des partis socialistes, puis communistes à un sous-développement de la théorie marxiste sur la question particulière des femmes : « Le marxisme n'a pas fait pour la femme le travail d'investigation théorique qu'il a fait pour le prolétaire » (Marthe Bigot, *La servitude des femmes*, 1921). Les féministes radicales, elles, pensent qu'aucun effort théorique ne pourra jamais combler le fossé qui sépare féminisme et marxisme, pour la simple raison que les problèmes qu'aborde le féminisme ne sont pas, même « en dernière instance », d'ordre économique.

Ces divergences théoriques se reflètent dans le type de stratégie préconisé par le marxisme d'une part, et le féminisme d'autre part. Le marxisme soumet la libération de la femme au préalable de la révolution prolétarienne : « Le changement ultime de la condition de la femme ne surviendra qu'une fois qu'aura eu lieu la transformation encore plus radicale dont il est le *corollaire* » (E. Marx, *La question féminine*; souligné par nous). C'est donc en militant pour la révolution prolétarienne que la femme œuvre au mieux pour sa libération : « La femme aussi est adjurée de ne pas rester en arrière dans cette lutte où on combattra pour sa propre liberté, pour sa propre délivrance. Il appartient aux hommes de la soutenir » (Bebel, *La femme et le socialisme*). Quitte à reconnaître, comme le fait Lénine, qu'une fois la révolution faite, il reste un long chemin à parcourir : « Les lois

seules ne suffisent pas... ce n'est encore qu'un commencement » (*Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets*, 23 sept. 1919, O., t. 30, 34). Mais il est clair que, pour Lénine aussi, « le changement ultime » est un corollaire du changement de société; c'est la révolution qui, en modifiant les conditions matérielles, rend possible l'émancipation des femmes; c'en est donc la condition nécessaire, sinon tout à fait suffisante : « L'émancipation des ouvrières doit être l'œuvre des ouvrières; ce sont elles qui doivent se préoccuper de développer ces institutions (crèches, cantines, etc.) et cette activité des femmes entraînera le changement total de la condition qui leur est faite dans la société capitaliste » (Lénine, *ibid.*). C'est précisément ce que contestent les féministes radicales, tirant argument d'ailleurs de l'histoire des pays socialistes.

Mêmes divergences en ce qui concerne les formes d'organisation et les pratiques du mouvement féministe. Pour les marxistes, les femmes doivent s'organiser à l'intérieur du parti de la classe ouvrière : « Et maintenant, nous femmes, que devons-nous faire ? Certainement quelque chose : nous allons nous organiser non pas en tant que « femmes » mais comme prolétaires; non pas en tant que concurrentes féminines de nos maris, mais comme leurs camarades de combat » (E. Marx, *Comment devons-nous nous organiser ?*). Pour les féministes, au contraire, seul un mouvement *autonome*, aux pratiques spécifiques, peut faire émerger et triompher les revendications des femmes. Là encore, le marxisme dans la mesure où il privilégie l'instance économique, pense le féminisme de façon restrictive. Lénine, par exemple, ne mâche pas ses mots pour condamner certaines pratiques « féministes », fussent-elles le fait d'ouvrières : « On m'a raconté, reproche-t-il à Clara Zetkin, que dans les soirées de lecture et de discussion qu'elles organisent, les femmes discutent de la question sexuelle, du problème du mariage »; ce qui ne lui semble pas juste car il se méfie de ceux et de celles qui ont toujours les yeux fixés sur la seule question sexuelle, tel Bouddha contemplant son nombril. « Celles qui participent aux débats en question, ajoute-t-il, manquent des connaissances nécessaires pour en discuter d'un point de vue marxiste »; le résultat c'est que « les problèmes sexuels ne sont pas traités comme élément de la grande question sociale; au contraire, la question sociale apparaît comme un appendice des problèmes sexuels » (Clara Zetkin dans ses *Erinnerungen an Lenin*).

Ces antagonismes, certaines militantes marxistes féministes les ont vécus de façon douloureuse; Alexandra Kollontaï en est certainement l'exemple le plus émouvant. Toute sa vie, Alexandra Kollontaï a lutté pour que soient discutées, au sein du Parti bolchevique, les questions de morale sexuelle, de nouvelles formes de famille et d'amour « libre ». Pour Kollontaï, même une fois acquise l'égalité des droits juridiques, professionnels, politiques, la femme reste soumise à une « double *morale* » qui l'infériorise; et c'est pourquoi les femmes ont à mener un combat spécifique, une lutte de femmes. Malheureusement, ce point de vue féministe n'a jamais pu se faire entendre; A. Kollontaï a terminé ses jours exilée dans un poste diplomatique et ce n'est que depuis peu que l'on redécouvre ce qu'avait à dire la plus grande des féministes marxistes. Ce silence ne doit rien au hasard. Car l'analyse marxiste du féminisme n'a guère changé au cours des cinquantes dernières années, malgré le mouvement des femmes des années 60-70. C'est d'ailleurs ce que constate J.-L. Robert en 1978 : « La grande insuffisance que nous avons déjà notée de la réflexion théorique et

une certaine méconnaissance des questions féminines aboutissent à l'impossibilité de donner une réponse autre que conjoncturelle à ces questions. »

• BIBLIOGRAPHIE. — Maïté ALBISTUR, Daniel ARMOGATHE, *Histoire du féminisme français du Moyen Age à nos jours*, Paris, Editions Des Femmes, 1977; August BEBEL, *Die Frau und der Socialismus*, 1879, trad. franç. : G. CARRÉ, *La femme dans le passé, le présent et l'avenir*, 1891, et Cl. PRÉVOST, *La femme et le socialisme*, Berlin, Dietz Verlag, 1962. Trad. anglaise : *Woman under Socialism*, NY, Schocken Books, 1971; Marthe BIGOT, *La servitude des femmes*, Librairie de l'Humanité, 1921; Alexandra KOLLONTAÏ, *Autobiographie*, 1926, trad. C. FAURÉ, N. LAZAREVITCH, Berg-Belibaste, 1976; ID., *Marxisme et révolution sexuelle*, recueil de textes traduits et présentés par J. STORA-SANDOR, Maspero, 1973; H LEFEBVRE, *Critique de la vie quotidienne*, Paris, L'Arche, 1981; V. LÉNINE, *Les tâches du Mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets*, o., t. 30 (et aussi dans le recueil *Sur l'émancipation de la femme*, Ed. de Moscou, 1966); Eléanor MARX, Edward AVELING, *La question féminine*, 1891, trad. J. C. CHAUMETTE, et *Comment devons-nous nous organiser*, trad. B. AVAKIAN-RYNG, tous les deux dans *Dialectiques*, n° 8, 1975; Andrée MICHEL, *Le féminisme*, « Que sais-je ? », n° 1782; Jean-Louis ROBERT, *Le PCF et la condition féminine 1920-1939*, polycopié du CERM, sept. 1978; *Stratégies des femmes*, Coll., Paris, Ed. Tierce, 1984; M. THIBERT, *Le féminisme dans le socialisme français de 1830 à 1850*, Paris, 1926; Clara ZETKIN, *Batailles pour les femmes*, Paris, ES, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Exploitation, Famille, Femmes, Quotidienneté.

F. B. / N. L.

Femmes

Al : *Frauen, Weiber*. — An : *Women*. — R : *Ženščiny*.

La question de l'oppression des femmes et de leur émancipation a fortement agité et divisé les socialistes utopiques du XIXe siècle. Alors que Proudhon s'oppose violemment au travail des femmes et que Saint-Simon, sans éluder le problème, ne s'y intéresse pas vraiment, l'œuvre de Fourier, par contre, est entièrement dominée par la pensée qu' « en règle générale, les progrès sociaux et changements de période s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté ».

Cette idée de l'émancipation des femmes comme indice de l'émancipation générale devait être reprise sous une forme légèrement différente par Marx dans ses premiers écrits : « Dans ce rapport [celui de l'homme à la femme] apparaît donc de façon sensible, réduite à un fait concret la mesure dans laquelle pour l'homme, l'essence humaine est devenue la nature, ou celle dans laquelle la nature est devenue l'essence humaine de l'homme ... le rapport de l'homme à la femme est le rapport le plus naturel de l'homme à l'homme » (M 44, 86; *Erg.*, 2, 535). On le voit, les femmes, symbole représentatif de l'homme dans ses rapports avec la nature, ne sont pas conçues dans les écrits du jeune Marx, comme un groupe social susceptible d'une action historique. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les femmes n'aient pas à bénéficier — comme toute l'humanité — du passage au communisme qui les libérera de la dépendance économique dont elles souffrent sous le régime de la propriétée privée : « Le bourgeois ne voit dans sa femme qu'un instrument de production... Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément de supprimer pour les femmes leur situation de simples instruments de production » (MPC, Aubier, 121; MEW, 4, 478-479).

L'idée que le statut inférieur de la femme doive être directement mis

en rapport avec l'existence de la *propriété privée* constitue l'axe selon lequel s'est développée l'analyse de Marx et Engels sur la question des femmes. Cette thèse, qui se trouve déjà dans *Le Manifeste du Parti communiste* devait être reprise et systématisée par Engels dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Reprenant à son compte les théories de Morgan relatives aux débuts de l'humanité, et rejetant l'idée, « l'une des plus absurdes qui nous aient été transmises par le siècle des lumières... selon laquelle la femme à l'origine de la société a été l'esclave de l'homme » (*Orfa.*, ES, 50; MEW, 21, 53) [Cette idée « absurde » devait pourtant être reprise par Bebel : « La femme fut esclave avant que l'esclave fût » (*La femme et le communisme*, p. 10).], Engels entreprend de montrer comment le développement des forces productives et l'accroissement des richesses qui en a résulté ont entraîné, d'une part, la disparition du communisme primitif de type matriarcal, et d'autre part, l'apparition simultanée de la propriété privée et de la famille monogamique. Laquelle est « fondée sur la domination de l'homme, avec le but exprès de procréer des enfants d'une paternité incontestée... parce que ces enfants entreront un jour en possession de la fortune paternelle » (*Orfa.*, 61; MEW, 21, 65). Précisant encore son analyse, Engels relie l'apparition simultanée de la société de classes et du statut de dépendance économique des femmes au concept de *division du travail*. Division qui dans le cas des rapports hommes/femmes est équivalente à une ségrégation des sexes, la force de travail féminine se trouvant — du fait de ses particularités sexuelles — orientée vers les activités liées à la *reproduction* (mise au monde et élevage des enfants, travaux domestiques nécessités par la reproduction de la force de travail), alors que la force de travail masculine se trouvait employée à la *production*; la femme, empêchée de prendre part au développement des forces productives est, dans un monde régi par les lois de la production marchande, économiquement soumise au producteur, l'homme.

D'où la conclusion qui s'impose immédiatement, et qui constitue la thèse fondamentale du marxisme sur les moyens de l'émancipation des femmes : « L'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail privé domestique. Pour que l'émancipation de la femme devienne réalisable, il faut d'abord que la femme puisse participer à la production sur une large échelle sociale et que le travail domestique ne l'occupe plus que dans une mesure insignifiante. Et cela n'est devenu possible qu'avec la grande industrie moderne qui non seulement admet sur une grande échelle le travail des femmes, mais aussi le requiert formellement et tend de plus en plus à faire du travail domestique privé une industrie publique » (*Orfa.*, 148-149; MEW, 21, 258). « L'affranchissement de la femme a pour condition première *la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique* » (*Orfa.*, 72; MEW, 21, 76). Que la vie des femmes du prolétariat « envoyées sur le marché du travail » soit un calvaire, Engels en était le premier conscient, lui qui dès le début des années 40 avait enquêté sur la situation de la classe laborieuse en Angleterre et analysé concrètement la misère physique des ouvrières. Mais loin d'en tirer la conclusion (comme le firent certains membres de l'AIT, tel Tolain) que le progrès social consiste à préserver les femmes du travail (leur vraie place étant au foyer), Marx et Engels n'ont cessé de répéter que la condition préalable à la libération des femmes est

leur entrée massive dans la production, même si, pour le moment, cela se traduit par un accroissement de souffrance et d'exploitation. Comme l'explique Bebel « il n'est pas douteux qu'avec le développement pris par le travail féminin, les maladies de toute nature, la mortalité des enfants augmentent dans d'effroyables proportions; malgré tout cela, cette évolution, dans son ensemble, n'en constitue pas moins un progrès » (*La femme et le socialisme*, 156). A ces objections d'ordre moral venaient s'ajouter des arguments économiques que Clara Zetkin résume ainsi : « La main-d'œuvre féminine peu rémunérée évince les hommes du marché du travail, et si ces derniers veulent continuer à gagner leur vie, ils sont eux aussi contraints d'accepter une rémunération inférieure. » La controverse sur le travail des femmes devait se poursuivre âprement pendant longtemps au sein de l'AIT et il fallut attendre 1879 pour qu'enfin soit reconnue la revendication du droit au travail des femmes. Cela dit, il est clair que, pour les marxistes, la surexploitation des femmes salariées ne peut pas durer et doit être combattue. « Grâce à la propagande socialiste, le prolétariat conscient a appris à envisager le problème sous un autre aspect, sous l'aspect de sa signification historique, pour la libération de la femme et du prolétariat... L'intégration dans le mouvement syndical (des milliers de femmes travaillant dans l'industrie) est, pour ce dernier, une nécessité vitale (Clara Zetkin, *Die Gleichheit*, 1er nov. 1893). On le voit, le travail des femmes et les conditions de ce travail sont pour les marxistes une raison supplémentaire pour exiger un changement complet de société : seuls le socialisme, la disparition des classes et l'appropriation collective des moyens de production par les travailleurs pourront créer les conditions matérielles de l'égalité économique et sociale des femmes.

Il a semblé en 1917 que ces conditions étaient réalisées en URSS : « Le pouvoir soviétique a été le premier et le seul au monde, affirme Lénine en 1920, en tant que pouvoir des travailleurs, à abolir tous les principes attachés à la propriété et maintenus au profit de l'homme... Là où le pouvois des travailleurs édifie la vie nouvelle, il y a égalité de l'homme et de la femme devant la loi. » Mais, ajoute immédiatement Lénine, « ce n'est pas assez. L'égalité devant la loi n'est pas l'égalité devant la vie » (*Prada*, 22 févr. 1920; O., t. 30, 383). Dans ces conditions, la tâche principale de la République des Soviets est maintenant de « *soustraire la femme à l'esclavage domestique*, la libérer du joug abrutissant et humiliant, éternel et exclusif de la cuisine et de la chambre des enfants » *(ibid.)*. Ce thème du travail domestique « asservissant », « improductif et mesquin » a littéralement hanté Lénine qui y revient sans cesse, que ce soit dans ses discours aux travailleuses ou dans ses conversations avec Clara Zetkin : « La véritable émancipation de la femme, le véritable communisme ne commencent que là, et au moment où s'engage la lutte de masse — dirigée par le prolétariat, maître du pouvoir — contre cette petite économie domestique, ou plutôt sa refonte massive en une grande économie socialiste. »

Les bolcheviks de 1917-1924 ont fait des efforts désespérés pour mettre en place, malgré la pénurie et la guerre civile, les conditions matérielles d'une vie nouvelle pour les femmes. Comme le retard économique rendait impossible la création d'organismes collectifs, Trotski incita les gens à se grouper en « unités de ménages collectifs », organisées en collaboration avec les Soviets. L'espoir qui soutenait tous ces efforts était qu' « avec la modification des conditions économiques, avec l'évolution des rapports de

production, il se fasse aussi un changement de l'aspect psychologique de la femme » (A. Kollontaï). Car, pour les premiers bolcheviks, il ne s'agissait pas tant de modifier la « condition féminine » que de *forger un nouveau type de femmes*, de « transformer la mentalité de la femme, sa structure intérieure spirituelle et sentimentale » (A. K.). Pour A. Kollontaï, cette nouvelle femme se caractérise essentiellement par sa « volonté de lutter pour la vie et pour l'affirmation de soi ». C'est une révoltée « contre les conditions économiques, contre les lois de la morale sexuelle, contre la captivité amoureuse ». Cette femme, A. Kollontaï la voit « libre comme le vent, solitaire comme l'herbe de la steppe ». « Elle n'est chère à personne; personne ne la défend. » « En elle, il y a des bornes à l'adaptation aux désirs de l'aimé et sa tendance atavique » (*La nouvelle morale et la classe ouvrière*, 1918, p. 114 et s.).

La période 1917-1924 a été dans l'histoire des femmes une période unique, celle d'un effort collectif, non seulement pour créer les conditions matérielles d'une vie nouvelle, mais également une période où furent débattues dans les assemblées populaires (même si cela n'allait pas toujours de soi) les questions de morale sexuelle, de relations entre hommes et femmes. Malheureusement les nécessités économiques de la guerre et la NEP, mais aussi le retard des mentalités, devaient faire avorter ces tentatives pour faire sortir le problème de la libération des femmes du cadre économique que lui assigne la théorie marxiste traditionnelle. Le Code de la famille élaboré en 1930 marque un renversement complet de tendance par rapport aux idées des années 20. A l'idéal de la nouvelle femme, « libre comme le vent », se substitue le culte de la mère soviétique, forte et douloureuse. A partir de ce moment, pour les mouvements ouvriers européens, la libération de la femme devient synonyme de « droit au travail et aux équipements collectifs » et l'élaboration d'une morale réglant sur les bases de la théorie marxiste les rapports entre hommes et femmes cesse d'être à l'ordre du jour. Il s'agit maintenant d'une question privée dont on pense qu'elle ne pourra être réglée qu'après la révolution. Pourtant on a bien vu, au moment des débats sur l'avortement et la contraception, que certaines questions ne pouvaient pas être remises à après la révolution et exigeaient des réponses immédiates; lorsque les partis communistes européens se décidèrent à considérer la question, la réponse qu'ils y apportèrent ne put que paraître à la remorque des solutions proposées par la bourgeoisie. On assiste cependant à l'heure actuelle, sous l'impulsion du Mouvement des Femmes, à une remise en cause de ce « morcellement » de l'émancipation des femmes en étapes : « L'égalité, pas plus que l'aliénation, ne se morcelle, au travail, en famille, dans le couple. La césure privé/public a tout cassé à la fois et exige, comme la seule réponse appropriée, la mutation de l'ensemble » (G. Labica, apud *La condition féminine*), autrement dit « une transformation radicale de la technique sociale et des mœurs » (Lénine, o., 30, 419).

• BIBLIOGRAPHIE. — August BEBEL, *Die Frau und der Sozialismus*, 1879; trad. franç. : *La femme dans le passé, le présent et l'avenir* (G. CARRÉ); *La condition féminine*, ouvr. coll., CERM, ES, 1978 (avec biblio.); F. ENGELS, *Sit., Orfa.*; *La femme et le communisme. Anthologie des grands textes du marxisme*, Paris, ES, 1950; *Femmes et Russie*, Paris, Ed. Des Femmes, 1981; *Les femmes* (guide bibliographique), 2 vol., Paris, Documentation française, 1975; Charles FOURIER, Théorie des quatre mouvements, apud o., Anthropos, 1967; ID., *Nouveau monde amoureux, ibid.*, t. 12, et Idées/Gallimard, 1967; A. HELLER-F. FEHER, *Marxisme et*

démocratie, Paris, Maspero, 1981, chap. 6; Alexandra KOLLONTAÏ, *Marxisme et révolution sexuelle*, Paris, Maspero, 1977; Karl MARX, M 44, K. (1, 2, la Législation de fabrique notamment).

▶ CORRÉLATS. — Fabrique (législation de), Famille, Féminisme, Mariage bourgeois.

F. B. / N. L.

Féodalisme

Al : *Feudalismus, Feudalität, Mittelalter.* — An : *Feudalism, Feudal System.* — R : *Feodal'nyj stroj/ Feodalizm.*

1 / Il est encore très difficile en 1982 de préciser exactement d'où Marx a tiré son information concernant le Moyen Age, et quelle est son originalité par rapport à ses sources. Probablement est-il parti à la fois de l'enseignement des juristes de l'Ecole historique du droit (Savigny) et de celui de Hegel, historico-philosophique. Le Moyen Age, la théorie des ordres, la notion de privilège étaient au centre de ses écrits des années 1842-1844. Mais la prise en compte de l'historiographie bourgeoise (Guizot, Thierry, etc.) et de l'économie politique (Adam Smith) modifia foncièrement sa vision de cette période, ce qui se traduisit dans le premier texte fondamental quant au féodalisme selon Marx : le chapitre sur Feuerbach de *L'idéologie allemande*. Dans la perspective du progrès de la division du travail, Marx et Engels présentaient le féodalisme (ou la « féodalité », ou le « Moyen Age » : Marx employa toujours ces trois termes sans les distinguer) comme la troisième étape, après les sociétés tribales et le système antique, et avant le capitalisme. La structure originelle du féodalisme contenait en elle-même les présupposés essentiels grâce auxquels les rapports des campagnes et des villes purent évoluer au bénéfice de ces dernières, et déboucher ainsi sur le capitalisme. Marx posait ainsi deux bases : la dominance des structures rurales et le double caractère d'opposition et de correspondance des structures urbaines à l'égard des structures rurales.

Douze ans plus tard, dans les *Grundrisse*, Marx écrivit un chapitre sur les *Formes qui précèdent la production capitaliste*, texte le plus détaillé et le plus synthétique qu'il nous ait laissé sur les sociétés précapitalistes, donc sur le féodalisme. Ici, l'utilisation systématique du concept développé de rapports de production, ainsi que la mise en évidence des éléments essentiels du mode de production capitaliste (nature de la plus-value capitaliste en particulier) entraînèrent Marx à placer au centre de son analyse les questions *a)* des rapports des travailleurs avec les moyens de production, *b)* de la dissolution de tous les liens antérieurs, qui permit la mise en place des rapports capitalistes. A aucun moment Marx ne précisa de manière explicite ce qu'il entendait exactement par rapports féodaux; il envisageait en fait plusieurs perspectives : la notion de communauté germanique plus ou moins transformée, les rapports corporatifs reposant sur la propriété de l'instrument de travail (deux types de rapports qu'il déclarait en rapports d'opposition et de complément), les rapports de domination personnelle (concernant les *retainers*, mais aussi le servage, dont cependant le statut de forme « dérivée » demeura peu clair). La question à laquelle Marx envisageait de se consacrer était de déterminer les lois et la dynamique des modes de production précapitalistes : il ne le fit jamais, et ainsi n'élucida jamais les relations entre les divers rapports mentionnés ci-dessus.

2 / La masse considérable des écrits constituant *Le Capital, lato sensu*, comporte divers textes importants quant au féodalisme. Ce fut sans doute en analysant les ouvrages de Richard Jones sur l'histoire de la rente foncière que Marx découvrit la catégorie générale subsumant toutes les formes précapitalistes d'extorsion de la plus-value (la rente) et cela apparaît dans le tome 4. Le tome 3 contient les chapitres sur la genèse de la rente foncière capitaliste, ceux sur l'histoire du capital marchand et du capital usuraire, celui sur les rapports corporatifs *(Chapitre inédit)*. Le tome 1 enfin renferme des indications importantes dans le développement sur le fétichisme de la marchandise, et surtout la fameuse section sur la « prétendue accumulation primitive ». Etudiant globalement cet ensemble d'allusions au féodalisme dans *Le Capital*, Ludolf Kuchenbuch fait ressortir deux de ses caractères essentiels : 1) il s'agit d'une analyse « morcelée », c'est-à-dire qu'à aucun moment n'est recherchée une mise en évidence globale de la spécificité du mode de production féodal; 2) toutes les allusions sont soumises au principe de la « double hétéronomie », c'est-à-dire qu'elles apparaissent soit pour créer un contexte d'opposition et de contraste, soit pour indiquer la genèse d'un élément déterminé du mode de production capitaliste; il est donc extrêmement hasardeux de prétendre trouver dans *Le Capital* des indications suffisantes pour l'élaboration du concept marxiste de mode de production féodal.

Ce phénomène est particulièrement net dans le chapitre sur la genèse de la rente foncière capitaliste, dans lequel Marx étudia notamment la trilogie rente en travail - rente en nature - rente en argent, dont l'ordre de présentation est plutôt un ordre logique, et secondairement seulement un ordre historique. C'est dans ce chapitre qu'apparaît l'expression fondamentale de « contrainte extra-économique ». Il faut bien sûr mettre cette apparition en relation directe avec la découverte par Marx de la rente comme forme générique de l'extorsion précapitaliste du surtravail, découverte qui suivit de peu la mise en évidence de la nature exacte de la plus-value capitaliste : le capitalisme est le premier mode de production dans lequel ce sont les structures économiques de base qui comportent en elles-mêmes les mécanismes de prélèvement du surtravail (qui, du coup, n'apparaissent plus comme tels); la rente, au contraire, n'était pas directement impliquée par les mécanismes économiques, d'où la nécessité d'expliquer autrement son extorsion, et, de là, cette notion à la fois indispensable, mais sans contenu positif, de « contrainte extra-économique », simple dénomination d'un concept à élaborer.

Les autres chapitres du *Capital* relatifs au féodalisme reprennent, avec de nouveaux détails, les idées déjà énoncées dans *L'idéologie allemande* et les *Grundrisse*, mettant vigoureusement l'accent sur le commerce, l'usure et le système corporatif. La nouveauté la plus significative réside dans l'ensemble des notations relatives à l'Eglise féodale. Marx accorde à la Réforme une place notable dans le processus dit « d'accumulation primitive », donne des indications sur le rôle des dîmes, de l'interdiction du prêt à intérêt. Les allusions à la domination des clercs ne sont pas moins intéressantes : « nous trouvons ici une dépendance générale : serfs et seigneurs, vassaux et bailleurs de fiefs, laïcs et clercs » (MEW, 23, 91). Ici ressort non seulement le fait que Marx considérait au moins trois formes de domination dans la société féodale, mais aussi qu'il ne les articulait pas; rappelons la note célèbre sur la domination de la politique dans l'Antiquité et du christianisme au

Moyen Age (MEW, 23, 96) : elle ne faisait que reprendre une observation déjà contenue dans un manuscrit de 1851 : « les liens sociaux doivent être organisés sur une base politique, religieuse, etc., aussi longtemps que la puissance de l'argent n'est pas le *nexus rerum* et *hominum* » (*Grund.*, p. 987).

On trouve enfin des indications qui restent à exploiter dans les manuscrits de Marx des années 1870 (notes sur des ouvrages relatifs à des sociétés précapitalistes).

Globalement, on ne saurait trop répéter que Marx n'a jamais donné d'indications nettes concernant ce qu'il aurait pu considérer comme les articulations principales du mode de production féodal.

Pour autant, il ne semble guère permis de douter qu'il ait très réellement pensé qu'il avait existé en Europe un mode de production original, né au moment des grandes invasions et mort avec la domination de la grande industrie, qu'il dénommait féodal. Les deux références inexpugnables à cet égard sont dans le *Manifeste* et dans la *Préface* de 1859. Ce sont ces références et quelques autres analogues qui ont constitué le féodalisme en tant que pièce obligée de la vulgate marxiste.

3 / Jusqu'à plus ample informé, il ne semble pas qu'aucun des théoriciens importants du marxisme, de quelque pays et de quelque tradition qu'il fût, ait repris avec quelque originalité les textes de Marx et d'Engels relatifs à cette question (à l'exception peut-être d'Ernst Bloch). Il faudrait d'autre part mener une vaste enquête sur la manière dont les penseurs marxistes du Tiers Monde ont tenté au XXe siècle, avec des perspectives et des succès variés, d'appliquer la notion de féodalisme en Amérique latine, en divers pays d'Afrique (Ethiopie et zone des grands lacs notamment), dans les pays arabes, aux Indes, en Chine. On a là un ensemble de contributions très abondant, mais dont l'analyse ne semble pas avoir été entreprise : lacune importante et regrettable.

En Europe même, l'étude marxiste des sociétés féodales ne commença que très, très lentement, demeura et demeure le fait des historiens professionnels : d'où une double modification par la chute du niveau théorique et par la concentration de l'effort de recherche sur le mode de production féodal pour lui-même, et non plus comme simple substrat.

Le premier groupe fut constitué par des historiens soviétiques qui publièrent leurs premiers travaux en russe dans les années 30 : Evguéni Kosminski, N. Grazianski, puis M. Smirin, V. Rutenburg, B. Porchnev. En 1942 parut le premier numéro de *Srednie Veka (Le Moyen Age)*. Ces travaux, d'une indéniable qualité, demeurèrent sans écho tant qu'ils ne furent pas accessibles dans une langue occidentale, c'est-à-dire à partir de la fin des années 50. L'*Essai d'économie politique du féodalisme* de B. Porchnev paru à Moscou en 1956, ne fut traduit en français qu'en 1979 et encore est-il resté à peu près inconnu en France.

En Angleterre naquit après la seconde guerre mondiale un groupe d'historiens marxistes assez pugnaces (citons : R. Hilton, E. Hobsbawm, C. Hill), qui créèrent en 1952 la revue *Past and Present*. Un important débat sur le féodalisme démarra en 1950 à partir de la discussion entre M. Dobb et P. Sweezy sur le problème de la transition du féodalisme au capitalisme. Un nouveau débat d'ampleur internationale fut centré autour de cette revue à partir de 1976, né de la controverse entre R. Brenner et I. Wallerstein à propos de certaines perspectives dites « néomarxistes ».

Les années 50 virent également se développer des écoles d'historiens

marxistes s'attaquant à la question du féodalisme en Pologne (W. Kula, A. Wyczanski, B. Geremek) et en RDA (E. Werner, E. Müller-Mertens). L'écho de ces travaux fut lui aussi très assourdi, en dépit de la traduction en 1970 de la thèse de W. Kula, *La théorie économique du système féodal*. La naissance à Berlin (RDA) en 1977 du *Jahrbuch für Geschichte des Feudalismus* est encore à peu près ignorée à Paris.

En France, les débuts de l'historiographie marxiste furent le fait de spécialistes de la révolution française, G. Lefebvre, puis A. Soboul. A côté d'eux, Pierre Vilar s'engagea courageusement dans la voie de la constitution d'une histoire moderne sérieusement marxiste, mais reprenant et intégrant aussi les acquis de l'histoire économique et sociale apparue entre les deux guerres. Ce faisant, il se plaçait bien davantage dans la perspective de l'étude des conditions de la naissance du capitalisme que dans celle de la recherche de la dynamique propre du mode de production féodal.

4 / Car telle est bien en effet l'alternative sur laquelle a buté depuis un demi-siècle la médiévistique d'orientation marxiste : soit il s'agit d'élucider les conditions de la naissance du capitalisme et, là, les voies tracées par Marx fournissent un fil conducteur remarquablement efficace; soit on recherche la dynamique propre du mode de production féodal, et l'on tombe sur un problème que Marx n'a jamais traité. Dans cette situation bien délicate, les historiens marxistes ont généralement tenté avant tout de renverser la proportion des développements de Marx lui-même et cherché à couvrir l'essentiel du champ de recherche par l'étude des rapports entre paysans et seigneurs. C'est la tendance massive que l'on observe tant chez Kosminski que chez Porchnev, Hilton et Bois, pour ne citer que les principaux. L'accent est essentiellement mis sur l'antagonisme de classe entre ces deux catégories, et ainsi, partant de la formule canonique « la lutte des classes est le moteur de l'histoire », on fait de l'affrontement entre paysans et seigneurs le moteur du féodalisme. Cette position est malheureusement une aporie car 1) dans cette perspective, on ne sait plus (empiriquement) que faire du commerce et des villes; 2) surtout, et c'est plus gênant pour qui se préoccupe de théorie, Marx n'a *jamais* présenté ainsi le problème, mais toujours parlé de la lutte entre les seigneurs et les serfs *émancipés*, c'est-à-dire les habitants des villes. De telle sorte que les remarques de l'économiste P. Sweezy réclamant en 1950, à propos du problème de la « transition » du féodalisme au capitalisme, qu'on veuille bien d'abord savoir en quoi consistait exactement la dynamique propre du féodalisme avant de parler de transition, restent sans réponse aujourd'hui encore.

La position qu'on vient d'esquisser, dominante dans le champ marxiste actuel, joue incontestablement un rôle d'obstacle dogmatique. Elle a empêché qu'on prenne correctement en compte la tentative réellement marxiste, puissante et originale, de Jacques Le Goff (*La civilisation de l'Occident médiéval*, Paris, 1964) dont la volonté d'articuler toutes les grandes fonctions sociales sur la base d'un mode de production analysé dans *toutes* ses composantes trace l'axe de la seule voie qui permette de franchir l'obstacle et d'élaborer enfin une théorie marxiste du féodalisme. Dans cette même direction, la présentation (fort tardive) du chapitre des *Formen* (publié à Moscou en 1939) au public anglophone par E. Hobsbawm en 1964, et au public francophone par M. Godelier en 1970, est en passe de provoquer un renouveau de la recherche théorique marxiste sur les sociétés précapitalistes, dont on peut raisonnablement attendre des retom-

bées notables chez les historiens. La création en 1975 de la « Société d'Etude du féodalisme », le Colloque international de Trêves sur le féodalisme de mai 1981 montrent qu'on s'achemine lentement dans cette direction.

• BIBLIOGRAPHIE. — Guy BOIS, *Crise du féodalisme*, Presses de la FNSP, 1976; Pierre BONNASSIE, *La Catalogne du milieu du Xe à la fin du XIe siècle*, Publications de l'Université de Toulouse-Le Mirail, 1975-1976; Alain GUERREAU, *Le féodalisme, un horizon théorique*, Le Sycomore, 1980; Alain GUERREAU et Franz IRSIGLER (éd.), *Zum Problem des Feudalismus in Europa. Referate und Diskussionen des Trierer internationalen Kolloquiums Mai 1981*, Trier-THF-Verlag, 1983; Hans-Peter HARSTICK (éd.), *Karl Marx, über Formen vorkapitalistischer Produktion*, Frankfurt, Campus Verlag, 1977; Ludolf KUCHENBUCH, *Marx médiéviste. L'évolution de la conception du féodalisme dans l'œuvre de K. Marx*, Le Sycomore, 1982; Ludolf KUCHENBUCH et Bernd MICHAEL (éd.), *Feudalismus-Materialien zur Theorie und Geschichte*, Frankfurt, Ullstein, 1977; Michaël LOWY (éd.), *Le marxisme en Amérique latine de 1909 à nos jours*, Maspero, 1980; Pierre VILAR, *Une histoire en construction; approche marxiste et problématiques conjoncturelles*, Le Seuil, 1982; Heide WUNDER (éd.), *Feudalismus. Zehn Aufsätze*, München, Nymphenburger Verlagshandlung, 1974.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Capitalisme, Castes, Fétichisme, Formation économique et sociale, Mode de production, Mode de production asiatique, Paysannerie, Propriété privée, Ville/Campagne.

A. G.

Fétichisme (de la marchandise)

Al : *Warenfetischismus.* — An : *Commodity fetishism.* — R : *Fetišizm.*

Le fétichisme, ou le « caractère fétiche » *(Fetischcharakter)*, de la marchandise désigne, chez Marx, l'apparence inhérente aux rapports de production marchande, singulièrement lorsque ces derniers sont parvenus à la forme capitaliste.

La première mention du fétichisme se rencontre dans le troisième des *Manuscrits de 1844* : « Les partisans du système monétaire et du mercantilisme » y sont traités de « fétichistes, de catholiques » et Marx reprend la formule d'Engels (in *Umrisse*, MEW, 1, 503) taxant Adam Smith de « Luther de l'économie politique »; mais il ne s'agit encore là que d'une métaphore à visée polémique inscrite dans une problématique anthropologique. Il faudra attendre la découverte du « double caractère du travail représenté dans la marchandise », où Marx lui-même voit un de ses apports essentiels (*L. à F. Engels* du 21 août 1867 et du 8 janv. 1868; aussi K., I, 1, p. 57, ES; MEW, t. 23, p. 56), pour que soit exposée dans sa rigueur la théorie du fétichisme. La distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange permet en effet de mettre au jour le « secret » de la production marchande. Tout se passe comme si la valeur d'usage, avec ses traits propres, disparaissait sous la valeur d'échange, car les marchandises sont équivalentes, c'est-à-dire qu'elles entretiennent des rapports quantitatifs, qu'elles sont indifférentes à la forme particulière du travail qui les produit *(travail concret)*; le *temps de travail*, comme durée incorporée aux marchandises, devient principe de leur mise en rapport (échange) les unes avec les autres. En passant de la valeur d'usage à la valeur d'échange, on passe du travail spécifié, concret, individuel au travail général, simple, social, abstrait qui est une unité de mesure (temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise), qui est *rapport social*. Mais si, par là, le travail peut devenir objet de science, puisqu'il quitte le producteur pour le produit, la domi-

nation de la valeur d'échange, quant à elle, en tant que *forme phénoménale* de la valeur de la marchandise, dont la valeur d'usage n'exprime que la nature d'objet d'utilité (cf. *Notes marginales pour le Traité d'économie politique d'Adolf Wagner, in* K., I, 3), tend à présenter le rapport entre les personnes dans leur travail sous l'aspect d'un rapport entre les choses et entre ces choses et les personnes (*Cont.*, ES, p. 14; MEW, t. 13, p. 22). « Le rapport *réel* des marchandises les unes aux autres est leur *procès d'échange*. C'est un procès social dans lequel entrent des individus, indépendants les uns des autres, mais ils n'y entrent qu'en tant que possesseurs de marchandises; leur existence réciproque les uns pour les autres, c'est l'existence de leurs marchandises, et ils n'apparaissent ainsi, en fait, que comme des supports conscients *(als bewußte Träger)* du procès d'échange » (*ibid.*, p. 20; MEW, p. 28). Il y a donc « mystification ». Et cette « mystification », de « toute simple » qu'elle était encore dans la marchandise (*ibid.*, p. 14; MEW, p. 13), se fait complètement opaque quand elle atteint le stade de l' « équivalent universel », de l'argent, ce Dieu parmi les marchandises (*Grund.*, p. 132; ES, I, p. 160). Dès lors, la valeur de la marchandise ne se donne plus pour ce qu'elle est, rapport social entre producteurs, mais bien comme propriété aussi naturelle de la chose que sa couleur ou son poids. Et Marx peut écrire, dans l'analyse qu'il consacre au « fétichisme de la marchandise », à la fin du chapitre Ier, sect. I, liv. I (ES, I, I, p. 83 et s.; MEW, p. 85 et s.) : « Pour trouver une analogie à ce phénomène, il faut la chercher dans la région nuageuse du monde religieux. Là, les produits du cerveau humain ont l'aspect d'êtres indépendants, doués de corps particuliers, en communication avec les hommes et entre eux. Il en est de même des produits de la main de l'homme dans le monde marchand. C'est ce qu'on peut nommer le fétichisme attaché aux produits du travail, dès qu'ils se présentent comme des marchandises, fétichisme inséparable de ce mode de production. » A des moments théoriques décisifs, s'agissant du profit, de l'intérêt, du salaire, du rapport circulation/production ou de la rente foncière, *Le Capital* fera explicitement référence au « caractère fétiche » et à sa « mystification » (cf., entre autres textes, dans la trad. des ES : I, I, p. 66, p. 158, 178; 2, p. 211; 3, p. 201 et s.; II, 4, p. 208; III, 6, p. 66; III, 8, p. 193 et s. : « la formule trinitaire »; cf. aussi *Un chapitre inédit du Capital*, Paris, 1971, p. 257 et s.), attestant ainsi qu'il s'agit bien d'une apparence fondée ou d'une « formalité essentielle », selon la propre expression de Marx, spécifique du mode de production capitaliste. De cette apparence, dont l'économie politique était restée prisonnière, il est vrai de dire qu'elle ne peut être réduite que par la révolution du mode de production lui-même. Il l'est tout autant de considérer que la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme scientifique, mettant en pratique, comme le recommandait déjà le Ier Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, *Le Capital*, contribue, dans le procès vivant des luttes de classes, à la subvertir. Il ne paraît donc pas possible de réduire, comme l'a fait une certaine tradition marxiste, la théorie du fétichisme à une problématique de l'aliénation/réification; la *réalité* demeure bien celle de l'exploitation, que le procès d'échange ne masque pas au point d'en faire disparaître les contradictions, y compris au niveau des formes idéologiques.

• BIBLIOGRAPHIE. — G. BEDESCHI, *Alienazione e feticismo nel pensiero di Marx*, Bari, Laterza, 1968; O. FERNANDEZ-DIAZ, *Del fetichismo de la mercancia al fetichismo del Capital*, Madrid, LAR, 1982; K. KORSCH, *Karl Marx*, Paris, 1971 (chap. 7); H. MARCUSE, *L'Homme uni-*

dimensionnel, Paris, Minuit, 1968 (préf. à l'éd. franç.); H. PENA-RUIZ, *Recherche critique sur la problématique du fétichisme chez Marx*, maîtrise, Paris X, 1969 (ronéo.); J. M VINCENT, *Fétichisme et société*, Paris, Anthropos, 1973.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Circulation, Echange, Egalité, Fusion, Idéologie, Intérêt, Marchandise, Mysticisme, Phénomène, Réification, Religion, Travail, Valeur.

G. L.

Force(s) productive(s)

Al : *Produktivkraft* (Pluriel : *Produktivkräfte*). — An : *Productive force(s)*. — R : *Proizvoditel'nye sily*.

Définition : 1 / Productivité (du travail social); *2* / (toujours au pluriel en ce sens) Capacités de production d'une formation sociale, ensemble des forces de travail et des moyens de production d'un pays ou d'une époque donnée; *3* / Système interactif des forces de travail et des moyens de production dans lequel s'exprime le rapport de l'homme aux objets et aux forces naturelles.

Dans les définitions 2 et 3, la notion marxiste de force productive est proche de celle du sens commun, dont elle a le caractère global : il s'agit à la fois des *hommes* (qui produisent), des *objets* (qu'ils ont produits le plus souvent et avec lesquels ils produisent), et des rapports entre les hommes et les objets inscrits dans les savoir-faire et les savoirs tout court, les techniques et les sciences.

En considérant la *force de travail* comme une marchandise comparable aux autres dans le mode de production capitaliste, l'économie politique a consolidé cette notion commune et en a généralisé l'application. L'usage qu'en a fait le marxisme est à la fois théorique et politique. D'une part, la connaissance et la prise en compte des forces productives sont l'indice et le facteur principal de la *conception matérialiste de l'histoire* : l'histoire « idéaliste » oublie ou néglige les forces productives, et manque ainsi la *base matérielle* des événements qu'elle décrit ou interprète. La notion de force productive en ce sens conserve une fonction critique, polémique; chez les historiens, les ethnologues, les sociologues, etc.

D'autre part, la notion de force productive sert à formuler dans le champ politique la cohérence et la finalité de la lutte révolutionnaire du prolétariat : la classe qui produit les richesses lutte contre celle qui possède ou commande les forces productives, pour l'appropriation collective des moyens de production et le contrôle collectif du procès de production. Les forces productives (les travailleurs) luttent pour s'approprier et approprier les forces productives (les moyens de production).

C'est principalement dans le cadre de cet usage politique que s'est développée, depuis le début des années 60, principalement une problématique critique autour du sens de cette notion *chez Marx*, à partir de trois interrogations nées de l'expérience du socialisme réel :

1. Sur le caractère déterminant ou non du développement des forces productives dans les processus révolutionnaires (révolution industrielle, révolution « scientifique et technique », etc.);

2. Sur la théorie de la contradiction propre au capital entre le développement des forces productives et l'accroissement du taux de profit;

3. Sur le rapport entre développement des forces productives et lutte des classes.

La critique « maoïste » a notamment fait du statut des forces produc-

tives la clé de voûte du « révisionnisme » : la « révision » du marxisme consiste selon elle à reléguer la lutte des classes au second plan, et à faire du développement des forces productives *le* facteur déterminant du mouvement historique.

Principale cible de cette critique : les économistes soviétiques — et tous ceux censés être dans leur mouvance. Principal argument : la théorie des forces productives développée par les économistes soviétiques n'est que la théorisation *a posteriori*, dans un jargon marxiste, des choix politiques du stalinisme. Principal auteur typique de cette conception : V. G. Marachov et ses trois « lois du développement des forces productives ». Principale citation, la définition donnée par Staline dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*. Principal effet théorique second : l'apparition progressive de la science et du travail scientifique comme force productive directe (notion déjà présente chez Marx sous le terme anglais *scientific power*). Principal effet politique pour le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes : sous-estimation de l'aptitude du capital à réaliser pour son compte les mutations technologiques et scientifiques, et attentisme politique (dans l' « antichambre du socialisme »). Principal accessoire idéologique : l'Homme, qui devient progressivement « maître et possesseur de la nature ».

Cette problématique politique est directement liée à l'histoire théorique de la notion de force productive chez Marx, au sein de laquelle on peut distinguer trois moments caractéristiques : *1* / Celui de la fonction anti-idéaliste, matérialiste « militante » ; *2* / Celui de la catégorie économique ; *3* / Celui de la fusion des deux sens (et de la confusion théorique).

Le premier sens « opérationnel » de la notion de forces productives chez Marx apparaît dans *La Sainte Famille* (ES, p. 180 ; MEW, 2, 159). Il y désigne en gros l'*industrie*, et vise principalement la conception idéaliste de l'histoire selon la « Critique critique ». Les forces productives sont *ce que néglige* une histoire non matérialiste : il s'ensuit une connotation « substantialiste » de cette notion. Les forces productives sont la matière, le corps, la substance de l'histoire réelle, *par opposition* à l'histoire fantasmatique de l'historiographie bourgeoise.

Dans *L'idéologie allemande*, cette notion se formule du reste de deux façons : tantôt comme *forces productives (Produktivkräfte)*, tantôt comme *forces de production (Produktionskräfte)*, et dans ce sens substantiel, elle est toujours *au pluriel* :

« L'histoire n'est autre chose que la succession des différentes générations, dont chacune exploite les matériaux, les capitaux, les forces productives *(Produktionskräfte)* qui lui sont transmis par toutes les générations précédentes... » (IA, ES, 65 ; MEW, 3, 45).

A ce sens matériel dominant, qui parle autant à l'imaginaire (des outils, des machines, des objets en général) qu'à la réflexion abstraite, s'ajoute un aspect, déjà présent dans *L'idéologie allemande*, mais formulé de façon explicite dans la célèbre *Préface à la Contribution* de 1859 : le *développement* des forces productives est un facteur déterminant du mouvement historique :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces

rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale... Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports n'aient été couvées jusqu'à être près d'éclore au sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que des tâches qu'elle peut résoudre... » (*Cont.*, p. 5 ; MEW, 13, 9).

C'est cette contradiction qui articule la fonction théorique et polémique de la notion de forces productives pour l'historien matérialiste et d'autre part la fonction *politique* d'une notion qui prend place au centre du programme communiste : les forces productives ne sont pas seulement la réalité matérielle que néglige l'histoire idéaliste, elles sont avant tout ce dont la classe ouvrière est privée, ce dont elle a été dépossédée. D'une certaine façon, la notion de forces productives devient un élément de définition négative du prolétariat (donc aussi de la classe bourgeoise), et par ricochet un élément de définition de la période historique moderne. En ce sens, les forces productives ne sont pas seulement la base matérielle du mouvement historique, mais une réalité devenue impersonnelle *(sachlich)*, indifférente aux individus; elles ne sont plus le concret de l'histoire, mais le concret des individus, pour autant que ceux-ci, présentement réduits à l'état d' « individus abstraits », se les réapproprient, ou plus exactement se les approprient (puisque ce ne sont plus réellement les mêmes qu'à l'époque historique précédente) :

« Donc d'une part une totalité de forces productives qui ont pour ainsi dire pris figure de choses impersonnelles *(sachliche Gestalt)* et ne sont plus pour les individus eux-mêmes les forces des individus, mais celles de la propriété privée, et partant celles des individus uniquement dans la mesure où ils sont propriétaires privés. Dans aucune période précédente, les forces productives n'avaient pris cette forme indifférente aux relations des individus *en tant qu'individus*, parce que ces relations étaient encore limitées. D'autre part on voit se dresser en face de ces forces productives la majorité des individus dont ces forces se sont détachées, qui sont de ce fait frustrés du contenu réel de leur vie, et sont devenus des individus abstraits, mais qui, par là même et seulement alors, sont mis en état d'entrer en rapport les uns avec les autres *en tant qu'individus*... Nous en sommes arrivés aujourd'hui au point que les individus sont obligés de s'approprier la totalité des forces productives existantes, non seulement pour parvenir à manifester leur moi *(Selbstbetätigung)*, mais tout simplement pour assurer leur existence... » (IA, ES, 102-103 ; MEW, 3, 67).

Dans son usage anti-idéaliste, la notion de force productive remplit ainsi une double fonction, heuristique et politique : l'historiographie qui ignore les forces productives est au service, plus ou moins directement, de la minorité qui possède les forces productives. En en faisant la base du mouvement historique (dont le moteur est la lutte des classes), le matérialisme historique remet l'histoire sur ses pieds, non seulement l'histoire des historiens, mais aussi l'histoire réelle des hommes pensés comme sujets. Par certains côtés cette notion est une notion du « renversement » : elle régresse ultérieurement dans le travail et l'œuvre de Marx, sans disparaître tout à fait.

A partir des années 50 en effet, notamment après 1857, le sens de

l'expression « force productive » se cristallise autour de la notion de productivité. C'est son sens quasiment unique dans le livre I du *Capital*. Ce sens est directement emprunté à l'économie politique et traduit l'expression anglaise *productive power*. L'examen des variantes dans les manuscrits économiques de Marx montre qu'il n'y a pas d'hésitation sur l'emploi de ce terme. Il apparaît du reste dans un contexte où la force de travail n'est encore que très rarement désignée comme *force* (avec toute l'efficacité que suggère ce terme) et s'exprime le plus souvent dans la notion de capacité ou plutôt *puissance* de travail (notion qui insiste plutôt sur le caractère virtuel de l'usage qui peut être fait par le capitaliste de la marchandise force de travail). Cette notion de puissance explosera à son tour en deux sens : celui de *force (Kraft)* et celui de *potentialité (Potenz)*. La notion de force productive au sens de productivité récupère ainsi une part de la positivité qu'elle perd apparemment dans ce transfert. La productivité n'est pas une virtualité abstraite de la force de travail, mais son produit concret dans des conditions d'exploitation données. Par la suite, le couple force de travail - force productive *(Arbeitskraft-Produktivkraft)* se stabilise : ce que le capitalisme trouve sur le marché est déjà plus ou moins normalisé socialement; ce ne sont pas seulement les bras d'un ouvrier, mais c'est aussi une productivité moyenne, un facteur moyen de valorisation. Inversement, l'existence de ce couple pourrait expliquer que la notion de *force productive* résiste efficacement, dans la nouvelle distribution terminologique du livre I du *Capital* à la concurrence des termes abstraits productivité ou intensité. Elle tend ainsi à devenir l'une des catégories les plus spécifiques du mode de production capitaliste, parfois confondu avec celle de survaleur relative. En ce sens elle est souvent précisée par des déterminants : *force productive du travail* ou force productive *sociale du travail*. Ce sens est du reste devenu à ce point dominant que Marx l'étend à la forme pluriel du terme : « On a vu que les forces productives nées de la coopération et de la division du travail ne coûtent rien au capital. Ce sont des forces naturelles du travail social » (MEW, 23, 407; K., I, 2, 7).

La signification anti-idéaliste de la notion de force productive ne disparaît cependant pas pour autant. Elle glisse pour ainsi dire sous la seconde, sous une forme qui se résume dans l'apparente tautologie : la force productive du travail social est déterminée par le développement des forces productives : « La grandeur de la valeur d'une marchandise resterait donc constante si le temps de travail requis pour sa production était constant. Or celui-ci varie dans la mesure des variations de la force productive du travail. La force productive du travail est déterminée par de multiples circonstances, entre autres par le niveau moyen d'habileté de l'ouvrier, le stade atteint par le développement de la science et ses possibilités d'application technologique, la combinaison sociale du procès de production, l'ampleur et l'efficacité des moyens de production, puis enfin par des données naturelles » (*ibid.*, p. 44).

Même dans le livre 3 du *Capital*, dans lequel Marx étudie le procès global de la production capitaliste, comme unité du procès de production et du procès de circulation, mais aussi en même temps le détail du fonctionnement du capital, *force productive* conserve principalement le sens strictement économique développé depuis les *Grundrisse*, notamment au chapitre 5 *(Transformation de la survaleur en profit)* (K., 3, I, 103; MEW, 25, 94) et surtout dans l'ensemble de la célèbre troisième section (*Loi de la baisse ten-*

dancielle du taux de profit : chap. 13, 14 et 15) : ce qui entre en contradiction avec l'accroissement du taux de profit, c'est le développement — Marx parle même d'*élévation* — de la force productive sociale du travail. Celle-ci ne comprend qu'*entre autres* un développement matériel d'une grande quantité de capital dit « fixe » (qu'elle impulse au moins autant qu'elle n'est induite par lui), mais ne s'y identifie pas :

« Dans la mesure où le développement de la force productive réduit la part payée du travail employé, elle élève la survaleur, puisqu'elle élève le taux de survaleur. Mais dans la mesure où elle diminue la masse globale de travail employé par un capital donné, elle diminue le facteur numérique par lequel on multiplie le taux de la survaleur pour obtenir sa masse » (K., 3, 1, 260; 25, 257).

/.../ « L'élévation *(Steigerung)* de la force productive (qui par ailleurs, nous l'avons mentionné, va toujours de pair avec une dévalorisation du capital existant) ne peut accroître directement la valeur du capital que si, en élevant le taux de profit elle augmente la part de valeur du produit annuel qui est reconvertie en capital. Pour autant que la force productive du travail entre en ligne de compte, ceci ne peut arriver (car cette force productive n'a rien à voir directement avec la *valeur* du capital existant), que dans la mesure où soit la survaleur relative s'en trouve accrue, soit la valeur du capital constant s'en trouve réduite... Mais le développement de la force productive du travail contribue indirectement à augmenter la valeur-capital existante en multipliant la masse et la diversité des valeurs d'usage qui représentent la même valeur d'échange et qui constituent le substrat matériel du capital, ses éléments concrets, les objets matériels qui composent directement le capital constant, et, au moins indirectement, le capital variable... en même temps que se développe la force productive, s'élève la composition organique du capital : il y a diminution relative de la fraction variable » (*ibid.*, p. 242).

A l'horizon de cette contradiction propre au procès de valorisation du capital, il y a les crises économiques (surproduction de valeurs d'usage et surproduction de capital). A l'horizon de ces crises économiques, il y a les crises politiques. Et à l'horizon des deux on retrouve le mouvement historique en général. On assiste ainsi dans le livre 3 du *Capital* à la jonction entre la conception matérialiste de l'histoire, telle qu'elle s'exprimait dans *L'idéologie allemande*, et la théorie marxiste du capital. Et la notion même de *force productive* représente l'un des points de passage principaux de cette jonction. On a le meilleur résumé de cet « ensemble » dans le dernier paragraphe du dernier chapitre rédigé par Marx :

« L'opinion qui veut que seuls les rapports de distribution soient historiques, et non les rapports de production, n'est pour une part que l'opinion de la critique de l'économie politique, qui commence à se manifester, mais manque encore d'assurance. Mais elle repose aussi par ailleurs sur une confusion qui identifie le procès social de production et le procès de travail simple, tel qu'aurait à l'accomplir même un homme placé dans un isolement anormal, privé de toute aide de la société. Dans la mesure où le procès de travail n'est qu'un simple processus mettant aux prises l'homme et la nature, ses éléments simples demeurent communs à toutes les formes sociales de développement de celui-ci. Mais toute forme historique déterminée de ce procès de travail développe à son tour les bases matérielles et les formes sociales de celui-ci. Lorsque la forme historique déterminée

est parvenue à un certain stade de maturité, elle est abandonnée et fait place à une forme supérieure. On voit que le moment d'une crise de ce genre est arrivé dès lors que la contradiction et l'opposition entre les rapports de répartition d'un côté, donc également la forme historique déterminée des rapports de production qui leur correspondent, et les forces productives, la capacité de production et le développement de ses agents d'autre part, gagnent en ampleur et en profondeur. Intervient alors un conflit entre le développement matériel de la production et sa forme sociale » (K., ES, 3, 3, 258 ; MEW, 25, 890-891).

Pourtant, si chez Marx la signification anti-idéaliste de forces productives est tendanciellement subsumée sous le sens économique, il semble que la tradition marxiste ait proposé un ordre inverse, dans lequel développement des forces productives s'identifie quasiment à industrialisation. Les deux raisons principales de cette réception inversée sont l'histoire proprement dite du socialisme au XXe siècle et l'inflexion qu'Engels a fait subir dans la pratique à cette notion. L'ouvrage central dans lequel s'est cristallisée en une notion unique la double signification marxienne de force productive est en effet l'*Anti-Dühring* dans lequel Engels annexe en quelque sorte l'autorité des analyses économiques du *Capital* à la lutte idéologique et politique contre « un idéologue du capital ». Dans ce contexte polémique, lui-même déterminé par les bouleversements technologiques (électricité, agronomie notamment) et peut-être par les travaux parallèles d'Engels sur les sciences de la nature, les forces productives se réidentifient nettement aux moyens de production et acquièrent une réalité imaginaire. La machine à vapeur est déterminante pour le devenir historique (AD, ES, 147; MEW, 20, 107). Les forces productives poussent à la solution des contradictions du capitalisme (AD, ES, 315; *ibid.*, 258). A ce point d'objectivation, de réification, elles redeviennent dans l'*Anti-Dühring* l'objet d'une propriété (AD, ES, 318; *ibid.*, 260) : elles sont moins *le* capital que *du* capital; il faut les nationaliser (AD, ES, 317; *ibid.*, 259), et le socialisme apparaît comme la forme politique adéquate au caractère absolument social atteint par le développement des forces productives. Investie dans des politiques concrètes, cette conception a déterminé et détermine peut-être encore des choix historiques importants. Mais l'histoire semble précisément montrer que la question de la productivité du travail social — et donc des rapports sociaux qui gouvernent le procès de production — représente le noyau le plus politique et le moins « économiste » de la problématique globale du développement des forces productives.

• BIBLIOGRAPHIE. — A. D. MAGALINE, *Luttes de classes et dévalorisation du capital*, Paris, Maspero, 1975; *La Pensée*, n° spécial sur *Les forces productives*, n° 207, oct. 1979, et n° 241, oct. 1984; J. STALINE, *Les problèmes économiques du socialisme*, Paris, ES, 1953.

▶ CORRÉLATS. — Appropriation, Collectivisation, Coopération, Division du travail, Force de travail, Industrie, Moyens de production, Procès de production, Production, Productivité, Révolution industrielle, Subsomption formelle/réelle, Survaleur.

J.-P. L.

Force de travail

Al : *Arbeitskraft.* — An : *Labour force.* — R : *Rabočaja sila.*

Ce concept désigne l'énergie humaine mise en mouvement dans le procès de travail aux fins de la transformation des objets de travail en

valeurs d'usage et elle-même transformée, dans le mode de production capitaliste, en marchandise.

Tard apparu dans l'œuvre de Marx (1857, *Grund.*), et à ce titre aussi éminemment spécifique, le concept de force de travail occupe une place discriminante dans l'édifice théorique du matérialisme historique. C'est au terme d'un décryptage « symptômal » du texte de l'économie politique classique (cf. L. Althusser, *Lire Le Capital*, Maspero, 1966, I, p. 20 et s.) que Marx parvient à le produire et à lever ainsi l'aporie dont ce texte ne pouvait se déprendre. Deux ordres de questions surgissent ici : *1* / l'innovation radicale emportée par l'intervention marxienne dans le champ de l'économie politique classique et *2* / le statut épistémologique singulier que revêtit cette intervention. L'émergence du concept de force de travail bouleversa d'ailleurs à ce point l'agencement général de la théorie qu'il impliquait l'invalidation d'un certain nombre d'énoncés antérieurs. Engels, dans son Introduction de 1891 à *Travail salarié et capital*, le souligne fortement (« des expressions et des phrases entières... apparaissent... par rapport aux ouvrages postérieurs... malheureuses et mêmes inexactes », ES, 1960, 11 ; MEW, 6, 593) et légitime sa rectification (« mes modifications tournent autour d'*un seul* point. D'après l'original c'est son *travail* que l'ouvrier vend au capitaliste pour le salaire; d'après le texte actuel, il vend sa *force* de travail », *ibid.*, 12 ; 594) en retraçant la genèse du concept et en en explicitant la fonction, ce qui, en l'occurrence, revient au même :

« Dès que les économistes appliquèrent (la) détermination de la valeur par le travail à la marchandise « travail », ils allèrent de contradiction en contradiction. Comment est déterminée la valeur du « travail » ? Par le travail nécessaire qui y est incorporé... Aussi, l'économie classique essaya-t-elle une autre tournure : la valeur d'une marchandise est égale à ses frais de production. Mais quels sont les frais de production du travail ? Pour répondre à cette question, les économistes sont obligés de faire quelque entorse à la logique. A défaut de frais de production du travail lui-même qui ne peuvent malheureusement pas être établis, ils recherchent alors quels sont les frais de production de l'*ouvrier*... Ce que les économistes avaient considéré comme les frais de production du « travail » était les frais de production... de l'ouvrier vivant lui-même. Et ce que l'ouvrier vendait au capitaliste n'était pas son travail... (qu'il faudrait d'abord effectuer), mais il met à la disposition du capitaliste... sa *force de travail* contre un paiement déterminé : il loue ou vend sa *force de travail*... La difficulté contre laquelle échouaient les meilleurs économistes, tant qu'ils partaient de la valeur du « travail », disparaît dès que nous partons de la valeur de la « force de travail »... La force de travail est, dans notre société capitaliste actuelle, une marchandise comme toutes les autres, mais néanmoins une marchandise tout à fait spéciale. En effet, elle a la propriété particulière d'être une force qui crée de la valeur et... par un traitement approprié, une source de plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même » (*ibid.*, 13, 15, 16 ; 595, 597, 598).

Cette longue citation où Engels, comme à son habitude, reconstitue avec bonheur l'histoire d'une découverte, fait voir l'impérative nécessité où se trouvait Marx de dépasser le tenace aveuglement des assertions classiques et, conséquemment, la *differencia specifica* du matérialisme historique d'avec l'économie politique. Le concept de force de travail produit en effet une véritable restructuration théorique : il ouvre *1* / à l'émergence

de celui de surtravail; *2* / à l'exposition articulée de la théorie de la plus-value et, partant, *3* / à l'analyse concrète de l'exploitation capitaliste. On saisit bien dès lors le risque fatal que ferait courir à cet ensemble conceptuel la confusion entre la force de travail comme faculté « énergétique » et le travail comme manifestation réalisée, rendement de cette force de travail. « La force (de travail)... n'existe que dans la personnalité du travailleur et se distingue de sa fonction, tout comme une machine se distingue de ses opérations » (K., ES, 1, 2, 209; MEW, 23, 561).

Le concept de force de travail est donc produit par la mise à plat des contradictions littérales de l'économie politique classique, de ses « tautologie(s) absurde(s) », comme dit Marx (soit : « la valeur d'une journée de travail de douze heures (déterminée) par les douze heures de travail contenues dans la journée » !, K., 1, 2, 206; 557). C'est bel et bien le sens de ce balbutiement théorique qui est dit. Si les classiques fournissent « une réponse juste à une question qui présente cet unique défaut de ne pas avoir été posée » (Althusser, texte cité, p. 23), c'est qu'ils « changeaient de terrain à leur insu » et « sans jamais (parvenir) à s'apercevoir de ce qui-proquo » : « le résultat auquel l'analyse (classique) aboutissait était donc, non de résoudre le problème tel qu'il se présentait au point de départ mais d'en changer entièrement les termes » (K., 1, 2, 209; 561).

Remarquable entreprise où débusquer les « expressions irrationnelles » (« valeur du travail » ou « valeur de la terre », dit Marx), critiquer les idéologies (du travail : « le travail est la substance et la mesure inhérente des valeurs, mais il n'a lui-même aucune valeur », K., 1, 2, 208; 559) et commencer de construire une nouvelle problématique scientifique semblent provisoirement s'équivaloir.

▶ CORRÉLATS. — Capitalisme, Economie politique (critique de l'), Exploitation, Force(s) productive(s), Marchandise, Salaire, Subsomption réelle/formelle, Surtravail, Survaleur, Travail.

G. Be.

Formation économique et sociale

Al : *Ökonomische Gesellschaftsformation.* — An : *Social and economic formation.* — R : *Obščestvenno-ekonomičeskaja formacija.*

Il est devenu courant depuis vingt ans de considérer la notion de formation économique et sociale comme une notion qui renvoie à des réalités plus concrètes que celle de mode de production. Par formation socio-économique, on désigne des sociétés concrètes, par exemple la France, l'Allemagne, etc., *pour autant* que leur base matérielle repose sur la *combinaison* de plusieurs manières sociales et matérielles de produire, bref sur l'articulation de plusieurs modes de production.

C'est d'ailleurs pour ces raisons que des historiens et des sociologues non marxistes acceptent volontiers l'emploi de ce concept dans leurs analyses.

Or, un examen attentif des textes et des contextes de l'emploi de cette expression chez Marx fait apparaître très clairement qu'il s'agit là d'un contresens. En effet, l'expression « formation socio-économique » est l'une des deux manières possible de traduire les mots allemands : *ökonomische Gesellschaftsformation*, que l'on voit apparaître chez Marx dans les années de rédaction des *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie.* Il faut donc

partir de ces mots allemands que l'on peut traduire de façon tout aussi rigoureuse sur le plan linguistique par « la formation économique de la société » ou par « une formation socio-économique ».

La première traduction désigne la *succession* des divers modes de production qui sont apparus au cours de l'histoire et qui forment en quelque sorte l'histoire *économique* de l'humanité. C'est de cette manière qu'il faut traduire le texte de la *Préface* de 59 : « A grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation économique de la société », et non, comme dans la traduction française des Editions Sociales (p. 5), « d'époques progressives de la formation sociale économique ».

Dans ce contexte, le mot « formation » met l'accent sur la notion de processus, le processus d'engendrement et de développement des divers modes de production. Or, en allemand, Marx disposait du mot *Bildung* pour exprimer la même idée, d'un procès, d'un mouvement d'engendrement; c'est ainsi qu'il parle parfois de « *ökonomischer Bildungsprozess der Gesellschaft* » : procès de formation économique de la société (K., MEW, 23, 386; ES, I, 2, p. 53).

Pourquoi a-t-il privilégié le terme plus abstrait de *formation* ? Il semble qu'il ait été influencé par le vocabulaire d'une science alors naissante, la géologie, dont le fondateur, Lyell, venait de décrire la succession des différents âges de la Terre sous les termes de formation primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire. Il désignait ainsi à la fois la *structure* spécifique de couches rocheuses différentes accumulées les unes sur les autres au cours de l'histoire de la Terre, et leur *ordre* de succession correspondant à des époques différentes de l'évolution de la nature. C'est donc avec la volonté de désigner dans le même mot un processus *et* son résultat que Marx a privilégié le terme de *formation* : toute réalité naturelle ou sociale doit être considérée comme le résultat d'un procès, résultat qui est lui-même en mouvement, et ne prend forme qu'au sein et au terme d'un processus qui lui confère ses caractères et ses propriétés spécifiques, processus qui a lui-même ses conditions d'existence et de reproduction.

Il faut ajouter que le mot *Form*, dans le vocabulaire philosophique du début du XIXe siècle, chez Hegel par exemple, est employé comme équivalent de *Struktur*. Cette équivalence apparaît également chez Marx : le mot *Form* peut être remplacé par *Gliederung* (articulation) ou par *Zusammenhang* (enchaînement, dépendance, connexion mutuelle). Or, le terme *Struktur* recouvre également ces deux notions d'articulation et de connexion, d'où l'équivalence forme/structure.

Du point de vue épistémologique, ceci montre que Marx assigne à la connaissance scientifique d'aller de l'analyse des formes visibles *(Erscheinungsformen)* des rapports sociaux à leurs structures internes (*Kernstruktur*, *Kerngestalt* ou encore *wirkliche Form*, que l'on peut traduire par « structure-noyau » ou « forme-noyau »).

On voit donc que la notion de « formation économique de la société » désigne globalement les problèmes de l'analyse théorique des processus de passage d'un mode de production à un autre, d'une formation socio-économique à une autre.

Que faut-il entendre par *une* formation socio-économique ? C'est une réalité historique particulière composée d'un mode de production déterminé et de l'ensemble des rapports sociaux non-économiques qui se sont

développés sur la base de ce mode de production et lui correspondent. Ce concept se rattache directement à l'idée fondamentale de Marx qu'il existe des lois de correspondance entre la production matérielle et l'organisation sociale, ou, comme on a pris l'habitude de le dire, entre infrastructure et superstructures. La théorie de Marx est en effet une théorie de la *production de la société* et elle repose sur l'hypothèse matérialiste que diverses sortes de sociétés correspondent à diverses manières de s'approprier la nature, et que celles-ci correspondent en dernière analyse à divers niveaux des capacités matérielles et intellectuelles de l'homme d'agir sur la nature.

C'est ainsi que, pour Marx, s'est développée au cours de l'histoire une forme bourgeoise de société, un mode bourgeois d'existence qui correspondait au développement en Europe du mode de production capitaliste au sein de l'ancienne société féodale. Le développement du mode de production capitaliste a impliqué une transformation profonde des rapports de parenté, des formes de gouvernement, des formes d'art, des valeurs morales et religieuses. C'est cet ensemble organique, composé de toutes ces formes de rapports sociaux, développées avec le développement du mode de production capitaliste, que Marx désigne comme la formation économique et sociale bourgeoise, qu'il distingue de la formation esclavagiste ou de la formation féodale.

Cette définition théorique implique donc qu'*une* société donnée ne constitue jamais à elle seule *une formation* économique et sociale et que ce n'est pas la coexistence en elle de plusieurs modes de production qui la rend telle. *Plusieurs* sociétés, à une époque déterminée, peuvent appartenir à la *même* formation sociale si leur production matérielle repose en tout ou en partie sur le mode de production qui caractérise cette formation sociale en lui servant de base. Ces sociétés appartiennent donc à la même formation, mais à des *degrés* divers, selon le niveau de développement, en leur sein, de ce mode de production. C'est ainsi qu'au XIXe siècle, l'Angleterre, la France, l'Allemagne et la Russie appartiennent, à des degrés divers, à la formation socio-économique capitaliste. C'est ainsi également que, selon les époques, *une* société offre l'exemple du développement *le plus avancé* d'un mode de production et des rapports sociaux nouveaux qui lui correspondent. C'est le cas de l'Angleterre aux XVIIIe et XIXe siècles, qui apparaît comme la société capitaliste la plus développée, place qu'occupait la Hollande au XVIIe siècle.

Mais, inversement, une société concrète peut appartenir simultanément à *plusieurs formations* sociales, si sa base matérielle repose sur la combinaison de plusieurs modes de production, dont l'apparition date d'époques différentes. Une société peut ainsi appartenir encore de façon dominante à une formation économique et sociale qui, chez ses voisines, a déjà disparu ou est en voie de disparition sous les effets d'un mode de production nouveau.

Dans quelles conditions s'est donc opéré le changement de sens de la notion de formation économique et sociale élaborée par Marx, qui en était venue ces dernières années à désigner une société concrète pour autant que sa base matérielle reposait sur l'articulation de plusieurs modes de production ?

Lénine fut sans doute l'un des premiers à opérer ce glissement de sens, qui aboutit à un contresens, lorsqu'il emploie l'expression « *obscestvenno-ekonomiceskaja formacija* » pour décrire les différents modes de production qui coexistent dans l'Empire russe, des vestiges de l'ancienne communauté

paysanne (le *mir*) et des anciens rapports féodaux, le mode de production des paysans et des artisans indépendants, le capitalisme industriel de Bakou, etc. (AP, 1894 et DCR, 1899).

Loin d'être plus concrète que la notion de mode de production, la notion de formation économique et sociale renvoie à un niveau *plus complexe* et plus abstrait de l'analyse marxiste, celui de l'explication de la logique d'apparition et de disparition de toutes les formes d'existence sociale, de toutes les institutions, qui se sont succédé dans l'histoire. Pour que ce niveau soit atteint, il faudrait qu'existe une théorie marxiste expliquant les raisons de la diversité des systèmes de parenté, des religions et des formes de gouvernement qui se sont succédé dans l'histoire. Mais, pour que cette théorie se développe, il faudrait cesser de considérer la distinction entre infrastructure et superstructures comme une distinction entre des institutions ou des instances mais comme une distinction de fonctions occupées dans le procès de production et de reproduction de la vie sociale. Ils pourraient ainsi mieux rendre compte du fait que dans de nombreuses sociétés, les rapports de parenté fonctionnent de l'intérieur comme rapports de production, comme le cadre social de l'organisation de la production et de la distribution. Dans d'autres sociétés, par contre, telle l'Inde, ce sont des rapports entre les castes qui fonctionnent comme rapports de production. La théorie des formations économiques et sociales dépend dans son développement de la capacité de pouvoir rendre compte du changement dans l'histoire du lieu et de la forme des rapports de production.

• BIBLIOGRAPHIE. — Pour une discussion, voir *Critica marxista*, n° 4, 1970; *ibid.*, n° 4, 1971; *La Pensée*, n° 159, oct. 1971; *Critica marxista*, n° 1, 1972, et n°s 2-3 et 4, même année.

▶ CORRÉLATS. — Anthropologie, Base, Castes, Combinaison, Forme(s), Gliederung, art. Mode de production, Rapports de production, Superstructure.

M. G.

Forme(s)

Al : *Form(en), Gestalt(en).* — An : *Form(s), Shape(s).* — R : *Forma, formy.*

Le terme ne sera d'un usage réellement topique et d'une fréquence systématique qu'à partir des *Grundnisse* et de la *Contribution*, où il fonctionne comme concept décisif dans l'élucidation de l'objet pensé par Marx : le MPC. On en trouve déjà trace dans *L'idéologie allemande* qui n'en délimite cependant pas une stricte spécificité d'emploi : *Verkehrsformen* (formes de commerce), *Formen des Eigentums* (forme de propriété) connotent plutôt un rapport juridique que *Gesellschaftsform* (forme sociale ou de la société) modifie en ce qu'il suggère déjà un système structuré de rapports de production. La ou les formes nommeront en premier lieu les rapports de production dans leur relation dialectique et leur contradiction avec le contenu, les forces productives (les rapports de production comme « formes de développement des forces productives », *Cont.*, Préface, ES, p. 4; MEW, 13, 9). Une seconde acception, directement impliquée par la précédente, consiste à désigner par « formes de conscience sociale », « idéologiques », les représentations déterminées issues du système des rapports de production. La *Préface de 1859* trace une typologie de ces formes superstructurelles

« juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques ». De même, Lénine (o., 1, 368) propose la distinction de « la structure économique comme contenu et (de) la forme politique et idéologique ».

La contradiction forme/contenu se lit, de façon privilégiée, dès l'IA (cf. ES, p. 67; MEW, 3, 37), dans la contradiction forces productives / rapports de production. La cohérence dans la succession des modes d'échange tient à ce qu'une forme d'échange antérieure devient « entrave » (cf. K., 1, 3, 155; MEW, 23, 743 : « ... le régime corporatif avec les entraves qu'il mettait au développement de la production... ») au surgissement d'une nouvelle forme qui correspond à un accroissement des forces productives. Le procès de dissolution des formes est le développement même des forces productives humaines. La contradiction forme/contenu doit donc être comprise comme le type même d'une contradiction dialectique où l'on trouve à la fois distinction et unité des deux opposés. Les rapports de production sont les « formes de développement des forces productives » et précisément « les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale » (*Cont.*, Préface, p. 5; MEW, 13, 9). En ce sens, la forme est transitoire et produit elle-même les conditions réelles de sa propre abolition. Pour autant, la forme n'est pas une pure configuration, ce qui serait connoter le formel : le capital est une « forme nécessaire à laquelle doit nécessairement aboutir le travail créateur de valeur d'échange, la production fondée sur la valeur d'échange » (Fragment de la version primitive, *Cont.*, ES, 253). Ici s'accuse la dette à l'égard de la dialectique hégélienne : c'est que Hegel emploie déjà le concept de « forme » non pas tant pour désigner la forme extérieure mais la structure intime où la forme est contenu et est la loi du phénomène. Ce que Lénine commente de la façon suivante : « La forme est essentielle. L'essence est mise en forme » (o., p. 136). La statut dialectique du concept nous garantit contre un emploi mécaniste de la contradiction forme/contenu : la forme est ce qui se manifeste de la loi, ou de son paradigme, l'essence. A faire de la forme une pure extériorité passive, un réceptacle à partir de quoi les formes superstructurelles s'opposeraient prosaïquement au contenu infrastructurel, on aboutirait au schématisme déterministe qui est celui même exposé par Staline : « Si nous appelons contenu le côté matériel, les conditions extérieures, l'être et les autres phénomènes de même nature, alors nous pouvons appeler forme le côté idéal, la conscience et les autres phénomènes de même nature. D'où la thèse matérialiste bien connue : dans le cours du développement, le contenu précède la forme, la forme retarde sur le contenu » (Anarchisme ou communisme?, in *Le communisme et la Russie*, 1907, Paris, Ed. Denoël-Gonthier, 1968). Il est vrai que Staline traite ici de l'autonomisation extrême de la forme (Etat, droit, religion, philosophie). Mais même en ce cas, l'écart entre structure économique et formes de conscience n'offre pas de régularité systématique et la forme peut même être remarquable par son absence de relation au MP, irréductible au décalage d'avec son contenu (cf. Introduction de 1857, in *Cont.*, ES., p. 173-175; MEW, 13, 640-641, sur l'inégal développement des formes artistiques). Affiner la notion de « retard de la forme » et la rendre opérative, c'est produire, dans une formation économique et sociale donnée, le mode d'enchevêtrement des formes, la survivance de certaines formes, c'est discriminer « formes caractéristiques » et « formes secondaires ». On trouvera chez Marx (cf. K.,

3, 2, 254; MEW, 25, 608) l'analyse du capital usuraire comme forme caractéristique précédant le MPC et se répétant sur la base de la production capitaliste, mais en tant que « forme purement secondaire », non déterminante du capital productif d'intérêt et d'une façon plus générale l'analyse des formes « antédiluviennes » du capital — le capital commercial et le capital financier (*ibid.*, 253; 607) — et la nécessité pour ces formes annexes de se transformer pour assurer le fonctionnement de la forme dominante, le capital industriel. C'est à ce type d'analyse que se livre Lénine dans *Le développement du capitalisme en Russie* (O., 3, 201), analyse qui révèle la coexistence de formes hétérogènes dans le contexte caractéristique de la transition. La pénétration du capitalisme en Russie se heurte aux rapports sociaux comme formes mais, en même temps, tend à les imprégner de son contenu.

Mais c'est avant tout au sujet de la forme *(Gestalt)* autonome et aliénée que Marx se montre le plus prolixe car elle s'origine au procès même de la production capitaliste, elle est l'expression même de la structure, son mode de manifestation. La forme est ce par quoi un rapport social de production advient au rang d'objet indépendant des individus et où les relations déterminées dans lesquelles ils entrent dans le procès de production de la vie sociale leur apparaissent également comme objets. La forme est ce qui se donne à voir dans l'immédiateté, la banalité de la vie quotidienne. Les formules sont nombreuses chez Marx pour traduire cette apparente évidence : « prosaïque réalité » (*Cont.*, p. 27; MEW, 13, 35), la « forme monnaie qui saute aux yeux de tout le monde » (K., I, 1, 63; MEW, 23, 62), la forme marchandise « est si familière à tout le monde que personne n'y voit malice » (K., I, 1, 93; MEW, 23, 97). La forme se donne dans l'évidence de la quotidienneté et s'affuble de la catégorie du « naturel ». Cette évidence et cette immédiateté sont d'abord à comprendre comme le résultat du procès d'autonomisation de la forme. L'indépendance qu'elle semble posséder, elle la tient d'un processus d' « inversion » qui est le modèle même de la « mystification » idéologique (cf. *Cont.*, p. 27; MEW, 13, 35). La forme est le résultat d'un « renversement » *(ibid.)* et ce renversement même qui fait, par exemple, que la valeur d'usage « devient la forme de manifestation de son contraire, la valeur » (Lettre de Marx à Engels, 27 juin 1867, in *Lettres sur Le Capital*, ES, p. 167). En ce sens, la forme est également travestissement et occultation par où le rapport entre les personnes se cache sous l'enveloppe des choses (cf. *Cont.*, p. 13; MEW, 13, 21). « Dans la concurrence, tout apparaît à l'envers. La forme achevée que revêtent les rapports économiques telle qu'elle se manifeste en surface, dans son existence concrète, donc telle aussi que se la représentent les agents de la production et ceux qui les incarnent quand ils essayent de les comprendre, est très différente de leur structure interne essentielle mais cachée, du concept qui leur correspond. En fait, elle en est même l'inverse, l'opposé » (K., 3, 1, 223; MEW, 25, 219).

La forme est apparence, elle se donne l'apparence de la réalité à travers un fonctionnement indépendant générateur d'illusion, notion qui s'adaptera particulièrement à l'analyse du fétichisme de la marchandise. La forme est abstraction de son contenu *(Inhalt)* — le travail social — mais d'un contenu qu'elle manifeste. Il est dès lors possible de rendre compte du MPC comme d'un véritable système de formes : la marchandise et la valeur, l'argent, le capital et le salaire se présentent comme autant de

formes et en même temps de catégories pérennes de l'économie politique dont il faut rendre compte, *i.e.* dont il faut produire la genèse. Et la première forme qu'il importe de dévoiler comme telle est la valeur d'échange de la marchandise, et ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, c'est dans la structure du rapport marchand que se dissimule le modèle du système des formes. Ensuite, parce que la mystification qu'implique ce rapport est presque transparente : « Tout le monde soupçonne plus ou moins vaguement que le rapport entre les marchandises en tant que valeurs d'échange est bien plutôt un rapport entre les personnes et leur activité productive réciproque » (*Cont.*, p. 14; MEW, 13, 22). La forme marchandise est la plus simple de la production bourgeoise en ce qu'elle révèle le plus explicitement son « caractère spécifiquement social, nullement absolu » (Lettre de Marx à Engels, 22 juillet 1859 *in* LCap, ES, p. 112). Enfin la « forme marchandise simple est le secret de la forme argent » (Lettre à Engels, 27 juin 1867, *ibid.*, p. 168), elle est la voie d'accès à la compréhension des autres catégories comme formes, et singulièrement de la forme valeur. « La forme de valeur de la marchandise (est) la manifestation des contradictions qu'elle inclut entre valeur d'usage et valeur » (*ibid.*, p. 167). La valeur est en effet la forme de valeur, *i.e.* « la manifestation indépendante de la valeur » *(ibid.)*. Dans le développement de la forme de la valeur, on tient sans doute « l'en-soi de tout le truc bourgeois » (Engels à Marx, Lettre du 24 juin 1867, *ibid.*, p. 164). La forme valeur, estompant le contenu dont elle est abstraite, fait apparaître la valeur comme inhérente, naturelle et immédiate aux marchandises. On peut même dire que ce qui caractérise le MPC comme tel, c'est la transformation de tous les objets en marchandises, leur quantification en valeurs d'échange par où les valeurs d'usage se substituent l'une à l'autre dans le procès d'échange pour donner naissance à des *équivalents*. « ... La valeur elle-même n'est rien d'autre que la mesure que l'on a abstraite des choses réelles, dans lesquelles elle n'est pas présente *en tant que telle*, mesure à laquelle on donne une expression particulière dans l'argent » (Marx à Engels, 25 février 1859, ES., p. 109); « l'équivalent général devenu autonome est de l'argent, qu'il existe sous la forme de la marchandise ou de l'argent » (*Cont.*, ES, p. 240). La forme argent se donne donc comme « la forme de valeur d'échange abstraite et autonome » (*ibid.*, p. 245), affranchie du procès de circulation ou, ce qui est tout un, que ce procès a promue à l'indépendance. L'argent est l'existence autonome de la valeur par rapport à la circulation.

L'argent — et la perennisation à laquelle il tend comme forme — résulte à la fois de son retrait de la circulation et de sa reproduction, de sa perpétuation dans la circulation, ce qui est proprement définir le capital. Le capital devient alors à son tour source autonome de valeur et à nouveau occulte le rapport qu'il entretient avec le travail sous les fausses apparences de la forme salaire qui montre précisément le contraire du rapport réel. C'est de ces apparences que « dérivent toutes les notions juridiques du salarié et du capitaliste, toutes les mystifications de la production capitaliste » (K., I, 2, 211; MEW, 23, 563). C'est dire « ... en termes scientifiques... (que)... le travail tout entier apparaît comme payé sous la forme du salaire » (Marx à Engels, 27 juin 1867, ES, p. 169), *i.e.* que « la forme phénoménale irrationnelle » (Marx à Engels, 8 janvier 1868, *ibid.*, p. 195) du salaire est démasquée comme occultant un rapport. Ce dont l'économie politique

vulgaire fait ses points de départ est révélé par l'analyse scientifique comme formes phénoménales. Elle prend l'apparence pour l'essence, ce qui est produit d'un procès comme préalable, traite de la rente comme provenant de la terre, du profit comme émanant du capital ou encore du salaire comme émanant du travail (cf. Lettre du 30 avril 1868 de Marx à Engels, ES, p. 213). Or il s'agit de dévoiler d'abord la catégorie économique dans toute sa généralité indépendamment de ses manifestations phénoménales, de ses formes particulières (cf. K., I, 1, 63; MEW, 23, 63); soit, par exemple, de la plus-value comme rendant raison du profit, de l'intérêt ou de la rente foncière (cf. Lettre de Marx à Engels, 24 août 1867, ES, p. 174). Il faut d'abord traiter de la forme générale de la plus-value où ses formes particulières se trouvent mêlées « pour ainsi dire en solution » (Lettre de Marx à Engels, 8 janvier 1868, ES, p. 195).

Le procès des formes et leur apparent achèvement en système de formes est un procès de complexification croissante : la forme y apparaît de plus en plus étrangère à elle-même, à ses origines réelles. On comprend dès lors que pour les problématiques modernes il y ait eu là de quoi réinstaurer le concept d'aliénation dans une dignité nouvelle : la forme est le modèle même de la mystification idéologique et, en tant qu'elle s'accorde à imprimer un caractère fétiche aux objets, qu'elle est génératrice d'illusions, elle structure le monde en monde des objets. On trouvera, en guise de références exemplaires, chez G. Lukács (*Histoire et conscience de classe*, Paris, Ed. de Minuit, 1960) ou chez H. Lefebvre (*Critique de la vie quotidienne*, t. I et II, L'Arche, 1958) les essais pour faire du marxisme une connaissance critique du quotidien et de l'apparence évidente fondée en partie sur le concept de forme et son interprétation comme faisant surgir la conscience « réifiée ». De même, la « Théorie critique » de l'Ecole de Francfort avait souligné la portée démystificatrice du *Capital*. Mais pour attirer aussitôt l'attention sur la relativité de l'objet pensé par Marx, la marchandise, à son stade développé, forme généralisée du rapport social dominant, et sur les dangers qu'encourait la dialectique à se clore sur elle-même en construisant le concept de valeur et de forme à partir de celui de marchandise (cf. Horkheimer, *Théorie critique*, 1931). Rendre raison du MPC comme déploiement d'un système de formes, n'est-ce pas mettre fin à l'histoire et prétendre en donner un modèle rationnel parfait ?

D'autre part, de la forme considérée comme transitoire en son rapport dialectique au contenu, le marxisme a tenté de rendre compte sous l'espèce du dépérissement de la forme marchande et de l'économie monétaire, *i.e.* des formes spécifiques du MPC. La problématique de la transition est le lieu où se nouent ces questions, et singulièrement celle de la subsistance de la forme valeur en économie de transition (cf. pour mémoire la « solution » de Staline : « Chez nous se sont principalement conservés la forme, l'aspect extérieur des anciennes catégories du capitalisme; quant au fond, ces catégories ont changé radicalement selon les nécessités du développement national » (in *Le communisme et la Russie*, Gonthier-Denoël, p. 211-214, « Economie socialiste et crise du capitalisme. La loi de la valeur en régime socialiste », novembre 1951)). La question radicale est plutôt : Y a-t-il « désaliénation progressive par la construction de la société socialiste ou bien aliénation inévitable dans la « société industrielle » » ? (E. Mandel, *La formation de la pensée économique de K. Marx*, Maspero, 1972, p. 178).

• BIBLIOGRAPHIE. — B. BETTELHEIM, *La transition vers l'économie socialiste*, Maspero, 1970; M. GODELIER, Objets du fétichisme, *Nouvelle Revue de Psychanalyse*, n° 2, 1970; *La Pensée*, n° 159, octobre 1971; Sur la catégorie de « Formation économique et sociale », *Sur les sociétés précapitalistes*, CERM, ES, 1970, préface de M. GODELIER.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Economie politique (Critique de l'), Essence, Esthétique, Exposition/Investigation, FES, Fétichisme, Formel/Réel, Marchandise, Phénomène, Quotidienneté, Réification, Structuralisme, Subsomption formelle / réelle, Transition.

J.-L. C.

Formel/Réel

Al : *Formell/reell, formal/real.* — An : *Formal/Real.* — R : *Formal'no/real'no.*

Le couple est d'un emploi constant et déterminant dans les « œuvres de la maturité ». Dès lors qu'il s'agit de penser le procès de production du capital, Marx le dispose pour rendre compte à la fois de sa logique et de sa genèse. Dès les *Manuscrits de 1844*, cependant, le formel, son contenu vide, est assigné à l'*abstraction* de l' « activité substantielle, vivante, sensible, concrète de l'objectivation de soi » (ES, p. 145; MEW, *Erg.*, 1, 585). La connotation essentielle du formel est ici l'abstrait, l'irréel (cf. *ibid.*, p. 88; 537, et 135; 576 sur « l'aliénation réelle », p. 87; 536 sur l'appropriation « réelle » de l'essence humaine). On y trouvera aussi les traces qui laissent présager l'approfondissement de la notion de formel comme *indifférence* d'une structure à l'égard de la diversité naturelle, de l' « activité individuelle réelle » (*ibid.*, p. 7; 472) ou encore comme « effacement » de la détermination naturelle et sociale, le formel se donnant comme le même, l'invariant et le persistant, valeur pérenne indifférente au contenu (« le capital reste le même dans l'existence naturelle et sociale la plus diverse », p. 73; 525).

Ce que la structure exhibe logiquement d'elle-même est formel et en tant que telle, elle abolit les oppositions et les médiations. Le travail proprement critique consiste à dévoiler le réel ainsi occulté et doit s'originer au « processus de développement réel dans les conditions données » (IA, ES, 51; MEW, 3, 27). C'est pourquoi la critique de l'économie politique passe d'abord par la résolution de l'abstraction formelle qui la constitue (« la valeur d'usage est, en tant que valeur d'usage, au-delà de la sphère des considérations de l'économie politique », *Cont.*, ES, 8; MEW, 13, 16) : la méthode classique élimine par principe le matériau réel et fait de l'acte d'échange une généralité formelle, une égalité abstraite entre deux marchandises inégales. De même les sujets de l'échange sont-ils formellement libres (cf. *Grund.*, ES, II, 258; Dietz, 656; Lettre de Marx à Engels du 2 avril 1859, *in* LCAP, ES, p. 95-99) : le fondement de l'égalité formelle des marchandises est à trouver dans le travail humain abstrait, c'est-à-dire formellement égal. Le formel en sa figure logique est donc quantification purifiée de qualités (cf. *Grund.*, ES, I, 291; Dietz, 257 : Ricardo et la valeur d'échange comme purement formelle, indifférente pour la formation de la richesse).

Pour autant, la possibilité même de l'universalité de la forme marchande est suspendue à l'accomplissement *réel* de son procès formel d'abstraction (« C'est seulement à un certain stade du développement du capital que l'échange entre capital et travail devient *en fait* formellement libre », *Grund.*, ES, II, 258; Dietz, 656; souligné par Marx). Le formel

advient, naît du procès social qui établit l'équation objective entre des travaux inégaux, entre des marchandises inégales que l'économie politique réfère d'ailleurs à l' « égalité... subjective des travaux individuels » (*Cont.*, ES, 36 ; MEW, 13, 45). La liberté formelle dont jouit ainsi le travailleur est le résultat de la dissociation d'avec ses conditions objectives de travail. Le « libre travailleur salarié » (K., I, 1, 179; MEW, 23, 189-190) n'est apparemment indépendant qu'en tant que ses conditions lui sont désormais extérieures (cf. *Grund.*, I, 100; Dietz, 81; K., I, 1, 116; MEW, 23, 121), que les rapports sociaux sont devenus indépendants. La société bourgeoise sera donc le lieu de déploiement de l'illusion de la liberté, de la libre expansion individuelle — mise en forme juridique de la liberté d'exploiter — subsumées sous les variétés idéologiques de l'individualisme théorique. L'accession au règne de la liberté réelle, d'une liberté supérieure, rendue possible par les contradictions internes au MPC, sera le contrôle des échanges avec la nécessité naturelle et la maîtrise effective de la nécessité sociale devenue contingente.

Ce que dissimule ainsi le formel, c'est sa propre genèse, son substrat matériel-réel, et donc aussi sa disparition nécessaire. Dans les derniers fragments de la Version primitive de la *Contribution* (*Grund.*, ES, 227-255; Dietz, 919-940), Marx fait apparaître le *procès formel* de formation du capital qui n'est que l'expression idéale du mouvement réel au cours duquel le capital *devient* capital. Le capital *est* capital et ne manifeste pas qu'il est le résultat d'un procès social : la fonction réductrice du formel tient à ce que le rapport économique réel qu'il pose néglige la « différence qui fait le développement » (*Grund.*, ES, I, 190; Dietz, 161) et l'absence de différence devient détermination économique, propriété sociale universelle.

En définitive, le formel peut se donner ainsi comme « déterminité simple » — puisque aussi bien le plus abstrait est le plus simple — et réduire le rapport du travail salarié au capital à une pure extériorité « naturelle », à l'autonomie idéale des sphères par où se constitue et prend prise l'idéologie.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, ES, 1980, p. 194-196, 487-493; ID., *Structuralisme et dialectique*, Paris, ES, 1984.

► CORRÉLATS. — Contradiction, Formation économique et sociale, Forme(s), Idéologie, Possible/Possibilité, Réalité, Subsomption formelle/réelle.

J.-L. C.

Fouriérisme

Al : *Fourierismus.* — An : *Fourierism.* — R : *Fur'erizm.*

Charles Fourier (1772-1837) appartient à la première génération des socialistes anté-marxistes. Il est de dix ans le cadet de Saint-Simon (1760-1825) et le contemporain d'Owen (1771-1858). Rangé, avec eux, par Marx et Engels, dans la trilogie des « grands utopistes », dont ils se disent redevables, Fourier présente cependant l'originalité d'être davantage tourné vers la société précapitaliste et mercantile, plutôt que vers la société industrielle (les M 44 relèvent qu'à la différence de Saint-Simon il considère le travail agricole comme le travail par excellence; ES, p. 84-85; *Erg.*, I, 534). Lui-même n'éprouve aucune sympathie pour ceux auxquels on l'associe, puisqu'il publie, en 1831, *Pièges et charlatanisme des deux sectes*

de Saint-Simon et d'Owen, qui promettent l'association et le progrès (Paris, Bossange éd.). Ce solitaire fait, lui aussi, école, dès 1816, et ses disciples se regrouperont autour de deux revues, *La Réforme industrielle* ou *Le Phalanstère* (1832-1834) et *La Phalange* (1836-1849), sous la direction de Victor Considérant.

Sans doute sous l'influence de M. Hess, qui l'évoquait déjà dans sa *Die heilige Geschichte der Menscheit von einem Jünger Spinozas* (*L'Histoire sacrée de l'humanité par un disciple de Spinoza*, Stuttgart, 1837; cf. A. Cornu, *KM et FE*, t. I, p. 236 et s.), et celle de l'ouvrage de L. von Stein (*Socialismus und Communismus des heutigen Frankreichs*, Leipzig, O. Wigand éd., 1842), ainsi que du milieu de la Ligue des Justes, où ses idées étaient répandues, Marx et Engels avaient pris très tôt connaissance des écrits de Fourier (KM se plaint, dans une L. à FE du 27-2-1961, qu'on lui ait volé dans sa bibliothèque « tout Fourier »; cf. également IA, 564 et s.; MEW, 3, 498 et s.; FE, *Orfa.*, ES, 144; MEW, 21, 150). Leurs allusions, leurs références et même leurs recours à sa caution sont nombreux tont au long de leur œuvre. On peut, sans arbitraire excessif, les ranger sous trois rubriques :

1 / La critique sociale. — La rencontre avec Fourier s'opère dès les débuts de la carrière de Marx et d'Engels quand sont en jeu les définitions du socialisme ou du communisme, de la réforme sociale, de la politique et de la pédagogie. La première caractérisation est fournie par Engels précisément dans ses *Progrès de la réforme sociale sur le continent*, où il commence sa revue par la France. Après Babeuf et Saint-Simon, il aborde Fourier, « esprit puissant », qu'il juge plus important que le précédent. « Ce fut Fourier qui, pour la première fois, établit le grand axiome de philosophie sociale : chaque individu ayant une inclination ou une prédilection pour un genre particulier de travail, la somme de toutes les inclinations de tous les individus doit représenter, au total, une puissance apte à pourvoir aux besoins de tous. » Il prouve l' « identité du travail et de la joie et montre le caractère irrationnel du système social actuel qui les sépare » et souligne la « nécessité de l'association ». Le reproche majeur ne concerne ni le style, ni « le mysticisme extravagant », mais la non-abolition de la propriété privée et le maintien, dans les Phalanstères, de pauvres et de riches, de capitalistes et de travailleurs (*The New Moral World*, nº 19, 4 nov. 1843; MEW, 1, 482-484; trad. franç. *apud* H. Desroche, *Socialismes et sociologie religieuse*, Paris, Cujas, 1965, p. 263-265; même idée, IA, ES, 531; MEW, 3, 470). Marx, de son côté, avait décelé, au moment où il se méfiait encore des « abstractions dogmatiques » des communistes, chez Fourier, comme chez Proudhon, des tendances socialistes (L. à Ruge, 17 sept. 1843), tout en trouvant le premier « beaucoup plus profond » que le second (L. à Annenkov, 28 déc. 1846, *in fine*). C'est Engels encore qui proposera de faire figurer Fourier dans une « bibliothèque des meilleurs écrivains socialistes étrangers », une fois débarrassé de ses « absurdités cosmogoniques », comme un de « ceux qui se rapprochent le plus de nos principes » (L. à KM du 22/26 févr., du 7 et du 17 mars 1845). A plusieurs reprises, *La Sainte Famille* évoque Fourier, dont les travaux ont déterminé ceux de Proudhon (ES, p. 42; MEW, 2, 32); dont la critique de l'idée abstraite de progrès a été « incisive » (106; 88; jugement repris par Lénine, O., 38, 30); en ce qu'il « procède directement de la doctrine des matérialistes français »

(158; 139); comme inspirateur de la sagesse du Rodolphe des *Mystères de Paris* d'E. Sue, en matière d'instincts « attribués à la nature féminine » (228; 205). C'est ici le plus haut éloge : « La caractéristique magistrale que F. nous a donnée du mariage », sa critique de l'adultère et de la prostitution, qui transforment la femme en marchandise; et Marx de citer : « Le degré de l'émancipation féminine est la mesure du degré de l'émancipation générale... Personne n'est plus profondément puni que l'homme du fait que la femme est maintenue dans l'esclavage » (231; 208). Marx avait repris la même idée, à son propre compte, dans ses *Manuscrits de 1844* (ES, p. 86; *Erg.*, 2, 255); elle passera dans le *Manifeste* (MPC, II; Aubier, bil., 120-121) et chez Engels (*Orfa.*, ES, p. 69; MEW, 21, 73; et AD, III, chap. I). Le sens pratique de Fourier, la vigueur de ses analyses concrètes sont opposés aux spéculations des idéologues allemands, Saint Max (Stirner), les « socialistes vrais » et K. Grün (IA, ES, 458, 508, 531; MEW, 3, 401, 448, 470). Ce dernier qui, avant de traduire Proudhon, avait donné un gros ouvrage de tendance fouriériste intitulé *Le mouvement social en France et en Belgique*, offre l'occasion d'une nouvelle caractérisation du « fouriérisme » qui clive résolument, chez lui, entre « le plus important », sa force critique, et l'accessoire, les « séries » par exemple, dont Grün prend prétexte pour en faire un philosophe de l' « essence humaine » (IA, 564 et s.; 498 et s.).

2 / La critique économique. — Elle est nettement moins importante que la précédente, bien que Fourier soit présent dans la première critique de l'économie politique, due à Engels, notamment pour ce qui est de la possibilité d'une organisation rationnelle de la société, grâce à l'équilibre entre production et consommation (*Umrisse*, MEW, 1, 516; trad. K. Papaioannou, apud *Marx, Critique de l'économie politique*, Paris, UGE, 1972, p. 51). Dans l'œuvre de maturité, quelques idées-forces réapparaissent, tel le travail rendu « attractif », qui permettrait l'auto-effectuation de l'homme, sans devenir un « pur amusement », comme le pensait F., « avec ses conceptions naïves et ses visions de grisette » (*Grund.*, Dietz, p. 505; trad. ES, II, 102; *ibid.*, 199; 599), ou la critique de la civilisation et de la société de production marchande qui amène Engels à rapprocher F. de Morgan (*Orfa.*, ES, p. 26; MEW, 22, 221; *ibid.*, 162; 172). Dans le livre I du *Capital*, Marx se plaît, çà et là, à quelques renvois : encore au « travail attrayant » (il cite le *Nouveau monde industriel et sociétaire*, K., I, 1, 184 n.; MEW, 23, 307; Plekhanov déclarera l'idée reprise d'Helvétius, cf. *Œuvres philosophiques*, Moscou, II, 107); à propos de la petite agriculture, pivot des moyens de communication (I, 2, 69; 23, 405), des fabriques comme « bagnes mitigés » (*ibid.*, 108; 450), de la « perfectibilité perfectible » des « honnêtes gens » (*ibid.*, 128; 471 n.) ou des « bandes » dans l'agriculture et leur « phanérogamie » (*ibid.*, 3, 134-135; 23, 723-724); mais ce ne sont qu'incises, coups de chapeau amusés.

3 / Le bilan historique. — Chaque fois, par contre, qu'il s'agit de situer Fourier, dans l'histoire du socialisme, son importance et la dette à son égard sont expressément reconnues. Auprès des passages déjà évoqués, on rappellera les appréciations de *La Nouvelle Gazette rhénane* (21 janv. 1849, n° 201), du *Manifeste* (III, 3; cf. également L. de KM à Kugelmann du 9 oct. 1966 : « Dans les utopies d'un F., d'un Owen, etc., se lit le

pressentiment et l'expression fantastique d'un monde nouveau »), ou de la Préface de 1874 à *La guerre des paysans* (MEW, 18, 516; trad. apud *La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, ES, p. 23; jugement repris par Lénine dans QF, O., 5, p. 378). On fera une place à part à l'*Anti-Dühring*, où Engels loue l'apport des « trois grands utopistes » (Saint-Simon, Owen et Fourier), qui, sans représenter aucune classe particulière, mais bien l'humanité, ont, en hommes des Lumières, fortement condamné la société bourgeoise (AD, ES, p. 51; MEW, 20, 18; également : 62/29, 303/242, 181/138, 296/240). Il étrille Dühring qui ne voit en eux que des « alchimistes sociaux » (232/186), traitant Fourier de « fou » et d' « indicible imbécile » (62/29; 303/243). A ce dernier, il ne ménage pas les louanges (AD, III, chap. I) : « Un des plus grands satiriques de tous les temps », « manie la dialectique avec la même maîtrise que son contemporain Hegel » (à propos de la thèse de F. selon laquelle « la pauvreté naît en civilisation de l'abondance même »; G. Plekhanov reprendra ce jugement, cf. *O. philo.*, cit., I, p. 387). Il voit en lui un théoricien des crises (315/257) et un héraut de la suppression de l'opposition ville-campagne (332/273). A trente-cinq ans de distance (1843/1878), l'enthousiasme d'Engels, on le voit, n'a pas varié.

REMARQUE. — Il n'en demeure pas moins que ce que Marx et Engels ont retenu et salué chez Fourier est loin d'épuiser la pensée de ce « visionnaire » (A. Breton), de ce « contrepoint positif de Sade » (S. Oleszkiewicz-Debout), de cet « intime alliage de poésie et de mathématique » (R. Queneau), dont Marcuse assurait qu'il aurait volontiers fait son maître. C'est qu'il n'en va pas de Fourier, malgré la fameuse assimilation, comme de Saint-Simon ou d'Owen, ou même de Proudhon, pourtant si mal traité, dont les terrains et surtout la configuration intellectuelle sont incontestablement plus proches de ceux des fondateurs du marxisme. Fourier n'est-il pas, de tous les « utopistes », précisément celui qui se prête le moins aux découpages ou aux censures, que ses propres disciples n'ont pas craint de lui infliger, puisqu'ils gardèrent sous le boisseau son *Nouveau Monde amoureux* (écrit vers 1817-1819, demeuré inédit jusqu'en 1967) ? Sans doute faut-il voir là la raison de l'extrême discrétion, à la remarquable exception de E. Bloch (*Le principe Espérance*, t. II, 36 et *passim*), de la tradition marxiste envers lui : on enregistre le grand ancêtre et on laisse en repos la dérangeante modernité, dont on n'a guère l'usage. Ce que fait Plekhanov, malgré son souci des sources historiques; ce que fait Lénine, qui visiblement ne lui porte aucun intérêt (il note sa différence avec Sismondi sur la question de l'association; rappelle qu'il était de ceux qui « anticipaient l'avenir », O., 2, 212 et 246; demande, en février 1917, à I. Armand de se procurer ses œuvres et de relever les passages concernant la « fusion des nationalités », O., 43, 628); et tant d'autres, après eux.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / Œuvres de Fourier : l'édition récente la plus complète, en 12 vol., est parue chez Anthropos, Paris, 1966-1967; des inédits continuent à sortir (*Le charme composé*, Paris, Fata Morgana, 1976); *2* / Réf. compl. : L. de FE à KM du 19 août 1846 (plaisanterie sur l'accouplement des planètes); L. de KM à F. Lassalle du 8 mai 1861 (l'érudition professorale fustigée par F. comme « fausse science »); sur les trois utopistes : FE, art. Le capital, apud *Demokratisches Wochenblatt*, Leipzig, 21 et 28 mars 1868 (trad. *apud* K., I, 3, 219); KM, K., IV, 3, 279 (MEW, 26, 3, 234); P. Lafargue plaint Bebel de s'être lancé

dans l'étude de F. (L. à FE du 27 nov. 1887); *3* / Sur F. : ARMAND-MAUBLANC, *Fourier*, Paris, ESI, 1937, 2 vol.; A. BEBEL, *C. F. Sein Leben und seine Theorien*, Stuttgart, Dietz, 1890; H. BOURGIN, *Fourier*, Paris, 1905; G. M. BRAVO, *Les socialistes avant Marx*, Paris, Maspero, 1979 (cf. biblio.); G. D. H. COLE, *A History of socialist thought, The Foreunners*, Londres, McMillan, 1962; H. DESROCHE, *op. cit.*, p. 128 et s.; J. DROZ, *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, 1972, t. I; Ch. GIDE, *F., précurseur de la coopération*, Paris, 1924; E. LEHOUCK, *F. aujourd'hui*, Paris, Denoël, 1966; K. MORGENROTH, *C. F. und der Sozialismus*, Berlin, P. Cassirer, 1920; S. OLESZKIEWICZ-DEBOUT, Fouriérisme, apud *Encyclopaedia Universalis*, vol. 7, 1968 (cf. biblio.); ID., éd. du *Nouveau Monde amoureux*, Paris, Anthropos, 1967, et les nombreux travaux de cette spécialiste de F.; G. PLEKHANOV, *La conception moniste de l'histoire*, chap. III, apud *O. philo.*, I, p. 482 et s.; E. POULAT, *Les cahiers manuscrits de F.*, Paris, 1957; J. RUSS, *Pour connaître la pensée des précurseurs de K. M.*, Paris, Bordas, 1973, p. 87 et s.; VOLGUINE, *Fourier*, Moscou, Ed. du Progrès, 1963.

▶ CORRÉLATS. — Association, Communisme, Femmes, Mariage bourgeois, Millénarisme, Owenisme, Proudhonisme, Saint-Simonisme, Science, Socialisme, Utopie.

G. L. / N. L.

Fraction / Fractionnisme

Al : *Fraktionnelle, spalterische Gruppe (Fraktion)/Tätigkeit (Fraktionswesen).* — An : *Fraction/Fractional activity.* — R : *Frakcija/Frakcionnizm.*

Voir : Déviation, Parti, Tendances (droit de).

Francfort (Ecole de)

Al : *Frankfurter Schule.* — An : *Frankfurt School.* — R : *Frankfurtskaja Škola.*

On nomme Ecole de Francfort un courant philosophique associé au marxisme, né dans l'Allemagne de Weimar, et qui, si la France ne l'a reçu qu'à titre pratiquement posthume, marque de son empreinte des débats germaniques ou anglo-saxons. A l'origine, une véritable Ecole, l'Institut de Recherches sociales, créé à Francfort-sur-le-Main en 1923, exilé à Genève puis aux Etats-Unis en 1933, rapatrié enfin en 1950. Parmi les quarante années de publications, sous une dizaine de signatures dans les livraisons de la *Zeitschrift für Sozialforschung*, on s'en tiendra à la cheville ouvrière du groupe, Max Horkheimer (1895-1973) et Theodor Wiesengrund Adorno (1903-1969), laissant de côté Herbert Marcuse (1898-1978) qui a pris ses distances rapidement.

Au commencement était la contradiction entre la tradition universitaire allemande et le marxisme. Max Weber (qui disparaît en 1920) incarne l'idéal-type de cette Université allemande qui sépare scrupuleusement *Le Savant et le Politique*. Il a fait sous ce titre la sociologie de la hiérarchie académique et de sa morale de fermeture des « sciences de l'esprit » à tout socialisme. Horkheimer, Adorno, Marcuse et d'autres achèvent leurs études universitaires au lendemain de la guerre. Sous condition d'une conversion ostensible du judaïsme au christianisme, sans doute, rien ne leur interdit le professorat. Ce qui les retient de faire carrière, c'est leur sympathie pour le marxisme. Leur maturation philosophique a suivi les mêmes voies que celle de leurs contemporains Korsch et Lukács : les impasses kantiennes et hégéliennes les ont conduits au projet d'une philosophie véritablement *critique*, rompant donc avec l'idéalisme. A quel marxisme peuvent-ils alors adhérer ?

Deux versions du marxisme ont cours en Europe centrale : l'une, social-démocrate, revêt l'apparence d'une science quasi achevée, sur le point de relayer les sciences humaines, dans le sillage d'une économie politique simplement plus « juste » que sa concurrente bourgeoise. Plus à gauche, les interventions créatrices de Korsch et Lukács éveillent peu d'échos dans la majorité du Parti communiste, qui s'en tient à un aménagement commode : un premier étage de vérités marxistes-léninistes intangibles et un rez-de-chaussée empirique, modifiable au gré des circonstances. On sait le poids de ces facilités théoriques dans l'évolution de la lutte des classes de 1918 à 1933, de la crise révolutionnaire au nazisme.

Une stricte alternative s'offre donc aux futurs « théoriciens critiques » : l'engagement révolutionnaire ou les contraintes idéologiques de l'Université. Jusqu'à ce que s'ouvre une troisième voie : une Université parallèle marxiste. C'est un mécène sympathisant qui finance l'entreprise. Pourvu d'une raison sociale délibérément neutre, l'Institut de Recherches sociales se lie avec souplesse à l'Université de Francfort, et se fixe un programme. *Théorie traditionnelle et théorie critique* (1931) en est le manifeste. Dans cette étude de théorie de la connaissance, Horkheimer oppose la théorie traditionnelle, la science en général depuis *Le discours de la méthode*, marquée par la dissociation rigide du sujet et de l'objet, la méconnaissance des intérêts utilitaires qui la régissent, la division du travail entre spécialistes, et la théorie critique dont le modèle est la critique de l'économie politique par Marx, et qui vise à la saisie globale de la totalité humaine, dans sa dimension historique, sous l'impulsion d'un *intérêt émancipateur*. La théorie critique (en 1931) est-elle un simple prête-nom du marxisme ? Pas tout à fait. Certes, Horkheimer reconnaît formellement le prolétariat comme représentant de cet intérêt émancipateur, mais il revendique une continuité avec les tendances critiques de la philosophie depuis les Lumières. Par-delà les difficultés de ce texte, l'essentiel est clair : il faut lever les divisions philosophiques traditionnelles et replacer le savoir dans la réalité de l'histoire et des rapports sociaux dont il s'est indûment abstrait. Le programme de l'Ecole tire les conséquences : nécessité de l'interdisciplinarité et alliance des intellectuels avec les forces sociales de transformation. La moitié au moins du programme sera réalisée. Sur le second point, la montée du nazisme interrompt une grande enquête sur les ouvriers, puis le reflux et le durcissement du socialisme en Europe, la rencontre aux Etats-Unis de travailleurs fortement intégrés désappointent définitivement Horkheimer et Adorno. Mais les sommaires de la *Zeitschrift für Sozialforschung* des années 40 témoignent de la valeur de ce refus de la division du travail théorique. Ce sont de grandes enquêtes sur « l'autorité et la famille », sur les « préjugés sociaux », où Erich Fromm représente la psychanalyse et Adorno, musicologue aussi, se consacre à l'analyse de la culture de masse américaine.

Citons en marge de ces travaux *Behemoth*, de Franz Neumann, remarquable analyse « à distance » du nazisme. Ces écrits enrichissent assurément le marxisme, si l'on considère que peu de marxistes se sont intéressés au concret social (avec l'exception de Gramsci), à l'analyse des mentalités bourgeoises ou bien encore à l'antisémitisme, que Horkheimer et ses amis, symptomatiquement, sous-estimaient en Allemagne, mais dont ils ont eu le mérite de se saisir, en renouvelant la Question Juive de Hegel, Bauer et Marx dans une époque qui l'exigeait tragiquement.

A partir de 1940, la Théorie critique bute sur le constat d'une histoire qu'elle juge bloquée : d'une part le fascisme, de l'autre le capitalisme d'Etat et le socialisme d'Etat. Tout se passe comme si, d'une régression de l'histoire, Horkheimer et Adorno tiraient le principe d'un retrait dans la philosophie. Le temps est venu de *L'éclipse de la raison*. Selon la tradition philosophique allemande, les auteurs opposent une bonne raison, contrainte à l'isolement, au doute *(Montaigne et la fonction du doute)* et une raison mauvaise, qu'ils nomment *instrumentale*. Pour Horkheimer, le fascisme découle directement du libéralisme : cette interprétation historique, discutable par ailleurs, illustre le processus de rationalisation et simultanément d'invasion de l'irrationalité que le philosophe perçoit. La raison est devenue perverse, elle bascule du « monde administré » à une totalité qui est *das Unwahre* (Adorno), la fausseté, qui justifie la sécession du sage.

La dernière figure de la théorie critique est sans doute la *Dialectique négative* d'Adorno (1966). Si Horkheimer n'est guère un dialecticien spéculatif, Adorno a puisé dans la musique, dans l'art en général, un style philosophique plus délié. Ce dernier ouvrage important tire les conclusions de la catastrophe, constatant qu' « après Auschwitz on ne peut plus écrire de poésie ». Adorno refuse toute logique de l'identité, repousse comme un faux espoir l'idée hégélienne d'une totalité positive. Il n'y aurait que deux exceptions, deux aperçus sur un monde autre, l'art qui approche de la vérité par la *mimésis* de la réalité, et l'idée d'une réconciliation utopique entre l'homme et la nature. Avec toutes ses embûches, ce texte mérite d'être examiné au même titre que les autres puissants efforts dialectiques que sont *Histoire et conscience de classe* de Lukács ou la *Critique de la raison dialectique* de Sartre.

REMARQUE. — Le problème essentiel des rapports entre la théorie critique et le marxisme est au centre des interprétations les plus intéressantes. Pour mémoire seulement, les réquisitoires orthodoxes, dont celui de Lukács qui se moque dès 1933 du *Grand Hôtel de l'Abysse* (in *Revolutionäres Denken : Georg Lukács*, dir. F. Benseler, Darmstadt, 1984) où l'Ecole se complaît, et qui ont beau jeu de condamner l'absence d'une praxis politique.

Parmi les lectures attentives, n'en citons que deux, françaises, qui ont le mérite de délimiter précisément le champ de la question. J.-M. Vincent souligne nettement la « lente contamination de la théorie critique par la métaphysique pourtant consciemment rejetée auparavant » par Horkheimer et Adorno. Politiquement, « leur grandeur consistera (...) dans des efforts sans cesse renouvelés pour briser la croûte de la servitude malgré leur renoncement à la lutte des classes ». Mais l'essentiel lui paraît résider finalement dans le renouvellement de la dialectique même idéaliste, par Adorno surtout, qui « n'est pas seulement une auto-critique du marxisme en voie d'être dépassée dans son caractère unilatéral (mais) aussi l'annonce d'une nouvelle étape du marxisme, d'un nouveau règlement de compte avec la vieille raison d'Etat ». Plus spéculatifs, Raulet et Assoun livrent au lecteur les éléments de leur discussion : l'un considère l'œuvre de J. Habermas comme l'accomplissement actuel de la Théorie critique et privilégie donc les aspects épistémologiques; le second, en notant l'accent mis par l'école sur la négativité et la subjectivité, s'interroge : « A la limite, l'Ecole de Francfort n'est-elle pas une nouvelle Sainte Famille ? »

Doit-on lire la *Théorie critique* comme un progrès — d'un para-marxisme à une théorie de la domination et de la libération; ou comme une régres-

sion — de la critique matérialiste à la Critique d'avant *L'idéologie allemande* ? De préférence selon trois moments philosophiques, scandés par l'histoire. Celui de la *crise* et de la *critique* : crise révolutionnaire, puis économique, reflux du mouvement ouvrier en Europe, un moment négatif mais dialectique. Celui de la *catastrophe* et de la *skepsis*, d'un séisme irrémédiable, le fascisme, dont la raison ne réchappe qu'en prenant congé. Moment enfin de l'*apocalypse* et de l'*eschatologie*, où, convaincus de l'isolement définitif de la raison, de la faillite de toute pratique collective, Adorno adopte la démarche brisée de la *Dialectique Négative*, et Horkheimer évoque dans un entretien la « nostalgie du tout à fait autre ».

Cependant toutes les interprétations demeurent extérieures. Il est frappant qu'elles ignorent le plus souvent tout un aspect de la question de Francfort : les filiations. Filiations légitimes ou naturelles. D'un côté l'Ecole persiste comme institution, autour de Jürgen Habermas dont le travail s'articule sur une analyse des intérêts de connaissance, constituant une épistémologie des sciences humaines, sans référence privilégiée au marxisme. A travers la « Querelle du positivisme », Habermas renoue avec le « Conflit des méthodes », débat de la tradition anthropologique allemande. Mais il est des héritiers moins officiels : l'extrême-gauche des années 60, le SDS. Car l'Ecole a livré aux jeunes intellectuels, en dépit de la guerre froide et du conservatisme de la République fédérale, un accès à la fois souple et discret au marxisme. Surtout, la Théorie critique et ses thèmes psycho-sociologiques, son « style même, volontariste, utopique et moralisant » (P. Thibaud, apud *Esprit*) alimentent la nouvelle gauche : rejet de la société autoritaire, de la culture de masse, de la *Konsumterror*, projet d'une révolution nécessairement décentrée, à partir des marges sociales.

Il y a là un malentendu. Horkheimer, Adorno puis Habermas (à la différence de Marcuse) désavouent vivement le mouvement lorsqu'il passe à l'acte.

Cette généalogie de la dissociation et du conflit relance la question de la stabilité du composé d'origine. Et pourtant, même vouée à l'éclatement, l'Ecole de Francfort éveille encore des affinités électives. Chez des sociologues : Lucien Goldmann est l'introducteur en France d'Adorno; sur un autre versant se trouve un critique militant, parfois mystique, de la société marchande, Jean Ziegler (*Les vivants et la mort*, 1975). Des intellectuels se reconnaissent dans l'exigence d'un « post-marxisme » et d'une analyse de la domination : ainsi des intéressantes recherches de la revue *Esprit*. Somme toute, le devenir de la Théorie critique est triple : une épistémologie des sciences humaines, une sociologie militante, une éthique de la politique, inscrites dans le concept initial d'une *Sozialphilosophie*. Aucune n'épuise le marxisme, toutes trois l'interrogent.

• BIBLIOGRAPHIE. — I / ADORNO : *Philosophie de la nouvelle musique*, Gallimard, 1962; *Essai sur Wagner*, Gallimard, 1966; *Théorie esthétique*, Klincksieck, 1974; *La Dialectique de la raison*, écrit avec Horkheimer, Gallimard, 1974; *Dialectique négative*, Payot, 1978; *Minima moralia*, Payot, 1980; *Trois Etudes sur Hegel*, Payot, 1979. II / HORKHEIMER : *Eclipse de la raison*, Payot, 1974; *Les débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire*, Payot, 1974; *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Gallimard, 1974; *Théorie critique. Essais*, Payot, 1978. Ces deux volumes sont des recueils traduits de : *Kritische Theorie*, I et II, Fischer, 1970; *Sozial philosophische Studien*, Athenäum, 1972; *Gesellschaft im übergang*, Fischer, 1972, qui reprennent les textes importants des années 30-40. III / *Etudes*. — En français : Paul-Laurent ASSOUN et Gérard RAULET, *Marxisme et théorie critique*, Payot, 1978. La revue *Esprit*, n° 5, mai 1978, contient

des articles sur l'Ecole (notamment sur des auteurs secondaires) et une bibliographie française à jour en mai 1978; Martin JAY, *L'Imagination dialectique. Histoire de l'Ecole de Francfort et de l'Institut des Recherches sociales*, trad., Payot, 1977 (essentiel); Jean-Marie VINCENT, *La Théorie critique de l'Ecole de Francfort*, Ed. Galilée, 1976; Pierre ZIMA, *L'Ecole de Francfort, dialectique de la particularité*, Ed. Universitaires, 1974. — En allemand : W. BOUSS, A. HONNETTI (hrsg.), *Sozialforschung als Kritik*, Francfort, Suhrkamp, 1982; *Die Frankfurter Schule im Lichte der Marxismus*, Berlin, Akademie Verlag, 1971; Friedrich W. SCHMIDT, Hegel in der Kritischen Theorie der Frankfurter Schule, *in* Oskar NEGT, *Aktualität und Folgen der Philosophie Hegels*, Suhrkamp, 1971; Anselm SKUHRA, *Max Horkheimer, Eine Einführung in sein Denken.* — En anglais : D. HELD, *Introd. to critical theory, Horkheimer to Habermas*, Univ. of California Press, Los Angeles, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Budapest (Ec. de), Critique, Esthétique, Freudo-marxisme, Marxisme occidental, Philosophie.

J. Gu.

Freudo-marxisme

Al : *Freudomarxismus.* — An : *Freudian-Marxism.* — R : *Frejdo-marksizm.*

Avant que le nazisme ne réduise à néant la vie intellectuelle et scientifique de l'Europe centrale, les discussions furent fécondes parmi le public et les spécialistes sur les rapports entre le marxisme, dont la démarche était déjà ancienne et un freudisme encore adolescent, dont la théorie était en gestation. On se posait dès la fin de la première guerre mondiale la question du lien entre le socialisme et la psychanalyse. Le premier avait l'air de préconiser, à travers la révolution prolétarienne, l'idée d'une *libération consciente* de l'homme en général; la deuxième semblait poser les bases d'une autre forme de délivrance humaine, plus personnelle, à partir d'une connaissance de l'*Inconscient*. Le rapprochement entre les deux doctrines eut lieu sur une évaluation réciproque de la notion d'*aliénation*. L'ouvrier enchaîné par le capitalisme apparaissait comme le corollaire du sujet parlant dont Freud montrait qu'il était soumis au grand pouvoir de ses pulsions, c'est-à-dire aux forces inconnues qui déterminent à son insu ses actes et ses discours. Deux termes inconciliables se trouvaient mis en présence : le concept de *Conscience*, avec sa variante de *Conscience de classe* d'une part, celui d'*Inconscient*, d'autre part, dans la formulation révolutionnaire que lui donnait la découverte freudienne : c'est l'analyse des rêves qui permit à Freud, en 1900, d'ouvrir la voie de l'Inconscient et le définir comme une instance complexe : à la fois inconnue et présente à tout instant, intemporelle et perméable au temps, archaïque et pourtant saisissable par la science. Ce renversement assurait à l'inconscient une position qui l'excluait de la psychologie, c'est-à-dire de tout projet visant à faire de la conscience le lieu par excellence des décisions humaines.

Avec le recul, on s'aperçoit que le rapprochement entre le marxisme et le freudisme revêt une double caractéristique : il est un *inéluctable rendez-vous manqué* qui eut pourtant des effets politiques et idéologiques originaux et subversifs. Par leur attachement au concept de conscience (issu de Hegel, de Marx lui-même puis de Lénine), les marxistes restaient largement tributaires des idéaux de la psychologie; ils cherchaient dans la découverte freudienne ce qu'elle ne pouvait leur apporter : une psychologie dite « matérialiste ». Quant à la psychanalyse, elle venait également réclamer au marxisme ce qu'il ne pouvait lui accorder : une reconnaissance scientifique et sociale.

Pour comprendre cette situation, il faut quitter le domaine purement théorique et analyser les faits. Dans la première moitié du siècle, le freudisme était en proie à des luttes « militantes »; des combats frontaliers : face à la médecine, à la psychologie, à l'Eglise, dont elle sapait les bases, la psychanalyse était une « peste » cherchant à se faire sa place au soleil. Des querelles internes : au sein du mouvement analytique entre Freud et ses disciples d'abord, dans l'Internationale psy. ensuite. De son côté le marxisme était véhiculé par les Partis communistes européens dans une version dogmatique. A partir de 1925, il fut progressivement dominé par l'idéologie stalinienne. C'est sur cette toile de fond que se déroula la rencontre entre les deux domaines : pour le marxisme, sur un terrain de plus en plus sectaire; pour le freudisme, à une époque où la psychanalyse passait de la marginalité à une relative officialisation qui la rendait de plus en plus doctrinaire.

Il faut distinguer plusieurs courants selon les époques, mais force est de constater que le freudo-marxisme, avec ce qu'il recouvre comme utopie totalisante, a partie liée depuis ses origines avec une situation historico-théorique où la tragédie est de rigueur. On le dirait marqué par un destin unique où se mêlent le sang, la mort, la folie et la révolution; il apparaît comme le symptôme de l'échec suicidaire où se trouve l'homme à se penser comme une totalité. Première rencontre historique : la Hongrie de 1919. Les communards prennent le pouvoir à Budapest sous la direction de Bela Kun. S. Ferenczi, le plus brillant disciple de Freud, se voit offrir une chaire d'enseignement de la psychanalyse à l'université. Il n'est ni marxiste, ni freudo-marxiste, mais ses idées sont progressistes et la révolution lui fait une place. L'expérience se termine dans le sang avec la fin de la Commune. C'est en Allemagne, à Berlin, que le freudo-marxisme prend corps théoriquement et expérimentalement avec le Viennois Wilhelm Reich, son plus brillant et tragique représentant, voire son authentique fondateur. Avec lui le freudo-marxisme deviendra presque synonyme de reichisme. Disciple de Freud, psychanalyste et membre du Parti communiste allemand, il est le fondateur du premier mouvement pour une politisation de la psychanalyse entre 1925 et 1935. Après avoir rejeté la thèse freudienne de *La pulsion de mort* (1920) qui dotait pourtant l'inconscient d'un statut non biologique, Reich s'oriente à la fois vers une pédagogie de la sexualité destinée aux masses et une politisation forcenée de la cure qui se transforme en médecine du corps et de l'esprit chargée d'assurer le bonheur du prolétariat. Il mène une triple lutte : contre le fascisme, contre le stalinisme du mouvement ouvrier et contre le conservatisme des psychanalystes. Il est exclu à la même date (1934) du KPD à cause de son « freudisme » et de l'association internationale de Psychanalyse pour son « bolchevisme ». Il va dériver progressivement vers un biologisme exacerbé. Il termine sa vie en 1957 dans la folie, interné dans une forteresse par le gouvernement américain pour charlatanisme. Dans son erreur théorique (le biologisme), Reich pensait une problématique juste : celle d'une politique de la psychanalyse d'une part, celle du « désordre » introduit par la sexualité humaine d'autre part. Après 1935, tous les partis communistes s'orienteront sur le modèle de l'URSS vers un « pavlovisme » généralisé et une condamnation radicale de la découverte freudienne (1949-1950) qui ne sera jamais levée sauf dans quelques pays où ces partis ne sont pas au pouvoir (France, Italie). En France, en dehors du mouvement surréaliste qui s'intéressait

à la fois à la psychanalyse et à la Révolution culturelle, seul le philosophe communiste Georges Politzer fut à sa manière freudo-marxiste. Il oscilla tragiquement de 1928 à 1938 entre son attirance pour la psychanalyse et un rejet commandé par son sectarisme marxiste. Il fut assassiné par les nazis. Est-ce un hasard ? Sa réflexion tourna autour de la question du « drame du sujet ».

Outre-Atlantique, hors du marxisme officiel et dix ans après la fin de la deuxième guerre mondiale une discussion renaît par la controverse entre Herbert Marcuse et E. Fromm sur la psychanalyse culturaliste. Est-elle ou non un *révisionnisme* ? C'est sur cette lancée et à la faveur des événements de Mai 68 qu'un certain reichisme est remis au goût du jour en France avant de sombrer complètement. Une polémique eut lieu dans les années 70 autour de *L'Anti-Œdipe* publié par G. Deleuze et F. Guattari. L'idée ressurgissait d'une psychanalyse « matérialiste » au service du peuple. Mais le combat cessa faute de combattants : la tragédie reichienne se répétait en farce.

En 1964, Louis Althusser avait publié dans *La Nouvelle Critique* un article intitulé « Freud et Lacan ». Contournant la problématique du freudo-marxisme, il avait ouvert la voie d'une reconnaissance de la découverte freudienne à la lumière d'un marxisme non dogmatique. Vers la même époque, le débat sur la psychologie politzérienne s'engageait au sein du PCF sur une voie de garage à propos des thèses de Lucien Sève sur la *personnalité* humaine.

Le freudo-marxisme est moribond mais ses interrogations demeurent vivantes aussi bien pour les marxistes que pour les psychanalystes. Sous d'autres formes. A noter que dans les années 60, certains anti-psychiatres, anglais et italiens (Cooper, Basaglia) les ont reprises dans leur nouvelle approche de la folie.

• BIBLIOGRAPHIE. — Action poétique, *La commune de Budapest*, n° 49, Paris, 1972; Louis ALTHUSSER, Freud et Lacan (1964), in *Positions*, Paris, ES, 1976; Vincent BROME, *Les premiers disciples de Freud*, Paris, PUF, 1978; Catherine CLÉMENT, Pierre BRUNO, Lucien SÈVE, *Pour une critique marxiste de la psychanalyse*, Paris, ES, 1973; David COOPER, *Psychiatrie et anti-psychiatrie*, Paris, Seuil, 1970; G. DELEUZE et F. GUATTARI, *L'Anti-Œdipe (capitalisme et schizophrénie)*, Paris, 1972; Erich FROMM, Tâche et méthode d'une psychologie sociale analytique, in *L'homme et la Société*, n° 11, janv.-févr.-mars 1969, numéro consacré au freudo-marxisme; R. KALIDOVA, Marx et Freud, in *L'homme et la Société*, janv.-févr.-mars 1968, n° 7; Herbert MARCUSE, *Eros et civilisation* (1955), Paris, Minuit, 1967; ID., *L'homme unidimensionnel* (1964), Paris, Minuit, 1968; *Marxisme-léninisme et psychanalyse*, Cahier Yenan, n° 1, Paris, Maspero, 1975; J.-M. PALMIER, *W. Reich. Essai sur la naissance du freudo-marxisme*, Paris, UGE, 1969; Michel PÊCHEUX, *Les vérités de La Palice*, Paris, Maspero, 1975, coll. « Théorie »; Georges POLITZER, *Critique des fondements de la psychologie* (1928), Paris, PUF, 1968; ID., *Les fondements de la psychologie* (1924-1939), Paris, ES, 1969; ID., *La philosophie et les mythes* (1924-1941), Paris, ES, 1969; Wilhelm REICH, *La psychologie de masse du fascisme* (1933-1934), Paris, Payot, 1972; ID., *La révolution sexuelle* (1930), Paris, Plon, 1968; Elisabeth ROUDINESCO, *Un discours au réel*, Paris, Mame, 1973; ID., *La bataille de Cent ans*, Paris, Ramsay, vol. 1, 1982; Lucien SEBAG, *Marxisme et structuralisme*, Paris, PBP (Payot), 1967; Lucien SÈVE, *Marxisme et théorie de la personnalité*, Paris, ES, 1964; Léon TROTSKI, *Lettre à Pavlov* (1923), repris dans *Littérature et révolution*, Paris, 10/18, 1978.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Anthropologie, Conscience, Dogmatisme, Homme, Marxisme occidental, Révisionnisme, Utopie.

E. R.

Front

Al, An, R : *Front.*

Front. — Terme employé dans la tradition communiste — et surtout depuis la création de l'Internationale communiste — pour désigner différentes formes d'alliances de classes, de couches et de courants politiques en vue de réaliser un objectif déterminé, généralement conçu comme intermédiaire, dans l'accomplissement d'un projet stratégique du Parti communiste.

A ces formes multiples d'alliances correspondent des types d'organisation distincts qui portent le nom de front : front unique, front unique antifasciste, front populaire, front uni, front national, front national de libération ou de libération nationale...

Chacune de ces définitions renvoie à un contenu spécifique des types d'alliance envisagés, délimité par la nature concrète des rapports de classe internes et internationaux, à une période donnée.

En dehors du mouvement communiste, pour lequel la constitution d'un front s'entend comme une initiative impulsée par le parti et généralement dirigée par lui, le terme de front est également employé par le courant nationaliste des pays du Tiers Monde, et désigne alors le regroupement en une formation politique et militaire du mouvement de libération nationale de ces pays. Une fois la libération acquise, on entend parfois alors par *front* le parti dirigeant de l'Etat, comme c'est le cas par exemple en Algérie avec le FLN.

Historiquement, les premières définitions du concept de front sont apparues au début des années 20 dans l'Internationale communiste sous la forme du mot d'ordre de *front unique* ou front prolétarien.

Front unique. — Le IIIe Congrès de l'Internationale communiste prend acte de l'échec du mouvement de masse révolutionnaire en Hongrie et en Bavière, du renforcement des positions de la bourgeoisie là où des partis sociaux-démocrates sont au pouvoir, comme en Allemagne et en Autriche, de la force relativement limitée des partis communistes nouvellement formés. Il s'agit alors d'accroître rapidement l'influence des partis communistes en sapant l'audience encore très large des partis sociaux-démocrates. En décembre 1921, l'exécutif de l'Internationale adopte les thèses sur l'unité du front prolétarien et définit la tactique suivante : « Les communistes se verront forcés de proposer aux réformistes avant toute action de masse, de s'associer à cette action, et sitôt que les réformistes s'y seront refusés, de les démasquer devant la classe ouvrière... Il faut que toute la responsabilité de la rupture du front ouvrier retombe sur nos adversaires. »

La notion de front unique s'apparente-t-elle clairement alors à une tactique de lutte contre la social-démocratie pour gagner la masse des ouvriers à partir de mobilisations concrètes ?

Cette politique de front unique va influencer pendant des années la démarche des partis communistes, avant de s'infléchir, avec la montée du fascisme et du nazisme, en une politique de front populaire. Ainsi en décembre 1932, Maurice Thorez indique encore : « Nous ne voterons jamais, ni au second, ni au premier tour pour le programme du Parti socialiste parce que c'est un programme de défense de la bourgeoisie. Mais nous sommes prêts à voter au deuxième tour pour un programme de

front unique, pour un candidat socialiste partisan du front unique de classe » (*Œuvres choisies*, t. I, ES, p. 110).

Mais la tactique « classe contre classe », ainsi résumée par Thorez : « Il s'agit d'unir les prolétaires sur le terrain de classe. Il s'agit d'assurer la rupture totale avec la démocratie bourgeoise. Il s'agit de rompre avec la distinction périmée entre « rouges » et « blancs » qui retarde la lutte révolutionnaire, la libération du prolétariat », va être remise en cause en 1934, à la Conférence nationale d'Ivry et plus nettement encore à l'occasion du VIIe Congrès de l'Internationale communiste en août 1935.

La victoire d'Hitler en Allemagne, l'ampleur de l'agitation fasciste en Europe amènent de sérieuses modifications de la politique de front. Il s'agit de barrer la route au fascisme et pour ce faire d'établir la « coopération de l'avant-garde du prolétariat avec les autres partis anti-fascistes » (Dimitrov).

Ainsi, face au péril, l'ancienne distinction entre la base des partis sociaux-démocrates et l'appareil du Parti est relativisée. C'est aux partis en tant que tels que l'on s'adresse pour faire front contre le fascisme. Et le PCF déclare alors, par la bouche de son secrétaire général : « Nous, Parti communiste, nous sommes prêts à renoncer, durant l'action commune, à la critique du Parti socialiste », et il cite la raison de ce changement : « Nous voulons empêcher que les employés des grandes villes, que les fonctionnaires, que les classes moyennes ne soient gagnées par le fascisme. Nous voulons battre le fascisme et aller vers notre but, vers les soviets en France. »

Dès lors, une coalition électorale composée de communistes, de socialistes et de radicaux peut s'organiser, sur la base du mot d'ordre : « Le pain, la paix, la liberté ». Elle l'emportera aux élections de mai 1936. Et lorsque le mouvement gréviste de masse, déclenché à la suite de cette victoire électorale imposera ses revendications (semaine de 40 heures, congés payés, conventions collectives, relèvement des salaires), le gouvernement de Front populaire favorisera leur acceptation par le patronat.

Victoire sur le fascisme et conquêtes sociales sanctionneront la constitution du Front populaire, qui ne tardera pas à se disloquer progressivement avec l'aiguisement des luttes de classe en France.

La politique de front unique, puis de Front populaire a fait l'objet d'une critique constante de Trotski qui s'en est pris au caractère « ultimaliste » du front unique conçu par l'Internationale communiste. Il indique en mars 1934 — *Un appel pour un nouveau drapeau* — : « Les Soviets se développent à partir des forces d'organisation du front unique combattant de la classe ouvrière. C'est à partir des organisations d'auto-défense, de manifestations de rue, de grandes grèves, etc., que se constitue la concentration organisationnelle des masses laborieuses, qui contraint même les organisations conservatrices à prendre part à cette organisation, même où c'est dans l'intention cachée de la détruire ultérieurement ».

Avec le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, la politique de front prend une nouvelle dimension et donne lieu à la constitution de formules de Front national ou de Front de la Patrie qui constitueront parfois le point de départ des régimes de démocratie populaire, après la victoire sur le nazisme. En France le Front national a été un mouvement de résistance anti-nazi.

Front national. — Mouvement de résistance anti-nazi, créé à l'initiative du PCF, sur une large base unitaire et auquel adhérèrent par exemple François Mauriac et Georges Bidault. Conjuguant l'action de propagande et de lutte armée, éditant des journaux clandestins et des tracts, le Front national, dont les troupes étaient les Francs-Tireurs et Partisans français (commandées par Charles Tillon) s'affirmait comme le principal mouvement de la Résistance. Il était représenté au Conseil national de la Résistance par Pierre Villon. Aragon animait pour sa part le Front national des Ecrivains.

Front uni. — Le Front uni est aussi un concept clé de la stratégie de Mao Zedong et du Parti communiste chinois dans le cadre de la révolution de démocratie nouvelle et de la lutte anti-impérialiste et antiféodale.

Après l'invasion de la Chine par le Japon en 1935, le PCC lance le mot d'ordre de « Front uni antijaponais » : « Les contradictions entre la Chine et le Japon ont modifié les rapports de classe en Chine, elles menacent l'existence même de la bourgeoisie, voire des seigneurs de guerre et celle de leurs partis. Cela impose au PCC et au peuple chinois la tâche d'établir un front uni national antijaponais. Notre front uni comprendra la bourgeoisie et tous ceux qui sont pour la défense de la patrie; il sera l'expression de l'unité nationale contre l'ennemi extérieur » (Mao, o.c., t. I, p. 296). Dans *La tactique actuelle dans le Front uni de résistance antijaponaise* (mars 1940), Mao explicite les composantes du Front : les forces progressistes (le prolétariat, la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine dirigées par le PCC), les forces irréductibles (le groupe des grands propriétaires fonciers, et de la grande bourgeoisie qui n'ont pas capitulé devant l'ennemi) et les forces intermédiaires (la moyenne bourgeoisie et les hobereaux éclairés). Il précise la tactique du PCC : « La condition essentielle pour la victoire dans la guerre de Résistance est l'extension et la consolidation du Front uni antijaponais. Pour atteindre ce but, la tactique indispensable est de développer les forces progressistes, de gagner les forces intermédiaires et de combattre les forces irréductibles : ce sont là trois maillons qu'on ne peut dissocier et la lutte est le moyen d'unir toutes les forces qui résistent au Japon. Dans la période du Front uni antijaponais, la lutte est le moyen de parvenir à l'union; et l'union, le but de la lutte. L'union vivra si on cherche à la faire par la lutte, elle périra si on la recherche par des concessions » (Mao, o.c., t. II, p. 454). La délimitation du front, la définition de ses objectifs, résultent de la détermination de la contradiction principale de la période, qui variera : une fois la Chine libérée de la domination étrangère, l'ennemi principal redeviendra la bourgeoisie représentée par le Kuomintang.

La victoire de la révolution de démocratie nouvelle en Chine encouragera le développement de Fronts de Libération nationale dans les pays dominés par l'impérialisme.

Front national de libération. — Une des formules les plus connues de ce type de regroupement anti-impérialiste de la période récente est fournie par l'exemple sud-vietnamien.

Ce front est constitué par l'alliance de tout un ensemble de formations politiques, sociales et religieuses, opposées à la domination américaine sur le Sud-Vietnam et aux régimes de collaboration, alliés des Américains, qu'il qualifie de « fantoches ». De 1967 à avril 1975, le FNL, dirigé par le

Parti communiste, organisé au Sud-Vietnam sous le nom de Parti populaire révolutionnaire — et présidé par une personnalité patriote, M. Nguyen Huu Tho — anime la lutte de libération nationale. Son rôle prendra progressivement fin après la prise de Saïgon et la réunification assez rapide des deux parties du Vietnam.

• BIBLIOGRAPHIE. — Georges DIMITROV, *Sous le drapeau du léninisme*, Sofia-presse, 1970; Thèses sur l'unité du Front prolétarien, in *Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Librairie du Travail, réimpression en fac-similé, Maspero, 1972; Maurice THOREZ, Unité sur la base de la lutte de classe. Rupture avec la bourgeoisie. Pas de nouveau 4 août 1914, *in* Maurice THOREZ, *Œuvres choisies*, t. I, ES; TROTSKI, *Œuvres complètes*, sous la direction de Pierre BROUÉ, t. 3, préface à la brochure de Maria REESE; MAO ZEDONG, Les tâches du Parti communiste chinois dans la période de la résistance au Japon, *Œuvres choisies*, t. I, Ed. de Pékin; ID., La tactique actuelle dans le Front uni de résistance anti-aponaise, in *Œuvres choisies*, t. II, Ed. de Pékin.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Bourgeoisie, Démocratie nouvelle, Guerre, Lutte de classes, Titisme.

H. R.

Fusion

Al : *Verschmelzung.* — An : *Merging.* — R : *Slijanie.*

Le terme de « fusion » qui exprime un type de relation déterminée entre le socialisme et le mouvement ouvrier a été pris en plusieurs acceptions.

1 / G. Plekhanov, dès le début des années 80, insiste sur l'obligation pour l'intelligentsia socialiste d'opérer sa fusion avec la classe ouvrière. « Elle doit, écrit-il dans *Socialisme et lutte politique* (1883), devenir le guide de la classe ouvrière dans le mouvement de libération qui se prépare, lui expliquer ses intérêts politiques, ses intérêts économiques... » (*Œuvres philosophiques*, I, Moscou, Ed. du Progrès, p. 61). Il s'agit incontestablement, pour lui, d'une spécification et d'un choix sur la base du marxisme : « Ce n'est point par la paysannerie que doit commencer la fusion révolutionnaire de notre intelligentsia avec le peuple » (*Nos controverses*, *ibid.*, 314). Il précise, dans le *Programme du groupe « Libération du travail »* (1883) : « L'intelligentsia, surtout dans les conditions présentes de la bataille politique et sociale, doit orienter l'essentiel de son action sur les éléments plus développés de cette population, ce qui est le cas des ouvriers de l'industrie » (*ibid.*, 327). La tradition progressiste russe des intellectuels (déjà saluée par Marx, cf. sa lettre à S. Meyer du 21 janv. 1871, « les têtes pensantes sont toujours reliées par d'invisibles fils au body du peuple ») n'est, par là, nullement reniée, mais son « héritage », face au populisme, doit faire l'objet d'un nouvel investissement social.

2 / K. Kautsky, dont Lénine rappelle en 1894, dans *Ce que sont les Amis du Peuple* (O., I, 347), qu'il avait défini la social-démocratie par « la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme » (il s'agit sans doute de *Karl Marx' Oekonomische Lehren*, paru à Stuttgart en 1887, que Lénine avait lu), propose une explication de la « fusion » qui demeurera célèbre. Il écrit dans la *Neue Zeit* (1901-1902, XX, I, n° 3, p. 79) : « Le socialisme et la lutte de classes surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne et, malgré

tout son désir, le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les *intellectuels bourgeois*; c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus évolués, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat, là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément. » La fusion ainsi entendue n'atteste pas seulement du caractère scientifique du marxisme, elle fonde la double récusation de l'ouvriérisme et de la spontanéité.

3 / C'est ainsi également que Lénine prendra les choses notamment dans *Que faire ?*, où, citant longuement la *Neue Zeit*, il déclare se rallier au jugement de Kautsky (o., 5, 390-391). Il ne s'agit pourtant pas, comme l'avance une idée reçue, d'un emprunt qui traduirait à nouveau l'influence du maître à penser de la social-démocratie allemande sur le jeune Lénine. Car, ce dernier, en 1899, afin de réfuter l'appréciation portée par la *Rabotchaïa Mysl* sur la situation du mouvement ouvrier de Russie, donnait l'analyse suivante :

« Dans tous les pays d'Europe occidentale, le socialisme et le mouvement ouvrier ont d'abord existé indépendamment l'un de l'autre. Les ouvriers luttaient contre les capitalistes, organisaient des grèves et montaient des associations, cependant que les socialistes se tenaient à l'écart du mouvement ouvrier et créaient des théories qui critiquaient l'actuel régime capitaliste, le régime bourgeois, et réclamaient son remplacement par un autre régime social d'un ordre supérieur, le régime socialiste. La séparation entre le mouvement ouvrier et le socialisme faisait que l'un et l'autre étaient faibles, peu développés : les doctrines socialistes, non fusionnées avec la lutte ouvrière, restaient simplement des utopies, de pieux souhaits sans effet sur la vie réelle; le mouvement ouvrier demeurait axé sur des détails, fragmenté, n'acquérait pas d'importance politique, n'était pas éclairé par la science d'avant-garde de son temps. Aussi constatons-nous que, dans tous les pays européens, s'est manifestée une tendance de plus en plus marquée à *fusionner* le socialisme et le mouvement ouvrier au sein d'un mouvement *social-démocrate* unique. Par suite de cette fusion, la lutte de classe des ouvriers devient une *lutte consciente du prolétariat* pour s'affranchir de l'exploitation dont il est l'objet de la part des classes possédantes; en même temps, il s'élabore une forme supérieure du mouvement ouvrier socialiste : le *parti ouvrier social-démocrate indépendant*. L'orientation du socialisme vers la fusion avec le mouvement ouvrier est le principal mérite de K. Marx et de F. Engels : ils ont créé une théorie révolutionnaire qui a expliqué la nécessité de cette fusion et qui a fait un devoir aux socialistes d'organiser la lutte de classe du prolétariat » (o., 4, 264-265).

Et Lénine ajoutait que le mérite de la fusion revenait au groupe « Libération du travail » de Plekhanov et de ses amis et qu'il n'existait point de tâche plus importante que « de consolider cette fusion » (*ibid.*, 265). Revenant peu de temps après sur cette idée, il précise encore que la brochure de Plekhanov, *Socialisme et lutte politique*, « a montré très précisément comment et pourquoi le mouvement révolutionnaire russe doit aboutir à la fusion du socialisme et de la lutte politique, à la fusion du mouvement

spontané des masses ouvrières et du mouvement révolutionnaire, à la fusion de la lutte de classe et de la lutte politique » (*ibid.*, 295-296). Notons les traits du concept : rencontre entre une théorie et une pratique, autrement dit entre une science et une classe, entre le socialisme, que Marx et Engels ont arraché aux « chimères » et la classe ouvrière qui, par là, parvient à « se connaître elle-même » (cf. o., 2, 14 et s.). Passage d'une pratique spontanée à une pratique informée (incluant la théorie), passage de la lutte économique qui enferme l'ouvrier dans l'univers de l'usine, à la lutte politique qui donne aux masses la vision de la société globale (o., 5, 421) et pose la question du pouvoir; ou, d'un mot, en suivant Engels, « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire » (*ibid.*, 376). La fusion de la sorte est un véritable procès, une création continuée que vont scander les étapes constitutives du POSDR. On peut, avec Lénine, distinguer quatre temps forts : théorique (1), celui du groupe de Plekhanov, dans les années 1884-1894, qui diffuse les idées marxistes dans les milieux étudiants surtout et conduit la lutte idéologique contre le populisme et le marxisme « légal »; pratique (1), de 1894 à 1898 (date du Ier Congrès du Parti), qui voit une première forme d'organisation et d'agitation dans les entreprises ainsi que la bataille pour la création de l'*Iskra*; théorique (2), marqué par *Que faire ?*, en février 1902, qui entend précisément « liquider la troisième période » (*ibid.*, 534); enfin un temps pratique (2), exposé en août 1902 dans la Préface à la deuxième édition de la brochure *Les tâches des social-démocrates russes* (o., 6, 213 et s.).

La fusion, qui n'est autre que la social-démocratie elle-même, laquelle « ne représente directement et intégralement que les intérêts du seul prolétariat » (o., 6, 112), définit, d'autre part, et décrit les tâches d'éducation, en particulier, s'agissant de la période initiale, celles qui reviennent aux intellectuels sociaux-démocrates. Elles sont spécifiées par Lénine, dès son premier grand ouvrage (AP) : étude concrète des contradictions de la Russie réelle, dont il convient de dresser le tableau d'ensemble, diffusion du matérialisme scientifique, élaboration d'un programme exprimant « exactement le processus réel » (o., 1, 322; cf. aussi 348), détermination de tâches pratiques, afin de parvenir à l'union du travail théorique et du travail pratique, telle que l'exprime la formule de Liebknecht : « Studieren, propagandieren, organisieren » (*ibid.*, 323; cf. aussi 2, 335). Car il ne faut pas perdre de vue que « le rôle des « intellectuels » consiste à rendre inutile l'existence de dirigeants spécialisés, intellectuels » *(ibid.)*. C'est sous ces conditions seulement que l'*idéologue* « marche en avant du mouvement spontané, auquel il indique le chemin » (o., 5, 321), que « le socialisme est introduit par les idéologues » (6, 165). C'est pourquoi aussi le parti condamnera expressément les tendances à opposer en son sein, intellectuels et ouvriers (o., 9, 192). La fusion en ce sens déplace la notion d'intellectuel, selon un mouvement qui va des « intellectuels bourgeois », selon la formule de Kautsky, par exemple Marx et Engels, aux « intellectuels ouvriers », comme dit Lénine, formés par le mouvement lui-même — parmi lesquels il range Proudhon, Vaillant, Weitling, Bebel, aux « ouvriers moyens », enfin « à la masse des couches inférieures du prolétariat » (4, 288 et s.). La liaison de la théorie à la classe demeure le principe de la fusion et les socialistes-révolutionnaires en sont, par la négative, une autre preuve : la théorie, privée de cette relation à la classe, n'est que phrase (6, 291-292).

L'intérêt majeur du concept léniniste de fusion, ce en quoi il va au-delà

des conceptions de Plekhanov ou de Kautsky, consiste moins en cet énoncé *théorique* qu'en sa spécification *historique* : réunir dans chaque formation sociale, dans chaque contexte national, les conditions d'une rencontre adéquate et donc productive entre le marxisme et telle ou telle situation particulière précisément. Evoquant, dans le *Projet de programme* de 1899, l'intention, de la part de la social-démocratie russe, d'imiter le *Programme d'Erfurt*, Lénine s'explique ainsi : « Imiter ne veut pas du tout dire copier purement et simplement. Imiter et emprunter est tout à fait légitime dans la mesure où nous constatons en Russie les mêmes processus *fondamentaux* du développement du capitalisme, les mêmes tâches *fondamentales* des socialistes et de la classe ouvrière; mais on ne saurait en aucun cas oublier les *particularités* de la Russie, qui doivent trouver leur *expression intégrale* dans les particularités de notre programme. Par anticipation, indiquons tout de suite qu'il s'agit d'abord de nos tâches politiques et de nos moyens de lutte, ensuite de l'action contre toutes les survivances du régime patriarcal, précapitaliste, et, partant, de la manière spécifique de poser la question *paysanne* » (O., 4, 241).

Aux antipodes des « modèles » et des « orthodoxies » (cf. encore *ibid.*, 216-218) la théorie de la fusion ou de la « greffe », comme on dit parfois aujourd'hui, rappelle aux partis ouvriers l'impérieuse nécessité où ils sont de penser leur propre histoire et d'élaborer leur *propre* stratégie.

• Bibliographie. — On se référera aux études exposant l'apparition du marxisme dans les différents contextes nationaux; parmi les plus récentes, cf. *Les Aventures du marxisme* (B. Gallissot *et al.*), Paris, Syros, 1984; *L'Œuvre de Marx, un siècle après* (G. Labica *et al.*), Paris, PUF, 1985.

▶ Corrélats. — Alliances, Bolchevisme, Crise(s) du marxisme, Formation économique-sociale, Idéologie, Intellectuels, Kautskysme, Léninisme, Modèle, Mouvement ouvrier/communiste, Parti, Paysannerie, Pratique, Théorie.

G. L.

Futurisme

Al : *Futurismus.* — An : *Futurism.* — R : *Futurizm.*

Dévalué en France au profit du surréalisme, dénigré en Italie pour s'être fourvoyé dans la collaboration avec le fascisme, condamné par la tradition marxiste, laquelle se réfera très longtemps aux seules analyses polémiques de Trotski et à la réticence affective de Lénine pour le modernisme artistique, le futurisme, du moins en sa composante russe, est pourtant emblématique historiquement de l'union possible entre avant-garde esthétique et avant-garde politique au lendemain de la révolution de 1917.

Au-delà de la conjoncture historique, l'œuvre accomplie par les Futuristes offre la possibilité pour la réflexion marxiste de sortir des ornières de la pensée esthétique hégélienne et de la tradition du XIXe siècle qui liait réalisme en art et expression culturelle du prolétariat. Certes, une lecture des textes futuristes atteste rapidement de la complexité du problème et de la difficulté d'opter pour une position matérialiste conséquente en la matière. Qu'on en juge par les exemples suivants : une référence unique ou peu s'en faut : Markov; des études insatisfaisantes sur le rapport incertain futurisme russe - Marinetti, des explications hâtives sur la relation futurisme/formalisme; problématique mal circonscrite donc à la mesure

de l'itinéraire du plus célèbre communiste futuriste Maïakovski, peut-être pas le plus important (Khlebnikov mort en 1922), tour à tour futuriste, Lef, puis Proletkult. Concrètement, le Futurisme russe, c'est un groupement de tendances, peu ou prou inspirées de Marinetti (dont le Manifeste paraît dans *Le Figaro* en 1909) : les ego-futuristes (Severianine, 1911) ; les cubo-futuristes (Maïakovski) les groupes Centrifuge (fin 1913 : Asséev, Pasternak) et mezzanine de la Poésie (avec Cherchénévitch qui se réclame de Marinetti). Tous ont en commun — et ainsi ils rejoignent la grande contestation avant-gardiste du début du siècle (dadaïsme, expressionnisme) — la haine du passé, la révolte contre l'académisme dominant (le symbolisme) et un style de vie « bourgeois ». Chez certains (Khlebnikov, Asséev, Trétiakov, Maïakovski), l'adhésion à la Révolution soviétique est logique et naturelle parce qu'ils ne conçoivent pas un bouleversement artistique sans un changement social. A la conquête de l'hégémonie culturelle, les futuristes produisent, non sans provoquer le scandale, des œuvres littéraires et picturales qui empruntent au travail des formalistes (l'OPOIAZ).

La théorisation formaliste — contrairement à l'opinion formulée par Trotski (méthode partielle d'analyse de la forme artistique pouvant au mieux s'inclure dans la pensée sociologique marxiste) ne serait-ce que par sa volonté d'objectivation (la connaissance des lois du phénomène littéraire) — recèle une approche significative de la littérature que le marxisme se devait de prendre en charge : accent mis sur le pragmatique, rapport translinguistique entre série littéraire et structure sociale, constitution d'une histoire des formes référée à l'évolution infrastructurelle de la société. On sait que des incompréhensions mutuelles entre futuristes et marxistes, sans compter la pression constante du Proletkult, amenèrent à d'autres évidences lors de la constitution de ce qu'il faut bien appeler l'esthétique soviétique.

La redécouverte en France du formalisme russe dans une optique structuraliste contribua à accréditer cette idée de l'incompatibilité entre historicisme et pensée génétique marxiste, d'une part, et, d'autre part, une recherche/lecture qui affirme l'inanité de toute référence et la spécificité (la littérarité) absolue du phénomène littéraire. Périodiquement pourtant l'interpellation futuristo-formaliste renaît à l'intérieur du champ marxiste (cf. l'article de Faye paru dans *L'Humanité*, Le Camarade Mallarmé, 17 sept. 1969), en une formulation que l'on emprunte à Maïakovski : faut-il poétiser la révolution ou révolutionner la poésie ? Débat ouvert, certes, où Brecht (un ancien expressionniste) apporte des réponses parcellaires, sans survaloriser l'expérience poétique (comme le firent les surréalistes) au détriment du travail sur le monde.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Action poétique*, n° 48 (Futurismes), 1972 ; n° 54 (Trétiakov), 1973 ; n° 59 (Proletkult), 1974 ; n° 63 (Khlebnikov/Mandelstam), 1975 ; *Change*, n° 4 (Le formalisme et le futurisme russes), 1969 ; CHKLOVSKI, *La marche du cheval*, Paris, Champ libre ; G. CONIO, *Devant le marxisme*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1975 ; *Europe*, n° 551 et n° 552 (Les Futurismes), 1975 ; G. LISTA, *Le Futurisme. Manifestes, proclamations, documents*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1973 ; K. MALEVITCH, *De Cézanne au Suprématisme*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1979 ; MARKOV, *Russian futurism : A history*, Univ. of California, 1968, trad. ital., Turin, Einaudi, 1973 ; J. M. PALMIER, *Lénine, l'art et la révolution*, Paris, Payot, 1975 ; S. TRÉTIAKOV, *Dans le front gauche de l'art*, Paris, Maspero, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Esthétique, Héritage culturel, Littérature, Proletkult.

J.-M. R.

G

Gauchisme

Al : *Linksradikalismus.* — An : *Ultra-leftism.* — R : *Levizna, Gošizm.*

Au sens strict, le gauchisme désigne une tendance récidivante du mouvement communiste dont le modèle se constitue dans les années 1918-1921. La conjonction des atrocités militaires, de la « faillite » chauvine des social-démocraties et de la montée révolutionnaire en Europe conduit à la radicalisation de nombreux groupes ou partis issus du socialisme marxiste. Intransigeantes, doctrinaires, volontaristes, ces organisations refusent toute participation aux parlements et dans les syndicats, tout compromis avec les autres mouvements et prônent une révolution communiste immédiate. En Russie même, la paix de Brest-Litovsk (1918), puis le capitalisme d'Etat provoquent la discorde avec les « communistes de gauche » animés par Boukharine.

Au sens large, gauchisme se dit de toute contestation radicale de l'ordre social, de tout esprit de révolte qui préconise des mesures extrêmes sans attendre. Cette protestation ultra-révolutionnaire, qui se répandit tôt dans certains courants de l'utopie et de l'anarchie et qui donna aussi bien les communautés libres de travailleurs que le terrorisme systématique, a connu une renaissance importante dans le contexte des années 1960, à la faveur d'une formidable révolte idéologique de la jeunesse. Ce gauchisme, à la fois politique et culturel, entretient avec le marxisme des rapports complexes, soit qu'il prétende en retrouver le souffle originel, soit qu'il le considère comme un instrument de caporalisation et d'oppression des travailleurs, soit encore qu'il le juge dépassé dans la mesure où la classe ouvrière a cessé de jouer un rôle révolutionnaire.

L'activité politique de Marx et d'Engels recèle des critiques acerbes de comportements relevant de ce qu'on appellera après eux le gauchisme.

A propos de la manie des émigrés de lever, en 1848, des légions révolutionnaires pour délivrer leurs patries respectives, Engels parlera d' « enfantillage révolutionnaire ». Lors de la réunion du Conseil central de la Ligue des Communistes, le 15 septembre 1850, Marx déclare : « La minorité substitue à l'analyse critique un point de vue dogmatique, à l'analyse matérialiste un point de vue idéaliste. C'est la seule volonté qui est pour elle le moteur de la révolution et non les conditions réelles (...) Tout comme les démocrates font du mot peuple une sorte de mythe sacré,

vous, vous faites la même chose avec le *prolétariat* » (*Révélations sur le procès des communistes de Cologne* ; MEW, 8, 409-417).

Dans une lettre à J. B. von Schweitzer du 13 octobre 1868, Marx écrit que Lassalle « a imprimé d'emblée un caractère de secte religieuse à son agitation » et ajoute : « Il tomba dans l'erreur de Proudhon qui, au lieu de chercher la base réelle de son agitation dans les éléments réels du mouvement des classes, voulut prescrire à celui-ci son évolution selon une certaine recette doctrinaire. » En 1872-1873, il qualifie de « sectaires professionnels » Bakounine et ses amis du conseil général de la Ire Internationale. De son côté, Engels raille gentiment les blanquistes de Londres : « Nos blanquistes ont en commun avec les bakouninistes qu'ils veulent représenter la tendance la plus avancée et la plus extrémiste ». Ils les surpassent même « pour ce qui est des formules creuses et enflées » car leur objectif est de parvenir au but sans s'arrêter à des stades intermédiaires et à des compromis, or « il est puéril et naïf d'ériger l'impatience en fondement de la conviction théorique » (*Der Volksstaat*, 26 juin 1874).

Auparavant, rédigeant le premier essai de *La guerre civile en France*, Marx revient en une phrase sur la préhistoire du mouvement ouvrier : « Tous les fondateurs de sectes socialistes appartiennent à une époque où la classe ouvrière elle-même n'était pas suffisamment entraînée et organisée par le développement même de la société capitaliste pour faire sur la scène mondiale une entrée historique, à une période où, d'ailleurs, les conditions matérielles de son émancipation n'étaient pas suffisamment mûres dans le vieux monde lui-même » (p. 224 ; MEW, 17, 557 ; voir aussi la lettre à Bolte du 28-11-1871).

Mais, en 1882, Marx s'effraye de la caricature de ses idées chez les socialistes français et, douze ans plus tard, Engels reconnaît que « le sectarisme anglo-saxon règne dans le mouvement ouvrier. La fédération social-démocrate, de même que votre parti socialiste ouvrier allemand (d'Amérique), a réussi le tour de force de transformer notre théorie en un dogme rigide d'une secte orthodoxe » (10-11-1894, L. à Sorge).

Ces quelques citations montrent que, chez Marx et Engels, l'esprit de secte, le dogmatisme et le volontarisme (encore que, constatons-le, les -ismes soient rares, à la différence de ce qui se dira chez Lénine et, beaucoup plus, chez Staline) dessinent soit une figure primitive et dépassée du mouvement ouvrier, soit, ce qui est contradictoire, un de ses modes d'existence récurrent et parfois dominant.

Toutefois le développement de la social-démocratie allemande est l'occasion de voir apparaître, sous une forme embryonnaire, le couple opportunisme/ultra-gauche. Ainsi, Engels lie la pusillanimité des dirigeants socialistes (W. Liebknecht en tête) avec l'agitation des « héros de la phrase révolutionnaire qui cherchent à désorganiser le parti par leurs manœuvres et intrigues » (L. à Becker, 1-7-1879). Marx reprend cette critique en la centrant sur Most (député socialiste, partisan de Dühring, qui, exilé à Londres, adopte des positions anarchistes) : « Nous n'en voulons pas à Most parce que sa *Freiheit* est trop révolutionnaire, nous lui reprochons de ne pas avoir de *contenu* révolutionnaire et de ne faire que de la phraséologie révolutionnaire » (L. à Sorge, 19-9-1879).

Une situation similaire apparaît en 1890 avec l'opposition des « jeunes », des « littérateurs super-intelligents » et « autres jeunes bourgeois déclassés » (Engels) qui s'exacerbe quand la fraction parlemen-

taire tente d'obtenir un droit de contrôle sur le Comité central. Engels ironise sur ces étudiants qui « considèrent l'université bourgeoise comme une école de Saint-Cyr socialiste qui leur donne le droit d'entrer dans les rangs du parti ouvrier avec un brevet d'officier sinon de général » (L. à Lafargue, 27-8-1890).

Ainsi donc, les opinions et conduites gauchistes qui au début sont l'apanage du socialisme non marxiste (anarchiste, pour l'essentiel) deviennent peu à peu, dans certaines situations, une composante des organisations marxistes en plein essor.

C'est Lénine qui a le plus examiné le gauchisme dont il emploie le mot pour la première fois en juillet 1908 contre les socialistes révolutionnaires mais dont il approfondit le contenu dans sa polémique avec l'otzovisme. D'un côté, Lénine méprise ceux qui repoussent le « menu travail » et se bornent à « guetter les grands jours sans savoir rassembler les forces qui créent les grands événements » (O., 16, 371), de l'autre il affronte une tendance jusqu'au-boutiste hostile à l'action légale et à la participation au parlement.

Mais déjà Lénine hésite pour savoir si le radicalisme et l'extrémisme constituent des attitudes erronées certes mais durables, objectives, reposant sur des bases de classe ou s'ils ne sont que masques, poses, « goûts du mot d'ordre à panache », qui virent à la capitulation au premier combat sérieux. La question est alors ouverte car, contre les mencheviks, Lénine prend soin de distinguer l'aventurisme criminel des chefs de parti du fol espoir qui parfois entraîne les masses à l'assaut du ciel. Ainsi, polémiquant avec Plekhanov au sujet de la révolution de 1905, il rappelle : « Marx disait en septembre 1870 que l'insurrection serait une folie. Mais quand les masses se soulevèrent, Marx voulut marcher avec elles, s'instruire en même temps qu'elles dans la lutte et non pas donner des leçons bureaucratiques » (O., 12, 108).

Chaque phase de la révolution de 1917 fera surgir des tendances de gauche aux contours variés mais d'une égale ténacité. En avril, certains bolcheviks préconisent le renversement immédiat du gouvernement provisoire (O., 24, 208). Au début de 1918, minoritaire sur la question de la paix séparée, Lénine engage l'offensive contre « la phrase révolutionnaire », c'est-à-dire « la répétition de mots d'ordre révolutionnaires sans égard aux circonstances objectives... à la situation du moment » (O., 27, 11) et dont le contenu est fait « de sentiments, de vœux pieux, de colère et d'indignation ». Mais, soulignant que « pour les neuf dixièmes » il est d'accord avec Boukharine, Lénine le prie de rester à la direction du Parti.

Puisqu'il faut apprécier les conjonctures où les compromis sont inadmissibles et celles où ils sont inévitables, il n'existe pas de définition dogmatique ni de recette passe-partout pour reconnaître le gauchisme. Comme le marxisme ne répudie *a priori* aucune forme de lutte pour mieux les assujettir toutes aux situations historiques concrètes (O., 11, 215), on comprend que des mots d'ordre valables hier soient encore défendus dans un contexte inédit. Mais répéter un mot d'ordre dépassé n'a jamais ressuscité les conditions qui lui ont donné naissance (O., 13, 34 et 27, 246).

Lorsqu'en mai 1918, les attaques des « communistes de gauche » prennent un tour conquérant, Lénine les estime « pénétrés jusqu'à la moelle de la psychologie de l'intellectuel petit-bourgeois déclassé... exaspéré qui plastronne et fanfaronne » (O., 27, 343). Devant la persistance du phé-

nomène et l'ampleur de sa diffusion européenne (qui engendrent en avril 1920 *La maladie infantile du communisme*), Lénine est conduit à insister sur la base de classe du gauchisme. Il la trouve dans la frange ruinée de la bourgeoisie (petits patrons et petits propriétaires dépouillés) comme il trouve la racine objective de l'opportunisme dans la frange enrichie du prolétariat (l'aristocratie ouvrière). « Le petit-bourgeois « pris de rage » devant les horreurs du capitalisme est un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes » (o., 31, 26).

L'explication léniniste du gauchisme renvoie donc à deux réalités différentes. D'une part, dans les périodes historiques complexes et mouvantes où les positions changent rapidement, tout le parti ne peut suivre au même rythme les nécessaires ajustements politiques et savoir du même pas louvoyer et battre en retraite (o., 31, 22). D'autre part, une fraction inférieure de la bourgeoisie, brutalement appauvrie, influence des organisations de gauche et des secteurs du marxisme qui en véhiculent alors les défauts politico-psychologiques : dispersion, instabilité, inaptitude à la fermeté, à l'union, à la discipline... La tension entre ces deux pôles de l'analyse rend compte d'une double aporie :

1 / Impossibilité d'évaluer le péril gauchiste. Dans le même ouvrage, Lénine prend au sérieux la métaphore de la maladie infantile qui « passe sans danger et, après elle, l'organisme devient plus robuste » (o., 31, 40) mais soutient que, si « l'erreur du doctrinarisme est à l'heure présente mille fois moins dangereuse que le doctrinarisme de droite », c'est uniquement parce que « le communisme de gauche est une tendance de formation récente, qui ne fait que naître » (99). En juillet 1920 : « l'erreur de gauche, c'est simplement une erreur, elle n'est pas grave et elle est facile à corriger » (o., 42, 339). Pourtant, le 6 novembre 1921, il écrit : « Pour un révolutionnaire véritable, le danger le plus grand, peut-être même l'unique danger, c'est de surenchérir, d'oublier les limites et les conditions d'une application efficace et opportune des procédés révolutionnaires » (o., 33, 106).

2 / Le groupe de l'*opposition ouvrière* (A. Kollontaï) qui surgit dans la période du communisme de guerre est qualifié de petit-bourgeois et, à cause de la conjoncture (Cronstadt), combattu durement par Lénine qui, pourtant, reconnaît que ses critiques proposant « l'épuration du Parti des éléments non prolétariens et peu sûrs, la lutte contre la bureaucratie, le progrès de la démocratie et de l'initiative ouvrière, etc., doivent être examinées avec le plus grand soin et soumises à l'épreuve dans le travail pratique » (o., 32, 254). On comprend que ces questions, retravaillées par Pannekoek, Korsch ou Mattick aient débouché sur le « conseillisme », le plus important des courants de la gauche marxiste.

Dans les luttes liées à la formation de l'Etat soviétique où se forge la victoire de Staline, un schéma type de qualification du gauchisme s'installe peu à peu. Le processus commence tôt avec l'érection du bolchevisme et de l'œuvre de Lénine en système achevé et modèle universel. Il se poursuit au sein des réunions conflictuelles du PCUS et de l'IC où, par exemple, Boukharine fait le procès du « luxemburgisme », puis Staline celui du « trotskisme ». De cette façon, les débats marxistes se transforment en autant de chocs frontaux entre constellations pétrifiées et fétichisées.

Quelques années durant, les débats intérieurs sur la collectivisation et extérieurs sur le social-fascisme ou la tactique classe contre classe donnent

la priorité à l'offensive contre la déviation de droite. Mais, au XVIIe Congrès du PCUS de janvier 1934, Staline veut rééquilibrer la vigilance du Parti : « Il faut en dire autant de la déviation de droite et de celle « de gauche » en politique générale (*Les questions du léninisme*, Pékin, p. 762). Désormais, les guillemets seront obligatoires pour parler des tendances gauchistes (alors que Lénine ne les emploie que de temps en temps et pour des raisons appropriées). Par là Staline signifie une fois pour toutes : « Nous avons toujours dit que les « gauches » étaient ces mêmes droitiers qui masquaient leur politique de droite par des phrases gauchistes » *(ibid.)*.

Le gauchisme devient ainsi une déviation inévitable, attendue, connue d'avance et réductible à l'opportunisme. Au lieu de dépendre d'une conjoncture donnée, l'erreur est ontologisée, inscrite à jamais dans l'individu qui l'a défendue, éternellement renaissante, inchangée quant à son essence et ses diverses manifestations. Pour des dizaines d'années, tout Parti communiste aura toujours à « lutter sur deux fronts » : contre l'opportunisme de droite, contre l'opportunisme « de gauche » (voir, par exemple, Mao Zedong, *Le rôle du Parti communiste chinois dans la guerre nationale*, octobre 1938).

L'abstraction et la généralité de ce « principe » permettent à qui détient le pouvoir d'abattre n'importe quel adversaire et d'autolégitimer à chaque instant sa propre ligne politique, fût-elle en réalité très droitière ou très gauchiste.

L'explosion gauchiste des années 1960 dans les pays capitalistes apparaît comme un phénomène aux multiples dimensions. Rejet des sociétés industrielles où la forte croissance mal maîtrisée s'accompagne d'un Etat technocratique; du danger nucléaire, de la dégradation de l'environnement, d'une consommation aliénante et de sphères de surexploitation (immigrés, o.s., femmes, minorités nationales). Prise de conscience des luttes anticolonialistes, de la guerre du Vietnam et de l'éveil du Tiers Monde. Mais aussi multiplication du nombre des étudiants, ce qui provoque le refus d'une formation archaïque tout en ouvrant la question de l'avenir social d'une nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle.

Devant le blocage du jeu politique traditionnel, l'absence de contre-pouvoirs réels dans la société, la prudence et la sclérose des partis d'opposition, les formes de lutte de la jeunesse scolarisée sont « extra-parlementaires ». Suivant les lieux, les moments et les influences dominantes, le gauchisme remet à l'ordre du jour la grève générale et les occupations, l'assemblée permanente et les batailles de rue, l'agit-prop et les réseaux communautaires alternatifs, les conseils d'usine et les délégués de quartier, la résistance passive ou le terrorisme.

Au plan idéologique, ce gauchisme mêle et entrecroise des courants très différents, voire contradictoires. Le statut du marxisme y est infiniment complexe. Si les groupes trotskistes et maoïstes se réfèrent, non sans souplesse et imagination parfois, à des modèles connus et à des expériences éloignées dans le temps et dans l'espace, ils resteront partout minoritaires. A l'opposé, les mouvements libertaires, anarchistes ou utopistes proposent une alternative radicale au marxisme-léninisme, rejetant la conception du Parti et de l'Etat, le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière, la mystique productiviste... Plus profondément, de nombreux thèmes et idées portés par la vague gauchiste avaient fait l'objet d'une élaboration chez des penseurs marxistes qui rejettèrent aussi bien la dégénérescence révisionniste que le schéma bolchevique. Il n'est pas possible dans le cadre de cet article de retracer

la genèse de ces thèmes d'autant qu'ils sont associés à l'origine avec d'autres qui n'eurent aucune postérité et que certains de leurs auteurs abandonnèrent le marxisme. Enumérons donc simplement : dans les années 1920 et 1930 le jeune Lukács, puis l'école de Francfort jusqu'à Marcuse et Habermas, le conseillisme de Pannekoek et le freudo-marxisme de W. Reich ; après la deuxième guerre mondiale, la revue française *Socialisme ou Barbarie*, la critique de la vie quotidienne par Henri Lefebvre et les analyses des révolutionnaires du Tiers Monde tels Frantz Fanon ou Che Guevara...

Par-delà son échec politique et ses mésaventures ultérieures, il est incontestable que le gauchisme a projeté sur le devant de la scène historique certains des grands sujets de préoccupation de notre temps.

• BIBLIOGRAPHIE. — Il n'existe pas d'étude d'ensemble sur le gauchisme mais en revanche d'innombrables ouvrages sur ses formes contemporaines. On lira surtout la remarquable synthèse de Jacques DROZ dans le tome IV de *l'Histoire générale du socialisme*, Paris, 1978, avec une bibliographie.

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Aristocratie ouvrière, Bakouninisme, Blanquisme, Boukharinisme, Communisme de gauche, Conseils, Déviation, Dogmatisme, Intellectuels, Marxisme, Opportunisme, Otzovisme, Petite bourgeoisie, Révisionnisme, Spontané/Spontanéité, Volontarisme.

G. M.

Général / Particulier

Al : *Allgemeines/Besonderes.* — An : *General/Particular.* — R : *Obščoe/Častnoe.*

1 / Ce couple de catégories logiques a été élaboré par la philosophie antique. Chez Aristote, est général ce qui appartient à un genre et s'oppose à ce qui est spécifique, propre à une espèce particulière, comprenant elle-même des individus singuliers et spécifiques à la fois. Le général ne se confond pas avec l'universel lequel désigne ce qui concerne une chose ou l'universalité de son extension, par opposition au particulier, considéré comme ce qui concerne la chose en une seule partie de son extension. La philosophie moderne, à la suite de la révolution scientifique qui relativise toute logique simplement classificatoire, réélabore ces catégories. Hegel refuse ainsi de juxtaposer les formes décroissantes de généralité : il montre l'enchaînement des jugements singulier-particulier-universel comme enchaînement du jugement d'existence (énoncé d'une qualité générale d'une chose singulière ou énoncé précisant une relation) au jugement de nécessité qu'énonce la détermination substantielle du sujet, et au jugement conceptuel qui énonce le degré de correspondance du sujet à sa nature universelle ou concept. La pensée élève le singulier de la singularité à la particularité, et celle-ci à l'universel (la loi). En ce cas, universel signifie l'unité à laquelle parvient la totalité dans le concept. Il y a une difficulté terminologique en ce que le même mot d'*allgemein* est utilisé et pour universel et pour général au sens vague de ce qui vaut dans la plupart des cas.

2 / Marx associe toujours la détermination de général à celle d'indéterminé et l'oppose à celle de particulier ou déterminé. Il critique ainsi l'existence de généralités saisies, abstraction faite du particulier où elles existent concrètement. « La production en général est une abstraction, mais une abstraction rationnelle dans la mesure où soulignant et précisant les traits communs, elle évite la répétition. » Ces traits communs « forment

eux-mêmes un ensemble très complexe dont les éléments divergent pour revêtir des déterminations différentes ». Pas de production en général, mais production à un « stade déterminé du développement social » où les traits généraux sont investis dans des traits particuliers qui distinguent les modes de production. Ainsi « l'unité [de la production], qui découle déjà au fait que le sujet, l'humanité, et l'objet, la nature, sont identiques », ne doit pas faire « oublier la différence essentielle » (*Intr.* 57, ES, 151 ; MEW, 13, 616 et s.). « Tous les stades de la production ont des déterminations communes auxquelles la pensée prête un caractère général : mais les prétendues conditions générales de toute production ne sont rien d'autre que des facteurs abstraits qui ne répondent à aucun stade historique réel de la production » (*ibid.*, 153 ; *ibid.*, 620).

3 / Ce nominalisme est néanmoins relatif : si l'universel ne peut être abstrait et hypostasié hors du particulier, il existe effectivement à côté d'autres réalités particulières. Les modes de production, tous égaux comme formes de la production méritant une analyse précise, peuvent être étudiés du point de vue de la richesse et de la multiplicité des besoins humains qu'ils produisent. Plus que le général, l'universel désigne l'universalisation des rapports sociaux de socialisation et de coopération; assurant au genre (ou espèce humaine) le développement pour chacun de l'individualité en toutes les directions. Le mode de production capitaliste est antichambre d'un mode de production particulier, le communisme, dont la particularité est de réaliser cette universalisation d'une socialisation coopérative et d'une individualisation plus riche, généralisée au plus grand nombre.

En ce cas, on peut parler d'un mode d'existence particulier plus universel au sens de socialisation de la production et de développement intégral des individus. A tirer Marx dans le sens ultra-nominaliste, on perd de vue l'articulation du couple général/particulier à la transition du mode de production capitaliste au communisme, comme résultat universalisable d'une histoire devenue universelle.

4 / Cette problématique pratique inédite l'est aussi sur le plan théorique. Alors qu'Aristote a développé les apories sur l'impossibilité d'une science du particulier et envisagé la nécessité (irréalisable) d'une science du général excédant le particulier, Marx développe l'idée d'une science qui élève son objet particulier à une forme universelle. Selon la dialectique matérialiste de l'histoire, l'universel n'est pas ce qui retient les propriétés d'un objet, mais l'ensemble des rapports et le procès au sein duquel se produisent et se transforment les objets et les propriétés. L'élément universel s'enferme dans un objet particulier, et passe à la généralisation des rapports particuliers dont il est issu [ainsi en est-il de l'extension du rapport social capitaliste à l'Histoire universelle (IA, ES, 280-290; MEW, 3, 34-37)]. A mesure que se généralisent ces rapports, cette forme particulière (tel le mode de production capitaliste) de l'universel devient obstacle pour le passage du processus à des formes supérieures. D'où un nouveau renversement qui rend caduque la fixation provisoire de l'Universel (celui de l'échange organique avec la nature) sous la forme d'une réalité particulière. Il se rétablit une base plus large et avancée de l'unité en particulier et de l'universel.

On peut juger trop hégéliennes ces considérations (L. Althusser), mais Marx les a maintenues (Sève). Telle est la logique du *Capital*

(cf. Lénine, CP, 38, 304, 345) avec son devenir réel de l'universel dans le particulier. « Le particulier n'existe que dans la mesure où il se relie au général. Le général n'existe que dans le particulier, à travers le particulier. Toute chose particulière est (de quelque façon) générale. Toute chose générale est (une parcelle, un côté, une essence) du particulier. » [A rapprocher de Marx : le mode de production capitaliste signifie « la généralité abstraite de l'activité créatrice de richesse, la généralité de l'objet, le produit considéré absolument, le travail en général ». Mais celui-ci « présuppose l'existence d'une totalité très développée de genres de travaux réels dont aucun n'est plus absolument déterminant. Les abstractions les plus générales ne prennent naissance qu'avec le développement concret le plus riche, où un caractère apparaît comme commun à tous (*Grund.*, Introd. ES, I, 38; MEW, 13, 635)]. Les catégories les plus abstraites ont une généralité qui a un présupposé réel. « Bien que valables pour toutes les époques, elles n'en sont pas moins le produit de conditions historiques et ne restent pleinement valables que pour ces conditions et dans le cadre de celles-ci » (*ibid.*, 39; *ibid.*, 636). Cette problématique est aussi présente chez Gramsci sous le thème de l'homme collectif et de l'unification socioculturelle du genre humain dans la constitution de l'hégémonie par et pour la classe des producteurs (*Quaderni*, éd. Gerratana, p. 1134, 1330, 1376).

▶ CORRÉLATS. — Abstrait/Concret, Catégorie, Détermination, Dialectique, Genre, Réification, Représentation.

A. T.

Genre (vie ou caractère génériques)

Al : *Gattung (Gattungsleben, Gattungscharakter).* — An : *Genus (generic life or caracter).* — R : *Rod.*

Feuerbach oppose ce concept au concept hégélien de l'universel, comme le naturel à l'abstrait. Marx le reprend d'abord à son compte et lui fait exprimer, dans ses *Manuscrits de 1844*, le triple rapport d'*essence*, de l'homme à la nature (ES, p. 62, 64; MEW, *Erg.*, I, p. 516-517), de l'homme à l'histoire (*ibid.*, p. 99, 128, 138; 546, 570, 579) et de l'homme à lui-même (*ibid.*, p. 63, 86; 516, 535), appréhendé dans sa dialectique interne (*ibid.*, p. 112, 132; 557, 574). C'est le *travail aliéné* qui représente, pour l'homme, la perte du genre. Mais Marx se rendra rapidement compte que le recours au *genre* ne suffit pas à écarter l'hégélianisme, chez Feuerbach lui-même; d'où le grief qu'il adresse à ce dernier dans la *Thèse VI sur Feuerbach* « de considérer l'être *(Wesen)* uniquement en tant que Genre, en tant qu'universalité interne, muette, liant d'une façon purement *naturelle* les nombreux individus » (MEW, 3, 6).

• BIBLIOGRAPHIE. — G. BENSUSSAN, *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*, Paris, PUF, 1985; C. CESA, *Introduzione a Feuerbach*, Bari, Laterza, 1978; L. FEUERBACH, *L'essence du christianisme*, trad. J.-P. OSIER, Paris, Maspero, 1968; *Manifestes philosophiques*, trad. L. ALTHUSSER, Paris, PUF, 1960; G. LABICA, *Sur le statut marxiste de la philosophie*, Complexe/PUF, 1976 (p. 129 et 167); S. MERCIER-JOSA, Critique pré-marxiste de la religion, apud *Philosophie et religion*, Paris, ES, 1974 (p. 157).

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Essence, Homme, Philosophie, Religion, Travail.

G. L.

Gliederung

Fr : *Articulation* ou *Totalité (combinaison) articulée* (Althusser) ou encore *Connexion organique* (Della Volpe).

Si ce mot, utilisé par Marx dans les *Grundrisse* notamment, paraît parfois désigner un procès (du verbe *gliedern* : articuler, organiser, ordonner), il signifie le plus souvent son résultat, soit une totalité au sein de laquelle des « moments » entrent en des rapports de cohésion organique ainsi que la structure de ces rapports comme corps apte à coordonner des « membres » *(Glieder)*. Ainsi l'*Introduction de 57* définit la production, la distribution, l'échange et la consommation comme les « membres d'une totalité, différences au sein d'une unité » (*Textes sur la méthode de la science économique*, ES, 155; MEW, 13, 630). Cette totalité structurée et différenciée, cette *Gliederung*, se présente donc comme une configuration de rapports hiérarchisés. C'est en ce sens que Marx parle de « l'articulation de la production » (145-147; 627-628) qu'il spécifie comme « articulation sociale déterminée » (149; 628) ou encore « articulation interne de la société bourgeoise » (179; 639). Il prend ici le soin méthodologique de rigoureusement distinguer entre deux types de *Gliederung* : l'articulation des « rapports de la société » et celle des « catégories qui expriment ces rapports » (171; 636; cf. également 177-179; 638-639), sans que la nature de cette distinction soit par lui péremptoirement élucidée.

La question demeurait donc très largement ouverte : qu'en était-il de la relation entre ces deux espèces de totalité structurée, ces deux ordres (l'historique et le logique), ces deux temporalités, « passé-présent » pour Della Volpe, « résultat historique - structure actuelle de la société » pour Althusser ? Ces deux noms suffisent à dire combien la réflexion marxiste contemporaine s'est attachée à intervenir autour de ce nœud problématique. Le travail théorique du second, L. Althusser, procède d'ailleurs en bonne part et de façon constitutive de la distinction épistémologique essentielle entre les deux *Gliederungen* : « C'est ... cette *Gliederung*, cette totalité-articulée-de-pensée qu'il s'agit de produire dans la connaissance.., pour parvenir à la connaissance de la *Gliederung* réelle... qui constitue l'existence de la société bourgeoise. L'ordre dans lequel la *Gliederung* de pensée est produite est un ordre spécifique, l'ordre même de l'*analyse* théorique que Marx accomplit dans *Le Capital*, l'ordre de la liaison, de la « synthèse » des concepts nécessaires à la production de ce tout-de-pensée, de ce concret-de-pensée qu'est la théorie du *Capital* » (LLC, 1, 59-60; pour ce qui concerne Della Volpe, cf. *Historique/Logique*).

▶ CORRÉLATS — Abstrait/Concret, Analyse, Combinaison, Formation économique et sociale, Forme(s), Instance, Historique/Logique, Mode de production, Structuralisme.

G. Be.

Gramscisme

Al : *Gramscismus*. — An : *Gramscism*. — R : *Učenie Gramši*.

Que l'œuvre de Gramsci ait toujours été suspecte d'une hérésie quelconque : néo-crocienne, historiciste, réformiste, voire léniniste, telle pourrait être la constante des étranges rapports qui la lient au « gramscisme », terme qui connaît une assez grande diffusion dès la fin des années 60. En effet, avec le pré et le post-1968, la remise en cause, ou même l'interprétation de l'œuvre de Gramsci, devient désormais inséparable de celle du — ou de

son — « gramscisme ». Comme si ce gramscisme ne surgissait que dans un moment de rupture historique donnant lieu à une instance critique généralisante anti-gramscienne qui confrontera — et opposera — l'œuvre de Gramsci à l'œuvre scientifique de Marx et à la tradition théorico-politique du Parti communiste italien. Aussi, la critique du gramscisme fera-t-elle — selon ses orientations — l'objet de deux interprétations principales qui remontent en fait aux années 58-65 : l'une plus théorique, l'autre plus politique. Si, pour les uns, le gramscisme n'est qu'un fait idéologico-pratique, interprétatif, lié au « togliattisme » et à la tradition communiste, mais au fond étranger au véritable Gramsci, penseur révolutionnaire de la démocratie prolétarienne ou des conseils, pour les autres le gramscisme est bel et bien dans Gramsci, dans son historicisme intégral et l'interprétation de Togliatti peut à juste titre la revendiquer et s'y trouver légitimée.

Première version « théorique » et critique : la remise en cause de l'historicisme gramscien comme identité de la philosophie et de l'histoire, comme « historicisme absolu » ou « philosophie intégrale ». On la trouve déjà dans toute la critique anti-hégélienne de l'historicisme néo-crocien et gramscien de Della Volpe et Colletti. Elle animera également les nouvelles analyses de la rationalisation capitaliste et du « despotisme » du *Capital* des *Quaderni Rossi* et de Tronti — qui opposeront le marxisme de Marx comme instrument d'analyse des nouvelles tendances du capitalisme italien et de sa « rationalisation » à la « philosophie de la praxis » de Gramsci, marquée par l'idéalisme néo-crocien, et de Labriola, encore dominé par une interprétation philosophique de l'histoire. Ainsi, en 1958, au Congrès de Cagliari, Mario Tronti souligne-t-il que pour Gramsci « le savoir par excellence est encore la philosophie » et qu'à son identification philosophie-histoire, il convient désormais d'opposer celle de Marx et du *Capital* : science et histoire (Mario Tronti, Alcune questioni intorno al marxismo di Gramsci, dans *Studi Gramsciani*, Riuniti, 1959).

Ce *gramscisme philosophique* qui séparerait Gramsci de l'œuvre scientifique de Marx en une variante du « marxisme occidental » trouvera son énoncé systématique dans la critique qu'en fera Althusser dans *Lire Le Capital* (PCM, 1971, t. II, chap. 5). Si « le marxisme n'est pas un historicisme » et si Gramsci en dépit de ses découvertes dans le champ du matérialisme historique (hégémonie, théorie des intellectuels) développe bien une philosophie marxiste entendue comme « philosophie de la praxis », conception du monde intégrale identifiant philosophie et histoire réelle, théorique et historique, il faut bien en conclure qu'il est resté néo-hégélien, néo-crocien, en deçà d'un matérialisme scientifique bien compris et de la philosophie épistémologique du *Capital*. Celle qui rompt précisément avec toute une conception totalisante du sujet et de la praxis au profit d'une dialectique articulant les différentes instances du tout social.

A cette dichotomie drastique entre philosophie et science (celle de la coupure épistémologique), la génération de 68 en ajoutera une autre : celle du révisionnisme et de la révolution. Désormais, le gramscisme devient un continuum historique reliant la philosophie de la praxis à la « révolution sans révolution » contenue dans la politique des communistes italiens (selon les termes de l'article très polémique de S. Merli, I nostri conti con la teoria della « rivoluzione senza rivoluzione », *Giovane Critica*, nº 17, août 1967). L'historicisme cautionnera désormais toute une conception évolutionniste, réformiste de la politique : celle des voies nationales au socialisme, celle du

togliattisme. Mais, paradoxalement, la critique du *gramscisme politique* donnera immédiatement lieu à un débat sur l'œuvre de Gramsci difficilement réductible aux seuls clichés négatifs. Alors que certains ne feront que renverser l'interprétation de Togliatti en l'affectant désormais d'un signe négatif (Gramsci → Togliatti → voie nationale : réformisme), d'autres comme Salvadori ou *Il Manifesto* (Rossana Rossanda et Lucio Magri) reprendront le Gramsci révolutionnaire de l'*Ordine Nuovo*, des conseils et de la démocratie des producteurs, voire même de la démocratie prolétarienne — contre la tradition togliattienne de l'hégémonie et des voies nationales. Ce qui revenait à admettre implicitement que le soi-disant « gramscisme » n'était au fond qu'une interprétation idéologique et politique de Gramsci étrangère à son œuvre (Salvadori) ou à une partie de son œuvre (l'*Ordine Nuovo* toujours privilégié par rapport aux *Cahiers*).

Du Gramsci « anti-Togliatti » (« car anti-stalinien, anti-bureaucratique, anti-réformiste ») au Gramsci « Togliatti en puissance », car historiciste et fondateur des prémisses de la voie italienne au socialisme : tout l'espace interprétatif et politique est balayé. D'où les enjeux d'une telle remise en cause libératrice : questionner le « marxisme de Gramsci », la tradition théorique des communistes italiens et même ouvrir aux interprétations d'un Gramsci au-delà du gramscisme.

Qu'il y ait eu un « gramscisme » de Togliatti lié à la diffusion, à l'interprétation que Togliatti et le PCI donneront de Gramsci, rien de plus évident. Pour une raison simple. A la différence des autres « ismes », ismes de doctrine (libéralisme) ou « ismes » issus d'une idéologisation orthodoxe et charismatique d'une révolution au pouvoir (titisme ou maoisme), l' « isme » de « gramscisme » n'est issu ni d'une doctrine systématisée ni d'une praxis de pouvoir lui donnant légitimité et filiation directe. Certes, Gramsci fut bien le dirigeant du mouvement des Conseils de Turin et un des fondateurs du Parti communiste italien. Mais en dehors de la période 1924-1926 où il se battra contre Bordiga, pour sa « bolchevisation » et la formation d'un « nouveau groupe dirigeant » — période durant laquelle il en devient le secrétaire — (voir les documents publiés par Togliatti en 1962 : *La formazione del gruppo dirigente del PCI nel 1923-1924*, Riuniti), la plus grande partie de son œuvre — les *Cahiers* — a été écrite au fond de la prison fasciste, à partir d'un « non-pouvoir », de la défaite tragique du mouvement ouvrier italien. Certes, dès la mort de Gramsci et après la guerre, Togliatti en fera « le chef » de la classe ouvrière italienne, l'anti-fasciste modèle, l' « homme de parti » et l'inspirateur d'une politique dont il était lui-même le continuateur. Au prix — faut-il le dire ? — de silences et censures que la publication ultérieure des documents et le développement de l'historiographie communiste et non communiste mettront au jour. Qu'il s'agisse en ce domaine des premiers rapports entre Gramsci et Bordiga lors de la fondation du PCI, de la sous-estimation gramscienne du rôle du parti à l'époque des conseils, de son échange de lettres particulièrement polémiques avec Togliatti en 1926 lors des affrontements dans le PC (*b*), ou de l'évolution politique de Gramsci en prison contre la ligne de la IIIe Internationale et conduisant à son isolement politique progressif...

Mais il ne faut pas moins en souligner qu'avec toutes ses limites, la publication dès 1947 des *Lettres*, suivie de celle des *Cahiers* sauvés ainsi de l'oubli fasciste, fut un événement culturel et politique décisif qui épargnera probablement au marxiste italien les formes les plus aberrantes d'un

marxisme stalinisé et créera une tradition de recherches et débats ouverts à la société civile. Ce Gramsci, homme de culture, dépassant et renversant Croce, réinterprétant toute l'histoire italienne du Risorgimento au fascisme, redéfinissant la place et la fonction « organique » des intellectuels servira de véritable pont historico-politique à toute la génération de la Résistance. Si l'on peut y déceler l'origine du « gramscisme » — puisque dès 1954, dans *Rinascita*, Togliatti souligne le rôle de l'historicisme dans la tradition politique italienne — il faudra néanmoins attendre le XXe Congrès, les premières critiques de la dégénérescence stalinienne et le VIIIe Congrès de 1956, celui de la voie italienne au socialisme, pour que le « gramscisme » se constitue plus organiquement, pour que Gramsci, comme penseur et praticien de la politique, serve d'intermédiaire léniniste, de fondateur théorique, à la voie italienne au socialisme.

Notons au passage que cette interprétation, qui suscitera maints travaux, n'était pas de type instrumental ou simplement idéologique. Car si Togliatti voyait en Gramsci le théoricien de la transition socialiste dans les conditions de la « guerre de position » — celui de l'hégémonie et du bloc historique — son analyse méthodologique et critique recouvrait certaines grandes articulations des *Cahiers de prison*. De là l'ambiguïté profonde de l' « historicisme ». Historicisme de Togliatti d'abord, historicisant l'œuvre de Gramsci et établissant une *continuité* historique entre les prémisses stratégiques de l'hégémonie et la voie démocratique italienne, historicisme méthodologique et politique, celui-là, non dénué d'un certain empirisme. Mais historicisme de Gramsci aussi, dans sa recherche d'une philosophie autonome du marxisme capable de fonder une « science de la politique » et une approche de la dynamique historico-politique dénué de tout économisme et de tout idéologisme. Que les deux puissent se recouvrir en une même « continuité », affirmant le primat de la politique, des superstructures et de l'initiative historique, tel est le présupposé du Gramsci de Togliatti. De là les lignes directrices suivantes :

1 / Togliatti n'aborde pas Gramsci à partir de sa philosophie, mais de sa politique comme fil conducteur de toute interprétation de son œuvre, comme moyen de ne pas isoler, ou opposer, la période de l'*Ordine Nuovo* et celle de la prison. L'historicisme devient alors une vision de l'histoire la relativisant et l'unifiant dans le moment superstructurel et l'appréhension des rapports passé-présent.

2 / Le « léninisme » de Gramsci — qui n'a rien à voir avec un quelconque soviétisme ou même une reprise de la problématique des conseils — fait donc corps avec la reformulation de la question de la révolution en Occident, là où la société civile est développée et où la politique revêt une dimension de masse. Historicisant les catégories gramsciennes, Togliatti en privilégie certaines : hégémonie, bloc historique, rôle de la classe ouvrière comme classe nationale non corporatiste — « hégémonique » —, importance des intellectuels... Sur le point, particulièrement central, des rapports entre dictature du prolétariat et hégémonie, il montre que « ce qui est intéressant, c'est la façon dont Gramsci pose le pouvoir. Il introduit ici le concept d'hégémonie mais on ne peut opposer formellement ce concept à celui de dictature, de même qu'on ne peut opposer formellement les concepts de société civile et de société politique comme s'ils représentaient des choses organiquement différentes. La différence n'est pas organique, elle est méthodologique » (Togliatti, *Sur Gramsci*, ES, 1977, p. 297).

A force d'historiciser et de relativiser les concepts en fonction des moments historiques différentiels, l'hégémonie, comme projet de transition socialiste à partir de la société civile et dans un « nouveau bloc historique » où s'affirme l'unité de la base et des superstructures par la médiation des intellectuels et du parti, sert de *fondement théorique* à l'exploration des nouvelles voies au socialisme. Les futurs débats entre Gramsci et l'eurocommunisme se rejoueront sur une scène identique, fût-elle modifiée : continuité ou rupture ?

Avec le recul, on peut penser que toute cette interprétation continuiste finit par effacer toute rupture et l'originalité *spécifique* de Gramsci. Aussi la critique du gramscisme comme « historicisme » a-t-elle paradoxalement ouvert un nouveau champ de recherches à la découverte d'un autre Gramsci. Celui qui s'intéresse précisément aux points les plus développés du capitalisme (révolution passive, taylorisme, américanisme et fordisme), celui qui reformule la question de l'Etat et tente — face à l'échec du mouvement ouvrier — une véritable refondation du matérialisme historique permettant de construire les jalons d'une « science de la politique » où Lénine le dispute aussi à Sorel et à un débat avec toute la culture européenne de l'époque. La publication intégrale des *Cahiers de prison*, celle de toutes ses œuvres de jeunesse, de la période de l'*Ordine Nuovo* permettent aujourd'hui de mesurer l'impact révolutionnaire de sa pensée et d'en cerner également les limites. Une pensée qui dépasse les cadres dans lesquels on veut l'enfermer — néo-crocien, léniniste théoricien de la Révolution en Occident... Bref, un *Gramsci au-delà du gramscisme* et même de « son » gramscisme...

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / L'expression « gramscianesimo » est employée de manière critique (contre le populisme dans la littérature italienne et le « national-populaire » gramscien) dès 1965 dans *Scrittori e popolo* d'Alberto ASOR ROSA, La Nuova Sinistra, Samonà e Savelli. Sur Gramsci et le « gramscisme » : T. PERLINI, *Gramsci e il gramscismo*, Milano, Celuc, 1974; Gian Carlo JOCTEAU, *Leggere Gramsci*, Feltrinelli, 1975; Juan Carlos PORTANTIERO, *Los usos de Gramsci*, Mexico, Folios, 1981; Leonardo PAGGI, Studi e interpretazioni di Gramsci, *Critica Marxista*, nº 3, 1966, et La presenza di Gramsci nelle Riviste di Togliatti. *Rinascita*, 5 juin 1974.

2 / Sur la remise en cause de l'historicisme néo-crocien et gramscien, on se reportera tout particulièrement aux deux grands débats philosophiques sur la dialectique matérialiste (1962) et sur l'historicisme (1965), textes réunis et présentés dans Franco CASSANO, *Marxismo e Filosofia in Italia*, De Donato, 1973. Sur l'historicisme proprement dit : *Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci*, ouvrage collectif; *Critica Marxista*, Quaderni 3, 1967; N. BADALONI, *Marxismo come storicismo*, Feltrinelli, 1962; J. TEXIER, *Gramsci et la philosophie du marxisme*, Seghers, 1966.

3 / Sur l'interprétation du rapport Gramsci-Togliatti, voir les introductions de R. PARIS à *A. Gramsci, Ecrits politiques* (2 vol.), Gallimard, 1974 et 1975; le livre de M. A. MACCIOCHI, *Pour Gramsci*, Seuil, 1974; les préfaces de J. TEXIER et J. RONY aux écrits de Togliatti, *Sur Gramsci*, ES, 1977; les « documents » essentiels : A. TASCA : *I primi dieci anni del Partito comunista* (reprise des articles de *Il Mondo* de 1953, Bari, Laterza, 1971); G. BERTI, Appunti e ricordi (1919-1926), dans *Annali 1965 dell' Istituto Feltrinelli*, Milano, 1966; LEONETTI, *Notes sur Gramsci* (EDI); Athos LISA, *Memorie, In Carcere con Gramsci*, Milano, Feltrinelli, 1973; G. FIORI, *Vita di Gramsci*, Bari, Laterza, 1966, trad. franç. : *La vie de Antonio Gramsci*, Fayard, 1970. Voir également la monumentale histoire du PCI de Paolo SPRIANO, *Storia del Partito comunista italiano*, 5 volumes, Einaudi; G. VACCA, *Saggio su Togliatti*, De Donato, 1974; N. ANCIELLO, *Socialismo ed egemonia in Gramsci et Togliatti*, De Donato, 1974; *Il marxismo italiano degli anni sessanta et la formazione teorico-politica delle nuove generazioni*, Riuniti, 1972.

4 / Voir par ailleurs P. ANDERSON, *Sur Gramsci*, Maspero, 1978; N. BADALONI, *Il marxismo di Gramsci*, Einaudi, 1975; C. BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci et l'Etat*, Fayard, 1975; G. MARAMAO, *Marxismo e revisionismo in Italia*, De Donato, 1971; L. PAGGI, *Gramsci e il moderno principe*, Riuniti, 1970; C. RIECHERS, *A. Gramsci, Marxismus in Italien*, EVA, Frankfurt-am-Main, 1970; M. SALVADORI, *Gramsci e il problema storico della democrazia*, Einaudi, 1970; M. TRONTI, *Operai e capitale*, Einaudi, 1966 (trad. franç., *Ouvriers et capital*, Bourgois); *Il Manifesto*, textes présentés par Rossana ROSSANDA, Seuil, 1971; *Da Togliatti alla nuova sinistra*, Il Manifesto/Quaderno, Alfani Editore; *Gramsci and Marxist Theory*, edited by Chantal MOUFFE, Routledge & Kegan, 1979; *Politica e storia in Gramsci*, colloque de Florence, 2 tomes, Riuniti, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Bloc historique, Crises du marxisme, Direction/Domination, Hégémonie, Historicisme, Intellectuels, Marxisme occidental, Praxis.

C. B.-G.

Grecs

Al : *Griechen.* — An : *Greeks.* — R : *Greki.*

La référence à la civilisation et aux penseurs de la Grèce est courante dans toute la tradition marxiste, de la thèse de doctorat de Marx, consacrée à la *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure* aux *Matérialistes de l'Antiquité* de Paul Nizan, de la *Dialectique de la nature* de F. Engels aux deux volumes que F. Lassalle consacre à *Héraclite* et qui susciteront les sarcasmes de Lénine (CP, O., 38, 334 et s.). Cette référence emporte une double signification : *culturelle :* dans la forte imprégnation hégélienne de l'époque, la Grèce propose un idéal de rationalité (cf. IA, ES, p. 158 et s.; MEW, 3, 119), antithétique à la fois du Moyen Age, du romantisme ou du conservatisme petit-bourgeois; le mythe de l'origine n'en est même pas absent (cf. le fameux passage de l'Introduction des *Grundrisse* sur l'art grec; trad. ES, t. I, p. 45-46; Dietz Verlag, p. 30); *exemplaire :* aux yeux d'Engels surtout (cf. AD, DN, *passim*), les Grecs sont des maîtres eu égard au matérialisme et davantage encore quant à la dialectique (« de merveilleux dialecticiens »), plus près du « matérialisme moderne » que nombre de leurs successeurs et même de contemporains (« les *résultats colossaux* auxquels parviennent déjà les Grecs, résultats qui *anticipent de loin* sur la recherche », dit-il dans DN, ES, p. 225; MEW, 20, 491); Lénine, le premier, retiendra la leçon (M et E, O., t. XIV *in fine*).

• BIBLIOGRAPHIE. — G. COGNIOT, *Le matérialisme gréco-romain*, Paris, ES; G. COLLI, *Die Geburt der Philosophie*, Frankfurt a.M., 1981 (trad. de l'italien); J.-M. GABAUDE, *Le jeune Marx et le matérialisme antique*, Toulouse, Privat, 1970; M. HEIDEGGER, Hegel et les Grecs, *Cahiers du Sud*, n° 349, 1958 (discussion *apud* G. LEBRUN, *La patience du concept*, Paris, NRF, 1972, p. 45-55); F. MARKOVITS, *Marx dans le jardin d'Epicure*, Paris, Minuit, 1973; J. J. PONNIER, Introd. à *K. Marx, Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure*, Bordeaux, Ducros, 1970; G. THOMSON, *The first philosophers*, London, Lawrence & Wishart, 1955 (trad. franç., Paris, ES, 1973).

▶ CORRÉLATS. — Dialectique, Esthétique, Hégélianisme, Matérialisme, Philosophie.

G. L.

Grève

Al : *Streik.* — An : *Strike.* — R : *Zabastovka, Stačka.*

Les grèves ont constamment retenu l'attention des théoriciens du marxisme. Engels consacre dès 1844 de longues pages à la description des

mouvements ouvriers en Angleterre (*Sit.*, ES, 267-297; MEW, 2, 430 et s.). Au sein du conseil général de l'AIT, Marx et Engels ont rédigé de nombreux appels et adresses à l'occasion des mouvements de grève; les rapports annuels du conseil général au Congrès de l'AIT étaient par ailleurs l'occasion de faire le point sur l'action revendicative dans les différents pays concernés. Lénine consacra plusieurs de ses travaux au thème de la grève. C'est qu'en effet la grève est inévitable au sein de la société capitaliste : « Dès lors que l'ouvrier veut échapper à l'état de choses actuel, le bourgeois devient son ennemi déclaré » (*Sit.*, ES, 267). La grève n'est pourtant que l'une des multiples formes de la protestation ouvrière qui se fait jour dès le début du développement industriel.

Les premières grèves étaient des mouvements de protestation et de revendication locaux, partiels et souvent sans lendemain. Ce sera par la suite le rôle des organisations syndicales que de coordonner ces mouvements pour leur donner une portée stratégique, à caractère économique et éventuellement politique. On comprend, dès lors, que la résolution du IIIe Congrès de l'AIT élaborée par Marx et adoptée à Bruxelles en septembre 1868 puisse consacrer de longs développements à la question de l'organisation des grèves. Non seulement Marx évoque le déroulement concret de nombreuses grèves dans les colonnes du *New York daily tribune* mais encore le projet d'enquête ouvrière (*La revue socialiste*, n° 4, 20 avril 1880) tente de donner à leur étude un véritable caractère scientifique.

Les grèves peuvent avoir des objectifs variés. L'un de ceux-ci — la réduction de la durée du travail — retient particulièrement l'attention de Marx, car c'est « le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle » (*Grund.*, ES, t. II, p. 193; Dietz V., 593) qui se trouve au premier chef concerné et donc les mécanismes mêmes de l'exploitation capitaliste. Mais quelles qu'en soient les motivations, la grève remplit deux fonctions :

— Au plan économique, elle se présente comme l'une des premières tentatives des ouvriers pour abolir entre eux la concurrence.

— Au plan politique, c'est par la grève que se forge pour partie la conscience de classe. Les grèves jouent ainsi un véritable rôle éducatif : elles sont « l'école de guerre des ouvriers où ils se préparent au grand combat désormais inéluctable; elles sont les pronunciamientos des différentes branches du travail consacrant leur adhésion au grand mouvement ouvrier » (*Sit.*, ES, 280; MEW, 2, 441). Si le syndicalisme limitait son action au seul plan économique, les mécanismes du capitalisme conduiraient les travailleur à un véritable travail de Sisyphe : c'est ainsi que la journée de travail abaissée de 15-16 heures à 12 heures (1833) puis 10 heures (1847) ne tarde pas à devenir intolérable, le machinisme intensifiant le rythme de travail au point de permettre au capitalisme d'extorquer plus de plus-value en 10 heures qu'en 15 ou 16 auparavant (K., ES, I, 2, 95; MEW, 23, 435). Aussi les travailleurs doivent-ils dépasser les actions purement catégorielles et partielles pour généraliser leur lutte au terrain politique : « Le but final du mouvement politique de la classe ouvrière est naturellement la conquête du pouvoir politique à son profit ce qui implique de toute nécessité qu'au préalable une organisation suffisamment développée de la classe ouvrière naisse et grandisse à partir de ses luttes économiques mêmes » (*L. à Bolte* du 23 novembre 1871). C'est cependant sans doute Lénine qui dans *Que faire ?* a systématisé de façon la plus pédagogique les deux types de luttes de classes

que le mouvement syndical est amené à conduire : analysant les rapports de la spontanéité des masses et de la conscience révolutionnaire, Lénine oppose à la pratique « économiste » des trade-unions la pratique révolutionnaire qui « subordonne la lutte pour les réformes, comme la partie au tout, à la lutte révolutionnaire pour la liberté et le socialisme ».

On ne saurait passer sous silence le rôle de la grève dans les économies ne transition vers le socialisme. Dans les débats qui dans les années vingt opposèrent sur ce point en Union soviétique l'opposition ouvrière et Trotski, Lénine, dans son opuscule *Du rôle et des tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle politique économique*, définit une position moyenne en écrivant que « le recours à la lutte gréviste, dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliqué et justifié uniquement par des déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien et par toutes sortes de survivances du passé capitaliste dans ses institutions d'une part, ainsi que par le manque de développement politique et le retard culturel des masses laborieuses de l'autre » (o., 33, p. 188).

• BIBLIOGRAPHIE. — AUFFROY *et al.*, *La grève et la ville*, Paris, Bourgois, 1979; B. BADIE, *Stratégie de la grève* (FNSP, 1976); R. DANGEVILLE (éd.), *Karl Marx, Friedrich Engels, le syndicalisme*, Maspero, 1964; R. LUXEMBURG, *Grève de masse, parti et syndicats*, Maspero, 1964.

▶ CORRÉLATS. — Coalitions, Conditions de vie, Ouvriers, Syndicats.

G. C.

Groupe anti-parti

Al : *Parteifeindliche Gruppe.* — An : *Anti-party group.* — R : *Antipartijnaja gruppa.*

Voir : Parti.

Guérilla

Al : *Guerillakrieg, Guerillabewegung.* — An : *Guerrilla.* — R : *Geril'ja.*

La « petite guerre » est la guerre organisée et généralisée de partisans. Elle peut représenter une stratégie par elle-même ou bien une force d'appoint pour une armée régulière. Elle constitue alors un élément tactique essentiel d'une stratégie qui la dépasse. Plus que toute autre forme de guerre, la guérilla possède un caractère politique immédiat : en effet, soit qu'elle résulte de la condensation du mécontentement local et/ou de la fusion d'organisations politiques autochtones armées ou non, ou bien que, implantée à partir de l'extérieur, elle cherche à provoquer cette condensation et cette fusion autour d'elle, la guérilla ne peut dépasser un seuil d'activité assez bas que si elle jouit de la complicité d'abord, puis du soutien et finalement de la participation active des populations parmi lesquelles le partisan doit vivre « comme un poisson dans l'eau » (Mao). Quand elle prend l'ampleur d'une guerre, la guérilla est donc toujours une guerre populaire, bien que ce fait ne préjuge pas de son signe politique global : aussi ancienne que les formes les plus anciennes de la guerre et tout aussi répandue, elle a, de tous temps et en tous lieux, été utilisée par des mouvements populaires de signes contraires : aussi bien par les Chouans et par les Christeros (Mexique), forces authentiquement populaires mais également contre-révolutionnaires dans leur contexte global, que par les patriotes et les révolutionnaires des cinq continents. Cependant, on

s'accorde généralement à voir dans la généralisation des mouvements guérilleros après la deuxième guerre mondiale l'expression des luttes de libération nationale, mais également, à partir de 1965, une tentative pour contourner la coexistence pacifique — tournant à partir duquel, la guérilla deviendra de plus en plus la stratégie privilégiée des forces anti-impérialistes et socialisantes en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Cette stratégie qui s'étaie sur une conception inédite de la révolution mondiale affirme le primat révolutionnaire des pays pauvres en élevant la stratégie typique à la guérilla — de l'encerclement des villes par les campagnes — au niveau d'une vision de l'Histoire. A la lutte du « Che Guevara » qui se propose d'étendre une guérilla à l'échelle continentale fait écho la thèse de Lin Piao qui assimile les pays pauvres aux campagnes des puissances impérialistes et préconise l'encerclement de ces dernières par les révolutions réalisées dans les premiers. Aussi, cette lutte menée au plus près du peuple s'accompagnera-t-elle de plus en plus d'une dimension internationale : intense activité diplomatique d'une part, et, d'autre part, essais de coordonner les luttes continentales et mondiales, avec pour point culminant, resté pour l'essentiel sans effet réel, la Conférence tricontinentale de La Havane (déc. 1964 - janv. 1965) qui réunissait les représentants des mouvements révolutionnaires des trois continents (Afrique, Asie, Amérique latine), qui avaient vu des mouvements guérilleros se développer de façon importante et remporter des succès. Cette stratégie reflète un trait fondamental : elle a été victorieuse dans des formations sociales dont le caractère distinctif semble être plus que tout autre (misère des masses, population largement composée de ruraux, faiblesse relative de la classe ouvrière et de ses organisations) une situation d'oppression nationale provoquée soit par un pays étranger soit par cette combinaison d'une dictature locale étroitement associée aux puissances impérialistes, qui peut marquer les premières phases d'un pays nouvellement indépendant et qui semble relativement consolidée dans certaines régions du globe et notamment en Amérique centrale et aux Caraïbes. Lutte de longue haleine, qui exige des populations impliquées des sacrifices importants, la guérilla n'est politiquement viable que lorsque, selon l'expression d'un de ses représentants les plus éminents — le commandant Guevara —, « toutes les voies légales ont été épuisées », et cela même si, comme il le fait lui-même très justement remarquer, une des tâches essentielles de la guérilla consiste à rendre cet état de choses évident aux yeux de tous. Une fois implantée, la guérilla cherche à élargir son territoire et à en conquérir d'autres. Ainsi dès avant la victoire, elle installe un pouvoir nouveau à l'intérieur des zones libérées ou, quand cela n'est pas possible, crée un réseau diffus de pouvoirs populaires qui tend à se substituer à celui de l'Etat qu'elle combat. Car deux issues sont possibles : soit la guérilla — quitte à transformer ses effectifs en « armée régulière » — recherche la victoire militaire par la destruction des forces armées ennemies, soit, misant sur l'usure militaire et l'isolement politique de l'adversaire, elle tente de l'obliger à rechercher une solution politique négociée. Dans les deux cas l'objectif reste le même : la conquête du pouvoir d'Etat. Lutte essentiellement politique, c'est la politique qui est au cœur de ses succès comme de ses échecs et non pas tel ou tel facteur militaire — la réussite éclatante des partisans vietnamiens est là pour en témoigner.

La guérilla anti-impérialiste et socialisante connaît deux variantes :

Mao Zedong qui est sans doute le premier théoricien moderne de la guérilla maintient le primat du parti (le parti commande aux fusils) dont la théorie marxiste-léniniste garantit le caractère de classe du mouvement. Il est vrai que pour les révolutionnaires chinois la guérilla constitue un complément permanent en même temps que la source de recrutement d'une armée régulière et que les guérilleros vietnamiens auront une large autonomie. Pour les théoriciens et praticiens cubains par contre, la distinction entre le commandement militaire et le commandement politique doit être abolie. La guérilla est à leurs yeux une organisation politique qui emprunte une stratégie armée dont elle reste, à tous moments, le noyau immergé au centre des luttes. Seule une liaison étroite avec les masses assure le caractère révolutionnaire du combat; c'est donc à elle que doit revenir le commandement.

• BIBLIOGRAPHIE. — F. CASTRO, *Œuvres*, Maspero; E. CHE GUEVARA, *Œuvres*, Maspero; Régis DEBRAY, *La critique des armes*, Seuil, 1974; ID., *Révolution dans la révolution*, Paris, Maspero, 1967; C. DELMAS, *La guerre révolutionnaire*, Paris, PUF, 1954, « Que sais-je ? »; Vo NGUYEN GIAP, *Guerre du peuple, armée du peuple*, Paris, 1966; MAO ZEDONG, *Ecrits militaires*, Pékin, 1964; François MASPERO, *Introduction* au n° 1 de *Tricontinental*, 1981; W. J. POMEROY, *Guerrilla Warfare and Marxism*, New York, 1968.

▶ CORRÉLATS. — Barricade, Castrisme, Guerre, Guerre du peuple, Insurrection.

J. C.

Guerre

Al : *Krieg*. — An : *War*. — R : *Voina*.

La notion de guerre a fait, de la part des marxistes, l'objet de nombreuses et diverses interventions : quant à la définition du phénomène; quant à l'analyse de tel ou tel conflit historique; quant à l'extension du terme hors du champ de la polémologie stricte (ex. guerre de classes); enfin quant aux spécifications conceptuelles produites par la théorie (la rubrique « guerre » de l'Index des *Œuvres* de Lénine (t. 47) est de la sorte une des plus étendues de l'ouvrage).

1 / L'intérêt de Marx et d'Engels pour les conflits armés de leur époque a été constant. Engels fut même surnommé le « Général », à cause de son goût pour les *militaria*, comme disait son ami (L. du 5 janv. 1854). Deux recueils en donnent un édifiant aperçu :

— La *Correspondance*. — Engels soupçonne Louis-Napoléon de préparer le lit d'un « gouvernement Blanqui » (22 janv. 1852); il envisage toute une stratégie de conquête de l'Angleterre (23 janv. 1852); il fait l'éloge des chroniqueurs classiques, tel Jomini ou « ce pur génie de Clausewitz » (12 avr. 1853; cf. *infra*, bibliogr.); il propose au *Daily News* des rubriques militaires (30 mars 1854) ; il prétend avoir « trouvé le secret de la guérilla » (6 oct. 1857); il dénonce le « plonplonisme » [bonapartisme] qui gagne en Europe (3 janv. 1864). Marx, de son côté, n'est guère en reste. Il commente les dispositions des gouvernements en place et leur stratégie (23 févr., 2 mars, 30 juill. 1852). Il s'intéresse à Bernadotte (17 sept. 1857), à la guerre de l'opium (17 déc. 1858), à celle d'Italie et à l'éventualité d'un conflit européen (4 févr. 1859). Faisant l'hypothèse d'une défaite française par l'Autriche, il envisage la série de conséquences : proclamation d'un gouvernement révolutionnaire à Paris, contre-attaque de la Sainte-Alliance

et défaite de la révolution, « ce qui, conclut-il, n'est certainement pas notre calcul » (6 mai 1859).

— Les articles de *La Nouvelle Gazette rhénane*, à juste titre analysés par Trinh Van Thao comme typiques du travail de *conjoncture* conduit par Marx et Engels (cf. apud *Marx, Engels et le journalisme révolutionnaire*, t. 3, Anthropos, *Cahiers du CURSA*, les rubriques « guérilla » et « guerre »).

De telles observations d'histoire immédiate ne manquent pas, sans qu'on puisse parler de systématisation, de produire quelques leçons. *L'idéologie allemande* remarquait déjà que les conflits armés s'inscrivaient dans le partage du marché mondial et servaient à « mener la lutte de la concurrence » (*der Konkurrenzkampf durch Kriege*; MEW, 3, 58; trad. IA, 87). *Le Capital* relèvera l'enrichissement de diverses couches sociales pendant la guerre « anti-jacobine » (du nom donné par W. Cobbet à la guerre contre la révolution française; K., I, 3, 114; MEW, 23, 703). La relation de la guerre à la propriété, sa définition, en quelque sorte anthropologique, est donnée dans les *Grundrisse* : « La grande tâche d'ensemble, le grand travail collectif qui est exigé soit pour occuper les conditions objectives de l'existence vivante, soit pour protéger et perpétuer cette occupation » (ES, I, 414; Dietz Verlag, 378); ce qui en fait une des bases des « communautés naturelles » (428; 391). C'est toutefois la méthode matérialiste d'analyse des guerres qui est privilégiée, autrement dit le rapport guerre-classes, que Marx met en œuvre pour la première fois ouvertement dans *Les luttes de classes en France*, ainsi que le rappellera Engels, en tête des rééditions de sa *Guerre des paysans* (préf. de 1869, début) et du *18 Brumaire* (cf. la « loi » découverte par Marx; préf. de 1885). L'illustre, dans ce dernier ouvrage en particulier, le constat que la prépondérance de l'armée est « l'idée napoléonienne essentielle » (18 B, VIII, *in fine*), auquel il faut relier l'éloge de la mesure de suppression de l'armée permanente prise par la Commune (GCF, *Adresse*, III, début). « La classe possédante », en l'occurrence, n'utilisa-t-elle pas l'Etat « comme l'engin de guerre national du Capital contre le Travail » *(ibid.)* ? Aussi bien *La guerre civile en France* permet-elle d'assurer plusieurs propositions théorico-politiques. La première confirme, une nouvelle fois, l'extension de la terminologie polémologique à la lutte de classes (affrontement, assaut, victoire/défaite, stratégie/tactique, militant/militaire, etc.). La seconde élabore quelques distinctions entre « guerre de défense » (celle de l'Allemagne en 1870) et « guerre dynastique » (celle de la France), étant entendu que la première s'est transformée en « guerre de conquête » (annexion de l'Alsace-Lorraine), susceptible à son tour de devenir une « guerre de races » (contre les Latins et les Slaves coalisés). D'où découle le projet stratégique que le mouvement ouvrier ne parvint pas à mettre en œuvre à l'occasion de la guerre franco-prussienne, celui de l'alliance des ouvriers pour mettre fin à la guerre (1re adresse *in fine*). Marx, en 1848, n'avait-il pas rêvé d'un nouveau soulèvement prolétarien en France, qui déclencherait une guerre européenne, puis mondiale, celle-là provoquant la victoire de la révolution sociale (LCF, I, fin) ?

2 / La IIe Internationale ne réussira pas davantage que son aînée. Non seulement elle ne parviendra pas à empêcher le conflit mondial qui éclate en 1914, mais ce dernier la tuera plus sûrement encore que la Commune n'avait tué l'AIT. « Ce trait caractéristique de la IIe Internationale : un radicalisme verbal qui camouflait une praxis réformiste » — comme dit G. Haupt (L'Internationale et l'union sacrée en août 1914, apud *L'historien*

et le mouvement social, Paris, Maspero, 1980, p. 205) — est-il seul en cause ? Ou l' « impuissance face à la guerre », à laquelle Lénine fait allusion (o., 33, 462) ? Ou l'immaturité des conditions objectives et le poids des idéologies patriotiques ? Le jugement d'Engels, s'adressant à Bebel, le 22 décembre 1882, n'en est que plus prophétique : « je tiendrais une guerre européenne pour un malheur; ce serait cette fois terriblement sérieux; le chauvinisme serait déchaîné pour des années, car chaque peuple lutterait pour son existence. Tout le travail des révolutionnaires en Russie, qui sont à la veille d'une victoire, serait rendu vain, anéanti, notre parti en Allemagne serait, dans l'immédiat, submergé par le flot du chauvinisme et détruit; il en serait tout à fait de même pour la France » (MEW, 35, 416; cit. par G. Haupt, ouvr. cité, p. 211). Guerre et révolution : l'avènement de l'impérialisme a rendu patente la contradiction. Car le temps du capitalisme triomphant n'est plus, qu'il s'agisse des révolutions anglaise ou française qui « n'étaient pas la victoire d'une classe déterminée de la société sur l'ancien système politique, mais la proclamation d'un système politique pour la nouvelle société européenne » (KM, NGRh, n° 169, 15 déc. 1848); ou qu'il s'agisse même de la guerre des « énergiques Yankees » contre les « Mexicains paresseux » pour leur arracher « la splendide Californie », dont ils ne savaient que faire (FE, *ibid.*, n° 222, 15 févr. 1849). Bien avant Lénine (cf. o., 21, 319-320), Rosa Luxemburg avait montré que les conflits avaient perdu tout caractère progressiste, que la guerre n'était plus « un auxiliaire indispensable du développement » et que le nouveau militarisme ne servait plus que des intérêts capitalistes en lutte les uns contre les autres (*Réforme sociale ou révolution ?*, IV, Paris, Maspero, 1969, p. 41). C'est pourquoi Jaurès lui-même, au Congrès extraordinaire du Parti socialiste, qui se réunit en juillet 1914, en appelle à la « grève générale ouvrière » contre la guerre. Mais c'est à Lénine, même si la question est chez lui plus compliquée qu'il ne paraît (cf. G. Haupt, Guerre et révolution chez Lénine, *ibid.*, 237 et s.), qu'il appartenait et d'exposer avec le plus de clarté les nouveaux aspects de la situation et d'en tirer les conséquences pratiques puisque seule la Russie parviendra à provoquer la mutation de la « guerre impérialiste » en « guerre civile » et, infirmant en ce point l'anticipation d'Engels, en révolution prolétarienne. La brochure, *Le socialisme et la guerre*, éditée par le *Social-démocrate*, à l'automne 1915, en offre le tableau le plus complet. Lénine y rappelle que la guerre est un phénomène qui durera aussi longtemps que les classes et qui ne peut jamais être traité en soi, c'est-à-dire en dehors du « moment » historique de son apparition. Cette thèse suffit à réfuter à la fois le pacifisme (o., 21, 309, 327, 339-340), l'anarchisme et le chauvinisme qui conduit, ainsi qu'on le voit par les exemples de Plekhanov et de Kautsky, à la « renonciation à la lutte de classes pendant la guerre » (317, 319). Elle permet, d'autre part, de faire la distinction entre guerres *justes* et guerres *injustes*, les premières prenant, en tant que guerres de libération face à l'impérialisme, tantôt la forme de guerres *civiles* (de classes opprimées), tantôt la forme de guerres *défensives* (de nations ou de peuples opprimés). Les devoirs des socialistes sont donc explicites : dénoncer, dans l'opportunisme, « l'expression de la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier » (320); souhaiter, en cas de guerre, la défaite de leur propre gouvernement; assurer contre lui la conduite de la guerre civile (326); défendre de façon intransigeante le

droit des nations à disposer d'elles-mêmes (327-328). L'appel toutefois du Congrès de Bâle (1912) n'a pas été entendu. Les conférences de Zimmerwald, puis de Kienthal, assurant que « la défense de la patrie n'est pas l'affaire des socialistes » (cf. o., 23, 134), passeront, en plein conflit, quasiment inaperçues. La naissance de l'Internationale communiste enregistrera la « faillite de la IIe Internationale », et, avec elle, la fin des illusions.

3 / L'histoire postérieure, dont on ne signalera que quelques traits, montre à quel point le mouvement ouvrier international a été tributaire des conflits armés et leur victime bien plus souvent que leur bénéficiaire. La révolution de 1917 n'a pas fait école, à quelques brèves et malheureuses expériences près (Allemagne, Hongrie), en ce sens que son mouvement s'est davantage propagé grâce à l'Armée Rouge plutôt qu'à l'initiative propre des masses concernées (création des démocraties populaires). L'impérialisme a continué à porter en lui la guerre, mais, s'il est vrai que, depuis la seconde guerre mondiale, aucun autre conflit du même type ne s'est produit, là encore, le mérite en revient moins, semble-t-il, à la vigilance des peuples et à l'existence d'un *camp* socialiste qu'au danger que les armes nucléaires font, cette fois, courir à l'humanité entière (équilibre dit de la terreur). La coexistence pacifique, dont Lénine annonçait qu'elle substituerait la « guerre économique » à la « guerre des armes et des tanks » et amènerait la victoire du communisme (o., 31, 477), s'est vue contrainte, dès 1945, de faire bon ménage avec la *guerre froide*. Laquelle, si elle a de justesse, en 1962 (la question des fusées de Cuba), évité un affrontement planétaire, s'est accompagnée de la « course aux armements » entre les deux « super-puissances », de la constitution de « blocs militaires » (Pactes de l'OTAN et de Varsovie notamment), et de l'appui, point uniquement balistique, à chaque conflit « localisé ».

Sans doute peut-on faire valoir que, dans un tel contexte, la *tendance* dominante a été celle des forces progressistes, puisque *luttes de libération* et *guerres d'indépendance* ont globalement porté atteinte aux positions de l'impérialisme et réduit son influence traditionnelle. L'expérience, à cet égard, du mouvement révolutionnaire, qui s'était déjà enrichie des innovations tactiques de la première Armée Rouge, sous la direction de Trotski, des combats de partisans anti-fascistes (Tito), va connaître de nouveaux développements en fonction des pratiques de la guerre *révolutionnaire* du peuple (Mao, Giap) et de la *guérilla* — la valeur des « barricades » parisiennes de 1968 n'ayant été que symbolique.

A. Gramsci, de son côté, poursuivait la transposition des stratégies du plan militaire au domaine des luttes de classes. Il allait, dans le cadre d'une réflexion de plus en plus approfondie sur le destin de la révolution en Occident, proposer un couple conceptuel original avec la *guerre de mouvement* et la *guerre de position*. Le mot d'ordre de *front unique* n'était, selon lui, rien d'autre que la transformation de la guerre de mouvement, victorieuse en Russie, en guerre de position, seule capable de l'emporter en Occident, c'est-à-dire dans des conditions historiques différentes.

Aux lieu et place enfin du pacifisme idéaliste de certains milieux socialistes à la veille de la « Grande guerre » et du pacifisme hypocrite de la SDN, la lutte pour la paix devient une préoccupation et une activité centrales du mouvement ouvrier international.

Ce tableau, pas plus que le précédent, n'est exempt d'ombres. Elles

ne sont pas seulement imputables à la force des nationalismes anciens ou récents, ni à la résistance de certaines illusions sur la « der des der », le mouvement de masses ou le rôle de l'armée (Rosa Luxemburg écrivait, en 1918, « la guerre a rendu inutilisable pour la répression du prolétariat son *ultima ratio*, l'armée, devenue elle-même révolutionnaire »; *Œuvres*, II, Paris, Maspero, 1969, p. 99), non plus qu'aux errements de l'IC, ou de tel ou tel de ses « détachements ». L'évolution du rapport des forces dans le monde a déjoué les prévisions les mieux assurées et créé des situations entièrement inédites. Ici, à l'échelle internationale, les intérêts stratégiques et les nouveaux partages d'influence entre « Grands » ont fait bon marché des mouvements révolutionnaires nationaux, avant (l'Espagne) comme après (la Grèce) Yalta (1945). Là, des PC ont dû subir le choc des dernières guerres *coloniales* (Algérie) et des contradictions qu'elles importaient dans leur politique. Au sein du camp socialiste, l'intervention militaire des pays du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie (1968 : « Printemps de Prague ») se donne une justification théorique dans les notions de « souveraineté limitée » et de « normalisation ». Depuis la fin des années 1950, ce qu'il est convenu de nommer « la controverse sino-soviétique » a profondément et durablement divisé le mouvement communiste international et encore accru les risques d'affrontements armés. « Deux lignes différentes dans la question de la guerre et de la paix », selon le titre d'une brochure chinoise de 1963, en sont venues à s'opposer : d'un côté, le réalisme révisionniste qui voit dans la coexistence pacifique le difficile maintien d'équilibres à la fois militaires, économiques et politiques; de l'autre, le volontarisme aventuriste, aux yeux duquel l'impérialisme et les bombes atomiques, comme hier Hitler, ne sont que « tigres de papier ». La récente apparition enfin de *guerres socialistes*, autrement dit de conflits armés entre pays se réclamant également du socialisme (Chine-Vietnam, Vietnam-Cambodge), ne vient pas seulement apporter un cruel démenti à la thèse générale affirmant le caractère non inéluctable des guerres, elle contraint, au centre de la crise actuelle, à poser la question : le socialisme est-ce la paix ?

• BIBLIOGRAPHIE. — W. ABENDROTH, *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, Paris, Maspero, 1967; L. ARAGON, *Les cloches de Bâle*; R. ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962; CLAUSEWITZ, De la guerre, apud *Œuvres*, 10 vol., Berlin, 1832-1837; trad. franç., Paris, Ed. de Minuit, 1950 (sur Clausewitz : KM/FE : L. du 19 juin 1851 à Weydemeyer, du 12 avr. 1853 au même, du 31 oct. 1857, du 7 janv. 1858, du 5 mai 1862; Lén., O., 21, 222-223; 314; 24, 408-409, 412; 27, 347; 42, 338; MAO, *Ecrits militaires*, Ed. de Pékin, 1964, p. 259; R. ARON, *Penser la guerre, Clausewitz*, Paris, Gallimard, 2 vol., 1970); A. FONTAINE, *Histoire de la guerre froide*, Paris, 2 vol., 1966-1967; A. GEISMAR, S. JULY, E. MORANE, *Vers la guerre civile*, Paris, Ed. et Publications premières, 1969; V. N. GIAP, *Guerre du peuple, armée du peuple*, Paris, Maspero, 1966; ID., *Guerre de libération*, Paris, ES, 1967; A. GLUCKSMANN, *Le discours de la guerre*, Paris, L'Herne, 1967, rééd. UGE; A. GRAMSCI : voir P. ANDERSON, *Sur Gramsci*, Paris, Maspero, 1978, p. 106 et s., et Ch. BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci et l'Etat*, Paris, Fayard, 1975, p. 219 et s.; G. HAUPT, *Le Congrès manqué*, Paris, Maspero, 1965; E. KARDELJ, *Socijalizam i rat*, Belgrade, Kultura, 1960 (trad. abrégée, *Socialism and War*, Belgrade, STP, 1979); A. KRIEGEL et J. J. BECKER, *1914, le mouvement ouvrier français et la guerre*, Paris, A. Colin, 1964; LÉNINE, L. ouverte à B. Souvarine, déc. 1916, O., 23, 215 et s.; ID., *Le Cahier bleu*, G. Labica éd., Complexe, Bruxelles, 1977; LIN BIAO, *Vive la victorieuse guerre du peuple*, Ed. de Pékin, 1966; MACHIAVEL, L'art de la guerre, apud *Œuvres complètes*, La Pléiade, Paris, Gallimard, 1952, p. 723 et s. ; MAO ZEDONG et PCC, *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Pékin, 1965; ID., *Œuvres choisies*, t. IV, Pékin, 1962,

p. 98 et s.; KM/FE, *Escritos sobre España*, Barcelona, Planeta, 1978; *Po und Rhein* (FE), MEW, 13 (et KM, L. du 3 mars 1960); *Über den Krieg* (FE), MEW, 17; M. PLON, *La théorie des jeux, une politique imaginaire*, Paris, Maspero, 1976; A. ROSMER, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre*, t. I : *De l'Union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Libr. du Travail, 1936; t. II : *De Zimmerwald à la Révolution russe*, Paris, Mouton, 1959; Eug. SOMAINI, La guerre socialiste. Punti per un'analisi, apud *Problemi della transizione*, 6/1981, Bologna, p. 144-162; STALINE, *Histoire du PC(b) de l'URSS*, Moscou, 1949, chap. VI, 3; ID., *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, ES, 1953; TROTSKI, *Ecrits militaires*, Paris, 1968.

▶ CORRÉLATS. — Antimilitarisme, Bakouninisme, Barricades, Blanquisme, Bonapartisme, Coexistence pacifique, Dictature du prolétariat, Exterminisme, Front, Gramscisme, Guérilla, Guerre du peuple, Insurrection, Internationales, Lutte de classes, Pacifique (voie), Terrorisme, Violence.

G. L.

Guerre du peuple

Al : *Volkskrieg*. — An : *People's war*. — R : *Narodnaja vojna*.

La véritable pensée militaire du marxisme ne découle pas de la rhétorique un peu sèche et mécaniste du *Rôle de la violence dans l'histoire* qui l'a nourrie à l'excès mais des écrits conjoncturels de Marx et surtout de son ami Engels.

La combinaison des concepts produits « à l'état pratique » (L. Althusser) à partir des analyses politiques des *guerres de classe (Klassenkämpfe)* et des *guerres de libération nationale (Befreiungskämpfe* ou *Nationalkriege)* du XIXe siècle ont servi de point de départ à une nouvelle approche des nouvelles formes de guerre dans le cadre des luttes de classes nées de la révolution industrielle.

Ainsi, F. Engels fut assurément le premier théoricien communiste à percevoir la genèse de la *guerre populaire moderne* dans les campagnes révolutionnaires de 1792 à 1795 menées sous l'impulsion de la Convention contre les armées européennes, — et leur « contrefaçon de 1848-1849 à travers la pitoyable *Reichsverfassungskampagne* allemande et l'anachronique « guerre italienne »; la *forme mixte, combinée* entre la guerre de libération nationale et la révolution démocratique bourgeoise dans la magnifique résistance hongroise conduite par Kossuth; le caractère ardu, complexe et... immature des premières « guerres de classes » opposant le prolétariat armé à l'Etat bourgeois dans la tragédie des *Junitage*.

Dans la série d'articles consacrés à *La révolution d'Espagne* et destinés au journal américain *New York Tribune*, Marx découvre les vertus d'une formation sociale de type « asiatique » et des structures socio-politiques qui la soutiennent dans la résistance espagnole à la guerre de conquête napoléonienne *(Eroberungskrieg)*. Pour Marx, l'erreur d'appréciation stratégique des Maréchaux d'Empire réside dans leur totale « méprise » sur la nature socio-politique de l'Espagne, leur confusion entre un Etat monarchique « étranger » inconsistant et discrédité et une société civile portée, à cause même des particularismes régionaux persistants, par des structures décentralisées (Municipalités) vivant en marge de l'Etat. Marx y soutient la thèse selon laquelle c'est cette rupture de fait sinon de droit entre la capitale et les provinces qui explique, outre les vertus patriotiques et guerrières du peuple espagnol, la possibilité d'une guérilla prolongée menée à l'échelle du pays face à une armée d'invasion infiniment plus puissante. Mais il y

voit apparaître également ses propres limites : à court terme, dans son incapacité de dépasser le stade de la guérilla pour parvenir à la guerre de mouvement faute d'un commandement unique, c'est-à-dire de l'Etat jacobin; à long terme, le risque de déboucher, en l'absence d'une classe révolutionnaire hégémonique, sur une dictature de type militaire *(pronunciamento)*.

A ces « brèches » largement ouvertes par Marx et Engels grâce à l'analyse concrète des événements en rapport avec la lutte qu'ils menaient au nom du prolétariat allemand et européen de leur temps sont venues se greffer d'autres leçons tirées de la guerre civile russe (Frounzé, Trotski) et surtout de la « Longue Marche » chinoise (Mao, Chu Teh et Lin Biao) : l'accent « marxiste-asiatique » sur l' « alliance indestructible » entre la paysannerie et le prolétariat urbain, la stratégie du Front national uni placé sous la direction hégémonique du Parti communiste, la version luxemburgiste-léniniste de la nature universelle de l'impérialisme, de la solidarité organique entre les mouvements de libération et la révolution socialiste et de la nature de « base révolutionnaire » de l'URSS (jusqu'à la rupture sino-soviétique de 1956).

Tout comme en Chine, la pensée militaire vietnamienne semble avoir intériorisé les effets du *communisme de guerre* qui a, peu à peu, investi le marxisme des sociétés périphériques dominées directement ou indirectement par l'impérialisme (Vo Nguyên-Giap, Lê Duân, Truong Chinh). Il en résulte un double déplacement problématique : à la stratégie des « guerres de position » qui, selon A. Gramsci, caractérisent la lutte de classe dans les sociétés industrielles avancées se substituent les guerres de mouvement et la guérilla qui représentent la trame des conflits entre « les plus forts » (les forces impérialistes) et « les plus faibles » (les forces progressistes du Tiers Monde); la place du prolétariat constitué en classe distincte, concentré dans les grands centres urbains et placé au poste de commandement dans les sphères d'hégémonie (production, culture, politique) face à l'Etat bourgeois est occupée par des milliers et des millions de petits paysans (ou fermiers) peu instruits, vivant en vase clos (la commune rurale), disséminés à travers tout le pays.

Aux affrontements entre deux formations de combat de type classique disposant d'un potentiel industriel et humain comparable se substituent des *guerres inégales dissymétriques* opposant la puissance industrielle — dont la dynamique de la victoire repose sur la capacité de détruire *rapidement* l'armée ennemie *(Blitzkrieg)* ou la contraindre à déposer les armes — à une armée faible dont la survie réside dans la durée (renaissance des guerres populaires prolongées). C'est en ce sens que Vo Nguyên-Giap définit *la guerre révolutionnaire de longue durée* comme le passage *continu, progressif, linéaire* de la guerre de guérilla à la guerre de mouvement en passant par une étape intermédiaire : la guerre de position (*Les trois formes de combat de la guerre du peuple*, apud *Guerre du peuple, Armée du Peuple*). Il s'agit là d'une version vietnamienne de la thèse maoïste du *rôle stratégique de la guérilla dans la guerre du peuple (De la guerre révolutionnaire)*.

Outre le fait que la *durée* seule permet au pays faible de « modifier le rapport de forces » (Mao), le caractère total, multiforme de la lutte (économique, culturelle, politique), la nature imprévisible (l'absence de front défini, dissymétrie — inversée — dans la connaissance des mouvements ennemis) de la guerre du peuple détruit l'homogénéité et l'unicité

de la pratique militaire classique, réduite à la simple dimension « technico-militaire » (A. Gramsci), l'obligeant soit à abandonner le terrain, soit à transformer la nature de la guerre elle-même. Ainsi, au Vietnam, l'intervention armée arméricaine sous ses variantes successives — « guerre spéciale », « escalade » et guerre aéronavale contre le Nord, etc. — se transforme sous l'effet de la guerre du peuple, en *guerre civile contre-révolutionnaire* (« vietnamisation ») avec ou sans intervention directe de l'armée US.

Mais avant même la découverte par le général allemand von Clausewitz des vertus de la guerre dite défensive sur la guerre d'attaque (d'agression), les dirigeants vietnamiens avaient déjà assimilé les avantages stratégiques de la guerre du peuple du passé : guerre de longue durée (l'art militaire consiste, disait le vainqueur des trois invasions mongoles, Trân Quôc-Tuân, à « combattre le long avec le court »); ou encore : dans la guerre du peuple, l'armée et la population sont « comme le fils et le père d'une même famille »), lutte de guérilla prenant peu à peu les proportions élargies d'une guerre de mouvement cherchant, en dernière instance, moins à « mettre à genoux » l'adversaire qu'à le contraindre à négocier, telles sont aussi les leçons d'une expérience historique riche de « guerres du peuple » toujours vivante dans la mémoire collective, nourrie moins de Marx et d'Engels que des noms comme Ly thuong-Kiêt (XIe s.), Trân Quôc-Tuân (XIIIe), Nguyên Trai (XVe), Quang Trung (XVIIIe), etc.

L'art de concilier l'impératif militaire *(Ziel)* et la fin politique *(Zweck)* dans la conduite de la guerre ou l'unité de fusion entre le « moment militaire (et technico-militaire) » et le « moment politique »... représente, enfin, le point de rencontre entre un héritage culturel légué par la tradition et le *conjoncturalisme révolutionnaire* forgé par les marxistes vietnamiens. Il s'agit d'une notion philosophique déjà présente dans les écrits néo-confucéens de la fin du XIXe siècle mais reprise et remise en vigueur dans le cadre des luttes anti-impérialistes par Ho chi-Minh et ses disciples (Giap, Truong Chinh, Le Duan). Cette notion de *Thoi co thuân loi* ou *Thoi co* (moment favorable) renvoie, dans la terminologie marxiste vietnamienne, à la catégorie léniniste de l' « analyse concrète de la situation concrète ». Elle y prend une double connotation de concept théorique (inscrit dans la dialectique du concret) et de méthode d'analyse de l'histoire présente; elle constitue, comme l'avait montré A. Gramsci *(De la méthodologie historique)*, le point de fusion entre une vision du monde et sa réalisation effective.

Sans cette analyse de la *conjoncture politique*, la théorie reste « lettre morte » (Lénine). Privée de son contrôle et de sa critique, l'action — même dirigée par le « parti révolutionnaire » — sombre dans l'opportunisme. Moment ultime du travail théorique, l'analyse conjoncturelle « médiatise » dans cette phase de réflexion toutes les données d'une situation en termes concrets par la mise en place d'une méthode d'analyse fondée sur la dialectique des « forces sociales » dans leur complexité, leur matérialité... sans exclure pour autant la part des hommes, leur désir, leur obsession, leur sensibilité, c'est-à-dire leur subjectivité : ainsi se résume et *se complète* la théorie gramscienne des *trois moments* de la méthodologie historique (économique, politique et militaire). Le « moment favorable » n'est rien d'autre que la synthèse des contradictions multiples en interaction les

unes avec les autres et la saisie de leur « pertinence » en vue du choix stratégique du moment de l'engagement.

Dans la pratique militaire proprement dite, il commande le « saut qualitatif » d'une situation politico-militaire à une autre, notamment la détermination du passage de la *guerre défensive* (qui correspond à l'état d'équilibre des forces) à la contre-offensive généralisée *(Tông phan công)* et à l'insurrection généralisée *(Tông khoi nghia)*.

Ce qu'il convient d'ajouter, pour éviter toute confusion entre les écrits marxistes vietnamiens et la phraséologie marxisante des années 60 (en France surtout), c'est cette absence de prétention métaphysique et universalisante qui caractérise les « discours de guerre » des Vietnamiens. Ils constituent le simple « témoignage » vivant des luttes d'un peuple, d'un pays et d'une époque. Et aussi, à leur manière, leur apport spécifique au processus d'élargissement et d'approfondissement du marxisme contemporain.

Produit de l'histoire, le conjoncturalisme révolutionnaire ne s'apparente ni à un corpus de recettes ou de « techniques » du parfait « guérillero », ni à une théorie « scientifique » au sens classique. Le principal mérite de Vo Nguyên-Giap et de ses émules (Van Tiên-Dung, Trân Van-Tra, Nguyên Chi-Thanh...) réside dans le fait d'avoir rappelé constamment que les « conditions de victoire n'ont rien à voir avec la certitude d'une prévision, (que) l'essentiel — du point de vue pratique — est la tactique, le quotidien, la continuité du travail » (P. Raymond, *La résistible fatalité de l'histoire*, Paris, 1982), que l'homme, l' « individu » libéré des chaînes de l'exploitation et son héroïsme, individuel ou collectif, restent en dernière instance le facteur décisif de la guerre et de la paix.

Il en est de même de la théorie guévariste du *foco* qui, tout en réfléchissant sur les conditions objectives et subjectives de la lutte armée en Amérique latine, apporte un autre éclairage sur les guerres révolutionnaires dans le monde contemporain. En assignant à la guérilla une double fonction: politico-idéologique (provoquer la prise de conscience révolutionnaire au lieu d'en attendre une hypothétique maturation) et politico-militaire (former le futur noyau dirigeant à partir de l'alliance dans le combat des paysans, ouvriers et intellectuels), Guevara soutient des thèses assez proches de l'historicisme critique des années 20 (Gramsci, Lukács, Korsch, R. Luxemburg). A condition, toutefois, d'être relues à un double éclairage conjoncturel : refus du *statu quo* imposé par les marxismes d'Etat (URSS, Chine); défense d'un front de solidarité « tricontinentale » en s'appuyant sur les « noyaux durs » en lutte (Vietnam, Cuba). Dépassant les intuitions tiers-mondistes de F. Fanon *(Les damnés de la terre)*, la pensée du « Che » continue d'exercer une influence diffuse sur les mouvements de libération nationale de l'Afrique et de l'Amérique latine et sur des hommes tels que A. Cabral (*Pratique révolutionnaire. L'arme de la théorie*, Paris, 1968).

• BIBLIOGRAPHIE. — G. BOUDAREL, Essai sur la pensée militaire vietnamienne, in *Homme et Société*, 1968; F. ENGELS, *La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, Paris, 1952; F. FANON, *L'an V de l'indépendance. Sociologie d'une Révolution*, 1959; C. GUÉVARA, *Créer deux, trois... de nombreux Vietnam, voilà le mot d'ordre*, Paris, 1967; HO CHI-MINH *et al.*, *Ban vé chiên tranh nhân dân và luc luong vu trang nhân dân (A propos de la guerre du peuple et de l'armée du peuple)*, Hanoi, 1966; M. LACHERAF, *L'Algérie, nation et société*, Paris, 1965; MAO ZE-DONG, *Les problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire*, in *Œuvres choisies*, Paris, vol. I,

1967; K. MARX, *Œuvres politiques*, Costes-Molitor, vol. VIII, 1931; revue *Quân Dôi nhân dân*, Hanoi, les articles des généraux VO NGUYÊN-GIAP, NGUYEN CHI-THANH, VAN TIEN-DUNG, HAANG VAN-THAI, N. V.-VINH...; TRINH VAN THAO, Et ils prirent Saigon, in *Polit. auj.*, 1980; TRUONG CHINH, *La résistance vaincra*, Hanoi, 1960; V. N.-GIAP, *Guerre du peuple contre guerre aéro-navale US*, Hanoi, 1975; ID., *Nhung chang duong lich su (Les jalons de l'histoire)*, 1977; ID. *et al.*, *Echec à l'agression américaine*, HN, 1967.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Analyse, Bonapartisme, Castrisme, Conjoncture, Contre-révolution, Formation économique et sociale, Front, Gramscisme, Guérilla, Guerre, Impérialisme, Luttes des classes, Maoïsme, Mode de production asiatique, Paysannerie, Révolution, Stratégie/Tactique, Violence.

T. V. T.

Guesdisme

Al : *Guesdismus*. — An : *Guesdism*. — R : *Gedizm*.

Jules Guesde (1845-1922) appartient à cette génération de jeunes intellectuels qui ont connu l'exil sans avoir pourtant directement participé à la Commune. Il se lie, à son retour en France (1876), avec le mouvement étudiant révolutionnaire renaissant et découvre par son intermédiaire le socialisme marxiste.

Les guesdistes (l'appellation s'impose bientôt) remportent une première et décisive victoire au Congrès ouvrier de Marseille (1879) où les thèses collectivistes triomphent du mutuellisme jusqu'alors dominant. Ils s'attachent dès lors à construire une organisation capable de réunir la classe ouvrière autour de cette idéologie nouvelle. Cette organisation qui naît officiellement au Congrès du Havre (1880) acquiert à partir de 1882 des caractères durables qui font effectivement d'elle ce pour quoi elle se donne : un parti de type nouveau. Parti de classe de par ses objectifs (définis par le programme de 1880 dont Marx rédige les considérants) et sa composition sociale (il compte en ses rangs jusqu'à 60 % de travailleurs industriels), le Parti ouvrier français (POF) se réclame du marxisme et de la révolution. Structuré, hiérarchisé, discipliné, il possède une assise véritablement nationale et noue des rapports internationaux avec les autres partis socialistes d'Europe. Toutes choses qui le distinguent des organisations qui lui préexistaient.

Les guesdistes qui sont soucieux de s'implanter dans la classe ouvrière créent en 1886 la Fédération nationale des Syndicats qui permet au syndicalisme de sortir du cadre corporatif dans lequel il était enfermé et font preuve de leur capacité à diriger les luttes de masse lors des 1er mai 1890 et 1891 dont ils sont au reste les initiateurs. Affirmant la primauté de la lutte politique sur l'action syndicale, ils entendent toutefois subordonner les syndicats au Parti (ce qui leur vaut de perdre en 1894 le contrôle de la fédération) et se veulent avant tout les « instructeurs et recruteurs » d'un socialisme révolutionnaire qu'ils popularisent en diffusant le marxisme dans la classe ouvrière.

Le marxisme ? Un marxisme plutôt. Dépendant des traductions existantes, fortement imprégné de lassallisme, il accorde à l'économie politique et au matérialisme plus d'importance qu'à la philosophie et à la dialectique et s'apparente davantage à un déterminisme économique qu'au matérialisme historique. Economisme a-t-on dit. Indéniablement. A la condition toutefois de se souvenir que le marxisme vulgarisé par les

guesdistes permet à un mouvement ouvrier marqué par l'empirisme, le mutuellisme, l'anarchisme et le jacobinisme de se pénétrer de quelques-uns des maîtres-thèmes du marxisme : l'importance de la théorie et de l'économie, les mécanismes fondamentaux de l'exploitation capitaliste, la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée des moyens de la production à laquelle la collectivisation peut seule mettre un terme, le caractère de classe de l'Etat, l'importance de la lutte de classe, l'internationalisme enfin. Messianisme dit-on encore. Les guesdistes qui croient la révolution fatale (puisque découlant d'une absolue nécessité économique) tendent, il est vrai, à réduire la politique à une pédagogie qui n'est que le contrepoint de leur économisme. Du moins ouvrent-ils la perspective enthousiaste d'une révolution prochaine à un mouvement ouvrier découragé par l'écrasement de la Commune et l'aident-ils par là même à se redresser. Schématisme, dogmatisme dit-on enfin. A l'exception de Paul Lafargue, les guesdistes sont incontestablement des pédagogues du marxisme plus que des intellectuels marxistes. Animés par un objectif prioritairement politique, ils cherchent moins à diffuser la pensée de Marx qu'à en utiliser la capacité mobilisatrice pour construire une organisation ouvrière d'un type nouveau. Ce à quoi ils parviennent. S'attachant davantage aux conclusions de Marx et Engels qu'à leur démarche théorique, ils se montrent toutefois incapables de produire « l'analyse concrète de la situation concrète » française et révèlent bientôt leurs limites.

Ils réduisent la formation sociale au seul mode de production (au risque d'occulter les superstructures, l'Etat, les classes moyennes), développent une approche peu dialectique des rapports réforme/révolution, patriotisme/internationalisme... et oscillent, dès lors, d'un sectarisme radical à un opportunisme qui l'est tout autant. Avant 1893, les guesdistes, qui ne sont encore qu'une petite secte, érigent ainsi leur impatience révolutionnaire en dogme. Ils croient la révolution imminente, récusent les réformes au nom de « la loi d'airain des salaires », déclarent le suffrage universel et les libertés républicaines illusoires, réduisent l'Etat à un « conseil d'administration des intérêts capitalistes » et affirment leur nihilisme national. Analyses unilatérales qui conduisent nombre d'entre eux et non des moindres à se fourvoyer dans l'aventure boulangiste. L'essor économique des années 90 qui rend illusoire la perspective d'un effondrement rapide du capitalisme et les succès électoraux qu'ils remportent entre 1892 et 1894 les engagent au contraire dans la voie du réformisme. Plaçant désormais tous leurs espoirs dans la conquête parlementaire du pouvoir (au point de ne plus faire de la perspective révolutionnaire qu'une référence verbale), ils tentent d'en avancer le cours en multipliant les compromissions (défense de la paysannerie propriétaire, adoption d'un langage républicain et nationaliste qu'ils justifient par la mission révolutionnaire de la France dans le monde... et dans les colonies et qui porte en lui les germes d'un ralliement futur à l'union sacrée). Leur opportunisme grandissant leur interdit de comprendre cet ébranlement profond du corps social qu'est l'Affaire Dreyfus et les condamne à la perte durable de l'initiative politique. Renonçant à politiser le dreyfusisme et se réfugiant dans la neutralité, ils laissent en effet la voie libre à cette tentative révisionniste sans précédent qu'est le millerandisme. La poussée du syndicalisme révolutionnaire qui se produit en réaction contre le réformisme grandissant matérialise leur échec à s'imposer comme avant-garde de la classe

ouvrière. Le redressement théorique brutal qu'ils opèrent pour tenter de reprendre pied les ramène à des positions plus fermes sans pour autant leur permettre de reconquérir l'initiative : ils apportent à la SFIO (1905) leurs qualités d'organisateurs, de pédagogues, leur appareil et leurs militants, mais s'avèrent incapables de produire une analyse efficiente des problèmes nouveaux posés par le développement de l'impérialisme et abandonnent dès lors à Jaurès la direction idéologique du nouveau parti.

Le guesdisme n'en demeure pas moins l'école socialiste qui a le plus enrichi le mouvement ouvrier français de l'après-Commune en introduisant et en propageant le marxisme en France et en créant le premier parti indépendant de la classe ouvrière. La SFIO, qui conserve, après la scission de Tours, la plupart des cadres guesdistes, et le PCF, qui pérennise, dans les années 20 notamment, nombre des démarches guesdistes, se réclament l'un et l'autre d'un héritage sans lequel ils ne sauraient se comprendre.

• BIBLIOGRAPHIE. — F. ENGELS, P. et L. LAFARGUE, *Correspondances*, Paris, ES, 3 vol., 1956, 1959; J. GUESDE, *Textes choisis (1867-1882)*, Paris, 1959; J. GUESDE, P. LAFARGUE..., *La naissance du Parti ouvrier français*, Paris, 1981; D. LINDENBERG, *Le marxisme introuvable*, Paris, 1975; M. REBERIOUX, Le socialisme français de 1871 à 1914, in *Histoire générale du socialisme*, Paris, 1974; C. WILLARD, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905). Les guesdistes*, Paris, 1966.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisation, Collectivisme, Jauressisme, Lassallisme, Marxisme, Millerandisme, Mutuellisme, Syndicat.

D. T.

H

Hégélianisme

Al : *Hegelianismus.* — An : *Hegelianism.* — R : *Gegel'janstvo.*

La définition la plus significative de l' « hégélianisme » se trouve au début de *L'idéologie allemande.* Marx analyse le processus de décomposition du système hégélien, par lequel « les divers éléments du *caput mortuum* » de l'Esprit absolu « formèrent de nouvelles combinaisons et constituèrent de nouvelles substances ».

« Les Vieux-Hégéliens avaient *compris* toute chose dès l'instant qu'ils l'avaient ramenée à une catégorie de la logique hégélienne. Les Jeunes-Hégéliens *critiquèrent* tout en substituant à chaque chose des représentations religieuses ou en la proclamant théologique. Jeunes- et Vieux-Hégéliens sont d'accord pour croire, dans le monde existant, au règne de la religion, des concepts et de l'universel. La seule différence est que les uns combattent, comme une usurpation, cette domination que les autres célèbrent comme légitime » (*op. cit.*, Paris, ES, 1968, p. 44).

Pour les Jeunes-Hégéliens comme pour les Vieux-Hégéliens, les « chaînes » ou les « liens » réels de la société humaine, ce sont les « représentations, les idées, les concepts ». Aussi s'il y a critique des Jeunes-Hégéliens, celle-ci ne vise qu'à transformer la conscience soit, écrit Marx, « à changer d'interprétation et à accepter ce qui existe au moyen d'une interprétation différente ».

En fait, plus que *L'idéologie allemande*, le *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* de Engels (1856) a été l'œuvre de base à partir de laquelle la tradition marxiste, et en particulier Lénine, a défini l'hégélianisme par la distinction et même l'opposition entre le contenu dogmatique, donc conservateur, du *système* de Hegel et la *méthode dialectique* révolutionnaire. Entre 1830 et 1840 la scission s'était produite à l'intérieur de l'école hégélienne, dans les domaines pratiques de la religion et de la politique entre les orthodoxes piétistes, les réactionnaires féodaux absolutistes qui mettaient l'accent sur le système et ceux qui visaient la destruction de la religion traditionnelle et de l'Etat existant et qui s'appuyaient sur la dialectique.

Engels cite dans l'opposition les *Annales allemandes* (A. Ruge et Th. Echtermeyer des années 1838-1843), *La Gazette rhénane* (1842), *La Vie de Jésus* (1835) de Strauss, Bruno Bauer, Max Stirner, *L'essence du christianisme*

de Feuerbach, et le « socialiste vrai » Karl Grün, représentant le plus typique du « pathos sentimental écœurant » (LF, I, *in fine*). Engels conclut sur la puissance de la philosophie hégélienne et sur l'impuissance de ce qui est désigné dans *La Sainte Famille* comme la « Critique critique » à en avoir raison.

Lénine qui, dans les *Cahiers philosophiques* de 1895-1916, recopie et annote la *Logique* de Hegel, retient du *Ludwig Feuerbach* de Engels deux thèses :

1) Celle de la dialectique hégélienne comme développement qui semble se reproduire autrement sur une base plus élevée (négation de la négation, développement pour ainsi dire en spirale... une interdépendance et une liaison très étroite indissolubles de tous les aspects de chaque phénomène... O., 38, 209 et s.).

2) La seconde thèse est celle de l'appartenance de Hegel au camp de ceux qui pensent que « notre pensée est en état de connaître le monde réel », camp qui est aussi celui de Marx et de Engels (contre Kant et la chose en soi). « L'immense majorité des philosophes y répondent d'une façon affirmative », dit Engels, qui range dans cette majorité non seulement tous les matérialistes mais encore les idéalistes les plus conséquents, par exemple l'idéaliste absolu Hegel pour qui le monde réel est la réalisation d'une certaine « Idée absolue » existant de toute éternité et pour qui, de plus, l'esprit humain qui connaît correctement le monde réel connaît en Lui et par Lui « l'Idée absolue » (ME, O., 14, 101).

N.B. — L'entrée Hégélianisme, pour ses problématiques (relation de Marx à Hegel ou du marxisme à l'hégélianisme, quant aux thèses, aux concepts, aux questions et à l'histoire) et pour sa bibliographie (cf. Centre de Recherche et de Documentation sur Hegel et Marx, CNRS/Université de Poitiers), renvoie à un ensemble de corrélats qui en forment l'explicitation.

▶ CORRÉLATS. — Absolu-Relatif, Abstrait/Concret, Aliénation, Besoin, Contradiction, Détermination, Dialectique, Général/Particulier, Genre, Historicisme, Historique/Logique, Homme, Idéalisme, Kantisme, Matérialisme dialectique, Matérialisme historique, Philosophie, Prolétariat, Rationnel/Réel, Réification, Religion, Renversement, Représentation, Science, Spéculation, Système, Totalité.

S. M.-J.

Hégémonie

Al : *Hegemonie, Vormacht.* — An : *Hegemony.* — R : *Gegemonija.*

Développant dans les *Cahiers de prison* les nouvelles dimensions théoriques et stratégiques de l'hégémonie, Gramsci en attribue l'origine, la pratique et l' « importance philosophique » à Lénine (*Quaderni del carcere*, Einaudi, p. 882, 1235, 1249-1250). Attribution parfaitement légitime, mais non dénuée de paradoxes qui ont donné lieu aux multiples interprétations de l'hégémonie chez Gramsci, tour à tour réduite à une simple variante-enrichissement du « léninisme » ou à une anticipation de la « révolution en Occident » sous forme de « voies nationales au socialisme » (voir le débat italien : *Egemonia e democrazia*, Mondoperaio, 1977; De Giovanni, Gerratana, Paggi : *Egemonia, stato, partito*, Riuniti; Luciano Gruppi : *Il concetto di egemonia in Gramsci*, Riuniti; *Dialectiques : Italie*, nos 18-19...). Certes, la référence à Lénine renvoie à l'expérience turinoise

des conseils des années 20 et aux premières formulations du concept d'hégémonie de 1924-1926. Ainsi celle de *La question méridionale* (1926) par exemple : « Les communistes turinois s'étaient posé concrètement la question de l' « hégémonie du prolétariat », c'est-à-dire de *la base sociale de la dictature du prolétariat* et de l'Etat ouvrier. Le prolétariat peut devenir *classe dirigeante et classe dominante*, dans la mesure où il parvient à créer un système d'alliances de classes qui lui permettent de mobiliser contre le capitalisme et l'Etat bourgeois la majorité de la classe laborieuse » (*La question méridionale*, La Costruzione del Partito comunista, Einaudi, p. 139; traduction française en annexe du livre de Marie Antonietta Macciocchi : *Pour Gramsci*, Seuil).

Base sociale de l'Etat reposant sur le consentement des masses à travers un système d'alliances (ici classe ouvrière - masses paysannes), distinction du prolétariat comme classe dominante (sur les adversaires) et classe dirigeante (par rapport aux classes alliées) : certains traits constitutifs de la réflexion et de la méthode gramsciennes apparaissent. L'hégémonie sera à coup sûr un processus de direction politique et idéologique reposant sur une alliance de classes. Une classe hégémonique doit donc renoncer à ses propres intérêts « corporatistes », « syndicalistes », pour incorporer et articuler à sa propre lutte expansive les revendications, intérêts et valeurs culturelles des classes alliées.

Toutefois, cette première approche de l'hégémonie dans le seul cadre de l'hégémonie *du prolétariat* et de la dictature n'épuise ni l'histoire extrêmement complexe du terme avant et après Lénine, pour ne pas parler de son utilisation léniniste. Qui plus est, elle demeure très en deçà de l'interprétation radicalement nouvelle qu'en donnera Gramsci dans les *Cahiers de prison*, quand il identifiera l'hégémonie à une nouvelle stratégie de la révolution, distincte de celle de 1917, et s'enracinant dans la guerre de position : « La guerre de position en politique est le concept d'hégémonie » (*Quaderni*, cit., p. 973).

1 / Histoire du concept d'hégémonie

Qu'elle n'épuise pas l'histoire du concept d'hégémonie, on peut s'en rendre aisément compte. Car dans la IIe Internationale comme dans la IIIe, le terme était d'un emploi courant. On le trouve sous la plume de Kautsky, Bauer, Lénine, Boukharine, Trotski, Zinoviev ou Staline..., avec pas mal d'ambiguïtés. (Sur la reconstruction du concept d'hégémonie dans son histoire, on se reportera à Christine Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'Etat*, Fayard, IIe partie, et Perry Anderson, *The antinomies of Antonio Gramsci*, *New Left Review*, n° 100, trad. franç., *Sur Gramsci*, Paris, Maspero, 1978.) Alors que Kautsky ou Bauer (*Otto Bauer et la Révolution*, EDI, Textes choisis et présentés par Yvon Bourdet, p. 151, et Karl Kautsky, *Le chemin du pouvoir*, Anthropos, p. 11) semblent l'utiliser comme synonyme de domination-suprématie du prolétariat, par contre dans le cadre de l'IC le concept acquiert des traits nouveaux liant explicitement l'hégémonie du prolétariat à la direction d'une politique d'alliances (avec la paysannerie) dans un « bloc ». A titre d'exemples : Boukharine parle d'hégémonie du prolétariat comme « force dominante et dirigeante du bloc » (ouvrier et paysan) dans l'*Accumulation socialiste*. Dans la polémique contre Trotski, Boukharine comme Staline dénoncent la révolution permanente comme « négation

de l'hégémonie du prolétariat » : rejet du processus d'alliance, etc.

Ces ambiguïtés de vocabulaire tiennent à la notion même d'hégémonie, telle qu'elle a été utilisée par Marx. Ainsi, dans *Le Manifeste du Parti communiste* ce que l'on traduit souvent par hégémonie renvoie au terme allemand *Herrschaft* (domination, suprématie...), associé par Marx et Engels à la conquête du pouvoir politique, à la transformation du prolétariat en classe nationale, en *classe dirigeante (herrschende Klasse)*. Quant à cette suprématie-direction, elle s'identifie à la « conquête de la démocratie » *(die Erkämpfung der Demokratie)* mais son organisation en classe dominante se fera également par des « interventions despotiques » *(despotische Eingriffe)* (MPC, Aubier, 126-127).

Ainsi, entre la direction-domination (force, Etat) et la direction politique au sens large se tissent toute une série de glissements où l'hégémonie peut être plus ou moins autonome par rapport au fait de la domination, au fait étatique.

Or, c'est précisément en Russie dans le cadre des luttes de la social-démocratie russe des années 90 que le terme hégémonie va devenir une sorte de slogan politique. Au cœur du débat : les caractères de la révolution russe future et de *sa direction*. Ainsi, Plekhanov emploie dès 1887 le terme d'hégémonie pour désigner la nécessité d'une lutte spécifique et autonome de la classe ouvrière dans *la direction* du processus révolutionnaire russe. Même utilisation chez Martov ou Axelrad « en vertu de la position historique de notre prolétariat, la social-démocratie peut acquérir l'hégémonie dans la lutte contre l'absolutisme » (cité par P. Anderson, ouvr. cité, p. 15).

Cette fois-ci, l'hégémonie est nettement dissociée de la domination *(gospodstvo)* et n'est aucunement liée à la dictature du prolétariat. C'est du reste en ce sens que Lénine emploie la notion d'hégémonie dans ses écrits de 1900-1903. Ainsi dans *Deux Tactiques* : « Tout libéralisme peut être soutenu par la social-démocratie dans la mesure où il combat effectivement l'autocratie. C'est précisément ce soutien, par le seul démocrate conséquent jusqu'au bout, c'est-à-dire le prolétariat, de tous les démocrates inconséquents, c'est-à-dire bourgeois, qui réalise l'*idée d'hégémonie* » (o., 9, 139; aussi 95, 108).

Dans le cadre de la lutte contre l'économisme (que reprendra Gramsci), l'hégémonie recouvre une direction politique et idéologique de classe qui fait du prolétariat, démocrate conséquent, la force politique dirigeante d'une révolution démocratique-bourgeoise. Toutefois, cette idée de l'hégémonie - direction qui s'est imposée en Russie d'une manière relativement indépendante de la dictature du prolétariat va disparaître dans toute la période d'Octobre. Le terme d'hégémonie ne semble pas associé à celui de la forme d'Etat. Par contre, il réapparaît dans les derniers combats de Lénine et dans le grand débat sur le rôle des syndicats. Lénine distingue clairement l'hégémonie du prolétariat comme celle de la totalité de la classe (en ce sens les syndicats représentent cette classe) et le fait de la domination étatique du prolétariat exercée par son avant-garde (o., 32, 11-13). Distinction qui recoupe l'idée gramscienne d'hégémonie comme « base » de la dictature du prolétariat, comme direction de classes dans un système d'alliances à différencier du seul fait de domination. Idée qui semble s'être imposée dès la mort de Lénine et qui servira de cadre à tous les conflits futurs.

Restait un enjeu fondamental que Gramsci reformulera en prison à partir d'une réflexion sur l'échec du mouvement ouvrier face au fascisme. A savoir : cette direction politique et culturelle, distincte du moment de la force-domination, peut-elle en être séparée ? Ne concerne-t-elle que le prolétariat ou peut-on en faire une catégorie interprétative nouvelle de l'Histoire, de l'Etat et de la bourgeoisie qui modifie structurellement la conception et la praxis du processus de transformation socialiste ?

2 / La reformulation gramscienne de l'hégémonie comme stratégie socialiste

a / L'hégémonie comme concept théorique et analytique. — Première transformation du concept d'hégémonie : son changement d'objet et de perspectives. Alors qu'avant Gramsci l'hégémonie avait toujours été conçue comme « hégémonie du prolétariat », dès les premiers *Cahiers de prison*, Gramsci l'utilise pour réinterpréter la diversité des processus de révolution bourgeoise [hégémonie ratée du Risorgimento et réussie du jacobinisme] et reformuler la question de l'Etat, des rapports complexes entre société civile / Etat. Partant d'un diagnostic très critique sur les erreurs « économistes » du mouvement ouvrier, Gramsci donne à la notion d'hégémonie un tranchant polémique : « En politique, l'erreur vient d'une compréhension inexacte de l'Etat, dans son sens intégral : dictature + hégémonie » (*Quaderni*, ouvr. cit., p. 811 ; et *Gramsci et l'Etat*, ouvr. cité).

Ce sens intégral de l'Etat — cet « élargissement de l'Etat » — comme complexe de superstructures concrètes (« société civile + société politique »), ou comme « hégémonie cuirassée de coercition », modifie considérablement l'approche du pouvoir propre au capitalisme. Dans une distinction métaphorique célèbre, Gramsci remarque que si « en Orient l'Etat était tout et la société civile était primitive et gélatineuse », par contre, « en Occident entre l'Etat et la société civile il y avait un juste rapport, et derrière un Etat branlant on découvrait aussitôt une robuste superstructure de la société civile. L'Etat n'est qu'une tranchée derrière laquelle se trouvait toute une chaîne robuste de forteresses et de casemates » (*Quaderni*, cité, p. 866).

Le concept d'hégémonie tient donc à une société civile organisée, véritable charnière entre l'Etat-domination et l'économique. A partir d'une réinterprétation de Hegel et Croce, Gramsci reprend la distinction propre à Marx entre société civile et Etat comme productrice d'une nouvelle dimension de la politique : la politique élargie, dont les frontières ne s'arrêtent pas à l'Etat. En effet, loin de réduire l'Etat à un simple instrument ou au seul fait gouvernemental, Gramsci le conçoit comme synthèse d'un système hégémonique ramifié dans la société civile. Aussi tous les rapports entre dirigeants/dirigés — en tant que rapports d'hégémonie — qu'ils s'exercent dans l'école ou dans un parti politique deviennent des rapports politiques. Dès lors, la société civile longtemps réputée prépolitique devient, en tant qu'ensemble d'institutions, d'organisations privées et publiques où un groupe, une classe, exerce sa direction sur d'autres, le lieu d'enracinement de ce que Gramsci appelle « système hégémonique » ou « *appareil d'hégémonie* ». Soit un lieu d'organisation des classes et des conflits de la société, qui modifie les contours du processus révolutionnaire : la révolution n'est pas seulement et prioritairement politico-étatique, mais aussi sociale et culturelle (comme de nombreux

commentateurs l'ont relevé, tout particulièrement Noberto Bobbio, *Gramsci e la concezione della società civile*, Colloque de Cagliari, *Studi Gramsciani*, Riuniti ; pour une discussion de cette position et de l'hégémonie : Jacques Texier, Gramsci théoricien des superstructures, *La Pensée*, juin 1968). Gramsci donne une extension culturelle et intellectuelle nouvelle au concept « léniniste » d'hégémonie et à la fonction du parti révolutionnaire. Le Prince Moderne, pour être « hégémonique », doit pratiquer une véritable « réforme intellectuelle et morale » destinée à créer une volonté collective à la fois *nationale* (rôle de la question nationale dans la délimitation du fait hégémonique) et *populaire*, créant un nouveau « sens commun » et socialisant les connaissances et la nouvelle vision du monde.

De ce point de vue, le concept gramscien d'hégémonie ne saurait être identifié au seul fait du consentement, du « consensus ». Gramsci ne cesse de distinguer deux types de consensus. Un consensus *passif* propre aux processus historiques dans lesquels les tâches « dirigeantes » d'une classe passent par l'Etat et sa force coercitive, militaire et policière. Dans ces cas de « dictature sans hégémonie » ou encore de « révolution passive », les masses peuvent être incorporées bureaucratiquement ou policièrement à l'Etat mais de manière passive ou encore « transformiste ». A l'opposé, le consensus actif dit « expansif » (et même « organique ») repose sur la capacité d'une classe de devenir classe *universelle*, de faire progresser l'ensemble de la société en surmontant ses propres étroitesses « classistes » de types économistes, syndicalistes ou corporatistes. A la limite, comme l'écrit Gramsci, hégémonie et démocratie sont synonymes : « Dans un système hégémonique, entre dirigeants et dirigés la démocratie existe dans la mesure où le développement de l'économie et donc de la législation favorise le passage moléculaire des groupes dirigés aux groupes dirigeants. » (Sur la dialectique hégémonie/révolution passive et les deux sens de la notion de consensus : Christine Buci-Glucksmann, Sui problemi della transizione : classe operaia e rivoluzione passive, dans *Politica e storia*, Istituto Gramsci-Riuniti. Dans le même ouvrage : Franco de Felice, Rivoluzione passiva, fascismo, americanismo in Gramsci. En français voir Ch. B.-Gl. : Du consentement comme hégémonie, revue *Pouvoirs*, 1978, n° 5.)

Parce que l'hégémonie au sens fort est « une anti-révolution passive », elle ouvre un nouveau champ d'analyses : une histoire des classes subalternes, de leur devenir « hégémonique ». Histoire qui échappe aux dichotomies classiques : ou la science ou l'idéologie, puisque la spontanéité — différente du spontanéisme — ne peut être *niée* au nom de la science, mais doit être éduquée dans un rapport dialectique et politique qui exclut tout « centralisme bureaucratique », tout « formalisme », tout « élistime ».

b / L'hégémonie comme stratégie. — Dans des conditions historiques marquées par les « révolutions passives » du capital (fascisme) et du « socialisme », le concept d'hégémonie revêt une valeur stratégique. Gramsci identifie hégémonie et guerre de position et oppose la guerre de mouvement, propre à la Révolution « frontale » de 17, à la guerre de position investissant la « société civile » dans le cadre spécifique des démocraties modernes : « La structure de masses des démocraties modernes soit comme organisation de l'Etat, soit comme complexe d'associations dans la

société civile constitue pour l'art politique comme les tranchées et fortifications du front durant la guerre de position » (*Quaderni*, cité, p. 1567). Dans des situations où il n'y a pas de passage direct de l'économique au politique, la stratégie de guerre de position « *est la seule possible* » (« ... en Occident », ajoute A. G. ; *ibid.*, p. 866). De ce point de vue, les deux interprétations divergentes de l'hégémonie, centrées sur les rapports Gramsci-Lénine, sont pour le moins unilatérales. D'un côté l'hégémonie, complément de la dictature, serait un concept unificateur du moment de la domination et de la coercition. Ce qui aboutit à nier la nouveauté théorique et stratégique de l'interprétation gramscienne par rapport à un léninisme le plus souvent réduit à la seule « dictature du prolétariat ». Or, à la différence de ce léninisme-là, Gramsci sépare radicalement le processus de direction de classe du moment de la domination étatique : « L'hégémonie peut et doit exister avant de parvenir au gouvernement et il ne faut pas compter seulement sur le pouvoir, sur la force qu'il donne, pour exercer la direction ou hégémonie politique » (*ibid.*, p. 40-41 et 2010. Gramsci souligne que la domination s'exerce sur les adversaires et l'hégémonie sur les classes alliées). Comme stratégie, l'hégémonie est à la fois un préalable à la conquête du pouvoir et une condition permanente de son exercice et de sa conservation.

Cela signifie-t-il pour autant que l'hégémonie gramscienne s'identifierait purement et simplement à « la voie nationale - parlementaire » au socialisme, voire à une recette politique pour le présent, faisant de Gramsci le « père de l'eurocommunisme » ? Certes l'hégémonie chez Gramsci définit les conditions et le préalable de la reformulation togliattienne de la stratégie. Elle s'enracine bien dans un certain « pluralisme » institutionnel propre aux sociétés occidentales. A côté du parti qui joue un rôle prioritaire, Gramsci souligne l'enracinement hégémonique dans les « conseils » de base, dans la conquête des intellectuels comme masse... Au point qu'on a interprété l'hégémonie comme un processus nouveau *d'articulation* des sujets révolutionnaires, rompant avec la conception « classiste » des idéolologies. (Dans cette direction interprétative, cf. l'article de Chantal Mouffe, Hegemony and Ideology in Gramsci, *Gramsci and Marxist Theory*, Edited by Chantal Mouffe, London, Routledge & Kegan, 1979.)

Mais il est vrai que Gramsci n'élude jamais le moment de la force dans l'Etat et le moment d'articulation entre force et hégémonie dans l'exercice du pouvoir. Tout au plus, la place et la nature de la coercition sont-elles subordonnées à la capacité d'hégémonie dans les rapports de forces, comme la guerre de position est la stratégie fondamentale qui se subordonne « la guerre de mouvement » comme moment tactique.

En ce sens, le concept d'hégémonie — avec toutes ses articulations nouvelles — conserve une référence critique pour l'approche du pouvoir propre à une période historique. Ce qui explique sans doute l'extraordinaire diffusion internationale de Gramsci, au-delà de la « Révolution en Occident ». Si la stratégie d'hégémonie peut répondre aux « démocraties modernes » à société civile organisée et « Etat intégral », elle semble également concerner les sociétés civiles désagrégées par un Etat-domination. (Sur l'interprétation de Gramsci en Amérique latine et dans le cadre de société dominée, cf. Juan Carlos Portantiero, Los usos de Gramsci, *Escritos Politicos*, Cuadernos de Pasado y Presente, 54, Siglo Veintiuno, Mexico.)

• BIBLIOGRAPHIE. — Se reporter à l'article « Gramscisme ».

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Conseils, Dictature du prolétariat, Direction/Domination, Etat / Société civile, Eurocommunisme, Gramscisme, Jacobinisme, Léninisme, Pouvoir, Prolétariat.

C. B.-G.

Héritage

Al : *Erbschaft, Erbrecht.* — An : *Heirdom.* — R : *Nasledstvo.*

Voir : Bakouninisme.

Héritage culturel

Al : *Kulturelles Erbe.* — An : *Cultural heritage.* — R : *Kul'turnoe Nasledstvo.*

Si le socialisme suppose l'émergence d'une culture qualitativement différente de celle qui règne en système capitaliste, l'on comprend l'importance d'une théorisation adéquate du concept d'héritage culturel. En vérité, les définitions larges ou étroites de cette notion furent tributaires de conditions historiques concrètes et donnèrent naissance à nombre de polémiques (Lénine contre Bogdanov, Brecht contre Lukács...) dont l'enjeu était la mise en place d'une politique culturelle cohérente.

La première intervention conséquente en la matière est celle de Lénine. Dans le contexte particulier d'une Russie révolutionnaire, mais arriérée et analphabète, Lénine soutient que toute culture, parce qu'elle recèle « des éléments non développés démocratiques et socialistes et des éléments culturels dominants » (Lénine, *Thèses sur la question nationale*, 1913, o., 19, p. 259; 20, p. 12-26), est conflictuelle et constitue un passage obligé pour tout développement culturel futur. Le corollaire d'une telle affirmation n'est pas de séparer le bon grain de l'ivraie, mais de procéder à une réévaluation critique du passé. Cette dialectique de l'innovation et de l'assimilation explique que Lénine assigne pour tâche au pouvoir soviétique de défendre le patrimoine pour élever la demande culturelle des masses, bref de sauvegarder la culture amassée par les siècles antérieurs tout en bouleversant les modalités d'usage et d'échange de la pratique culturelle.

Cette conception léniniste de la révolution culturelle, si elle est partagée par d'autres dirigeants politiques comme Boukharine ou Trotski, a suscité de nombreuses discussions dans les avant-gardes artistiques (futuristes et thèses prolétariennes de Bogdanov).

Lénine, à de nombreuses reprises de 1893 à 1923, combattra les prises de position du Proletkult (l'argumentation de la Proletarskaïa Kultura est en germe dès 1905 chez les Otzovistes, puis au sein du groupe Vpériod; mais c'est en 1917 que se constitue le Proletkult). Celui-ci tente de s'internationaliser en 1920 (échec en France) et se transforme en RAPP (Association des Ecrivains prolétariens) en 1922, laquelle fut dissoute par le pouvoir soviétique en 1932.

Réfutant Bogdanov, Lénine dénonce l'appauvrissement culturel que comporterait la naissance d'une culture fondée uniquement sur la condition prolétarienne. Le refus des alliances avec les intellectuels, la volonté de faire naître un art nouveau *ex nihilo*, l'hypothèse d'une psychologie de

classe productrice d'œuvres culturelles spécifiques, hypothèse figeant les différences relationnelles de classes en oppositions ontologiques, telles sont globalement pour Lénine les erreurs « ouvriéristes » en matière de culture. (Bien entendu, il ne conviendrait pas de réduire l'activité éducative du Proletkult à ce que l'on vient d'esquisser ci-dessus.)

Le deuxième grand conflit autour de la notion d'héritage culturel oppose Lukács à Brecht (en 1932, puis en 1937-1938 dans la revue *Das Wort*) à propos d'une définition du réalisme en art. Comme on le devine, l'optique est plus restrictive et le champ problématique plus limité; l'on voit s'affronter Lukács, partisan d'une littérature socialiste qui puiserait ses modèles dans le passé (Balzac), et Brecht, adversaire d'une reprise passive de l'héritage et des techniques littéraires anciennes.

Enfin, il faut souligner que la réflexion sur l'héritage la plus adaptée aux sociétés occidentales est sans contexte à chercher dans l'œuvre d'Antonio Gramsci qui pense la révolution culturelle en termes d'hégémonie avec ses implications sur le rôle des intellectuels organiques et traditionnels.

• BIBLIOGRAPHIE. — N. BOUKHARINE, Le léninisme et le problème de la révolution culturelle, in *Dialectiques*, n° 13, 1976, p. 109-128; B. BRECHT, *Sur le réalisme*, Paris, Ed. L'Arche, 1970; *Europe*, n° 575-576, mars-avril 1977 : *La littérature prolétarienne en question*; C. FRIOUX, Lénine, Maïakovski, le Proletkult, in *Littérature*, n° 24, décembre 1976; LÉNINE, *Ecrits sur l'art et la littérature*, Moscou, Ed. du Progrès, 1969; B. MEÏLAKH, *Lénine et les problèmes de la littérature russe*, Paris, ES, 1956; J. MILHAU, *Le marxisme en mouvement*, Paris, Ed. PUF, 1975, p. 90-113; Léon ROBEL, *Littérature soviétique, questions...*, Paris, Ed. Action poétique, 1976; Léon TROTSKI, *Littérature et révolution*, Paris, Julliard, 1964; de nombreux articles de la revue *Action poétique*.

▶ CORRÉLATS. — Ecole, Esthétique, Gramscisme, Intellectuels, Littérature, Otzovisme, Proletkult.

J.-M. R.

Histoire

Al : *Geschichte*. — An : *History*. — R : *Istorija*.

Dans la genèse du marxisme comme dans la problématique marxiste, l'histoire occupe une place de choix, quasi centrale.

« Nous ne connaissons qu'une seule science, la science de l'histoire », écrivait Karl Marx dès 1845-1846 dans *L'idéologie allemande*. Quelques mois plus tôt, en 1844, Engels qui réglait lui aussi ses comptes avec la philosophie spéculative constatait : « L'histoire est tout pour nous, et nous la plaçons plus haut que ne l'ont fait les autres philosophies, plus récentes, y compris celle de Hegel, à qui, au fond, elle ne servait qu'à vérifier son problème logique. » « Placer haut » l'histoire consistait, pour les fondateurs du socialisme scientifique, à ne plus la subordonner à l'idéologie en lui assurant les bases scientifiques d'un développement désormais sans commune mesure avec ce que l'on avait connu auparavant. Comme l'a écrit Louis Althusser, Marx a ainsi « ouvert le continent histoire » et cette découverte scientifique a constitué « un événement théorique et politique sans précédent dans l'histoire humaine » (*Eléments d'autocritique*, Paris, Hachette, 1974, p. 105). En découvrant la méthode qui permettait de donner à l'histoire son statut scientifique, Marx prenait en effet sur le terrain de la théorie comme sur celui des luttes politiques et sociales une initiative tout à fait décisive.

L'histoire, à sa naissance, baigne dans l'idéologie qui, d'abord, la fonde et la stimule. Mettre en lumière le mouvement de l'historiographie, c'est tout simplement faire l'historique d'une science qui se développe en connexion étroite avec le mouvement de la société et de la connaissance.

L'analyse des champs idéologiques (et affectifs) de sa formation et de l'élargissement progressif de ses productions (mythes, textes sacrés, annales, chronologies, hagiographies, récits édifiants, analyses politiques, sociales et économiques) fait apparaître son lien évident avec l'évolution des formations sociales. Il y a une histoire du temps de l'Eglise, du temps des Grands, du temps des marchands, en rapport avec des sources privilégiées dont la nature est directement en relation avec les structures sociales et les conceptions idéologiques dominantes (religieuses, morales, juridico-politiques) qui leur sont liées. On peut considérer que le matérialisme des XVIIe et XVIIIe siècles (inséparable de la montée de la bourgeoisie), en favorisant une meilleure connaissance des lois générales de l'évolution des sociétés, a préparé la rupture avec les philosophies de l'histoire. En introduisant les concepts fondateurs d'une véritable science historique (forces productives, rapports de production, modes de production, luttes de classes, infrastructure, superstructure, idéologies, etc.), Marx a posé les « pierres d'angle » d'un domaine jusqu'alors rêvé au lieu d'être réellement exploré. Stimulée originellement par l'idéologie, l'histoire n'a donc pu se constituer qu'en brisant avec elle.

La recherche d'intelligibilité qui caractérise l'évolution de la production historique et qui s'accompagne des progrès des techniques de connaissance développe sans cesse la masse de la documentation fournie par une série de « sciences annexes » porteuses d'interrogations et d'optiques nouvelles : archéologie, anthropologie, ethnologie, numismatique, philologie, épigraphie, linguistique, psychologie, sociologie, sciences économiques et politiques. Chacune représente un axe d'analyse de mouvement des sociétés et leurs résultats demandent à être mis en rapport dialectique pour en arriver à cette « histoire totale » à laquelle aboutit la démarche marxiste. Comme l'a écrit Georges Lukács *(Histoire et conscience de classe) :* « Pour le marxisme il n'existe pas en fin de compte de science du droit, une économie politique, une histoire et ainsi de suite, séparées, mais exclusivement une seule et unique science historico-dialectique du mouvement de la société comme totalité. »

C'est *la* science de l'homme par excellence dans la mesure où il n'y a pas de *nature humaine* mais « *un ensemble de rapports sociaux* » (6e thèse sur Feuerbach) et que « tout le mouvement de l'histoire est le procès d'autocréation de l'homme » (M 44). A partir de là, l'histoire peut être considérée comme l'étude de la pratique sociale par laquelle l'individu humain s'épanouit progressivement en subissant l'effet de ses œuvres.

Les marxistes ne sauraient en conséquence considérer l'histoire comme un recueil de « leçons » dont l'assimilation permettrait de conduire à coup sûr une action dans le présent. L'histoire n'est pas un guide de la pratique politique. Une telle conception reste en effet tributaire de l'idée qu'il existe une nature humaine fondamentale provoquant, dans des circonstances semblables, périodiquement l'émergence des mêmes réactions. Or, même si le *long terme*, fort à l'honneur dans l'histoire qui s'écrit de nos jours, est bien une réalité, même si, parfois, la « tradition hante les cerveaux » (F. Engels à Bloch, 21-22 sept. 1890), même si « nous

avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue des modes de production qui ont vécu avec la suite des rapports politiques et sociaux *à contre-temps* qu'ils engendrent », même si, ainsi « le mort saisit le vif » (K. Marx, *Préface à la première édition du Capital*), chaque situation historique est unique, originale.

Si l'histoire ne fournit pas plus de recettes qu'elle ne donne de leçons, elle ne se limite pourtant pas, aux yeux des fondateurs du socialisme scientifique, à procurer seulement une explication du monde. Elle donne aussi les moyens de le transformer en offrant une méthode scientifique efficace d'analyse du réel.

Dans l'*Anti-Dühring*, Engels ne sépare pas la conscience de classe d'une conscience historique aiguë qui permet d'inscrire l'action du prolétariat dans le devenir de toute l'humanité. Par la révolution prolétarienne, les hommes enfin maîtres de leur propre socialisation deviennent maîtres d'eux-mêmes, les puissances objectives, le « cercle des conditions de vie » qui s'imposaient à eux sont dominés par eux : « Accomplir cet acte libérateur du monde, voilà la mission historique du prolétariat moderne. En approfondir les conditions historiques et, par là, la nature même, et ainsi donner à la classe qui a mission d'agir, la classe aujourd'hui opprimée, la conscience des conditions et de la nature de sa propre action, voilà la tâche du socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien. »

La pratique sociale actuelle qui en découle, l'émergence des luttes de classes liée à une conscience historique plus développée (qu'on pense à la généralisation des luttes grévistes qui, dans la société française, débordent largement le cadre de la classe ouvrière) favorisent aussi cette influence.

Bien entendu, la science historique s'est encore enrichie de son propre mouvement, de son propre approfondissement dans la direction qu'indiquait Engels dans sa lettre du 5 août 1890 à Conrad Schmidt : « Notre conception de l'histoire est, avant tout, une directive pour l'étude et non un levier servant à des constructions à la manière des hégéliens. Il faut réétudier toute l'histoire, il faut soumettre à une investigation détaillée les conditions d'existence des diverses formations sociales avant d'essayer d'en déduire les conceptions politiques, juridiques, esthétiques, philosophiques, religieuses, etc., qui leur correspondent. »

La recherche historique actuelle qui accorde aux conditions d'existence concrètes des sociétés une attention grandissante va dans ce sens et résulte du développement d' « écoles » dont la naissance doit beaucoup à l'influence du marxisme. En France, cette influence diffuse et multiforme s'est affirmée dans des entreprises aussi différentes que l'*Histoire socialiste* dirigée par J. Jaurès, la *Revue de Synthèse historique* d'Henri Berr, la collection « Evolution de l'Humanité », les *Annales d'histoire économique et sociale* de L. Febvre et Marc Bloch ou les travaux de G. Duby. Même lorsque certains auteurs se démarquent avec éclat du marxisme, ils conviennent en subir l'influence : c'est le cas par exemple de F. Braudel (*Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe*, Colin, 1979).

• BIBLIOGRAPHIE. — R. ARON, *Dimensions de la conscience historique*, Paris, 1961; B. BARRET-KRIEGEL, Histoire et politique, in *Annales*, nov.-déc. 1973; E. BERNSTEIN, Dialektik und Entwicklung, in *Neue Zeit*, XVII. Jg., II, n° 37, 1898-1899; F. BRAUDEL, *Ecrits sur l'histoire*, Paris, 1969; E. CASSIRER, *Die Philosophie der Aufklärung* (1932), Paris, 1966; F. CHÂTELET, *La naissance de l'histoire*, Paris, 1960; G. A. COHEN, *Karl Marx's theory of History : a*

Defense, Oxford/Princeton, 1978; B. CROCE, *Teoria e storia della storiografia*, 1917, trad. franç., Genève, 1968; H. CUNOW, *Die Marxsche Geschichts-, Gesellschafts- und Staatstheorie*, 2 vol., 1920 et 1921; *Dialectiques*, Histoire et société, 10/11, 1975; G. DUBY, *L'histoire et ses méthodes*, Paris, 1961; ID., Histoire sociale et histoire des mentalités, in *NC*, n° 34, 1970; M. DUCHET, *Le partage des savoirs*, Paris, Maspero, 1985; M. FOUCAULT, *L'archéologie du savoir*, Paris, 1968; J. KAHN, Une nouvelle science historique, in *NC*, n° 35, juin 1970; K. KAUTSKY, *Die materialistische Geschichtsauffassung*, 2 vol., 1927; K. KORSCH, *Marxismus und Philosophie* (1923), Vienne, 1972; A. LABRIOLA, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, 1970; P. LAFARGUE, *Le communisme et l'évolution économique*, Paris, 1892; G. LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe* (1923), Paris, 1960; G. PLEKHANOV, *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire*, Moscou, 1961; A. SCHAFF, *Geschichte und Wahrheit*, 1970; A. SCHMIDT, *Geschichte und Struktur*, 1971; J. TEXIER, apud *Etudier Marx*, Paris, CNRS, 1985; P. VILAR, Marxisme et histoire dans le développement des sciences humaines, in *Studi Storici*, t. 1, 1960; ID., L'histoire après Marx, in *Revue de l'enseignement supérieur*, n° 45, 1969.

▶ CORRÉLATS. — Conjoncture, Idéologie, Luttes de classe, Matérialisme historique, Répétition, Science.

M. M.

Historicisme

Al : *Historicismus, Historismus.* — An : *Historicism.* — R : *Istoricizm.*

Le concept d'historicisme désigne le principe de l'historicité des concepts et de l'objet d'une connaissance donnée, c'est-à-dire le fait que cette connaissance est déterminée par l'histoire, le mouvement de la société. Détermination peut s'entendre en plusieurs sens :

— *La validité d'une théorie est historiquement limitée.* — Dans la mesure où les réalités sociales évoluent dans le cours de l'histoire et ne présentent pas de régularité ni de possibilités de répétition (à la différence des phénomènes naturels), les concepts qui décrivent et comprennent ces réalités ont une validité limitée dans le temps aux périodes plus ou moins longues où se maintient une réalité sociale relativement stable — par exemple, du point de vue du rapport des forces sociales ou des moyens matériels. Lorsque cet ordre de la société est modifié, les mêmes concepts qui étaient valables auparavant se trouvent dépassés.

— *La formation des concepts de la théorie est elle-même le produit de l'histoire réelle.* — Quel que soit leur domaine de validité, les concepts de toute science sociale sont déterminés par leurs conditions historiques d'émergence. La découverte et l'élaboration théorique ne sont pas des processus autonomes, elles sont liées à l'histoire réelle.

— *La théorie, en tant qu'historicisme, est elle-même un élément de l'histoire réelle, elle y participe directement.* — Les concepts des sciences sociales ne sont pas neutres par rapport à leur objet. Si, selon les deux premiers sens, ils sont une fonction de l'histoire réelle, en retour, ils ont eux-mêmes une efficace sur la réalité. Par exemple, les théories des différents régimes politiques ne doivent pas être évaluées uniquement selon leur vérité scientifique mais aussi relativement aux forces sociales qu'elles ont pu susciter ou influencer, à leur rôle dans les luttes dont elles ont été les buts ou les mots d'ordre.

Dans l'histoire du marxisme, l'historicisme est à la fois le nom d'une tradition et d'un problème. Qu'elle soit revendiquée ou récusée, la conception historiciste du marxisme ouvre une question : quels types de

rapports y a-t-il entre la constitution théorique du marxisme et les pratiques de la lutte des classes? Autrement dit, comment une théorie peut-elle être à la fois scientifique et révolutionnaire ?

Cette question a une importance particulière pour le marxisme, mais il n'est pas le seul exemple de pensée historiciste dans les savoirs contemporains. En effet, le concept d'historicisme se développe dans la culture européenne à la fin du XIXe siècle, à la suite de l'œuvre de Hegel, tout particulièrement dans la philosophie italienne (Benedetto Croce) et la science politique allemande (Max Weber). C'est à partir de ce champ culturel que Antonio Labriola puis Antonio Gramsci vont reprendre le concept d'historicisme et l'élargir jusqu'à en faire, dans le cas de Gramsci, l'essence du marxisme.

Les formules de Marx lui-même sont extrêmement ambiguës. Il écrit à propos du concept de travail : « ... Cette abstraction du travail en général n'est pas seulement le résultat dans la pensée d'une totalité concrète de travaux. L'indifférence à l'égard de tel travail déterminé correspond à une forme de société (...) Là [dans la société bourgeoise] le travail est devenu non seulement sur le plan des catégories mais dans la réalité même un moyen de créer la richesse en général et a cessé, en tant que détermination, de ne faire qu'un avec les individus (...) l'abstraction de la catégorie « travail », « travail en général », travail « sans phrase », point de départ de l'économie moderne, devient vérité pratique » (*Intr. 57*, ES, p. 168-169).

Cette expression de « vérité pratique » ou « vrai dans la pratique » (en allemand, *praktisch wahr*) concentre toute l'ambiguïté du texte de Marx.

Soit une interprétation empiriste : l'abstraction scientifique ne peut être produite que lorsqu'elle existe déjà, sous nos yeux, à l'état de réalité empirique.

L'historicisme sera alors un simple empirisme historique; l'histoire réelle se ramène à l'évidence des faits et de leur évolution. Le moment venu, qui n'est autre que le moment présent, le fait brut vient à coïncider avec son concept le plus achevé (ici le travail abstrait) et ce concept peut apparaître.

A l'empirisme apparent de Marx s'ajoute un autre thème : le privilège épistémologique de la conscience du présent, qui lui permet de faire retour sur le passé et d'en éclairer les mécanismes, grâce aux catégories produites dans et par le présent. Ainsi, la théorie est étroitement liée à l'histoire quant à ses conditions d'émergence, mais non dans son domaine de validité qui s'étend par récurrence à tout le passé.

Bien souvent cependant, ce thème de la contemporanéité (rapport passé-présent) est oublié, dans une variante *sociologiste*, qui affaiblit encore le statut de la théorie, les concepts ne sont que le reflet de la réalité sociale, la théorie se dissout dans la simple description.

Mais on peut comprendre tout autrement le *praktisch wahr* de Marx, en assignant la pratique non à l'évidence de l'expérience mais à un système plus complexe de rapports, à la dynamique de la lutte des classes, en considérant, pour reprendre une formule de Gramsci, que tout contenu social concret n'est pas un fait mais un « rapport humain ». Réalité objective et activité humaine sont considérées comme une seule et même chose. Le principe général d'historicité se fonde sur la pratique des hommes et non plus sur l'histoire empirique.

D'une interprétation à l'autre, l'historicisme change de statut. Ce

n'est plus la méthode de formation des concepts marxistes, c'est le principe d'une philosophie. On peut parler dans le premier cas d'un historicisme faible (il ne s'agit que de l'origine historique des concepts théoriques), et inversement, dans le second cas, d'un historicisme fort, où l'histoire *constitue* la théorie.

Le premier problème de l'historicisme est de rendre compte de sa propre validité théorique : quelle peut être la valeur de connaissance de concepts soumis au changement historique ? Cette question est la faiblesse de l'historicisme faible (« historicisme vulgaire » selon Labriola). Elle est par contre un thème cardinal de l'historicisme fort. Pour autant, elle ne se résout pas aisément : « Penser une affirmation philosophique comme vraie dans une période déterminée de l'histoire, comme expression nécessaire et indissociable d'une action historique déterminée, d'une praxis déterminée, mais dépassée et « vidée » de son sens dans une période successive — sans tomber dans le scepticisme et dans le relativisme moral et idéologique, ce qui signifie concevoir la philosophie comme historicité est une opération mentale un peu ardue, difficile » (*Gr. ds le texte*, ES, p. 326-327).

Cet écueil relativiste est d'autant plus aigu que l'historicisme s'applique aussi aux sciences et au marxisme lui-même. Or, pour Gramsci, les sciences sont des superstructures à part entière, susceptibles d'être remplacées par d'autres conceptions supérieures au fil de l'histoire; dans une critique du concept de matière, il écrit que « la science naturelle doit être considérée comme étant essentiellement une catégorie historique, un rapport humain » (*ibid.*, p. 367).

Louis Althusser a reconnu dans ce thème une impasse de l'historicisme. Dans ses formulations les plus rigoureuses (Gramsci), l'historicisme n'est que le signe du problème de l'union de la théorie et de la pratique, mais il ne le résout en rien. Il tendrait plutôt à l'éluder par une philosophie de la médiation, de l'expression, retour subreptice à la philosophie de Hegel. Cette philosophie est incapable de rendre compte de la spécificité des sciences et des autres pratiques humaines.

Pourtant, Gramsci tient que l' « historicisme absolu » de Marx est une position philosophique nouvelle et originale, irréductible à Hegel. Le noyau de l'historicisme gramscien n'est pas l'unité expressive de la totalité historique mais le processus de formation et d'action historique de groupes sociaux organiques. Plus qu'un rapport entre théorie et histoire, il pose un rapport théorie-politique. En particulier, Gramsci construit un nouveau concept de temps, à partir de l'historicité de la formation et de l'hégémonie de « blocs historiques » nouveaux. Le thème du passage de la philosophie à la morale et à la pratique des hommes peut paraître hégélien, mais Gramsci estime dépouiller la médiation de toute transcendance : pour comprendre le bloc historique comme « symbiose permanente de l'économique et du juridico-politique » (Nicola Badaloni), il faut penser l'articulation entre haute et basse culture, entre l'activité des grands intellectuels et les conceptions du monde des masses, soit l'ensemble des pratiques par lesquelles un groupe social se cristallise, produit ses dirigeants et sa capacité d'hégémonie sur toute la société.

Ainsi, la formule « philosophie de la praxis » (qui désigne le matérialisme historique dans les *Cahiers*) doit être entendue littéralement. L'enjeu des *Cahiers de prison* n'est pas le problème abstrait des rapports entre la connaissance et l'action, entre l'esprit et le monde mais celui

de l'initiative historique, qui implique de penser le passage « de toute philosophie à l'action politique qui en dépend » (*Gr. ds le texte*, p. 197), le passage de l' « objectif au subjectif » ou de la « nécessité à la liberté ». « La structure, de force extérieure qui écrase l'homme, l'assimile à elle et le rend passif, se transforme en moyen de liberté, en instrument pour créer une nouvelle forme éthique-politique, et génératrice de nouvelles initiatives. » Tel est « le point de départ de toute la philosophie de la praxis » (*ibid.*, p. 194-195).

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Lire Le Capital*, Paris, Maspero, 1969; N. BADALONI, Gramsci et le problème de la révolution, in *Dialectiques*, nº 4-5, spécial Gramsci, Paris, 1974; L. COLLETTI, *De Rousseau à Lénine*, Paris, Gordon & Breach, 1972; B. CROCE, *Matérialisme historique et économie marxiste* (1898), Paris, Slatkine, 1981; G. DELLA VOLPE, *La logique comme science historique*, Bruxelles, Complexe, 1977; A. LABRIOLA, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire* (1902), Paris, Gordon & Breach, 1970; M. WEBER, *Essais sur la théorie de la science* (1904-1917), Paris, Plon, 1951.

▶ CORRÉLATS. — Bloc historique, Gramscisme, Intellectuels, Matérialisme historique, Pratique, Praxis, Science, Théorie.

P. d. L.

Historique / Logique

Al : *Historisch/logisch.* — An : *Historical/Logical.* — R : *Istoričeskoe/Logičeskoe.*

C'est dans le mouvement de sa critique du formalisme kantien que l'hégélianisme, en tout premier lieu, réfute l'opposition apparente impliquée par la juxtaposition de ces deux termes. Définir la logique comme « science *a priori* des lois nécessaires de la pensée » *(Critique de la raison pure)* revient en effet, selon Hegel, à postuler l'existence d'une forme sans contenu. Or sa philosophie tout entière tend au contraire à démontrer que forme et contenu, c'est tout un. La conception hégélienne de l'histoire de la philosophie, par exemple, établit une stricte identité du logique et de l'historique en tant que deux modes de déploiement séparés de l'Idée absolue. La systématique hégélienne implique par ailleurs, comme on pose un décret, que l'ordre d'apparition et d'engendrement des catégories logiques corresponde rigoureusement à l'ordre de succession des systèmes philosophiques historiquement existants. Aussi la genèse du vrai produite par la *Logique* reproduit-elle, dans une forme épurée et non contingente, la genèse historique réelle : « Je soutiens que la succession des systèmes de la philosophie est en histoire la même que la succession des déterminations de l'Idée en sa dérivation logique. Je soutiens que si l'on dépouille les concepts fondamentaux des systèmes apparus dans l'histoire de la philosophie de ce qui concerne vraiment leur forme extérieure, leur application au particulier, on obtient les divers degrés de la détermination même de l'Idée dans sa notion logique. Inversement la suite logique en elle-même donnera en ses moments principaux la succession des phénomènes existants » (*Leçons sur l'hist. de la philo.*, Gallimard, 1954, p. 40). Cette équivalence obligée du logique et de l'historique emportait de façon inédite la reconnaissance de l'histoire comme science objectivement constituée à partir de la connaissance de ses lois nécessaires. Mais elle revêtait du même coup, en tant qu'équivalence *logique*, un caractère spéculatif marqué doublement : tautologique, puisque confondue avec une équivalence réelle, et téléologique, puisqu'en réduisant le développement

historique au développement dialectique leur terme ultime se trouvait toujours-déjà dans l'absorption continuée de ses termes préalables. De fait, l'équivalence hégélienne est sans cesse forcée par le primat du logique sur l'historique et la philosophie de Hegel commence par la fin, fait entrer, après « dépouillement », l'histoire et ses menus aspects « particuliers » et « extérieurs » dans le lit de Procuste d'une logique omnipotente.

Dès 1843, Marx est fortement conscient de ce péril de dérive dogmatique. Il écrit dans *Critique du droit politique hégélien* que, chez Hegel, « ce n'est pas la logique qui sert à prouver l'Etat, mais l'Etat qui sert à prouver la logique » (MEW, 1, 216). Mais c'est une fois affirmée sa visée prolongée de critique de l'économie politique qu'il rencontre frontalement le problème du rapport entre logique et histoire, ordre d'exposition dialectique et ordre d'apparition chronologique. Centrale quant à la méthode, c'est-à-dire quant au mode de traitement par une science de son objet, cette question (préséance, priorité, primauté) est dénouée par l'irréductible « ça dépend » de l'*Introduction de 1857* (*Textes sur la méthode de la science économique*, ES, 163; MEW, 13, 633). Les exemples dont abondent *Le Capital* et les *Grundrisse* servent autant, en effet, à illustrer la coïncidence des deux ordres que leur exacte inversion. « Du point de vue de la science, les déterminations abstraites apparaissent comme les premières et les plus minces », écrit Marx, et « c'est en partie aussi comme cela qu'elles surviennent historiquement » (*Grund.*, Dietz, 159). Ainsi, la *catégorie* de plus-value absolue précède celle de plus-value relative et il en va de même dans le *procès historique réel* puisque la seconde exige un développement plus élevé des forces productives. La correspondance est identique pour le passage de l'argent au capital (*Textes*, 163; MEW, 13, 633 : « L'argent peut exister et a existé historiquement avant l'existence du capital... On peut donc dire que la catégorie la plus simple peut exprimer des rapports dominants d'un tout moins développé ou, au contraire, des rapports subordonnés d'un tout plus développé, qui existaient déjà historiquement avant que le tout ne se développât dans le sens qui trouve son expression dans une catégorie plus concrète ») — ou encore de la valeur au prix de production. Marx en souligne lui-même le caractère primordial (*Corr.*, V, 174; MEW, 29, 317 pour argent → capital et K., III, 186; ES, III, 1, 193, pour valeur → prix de production). Ce parallélisme des deux séries, s'il paraît bien essentiel, ne plie jamais la diversité du matériau historique à son principe. De nombreux contre-exemples sont invoqués à son passif, tout aussi probants. Le plus fréquent est sans doute celui du rapport entre le capital et la rente foncière. La propriété foncière précède l'industrie comme le mode de production féodal précède historiquement le capitaliste. Pourtant « on ne peut comprendre la rente foncière sans le capital mais on peut comprendre le capital sans la rente foncière ». Par conséquent, « il serait... impossible et erroné de ranger les catégories économiques dans l'ordre où elles ont été historiquement déterminantes » (*Textes*, 177; MEW, 13, 638) puisque « au cours du développement historique, c'est le contraire qui se passe » (K., III, 298; ES, III, 1, 297). Il serait aussi faux de vouloir faire de cet ordre logique l'ordre historique lui-même, double inverse du travers hégélien dans lequel tombe Ricardo afin de pouvoir donner l'histoire de la bourgeoisie pour une logique « naturelle » (K 4, MEW, 26, 2, 149).

L'apparent équilibre des exemples de correspondance et d'opposition

pourrait laisser croire à une indéterminité de principe du rapport des ordres historique et logique qu'ils illustrent. C'est que Marx tient que leur contradiction telle qu'elle apparaît dans le mode logique d'exposition est aussi une contradiction réelle et objective, historiquement existante. Tel est d'ailleurs le véritable sens du « ça dépend », bien différent d'une sorte d'indistinction empiriste puisqu'il commande deux exigences majeures.

Premièrement, la visée propre de Marx, telle que *Le Capital* a pu l'incarner, c'est l'examen des « catégories économiques » et de leur « ordre... déterminé par les relations qui existent entre elles dans la société bourgeoise moderne », soit de leur « articulation dans le cadre » de ladite société (*Textes*, 177; MEW, 13, 638). Aussi, comme dit Marx, « il n'est pas nécessaire d'écrire *l'histoire réelle des rapports de production* pour dégager les lois de l'économie bourgeoise » (*Grund.*, ES, t. 1, 400 ; Dietz, 364), pour analyser la structure et le fonctionnement d'un mode de production saisis dans le moment de leur maturité, « avec toute (leur) vigueur » (*Textes*, 165; MEW, 13, 634). Dans un de ses deux articles sur la *Contribution*, Engels écrit en 1859 : « ... La critique de l'économie politique pouvait... être abordée de deux manières : historiquement ou logiquement. Etant donné que dans l'histoire, de même que dans son reflet littéraire, le développement progresse en gros des rapports les plus simples aux plus complexes, le développement historique de la littérature consacrée à l'économie politique fournissait un fil conducteur naturel auquel la critique pouvait se rattacher, et en gros les catégories économiques y apparaîtraient dans le même ordre que dans le développement logique. Cette forme, apparemment, a l'avantage d'une clarté plus grande puisque c'est le développement réel que l'on suit à la trace, mais en fait ceci ne la rendrait au mieux que plus populaire. L'histoire procède souvent par bonds et en zigzags, et il faudrait suivre partout sa trace... En outre on ne saurait écrire l'histoire de l'économie sans celle de la société bourgeoise... Seul le traitement logique était donc de mise » (*Textes*, 197; MEW, 13, 474-475). Le primat de ce type de traitement semble en effet s'imposer à Marx dans le cours de ses analyses, sans qu'il en fasse jamais une priorité de principe et parfois même contre ses intentions premières. Ainsi, à propos du plan de la *Contribution*, il écrit à Engels : « ... le passage de la propriété foncière au travail salarié n'est pas seulement dialectique, mais aussi historique puisque le dernier produit de la propriété foncière moderne est l'instauration généralisée du travail salarié qui, ensuite, apparaît comme la base de toute cette merde » (L. du 2 avr. 1858, *Corr.*, ES, V, 171; MEW, 29, 312). Or *Le Capital* remanie ce projet de plan et s'en tient strictement à la procédure « dialectique » ou « logique » (ou encore « théorique », « analytique » comme dit aussi Marx) en commençant par l'examen du rapport entre capital et travail salarié.

Le primat du logique sur l'historique dans l'ordre de l'exposition contrevient-il au principe matérialiste du primat de l'être sur sa pensée ? En aucun cas, puisque l'histoire surdétermine encore ce primat du logique. D'abord pour la raison qu'en donne Engels (au prix d'un flirt prononcé avec l'hégélianisme) dans la suite de son article déjà cité : « ... mais celui-ci (le traitement logique qui, seul, était de mise) n'est... rien d'autre que le mode historique, dépouillé seulement de la forme historique et des hasards perturbateurs. La marche des idées doit commencer par

quoi cette histoire commence et son développement ultérieur ne sera que le reflet dans une forme abstraite et théoriquement conséquente du déroulement historique; un reflet corrigé, mais corrigé selon des lois que le déroulement réel de l'histoire fournit lui-même par le fait que chaque moment peut être considéré au point de développement de sa pleine maturité, dans son classicisme » (*Textes*, 198-199; MEW, 13, 475). Plus profondément encore, les catégories logiques elles-mêmes sont produites par l'histoire, elles sont des « abstractions historiques » (Marx, L. du 2 avril 1858). L'*Introduction de 1857* en fournit une illustration sur l'exemple du travail : « L'indifférence à l'égard d'un genre déterminé de travail présuppose l'existence d'une totalité très développée de genres réels de travail... Ainsi les abstractions les plus générales ne prennent naissance qu'avec le développement concret le plus riche... L'abstraction la plus simple que l'économie politique moderne place au premier rang et qui exprime à la fois une relation très ancienne et valable pour toutes les formes de société n'apparaît pourtant sous cette forme abstraite comme vérité pratique qu'en tant que catégorie de la société la plus moderne... Même les catégories les plus abstraites... n'en sont pas moins sous la forme déterminée de cette abstraction le produit de rapports historiques et n'ont leur entière validité que pour ces rapports et à l'intérieur de ceux-ci » (*Textes*, 170-171; MEW, 13, 635-636). Le primat du logique ainsi secondarisé apparaît alors comme l'effet dérivé du primat de l'historique car il est primat logique et non réel. Au sens fort, il n'existe que des formations sociales concrètes. Le « ça dépend » (ou encore : « C'est juste en un sens. Dans l'autre, non », *Textes*, 169; MEW, 13, 635) entend rappeler cette évidence et échapper aux préalables dogmatiques sans renoncer à définir des réglementations scientifiques et des procédures d'analyse. *La société bourgeoise permet de comprendre logiquement l'existence historique des sociétés qui l'ont précédée.* La clé que nous livre Marx, c'est que « le plus développé apparaît comme l'ultérieur » (*Grund.*, 187 ; 159), que « l'anatomie de l'homme » explique « l'anatomie du singe » (ou le capital la rente foncière) et non l'inverse (*Textes*, 171; MEW, 13, 636). Or cette saisie logique de l'articulation de la société bourgeoise autour d'une structure dominante de rapports dominants est elle-même le produit d'une histoire dont le matérialisme marxiste tente de se faire le décrypteur logique et archéologique, en indiquant « les points où doivent intervenir les considérations historiques » et en conduisant aux « points où s'annonce la suppression de la forme actuelle des rapports de production » (*Grund.*, 400 ; 364-365).

• BIBLIOGRAPHIE. — Cf. art. Structuralisme, notamment la question du rapport synchronie/diachronie (cf. *La Pensée*, n° 135, oct. 1967, en particulier : L. SÈVE, *Méthode structurale et méthode dialectique*; L. ALTHUSSER, *Du Capital à la philosophie de Marx*, in *LLC*, I, Maspero, 1966). Il n'est pas inutile d'également rappeler la controverse qui opposa L. Althusser à G. Della Volpe à propos du rapport de correspondance biunivoque entre les termes des ordres historique et logique : d'*inversion* stricte pour DELLA VOLPE (cf. *Saggio sulla dialettica*, en appendice à *Libertà communista*, Milan, 1963, 2e éd., p. 157 et s.), sans titre ni légitimité pour Althusser (*LLC*, I, p. 60 : « ... si (Marx) va parfois... jusqu'à *dire* qu'il existe... un rapport « inverse», nous ne pouvons prendre à la lettre ce mot pour un concept... »). On lira la réponse de DELLA VOLPE, in *Critique de l'idéologie contemporaine*, Paris, 1976, p. 48-49; M. SAGNOL, Diachronie et synchronie dans la pratique de l'économie politique, apud *1883-1983 : L'œuvre de Marx, un siècle après*, Paris, PUF, 1985.

Cf. également sur l'*Introduction de 57* : K. KORSCH, *Karl Marx*, p. 37, 59 et s., et L. SÈVE, *Méthode en sciences économiques*, in *NC*, n° 71, févr. 1974, p. 34-35; sur la théorie de l'abstraction déterminée : G. DELLA VOLPE, *La logique comme science historique*, p. 173, 179-180; sur le primat épistémologique du présent sur le passé : L. ALTHUSSER, *LLC*, II.

▶ CORRÉLATS. — Abstrait/Concret, Anticipation, Dialectique, Exposition/Investigation, Histoire, Historicisme, Matérialisme historique, Structuralisme.

G. Be.

Homme

Al : *Mensch.* — An : *Man.* — R : *Čelovek.*

Comme nul autre, le concept d'homme a de tout temps dominé la réflexion philosophique — mieux, l'a constituée comme un de ses moments fondateurs. En tant qu'il organise, dans le corpus théorique marxien, des problématiques distinctes, il est « naturellement » issu de la philosophie classique allemande. Celle-ci, de Kant à Fichte, l'entrelace avec ceux de Raison et de Liberté comme attributs constitutifs de l'essence humaine. C'est Feuerbach qui, le premier, dénoue cet entrelacs en accomplissant « une sorte de révolution copernicienne » (E. Bottigelli, *Présentation* des M 44, 1968, XLIX) : en recentrant la problématique et les catégories classiques autour de celle d' « homme réel », il fait voir la contradiction qui s'y trouvait inscrite entre cet homme réel, « l'homme de chair et de sang », comme il dit, et l'Homme des philosophes : « La philosophie nouvelle prend pour *principe de connaissance* et pour *sujet*, non *pas le moi*, ni *l'esprit absolu*... mais *l'être réel et total de l'homme*... Alors que l'ancienne philosophie disait : *seul le rationnel est le vrai et le réel*, la philosophie nouvelle dit au contraire : *seul l'humain est le vrai et le réel* » (Principes de la philosophie de l'avenir, in *Manifestes philosophiques*, trad. L. Althusser, 1973, 193-194). L'homme est dit « principe et fondement de l'absolu » (Thèses provisoires pour la réforme de la philosophie, *in* ouvr. cité, 125), « objet unique, universel et suprême de la philosophie » (*Principes*..., 197) et, plus fortement encore, « norme de la raison » (*ibid.*, 194).

Le jeune Marx, à sa façon, refait ce chemin. Sa première conception de l'homme est « rationaliste-libérale » (L. Althusser, *Pour Marx*, 230) : « La liberté constitue l'essence de l'homme », du « genre humain » (Grh, articles sur la liberté de la presse, MEW, 1, 51 et 54); « l'Etat politique », en tant qu'il « contient dans toutes ses formes modernes les exigences de la Raison » (*L. à Ruge*, sept. 1843, MEW, 1, 345), est l'instrument de sa réalisation. La seconde est « communautaire » (L. Althusser, *ibid.*, 231), soit feuerbachienne (l'essence de l'homme, c'est d'être « uni aux hommes », peut-on lire dans les *Principes*..., 109). De cette nouvelle problématique, l'Homme est le centre irradiant dont les *Manuscrits de 1844*, en particulier, déploient magistralement les fastes. Sous cet aspect, deux maîtres mots y remplissent l'espace d'une véritable *philosophie de l'Homme* :

— « l'homme est un être générique » *(Gattungswesen)* (éd. cité, 61);
— ceci, dans quoi se saisit son « essence » *(Wesen)*, l'installe dans la contradiction avec la société bourgeoise puisque, en son sein, cette « essence » n'est plus que « le moyen de son existence » (*ibid.*, 63), l'objet d'une déperdition continue.

Le concept d'Homme, ici, a donc nécessairement partie liée avec celui d'Aliénation. Marx joue à la fois Feuerbach contre Hegel (le sujet de l'Aliénation, c'est l'Homme réel) et Hegel contre Feuerbach (le champ de l'Aliénation de soi de l'Homme réel, c'est le Travail matériel). Il y gagne, on l'a dit, une philosophie de l'Homme qui est bien autre chose que l'ingénieuse synthèse des deux puisqu'il en sort, entre autres choses, ce *principe explicatif* que l'essence humaine est la clé de l'essence de l'histoire. Marx en démontre le caractère *concret*, c'est-à-dire historique, social, référé au travail : « L'Homme, c'est le Monde de l'Homme, Etat, Société » (*Cridr.*, MEW, 1, 378). Mais il la pense dans l'enveloppe spéculative de l'homme générique, dont le développement historique et la dynamique des rapports sociaux seraient la manifestation objective. Il faut cependant bien voir comment cette reconnaissance de l'homme « comme l'essence, comme la base de toute activité humaine et de toutes les situations humaines » (SF, ES, 116; MEW, 2, 98) ouvrait désormais à une nouvelle pratique de la politique, provisoirement entendue comme récupération-réappropriation *(Wiedergewinnung)* pratique de son essence par l'homme. Ouverture qui allait être le moteur du dépassement de *toute* conception spéculative de l'homme.

A partir de 1845 en effet, c'est cette première philosophie de l'homme qui est tout entière et radicalement révoquée en doute, qu'on y voie « une révolution théorique... *dans* la conception de l'homme » (L. Sève, *Marxisme et théorie de la personnalité*, ES, 1969, 87; souligné par nous) ou une rupture « *avec* toute théorie qui fonde l'histoire et la politique sur une essence de l'homme » (L. Althusser, *Pour Marx*, 233; souligné par nous). *La VIe Thèse sur Feuerbach (Das menschliche Wesen ist kein dem einzelnen Individuum inwohnendes Abstraktum. In seiner Wirklichkeit ist es das Ensemble der gesellschaftlichen Verhältnisse*, MEW, 3, 6; IA, ES, 1970, 140) est le moment inaugural de cette répudiation. Ambiguë parce que fondatrice, elle ne pouvait manquer de donner lieu à controverses, tant sur sa traduction (celle de *Wesen* en particulier) que sur son interprétation générale (cf. références bibliographiques). C'est toutefois *L'idéologie allemande* qui devait définitivement ruiner l'hypothèse même d'une « conception de l'homme » en en déniant l'homogénéité théorique et en en invalidant du même coup les titres scientifiques. « L'Homme », désormais, est tenu à distance, ce qu'exhibe le procédé insistant du guillemet et de la majuscule. Et lorsque le texte de Marx et Engels y fait encore allusion, c'est, comme pour l'aliénation, sous l'unique condition de l'intelligibilité philosophique obligée (IA, ES, 51; MEW, 3, 34). C'est que « l'Homme » n'est rien qu'une représentation idéologique, un fantasme philosophique : « Les individus qui ne sont plus subordonnés à la division du travail, les philosophes se les sont représentés, comme idéal, sous le terme d' « homme », et ils ont compris tout le processus que nous venons de développer comme étant le développement de l' « homme »; si bien qu'à chaque stade de l'histoire passée, on a substitué « l'homme » aux individus existants, et on l'a présenté comme la force motrice de l'histoire » (119/69). A tel point que « Feuerbach s'abuse lorsque... se qualifiant d' « homme communautaire », il se proclame communiste et transforme ce nom en un prédicat de « *l'* » Homme... Il dit « *l'* » homme au lieu de dire « les hommes historiques réels » (65-67; 41-42).

Cette disqualification théorique de l'idéologie humaniste est sans appel. Elle va dès lors de soi dans toutes les œuvres de la maturité en tant qu'elle fonde la *visée scientifique* du matérialisme historique. Sans ressassement ni

redondance, Marx, dès que nécessité oblige, en réitère le principe, en recommence la patiente affirmation :

« La société ne se compose pas d'individus; elle exprime la somme des rapports et des conditions dans lesquels se trouvent ces individus... » (*Grund., Fondements...*, trad. Dangeville, I, 212; ES, I, p. 205).

« ... Il ne s'agit... des *personnes* qu'autant qu'elles sont la *personnification de catégories économiques, les supports d'intérêts et de rapports de classes déterminés* » (K., *Préface à la première éd. all.*, ES, I, 1, 20; MEW, I, 16).

« On reproche (à Ricardo) d'étudier la production capitaliste sans se soucier des « hommes » ... c'est justement ce qu'il y a d'important chez lui... » (K., ES, III, 1, 271; MEW, III, 269).

« Ma méthode *analytique* (ne part pas) de l'homme, mais de la période sociale économiquement donnée... » (*Notes sur Wagner*, K., ES, I, 3, 249).

Ces textes, nonobstant leur rigueur tranchée, n'emportent cependant pas la levée de toutes difficultés. S'ils sont limpides, ils ne sont pas simples. Tendre à substituer à « l'Homme » les « hommes historiques réels », les « individus existants », les « individus déterminés » — selon les fortes formules de *L'idéologie allemande* — ne revient évidemment pas à régler la question dite de l'humanisme, mais bien plutôt à la poser. C'est à en interroger le statut que s'est faite aussi l'histoire du marxisme avec à ses deux bords contemporains, la position de « l'humanisme scientifique » (L. Sève) et celle de « l'anti-humanisme théorique » (L. Althusser). Ces deux versants de la « sensibilité » théorique marxiste furent d'ailleurs constamment occupés, le premier par un Lukács, par exemple, le second par un Brecht (« « l'homme » s'installe sur toutes les positions abandonnées par le prolétariat », *Journal de travail*, 13).

Il faut ajouter, pour finir, qu'une fois dégagée de sa tenace et proliférante gangue idéologique la question demeure encore très largement ouverte. N'est-ce pas L. Althusser lui-même qui explique, comme en contre-voix, que « le problème des formes d'existence historiques de l'individualité » est un « vrai problème » (LLC, II, 63) ?

• BIBLIOGRAPHIE. — Sur la *VIe Thèse* : L. ALTHUSSER, ouvr. cit., 234 et s.; R. GARAUDY, *Marxisme du XXe siècle*, 1966; A. GRAMSCI, Qu'est-ce que l'homme ?, in *Gramsci dans le texte*, ES, 1977, 175 et s.; A. SCHAFF, *Le marxisme et l'individu*, A. Colin, 1968; L. SÈVE, ouvr. cit., 86 et s.; puis en écho : un article d'A. SCHAFF dans *L'Homme et la Société*, n° 22, et la réponse de SÈVE dans la *NC*, n° 75, juin-juillet 1974, 48 et s. Cf. également : A. ABUSCH, *Tradition und Gegenwart des sozialistischen Humanismus*, Berlin, 1971; L. ALTHUSSER, *Réponse à John Lewis*, Maspero, 1973; P. BIGO, *Marxisme et humanisme*, Paris, 1981; R. GARAUDY, *Perspectives de l'homme*, PUF, 1961, et *Peut-on être communiste aujourd'hui ?*, Grasset, 1968; G. LOCK, Humanisme et lutte des classes dans l'histoire du mouvement communiste, in *Dialectiques*, n° 15-16, automne 1976; M. MERLEAU-PONTY, *Humanisme et terreur*, 1947, rééd. Paris, 1980; J.-P. SARTRE, Questions de méthode, in *Critique de la raison dialectique*; N. E. THÉVENIN, Sur la réponse à John Lewis ou les yeux et la mémoire, in *NC*, n° 73, avril 1974.

▸ CORRÉLATS. — Aliénation, Anthropologie, Besoins, Djoutché, Essence, Genre, Humanisme, Individu, Masses, Philosophie, Spinozisme.

G. Be.

Humanisme

Al : *Humanismus*. — An : *Humanism*. — R : *Gumanizm*.

1 / Le terme est parmi les plus surdéterminés : s'agit-il de reconnaître l'Homme, les hommes, voire l'humanité (avec un grand ou un petit h) comme la valeur suprême ? L'accent est mis, alors, sur la finalité pratique,

éthique et/ou politique. La notion implique-t-elle, également, une conception théorique, théorique et/ou philosophique, qui ferait de l'Homme, des hommes, voire de l'humanité, une instance dernière et fondatrice ? Il est vrai que finalité pratique et consistance théorique de l'humanisme ne peuvent se laisser dissocier, par exemple, dans la « philosophie classique allemande » (I. Kant, *Logique*, Introduction, III).

2 / On a souvent débattu de la pertinence du concept d'homme (voire d'essence humaine) parmi les marxistes, sans toujours se demander si pouvait subsister quelque chose comme une « fin de la nature » (bien que la question soit décisive pour préciser la distance séparant les conceptions de Marx des diverses religions de l'humanité qui ont fleuri à son époque : chez Saint-Simon, *Le nouveau christianisme* (1826), chez son disciple P. Leroux, *De l'humanité* (1840) et, bien sûr, chez A. Comte). Ce qui conduisait, parfois, à se satisfaire de faire le départ entre une consistance théorique de la notion (invalidée) et une finalité pratique (« humanisme pratique ») qui était sauvegardée (en ce sens, L. Althusser, Marxisme et humanisme, juin 1964, in *Pour Marx*). De plus, comme cela fut toujours le cas au sein du marxisme, les débats étaient surdéterminés : ce qui se présentait, en apparence, comme un concept jouait un rôle idéologico-politique inséparable d'une certaine conjoncture. En témoignent la querelle de l'humanisme dans le mouvement communiste international après le XXe Congrès du PCUS (un livre parmi tant d'autres : H. Lefebvre, *Problèmes actuels du marxisme*, 1958), mais aussi le débat sur l'humanisme dans le Parti communiste français (par exemple, *La Nouvelle Critique*, mars 1965 - février 1966; R. Geerlandt, *Garaudy et Althusser, le débat sur l'humanisme dans le Parti communiste français et son enjeu*, Paris, 1978), pour ne pas parler de la thèse latine de Jaurès, de l'édition des *Manuscrits de 1844* par Landshut et Mayer, de Franz Fanon (*Les damnés de la terre*, 1re éd., 1961) ou de Che Guevara *(Le socialisme et l'homme)*. Il n'est donc pas possible de traiter « sereinement » d'une telle question.

3 / C'est viser trop court que de confronter la conception de Marx à cette philosophie qui se présente explicitement comme une anthropologie, pour qui l'homme est le premier et le dernier mot, la philosophie de Feuerbach (*Thèses provisoires...* (1842), § 62, *Manifestes...*, 123). A tout le moins, il faudrait organiser une confrontation avec la « philosophie des Lumières » dans sa diversité et ses contradictions : si l'on choisit les trois noms de Rousseau, Diderot et Kant (pour ne pas parler de Fichte), il n'est pas exact de soutenir que la conception kantienne résume et reprenne toute la richesse des développements antérieurs (*Critique de la faculté de juger*, § 84 : « L'homme est la fin dernière de la nature ») : cet humanisme n'est assurément pas séparable d'une perspective religieuse, or il est des humanismes tendanciellement matérialistes (Diderot, article « Encyclopédie »).

4 / Comment, dans ces conditions, penser, sans référence à on ne sait quel succédané de l'impératif catégorique (E. Balibar, à propos de L. Sève, *Sur la dialectique*, Paris, 1977, 33, réponse de L. Sève, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, 1980, à propos d'un livre de G. Molina et Y. Vargas, 608 et s.), l'émancipation réelle des hommes comme un but qui ne serait plus une « fin dernière », moyennant une critique de ce qui supporte l'humanisme des « Lumières » (Sade y compris) ? Faut-il mettre au jour un « humanisme d'un type nouveau » ou bien ne voir dans la persistance d'un humanisme (d'idéologies humanistes, d'un humanisme pratique, voire révo-

lutionnaire) que l'efficace d'une dimension imaginaire dans laquelle les hommes vivent, selon le mode d'une méconnaissance partielle, la réalité prosaïque des combats qu'ils mènent ?

5 / La question, qui n'est pas la plus délicate, sera donc, d'abord, de déterminer à quelle distance Marx se situe de la butte témoin que constitue Feuerbach : on peut ne point trop s'arrêter sur la fonction *pratique* de l'humanisme dans les premiers textes (« Dans le calendrier philosophique, Prométhée occupe le premier rang parmi les saints et les martyrs », *Différence...*, trad. J. Ponnier, 209; *Erg.*, 1, 263), mais il faut expliquer la relation de Marx, non pas tant à une « problématique » kantienne-fichtéenne, voire hégélienne, qu'à la Révolution française (depuis l'article de la GRh du 14 juillet 1842 : « La philosophie interprète les droits de l'homme », éd. Costes, V, 104; MEW, 1, 102, *Die Rechte der Menschheit*, jusqu'à la QJ, 1843). Dans l'ensemble, quel que soit le poids de l'expérience concrète dans ces écrits, aussi bien dans les *Manuscrits de 1844* que dans l'*Introduction de 1843-1844*, l'homme, en tant que concept feuerbachien, est, en même temps, principe d'analyse théorique et instrument d'une critique radicale : « Etre radical, c'est prendre les choses à la racine. Mais la racine pour l'homme, c'est l'homme lui-même (...) La critique de la religion aboutit à cet enseignement que *l'homme est l'être suprême pour l'homme*, c'est-à-dire à *l'impératif catégorique* de renverser tous les rapports sociaux qui font de l'homme un être humilié, asservi, abandonné, méprisable » (*Cridr.*, in *Sur la religion*, 50; MEW, 1, 385). On ne manquera ni le terme de *Wesen* (ici, être — et non essence), ni la référence, ne serait-ce que métaphorique, à la philosophie *pratique* kantienne.

6 / Il est évident qu'à partir des *Thèses sur Feuerbach* (1845, pour reprendre le titre reçu) et de *L'idéologie allemande*, ni l'homme, ni l'humanité, ni l'essence humaine (*Das menschliche Wesen*, *Thèse VI*, il y a eu diverses controverses sur cette traduction) ne peuvent plus être considérés comme des notions de base, fondatrices d'une théorie « au sens fort ». Si l'interprétation de la signification *positive* de la VIe thèse peut donner lieu à de nombreuses discussions, des textes on ne peut plus clairs de *L'idéologie allemande* récusent la pertinence de ces notions : Feuerbach « dit « l'Homme » au lieu de dire les « hommes historiques réels » » (IA, éd. bil., 80-81, 86-87; MEW, 3, 42). A la place de cet universel, il faut analyser le procès historique par lequel et dans lequel les individus se sont développés : « A chaque stade de l'histoire passée on a substitué « l'Homme » aux individus existants et on l'a présenté comme la force motrice de l'histoire » (IA, éd. bil., 230-231; 69).

7 / Parler d'humanisme, en dehors d'un usage du terme qui ne serait que le symptôme de difficultés mal maîtrisées ou le signe d'une volonté, plus ou moins consciente, de revenir en-deçà de cette transformation radicale, ce sera suivre, du point de vue d'une critique de la domination du travail vivant par le travail mort dans la société capitaliste, ce que deviennent des notions telles que individu, personnalité, manifestation de soi en relation avec le procès de production et en dehors de la sphère de la production. Il semble que la notion d'individu social (qui ne se réduit ni à celle d'une essence humaine qui serait « l'ensemble des rapports sociaux », *Thèse VI*, ni aux schèmes des formes historiques d'individualité) soit, en ce lieu, aussi décisive que peu analysée. Elle est présente à presque toutes les pages des *Grundrisse* : distinguant trois formes sociales dans lesquelles la

productivité humaine se développe, Marx parle de cette troisième étape constituée par « la libre individualité fondée sur le développement universel des individus et la maîtrise de leur production commune, sociale, devenue leur pouvoir social » (*Fondements*, I, 95, *Gr.*, 75, trad. L. Sève). Mais les « individus universellement développés *(die universal entwickelten Individuen)*, qui ont fait passer sous leur contrôle commun les rapports sociaux devenus leurs relations communautaires propres, ne sont pas un produit de la nature, mais de l'histoire » (*Fondements*, I, 99, *Gr.*, 79, trad. L. Sève).

8 / Il n'est pas possible de s'en tenir à une perspective purement et uniquement théorique : de même que *Le Capital* se présente comme une critique de l'économie politique, de même l'humanisme ne reçoit pleinement sa signification qu'en relation avec une dimension pratique-transformatrice. Il semble avoir partie liée avec le point de vue d'une classe qui se propose comme but historique de libérer le travail *vivant*. S'il est peut-être discutable de parler d' « humanisme scientifique », il est plus compréhensible de parler d' « humanisme révolutionnaire » (F. Castro), pour autant que l'expression unifie — à des fins *pratiques* — les aspirations de ceux qui visent à concourir à une émancipation sociale/humaine. Lorsque Waldeck-Rochet écrit : « C'est parce que la libération de l'homme, en tant qu'homme social, a toujours été *au centre* de son œuvre que Marx — après avoir souligné l'opposition inconciliable du capital et du travail — a nommé sa théorie de l'émancipation de la classe ouvrière *l'humanisme véritable* » (CC du PCF, Argenteuil, mars 1966), il est permis de se demander si, quand il s'agit de l'humanisme, l'on ne peut, finalement, que se placer du point de vue d'une émancipation de possibles historiquement déterminés, sans, certes, poser l'espèce humaine comme un absolu, sinon sans la prendre comme une fin, serait-elle historique et non encore déterminée (comme le communisme). Mais la question revient de savoir s'il n'est pas une dimension *utopique* dans le projet d'une émancipation « totale », qui se signalerait dans des expressions telle celle d'humanisme où une classe unifie pour l'action ses buts et objectifs (sans nécessairement les transformer en « mythe », au sens que donne à ce mot G. Sorel). Tel le « Grand Etre » (A. Comte), irrelatif pour tous les besoins et les désirs, l'espèce humaine constituerait une fin pour les hommes : n'est-ce pas Gramsci qui peut soutenir qu'il est un historicisme essentiel au marxisme, l'historicisme étant le signe d'un indépassable « subjectivisme » de classe et — pourquoi pas ? — au-delà de la « préhistoire », de l'espèce (*Gr. ds le texte*, 339, 366 et s.). La question de l' « humanisme » dans le marxisme renverrait, peut-être, à cette irrelativité.

9 / Deux problèmes, parmi tant d'autres, semblent mériter encore l'attention :

— la conception de l' « individu social » chez Marx (et après lui);
— les fonctions pratiques de l'humanisme (faut-il — et peut-on — adopter le point de vue du sage spinoziste qui, accédant à la connaissance du troisième genre, ne penserait plus cet effet pratique que dans sa nature illusoire, y aurait-il une nécessité, voire une utilité, de l'illusion ?).

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / On partira toujours avec profit de l'article « Humanisme » dans le *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* de A. LALANDE, 9e éd., 1962, 420-424 (un dictionnaire classique au XIXe siècle, celui d'A. FRANCK, ne mentionne même pas le terme : t. III du *Dictionnaire des sciences philosophiques*, 1847), définissant l'humanisme comme un *anthropocentrisme réfléchi*.

2 / R. GARAUDY, *Peut-on être communiste aujourd'hui ?* (Paris, 1968), 1re partie, 3e partie, chap. IV : « Le capitalisme monopoliste d'Etat et l'homme »; L. SÈVE, *Marxisme et théorie de la personnalité* (Paris, 1re éd., 1969), chap. 2 : « Personnalité humaine et matérialisme historique »; M. VERRET, *Théorie et politique* (Paris, 1967), chap. 3 : « Sur l'humanisme »; L. ALTHUSSER, *Réponse à John Lewis* (Paris, 1973).

3 / Les œuvres de DIDEROT, ROUSSEAU, KANT et FICHTE.

4 / Une discussion est amorcée par L. SÈVE *in* Analyses marxistes de l'aliénation : religion et économie politique, *Philo et religion*, Paris, 1973 (il s'agit d'une réponse à la cantonade aux travaux d'Althusser, en particulier).

5 / A. CORNU, *Karl Marx et Friedrich Engels* (Paris, 1955-1970); E. BOTTIGELLI, *Genèse du socialisme scientifique* (Paris, 1967) ainsi que sa présentation de la traduction des *Manuscrits de 1844* (Paris, 1962).

6 / Même bibliographie. Y ajouter G. LABICA, *Sur le statut marxiste de la philosophie* (Paris-Bruxelles, 1976), 3e partie.

7 / L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste* (Paris, 1980), particulièrement, p. 218 et s. (« (Marx) forme (...) un *nouveau concept d'homme* en tant qu'*individu social* », p. 221). Il n'est pas certain que l'individu social (concept central des *Grundrisse*) ne soit qu'une nouvelle « figure » de l' « homme ».

8 / Débats sur les problèmes idéologiques et culturels, *Cahiers du Communisme*, mai-juin 1966; G. SOREL, *Réflexions sur la violence* (1908); A. GRAMSCI, *Gramsci dans le texte* (trad. franç., Paris, 1975), *Cahiers de prison*, III, notes critiques sur une tentative de manuel populaire de sociologie (p. 303 et s.). On pourrait relire bon nombre de textes de Lukács avec ces « problématiques » présentes à l'esprit (en particulier *Geschichte und Klassenbewusstsein*; trad. franç. *Histoire et conscience de classe*, Paris, Minuit, 1960); R. MONDOLFO, *El humanismo de Marx*, Mexico, Fondo de Cultura economica, 1964.

▶ CORRÉLATS. — Budapest (Ec. de), Homme, Philosophie.

J.-P. C.

[illegible]

I

Idéalisme

Al : *Idealismus.* — An : *Idealism.* — R : *Idealizm.*

1 / La catégorie philosophique d'idéalisme désigne toute position philosophique énonçant l'antériorité de la pensée ou d'un principe spirituel sur la matière et l'être. Le primat du principe intellectuel ou spirituel dans la compréhension de la nature et de la société se réalise concrètement en une pluralité de systèmes philosophiques. Dans la philosophie moderne, on peut distinguer : *a)* les diverses formes de l'idéalisme subjectif qui prend pour fondement la subjectivité de la connaissance (Descartes, Kant); *b)* l'idéalisme objectif qui affirme la priorité de la réalité d'essences intelligibles (Leibniz) ou d'un « esprit » historico-cosmique, structure immanente du procès du réel (Hegel).

2 / La constitution de la dialectique matérialiste de l'histoire s'est effectuée dans une lutte contre l'idéalisme objectif de Hegel; en ce qu'il repose sur « l'illusion de concevoir le réel comme le résultat de la pensée qui se concentre en elle-même, s'approfondit en elle-même, se meut par elle-même » (*Intr.* 57, ES, 165; Dietz V., 22) (voir Engels, AD, 50-54, 388; MEW, 20, 19; DN, 53, 198-199; 334, 469; LF, 17-19). Plus généralement Marx n'a pu développer le matérialisme historique que sur le principe selon lequel « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience » (*Cont.*, Introd.). Cette conscience peut refléter plus ou moins adéquatement l'être social, et se l'approprier sur le mode théorique; elle ne le constitue ni ne le produit.

3 / La dialectique matérialiste de l'histoire ne se borne pas à récuser la représentation idéaliste de l'histoire ou de la société (IA, ES, 50; MEW, 3, 26) : « Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, idées; mais les hommes réels, agissants, tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et du mode de relations qui y correspond... La conscience ne peut jamais être autre chose que l'être conscient, et l'Etre des hommes est leur processus de vie réel. »

« La science réelle, exposé de l'activité pratique du processus de développement pratique des hommes » (IA, ES, 51-58, 79; MEW, 3, 27 et s., 59), fait de l'idéalisme lui-même, non pas un principe d'explication, mais une

réalité socio-historique à expliquer. L'idéalisme est la forme savante d'une illusion, de l'illusion idéologique qui s'enracine dans la division du travail social en manuel et intellectuel, illusion par laquelle, une fois les fonctions « intellectuelles » séparées, « la conscience peut s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente réellement quelque chose sans représentation, quelque chose de réel » (IA, ES, 60; 31). Mais ce n'est là qu'une condition très générale, valable pour toute idéologie. L'idéalisme doit être compris dans son rapport à la forme de la division sociale en mode de production capitaliste. Théorie du rôle dominant et constitutif de l'idée, il est ainsi, en mode de production capitaliste, idée dominante, propre à la classe bourgeoise dominante, d'une domination de l'idée : « Expression idéale des rapports matériels dominants » (IA, ES, 75; 46), il est consubstantiel à une classe dominante qui dirige le procès de production séparée du contact direct de la matière, médiatisée en quelque sorte par le moyen des producteurs directs qu'elle commande et exploite.

Dans l'idéalisme, s'idéalise en instance idéelle démiurgique, comme puissance de la libre volonté ou du sujet absolu, la fonction de direction et domination d'une classe qui exploite la Nature en exploitant le travail des producteurs directs, source de toute mise en valeur, qui développe, à une échelle inédite, le pouvoir des idéalités, « obligée de représenter son intérêt comme l'intérêt commun de tous les membres de la société », « de donner à ses pensées la force de l'universalité, de les représenter comme étant les seules raisonnables, les seules universellement valables » (IA, ES, 77, 78; 48, 49).

4 / L'idéalisme se différencie en lui-même. L'idéalisme objectif est supérieur à l'idéalisme subjectif, en ce qu'il élimine tout scepticisme quant à l'objectivité du connaître, et envisage dans un même procès connaissance et histoire, en ce qu'il énonce, parce qu'il est dialectique, que « la vérité réside dans le processus de la connaissance, que toutes les situations qui se sont succédé dans l'histoire ne sont que des étapes transitoires dans le développement sans fin de la société humaine allant de l'inférieur au supérieur » (LF, 17; MEW, 21, 267). Il est même supérieur comme « idéalisme intelligent, c'est-à-dire dialectique » au « matérialisme bête », « métaphysique » (Lénine, CP, O., 38, p. 260). Mais il demeure, du point de vue du matérialisme intelligent, c'est-à-dire dialectique, « un développement exclusif, exagéré, une bouffissure de l'un des traits, et aspects, de l'une des limites de la connaissance qui devient ainsi un absolu, détaché de la matière, de la nature, divinisé » (Lénine, *ibid.*, 346).

Il reste menacé particulièrement s'il s'agit de l'idéalisme subjectif, de dégénérer en « obscurantisme » *(ibid.)*, surtout en des situations où les classes dominantes développent le fidéisme, le scepticisme (M et E, O., 14, 354) pour obscurcir les enjeux de la lutte de classes et paralyser le matérialisme historique dans sa capacité à analyser concrètement les situations concrètes (M et E, O., 14, 349).

5 / Ce sont Engels, et surtout Lénine, qui ont déterminé l'idéalisme comme un camp philosophique, objectif, opposé durant toute l'histoire de la pensée au camp matérialiste, sur le terrain de « la grande question fondamentale de toute la philosophie, celle du rapport de la pensée à l'être » (LF, 24; 274). Ce couple catégoriel, uni au couple métaphysique/dialectique, désigne l'espace où peut intervenir la « philosophie marxiste »,

comme matérialiste et dialectique. L'idéalisme, surtout s'il n'est pas dialectique, rend impossible d'unifier sciences de la nature et science de l'histoire, en ce que sa « théorie de la connaissance » s'oppose à la pratique spontanément matérialiste des sciences, ou, tout au moins, contrôle leur essor dans les limites d'une instance idéelle (ou idéologique), « l'Esprit », « la Liberté », « le sujet » qui réfléchit ou représente l'hégémonie de la classe bourgeoise. Investie dans les sciences sociales, la position idéaliste (dénégation du primat de l'être social sur la conscience sociale) implique soit l'affirmation de l'impossibilité d'une science de la pratique et le recours à des « valeurs » représentant la classe dominante, soit l'enfermement et le dévoiement de la science sociale dans les barrières de ce qui est acceptable et utile pour la classe bourgeoise (impliquant toujours le refus de la fonction révolutionnaire de la classe ouvrière).

L'idéalisme unifie alors anti-matérialisme et prise de position anti-ouvrière; il a une fonction dans la lutte théorique et politique de classe, en ce qu'il brise le bloc logico-politique qui unit position du primat de l'être (social) sur la conscience (sociale), affirmation simultanée de l'objectivité des sciences de la nature et de la dialectique matérialiste de l'histoire, reconnaissance et organisation de la fonction hégémonique des producteurs (M et E, O., 14, chap. V, § 2, 3.4). Ainsi l'idéalisme ne peut être compris hors de sa lutte avec le matérialisme.

6 / L'opposition idéalisme/matérialisme doit donc être comprise elle-même dialectiquement :

a) En ce que le matérialisme dialectique hérite de la dimension active développée par l'idéalisme (objectif) qu'il investit dans une science de la pratique où l'intelligence devient capable, sur la base des conditions objectives qu'elle analyse, de contribuer à rendre dirigeantes et « rationnelles » les forces de progrès (Gramsci a insisté sur cet aspect, indiquant qu'il a valeur d'une tentative de réforme intellectuelle et morale, signifiant la capacité de diriger rationnellement les « passions » nées sur le terrain économique).

b) En ce que l'opposition elle-même n'est pas celle de deux ontologies *a priori*, équivalentes. L'esprit n'est pas le contraire absolu de la nature, il ne l'est que sur le plan de la « théorie de la connaissance ». Forme de la matière, la pensée a pour propriété de pouvoir connaître adéquatement cette matière, dans un procès infini d'approximations (DN, ES, 213; MEW, 20, 348; LF, 26; MEW, 21, 275; M et E, O., 14, 139).

c) Matérialisme et idéalisme sont présents en chaque philosophie et sous des proportions variables (présence d'un matérialisme honteux chez Kant; M et E, O., 14, 206; proximité sur certains points de l'idéalisme objectif et du matérialisme dialectique. « Le système de Hegel : matérialisme mis sur la tête d'une manière idéaliste d'après sa méthode et son contenu » (LF, 28; 277), l'Idée hégélienne comme « unité de la connaissance et de la pratique » (CP, O., 38, p. 205), « le matérialisme à portée de main ». « Dans l'œuvre la plus idéaliste de Hegel, il y a le moins d'idéalisme, le plus de matérialisme » (*ibid.*, 222).

d) L'idéalisme ressurgit dans le matérialisme dialectique lui-même qui n'en finit pas de passer au matérialisme et de réformer la dialectique. Cette intervention de l'idéalisme accompagne les périodes où le marxisme est retombé dans un matérialisme économiste, techniciste, et où il faut réintroduire la dimension de l'activité consciente, de la volonté agissante

pour reconquérir la maîtrise théorique et pratique (ainsi Gramsci luttant contre l'économisme de la IIIe Internationale qui rétablit une transcendance en fétichisant la base économique, *Quaderni*, 1975, éd. Gerratana, 1410-1412). Mais cette intervention risque de promouvoir un idéalisme de la praxis qui peut préjuger de l'immuabilité des rapports de forces économiques (*Quaderni*, 1582-1588), pour tout donner à « l'action politique » seule.

▶ CORRÉLATS. — Division du travail manuel et intellectuel, Idéologie, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Philosophie, Spiritualisme.

A. T.

Idéologie

Al : *Ideologie.* — An : *Ideology.* — R : *Ideologija.*

S'il est un terme de la théorie marxiste tombé dans le domaine public, c'est bien celui d'idéologie. On ne saurait dénombrer les ouvrages, articles ou études qui ont été consacrés à ses définitions ou à ses usages, dans un extraordinaire polypier de significations les plus contradictoires. La langue courante elle-même s'en fait l'écho, relevant ici la défiance (l'idéologie n'est que propagande, service d'intérêts particuliers), là, la vanité (l'idéologie n'est que l'irréel), ailleurs l'incertitude (l'idéologie n'envahit-elle pas toutes les activités et les savoirs eux-mêmes ?). Il est vrai que la genèse du concept est déjà ambiguë. Les mots « idéologie » et « idéologiste » sont forgés par Destutt de Tracy, en 1796, pour désigner, en rupture avec la psychologie rationnelle, la « science des idées », qu'il entendait constituer comme « partie et dépendance de la physiologie », dans la lignée des travaux de Cabanis et de Condillac, qui « a réellement créé l'idéologie » (cf. *Principes logiques ou Recueil de faits relatifs à l'intelligence humaine*, Paris, Mme Vve Courcier, 1817, p. XVI et p. 97). Napoléon et Chateaubriand donneront à « idéologie » une connotation péjorative, pour des raisons de « réaction politique et religieuse », comme le dit Picavet (*Les idéologues*, Paris, F. Alcan, 1891, Avertissement). Marx, qui avait lu au moins les IVe et Ve parties des *Eléments* de Destutt, en 1844 (cf. M 44, 3e manuscrit, § XXXIV *in fine*), et Engels, reprennent à leur compte le terme, retrouvant, sous l'effet de dérision partout admis, le souci généalogique d'assigner aux idées leur origine.

1 / *Idéologie et réalité.* — La première apparition du concept chez eux revêt un sens critique et polémique. Elle représente le point d'arrivée de leurs propres itinéraires personnels, à travers la philosophie allemande ou, plutôt, à travers les formes spéculatives où la situation allemande manifeste la conscience qu'elle prend de soi. Cette conscience est celle d'une contradiction entre le retard matériel, économique, politique et social, de l'Allemagne, par rapport à des pays comme la France et surtout la Grande-Bretagne, déjà engagés dans la révolution industrielle, et une certaine avance théorique dans la philosophie hégélienne du droit et la critique de la religion chez Feuerbach. La mise à jour de ce décalage est soulignée, de façon constante dans l'œuvre, par des expressions telles que « dans la réalité »/« dans la conscience ».

L'idéologie c'est d'abord l'impensé de cette situation.

Autrement dit la philosophie allemande est vouée à toujours manquer

son objet, à force de le situer où il n'est pas, et même à manquer de tout objet, puisqu'elle en vient à prendre pour le réel l'idée qu'elle s'en forge, ses élucubrations pour des actions et ses querelles intestines pour la révolution. Idéologie nomme la connaissance spéculative qui croit que les idées « mènent le monde » ou que « l'opinion fait l'histoire ». En ce sens, l'idéologique c'est le non-réel, ou l'an-historique, ou, comme on dirait volontiers dans le langage postérieur, le non-infrastructurel. Ce qui emporte un certain nombre de thèses :

— Le commerce intellectuel *(geistiger Verkehr)* des hommes est sous la dépendance de leur commerce matériel *(materieller Verkehr)* (IA, ES, 50; MEW, 3, 26). La « production des idées, des représentations, de la conscience » prend sa source dans ce commerce et cette activité matériels, qui sont la « parole de la vie réelle » *(ibid.)*. La première fonction de l'idéologie consiste dans l'oubli de son origine. L'adhérence de l'idéologie à la praxis est-elle un phénomène permanent ou daté ? L'*Idéologie allemande* laisse pendante la question, car elle semble suggérer qu'il y eut historiquement, avant l'apparition de la division du travail proprement dite, un stade où aurait existé une relative transparence entre l'idéologie et les conditions matérielles d'existence, un stade donc que l'on pourrait qualifier de pré-idéologique.

— L'idéologie est constituée de *reflets (Reflexe)* et d'*échos (Echos)* du procès de vie réel (IA, 51; 26) des hommes et cet « être conscient » *(das bewusste Sein)* épuise toute leur « conscience » *(das Bewusstsein) (ibid.)*.

— L'idéologie est reflet inversé des rapports réels. C'est le monde à l'envers *(auf dem Kopf)*, l'image de la *camera obscura* dont on se borne d'abord à constater qu'elle est elle-même produit historique *(ibid.)*.

— L'idéologie ne jouit d'aucune autonomie, sinon dans une apparence qu'a tôt fait de dissiper l'attention à son procès de constitution; la raison de cette apparence étant, elle aussi, dans un premier temps laissée de côté.

— L'idéologie n'a pas d'histoire, pas de développement, autres que ceux des rapports matériels. Toute pensée ou produit de la pensée est leur effet et se transforme avec eux (IA, 51; 27). « Idéologie » : morale, religion, métaphysique, etc., toutes les formes de conscience ou toutes les régions. Ainsi de la philosophie qui est à elle-même sa propre histoire et toute histoire (IA, 53). Ainsi de la religion qui n'a nulle « essence propre », contrairement à ce que croit Bauer (IA, 121; 86), ou du christianisme dont on chercherait vainement l'histoire en dehors de ses conditions empiriques (IA, 177; 137). Ainsi du droit, qui n'est qu'*illusion* (IA, 106; 63). Et Marx de noter dans un pense-bête personnel : « Il n'y a pas d'histoire de la politique, du droit, de la science, etc., de l'art, de la religion, etc. » (IA, 108; 589).

Voilà pour la *description*. Il ne fait pas de doute qu'elle a pour conséquence l'établissement, derrière l'opposition entre « conception » matérialiste et « conception » idéaliste, d'un clivage radical entre science et idéologie. Marx et Engels l'affirment explicitement : « C'est là où cesse la spéculation, c'est dans la vie réelle que commence donc la science réelle, positive, l'exposé de la vie pratique, du processus de développement des hommes. Les phrases de la conscience s'arrêtent, un savoir réel prend leur place » (IA 51; 27). Science, comme science historique de la production des idées, et idéologie sont le négatif l'une de l'autre. La voie de la première une fois ouverte, la seconde n'est plus que *flatus vocis*, logo-

machie; fausse science plus encore que fausse conscience, qui se dissipe comme la brume du matin aussitôt que pointe le soleil. C'est la tradition des Lumières. Et celle de Bacon, le « créateur » du matérialisme (SF 155; 135), qui, le premier, recensa les idoles et salua l'iconoclastie comme l'avènement de la connaissance scientifique.

En cette première acception, le concept marque un acquis qui sera conservé, — la critique de la philosophie assimilée à l'idéalisme, inscrite dans la problématique du *renversement*. Engels y revient, dans son *Anti-Dühring*, quand il évoque « la vieille et chère méthode idéologique qu'on appelle ailleurs méthode *a priori* et qui consiste non pas à connaître les propriétés d'un objet en les tirant de l'objet lui-même, mais à les déduire démonstrativement du concept de l'objet » (Ire partie, chap. x, début); et plus durement encore, dans le *Ludwig Feuerbach...*, où il situe les racines de la philosophie, comme de la religion, « dans les conceptions bornées et ignorantes de l'état de sauvagerie » (II, début). Pour un Croce — et pour bien d'autres, les deux mots « idéaliste » et « idéologue » seront synonymes (*Matérialisme historique et économie marxiste*, Paris, Giard & Brière, 1901, p. 156).

2 / Base et superstructure. — Renversement cependant n'est pas genèse, ni métaphore explication. Marx est de la sorte conduit à l'exposition d'une autre problématique, celle de la célèbre Préface à la *Contribution*, qui peut être ramenée au tableau suivant :

(2) RP (rapports de prod.)
(1) FP (forces prod.) } structure ou base /A/ } FES

Superstructure juridique/politique /B/
Formes de conscience /C/

Lequel schéma s'explicite en une série de propositions :

— le rapport A/B-C, dans sa généralité : le matérialisme;
— l'ensemble A/B/C circonscrit le concept de formation économique-sociale (FES);
— la contradiction FP/RP, où FP joue le rôle déterminant (« moteur »), définit le procès révolutionnaire et provoque le « bouleversement » de toute la FES;
— l'hétérogénéité de ce bouleversement est double :
  — du point de vue de sa connaissance : elle est « scientifiquement rigoureuse » pour la « base matérielle » ou les « conditions de production économiques »; et scientifiquement non rigoureuse (proposition implicite) pour les « formes idéologiques »;
  — du point de vue de sa temporalité : c'est « plus ou moins rapidement » que se transmet l'effet du changement dans la base à « l'énorme » *(ungeheure)* superstructure.

Ces propositions, à leur tour, ne vont pas sans remarques :

— concernant la « réduction » des trois éléments A/B/C/ à deux, base et superstructure, où l'on constate *à la fois* que B et C, d'être pensés dans leur différence avec A (1)/(2), se trouvent fusionnés ou confondus, les termes « superstructure », « formes de conscience » et « formes idéologiques » étant pris comme synonymes; et que, cependant, le B (qui se présente d'abord comme « superstructure juridique et politique », et,

plus bas, comme « formes juridiques, politiques » rangées dans les « formes idéologiques ») garde une liaison avec A (« ... les RP existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété... »); et la « situation » de cette « instance », le juridico-politique, n'induit-elle pas, dans l'inexplicité du texte, la question de l'Etat (« première puissance idéologique », dira Engels) et, plus généralement, celle des RP ?

— concernant le rapport A/BC, soit la contradiction entre FP et RP et les formes idéologiques, qui se donne à lire selon un double vecteur, celui du procès *dans la réalité* : on va de A (1)/(2) à BC; celui du procès *dans la conscience* (« les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout ») : on va de BC (ou CB ?) à A; le « visible », en l'occurrence, ne serait-ce pas BC qui a à se faire lire par A ?

En bref, ne voit-on pas là, dans cette page, le nœud de problèmes qui ont si longtemps hanté la réflexion marxiste ou non et nourri tant de « définitions » de l'idéologie, cf. G. Labica, Pour une approche critique du concept d'idéologie, in *Tiers Monde*, nº 57, 1974 ?

En témoigne, à l'évidence, l'attention quasi obsessionnelle accordée à cet unique texte de 1859 par toute la tradition marxiste, à travers l'enjeu de l'interprétation matérialiste de l'idéologie, pour laquelle le vieil Engels était si ardemment sollicité, notamment par les dirigeants de la Seconde Internationale (cf. les L. reproduites dans tous les recueils d'*Etudes philosophiques* de KM/FE), et dans laquelle s'engouffreront, à sa suite, avec le sentiment d'avoir affaire à un domaine inachevé, la plupart des théoriciens. Les concepts, notions et images avancés dans le cadre d'une telle recherche en traduisent les incertitudes et les apories. Ils proposent un éventail complet des attitudes adoptées par les théoriciens du marxisme en quête d'une théorie générale de l'idéologie — évolutionnisme, positivisme, néo-kantisme, Ecole de Francfort, etc. F. Engels lui-même, pour apprécier la *distance* base-superstructure, devra recourir à des *médiations*, évoquant ici l'*altitude* ou les « anneaux intermédiaires » (*Zwischenglieder*; MEW, 21, 302), qui *complexifient* et *obscurcissent* les processus, là, le phénomène d'*annexion* de certaines formes idéologiques par une dominante (ex. la théologie au Moyen Age), ailleurs, l'*autonomie*, plus ou moins relative, de l'idéologie. Le souci méthodologique de la *déduction* (L. à Schmidt, 27 oct. 1890) interroge, de façon lancinante, la détermination par *la dernière instance*, fait ressurgir constamment la métaphore de la mise à l'envers *(auf den Kopf)* et de l'interversion (*Verkehrung;* 21, 292) et renvoie à la *dialectique* comme à l'ultime secours (cf. LF, IV, et les L. à Schmidt, Borgius, Mehring et Bloch de 1890-1894). A. Labriola reviendra sur le rôle *passif-actif* de l'idéologie, parlera d'*analyse* et *réduction*, de *médiation* et *composition* (*Del materialismo storico*, éd. de E. Garin, Bari, Laterza, 1965, p. 70; trad. franç. A. Bonnet, Paris, Marcel Giard, 1928, p. 120), proposera de nommer « psychologie sociale » et « terrain artificiel » (*ibid.*, p. 75; p. 129) le complexe de notions et de connaissances nécessaires pour penser le tout de la structure économique et de ses configurations historiques. Il assurera que le marxisme « est la négation nette et définitive de toute idéologie » et pourtant s'élèvera contre le traitement des idéologies comme « simples bulles de savon » (*ibid.*, p. 79; p. 137). Plekhanov, dans son débat avec le

précédent (*Œuvres philosophiques*, Moscou, s.d., t. 2, 229 et s.; cf. G. L., Le matérialisme marxiste au XIXe siècle, Remarques sur le débat Plekhanov/Labriola, apud *Raison présente*, n° 51, juill.-août-sept. 1979), retrouve des notions analogues (médiations, psychologie sociale, « chaînons intermédiaires »), en conteste d'autres (la « race »), insiste, lui aussi, sur l'intérêt d'une dialectique qui évite l'aplatissement sur l'économie, relève l'intervention des classes dans la transformation des idéologies et souligne l'idée de dominance idéologique. Son point d'appui, toujours le texte de 1859 (*ibid.*, p. 133, 275, 712), où il lit : « Les rapports de production sont un effet et les forces productives une *cause* » (p. 141), le conduit à l'alternative suivante : « Du point de vue de la théorie des facteurs, les sociétés humaines seraient un fardeau pesant que des « forces » distinctes — morale, droit, économie, etc. —, tireraient à hue et à dia sur le chemin de l'histoire. Du point de vue de la conception matérialiste moderne, les choses prennent un bien autre tour. Les « facteurs » historiques se révèlent de pures abstractions. Et lorsque leurs brumes se dissipent, il devient clair que les hommes ne font pas une multiplicité d'histoires distinctes — du droit, de la morale, de la philosophie, etc. — mais une seule histoire, celle de leurs rapports sociaux, conditionnés par l'état des forces productives à chaque instant.

« *Ce qu'on appelle idéologie, c'est seulement le reflet multiforme dans les esprits de cette histoire une et indivisible* » (*ibid.*, p. 264).

Boukharine critique aussi cette « théorie des facteurs », établit une distinction entre superstructures et idéologie, faisant de la seconde un cas particulier des premières (*La théorie du matérialisme historique*, Paris, Anthropos, 1967, p. 346), pour aboutir au constat des nombreuses « dépendances » entre base et superstructure, entre superstructure et idéologie, etc., et à la remarque qu'il existe, chez Marx, une *corrélation* et une *correspondance* entre mode de représentation (*Vorstellungsweise*) et mode de production (*ibid.*, p. 347-348). Reprenant Labriola, Gramsci — le seul qui se soit donné la peine de lire Destutt —, fait grief à Boukharine de demeurer « englué dans l'idéologie », distingue, quant à lui, entre « idéologies organiques », nécessaires à une certaine structure, et « idéologies arbitraires », et, lecteur, à son tour, de la page de 1859, prend comme fil conducteur que c'est sur le terrain de l'idéologie que les hommes deviennent conscients des conflits qui se manifestent dans le monde économique (cf. *Gr. ds le texte*, Paris, ES, 1983, « L'Anti-Boukharine », notamment p. 134 et s.). Récusant l'assimilation de l'idéologie à la psychologie, Gramsci l'intègre à l'unité base-superstructure, qui lui confère une efficace matérielle. Les concepts d'*hégémonie* et de *bloc historique* demeurent assurément, on le sait, l'apport le plus neuf et le plus fécond, depuis le « résumé » de Marx. Rappelons que la même page suggérera encore au premier Lénine, la métaphore du squelette (l'économie) et de la chair et du sang (le superstructurel) (AP; O., 1, p. 156), et, à Staline, l'allégorie pédagogique du cordonnier, dont la conscience est déterminée par l'être social (*Anarchisme ou socialisme*, 1907)...

La postérité d'une telle théorie générale est considérable. Elle a ouvert de multiples chemins : en matière notamment de critique littéraire (Lukács, Goldmann) et esthétique (Adorno), d'enquêtes historiques (sur les « mentalités » : Mandrou, Duby, Braudel; sur les « epistêmês » : Foucault), anthropologiques (la « pensée sauvage » de Lévi-Strauss)

et sociologiques (Bourdieu); au carrefour de la psychanalyse (« surdétermination », « inconscient », « fausse conscience »), de la linguistique (« formations discursives ») et de la sémiologie (voir les premiers textes de Barthes, mais déjà la déf. de M. Bakhtine : « La réalité des phénomènes idéologiques est la réalité objective des signes sociaux. Les lois de cette réalité sont les lois de la communication sémiotique et sont directement déterminées par l'ensemble des lois sociales et économiques. La réalité idéologique est une superstructure située directement au-dessus de la base économique. La conscience individuelle n'est pas l'architecte de cette superstructure idéologique, mais seulement un locataire habitant l'édifice social des signes idéologiques », *Le marxisme et la philosophie du langage*, Paris, Ed. de Minuit, 1977, p. 31).

3 / Classes et idéologies. — Une autre voie, point dissociable des précédentes mais susceptible de dévier leurs problématiques, était également présente dans *L'idéologie allemande*. Soucieux de rendre raison de la constitution de l'idéologie, dont ils venaient de décrire les apparences, KM et FE dégageaient trois éléments (cf. G. L., *Sur le statut marxiste de la philosophie*, Bruxelles, Complexe, 1976) :

a / L'existence de classes dans la société

Les classes n'occupent pas, dans la production, des places semblables. L'une domine, les autres sont dominées. L'exercice de la domination concerne à la fois la *production matérielle* et la *production intellectuelle (geistige)* (IA, 75 et s.; 46 et s.). Traduisons : le pouvoir économique est aussi le pouvoir idéologique. Complétons : et le pouvoir politique. « Les pensées dominantes ne sont rien d'autre que l'expression idéelle *(ideelle)* des rapports matériels dominants, ces rapports matériels dominants saisis en tant que pensées. » Les individus, membres de la classe dominante, qui déterminent ces rapports matériels, du même coup « règlent la *production* et la *distribution* des pensées de leur époque ». Ces propositions posent clairement une identité. Elles paraissent refuser, si minime soit-elle, une distance entre le réel et sa représentation; les idées, des marchandises parmi d'autres; l'idéologie, pas même une fumée. Interprétation aplatissante, évacuée dans l'instant même où elle se fait jour : les rapports matériels, qui confèrent à une classe sa position dominante, suscitent, de sa part, une vision de ces rapports; elle ne peut qu'elle ne pense sa propre situation. « Ce sont les idées de sa domination »; les idées qu'elle se fait de sa domination, qui ont pour fonction de la justifier à ses propres yeux comme à ceux des classes qu'elle domine. C'est dire que, si les idées dominantes, pour une époque et une classe déterminée, ont toujours à se faire reconnaître en tant que telles, — dominantes, l'opération sera d'autant plus difficile, et partant plus nécessaire, que la base matérielle, qui fonde la domination, sera moins large. La distance revient ici, fortement : l'intérêt de la classe dominante, qui se confond le plus souvent avec ce qu'elle « s'imagine » être, doit être présenté comme l'intérêt collectif, ou, « pour exprimer les choses sur le plan des idées : cette classe est obligée de donner à ses pensées la forme de l'universalité ». Le *détachement* de l'idéologie trouve là son principe. Il explique et l'*illusion* et l'*inversion*, « non pas le système des rapports réels qui gouvernent l'existence des individus, mais le rapport imaginaire de ces individus aux rapports réels

sous lesquels ils vivent » (L. Althusser, *Positions*, Paris, ES, 1976, p. 104). Porté à son comble, il aboutit à la conscience d'une *autonomie* des catégories. « On pourra alors dire, par exemple, qu'au temps où l'aristocratie régnait, c'était le règne des concepts d'honneur, de fidélité, etc., et qu'au temps où régnait la bourgeoisie, c'était le règne des concepts de liberté, d'égalité, etc. » La conception idéaliste de l'histoire enregistre ce phénomène et en fait son point de départ. Il ne lui reste plus qu'à déduire la *société civile* de la catégorie qui l'incarne et des formes de conscience qu'elle a elle-même enfantées. Autrement dit, « elle croit chaque époque sur parole, sur ce qu'elle dit d'elle-même et pour quoi elle se prend » (IA, 79; 49).

b / L'autonomisation de la profession

Marx en a ainsi fixé le cadre général : « Les individus sont toujours partis d'eux-mêmes, partent toujours d'eux-mêmes. Leurs rapports sont les rapports de leur procès de vie réel. D'où vient-il que leurs rapports accèdent contre eux à l'autonomie ? Que les puissances de leur propre vie deviennent toutes-puissantes contre eux ? En un mot : la division du travail, dont le degré dépend de la force productive développée à chaque moment » (IA, 108-109; 540). Il précise que l'inversion, ou le « auf den Kopf », idéologique est d'autant plus inévitable que le métier, de sa nature, s'y prête davantage : « le juge, par exemple, applique le code, et c'est pourquoi il considère la législation comme le véritable moteur actif » (IA, 108; 539); sa marchandise est en rapport avec l'universel *(ibid.)*. L'autonomie de la profession ne joue pas indépendamment de l'existence des classes. Elle se combine avec elle, car les conditions personnelles sont devenues les conditions communes et générales, pour toute classe, et l'individu leur est subordonné, comme la politique l'est au commerce (394; 342). Encore, précisons-le, que la relation classe/individu soit sujette à flottements dans *L'idéologie allemande* et marquée de l'imprécision inhérente à ce qui est en travail dans l'ensemble de la problématique. On le voit, pour prendre un exemple, qui a le mérite de mettre fortement en évidence la diversité des points de vue possibles, dans un énoncé tel que celui-ci : « Cette contradiction entre les forces productives et le mode d'échanges qui, comme nous l'avons déjà vu, s'est produite plusieurs fois déjà dans l'histoire jusqu'à nos jours, sans toutefois en compromettre la base fondamentale, a dû chaque fois éclater dans une révolution, prenant en même temps diverses formes accessoires, telles que totalité de conflits, heurts de différentes classes, contradictions de la conscience, lutte idéologique *(Gedankenkampf)* etc., lutte politique, etc. D'un point de vue borné, on peut dès lors abstraire l'une de ces formes accessoires et la considérer comme la base de ces révolutions, chose d'autant plus facile que les individus dont partaient les révolutions se faisaient eux-mêmes des illusions sur leur propre activité selon le degré de culture et le stade de développement historique » (90-91; 74).

c / Le rôle des idéologues

On retrouve la division du travail, qui ne se manifeste pas seulement dans la division de la société en classes et la répartition des individus dans des emplois différents. Qui traverse aussi les classes. Qui crée, au sein de la classe dominante, une dichotomie entre « travail intellectuel et matériel » (76; 46), entre penseurs et acteurs ou, plus exactement dit,

entre « concepteurs idéologiques actifs » *(die aktiven konzeptiven Ideologen)* et « récepteurs passifs » *(mehr, — plus —, passiv und rezeptiv) (ibid.)*.

Toute classe dominante possède ainsi ses professionnels du détachement, ses travailleurs de l'universel. Hommes de religion, hommes d'Etat, juristes, moralistes (108; 539), lucides ou non quant à leur fonction, dans leur ombre, l'industriel tire profit de travaux qu'il n'accomplit pas, le commerçant fait circuler des richesses qu'il n'a pas créées. Le capitaliste a deux fois besoin du juge, pour faire consacrer par tous la légalité qui ne sert que sa classe, pour s'offrir à lui-même l'illusion qu'elle est éternelle.

Ces analyses posent deux questions différentes : celle de la fonction des *classes* et celle de la fonction de l'*Etat* (tous deux absents de la Préface de 1859).

3.1. S'agissant des classes, en tant que productrices et consommatrices des idéologies, l'idéologie est alors à rechercher dans les études historiques concrètes qui en expriment non seulement les effets pour la conscience des groupes et des individus, mais aussi la matérialité inscrite dans des pratiques (us et coutumes, langue, littérature, religion, philosophie...) et des institutions (transmission des savoirs, de la culture et... de la politique, — les partis). Il convient de se tourner vers les œuvres, précisément dites « historiques », où la problématique de l'idéologie est massivement présente, qui encadrent *Le Capital* et les travaux de critique de l'économie politique, où le terme lui-même est quasi inexistant. Elles représentent une véritable mine d'informations *théoriques*. Le modèle, à cet égard, est offert par la LCF et le 18 B, auxquels FE renvoie systématiquement ses interlocuteurs (L. à J. Bloch, 21 sept. 1890; à C. Schmidt, 27 oct. 1890; à W. Borgius, 25 janv. 1894) : voir l'idéologie « de la fraternité », l'idéologie « républicaine », la rémanence idéologique de 89 en 48 (LCF), les « idées napoléoniennes », qui explicitent le ralliement des paysans parcellaires au Second Empire (18 B). « Sur les différentes formes de propriété, sur les conditions d'existence sociale s'élève toute une superstructure d'impressions, d'illusions, de façons de penser et de conceptions philosophiques particulières. La classe tout entière les crée et les forme sur la base de ces conditions matérielles et des rapports sociaux correspondants. L'individu qui les reçoit par la tradition ou par l'éducation peut bien s'imaginer qu'elles constituent les véritables raisons déterminantes et le point de départ de son activité » (18 B, ES, p. 39; MEW, 8, 139). L'idéologie n'est nullement un reflet passif, mais une formation active sécrétée par la classe. La *Sit.*, la GP, entre autres, de FE étaient déjà passées par là; devaient suivre la NGRh, la GCF et l'ultime *Urchristentum*, laissé inachevé, sans parler de la *Correspondance*, fourmillant de notations qui renvoient toutes à un concept central : celui de *classe*. Car une idéologie toujours réfère à une classe et sert une classe. Or, la classe est à la fois inscrite dans le procès de production et inscrite dans l'idéologie; ce qui veut dire qu'elle se représente (quelle que puisse être la modalité de cette représentation) dans l'idéologie sa propre relation au procès. Mais cette représentation n'est pas plus « libre » que le procès lui-même; ce dernier la produit et la reproduit sans cesse. On est loin, on le voit, d'un rapport mécanique où les efforts pour faire coïncider deux séries sont voués à la vanité. On en est d'autant plus loin qu'il n'existe pas de classes toujours déjà données, comme rouages d'une

montre; qu'il n'y a pas de « muraille de Chine » entre les classes; que la lutte de classes est le mode d'existence des classes, et, comme le disait Marx, « le dénouement de toute cette merde » (L. à FE, 30 avr. 1868; MEW, 32, 75). Lénine excellera dans le genre, ainsi que le Brecht des *Ecrits sur la politique et la société* ou le Bloch de *L'esprit de notre temps*.

3.2. S'agissant de l'Etat, c'est la relation dominant-dominé qui est en cause. L'IA laisse clairement entendre que domination de l'idéalisme et domination de la bourgeoisie sont une seule et même chose. Un pont est ainsi jeté entre l'idéologie et la position privilégiée d'une classe, entre pouvoir matériel et pouvoir spirituel, donc également, *en principe*, entre la possibilité d'une critique radicale, *i.e.* historiquement fondée, ou « scientifique », des idées dominantes et celle de la révolution prolétarienne. Le *Manifeste* sera, de ce point de vue, catégorique : « Le prolétariat, couche la plus basse de la société actuelle, ne peut se mettre debout, se redresser, sans faire voler en éclats toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle » (I, *in fine*). Toutefois, si les idées dominantes ne sont toujours que les idées de la classe dominante, s'il n'y a « rien d'étonnant à ce que la conscience sociale de tous les siècles, en dépit de toute multiplicité et de toutes variétés, se meuve dans certaines formes communes, formes de conscience qui ne se dissoudront pleinement qu'avec la disparition complète de l'opposition de classes » *(ibid.*, II, *in fine)*, comment le prolétariat parviendra-t-il à affirmer sa propre idéologie, sa propre politique, et, en conséquence, à assurer sa propre domination? Tout ne se passe-t-il pas, de l'IA au MPC, comme si « idéologie prolétarienne » comportait une contradiction dans les termes? La fonction de l'Etat, en tant que « première puissance idéologique », en tant que créateur d'une idéologie, dont le propre est d'escamoter la liaison avec les faits économiques, comme l'assure, plus tard, FE (LF, IV; MEW, 21, 302), n'est-elle pas celle d'un sûr verrou? Deux réponses sont possibles, qui peuvent également invoquer la caution de la Préface de 1859, soit qu'on la lise comme une structure à deux étages (base/superstructure; cf. *supra* A/C), soit qu'on la lise comme structure à trois étages (*ibid.*, A/B/C/). Dans le second cas on a affaire au schéma scission-projection (autonomisation de l'IA, ou *détachement* de la THF IV). La classe qui règne sur les rapports de production impose, grâce à l'Etat, sa domination sur l'ensemble de la structure. L'idéologie c'est le reflet inversé d'un monde à l'envers, enchanté. L'image optique est inévitable, de l'aliénation au fétichisme, tous deux omniprésents. Dans le premier cas, l'idéologie circule partout dans la structure sociale. Conscience des conflits et des pratiques, elle est conscience des maîtres qui veillent à conserver leur pouvoir, et conscience des dominés, qui tentent l'affirmation de leur identité, au travers même du miroir que leur tendent les dominants. Les premières revendications travaillent l'idéologie bourgeoise afin de la retourner contre elle-même : liberté-égalité-fraternité, justice sociale; même le droit, qui reste encore bourgeois, sous la dictature du prolétariat. De semblables rapports sociaux gouvernent les deux types de conscience et fixent leurs limites, sous le contrôle de la lutte de classes. Il est donc bien une histoire de l'idéologie, une pratique prolétarienne possible. En fait, les deux logiques se croisent sans parvenir à se recouvrir exactement. Et, en ce sens, la problématique du fétichisme dans le K. n'est pas fondamentalement différente de celle de la Préface de 1859. Pour le *Manifeste*, comme autrefois

pour la QJ, le prolétariat est, en quelque sorte, l'exclu absolu de la formation sociale bourgeoise, son négatif et son négateur (la *Sit.* de FE faisait état de l'existence de « deux peuples » dans l'Angleterre de la première moitié du XIXe siècle; ES, p. 171; MEW, 2, 351). Il échappe, en ce sens, par nature, à une domination, dont on peut se demander si elle garde quelque raison d'être, puisque « tout est noyé dans les eaux glacées du calcul égoïste » (MPC, I; MEW, 4, 465). Pour *Le Capital*, d'où peut-être la quasi-absence du terme idéologie, il faut expliquer la domination du capital sur le travail au sein *aussi* du domaine des idées. La classe ouvrière n'est plus hors société, elle n'existe que soumise au capital, aussi bien dans le salariat que dans les institutions et les « formes de conscience », qui en sont l'expression (cf. la « journée de travail » ou la « législation de fabrique »). La « seule méthode matérialiste, par conséquent scientifique », écrit Marx, consiste à expliquer « comment les conditions réelles de la vie revêtent peu à peu une forme éthérée » (K., I, 2, p. 59, n.; MEW, 23, 392), autrement dit comment se produisent le fétichisme et la réification des rapports sociaux, quelle est la légitimité de ces réponses *internes* aux procès dominants que sont, par exemple, la coopération, le contrat, le travail libre ou l'égalité et comment engager la critique *externe* par la révolution. Puisque l'idéologie dominée est nécessairement à la fois forme de soumission et forme de lutte, la reproduction des rapports sociaux, la lutte de classes, découpe le lieu, par excellence, contradictoire, où la politique prolétarienne s'efforce de briser le glacis des appareils idéologiques. L'affirmation de l'autonomie de la classe dominée se confond avec la mise au jour de la tendance communiste inhérente au MPC. Elle est le véritable enjeu du renversement de domination, au cœur, lui aussi, des rapports capitalistes. C'est là, sans doute, cette double logique, que FE a cherché à penser, en substituant au concept d'idéologie celui de « conception du monde » (cf. E. Balibar, « Ideologia » e « concezione del mondo » in Engels, *Paradigmi*, n° 5, 1984, schéma éd.). L'anti-étatisme de la classe ouvrière (la dictature du prolétariat de la GCF) formerait la condition appropriée d'une réplique à l'État de la bourgeoisie, comme producteur et contrôleur idéologique (LF, IV) et le sûr antidote, car le changement de terrain de la classe ouvrière n'est jamais acquis, à l'*économisme* qui fait du marxisme lui-même une idéologie dominée.

4 / L'idéologie scientifique. — Lénine tranche dans le vif. Enregistrant le caractère devenu hégémonique du marxisme dans le MOI, et radicalisant, dans les premières années du siècle, la critique du réformisme de la IIe Internationale, déjà engagée par Rosa Luxemburg (Réforme sociale ou révolution ?, apud *Œuvres*, I, Paris, Maspero, 1969), il combine la thèse kautskyenne de la *fusion* entre science et classe ouvrière, à opérer dans chaque contexte national (cf. *Notre tâche immédiate*; O., 4, 221 et s. et les matériaux pour la construction du POSDR), et la thèse, qui sera chère à Gramsci, de la production par la classe elle-même de ses propres intellectuels, antithétiques des idéologues bourgeois, pour poser qu'il ne saurait exister de troisième voie entre idéologie bourgeoise et idéologie socialiste (O., 5, 391). La classe ouvrière doit s'élever à la conscience de l'ensemble de la structure sociale; elle « doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de *toutes* les classes de la société contemporaine » (*ibid.*, p. 421). Son idéologie — la s.-d. —, se fait véhicule d'une science

et lie indissolublement théorie révolutionnaire et mouvement révolutionnaire. Partant, « un « idéologue » n'est digne de ce nom que s'il marche *en avant* du mouvement spontané, auquel il indique le chemin, s'il sait avant les autres résoudre toutes les questions de théorie, de politique, de tactique et d'organisation auxquelles se heurtent fatalement les « éléments matériels » du mouvement... » (o., 5, 321). La conscience de classe, d'abord comme « conscience adjugée » (G. Lukács, *Hist. et consc. de cl.*, Paris, Ed. de Minuit, 1960, p. 73), est maîtrise de rationalité et des possibles révolutionnaires. La pratique politique est, dès lors, définie par le *duel*, dans tous les sens du mot. A la considération de l'englobement de la lutte par les idées dominantes, si visiblement négligée par Lénine (qui paraît ignorer le fétichisme de la marchandise), est substituée la dénonciation permanente des contaminations et des rechutes, de la part des s.-d., sous l'effet de l'idéologie bourgeoise, qu'elles soient imputables aux influences petites-bourgeoises ou au rôle des intellectuels. Le concept d'idéologie, par voie de conséquence, se sépare de celui de superstructure, le parti, tel le prolétariat du *Manifeste*, s'érige en contre-société, en Etat dans l'Etat. L'opposition science/idéologie s'est déplacée, elle est devenue *esprit de parti*, science de parti (M et E, chap. VI, 4).

L'ancienne contradiction, du même coup, se retrouve, à laquelle les sociétés socialistes, ou, plutôt, leur réalité postérieure à 1917, vont donner un tour nouveau. Prise au pied de la lettre, la liaison idées dominantes / classe dominante devient, chez elles, principe régulateur. D'où le règne de l'inculcation idéologique qui reproduit, de l'inverser, le processus de la domination bourgeoise : rôle de l'éducation, instauration de l'enseignement du marxisme-léninisme, propagande, censure... Le volontarisme de la production de l' « homme nouveau » peut aller jusqu'à attribuer aux facteurs idéologiques un rôle privilégié (cf. la « révolution culturelle » chinoise ou les « trois révolutions » du Djoutché). Le « culte de la personnalité », ici et là, n'est nullement un accident, mais le résultat d'un système. La surrection, dans le marxisme vécu, des nationalismes, pouvant aller jusqu'à des conflits armés entre pays socialistes, en est un autre. La résistance des contradictions réelles, au premier chef celle de l'autonomie ouvrière, corrobore ces phénomènes.

Plus généralement, le danger, déjà perçu par Labriola d'une idéologisation du marxisme (ouvr. cité, p. 79-80; trad., p. 138-139), s'en trouve confirmé, — la « science » se change en dogme et même en catéchisme. C'est vrai dès le moment où l'analyse des rapports de force, assurée par le parti, subit son inévitable transfert en mots d'ordre et en slogans; ce l'est davantage encore lorsque le centralisme démocratique fonctionne comme la clef d'un mécanisme, où « les cadres décident de tout » (Staline, *Les questions du léninisme*, Paris, ES, 1947, p. 196), où le parti, « chef politique de la classe ouvrière » (*ibid.*, t. 1, 1946, p. 75), a toujours raison.

REMARQUE. — La difficile maîtrise du concept d'idéologie, chez KM et FE eux-mêmes, atteste du caractère largement ouvert de la théorie, aussi bien que des obstacles provoqués par des simplifications excessives. Entre les acceptions péjoratives dominantes chez les fondateurs (cf. encore FE, l'idéologie qualifiée « d'imagination irrationnelle »; AD, Manuscrits, ES, 1956, p. 388) et la positivité qui l'emporte chez Lénine, entre les réductions mécanistes et la primauté accordée aux superstructures, ces couples

complémentaires, on retiendra la voie de l'analyse concrète (« matérialiste ») des idéologies, à partir de leurs conditions de production historiques et de leur jeu au sein des structures sociales dont elles ne sont pas dissociables. A la nostalgie d'une théorie générale en forme, y compris pour le MPC, on préférera les recherches spécifiées, dont la fécondité compense l'apparente modestie, qu'il s'agisse de « conceptions du monde », et, en ce sens, du marxisme historique lui-même, ou de tel domaine dit « superstructurel » (littérature, langue, philosophie, religion, etc.). La définition d'une stratégie politique prolétarienne, à la différence de l'économisme comme de la philosophie de l'histoire, demeure enfin plus que jamais l'actualité du concept d'idéologie.

• BIBLIOGRAPHIE. — T. W. ADORNO, *Idéologie*, K. Lenk éd., Luchterhand, Neuwied, 1961; L. ALTHUSSER, Sur le Jeune Marx, apud *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1965; M. AUGÉ, *Pouvoirs de vie, pouvoirs de mort*, Paris, Flammarion, 1977; BADIOU et BALMÈS, *De l'idéologie*, Paris, Maspero, 1976; J. BAECHLER, *Qu'est-ce que l'idéologie?*, Paris, Gallimard, 1976; E. BALIBAR, La vacillation de l'idéologie..., apud *Raison présente*, n° 67, 1983; ID. et P. MACHEREY, Sur la littérature comme forme idéologique, apud *Littérature*, n° 13, févr. 1974; H. BARTH, *Wahrheit und Ideologie*, Zurich, 2e éd., 1963; J.-L. BAUDRY, Ecriture, fictions, idéologie, apud *Tel Quel*, Paris, 1967; A. BOGDANOV, La tectologie, apud *La science, l'art et la classe ouvrière*, Paris, Maspero, 1977; P. BOURDIEU, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève-Paris, Droz, 1972; ID. et J.-C. PASSERON, *La reproduction*, Paris, Ed. de Minuit, 1970; G. CANGUILHEM, *Idéologie et rationalité dans l'histoire des sciences de la vie*, Paris, Vrin, 1977; F. CHÂTELET, *Histoire des idéologies*, Paris, Marabout, 1978; U. DIERSE, Ideologie, *apud* BRUNNER, CONZE, KOSELLECK, *Geschichtliche Grundbegriffe*, Stuttgart, Klett, 1978, 4 vol. parus; G. DUBY, *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Paris, NRF, 1978; U. ECO, *Il nome della Rosa*, Milano, Fabbri-Bompiani, 1980 (Paris, 1982); J.-P. FAYE, *Langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1972; M. FOUCAULT, *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966; T. GEIGER, *Ideologie und Wahrheit*, Stuttgart-Vienne, 1953; L. GOLDMANN, *Le Dieu caché*, Paris, Gallimard, 1956; J. HABERMAS, *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973; ID., *L'espace public*, Paris, Payot, 1978; G. W. F. HEGEL, *Encyclopédie des sciences philo: en abr.*, Paris, Gallimard, 1970, § 398 (« La classe d'idéologie »); A. HELLER, *Les instincts*, Paris, 1973; T. HERBERT, Pour une théorie générale des idéologies, apud *Cahiers pour l'analyse*, Paris, n° 9, 1968; M. HORKHEIMER, Ein neuer Ideologie-Begriff, *apud* K. LENK, *Ideologie, Ideologie-Kritik und Wissenssoziologie*, 2e éd., 1964 (textes); ID., *Les débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire*, Paris, Payot, 1974; *Ideologia, teoria y politica en el pensamiento de Marx*, ouvr. coll., Mexico, 1980; F. JAKUBOWSKY, *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, EDI, 1971; R. KAËS, *L'idéologie, études psychanalytiques*, Paris, Dunod, 1981; L. KOLAKOWSKI, *Chrétiens sans Eglise*, Paris, Gallimard, 1969; G. LABICA, *Le marxisme d'aujourd'hui*, Paris, PUF, 1973, IV (textes); A. LAROUI, *L'idéologie arabe contemporaine*, Paris, Maspero, 1967; H. LEFEBVRE, *Sociologie de Marx*, Paris, PUF, 1968; C. LEFORT, L'ère de l'idéologie, *Encyclopaedia Universalis*, vol. 17, Paris, 1968; J. LOJKINE, Pour une théorie marxiste des idéologies, *Cahiers du CERM*, Paris, n° 69, 1969; P. MACHEREY, *Pour une théorie de la production littéraire*, Paris, Maspero, 1966; K. MANNHEIM, *Idéologie et utopie*, Paris, 1956; ID., *Essays on the sociology of culture*, London, Routledge & Kegan Paul, 1967; Mao ZEDONG, *Sur la littérature et l'art*, Pékin, 1965; S. MERCIER-JOSA, Esprit du peuple et idéologie, apud *Pour lire Hegel et Marx*, Paris, ES, 1980; J. MEYNAUD, *Destin des idéologies*, Lausanne, 1961; O. NEGT et A. KLUGE, *Öffentlichkeit und Erfahrung*, Frankfurt, Suhrkamp, 1972; N. NKRUMAH, *Le consciencisme*, Paris, Payot, 1964; M. PÊCHEUX, *Les vérités de La Palice*, Paris, Maspero, 1975; Philosophie et idéologie, apud *Akten des XIV. Internationalen Kongresses für Philosophie*, Wien, Verlag Herder, 1968; W. REICH, *Psychologie de masse du fascisme*, Paris, 1972; *Rethinking ideology*, Coll., Berlin, Argument Verlag, 1983; R. ROBIN, *La société française en 1789*, Paris, Plon, 1970; ID., *Histoire et linguistique*, Paris, A. Colin, 1973; M. RODINSON, *Marxisme et monde musulman*, Paris, Seuil, 1972; F. ROSSI-LANDI, *Ideologia*, Roma, Mondadori, 1982; J.-P SARTRE, Qu'est-ce que la littérature ?, apud *Situations*, II, Paris, Gallimard, 1948; ID., *Flaubert*, Paris, Gallimard, t. III; J. SERVIER, *L'idéologie*, Paris, PUF, 1982; L. SÈVE, *Marxisme et théorie*

de la personnalité, Paris, ES, 1974; G. SOREL, *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Paris-Genève, rééd. Slatkine, 1981; *Theorien über Ideologie*, Berlin, Argument-Sonderband, 1979; G. THERBORN, *The ideology of power and power of ideology*, London, New Left Books, 1982; M. VADÉE, *L'idéologie*, Paris, PUF, 1973 (textes); M. VOVELLE, *Idéologies et mentalités*, Paris, Maspero, 1982.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Appareil, Avance-retard, Base, Bloc historique, Communisme, Détermination, Division du travail manuel et intellectuel, Economisme, Egalité, Esprit de parti, Esthétique, Etre social / conscience, Fétichisme, Fusion, Hégémonie, Idéalisme, Instances, Littérature, Matérialisme, Orthodoxie, Philosophie, Réification, Religion, Renversement, Répétition, Représentation, Science, Spontané, Superstructure.

G. L.

Immigration

Al : *Immigration, ausländische Arbeitskräfte.* — An : *Immigration.* — R : *Immigracija.*

Dans *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Boukharine évoque « la circulation de la force de travail », en moins d'une page; Lénine n'était guère plus explicite dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, à peine s'il relevait « l'accroissement de l'immigration » en provenance des « pays arriérés » dans les pays impérialistes. L'orthodoxie marxiste à la suite de Kautsky s'en tenait ordinairement à la formulation de « l'armée de réserve du travail » entretenant la baisse du salaire; c'était l'extrême réduction, parfois sous le seul vocable de *Lumpenproletariat*, de la conception de la *surpopulation relative* que Marx expose dans *Le Capital* en présentant « la loi générale de l'accumulation capitaliste » (K., I, 7e section, chap. XXV), allant jusqu'à écrire que « l'accroissement du paupérisme » constitue « la loi générale absolue de l'accumulation capitaliste ».

Mais l'analyse conduite dans *Le Capital* se situe au centre capitaliste et dans l'achat et l'offre de la force de travail qui engendre comme l'on dit aujourd'hui : la mobilité du travail; celle-ci sous-tend l'incessante recomposition du capital industriel entre branches et dans l'espace. Cette attention au marché central du travail fait que Marx insiste plus sur la *surpopulation stagnante* qui touche les « surnuméraires » de l'industrie : chômeurs, travailleurs occasionnels, travailleurs au noir, à domicile, travail domestique féminin, travail des enfants, et sur la *surpopulation flottante* faite de l'accumulation en ville de populations subissant plus fortement l'attraction que la répulsion des centres industriels (K., ES, I, 3, 83; MEW, 23, 670); aussi n'approfondit-il guère l'étude de la *surpopulation latente*, celle qui se tient dans les campagnes prête à se déverser vers les villes et à être « la source de l'immigration » (*ibid.*, p. 85; 671).

Cette *paupérisation* des campagnes fait partie de l'accumulation primitive, quand elle aboutit à la *prolétarisation*, mais elle se renouvelle dans les sociétés dépendantes (périphérie) sans qu'il y ait formation d'un prolétariat, ou en ne permettant la constitution que d'un prolétariat étroit ou segmentaire : l'*émigration* devient la seule issue. Cette origine de l'exode rural et des migrations qui n'est évoquée dans *Le Capital* que sur les exemples anglais et irlandais, et à travers l'émigration européenne vers l'Amérique, est déjà mieux cernée par Lénine quand, dans *Le développement du capitalisme en Russie* (1897), il rejette les thèses populistes en démontrant que le développement capitaliste provoque précisément une décomposition de l'ancienne paysannerie, une différenciation de classes dans les cam-

pagnes établissant des degrés de bourgeoisie rurale, des couches moyennes de paysannerie à la limite de la reproduction économique et un prolétariat agricole. C'est au niveau moyen que l'exode commence, puis « la migration accélère la décomposition de la paysannerie » (DCR, Ed. de Moscou, p. 191). Mais Lénine ne pense encore qu'à l'émigration russe et européenne, y compris « vers les régions de colonisation ».

C'est cette émigration d'Europe vers l'outre-mer qui retient encore, et pour cause puisque c'est le plus grand fait de masses du XIXe siècle au début du XXe siècle, l'attention du mouvement ouvrier au temps de la IIe Internationale (Congrès de Stuttgart, 1907). Dans *L'accumulation du capital* déjà, et plus encore dans sa réponse à Otto Bauer *(Anticritique)*, Rosa Luxemburg ne considère toujours que les mouvements migratoires du centre capitaliste vers la périphérie qu'il subordonne, et reproche même à Bauer d'imaginer des migrations de sens inverse. En fait, les analyses de Bauer étaient les seules à envisager le problème de l'inégalité entre régions paupérisées subissant la décomposition capitaliste, et l'écart entre les coûts infériorisés de reproduction sociale et les prix de marché, et les régions développées concentrant l'emploi et devenant régions d'appel de main-d'œuvre pour une exploitation redoublée. En prenant l'exemple de la Bohême et des régions slaves par rapport à Vienne, il anticipait la réflexion des économistes sur l'*échange inégal* qui affecte les relations entre Tiers monde et pays de capitalisme développé qui centralisent les profits. Cette approche est esquissée dans sa thèse sur *La question des nationalités et la social-démocratie* (1907), et explicitée dans un article de la *Neue Zeit* (XXV, 2, n° 41, 1907) sur les « migrations prolétariennes ».

Il faut attendre les débats contemporains entre marxistes et au sein du mouvement ouvrier pour que soit reconnue la place grandissante de l'*immigration* et ses effets contradictoires sur les classes ouvrières, à la suite précisément du renversement des flux migratoires des sociétés « en voie de prolétarisation », vers les pôles de production capitaliste et les pays impérialistes. La logique capitaliste de l'immigration se tient dans le recours à une main-d'œuvre largement disponible qui est force de travail à l'état pur : jeune homme d'âge actif sans coût de production sociale puisque celui-ci repose sur la société d'origine, et qui peut être soumis à la plus forte exploitation par les bas salaires et la discrimination économique et sociale. Mais l'immigration renouvelle aussi la stratification de l'emploi (manœuvres, ouvriers qualifiés, cadres), et aboutit quand elle se stabilise dans sa condition précaire entretenue par des mesures répressives et le blocage de l'assimilation, à une stratification sociale qui juxtapose des segments de population immigrée dans une société globale qui reste idéologiquement dominée par son nationalisme et susceptible de racisme. Cette division qui traverse les classes ouvrières engendre des contradictions dans les syndicats et les partis ouvriers qui pratiquent une défense nationale du niveau de vie, négocient des conventions collectives dans le cadre étatique, sont polarisés par la lutte politique nationale sinon sensibles au nationalisme en invoquant « l'intérêt national ». Or par le redéploiement économique commandé par les sociétés multinationales à l'intérieur de l'espace capitaliste central comme entre pays dépendants, voici que l'évolution capitaliste généralise présentement les mouvements migratoires et la mobilité du travail, soit celle de l'emploi et de l'habitat. Le temps des migrants succède à la double période de sens inverse d'émigration et d'immigration.

• BIBLIOGRAPHIE. — Henri BARTOLI, Analyse et signification des migrations de main-d'œuvre, *Cahiers de l'ISEA*, septembre 1966; Jean-Paul de GAUDEMAR, *Mobilité du travail et accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1976; Michel MARIE et José RODRIGUES DOS SANTOS, Migration et force de travail, *Espaces et Sociétés*, n° 4, décembre 1971; revue *Pluriel-Débat* pour le dossier : mouvement ouvrier, migrations et statut de l'étranger, en particulier n° 1 (1975), n° 13 (1978), n° 21, n° 22 et n° 23 (1980). A noter que Fritz STERNBERG est l'un des rares marxistes à avoir repris les indications du *Capital* sur la surpopulation et à traiter de l'immigration comme élément de compréhension de l'impérialisme : *Der Imperialismus*, Berlin, Matik Verlag, 1926. Sur l'état actuel de la question, cf. *L'immigration maghrébine en France*, Temps modernes, 1984.

▶ CORRÉLATS. — Colonisation/Colonialisme, Développement/Sous-développement, Impérialisme, Lumpenproletariat.

R. G.

Impérialisme

Al : *Imperialismus*. — An : *Imperialism*. — R : *Imperializm*.

Alors que le terme d'*impérialisme*, formé à partir du mot empire, pour suggérer une doctrine ou une politique de développement de la puissance étatique est d'usage courant en histoire pour caractériser toute extension de souveraineté (*impérialisme romain* par exemple), ce sont d'abord les théoriciens et politiciens bourgeois de la transformation des possessions coloniales en un ensemble organisé qui ont généralisé la notion d'*impérialisme* se rapportant donc aux empires coloniaux. Cette transition terminologique de Disraeli à Chamberlain, en Angleterre, au début du XXe siècle, et à Leroy-Beaulieu, en France, à la fin du XIXe siècle, entre autres doctrinaires et propagandistes, couvre aussi une transition historique qui fait s'achever le partage du monde entre les principaux Etats capitalistes, et à travers cette expansion de la domination politique, s'établit le contrôle économique des groupes financiers et industriels concentrant donc les profits, à échelle mondiale. C'est en 1902, dans l'ouvrage *L'impérialisme* publié à Londres et à New York, que J. A. Hobson annonce qu'aux temps du capitalisme de libre concurrence succède le nouvel âge du capitalisme de monopole. Hobson dénonce le caractère parasitaire de cette centralisation monopolistique : le système capitaliste autrefois libéral entre en pourrissement, et Lénine reprendra en partie ce bilan accusateur, voire cette condamnation morale, et bien sûr l'idée de stade final.

I / Dans l'impérialisme, la mise en *dépendance économique* par les *monopoles* (ou encore les *oligopoles* pour faire ressortir leur concentration et leur petit nombre) enserre donc toutes les contrées, articule et contraint toutes les formations économiques, non seulement dans un marché mondial, ce qui était déjà le fait du capitalisme marchand, mais dans un *système économique mondial* caractérisé par les inégalités de développement (*sous-développement* et pays capitalistes développés) et plus précisément par l'inégalité des conditions de production (coût de la main-d'œuvre et disparité des prix du travail et des marchandises). C'est le partage international de la production qui marque la différence entre un monopole ou une *société multinationale*, et une société ou compagnie de rayonnement commercial ou bancaire international. C'est l'écart à la production qui est à la source de l'*échange inégal*, par-delà les avantages commerciaux (et les bénéfices coloniaux) déjà présents dans le capitalisme concurrentiel. Les

investissements capitalistes en quête du plus grand profit par division internationale du travail, soit la *mobilité des capitaux* plutôt que l'*exportation du capital*, car la formule léniniste est réductrice, sont commandés par ces monopoles qui sont fondés sur le *capital financier* contrôlant ou assumant le *capital industriel* et disposant du *capital bancaire*. Cette action transnationale des groupes monopolistes s'appuie sur l'intervention non seulement politique mais aussi créditrice de l'Etat dans les principaux pays capitalistes qui, en dépit de leur rivalité et de leurs relations inégalitaires d'interdépendance, constituent le *centre* impérialiste par rapport aux pays dépendants qui forment la *périphérie*; encore faudrait-il distinguer des *pays semi-périphériques* ayant des pôles de production capitaliste sous contrôle monopolistique (par exemple Argentine, Brésil...) comme probablement des *pays semi-centraux*, par rapport au centre américain (Etats-Unis,) notamment, par exemple : Canada, Afrique du Sud, etc. Dans tous les cas, la liaison entre monopoles et Etat va s'intensifiant, et le rôle de l'Etat tend à être économiquement décisif en particulier en période de *crise* (dirigisme et militarisation).

A la suite des révolutions à finalité socialiste depuis 1917, le développement économique par étatisation, ce qui est proprement la *voie non capitaliste de développement* (URSS, pays dits socialistes), et les efforts de *nationalisation* dans les nouveaux Etats nés de la libération nationale réduisent le champ d'*intervention directe* des monopoles et des politiques impérialistes, sans remettre encore en cause leur prépondérance sur le marché mondial et leur capacité de redéploiement international (nouvelle division du travail ou plutôt de la production), ni l'avance industrielle et technologique des pays capitalistes les plus développés; l'inégal développement continue à s'accroître (*développement du sous-développement*; rapports inégaux nord-sud).

Cette schématisation de l'évolution impérialiste rend manifeste le fait que le procès d'avenir socialiste passe par la transformation des rapports internationaux, la « destruction de l'impérialisme », donc que c'est la finalité anti-impérialiste qui commande la stratégie des luttes qui n'en sont pas moins liées au devenir du mouvement ouvrier; encore faut-il rappeler que les classes ouvrières ne sont que naissantes dans les pays sous-développés, en cours de croissance, fût-ce accélérée dans les pays de transition non capitaliste, et constituées en pays capitalistes développés, soit impérialistes, donc instituées dans l'écart même du développement et perméables au nationalisme dominant au-delà même du phénomène d'aristocratie ouvrière. L'impérialisme modifie les conditions de l'*internationalisme*.

L'interdépendance mondiale caractéristique de l'impérialisme rend sommaire la discussion sur la primauté révolutionnaire du Tiers monde par rapport au centre capitaliste (thèses tiers mondistes et thèses du communisme chinois), comme le débat sur la priorité des trois forces que formulent les conférences communistes internationales et le marxisme soviétique : en premier lieu, la puissance grandissante du camp socialiste ayant l'URSS à sa tête, et en deuxième ou troisième lieu, les mouvements de libération nationale ou les mouvements ouvriers et démocratiques des pays capitalistes développés. L'importance des luttes de libération nationale est une évidence de ces cinquante dernières années, mais qui touche à sa fin, alors que la transition au socialisme est un procès mondial de longue durée qui ne saurait s'accomplir que partiellement par le développement économique (et militaire) que réalise « la construction du socialisme en

un seul pays ». Le recul de l'impérialisme résulte de la convergence des luttes nationales et internationales opérant à travers la transformation même des rapports sociaux; aussi risque-t-elle toujours d'être freinée ou contredite par des pratiques nationalistes privilégiant l'intérêt d'Etat. C'était le sens de l'accusation de *social-impérialisme* en usage dans l'Internationale communiste, particulièrement et malheureusement dans sa troisième période (1929-1933), à l'adresse des partis sociaux-démocrates défendant l'intérêt d'Etat. Le recours actuel à cette formule appliquée à l'URSS, de la part de la propagande chinoise, dévalorise le concept d'impérialisme en le détachant de ses racines économiques, pour en revenir à son emploi vulgaire caractérisant une politique de grande puissance (notion d'empire). Le terme d'*hégémonisme* est déjà moins approximatif en rappelant que la rivalité se mesure avec le centre impérialiste; la question de l'internationalisme et des fins socialistes est bien celle de l'anti-impérialisme.

II / La théorie de l'impérialisme ne peut guère trouver dans l'œuvre de Marx et Engels que des amorces et des linéaments, dans *Le Capital* qui analyse la centralisation capitaliste et ne cesse d'annoncer l'heure de son extrême concentration, plus particulièrement dans le livre III quand Marx reprend l'explication de la genèse et de l'évolution capitalistes en insistant sur la fonction grandissante du crédit et l'élargissement du contrôle bancaire sur la production industrielle. Également dans les observations plus tardives d'Engels sur le capitalisme allemand soutenu par l'Etat (notion de capitalisme d'Etat), et sur la « socialisation » progressive du capital par les sociétés anonymes (AD, ES, 3e partie, chap. II).

Les marxistes les plus attachés à la lettre de Marx et ne s'appuyant que sur les deux premiers livres publiés du *Capital*, comme Rosa Luxemburg, en premier lieu dans son *Cours d'économie politique* (1906), puis dans *L'accumulation du capital* (1911), et parallèlement, dès les années 1902-1907, un théoricien comme Parvus se situant alors à l'extrême-gauche social-démocrate, sentent la difficulté d'expliquer la croissance capitaliste portée par le renforcement des plus grosses sociétés s'organisant en *cartels*, dominant non seulement le marché, mais pratiquant la concentration verticale et horizontale (trusts); ils se heurtent à l'abstraction démonstrative qui permet à Marx de systématiser le fonctionnement des schémas de la production et de la reproduction économique, hors des contingences évolutives qu'elles soient démographiques ou géographiques. C'est donc un retour sur les conditions historiques du développement capitaliste, soit l'expansion coloniale et la pénétration marchande, la ruine du monde paysan et des économies précapitalistes, l'élargissement et les limites de la consommation que tente notamment Rosa Luxemburg. L'impérialisme apparaît alors comme l'achèvement du capitalisme, la marche vers son plein exercice à échelle mondiale, et donc vers l'exacerbation finale de ses contradictions; à noter que cette mise en perspective perçoit l'évolution capitaliste comme continue en liant colonisation et impérialisme, d'où la faveur que connaîtra Rosa Luxemburg auprès des économistes spécialistes du Tiers monde.

Dans la conception de Rosa Luxemburg qui combat la passivité réformiste de la majeure partie de la social-démocratie allemande, l'impérialisme n'est généralement compris que comme l'expansionnisme et l'agressivité des plus grandes puissances, soit donc comme ce qui est

virulent à cette époque de rivalités en politique d'armement, et particulièrement maritime, « le militarisme ». Au contraire, Kautsky qui se situe au centre ou centre gauche de la social-démocratie allemande et internationale, ne retient que le mouvement de concentration capitaliste en monopoles et plus encore, ce qu'il reprend aux austro-marxistes, la tendance à la rationalisation mondiale de l'économie capitaliste soumise aux trusts industriels et bancaires (pratique des ententes, cartellisation); cette vision soutient sa stratégie pacifiste et aboutira à sa notion d'*ultra-impérialisme*.

Ce sont en effet les marxistes d'Autriche-Hongrie qui se sont trouvés engager la théorie de l'impérialisme sur une voie qui rejoint les indications du livre III du *Capital* sur le crédit; Vienne jouait à l'époque le rôle de la Suisse aujourd'hui, soit celui de première place bancaire et de siège des holdings. En fixant l'attention sur les inégalités de formation nationale et plus encore sur les nations dominées (slaves) dans un Etat multinational (Empire austro-hongrois) mais à prépondérance allemande, Otto Bauer est amené à prendre en compte les différences dans le taux d'exploitation entre régions agraires et régions industrielles, entre main-d'œuvre migrante et main-d'œuvre de statut national dominant (Tchèques et Allemands). L'impérialisme est analysé non seulement comme concentration monopoliste, mais comme renforcement et blocage de l'inégalité de développement. Dans *Le capital financier* (1910), Rudolf Hilferding synthétise ces éléments factuels et ces recherches, en les couronnant par l'étude du procès même de contrôle financier de la concentration industrielle et du partage international de la production. Par fusion du capital industriel et du capital bancaire, les monopoles se transforment en organismes financiers qui décident de la stratégie d'investissement (exportation de capitaux plutôt que de marchandises). L'impérialisme est compris comme le stade final du capitalisme par centralisation extrême et organisation.

La première guerre mondiale vient comme illustrer que les contradictions capitalistes sont encore les plus fortes, disqualifiant les hypothèses pacifistes qui ont peut-être surtout le tort d'être anticipatrices, puisque les tendances à la concentration oligopolistique sont toujours à l'œuvre, et que l'impérialisme constitue toujours aujourd'hui un système économique mondial commandé par les sociétés multinationales liant l'action des principaux Etats (Fonds monétaire international, Banque mondiale, décisions communes des « pays les plus riches du monde », pôle unique de négociation Nord-Sud, etc.). La guerre, qui est aussi faite d'affrontements nationalistes et met en question la structure des deux grands empires russe et autrichien, transfère le débat du centre germanique vers la Russie. Boukharine et Lénine reprennent les termes de la réflexion. Boukharine (1915) s'attache à la notion de système mondial de division de la production et du travail doublant le marché, et met en valeur le rôle de l'Etat dans la centralisation capitaliste, cette fausse socialisation du capital qu'est le *capitalisme d'Etat*. Il porte son attention sur le capitalisme de guerre de l'Empire allemand qui offre donc le premier exemple de capitalisme monopoliste d'Etat, par la conjonction de l'action étatique et des pratiques de concentration du profit par les trusts. Tandis que chez Boukharine grandira la hantise des risques dictatoriaux que comporte tout étatisme, à partir de ce même exemple allemand, Lénine, moins enclin à la systématisation mondiale, verra plutôt l'efficacité du dirigisme économique, et

dans le capitalisme d'Etat en 1921-1922, un moyen de modernisation utile au développement de la Russie, voire dans le *capitalisme monopoliste d'Etat*, l'antichambre du socialisme.

Mais en 1916, Lénine avait fait le point des analyses de l'impérialisme (Hobson, Hilferding, Boukharine) dans l'opuscule qui se veut de vulgarisation politique, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. « L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes » (Lénine, o., 22, p. 287). L'impérialisme ne se comprend pas seulement par ces cinq caractères, mais comme système international conjuguant l'action des monopoles et l'intervention de l'Etat, la polarisation du grand capital, la centralisation privée du profit et l'intervention économique publique interne et extérieure. *Le capitalisme monopoliste d'Etat* est donc la tendance, ou mieux le procès, ou pour ainsi dire la face interne de ce qui s'explicite à l'échelle mondiale en rapports inégaux entre les pays dépendants et les puissances dominantes. La distinction que Lénine faisait à partir de 1912 à propos de la question nationale, et sur laquelle il ne cessera plus de mettre l'accent, entre nations opprimées (colonisées ou minoritaires) et Etats oppresseurs hégémoniques, est intégrée à sa compréhension de l'impérialisme; elle est constitutive de l'impérialisme; il écrit ainsi : « La division des nations en nations oppressives et nations opprimées... constitue *l'essence* de l'impérialisme... elle est capitale sous l'angle de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme » (Lénine, o., 21, p. 425). C'est cette conception qui préside à la définition des tâches de l'Internationale communiste sur la question nationale et coloniale à son IIe Congrès en 1920.

Après la première guerre mondiale et la révolution soviétique, la réflexion sur l'impérialisme se fige en chacune des écoles marxistes : « capitalisme organisé » selon Hilferding et pour l'austro-marxisme; généralisation du capitalisme d'Etat pour Boukharine que suivra, en mineur et par épisode, E. Varga au sein de la IIIe Internationale; le plus souvent dans le mouvement ouvrier européen, communiste et socialiste, réduction au procès d'exacerbation de l'antagonisme foncier du capitalisme en une lutte de classe ouvriériste plus ou moins élargie à échelle mondiale. Dans la lignée de Rosa Luxemburg cherchant à justifier l'évolution du capitalisme qui continue et continue même son développement, mais resterait condamné par la baisse du taux de profit, les théoriciens marxistes qui suivent le mouvement communiste en Allemagne : K. A. Wittfogel, F. Sternberg, puis Grossmann s'efforcent de montrer comment le capitalisme cherche des solutions qui ne font qu'accroître ses contradictions finales ou sa *crise*, pour remédier soit à la *sous-consommation* due à la paupérisation ouvrière et celle des masses colonisées, soit à la *suraccumulation* de capital qui conduit au recours à l'Etat pour assurer le profit. Dans *Der Imperialismus* (1926), Fritz Sternberg prend en compte la paupérisation à échelle mondiale et les mouvements de la main-d'œuvre qui reconstituent la surpopulation relative et permettent la plus grande exploitation de la force de travail, par une nouvelle division internationale du travail. L'impérialisme se distingue du capitalisme concurrentiel par un

double antagonisme : celui qui oppose prolétariat et bourgeoisie, et celui qui s'approfondit entre Etats impérialistes et « Etats-réserves », d'abord réserves de main-d'œuvre. C'est plus vers l'intervention de l'Etat pour remédier à la suraccumulation et à la baisse du taux de profit que se porte l'analyse de Henryk Grossmann, en reprenant à la fois les suggestions des austro-marxistes et les formulations de Boukharine et Lénine sur le monopolisme d'Etat; il étudie les manifestations de crise dans l'Allemagne de Weimar. Cette conjonction des inspirations théoriques et des recherches factuelles est caractéristique des débuts de l'*Ecole de Francfort* dans laquelle Grossmann représente l'orientation liée au Parti communiste.

III / La recherche et les débats cessent dans les années 1930. Il ne subsiste en particulier dans le mouvement communiste qu'une formulation toute stratégique de l'impérialisme défini par le rapport d'hostilité à l'URSS. A partir de 1934, la substitution au front unique ou au bloc ouvrier et paysan d'un front rassemblant l'ensemble des couches victimes des monopoles, réintroduit dans le discours communiste l'expression de capital financier en une sorte d'équivalence entre fascisme et impérialisme comme forme extrême de la concentration et de la putréfaction capitaliste. La stratégie est donc celle de front anti-impérialiste qui s'élargit en front populaire puis, à partir de 1941, en front national. De l'ouverture de la deuxième guerre mondiale interprétée comme guerre interimpérialiste puis en guerre antifasciste et patriotique, c'est-à-dire se dressant contre l'impérialisme des puissances fascistes, le marxisme soviétique n'opère plus que par variation sur l'extension du camp impérialiste. Ainsi la vision de guerre froide partage le monde entre les forces impérialistes, c'est-à-dire ennemies du socialisme, rangées derrière les Etats-Unis, et le camp socialiste ayant à sa tête l'URSS qui représente la force anti-impérialiste première à laquelle peuvent s'adjoindre l'action des mouvements de libération et celle du « mouvement ouvrier révolutionnaire »; les partis réformistes n'étant que les valets de l'impérialisme. Cette simplification demeure à l'arrière-plan quand les alliances fluctuent tant au plan international (nouveaux Etats nés de la décolonisation et toute politique qui prend quelque distance avec les Etats-Unis), qu'au plan intérieur (alliance partis communistes et partis socialistes, populistes, voire démocrates-chrétiens).

C'est en dehors du mouvement communiste mais également en dehors des partis socialistes fermés à la notion d'impérialisme — le terme n'est appliqué qu'à l'adversaire « national » : impérialisme américain ou japonais menaçant la colonisation française ou la zone d'influence qui en est l'héritage ou les exportations et les fabrications nationales — que des tentatives théoriques sont esquissées pour rendre compte de la perpétuation et même de la croissance de l'économie capitaliste, et de l'importance des luttes de libération nationale qui apparaissent s'être substituées comme forces révolutionnaires au prolétariat des pays capitalistes centraux, devenus réformistes. Ce renouvellement théorique prend donc pour point de départ la mondialisation du capital à travers la dépendance en inégal développement, la concentration oligopolistique de la production, la centralisation financière et l'hégémonie d'Etat. L'impulsion est venue d'un marxisme prenant son élan aux Etats-Unis et sur le continent américain, d'autant qu'il tirait les leçons de la grande dépression trouvant une issue dans l'industrie d'armement et les destructions de la deuxième guerre

mondiale (Paul M. Sweezy, *The Theory of Capitalist Development. Principles of Marxian Political Economy*, 1re éd., 1942). Cette compréhension mondiale prend ses distances avec l'européocentrisme qui engendre le capitalisme à partir de la propriété foncière du féodalisme, se fixe sur le rapport de classes du capitalisme industriel et sur l'exploitation des classes ouvrières (jusqu'aux thèses de la paupérisation relative et absolue). « Le sous-développement du Tiers Monde est le produit du même processus historique qui a conduit au développement du mode capitaliste avancé » (Paul M. Sweezy, 1969).

La tentation s'exerce alors d'interpréter l'impérialisme comme étant consubstantiel au mode de production capitaliste en faisant succéder le néo-impérialisme (ou néo-colonialisme américain) à la colonisation (archéo-impérialisme); l'Amérique latine offre l'illustration de ces substitutions de métropoles en un rapport de dépendance perpétué (colonie-métropole; satellite-métropole; périphérie-centre). Les recherches de la *Monthly Review* (fondée en 1949) seront poursuivies en ce sens, notamment par Harry Magdoff, et vulgarisées parmi les économistes du Tiers Monde. Mais les thèses défendues par P. M. Sweezy et Paul Baran (*Monopoly Capital*, 1966) s'employaient plutôt à traiter de l'impérialisme sur l'exemple même des Etats-Unis, en s'intéressant à la concentration monopoliste *(giant corporation)* qui fait sortir du capitalisme concurrentiel pour entrer en concurrence imparfaite, selon l'expression ancienne de Joan Robinson (*The Economics of Imperfect Competition*, 1933), reposant sur les prix de monopoles; il existe une concurrence propre aux oligopoles qui se battent pour la vente de biens de production notamment, le contrôle de sociétés locales, et qui rivalisent auprès des Etats pour obtenir commandes et crédits et même soutien international. La concurrence monopoliste est fortement une concurrence pour l'innovation (produits nouveaux et méthodes de production), ce qui contrebat « la tendance à la stagnation », et entretient une sorte de fuite en avant par le gaspillage, le gonflement publicitaire, et plus encore les dépenses militaires. Cette interprétation n'éprouve pas le besoin de se fonder sur l'abaissement du taux de profit, qui n'est au reste pas prouvé empiriquement si ce n'est par des variations conjoncturelles, mais s'en tient à la logique d'accumulation des « conglomérats » qui maximalise les profits possibles, selon l'observation d'Oskar Lange pour qui « la recherche de profits monopolistes supérieurs suffisait à expliquer la nature impérialiste du capitalisme contemporain, sans nécessité de recourir à des théories spéciales de l'impérialisme qui se livrent à des constructions artificieuses ». Il y a peut-être là une influence des thèses marginalistes dans l'explication marxiste, comme une prise en compte de la hausse du niveau de vie et de la consommation en capitalisme central. Ces descriptions utilisent la notion globalisante de « surplus » défini comme la différence entre la totalité du produit social et le coût socialement nécessaire à la production. Les discussions vont alors porter sur les modes d'absorption du surplus, le terme de surplus étant souvent employé d'une façon incertaine, et renvoyé à une problématique qui se voulait inspirée de Rosa Luxemburg, sur les limites de la réalisation sur le marché en distinguant la réalisation interne (selon les secteurs du capitalisme et le partage entre les classes fondamentales : bourgeoisie-prolétariat) et la réalisation externe (dans les sociétés précapitalistes ou entre les couches sociales non capitalistes).

Cette approche macro-économique s'ouvre en deux directions vers le Tiers Monde dont l'exploitation devient la condition de la reproduction centrale (conceptions du centre et de la périphérie), et au plan théorique, vers la reprise de l'interrogation sur la nécessité de la demande préalable pour justifier les schémas de la reproduction économique du *Capital*. C'est l'Amérique latine qui offre le principal champ d'exemples aux thèses du développement du sous-développement par transfert de profit dans les Etats du capitalisme central placés à des degrés divers sous l'hégémonie des Etats-Unis (cf. A. Gunder-Frank). Dans les pays dominés, la production (et la consommation) est liée comme par une chaîne aux pôles centraux du capitalisme tant par le jeu des prix que par la division du travail, et par la subordination technologique. Cette exploitation de la périphérie non seulement bloque le développement, mais épuise les sociétés dominées pour permettre la poursuite de l'accumulation par les monopoles centraux. Même s'il y a délocalisation de la production à la suite de l'implantation récente de segments industriels à la périphérie, le profit n'en fait pas moins retour au centre par des mécanismes financiers qui aboutissent non pas à l'exportation, mais à l'importation de capitaux, aux Etats-Unis tout particulièrement. « La métropole dépossède ses satellites de leur surplus économique qu'elle s'approprie pour les besoins de son propre développement économique. Les satellites demeurent sous-développés faute de pouvoir accéder à leur surplus » (A. Gunder-Frank). A noter qu'en ce glissement de monopoles à métropoles, la dépendance se situe entre pays, le peuple des pays dominés est présenté comme le prolétariat révolutionnaire, et les relations économiques sont incorporées aux rapports interétatiques.

Pour ce qui est de la question de la demande préalable qui serait nécessaire à la reproduction économique, il ne semble pas qu'il puisse y avoir de réponse théorique au plan des schémas du *Capital* (Henri Denis parle même de l'échec de Marx), car ces problèmes d'impraticabilité renvoient à la fois à l'ensemble du procès même d'accumulation, en particulier au jeu inégal des relations entre secteurs et branches industriels, au partage du marché mondial dont les effets de péréquation des taux de profit, des prix et plus encore des salaires sont incessamment contrariés par les disparités sociales et les contraintes étatiques, comme plus largement aux rapports interétatiques de subordination et d'hégémonie. La production est commandée par le commerce extérieur, quand les exportations servent à payer la dette internationale; et la hiérarchisation des taux de profit, selon une vieille observation de Boukharine, exerce un plus grand pouvoir que la tendance contrebattue à l'égalisation.

L'approche de l'impérialisme aujourd'hui paraît susceptible d'approfondissement dans deux domaines, celui de la division internationale du travail, celui des rapports interétatiques et du rôle de l'Etat. Le terme d'impérialisme n'est peut-être pas indispensable — Ernest Mandel dit *Der Spätkapitalismus* ou le troisième âge du capitalisme —, encore faut-il se situer en système mondial, car la production et, par elle, la consommation apparaissent de plus en plus massivement commandées par les principales *sociétés multinationales* qui, tout en restant liées avec l'Etat dont elles émanent, partagent leurs fabrications à échelle internationale en fonction de l'exploitation différentielle de la main-d'œuvre, des aires de marchés diversement protégés, réservés ou intégrés, mais aussi des risques ou des facilités politiques rencontrées et entretenues. Les recherches récentes

suivent cette délocalisation industrielle qui concerne certaines zones du Tiers Monde, et s'intéressent aux relations entre branches industrielles et à la précipitation du procès d'innovation. La concentration des multinationales est la plus forte comme les taux de profit, les plus élevés, dans les industries qui produisent des *biens mixtes*, c'est-à-dire destinés aussi bien à la consommation productive (biens de production, équipement industriel), qu'à la consommation finale, qu'elle soit consommation individuelle ou de plus en plus consommation collective (équipements sociaux, services, communication). « Les biens mixtes entrent à la fois dans la reconstitution du capital et de la force de travail » (W. Andreff). Ces industries : chimie, caoutchouc, équipement électrique, électronique, industrie de la communication (presse, édition, radio), véhicules à moteurs et motorisation, instruments de précision, qui comprennent donc les « industries de pointe », celles de l'informatisation, de l'espace, et de l'armement, comme les équipements extrêmement coûteux de la médecine, de l'habitat, de l'urbanisation..., sont aussi celles du plus rapide renouvellement des méthodes de production, des installations et des produits, qui subissent la loi des prix de monopole. L'initiative passe à la commande publique, et le paiement est socialisé.

L'étude des relations interétatiques et des fonctions de l'Etat, elle aussi de filiation boukharinienne, avance plus lentement, bien que les interprétations historiques d'E. Wallerstein aient manifesté toute l'importance de la structure étatique et interétatique dans le capitalisme, et plus encore la succession des hégémonies jusqu'à la crise actuelle de l'hégémonie des Etats-Unis, toute relative qu'elle soit. Il apparaît quelque peu usé, après la longue période de croissance et parce que la progression du capitalisme s'effectue par crise, de répéter la formule de crise générale du capitalisme que la périodisation soviétique par stades emploie au reste en équivalence d'impérialisme, en dehors même de toute phase dépressive. La dépression économique présente, dont les origines se situent plutôt en 1967-1968 qu'en 1973, n'en a pas moins un effet révélateur; elle ne peut se comprendre qu'en examinant la transformation des rapports internationaux, que ce soit par la dépendance monétaire (dollar, taux d'intérêt), l'endettement international (les nouveaux crédits servant à payer l'intérêt de la dette publique), que par l'extension intérieure de l'intervention étatique comme suscitant la demande économique (investissements sur crédits publics, commandes) mais surtout assumant des tâches de gestion et d'assistance sociale (à commencer par le chômage), bien au-delà de toute explication keynésienne au néo-keynésienne. L'approche des relations internationales qui sont en réalité des rapports interétatiques ramène l'attention vers les politiques de puissance; peut-être faut-il reporter toute la signification de l'impérialisme sur cette tendance qui paraît la plus forte et porte l'affrontement par nationalisme d'Etat, qui opère aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, en pays capitalistes développés ou sous-développés qu'en sociétés qui se définissent elles-mêmes par le socialisme étatique, qui est celle de la *militarisation de l'économie*. La lutte anti-impérialiste se concentre en actions contre le réarmement qui se dressent à l'encontre de cet entraînement à la guerre conduisant l'impérialisme à son terme qui serait l'exterminisme (E. Thompson).

A l'opposition des blocs s'ajoutent les contradictions interimpérialistes, classiques entre puissances du centre, mais aussi celles qui s'élèvent entre

nouveaux Etats du Tiers Monde (guerres de frontières, expulsions de masses) et celles entre Etats qui se réclament du socialisme, comme l'a montré la première guerre entre pays communistes (Chine-Vietnam) et comme le signalent les invasions récentes.

Mais c'est aussi l'évolution interne des sociétés qui modifie le rôle de l'Etat. Un double procès est à l'œuvre, à la périphérie comme au centre, celui d'extension du salariat qui déborde ainsi le prolétariat, jusqu'aux limites du salariat généralisé en capitalisme développé même et pas seulement en socialisme d'Etat, et celui de la marginalisation ou sous-prolétarisation que renouvelle le chômage et qui croît plus vite en pays dépendant que ne s'effectue la prolétarisation. Ainsi se renforce la double fonction étatique, celle de relais international en inégale subordination au pouvoir de décision plus ou moins conjointe des principales puissances, des oligopoles agissant à échelle mondiale et du « capital financier », et celle de gestion interne et d'assistance de masse. La conception de l'impérialisme n'appartient plus à l'économie politique, si tant est qu'elle y ait jamais appartenu, mais à l'explication historique et sociologique.

• BIBLIOGRAPHIE. — S. AMIN, *Le développement inégal*, 1973; ID., *L'accumulation à l'échelle mondiale*, 1976; S. AMIN, G. ARRIGHI, A. GUNDER-FRANK, I. WALLERSTEIN, *La crise, quelle crise?*, 1982; W. ANDREFF, *Profits et structures du capitalisme mondial*, 1976; G. ARRIGHI, *The Geometry of Imperialism*, 1978; P. BARAN et P. SWEEZY, *Monopoly Capital*, 1966; M. BARRATT-BROWN, *The economics of imperialism*, Penguin Books, 1974; N. BOUKHARINE, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, 1915; *Le capitalisme monopoliste d'Etat. Traité d'économie politique*, 2 vol., 1971; H. DENIS, *L' « économie » de Marx. Histoire d'un échec*, 1980; A. EMMANUEL, *L'échange inégal*, 1969; H. GROSSMANN, *Das Akkumulations-und Zusammenbruchsgesetz des kapitalistichen Systems*, 1929; A. GUNDER-FRANK, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, 1967; ID., *Le développement du sous-développement*, 1972; R. HILFERDING, *Das Finanzkapital*, 1910; J. A. HOBSON, *Imperialism. A Study*, 1902; *L'Impérialisme*, Colloque d'Alger, 1969; K. KAUTSKY, Der Imperialismus, *Neue Zeit*, 1914; S. LATOUCHE, *Critique de l'Impérialisme*, 1979; A. LIPIETZ, L'impérialisme ou la bête de l'Apocalypse, in *Temps modernes*, oct. 1983; H. MAGDOFF, *The Age of imperialism*, 1966; E. MANDEL, *Der Spätkapitalismus*, 1972 *(Le troisième âge du capitalisme)*, 1976; C. PALLOIX, *L'économie mondiale et les firmes multinationales*, 1975; F. STERNBERG, *Der Imperialismus*, 1926; P. SWEEZY, *Theory of capitalist development*, 1942; ID., *Modern Capitalism*, 1972; E. THOMPSON, *Exterminism and Cold War*, 1982; E. VARGA et D. MENDELSOHN, *Données complémentaires à l'impérialisme, stade suprême du capitalisme de Lénine*, 1936; I. WALLERSTEIN, *The Modern World System*, 1974 *(Capitalisme et économie-monde*, t. 1, 1980); ID., *Une économie-monde*, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Aristocratie ouvrière, Austro-marxisme, Baisse tendancielle, Boukharinisme, Capitalisme, Capitalisme monopoliste d'Etat, Colonisation/Colonialisme, Dépendance (théorie de la), Développement/sous-développement, Echange inégal, Effondrement (théorie de l'), Exterminisme, Front, Keynésianisme, Immigration, Internationalisation, Kautskysme, Léninisme, Luxemburgisme, Marginalisme, Multinationales, Révisionnisme, Révolution mondiale, Transition, Ultra-impérialisme.

R. G.

Individu(s)

Al : *Individuum (Individuen), Einzelne (r, s)*. — An : *Individual(s)*. — R : *Individuum*.

La problématique de l'individu, et plus encore des rapports individus/société, est un domaine des plus contradictoires dans l'interprétation de la pensée de Marx.

Si l'on prend acte de la rupture opérée par *L'idéologie allemande* avec ce que l'on peut caractériser comme étant l'anthropologie spéculative et

normative des *Manuscrits de 1844*, la démarche complexe de Marx se développe selon les trois grands axes suivants :

— Une critique des conceptions prescientifiques partant des individus comme autant d'atomes du corps social (IA, ES, 45; MEW, 3, 20-21; *Grund.*, ES, 1980, I, p. 205; Dietz, 176; K., ES, I, 1, 20; MEW, 23, 16; K., I, 3, 249; MEW, 19, 371; K., III, 3, 254; MEW, 25, 886).

— Une théorie de l'individu, libre, autonome, comme effet idéologique, produit par le fonctionnement des rapports sociaux capitalistes, et ce principalement dans la sphère de la circulation (K., chap. VI, 10/18, 262, 263; K., I, 1, 86, 171, 178, 179; MEW, 23, 87-88, 182, 189-191; K., I, 3, 26, 27; 612-613; K., III, 3, 174, 247; MEW, 25, 801, 879).

— Une conception positive de l'activité des individus agents de pratiques sociales, constitués en classes sociales : la bourgeoisie, la paysannerie, le prolétariat, celui-ci contraint de renverser les rapports sociaux existants sous peine de périr sous le joug de l'exploitation (IA, 96; MEW, 3, 74-75; K., III, 3, 199; MEW, 25, 829; K., III, 1, 12; *ibid.*, 14; LCF, *in fine*).

Ces différents aspects de la démarche de Marx ne s'inscrivent ni dans un même moment, ni ne correspondent au même niveau d'élaboration. Marx distingue « l'individu personnel » de l'individualité de classe (IA, ES, 94; MEW, 3, 75-76) à un double niveau :

— Le premier niveau se constitue comme l'élaboration d'un modèle théorique : société et individus sont constitués pour tout ou partie des mêmes éléments. Structures différentes, elles ne s'en interpénètrent pas moins, ainsi les intérêts qui socialement structurés n'existent que pour des individus. On pourrait dire selon une terminologie qui n'est pas absente de certaines analyses ultérieures de Marx, ainsi celles concernant le statut de la force de travail (*Grund.*, I, 398; II, 167-168; Dietz, 363, 567-568; K., I, 3, 13, 14, 15, 16; MEW, 23, 595, 596, 598, 599; K., III, 1, 257; 25, 254), que l'individu-personne et la société constituent deux systèmes différents qui ont leur « propre directionnalité », leur mode d'organisation spécifique.

— Le second niveau de cette distinction se définit comme celui des rapports individu/société, envisagés du point de vue des possibilités que laissent ou non les rapports sociaux de se manifester aux individus en tant que tels, en tant que « personnes ». La situation d'écrasement de l'individualité apparaît comme typique de la société capitaliste, effet d'une barbarie constamment dénoncée par Marx. Cette distinction entre l'individu-personne et l'individu de classe, en tant que la première est subordonnée à la seconde, disparaît dans les œuvres ultérieures au profit du concept de formes historiques, sociales, d'individualité; ainsi dans les *Grundrisse* (I, 248; Dietz, 216), mais plus encore dans *Le Capital*, où les individus sont définis comme « supports d'intérêts et de rapports de classes déterminés », personnification de catégories économiques (K., I, 1, 20; MEW, 23, 16), « le produit de ces rapports sociaux (capitalistes) bien déterminés » (K., III, 3, 254; 25, 886; K., I, 1, 229; 23, 247; K., I, 3, 36; 23, 621-622; K., III, 3, 197; 25, 827).

L'affirmation de l'unité fonctionnelle des rapports sociaux et des individus comme agents de pratiques est particulièrement nette. Le procès d'individuation est conçu comme le résultat du procès capitaliste de socialisation; c'est le sens de formulations telles « le prolétaire est une machine à produire de la plus-value ».

Le développement de l'individualité du travailleur comme ensemble d'activités qui participent de la production et de la reproduction de ces conditions d'existence, est structuralement subsumé sous la reproduction de la force de travail que le mode de production capitaliste transforme en valeur d'échange (K., I, 1, 231; 23, 249; K., I, 3, 87, 88; 23, 674-675; K., III, 1, 108; 25, 100).

L'écrasement des individus par la machinerie sociale du capitalisme est cependant loin de constituer une sorte de scorie, héritée des années de jeunesse. Le mode de production capitaliste traite les individus comme porteurs de fonctions interchangeables en les condamnant, dans l'enfer de l'usine, à leur destruction pure et simple (K., I, 1, 264; 23, 285; K., I, 2, 52; 23, 384). Tel est l'effet de la directionnalité du mode de production capitaliste, où la production de la plus-value (son extorsion maxima) « est la fin immédiate et le motif déterminant de la production » (K., III, 1, 257; 25, 254).

La figure même du prolétaire, mutilé dans son existence et sa chair, figure de l'individu morcelé, porte-douleurs, en appelle une autre, celle de l'individu intégral, de l'individu complet (K., I, 2, 163, 166; 23, 509, 512) et ce, sous peine que la société soit condamnée à mort.

Cette libération est pour Marx référée à l'horizon du développement de l'action de la classe ouvrière, contrainte de supprimer les rapports capitalistes, par la mise en œuvre d'une nouvelle régulation ou directionnalité sociale, « celle de producteurs associés réglant rationnellement leurs échanges avec la nature ». La condition essentielle du développement des forces humaines comme fin en soi « est la réduction de la journée de travail » (K., III, 3, 199; 25, 828).

La problématique se trouve remise en chantier dans *Le Capital* à partir de l'élucidation des mécanismes de la reproduction d'ensemble des rapports sociaux, et plus encore des effets multiples qu'induit ce ressort fondamental : la séparation des producteurs d'avec les moyens de production.

Ce face-à-face du détenteur des moyens de production et de l'ouvrier qui se produit dans la sphère de la circulation, se constitue comme contrat d'échange entre équivalents que possèdent des individus réputés libres et égaux.

Ce processus est un processus de subjectivisation, occultant les rapports de classe (chap. VI, 10-18, 163, 263; K., I, 3, 27; 23, 613), la structure des rapports qui lient nécessairement non pas tel ou tel capitaliste à tel ouvrier, mais le capitaliste et l'ouvrier en tant que tels. Ce mode d'apparaître des rapports sociaux qui s'exprime dans la figure du sujet « isolé », « libre », du contrat entre deux individus, dotés des mêmes qualités est un effet structural du procès de circulation (K., I, 1, 79, 81; 23, 80, 81) qui efface la structure des rapports réels comme rapports dissymétriques, les plus violents.

Si l'on ajoute à ces analyses celle du fétichisme particulier de l'économie bourgeoise, on ne saurait considérer que Marx n'a jamais élaboré une théorie de l'individu comme nœud d'un dispositif idéologique.

▶ CORRÉLATS. — Atomisme, Conditions de vie, Fétichisme, Homme, Humanisme, Individualisme, Ouvriers, Quotidienneté.

S. C.

Individualisme

Al : *Individualismus.* — An : *Individualism.* — R : *Individualizm.*

Individualisme qualifie la représentation idéologique engendrée par les rapports sociaux capitalistes selon laquelle le plus petit commun dénominateur, l'élémentaire et insécable unité du corps social serait l'*individu*, l'inversion « philosophique » ou la « vision imaginaire » selon laquelle « le Genre ou l'Homme se (seraient) développés dans (l')individu ou que (celui-ci) aurait développé l'Homme » (IA, ES, 131 ; MEW, 3, 75).

De cet individualisme comme représentation imaginaire, l' « égoïsme » stirnerien fournit le paradigme. Dans la conjoncture théorique et politique allemande des années 40, *L'Unique et sa propriété* (1845, Wigand, Leipzig, trad. franç.) se donna pour intervention, au nom de l'Individu singulier, du Moi, contre les trois courants réputés dominants et tous interpellés comme « libéraux » : le « libéralisme politique », soit la subordination de l'individu à l'omnipotence de l'Etat, le « libéralisme social » ou socialisme, soit sa soumission à la tyrannie abstraite de la Société et le « libéralisme humanitaire », soit le sacrifice de ses potentialités propres sur l'autel de l'Humanité. C'est en affirmant son identité individuelle, son « unicité », que l'Homme, explique M. Stirner, s'émancipera des entités abstraites qui mutilent son autonomie et ce sont ses aspirations continues à l'émancipation qui font la trame de son histoire, désormais à l'orée de sa phase « égoïste » — après avoir traversé les phases dites « réaliste » puis « idéaliste » —, caractérisée par la révolte contre les puissances établies, les « idées fixes » : Religion, Etat, Société, Humanité.

Dans sa forme exacerbée, l'individualisme stirnerien, outre qu'il recourt obliquement au *Ich* fichtéen, achève et extrémise le procès de décomposition d'une branche du courant jeune-hégélien, la « Critique critique ». L' « égoïsme » prolonge en effet, et tire à son ultime conséquence, la *Selbstbewusstsein* de B. Bauer, la subjectivisation de l'Idée absolue hégélienne.

Si *L'idéologie allemande*, dont on sait que la critique de Stirner fut au cœur et à l'origine (cf. corr. Marx-Engels-Hess, *in* MEW, 27, 11 et s.; sur ce point cf. G. Bensussan, *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*, Paris, PUF, 1985, *in fine*), devait faire de « Saint-Max » sa cible privilégiée, c'est que celui-ci, dans son zèle forcené, réduit les catégories « nobles » de la philosophie à leurs évidences crues et, s'il « répète Hegel » (IA, 212/169), c'est pour en mieux évacuer la charge historique et la dimension concrète : « Sa philosophie », comme dit lapidairement A. Cornu (*Marx-Engels*, PUF, IV, 57), « était... l'expression idéologique de sa position sociale. Son apologie de l'individu... répondait à la mentalité du petit bourgeois qui, ayant conscience de sa totale impuissance vis-à-vis de l'Etat et de la société, réduit son opposition à une révolte purement verbale par l'affirmation de son absolue autonomie ».

Tout en prenant soin de faire la « différence entre la vie de chaque individu dans la mesure où elle est personnelle et sa vie dans la mesure où elle est subordonnée à une branche quelconque du travail », entre « l'individu personnel » et « l'individualité de classe » (IA, 94/76), *L'idéologie allemande* entreprend de démontrer l'imposture théorique et l'inconsistance pratique de l' « égoïsme », où s'entend l'écho à venir des innombrables critiques marxistes de l'individualisme, toutes variétés confondues, qui y a sa matrice :

1 / L'individualisme méconnaît la nécessaire interdépendance sociale et matérielle des individus et se trouve dans l'incapacité de saisir leur procès de développement, se bornant à toujours les exhorter à « partir d'eux-mêmes » : « Les individus sont toujours et en toutes circonstances « partis d'eux-mêmes », mais comme ils n'étaient pas uniques... que la nature de leurs besoins et la manière de les satisfaire (rapports sexuels, échanges, division du travail) les rendaient dépendants les uns des autres, ils devaient nécessairement entrer en rapport entre eux. Comme d'autre part, ils n'entraient pas en relation les uns avec les autres comme des Moi isolés... ces rapports déterminaient à leur tour le développement de la production et des besoins, en sorte que c'est bien le comportement personnel des individus qui a créé et continue à créer les rapports existants, mais leur comportement en tant que comportement social » (IA, 481/423).

2 / Manquant paradoxalement l'individu, l'individualisme manque les « conflits réels » qui l'assaillent et tend nécessairement, par l'effet de l'inversion du « monde réel » qui est à son principe, à substituer le moralisme à l'action politique : « De même qu'il avait auparavant rendu autonomes les pensées des individus, il sépare ici le reflet idéologique des conflits réels de ces mêmes conflits pour le rendre autonome. Les contradictions réelles, dans lesquelles l'individu est impliqué, sont transformées en contradictions de l'individu avec ses propres conceptions... Stirner réussit par là à transformer les conflits réels qui sont à l'origine de leur reflet idéologique en conséquences de ce reflet. Il aboutit de la sorte à ce résultat qu'il ne s'agit plus de supprimer effectivement les conflits réels, mais simplement d'abolir la représentation qu'on en a, ce à quoi Stirner, en bon moraliste, adjure les hommes » (IA, 318/268-269).

Une fois démontrée sa vacuité théorique, reste à démonter les prétentions socio-politiques de l'individualisme stirnerien. Sur ce terrain, *L'idéologie allemande* est dans l'obligation de convoquer un nouveau protagoniste : le socialisme — qui n'existe alors quasiment que dans sa forme « vraie » —, dans la mesure où les abstractions de celui-ci autorisent celui-là à se donner pour le recours et le retour au concret irréductible de l'unicité individuelle. Par où, via Stirner, sont visés, pour les besoins de la cause, les tenants d'un socialisme qui, contre « l'Unique », n'ont d'autre ressource que de mobiliser « le Genre », l'Humain. Double torsion critique qui travaille à restaurer, face aux deux, le primat de la matérialité sur l'idéologique : contre l' « Association » stirnerienne, le rappel de la nécessité objective de l'Etat comme « issu du mode d'existence matérielle des individus » (457-458/373 et s.), contre l'*Empörung*, soit la révolte morale et intellectuelle, la révolution, contre l'impossible dispersion de la propriété privée, son abolition.

Sous ces oppositions, on aura reconnu que, dès ce moment, Stirner, comme avec lui Proudhon et Bakounine, personnages éponymes, fait et fera office de maîtresse-figure de l'*individualisme petit-bourgeois*, autre nom (philosophique) de l'*anarchisme* — « l'individualisme, base philosophique de l'anarchisme », comme écrira Lénine (O., 5, 333).

• BIBLIOGRAPHIE. — D. BELL, *Les contradictions culturelles du capitalisme*, Paris, PUF, 1979; J. DONZELOT, *L'invention du social...*, Paris, 1984; L. DUMONT, *Essais sur l'individualisme*, Paris, 1983; M. GALLO, *La troisième alliance...*, Paris, 1984; R. GARAUDY, *Marxisme du XXe siècle*, Paris, 1966, p. 73 et s.; I. ISRAEL, The Principle of methodological individualism and marxian epistemology, in *Acta sociologica*, t. XIV, 3, 1971; A. KARDINER, *L'indi-*

vidu et sa société (1939), trad. franç., Paris, 1969; S. LUKES, *Individualism*, Oxford, 1973; C. B. MACPHERSON, *La théorie politique de l'individualisme possessif de Hobbes à Locke*, Paris, 1971; H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel. Essai...*, Paris, 1968; G. MENDEL, *54 millions d'individus sans appartenance*, Paris, 1984; G. PLEKHANOV, *Le rôle de l'individu dans l'histoire*, éd. en langues étr., Moscou, 1946; G. POLITZER, *La crise de la psychologie contemporaine*, Paris, 1947; L. SÈVE, *Marxisme et théorie de la personnalité*, Paris, 1969; ID., *Une introduction à la philosophie marxiste*, 2e éd., Paris, 1981, p. 47 et s., 120 et s., 138 et s., 209 et s., 225 et s., 397 et s.; A. SCHAFF, *Le marxisme et l'individu*, Paris, 1968; D. F. B. TUCKER, *Marxism and individualism*, Oxford, Basil Blackwel, 1982.

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Atomisme, Individu(s), Petite bourgeoisie, Populisme.

G. Be.

Industrialisation

Al : *Industrialisierung*. — An : *Industrialisation*.— R : *Industrializacija*.

L'industrialisation est, comme l'indique la désinence du terme, le mouvement historique de développement de l'industrie. Le phénomène recouvre cependant un ensemble complexe de caractéristiques :

— au plan technique, elle est l'application de procédés spécifiques, en particulier l'usage généralisé de machines, venant remplacer les modalités anciennes du travail artisanal;
— au plan structurel, elle se caractérise par un mouvement cumulatif venant modifier la place respective des différentes activités dans l'ensemble économique;
— au plan historique, elle représente une étape déterminée du mode de production capitaliste.

Dans cette histoire raisonnée que constitue l'œuvre de Marx on trouve des développements nombreux qui permettent de reconstituer les origines, les formes et les conséquences de l'industrialisation. Dès *Misère de la philosophie*, Marx montre que la formation de l'industrie manufacturière est liée à l'accumulation du capital facilitée par la découverte de l'Amérique et l'introduction des métaux précieux, à la constitution d'une main-d'œuvre libre de yeomen chassés des campagnes par le mouvement des enclosures. Ces idées seront reprises dans *Le Capital* où l'analyse de l'accumulation primitive nous décrit « le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures » (K., ES, I, 3, 155; MEW, 23, 742). Quant à ses formes, l'industrialisation s'opère avec le passage de la manufacture à l'industrie mécanique, dans le dernier tiers du XVIIIe siècle en Angleterre, au cours du XIXe siècle en Europe et aux Etats-Unis. La base matérielle en a été la machine : au travail manuel se substituent ainsi dans l'industrie textile machine à filer, métier à tisser, machine à vapeur. La production de machines, d'abord réalisée manuellement, se mécanise à son tour avec l'essor de l'industrie des constructions mécaniques. Si, historiquement, l'industrialisation capitaliste a commencé par le développement de l'industrie légère où la rotation du capital est plus rapide, les profits accumulés trouvent par la suite à s'investir dans l'industrie lourde. Analytiquement, ceci pose le problème des relations entre la section I, productrice des biens de production, et la section II, productrice des biens de consommation, subdivision essentielle à partir de laquelle Marx a élaboré ses schémas de la reproduction qu'utilisent de façon consciente les planificateurs soviétiques avec par exemple le modèle de Feldman pour

promouvoir une industrialisation socialiste. Les conséquences de l'industrialisation sont considérables; par l'industrie naît le marché mondial qui contribue en retour à l'essor industriel : c'est là le mérite historique de la bourgeoisie qui, ainsi que le montrent les premières pages du *Manifeste communiste*, ne peut exister sans bouleverser constamment les instruments de production, donc les rapports de production et l'ensemble des conditions sociales. Au plan économique, « l'industrie moderne ne considère et ne traite jamais comme définitif le mode actuel d'un procédé. Sa base est donc révolutionnaire, tandis que celle de tous les modes de production antérieurs était essentiellement conservatrice » (K., ES, I, 2, 165; 511). Ses conséquences sociales ne sont pas moins remarquables : elle sape les fondements économiques de la famille, bouleversant ainsi les relations interpersonnelles, elle remplace le paysan par le salarié, contribuant ainsi à l'unification des relations sociales.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. DOBB, *Studies in the development of capitalism*, Routledge & Kegan Paul, 1946; P. M. SWEEZY, Karl Marx and the industrial revolution, *in* R. V. EAGLY éd., *Events, ideology and economic theory*, Wayne State University, 1968; B. WARREN, Imperialism and capitalist industrialisation, *New left review*, septembre-octobre 1973, p. 3-44.

▶ CORRÉLATS. — Croissance, Développement/Sous-développement, Division du travail, Production, Reproduction, Révolution industrielle.

G. C.

Industrie domestique ou travail à domicile

Al : *Hausarbeit, Heimindustrie.* — An : *Home industry, Putting out system.* — R : *Kustarnaja promyšlennost'.*

L'industrie domestique désigne en premier lieu la fabrication par les familles rurales d'articles destinés à leur consommation. « Sous cette forme, écrit Lénine, l'industrie en tant que profession n'existe pas encore dans ces régions, petite industrie et agriculture étant indissociablement liées l'une à l'autre » (DCR, O., 3, 348).

Lors du développement capitaliste, cette petite production paysanne connaît un destin analogue à celui des métiers urbains avec lesquels elle coexistait. Destin semblable *à terme* d'une part : la généralisation de l'industrie mécanisée entraîne à la fois la disparition du métier et l'anéantissement de l'industrie domestique, cet anéantissement pouvant « seul donner au marché intérieur d'un pays l'étendue et la constitution qu'exigent les besoins de la production capitaliste » (Marx, K., ES, I, 3, 190; MEW, 23, 776). Destin analogue, d'autre part, *au cours* de la période transitoire qui est celle de la manufacture, celle-là, selon Marx, « ayant toujours pour base principale les métiers des villes et l'industrie domestique des campagnes » *(ibid.)*. L'analogie s'avère plus précise encore, car de même que la subdivision manufacturière du travail transforme la pratique des anciens métiers, il faut de même repérer une action de la manufacture sur l'industrie paysanne : « Si elle détruit celle-ci sous certaines formes, dans certaines branches particulières et sur certains points, elle la fait naître sur d'autres, car elle ne saurait s'en passer pour la première façon des matières brutes » *(ibid.)*.

Or, sous le règne de la manufacture, l'industrie domestique change de sens : la famille rurale ne travaille plus pour sa consommation propre,

ni comme l'artisan urbain pour une clientèle multiple, mais pour le compte d'un entrepreneur qui, par l'intermédiaire de « facteurs », ce qui indique l'échelle à laquelle il opère, fournit la matière première et collecte les produits. C'est là ce qu'on désigne en second lieu par industrie domestique, soit de tout autres rapports de production, auxquels l'expression de travail à domicile, comme *putting out system* en anglais, conviendrait sans doute mieux. L'usage de ces termes, avant tout descriptifs, n'est toutefois pas fixé.

De ce système empiriquement caractérisé par la dispersion de la main-d'œuvre dans les campagnes, mais ayant présenté du XVIIe au XIXe siècle et selon les régions d'importantes variations (présence ou absence du salariat, réalisation de produits finis, semi-finis, ou de pièces destinées à l'assemblage), Marx ne veut retenir, sous le terme d'industrie domestique, que les formes ne correspondant pas encore à un rapport capitaliste de production, formes dont certaines peuvent être spécifiées comme exprimant un rapport entre producteurs indépendants et capital marchand. Parlant du « capital marchand qui passe commande à un certain nombre de producteurs immédiats, puis collecte les produits et les revend, en avançant parfois la matière première et l'argent », Marx écrit : « Là non plus, nous n'avons pas encore de soumission formelle du travail au capital. En effet, le producteur immédiat continue à la fois de vendre sa marchandise et d'utiliser son propre travail » (*Chap. inéd.*, 10-18, 198). Cette absence de soumission formelle du travail au capital signifie précisément l'absence, et du rapport salarial proprement dit, et du rapport coercitif que Marx désigne le plus souvent sous le terme de surveillance. A cet égard, si la division ville/campagne fonde la dépendance de ces travailleurs ruraux, elle rend compte aussi de leur relative indépendance : ils possèdent la plupart du temps les outils qu'ils utilisent, et le procès de travail ne fait pas l'objet d'une surveillance continue.

C'est dans cette perspective que Marx refuse de considérer comme industrie domestique le travail qui se fait au XIXe siècle dans des logements urbains, « logements » mais véritables locaux industriels quoique exigus et insalubres, où des ouvriers, souvent des femmes et des enfants, mais salariés, sont réunis sous le commandement de « patronnes » : « Cette prétendue industrie domestique n'a rien de commun que le nom avec l'ancienne industrie domestique qui suppose le métier indépendant dans les villes, la petite agriculture dans les campagnes, et par-dessus tout, un foyer appartenant à la famille ouvrière » (K., ES, I, 2, 141; MEW, 23, 485). *A contrario*, il est possible de repérer ces formes de travail à domicile qui, au cours de la période manufacturière, présentent en commun avec l' « ancienne industrie domestique » suffisamment de traits pour pouvoir constituer les exemples d'un rapport de production spécifique liant des producteurs dits indépendants au capital marchand.

Marx distingue ainsi, d'une part, les traits pertinents que sont, avec la propriété des moyens de production, et le rapport salarial, et le rapport coercitif, et, d'autre part, les caractéristiques empiriques (l'emploi de familles entières, le travail en milieu rural, ou, à défaut, l'utilisation de logements même urbains comme locaux industriels) qui peuvent conduire à désigner comme travail à domicile des formes tout à fait capitalistes du procès de production. Ce faisant, il met en lumière des formes qui ne valent pas seulement pour le cas historiquement déterminé de l'industrie

paysanne, mais « qui se retrouvent au sein du mode de production capitaliste développé où elles assurent la transition de branches d'activité secondaire non encore pleinement capitalistes » (*Chap. inéd.*, 199). Aujourd'hui encore, de telles formes transitoires, enclaves où n'est pas assurée la rentabilité capitaliste des techniques modernes, subsistent sous la domination massive de la grande industrie qui a supplanté la manufacture.

• BIBLIOGRAPHIE. — LÉNINE, *Le développement du capitalisme en Russie*, o., t. 3, chap. v et vi.

▶ CORRÉLATS. — Campagne/Ville, Manufacture, Métier, Paysannerie, Rapports de production, Subsomption formelle / réelle.

Ph. M.

Industrie (grande)

Al : *Großindustrie*. — An : *Large scale industry*. — R : *Krupnaja promyšlennost'*.

L'expression « grande industrie », qui se rencontre dans la plupart des textes de Marx et d'Engels, désigne en première approximation la production capitaliste parvenue au stade du machinisme.

Dans *Le Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels insistent sur l'importance de l'extension du marché dans l'accroissement de la production, et écrivent : « La manufacture à son tour devint insuffisante. Alors la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture » (MPC, ES, 32-33; MEW, 4, 463). Le rapport qui apparaît ici entre la grande industrie caractérisée par la fabrique mécanisée et la manufacture qui a pour base les métiers hérités des corporations est analysé à la section 4 du livre I du *Capital* : faisant suite au chapitre portant sur « la division du travail et la manufacture », le chapitre XV intitulé « Le machinisme et la grande industrie » montre comment « la manufacture forme historiquement la base technique de la grande industrie » (K., ES, I, 2, 67; MEW, 23, 407).

C'est la soumission formelle du travail au capital, soit le seul « assujettissement direct du procès de travail au capital, quels que soient les procédés techniques utilisés » (*Chap. inéd.*, 10-18, 217), qui caractérise la manufacture, dans ses formes les plus développées comme dans sa forme la plus archaïque, celle du simple atelier élargi (« l'atelier du chef de corporation n'a fait qu'élargir ses dimensions », K., ES, I, 2, 16; MEW, 23, 341). Les procédés mis en œuvre en l'occurrence sont hérités des corps de métier. Avec la grande industrie, au contraire, le mode de production capitaliste apparaît comme « un mode de production spécifique en ce qui concerne non seulement la technologie, mais aussi la nature et les conditions réelles du procès de travail étant nouvelles » *(ibid.)*. La grande industrie marque ainsi le passage à la soumission réelle du travail au capital.

Pour comprendre la nature de ce passage, il importe de présenter brièvement une problématique qui, bien que nettement indiquée par le texte de Marx, n'a pas toujours été aperçue. Car le passage de la soumission formelle à la soumission réelle du travail au capital s'effectue en deux phases. En un premier temps, la période manufacturière invente la subdivision capitaliste du procès de travail, en décomposant en tâches parcellaires la totalité complexe du métier. Le second moment voit l'introduction des machines dont la combinaison reproduit l'intégration manufacturière des tâches. Or, bien qu'aucune nécessité technique ne justifie plus

alors que le travailleur soit enchaîné « à vie » à la même tâche parcellaire, ni même que subsiste une classe particulière de travailleurs productifs (servir d' « accessoire » à la machine ne requiert pas en effet le long apprentissage, la longue habitude qu'exigeaient les anciens métiers), la subdivision du travail est non seulement maintenue mais sans cesse perfectionnée parce qu'avec le machinisme elle constitue un puissant moyen d'accroître la survaleur relative. Dès lors, si l'expression « grande industrie » désigne habituellement le terme du processus qui va de l'atelier élargi à la fabrique en passant nécessairement par la manufacture, elle peut aussi connoter le concept du mouvement selon lequel ce processus s'effectue.

Concept d'un processus à repérer comme tel, et non d'un état déterminé des « forces productives », état qu'il suffirait de décrire, le terme de grande industrie l'est aussi en ce qu'il conduit à caractériser l'industrie qui se développe au XIXe siècle par son échelle, c'est-à-dire à la fois par l'échelle de sa production et par l'échelle du marché qu'exige cette production. Par là, l'industrie mécanique réalise cette « révolution » que « la période manufacturière ne parvient point à rendre radicale » (K., ES, I, 3, 190; MEW, 23, 776), mais qui caractérise néanmoins l'essence du développement capitaliste, et qui marque donc sous une forme embryonnaire « le point de départ historique de la production capitaliste » (K., ES, I, 2, 16; MEW, 23, 341). En effet : « La production capitaliste ne commence en fait à s'établir que là où un seul maître exploite beaucoup de salariés à la fois, où le procès de travail, exécuté sur une grande échelle, demande pour l'écoulement de ses produits un marché étendu » *(ibid.)*. Or, dans cette perspective, si, au « point de départ », la différence d'avec les modalités antérieures de travail « commence par être purement quantitative » *(ibid.)*, la grande industrie représente ultérieurement l'ensemble des changements *qualitatifs* qui, « révolution radicale », affectent, d'une part, le procès de travail avec le machinisme, et, d'autre part, les conditions sociales de production avec l'expropriation de la population rurale et l'anéantissement de l'industrie domestique.

Commandés par le besoin d'expansion quantitative propre au mode de production capitaliste, de tels changements ouvrent à cette expansion une voie qui ne peut conduire à terme qu'à de nouveaux bouleversements des conditions du travail et des conditions de vie. En ce sens, la grande industrie se trouve au cœur de cette révolution permanente dont *Le Manifeste du Parti communiste* indique qu'elle est le mode d'existence de la bourgeoisie.

• BIBLIOGRAPHIE. — MARX, ENGELS, *L'idéologie allemande*, ES, 1968, 89-90; MARX, *Le Capital*, liv. I, ES, 1948, t. 2, chap. XIV et XV; ES, 1950, t. 3, chap. XXX; *Un chapitre inédit du Capital*, 10-18, 1971, 217-223; ENGELS, *Anti-Dühring*, ES, 1973, 306 et s.

▶ CORRÉLATS. — Bourgeoisie, Capitalisme, Forces productives, Machinisme, Révolution industrielle et S. T., Subsomption formelle/réelle, Taylorisme.

Ph. M.

Inflation

Al : *Inflation.* — An : *Inflation.* — R : *Inflacija.*

Hausse générale et continue du prix des marchandises, l'inflation traduit une baisse du « pouvoir d'achat » moyen de la monnaie.

Marx ne parle que de « hausse des prix », étant entendu que ce mouvement sera compensé par une baisse ultérieure (et à long terme il pense plutôt à une baisse des prix). Effectivement, le XIXe siècle ne connaît pas ce mouvement continu, tantôt latent, tantôt accéléré, de hausse des prix, qui caractérise le capitalisme depuis 1914. Cependant, la théorie laissée par Marx permet d'en rendre compte, pourvu qu'on sache l'appliquer à la réalité contemporaine.

Marx et la « hausse des prix ». — Dans la théorie marxiste, les rapports d'échange entre les marchandises sont régis par leurs rapports de valeur, éventuellement « transformés » en prix de production. Le prix désigne d'abord le rapport entre la valeur d'une marchandise et celle de la monnaie.

Mais, d'autre part, chaque échange est, dans l'économie marchande, un « saut périlleux », et la réalisation de la marchandise en monnaie se fait rarement « à sa valeur » (ni « à son prix de production »).

« Le rapport d'échange peut exprimer ou la valeur même de la marchandise, ou le plus ou le moins que son aliénation, dans des circonstances données, rapporte accidentellement. Il est donc possible qu'il y ait un écart, une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur, et cette possibilité gît dans la forme prix elle-même. C'est une ambiguïté qui, au lieu de constituer un défaut, est au contraire une des beautés de cette forme, parce qu'elle l'adapte à un système de production où la règle ne refait loi que par le jeu aveugle des irrégularités qui, en moyenne, se compensent, se paralysent et se détruisent mutuellement » (K., I, 1, 111 ; MEW, 23, 117).

En effet, l'excès du prix effectif (« de marché ») sur le prix normal constitue un appel à produire davantage de marchandise.

Nous disposons donc déjà de deux causes possibles de hausse des prix. D'abord la valeur de la marchandise qui sert de monnaie (l'or au XIXe siècle), ou son « prix de production », ou même cette forme encore transformée de la valeur qui intègre la rente minière, peut croître relativement au mouvement généralement décroissant des autres marchandises. C'est effectivement la tendance longue du XIXe siècle, où la stagnation moyenne des prix ne reflète nullement la baisse de valeur que permettent les gains de productivité. Par ailleurs, à chaque découverte de meilleure mine d'or, le niveau des prix remonte.

Mais la hausse générale des prix peut aussi exprimer le fait que *toutes* les marchandises sont « accidentellement » demandées en excès. Pour les Classiques (avant Marx), une telle chose était impossible : ils ne concevaient qu'une disproportion passagère entre les branches, excluaient la possibilité de sous-production généralisée (donc de hausse de prix) ou de surproduction (donc de crise).

Marx montre cependant (K., ES, 2, 1, 193 ; 24, 210-211) que la sous-production généralisée (par rapport au pouvoir d'achat distribué en argent) est tout à fait possible : il suffit d'une *accélération* des commandes de capital fixe dans des branches où le temps de circulation est particulièrement long (par exemple lors d'une vague de construction de chemins de fer). La valeur en argent de ces investissements est immédiatement distribuée aux ouvriers et aux capitalistes qui contribuent à leur production, mais la contrepartie dans un accroissement de la valeur de la production nationale ne

s'effectuera que progressivement. Pendant toute une période, la demande, en monnaie, l'emportera sur l'offre en produits divers : « La demande solvable augmente sans fournir aucun élément d'apport. On assiste en conséquence aussi bien à la hausse des moyens de subsistance que des matières de production. »

Comme on le voit, les auteurs modernes qui parlent d' « inflation d'investissement » n'ont rien inventé. Marx dès cette époque soulignait pourtant qu'un tel phénomène ne saurait être que transitoire, les disproportions entre branches à cycles de rotation différents tendant à se compenser du fait même de cette hausse des prix, qui ne peut que déboucher à terme sur une surproduction généralisée. En fait, ce phénomène, enrichi d'autres mécanismes, rend compte de « l'inflation de boom », mais non de la « stagflation » actuelle (inflation plus stagnation des affaires).

Marx répond au passage (*ibid.*, p. 315 ; 340) aux théories qu'on appelle aujourd'hui « inflation par la demande » et « inflation par les coûts », qui toutes deux attribuent l'inflation à la hausse des salaires. A la première (trop de salaire fait trop de demande) il répond qu'une modification de la structure de l'offre viendra nécessairement compenser les déséquilibres. A la seconde (la hausse des coûts de production entraîne la hausse des prix), il répond que si les capitalistes peuvent augmenter leurs profits pour compenser la hausse des salaires, alors ils peuvent le faire même sans hausse des salaires.

Les conditions de l'inflation moderne. — Marx lève ici un fameux lièvre. Que se passerait-il si les ouvriers étaient capables de maintenir leur pouvoir d'achat réel, et les capitalistes d'imposer un taux de profit supérieur au taux de profit qui découle de la loi de la valeur ? Il répond (K., ES, III, 1, 196 ; MEW, 25, 140) : « En réalité, cette hausse nominale générale du taux de profit et du profit moyen — qui le rend supérieur au taux résultant de la division de la plus-value réelle par le capital total avancé — ne peut avoir lieu sans *entraîner une augmentation du salaire* ainsi qu'*une hausse des prix des marchandises* constituant le capital constant... L'expression monétaire est exagérée de part et d'autre » (cf. A. Lipietz, *Le monde enchanté*, Paris, 1983, p. 159).

Seulement, Marx ne croit pas cela possible, car il existe au moins une marchandise dont le prix ne peut pas bouger, quelle que soit la variation de ses coûts de production : l'or! Donc, la valeur des marchandises, qui se *décompose* en partie constante, variable et plus-value, doit toujours déterminer les prix des marchandises, qui, dans le monde renversé des apparences semblent s'obtenir par « *sommation d'éléments constituants* » (K 4, ES, 3, annexe 5 ; MEW, 26, 3, 489) : coûts, salaires, rentes et profits.

Si la contrainte de bouclage de cette sommation sur au moins une marchandise (l'or) est levée, alors les prix peuvent effectivement s'envoler tous ensemble en respectant les rapports de valeur. Or c'est ce qui se passe avec la généralisation, dans la première moitié du XXe siècle, de la *monnaie de crédit*, émise par les banques qui anticipent par leurs prêts l'accumulation du capital, et font valider ces prêts par la Banque centrale, laquelle leur remet une monnaie de papier ayant *cours forcé*, c'est-à-dire ayant légalement un statut analogue à l'or (équivalent général, moyen de paiement).

On peut se demander pourquoi l'apparition de la monnaie de crédit permet plutôt la hausse que la baisse générale des prix. Cela tient à la forme de régulation nécessaire au régime d'*accumulation intensive*, qui s'accompagne de gains de productivité constants et rapides, avec la généralisation du taylorisme puis du fordisme dans les années 20. Plutôt que de baisser les prix pour conquérir des parts de marché, chaque capitaliste a intérêt à laisser ses prix inchangés et à augmenter le salaire des ouvriers d'un taux au plus égal aux gains de productivité. Le marché s'étend ainsi en même temps que la production, à taux d'exploitation croissant, malgré la hausse du pouvoir d'achat ouvrier. Ces prix relativement stables traduisent cependant une baisse de la valeur représentée par la monnaie. Un tel régime d'inflation « latente » a duré en gros de 1955 à 1965 en Occident. Puis la hausse des prix s'est accélérée pour un large faisceau de raisons, tenant cependant à l'évolution du rapport des valeurs. Le fordisme, tout en augmentant la composition organique du capital, ne permettait plus d'accroître suffisamment la productivité pour maintenir le rapport de la plus-value au capital engagé (qui détermine le taux de profit).

La lutte des capitalistes contre les ouvriers pour rétablir le taux d'exploitation se traduisit par une « spirale profits/salaires ». Mais par ailleurs, chaque capitaliste essayait de compter, dans ses coûts de production, le capital constant à son prix d'achat, alors que le « progrès technique » le dévalorisait à vive allure. Nouvelle spirale « coûts des amortissements / coûts des investissements ». Enfin, d'autres parties prenantes au partage de la plus-value mondiale entendaient maintenir leur part (notamment en France le groupe des petits et moyens capitalistes du commerce, beaucoup plus puissant politiquement qu'on ne le dit), voire l'augmenter. C'est ce que firent, sous la pression des luttes de leurs peuples, les classes dominantes des états exportateurs de pétrole en augmentant la rente pétrolière.

De la sommation de toutes ces hausses des « éléments constituants » du prix de marché des marchandises, sous le régime de la monnaie de crédit étendue dans les années 60-70 à l'économie internationale (eurodollars, DTS, etc.), résulte l'inflation mondiale, différenciée selon les pays en fonction du rapport de force entre les classes. Elle est l'expression monétaire de la crise du régime d'accumulation intensive.

Il est donc insuffisant d'expliquer l'inflation par le « monopolisme », qu'il s'agisse, pour la droite, du monopole syndical, ou, pour la gauche, de celui des grandes entreprises. Car un tel « monopole » ne peut que peser sur le repartage de la plus-value, mais, outre l'objection de Marx à « l'inflation par les coûts », ce repartage pourrait bien se faire à prix constant ou même en baisse (ce qui fut le cas). Si on entend par « régulation monopoliste » la combinaison d'une forme du rapport salarial (fondée sur la contractualisation et le salaire indirect), de la concurrence (fondée sur les groupes financiers), de la gestion de la monnaie (fondée sur le crédit et le cours forcé), et d'une intervention spécifique de l'Etat, alors l'inflation est la forme de la crise *dans* la régulation monopoliste.

• BIBLIOGRAPHIE. — Sur l'accumulation intensive, sa régulation monopoliste et sa crise : M. AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, 1976; A. LIPIETZ, *Crise et inflation : pourquoi ?*, Maspero, 1979-1980. — Sur l'aspect monétaire de l'inflation : P. GROU, *Monnaie, crise économique*, PUG-Maspero, 1977. — Sur les composantes de l'inflation : R. BOYER

et J. MISTRAL, *Accumulation, inflation et crises*, PUF, 1978. — On trouvera des explications de l'inflation rapportées au seul « monopolisme » dans les ouvrages du PCF (*Le capitalisme monopoliste d'Etat*, ES), ainsi d'ailleurs que chez les trotskistes (voir le dossier présenté par le collectif Critique de l'Economie politique, *L'inflation*, Maspero, 1974). — Pour une théorie plus vague, mais avec une part de vérité, de l'inflation contemporaine, voir M. ROCARD et J. GALLUS, *L'inflation au cœur*, Gallimard, 1975.

▶ CORRÉLATS. — Banque, Monnaie, Profit, Valeur.

A. L.

Infrastructure

Al et R : inusité. — An : *Infrastructure* est rare.

Ce mot dont l'extension est bien postérieure à Marx et Engels, n'est pas un concept de la théorie.

Voir : Base.

Inspection ouvrière et paysanne

Al : *Arbeiter- und Bauerninspektion.* — An : *Working class and peasant inspection.* — R : *Krestjansko-rabočaja inspekcija.*

Contrôle socialiste sur les organismes de l'Etat. Si, au lendemain d'octobre, dès mars 1918, est créée une Commission du Peuple au contrôle d'Etat, c'est le VIIIe Congrès du PC*(b)*R, en mars 1919, qui décide de la constitution d'un contrôle politique de caractère socialiste sur l'Etat par le canal d'une section spéciale « chargée de la simplification et du perfectionnement de la machine d'Etat ». Le 9 avril 1919, un décret commun du VTSIK et du Sovnarkom institue le Commissariat du Peuple au contrôle d'Etat dont la direction est confiée à Staline. La réorganisation du 7 février 1920 charge le nouveau Commissariat du Peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne (Rabkrin ou RKI) de « la lutte contre le bureaucratisme et la corruption dans les institutions soviétiques ».

Le RKI a rapidement mauvaise presse dans le Parti. E. Préobrajenski et L. Trotski sont les premiers à l'accuser de développer les maux qu'il est censé combattre.

Au début de l'année 1923, Lénine s'attaque à son tour au RKI dans deux articles célèbres : *Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne?* et *Mieux vaut moins, mais mieux.* Par-delà le RKI, dont « on ne peut rien exiger », Lénine traite la question de l'appareil d'Etat soviétique dans son ensemble. Pour le rénover, ou plutôt le créer, Lénine ne découvre que deux « éléments » dans la Russie soviétique : « Les ouvriers exaltés pour la lutte pour le socialisme » et des « éléments de connaissance, d'instruction ». S'instruire : ce sera l'œuvre de la révolution culturelle; réorganiser le RKI : par l'entrée massive d'ouvriers et de paysans, et par sa fusion avec la Commission centrale de Contrôle (CCC) du parti. Un tel amalgame entre une administration soviétique et un organisme du Parti paraît-il « inadmissible » ? Lénine répond qu'une « souplesse extraordinaire » dans les formes d'activité du nouveau commissariat permettra d'avancer.

Les remèdes préconisés par Lénine dans ce « dernier combat » sont problématiques. Plutôt que de séparer les termes de la contradiction — appareil d'Etat en voie de bureaucratisation d'une part et parti révo-

lutionnaire de l'autre —, Lénine préfère les réunir, signifiant ainsi qu'il n'existe pas de solution institutionnelle à la création de l'Etat révolutionnaire. Il n'est pas d'autre voie que le maintien du primat du politique en accordant une « haute autorité » à une commission émanant du Parti et composée d'ouvriers disposant d'un contrôle étendu sur l'ensemble de la machine étatique. La mesure demeure dérisoire en regard des tâches dévolues au RKI : perfectionnement de l'appareil d'Etat et coordination de l'activité des instituts pour l'organisation du travail.

Le XIIe Congrès, en avril 1923, redéfinit le RKI selon ces directives en le soumettant de fait à la CCC du Parti. Bien vite, cependant, s'évanouira cette conception originale contraire au cours général des événements. Aussi, de réorganisation en réorganisation le Commissariat à l'Inspection ouvrière et paysanne survivra jusqu'à sa dissolution à l'issue du XVIIe Congrès en 1934 sur proposition de Staline.

• BIBLIOGRAPHIE. — V. I. LÉNINE, O., t. 33; E. H. CARR, *La révolution bolchevique*, t. 1 et 2, Paris, Ed. de Minuit, 1969; ID., *Foundations of Planned Economy*, Penguin Books, 1974; Moshe LEWIN, *Le dernier combat de Lénine*, Paris, Ed. de Minuit, 1967; Roy MEDVEDEV, *Le stalinisme*, Paris, Seuil, 1972.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Bureaucratie, Dictature du prolétariat, Soviet, Stalinisme.

J.-M. G.

Instance(s)

Al : *Instanz(en)*. — An : *Instance(s)*. — R : *Instancija(ii)*.

Héritée de la théorie psychanalytique, dans laquelle elle désigne certaines parties ou sous-systèmes de l'appareil psychique, la notion d'instance a été importée dans le marxisme dans les années 60 et, dès ce moment, soupçonnée de traîner après elle de forts relents d'idéologie structuraliste. Dans la problématique althussérienne, qui est le lieu de ce transfert, elle définit un champ structuré où des éléments spécifiques se combinent dans des modalités déterminées; ces instances, fondamentalement au nombre de trois, constituent dans leur articulation la structure du tout social; la loi de cette articulation, c'est l'indice d'efficace ou de détermination dont est affectée chaque instance. La notion fonctionne ici, comme chez Freud d'ailleurs, à la façon d'une métaphore, élément d'un espace ou partie d'un édifice. Tout commence à cet égard avec la *Préface de 1859* à la *Contribution à la critique de l'économie politique*. Dans ce texte, Marx décrit une architecture et la systématise : « L'ensemble (des) rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées » (MEW, 13, 8). Est ici énoncé un principe de distribution essentiellement duelle et différentielle : base (ou structure) / superstructure(s). Pour en nommer les divers éléments, Marx utilise les termes de *sphère* ou *moment*, sans lien analogique avec la topique de 1859 mais toutefois commandés, puisque empruntés au lexique hégélien, par le concept de totalité (sociale). Engels entreprit, à la fin de sa vie, de corriger certaines mésinterprétations dominantes du rapport base/superstructure : il parle alors, lui aussi, de sphères, de moments (et non de facteurs, comme donne la traduction française des lettres à Bloch ou Mehring), mais encore de *régions* (*Gebiete*, L. à C. Schmidt,

27 oct. 1890). Dans ce contexte, il est amené à préciser le sens de la métaphore de l'édifice et propose d'étager les divers moments, sphères ou régions selon leur proximité ou leur éloignement relatif de la base : « Des idéologies encore plus élevées » (que les idéologies juridiques et politiques), « c'est-à-dire encore plus éloignées de leur base matérielle, économique, prennent la forme de la philosophie et de la religion. Ici, la corrélation entre les représentations et leurs conditions d'existence matérielle devient de plus en plus complexe, de plus en plus obscurcie par les chaînons intermédiaires » (LF, MEW, 21, 302). Le jeune Lénine, quant à lui, soucieux de fortement affirmer « la nécessité d'analyser tous les *aspects* de la vie sociale, et pas simplement son *aspect* économique » (AP, O., I, 177-178), montre que des « *rapports* » constituent aussi bien la superstructure que la base, toujours « sociaux » mais soit « matériels », soit « idéologiques » (*ibid.*, 154, 155, 166) — la totalité sociale pouvant dès lors être conçue comme un système de rapports (CEP, O., I, 443).

Ni Marx, ni Engels, ni Lénine (encore que celui-ci utilise le *même terme*, aspect ou rapport, pour qualifier les constituants de la base comme de la superstructure, en le spécifiant à chaque fois) n'ont donc recours à la notion littérale d'instance. A ce titre déjà, son usage a pu paraître problématique, comme en outre le lieu de son extraction. Ses critiques ont fait remarquer qu'il ouvrait au risque possible d'effacer la différence fonctionnelle de la base et des superstructures (toute instance, par le jeu structurel d'une combinatoire, pouvant à un moment devenir déterminante), voire de masquer le primat matérialiste de la première sur les secondes inscrit dans le concept de détermination. En renouant avec la réflexion d'Engels sur la topique de 1859, *Pour Marx* et *Lire Le Capital* s'attachaient, il est vrai, à produire une théorie marxiste de la totalité sociale comme constituée par l'articulation de trois instances, l'économique, le juridico-politique et l'idéologique (voir *Positions*, ES, 74). Mais la combinaison de ces instances, d'emblée, se donnait à voir dans un tout complexe, articulé autour de la domination d'une structure sur les autres, c'est-à-dire hiérarchisé par la détermination : « Cette hiérarchie ne représente que la hiérarchie de l'efficace existant entre les différents « niveaux » ou instances du tout social. Comme chacun des niveaux est lui-même structuré, cette hiérarchie représente donc la hiérarchie, le degré et l'indice d'efficace, existant entre les différents niveaux... : c'est la hiérarchie de l'efficace d'une structure dominante sur des structures subordonnées et leurs éléments... Cette « dominance »... (renvoie)... au principe de la détermination « en dernière instance » des structures non économiques par la structure économique » (L. Althusser, *Lire Le Capital*, I, 123). Ce renvoi signifiait à lui seul que l'introduction de la notion d'instance dans le marxisme n'en était guère une, à proprement parler. Elle fut l'indice massif d'un impensé, voire d'un impensable dans la conjoncture théorique qui prévalait alors dans le champ du marxisme : si le matérialisme historique dispose en effet, avec les concepts du *Capital*, des instruments aptes à saisir les procès complexes au travail dans la base, il n'en est pas de même pour les superstructures. Aussi l'intrusion problématisée de la notion d'instance, en dépit de certains de ses usages « structuralistes », eut pour effet de réactiver les analyses descriptives du vieil Engels (L. à Bloch, à Starkenburg, etc.) et d'appeler à l'élaboration d'une théorie matérialiste de la dernière instance. La métaphore de l'édifice s'en trouva spécifiée

dans celle du tribunal : l'économique tranche en dernier ressort les procès extra-économiques, mais ceux-ci n'en ont pas moins une matérialité et une efficience propre. Mieux encore : ils représentent des enjeux décisifs de la lutte des classes puisqu'ils sont les lieux, idéologiques et politiques, de réalisation active de la reproduction sociale. La dernière instance permet d'ainsi penser les déplacements de domination comme commandés par la détermination sans s'y réduire. Ressurgit ici une vieille distinction, entre détermination et domination, présente chez Marx (K., ES, I, 1, 92, n. 1 ; MEW, 23, 96, n. 33) mais très vite recouverte par l'idéologie mécaniste et économiste.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. HARNECKER, *Los conceptos elementales del materialismo histórico*, Mexico, 1969; S. KARSZ, *Théorie et politique : Louis Althusser*, Fayard, 1974, p. 177 et s.; CERM, *Lénine et la pratique scientifique*, ES, 1974, p. 443 et s.; Das Argument, *Theorien über Ideologie*, Berlin, 1979.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Base, Coupure (épistémologique), Détermination, Dialectique, Etre social / Conscience, Formation économique et sociale, *Gliederung*, Idéologie, Procès, Rapports sociaux, Reproduction, Structuralisme, Totalité.

G. Be.

Institution

Al : *Institution.* — An : *Institution.* — R : *Učreždenie.*

1 / Si Marx et Engels emploient peu le terme, ce n'est pas faute de rencontrer ni d'affronter la problématique juridico-politique de l'institution. Cet affrontement se déploie selon trois moments :

Le premier correspond à la genèse du matérialisme historique, telle qu'elle s'opère en particulier à travers la critique de la philosophie hégélienne et néo-hégélienne. Dans cette « manière abstraite et transcendante de penser l'Etat moderne » (*Cridr.*, 77; MEW, 1, 384), Marx voyait l' « histoire idéale » (*ibid.*, 71; 383) qui tenait lieu, en Allemagne, de la révolution effectuée en France — là où la bourgeoisie, dans la lutte contre le féodalisme, avait pu donner pour universels des intérêts politiques de classe, que son opposition aux mouvements populaires permettait de démasquer comme tels.

Un second moment renvoie aux énoncés classiques de la théorie, qui introduisent les institutions comme éléments de cette superstructure (cf. notamment AD, 55; MEW, 20, 22) que les rapports économiques permettent, *en dernière analyse*, d'expliquer. C'est ainsi, par exemple, que la concentration de la propriété, le développement des moyens de production et les agglomérations de population entraînent nécessairement ce mouvement de « centralisation politique » (MPC, 37; MEW, 4, 467) dont procèdent les institutions modernes. Toutefois, les formulations générales du rapport base/superstructure ne distinguent jamais un édifice juridico-politique sans que soient aussi mentionnées les formes de conscience sociales. Il en va de même dans les études historiques (LCF, 18 B, GCF, etc.) qui cernent de courtes périodes : si les conditions matérielles d'existence des classes, fractions de classe et couches intermédiaires qui s'affrontent dans les luttes politiques déterminent à grands traits les configurations institutionnelles spécifiques définissant des régimes successifs, il y faut la médiation de « toute une superstructure d'impressions, d'illusions, de façons de penser et de conceptions philosophiques particulières » reçues par la « tradition » ou l' « éducation » (18 B, 47; MEW, 8, 139).

Enfin, les institutions sont-elles plus isolables, s'agissant de leur efficace propre ? Les analyses historiques de Marx portent certes sur des époques de bouleversement continuel des règles instituées. Mais si le jeu des instances légales se heurte aux coups de force, ou, de manière plus anodine, s'il donne prise à des luttes d'influence qui l'affectent, le fait majeur reste qu'il s'efface, en importance, devant le fonctionnement complexe de la machine d'Etat. Place est donc faite au concept de l'Etat comme pouvoir de la bourgeoisie, pouvoir centralisé doté d'*organes* dont les énumérations classiques, privilégiant les instruments répressifs mais incluant aussi, par exemple, le clergé (cf. GCF), ne doivent rien à la catégorie des « institutions politiques ». Dès lors, la particularité de ces dernières, par rapport à la machine répressive, consiste en ce qu'elles règlent des pratiques qui ont pour effet de dissimuler le caractère de classe de l'Etat. Du moins est-ce en ces termes qu'on peut, à la suite d'Althusser (cf. *infra*), élaborer nombre de notations dispersées chez Marx et Engels. Il reste que d'autres éléments de la superstructure concourent à cet effet de dissimulation. Lequel, par ailleurs, n'épuise pas la réalité des institutions : en témoigne, notamment, la question d'une voie pacifique au socialisme.

2 / L'importance que la notion de superstructure accorde aux normes de comportement et aux processus de socialisation n'a nullement conduit le marxisme sur les voies qu'explore la sociologie. Ainsi, lorsque Gramsci découvre « (la) multiplicité d'initiatives et d'activités dites privées qui forment l'appareil de l'hégémonie politique et culturel des classes dominantes » (*Œuvres choisies*, Paris, ES, 1959, 292), c'est sous une définition large de l'Etat comme « hégémonie cuirassée de coercition » (*ibid.*, 296; cf. aussi 436) que se trouvent comprises ces activités, avec les formes qui leur assurent continuité et efficacité, mais également toutes les valeurs et contraintes sociales qu'elles supportent (tel le puritanisme qui, en Amérique, accompagne le fordisme). Prolongeant cette démarche, Althusser propose d'analyser l'appareil d'Etat en appareils répressifs d'une part, et, d'autre part, en appareils idéologiques, lieux et enjeux des luttes de classes, au nombre desquels il range les églises, l'éducation, la famille, la justice, le système politique dont les différents partis, les syndicats, l'information et la culture. En tant qu'AIE (appareils idéologiques d'Etat), ces « institutions » garantissent les conditions de l'exploitation et contribuent à leur reproduction. Appareils *idéologiques* ? Ils représentent en effet « la *forme* dans laquelle l'idéologie de la classe dominante doit *nécessairement* se réaliser, et la forme à laquelle l'idéologie des classes dominées doit nécessairement se mesurer » (*Positions*, 124-125), ce qui, bien entendu, ne suffit pas à en rendre compte puisque « les idéologies ne « naissent » pas dans les AIE, mais des classes prises dans la lutte des classes » *(ibid.)*. Les institutions ne sont donc considérées que du point de vue de la lutte des classes, tel que celui-là requiert la prise en compte des rapports de production comme base réelle de la société, d'une part, et tel, d'autre part, qu'il impose de reconnaître l'Etat comme domination d'une classe.

Lacune et limite de la théorie, ou, au contraire, juste mesure de son objet ? Quoi qu'il en soit, le matérialisme historique se passe de tout concept d'institution, au profit du concept d'Etat. Il faut d'ailleurs signaler, aux marges du marxisme, que C. Castoriadis (*L'institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, 1975) n'a pu développer le thème de l'institution (au sens de l'acte d'instituer) jusqu'à en faire la clé de voûte d'une théorie

de l'histoire, qu'en proposant, pour une large part à l'encontre de Marx, une conception de l'histoire comme création.

• BIBLIOGRAPHIE. — P. BIRNBAUM, La question des élections dans la pensée socialiste, apud *Critique des pratiques politiques*, Paris, Ed. Galilée, 1978, p. 45-72 et notamment p. 54 et 57; M. FOUCAULT, *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, p. 107-135; M. GODELIER, *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, Paris, Maspero, 1973; cf. notamment la préface à la réédition en petite collection; M. MIAILLE, *L'Etat du droit*, Paris/Grenoble, Maspero/PU de Grenoble, 1978; P. F. MOREAU, *Fernand Deligny et les idéologies de l'enfance*, Paris, Ed. Retz, 1978, chap. X, p. 149-176.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Droit, Ecole, Etat/Société civile, Famille, Hégémonie, Idéologie, Pacifique (voie), Reproduction des rapports sociaux, Suffrage universel, Superstructure, Traditions.

Ph. M.

Insurrection

Al : *Aufstand.* — An : *Insurrection.* — R : *Vosstanie.*

1 / F. Engels, qui doit à son intérêt pour les choses militaires le surnom de « général », donne une définition : « l'insurrection est un art aussi bien que la guerre ou n'importe quel autre art; elle est soumise à certaines règles pratiques...; [elle] est un calcul avec des grandeurs très indéterminées dont la valeur peut varier tous les jours... » C'est le mot de Danton, « le plus grand maître en tactique révolutionnaire connu jusqu'ici », qui en résume l'esprit : « de l'audace, de l'audace, encore de l'audace » (MEW, 8, 95; RGR, 289).

2 / Lénine, dont Engels demeurera le modèle en la matière, évoque constamment la formule « l'insurrection est un art »; il cite, à plusieurs reprises la page d'Engels (*Cahier bleu*, 81; O., 26, 129) et la commente (O., 26, 182-183). Les traits sur lesquels il insiste sont les suivants : l'aspect « offensif » (11, 175), la liaison armée et gouvernement révolutionnaires, aussi « indispensables » l'un que l'autre (8, 571).

3 / A la veille d'octobre, il écrit : « Pour réussir, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde. Voilà un premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur l'*élan révolutionnaire du peuple*. Voilà le second point. L'insurrection doit surgir à un *tournant* de l'histoire de la révolution ascendante où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus forte, où les *hésitations* sont les plus fortes dans les rangs de l'ennemi et *dans ceux des amis de la révolution faibles, indécis, pleins de contradictions*; voilà le troisième point. Telles sont les trois conditions qui font que, dans la façon de poser la question de l'insurrection, le *marxisme* se distingue du *blanquisme* » (26, 13-14).

▶ CORRÉLATS. — Barricades, Blanquisme, Guerre, Guerre du peuple, Guérilla, Jacobinisme, Violence.

G. L.

Intellectuels

Al : *Intelligenz, Intellektuelle.* — An : *Intellectuals.* — R : *Intelligenty, Intelligentsija.*

La « question des intellectuels » n'a jamais cessé de se poser tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, ou plus exactement d'être posée par les intellectuels qui se situaient dans le mouvement, sur ses marges ou à

sa tête. Elle a pris le plus souvent la forme de débats conflictuels entre ces intellectuels et les organisations auxquelles ils appartenaient ou avaient appartenu.

La notion d'intellectuel peut répondre à trois catégories de définitions : 1) Créateur d'œuvres et de valeurs éthiques; 2) Vecteur d'idées et de mythes en même temps que critique de l'ordre social; 3) Couche sociale regroupant les travailleurs non manuels : ingénieurs, techniciens, cadres, chercheurs, enseignants, artistes...

La littérature marxiste hésite sans cesse entre ces différentes définitions. L'attitude la plus fréquente consiste à esquisser une définition sociologique-historique permettant de fonder ou de justifier les rapports entre le parti ouvrier et les intellectuels : « Dans tous les domaines du travail national, le capitalisme multiplie très rapidement le nombre des *employés*, fait de plus en plus appel à l'intelligentsia. Cette dernière occupe une position originale parmi les autres classes en touchant partiellement à la bourgeoisie par ses relations, ses opinions, etc., et en partie aux travailleurs salariés, à mesure que le capitalisme réduit sans cesse davantage l'indépendance des intellectuels, en fait des salariés dépendants, menace d'abaisser leur niveau de vie » (Lénine, o., 4, p. 208; 1899).

Ce manque à conceptualiser le statut des intellectuels est d'autant plus paradoxal que toute l'histoire du marxisme lui-même est faite de la rencontre d'intellectuels d'origines sociales diverses avec la classe ouvrière, dont ils furent les dirigeants les plus éminents, et que les organisations ouvrières accordent traditionnellement la plus grande attention à la formation intellectuelle de leurs cadres et de leurs militants. C'est à partir de ce paradoxe que Gramsci, exception remarquable, cherche à construire un concept d'intellectuel qui occupe dans son œuvre une position centrale.

Une fois admis que « tous les hommes sont des intellectuels, mais tous les hommes n'exercent pas dans la société la fonction d'intellectuel » *Gr. ds le texte*, ES, p. 602), le concept gramscien de l'intellectuel répond à une double définition, « verticale » et « horizontale ».

1 / La définition verticale est déterminante : chaque classe possède son propre groupe d'intellectuels dont la fonction spécifique est *l'organisation* de la classe en tant que telle, par la production et la reproduction de sa culture, par l'enseignement, par la diffusion de son idéologie sous toutes ses formes, mais aussi en assurant l'organisation sociale matérielle de la production et de l'Etat. Ces intellectuels sont dits *organiques* dès lors qu'ils remplissent à la fois une fonction d'*élite* (recherche, élaboration d'une conception du monde, création) et une fonction de diffusion de masse, autrement dit lorsqu'ils assurent la liaison entre la théorie et la pratique : « La force des religions, et surtout de l'Eglise catholique, a consisté et consiste en ce qu'elles sentent énergiquement la nécessité de l'union doctrinale de toute la masse « religieuse » et qu'elles luttent afin que les couches intellectuellement supérieures ne se détachent pas des couches inférieures » (*op. cit.*, p. 138). L'échec partiel de la Renaissance et de la Réforme face à l'Eglise est de n'avoir pas su construire ce rapport organique, d'être restés des mouvements d'élite, notamment en abandonnant le terrain de l'enseignement de la religion « parce que la religion est la philosophie de l'enfance de l'humanité qui se renouvelle dans toute enfance non métaphorique » (p. 140). L'élaboration d'une élite intellectuelle prend toujours la forme de *corps de spécialistes* ayant un rôle spéci-

fique dans la production économique et sociale d'une époque (ordres religieux, médecins et juristes, enseignants, techniciens et savants) mais qui n'en ont pas moins vocation à jouer un rôle culturel général : c'est dans la mesure où ils peuvent le jouer que leur influence dépasse la classe qui les porte pour toucher toutes les classes de la société et atteindre une dimension nationale d' « utilité sociale ».

2 / C'est ici que s'articule la définition horizontale des intellectuels, qui rend compte de leur existence comme couche sociale particulière. D'une part, leur fonction hégémonique et leur statut organique les placent au lieu géométrique des rapports entre les classes, ce qui contribue à les faire apparaître comme « classe moyenne ». D'autre part, ils se constituent en *catégorie cristallisée*, « c'est-à-dire qui se conçoit elle-même comme continuation ininterrompue dans l'histoire et par conséquent indépendante de la lutte des groupes et non comme l'expression d'un processus dialectique selon lequel tout groupe social dominant élabore sa propre catégorie d'intellectuels » (*op. cit.*, p. 341). Cette cristallisation s'explique d'ailleurs par une temporalité spécifique des intellectuels : « Les intellectuels se développent lentement, beaucoup plus lentement que n'importe quel autre groupe social, du fait de leur nature même et de leur fonction sociale. Ils représentent toute la tradition culturelle d'un peuple, veulent en résumer et synthétiser toute l'histoire » (*op. cit.*, p. 122). Enfin, l'Etat moderne contribue à faire des intellectuels une couche sociale spécifique en démultipliant leurs fonctions de formation et d'organisation à travers les fonctionnaires et techniciens de toutes sortes et de tous niveaux : c'est l'émergence de ce que Gramsci appelle l' « intellectuel-masse ».

C'est à partir de ces données historiques qu'on peut comprendre le rôle capital que jouent les intellectuels dans le mouvement ouvrier : « Il n'y a pas d'organisation sans intellectuels, c'est-à-dire sans organisateurs et sans dirigeants » (*op. cit.*, p. 150). Mais, pour former sa propre couche d'intellectuels, le prolétariat se heurte à des difficultés particulières (« il est pauvre en éléments organisateurs, il ne possède pas et ne peut se constituer sa propre couche d'intellectuels que très lentement et très difficilement... », p. 122) : la formation de ses intellectuels doit donc faire l'objet d'une action volontariste. Elle est *à la fois* condition d'existence et objectif prioritaire de ses organisations. Cette contradiction ne peut être levée que si des intellectuels d'origine sociale autre se joignent à lui : « Un intellectuel qui entre dans le parti politique d'un groupe social se confond avec les intellectuels organiques d'un tel groupe » (Cahier 4, fragment 49).

Mais l'intellectuel organique du prolétariat doit aussi répondre à des exigences très élevées, parce que son caractère organique doit s'accompagner du dépassement tendanciel de la séparation entre gouvernants et gouvernés. Autrement dit, il ne s'agit plus seulement de diffuser la culture dans les masses, mais de produire une authentique culture populaire. On voit ici se profiler la silhouette de l' « intellectuel collectif » incarné par le parti, mais l'organisation ne produit pas l'intellectuel par la seule vertu de son existence. Voire : le primat absolu de l'organisation dans la production de la culture politique ouvrière n'engendre qu'un intellectuel bureaucratique. Les intellectuels comme individus créateurs jouent donc un rôle irremplaçable : « Si le rapport entre intellectuels et peuple-nation, entre dirigeants et dirigés — entre gouvernants et gou-

vernés — est défini par une adhésion organique dans laquelle le sentiment-passion devient compréhension et par conséquent savoir (non pas mécaniquement mais d'une manière vivante), on a alors, et seulement à cette condition, un rapport qui est de représentation et c'est alors qu'a lieu l'échange d'éléments individuels entre gouvernés et gouvernants, entre dirigés et dirigeants, c'est-à-dire que se réalise la vie d'ensemble qui seule est la force sociale; c'est alors que se crée le « bloc historique ». » L'intellectuel n'est donc pas un fonctionnaire du parti : il a fait de la politique une passion; mais, en retour, le parti ne le traite pas comme tel : « Il paraît nécessaire que le lent travail de la recherche de vérités nouvelles et meilleures, de formulations plus cohérentes et plus claires des vérités elles-mêmes, soit laissé à l'initiative de chaque savant, même s'ils remettent continuellement en discussion les principes mêmes qui paraissent les plus essentiels » (*Gr. ds le texte*, p. 161).

On le voit, le concept d'intellectuel est pour Gramsci un concept politique par excellence : il se construit autant comme objet de la science historique que comme impératif catégorique de l'art politique. Au regard de ces exigences, l'évolution du marxisme, après la mort de ses grands fondateurs, montre que le mouvement ouvrier sera long à poser correctement la « question des intellectuels » : « (La philosophie de la praxis) en est encore aujourd'hui à sa phase populaire : susciter un groupe d'intellectuels indépendants n'est pas chose facile, et exige un long processus, avec des actions et des réactions, des adhésions et des dissolutions et de nouvelles formations très nombreuses et complexes. Elle est la conception d'un groupe social subalterne, sans initiative historique, qui s'élargit continuellement mais non organiquement, et sans pouvoir dépasser un certain niveau qualitatif (...). La philosophie de la praxis est devenue elle aussi « préjugé » et « superstition »... (p. 260).

• BIBLIOGRAPHIE. — Bertolt BRECHT, *Ecrits sur le théâtre* et *Journal*, L'Arche, 1965; David CAUTE, *Les compagnons de route*, Mazarine, 1979; ID., *Le communisme et les intellectuels français, 1914-1966*, Paris, Gallimard, 1967; CHOU EN-LAI, *Rapport sur la question des intellectuels*, Ed. de Pékin, 1957; Régis DEBRAY, *Le pouvoir intellectuel en France*, Ramsay, 1979; G. KONRAD et I. SZELENYI, *La marche au pouvoir des intellectuels. Le cas des pays de l'Est*, Paris, 1979; D. LACALLE *et al.*, *La función social del intellectual*, Madrid, Editorial Ayuso, 1983; Georg LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Minuit, 1960; MAO Zedong, Causeries de Yénan, in *Œuvres choisies*, Maspero, 1969; Maurice MERLEAU-PONTY, *Les aventures de la dialectique*, Gallimard, 1955; Paul NIZAN, *Les chiens de garde*, Maspero, 1971; Jean-Paul SARTRE, *Situations*, notamment les volumes II, IV, VIII et IX, Gallimard; J. VERDÈS-LEROUX, *Au service du Parti, le P.C., les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard, 1983.

▶ CORRÉLATS. — Démocratie, Direction/Domination, Fusion, Hégémonie, Ouvriérisme, Petite bourgeoisie, Pratique, Théorie.

P. S.

Intensité du travail

Al : *Arbeitsintensität*. — An : *Intensity of work*. — R : *Intensivnost' truda*.

Pour extraire le maximum de plus-value de la force de travail, le capitaliste peut procéder de trois manières, soit alternativement, soit simultanément quand il en a la possibilité :

1 / Prolonger le *temps extra* de la journée de travail consacré au surtravail, c'est-à-dire allonger la journée de travail (plus-value absolue);

2 / Réduire le plus possible le temps de travail nécessaire en augmentant la *productivité* (en produisant plus de biens avec la même quantité de travail, on fait baisser leur valeur unitaire). Au niveau des biens de consommation, la valeur nécessaire à l'entretien de la force de travail est donc moindre et, *ipso facto*, le temps de travail nécessaire plus court;

3 / Faire travailler davantage les ouvriers pour un temps donné : augmenter le *degré d'intensité du travail*. (Augmentation de la productivité et intensification du travail sont donc deux formes *distinctes*, bien que combinées, de recherche de plus-value relative.)

« C'est ainsi que dans les fabriques anglaises, la prolongation de la journée et l'accroissement dans l'intensité du travail marchent de front pendant un demi-siècle. On comprend cependant que là où il ne s'agit pas d'une activité spasmodique mais uniforme, régulière et quotidienne, on arrive fatalement à un point où l'extension et l'intensité du travail s'excluent l'une l'autre, si bien qu'une prolongation de la journée n'est plus compatible qu'avec un degré d'intensité moindre et, inversement, un degré d'intensité supérieur qu'avec une journée raccourcie » (K., I, 2, p. 92 ; MEW, 23, 432).

La mesure de la grandeur du travail doit donc toujours intégrer la mesure de la durée et celle de l'intensité.

Le premier facteur de l'intensification du travail est la *discipline d'usine*, le rôle de la surveillance et de l'encadrement qui visent à éviter les temps morts, à obtenir une concentration maximale de l'ouvrier sur son travail.

Mais l'intensification du travail est obtenue aussi à travers le progrès technique. Dans un premier temps, celui-ci permet l'allongement de la journée de travail (lumière artificielle, épargne relative de la force physique). Mais il vise ensuite à draîner davantage de travail dans un temps donné : amélioration de la vitesse des machines qui imposent leur cadence au travail humain.

« L'énorme impulsion que (le raccourcissement légal de la journée de travail) donne au développement du système mécanique et à l'économie des frais contraint l'ouvrier aussi à dépenser au moyen d'une tension supérieure plus d'activité dans le même temps, à resserrer les pores de sa journée et à condenser ainsi le travail à un degré qu'il ne saurait atteindre sans ce raccourcissement » (*ibid.*, p. 92; *ibid.*). Dès lors, « il ne fait pas le moindre doute que la tendance du capital à se rattraper sur l'intensification systématique du travail et à transformer chaque perfectionnement du système mécanique en nouveau moyen d'exploitation doit conduire à un point où une nouvelle diminution des heures de travail deviendra inévitable » (*ibid.*, p. 99; *ibid.*, 440).

▶ CORRÉLATS. — Exploitation, Machinisme, Productivité, Surtravail, Survaleur, Taylorisme.

E. A.

Intérêt

Al : *Zins.* — An : *Interest.* — R : *Procent.*

L'intérêt est la part de la plus-value que le capitaliste industriel cède au propriétaire d'argent en échange de l'usage momentané de cet argent comme capital, c'est-à-dire comme source de plus-value.

C'est pour l'essentiel dans deux manuscrits que Marx scrute l'intérêt, le cahier XV des *Théories sur la plus-value*, rédigé en 1862 (K 4, ES, t. III, p. 535 et s.; MEW, t. 26, 3, p. 445 et s.), et celui, écrit en 1865, dont Engels fera la section 5 du livre III du *Capital* (K., ES, t. 7; MEW, t. 25, p. 350 et s.). Le premier présente l'intérêt comme un rapport social fétichisé. Le second, après un nouvel exposé de cette thèse, ébauche une étude des rapports entre le taux de profit et le taux d'intérêt, et, plus généralement, de ce qui détermine le niveau de ce dernier.

L'intérêt met en jeu deux personnes et une chose. Cette dernière — l'argent — est cédée par celle qui en est le propriétaire à celle qui en fait usage, le capitaliste industriel. L'argent parcourt alors les trois étapes du cycle du capital, A-M-A' : dans les mains de l'emprunteur, il devient du capital. L'argent est prêté comme capital, non comme argent, même si c'est là le mode d'être privilégié du capital; même si, pour s'accomplir comme capital, l'argent doit fonctionner comme argent. La valeur d'usage, dont l'argent transféré est le support, est la faculté de se mettre en valeur, d'augmenter sa propre valeur.

Si l'argent change de mains, le titre de propriété reste du côté du prêteur. L'argent doit lui revenir, après un certain temps, augmenté de l'intérêt. Emprunté comme capital, l'argent devient du capital pour son propriétaire. Smith, Massie, Hume (K 4, ES, t. I, p. 73-83 et 435-442; MEW, t. 26, 1, p. 48-56 et 349-353) considéraient l'intérêt comme un prélèvement sur le profit du capitaliste industriel. Marx intègre ce point de vue dans la théorie de la plus-value, l'intérêt et le profit résultant d'un partage de celle-ci.

L'intérêt est par conséquent un effet de propriété : il a pour origine le rapport existant entre deux personnes du fait de leurs rapports à l'égard d'une chose. Cet effet de propriété, Marx le tient à la fois pour un passage à la limite du rapport de production capitaliste et pour une manifestation fétichisée de celui-ci.

Passage à la limite : dans le prêt à intérêt, le seul fait de la propriété privée est générateur de profit (l'intérêt, en l'occurrence). Le rapport de production capitaliste, c'est d'abord la propriété privée des moyens de production, la séparation entre ceux-ci et les travailleurs. Il en découle la vente et l'exploitation de la force de travail, la création de plus-value. La propriété privée de la richesse est bien dans les deux cas condition nécessaire à la perception d'un profit. Mais, dans le premier, elle est en outre condition suffisante. C'est pourquoi l'intérêt est l'expression limite de l'aliénation des conditions de travail *(die entfremdete Form der Arbeitsbedingungen)* (K 4, ES, t. 3, p. 581; MEW, t. 26, 3, p. 484) dans le mode de production capitaliste.

Manifestation fétichisée : l'extension de l'équivalence caractéristique du prêt à intérêt : propriété privée ⇔ profit, au rapport de production capitaliste est une représentation fétichisée de celui-ci. Elle consiste à faire du profit le résultat de la propriété d'une chose et non celui de l'exploitation de la force de travail. Conformément à cette représentation, le capital est pure séparation, alors que l'exploitation réelle, ce que Marx appelle l'action réelle de l'aliénation *(die wirkliche Aktion der Entfremdung)* (K 4, ES, t. 3, p. 583; MEW, t. 26, 3, p. 486), à laquelle se consacre le capitaliste industriel, apparaît paradoxalement comme un travail, dont le profit serait le salaire. Marx affirme ici que le rapport de production

capitaliste fondamental a pour éléments constitutifs non seulement la propriété privée des moyens de production, mais également un procès concret d'exploitation de la force de travail; que le prêt à intérêt fait l'objet d'une opération idéologique dissociant ces deux éléments : l'intérêt démontre qu'il y a profit sans qu'il y ait exploitation; la propriété seule est à l'origine du profit. Dès lors, le procès d'exploitation devient une activité de gestion, un travail comme un autre, rémunéré comme un autre, même si cette rémunération porte le nom de profit. Le véritable profit capitaliste en somme, c'est l'intérêt. Selon Marx, l'intérêt sert à former un concept du capital qui évacue le procès d'exploitation pour ne garder que la propriété privée. C'est un rapport entre deux capitalistes (capitaliste d'argent et capitaliste industriel) qui fonde cette conception fétichisée du capital. En prenant appui sur la plus-value, Marx ramène l'intérêt à l'intérieur du rapport entre le capital et le travail.

Si l'analyse de l'intérêt en termes de rapports de production est, comme on vient de le voir, fortement structurée, il n'en est pas de même de celle qui concerne les déterminants du niveau du taux d'intérêt, question dont la théorie économique non marxiste s'est par contre beaucoup occupée. Du livre III du *Capital* on peut toutefois tirer un certain nombre de propositions qui sont parfois clairement énoncées, parfois implicites à des commentaires de citations avec lesquelles Engels a bâti certains chapitres de ce livre et dont il ne faut pas sous-estimer l'inachèvement.

Le niveau du taux d'intérêt est relié à celui du taux de profit. Plus précisément, le taux général de profit est la limite supérieure du taux d'intérêt, si bien qu'à long terme il existe une corrélation entre les deux grandeurs. Mais, entre zéro et cette limite il y a une marge où le taux d'intérêt peut prendre un grand nombre de valeurs et même, si l'on se place cette fois en courte période, varier en sens inverse du taux de profit. La valeur que le taux d'intérêt prend dans cet intervalle dépend du rapport de force qui s'établit entre les capitalistes prêteurs et les capitalistes emprunteurs d'argent. Le taux d'intérêt résulte de la confrontation d'une courbe d'offre et d'une courbe de demande de capital-argent. Il n'y a donc pas pour Marx de taux d'intérêt « naturel » au sens d'une valeur intrinsèque autour de laquelle celui-ci fluctuerait, ainsi qu'il en est du prix d'une marchandise.

C'est dans l'étude des variations de l'intérêt au cours du cycle des affaires que Marx précise cette analyse. Dans la phase d'expansion, le crédit que les capitalistes s'accordent entre eux — le crédit commercial — progresse : la demande de crédit est forte, mais, étant donné que les rentrées sont régulières et rapides, l'offre répond sans difficulté. C'est le seul moment du cycle, indique Marx, où un taux d'intérêt bas coïncide avec une extension réelle du capital (K., ES, t. 7, p. 150; MEW, t. 25, p. 505). Lorsque l'expansion se ralentit et que les reflux d'argent se font plus longuement attendre, les fournisseurs consentent moins facilement des crédits et les échéances des traites devancent plus fréquemment la réalisation des marchandises. A mesure que la situation économique se détériore la monnaie devient le seul intermédiaire « accrédité » dans les transactions. Pour faire face à ces paiements en monnaie, les entreprises sollicitent les banques de façon croissante et le taux d'intérêt amorce une

hausse qui annonce, puis, s'accélérant, accompagne la crise économique. En même temps, l'offre de crédit sous forme d'argent se raréfie. Car, lorsque déferle la crise, lorsqu'il y a trop de richesse concrète, trop de marchandises, c'est la richesse sous sa forme générale — l'argent — qui est exclusivement désirée.

Avec la récession diminuent les transactions. Le taux d'intérêt baisse et, cette fois, la faiblesse de son niveau coïncide avec une contraction du capital. L'économie, violemment « purgée » par la crise, s'anime à nouveau et « le taux d'intérêt peu élevé qui accompagne l' « amélioration » signifie que le crédit commercial n'a encore que faiblement recours au crédit bancaire... » (*ibid.*, p. 150 ; 506).

Dans *Le capital financier*, Hilferding reprend cette analyse et la complète sur certains points (trad. M. Ollivier, Paris, Ed. de Minuit, 1970, chap. VII et XVIII). Il fait entrer en jeu la quantité de monnaie (or et billet) requise pour la circulation. Cette quantité comprend les réserves détenues pour la circulation intérieure et internationale. L'argent prêtable est donc l'argent que la circulation ne mobilise — ou n'immobilise — pas. Cet argent est centralisé par le système bancaire. Lorsque l'activité économique se ralentit, les capitalistes portent à l'escompte des banques un nombre de plus en plus important de traites : la demande de prêts en monnaie augmente. Le taux d'intérêt augmente alors en vertu de l'enchaînement suivant. D'abord, la quantité d'argent absorbée par la circulation s'est accrue pendant la phase d'expansion (ne serait-ce, par exemple, que du fait de la progression de la masse salariale). De plus, la crise s'amorçant, l'allongement des délais de récupération du capital avancé oblige les capitalistes à détenir des réserves de monnaie plus importantes; ce surcroît de monnaie prisonnier de la circulation diminue d'autant la masse des fonds disponibles pour les prêts. Il en résulte une diminution des réserves de monnaie détenues par les banques : le système bancaire draine moins de fonds prêtables au moment même où les traites affluent à l'escompte. C'est, dit Hilferding, lorsque le système bancaire constate cette diminution qu'il relève le taux d'intérêt. En outre, le désir de détention de la monnaie pour elle-même, corrélatif de la crise de confiance, entraîne le retrait de la monnaie déposée dans les banques, réduit leur capacité de prêts déjà entamée — quand elle ne les accule pas à la faillite — et aggrave encore la hausse du taux d'intérêt. Pour continuer, dans ces conditions, à accorder des crédits, il aurait fallu que les banques puissent retrouver la monnaie que la circulation et la thésaurisation leur avaient dérobée. La seule solution était de se tourner vers la banque centrale et, en réescomptant auprès d'elle une grande partie des effets escomptés, obtenir une émission de monnaie fiduciaire. Technique que les Instituts d'émission capitalistes ont longtemps manipulée avec précaution, du fait de la convertibilité-or du billet; et ce jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale, date à laquelle cette convertibilité bien encombrante fut supprimée.

Marx faisait dépendre les variations conjoncturelles du taux de l'intérêt de la masse de capital-argent prêtable, affirmant que celle-ci était indépendante des besoins de la circulation (K. cité *supra*, p. 161 ; MEW, p. 516). L'analyse d'Hilferding complète donc, mais aussi critique celle de Marx, précisément par le rôle qu'elle fait jouer à la circulation dans la détermination des fonds prêtables.

Il faut évoquer enfin la manière dont Hilferding, reprenant certains développements de Marx, envisage les rapports qui se nouent entre le taux d'intérêt et la spéculation boursière. Ce sont déjà certains mécanismes de la crise de 1929, qu'en 1910 Hilferding anticipe ici.

Si l'on parcourt à nouveau la chronologie du cycle économique, on observe d'abord, dans la phase ascendante, que, le taux d'intérêt étant bas, le cours des titres mobiliers est élevé. Les émissions sont faciles car, spéculant à la hausse, les acheteurs s'endettent auprès des banques pour acquérir les titres. De petites fluctuations suffisent pour prendre des bénéfices, là encore parce que le taux d'intérêt est faible. Quand débute le ralentissement, aux facteurs de hausse du taux d'intérêt déjà évoqués s'ajoute la demande de crédit pour la spéculation boursière; spéculation de plus en plus forte car, le taux d'intérêt s'élevant, il faut des fluctuations de plus en plus importantes pour obtenir des prises de bénéfice avantageuses.

Le cours des actions commence à baisser au moment où le crédit bancaire se resserre; beaucoup de ceux qui avaient spéculé à la hausse en s'endettant auprès des banques doivent, dans la déconvenue, vendre leur portefeuille à perte, afin de rembourser leurs dettes. Ces ventes forcées de titres accentuent la chute des cours, que précipite le retournement de la spéculation, désormais orientée à la baisse. Nouvelles restrictions de crédit et nouvelles ventes forcées s'enchaînent jusqu'à la panique boursière.

Double registre, donc, sur lequel se déploie l'analyse de l'intérêt. Celui des rapports de production : l'intérêt est l'effet d'un rapport entre capitalistes, qui n'est compréhensible qu'à partir du rapport entre capitalistes et travailleurs et fournit en même temps de ce dernier le modèle d'une compréhension mystifiée.

Celui de l'articulation empirique des différents éléments de l'économie capitaliste concrète. Registre des corrélations, des enchaînements visibles, du mouvement aux figures diverses et évolutives, en lesquelles se combinent et se modifient les formes simples de la structure.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Banque, Fétichisme, Profit, Rente.

M. D.

Internationale(s)

Al : *Internationale(n)*. — An : *International(s)*. — R : *Internacional(y)*.

L'Internationale apparaît dans l'histoire du mouvement ouvrier et dans l'évolution de la pensée de Marx et de Engels comme la forme suprême d'organisation du pouvoir ouvrier à l'échelle planétaire.

La Ire Internationale fut créée à Londres en 1864 sous le nom d'Association Internationale des Travailleurs (AIT). Le rôle de Marx au Conseil général (son organisme dirigeant) et à la rédaction des statuts de l'Internationale fut dominant.

Le prestige de cette Ire Internationale fut plus grand que ses forces réelles de combat. Mythe et réalité politique devaient s'imbriquer pour donner une conscience de classe et une solidarité internationale. L'Internationale apparaît ainsi à ses origines comme le point central de coordination et de coopération de la classe ouvrière en train de se structurer en mouvement et de s'initier à l'internationalisme.

Malgré son impuissance politique due en grande partie à ses caisses quasi vides, la Ire Internationale arrive, au moins en termes moraux, à influencer et orienter les luttes locales vers l'universalisme, vers l'internationalisme. C'est le testament le plus précieux qu'ait légué l'AIT aux révolutionnaires, dont elle influencera la pensée au long de ce dernier siècle. Mais c'est aussi à ce moment-là qu'apparaissent les contradictions initiales du mouvement ouvrier issu des couples dicotomiques international/national, mythe/réalité, centralisme/autonomie.

Jusqu'à la veille de la Conférence de Londres de 1871 qui marquera un tournant dans l'organisation de la Ire Internationale, Marx défend le principe de l'autonomie des sections et des fédérations vis-à-vis du Conseil général.

Mais l'autre versant du problème, celui de la nécessaire organisation qu'implique la centralisation, face au danger d'érosion d'un mouvement travaillé par des tendances centrifuges, n'est pas absent des préoccupations de Marx et de la majorité de ses épigones. L'hétérogénéité des sociétés et des groupements qui composaient l'Internationale exige cette nouvelle orientation centralisatrice. Proudhoniens, lassaliens, bakouninistes, mazziniens, marxistes cohabitent au départ dans la même organisation. C'est cette réalité-là qui impose l'évolution des conceptions de Marx et Engels concernant l'organisation du pouvoir ouvrier : ils tentent de transformer les multiples organisations de l'AIT en partis politiques ayant un centre directeur : Londres.

Du point de vue de ses structures, l'AIT comprendra un organigramme à trois niveaux : Congrès (annuel), Conseil général et sections affiliées.

Lorsque la tendance centralisatrice essaie de s'imposer aux forces centrifuges, cela entraîne la première scission du mouvement entre marxistes et anarchistes, scission consommée au Congrès de La Haye en septembre 1872. C'est à ce moment que le Conseil général est transféré à New York tel que l'avaient souhaité Marx et Engels.

La période qui va de 1876 (Congrès de Philadelphie qui marque la fin de l'AIT marxiste) à 1888 (veille de la création de la IIe Internationale) est ponctuée par diverses tentatives (Congrès et Conférence internationaux) pour créer une autre Internationale.

Lorsque la IIe Internationale se créera en 1889 en raison de la pluralité des courants socialistes et des divergences issues de leurs programmes et tirant en outre la leçon des échecs de la Ire Internationale, elle évitera de se doter de structures centralisatrices. Elle sera une fédération de partis et de groupes nationaux autonomes, dont elle coordonnera l'action à travers des Congrès qui se réuniront tous les trois ans. Jusqu'au tournant du siècle, ces Congrès constitueront la seule structure.

Lors de sa création, au Congrès de Paris, les groupements qui adhèrent à l'Internationale sont très divers : associations ouvrières, syndicats, partis nationaux. Ce n'est qu'au début du xxe siècle que les partis nationaux deviendront les composantes principales du mouvement ouvrier et par conséquent de l'Internationale. C'est donc à partir de cette époque que l'Internationale rassemblera de grands partis nationaux, se dotant aussi d'une armature institutionnelle plus ramifiée. Tout d'abord le Bureau socialiste international (BSI) qui, à partir de 1905, assure la continuité des activités de l'Internationale dans l'intervalle des congrès. A partir de cette date, d'autres organisations affiliées se créent : Commission inter-

parlementaire socialiste et du travail, Réunions des journalistes socialistes, Conférences internationales des femmes socialistes, Conférences internationales des organisations socialistes de la jeunesse.

Bien que porteuse d'un messianisme universalisant et d'une solidarité internationaliste, la IIe Internationale se brise sur la guerre en 1914. Le vote des socialistes d'Allemagne et de France aux crédits militaires sonne le glas du mythe internationaliste. Dénonçant la faillite de l'Internationale, Lénine jette l'anathème à la fois sur la « poignée de leaders » saisis par l'opportunisme et sur « l'aristocratie ouvrière » corrompue par les privilèges octroyés par la classe dominante.

Les premières tentatives d'opposition à la guerre apparaissent cependant au sein de l'Internationale effondrée : aux Conférences de Zimmerwald (1915) et de Kienthal (1916), deux tendances se cristallisent. La première, celle de la majorité, se prononce pour la paix; la seconde propose de répliquer à la guerre impérialiste par une révolution mondiale. D'où le mot d'ordre de Lénine de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. La révolution russe de 1917 en fut la concrétisation.

De la dualité stratégique de Zimmerwald et de Kienthal naîtra la IIIe Internationale et se recréera la IIe.

Dès 1919, les partis qui se sont unis à la bourgeoisie tentent de recréer l'Internationale socialiste. Cette fois-ci le choix est radical : ils refusent toute stratégie révolutionnaire et s'orientent vers le parlementarisme.

Se situant au milieu des options radicalement opposées de Zimmerwald et de Kienthal, une série de partis et de tendances à l'intérieur de certains partis socialistes (autrichien, allemand et français), créent en 1921 à la Conférence de Vienne l'Internationale deux et demie ou, selon son nom officiel, l'Union des Partis socialistes pour l'action internationale (UPS). Les principaux fondateurs de cette nouvelle mini-internationale sont les austro-marxistes, dont Otto Bauer et Max Adler apparaissent comme les chefs de file. Ses idéologues donnent la priorité aux spécificités que revêt la lutte dans chaque pays, rejetant à la fois la plate-forme de la IIe Internationale qui se limitait aux seules méthodes pacifiques et celle de la IIIe Internationale qui tentait d'extrapoler le modèle bolchevique à l'échelle internationale. Cette position intermédiaire est bientôt gommée par les contextes politiques et économiques de l'époque. Lors du Congrès de Hamburg (mai 1923), l'éphémère Internationale deux et demie fusionne avec l'Internationale socialiste.

Face à la montée du fascisme, ni l'Internationale socialiste ni l'Internationale communiste ne sauraient avoir une politique salutaire et des analyses justes. Elles se briseront à des moments différents sur le fascisme et sur la guerre.

C'est au lendemain de la création du Kominform en 1947 que les vestiges de l'Internationale socialiste se réorganisent, prenant d'abord la forme d'un Comité de la Conférence socialiste internationale (COMISCO) pour redevenir ensuite Internationale socialiste. Dès lors, elle prônera un internationalisme qui s'éloignera définitivement de toute solidarité de classe.

Lors de la fondation de la IIIe Internationale, ou Komintern, ses principaux promoteurs se placeront dans une authentique perspective internationaliste. A ses origines, la démarche de Lénine était dictée par la nécessité réelle d'un retour aux sources, c'est-à-dire d'une nouvelle pro-

clamation du principe d'internationalisme dans la vision de Marx et sur la conception de fonctionnement de la Ire Internationale. Cependant, dès ce moment Lénine établit les bases d'une synchronisation entre les intérêts du mouvement communiste et ceux de l'Etat soviétique.

Après l'échec des révolutions en Allemagne et en Hongrie en 1919, Lénine comprend que la révolution mondiale connaîtra de longs détours et que son avènement est lointain. Pour les dirigeants de l'Internationale, comme pour de nombreux communistes à travers le monde, la défense des conquêtes remportées là où la révolution a réussi, apparaît au premier plan des impératifs du communisme mondial. Avec les thèses staliniennes du « socialisme dans un seul pays », cette tendance se renforcera dans la subordination et l'inconditionnalité de tous les PC au parti du pays qui seul construit le socialisme.

Si le bilan de la IIIe Internationale est plutôt négatif pour les PC pris individuellement, en tant qu'organisation à l'échelle internationale, l'Internationale communiste représente dans l'histoire du mouvement ouvrier l'achèvement de la conception centralisatrice de celui-ci.

C'est grâce à cet appareil qu'au début des années 20 se forgèrent les jeunes partis communistes, qui, en acceptant les 21 conditions posées par Lénine, adhérèrent à la IIIe Internationale.

Son organigramme donne une image globale de l'étendue géographique et de la pénétration dans les structures nationales de cette institution tentaculaire. Le Congrès, le Comité exécutif, le Plénum élargi du Comité exécutif, la Commission internationale de Contrôle, l'Organisation des Liaisons internationales constituent l'armature hautement hiérarchisée et centralisée du Komintern.

Outre cet appareil institutionnel, pour centraliser davantage le mouvement communiste et resserrer les sections nationales affiliées, un double réseau de délégués est créé : d'une part les « représentants permanents » des PC nationaux auprès de l'Internationale à Moscou et, d'autre part, les « délégués de l'Internationale » auprès des comités centraux des PC nationaux.

De même, les *filiales* représentent la liaison entre l'Internationale communiste et les organisations de masse : l'Internationale syndicale rouge (le Profintern), l'Internationale communiste des jeunes, le Secrétariat féminin international, le Secours rouge, etc.

Cette gigantesque organisation sera marquée, malgré la diversité de ses composantes et l'étendue géographique, par le modèle bolchevique et ensuite par le stalinisme, devenu de ce fait phénomène international.

En mai 1943, l'Internationale communiste est dissoute. Parmi les motifs avancés pour expliquer cette disparition, était invoqué le degré de maturité atteint par les PC. D'où l'inutilité d'un centre politique mondial et d'une direction centralisée, d'où la prédominance, dans un contexte international différent, des particularités et voies nationales.

La dissolution de l'Internationale communiste correspondait aussi aux nécessités de la guerre. D'une part aux besoins de la grande alliance : par cette suppression, Staline laissait croire à l'abandon du credo initial du Komintern, celui de la préparation de la révolution mondiale. D'autre part, aux problèmes internes à l'URSS : c'est l'époque où les sentiments nationaux, patriotiques, voire religieux, prenaient le pas sur les considérations d'ordre idéologique.

Depuis cette date, sa recréation, telle quelle, ne s'est jamais plus posée dans les hautes instances du communisme mondial.

Le Kominform, bien qu'il perpétue l'esprit et les mœurs de l'Internationale, sera limité aux principaux PC européens et n'aura, outre son journal, aucune structure institutionnelle.

On retrouve la problématique de l'Internationale avec des formes et des contours nouveaux dans les Conférences mondiales des PC — celles de 1957, de 1960 et de 1969. Malgré leur dimension planétaire et les tentatives de reproduire les mœurs de l'Internationale, ce dernier vestige n'aura pas de réel impact sur le mouvement communiste, n'aura plus de prise sur l'évolution interne des partis. Trop diversifié, tiraillé par des divergences, le mouvement communiste n'est plus à l'heure de l'Internationale, tout en étant à la recherche d'un nouvel internationalisme et de nouvelles formes de relations.

Malgré sa faiblesse initiale, la IVe Internationale existe encore. Les analyses erronées du Komintern, surtout celles qui classent la social-démocratie comme social-fascisme, bloquant toute union des forces de gauche contre la montée de Hitler, amènent Trotski (exclu depuis 1927 de l'Internationale communiste) à s'orienter, dès 1933, vers l'édification de la IVe Internationale. Mais bien qu'elle eût réussi à défier le temps et qu'elle proclame un internationalisme authentique, cette dernière Internationale n'aura jamais eu de réel impact sur les masses ouvrières.

• BIBLIOGRAPHIE. — Franz BORKENAU, *World Communism. A history of the Communist International*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1962, 444 p., bibliogr., index; Fernando CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*, préf. de Jorge SEMPRUN, Paris, Maspero, 1972, 2 vol., 770 p., index (Textes à l'appui. Histoire contemporaine); Georges COGNIOT, *L'Internationale communiste. Aperçu historique*, avant-propos de WALDECK ROCHET, Paris, ES, 1969, 159 p. (Notre Temps); G. D. H. COLE, *The Second International, 1889-1914*, London, Macmillan & Co., 1956, 2 vol., bibliogr. (A History of socialist thought, 3); Georges HAUPT, *Le Congrès manqué. L'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Paris, Maspero, 1965, 301 p., bibliogr., index (Bibliothèque socialiste, 6); Georges HAUPT, Madeleine REBÉRIOUX, dir., *La IIe Internationale et l'Orient*, Paris, Cujas, 1967, 495 p., index; Jules HUMBERT-DROZ, *L'origine de l'Internationale communiste. De Zimmerwald à Moscou*, Neuchâtel, Ed. de La Baconnière, 1968, 255 p., bibliogr.; Annie KRIEGEL, *Les Internationales ouvrières, 1864-1943*, Paris, PUF, 1964, 128 p. (« Que sais-je ? »); Ernest LABROUSSE, dir., *La Ire Internationale*, Paris, Ed. du Centre national de la Recherche scientifique, 1968, 499 p., bibliogr.; Richard LOWENTHAL, *Khrouchtchev et la désagrégation du bloc communiste*, Paris, Calmann-Lévy, 1964, 338 p.; Lilly MARCOU, *Le Kominform, le communisme de guerre froide*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1977, 344 p., bibliogr., index; ID., *L'Internationale après Staline*, Paris, Grasset, 1979, 317 p., bibliogr., index; ID., *Le Mouvement communiste international depuis 1945*, Paris, PUF, 1980, 128 p. (« Que sais-je ? »); Roy MEDVEDEV, Jaures MEDVEDEV, *Khrouchtchev, les années de pouvoir*, Paris, Maspero, 1977, 220 p.; Miklos MOLNAR, *Le déclin de la Ire Internationale, la Conférence de Londres de 1871*, Genève, Droz, 1963, 262 p., bibliogr., index (Publications de l'Institut universitaire des Hautes Etudes internationales, 42); Boris N. PONOMAREV, *Les Internationales ouvrières*, Paris, ES, 1955, 95 p.; Ernesto RAGIONIERI, *Il Marxismo e l'Internazionale*, Roma, Ed. Riuniti, 1968, XII-310 p., index (Biblioteca di storia, 16); Vadim V. ZAGLADINE, dir., *Le mouvement communiste international*, Moscou, Editions du Progrès, 1978, 727 p.

▶ CORRÉLATS. — Autonomie, Bakouninisme, Guerre, Internationalisme, Kominform, Polycentrisme, Social-démocratie.

L. M.

Internationalisation

Al : *Internationalisierung, Internationalisation.* — An : *Internationalisation.* — R : *Internacionalizacija.*

Processus d'essaimage hors des frontières nationales, le terme d'internationalisation pose aussitôt la question de son champ d'application. On le retiendra ici appliqué aux espaces économiques et plus précisément à la localisation du capital productif. L'internationalisation du capital est alors un processus complexe d'élargissement de ses lieux de valorisation et de reproduction, dont la multinationalisation des firmes n'est que l'aspect le plus visible.

Le phénomène d'internationalisation concerne, en effet :

— les aires de production;
— les aires de commercialisation;
— les aires de financement.

L'internationalisation de la production désigne la délocalisation des procès de production et de travail. Cet éclatement géographique entraîne que le rythme de la production, sa nature, et le système des prix prévalant entre filiales d'une même firme multinationale, échappent de plus en plus à la direction de l'espace national de départ, ce qui n'est pas sans conséquence sur l'efficacité de toute politique économique nationale.

L'internationalisation des aires d'écoulement de la production (apparition de multinationales de commercialisation par exemple) tend vers une certaine homogénéisation des espaces de circulation des marchandises, des hommes et des techniques, qui accroît la force des modèles de consommation et culturels dominants.

L'internationalisation du financement se manifeste par l'apparition de monnaies (pouvant temporairement au moins jouer le rôle de monnaies de réserve), dont la nationalité est floue (euro-monnaies) et par le rôle essentiel des places financières internationales dans le financement des investissements.

Il convient de souligner que ce sont là trois manifestations d'un seul et même processus, qui est celui de l'internationalisation du capital. Et un tel processus se distingue de la recherche des débouchés extérieurs par les stratégies classiques d'exportation, voire même par le biais de l'impérialisme, en ce qu'il est directement porteur d'un élargissement à l'échelle mondiale du rapport social de production capitaliste.

L'internationalisation, au sens qui vient d'être défini, met donc en échec les schémas classique et néo-classique d'analyse des échanges internationaux. Les approches traditionnelles en effet énoncent que les pays auraient intérêt à se spécialiser dans les productions pour lesquelles ils ont soit les coûts comparatifs les plus bas (Ricardo), soit les dotations en facteurs les plus abondantes (théorème d'Heckscher-Ohlin) afin de tirer de l'échange international le maximum d'avantages. Ces thèses, même renouvelées par la spécification des facteurs de production (après le paradoxe de Léontieff) et par l'intégration des avantages technologiques, puis de l'idée du cycle de vie du produit (Vernon), échouent à rendre compte de la multinationalisation des firmes et des banques. L'analyse critique moderne s'efforce alors de comprendre le phénomène d'internationalisation en recherchant les raisons de la délocalisation du capital et de la

gestion de la force de travail, dans les nouvelles exigences de sa valorisation et de sa reproduction.

• BIBLIOGRAPHIE. — P. DOCKÈS, *L'Internationale du Capital*, Paris, PUF, 1975; C. A. MICHALET, *Le capitalisme mondial*, Paris, PUF, 1976; C. PALLOIX, *L'internationalisation du Capital*, Paris, Maspero, 1975.

▶ CORRÉLATS. — Capitalisme monopoliste d'Etat, Division du travail, Echange inégal, Impérialisme, Libre-échange, Monopoles.

L. C.

Internationalisme

Al : *Internationalismus*. — An : *Internationalism*. — R : *Internacionalizm*.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » : la conclusion du *Manifeste* substituait l'*internationalisme prolétarien* à l'idéal de fraternité égalitaire du socialisme mystique (Weitling), à l'époque des révolutions nationales de 1848 en Europe qui célébraient, en des fêtes éphémères, la fraternité des peuples. L'internationalisme ouvrier qui est donc le critère du socialisme marxiste ou du communisme n'en est pas moins une notion fort abstraite, et peut-être encore plus sentimentale et morale. Sa définition même ou plutôt son application sont changeantes sur un siècle et demi de développement du mouvement ouvrier obligé de se définir dans le cadre contradictoire d'Etats-nations.

Cette délimitation étatique, en Europe d'abord, fut elle-même sujette à des bouleversements (unité allemande, unité italienne, fin des Empires en Europe centrale et orientale) tandis que le nationalisme grandissait dans chacun de ces Etats jusqu'à dominer le mouvement social-démocrate comme en témoignent les ralliements à l'Union sacrée dans la première guerre mondiale; seule une gauche radicale pacifiste ou bolchevique restait internationaliste ou anationaliste.

Si le mouvement communiste ensuite se constituait suivant les règles du centralisme démocratique, qui faisaient des partis des sections subordonnées à une stratégie et à un exécutif unique, il acceptait cependant dès l'origine l'orientation nationale et donc potentiellement autonomiste des partis communistes liés aux mouvements de libération nationale, et ensuite, surtout à partir de 1934-1936, il opérait une grande mutation, qui en URSS et dans les principaux partis occidentaux, réintégrait les références nationales, reprenait la notion d'intérêt national toujours mal différenciée de l'intérêt d'Etat, bref au nom des « valeurs » dites nationales, incorporait pour partie à la doctrine communiste, l'idéologie nationale. La guerre et la résistance antifasciste assureront encore la force de cette conjonction ou de cet amalgame. Tandis que les mouvements de libération nationale mêlent profondément nationalisme et communisme, l'indépendance des nouveaux Etats se prolonge en nationalisations et en affirmation de l'intérêt d'Etat; la contradiction nationale étatique de l'internationalisme se trouve mondialisée. Depuis 1956 (XXe Congrès) et 1968 (prises de position sur l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie), la majeure partie des PC, à l'exemple premier du titisme yougoslave, entrent en divergence avec le communisme soviétique qui défend ses propres pratiques d' « internationalisme prolétarien » comme un monopole ou une mission. C'est sur cet arrière-fond de grandes phases évolutives qu'il faut restituer les conceptions différentes de l'internationalisme.

Au départ, chez le jeune Marx, l'internationalisme prolétarien a un sens philosophique, voire messianique, tant l'approche qu'il a du prolétariat est majuscule, abstraite et univoque (IA et M 44). Le prolétariat est porteur de la mission régénératrice de l'humanité parce qu'étant pleine négativité, il est seul susceptible du renversement révolutionnaire universel; le prolétaire est en effet l'homme dépossédé, universalisé ou internationalisé puisqu'il n'a rien à perdre, délié par la dépossession même des moyens de production, des limites de la propriété privée, et donc capable de désaliénation. *Le Manifeste* en appelle encore à la coalition de ces « prolétaires sans patrie ».

Ce sont les travaux économiques préparatoires du *Capital : Salaire, prix et profit* (1847), *Travail salarié et Capital* et *Contribution à la critique de l'économie politique* (1856 et 1858) qui donnent allusivement un contenu plus réaliste à cet internationalisme prolétarien tout en lui conservant son caractère négatif puisqu'il est toujours à naître par la pratique et la conscience de classe, le passage de la classe en soi à la classe pour soi par reprise d'une formule hégélienne. En effet, selon une démonstration que développera *Le Capital*, si les prolétaires sont forces de travail à l'état brut que divise la concurrence sur le marché du travail, ils sont en même temps liés par une solidarité économique et sociale par les conditions communes de travail industriel et de vie ouvrière; à partir de là, l'action ouvrière peut remonter la pente qui fait retomber en concurrence et vers la dissociation, et constituer le prolétariat en force de lutte de classes qui a pour elle le nombre et la cohésion, et est susceptible de liaison internationale même si son combat par rapport à l'Etat est « national en un sens » (petite phrase du MPC tirée dans tous les sens).

C'est cette *solidarité des travailleurs* dans leur lutte émancipatrice doublée de *fraternité internationale* qui sert de justification à l'*Association internationale du Travail* ou Ire Internationale dont les considérants affirment :

« Considérant que l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen;

« Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité entre travailleurs des différentes professions dans le même pays, et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays;

« Que l'émancipation du travail n'étant un problème ni local, ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et nécessite pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés... » (Statuts généraux de l'AIT, MEW, 22, 383).

Cette restriction aux pays du centre capitaliste et cette remarque sur la mission du mouvement ouvrier majeur des pays développés annoncent déjà une des contradictions de l'internationalisme que Marx avait perçue à propos de la Pologne et plus encore de l'Irlande et qui est le fait nationalitaire lui-même; l'oppression nationale est doublement un obstacle à la révolution socialiste, en captant toutes les luttes dans le pays dominé, et plus encore en rendant la classe ouvrière de la nation dominante complice de sa bourgeoisie par aliénation nationaliste; la conscience de la classe ouvrière anglaise, d'autant qu'il y a de surcroît immigration irlandaise, est obnubilée par le nationalisme anglais. La manifestation de l'internationalisme devient impossible parce qu'il y a malformation de la conscience de classe.

Cet idéal d'alliance ouvrière suffisait cependant à la Ire Internationale parce que celle-ci n'était pas constituée, sauf exception, de partis ou syndicats nationaux, mais formée par la rencontre d'associations ouvrières et démocratiques. Si les classes ouvrières les plus développées, et d'abord la classe ouvrière anglaise et ses trade-unions, commençaient à jouer un rôle politique dans le cadre étatique et pratiquaient la défense de leur niveau de vie et de leur statut national, les classes ouvrières naissantes restaient encore largement le fait d'ouvriers peu « nationalisés », car encore marqués par leur pays d'origine, soit leur petite patrie paysanne, ou le fait d'ouvriers cosmopolites qu'étaient ces ouvriers-artisans hautement qualifiés faisant le tour d'Europe ou encore exilés politiques. Le premier parti socialiste à se réclamer du marxisme et avec l'approbation critique de Marx, le Parti social-démocrate allemand, qui se forme pour partie au Congrès d'Eisenach (1869), écarte la question nationale comme étant une question purement bourgeoise.

Mais le mouvement ouvrier se développe précisément en partis politiques dans chacun des Etats comme le souhaitaient Marx et Engels en mettant fin à la Ire Internationale, en attendant que se constitue la IIe Internationale sur la base de ces partis. La contradiction va alors se déplacer puisque ces partis sont établis dans le cadre des Etats tels qu'ils sont, y compris donc dans les Empires qui sont prisons des peuples, ou dans les situations de partage d'un ensemble national (Pologne) ou dans les créations étatiques les plus artificieuses (Belgique), bref sans tenir compte des nationalités. L'impuissance de la IIe Internationale tient à ce fonctionnement diplomatique qui reproduit les relations d'Etat à Etat, à travers les représentations ouvrières, alors que le mouvement des nationalités traverse partis et syndicats en Europe centrale et orientale, et qu'en Occident les syndicats d'abord, puis les partis « se nationalisent » jusqu'à invoquer « l'intérêt national » y compris en politique extérieure et coloniale.

L'internationalisme socialiste est alors repensé en termes de relations internationales, par des leaders comme Karl Kautsky qui défend les solutions fédérales ou Jaurès qui tend à faire la part du sentiment national (patriotisme) et des cultures spécifiques dans la marche pacifique de l'humanité. Les austro-marxistes et tout particulièrement Otto Bauer imaginent de rendre le socialisme compatible avec le plein développement des cultures nationales. L'internationalisme est alors conçu comme une politique et une alliance pacifique entre les nations; le mouvement ouvrier est internationaliste en étant pacifiste et antimilitariste, défenseur de l'universalisme, chargé de mission de l'humanité par son idéal de justice, mais tout en prenant en charge le développement des Etats-nations, en reconnaissant ce qui est absent chez Marx, la validité historique et culturelle de la nation. Le *Manifeste* n'annonçait-il pas l'abolition des barrières nationales, alors que sévit le protectionnisme à la fin du XIXe siècle et qu'au début du XXe siècle se systématise l'impérialisme en ses concentrations et alliances de monopoles ? La première guerre mondiale révèle toute la violence des nationalismes.

En dehors de cette évolution générale, parce que marginaux dans le mouvement ouvrier européen et visant à adapter la pratique de la lutte sociale à l'empire russe qui impose la clandestinité, les bolcheviks qui invoquent la solution du centralisme militaire et le primat du parti unifié,

et parallèlement à eux des courants d'extrême-gauche fort groupusculaires ou minoritaires, maintiennent la détermination internationaliste de classe qui commande toute stratégie, fût-elle adaptée aux situations concrètes nationales. Les questions nationales se résolvent par l'exercice des droits démocratiques qui correspondent à la phase de la démocratie bourgeoise, et il suffit d'affirmer le principe de libre détermination des peuples (programme bolchevique, 1906-1909, 1912).

Si l'Internationale communiste est encore organiquement fondée sur cette conception de la subordination des questions nationales à l'intérêt de la révolution universelle et à une stratégie commune et impérative s'imposant à partir d'un centre à un parti mondial ramifié dans le cadre des Etats existants, elle reconnaît aussi comme fondamentale, la distinction faite par Lénine entre nations opprimées et Etats dominateurs et exploiteurs, qui est constitutive de l'impérialisme. L'internationalisme révolutionnaire par opposition au réformisme qui se réclame de l'intérêt national, se définit donc comme un anti-impérialisme qui associe la lutte de libération nationale des pays dominés (question d'Orient) au salut de la révolution soviétique, et à l'action du mouvement ouvrier développé.

Le mouvement communiste va ensuite faire jouer ces trois composantes en des priorités fluctuantes, tout en reprenant en charge, explicitement à partir du grand tournant de 1934-1936, la défense nationale et l'intérêt national. Le communisme asiatique, anticipant entre les deux guerres les orientations du mouvement communiste et nationaliste du Tiers Monde après 1945, met en avant implicitement tant qu'il ne peut l'affirmer ouvertement (cf. Mao Zedong et les positions du communisme chinois), l'importance révolutionnaire des masses, soit les populations des colonies et semi-colonies, qui sont aussi la majorité de la population mondiale paysanne plus qu'ouvrière. L'internationalisme, comme l'esquissait peut-être en 1923-1928 Sultan Galiev, est tiré vers la solidarité avec les mouvements de libération nationale et les peuples dépendants qui sont substitués au prolétariat.

Par ailleurs et au centre soviétique et communiste, la perspective de la révolution ouvrière mondiale avait disparu dès les débuts des années 1920. A la défense de la révolution restée unique en Russie va se substituer la défense de l'Etat soviétique tel qu'il se constitue et se définit, en particulier en 1928 comme « patrie du socialisme », puis avec le stalinisme par l'élargissement de l'URSS par annexion et occupation militaire (1939-1940), enfin par établissement d'un glacis d'abord puis la formation d'un « camp socialiste » reproduisant le système soviétique. En dépit de l'opposition yougoslave (1948) et de la révolution chinoise (1949), puis de la divergence des principaux partis communistes depuis 1956 et 1968, l'URSS définit toujours l'*internationalisme prolétarien* par la priorité de l'intérêt d'Etat soviétique; l'URSS serait « le facteur décisif » dans la trilogie des forces anti-impérialistes (Conférence mondiale des PC de 1969); comme premier Etat socialiste, elle est chargée de préserver le socialisme dans les pays qui lui sont liés (doctrine de la « souveraineté limitée » justifiant l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968); son devoir de défense et sécurité justifie encore l'intervention militaire en Afghanistan (1980) au nom de l'internationalisme prolétarien.

Enfin depuis 1934-1936, les partis communistes, à l'exemple du communisme soviétique réinterprétant l'histoire russe et s'appuyant sur la conception centraliste, territoriale et intégrative de la nation selon Staline, ont

doublé leur patriotisme organique de parti et de fidélité à l'URSS, par le ralliement à un patriotisme national qui s'épanouira de 1941 à 1946. L'internationalisme n'est plus alors que la référence qui demeure généralement encore première, à une ligne politique fixée sur les rapports de force internationaux, sinon sur un partage du monde en deux blocs. Cette attention aux événements et orientations internationales préserve inégalement les partis communistes d'exclusivisme nationaliste ou d'enfermement en politique intérieure, mais l'internationalisme prolétarien, dont la solidarité avec l'URSS constituait « la pierre de touche » selon la formule du Kominform et des procès de 1947-1952, n'est plus invoqué que par un petit nombre de PC ou de fractions pro-soviétiques, quand les groupes qui se déclarent marxistes-léninistes ou font référence au maoïsme se réclament d'un internationalisme tiers-mondiste. Les courants trotskistes s'évertuent à conserver en sa pureté ouvriériste, le principe d'un internationalisme posant comme au début de la IIIe Internationale, le primat de la révolution prolétarienne mondiale. L'internationalisme prolétarien apparaît donc pleinement théorique, dans tous les sens du terme.

Une redéfinition de l'internationalisme est devenue d'autant plus nécessaire que les contradictions nées de la généralisation de l'Etat national et du renforcement de l'Etat, conduisent à l'affrontement entre pays qui se réclament du socialisme (Chine-Vietnam et conflit sino-soviétique) pour ne pas revenir sur les rivalités entre Etats capitalistes et sur l'antagonisme entre pays dépendants et centre impérialiste, qui affectent même les classes ouvrières. Dans le marxisme originel, les faits nationaux étaient négligés tant pour leur force politique que pour leur fonction culturelle; dans le mouvement ouvrier, particulièrement communiste, les risques de politique de puissance que comporte toute étatisation y compris à finalité socialiste, ont ensuite été sous-estimés ou dissimulés; c'est compte tenu de cette double lacune, et par une analyse renouvelée de l'impérialisme et une critique du nationalisme que passe une reprise de pratiques internationalistes socialistes révolutionnaires.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Storia del Marxismo*, Turin, Einaudi, 4 t., 5 vol., 1977-1982.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Communisme, Impérialisme, Internationales, Nationalisme, Social-démocratie.

R. G.

Investissement

Al : *Investition, Anlage.* — An : *Investment.* — R : *Vloženije.*

D'un emploi rare dans l'œuvre de Marx, où il a le plus souvent le sens d'engagement de valeur destiné à fonctionner comme capital, ce terme ne fait l'objet d'un usage systématique que dans l'avant-dernière section du livre III du *Capital*, consacrée à la rente foncière, et désigne, alors, les dépenses qui améliorent la fertilité naturelle du sol.

Une valeur qui se met en valeur, cela se désigne d'un concept propre : c'est du capital. Marx en étudie la figure dans les livres I et II du *Capital* (K., liv. I, sect. 2, ES, t. 1, p. 151-159; MEW, t. 23, p. 161-170 et K., liv. II, sect. 1, ES, t. 4, p. 27-59; MEW, t. 24, p. 31-68).

La transformation de la plus-value en capital, Marx la saisit d'un autre concept, celui d'*accumulation* (la référence principale dans l'œuvre de Marx est K., liv. I, sect. 7, ES, t. 3, p. 7 et s.; MEW, t. 23, p. 589 et s.).

Investissement est parfois mis pour l'un ou l'autre de ces deux concepts. Ainsi Marx parle des multiples façons d'investir une valeur comme capital (*Die Arten, worin Wert angelegt werden kann, um als Kapital zu fungieren, ... sind ebenso verschieden, ebenso mannigfach wie die Anlagesphären des Kapitals ;* K., liv. II, sect. 2; ES, t. 4, p. 176; MEW, t. 24, p. 191; cf. également : K., liv. III, sect. 6; ES, t. 8, p. 15; MEW, t. 25, p. 636; l'achat d'une terre en vue de percevoir une rente y est comparé au prêt d'argent rapportant un intérêt) et de la vague d'investissements à laquelle les crises donnent lieu après coup, base matérielle de leur périodicité (K., liv. III, sect. 2, ES, t. 4, p. 171; MEW, t. 24, p. 186). Plus empiriquement, ce vocable peut être appliqué au stock des moyens de production existants, autrement dit au capital constant accumulé (*Kapitalanlage* est alors le mot utilisé).

Ce n'est que dans la section 6 du livre III du *Capital* qu'il reçoit un sens plus spécifique. Par opposition à la « terre matière », pure étendue de sol à l'état naturel, Marx parle, dans *Misère de la philosophie*, de la « terre capital », c'est-à-dire du capital incorporé au sol pour le bonifier : engrais, canaux, bâtiments, etc. Il reprend cette distinction dans l'étude de la rente foncière et appelle investissement ce capital ajouté au sol ainsi que les capitaux avancés par le fermier pour mettre sa terre en valeur mais qui, telles les machines, ne font pas nécessairement corps avec elle (K., III, 3, sect. 6, p. 7; MEW, 25, 627).

La distinction des deux formes de la rente différentielle repose, dès lors, sur la prise en compte de l'investissement, dans le sens où celui-ci vient d'être défini. La rente différentielle de première espèce a pour origine l'inégale fertilité naturelle des terres. La rente différentielle de seconde espèce dépend, elle, des productivités inégales (en particulier croissantes), de capitaux successivement investis sur une même terre (ou encore de l'accroissement du volume de capital investi sur les terres les plus fertiles, sans augmentation de la productivité des capitaux additionnels). Quant à la rente absolue, elle ne dépend ni de la fécondité disparate des terres ni de la productivité variable des investissements, puisqu'elle représente le tribut qu'en tout état de cause le fermier capitaliste doit payer à la propriété foncière pour pouvoir faire du sol le support de ses investissements.

Ce rôle joué par les investissements dans la formation du second type de rente différentielle conditionne la perception de celle-ci à l'importance du capital détenu par le fermier et aux facilités de crédit dont il peut disposer. La distribution non uniforme du capital dans l'agriculture se traduit par le fait que les fermiers capitalistes, qui, à la différence de la paysannerie parcellaire, peuvent investir, sont en mesure de prélever une rente différentielle.

Mais, alors que la rente différentielle issue de la fertilité naturelle inégale des sols, fondée sur la stabilité et la notoriété de cette inégalité, est recouvrable par le propriétaire foncier sans procédures complexes, celle qu'engendrent les investissements des fermiers se laisse transférer plus difficilement. Des baux de fermage trop longs, dans l'intervalle desquels les progrès de productivité dus aux investissements élèvent la rente différentielle, privent les propriétaires fonciers de ce surcroît de revenu, qui échoit entièrement aux fermiers. De là l'effort des détenteurs du sol pour raccourcir les baux et celui de ses exploiteurs pour en maintenir ou en augmenter la durée. De là encore, lors du renouvellement des baux et la redéfinition

des rentes, l'importance des expertises pour estimer l'amélioration des terres et le souci manifesté par les propriétaires fonciers de voir le nouveau fermier disposer d'un capital suffisant afin de préserver le caractère intensif, et par conséquent la productivité, de l'exploitation.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Capital, Rente foncière, Valeur.

M. D.

Irrationalisme

Al : *Irrationalismus*. — An : *Irrationalism*. — R : *Irracionalizm*.

1 / Cette notion appartient originairement à la tradition des Lumières, et des diverses philosophies rationalistes qui l'ont caractérisée (idéalisme criticiste, phénoménisme, positivisme, etc.). Elle a une fonction polémique, chaque rationalisme l'utilisant pour mieux se définir, pouvant même sous certaines conditions l'appliquer à ses concurrents rationalistes. Malgré cette propriété relationnelle, l'irrationalisme en général recouvre toute théorie qui refuse à la raison humaine le pouvoir de connaître adéquatement la réalité, la dénonce comme réductrice de la diversité et richesse des aspects de la réalité, comme oppressive des aspirations de l'humanité à une vie intégrale, aspirations jugées arbitrairement irrationnelles, qu'elles soient religieuses, affectives, sexuelles, politiques, sociales.

2 / Se voulant pensée intégrale, unissant vie et pensée, théorie et pratique, le « marxisme » refuse à son tour tout refus de comprendre et d'expliquer, qui est en même temps apologie idéologique des valeurs pratiques présentées comme absolues, sans nulle justification matérialiste et historique. Théorie de la pratique, il ne fige jamais en limites absolues de la pensée des limites relatives à une situation théorico-pratique donnée, et il sait identifier les problèmes irrésolus parce que mal posés ou imaginaires. Il ne se borne pas à refuser toute thèse réservant les droits d'une connaissance « supérieure », postulant la négation des conditions nécessaires de toute connaissance objective, démontrée, vérifiée. Il explique cette thèse, en ses diverses formes, montrant le lien des principes prétendument supérieurs à la pensée rationnelle et dialectique et des intérêts et stratégies de classe. Il fait de même pour les divers rationalismes abstraits. Engels critique la fétichisation de la Raison des Lumières, « règne idéalisé de la bourgeoisie », unissant dans un ensemble composite généralisation de la méthode des sciences de la nature, théorie du droit naturel, et économie politique (AD, ES, 387; MEW, 20, 574). Les irrationalismes et les rationalismes peuvent ainsi être affrontés, critiqués à la fois sur le terrain des problèmes « autonomes » qu'ils posent et sur celui de leur rôle social historique dans la lutte idéologique et politique des classes.

3 / La question de l'irrationalisme est commandée par la manière même dont on définit le rationalisme de Marx et de ses successeurs. Ce rationalisme qui n'est ni métaphysique, ni idéaliste, mais dialectique, matérialiste, est d'un type inédit. Il est conscient des conditions d'enracinement de la pensée dans la réalité matérielle, il critique les formes d'exercice qui conduisent le rationalisme à se mystifier sur lui-même, et le rendent incapable de comprendre la fonction des diverses « irrationalités ». Marx cherche à rendre raison des limitations de ces rationalismes, qui renvoient toujours en dernière instance à des déterminations de classe et à la lutte des

classes. De ce point de vue, une étude matérialiste et historique des formes de la rationalité et de l'irrationalité, en liaison avec le développement général de la pratique, reste à entreprendre. G. Lukács et, en France, G. Politzer ont avancé en ce sens : mais leurs entreprises restent profondément affectées par la conjoncture de leur rédaction. Il s'agissait d'unir alors en un Front populaire théorique tous les rationalistes et progressistes — fussent-ils bourgeois — contre la montée simultanée de l'obscurantisme et du fascisme. Ces tentatives importent davantage par leurs effets tactiques que par leur contenu. Ou bien elles manquent la critique de certaines œuvres qu'elles savent rattacher aux tendances critiques, mais non pas déchiffrer en leur complexité (c'est le cas de Lukács pour Nietzsche, Max Weber ou M. Heidegger) ; ou bien elles alignent la portée inédite du « rationalisme marxiste » sur une tradition déterminée, ainsi Politzer avec la tradition cartésienne et le matérialisme français des Lumières. En ce sens, il reste au rationalisme « marxiste » à comprendre les diverses formes historiques de son alliance avec d'autres rationalismes, dans la lutte contre des irrationalismes déterminés. La tâche de l'identification des éléments irrationalistes dans les rationalismes, et même dans les figures historiques du marxisme, est aussi infinie que la tâche de critique des irrationalismes constitués (spiritualisme, vitalisme, racisme...).

• BIBLIOGRAPHIE. — T. W. ADORNO, M. HORKHEIMER, *Dialectique des Lumières*, Gallimard, 1977; E. BALIBAR, Au nom de la raison ? Marxisme, rationalisme, irrationalisme, *Nouvelle Critique*, 1976, n° 99; J.-P. COTTEN, *Les irrationalismes, aujourd'hui, en France, ibid.*; A. GARGANI, *Crisi della ragione*, Torino, Einaudi, 1979; M. HORKHEIMER, *Eclipse de la raison*, Paris, Payot, 1974; ID., *Théorie traditionnelle, théorie critique*, Paris, Gallimard, 1974; G. LUKÁCS, *La destruction de la raison*, Paris, L'Arche, 1962; J. MILHAU, *Chroniques philosophiques*, Paris, ES, 1972; ID., *Le rationalisme, notre héritage*, Nouvelle Critique, 1977; G. POLITZER, *La philosophie et les mythes. Ecrits I*, Paris, ES, 1973; *Raison présente*, n° 37 : *Marxisme et rationalisme*, 1977; ID., *Raisons, rationalités, rationalismes*, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Athéisme, Connaissance, Idéalisme, Idéologie, Philosophie, Rationnel/Réel, Religion.

A. T.

J

Jacobinisme

Al : *Jakobinismus.* — An : *Jacobinism.* — R : *Jakobinstvo.*

N'est-il pas légitime d'attribuer à Antonio Gramsci l'originalité d'une interrogation sur le jacobinisme, « au sens intégral que cette notion a eu historiquement et doit avoir comme concept » (*Gr. ds le texte* — GT —, p. 245) ? Tout se passerait comme si les autres « classiques du marxisme » parlaient français en politique sans jamais se préoccuper, à titre particulier, du concept de jacobinisme. Les travaux les plus récents en ce domaine peuvent se prêter à une telle interprétation, et pourtant il s'agit d'une fausse piste. En ce sens que la voie ainsi empruntée cache l'histoire complexe de la référence à la Révolution française dans la tradition marxiste et le mouvement ouvrier; qu'on s'interdit, de même, d'expliquer la filiation théorique Terreur (Marx), Hégémonie du peuple (Lénine), Jacobinisme (Gramsci); qu'on ne rend pas raison de l'enjeu de la posture jacobine dans l'analyse des situations : la désignation du mouvement historique réel.

La traduction du concept de jacobinisme atteint son maximum d'efficace dans les *Cahiers de prison*, mais jamais sous la forme d'une analyse dissociée de la question Révolution française. Ce qui est en travail dans les textes de Gramsci, c'est l'ensemble des énoncés sur l'expérience révolutionnaire française parsemés dans les écrits philosophiques et historiques de Marx. Le dirigeant communiste italien tente de développer l'un des projets du jeune Marx (« La Révolution française : l'histoire de la naissance de l'Etat moderne », IA, p. 602; MEW, 3, 537) dans une étude sur le « rapport historique entre l'Etat moderne français né de la Révolution et les autres Etats modernes de l'Europe continentale » (*Cahiers de prison*, Gallimard, t. I, p. 156). Il compare la voie révolutionnaire imposée par « l'appareil terroriste français », appareil d'hégémonie dominé par les appareils politiques démocratiques (du club aux sections), au modèle de formation des Etats modernes au XIXe siècle, la « révolution passive ». Il définit la stratégie de révolution permanente en référence aux événements qui se déroulent en France de 1789 à 1870 (GT, p. 494). Il associe la « force jacobine » à la création *ex nihilo* d' « une volonté collective nationale-populaire » (GT, p. 425). Le travail auquel se livre Gramsci ne prétend pas restituer le cheminement complexe de la pensée de Marx sur le cas français, il s'agit plutôt, en amplifiant l'analyse de la tradition

marxiste du rapport des Jacobins à la société civile, du « Parti jacobin » à l'Etat moderne (*Quaderni del carcere*, p. 2010), de mettre en relief les concepts stratégiques de révolution permanente et de « national-populaire jacobin » (concept d' « hégémonie politique », d' « alliance entre les bourgeois-intellectuels et le peuple », QDC, p. 1914).

Suivons donc, dans les textes de Marx et Engels, l'émergence des catégories historiques jacobines. Très tôt, Marx est fasciné par l'action des « héros de la Révolution française », par les figures tragiques de Robespierre et Saint-Just : ces « porte-parole de la masse » (SF, p. 144 et s.; MEW, 2, 125 et s.), « authentiques représentants des forces révolutionnaires, c'est-à-dire de la seule classe authentiquement révolutionnaire : la masse « innombrable » (IA, p. 204; MEW, 3, 161) — ces « émancipateurs politiques » (QJ, Aubier, 113; MEW, 1, 367) qui ont produit « l'Etat seulement politique », le « principe politique lui-même » (*Cripol.*, p. 176; MEW, 1, 319). Par l' « énergie révolutionnaire », la « conscience intellectuelle de leur valeur » et « la signification générale négative associée à la noblesse et au clergé » (*Cridr.*, MEW, 1, 389; Aubier, p. 93), les « hommes de la Terreur » (SF) ont produit une « réalité abstraite » : la « volonté » comme incarnation du « principe de la politique », du « principe de l'Etat » (*Critiques en marge...*; MEW, 1, 402; trad. *apud* Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris*, Maspero, 1974, p. 154). Il semble, note Marx après Hegel, que le monde marche sur la tête; les Jacobins ont tenté de réaliser une « illusion d'optique », l'inversion du but (la société civile-bourgeoise) et du moyen (la vie politique) de l'émancipation bourgeoise. Marx qualifie d' « énigme d'ordre psychologique et théorique » (QJ, 113; MEW, 1, 367) cette « génialité qui exalte la force matérielle en vue du pouvoir politique » *(Cridr.)*. De « 1793 à 1794 en France », la « Terreur » est ce « moment d'enthousiasme » où l'on sacrifie la société bourgeoise à une « conception antique de la vie politique » (SF, p. 149; MEW, 2, 130). La vie politique entre « en contradiction violente avec ses propres conditions d'existence, en déclarant la révolution à l'état permanent » (QJ, Aubier, 81; MEW, 1, 357). Une « illusion tragique » est mise en pratique par des hommes qui vont à la guillotine parce qu'ils ont mené bataille « contre la société bourgeoise » tout en proclamant, dans les droits de l'homme, le caractère sacré des principes de cette société (SF, p. 148; 129). On comprend pourquoi Marx envisageait, en 1844, d'écrire une *Histoire de la Convention*, cette assemblée révolutionnaire qui fut « le maximum de l'énergie politique et de la puissance politique » et dont on peut dire qu'elle fit de la Révolution française « la période classique de l'intelligence politique » (*Cr. en marge...*, cit., *ibid.*). Mais ce n'est que dans la recherche d'une stratégie de lutte de classes face aux événements de 1848 que Engels et Marx vont associer ce que devrait être le « terrain révolutionnaire » aux catégories historiques jacobines. Les dirigeants communistes opposent à la conquête « révolutionnaire » du « terrain juridique » par la bourgeoisie conservatrice, « révolution sans révolution » (Robespierre), le « titre juridique du peuple révolutionnaire », un « contrat social » (Rousseau) conclu entre le peuple et la révolution (NGRh, II, p. 234-235; MEW, 6, 112). La référence à 1793 va devenir un classique de la tradition marxiste. La Révolution française est, avec la Révolution anglaise, la « révolution de style européen »; elle a permis « le triomphe de la bourgeoisie *et* d'un nouveau système social » (NGRh, II, p. 229; MEW, 6, 107), la

« coïncidence de la révolution d'un peuple *et* de l'émancipation d'une classe particulière ». Ainsi sont attestées les caractéristiques de toute lutte anti-féodale menée jusqu'au bout : un « mouvement populaire » qui instaure, dans une « Convention », la « grande lutte passionnée des partis » et qui actualise le « droit des masses populaires démocratiques d'agir moralement, par leur présence, sur le comportement d'assemblées constituantes » (NGRh, II, p. 33; MEW, 5, 406) — la « Terreur », « méthode plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie ». Toutes caractéristiques, et surtout le porte-parole, qui manquent à l'appel des événements. Les révolutions européennes de 1848 ne vont engendrer qu'une nouvelle génération de parlementaires libéraux du type de 1789 (les juristes rhénans libéraux de l'Assemblée nationale prussienne) et des « socialistes à l'esprit de système », des « pédants de la vieille tradition révolutionnaire de 1793 » (le « parti » républicain français; NGRh, I, p. 181, et II, p. 85; MEW, 5, 133-134 et 448). 1793, épisode historique tragique, est réédité dans les formes de la farce, de « conquêtes tragi-comiques ». Le déplacement est fondamental : la référence jacobine a perdu son rôle de désignation du réel, de la nécessité historique du moment.

Il revient à Lénine d'avoir traduit la volonté jacobine de transformation dans une stratégie révolutionnaire de conquête du pouvoir. Chez lui, une posture critique est déterminée par le concret jacobin. Dans *Que faire ?*, à propos de l'utilisation dans les polémiques entre sociaux-démocrates du clivage Montagne-Gironde au sein de la bourgeoisie révolutionnaire française, il énonce la seule question légitime dans le moment historique : « Qui se place sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat ? » C'est ainsi que le social-démocrate révolutionnaire correspond au Jacobin, « lié indissolublement à l'organisation du prolétariat, conscient de ses intérêts de classe » (O., 7, p. 399). La « Révolution démocratique bourgeoise du type 1789 » a permis « l'organisation autonome du prolétariat » (O., 8, « Révolution du type de 1789 ou du type de 1848 ? »). La Convention est la « dictature des couches inférieures du prolétariat et de la petite bourgeoisie » (O., 11, p. 51), ces couches « inférieures » durant « de brèves périodes de *leur* hégémonie » ont exercé « une influence décisive sur le degré de démocratie dont devait jouir le pays durant les dizaines d'années d'évolution dite calme qui suivirent » (O., 17, « Vérités anciennes, mais toujours nouvelles »). Le rappel de « l'esprit de 1793 » établit des « correspondances », des « ressemblances », des « analogies historiques », mais il ne s'agit pas de copier les Jacobins ou de s'y identifier : « L'exemple des Jacobins est riche d'enseignements. Il n'a pas vieilli, mais il faut l'appliquer à la classe révolutionnaire du XXe siècle » (O., 25, « Sur les ennemis du peuple », juin 1917; aussi p. 123-125).

En résumé : un enseignement se dégage de la tradition marxiste que Gramsci va spécifier dans une analyse du jacobinisme comme savoir politique, première manifestation historique de la politique comme science autonome. Risquons une hypothèse : *le rapport du jacobinisme au moment politique de la tradition marxiste n'est autre que la traduction dialectique du principe de l'égalité.* « La conscience qu'un homme a d'un autre homme comme étant son égal et le comportement de l'homme à l'égard d'un autre homme comme vis-à-vis de son égal » (SF, p. 50; MEW, 2, 40-41) sont une subjectivité en acte, une politique pratique traduisibles dans une stratégie de lutte des classes. A ce propos, Lénine souligne de trois traits un passage de *La Sainte*

Famille (o., 38, p. 25) : « Que M. Edgar veuille bien comparer un instant l'*égalité* française avec la conscience de soi allemande, et il s'apercevra que le second principe exprime *à l'allemande*, c'est-à-dire dans la pensée abstraite, ce que le premier dit *à la française*, c'est-à-dire dans la langue de la politique et de la pensée intuitive ». Gramsci commente, à diverses reprises, cette « analyse du langage jacobin », autour du fait que le « langage juridico-politique des Jacobins et les concepts de la philosophie classique allemande » soient « parallèles et traduisibles dans un sens et dans l'autre » (QDC, p. 2028), dans les termes suivants : « Ce passage de *La Sainte Famille* est très important pour comprendre quelques-uns des aspects de la philosophie de la praxis, pour trouver la solution de nombreuses contradictions apparentes du développemet historique, et pour répondre à quelques objections superficielles dirigées contre cette théorie historiographique (il est utile aussi pour combattre quelques abstractions mécanistes) » (GT, p. 230).

• BIBLIOGRAPHIE. — J. BRUHAT, La Révolution française et la formation de la pensée de Marx, *Annales historiques de la Révolution française*, n° 184, 1966; C. BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci et l'Etat*, Fayard, 1975; B. CONEIN, Le style du Prince et la politique jacobine dans les Cahiers de prison, *Actes* du Colloque Gramsci (Nanterre, Paris X, janvier 1978); Auguste CORNU, Karl Marx's Stellung zur Französischen Revolution und zu Robespierre (1843-1845), in *Maximilien Robespierre*, hrsg. W. MARKOV, Berlin, 1961; V. DALINE, Lénine et le jacobinisme, *Annales historiques de la Révolution française*, n° 203, 1971; J. GUILHAUMOU, Le cas français dans les Cahiers de prison : Révolution permanente et appareil d'hégémonie, *Actes* du Colloque Gramsci; J. GUILHAUMOU, Hégémonie et jacobinisme dans les Cahiers de prison : Gramsci et le jacobinisme historique, *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice-Thorez*, n° 32-33, 1979; G. LABICA, De l'égalité, *Dialectiques*, n° 1-2, 1973; V. I. LÉNINE, o., 8, 483 (Engels est qualifié de « vrai jacobin de la social-démocratie »); 25, 123; C. MAZAURIC, *Jacobinisme et révolution*, Paris, ES, 1984; H. PORTELLI, Jacobinisme et anti-jacobinisme de Gramsci, *Dialectiques*, n° 4-5, 1975; E. SCHMITT et M. MEYM, Ursprung und Charakter der Französischen Revolution bei Marx und Engels, in *Vom Ancien Regime zur Französischen Revolution*, Göttingen, 1978.

▶ CORRÉLATS. — Dictature du prolétariat, Egalité, Gramscisme, Hégémonie, Révolution française, Social-démocratie, Terrorisme.

J. G.

Jauressisme

Al : *Jaurèsismus*. — An : *Jauressism*. — R : *Žoresizm*.

Jaurès ne s'est jamais réclamé exclusivement de Marx. Rallié à la théorie de la valeur, qu'il défend contre Bernstein, et à la réalité sociale de la lutte des classes (« l'histoire, c'est-à-dire le marxisme »), il rejette le matérialisme marxiste au profit d'une « métaphysique sociale » où l'idéalisme prévaut et développe, à partir du tournant du siècle, une critique de la « méthode révolutionnaire » énoncée par *Le Manifeste* pour lui opposer (ou opposer aux guesdistes peut-être plus encore) une méthode « gradualiste » qui lui paraît mieux adaptée à la réalité française. L'affaire Dreyfus le conduit en effet à la conclusion qu'il faut, sans renier le socialisme, consolider la République et la démocratie : une démocratie dont la classe ouvrière est désormais l'élément moteur et d'où sortira le socialisme. A la condition que cette classe ouvrière réalise son unité. Unité des courants socialistes dont il se fait l'inlassable artisan mais aussi unité entre le Parti socialiste et le mouvement syndical avec lequel il tente de

définir des rapports d'un autre type. Plus conscient que ne le sont les guesdistes des problèmes nouveaux nés du développement de l'impérialisme, il n'en fournit pourtant qu'une analyse partielle. Au colonialisme et à l'impérialisme fauteurs de guerre, il oppose une stratégie qu'il veut internationale et dont la sauvegarde de la paix devient l'axe majeur.

• BIBLIOGRAPHIE. — Textes de JAURÈS, *Discours parlementaires*, Paris, 1914; *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, 1968; *La classe ouvrière* (textes choisis), Paris, 1976; *L'armée nouvelle*, Paris, 1977; *Anthologie*, présentée par L. LEVY, préface de M. REBÉRIOUX, Paris, 1983; Colloque *Jaurès et la Nation*, Faculté des Lettres et Sciences humaines de Toulouse, 1965; Colloque *Jaurès et la classe ouvrière*, Paris, 1981; J. J. FIECHTER, *Les deux méthodes*, Genève, 1965; H. GOLDBERG, *Jaurès*, Paris, 1970; J. RABAUD, *Jaurès*, Paris, 1971; R. TREMPÉ, *Les mineurs de Carmaux*, Paris, 1971; M. REBÉRIOUX, Marxisme et critique du marxisme, in *Histoire du marxisme contemporain*, Paris, 1977; ID., Jaurès historien, *La Pensée*, décembre 1968.

▶ CORRÉLATS. — Crises du marxisme, Guesdisme, Socialisme, Syndicat.

D. T.

Jdanovisme

Al : *Ždanowismus*. — An : *Zhdanovism*. — R : *Ždanovščina*.

Voir : Autocritique, Dia-Mat, Esprit de parti, Esthétique, Littérature, Matérialisme dialectique, Réalisme socialiste, Science, Stalinisme.

Juifs

Al : *Juden*. — An : *Jews*. — R : *Evrei*.

Voir : Antisémitisme, Bund, Communauté, Question juive, Religion, Sionisme.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

K

Kantisme

Al : *Kantismus.* — An : *Kantism.* — R : *Kantianstvo.*

Le marxisme, depuis son avènement, entretient avec le kantisme des rapports continus et complexes, qui relèvent à la fois du refus et de la tentation.

L'idéologie allemande voit dans *La Critique de la raison pratique* le reflet de la situation allemande du XVIIIe siècle et dans « la bonne volonté » kantienne celui « de l'impuissance, de l'accablement et de la misère des bourgeois allemands » (ES, 220; MEW, 3, 176-177). Engels par contre ne tarit pas d'éloges sur l'épistémologie « pré-critique » de Kant, en particulier sur l'ouvrage de 1755, la *Théorie du ciel.* « La théorie kantienne, écrit-il dans l'*Anti-Dühring*, qui place l'origine de tous les corps célestes actuels dans des masses nébuleuses en rotation, a été le plus grand progrès que l'astronomie eût fait depuis Copernic. Pour la première fois s'est trouvée ébranlée l'idée que la nature n'a pas d'histoire dans le temps » (AD, 89; MEW, 20, 52; aussi 42, 55). Il assure, dans ses notes de *Dialectique de la nature*, que cette découverte « était la source de tout progrès ultérieur » (ES, 34; MEW, 20, 316); autrement dit, Kant, avant Laplace, brise avec la téléologie et le fixisme (DN, 34, 195; 317, 466) et prépare le terrain pour une conception dialectique de la nature (DN, 77; 356). Ce qui n'empêche en rien la dialectique du même Kant de ne pas valoir celle de Hegel (AD, 448) et ce dernier d'avoir entièrement raison contre la « chose-en-soi », cette hypothèse inutile (DN, 244; 507-508; aussi AD, 95; 58), dont l'industrie a définitivement fait justice, puisqu'elle nous met en mesure de créer des « choses en soi », telles que l'alizarine (LF, 27; MEW, 21, 276).

Face à l'offensive « empiriocriticiste », Lénine, à son tour, s'intéresse à Kant. Il ne se contente pas de reprendre et de commenter les analyses de F. Engels, notamment celles de *Ludwig Feuerbach* (O., 14, 99 et s.), il les complète. Avançant la thèse selon laquelle « le caractère essentiel de la philosophie de Kant, c'est qu'elle concilie le matérialisme et l'idéalisme » (*ibid.*, 205), il propose de distinguer une double critique de Kant : « de droite », celle des disciples de Mach, qui reprochent à Kant d'être trop matérialiste; et « de gauche », celle des marxistes, qui lui font grief de ne pas l'être suffisamment (*ibid.*, 206 et s.). Sans doute faut-il voir là

l'explication de certaines attitudes ambiguës de la part de marxistes vis-à-vis de Kant, et même de quelques rechutes dans le kantisme. Plekhanov en est le plus frappant exemple. D'avoir, dans les pas d'Engels, combattu avec succès et à diverses reprises les « retours à Kant », notamment contre C. Schmidt et E. Bernstein et, en Russie, contre les « marxistes légaux » (cf. *Œuvres philosophiques*, t. 2), ne l'a nullement préservé de la contamination. Lui-même s'en rend compte (*O. philos.*, 1, 429); ce qui n'empêchera pas Lénine de le reprendre en termes vigoureux, quand il rédigera *Matérialisme et empiriocriticisme* (14, 155 et s., 241 et s.). Tant il est vrai que le kantisme est incontournable chaque fois qu'il est question de la philosophie du marxisme, de son absence, de sa défense ou de ses silences. Voir du côté de K. Kautsky qui, afin de préserver la *Neue Zeit* des joutes philosophiques, la livre aux néo-kantiens; voir du côté de A. Labriola dont la carrière commence, en 1862, avec la publication d'un *Contro il ritorno di Kant propugnato da E. Zeller*; ou du côté de G. Lukács, disputant avec Engels de son interprétation de la « chose en soi » (*Hist. et consc. de cl.*, Paris, 1960, p. 167 et s.); et de quelques autres.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. ADLER, *Kant und der Marxismus*, Berlin, 1925; H. COHEN, *Vorwort zu Langes Geschichte des Materialismus*, 1896; L. COLLETTI, *Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1975, p. 21 et s.; L. GOLDMANN, *La communauté humaine et l'univers chez Kant*, Paris, 1948; HEGEL, *Science de la logique*, Paris, 1949, t. 2, p. 12 et s.; *A. Gramsci dans le texte*, Paris, ES, 1975, p. 195 et s.; G. LABICA, Matérialisme et dialectique, apud *Sur la dialectique*, ES, 1977, p. 219 et s.; A. LABRIOLA, *La concezione materialistica della storia*, Laterza, 1965, p. 162 et s. (sur la « crise du marxisme » et le « retour à Kant »); LÉNINE, O., 38, 160 et s. (sur la critique de Kant par Hegel); G. POLITZER, *Ecrits I*, Paris, ES, 1969, p. 11 et s.; Fr. STANDINGER, *Ethik und Politik*, Berlin, 1899; ID., *Kant und der Sozialismus*, 1904; K. VORLÄNDER, *Marx und Kant*, Wien, 1904; J. VUILLEMIN, *Physique et métaphysique kantiennes*, PUF, 1955, p. 94 et s. (sur la *Théorie du Ciel*); G. WETTER, *Dialectical materialism*, London, 1958, p. 149 et s.

▶ CORRÉLATS. — Agnosticisme, Crises du marxisme, Engelsianisme, Hégélianisme, Idéalisme, Kautskysme, Léninisme, Philosophie, Spinozisme.

G. L.

Kautskysme

Al : *Kautskyanismus*. — An : *Kautskyism*. — R : *Kautskianstvo*.

Ce concept semble avoir été défini par Lénine (en même temps qu'il forgeait le terme de kautskysme), après 1914, alors qu'avant cette date, il nourrissait la plus vive admiration pour Karl Kautsky.

Dans une série d'articles publiés dans *Le Social-démocrate* et *Le Communiste* et réunis en volume en 1918 sous le titre *Contre le courant*, Lénine analyse « la rupture de Kautsky avec le marxisme ». Dans une brochure d'avril 1917 intitulée *L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale*, figure en note, à la première page, une définition des kautskystes : « Il ne s'agit point ici de la personnalité des partisans de Kautsky en Allemagne, mais de ce type international de pseudo-marxistes qui osclilent entre l'opportunisme et le radicalisme et qui en réalité servent simplement de feuille de vigne à l'opportunisme. » A peu près à la même date, dans *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, Lénine distingue trois tendances dans le mouvement ouvrier et socialiste international : les social-chauvins (Plekhanov en Russie, Scheidemann en Allemagne, Renaudel, Guesde et Sembat en France, etc.), « le « centre » et les inter-

nationalistes (outre les bolcheviks, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg en Allemagne, Pannekoek en Hollande, Mac Lean en Ecosse, etc.). Et il précise : « Le principal leader et représentant du « centre » est Karl Kautsky. »

Dans sa brochure de 1918, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Lénine ne parle plus seulement des kautskystes, il résume sous le nom de kautskysme la position des centristes en général et de Kautsky en particulier.

Ainsi le kautskysme est pour Lénine une variante de l'opportunisme : particulièrement dangereuse parce que masquée. Alors que les opportunistes se proposent ouvertement de réviser le marxisme, quand ils ne cessent pas d'y faire référence, les kautskystes, eux, se veulent les tenants du marxisme orthodoxe. En fait, selon Lénine, ils masquent leur trahison du marxisme sous un respect livresque des formulations de Marx et d'Engels.

Le kautskysme est une tentative pour concilier les enseignements de Marx avec le maintien de la société bourgeoise. Ce qui n'est possible qu'au prix d'une mutilation, d'une adultération du marxisme. « Du marxisme, Kautsky prend ce qui est recevable pour les libéraux, pour la bourgeoisie [...], il passe sous silence, il estompe ce qui dans le marxisme est *irrecevable* pour la bourgeoisie » (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie) *(La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky)*.

La critique de Lénine contre le kautskysme porte principalement sur les points suivants : l'Etat, la démocratie, la révolution.

Lénine commente longuement la phrase de Marx selon laquelle le prolétariat ne saurait se contenter de conquérir le pouvoir d'Etat, mais doit briser l'ancien appareil d'Etat et le remplacer par un nouveau : Kautsky abandonne le marxisme pour l'opportunisme, car chez lui il n'est pas du tout question de détruire l'appareil d'Etat (bourgeois) (ER).

Kautsky se prononce contre la dictature du prolétariat et pense que la domination du prolétariat doit se fonder sur la démocratie et spécialement sur « le suffrage universel, profonde source d'une puissante autorité morale ». Lénine, commentant les jugements de Marx et d'Engels sur la Commune, pense que « l'Etat des exploités [...] doit être une démocratie pour les exploités et réprimer les exploiteurs; or la répression d'une classe signifie l'inégalité de cette classe, son exclusion de la « démocratie » *(La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky)*.

S'agissant de la révolution, Kautsky « l'a reniée en fait, tout en la reconnaissant en paroles ».

Pendant la guerre enfin, les kautskystes se disent internationalistes. En paroles, ils sont partisans de la paix. Parallèlement ils préconisent le maintien de l'unité avec les socialistes (majoritaires) partisans de l'Union sacrée, et qui soutiennent leurs gouvernements respectifs qui continuent la guerre. Leur action empêche ou retarde la constitution de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie, qui dénonce le caractère impérialiste du conflit, en parti distinct (Parti communiste).

Historiquement c'est Rosa Luxemburg qui, la première, a dénoncé les positions centristes de Kautsky, en 1910, à l'occasion du débat sur la grève de masse et le mot d'ordre de la République. Kautsky fait sien alors le point de vue de la direction du Parti social-démocrate allemand en refusant toute agitation politique qui se fonderait sur ces mots d'ordre.

Il écrit alors qu'un succès électoral de la social-démocratie allemande permettra à celle-ci d'accéder au pouvoir sans qu'une révolution soit nécessaire.

En fait avant ce ralliement ouvert, Kautsky avait manifesté des positions centristes. Lorsqu'en 1906, l'aile gauche du SPD veut populariser l'exemple de la révolution russe de 1905 et lance le mot d'ordre de la grève de masse, Kautsky ne manifeste guère d'enthousiasme pour ce moyen de lutte et approuve la position prise au Congrès de Mannheim, qui équivaut à une condamnation de la grève de masse. Déjà au moment de la polémique contre Bernstein (querelle du révisionnisme, 1899), Kautsky n'avait combattu que tardivement et assez mollement les positions de son ancien ami.

La prise de position de Kautsky contre la révolution soviétique a pour fondement théorique une interprétation du marxisme qui privilégie un certain déterminisme historique et tend à évacuer la lutte des classes au profit d'un évolutionnisme social. Peu enclin à la réflexion philosophique, Kautsky soutenait en privé que le marxisme était conciliable avec le néo-kantisme.

Les positions politiques de Kautsky ont sensiblement varié selon les époques et les influences qu'il subissait. Kautsky a subi l'influence d'Engels, puis celle de Bebel et de Rosa Luxemburg, avant de se rapprocher de la direction opportuniste du parti vers 1910.

En résumé : le kautskysme est un phénomène international. Sous des proclamations de fidélité à la lettre du marxisme, en conservant la terminologie marxiste, le kautskysme tend à défendre des positions opportunistes dès les premières années du XXe siècle : il accepte en pratique le système capitaliste, tout en se démarquant, sur le plan de l'idéologie, des positions de l'aile droite (révisionniste) du parti social-démocrate.

Après la guerre, le kautskysme (centrisme) cessera d'exister en tant que tendance. Les centristes, pour autant qu'ils s'en étaient séparés, comme en Allemagne, rejoindront les rangs du Parti social-démocrate.

• BIBLIOGRAPHIE. — KAUTSKY, *La dictature du prolétariat* (reproduit dans *Lénine/Kautsky*, coll. « 10/18 », n° 728). — Sur la polémique Luxemburg-Kautsky, voir G. BADIA, *Rosa Luxemburg, journaliste, polémiste, révolutionnaire*, ES, 1975 (en particulier chap. I, II, III de la 1re partie et chap. I de la 2e partie). — Sur Kautsky, outre la bibliographie de Werner BLUMENBERG, *Karl Kautskys literarisches Werk*, La Haye, Mouton, 1960, lire Erich MATTHIAS, Kautsky und der Kautskyanismus, in *Marxismus-Studien*, Tubingen, 1957.

▶ CORRÉLATS. — Crises du marxisme, Effondrement, Etatisme, Fusion, Impérialisme, Lassallisme, Opportunisme, Orthodoxie, Révisionnisme, Socialisation, Ultra-impérialisme.

G. Ba.

Keynésianisme

Al : *Keynesianismus*. — An : *Keynesianism*. — R : *Kejnsianstvo*.

Le keynésianisme qu'on définira comme l'ensemble des apports à la théorie économique de Keynes (1883-1946) et de ses disciples peut, grossièrement, être caractérisé par trois traits :

— Du point de vue méthodologique, il est une analyse macro-économique reposant sur des agrégats qui permettent de décrire la structure et la dynamique du processus de reproduction sociale, l'équilibre

résultant du comportement des groupes. A cet égard il constitue une rupture avec l'analyse néo-classique en même temps qu'il offre des analogies profondes avec le marxisme.

— Du point de vue théorique, il substitue à l'analyse en termes de prix de l'école néo-classique une analyse en termes de revenu. C'est dans ce cadre que Keynes et ses disciples s'intéressent à la demande effective, identifiée au revenu national dont la répartition détermine en dernier ressort le niveau d'emploi. Etudiant les fluctuations et la croissance, c'est-à-dire la reproduction élargie, ils mettent l'accent sur les écarts épargne-investissement, critiquant de ce fait la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, et sur la carence possible des investissements privés. A cet égard le terrain d'enquête n'est pas très éloigné de celui du marxisme.

— Du point de vue politique, Keynes et ses disciple proposent que les dépenses publiques *(deficit spending)*, par le jeu du multiplicateur, et la politique monétaire *(cheap money)* soient utilisées pour amorcer la pompe de la reprise ou, en sens inverse, pour contrôler l'inflation. Dès lors, plutôt que de justifier le capitalisme comme le fait l'apologétique néo-classique, il s'agit de le sauver; l'Etat, qui, à la différence du marxisme, n'a qu'un contenu fonctionnel, ayant à cet égard un rôle essentiel à jouer.

Les fortes similarités qui existent entre les analyses keynésiennes et marxistes du *modus operandi* du système ont conduit, ainsi qu'ont pu le souligner Leontief ou Bronfenbrenner, la pensée économique moderne à redécouvrir le marxisme, ne serait-ce que pour « utiliser les méthodes académiques pour résoudre les problèmes posés par le marxisme » (Baran et Sweezy), ce qui est plus particulièrement le cas des keynésiens de gauche comme Robinson. Cette « rencontre » a concerné trois domaines essentiels.

Keynes avait montré le caractère moteur de la décision d'investissement, mais son analyse se situait dans la courte période. Les néo-keynésiens (Harrod, Domar, Hansen, Robinson) vont l'élargir à la longue période dans le cadre d'une analyse de la croissance basée sur les relations de l'épargne et de l'investissement. Les modèles en résultant ne sont pas sans présenter de profondes analogies avec celui élaboré en 1928 par l'économiste soviétique Feldman dans une construction reposant sur une division de la production sociale en deux sections.

Lorsque les néo-keynésiens relient la théorie de la croissance et la théorie de la répartition en essayant de voir à quel niveau se fixent, en situation d'équilibre dynamique, le taux de profit, la part des profits et celle des salaires dans le revenu national, les modèles néo-cambridgiens en résultant (Kaldor, Robinson, Pasinetti) retrouvent les problèmes de réalisation de la plus-value qui sont fondamentaux chez Marx.

Enfin, les théoriciens contemporains de la croissance ont été confrontés à deux séries de problèmes difficiles et liés : celui de la répartition des revenus et celui de la théorie du capital, de sa nature et de son évaluation. Il en résultera, principalement sous l'impulsion de Sraffa, un retour aux classiques et la réhabilitation de la valeur-travail. Or si la théorie du capital et de la répartition et le problème de la valeur sont présents dans les théories contemporaines, on sait aussi qu'ils sont au cœur de la démarche de Marx.

Au-delà des analogies, il faut cependant souligner les différences essentielles entre les deux constructions. Tout d'abord, la théorie marxiste

de la reproduction est plus large que la théorie néo-keynésienne de la croissance car elle repose non seulement sur des lois technico-économiques déterminées par le niveau de développement des forces productives, mais aussi sur des lois socio-économiques qui découlent du caractère de la propriété, des rapports des classes et des groupes sociaux qui forment la société. Les déséquilibres du système ne découlent pas d'une insuffisance de la demande globale mais des caractéristiques fondamentales du système. A ces différences de vision s'ajoutent ensuite des différences de méthode : comme l'a souligné L. Klein, Marx n'étudie pas le comportement des individus mais le comportement des classes; les macro-unités de son système ne sont pas les producteurs et les consommateurs seuls mais aussi les ouvriers et les capitalistes. Enfin, la différence essentielle est celle que Marx relevait déjà dans son introduction à la *Contribution à la Critique de l'économie politique* : hypostasier les catégories économiques et ne pas voir comment elles sont historiquement et socialement déterminées, qui était le fait des classiques au XIXe siècle, l'est aussi des néo-keynésiens au XXe siècle.

• BIBLIOGRAPHIE. — G. ABRAHAM-FROIS, P. GIBERT et Ph. de LAVERGNE, *Problématique de la croissance*, Economica, 1974; A. BOSE, *Marxian and post-marxian political economy*, Penguin Books, 1975; D. HOROWITZ, *Marx and modern economics*, Modern reader paperbacks, 1968; P. MATTICK, *Marx and Keynes...*, London, 1971; I. OSSADTCHAIA, *De Keynes à la synthèse néo-classique*, Moscou, Editions du Progrès, 1975; J. ROBINSON, *An essay on marxian economics*, Macmillan, 1942; ID., *On re-reading Marx*, Cambridge University Press, 1953; M. WOLFSON, *A re-apraisal of marxian economics*, Columbia University Press, 1966.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Capital, Capitalisme, Crise, Croissance, art. Etat, Profit, Reproduction, Théorie, Valeur.

G. C.

Kolkhoze

Des mots russes *kollektivnoe khozjajstvo* (exploitation collective).

Les kolkhozes datent du lendemain de la Révolution de 1917. Pendant la NEP, leur développement reste très lent : début 1928, les 18 000 kolkhozes ne regroupent qu'un million de paysans sur 121 millions, 0,7 % de la surface agricole et ne représentent que 0,6 % de la production totale. Le degré de socialisation de ces kolkhozes est très variable. Pendant le communisme de guerre, la *commune* est tenue pour la forme la plus avancée dans la voie du socialisme : elle collectivise terres et moyens de production et pratique un mode de vie communautaire et égalitaire. Dans l'*artel* la vie familiale garde son caractère privé, les terres sont mises en commun, sauf un petit lopin, comme tous les outils importants et les bêtes de trait. Le *toz* (*tovariščestvo po obščestvennoj obrabotke zemli* : association pour le travail de la terre en commun) réunit des terres cultivées en commun et la répartition des revenus dépend de la quotité de terres; bêtes et outils sont rarement collectivisés. Ces kolkhozes rassemblent quelques familles et restent de petites dimensions. Fin 1929, les *tozy* constituent 60 % de tous les kolkhozes, les *arteli* 31 % et les communes 7 %.

A la fin de l'année 1929, la collectivisation générale doublée de la dékoulakisation est une conséquence de la mise en œuvre du Ier Plan quinquennal et de la crise des collectes du blé commencée en 1928. En 1934, 230 000 kolkhozes environ remplacent 15 millions de fermes collectivisées, le plus souvent sous la contrainte, soit 71,4 % du nombre total des exploi-

tations. Le statut type de février 1930 retient l'*artel* comme structure des kolkhozes sans préciser le degré de socialisation. Celui du 17 février 1935 reconnaît aux kolkhoziens le droit au lopin individuel et restera en vigueur jusqu'en 1969. En principe, les kolkhozes sont des coopératives. Les terres, propriété de l'Etat, leur sont attribuées gratuitement à perpétuité. L'assemblée générale des membres du kolkhoze, dotée de tous les pouvoirs, élit le conseil d'administration et le président. Le travail agricole s'effectue dans le cadre de la brigade divisée en équipes *(zveno)*. Durant la période stalinienne, dans la pratique, le principe coopératif n'est qu'une fiction. Les kolkhozes ne sont pas maîtres de leur plan de production et ne peuvent que s'efforcer d'atteindre des objectifs de production élevés fixés arbitrairement par les autorités. Ils ne disposent pas des moyens de production essentiels, propriété des MTS, organismes étatiques dont le contrôle leur échappe totalement. L'absence générale d'excédents les empêche d'investir et de répartir les bénéfices. Les présidents sont nommés. « Coopérateurs », les kolkhoziens ne bénéficient pas de la Sécurité sociale. Les kolkhozes ne sont que le moyen de réaliser le transfert de valeurs de l'agriculture vers l'industrie nécessaire à l' « accumulation socialiste primitive ».

Après la deuxième guerre mondiale, la situation des kolkhozes est si difficile qu'elle impose des réformes. V. C. Venger propose de remettre les moyens de production détenus par les MTS aux kolkhozes et de leur accorder le principe de l'échange équivalent dans leurs relations avec l'Etat. Prônant la socialisation de la gestion des kolkhozes et leur démocratisation, il s'attaque au principe officiellement admis depuis longtemps : la supériorité du sovkhoze vers lequel doit tendre le kolkhoze au fur et à mesure de sa modernisation. A la direction du parti, Khrouchtchev professe des idées voisines : il est en 1949 l'auteur d'un plan de regroupement des kolkhozes réalisé en 1950 et le partisan des « agrovilles » dont le projet est rejeté par le CC. Staline, en publiant *Problèmes économiques du socialisme en URSS*, réfute ces thèses, maintient le primat du sovkhoze sur le kolkhoze, s'oppose à toute réforme de fond du système kolkhozien dont il fait le responsable de la pérennité en URSS des catégories marchandes. Il faut attendre sa mort et la direction de Khrouchtchev pour que viennent enfin ces réformes indispensables : hausse des prix à l'achat des récoltes, diminution des impôts frappant les produits des lopins, hausse des revenus des kolkhoziens, décret du 9 mars 1955 autorisant les kolkhozes à établir leur plan de production, et, en mars 1958, la suppression des MTS dont le matériel est vendu aux kolkhozes. Depuis 1965, les quantités de produits à livrer à l'Etat, ainsi que les prix sont fixés à l'avance pour cinq ans. Le kolkhoze, en fait, ne peut planifier et vendre librement que l'excédent des livraisons. En 1967, le salaire garanti est institué, confirmé par le nouveau statut du 28 novembre 1969 qui accorde aux kolkhoziens la Sécurité sociale et les pensions de vieillesse.

Depuis la collectivisation, la tendance est à l'agrandissement des kolkhozes. D'abord, de 1930 à 1938, aux dépens des sovkhozes, et le nombre moyen des foyers kolkhoziens passe durant cette période de 70 à 78. Après la guerre, il s'agit surtout du regroupement des kolkhozes et de la concentration de l'habitat rural. Puis, durant les années 60, nombre de kolkhozes parmi les plus productifs sont transformés en sovkhozes. Aussi, au début des années 70, on compte en URSS 36 200 kolkhozes, d'une superficie moyenne de 6 100 ha, réunissant 420 familles (en 1932 : 211 000 kol-

khozes, 898 ha et 71 familles). Jusqu'à la mort de Staline en 1953, les kolkhozes représentent la forme dominante de l'agriculture soviétique : 80 % de la récolte céréalière et 91,7 % de la population active agricole. Dans les années 60, leur rôle diminue corrélativement à l'augmentation des sovkhozes : les superficies ensemencées passent de 60,6 % en 1960 à 49,4 % en 1968 et l'importance des kolkhoziens dans la population active agricole tombe de 76,9 % à 63 %. Néanmoins, la production des lopins individuels reste fondamentale pour certaines productions : pommes de terre, légumes, viande, lait et œufs.

En 1974, L. Brejnev avait annoncé à Alma-Ata « la disparition à terme des kolkhozes ». Les dernières mesures des dirigeants soviétiques vont plutôt dans le sens du maintien du statu quo dans la coexistence entre sovkhozes et kolkhozes. Les efforts demandés portent surtout sur la « spécialisation et la concentration » de la production et l'amélioration des conditions de vie des kolkhoziens qui restent encore inférieures à celles des autres soviétiques.

• BIBLIOGRAPHIE. — Cf. bibliographie de l'article « Collectivisation ». On consultera en outre : R. DUMONT, *Sovkhoze, kolkhoze et le problématique communisme*, Paris, Le Seuil, 1964; L. P. IGNATOV et K. S. STAROVOJTOV, *Nekotory voprosy, planirovanija sel'skogokhozjajstva*, Moscou, 1961; B. KERBLAY, *Les marchés paysans en URSS*, Paris, 1968; D. NAGOU, *Du kolkhoze au sovkhoze*, Paris, 1958; S. G. OVSJANNIKOV, *Ekonomičeskij Analyz dejatel'nosti sel'skokhozjajstvennykh predprijatij*, Minsk, 1969; E. ZALEVSKI, article « Kolkhoz » de l'*Encyclopaedia Universalis*, vol. 9, Paris, 1975, p. 691 à 694.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Communisme, Coopération, Coopératives, Collectivisation, Koulak, Planification, Sovkhoze, Stalinisme.

J.-M. G.

Kominform

Le Kominform — abréviation russe du Bureau d'information des partis communistes — est la dernière structure organisationnelle du mouvement communiste international. N'ayant jamais acquis les dimensions d'une Internationale, il eut cependant un siège — Belgrade d'abord, Bucarest ensuite —, un organe de presse *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* — bimensuel d'abord, hebdomadaire ensuite — édité en 12 langues; il tint des réunions internationales qui rassemblaient les grands noms du communisme mondial et dont les résolutions furent durant des années les documents de base à partir desquels se forgea la tactique des PC.

Créé en septembre 1947 à Szklarska Poreba, en Pologne, comme une réplique communiste à la doctrine Truman et au Plan Marshall, exprimant le tournant du mouvement communiste caractérisé à ce moment par l'eurocentrisme, le Kominform se voulait, dans un premier temps, le coordinateur des PC. Le conflit avec Tito, qui éclate quelques mois après sa création, déplace cette fonction initiale. Le Kominform se transforma en un tribunal, avec pouvoir d'excommunication et dont les décisions, exprimées à travers des résolutions, acquièrent force de loi pour tout le mouvement communiste. L'escalade continuelle de la guerre froide et du conflit avec les communistes yougoslaves déplace plus encore l'objectif initial du Kominform. L'année 1949 voit plus de pouvoir de décision accordé au Bureau d'information, dont l'emprise sur le communisme mondial semble arriver à son sommet. Avec les débuts des années 50,

le Kominform connaît une dernière orientation, il coordonne principalement le Mouvement de la paix jusqu'à aboutir à une totale identification avec celui-ci.

A travers cet itinéraire où s'expriment des fonctions multiples, un fil conducteur se dégage : le rôle de guide que celui-ci s'est donné dès l'origine et qu'il gardera en permanence. Cependant, l'importance accordée aux résolutions issues des réunions du Bureau d'information, et qui se reflète dans les documents de parti de chaque pays membre, l'importance accordée aux mots d'ordre donnés par le Kominform à travers son journal et dont on retrouvera l'écho dans la presse communiste nationale de l'époque montrent que la force contraignante de ses décisions dépasse largement la fonction d'organisme coordinateur qu'il s'est donnée officiellement.

Si la guerre froide est la toile de fond historique sur laquelle se déploie l'action du Kominform, c'est dans la nature du pouvoir stalinien vieillissant qu'on saisit son esprit et les fonctions qui lui sont assignées.

L'engrenage de la guerre froide imposait un repli défensif du monde communiste. A l'intérieur de l'URSS, les exigences de la reconstruction du pays, sans aide économique américaine, et dans un milieu environnant hostile, aboutirent à une reprise en main du parti qui se traduisit par un retour à un certain climat rappelant les années 30. La constitution du glacis dans les conditions de la guerre froide mena à l'abolition des voies nationales, spécifiques des partis communistes. La désagrégation de la grande alliance rendit possible, sinon nécessaire, la constitution d'un organisme international du mouvement communiste, conçu comme un instrument centralisateur.

Neuf PC européens sont appelés à constituer ce nouvel organisme : soviétique, yougoslave, bulgare, roumain, hongrois, polonais, tchécoslovaque, français et italien. Dans la nouvelle conjoncture internationale, le PCUS tente de grouper et centraliser autour de lui surtout les PC d'Europe dont les pays étaient, d'une façon ou d'une autre, des enjeux de la guerre froide. PC de l'Est européen, c'est-à-dire des pays qui devaient constituer le glacis; PC de l'Ouest, les plus forts et implantés dans leur contexte national, qui devaient se battre contre les tentatives des Etats-Unis d'endiguer le communisme, donc contre les forces mises en place dans ce but — doctrine Truman et plan Marshall.

Le rapport lu par Andreï Jdanov lors de la séance qui marque la création du Kominform définit la nouvelle tactique mondiale du mouvement communiste. Ce texte restera durant toute la guerre froide le document fondamental de l'idéologie communiste. Le rapport Jdanov fut avant tout la réplique soviétique à la doctrine Truman. Truman voulait endiguer le communisme, Jdanov fixe les barrières définitives des deux camps qui divisent désormais le monde : le camp impérialiste et antidémocratique d'une part, et le camp anti-impérialiste et démocratique de l'autre. Mais si ces deux camps ont des composantes étatiques précises, le camp démocratique bénéficie, en outre, de l'appui du mouvement ouvrier et démocratique dans tous les pays, des partis communistes, des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, de toutes les forces démocratiques du monde.

Dès lors, se dessine le caractère multidimensionnel du futur camp socialiste. De même, on trouve en germe dans le rapport toute l'action future du Kominform. L'absence de toute perspective révolutionnaire,

le silence gardé autour des guerres civiles en Grèce et en Chine sont révélateurs de son orientation. L'appel à la solidarité des forces démocratiques à travers le monde ne se fait pas au nom de la *révolution*, mais au nom de la lutte pour la *paix* qui est présentée comme devant être la tâche principale du mouvement communiste.

Tel que le précise la Résolution finale de la réunion constitutive, le siège du Kominform ainsi que la rédaction de son journal sont fixés à Belgrade. Mais, en juin 1948, l'appareil administratif et rédactionnel du Kominform déménage en catastrophe à Bucarest, lorsque le conflit soviéto-yougoslave, commencé en février-mars 1948, devient officiel.

Le journal du Kominform, dont la rédaction était internationale et qui fut en fait la seule structure du Kominform qui fonctionnait vraiment, fut dirigé dans un premier temps par l'académicien soviétique Ioudine et dans un second temps par l'académicien soviétique Mitine, tous deux proches collaborateurs de Staline. Ayant un caractère essentiellement idéologique et politique, d'une portée générale pour tout le mouvement communiste, ce journal s'adresse avant tout à l'élite des PC pour laquelle il constituait un guide de formation et de propagande.

Si le journal du Kominform est l'institution par laquelle s'affirme sa permanence, les grandes assemblées plénières, quoique épisodiques, en constituent les piliers. Trois réunions scandent son histoire : celle de septembre 1947 qui le fait naître, celle de juin 1948 qui expulse le PC yougoslave et celle de novembre 1949 qui établit notamment les bases idéologiques du Mouvement de la paix. Une quatrième réunion — de moindre importance que les précédentes — aura lieu en secret en 1950. Enfin, en avril 1956, une dernière réunion marque la dissolution du Kominform et la suppression de son journal.

La deuxième réunion du Kominform a lieu à Bucarest ; elle est consacrée à l'exclusion des communistes yougoslaves. Le Kominform fait siens tous les griefs formulés depuis février par Staline et Molotov à l'encontre des dirigeants yougoslaves. Cependant, outre cette exclusion, la résolution issue de cette réunion aura des conséquences concrètes pour les partis membres du Bureau d'information : pour les PC occidentaux, elle marquera le début d'une étape d'exacerbation du culte de l'URSS, de l'Armée rouge et de Staline, tryptique autour duquel s'organisera la propagande de la lutte pour la paix. Pour les pays de l'Est, elle constituera une résolution-programme qui jettera les bases théoriques des régimes de démocratie populaire.

Dans la deuxième quinzaine de novembre 1949 se tient à Matra, en Hongrie, la troisième grande réunion du Kominform. Les travaux de cette assemblée sont dominés par trois rapports liés entre eux par une même stratégie, celle de la lutte pour la paix. Le rapport de Souslov peut être considéré comme le document doctrinal de base du Mouvement de la paix ; le rapport de Togliatti consacre le retour à la vieille tactique du front unique à la base, qui doit se faire cette fois-ci par l'intermédiaire du Mouvement de la paix et des autres organisations de masse internationales ; enfin, le rapport de Gheorghiu-Dej défend lui aussi la même logique : lutter contre les « fauteurs de guerre » exige de lutter d'abord contre la « clique Tito », considérée comme « la cinquième colonne » de l'impérialisme dans l'Est européen. Sur la base de ces textes, la réunion adoptera trois résolutions qui auront portée de charte pour tout le mouvement communiste.

Le déclin du Kominform commence avec les années 50. L'entrée en scène des Chinois, grâce à la victoire de leur révolution (et qui refuseront d'envoyer des délégués à la rédaction du journal du Kominform), la guerre de Corée déplaceront l'orientation tant de la guerre froide que du mouvement communiste. L'eurocentrisme du mouvement communiste perd sa raison d'être.

Mais ce sont les changements qui se firent jour après la mort de Staline qui sonneront le glas du Kominform — reprise de relations avec les Yougoslaves et critique de Staline.

C'est dans le cadre d'une rencontre bilatérale soviéto-yougoslave, en mai 1955, qu'une délégation soviétique dirigée par Khrouchtchev se rendra à Belgrade pour innocenter Tito de toute accusation de « trahison » et d' « hérésie ». Ainsi, ce grand conflit sera réduit à la seule dimension étatique; le mouvement communiste en général et le Kominform en particulier, qui avait été partie prenante dans ce conflit, ne seront pas conviés à sa résolution.

Le XXe Congrès du PCUS représente une deuxième et dernière étape qui acheva le Kominform. Tous les grands thèmes débattus par ce Congrès, les nouvelles tactiques qu'il dégage allaient à l'opposé des tactiques qui avaient été tracées par le Kominform. Le *Communiqué* du 17 avril 1956 issu de la réunion qui dissout le Kominform suggère une évolution pluraliste du mouvement communiste. Les diverses figures de collaboration et d'organisation des PC, les conférences internationales et régionales qui se développeront à partir de 1957 seront l'expression concrète de ces « formes nouvelles et utiles pour établir des relations et des contacts » formulés en terme de vœu par l'acte de dissolution du Kominform.

• BIBLIOGRAPHIE. — Hamilton Fish ARMSTRONG, *Tito et Goliath*, Paris, Iles d'Or, 1952, 365 p.; Julius BRAUNTHAL, *Geschichte der Internationale*, Band. 3, Hannover, Verlag J. H. W. Dietz Nach. GMBH, 1971, 723 p., bibliogr., index; Zbigniew K. BRZEZINSKI, *The Soviet bloc, unity and conflict*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1967, XVIII-599 p., bibliogr., index (Russian Research Center Study. 37. Center for International Affairs Study. 1); Fernando CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste du Komintern au Kominform*, préf. de Jorge SEMPRUN, Paris, Maspero, 1972, 2 vol. 770 p., index (Textes à l'appui. Histoire contemporaine); Vladimir DEDIJER, *Le défi de Tito, Staline et la Yougoslavie*, Paris, Gallimard, 1970, XIII-345 p.; Vladimir DEDIJER, *Tito parle*, Paris, Gallimard, 1953, 481 p.; Milovan DJILAS, *Conversations avec Staline*, Paris, Gallimard, 1971, 247 p. (coll. « Idées »); François FEJTÖ, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Le Seuil, 1969, 2 vol., index (coll. « Esprit. Frontière ouverte »); Nikita KHROUCHTCHEV, *Souvenirs*, Paris, Laffont, 1971, 591 p.; Lilly MARCOU, *Le Kominform, le communisme de guerre froide*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1977, 344 p., bibliogr., index; Iain PHELPS-FETHERSTON, *Soviet international front organizations. A concise handbook*, New York, F. A. Praeger, 1965, IV-178 p. (Praeger publications in Russian history and world communism, 165); Eugenio REALE, *Avec Jacques Duclos au banc des accusés*, Paris, Plon, 1958, X-207 p.; Giulio SENIGA, *Togliatti e Stalin, Contributo alla biografia del segretario del PCI*, Milano, Sugar Editore, 1961, 143 p.; Hugh SETON-WATSON, *The East-European revolution*, 3e ed., London, Methuen, 1961, XIX-435 p., bibliogr., index; Adam B. ULAM, *Titoism and the Kominform*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1952, XI-243 p., bibliogr., index; Robert Lee WOLFF, *The Balkans in our time*, Revised Edition, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1974, 647 p.

▶ CORRÉLATS. — Démocratie populaire, Internationale(s), Internationalisme, Polycentrisme, Titisme.

L. M.

Komintern

Voir : Internationale(s).

Komsomol

C'est à l'été 1917 que se constituent les premiers groupes de jeunes bolcheviks en Russie. Du 29 octobre au 4 novembre 1918, le Ier Congrès des Fédérations de la jeunesse ouvrière et paysanne proclame la création de l'Union de la Jeunesse communiste de Russie (Komsomol). Lors de son IIIe Congrès, le Komsomol adopte le programme tracé par Lénine le 2 octobre 1920. En 1922, la formation du Mouvement des Pionniers place l'organisation des enfants sous leur responsabilité. A la mort de Lénine, en 1924, les Komsomols incorporent son nom dans leur sigle (VLKSM).

« Ecole du communisme » placée sous le contrôle politique du parti, le Komsomol développe sa politique parmi les jeunes travailleurs et forme une pépinière de militants. Favorables, au milieu des années 20, à l'opposition trostskiste et zinoviétiste, les jeunes prônent l'égalisation des salaires dans l'industrie (position condamnée lors de leur Ve Conférence en 1926). Plus tard, ils sont à la tête du mouvement d'émulation socialiste, de développement du travail non rémunéré des « samedis communistes » et animent la création des brigades de travailleurs de choc *(udarniki)*. Pendant la période stalinienne, leur activité ne se distingue plus de celle du PC de l'US auquel elle reste étroitement soumise. La « Grande guerre patriotique » les voit s'illustrer dans les combats de partisans (cf. *La Jeune Garde* d'Alexandre Fadeev).

Regroupant les jeunes de 14 à 28 ans, le Komsomol compte 22 000 adhérents en 1918, 96 000 en 1919, 400 000 en 1920, près de 2 millions en 1926, 3 millions en 1931, 20 millions en 1962 et 37 millions en 1978. En 1974, 68,8 % des nouveaux adhérents du PCUS provenaient du Komsomol. Tous les partis, issus de l'IC, s'inspireront de ce modèle pour leurs organisations de Jeunesse.

▶ CORRÉLATS. — Emulation.

J.-M. G.

Koulak

Du mot russe signifiant « poing » : le koulak est le paysan riche qui rassemble la terre dans son poing.

Depuis la fin du XIXe siècle, la communauté villageoise russe, le mir, connaît un processus de différenciation sociale corrélatif du développement du capitalisme dans les campagnes. Après la Révolution de 1905, le tsarisme, pour élargir sa base sociale et hâter cette évolution, s'attaque au mir avec la politique agraire de Stolypine (*ukaz* de 1906 et loi de 1910) permettant aux paysans qui se retirent du mir de recevoir un lot *(hutor* ou *otrub)* pris sur les meilleures terres. Octobre et le communisme de guerre ont pour effet la « moyennisation » de la paysannerie en limitant la puissance des koulaks. La NEP, cependant, permet une reprise du procès de différenciation sociale : la XIVe Conférence du Parti, notamment, autorise le fermage et le travail salarié dans les campagnes (27-29 avril 1925).

Si les catégories de *batrak* (ouvrier agricole), *bednjak* (paysan pauvre), *serednjak* (paysan moyen) et koulak font sens politiquement, leur contenu sociologique reste flou. Quels critères en effet définissent le koulak : l'embauche de *batraki* ? la location de machines à des paysans plus pauvres ? les superficies emblavées ? l'importance du cheptel ? Le poids accordé aux koulaks varie donc d'une étude à l'autre. D'autant que les enquêtes servent souvent à légitimer telle ou telle ligne politique. Comme le montre M. Lewin (*La paysannerie et le pouvoir soviétique*, Paris, Mouton, 1976, p. 67 à 74), les estimations sur la part des fermes koulaks varient entre 4,8 % et 15 % du nombre des exploitations selon les auteurs soviétiques de l'époque. De toute façon, les fermes koulaks sont dans leur grande majorité de petites dimensions et n'emploient qu'un seul *batrak*. Si le koulak a, selon Stroumiline, un revenu 5 fois supérieur à celui du *bednjak*, il paye 20 fois plus d'impôt par foyer. En fait, l'important réside dans la puissance sociale des koulaks : alphabétisés, détenteurs de réserves de blé, prêteurs d'argent et de semences, ils exercent sur le village soviétique une influence économique, idéologique, politique, souvent renforcée par les erreurs du pouvoir.

Aussi, les dirigeants soviétiques font-ils souvent du koulak le responsable des difficultés à la campagne. Dès la fin de 1925, la gauche du parti dénonce en lui le spéculateur sabotant la politique économique soviétique et un agent de l'essor du capitalisme à la campagne. C'est surtout avec la crise des collectes du blé de 1928 que le « danger koulak » est dénoncé avec force par la majorité du parti avec Staline qui voit l'origine de la crise dans les trois bonnes récoltes successives mises à profit par les koulaks pour constituer des stocks spéculatifs. Dès lors, en dépit des analyses de Boukharine (cf. Notes d'un économiste, *Pravda* du 30 sept. 1928 et dans *La Correspondance internationale*, 1928, p. 1338 à 1440), le koulak devient l'ennemi principal. Avec la collectivisation générale et l'appel de Staline (27 déc. 1929) à la « liquidation des koulaks en tant que classe », l'attitude envers les kolkhozes devient le critère définissant le koulak. Le mythe du koulak est brandi pour stigmatiser tout opposant réel ou supposé. Ainsi Lejkine écrit : « Lorsque nous disons koulak, nous voulons dire : porteur de certaines tendances politiques exprimées le plus souvent par le *podkulačnik* (aide-koulak) homme ou femme » (cité par Lewin, *op. cit.*, p. 435). Avec cet amalgame, des millions de paysans, koulaks, *serednjaki* ou *bednjaki* sont victimes de la répression et des déportations (près de dix millions) dans le cadre de la collectivisation et de la dékoulakisation (1929-1934).

• Bibliographie. — Voir à Collectivisation.

▸ Corrélats. — Bolchevisme, Coopérative/Coopération, Collectivisation, Kolkhoze, Paysannerie, Sovkhoze, Stalinisme, Terrorisme.

J.-M. G.

Si le catégorie de *kulak* (ouvrier agricole), *kolyok* (paysan pauvre), *serdyak* (paysan moyen) et koulak tient sans politique mais leur contenu sociologique reste flou. Quels critères en effet définissent le koulak : l'ancienneté de *kolyok* ? la location de machines à des paysans pas pauvres ? les sujets ? les [illegible] ? l'importance du cheptel ? Le poids accordé aux koulaks varie tout d'une étude à l'autre. D'autant que les acquérir [illegible] à l'examiner tels qu'ils le [illegible] politiq[illegible]. Comme le montre M. Lewin, *La Paysannerie et le pouvoir* (Paris, Mio ton, 1976, p. 57 [illegible]), les estimations sur la part des fermes koulaks varient entre 4,5 % et 7,5 % [illegible] des exploitations selon les auteurs [illegible] tiques de l'époque. De toute façon, les fermes koulaks sont dans leur grande majorité de petites dimensions et n'emploient qu'un seul *kolyok*. Si le koulak [illegible] Stroumiline, un revenu 5 fois supérieur à celui du *kolyok*, il y [illegible] plus d'impôt par foyer. En fait, l'important réside dans la puissance [illegible] des koulaks : alphabétisés, [illegible] de résorts de blé, prêteurs [illegible] de villages [illegible] idéologique, politique [illegible] par [illegible] du pouvoir.

[illegible] les [illegible] soviétiques [illegible] sans [illegible] de difficulté à la campagne. Dès la fin de 1927, [illegible] du parti dénonce en lui le spéculateur sabotant la politique [illegible] soviétique et [illegible] de l'essor du capitalisme à la campagne. C'est surtout avec la [illegible] du blé de 1928 que le « [illegible] koulak » est dénoncé avec force par la majorité du parti avec Staline qui voit l'origine de la crise dans les trois [illegible] successives [illegible] par les koulaks pour [illegible] spéculatifs. D'[illegible] *Pravda* [illegible] *Notes* [illegible] *Pravda* [illegible] 1928 [illegible] le koulak devient [illegible] Avec la collectivisation générale et l'appel de Staline [illegible] à la [illegible] koulaks en tant que classe [illegible] les koulaks [illegible] devient [illegible] définissant le koulak. Le [illegible] du koulak est [illegible] sur [illegible] opposant [illegible] Ainsi [illegible] ne [illegible] dire : [illegible] de certaines tendances politiques exprimées le plus souvent par le *pravdiskaïk* (antiskoulak) [illegible] par Lewin, *Ap. cit.*, p. 1[illegible]. Avec cet [illegible] des millions de paysans koulaks, [illegible] *kolyoki* sont victimes de [illegible] des dix millions dans [illegible] dekoulakisa [illegible].

[illegible]

[illegible] Bolchevisme, Caractère [illegible] Collectivisation, Koulak, [illegible] Staline, Terrorisme.

L

Langue / Linguistique

Al : *Sprache/Sprachwissenschaft Linguistik.* — An : *Language/Linguistics.* — R : *Jazyk/Jazykoznanie, lingvistika.*

Le rapport entre marxisme et questions de langue et de langage constitue un point problématique de la réflexion marxiste. Il est peu abordé en tant que tel, bien que la détermination du sens (en particulier dans le rapport entre événement et discours) soit décisive pour une théorie de l'histoire, détermination qui suppose les trois questions : relation entre langue et pensée, primat de la forme ou du sens, et place de la matérialité linguistique dans la production discursive. La question du langage est généralement dissimulée derrière celle de l'idéologie et du rapport aux superstructures.

La possibilité d'un rapport entre linguistique et marxisme est liée à l'évolution des théories de la langue et de la lecture des écrits de Marx. Il faut donc y distinguer deux périodes, aussi bien pour le marxisme que pour la linguistique :

1 / L'époque de Marx et Engels, qui correspond à la période préscientifique de la linguistique. Pour eux, la langue n'est pas thématisée comme question, et le recensement des passages de leurs écrits où il en est question ne constitue pas réellement un point de vue.

Marx et Engels ne traitent du langage que dans la reprise de problèmes classiques (comme l'origine du langage, question typique de l'épistémè du XIXe siècle, abordée par Engels dans la *Dialectique de la nature* comme étant « né du travail et l'accompagnant ») ou de problèmes proprement philosophiques, comme le rapport entre langue et pensée (IA et AD).

Chez Marx, c'est essentiellement dans *L'idéologie allemande* que la question du langage est abordée, dans les deux thèmes du rapport entre langue, monde extérieur et pensée d'une part, de la langue comme produit de la communication entre les hommes d'autre part. Engels, qui parle lui-même plusieurs langues, préconise dans l'*Anti-Dühring* la pratique des langues étrangères pour « briser l'horizon national borné de l'homme d'aujourd'hui ».

Une réflexion assez fine sur la syntaxe et le style des idéologues (IA et SF) laisse cependant transparaître le risque de vouloir instaurer la langue d'une « connaissance vraie », liée à la science, qui dérivera ultérieurement dans le « Dia-Mat » pour aboutir à la « langue de bois ». Ceci (joint à une

conception de la transparence possible du langage et de son contrôle par le sujet parlant) ne laisse pas de révéler une certaine surdité du marxisme à ce qui sera ultérieurement désigné comme le signifiant. Cette surdité est lisible en particulier dans l'usage de la notion de « reflet » : le langage est conçu comme reflet du réel, l'idéologie ne possédant de matérialité que dans sa détermination par la base. Ainsi, par exemple, la réflexion sur la littérature ne débouchera pas sur l'analyse d'une pratique de langue.

C'est surtout Plekhanov qui va inaugurer la réflexion sur le langage comme activité idéologique. Mais son refus de la singularité de toute langue et de la domination du sens par la forme, la disparition complète de la question du langage derrière celle de l'idéologie l'entraînent à une conception du sujet dans l'histoire comme combinaison de l'instance sociologique et de l'instance psychologique, sous la détermination de l'économie : il ne sort pas de l'évolutionnisme du XIXe.

Le travail de Lafargue (surtout « la langue française avant et après la révolution »), qui reste pour l'essentiel pris dans l'épistémè linguistique de la fin du XIXe, étudie l'impact linguistique de la Révolution française entre 1789 et 1799, essentiellement dans le domaine du vocabulaire : il montre le jeu linguistique entre l'aristocratie, la bourgeoisie et le peuple dans une démonstration du fonctionnement de la langue comme arme politique. Il ouvre ainsi des questions très modernes sur les liens entre langue et configuration politique.

2 / La deuxième période s'ouvre avec la Révolution d'Octobre et correspond au moment où la linguistique s'inaugure comme discours scientifique.

Après la Révolution de 1917, le rapport entre marxisme et questions de langue(s) va cesser d'être proprement théorique, pour devenir aussi une question politique, très liée à l'évolution politique de l'URSS de 1920 à 1950; les écrits de Marx commencent à donner lieu à une idéologie d'Etat et prennent la forme de disciplines : matérialisme dialectique / matérialisme historique.

Par ailleurs, le début du XXe siècle voit un bouleversement concomitant sur plusieurs points concernant le langage. A la fois Saussure (très vite connu en Russie à travers de nombreux émigrés russes, dont Karszewski, et par le développement du Cercle de Moscou, autour notamment de Jakobson), un bouleversement sans précédent des pratiques littéraires (le surréalisme, et en Russie le formalisme et le futurisme), mais aussi la découverte par Freud de l'inconscient, qui va modifier l'appréhension du rapport entre langue et pensée. Mais cette nouvelle configuration n'aura que peu d'effets sur la réflexion marxiste concernant le langage.

Lénine ne livre que peu de remarques sur le langage, et celles-ci restent assez traditionnelles. S'il n'apprécie pas le formalisme et le futurisme, du moins ne les combat-il pas, et il s'oppose en 1914 à l'imposition du russe comme langue officielle. Dans *Matérialisme et empiriocriticisme*, il approfondit la théorie du reflet, complexifiée en ce que Lecourt appellera un « reflet sans miroir », actif et approximatif.

Vers la fin des années 20, l'Ecole de Kazan va proposer des travaux sur le lien entre langue et marxisme avec Bakhtine, mais surtout Volochinov dans *Le marxisme et la philosophie du langage* (1929). Dans une position critique vis-à-vis du formalisme, il envisage la nécessité de lier une théorie des idéologies à la réflexion sur la langue à travers une étude de la « neu-

tralité idéologique » du mot : le mot est sensible aux changements sociaux par sa capacité à connaître une pluralité d'accents. A une forme mécaniste de la théorie du reflet, il oppose une conception du mot comme réalité divisée, à deux faces, à laquelle est soumise la signification.

Immédiatement après, l'URSS va connaître sur les questions de langue une fermeture idéologique totale : élimination des formalistes et des futuristes, de toute pratique de langue effectuant une quelconque rupture avec les traditions littéraires du XIXe siècle (imposition du réalisme socialiste — voir intervention de Radek sur Joyce en 1934 — et imposition dans la science linguistique de la dominance de l'Ecole de Marr). A partir de 1928, toute pensée linguistique non marriste est explicitement pourchassée : la linguistique sera le premier domaine à connaître l'opposition entre « science bourgeoise » et « science prolétarienne ». Marr développe la « japhétidologie », théorie paradoxalement très marquée par la linguistique du XIXe. Pour établir une « linguistique marxiste » en rupture radicale avec la linguistique bourgeoise, pour s'opposer au nationalisme et au racisme potentiels de la linguistique indo-européenne, et pour fournir la réflexion linguistique dont a besoin un état multinational comme l'URSS, la japhétidologie fait remonter l'origine commune à une source antérieure à l'indo-européen. A une origine gestuelle aurait succédé, lors de la désagrégation de la société primitive, une monogenèse à partir de quatre éléments. L'évolution d'un stade à un autre se fait par bonds, déterminés par la modification de la structure sociale. Une langue est dès lors une superstructure, comme « reflet » de la base économique, et une société de classes connaît des langues de classes : les langues d'une même classe de pays différents seraient plus proches l'une de l'autre que les langues de classes différentes dans une même langue. On peut dès lors espérer l'avènement d'une langue universelle, dans une époque où le socialisme aura rendu caduques les différences de classes donc de langues. Appuyée sur l'appareil universitaire et d'Etat cette doctrine va régner pendant vingt ans (de 1930 à 1950) sur la pensée linguistique en URSS.

Cette situation va connaître une rupture brutale avec l'intervention de Staline dans la *Pravda* en 1950. Celui-ci qui jusqu'alors ne s'est intéressé à la linguistique que sous l'angle des rapports entre langue et nation, et de la question d'une forme nationale à une culture de contenu socialiste *(La question nationale)*, intervient dans un débat ouvert sur la linguistique avec *Marxisme et questions de linguistique*. Il y récuse l'existence de langues de classes : il n'y a de langue que d'une communauté sociale tout entière, la langue n'est pas une superstructure, mais un instrument de communication qui, comme tel, ne saurait être affecté par les changements de la base, et la langue nationale domine dialectes et jargons. Cette intervention, saluée comme un retour à une situation plus saine, va à son tour constituer une référence obligée et stériliser les recherches sur le lien entre marxisme et langue. En effet, cette conception très instrumentaliste de la langue (la langue n'est plus une arme comme chez Marr, mais un outil), qui n'est pas sans rappeler certaines positions des structuralistes, fait disparaître la spécificité linguistique derrière le contenu sémantique. Staline, comme Marr, pourra donc rêver du triomphe ultérieur d'une langue universelle. Il néglige la dimension de la pratique, qui permettrait de relier les pratiques de langue (les discours) à la superstructure sans faire comme Marr de la langue elle-même une superstructure. La distance est ici telle entre

langue et idéologie que Staline peut envisager la langue comme l'objet d'une science autonome : la linguistique. Dans des formulations souvent inverses, Staline est dans « la même matrice idéologique » que Marr (Houdebine), qu'on peut rapporter à l'évolutionnisme plekhanovien. Il faut donc voir à l'intervention de Staline uniquement des causes politiques. L'après-guerre en effet va voir la mise en place progressive d'une nouvelle idéologie d'Etat imposant une rectification (l'Etat n'est plus destiné à dépérir puisqu'il est « celui du peuple tout entier » ; nécessité des alliances dans une situation internationale marquée par la Guerre froide ; nécessité en rapport avec la question des nationalités d'une politique linguistique autorisant la pratique des langues nationales sous la domination du russe ; nouvelle orientation de l'enseignement et fin de la révolution culturelle).

A part donc quelques exceptions, comme Brecht étudiant les « carences de notre langue dans la lutte antifasciste » *(Sur la politique et la société)*, la réflexion marxiste n'admet que difficilement la position d'un sujet qui ne soit pas maître de sa langue.

La réflexion universitaire des linguistes marxistes est plus nuancée. A l'époque de Marr, les linguistes européens gardent une distance prudente qui ne va pas toujours jusqu'à la condamnation : la théorie marriste se propose des buts qui ne sont pas fondamentalement différents de ce qu'ils ont hérité de l'Ecole sociologiste de Meillet : l'étude des causes sociales des faits linguistiques, où le fait de langue est considéré comme étant avant tout un fait social (c'est le cas du Français Marcel Cohen).

A partir des années 60, une partie des recherches se réoriente, en particulier en France à la suite de Jean Dubois, vers « l'analyse de discours », qui se donne pour but l'étude du rapport entre le sens d'un énoncé et la forme qu'il revêt. Deux tendances essentielles : l'une insistant surtout sur la corrélation entre le linguistique et le social, à travers les conditions de production (J.-B. Marcellesi), et l'autre sur l'autonomie et la matérialité de la langue dans la constitution du discours, reconnaissant donc une part proprement linguistique dans l'étude des rapports entre langue, idéologie et société (M. Pêcheux).

L'intérêt pour le rapport entre faits de langue et faits sociaux déborde la réflexion des linguistes et des marxistes, tout en étant souvent influencée par eux. La sociolinguistique, surtout américaine, se donne pour tâche l'étude de la co-variance entre phénomènes sociaux, surtout les classes (ou groupes sociaux souvent considérés comme équivalents) et phénomènes linguistiques de tous ordres (phonologiques, syntaxiques ou lexicaux) (William Labov).

Le domaine a aussi été renouvelé par une perspective venant de travaux à orientation historique défrichée par le travail de Michel Foucault sur l'histoire des Savoirs. De leur côté R. Balibar et D. Laporte ont travaillé *(Le français national)* sur les conditions de naissance du français comme langue nationale sous la Révolution française ; ils montrent que les conditions politiques et économiques de l'accession de la bourgeoisie au pouvoir imposaient l'unification linguistique. Jean-Pierre Faye *(Les langages totalitaires)* étudie les conditions de l' « acceptabilité » de la parole hitlérienne dans la production d'énoncés autour du syntagme « Etat totalitaire » lors de la montée du fascisme en Allemagne.

Le marxisme laisse difficilement place à une réflexion sur les discours, et cède souvent à la tentation d'affirmer le primat du sens sur la forme,

situation d'autant plus paradoxale que, on le sait, Marx travaille le primat de la forme dans les rapports de production : « Le change de forme, qui médiatise le change matériel de la société » (K. I ; trad. J.-P. Faye, apud *Folie, Histoire, Récit*, Paris, UGE, 1975, p. 9).

• BIBLIOGRAPHIE. — R. BALIBAR et D. LAPORTE, *Le français national*, Hachette, 1974; B. BRECHT, *Sur la politique et la société*, Paris, 1970; J.-P. FAYE, *Les langages totalitaires*, Hermann, 1972; M. FOUCAULT, *L'archéologie du savoir*, Gallimard, 1969; F. GADET, J.-M. GAYMAN, Y. MIGNOT et E. ROUDINESCO, *Les maîtres de la langue*, Maspero, 1979; GRAMSCI, *Letteratura e vità nazionale*, Einaudi, 1954, p. 206 et s.; J.-L. HOUDEBINE, *Langage et marxisme*, Klincksieck, 1977; W. LABOV, *Le langage ordinaire*, Ed. de Minuit; P. LAFARGUE, La langue française avant et après la Révolution (extraits dans CALVET, *Marxisme et linguistique*), Payot; *Langages*, nos 15 et 46; J.-B. MARCELLESI et B. GARDIN, *Introduction à la sociolinguistique*, Larousse, 1974; W. LÉNINE, *Matérialisme et empiriocriticisme*; N. MARR, Textes traduits dans *Les maîtres de la langue*, Maspero; M. PÊCHEUX, *Les vérités de La Palice*, Maspero, 1975; J. STALINE, Marxisme et questions de linguistique (trad. dans *Les maîtres de la langue*); V. VOLOCHINOV, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Ed. de Minuit, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Freudo-marxisme, Idéologie, Littérature, Proletkult.

F. G.

Lassallisme

Al : *Lassalleanismus*. — An : *Lassalism*. — R : *Lassal'janstvo*.

Le lassallisme n'a jamais été défini par Marx et Engels, qui considéraient l'apport théorique de Lassalle comme erroné et inconsistant. Ils ont critiqué et réfuté ses conceptions sans rendre publics leurs désaccords. De son côté, Lassalle (1825-1864) s'est toujours proclamé disciple de Marx, tout en simplifiant et déformant les enseignements de son « maître ». Il estimait que ses désaccords avec Marx étaient purement personnels et tactiques. Marx y a mis la sourdine sous la pression des dirigeants de la social-démocratie allemande. Il a fallu qu'en 1891 Engels impose la publication des notes critiques de Marx sur le programme de Gotha de 1875, pour que ces désaccords soient rendus publics et escamotés aussitôt après leur publication. Car les différences sont réelles entre les conceptions de Marx et de Lassalle. Ce dernier reste attaché à la théorie de la population de Malthus, à celle de l'Etat national de Fichte et de Hegel, au rôle du héros dans l'histoire, du chef dans la lutte pour l'émancipation nationale et sociale. Il n'accorde qu'une importance secondaire à la dimension internationale du mouvement ouvrier et de la lutte pour le socialisme. L'Association générale des Travailleurs allemands, qu'il a fondée en 1863, n'a jamais adhéré à l'Association internationale des Travailleurs (Ire Internationale). En s'inspirant de Malthus, Lassalle formule la « loi d'airain des salaires » qui, à cause de la surpopulation permanente, ne permettrait pas aux travailleurs d'obtenir un salaire supérieur à leur minimum physiologique. D'où le peu d'efficacité des luttes revendicatives et de l'action syndicale. En se référant à Fichte et à Hegel, Lassalle admet non seulement la pérennité de l'Etat national, mais son rôle majeur dans la réalisation du socialisme. En effet, les luttes partielles, en raison de leurs résultats éphémères, ne pourraient aboutir à la lutte politique pour le socialisme. L'Etat, ayant perdu, grâce à la conquête du suffrage universel, son caractère de classe, devrait prendre en charge la

construction du socialisme en favorisant, par ses subventions, le développement des coopératives ouvrières de production. Ce sont les intellectuels d'origine bourgeoise, détenteurs de la « science » qui, en apportant, de l'extérieur, la théorie socialiste aux travailleurs, incapables de l'élaborer eux-mêmes, permettraient de réaliser la fusion entre la science et le prolétariat, offrant ainsi aux travailleurs les moyens de leur libération. De cette conception de l'histoire découle celle du chef de l'organisation ouvrière. Celui-ci devrait disposer de prérogatives quasi illimitées, devenir, en fait, le « dictateur ouvrier ». L'organisation elle-même devrait être centralisée et hiérarchisée à l'extrême, soumise à la volonté souveraine d'un chef charismatique. Cette structure devrait permettre aux travailleurs de s'emparer de l'Etat. Lassalle oppose son parti à tous les autres, affirme que « face à la classe ouvrière, toutes les autres classes forment une seule *masse réactionnaire* ». En raison de l'opposition des classes, il exclut toute alliance avec la bourgeoisie libérale. Il engage des pourparlers secrets avec Bismarck en vue d'obtenir, en contrepartie de son soutien, le suffrage universel et des subventions aux coopératives ouvrières de production.

L'ensemble de ces attitudes forme un corps de doctrine du socialisme d'Etat, dont les concepts essentiels se sont imposés aussi bien aux partis de la IIe que de la IIIe Internationale. Ces concepts ont été présentés comme marxistes par le principal théoricien de la social-démocratie allemande, Karl Kautsky, puis par Lénine qui reprend à travers Kautsky la conception du parti de Lassalle en lui donnant un contenu révolutionnaire. Plus tard, nonobstant le retour à Marx de *L'Etat et la révolution*, Lénine revient à la conception lassallienne de l'Etat que Staline conduira à ses extrêmes conséquences.

Le socialisme d'Etat de Lassalle s'oppose au socialisme anti-étatique de Marx. Selon ce dernier, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, de leur auto-détermination et auto-organisation. Ce sont les actions revendicatives contre les empiétements quotidiens du capital qui permettent de passer à la lutte politique pour le socialisme. Quant à la théorie, elle est, pour Marx, le résultat de l'expérience vécue des travailleurs et ne peut leur être apportée toute prête de l'extérieur. Le rôle des intellectuels bourgeois est de la formuler et de l'expliciter, mais non de l'élaborer. Le parti de classe, que doit se donner le prolétariat, afin d'engager le combat pour le socialisme, doit être démocratique, quelles que soient les formes de son organisation, afin de préfigurer l'Etat de transition au socialisme. Il n'existe aucun modèle préétabli d'un parti de la classe ouvrière. Selon les circonstances, il peut être large ou étroit, de masses ou de cadres, multiple ou unique. La conquête du pouvoir politique, indispensable à la réalisation du socialisme et à l'abolition de la propriété privée des moyens de production, doit aboutir à la « constitution du prolétariat en classe dominante » et à la « conquête de la démocratie » (MPG). Tant qu'existent les classes et leur antagonisme, l'Etat qui est, à de rares exceptions près, l'expression des intérêts de la classe économiquement dominante, s'efforce de maintenir la lutte des classes dans les limites compatibles avec ses intérêts.

Le socialisme, mettant fin aux antagonismes de classe, l'Etat, instrument de domination d'une classe sur l'autre, perdrait son utilité. Ses fonctions répressives tendant à disparaître, ses fonctions gestionnaires passant aux associations libres et égales de producteurs, l'Etat « dépérit »

peu à peu, sans que soit proclamée son abolition le lendemain de la révolution, comme le préconisent les anarchistes.

La conception marxiste de l'Etat est, dans une certaine mesure, ambivalente, puisque le prolétariat, en s'emparant du pouvoir, abolit l'Etat bourgeois et crée son propre Etat. Il y exerce, pendant toute la période de transition au socialisme, les fonctions de la classe dominante sous forme de sa dictature révolutionnaire. Il crée ainsi les conditions objectives du « dépérissement » de son propre Etat et, partant, de l'Etat en général.

Occultée pendant une longue période, l'opposition fondamentale entre le lassallisme et le marxisme est encore peu connue et mal ressentie par les travailleurs. Pourtant la filiation entre le lassallisme et le stalinisme devient de plus en plus évidente, en ce qui concerne le culte de l'Etat et du chef infaillible, culte dont les travailleurs ont subi et subissent encore les effets.

• BIBLIOGRAPHIE. — F. LASSALLE, *Gesammelte Reden und Schriften*, éd. E. Bernstein, 12 vol., Berlin, 1919-1920; ID., *Ausgewählte Texte*, 1962, éd. T. Ramm; ID., *Eine Auswahl für unsere Zeit*, éd. H. Hirsch, 1983; *Correspondance Marx-Lassalle, 1848-1864*, PUF, 1977; MARX-ENGELS, *Œuvres*, t. 3, 4, 5, 6, 7, 8, Paris, ES, 1971-1981; ID., MEW, 6, 422 et s.; 19, 11 et s.; 22, 225 et s.; ID., *La social-démocratie allemande*, Paris, « 10/18, » 1975; S. BARON, *Die politische Theorie Ferdinand Lassalle's*, Leipzig, 1923; J. DROZ, *Histoire générale du socialisme*, t. 1, Paris, PUF, 1974; H. KELSEN, Marx oder Lassalle. Wandlungen in der politischen Theorie des Marxismus, in *Archiv für die Geschichte der Sozialistischen Arbeiterbewegung*, 11, 1925, rééd. Darmstadt, 1967; G. MAYER, *Lassalles Weg zum Sozialismus*, Berlin, 1925; S. MILLER, *Das Problem der Freiheit im Sozialismus. Freiheit, Staat und Revolution in der Programmatik der Sozialdemokratie von Lassalle bis zum Revisionismusstreit*, Francfort, 1964; H. MOMMSEN, Lassalle, in *Sowjetsystem und demokratische Gesellschaft*, Fribourg, t. III, 1969; S. NA'AMAN, *Lassalle*, Hanovre, 1971; T. RAMM, Marx und Lassalle, in *Marxismusstudien*, 3, 1960; P. A. STEINIGER et H. KLENNER, *Die Überwindung der Lassalleschen Staatsideologie...*, Berlin, 1955.

▶ CORRÉLATS. — Concurrence, Culte de la personnalité, Direction/Domination, Démocratie directe, Etatisme, Etat/Société civile, Etat soviétique, Fusion, Kautskysme, Parti, Pouvoir, Révisionnisme, Stalinisme.

V. F.

Légalisme

Al : *Legalismus*. — An : *Legalism*. — R : *Legalizm*.

On ne trouve aucune référence à la notion de légalisme dans les travaux des fondateurs du marxisme. Cette notion ne fait pas davantage partie du dispositif juridique bourgeois. Le terme « légalisme » n'est apparu que comme déformation de la notion de légalité. Celle-ci étant le respect de la loi, et plus généralement de la règle de droit, le légalisme peut être défini comme l'attachement scrupuleux et formaliste à la légalité. Et dans cette définition apparaît l'originalité du concept de légalisme : ce concept se situe au niveau de l'idéologie. Et c'est à ce niveau qu'il faut en chercher les connotations.

Le terme « légalisme » est en général utilisé de façon péjorative pour désigner l'attachement irrationnel et quelque peu aveugle au formalisme juridique. C'est ainsi que l'entend quelquefois le langage courant. Et l'on peut, en utilisant la problématique marxiste, désigner le légalisme comme une des illustrations de cette sacralisation du droit qui existe dans l'univers juridique bourgeois, où la règle constitue une valeur en soi, indépendam-

ment de son contenu. Ce phénomène de conscience qu'est le légalisme peut alors être appréhendé comme un phénomène de classe.

Mais compte tenu de l'évolution du capitalisme et de la place de plus en plus restreinte qu'y occupe le respect du droit, le concept de légalisme peut aussi se voir doter d'une connotation positive. Il peut désigner en effet le simple souci pour un peuple de faire fonctionner comme il convient la règle de droit qu'il s'est donnée, et qui constitue pour lui, d'une certaine façon, une garantie.

• BIBLIOGRAPHIE. — ENGELS, Préface de 1895 à LCF; R. RIAZANOV, *Marx et Engels*, Paris, Anthropos, 1967 (à propos de Lassalle, p. 126).

▶ CORRÉLATS. — Constitution, Droit, Lassallisme, Opportunisme.

F. et A. D.

Léninisme

Al : *Leninismus*. — An : *Leninism*. — R : *Leninizm*.

1 / La première définition synthétique et positive du terme, qui faisait seulement auparavant l'objet d'une acception péjorative (attestée dès 1903) de la part des adversaires de Lénine, a été proposée par Staline, en 1924, dans ses conférences à l'Université Sverdlov. « Le léninisme, écrivait-il, est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Plus exactement : le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat, en particulier » (Des principes du léninisme, apud *Les questions du léninisme*, t. I, ES, 1946, p. 10). Deux ans plus tard, reprenant sa définition, il l'opposait à celle que venait d'avancer Zinoviev, dans sa brochure *Le Léninisme* (1925) : « Le léninisme est le marxisme de l'époque des guerres impérialistes et de la révolution mondiale, *qui a commencé directement dans un pays où prédomine la paysannerie* » (*ibid.*, p. 117). Staline prenait prétexte de ce que Zinoviev lui-même avait souligné le dernier membre de phrase pour dresser contre lui un véritable procès d'intention, dont le but était de dénoncer l'interprétation du léninisme comme « application » du marxisme à la Russie, donc comme « produit du particularisme russe », et pour affirmer au contraire la portée internationale du léninisme, donc son caractère « obligatoire » pour tous les pays sans exception. Cet épisode est riche déjà de deux enseignements. Le premier consiste à écarter en effet une présentation réductrice, non du léninisme, mais du marxisme lui-même contre laquelle Lénine s'était élevé. Quant à *l'application* : « Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible; au contraire nous sommes persuadés qu'elle a seulement posé les pierres angulaires de la science que les socialistes doivent faire progresser dans toutes les directions s'ils ne veulent pas retarder sur la vie. Nous pensons que les socialistes russes *doivent* absolument développer *par eux-mêmes* la théorie de Marx, car celle-ci n'indique que des principes *directeurs* généraux qui s'appliquent dans chaque *cas particulier*, à l'Angleterre autrement qu'à la France, à la France autrement qu'à l'Allemagne, à l'Allemagne autrement qu'à la Russie » (*Notre Programme*, 1899; O., 4, 217-218; c'est Lénine qui souligne). Quant à la *spécificité*, le *Développement du capitalisme en Russie* avait fait la démonstration, face aux allégations populistes, que « notre sol [n'offrait] aucun caractère original » (O., 2, 534).

Le second enseignement tient au procédé de Staline qui, courbant à l'excès le bâton dans l'autre sens, fait du léninisme précisément ce que Lénine ne voulait pas faire du marxisme, « un schéma obligatoire pour tous de la philosophie de l'histoire » (o., I, 209); le même Lénine qui, en 1921, recommandait aux communistes non russes : « Il ne s'agit pas de copier notre tactique, mais de réfléchir vous-mêmes en quoi consistent sa particularité, ses conditions et ses résultats; d'appliquer chez vous non la lettre, mais l'esprit, le sens, les enseignements de l'expérience de 1917-1921 » (o., 32, 338). La conséquence d'un tel procédé n'est pas seulement l'invention, puis l'imposition, au mouvement ouvrier international du « modèle soviétique », mais bien la constitution, sous la caution du « léninisme », de la très officielle doctrine du « marxisme-léninisme », prête-nom, à son tour, de la vulgate stalinienne et de l'orthodoxie qu'elle met en place (les dictionnaires et lexiques traditionnels en fournissent la preuve : ils possèdent rarement une rubrique *Léninisme* et à celle de *Marxisme-léninisme* dressent la liste des apports successifs de Marx/Engels, Lénine et Staline; exemples : le Rosenthal-Ioudine, le Buhr-Kosing, le H. Gould...). Les effets de rétroaction critique en sont bien connus, de Staline remonter à Marx.

2 / Eu égard à semblable récupération, il ne paraît pas illégitime de voir dans le léninisme un ensemble de thèses correspondant au développement du marxisme dans le cadre d'une nouvelle période historique. Si Lénine en est l'incontestable éponyme, en tant, comme l'a si justement dit G. Lukács, que « le seul théoricien à la hauteur de Marx » (*Lénine*, Paris, EDI, 1965; première publication, 1924 : N.B.), il n'en est pas l'unique protagoniste; tous ceux qui, à un moment ou à un autre, et fût-ce de façon très inégale, se réclamèrent du *bolchevisme* — autre nom et plus adéquat du léninisme, en partagent avec lui, dont les vues n'étaient jamais figées, les grandes options. La constellation *léniniste* englobe entre autres, de la sorte, Plekhanov, Martov, Trotski, Gorki, Bogdanov, Lounatcharski, Preobrajenski, Boukharine, Staline, Zinoviev, Kamenev, les PC de la IIIe Internationale, soit tous ceux qui jouèrent un rôle dans l'activité révolutionnaire du premier quart de siècle; et peut-être au-delà : le léninisme ou la problématique du marxisme d'aujourd'hui ?

Toujours est-il que le concept central de la pensée de Lénine, s'il devait être assigné, serait certainement celui de la *pratique politique*, ainsi que Gramsci l'avait pressenti (*Il materialismo storico e la filosofia di Benedetto Croce*, Torino, 1966, p. 39; trad. ES, *Gr. ds le texte*, Paris, 1975, p. 193). Le même écrivait d'enthousiasme, dès juillet 1917 : *Ha potuto il suo pensiero convertirlo in forza operante nella storia* (sa pensée a pu se convertir en force efficace dans l'histoire, *Scritti giovanili*, Einaudi, 1958, p. 124).

Quant aux *thèses*, rangées sous des rubriques de pure commodité, elles seraient, schématiquement, les suivantes (pour chaque terme, voir *s.v.*) :

a) Théorie du mode de production : capitalisme et agriculture ou « question agraire » : rente foncière, types d'exploitation paysanne, agriculture industrielle, prolétarisation des paysans, marché intérieur, concurrence métropoles-colonies; l'impérialisme comme dernière étape du capitalisme : fusion entre capital bancaire et capital financier, nouveau partage du monde, monopolisme, marchés extérieurs, militarisme, socialisation accélérée des rapports de production; le mode de production socialiste/communiste, ses conditions et les premières structures de la nouvelle

société. Apparaissent comme essentiels les concepts de *transition* et d'*inégal développement*.

b) Théorie de la révolution : caractère central ici des concepts de *conjoncture* et d'*alliance*; thèses concernant le parti : avant-garde, classe et masses, le centralisme démocratique, l'esprit de parti, le danger bureaucratique, l'internationalisme prolétarien; les relations parti-syndicat; lutte politique et lutte économique; thèses sur les questions nationale et coloniale; la révolution permanente; le socialisme et la guerre.

c) Théorie de l'État : un concept domine et gouverne l'ensemble des analyses, celui de *dictature du prolétariat*; classe ouvrière et pouvoir; démocratie prolétarienne; les soviets; Etat de la transition et dépérissement de l'Etat; compétition économique entre les systèmes socialiste et capitaliste; le socialisme dans un seul pays.

d) Théorie des superstructures : la « philosophie marxiste » : concepts et catégories, les deux camps matérialiste et idéaliste, le *reflet*, matérialisme et dialectique; la lutte idéologique, contre le populisme, l'anarchisme, les opportunismes de droite et de gauche, contre le mécanisme; littérature et politique; thèses sur la révolution culturelle.

3 / La référence au léninisme, dans une partie du mouvement ouvrier, semble aujourd'hui remise en question. D'importants partis communistes, tels le français et l'espagnol, renoncent explicitement à la faire figurer dans leurs statuts. Pour certains théoriciens l'*eurocommunisme* devrait être, au moins pour les pays « occidentaux », substitué au léninisme, dont quelques thèses constitutives seraient à répudier, ainsi la dictature du prolétariat, ou l'internationalisme prolétarien, ou le centralisme démocratique. La question est ouverte et d'amples débats sont en cours. On se gardera toutefois des fétichismes théoriques, en se refusant à traiter le « léninisme », comme Lénine ne voulait pas que l'on traitât le « marxisme », en s'en tenant à la norme qui le définit, « analyse concrète d'une situation concrète ».

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / *Œuvres*, 55 vol. en russe, Moscou, 1958-1965; 47 vol. en trad. franç., Paris, depuis 1958; *2* / Recueils thématiques : *L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, L'internationalisme prolétarien, Ecrits sur la littérature et l'art, Culture et révolution culturelle*, etc. (Ed. du Progrès, Moscou); *3* / Les très nombreux recueils de souvenirs, ex. : *Lénine vu par ses contemporains* (Moscou); *4* / Les biographies d'orientations diverses : H. ARVON, *Lénine*, Paris, Seghers, 1970; J. BRUHAT, *Lénine*, Paris, Club du Livre, 1960; G. COGNIOT, *Présence de Lénine*, Paris, ES, 1970; L. FISCHER, *Lénine*, Paris, 1966; R. GARAUDY, *Lénine*, Paris, PUF, 1968; N. GOURFINKEL, *Lénine*, Paris, Minuit, 1959; L. TROTSKI, apud *Encyclopaedia Britannica*, 1930 (trad. franç., *La Critique sociale*, n° 3, oct. 1931, rééd. aux Ed. de la Différence, Paris, 1983); G. WALTER, *Lénine*, Paris, Julliard, 1950 (rééd. Marabout), etc.; *5* / On fera une place à part aux deux essais de H. LEFEBVRE, *La pensée de Lénine*, Paris, Bordas, 1957, et de G. LUKÁCS, cit. *supra*; *6* / Parmi les innombrables études : L. ALTHUSSER, *Lénine et la philosophie suivi de Marx et Lénine devant Hegel*, Paris, Maspero, 1975; G. BESSE, J. MILHAU, M. SIMON, *Lénine, la philosophie et la culture*, Paris, ES, 1970; I. DEUTSCHER, *L'enfance de Lénine*, Payot, 1971; Y. KRASSINE, *Lénine, la révolution et notre époque*, Moscou, 1971; G. LABICA, *Le marxisme d'aujourd'hui*, Paris, PUF, 1973; *Lenin teorico e dirigente rivoluzionario*, coll., numéro spécial de *Critica marxista*, Roma, 1970; *Lénine et la pratique scientifique*, coll., CERM, Paris, ES, 1974; M. LEWIN, *Le dernier combat de Lénine*, Paris, Minuit, 1978; A. PANNEKOEK, *Lenin als Philosoph*, Amsterdam, 1938 (trad. angl. de l'auteur, *Lenin as philosopher*, London, 1948); *7* / Les manuels de « marxisme-léninisme »; *8* / Les histoires de la Russie contemporaine, de la Révolution d'Octobre, du Parti bolchevique, de l'Internationale...

G. L.

Libéralisme

Al : *Liberalismus.* — An : *Liberalism.* — R : *Liberalizm.*

La notion de libéralisme appartient au vocabulaire politique bourgeois qui la définit, de façon abstraite, comme l'attachement à la liberté, et qui l'utilise à un double niveau. Au niveau individuel, le libéralisme serait l'attitude consistant à admettre les opinions des autres, même si on ne les partage pas, et leurs actions, même si on ne les approuve pas, tout en réclamant, pour soi, la même liberté. Au niveau collectif, le libéralisme caractériserait un type de régime politique fondé sur le pluralisme et l'existence, reconnue et garantie, de libertés publiques.

Le discours marxiste ne comporte pas de définition de ce terme, qu'il n'a pas à assumer historiquement, mais permet d'en faire l'analyse et la dénonciation selon le même mode de raisonnement, qui a permis à Marx et à Engels de situer, historiquement et politiquement, la démocratie libérale (voir notamment MPC). Le libéralisme doit être envisagé non comme une attitude abstraite, mais comme un comportement de classe. Individuellement, le libéralisme est une tolérance de nantis, qui s'arrête d'ailleurs souvent aux limites de la « vie privée ». Collectivement, le libéralisme n'a qu'une portée restreinte, dans la mesure où il consiste à défendre et à valoriser *certaines* libertés, celles dont la bourgeoisie a eu besoin historiquement pour construire un système correspondant à ses intérêts de classe.

Comme, d'ailleurs, le capitalisme réduit de plus en plus le champ des libertés, le terme « libéralisme » se vide de son contenu politique, et devient simplement idéologique. Il ne s'agit plus guère, pour la bourgeoisie, que d'une notion de combat, visant à disqualifier les régimes qui ne reposent pas sur la même articulation constitutionnelle que la démocratie bourgeoise.

▶ CORRÉLATS. — Collectivisme, Démocratie, Keynésianisme, Libertés.

A. et F. D.

Liberté / nécessité

Al : *Freiheit/Notwendigkeit.* — An : *Freedom/Necessity.* — R : *Svoboda/Neobhodimost'.*

Deux traditions s'opposent. La première attribue la nécessité à tout ce qui est naturel et réserve la liberté à l'activité humaine, en ce que la capacité de celle-ci de s'opposer à la nature, à sa nature, de la modifier, relève d'un ordre autre que naturel. Cette tradition (Erasme, Descartes) culmine chez Kant qui opère le partage entre ce qui est soumis dans le temps et l'espace aux déterminations causales, phénoménales, et ce qui est puissance de commencer, par sa propre initiative, une série d'actions qui ne relèvent que de la volonté morale (obéissance à la loi morale, réalisation dans le règne sensible de la nature, et en utilisant ses moyens, du règne intelligible de la liberté, lequel s'anticipe dans l'Etat de droit sans se confondre avec lui). L'autre tradition, issue du stoïcisme antique, refuse ce partage en deux ordres ou règnes de réalité : elle cherche à comprendre la sphère de l'action humaine à l'intérieur de la nature : « L'homme n'est pas un empire dans un empire. » Avec Spinoza, les matérialistes, et en un sens Hegel, elle critique la croyance au « libre arbitre », « hypothèse plus occulte que toute qualité occulte », elle essaie d'expliquer causalement cette croyance :

« Les hommes se croient libres pour la seule raison qu'ils sont conscients de leurs actions et ignorants des causes par lesquelles ils sont déterminés » (Spinoza, *Ethique II*, p. 7).

Pour Hegel, qui est au point de rencontre et de critique réciproque de ces deux traditions, la liberté est la nécessité comprise : non pas sentiment du pouvoir faire ou ne pas faire, mais action raisonnable rendue possible par la connexion interne de moments qui ne sont plus arrachés à leur totalité, mais compris dans leur sens, comme moments de réalisation de cette action dans la nature elle-même, moments de constitution de « l'empire de la liberté réalisée... monde de l'esprit produit comme seconde nature à partir de lui-même » (*Principes de la philosophie du droit*, § 4). Cette liberté se réalise dans les œuvres et institutions de l'esprit objectif, par le développement des passions et intérêts égoïstes, comme avènement d'une communauté (société civile et Etat) où la raison consciente prend la direction des puissances nécessitantes des passions, règle leur spontanéité comme volonté générale en laquelle se reconnaît la volonté de l'individu.

2 / Marx renouvelle profondément cette problématique.

a) Il critique comme mystification idéologique le présupposé d'individus, sujets abstraits d'une liberté d'indifférence ; il refuse toute fondation transcendantale du procès historique dans le principe théorique « humaniste » d'une volonté, pouvoir mystérieux d'inaugurer quelque chose, abstraction faite des conditions produites (critique de Stirner, IA, ES, 332; MEW, 3, 283).

b) Le procès historique, en effet, est nécessité, non pas au sens du déterminisme métaphysique, mais au sens dialectique : il est procès de production des conditions concrètes — naturelles et sociales —, qui dictent à chaque génération, comme « résultat matériel », « le rapport avec la nature et des individus entre eux », qui définit « ses propres conditions d'existence », circonscrivant l'espace d'action, les formes que la nouvelle génération pourra modifier (IA, 70; MEW, 3, 38). Tout en étant possibilité réelle d'une « activité radicalement différente », l'acte de modification propre à l'action humaine dépend des possibilités réelles produites par ces conditions déjà déterminées. Le procès historique est toujours d'abord nécessité, au sens du tissu du monde réel, irréductible comme toujours déjà donné à la pensée, à la volonté libre.

c) Mais cette nécessité est unité dialectique de la nécessité et de la possibilité : la nécessité, sous la forme du cycle de reproduction du capital qui est simultanément production de ses contradictions nécessaires et des conditions de possibilité de leur résolution tendancielle, nécessite la possibilité historique réelle d'une maîtrise théorique et pratique des formes devenues superflues de la condition. Elle nécessite le procès de libération.

d) Ce procès de libération ne saurait être libération de la forme générale de la condition, qui est la nécessité de la production des conditions de l'existence matérielle elle-même. Les possibilités que le mode de production capitaliste libère contradictoirement ne sont pas celles d'une fin de l'obligation de « la lutte contre la nature ». Pour tout mode de production, ce domaine de la nécessité s'impose. « En ce domaine, la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle, et accomplissent ces échanges en

dépensant le minimum de force et dans des conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine » (K., ES, III, 3, 198-199; MEW, 25, 827-828; en un même sens, AD, ES, 316; MEW, 20, 258). Cette maîtrise permet, par une réduction du temps de travail, d'enclencher « le passage à la liberté supérieure comme libre développement des hommes et de leurs capacités en tous les sens ». « Le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposées de l'extérieur; il se lève donc, par nature, au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite. » « C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, l'autre base, celle de la nécessité » (K., III, 3, 198-199; AD, ES, 319; MEW, 20, 261).

3 / Plus généralement, un homme, une société ne sont jamais libres en soi, absolument. Ils le sont relativement à une situation qu'ils ont la puissance de comprendre et modifier sur la base des conditions de possibilité de cette compréhension et modification, produites par la situation même. Engels a bien défini cette nouvelle problématique (proche de Spinoza) qui fait de la liberté, non un attribut métaphysique de l'essence humaine signifiant une imaginaire capacité de suspendre les lois de la nature et de la vie sociale, mais un degré de puissance, une capacité de (se) comprendre et de (se) modifier sur la base de conditions données, et dans ces conditions.

« La liberté de la volonté ne signifie pas autre chose que la faculté de décider en connaissance de cause. Donc plus le jugement d'un homme est libre sur des questions déterminées, plus grande est la nécessité qui détermine la teneur du jugement... La liberté consiste dans l'empire sur nous-mêmes et sur la nature extérieure, fondée sur la connaissance de réalités naturelles : elle est nécessairement un produit du développement historique » (AD, ES, 143; MEW, 20, 106; à rapprocher de AD, 316).

Contre toutes les attaques antimarxistes qui affirment l'incapacité du marxisme à penser la liberté, le marxisme donne les moyens d'expliquer les formes historiques et conditions dans lesquelles la liberté, comme fondement, comme droit de l'homme, comme série d'institutions (marché, Etat libéral), est devenue nécessité. Il donne les moyens de distinguer ce qui n'est qu'une forme idéologique (le libéralisme avec son individualisme théorique, son idéalisation juridique des rapports d'exploitation où « la liberté » signifie libération pour le MPC du « libre travailleur salarié », l'esclave moderne; K., I, 1, ES, 179; MEW, 23, 190) et ce qui est élément d'une liberté supérieure, en instance de réalisation. Car il y a une liberté supérieure, pour le « marxisme » : la même nécessité qui produit les conditions objectives écrasant l'individualité place ces mêmes individus « devant une tâche précise : remplacer la domination des conditions données et de la contingence sur les individus par la domination des individus sur la contingence et les conditions d'existence ». Elle produit la nécessité de la liberté elle-même, elle produit la nécessité de la prise de conscience par les producteurs de la possibilité concrète d'une autre organisation de la vie sociale, politique. La nécessité historique se manifeste alors en ce que la construction du processus révolutionnaire est libre; l'action révolutionnaire — raisonnable — est l'unité concrète de la nécessité et de la liberté (voir sur ce point Gramsci, *Quaderni*, 1488).

• BIBLIOGRAPHIE. — N. BADALONI, *Pour le communisme*, Paris, Mouton, 1976; E. BLOCH, *Le principe Espérance*, I, Paris, Gallimard, 1978; J. HABERMAS, *Connaissance et intérêt*, Paris, Gallimard, 1976; MONTSERRAT G. HUGUET, *El concepto de libertad en la obra de Marx*, Thèse, Univ. de Madrid, 1984; P. RICOEUR, article « Liberté », in *Encyclopaedia Universalis*, 1968; L. SÈVE, *Marxisme et théorie de la personnalité*, Paris, ES, 1968; ID., *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, 1980; E. WEIL, *Logique de la philosophie*, Paris, Vrin, 1955; ID., *Philosophie politique*, Paris, Vrin, 1956.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Antinomie, Autogestion, Autonomie, Besoins, Communisme, Critique, Déterminisme, Dialectique, Général/Particulier, Institution, Libéralisme, Libertés, Pratique, Réification, Spinozisme, Théorie.

A. T.

Libertés

Al : *Freiheiten*. — An : *Liberties*. — R : *Svobody*.

La liberté peut être définie, au niveau philosophique, comme « la faculté qu'a l'homme de se décider comme il lui convient » *(Littré)*. Et ce concept a fait l'objet, et depuis longtemps, d'une analyse approfondie dans la théorie marxiste, où la liberté est notamment opposée à la nécessité.

En passant du singulier au pluriel, le concept de liberté se spécifie de deux façons. D'une part, il devient une notion proprement juridique. D'autre part, et surtout, il est partie intégrante de l'univers juridique bourgeois. Cela apparaît d'abord dans le *contenu* donné aux libertés. Certaines correspondaient à l'origine aux intérêts de la bourgeoisie, d'autres — les plus nombreuses — lui ont été imposées par les luttes populaires. Les libertés peuvent être personnelles (libertés d'aller et de venir, sûreté personnelle), politiques (liberté de se réunir, de manifester, liberté d'opinion, des cultes...), économiques et sociales (droit de propriété, liberté du commerce et de l'industrie, droit de grève, droit syndical, droit au travail). Ensuite, la prise en considération des *destinataires* des libertés fait apparaître une discrimination entre ceux qui peuvent en bénéficier et ceux qui en sont privés, et surtout une distinction entre les libertés qui concernent l'individu et celles qui ne peuvent être que collectives, étant d'ailleurs indiqué que les libertés collectives (droit syndical, droit de grève) ne sont envisagées, dans la conception bourgeoise, que comme des additions de libertés individuelles. Enfin la *conception* même des libertés est révélatrice : elles sont censées exister dès lors qu'elles sont juridiquement prévues, sans que la possibilité matérielle de leur exercice se voit accorder une quelconque importance.

C'est tout cela que désigne et dénonce la conception marxiste à travers le vocable de *libertés formelles*. Mais ce vocable ne porte pas pour autant condamnation historique définitive de ces libertés. Qu'elles soient simplement formelles ne veut pas dire qu'elles doivent être rejetées, mais qu'elles doivent passer au stade réel. L'analyse marxiste le considère comme souhaitable et possible, les libertés étant un acquis historique que le *peuple* peut assumer en le détachant de son univers juridique d'origine. Et étant précisé que le terme liberté doit prendre en compte ce qui est *participation* au pouvoir, mais aussi, et à quelque stade que l'on soit du développement de la démocratie, ce qui peut être revendiqué *contre* le pouvoir.

▶ CORRÉLATS. — Liberté/Nécessité.

F. et A. D.

Libre-échange

Al : *Freihandel.* — An : *Free trade.* — R : *Svobodnaja torgovlja.*

Le libre-échange est l'état des relations économiques excluant toute entrave de nature institutionnelle au mouvement des marchandises et des capitaux. On lui donne encore le nom de Manchestérisme du nom de la ville où en 1838 Richard Cobden créa l'anti *corn law league* dont l'action devait aboutir en 1846 à l'abolition de la loi frappant l'entrée des blés étrangers d'une taxe douanière d'un montant inversement proportionnel au prix du blé. Si le libre-échange, en tant que doctrine, trouve son fondement dans la philosophie de l'ordre naturel dont se réclamaient les physiocrates et les classiques et qui s'incarnait dans la célèbre formule « laissez-faire, laissez-passer », il correspond, en tant que politique, aux intérêts de l'Angleterre industrielle, soucieuse de voir maintenir au plus bas le niveau des salaires largement dépendant à l'époque du prix du pain, et va à l'encontre des intérêts de l'Angleterre agrarienne. Le libre-échange sera remis en question par l'école historique allemande et en particulier F. List qui justifie la protection des industries dans l'enfance, réservant la totale liberté des échanges extérieurs au moment où les pays auront atteint des stades de développement analogues. Les économistes et les politiques contemporains des pays sous-développés reprennent cette argumentation.

Marx évoque très tôt la question du libre-échange. Du 16 au 18 septembre 1847, il participe à Bruxelles à un congrès d'économistes sur ce thème. Le texte de son intervention est aujourd'hui perdu mais Marx en reprendra les éléments en y ajoutant quelques considérations nouvelles dans son *Discours sur le libre-échange* prononcé le 9 janvier 1848 devant les membres de l'association démocratique. Il y critique à partir de positions prolétariennes le protectionnisme et le libre-échange qu'il aborde du point de vue de la pratique de l'histoire; ceci sera ultérieurement complété par Engels qui, en 1886, rédigera un long avant-propos pour l'édition américaine du discours dans lequel il fait l'historique du protectionnisme et du libre-échange qui, pratiqués tour à tour par l'Angleterre, lui assurèrent le monopole du commerce mondial dans les secteurs industriels les plus importants. Marx montre comment, dans une première étape, le protectionnisme facilite la formation du régime bourgeois en l'affermissant dans sa lutte contre la féodalité mais comment, ultérieurement, il entrave la circulation des capitaux et la croissance des forces productives à l'échelle mondiale. Mais, ce faisant, il aggrave les contradictions du capitalisme en approfondissant l'antagonisme entre ouvriers et capitalistes. Aussi Marx peut-il déclarer : « nous sommes pour le libre-échange parce que, avec son introduction, toutes les lois économiques avec leurs contradictions les plus frappantes agiront dans une sphère plus étendue, sur un plus vaste territoire, dans le monde entier, et parce que l'assemblage de toutes ces contradictions en un écheveau unique où elles se heurteront déclenchera une lutte qui aboutira à son tour à la libération du prolétariat » (cité in *Karl Marx, sa vie, son œuvre*, Moscou, Editions du Progrès, 1973, 139). Au total, on peut dire avec Lénine que la conclusion de l'analyse de Marx n'est autre chose que le libre développement du capital.

Dans *Le Capital*, Marx utilisera parfois le terme de libre-échange en un sens différent, avec une signification analogique, de liberté des contrats : c'est ainsi qu'il évoque (K., ES, 1, 1, 179; MEW, 23, 190) le libre-échangiste

vulgaire dont le raisonnement se situe tout entier dans la sphère de la circulation, à propos des relations entre le travailleur et le capitaliste acquéreur de la force de travail.

On sait par ailleurs qu'un des traits de l'impérialisme est l'achèvement du partage territorial du globe entre les grandes puissances : la liberté de décision des pays concernés est très limitée dans les colonies, les semi-colonies et les pays dépendants; toute une série de pratiques viennent en définitive instaurer entre les nations un néo-protectionnisme qui ne vise pas le développement mais perpétue le sous-développement. Les formes et les degrés de la dépendance — avec les relations asymétriques et tronquées qui en résultent — peuvent être variés. A ce jeu des relations qui s'établissent entre nations s'ajoute celui des firmes multinationales : prenant le marché mondial comme objectif, tendant à organiser les productions, les échanges et les ventes avec aussi peu que possible considération des frontières nationales, manipulant pour ce faire les prix de transfert, déplaçant les producteurs de leurs composants ou de produits finis d'un pays à l'autre, ces firmes viennent donner aux relations internationales une structure très différente de celle qu'impliqueraient le libre-échange des classiques ou le protectionnisme de List. Ceux-ci postulaient l'existence de nations, entités autonomes, or les théories contemporaines de la dépendance, du développement du sous-développement, de l'opposition du centre et de la périphérie, de la paupérisation à l'échelle mondiale mettent toutes l'accent sur le système mondial comme unité d'analyse. Par conséquent, que ce soit avec Baran, Franck, Amin, Palloix ou Emmanuel, on retrouve bien le concept d'économie mondiale forgé par Boukharine pour qui l'impérialisme combinerait d'une part une internationalisation (dont l'échange international est la forme la plus primitive et le trust, avec interpénétration du capital industriel et du capital bancaire, la forme la plus achevée), impliquant croissance intensive (grâce à des liens sans cesse plus étroits) et croissance extensive (par pénétration de pays antérieurement en dehors du système) du capital à l'échelle mondiale et, d'autre part, une nationalisation qui est tout à la fois centralisation du capital, émergence du capital financier et fusion du capital et de l'Etat. Il convient dès lors, en utilisant l'analyse marxiste des cycles du capital, et de sa reproduction, d'examiner le circuit du capital social et de ses différentes composantes : si le cycle du capital marchand s'est en effet déployé dès l'origine dans l'espace international, ce n'est qu'à une date plus récente qu'on a pris conscience qu'il pouvait en être de même pour le capital financier, appréhendé à travers l'investissement international, et pour le capital productif, à travers l'internationalisation des productions. Les conséquences de ce type d'analyse ont été bien mises en lumière par H. Radice : « D'un côté cela signifie que l'appropriation et la redistribution de la plus-value ne peuvent pas être comprises seulement en termes de circulation de marchandises (commerce), ni de circulation monétaire (flux financiers), ni de processus de production (division internationale du travail), l'accumulation du capital impliquant tout ceci. D'un autre côté, la « fonction » des relations impérialistes pour le capital d'un pays de capitalisme avancé doit être étudiée en termes de pertinence de l'économie nationale en tant que base pour la poursuite de l'accumulation et la reproduction des relations sociales capitalistes au sein de l'économie mondiale. Il y a un « capital excédentaire » ou « une plus-value qui ne peut être

réalisée » en relation avec l'accumulation du capital sur une base nationale et par conséquent le capital doit se reconstituer lui-même au niveau mondial, incorporant les ressources, le travail et les biens produits dans d'autres régions du monde sous sa direction, poussant plus loin le processus d'internationalisation ».

• BIBLIOGRAPHIE. — N. BOUKHARINE, *L'économie mondiale et l'impérialisme, esquisse économique*, Anthropos, 1967; C. PALLOIX, *Les firmes multinationales et le procès d'internationalisation*, Maspero, 1973; H. RADICE, *International firms and modern imperialism*, Penguin, 1975; R. SCHNERB, *Libre-échange et protectionnisme*, PUF, 1963.

▶ CORRÉLATS. — Capital, Circulation (procès de), Colonialisme, Développement/Sous-développement, Echange inégal, Impérialisme, Internationalisation, Marché.

G. C.

Ligne

Al : *Linie.* — An : *Trend (tendance), Party line.* — R : *Linija.*

Voir : Crises du marxisme, Déviation, Gauchisme, Opportunisme.

Liquidateurs

Al : *Liquidatoren.* — An : *Liquidators.* — R : *Likvidatory.*

Parmi les mencheviks, les « liquidateurs » sont accusés de liquider le parti révolutionnaire. Pour l'historiographie soviétique, le terme désignera tous les mencheviks, liquidateurs « déclarés » ou liquidateurs « camouflés ».

Fin 1906, le repli de la révolution suscite chez les révolutionnaires découragement et divisions. Au sein du menchevisme, les « légalistes », avec Potressov, Tchérévanine, Lévitski et Larine, expliquent l'échec par l'impuissance des libéraux bourgeois à développer le mouvement contre l'autocratie insuffisamment soutenus par la social-démocratie. Pour Axelrod, « l'élan de l'histoire pousse ouvriers et révolutionnaires avec beaucoup plus de force vers le révolutionnarisme bourgeois ». Pour Potressov, un nouveau parti est à édifier, un parti d'ouvriers utilisant toutes les possibilités d'action légale, imitant les méthodes occidentales, pour gagner avec la bourgeoisie libérale des conquêtes parlementaires. Les légalistes exigent la rupture avec les groupes clandestins et deviennent ainsi des « liquidateurs ».

De nombreux mencheviks n'adoptent pas ces thèses. Fin 1908, Plekhanov rompt avec Potressov, puis avec les autres mencheviks et fonde le groupe des « mencheviks du parti ». La majorité, surtout dans l'émigration, avec Martov, Dan et Martynov, propose la tenue de conférences réunissant tous les courants de la social-démocratie, toutes les organisations légales ou illégales. De son côté, Trotski fonde à Vienne, en octobre 1908, le groupe de la *Pravda*; se proclamant « hors des fractions », il demande un parti de tous les sociaux-démocrates, des liquidateurs aux bolcheviks, et reçoit l'appui des « conciliateurs » ou « bolcheviks du parti », Doubrovinski, Rykov, Noguine et Sokolnikov. Quant à Lénine et ses amis, ils pensent qu'il est grand temps d'épurer le parti de tous ses éléments révisionnistes, qu'il s'agisse des liquidateurs déclarés ou des conciliateurs accusés de perpétuer la confusion.

La Conférence de Paris du journal bolchevique *Proletari* aboutit à

l'exclusion des otzovistes. Cela permet aux bolcheviks de manifester une plus grande orthodoxie marxiste et de former un bloc avec les « mencheviks du parti » (juin 1909). Cependant, l'Assemblée plénière du CC du POSDR à Paris (janvier 1910) se traduit par un succès de l'offensive conciliatrice menée sous la houlette de Trotski. Les divisions persistent néanmoins et chaque courant publie sa propre presse. Les bolcheviks avec les « mencheviks du parti » fondent la *Rabočaja gazeta* (illégale) et *Zvezda* (légale) et les liquidateurs créent *Naša Zarja*. Ces derniers lancent en 1911 une campagne de pétitions auprès de la Douma pour la liberté de coalition qui avortera rapidement.

Soucieux, dans le contexte du renouveau des luttes ouvrières, de développer un parti indépendant des mencheviks, les bolcheviks préparent la scission. En janvier 1912, ils réunissent à Prague une Conférence avec les seuls « mencheviks du parti ». Elle décide d'abord l'exclusion des liquidateurs avérés de la *Naša Zarja* et du *Délo Jizni*, puis, après avoir préconisé l'implantation de « noyaux sociaux-démocrates illégaux entourés d'un réseau aussi étendu que possible de sociétés ouvrières légales », rompt avec la *Pravda* de Trotski et tous les « liquidateurs camouflés ». C'est la scission définitive au sein de la social-démocratie russe avec l'émergence d'un parti bolchevique (POSDR*(b)*) dont le quotidien sera une nouvelle *Pravda* (5 mai 1912) à laquelle Plekhanov collabore un temps. Toujours sous la conduite de Trotski, les adversaires de Lénine répondent par la constitution à Vienne du « Bloc d'Août » dont l'existence sera éphémère.

En 1914, les légalistes de la *Naša Zarja* seront « auto-défensistes » et rejoindront l'Union sacrée. Après février, avec Potressov et son journal *Den'*, ils se situeront à la droite du menchevisme.

Dans l'histoire russe, les liquidateurs, malgré leurs dénégations, paraissent un nouvel avatar, après les « marxistes légaux » et les « économistes », de cette tendance d'une partie de la social-démocratie à œuvrer pour l'avènement de la société bourgeoise. Comme l'écrit Karl Korsch, en Russie « le marxisme fut le travestissement idéologique qu'utilisa la classe montante ».

• BIBLIOGRAPHIE. — A. E. BADAEV, *Les bolcheviks au Parlement tsariste*, Paris, Bureau d'Editions, 1932; M. FERRO, *La Révolution de 1917*, 2 vol., Paris, Aubier, 1967 et 1976; G. HAUPT, article « Menchevisme » de l'*Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1975; Les mencheviks, in *Le Contrat social*, n° 2-3, 1968; *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, Moscou, 1960; *The Mensheviks in the Russian Revolution*, edited by A. ASCHER, London, Thames & Hudson, 1976; O. PIATNITSKY, *Souvenirs d'un bolchevik, 1896-1917*, Paris, BE, 1931; L. SCHAPIRO, *De Lénine à Staline. Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, Paris, Gallimard, 1967.

▸ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Cadets, Douma, Menchevisme, Otzovisme, Révisionnisme.

J.-M. G.

Littérature

Al : *Literatur*. — An : *Literature*. — R : *Literatura*.

I / Marx et Engels ne se sont pas préoccupés de conceptualiser la notion de littérature en l'intégrant dans le système des catégories du matérialisme historique; ils n'ont évidemment pas élaboré une théorie du tout social afin de fournir une compréhension plus juste de la littérature pour

la littérature en soi; mais les acceptions possibles du terme littérature dans les écrits de Marx et d'Engels, à savoir : littérature au sens institutionnel; littérature comme corpus de textes reconnus comme littéraires dans une formation sociale donnée; littérature comme forme idéologique, visent à situer l'instance littéraire dans le jeu des luttes de classes et à s'interroger sur la fonction de la littérature pour les systèmes de pouvoir politique.

L'ensemble des textes de Marx et d'Engels font apparaître, soumis à une approche descriptive, une série de thèmes théoriques que l'on peut résumer comme suit :

a) Une réflexion esthétique, constituée d'éléments empruntés au système hégélien : infériorité de l'art par rapport à la pensée, interprétation historique des formes artistiques (le roman comme épopée bourgeoise), forme comme cohérence du contenu. C'est ce cadre hégélien « remis sur ses pieds » qui sert de référence à la recherche esthétique littéraire soviétique (Soutchov, Ziss, Khraptchenko).

b) Des jugements dubitatifs sur le statut de la littérature et sur la légitimité du littéraire. En dénaturalisant l'instance institutionnelle de production et de consommation de la littérature, Marx et Engels ouvrent la voie à une recherche pragmatique sur les codes symboliques et sur le rôle des intellectuels/producteurs de textes dans la société. De ces positions programmatiques de départ on peut trouver des échos dans les travaux de Gramsci et de Bourdieu.

c) Des hypothèses heuristiques pour construire une histoire de la littérature, laquelle ne serait plus l'histoire des œuvres, mais celle d'un rapport au social. Cette problématique d'articulation/excentration du littéraire au tout social se constituera lentement par les efforts de Plekhanov, de Labriola, de Mehring et de Lafargue en sociologie de la littérature.

d) Des prises de position qui autorisent la création de pratiques littéraires différentes, articulées sur le combat de la classe ouvrière, dans le champ institutionnel littéraire régi par la classe dominante. L'exemple le plus pertinent de cette manifestation est celui du réalisme socialiste que l'on se gardera de confondre avec sa déviance bureaucratique : le jdanovisme. On rappelle que celle-ci ne fut possible qu'au prix d'une interprétation étroite du concept léniniste de « littérature de parti », lequel visait à établir un consensus politique pour les intellectuels écrivant dans la presse communiste et non à réglementer la création littéraire.

e) Des indications pour cerner les effets idéologiques produits par l'œuvre littéraire. Ce dispositif de lecture idéologique du texte littéraire sera originellement et massivement mis en place au niveau du seul contenu, puis viendront la coupure/théorisation Eisenstein/Brecht et la possibilité de traquer l'idéologie en sa réalité formelle.

II / Failles dans les textes de Marx et d'Engels ou méconnaissance des exégètes, quoi qu'il en soit, la construction marxiste laisse des vides théoriques. On signale ci-dessous trois déphasages opérés à partir des postulats de Marx et d'Engels, ceux de Bogdanov, de Garaudy et d'Adorno.

a) Malgré le rôle important joué par la culture et l'écriture de Marx et Engels (rôle des métaphores littéraires, des citations classiques), leur attitude envers les œuvres du passé ne permet aucune conceptualisation.

Il faut l'apport de Lénine avec la théorie de « l'héritage critique » pour voir clair en la matière; mais, à travers la question non résolue de l'héritage des classiques chez Marx, s'engouffre également la problématique prolétarienne de la table rase, développée par Bogdanov.

b) Dans le même registre d'idées celui de la pérennité des chefs-d'œuvre, question à ne pas poser, partant d'une position matérialiste conséquente, mais qu'accrédite l'hellénisme de Marx, des philosophes comme Fischer ou Garaudy argumentent pour un retour à une métaphysique de la création (« l'œuvre artistique comme projection dans l'avenir du possible humain »).

c) De la spécificité affirmée par Marx et Engels de l'activité artistique en général, certains tireront l'idée que la pratique littéraire est la seule réponse possible à l'univers d'aliénation/réification de la société capitaliste et qu'elle augure de la libération possible ou non esthético-ludique de l'humanité. Sur ce terrain mouvant de conjonction entre le marxisme et la psychanalyse se rencontrent et se recoupent des argumentations comme celles d'Adorno, des freudo-marxistes et des surréalistes.

III / *Théorie du reflet esthétique (statut du réel dans le texte).* — Pour repérer les signes de l'extériorité sociale dans le tissu textuel, le travail de lecture marxiste use du concept de pratique spécifique. On rappelle, pour mémoire, que l'on entend par là que le texte est un processus/procès de transformation où s'articulent, selon des modalités particulières, trois éléments que l'on explicite comme suit : 1) idéologies pratiques et théoriques, matière première déterminée d'une conjoncture donnée; 2) travail spécifique productif, tributaire des codes d'écriture. Pratique artistique proprement dite. Tout dysfonctionnement de cet élément est interprété par les habitudes scolaires et institutionnelles de lecture/écriture comme « effets esthético-ludiques »; 3) produit fini, valorisé par les grilles de lecture dominante occultant souvent les éléments 1) et 2) ou les rejetant, le 1) dans l'anecdotique et le biographique ou les subsumant, le 2) par la catégorie de style.

Elle est diversement commentée par les tendances divergentes de la critique littéraire marxiste. Pour certains (Plekhanov et critiques esthético-réalistes-socialistes soviétiques), et l'on conserve les chiffres 1, 2, 3 pour des facilités d'exposition, il est évident que 3 n'est que la mise en forme de 1, et 2 pure technique ou signifiant transparent de 1. Dans ce cas, la littérature est sensée dire ou non la vérité sur le réel matériel, événementiel et l'on mesure la fidélité de la mimésis avec le degré de conformité des descriptions recensées par le matérialisme historique avec, pour conséquence, le privilège accordé à l'écriture réaliste (Balzac + romantisme social façon Gorki) et dénégation/refoulement des avant-gardes littéraires comme du naturalisme à la Flaubert (absence de typique : union du général et du particulier). La meilleure conceptualisation de cette procédure normative demeure sans conteste Lukács.

Une autre orientation, dite hégélo-marxiste, porte l'accusation de sociologisme vulgaire à l'encontre de la critique marxiste que l'on vient d'examiner et prend en charge la spécificité de la littérature/texte/processus. De ce fait, la triade conceptuelle 1, 2, 3 devient :

1. Extériorité sociale, déjà pensée ou écrite, conscience possible d'une classe sociale, ensemble de sociolectes...

2. Mise en cohérence plutôt que mise en forme; 2 exprime au lieu de refléter, il structure ou médiatise 1.
3. Vision du monde, système connatif, ensemble d'idéolectes...

La théorie du reflet expressif, c'est l'épine dorsale de cette méthodologie de lecture. Les essais de Goldmann et de Lukács illustrent avec pertinence cette seconde tendance de la critique marxiste.

La troisième et dernière voie marxiste d'investigation littéraire, fortement influencée par Louis Althusser, définit les généralités 1, 2, 3 de la manière suivante :

1) Contradictions idéologiques;
2) Travail scriptural de la production d'effets idéologiques, référé aux Institutions scolaires et littéraires, travail de redistribution et de mise en scène;
3) Effets idéologiques irréductibles aux contradictions de départ de telle sorte que, si 2 produit 3, il n'y a pas de rapport expressif entre 1 et 3, mais décalage et temporalité propre, même si 3 apparaît comme une solution imaginaire aux contradictions initiales. Aucune homologie possible entre 1 et 3, par contre, 3 fait retour sur 1.

L'application/concrétisation la plus convaincante d'une telle démarche se trouve sans conteste chez P. Macherey ou R. Balibar. On remarque également que l'accent accordé à la matérialité du texte littéraire suppose des convergences possibles entre marxisme et recherches sémio-linguistiques, articulation tentée jadis par Marr et Polivanov. Le décalage entre les instances, déjà à l'œuvre chez Lénine lisant Tolstoï, ne résout pas la difficulté de cerner en quel lieu textuel repérer les traces de l'extériorité sociale. Au-delà du sémantique (travaux de Pierre Barbéris), tout fait problème et s'offre comme obstacle principal à ce qui se constitue aujourd'hui sous le vocable de socio-critique (C. Duchet).

• BIBLIOGRAPHIE. — P. ARON, *Les écrivains belges et le socialisme*, Bruxelles, Ed. Labor, 1985; R. BALIBAR, *Les Français fictifs*, Paris, Hachette, 1974; DELFAU/ROCHE, *Histoire/Littérature*, Paris, Seuil, 1977; P. DEMETZ, *Marx, Engels and the poets, origins of marxist literary criticism*, The University of Chicago Press, 1967; J. DUBOIS, *L'institution de la littérature*, Bruxelles, Labor, 1978; JDANOV, *Sur la littérature, la philosophie et la musique*, Paris, Ed. Béthune, 1972; LÉNINE, *Ecrits sur l'art et la littérature*, Moscou, 1969; *Littérature et idéologies*, Colloque de Cluny II, Paris, *La Nouvelle Critique*, 1970; A. LOUNATCHARSKI, *Les destinées de la littérature russe*, Paris, EFR, 1980; LUKÁCS, *K. Marx und F. Engels als Literaturhistoriker*, Berlin, Aufbauverlag, 1947; P. MACHEREY, *Pour une théorie de la production littéraire*, Paris, Maspero, 1966; *Marx, Staline, Polivanov : les maîtres de la langue*, Paris, Maspero, 1977; MARX : trois textes dépassent par leur ampleur la dimension référentielle allusive au phénomène esthético-littéraire au sens large. Ce sont : *1 / Introduction* de 1857 *(Grundrisse)*. Marx y traite de la permanence de l'art grec dans la société moderne; *2 / La Sainte Famille*, Paris, ES : Marx critique le roman de SUE, *Les mystères de Paris*; *3 /* Correspondance Marx/Lassalle à propos de la pièce de ce dernier *Franz von Sickingen*. Certains y voient les linéaments de la théorie du héros positif, concept clé du réalisme socialiste. Pour Engels, on se reportera principalement aux lettres à Miss Harkness où celui-ci étudie le phénomène de l'engagement en littérature et cerne la notion de type, repris par la suite dans la problématique réaliste-socialiste, aux lettres à Heinz Starkenburg et à Carl Schmidt; MARX/ENGELS, *Sur la littérature et l'art*, textes choisis, Paris, ES, 1954; *Marx, Engels, Lafargue, Staline : Marxisme et linguistique*, Paris, Payot, 1977; B. MEILAKH, *Lénine et les problèmes de la littérature russe*, Paris, ES, 1956; J.-M. PALMIER, *Lénine, l'art et la révolution*, Paris, Payot, 1975; C. PREVOST, *Littérature, politique, idéologie*, Paris, ES, 1973; R. ROBIN, *Histoire et linguistique*,

Paris, A. Colin, 1973; J.-M. ROSIER, *Marxisme et littérature*, Bruxelles, Fondation J. Jacquemotte, 1979; *Socio-critique*, ouvr. coll., Paris, Nathan, 1979; B. SOUTCHOV, *Les destinées historiques du réalisme*, Moscou, Ed. du Progrès, 1971; F. VERNIER, *L'écriture et les textes*, Paris, ES, 1974; revues : voir *Action poétique*, *La Nouvelle Critique*, *Tel Quel*.

▶ CORRÉLATS. — Esthétique, Freudo-marxisme, Futurisme, Héritage culturel, Langue/Linguistique, Proletkult, Superstructure, Toltoïsme.

J.-M. R.

Logique

Al : *Logik*. — An : *Logic*. — R : *Logika*.

« By mere accident, j'avais refeuilleté la *Logique* de Hegel. Si jamais j'ai un jour de nouveau le temps pour ce genre de travail, j'aurais grande envie... de rendre accessible aux hommes de bon sens le fond rationnel de la méthode que Hegel a découverte, mais en même temps mystifiée » (Lettre de Marx à Engels, 14 janvier 1858, *Lettres sur le Capital*, ES, 83). On connaît le devenir théorique de cette intention, *i.e.* une absence que Lénine met à jour : « Si Marx n'a pas laissé de Logique (avec un grand L), il nous a laissé la logique du *Capital*... Dans *Le Capital* sont appliquées à une science la logique, la dialectique et la théorie de la connaissance (il n'est pas besoin de trois mots : c'est la même chose) d'un matérialisme qui a pris tout ce qu'il y a de précieux chez Hegel et qui l'a fait avancer » (O., 38, 304). En ce raccourci décisif, Lénine définit le mode marxien de traitement de la logique (son « application »), et singulièrement de la logique hégélienne (son rapport à la logique hégélienne). Il circonscrit la tâche théorique qui sera proprement l'objet du marxisme ultérieur — et qui consiste à combler le manque d'un statut dialectique-matérialiste de la logique. De façon plus nettement programmatique, Lénine désigne les champs précis que la dialectique doit investir : « Une histoire de la pensée du point de vue du développement et de l'application des concepts et catégories généraux de la logique, voilà ce qu'il faut (*ibid.*, 167) ou encore : « Continuer l'œuvre de Hegel et de Marx doit consister dans le traitement dialectique de l'histoire de la pensée humaine, de la science et des techniques » (138).

Qu'est-ce que cette logique appliquée ou quel est le statut de la pratique de la logique chez Marx ? Lénine en retrace rapidement le schéma : « Le point de départ est l'être le plus simple, le plus ordinaire, le plus immédiat : telle ou telle marchandise (le *Sein* en économie politique). L'analyse de cette marchandise comme rapport social. Analyse double : déductive et inductive-logique et historique (les formes de la valeur) » (304-305). Si le traitement critique de l'économie politique doit d'abord passer par l'élucidation des conditions de possibilité du capital, *i.e.* par le mode logique, il n'en reste pas moins que celui-ci n'est en fait que le mode historique dépouillé seulement de la forme historique et des hasards perturbateurs (Engels, présentation de la « Contribution », in *Das Volk*, 20 août 1889). C'est que le développement logique, quand bien même serait-il méthodologiquement premier, « n'a nul besoin de se maintenir dans le domaine de l'abstraction pure ? Au contraire, il a besoin de l'illustration historique, du contact continuel avec la réalité » *(ibid.)*. On ne trouvera donc pas chez Marx de traitement purement logique des catégories de l'économie politique puisque l'induction vient redoubler la déduction et la « pratique »

vient conforter l'analyse (cf. Lénine, o., 38, 305). C'est en ce point que les programmes d'Engels et de Lénine voient le jour : le manque que représente l'absence de Logique (avec un grand L) doit trouver de quoi être comblé. Si le traitement marxien de la société bourgeoise représente un modèle et un « cas particulier de la dialectique » (345), alors c'est « la méthode d'exposition de la dialectique en général » *(ibid.)* qui peut être ébauchée. Marx désigne dans sa pratique de la dialectique le lieu où peut surgir une théorie systématique de la dialectique, une logique dialectique. Aux catégories les plus générales de la pensée et à leur théorie, *i.e.* à la logique, il faut faire subir le même traitement qu'aux catégories spécifiées de l'économie politique, les déduire d'abord en partant des plus simples, des plus fondamentales. La tâche préalable s'énonce ainsi : « La pensée dialectique... a pour condition l'étude de la nature des concepts eux-mêmes » (Engels, DN, ES, 225; MEW, 20, 491). S'il doit y avoir une spécificité de la logique dialectique, celle-ci a d'abord à rendre compte de la logique, à la penser et à la résoudre.

A cet égard, l'histoire de la logique est instructive et sa lecture nécessaire (cf. DN, ES, 243; 20, 506) en ce qu'elle révèle, chez Aristote et Hegel, la présence de catégories fluides (*ibid.*, 204, 230; 20, 475, 495) et l'opposition en mouvement progressif des déterminations simples de la pensée. Lire *La Science de la Logique* — comme le font de façon très attentive Engels et Lénine — c'est d'abord suivre textuellement le dépassement de la vieille logique formelle : à la simple coordination/juxtaposition des formes du mouvement de la pensée, Hegel substitue la transition, le lien intime et nécessaire. Le mérite incommensurable de Hegel est d'avoir « génialement deviné... la dialectique des choses dans la dialectique des concepts » (Lénine, o., 38, 186); « Hegel a effectivement démontré que les formes et les lois logiques ne sont pas une enveloppe vide, mais le reflet du monde objectif. Plus exactement, il ne l'a pas démontré mais génialement trouvé » (170). Hegel travaillait au dépassement des pures formes extérieures *(äussere Formen)* et son apport décisif tient en l'exigence de *gehaltsvolle Formen*, de formes pleines de contenu, indissolublement liées au contenu réel (90).

Seulement, et malgré ces promesses, la critique feuerbachienne avait déjà démontré que, dès ses prémices, la Logique se heurte à l'entendement et à l'intuition sensible et que seul l'être pourvu de détermination est être ou que tout être est un être déterminé : « L'être sensible dément l'être logique » (Feuerbach, Critique de la philosophie de Hegel, in *Manifestes philosophiques*, PUF, 1960, p. 33). L'être hégélien, point de départ de la logique, est « l'immédiat, l'indéterminé, l'égal à soi-même, l'indifférencié » *(ibid.)*. C'est pourquoi la Logique hégélienne est cette clôture sur soi où la pensée se pense elle-même, où la pensée est sujet sans prédicat, ou plus exactement sujet et prédicat (cf. *Thèses provisoires pour la réforme de la philosophie*, *ibid.*, p. 120).

La tâche est désormais clarifiée et, au centre des préoccupations d'Engels, puis de Lénine, on trouvera la notion de « déduction ». La logique ne peut plus être comprise comme la science des pures lois de la pensée mais ces lois doivent être déduites de la sphère du réel, la nature et l'histoire (cf. DN, p. 69; MEW, 20, 348), la logique et la théorie de la connaissance doivent être déduites de la totalité du réel, *i.e.* du développement de toute la vie de la nature et de la pensée (Lénine, o., 38,

86 et 90). La logique qui se donnait comme intemporelle est redevable d'une histoire et ne se comprend que dans son rapport à l'histoire. Pour que les figures logiques aient pu acquérir un statut axiomatique, il a fallu que « l'activité pratique de l'homme (amène) la conscience humaine à répéter des milliards de fois les différentes figures logiques » (Lénine, o., 38, 181; cf. également 205). Il faut donc comprendre que la pratique humaine itérative s'affermit dans la conscience par les catégories logiques les plus générales et que celles-ci sont autant de « points nodaux de la connaissance » (91). La distance que prend progressivement la conscience humaine par rapport à la nature se mesure à l'aune des catégories : c'est là le procès même de connaissance. La connaissance est « le *processus* de submersion de l'intelligence dans la nature inorganique pour la subordonner au pouvoir du sujet et la généraliser (connaissance de l'universel dans les phénomènes de cette nature) » (184-185). Le projet théorique du marxisme ultérieur consiste dès lors à enter sur le postulat matérialiste de l'accord de l'être et de la pensée l'affirmation de l'unité générale de la dialectique, de la logique et de la gnoséologie. Il faut tenir, d'une part, que la dialectique est la théorie de la connaissance du marxisme, d'autre part, qu'il y a coïncidence, unité de la logique et de la gnoséologie :

1 / Coïncidence de la logique et de la gnoséologie. Dès la formation la plus simple de concepts — dans le jugement ou le syllogisme par exemple — il y a « prise de connaissance par l'homme de la *liaison objective* de plus en plus profonde de l'univers » (169). Produire la genèse de la connaissance ou retracer la naissance et le développement des catégories logiques, c'est tout un. La loi du développement doit pouvoir s'appliquer aux concepts et catégories, faute de quoi il y aurait écart et inadéquation de la pensée à l'être. A la dialectique des concepts correspond une dialectique de la connaissance possédant une signification objective.

2 / La logique — la logique dialectique — comme théorie de la connaissance (cf. le titre d'une des liasses de la DN, p. 223; MEW, 20, 490). La dialectique est expressément appelée une logique procédant par déduction des formes du mouvement de la pensée et développant les formes supérieures à partir des formes inférieures (*ibid.*, p. 225; 20, 491). La dialectique est promue au rang d'outil par excellence de la connaissance du réel. Ainsi Engels voit-il dans la classification hégélienne des jugements l'opérateur grâce auquel on peut comprendre les lois du mouvement tel qu'il se présente en sa multiplicité naturelle. L'adéquation de la pensée à l'être s'autorise alors d'un contenu concret et expérimental, d'une base empirique; elle devient très précisément adéquation entre les lois de la pensée et les lois de la nature, entre dialectique subjective et dialectique objective. A travers l'unicité et l'universalité de son champ d'application, la dialectique devient logique, elle est « la science des lois les plus universelles de *tout* mouvement » (DN, p. 263; 20, 521), *i.e.* elle s'ouvre la voie à la systématicité.

En ses prétentions architectoniques, la logique comme « pure théorie de la pensée » (DN, p. 211; 20, 480) est invalidée. Elle devient activité résiduelle, portion congrue réservée à la philosophie dès lors que la dialectique a investi de façon exhaustive le terrain du réel. Pour autant, le couple dialectique/logique ne laisse pas d'être problématique à en suivre les dernières implications chez Engels. A la philosophie, il resterait « la doctrine de la pensée pure et de ses lois, la logique formelle et la

dialectique » (AD, ES, p. 54; MEW, 20, 21) ou encore : « Il ne reste plus à la philosophie... que le domaine de la pensée pure, dans la mesure où celui-ci subsiste encore, à savoir la doctrine des lois du processus même de la pensée, *i.e.* la logique et la dialectique » (LF, in *Et. philo.*, ES, p. 59; MEW, 21, 306). Dans les deux cas, c'est la coordination ou la simple juxtaposition qui fait problème. L. Althusser a souligné la difficulté qu'il y avait de penser ensemble logique, dialectique et philosophie : « Faire des lois de la pensée pure l'objet de la philosophie est de l'idéalisme; quant à la logique, elle est une science » (*Lénine et la philosophie*, Maspero, p. 47-48). En ce sens, la constitution d'une logique dialectique relève de la fiction ou de l'*inscription* de la dialectique dans la nature sous forme de lois symbolisables. Il faudrait suspecter une logique dialectique se muant à travers ses propres catégories, abstraction spéculative qui retrouverait le primat hégélien de l'être logique, *i.e.* la dialectique idéaliste a prioriste. Soupçon que vient redoubler le traitement marxiste de la dialectique hégélienne et singulièrement dans le mode d'utilisation de la contradiction. Spécifier une logique comme dialectique serait renoncer au principe de l'identité des contraires, opérateur théorique qui permet à Hegel de pratiquer tous les coups de force spéculatifs, tautologie métaphysique par où s'infiltre l'idéalisme. Cette essentielle ambiguïté de l'identité, Lénine l'aperçoit bien qui en départage strictement le mode d'emploi : « Multiforme et universelle souplesse des concepts qui va jusqu'à l'identité des contraires. Cette souplesse appliquée subjectivement = éclectisme et sophistique. Appliquée objectivement, *i.e.* reflétant le processus matériel dans tous ses aspects et dans son unité, c'est la dialectique, c'est le juste reflet du développement éternel du monde » (O., 38, 108). Dès lors la spécificité de la dialectique marxiste est à chercher dans le renversement matérialiste de son statut et dans la nouveauté des champs qu'elle traverse, dans la transformation opérative des catégories hégéliennes. A une dialectique dont la prétention consisterait à s'ériger en systématique — renouant avec ce qu'elle avait dénoué —, il faut objecter qu'elle a d'abord et plus radicalement à être une dialectique matérialiste expérimentale qui recherche la logique spécifique de l'objet spécifique, à se faire ainsi une épistémologie se nourrissant de l'ouverture de nouveaux champs de la connaissance. Ce qui serait proprement produire la logique dialectique et en mesurer la validité. Cette épistémologie dialectique doit être essentiellement heuristique et récuser tout dogmatisme du dehors, le modèle analogique qui fonderait l'universalité d'un modèle d'intellection dialectique (dans l'histoire *et* dans la nature). Si les exigences qui surgissent de la prospection scientifique des objets ne sont pas dialectiques — si la dialectique n'est pas une exigence de l'objet — la rigueur impose de faire seulement de cette épistémologie l'espace où se trouve élucidée la liaison entre les actes constitutifs de la connaissance objective et la spécificité irréfragable de ses objets.

• BIBLIOGRAPHIE. — HEGEL, *Science de la logique*, Paris, Aubier; LÉNINE, *Matérialisme et empiriocriticisme*, O., 14; MAO TSÉ-TOUNG, De la contradiction, in *Quatre essais philosophiques*, Pékin, 1967; R. BLANCHÉ, *La logique et son histoire*, Paris, 1970; M. CLARK, *Logic and System*, La Haye, 1971; G. DELLA VOLPE, *Rousseau e Marx*, Rome, 1964; *Dialectique et logique. Lois de la pensée*, Moscou, 1962; *Epistémologie et marxisme*, recueil d'articles, UGE, 10/18, 1972; C. GLUCKSMANN, *Engels et la philosophie marxiste*, Ed. de la NC, 1971; J. HABERMAS, *Theorie und Praxis*, Neuwied, 1963; B. KEDROV, *Dialectique, Logique, Gnoséologie, leur unité*, Moscou,

1970; D. LECOURT, *Pour une critique de l'épistémologie*, Maspero, 1972; *Marxisme et existentialisme*, controverse sur la dialectique (interventions de J.-P. SARTRE, R. GARAUDY), Paris, 1961; H. LEFEBVRE, *Logique formelle et logique dialectique*, Paris, ES, 3e éd., 1982; N. MOULOUD, *Les structures, la recherche et le savoir*, Payot, 1968; *La Pensée*, n° 149, février 1970 : M. GODELIER, Logique dialectique et analyse des structures; L. SÈVE, Réponse à M. Godelier; J.-P. SARTRE, *Critique de la raison dialectique*, Gallimard, 1960; L. SÈVE, *Introduction aux « Textes de la méthode de la science économique »*, ES, 1974; I. ZELENÝ, *The logic of Marx*, trad. angl. T. CARVER, Oxford, Basil Blackwell, 1982.

▶ CORRÉLATS. — Catégorie, Connaissance (théorie de la), Dialectique, Exposition/Investigation, Forme(s), Hégélianisme, Historique/Logique, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Philosophie, Science.

J.-L. C.

Loi

Al : *Gesetz*. — An : *Law*. — R : *Zakon*.

La notion de loi exprime l'idée d'une *nécessité* contraignante s'imposant à l'être *(esse)* et/ou à l'agir *(operari)* de l'homme, édictée sous forme de *règle* : d'où son double caractère, *général* et *impératif*, puisqu'elle est censée s'imposer à l'universalité des cas ou phénomènes qu'elle *subsume* sous elle et constitue pour ceux-ci une prescription de s'y soumettre.

Cette caractérisation suffit pour apercevoir la surdétermination de la notion, prise dans des registres polysémiques :

a) Au sens métaphysique, la loi est représentée comme une structure d'intelligibilité ontologique;
b) Au sens logique, la loi désigne une légalité inhérente à la pensée ou au logos;
c) Au sens scientifique, la loi désigne la structure d'itération des phénomènes, c'est-à-dire le principe selon lequel les phénomènes se répètent;
d) Au sens éthico-politique, la loi se présente comme une prescription faisant autorité en s'énonçant comme une déontologie (« il faut que »).

Cette homonymie du terme dans des champs sémantiques apparemment hétérogènes est en soi révélatrice du travail idéologique auquel a été soumis le concept : d'un côté, la loi dénote l'idée d'une nécessité inhérente au donné; de l'autre, elle connote l'idée d'un *devoir-être*, à la fois expression de la nécessité et valorisation de cette nécessité.

Le matérialisme historique va donc définir, conformément à l'inédit de son intervention, un régime différent de cette notion, tout en se déterminant par rapport au long usage ainsi surdéterminé du concept, depuis l'origine de la réflexion philosophique (le *nomos* grec) jusqu'à « la philosophie classique allemande », liant la loi au destin de l'Esprit.

En vertu des principes de sa *théorie de la connaissance*, le matérialisme historique récuse la notion métaphysique de loi comme expression de la structure idéale du monde (sens *a*). Aussi bien récusant l'identité du réel et du rationnel accréditée par l'idéalisme, il récuse l'identité des lois du monde qui serait garantie par les lois de la subjectivité (sens *b*). Mais cette critique n'invalide pas la notion d'une légalité objective, fondée sur la *matière en mouvement*. L'idée de loi renvoyant à l'idée d'invariant, on désignera donc par la loi une structure d'identité relative inhérente au mouvement de la matérialité, sous sa double dimension, naturelle et socio-historique.

Corrélativement, la loi scientifique ne saurait, dans l'optique maté-

rialiste, être référée à une structure subjective ou transcendantale, pas plus qu'à une liaison conventionnelle entre les phénomènes : elle vaut donc comme expression de la légalité dialectique définie ci-dessus (sens *c*). Le référent en étant l'homme comme « producteur de ses moyens d'existence ». Selon la définition de *L'idéologie allemande* qui constitue le fondement de l'anthropologie marxienne, il devient possible de découvrir les lois qui régissent les phénomènes de l'être-social, lois de nature *économique*. Lois constatables « dans l'esprit de rigueur des sciences naturelles », selon l'expression de la *Préface* à la *Contribution à la critique de l'économie politique*.

Enfin, la loi au sens transcendant de l'idéalisme éthico-politique (sens *d*) cède la place à l'exigence de la praxis qui « pousse jusqu'au bout » les conflits issus des conditions de production économiques. D'où la conception *immanentiste* de la loi, radicalisée seulement par l'impératif d'émancipation.

D'après cette réflexion préalable, on peut sérier le champ notionnel de la « loi » dans son registre matérialiste, en y distinguant trois plans :

a) Au sens le plus général, il y a des lois de la matière, corrélatives de celles de la pensée : c'est la *légalité dialectique*, fondement du matérialisme historique-dialectique;

b) Au sens le plus positif, il y a des lois des mécanismes de production qui régissent la société : ce sont les *lois économiques*;

c) Au sens intermédiaire, il y a lieu de distinguer une légalité *historique*, renvoyant à la théorie matérialiste de l'histoire fondée sur la praxis.

Ces trois plans s'articulent étroitement, mais il y a lieu de les distinguer : car ce n'est pas avec la même connotation que Marx parle de la « loi » de la négation, de la « loi » de la valeur ou évoque la lutte de classes comme loi de l'histoire. Chronologiquement, on peut remarquer que les trois niveaux ont été formulés et étayés dans l'ordre de généralité croissante : c'est tout d'abord la légalité historique qui a été repérée, puis les lois économiques ont été formulées, enfin la légalité dialectique a été explorée et partiellement formalisée : l'exposé de ces connotations peut donc suivre ce chemin.

La célèbre phrase introductive du *Manifeste communiste* se présente comme l'énoncé d'une véritable loi : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes » (MPC, I). On y trouve en effet affirmée la répétition d'une « opposition constante » entre « oppresseurs et opprimés » (*ibid.*, p. 22) comme constituant la trame du processus historique. C'est là la légalité *(Gesetzlichkeit)* exclusive de l'histoire.

Corrélativement, s'affirme le sens de l'histoire comme radicalisation de la lutte de classes jusqu'à la suppression de la structure antagonique de la société, susceptible de mettre fin à « la préhistoire de l'humanité » *(Préface de 1859)*.

En fait, la conception marxienne de loi s'est précisée par opposition au concept idéologique des pseudo-« lois naturelles » qui régiraient l'Homme et la Société (entités hypostasiées), selon l'économie politique bourgeoise. « En disant que les rapports actuels — les rapports de la production bourgeoise — sont naturels, les économistes font entendre que ce sont là des rapports dans lesquels se crée la richesse et se développent les forces productives conformément aux lois de la nature. Donc ces rapports sont eux-mêmes des lois naturelles indépendantes de l'influence du temps. Ce sont des lois éternelles qui doivent toujours régir la société » (MPh, ES, 129; MEW,

4, 139). Marx oppose là contre que « le mode de production, les rapports dans lesquels les forces productives se développent ne sont rien moins que des lois éternelles, mais qu'ils correspondent à un développement déterminé des hommes et de leurs forces productives » (*ibid.*, p. 130-131 ; 140).

Mais, à partir de l'*Introduction de 1857* à la *Critique de l'économie politique*, se met en place l'idée d'une légalité interne de la mécanique socio-économique, à travers leurs formes historiques dont les moments déterminés sont la production, la distribution, l'échange et la consommation. Si, comme le dit la *Préface de 1859*, « dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté », il est possible de trouver les lois qui régissent ces rapports. Marx en donne même une vision nécessitariste : « Production, distribution, échange, consommation forment ainsi un syllogisme dans les règles », dont la séquence déterminante est la production, « déterminée par des lois naturelles générales ». Engels résumera le projet de Marx en disant qu' « il vise à un rassemblement systématique de tout le complexe de la science économique, à un développement cohérent des lois de la production bourgeoise et de l'échange bourgeois », démarche aussi bien *critique*, face aux économistes, « interprètes et apologistes de ces lois ».

C'est dans cette perspective scientifique et critique que Marx, dans la synthèse finale du *Capital*, détaille la légalité économique. C'est la fonction notamment de la *loi de la valeur* et de la loi de répartition de *plus-value*, qui en sont les deux piliers. Elles servent à montrer l'envers de la pseudo-légalité naturelle de l'offre et de la demande.

C'est justement à propos du repérage des lois que se pose la question majeure de l'*épistémologie* économique, telle que Marx la formule dans l'*Introduction de 1857* et dont l'enjeu est la loi économique comme généralité abstraite inférée des phénomènes.

Mais cela nous renvoie à l'examen de la légalité dialectique elle-même, conformément à laquelle se déploient les processus matériels — niveau d'extrême généralité de la notion de loi dans l'acception matérialiste.

A partir de la définition d'Engels de la « dialectique comme science de la connexion universelle », on voit que la dialectique peut se spécifier en lois qui sont énoncées d'emblée : « Lois principales : conversion de la quantité en qualité, pénétration réciproque des contraires polaires et conversion de l'un en l'autre quand ils sont poussés à l'extrême, développement par contradiction ou négation de la négation, forme spirale du développement » (DN, ES, 25; MEW, 20, 307).

Cela implique l'existence d'une *légalité* dialectique objective, dans la mesure où « la dialectique dite *objective* règne dans toute la nature », en sorte que « la pensée dialectique ne fait que refléter le règne, dans la nature entière, du mouvement par opposition des contraires » (DN, ES, 213; 348). Les lois dialectiques ne sont donc en quelque sorte que le monnayage de cette légalité de la contradiction. Elle se démarque donc d'emblée de la légalité métaphysique fondée sur le principe d'identité, tout en confirmant l'unité des phénomènes : « La forme de l'universalité dans la nature est *loi* », dit en ce sens Engels (*ibid.*, p. 236 ; 501). En d'autres termes : « Pour quiconque nie la causalité, toute loi de la nature est une hypothèse », « platitude de pensée » inacceptable pour le matérialisme dialectique (*ibid.*, p. 234; 499).

Il faut donc concevoir les lois dialectiques comme exprimant le mouvement de la contradiction (et non quelque essence de pensée), mais aussi bien inhérent à la matérialité. Enumérer les lois revient donc à exposer les lignes selon lesquelles cette légalité de la contradiction se déploie : ce n'est donc ni une déduction *a priori*, ni un catalogue arbitraire. Etant donc admis que « les lois de la dialectique » sont « abstraites » de « l'histoire de la nature et de celle de la société », on peut distinguer « les trois lois les plus générales » suivantes (*ibid.*, p. 70; 349) : *loi du passage de la quantité à la qualité et inversement*, la *loi de l'interpénétration des contraires* et la *loi de la négation de la négation*.

Il est notable qu'en formulant ces lois, Engels en indique la présence chez Hegel, explicite pour les deux premières, — dans la *Logique*, respectivement dans la doctrine de l'Etre et dans la doctrine de l'Essence, implicite mais omniprésente en quelque sorte, pour la troisième, « loi fondamentale pour l'édification du système tout entier » (*ibid.*, p. 69; 348). Transposée du Ciel logique à la Terre ferme de l'histoire et de la nature, la légalité produit donc toute son effectivité.

C'est pourquoi Engels insiste sur l'*objectivité* des lois. Ce qu'il dit à propos de la loi de négation de la négation est valable pour la loi dialectique en général, quand, dans l'*Anti-Dühring*, il la définit : « Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes » (AD, ES, 171; 131).

Cette signification générale procède de la racine commune des lois qui leur confère l'objectivité, soit la *dialectique*, ainsi définie : « En fait, la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée » (AD, ES, 172; 131-132). Cette définition essentielle définit la légalité comme le rayonnement de la matérialité en mouvement dans les diverses régions de la nature et de l'histoire.

C'est cette même objectivité des lois, fondée sur la dialectique, que Lénine réaffirme contre le phénoménisme et le positivisme du début du XXe siècle (cf. M et E).

▶ CORRÉLATS. — Absolu/Relatif, Abstrait/Concret, Connaissance (théorie de la), Dialectique, Dia-Mat, Logique, Matérialisme dialectique, Science, Structuralisme, Vérité.

P.-L. A.

Luddisme

Al : *Luddismus.* — A : *Luddism.* — R : *Dviženie ludditov.*

Voir : Machinisme, Violence.

Lumières

Al : *Aufklärung.* — An : *Enlightment.* — R : *Prosveščenie.*

Voir : Historicisme, Humanisme, Lumpenproletariat, Rationalisme, Révolution française, Romantisme, Science, Spinozisme, Utilité/Utilitarisme, Utopie.

Lumpenprolétariat

(Prolet. en guenilles, Prolétariat gueux, Sous-prolétariat.)

Les fondateurs du marxisme n'ont pas été tendres pour les *déclassés* qui composent le Lumpen et représentent, à leurs yeux, la véritable lie de la société.

1 / Le Manifeste n'évoque qu'au passage ce « pourrissement passif des couches les plus basses de la vieille société » (MPC, I, *in fine*; MEW, 4, 472). *Les luttes de classes en France*, parlant des bataillons de gardes mobiles formés par le gouvernement provisoire en 1848, propose cette définition : « Ils appartenaient pour la plupart au Lumpen- qui, dans toutes les grandes villes, constitue une masse nettement distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, rôdeurs, gens sans aveu et sans feu, différents selon le degré de culture de la nation à laquelle ils appartiennent, ne démentant jamais le caractère de lazzaroni » (MEW, 7, 26; ES, 39). Engels félicite les ouvriers français d'avoir fusillé quelques-uns de ces individus au cours de leurs révolutions (*Préf. de 1869* à la GP; MEW, 16, 398; ES, *La Révol. démocr. bourg. en All.*, 16). Le procès du Lumpen- est sans appel. Son existence n'est caractéristique d'aucun mode de production en particulier; ici la décomposition du féodalisme augmente la masse des gens sans gagne-pain d'une foule de vagabonds (Engels, GP; MEW, 7, 738; ES, *ibid.*, 33); là, les croissances concomitantes des « couches des Lazare de la classe salariée » et du « paupérisme officiel » expriment « la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste » (K., I, 3, 86; MEW, 23, 673; un peu plus haut, Roy a traduit Lumpen- par « classes dangereuses »). Il n'est propre non plus à aucune classe, mais « racaille » de toutes (ainsi, sous le Second Empire, « l'armée elle-même n'est plus la fleur de la jeunesse paysanne, c'est la fleur de marais du sous-prolétariat rural »; MEW, 8, 203; ES, 110). Quant à son rôle historique, il suffit de voir ce qu'il a été avec la Société du 10 décembre (18 B, ES, 62-63; MEW, 8, 160-161), pour n'en rien attendre.

2 / Lénine n'est pas moins dur. Le Lumpen- est composé de va-nu-pieds et de clochards n'ayant rien à voir avec le prolétariat (O., 5, 157-158). Il y inclut les chômeurs et les gens sans travail (6, 384). Les jeunes s'y recrutent (18, 160). En 1906, sous l'effet de la crise, de la famine et de la répression, une forme de lutte armée apparut « adoptée exclusivement par les éléments déclassés de la population, Lumpen- et groupes anarchistes »; mais, commente Lénine, ce n'était que du blanquisme, l'acte d'individus désorganisant les masses (11, 218-219). De même en ce qui concerne « la petite bourgeoisie paupérisée » chère aux otzovistes : on ne peut compter sur elle (15, 411).

REMARQUE. — Dans toutes ces acceptions à la remarquable exception de Bakounine qui voit dans le Lumpen- le ferment de la révolution sociale (*Etatisme et anarchie*, 1873), le concept désigne moins des couches sociales, variables selon les conjonctures, que le négatif absolu du prolétariat dans la conception, toute imprégnée de la philosophie des Lumières, qu'en expose *Le Manifeste*. C'est l'inclassable, l'inorganisable et l'imprévisible. Aujourd'hui, si l'on peut en effet juger Marx « trop méprisant », comme dit Michel Verret (*L'espace ouvrier*, Paris, Colin, 1979, p. 74), relevons que des nouvelles formes

de lutte, aussi bien dans les pays capitalistes que dans les pays à majorité paysanne, et des analyses plus affinées de la composition de la classe ouvrière notamment conduisent à renoncer à l'usage du concept de Lumpen-. On lui préférera la neutralité de celui de *sous-prolétariat*.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. CHEVALIER, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Plon, 1958 (rééd. 1978); VERCAUTEREN, *Les sous-prolétaires*, Bruxelles, Ed. Vie ouvr., 1970.

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Bakouninisme, Blanquisme, Chômage, Immigration, Insurrection, Paupérisme, Paysannerie, Petite bourgeoisie, Populisme, Prolétariat.

G. L.

Lutte des classes

Al : *Klassenkampf*. — An : *Classtruggle*. — R : *Klassovaja bor'ba*.

1 / Il est peu contesté que la lutte des classes soit le « maître mot » de la théorie marxiste. S'il n'en reste qu'un, ce sera celui-là. Mais comment l'entendre ? S'agit-il d'un *principe*, quasi métaphysique (ou méta-historique) d'explication ou plutôt d'interprétation de l'histoire universelle ? Ou bien s'agit-il de la *désignation* du champ des phénomènes, mieux : des processus, qu'une science historique analyse et qu'une pratique historique transforme, en constituant pour cela les concepts et les stratégies collectives qui lui correspondent ? L'un et l'autre, incontestablement, au vu du destin historique du marxisme, mais de façon contradictoire. Ce qui explique que le texte du *Manifeste*, où s'en trouvent exposées pour la première fois les implications de façon synthétique, ait pu jusqu'à présent fonctionner à la fois comme un nouvel Evangile de masse, et comme l'ouverture à l'investigation d'un nouveau « continent » dans lequel s'inscrivent toujours, qu'ils le reconnaissent ou non, les débats actuels de l'historiographie.

2 / Empruntons au R.P. Pedro Arrupe, supérieur général de la Compagnie de Jésus, une remarquable mise en place, en forme de réfutation, des problèmes philosophiques posés par le concept de la lutte des classes : « (...) L'analyse sociale marxiste comporte comme élément essentiel une théorie radicale de l'antagonisme et de la lutte des classes (...) le chrétien voit d'ailleurs quelque rapport entre ce mal et le péché (...) il faut pourtant éviter la généralisation; il n'est nullement vérifié que toute l'histoire humaine passée et présente soit réductible à des luttes, encore moins à des luttes de classes au sens précis du terme. La réalité sociale ne se comprend pas au moyen de la seule dialectique du Maître et de l'Esclave (...) il y a d'autres forces profondes qui l'animent (...) le christianisme ne peut admettre que le moyen privilégié d'en finir avec les luttes soit la lutte elle-même...; au contraire, il cherchera toujours à faire droit à d'autres moyens de la transformation sociale (...) ne recourant qu'en dernière instance à la lutte proprement dite, surtout si elle implique une violence, pour se défendre contre l'injustice » (*L. aux provinciaux d'Amérique latine*, juin 1981). La lutte des classes, « dernière instance » du mouvement historique, c'est bien ce que dit Marx; mais, pour lui, cette dernière instance a *toujours déjà* commencé d'opérer : elle est donc incontournable.

C'est Engels lui-même qui a inauguré (dans sa *Contribution à l'histoire du christianisme primitif*, 1894, MEW, 22, p. 449 et s.) le parallèle entre l'histoire du christianisme et celle du « socialisme scientifique » comme idéolo-

gies révolutionnaires de masses exploitées. L'une, en raison des conditions sociales d'alors, ne peut proposer qu'un salut transcendant, dans un « autre monde », tandis que l'autre reconnaît à la fois l'inanité d'un tel espoir et la possibilité ouverte par le capitalisme moderne de développer « jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'à la suppression de l'exploitation et des classes, les antagonismes sociaux. Ou bien elle ne se fera pas, ou « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », dira le Préambule des *Statuts* de la Ire Internationale, rédigé par Marx. Dans *Misère de la philosophie* (1847), réfutation de Proudhon (pour qui l'histoire est la réalisation progressive de l'idée de justice), Marx avait expliqué que l'histoire des sociétés de classes *avance par le « mauvais côté »*, c'est-à-dire par la dynamique de la contradiction, et par la force des faibles (au besoin leur violence). En ce sens le principe de la lutte des classes n'est pas l'extension de la dialectique du Maître et de l'Esclave, mais son inversion : le travail productif n'est pas la contrepartie de l'acceptation d'une domination, mais le développement des conditions matérielles d'une libération collective. Quelles que soient ses modalités historiques particulières, celle-ci peut donc être appelée *révolutionnaire* en un sens beaucoup plus radical que n'importe quelle transformation institutionnelle antérieure, puisqu'elle touche aux *rapports d'exploitation*, c'est-à-dire à l'utilisation du temps de travail selon une contrainte extérieure aux travailleurs eux-mêmes. Bien plus, cette révolution est présente, à titre de *tendance* — plus ou moins bien contenue par des stratégies de « contre-révolution préventive » —, dès les commencements du développement du capitalisme. « Le progrès de l'industrie (...) substitue à l'isolement des ouvriers, résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs » (MPG). La seule « réfutation » possible de la lutte des classes n'est donc ni celle qui opposerait au marxisme que la « société sans classes » se fait attendre, ni celle qui relèverait que l'utilisation pratique du marxisme se retourne à l'occasion contre la libération des travailleurs, mais celle qui en démontrerait l'irréalité.

3 / H. Desroche a judicieusement remarqué que les formules inaugurales et terminales du *Manifeste* sont littéralement extraites de l'*Exposition de la doctrine saint-simonienne* de 1829 (cf. son article Notes sur quelques fragments d'utopies, Crises de la société : société sans crises ?, in *Communications*, nº 25, 1976, p. 128 et s.). Ce qui fait la différence, c'est donc l'argumentation intermédiaire, par où se relie la constatation du *fait* initial de la lutte des classes à l'annonce de la « société sans classes » à venir (communisme). Quel type de nécessité historique introduit-elle, qui disqualifie par là même le recours à « d'autres forces profondes » et à « d'autres moyens de la transformation sociale » que l'antagonisme sous ses diverses formes ? Pour l'éclaircir, il faut d'abord se référer à la fonction *critique* des thèses de Marx. Tout langage théorique, en effet, prend son sens par opposition à ceux qui lui disputent le terrain idéologique.

Mettons donc en regard de la célèbre page du *Manifeste* (« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours...) le texte suivant : « *L'exploitation de l'homme par l'homme*, voilà l'état des relations humaines dans le passé : l'exploitation de la nature par l'homme associé à l'homme, tel est le tableau que présente l'avenir. Sans doute l'exploitation de la nature extérieure

remonte à la plus haute antiquité, l'industrie n'est pas une découverte réservée à l'avenir; sans doute aussi l'exploitation de l'homme par l'homme est aujourd'hui bien affaiblie; il ne s'agit plus de briser les chaînes de l'esclave; mais le progrès de l'esprit *d'association* et la décadence relative de *l'antagonisme* n'en présentent pas moins l'expression la plus complète du développement de l'humanité (...) Les hommes sont donc partagés alors en deux classes, les exploitants et les exploités; on peut même dire, comme Aristote et Saint-Simon l'ont dit, dans des sens bien différents, que le passé nous montre deux espèces distinctes, celle des maîtres et celle des esclaves (...) cette classe, *la plus nombreuse*, a constamment, par la nature des travaux *pacifiques* auxquels elle était livrée, amélioré sa position relative dans la société (...) cette amélioration ne s'est opérée que par l'admission successive des hommes les plus avancés de la classe exploitée dans les rangs des privilégiés formant la classe des maîtres. L'espèce humaine brisera enfin toutes ces chaînes dont l'antagonisme l'a chargée (...) » (*Exposition de la doctrine...*, p. 162-163, Paris, 1831).

Plusieurs problèmes sont ici mêlés.

a) D'abord celui du principe d'évolution. En reprenant à la doctrine saint-simonienne le concept de l'exploitation de l'homme par l'homme, Marx en inverse la logique. A la place d'une religion de l'humanité, et de son optimisme utopique, il place une dialectique matérialiste. Si, par contraste, elle fait figure de « pessimisme », voire de fatalisme, c'est qu'elle refuse d'invoquer quelque principe d'évolution qui se situe *en deçà* ou *au-delà* des forces que créent les mouvements de masses lorsqu'ils entrent en conflit avec leurs conditions d'existence.

L'avenir n'est donc pas la négation du passé, le triomphe du bien sur le mal, mais un processus de même nature que lui. En ce sens, et malgré l'usage messianique qui peut être fait des formules de Marx et Engels sur le passage « de la préhistoire à l'histoire de l'humanité » (IA) et « du règne de la nécessité dans le règne de la liberté » (K.), qui font allusion à des thèmes de l'idéalisme philosophique, la révolution communiste n'est pas la coupure ou la conversion subite qui sépare deux « ordres » de réalité incompatibles, mais la continuation, dans des conditions nouvelles, d'une dynamique de « déstabilisation » permanente dans l'histoire. Parce que toute évolution sociale est toujours déjà conflictuelle, une pratique de transformation n'est pas simplement un idéal volontariste. En ce sens, si elle a des objectifs d'avenir que la théorie peut anticiper approximativement, elle n'a pas de fin absolue. Parmi les marxistes, Mao ira au bout de cette position en expliquant que le communisme n'est pas la fin des contradictions sociales antagonistes, mais seulement leur déplacement, leur changement de terrain (cf. *Quatre essais philosophiques*, ed. de Pékin) ; Althusser également, en polémiquant contre le mythe de la « fin de l'idéologie » dans la société sans classes (cf. *Pour Marx*, 1965; *Positions*, 1976).

b) La lutte de classes doit-elle être pensée, comme le suggèrent les formules du *Manifeste*, en termes de *guerre civile* ou de *guerre sociale* ?

Ces notions métaphoriques (pas toujours...) hantent la philosophie politique classique de Machiavel à Hegel : elles sont la forme sous laquelle s'y effectuent à la fois la reconnaissance et la méconnaissance des luttes de classes dans la perspective de la constitution de l'*Etat* moderne. Il s'agit d'inscrire d'emblée ces luttes dans un cadre qui fonde par avance la nécessité de leur résolution — ou de leur refoulement — en identifiant l'*ordre*

politique à la *paix* sociale, à la sécurité collective, à l'intérêt général. Mais l'économie politique classique constate l'impuissance de la contrainte politique à supprimer les intérêts sociaux antagonistes : elle y substitue le postulat de la convergence spontanée des intérêts individuels dans la concurrence et l'ordre économiques (ce qu'on appelle aujourd'hui « l'ordre par fluctuations »). La thèse marxiste reconduit au contraire les principes d'harmonie politique ou économique à l'irréductibilité de l'antagonisme, aussi longtemps que la reproduction des conditions d'existence implique l'exploitation du travail humain. Toute idée de « communauté » (qu'il s'agisse de peuple, de nation ou d'humanité) est donc mystificatrice et, en pratique, instrument d'oppression, dès lors qu'elle fonctionne comme dénégation du fait de l'exploitation. S'il est vrai que le capitaliste « donne du travail » à l'ouvrier, et que l'Etat assure les « fonctions générales » de la société, ces fonctions historiquement nécessaires n'impliquent aucun « intérêt commun » supérieur aux classes. La seule unité du genre humain — pour ce qui relève du matérialisme historique, c'est-à-dire des comportements de masse — est biologique : c'est le rapport à la nature. Mais précisément, ce rapport d'*appropriation* (productive, scientifique, artistique...) du « monde » s'inscrit toujours déjà pour chaque individu dans des rapports sociaux, des rapports de classes. Il ne constitue le lien social entre les hommes qu'en les différenciant et les divisant en exploiteurs/exploités, manuels/intellectuels, savants/ignorants, dirigeants/dirigés, créateurs/consommateurs... C'est pourquoi la tendance au communisme (qui se présente d'abord historiquement comme un *égalitarisme*, avant de pouvoir se penser comme une promotion des *différences* individuelles contre les « normalisations » de classes) ne peut être ni l'imposition d'un ordre économique et social contre les divisions politiques, ni celle d'un ordre politique contre les conflits sociaux : elle doit s'attaquer *à la fois* à l'organisation du travail dans la « société civile » et à celle du pouvoir dans « l'Etat ».

[Sur tous ces points, voir également Engels, *Sit.*, ES, p. 60-61, 118; MEW, 2, 257-258, 500; *Orfa.*, ES, p. 155-156; MEW, 21, 164-165; AD, ES, p. 138-139; MEW, 20, 98-100 (et le commentaire de G. Labica dans *Dialectiques*, nº 1-2, p. 17 — à propos de l'égalité); Marx, K., I, 3, 205; MEW, 23, 221; *Gloses*, § 3.]

4 / En quoi le concept de la lutte des classes implique-t-il la réduction de la structure sociale à une symétrie de *deux camps* ?

C'est le problème du *dualisme* de Marx, du moins dans la ligne théorique du *Manifeste*. Il n'a cessé de soulever des difficultés dès lors qu'on a voulu convertir le principe dialectique en instrument d'analyse empirique. Historiquement et sociologiquement, peut-on dire que le capitalisme « simplifie les antagonismes de classes » en absorbant toutes les « classes moyennes » ou « couches intermédiaires », soit dans l'un soit dans l'autre des « camps » de la bourgeoisie et du prolétariat ? Comment concilier, d'autre part, cette thèse avec le fait des *divisions* persistantes *au sein* même de chaque classe fondamentale ? Economiquement, quel est le lien de cette thèse avec celle de la « paupérisation absolue », retenue par *Le Manifeste*, mais corrigée par *Le Capital* ?

Du point de vue conceptuel, ce dualisme a deux conséquences importantes :

a) Il conduit à identifier l'idée du caractère *inconciliable* des contradictions sociales (contre les utopies humanitaires et réformistes) avec leur

simplicité immédiate. Pour exclure d'avance toute « médiation » fictive des conflits sociaux, on exclut aussi (au moins tendanciellement) les groupes ou les corps *intermédiaires* qui pourraient en apparaître comme les protagonistes (c'est pourquoi, notamment, il est essentiel à la tradition marxiste d'affirmer que les « intellectuels » ne constituent pas, en tant que tels, une classe). On peut penser que cette identification est un héritage de la dialectique kantienne et hégélienne. D'un autre côté, il procède de la critique des historiens et philosophes qui avaient vu dans l'émergence de l'Etat moderne (à partir de la monarchie absolue) la constitution d'une *troisième force* entre les classes extrêmes, donc un facteur d'équilibre des pouvoirs.

b) Clairement, il s'agit avant tout pour Marx de penser la *généralisation* du champ des luttes de classes prolétariennes, de façon à déterminer par rapport à elle l'ensemble de la politique nationale, puis internationale. Mais le dualisme conduit aussi à rabattre constamment les uns sur les autres différents couples théoriques : classe exploitée/classe dominante, base/superstructure, société civile/Etat, voire même forces productives/rapports de production. De sorte que la classe dominante elle-même est désignée comme « superstructure ». Dès lors, ou bien elle est frappée d'irréalité au même titre que la superstructure (« tigre de papier »...); ou bien il faut développer de façon conséquente l'idée que la bourgeoisie ne se constitue en classe unifiée que dans la superstructure, c'est-à-dire par la détention du pouvoir d'Etat. Ou, si l'on préfère, que le « parti de classe » de la bourgeoisie n'est autre que l'Etat lui-même.

Les deux théoriciens marxistes qui ont proposé des alternatives originales au schéma dualiste sont Bernstein et Lénine, mais en des sens très différents.

Pour Bernstein, le prolétariat proprement dit ne constituant qu'une *minorité* parmi les travailleurs, la bourgeoisie de son côté étant divisée dans ses intérêts par le développement du capitalisme monopoliste, le passage au socialisme ne peut résulter de la polarisation de deux *touts*, « prolétarien » et « non prolétarien », mais du déplacement progressif d'un « front » d'alliances de classe (cf. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, 1899, rééd. Rowohlts Klassiker, 1969, notamment p. 120 et s., 168-169, 183 et s.). L'argument conclut à la forme nécessairement démocratique et progressive de la révolution (de « compromis en compromis », mais incluant la grève politique de masse). Mais surtout il est lui-même d'essence économiste. Ce qui permet peut-être de comprendre l'évolution surprenante d'un Sorel, parti du développement des thèses de Bernstein contre le dualisme (cf. la brochure *La décomposition du marxisme*, 1re éd., 1907, chap. 3, qui résume l'argument) pour aboutir à un strict *ouvriérisme* syndicaliste.

Pour Lénine au contraire, la critique du dualisme résulte d'une surdétermination permanente des luttes de classes économiques par leurs autres aspects qui n'ont jamais *la même* configuration qu'elles. Il s'agit donc de reconstituer, dans sa complexité, le champ de la pratique politique : « Croire que la révolution sociale soit *concevable* sans insurrections de petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie *avec tous ses préjugés* (...) c'est *répudier la révolution sociale*. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : « Nous sommes pour le socialisme », et qu'une autre, en

un autre lieu, dira : « Nous sommes pour l'impérialisme », et que ce sera alors la révolution sociale... Quiconque attend une révolution sociale « pure » ne vivra *jamais* assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution » (*Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, 1916, o., 22, 383). Pour Lénine, la « simplification des antagonismes » est donc un *effet de conjoncture* déterminé; bien loin de supprimer la complexité des rapports de forces sociales qu'il condense, les résultats qu'il peut produire en dépendent étroitement.

5 / Dans quelle mesure le concept de la lutte des classes est-il inséparable de *l'économisme* ? Ici encore il faut revenir à la portée initialement critique des formulations de Marx.

Lorsque celui-ci, dans la *Lettre à Weydemeyer* de 1852 toujours citée écrit : « Ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent », il nous impose d'aller y regarder de plus près, notamment chez les « historiens français » des XVIIIe et XIXe siècles. Dans son Introduction aux *Langages totalitaires* (Paris, Hermann, 1972), J.-P. Faye a utilement exhumé les textes qui, de Boulainvilliers à A. Thierry, réfèrent la lutte des classes à une « lutte des races » plus ou moins mythique. Plus généralement, le concept de la lutte des classes s'oppose *à la fois* aux conceptions formalistes qui donnent pour seule logique aux antagonismes sociaux le « pouvoir » ou la « domination », et à celles qui le transposent dans l'élément d'une *nature* humaine pseudo-biologique ou socio-biologique. Paraphrasant Lénine, on dira que le concept de la « lutte des classes » est « juste assez étroit » pour exclure d'emblée ces deux types d'idéologies, mais « juste assez large » pour inclure dans sa dialectique tous les processus historiques qui sont *déterminés* (et non préfigurés) par leur interaction nécessaire avec les conditions de travail et les conditions de reproduction de la force de travail sociale. Dans *Le Manifeste*, Marx a exposé cette détermination sous la forme d'un *récit* de la constitution des classes, reliant entre elles les « révolutions bourgeoises » et les « révolutions prolétariennes ». Dans la *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), il l'a exposée sous la forme d'une première « topique » (Althusser) dans laquelle les deux sphères de la « société civile » et de « l'Etat » (juridico-politique) comportent chacune leur antagonisme propre. Dans *Le Capital* (1867), il a ébauché une structure dynamique de correspondances entre luttes de classes dans la production et dans la reproduction, qui font l'une et l'autre intervenir *à la fois* l'instance « économique » de la propriété monétaire et l'instance « politique » de l'appareil d'Etat. On peut parler de seconde topique.

Trois thèses, inégalement présentes dans les analyses marxistes classiques, tendent à rabattre la dialectique des luttes de classes sur l'économisme :

a) Celle qui fait du prolétariat une classe non seulement « dénuée d'illusions » sur son exploitation, mais *dépourvue d'idéologie* propre, donc sans autre histoire politique que sa « prise de conscience » de la nécessité du communisme (qui peut cependant être *retardée* par des... « illusions » !). Fondée dans *L'idéologie allemande* sur une anthropologie du travail et sur une représentation catastrophiste de la révolution, cette thèse est toujours présente dans les derniers écrits d'Engels (LF, 1888), malgré ses tentatives pour penser « l'action en retour » de l'idéologie sur l'économie.

b) Celle qui rattache l'existence historique de la lutte des classes à la seule *rareté des ressources* productives, et, corrélativement, sa disparition à « l'abondance » que le capitalisme engendre par sa loi de « production pour la production » : « Cette nouvelle conception de l'histoire démontrait (...) qu'il y avait toujours eu des classes dominantes et des classes dominées (...) et que la grande majorité des hommes avait toujours été condamnée à travailler dur pour peu de jouissance. Pourquoi cela ? Tout simplement parce que, dans toutes les étapes antérieures du développement de l'humanité, la production était encore si peu développée que (...) pour l'essentiel le progrès historique était délégué à une petite minorité privilégiée, tandis que la grande masse restait condamnée à produire par son travail (...) » (Engels, article *K. Marx*, 1878, MEW, 19, p. 96 et s.; cf. aussi AD, ES, p. 320). On le voit, une telle présentation aboutit à rendre incompréhensible la thèse selon laquelle « ce sont les masses qui font l'histoire ». Elle a pu être utilement mais provisoirement contrebattue par le mythe du « communisme primitif ».

c) Celle qui fait de la lutte des classes le *phénomène* (ou l'apparence) d'une contradiction « plus profonde », et différente, entre les forces productives et les rapports de production. Poussée à l'extrême, elle conduit à faire de la *crise* économique en tant que telle (voire de la « crise générale » du mode de production) l'expression concentrée de ses contradictions, dont la révolution n'est qu'une conséquence :

« Ce sont ces contradictions irréconciliables entre le caractère des forces productives et les rapports de production qui se manifestent dans les crises périodiques de surproduction (...) Cela signifie que le capitalisme est gros d'une révolution appelée à remplacer l'actuelle propriété capitaliste des moyens de production par la propriété socialiste. Cela signifie qu'une lutte de classes des plus aiguës entre exploiteurs et exploités est le trait essentiel du régime capitaliste » (J. Staline, Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, § 3, in *Histoire du Parti communiste (bolchevique) de l'URSS*, Moscou, 1949, p. 140).

6 / Le conflit entre l'économisme et sa critique (lui-même une forme particulière de la lutte des classes, dans la théorie ?) se poursuit donc au sein du marxisme, parfois chez les mêmes auteurs. Relevons donc, pour finir, quelques thèses *anti-économistes* importantes :

a) Engels, dans la Préface à la réédition de *La guerre des paysans* (1874), avait expliqué la supériorité (à l'époque) du mouvement ouvrier allemand sur le trade-unionisme anglais et le proudhonisme français par la combinaison de *trois formes historiques* de la lutte des classes : « Pour la première fois, depuis qu'il y a un mouvement ouvrier, la lutte est menée dans ses trois directions : théorique, politique et économique pratique (résistance contre les capitalistes) » (ES, p. 24). Lénine, dans *Que faire ?* (1902), en tire une double réfutation de l'ouvriérisme et de l'intellectualisme. Il est ainsi conduit à faire de la « conscience de classe » le résultat du rapport (politique) établi entre les ouvriers et toutes les autres classes de la société : « La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre *tout* abus, *toute* manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, *quelles que soient les classes* qui en sont victimes (...) pour bien se connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de *toutes* les classes de la société contemporaine (...)

fondée sur l'expérience de la vie politique (...) » (O., 5, 421 et s.).

Une telle thèse permet, dans le principe, de dépasser les obstacles auxquels Marx s'était heurté dans le texte célèbre du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (chap. 7), à propos des « paysans parcellaires ». Marx attribuait leur incapacité à devenir, de « classe en soi », une « classe pour soi », à un « mode de production qui les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques ». Lénine suggère que la constitution des classes n'est pas le *préalable* de la lutte des classes, mais son résultat tendanciel.

b) Dans son analyse des « rapports de forces » (terme codé des *Cahiers de la prison* pour désigner les luttes de classes), Gramsci montre qu'ils comportent *trois* moments imbriqués (différents des trois formes d'Engels) : le moment structurel lié à l'histoire de la production; le moment politique qui conduit à travers différentes phases conflictuelles du corporatisme vers « l'hégémonie d'un groupe social fondamental » (= classe dominante) sur une série de groupes subordonnés; le moment du rapport de forces militaires « immédiatement décisif suivant les cas ». Il en conclut : « on peut exclure que, par elles-mêmes, les crises économiques immédiates produisent des événements fondamentaux » (= des révolutions).

Dans une terminologie différente, Althusser écrit que les « appareils idéologiques d'Etat » sont « non seulement *l'enjeu* mais aussi le *lieu* de la lutte des classes. La classe (ou l'alliance de classes) au pouvoir ne fait pas aussi facilement la loi dans les AIE que dans l'appareil (répressif) d'Etat, non seulement parce que les anciennes classes dominantes peuvent y conserver longtemps de fortes positions, mais aussi parce que la résistance des classes exploitées peut trouver le moyen et l'occasion de s'y exprimer, soit en utilisant les contradictions qui y existent, soit en y conquérant par la lutte des positions de combat » (*Positions*, ES, p. 86).

A partir de ces formulations ou d'autres semblables, le concept de la « lutte des classes » peut (re)devenir un instrument théorique productif.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Réponse à John Lewis*, Paris, Maspero, 1973; ID., *Eléments d'autocritique*, Paris, Hachette, 1974; R. ARON, *La lutte de classes*, Paris, Gallimard, 1964; E. BALIBAR, *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974; E. BERNSTEIN, *Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil, 1974; H. BRAVERMANN, *Travail et capitalisme monopoliste*, Paris, Maspero, 1976; M. CASTELLS, *La question urbaine*, Paris, Maspero, 1972; CERM (éd.), Premières sociétés de classes, *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, janv.-avr. 1967; N. DUBOST, *Flins sans fin*, Paris, Maspero, 1979; B. EDELMAN, *La légalisation de la classe ouvrière*, Paris, Bourgois, 1978; A. GAURON, *Histoire économique et sociale de la Ve République*, t. 1 : *Le temps des modernistes*, Paris, Maspero, 1983; J. GRANDJONC, Remarques sur la notion d'antagonisme en philosophie de l'histoire, *Cahiers d'Etudes germaniques*, Aix-en-Provence, n° 5, 1981; E. J. HOBSBAWM, *Industry and Empire*, London, Penguin Books, 1969 (trad. franç., Paris, Seuil); P. INGRAO, *Masse e potere*, Roma, Riuniti, 1977; ID., *Crisi e terza via*, Roma, Riuniti, 1978 (trad. franç., *La politique en grand et en petit*, Paris, Maspero, 1979); *Les classes sociales selon Marx*, coll., Centre de Recherche et de Documentation sur Hegel et Marx, Paris, CNRS, 1981; R. LINHART, *L'établi*, Paris, Minuit, 1978; J. LOJKINE *et al.*, Le devenir de la classe ouvrière, dossier, *La Pensée*, n° 233, 1983; A. D. MAGALINE, *Lutte de classes et dévalorisation du capital*, Paris, Maspero, 1975; R. MICHELS, Beitrag zur Lehre von der Klassenbildung (1922), in B. SEIDEL, S. JENKNER (éd.), *Klassenbildung und Sozialschichtung*, Darmstadt, 1968; J. L. MOYNOT, *Au milieu du gué. CGT, syndicalisme et démocratie de masse*, Paris, PUF, 1982; A. NÉGRI, *La classe ouvrière contre l'Etat*, Paris, Galilée, 1978; G. NOIRIEL, *Longuy, Immigrés et prolétaires, 1880-1980*, Paris, PUF, 1984; L. NOWAK, *Property and power. Towards a non-marxian historical materialism*, Dordrecht, Reidel, 1983; F. PARKIN, *Marxism and class theory. A bourgeois critique*, New York, 1979; N. POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968; SAINT-SIMON, Le catéchisme des industriels in *Œuvres*, IV, Paris,

Anthropos, 1966; D. SINGER, *The road to Gdansk, Poland and the USSR*, New York-London, Monthly Review Press, 1982; G. SOREL, *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Genève-Paris, reprint Slatkine, 1981; P. SYLOS-LABINI, *Saggio sulle classi sociali*, Torino, 1974; G. THERBORN, *What does the ruling class when it rules?*, London, NLB, 1980; ID., *L'analisi di classe nel mondo attuale : il marxismo come scienza sociale*, in E. J. HOBSBAWM, G. HAUPT *et al.*, *Storia del marxismo*, vol. 4, Torino, Einaudi, 1982; B. TRENTIN, *Da sfruttati a produttori*, Bari, De Donato, 1977; M. TRONTI, *Ouvriers et capital*, Paris, Bourgois, 1977; M. VERRET, *L'ouvrier français*, t. I : *L'espace ouvrier*, t. II : *Le travail ouvrier*, Paris, A. Colin, 1979 et 1982; VILLERMÉ, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers...*, Paris, 1840; D. WEDDERBURN (éd.), *Poverty, inequality and class structure*, Cambridge University Press, 1974; E. O. WRIGHT, *Class, crisis and the State*, London, NLB, 1978; M. ZEITLIN (éd.), *Classes, class conflict and the State*, Cambridge (Mass.), 1980.

▶ CORRÉLATS (outre ceux mentionnés dans l'article). — Abondance/Rareté, Bourgeoisie, Classes, Critique, Division du travail, Division TM/TI, Egalité, Exploitation, Opéraïsme, Paysannerie, Petite bourgeoisie, Prolétariat, Rapports de force, Révolution, Science.

E. B.

Luxemburgisme

Al : *Luxemburgismus*. — An : *Luxemburgism*. — R : *Ljuksenburgianstvo*.

Ce terme désigne les théories de Rosa Luxemburg présentées comme constituant un système. On l'oppose la plupart du temps à Léninisme ou à Bolchevisme. Le mot apparaît pour la première fois vers 1925.

La IIIe Internationale avait décidé à son Ve Congrès d'accélérer la « bolchevisation » de tous les partis communistes. Cette bolchevisation tendait non seulement à faire adopter par tous les partis un modèle d'organisation unique : le centralisme démocratique, en mettant l'accent plus sur le centralisme que sur la démocratie interne, mais aussi à leur imposer une doctrine, le « léninisme ». Parallèlement vont être sévèrement condamnées toutes les orientations politiques qui s'écartent, ou sont réputées s'écarter, de la théorie léniniste, en premier lieu le trotskisme, mais aussi le luxemburgisme, d'ailleurs vite assimilé ou amalgamé au trotskisme.

En 1931, Staline insistera de nouveau sur les parentés idéologiques entre le luxemburgisme, le trotskisme et le menchevisme. A partir de cette date, pour plus de vingt ans, Rosa Luxemburg sera officiellement tenue dans les pays socialistes pour une déviationniste.

A l'inverse, surtout à partir des années 1960, Rosa Luxemburg et ses idées ont été utilisées contre Lénine et le Parti bolchevique, par toute une série de courants gauchistes, trotskistes ou libéraux. Les uns faisant de Rosa Luxemburg une apôtre de la liberté pour tous, une « citoyenne du monde », voire une libertaire; d'autres, le défenseur inconditionnel d'une République des conseils, contre le centralisme et la centralisation imposés par les bolcheviks.

Dans les deux cas — en 1925, comme en 1960 — le terme de luxemburgisme a été utilisé à des fins polémiques.

En réalité il n'y a pas de luxemburgisme en ce sens que Rosa Luxemburg n'a pas édifié un système élaboré, une doctrine alternative au léninisme.

Sur beaucoup de points — fidélité affirmée au marxisme, nécessité de

nationaliser les moyens de production, lutte contre les contre-révolutionnaires, confiance dans l'action des masses, hostilité à la social-démocratie et à ses compromis avec la bourgeoisie —, il existe un accord de fond entre les conceptions de Lénine et de Rosa Luxemburg. Il y a divergence entre Lénine et Rosa Luxemburg sur la conception du parti. Lénine insiste sur sa cohésion doctrinale, sur sa discipline, sur l'importance de l'organisation. Rosa Luxemburg met au premier plan la démocratie interne, la liaison avec les masses et sous-estime visiblement les problèmes d'organisation. Sur la question nationale : Lénine affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, alors que Rosa Luxemburg, hostile à la constitution en Etats séparés des nationalités non russes de l'empire tsariste, combat ce mot d'ordre comme étant bourgeois. Sur la question paysanne : tandis que Lénine préconise l'alliance des ouvriers et des paysans, Rosa Luxemburg se défie de l'attitude rétrograde des couches paysannes.

On a parfois voulu fonder le luxemburgisme sur la théorie de l'accumulation élaborée par Rosa Luxemburg (1913). Elle voit au système capitaliste une limite absolue. Obligé sans cesse de soumettre par la force de nouveaux territoires, le capitalisme sera condamné, du fait de ses contradictions internes, du jour où, couvrant tout le globe, il ne pourra plus absorber d'autres modes de production. Certains économistes font mérite aujourd'hui à Rosa Luxemburg d'avoir bien posé le problème des relations entre pays capitalistes (exploiteurs) et pays en voie de développement (exploités).

Certaines prises de position de Rosa Luxemburg s'expliquent par le contexte historique. Elle milite dans un pays très industrialisé (l'Allemagne) et dans le parti le plus gros et le mieux organisé de la IIe Internationale. Or elle constate entre 1904 et 1914 que cette merveilleuse organisation, loin de développer l'esprit révolutionnaire, freine l'action. D'où son opposition à l' « appareil », sa confiance parfois excessive dans l'attitude spontanément révolutionnaire des masses. Oratrice et journaliste de grand talent écartée des postes de direction dans le parti, elle privilégie le rôle de la parole et le journal, insiste sur la nécessité de la démocratie la plus large dans le parti et au sein de la classe tout entière, mais semble avoir entrevu, au cours de la révolution de novembre en Allemagne, l'importance de l'organisation et de la discipline.

De novembre 1918 à son assassinat, elle a revendiqué tout le pouvoir pour les Conseils d'ouvriers, contre les sociaux-démocrates qui voulaient convoquer au plus vite l'Assemblée nationale. Mais elle n'a jamais théorisé la fonction ni le pouvoir de ces Conseils (qui sont au demeurant en Allemagne, en décembre 1918, sous l'influence des sociaux-démocrates majoritaires).

Utilisé à des fins politiques opposées, le luxemburgisme appauvrit toujours la pensée de Rosa Luxemburg, et ne rend nullement compte de la personnalité si riche de cette révolutionnaire.

• BIBLIOGRAPHIE. — De l'édition des *Œuvres* de Rosa LUXEMBURG, entreprise en 1923 par Cl. ZETKIN et A. WARSKI, 3 tomes seulement ont paru sur les 9 prévus. En français : *L'accumulation du capital*, trad. I. PETIT, Paris, Maspero, 1967, 2 vol.; *Œuvres I (Réforme sociale ou révolution ?, Grève de masses, parti et syndicats)*, trad. I. PETIT, Paris, Maspero, 1969; *Œuvres II (Ecrits politiques, 1917-1918)*, trad. Cl. WEILL, Paris, Maspero, 1969; *Rosa Luxemburg, Textes*, choix de G. BADIA, Paris, ES, 1969; *Lettres à K. et L. Kautsky*, précédées d'une étude de D. DESANTI, *L'Œuvre et la vie de Rosa Luxemburg*, Paris, PUF, 1970. — Sur R. L. : G. BADIA,

Rosa Luxemburg, Paris, ES, 1975; P. NETTL, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, éd. allemande, Cologne-Berlin, 1967; trad. franç. de l'angl. (éd. originale, Oxford University Press, 1965), Paris, 2 vol., 1973; Rosa Luxemburg vivante, apud *Partisans*, déc. 1968 / janv. 1969.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Crises du marxisme, Gauchisme, Guerre, Impérialisme, Kautskysme, Nation, Opportunisme, Spartakisme.

G. Ba.

Lyssenkisme

Al : *Lyssenkoismus*. — An : *Lyssenkism*. — R : *Teorii Lyssenko*.

Du nom de l'agronome soviétique T. D. Lyssenko, né en 1898, qui, sur la base de ses travaux relatifs à la reproduction des végétaux et à la vernalisation, entreprit à partir de 1934 de mettre radicalement en question la génétique classique, soit la théorie chromosomique de l'hérédité. Se réclamant des thèses de I. V. Mitchourine (1855-1935) sur la mutation des caractères héréditaires sous l'influence du milieu — sans qu'ici toutefois soit déniée l'existence des gènes —, Lyssenko devint rapidement l'ordonnateur d'une science officielle, « prolétarienne », au nom de quoi furent pourchassés, voire liquidés, les biologistes soviétiques « bourgeois » (Vavilov). Au cours de la session de 1948 de l'Académie Lénine des Sciences agricoles, on décréta officiellement que les gènes et les chromosomes n'existaient pas, que la génétique de Mendel et Morgan était une « science bourgeoise » et que la théorie de Lyssenko, par contre, constituait le « darwinisme créateur soviétique », la « nouvelle biologie prolétarienne ». Héros de l'Union soviétique et directeur de l'Institut de Génétique, Lyssenko fut désormais chargé de dire le vrai et d'instituer son empire : toute recherche authentique sur la cytogénétique devint passible du pire et le lyssenkisme fut promu à la dignité de bien scientifique commun à tout le mouvement communiste international (cf. pour la France le numéro spécial consacré à Lyssenko par la revue *Europe* en 1948). Le début des années 50 en marque l'apogée sous la forme d'un véritable culte de la personnalité de Lyssenko. Il faudra attendre la chute de Khrouchtchev (1964) pour que soit rétablie et enseignée en URSS une véritable biologie scientifique (réforme de 1966). Lyssenko, quant à lui, s'est éteint en 1976, deux fois académicien et décoré des plus insignes distinctions soviétiques.

Comme « formation idéologique » (D. Lecourt), le lyssenkisme s'inscrit dans une conjoncture où s'entremêlent étroitement deux contraintes internes à l'Etat soviétique : la nécessité de passer un compromis de longue durée avec la paysannerie et l'offensive de grande envergure menée par Jdanov dès 1948 sur la détermination « de classe » des enjeux culturels, techniques et scientifiques.

Le lyssenkisme tient, du coup, de l'aberration théorique grave, voire de l'illusionnisme le plus dérisoire, la démonstration zélée de l'exemplaire validité de la dialectique matérialiste pouvant ici aller jusqu'à la prestidigitation pure et simple (cf. l'affaire des « hybrides de greffe » : l'ontologie métaphysique baptisée « matérialisme dialectique » y figurait le modèle fondamental d'où se tiraient, par pure et simple extraction, des « illustrations » scientifiques). Sous l'espèce de la distinction des deux sciences, la bourgeoise et la prolétarienne, le lyssenkisme témoigne, dans ses allures paroxystiques, des ravages de l' « application » de la dialectique aux sciences de la nature ou de la « défense » par celles-ci de celle-là.

• BIBLIOGRAPHIE. — I. Textes de LYSSENKO (en russe) : *Agrobiologie*, 1948; *Sur la situation de la science biologique*, 1948; article de la *Pravda*, n° 307, 3 novembre 1950. Sur le lyssenkisme comme « preuve » de la dialectique, soit la transformation d'une espèce végétale en une autre comme « illustration » du saut qualitatif ou du passage de l'ancien au nouveau, du simple au complexe, on lira, de M. M. ROSENTAL, *La méthode marxiste dialectique*, Gospolitizdat, 1952, trad. all., Dietz Verlag, 1953, notamment p. 82-83, 136, 202-204, 228-229, 258; cf. également V. SAFONOV, *La terre en fleur*, Paris, EFR, 1953. — II. M. ALOÏSI, La situation dans les sciences biologiques, *La Pensée*, n° 72, 1957; L. ARAGON, De la libre discussion des idées, *Europe*, n° 33-34, oct. 1948; C. BRÉMOND, La compagnie d'Althusser-Lyssenko encore une fois, in *La situation actuelle sur le front de la philosophie*, *Cahier Yenan*, n° 4, Paris, 1977, p. 83-112; D. BUICAN, Marxisme-léninisme et lyssenkisme, in *Tel Quel*, 1977; *L'éternel retour de Lyssenko*, Paris, Copernic, 1978; L. CASANOVA, A propos de la science, in *NC*, n° 30, 1951; Sur l'effort d'éclaircissement idéologique du PC auprès des intellectuels, in *NC*, n° 2, 1948; M. CERUTI, Il materialismo dialettico e le scienze negli anni 30', apud *Storia del marxismo*, t. 3**, Torino, Einaudi, 1981 (avec biblio.); F. COHEN, Mendel, Lyssenko et le rôle de la science, in *NC*, n° 10-13, 1949-1950; M. B. CRANSE, Soviet Biology, *Discovery*, t. X, 1949; J. FYLE, *Lyssenko is right*, Londres, 1950; A. JDANOV, Rapport sur la situation internationale, in *Cahiers du Communisme*, n° 11, 1947; ID., *Sur la littérature, la philosophie et la musique*, Paris, 1950; D. JORAVSKY, *The Lyssenko affair*, Cambridge (Mass.) Univ. Press, 1970; R. LADOUS, *Darwin, Marx, Engels, Lyssenko et les autres*, Paris, Vrin, 1984; D. LECOURT, *Lyssenko, histoire réelle d'une science prolétarienne*, Paris, 1976; J. MEDVEDEV, *Grandeur et chute de Lyssenko*, Paris, 1971; H. J. MULLER, The Destruction of Science in the USSR, in *The Saturday Review of Literature*, 4 déc. 1948; *NC*, n° 171, 1965 : « Le dossier Lyssenko »; M. PRENANT, Un débat scientifique en Union soviétique, in *La Pensée*, n° 21, 1948; L'influence du milieu et l'hérédité des caractères acquis, in *La Pensée*, n° 22-23-25, 1949; Sur le débat des deux biologies, in *NC*, n° 15, 1950; Les problèmes biologiques : une mise au point, in *La Pensée*, n° 72, 1957; J. ROSTAND, *Les grands courants de la biologie*, Paris, 1951, chap. III; ID., *Science fausse et fausses sciences*, Paris, 1958; ID., *L'hérédité humaine*, « Que sais-je ? », n° 550; J. SEGAL, *Mitchourine, Lyssenko et le problème de l'hérédité*, Paris, EFR, 1952.

▶ CORRÉLATS. — Ancien/Nouveau, Bond, Darwinisme, Diamat, Dogmatisme, Esprit de parti, Pavlovisme, Qualité/Quantité, Science, Science bourgeoise / Science prolétarienne, Stalinisme.

G. Be.

M

Machinerie

Al : *Staatsmaschinerie, Staatsmaschine.* — An : *(State) Machinery.* — R : *Sistema mašin.*

Voir : Appareil.

Machines

Al : *Maschinen.* — An : *Machines.* — R : *Mašiny.*

Relevant de la catégorie des instruments de production, la machine est la forme développée de l'outil; elle s'en différencie en ce que si l'outil n'est que le simple prolongement de la main, avec la machine se constitue un nouveau milieu : le milieu technique. On peut tenter de préciser la nature, les effets et la signification de l'emploi capitaliste des machines.

Les machines relèvent du point de vue économique du capital constant; elles peuvent être classées d'un point de vue technique en trois catégories. Les machines simples (treuil, levier, poulie) sont encore proches de l'outil dont elles sont complémentaires. Les machines-outils (métier à tisser, machine à vapeur) sont composées de trois parties principales : le moteur qui donne l'impulsion, la transmission qui règle le mouvement, en modifie éventuellement la forme et le transmet, la machine d'opération qui agit directement sur l'objet de travail afin de le transformer selon un but assigné (K., ES, I, 2, 59-60; MEW, 23, 392-393). Les machines automatiques (dont les plus développées sont les machines-transferts) obéissent à un programme et, combinées avec d'autres changements, vont être à l'origine de la révolution scientifique et technique dont Marx ne fait qu'esquisser l'analyse (*Grund.*, ES, I, 205 et s.; Dietz, 175 et s.). Les différents types de machines peuvent être combinés entre eux : « de même que de nombreux outils forment les organes d'une machine-outil, de même de nombreuses machines-outils forment autant d'organes homogènes d'un même mécanisme moteur » (K., ES, I, 2, 65; 400). Si la première catégorie a de très lointaines origines (moulin à eau des Romains), les deux dernières sont constituées d'un nouveau système technique, le machinisme, et d'une nouvelle organisation du travail, la fabrique, deux nouveautés par lesquelles s'affirme la domination du mode de production capitaliste.

Les effets de l'introduction en masse des machines sont, entre autres, de trois ordres. Au plan technique la machine, à la différence de l'homme

qui est à cet égard un instrument très imparfait de production, assure la continuité et l'uniformité du déroulement des opérations productives ; l'intervention des machines supprime la main-d'œuvre comme principe régulateur dans la production sociale et, dans leurs formes les plus élaborées, le producteur cesse même d'être en contact avec l'objet de production. Au plan de la localisation des activités économiques, la machine présente l'avantage d'être universelle dans son application technique, son usage dépendant peu des circonstances locales : aussi va-t-on constater, par exemple avec la machine à vapeur de Watt, la concentration de la production dans les villes au lieu de la dissémination antérieure dans les campagnes exigée par les disponibilités en matières premières ou en sources d'énergie (roue à eau). C'est cependant au plan social que les effets de la machine s'avèrent les plus décisifs. La machine a, de ce point de vue, des effets tout à la fois structurels et globaux. D'une part, en effet, en rendant superflue la force musculaire, elle permet d'employer femmes et enfants ; cette élévation du nombre des salariés a une importante conséquence économique : « la valeur de la force de travail était déterminée par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille. En jetant la famille sur le marché, en distribuant ainsi sur plusieurs forces la valeur d'une seule, la machine la déprécie » (K., ES, I, 2, 79 ; 417). La machine devient le moyen de prolonger la durée du travail au-delà de toute limite naturelle — au moins jusqu'au moment où la réaction ouvrière imposera une limitation légale de la durée du travail ; elle est aussi et surtout un moyen d'intensifier le travail. En mettant en disponibilité les ouvriers déplacés, elle produit, contrairement à la théorie de la compensation que critique Marx, une population ouvrière surabondante. D'autre part, elle induit une division technologique du travail entre des corps de spécialistes surveillant le mécanisme général et pourvoyant aux réparations, des travailleurs aux machines et des manœuvres ; engendrant une augmentation de la productivité, elle permet d'employer davantage de travailleurs improductifs ; enfin elle dépouille le travail d'une grande partie de son intérêt, comme le montre *Le Manifeste communiste*.

La machine ne produit pas de valeur mais se borne à transmettre à la marchandise la fraction de son usure physique ou morale qu'elle a en moyenne perdue. Son emploi capitaliste se justifie cependant par le fait qu'elle est génératrice de plus-value relative et aussi, mais de façon transitoire, de plus-value extra, ceci « non seulement en dépréciant directement la force de travail et en la rendant indirectement meilleur marché par la baisse de prix qu'elle occasionne dans les marchandises d'usage commun, mais en ce sens que, pendant la période de sa première introduction sporadique, elle transforme le travail employé par le possesseur de machines en travail puissancé dont le produit, doué d'une valeur sociale supérieure à sa valeur individuelle, permet au capitaliste de remplacer la valeur journalière de la force de travail par une moindre portion du rendement journalier » (K., ES, I, 2, 89 ; MEW, 23, 428-429).

• BIBLIOGRAPHIE. — B. GILLE (sous la direction de), *Histoire des techniques*, Gallimard, 1978 ; R. RICHTA, *La civilisation au carrefour*, Anthropos, 1969.

▸ CORRÉLATS. — Division du travail, Forces productives, Industrie (grande), Machinisme, Manufacture, Moyens de production.

G. C.

Machinisme

Al : *Maschinerie.* — An : *Machinism.* — R : *Mašinizm.*

Le machinisme est un système technique de production qui repose sur l'emploi d'un système complet de machines et s'accompagne, au plan des rapports de production, de l'avènement de la fabrique. Cette organisation de la production à laquelle Marx consacre la majeure partie de la 4e section du livre I du *Capital* comporte donc deux traits essentiels qu'il convient d'examiner successivement.

Le système de machines peut prendre deux formes. On peut avoir tout d'abord un ensemble de machines-outils identiques, accomplissant simultanément les mêmes opérations au cours du procès de travail. On peut aussi avoir un ensemble de machines-outils spécialisées, se complétant pour permettre à l'objet de travail de parcourir le cycle entier de sa transformation en produit nouveau. Les conséquences du machinisme en tant que système complexe de machines sont considérables. On observe en effet que les machines peuvent à leur tour être produites par les machines. On observe également une croissance importante de la productivité dont l'effet est l'abaissement de la valeur des marchandises. On observe enfin des effets de propagation en chaîne : ceci est dû non seulement aux « innovations en grappe » (Schumpeter) caractéristiques de toute révolution industrielle mais surtout au fait que la transformation du mode de production dans une sphère entraîne des changements analogues ailleurs : de l'industrie dont il est originaire, le machinisme s'étend à l'agriculture (machinisme agricole), aux services (machines de bureau), bouleversant ainsi l'ensemble des activités productives et permettant au capitalisme de se généraliser. En effet, tant que la production avait pour base le travail manuel, ainsi que c'était le cas dans l'industrie manufacturière, le capitalisme ne pouvait réaliser cette révolution radicale de toute la vie économique de la société dont les différents aspects ont été bien mis en lumière par Lénine dans *Le développement du capitalisme en Russie.*

La fabrique qui, dans le machinisme, est indissolublement liée à l'emploi d'un système de machines est une grande entreprise industrielle fondée sur l'exploitation des ouvriers salariés et faisant usage de machines pour produire des marchandises. Elle prend le relais de la manufacture; alors que le principe manufacturier est l'isolement des procès particuliers par la division du travail, la fabrique implique continuité non interrompue de ce même processus. La fabrique est la forme supérieure de la coopération capitaliste; « le moyen de travail acquiert dans le machinisme une existence matérielle qui exige le remplacement de la force de l'homme par des forces naturelles et celui de la routine par la science. Dans la manufacture, la division du procès de travail est purement subjective; c'est une combinaison d'ouvriers parcellaires. Dans le système de machines, la grande industrie crée un organisme de production complètement objectif ou impersonnel que l'ouvrier trouve là, dans l'atelier, comme la condition matérielle toute prête de son travail. Dans la coopération simple et même dans celle fondée sur la division du travail, la suppression du travailleur isolé par le travailleur collectif semble encore plus ou moins accidentelle. Le machinisme, à quelques exceptions près, ne fonctionne qu'au moyen d'un travail socialisé ou commun. Le caractère coopératif du travail y devient une nécessité technique dictée par la nature même de son moyen »

(K., ES, I, 2, 71 ; MEW, 23, 407). La fabrique rend nécessaires des fonctions particulières d'administration, surveillance, coordination des différents travaux. Avec elle s'accentue et s'aggrave l'opposition du travail manuel et du travail intellectuel. L'instauration d'une discipline capitaliste du travail y devient une nécessité. Les luttes de classes entre salariés et capitalistes se développent, prenant la forme tout d'abord du luddisme ou bris des machines. Aussi extension du système des machines et essor du mouvement ouvrier sont-ils intimement liés ainsi qu'Engels l'avait établi dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Au total on peut dire « le passage de la manufacture à la fabrique marque une révolution technique totale qui renverse l'art manuel acquis pendant des siècles par le maître ouvrier. Cette révolution technique entraîne à sa suite une démolition brutale des rapports sociaux de la production, une scission définitive entre les divers groupes de participants à la production, une rupture totale avec la tradition, l'accentuation et l'extension de tous les côtés sombres du capitalisme et, en même temps, la collectivisation en masse du travail par le capitalisme. La grande industrie mécanique apparaît donc comme le dernier mot du capitalisme, le dernier mot de ses facteurs négatifs et de ses « éléments positifs » » (DCR, ES, 513-514).

Marx et Lénine ne pouvaient observer que l'essor des deux premières formes du machinisme ; les machines automatiques qui devaient pour partie donner naissance à l'automation ne se sont répandues que plus tard. La révolution scientifique et technique qui en est résultée ne pouvait qu'accentuer les tendances évoquées en leur conférant une portée radicalement nouvelle : « *a)* les moyens de travail dépassent, dorénavant, par leur développement, les limites des machines mécaniques et assument des fonctions qui en font en principe des complexes autonomes de production... *b)* le progrès se manifeste aussi avec force dans les objets de travail... *c)* l'aspect subjectif de la production, immuable pendant des siècles, se modifie ; toutes les fonctions de la production directe, remplies par la force de travail simple, disparaissent progressivement... *d)* de nouvelles forces productives sociales, notamment la science et ses applications techniques... pénètrent de plain-pied dans le processus de production... Son originalité est de faire la synthèse du processus naturel, technicisé, imposé, assimilé — et de ce fait réglable — par l'homme, d'assurer le triomphe du principe automatique » (*La civilisation au carrefour*, 4-5).

• BIBLIOGRAPHIE. — Académie des Sciences de l'URSS, *Manuel d'économie politique*, Paris, ES, 1956 ; K. AXELOS, *Marx penseur de la technique*, Paris, Editions de Minuit, 1961 ; B. GILLE (sous la direction de), *Histoire des techniques*, Gallimard, 1978 ; R. RICHTA, *La civilisation au carrefour*, Paris, Anthropos, 1969.

▶ CORRÉLATS. — Division du travail, Forces productives, Machines, Manufacture, Métier, Moyens de production, Révolution industrielle.

G. C.

Machisme

Al : *Machismus*. — An : *Machism*. — R : *Mahizm*.

Voir : Empiriocriticisme, Sensations/sensualisme.

Majorité / Minorité

Al : *Mehrheit/Minderheit.* — An : *Majority/Minority.* — R : *Bol'šinstvo/Men'šinstvo.*

Voir : Bolchevisme, Démocratie, Menchevisme, Octobre, Suffrage universel.

Malthusianisme

Al : *Malthusianismus.* — An : *Malthusianism.* — R : *Mal'tuzianstvo.*

Dès les *Umrisse* où Engels dresse en 1843-1844 une sorte de premier bilan critique de l'Economie politique classique, la référence à Malthus a un caractère polémique qui ne se démentira jamais par la suite. Contemporain direct de Ricardo, Malthus fait parfois figure de parent pauvre. L'aspect démographique de sa pensée est sa contribution la plus souvent citée. Encore héritier des cycles agraires, « prophète du passé » (Le Roy Ladurie), Malthus partait d'un double postulat : 1) la population croît de manière *géométrique* — 2, 4, 8, 16, 32 —, les moyens de subsistance suivent une progression *arithmétique* — 1, 2, 3, 4, 5. Ce risque permanent de *surpopulation* explique l'infortune des classes laborieuses et justifie l'inégalité. On peut simplement aménager cette « loi d'airain » en prêchant l'abstinence, forme « morale » du contrôle des naissances. Simple passéisme de Malthus ? Dans le contexte de la *révolution industrielle*, Engels notait l'*actualité* du malthusianisme, « la plus brutale déclaration de guerre de la bourgeoisie au prolétariat » (*Sit.*, ES, 345; MEW, 2, 493). Le pessimisme de Malthus explique la fascination à rebours qu'il a inspirée; il constitue à son insu une *anti-apologétique* dans laquelle Marx et Engels ont puisé.

1 / Le non-sérieux malthusien

Marx partage la verve de nombreux publicistes (cf. Cobbett) à l'égard du « curé » Malthus, terme de dérision à l'égard d'un pasteur anglican. Il utilise plusieurs armes pour discréditer Malthus.

1 / Malthus « plagiat ». — Cette accusation se trouve en particulier dans les *Théories sur la plus-value* (vol. II, chap. 9, p. 121 et s.; MEW, 26-3, 107 et s.) : Malthus se serait livré à une espèce d'opération pirate, en pillant sans vergogne ses prédécesseurs. Sans donner ici toutes les pièces du dossier, admettons qu'il est difficile d'affirmer ou d'infirmer un tel propos. Malthus eut ses précurseurs et s'inscrit dans un débat démographique déjà fécond. Simple prête-nom ou chercheur authentique, Malthus fait date en marquant, à la césure des XVIIIe et XIXe siècles une sorte de coup d'arrêt aux philosophies du progrès, héritées des Lumières.

2 / La place du locuteur. — « Mais Malthus! Ce *misérable* tire des prémisses scientifiquement données (et qu'il a toujours *volées*) uniquement les conclusions qui « sont agréables » (qui sont utiles) à l'aristocratie contre la bourgeoisie et à toutes deux contre le prolétariat » (*ibid.*, p. 126; *ibid.*, 111). L'analyse historique qui sous-tend ce propos peut se résumer ainsi : en un premier temps se réalise en Angleterre *l'union sacrée des possédants*, contre la *révolution française* et les *Jacobins* de l'intérieur. Malthus, dont *Le Principe* est dirigé contre Condorcet et Godwin dans sa première

édition, participe au mouvement. A partir de 1815, l'Angleterre victorieuse voit s'affronter à nouveau tenants de la rente foncière — *the landed interest* — et bourgeois détenteurs du capital — *the moneyed interest*. En appuyant les tarifs protecteurs sur le blé — *corn laws* —, Malthus affirme sa position de classe, l'Eglise anglicane étant liée à l'aristocratie. Il défend alors « la propriété foncière » réactionnaire contre le capital « éclairé », « libéral » et « progressiste » (*ibid.*, p. 127; *ibid.*, 112). Le mérite de ce schéma est de situer Malthus dans les luttes de classe, en postulant un déplacement de la contradiction principale après 1815, et la constitution d'un « nouveau bloc historique ».

3 / La science bafouée. — Ce faisant, Malthus se serait livré à l'imposture : « Or, un homme qui cherche à accommoder la science (quelque erronée qu'elle puisse être) à un point de vue qui n'est pas issu d'elle-même mais à *un point de vue emprunté à l'extérieur, à des intérêts qui lui sont étrangers* et *extrinsèques*, je le dis « *vil* » » (*ibid.*).

II / La nature de l'idéologie ou l'idéologie de la nature

En dépit des accusations portées contre lui, il faut constater une sorte de *prégnance* du modèle malthusien, qui sollicite le débat théorique. Il y a de fait un « sérieux » malthusien que n'épuisent pas les dénégations ci-dessus et dont témoignent deux indices : *a)* l'influence posthume de Malthus, chez Darwin en particulier; *b)* la situation anglaise et le volant de chômage.

a) Darwin est formel; c'est grâce à Malthus qu'il a découvert le rôle des variations favorables et défavorables. Marx tente de récuser cette dette : « Darwin (...) ne s'est pas aperçu qu'il *renversait* la théorie de Malthus, en découvrant la progression « géométrique » dans le règne animal et végétal » (*ibid.*, p. 129; *ibid.*, 114). Y aurait-il ainsi une sorte de *bévue* de Darwin ?

b) Engels avait bien noté dès 1845 l'importance de Malthus : « Malthus (...) a lui aussi raison à sa manière quand il prétend qu'il y a toujours une population excédentaire (...) [Celle-ci] est (...) engendrée par la concurrence que se font les travailleurs entre eux » (*Sit.*, p. 124; MEW, 2, 311).

Le *dépassement dialectique* du malthusianisme se trouve formulé de manière éclatante dans *Le Capital*, liv. 1, t. 3, p. 70 à 83; MEW, 25, 658-670. Marx y pose bien en effet l'existence d'une surpopulation, mais c'est pour en dégager la « loi historique ». Il s'agit à ce titre d'une « surpopulation relative », ainsi nommée « parce qu'elle provient non d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation mais, au contraire, d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manouvriers (...) La classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa mise en retraite (...) Voilà la *loi de population* qui distingue l'époque capitaliste » (*ibid.*, p. 74; *ibid.*, 660). Ainsi se crée « l'armée de réserve industrielle » (*ibid.*, p. 76; *ibid.*, 661). Un mécanisme complexe se met en place : augmentation de la productivité → baisse de la demande de producteurs → augmentation de la concurrence ouvrière → baisse des salaires. Revenons sur ce qui sépare la formulation de Marx

de celle de Malthus : Marx reprend l'idée de surpopulation, il admet également qu'une loi la régisse. Mais c'est là que se glisse la différence — l'accusation — fondamentale. Il ne s'agit plus chez Marx d'une simple loi de la nature, mais d'un phénomène repérable dans ses déterminations historiques : « le régime de la grande industrie » *(ibid.)*. C'est à ce niveau-ci qu'il faut situer le procès, implicite, de Malthus : « Chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et n'a par conséquent qu'une valeur historique. *Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme* » (*ibid.*, p. 74; *ibid.*, 660; souligné par nous). Malthus est bien ici le premier visé; cf. en particulier ce que disaient déjà les *Grundrisse* : Malthus présente « un homme-naturel-abstrait de l'humanité historiquement déterminée » (GS, t. II, p. 96; Dietz, 500). Marx débouche sur le constat d'une absence : la diversité des modes de production n'est pas prise en considération alors même qu'une « surpopulation de libres Athéniens » ou de prolétaires n'obéissent guère aux mêmes lois. Or, paradoxalement, cette absence davantage que tout contenu explicite signe et désigne l'idéologie. Ce qui importe, ce n'est pas tant ce que dit le discours malthusien que ce qu'il omet et que Marx nous restitue : l'homme « naturel » selon Malthus est de fait l'homme historiquement déterminé; tout comme la surpopulation qu'il infère est non pas absolue, mais relative. Il y a donc une sorte de présence/absence du mode de production qui, alors même qu'il informe le discours malthusien, est transposé comme nature, gage d'invariance et d'universalité. Ainsi, tout l'intérêt du malthusianisme tient à ce que nous appellerons son *caractère ventriloque* : tandis qu'il paraît interroger la nature, Malthus exprime la nouvelle éthique de la pauvreté, contemporaine de la Révolution industrielle.

• BIBLIOGRAPHIE. — Thomas Robert MALTHUS (1766-1834), *An Essay on the Principle of Population*, Londres (1798), Pelican, ed. A. Flew, 1970; trad. franç. : *Essai sur le principe de population*, trad. par M. VILQUIN et préface par M. DUPAQUIER, Paris, 1980; éditions ultérieures très fortement remaniées en 1803, 1807, 1817, 1826; trad. franç. par P. PRÉVOST (1809) et P. THEIL (Paris, 1963). — *Etudes :* James BONAR, *Malthus and his Work*, London (1885), 1924; Colloque Unesco 1980 : *Malthus hier et aujourd'hui* (à paraître); B. COTTRET, Malthus ou la malédiction d'Adam, *Cahiers d'Histoire de l'IRM*, n° 1, 1980; R. DANGEVILLE, *Marx, critique de Malthus*, Paris, 1978; D. V. GLASS, *Introduction to Malthus*, London, 1953; W. PETERSEN, *Malthus, le premier anti-malthusien*, Paris, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Chômage, Darwinisme, Rente. B. C.

Manifestation

Al : *Kundgebung, Manifestation.* — An : *Demonstration.* — R : *Manifestacija, Demonstracija.*

A la jonction du registre de la « théorie de la connaissance » et de celui de la pratique politique, ce terme a longtemps signifié un modèle religieux de la vérité, entendue comme se révélant, s'incarnant. Proche de notions comme celles de l'apparence et de l'apparition *(Schein-Erscheinung)*, la manifestation était l'indice d'une vérité et uniquement cela. C'est Kant et surtout Hegel qui devait en faire un moment du procès de constitution

de la vérité, « un moment essentiel de l'essence », moment entrant dans sa détermination concrète.

Le matérialisme historique a surtout repris ce terme pour en exhiber le double statut : apparition déterminante / négation ou protestation de l'autre. Ainsi la religion est à la fois manifestation de la misère réelle et protestation contre elle. Ce double statut de la manifestation qui la nomme une détermination négative est bien sûr très marqué par Hegel.

Par suite, le terme de *manifestation* dans le champ politique désigne en plus de la fonction d'indice, une fonction d'anticipation et de constitution du rapport de forces. Une manifestation crée un rapport de forces plutôt qu'elle n'en est la redite et le reflet, elle possède une énergie formatrice dans la dynamique de l'histoire. Un fonctionnement religieux de la manifestation la désamorce pour la faire fonctionner comme une régulation juridique du système et de l'Etat en place. Le droit de manifester constitue ainsi pour Lénine un élément nécessaire à cette dynamique dont la fonction principale est de briser l'élément même du Droit.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Hégélianisme. G. S.

Manufacture

Al : *Manufaktur*. — An : *Manufacture*. — R : *Manufaktura*.

Alors que dans l'économie classique la manufacture désigne toute activité non agricole ou artisanale, le terme est chez Marx utilisé pour caractériser une grande période de l'histoire économique, période distincte de celle de l'industrie moderne. Transition entre la petite production artisanale et la grande industrie mécanisée, la manufacture est la coopération capitaliste fondée sur la division du travail manuel et le recours à des techniques de production encore artisanales. Le passage à la manufacture s'est effectué selon deux voies : soit par le moyen de la réunion, par le capitaliste, dans un seul atelier, d'artisans de spécialités différentes, chacun d'entre eux ne participant qu'à une opération déterminée dans la fabrication d'un produit complexe (manufacture hétérogène) ; soit par le moyen de la réunion, dans un seul atelier, d'artisans d'une même spécialité, ce qui va permettre de décomposer le travail en différentes opérations pour produire un objet simple, ce dont la manufacture d'épingles de Smith fournit la plus célèbre illustration (manufacture sérielle). On peut donc définir la coopération comme « une multitude d'ouvriers fonctionnant en même temps sous le commandement du même capital, dans le même espace (ou si l'on veut sur le même champ de travail) en vue de produire le même genre de marchandises » (K., ES, I, 2, 16; MEW, 23, 341). Quant aux différences spécifiques qu'introduit la manufacture, on dira que « d'un côté elle a pour point de départ la combinaison de métiers divers et indépendants que l'on rend dépendants et simplifiés jusqu'au point où ils ne sont plus que des opérations partielles complémentaires les unes des autres dans la production d'une seule et même marchandise, d'un autre côté, elle s'empare de la coopération d'artisans du même genre, décompose le même métier en ses opérations diverses, les isole et les rend indépendantes jusqu'au point où chacune d'elles devient la fonction exclusive du travailleur parcellaire » (K., ES, I, 2, 30; 358). Le principe de la manufacture

est donc l'isolement des processus particuliers par la division du travail. La manufacture étant caractérisée, reste à en voir les conséquences, qui sont de trois ordres, respectivement en matière de production; d'organisation du travail, d'utilisation des machines; d'évolution de la société.

L'habileté de métier qui peut éventuellement conduire à une véritable virtuosité du travail est au fondement même de la manufacture. La croissance de la productivité en est la contre-partie ainsi que Smith le souligne dès les premières pages de *La richesse des nations* en montrant comment, dans une manufacture de dix ouvriers, la division du travail permet à chaque ouvrier de fabriquer en moyenne 4 800 épingles là où isolé, il n'aurait pas pu en produire 20. Cet essor de la productivité est la résultante de la coopération d'une part, de la division du travail propre à la manufacture d'autre part. En effet le travail combiné d'ouvriers fonctionnant conjointement et simultanément dans une opération indivise a une efficacité plus élevée que n'en aurait la somme des efforts individuels; la coopération est en elle-même une force collective qui s'exerce par divers canaux : « Que la journée de travail acquière cette productivité supérieure en multipliant la puissance mécanique du travail, en étendant son action dans l'espace ou en resserrant le champ de la production par rapport à son échelle, en mobilisant aux moments critiques de grandes quantités de travail, en développant l'émulation, en excitant les esprits animaux, en imprimant aux efforts uniformes de plusieurs ouvriers soit le cachet de la multiformité, soit celui de la continuité, en exécutant simultanément des opérations diverses, en économisant des instruments par leur consommation en commun, ou en communiquant aux travaux individuels le caractère de travail moyen, la force spécifique de la journée combinée est une force sociale du travail ou une force de travail social » (K., ES, I, 2, 21-22; 347). La vertu principale de la division du travail est l'économie des temps morts : les pores de la journée de travail se resserrent quand le nombre de changements d'opérations se réduit, conduisant à une intensité du travail accrue. Il faut ajouter que la manufacture réalise une économie dans les moyens de production qui prennent un caractère social : leur valeur est plus petite lorsqu'ils sont concentrés et communs que lorsqu'ils sont disséminés; elle se répartit en outre sur une masse relativement plus forte de produits. Cette productivité accrue constitue un avantage pour l'entrepreneur. Viennent s'y rajouter les économies résultant de la suppression d'un certain nombre de faux frais que permet la concentration des travailleurs en un même lieu : c'est ainsi que le temps exigé pour la transition du produit d'un stade à un autre ou le temps de transport se trouvent raccourcis.

La division du travail dans l'atelier que Marx qualifie de division du travail en détail transforme la nature du processus de travail. Ce qui est le plus manifeste est tout d'abord l'apparition de concentrations ouvrières, la division du travail faisant de l'accroissement incessant des ouvriers employés une nécessité technique. C'est ensuite la séparation hiérarchique et fonctionnelle des tâches; tout travail social commun fait apparaître des fonctions spécifiques de direction, surveillance, médiation, contrôle, vérification, etc.; la spécialisation conduit en outre à une séparation des travailleurs entre habiles et inhabiles, si pour ces derniers les frais d'apprentissage disparaissent, pour les premiers ils se trouvent réduits par rapport à ceux qu'impliquait le métier et, au total, on observe une perte de valeur

de la force de travail. Plus caractéristique encore est la séparation entre les tâches de conception et les tâches d'exécution : « Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres. Ce que les ouvriers parcellaires perdent se concentre en face d'eux dans le capital. La division manufacturière leur oppose les puissances intellectuelles de la production comme la propriété d'autrui et comme pouvoir qui les domine. Cette scission commence à poindre dans la coopération simple où le capitaliste représente vis-à-vis du travailleur isolé l'unité et la volonté du travailleur collectif; elle se développe dans la manufacture qui mutile le travailleur au point de le réduire à une parcelle de lui-même; elle s'achève enfin dans la grande industrie qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital » (K., ES, I, 2, 50-51; 382). Simplifié, spécialisé, répétitif, ce travail parcellaire qui peut développer une véritable « pathologie industrielle » peut être désormais confié à des femmes, des enfants, voire des travailleurs handicapés. Enfin, avec la manufacture, c'est l'étude des temps qui commence à faire son apparition. Tout entière régie par l'organisation du temps du travailleur collectif, formé par la combinaison d'un grand nombre d'ouvriers parcellaires et qui constitue un des traits caractéristiques de ce mode d'organisation du travail, « la livraison d'un quantum de produit donné dans un temps de travail donné devient une loi technique du procès de production lui-même » (K., ES, I, 2, 36; 366). Or les différentes opérations exigent des longueurs de temps inégales pour être accomplies. Il convient donc de trouver, entre ces différents temps opératoires de fabrication d'un objet, le rapport mathématique (ou « nombre proportionnel ») adéquat, auquel s'appliquera un simple multiple lorsque l'échelle de production s'étendra.

Le rôle historique de la manufacture a été de préparer le passage à la production mécanique. Trois circonstances y concourent. Tout d'abord, en portant à un degré élevé la division du travail, nombre d'opérations s'en sont trouvées simplifiées, permettant de substituer la machine au travailleur. Ensuite, en créant des ouvriers spécialisés, elle fournit à la grande industrie mécanique les qualités d'habileté requises car l'habileté de métier est le fondement même de la manufacture. Enfin, en conduisant à la spécialisation des instruments de travail, elle permet de passer des outils aux machines dont l'intervention va supprimer la main-d'œuvre comme principe régulateur de la production sociale : « Dès que les différentes opérations d'un procès de travail sont détachées les unes des autres et que chaque opération partielle acquiert dans la main de l'ouvrier parcellaire la forme la plus adéquate et, par cela même exclusive, il devient nécessaire de transformer les instruments qui servaient auparavant à différents buts. L'expérience des difficultés que leur ancienne forme oppose au travail parcellisé indique la direction des changements à faire. Les instruments de même espèce perdent alors leur forme commune. Ils se subdivisent de plus en plus en différentes espèces, dont chacune possède une forme fixe pour un seul usage et ne prête tout le service dont elle est capable que dans la main d'un ouvrier spécial. Ces différenciation et spécialisation des instruments de travail caractérisent la manufacture » (K., ES, I, 2, 32 ; 361).

Si l'on tente enfin de dégager la signification sociétale de la manufacture, il faut partir de l'idée que ses caractéristiques essentielles se situent

à la fois dans le domaine des forces productives qui connaissent, de son fait, un essor remarquable, et dans celui des rapports de production qui subissent une transformation profonde. On pourra donc dire que la manufacture « n'est qu'une méthode particulière de produire de la plus-value relative ou d'accroître aux dépens du travailleur le rendement du capital, ce qu'on appelle richesse nationale *(Wealth of nation)*. Aux dépens du travailleur elle développe la force collective du travail pour le capitaliste. Elle crée des circonstances nouvelles qui assurent la domination du capital sur le travail. Elle se présente donc et comme un progrès historique, une phase nécessaire dans la formation économique de la société, et comme un moyen civilisé et raffiné d'exploitation » (K., ES, I, 2, 53 ; 386).

• BIBLIOGRAPHIE. — Académie des sciences de l'URSS, *Manuel d'économie politique*, Paris, ES, 1956; J. BAECHLER, *Les origines du capitalisme*, Gallimard, 1971 ; P. MANTOUX, *La révolution industrielle au XVIIIe siècle*, Génin, 1959; R. MARX, *La révolution industrielle en Grande-Bretagne*, Colin, 1970; E. R. PIKE, *Human documents of the industrial revolution in Britain*, Allen & Unwin, 1966.

▶ CORRÉLATS. — Division du travail, Machines, Mode de production, Rapports de production, Révolution industrielle, Subsomption formelle/réelle.

G. C.

Maoïsme

Al : *Maoismus*. — An : *Maoism*. — R : *Maoizm*.

C'est le bilan théorique de l'expérience stratégique et tactique de la Révolution chinoise, tiré par son principal dirigeant, Mao Zedong, bilan marqué par la vision du monde de son auteur, elle-même reflet d'une culture et pétrie par des événements largement étrangers à la tradition marxiste occidentale. De ce bilan théorique et de cette vision du monde découle une idéologie (dans le meilleur et dans le pire sens du mot), dont l'impact fut considérable dans les années 60, époque des grandes luttes de libération nationale du Tiers Monde, et de l'effondrement de l'URSS comme modèle de référence. Mao Zedong apparut alors comme le premier grand théoricien marxiste non-européen, et en même temps comme le premier praticien d'une construction non stalinienne du socialisme. L'échec actuel de la révolution culturelle a dispersé les volées de moineaux qui se disputaient son héritage, en sorte que le discrédit idéologique du maoïsme dans les cercles intellectuels occidentaux n'a d'égal que l'infidélité politique des dirigeants pékinois. Mais le bilan de la pensée d'un homme qui consacra à la révolution soixante ans de sa vie, dirigea la plus grande nation du monde pendant l'une des périodes les plus troubles de l'Histoire, reste largement à faire : nous ne pouvons présenter ici que quelques coups de projecteurs.

La révolution anti-coloniale. — Face à la question coloniale, l'Internationale, dirigée par des Européens, se divise schématiquement dans les années 20 en deux tendances. Pour Staline, la révolution, étant anti-féodale au plan interne et anti-impérialiste à l'extérieur, doit être dirigée par la « bourgeoisie nationale ». Pour Trotski, la révolution bourgeoise est impossible à une époque où les intérêts de toutes les classes dominantes (même relativement dominées) font déjà bloc autour du capital mondial contre le prolétariat mondial. Mais comme le prolétariat, trop faible, ne peut tenter que

des petits putschs locaux, il faut attendre pacifiquement que le développement des forces productives engendre enfin la force capable de réaliser la révolution (Trotski, *L'Internationale communiste après Lénine*, Paris, 1930; rééd. 2 vol., Paris, 1969, p. 394-403).

Face à ces débats européocentristes, Mao Zedong change de terrain. Contre Staline qui veut placer le peuple chinois sous la direction du Kouo Min Tang de Tchang Kaï-Chek, il dénonce le caractère instable de la « bourgeoisie nationale », son incapacité à diriger une révolution. Mais il existe déjà une force opprimée qui a un intérêt immédiat à la révolution : la paysannerie, force principale, avec la petite bourgeoisie, de la révolution anti-féodale et anti-coloniale. Enfin, par son insertion dans les rapports de luttes de classe mondiaux, le prolétariat est capable de diriger cette force jusqu'à la révolution socialiste, par un processus *ininterrompu*, mais qui doit, dans une première *étape*, limiter ses objectifs à ceux qui permettent l'alliance de ces « 4 classes ». Cette étape, *Révolution de Démocratie nouvelle*, placera d'emblée le prolétariat en position d'hégémonie pour entraîner la nation, émancipée de l'impérialisme, vers le socialisme.

Programme ambitieux, qui mûrit dans ses trois premiers articles (o., 1), et se concrétise jusqu'en 1956, à travers l'éclosion et la défaite des bases rouges, la Longue Marche, la guerre sino-japonaise, et la Libération de 1949.

L'élève et le dirigeant. — Mais ce programme n'était pas en germe dans le cerveau du jeune intellectuel chinois. Entre le diagnostic *(L'analyse de classe de la société chinoise)* et la stratégie *(Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ?)*, il y a l'article « Enquête sur le mouvement paysan du Hounan », il y a l'irruption des masses paysannes sur la scène politique, qui vient bouleverser tous les schémas. Si Mao peut être tenu pour un « génie », c'est d'abord pour avoir su reconnaître ce « mouvement réel » qui abolit l'ordre existant. Expérience qui marquera profondément sa théorie de la connaissance et, partant, de l'organisation. « Une direction juste doit se fonder sur le principe suivant : partir des masses pour retourner aux masses... Cela signifie recueillir les idées des masses, qui sont dispersées, non systématisées, les concentrer en idées systématisées, après étude, pour aller de nouveau dans les masses, pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées » (o., 3, p. 123).

Certes, cette capacité de « recueillir » et « reproposer » implique une organisation, un « intellectuel collectif », dirait Gramsci, un « quartier général », dit Mao, bref un parti dirigeant, mais fort différent de l'avant-garde éclairée prônée par le Lénine de *Que faire?* : « Assurer au parti le rôle dirigeant, ce n'est pas un mot d'ordre à claironner du matin au soir. Cela ne signifie pas non plus forcer les autres, avec arrogance, à se soumettre à nos ordres », (o., 2, 250).

Que le maoïsme, en Chine ou ailleurs, s'en soit tenu à un tel programme, est une autre question.

La tactique du front uni. — Pendant toute la période de la Révolution de Démocratie nouvelle, deux camps s'opposent fondamentalement en Chine, par leurs intérêts matériels mais aussi par leur attitude face à la révolution : les « quatre classes », et le bloc impérialiste et ses relais (féodaux, compra-

dores). C'est même cette « contradiction fondamentale » qui détermine la période et en règle le processus. Et pourtant, la ligne de front politique oscillera fréquemment, jetant le Kouo Min Tang, tantôt dans le camp populaire, tantôt dans le contre-camp. C'est que la contradiction fondamentale n'existe jamais « à l'état pur ». A l'intérieur d'une même période historique, de multiples contradictions secondaires, entre les fractions de classes, dans la situation mondiale, etc., viennent s'y combiner, la « surdéterminer ». De sorte que la situation concrète, en une phase donnée du processus, se caractérise à chaque instant par une « contradiction principale », parfois fugace et mouvante, mais dont le dirigeant révolutionnaire doit tenir le plus grand compte.

1935-1937 : le Japon envahit la Chine. La contradiction principale oppose alors l'impérialisme japonais à « tous les autres ». Le Kouo Min Tang, appareil d'hégémonie du bloc impérialiste sur la bourgeoisie nationale et les classes populaires, se casse en deux : les collaborateurs et les résistants. A ceux-là (à ces bourreaux !) Mao propose sans hésiter un « front uni ». Unité pour la lutte, qui suppose la lutte pour l'unité : unir la gauche, rallier le centre, isoler la droite, les capitulards. Rien de suprenant à ce que la « droite du front uni » soit tout simplement la fraction stratégiquement non révolutionnaire dans la contradiction fondamentale : « Tchang Kaï Chek nous mène à la défaite parce qu'il n'ose pas mobiliser les masses! »

Ainsi se forme, dans une pensée qui combine étroitement la réflexion théorique (*De la contradiction*, O., I) et l'analyse concrète (*Les tâches du PCC dans la résistance*, O., I), en rupture avec la scolastique et les déboires des « Front unique ouvrier » et des « Classe contre Classe », la tactique qui fera du PC chinois le représentant du bloc national-populaire au sens gramsciste du terme, « prince moderne » investi d'une mission : construire une Chine indépendante et prospère, alors que son projet est le socialisme. Condition idéale, mais non sans ambiguïté, pour aborder la période suivante.

La rupture avec le modèle stalinien. — 1956 : les coopératives rurales, les expropriations (avec indemnités) des capitalistes se généralisent en une immense vague. 1957 : pour Mao, la Révolution socialiste est faite. Et, saluant l'envol du *Spoutnik*, il déclare : « A présent le Vent d'est l'emporte sur le Vent d'ouest ». Quinze ans plus tard, ces deux verdicts seront renversés : « Ce n'est pas très différent de l'ancienne société chinoise : seule la forme de la propriété a changé »; « Le *Spoutnik* s'est envolé et le drapeau rouge est tombé » (Tchang Tchouen-Kiao).

En fait, il faudra une longue incubation (de 1958 à 1965), des frictions, des déboires et des échecs pour que Mao se convainque peu à peu de l'erreur que représentait la version stalinienne de la « base économique du socialisme » : déprivatisation + industrialisation. Alors que les trotskistes, tout en critiquant la superstructure, en approuvaient la base, Mao se livre à une critique serrée du modèle stalinien (voir le recueil : Mao, *La construction du socialisme*, Seuil). Il voit bien que derrière l'enveloppe juridique ce sont les rapports bourgeois qui se développent. Car le socialisme n'est pas un mode de production, mais une trajectoire contradictoire où s'affrontent « le communisme naissant et le capitalisme agonisant ». Dès lors, le retour en arrière, la restauration du capitalisme, est toujours possible. Tout dépend de la nature du procès de développement : permet-il l'appropriation collec-

tive par les masses de leur travail individuel et social (au niveau de la division du travail dans l'atelier comme au niveau de toute une région), ou en confère-t-il la maîtrise à un corps de spécialistes de plus en plus coupés des masses ? Dans ce dernier cas, les rapports marchands s'étendent, les cadres du parti et des entreprises se comportent tendanciellement en bureaucrates, puis en exploiteurs purs et simples, ne sont plus que les fonctionnaires gérant l'accumulation d'un capital anonyme : donc tout simplement les bourgeois, « une bourgeoisie au sein du parti ».

En fait, si Mao est très proche de cette conclusion dès 1964, ce n'est que dix ans après que lui-même et les théoriciens du « groupe de Shanghaï », Weng Hong-wen, Yao Wen-Yuan *(La base sociale de Lin Piao)* et surtout Tchang Tchouen-kiao *(De la dictature intégrale sur la bourgeoisie)* la formuleront en ces termes. Cette fois encore, la théorie n'aura pu mûrir qu'après un immense mouvement social : la Grande Révolution culturelle prolétarienne.

Feu sur le quartier général ! — En 1966, la Chine est totalement dominée par ces « vétérans » qui ont dirigé la révolution nationale au nom d'une idée du socialisme peu différente de l'accumulation capitaliste. La bourgeoisie apparemment dépossédée dispose de « villages fortifiés » où se reproduit son idéologie, dans l'imitation servile des modèles occidentaux : l'appareil scolaire. Très vite les luttes d'influence au sein du parti se localisent sur cet enjeu. Le mouvement étudiant, d'abord canalisé, déborde de son lit et se transforme en une immense révolte contre l'autoritarisme et l'académisme. Dès lors, il touche la question du pouvoir, celui de l'Etat et du parti. Alors, chose inouïe, on voit un président du parti appeler les masses à se révolter contre le parti, à faire « feu sur le quartier général », à créer de nouveaux organes de pouvoir « du type de la Commune de Paris ». Les ouvriers de Shanghaï entendent cet appel en janvier 1967. La Chine entre dans la plus incroyable des guerres civile, politique, idéologique, culturelle et même militaire, dont le bilan et même l'histoire sont à peine esquissés.

Guerre inextricable, et Mao en voit bien les raisons : « Dans le passé, nous avons livré bataille au nord comme au sud. Cette guerre-là était facile. Car l'ennemi était apparent. La Grande Révolution culturelle prolétarienne en cours est beaucoup plus difficile... La question, c'est que les cas qui relèvent d'erreurs idéologiques et ceux qui relèvent de contradictions entre l'ennemi et nous se trouvent confondus et que, pendant un temps, on ne parvient pas à y voir clair. »

Incapable de maîtriser cette révolution contre le parti à l'appel du parti, Mao fait appel à l'armée, dont le chef Lin Piao transforme la révolution en vaste « autocritique » de la société civile par elle-même, et au nom du refus des lois et de la ferveur révolutionnaire établit un régime « fasciste-féodal » que dénoncera, au Xe Congrès (1973), une coalition de modernistes progressistes (Chou En-laï) et de radicaux modérés (le groupe de Shanghaï). Ces derniers, privés de l'appui du mouvement de masses, et incapables de trouver des réponses à la grande question qu'ils avaient eux-mêmes posée (comment développer la Chine sans développer en même temps les rapports sociaux de type capitaliste ?), tomberont à la mort de Mao. Mais les « nouvelles choses socialistes » qui se sont développées durant cette décennie, de la commune de Tatchai à l'usine de machines-outils de Shanghaï, de la liaison entre l'école et la vie à la médecine « aux pieds

nus », tout ce qui figura comme image de marque de la voie chinoise, et qui est aujourd'hui décrié tant par les revanchards de la Restauration chinoise que par les intellectuels européens déçus dans leurs rêves, tout cela reste l'expérience la plus avancée de dictature du prolétariat depuis la Commune de Paris.

Les eaux bouillonnantes. — Avec Mao s'évanouit le rêve d'une « Après-Révolution », période d'édification tranquille du socialisme. « Faudra-t-il encore faire la révolution dans cent ans ? Dans mille ans ? Il faudra toujours faire la révolution ». Car ce qui est uni à chaque étape se révèle toujours contradictoire : « Un se divise en deux ». Les « démocrates nouveaux » se divisent en nouveaux bourgeois et masses exploitées. Mais « où il y a oppression, il y a résistance » : « On a raison de se révolter ».

Etonnante vision du monde, qui place au cœur de la réalité matérielle elle-même la *contradiction* comme texture des choses, comme moteur du mouvement, comme justification des révoltes et de l'appel du nouveau, comme garantie de la croissance des forces novatrices, de l'inéluctabilité de leurs échecs relatifs, et de leur victoire finale, étape elle-même pour de nouveaux combats. Comparant l'histoire au « Yang-Tsé qui roule sans fin ses eaux bouillonnantes », Mao renoue avec l'intuition matérialiste dialectique d'un Héraclite, mais il l'érige en politique, en un mélange étonnant de pessimisme de la raison (« Après ma mort, quand la droite aura repris le pouvoir... ») et d'optimisme de la volonté : « Rien d'impossible au sein de l'Univers, pourvu qu'on ose escalader les cimes. »

L'héritage. — Une pensée aussi contradictoire peut conduire à n'importe quoi, et sait qu'elle le peut : elle n'existe qu'à coups de rectifications successives. De fait, le « maoïsme réel » ne fait guère honneur à la pensée de Mao.

La théorie de la révolution par étapes est appliquée à tort et à travers par des groupes « ML » parfois effectivement liés aux masses, du Portugal à l'Amérique latine, mais qui ne tiennent pas compte des profondes transformations de l'impérialisme depuis cinquante ans, et de l'internationalisation directe des rapports de productions capitalistes eux-mêmes : d'où une sous-estimation du caractère prolétarien de la révolution dans les pays certes dominés mais industrialisés. Quant à la théorie du Front uni, Deng Xiaoping en a avancé du vivant même de Mao la plus hideuse caricature : le « Front uni contre les deux superpuissances », en fait contre la seule URSS, camoufle sous la notion d'ennemi principal un opportunisme sans rivage.

Si, par ailleurs, Mao a eu le mérite (par rapport aux critiques trotskiste ou ultra-gauche) de rechercher les voies d'une rupture *pratique* avec le modèle stalinien, cette rupture reste largement implicite. Elle n'a pas su apporter de réponses autres que ponctuelles sur la voie non étatique et non productiviste au socialisme (ce qui est bien excusable!), mais, pire, elle a reculé devant ses propres implications : « Le désordre sur la terre engendre l'ordre sur la terre, au bout de sept ou huit ans ça recommence ». Le retour en arrière précipité, après l'audace de la commune de Shanghaï, a retourné en son contraire la radicalité des thèses maoïstes. De l'idée que « la lutte des classes continue au sein du parti » on est passé à celle que la lutte ne se mène qu'au sein du parti.

L'idée qu'un se divise en deux, que chacun est « à la fois la flèche et la cible de la révolution », l'injonction d'oser se révolter, en déstabilisant tous les repères, a permis aussi bien à Lin Biao qu'à certains de ses émules français, chefs de groupuscules, d'imposer à leur base la pire des dictatures (ce mécanisme est fort bien exposé, par des « disciples » comme C. Broyelle ou A. Glucksmann).

Destin du maoïsme dans la logique même du maoïsme : « Ce qui se dresse haut est facile à briser, ce qui brille avec éclat est facile à souiller. Il devient de plus en plus rare qu'on ressemble à la neige blanche du printemps, il est difficile d'agir en accord avec le fardeau d'un nom célèbre (...) Plus on porte quelqu'un aux nues, plus dure est la chute. Je m'attends à me rompre les os en tombant. Quelle importance cela aurait-il d'ailleurs, il n'est pas possible d'anéantir la matière, elle ne sera que fracassée » (*L. à Chiang Ching*, juillet 1966).

• Bibliographie. — I / *Œuvres de Mao Zedong :* Du vivant de Mao, les éditions de Pékin ont publié 4 tomes d'*Œuvres choisies*, qui couvrent la période 1927-1949, celle de la lutte pour le pouvoir. Ces textes constituent le « maoïsme classique », assez homogènes puisque sélectionnés et revus par l'auteur, qui en a éliminé ce qu'il a pu juger ultérieurement comme des élucubrations gênantes. Au hasard des articles et des publications d'inédits, impossibles à énumérer ici, on découvrira des aspects plus surprenants de la personnalité et de la pensée déjà protéiforme du Mao de cette époque (voir par exemple Hu Chi-hsi, Mao Tsé-toung, la révolution et la question sexuelle, *Tel Quel*, n° 59, 1974). On trouve une bibliographie des « inédits » dans le n° 42 des *Cahiers de L'Herne*. En revanche, pour la période qui commence avec le Grand Bond en avant et s'achève à la mort de Mao sur un bilan incertain de la révolution culturelle, il n'y a plus de « texte officiel », car le choix et la mise en ordre des textes deviennent un enjeu politique brûlant. A partir des recueils des Gardes Rouges et d'autres sources (abondantes en chinois et déjà en anglais), une traduction française aussi intégrale que possible a été entreprise : *Textes 1949-1958* (Ed. du Cerf, 1975), *Le Grand Bond en avant (1958-1959)*, *Les trois années noires (1959-1962)* (ces deux livres au Sycomore, 1980). Voir également le recueil de trois textes économiques critiquant le modèle stalinien à la veille de la révolution culturelle, *Mao Tsé-toung et la construction du socialisme*, présenté par Hu Chi-hsi, Seuil, 1975. Pendant ce temps, les épigones chinois ont réussi à publier un tome V des *Œuvres choisies (1949-1957)*, déjà controversé avec le volume du Cerf (comparer).

II / *Sur le maoïsme.* — Deux grands types de littérature inspirés par l'œuvre de Mao :

— Un courant scientifique, universitaire, surtout développé dans les pays anglo-saxons, qui s'attache à l'analyse de la pensée de Mao d'un point de vue culturel et historique. Le plus célèbre représentant en est S. R. Schram (*The Political Thought of Mao Tse-toung*, Penguin, 1969). Cf. également études de R. Lew, A. Roux, in *Les aventures du marxisme*, Paris, Syrod, 1984; et de Gu Liang, M. Loi, Guang-Yob-Hong in *L'Œuvre de Marx, un siècle après*, Paris, PUF, 1985.

— Mais en France (et en Italie) la littérature maoïste se confond avec la mutation du marxisme et les débats politiques et idéologiques des années 1960-1970. L'œuvre de Mao et les événements de Chine ne furent souvent qu'un point de départ (voire un prétexte) à l'expression de courants spécifiquement français. Mais réciproquement le maoïsme a teinté presque tout le marxisme latin de cette époque.

Le livre qui conféra à Mao le statut d'auteur universel, digne de l'intérêt des Occidentaux, est sans doute le recueil *Pour Marx* de Louis Althusser (Maspero, 1965). A partir de là, le maoïsme devient l'étendard d'un marxisme anti-stalinien (non linéaire, non mécaniste, non économiste), soit à partir du texte de Mao (articles de R. Rossanda, C. Bettelheim et autres dans *Les Temps modernes*), soit à partir d'une vision transfigurée de la révolution culturelle chinoise (C. Bettelheim, *Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine*, Maspero, 1973; C. Broyelle, *La moitié du ciel*, Denoël, 1973). Un autre

courant significatif insistait plutôt sur l'aspect anarchiste du maoïsme de la révolution culturelle (G. LARDEAU, *Le singe d'or*, Mercure de France, 1973; J. P. DOLLÉ, *Le désir de révolution*, Grasset, 1972). Vers la fin des années 70, le maoïsme franco-italien se décomposa, soit par un reniement total chez les « nouveaux philosophes » (A. GLUCKSMANN, *Les maîtres penseurs*, Grasset, 1977), soit à travers une réévaluation critique nuancée (C. BETTELHEIM, *Questions sur la Chine après la mort de Mao*, Maspero, 1978).

Si la sinophilie occidentale et la mythologie de la « révolution culturelle » ont fait l'objet de critiques féroces et documentées, des libertaires aux libéraux (*La Bibliothèque asiatique* est consacrée à cette instructive littérature), peu de critiques sérieuses ont été consacrées spécifiquement à la pensée de Mao. Voir cependant, du côté trotskiste, la critique éclairée et assez bienveillante de D. AVENAS, *Maoïsme et communisme*, Galilée, 1977, et, du côté stalinien, celle d'E. HOXHA, *L'impérialisme et la révolution*, Norman Béthune, 1979 (pas très différente de ce que les « communistes prosoviétiques » ont toujours pensé).

▶ CORRÉLATS. — Contradiction, Démocratie nouvelle, Développement/Sous-développement, Dialectique, Gauchisme, Guerre, Marxisme-Léninisme, Paysannerie, Religion, Révolution culturelle.

A. L.

Marchandise

Al : *Ware*. — An : *Commodity*. — R : *Tovar*.

1 / Valeur d'usage, c'est-à-dire bien répondant à un besoin social, produit par le travail privé en vue de l'échange et présentant de ce fait une valeur d'échange, dont le fondement est la valeur, définie par le temps socialement nécessaire à sa production. Au sens large, bien susceptible d'être échangé.

2 / La distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange est fort ancienne. Marx renvoie à ce propos à Aristote (*Cont.*, p. 7; MEW, 13, 15). Dès l'aube de l'économie classique, au tournant des XVIIe et XVIIIe siècles, notamment en Angleterre, se développe une représentation de la société civile comme reposant sur un système de besoins complémentaires et donc d'échanges réciproques (Mandeville, *The fable of the Bees*, 1729), de plus en plus conçus comme échanges de travaux; ainsi chez B. Franklin, *Exchange of labor for labor* (1729, *Works*, vol. II, p. 267). Dans ce cadre s'affirme le couple *Wealth/Value* (Richesse/Valeur) avec une tendance, par opposition au mercantilisme antérieur, à référer celle-ci aux coûts de production et en particulier au travail, couple qui s'imposera avec Smith, sous la forme *value in use / value in exchange*.

3 / Dans les *Manuscrits de 1844*, la réflexion est centrée sur le travailleur et son être-marchandise. La question de la marchandise, dans une problématique dominée par la catégorie d'aliénation, désigne donc le fait même de l'appropriation et en l'occurrence le désaisissement du producteur propre au capitalisme. En ce sens, elle occupe dans le texte de 1844, une place analogue à celle de la plus-value dans *Le Capital*. La condition du dépassement de l'aliénation s'y définit donc identiquement par l'abolition du capitalisme et celle de la marchandise.

C'est dans *Misère de la philosophie* (1847) que l'on trouve, pour la première fois, à l'occasion de la critique de Proudhon, l'analyse de la marchandise sur la base de l'opposition valeur d'usage / valeur d'échange. Marx y reprend à son compte la théorie de la valeur dans sa formulation ricardienne (MPH, 56; MEW, 4, 77 et s.), qui le définit par la quantité de travail requise pour la production.

Au cours de la rédaction du *Capital*, la catégorie de marchandise s'affirme progressivement comme le point de départ nécessaire de l'exposé. Les *Grundrisse* (1857) commencent par un « Chapitre de l'argent », où la marchandise analysée en « nature particulière » ou produit et « nature universelle » ou valeur d'échange (ES, I, 82; Dietz, 65) tient une place déjà importante. La *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859) comporte un premier chapitre intitulé « La marchandise » qui commence en ces termes qui ouvrent aussi *Le Capital* : « A première vue, la richesse bourgeoise apparaît comme une immense accumulation de marchandises et la marchandise prise isolément comme la forme élémentaire de cette richesse. Mais chaque marchandise se présente sous le double aspect de valeur d'usage et de valeur d'échange » (*Cont., ibid.*; cf. K., ES, I, 1, chap. I, début).

La marchandise, unité de la valeur d'usage et de la valeur. — Marx part ainsi d'une définition exotérique de la marchandise, où valeur d'usage désigne la marchandise comme « chose qui par ses propriétés satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce » (K., ES, I, 1, *ibid.*) et la valeur d'échange « comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèce différente s'échangent l'une contre l'autre *(ibid.)* ». Et la recherche de ce qui peut régler cette « proportion » le conduit à passer de la catégorie de valeur d'échange à celle de valeur qui désigne le contenu commun à toutes les marchandises et par quoi elles sont comparables quantitativement : elles sont le produit d'un certain travail social d'une durée déterminée. Cette proposition va au-delà de la définition antérieure de la valeur par le travail requis. D'abord parce qu'elle fonde la distinction valeur d'usage / valeur sur une autre distinction : travail *concret* (ou utile), c'est-à-dire le travail considéré dans sa fin particulière et les moyens déterminés qu'il met en œuvre, et le travail *abstrait* qui est la « dépense de force humaine de travail sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée » *(ibid.)*. Cette détermination de la valeur par le travail abstrait, que Marx considère comme une nouveauté décisive, a pour corollaire l'inhérence de la catégorie d'argent à celle de marchandise. A cet égard, il ne suffit pas de dire que l'argent se définit comme une marchandise : étant cette marchandise dont la valeur d'usage est niée, elle constitue le corollaire de la valeur comme abstraction de la valeur d'usage.

Le fétichisme de la marchandise. — Marx apporte ainsi toute la clarté à cette idée développée par les auteurs anglais du XVIIIe siècle : l'échange des marchandises n'est qu'un échange des travaux humains. Proposition qui s'interprète maintenant en ces termes : c'est un rapport entre des temps de travail. En même temps, il peut poser la question du « fétichisme de la marchandise ».

« Le caractère d'égalité des travaux humains acquiert la forme de valeur des produits du travail; la mesure des travaux individuels par leur durée acquiert la forme de la grandeur de la valeur des produits du travail; enfin les rapports des producteurs, dans lesquels s'affirment les caractères sociaux de leurs travaux, acquièrent la forme d'un rapport social des produits du travail » (p. 84-85; MEW, 23, 85-86). Les producteurs n'entrant en contact que par l'échange, la valeur ne peut pas ne pas leur apparaître comme une catégorie de l'échange, attachée aux choses échangées. Et

lorsque l'analyse scientifique a permis de référer la valeur des marchandises au temps de travail, la « fantasmagorie » demeure, parce que cette représentation d'une valeur inhérente aux choses elles-mêmes est adéquate à la pratique même de l'échange.

La force de travail comme marchandise. — *Le Capital* opère ensuite un nouveau pas en appliquant la catégorie de marchandise à la force de travail, dont la valeur se définit par celle de ses moyens de subsistance, mais qui travaille durant un temps plus long que le temps nécessaire à la production de ceux-là, produisant ainsi la plus-value. Ainsi se trouvent à la fois reliés et distingués les rapports marchands en général et les rapports proprement capitalistes caractérisés par la présence de cette marchandise particulière, la force de travail.

Ce qui signifie aussi que le capitalisme constitue le premier mode de production intégralement marchand : toute la production y prend la forme de marchandise, qu'elle soit destinée à la consommation des capitalistes ou des salariés ou à une nouvelle production. D'où la contradiction entre l'appropriation privée et le caractère de plus en plus social de la production.

La production marchande. — Le propre de la production marchande est d'être régulée par la « loi de la valeur » : les variations de l'offre et de la demande modifient les prix de marché des marchandises et par là orientent la production selon les proportions sans cesse changeantes requises par le système. Mais le marché n'est qu'une forme historique particulière sous laquelle se manifeste cette « nécessité de la répartition du travail social en proportions déterminées » (*L. à Kugelmann*, 11 juillet 1968), qui est une « loi naturelle ». Il ne constitue qu'une régulation *a posteriori*, une « réaction contre la destruction continuelle de cet équilibre » (K., ES, 1, 2, 46; MEW, 23, 377). Marx lui oppose la répartition planifiée du travail qui sera le propre de la société socialiste (régulation *a priori*, qui apparaît déjà, sous forme despotique dans l'entreprise capitaliste elle-même, *ibid.*). Dans ce cas, les hommes n'échangent plus les produits de leurs travaux comme marchandises. Les travaux de l'individu sont directement « partie intégrante du travail de la communauté » (*Gloses*, ES, p. 30; MEW, 19, 20). Les rapports entre les hommes cessent donc de se donner comme rapports entre des choses.

4 / A partir des années 20, un débat s'instaure en URSS à propos de la persistance des catégories marchandes, d'abord rattachée à l'existence du secteur coopératif (Lapidus, Ostrovitianov). Dans *Les problèmes économiques du socialisme* (J. Staline, 1952) s'exprime l'idée que, sous le socialisme, la loi de la valeur cesse d'être le principe régulateur de la production, mais demeure déterminante pour l'organisation des échanges. Au cours des réformes économiques successives, la question des catégories marchandes a continué à jouer un rôle central.

• BIBLIOGRAPHIE. — E. BALIBAR, *Cinq études du matérialisme historique*, Maspero, 1974, p. 206-226; C. BETTELHEIM, *La transition vers l'économie socialiste*, Maspero, 1968; J. BIDET, *Que faire du Capital?*, Paris, Klincksieck, 1985; G. LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Minuit, 1960; R. MEEK, *Studies on the labor theory of value*, Londres, Lawrence & Wishart, 1973; I. I. ROUBINE, *Essais sur la théorie de la valeur*, 1978, p. 19-92.

▶ CORRÉLATS. — Echange, Fétichisme, Marché, Monnaie, Or, Valeur. J. B.

Marché

Al : *Markt.* — An : *Market.* — R : *Rynok.*

Le marché est le procès par lequel, séparés par la double partition des producteurs individuels, des possesseurs et des non-possesseurs des moyens de production, les agents de la production capitaliste recherchent, s'imposent et transforment les déterminations sociales générales de leurs activités.

Il est d'usage de dire, suivant l'indication donnée dans la *Contribution* (ES, p. 38; MEW, 13, 47-48), que le marché devait être étudié par Marx dans un livre consacré à la concurrence et que ce livre n'a pas été écrit. On trouve toutefois, notamment dans *Le Capital*, des analyses où le marché apparaît comme un procès à travers lequel les agents — capitalistes et travailleurs — accèdent à la généralité de leurs rapports et en induisent la transformation.

L'existence du marché présuppose la division sociale du travail et la séparation des travailleurs des moyens de production. Il est une procédure qui, tout en maintenant ces rapports d'extériorité, fait surgir leur cohérence sociale. C'est ce que montre la manière dont Marx traite de l'échange des marchandises, de la vente de la force de travail et de la péréquation du taux de profit.

Les marchandises s'échangent « sur le marché ». Du fait de la division sociale du travail, le produit de chaque producteur doit être pour celui-ci l'équivalent général de tous les autres. Il lui faut donc être utile à tous les autres possesseurs de marchandises. Son utilité doit être générale. La mesure dans laquelle le bien offert présente une utilité sociale, compte tenu de son prix, est donnée par le marché. Le producteur individuel rencontre là sa vérité sociale. Celle-ci s'exprime par la quantité et le prix unitaire auquel il peut vendre. Prix et quantité fonctionnent comme des signaux transmis par la société et fixent la part du travail social qui revient au producteur.

Ici se montre l'ambiguïté de la forme prix. Le prix est l'expression de la valeur d'une marchandise au moyen d'une autre marchandise (la monnaie). Expression de la valeur : il indique ce que la société doit céder pour que la marchandise soit reproduite. Dans une autre marchandise : cette extériorité du signifiant vient de ce que la valeur ne se manifeste que dans l'échange; et elle rend possible l'écart entre le prix et la valeur. La forme prix appartient tout entière à l'échange : c'est lui qui fonde et en même temps altère sa valeur expressive ou, ce qui est équivalent, elle n'est rapport de valeur que dans les rapports d'échange. Mais cette possibilité d'écart, loin d'être un défaut de la forme prix lui confère — et, partant, au marché — son pouvoir régulateur. Car, la valeur ne peut apparaître et la marchandise être reproduite que si le produit présente un degré de généralité sociale suffisant, aussi bien sur le plan des normes de production que sur celui de la valeur d'usage. Ce degré de généralité, chaque producteur converge vers lui par un processus aléatoire d'essais et d'erreurs. Le marché est une multiplicité de ventes et d'achats isolés les uns des autres, que l'on peut totaliser à tout moment en une offre et une demande globales. Les caractéristiques générales de cette offre et de cette demande, ainsi que leur rapport, se « cabrent » devant les producteurs individuels et les contraignent à rectifier les paramètres de leur activité.

Le concept de valeur de marché exposé par Marx dans le livre III du *Capital* complète l'étude de ce jeu de la règle et du hasard commencée dans les chapitres II et III du livre I. L'analyse de la valeur de marché retrace une double généralisation. Celle, d'abord, dont la valeur de marché est le résultat. Soit un ensemble de producteurs fabriquant un même bien. Certains produisent dans des conditions favorables, d'autres dans des conditions plus difficiles : les valeurs individuelles des produits diffèrent donc les unes des autres. Mais le marché imposera une valeur dominante, celle que l'on obtient à partir des valeurs individuelles des producteurs à qui reviennent les parts les plus importantes du marché. La valeur de marché est, en effet, la moyenne des valeurs individuelles pondérées par les parts de marché. Soit Q l'offre globale du bien, Q_i la part revenant au producteur n°i et V_i la valeur individuelle de son produit, alors : valeur de marché $(Vm) = \sum_{i=1}^{i=n} Vi.\frac{Qi}{Q}$, n étant le nombre des producteurs. La valeur de marché est déterminée en quelque sorte par les valeurs individuelles — autrement dit par les technologies, si l'on suppose que le taux d'exploitation est uniforme — qui dominent l'offre. Elle devient la norme de valeur à laquelle chaque producteur, qu'il soit au-dessus ou au-dessous d'elle, doit se conformer.

Le second procès de généralisation, ou encore le procès au cours duquel chaque producteur détermine la quantité de son bien que le marché peut « absorber », conduit à l'équilibre de l'offre et de la demande globale. A une certaine valeur de marché correspond une demande capable de payer cette valeur, une demande solvable *(zahlungsfähig)*. Cette demande, précise Marx, dépend avant tout du taux de plus-value et de la manière dont la plus-value se décompose en profit, intérêt, rente foncière, impôt, etc. (K., III, 1, 197; MEW, 25, 191). On peut ajouter qu'elle dépend des schémas de reproduction implicites à la multiplicité des échanges individuels. On a ainsi une quantité offerte, Q, une valeur de marché, Vm, et une demande solvable, D. D peut être inférieure ou supérieure à Q. Dans le premier cas, par exemple, le prix qui résultera de la confrontation de Q et de D sera inférieur à la valeur de marché; il se rapprochera de la valeur individuelle des producteurs bénéficiant des meilleures conditions de production; il faudra réduire Q, et ce sont vraisemblablement ceux qui sont placés dans les plus mauvaises conditions qui seront le plus touchés par ce recul. Dans le cas inverse, le prix de marché s'élèvera et deviendra voisin de la valeur individuelle des producteurs travaillant dans les plus mauvaises conditions.

De leur fait, mais à leur insu, se dresse face aux producteurs une valeur de marché et une quantité offerte, devant lesquelles se tient une demande solvable. L'ajustement se fait par le prix de marché, qui n'est égal à la valeur de marché que lorsque l'offre est égale à la demande; les prix de marché ne sont que les rendez-vous manqués de la valeur. Cet ajustement global est obtenu par une multiplicité d'échanges, de « sauts périlleux » (K., liv. I, chap. III; ES, t. 1, p. 115; MEW, t. 23, p. 120) de M en A réussis ou ratés, bâtissant dans l'incertitude et l'isolement la trame de leur congruence.

On retrouve dans le marché du travail les traits de structure caractérisant celui des marchandises : séparation, cette fois entre détenteurs et non-détenteurs des moyens de production; processus d'échange aléatoire (qui

se superpose à celui du premier marché), conduisant à la formation d'un taux général de plus-value qui s'impose aux vendeurs et aux acheteurs de la force de travail. Mais les conditions globales qui règlent l'échange sur le marché du travail sont différentes de celles qui gouvernent celui des marchandises. A cause du fait, avant tout, que le marché du travail définit le prix auquel la force de travail est vendue et conditionne le degré auquel elle est exploitée. Sur ce marché singulier se forme un prix qui est aussi une valeur — sauf à considérer une valeur moyenne de la force de travail pendant une période donnée et à traiter comme un prix tout écart momentané du salaire par rapport à cette valeur. Cette anomalie renvoie toutefois à ceci que la valeur de la force de travail est le résultat d'un rapport de force entre deux classes. Seconde anomalie : le marché détermine non seulement le prix de la marchandise ici considérée, la force de travail, mais également la façon dont elle est utilisée : la quantité de surtravail que la concurrence entre les travailleurs permet au capitaliste de prélever. L'indice qui synthétise ces deux paramètres est le taux de plus-value. Les données de l'équilibre global, qui étaient Vm, Pm (prix de marché), Q et D sur le premier marché deviennent : pl' (taux général de plus-value), Q (force de travail offerte), D (demande de force de travail); D étant fonction du taux de profit et de la composition organique du capital (voir K, I, 1, 7e section, ainsi que le concept de « composition organique du capital »).

Un troisième effet de marché doit encore retenir l'attention : la formation d'un taux général de profit. La valeur de marché s'imposait aux valeurs individuelles à partir d'une distribution du marché entre les producteurs. Le taux de profit général, à supposer qu'il existe un taux général de plus-value, se dégage des taux de profit individuels, affectés par les inégalités dans la composition organique des capitaux (ceux d'une même branche et à plus forte raison ceux de branches différentes). Ici encore le marché est producteur de généralité; les termes de ce procès sont les suivants : la différence des situations individuelles des capitalistes; leur identité de capitalistes qui les entraîne tous à diriger leurs capitaux vers les zones de taux de profit élevé, délaissant celles où il est plus faible; le résultat de cet incessant déplacement de capitaux concurrents : l'uniformisation des taux de profit, autrement dit, l'apparition d'un taux général de profit (K., I, 3, sect. 2, chap. 9 et 10).

Procès de socialisation de ceux que dissocient les rapports de production capitalistes, le marché est parcouru par deux grandes lignes de partage : celle de l'offre et de la demande; celle qui, intérieure à chacun de ces deux ensembles, disperse les offreurs aussi bien que les demandeurs. Marx n'étudie pas systématiquement les différentes figures de marché auxquelles les variations dans le regroupement ou la coalition des offreurs et des demandeurs et leurs combinaisons peuvent donner lieu, ainsi que leurs effets sur les prix et les quantités. C'est là, probablement, un des chapitres de ce livre de la concurrence déjà évoqué. Le type de marché implicite à ses analyses est un marché concurrentiel, sans concentrations ni ententes. Mais un marché qui, à la différence de celui que conceptualise l'économie non marxiste, part de l'*inégalité* des agents individuels (inégalité des valeurs individuelles, des taux d'exploitation, des compositions organiques, des taux de profits), que la circulation concurrentielle des capitaux et des hommes tend à abolir. Et qui se maintient cependant, puisque, de la

dialectique des ajustements au hasard et des crises, sortent — là encore ceci n'est qu'ébauché dans *Le Capital* — les concentrations.

Le procédé par lequel le marché concurrentiel fait prévaloir la norme sociale est la force. Ceci selon une loi simple : le rapport de force qui s'établit de part et d'autre de la première ligne de partage, entre l'offre et la demande, conditionne — et il est aussi conditionné par lui — le rapport de force dressant les offreurs entre eux et les demandeurs entre eux. Donnons quelques exemples de cette loi.

La valeur de marché dépend des valeurs individuelles dont la part de marché est la plus forte, a-t-on dit : ce sont elles qui s'imposent aux autres producteurs du fait de leur rapport à la demande. Qu'un producteur utilise une technique lui permettant d'abaisser sa valeur individuelle et élargisse grâce à cela sa part de marché, ses concurrents doivent se soumettre à cette nouvelle valeur de marché. Cette coercition du marché prend origine dans le fait que, pour la demande, ils sont substituables entre eux. Plus l'avantage de la demande sur l'offre est grand — ce qui dépend avant toute chose des quantités offertes et demandées — plus les offreurs sont substituables entre eux, plus grande est la pression exercée sur leurs conditions de vente. Il en est ainsi du rôle que joue l'armée industrielle de réserve sur le taux de plus-value : résultat des « vicissitudes » du marché et de la baisse de la composition organique du capital, elle intensifie la concurrence des ouvriers entre eux et fait croître leur degré d'exploitation : l'oisiveté d'une partie des travailleurs contraint l'autre à travailler plus. C'est encore cette substituabilité qui est à l'œuvre dans le procès d'uniformisation des taux de profit : le déplacement des capitaux des branches (ou des entreprises) à faible taux de profit vers celles à haut taux de profit dégrade dans ces dernières le rapport de l'offre à la demande, élève en conséquence les possibilités de substitution des capitalistes les uns par rapport aux autres et abaisse le taux de profit. *A contrario*, la propriété de la terre empêche la libre circulation des capitaux, atténue la substituabilité et maintient l'inégalité des taux de profit dans l'agriculture.

Mais ce jeu contraignant des rapports de force n'a pas seulement un pouvoir normatif. Il est aussi l'agent transformateur des conditions de la production capitaliste; il est, pour reprendre une formule de Marx, le côté par lequel progresse le capitalisme. Quelques exemples suffiront à illustrer ce caractère progressiste que la violence revêt sur le marché. D'abord un mécanisme déjà rencontré : la découverte d'une technique plus efficace permet au capitaliste qui en est l'auteur d'élargir, en abaissant ses prix, sa part de marché. « La guerre de la concurrence se fait à coup de bas prix », dit Marx; ajoutons : et à coup de produits nouveaux. Le progrès technologique est une « retombée » de cette guerre.

Lorsque entre capitalistes et travailleurs l'avantage sur le marché se déplace du côté des seconds, les premiers cherchent à remplacer le travail par des machines ou à utiliser des machines qui obligent les travailleurs à augmenter leur rendement (que l'on songe à la chaîne fordienne).

Si l'on ajoute ces deux processus, on obtient le phénomène de la plus-value relative, l'élévation tendancielle de la composition organique, le mouvement inverse du taux de profit.

Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine avait noté, par opposition à cette vertu progressiste de la concurrence, la tendance à la

stagnation technologique, engendrée par la concentration monopoliste.

Sur le marché, la force est donc la médiation entre la différence et la généralité, d'une part, entre l'ancien et le nouveau, d'autre part. La coercition s'y montre comme l'instrument spontané de la socialisation d'agents que leur séparation constitutive voue à ne se coordonner et progresser qu'à travers l'épreuve douloureuse et parfois fatale de leur contradiction.

▶ CORRÉLATS. — Achat/Vente, Capital, Circulation, Composition organique du capital, Concurrence, Echange, Marchandise, Prix, Profit, Reproduction, Violence.

M. D.

Marginalisme

Al : *Grenznutzenschule.* — An : *Marginalism.* — R : *Teorija predel'noj poleznosti.*

Le marginalisme, qui constitue le corpus dominant de la théorie économique conventionnelle, a eu pour pères fondateurs, aux alentours des années 1871, K. Menger, S. Jevons et L. Walras. On peut distinguer, dans cette théorie, deux aspects étroitement complémentaires. Le marginalisme est tout d'abord une théorie de la valeur, concurrente de celle de la valeur travail; en tant que tel, il postule que la valeur repose sur l'utilité et la rareté relatives, qu'elle est donc subjective et liée aux besoins et non à la quantité de travail incorporée; la valeur d'un stock de biens sera toujours le produit de l'utilité de la dernière unité (ou utilité marginale) par le nombre d'unités. Le marginalisme est aussi, en tant qu'outil analytique, une logique des choix du producteur et du consommateur qui maximiseront leur profit ou leur satisfaction si les utilités marginales pondérées par les prix sont égales dans les emplois qu'ils font des différents biens.

Pour le marxisme, lorsque le marginalisme est considéré comme théorie de la valeur, résurgence de l' « économie vulgaire » issue de Say, « trois erreurs sont au point de départ de l'école autrichienne : le subjectivisme, le point de vue non historique et celui de la consommation » (N. Boukharine, *L'économie politique du rentier*, Paris, ED, 1, 1967, 70). En tant qu'outil du calcul économique, le calcul marginal, auquel Marx s'est intéressé à la fin de sa vie, peut servir à la détermination d'un système de prix rationnels : c'est à quoi s'est intéressée l'école mathématique soviétique avec, en particulier, les travaux de Nemcinov et de Kantorovitch dont les « évaluations objectivement déterminées » servent à résoudre le problème de l'allocation des ressources ou « rationalité dans le système », bien différente, ainsi que l'a montré Godelier, de la « rationalité des systèmes ».

• BIBLIOGRAPHIE — A. BOSE, *Marxian and post marxian political economy*, Penguin Books, 1975; M. GODELIER, *Rationalité et irrationalité en économie*, Paris, Maspero, 1961; D. HOROWITZ, *Marx and modern economics*, McGibbon & Kee, 1968; L. V. KANTOROVITCH, *Calcul économique et utilisation des ressources*, Paris, Dunod, 1963; E. KAUDER, *A history of marginal utility theory*, Princeton University Press, 1960; I. OSSADTCHAIA, *De Keynes à la synthèse néo-classique, étude critique*, Moscou, Editions du Progrès, 1975.

▶ CORRÉLATS. — Abondance/Rareté, Keynésianisme, Prix, Utilité, Valeur.

G. C.

Mariage bourgeois

Al : *Bürgerliche Ehe.* — An : *Bourgeois marriage.* — R : *Brak burżuazyjny.*

Suivant la méthode qui consiste à rechercher dans l'origine des choses leurs caractéristiques, pour Engels (*Orfa.*, ES; MEW, 21), la monogamie, issue de la nécessité d'une transmission héréditaire, est liée au développement de la propriété privée, ce qui implique la soumission aux considérations économiques. « La femme, mais aussi l'homme, vaut son prix » (*Orfa.*, ES; MEW, 21, 76). Mais, poursuit Engels, en transformant toutes choses, y compris les individus, en marchandises, la production manufacturière substitua au droit ancestral l'achat et la vente, autrement dit « le libre contrat ». Le mariage bourgeois serait donc un « contrat, une affaire juridique et même la plus importante de toutes, puisqu'elle dispose pour la vie du corps et de l'esprit de deux êtres humains » *(ibid.)*.

Le mariage bourgeois est un contrat. Telle est sa première caractéristique, d'où découle cette autre, apparemment contradictoire, la nécessité de valoriser « sur le papier » l'amour réciproque. Car, « pour passer un contrat il faut des gens qui puissent librement disposer de leur personne ». « Le contrat est censé avoir été librement passé par les deux parties » (*ibid.*; *ibid.*, 80) et « passe pour librement conclu du moment que la loi établit sur le papier l'égalité des deux parties ». Ce fut justement l'un des ouvrages essentiels de la production capitaliste et de la prise du pouvoir par la bourgeoisie que de créer des individus juridiquement « libres et égaux ». Pourtant, « ironie de l'histoire, » cette liberté de décision n'existe pas dans la classe bourgeoise où les rapports humains sont entièrement soumis aux impératifs économiques. Au mieux ne concerne-t-elle que l'homme et vient-elle renforcer sa suprématie. « Ces deux moitiés, Agnès, disait Molière, n'ont point d'égalité ». L'homme gère le capital : il a le pouvoir. Que reste-t-il de l'amour juridique, lorsque les intérêts économiques ont un tel poids, lorsque, dans le couple, le pouvoir appartient au capital ? La bourgeoisie l'a noyé, comme « les frissons sacrés de l'exaltation religieuse », comme « l'enthousiasme chevaleresque »..., « dans les eaux glacées du calcul égoïste » (MPC, Aubier, p. 81; MEW, 4, 464 et s.). Il ne subsiste, disent Marx et Engels, que « l'intérêt tout nu, le dur paiement comptant » (*ibid.*; *ibid.*, 465). « La bourgeoisie a arraché aux relations familiales leur voile sentimental attendrissant et les a ramenées à un pur rapport d'argent » *(ibid.)*. La base de la famille bourgeoise « a pour contrepartie la privation de la famille imposée aux prolétaires et la prostitution publique » (*ibid.*, 119; *ibid.*, 478). C'est seulement dans le prolétariat que le mariage est un « acte psychophysiologique » (A. Kollontaï), car, dans le prolétariat seul, affirme A. Kollontaï, « l'élément de calcul économique est plus ou moins exclu de l'union conjugale » (*Marxisme et révolution sexuelle*, Maspero, 1977, p. 92); étant donné qu'on n'y retrouve aucune propriété à transmettre, le droit bourgeois perd de sa pertinence, ainsi se trouvent réalisées les conditions d'une entière et réciproque liberté de mariage. D'où la conclusion : « il faut la suppression de la production capitaliste et des conditions de propriété qu'elle a établies... alors ne restera plus d'autre motif que l'inclination réciproque » (*Orfa.*, ouvr. cité; MEW, 21, 82).

Autres caractéristique et corollaire du mariage bourgeois, liés à sa nature marchande : il doit nécessairement être complété par l'adultère

et la prostitution. A partir du moment où les nécessités économiques s'opposent aux inclinations naturelles, des moyens de contourner la loi doivent être trouvés — ce qui est facilité par le fait que le bourgeois ne considère sa femme que comme un instrument de production, comme porteuse de valeur marchande échangeable. Pour le bourgeois, toutes les femmes sont donc interchangeables et à sa disposition; d'où la phrase célèbre : « Le mariage bourgeois est en réalité la communauté des femmes mariées » (MPC, p. 121; MEW, 4, 479). Cette réplique à la bourgeoisie, qui affectait de s'indigner du mot d'ordre de la « communauté des femmes », que, selon elle, les communistes voudraient instaurer, concerne davantage la vieille tradition utopique, venue de Platon (*République*, v, 457 *d*), plutôt que les vues du *Manifeste*, même si ce dernier concède qu'il remplacerait éventuellement une communauté hypocrite par une communauté « officielle et déclarée ».

Pour A. Kollontaï « la norme contraignante actuelle du mariage cédera la place à l'union libre de libres individus » (ouvr. cité, p. 89). Cependant, pour que l'union libre, « l'amour libre », voient le jour, il faut une réforme radicale de tous les rapports sociaux, « bien plus, il faut que les normes de la morale sexuelle, et, avec elles, toute la psychologie humaine, subissent une évolution profonde, fondamentale » (*ibid.*, 84-85). En cela, A. Kollontaï est en contradiction évidente avec Lénine, qui écrit à Inès Armand que « la revendication de l'amour libre est bourgeoise et non prolétarienne » (o., 35, 178). La preuve en serait que seul le mariage bourgeois est à ce point contraignant et lié au mode de production capitaliste qu'il ne peut subsister au-delà de la transformation des rapports de production et de la libération authentique des individus.

• BIBLIOGRAPHIE. — D. RIAZANOV, *Communisme et mariage*, Dossiers Partisans, Maspero, 1967; A. STERN, *La famille et le mariage dans la conception matérialiste de l'histoire et dans le droit soviétique*, Genève, 1947.

▶ CORRÉLATS. — Echange, Famille, Femmes, Marchandise.

F. B. / N. L.

Mariatéguisme

Al : *Mariateguismus*. — An : *Mariateguism*. — R : *Mariategizm*.

Le rapport préparatoire du Komintern au VIIe Congrès de l'IC fait état, en 1935, d'une lutte contre les restes de « mariatéguisme » dans le Parti communiste péruvien (Aricó, 1978, p. XXXV). Cet emploi purement négatif résulte aussi bien des difficultés surgies de la politique de la IIIe Internationale envers l'Amérique latine que de celle d'une pensée complexe au regard orthodoxe.

Il ne s'agit cependant pas d'une adhésion rigide aux idées de José-Carlos Mariátegui (1894-1930). Si la réflexion actuelle admet l'expression « études mariatéguistes », l'adjectif n'implique aucune méthode proposant un modèle, en dépit des diverses tentatives d'appropriation, qui font le sel de la polémique autour de sa pensée depuis soixante années déjà, ou des lectures hagiographiques.

Il est vrai que cette pensée ouverte a été perçue par l'orthodoxie, et même par les interprétations non marxistes, comme une sorte d'éclectisme, un corps doctrinal où des éléments étrangers coexistent avec des

thèmes marxistes. Les uns ont voulu voir une espèce de révisionnisme larvé chez Mariátegui; d'autres l'ont expliqué par le caractère inachevé de sa formation marxiste. L'historien soviétique V. Miroshevski, au début des années 40, crut trouver, chez le Péruvien, une tendance « populiste », et l'accusa d'oublier le matérialisme dialectique. De même, M. Kossok, quand il évoque le flirt de Mariátegui « ... avec certaines conceptions de Nietzsche et de Bergson » ou, en matière de lutte de classes, l'influence du principe anarcho-syndicaliste de l'action directe cher à G. Sorel; et qu'il met en garde contre la possible substitution du « mariatéguisme au marxisme » (Kossok, 1971, p. 120-122).

Assurément, l'œuvre de Mariátegui n'est pas étrangère à ces jugements. L'éclectisme cultivé s'y offre comme l'aboutissement de débats d'idées et le besoin de côtoyer d'autres positions philosophiques; son attirance, par exemple, pour Nietzsche, Croce ou Unamuno lui fait adopter des concepts, tels que ceux de « volonté de puissance » ou d' « agonie ». Le marxisme et la psychanalyse, en tant que ruptures avec l'idéologie dominante, sont présentés comme proches parents (cf. sa « Défense du marxisme », ensemble d'articles qu'il publia entre 1918 et 1929 dans *Amauta*). Sa conception de la lutte politique assimilée à la passion ou à une forme de religion, sa constante référence au mythe, lui permettent de développer certains contenus émancipateurs du discours de Marx, et de les lier à la pratique religieuse populaire propre aux peuples latino-américains. Les allusions à Sorel, qui, dans sa *Défense du marxisme*, apparaît comme continuateur de Marx préparant le moment de Lénine, constituent, à ses yeux, autant de recours vis-à-vis d'un Marx taxé de déterminisme, ou de l'absence d'une éthique dans le marxisme. Toutefois, ces incursions étrangères à l'orthodoxie sont les signes évidents d'une pratique intellectuelle volontairement confrontée à d'autres positions théoriques; ainsi du rôle de l'intellectuel conçu dans une dynamique propre, où l'hérésie avait la force du dogme.

Pour Mariátegui, le marxisme devait prendre en compte les réalités péruviennes : « ... il n'est pas, comme certains se l'imaginent, un corps de principes rigides, valables pour tous les climats et toutes les latitudes sociales... Le marxisme de chaque pays, de chaque peuple, agit en fonction de l'ambiance, du milieu, sans négliger aucune de ses déterminations » (*Amauta*, n° 5).

La fin des années 70 voit apparaître de nouvelles tendances dans les études sur Mariátegui. Les positions hagiographiques laissent la place aux analyses qui cherchent à découvrir le mouvement spécifique de sa pensée. Les travaux se font de plus en plus rigoureux. En même temps, des circonstances sociales et politiques conjoncturelles influent sur la teneur de la recherche. Une relation s'établit alors, entre la problématique du marxiste péruvien et les questions contemporaines, notamment dans la remise à l'ordre du jour, face à l'autoritarisme, des projets démocratiques anciens. Car, le principal effort du « premier marxiste d'Amérique » (Melis) fut de produire une analyse scientifique, capable de répondre, dans les conditions du Pérou, à la question de la possibilité du socialisme; réponse que Mariátegui savait nécessairement non européenne (il avait séjourné trois années en Italie où il se forma au marxisme) et ne relevant donc pas de quelque « application » à un contexte aussi radicalement différent. C'est pourquoi, dès son arrivée au Pérou en 1923, toutes ses activités visent

le même objectif : une analyse susceptible de produire la liaison dialectique entre nation et socialisme, entre mouvement autochtone et lutte prolétarienne, entre réalité péruvienne et marxisme, entre Amérique et Europe enfin. Toute son œuvre fut destinée, soit à la recherche de la spécificité de la réalité péruvienne, soit à mettre en place les pratiques nécessaires à la transformation de cette réalité, en particulier le phénomène de la société péruvienne des années 20, qui apparaissait comme l'obstacle majeur, celui d'une masse indienne représentant les quatre cinquièmes de la population, où Mariátegui voyait une force potentielle et le centre même d'une formation socialiste au Pérou. Pas de solution au problème indien sans le socialisme, ni de socialisme sans les Indiens. Les *Sept essais...* interprètent la réalité péruvienne dans cette optique. La réflexion sur la question indienne traverse ainsi toute la formation sociale péruvienne. Il en fut de même pour les autres activités qu'il entreprit à cette époque. La revue *Amauta*, fondée en 1926 et qui paraîtra jusqu'en 1930, aborde systématiquement tous les problèmes concernant la possibilité et le besoin du socialisme au Pérou; elle prépare idéologiquement le courant socialiste qui aboutit, en 1928, à la création du Parti socialiste péruvien.

Aujourd'hui, les expériences révolutionnaires de Cuba et du Nicaragua, entre autres, ne retrouvent pas par hasard la pensée de Mariátegui. La crise de l'actuel système des dictatures en Amérique latine et la poussée des alternatives démocratiques ne suscitent pas seulement des questions d'ordre conjoncturel, elles concernent le caractère spécifique de la réalité latino-américaine et la définition, à laquelle le mariatéguisme sert de référence obligée, d'un « marxisme latino-américain ».

• BIBLIOGRAPHIE. — De son vivant, MARIÁTEGUI ne publia sous la forme de livres que *La Escena Contemporanea* (1925) et son écrit le plus connu, *Siete ensayos de Interpretacion de la realidad peruana* (1928). Le reste, des centaines d'articles publiés dans les revues *Amauta*, *Mundial*, *Variedades*, et le journal *El Tiempo*, et d'autres projets étaient éparpillés jusqu'à la création de la Biblioteca Amauta, entreprise éditoriale de ses fils, qui publia *El alma matinal y otras estaciones del hombre de hoy* (1950) et *La novela y la Vida* en 1955. Effort qui ne se fait véritablement sentir qu'en 1959 avec une édition populaire en 50 000 exemplaires, comprenant les dix premiers volumes (sur un total de vingt). A partir de 1974 paraissent des fac-similés de la revue *Amauta* (32 numéros) et de *Labor* (10 numéros). La publication intégrale de la correspondance est prévue.

Sur Mariátegui : En 1930, dans les deux derniers numéros de la revue *Amauta*, nos 31 et 32, apparaissent les premiers hommages, tandis que la polémique autour de son œuvre commence dans la revue argentine *Claridad*, avec Manuel SEOANE, *Contraluces de Mariátegui*, et Luis HEYSEN, *Mariátegui, bolchevique d'annunziano*. En 1936, dans la même revue, on trouve la polémique entre l'apriste Carlos Manuel Cox et le communiste Juan Vargas. Quelques années plus tard, la dispute reprend dans la revue cubaine *Dialéctica*, à partir de l'article de V. M. MIROSHEVSKI, *El « populismo » en el Peru. Papel de Mariátegui en la historia del pensamiento social latinoamericano* (1942) et les réponses de JORGE DEL PRADO, « Mariátegui, marxista-leninista » (1943) et de Moises ARROYO POSADA, « A proposito del articulo « El populismo en el Peru » de V. Miroshevski (1946). La polémique COX/VARGAS dans *Claridad*, aussi bien que celle de *Dialéctica*, ont été reproduites par J. ARICÓ, dans *Mariátegui y los orígenes del marxismo latinoamericano* (cf. ci-dessous).

Dans l'édition populaire, il y a deux essais biographiques : vol. 10, *José Carlos Mariátegui*, de Maria WIESE, et le n° 20, *Mariátegui y su tiempo*, de Armando BAZAN. Mais le plus grand effort biographique revient à Guillermo ROUILLON, *Biobibliografia de José Carlos Mariátegui*, Lima, 1963, et *La creacion heroica de José Carlos Mariátegui*, Lima, 1975.

Autres études : José ARICÓ, *Mariátegui y los orígenes del marxismo latinoamericano*, Mexico,

Pasado y Presente, 1978; Alberto FLORES GALINDO, *La agonía de Mariátegui. La polémica con la Komintern*, Lima, DESCO, 1980; Osvaldo FERNÁNDEZ-DIAZ, *Mariátegui y la crisis*, Rotterdam, ING, 1983; Alfonso IBÁÑEZ, *Mariátegui : revolución y utopía*, Lima, Tarea, 1978; Wilfredo KAPSOLI, *Mariátegui y los congresos obreros*, Lima, Amauta, 1980; Manfred KOSSOK y otros, *Mariátegui y las ciencia sociales*, Lima, Amauta, 1982; K. MARX, Bolivar y Ponte, pour *The New American Cyclopaedia*, MEW, 14, 217; trad. franç. *Cahiers de l'ISEA, Et. de marxologie*, 1968; sur ce texte, cf. P. SCARON, *apud* KM/FE, *Materiales para la historia de America latina*, Cordoba, Cuadernos de Pasado y Presente, 1972, et J. ARICÓ, *Marx y America latina*, Lima, Centro de estudios para el Desarrollo y la Participación, 1980; Antonio MELIS, Adalbert DESSAU, Manfred KOSSOK, *Mariátegui. Tres estudios*, Lima, Amauta, 1971; Diego MÉSEGUER ILLAN, *José Carlos Mariátegui y su pensamiento revolucionario*, Lima, IEP, 1974; Yerko MÓRETIC, *José Carlos Mariátegui. Su vida e ideario. Su concepción del realismo*, Santiago de Chile, Universidad Técnica del Estado, 1970; Estuardo NÚÑEZ, *La experiencia europea de Mariátegui*, Lima, Amauta, 1978; Robert PARIS, *La formación ideológica de José Carlos Mariátegui*, México, Pasado y Presente, 1981; Guillermo ROUILLÓN, *Bio-bibliografía de José Carlos Mariátegui*, Lima, Ed. Universidad San Marcos, 1963; Harry E. VANDEN, *Mariátegui : influencias en su formación ideológica*, Lima, Amauta, 1975.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Castrisme, Front, Guérilla, Volontarisme.

O. F.-D.

Marxisme

Al : *Marxismus*. — An : *Marxism*. — R : *Marksizm*.

1 / Les *vocables*, formés à partir du nom de Marx, ont eu d'abord une origine polémique. « Marxien » *(Marxianer)* est employé au début des années 50 par les partisans de Weitling, dans les luttes qui les opposent à ceux de Marx. Le substantif est, par la suite, donné comme antithétique de celui de « lassallien ». Les mots « marxides » et « marxistes » sont forgés par les adversaires de Marx au sein de l'AIT, par les « anti-autoritaires » notamment, ces « bakouninistes », ainsi que Marx les avait lui-même qualifiés et qui lui rendaient, ce faisant, la monnaie de sa pièce. « Marxisme » apparaît dans les années 80. *Le marxisme et l'Internationale* est le titre d'une brochure écrite par Paul Brousse en 1882, contre les « guesdistes », qui le qualifièrent en retour de « possibiliste ». C'est pourtant au même moment que « marxisme » et « marxiste » commencent à recevoir une acception positive. Grâce à la notoriété que lui valent ses travaux, ainsi qu'à leur présentation déjà systématisée par Engels, dans son *Anti-Dühring*, certains des partisans de Marx reprennent ces mots à leur compte, afin de se distinguer au sein des différentes tendances du mouvement socialiste (V. Zasoulitch s'en fait l'écho dans une L. à KM du 16 févr. 1881 ; ME Archiv, 1, 317; cité par G. Haupt). Marx lui-même était très réservé quant à un tel usage de son nom. Pour des raisons de principe que l'on devine aisément : contradiction entre la volonté de donner un fondement scientifique au socialisme et une appellation personnalisée, subjective. Mais aussi parce que les « marxistes », à ses yeux, caricaturaient ses thèses et se constituaient en sectes. Engels, à plusieurs reprises, rapportera que Marx s'était défendu d'être marxiste. Cette protestation visait « certains Français », ainsi que des intellectuels du Parti allemand (L. d'Engels à la rédaction du *Sozialdemokrat*, 7 sept. 1890), Marx aurait dit à Lafargue : « Ce qu'il y a de certain, c'est que moi je ne suis pas marxiste » (L. de F. Engels à Bernstein, 2-3 nov. 1882; MEW, 35, 388; cf. aussi L. du même à C. Schmidt, 5 août 1890, MEW, 37, 436). Lors d'un séjour à Paris, Marx avait fustigé, dans une lettre à Engels,

ces « deux espèces », les « marxistes et les anti-marxistes », qui s'étaient affrontés aux Congrès de Saint-Etienne et de Roanne (30 sept. 1882; MEW, 35, 100). Lénine citera, dans son *Cahier sur le marxisme quant à l'Etat*, des extraits de la *Lettre d'Engels à Lafargue* du 27 août 1890 : « Contre les « Jeunes », qu'ils sont tous des carriéristes, des soi-disant marxistes » (« je ne suis pas marxiste », disait Marx en pensant à ce genre d'individus) ; et Marx aurait pu ajouter, comme Heine : « J'ai semé des dragons, mais je n'ai récolté que des puces » (MEW, 37, 450; trad. franç. apud *Lénine, le Cahier bleu*, Paris, Complexe/PUF, 1977, p. 35 et 115). Engels voyait parfaitement combien la chose était délicate; il notait, dans une lettre à Lafargue du 11 mai 1889 : « Nous ne vous avons jamais appelés autrement que « the *so-called* Marxists » et je ne saurais pas comment vous désigner autrement. Avez-vous un autre nom tout aussi court, dites-le et nous vous l'appliquerons avec plaisir et dûment. Mais nous ne pouvons dire : agglomération [« Agglomération parisienne » était le nom de l'organisation parisienne du parti ouvrier français], ce que personne ici ne comprend, ni antipossibiliste, ce qui vous choquerait tout autant, et ce qui ne serait pas exact, étant trop compréhensif » (MEW, 37, 202; *Engels / P. et L. Lafargue, Correspondance*, t. II, Paris, ES, 1956, p. 251). A cette date cependant, les termes « marxiste » et « marxisme », dans leur sens positif actuel, avaient déjà reçu une consécration officielle par la fondation, en 1883, et la parution régulière depuis, de *Die Neue Zeit* de K. Kautsky. Ce dernier s'était expliqué sur son initiative de la façon suivante : « Je venais tout juste de me libérer du socialisme éclectique alors généralement répandu, un mélange d'éléments lassalliens, rodbertussiens, langiens, dühringiens avec des éléments marxiens, pour devenir un marxiste conséquent... » (*Die N.Z.*, XXXII, 1914; Haupt, cit., 95-96). Et il écrivait de son journal qu'il était « réellement le seul organe socialiste en Allemagne se situant sur le terrain du marxisme » (cf. Haupt, 98). Il ne restait plus de la sorte à Engels qu'à cautionner de son autorité l'expression de « marxisme » pour désigner le corpus théorique, dont il était l'auteur avec Marx, et le terme de « marxistes » pour nommer ceux qui s'en réclamaient. Il ne s'agit pas seulement de sa part d'une bravade : « Maintenant que nous sommes victorieux, nous avons prouvé au monde que presque tous les socialistes d'Europe sont « marxistes » (ils se mordront les doigts de nous avoir donné ce nom!) et ils resteront en carafe avec Hyndman pour les consoler » (FE/*P. et L. L. Corr.* cit., 235; MEW, 288). Engels apporte à l'usage désormais adopté une justification de principe. Après avoir avancé, dans son *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, publié précisément dans la *Neue Zeit*, que « de la désagrégation de l'école hégélienne sortit encore une autre tendance *(Richtung)*, la seule qui ait vraiment donné des fruits, et cette tendance est essentiellement attachée au nom de Marx », il livre en note : « Qu'on me permette ici une explication personnelle. On a récemment, à différentes reprises, fait allusion à la part que j'ai prise à l'élaboration de cette théorie, et c'est pourquoi je puis difficilement me dispenser de dire ici les quelques mots qui règlent ce point. Je ne puis nier moi-même avoir pris, avant et pendant ma collaboration de quarante années avec Marx, une certaine part personnelle tant à l'élaboration que surtout au développement de la théorie. Mais la plus grande partie des idées directrices fondamentales, particulièrement dans le domaine économique et historique, et spécialement leur formulation définitive, rigoureuse, sont le

fait de Marx. Ce que j'y ai apporté — à l'exception tout au plus de quelques branches spéciales — Marx aurait bien pu le réaliser sans moi. Mais ce que Marx a fait, je n'aurais pas pu le faire. Marx nous dépassait tous, il voyait plus loin, plus large et plus rapidement que nous tous. Marx était un génie, nous autres, tout au plus des talents. Sans lui la théorie serait aujourd'hui bien loin d'être ce qu'elle est. C'est donc à juste titre qu'elle porte son nom » (MEW, 21, 291-292; trad. ES, *Etudes philos.*, 43).

Le mot fit la fortune que l'on sait, y compris dans sa durable ambiguïté. On peut même considérer qu'Engels avait vu juste, puisque aucun des synonymes proposés pour « marxisme » n'a jusqu'ici réussi à s'imposer, pas plus « matérialisme dialectique » que « philosophie de la praxis », ou « socialisme scientifique », ou « matérialisme historique », ou « marxisme-léninisme ». C'est sans doute qu'aucun n'était assez neutre ou assez fécond pour transcrire une *révolution* qui excède encore les catégories dont nous disposons.

2 / De Marx sont également dérivés les termes suivants : « marxiste », dont le destin se confond avec celui de « marxisme » (voir ci-dessus), mais dont l'extension s'est considérablement accrue depuis l'époque du vieil Engels, puisqu'il s'entend de tous ceux qui, à un titre ou à un autre, prennent appui non seulement sur les thèses et concepts des fondateurs, mais sur l'ensemble (au demeurant encore mal établi) de la *tradition marxiste*. Il n'y aura donc guère lieu de s'étonner que les « deux sectes » des marxistes et des anti-marxistes se laissent parfois percevoir comme des sous-ensembles de la même configuration du... marxisme. « Marxien » et « marxologue » sont de facture plus récente. Le premier entend aujourd'hui qualifier ce qui, dans le marxisme, est l'apport propre de Marx, distinct donc d'engelsien, de léniniste ou léninien, de stalinien ou staliniste, entre autres... Le second nomme les chercheurs ou savants qui se consacrent à l'étude de Marx et de Marx seul et non, sinon pour l'en différencier, d'Engels, ni du marxisme; en règle générale, le marxologue n'est pas nécessairement marxiste; et réciproquement.

3 / Quant au *contenu* du marxisme, à sa ou à ses définitions, on voudra bien se reporter pour, le cas échéant, les produire, au *Dictionnaire critique du marxisme*, qui est le contenu de ce contenant; et réciproquement.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / Pour l'histoire du mot, la meilleure étude est celle de G. HAUPT, De Marx au marxisme (apud *L'historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980, 77 et s.); aussi M. MANALE, Aux origines du concept de marxisme (apud *Economies et sociétés, Cahiers de l'ISMEA*, série S, n° 17, oct. 1974) et M. RUBEL, La légende de Marx ou Engels fondateur (apud *Marx critique du marxisme : essais*, Paris, Payot, 1974); reprod. pour le Colloque *Actualité du marxisme*, Lille, avr. 1980; *2* / On recommandera comme utiles exposés classiques du marxisme, après ceux de Marx et d'Engels : A. LABRIOLA, *Saggi sul materialismo storico*; G. PLEKHANOV, *Essais sur l'histoire du matérialisme*; LÉNINE, *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme* (O., 19); *Karl Marx* (O., 20); A. GRAMSCI, *Il materialismo storico*; A. PANNEKOEK, Marxism (apud *Lenin as philosopher*); K. KORSCH, *Karl Marx*; *3* / Et, en langue française, une excellente introduction : Jean GUICHARD, *Le marxisme*, Chronique sociale de France, Lyon, 1972 (3e éd.); cf. aussi Marx et marxisme, apud *Encyclopaedia Universalis* (E. BALIBAR et P. MACHEREY) et Marxisme (G. LABICA), *ibid.*, Suppl.; G. LABICA, Ce feu qui court toujours, apud *Courrier de l'Unesco*, oct. 1983; ID., *Le marxisme*, Paris, La Découverte, 1985. *4* / Cf. Crises du marxisme (Bibliographie).

G. L.

Marxisme-Léninisme

Al : *Marxismus-Leninismus.* — An : *Marxism-Leninism.* — R : *Marksizm-Leninizm.*

Ce doublet qui entendait, dans son principe, récuser toute solution de continuité entre les démarches de Marx et de Lénine, en soulignant l'apport créateur de ce dernier au marxisme, a connu des fortunes diverses et également contradictoires.

1 / Le terme fait son apparition à la fin des années 20 (cf. la revue *Bolchevisme*, 1930). Dès 1934, Adoratski présente « la dialectique matérialiste » comme « le fondement théorique du marxisme-léninisme » (cf. *Dialectical materialism*, chap. III; trad. angl., Proletarian Publishers, San Francisco). En 1937, le fameux chapitre, « Matérialisme dialectique et matérialisme historique », de l'*Histoire du PC(b) de l'URSS*, qui succède à une exposition de *Matérialisme et empiriocriticisme* (chap. IV, période 1908-1912), parle du « Parti marxiste-léniniste » (cf. rééd. de 1949, p. 115). L'Introduction de l'ouvrage se plaçait sous l'inspiration de la « doctrine révolutionnaire marxiste-léniniste » (*ibid.*, p. 4). L'*Histoire du PCUS*, post-stalinienne, ne procède pas autrement (cf. Préf., p. 3). On note que l'expression est utilisée au chap. XIV (période 1937-1941; p. 540). Or, c'est au moment même où est ressentie la nécessité d'inscrire fortement la pensée de Lénine dans le marxisme (cf. L. Shapiro, *De Lénine à Staline*, trad. franç., Paris, Gallimard, 1960, p. 530) que le léninisme devient le synonyme et le substitut du stalinisme. Après 1938, la publication d'ouvrages consacrés à Lénine sera virtuellement interdite, ainsi que l'atteste un décret du Comité central rendu public vingt ans après. Dans les années 50, le glissement, pour ne pas dire l'imposture, est officiellement consacré et même proclamé. La rubrique « marxisme-léninisme » du *Petit Dictionnaire philosophique* de Rosenthal et Ioudine (Moscou, 1955) affirme que « la théorie de Marx-Engels-Lénine a été développée dans les œuvres de Staline ». Les manuels traitant des *Fondements du marxisme-léninisme* se multiplient alors, qui ne font que reprendre la brochure de 1937. Le phénomène est enregistré et répercuté par le mouvement communiste international qui se réclame ouvertement désormais du « marxisme-léninisme-*stalinisme* ».

2 / Le XXe Congrès du PCUS, au début de 1956, entreprend de renoncer au troisième terme de l'expression et assure, par la voix de ses orateurs les plus qualifiés, que le « rétablissement des principes du marxisme-léninisme » met un terme au « culte de la personnalité » (voir les interventions de Khrouchtchev, Souslov, Malenkov, Kaganovitch et la Résolution du Congrès apud *XXe Congrès du PCUS*, édité par les *Cahiers du Communisme*, suppl., mars 1956, p. 112, 120, 282, 348, 466, 469). Mais il faut attendre le XXIIe Congrès, pour que toute la clarté soit faite et la « déstalinisation » théorisée. Avec un bel accord, les philosophes soviétiques s'y emploient, de Mark Mitine reliant le XXIIe Congrès aux « tâches de la philosophie marxiste-léniniste » à Piotr Fedosseiev opposant résolument le marxisme-léninisme à Staline et à ses errements doctrinaux (cf. Philosophie soviétique, apud *Recherches internationales*, n° 33-34, 1962); les idéologues des PC du monde entier les relaient aussitôt (pour la France, voir *Cahiers du Communisme*, n° 7-8, août 1962).

REMARQUE. — La parenthèse ainsi refermée, on serait revenu au léninisme, donc au marxisme lui-même, donc à l'authentique marxisme-

léninisme ? Toutes les ambiguïtés ne sont pourtant pas dissipées, puisque l'expression peut recouvrir des acceptions aussi différentes que celle du maintien de la référence au stalinisme; ou celle du *diamat* qui, affichée (cf. les manuels soviétiques actuels et les enseignements philosophiques en URSS) ou non, voulue ou non, renvoie inévitablement aux dogmes de la brochure de 37 et s'interdit donc de fait toute déstalinisation théorique; ou celle enfin de l'exigence d'une remise à l'ordre du jour de la pratique léniniste. Que l'on se reporte au considérable débat d'idées provoqué, après 1957, par la controverse sino-soviétique, où furent notamment impliqués les PC albanais, américain, français, indien, italien et yougoslave : le marxisme-léninisme y était pierre de touche et d'achoppement... Une nouvelle preuve en est donnée avec la récente renonciation de certains PC (dont l'espagnol et le français) à faire figurer la référence au marxisme-léninisme dans leurs statuts : rejet confirmé du stalinisme ou simple opportunisme ?

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Réponse à John Lewis*, Paris, Maspero, 1973; Communist Labor Party of USA, *Outline for the study of marxism-leninism*, Chicago, Workers-Press, 1977; G. LABICA, *Le marxisme-léninisme*, Paris, éd. B. Huisman, 1984; Parti communiste chinois, *Léninisme et révisionnisme moderne*, Ed. en langues étrangères, Pékin, 1963; ID., *En réfutation du révisionnisme moderne, ibid.*, 1962; ID., *Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous, ibid.*, 1963; ID., *Débat sur la ligne du mouvement communiste international, ibid.*, 1965; W. ROCHET, *Qu'est-ce que la philosophie marxiste ?*, Paris, ES, 1962; L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, ES, 1980; J. STALINE, *Les questions du léninisme*, Paris, ES, 1946.

▶ CORRÉLATS (N.B. leur bibliogr.). — Conception du monde, Crises du marxisme, Diamat, Eurocommunisme, Idéologie, Léninisme, Marxisme, Maoïsme, Philosophie, Philosophie soviétique, Science, Stalinisme.

G. L.

Marxisme occidental

Al : *Westlicher Marxismus*. — An : *Western Marxism*. — R : *Zapadnyj marksizm*.

Ce terme est utilisé pour désigner certains courants de la philosophie marxiste qui se sont développés en Europe occidentale à partir de la première Grande Guerre et qui se distinguent de (ou s'opposent à) l'orthodoxie marxiste « orientale », *i.e.* soviétique.

La plupart des auteurs identifient Lukács et son œuvre *Histoire et conscience de classe* (1923) comme le point de départ du marxisme occidental, auquel appartiendraient aussi Karl Korsch, Antonio Gramsci, Ernst Bloch, l'Ecole de Francfort, etc. Le terme apparaît pour la première fois dans l'ouvrage de Merleau-Ponty, *Les aventures de la dialectique* (1955), uniquement par référence à Lukács, dont le livre de 1923 est salué comme « un essai allègre et vigoureux, où revivent la jeunesse de la révolution et celle du marxisme ». Contrairement aux lectures scientistes et objectivistes du matérialisme historique, la philosophie de Lukács est « un marxisme qui incorpore la subjectivité à l'histoire sans en faire un épiphénomène » (M. Merleau-Ponty, ouvr. cit., p. 57, 80). La tentative la plus originale pour définir le caractère du marxisme occidental est l'ouvrage de Perry Anderson, *Consideration on Western Marxism* (Londres, 1976 ; trad. franç., *Sur le marxisme occidental*, Paris, 1979). Son analyse se distingue de la démarche habituelle à ce sujet par la combinaison du critère géographique avec le critère de génération : il oppose le marxisme « occi-

dental » moins à celui de l' « Orient » qu'à ce qu'il appelle « la tradition classique » : Marx, Engels, Kautsky, Plekhanov, Lénine, Rosa Luxemburg, Trotski, Otto Bauer, Boukharine, etc. Selon Anderson, appartiennent au champ du marxisme occidental non seulement des auteurs comme Lukács, Korsch, Gramsci, Adorno, Horkheimer, W. Benjamin, Marcuse, mais aussi Della Volpe, Colletti, Henri Lefebvre, Sartre, Lucien Goldmann et Althusser, qui possèdent, malgré leurs différences, certains traits communs : déplacement de l'intérêt de l'économie et la politique vers la philosophie; coupure entre la théorie et la pratique; conception pessimiste de l'histoire; analyses subtiles et novatrices de l'art et de la culture. Dans l'ensemble, le marxisme occidental serait une tradition intellectuelle formée dans une période de défaite et, par conséquent, coupée des masses et de la lutte politique pour le socialisme — malgré son orientation radicale, anti-capitaliste et anti-réformiste. Cependant, comme l'auteur le reconnaît lui-même, ces caractéristiques s'appliquent surtout à la période postérieure à 1945; dans les années suivant octobre 1917, on trouve des penseurs comme Lukács, Gramsci et Korsch directement liés aux grands soulèvements révolutionnaires de leur époque.

Cette observation montre les limites de toute tentative de trouver un terrain commun à un conglomérat aussi disparate d'auteurs, et de découper l'histoire du marxisme selon des critères géographiques (et/ou de génération). Cela dit, il est indéniable qu'il existe une affinité politique, théorique et philosophique considérable entre des penseurs marxistes comme Lukács, Bloch, Korsch et Gramsci, dont l'influence s'est exercée depuis les années 20 jusqu'à nos jours (notamment sur l'Ecole de Francfort). Le terme « marxisme occidental » sert à désigner leur origine géographique commune et leur écart par rapport au marxisme institutionalisé de l'URSS.

• BIBLIOGRAPHIE. — Perry ANDERSON, *In the tracks of historical materialism*, London, Verso, 1983; Andrew ARATO et Paul BREINES, *The Young Lukács and the Origins of Western Marxism*, New York, Seabury Press, 1979; M. KELLY, *Modern french marxism*, Oxford, Basil Blackwell, 1982; M. LAGUEUX, *Le marxisme des années 60*, Brèches, Hurtubise, Québec, HMH, 1982; Georg LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Minuit, 1961.

▶ CORRÉLATS. — Budapest (Ec. de), Crises du marxisme, Francfort (Ec. de), Gramscisme, Philosophie, Réification, Romantisme, Science.

M. L.

Masses

Al : *Massen.* — An : *Masses.* — R : *Massy.*

Sous l'apparente simplicité de son usage, ce concept se révèle malaisé à définir. L'indifférenciation déjà caractéristique du grec *mâza* (masse de pâte... foule; *masa*, en esp., signifie encore pâte) ou du latin *massa* (amas, tas, chaos) le fait inscrire, dans le marxisme singulièrement, au sein de diverses chaînes de sens. Dans son acception la plus générale, la *masse* et, beaucoup plus couramment, les *masses* désignent le plus grand nombre ou la majorité d'une population. Ainsi des « masses laborieuses » ou « populaires » face à la « poignée » de profiteurs. Masses est alors synonyme de peuple; c'est l'aspect quantitatif d'une notion dont peuple traduit l'aspect qualitatif. Chez Marx, le terme est assez peu employé. Dans *La*

Sainte famille, la « Masse » est, de façon ironique, opposée à la « Critique » ou à « l'Esprit » (chap. VI, début). La lettre à Annenkov (28 déc. 1846), par exemple, évoque « l'action pratique et violente des masses » pour mettre fin aux guerres; ailleurs, il est question des « masses ouvrières » *(Arbeitermassen)*, distinctes du « petit commerce » (L. à J. Weydemeyer, 19 déc. 1849). C'est la pratique politique et la théorie qu'elle rend nécessaire qui donneront à *masses* une considérable extension et établiront sa problématique : avec Lénine, à travers les révolutions russes et soviétiques; avec l'IC; avec Mao Zedong et les révolutions paysannes; avec le Tiers Monde aujourd'hui. « Tous les partis adhérents de la IIIe Internationale, écrit Lénine, doivent à tout prix appliquer le mot d'ordre : « Plus avant dans les masses », « Plus étroitement avec les masses », en entendant par masses l'ensemble des travailleurs et des exploités du capital, en particulier les moins organisés et les moins éduqués, les plus opprimés et les moins sensibles à l'organisation » (*Thèses sur les tâches du IIe Congrès de l'IC*, O., 31, 196). Cette définition permet de dégager trois séries dominantes de significations.

1 / Masses et classes. — Les masses, tout court, ou les « larges masses », s'entendent de l'ensemble des composantes du corps social, à l'exception de la classe bourgeoise. L'expression « masses populaires » spécifie, comme le dit aussi Lénine, les prolétaires, les semi-prolétaires et les paysans pauvres, autrement dit « l'immense majorité du peuple », autrement dit des classes (O., 24, 201). Or, « tout le monde sait que les masses se divisent en classes; qu'on ne peut opposer les masses et les classes que lorsqu'on oppose l'immense majorité dans son ensemble sans la différencier selon la position occupée dans le régime social de la production et les catégories occupant chacune une position particulière dans ce régime » (31, 35). L'inclusion ou non de la petite bourgeoisie fera donc la différence entre les deux définitions. Mais, dans tous les cas, les masses, y compris « ouvrières » (ex. : 24, 178), sont pensées comme l'entour et l'au-delà de *la* classe, *i.e.* le prolétariat; lequel, en tant que porteur de la conscience de sa position, représente la rupture avec l'indistinction numérique (il est l'*avant-garde* ou le *noyau*), comme avec l'opacité sociale (la conscience *de* classe).

2 / Masses et organisations. — Partant, la classe — le prolétariat, se trouve investie d'une véritable mission au sein des masses. Elle a à les organiser et à les éduquer. Ce que Lénine explique à l'aide d'une double chaîne de relations. La première, la plus générale, décrit les passages successifs des masses aux classes, aux partis et à leurs groupes dirigeants — les chefs (MIC, O., 31, p. 36; un peu plus loin, p. 42, la même relation est exposée dans le sens inverse). La seconde expose le lien particulier qui unit les masses et la classe. Elle fait intervenir un maillon supplémentaire, celui des syndicats.

Le syndicat est « un appareil au moyen duquel le parti est étroitement lié à la *classe* et à la *masse* » (*ibid.*, 43). Et c'est le parti qui est le garant de la « juste relation » de la classe aux masses, aussi bien durant la période de préparation de la révolution que lors de l'exercice de la dictature du prolétariat (*ibid.*, 190). Lénine précise que, sous cette forme de pouvoir, les syndicats sont « des « transmissions » reliant l'avant-garde à la masse de la classe avancée et cette dernière à la masse laborieuse » (en Russie, ajoute-t-il, c'est la paysannerie, 32, 14; aussi *infra*, 60 et s. et 67 et s.). Ce rapport du parti aux masses, qui distingue notamment le bolchevisme du

blanquisme (24, 264), nombre d'expressions, devenues familières, le manifestent, tantôt en termes de tâches à accomplir (travail ou actions de masse), tantôt en termes de structures (des mouvements et organisations de masses au parti de masse), tantôt en termes de finalités (ligne et démocratie de masse).

3 | Masses et histoire. — Est-ce à dire que le rapport parti-masses est un rapport de dirigeant à dirigés ? En faveur d'une réponse affirmative, on trouve tout un courant, qui va de l'*Introduction* de 43 de Marx, assurant que la théorie devient une force matérielle « dès qu'elle s'empare des masses » (éd. bilingue, Aubier, p. 78-81) au *Que faire?* de Lénine, appuyant la thèse kautskyste d'une importation de la science par les intellectuels dans le mouvement ouvrier. Le même Lénine, bien après 1905, s'élèvera encore contre l'assoupissement des masses « prolétariennes » (31, 94) et invitera les masses « paysannes et ouvrières » à se rééduquer pour édifier le communisme (*ibid.*, 382). La réponse négative manque encore moins de fondements. Ne sont-ce pas, selon la formule consacrée, les masses qui font l'histoire ? Dans le moment même où il condamne le spontanéisme, Lénine évoque « les masses populaires, avec tout leur primitivisme virginal... qui commencent à faire l'histoire », et, à la « raison d'individus isolés », il oppose « la raison des masses qui devient une force vivante » (10, 260). Il ne cesse de saluer « l'initiative des masses populaires » (ex. 24, 61 et 164), ou leur « mouvement spontané » (ex. 31, 373) ; d'en appeler à « sonder l'état d'esprit des masses » (32, 386) ; ou à « apprendre » auprès d'elles (24, 164) ; de rappeler, comme en 1921, que « remettre tout le pouvoir d'État entre les mains des masses laborieuses », c'est « l'essence du bolchevisme » (32, 168)... La « soumission » aux masses atteint chez Mao Zedong au dithyrambe : « Les masses populaires sont douées d'une puissance créatrice illimitée » ; elles « nourrissent un enthousiasme débordant pour le socialisme », etc. (cf. le chap. « Ligne de masse » des *Citations du Président Mao*, Pékin, 1966). A moins que, dans les faits, c'est-à-dire dans la pratique de nombre de PC, la plus étroite tutelle ne soit pas incompatible avec la plus vive apologie ?

REMARQUE. — Masses, en conséquence, est un concept de fausse simplicité. En chaque occurrence il appelle questions : de qui s'agit-il ? De quelles classes ou couches sociales ? Considérées comme une sorte de reste ou comme une matrice ? Entre masses et classe, ou parti, ou chefs, que se passe-t-il : confusion, conflit ou dialectique ? Et de quel ordre, celui de l'histoire, donc des luttes de classes (et de masses), ou celui de la doctrine, donc des appareils ? L'histoire la plus récente du mouvement ouvrier a montré que de telles interrogations n'avaient rien d'académique.

▶ CORRÉLATS. — Blanquisme, Couche sociale, Fusion, Gauchisme, Guerre du peuple, Parti, Paysannerie, Petite bourgeoisie, Peuple, Prolétariat, Spontané/Spontanéisme, Syndicats.

G. L.

Matérialisme

Al : *Materialismus.* — An : *Materialism.* — R : *Materializm.*

Le matérialisme n'était pas plus une entité univoque avant Marx et Engels qu'il n'en est une aujourd'hui, après la richesse de leurs innovations.

Marx et Engels ne se sont pas déclarés d'un seul coup « matérialistes ». Dans *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure* (1841), Marx évoque l'alternance entre le matérialisme mécaniste et l'idéalisme critique de la conscience de soi abstraite. Dans les *Manuscrits de 1844*, il prône « le naturalisme... qui unit le matérialisme et l'idéalisme » (ES, p. 136; MEW, *Erg.*, I, 577), mais parle déjà du *vrai matérialisme* de Feuerbach (p. 126, *ibid.*, 570); dans les deux cas il s'agit d'un humanisme. C'est dans *La Sainte Famille* (1844) que Marx et Engels traitent d'une lutte en spirale entre la métaphysique et le matérialisme, où la métaphysique de Hegel enrichit « le *matérialisme-humanisme* » enfin « achevé » (ES, p. 151-160; MEW, 2, 131-141). Ils n'ont pas non plus défini le matérialisme d'une seule manière. Et chaque série de propriétés entraîne autant de nouvelles difficultés intéressantes.

Une série, elle-même évolutive avec le temps, vise à réhabiliter « le monde terrestre » où « vit » « l'homme réel ». L'histoire est alors donnée comme condition du développement de cette réhabilitation *(La Sainte Famille)*. Ce « nouveau matérialisme » suppose des « pratiques sociales » *(Thèses 9 et 10 sur Feuerbach)*. Il fait apparaître, grâce en particulier à la « technologie », « la production par l'homme de sa vie matérielle, et l'origine des rapports sociaux et des conceptions intellectuelles... et nuageuses ». Importance donc de la « base économique ». Mais sans négliger « la méthode de penser » qui la transforme. Le matérialisme découvre ainsi de l'intérieur comment les hommes orientent la nature et comment l'histoire est faite (*Le Capital*, I — par exemple ES, t. II, p. 59, n. 2 et p. 74, n. 2; MEW, 23, 392, n. 89, et 411, n. 111).

Une autre série insiste, plus chez Engels que chez Marx et en reprise d'une tradition ancienne, sur le refus de recourir à de l'esprit objectif comme cause du monde et de son histoire, sur le rejet de tout dieu intérieur ou extérieur au monde. La matière en mouvement se suffit à elle-même, le monde est automoteur : « La conception matérialiste de la nature ne signifie rien d'autre qu'une simple intelligence de la nature telle qu'elle se présente, sans adjonction étrangère » (*La dialectique de la nature*, ES, p. 198; MEW, 20, 469). Les « philosophes grecs » le pensaient déjà (Platon lui-même parfois). Engels a essayé de donner corps *scientifique* à une telle doctrine, à partir et au-delà des connaissances de son époque. D'où un ensemble de « lois » de l'automotricité conçue comme « dialectique », qui évoquent surtout des spirales historiques (des matérialisme, communisme... « primitifs », par l'idéalisme, les classes sociales..., aux matérialisme, communisme... « scientifiques »).

Ces deux séries se recoupent sans doute. La liaison du vocabulaire du matérialisme avec ceux de la pratique, de la production, de l'histoire, de la dialectique leur est commune, quels que soient les sens exacts de chacun de ces termes. Marx et Engels ont ainsi contribué à faire entrer le matérialisme dans la tradition philosophique et à populariser le couple idéalisme/matérialisme. Mais l'essentiel est ailleurs : ces innovations ne sont pas tant des apports doctrinaux que des difficultés neuves, que nous n'avons pas fini de penser :

1 / Le couple « matière/esprit » est sans doute récusé, mais avec des distinctions de niveaux matériels irréductibles les uns aux autres (naturel/social pour la marchandise par exemple). « La » matière n'est donc pas unifiable avec des propriétés générales. Quel est alors le privilège de « la

base matérielle » de « la vie sociale » ? Pourquoi la « technologie » donne-t-elle l' « origine des rapports sociaux » ? Quels sont la formation, le statut et le rôle des idéologies ? La notion d' « action en retour » suffit-elle ? Comment penser les individus humains dans leur histoire ?...

2 / La dualité « réel/connaissance », avec primat chronologique du réel, est renforcée au seul plan épistémologique, pour se démarquer des diverses formes d'idéalisme (rationaliste, empiriste, hégélien), qui, d'une manière ou d'une autre, font de la raison l'essence du réel. Mais l'empirisme est parfois aussi restauré : la vérité est alors maintenue comme rapport en miroir entre le réel et sa connaissance, l'originalité des symbolismes où celle-là a lieu et de leurs rapports avec le réel est ignorée, le niveau théorique et les processus de son histoire sont confondus : « Notre pensée subjective et le monde objectif sont soumis aux mêmes lois et tous deux, dans leurs résultats, doivent forcément s'accorder — cela domine notre pensée théorique dans sa totalité » (*La dialectique de la nature*, ES, p. 272 ; MEW, 20, 529). Il n'est pas sûr que Lénine, dans *Matérialisme et empiriocriticisme*, ait évité ce glissement vers un empirisme historique.

3 / En particulier la notion de dialectique est ambivalente (dès son étymologie). Contre les idéalismes, quand elle est matérialiste, elle renvoie au réel comme non identifiable à des catégories logiques et à leurs enchaînements. L'histoire d'un processus est ainsi bien distinguée de ses déterminations théoriques et, à la différence des autres sciences et de leurs expériences, une « science » de l'histoire suppose des pratiques politiques. Le matérialisme n'est une bonne interprétation théorique du monde qu'à la condition de participer à sa transformation et non de l'observer comme un objet. Mais Engels et parfois Marx cherchent aussi « la loi naturelle qui préside au mouvement historique des sociétés » (Préface de la première édition allemande du *Capital*) et « les lois fondamentales de la dialectique » (DN). Comme si les pratiques réelles (y compris des recherches scientifiques) pouvaient avoir la consistance d'un *exposé* théorique.

4 / Au-delà de cette pluralité qu'implique toute histoire des recherches scientifiques, une pratique révolutionnaire raisonnée doit-elle être normée par l'idéal de *nécessité* propre aux connaissances rationnelles ? L'existence du débat démocratique est suspendue à ce pluralisme de la raison : la théorie ne dicte pas la révolution, qui s'y réfère mais qui la complète. Et pourtant l'influence du scientisme a été forte sur Marx et Engels et a rendu ambiguës certaines de leurs affirmations : « La chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables » (MPC, fin du chap. 1) ou : « Marx n'a jamais fondé ses revendications communistes [sur la contradiction des faits économiques avec notre sentiment moral], mais [...] sur la ruine nécessaire [...] du mode de production capitaliste » (préface d'Engels à MPh). Ces réductions du matérialisme à une science ont laissé de nombreuses traces dans l'œuvre de ces deux auteurs. Elles ont trouvé, au début du XXe siècle, un renfort parmi ceux qui rêvaient de faire comparaître la philosophie devant le tribunal d'une logique en plein essor (cf. Carnap, *La science et la métaphysique devant l'analyse logique du langage*, 1931). Ainsi le matérialisme n'était pas prêt à résister au dogmatisme qui a cautionné, en son nom, des crimes contre la démocratie. Mais des usages précipités de la notion d'idéologie, après les travaux novateurs mais délicats

de Louis Althusser (depuis l'article Problèmes étudiants, dans *La Nouvelle Critique*, nº 152, janv. 1964 : « La « conscience morale » du communiste [instruit de la théorie] a un contenu identique au contenu du savoir scientifique », jusqu'au célèbre article Idéologie et appareils idéologiques d'Etat, dans *La Pensée*, nº 151, juin 1970 : « L'immense majorité » des « individus » est « assujettie » dans une idéologie qui assure « la reproduction des rapports de production ») ne rendent, aujourd'hui non plus, faciles à penser ni une *philosophie* matérialiste ni sa participation à une *révolution démocratique*.

• BIBLIOGRAPHIE. — De Friedrich Albert LANGE (*Geschichte des Materialismus und Kritik seiner Bedeutung in der Gegenwart*, 1866, trad. B. POMMEROL, Paris, 1877) à Hermann LEY (*Geschichte der Aufklärung und des Atheismus*, en cours de publication à Berlin, depuis 1966) ou Olivier BLOCH (*Le matérialisme*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1984), les ouvrages sont assez rares qui veulent identifier des doctrines matérialistes *ou chercher le matérialisme mineur* dans des doctrines idéalistes de la tradition. « C'est, comme le notait Gramsci dans les *Quaderni del carcere*, au travail de Lange que se sont reportés, pour s'informer des précédents, et pour posséder les concepts fondamentaux du matérialisme, toute une série de partisans du matérialisme historique » — Lange qui ne considérait comme matérialistes ni Marx ni Engels. Après l'œuvre de ceux-là, l'intérêt s'est souvent déplacé vers les matérialismes *historique* et *dialectique*. En dehors du texte de Lénine déjà cité, et de ses multiples commentaires, l'identité du matérialisme tout court ne s'en est guère trouvée précisée.

▸ CORRÉLATS. — Athéisme, Base, Connaissance (théorie de la), Démocratie, Déterminisme, Dialectique, Dialectique de la nature, Etre social / Conscience, Grecs, Humanisme, Idéalisme, Idéologie, Liberté/Nécessité, Loi(s), Matérialisme dialectique, Matérialisme historique, Matériel/Spirituel/Intellectuel, Négation, Philosophie, Pluralisme, Pratique, Praxis, Rationalisme, Rationnel/Réel, Réalité, Reflet, Spinozisme, Spiritualisme, Science.

P. R.

Matérialisme dialectique

Al : *Dialektischer Materialismus*. — An : *Dialectical materialism*. — R : *Dialektičeskij materializm*.

Cette expression, qui sert aujourd'hui à désigner la philosophie du marxisme, ne se rencontre pas chez Marx et Engels, qui ont seulement parlé de la « dialectique matérialiste ». Cette lacune est significative : elle indique sans doute que les fondateurs du marxisme n'ont pas eu la philosophie que par la suite on leur a imputée, ce qui explique qu'ils n'ont pas eu à la nommer. Allons plus loin : peut-être n'ont-ils pas eu *une* philosophie — celle-ci pas davantage qu'une autre —, ce qui ne signifie pas qu'ils soient restés étrangers au domaine et aux problèmes de la philosophie, qu'ils n'aient pas eu *de* philosophie.

L'expression « matérialisme dialectique » semble avoir été forgée par J. Dietzgen (dans ses *Incursions d'un socialiste dans le domaine de la connaissance* publiées en 1887, qui ont été lues et annotées par Lénine, cf. l'édition des *Cahiers philosophiques* parue à Moscou en 1965), et par G. Plekhanov (cf. l'article de 1891 in *die Neue Zeit*, pour le 60e anniversaire de la mort de Hegel, article qui a été lu et approuvé par Engels). Dans ces deux cas, elle sert à exprimer et à développer l'idée d'un « matérialisme contemporain » ou d'un « matérialisme conséquent », c'est-à-dire d'un matérialisme qui a su assimiler et intégrer les enseignements de la dialectique idéaliste de Hegel, pour faire front à la fois contre la pression de la métaphysique spéculative et du matérialisme vulgaire. C'est dans ce sens qu'elle a été reprise et fixée par Lénine (ME, 1908 et CP, 1916) : elle est

passée alors dans le vocabulaire usuel du marxisme philosophique, où elle a donné lieu à de nombreuses polémiques et interprétations contradictoires (comme par exemple l'essai de Staline sur *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique*, publié en 1938, ou l'opuscule de Mao *Sur la contradiction*, qui est à peu près contemporain).

Pourquoi et comment le marxisme en est-il venu à forger cette tradition d'un « matérialisme dialectique », qui a été ensuite rapportée à Marx et Engels dans une sorte de fiction rétrospective ?

Dans une lettre à Conrad Schmidt du 5 août 1890, Engels écrivait : « En général, le mot « matérialiste » sert à beaucoup d'écrivains récents en Allemagne de simple phrase avec laquelle on étiquette toutes sortes de choses sans les étudier davantage, pensant qu'il suffit de coller cette étiquette pour que tout soit dit. » Il ne suffit donc pas d'*être matérialiste* pour adopter une position conséquente en philosophie, et pour lutter efficacement contre la spéculation idéaliste : encore faut-il déterminer cette position matérialiste, pour lui donner un contenu rationnel concret. Or, c'est par rapport à Hegel et à la dialectique que celui-ci a mise à la base de son système que se pose, et se règle, cette question du matérialisme philosophique dont le marxisme a besoin pour son intervention théorique.

Marx et Engels sont devenus matérialistes en 1844-1845, au moment où ils composent *La Sainte Famille* et *L'idéologie allemande*, dans une conjoncture historique précise : pour eux il s'agit alors d'arracher la philosophie à l'élément de la pensée pure dans lequel elle s'était enfermée, et de la ramener « du ciel sur la terre », en suivant les enseignements de la connaissance scientifique de l'histoire, du *matérialisme historique*, qui permet d'évaluer objectivement les formations de la conscience en les rapportant à leur base réelle et sociale. On reconnaît ici l'influence du seul idéologue de la jeune Allemagne qui donne les moyens de réduire l'illusion spéculative, alors la part dominante de l'héritage hégélien : Feuerbach.

Mais tout de suite il apparaît que le « matérialisme » de Feuerbach, qui est en fait un réalisme ou un naturalisme, est à la fois incomplet et contradictoire : s'il autorise inconstestablement un progrès considérable dans la connaissance des formations historiques, il interprète cette connaissance d'après le critère immuable d'une nature primordiale, d'un état de fait originaire, l'humanité comme nature abstraitement déterminée. C'est pourquoi Marx devra aussitôt régler ses comptes avec cette influence, ce qu'il fait au début de 1845 dans ses *Thèses sur Feuerbach*, qu'Engels publiera pour la première fois en 1888, en annexe à son essai sur *L. Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, où il présente ces thèses comme « le premier document où soit déposé le germe génial de la nouvelle conception du monde ».

La dixième thèse de Marx sur Feuerbach oppose « le point de vue du nouveau matérialisme » à celui de « l'ancien matérialisme », c'est-à-dire le matérialisme « classique » des philosophes français du XVIIIe siècle, qui prenait appui sur les sciences de la nature, et négligeait, à leur bénéfice exclusif, « l'activité humaine concrète ». Le « nouveau matérialisme » sur lequel Marx s'appuie au contraire est un *matérialisme pratique* qui exprime et organise la transformation du « monde », c'est-à-dire de la réalité naturelle et sociale, à partir de la considération des « rapports sociaux » et de leurs déterminations matérielles. Pour cela le « matérialisme intuitif » de Feuerbach, qui continue en fait la tradition du matérialisme ancien

(de Démocrite à Diderot et d'Holbach) ne suffit plus, et il doit être dépassé. En effet, il a cessé d'être adapté au développement des connaissances scientifiques qui, à ce moment même, sort du cadre strict de l'étude de la nature pour engager son investigation dans le domaine de l'histoire : « De même que l'idéalisme a passé par toute une série de phases de développement, de même le matérialisme. Avec toute découverte faisant époque dans le domaine des sciences de la nature, il doit inévitablement modifier sa forme; et depuis que l'histoire elle-même est soumise au traitement matérialiste, s'ouvre également ici une nouvelle voie de développement » (Engels, LF).

Le nouveau matérialisme s'approprie la « forme » de la dialectique au moment où Marx et Engels « reviennent à Hegel », en 1850, alors que l'idéologie bourgeoise dominante traite celui-ci « en chien crevé ». Que signifie ce retour à Hegel ? Il consiste dans la découverte du caractère contradictoire de la dialectique telle qu'elle s'est élaborée dans le cadre de son système : d'une part il s'agit d'une dialectique idéaliste, d'une dialectique de la pure pensée, à travers laquelle celle-ci, se réfléchissant en soi dans une totalité de déterminations, finit par engendrer sa propre « matière »; l'esprit s'approprie ainsi la réalité, sa réalité, dans laquelle il se reconnaît et à laquelle il imprime sa propre unité interne. D'autre part, cette dialectique constitue le germe d'une connaissance scientifique de la réalité, qu'elle appréhende non seulement à travers des oppositions abstraites et extérieures, mais dans le processus nécessaire et rationnel de son autodéveloppement, excluant toute intervention transcendante : en ce sens, la dialectique comporte toujours, même occultée ou renversée, une certaine part de matérialisme. En effet, elle détient une fonction « critique et révolutionnaire » (selon une expression de Marx dans la préface à la deuxième édition allemande du K.), dans la mesure où elle dissout *(erlöst)* tout état de fait qui n'a que l'apparence du définitif, et décèle en lui, au-delà de son illusoire immobilité, le mouvement immanent qui l'emporte au-delà de lui-même.

Toutefois l'intégration de la dialectique par le matérialisme pose un problème que Marx et Engels ont successivement formulé dans des termes assez différents. Ils ont d'abord exprimé ce passage à travers la métaphore du *renversement*. Cette expression reste d'inspiration feuerbachienne : elle identifie le rapport entre la dialectique idéaliste et la dialectique matérialiste à la relation d'un « contenu réel » et d'une « forme mystique », qui en donne une image inversée. Dès lors, « remettre la dialectique sur ses pieds », c'est appliquer à ce mécanisme de projection son propre principe, pour en annuler les effets : renverser un renversement, c'est une sorte d'écho lointain, par-delà la méthode interprétative, préherméneutique, de Feuerbach, de l'idée hégélienne de *négation de la négation*, en référence à laquelle la dialectique découvre, en dépassant son « moment » idéaliste, sa vérité matérialiste essentielle. A travers des expositions différentes, et même contradictoires, la dialectique reste donc identique à elle-même, et l'histoire en constitue seulement la révélation.

Vers 1870, Marx et Engels recourent à une nouvelle métaphore, celle de l'*extraction*, pour désigner l'élaboration matérialiste de la dialectique. Alors, la forme idéaliste de la dialectique se présente comme une enveloppe extérieure, qui peut être déchirée et arrachée, derrière laquelle se retrouve intact le « noyau rationnel » de la dialectique, que le matérialisme récupère

dans son intégrité. Par exemple, dans son *Ludwig Feuerbach*, Engels s'est servi de cette métaphore pour interpréter et résoudre la contradiction interne de la philosophie hégélienne : celle-ci se ramène à l'opposition du *système* (représentant l'idéalisme hégélien) et de la *méthode* (la dialectique intrinsèquement matérialiste), et elle peut être simplement dénouée par la séparation de ce contenu et de cette forme. Mais que reste-t-il alors de l'esprit même de la dialectique hégélienne qui refuse de ramener les contradictions à de simples oppositions, c'est-à-dire à la juxtaposition de contraires, et qui pose comme son principe fondamental l'*unité des contraires?*

La conversion matérialiste de la dialectique ne va donc pas de soi, d'autant plus qu'elle rencontre une nouvelle difficulté : la dialectique qui, d'après son contenu rationnel, vient d'être présentée comme une méthode de connaissance, doit être aussi l'expression, dans son principe matériel, de la réalité elle-même. Engels a posé ce problème comme celui du passage de la *dialectique subjective* (qui est une forme spéculative) à la *dialectique objective* (qui est un contenu matériel) : les conditions de ce passage sont alors données par l'existence de *lois de la dialectique*, c'est-à-dire de lois de la réalité qui se *reflètent* dans des lois de la connaissance.

Les lois de la dialectique sont universelles, dans la mesure où elles déterminent la réalité à tous ses niveaux : nature, histoire et pensée. Toutefois leur universalité ne peut être celle de principes *a priori*, qui seraient formellement posés en vertu de leur nécessité rationnelle intrinsèque, mais elle est seulement « extraite » de la réalité matérielle, dont elle exprime les différents aspects. La dialectique ne s'applique pas en dehors d'elle-même, mais elle représente le mouvement du réel dans son développement immanent. Dans ces conditions, comment peut-elle être ramenée à l'énoncé général de lois et d'une méthode ?

Marx et Engels ont parlé de trois « lois de la dialectique », qu'on a cherché ensuite à rassembler dans un système cohérent et exhaustif : passage de la quantité à la qualité, négation de la négation, unité des contraires. Dans son interprétation de la dialectique *(Cahiers philosophiques)*, Lénine, suivi en cela plus tard par Mao *(Sur la contradiction)*, n'a retenu qu'un seul principe fondamental (il n'est plus question alors de « loi ») : celui du dédoublement de l'un et de l'unité des contraires. Enfin, dans son exposé du « matérialisme dialectique », Staline a écarté la « loi de la négation de la négation », d'inspiration trop directement hégélienne *(Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique)*.

La loi du passage de la quantité à la qualité, dans les textes d'Engels où il y est fait référence (AD, DN) signifie que tout changement qualitatif (« bond », « rupture », « saut ») a pour base objective une modification quantitative de la réalité dont il est le résultat; d'autre part, aucune transformation matérielle ne se ramène à un accroissement continu, mais s'accompagne nécessairement de ruptures qualitatives. Cette « loi » développe donc, sous un aspect particulier, la notion de contradiction : elle exprime le caractère processif de la réalité matérielle, dans laquelle une forme ne peut être produite sans que soient données en même temps les conditions de sa destruction. Il n'y a donc pas lieu d'isoler cette loi, et de lui consacrer un énoncé autonome.

La loi de la négation de la négation donne une formulation différente du même contenu. Ainsi, lorsque Marx écrit à la fin du livre I du *Capital* que « la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec

la facilité qui préside aux métamorphoses de la nature (c'est la négation de la négation) », il veut dire que le développement de toute réalité s'explique par le mouvement de ses contradictions internes, sans intervention d'un agent extérieur. Toutefois l'idée de négation de la négation, qui est inséparable dans sa présentation hégélienne de celle de négativité infinie, semble inextricablement associée à une conception téléologique, « évolutionniste », du réel, qui conduit en particulier à interpréter l'histoire à partir de sa fin, l'apothéose terminale du rationnel par laquelle toutes les contradictions seront résolues. Accorder à cette « loi » une validité spécifique, c'est donc prendre le risque de réduire le marxisme à un banal prophétisme.

Enfin la « loi » de l'unité des contraires signifie qu'aucune contradiction ne se ramène à une opposition mécanique juxtaposant des termes indépendants et extérieurs. Ainsi la lutte des classes n'est pas un affrontement entre des « groupes sociaux » autonomes : bourgeoisie et prolétariat sont des contraires objectifs, en ce sens qu'ils ne peuvent être déterminés que dans le cadre de leur commune appartenance à la société capitaliste, dont ils expriment la contradiction fondamentale, qui est celle du travail salarié et du capital. C'est en ce sens qu'il faut parler d'une unité de contraires : il ne s'agit pas de l'unité formelle d'une totalité organique, dont les conditions d'existence seraient fixées une fois pour toutes. Du point de vue de la dialectique matérialiste, la société n'est pas réductible à un ordre fonctionnel qui pourrait se reproduire identiquement à l'infini, mais elle est l'unité d'une contradiction, d'un conflit, qui se produit dans des conditions toujours nouvelles, matériellement spécifiées, et qui ne peuvent être ramenées à un modèle commun de développement. Comme l'a indiqué Mao dans son essai *Sur la contradiction*, si la contradiction est universelle, c'est dans la mesure où elle est toujours spécifique, ce qui signifie qu'elle ne se confond jamais avec une loi unique, ni non plus avec un système de lois.

Ce qui fait problème alors, c'est la possibilité de réduire le « matérialisme dialectique » à l'énoncé de lois à caractère scientifique qui épuiseraient le contenu de la réalité matérielle, conférant ainsi à celle-ci la fixité et la finité d'une entité métaphysique. Dans son histoire, et spécialement dans les épisodes soviétiques de celle-ci, le marxisme n'a pas évité cette difficulté.

▶ CORRÉLATS. — Bond, Dia-Mat, Loi(s), Marxisme-Léninisme, Matérialisme, Philosophie, Philosophie soviétique, Renversement, Science, Stalinisme, Vie/Vitalisme.

P. M.

Matérialisme historique

Al : *Historischer Materialismus.* — An : *Historical materialism.* — R : *Istoričeskij materializm.*

La mise au jour d'une conception cohérente de l'histoire par Marx et Engels peut être aisément datée. Elle remonte aux années 1845-1846, au moment où ils rédigent en commun *L'idéologie allemande* qui ne sera publiée dans une édition critique complète qu'en 1932 dans le tome v de la MEGA (Berlin). Il s'agissait pour eux de se livrer méthodiquement à la critique de la philosophie spéculative posthégélienne et du *socialisme vrai* de Moses Hess, Karl Grün, etc., fondée sur un humanisme sentimental d'où l'on faisait découler la nécessité du communisme.

Bien que cet ouvrage ait attendu quatre-vingt-six ans sa publication

intégrale, il n'en a pas moins joué un rôle décisif dans l'élaboration de toute la théorie marxiste. Comme l'a écrit K. Marx dans la *Préface à la critique de l'économie politique* (janv. 1859), « le manuscrit, deux forts in-octavo, était depuis longtemps entre les mains de l'éditeur en Westphalie lorsque nous apprîmes que les circonstances nouvelles n'en permettaient plus l'impression. Nous abandonnâmes d'autant plus volontiers le manuscrit à la critique rongeuse des souris que nous avions atteint notre but principal, voir clair en nous-mêmes » (MEW, 13, 10).

L'effet de cette réflexion qui devait aboutir à « l'exposé des principes fondamentaux du matérialisme historique (...) à l'aide d'une analyse critique des principales périodes de l'histoire » (A. Cornu, *Karl Marx et Friedrich Engels*, t. IV, p. 175, PUF) se fit immédiatement sentir dans les œuvres postérieures comme *Le Manifeste du Parti communiste* (1848) ou dans la correspondance dont il faut, en particulier, retenir la lettre de Marx à Annenkov (18 décembre 1846). Contredisant radicalement la conception proudhonienne de l'histoire qui ne voit dans l'homme « que l'instrument dont l'idée ou la raison éternelle fait usage pour se développer », Marx caractérisait cette vision du mouvement historique de « vieillerie hégélienne, car ce n'est pas une histoire, ce n'est pas une histoire profane — histoire des hommes —, c'est une histoire sacrée — histoire des idées » (*Corr.*, ES, t. I, 1971, p. 449).

L'énoncé classique des thèses du matérialisme historique, dans sa forme la plus nette, la plus ramassée et la plus générale se trouve dans la *Préface à la critique de l'économie politique* (1859).

L'histoire résulte fondamentalement du lien actif que les hommes entretiennent avec la nature. Elle commence avec le premier outil qui permet la transformation du milieu « naturel » et amorce son « humanisation ». L'histoire prend son élan lorsque, du fait de l'outil destiné à répondre à des besoins sociaux élémentaires, des changements *culturels* se substituent aux transformations et aux mutations physiques qu'étudient l'histoire *naturelle* et la paléontologie. L'évolution culturelle des sociétés humaines est donc consubstantielle à son évolution technique, par conséquent au développement de ses structures économiques et sociales; c'est pourquoi Marx a considéré que rien n'était plus urgent que de se fixer comme objectif majeur et but final de son œuvre principale la tâche de « dévoiler la loi économique du mouvement de la société » (*Préface* à la première édition du K.).

Encore faut-il considérer le sens que Marx entendait donner à sa découverte : « Notre conception de l'histoire, dit à ce propos Engels, est, avant tout, une directive pour l'étude » (L. à Conrad Schmidt, 5 août 1890).

Le problème le plus délicat posé par l'approfondissement qu'appelaient de leurs vœux les fondateurs du socialisme scientifique concernait surtout les rapports et le mode d'articulation entre base et superstructure : le risque d'une réduction du phénomène global à la sphère particulière de l'économie n'était pas illusoire. Des formulations insistant sur l'essentiel mais fatalement trop générales y poussaient — telles ces propositions qu'on peut lire dans la lettre de Marx à Annenkov *(op. cit.)* : « Posez un certain état de développement des facultés productrices des hommes et vous aurez telle forme de commerce et de consommation. Posez certains degrés de développement de la production, du commerce, de la consommation et vous aurez telle forme de constitution sociale, telle organisation de la famille, des

ordres ou des classes, en un mot, telle société civile. Posez telle société civile et vous aurez tel état politique qui n'est que l'expression officielle de la société civile ». De même, dans *L'idéologie allemande* après l'énonciation du principe de base : « ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience », le commentaire comportait de dangereuses tendances réductrices : « De ce fait, la morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent perdent toute apparence d'autonomie. Elles n'ont pas d'histoire, pas de développement... ».

Dans les années 1880 et au début des années 1890, lorsque les guesdistes français manièrent de façon quelque peu mécaniste le matérialisme historique (qu'ils nommaient significativement comme Plekhanov *matérialisme économique*) et surtout lorsque le groupe des « jeunes » de la social-démocratie allemande avec P. Ernst et C. Schmidt entreprit de donner du matérialisme historique une vulgarisation dangereusement dogmatisée, F. Engels s'efforça dans une série de lettres de rectifier ces déformations. En rappelant que Marx et lui-même s'étaient « d'abord attachés à *déduire* les représentations idéologiques, politiques, juridiques et autres ainsi que les actions conditionnées par elles des faits économiques qui sont à leur base » et qu'ils « avaient *eu raison* », il reconnut qu'en « considérant le contenu, ils avaient négligé la forme, la manière dont se constituent ces représentations » (Engels à Franz Mehring, 14 juill. 1893). Ainsi admettait-il la responsabilité qu'ils portaient dans le fait que « les jeunes (donnaient) plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque » (L. à J. Bloch, 21-28 sept. 1890).

« La méthode matérialiste se transforme en son contraire toutes les fois qu'on en use non pas comme un fil conducteur de l'investigation historique, mais comme un modèle tout prêt à l'aide duquel on taille et retaille les faits historiques », rappelait-il à P. Ernst (5 juin 1890) et à C. Schmidt il conseillait de « réétudier toute l'histoire... (de) soumettre à une investigation détaillée les conditions d'existence des diverses formations sociales avant d'essayer d'en déduire les conceptions politiques, juridiques, esthétiques, philosophiques, religieuses qui leur correspondent » *(ibid.)*. Et de préciser avec force dans la lettre à Joseph Bloch *(ibid.)* : « D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant est *en dernière instance* la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si quelqu'un dénature cette position en ce sens que le facteur économique est *seul* déterminant, il le transforme en une phrase vide, abstraite, absurde ». Dans ce texte, Engels met en valeur la relative autonomie des composantes de la superstructure : formes politiques de la lutte de classe et ses résultats, constitutions, formes juridiques, théories juridiques et philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques dans beaucoup de cas déterminent de façon prépondérante la *forme* de l'évolution historique : « Il y a interaction de tous ces facteurs au sein de laquelle le mouvement économique finit par se frayer un chemin comme une nécessité au travers d'une infinie multitude de contingences ». C'est à propos des « disciples » qui s'obstinaient à ne pas comprendre par quel mouvement

l'effet pouvait devenir cause et modifier à son tour le facteur qui l'avait produit qu'Engels lança l'apostrophe fameuse que devaient reprendre plus tard les surréalistes : « Ce qui manque le plus à ces Messieurs, c'est la dialectique » (L. à C. Schmidt, 27 oct. 1890). Engels n'a donc pas cessé, à la fin de sa vie, de mettre vivement en garde contre toute tentation d'établir des rapports directs et unilatéraux entre l'économie et les productions intellectuelles d'une société. En 1894 il nuançait encore cette relation : « Plus le domaine que nous étudions s'éloigne de l'économie et se rapproche de la forme idéologique abstraite, plus nous constatons que son développement présente de hasard et plus sa courbe se déroule en zig-zag. Mais si vous tracez l'axe moyen de la courbe, vous trouverez que plus la période considérée est longue et le domaine étudié est grand, plus cet axe se rapproche de l'axe du développement économique et plus il tend à lui être parallèle » (L. à Starkenburg, 25 janv. 1894).

REMARQUE. — Tous les débats théoriques sur le matérialisme historique ont toujours été liés étroitement aux questions stratégiques et tactiques qui se posent au sein du mouvement révolutionnaire car la valeur *pratique* des conclusions qui peuvent en être tirées est évidente. Ainsi les interventions de Plekhanov et de Lénine sur les questions du rôle de l'individu et des masses dans l'histoire, de la fonction de l'avant-garde consciente, etc., étaient-elles liées à la lutte qui opposait socialistes révolutionnaires et marxistes. « L'économisme » des « marxistes légaux » et des courants dominants de la IIe Internationale a fondé des thèses réformistes tout comme les pentes économistes dogmatisantes issues des orientations staliniennes. Dans ces cas différents, apparemment en opposition polaire, on aboutit à une conception fataliste de l'histoire qui renvoie aux philosophies qui soumettent le devenir des sociétés à une nécessité externe, abstraite, quasi mystique. Cette idéologie — au sens le plus péjoratif du terme — contribue toujours à faire admettre les lignes politiques les plus erronées.

La découverte des mécanismes de la nécessité interne exige au contraire une recherche concrète, adaptée à chaque cas particulier et non la projection sur le réel d'un schéma général sans efficacité. Il y a des lois *dans* l'histoire des formations sociales considérées comme totalités organiques et ces lois, en *dernière instance*, renvoient à la base économique qui *conditionne* l'ensemble sans mettre en cause les *déterminations* qui peuvent intervenir à différents niveaux de cette totalité. Par contre, il faut, semble-t-il, contester l'existence de lois *de* l'histoire impliquant des modèles universels d'évolution et de transition, donc, une théorie abstraite du mouvement historique.

La marge est étroite et c'est ce qui fait écrire à Pierre Vilar, l'un des maîtres du matérialisme historique français : « Rien n'est plus difficile que d'être historien, si ce n'est d'être historien marxiste! » (*Annales ESC*, janv. 1973).

▶ CORRÉLATS (pour la bibliographie notamment). — Base, Darwinisme, Détermination, Hégélianisme, Histoire, Historique/Logique, Léninisme, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Marxisme, Marxisme-Léninisme, Science, Socialisme.

M. M.

Matériel / Spirituel / Intellectuel

Al : *Materiell/Geistig/Intellektuell.* — An : *Material/Spiritual/Intellectual.* — R : *Material'nij/Duhovnij Umstvennyj.*

1 / Ces déterminations semblent indiquer des différenciations de la réalité. Mais la redondance apparente du spirituel et de l'intellectuel oblige à préciser cette appréciation. Pour Marx, depuis *L'idéologie allemande*, la réalité en son ensemble est matérielle, d'une matérialité spécifique pour chaque ordre de grandeur; thèse que développera Engels en examinant les diverses formes de mouvement, les passages de l'une à l'autre, l'appartenance de l'une à l'autre (« Le mouvement est le mode d'existence de la matière », AD, ES, 92 ; MEW, 20, 55 ; « Le passage d'une forme de mouvement à l'autre reste toujours un bond, un tournant décisif », *ibid.*, 98 ; 61 ; DN, 75-90 ; 20, 354-369). La pensée, comme puissance spirituelle, est, sur le plan de la « théorie de la connaissance », seconde par rapport à la matière, mais se détermine simultanément comme une matérialité spécifique, comme identique à l'être, comme forme de mouvement qui a la propriété de s'approprier dans son procès, cognitivement, les autres formes de mouvement, et donc de s'approprier elle-même comme objet, comme forme de la matière, et ce à plusieurs niveaux, tous susceptibles de « science » : psycho-physiologie du cerveau, sciences du développement de l'enfant, du langage, histoire du passage de l'ignorance à la connaissance en général et dans les sciences (Lénine, O., 8, 274). Mais ces sciences du « spirituel », à leurs divers niveaux, ne sont elles-mêmes possibles que sur la base de la distinction « gnoséologique » entre matière et esprit, être et pensée. Voilà pourquoi hors cette distinction, l'opposition matériel/spirituel n'est que relative. Il n'y a pas deux réalités séparées, puisque le spirituel est une forme de l'être matériel, lequel « se dit en plusieurs façons ». La distinction n'a de « sens absolu que dans les limites de la question gnoséologique fondamentale : que faut-il reconnaître comme premier et comme second ? Au-delà de ces limites, la relativité de cette opposition ne soulève aucun doute » (Lénine, ME, O., 14, 152).

2 / Le couple matériel-intellectuel n'a pas de portée d'abord gnoséologique ou critique. Il désigne, à l'intérieur du matérialisme historique, des niveaux divers de structure (on peut qualifier de matérielle la base formée par le mode de production *stricto sensu*, et spirituel l'ensemble de la superstructure idéologique et politique). Mais la distinction est relative et mobile : la base matérielle contient des éléments qui sont à la fois matériels (les matières premières, les diverses machines, la force de travail comme énergie) et spirituels (les machines réalisent des connaissances, tout comme les techniques de travail; et la force de travail est toujours intellectuellement qualifiée). Les superstructures elles-mêmes se constituent d'appareils et de pratiques matérielles. En dernière instance, l'on est renvoyé à l'activité pratique en tant qu'elle repose sur la division sociale du travail, à l'opposition entre la classe des producteurs directs, affrontés directement à la nature, et les classes qui dirigent le procès de travail, et se « spécifient » dans les fonctions de direction politique, culturelle, idéologique. C'est à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel que « la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante » (IA, ES, 60; MEW, 3, 31).

Sur la base du primat de l'être social, l'élément intellectuel, les formes de conscience sociale trouvent dialectiquement leur efficace. Les producteurs, à partir des contradictions du mode de production, dont ils sont un élément, ont la possibilité de s'approprier les connaissances socialement disponibles, de les articuler à la connaissance du mode de production capitaliste lui-même, d'intervenir pour transformer la division sociale du travail à l'intérieur des collectifs de travail tout en gérant sur de nouvelles bases la production. Ce faisant ils se meuvent comme force spirituelle, capable de diriger toute l'activité sociale. Du même mouvement, est produite par le MPC la possibilité d'une recomposition du travail productif et des formes de la conscience sociale, des fonctions intellectuelles, qu'elles soient « politiques » ou « culturelles ». Appropriation des savoirs par les producteurs et transformation des formes de la division sociale par ces producteurs, enrichis de nouvelles connaissances, devenus « intellectuels », c'est-à-dire capables d'assurer la direction politique et culturelle de toutes les activités. Ces thèmes ont été totalement renouvelés par Gramsci, à propos de la question des intellectuels, « fonctionnaires des superstructures », différenciés, selon leur appartenance organique aux diverses classes hégémoniques ou appelées à l'hégémonie, en raison de leur place dans le mécansime productif, en tout cas « agents d'une réforme intellectuelle et morale », elle-même articulée aux questions décisives de la production (passage de l'économique-corporatif à l'éthico-politique). Voir *Quaderni*, Ed. Gerratana, 1222-1224, 1235-1237, 1391-1394, 1513-1551, 2010-2011, Torino, 1975.

▶ CORRÉLATS. — Base, Connaissance, Conscience, Division du travail manuel et intellectuel, Etre social / Conscience, Gramscisme, Idéologie, Intellectuels, Pratique, Superstructure, Théorie.

A. T.

Maximalisme

Al : *Maximalismus*. — An : *Maximalism*. — R : *Maksimalizm*.

C'est en Russie, pendant la Révolution de 1905, que le maximalisme apparaît au sein du Parti socialiste révolutionnaire. Par la suite, bolchevisme et maximalisme seront souvent confondus. Ainsi, la Révolution russe inspire-t-elle dans le Parti socialiste italien une gauche « maximaliste ».

1 / Le maximalisme russe. — Le Parti socialiste révolutionnaire (fondé en 1901) adopte, pendant son Ier Congrès (décembre 1905 - janvier 1906), deux programmes : le « maximum » applicable en Russie après un important développement des forces productives, et le « minimum » réalisable dès la prise du pouvoir supposée imminente. Plus limité, ce second programme ne prévoit pas, par exemple, la généralisation de la nationalisation des moyens de production dans l'industrie. Une minorité de gauche n'accepte pas cette périodisation et exige la prise en compte immédiate du programme maximum. Conduite par M. Sokolov, la tendance maximaliste refuse d'obéir à la majorité et s'engage dans une intense activité terroriste. En octobre 1906, elle crée l'Union des SR maximalistes.

Les thèses maximalistes, développées par Pavlov, Lozinski, privilégient la terreur comme méthode d'action et condamnent la démocratie parlementaire. Se référant à la Commune de Paris, elles envisagent une fédération de communes révolutionnaires comme expression de la dicta-

ture du prolétariat. Le programme maximaliste de 1906, publié dans *Kommuna*, affirme que « l'Union des SR maximalistes vise comme tâche pratique un coup d'Etat social immédiat. Nous entendons par là celui qui serait accompli simultanément dans les villes et les campagnes pour aboutir dans l'industrie à la socialisation de la production et, dans l'agriculture, à la socialisation des terres ».

L'arrestation, en décembre 1906, de M. Sokolov, suivie de son exécution, inaugure le déclin de l'organisation maximaliste. Victime de la concurrence des anarchistes, des bolcheviks, puis des SR de gauche, le maximalisme survit cependant. Avant octobre 1917, il tient un rôle notable dans les campagnes en encourageant les paysans à s'emparer des grands domaines.

2 / Le maximalisme dans le Parti socialiste italien. — Fin 1917, sous l'impulsion des événements russes, se forme dans le PSI une fraction « maximaliste » réunissant les groupes de la gauche et les « centristes » de Serrati. Cette gauche obtient bientôt une écrasante majorité, en septembre 1918 au Congrès de Rome. En avril 1919, la direction maximaliste du PSI publie un *Manifeste* pour la révolution sans transition ni délais. En octobre suivant, au cours du Congrès de Bologne, elle supprime l'ancien programme et prône l'implantation rapide de soviets. Cette phraséologie révolutionnaire cache mal un réformisme attentiste : les maximalistes ne préparent en rien la révolution et se contentent d'espérer l'écroulement du capitalisme. Les grandes luttes ouvrières de 1920, et surtout les grèves avec occupation des usines métallurgiques du mois d'août, manifestent clairement cette inaction. Dès lors, c'est la fin sans gloire du maximalisme italien contre lequel se constitue, au sein du PSI, une fraction communiste issue de l'*Ordine Nuovo* de Gramsci. Le *bienno rosso* s'achève sur les débuts de l'offensive du fascisme.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, le maximalisme fait figure d'envers spéculaire du réformisme. A E. Bernstein, le théoricien du révisionnisme allemand, qui s'écriait en 1898 : « Le but (final) pour moi n'est rien, le mouvement est tout », les maximalistes répondent : « Tout le programme tout de suite! » Programme minimum ou programme maximum ? Aux bolcheviks qui luttent pour leur programme minimum et leur programme maximum, Lénine recommande, peu de temps avant Octobre, d'envisager la possibilité de « types mixtes » de transition, non prévus par les programmes et supposant des compromis, car après les premières mesures, « beaucoup de choses se verront mieux et l'expérience suggérera quantités d'idées nouvelles, car ce sera l'expérience de millions d'hommes » (o., 26, 175). Autrement dit, d'articuler le programme aux réalités concrètes de la lutte des classes.

• BIBLIOGRAPHIE. — P. AVRICH, *Les anarchistes russes*, Paris, Maspero, 1979; J. BAYNAC, *Les socialistes-révolutionnaires*, Paris, R. Laffont, 1979; N. BERDIAEV, *Les sources et le sens du communisme russe*, Paris, Gallimard, 1966; M. FERRO, *La Révolution de 1917*, 2 vol., Paris, Aubier, 1967 et 1976; P. SPRIANO, *Storia del Partito comunista italiano*, vol. 1, Turin, Einaudi, 1976, et *L'occupation des usines. Italie, septembre 1920*, Paris, La Pensée sauvage, 1978; A. TASCA, *Naissance du fascisme. L'Italie de l'armistice à la marche sur Rome*, Paris, Gallimard, 1967.

► CORRÉLATS. — Anarchisme, Dogmatisme, Gauchisme, Populisme, Réforme/Révolution, Révisionnisme, Terrorisme.

J.-M. G.

Mécanisme

Al : *Mechanismus.* — An : *Mechanism.* — R : *Mehanizm.*

Commence par désigner l'effet philosophique de la science mécanique, considérée, jusqu'à l'apparition de la physique moderne, comme la branche majeure des sciences de la nature. Le matérialisme français du XVIIIe siècle est alors l'incarnation historique du mécanisme au point qu'avec Hegel les deux termes sont le plus souvent posés comme équivalents (cf. Engels, DN, MEW, 20, 518). Opposé au vitalisme dans le champ proprement scientifique et, dans celui de l'idéologie, au dualisme (ou à la téléologie) puisque assimilé au monisme, le mécanisme apparaît philosophiquement comme l'envers et l'adversaire de l'idéalisme. Les premiers coups lui sont portés par le dynamisme kantien ainsi que le souligne Engels (*ibid.*, 316) et qu'en convient Hegel. C'est ce dernier toutefois qui en soumet le premier les présupposés au feu nourri de la dialectique. La *Logique* montre que pour le mécanisme-matérialisme français la matière est affectée d'inertie, qu'en conséquence le mouvement ne peut lui être communiqué que de l'extérieur et qu'ainsi la nature est conçue comme une totalité finalisée, la téléologie étant en fin de compte la vérité du mécanisme. Engels reproduit, dans *Dialectique de la nature* notamment, cette critique dialectique mais il est surtout soucieux de déceler l'actualité effective du mécanisme comme figure idéologique, comme « forme plate, vulgaire, sous laquelle le matérialisme du XVIIIe siècle continue à exister aujourd'hui » (LF, MEW, 21, 278). Mécanisme tend dès lors à signifier toute dégradation idéologique possible du matérialisme marxiste lui-même, qui consisterait en particulier à réduire un rapport ou un mouvement de type dialectique à un mode de fonctionnement uniforme et univoque, à interpréter l'une des grandes découvertes du matérialisme historique, la détermination complexe par l'économique, comme une simple détermination économique et, finalement, à aplatir une formation économique et sociale sur sa seule structure économique. Dans l'histoire du marxisme et dès l'origine, on le voit, mécanisme et économisme ont toujours partie liée. Le risque ainsi perçu devint très vite en effet *déviation* théorique dominante qu'Engels, dans les années 90, tenta inlassablement de rectifier sans jamais nier la part de « responsabilité » qui lui revenait à cet égard, ainsi qu'à Marx (L. à Bloch du 21 sept. 1890. Certaines formulations de *L'idéologie allemande*, notamment, sont ici à imputer). Face à des « jeunes » *(ibid.)* qui, comme P. Lafargue, voyaient dans le marxisme un « déterminisme économique », ce retravail (auto)critique à visée pédagogique conduisit Engels à élaborer la notion de *détermination en dernière instance.* Presque au même moment, le jeune Lénine combat ceux qu'il qualifie de « marxistes vulgaires » et qui, définissant lapidairement le marxisme comme un « matérialisme économique » (Mikhaïlovski), déduisent ou dérivent de l'économique la totalité des procès superstructurels (AP, CPE, O, 1). Mais, mieux encore, c'est de sa pratique politique concrète que Lénine fit l'incessante illustration de sa lutte de principe contre les effets politiques (opportunisme et/ou dogmatisme) de l'idéologie mécaniste : en 1905 par exemple, face aux mencheviks qui ne pouvaient autrement se représenter la révolution démocratique que comme une « étape » strictement limitée à son contenu bourgeois (*Deux tactiques*, O., 107 : « Les économistes avaient appris par cœur que le politique a pour base l'économique : ils avaient « compris »

la chose en ce sens qu'il fallait abaisser la lutte politique au niveau de la lutte économique. Les néo-iskristes ont appris par cœur que la révolution démocratique a pour base économique la révolution bourgeoise; ils ont « compris » la chose en ce sens qu'il faut abaisser les tâches démocratiques du prolétariat au niveau de la modération bourgeoise ») ou encore en 1917, face à une partie des bolcheviks qui ne parvenaient ni à penser ni à agir le passage de l' « étape » démocratique-bourgeoise à la révolution socialiste (*Thèses d'avril*, o., 24, 11).

Le mécanisme périodise l'histoire, et tend à l'enfermer dans une philosophie de l'histoire; l'économisme lui fournit son principe de périodisation. C'est encore cette solidarité agissante des deux qui fait le fond de la théorie stalinienne de la succession linéaire des modes de production, au nombre exact de cinq et se générant l'un l'autre de façon continue par l'effet du développement des forces productives.

▶ Corrélats. — Détermination, Déterminisme, Dialectique, Economisme, Vie/Vitalisme.

G. Be.

Menchevisme

Al : *Menschewismus*. — An : *Menchevism*. — R : *Men'ševizm*.

Le terme « menchevisme », de *menchinstvo* (minorité), date du IIe Congrès du POSDR (Bruxelles-Londres, août 1903) : après le départ des bundistes, les partisans de Lénine sont majoritaires pour l'élection des organismes dirigeants du parti, ceux de Martov ne sont plus qu'une minorité.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) est fondé en 1898 (Congrès de Minsk). Ses groupes, encore faibles et peu nombreux, sont rapidement influencés par « l'économisme » théorisé par Strouvé et Martynov qui rejettent pour les ouvriers la lutte politique et ne retiennent que les luttes revendicatives. En 1900, Lénine et Martov gagnent l'Occident pour y publier l'*Iskra* avec les membres du groupe *Libération du Travail* de G. Plekhanov : son réseau de diffuseurs constituera l'embryon de l'organisation et elle diffusera les thèses du marxisme révolutionnaire. Les iskristes s'accordent sur de nombreux points : nécessité d'un parti clandestin et structuré, lutte contre les économistes, lutte politique contre le tsarisme. Des divergences apparaissent cependant de façon diffuse. Pour Martov et Axelrod, la social-démocratie russe doit se borner à accélérer la chute du tsarisme en soutenant la révolution bourgeoise; les conditions de la révolution socialiste mûriront alors grâce à l'industrialisation et à la formation d'une classe ouvrière nombreuse, grâce à la démocratie bourgeoise qui permettra de doter le mouvement ouvrier d'une structure analogue à celle des partis occidentaux : syndicats, mutuelles, caisses d'assurances, sociétés éducatives, partis politiques, etc. Les thèses de Lénine, développées dans *Que faire ?* (1902), sont suffisamment différentes pour que la division se fasse jour en 1903 au IIe Congrès.

Majoritaires à Londres, les bolcheviks sont pourtant rapidement isolés dans le parti russe comme dans le mouvement international. Dès la fin 1903, les mencheviks contrôlent, grâce au renfort de Plekhanov, l'*Iskra* et la Ligue des sociaux-démocrates russes à l'étranger. Avec Plekhanov, les chefs historiques de la social-démocratie russe, Martov, Potressov,

Zassoulitch, Axelrod, puis Trotski sont mencheviques. Ils bénéficient du soutien des leaders de la IIe Internationale, notamment des dirigeants de la gauche, comme Rosa Luxemburg qui critique les thèses de Lénine sur l'organisation et mise sur la spontanéité des masses. L'orthodoxie marxiste semble l'apanage des mencheviks; au contraire, les bolcheviks sont suspectés de s'inspirer de la tradition populiste russe. C'est le cas de la question agraire où les mencheviks défendent les thèses « occidentales » de la municipalisation des terres et ne partagent pas les appréciations de Lénine sur le rôle révolutionnaire de la paysannerie russe. En fait, les mencheviks se rapprochent des positions économistes combattues au temps de la première *Iskra* : auto-activité des masses et rejet du parti d'avant-garde léniniste, soutien à la bourgeoisie dans la lutte contre le tsarisme.

La Révolution de 1905 rapproche les divers courants de la social-démocratie russe et amorce un processus d'unification. Les mencheviks dont l'audience était supérieure à celle des bolcheviks saluent les soviets comme une création spontanée des masses et Kroustalev, puis Trotski président le soviet de Saint-Pétersbourg. Les désaccords stratégiques demeurent et apparaissent à l'occasion des événements de la fin 1905. Les mencheviks sont favorables à la Douma que les bolcheviks entendent boycotter. En décembre, les premiers ne participent qu'avec réticence aux soulèvements armés qu'organisent les seconds. La tendance à l'unité l'emporte cependant. Au IVe Congrès du POSDR (Stockholm, avril 1906), les mencheviks sont majoritaires et le nouveau Comité central comprend sept mencheviks pour trois bolcheviks. Mais sa politique de soutien aux cadets mécontente les organisations du parti. C'est pourquoi le Ve Congrès (Londres, 30 avril - 19 mai 1907) adopte les résolutions de Lénine sur la tactique à l'égard de la Douma et des autres partis politiques. Les mencheviks perdent le contrôle du Comité central.

Durant l'ère de réaction stolypinienne, les mencheviks, s'ils perdent du terrain devant les bolcheviks, voient encore leur cohésion se diluer. En Russie, les « légalistes », qualifiés de « liquidateurs », animés par Potressov, Levitski, Tcherevanine et Larine, limitent l'action aux seules organisations légales et refusent les groupes clandestins bolcheviques. A l'extérieur, autour de Martov, Dan et Martynov, les mencheviks maintiennent le principe d'un parti clandestin en s'en tenant aux principes de la IIe Internationale et à l'orthodoxie kautskyste. Ce qui leur aliène les sympathies de la gauche allemande. De son côté, Plekhanov dirige, depuis 1908, le groupe des « mencheviks du parti » qui se rapproche des bolcheviks contre les liquidateurs. Enfin, le groupe de la *Pravda*, publiée à Vienne par Trotski, entend occuper une position intermédiaire entre mencheviks et bolcheviks.

La dernière tentative d'unification a lieu à Paris au début 1910 : au cours d'une assemblée plénière du Comité central, les « conciliateurs » proches de Trotski font adopter des motions de compromis condamnant liquidateurs et otzovistes. Ce n'est qu'un épisode. En 1912, se produit la rupture définitive. Au cours de la VIe Conférence pan-russe du POSDR (Prague, 5-17 janvier), tenant lieu de Congrès, les bolcheviks imposent l'exclusion des liquidateurs et constituent désormais un parti indépendant. Les courants mencheviks répondent, sous l'influence de Trotski, par le « Bloc d'août » (date de la Conférence de Vienne) et la création d'un comité d'organisation qui existera jusqu'en 1917 et demandera, en vain, à

l'Internationale de condamner les « scissionnistes ». Le déclin de l'influence du menchevisme en Russie se confirme : les bolcheviks emportent tous les sièges ouvriers aux élections de 1912 à la IVe Douma et animent les grandes luttes des deux dernières années de paix.

La guerre opère une nouvelle distribution des groupes mencheviks. Si les députés mencheviques à la Douma refusent de voter les crédits de guerre, l'Union sacrée compte de nombreux partisans : à l'intérieur, les légalistes de la *Naša Zarja*, ou « auto-défensistes », et, dans l'émigration, les amis de Plekhanov rassemblés autour de la revue *Edinstvo*. Les « mencheviks-internationalistes », dirigés par Martov et Martynov, soutiennent une politique de lutte pour la paix immédiate, adhèrent au mouvement zimmervaldien et à la Convocation, en 1917, de la Conférence socialiste de la paix à Stockholm.

Février accorde une large audience aux mencheviks, dans les soviets urbains, notamment celui de Pétrograd : le mouvement des masses n'est qu'au début de son processus de radicalisation. Ils refusent de participer au « gouvernement bourgeois issu de la révolution bourgeoise », mais, avec les socialistes-révolutionnaires, assurent l'appui du soviet au gouvernement provisoire du prince Lvov. La nébuleuse du menchevisme présente alors une nouvelle configuration. A droite, Plekhanov, Zassoulitch et Alexinski dans le groupe *Edinstvo*, ainsi que Potressov qui publie le journal *Den'*; au centre, Tsereteli, Dan et Tchkeidze, premier président du soviet de Petrograd; à gauche, les mencheviks internationalistes de Martov et le groupe de la *Novaja Zizn* de Soukhanov. Trotski et les « Interrayons » *(medjarrontsy)* se rapprochent de plus en plus des bolcheviks qu'ils rejoindront en août 1917 lors du VIe Congrès du POSD*(b)*R.

Considérant que la Russie n'est pas mûre pour la révolution socialiste, les mencheviks soutiennent de fait un gouvernement incapable de résoudre les grands problèmes des masses. Allant plus loin dans le sens de l'opportunisme — qu'ils critiqueront eux-mêmes lors de leur congrès d'août 1917 — les mencheviks renoncent à l'un de leurs principes essentiels et entrent dans le premier gouvernement de coalition en mai (Tsereteli). Décision condamnée par l'Internationale et qui éloigne les mencheviks du mouvement des masses. Politique qu'ils poursuivent dans le gouvernement de répression issu de la crise de Juillet (premier gouvernement Kerenski) et dans le troisième ministère de coalition. Dès la fin de l'été 1917, les élections (soviets, doumas municipales, etc.) traduisent une chute impressionnante de l'audience des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. A l'heure de l'insurrection d'Octobre, le IIe Congrès pan-russe des soviets compte une majorité bolchevique et socialiste-révolutionnaire de gauche.

Au lendemain de l'établissement du pouvoir soviétique, Martov et Dan, soutenus par le syndicat des cheminots (Vikjel), tentent de négocier avec les bolcheviks la formation d'un gouvernement de coalition. Les pourparlers tournent court. Définitivement écartés du pouvoir, hésitants, les mencheviks ne vont pas jusqu'à rejoindre, à l'exemple des socialistes-révolutionnaires de droite, le camp de la contre-révolution. Ils ambitionnent d'assumer le rôle de « conscience de la révolution ». Fin octobre 1918, le Comité central menchevique choisit la voie du compromis et reconnaît la Révolution d'Octobre comme une « nécessité historique », comme « un immense ferment qui avait mis en marche le monde entier ».

Il promet le soutien direct des mencheviks aux opérations militaires contre l'intervention étrangère et dénoncent « toute coopération politique avec les classes hostiles à la démocratie ». Aussi, le 30 novembre 1918, le Comité central exécutif pan-russe des soviets annule-t-il l'exclusion prononcée contre les mencheviks en juillet. Mais, laminés par les conditions de la guerre civile, les mencheviks perdent l'audience qui leur reste à l'exception de quelques milieux syndicalistes ou intellectuels. Nombreux sont ceux qui rallient le bolchevisme : Maiski, Tchitchérine, Martynov, Vychinski, etc. A l'été 1921, avec les débuts de la NEP, les bolcheviks, parce qu'ils mettent en œuvre une stratégie périlleuse de compromis sur le plan social, mettent fin au pluralisme en interdisant *de facto* les partis mencheviques et socialistes-révolutionnaires.

Dans l'exil, les mencheviks, tel Martov, créent à Berlin, en 1921, une organisation et la revue *Socialističeskij Vestnik* publiée dans la capitale allemande jusqu'en 1933, puis à Paris et enfin à New York. Membres de l' « Internationale deux et demie », ils sont représentés à la Conférence des trois Internationales de Berlin en 1922. Ils rejoignent finalement la IIe Internationale.

En URSS, quelques groupes mencheviques survivent jusqu'au début des années 1930; ils servent alors de prétexte, en 1930, au « procès du parti industriel » et, en 1931, au « procès de l'organisation contre-révolutionnaire des mencheviks » qui permet de purger les organismes de planification soviétiques des économistes, bolcheviks, mencheviks ou SR, hostiles aux conceptions de Staline.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. FERRO, *La révolution de 1917*, Paris, Aubier, t. I, 1967, et t. 2, 1976; I. GETZLER, *Martov*, Victoria (Australie), 1967; G. HAUPT, article « Menchevisme » de l'*Encyclopaedia Universalis*; Naum JASNY, *Soviet Economists of the Twenties. Names to be Remembered*, Cambridge University Press, 1972; Les mencheviks, in *Le Contrat social*, n° 2-3, 1968; *The Mensheviks in the Russian Revolution*, edited by A. ASCHER, London, Thames & Hudson, 1976; *The Mensheviks from the Revolution of 1917 to the Second World War*, edited by Leopold H. HAIMSON, with contributions by D. DALLIN, G. DENICKE, L. LANDE, B. SAPIR and S. WOLIN, The University of Chicago Press, 1974; André LIEBICH, La critica menscevica alla politica sovietica dalla morte di Lenin alla fine della seconda guerra mondiale, *in* E. HOBSBAWN, G. HAUPT, F. MAREK, V. STRADA, C. VIVANTI, *Storia del Marxismo*, vol. III, Turin, 1980; S. M. SCHWARTZ, *The Russian Revolution of 1905*, New York, 1967; *Sovetskaja istoričeskaja enciklopedija*, Moscou, vol. IX, 1966; Nicolas N. SOUKHANOV, *La révolution russe de 1917*, Le Cercle du Nouveau Livre d'Histoire, Paris, Stock, 1965; C. WEILL, *Marxistes russes et social-démocratie allemande, 1898-1904*, Paris, Maspero, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Bund, Douma, Opportunisme, Révisionnisme, Soviet.

J.-M. G.

Mercantilisme

Al : *Merkantilismus.* — An : *Mercantilism.* — R : *Merkantilizm.*

Il n'y a pas de doctrine ni d'école mercantilistes. Le mercantilisme a été baptisé et défini par ses adversaires, en particulier par Smith au livre IV de *La richesse des nations*. Sont ainsi rangés sous la bannière mercantiliste des auteurs tels que Bodin, Laffemas, Montchrestien en France, Mun, Child, Davenant, Petty en Angleterre, Ortiz en Espagne, Botero, Genovesi en Italie, etc. On en vient ainsi à considérer comme mercantilistes l'ensemble des théories et des pratiques d'intervention économique qui se sont déve-

loppées dans l'Europe moderne depuis le milieu du XVIe siècle et dont l'Evangile pourrait se trouver dans le livre de Mun, *England's treasure* (1664) (AD, ES, 265; MEW, 20, 216). Les historiens contemporains tels que Heckscher en distinguent plusieurs variantes :

— le mercantilisme bullionniste espagnol qui consistait à faire entrer le plus de métal précieux en provenance des colonies et de l'étranger, tout en évitant les sorties d'or et d'argent.
— le mercantilisme commercialiste britannique qui, avec en particulier les *Actes* de navigation de Cromwell, s'efforce de susciter un excédent de la balance commerciale en réservant à la flotte nationale le monopole des transports, le paiement du solde devant se faire en métal précieux;
— le mercantilisme productionniste français dont Colbert fut le plus illustre représentant, pratiquant une réglementation étroite qui soumet les grandes entreprises à des consignes étatiques nombreuses et multiplie les contrôles de quantité et de qualité de la production, le pacte colonial conduisant par ailleurs les colonies à livrer leurs métaux et matières premières à la métropole et à lui acheter les produits manufacturés.

Si l'on admet en effet que deux idées essentielles servent de fondement au mercantilisme, à savoir que d'une part l'important pour un Etat est la richesse matérielle, principalement les métaux précieux, que seul le commerce extérieur peut attirer dans le pays, que d'autre part ceci n'est possible que si les activités nationales sont protégées, aidées et stimulées afin de pouvoir laisser, une fois les besoins intérieurs satisfaits, un surplus à exporter, on retrouve aisément certains traits de l'accumulation primitive que les idées mercantilistes ont puissamment aidé à susciter. Dès la *Critique de l'économie politique* de 1859, Marx montre comment les mercantilistes — qui écrivent à une époque où la plus grande partie de la production évoluait encore dans des formes féodales — sont les promoteurs du système monétaire, proclamant que l'or et l'argent, c'est-à-dire la monnaie forme de marchandise générale, sont l'unique richesse; ils traduisent ainsi la vocation profonde de la société bourgeoise qui est de faire de l'argent, mais, victimes du fétichisme, ils confondent l'argent avec le capital et jugent tout le procès de production du point de vue de la circulation. C'est toutefois dans les *Théories sur la plus-value* que Marx procède à l'examen le plus approfondi du mercantilisme. Selon lui les mercantilistes — et James Steuart en particulier — expliquent la plus-value à partir de l'échange, par la vente de la marchandise au-dessus de sa valeur, réalisant un profit d'aliénation. Par là même la plus-value est nécessairement évanescente : ce que l'un gagne, l'autre le perd. La création de plus-value, impossible entre nationaux, ne peut se produire que dans les rapports entre nations : « Cet excédent est le profit qu'une nation tire du commerce », ainsi que l'écrit Davenant cité par Marx (K., 4, ES, I, 193; MEW, 26, I, 149). De là découle la conception du travail productif des mercantilistes : « Le travail n'est productif que dans les branches de production dont les produits, exportés à l'étranger, rapportent plus d'argent qu'ils n'en ont coûté » (K., 4, ES, I, 163; MEW, 26, I, 124).

Si les limites théoriques du mercantilisme sont inhérentes à son contexte historique, dominé par le mode de production féodal, Marx n'en considère pas moins un mercantiliste comme Petty comme le « père de l'économie

politique » : « La première étude théorique du mode de production moderne — le système mercantile — partait nécessairement des phénomènes superficiels du procès de circulation, devenus autonomes dans le mouvement du capital marchand; pour cette raison elle appréhendait seulement l'apparence. Cela est dû en partie à ce que le capital marchand est la première forme indépendante d'existence du capital en général; en partie à l'influence prépondérante qu'il exerce dans la première période de bouleversement de la production moderne. La science réelle de l'économie moderne commence seulement là où l'examen théorique passe du procès de circulation au procès de production » (K., ES, 3, 1, 345; MEW, 25, 349).

● BIBLIOGRAPHIE. — D. C. COLEMAN (ed.), *Revisions in mercantilism*, Methuen, 1969; P. DEYON, *Le mercantilisme*, Flammarion, 1969; E. HECKSCHER, *Mercantilism*, Macmillan, 1955.

▶ CORRÉLATS. — Colonialisme, Impérialisme, Libre-échange, Monnaie, Physiocratie.

G. C.

Métaphysique / Dialectique

Al : *metaphysisch/dialektisch (Metaphysik/Dialektik)*. — An : *Metaphysics/Dialectics*. — R : *Metafizika/Dialektika*.

Voir : Dialectique, Matérialisme, Rationalisme.

Métier

Al : *Handwerk*. — An : *Trade, Occupation*. — R : *Masterstvo*.

Le terme de métier renvoie chez Marx à une forme du procès de travail, caractérisée par l'unité que constituent un ensemble d'outils déterminés et l'ouvrier formé à leur maniement par apprentissage et habitude.

Le remplacement de l'outil par la machine brise cette unité au profit de celle des moyens de travail et de l'objet du travail, à quoi peut être alors adjoint, comme un simple « appendice », un travailleur sans formation particulière. Ce mouvement par lequel, de l'atelier élargi à la manufacture puis à la fabrique, le capitalisme révolutionne les forces productives, bien qu'il établisse sur le procès de travail un pouvoir patronal quasi absolu et conduise donc à une aggravation de l'exploitation, présente néanmoins pour Marx le mérite d'abolir ce qu'il appelle l' « idiotisme du métier ».

Exprimée notamment dans *L'idéologie allemande* et dans *Misère de la philosophie*, précisée dans *Le Capital*, cette approche ne varie guère. Acquis au prix de la répétition aveugle de gestes légués par la tradition, le métier représente un « idiotisme » dans la mesure où il est « une routine professionnelle dont la théorie (reste) une énigme même pour les initiés » (K., ES, 1, 2, 164; MEW, 23, 510). Procédant de la division du travail social qu'il contribue à « ossifier », il subordonne les individus à une profession exclusive, et, bornant la sphère de leurs intérêts, il entrave en eux le développement d'aptitudes diverses, en même temps qu'il leur ôte toute possibilité d'action collective autre que corporatiste. A l'inverse, la disparition du métier que tend à réaliser la grande industrie, fonde le

caractère révolutionnaire de la classe ouvrière : « Seuls les prolétaires de l'époque actuelle, totalement exclus de toute manifestation de soi, sont en mesure de parvenir à une manifestation de soi totale, et non plus bornée, qui consiste dans l'appropriation d'une totalité de forces productives et dans le développement d'une totalité de facultés que cela implique. Toutes les appropriations révolutionnaires antérieures étaient limitées » (IA, ES, 103; MEW, 3, 68).

Si « la division du travail dans l'intérieur de la société moderne (...) engendre les spécialités, les espèces et avec elles l'idiotisme du métier » (MPh, ES, 150; MEW, 4, 157), c'est l'instauration de la subdivision du travail dans l'atelier qui conduit à l'altération du métier, puis, avec le machinisme, à sa disparition. Or cette subdivision accentue la mutilation des aptitudes des travailleurs, en les contraignant à des tâches parcellaires, répétitives, qui ne requièrent aucune formation : attaquant l'individu « à la racine même de sa vie », elle fournit « la matière d'une pathologie industrielle » (K., ES, I, 2, 52; MEW, 23, 384). La disparition du métier ne représente donc un « progrès » historique, alors même que les ouvriers pâtissent plus encore de la subdivision capitaliste du procès de travail que de la division du travail social, qu'en raison des possibilités de transformations révolutionnaires qui, selon Marx, se trouvent ouvertes.

Mais ici, l'attention doit déborder la seule socialisation de la force de travail : ce sont les forces productives (force de travail *et* moyens de travail) dont la grande industrie modifie la structure. Or elle ne peut opérer cette transformation qu'en prenant appui sur le métier dont elle hérite. C'est en effet sur la base du métier, bien que celui-ci ne s'y retrouve qu'altéré, que peut être découverte et généralisée, au stade manufacturier, la subdivision du travail. Sur le plan de ses conditions sociales, la manufacture « s'élève sur la large base des corps de métier des villes » (K., ES, I, 2, 57; MEW, 23, 390); sur le plan de ses conditions techniques, elle « combine des métiers primitivement différents » (*ibid.*, 35; 364), cette combinaison portant le plus souvent sur des métiers décomposés. L'époque manufacturière met par ailleurs en lumière un aspect important du métier : bien que les ateliers, les instruments, et surtout le processus de séparation-intégration des tâches, apparaissent désormais comme une forme d'existence du capital, les secrets ou simplement l'habileté de métier demeurent, qui permettent aux travailleurs de préserver un certain contrôle sur leur activité même.

C'est à cette insubordination de fait des ouvriers que met fin l'introduction du machinisme. Et cette mise en place s'opère selon un mouvement qui décide du destin contradictoire du métier. Si la combinaison de machines parcellaires reproduit la subdivision manufacturière du travail, marquant une filiation directe entre la manufacture et la fabrique, le passage de l'outil à la machine correspond à une forme nouvelle du procès de travail, caractérisée par l'unité des moyens et de l'objet du travail. Dès lors, bien sûr, les anciens métiers disparaissent, et les tâches, dans de nombreux cas, seront confiées à des enfants. Mais dès lors aussi disparaît « la nécessité technique d'approprier le travailleur pendant toute sa vie à une fonction parcellaire » (K., ES, I, 2, 57; MEW, 23, 390). Plus encore : « La rapidité avec laquelle les enfants apprennent le travail à la machine supprime la nécessité de le convertir en vocation exclusive d'une classe particulière de travailleurs » (*ibid.*, 103; 443). Or, maintenant

l'ancienne division du travail comme « moyen systématique d'exploitation » (*ibid.*, 104; 445), le capitalisme perpétue des « spécialités » qui, comme en témoigne le langage courant, sont parées des vertus supposées du métier, bien qu'elles n'en présentent que les aspects négatifs et qu'elles ne laissent aucunement au travailleur le contrôle de son activité. Marx montre ainsi que les conditions sociales de la révolution industrielle conduisent à la généralisation et à l'aggravation de l' « idiotisme » dont le métier fournit le modèle, alors même que les conditions techniques de la grande industrie autoriseraient « la fluidité des fonctions, la mobilité universelle du travailleur » (*ibid.*, 165; 511).

Dans des cas déterminés, néanmoins, certains aspects des anciens métiers réapparaissent : l'utilisation de la machine-outil requiert ainsi souvent de la part des ouvriers professionnels instruction, apprentissage et habitude. Moins soumis à l'omnipotence que le capital exerce sur le procès de travail, de tels ouvriers forment le noyau d'une aristocratie de la classe ouvrière. Mais le métier n'a plus alors le caractère d'un « mystère » (*ibid.*, 164; 510). Le travailleur acquiert-il pour autant la pleine connaissance des propriétés de son outil ? Ce serait compter sans la tendance de l'industrie capitaliste à transformer « les puissances intellectuelles de la production (...) en pouvoirs du capital sur le travail » (*ibid.*, 105; 445). Parlant de l'instruction élémentaire et de l'enseignement technologique, Marx écrit : « Il est hors de doute que de tels ferments de transformation, dont le terme final est la suppression de l'ancienne division du travail, se trouvent en contradiction flagrante avec le mode capitaliste de l'industrie et le milieu économique où il place l'ouvrier » (*ibid.*, 166; 512). Alors que l'aggravation des conditions de travail a donné naissance à une légitime nostalgie des anciens métiers, il n'est pas indifférent de rappeler que Marx voyait dans le métier « un voile qui dérobait aux regards des hommes le fondement matériel de leur vie, la production sociale » (K., ES, I, 2, 164; 510). Alors que par ailleurs l' « ancienne division du travail » (expression de Marx reprise avec justesse par Rudolf Bahro in *Die Alternative*, Francfort, 1977, II, ch. 5) se perpétue dans les sociétés dirigées par des partis communistes, il n'est pas non plus inutile de rappeler que Marx affirmait « la nécessité de reconnaître le travail varié et, par conséquent, le plus grand développement possible des diverses aptitudes du travailleur, comme une loi de la production moderne » (*ibid.*, 166; 512).

Les thèses de Marx nous conduisent en définitive à accepter du métier, d'une part, une définition propre comme forme déterminée du procès de travail, forme aujourd'hui quasi disparue, et, d'autre part, une définition dérivée dont la carrière, déjà longue, se poursuivra tant que durera la contrainte au travail.

• BIBLIOGRAPHIE. — E. BALIBAR, *Lire le Capital*, Paris, Maspero, Petite Collection, 1969, t. II, p. 90-100 et 124-151.

▶ CORRÉLATS. — Aristocratie ouvrière, Conditions de vie, Corporations, Division du travail, Fabrique (législation de), Forces productives, Industrie (grande), Industrie domestique, Machinisme, Manufacture, Quotidienneté, Socialisation, Subsomption formelle / réelle.

Ph. M.

Millénarisme

Al : *Millenarismus.* — An : *Millenarism.* — R : *Millenarizm.*

C'est F. Engels surtout qui s'est intéressé aux mouvements religieux. Dès sa jeunesse il se documente sur les sectes communautaires, messianiques et millénaristes. Au temps où il réunit le matériau de la *Situation* (1844-1845), il rédige, à partir de conférences qu'il venait de donner à Elberfeld, une étude consacrée à la *Description des colonies communistes constituées à notre époque et encore existantes* (*Beschreibung der in neuerer Zeit enstandenen und noch bestehenden kommunistischen Ansiedlungen;* MEW, 2, 521 et s.) dans laquelle il décrit avec enthousiasme la vie en « communauté des biens » de quelques sectes établies en Amérique du Nord, les Shakers, les Rappites et les Zoarites. Son ami Owen lui-même annonçait le *Coming Millenium*, et le *New moral World*, auquel collaborait Engels, avait un temps porté le titre de *The new Moral world and Millenium*. Thomas Münzer, le « Prophète de la révolution », avait été influencé par le millénarisme anabaptiste, ainsi qu'Engels le rappelle au début de sa *Guerre des paysans*, qui lui est consacrée (ES, 46-47; MEW, 7, 351).

Ces différents éléments, notamment la *Beschreibung*, dont il a publié la première traduction française, due à G. Dunstheimer, ont conduit Henri Desroche à proposer qu'il soit ajouté aux classiques « trois sources » du marxisme une quatrième, celle du « communautarisme millénariste » (*Socialismes et sociologie religieuse*, Ed. Cujas, 1965, p. 85).

• BIBLIOGRAPHIE. — N. COHN, *Les fanatiques de l'Apocalypse*, Paris, 1962; DESROCHE, *Les shakers américains. D'un néo-christianisme à un pré-socialisme*, Paris, Ed. Minuit, 1955; J. LE GOFF, *Millénarisme*, EU; MARX/ENGELS, *Sur la religion*, ES, 1960.

▶ CORRÉLATS. — Engelsianisme, Owenisme, Religion, Utopie.

G. L.

Millerandisme

Al : *Millerandismus.* — An : *Millerandism.* — R : *Mil'eranizm.*

C'est en 1896 que Millerand (1859-1943) formule un programme minimum susceptible de rallier les divers courants socialistes. Ce *Discours de Saint-Mandé*, qui devient la charte du socialisme parlementaire et réformiste en France, préconise la conquête des pouvoirs publics par le seul suffrage universel : « C'est l'intervention de l'Etat qui doit faire passer du domaine capitaliste dans le domaine national les diverses catégories de moyens de production et d'échange à mesure qu'elles deviennent mûres pour l'appropriation sociale. » Ces positions s'intègrent dans le courant révisionniste qui traverse alors le socialisme européen; à la différence de ce qui se produit en Allemagne, elles relèvent toutefois d'un réformisme pratique plus que du révisionnisme théorique. Les lendemains de l'affaire Dreyfus vont permettre à Millerand d'en tenter la mise en œuvre. Premier socialiste à participer à un « ministère bourgeois » (1899-1901), il justifie d'abord son attitude par les impératifs de la « défense républicaine » puis dépasse ce cadre conjoncturel pour théoriser un possible socialisme gouvernemental, dont l'organisation d'un réformisme social d'Etat lui paraît le pivot. Le millerandisme ou ministérialisme va constituer la première tentative systématiquement élaborée à un tel niveau de responsabilité pour réguler les rapports entre capital et travail par une intervention accrue de l'Etat dans les questions sociales et une intégration des

syndicats dans l'appareil d'Etat. Tentative que la stratégie du patronat français voue à l'échec et qui est dès lors majoritairement condamnée par les organisations socialistes françaises puis par le Congrès international d'Amsterdam (1904).

• BIBLIOGRAPHIE. — A. MILLERAND, *Le socialisme réformiste*, Paris, 1903; M. REBÉRIOUX, *Le socialisme français*, t. II de l'*Histoire générale du socialisme*, Paris, 1974; D. TARTAKOWSKY, Le mouvement ouvrier français et l'Etat, *Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches marxistes*, n° II, Paris, 1982.

▶ CORRÉLATS. — Parlement/Parlementarisme, Réforme/Révolution, Révisionnisme, Suffrage universel.

D. T.

Mode de production

Al : *Produktionsweise.* — An : *Mode of production.* — R : *Sposob Proizvodstva.*

Concept moteur, concept d'un haut degré d'abstraction qui commande l'analyse des formations sociales concrètes, le mode de production (MP) s'est trouvé progressivement élaboré à mesure que se construisait la problématique du matérialisme historique. Dès 1845, Marx et Engels opposent l'histoire réelle aux conceptions des idéologues allemands. Le point de départ d'une telle histoire, c'est précisément la production des moyens d'existence en tant que production de la vie matérielle des hommes. D'où une première définition du mode de production *(Weise der Produktion)* comme « un mode déterminé de l'activité de ces individus, une façon déterminée de manifester leur vie, un mode de vie déterminé » (IA, ES, 46; MEW, 3, 21). Le mode de vie ne peut cependant se perpétuer qu'à deux conditions : l'existence d'un « commerce » *(Verkehr)* ou d'une « forme de relations » *(Verkehrsform)* entre les hommes; le développement de « forces de production » *(Produktionskrafte)*.

L'idéologie allemande propose ainsi un repérage de l'évolution du mode de vivre, constitutive de l'histoire humaine. Au degré de développement des forces productives correspondent les différents stades de la division du travail qui eux-mêmes « représentent autant de formes différentes de la propriété » (*ibid.*, 47; 22) : de la tribu à la société bourgeoise en passant par le stade antique et le stade féodal. Le concept de mode de production prend dès 1845 appui sur le couple rapports sociaux/forces productives. De même est présente l'idée d'une possible contradiction entre « commerce » et « forces de production » de nature à susciter une révolution par laquelle « on remplace la forme de commerce antérieure, devenue une entrave, par une nouvelle forme qui correspond aux forces productives » (*ibid.*, 89; 59).

Le concept de mode de production se construit ainsi dans une perspective évolutionniste linéaire qui influera fortement sur les conceptions futures du mouvement ouvrier : à un stade succède l'autre sous la pression des forces productives, et le passage d'un mode de production à un autre est l'effet d'un type invariant de contradiction. « Un mode de production ou un stade industriel déterminé sont constamment liés à un mode de coopération ou à un stade social déterminé. Ce mode de coopération est lui-même une « force productive » » (*ibid.*, 58; 30). Il s'ensuit que *le* mode de production est toujours aussi *un* mode de production historiquement situé. On constatera cependant que le concept de MP fonctionne à nouveau selon ce

double usage dans le texte canonique de la *Préface de 59*, d'une part en tant que *mode de production de la vie matérielle*, d'autre part en tant que modes de production ou *époques progressives de la formation sociale économique*. Le matérialisme historique se fonde sur la prémisse selon laquelle le MP « conditionne le processus de vie social, politique, intellectuel en général ». Le MP est ici la base économique dont la connaissance procure « l'anatomie de la société civile ». Mais le MP apparaît également comme le concept d'un état donné de la société globale présentée alternativement comme « formation sociale » ou « formation sociale économique ». Le MP n'est donc pas seulement le concept de la détermination du tout social par l'articulation forces productives/rapports de production; il suffit en outre à définir chacune des configurations socio-économiques historiquement observables. Nous citons ces deux usages du MP à quelques lignes d'intervalle car ils ont alimenté deux interprétations distinctes : l'une fait du MP la structure économique de la société; l'autre le considère comme une configuration de déterminations hétérogènes, incluant les aspects politiques et idéologiques, qui caractérisent une époque historique donnée.

Les deux usages du MP ne sont cependant nullement contradictoires, comme l'indique l'*Introduction de 1857* : la détermination du MP sur le processus social est comparable à « un éclairage général où sont plongées toutes les couleurs et qui modifie les tonalités particulières... un éther particulier qui détermine le poids spécifique de toutes les formes d'existence qui y font saillie » (*Gr.*, ES, I, p. 41; Dietz, 27). En mettant au jour l'ensemble rapports de production/forces productives, on se donne un principe de périodisation. *Stricto sensu*, c'est la formation sociale qui concentre la pluralité des rapports économiques, politiques, idéologiques; par MP Marx entend le concept d'un état donné de la structure économique, sachant qu'*en dernière instance* celle-ci détermine le devenir de la formation tout entière. Ainsi la révolution sociale est conçue comme le résultat de la contradiction entre forces productives et rapports de production. C'est le développement des forces productives qui joue le rôle moteur, les rapports de production anciens étant voués à disparaître, à laisser place à des rapports « nouveaux et supérieurs » (*Cont.*, Préf.). Quant à la superstructure, elle subit « plus ou moins rapidement » l'effet des transformations de la base.

La *Préface de 59* est l'un des rares textes qui thématisent explicitement le concept de MP dans sa généralité, ouvrant une série de questions : celles-ci concernent la validité de la métaphore topique (base/superstructure); la détermination en dernière instance par l'économie; la conception de la révolution qui en découle; et enfin la typologie « à grands traits » d'où émergent quatre MP résumant l'évolution de l'humanité. Chacune des solutions proposées ici par Marx ancre le matérialisme historique dans un solide déterminisme économiste et évolutionniste qui devait par la suite faire des ravages au sein du mouvement ouvrier. La conception « catastrophiste » chère à la IIe puis à la IIIe Internationale fondait son diagnostic d'un effondrement imminent du capitalisme sur l'observation du développement rapide des forces productives qui devait fatalement aboutir au renversement des rapports capitalistes pour laisser place à un mode de production supérieur. Accepter la description de l'édifice social, c'était se condamner à traiter l'idéologique et le politique comme des moments subordonnés à la toute-puissance de la sphère productive. D'autre part,

sur le plan de l'analyse théorique, le traitement du MP comme concept typologique (à chaque époque son MP) a pour effet de transformer l'histoire en une comptabilisation indéfinie des stades : d'où d'indéfinies discussions sur le nombre des MP.

On ne peut cependant réduire la problématique de Marx à la réflexion de 59. Lui-même présente *Le Capital* comme l'étude du « mode de production capitaliste et des rapports de production et d'échange qui lui correspondent ». C'est donc dans cet ouvrage qu'il faut chercher une véritable élaboration de l'articulation forces productives / rapports de production, une pratique de la théorie des MP. Sont en effet définis les éléments constitutifs de tout MP et leurs relations fondamentales. « Quelles que soient les formes sociales de la production, les travailleurs et les moyens de production en restent toujours les facteurs... C'est la manière spéciale d'opérer cette combinaison / des facteurs / qui distingue les différentes époques économiques par lesquelles la structure sociale est passée » (K., ES, 2, 1, 38; MEW, 24, 42). Le MP met en présence des instruments (moyens et objets de production) et des agents : de ces derniers, les uns entrent directement dans le procès de production (les travailleurs) ; les autres n'ont qu'un rapport indirect aux conditions de la production, mais tout aussi essentiel puisqu'ils les contrôlent (les propriétaires). La prise en compte des rapports entre instruments et agents, *du point de vue* du procès de production, caractérise l'approche matérialiste.

Qu'il s'agisse du capitalisme ou de tout autre système économique, il faut sortir de la « sphère de la circulation », du marché et du rapport immédiat de l'homme à ses besoins pour envisager les conditions mêmes de la production. Conditions matérielles *et* sociales : « Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme production, ne produit pas seulement marchandise, ni seulement plus-value; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié » (*ibid.*, 1, 3, 20; 23, 604). Cette remarque est valable pour chaque époque historique que définissent nécessairement : 1) un mode d'appropriation de la nature, ou procès de travail : application de moyens de travail à un objet de travail naturel (la terre) ou « déjà filtré par le travail » (les matières premières), par la force de travail; 2) un rapport social qui détermine la nature même des procès de travail, leur articulation, leur hiérarchisation. La prééminence des conditions sociales sur les conditions matérielles se reflète dans les formes de coopération : la division *technique* du travail se fonde toujours sur une division *sociale* du travail.

Pour appréhender le « secret » du MP, il faut concevoir que « si l'on prend une production sociale quelconque... on peut toujours distinguer entre la partie du travail dont le produit est directement consommé individuellement par les producteurs et leurs familles et une autre partie qui est toujours du surtravail dont le produit sert à satisfaire les besoins généraux de la société » (*ibid.*, 3, 3, 252; 25, 884). Est toujours déjà en jeu, même dans des formes archaïques (la communauté primitive ou les tribus du Pérou), une relation sociale portant sur les instruments de production, le produit et le surproduit. Cette relation met en présence soit uniquement des producteurs directs, soit des producteurs et des non-producteurs. Le premier type de relation correspond au cas des communautés précitées où les travailleurs sont unis à leurs moyens de production et utilisent le surproduit à des fins communautaires.

Dans le second type de relation Marx distingue deux possibilités : 1) les travailleurs demeurent maîtres des moyens de production et le contrôle des non-producteurs porte sur le surtravail de ceux-ci (cas des sociétés féodales); 2) l'extorsion du surtravail se double de la séparation entre producteurs et moyens de production, ces derniers étant appropriés par les non-producteurs (cas du capitalisme). « C'est chaque fois dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent à un degré défini du développement des méthodes de travail donc à un certain degré de force productive sociale) qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance » (*ibid.*, 3, 3, 172; 25, 799). Au cœur du MP on retrouve bien la formule architectonique (l'édifice social) et la notion de correspondance entre forces productives et rapports de production. Mais le primat des rapports sociaux sur le développement technologique est clairement marqué.

Marx indique en effet que c'est « la forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux travailleurs » qui « est la base de toute forme de communauté économique issue des rapports de production et en même temps la base de sa forme politique spécifique » *(ibid.)*. La connaissance du mode d'extorsion du surtravail rend seule intelligible le MP. Un mode de produire déterminé consiste dans la reproduction des contraintes que condense la relation d'appropriation du surtravail. A noter le problème que pose l'application de cette définition du MP comme mode d'extorsion ou mode d'exploitation à des sociétés où les producteurs demeurent maîtres du surproduit (sociétés fondées sur des rapports communautaires).

Dans le MP capitaliste transformation de la nature et extorsion du surtravail coïncident : les prolétaires produisent simultanément travail et surtravail. C'est que : 1) les travailleurs sont séparés de leurs moyens de production; 2) la force de travail prend la forme marchandise. Appliquée aux moyens de production, non seulement elle reproduit la valeur de ces derniers, mais elle crée aussi une valeur nouvelle (plus-value). Les conditions de la production (séparation des travailleurs des moyens de production, généralisation de la forme marchandise) sont telles que l'extorsion prend une forme directement économique. A d'autres conditions sociales correspond à des époques antérieures un mode différent d'exploitation : par exemple, la nécessité pour le seigneur féodal de faire appel à des contraintes « extra-économiques » pour s'approprier le surtravail du paysan, ce dernier demeurant possesseur de ses instruments de travail. On peut définir le MP comme l'ensemble de ces *conditions sociales* qui déterminent le mode spécifique d'exploitation. C'est la forme particulière de rapport de classes que reproduisent dans leur enchaînement les procès de travail.

Le MP n'est donc pas le concept d'une région particulière du tout social. On peut certes identifier l'espace de la production matérielle à l'économie d'une société. Mais le *mode* de produire inclut un ensemble complexe de relations : en effet si à l'époque du capitalisme l'appropriation du surtravail s'opère dans des formes directement économiques, à d'autres périodes de l'histoire les rapports de parenté, la religion, les formes de pouvoir traditionnelles fonctionnent comme rapports de production. L'élément super-

structurel est investi dans la forme même de la production. Construire le concept de MP n'implique pas seulement qu'on décrive des « régions » ou qu'on additionne des « instances » ou des « fonctions ». Il s'agit de restituer les conditions et les effets de cette articulation complexe : ne pas demeurer sous la fascination d'une relation (comme Don Quichotte et la chevalerie) ; ne pas confondre la dernière instance et la pierre philosophale.

Comme l'écrit Engels à Bloch (L. 21 sept. 1890) : « Le facteur déterminant de l'histoire est en dernière instance la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons affirmé davantage. Si ensuite quelqu'un torture cela jusqu'à dire que le facteur économique est le seul déterminant, il transforme cette proposition en une phrase vide, abstraite, absurde. » Cette réflexion en forme de dénégation était aussi un avertissement contre toute simplification abusive. Dans le traitement qu'a subi par la suite le MP on observe deux grandes tendances. D'une part ce concept est utilisé pour l'analyse des formations sociales : la double articulation base/superstructure, rapports de production/forces productives est retravaillée et affinée pour les besoins de l'analyse (cf. DCR de Lénine, *La question agraire* de Kautsky). D'autre part le MP est traité comme catégorie fondamentale du matérialisme historique dans le cadre d'exposés thématiques ou d'ouvrage de vulgarisation. De cette seconde tendance, l'illustration la plus symptomatique est *Matérialisme historique et matérialisme dialectique* de Staline. Le marxisme devient la théorie générale des modes de production, ceux-ci s'identifiant aux étapes de développement historique (les fameux cinq stades).

Deux questions sont occultées dans ce schéma qui fit durablement autorité : comment penser la coexistence dans une formation sociale d'éléments relevant de MP différents ? Les discussions entre les populistes, Plekhanov, Lénine, portaient précisément sur l'évaluation du rôle et de l'impact des rapports précapitalistes en Russie au début du siècle. L'autre question, celle des formes de transition d'un MP à un autre, est simplifiée, sinon éludée, Staline s'en remettant au développement des forces productives comme à un *deus ex machina*. Les problèmes posés par l'hétérogénéité des MP au sein d'une formation sociale, de la transition ont été en quelque sorte redécouverts sous la pression d'une conjoncture marquée par les suites du XXe Congrès du PCUS et la recherche de voies originales de passage au socialisme.

Il ne s'agissait plus alors seulement de récuser le schématisme historique des interprétations mécanistes, mais de repenser le système des causalités qui se déploient sous le concept de MP. Le double problème des rapports entre les composantes infra et superstructurelles d'une part, de l'interrelation contradictoire des MP dans une formation dominée par l'un d'entre eux d'autre part, est au centre des recherches théoriques et empiriques. Certains (Bettelheim, Fossaert) préfèrent, en vue de la mieux cerner, limiter l'extension du concept de MP aux structures de production et d'échange ; l'articulation complexe et à dominante des MP définit selon eux l'économie d'une société. Les deux interprétations — étroite et extensive (cf. pour la seconde Althusser, Balibar, Poulantzas notamment) — ne semblent pas contradictoires. Elles participent d'une problématique générale commune et surtout se heurtent à des difficultés homologues, concernant en particulier l'articulation des éléments du MP : est-il légitime de construire un tableau des MP à la manière d'une combinatoire à partir d'un petit

nombre de relations abstraites (position de Fossaert), ou faut-il au contraire considérer que « chaque mode de production relève d'une théorie spécifique » (Balibar) en rejetant le projet d'une théorie générale ? Ces questions à elles seules montrent l'ampleur d'un débat qui porte autant sur le statut conceptuel du MP que sur son application.

▶ CORRÉLATS. — Formation économique-sociale, Rapports de production, Structuralisme.

M. A.

Mode de production asiatique

Al : *Asiatische Produktionsweise.* — An : *Asiatic mode of production.* — R : *Aziatskij sposob proizvodstva.*

La réflexion marxiste originale sur les sociétés asiatiques ne s'est vraiment développée qu'à partir de 1853. Jusqu'alors, et fidèles à l'inspiration des *Leçons sur la philosophie de l'histoire* de Hegel, Marx et Engels se contentent d'opposer la stagnation millénaire de l'Asie au dynamisme propre à la société bourgeoise. La Chine est définie comme « millénaire de l'archiréaction et de l'archiconservatisme » (NGRh). Mais, surtout, l'Orient « semi-barbare » semble échapper à l'histoire des luttes des classes (MPC). De même, le schéma d'évolution des formes de propriété correspondant au développement de la division du travail ne fait nullement mention d'une quelconque spécificité « asiatique ». On y relève à nouveau la notion de peuple « barbare » incluant notamment les Turcs (IA, p. 29; MEW, 3, 23).

Marx prend véritablement conscience du problème asiatique à travers ses lectures londoniennes des années 50 dans une conjoncture marquée par les débats sur la politique britannique à l'égard de l'Inde et de la Chine. Les lectures d'abord : Adam Smith, sur l'Etat oriental organisateur de grands travaux et maître du système d'irrigation, force productive essentielle; James Mill qui oppose « modèle asiatique de gouvernement » et féodalité européenne; Richard Jones, sur le souverain asiatique propriétaire unique de la terre; John Stuart Mill, sur le caractère bureaucratique de la « société orientale ». La critique de la domination britannique en Inde, ensuite : Marx souligne que la clef même du ciel oriental, c'est « l'absence de propriété privée du sol » (L. de KM à FE, 2 juin 1853). D'autre part l'organisation en unités communautaires dispersées, l'importance des *public works* constituent la base réelle du despotisme asiatique et de la stagnation orientale. L'Angleterre détruit certes « l'antique société asiatique », mais accomplit cependant une mission régénératrice en posant « les bases matérielles de la société occidentale en Inde ». Les observations de Marx et Engels sur la Chine portent aussi sur la stagnation d'un pays dominé par un despotisme patriarcal et bureaucratique.

La « forme asiatique » est remise en chantier dans le manuscrit des *Formen* (1857-1858) exhumé tardivement (1939-1941) avec l'ensemble des *Grundrisse*. Cette forme se fonde sur la propriété communautaire ou tribale. Mais l'ensemble des petites unités sont dominées par une unité supérieure qui s'approprie le surtravail de leurs membres. Les conditions collectives du travail communautaire apparaissent aux hommes sous la forme mystifiée d'un Dieu ou d'une personne, incarnation de cette entité supérieure. Tribut, corvée sont dédiés à cette représentation qui contrôle l'irrigation et les moyens de communication. Cette forme, repérable en

Orient, au Mexique, au Pérou, est contradictoire : elle combine une structure communautaire et un rapport d'exploitation. Un Etat se constitue, en l'absence d'un rapport de classes préexistant; l'unité supérieure contribue à reproduire le système communautaire alors même que la strate despotique transforme son pouvoir de fonction en exploitation pure et simple. La forme asiatique est par essence *transitoire* — elle s'avère une voie de passage originale aux sociétés de classes — et cependant *figée* — sa condition de fonctionnement est la reproduction identique de la communauté. Sa désagrégation représente un processus complexe nécessitant l'intervention de facteurs externes (conquête, colonisation).

Le concept de MPA proprement dit fait une unique apparition dans l'œuvre de Marx, dans l'énumération des « époques qui marquent le progrès de la formation économique de la société » (*Cont.*, 5; MEW, 13, 9), avant les modes antique, féodal et bourgeois moderne. Dans *Le Capital* où Marx reprend certains aspects des découvertes de 1857-1858, il est question de la « société asiatique » (MEW, 23, 379). Par la suite la problématique des sociétés non occidentales est remise en chantier dans deux perspectives distinctes : celle de l'origine de l'Etat et des classes sociales et celle de la nature et de la décadence des formations communautaires. Sans reprendre explicitement la notion de « forme asiatique », Engels (AD; MEW, 20, 166) s'interroge à nouveau sur le « passage à l'autonome » fondateur de l'Etat et la constitution subséquente d'une classe étatique dominante. Cette hypothèse disparaît pourtant dans l'ouvrage consacré à l'origine de l'Etat *(Orfa.)* et laisse place à une interprétation appauvrie et unilinéaire selon laquelle la division en classes basée sur la propriété privée précède et fonde l'Etat, instrument de la domination. C'est cette interprétation que l'orthodoxie retiendra.

A la fin de sa vie, Marx s'oriente vers une redéfinition du concept de communauté et s'interroge sur la « formation archaïque » (MEW, 19, 398), à la lumière des travaux de Lubbock Phear, Maine et surtout Morgan. La communauté en se désagrégeant doit-elle fatalement laisser place à la propriété privée ? Peut-on faire l'économie, dans les sociétés de l'Est, de la transition aux sociétés de classes et du passage obligé par le capitalisme ? Aux questions de Vera Zassoulitch (*Corr.*, Préface au *Manifeste*, 1882), Marx répond que la communauté peut être un « élément de régénération » et permettre un « développement au sens communiste » (MEW, 19, 242 et s.). La vision de la mission régénératrice du capitalisme en Orient (1853) s'efface au profit d'une conception non mécaniste et multilinéaire de la transition, présente aussi dans les ultimes cahiers de notes ethnologiques « utilisés » par Engels dans une perspective opposée *(Orfa.)*.

Le MPA a connu par la suite un destin mouvementé : il sera désormais au centre de trois grands débats (dont aucun des protagonistes ne connaissait pourtant le texte fondamental des *Formen*) : 1) sur l'attitude à adopter par le mouvement ouvrier face à la colonisation; 2) sur la possibilité d'une révolution socialiste dans les pays dits « arriérés »; 3) sur la stratégie révolutionnaire et les alliances dans les luttes de libération.

1) En s'appuyant sur les écrits de Marx sur l'engourdissement des sociétés asiatiques, les dirigeants de la IIe Internationale (Bernstein, Jaurès, Vandervelde) font état, aux Congrès d'Amsterdam (1904) et de Stuttgart (1907), du rôle historiquement positif de la colonisation. Si Kautsky s'oppose à Bernstein en mettant l'accent sur les méfaits du

capitalisme conquérant et dominateur, il n'en retient pas moins la visée humanitaire et civilisatrice de la colonisation. La référence au MPA fait ici le jeu de l'eurocentrisme et permet d'exalter la nécessité, « inéluctable » pour les pays « sauvages », d'un stade capitaliste. A la stagnation orientale, un seul remède : l'exploitation de type nouveau, et à l'avenir, mais très loin : l'émancipation des peuples ayant traversé cette phase capitaliste.

2) Dans la ligne des analyses de Marx et d'Engels — ce dernier évoque le « despotisme oriental » à propos de la Russie en 1875 dans sa polémique avec Tkachev —, Plekhanov insiste sur les caractéristiques « asiatiques » de la Russie. Il existe, selon Plekhanov, deux voies possibles de développement à partir de la dissolution des liens claniques : d'un côté le schéma classique (antique, féodal, capitaliste), de l'autre le MPA et son immutabilité. Si Lénine, à la même époque, reconnaît qu'une « semi-barbarie » (terme employé par Engels) prédomine encore en Russie (DCR), il accentue cependant les aspects « occidentaux » de ce pays. L'emploi des épithètes « asiatique » et « féodal » est flou, mais les conceptions de Lénine et Plekhanov s'affronteront dès après 1905 à propos de la stratégie d'alliance du prolétariat. Au Congrès d'unification du Parti social-démocrate (1906), Lénine propose, pour réaliser l'alliance avec les paysans pauvres, le mot d'ordre de nationalisation de la terre. Selon Plekhanov et les mencheviks, cette position porte en elle les germes d'une « restauration asiatique » et d'un retour au despotisme; pour Lénine le véritable fondement de la Russie moscovite d'antan n'était pas la nationalisation de la terre, mais le MPA. Celui-ci a définitivement disparu : il est possible de réaliser la « dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers et des paysans » et de poser les jalons du socialisme.

Dans ce débat entre Plekhanov et Lénine apparaît clairement l'enjeu réel d'une prise en considération de l'arriération ou de la « semi-barbarie » de la Russie : est-il possible d'éviter que la révolution ne soit engloutie par un Etat-Léviathan héritage de la forme asiatique? Les réflexions plus tardives de Lénine sur le bureaucratisme réel des Républiques soviétiques font une fois encore référence à la « semi-barbarie », bien que la Conférence de 1919 *Sur l'Etat* occulte délibérément le MPA dans l'énumération des différents modes de production.

Le MPA ne cessera plus d'être au centre des controverses sur la société soviétique, jusqu'à 1931, date où il entre définitivement en disgrâce avant d'être purement et simplement rayé du vocabulaire marxiste, en 1938. Auparavant ce concept avait servi à l'opposition de gauche d'une part dans sa critique de l'omnipotence du parti et de l'appareil d'Etat, d'autre part pour montrer qu'une classe exploiteuse pouvait se réformer, en l'absence de propriété privée, en utilisant ses prérogatives étatiques. Mais c'est dans la controverse sur la question chinoise que le MPA devait subir les attaques décisives. La substitution officielle d'un féodalisme chinois au MPA sert en fait à justifier l'alliance entre prolétariat et « bourgeoisie nationale ». Cette analyse rencontre cependant deux types de critiques : celle des experts, tel Varga, qui voient dans la Chine une forme de production asiatique en transition vers le capitalisme où la bourgeoisie s'approprie directement la rente foncière; celle de Trotski pour qui le capitalisme est déjà dominant, malgré d'importantes survi-

vances asiatiques. Si ces positions divergent, elles n'en impliquent pas moins l'une et l'autre de rompre l'alliance avec la bourgeoisie. Au VIe Congrès du PC chinois (1928), l'application du MPA à la Chine est condamnée et on invente un concept bâtard, la « bureaucratie féodale ». Après les politiques, les historiens sont à leur tour appelés à statuer : cela ne nécessitera rien de moins que deux discussions académiques serrées (Tiflis, 1930; Leningrad, 1931) au terme desquelles le MPA est rejeté comme inutile, « objectivement faux » et dangereux pour la révolution mondiale.

Les lois de la providence sont imprévisibles, et le MPA devait connaître une sensationnelle résurrection à partir de 1956. Le livre du sinologue Wittfogel (*Le despotisme asiatique*, 1957), lui-même ancien expert du Komintern, relança le débat : Wittfogel caractérise les sociétés asiatiques par l'importance des grands travaux (en particulier hydrauliques), et se livre à une critique particulièrement violente du totalitarisme de l'Est, axée sur la comparaison avec le MPA. Plusieurs autres éléments ont contribué à débloquer la réflexion marxiste officielle : le contexte des luttes de libération, les suites du XXe Congrès du PCUS, mais aussi une subtile offensive contre la ligne maoïste restée fidèle à la condamnation stalinienne du MPA. Cette réintroduction du concept est riche en perspectives théoriques :

1 / Contre l'évolutionnisme unilinéaire du schéma stalinien des cinq stades, le MPA offre une forme de transition originale des sociétés sans classes aux sociétés de classes.

2 / Les anthropologues et les historiens ont pu ainsi entreprendre un travail fécond sur les formes de production et les rapports sociaux que recouvre la notion de communauté et sur le rôle des mécanismes politiques et des processus idéologiques dans l'apparition des rapports de classes.

A la lumière des recherches récentes — la résurrection du MPA est à l'origine d'un renouvellement théorique remarquable dans les sciences humaines — on peut cependant s'interroger sur l'adéquation réelle du concept de mode de production *asiatique*. Si on l'identifie à un mode défini d'extorsion du surtravail, il ne s'applique qu'à un nombre restreint de sociétés d'Orient; il s'agit plutôt d'une formation économique-sociale que d'un mode de production. Si on l'utilise pour qualifier une forme générale de passage aux sociétés de classes, il recouvre certes une grande variété de sociétés, mais s'appauvrit en compréhension, jusqu'à n'être plus qu'un index qui n'a d'asiatique que l'appellation. Plus généralement, les limites théoriques du MPA tiennent à ses origines : créé pour les besoins d'un schéma d'évolution, il s'est avéré efficace dans des débats où l'on s'affrontait dans le langage de l'évolutionnisme. Il reste aujourd'hui à en finir avec cette conception, non pour substituer au MPA un autre MP (certains proposent le MP tributaire), mais en vue de contribuer, en théorie et en pratique, à l'histoire de formations sociales encore largement méconnues.

• BIBLIOGRAPHIE. — Rudolf BARHO, *L'alternative*, Stock, 1978; CERM (collectif), *Sur le mode de production asiatique*, ES, 1969; CERM, M. GODELIER, ed., *Sur les sociétés précapitalistes*, ES, 1970; *Marx on Indonesia and India*, F. TICHELMAN et I. HABIB, *Schriften aus dem Karl-Marx Haus*, n° 30, Trèves, 1983.

▶ CORRÉLATS. — Communauté, Féodalisme, Formation économique et sociale, Mode de production UNCD.

M . A.

Mode de production communiste

Al : *Kommunistische Produktionsweise.* — An : *Communist mode of production.* — R : *Kommunističeskij sposob proizvodstva.*

Sur ce thème voici Marx assailli de toutes parts. Pour les uns, il en aurait trop dit, se prêtant à des récupérations apologétiques, ou, au contraire, outrepassant le mouvement réel et versant dans l'utopie. Pour les autres, il serait resté trop silencieux, ouvrant la voie aux interprétations les plus diverses, laissant sans réponse les problèmes décisifs. La réalité est plus nuancée. Marx ne s'est pas contenté de désigner le communisme comme un envers ou un ailleurs de la société capitaliste, dont l'usage serait essentiellement critique. Il a bel et bien une théorie du mode de production communiste. Mais il est vrai que celle-la laisse subsister des zones d'ombre et un grand nombre de points d'interrogation, et qu'elle présente sans doute des aspects utopiques.

Cette théorie se développe et se transforme tout au long de l'œuvre. Sans négliger les indications des premiers textes, notamment celles de *L'idéologie allemande* et de *Misère de la philosophie*, il faut la prendre à son niveau de plus grande maturité : principalement dans un certain nombre de passages qui émaillent *Le Capital*, dans la *Critique du programme de Gotha* et dans *La guerre civile en France*.

La *Critique* de Gotha paraît avoir été mal lue, à commencer par Lénine. On a interprété la première phase comme étant celle du socialisme et on a énormément glosé sur la persistance du « droit bourgeois » (Trotski par exemple). Cela a permis notamment, en manipulant le texte, de construire le faux concept d'un mode de production socialiste, monstre théorique laborieusement mis au point par les théoriciens soviétiques pendant près de quarante ans (il trouve sa forme accomplie dans le *Manuel d'économie politique* de l'URSS, supervisé par Staline et publié en 1954). Le socialisme aurait la même base que le communisme (la propriété sociale des moyens de production), mais présenterait un certain nombre de retards et de défauts : rémanence de la production marchande (qui ne serait plus que « formelle » dans le secteur d'Etat), persistance de l'Etat (pour des raisons de défense extérieure), survivance de différences « essentielles » entre le travail manuel et le travail intellectuel (qui deviendront secondaires avec le progrès technique et culturel, chacun « choisissant alors librement sa profession »), etc. Or, cette première phase c'est pour Marx déjà le mode de production communiste. La consécution historique est la suivante : 1) une transition au communisme ou période de la dictature révolutionnaire du prolétariat (qui n'est autre chose que la démocratie prolétarienne), phase relativement brève pendant laquelle les expropriateurs sont expropriés; 2) Le communisme première phase, qui n'est pas plus la dictature du prolétariat qu'un quelconque mode de production socialiste. Il ne faut pas rapprocher la phrase sur la « période révolutionnaire » qui se place « entre la société capitaliste et la société communiste » de la phrase qui parle d'une « société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste » et qui en porte les « stigmates ». (C'est Marx lui-même qui souligne.) Ces deux phrases sont séparées par plusieurs pages et commentent des points très différents du programme, dont l'un des défauts est précisément de mêler les perspectives immédiates

et les perspectives lointaines. Qu'on en juge : dès la première phase il n'y a plus de classes (et donc plus d'Etat, au sens du pouvoir politique d'une classe dominante) et il n'y a plus de rapports marchands. Le principal stigmate réside dans l' « échange » bons de travail / moyens de consommation; 3) la deuxième phase, marquée essentiellement par la « disparition » de la division du travail et une distribution selon les besoins. La *Critique du programme de Gotha* offre donc bien une brève esquisse théorique du mode de production communiste et il faut faire une lecture du même ordre pour *La guerre civile en France* : certains passages évoquent un « possible communisme », d'autres plutôt la période transitoire. Cela dit, quel est l'essentiel de la « doctrine » de Marx (et d'Engels, très proche de lui en la matière) ?

Le communisme est un mode de production. Contrairement à certaines interprétations, il comporte des rapports de production, dont le plus fondamental est la « propriété commune » des « travailleurs associés ». Marx est-il donc tombé dans le fétichisme de la propriété ? Il ne s'agit certainement pas de propriété juridique, dont il a montré, d'un bout à l'autre de son œuvre, qu'elle n'est qu'une forme superstructurelle. Cette propriété, c'est bien l'exercice de « fonctions sociales particulières » (une certaine façon de « diriger », d'être « maître et organisateur de la production ») sur la base d'une appropriation commune. Mais comment les producteurs seront-ils tous propriétaires « réels » de leurs moyens de production ? Il faut se référer ici notamment à *La guerre civile* : par un système de délégués responsables, révocables, recevant une rémunération d'ouvriers, élus de la base au sommet à l'encontre de toute « investiture hiérarchique ». Voilà sans doute un des aspects utopiques du projet marxien. Mésestimant les critiques extrêmement fortes de Bakounine (les anciens ouvriers cesseront d'être des ouvriers pour devenir une « minorité dirigeante »; les élus, disposant du savoir et des informations, deviendront une « aristocratie de vrais et de prétendus savants », Marx/Bakounine, *Socialisme autoritaire ou socialisme libertaire ?* Paris, UGE, t. 2, 1975, p. 379, 380), Marx fait toute confiance à une authentique démocratie représentative. Du coup il ne se pose pas le problème de la participation des travailleurs à la gestion — ce qui doit se traduire par des formes de démocratie directe — et le problème inverse de la participation des délégués aux tâches de production — question que Mao, lui, mettra au premier plan. C'est pourtant là l'aspect le plus fondamental de la division du travail, cette division qui doit disparaître dans la seconde phase. La suppression des classes devient alors un processus encore beaucoup plus difficile et complexe (séculaire sans doute, comme le pense Mao) que le « long et douloureux enfantement » qu'il imaginait. Le mode de production communiste abolit pour Marx la séparation entre unités de production et de ce fait les rapports marchands : les travailleurs associés organisent leur production selon un plan. Par là ils surmontent la division sociale du travail, leur coopération devient « volontaire » et non plus « naturelle », elle cesse de leur apparaître comme « une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient ni où elle va » (IA, ES, 34 ; MEW, 3, 34). Sur cette organisation Marx ne dit pas grand-chose, mais le peu qu'il dit est hautement significatif. La société ne sera-t-elle plus qu' « un seul bureau et un seul atelier », comme le voudra Lénine ? Marx est à l'opposé d'une telle centralisation. Il approuve

entièrement les conceptions décentralisatrices de la Commune de Paris : « Si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, Messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ? », GCF, ES, 46 ; MEW, 17, 343. Nous n'en saurons pas plus sur le degré d'autonomie des centres de production et des échelons intermédiaires, sinon que la production communiste aura aussi une dimension locale et régionale (tout le modèle de délégation de la Commune de Paris, qui pourtant vise les formes politiques de la période de dictature du prolétariat, peut être transposé au domaine économique).

Comment le produit social sera-t-il réparti ? Marx là-dessus est plus précis, encore que sa démonstration ait surtout pour but d'établir que la société communiste est soumise aux mêmes contraintes que toutes les sociétés. Les producteurs associés devront effectuer du travail nécessaire et du surtravail. Une fois qu'ils auront remplacé leurs moyens de production, ils s'attribueront un fonds de consommation, mais devront réserver un surproduit pour plusieurs usages : 1) Un fonds pour ceux qui sont incapables de travailler, notamment en raison de leur âge (notons que ce point fait difficulté puisque, dans sa théorie du capitalisme, Marx inscrit ce fonds au titre du produit nécessaire, de la valeur de la force de travail) ; 2) Un fonds de réserve pour faire face à tous les aléas ; 3) Un fonds d'accumulation (ici encore Marx ne précise pas s'il devra comporter, outre des moyens de production additionnels, des moyens de consommation additionnels) ; 4) Un fonds pour le travail improductif (Marx en général l'oublie, mais paraît bien y faire allusion quand dans la *Critique* de Gotha il parle de « frais généraux d'administration »). La différence avec les sociétés de classe est qu'il n'y a plus de fonds d'exploitation, destiné à des « non-travailleurs ».

Mais à quelles conditions justement l'exploitation disparaît-elle ? Marx croit résoudre le problème en mettant en avant le fameux principe « A chacun selon son travail » (valable pour la première phase), censé garantir que chacun ne reçoit que la contrepartie du travail qu'il a fourni. Mais c'est là sans doute qu'il commet une bévue. On sait que ce principe a été utilisé pour justifier la hiérarchie des salaires et le salaire aux pièces. Et sans doute s'agit-il là d'une escroquerie, puisque pour Marx la hiérarchie des salaires est inséparable du système capitaliste du salariat (où notamment le travail de formation n'est pas rémunéré) et que le salaire aux pièces est « la forme de salaire la plus convenable au mode de production capitaliste ». Il n'en reste pas moins qu'en acceptant une rétribution selon les résultats (le « rendement ») du travail, Marx laisse la voie ouverte à l'exploitation : comme les ouvriers le savent depuis longtemps, dans un tel système chacun essaie de tirer la couverture à soi, et ce d'autant plus que les résultats sont difficilement comparables d'un poste à l'autre ou d'une branche à l'autre. La division du travail, le corporatisme, l'accaparement des « fonctions » de propriété elles-mêmes subsisteront alors ou menaceront constamment la nouvelle société. Il faudrait sans doute transformer le principe en celui-ci : « A chacun selon son temps de travail » (chacun fait ce qu'il peut pendant le temps qu'il doit à la société) pour que le « stigmate », la persistance du « droit bourgeois », ne devienne pas synonyme d'exploitation...

Comment le mode de production communiste va-t-il se reproduire ? Marx ne s'en est guère expliqué. Nous ne savons pas comment les travailleurs se répartiront entre les centres de production. Nous savons que la valeur des produits (au sens très large que Marx donne parfois au concept de valeur = un certain quantum de travail) se calculera *a priori*, selon une comptabilité en temps de travail, et non *a posteriori*, à travers l'échange. Mais nous ignorons comment les moyens de production seront distribués, comment la société réglera « le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins ». Nous savons un peu plus, en revanche, comment s'effectuera la distribution individuelle des moyens de consommation : Marx s'est rallié à un système de bons de travail, qui s'échangeront contre des moyens de consommation représentant une quantité correspondante de travail. Dans la seconde phase, au contraire, de la société communiste, chacun recevrait « selon ses besoins ». On pourrait montrer que cette vue (empruntée à certains penseurs anarchistes) est largement utopique, ne serait-ce que parce qu'elle ne permettrait pas de faire concorder « revenus » et produits disponibles, à moins d'instaurer un système de rationnement. Cette distribution selon les besoins pourrait cependant jouer un rôle complémentaire important pour compenser les inégalités naturelles. Bien d'autres problèmes enfin, liés à ceux-là, restent en suspens, par exemple : comment égaliser les productivités entre les centres de production ? Comment comparer et égaliser les dépenses de travail d'un emploi à un autre, d'une branche à une autre ? Etc. Marx milite bien pour l'abolition de la division du travail, sous toutes ses formes, mais ne montre pas précisément en quoi la solution de ces problèmes dépend d'elle.

Il faudrait évoquer enfin la question du pouvoir politique. Qu'il nous suffise de rappeler la virulente dénonciation de l'Etat dans la *Critique* de Gotha. Marx là-dessus a, comme Engels, une position catégorique, à défaut d'être explicitée : si la dictature du prolétariat « détruit » l'Etat bourgeois, le communisme abolit tout Etat, puisque le pouvoir politique de classe n'existe plus. Ce qui conduit à distinguer dans l'Etat ce qui est instrument de la domination de classe et ce qui relève de fonctions simplement « analogues aux fonctions actuelles de l'Etat », ces dernières n'ayant plus de caractère politique, au sens strict du terme. Une telle analyse reste naturellement à faire. Comme demeurent ouvertes les questions de savoir si une société communiste n'aurait plus besoin d'institutions pour empêcher la réapparition des classes, si elle conserverait un cadre « national », etc.

Au total, la théorie du mode de production communiste, malgré ses faiblesses et ses lacunes, ne manque pas de cohérence. Mais elle sous-estime gravement les conditions théoriques et pratiques de la réalisation du communisme. Marx et Engels ne voient pas les obstacles que rencontre l' « association », les limites de la démocratie élective. Ils ne voient pas les difficultés d'une gestion planifiée, en particulier au niveau des moyens de calcul et de communication. Ils se bornent, en ce qui concerne les conditions historiques de possibilité, à évoquer la socialisation des forces productives et le groupement des producteurs. S'ils disent bien qu'il « faudra passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques » pour « libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre » (GCF), ils ne mesurent pas l'ampleur et la complexité des contradictions de la période

de transition. Lénine, du fait qu'il s'y trouvera affronté, en verra certaines, mais n'apportera aucun éclaircissement théorique. Il nous semble que son commentaire des classiques, parfois pertinent, fausse aussi leurs textes (il est responsable notamment de l'identification entre la première phase et le socialisme ; cf. ER) et que ses conceptions marquent souvent une nette régression. Mao est sans doute celui qui poussera la réflexion le plus loin, en particulier dans les *Dix grands rapports* et dans ses notes critiques sur le *Manuel d'économie politique* de l'URSS. Mais il n'arrivera — pas plus que ses disciples de la « bande des quatre » — à concevoir la transition au communisme comme un processus historique où s'enchevêtrent et se combattent, dans la base économique même, dans les mêmes unités de production (ce qui distingue cette transition de toute autre), les rapports de production capitalistes et les rapports de production communistes, par-delà toutes les transformations juridiques.

• BIBLIOGRAPHIE. — Charles BETTELHEIM, *Calcul économique et formes de propriété*, Maspero, 1970 ; *Mao Tsé-toung et la construction du socialisme*, Ed. du Seuil, 1975 ; A. ZINOVIEV, *Le stalinisme et son « socialisme réel »*, Paris, La Brèche, 1982.

▶ CORRÉLATS. — Association, Besoins, Commune, Communisme, Démocratie directe, Dépérissement de l'Etat, Dictature du prolétariat, Division du travail, Etatisme, Exploitation, Institution, les art. MP, Plan, Planification, Socialisation, Socialisme, Transition.

T. A.

Mode de production étatique

Al : *Staatliche Produktionsweise*. — An : *State-controlled mode of production*. — R : *Gosudarstvennyj sposob proizvodstva*.

Le concept de *mode de production étatique* (MPE) a été avancé, notamment par Henri Lefebvre (*De l'Etat*. 3 : *Le mode de production étatique*, Paris, UGE, 1977), afin d'appréhender certains traits caractéristiques des Etats, dans la seconde moitié du XXe siècle. A partir d'une problématique, en large part inspirée de la distinction hégélienne entre Etat et société civile, on assigne au phénomène de la « mondialisation de l'Etat », défini, non comme « Etat mondial », mais comme constitution du système des Etats-nations, les processus de transformation, postérieurs à la seconde guerre mondiale et communs aux différents Etats du monde actuel, tout particulièrement la « généralisation des hiérarchies et des rapports de domination, de dépendance, d'exploitation » (267 et *supra*, 190, 253). Ces processus expriment une tendance, inhérente à tout Etat : « La capacité totalisante de l'Etat ne peut se mettre en doute, même si on montre qu'elle n'atteint pas son but : le système, la « cohérence-cohésion » achevée. L'Etat vise toujours la totalisation des unités distinctes, productives et autres, qui composent la société. Lorsque cette action se change de subordonnée en décisive, lorsque la société cesse de trouver une existence dans l'équilibre concurrentiel, alors s'établit le MPE. Quand chaque membre de la société civile, individu, groupe, classe, a pour partenaire l'Etat, quand ce dernier entre en scène dans chaque face-à-face et vis-à-vis, alors s'inaugure le MPE » (248).

L'Etat soviétique, le « stalinisme », à la fois patron et propriétaire, dans la mesure où il tend à porter à sa perfection la logique de l'étatique, représente le modèle du MPE (276 et s.). Mais il existe, à travers diverses

inégalités, plusieurs voies vers cet « absolu politique » (300), l'américaine, la française, la suédoise, la mexicaine ou la chinoise, entre autres, auxquelles H. Lefebvre consacre de suggestives études, pour opposer à leurs formes d'intégration les possibilités de résistances et de contre-pouvoirs témoignant, de la part des dominés, d'une réciproque « mondialisation des luttes ».

REMARQUE. — Le MPE permet assurément de penser de façon opératoire ce dont la notion de « totalitarisme » n'est que le symptôme confus, sinon l'occultation pure et simple, la présence d'une constante commune aux sociétés capitalistes et aux sociétés socialistes dans le phénomène de globalisation étatique. Il ne saurait toutefois autoriser à les confondre et moins encore à invalider les conceptualisations qui tentent d'apprécier leurs traits spécifiques, en ce qu'ils ont d'irréductible les uns aux autres. Le diagnostic d'une tendance dominante ne peut non plus faire oublier, sauf au prix d'apories nouvelles, qu'elle n'est pas encore extensible à l'ensemble des formations sociales, ni que la menace qu'elle incarne est passible d'être diversement contrariée, par le jeu précisément des « contradictions de l'Etat moderne », sur lequel H. Lefebvre conclut ses analyses (*De l'Etat*, 4, 1978).

• BIBLIOGRAPHIE. — K. KORSCH, *Marxisme et contre-révolution*, Paris, Seuil, 1975; H. LEFEBVRE, *De l'Etat*, 4 vol. (1 : *L'Etat dans le monde moderne*; 2 : *De Hegel à Marx par Staline (la Théorie marxiste de l'Etat)*), Paris, UGE, 1976-1978.

▶ CORRÉLATS. — Bureaucratie, les art. Démocratie, art. Etat, Etat soviétique, Etatisme, les art. MP, Totalitarisme.

G. L.

Mode de production socialiste

Al : *Sozialistische Produktionsweise*. — An : *Socialist mode of production*. — R : *Socialističeskij sposob proizvodstva*.

Le pseudo-concept de mode de production socialiste (MPS) concentre en sa définition normative toute la mystification de l'économie politique du socialisme, c'est-à-dire de l'idéologie économique dominante des Etats s'auto-proclamant « socialistes », principalement l'Union soviétique : il doit être étudié, en ce sens, comme un objet idéologique, et non comme le concept d'une réalité historique. Le vocable est utilisé en outre couramment par les économistes des partis communistes occidentaux (cf. Maurice Decaillot, *Le mode de production socialiste*, ES, 1973), mais également par des penseurs trotskistes (cf. J.-L. Dallemagne, *Autogestion ou dictature du prolétariat*, Bourgois, 10/18, 1976, chap. 5). L'élaboration de la « théorie » du MPS à partir du « communisme de guerre » et de la NEP, scandée par l'élimination physique de Boukharine et Preobrajenski, la Constitution de 1936 et la théorisation du socialisme par Staline (cf. *Les questions du léninisme*, 1947), a débouché sur de premières formulations canoniques dans le *Manuel d'économie politique* de l'Académie des Sciences de l'URSS en 1954 : depuis lors, elle ne s'est pas substantiellement modifiée ni dans ses principes méthodologiques, ni dans sa visée apologétique, ni dans ses platitudes idéologiques (pour une analyse d'ensemble, voir l'ouvrage classique de B. Minc, *L'économie politique du socialisme*, Maspero, 1974).

Système économique autonome, le MPS se définit par lui-même : distinct de tous les modes de production antérieurs, dont il couronne l'évolu-

tion, disposant d'une base propre, régi par des lois spécifiques de fonctionnement et de reproduction, il est caractérisé essentiellement par la propriété « sociale », c'est-à-dire étatique, des moyens de production : cette dernière déterminerait la nature des rapports sociaux de production, qu'elle délivrerait définitivement de toute forme d'exploitation. Le même juridisme reconnaît la permanence de « différences de classe » entre la classe ouvrière et la paysannerie et entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels, mais affirme concurremment que sont supprimées les « raisons de conflits entre les classes » (*Le communisme scientifique*, Ed. du Progrès, 1974, p. 372). En définitive, le MPS se présente « comme un système économique rationnel, où la société réunifiée et constituée en sujet dans l'Etat-propriétaire contrôle et organise son propre développement par l'utilisation des rapports marchands et, en fait, capitalistes » (B. Chavance, *Le capital socialiste*, Le Sycomore, 1980, p. 308).

Conscience de soi de l'étatisme soviétique, la théorie du MPS n'opère pas un simple retournement idéologique du marxisme, pas plus qu'elle n'en constitue un développement scientifique : elle est l'indice d'une contradiction interne à la théorie marxiste, dont les effets se concentrent ici dans l'équivoque du concept de transition, sous lequel les classiques pensaient la période historique de la transformation révolutionnaire du capitalisme en communisme. Dès lors que le socialisme est défini comme phase transitoire où coexistent conflictuellement les deux modes de production, il ne saurait exister, pour Marx et Lénine, ni de mode de production socialiste, ni de rapports de production socialistes, ni d'Etat socialiste, ni de propriété socialiste, ni de droit socialiste (cf. Althusser, *XXIIe Congrès*, Maspero, 1977, p. 48-49). Pour accréditer l'idée d'un MPS stable, et lui conférer un semblant de légitimité, les théoriciens soviétiques procèdent au tronçonnage de la transition, désormais composée de trois stades successifs, et mécaniquement séparés. Le premier stade, lui-même désigné sous le nom de « transition au socialisme », est identifié à un « programme léniniste », et coïncide avec la période, « achevée » par Staline, de constitution du deuxième stade, c'est-à-dire de « la formation du mode socialiste de production (et de) l'organisation de rapports socialistes de production » (V. Tetiouchev, *La transformation socialiste de l'économie en URSS et ses critiques bourgeois*, Ed. du Progrès, 1983, p. 51). Selon le même schéma, le MPS, stade intermédiaire actuel, prépare matériellement, à travers un processus graduel inéluctable, le stade ultime baptisé communisme. Comme l'a montré pertinemment Alexandre Zimine, cette opération de transsubstantiation relève d'une escroquerie théorique, en même temps qu'elle remplit une fonction de légitimation politique : « Dans ce découpage mécanique en tranches que les néo-staliniens effectuent sur le processus un et indivisible de la transition historique en renvoyant chaque moitié de l'ensemble à des périodes différentes, on reconnaît immédiatement la méthode de Staline : remplacer l'analyse économique par un schéma dogmatique qui s'avère politiquement nécessaire » (*Le stalinisme et son « socialisme réel »*, La Brèche, PEC, 1982, p. 88). Incongruité conceptuelle dans le sens où elle implique que « *des classes peuvent exister sans lutte de classes*, des rapports de classes exister sans antagonismes » (E. Balibar, *Sur la dictature du prolétariat*, Maspero, 1976, p. 144), l'idée de MPS est doublement fructueuse sur le plan idéologique : en démarquant le socialisme de la transition, elle produit « le sophisme de la construction

d'une société (...) où l'on appelle « réalisation du socialisme » la réalité non socialiste obtenue » (Zimine, p. 109); en démarquant le socialisme du communisme, elle justifie les « manquements à la démocratie » par la promesse de leur élimination dans l'avenir radieux du « communisme intégral » : « Vous verrez alors qu'il n'y aura plus de défauts » (A. Zinoviev, *Le communisme comme réalité*, Julliard/L'Age d'Homme, 1981, p. 16). Marx est convoqué de surcroît pour attester que le communisme est une organisation « essentiellement économique » (IA, p. 97; MEW, 3, 70), et partant, secondairement politique. A charge pour la théorie marxiste de réélaborer de manière critique son propre concept du politique contre les présupposés idéologiques de l'économie politique imaginaire du socialisme dit réel.

• BIBLIOGRAPHIE. — R. BAHRO, *L'alternative. Pour une critique du socialisme réellement existant*, Stock, 1979; E. BALIBAR, A nouveau sur la contradiction, in *Sur la dialectique*, ES, 1977; M. BEAUD, *Le socialisme à l'épreuve de l'histoire, 1800-1981*, Seuil, 1982 (chap. 7 : « Sur le « mode de production collectiviste d'Etat » »); C. BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS*, Seuil/Maspero, 4 vol., 1974, 1977, 1982, 1983; B. CHAVANCE, *Le système économique soviétique*, Le Sycomore, 1983; *Colloque R. Bahro. Débat sur le socialisme*, UER d'économie politique de l'Univ. Paris VIII, coll. TGEP, 1981; *Il manifesto : Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolutionnaires*, Seuil, 1978; L. MARCOU (dir.), *L'URSS vue de gauche*, PUF, 1982; Socialismes de l'Est. Blocages économiques. Crises sociales. *Critique de l'économie politique*, nouv. série, n° 19, avril-juin 1982.

▶ CORRÉLATS. — Communisme, Démocratie populaire, Economie politique (critique de l'), les art. MP, Révolution permanente, Socialisme, Stalinisme, Transition socialiste.

B. T.

Modèle

Al : *Modell*. — An : *Pattern*. — R : *Model'*.

Le terme se dit de manière multiple : il a une acception précise dans divers domaines (des mathématiques à l'économétrie, en passant par la linguistique et de multiples technologies). En revanche, dans un manuel de « marxisme-léninisme » comme le *Philosophisches Wörterbuch* de G. Klaus et M. Buhr, aucune signification relevant du registre politique n'est attribuée à la notion (Leipzig, 1975, 11e éd., t. 2, p. 805 et s.). De façon plus générale, le mot né fait pas partie du corpus marxiste généralement reçu comme classique.

Le problème est, principalement, sinon essentiellement, historico-politique : en quel sens la révolution bolchevique a-t-elle un caractère exemplaire ? Moyennant l'hypothèse que le passage d'un mode de production à un autre prend nécessairement la forme d'un processus révolutionnaire, la notion de modèle renverrait alors à la possibilité de mettre au jour un *invariant historique*. Cette notion, si on la relie aux mots d'ordre, aux objectifs et aux pratiques des mouvements révolutionnaires au XXe siècle, mènerait à deux questions classiques : qu'a inauguré la Révolution d'Octobre ?; Quels sont les voies et moyens de la révolution en « Occident », par rapport à cette butte témoin ? Par certains côtés, Gramsci serait, peut-être, le premier à répondre en même temps à ces deux interrogations, sans faire usage, il est vrai, de la notion de modèle (thème rebattu : du « léninisme » de Gramsci).

Dans ces conditions, une typologie des analyses et des usages de la

notion peut être esquissée. Elle implique une interprétation synthétique des mouvements révolutionnaires au XXe siècle, ni plus, ni moins. Il y a une exemplarité de la révolution bolchevique. Mais aux « lois générales » de la transformation révolutionnaire et de l'édification d'une société différente, il convient d'ajouter la considération des « circonstances concrètes ». Il est toute une variété de conceptions, selon que l'on accorde plus ou moins d'importance aux dites « conditions particulières ». *Grosso modo*, telle est la position qu'adoptera la IIIe Internationale et, plus généralement, avec des nuances importantes, celle du mouvement communiste organisé, du moins jusqu'à une période récente. Cette révolution peut servir d'*anti-modèle*, de modèle-repoussoir : non pas de ce qu'il faut faire, mais de ce qu'il ne faut pas faire. Cela suppose que l'on sache, de science certaine, ce qui s'est réellement passé depuis 1917 et que l'on se croie capable de déterminer une ligne politique alternative. On parlerait, alors, d'exemplarité *négative*. Il est des versions que l'on nomme, classiquement, « social-démocrates », il est des versions trotskistes, maoïstes, anarchistes, etc. Dans une conjoncture historique et politique, qui n'est pas séparable des lendemains du XXe Congrès du PCUS, l'idée s'est fait jour d'une pluralité des « voies de passage au socialisme » (on ne peut complètement oublier certaines intuitions de Dimitrov, mais on s'arrêtera surtout à la conception que développa Togliatti du *polycentrisme*, qui ne se sépare pas d'une reprise originale de certains thèmes de Gramsci). La question ne pouvait pas ne pas se poser de savoir comment se situer par rapport aux positions et aux analyses de la IIIe Internationale. Pense-t-on et agit-on, encore, avec l'idée régulatrice d'un modèle par rapport auquel on se démarque peu ou prou, tout en le conservant ? Ce sera, pour l'essentiel, avec des nuances, la position d'un parti tel le PCF (on n'accordera pas trop d'importance à l'interview au *Times*, du 17 nov. 1946, de Maurice Thorez, des textes sont bien plus significatifs, tel *Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps?*, du 15 octobre 1967, de Waldeck Rochet et certains des derniers articles de Jean Kanapa). On passerait, ainsi, de principes constitutifs à une idée régulatrice (Kant). Le PCI semble, dans la période récente, avoir rompu avec une attitude de ce type (mais ce n'est là, peut-être, qu'un effet d'optique à court terme). Mais si l'on pense qu'il n'y a plus d'idée régulatrice, existe-t-il encore place pour un ou des modèles que rien ne permet plus d'unifier ou de totaliser ? Qu'est-ce qui rendrait alors possible la « synthèse du divers » ?

C'est en ce lieu que se situent les controverses théoriques et que s'affrontent des politiques déterminées. Au fond, c'est toujours la même question qui revient (question qui, désormais, ne peut plus recevoir une réponse simple et univoque) : comment analyser cette formation sociale qu'est, aujourd'hui, l'URSS ? L'évolution de Louis Althusser est, sur ce point, significative (*terminus ad quem* — provisoire ? — « Enfin la crise du marxisme! », nov. 1977).

Il est exclu que la notion de modèle puisse être une « idée claire et distincte » : les notions essentielles à l'analyse politique, dans l'horizon du marxisme, ont une teneur telle qu'il convient, pour les appréhender, de se départir de la prétention, aussi traditionnelle que ruineuse, de vouloir leur trouver un garant dans la rationalité existante. Néanmoins, elles ne relèvent pas que d'un pur subjectivisme. C'est là toute la difficulté, qui ne fait qu'un avec la nature de la pratique politique effective.

• BIBLIOGRAPHIE. — A. ADLER *et al.*, *L'URSS et nous*, Paris, ES, 1978; W. ANDREFF, L'URSS et eux, apud *Actualité du marxisme*, Paris, Anthropos, 1982; C. CASTORIADIS, Les crises d'Althusser. De la langue de bois à la langue de caoutchouc, apud *Libre*, 1978/4; F. COHEN, Connaissance des pays socialistes, apud *Cahiers du communisme*, juill.-août 1983; G. DIMITROV, *Œuvres choisies*, Paris, ES, 1952, p. 201-305; *Georgi Dimitrov, an outstanding militant of the Comintern*, Sofia Press, 1972, p. 314 et s.; R. GARAUDY, *Le grand tournant du socialisme*, Paris, Gallimard, 1969, chap. III et IV; J. KANAPA, Le passé n'a pas réponse à tout, apud *France nouvelle*, 4 oct. 1976; ID., Un débat naturel et sain, apud *ibid.*, 18 oct. 1976; ID., Le mouvement communiste international hier et aujourd'hui, apud *ibid.*, 5 et 12 déc. 1977; Parti communiste italien, Document préparatoire au XVIe Congrès, apud l'*Unità*, 28 nov. 1983; G. POLITZER, G. BESSE et M. CAVEING, *Principes fondamentaux de philosophie*, Paris, ES, 1954, leçons 22 à 24; STALINE, *Les questions du léninisme*, Moscou, 1947; M. THOREZ, *Œuvres*, Paris, ES, t. XXIII, p. 12-15; P. TOGLIATTI, interview à *Nuovi Argomenti* (n° 20, mai-juin 1956; trad. franç. partielle, apud *Le choc du XXe Congrès du PCUS*, Paris, ES, 1982, p. 292-303); ID., *Sur Gramsci*, Paris, ES, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Autogestion, Démocratie avancée, Démocratie nouvelle, Démocratie populaire, Djoutché, Eurocommunisme, Fusion, Gramscisme, Loi(s), Pacifique (voie), Polycentrisme, Socialisme, Titisme, Voie non capitaliste de développement.

J.-P. C.

Monnaie

Al : *Geld.* — An : *Money.* — R : *Den'gi.*

Comme espèces ou billets en circulation : *Currency* en anglais ; *Münze* en allemand — qui s'inscrit dans *Der Umlauf des Geldes* ; *Obraščenie naličnykh deneg* en russe, « circulation de la monnaie en espèces ».

La monnaie est l'objet d'une immense littérature, économique, morale, politique, psychanalytique; en même temps elle a subi une sorte de refoulement de la part des économistes, qui s'occupent avant tout des biens « réels » à produire et à distribuer. Selon Marc Bloch, il serait vain d'en donner une définition liminaire, car elle se transforme au cours de l'histoire; mais, ajoute-t-il, il n'y a pas de « vie économique » possible sans la monnaie, définie en un premier temps comme « instrument et mesure des échanges » (*Esquisse d'une histoire monétaire de l'Europe*, Paris, A. Colin, 1954).

Une définition plus complète et de portée différente en est donnée par Marx dès le début du *Capital*, où la monnaie apparaît d'abord comme « équivalent général » dans le monde des marchandises. L'économie capitaliste est nécessairement une économie marchande; le rapport de production fondamental, l'exploitation des travailleurs salariés, se présente sous la forme d'un rapport monétaire, comme achat de l'usage de la force de travail ouvrière par le capitaliste, qui apparaît comme « l'homme aux écus ». « Sans monnaie, pas de capital » — ce qui ne veut évidemment pas dire que le capital est engendré par la monnaie.

Marx considère d'abord « les formes de la monnaie qui naissent immédiatement de l'échange des marchandises » (*Cont.*, ES, 39), et, pour simplifier, la circulation (lingots et espèces au XIXe siècle). La monnaie, « cristal qui se forme spontanément dans les échanges » (K., I, 1, 97; MEW, 23, 101), est aménagée et gérée par l'Etat, mais non déterminée par lui. Sa dimension politique (étalonnage, monnayage, gestion de certaines quantités) ne fait que se greffer sur son rôle dans la circulation marchande, à moins qu'il ne s'agisse de « paléo-monnaies » ayant un statut différent. L'échange de marchandises reflète le fractionnement du travail

social en travaux privés, effectués par des producteurs séparés les uns des autres. Les rapports sociaux d'échange sont des rapports de séparation autant que de mise en relation. Contrairement à la thèse de J.-B. Say, selon qui les produits s'échangent contre des produits, les marchandises ne s'échangent pas directement entre elles. Leur prix « n'est d'abord que la valeur sous forme-argent » (K., III, 1, p. 208; MEW, 25, 202), fixé dans leur rapport avec une marchandise particulière qui incarne le « travail en général ». C'est la marchandise-monnaie, équivalent général de toutes les autres marchandises, et par là non-marchandise.

Toutes les marchandises doivent pouvoir être échangées contre l'équivalent général, qui a le monopole social de la fonction monétaire. Il y a polarité entre marchandises et monnaie, à la fois opposées et inséparables, comme les pôles positif et négatif d'un aimant (K., I, 1, 81 n.; MEW, 23, 82).

La genèse de la forme-monnaie dans le monde des marchandises telle que Marx la présente n'est pas une histoire du passage des communautés sans monnaie aux sociétés marchandes, ni des sociétés avec des monnaies archaïques aux sociétés où la monnaie aurait la même signification sociale que dans le capitalisme. C'est l'exposé de la façon dont la forme-monnaie est nécessairement appelée par la forme-marchandise comme expression complémentaire et distincte des valeurs d'échange produites. Cette conception des rapports d'échange et de la polarité marchandises-équivalent général est propre à Marx, qui fait à diverses reprises un exposé critique des théories économiques de la monnaie (cf. surtout *Cont.*, ch. II, c). Selon lui, toutes reposent sur une confusion, dont l'objet varie selon les époques.

« Dans l'enfance de la production bourgeoise », les mercantilistes confondaient la richesse comme accumulation d'or avec le capital-argent, ce qui est une forme du fétichisme. Plus tard l'économie politique classique est incapable de distinguer la forme marchandise de la forme-monnaie; amorcée par Hume, développée par Ricardo, elle fait de la monnaie un moyen de circulation, établissant l'unité entre vente et achat, sans voir que la monnaie est aussi séparation et dissociation; en vidant la monnaie de sa substance, elle ouvre la voie à toutes les théories quantitatives qui s'attachent à la masse de monnaie en circulation comparée à la quantité des biens à faire circuler. Les prix des biens varient alors en raison inverse de la quantité de monnaie; ainsi leur hausse générale (inflation) est-elle attribuée à un excès de crédit ou à « la planche de billets »; il y aurait « trop de monnaie pour pas assez de biens » — idée superficielle qui n'explique rien. Quant aux spécialistes de la Banking School, ils confondent monnaie et capital-argent, notamment dans les échanges internationaux soldés par des exportations de lingots d'or. Enfin l'école de Proudhon, et les réformateurs comme Gray ou Owen, croient que la monnaie pourrait être remplacée par des bons de travail. Chaque producteur recevrait un certificat représentant son droit à une fraction du produit social, comptabilisé en heures de travail, quelque chose comme le ticket de consigne qu'on reçoit en déposant son vêtement au vestiaire. Selon Marx, cette conception confond le travail social fractionné en travaux privés avec un travail qui aurait d'emblée un caractère communautaire.

Ces analyses critiques faites par Marx ne s'appliquent qu'en partie aux conceptions contemporaines, notamment celle de « la monnaie capitaliste » de crédit, ou celle des « encaisses réelles » détenues comme des biens. Elles

incitent cependant à éviter les confusions sur la monnaie, et à discuter deux démarches opposées mais complémentaires : celle des théories qui partent de l'économie « réelle » pour y introduire ensuite la monnaie, celles qui partent de la monnaie émise par l'Etat pour concevoir les échanges à l'intérieur d'une logique des équivalences (S. de Brunhoff, *Les rapports d'argent*, Maspero-PUG, 1979, p. 5 à 17).

La monnaie conçue par Marx à partir de l'équivalent général, remplit, sous des formes diverses, les trois fonctions usuellement répertoriées : mesure des valeurs et étalon des prix, moyen de circulation, réserve de valeur. La monnaie au sens plein doit être reproduite comme ensemble de ses formes et de ses fonctions alors que dans la pratique s'opèrent des dissociations (cf. S. de Brunhoff, *La monnaie chez Marx*, ES, 1967, p. 23).

1 / La première fonction de la monnaie, comme mesure des valeurs, implique que « la monnaie entre dans la circulation avec une valeur, et les marchandises avec un prix ». Ainsi la monnaie est-elle une marchandise particulière puisqu'en elle seule le travail a un caractère « immédiatement social ». Les discussions contemporaines sur ce point peuvent être de deux ordres : *a*) tout d'abord elles portent sur la valeur d'une monnaie qui est aujourd'hui faite de papier et de jeux d'écriture; en ce cas c'est le changement du support matériel de la monnaie qui met en cause la validité de la conception de Marx; *b*) ensuite elles portent sur la valeur de toute monnaie, y compris l'or comme porteur des équivalences entre marchandises, ce qui tend à dissocier la conception de la monnaie d'une théorie de la valeur.

Dans le cadre de sa première fonction, la monnaie comme étalon des prix a de nouvelles caractéristiques. Il faut qu'un poids d'or déterminé (une once par exemple) soit fixé comme unité de mesure (quelles que soient les variations de la valeur de l'or, 12 onces restent 12 fois plus grandes qu'une once), et qu'il soit légalement baptisé par l'Etat (nommé livre sterling, ou franc par exemple). Ainsi « au lieu de dire : le quart de froment est égal à une once d'or, on disait en Angleterre : il est égal à 3 livres sterling, 17 shillings, 10 pence 1/2 » (*Cont.*, 47; MEW, 13, 57).

2 / La seconde fonction de la monnaie, comme moyen de circulation, a des caractères nouveaux par rapport à la précédente. Elle circule sous une forme concrète (espèces ou billets), alors que la monnaie de compte, qui relève de la première fonction, peut être « idéale » et ne pas circuler, comme le sou ou le denier dans le haut Moyen Age, bien que la dissociation ne puisse jamais être complète (Marc Bloch, ouvr. cité, p. 49). La quantité de monnaie en circulation est déterminée par la somme des prix des marchandises et la vitesse du cours de la monnaie. La formule quantitative, $M = P.Q/V$, où la quantité de monnaie, M, détermine les prix P pour une quantité de marchandises Q et une vitesse de circulation V données, est inversée par Marx : $P.Q/V = M$.

Représentée par le schéma classique M-A-M, la circulation s'accomplit comme « une suite de changements de forme ». Dans la vente, M-A, la marchandise se métamorphose en argent pour le vendeur qui peut alors acheter ce dont il a besoin (A-M). Il n'y a pas d'échange direct M-M. La vente de l'un est nécessairement l'achat de l'autre. Mais le vendeur peut différer son propre achat, interrompant ainsi le cours des échanges. La marchandise qui rate sa transformation en monnaie, ou « son saut périlleux », n'est pas validée socialement. D'où la possibilité d'une crise,

niée par les théories de l'équilibre général des achats et des ventes.

La monnaie qui « fait face » aux marchandises dans l'échange, doit avoir une forme concrète. Ce sont par exemple les espèces d'or monnayées par l'Etat à partir des lingots, sur la base de l'étalon officiel. Si le droit de seigneuriage est nul (c'est-à-dire si l'Etat frappe gratuitement les pièces), les espèces ne se distinguent que par la forme des lingots. Cependant (abstraction faite des manipulations intéressées concernant leur teneur en métal), elles s'usent normalement et perdent de leur poids initial en circulant, de sorte que leur fonction comme moyen de circulation tend à se dissocier de leur « existence metallique ». Dans le commerce de détail, les pièces d'or sont remplacées par des monnaies métalliques d'appoint dont le caractère est fiduciaire (de même qu'aujourd'hui toutes les pièces en circulation sont des sous-multiples des billets émis par la Banque centrale). Il en va de même au XIXe siècle pour les billets convertibles en or, signe sans valeur propre de la monnaie métallique. Ainsi quand la monnaie joue le rôle de moyen de circulation, elle peut être incarnée dans des signes, pourvu qu'elle circule concrètement.

3 / La troisième fonction (réserve de valeur), présentée par Marx comme celle de « la monnaie proprement dite », ou de « la monnaie comme monnaie », a été particulièrement négligée ensuite. Ainsi Hilferding ne considère que les deux premières fonctions. Pourtant la troisième se situe à la frontière de la circulation marchande et de l'accumulation de capital, de la monnaie et du crédit, de la circulation internationale par rapport à la monnaie intérieure aux Etats.

Tout d'abord la relation entre la monnaie qui circule et la monnaie socialement disponible, varie selon les besoins de la circulation, comme l'indique la formule anti-quantitative présentée plus haut. Les réserves ou « trésors » des particuliers, jouent le rôle de volant régulateur, en augmentant ou en diminuant « de façon que les canaux de la circulation ne débordent jamais » (K., I, 1, p. 139; MEW, 23, 148). Les trésors se forment par thésaurisation, qui est demande de monnaie comme pouvoir d'échange universel. Ainsi s'articulent les trois fonctions de la monnaie. Mais en même temps, la thésaurisation qui s'attache à la monnaie en tant que telle, peut refléter une interruption de crise des échanges marchands, et non plus la régulation de la monnaie qui circule. C'est ici que Marx évoque « la soif de l'or », qui aujourd'hui donne lieu à des interprétations psychanalytiques.

Bien qu'elle fasse partie de la circulation simple, la thésaurisation se trouve à la frontière de l'accumulation de capital-argent, dans la mesure où elle a une double finalité : conservation de la monnaie comme incarnation de la valeur en général, accumulation de « richesse abstraite ».

Dans la même perspective la monnaie « mise en réserve » joue le rôle de moyen de paiement, en rapport avec le crédit comme règlement différé, mais cette fois à l'intérieur de la circulation elle-même, et non, comme le trésor, à l'extérieur (K., I, 1, 141-147; MEW, 23, 149-156). On est ici à la frontière du crédit comme système de circulation propre au capitalisme.

Enfin le rapport entre une sphère marchande ayant des frontières politiques et « le marché du monde », liés et distincts, apparaît ici. On a vu plus haut que l'étalonnage et la frappe (ou l'émission) de monnaie sont affaire d'Etat. Quand il s'agit du règlement des échanges entre Etats-nations, selon Marx « la monnaie fonctionne dans toute la force du terme, comme

la marchandise dont la forme naturelle est en même temps l'incarnation du travail social en général » (*ibid.*, 147; 156). Ainsi sont transférés des lingots d'or, pour solder les comptes entre nations, ou pour financer des subventions et prêts. La monnaie internationale ne circule pas selon le schéma M-A-M de la circulation intérieure. Elle sert aux échanges entre pays, sans s'inscrire dans une circulation internationale proprement dite. Il y a « une monnaie du monde », des marchands « cosmopolites », mais le « marché mondial traverse en quelque sorte les marchés nationaux » (sur le cours des changes, comme rapport entre les monnaies nationales, Marx dit très peu de choses, ce qui s'explique en partie par le régime monétaire de son époque, dominé par la monnaie d'or. Sur ce dernier point, cf. J. G. Thomas, *Inflation et nouvel ordre monétaire*, PUF, 1977, pp. 79-84).

Ainsi la troisième fonction de la monnaie complète-t-elle les deux précédentes, tout en ayant des caractères différents. La monnaie au sens plein du terme, dont toutes les formes doivent être échangeables entre elles, fonctionne selon plusieurs modalités, qui doivent être articulées. Leur dissociation est signe de crise, aujourd'hui comme au temps de Marx.

• BIBLIOGRAPHIE. — A / *Définitions marxistes :* 1 / MARX, *Contribution à la critique de l'économie politique*, ES, chap. 2; 2 / MARX, *Capital*, ES, liv. I, t. I, chap. 1-3; liv. III, t. 2 et 3 / HILFERDING, *Le capital financier*, Ed. de Minuit, 1970; 4 / H. DENIS, *La monnaie*, ES, 1951; 5 / S. de BRUNHOFF, *La monnaie chez Marx*, ES, 1967. — B / *Autres conceptions (contemporaines) :* 1 / KEYNES, *Treatise on Money*, Macmillan, 1930; 2 / AFTALION, *Monnaie, prix et change*, Sirey, 1950; 3 / DON PATINKIN, *Money, Interest and Prices*, Harper, 1965 (v. éd. franç., *La monnaie, l'intérêt et les prix*, PUF, 1970); 4 / GURLEY et SHAW, *Money in a Theory of Finance*, The Brooking Institution, 1960 (v. éd. franç., *La monnaie...*). — C / *Histoire :* 1 / Moses I. FINLEY, *L'économie antique*, Ed. de Minuit, 1973; 2 / Marc BLOCH, *Esquisse d'une histoire monétaire de l'Europe*, A. Colin, 1954; 3 / P. VILAR, *Or et monnaie dans l'histoire*, Flammarion, 1974; 4 / E. V. MORGAN, *A History of Money*, Penguin, 1969; 5 / R. MOSSÉ, *Les problèmes monétaires internationaux*, Payot, 1967; 6 / A. BERTHOUD, *Aristote et l'argent*, Paris, 1981. — D / *Histoire des idées :* 1 / Ch. RIST, *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie*, Sirey, 1938; 2 / *The controversy over the quantity theory of Money*, Boston, 1965; 3 / S. de BRUNHOFF, *Les rapports d'argent*, Maspero-PUG, 1979. — E / *Aspects techniques :* G. PETIT-DUTAILLIS, *Le crédit et les banques*, Sirey, 1964. — F / *Politiques monétaires :* 1 / Pouvoirs et régulations monétaires, *Cahiers ISEA*, série Mo, n° 1, 1978; 2 / Marie LAVIGNE, Planification et politiques monétaires dans l'économie soviétique, dans *Annuaire de l'URSS*, 1968; 3 / *Monnaie, salaire, commerce extérieur dans la société capitaliste, dans la société socialiste*, Ed. A. Eibel (Suisse), 1976, coll. « La Chine d'aujourd'hui »; 4 / S. de BRUNHOFF, *Etat et Capital*, Maspero-PUG, 1976. — G / *Inflation contemporaine (interprétations diverses) :* 1 / H. JACKSON, H. A. TURNER, F. WILKINSON, *Do Trade Unions cause inflation?*, Cambridge University Press, D. of applied economics, Paper n° 36, 1972; 2 / J. DENIZET, *La grande inflation*, PUF, 1977; 3 / J. G. THOMAS, *Inflation et nouvel ordre monétaire*, PUF, 1977; 4 / P. GROU, *Monnaie, crise économique*, Maspero-PUG, 1977; 5 / R. BOYER et J. MISTRAL, *Accumulation, inflation, crises*, PUF, 1978; 6 / Les grandes économies dans la crise, revue *Economie et Statistique*, n° 97, févr. 1978. — H / *Articulation monnaie et crédit :* 1 / B. SCHMIDT, *Monnaie, salaires et profits*, PUF, 1966; 2 / ID., *L'or, le dollar et la monnaie internationale*, Calmann-Lévy, 1977; 3 / S. de BRUNHOFF, *L'offre de monnaie*, Maspero, 1971; 4 / H. BREHIER, P. LLAU, Ch. A. MICHALTOC, *Economie financière*, PUF, 1975, « Thémis ». — I / *Banques :* 1 / J. BOUVIER, *Un siècle de banque française*, Hachette, 1974; 2 / F. MORIN, *La structure financière du capitalisme français*, Calmann-Lévy, 1972. — J / *Troc :* 1 / Adam SMITH, *The Wealth of nations (La richesse des nations)*, Pelican classics, chap. 3 et 4; 2 / J. M. SERVET, Les figures du troc du XVIe au XIXe siècle, *Cahiers du Centre AEH*, n° 12, oct. 1977, Lyon.

▶ CORRÉLATS. — Banque, Capital, Circulation, Crédit, Crise, Echange, Fétichisme, Keynésianisme, Marchandise, Mercantilisme, Nation, Or, Troc, Valeur.

S. de B.

Monopole(s)

Al : *Monopol(e)*. — An : *Monopoly(ies)*. — R : *Monopol(ii)*.

Dans l'analyse économique conventionnelle, le monopole est une structure de marché caractérisée, dans une typologie telle que celle de Stackelberg, par un seul vendeur confronté à une pluralité d'acheteurs. Le point d'équilibre sera déterminé, comme dans toute structure de marché, par l'égalisation du coût marginal et du revenu marginal; mais, comme il n'y a plus qu'un seul producteur, la courbe de demande à la firme ne peut plus être considérée comme parfaitement élastique (c'est-à-dire parallèle à l'axe des quantités dans un graphique de prix ordinaire); dès lors les courbes de recette moyenne et de recette marginale sont distinctes et inclinées de la gauche à la droite et le profit peut être durablement maintenu. La différenciation des prix peut de plus être utilisée pour confisquer les rentes du consommateur, ce que ne permet pas la concurrence qui implique au contraire unicité de prix. Le pouvoir de monopole sera mesuré par la formule : $\frac{\text{prix} - \text{coût marginal}}{\text{prix}}$.

Dans l'analyse économique marxiste, le monopole représente à la fois une forme concrète d'organisation de l'activité économique (monopoles de fait), une structure particulière du capitalisme, constitutive de l'impérialisme et un stade spécifique d'évolution du mode de production (capitalisme monopoliste d'Etat). Sous le premier aspect, le capitalisme connaît à la fin du XIXe siècle de nombreux bouleversements. Des transformations techniques, constitutives pour certains de la deuxième révolution industrielle, se produisent; les plus significatives sont sans doute le moteur à explosion et le moteur électrique. Parallèlement, des modalités nouvelles d'organisation du travail, comme le taylorisme et le fordisme, contribuent à transformer les normes de production et de productivité. Ceci accompagne une modification de l'importance relative des différentes branches industrielles, sidérurgie et construction mécanique, à composition organique du capital élevée, relayant l'industrie textile comme moteurs du développement. Apparaissent alors des entreprises de grandes dimensions qui, contrôlant la production et l'écoulement d'une partie considérable de la production d'une ou de plusieurs branches d'industrie, peuvent fixer pour leurs marchandises des prix élevés et s'attribuer un profit de monopole. Sous le deuxième aspect, la caractéristique essentielle du capitalisme qui voit le jour est la concentration et la centralisation accélérée du capital et de la production qui touchent les secteurs dominants de l'activité économique. La concentration se manifeste d'abord par le fait que les grandes entreprises groupent une fraction de plus en plus importante de la main-d'œuvre industrielle; elle se traduit aussi par l'augmentation de la dimension moyenne des entreprises, la concentration des revenus et des bénéfices. Si la fusion d'entreprises est la forme de concentration la plus solide, d'autres modalités d'entente entre capitalistes existent, visant à empêcher la baisse des prix afin de maintenir le taux de profit : ententes, cartels, trusts, comptoirs ou syndicats d'achat ou de vente, holdings, konzerns. Ces ententes se réalisent sur le plan vertical entre entreprises se fournissant mutuellement matières premières ou semi-produits ou sur le plan horizontal entre entreprises d'une même branche industrielle. Sous le troisième aspect, la tradition marxiste distingue usuellement trois périodes dans l'évolution

du capitalisme : l'étape du capitalisme primitif ou manufacturier, celle du capitalisme classique ou de libre concurrence, celle enfin du capitalisme monopoliste ou impérialiste. Si Marx a consacré son œuvre au capitalisme classique, c'est Lénine qui, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, a donné une analyse scientifique du capitalisme monopoliste. La phase contemporaine est celle du capitalisme monopoliste d'Etat, caractérisée comme suit par les auteurs du *Traité marxiste d'économie politique* : « C'est par essence le capitalisme par la permanence des rapports fondamentaux d'exploitation ; c'est le stade de l'impérialisme par l'extension des structures monopolistes ; et, à l'intérieur de ce stade, c'est sa phase contemporaine par le développement de l'intervention de l'Etat et l'interdépendance croissante entre les monopoles et l'Etat » (ES, p. 9). Décrire la place et le rôle du (des) monopole(s) dans la période présente, c'est donc mettre l'accent sur les deux composantes du capitalisme contemporain : la concentration accrue du capital, le renforcement du rôle de l'Etat, caractérisé en particulier par le financement public de la grande production monopoliste. Mais, en donner une explication théorique, c'est tenter de rendre compte de l'absence de péréquation effective totale des taux de profit dans le monde actuel ou, du moins, des obstacles dressés à cette péréquation.

On sait, en effet, qu'une loi fondamentale du capitalisme est celle de la baisse tendancielle du taux de profit, conséquence de l'augmentation de la composition organique du capital. Si cette baisse continue à se manifester à l'échelle sociale, elle n'est pas nécessairement contradictoire avec l'élévation du taux de profit de la fraction du capital social la plus monopolisée. La supériorité du taux de profit monopolistique par rapport au profit moyen découle du contrôle ou de l'élimination de la concurrence sur le marché des produits ou des capitaux (en raison par exemple des freins que rencontre la libre circulation des capitaux du fait des seuils d'entrée élevés dans la branche que la concentration induit). Plusieurs phénomènes peuvent jouer en ce sens. La limitation de la concurrence peut provenir de la législation sur les brevets qui peut éventuellement permettre la mise sous le boisseau de l'innovation technique : d'où le reproche de malthusianisme parfois fait au capitalisme de monopole. Elle peut être le fruit de l'entente qui donne naissance à la rente cartellière dont l'industrie du pétrole fournirait sans doute le meilleur exemple ; dans ce cas l'unification des prix se fait en effet non pas sur la base de la production sociale moyenne (considérable avec l'exploitation des gisements du Moyen-Orient) mais sur la base de la productivité la plus basse qui permet au producteur « marginal » (au Texas par exemple) de réaliser néanmoins le taux moyen de profit. On pourrait ainsi multiplier les arguments. Le rôle de la théorie est cependant de rassembler ceux-ci dans une construction d'ensemble cohérente. Plusieurs propositions ont, à cet égard, été faites. On peut en distinguer trois.

L'analyse de Baran et Sweezy adopte la problématique du surplus dont on a pu dire qu'elle était d'inspiration keynésienne dans la mesure où elle se situe pour l'essentiel en termes de prix et de revenus et se localise au niveau de l'échange. Selon eux, au stade du capitalisme monopoliste d'Etat, les centres des décisions s'identifieraient de plus en plus aux grandes firmes monopolistes à structures de production, de distribution et de financement stables, et dans lesquelles sont immobilisés des capitaux considérables. Ces entreprises, qui reconnaissent leur dépendance mutuelle, sont maîtresses de leurs prix et de leurs coûts. La concurrence entre elles s'exerce moins

par le prix que par la différenciation du produit qui devient ainsi une variable d'action. Par ailleurs la maîtrise du progrès technique, les économies d'échelle dont elles bénéficient, y compris pour l'accès aux marchés des capitaux et leur gestion scientifique permettent à ces firmes une baisse de leurs coûts. Structure des prix et des coûts entraîne élévation du surplus potentiel ou masse se répartissant en profits nets d'entreprise, fonds drainés par l'Etat, dépenses d'entretien des travailleurs improductifs et autres frais de fonction. La loi de hausse du surplus prend ainsi le relais de la loi de baisse tendancielle du taux de profit. Mais les entreprises capables de créer un surplus croissant se heurtent au problème de son absorption. Au niveau social, les débouchés traditionnels — investissement et consommation des capitalistes — devenant insuffisants, les firmes doivent recourir à d'autres moyens : publicité ou frais de vente des marchandises destinés à élargir le marché, dépenses civiles et militaires de l'Etat destinées à soutenir la demande globale, la tendance à un sous-emploi durable étant liée au système monopoliste. Des impulsions extérieures sont donc nécessaires qui ne peuvent être que le fait de l'Etat, la voie la plus significative étant de créer un flux de dépenses publiques affectées à des fins improductives de tous ordres.

L'objectif de Mandel est de rendre compte du jeu simultané de la production marchande généralisée et de « l'organisation » du capitalisme avec régulation (ou tentative de contrecarrer ou d'adoucir temporairement les effets de la loi de la valeur) conjointe de l'Etat et du pouvoir des monopoles. Dans le marxisme, le mécanisme régulateur du mode de production capitaliste est la péréquation du taux de profit, les capitaux refluant des secteurs où le taux est inférieur à la moyenne vers ceux où il est supérieur. Mais cette redistribution des valeurs et des capitaux doit être compatible avec la structure des valeurs d'usage suscitée par le mode de production. La fonction des monopoles va consister à rendre plus difficiles le flux et le reflux des capitaux dans certaines branches pour empêcher ou repousser la péréquation des taux de profit. Pour ce faire le contrôle des monopoles dépend moins de leur capacité à éliminer la concurrence par les prix (pratique de prix administré) que de ce qui se passe dans la sphère de la production. A cet égard, si le montant des capitaux nécessaires à la pénétration dans les branches monopolisées constitue déjà en soi un obstacle à la libre circulation des capitaux, c'est plus fondamentalement la redistribution de la plus-value sociale à l'avantage des monopoles qui va être invoquée avec, toutefois, la limite constituée par la quantité de plus-value socialement produite. La capacité des monopoles à s'assurer plus ou moins durablement un surprofit monopoliste dépend de leur capacité à garantir un débouché continuel à leurs marchandises spécifiques : d'où le rôle de la publicité et de la diversification à la fois pour assurer une expansion croissante des débouchés et une différenciation des produits. Faute de quoi la concurrence reprend ses droits. On a, en définitive, une problématique du double taux moyen de profit, celui du secteur monopolisé et celui du secteur concurrentiel, la différence entre les deux taux étant le taux de surprofit moyen. Le surprofit monopoliste apparaît ainsi comme la somme des rentes différentielles liées à des avantages de productivité (surtout du fait de la technique) et des transferts de valeur. A cette régulation par les monopoles s'ajoute une régulation par l'Etat qui prend essentiellement trois formes : subventions au capital privé, stimulation, inflation à fin anticrise.

Pour Boccara et les économistes d'*Economie et politique*, on ne saurait se fonder sur la seule description empirique des monopoles; il faut au contraire les situer dans l'analyse d'ensemble du capital social en montrant comment, dans le capitalisme monopoliste d'Etat, la loi du développement inégal des capitaux prime la tendance à la péréquation sans cependant l'annuler; la différenciation des taux de profit est en effet la situation normale du mode de production capitaliste où joue néanmoins la loi tendancielle d'un taux moyen de profit. Il faut pour cela partir de l'analyse de Marx consacrée au développement des contradictions internes de la loi de baisse tendancielle du taux de profit (K., ES, 3, 1, 254 et s.; MEW, 25, 251 et s.). La baisse du taux de profit entraîne l'existence d'une pléthore de capitaux (suraccumulation) à laquelle le système peut chercher une solution dans « l'extension du champ extérieur de la production » que représente, par exemple, l'exportation de marchandises ou de capitaux. Les crises périodiques, qui aboutissent à de brutales et fortes dépréciations ou dévalorisations de capitaux, servent, de leur côté, d'exutoire par la mise en sommeil ou destruction d'une partie du capital constant et/ou variable. Dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat, le financement public devient la caractéristique dominante permettant de relever le taux de profit. Il se présente sous la forme d'aides (subventions, bonifications d'intérêts, avantages fiscaux) apportées aux monopoles ou bien il revêt la forme de la prise en charge par l'Etat de certains capitaux (par exemple dans les secteurs à composition organique du capital élevée que sont les charbonnages, les transports, l'énergie) qui prélèveront sur la plus-value sociale un profit nul ou inférieur à ce que proportionnellement il devrait être compte tenu de l'importance desdits capitaux. Par là même le taux de profit du secteur privé monopolisé peut s'en trouver relevé, sans que la péréquation à l'échelle globale soit infirmée. On a pu critiquer cette construction en considérant que la mise en valeur du capital à taux réduit par le secteur public n'est pas une dévalorisation du capital, pas plus que ne sont dévalorisés les capitaux exportés ou mis en valeur par les petites et moyennes entreprises, ajoutant que cette généralisation abusive du terme de dévalorisation, par rapport à l'usage qu'en fait Marx, aboutit en fait à la possibilité d'un capitalisme sans crise, l'Etat se substituant, comme régulateur, à la loi de la valeur et l'Etat étant capable de fournir un remède permanent à la suraccumulation.

• BIBLIOGRAPHIE. — P. A. BARAN et P. M. SWEEZY, Monopoly capital, apud *Monthly review press*, 1966; P. BOCCARA, *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue*, ES, 1973; J. P. DELILEZ, *Les monopoles*, ES, 1972; A. HUNTER, *Monopoly and competition*, Harmondsworth, 1969; G. KOZLOV (ed.), *Economie politique, le capitalisme*, Editions du Progrès, 1977; E. MANDEL, *Traité marxiste d'économie*, Julliard, 1962; *Le troisième âge du capitalisme*, UGE, 1976; V. TCHEPRAKOV, *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, Editions du Progrès, 1969; J. VALIER, *Le parti communiste français et le capitaliste monopoliste d'Etat*, Maspero, 1976; *Traité marxiste d'économie, le capitalisme monopoliste d'Etat*, ES, 1971.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Baisse tendancielle, Capital, Capitalisme, Capitalisme monopoliste d'Etat, Composition organique du capital, Impérialisme, Internationalisation, Mode de production.

G. C.

Morale

Al : *Moral.* — An : *Ethics.* — R : *Moral'.*

Elément de l'idéologie, généralement citée avec le Droit, la Philosophie, la Religion, etc. Contre Kant — et avec Hegel — Marx rejette toute transcendance historique de la morale et toute signification morale immanente à l'histoire : l'histoire est mue par le « mauvais côté » (MPh, ES, 130; MEW, 4, 143). La lutte contre les utopies socialistes amène Marx à présenter la morale sous les déterminations négatives de la polémique, voire de la dérision. De sorte que l' « amoralisme » de Marx semble un fait établi pour les « orthodoxes » de la IIe Internationale.

Marx et Engels

Philosophie : la morale n'a pas d'autonomie. — Cette position est constante. Le « grand mérite de Hegel » est de rendre la morale dépendante de l'Etat moderne en montrant que « le sujet de la morale (est)... le sujet de l'Etat » (*Cripol.*, ES, 160; MEW, 1, 313). L'économie est dite « science morale réelle, la plus morale des sciences » (M 44, ES, 103; *Erg.* 1, 549) en tant que « ... la morale, la science, l'art, etc., ne sont que des modes particuliers de la production et tombent sous sa loi générale » (*ibid.*, 88; 537) et en tant qu'elle fonde un comportement normalisé par l'argent : « Le crédit est le jugement que l'économie politique porte sur la moralité d'un homme » (Notes de lecture, MEGA, I, III, 534; Pléiade II, 20). La morale chrétienne n'est qu'une arme pour le riche : elle traduit la différence réelle riche-pauvre en opposition idéelle bien-mal (SF, ES, 238; MEW, 2, 215), de sorte qu' « il faut être millionnaire pour imiter leur héros » (*ibid.*, 236; *ibid.*, 213), lequel héros n'est qu'un assassin cruel, qui « en parant son acte cruel de locutions dévotes... devient... un assassin moral » (*ibid.*, 216; *ibid.*, 194).

L'idéologie allemande présente la morale sous un double aspect. Comme pratique, elle est fonctionnelle : élément d'intégration de l'individu-bourgeois à son état. « Ces institutions dans leur forme bourgeoise sont les conditions qui font du bourgeois un bourgeois... La morale bourgeoise constitue une des expressions générales de ce rapport du bourgeois à ses conditions d'existence » (IA, ES, 207; MEW, 3, 164). Comme théorie (« pure ») elle est une illusion produite par la division du travail (*ibid.*, 60; *ibid.*, 31).

Le Capital reprend l'idée du rapport économie politique - morale et morale-crédit déjà présent dans les *Manuscrits de 1844.* « L'économie politique bourgeoise se devait de prêcher l'accumulation comme un devoir civique... pour accumuler, il faut être sage... » (K., ES, I, III, 28; MEW, 23, 614-615) et la banque « haute dignité morale », permet de tempérer l'inconduite du jeune bourgeois en quête de crédit, de sorte que le banquier, « honorable bandit », est plus efficace qu'un pasteur (K., ES, III, 2, 206; MEW, 25, 561).

Morale, lutte de classes, communisme. — Quatre orientations se dégagent, sans compatibilité évidente ni articulation explicite.

a) La disparition de la morale : Avec le communisme, les formes idéologiques : morale, religion, famille, etc., effets de la lutte de classes « disparaîtront complètement » (MPC). Idée affirmée dès les *Manuscrits de 1844* :

« L'abolition positive de la propriété privée... signifie... le retour de l'homme hors de la religion, de la famille, de l'Etat, etc., à son existence humaine... » (M 44, ES, 88; *Erg.* I, 537). Cette disparition est une tendance du capitalisme même, soit parce qu'il brise les traditions féodales (IA, ES, 89; MEW, 3, 59; MPC, Ire partie), soit parce que les ouvriers restent à un stade infra-moral, ferment de destruction et de renouveau (*Sit.*, ES, 293; MEW, 2, 451; MPC, 2e partie; K., ES, II, 77, 168; MEW, 23, 415, 514). L'idée d'une morale prolétarienne qui serait opposée à la « morale bourgeoise » (IA) est non seulement absente mais exclue par l'économie théorique de ces textes.

b) Les « accents éthiques » du « Capital » : il est vrai que la conscience morale spontanée des ouvriers s'exprime dans des témoignages sur les conditions de travail. Mais s'il les cite, Marx ne reprend jamais à son compte leurs indignations sur l'ivrognerie (K., ES, I, 2, 144; MEW, 23, 488; I, 3, 125; *ibid.*, 714), la prostitution (I, 285; *ibid.*, 308; II, 218; *ibid.*, 569-570), l'impudeur (II, 175; *ibid.*, 522), la délinquance juvénile (II, 163; *ibid.*, 509). Il préfère l'ironie à l'indignation : « ... le capital trouvait sa méthode de descendre dans les puits des femmes, des jeunes filles, et des hommes nus liés ensemble... d'accord avec son code de morale et surtout avec son grand livre... » (II, 77; *ibid.*, 415).

c) La « morale prolétarienne » : Elle apparaît dans l'*Anti-Dühring* (ES, 125-126; MEW, 20, 89-90) comme une spécification de la « morale de classe » aux côtés des morales « féodale-chrétienne » et « bourgeoise-moderne »; elle est la « morale de l'avenir » mais non du communisme : celui-ci connaîtra « une morale réellement humaine ». Cette pérennité morale est traversée d'oppositions multiples non seulement entre classes mais aussi « de peuple à peuple, de période à période » *(ibid.)*, et même selon les « professions » (LF, in *Et. ph.*, ES, 42; MEW, 21, 289).

d) La morale de « l'amour » : L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat fait un pas de plus, et laisse place à une morale trans-historique, dont le contenu positif est l'amour et le schème dynamique la tendance à la monogamie. Sous le communisme, « la monogamie, au lieu de péricliter, devient enfin une réalité — même pour les hommes » (*Orfa.*, ES, 83; MEW, 21, 77) et comme « le mariage fondé sur l'amour est seul moral » (*ibid.*, 90; *ibid.*, 83), il n'y a plus rien « qui empêche une jeune fille de se donner sans réserve à celui qu'elle aime » (*ibid.*, 84; *ibid.*, 77). Les accents chrétiens de ces pages sont d'une part renforcés par des formules : « sordide prostitution » (79; *ibid.*, 73), « vices contre nature » (78; *ibid.*, 71); et d'autre part atténués par l'identification de la morale à une « opinion publique » dépendant de la « pratique » (90; *ibid.*, 83).

Après Marx et Engels.

A / L'ambiguïté des formules d'Engels n'a pas de conséquences sur les successeurs directs : 1) C'est par une remise en cause du déterminisme économique que Bernstein autonomise les « facteurs moraux » *(Problèmes du socialisme)* et revendique finalement « une morale rigoureuse » pour « la classe appelée à se révolter » *(Les présupposés du socialisme)*. A partir de là se développent le « marxisme éthique » et le « retour à Kant »; 2) En réponse, Kautsky se cambre sur des positions économistes : « Il n'y a pas de place dans le mouvement historique pour une morale (indépen-

dante des forces économiques et supérieure à elles) » *(Le marxisme et son critique Bernstein)*; 3) Lukács les renvoie dos à dos : « La dualité qui se manifeste... entre le fatalisme économique et l'utopisme « éthique »... signifie que le prolétariat s'est placé sur des positions bourgeoises » *(Histoire et conscience de classe)*; dans la pratique, le prolétariat, « sujet-objet » de l'histoire, dépasse cette antinomie.

Poisition reprise par K. Korsch qui analyse le déterminisme historique en « formules objectives » (forces productives / rapports de production) et « subjectives » (lutte de classes) qui se réconcilient dans le prolétariat « sujet réel de l'histoire » (in *K. Marx*).

B / 1) En URSS, Lénine définit la morale par l'efficacité révolutionnaire : « Est moral ce qui contribue à la destruction de l'ancienne société » (*Les tâches de l'Union des Jeunesses*, 2 oct. 1920). C'est toujours la position de Trotski en 1938 : « Les questions de morale révolutionnaire se confondent avec les questions de stratégie et de tactique révolutionnaires » *(Leur morale et la nôtre)*. Cet amoralisme officiel fait taire les disputes philosophiques.

2) Mais à partir de 1935, Staline lance « l'humanisme socialiste » : l'homme, le cadre, est « le capital le plus précieux » et l'initiative de l'individu est valorisée par les écrivains promus « ingénieurs de l'âme ».

3) C'est surtout après le XXe Congrès que se développe une réflexion théorique sur le sens d'une morale marxiste, héritière des éthiques matérialistes. Chichkine s'appuie sur *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* pour mener cette tâche (*Regard sur quelques doctrines éthiques*, 1959). Ce mouvement aboutit à une morale d'Etat normative et conservatrice au XXIIe Congrès : *Le code moral des bâtisseurs du socialisme* (1962).

C / En Europe occidentale, en réponse à la barbarie nazie et s'étayant sur les *Manuscrits de 1844*, s'élabore une éthique marxiste. M. Rubel constate l'absence de « morale théorique » chez Marx mais voit son œuvre comme un mouvement éthique continu qui va des choix psychologiques (œuvres de jeunesse) au déterminisme causal (K.) et fait de Marx « l'éthicien de la révolution socialiste » (*Pour une éthique socialiste*, 1948). Après la dénonciation des crimes de Staline se met en place une morale humaniste et scientiste dont R. Garaudy est un penseur exemplaire : « Pour un marxiste, la morale est une science » (*Qu'est-ce que la morale marxiste ?*, 1963).

D / Le marxisme moralisant recèle généralement un préjugé idéaliste et une confusion.

1) L'idée d'une morale marxiste suppose que la lutte de classes se déclenche à un moment donné, après un face-à-face pacifique des protagonistes. Ce qui implique un « sujet » — social ou individuel — faisant le « choix » de la lutte plutôt que de la collaboration : choix libre, donc éthique. Au contraire dans la réalité et dans la thèse matérialiste, les classes sont le produit de la lutte des classes qui s'impose d'abord (cf. L. Althusser, *Réponse à J. Lewis*; E. Balibar, *Cinq études du matérialisme historique*, 1974);

2) La « morale marxiste » englobe sans distinction la morale communiste (idéologie de masse de la société sans classe) et la morale du communiste (norme de conduite du militant révolutionnaire en vue d'une

pratique efficace). La première est opaque à elle-même, la deuxième est une acceptation lucide et pragmatique (cf. L. Althusser, Problèmes étudiants, in *La Nouvelle Critique*, janv. 1964).

• BIBLIOGRAPHIE. — ARANGUREN, *Le marxisme comme morale*, Privat, 1969; A. BROGNARD, *Lutte de classe et morale marxiste*, éd. de l'auteur, Paris, 1969; FROMM, *La conception de l'homme chez Marx*, Payot, 1977 (publié en 1961 sous le titre *Marx's concept of man*); KAMENKA, *Les fondements éthiques du marxisme*, Payot, 1973 (publié en 1961 sous le titre *The ethical fondation of marxism*); KOLLONTAI, *La nouvelle morale et la classe ouvrière* (1918), in *Marxisme et révolution sexuelle*, Maspero, 1973; H. LEFEBVRE, *Critique de la vie quotidienne*, 3 vol., L'Arche, 1958, 1961 et 1981; TROTSKI, *Les questions du mode de vie* (1923), UGE, 1976.

▶ CORRÉLATS. — Conditions de vie, Conscience, Femmes, Freudo-marxisme, Idéologie, Mariage bourgeois, Métier.

Y. V.

Mouvement ouvrier / Mouvement communiste

Al : *Arbeiterbewegung*/*Kommunistische Bewegung*. — An : *Labour movement*/*Communist movement*. — R : *Dviženie (rabočee, kommunističeskoe)*.

Par *mouvement ouvrier*, les marxistes entendent *à la fois* l'ensemble *des luttes* qui surgissent de la pratique sociale du prolétariat résistant à l'exploitation qu'il subit et l'ensemble des *institutions* où se retrouvent les travailleurs et leurs alliés conscients de la nécessité de s'organiser pour définir des objectifs communs et coordonner leur action solidaire.

Le mouvement ouvrier ne naît pas *ex nihilo*, il découle de tout le *mouvement social* qui précède l'apparition de la classe ouvrière, en particulier du *mouvement populaire* qui expérimente, dans la lutte plus générale contre l'exploitation de l'homme par l'homme des formes d'action et d'organisation souvent reprises ou adaptées par les institutions prolétariennes. C'est pourquoi les conditions et les formes dans lesquelles s'est déroulée la révolution bourgeoise dans les différents pays n'ont pas été sans influence sur les aspects qu'ont pris les mouvements ouvriers ultérieurs. En ce domaine, le cas de la France est typique : « Pays où les luttes de classes ont été menées chaque fois, plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète... la lutte du prolétariat révolutionnaire contre la bourgeoisie régnante (y revêtit dès la naissance du mouvement ouvrier), des formes aiguës, inconnues ailleurs » (Engels, Préface à la 3e édition du 18 B, 1855; MEW, 21, 248-249).

Les composantes du mouvement ouvrier sont multiples tant au niveau des *formes de lutte* (pétitions, boycott, meetings, grèves, démonstrations de rues, publications de manifestes, insurrections) qu'au niveau des *organisations* (mutuelles, coopératives, cercles, organisations culturelles et éducatives, syndicats, ligues temporaires, conseils ou comités, partis). Selon les pays et les périodes, l'influence prépondérante d'un type d'action et d'une organisation varie en fonction des traditions historiques, des rapports de forces et de la prise de conscience de la classe ouvrière tout entière.

A partir du moment où la classe ouvrière existe *en soi*, c'est du niveau d'évolution de son mouvement que dépend toute initiative historique tendant à la transformation de la société par l'intervention indépendante des travailleurs.

En septembre 1864, lors de la création de la Ire Internationale, la démarche de Marx découlait de sa certitude qu'au meeting de fondation

de St Martin's Hall « Londres comme Paris étaient représentés par des *forces* véritables » (MEW, 31, 13). Et, dans sa lettre du 4 novembre 1864 à Engels il précisait encore : « Un nouvel essor du mouvement de la classe ouvrière s'annonce... (mais) il faudra du temps pour que le mouvement réveillé à nouveau rende possible l'ancienne audace de langage » (MEW, 13, 16).

A partir de là, au sein de l'Association internationale des Travailleurs, l'action militante de Marx s'est déployée, en fonction du degré de développement atteint par le mouvement ouvrier, à l'exclusion de tout volontarisme. Le 9 octobre 1866, il confiait à Kugelmann, après le Congrès de Genève, que le programme adopté avait été « limité à dessein aux points qui permettent un accord immédiat et une action concertée des travailleurs, (aux points) qui répondent d'une façon immédiate aux besoins de la lutte des classes et à la constitution des travailleurs en une classe et les stimulent ». Il précisait en outre que ces revendications préparées pour le Congrès de Genève avaient déjà été posées pour la plupart, en août 1866, « par le sûr instinct des travailleurs » au Congrès (des *trade unions*) de Baltimore (*L. à Kugelmann*, 9 oct. 1866, ES, 1971, p. 50-51).

Tous les efforts du Conseil général de l'AIT qu'il influençait peuvent, selon lui, se résumer en une lutte continuelle « contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui tentèrent toujours de se maintenir contre le mouvement réel de la classe ouvrière au sein de l'Internationale elle-même » (L. à Bolte, 23 nov. 1871). Car la Ire Internationale était à ses yeux l'organisme coordinateur du mouvement ouvrier dans toute sa diversité. Dans une interview publiée par le *World* de New York le 18 juillet 1871, il précisait que cette organisation n'était « nullement un gouvernement de la classe ouvrière, (mais) un lien (...) pas un pouvoir » (...) « Nos objectifs doivent nécessairement être assez vastes pour embrasser toutes les formes d'activité de la classe ouvrière. Leur donner un caractère particulier, c'eût été les adapter aux besoins d'une seule section, aux besoins des travailleurs d'une seule nation » (MEW, 17, 640-641). L'association « est un réseau de sociétés affiliées qui s'étend à l'ensemble du monde du travail. Dans chaque partie du monde se présente un aspect particulier du problème et les ouvriers s'y efforcent de l'aborder avec leurs propres moyens. Les ententes ouvrières ne peuvent être absolument identiques dans tous les détails à Newcastle et à Barcelone, à Londres et à Berlin » *(ibid.)* (...) « (Les classes travailleuses) doivent repenser tous leurs rapports avec les capitalistes et les propriétaires, et cela veut dire qu'elles doivent transformer la société. Voilà le but général de tout organisme ouvrier autant que je sache : ligues d'ouvriers et de paysans, syndicats et amicales, coopératives de vente et de production, tout cela n'est que moyen. La tâche de l'Internationale est d'entretenir une profonde solidarité entre toutes ces organisations » (*Le mouvement social*, nº 38, janv.-mars 1962, p. 10-11 ; MEW, 17, 642).

L'objectif final du mouvement ouvrier dont Marx évaluait avec réalisme les capacités n'en restait pas moins à ses yeux la conquête du pouvoir politique au moyen d'une organisation ayant atteint un degré élevé de développement et directement issue de ses luttes économiques. Ce passage de l'économique au politique ne pouvait s'opérer que par la pratique. C'est ce qu'il expliquait à Bolte le 23 novembre 1871 : « Tout mouvement dans lequel la classe ouvrière s'oppose aux classes dominantes en

tant que classe et cherche à les contraindre par pression de l'extérieur est un mouvement politique. Par exemple, la tentative de forcer les capitalistes, au moyen de grèves, dans telle ou telle usine ou branche d'industrie, à réduire le temps de travail est un mouvement purement économique; au contraire, le mouvement ayant pour but de faire édicter *une loi* des huit heures, etc., est un mouvement *politique*. Et c'est ainsi que partout les mouvements économiques isolés des ouvriers donnent naissance à un mouvement *politique*, c'est-à-dire à un mouvement *de la classe* pour réaliser ses intérêts sous une forme générale, une forme qui possède une force générale socialement contraignante. Si ces mouvements supposent une certaine organisation préalable, ils sont tout autant à leur tour des moyens de développer cette organisation. Là où la classe ouvrière n'est pas encore allée assez avant dans son organisation pour entreprendre une campagne décisive contre la force collective — c'est-à-dire la force politique des classes dominantes, elle doit en tout cas être éduquée en vue de cela par une agitation continue contre l'attitude hostile à notre égard qu'observent en politique les classes dominantes. Dans le cas contraire, elle reste aux mains de celles-là une balle à jouer ».

C'est dire que le mouvement ouvrier n'atteint son plein développement que lorsqu'il produit un parti politique dont l'influence sur l'ensemble des organisations constitutives est devenue déterminante. A l'époque de la IIe Internationale, le mouvement ouvrier allemand fit figure de modèle : un parti d'obédience marxiste se subordonnait les syndicats et dominait un ensemble impressionnant d'associations culturelles, sportives et coopératives. Par contre, en France se maintenait une franche division entre un « syndicalisme révolutionnaire » exclusiviste et un parti partagé en tendances diverses, en Belgique les mouvements politiques, coopératiste et syndicaliste s'étaient fédérés au sein d'un parti aux comportements confus, en Angleterre le mouvement ouvrier s'était doté tardivement d'un parti qui procédait du syndicalisme réformiste dominant et s'engluait dans une idéologie largement issue de la critique sociale chrétienne et de la démocratie radicale.

Au début du xxe siècle, l'affaissement idéologique de la social-démocratie allemande, les progrès de l'opportunisme au sein de la IIe Internationale qui n'avait pas su discerner avec le passage à l'impérialisme à la fin de la période de développement « pacifique » du capitalisme aboutirent à la faillite de 1914, à « l'union sacrée » de la bourgeoisie et du prolétariat, à l'abandon de toute perspective révolutionnaire au nom de la « défense nationale ».

La constitution, en mars 1919, d'un *mouvement communiste* fut la réponse révolutionnaire à la situation créée par la décomposition de la IIe Internationale.

A la suite de la Révolution d'Octobre qui ouvrit une période de conflits violents et d'insurrections à l'échelle mondiale, Lénine pouvait dire en clôturant le Ier Congrès de l'Internationale communiste : « La victoire de la révolution prolétarienne est assurée dans le monde entier : la constitution de la République soviétique internationale est en marche. »

C'est la perspective de cette révolution mondiale imminente et la nécessité de « généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière (en débarrassant) le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme » (manifeste *Aux prolétaires du monde entier*,

mars 1919) qui amenèrent les fondateurs à concevoir la nouvelle organisation comme un parti communiste mondial, comme la direction suprême du mouvement révolutionnaire à l'échelle internationale.

Les partis communistes, sections de l'Internationale communiste (Komintern) devenaient partout le pivot du mouvement ouvrier. La lutte des classes, proclamait la résolution votée au IIe Congrès de l'IC (juillet 1920), exige « la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, coopératives, comités d'usines, enseignement, élections, etc.). Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un parti politique. Se refuser à le créer et à l'affermir, se refuser à s'y soumettre équivaut à répudier le commandement unique du prolétariat agissant sur des points différents... Avant-garde organisée de la classe ouvrière, le Parti communiste répond également aux besoins économiques, politiques et spirituels de la classe ouvrière tout entière. Il doit être l'âme des syndicats et des Soviets ainsi que de toutes les autres formes d'organisation prolétariennes ».

En application de ces orientations, l'IC développa de nombreuses filiales destinées à couvrir les différents aspects du mouvement ouvrier : l'*Internationale communiste des jeunes* fondée dès l'automne 1919, le *Secrétariat féminin international* confié à Clara Zetkin, le *Profintern* ou *Internationale syndicale rouge* dirigé par Lozovski (Ier Congrès du 3 au 19 juillet 1921), le *Secours rouge* créé en 1922 et même le *Krestintern*, internationale paysanne mise en place en octobre 1923 et présidée par Marius Vazeilles.

Cette centralisation du mouvement communiste qui oriente dans le même sens toutes ses composantes permet de dégager facilement les grandes phases de son histoire construites autour de quelques grands objectifs : lutte anti-coloniale, bolchevisation, défense de l'URSS et, selon les fluctuations de la conjoncture, lutte classe contre classe ou tactique des fronts populaires.

L'influence déterminante du Parti communiste soviétique sur l'ensemble du mouvement ainsi centralisé ne fut pas sans conséquences lorsque Staline et ses partisans établirent leur domination sur le PC(*b*) d'URSS. La discipline rigoureuse imposée par les statuts joua alors en faveur d'une « stalinisation » du mouvement et d'une soumission inconditionnelle aux directives soviétiques.

Sa dissolution, sur proposition du présidium du Comité exécutif, le 15 mai 1943 fut prononcée le 3 juin 1943. Cette décision se fondait officiellement sur la constatation que la centralisation devenait de plus en plus difficile en temps de guerre alors que la diversification des voies historiques de développement du mouvement ouvrier s'accentuait et que la croissance et la maturité des PC la rendaient moins nécessaire. Il faut aussi souligner combien cette décision facilitait les relations de l'URSS avec les Etats capitalistes au sein de la coalition anti-hitlérienne.

L'existence d'un mouvement communiste reposa, à partir de ce moment, sur une cohésion morale et idéologique encore étayée par la fidélité à l'Union soviétique et aux Etats de démocratie populaire créés ultérieurement. Pendant la guerre froide, la création d'un Bureau d'Information des PC, *le Kominform*, eut pour objectif de renforcer cette cohésion sans pour autant remettre en place l'appareil de l'IC. L'opinion du PCUS continuait à prévaloir dans tous les domaines. La crise du système des Etats socialistes génératrice de désaccords idéologiques profonds, de vives

contradictions entre les objectifs politiques à court terme des Etats et les aspirations fondamentales du mouvement, la complexité et la diversification des problèmes à l'échelle mondiale rendent de plus en plus aléatoire cette cohésion, surtout après les révélations du XXe Congrès du PCUS.

Le mouvement communiste en mettant au premier plan la recherche des voies nationales d'accès au socialisme n'a pas abouti à un accord unanime sur les formes nouvelles de ses relations au plan international.

▶ CORRÉLATS. — Internationales, Kominform, Léninisme, Parti, Syndicats.

M. M.

Moyens de production

Al : *Produktionsmittel.* — An : *Means of production.* — R : *Sredstva proizvodstva.*

Si les moyens de production peuvent acquérir cette autonomie qui est la leur dans le capitalisme, c'est aussi parce qu'ils n'ont jamais été simplement des ustensiles tout *disponibles* pour la volonté de s'approprier la matière. Déterminants de la manière de produire — du travail comme maniement de l'instrument —, ils déterminent par suite leurs utilisateurs, autant que ceux-ci leur forme, selon les fins de la production.

« Milieu entre le travail vivant et le matériau à travailler » (*Grund.*, ES, II, 170-171; Dietz, 570-571), l'instrument de production est davantage qu'une extension du corps du travailleur, il est « le conducteur effectif du travail » (*Grund.*, ES, I, 239; Dietz, 208). Qu'il s'agisse d' « instruments naturels », tels que l'eau et le champ cultivé (IA, ES, 79; MEW, 3, 65), ou d' « instruments créés par la civilisation », l'individu est également subordonné à ces *objets* dont la disposition ne se prête qu'à des opérations bien définies, *exige*, pourrait-on dire, une façon d'opérer qui leur soit conforme. C'est en tous les sens du terme, donc, que les moyens de production *médiatisent* l'activité subjective sur la matière.

Que l'on considère maintenant le rapport des moyens de production au produit, et il apparaîtra qu'ils ne sont pas, là non plus, un élément neutre. Certes, produire, c'est *consommer* « les moyens de production que l'on emploie, qui s'usent, et qui se dissolvent en partie (comme par exemple lors de la combustion) dans les éléments de l'univers » (Introduction à la critique de l'économie politique, in *Cont.*, ES, 155; MEW, 13, 622). Mais, en épuisant de la sorte la valeur des moyens de production, le travail, loin de l'anéantir, la transmet au produit, dans lequel elle sera ainsi conservée comme une empreinte (K., ES, I, 1, 199-206; MEW, 23, 214-222) : un instrument de travail usé n'est qu'un instrument dont « la valeur s'est transmise tout entière au produit » (K., I, 1, 202; MEW, 23, 218). Marx insiste longuement sur cet aspect conservateur du travail, que Hegel avait déjà souligné (cf. notamment *Grund.*, I, 302-324; Dietz, 267-290).

Enfin, l'avènement de toute force productive nouvelle ayant « pour conséquence un nouveau perfectionnement de la division du travail » (IA, ES, 46; MEW, 3, 22), l'évolution des moyens de production détermine aussi l'évolution du mode de propriété et, par conséquent la forme des rapports sociaux et politiques; leur ultime effet étant les individus et leurs idées (IA, 46-50, 70, 80-90; MEW, 3, 21-26, 38-39, 50-61). C'est ainsi que l'histoire de l'homme et des sociétés apparaît, comme sédimentée, par les moyens de travail, lesquels ne sont donc « pas seulement les gradimètres

du développement de la force de travail humaine, ils indiquent encore les rapports sociaux dans lesquels le travail se fait » (K., MEW, 23, 195; ES, I, 1, 182-183).

Suivant en cela une logique commune, chez Marx, à toutes choses créées (rapports sociaux ou Etat, par exemple), les moyens de production ne progressent qu'en prenant de l'indépendance vis-à-vis de leurs créateurs. Le capitalisme est le moment où s'achève ce devenir-autonome, celui où le rapport de ces puissances à ceux qui d'abord les utilisaient se trouve inversé.

Car, en régime de concurrence, c'est une condition de survie que de « révolutionner constamment les instruments de production » (MPC, ES, éd. bil., 41); la machine apparaît alors comme le moyen providentiel de diminuer le coût de la production. Mais, sitôt son emploi généralisé, le nouvel instrument ne profite plus à personne — ici, tout ce qui échoit au domaine public cesse de servir les intérêts particuliers, est périmé —, et, pour que le prix des marchandises ne tombe pas au-dessous des frais de leur production, il faut donc toujours acquérir des machines à meilleur rendement, plus automatisées, de façon à produire davantage *dans le même temps* (TSC). Autrement dit, ce n'est pas en perfectionnant les instruments de production qu'on diminue le temps de travail; ce qu'on diminue ainsi, c'est le temps de *travail nécessaire* seulement, et ce, *pour* augmenter d'autant le surtravail, temps durant lequel seront produit le surcroît de marchandises et compensé l'investissement en ces machines, de plus en plus coûteuses. C'est, en premier lieu, dans le souci du propriétaire des moyens de production de préserver ses gains envers et contre tous ses concurrents, qu'il faut chercher l'origine d'une telle modernisation (*Grund.*, II, 311-324; Dietz, 704-717).

Cette nécessité de mobiliser toutes les forces productives fait de la machinerie « la forme la plus adéquate du *capital fixe* » (les moyens de production, instruments de travail et matériaux, étant répartis, dans le *capital constant*, respectivement en *capital fixe* et en *capital circulant*) (K., II, 2, 49-51; MEW, 24, 394-397), et ce capital fixe apparaît lui-même « comme la *forme la plus adéquate du capital en général* » (*Grund.*, II, 186; Dietz, 586), accumulation, *capitalisation* qu'il est de l'habileté et du savoir — de la science elle-même, mise en service comme technologie (K4, ES, I, 457; MEW, 26, 1, 366).

Mais le machinisme, c'est aussi la mécanisation du travail — du *travail vivant*, celui de l'ouvrier —, la réduction de celui-ci à une activité de surveillance et de régulation de la machine (*Grund.*, II, 184; Dietz, 584). Inversion : c'est à l'ouvrier désormais de régler ses gestes sur les mouvements de la machine; ce n'est plus le travailleur qui utilise les moyens de production, « ce sont eux au contraire qui emploient le travailleur » (K., MEW, 23, 329; ES, I, 1, 304). La machine accomplit elle-même les différents moments de l'*élaboration* du produit; ils sont matérialisés en ses rouages, inscrits comme un texte en ses articulations. La machine est du *travail objectivé* (*Grund.*, II, 185; Dietz, 585).

Du travail objectivé et donc *capitalisable* — ce n'est qu'en devenant « une puissance autonome face au travail », dit Marx, que les moyens de production ont pu *devenir* du capital (K 4, I, 477; MEW, 26, I, 384). « Les moyens de production ne sont donc pas plus capital en vertu de leur nature que la force de travail humaine ne l'est elle-même. Ils ne

prennent ce caractère social spécifique que dans des conditions déterminées, qui se dégagent dans le cours de l'histoire » (K., II, 1, 38-39; MEW, 24, 43). Et il faut toute cette ignorance qu'entretient l'idéologue bourgeois de l'histoire des formes économiques pour assimiler, ainsi qu'il le fait, toute possession d'un instrument de travail à du capital avant la lettre (à ce compte, pourvu qu'il possède un arc et des flèches, « n'importe quel sauvage est un capitaliste ») (*Grund.*, II, 81; Dietz, 485). Cependant, la tendance corollaire à personnifier le *capital productif* en le capitaliste lui-même, n'est qu'une inversion de ce *fétichisme* décrit dans le livre I du *Capital*, qui confère aux marchandises le pouvoir du travail social qu'elles représentent (K 4, I, 456; MEW, 26, I, 365). De par sa tendance à concentrer les moyens de production (MPC, 45; K., I, 2, 18-23; MEW, 23, 343-350), c'est bien plutôt une configuration matérielle que semble prendre le capitalisme, dans les agglomérations de forces productives.

• BIBLIOGRAPHIE. — MARX-ENGELS, IA, 46-50 (MEW, 3, 21-26), 63-64 (34-35), 70 (38-39), 80-90 (50-61), 97-98 (70-72), 101-104 (66-69); MPH, 53; MPC, éd. bil., 41-49, 53, 55, 85-87; ISC, 38-40, 57; *Grund.*, I, 102-103, 111-117, 155-157, 162-164, 170, 222, 237-241, 248-249, 302, 315, 317-327, 436-437; *Grund.*, II, 13-14, 81-82, 84-85, 170-171, 182-197, 213-215, 228-229, 253-256, 263-266, 310-313, 317, 319-324; *Cont.*, 155 (MEW, 13, 622); K., I, 1, 182-183 (MEW, 23, 195-196), 199-206 (214-222), 304 (328-329); K., I, 2, 18 (MEW, 23, 343-344), 21-23 (348-350); K., I, 3, 63-65 (MEW, 23, 650-652); K., II, 1, 28-39 (MEW, 24, 32-43), 53 (61), 75 (85-86), 77-78 (87-88), 109 (121-122), 112 (124-125), 149 (162), 171 (185), 181-182 (196-197), 188 (204-205), 208-209 (228); K., II, 2, 49-51 (MEW, 24, 394-397), 76 (422-423), 89 (436-437), 142-143 (491-493); K., III, 1, 48-50 (MEW, 25, 34-38), 64-65 (55-56), 100 (91-92), 102-105 (93-97), 109-110 (101-103), 191-192 (185-186), 232 (228-229), 266 (264), 268 (265-266); K., III, 2, 50 (MEW, 25, 398-399), 102 (452-453), 105 (455-456), 256 (610); K., III, 3, 186 (MEW, 25, 815-816), 193 (823), 202-203 (832-833), 214-215 (844-845).

▶ CORRÉLATS. — Forces productives, Formation économique et sociale, Machines, Mode de production, Producteur/Productif, Production, Rapports sociaux, Reproduction des rapports sociaux.

J.-Y. L. B.

Multinationales

All : *Multinationale Konzerne (Multis).* — An : *Multinational corporations.* — R : *Mul'tinacional'nye monopoly.*

Définition. — Les firmes multinationales (FMN par la suite) sont l'expression la plus récente d'un fait multinational qui leur est largement antérieur. On date généralement du début des années 60 le développement des FMN américaines et du milieu de la même décennie, celui des FMN japonaises et européennes, alors que le type oligopolistique de concurrence et les contraintes de l'impérialisme avaient provoqué depuis plus longtemps un mouvement d'internationalisation du capital sous d'autres formes (investissements directs à l'étranger par exemple). Les FMN apparaissent donc comme une forme spécifique d'internationalisation, au triple niveau de leur définition, de leurs modalités et de leurs stratégies.

Au sens le plus étroit, les FMN sont des firmes cosmopolites, sans nationalité majoritaire, agglomérats de capitaux de nationalités différentes, qui transcendent les frontières des Etats-nations et inaugurent, par leurs structures et leurs stratégies, un mouvement de mondialisation. De telles firmes, véritablement a-nationales, sont très peu nombreuses. Beaucoup plus

nombreuses, par contre, sont les FMN au sens de firmes nationales, possédant ou contrôlant des filiales de commercialisation et/ou de production à l'étranger. Dans ce dernier cas, les FMN gardent une base nationale, qui reste une dimension importante dans la hiérarchisation des systèmes productifs nationaux qu'opère le phénomène d'internationalisation de la production et des échanges.

La multinationalisation des firmes prend plusieurs formes (cf. C. A. Michalet, in *Les Cahiers français*) :

— la production à l'étranger, par l'entremise des filiales-relais, qui représentent alors la forme moderne de l'exportation ;
— l'éclatement entre plusieurs pays de la production d'un même bien (ou d'une même ligne de biens), dont les différents éléments sont produits dans les filiales-ateliers, spécialisées dans la fourniture d'un segment de la ligne de produits, et localisées dans plusieurs pays ;
— le développement des FMN financières et de services, spécialisées dans l'ingénierie, le conseil, le financement, la sous-traitance, etc., d'activités productives pluri-nationales.

C'est ici qu'on rencontre un autre aspect de la multinationalisation, reflet de celui de la production et des échanges, mais aussi distinct de lui : la multinationalisation des banques.

La multinationalisation des banques, phénomène sensible depuis 1965 environ, se réfère également au réseau de filiales possédées ou contrôlées hors du pays d'origine. Prolongement logique de l'internationalisation de la production, ce phénomène tient aussi au développement des relations de plus en plus étroites entre entreprises industrielles et entreprises financières (ou banques) qui conjuguent leurs logiques de fonctionnement dans la formation de groupes financiers internationaux. Ceux-ci sont le résultat de deux types de stratégies : la création par les FMN de banques qui leur soient propres et les prises de participation par les banques dans les FMN.

De même que les FMN engendrent un processus de mondialisation de l'économie qui, dans sa nature, s'oppose à l'économie internationale, même si elles ne font pas que nier les disparités nationales, mais contribuent aussi à les reproduire, parce qu'elles s'en servent, les banques multinationales, par leurs pratiques monétaires, font naître un système monétaire international privé, avec tendance à une circulation privée des capitaux à l'échelle mondiale.

• BIBLIOGRAPHIE. — W. ANDREFF, *Profits et structures du capitalisme mondial*, Calmann-Lévy, 1976 ; H. CLAUDE, *Les multinationales et l'impérialisme*, Paris, ES, 1978 ; Les multinationales, *Les Cahiers français*, mars-avril 1979, n° 190 ; C. PALLOIX, *L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales*, Maspero, 1975 ; M. RAINELLI, *La multinationalisation des firmes*, Economica, 1979.

▶ CORRÉLATS. — Banque, Capitalisme, Crise, Impérialisme, Monopoles.

L. C.

Mutuellisme

Al : *Mutualismus*. — An : *Mutualism*. — R : *Mutualizm*.

Proudhon qui rejette l'action politique dont il craint les effets pervers et résorbe le politique dans l'économique et le social mise sur le mutuellisme pour assurer l'affranchissement des travailleurs et instaurer des rapports

économiques d'un type nouveau fondés sur l'égalité et la coopération. La coopération et le crédit, l'assurance, l'assistance et l'enseignement mutuel doivent en effet, selon lui, permettre aux petits producteurs de gérer par eux-mêmes leur production et leur destinée et de sauvegarder leur existence.

Le mouvement ouvrier français du Second Empire adhère d'autant mieux à ces thèses que les sociétés mutuelles sont alors l'unique (et faible) moyen dont dispose la classe ouvrière pour s'organiser légalement et s'assurer de la protection sociale que le libéralisme interdit à l'Etat de dispenser. La délégation française que dirige Tolain défend en conséquence l'idée d'une émancipation ouvrière par la généralisation du mutuellisme devant le Congrès de l'AIT, réuni à Genève en 1866, et fait triompher ses positions. Des positions bientôt mises à mal par la nouvelle conjoncture économique et politique française et par le combat engagé par Marx à leur encontre. Le Congrès de Bruxelles (1868) reconnaît la nécessité des coopératives ouvrières mais les insère désormais dans une perspective socialiste.

Les thèses mutuellistes connaissent un regain de faveur dans le mouvement ouvrier français renaissant des ruines de la Commune, mais sont écartées au profit des thèses collectivistes lors du Congrès de Marseille (1879). La lenteur relative de l'industrialisation française, le maintien d'une structure économique où petits producteurs et artisans jouent un rôle encore important et la nature d'un Etat qui se présente davantage comme une machine de domination que comme l'instrument de la classe dominante leur assure toutefois une certaine pérennité dans la classe ouvrière, mais également chez les républicains opportunistes et surtout radicaux qui voient en elles un contre-feu possible au mouvement révolutionnaire renaissant. Elles marquent suffisamment l'anarcho-syndicalisme pour que la Charte d'Amiens s'en fasse — de manière certes affaiblie — l'écho et, par le solidarisme de Léon Bourgeois, se transmettent à la pensée radicale.

• BIBLIOGRAPHIE. — W. ABENDROTH, *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, Paris, Maspero, 1967; J. DROZ *et al.*, *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, t. I, 1977; *La Ire internationale*, colloque du 16 au 18 novembre 1964, Paris, CNRS, 1968; J. MONTREUIL, *Histoire du mouvement ouvrier en France*, Paris, Aubier, 1946; PROUDHON, *De la capacité politique des classes ouvrières*, Paris, 1924.

▶ CORRÉLATS. — Anarcho-syndicalisme, Collectivisme, Coopération, Internationale(s), Proudhonisme, Syndicats.

D. T.

Mysticisme

Al : *Mystizismus*. — An : *Mysticism*. — R : *Misticizm*.

Le substantif « mysticisme » et l'adjectif « mystique » sont chez Marx au centre d'une riche constellation sémantique, provenant du langage religieux, où se rencontrent des termes tels que : mystère *(Mysterium)*, mystification *(Mystifikation)*, mythologie *(Mythologie)*, fantaisie *(Phantasie)*, secret *(Geheimnis)*, hiéroglyphe *(Hieroglyphe)*, fantastique *(fantastische)*, énigmatique *(rätselhaft)*, fétichisme *(Fetischismus)*, voile *(Schleier)*, etc.; auxquels s'adjoignent les retournement *(Umkehren/Umwälzung)*, inversion *(Verkehrung)*, tête à l'envers *(auf den Kopf)*, imagi-

nation *(Einbildung)*, illusion *(Illusion)*, apparence *(Schein)*, forme *(Form)* et autres trucs *(Kunststücke)*.

Cette terminologie supporte une triple exposition :

1) celle de la critique de la philosophie hégélienne, notamment *Critique du droit politique hégélien* (MEW, 1 ; trad. Baraquin, ES, 1975) ;
2) celle de la critique de la philosophie spéculative, en particulier celle de Stirner, dans *L'idéologie allemande*, où dominent les métaphores religieuses ;
3) celle du fétichisme de la marchandise dans *Le Capital*.

▶ CORRÉLATS. — Egalité, Fétichisme, Hégélianisme, Idéalisme, Religion, Renversement, Spéculation.

G. L.

N

Nation / Nationalité

Al : *Nation*/*Nationalität*. — An : *Nation*/*Nationality*. — R : *Nácija*/*Nacional'nost'*.

Définitions. — Marx, Engels, Lénine emploient ces termes selon l'usage commun de leur époque, avec les flottements de sens habituel, sans chercher à en faire des termes techniques affectés d'une définition précise, désignant des concepts bien délimités. De même, les termes connexes de « peuple » (Al : *Volk*; An : *people*; R : *národ*), de « population » ou « peuplade » (Al : *Völkerschaft*; An : *population*; R : *naródnost'*), etc., qui prennent, d'ailleurs, également, des sens légèrement différents selon les langues.

La nation. — Les premiers essais d'un tel effort de précision dans le mouvement marxiste sont faits par les théoriciens sociaux-démocrates de l'Empire austro-hongrois, à partir des discussions sur le problème des nationalités, dans cet Etat pluri-ethnique, qui accompagnent et suivent le Congrès du Parti à Brünn (Brno) en septembre 1899. Karl Renner revient plusieurs fois sur la question à partir de 1899. Sa définition finale, rédigée en 1936-1937, voit dans les nations « des masses humaines qui se distinguent dans l'espace [...], qui émergent grâce à une histoire, une langue, une culture particulières, qui acquièrent progressivement un pouvoir parallèle ou opposé à d'autres, qui usent de ce pouvoir pour s'affirmer comme des unités de volonté et d'action » (*Die Nation : Mythos und Wirklichkeit*, Wien, éd. par J. Hannak, 1964, p. 27 et s.).

Otto Bauer propose en 1907 de définir la nation comme « l'ensemble des hommes liés en une communauté de caractère par une communauté de destin » (*Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Wien, 1907; 2e éd., Wien, 1924, p. 135). Sa définition est inséparable de sa conception du « caractère national », phénomène essentiel, relatif et changeant d'ailleurs (p. 3 et s.), « histoire solidifiée » (p. 135), qui résulte de l'histoire commune, de l'évolution au sein d'une communauté des modes et des relations de travail (p. 138).

Karl Kautsky, contre Renner et Bauer, défend sa conception de la nation, définie essentiellement comme une communauté de langue (Nationalität und Internationalität, *Neue Zeit, Ergänzungshefte*, n° 1, 18 janv. 1908; *Die Befreiung der Nationen*, Stuttgart, Dietz, 1917).

Staline étudie en 1913 les thèses de Renner, Bauer et Kautsky. Il

rédige, sur la commande de Lénine, un gros article dont celui-ci fut, après coup, médiocrement satisfait (du moins en ce qui concerne sa partie théorique). Il parut sous le titre « La question nationale et la social-démocratie » dans la revue bolchevique *Prosveščenie* (nos 3, 4, 5, 1913), puis en brochure sous le titre *La question nationale et le marxisme* (Saint-Pétersbourg, 1914) et fut souvent réédité sous le titre *Le marxisme et la question nationale*, à part et (depuis 1934) comme premier élément d'un recueil de textes du même auteur. Pour Staline, « la nation est une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit en une communauté de culture » (trad. franç., Staline, *Œuvres*, II, ES, 1954, p. 264).

Cette définition est adoptée, à l'époque stalinienne, par le mouvement et les Etats communistes comme la seule définition « scientifique » de la nation. Après la mort de Staline, les savants et théoriciens soviétiques ont essayé de l'assouplir et de l'adapter. Voir par exemple le projet de définition soumis en mai 1965 par P. M. Rogatchev et M. A. Sverdline à une réunion de discussion critique organisée sous les auspices de la revue *Voprosy istorii* (1966, nos 1 et 2; trad. allemande abrégée dans *Sowjetwissenschaft, Gesellschaftswissenschaftliche Beiträge*, Berlin, 1966, H. 6, p. 652-671).

Avant la nation moderne. — Staline attribue impérativement et exclusivement le développement de la formation globale qu'il appelle la nation à « l'époque du capitalisme ascendant ». Les auteurs qui le précèdent ont implicitement la même attitude, mais appellent pourtant parfois « nation » des formations antérieures (cf. par exemple « La nation française du Sud, *vulgo* provençale » chez Marx en 1848 : MEW, 5, 354 et s., trad. *La Nouvelle Gazette rhénane*, I, Paris, ES, 1963, 430 et s.). Bauer appelle « nation » ou « communauté nationale » l'ethnie germanique « originelle » (*op. cit.*, p. 27 et s.).

Le problème de la terminologie ne se pose nettement que lorsque Engels envisage, sur le modèle de L. H. Morgan (*Ancient Society*, 1877, trad. franç., *La société archaïque*, Anthropos, 1971), une périodisation par stades successifs dans l'évolution de l'humanité à partir d'une préhistoire reconstituée, entre autres dans celle de l'organisation politico-sociale (*government*). Au-delà des confédérations de tribus, il hésite à suivre Morgan qui appelle « nations » des fusions de tribus en Grèce ou à Rome à l'époque archaïque. Il préfère employer « peuple » (que Morgan utilise aussi comme synonyme secondaire, *Der Ursprung der Familie*, 1884, éd. Berlin, 1955, 109, 163; trad. *Orfa.*, 103, 150). Dans ses brouillons sur l'évolution européenne médiévale, il parle plutôt de « nationalités » qui « se développent pour devenir des nations », formant des Etats nationaux au XVe siècle (La décadence de la féodalité..., MEW, 21, 392-401; trad. *ap.*, AD, ES, 1950, 469-479; comp. *Ursprung* 155, trad. *Orfa.*, 143). Il suit ainsi un glissement général du sens du mot « nationalité » au XIXe siècle.

Pour ces formations globales dépassant la dimension et la structure des clans, tribus et confédérations de tribus, au stade des structures de classes précapitalistes, les théoriciens soviétiques ont généralisé le terme de *narodnost'*, traduit par *Völkerschaft* en allemand, *nationality* en anglais. Ces formations sont caractérisées par un nom et un territoire propres, une langue commune (malgré la conservation des dialectes tribaux). Les liens économiques internes restent faibles (à la différence du cas de la nation)

ainsi que les éléments d'une structure psychique et d'une culture communes (cf. par exemple *Istoričeskij materializm*, A. D. Makarov, G. V. Terjaev et E. N. Tchesnokov éd., Moscou, 1963, p. 156 et s.).

Remarques. — Les définitions de la nation et de la nationalité ne sont, dans le mouvement marxiste, que des éléments d'une réflexion théorique que stimulent surtout des préoccupations stratégiques.

L'orientation stratégique fondamentale a été la constitution d'un mouvement prolétarien révolutionnaire, à l'échelle internationale, au sein du monde capitaliste européen. En fonction de cet objectif qui avait la priorité absolue, les dirigeants marxistes devaient fixer leur attitude envers les luttes entre Etats nationaux (ou Empires pluri-ethniques) constitués, envers les revendications nationalistes des minorités allogènes au sein de ces Etats ou Empires (pour l'autonomie ou l'indépendance, pour des droits politiques ou au moins culturels au niveau de la nationalité), plus tard envers les revendications des peuples soumis dans les Empires coloniaux. Il fallait aussi déterminer des options sur l'organisation des Partis marxistes dans les Etats pluri-ethniques (parti centralisé ou fédération de groupements autonomes correspondant aux diverses nationalités).

Sur tous ces points, des visions différentes se sont affrontées. Les fondateurs ont opté pour de grandes nations-Etats capitalistes, à organisation libérale, où la croissance du prolétariat pourrait frayer la voie à la révolution socialiste. Cette option était liée à la valorisation de l'évolution capitaliste comme étape décisive dans le progrès global de l'humanité. Elle se combinait avec une idéologie internationaliste, méfiante envers les préoccupations nationalistes, celles-ci ne s'exprimant éventuellement que de façon subreptice et détournée. Pour Marx et Engels notamment, toute revendication nationale doit être subordonnée à l'objectif de la révolution prolétarienne, donc à l'intégration capitaliste dans le cadre politique optimum qui prépare celle-ci, fût-ce par la violence militaire et la répression. Mais aussi l'existence d'une population subordonnée peut entraver le développement capitaliste de la métropole (Irlande). Cette évolution à finalité révolutionnaire ne pouvant se dérouler qu'en Europe, il faut regarder avec satisfaction la soumission des peuples coloniaux au système capitaliste européen, même si on doit compatir à leurs souffrances et dénoncer les violences qu'ils subissent, comme élément de la dénonciation générale des violences par lesquelles le capitalisme prépare inconsciemment la victoire de ses fossoyeurs.

Plus tard, chez les stratèges marxistes des Etats pluri-ethniques, se fait jour l'idée de favoriser, d'utiliser et de justifier les revendications nationales des peuples qui y sont soumis à l'ethnie dominante pour abattre, en concordance avec le mouvement social prolétarien, le pouvoir (bourgeois ou pré-bourgeois) de ces Etats. Cette option est favorisée par la prise de parti pour le soutien des opprimés en général qui est un des éléments de l'idéologie socialiste et anarchiste, ainsi que par la pression des masses des ethnies soumises. Elle se heurte aux continuateurs de l'optique marxienne stricte, avec des essais de conciliation. La discussion au sein de la IIe Internationale sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, notamment la fameuse polémique entre Rosa Luxemburg et Lénine, repose fondamentalement sur cet affrontement entre les deux visions et les priorités stratégiques qu'elles suggèrent respectivement (cf. Lénine, *Notes critiques*

sur la question nationale, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, etc.).

Dans l'Internationale communiste, la vision internationaliste est utilisée pour fonder la priorité absolue accordée à la défense du bastion socialiste soviétique enfin établi. Mais la vigueur des sentiments nationalistes au sein des masses, la nécessité de concurrencer les puissants mouvements qui les canalisent dans un sens réactionnaire, poussent à concéder à ces sentiments une grande part de validité (surtout dans les périodes de front unique avec des éléments petits-bourgeois et bourgeois), à les utiliser pour la mobilisation des masses dans le mouvement.

De même, la politique internationale du mouvement et des Etats communistes soutient et cherche à canaliser de plus en plus les luttes nationalistes des peuples coloniaux en révolte. Après la décolonisation, la légitimité des indépendances acquises étant reconnue, les nouveaux Etats et les mouvements nationaux qui peuvent contester ceux-ci sont appuyés ou combattus selon leur position stratégique. Quelle que soit la structure interne des Etats, ils peuvent être soutenus au nom de la lutte contre la structure impérialiste capitaliste mondiale, éventuellement même contre les efforts internes de contestation sociale ou les revendications des ethnies subordonnées.

Dans l'Etat, puis les Etats communistes, une certaine satisfaction est accordée aux sentiments nationaux par une organisation concédant divers degrés d'autonomie aux nationalités et permettant le développement (surveillé) des cultures nationales. Ces mesures sont toujours combinées avec la priorité absolue accordée au pouvoir de l'Etat et du Parti communiste centralisés. De façon masquée, la prédominance d'une ethnie (l'ethnie grand-russe en URSS) est sauvegardée. Dans les Etats communistes devenus nombreux, les sentiments nationaux animent, à travers la médiation des groupes dirigeants qui y sont intéressés, des pressions pour l'autonomie de décision maxima à l'échelle internationale, contre les efforts faits pour réduire cette autonomie au nom de l'unité anti-impérialiste nécessaire et de l'internationalisme prolétarien.

L'analyse théorique s'est toujours branchée sur ces préoccupations stratégiques, mais elle a souvent obéi aussi à des intérêts scientifiques et représenté un acquis de type sociologique qui dépassait la stratégie. Ainsi l'intérêt de Marx pour la formation et la structure de l'Etat-nation capitaliste (on peut dégager de ses analyses les éléments d'une théorie de ce « monde des nations »), l'intérêt de Marx et d'Engels, exprimé dans les derniers brouillons et œuvres de ce dernier, pour l'évolution des formations globales de type ethnico-national depuis la préhistoire (analyse prolongée par les savants et théoriciens soviétiques), l'intérêt de Bauer, Staline et autres pour les problèmes politiques et culturels des minorités nationales a aussi débouché sur des analyses intéressantes. De même, les études menées sous l'impulsion des marxistes nationalisants, dans les partis communistes ou marxisants, à partir de l'analyse du développement des ethnies et nations locales.

• BIBLIOGRAPHIE. — S. F. BLOOM, *The World of Nations, a study of the national implications in the work of Karl Marx*, New York, Columbia University Press, 1941; D. BOERSNER, *The Bolcheviks and the National and Colonial Question*, Genève, Droz, et Paris, Minard, 1957; G. HAUPT, M. LOWY et Cl. WEILL, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914, études et textes*, Maspero, 1974; M. RODINSON, Le marxisme et la nation, *L'Homme et la Société*,

n° 7, janvier-mars 1968, p. 131-149; ID., Nation et idéologie, *Encyclopaedia Universalis*, XI, 1971, p. 571-575.

▶ CORRÉLATS. — Austro-marxisme, Colonialisme, Colonisation, Communauté, Guerre, Impérialisme, Luxemburgisme, Nationalisme, Sionisme.

M. R.

Nationalisation(s)

Al : *Nationalisierung(en), Verstaatlichung(en).* — An : *Nationalisation(s).* — R : *Nacionalizacija(ii).*

La nationalisation est le transfert (violent ou légalisé) de la propriété d'un actif des mains d'un propriétaire privé à celles de la collectivité, par Etat interposé. Si, de privée, la propriété devient étatique c'est parce que l'Etat, en tant que représentant de la nation, apparaît comme le seul titulaire désignable concrètement de la propriété sociale. Les nationalisations des moyens de production et de financement effectivement opérées sont présentées, selon les cas, soit comme l'amorce d'un processus plus profond de transformation des rapports de production (transition au socialisme), soit comme un mode meilleur de gestion d'un potentiel, au sein des mêmes rapports de production (démocratisation du capitalisme et justice sociale).

L'histoire du terme nationalisation rend compte de cette pluralité de sens. Le mot nationaliser est employé pour la première fois par C. Pecqueur en 1842. Socialiste utopique, il appartient à ce courant qui, avec Louis Blanc, pense que l'intervention de l'Etat est, en elle-même, une victoire sur l'anarchie libérale, et demande dans son programme la nationalisation du sol, des industries, des banques et du commerce, afin que l'Etat les gère dans l'intérêt du peuple tout entier. La finalité de ces nationalisations n'est pas très claire : elles semblent se suffire à elles-mêmes et l'Etat changer de nature en même temps qu'il devient le seul gestionnaire du capital national. Issu de cette filiation non marxiste, le socialisme de Jaurès, s'il prône exclusivement le « collectivisme » par le biais de nationalisations généralisées, présente celles-ci, là encore, comme des moyens quasi automatiques d'y parvenir : les nationalisations, comme négations de la propriété privée, seraient également la négation de toute propriété, puisque la propriété collective est la propriété de tous, donc de personne en particulier. Et l'Etat, en devenant le seul capitaliste, deviendrait aussi socialiste.

C'est contre cette équation simpliste nationalisations/étatisation = moyens de lutte anticapitaliste, donc de passage au socialisme, que se sont élevés Marx et Engels (K., ES, I, 3, p. 203 et s.; MEW, 25, 198 et s.; F. Engels, AD, ES, p. 316 à 321; MEW, 20, 258-264), en montrant notamment :

— que des formes de plus en plus socialisées de propriété pouvaient être appelées par les modalités capitalistes elles-mêmes de développement des forces productives, et que leur dépassement exigeait l'expropriation des anciens expropriateurs;
— que l'étatisation n'était qu'un premier pas dans une perspective de transition non automatique au socialisme.

A partir de la première guerre mondiale, la notion de nationalisation élargit encore son contenu. De moyen de lutte anticapitaliste et d'instru-

ment — parmi d'autres — de passage au socialisme, les nationalisations sont, en outre, revendiquées comme moyen de rendre à la nation en tant que telle des ressources qui lui appartiendraient par nature et dont elle aurait été dépouillée par quelques usurpateurs. C'est l'idée de service public qui commence à poindre dans le programme de la CGT de 1918, et dans celui de la SFIO de Léon Blum, idée qui reste aujourd'hui très présente dans le nationalisme de certains pays en voie de développement, soucieux de retrouver des richesses dont le colonialisme les a spoliés. De nos jours, le mot *nationalisations* renvoie à la fois au jugement sur des expériences concrètes et à l'appréciation d'un programme visant à une certaine maîtrise sociale de la production et de sa disposition, s'inscrivant ou non, selon les cas, dans un processus de transformation des rapports de production.

Les expériences de nationalisations effectuées dans les pays capitalistes développés — à la faveur de conjonctures politiques globalement favorables aux partis de gauche — se situent généralement dans une perspective de simple aménagement des principes de fonctionnement capitaliste. Les nationalisations, nécessitées par le degré de socialisation de la production dans certaines branches, ou leur caractère stratégique, ou l'idée de service public, ont concerné principalement les secteurs dont le poids spécifique pouvait faire craindre la constitution de féodalités privées, et ceux dont l'activité apparaissait vitale pour la nation, pour des raisons économiques ou sociales. Un double souci de contrôle et de service public a donc animé l'Etat. Dans aucun de ces cas, et quelles qu'aient été les intentions de leurs auteurs, n'ont été jetées, sauf de manière très localisée et temporaire, les bases plus précises d'un prolongement quelconque de cet aménagement, qui s'est borné à la constitution d'une propriété de l'Etat. Par contre, un débat théorique important s'est noué autour de la signification à donner à la propriété étatique dans un régime capitaliste, et autour des conditions supplémentaires à remplir pour que cette propriété étatique devienne l'amorce effective d'un processus de réappropriation sociale, dans une perspective de transition au socialisme. Enrichi par l'examen critique des pratiques des pays socialistes, où les nationalisations étaient prononcées explicitement dans ce but, ce débat peut être restitué à travers les nombreuses questions qu'il pose.

Quelle signification peut-on donner tout d'abord à la propriété étatique de nombre de moyens de production et de financement dans un pays capitaliste ? Négations de la propriété privée dans les secteurs concernés, les nationalisations ne constituent pas pour autant la négation de toute propriété, puisque celle-ci devient étatique. On est donc renvoyé, pour toute appréciation, à l'élucidation préalable de deux points :

— la nature de classe du nouveau propriétaire;
— son influence sur la nature de la propriété : le changement de propriétaire change-t-il la nature des rapports afférents à la propriété ?

Le changement de la forme de propriété s'apprécie en fonction de la nature du nouveau propriétaire. S'il est clair que la nature de classe de l'Etat capitaliste n'est pas transformée par la mise en œuvre d'un programme de nationalisations (ce qui rejaillit sur leur contenu réel), il ne l'est pas moins que l'Etat ouvrier des pays socialistes ne peut créer, par le seul biais de la centralisation entre ses mains des principaux moyens de produc-

tion, des rapports socialistes de production. Ceci résulte de la séparation qui subsiste, tout au long de la transition :

— entre les travailleurs et les moyens de production. Propriété étatique n'est pas propriété socialiste des producteurs immédiats (Marx, *Gloses*) ;
— entre l'Etat et les producteurs directs. Même si l'Etat se déclare « celui du prolétariat organisé en classe dominante » (Marx-Engels, MPC), la séparation subsiste aussi longtemps que la capacité de disposer des moyens de production et des résultats du travail reste exercée par une figure extérieure aux collectifs de travailleurs, à savoir l'entreprise.

D'autre part, en posant comme acquis que le transfert de propriété n'est que la forme minimale de la propriété sociale que la nationalisation s'efforce d'instaurer, il reste à s'interroger sur la nature de la propriété étatique et dans quelle mesure elle est, en tant que propriété, affectée par le changement de titulaire. La question est ici de savoir de quelles transformations supplémentaires la propriété étatique doit-elle s'accompagner pour que cesse l'exploitation capitaliste en même temps que la propriété capitaliste, lorsque les producteurs deviennent des salariés de l'Etat. Pour que le rapport salarial change de contenu, que le procès de travail se transforme et que la force de travail perde son aspect de marchandise, il faut préciser l'ensemble des déterminations théoriques, concrètes et institutionnelles de l'Etat ouvrier, qui sont loin d'être toutes épuisées dans l'invocation générale de la lutte des classes.

• BIBLIOGRAPHIE. — C. BETTELHEIM, *Calcul économique et formes de propriété*, Paris, Maspero, 1970; C. BETTELHEIM et P. M. SWEEZY, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Maspero, 1972 (Petite Collection); *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, Paris, ES, 1971, 2 volumes, t. 2, chap. X; V. LÉNINE, *L'Etat et la Révolution*, in O., t. 25.

▶ CORRÉLATS. — Capitalisme d'Etat, Capitalisme monopoliste d'Etat, Démocratie avancée, Etatisation, Lassallisme, Planification, Propriété privée, Rapports sociaux, Socialisation.

L. C.

Nationalisme

Al : *Nationalismus*. — An : *Nationalism*. — R : *Nacionalizm*.

Le terme n'appartient pas au marxisme originel, si ce n'est par le biais de la dénonciation par Marx (et Engels) du romantisme ou du mysticisme national à l'adresse du nationalisme slave en 1848 dans *La Nouvelle Gazette rhénane*; puis en critique de Bakounine et de Mazzini; et même plus tard en se moquant du nationalisme français de son gendre Lafargue. C'est que Marx ne se détermine qu'exceptionnellement sur la question nationale : en arrière-plan mais avec constance pour l'unité allemande et en faveur de la Pologne, cette nation partagée (« Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre », 1847, 1863), et plus encore de l'Irlande. Dans ce dernier cas soutenu avec passion (et plus encore par Engels), le nationalisme (mouvement Fenian) en gagnant l'adhésion populaire et ouvrière apparaissait même comme devenant un populisme socialisant. Se fondant sur l'analyse de classes et subordonnant les enjeux nationaux à la stratégie du mouvement ouvrier révolutionnaire, Marx et Engels en un grand effort de rationalisation refusent de se laisser gagner par le sentimentalisme national ou nationalitaire qui triomphe dans

l'Europe du XIXe siècle. Au reste s'il peut y avoir une théorie marxiste de la nation comme collectivité politique ou forme communautaire contemporaine dans la succession historique des formations sociales, il n'existe pas de fondement théorique d'une doctrine nationaliste; le nationalisme est une idéologie et un complexe de sentiments dont l'argumentation est répétitive et dont les constructions sont le plus souvent de l'ordre de l'imaginaire (à commencer par les reconstructions historiques).

Les risques de dévoiement du mouvement ouvrier ou d'obnubilation de la conscience de classe ont été perçus par Marx et Engels sur l'ensemble de la classe ouvrière anglaise qui adopte l'idéologie nationale de sa bourgeoisie face aux ouvriers immigrés irlandais et en opposition à la lutte d'indépendance de l'Irlande : c'est un premier cas d'incompréhension de la question nationale et coloniale par un mouvement ouvrier métropolitain hostile au nationalisme des pays dominés par effet de son propre nationalisme de pays dominant. A la fin du XIXe siècle, Engels sent bien, en particulier pour la classe ouvrière allemande, toute la difficulté d'aller à contre-courant de l'entraînement nationaliste, et parle de concession y compris sur la question des crédits de guerre, pour que le parti ne perde pas le bénéfice de ses progrès et ses chances de succès. Cette hésitation d'Engels servira à couvrir le vote des crédits de guerre en 1914. La quasi-totalité des syndicats et des partis ouvriers ont cédé à l'Union sacrée. La critique du nationalisme ne restait plus le fait que de l'extrême-gauche radicale (groupe de Brême, Strasser en Autriche-Hongrie, Rosa Luxemburg, etc.), de tendances ou de courants étroits dans les partis européens, et des bolcheviks. Le bolchevisme et Lénine maintenaient la primauté de l'intérêt de classe et du parti, portant le rejet du nationalisme jusqu'au défaitisme révolutionnaire, du moins momentanément en 1917; en tout cas, refusant les abandons nationalistes des partis de la IIe Internationale.

En réalité, la stratégie qui s'appuiera sur la théorie de l'impérialisme comme système de dépendance opposant les puissances impérialistes, plus qu'entre elles, aux pays dominés colonisés et semi-colonisés, opère à partir de 1912 une distinction entre le nationalisme justifié par le préalable de la libération nationale démocratique, celui des nations opprimées, et le nationalisme des Etats dominants qui oblitère l'action du mouvement ouvrier et le conduit à une complicité impérialiste. Cette différenciation qui préside à la formation de la IIIe Internationale ne cessera d'être affirmée par Lénine prenant fait et cause sur ce qu'on appelle alors la question d'Orient, pour le soutien des mouvements de libération nationale. Il renoncera même à limiter leurs perspectives à la phase démocratique petite-bourgeoise pour les considérer comme des « mouvements nationaux révolutionnaires » (IIe Congrès de l'IC), c'est-à-dire permettant, par mobilisation des masses paupérisées, de passer de la révolution nationale à une révolution sociale éventuellement socialiste, à la condition cependant de maintenir l'action autonome et prééminente des partis communistes.

Si cette position sur la question nationale et coloniale, comme l'on dit en une formule unique dans la IIIe Internationale jusqu'en 1935, permet aux partis communistes des pays dominés, fût-ce avec des vicissitudes tragiques (cf. PC de Chine et Kouo Min Tang) de conjoindre marxisme et nationalisme, elle place les PC occidentaux généralement à contre-courant du nationalisme ancien-combattant qui domine idéologiquement après guerre (sauf partiellement le PC d'Allemagne qui partage avec les natio-

nalistes allemands la dénonciation du traité de Versailles). Les partis communistes sont voués à l' « action anti » : antimilitariste, anticoloniale, éventuellement anticléricale, mais de toute façon perçue comme antinationaliste, qu'assument le plus souvent les mouvements de Jeunesses communistes. Aussi sont-ils marginalisés et enclins au sectarisme qui s'accuse encore dans la troisième période (1928-1933) de l'Internationale communiste, dénonçant le social-chauvinisme et social-impérialisme des partis sociaux-démocrates et socialistes (ligne classe contre classe), à l'heure où les mouvements fascistes prétendent accaparer le patriotisme.

En ce porte-à-faux par transposition du bolchevisme et par activisme insurrectionnel qui ferme toute possibilité révolutionnaire et même toute chance d'implantation de masse dans les sociétés civiles complexes des pays capitalistes développés, seuls quelques rares efforts théoriques essayent de mettre en avant des voies nationales au socialisme, par-delà les solutions dirigistes ou planistes que préconisent des tendances et partis socialistes ou travaillistes. C'est le cas contrarié par les rapports de force internationaux de l'austro-marxisme; c'est une part de la recherche de l'Ecole de Francfort en prolongement des analyses des idéologies fascistes, antisémites, nationalistes; c'est enfin la quête solitaire d'Antonio Gramsci reprenant l'histoire de la Révolution française et du Risorgimento italien, suggérant que c'est au mouvement ouvrier d'achever la construction nationale, et mettant en valeur que société politique et société civile, comme la culture, se définissent et s'exercent sur la base de sociétés ou formations nationales.

Le grand tournant stratégique de l'Internationale communiste en 1935 (qui, en arrière-fond, repose sur le renversement stalinien de la politique soviétique qui fait de l'URSS, l'héritière de l'Empire russe et reprend le cours du nationalisme russe) met fin pour l'essentiel à la coupure nationale du communisme en Europe, à travers la pratique des fronts populaires susceptibles même de se transformer en fronts nationaux. En se référant à *Marxisme et question nationale* de Staline, certaines élaborations, comme en France celle d'Henri Lefebvre dans *Le nationalisme contre les nations* (1937), s'emploient même à donner des justifications théoriques à cette reconnaissance de la communauté nationale. Le nationalisme est trompeur tant que la nation demeure une collectivité formelle qui masque la prépondérance de la grande bourgeoisie, tant qu'elle ne repose pas sur la plénitude démocratique. C'est l'élargissement de la société politique au peuple tout entier et l'accomplissement populaire de la culture nationale — ce qui est très proche des thèses d'Otto Bauer au début du siècle — qui assurent sur une base nationale les chances de la démocratie face au fascisme et éventuellement le passage au socialisme. C'est là, sans être totalement explicite, la conception de la démocratie populaire et de la voie nationale au socialisme, qui servira plus qu'elle ne sera approfondie après la seconde guerre mondiale.

Les partis communistes ne peuvent se déclarer nationalistes car cette terminologie appartient à la droite, mais ils pratiquent une réactivation des références et symboles nationaux, reprennent les traditions nationalistes (jacobinisme en France) et tout particulièrement la tradition étatique et territoriale; quand ils ne célèbrent pas le « génie » national ou la mission civilisatrice de leur Etat-nation. Ils puisent dans la restitution nationaliste de chacune des histoires et dans l'histoire nationale du mouvement ouvrier, une légitimité qui les réintègre dans la vie politique des Etats dont la constitution n'est plus mise en question (fin du soutien aux mouvements

autonomistes minoritaires ou régionalistes). L'antifascisme, ou plus exactement la guerre patriotique ou la résistance amalgament en un nationalisme communiste ce double patriotisme, celui de la cause à travers le parti et l'URSS, et celui de sa propre nation. Ce nationalisme étatique que redouble le centralisme de parti est gros des divergences dans le mouvement communiste européen, qui s'ajoutent aux réactions et susceptibilités nationales des partis liés au mouvement de libération des pays colonisés ou dominés, en poussant chaque parti vers une orientation politique nationale, voire à l'autonomisme. La rupture est consommée par le mouvement communiste yougoslave derrière Tito (1948). La dénonciation du titisme par le Kominform, qui va jusqu'au procès des communistes accusés de « déviation nationaliste », produit un refoulement du nationalisme dans le mouvement communiste pendant la période de guerre froide. Depuis le XXe Congrès du PC de l'URSS (1956), les contradictions réapparaissent avec force tant avec le communisme chinois dans le Tiers Monde qu'avec les PC des pays capitalistes développés (polycentrisme, eurocommunisme). Comme les PC se sont trouvés inégalement engagés en nationalisme depuis 1934-1936, suivant leur période de croissance, leurs bases sociales et leurs capacités intellectuelles, ils se tiennent aujourd'hui inégalement dégagés tant de la fidélité à l'URSS que du patriotisme de légitimation.

L'argument de classe donné par les justifications communistes à ce ralliement nationaliste est celui de la trahison de la bourgeoisie, et suivant l'expérience de la lutte antifasciste, ce serait à la classe ouvrière d'assumer la défense et l'intérêt national jusqu'à la réalisation nationale du socialisme. Le risque est alors de confusion sur l'intérêt national et par voie de conséquence de concession à une politique de puissance comme il est apparu pour les PC métropolitains en matière coloniale, et comme il apparaît dans la longue involution soviétique repliant l'intérêt de la révolution socialiste sur l'intérêt d'Etat de l'URSS. Cette ambiguïté est d'autant plus forte, présentement, que les Etats nationaux anciennement constitués en Europe capitaliste, entrent en crise des relations sociales ou communautaires par le dépérissement de la fonction nationale qui est culturelle et politique, la déperdition des pratiques démocratiques tandis qu'il y a renforcement de l'Etat et des dépendances transnationales. Les partis communistes et les partis socialistes attachés au centralisme étatique sont pris de court, en leur conception nationaliste héritée de la seconde guerre mondiale, devant les mouvements jeunes, minoritaires ou régionalistes, culturels, qui ne se situent plus sur le plan national et sont généralement a-nationalistes. D'autre part, le nationalisme communiste ou socialiste demeure ou devient même dans les nouveaux Etats du Tiers-Monde, et peut-être plus encore dans les Etats qui se réclament du socialisme, idéologie d'Etat en forme de socialisme national ou de doctrine de l'Etat du peuple tout entier : trois questions de fond au moins se reposent alors aux marxistes devant cette perdurée de l'idéologie nationale, soit sa perfusion dans le mouvement socialiste lui-même au nom d'une orthodoxie marxiste qui est sans fondement.

S'impose d'abord le renouvellement de l'analyse des mouvements idéologiques de longue durée et des faits de conscience et de culture : l'idéologie nationale après les idéologies religieuses, qui reposent sur des formations collectives et des modes de relation et de reproduction sociale qui ne répondent pas à l'hypothèse du reflet idéologique des seuls faits de

classe; les phénomènes de conscience politique, qui ne relèvent pas de la simplification de la formation de la conscience de classe suivant le passage de la classe en soi à la classe pour soi.

A l'évidence est remise en question la notion de dépérissement de l'Etat. Plutôt c'est l'étude de l'Etat, à commencer par celle de l'Etat national, négligée dans le grand œuvre libre-échangiste qu'est *Le Capital*, qui est à reprendre, pour cerner les transformations de ses fonctions non seulement économiques (monopolisme d'Etat), mais idéologiques (usage du nationalisme), et qui est toujours susceptible d'être porteur de rapports de puissance et de violence comme le montrent les rivalités et affrontements entre pays de régme dit socialiste (notion d'intérêt national et d'intérêt d'Etat socialiste).

C'est enfin l'internationalisme ocialiste qui est à redéfinir non pas abstraitement par la vertu d'un prolétariat universel, ni non plus peut-être en fonction de la nationalité et des relations entre Etats-nations (le caractère transitoire de la nation apparaît fût-ce avec retard sur les prévisions du *Manifeste*) mais face au développement même de l'impérialisme, donc comme pratique révolutionnaire anti-impérialiste, libérée du nationalisme.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Histoire générale du socialisme*, sous la direction de Jacques DROZ, Paris, PUF, en particulier t. IV sur le communisme européen et soviétique; *Storia del Marxismo*, Turin, Einaudi, t. II (1979), sur marxisme et question nationale. — Pour l'analyse du nationalisme, revue *Pluriel-Débat*, depuis 1975, Paris, Editions de L'Harmattan.

▶ CORRÉLATS. — Austro-marxisme, Francfort (Ecole de), Front, Impérialisme, Internationalisme, Jacobinisme, Nation.

R. G.

Nationalité (Politique soviétique des nationalités)

Al : *Nationalität (Sowjetische Nationalitätenpolitik)*. — An : *Nationality (Politics of nationalities)*. — R : *Nacional'nost (Nacional'naja politika)*.

Les contradictions nationales tiennent une grande place dans l'effondrement de l'Empire russe « prison des peuples ». Elles permettent la victoire des bolcheviks en octobre et pendant la guerre civile. Soutenir les minorités allogènes n'est pas pour les bolcheviks seulement la reconnaissance de leur rôle dans la dissolution de l'Ancien Régime : la libération nationale des peuples, les droits des nationalités sont des impératifs stratégiques et une condition nécessaire du développement du socialisme. La *Déclaration des Droits des Peuples de Russie* de novembre 1917 stipule la totale égalité des droits de toutes les nationalités y compris celui de l'autodétermination et de la séparation. Ainsi, le pouvoir soviétique accepte l'indépendance de la Finlande et de la Pologne. Les autres nationalités s'associeront librement à la Russie soviétique en conservant leur autonomie.

Cependant, dès la guerre civile, la centralisation l'emporte sur les autonomies locales et nationales, d'autant que les partis communistes nationaux sont placés sous le contrôle du PC(b)R qui refuse, par exemple, la création d'un parti communiste musulman indépendant. En 1921-1922, les crises géorgiennes, les débats sur la constitution de l'URSS, illustrent la réalité nouvelle. Lénine s'efforce de combattre les effets négatifs de cette tendance, critique la politique géorgienne de Staline, commissaire du peuple aux nationalités (qualifié de« Géorgien brutal argousin grand-russe»)

et déclare : « L'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite « grande » doit-(il) consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie » (o., 36, p. 621). Après sa disparition (1924), le soutien aux minorités nationales reste un axe essentiel, tout particulièrement en direction de leur alphabétisation et du développement culturel dans la langue nationale. Avant 1917, sur 152 nationalités ou ethnies, 30 seulement disposent d'alphabets; en 1932, les ressortissants de 102 nationalités (dont 64 avec alphabets latins) écrivent et publient dans leur langue maternelle.

Mais, sur le plan politique, la création des différentes républiques soviétiques est agencée de façon à éviter l'apparition d'un grand pôle capable de rivaliser avec la RSFSR (telle la République de Turan, état national turc, exigée par les sultangaliévistes).

Dès 1930, le parti oppose symétriquement chauvinisme russe et « nationalisme bourgeois » local, et les deux « déviations » sont condamnées par le XVIe Congrès. En 1934, le XVIIe Congrès préconise la lutte contre le seul nationalisme ukrainien. Désormais, priorité est donnée à l'unité de l'URSS. Fait symptomatique, en 1938, l'enseignement du russe devient obligatoire dans toute l'Union et, dans les langues des minorités, l'alphabet latin fait place au cyrillique. Les années de guerre connaissent la déportation massive des minorités suspectées de sympathie pour l'envahisseur hitlérien (Allemands de la Volga, Karatchais, Kalmouks, Tchetchènes, Ingouches, Tatars de Crimée). Après la victoire, la répression, moins systématique, frappe les nationalismes balte et ukrainien et, à partir de 1948, la campagne contre le « cosmopolitisme » prend une dimension antisémite. Ce n'est que lors du XXe Congrès du PCUS (1956) que Khrouchtchev dénonce vigoureusement les crimes de Staline contre les nationalités et exige un retour aux principes léninistes.

La situation actuelle des nationalités en URSS procède d'un processus historique contradictoire où s'affrontent l'héritage de la Révolution prolétarienne et nationale de 1917 et la pérennité de l'hégémonie de la Russie sur l'ensemble de l'Union. Les nationalités bénéficient des conquêtes révolutionnaires, d'un fantastique essor culturel et économique, mais supportent les manifestations du leadership des Russes : contrôle de la direction politique du parti et des institutions soviétiques, nouvelles limitations de la pratique des langues nationales (cf. les événements de Géorgie d'avril 1978), etc. L'URSS n'est ni une « prison des peuples », ni cet « empire éclaté » qu'espèrent certains; elles n'est pas pour autant une « communauté de peuples frères ».

• BIBLIOGRAPHIE. — Académie des Sciences de l'URSS, L'Union soviétique, communauté des peuples frères, 1922-1972, in *Sciences sociales aujourd'hui*, Moscou, 1972; Serge AFANASYAN, *L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique, 1917-1923*, Paris, L'Harmattan, 1981 ; H. BARBUSSE, *Voici ce qu'on a fait de la Géorgie*, Paris, Flammarion, 1929; A. BENNIGSEN et Ch. QUELQUEJAY, *Les mouvements nationaux chez les Musulmans de Russie. Le « sultangalievisme » au Tatarstan*, Paris-La Haye, Mouton & Co., 1960; ID., *L'Islam en Union soviétique*, Paris, Payot, 1968; ID., *The Evolution of the Muslim Nationalities of the URSS and their linguistic problems*, London, Central Asian Research Center, 1961; D. BOERSNER, *The Bolsheviks and the National and Colonial Question*, Genève, Droz, 1957; E. H. CARR, *A History of Soviet Russia*, 14 vol., London, Macmillan, 1978;

H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, *Réforme et Révolution chez les Musulmans de l'Empire russe, Bukhara, 1867-1927*, Paris, A. Colin, 1966; ID., *L'empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978; R. CONQUEST, *The Nation Killers. Soviet deportation of Nationalities*, London, 1970; H. DESBROUSSES, P. VILAR, B. PELOILLE, *Introduction à l'œuvre théorique de Staline* (présentation et choix de textes), Paris, Ed. Norman Béthune, 1979; I. DEUTSCHER, *La révolution russe et le problème juif*, conférence publiée dans A. LÉON, *La conception matérialiste de la question juive*, édition revue et présentée par M. RODINSON, Paris, EDI, 1968; DIMANSTEIN, *Revoljucija i Natsional'nji Vopros*, t. 3, Moscou, 1930; M. FERRO, *La Révolution de 1917*, 2 vol., Paris, Aubier, 1967 et 1976; J.-M. GAYMAN, Lutte de classes et guerre des langues en URSS, *in* F. GADET, J.-M. GAYMAN, Y. MIGNOT, E. ROUDINESCO, *Les maîtres de la langue* avec des textes de MARR, STALINE, POLIVANOV, Paris, Maspero, 1979; E. GLYN LEWIS, *Multilingualism in the Soviet Union. Aspects of Language Policy and its Implementation*, The Hague-Paris, Mouton, 1972; F. GOLOCHTCHEKIN, *Partymoe stroitel'stvo v Kazakhstane* (Sbornik statey), Moscou, 1930; Internationale communiste, *Ier Congrès des Peuples de l'Orient, Bakou, 1920*, réédition en fac-similé, Paris, Maspero, 1971; S. KOSSIOR, *La politique nationale soviétique en Ukraine*, Paris, Bureau d'Editions, 1934; V. I. KOZLOV, *Natsional'nosti SSSR*, Moscou, 1975; V. I. LÉNINE, O., et *Le mouvement de libération nationale des peuples d'Orient* (recueil de textes), Editions en langues étrangères, Moscou; M. LEWIN, *Le dernier combat de Lénine*, Paris, Ed. de Minuit, 1967; B. PILNIAK, *La VIIe République. Le Tadjikstan*, Paris, Rieder, 1931; R. PIPES, *The formation of the Soviet Union. Communism and Nationalism*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1964; M. RODINSON, Problématique des rapports entre l'Islam et le communisme, *Correspondance d'Orient*, n° 5, Bruxelles, 1961; L. RUBINSTEIN, *V Bor'be za leninskuju natsional'nuju politiku*, Kazan, 1930; Ch. STABER, *L'Asie centrale soviétique et le Kazakhstan*, Paris, ESI, 1939; J. V. STALINE, *Le marxisme et la question nationale et coloniale* (recueil de textes), Paris, ES, 1950; M. S. SULTAN GALIEV, Social'naja revoljucija i Vostok, in *Zizn' Nacional'nostej* (revue du Narkomnac), n°s 38, 39, 42, Moscou, 1919; Ronald G. SUNY, *The Baku Commune, 1917-1918. Class and Nationality in the Russian Revolution*, Princeton University Press, 1972.

▶ CORRÉLATS. — Autonomie, Austro-marxisme, Bolchevisme, Bund, Colonialisme, Impérialisme, Internationalisme, Menchevisme, Nation, Nationalisme, Sionisme, Soviet, Stalinisme.

J.-M. G.

Nature

Al : *Natur.* — An : *Nature.* — R : *Natura.*

On relèvera du terme les acceptions principales suivantes qui correspondent à l'évolution des problématiques dans lesquelles le concept se trouve inséré :

1 / Nature d'un objet ou d'un être en général, et plus particulièrement « nature humaine »; dans ce sens, nature et essence *(Wesen)* se disent de même intention.

2 / La nature comme sphère de l'existant, le monde matériel dans tout son volume, totalité de l'objectif.

3 / Le monde naturel en ses procès matériels, spécifié en « forces naturelles ».

4 / La nature en son contenu en tant que réunion des puissances humaines et non humaines où se joue le rôle décisif du concept de « forces productives ». Et il y a lieu alors de distinguer nature et matière, la ou les matières étant alors le mode d'assimilation d'une nature brute en vue d'une fin (K., I, 1, 180; MEW, 23, 192).

A tracer à grands traits l'histoire philosophique du concept, on trouverait que « nature » se dit avant tout de la force productrice indépendante, ce que connote la *phusis* grecque. La philosophie de la nature s'est

voulue philosophie de la réconciliation, domestication spéculative de l'altérité dès lors que la nature est le lieu d'une cohérence spécifique, paradigme à retrouver. C'est en cet état de dichotomie à résoudre que la question se présente à Marx et qu'elle est pensée par lui. Seulement, le hiatus entre le naturel et l'humain est un produit de l'histoire et non plus un présupposé dont il faudrait surmonter la contradiction à la manière spéculative. « Pour autant que l'idée se pose comme unité absolue du concept pur et de sa réalité et ainsi coïncide avec l'immédiateté de l'être, elle est, en tant que totalité dans cette forme-Nature » (Hegel, *Science de la logique*, t. V, 2e partie, sect. III, ch. II, « L'idée absolue »). La nature, l'être, le réel en général est la pensée réalisée et aliénée *(entäussert)*. Fausse continuité de la pensée à l'être qui refuse l'antériorité de la nature, où la nature n'est que « l'aliénation de l'Idée absolue, pour ainsi dire une dégradation de l'idée, où elle n'existe somme toute que grâce à la condescendance de l'idée « (Engels, LF, ES, *Et. phil.*, 23; MEW, 21, 272). Au sens hégélien nous serions les créateurs de la nature pour ce qui ne serait qu'un de la créer et de la penser. L'Idée est « démiurge de la réalité, laquelle n'est que la forme phénoménale de l'Idée » (Marx, K., I, 1, 29; MEW, 23, 27). De plus, la nature ainsi conçue n'est susceptible d'aucun développement temporel, mais seulement d'un déploiement spatial qui la condamne au cycle palingénésique, à l'éternel retour du même.

Entre-temps, Feuerbach a rendu raison de la disjonction Homme/Nature en montrant qu'il s'agissait d'une des figures de l'idéalisme postulant le primat de la pensée sur l'être : « ... l'essence de la réalité est la nature (au sens le plus universel du mot) » (Critique de la philosophie de Hegel, in *Manifestes philosophiques*, PUF, 56,); « La philosophie nouvelle fait de l'homme joint à la nature (comme base de l'homme) l'objet unique et suprême de la philosophie » (La philosophie de l'avenir, *ibid.*, 197). De cette liaison entre l'homme et la nature, et qui passe d'abord par l'identité d'essence, Marx se souviendra dans les M 44 : « La nature, *i.e.* la nature qui n'est pas elle-même le corps humain, est le corps inorganique de l'homme » (ES, 62; *Erg.*, I, 5, 6). L'homme est d'abord et indissolublement partie de la nature et ce métabolisme primitif se redouble dans le processus de préservation de son être : la constante relation de l'homme avec la nature n'est que la relation avec lui-même ou — ce qui est tout un — de la nature avec elle-même, avec la nature qui se sépare d'elle-même. L'élaboration du monde objectif conforte encore l'unité essentielle : « L'homme se contemple lui-même dans un monde qu'il a créé... La nature apparaît comme *son* œuvre et sa réalité » (M 44, 64; 517). Si par cette élaboration on entend « l'industrie » (*ibid.*, 95; 543), alors il faut dire qu'elle est la manifestation « exotérique » de l'identité par où l'on saisit « l'essence humaine de la nature ou l'essence naturelle de l'homme » *(ibid.)*.

C'est sur le terrain d'une osmose originelle que se situaient les M 44. Seulement, cette unité se donne à voir comme perdue, la nature comme paradigme perdu et « l'essence humaine de la nature n'existe que pour l'homme social » (*ibid.*, 89; 537), entendons que c'est par et dans la société vraie, ayant aboli positivement la propriété privée que se scelleront les retrouvailles de l'homme et de la nature. A la double connexion originelle, essentielle, avec la nature correspond symétriquement un mouvement duel de déréalisation qui est perte de l'essence et de l'identité.

D'une part, le travail aliéné aliène à l'homme la nature et, d'autre part, il exclut l'être de son corps inorganique, la nature, en lui arrachant ce qui faisait sa spécificité, *i.e.* l'objet de sa production. C'est par là que le communisme est réconciliation, téléologie du retour à l'unité, il sera « naturalisme accompli de l'homme » *(ibid.)*, « vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'homme » (*ibid.*, 87; 536).

De la problématique anthropologiste des M 44, nous trouverons un écho dans les *Grundrisse*, en particulier dans la reprise de la notion de nature comme « corps inorganique de l'homme » (*Grund.*, I, 413, 425, 426, 428; Dietz Verlag, Berlin, 1974, 377, 388, 389, 391). Seulement, l'unité avec la nature n'est plus pensée comme « essentielle », elle est inversement préhistorique et correspond aux conditions primitives de la production. C'est qu'entre-temps Marx et Engels ont aperçu, dans *L'idéologie allemande*, que le rapport immédiat de l'homme avec la nature se nouait autour de la notion de forces productives (déjà entrevue dans MPh), renvoyant toute *Naturphilosophie* au domaine du spéculatif. Au point de départ de la réflexion renouvelée de l'IA, on trouvera à nouveau l'affirmation d'une identité première de l'homme et de la nature (ES., 79; MEW, 3, 65). Mais le lieu de cette unité est totalement déplacé : « L'homme se trouve toujours en face d'une nature qui est historique et d'une histoire qui est naturelle » (89; 59). C'est de l'omission symptomatique de ce rapport que naît la dichotomie métaphysique Histoire/Nature (84; 54). Marx et Engels ne cesseront d'affirmer que cette unité passe d'abord par la connexion organique. L'homme reste en sa spécificité même un être naturel et « le processus de la pensée émane lui-même des conditions de vie, et est lui-même un procès de la nature (Lettre de Marx à Kugelmann, 11 juillet 1868, *Lettres sur Le Capital*, ES, 230)... Il y a déjà une histoire naturelle de l'homme qu'esquisse l'IA, une histoire des « stades » (29-30) de la conscience qui se mesure au rapport entretenu avec la nature, qui est l'histoire même de l'humanité s'extirpant de la conscience « grégaire..., moutonnière, tribale » (29). Mais il y a plus encore une nature qui est historique, au double sens où la nature est à la fois un complexe de processus et que c'est sur le procès de travail que repose l'unité matérialiste de l'humain et du naturel. Seule l'histoire fait advenir la nature à l'être et une force naturelle n'est rien si elle n'est productive. Ainsi la nature d'avant l'homme, la nature livrée à la pure extériorité (« puissance foncièrement étrangère, toute-puissante et inattaquable », IA, 79; MEW, 3, 65) n'est-elle qu'un être de raison. C'est à partir du faible développement économique de la période préhistorique qu'il faut comprendre que des représentations fausses de la nature se sont développées : les religions de la nature sont à la fois et dialectiquement causes et conséquences de l'état embryonnaire des forces productives (cf. Lettre de Engels à Conrad Schmidt du 27 octobre 1890, LCAP, ES, 370), et la « lutte » de l'homme contre la nature se résout en un développement de ces forces « sur une base adéquate » (IA, 89; MEW, 3, 59).

Si l'appropriation de la nature et de ses forces relève d'une problématique anté-historique, il reste à assigner à la fin de l'unité de l'humain et du naturel un lieu précis. En l'état préhistorique, en effet, l'homme est « accessoire organique du terroir » (*Grund.*, I, 428, ES; 391), appendice naturel où les conditions de production sont naturelles, *i.e.* où elles sont

siennes. La nature y est le « corps inorganique » (*ibid.*, I, 426; 389) de l'homme en tant que ce corps lui appartient et le sujet travaillant y est lui-même « la nature inorganique en tant que sujet » (*ibid.*, I, 425; 388). L'individu y considère les conditions objectives du travail comme « la nature inorganique de sa subjectivité » et « la condition objective principale du travail n'apparaît pas elle-même comme *produit* du travail, mais se présente déjà là comme *nature* » (*ibid.*, I, 422; 385). Ce qui caractérise les conditions naturelles, *i.e.* préhistoriques, du travail, c'est l'immédiateté de l'appartenance : le présupposé de la nature est repris en soi par l'homme, la nature inorganique est « le corps de la subjectivité » (*ibid.*, I, 413). En deçà de l'histoire, l'homme « ... joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle » (K., I, 1, 180; MEW, 23, 192), l'homme y « ... convertit ainsi des choses extérieures en organes de sa propre activité... » (*ibid.*, 182; 194). Mais en ce seuil s'arrête la relation naturelle à la nature : dès lors qu'il y a transformation de la nature, il y a procès de production, *i.e.* rapports déterminés entre les producteurs, rapports sociaux qui délimitent, à leur tour, leur action sur la nature (TSC), rapports par où démystifier une prétendue « nature » humaine. Il faut donc évacuer le problème de l'origine comme faux problème, renvoyer au domaine de la mystification idéologique le retour à la plénitude originelle et y substituer l'histoire de la séparation de l'homme d'avec la nature, produire la genèse de ce divorce comme nécessaire et produit d'un procès : « Ce n'est pas l'*unité* des hommes vivants et actifs avec les conditions naturelles, inorganiques de leur métabolisme *(Stoffwechsel)* avec la nature ni, par conséquent, leur appropriation de la nature, qui demande à être expliquée ou qui est le résultat d'un procès historique, mais la séparation entre ces conditions inorganiques de l'existence humaine et cette existence active, séparation qui n'a été posée comme séparation totale que dans le rapport du travail salarié et du capital » (*Grund.*, I, 426; 389). L'écart et l'altérité sont à élucider, tant il est vrai qu'il n'y a d'histoire que de la déhiscence de l'humain et du naturel, éloignement du producteur d'avec ses conditions objectives naturelles de production : la nature. C'est encore plus la notion même de « forces naturelles », *i.e.* d'autonomie de la nature qui se trouve invalidée. Avec l'apparition du capital, la nature cesse d'être reconnue comme une puissance pour soi (*Grund.*, I, 349; 313), elle devient « pur objet pour l'homme, une pure affaire d'utilité » *(ibid.)*. Et quand bien même le discours scientifique semblerait réhabiliter l'indépendance de la nature à travers l'élucidation de ses lois de fonctionnement autonome, il ne s'agirait encore là que d'une « ruse visant à la soumettre aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production » *(ibid.)*. La connaissance théorique de la nature est « appropriation de la nature par l'intelligence » (*Grund.*, II, 263; 660), procès de travail et procès de connaissance tendent conjointement à la maîtrise réelle de la nature. La domination de l'homme sur la nature est un présupposé du développement de la production capitaliste (K., I, 2, 187; MEW, 23, 536) : le retour à l' « unité essentielle » auquel appelaient les M 44 se trouve invalidé au profit de la genèse de la dépossession. En ce sens l'histoire peut être lue comme l'épaississement progressif du rapport de l'homme à la nature, comme l'opacité grandissante de ce rapport qui est l'histoire même de la production capitaliste.

Le concept de nature devait connaître, on le sait, un avenir théorique

imprévu puisque son élaboration par Marx et Engels était contemporaine d'un décentrement épistémologique d'où semblait surgir l'évidence objective de la dialectique. La nature reconnue par les sciences comme processus de développement historique, expulsée de la philosophie (« La nature existe indépendamment de toute philosophie », Engels, LF, éd. cit., 23; MEW, 21, 272), n'était-elle pas redevable du même traitement que l'histoire ? A Engels devait revenir la tâche de faire de la nature « le banc d'essai de la dialectique » (AD, 52; MEW, 20, 19), de constituer une dialectique de la nature.

• BIBLIOGRAPHIE. — T. W. ADORNO, *Die Idee der Naturgeschichte*, non publié, 1932; A. BOGDANOV, *Les éléments fondamentaux de la conception historique de la nature*, Saint-Pétersbourg, 1899; H. G. CONERT, *Ökologie und Gesellschaft...*, VSA, Hamburg, 1894; K. FATALIEV, *Le matérialisme dialectique et les sciences de la nature*, Moscou, 1962; H. IMMLER und W. D. SCHMIED-KOWARZIK, *Marx und die Naturfrage*, VSA, Hamburg, 1984; K. KAUTSKY, *Die materialistische Geschichtsauffassung*, I : *Natur und Gesellschaft*, Berlin, 1927; K. KORSCH, Nature et société, in *L'Anti-Kautsky*, Paris, 1973; H. LEFEBVRE, *Métaphilosophie*, Paris, Ed. de Minuit, 1965, p. 137 et s.; J.-P. LEFEBVRE, Marx et la « nature », in *La Pensée*, n° 198, avr. 1978; C. LUPORINI, *Dialettica e materialismo*, Roma, Ed. Riuniti, 1974; S. MOSCOVICI, Le marxisme et la question naturelle, in *L'Homme et la Société*, n° 13, 1969; ID., *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, 1977; *Naturwissenschaft und Philosophie*, Berlin, 1960; G. PRESTIPINO, *Natura e società*, Roma, Ed. Riuniti, 1973 (biblio. p. 161); A. SCHMIDT, *Der Begriff der Natur in der Lehre von Marx*, Francfort, 1962; W. D. SCHMIED-KOWARZIK, *Das dialektische Verhältnis des Menschen zur Natur...*, Fribourg/München, 1984; *L'Unité de l'Homme*, Paris, 1974.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Dialectique, Dialectique de la nature, Diamat, Essence, Forces productives, Homme, Logique, Matérialisme dialectique, Ontologie (de l'être social), Science, Travail.

J.-L. C.

Négation

Al : *Negation, Verneinung.* — An : *Negation.* — R : *Otricanie.*

« Pour le métaphysicien, les choses et leurs reflets dans la pensée, les concepts sont des objets d'étude isolés, à considérer l'un après l'autre et l'un sans l'autre, fixes, rigides, donnés une fois pour toutes. Il ne pense que par antithèse, sans moyen terme (...) le positif et le négatif s'excluent absolument » (Engels, AD, ES, p. 51; MEW, 20, 20-21).

Finitude, fixisme, exclusion, immobilité, autant de prédicats caractéristiques du « sol » de la métaphysique classique. Les êtres, finis et séparés les uns des autres sont définis par des propriétés spécifiques. Quant aux prédicats non possédés par un sujet, ils ne constituent une « privation » que d'un point de vue extérieur. Si la négation a un sens, ce n'est que comme limite extérieure de l'être d'un objet ou d'une essence, et la limite n'est rien. Le seul statut du négatif, être de raison, c'est la comparaison tacite d'une chose avec tout ce qu'elle n'est pas. Chaque objet inclut donc fictivement une infinité de néants qui dessinent sa configuration propre. Cette extériorité du non-être et de la finitude exclut la possibilité même de penser le devenir.

C'est cette architecture logique et ontologique que l'émergence de la dialectique hégélienne bouleverse radicalement. Au § 79 de l'*Encyclopédie*, Hegel définit ainsi les trois aspects de la logique : « La logique a, suivant la forme, trois côtés : *a)* le côté abstrait ou relevant de l'entendement; *b)* le côté dialectique ou négativement rationnel; *c)* le côté spéculatif ou positivement rationnel » (Vrin, trad. Bourgeois).

Le côté dialectique ou négativement rationnel constitue le moment

logique où chaque détermination finie (l'essence de chaque être séparé) inclut en elle-même pour se définir la détermination opposée, l'autre fini passe en elle et ce passage constitue la première négation de l'indépendance et de la fixité des déterminations finies. Chaque opposé fini loge son ennemi chez soi.

Mais c'est au sein de cette totalité où les deux finis coïncident que chacun d'eux se reprend dans son identité; non sous sa forme première (A = A), mais par la médiation de l'autre. Ce retour à la détermination première constitue alors une négation de la première négation (négation de la négation). Toutefois, elle se trouve enrichie et supérieure par rapport à la simple immédiateté antérieure du fait qu'elle requiert la médiation de l'autre pour se poser : elle est conservée au sein même de son dépassement *(Aufhebung)*. La négation ne fonctionne donc pas comme pur et simple anéantissement de la détermination finie dans sa totalité, mais opère sur un contenu déterminé qu'elle dissout : l'immédiate *indépendance* du fini dans sa fixité.

Cette subsomption de l'ontologie sous la logique, ce processus logique (négation et négation de la négation) étranger au formalisme et au mécanisme, introduisent contre l'immobilité et la fixité de la pensée classique un devenir constitutif de l'être et du savoir, désormais conçus comme temps et histoire. Ceux-ci accueillent dans leurs déterminations humaines (art, religion, philosophie, Etat) la manifestation de l'Esprit absolu (dieu) moteur de l'histoire qui, par le dépassement-conservation de chacun de ses moments historiques, parvient à la réalisation de soi dans la liberté absolue.

Le problème de la reprise et du traitement des catégories de négation et de négation de la négation par le marxisme est inséparable du travail de transformation opéré par Marx sur la dialectique hégélienne. Si Marx ne fait que « renverser » la dialectique idéaliste de Hegel en déplaçant la position de ses catégories par rapport à leur objet sous couvert d'une mutation de leur contenu (passage d'un « contenu » idéaliste à un « contenu » matérialiste), il faut donc poser qu'il n'y a pas consubstantialité entre catégories de la dialectique hégélienne et idéalisme; c'est-à-dire qu'il est possible de séparer la *méthode* et le *système* (Engels, LF, ES, p. 19, 20, 59, 60, 61 ; MEW, 21, 268, 269, 305-306).

On peut donc tracer une ligne de partage entre la « philosophie spéculative » (« enveloppe mystique ») et son « noyau rationnel » (la méthode dialectique) obtenue par renversement.

De ce point de vue, les catégories de négation et de négation de la négation ne sont pas seulement nominalement présentes dans les textes de Marx-Engels de diverses périodes (1844, 1857-1858, 1862). Elles doivent y fonctionner sur un mode opératoire comme catégories permettant de penser des procès économico-historiques et politiques, objets spécifiques du matérialisme historique. Dans *La Sainte Famille*, le prolétariat, élément constitutif de la contradiction prolétariat-propriété privée, « est forcé, en tant que prolétariat, de s'abolir lui-même et, du coup, d'abolir son contraire dont il dépend et qui fait de lui le prolétariat : la propriété privée. Il est le côté négatif de la contradiction, l'inquiétude au cœur de la contradiction, la propriété privée dissoute et se dissolvant » (ES, p. 47; MEW, 2, 38).

Ce langage hégélien se retrouve dans les *Grundrisse* lorsque Marx analyse le cycle d'ajustement de la valeur de marché de la marchandise à sa valeur réelle une fois la monnaie apparue :

« L'égalisation de la valeur de marché pour aboutir à la valeur réelle

s'obtient par des oscillations constantes de la première, jamais par sa mise en équation avec la valeur réelle comme troisième donnée, mais par une continuelle mise en inéquation d'elle-même (non pas comme dirait Hegel par une identité abstraite, mais par une constante négation de la négation, c'est-à-dire d'elle-même en tant que négation de la valeur réelle) » (*Grund.*, ES, I, 72 ; 56).

Dans la 8e section du *Capital* (« tendance historique de l'accumulation capitaliste », chap. 32), Marx utilise à nouveau ces catégories, démontrant par l'analyse historique que le capitalisme, après que l'appropriation capitaliste eut dépossédé de leur propriété les travailleurs individuels et indépendants (première négation), crée les conditions matérielles de sa propre négation (« socialisation du travail et centralisation de ses ressorts matériels ») : « La production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquis de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production y compris le sol » (K., I, 3, 205; MEW, 23, 791).

A la limite, la prégnance des catégories de négation et de négation de la négation dans l'appréhension des processus économico-historiques cycliques (il faudrait plutôt parler de « spirales ») tend à leur conférer une validité formelle et à les constituer en éléments d'une méthode : la « méthode dialectique » (Marx, K., I, 1, ES, p. 29; MEW, 23, 27; cf. aussi Lénine, CP, ES, p. 210). Son objet selon Engels n'est plus circonscrit aux seuls processus socio-historiques mais s'étend au réel naturel dans sa totalité. Cette extension semble se légitimer du fait que la négation de la négation, élément composant d'une méthode (à côté de l'interpénétration des contraires et du passage de la quantité à la qualité) s'observe dans tout processus naturel dont elle régit le développement. Elle en est induite au lieu d'y être appliquée *a priori* (DN, ES, p. 69; MEW, 20, 348), épousant par là même le mouvement de la découverte scientifique. C'est précisément en commentant, contre la lecture de Dühring, le chapitre 32 de la section 8 du *Capital* où Marx à propos du processus de négation de la négation fait seulement référence à « un jeu de lois immanentes de la production capitaliste » qu'Engels engage une opération d'universalisation ontologique de cette loi dont l'histoire n'est qu'un champ particulier d'application et de vérification : « Qu'est-ce que la négation de la négation ? Une loi de développement de la nature de l'histoire et de la pensée, extrêmement générale et précisément pour cela revêtue d'une portée et d'une signification extrême; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie et à laquelle M. Dühring lui-même, bien qu'il se rebiffe et qu'il regimbe, est obligé à son insu d'obéir à sa manière » (AD, ES, p. 169; MEW, 20, 131).

Mieux, la négation de la négation n'est une loi de développement de la nature et de l'histoire que dans la mesure où elle s'enracine dans des « natures » ou des genres d'êtres qui la spécifient et vérifient son universalité au sein même de leur particularité : « Chaque genre de chose a donc son genre spécial de négation de façon qu'il en sorte un développement, et de même chaque genre d'idées et de concepts » (*ibid.*, p. 170; 132).

Au-delà de Hegel (qui ne parle jamais de « lois » de la dialectique), on voit resurgir la vieille définition de la loi de Montesquieu appliquée à la

dialectique : « Les lois, dans la signification la plus étendue, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses : et, dans ce sens tous les êtres ont leurs lois » (*Esprit des lois*, I, 1 ; cf. aussi Spinoza, *Traité théologico-politique*, 4).

Négation et négation de la négation constituent simultanément des lois de développement des processus naturels et historiques et des éléments composants de la méthode dialectique (« Science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée », AD, p. 170; MEW, 20, 131). Il faut toutefois mentionner que le rapport de la méthode dialectique (et de ses éléments composants) à son (ses) objet(s) ne va pas sans poser certains problèmes.

Si la méthode n'a d'autre but que de se tracer par avance une voie pour la vérité qu'on va découvrir, elle n'est pas loin de voisiner ou de se confondre avec une théorie de la connaissance (Lénine, « C'est la dialectique qui est la théorie de la connaissance — de Hegel — et du marxisme ». CP, ES, p. 346). Mais il est difficile d'admettre que les éléments de la méthode — négation et négation de la négation — soient induits de ce qu'ils ont précisément pour objet d'établir. Si elle est au contraire la simple mise en forme du déjà découvert (Engels, « C'est déjà un manque total d'intelligence de la nature de la dialectique que la tenir (...) pour un instrument de pure démonstration », AD, ES, p. 164; MEW, 20, 125), il semble difficile de la concevoir comme un élément de pratique théorique productif de connaissances (cf. L. Althusser, *Pour Marx*, Maspero, p. 204).

Dans le commentaire du chapitre 22 de la section 8 du *Capital*, Engels écrit : « Donc, en caractérisant le processus comme négation de la négation, Marx ne pense pas à en démontrer par là la nécessité historique. Au contraire : c'est d'avoir démontré par l'histoire comment, en fait, le processus s'est réalisé, en partie doit forcément se réaliser encore que Marx le désigne en outre comme un processus qui s'accomplit selon une loi dialectique déterminée » (AD, ES, p. 164 ; MEW, 20, 125).

Cette reformulation (« en outre ») du déjà établi n'est pas sans rapport avec la manière dont Marx définit son propre rapport à la terminologie hégélienne (« flirt », K., I, 1, ES, 29; MEW, 23, 27, et *Grund.*, *op. cit.* : « Comme dirait Hegel... »). Ce type d'expression ou de codification après coup permet de penser que les catégories hégéliennes — négation et négation de la négation — ne sont plus chez Marx (à l'inverse d'Engels) mobilisées comme catégories opératoires ou pensées comme lois de développement des processus économico-historiques (deux mentions seulement dans tout K.). On se trouve alors renvoyé à la figure d'un autre rapport possible de Marx à la dialectique hégélienne, non plus de simple « renversement » acrobatique qui n'opère qu'un changement de contenu, mais d'extraction par re-travail effectif du « noyau rationnel » qui est en elle. Telle est l'une des conclusions du travail de L. Althusser sur Marx lorsqu'il écrit : « Ainsi, dans les seules pratiques marxistes réellement constituées, les catégories hégéliennes se sont tues depuis longtemps. Elles y sont des catégories « introuvables » » (*Pour Marx*, p. 205).

▶ CORRÉLATS. — Catégorie, Contradiction, Dialectique, Hégélianisme, Loi(s), Matérialisme, Matérialisme dialectique.

C. L.

NEP (nouvelle politique économique)

Al : *Neue ökonomische Politik.* — An : *New economic policy.* — R : *Novaja političeskaja politika.*

Concept qui désigne la stratégie économique et politique du pouvoir soviétique entre 1921 (fin de la période dite du « communisme de guerre ») et 1928 (mise en application du premier plan quinquennal). La NEP se caractérise à la fois : 1) par la place laissée à un secteur capitaliste (mécanismes de marché) dans l'économie socialiste, et 2) par l'importance décisive accordée à l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie.

On peut distinguer trois étapes successives dans la conception de la NEP par Lénine puis par Boukharine. Entre mars et octobre 1921, la NEP est, pour Lénine, un ensemble de compromis temporaires avec la paysannerie d'une part, et avec la petite industrie et le grand capital étranger d'autre part, compromis nécessaires à la reconstruction de l'économie soviétique en attendant la victoire de la révolution internationale. En ce qui concerne la paysannerie, il s'agit alors de supprimer les réquisitions de la production agricole et de les remplacer par un impôt en nature, ainsi que de laisser une certaine liberté aux échanges marchands effectués par les paysans. Ces échanges sont également autorisés aux petites entreprises industrielles et commerciales afin de remédier à la pénurie de produits de consommation. Enfin, il faut permettre et susciter des investissements capitalistes étrangers nécessaires au démarrage ou à la reprise de l'industrie lourde. Cette dernière mesure a également un objectif stratégique de classe : permettre le développement d'un prolétariat fort qui sera la base sociale du socialisme.

L'échec économique de ces mesures conduit Lénine à une nouvelle formulation des objectifs de la NEP en octobre 1921. Il s'agit d'une part d'élargir au maximum et d'une façon durable les échanges commerciaux et monétaires, assortis d'une réglementation par l'Etat, mais d'autre part, et c'est le plus important, de créer les bases économiques de l'alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie, alliance principalement basée, depuis 1917, sur la lutte politico-militaire contre l'ennemi commun : l'aristocratie. La NEP doit permettre aux paysans de réaliser leurs intérêts économiques spécifiques tout en reconnaissant la direction politique et idéologique du prolétariat. Au sein de la NEP, la forme d'organisation économique paysanne qui doit permettre l'amorce d'une transition vers l'agriculture socialiste (collective et planifiée) est la coopérative.

Après la mort de Lénine en 1924, la persistance des difficultés économiques, notamment dans le secteur agricole, relance le débat stratégique sur la signification de la Nep entre l'aile « gauche » (dirigée par Trotski), représentée par l'économiste Préobrajenski, et l'aile « droite », dirigée par Boukharine, du parti bolchevique.

Pour Préobrajenski, priorité doit être donnée au développement de l'industrie lourde, base matérielle de la classe ouvrière et du développement des forces productives, donc condition de possibilité du socialisme lui-même. L'URSS doit accomplir simultanément la révolution socialiste et le passage d'une économie féodale à une économie analogue, en termes de développement des forces productives, à celle du capitalisme. Il faut donc prélever le maximum de valeur sur la production paysanne afin de réaliser une « accumulation socialiste primitive », ce qui implique la militarisation de l'économie et la lutte politique, coercitive, contre les éléments capitalistes de la paysannerie, les paysans riches ou koulaks.

Boukharine s'oppose à cette stratégie pour des raisons d'ordre social et politique. La paysannerie représente l'immense majorité de la population de l'URSS, elle est la base de masse de la révolution, et c'est l'alliance ouvrière et paysanne qui a permis la victoire des bolcheviks pendant la guerre civile. On ne peut donc mener une politique antipaysanne sans aliéner à la cause du socialisme la majorité de la population. Le maintien de l'alliance doit être l'impératif de toute politique économique. Par ailleurs, la militarisation de l'économie implique le renforcement de l'appareil d'Etat, de la bureaucratie, déjà considérée comme dangereusement hypertrophiée par Lénine en 1923 : ce serait donc renoncer à l'essence même de la dictature du prolétariat qu'est le dépérissement de l'Etat. C'est pourquoi Boukharine propose une « transition au socialisme à travers le marché », c'est-à-dire l'organisation durable de rapports marchands entre la ville et la campagne, les coopératives agricoles devant permettre de résorber les inégalités entre paysans riches et paysans pauvres, ainsi que d'augmenter la production globale par la mécanisation de l'agriculture.

Les débats sur la NEP n'ont donc pas qu'un intérêt strictement économique. Celle-ci est au contraire une remarquable occurrence historique d'un débat théorique de fond et sur le terrain des problèmes économiques et politiques de la transition, sur le concept même du socialisme, en même temps que la période de la NEP est le premier exemple d'un développement non-stalinien du socialisme, d'une possibilité d'alternative révolutionnaire au socialisme autoritaire.

• BIBLIOGRAPHIE. — BOUKHARINE, *Le socialisme dans un seul pays*, 10/18; LÉNINE, O., t. 32; LÉNINE, O., t. 33; R. LINHART, La NEP, quelques caractéristiques de la transition soviétique, apud *Etudes de planification socialiste*, SER, mars 1966; PRÉOBRAJENSKI, *La Nouvelle Economique*, trad. franç., Paris, EDI, 1972.

▶ CORRÉLATS. — Boukharinisme, Collectivisation, Paysannerie.

P. S.

Non-alignement

Al : *Blockfreiheit*. — An : *Non-alignment*. — R : *Neprisoedinenie*.

Voir : Bourgeoisie nationale, art. Démocratie, Développement/Sous-développement, Impérialisme, Titisme, Voie non capitaliste de développement.



Objectivisme / Subjectivisme

Al : *Objektivismus/Subjektivismus*. — An : *Objectivism/Subjectivism*. — R : *Ob"ektivizm/Sub"ektivizm*.

Au sens littéral, ces termes désignent les doctrines qui valorisent respectivement l'*objectif* et le *subjectif*.

a) Objectif désigne ce qui constitue un objet, soit une réalité subsistant en elle-même, indépendamment de la connaissance qu'un sujet peut en avoir (cf. *Vocabulaire* de Lalande, t. II, p. 527) — par opposition à *subjectif* pris dans le sens d' « apparent », d' « irréel », « illusoire ».

b) Objectif désigne ce qui est valable universellement, pour tout sujet, par opposition à *subjectif*, pris au sens d' « individuel » ou valable pour un seul sujet (*Vocabulaire*, p. 528).

Corrélativement, on désignera comme objectivistes « les doctrines qui admettent que, dans la perception, l'esprit connaît directement une réalité existant en soi » (*op. cit.*, p. 530). Le subjectivisme se signalera au contraire par cette « tendance à ramener toute existence à l'existence du sujet » et à l'existence de « la pensée » en général, à l'exclusion des « choses » (*op. cit.*, p. 810).

Ces définitions opérationnelles suffisent pour constater que l'opposition sémantique « objectivisme/subjectivisme » croise l'opposition « matérialisme/idéalisme » sans s'y réduire. L'idéalisme s'exprime en effet par cette tendance majeure à « ramener toute existence à la pensée » ou « à réduire l'existence à la pensée, en général » (*op. cit.*, t. I, p. 318) : d'où sa connotation subjectiviste. Quant au matérialisme, il se réfère à un principe d'inhérence, support d'objectivité, dénommé « matérialité », et subsistant indépendamment de la connaissance, donc perceptible pour tout sujet, puisque précédant toute appréhension subjective.

En fait, objectivisme et subjectivisme constituent la réfraction des *thèses* matérialistes et idéalistes dans l'ordre de la connaissance, c'est-à-dire saisies du point de vue des relations des instances du processus de connaissance. Mais l'ambiguïté de ces termes vient précisément du fait que l'on postule implicitement une théorie *dualiste* ou bipolaire de la connaissance, à l'intérieur de laquelle une double valorisation serait possible — « subjectiv*iste* », si l'on met l'accent sur le pôle « sujet », « objectiv*iste* » en valorisant le terme « objet ».

L'intervention matérialiste sur ce problème se doit donc de jouer sur

deux plans : *a)* si l'on s'en tient à cette représentation dualiste implicite, le matérialisme se pose comme résolument objectiviste, et mène une critique du subjectivisme idéaliste; *b)* mais c'est jusqu'à l'opposition « objectivisme/subjectivisme » qui doit être subvertie — comme séquelle en dernière instance de la représentation idéaliste du Problème de la Connaissance —, en sorte que l'objectivité matérielle apparaît comme ce qui a pour effet et finalité de faire l'économie de l'aporie de l'Objet et du Sujet.

On peut lire ces deux versions dans le discours marxiste :

1 / Une longue suite de textes oppose au subjectivisme idéaliste — diagnostiqué comme « solipsiste » — la position d'objectivité matérialiste. Elle culmine avec le *Ludwig Feuerbach* où Engels articule « la question du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la nature » comme cardinale (LF, *Et. phil.*, ES, p. 25; MEW, 21, 275).

Contre le subjectivisme empiriocriticiste, Lénine ne cesse de réactiver cette position objectiviste. De l'idéalisme spéculatif néo-fichtéen au sensualisme empiriocriticiste, c'est donc bien le subjectivisme qui est combattu, comme le symptôme majeur de l'idéalisme, étayé par un certain régime de la philosophie.

2 / Mais le problème apparaît plus complexe, si l'on songe d'abord que le matérialisme dialectique a à s'opposer au moins autant à un « objectivisme » vulgaire, qui répond à la définition générale donnée ci-dessus, mais dans lequel « l'objet, la réalité, le monde sensible (ne) sont saisis que sous la forme d'*objet* ou d'intuition, mais non en tant qu'*activité humaine concrète*, non en tant que *pratique*, de façon subjective » *(Thèse I sur Feuerbach)*.

Voilà donc le *point de vue de la pratique* revendiqué contre l'abstraction de l'objectivisme (fût-il matérialiste), au nom d'un *point de vue subjectif*. Au point que le même texte fait au moins crédit à l'idéalisme subjectif d'avoir développé « l'aspect actif », tandis qu'une certain objectivisme matérialiste débouche sur une sorte de quiétisme passiviste.

Ce n'est pas à dire naturellement qu'il faille combiner le subjectivisme idéaliste à l'objectivisme matérialiste : mais c'est jusqu'à la conception de l'objectivité qu'il faut modifier de façon à y *intégrer la praxis* — également déniée par l'idéalisme abstrait et le matérialisme non dialectique. L'enjeu est donc bien de penser la praxis comme type *sui generis* d'objectivité — non pas en « élargissant » la notion d'objectivité, mais en la pensant radicalement du point de vue de la praxis, de façon à considérer « l'activité humaine elle-même en tant qu'activité *objective* ».

Il apparaît donc finalement que le point de vue de la praxis permet à la fois de penser le primat de l'objectivité — la praxis exprimant l'appartenance à la matérialité et sa transformation —, et de dépasser la représentation spéculative d'un vis-à-vis de sphères opposées, à l'intérieur d'un schéma dualiste. En ce sens la praxis permet à la fois d'étayer l' « objectivisme » et de faire éclater la conception de l'objectivité connotée par le terme.

▸ CORRÉLATS. — Connaissance (théorie de la), Idéalisme, Matérialisme dialectique, Philosophie, Praxis, Solipsisme.

P.-L. A.

Obscurantisme

Al : *Obskurantismus.* — An : *Obscurantism.* — R : *Obskurantizm.*

Voir : Irrationalisme, Rationalisme.

Octobre

Al : *Oktober.* — An : *October.* — R : *Oktjabr'.*

La révolution prolétarienne triomphe en Russie le 25 octobre 1917, date de la prise du Palais d'Hiver et de la réunion du IIe Congrès pan-russe des Soviets (7 novembre 1917, selon le calendrier grégorien).

1 / De février à octobre. — Quand éclate la Révolution de Février, suivie de la chute rapide du régime tsariste, les bolcheviks ne jouent qu'un rôle minoritaire. Les partis de la « démocratie socialiste » (mencheviks, socialistes-révolutionnaires, troudoviks) dominent le soviet de Petrograd qui négocie avec le Comité de la Douma la formation d'un gouvernement provisoire constitué le 2 mars. Les *Thèses d'avril*, énoncées par Lénine à son retour en Russie, le 3 avril, recueillent l'ironie de ses adversaires et l'incompréhension des bolcheviks : Lénine envisage la possibilité de transformer cette « révolution bourgeoise » en « révolution prolétarienne » et propose le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets! ». Il lui faut tout le mois d'avril pour convaincre son parti.

L'incapacité du gouvernement provisoire à répondre aux exigences des masses, ses erreurs, son refus de donner la terre aux paysans, l'échec de la grande offensive de juin font en quelques mois du Parti bolchevique la force politique montante.

A la fin de l'été 1917, quand le putsch Kornilov a manifesté l'impuissance du régime Kerenski face à la contre-révolution menaçante, Lénine, dans *La crise est mûre* (29 septembre), demande au Comité central de préparer l'insurrection. Les progrès du mouvement pacifiste et révolutionnaire dans les pays belligérants, le soulèvement paysan en Russie, la rupture entre les nationalités et le gouvernement provisoire, la « bolchevisation » de l'armée, au niveau électoral (doumas, soviets, etc.), la progression de la droite, l'effondrement des partis de la « démocratie socialiste » et les succès bolcheviques, toutes ces données montrent que les bolcheviks et leurs alliés (mencheviks internationalistes, SR de gauche) sont désormais majoritaires dans le pays et que l'insurrection ne doit pas tarder. Le 10 octobre, après de longs débats, le Comité central décide de l'organisation d'un soulèvement programmé pour la veille de la réunion du IIe Congrès pan-russe des Soviets où les bolcheviks sont assurés d'avoir la majorité (qu'ils détiennent déjà dans les soviets de Petrograd et Moscou).

Le 24 octobre, les troupes révolutionnaires dépendant du Comité militaire révolutionnaire occupent les points stratégiques de la capitale. Le 25 au soir, le Palais d'Hiver où s'est réfugié le gouvernement est pris d'assaut, et le IIe Congrès vote le texte rédigé par Lénine attribuant « tout le pouvoir aux soviets ». Suivent les décrets sur la paix et sur la terre. « Les visages rayonnèrent, l'*Internationale* monta, puis l'*Adieu aux morts*, poignant comme le long sanglot d'une foule » (John Reed). Le Conseil des Commissaires du Peuple est formé le lendemain.

2 | Légalité soviétique ou insurrection ? — Avant et après octobre, les bolcheviks sont divisés. Deux conceptions de la révolution, de la prise du pouvoir et du nouveau pouvoir s'opposent au sein du Parti.

La voie pacifique au socialisme suppose l'existence dans le Congrès des Soviets d'une majorité capable d'assumer tout le pouvoir, de déposer le gouvernement provisoire, de constituer un gouvernement soviétique, gouvernement de coalition des partis soviétiques. Cette stratégie maintient à terme le système du double pouvoir avec la réunion, alors inévitable, de l'Assemblée constituante, expression de la pérennité de l'Etat bourgeois.

La voie insurrectionnelle implique de prendre le pouvoir pour le remettre au Congrès des Soviets. Un tel « coup d'Etat » — aux yeux des partisans de la légalité soviétique — présente le risque de la formation d'un gouvernement à dominante bolchevique — en raison de l'hostilité prévisible de la « démocratie socialiste » — et le rejet de la Constituante dans les poubelles de l'Histoire. Deux stratégies, deux conceptions de l'Etat futur, même si les enjeux n'apparaissent pas aussi clairement dans le cours des événements.

Zinoviev et Kamenev défendent en octobre la première de ces démarches arguant de l'impossibilité pour les bolcheviks de conserver longtemps un pouvoir conquis par la force et dans l'isolement. Lénine et Sverdlov, à la fin septembre, adoptent la seconde en exigeant une insurrection *offensive*. Trotski, s'il considère inévitable l'insurrection, la conçoit comme *défensive*. Toutefois, Lénine ne fut pas toujours hostile à la première solution. Au lendemain de l'échec de Kornilov, considérant alors possible l'unité des partis soviétiques, il explique *(Sur les compromis)* que le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets » peut se réaliser pacifiquement. Position qu'il abandonne devant le refus des mencheviks et des SR de se désolidariser du régime Kerenski. La stratégie de Lénine n'est que l'expression des conditions politiques concrètes.

Pour lui, dès la fin septembre, l'insurrection est possible et nécessaire. *Possible* du fait des conditions objectives. *Nécessaire* parce que mencheviks et SR se refusent à participer à une seconde révolution à laquelle ils ne croient pas; nécessaire, comme débouché à la violence grandissante des masses; nécessaire, parce que la révolution s'annonce en Occident tout en attendant l'étincelle russe pour éclater, car la Russie est le « maillon le plus faible de la chaîne des Etats impérialistes »; nécessaire parce qu'après la crise de juillet, après la Kornilovtchina, la contre-révolution se prépare à l'offensive et que la légalité soviétique ne pèse que de peu de poids devant elle. Pour l'avenir de la Révolution, l'insurrection est une question de vie ou de mort.

Enfin, l'insurrection offensive attestera la rupture avec l'ancien ordre des choses, assurera la supériorité du système soviétique, le triomphe de l'Etat prolétarien issu du mouvement des masses (cf. ER, rédigé en août-septembre 1917). Voilà pourquoi Lénine, affirmant que les bolcheviks ont la majorité au Congrès des Soviets, demande l'insurrection *avant* sa réunion. L' « insurrection est un art » et sa *date* est une question essentielle. Elle encoure cependant le risque dénoncé par D. Lozovski à la veille du soulèvement : « En dehors d'un gouvernement de coalition, il n'existe qu'une seule voie pour conserver un gouvernement purement bolchevique : la terreur politique. » Une coalition ? Les bolcheviks sont presque seuls à croire possible la révolution socialiste.

3 / Une révolution socialiste ? — Pour les mencheviks, pour de nombreux marxistes russes (cf. Maxime Gorki), la révolution prolétarienne socialiste est prématurée en Russie : la révolution bourgeoise reste à accomplir, la paysannerie petite-bourgeoise domine, le prolétariat n'est qu'une infime minorité. La Révolution d'Octobre se produit dans le pays le plus arriéré d'Europe. Dans cette arriération, Lénine voit pourtant la possibilité de la révolution socialiste : seule, en Russie, la classe ouvrière est capable de réaliser les tâches de la Révolution bourgeoise et de jeter les prémisses de l'édification socialiste; parce que subsiste encore dans les campagnes le féodalisme, la paysannerie s'intègre au processus révolutionnaire. La formation russe présente « l'accumulation et l'exaspération de toutes les contradictions historiques alors possibles en un seul Etat », elle est le maillon le plus faible parce qu' « à la fois en retard d'un siècle au moins sur le monde de l'impérialisme, et à sa pointe » (L. Althusser, *Pour Marx*, Paris, 1965, p. 94-95).

La Révolution, en tant que prise du pouvoir, est relativement aisée, quand s'évanouit l'Etat des classes dominantes et qu'elle n'est plus qu' « une épreuve de force entre un gouvernement sans Etat (le gouvernement Kerenski) et un Etat sans gouvernement (les soviets) » (M. Ferro, *La Révolution de 1917*, Paris, 1976, t. 2, p. 436). Les tâches de la Révolution comme transformation des rapports sociaux demeurent. Les bolcheviks d'Octobre le savent : si la Révolution russe crée les conditions du passage au socialisme en Russie, elle a d'abord pour fin d'allumer l'incendie révolutionnaire dans une Europe d'où viendront, en retour, les moyens de la réalisation de la société nouvelle.

• BIBLIOGRAPHIE. — C. BETTELHEIM, *Histoire des luttes de classes en URSS*, t. 1, Paris, Seuil/Maspero, 1974; E. H. CARR, *La révolution bolchevique*, Paris, Ed. de Minuit, 1969; *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, Moscou, 1960; V. I. LÉNINE, o., t. 24, 25, 26; John REED, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, ES, Paris, 1967; L. TROTSKI, *Histoire de la révolution russe*, Paris, Seuil, 1967.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Douma, Dictature du prolétariat, Etat, Guerre, Insurrection, Menchevisme, Socialisme, Soviet.

J.-M. G.

Ontologie (de l'être social)

Al : *Ontologie des gesellschaftlichen Seins.* — An : *Ontology (of the Social being).* — R : *Ontologija obscestvennogo bytija.*

L'initiative théorique développée par Georges Lukács d'interpréter la pensée de Marx comme une ontologie de l'être social, fondée sur une ontologie de la nature, a provoqué un tel mélange de méfiance et de surprise que le grand ouvrage posthume de l'auteur, *Zur Ontologie des gesellschaftlichen Seins (Contribution à l'ontologie de l'être social)*, dont la rédaction a absorbé les sept dernières années de sa vie (1964-1971), est resté jusqu'à présent pratiquement inconnu dans quelques-unes des grandes zones de culture du monde (la version originale — allemande — n'est pas encore publiée, il n'existe pas de traduction française ou anglaise, l'Italie est le seul pays d'Occident où une édition en trois volumes est parue chez Editori Riuniti à Rome).

Le rapport entre la « critique de l'économie politique » développée par Marx dans *Le Capital*, ou, mieux, entre sa théorie de l'histoire et de

la société, et une discipline philosophique, considérée appartenir par tradition à la sphère la plus spéculative et la plus métaphysique de la philosophie : l'ontologie, dont les thèmes de prédilection sont : *de notione entis, de essentia et existentia, de singulari et universali*, etc., ne semblait pas aller de soi.

On peut avancer l'hypothèse que l'expérience intellectuelle décisive qui a provoqué le tournant de Lukács vers l'ontologie et l'adoption dans son dernier ouvrage du cadre conceptuel de cette science philosophique a été le contact approfondi avec l'œuvre de Nicolai Hartmann. Il était effectivement difficile de pressentir dans les travaux philosophiques antérieurs de Lukács (cf. *Le jeune Hegel*, publié en 1948, *La destruction de la raison*, paru en 1954, mais aussi *Existentialisme ou marxisme?*, ouvrage polémique dirigé contre Sartre et Merleau-Ponty, qui date de 1948) le projet de développer une *ontologie* autonome. Le terme même d' « ontologie », si on en juge d'après certains passages du livre *Wider den missverstandenen Realismus* (1957, publié en français sous le titre *La signification présente du réalisme critique*, Gallimard, 1960) avait chez Lukács plutôt une connotation négative, désignant une doctrine des catégories invariantes et transhistoriques de l'être (en l'occurrence de l'être humain, car Lukács dénonçait surtout les visions métahistoriques de la condition humaine). Un historiciste convaincu comme Lukács s'accordait mal avec de telles représentations du monde.

D'autre part, l'idée d'un effet catalytique des écrits de Nicolai Hartmann dans la pensée de Georges Lukács a de quoi surprendre ceux qui persistent à voir dans *Geschichte und Klassenbewusstsein* (1923) le seul livre vraiment important de Lukács et sa seule contribution novatrice au développement du marxisme. L'aura qui entoure le nom de Nicolai Hartmann est celle d'un penseur qui défend l'hyper-objectivité de l'être, son autarcie ontologique et sa souveraine indifférence à l'égard de l'action du sujet pratique ou cognitif : une vision du monde apparemment bien éloignée de la frénésie de la *praxis* qui traversait le livre du jeune Lukács. Une nouvelle question se pose donc : quel est le sens de la jonction établie par le dernier Lukács entre un mouvement philosophique — la résurrection de l'ontologie — qui s'est développé dans un certain secteur, resté par la force des choses assez marginal, de la pensée universitaire allemande (Nicolai Hartmann, à la différence de Heidegger, n'a pas vraiment fait école) et la pensée de Marx dont les virtualités philosophiques allaient dans le même sens, selon Lukács ?

Il est vrai que le dernier grand ouvrage systématique élaboré par Lukács avant de procéder à la rédaction de son *Ontologie* — les deux volumes de sa vaste *Esthétique* (parue en 1963 et inédite en français) — portait dans sa structure même les traces de ce qu'on pourrait appeler la méthode génétique-ontologique. La rupture définitive avec la méthode transcendantale en philosophie, de type kantien, ainsi qu'avec toute démarche de type purement phénoménologique, que ce soit l'apriorisme ou l' « intuition catégoriale » husserliennes (l'*Esthétique* de Heidelberg du jeune Lukács a été très tributaire de ces méthodes), était consommée dans cet ouvrage dont l'orientation fondamentale était redevable à une explication de type génétique-matérialiste des formes supérieures de l'esprit (sans que soient reniés les acquis de ses travaux de jeunesse, surtout dus à l'influence féconde de l'esthétique de Kant sur sa propre conception de l'autonomie

de l'art). La rencontre avec la ligne de pensée développée par Nicolai Hartmann, adversaire intraitable lui aussi du néo-kantisme, du positivisme et de la phénoménologie de Husserl (il rejetait l'idéalisme commun de ces *Bewusstsseinstheorien* qui postulaient la priorité du sujet cognitif), n'a fait que confirmer Lukács dans son propre cheminement philosophique, en lui offrant en même temps la possibilité d'élargir le champ de ses investigations, par exemple d'appliquer la méthode génétique-ontologique à la structure de l' « être social » lui-même (en esquissant donc les lignes d'une ontologie de la société et de l'histoire humaine). Les esprits pressés, qui seraient tentés de voir dans l'orientation vers l' « objectivisme » du dernier Lukács un témoignage de son involution philosophique, ne devraient pas oublier que non seulement l'*Esthétique*, mais aussi bien l'*Ontologie de l'être social* sont, en dernière instance, des *philosophies du sujet* : la finalité des deux ouvrages est de fonder un concept solidement articulé, en respectant la multiplicité de ses déterminations objectives, de la vraie *humanitas* de l'*homo humanus* (tout à fait différent, bien sûr, de celui formulé par Heidegger dans sa fameuse *Lettre sur l'humanisme*). Les concepts de *genre humain (Gattungsmässigkeit)*, de conscience-de-soi du genre humain ou de genre humain en-soi et pour-soi *(Gattungmässigkeit an sich* et *für sich)* se trouvent au centre des considérations culminantes de l'*Esthétique* et de l'*Ontologie*.

L'histoire de la philosophie contemporaine permet de déceler un phénomène tout à fait remarquable, dont la signification et la portée n'ont pas encore été suffisamment mesurées : trois penseurs profondément différents, Nicolai Hartmann, Martin Heidegger et Georges Lukács, ont entrepris, chacun en suivant son propre itinéraire intellectuel, de situer de nouveau l'ontologie au centre de la problématique philosophique. La spécificité de l'*Ontologie de l'être social* pourrait être définie d'une manière plus satisfaisante à travers une telle perspective. Bien sûr, l'ouvrage de Lukács est né avant tout de l'intention de fonder philosophiquement les catégories principales de la théorie marxiste et de contribuer ainsi à ce qu'il appelait une « renaissance du marxisme »; mais l'arrière-plan des constructions ontologiques de Hartmann et de Heigegger (cf. *Sein und Zeit*, publié en 1927) n'en reste pas moins très important, et le dialogue, compréhensif ou très critique, avec ces penseurs, occupe un secteur non négligeable de l'*Ontologie* lukácsienne.

On peut dénombrer au moins trois idées fondamentales de l'ontologie de N. Hartmann qui ont beaucoup influencé Lukács dans sa dernière démarche philosophique : *a)* La priorité accordée à l'*intentio recta*, au contact direct avec les phénomènes eux-mêmes, avec « l'étant en tant qu'étant » *(das Seiende als Seiendes)* par rapport à l'*intentio obliqua*, à l'attention accordée aux instruments de la connaissance du réel et à leur examen, attention caractéristique des philosophies qui situent l'épistémologie au centre de leur problématique (le kantisme, le positivisme ou le néo-positivisme); une telle primauté de l'*intentio recta* implique un contact avec l'expérience de la vie quotidienne et avec la pensée quotidienne, ce qui permet de soumettre les résultats des différentes sciences à une confrontation critique avec le réel, donc de désabsolutiser la science par l'épreuve du contrôle ontologique (l'ontologie elle-même, qui doit être nécessairement fondée sur les résultats des sciences, et qui se veut donc plutôt une *philosophia ultima* qu'une *philosophia prima*, garde une telle fonction cri-

tique à l'égard des concepts de la science) ; *b)* La conception du monde en tant qu'articulation progressive de complexes hétérogènes, la notion de complexe *(Gefüge)* ayant pour Hartmann une nette priorité par rapport à celle d'élément; Lukács va définir à son tour la société comme un « complexe des complexes », en soulignant l'hétérogénéité des différents secteurs de la vie sociale, ce qui permettrait d'expliquer la plurivalence de ses voies de développement et l'inégalité dans l'évolution des différents complexes (donc la rupture avec toute conception rectiligne, univoque, « monolithique », de la succession historique, qui a exercé si longtemps une domination funeste à l'intérieur de la pensée marxiste) ; *c)* La critique tranchante du *téléologisme* dans la vision de la nature et de l'histoire (Lukács admirait beaucoup le petit livre de N. Hartmann, *Das teleologische Denken*, complément de sa *Philosophie de la nature*), donc la rupture avec certains schémas aristotéliciens ou hégéliens qui ont dominé la métaphysique traditionnelle; le déterminisme fataliste et le finalisme sont symétriquement répudiés, Lukács essayant aussi par cette voie de réhabiliter l'idée du caractère « ouvert » et imprévisible du développement historique.

C'est donc par la critique d'un certain rationalisme excessif dans la théorie de la société que l'*Ontologie* montre sa fécondité et sa nouveauté par rapport aux travaux antérieurs. La défétichisation des concepts de *loi* ou de *nécessité* historique (la démarche ontologique permet en effet de circonscrire avec plus de précision la validité de ces concepts : la loi a toujours un caractère tendanciel, car les connexions qui la fondent n'agissent pas seules dans l'immanence de la réalité, la nécessité est toujours relativisée, elle fonctionne d'après le principe « si... alors », elle est une *Wenn-Dann-Notwendigkeit*) est le résultat de cette orientation.

Le chapitre sur Hegel, « L'ontologie vraie et l'ontologie fausse de Hegel », va dans le même sens. Considérant la *Logique* de Hegel comme un grandiose traité de logique à caractère ontologique (distincte de toute logique purement formelle ou transcendantale), Lukács essaie de récupérer la richesse de ses catégories en célébrant « l'ontologie vraie » de Hegel, tout en soumettant à une critique sans compromis le téléologisme et le logicisme du schéma d'ensemble, attribués à la conception idéaliste de l'identité sujet-objet (origine de « l'ontologie fausse »). Dans le chapitre sur Marx, « Les principes ontologiques fondamentaux de Marx », Lukács associe, d'une manière assez subtile, la critique de la rémanence de certains motifs du téléologisme hégélien dans la pensée d'Engels (il affirme que ce dernier ne s'est jamais émancipé d'une façon aussi radicale que Marx de la pensée hégélienne) à la critique du dogmatisme, notamment stalinien : en récusant fermement, comme un pur héritage hégélien, l'interprétation du marxisme comme une « philosophie de l'histoire », Lukács développe son idée centrale d'un retour à Marx, le seul qui ait, à ses yeux, appliqué d'une façon conséquente la méthode génétique-ontologique.

La deuxième partie de l'*Ontologie* de Lukács, à laquelle il faut ajouter la dernière synthèse de ses idées, les *Prolégomènes à une ontologie de l'être social* (1969-1970), contient un certain nombre d'analyses originales consacrées aux concepts qui s'inscrivent dans le périmètre des quatre grands thèmes abordés, le travail, la reproduction, le moment idéel et l'idéologie, l'aliénation. Mentionnons, à titre d'exemple, les distinctions opérées entre « objectivation » *(Vergegenständlichung)*, « extériorisation » *(Entäusserung)*, « réification » *(Verdinglichung)* et « aliénation » *(Entfremdung)*. La dialec-

tique des actes à caractère téléologique des individus, principaux acteurs de la vie sociale, et des connexions causales objectives, forme le noyau de la réflexion ontologique de Lukács ou encore sa conséquence, la dialectique du « monde du phénomène » et du « monde de l'essence ». La résolution du rapport entre téléologie et causalité dans la vie sociale domine l'*opus postumum* de Lukács. Sa tentative de fonder une « ontologie de l'être social » n'est pas tout à fait singulière : d'autres auteurs, avec des instruments intellectuels différents, ont entrepris des démarches semblables pour reconstruire la pensée de Marx comme une « ontologie » (cf., dans l'espace francophone, le *Marx* de Michel Henry ou Guy Haarscher; dans la littérature anglo-saxonne, le livre de Gould). Mais c'est surtout avec la *Critique de la raison dialectique* de Sartre qu'on pourrait établir une comparaison fructueuse tant les résultats obtenus par Sartre et Lukács dans leur ambition commune de réexaminer les fondements philosophiques de la théorie marxiste de la société sont différents, voire opposés.

• BIBLIOGRAPHIE. — György LUKÁCS, *A társadalmi lét ontológidjáról*, en 3 vol., Budapest, 1976; ID., *Ontologia dell'essere sociale* (I-II), a cura di Alberto SCARPONI, Roma, Editori Riuniti, 1976, 1981; ID., *Zur Ontologie des gesellschaftlichen Seins, Hegels echte und falsche Ontologie*, Neuwied-Berlin, Sammlung Luchterhand, 1971 (trad. angl. chez Routledge & Kegan, London); ID., *Zur Ontologie des gesellschaftlichen Seins. Die ontologische Grundprinzipien von Marx*, Neuwied-Berlin, Sammlung Luchterhand, 1972; ID., *Zur Ontologie des gesellschaftlichen Seins Die Arbeit, ibid.*, Sammlung Luchterhand, 1973; ID., *Die ontologischen Grundlagen des menschlichen Denkens und Handelns*, in *Ad lectores*, 8, Neuwied-Berlin, Luchterhand Verlag, 1969, p. 148-164; ID., *Ontologia existentei sociale*, avec une introd. de N. TERTULIAN, Bucarest, Editura politica, 1975 (chapitres sur Hegel et sur le travail); ID., *Ontologia existentei sociale*, vol. I, avec une préf. de N. TERTULIAN, Bucarest, Editura politica, 1982; *Bibliographie de G. Lukács*, par R. WEBER, Poitiers, CRDHM, 1974 — Miklós ALMÁSI, La prospettiva ontologica di Lukács, dans le vol. coll. *Il marxismo della maturità di Lukács*, a cura di Guido OLDRINI, Napoli, Prismi, 1983, p. 129-157; Istvan EÖRSI, The story of a posthumous work (Lukács Ontology), in *The new Hungarian quarterly*, XVI, n° 58, 1975; F. FEHÉR, A. HELLER, G. MÁRKUS, M. VÁJDA, Annotazioni sull'ontologia per il compagno Lukács, in *Aut aut*, n° 157-158, gennaio-aprile 1977; Vittoria FRANCO, Il lavoro come « forma originaria » nell'ontologia di Lukács, in *Critica marxista*, n° 3, 1977; C. C. GOULD, *Marx Social ontology*, Cambridge, Massachusetts, London, 1978; G. HAARSCHER, *L'ontologie de Marx*, Bruxelles, 1980; István HERMANN, A társadalmi lét ontologiaja. Néhany gondolat az « Ontologia » megszületéséröl, in *Mágyar filozófiái szemle*, 1978, n. 1; Hans Heinz HOLZ, Leo KOFLER, Wolfgang ABENDROTH, *Gespräche mit Georg Lukács*, herausgegeben von Theo PINKUS, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1967 (trad. franç., Maspero, *Conversations avec Lukács*); Ernest JOOS, *Lukács's last autocriticism. The Ontology*, Atlantic Highlands, NJ, Humanities Press, 1983; Nino Cornelio MOLINU, L'ultimo Lukács tra marxismo e ontologia, in *Studi di Filosofia e di Storia della Cultura*, Sassari, Gallizi, 1978; Giuseppe PRESTIPINO, Il « regno dei fini » nella scienza delle cause, Alberto SCARPONI, L'ontologia alternativa di György Lukács, Massimo CACCIARI, Lukács of dell'impossibile ontologia, articles publiés dans la revue *Metaphorein*, Napoli, n° 8, 1979-1980, n° consacré à Lukács; C. PREVE, *La filosofia imperfetta*, Milano, F. Angeli ed., 1984; N. TERTULIAN, Georges Lukács et la reconstruction de l'ontologie dans la philosophie contemporaine, in *Revue de Métaphysique et de Morale*, n° 4, 1978; ID., Teleologia e causalità nell'Ontologia di Lukács, in *Critica Marxista*, n° 5, 1980; ID., La rinascita dell'ontologia..., in *Critica marxista*, n° 3, 1984.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Besoins, Budapest (Ec. de), Esthétique, Etre social/Conscience, Francfort (Ec. de), Hégélianisme, Pratique, Praxis, Quotidienneté, Réification, Science.

N. T.

Operaïsme

Al : *Operaismus*. — An : *Operaism*. — R : *Operaizm*.

Mouvement théorique et politique italien, l'*operaismo* est essentiellement actif dans les années 60 et au début des années 70. A une époque où le mouvement ouvrier, en crise, est pris dans des débats extrêmement « idéologiques », l'opéraïsme se caractérise essentiellement par un « retour à la classe ouvrière ». On en retiendra :

1 | Une méthode. — « Nous avons considéré, nous aussi, le développement capitaliste tout d'abord, et après seulement les luttes ouvrières. C'est une erreur. Il faut renverser le problème, en changer le signe, et repartir du commencement : et le commencement, c'est la lutte de la classe ouvrière » (M. Tronti, p. 105). Non seulement, donc, la lutte de classes est le moteur de l'histoire, mais surtout le rapport est asymétrique. Ce sont les mouvements, pas toujours visibles, de la classe ouvrière qui expliquent ceux du Capital et de la société capitaliste, et non l'inverse.

Cette idée abstraite prend son sens avec l'introduction du concept de *composition de classe*. La classe ouvrière n'est pas une notion mythologique, mais un ensemble historiquement composé. Composition *technique* : analyse du procès de travail, de la technologie, non pas en termes sociologiques, mais comme sanction d'un rapport de force entre les classes. Exemple : fordisme et taylorisme ont d'abord pour but de briser la résistance des ouvriers de métier et de leurs syndicats en imposant un nouveau type de procès de travail. Il convient donc d'analyser en détail les procès de travail, leurs changements, pour comprendre ce que signifie « lutte de classes » : « évidence » marxiste qui ne l'était plus. Composition *politique* : au sein de la classe ouvrière, certaines fractions jouent un rôle politique moteur. La classe ouvrière ne se contente pas de réagir à la domination du Capital, elle est en perpétuelle recomposition politique, et le Capital est contraint de réagir par une restructuration continuelle du procès de travail. Il convient donc d'analyser cette recomposition politique, la circulation des luttes.

2 | Un point de vue global. — Dès les premiers textes de Raniero Panzieri, l'attention est portée sur la planification. Le Capital n'est plus essentiellement *propriété privée*; c'est d'abord un *pouvoir social* visant à contrôler les mouvements de classe. D'où une vision nouvelle de l'*Etat* : non plus simple garant, mais organisateur de l'exploitation, agissant directement dans la production. La forme de l'Etat est une conséquence de la composition de classe. Antonio Negri peut ainsi montrer que l'Etat « keynésien » et, plus généralement, ce qu'il nomme « Etat-plan » n'est autre chose que l'inscription, au cœur du développement capitaliste, de la Révolution d'Octobre : le pouvoir ouvrier est reconnu comme variable indépendante.

3 | Un mouvement politique. — Si la classe ouvrière est le moteur du développement capitaliste, elle peut également être, et elle est, une force de rupture. Dans une période de reflux apparent, où l'on parle volontiers d'intégration de la classe ouvrière, les opéraïstes prédisent, et cherchent à organiser l'émergence de nouvelles luttes impulsées par une figure nouvelle : l' « ouvrier masse », ouvrier non qualifié des grandes usines. Luttes salariales égalitaristes, non comme revendications corporatistes, mais comme

force de rupture politique susceptible de bloquer le système et d'accroître le pouvoir ouvrier. Le mouvement de 68 sera perçu comme une confirmation de ces thèses. Il y a possibilité de rupture, et donc de construction du *communisme* (contre le socialisme, forme nouvelle de développement); mais l'Etat peut également imposer sa restructuration, les luttes ouvrières devenant une fois de plus simple moteur du développement.

4 / Un mouvement dans l'Histoire. — La volonté d'organiser des mouvements souvent en conflit ouvert avec le mouvement ouvrier traditionnel provoque une rupture au sein de la revue originaire, *Quaderni Rossi*, dirigée par Panzieri : en 1964, naît le journal *Classe operaia*, animé entre autres par Mario Tronti, Romano Alquati et Antonio Negri, qui éclatera en 1966, une partie du groupe, Tronti en tête, finissant un peu plus tard par adhérer au PCI. Après 1968, le groupe *Potere Operaio* sera en quelque sorte l'héritier de l'autre tendance; son autodissolution en 1973 sonnera l'heure de l' « autonomie ouvrière ». Negri élaborera en particulier la théorie de l' « ouvrier social » comme figure nouvelle de la classe ouvrière, non plus cantonnée dans les grandes usines, mais diffuse sur l'ensemble du territoire, le concept de travail productif prenant une extension beaucoup plus grande, l'Etat devenant toujours davantage l'ennemi direct. Mais il s'agit déjà d'une autre histoire.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Revues : Quaderni Rossi*, 1961-1965, rééd., Rome, Nuove edizioni operaie, 1976-1978; *Classe operaia*, 1964-1967, rééd., Milan, Machina Libri, 1979; *Contropiano*, Florence, La Nuova Italia. — *Livres* (en général recueils d'articles, réunis parfois beaucoup plus tard) : Romano ALQUATI, *Sulla Fiat*, Milan, Feltrinelli, 1975; Antonio NEGRI, *La Forma-Stato*, Milan, Feltrinelli, 1977; ID., *Crisi dello Stato-piano*, Milan, Feltrinelli, 1974; ID., *Proletari e Stato*, Milan, Feltrinelli, 1976; Raniero PANZIERI, *La crisi del movimento operaio*, Milan, Lampugnani Nigri, 1973; ID., *La ripresa del marxismo-leninismo in Italia*, Milan, Sapere Edizioni, 1973; Alberto Asor ROSA, *Intellettuali e classe operaia*, Florence, La Nuova Italia, 1973; Mario TRONTI, *Operai e Capitale*, Turin, Einaudi, 1966. — *Recueils collectifs : Operai e Stato*, Milan, Feltrinelli, 1972; *Crisi e organizzazione operaia*, Milan, Feltrinelli, 1974; *L'operaio multinazionale in Europa*, Milan, Feltrinelli, 1974; *Imperialismo e classe operaia multinazionale*, Milan, Feltrinelli, 1976. — *Disponibles en français :* A. NEGRI, *La classe ouvrière contre l'Etat*, Paris, Galilée, 1978; R. PANZIERI, Plus-value et planification, in *Luttes ouvrières et capitalisme aujourd'hui*, Paris, Maspero, 1968; M. TRONTI, *Ouvriers et Capital*, Paris, C. Bourgois, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Aristocratie ouvrière, Autonomie, Crises du marxisme, Gauchisme, Ouvriérisme, Violence, Volontarisme.

F. M.

Opportunisme

Al : *Opportunismus.* — An : *Opportunism.* — R : *Oportunizm.*

Le mot opportunisme apparaît à la fin des années 1860 dans le vocabulaire politique. Pour ce qui est de sa version socialiste, Engels en donne une définition princeps, en 1891, dans la critique du programme d'Erfurt : « Cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre tout autour, sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. Or, l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de

tous » (*Gloses*, p. 103; MEW, 22, 235). Ainsi, la première caractérisation de positions opportunistes est liée aux débats avec la social-démocratie allemande (voir notamment la lettre de Marx à Sorge du 19 septembre 1879 et celles d'Engels à Bernstein du 28 février 1883 et du 5 juin 1884).

Ce n'est donc pas tout à fait un hasard si la fortune et la spécialisation du mot correspondent au surgissement dans le marxisme de l'entreprise révisionniste d'Edouard Bernstein et aux violentes polémiques qui s'ensuivirent immédiatement. Dans les années 1898 et 1899, simultanément Parvus, Plekhanov et Rosa Luxemburg, puis Kautsky et Lénine identifient révisionnisme et opportunisme. La synonymie s'explique aux yeux des marxistes révolutionnaires dans la mesure où le révisionnisme se signale par l' « hostilité à la théorie » (R. Luxemburg), la recherche de succès pratiques immédiats, le primat de la tactique, les concessions permanentes, « l'absence de principes tant soit peu déterminés et fermes » Lénine), etc.

Cette levée de boucliers des sociaux-démocrates « authentiques » ne se fait pas exactement à partir des mêmes positions. Parvus n'est pas hostile à des aménagements tactiques mais dénonce le révisionnisme au nom de l'efficacité révolutionnaire. Plekhanov cherche à préserver avant tout l'orthodoxie doctrinale du marxisme, attaque le néo-kantisme de Bernstein et ne quitte guère le terrain philosophique. Entre les deux, R. Luxemburg s'efforce d'articuler la stratégie sur les principes, la « ligne » du mouvement ouvrier sur l'analyse du développement capitaliste. Et si, dans un premier temps, Lénine reproche à Bernstein sa stérilité politique qui conduit à mettre le prolétariat à la remorque des autres forces sociales, empêchant ainsi l'indépendance politique de son combat, c'est ensuite dans son œuvre qu'on trouvera le plus grand nombre d'occurrences du terme opportunisme.

Le livre de R. Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, constitue à l'époque la réplique la plus brillante et la plus argumentée du marxisme « orthodoxe ». S'appuyant elle aussi sur les transformations récentes du capitalisme, elle veut montrer que son évolution le conduit à une crise « où son équilibre sera rompu ». La nécessité historique de la révolution socialiste découle de l'anarchie économique, de la socialisation croissante du processus de production et de l'organisation consciente du prolétariat. Certes on ne peut anticiper ni la date, ni les formes, ni les circonstances de cet « effondrement » et Marx s'est trompé dans certaines de ses analyses prédictives, cependant c'est une illusion suicidaire de penser réaliser progressivement le socialisme par l'intermédiaire des syndicats, des réformes sociales et de la démocratisation politique de l'Etat qui, ensemble, accumuleraient les « morceaux de socialisme ».

Après des hésitations, Kautsky note que la plupart des « conceptions marxistes » critiquées par Bernstein sont des inventions ou des caricatures de l'œuvre de Marx et Engels (théorie mécanique de l'effondrement, paupérisation des masses, cycle décennal des crises industrielles...), ensuite que les phénomènes nouveaux du capitalisme, loin d'être ignorés des sociaux-démocrates, font déjà l'objet d'analyses (multiplication du nombre des employés et des intellectuels, colonisation des « régions frontalières » du capitalisme, transformation de la propriété juridique du capital, etc.), enfin que nombre des affirmations économiques de Bernstein ne reposent sur aucun fondement réel en Allemagne, pays de monarchie

autoritaire coalisant les magnats de l'industrie et la féodalité foncière.

Plutôt qu'un réquisitoire en règle, complet et circonstancié, contre le révisionnisme, à la manière de R. Luxemburg, la réplique de Lénine utilise trois vecteurs principaux. D'une part il réfute plus ou moins indirectement les conceptions économiques des révisionnistes par son propre travail sur le développement capitaliste russe, d'autre part il livre aux lecteurs russes de longs comptes rendus des ouvrages marxistes allemands, notamment celui de Kautsky (t. 4, p. 198-210), enfin il s'attache à mener des polémiques concrètes contre les points de vue politiques qui, à ses yeux, entravent la constitution d'un mouvement ouvrier révolutionnaire en Russie. Car chaque conjoncture ouvre un débat parmi les forces qui se réclament du socialisme et fait surgir alors les *problèmes concrets* à propos desquels on peut reconnaître le clivage opportunisme/révolution. Par exemple lorsqu'il s'agit de participer à un ministère bourgeois, à l'union nationale, à la douma; ainsi il note au moment du Congrès d'unification du POSDR (mai 1906) : « La question des illusions constitutionnelles c'est justement, à l'heure actuelle, la question sur laquelle il est le plus facile et le plus juste de distinguer l'opportuniste du partisan de la révolution » (o., 10, 366). De cette manière, à l'occasion et dans un but à l'évidence pédagogique, il épingle les critiques, reprochant à l'opportunisme son imprécision, ses hésitations, ses louvoiements (o., 7, 423), l'accusant de s'adapter passivement à la spontanéité du mouvement social dont la tendance naturelle est au réformisme syndical (o., 5, 399), de sacrifier les intérêts fondamentaux et permanents du prolétariat à ses intérêts superficiels et momentanés (o., 11, 51 et 16, 326), de détacher la lutte en faveur des réformes de la lutte en faveur du but final tout en étant incapable de procurer à la classe ouvrière des réformes efficaces et durables (o., 11, 68). Bref, « les opportunistes petits-bourgeois se satisfont toujours de l'instant présent, du clinquant de la dernière innovation, tandis que nous, nous devons voir plus loin et plus profond, montrer tout de suite et directement dans ce progrès les aspects qui sont le fondement et le gage d'une *régression*, qui traduisent le caractère unilatéral, étroit, peu durable de ce qui a été obtenu et qui entraîne la nécessité de poursuivre la lutte sous d'autres formes, dans des conditions différentes » (o., 10, p. 282).

La cohérence et l'audience croissantes de l'opportunisme posent le problème des causes de son apparition dans le mouvement social-démocrate, chacun repoussant, comme Lénine le répète à maintes reprises, les explications en terme de fautes individuelles ou collectives, de profils psychologiques ou de traditions nationales. Mais l'accord s'arrête là. R. Luxemburg invoque des causes qui relèvent « de l'intérieur de l'évolution du parti ». L'opportunisme est ainsi un phénomène naturel explicable par les conditions de plus en plus complexes de la lutte et par l'essor du mouvement socialiste qui intègre sans cesse de nouvelles forces, d'où la « tentative inconsciente d'assurer la prédominance aux éléments petits-bourgeois venus au parti ». Indirectement elle met en cause le poids des syndicats dont l'essence est limitée au jeu « d'une influence régulatrice sur l'exploitation capitaliste ».

Lénine, au contraire, assigne des causes extérieures et part à la recherche des « racines sociales de l'opportunisme ». Longtemps, il oscille entre une *topologie sociale* : « Le prolétariat est inévitablement relié à son voisin de droite, la petite-bourgeoisie, par des milliers de degrés transitoires et dans

tous les partis ouvriers il ne peut manquer de se former une aile droite... » (o., 13, 115); et une *économie de la division* (plus tard, de la corruption) dans la mesure où, dans des conditions historiques spécifiques, une « aristocratie ouvrière » participe au partage des bénéfices particulièrement élevés d'un capital national. La rupture de 1914, on va le voir, conduira Lénine à approfondir sensiblement son analyse.

Faut-il prendre des mesures pratiques contre les opportunistes, par-delà le combat théorique sur la vigueur et l'ampleur desquelles chacun est d'accord ? R. Luxemburg soutient que si « les tendances opportunistes remontent assez loin » en ce qui concerne un ou deux thèmes de débat dans la social-démocratie allemande, le livre de Bernstein « constitue la première tentative pour donner aux courants opportunistes une base théorique » et donc un phénomène nouveau. Dramatisant le conflit, estimant que « ce qui est en jeu (...) c'est non pas telle ou telle tactique, telle ou telle méthode de lutte mais l'existence tout entière du mouvement socialiste », car « c'est la propre peau des travailleurs qu'on veut vendre ici », elle préconise, dès 1899, l'exclusion de Bernstein et de ses partisans. C'est aussi l'opinion de Plekhanov alors que Kautsky ne voit de scission nécessaire que si l'opportunisme cesse d'être un état d'esprit pour devenir une tendance.

Lénine, en revanche, banalise peu à peu la « bernsteiniade » en l'intégrant à toute une tradition. Dans *Que faire ?* (février 1902), il reconstitue brièvement une sorte de généalogie de l'opportunisme par l'intermédiaire de couples déchirés, de frères ennemis du socialisme moderne : lassalliens et eisenachiens, possibilistes et guesdistes, fabiens et sociaux-démocrates anglais, narodovoltsy et sociaux-démocrates russes (o., 5, 358-359) et même, dira-t-il en 1904, reprenant ironiquement Axelrod, Jacobins et Girondins. Ainsi, pour Lénine, depuis qu'elle existe, la social-démocratie internationale a été divisée en deux courants, « deux ailes », dont l'un exprime « les tendances révolutionnaires du mouvement » et l'autre « les tendances démocratiques intellectuelles ». Chaque fois qu'il se penche sur l'histoire du mouvement ouvrier *de masse* en Russie — qui débute en 1895-1896 —, pour des encyclopédies ou des recueils de bilan, Lénine ne manque jamais de souligner qu'il fut aussitôt divisé entre une tendance révolutionnaire et une tendance opportuniste, que cette division perdure à travers ses changements de forme ou d'aspect et explique tous les combats de la fraction marxiste : contre l'économisme (1895-1902), le menchevisme (1903-1908), les liquidateurs (1908-1914)... Cette position a trois conséquences :

1 / Lénine voit dans les tendances opportunistes l'occasion permanente d'approfondir la théorie marxiste, de tremper le mouvement révolutionnaire, d'affiner la politique bolchevique. C'est le plus souvent *contre*, dans la lutte de courants, dans la confrontation d'idées et la remise en cause de ses certitudes, que peut vivre et croître l'aile marxiste du prolétariat.

2 / Le terme opportunisme en vient progressivement à désigner toutes les « déviations » du marxisme, à les discréditer également, quelles que soient leurs significations, leurs origines et leurs nuances. Lénine qualifiera pêle-mêle d'opportunistes les socialistes-révolutionnaires en 1902, Zinoviev et Kamenev lorsqu'ils s'opposent à l'insurrection d'octobre 1917, Trotski en de multiples circonstances, etc.

3 / Mais, fidèle à son idée des « deux ailes de la social-démocratie », Lénine refusera longtemps l'exclusion, prônant la coexistence, même sous forme de fractions organisées, profondément autonomes les unes des autres. Et lorsque le conflit avec les « liquidateurs » sur le maintien ou non du parti illégal atteint un point de rupture, il ira jusqu'à théoriser une différence de comportement envers opportunistes et liquidateurs : « Les opportunistes mènent le parti dans une voie fausse, dans la voie bourgeoise, dans la voie d'une politique ouvrière libérale, mais ils *ne renient pas* le parti lui-même, ils ne le liquident pas. Le courant liquidateur est un opportunisme qui va jusqu'à *renier* le parti. On conçoit que le parti ne puisse exister s'il *englobe* ceux qui n'en admettent pas l'existence » (o., 19, 153-154).

La lutte de tendances atteint un point de non-retour avec la guerre de 1914, le social-chauvinisme et la faillite de la IIe Internationale, « préparée de longue date par les opportunistes » qui y sont largement majoritaires. Pour Lénine, c'est là le nécessaire aboutissement de la collaboration de classe, du nationalisme et du légalisme fétichisé. Le vote des crédits de guerre et les cabinets d'union nationale sont la preuve qu'en période de crise l'opportunisme se dévoile et choisit d'être l'allié déclaré de la bourgeoisie : « Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme mûri au point que cet abcès bourgeois ne peut plus continuer à subsister *comme autrefois* au sein des partis socialistes » (o., 21, 250). Aux yeux de Lénine, cette « trahison » ne peut s'expliquer qu'en postulant l'existence d'une *couche sociale* opportuniste. Celle-ci est formée de l'amalgame d'éléments issus du courant socialiste : fonctionnaires des syndicats légaux, parlementaires, journalistes et intellectuels commodément installés dans le mouvement de masse légal (o., 21, 106 et 151), avec une « bureaucratie, aristocratie de la classe ouvrière » à qui le capitalisme redistribue les miettes de la masse de surprofits procurés par le colonialisme et la situation de monopole. Cette couche supérieure du prolétariat, qui a comme alliée la petite bourgeoisie, est d'abord qualifiée de « minorité insignifiante » puis, définitivement, de « minorité assez importante » (o., 22, 325). Ce faisant, Lénine renoue avec des remarques analytiques formulées par Marx et Engels dans de nombreuses lettres, dès 1858, à propos du prolétariat anglais : « embourgeoisement des ouvriers », « chefs vendus », « profiteurs du monopole colonial et du monopole de marché », « parti ouvrier bourgeois »... Il cite la préface à la deuxième édition (1892) de *La situation des classes laborieuses en Angleterre* qui dénonce la « petite minorité privilégiée et protégée » des ouvriers anglais. Cette réflexion de type socio-économique entraîne Lénine à penser que des partis « ouvriers bourgeois » sont inévitables et viables dans tous les pays (o., 23, 128), que l'opportunisme ne peut plus être considéré comme une « déviation » ni demeurer en droit partie intégrante de la social-démocratie et enfin que, dans la conjoncture 1917-1918, lutte contre l'impérialisme et lutte contre l'opportunisme sont indissociables. En effet, le vote des crédits de guerre s'explique par la volonté de la couche ouvrière corrompue de préserver les surprofits coloniaux de *sa* bourgeoisie nationale.

On sait que la période révolutionnaire qui s'ouvre alors va donner un tour tragique et sanglant aux affrontements entre fractions du mouvement socialiste. Dans cette épreuve qui met au premier plan la question du

pouvoir, Lénine en vient à considérer que la pierre de touche de l'opposition marxisme/opportunisme est l'analyse de l'Etat, c'est-à-dire la double nécessité de briser la machine d'Etat et d'instaurer la dictature du prolétariat dans la phase de transition du capitalisme au communisme (o., 25, 445). Il tente même une relecture des débats de la social-démocratie depuis 1899 en montrant que la plupart des écrits anti-opportunistes, notamment ceux de Kautsky, ont manqué l'essentiel : la question de l'Etat. Lors du IIe Congrès de l'Internationale communiste, alors qu'une vague gauchiste déferle sur les partis marxistes européens et qu'il publie *La maladie infantile du communisme*, Lénine affirme encore : « L'opportunisme, voilà notre ennemi principal » (o., 31, 238).

Ce n'est que l'année suivante, au IIIe Congrès de l'IC (juillet 1921), qu'il concentre le feu contre le gauchisme, phénomène à la fois ancien et nouveau.

Ancien, si l'on considère les nombreuses conjonctures dans lesquelles Lénine stigmatise l'aventurisme, le révolutionnarisme, la phraséologie ou encore l'esprit de cercle, le sectarisme de tel groupe, tel mot d'ordre, telle analyse. Souvent ces « erreurs » sont rapportées à l'anarchisme, déviation symétrique de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Déjà R. Luxemburg, dans son livre contre Bernstein, écrivait que le socialisme marxiste « doit éviter à la fois deux écueils : retomber à l'état de secte et se transformer en un mouvement réformiste bourgeois; il faut se garder à la fois de l'anarchisme et de l'opportunisme ». Elle éclairait ces deux déviations opposées par les métaphores médicales, promises à une postérité inégale, de la maladie infantile et de l'hydropisie. Dans sa polémique avec l'otzovisme, Lénine dénonce « les deux faces d'une même médaille, les deux extrêmes de la désintégration d'une *seule* et *même* couche petite-bourgeoise » (o., 15, 369) que sont l'opportunisme (ou révisionnisme de droite) et le révisionnisme de gauche (ou syndicalisme révolutionnaire). La symétrie s'explique par leur semblable imperméabilité à la dialectique dans la mesure où ils privilégient chacun un seul aspect du mouvement ouvrier, érigeant en théorie ce caractère unilatéral, et par leur commune base de classe.

Nouveau, parce que le gauchisme devient un phénomène international de masse dans les organisations marxistes et communistes naissantes, à la faveur de l'embrasement révolutionnaire des années 1917-1921. Maladie infantile parce qu'elle est propre aux balbutiements du mouvement révolutionnaire (et doit s'estomper avec son développement) et parce qu'elle manifeste une réaction puérile, mélange de peur, de rage et d'entêtement, devant la complexité du combat politique (gauchisme).

A notre connaissance et contrairement aux prétentions de toute une tradition post-léniniste, l'expression « opportunisme de gauche » ne vient *jamais* sous la plume du leader bolchevique. Il parle bien de révisionnisme de gauche mais tout porte à croire que le qualificatif d'opportunisme colle à la peau de la déviation de droite. Certes Lénine a montré que, dans certaines circonstances, une phrase ultra-gauche peut couvrir une politique de capitulation; toutefois le gauchisme européen dans l'Internationale communiste est un gauchisme intransigeant, une politique du refus (refus des compromis, des alliances, de l'unité, de la participation électorale...) qui entraîne une incapacité de se lier aux masses, de conquérir la majorité du prolétariat, de prendre en compte les particularités natio-

nales. Il s'agit bien d'un anti-opportunisme mais stérile, abstrait et décourageant. Alors Lénine parle moins de symétrie dans la déviation marxiste que de succession : les révolutionnaires doivent d'abord triompher de l'opportunisme s'ils veulent former une avant-garde consciente du prolétariat et un parti, puis, pour amener les masses à la révolution, il leur faut éliminer le doctrinarisme de gauche (o., 31, 89-90). Celui-ci étant d'autant plus vivace que la lutte contre celui-là n'a pas été assez ferme. On comprend pourquoi, dans cette année 1921, s'adressant aux délégations étrangères les plus marquées par le gauchisme, Lénine ira jusqu'à dire, comble d'ironie et pirouette dialectique : « Notre seule stratégie, maintenant, c'est de devenir plus forts et par conséquent plus sages, plus réfléchis, plus « opportunistes » et nous devons le dire aux masses » (o., 42, 335-337). La révolution mondiale tant attendue semblait être à ce prix.

Cette rapide généalogie d'une notion permet de pointer deux types de questions encore actuelles :

1 / Par-delà sa signification précise (synonyme de révision du marxisme) et son extension limitée (Bernstein et la suite), le mot opportunisme, au sens large, qualifie le contenu de nombreuses déviations (du marxisme, du socialisme, du mouvement ouvrier). Il renvoie alors aux problèmes du procès d'élaboration de la ligne juste dans une organisation révolutionnaire, dont il n'existe aucune garantie *a priori* mais seulement des conditions de possibilités à définir. Les conditions démocratiques de son élaboration (le mode de fonctionnement du parti). Les conditions d'existence des tendances ou oppositions diverses dans le parti et dans l'Etat prolétarien; et même la possibilité pour un groupe d'aller à contre-courant. Les conditions d'analyse concrète du bilan, des résultats de la ligne et des rectifications nécessaires en fonction de l'expérience et des transformations objectives de la situation (Lénine répète constamment qu'un parti révolutionnaire n'est pas un parti qui ne commet pas d'erreur mais un parti qui sait à temps les reconnaître et les rectifier).

2 / Suivant les conjonctures et l'âpreté de l'affrontement de classes, Lénine réfère l'opportunisme soit à ses racines sociales, soit à son projet transformateur et socialiste. Si l'opportunisme est un effet de l'impérialisme et du développement inégal, il se réduit à n'être que l'instrument de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier et on doit le détruire dans une lutte frontale. S'il est une composante nécessaire du socialisme, une « aile » de la social-démocratie, on peut s'unir avec lui malgré son réformisme et ses illusions. Contradiction décelable dans le IVe Congrès de l'Internationale communiste où, après le reflux révolutionnaire en Occident, Lénine déplace l'espérance révolutionnaire dans l'Orient colonisé et opprimé (donc là où s'origine la corruption) tout en préconisant la formation d'un front unique entre « communistes, ouvriers sociaux-démocrates, chrétiens, sans parti, syndicalistes qui n'ont pas reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat ».

• BIBLIOGRAPHIE. — Ed. BERNSTEIN, *Les présupposés du socialisme et les tâches de la social-démocratie*, 1899. — K. KAUTSKY, *Bernstein und das socialdemokratische Programm*, 1899. — V. I. LÉNINE, *Notre programme* (1899), o., t. 4; *Marxisme et révisionnisme* (avril 1908), o., t. 15; *Les divergences dans le mouvement ouvrier européen* (décembre 1910), o., t. 16; *La faillite de la IIe Internationale* (spéc. chap. VII) (juin 1915), o., t. 21; *L'impérialisme et la scission du*

socialisme (oct. 1916), o., t. 23; *L'Etat et la révolution* (chap. II et VI) (sept. 1917), o., t. 25; *La maladie infantile du communisme* (juin 1920), o., t. 31. — A. PANNEKOEK, *Die taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung*, 1909. — PARVUS (de son vrai nom I. L. HELPHAND, Russe émigré en Allemagne en 1891), Der Opportunismus in der Praxis, *Neue Zeit*, 1900-1901. — G. PLEKHANOV, *Bernstein et le matérialisme*, juillet 1898.

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Aristocratie ouvrière, Déviation, Economisme, Effondrement (théorie de l'), Gauchisme, Menchevisme, Otzovisme, Petite-bourgeoisie, Révisionnisme, Tendances (droit de).

G. M.

Opposition ouvrière

Al : *Arbeiteropposition.* — An : *Working-class opposition.* — R : *Rabočaja oppozicija.*

A l'automne 1920, la guerre civile s'achève en laissant un pays ravagé par la famine et la destruction, avec une classe ouvrière atomisée et démoralisée. Aux vains espoirs de redressement rapide succède, chez les bolcheviks, une longue période de division et d'affrontements politiques. La polémique se centre, durant l'hiver 1920-1921, autour de la question des syndicats. Trotski et Boukharine sont partisans de la militarisation du travail, de la centralisation et de l'étatisation des syndicats. A l'inverse, l'opposition ouvrière (animée par Chliapnikov et Alexandra Kollontaï) propose de libérer l'initiative ouvrière en déléguant le pouvoir économique aux syndicats. Elle préconise parallèlement de réduire les prérogatives des administrations et des spécialistes bourgeois, d'épurer le Parti, de le prolétariser et de démocratiser encore sa vie intérieure. Lénine occupe une position médiane et attaque sévèrement Trostki avant de porter ses coups contre l'opposition ouvrière. Pendant des mois, le débat est permanent et public (par exemple, la brochure de Kollontaï est éditée à plus de 250 000 exemplaires).

Lors du Xe Congrès du Parti, en avril 1921, la question est tranchée en faveur de Lénine, qui, obsédé par les risques de scission, fait adopter une résolution interdisant l'activité fractionnelle et la constitution de groupes autour de plates-formes. Une clause gardée secrète accorde au Comité central des pouvoirs d'exclusion sur les indisciplinés. Ces mesures qualifiées d'exceptionnelles constitueront en fait un tournant dans l'histoire des formes d'organisation communiste.

Pour certains historiens, les thèses de l'opposition ouvrière, même si elles expriment des préoccupations fondamentales, manquent de cohérence et de moyens d'application dans les conditions de l'époque tout en occultant le problème décisif de l'alliance avec les masses paysannes (cf. E. H. Carr et Ch. Bettelheim, première manière). Pour d'autres, ces thèses mettent le doigt sur les plaies ouvertes de la révolution russe et contiennent une valeur universelle. Quoi qu'il en soit, le conflit s'éteindra moins à cause de mesures répressives pourtant réelles que par l'introduction de la NEP qui modifia la politique du travail et la substance des débats.

• BIBLIOGRAPHIE. — Charles BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS, première période 1917-1924*, Paris, 1974; Edward Hallet CARR, *La révolution bolchevique*, 3 vol., Paris, 1971; Marc FERRO, *La révolution de 1917*, Paris, 1976; V. I. LÉNINE, o., 31 et 32; *Socialisme ou Barbarie*, n° 35, 1964; Marcel LIEBMAN, *Le léninisme sous Lénine*, Paris, 1973.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Communisme de gauche, Gauchisme, Tendances (droit de).

G. M.

Or

Al : *Gold.* — An : *Gold.* — R: *Zoloto.*

Défini comme « mode d'être matériel de la richesse abstraite » (*Cont.*, ES, p. 90; MEW, t. 13, p. 102), l'or est au point de départ théorique de la réflexion de Marx sur la monnaie. Il en est aussi l'objet historique privilégié, puisqu'il occupe, au XIXe siècle, le premier rang dans la hiérachie des monnaies, que ce soit dans la circulation interne ou dans les échanges internationaux.

Dans la première section du livre I du *Capital*, l'or apparaît au terme d'un exposé qui mène de la forme relative de la valeur à sa forme générale. Le sens de la forme relative de la valeur, c'est qu'aucune marchandise ne peut exprimer sa valeur autrement que dans une autre marchandise. Ce mode stucturel d'expression de la valeur se retrouve dans la forme générale de la valeur et dans la forme prix en quoi elle se convertit quand l'or est la marchandise choisie pour être l'équivalent de toutes les autres. Même si, au fil des trois livres, à mesure que Marx introduit les déterminations successives du capital, la monnaie s'autonomise et déploie les formes requises par ces déterminations, cette position initiale de la marchandise dans la forme équivalente appartient toujours à son concept. La monnaie est donc « par nature » (entendons par concept, par structure) marchandise et il y a une marchandise qui, par nature (par nature « naturelle », cette fois), est appelée à être monnaie, c'est l'or.

« *Aurum* (Au). Densité = 19,5; point de fusion : 1 200°... » (*Grund.*, ES, t. I, p. 112; MEGA, t. II, 1.1, p. 107). Marx réunit dans le cahier I des *Grundrisse* les éléments d'un véritable article d'encyclopédie sur l'or (et quelques autres métaux précieux) où l'on voit quelles sont les caractéristiques de sa valeur d'usage dont il tire cette « valeur d'usage formelle » (K, ES, t. I, p. 100; MEW, t. 23, p. 104) d'être monnaie. L'élément de cette dernière, pour employer le langage de *La Science de la logique*, c'est la quantité; la valeur n'étant susceptible que de plus ou de moins, il faut que le matériau dans lequel on exprime sa mesure soit de qualité uniforme et que, tout comme la quantité, il puisse sans altération se diviser et se recomposer (*Cont.*, ES, p. 115; MEW, t. 13, p. 129). Moyen de circulation perpétuellement en mouvement, il doit concentrer une grande valeur en un volume réduit. Cette même qualité ajoutée à la durabilité doit faire de lui un instrument adéquat de thésaurisation. Si, en outre, il est malléable, celle-ci ne sera pas irréversible et, fondu en lingots ou ciselé en objets de luxe, il lui suffira de passer par l'Hôtel des Monnaies pour retourner à la circulation. Enfin, il ne doit pas être indispensable à la production et à la consommation, de telle sorte que sa fonction monétaire ne contredise pas sa valeur d'usage de manière significative (*Cont.*, ES, p. 116; MEW, t. 13, p. 130. Marx reprend purement et simplement toute cette analyse dans *Le Capital*, renvoyant, en note, le lecteur à la *Contribution*).

Réunissant en sa matérialité l'ensemble de ces qualités, l'or (et, à un moindre degré, l'argent) est le support privilégié des fonctions de la monnaie, pour autant que celle-ci soit appréhendée dans la circulation simple. Parmi ces fonctions, il en est qu'il doit accomplir « en personne », d'autres pour lesquelles il peut se faire représenter.

Comme mesure de valeur, il doit entrer lui-même dans la circulation en s'échangeant contre d'autres marchandises, et c'est à partir des rapports

d'échange qui s'établissent à cette occasion que, par comparaison — sans que l'or soit à chaque fois présent —, se fixent les prix de toutes les autres marchandises. Comme instrument de circulation, c'est-à-dire comme réalité purement transitive, l'or peut être remplacé par de simples signes (pièces de métal vil, billets), ce que semble déjà anticiper l'érosion à laquelle leurs transferts incessants soumettent les pièces. En tant que réserve de valeur, c'est le métal lui-même qui sera thésaurisé. Dans la *Contribution*, Marx oppose cette accumulation de métal, qu'il rapporte à la circulation simple, à d'autres formes d'accumulation, qu'il se propose d'analyser ultérieurement (*Cont.*, ES, p. 97; MEW, t. 13, p. 110). En effet, dans la circulation simple, l'objet thésaurisé doit avoir une valeur intrinsèque, ce qui est le cas de l'or : « Comme temps de travail matérialisé, l'or est garant de sa propre valeur » (*ibid.*, ES, p. 93; MEW, p. 105). Avec la monnaie de papier, le gage devient extérieur : consensus, décret. C'est en s'articulant par les banques et les caisses d'épargne au procès d'accumulation capitaliste qu'elle parvient à trouver un mode satisfaisant de thésaurisation.

Admettant une représentation dans la circulation interne, l'or est au contraire requis sans partage sur le marché mondial. Il y reprend son aspect brut de lingots ou de barres. Toutes les marchandises s'y mesurent; il solde les balances commerciales et chaque pays constitue dans sa banque d'émission un fonds de réserve destiné au commerce international, par centralisation des avoirs en or, que remplacent les billets dans la circulation interne.

On l'a vu, l'analyse de Marx part de l'assertion que si l'or est un signe de valeur, c'est qu'il a lui-même une valeur, qu'il est lui-même une marchandise. De là la critique qu'il formule contre la théorie quantitative défendue, après Hume et Petty, par Ricardo et qui inspirera le *Peel Act* de 1844. Marx énonce que l'or circule selon des lois inverses de celles qui gouvernent les signes de valeur : l'or circule parce qu'il a de la valeur, le papier a de la valeur parce qu'il circule. La valeur des marchandises étant donnée (ainsi que la vitese de la circulation), la quantité d'or en circulation dépend de la valeur de l'or; la valeur du papier — c'est là et seulement là que Marx donne raison à la théorie quantitative — dépend de la quantité de papier qui circule : « Alors que la quantité d'or en circulation augmente ou diminue avec l'augmentation ou la diminution des prix des marchandises, les prix des marchandises semblent augmenter ou diminuer avec les variations de la quantité de papier en circulation » (*Cont.*, ES, p. 88; MEW, t. 13, p. 100). Si bien qu'un volume déterminé de transactions requiert une masse d'or déterminée, l'excédent étant thésaurisé, tandis que « la proportion dans laquelle le papier-monnaie entre dans la circulation semble pouvoir augmenter de façon arbitraire » (*ibid.*, ES, 88; MEW, 100).

• BIBLIOGRAPHIE. — LÉNINE, O., 33, 109.

▶ CORRÉLATS. — Echange, Marchandise, Monnaie, Valeur.

M. D.

Organisation

Al : *Organisation.* — An : *Organisation.* — R : *Organizacija.*

Voir : Agitation/Propagande, Appareil, Parti, Socialisation, Spontanéisme.

Orthodoxie

Al : *Orthodoxie.* — An : *Orthodoxy.* — R : *Ortodoksal'nost'.*

I | La constitution de l'orthodoxie

Il fut un temps où le mot n'était pas une insulte. Revendiquée par les socialistes qui se voulaient continuateurs de l'analyse marxienne du capital et héritiers de son caractère révolutionnaire, l'orthodoxie s'affirme étrangère à un dogmatisme érigeant les thèses de Marx en vérités éternelles à appliquer mécaniquement. Si Kautsky en fut très officiellement déclaré le « pape », c'est que son apport fut décisif pour fixer des positions qui entendaient défendre, illustrer, mais aussi actualiser la doctrine de Marx contre ses critiques.

Dès les débats de l'AIT, Marx et Bakounine s'accusent mutuellement d'ériger leurs thèses en orthodoxie de l'organisation. Marx entend montrer que les idées de Bakounine conduisent à limiter la lutte de la classe ouvrière en lui interdisant le terrain politique. Il fait de l'orthodoxie une pensée de secte, qui prétend imposer ses idées au mouvement ouvrier au lieu d'en faire l'analyse historique. En présentant sa pensée non comme une doctrine ouvrière particulière, mais comme la réflexion sur une histoire et comme la conclusion de celle-ci, il entend se démarquer de toute orthodoxie. C'est au nom de cette exigence historique que Bernstein critiquera les conceptions de la social-démocratie comme orthodoxes. Il n'a pas tort de se réclamer en cela d'un certain marxisme.

Le problème rebondit quand les idées de Marx deviennent dominantes dans le mouvement ouvrier et définissent la doctrine de partis nationaux, prioritairement de la social-démocratie allemande. Marx et Engels semblent mettre alors la main à la pâte dans la transformation de leurs analyses en doctrine officielle de parti; en témoigne leur intervention massive et conjointe dans l'affaire Dühring. Leur démarche reste pourtant extérieure au fonctionnement effectif du Parti, et elle est revendiquée comme telle. En publiant la *Critique du programme de Gotha*, Engels revendiquera la liberté de critique scientifique et historique, refusant aux « fonctionnaires » du Parti le droit d'instaurer en son sein un monopole de la théorie (L. à Kautsky du 23 févr. 1891). Son opposition à l'orthodoxie se focalise sur l'autonomie nécessaire du débat scientifique devant le débat politique, condition pour lui du véritable débat politique.

Cette extériorité scinde les mouvements marxistes en deux centres : un centre théorique situé à Londres, où les « deux vieux » se veulent étrangers aux vérités de parti, mais d'où ils indiquent des perspectives historiques (Marx les esquisse pour les marxistes russes et rédige les considérants du Parti ouvrier français); et un centre politique incarné par les directions de partis dans la difficile conjoncture qui suit l'écrasement de la Commune et les mesures d'exception de Bismarck.

L'orthodoxie se constitue au contraire par la suppression des conflits nés de cette dualité de centres, prioritairement dans la s.d. allemande. La mort d'Engels, puis la défaite officielle de Bernstein, qui lança la polémique révisionniste depuis Londres, dans une situation d'extériorité qui rappelait celle des fondateurs (il était un des exécuteurs testamentaires d'Engels), ouvrent la voie à la constitution d'un bloc théorique et politique devenu l'apanage des partis. Pour autant l'orthodoxie n'est pas assimilable

à la ligne politique de ces partis, pas même de la s.d. allemande : la direction de celle-là jugea par exemple *Le chemin du pouvoir* (Paris, 1969, réimpression) de Kautsky comme dangereusement à gauche. Elle définit davantage une culture, déterminante dans la formation des politiques, mais constituée dans les contradictions du parti allemand et dans les débats de la IIe Internationale. Elle a assuré une relative unité idéologique à un mouvement qui n'était qu'un rassemblement de partis nationaux. Elle a défini la forme normale de la théorie et de la politique marxiste pour les pays les plus avancés, une référence par rapport à laquelle les divers partis ont pensé leur spécificité nationale.

La crise marquée par l'apparition du révisionnisme de Bernstein fut déterminante dans son élaboration. Niant l'existence d'une tendance nécessaire et univoque à la concentration capitaliste, refusant l'idée d'une inévitable aggravation des crises, Bernstein concluait que le capital n'était pas voué à un effondrement nécessaire. Le MPC recelait, selon lui, une force expansive lui permettant de surmonter ses contradictions, dont il voyait la preuve dans le développement de la propriété privée, en particulier dans l'agriculture. Il en déduisait que la social-démocratie devait cesser de faire fond sur la possibilité d'une révolution pour s'installer sur le terrain d'une transformation graduelle et réformiste du capital.

Kautsky répondit par deux ouvrages canoniques : *Le marxisme et son critique Bernstein* (Paris, 1900) et *La question agraire* (Paris, 1900). Les phénomènes soulignés par Bernstein sont pour lui marginaux. Si le nombre absolu des possédants ne diminue pas, le poids spécifique de la petite entreprise se rétrécit face à la formation de cartels et de trusts. Bernstein, constatant la formation de nouvelles couches moyennes, rejetait la polarisation de la société en deux classes antagonistes; Kautsky, l'un des premiers, explore la prolétarisation des ouvriers et des intellectuels. Il retrouvait ces tendances dans l'agriculture. Sortant d'une analyse marxienne qui la situait dans un mode de production capitaliste pur, Kautsky étudie l'action de l'industrie capitaliste sur une agriculture qui lui reste extérieure. Refusant l'existence d'une tendance univoque à la formation de la grande exploitation agricole capitaliste, il admet que le développement de l'industrie peut permettre le progrès de l'exploitation paysanne. Mais il conclut à la dépendance accrue de l'agriculture face à l'industrie, et à la prolétarisation de nombreux exploitants agricoles, condamnés à servir de réserve de main-d'œuvre au capital.

L'aiguisement des contradictions de classes ne repose pas sur l'aggravation absolue des conditions de vie ouvrière, comme le croyait *Le Manifeste*. Kautsky refusait la paupérisation absolue, dont la loi est absente du *Capital*, au profit de la paupérisation relative, dont Marx admet explicitement la possibilité, et qui témoigne pour Kautsky de l'accentuation des antagonismes de classes. Simultanément, le mouvement du capital annexe les contradictions secondaires, les ramène au développement de son antagonisme central, supprimant toute autonomie des autres couches sociales, comme la petite bourgeoisie. D'où la condamnation du réformisme politique de Bernstein, censé réduire la s.d. à un parti populaire au moment où la spécificité des couches moyennes s'estompe devant l'antagonisme entre capital et travail. C'est là un schéma généralement admis par les théoriciens de la IIe Internationale. Bauer le reprendra dans *La lutte pour le pouvoir* (in *O. Bauer et la révolution*, Paris, 1968). Par-delà la défense

circonstancielle d'une visée « révolutionnaire » contre le révisionnisme, Kautsky façonne un fond idéologique commun aux théoriciens marxistes et apparentés de l'époque, malgré l'extrême diversité de leurs positions philosophiques et parfois politiques.

II | La culture politique commune à la IIe Internationale

On peut en saisir la ligne directrice dans la réinterprétation kautskyenne du catastrophisme de Marx. Ce dernier entendait montrer comment le mouvement du capital produit la classe révolutionnaire, son organisation, la nécessité de son action pratique, les conditions matérielles de sa victoire. Kautsky rompt l'unité du processus. Le capital ne produit que la nécessité du combat, qui ne peut cesser que par la victoire du prolétariat (*Révolution sociale*, Paris, 1912, 103). Mais l'organisation du prolétariat, clé de sa victoire, repose sur les buts qui l'animent et qui fondent son unité (*Les trois sources du marxisme*, Paris, s.d., 32). La victoire du prolétariat repose donc sur sa maturité subjective. Kautsky disloque l'unité des rapports sociaux dans une dialectique de l'objectif et du subjectif.

Cette opposition philosophique paraît être une matrice théorique aux effets repérables dans toute la IIe Internationale. L'objectif est défini par les forces productives, véritable moteur de l'histoire, dont la socialisation produit le prolétariat. Le subjectif est la conscience, la discipline, l'union de la classe, portées et incarnées par ses organisations. Berth, dans sa période marxiste, en donne un parfait résumé : « Il faut d'une part que la grande industrie se soit développée et par son développement même qu'elle ait créé un prolétariat, et il faut d'autre part que ce prolétariat s'organise, se discipline » (*Dialogues socialistes*, 24). La IIe Internationale repose sur un rapport représentatif entre organisations et masses, dénoncé par les syndicalistes comme soumission du prolétariat à des buts extérieurs émanant d'intellectuels eux-mêmes éloignés du prolétariat. L'organisation, porteuse des buts révolutionnaires, reste l'incarnation de l'universalité de la classe. A l'organisation comme synthèse d'expériences ouvrières, se substitue l'organisation consciente et pédagogue des masses. La démocratie représentative mesure la maturité du prolétariat, elle est la condition par laquelle le subjectif devient égal à l'objectif. L'idée d'une aggravation de l'antagonisme social fondamental mène à la reprise de la thèse d'Engels selon laquelle la bourgeoisie est incapable de maintenir sa propre démocratie. Celle-là devient le moyen de la lutte ouvrière et son but. Ainsi s'explique le paradoxe politique de la IIe Internationale : répondre à l'aiguisement du conflit des classes par une stratégie attentiste; à la théorie kautskyenne d'un encerclement de l'Etat visant à le paralyser correspond la tactique de la violence défensive de l'austro-marxisme.

Outre son niveau de conscience, la maturité subjective du prolétariat consiste dans sa capacité à développer les germes de socialisme censés être inclus dans les rapports sociaux développés par le capital. D'où l'idée d'une conquête de la démocratie, puisée dans *Le Manifeste*, dont l'extension à l'économie, par l'instauration d'une représentation ouvrière, permettrait de passer au socialisme. Investi par les organisations ouvrières, l'Etat bourgeois s'autodépasse ainsi en devenant le centre de la socialisation entendue comme démocratie sociale. Les buts révolutionnaires pouvaient s'incarner dans une stratégie gradualiste de conquête du pouvoir par le

bulletin de vote (*La lutte pour le pouvoir* de Bauer en est le plus parfait résumé).

La dialectique du subjectif et de l'objectif aboutit ainsi à leur coupure perpétuelle, à la dislocation des rapports entre théorie et pratique, entre buts et stratégie. Bernstein réclamait à bon droit de la s.d. allemande qu'elle mît sa doctrine en accord avec ses actes et qu'elle osât paraître ce qu'elle était. Dans cette coupure se trouve la source de la résurgence continuelle d'un devoir-être kantien opposant l'idéal au réel. A cette coupure de fait, les ténors de la IIe Internationale ne répondirent que par la théorie, en fondant sur la nature l'unité entre subjectif et objectif, donnant ainsi naissance à une sorte de darwinisme social. Kautsky appuie la lutte politique sur l'existence d'un « vouloir-vivre », « fait primordial » (*Chemin du pouvoir*, 51), et Plekhanov sur la lutte pour l'existence : « La lutte pour l'existence crée leur économie et c'est là aussi que la psychologie prend racine » (*Essai sur la conception moniste de l'histoire*, 169). D'où l'oscillation perpétuelle entre un matérialisme naturaliste et un idéalisme néo-kantien destiné à finaliser l'histoire. La IIe Internationale fut un long règne de rois philosophes.

III | L'orthodoxie, forme de transmission de la théorie

La figure de l'orthodoxie ne disparaît pas avec l'écroulement de la vieille maison. L'orthodoxie définit le mode d'existence historique et de transmission de la théorie, qui malgré les objurgations des fondateurs devant les premiers symptômes du phénomène n'a vécu qu'enserrée dans le carcan des orthodoxies successives et concurrentes, ce qui réduisit les penseurs qui en étaient exclus, comme Korsch, à la marginalité.

Prétendant retrouver le vrai marxisme, Lénine renouvelle de fait la vision d'une organisation fondatrice de la conscience ouvrière par la fusion d'éléments extérieurs. Dépositaire de la théorie, le Parti est la vérité de la classe. Il la représente plus ou moins bien, mais ne peut pas ne pas la représenter (*La maladie infantile*, o., 31). D'où une double détermination contradictoire sur laquelle ont vécu tous les partis communistes : le Parti est à la fois une fraction de la classe ouvrière, et l'incarnation d'une conscience qui lui est extérieure, un double qui doit perpétuellement se lier à des masses dont il est censé sortir. Le Parti annexe le lien entre la théorie et le mouvement ouvrier.

« Le matérialisme dialectique est la conception du monde du Parti marxiste-léniniste. » Ouvrant l'opuscule de Staline, *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique*, ce saisissant raccourci livre crûment le secret de l'orthodoxie : c'est un discours d'appareil et un discours de l'universel, au-delà de l'histoire. En témoigne négativement l'obsession des trostkistes à reconstituer une structure parallèle à l'IC, le privilège qu'ils ont accordé à l'organisation et leur volonté à se poser en alternative universelle du stalinisme.

Définissant l'organisation comme un mouvement interne de la classe ouvrière, Marx interdisait tout discours autonome de l'organisation comme appareil. Or l'orthodoxie produit ce discours autonome, qui reflète la coupure entre l'organisation et la classe, l'érection en appareil distinct d'une aristocratie d'origine ouvrière, mais coupée de la production. Si l'organisation, forme nécessaire de lutte dans l'Etat, prend nécessairement la forme d'un appareil étatique, une fois élevée par son autonomie au

rang de médiation universelle entre les masses et la politique, entre la classe et l'Etat, elle devient de fait un véritable appareil d'Etat, dont elle reflète la nature de machine spéciale. Tout discours d'appareil est en ce sens un discours de l'Etat. La IIe Internationale s'est abîmée dans les compromis avec l'Etat capitaliste, la IIIe a érigé une nouvelle dictature sur la classe ouvrière. Mais il n'y a aucune limite infranchissable entre les deux démarches, comme en témoigne l'évolution des partis communistes, qui à la suite des partis social-démocrates se sont posés en partis de gouvernement, définissant potentiellement l'appareil dirigeant du nouvel Etat « socialiste », érigeant celui-ci en incarnation de l'universalité sociale, concentrant par la représentation la politique au-dessus des producteurs. Et si la IIe Internationale voyait la démocratie parlementaire concentrer cette représentation par l'organisation, Kautsky n'était pas si loin de l'identification stalinienne de la dictature de la classe à celle du Parti quand il affirmait : « Une classe n'est qu'une masse amorphe, il n'y a qu'une organisation qui puisse régner » (*Dictature du prolétariat*, Paris, 1972, rééd., 199).

C'est très logiquement que les orthodoxies successives ont fait de l'Etat le sujet de l'économie, se subordonnant les producteurs, fusionnant l'appropriation économique et la direction politique, reproduisant la coupure entre travailleurs et moyens de production au nom d'une organisation rationnelle de l'économie, qu'elles ont enfoui sous leur talmudisme les percées de Marx ou de Lénine découvrant dans des expériences ouvrières une pratique politique anti-étatiste fondée sur la démocratie directe. L'orthodoxie ne vise pas à combattre la soumission du travail au capital, mais à en renouveler les formes.

En posant l'organisation comme universalité de la classe, l'Etat comme universalité de la société, l'orthodoxie s'affirme comme discours de l'universel. A la démocratie kautskyenne, moyen et but universels de lutte, répondent, chez Staline, l'affirmation des lois naturelles de la révolution et l'application des lois de la dialectique (*Matérialisme dialectique et matérialisme historique*). Au fait primordial du vouloir-vivre fondant la dialectique de l'histoire chez Kautsky ou Plekhanov, répond chez Staline l'universalité de la contradiction. Le marxisme est de toute façon érigé en ontologie naturaliste, appliquée *post festum* à la diversité des savoirs, La conception matérialiste de l'histoire fonde en nature chez Kautsky l'unité des sciences (*Les trois sources du marxisme*, 10), rôle qui échoit chez Staline au matérialisme dialectique, philosophie « scientifique » et « prolétarienne ».

Loin de se présenter comme une conclusion impliquée par le fonctionnement des sciences, selon la vue d'Engels, dans *L'Anti-Dühring*, ou de Lénine, dans *La portée du matérialisme militant*, l'orthodoxie se pose en transformation méthodologique des savoirs, d'où l'apparition chez Kautsky du thème de la science prolétarienne (*Les trois sources*, 11). Cette unité est illusoire; l'orthodoxie se présente comme un emboîtement de théories générales que la méthode dialectique est censée subordonner les unes aux autres. Ainsi naissent une économie marxiste, une sociologie marxiste, une théorie marxiste de l'Etat, et — pourquoi pas ? — une linguistique ou une biologie marxistes. Korsch a montré comment l'orthodoxie consistait à faire éclater l'unité de la science de l'histoire voulue par Marx pour la monnayer en membres épars. Ce fruit de la coupure entre théorie et pratique, apanage de la IIe Internationale, est reproduit dans l'I.C., qui

porte cette scission à son comble en retournant une analyse révolutionnaire en justification d'une nouvelle oppression et en « dictature idéologique particulière » (*Marxisme et philosophie*, Paris, 1964, 58).

Discours négateur de l'histoire, l'orthodoxie n'a pas elle-même d'histoire. Cette indéfinie ratiocination oscille sans cesse entre les mêmes pôles théoriques. Lors de la dissolution du stalinisme, les partis communistes occidentaux sont tout naturellement revenus aux positions de la IIe Internationale. Le mélange de démocratie directe et de démocratie représentative prôné par le Parti communiste italien est un avatar avoué de l'austro-marxisme ; la voie démocratique au socialisme prêchée par le Parti communiste français repeint, sans oser le proclamer, la façade kautskyenne d'une peinture de « socialisme aux couleurs de la France ». S'il y a bien aujourd'hui une crise du marxisme, elle est dans une large mesure crise de l'orthodoxie, qui apparaît ainsi non comme une disposition d'esprit ou une erreur politique, mais comme un phénomène historique d'ensemble, un concours de pratiques paralysant l'autonomisation de la classe ouvrière.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Positions*, Paris, 1976; L. COLLETTI, *De Rousseau à Lénine*, Paris, 1972; K. KAUTSKY, *Parlementarisme et socialisme*, Paris, 1900; K. KORSCH, *Karl Marx*, Paris, 1971; G. LABICA, *Le marxisme-léninisme*, Paris, 1984; LÉNINE, *Que faire?* (O., t. 5); MARX, *De l'indifférentisme en matière politique*, trad. *apud* MARX-ENGELS-LÉNINE, *Sur l'anarchisme*, Moscou, Ed. du Progrès, 1973; MARX-ENGELS, *Les prétendues scissions de l'Internationale*, *ibid.*; ID., *L'alliance de la démocratie socialiste et l'AIT*, *ibid.*; NEGRI, *Marx au-delà de Marx*, Paris, 1979; D. NIEUWENHUIS, *Le socialisme en danger*, Paris, 1975; PRÉOBRAJENSKI et BOUKHARINE, *L'abc du communisme*, Paris, 1979; STALINE, *Les questions du léninisme*, Paris, 1956.

▶ CORRÉLATS. — Austro-marxisme, Bureaucratie, Capitalisme d'Etat, Communisme, Crises du marxisme, Darwinisme, Diamat, Dogmatisme, Economisme, Etatisme, Fusion, Kantisme, Kautskysme, Léninisme, Marxisme-Léninisme, Matérialisme dialectique, Pacifique (voie), Parlement, Parti, Révisionnisme, Science, Social-démocratie, Socialisation, Socialisme, Stalinisme.

J. R.

Otzovisme

Avec l'échec de la Révolution de 1905 et les progrès de la réaction stolypinienne, la social-démocratie russe connaît de nouvelles divisions. Chez les mencheviks, les « liquidateurs » limitent l'activité du Parti aux seules actions légales. Chez les bolcheviks, les otzovistes, bientôt rejoints par les « ultimatistes » de Saint-Pétersbourg qui, arguant de l'impossibilité des actions légales, ne retiennent que l'activité clandestine, demandent d'abord le boycott des élections à la IIIe Douma, puis le « rappel » des députés du Parti (*otzovat* : rappeler).

A. A. Bogdanov, principal dirigeant des bolcheviks avec Lénine et Krassine, ancien animateur du groupe social-démocrate dans la IIe Douma, est d'emblée partisan du boycott. Mais, respectant les résolutions du Ve Congrès du POSDR (avril-mai 1907), il dirige la campagne électorale. A la IIIe Conférence du POSDR (Kotka, 21-23 juillet 1907), les thèses de Lénine hostiles au boycott — explicitées dans son article du 26 juin « Contre le boycottage» — n'obtiennent une majorité qu'avec l'appui des mencheviks contre la plupart des bolcheviks qui suivent les otzovistes A. A. Bogdanov et L. B. Krassine. Les organisations bolcheviques, notamment celles de Saint-

Pétersbourg, Moscou, Odessa, etc., sont en effet devenues otzovistes.

Dès lors, et jusqu'en 1911, la vie de la fraction bolchevique va être, pour une large part, dominée par le conflit entre Lénine, longtemps minoritaire, et les otzovistes. La division affecte aussi bien les organisations de Russie que celles des émigrés. D'autant que la « déviation » politique que constitue l'otzovisme des « bolcheviks de gauche » se nourrit d'une « déviation » théorique et philosophique. Les dirigeants otzovistes, disciples des empiriocriticistes Mach et Avenarius, s'attaquent à la « philosophie marxiste étroite » de G. Plekhanov et projettent, selon le mot de Bogdanov, de « rajeunir » le matérialisme dialectique. Bogdanov, auteur d'*Empiriomonisme* (1906), collabore avec Bazarov, Lounatcharski, Bermann, Hellfond, Iouchkevitch et Souvorov à la publication, en 1908 à Saint-Pétersbourg, du recueil *Essais de philosophie marxiste*, considéré par Lénine comme un retour camouflé à l'agnosticisme et au kantisme à la faveur de la « crise » des sciences de la nature. Bien plus, *Religion et socialisme* d'A. V. Lounatcharski apparaît comme une « déviation vers quelque religion subtile » (Lounatcharski) parce qu'il tente de définir la place du socialisme par rapport aux systèmes religieux. Tentative qu'appuie Maxime Gorki en la présentant comme celle des « Constructeurs de Dieu » (Bogostroitelstvo).

G. Plekhanov, le premier, engage la polémique avec *Materialismus militans* (1908). Lénine, autant pour éviter une confusion entre le bolchevisme et ces hérésies philosophiques — confusion qu'entretiennent Plekhanov et les mencheviks —, que pour défendre ce qu'il considère comme l'orthodoxie marxiste face au révisionnisme des idéalistes, face aussi à Plekhanov, commence dès février 1908 la rédaction de *Matérialisme et empiriocriticisme* qui paraîtra à Moscou au printemps 1909.

L'intervention de Lénine et leurs erreurs politiques affaiblissent les otzovistes. En juin 1909, la réunion de la rédaction élargie du *Proletari* à Paris — en fait le centre dirigeant des bolcheviks — condamne les otzovistes et les « Constructeurs de Dieu ». Les amis de Bogdanov et Krassine, écartés du Comité central, constituent en décembre le groupe *Vperiod* dont la plate-forme contient, pour la première fois, le mot d'ordre de culture prolétarienne.

L'année suivante, les divisions persistent. Bogdanov, Lounatcharski et Gorki créent l'Ecole de cadres révolutionnaires de Capri, puis celle de Bologne. Lénine réplique par l'Ecole de Longjumeau. Enfin, au printemps 1911, le groupe *Vperiod* se transforme et se détache du bolchevisme; Bogdanov se retire de la vie politique. En 1912, *Vperiod* participera au « Bloc d'août », riposte des mencheviks à la formation du Parti bolchevique (POSD*(b)*R), en janvier à Prague. Déjà apparaissent en Russie les symptômes d'une nouvelle poussée du mouvement révolutionnaire : les conditions politiques de l'otzovisme se dissipent.

Quatre années seulement après sa naissance, le bolchevisme rencontre ainsi dans la crise otzoviste l'occasion d'un approfondissement décisif de sa théorie et de sa pratique.

• BIBLIOGRAPHIE. — A. A. BOGDANOV, *Empiriomonisme*, Moscou, 1906; G. HAUPT et J.-J. MARIE, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero, 1969; D. LECOURT, *Une crise et son enjeu*, Maspero, 1973, coll. « Théorie »; D. LECOURT et H. DELUY présentent, *Bogdanov, la science, l'art et la classe ouvrière*, Maspero, 1977, coll. « Théorie »; *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, Moscou, 1960; V. I. LÉNINE, *Contre le boycottage*, 26 juin 1907, O., t. 13; ID., *Notes d'un publiciste*, 22 août 1907, O., t. 13; ID., M et E, O., t. 14; A. V. LOUNAT-

CHARSKI, K voprosu o filosofikij diskussii 1908-1910 gg., in *Literaturnoe Nasledstvo*, vol. 82, Moscou, 1970, p. 497-502; O. PIATNITSKI, *Souvenirs d'un bolchevik, 1896-1917*, Paris, BE, 1931, chap. VIII; G. PLEKHANOV, *Le matérialisme militant*, ES, 1957; Jutta SCHERRER, L'Intelligentsia russe : sa quête de la « vérité religieuse du socialisme », in *Le temps de la réflexion*, Paris, 1981.

▶ CORRÉLATS. — Agnosticisme, Bolchevisme, Douma, Empiriocriticisme, Liquidateurs, Menchevisme.

J.-M. G.

Ouvriérisme

Al : *Ouvrierismus*. — An : *Workerism*. — R : *Uvrierizm*.

Ouvriérisme, ouvriériste désignent l'attitude qui privilégie, au point de la rendre parfois exclusive, la présence d'ouvriers de profession au sein des directions, et même des délégations, des organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats. Son corollaire est la suspicion, et parfois l'ostracisme, vis-à-vis des représentants issus d'autres couches sociales que la classe ouvrière, tels la petite bourgeoisie ou, plus nettement encore, les intellectuels.

La première et la plus notoire manifestation d'ouvriérisme se produisit lors du Ier Congrès de l'AIT (Genève, 1866). Voulant faire de la qualité d'ouvrier la condition d'appartenance à l'Internationale (Tolain demandait que les congrès fussent composés seulement d'ouvriers manuels), la délégation française, d'idéologie proudhonienne, aboutissait à refuser à l'intellectuel Marx le droit de siéger dans cette instance (la motion française sera repoussée par 25 voix contre 20).

Cinq ans après la Commune, le Ier Congrès ouvrier, qui se réunit à Paris (1876), traduit de nouveau la méfiance à l'égard des « politiciens » et des « hommes théoriques ». Les délégués décident que nul ne pourra prendre la parole « s'il n'est ouvrier, et s'il n'est recommandé par sa chambre syndicale, ou une autre société ouvrière, et, à défaut, par un groupe de travailleurs » (d'après L. Blum, p. 393).

L'intolérance ouvriériste ne traduit pas seulement la nécessité, parfaitement légitime celle-là, que le mouvement ouvrier comporte majoritairement des éléments de la classe qui lui donne son nom, elle représente, durcie à l'extrême, la méfiance à l'égard des tentatives de mainmise, fréquentes à leurs commencements, pour dévoyer ou récupérer les luttes prolétariennes. « Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes », dit le chant de Pottier. La volonté de stricte autonomie se paie d'une contradiction. On invoque, d'un côté, comme une garantie contre les trahisons, l'origine de classe et l'on fait confiance à *l'instinct de classe*. On se prive, d'un autre côté, de l'apport, extérieur par définition, intellectuel et bourgeois, de la connaissance scientifique des conditions de l'exploitation, qui forme, au départ tout au moins, la condition d'accès à la *conscience de classe*. « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », répète Lénine, après Engels.

L'ouvriérisme, dont l'histoire « n'a pas encore été faite dans toute sa complexité » (A. Kriegel), accompagne le développement du syndicalisme notamment, et reflète ses pratiques, étroitement, à leur tour, dépendantes des contextes nationaux. En France, il s'agit d'une véritable tradition (FE avait noté, par exemple, que « dans la Commune ne siégeaient que

des ouvriers ou des représentants reconnus des ouvriers », *Introd. de 1891*, à GCF). Le Parti communiste en porte la marque jusqu'aujourd'hui, qui fétichise, bien des années après leur éloignement de la production, l'origine ouvrière de ses dirigeants (des « ci-devant ouvriers », selon l'expression de Bakounine).

• BIBLIOGRAPHIE. — BAKOUNINE, *L'Etat et l'anarchie*, Genève, 1873 (cf. K. MARX, *Extrait de l'analyse du livre de B., « L'Etat et l'anarchie »*; MEW, 18, 597; trad. apud *Marx, Engels Lénine, Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Moscou, 1973); E. BALIBAR, G. BOIS, G. LABICA, J.-P. LEFEBVRE, *Ouvrons la fenêtre, camarades !*, Paris, Maspero, 1979, p. 195 et s.; M. BARAK, *Fractures au PCF*, Préf. de G. LABICA, Paris, Edisud/Karthala, 1980; L. BLUM, Les Congrès ouvriers, apud *L'Œuvre de L. B.*, I, Paris, Albin Michel, 1954; G. D. H. COLE, *Marxism and anarchism*, London, Macmillan & Co., 1961, p. 106; E. DOLLÉANS, *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris, A. Colin, 1938, 2 vol.; J. FREYMOND, *La Ire Internationale*, recueil de doc., Genève, Lib. E. Droz, 1962, 2 vol.; A. KRIEGEL, *Le pain et les roses*, Paris, PUF, 1968, p. 42 n., et, du même auteur, *Aux origines du communisme français*, Paris, Mouton, 1964, 2 vol.; LÉNINE, *Que faire ?* (o., 5, 376 et s.); MAO Zedong, Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yénan, apud recueil *Sur la littér. et l'art*, Pékin, 1965, p. 81 et s.; D. TARTAKOWSKI, apud *Le PCF, étapes et problèmes 1920-1972*, ES, 1981, p. 49-50.

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Anarcho-syndicalisme, Fusion, Intellectuels.

G. L.

Ouvriers

Al : *Arbeiter*. — An : *Workers*. — R : *Rabočie*.

La distinction entre prolétariat et ouvrier ne fait pas l'objet d'une acception communément admise. Les deux termes font référence au concept de classe sociale dont la définition a été donnée par Lénine dans un texte célèbre de 1919, *La grande initiative* (o., 29, p. 425). Trois critères sont à la base de cette définition :

— la place occupée dans la production, qui définit un système de partition des tâches et des rôles;
— le rapport aux moyens de production qui caractérise, au-delà d'une situation juridique, le mode de création et d'appropriation du surproduit;
— le rôle dans l'organisation du travail qui particularise les modalités d'exercice des fonctions et d'obtention d'une fraction donnée du produit social.

Dans le système capitaliste, du moins si on s'en tient à une analyse en termes de mode de production, on distingue deux classes fondamentales : l'une par qui est créée la plus-value, l'autre qui se l'approprie parce qu'elle dispose de la propriété des moyens de production. Classe ouvrière, prolétariat et ouvriers seraient-ils donc des termes synonymes ? Plusieurs clés d'interprétation s'offrent en fait pour en faire des concepts distincts. On peut tout d'abord considérer la classe ouvrière comme le concept générique englobant tous ceux qui, privés des moyens de production, sont contraints pour vivre à vendre leur force de travail et participent directement à la création de la plus-value. Si l'on considère la classe en soi on parlera alors des ouvriers, si l'on considère la classe pour soi on utilisera le terme de prolétariat. Le prolétaire serait ainsi l'ouvrier qui joint à son appartenance de classe la conscience de cette appartenance, conscience qui culminerait

dans la constitution d'un parti prolétarien. De nombreux textes (MPh, MPC, article 7 *a* des statuts de l'AIT) suggèrent cette interprétation qui, à la limite, réserve le terme d'ouvrier à l'analyse d'une situation objective et connote le terme de prolétariat d'une mission éthique qui serait réservée à la classe ouvrière. Une deuxième interprétation réserverait l'usage de chaque terme à des domaines d'analyse bien spécifiés : considérant certes la même réalité sociale mais sous différents angles on pourrait ainsi, tour à tour, utiliser le concept de classe ouvrière pour cerner des antagonismes politiques, de prolétariat pour construire une interprétation philosophique de l'histoire, d'ouvrier pour évoquer une situation économique caractéristique. Cette seconde interprétation qui pourrait trouver dans le texte célèbre de Lénine sur les trois parties constitutives du marxisme — le socialisme français, la philosophie allemande, l'économie politique anglaise — son champ référentiel serait vraisemblablement validée par un comptage terminologique. Celui-ci montrerait que, si le terme de prolétariat figure fréquemment dans les œuvres dites de jeunesse, il cède plus souvent la place à celui d'ouvrier dans *Le Capital* — conforme, en cela, à la formule suivant laquelle l'économie politique ne connaît le prolétaire que comme ouvrier (M 44, ES, 12; MEW, *Erg.*, 1, 477) — et que le terme de classe ouvrière est celui qui est de préférence employé dans les œuvres dites politiques ou les travaux journalistiques. Enfin une troisième interprétation, plus étroitement « économiste », réserverait le terme d'ouvrier au seul travailleur productif au double sens de producteur de richesses matérielles (production en général) et de producteur de plus-value (production capitaliste) et permettrait de distinguer l'ouvrier de groupes ou de catégories sociales voisines, elles-mêmes salariées, et dont les formes concrètes de travail pourraient parfois être quelque peu analogues.

Les ouvriers, en tant que catégorie sociologique, peuvent être répartis en plusieurs catégories, couches particulières, fractions autonomes. Les esquisses typologiques qui peuvent être établies à partir de critères variés n'ont pas un intérêt simplement pédagogique, elles permettent aussi de mieux cerner « la complexité du réseau des rapports sociaux et des transitions d'une classe à l'autre » (Lénine, O., 21, 54). En fonction du secteur d'activité, on peut ainsi distinguer ouvriers d'industrie et ouvriers agricoles, Marx s'intéressant à ces derniers lorsqu'il traite de la rente foncière au livre III du *Capital* ou lorsqu'il illustre les modalités concrètes de l'accumulation primitive au livre I. Si on se place dans une perspective plus abstraite d'analyse, on peut encore distinguer les ouvriers qui produisent les biens de production (sect. I) et ceux qui produisent les biens de consommation (sect. II). En fonction du degré de qualification, la langue anglaise distingue depuis Smith les *trades* (travailleurs de métier), le *skilfull labour* (travail spécialisé), le *common labour* (manœuvres). La langue française, depuis les classifications Croizat-Parodi, distingue les ouvriers professionnels dont la formation est complète et le travail complexe, les ouvriers spécialisés dont la formation est rapide souvent sur le tas et le travail peu différent du travail simple, les manœuvres qui se caractérisent par une absence de formation et dont le travail, essentiellement de manutention, ne met en œuvre que des facultés physiques. Marx, dans ses descriptions concrètes, retient des distinctions voisines lorsqu'il oppose le corps de spécialistes surveillant le mécanisme général de la fabrique

et effectuant les réparations nécessaires, les travailleurs aux machines et les manœuvres (K., ES, I, 2, 103; MEW, 23, 443). Par contre, lorsqu'il se situe à un plan plus abstrait, il évoque, compte tenu du temps de formation nécessaire, le travail simple et le travail complexe (K., ES, I, 1, 59; MEW, 23, 54) ou encore les travailleurs habiles et inhabiles (K., ES, I, 2, 40; MEW, 23, 371) qui se distinguent en fonction de l'importance des frais d'apprentissage que leur force de travail incorpore. En fonction du mode d'intervention dans le processus de travail, deux types de distinction peuvent être établis. La première est celle qui oppose le travail intellectuel et le travail manuel, transformant les puissances intellectuelles de la production en pouvoirs du capital sur le travail (K., ES, I, 2, 105; MEW, 23, 446). La seconde oppose des ouvriers complets pouvant intervenir durant la totalité du procès, que représente la figure du compagnon, et des ouvriers parcellaires cantonnés dans un moment limité du processus de production comme le sont les ouvriers à la chaîne. En effet, dans son travail, « l'ouvrier parcellaire transforme son corps tout entier en organe exclusif et automatique de la seule et même opération simple, exécutée par lui, sa vie durant » (K., ES, I, 2, 30; MEW, 23, 359). Ultérieurement les chercheurs se situant dans une tradition marxiste proposeront d'autres distinctions, suggérant ainsi une opposition, fortement discutée, entre vieilles et nouvelles classes ouvrières (Mallet); opposant les travailleurs des industries de série, de procès et de chantier (Coriat); combinant type de travail et statut du travail; proposant de ventiler le groupe ouvrier en travailleurs primaires et secondaires, indépendants et subordonnés, etc. Lorsqu'on se réfère à la condition ouvrière, la distinction qui vient immédiatement à l'esprit est celle des travailleurs pourvus d'emploi et des travailleurs sans emploi. Marx oppose dans une terminologie imagée l'armée active et l'armée de réserve, celle-ci se subdivisant à son tour en différentes strates que sont les surpopulations flottante, latente, stagnante et le lumpenprolétariat (K., ES, I, 3, 83-87; MEW, 23, 670-674). Enfin d'un point de vue économique, la grande opposition est celle des travailleurs productifs qui, par leur action sur les moyens de production, créent de la plus-value et des travailleurs improductifs qui, quoique utiles, n'opèrent que dans le procès de la circulation. Au sens strict du terme on peut considérer que ces derniers n'appartiennent pas à la classe ouvrière bien qu'ils relèvent du travailleur collectif : leur travail ne participe pas directement à la production matérielle, mais ils font néanmoins partie du processus de reproduction capitaliste liant production et circulation des marchandises.

Ces différentes distinctions relèvent en définitive des différentes optiques sous lesquelles on peut envisager la division du travail : « Si l'on se borne à considérer le travail lui-même, on peut désigner la séparation de la production sociale en ses grandes branches, industrie, agriculture, etc. sous le nom de division du travail en général; la séparation de ces genres de production en espèces et variétés sous celui de division du travail en particulier, et enfin la division dans l'atelier sous le nom du travail en détail » (K., ES, I, 2, 41; 371). Mais il importe surtout de noter que l'évolution des forces productives change la dimension même du groupe ouvrier (prolétarisation) et bouleverse constamment sa composition interne. Dans l'analyse qu'il fait du passage de la coopération simple à la manufacture et au machinisme, Marx montre quelques-unes de ces transformations. Ses

successeurs ont à leur tour analysé les modifications induites hier par le taylorisme et le fordisme, et aujourd'hui, avec la révolution scientifique et technique, par l'automation, mettant en évidence le mouvement de qualification/déqualification qui caractériserait le groupe ouvrier dans la phase contemporaine. Outre ce phénomène, deux autres peuvent, dans une perspective économique, être évoqués. Le premier est celui qui peut être observé quant à la transformation des rapports entre le travail et l'objet de la production. L'organisation du travail aboutit, semble-t-il, à une dépossession croissante du savoir ouvrier, ce que traduit l'apostrophe célèbre de Taylor : « Vous n'êtes pas ici pour penser ». En même temps, le procès de travail obéissant à une loi de socialisation croissante donne à la figure du travailleur collectif une réalité sans cesse plus prégnante. Le second est celui qui concerne la rémunération du travail, destinée à la reconstitution de la force de travail. Si, dans le capitalisme, le salaire gravite en principe autour de la valeur de la force de travail, différents processus peuvent conduire à des écarts plus ou moins durables. Dans les formations sociales en voie de transition vers le socialisme, la reconstitution de la force de travail peut se faire en partie dans les couches pré-capitalistes et le salaire demeurer par là même inférieur à la valeur de la force de travail. Lorsque le machinisme jette dans le creuset de l'industrialisation femmes et enfants, la valeur de la force de travail peut s'en trouver dépréciée puisque les frais de reconstitution sont distribués sur plusieurs travailleurs (K., ES, I, 2, 79; MEW, 23, 417). Dans le monde contemporain, la socialisation croissante de la reconstitution de la force de travail peut conduire aussi à faire diverger salaire et valeur de la force de travail. Inversement, le salaire peut englober des éléments de plus-value, ce qui est le cas en général pour les cadres dirigeants qui ne relèvent pas, il est vrai, de la catégorie ouvrière, et aussi pour l'aristocratie ouvrière qui peut bénéficier d'une partie de la redistribution des surprofits coloniaux.

L'intérêt des analyses socio-économiques de l'ouvrier qu'on trouve chez Marx se situe à notre avis dans trois directions qui sont respectivement terminologiques, empiriques et thématiques. Il y a certes des hésitations de vocabulaire sous la plume de Marx, néanmoins le changement terminologique qu'on observe par rapport à ses devanciers nous semble significatif. Alors que jusque-là les socialistes s'adressaient aux pauvres, au peuple, le déplacement sémantique qui s'observe avec Proudhon parlant des classes ouvrières et des producteurs nous entraîne de la sphère de la circulation à celle de la production. Le passage au singulier (*la* classe ouvrière) qui caractérise Marx est volontaire : il nous montre en effet comment l'industrialisation verse dans le même creuset des individus venus de toutes les couches de la population, les homogénéise, substituant à une totalité indifférenciée une unité organique. Il insiste à plusieurs reprises sur le fait que le machinisme en simplifiant au maximum les techniques de production unifie les différentes couches et constitue « la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'autant qu'ils trouvent du travail et qui ne trouvent du travail qu'autant que leur travail accroît le capital » (MPC, ES, 41; MEW, 4, 468). En second lieu, l'intérêt des écrits de Marx vient des importants matériaux empiriques qu'il utilise; certes il ne s'agit point là d'une totale nouveauté puisqu'au milieu du siècle les enquêtes ouvrières se multiplient, la plus célèbre étant celle de Villermé.

En utilisant largement les rapports des inspecteurs de fabrique anglais, aussi bien dans le livre I du *Capital* que dans les *Grundrisse*, Marx prolonge et enrichit les descriptions d'Engels contenues dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*; il montre comment les rapports de classe ne peuvent être analysés indépendamment du niveau atteint par les forces productives matérielles et humaines. Bien plus, non content des matériaux accumulés par ses prédécesseurs et qu'il utilise, il lance dans la revue socialiste du 20 avril 1880 une vaste enquête ouvrière dont le texte a été tiré à 25 000 exemplaires et destinée à fournir « une connaissance exacte et positive des conditions dans lesquelles travaille et se meut la classe ouvrière, la classe à qui l'avenir appartient » (MEW, 19, 570, n. 150). Les cent questions de cette enquête se répartissent en quatre groupes : structure de l'entreprise (composition de la main-d'œuvre, organisation technologique et sociale du travail, sécurité du travail), conditions de travail (horaires, travail des enfants), statut juridique (nature du contrat), modalités des salaires, pouvoir d'achat en résultant), action ouvrière (constitution de syndicats, grèves). En troisième lieu, l'intérêt des analyses de Marx est, bien sûr, essentiellement thématique. S'il est vrai que « c'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le produit direct... qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social » (K., ES, 3, 3, 172; MEW, 25, 799), *Le Capital* et l'œuvre entière de Marx seront l'élucidation de ce rapport. Critique de l'économie politique, *Le Capital* eût pu, à la limite, s'intituler l'ouvrier, non seulement parce que le capital n'est que du travail accumulé mais surtout parce que, face à la positivité du capital, « le prolétaire est le côté négatif de la contradiction » (SF, ES, 47; MEW, 2, 37) et qu'en définitive les relations entre capital et travail, bourgeois et ouvrier sont celles de la dialectique de l'unité et de l'opposition (M 44, ES, 78; *Erg.*, I, 529).

• BIBLIOGRAPHIE. — M. BOUVIER-AJAM et G. MURY, *Les classes sociales*, ES, 1963; L. ISRAEL' Remarques sur quelques problèmes de la théorie marxiste des classes, *L'Homme et la société*, 1970, n° 15, p. 269-293; G. NOIRIEL, *Longwy, immigrés et prolétaires*, Paris, PUF, 1984; S. OSSOWSKI, Les différents aspects de la classe sociale chez Marx (apud *Cahiers internationaux de Sociologie*, 1958, p. 65-74); N. POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales*, Maspero, 1968; ID., *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Maspero, 1974; M. VERRET, *Le travail ouvrier*, Paris, Colin, 1982.

▶ CORRÉLATS. — Aristocratie ouvrière, Lumpenproletariat, Masses, Paupérisme, Prolétariat, Syndicats.

G. C.

Owenisme

A : *Owenismus*. — An : *Owenism*. — R : *Učenie Ouena*.

L'owenisme est la première forme de socialisme apparue en Grande-Bretagne, inspirée par la pensée et l'action de Robert Owen (1771-1858). Owen fut d'abord un industriel florissant et éclairé, directeur d'une usine modèle à New Lanark en Ecosse, pionnier de l'éducation des enfants et de la réduction du temps de travail. Il fut ensuite l'auteur d'un plan pour résorber la pauvreté et le chômage, inspiré par son expérience dans le village ouvrier modèle de New Lanark, dont il fit le point de départ d'une nouvelle conception de la société, fondée sur la coopération (en 1824, il fonda selon ces principes une communauté, la Nouvelle Harmonie, aux

Etats-Unis). Ses idées inspirèrent indirectement la naissance du mouvement coopératif; surtout il joua en 1833 un rôle de premier plan dans la création du Grand Syndicat national unifié, première tentative de former une confédération syndicale nationale en Grande-Bretagne. Son œuvre se situe dans la lignée intellectuelle de la philosophie des Lumières et son socialisme utopique est proche de celui des utopistes français, Fourier et Saint-Simon. Comme eux, il critique l'irrationalité de la société actuelle, comme eux, il a une confiance totale dans sa capacité de convaincre les riches et les puissants; comme eux enfin, il rejette la lutte des classes. Le point de départ d'Owen est la proposition que « l'homme ne forme pas lui-même son caractère, on le lui forme » : il appartient donc à ceux qui gouvernent les nations de former le caractère de leurs administrés. Le travail est pour lui la source de toute richesse et c'est l'irrationalité de la société qui engendre la pauvreté et le vice : le bonheur de l'humanité sera assuré dans des villages coopératifs, dont la description fait penser au phalanstère de Fourier. Le socialisme d'Owen se situe au confluent du rationalisme progressiste anglais du XVIIIe siècle (Paine, Godwin) et de la pensée économique inspirée par la révolution industrielle. L'owenisme dépasse de beaucoup la personne d'Owen. Si imprécises que fussent les propositions d'Owen, elles suscitèrent l'enthousiasme de masses d'artisans et d'ouvriers qualifiés qui y virent une alternative globale à la société capitaliste et y puisèrent des armes pour mener la lutte des classes. Les owenistes furent à l'origine de mouvements de masse indépendamment d'Owen et parfois malgré lui; l'owenisme inspira les premiers coopérateurs (pionniers de Rochdale) et les premiers socialistes anglais conséquents (William Thompson, Thomas Hodgskin). Le jugement d'Engels sur l'owenisme passe d'une critique du caractère bourgeois, pacifique et abstrait, non prolétarien de ce socialisme d'industriel *(Sit.)* à une appréciation positive du passage au communisme d'Owen, c'est-à-dire du fait que sa critique du capitalisme l'amena à se placer sur les positions du prolétariat (AD).

• BIBLIOGRAPHIE. — OWEN, *Textes choisis*, ES, 1963; ENGELS, *Sit.*, 293-294 (MEW, 2, 451/452); AD, 300-303 (MEW, 20, 243 et s.); E. P. THOMPSON, *The Making of the English Working-class*, Londres, 1963.

▶ CORRÉLATS. — Chartisme, Fouriérisme, Saint-simonisme, Utopie.

J.-J. L.

P

Pacifique (Voie)

Al : *Friedlicher Weg.* — An : *Peaceful road.* — R : *Mirnii put'.*

Dominée par l'image mythique de la grande Révolution française, la notion *politique* de révolution intègre le prédicat de la violence. Cependant, Marx remarquait lui-même que la révolution était sans modèle et que, compte tenu de situations toujours spécifiques, toute révolution n'est pas nécessairement violente : « Nous savons qu'il faut tenir compte des institutions, mœurs et traditions des différents pays et nous ne nions pas qu'il y ait des pays comme l'Amérique et l'Angleterre (et, si j'en connaissais les institutions, peut-être pourrais-je y ajouter la Hollande) où les ouvriers pourraient atteindre leur but par la voie pacifique. Cela dit, nous devons reconnaître que dans la plupart des pays européens, le levier de la révolution devra être la force : un recours à la force sera nécessaire un jour pour établir le pouvoir ouvrier » (MEW, 18, 159; Discours à Amsterdam, 1872).

Pour Marx, le but de l'Internationale est l'émancipation économique de la classe ouvrière par la conquête du pouvoir politique. Mais celle-ci peut prendre les formes les plus diverses : alors que la voie du pouvoir politique semble ouverte à la classe ouvrière en Angleterre, en France, « cent lois d'oppression et un antagonisme mortel » entre les classes impliquent « la solution violente de la guerre sociale ».

Aux disparités locales de situation, il faut ajouter leur évolution historique. L'Europe de 1872 n'est déjà plus celle de 1848 et, dans les années 80-90, on voit Engels proposer une voie pacifique et parlementaire à plusieurs partis de la IIe Internationale, allemand et italien notamment. Dans sa lettre à Turati (26 janv. 1894), il montre que, là où la transition au socialisme n'est pas immédiatement à l'ordre du jour, la classe ouvrière doit utiliser les ressources du Parlement. Quant à la possibilité d'une effective transition pacifique, elle dépend de la situation spécifique de chaque pays et de la capacité de la classe ouvrière à mettre en œuvre toutes ses institutions (Préface à l'édition anglaise du K., 1886).

La confusion entre voie pacifique et voie parlementaire se trouve aux origines du révisionnisme de Bernstein, qui nie la possibilité d'une révolution dans les conditions existant au début du XXe siècle.

Compte tenu des conditions (antithétiques à celles des pays occidentaux) existant en Russie à la même époque, on ne sera pas surpris de voir Lénine

nier absolument la possibilité d'une voie parlementaire et pacifique, *a fortiori* dans le contexte de la guerre impérialiste. Après 1917 cependant, la IIIe Internationale n'excluait pas une telle possibilité pour les pays d'Europe et d'Amérique.

Par la suite, l'universalisation du modèle bolchevique oblitère à nouveau le thème de la voie pacifique, quoique les manœuvres parlementaires soient encouragées pour faire face au fascisme. Pour Gramsci cependant, « l'antiparlement constituerait une phase intermédiaire entre le Parlement et le soviétisme basé sur les conseils ouvriers et paysans » (Archives du PCI, 258/71-6).

Khrouchtchev réintroduit en 1956 la stratégie de voie pacifique pour les pays européens, compte tenu du nouveau rapport de forces mondial. Les écrits « perdus » de toute une génération de communistes sont alors republiés, notamment ceux de Gramsci et du marxisme italien. L'idée de voie pacifique implique alors un mouvement des masses organisées à plusieurs niveaux de la société, parmi lesquels le niveau parlementaire, et une série de réformes faisant partie d'un procès de transformation des rapports de classe aboutissant à l'abolition de la propriété privée.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / F. ENGELS, Préf. à l'éd. anglaise du K. (1886) ; ID., Critique du programme social-démocrate allemand (Erfurt, 1891), apud *CriGo.*, ES, p. 85; MEW, 22, 233 et s.; commentaire de LÉNINE, apud *Cahier bleu*, Bruxelles, Complexe, 1977, p. 26 et s.; ID., Préf. de 1895 à LGP et L à Lafargue du 3 avr. 1895 (MEW, 39, 458); commentaire de LÉNINE, *ibid.*, p. 34; LÉNINE, O., 23, 75; 25, 480; 31, 188. — *2* / BERNSTEIN, *Les présupposés du socialisme*, Seuil, 1972; N. BOBBIO, Quelles alternatives à la démocratie parlementaire ?, *in* JEANNERET et LOIZU, *Les nouvelles voies au socialisme*, Genève, Adversaires, 1976; C. BUCI-GLUCKSMANN, Sui problemi politici della transizione : classe operaia et rivoluzione passiva, in *Politica e Storia in Gramsci*, Rome, Ed. Riuniti, 1977; B. de GIOVANNI, *Crisi organica e Stato in Gramsci*, *ibid.*; N. POULANTZAS, L'Etat et la transition au socialisme, in *Critique communiste*, nº 6, juin 1977.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Coexistence pacifique, Démocratie, Guerre, Guerre du peuple, Parlementarisme, Réforme/Révolution, Révisionnisme, Violence.

A. D.

Pacifisme

Al : *Pazifismus.* — An : *Pacifism.* — R : *Pacifizm.*

Voir : Antimilitarisme, Exterminisme, Guerre.

Parlement/Parlementarisme

Al : *Parlament/Parlamentarismus.* — An : *Parliament/Parliamentarism.* — R : *Parlament/Parlamentarizm*

Dans *Le 18 Brumaire*, Marx définit la république parlementaire comme la forme politique spécifique de la domination bourgeoise : « C'est seulement sous cette forme que les deux grandes fractions de la bourgeoisie pouvaient s'unir et, par conséquent, substituer la domination de leur classe à celle d'une fraction privilégiée de cette classe » (p. 49). Si le Parlement est le lieu où s'institue le régime *des* partis, au sens classique de ce terme, celui-ci est à son tour ce qui constitue *le* parti de la bourgeoisie, au sens marxiste, c'est-à-dire ce qui permet à la bourgeoisie de se constituer en classe « pour-soi ».

Ce faisant, la fonction politique du Parlement est d'emblée marquée d'une certaine ambiguïté, puisqu'il doit à la fois assurer la représentation de l'ordre bourgeois comme ordre social dominant, mais aussi être le lieu d'expression des contradictions entre fractions de la bourgeoisie : « Si, dans tout mouvement de la société, la bourgeoisie voyait « l'ordre » en danger, comment pouvait-elle vouloir défendre, à la tête de la société, *le régime du désordre*, son propre régime, *le régime parlementaire*, ce régime qui, suivant l'expression d'un de ses orateurs, ne vit que dans la lutte et par la lutte ? » (p. 67).

C'est que la bourgeoisie doit, en accédant au pouvoir politique, lutter sur deux fronts à la fois : contre le féodalisme qu'elle renverse, et contre le prolétariat qui la menace déjà : « Le parlementarisme, loin d'être un produit absolu du développement démocratique, du progrès de l'humanité et d'autres belles choses de ce genre, est au contraire une forme déterminée de la domination de classe de la bourgeoisie et — ceci n'est que le revers de cette domination — de sa lutte contre le féodalisme. Le parlementarisme n'est une forme vivante qu'aussi longtemps que dure le conflit entre la bourgeoisie et le féodalisme » (Rosa Luxemburg, *Social-démocratie et parlementarisme*, Paris, Ed. La Brèche, 1978, p. 26).

Dans le vocabulaire du mouvement ouvrier, le mot parlementarisme désigne, sans connotation péjorative, le régime parlementaire et, plus spécifiquement, l'utilisation de la représentation parlementaire par le mouvement ouvrier.

Celle-ci appelle toujours une justification particulière, en fait une rectification du jugement de Marx : « La force du parti prolétarien était dans la rue, celle de la petite bourgeoisie au sein de l'Assemblée nationale elle-même » (18 B, p. 51).

Cette justification du parlementarisme ouvrier peut être dérivée de la double fonction du parlementarisme bourgeois :

Fonction historique : « Alors que le parlementarisme perdait tout contenu pour la société capitaliste, il devint un des instruments les plus puissants et les plus indispensables de la lutte des classes pour la classe ouvrière montante. Sauver le parlementarisme bourgeois devant la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie, voilà une des tâches politiques les plus urgentes de la social-démocratie » (R. Luxemburg, *op. cit.*, p. 29). Il s'agit ici pour le parti ouvrier de poursuivre la tâche historique de la bourgeoisie, ce que celle-ci ne peut faire elle-même, condamnée qu'elle est, pour assurer la pérennité de sa domination, à accentuer le caractère coercitif de son pouvoir d'Etat.

Fonction tactique : on peut élargir la fonction de représentation des contradictions entre fractions de la bourgeoisie à celle d'une représentation des contradictions de classe : « La social-démocratie envisage le parlementarisme (la participation aux assemblées représentatives) comme un des moyens d'instruire, d'éduquer et d'organiser le prolétariat en un parti de classe indépendant, comme un des moyens de la lutte politique pour l'affranchissement des ouvriers » (Lénine, o., 11, 283, 1906). Et si les positions de Lénine sur l'opportunité pour le parti ouvrier de participer à la Douma ont pu varier, c'était en fonction de la capacité de celle-ci, à chaque époque donnée, de représenter effectivement les classes antagonistes réelles de la société : : « En France, la lutte de classes réelle se déroule précisément entre les forces représentées à la Chambre des députés et même,

la représentation de ces forces correspond plus ou moins, dans le moment présent, à leur « importance combative » relative. En Russie, la lutte réelle *ne se déroule nullement entre les forces* représentées à la Douma (...) Le gouvernement réel de la Russie n'est presque pas représenté à la Douma (...) le prolétariat, lui non plus n'est presque pas représenté » (o., 10, 497, 1906).

La conception léniniste du Parlement est donc strictement instrumentale, car, en dernière instance, le Parlement ne diffère pas, quant à sa nature, de l'Etat dont il fait partie : « Le parlement bourgeois, fût-il le plus démocratique dans la république la plus démocratique, où la propriété des capitalistes et leur pouvoir sont maintenus, est une machine destinée à réprimer les millions de travailleurs par une poignée d'exploiteurs. Les socialistes en lutte pour délivrer les travailleurs de l'exploitation devaient utiliser les parlements bourgeois comme une tribune, comme une base pour la propagande, l'agitation, l'organisation, *tant que notre lutte demeurait dans le cadre du régime bourgeois* » (o., 28, 453, 1919).

Cependant, dans la tradition inaugurée par le PSD allemand et consacrée par Engels dans son Introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France*, les partis communistes ont opté dans les années 30 pour le parlementarisme, non seulement comme instrument de représentation de la lutte des classes, mais comme moyen légal de transition au socialisme. Cette voie parlementaire n'est jamais exclusive du nécessaire recours aux « luttes des travailleurs » pour accélérer le processus de transition ou résister aux tentatives autoritaristes de la bourgeoisie. L'expérience montre cependant que la dialectique luttes/légalité n'en est pas une et qu'elle aboutit à l'impasse déjà dénoncée par Marx dans *Le 18 Brumaire* : « Si la Montagne voulait vaincre au Parlement, elle ne devait pas appeler aux armes. Si elle appelait aux armes au Parlement, elle ne devait pas se conduire parlementairement dans la rue » (ES, 1963, p. 44 ; MEW, 8, 143).

• BIBLIOGRAPHIE. — LÉNINE, *passim*, *in* o., 10 et 15 notamment et 21, 325; ID., o., 16 (p. 29 et s.); 29 (L. à S. Pankhurst, p. 566); MARX, 18 B; LGF (Préface d'ENGELS, 1895); *Gloses*. — BERNSTEIN, *Les présupposés du socialisme*, Seuil, 1974; Pietro INGRAO, *Masses et pouvoir*, PUF, 1980; Rosa LUXEMBURG, Réforme sociale ou révolution, in *Œuvres*, Maspero, 1971.

▶ CORRÉLATS. — Démocratie, Douma, Institution, Pouvoir, Suffrage universel.

P. S.

Parti

Al : *Partei*. — An : *Party*. — R : *Partija*.

Le premier grand texte de base du corpus marxiste s'intitule *Manifeste du Parti communiste* — un « document historique que (Marx et Engels) ne (s'attribuaient) plus le droit de modifier » (Préface de 1872) : c'est dire toute l'importance, dans la genèse du marxisme, du concept de parti.

Pour *Le Manifeste*, la naissance du parti résulte historiquement des luttes spontanées engagées par le prolétariat : « Les ouvriers commencent par former des coalitions contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à constituer des associations permanentes, pour être prêts en vue de rébellions éventuelles.

« Parfois, les ouvriers triomphent, mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union

grandissante des travailleurs... Or il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique...

« *Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique*, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante » (MPC, chap. I).

Ainsi c'est dans l'action contre ses exploiteurs que la classe ouvrière trouve son identité et, de *classe en soi*, devient *classe pour soi*. Autrement dit sa constitution en agent actif de l'histoire passe par un moment subjectif, une prise de conscience décisive qui lui permet de créer un instrument d'hégémonie grâce auquel elle se pose en force autonome, en force révolutionnaire.

Construction historique, le parti reste une formation contingente, en évolution constante dès qu'elle a vu le jour.

L'intégration de toutes les pratiques unifiantes et organisationnelles des ouvriers avait commencé avant la publication du *Manifeste* avec, d'une part, l'expérience du mouvement chartiste en Angleterre et celle des organisations blanquistes en France.

La Ligue des Communistes naquit d'une société secrète, de type blanquiste, la Ligue des Justes et du Bureau international communiste de Correspondance fondé au début de 1846 à Bruxelles par Marx et Engels. Les statuts définitifs de la Ligue, datés du 8 décembre 1847, fixaient comme but, dans leur article premier : « La chute de la bourgeoisie, l'abolition du prolétariat, l'abolition de l'ancienne société bourgeoise reposant sur les antagonismes de classes et la fondation d'une société sans classe et sans propriété privée », par le moyen précisé dans un *projet de profession de foi communiste* : « L'instruction et l'union du prolétariat. »

La conception du « parti-conscience » l'emporta donc à l'origine pour faire de l'organisation le lieu de fusion de la théorie et de l'action, l'accent étant mis sur la diffusion de la théorie et l'éducation. Dans la période qui suivit l'échec des Révolutions de 1848 et la dissolution de la Ligue en novembre 1852, Marx exprimait d'ailleurs « la ferme conviction que (ses) travaux théoriques servaient davantage la classe ouvrière que (son) entrée dans des associations qui ont fait leur temps sur le continent » (L. à Freiligrath du 29 févr. 1860, apud *Corr.*, ES, t. VI, p. 99-100).

Lorsque la situation historique permit la renaissance efficace de l'organisation, la création de l'Association internationale des Travailleurs (Ire Internationale) — conglomérat de chambres syndicales, de cercles et de coopératives — eut pour but de redonner au prolétariat un instrument d'unification par l'action et le débat théorique à partir de l'action. Le 9 mars 1869, au conseil général, Marx affirmait qu'en dépit de la divergence « presque nécessaire des notions théoriques qui reflètent le mouvement réel (...) l'action commune, l'échange des idées facilité par les organes publics des différentes sections nationales et les débats directs aux congrès engendreront à coup sûr, peu à peu, un programme théorique commun » (*The general council of the first international*, 1868-1870, Moscou, p. 310).

Les nécessités découlant du « mouvement réel » rendirent cependant aléatoire le maintien de ce type d'unité concevable seulement dans le cadre d'une organisation large et souple dotée d'une idéologie assez impré-

cise. L'Internationale devint en effet une arène dans laquelle se déroula la lutte pour le communisme, tandis que l'expérience de la Commune de Paris mettait en valeur le besoin dans les différentes sections nationales, d'un parti-organisation, structure de combat disciplinée, capable de prendre l'offensive sur le terrain politique. La Conférence de Londres (sept. 1871) par le vote de sa résolution IX, le Congrès de La Haye (sept. 1872) par l'introduction de ce texte dans les statuts proclamèrent qu'il était indispensable de créer, sur une base nationale, une organisation de combat adaptée : « Considérant que contre (le) pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'*en se constituant lui-même en parti politique distinct opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes*; que cette coalition du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et son but suprême : l'abolition des classes; que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue dans la lutte économique doit servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs », les délégués des sections de l'Internationale rappelaient « que dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis ». Justifiant cette position Charles Longuet déclarait : « Si nous avions eu l'organisation politique ouvrière le 4 septembre (1870)... nous aurions été armés pour la lutte » (*Le Congrès de La Haye de la Ire Internationale*, Ed. du Progrès, p. 67).

Après la dissolution de l'AIT tout l'effort d'organisation de Marx et Engels fut tourné vers la création de partis nationaux marxistes : « Le premier pas capital de tout pays adhérant au mouvement, écrivait Engels à Sorge le 29 novembre 1886, doit être l'organisation des ouvriers en parti politique autonome, peu importe le moyen, pourvu qu'il soit un parti distinctement ouvrier » (K. Marx, F. Engels, *Corr.*, Ed. du Progrès, p. 413).

Marx insistait en particulier sur l'importance de l'organisation ouvrière dans le *rapport de forces* indispensable à toute transformation sociale : « Tout mouvement dans lequel la classe ouvrière s'oppose aux classes dominantes en tant que *classe* et cherche à les contraindre par pression de l'extérieur est un mouvement politique... c'est ainsi que partout les mouvements économiques isolés des ouvriers donnent naissance à un mouvement *politique*, c'est-à-dire un mouvement *de la classe* pour réaliser ses intérêts sous une forme générale socialement contraignante. Si ces mouvements supposent une certaine organisation préalable, ils sont tout autant à leur tour des moyens de développer cette organisation » (Marx à Bolte, 23 nov. 1871; *ibid.*, p. 275).

Les fondateurs du marxisme ont toujours très nettement souligné les rapports étroits entre pratique, théorie et organisation. L'exemple classique de leurs interventions dans ce domaine est donné par la critique du programme de Gotha. A ce propos Marx écrivait à W. Bracke le 5 mai 1875 : « C'est pour moi un devoir de ne pas reconnaître, fût-ce par un diplomatique silence, un programme qui, j'en suis convaincu, est absolument condamnable et démoralise le parti ».

« Tout pas en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes ». Condamnant l'union sans principes des « marxistes » du « parti d'Eisenach » et des « lassalliens » il ajoutait : « Si donc on se trouvait dans l'impossibilité de *dépasser* le programme d'Eisenach — et les circonstances ne le permettaient pas — on devait se borner à

conclure un accord pour l'action contre l'ennemi commun. Si on fabrique au contraire des programmes de principe (au lieu d'ajourner cela à une époque où pareils programmes eussent été préparés par une longue activité commune), on pose publiquement des jalons qui indiqueront au monde entier le niveau du mouvement du parti. Les chefs lassalliens venaient à nous poussés par les circonstances. Si on leur avait déclaré dès l'abord qu'on ne s'engagerait dans aucun marchandage de principes, il leur eût bien *fallu* se contenter d'un programme d'action ou d'un plan d'organisation en vue de l'action commune. Au lieu de cela, on leur permet de se présenter, munis de mandats qu'on reconnaît soi-même avoir force obligatoire et on se rend à la discrétion de gens qui ont besoin de vous » (L. de Marx à W. Bracke, 5 mai 1875, apud *Gloses*).

Au cours de cette période de structuration du mouvement ouvrier en partis politiques et — partiellement — du fait de ces compétitions qui opposaient les marxistes et leurs adversaires, se reconstitua, en juillet 1889, à partir des formations existantes, une IIe Internationale qu'Engels considéra au départ avec méfiance car il estimait « ces organisations, pour le moment, aussi impossibles qu'inutiles » (*Correspondance Engels-Lafargue*, ES, t. 2, p. 295). La IIe Internationale semble pourtant vérifier la prédiction qu'il hasardait les 12-17 septembre 1874 dans une lettre à Sorge : « la prochaine Internationale sera — quand les écrits de Marx auront durant quelques années produit leur effet — nettement communiste et arborera absolument nos principes » (apud *Gloses*).

S'inspirant ouvertement du marxisme devenu courant dominant, la nouvelle Internationale consacre la prépondérance du parti en tant que forme supérieure d'organisation et d'action du prolétariat mais elle ne se dote pas d'une structure centralisée et fonctionne comme une fédération de partis autonomes partagés en tendances contradictoires.

Un des points de désaccord majeur entre réformistes et révolutionnaires concernait le rôle et la forme de l'organisation politique. Le débat atteignit son intensité la plus grande au sein de la social-démocratie russe et entraîna, en juillet 1903, au IIe Congrès du POSDR la scission entre les mencheviks partisans d'une structure lâche (telle « qu'un professeur qui se considère comme social-démocrate et le proclame est membre du parti », Axelrod) et les bolcheviks qui soutenaient la conception de Lénine, celle d'une adhésion ayant pour base la reconnaissance formelle du programme, le soutien matériel et militant de l'action du parti, c'est-à-dire une discipline stricte. Trotski qui traversait sa « période menchevique » accusa alors Lénine « de prendre sur lui le rôle de l'Incorruptible » et de vouloir « instituer sans résistance une République de la Vertu et de la Terreur » (Rapport de la délégation sibérienne, *Spartacus*, n° 31, p. 84). En fait, dès 1902, Lénine avait précisé dans *Que faire? (Les questions brûlantes de notre mouvement)*, sa conception du parti politique telle qu'il devait fonctionner, *à cette époque, en Russie tsariste*. Formation d'avant-garde, il lui fallait ne pas « rétrécir la lutte politique pour la ramener à la conspiration », pas plus qu'il ne devait s'abandonner aux courants spontanés et se traîner « à la queue des masses » en proie à un économisme susceptible de restreindre ses interventions politiques en les limitant à un simple « trade-unionisme ». Ancrés dans la classe ouvrière, les sociaux-démocrates russes, pour apporter au prolétariat la connaissance politique, devaient « aller dans toutes les classes de la population (...) envoyer dans toutes les directions les déta-

chements de leur armée ». Pour atteindre de tels objectifs, Lénine affirmait qu'un mouvement solide ne pouvait se passer d'une organisation stable de révolutionnaires professionnels en nombre restreint, ce qui ne voulait pas dire que ces derniers « penseront pour tous » et que la centralisation des fonctions clandestines de l'organisation signifiait « la centralisation de toutes les fonctions du mouvement ». Un journal politique central « agitateur, propagandiste et organisateur collectif » devenait, dans cette perspective, un instrument indispensable de liaison, « d'échanges d'expériences, de documentation, de forces, de ressources ».

La social-démocratie allemande, après avoir difficilement surmonté l'épreuve de la répression anti-socialiste bismarckienne s'était de son côté dotée d'une puissante organisation qui faisait l'admiration de la IIe Internationale tout entière. L'organisation, cependant, s'avère tout à fait inutile quand y prédominent les tendances opportunistes et que la pratique bureaucratique l'éloigne des masses. En mars 1913, dans le *Leipziger Volkszeitung*, Rosa Luxemburg mettait prophétiquement ce danger en valeur : « Les masses ne peuvent, il est vrai, remporter de succès que si la direction du parti est conséquente, résolue, d'une clarté transparente (...). La social-démocratie est appelée par l'histoire à être l'avant-garde du prolétariat. Mais si elle s'imagine qu'elle est appelée à faire l'histoire seule, que la classe n'est rien, qu'elle doit tout entière être transformée en parti avant d'avoir le droit d'agir, il pourrait arriver facilement que la social-démocratie constitue un frein dans la lutte des classes et que, lorsque le temps sera venu, elle soit contrainte de courir après la classe ouvrière, traînée par elle aux batailles décisives » (*Gesammelte Werke*, IV, p. 641).

La faillite de la IIe Internationale — et tout particulièrement du SPD — vérifia cette prédiction.

Après la Révolution d'Octobre 1917, avec la IIIe Internationale, le mouvement communiste se fixa l'objectif « d'en finir avec les partis socialistes de pure propagande et d'enrôlement qui (avaient) fait leur temps ». Le IIIe Congrès de l'IC, en juin 1921, élabora des *thèses sur la structure et les méthodes des partis communistes*. Ceux-ci y étaient caractérisés comme « l'armée dirigeante du prolétariat pendant toutes les phases de sa lutte des classes révolutionnaire, et pendant la période de transition ultérieure vers la réalisation de la société socialiste, ce premier degré de la société communiste ». Ces thèses insistaient sur la nécessité d'adapter toujours mieux les partis nationaux aux particularités historiques des pays où ils se formaient.

Le « centralisme démocratique », fusion de la centralisation et de la démocratie prolétarienne, devait y être réalisé « par une activité permanente commune, par une lutte également commune et permanente de l'ensemble du parti », comme un moyen de combattre une démocratie formelle divisant l'organisation, à l'instar de l'Etat bourgeois, « en fonctionnaires actifs et en une masse passive ». Les organisations communistes devaient entraîner leurs adhérents au travail politique quotidien, les instruire et les rendre aptes à guider le mouvement révolutionnaire prolétarien. L'objectif fixé, c'était la constitution de « grands partis » « suffisamment forts », « toujours prêts à de grandes actions politiques » (thèse 35). Le Ve Congrès revint sur ces problèmes pour recommander à la fois d'enraciner prioritairement l'organisation dans les grandes entreprises et d'épurer idéologiquement ses rangs (juin-juillet 1924). Ce fut le début de la bolchevisation qui institua une définition plus sévère de la qualité de membre du parti et de la discipline.

Dans la période ultérieure pendant laquelle s'affirma l'influence sans partage de Staline, le PC d'URSS devint le modèle auquel les formations de l'Internationale s'efforcèrent d'être conformes tant au plan de l'organisation qu'à celui des orientations.

Les conditions de la lutte politique pendant la deuxième guerre mondiale, la dissolution de l'Internationale communiste en mai 1943, les contrecoups de la dénonciation des « fautes et des crimes » de Staline par le XXe Congrès du PC d'Union soviétique ont joué en faveur d'une diversification des partis communistes dans le monde et d'une plus grande affirmation de leur indépendance à l'égard de Moscou. Cette évolution est en cours, elle tend à instaurer un « polycentrisme » de fait.

REMARQUES. — Le titre de « parti de la classe ouvrière » fréquemment donné aux partis communistes ne doit pas en principe être pris dans un sens étroitement sociologique. Déjà, à l'époque de la Ire Internationale, la prétention émise par Tolain au Congrès de Bruxelles (1866) d'exiger que les délégués des sections soient exclusivement des ouvriers manuels fut repoussée.

Formations interclassistes, les PC veillent pourtant à réserver une large part des responsabilités à des éléments issus de la classe ouvrière. Reste à savoir si ces « permanents » retirés de la production pendant des dizaines d'années représentent toujours exactement la classe ouvrière aux responsabilités politiques. Le problème semble se situer ailleurs : il concerne la formation de cet « intellectuel collectif » que doit devenir le parti en associant tous ses membres à l'élaboration de sa politique de classe et à sa réflexion sur la manière de représenter « les intérêts du mouvement (de la classe ouvrière) dans sa totalité » *(Manifeste du Parti communiste)*.

Dans sa forme et son fonctionnement, le parti dépend — on l'a vu — d'un *terrain*, produit de l'histoire, déterminé par le niveau culturel et les traditions politiques de la classe ouvrière comme du pays considéré, par le rapport des forces sur le plan social et les formes antérieures d'organisation du mouvement ouvrier, par la législation déterminant le champ de la légalité et de l'illégalité; il faut y ajouter le poids des structures mêmes de l'organisation dont le rôle peut devenir sclérosant pour peu que se développe un fétichisme du parti. En soumettant à sa critique pénétrante le rôle des structures économiques et sociales, le marxisme ne saurait exclure la critique des structures politiques — y compris celles que la classe ouvrière s'est donnée pour les besoins de sa lutte. Contre leur tendance à l'autoreproduction et à la sclérose, la seule solution réside dans la pratique permanente d'une large critique collective animée par le souci d'ajuster le centralisme démocratique aux évolutions du monde réel. Ainsi, en 1924, alors que s'esquissait « la pétrification croissante de tous les problèmes d'organisation sous Staline », G. Lukács rappelait l'avertissement de Lénine : « On ne peut pas séparer mécaniquement le politique de l'organisationnel. » Il spécifiait que « le parti n'a pas pour tâche d'imposer aux masses un type de comportement abstraitement élaboré, mais bien au contraire *d'apprendre* en permanence des luttes et des méthodes de lutte des masses ». En expliquant que « tout dogmatisme dans la théorie et toute pétrification dans l'organisation (sont) fatals au parti », il signifiait que l'organisation doit s'intégrer comme instrument dans l'ensemble des connaissances et des actions qui découlent de ce que les masses ont inventé.

« Si elle ne le fait pas, elle sera désagrégée par l'évolution des choses qu'elle n'a pas comprise et pour cela pas maîtrisée » (*La pensée de Lénine*, Denoël, p. 132 et 149).

C'est pourquoi le parti ne saurait être un havre d'harmonie d'où serait exclue la contradiction. C'est au contraire un lieu de tension où doivent se résoudre dialectiquement une série de contradictions entre dirigeants/dirigés, parti/classe, parti/masses, forme nationale du mouvement / objectifs internationalistes.

Au stade de la prise du pouvoir par le parti de la classe ouvrière et de la construction du socialisme, un autre problème alimente un débat très contemporain : celui des rapports entre le parti et l'Etat.

La confusion du parti et de l'Etat constitue l'une des sources des blocages que rencontrent, dans les pays qui se sont donné les bases économiques du socialisme, le dépérissement de l'Etat et l'épanouissement de la démocratie socialiste. A plus forte raison le problème se pose lorsqu'on se réclame de la construction du socialisme dans le pluralisme politique — l'un des objectifs de l'*eurocommunisme*.

• NOTE

Bureau politique : Elu (comme le secrétariat) au sein du Comité central et par lui, il a pour charge d'appliquer les décisions du CC et de diriger le parti entre les sessions de ce dernier.

Cellule : Organisation de base des partis communistes. Pour être membre du Parti communiste il faut appartenir à une cellule, précise l'article I des statuts du PCF. Ces cellules sont de trois sortes : cellules *rurales* et *locales* et surtout cellules *d'entreprise* dans la mesure où le parti s'organise prioritairement sur le lieu décisif des luttes de classes. Jusqu'au IVe Congrès de l'IC on parlait de *noyaux* ou de *fractions*. Le terme de *cellule* n'a été généralisé qu'après le Ve Congrès (1924) qui donna l'impulsion de la « bolchevisation ».

Comité central : Organisme supérieur de direction des partis communistes dans l'intervalle de deux congrès. Pouvoir exécutif responsable devant les congrès, il est un élément décisif de la centralisation. Dès la création de la Ligue des Communistes, un conseil central (art. 21 des statuts) assure des fonctions identiques. En France, il faudra attendre la bolchevisation pour que le terme de comité central remplace celui de comité directeur.

Epuration : Le terme n'apparaît de façon courante dans le vocabulaire marxiste qu'au début des années 1920. Lors de la constitution des partis communistes, le IIe Congrès de l'IC (juillet 1920) adopta les *21 conditions* destinées à se prémunir contre « l'envahissement des groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la IIe Internationale ». L'expérience qui avait abouti à l'échec de la République des Soviets hongrois pesa lourdement en faveur des mesures draconiennes destinées à écarter les opportunistes. La première épuration réelle remonte au Xe Congrès du Parti bolchevique (mars 1921). Dans le cadre d'une remise en ordre au lendemain de la guerre civile, elle visait à éloigner du parti d'anciens mencheviks ou socialistes-révolutionnaires considérés comme éléments instables et des arrivistes attirés par le pouvoir qu'assumaient les organisations communistes : sur 730 000 membres, plus de 200 000 furent alors exclus. Le XIe Congrès (mars-avril 1922) établit ensuite en matière de recrutement une ségrégation de nature sociale en facilitant l'adhésion de candidats issus de la classe ouvrière, des paysans et des artisans pauvres, de l'Armée rouge et en rendant plus difficile celle de candidats provenant d'autres couches de la population.

Par le jeu d'épurations (accompagnées de promotions exceptionnelles et massives), Staline put ultérieurement renforcer son autorité sur le Parti bolchevique. Il fit un axiome de l'affirmation que le parti se fortifiait en s'épurant de ses éléments opportunistes (Lénine, O., 5, 353).

Groupe anti-parti : Le Xe Congrès du Parti bolchevique eut à se prononcer sur des thèses très différentes soutenues par Trotski (alors partisan de la militarisation du travail productif) et par *l'opposition ouvrière* alliée du *groupe du centralisme démocratique* favorables à une gestion de la production par les syndicats et les soviets d'usine. Dans une situation politique périlleuse (l'insurrection de Cronstadt, février-mars 1921), le Congrès préoccupé de protéger avant tout l'unité du parti se rallia à une résolution qui préconisait « la dissolution immédiate et sans exception de tous les groupes créés sur la base de telle ou telle plate-forme » et chargeait « toutes les organisations de veiller strictement à ce qu'il n'y ait aucune action fractionnelle ». Lénine qui avait préconisé cette solution l'assortissait de mesures destinées à faciliter la discussion dans le parti, telles que la publication de feuilles de discussion et de recueils spéciaux. Au regard d'une telle résolution — pour peu qu'elle soit interprétée étroitement — toute concertation entre des militants réunis par une communauté de vues pouvait passer pour la constitution d'un groupe interdit — d'un *groupe anti-parti*.

Staline ne se priva pas d'utiliser — pour justifier toutes les purges — l'accusation de constitution illégale d'un « groupe anti-parti ». Elle servit encore en 1957 à Khrouchtchev pour écarter Molotov, Kaganovitch et Malenkov.

Militant, militantisme : En septembre 1871, à la Conférence de Londres, les délégués des sections de la Ire Internationale déclaraient déjà (résolution IX) que « dans *l'état militant* de la classe ouvrière son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis ». L'adhésion au parti de la classe ouvrière entraîne théoriquement la participation aux luttes qu'il mène sur le terrain économique et politique. Cette participation est le fruit d'une analyse rationnelle de la société qui nourrit une morale de la solidarité. Paul Vaillant-Couturier expliquait ainsi son choix du militantisme : après avoir évoqué la guerre mondiale qui l'avait contraint à combattre « pour renforcer l'exploitation des races », il ajoutait : « Dès lors j'ai acquis le désir passionné d'être le soldat d'une idée vivante, d'obéir à une discipline consentie, justifiée, après avoir subi la discipline mécanique de l'armée bourgeoise. Et je suis devenu le militant. C'est-à-dire le soldat à vie. Combattant de l'Internationale » (cité dans *Les Cahiers du Communisme*, mars 1961).

Secrétariat général : Au cours de la première réunion du Comité central élu par le XIe Congrès du PC*(b)* de Russie (mars-avril 1922), Staline fut promu *secrétaire général*, Kouïbichev et Molotov assurant avec lui ce secrétariat. Auparavant, Molotov accomplissait la tâche effacée de *secrétaire responsable* avec la collaboration de deux autres membres du Comité central. A ce moment, les fonctions politiques essentielles étaient détenues par le Politburo et le Comité central. La fonction de secrétaire général prit entre les mains de Staline une importance déterminante et, en consacrant sa supériorité sur tous les autres membres du parti contribua à l'établissement du « culte de la personnalité ».

Les partis de la IIIe Internationale, à la suite du Parti russe, donnèrent dans leur hiérarchie à la fonction de secrétaire général une importance similaire.

Suivisme : Une interprétation mécaniste de la discipline et unilatérale du centralisme démocratique, la féchitisation du parti, engendrent le souci prioritaire d'être « dans la ligne » et de soutenir sans discussion toutes les décisions des directions élues : ce *suivisme* conduit à une redoutable sclérose de la vie du parti.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Associations, Bolchevisme, Collégialité, Culte de la personnalité, Direction/Domination, Discipline, Esprit de parti, Expulsion, Fusion, Ouvriérisme, Permanent, Syndicat, Tendances (droit de).

M. M.

Paupérisme

Al : *Pauperismus.* — An : *Pauperism.* — R : *Pauperizm.*

Tendance propre au mode capitaliste de développement à constituer au sein de la classe ouvrière des fractions situées à la marge du rapport salarial et qui n'obtiennent pas le niveau minimal de subsistance.

Dans les premiers écrits économiques de Marx, de 1844 à 1848, on trouve l'idée que le capitalisme tend vers un appauvrissement général de la classe ouvrière. « Loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, l'ouvrier moderne descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de sa propre classe. L'ouvrier devient un *pauper* (...) » (MPC, ES, éd. bil., 105; MEW, 4, 473). Certains ont cru pouvoir en tirer une « théorie marxiste de la tendance à la paupérisation absolue ».

En réalité Marx, lorsqu'il élabore, à partir de 1857, sa théorie du mode de production capitaliste, présente une analyse tout à fait différente. D'une part, il cesse de définir la valeur de la force de travail par un minimum. Il insiste sur le fait qu'il s'agit d'un produit historique complexe de la lutte des classes dans les conditions créées par le développement du capitalisme. Cette valeur se définit non comme un minimum, mais comme possédant un minimum, celui qui est nécessaire à la reproduction de la force de travail. Mais ce minimum peut être aussi franchi : c'est là ce que Marx entend largement sous le nom de paupérisme. D'autre part cette tendance à la paupérisation est analysée non comme un phénomène constant et général du capitalisme, mais comme propre à certaines fractions de la classe ouvrière, comme découlant du fractionnement que détermine le mode capitaliste de développement industriel.

Marx s'en explique principalement au chapitre 25 du livre I du *Capital*, dans lequel il expose une « loi de population » régissant les rapports entre production et population dans le mode de production capitaliste. Le développement industriel capitaliste, avec ses sauts qualitatifs et son cycle caractéristique, tend à une « production croissante d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve » (K., ES, I, 3, 70; MEW, 23, 657). Il présente une pulsation, séquence d'un moment d'innovation technologique qui rejette des travailleurs au chômage et d'un moment de développement extensif qui requiert ce volant de main-d'œuvre. Marx ajoute que ce dispositif fonctionnel se transforme en objectif permanent pour la classe capitaliste, qui tend à « fabriquer des surnuméraires » (79; 664) en introduisant de nouvelles forces de travail sur le marché, femmes, enfants, immigrés *(ibid.)*, afin de faire pression aussi sur l'ensemble des salaires.

Marx analyse ainsi les différentes formes de cette surpopulation relative (83-90; 670-677). « Fluante » *(flüssige)* : ce sont les victimes directes du mouvement de pulsation ci-dessus défini. « Latente » : sous-emploi agricole, répulsion sans attraction qui caractérise les branches et contrées dominées. « Stagnante » *(stockende)* : partie de la classe ouvrière irrégulièrement employée, travailleurs à domicile, etc. Enfin le « paupérisme » officiel proprement dit, qui comprend surtout la foule de ceux qui ne peuvent pas se valoriser comme force de travail : infirmes, malades, enfants, veuves, ouvriers déqualifiés, « portion de la classe ouvrière qui, ayant perdu sa condition d'existence, la vente de sa force, ne vit plus que d'aumônes publiques » (96; 683). Le propre de l'analyse de Marx est de définir le paupérisme comme un rapport de classe spécifiquement capitaliste. Le *pauper*, ne possédant pas de moyen de production, appartient à la classe des salariés; mais, ne pouvant obtenir faute d'un emploi régulier la contrepartie de la valeur de sa force de travail, il tend à des degrés divers à tirer sa subsistance de subsides draînés sur la plus-value globale et plus ou moins centralement redistribués. Subsistance précaire du fait que ce rapport n'apparaît même plus, à la différence du salaire tel que le système

le conçoit, comme un rapport d'échange fondé en droit, mais sous le signe de l'allocation gratuite.

• BIBLIOGRAPHIE. — M 44, 5-21 (MEW, *Erg.*, 1, 471-483); Pléiade, II, 147, 152-156, 165 (*ibid.*, 459, 468); MPC, § 2; *Chap. inéd.*, 139, 277-281; K., I, 2, 112; K., I, 3, 40-45; K.,I, 3, 70-151; K.,III, 1, 233 (MEW, 23, 454; 625-631; 657-740; 25, 229). — BARJONNET, *Qu'est-ce que la paupérisation?*, ES, 1965; J. BIDET, *Que faire du Capital?*, Paris, Klincksieck, 1985; M.-Th. BOYER, Salaire réel, part relative des salaires et paupérisation, apud *Cahiers d'Economie politique*, n° 2, 1975; R. MEEK, Marx's « Doctrine of Increasing Misery », in *Economics and Ideology*, 1967; R. ROSDOLSKY, *La genèse du « Capital » chez K. Marx*, Maspero, 1976, p. 361-398; T. SOWELL, Marx's « Increasing Misery » Doctrine, *Amer. Econ. Review*, mars 1960.

▶ CORRÉLATS. — Besoins, Chômage, Egalité, Exploitation, Lumpenproletariat, Ouvriers, Prolétariat, Salaire.

J. B.

Pavlovisme

Al : *Pawlowismus*. — An : *Pawlovism*. — R : *Teorii Pavlova*.

Ivan Petrovitch Pavlov (1849-1936) fut l'un des plus éminents physiologistes russes, initiateur, comme il le déclarait lui-même, des recherches sur l' « activité nerveuse supérieure » et de la psychologie scientifique. Prix Nobel, en 1904, pour ses travaux sur la physiologie cardio-vasculaire et digestive, il fut honoré, au XVe Congrès international de Physiologie, qui se tint à Rome, en 1932, du titre de *princeps physiologorum mundi*. Les « réflexes conditionnels », qu'il appela tout d'abord « réflexes à distance » et « réflexes signaux », demeurent sa principale découverte. Par distinction d'avec les réflexes « innés », il s'agit des acquisitions, plus ou moins durables, opérées par l'expérience individuelle en interaction avec le milieu ambiant. L'expérience provoquant, chez un chien, l'association entre la salivation et une excitation sonore ou lumineuse a connu la plus grande célébrité (y compris sous la forme de la caricature du « chien de Pavlov »). L'étude des réflexes conditionnels conduira Pavlov et, après lui, ses élèves, à l'énoncé d'un certain nombre de théories concernant notamment une typologie animale fondée sur le double processus inhibition/excitation, la considération des organes des sens conçus comme des « analyseurs » (« le fait fondamental de la physiologie des analyseurs, écrit-il, est que tout appareil périphérique transforme l'énergie extérieure donnée en un processus nerveux », *Œuvres choisies*, Moscou, 1954, p. 226), le phénomène des « névroses expérimentales », la distinction enfin entre un double « système de signalisation », le premier, celui des signaux externes, commun à tous les animaux, le second, celui des signaux issus du langage, propre à l'espèce humaine. Ces résultats devaient influencer de façon décisive les recherches sur l'adaptabilité des comportements, le conditionnement et l'apprentissage.

Ils devaient également donner naissance à une doctrine scientifico-philosophique, le pavlovisme. Pavlov fut tout de suite l'objet de soins jaloux de la part du jeune pouvoir soviétique, puisqu'un arrêté du Conseil des Commissaires du peuple, signé Lénine, mit en place, dès janvier 1921 « une commission spéciale, investie des pouvoirs les plus larges, (...) chargée d'assurer, dans les plus brefs délais, les meilleures conditions de travail à l'académicien Pavlov et à ses collaborateurs » (Lénine, o., 32, 65); le même

document intimait à la Commission du ravitaillement ouvrier de fournir à Pavlov et à son épouse « une ration spéciale, d'une valeur calorique équivalente à deux rations d'académicien » (*ibid.*; cf. aussi L. à Zinoviev, *apud* O., 44, 398-399, et L. à N. P. Gorbounov, 45, 40). En 1924, les laboratoires de Pavlov furent installés à Koltouchi, devenue depuis Pavlovo, dans la banlieue de l'ancienne Pétrograd. Mais c'est avec le stalinisme et l'instauration du Dia-Mat, que le physiologiste connut un véritable culte. Nul dithyrambe ne lui fut épargné. « Phare puissant et sûr, montrant à la science la voie à suivre dans son développement » (Kh. Kochtoïantz, Introd. à Pavlov, *O.C.*, *cit.*, p. 5), « ... poursuivant la ligne des matérialistes et révolutionnaires démocrates, Herzen, Biélinski, Dobrolioubov et Tchernychevski » (*ibid.*, p. 8); « sa doctrine sur l'activité nerveuse supérieure » est donnée comme « une des bases du matérialisme dialectique dans le domaine des sciences de la nature », ayant doté « d'une base rigoureusement scientifique la théorie du reflet matérialiste » (Ioudine et Rosenthal, *Petit dictionnaire philosophique*, Moscou, 1955, *s.v.*). Le souci du savant en matière d'expérimentation et de vérification, la constante interrelation qu'il établissait entre milieu et organisme, physiologie et médecine, théorie et pratique devenaient « les preuves les plus convaincantes de l'unité et du conditionnement réciproques des phénomènes psychologiques et physiologiques (...), de l'unité de l'esprit et du corps » (Kochtoïantz, *ibid.*, p. 10); ses critiques vis-à-vis de positions qu'il jugeait erronées ou partielles (chez Sherrington, P. Janet, Claparède ou les Gestaltistes) traduisaient « l'esprit matérialiste militant » de ses œuvres (ID., p. 9) et fournissaient des « armes idéologiques contre l'idéalisme et l'obscurantisme » (Ioudine et Rosenthal, *ibid.*). L'incontestable patriotisme soviétique de Pavlov lui-même et ses propres déclarations confirmaient encore le triomphe de la philosophie officielle; la « physiologie matérialiste pavlovienne » ouvrait enfin la voie à « son expression la plus brillante dans la biologie matérialiste mitchourinienne » (Kochtoïantz, p. 48).

REMARQUE. — Si Pavlov demeure en honneur chez ses pairs, pour ses apports scientifiques, il semble qu'il soit passablement tombé en désuétude auprès des plus récents apologètes du diamat. Le pavlovisme, en ce sens, est-il autre chose que le symptôme d'excès idéologiques ?

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / PAVLOV, *Polnoe Sobranie trudov (Œuvres complètes)*, Moscou-Léningrad, 1940-1949; La sécrétion psychique des glandes salivaires, apud *Archives internationales de physiologie*, vol. I, 1904; *2* / E. A. ASRATYAN, *I. P. Pavlov, his life and work*, London, 1953; B. P. BABKIN, *Pavlov, a biography*, Chicago, 1951; P. CHAUCHARD, *Le langage et la pensée*, Paris, 1956, chap. II, « Que sais-je ? », nº 698; M. CORNFORTH, *Science versus idealism*, London, Lawrence & Wishart, 1955, *passim*; H. CUNY, *Ivan Pavlov*, Paris, 1962; J. B. S. HALDANE, *La philosophie marxiste et les sciences*, Paris, ES, 1954; J. F. LE NY, *Le conditionnement*, Paris, 1961; H. PIÉRON, *Nouveau Traité de psychologie*, Paris, PUF, liv. I, vol. III, chap. I, et *ibid.*, VIII, I *(Psychologie zoologique)*, 1941; Questions scientifiques, *Introduction à l'œuvre de P.*, t. IV, Ed. de *La Nouvelle Critique*, Paris, 1953; *La Raison*, 8, 1954; L. SÈVE, *Marxisme et théorie de la personnalité*, Paris, ES, 1974 (l'auteur s'élève contre « l'isomorphisme », trop aisément invoqué entre pavlovisme et matérialisme dialectique, p. 58 et s.).

▶ CORRÉLATS. — Dia-Mat, Lyssenkisme, Matérialisme dialectique, Reflet, Stalinisme.

G. L.

Paysannerie

Al : *Bauernstand, Bauernschaft.* — An : *Peasantry.* — R : *Krest'janstvo.*

La question de la paysannerie revêt des significations différentes selon qu'il s'agit de traiter du statut social des paysans et de leur appartenance de classe, de la question agraire et des rapports de production à la campagne, ou du rôle politique de la paysannerie dans la transition au socialisme. C'est pourquoi la paysannerie a fait l'objet dans l'histoire du marxisme de développements inégaux. On peut distinguer trois grandes étapes, où l'on voit les termes du couple prolétariat/paysannerie inverser en quelque sorte leur importance réciproque.

1 / Dans un premier temps, un privilège exclusif a été accordé au prolétariat urbain : tout s'est passé comme si la classe ouvrière seule était considérée comme révolutionnaire. Les raisons qui expliquent ce phénomène ne manquent pas : priorité accordée à l'organisation de la classe ouvrière, seule révolutionnaire « jusqu'au bout » et agent principal de la lutte contre le capitalisme (de l'AIT à la constitution des partis sociaux-démocrates et à la IIe Internationale). L'interprétation la plus évidente de l'œuvre de Marx paraissait confirmer cette attitude : contradiction essentielle au mode de production capitaliste entre travail salarié et capital, irréductibilité de l'antagonisme bourgeoisie-prolétariat, nécessité d'abolir la propriété privée de la terre. A quoi répondait la méfiance envers la paysannerie, due à son origine et à sa fonction dans la production : elle est la population représentative du mode de production féodal dont, quelle que soit son importance numérique, elle est une *séquelle* au sein du mode de production capitaliste, vouée à une double disparition, sociale, par passage dans la classe ouvrière (accumulation primitive) et économique, par la transformation de la rente foncière; à ses orientations politiques, à son idéologie et surtout à certains aspects particulièrement négatifs de son rôle historique récent (cf. « le vote réactionnaire des paysans français » analysé par Marx dans son 18 B et, à nouveau, évoqué par Engels au début de sa QP; MEW, 22, 485 et s.). Enfin, dans les notes de voyage *(Von Paris nach Bern)* d'Engels (MEW, 5, 459 s.), certains passages annoncent déjà la position généralement hostile des communistes à l'égard de la paysannerie, de Marx (18 B) à Lénine (thèse relative à l'inéluctabilité d'une « guerre civile » entre le prolétariat révolutionnaire et la paysannerie globalement « réactionnaire ») (cf. Trinh Van Thao, *Marx Engels et le journalisme révolutionnaire*, Paris, 1980, vol. III).

2 / Dans un second moment, et à deux reprises, la paysannerie fait l'objet de considérations particulières :

1. Dès la fin des années 60, la préparation du livre III du *Capital* amène Marx, pour traiter de la question agraire et de la rente, à s'intéresser à la situation de la Russie. « Il est devenu indispensable (écrit-il à Kugelmann le 27 juin 1870), d'étudier d'après les sources originales, les conditions de la propriété foncière en Russie ». Ayant, à 50 ans passés, appris la langue, il est en mesure de dépouiller directement une importante littérature, dans laquelle figurent notamment les œuvres de Tchernichevski, à qui il avait pensé consacrer une étude (L. à Danielson du 12 déc. 1872), *La situation de la classe laborieuse en Russie*, dont il fait les plus grands éloges, et *Le système foncier communautaire : causes, déroulement et conséquences de sa décomposition*, de M. Kovalevski, paru à Moscou en 1879. En outre, en 1868, Marx avait

eu l'agréable surprise d'apprendre que, le premier, un éditeur russe, Poliakov, se proposait de publier une traduction du livre I du *Capital* (L. à Danielson du 7 oct. et à Kugelmann du 10 oct.). C'est la spécificité de la formation sociale russe qui retient l'intérêt de Marx. Régulièrement informé des polémiques suscitées en Russie par *Le Capital*, Marx répond à Véra Zassoulitch, qui lui avait demandé d'analyser la commune russe : « L'analyse donnée dans *Le Capital* n'offre donc de raisons ni pour ni contre la vitalité de la commune rurale, mais l'étude spéciale que j'en ai faite, et dont j'ai cherché les matériaux dans les sources originales m'a convaincu que cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie, mais afin qu'elle puisse fonctionner comme telle, il faudrait d'abord éliminer les influences délétères qui l'assaillent de tous les côtés et ensuite lui assurer les conditions normales d'un développement spontané » (L. du 8 mars 1881 ; cf. le recueil *Sur les sociétés pré-capitalistes*, CERM, Paris, ES, 1970). Dans la dernière préface enfin qu'il rédige, un an avant sa mort, avec Engels, pour la nouvelle traduction russe du *Manifeste*, due précisément à V. Zassoulitch, Marx, après avoir constaté que la Russie était passée du rôle de chef de file de la réaction européenne à celui « d'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe », conclut ainsi : « *Le Manifeste communiste* avait pour tâche de proclamer la disparition inévitable et prochaine de la propriété bourgeoise. Mais en Russie, à côté de la spéculation capitaliste qui se développe fiévreusement et de la propriété bourgeoise en voie de formation, plus de la moitié du sol est la propriété commune des paysans. Il s'agit, dès lors, de savoir si la communauté paysanne russe, cette forme déjà décomposée de l'antique propriété commune du sol, passera directement à la forme communiste supérieure de la propriété foncière, ou si elle doit d'abord suivre le même processus de dissolution qu'elle a subi au cours du développement historique de l'Occident. La seule réponse que l'on puisse faire aujourd'hui à cette question est la suivante : si la révolution russe donne le signal d'une révolution ouvrière en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste » (21 janv. 1882 ; MEW, 19, 296).

L'histoire écartera cette perspective. Engels qui a suivi, après la mort de Marx, l'évolution de la situation en Russie en établit peu à peu le constat dans sa correspondance avec Danielson notamment (« je crains qu'il ne nous faille traiter l'*obchtchina* [la communauté rurale] comme un rêve du passé et compter à l'avenir avec une Russie capitaliste », le 15 mars 1892), ainsi que dans l'épilogue qu'il rédige pour ses *Rapports sociaux en Russie* (MEW, 18, p. 665 et s. ; trad. apud *Sur les soc. précap.*, cité, p. 356). Les deux thèses cependant continueront à s'affronter durant quelques années : celle des populistes qui rejetteront le marxisme comme inapplicable à la « spécificité » russe, celle des marxistes qui, avec Plekhanov, puis Lénine, estimeront que leur pays « n'offre aucun caractère original » (Lén., O., 2, p. 534) ; les stratégies proposées à la paysannerie seront donc différentes.

2. Dans le même temps, la question paysanne passe au premier plan des préoccupations dans le mouvement ouvrier international. Ce nouveau phénomène coïncide avec les débuts de la IIe Internationale. Il est consécutif à l'existence de partis sociaux-démocrates, souvent puissants (France, Allemagne), aux transformations internes de la paysannerie concomitantes de l'essor économique ; au fait aussi que les masses paysannes s'offrent

comme une « clientèle » possible des partis ouvriers. Les années 90 sont déterminantes à cet égard. « Conquérir les paysans c'est la question du jour », écrira A. Labriola, en 1895, dans son premier *Essai en mémoire du Manifeste*. Engels, pour sa part, avait noté au début de son article de la *Neue Zeit* de novembre 1894 : « Les partis bourgeois et réactionnaires s'étonnent prodigieusement de voir la question paysanne subitement et partout à l'ordre du jour chez les socialistes. Ils seraient plutôt en droit de s'étonner que la chose n'ait pas eu lieu depuis longtemps. De l'Irlande à la Sicile, de l'Andalousie à la Russie et à la Bulgarie, le paysan est un facteur fort important de la population, de la production et du pouvoir politique... jusqu'ici le paysan ne s'est la plupart du temps avéré un facteur politique que par son apathie, fondée sur la vie des champs. Cette apathie de la grande masse de la population constitue le soutien le plus fort non seulement de la corruption parlementaire de Paris et de Rome, mais encore du despotisme russe » (QP, ES; MEW, 22, p. 485). Les étapes les plus marquantes de cette « rectification » sont les suivantes :

a) Les rappels théoriques ou stratégiques-tactiques :

Gloses marginales (1891). On sait que, sous ce titre, se trouvent deux commentaires du programme du parti allemand;

— la *Critique du programme de Gotha* (1875, Marx) : Marx y critique vivement l'idée qu'en face de la classe ouvrière les autres couches ne formeraient « qu'une masse réactionnaire »; Engels le rappellera dans une lettre à Bebel du 28 oct. 1882;

— la *Critique du programme d'Erfurt* (1891) : Engels signale une « lacune » sur les paysans (cf. aux ES, p. 80-81) et il conteste le principe de « la revendication de la concentration de tout le pouvoir politique dans les mains de la classe ouvrière ». De telles divergences, on le notera, ne sont sans doute pas étrangères au fait que les *Gloses* de K. Marx aient été conservées pendant quinze ans « dans le vinaigre » par les chefs de la social-démocratie allemande (L. d'Engels à Kautsky du 5 févr. 1891).

La question paysanne en France et en Allemagne (1894) d'Engels.

b) L'effort théorique créateur et la continuation du *Capital* :

Marqués par la parution de l'ouvrage de Karl Kautsky, *La question agraire* (*Die Agrarfrage*, 1898; trad. franç., Giard & Brière, 1900; réimpression, Paris, Maspero, 1970), dont Lénine écrira en mars 1899 (son propre ouvrage étant pratiquement achevé, cf. *infra*) : « Ce livre est, après le livre III du *Capital*, le fait le plus remarquable de la littérature économique moderne. »

Le développement du capitalisme en Russie de Lénine lui-même, en 1899.

Ces analyses permettent de dégager trois caractères inhérents à la paysannerie : son *importance* est considérable dans la population d'un pays donné, elle est raison inverse du niveau de développement atteint et, avec le MPC, en constante évolution (Kautsky, Lénine). La *diversité* de sa composition sociale, que dissimule le trait commun du rapport à la terre, en fait, de l'ouvrier agricole au gros fermier capitaliste, le foyer de multiples contradictions (Engels). Son *ambiguïté* politique ne tient pas seulement au fait qu'elle appartient à deux modes de production différents, le MPF et le MPC, et qu'elle peut même entretenir l'illusion de servir de fondement à un troisième, socialiste, elle provient avant tout de ce que les masses

paysannes ne peuvent jamais accéder en personne au pouvoir politique, qu'elles ont besoin que d'autres classes ou forces sociales prennent en charge leurs intérêts. Ce fut le cas avec les féodaux (cf. B. Porchnev, *Les soulèvements populaires en France au XVIIe siècle*, rééd. Flammarion, 1972); avec la bourgeoisie pendant la Révolution de 1789; avec le bonapartisme (Marx et la subordination des paysans parcellaires au pouvoir exécutif); avec la petite bourgeoisie (c'est le populisme). Chaque fois joue, entre les divers candidats à la représentation paysanne, une sévère concurrence. D'où la question majeure : que va faire la classe ouvrière, au moment où l'histoire l'appelle sur le devant de la scène ? S'aliéner la paysannerie ou la gagner à « la cause de la révolution » (cf. Marx, *Analyse du livre de Bakounine « L'Etat et l'anarchie »*; MEW, 18, 630-631; trad. franç. apud Marx/Engels/Lénine, *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Moscou, Ed. du Progrès, 1973) ?

3 / C'est pourquoi, dans un troisième temps, la question paysanne pèsera de façon déterminante dans les procès révolutionnaires.

Lénine va formuler, dès les premières années du siècle, puis sans cesse exposer aux étapes historiques successives, la réponse du prolétariat : nécessité absolue de l'*alliance* avec les masses paysannes. Le paradoxe de la Russie de l'époque est le suivant : d'une part, une classe ouvrière fortement concentrée, très combattive et tout à fait minoritaire dans le pays; d'autre part, une paysannerie dispersée, arriérée, incertaine de son sort (depuis l'abolition du servage) et largement majoritaire. Autrement dit, dans une traduction politique : la révolution socialiste est à l'ordre du jour dans une nation (au vrai une mosaïque de peuples) qui n'est pas même parvenue au seuil de la révolution bourgeoise. En face des populistes, qui attendent des paysans la régénération de la Russie, en face de Plekhanov, qui écrivait : « Le mouvement révolutionnaire russe, dont la victoire servirait avant tout à la paysannerie, n'y trouve pratiquement ni sympathie, ni soutien, ni compréhension... » (*Œuvres philos.*, Moscou, Ed. du Progrès, t. 1, p. 330), la réponse de Lénine est d'une exemplaire simplicité : constitution d'une avant-garde de la classe ouvrière (le Parti social-démocrate), résolue, unie, autonome, qui assurera son hégémonie dans les masses et les aidera à créer les conditions de leur libération (cf. le *Programme agraire de la social-démocratie russe*, O., 6, 107 et s.). S'agissant de l'alliance, on aura affaire à une double transition, ainsi définie : « Quelle doit être l'attitude d'un ouvrier conscient, d'un socialiste, à l'égard du mouvement paysan contemporain ? Il doit soutenir ce mouvement, aider les paysans de la façon la plus énergique, les aider jusqu'au bout à jeter à bas, entièrement, le pouvoir des fonctionnaires et le pouvoir des grands propriétaires fonciers. Mais en même temps il doit expliquer aux paysans qu'il ne suffit pas de jeter à bas le pouvoir des fonctionnaires et des grands propriétaires fonciers. En renversant ce pouvoir, il faut se préparer du même coup à supprimer le pouvoir du Capital, le pouvoir de la bourgeoisie ; pour cela il faut populariser sans tarder une doctrine intégralement socialiste, autrement dit marxiste, et unir, souder, organiser les prolétaires ruraux pour la lutte contre la bourgeoisie paysanne et contre toute la bourgeoisie de Russie. Un ouvrier conscient peut-il oublier la lutte démocratique pour la lutte socialiste, ou bien oublier la lutte socialiste pour la lutte démocratique ? » (O., 9, p. 458-459).

L'histoire de l'alliance prolétariat/paysannerie, histoire de ses vicissi-

tudes et de ses contradictions, se confond avec celle de la formation sociale russe puis soviétique, du vivant de Lénine, des programmes agraires successifs aux soviets de paysans, à la NEP, aux problèmes de la collectivisation ou à ceux de l'Inspection ouvrière et paysanne; et après lui, sous le stalinisme, avec la dékoulakisation et l'embrigadement forcé des paysans dans les kholkozes, durant les années 30... quand le pouvoir de la classe ouvrière, ou se réclamant d'elle, paraît davantage contraindre la paysannerie à réaliser l'accumulation capitaliste plutôt qu'à lui ouvrir les chemins de son émancipation.

Hors du monde soviétique, le caractère paysan des mouvements révolutionnaires va s'accentuer et le rôle des masses paysannes se faire reconnaître comme décisif. C'est d'abord le cas de la Chine. Commentant, en janvier 1940, dans *La Nouvelle Démocratie*, la phrase de Staline selon laquelle « ... la question nationale est, *quant au fond*, une question paysanne » (*Le marxisme et la question nationale et coloniale*, ES, 1953, p. 228), Mao Zedong écrit : « Et cela signifie que la révolution chinoise est, quant au fond, une révolution paysanne, que la lutte actuelle contre les envahisseurs japonais est, quant au fond, une lutte paysanne. Le régime politique de la nouvelle démocratie consiste, quant au fond, à donner le pouvoir aux paysans (...) Quand nous disons « quant au fond », cela veut dire pour l'essentiel, mais il ne s'ensuit nullement que les autres éléments sont négligés; Staline a lui-même donné toutes les précisions à cet égard. Chaque écolier sait que les paysans représentent 80 % de la population de la Chine. Voilà pourquoi la question paysanne est devenue la question fondamentale de la révolution chinoise, pourquoi la force de la paysannerie est la force principale de la révolution chinoise » (o., t. 3, ES, 1956, p. 158).

Le « modèle » chinois s'étant reproduit dans (et ayant parfois inspiré) les autres procès révolutionnaires du monde contemporain, en Asie, en Amérique latine et, plus récemment, en Afrique, on a pu parler de « paysannisme » pour qualifier ce nouveau phénomène. Le « paysannisme » serait de la sorte un populisme post-léniniste. Il consisterait en l'adaptation du marxisme au « Tiers Monde », c'est-à-dire aux formations sociales sous-développées, coloniales, semi-coloniales ou semi-féodales. Il est toutefois légitime de se demander où finit l'*adaptation*, d'abord théorisée dans l'alliance de type léniniste et où commence la *déviation*, autrement dit la remise en question du marxisme originel, qui prévoyait l'instauration du socialisme dans les conditions du capitalisme parvenu à un haut degré de développement ? Nombre de questions théoriques se lèvent ici. Notons qu'elles ont leur répondant dans des pratiques politiques qui se laissent difficilement répertorier, de l'aveu même de leurs protagonistes — les PC, pour l'essentiel, mais pas seulement. Entre les analyses d'un Mao, soucieuses de stricte orthodoxie, au moins dans leur lettre, et celles d'un Fanon assurant que « dans les pays coloniaux, seule la paysannerie est révolutionnaire » (*Les damnés de la terre*, Maspero, 1961, p. 46) et appelant, en conséquence les colonisés à faire de la violence « la praxis absolue » (*ibid.*, 63), bien des nuances sont possibles et les frontières malaisées à établir. « Révolution dans la révolution ? » (R. Debray) ou nouvelles formes d'alliances ? Mais si l'hégémonie n'appartient plus à la classe ouvrière, dans quelles mains va-t-elle passer ?

En ce qui concerne enfin les pays capitalistes très développés, c'est un constat inverse qui s'impose. Que l'on considère que leur « potentiel

révolutionnaire » est gravement affaibli et que leurs PC sont en voie de social-démocratisation (H. Marcuse), ou que l'on pense qu'ils ont à ouvrir leurs propres voies, en retrouvant précisément le droit-fil des analyses de Marx (c'est le sens général, semble-t-il, du gramscisme actuel), tout le monde convient que, pour la classe ouvrière de ces pays, l'alliance avec la paysannerie non seulement n'est plus privilégiée, mais qu'au contraire le développement économique et les transformations profondes qu'il a provoquées lui ont substitué d'autres formes d'alliances, avec d'autres couches sociales, les « employés », par exemple, ou les « intellectuels ».

• BIBLIOGRAPHIE. — Sur la Russie : I. DEUTSCHER, *La révolution inachevée*, Laffont, 1967; M. LEWIN, *La paysannerie et le pouvoir soviétique*, 1928-1930, Paris-La Haye, Mouton, 1966; ID., *Le dernier combat de Lénine*, Minuit, 1978; R. LINHART, *Lénine, les paysans, Taylor*, Seuil, 1976. — Sur le « paysannisme », cf. les ouvrages de F. CASTRO, FANON, GIAP, GUEVARRA, LE CHÂU, parus chez Maspero; N. NGHE, F. Fanon et les problèmes de l'indépendance, apud *La Pensée*, n° 107, févr. 1963.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Bonapartisme, Campagne/Ville, Castrisme, Collectivisation, Guérilla, Hégémonie, Kolkhozes, Koulaks, Léninisme, Masses, Maoïsme, NEP, Petite bourgeoisie, Populisme, Prolétariat, Propriété, Rente, Sovkhozes, Tolstoïsme, Transition, Violence.

G. L.

Permanent

Al : *Parteifunktionär.* — An : *Full-time agent.* — R : *Partijnyj rabotnik.*

La nécessité d'installer, à partir du moment où apparaissait un embryon de parti de classe, une *administration distincte des adhérents* chargée d'expédier les affaires courantes s'imposa très tôt à Marx et Engels; le 20 juillet 1851, dans une lettre, ce dernier, après avoir constaté que se constituaient au sein de la Ligue des Communistes des petits groupes rassemblés sur la base du *Manifeste*, ajoutait, avec une franchise qui confinait à la brutalité : « Les soldats, on les trouve toujours quand la situation est mûre. Mais la perspective d'avoir un état-major qui ne soit pas composé de simples artisans à conceptions corporatistes (Straubinger) et lui permettre un plus grand choix que les 25 hommes de l'état-major actuel ayant quelque éducation politique, cette idée m'est très agréable. Il serait bon de recommander à tous d'orienter la propagande, partout, en direction des employés de commerce. Pour le cas où il faudrait organiser une administration, ces gens-là sont indispensables, ils sont habitués à travailler dur, à tenir une comptabilité très lisible, et le commerce est la seule école pratique qui forme des employés de bureau utilisables. Nos juristes, etc., ne valent rien pour ce genre de travail. Des employés de commerce pour la tenue des livres et la comptabilité, des universitaires bien doués pour la rédaction de dépêches, lettres et documents, voilà ce qu'il faut (...) comme nous allons être de plus en plus obligés de nous préparer à cette éventualité cette question n'est pas, je crois, sans importance. En outre, ces employés de commerce sont habitués à travailler sans désemparer comme des machines, ils ont moins d'exigences, il est plus facile de leur donner des habitudes de sérieux et plus facile de les éliminer, s'ils ne font pas l'affaire ».

Cette nécessité de mettre en place des structures organisationnelles permanentes préoccupe Marx et Engels pendant toute la période où ils jouent, au sein de la Ire Internationale, un rôle déterminant et leurs déboires

sont fréquents comme l'atteste la lecture des *minutes du Conseil général de Londres*. En 1904, lorsque se consolide le POSDR, dans le grand débat sur les statuts du Parti, Lénine, à son tour, affirme sur ce point des positions nettes : « Tout agitateur ouvrier tant soit peu doué et « donnant des espérances » *ne doit pas* travailler onze heures à l'usine. Nous devons prendre soin qu'il vive aux frais du Parti, qu'il puisse, quand il le faudra, passer à l'action clandestine, changer de localité, sinon il n'acquerra pas grande expérience, il n'élargira pas son horizon, il ne saura pas tenir même quelques années dans la lutte contre les gendarmes » (*Que faire?*, o., 5, 485). Cette option en faveur d'une organisation qui « doit englober avant tout et principalement des hommes dont la profession est l'action révolutionnaire » (*ibid.*, 463) fait évidemment référence aux conditions précises de la lutte dans la Russie tsariste au début du siècle; néanmoins s'affirme dans les écrits léniniens de cette époque une tendance à généraliser ce point de vue : « Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile pour le capital, rejeté constamment dans les « bas-fonds » de la misère noire, d'une sauvage inculture et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique basée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle de son organisation qui groupe les millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière » (*Un pas en avant, deux pas en arrière*, mai 1904, o., 7, 434). A ce moment, Lénine s'il cite en exemple la social-démocratie allemande ne s'aveugle pas pour autant sur les risques de déviation et de conservatisme que peut recéler un organisme ainsi construit. « On parle de bureaucratisme. Le bureaucratisme, c'est la soumission des intérêts de la cause aux intérêts de la *carrière*; c'est réserver une attention aux *sinécures* et méconnaître le travail; c'est se colleter pour la *cooptation* au lieu de lutter pour les idées. Pareil bureaucratisme est en effet absolument indésirable et nuisible pour le Parti » (*ibid.*, 381). L'organisation du Parti, c'est-à-dire « la création d'une autorité, la subordination, des instances inférieures aux instances supérieures du Parti » *(Un pas en avant...)* suppose donc la mise en place d'un « appareil » qui pose le problème des permanents, de leur rôle, de leur contrôle, de leur influence. Au sein de cette même social-démocratie allemande, Lénine constatait, en 1915, qu'on avait vu « mûrir toute une couche sociale de parlementaires, de journalistes, de *fonctionnaires du mouvement ouvrier, d'employés privilégiés* et de certains contingents du prolétariat, couche qui s'est *intégrée* à sa bourgeoisie nationale et que cette bourgeoisie a su parfaitement apprécier et « adapter » » (o., 21, 256). Les conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste s'en ressentent : la deuxième condition stipule que « toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale communiste doit *régulièrement* et *systématiquement* écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilités dans le mouvement ouvrier (organisations de parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par les communistes éprouvés, sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés par des travailleurs sortis du rang » et la treizième condition notifie que les partis communistes des pays où les communistes militent légalement doivent

procéder à des *épurations périodiques de leurs organisations* afin d'en écarter les éléments *intéressés* et *petits-bourgeois*. »

Dans la Russie soviétique où le Parti communiste non seulement milite légalement mais dispose du pouvoir, la lutte contre la bureaucratisation des cadres permanents demeure à l'ordre du jour : « Pour empêcher ceux-ci de devenir des bureaucrates, on prendra aussitôt des mesures minutieusement étudiées par Marx et Engels :

1) Pas seulement éligibilité mais révocation à tout moment;
2) Salaire qui ne serait pas supérieur à celui d'un ouvrier;
3) Adoption immédiate de mesures afin que tous remplissent les fonctions de contrôle et de surveillance, que *tous* deviennent pour un temps « bureaucrates » et que, de ce fait, *personne* ne puisse devenir « bureaucrate » (*L'Etat et la révolution*, o., 25, 520).

Mais, avec la saisie du pouvoir politique, le capitalisme ne disparaît pas par enchantement. Or, « tant que les capitalistes n'ont pas été expropriés, tant que la bourgeoisie n'aura pas été renversée, une certaine « bureaucratisation » *même* des fonctionnaires du prolétariat est inévitable » (*ibid.*, 526). A plus forte raison lorsque la prise du pouvoir s'effectue avec une avant-garde très minoritaire et dans les conditions extrêmement difficiles d'une guerre civile implacable aggravée des rigueurs d'un sévère encerclement capitaliste. C'est ce que souligne Rosa Luxemburg, dès 1918, lorsqu'elle montre que les mesures de défense du pouvoir soviétique limitent la vie politique tandis que « la bureaucratie demeure le seul élément actif », et que « quelques douzaines de chefs de parti animés d'une énergie inépuisable et d'un idéalisme sans bornes, dirigent et gouvernent » (*La révolution russe*, 1918, *Œuvres*, éd. Maspero, 1969, t. II, p. 85). Au soir de sa vie, Lénine dressera le bilan inquiétant de la situation : « C'est clair : ce qui manque c'est la culture chez les dirigeants communistes. De fait, si nous considérons Moscou — 4 700 communistes responsables — et la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que ces communistes mènent. A dire vrai ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés » (o., 33, 293).

Avec l'accession de Staline à la direction suprême du Parti et de l'Etat soviétique, la disparition de toute démocratie et la pratique de la cooptation favorisèrent le renforcement d'une bureaucratie privilégiée autant que docile à l'intérieur du Parti et dans les organes de l'Etat. Dès 1922, date où il devient secrétaire général du Comité central, la commission de recensement placée sous le contrôle du CC (l'*ouchraspred*) prit une importance particulière. Staline, utilisant contre ses rivaux les possibilités que lui ouvrait son poste peut s'appuyer sur la hiérarchie des permanents dont il contrôle la carrière. Au plénum du Comité central de 1937 il décrivait en termes militaires fort significatifs cette pyramide des cadres qualifiée d' « effectifs de commando » : composés de 3 à 4 000 « généraux » (dirigeants de niveau élevé), 30 à 40 000 « officiers » (cadres moyens), 100 à 150 000 sous-officiers (cadres de base) (Staline, *Œuvres*, t. XIV, p. 141). Dès 1923, Trotski s'élevait, dans une lettre au Comité central, contre la nomination par le haut des secrétaires de comités provinciaux. « La bureaucratisation de l'appareil du Parti, écrivait-il, s'est développée dans des proportions inouïes, par la méthode de la sélection des secrétariats... on a créé de très larges couches de militants, entrés dans

l'appareil gouvernemental du Parti, qui renoncent complètement à leurs opinions propres sur le Parti (ou tout au moins à ce qui en est l'expression ouverte); comme si la hiérarchie bureaucratique était l'appareil qui crée l'opinion du Parti et les décisions du Parti. Et sous ces couches, s'abstenant d'avoir une opinion à elles, se trouvent les larges masses du Parti, pour lui toute décision prend la forme d'un ordre ou d'une sommation » (extrait de Max Eastman, *Depuis la mort de Lénine*, Paris, 1925, p. 194).

Cette évolution qui prend naissance dans le domaine politique n'atteint-elle pas la société tout entière lorsque s'établit, à la faveur du système du parti unique, la confusion Parti/Etat? N'est-ce pas le chemin par lequel les règles de fonctionnement du Parti, ses rapports hiérarchiques, ses conceptions, pénètrent les normes de l'organisation économiques et sociales? M. Morozow n'observe-t-il pas que dans la langue russe les mots *parti* et *société* tendent à devenir synonymes (*L'establishment soviétique*, Paris, Fayard, 1974, p. 41)?

Les tenants d'une orthodoxie communiste qui se veut ouverte à l'examen des problèmes réels rencontrés par l'URSS (cf. les co-auteurs de *L'URSS et nous*, ES, 1978) admettent bien l'exigence d'un « cercle dirigeant » disposant de « privilèges » (p. 91 et 97) mais font preuve d'optimisme en alléguant que, par son développement, la classe ouvrière soviétique « est maintenant en mesure de prendre en main la direction des opérations à la tête de la société » pour briser les « résistances routinières » (p. 100).

Quant aux partis communistes des pays capitalistes, on peut s'interroger sur la question de savoir si le fonctionnement interne de ceux-ci n'est pas sans lien avec le projet de société dont ils sont porteurs. Sur ce point ils affirment qu'il ne saurait y avoir de relations entre l'organisation et le fonctionnement interne d'un parti marxiste et la société née de la révolution. Le recours à l'histoire montre cependant que les structures et le style du Parti soviétique devenant pour le Komintern un modèle, son évolution n'a pas été sans effet au sein des différentes sections de la IIIe Internationale. Cet héritage pèse encore très lourd sur le mouvement communiste et il est significatif qu'en période de crise (lors du « printemps de Prague » en 1968 ou en Pologne en 1981) les partis soient amenés à élaborer des propositions concernant la limitation de la durée des mandats, ou des méthodes plus démocratiques d'élection et de contrôle de l'activité des permanents. L'un des problèmes majeurs reste la part que prennent dans les décisions du Parti — en raison de leur surreprésentation au sein des comités, des commissions ou des congrès — les permanents dont certains sont totalement cooptés par les directions.

• BIBLIOGRAPHIE. — Documents dans *Correspondance Marx-Engels* (ES, t. II, surtout 1849-1851) et dans le Conseil général de la Ire Internationale, Moscou, Ed. du Progrès, 1975 (éléments dispersés), *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès mondiaux de l'IC, 1919-1923*, Paris, Maspero, 1975; S. COHEN, *Les Soviétiques*, Paris, ES, 1974; Ed. KARDELJ, La bureaucratie est-elle une classe?, *Nouvelle Critique*, nº 23, avr. 1969; B. KERBLAY, *La société soviétique contemporaine*, Paris, A. Colin, 1977; S. QUADRUPPANI, *Des permanents des partis politiques*, Paris, A. M.-Métailié, 1979; J. STALINE, *Les principes du léninisme*, Ed. de Moscou; L. TROTSKI, *Nos tâches politiques*, Paris, 1970; ID., *De la révolution*, Paris, Ed. de Minuit, 1963.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Bureaucratie, Centralisme démocratique, Collégialité, Direction/Domination, Discipline, Parti.

M. M.

Personnalité

Al : *Person, Persönlichkeit.* — An : *Personnality.* — R : *Ličnost'.*

Voir : Culte de la personnalité, Homme, Individu(s), Individualisme, Masses, Objectivisme/Subjectivisme, Spontané.

Petite bourgeoisie / Classe(s) moyenne(s)

Al : *Kleinbürgertum, Kleinbourgeoisie/Mittelstand.* — An : *Petty-bourgeoisie/Middle-class(es).* — R : *Mel'kaja buržuazija/Srednie sloi.*

L'un des concepts (et, en ce qui concerne les classes sociales, le concept) les moins déterminés, les moins assignables de la théorie. « Ce n'est pas sans raison, remarque Lénine, que l'élément petit-bourgeois porte ce nom, car c'est bien ce qu'il y a de plus amorphe, indéfini, inconscient » (o., 32, 385). Les mots parlent déjà d'eux-mêmes. En regard de la forte identité de bourgeoisie, de prolétariat ou de classe ouvrière, et même de paysannerie, celle de petite bourgeoisie hésite quant au jeu des deux vocables qui la composent : « bourgeoisie », mais « petite »; est-ce encore « bourgeoisie » ? Il en va de même pour classe moyenne : de quel milieu, de quelle moyenne ? Et leur rôle : joindre ou disjoindre ? Et leur contenu : de *qui* s'agit-il ? Du négatif : le non-ouvrier, le non-capitaliste ? Du proche/distinct : petit producteur, travailleur improductif ? De ces *autres* que sont les commerçants, les artisans, les petits propriétaires, les intellectuels, les employés, les rentiers ? Mais comment les tenir ensemble ? Et d'où viennent-ils : des rapports de production anciens, des capitalistes ? Une sémantique de l'entre-deux précède ainsi les questions qui l'autorisent.

1 / Chez Marx et Engels, le repérage des occurrences de *petite bourgeoisie* suscite deux premières remarques. Il n'y a pas d'évolution de leur pensée concernant ce concept : sous des éclairages divers, tout au long de leur œuvre, ils en disent toujours la même chose. La caractérisation du concept est principalement, et presque exclusivement, politique. Elle surgit, de la façon la plus directe, de l'expérience personnelle et des observations concrètes de Marx et Engels, dans la rencontre qu'ils font du *Kleinbürger,* au travers des péripéties de leur vie militante, depuis la Critique critique, et, en 1848, sur la scène de l'Histoire.

Toutes les analyses de la période conduisent au même diagnostic. Voici celui d'Engels, s'agissant de l'Allemagne et de l'occasion manquée de mai 1849, où la petite bourgeoisie apparut comme la classe dirigeante : « La petite bourgeoisie, grande en vantardise, est très incapable d'action et très craintive, quand il faut risquer quelque chose. Le caractère *mesquin* de ses transactions commerciales et de ses opérations de crédit est éminemment fait pour donner à son propre caractère l'empreinte du manque d'énergie et d'esprit d'entreprise; il faut donc s'attendre à ce que les mêmes qualités marquent sa carrière politique. En conséquence, la petite bourgeoisie encouragea l'insurrection par des paroles ronflantes et force bravades sur ce qu'elle était décidée à accomplir; elle s'empressa de s'emparer du pouvoir une fois que l'insurrection, bien malgré elle, eut éclaté; elle se servit du pouvoir seulement pour annuler les effets de l'insurrection (...) Placée entre deux feux, menacée de droite et de gauche... » (*Les petits bourgeois, NY Daily Tribune,* 2 oct. 1852; MEW, 8, 99-100; trad. *apud*

RCR, Paris, ES, 1951, 293-294). Pour la France, Marx ne parvenait pas à un autre constat. Lorsque s'engage, en juin 1848, « la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne » (LCF; MEW, 7, 31; trad. ES, 44), le prolétariat se retrouve seul. En face de lui sont groupés, dans la défense de « l'ordre bourgeois » : « L'aristocratie financière, la bourgeoisie industrielle, les classes moyennes *(der Mittelstand)*, la petite bourgeoisie *(die Kleinbürger)*, l'armée, le sous-prolétariat organisé en Garde mobile, les intellectuels, les prêtres et toute la population rurale » (18 B; MEW, 8, 121; ES, 20). Or, dit Marx, la *Boutique* est en première ligne contre la *Barricade*. La Boutique, ce sont précisément « les petits bourgeois parisiens » dont il dresse la liste suivante : « cafetiers, restaurateurs, *marchands de vin*, petits commerçants, boutiquiers, artisans, etc. » (LCF, 51; MEW, 7, 37-38). Mais, très vite, se voyant mal récompensés de leurs services, après la victoire de la bourgeoisie, les petits bourgeois se rapprochent du prolétariat et connaissent, comme en Allemagne, leur heure de gloire. Ce ne sera qu'illusoire, « une comédie inénarrable », commente Marx, avant de conclure : « En juin 1849, ce ne furent pas les ouvriers qui furent vaincus, mais les petits bourgeois, placés entre eux et la révolution qui furent défaits » (*ibid.*, 63; 75). De même que le 23 juin 1848 pour le prolétariat, le 13 juin 1848, jour de l'insurrection des petits bourgeois, représente « l'expression *pure, classique* » d'une classe (*ibid.*, 69; 80). La petite bourgeoisie est bien cette « classe intermédiaire » *(eine Übergangsklasse)* — classe de passage ou de transition « au sein de laquelle s'émoussent les intérêts de deux classes opposées » (18 B, 144; 45). Et Lénine, quelque trois quarts de siècle plus tard, ajoute, à la veille d'un épisode analogue : « *Il ne peut* pas y avoir de ligne « moyenne » dans une société au sein de laquelle la bourgeoisie et le prolétariat se livrent une lutte de classes acharnée, surtout quand cette lutte est aggravée par la révolution. Or le propre de l'attitude de classe et des aspirations de la petite bourgeoisie, c'est de vouloir l'impossible, de rechercher l'impossible, bref cette ligne « moyenne » » (O., 25, 94; juin 1917). Quant à la composition de cette classe — car il s'agit bien d'une classe (Engels, cité, précise *diese Klasse der Kleinbürger*), auprès des éléments déjà considérés, rappelons la typologie du *Manifeste du PC*. Elle distinguait, à côté de la bourgeoisie, du prolétariat et du *Lumpenproletariat*, « les classes moyennes » *(die Mittelstände)* comprenant « le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, le paysan » (éd. bilingue, 100-101). Traitant, de son côté, des partis à Paris, Engels énumère dans une lettre à E. Blank (28 mars 1848) : « Les grands bourgeois, les spéculateurs en Bourse, les banquiers, industriels et gros commerçants, les anciens conservateurs et libéraux. Deuxièmement, les petits bourgeois *(Kleinb.)*, les classes moyennes *(Mittelstand)*, la masse de la garde nationale, les « radicaux compréhensifs », les gens de Lamartine et du *National*. Troisièmement, le peuple, les ouvriers parisiens »; et Engels d'ajouter : « Les petits bourgeois jouent un rôle d'intermédiaire, mais très pitoyable » (MEW, 27, 476; *Corr.*, 1, 530). On voit les points mal établis : *Klasse* ou *Stand*? Au singulier ou au pluriel? En outre, quel rapport y a-t-il entre la petite bourgeoisie, ou les « classes » moyennes et la paysannerie? Ici encore, on trouve des frontières mal tracées. Au *Manifeste* qui les associe, on peut opposer les *Luttes de classes en France* et *Le 18 Brumaire* qui, dans leur reconstitution historique, font soigneusement le départ entre les protagonistes historiques, successifs, les paysans venant précisément en dernier lieu, avec

le pouvoir du Prince-président. Ainsi Marx, en tête de sa *Lutte de classes en France*, évoque-t-il « la *petite bourgeoisie (die kleine Bourgeoisie)* dans toutes ses stratifications [non indiquées ici], ainsi que la *classe paysanne* (die *Bauernklasse*)... » (MEW, 7, 12; ES, 26). Tandis qu'Engels (art. cité) signale à propos des gens de la campagne, qui ne sont qu'un « appendice des autres classes », « vacillant entre les ouvriers d'un côté et la petite bourgeoisie *(Kleinbürgertum)* de l'autre », « dans presque chaque cas c'était leur position sociale particulière qui décidait de la voie où ils s'engageaient; l'ouvrier agricole *(Landarbeiter)* en général soutenait l'ouvrier de la ville; le petit paysan *(Kleinbauer)* était enclin à marcher la main dans la main avec le petit bourgeois *(Kleinb.)* ». La petite bourgeoisie, dès lors, ne serait qu'une variété, ou un secteur, des classes moyennes, *comme* la paysannerie ? Mais cette dernière, à son tour, semble faire question : classe ou non ?

La caractérisation économique de la petite bourgeoisie n'est pas, pour autant, absente de l'œuvre de Marx et d'Engels. Elle est bien entendu en relation avec son origine dans les rapports de production. Le second *Discours d'Elberfeld* fait déjà allusion au processus de morcellement des terres qui, conduit à son terme, donne naissance à une « petite classe moyenne urbaine *(kleine Mittelklasse der St.)* », représentant « une transition de la classe possédante à la classe dépourvue de propriété » (FE, apud KM et FE, *Textes inédits de 1845*, éd. bilingue, Paris, EDI, 1975, 136-137). *Le Capital*, où la petite bourgeoisie, sauf erreur, ne paraît jamais en personne, donne un remarquable écho à la thèse d'Engels, puisqu'il reprend, en plusieurs passages, le concept de *kleine Mittelklasse* (MEW, 23, 673, 688; ES, I, III, 87, 101) et, traitant de l'accumulation primitive, évoque « l'expropriation forcée... du paysan, de l'artisan et des autres éléments de la petite classe moyenne » (*ibid.*, 784; 198). Du même coup surgissent d'autres questions. Serait-on passé de la *Mittelklasse* au *Mittelstand* et à la petite bourgeoisie, pour revenir du pluriel au singulier et du nouveau à l'ancien, des *Mittelstände* à la *Mittelklasse* ?

De telles ambiguïtés se retrouvent au niveau des appréciations politiques portées, le plus souvent de façon polémique, sur la petite bourgeoisie particulièrement. Les jugements négatifs sont nettement dominants. Les « philistins » et autres « crapauds », pour désigner de préférence les confrères en socialisme ou en communisme, émaillent la *Correspondance* où, d'évidence, le mot « petit bourgeois » relève de l'injure plutôt que de la sociologie (ex. : « Freiligrath, ce petit bourgeois »; L. de KM du 24 avr. 1860). L'adjectif « petit » lui-même est fréquemment d'acception méprisante, qu'il serve à fustiger les *petits* bourgeois, les *petits* rentiers ou les *petits* capitaux (ex. : L. de KM du 24 nov. 1857). Les boutiquiers sont une « classe de pleurnichards » (KM à FE, 26 sept. 1868). Et même Lassalle doit être défendu contre les « canailles petites-bourgeoises » (L. de KM du 25 nov. 1864). La nature de la classe n'est pas seule en cause. Deux autres éléments viennent renforcer ce caractère dépréciatif, en le marquant de colère non feinte : les relations conflictuelles entretenues, en effet, pour leurs positions théoriques, avec toutes sortes d'*intellectuels*, de Bauer à Proudhon, de Grün à Louis Blanc et Ledru-Rollin, des utopistes aux anarchistes. L'infériorité allemande redouble, d'autre part, la condamnation : le petit bourgeois allemand, plus lamentable encore que ses voisins, est largement au-dessous du niveau de l'anglais et du français, constate à nouveau Engels au soir de sa vie (L. à P. Ernst du 5 juin 1890). L'aspect contradictoire de la situation n'en est pas sous-estimé, même si les appréciations positives sont moins

nombreuses que les précédentes. C'est qu'il faut bien tenir compte et de l'importance considérable de la petite bourgeoisie et de la nécessité pour la classe ouvrière de tourner à son profit l'instabilité précisément des classes moyennes. D'où les insistances sur les possibilités révolutionnaires de la petite bourgeoisie (de la L. à Annenkov, du 28 déc. 1847; MEW, 27, 461-462; *Corr.*, I, 457-458, aux L. de FE aux Lafargue, cf. à Laura du 2 oct. 1884; MEW, 36, 539; trad. I, 390). D'où les invitations répétées à l'alliance (de 1848 au Programme de Gotha, cf. *Gloses*; MEW, 34, 126; trad. 44-45), étant toutefois entendu qu'en l'occurrence, c'est essentiellement à la paysannerie que pensent Karl Marx et Friedrich Engels.

2 / La position de Lénine, quant au fond, demeure semblable à celle de Marx et d'Engels. Mais, à cause des particularités russes, notamment le poids considérable de la paysannerie sur le plan économique aussi bien que sur le plan idéologique, Lénine est amené à insister davantage sur la détermination par les rapports économiques. Il commence, dès l'un de ses premiers ouvrages, en 1895, par un effort de clarification terminologique : « J'emploie le terme « petit bourgeois » non point dans son sens courant, mais dans son sens économique et politique. Un petit producteur, produisant en régime d'économie marchande, tels sont les deux indices qui forment la notion du « petit bourgeois », du *Kleinbürger*. Cette définition convient donc aussi bien pour le paysan que pour le petit artisan, que les populistes ont toujours mis sur le même plan, avec juste raison, puisque tous deux sont des producteurs travaillant pour le marché et qu'ils ne se distinguent que par le degré de développement de l'économie marchande » (CEP, O., I, 428). Le critère avancé permet de faire la distinction entre les deux formes du populisme, l'ancienne et la nouvelle, « entre l'idéologie de la paysannerie et celle de la petite bourgeoisie » (*ibid.*, 429). La critique romantique et populiste, cette idéalisation de la petite production, est petite-bourgeoise; elle oppose au capitalisme sa propre pratique, celle du petit producteur; en quoi, au sens étymologique, elle est « réactionnaire » (O., 2, 221 et s.). De même qu'il hésite entre deux modes de production, le petit bourgeois oscille entre deux classes : il y a « une double nature économique et politique de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes » (*ibid.*, 287). Une fois assurée la domination des rapports capitalistes de production, on parlera donc de petite bourgeoisie, sans toutefois perdre de vue que la masse paysanne qu'elle inclut y demeure largement majoritaire (O., 25, 218, 396). De par sa situation, la petite bourgeoisie ne peut être indépendante (*ibid.*, 218), couche « intermédiaire » (O., 8, 28), vouée à l'instabilité (ex. *ibid.*, 544), « les masses petites-bourgeoises ne peuvent pas ne pas hésiter entre la bourgeoisie et le prolétariat. Il en fut, ajoute Lénine, ainsi dans tous les pays surtout en 1789 et 1871. Il en est ainsi en Russie » (O., 25, 122). Encore convient-il de s'approprier cette certitude. Or, Lénine remarque que, des trois forces, bourgeoisie, petite bourgeoisie, prolétariat, qui composent toute nation, Russie comprise, « la première et la troisième de ces forces sont reconnues par tout le monde, tout le monde en parle. Mais la seconde, celle qui précisément constitue la majorité numérique, personne ne consent à en tenir grandement compte, ni du point de vue économique, ni du point de vue politique, ni du point de vue militaire » (*ibid.*, 219). Nul mieux que Lénine n'a mesuré combien le problème politique essentiel était là. Et qu'aucune injure, dont lui non plus ne se prive

pas (ex. : Martov et sa « crédulité de philistin », *ibid.*, 278) ne saurait résoudre. En septembre 1917, à l'instar de ses consœurs française et allemande de mai et juin 1849, la démocratie petite-bourgeoise a laissé inchangé le pouvoir de la bourgeoisie (*ibid.*, 398-399). La révolution victorieuse n'a guère changé les choses. En mars 1921, Lénine, au Xe Congrès, s'en prend de nouveau aux « hésitations petites-bourgeoises inévitables dans l'état économique actuel » (o., 32, 264). Devant les ouvriers des transports, il constate : « La deuxième grande force de la Russie, c'est la « petite bourgeoisie », les petits patrons; ce sont ceux qui forment l'écrasante majorité de la population : la paysannerie »; sous la conduite du prolétariat, poursuit-il [et dans le cadre de l'alliance privilégiée avec cette majorité de la majorité, les paysans pauvres (cf. o., 8, 322)], ils sont venus à bout des gros propriétaires, mais, en contrepartie les campagnes sont devenues encore « plus petites-bourgeoises » et font donc courir de nouveaux risques au procès révolutionnaire. Or, conclut-il, puisqu'il n'est pas question que la petite bourgeoisie russe puisse réussir, où, depuis cent cinquante ans elle a échoué, exercer le pouvoir, le seul mot d'ordre juste est celui de la combattre (o., 32, 287 et s.). Au IIIe Congrès de l'IC, revenant sur la nécessité de cette tâche, Lénine en marque plus fortement la difficulté. Il ne peut être question, dit-il, de conduire la lutte contre la petite bourgeoisie de la façon dont on a mené la lutte contre les classes exploiteuses, car, d'une part, la petite bourgeoisie n'en fait pas partie, et, d'autre part, elle représente partout, sauf peut-être en Angleterre, la majorité de la population, 30 à 45 %, précise-t-il, et même 50 si l'on y ajoute « l'élément petit-bourgeois de la classe ouvrière ». Comment procéder ? Il n'existe ni recette, ni solution toutes prêtes. « Ce qui fait le sens de la période qui commence actuellement en Russie, du point de vue international, si l'on considère la révolution mondiale comme un processus unique, c'est qu'au fond nous devons résoudre pratiquement le problème des rapports du prolétariat avec la dernière classe capitaliste de notre pays. Sous l'angle théorique, tous les marxistes l'ont réglé facilement et correctement. Mais la théorie et la pratique sont deux choses différentes, et résoudre ce problème pratiquement ou théoriquement n'est pas du tout la même chose » (*ibid.*, 515-516)...

3 / REMARQUE. — Peut-on dès lors parler d'une unité de la petite bourgeoisie, ou des classes moyennes, comme on dit plus volontiers aujourd'hui ? Ne défie-t-elle pas, sous nos yeux, bien davantage encore que du temps des classiques du marxisme, les tentatives elles-mêmes de recensement ? Si nous jetons un regard sur la simple extension du concept, nous nous trouvons en présence de strates fort diverses, au sein des mêmes rapports de production : des « couches » anciennes (entendons antérieures du capitalisme), paysans, artisans, commerçants (aussi « petits » que l'on voudra, producteurs, patrons, propriétaires...), rentiers, membres des professions libérales, « capacités », comme disait Marx, ou « intelligentsia », comme on disait en Russie, clergé...; des « couches nouvelles », ou constitutives de ce que les sociologues nomment aussi « nouvelle petite bourgeoisie », produites au rythme du développement du capitalisme : employés, fonctionnaires, ou gens du « tertiaire », selon un autre terme aussi moderne que significatif, ingénieurs, techniciens et cadres (les « ITC »), aristocratie ouvrière... (toutes catégories, notons-le, elles-mêmes éclatées en une multitude de sous-groupes); ne fera-t-on pas une place, même si l'on n'en fait

pas une classe, à la nouvelle petite bourgeoisie apparue dans les pays socialistes (et, à un bien moindre degré sans doute, ailleurs aussi), personnels des appareils du parti et de l'Etat ? De là une première remarque : de toutes les classes, des trois classes structurelles, la petite bourgeoisie est assurément la plus mobile; elle est le lieu même du mouvement social : on y vient, depuis les rapports de production caducs, mais aussi sans cesse à partir de la bourgeoisie comme du prolétariat et du... lumpenproletariat (à ne pas oublier); d'où l'on sort également et où l'on peut, le cas échéant, retourner. La classe « intermédiaire » ne l'est pas seulement pour elle-même, elle l'est pour ses voisines, auxquelles elle fait perdre leur homogénéité, sans conquérir pour autant la sienne propre; par où elle est, normalement, évanouissante et dilatée. Ce véritable creuset ne serait-il pas celui-là même de la lutte de classes ? Ou, en tout cas, le permanent rappel, et central (médian), que la bipolarité essentielle au capitalisme, le face-à-face de la classe sans propriété et de la classe possédante, loin de figer les protagonistes sociaux, est elle-même prise dans des réseaux toujours entrecroisés ? Mais alors, la petite bourgeoisie ne figure-t-elle pas la contrainte de l'histoire elle-même au sein de la théorie ? N'est-ce pas ce qu'entendait Lénine devant l'IC ? Ce qui expliquerait à la fois que la petite bourgeoisie trouve, chez Marx et Engels, sa terre d'élection dans les ouvrages politiques, et qu'elle soit identifiée chez Lénine à la petite production ?

Il est une autre hypothèse que les textes semblent autoriser. Et si la petite bourgeoisie devait sa plus grande homogénéité à l'idéologie dans laquelle elle tente de se représenter à elle-même ? Si « petite-bourgeoise » ne revêtait son sens plein que de qualifier idéologie ? Si l'idéologie était le ciment de cette, ou de ces classes et de leur plus sûre manifestation externe ? De nombreuses notations vont dans ce sens. Ainsi de *L'idéologie allemande*, toujours paradigmatique, quand Marx écrit : « Le petit bourgeois allemand, qui n'a participé activement au mouvement de la bourgeoisie que sur le plan des idées, et qui du reste n'a fait qu'offrir sa propre peau au plus offrant, ne conçoit sa propre cause que comme « la bonne cause », « la cause de la liberté, de la vérité, de l'humanité », etc. » (MEW, 3, 102; trad., 141). Ainsi, dans *Le 18 Brumaire* : « Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte de classes évitée » (MEW, 8, 141; trad. 42). Le kantisme d'un côté, la Montagne de l'autre ne sont-ils pas d'exactes théorisations, l'une éthique, l'autre politique, de la conscience de l'universalité propre au petit bourgeois ? Lénine, quant à lui, n'en juge pas autrement : « C'est dans ces éternelles oscillations entre l'ancien et le nouveau, dans ces singulières prétentions à sauter par-dessus sa propre tête, c'est-à-dire à se placer au-dessus de toutes les classes, que réside l'essence de toute conception du monde petite-bourgeoise » (O., 2, 496). A un bout c'est le populisme, on le sait, à l'autre c'est le menchevisme, qui n'est pas seulement russe, mais aussi italien ou allemand (O., 32, 492); c'est l'« impuissance », la « phraséologie », la « débilité » de la IIe Internationale et de la « II et 1/2 » sous leurs hérauts petits-bourgeois (*ibid.*, 382); c'était le proudhonisme hier, c'est le kautskysme aujourd'hui. Marx n'avait-il pas affirmé : « Le *socialisme petit-bourgeois*, c'est le socialisme par excellence » (LCF; MEW, 7, 89; trad., 99) ? L'entraînement d'une telle hypothèse concer-

nant l'homogénéité du concept conduit inévitablement à une nouvelle observation : et si l'idéologie petite-bourgeoise n'était autre que l'idéologie dominante, *i.e.* l'idéologie du plus grand nombre, en cela strictement adéquate à la nature de la petite bourgeoisie ?

Car cette nature demeure, elle, bien établie et même la chose la mieux établie, nature « double », ainsi que l'atteste l'une des plus récentes descriptions des classes sociales en France, celle de Courtheoux. Cet auteur divise les « classes moyennes » en deux catégories, la première est dite : « En gestation, à persistance prolétarienne », la seconde : « Consolidée, à vocation bourgeoise ». On apprend d'autre part que les effectifs desdites classes moyennes sont passés, de 1954 à 1975, de 29,7 % à 40,6 % de la population active (cf. J. P. Cendron, C. Echaudemaison, M. C. Lagrange, *Dossiers de sciences économiques et sociales*, 1re éd., F. Nathan, 1980, p. 54-55). Dans le ménage à trois du capitalisme, la petite bourgeoisie, on le voit, n'a pas achevé sa carrière.

• BIBLIOGRAPHIE. — C. BAUDELOT/R. ESTABLET, *La petite bourgeoisie en France*, Paris, Maspero, 1974; P. BOURDIEU, *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979 (notam. chap. 6); M. DJILAS, *La nouvelle classe dirigeante*, Paris, Plon, 1957; G. LABICA, De l'égalité, les idéologies dans le MPC, apud *Dialectiques*, nº 1/2, 1973; N. POULANTZAS, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974 (p. 205 et s.); W. REICH, *Psychologie de masse du fascisme*, Paris, 1972.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Anarchisme, Bourgeoisie, Boutique, Bureaucratie, Classes, Individualisme, Intellectuels, Kantisme, Lumpenproletariat, Lutte de classes, Menchevisme, Opportunisme, Paysannerie, Populisme, Prolétariat, Proudhonisme, Révisionnisme, Social-démocratie.

G. L.

Peuple

Al : *Volk.* — An : *People.* — R : *Narod.*

Voir : Classes, Lumpenproletariat, Masses, Nation, Paupérisme, Populisme.

Phénomène

Al : *Erscheinung.* — An : *Phenomenon.* — R : *Javlenie.*

1 / Quelle que soit l'interprétation de la relation que Marx entretient avec la « philosophie classique allemande », la critique hégélienne de l'opposition kantienne entre le phénomène *(Erscheinung)* et la chose en soi *(Ding an sich)* — pour ne pas parler du noumène, de l'objet transcendantal, voire de la simple apparence *(Schein)* —, constitue une butte-témoin : « Le paraître est la détermination par laquelle l'essence est, non pas être, mais essence, et, développée, le paraître est le phénomène. L'essence ne se trouve donc pas *derrière* le phénomène, ou *au-delà* de lui, mais, du fait que l'essence est ce qui existe, l'existence est phénomène » (Hegel, *Encyclopédie*, § 131). Mais, ici, essence et phénomène (ou « apparition », B. Bourgeois) ne sont que des déterminations de l'Idée absolue. Lénine fait explicitement référence à la critique hégélienne de Kant (o., 38, 127-128, où il est plus question de *Schein* ou du *scheinen* que de l'*Erscheinung*, 146 : « N.B. — La loi est le phénomène essentiel »), Engels également, mais de façon seulement implicite (LF, éd. bilingue, 37).

2 / Il faut commencer par étudier non point tant le phénomène que les formes phénoménales, telles qu'elles sont analysées dans la critique de l'économie politique. Trois termes doivent être distingués et reliés dans le même temps : mouvement réel, formes phénoménales et apparence(s). Cette distinction explique pour quelles raisons la science est nécessaire : « Toute science serait superflue si l'apparence et l'essence des choses se confondaient » (K., ES, III, 3, 196, il faut plutôt, ici, parler de forme phénoménale, cf. MEW, 25, 825 : *Erscheinungsform*). Mais la science doit également rendre compte de la base réelle qui rend possible la confusion entre essence et apparence, de par l'objectivité spécifique des formes phénoménales qui ne sont pas de simples apparences (par exemple K., I, 1, 86; MEW, 23, 88; K., I, 2, 213; MEW, 23, 564), la pratique quotidienne des hommes, dans un mode de production déterminé, induisant comme naturellement certaines représentations. On peut critiquer, chez les économistes vulgaires, leur méconnaissance du mouvement réel, eux qui s'en tiennent aux apparences (K., I, 1, 301 ; MEW, 23, 325 : opposition entre *Schein* et *Gesetz der Erscheinung*), mais il faut, ensuite, expliquer qu'une forme phénoménale n'est pas, comme chez Hegel, que « la forme phénoménale de l'idée » (K., I, 1, 29; MEW, 23, 27). Comme il n'est pas d'arrière-monde, la loi (reflétant le mouvement réel) ne peut qu'être la « loi des phénomènes » (K., I, 1, 27; MEW, 23, 25 : Marx rapporte ici les propos d'un critique russe). Cette loi n'est cependant pas immédiatement déchiffrable et il semblerait, alors, qu'il faille laisser de côté une partie du donné phénoménal (assimilé, alors, à l'inessentiel, Lénine, O., 36, 370). La loi, « image calme des phénomènes » (Lénine, O., 38, 143), ne serait jamais qu'approchée, le phénomène étant toujours plus riche (*ibid.*, 144). Il n'est pas certain qu'il faille s'en tenir à cette opposition : « La nature est (...) *et* phénomène *et* essence » (*ibid.*, 198, également, 239). Un examen plus étendu des textes a, tout récemment, été conduit par Jacques Bidet (*Que faire du Capital?*, Paris, Klincksieck, 1985). Deux traductions différentes sont proposées pour le terme d'*Erscheinungsform* : forme phénoménale (voire, parfois, simple « phénomène ») et forme de manifestation. Quatre acceptions spécifiques sont distinguées : *a)* Forme d'apparition historique (le capital commercial comme la première *Erscheinungsform* du Capital, MEW, 23, 161, le terme est absent dans la traduction Roy); *b)* La forme phénoménale idéologique, ainsi, la représentation de la valeur ou du prix de la force de travail comme prix du travail (MEW, 23, 562, K., I, 2, 211 « forme phénoménale »); *c)* Une « forme *dérivée* sur l'axe abstrait-concret » : on oppose, ici, la connexion interne, tel le « rapport plus-value », aux formes de manifestation (profit, intérêt, rente), MEW, 26, 3, 490, K., 4, 3, 588; *d)* Une forme d'expression : « La valeur d'usage devient la forme de manifestation de son contraire, la valeur d'échange » (MEW, 23, 70, K., I, 1, 70). Ces distinctions sont, assurément, légitimes, mais l'interprétation qui en est donnée n'est pas, pour autant, indiscutable : l'auteur propose de rendre compte de l' « indétermination terminologique » en séparant, *toto genere*, ordre catégoriel et ordre historique.

3 / Tel est bien le cœur de l'analyse. Cela dit :

a. Le « statut » du phénoménal se trouve intimement lié à celui de l'analyse et de la pratique politiques effectives : comment faire en sorte que les arbres ne cachent pas la forêt, sans ramener les arbres à n'être

— pour parler comme Hegel — que des déterminations de la forêt (« distinction entre la forme des phénomènes et le fond », Lénine, o., 16, 310; « les cadets ne sont pas un parti, mais un symptôme », Lénine, o., 10, 225) ? Comment, pour faire usage de vocables utilisés à des fins diverses, éviter l'opportunisme et le praticisme, sans verser dans le dogmatisme ?

b. Il sera question de « phénomène » dans des discours qui vont bien au-delà de l'analyse d'un mode de production déterminé. Cela nous conduit au matérialisme et à la dialectique (voire à la dialectique matérialiste, sinon au matérialisme dialectique) : une conception matérialiste du phénomène s'oppose à tout phénoménisme (Lénine, o., 14, 104), moyennant une analyse de l'histoire des sciences prise dans son ensemble, Lénine croit pouvoir proposer des remarques sur les trois notions d'essence *(Wesen)*, de phénomène *(Erscheinung)* et d'apparence *(Schein)* (par exemple, o., 38, 96, 124-125, 127, 140 et s., etc.).

4 / Deux questions, en conséquence, paraissent encore débattues :

— Qu'est-ce qui différencie le phénoménal de l'apparent (et/ou de l'accidentel) ? Il faudra approfondir le « statut » des « lois », par exemple dans *Le Capital*, telle la fameuse « loi de la valeur » (Engels écrira : « L'unité du concept et du phénomène se présente comme un procès infini par essence », L. à Conrad Schmidt du 12 mars 1895, *in* LF, éd. bilingue, 188-189).

— Le « marxisme » peut-il continuer, sans rechuter dans la spéculation, à tenir un discours sur la « catégorie » de phénomène ?

5 / Rappr. *Erscheinungsform* et, selon les acceptions, *Schein* ou, au contraire, *Gegenstand*, *Ding*, *Prozess* (on trouve les deux sens dans une même phrase de Lénine : o., 38, 210). Opp. *Wesen*, *Gesetz*.

• BIBLIOGRAPHIE. — HEGEL, *Encyclopédie*, La science de la logique, 2e section, B; « Le phénomène », §§ 131-141; *Science de la logique*, liv. 2, 2e section, chap. II. — KM, K, IV, ES, II, 184-185. — On partira des textes dits « historiques » de MARX-ENGELS; des textes politiques de conjoncture de LÉNINE, etc. — *Philosophisches Wörterbuch*, I, 366-367; L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, 1980, p. 75 et s.

▶ CORRÉLATS. — Dialectique, Essence, Forme, Formel/Réel, Hégélianisme, Kantisme, Lois, Matérialisme dialectique, Pratique, Rationnel/Réel.

J.-P. C.

Philistinisme

Al : *Philistertum (Spießbürgertum)*. — An : *Philistinism*. — R : *Filisterstvo*.

Voir : Petite bourgeoisie.

Philosophie

Al : *Philosophie*. — An : *Philosophy*. — R : *Filosofija*.

Le terme désigne l'exigence de « savoir rationnel » : d'où sa double connotation.

Ethique (Aristote : « Tous les hommes désirent nécessairement savoir », *Métaphysique*, A 1, 980, 21).

Gnoséologique (une « science qui spécule sur les premiers principes et les premières causes », *ibid.*, A 2, 982 *b*), 5).

A travers ce terme s'est cristallisé un certain type de discours, rendu possible par Socrate, au Ve siècle av. J.-C., codifié par Platon et Aristote en métaphysique, avant d'être repris par la métaphysique cartésienne au XVIIe siècle, interrompue par la critique kantienne, et restaurée par Hegel. C'est cette tradition historique que vise le matérialisme historique sous le terme de « philosophie classique allemande », représentée comme l'aboutissement d'un concept à la fois pérenne et historiquement déterminé.

La prise de position du matérialisme historique par rapport à la question générique de la philosophie va donc se faire dans un contexte précis : la grande contestation de la prétention hégélienne à sceller le sort du réel et du rationnel, consignée dans le texte fameux de la Préface de la *Philosophie du droit* (1821) : « *Ce qui est rationnel est réel et ce qui est réel est rationnel.* » Autrement dit : dans quelle mesure le matérialisme historique conteste et éventuellement redéfinit ce qui est connoté sous le terme « philosophie » ?

Il faut prendre acte du fait que l'acte d'avènement du matérialisme historique coïncide avec une critique de la « philosophie » : moment situable en 1845, au moment où paraît *L'idéologie allemande*, dont Marx dira qu'elle avait pour fin de « régler nos comptes avec notre conscience philosophique d'autrefois » (Préf. à *Cont.*). En sorte que, pour Marx et Engels, la position de l'énoncé matérialiste-historique se fait par antiposition de l'énoncé « philosophique ».

Corrélativement, la philosophie va se trouver associée au projet *idéaliste*, en sorte que la critique va s'en trouver menée comme *figure* de l'idéalisme. En conséquence, le premier chef de contestation porte sur l'illusion d'*autonomie* qu'accrédite la philosophie, effet concomitant de l'illusion générique de l'*idéologie*. Marx et Engels relèvent ainsi la croyance philosophique à une sphère de la représentation autogène, c'est-à-dire se (re)produisant par sa propre énergie, indépendamment du monde matériel — croyance en l'autonomie de l'Idée attestée de Platon à Hegel.

Mais ce qui est visé à travers cette illusion, c'est l'*utopie* qu'elle accrédite : croire qu'en rectifiant les représentations, « la réalité actuelle s'effondrera » (IA, préface). Cela revient à bloquer la *praxis* au plan de l'interprétation spéculative, donc à la dénier en tant que telle.

C'est pourquoi, face à cette double limite, l'intervention matérialiste consistera : *a)* à rappeler la dépendance foncière du concept philosophique par rapport aux « conditions matérielles ». « Vouloir transformer la conscience, une conscience séparée des conditions réelles, ce dont les philosophes font une profession, c'est-à-dire une *affaire*, voilà encore un produit, un élément constitutif de ces conditions existantes » (IA, p. 416 ; MEW, 3, 363) ; *b)* à réouvrir les perspectives de la praxis contre la clôture du concept. C'est le sens de la fameuse *XIe Thèse sur Feuerbach* : « Les philosophes n'ont fait qu'*interpréter* le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de le *transformer*. »

Marx et Engels évoquent donc la philosophie sur le mode de l'*impuissance* à atteindre le monde réel et à le transformer : « S'élever ainsi en idée au-dessus du monde, c'est l'expression idéologique de l'impuissance des philosophes vis-à-vis du monde » — en sorte que « leur jactance idéologique est démentie tous les jours par la pratique » (IA, *ibid.*). Ce diagnostic s'exprime dans l'étonnante formule de *L'idéologie allemande* : « La philosophie est à l'étude du monde réel ce que l'onanisme est à l'amour sexuel » (IA, p. 269 ; 218). Image qui assimile explicitement le rapport philosophique

à une fausse relation au monde, dissimulant une sorte de rapport « auto-érotique », auto-jouissance du concept ! C'est en ce sens que, tout au long des écrits polémiques, Marx et Engels dénoncent le narcissisme et la mégalomanie qui sous-tendent la présomption philosophique : voir notamment les deuxième et troisième parties de *L'idéologie allemande* et surtout *La Sainte Famille*, qui constitue une espèce de phénoménologie de la « belle âme » du philosophe délivrant « un certificat d'indigence » à la réalité (SF, ES, p. 276 ; MEW, 2, 262).

Mais la philosophie n'apparaît pas seulement comme dérisoire et impuissante : subissant le destin de toute idéologie, elle constitue, comme le dit Engels, « une lutte politique » (LF, *Et. philo.*, 22 ; MEW, 21, 271). *L'idéologie allemande* dénonce le danger de la phraséologie philosophique allemande, capable « d'affaiblir et de brouiller encore davantage la conscience de la contradiction totale qui existe entre le communisme et l'ordre existant » (IA, p. 517 ; 457). Ainsi, soit comme arme, soit comme effet lénifiant, le logos philosophique intervient dans la lutte politique, comme effet idéologique.

Compte tenu de ce diagnostic critique, comment va s'opérer le « remède » matérialiste ?

Contre la clôture du concept, il va s'agir de rendre l'homme à la *jouissance* du monde, en perçant les écrans du langage : « Pour les philosophes, c'est une tâche des plus difficiles qui soient de quitter le monde de la pensée pour descendre dans le monde réel. La réalité immédiate de la pensée est le *langage*. De même que les philosophes ont fait de la pensée une réalité autonome, ils ne pouvaient faire autrement que d'attribuer au langage une réalité autonome pour en faire leur domaine réservé... Le problème : descendre du monde des idées dans le monde réel, se ramène au problème : passer du langage à la vie » (IA, ES, p. 489 ; 432).

C'est en ce sens que le matérialisme historique requiert un recours à l'école des *sciences de la nature*, comme conditionnant un contact avec « les choses mêmes », et en appelle à la substance des choses, expérimentée par les sciences naturelles, voire au bon sens : « Il faut « laisser de côté la philosophie »..., il faut en sortir d'un bond et se mettre à l'étude de la réalité en tant qu'homme ordinaire » (IA, p. 269 ; 218). Il faut y voir l'objection de la réalité immédiate, à l'autonomie du concept philosophique, le rappel de l'appartenance naturelle contre la scission consommée par la représentation philosophique du monde.

Mais cette coloration « naturaliste » de la critique marxienne de la philosophie ne doit pas faire omettre la dimension *historique* déterminante : critique de la conscience idéologique et constitution d'une philosophie de la praxis. Par ce biais, le problème de la philosophie, réglé au plan de la critique de l'idéalisme, revient, par un effet de retour, sur la question de la *théorie*, dans son articulation avec la *pratique*, intérieurement à la problématique matérialiste.

Il est remarquable qu'au début de *L'idéologie allemande*, Marx esquisse une généalogie de la philosophie, comme moment du devenir de la conscience. Il la situe au « moment où s'opère la division du travail matériel et intellectuel » : « A partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie « pure », théologie, philosophie, morale, etc. », ce qui rend possible le conflit de ces formes idéologiques avec « la force productive existante » (IA, p. 60 ; 31).

Marx s'interroge donc sur les conditions de possibilité de cette « illusion »

philosophique, cherchant par là-même à expliquer cette *possibilité* d'écart par rapport à l'appartenance matérielle. Ainsi le postulat anthropologique assigné par la métaphysique à la philosophie est subverti : la philosophie n'est qu'un moment du processus matériel, mais par là-même se pose la question d'une distanciation par rapport à l'inhérence matérielle de l'émergence possible d'une dimension *critique* par rapport au *donné* matériel que Marx lui-même affronte à travers la question de la fonction de la *théorie* dans son intervention sur la pratique.

La théorie prend ainsi le relais de la philosophie, à travers un double travail de *reprise* : dépassement dialectique de la fonction d'illusion philosophique, réflexion de la contradiction de la conscience philosophique. Elle hérite en quelque sorte de la contradiction du logos philosophique : elle reprend le moment de l'émergence du concept — à travers la division du travail manuel et intellectuel qui le rend possible, mais en le retournant sur l'ordre de la praxis dont la philosophie l'a distrait, par l'effet idéologique qui lui est propre.

On voit donc se dessiner le double destin de la philosophie dans les perspectives ouvertes par le matérialisme historique :

1) Sur le versant objectif, elle est relayée par les sciences naturelles. « C'est précisément en apprenant à s'assimiler les résultats de l'évolution de la philosophie depuis deux mille cinq cents ans que la science de la nature se débarrassera, d'une part de toute philosophie de la nature séparée, s'érigeant en dehors et au-dessus d'elle, et d'autre part de sa propre méthode de pensée bornée, héritage de l'empirisme anglais ». On voit que la science de la nature relaie la rationalité philosophique, la « concrétisant » ainsi, mais se « guérit » par le même processus de son propre positivisme — ce qui distingue radicalement la stratégie matérialiste d'un dépassement mécanique de la philosophie par la science (AD, Préf., ES, 44 ; MEW, 20, 14). C'est ce qui permet à Engels d'affirmer : « Si l'on n'a plus besoin de la philosophie en tant que telle, on n'a plus besoin d'aucun système, pas même d'un système naturel de philosophie ». Mais c'est pour ajouter immédiatement qu' « une représentation scientifique exhaustive et adéquate de ces relations (entre les phénomènes naturels), la constitution dans la pensée d'une image exacte du système du monde dans lequel nous vivons, reste une impossibilité pour nous... » (AD, ES, 69 ; 34). C'est cette contradiction qui « se résout chaque jour et constamment dans l'évolution progressive sans fin de l'humanité » (*op. cit.*, p. 70 ; 35). On voit se dessiner là une conversion de l' « idéal constitutif » de la philosophie, récusé, en « idéal régulateur » du devenir des sciences de la nature. Ce qui se profile ici, c'est le concept nouveau d'une philosophie, « simple vue du monde qui n'a pas à faire ses preuves et à se mettre en œuvre dans une science des sciences à part, mais dans les sciences réelles » (AD, p. 169 ; 129; cf. également sur l'élaboration de ce concept nouveau DN ainsi que les *Lettres sur les sciences de la nature*). La philosophie apparaît alors comme l'exposé des lois dialectiques de la nature et de la pensée.

2) Sur le versant de la praxis historique, la philosophie se représente comme l'instance critique qui commande la vision de l'histoire, à travers la question de la fonction de la théorie. Cela renvoie au fond au *savoir de l'histoire*, c'est-à-dire à la sphère des problèmes qui se posent au sujet de l'histoire (l'instance historique qu'est le prolétariat) quant au déchiffrement du sens de son action. C'est cette espèce de « vision du monde »

(Weltanschauung) qui hérite des problèmes gérés par la philosophie.

On comprend en conséquence que, chez Lénine, les questions philosophiques renvoient au double front de la *science* et de la *politique*.

Du premier point de vue, Lénine insiste sur le fait que la pratique des sciences de la nature a pour effet objectif de renforcer la thèse matérialiste, dans la mesure où le « Fait matérialiste » se trouve exhibé en quelque sorte dans les phénomènes naturels. Mais *Matérialisme et empiriocriticisme* atteste le souci non moins marqué d'affirmer, contre l'usage néo-positiviste et empiriocriticiste, la spécificité du niveau philosophique. C'est le sens de l'affirmation capitale selon laquelle : « La matière est une catégorie philosophique » (o., ES, t. 14). Dans la mesure où le mouvement néo-positiviste tend à contester l'idée de matière en s'appuyant sur l'évolution de la science physique, Lénine va paradoxalement revendiquer la spécificité d'une *position d'objectivité* irréductible à la position scientifique.

Ainsi d'une part, le matérialisme dialectique exprime de façon privilégiée la vérité des sciences de la nature — Lénine réitérant le diagnostic de Marx et d'Engels sur le divorce inévitable de l'idéalisme et des sciences de la nature; mais par ailleurs on ne saurait s'appuyer sur une sorte de pratique spontanée des sciences pour accréditer une *thèse* qui a des effets philosophiques et idéologiques d'autant plus déterminants qu'elle se dénie comme telle (voir les doctrines de Mach, Avenarius, Oswald...).

Du second point de vue, Lénine récuse à nouveau le neutralisme du discours philosophique, se prévalant de l'universel par déni de son engagement : il saisit les thèses philosophiques comme des thèses *politiques* en dernière instance. C'est le sens du sous-titre de *Matérialisme et empiriocriticisme*, ouvrage décisif de l'intervention léninienne sur le champ de la philosophie : « Notes critiques sur une philosophie réactionnaire » (o., ES, t. 14, 13).

Mais cette intervention apparaît toujours marquée du sceau de l'extériorité : c'est que Lénine ne saurait être dupe de l'effet d'intériorité du discours philosophique. C'est en ce sens qu'il intitule la première esquisse de *Matérialisme et empiriocriticisme* : « Notes d'un marxiste ordinaire sur la philosophie » (L. à A. M. Gorki du 26 nov. 1908, t. 13, 473). Au même moment, n'affirme-t-il pas à Gorki qu' « il faut *séparer* la philosophie d'avec les affaires du parti » ? Ne déclare-t-il pas, aux temps de l'Ecole de Capri où se posait la question de la pédagogie politique, qu'il acceptera d'intervenir « à la seule condition que je ne parle ni de philosophie ni de religion » (L. du 16 avr. 1908, *in* o., t. 38, p. 407) ? Ce refus tactique symbolise une hétéronomie du philosophique par rapport au *politique*. En sorte que finalement la philosophie, en son statut marxiste, semble se cliver en deux. D'une part, une somme d'effets *sui generis* qui renvoient à la contradiction générale du socio-politique : somme d'effets idéologiques qui traversent le champ philosophique, comme les autres, mais réfractées par son fonctionnement propre. D'autre part, un type de pratique théorique, dépouillée de ses fonctions de leurre, affectée d'une fonction critique irremplaçable. Telle serait la double figure de l' « avenir de l'illusion » philosophique dans la problématique ouverte par le matérialisme historique.

Le débat autour de la philosophie devait pourtant se rallumer, au cœur du marxisme, dans le contexte du post-stalinisme, réactivant du même coup des problèmes soulevés dans le cadre de l'historicisme gramsciste, et qu'on avait cru trop vite réglés. Cela n'est naturellement pas fortuit : car le double destin, scientifique et politique, en lequel le

statut de la philosophie devait trouver solution et/ou dissolution s'est de nouveau dénoué, sous l'effet de la crise de la conscience historique et théorique. Cela s'est traduit par une remise à l'ordre du jour de la question de la théorie. Au-delà de l'exposé stalinien qui tout à la fois subordonnait le matérialisme historique au matérialisme dialectique (cf. *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*) et ordonnait la fonction critique de la philosophie au projet d'une *science* matérialiste, on peut dire que ce nouveau « paradigme » de la philosophie tend à repenser l'intervention *sui generis* de la philosophie sur le champ de la théorie (synchroniquement) et dans l'axe de sa fonction historique (diachroniquement).

Sur le plan doctrinal, un terme clé a servi à cristalliser ce nouveau débat sur le Logos philosophique, à savoir l'*Humanisme*. La catégorie idéologique d'Homme, en sa connotation éthico-politique, dénoncée comme l'un de ces concepts creux par le « nominalisme » du Marx de *La Sainte Famille*, est en effet entre-temps revenu en force pour fonder une alternative au marxisme (dans l'existentialisme sartrien notamment), ou bien pour imposer une relecture humaniste du marxisme lui-même, dès lors conçu comme « vision du monde » *(Weltanschauung)*.

A vrai dire, la question avait trouvé une première cristallisation dans les années 1930, au moment où, dans l'après-coup de la prise de pouvoir politique, le marxisme s'était vu reposer la question majeure de sa finalité historique.

On peut citer à titre significatif la problématique de l'Ecole de Francfort. Réfléchissant sur la ruine du principe hégélien d'Identité couplant en un même destin le réel et le rationnel, et la perpétuation historique de la domination, l'école de Max Horkheimer se trouvait en position de reposer la question émergée chez le Marx des années 40, en redéfinissant une position *critique*. L'instance baptisée « Théorie critique » (cf. *Théorie traditionnelle et théorie critique*, 1931) avait précisément pour fonction de relayer l'ambition spécifique du Logos philosophique, tout en l'ouvrant à la crise de la « raison historique ». Mais dès lors le marxisme apparaissait plus comme un instrument de « pilotage » de la Théorie critique que comme un référent constituant. C'est là en tout cas un élément qui révèle que la question supposée résolue de la fonction historique de la philosophie se réactivait.

Autour de la grande controverse de l' « économisme » et de l'idéologisme où se sont organisées successivement les grandes problématiques (de Karl Korsch à Georg Lukács et à l'austro-marxisme), c'est bien la question d'une nouvelle percée de la rationalité philosophique qui se réactive, comme symptôme d'une réouverture de la question de la science et de l'idéologie. Mais, plus que dans les stratégies néo-marxistes relatives à la philosophie — subordonnant plus ou moins le marxisme lui-même à une nouvelle *Weltanschauung* philosophique —, c'est au cœur même des problèmes marxistes que s'est joué le destin du concept de philosophie — ce qui justifie qu'on s'y tienne.

Ce n'est donc pas un hasard si le « règlement de comptes » avec la conscience stalinienne entamée au XXe Congrès du PCUS en 1956 a eu pour effet, secondaire et déterminant à la fois, de remettre à jour, dans l'élément de la théorie, la question du premier « règlement de comptes », amorcé un siècle plus tôt par *L'idéologie allemande*, et dont Lénine soldait

encore les comptes en quelque sorte : « De fait, avant le XXe Congrès, note Althusser, il n'était guère possible à un philosophe communiste, du moins en France, de publier des textes proches de la politique qui fussent autre chose que le commentaire pragmatiste des formules consacrées. Le XXe Congrès a rendu cela possible » (*Réponse à John Lewis*, 65). Cela a pour effet concret que les *philosophes* de profession réinterviennent sur le débat de la *philosophie*, en reprenant possession, en quelque sorte, dans l'après-coup, de *Matérialisme et empiriocriticisme*, livre écrit par un marxiste non philosophe, pour montrer l'effet philosophique majeur du matérialisme.

C'est donc au début des années 60 que ce nouveau « paradigme » philosophique du marxisme se met en place : les articles de la revue *Recherches internationales*, (V-VI, 1960, n° 19), consacré aux *Manuscrits* économico-philosophiques de Marx (1844), publiés trente ans plus tôt (1932), prennent brusquement la valeur symptomale d'une question : le statut de la théorie philosophique. Il revient à Louis Althusser de l'*instituer* comme problème, à la fois politique, théorique et historique (*Pour Marx*, 47-83). Ce qui vient ainsi au premier plan est la question de l'identité même du projet de Marx, de sa continuité et sa disruptivité — ce à quoi le travail magistral d'Auguste Cornu (*KM et FE*, 4 vol., PUF, 1955-1970) fournit une base critique sans égale.

À ce moment, un terme majeur vient au premier plan, pour nommer la méthodologie nécessaire pour repenser la théorie marxienne en sa textualité : à savoir le mot *lecture*. Ce retour au texte, pour en réextraire le tranchant, est le signe d'un retour au référent de l'œuvre, contre une certaine perte historique. Contre l'impératif gramsciste de la révolution *contre* le *Capital*, *Lire Le Capital* devient un impératif, lui-même historique. Ce n'est donc pas un hasard si ce retour critique à Gramsci, pour retrouver des questions que le modèle léninien avait éludées, retrouve chez Althusser sa nécessité : mais ce retour se fait simultanément contre l'historicisme gramsciste, et, par un retour au noyau léninien, par le détour de la lecture rigoureusement marxo-logique.

Gramsci définissait en effet la philosophie *par* l'histoire, au sens le plus radical où le logos philosophique tenait, selon lui, son objet, sa méthode et sa finalité de l'histoire même. Elle est plus précisément la réflexion *de* (bien plus que *sur*) l'histoire, bref le savoir de l'histoire, en ce sens « norme d'action collective » (*Gr. ds le texte*, ES, 165) : « La philosophie d'une époque historique n'est donc rien d'autre que l' « histoire » de cette même époque... : histoire et philosophie sont en ce sens inséparables, elles forment « bloc » (*op. cit.*, 166). Le philosophe professionnel même n'est que la réflexion plus systématique de « l'histoire de la pensée » (170) ou de l'histoire *comme* pensée. Dans le sillage de la pensée de Croce, Gramsci est amené à caractériser la philosophie comme « philosophie de l'histoire » (*op. cit.*, 133). C'est même jusqu'à une certaine tradition de la pensée italienne procédant de Giambattista Vico qu'il faut remonter pour rendre compte de ce volontarisme repensant l'humanisme par l'histoire, et l'homme comme « processus de ses actes » (175). Encore faut-il retraduire Croce dans le langage d'une « philosophie de la praxis » (*op. cit.*, 404), assignant l'histoire comme racine commune du « faire et du penser » (411). Par là enfin, la philosophie est identifiée au politique (*op. cit.*, 167) : « On arrive aussi de cette façon à l'égalité entre

philosophie et politique, entre pensée et action, c'est-à-dire à une philosophie de la praxis » (184).

Ce rappel permet de mesurer l'enjeu du débat qui noue l'humanisme et l'histoire autour d'un « humanisme absolu de l'histoire » : contre toute résonance ontologique qu'évoquait encore la conception léninienne de la vérité, on a affaire ici à un relativisme radical qui revient paradoxalement à placer l'Absolu même dans l'historicité : contre cette réduction progressive du théorique et du politique à l'histoire, Althusser tend à repenser le moment philosophique pour lui-même. Encore la définition de la philosophie, par approximations successives, montre-t-elle qu'elle est l'*enjeu* d'une interprétation globale de la théorie de la connaissance, du politique et de l'historique.

On peut distinguer en ce sens trois définitions successives dans la problématique althussérienne :

1) La philosophie est tout d'abord caractérisée comme « théorie de la pratique théorique » *(Pour Marx, Lire Le Capital)*. Cette définition, valable jusqu'au milieu des années 1960, indique assez ce que cela implique d'insistance sur la valeur théorique *sui generis* du marxisme et, corrélativement, quant à la définition de ces deux concepts majeurs théorie/pratique, entre lesquels la philosophie s'insinue, inscrivant en quelque sorte la répétition : c'est de la *théorie* même, *comme pratique*, que la philosophie *est* théorie. Par là même s'ouvre une tâche : mesurer l' « étendue de la philosophie de Marx » (LLC, 32), s'il est vrai qu' « une lecture philosophique du *Capital* n'est possible que comme l'application de ce qui est l'objet même de notre recherche, la philosophie de Marx » (LLC, 37).

Cette définition a tout d'abord une conséquence méthodologique majeure : donner droit de *regard philosophique* sur l'œuvre principale de Marx. C'est aux *philosophes* de lire, enfin, *Le Capital* pour poser « la question préalable de la nature différentielle de son objet » (LLC, 91). Elle a aussi une conséquence polémique et critique majeure : « Théoriquement parlant, le marxisme est, d'un même mouvement et en vertu de l'unique coupure épistémologique qui le fonde, un antihumanisme et un antihistoricisme » (LLC, 150). En systématisant par la *lecture philosophique* la découverte scientifique de Marx, comme « révolution qui inaugure un mode de pensée philosophique authentiquement nouveau » (LLC, 90-91), Althusser récuse la réduction de la philosophie à une anthropologie ou à une simple « méthodologie historique » (LLC, 175), telle qu'elle apparaît chez Gramsci. De cette polémique qui systématise les antagonismes, ressort cette volonté théorique, déterminante chez Althusser, de réaffirmer la nécessité d'une « philosophie marxiste » (matérialisme dialectique) contre une science de l'histoire (matérialisme historique) qui ferait loi en absorbant en quelque sorte toute la rationalité de l'histoire : c'est bien en ce sens la *légitimité*, elle-même historique, de la théorie philosophique, que réaffirme Althusser.

2) Tout se passe comme si, à la fin des années 60, une nouvelle définition de la philosophie émergeait : la définition précédente de la philosophie comme pratique théorique s'avère pour Althusser lui-même unilatérale et inexacte. Dès 1967, avec les premiers éléments d'autocritique, puis dans l'édition de 1968 de *Lire Le Capital*, l'article sur « La philosophie comme arme de la révolution » (datant, fait symbolique, d'avril 1968, cf. *Positions*, ES, 1976, p. 35 et s.) et enfin dans *Lénine et la philosophie*

(1969), émerge une critique du « théoricisme » — rançon de sa démarcation extrême de l'historicisme, qui tend à ramener la définition de la philosophie, de l'élément *épistémique* où elle se déployait, à un axe *politique* : « La philosophie serait la politique continuée d'une certaine manière, dans un certain domaine, à propos d'une certaine réalité », c'est-à-dire « la politique dans le domaine de la théorie, pour être plus précis auprès des sciences » (*Lénine et la philosophie*, 54). On voit que désormais la fonction politique est affirmée comme maître-mot, en sorte que la foi en la théorie y est subordonnée. Ce n'est pas un hasard si Althusser fait dans cet essai la théorie du refus de Lénine de participer, en 1908, à « toute discussion philosophique », lors d'une réunion proposée par Gorki et prétend « commenter ce rire, qui est à lui seul une thèse » (*op. cit.*, 10) devant des philosophes de profession (ceux de la Société de Philosophie devant qui cette conférence-tournant fut prononcée en 1969). Par là devient esquissable « une théorie non philosophique de la philosophie » (*op. cit.*, 11). « Tout ce qui touche à la politique peut être mortel à la philosophie, car elle en vit », écrit en ce sens Althusser (14). Par ailleurs, il y a à penser que « la philosophie n'existe que dans son retard sur la provocation scientifique » (29), ce dont il faut recueillir l'effet sur « l'histoire politique des organisations marxistes ». Il y a dès lors à réinscrire la philosophie, qui « n'est pas une science » (37), mais pourtant entretient un « rapport privilégié » (38) avec celle-ci, au lieu d'affrontement des « tendances » majeures de l'idéalisme et du matérialisme (42), au double « point nodal » : celui de la science *et* de la politique.

Cette seconde définition, si elle ramène le politico-historique au cœur de la pihlosophie, ne le réduit pas pour autant à son concept gramsciste : « Le marxisme n'est pas une (nouvelle) philosophie de la praxis, mais une pratique (nouvelle) de la philosophie » (*op. cit.*, 57). On voit que, par ce jeu sémantique, Althusser réaffirme la valeur théorique princeps du philosophique, mais en position de réaliser, *via* la théorie, la vocation politique inhérente au « marxisme ».

3) Une troisième définition se trouve élaborée dans les années 1970, qui installe cette fois la philosophie dans l'antagonisme historique dont elle est affirmée comme la *forme théorique* : l'article sur « La philosophie comme arme de la révolution » rappelait dans sa conclusion que « lutte de classes et philosophie marxiste-léniniste sont unies comme les dents et les lèvres » (in *Positions*, 48). Contre John Lewis, Althusser fait de ce constat une définition de nature : « La philosophie est, en dernière instance, lutte de classes dans la théorie » (*op. cit.*, 11 ; 41). Définition reprise dans le texte-bilan de la soutenance d'Amiens (1973, *Positions*, 129).

Cette formule permet d'inscrire l'antagonisme historique au cœur de la philosophie, mais, simultanément, de réaffirmer que cet antagonisme a une *trace théorique* « *sui generis* ». Si l'antagonisme radical, la lutte de classes, est la « cause » même de la lutte philosophique, encore faut-il ajouter qu'il s'agit de tout autre chose que d'un savoir aveugle inhérent à l'histoire : il lui faut le *langage* spécifique de la théorie, auquel le logos philosophique fournit ses ressources nécessaires — thème que la réflexion d'Althusser aura protégé, bien que décalé et spécifié, d'une définition à l'autre.

Dès lors, « la philosophie représenterait la politique dans le domaine de la théorie, pour être plus précis : auprès des sciences, et *vice versa*,

la philosophie représenterait la scientificité dans le politique, auprès des classes engagées dans la lutte de classes » (*Lénine et la philo.*, 54). On peut penser que cette ultime définition althussérienne de la philosophie éclaire les trois précédentes tout en métabolisant le contenu des trois moments constituants : on remarquera qu'y vient au premier plan cette fonction de « représentation », comme délégation et médiation. Elle serait à penser comme un *rapport* bien plus que comme un principe, dont la fonction « mercuriale » serait de faire communiquer les pôles du savoir et de la pratique, tout en lui fournissant le langage de leur médiation. Il y aurait donc à penser dans la philosophie, en dernier ressort, l'*effet d'inscription réciproque du scientifique et du politique*, par où elle devient incontournable, comme *pratique historique constituante de sens théorique*.

Cette fonction a cherché en quelque sorte à se vérifier comme méthode d'analyse historique, à travers l'étude sur *Idéologie et appareils idéologiques d'Etat* (1973). Il est en effet remarquable que dans le premier modèle la philosophie s'inscrivait dans la « pliure » du scientifique et de l'idéologique; n'ayant pas d'objet propre, elle était représentée essentiellement comme le dispositif épistémique de leur démarcation réciproque. A l'autre bout de l'évolution, l'idéologie étant localisée dans le processus institutionnel de reproduction, auquel les « appareils idéologiques d'Etat » donnent en quelque sorte son corps socio-politique, la théorie peut incarner son propre travail de critique idéologique dans le processus socio-politique même de l'œuvre.

Simultanément, la philosophie, représentée comme n'ayant pas d'histoire — puisque se produisant dans la répétition de l'antagonisme du matérialisme et de l'idéalisme sans cesse reconduit dans la trame historique —, se met désormais en mesure de se réconcilier avec l'histoire en lui fournissant un schème d'intelligibilité, comme « arme théorique » dont on ne saurait faire l'économie. C'est du même mouvement qu'elle se dessaisit de son statut idéaliste et qu'elle réalise l'ambition d'une théorie, qui ne peut être, en ce sens, que matérialiste. G. Labica, qui avait contesté l'existence même d'une philosophie marxiste (cf. *Sur le statut marxiste de la philosophie*, Bruxelles-Paris, Complexe-PUF, 1976), a récemment discuté ces définitions de L. Althusser, y voyant une sorte de « point aveugle » qui ne parvenait pas à dépasser la distinction classique entre matérialisme dialectique (philosophie) et matérialisme historique (science) (cf. *Le marxisme-léninisme*, Paris, B. Huisman éd., 1984, p. 108 et s.).

Quoi qu'il en soit de ces questions désormais ouvertes (cf. M. Kelly, *Modern french marxism*, Oxford, Basil Blackwell, 1982), le débat autour du statut marxiste de la philosophie, tel qu'il s'est structuré autour des questions sur l'humanisme et l'historicisme, a pour enjeu rien moins que la question du statut du *sujet de l'histoire*, soit de la conscience théorique du processus historique. S'il y a, d'une part, à penser un « procès sans sujet » (ce qui a donné un écho structuraliste au débat, déploré par Althusser lui-même), il y a, d'autre part, à fonder l'intervention de ce « non-sujet » pour réfléchir *son* procès. La théorie philosophique est prise dans cet espace, étroit et fécond à la fois, entre cette aura d'idéalisme qui est liée à son statut historique, et menace de le rabattre sur son double, idéologique, et sa tâche historique d'outil de pensée de l'émancipation. Par là, elle pourrait servir d'emblème à la contradiction du *sujet politique* lui-même, pris dans l'espace entre science et con-science de l'histoire.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Philosophie et philosophie spontanée des savants*, Maspero, 1974; B. ANDRÉAS, *K. M./F. E. Das Ende der klassischen deutschen Philosophie. Bibliographie*, Trier, Karl Marx Haus, 1983; G. BENSUSSAN, *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*, Paris, PUF, 1985; E. BLOCH, *Tübinger Einleitung in die Philosophie*, 2 vol., 1963, 1964; ID., *Sujet-Objet*, Gallimard, 1977 (1re éd., 1949); L. COLLETTI, *De Rousseau à Lénine*, Paris, 1972; M. CORNFORTH, *In Defense of Philosophy*, 1950; G. DELLA VOLPE, *Teoria marxista dell'emancipazione umana*, Rome, E. Riuniti, 1974, o., III; *Per la teoria di un umanesimo positivo, ibid.*, IV; *La logique comme science historique*, Bruxelles, 1977; J. DIETZGEN, *Das Acquisit der Philosophie*, Berlin, 1887; L. GOLDMANN, *Matérialisme dialectique et histoire de la philosophie*, Paris, 1947; ID., *Sciences humaines et philosophie*, Paris, 1952; K. KORSCH, *Marxismus und Philosophie*, Berlin, 1923; G. LABICA, Questions à G. Labica, in *NC*, nº 100 (281), janv. 1977; ID., Le logarithme jaune, apud *Politique aujourd'hui*, nº 9-10, sept.-oct. 1980 (sur l'ouvrage de L. SÈVE, cité *infra*); H. LEFEBVRE, *Métaphilosophie*, Ed. de Minuit, 1965; *La somme et le reste*, Belibaste, 1973; *Une pensée devenue monde...*, Fayard, 1980, notamment chap. 2, 83 et s.; G. LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Ed. de Minuit, 1960; MAO, *Essais philosophiques*, Ed. de Pékin; H. MARCUSE, *Philosophie und Kritische Theorie*, Berlin, 1937; J. MILHAU, *Chroniques philosophiques*, ES, 1972; G. PLANTY-BONJOUR, *Les catégories du matérialisme dialectique*, PUF, 1974; G. POLITZER, *Principes élémentaires de philosophie*, ES; *La philosophie et les mythes*, ES, 1969; J.-P. SARTRE, *Critique de la raison dialectique*, Gallimard, 1968; L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, ES, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Conception du monde, Connaissance (théorie de la), Coupure épistémologique, Critique, Francfort (Ec. de), Hégélianisme, Homme, Humanisme, Idéologie, Kantisme, Lutte des classes, Matérialisme dialectique, Ontologie de l'être social, Politique, Pratique, Praxis, Représentation, Science, Spinozisme, Théorie.

P.-L. A.

Philosophie soviétique

Al : *Sowjetische Philosophie.* — An : *Soviet Philosophy.* — R : *Sovietskata filosofya.*

Le statut officiel et les principales dénominations idéologiques et techniques de la philosophie soviétique d'aujourd'hui sont fixées par l'actuel *Programme du Parti communiste* de l'URSS, adopté en 1961. Les meilleurs exposés synthétiques de cette philosophie se trouvent dans les manuels universitaires, l'*Encyclopédie philosophique* et les dictionnaires philosophiques (cf. biblio.).

Pour nommer leur conception philosophique, les auteurs soviétiques parlent de « la philosophie marxiste-léniniste », du « matérialisme dialectique et historique ». Cette philosophie s'entend alors comme le fondement du *marxisme-léninisme*, qui comprend à son tour le matérialisme dialectique et historique, l'économie politique marxiste et la théorie du communisme scientifique.

Les « lois générales du développement » du monde (de la nature, de la société et de la pensée humaine) ou plus précisément « les lois et les catégories du processus dialectique » (c'est-à-dire l'être (la matière) et la conscience en général et l'être et la conscience sociaux) constituent l'objet que la philosophie soviétique s'assigne à elle-même. Celle-ci se donne comme *matérialiste*, du fait qu'elle prend la matière comme « fondement unique du monde » et considère la conscience comme propriété de la matière organisée, et *dialectique*, puisqu'elle affirme « la connexion universelle des objets et des phénomènes du monde » et tient que le développement est le produit des contradictions internes de ce monde. L'objectif stratégique qu'elle proclame est la libération de l'homme de toutes les oppressions et exploitations sociales, ce pour quoi elle se considère *humaniste* et *révolutionnaire*. Cet objectif ne peut être atteint que par l'action

sociale dont la force principale est constituée par les ouvriers salariés et leur parti politique; la philosophie soviétique se dit ici *prolétarienne* et *de parti*. Par sa théorie et sa fonction pratico-idéologique, elle se situe dans une stricte conformité avec les résultats majeurs obtenus par toutes les sciences : aussi se définit-elle comme *scientifique*, voire, comme étant elle-même une science.

Les disciplines générales de la philosophie soviétique, autant que les particulières, ne détiennent qu'une autonomie relative à l'intérieur d'un cadre que les manuels soviétiques représentent le plus souvent de la façon suivante :

Matérialisme dialectique et historique

I / Disciplines générales :

1. Matérialisme dialectique :
   1) La théorie de l'être (de la matière);
   2) La conception de la conscience;
   3) La dialectique.
2. Matérialisme historique :
   1) La science de l'être social;
   2) L'étude de la conscience sociale.

II / Disciplines particulières :

1. L'histoire de la philosophie;
2. La logique;
3. L'éthique;
4. L'esthétique;
5. L'athéisme scientifique.

Le matérialisme dialectique étudie la matière (l'être, la nature, l'objet...) et la conscience (la pensée, l'esprit, le sujet...). Ses trois parties principales sont : la théorie de la matière, la conception de la conscience et la dialectique.

— *La matière* est l'être dont les attributs sont le mouvement, l'espace et le temps. Elle se manifeste en tant qu' « objets et systèmes dans des formes infiniment diverses ». Il existe trois systèmes principaux de la matière : la nature morte, la nature vivante et la société...

— La *conscience* comprend l'intégrité des processus-actes des connaissances, des émotions et de la volonté de l'homme; ces fondements sont les réflexes conditionnés et inconditionnés. *La conscience est la fonction du cerveau humain, son essence est le reflet actif et intentionnel de la réalité.* Etant donné que la conscience est fonction et propriété du cerveau, de la matière, l'unité du monde tout entière se trouve dans sa matérialité. Or, il n'y a pas de conscience sans praxis, sans l'activité de l'homme, raison pour laquelle la praxis est le fondement de l'unité de la conscience et de la réalité objective, affirment également les auteurs soviétiques.

— *La dialectique* est « la plus complète étude universelle sur le développement », c'est « une étude sur les lois générales du développement du monde et de la pensée humaine ». Les lois fondamentales de la dialectique, dans cette conception, sont les suivantes : 1) La loi du passage de la quan-

tité à la qualité et inversement; 2) la loi de l'unité et de la lutte des contraires; et 3) La loi de la négation de la négation... Le noyau de cette dialectique est la théorie de la contradiction. En substance, il existe des contradictions antagonistes et non antagonistes : les premières sont des rapports de lutte inconciliable entre les phénomènes, elles se résolvent par le dépassement ou la destruction de ces rapports; les contradictions antagonistes caractérisent la société de classe et le capitalisme (ex. : les liens entre le capital et le travail). Les contradictions non antagonistes sont des rapports de différences, de tensions... conciliables; elles peuvent coexister ou se résoudre par la voie pacifique et elles caractérisent le socialisme-communisme (ex. : les relations entre les ouvriers, les paysans, les intellectuels, etc.)...

Le matérialisme historique est la science de l'être et de la conscience sociaux; il est l'application et l'élargissement du matérialisme dialectique à la société. Le sujet du matérialisme historique est constitué par « les *lois universelles et les forces de fonctionnement et de développement* » *de la société*, « *la vie sociale dans son ensemble* », « *les lois des formations économiques et sociales* ». La société est « la forme la plus complexe de l'existence de la matière », « une partie spécifique de la nature » qui, seule, peut entrer en opposition avec toute autre nature différente de la société. C'est pourquoi, la société est un processus naturel et historique à la fois. Comme unité intégrale pratiquement indivisible, la société est quand même composée de deux parties relativement indépendantes et différentes : l'être et la conscience sociaux. L'être social est « la vie matérielle de la société, sa production et reproduction »; la conscience sociale est un ensemble composé des idées, des connaissances, des désirs, des volontés... des hommes. La position fondamentale de cette conception dans ce domaine est : l'être social est antérieur-primaire, la conscience sociale est postérieure-secondaire, ce qui veut dire aussi que l'être social « existe hors et indépendamment de la conscience sociale », à savoir que la conscience est « le reflet... de l'être social ».

REMARQUE. — S'il est plus que légitime de douter de la présence d'un tel système dans les travaux de Marx et d'Engels, il n'en demeure pas moins que le travail philosophique en URSS ne s'y limite pas, les auteurs soviétiques consacrant des études souvent suggestives à l'histoire de la philosophie, la dialectique, la logique ou l'épistémologie.

• BIBLIOGRAPHIE. — A. P. CHEPTOULIN, *Catégories et lois de la dialectique*, Moscou, Edition du Progrès, 1978 (en français, traduit du russe). *Programme du Parti communiste de l'URSS*, Moscou, 1961 (en russe); *Dictionnaire philosophique*, Moscou, 1963 (en russe), collectif, sous la direction de M. M. ROZENTAL et P. F. IOUDINE; *Die Sowjetphilosophie, Wendigkeit und Bestimmtheit, Dokumente*. Hrsg. und eingeleitet von Wilhelm GOERDT, 1967; *Encyclopédie philosophique*, Moscou, 1960-1970, 1-5 volumes (en russe), collectif, sous la direction de F. V. KONSTANTINOV; *Fondements de la philosophie marxiste-léniniste*, Moscou, Politizdat, 1979 (en russe), collectif, sous la direction de F. V. KONSTANTINOV; *Histoire de la philosophie*, Moscou, 1957-1965, 1-6 volumes (en russe), collectif; *Histoire de la philosophie en URSS*, Moscou, 1968, 1-5 volumes (en russe), collectif; *Histoire de la dialectique marxiste : étape léniniste*, Moscou, Editions du Progrès, 1978, collectif, sous la direction de G. KOURSANOV (en français, traduit du russe); B. JEU, *La philosophie soviétique et l'Occident*, Paris, Plon, 1969; G. LABICA, *Le marxisme-léninisme*, Paris, Ed. B. Huisman, 1984; H. MARCUSE, *Le marxisme soviétique*, Paris, Idées, 1963; Z. MUNIŠIĆ, L'orthodoxie philosophique en URSS aujourd'hui, in *Socijalizam*, Belgrade, 1979, n° 11, 72-100 p. (en serbo-croate); G. WETTER, *Le matérialisme dialectique*, Bruxelles, Desclée de Brouwer, 1962.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Conception du monde, Conscience, Contradiction, Dialectique, Dialectique de la nature, Dia-Mat, Etre social / conscience (sociale), Idéologie, Léninisme, Matérialisme dialectique, Matérialisme historique, Marxisme, Marxisme-Léninisme, Philosophie, Pratique, Praxis, Reflet, Science, Stalinisme, Théorie.

Z. M.

Physiocratie

Al : *Physiokratie.* — An : *Physiocracy.* — R : *Nepravolnie fiziokratov.*

La physiocratie est une doctrine économique de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Autour du Dr Quesnay, ont appartenu à la « secte », ou à l'école, Mirabeau, Dupont de Nemours, Le Trosne, Mercier de La Rivière, Baudeau, etc. Philosophiquement, la physiocratie postulait l'existence d'un ordre naturel assurant l'harmonie des intérêts, conception qui dominera toute l'école classique. Economiquement, leur analyse repose sur la conception du produit net, conséquence d'un « don gratuit » de la nature et qui représente l'excédent du produit agricole sur les dépenses (ou « avances ») nécessaires à son obtention, produit net dont les physiocrates s'attachent à décrire l'obtention, la distribution et la circulation. Socialement, leur vision est celle d'une société réduite à trois classes : la classe productive (agriculteurs qui créent le produit net), la classe des propriétaires fonciers (percepteurs du produit net) et la classe dite stérile (ensemble des personnes occupées à d'autres travaux que ceux de l'agriculture qui ne créent pas de richesses mais se contentent de les transformer). Politiquement, les physiocrates préconisent l'essor de l'agriculture sous la forme de grandes exploitations, et, partisans de l'impôt unique, estiment qu'il ne fallait imposer que le produit net, seul excédent économique véritable.

Marx a reconnu les mérites d'un système qui, s'il se dissimule sous l'aspect extérieur du féodalisme, est dans son essence bourgeois : « C'est essentiellement aux physiocrates que revient le mérite d'avoir analysé le capital dans les limites de l'horizon bourgeois, ce qui fait d'eux les véritables pères de l'économie moderne » (K 4, 1, 31; MEW, 26, 1, 12). L'apport essentiel des physiocrates est, aux yeux de Marx, l'analyse des éléments matériels du capital, l'étude des formes que prend le capital dans la circulation, la recherche de l'origine du surproduit, non plus dans la sphère de la circulation, comme le faisaient les mercantilistes, mais dans celle de la production. Quant au *Tableau économique* de Quesnay qu'on peut considérer comme la première représentation macro-économique des flux réels et monétaires, Marx en a reconnu le caractère « génial », même si les présupposés (caractère de productivité exclusive de l'agriculture) en sont faux; il s'en servira, ainsi qu'il le relève dans une lettre à Engels du 6 juillet 1863 (LCAP, 139) pour élaborer ses schémas de la reproduction simple et élargie. A travers les travaux de Dmitriev, les Soviétiques s'en inspireront pour élaborer le bilan de l'économie de 1924 d'où sortiront, par la suite, les célèbres tableaux d'*in put out put* de Leontiev.

● BIBLIOGRAPHIE — A. ANIKINE, *La jeunesse d'une science*, Moscou, Editions du Progrès, 1975; J. BENARD, Marx et Quesnay, in *François Quesnay et la physiocratie*, Paris, INED, 1958; J. CARTELIER, Quesnay, Marx et la société d'Ancien Régime, in *Marx et l'économie politique, essais sur les théories de la plus-value*, Paris, PUG/Maspero, 1977; A. DOWIDAR, Les schémas de la reproduction et la méthodologie de la planification socialiste, revue *Tiers Monde*, Paris,

1964; *La physiocratie à la fin du règne de Louis XV, 1770-1774*, Paris, PUF, 1954; *La physiocratie sous les ministères de Turgot et de Necker, 1774-1781*, Paris, PUF, 1950; G. WEULERSSE, *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*, Paris, Alcan, 1910.

▶ CORRÉLATS. — Circulation, Reproduction, Survaleur.

G. C.

Plan

Al : *Plan.* — An : *Plan.* — R : *Plan.*

Le Plan national (distinct en cela des plans sectoriels, professionnels et conjoncturels) est un document normatif et chiffré, qui explicite les orientations retenues et quantifie les objectifs de la croissance à moyen terme. La période couverte est dans la plupart des cas de cinq ans. Charte officielle du développement, le plan est le résultat et le moment public d'un processus de planification plus large que celui de sa stricte élaboration, et qui met en œuvre toute la dynamique des choix sociaux.

La controverse plan/marché présentée comme l'opposition absolue de deux modes antagonistes de fonctionnement de l'économie, a vécu, aussi bien dans les pays capitalistes que socialistes (au sens de ceux qui se disent tels), au profit d'une vision plus intégrée de leurs rationalités respectives. Il ne s'agit pas pour autant d'une preuve de convergence entre les systèmes. Simplement, en l'absence, dans les expériences concrètes, des conditions requises pour que fonctionnent l'une ou l'autre régulation, dans toute leur pureté théorique, l'accent s'est déplacé sur la question essentielle de la réalisation du plan et de ses rapports avec le marché. Ainsi, en économie socialiste, d'importantes réformes ont été inaugurées au début des années 60, parce que la planification quantitative, jusqu'alors privilégiée, s'avérait insuffisante à promouvoir des rapports planifiés à la place des rapports marchands lesquels, par contre, manifestaient leur persistance à travers l'aggravation de phénomènes tels que marchés noirs, queues, goulots d'étranglement divers, qui montraient qu'était mal résolue la question des échanges entre unités économiques et entre celles-ci et les consommateurs.

Quant aux économies capitalistes, elles ont vu se généraliser plans et pratiques planifiées, même dans les pays qui se présentent comme des exemples de la doctrine libérale. Les gestions planifiées apparaissent ainsi comme le moyen de rendre compatibles, dans la période, l'accroissement des dépenses relatives à la socialisation des forces productives, celui des frais d'infrastructure et d'environnement, avec les contraintes de mise en valeur du capital.

▶ CORRÉLATS. — Planification. L. C.

Planification

Al : *Wirtschaftsplanung.* — An : *Economic planning.* — R : *Planirovanie.*

1 / La planification est un processus volontaire d'adaptation de la production aux besoins sociaux, définis comme ceux qu'une collectivité peut et souhaite satisfaire, compte tenu du niveau de sa technique et de l'importance de ses moyens de production. Par là même, la planification apparaît comme un mode de sanction de travaux qui, même s'ils sont effectués concrètement indépendamment les uns des autres, ne sont plus

privés parce que déjà socialisés, de par leur conformité avec les choix collectifs opérés dans le plan. Processus de choix et modalité de validation sociale, la planification est à la fois un principe politique de révélation des préférences nationales et un principe économique de validation des marchandises produites.

Par adaptation volontaire de la production aux besoins, on entend exprimer une socialisation des travaux et produits, qui fait de la production une quantité d'emblée sociale, ce qui la distingue radicalement — dans son principe de compréhension au moins — de la socialisation par l'échange marchand. Dans ce dernier cas, en effet, c'est la concurrence entre producteurs indépendants qui constitue le mécanisme validant les biens produits, par sélection de ceux que l'échange marquera du sceau de l'agrément social, en les désignant comme marchandises, socialisant par là même les travaux qui les ont produits et eux seuls. Ce type d'adaptation, couramment qualifié d'aveugle, de spontané, d'inconscient, d'invisible... est surtout différent de celui qui repose sur une détermination d'emblée sociale des quantités à produire, et sur une répartition également d'emblée sociale des moyens d'acquisition de cette production. C'est à ce dernier type de socialisation qu'on devrait, en toute rigueur, réserver le terme de planification, comme mode de fonctionnement d'une économie traduisant une autre logique de production que celle de l'échange marchand.

Cette opposition entre le plan et le marché comme modes alternatifs de fonctionnement, même si elle doit être nuancée, notamment dans l'appréciation des systèmes concrets, présente l'intérêt de souligner le lien très étroit qui unit le type de socialisation des travaux et des produits à la nature des rapports de production et de possession, dans lesquels s'inscrit l'activité sociale. On comprend alors qu'aux rapports capitalistes de production, corresponde l'adaptation par l'échange marchand, puisque la propriété privée des moyens de production, par lesquels on les résumera ici, fonctionne comme tenant lieu d'indication suffisante sur les quantités à produire, sur leur répartition et sur celle des moyens de paiement. Par contre, la planification, pour faire apparaître comme d'emblée sociales la production et la répartition, doit s'articuler à des rapports de production et de possession différents en ce qu'ils supposent une propriété sociale des moyens de production. Elle repose sur une appropriation collective, ou au moins étatique, des moyens de production, qui fait des unités de production des fractions du capital social, et des chefs d'entreprise des gérants de ces fractions au sein du collectif de travail. Que les relations, tant politiques que techniques, qui unissent les unités économiques, comme fractions du capital social, au centre de planification soient de type centralisé ou décentralisé, selon le degré d'autonomie laissé aux collectifs de travail, ne change rien à cette articulation essentielle entre propriété collective des moyens de production et planification. Cela change par contre beaucoup de choses quant à la possibilité pour la planification de permettre cette « réunion d'hommes libres d'après un plan concerté » (Marx, GCF, ES), qui sera l'instrument essentiel de leur désaliénation. A ce niveau d'abstraction, on définira la planification comme l'ensemble des procédures de recherche d'une maîtrise collective sur les conditions et les résultats du travail, qui passe au minimum par la définition d'un ordre des urgences socialement accepté et au maximum par la détermination sociale des forces productives et de leur développement.

Dans la logique de ce qui précède, on devrait réserver le terme de planification à la seule pratique de pays socialistes ou qui se veulent en transition vers le socialisme. Pourtant, nombre de pays capitalistes revendiquent une politique de planification et certaines performances économiques lui sont même exclusivement attribuées. L'expression « planification capitaliste » a-t-elle un sens spécifique, ou n'est-ce qu'un abus de langage, un dérapage d'expression, une fausse symétrie avec la pratique des pays à économie planifiée ?

Il semble clair que dans une structure capitaliste de production, où les travaux et produits ne sont pas validés par des choix sociaux exprimés avant leur mise en œuvre effective, mais doivent chercher dans l'échange leur sanction sociale, ce que désigne le terme planification est un processus d'échange d'informations entre l'Etat et les entreprises privées, qui débouche sur une définition concertée de l'évolution souhaitée de la production et de sa structure, au cours d'une période. La planification est ici une politique économique parmi d'autres, c'est-à-dire une intervention publique dans la reproduction du système social, qui, sans pouvoir prétendre exprimer une quelconque maîtrise des conditions du développement social, semble néanmoins constituer un mode de régulation par l'Etat dont le capitalisme ait besoin. La portée du plan est, toutefois, seulement indicative pour les firmes, alors qu'il est dans la logique d'une planification socialiste de s'imposer aux unités économiques qui ont contribué à l'élaborer.

2 / D'un point de vue technique, la planification s'appuie sur des techniques quantitatives et des modèles censés exprimer une échelle sociale des préférences, par l'approximation qu'ils donnent de la fonction d'utilité collective. La fonction d'utilité collective désigne à la fois le passage de l'ensemble des préordres de préférence individuels à un préordre collectif, et le préordre de préférence lui-même quant aux divers Etats sociaux possibles. Mais, pour qu'une telle fonction d'utilité collective puisse servir de fonction-objectif du plan, il faut supposer des conditions si restrictives — notamment quant à la nature de l'Etat, posé comme décideur unifié et rationnel — qu'en pratique les modèles de planification utilisés se contenteront de prévoir le niveau d'un certain nombre d'objectifs quantifiés, tels qu'ils résultent d'un mixte d'extrapolations raisonnées et de résistances, pesanteurs et pressions, diverses et présentes à tous les échelons du processus politico-administratif de décision. Une fois ces choix opérés, les objectifs quantifiés seront traités dans des modèles d'optimation ou de simulation selon les cas.

Remarques. — L'extension de la planification dans presque tous les pays capitalistes interdit d'y voir une exception nationale et pose la question du fondement d'une intervention publique constante dans le procès de reproduction. La planification, au sens où on l'a définie plus haut, semble en effet inadéquate dans son principe dès qu'elle s'exerce dans une économie :

— divisée en intérêts antagonistes reflétant l'acuité des luttes de classe et des luttes concurrentielles;
— mixte, au sens où malgré la présence massive de l'Etat, la propriété privée est le rapport de production fondamental et l'initiative privée reste le moteur de l'investissement;

— ouverte, au point que l'internationalisation des aires de production, de commercialisation et de financement, en constitue le contexte principal.

Pourtant le mode de fonctionnement par le plan existe dans les économies capitalistes et se développe, suscitant les deux interrogations suivantes : quel est l'intérêt principal dont la planification est porteuse ? et en quel sens une telle planification peut-elle être jugée efficace ?

La première question renvoie à la nature de classe de l'Etat, la seconde à la possibilité même d'une politique économique nationale à l'ère de l'internationalisation du capital, ce qui revient à s'interroger sur la place de l'Etat national dans la hiérarchisation capitaliste des systèmes productifs et de leurs appareils d'Etat.

Sur le premier point, il semble qu'une gestion collective soit nécessaire, toutes les fois que l'intérêt de chaque capitaliste particulier ne converge pas, ou même à court terme diverge d'avec l'intérêt de la classe capitaliste dans son ensemble. Qu'une telle gestion collective soit partout étatique résulte moins d'une position de relative autonomie de l'Etat, qui le désignerait, automatiquement, comme devant intervenir dans l'accumulation, que de sa nature de forme sociale particulière, de modalité spécifiquement capitaliste d'inscription des individus dans les rapports marchands, à travers le rapport salarial, rapport de soumission, donc d'autorité, avant d'être rapport d'échange entre équivalents.

Enfin l'étendue de cette gestion publique, ses points particuliers d'application, sont affaire de rapports de force. Dès lors la planification, comme ensemble de ces gestions publiques, peut d'autant mieux véhiculer l'image d'une régulation rationnelle et d'intérêt général qu'elle accompagne l'évolution du système productif dans le respect de ses principales lois de fonctionnement, qui rejoignent largement ici celles de la mise en valeur du capital privé.

La deuxième question est celle de l'efficacité d'une planification capitaliste nationale aujourd'hui et plus généralement celle de la possibilité d'une économie mixte en univers incertain. Il semble que l'interdépendance croissante des économies, liée à leur ouverture réciproque et à l'internationalisation du capital et de la production, conduit moins à une déplanification qu'à un changement des formes de la planification. En témoignent dans de nombreux pays la multiplication des plans partiels, professionnels et de branche, l'importance du financement public des investissements privés, la densification des liaisons directes entre l'Etat, les firmes et les groupes. Ces changements de forme, s'ils manifestent un certain affaiblissement de l'optique moyen terme qui caractérisait traditionnellement le processus de planification, sont loin d'exprimer une quelconque déplanification en ce qu'ils sont le signe de l'adaptation d'une intervention, permanente et massive, de l'Etat dans le procès capitaliste d'accumulation. L'expérience française de planification est un exemple de cette évolution où le plan, d'abord conçu comme Etude de Marché généralisée (les quatre premiers plans), est devenu ensuite une esquisse de croissance à conjoncture moyenne (les Ve et VIe Plans), pour s'apparenter aujourd'hui à un processus qui tient de la stratégie contre-aléatoire et se double d'une planification officieuse (plans sectoriels et de branche et contrats Etat-firmes) moins spectaculaire que l'officielle, mais tout aussi importante.

• BIBLIOGRAPHIE. — La bibliographie est commune aux deux termes Plan et Planification.

Sur la planification en économie socialiste : C. BETTELHEIM, *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*, Paris, Maspero, 3e éd., 1974, 304 p.; C. BETTELHEIM, *Calcul économique et formes de propriété*, Paris, Maspero, 1972, 141 p.; W. BRUS, *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, trad. franç., Maspero, 1970 (édition originale, 1961); études coordonnées par M. LAVIGNE, *Economie politique de la planification en système socialiste*, Paris, Economica, 1978, 327 p.; J. H. LORENZI, *Le marché dans la planification*, Paris, PUF, 1975, 372 p.

Sur la planification en économie capitaliste : M. AGLIETTA, *Régulation et crise du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, 334 p.; R. BOYER et J. MISTRAL, *Accumulation, inflation et crises*, Paris, PUF, 1978, 260 p.; R. COURBIS, *Croissance et compétitivité en économie concurrencée*, Paris, Dunod, 323 p.; *Modèles monétaires de l'économie française*, Commissariat général du Plan, Paris, La Documentation française, 1976, 356 p.; Les Collections de l'INSEE, série C, *Comptes et planification*.

• NOTE. — *Programmation :* Ce terme désigne généralement les techniques de maximisation sous contrainte qu'utilisent les firmes et les groupes financiers dans l'élaboration de leur stratégie de croissance à moyen et long terme. La planification ne se réduit pas à la programmation, même si elle emprunte souvent certaines de ses techniques, en raison de l'optique macro-économique qui est la sienne, et en fait l'instrument des choix sociaux.

Prévision : Alors que la planification est un ensemble de prévisions à moyen terme (environ cinq ans), l'horizon temporel d'une prévision économique est plus court et ne dépasse généralement pas une année.

▶ CORRÉLATS. — Internationalisation, Marché, Plan, Socialisation.

L. C.

Pluralisme

Al : *Pluralismus*. — An : *Pluralism*. — R : *Pljuralizm*.

Ce terme, totalement absent du vocabulaire « classique » du marxisme, symbolise un des aspects fondamentaux de la conception « eurocommuniste » d'un socialisme démocratique. Il désigne la reconnaissance, par les partis communistes qui l'avancent, de la diversité des forces sociales, des courants idéologiques — notamment du christianisme — et des partis politiques pouvant concourir à la construction du socialisme. Sur le terrain strictement politique, l'usage de ce terme, par-delà la possibilité d'une collaboration entre Parti communiste et « différents partis et organisations sociales » pour la conquête du pouvoir et « le passage des principaux moyens de production entre les mains du peuple » (admise dès la Conférence internationale de Moscou de 1960), vise la reconnaissance de partis d'opposition au sein même du socialisme (cf. G. Marchais, *Le défi démocratique*, Paris, ES, 1973, p. 129).

Ce mot sert à avancer l'idée d'une correspondance, voire d'un reflet du terrain des forces sociales alliées dans la conquête du pouvoir et son exercice dans le cadre du socialisme, à celui des partis politiques qui « reflètent à des degrés divers, et plus ou moins fidèlement, les intérêts et les aspirations des différentes classes et couches sociales ».

L'existence même de ce terme est récente dans la langue française : le *Dictionnaire étymologique* de Dauzat, Dubois et Mitterand (Larousse éd.) signale le premier usage en 1907, dans le *Dictionnaire philosophique* de Lalande. Celui-ci ne mentionne qu'une signification métaphysique selon laquelle les êtres composant le monde ne peuvent être ramenés à l'Un. Sans pré-

tendre être le premier utilisateur, Giscard d'Estaing affirme dans la préface à l'édition de poche (1977) de *Démocratie française* que c'est son ouvrage qui l'a imposé dans le langage politique français. Il est en tout cas certain que c'est en 1976 qu'il fait son apparition sur le devant de la scène politique.

Dans le cadre du marxisme sa valeur est fondamentalement polémique : il affirme une rupture radicale avec la thèse stalinienne du parti unique dans le socialisme. Il pose un fait sans le penser : la diversité politique, idéologique et sociale au sein des formations sociales du socialisme. Il masque un problème : celui des *contradictions* internes au socialisme. Contradictions entre les forces sociales d'une part, de chacune d'entre elles et de l'Etat d'autre part. Il conduit la réflexion jusqu'au seuil où se pose l'exigence politique de l'auto-organisation des masses, semblant écarter par principe l'exercice d'une domination étatique. Toutefois, il n'est pas à l'abri d'un retour de la thèse libérale d'un Etat neutre au-dessus des classes et des partis, dirigé par des hommes compétents, sous les auspices de l'arbitrage au nom de l'intérêt général.

▶ CORRÉLATS. — Démocratie, Démocratie avancée, Eurocommunisme, Polycentrisme.

G. Br.

Plus-value

Al : *Mehrwert.* — An : *Surplus-value.* — R : *Pribavočnaja Stoimost'.*

Voir : Survaleur.

Politique

Al : *Politik.* — An : *Politics.* — R : *Politika.*

Le concept de politique, les nécessaires et complexes distinctions qui s'y attachent ainsi que les enjeux évidemment majeurs qui s'y nouent sont trop massifs pour échapper, pour le moins, à un bref rappel définitionnel et trop aigus pour se plier aux strictes exigences du recensement général opéré par le présent *Dictionnaire*, auquel le lecteur est finalement renvoyé pour une bonne moitié de ses entrées.

1 / Le marxisme s'est constitué à partir d'un projet explicite de « critique de la politique » (*Introd. de 43*, Paris, Aubier, 1971, p. 55; MEW, I, p. 379) qui ne cessera de traverser, dans des formes et par des moyens très inégaux, les étapes successives de son élaboration :

— dans un premier moment (1841-1844), il affirme le passage de Marx au « communisme » pensé comme visée d'une fin de la politique en tant que sphère séparée, abstraite, de la société civile;
— dans une seconde phase, la moins connue et la plus riche, il investit les conjonctures concrètes nées des révolutions de 1848;
— plus tard enfin (1871-1875), affermi mais quelque peu éclipsé par la « critique de l'économie politique », il marque la réflexion de Marx et d'Engels sur les questions du programme et de la transition révolutionnaires mises à l'ordre du jour par la Commune.

2 / On voit que la distinction entre ce qui sera désigné elliptiquement comme *le* politique et *la* politique (on se reportera sur ce point à l'exposé général de N. Poulantzas dans l'introduction et la première partie de *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, PCM, 1968, p. 5-40) est immédiatement

présente dans les problématiques constitutives du marxisme. Fatalité (à entendre doublement) inhérente à la théorie, elle clive — et désigne du coup une zone d'extrême sensibilité — le principe de la topique de 1859 (« la superstructure juridique et politique », *Cont.*, ES, 1957, p. 4; MEW, 13, 8) et les pratiques politiques concrètes. Force fut cependant de les tenir ensemble puisqu'il y allait en définitive du rapport surdéterminant entre analyse du mode de production et lutte des classes, la connexion des deux, par mutuel investissement, préjugeant dans ses modalités de la validité d'une (problématique) théorie politique marxiste et de l'efficacité d'une stratégie politique positive (indéfiniment questionnée).

3 / C'est autour de ce clivage (le/la politique, « instance » / pratique politique, soit théorie/pratique) que s'est inscrite la destinée du marxisme et, pour partie, l'issue des révolutions par lui inspirées. En s'autorisant de la topique et du rapport de détermination par l'économique qu'elle induisait, on a pu tenir le politique pour le phénomène d'une essence, la politique pour une illusion ou une inversion et la lutte politique pour l'effet spéculaire, soit l'appendice de la lutte économique, ce qui fit le fond du parlementarisme autant que de l'anarcho-syndicalisme. Contre cette redoutable réduction dogmatique, le marxisme a opéré un incessant travail de redressement — du *Manifeste* (« Toute lutte de classes est une lutte politique ») à Mao (« La politique au poste de commandement ») en passant, bien sûr, par Lénine (contre les économistes et le marxisme de la IIe Internationale). Dans des modalités et sur des enjeux bien différents, il semble que ce procès de rectification ne soit pas près de finir. C'est qu'il pose l'incontournable question : qu'est-ce que « faire » de la politique et comment en « faire » ?

4 / On distinguera, pour faciliter l'accès aux entrées adjacentes, les corrélats d'*explicitation* immédiate du concept de politique, dans lesquels, finalement, il se fond (corrélats 1) et ceux de *spécification*, l'histoire du marxisme se ramenant à celle de ses formes concrètes, soit, bien souvent, de ses déviations (corrélats 2).

• BIBLIOGRAPHIE. — Cf. Biblio. des corrélats 1 et, pour une pensée qui tente exemplairement d'allier les déterminations théoriques et l'engagement politique quotidien, l'ensemble des textes de B. BRECHT relatifs à la question : *Schriften zur Politik und Gesellschaft*, Berlin-Weimar, 2 tomes, 1968, trad. franç., *Ecrits sur la politique et la société*, L'Arche; *Journal de travail*, L'Arche, 1976; *Me Ti, Le livre des retournements*, L'Arche, 1978; cf. également (définitions) LÉNINE, o., 31, 386 et o., 32, 168.

▶ CORRÉLATS 1. — Alliances, Appareil, Classes, Conjoncture, art. Démocratie, Dépérissement de l'Etat, Détermination, Dictature du prolétariat, Direction/Domination, Economie politique (critique de l'), Emancipation, Etat / Société civile, Lutte des classes, Masses, Nation/Nationalité, Pouvoir, Rapports de forces, Rapports sociaux, Révolution, Stratégie/Tactique.

▶ CORRÉLATS 2. — Agitation/Propagande, Anarcho-syndicalisme, Austro-Marxisme, Bakouninisme, Blanquisme, Bloc historique, Bolchevisme, Bonapartisme, Boukharinisme, Castrisme, Chartisme, Coexistence pacifique, Communisme, Compromis historique, Démocratie, Dogmatisme, Dualité de pouvoir, Economisme, Eurocommunisme, Fascisme, Féminisme, Gramscisme, Internationales, Kautskysme, Léninisme, Luxemburgisme, Maoïsme, Menchévisme, Opportunisme, Parlement/Parlementarisme, Petite bourgeoisie, Polycentrisme, Populisme, Réforme/Révolution, Social-démocratie, Stalinisme, Terrorisme, Titisme, Totalitarisme, Trotskisme, Violence.

G. Be.

Polycentrisme

Al : *Polizentrismus.* — An : *Polycentrism.* — R : *Policentrizm.*

Singulière histoire que celle du polycentrisme. Avancé en 1956 par Togliatti dans sa fameuse interview de *Nuovi Argomenti*, immédiatement critiqué par de nombreux partis communistes — PCF en tête — et suscitant maintes résistances politiques internes, le terme politico-stratégique de polycentrisme disparut immédiatement de tous les documents officiels du PCI. En novembre 1961, au moment du différend sino-soviétique, il refit surface dans un débat du Comité central. Devenu une situation de fait, le polycentrisme allait-il enfin s'imposer comme une donnée nouvelle du mouvement ouvrier communiste ? Il n'en fut rien. Encore attaqué par Thorez qui y décelait « une tendance fractionniste », en dépit de l'ultime combat politique de Togliatti dans son testament posthume publié par le PCI : *Le Mémorial de Yalta*, le polycentrisme dut attendre l'eurocommunisme à l'italienne pour trouver ses véritables formulations stratégiques positives et concrètes. Dépassement de la logique des deux blocs, spécificité historique et stratégique de l'Europe, redéfinition d'un nouvel internationalisme hors des frontières des « Etats socialistes » : toutes ces positions qui animaient la politique extérieure du PCI donnèrent un contour plus systématique au polycentrisme togliattien. Toutefois, comme en 1956 et en 1961, les années 77-78 se soldent par la crise de l'eurocommunisme polycentrique : le PCF approuve l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et semble retrouver son « centre » naturel. A croire que le polycentrisme garde toujours sa charge subversive... et anti-stalinienne.

1956 donc : les origines. A la faveur de la crise du stalinisme et de l'ouverture critique khrouchtchévienne, le PCI amorce sa « refondation stratégique » (Ingrao), en reliant explicitement critique du stalinisme et élaboration de la voie italienne au socialisme. Un mot soude les deux : polycentrisme. Bien loin d'être neutre, le terme visait à prendre acte de la situation nouvelle du mouvement ouvrier communiste d'après 1956 en proposant une transformation de sa structure politique interne. Négativement, le polycentrisme signifiait le refus de tout « centre » de direction du mouvement ouvrier communiste, le rejet de tout « parti-guide », de tout « Etat-guide » et même de tout « modèle » de socialisme. Première grande faille dans le monolithisme stalinien après la brèche ouverte par Tito, il allait même jusqu'à envisager la possibilité d'avancées socialistes en l'absence d'un parti communiste dirigeant, anticipant en cela sur les futures révolutions cubaine et algérienne.

Toutefois, le polycentrisme ne se limitait pas au seul énoncé de la pluralité des « voies nationales » en assurant plus d'autonomie aux différents partis communistes. Il représentait pour Togliatti une *tendance historique mondiale* issue de la crise d'un certain « bipolarisme » de guerre froide. C'est pourquoi il appelait une analyse critique nouvelle de l'URSS : la fameuse « dégénérescence » du socialisme dont parle l'interview à *Nuovi Argomenti.* Et surtout, une reformulation des rapports entre rôle des partis communistes et approfondissement des formes de la révolution socialiste. Comme Togliatti le précisait : « Le système dans son ensemble devient polycentriste et dans le mouvement ouvrier, on ne peut plus parler de guide unique, mais bien d'un processus s'accompagnant de voies différentes. »

Cette idée d'un polycentrisme interne au camp socialiste impliquait

au fond une véritable *alternative stratégique* au « centre » unique. Soit une interprétation positive du polycentrisme comme *pluralité de centres*. Le débat interprétatif — et donc politique — était ouvert. Feutré, direct, parfois âpre et violent, il contraint vite Togliatti et la direction du PCI à une certaine prudence, voire à un pur recul. Lors du Comité central de juin 1956, Togliatti précisait encore son analyse : « Différents points, centres d'orientations et de développement sont apparus. Ainsi s'est créé ce que j'ai appelé dans l'interview que vous avez lue, un système polycentriste correspondant à la situation nouvelle, à la mutation des structures du monde et du mouvement ouvrier ». Nul doute, dans la pensée de Togliatti, le polycentrisme était une hypothèse stratégique alternative liée à l'apparition d'une pluralité de centres. Aussi, au VIIIe Congrès du PCI, il évoquera encore « ce système de groupes et centres multiples », forme d'organisation « qui s'est révélé incompatible avec la pleine autonomie de chaque parti »... La bataille du polycentrisme stratégique était perdue. Disparu du vocabulaire officiel du PCI, le polycentrisme laissera place à une formulation plus souple et plus « italienne » : « l'unité dans la diversité » qui permettait de concilier l'unité du mouvement et le pluralisme des voies nationales.

Entre-temps — et comme le pensait Togliatti — le polycentrisme du monde réel chemina. Juste avant sa mort — dans le *Memorial de Yalta* — Togliatti s'oppose à toute conférence internationale visant à excommunier la Chine. Il propose même un regroupement des partis communistes par régions (Europe, Tiers Monde, Amérique latine), esquissant les premiers éléments d'une stratégie européenne que le PCI développera.

Ce polycentrisme comme nouvelle phase d'un mouvement révolutionnaire prenant toutes ses distances critiques et politiques avec l'URSS n'est-il pas plus vivant que jamais, même s'il n'a pas trouvé sa réalisation stratégique ?

• BIBLIOGRAPHIE. — BLACKMER, Unity in diversity : italian Communism and the communist World, Cambridge, London, 1968; Luciano GRUPPI, *Togliatti e la via italiana al socialismo*, Riuniti, 1964; Donald SASSOON, *Togliatti e la via italiana al socialismo*, Einaudi, 1980; TOGLIATTI, *Opere scelte*, Riuniti (dont sont tirées toutes les citations *supra*); *Togliatti nella Storia d'Italia*, num. spéc. de *Critica marxista*, 1984 (chronol., biblio.); Guiseppe VACCA, *Saggio su Togliatti*, De Donato, 1974.

▸ CORRÉLATS. — Eurocommunisme, Gramscisme, Internationale(s), Stalinisme.

C. B.-G.

Population (Théorie de la)

Al : *Bevölkerungstheorie*. — An : *Population (theory)*. — R : *Naselenie*.

Voir : Malthusianisme.

Populisme

Al : *Populismus, Volkstümlertum*. — An : *Populism*. — R : *Narodničestvo*.

Courant révolutionnaire qui se forma en Russie dans les années 60 (abolition du servage). Animé par des intellectuels profondément liés aux masses, tels Alexandre Herzen (1812-1870) et surtout Nikolaï Tchernychevski (1828-1889) [Marx avait pensé lui consacrer un ouvrage; cf. L. à

S. Meyer du 21 janv. 1871 et à Danielson du 12 déc. 1872], il s'opposait au libéralisme et voulait entraîner l'ensemble de la paysannerie, « le peuple », dans la lutte contre le pouvoir tsariste. A cette époque la Russie n'était pas encore engagée dans la voie capitaliste de développement. En 1882, dans la préface qu'ils rédigent pour la seconde édition russe du *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels, qui avaient pris une connaissance directe des travaux des économistes russes (entre autres Flerovski et Kovalevski), considèrent que le passage de la Russie au socialisme peut s'opérer selon deux possibilités : à partir des rapports capitalistes de production ou à partir de la communauté de village et de la propriété collective du sol. Dès la fin des années 80 cependant, Engels, qui poursuit ses recherches, après la mort de Marx, parvient à la conviction que la seconde hypothèse est utopique. Il s'efforcera vainement de faire partager son point de vue à Danielson, le traducteur du *Capital* (cf. *Corr.* de 1887 à 1892, *apud* MEW, 36 à 38; et LCAP, ES, et L. à Plekhanov du 26 oct. 1895), pour conclure, en 1894 : « Jamais et nulle part, le communisme agraire issu de la société gentilice n'a produit de lui-même autre chose que sa propre destruction » (MEW, 18; trad. apud *Sur les sociétés précapitalistes*, CERM, ES). Dès lors l'initiative politique revient à la social-démocratie et au marxisme dont les thèses commencent à être diffusées en Russie par le groupe « Libération du travail », fondé en 1883 par Axelrod, Plekhanov et V. Zassoulitch. Mais des divergences déjà apparentes au Congrès de *Zemlia i Volia* (Terre et liberté, 1879) avaient provoqué la scission du populisme en deux tendances. La première, essentiellement caractérisée par le groupe de la *Narodnaïa Volia* (Volonté du peuple), optait pour l'action clandestine et l'attentat terroriste, où elle voyait l'unique moyen de déclencher un soulèvement populaire. Le complot contre Alexandre III, qui devait répéter l'assassinat, commis six ans plutôt, d'Alexandre II, échoue en 1887. Au nombre des conjurés se trouve Alexandre Oulianov, frère aîné de Lénine, qui sera pendu le 8 mars. La seconde tendance, *Tcherny Peredel* (« Partage noir »), regroupait les partisans de l'action politique et comptait Plekhanov parmi ses membres. Elle devait aboutir à la création du parti ouvrier social-démocrate, en 1894.

A l'écart de ces deux voies, le populisme libéral, qui a renoncé à toute entreprise révolutionnaire au profit de la lutte pour des réformes, devient dominant dans la dernière décennie du siècle. C'est contre lui et ses principaux chefs de file, Mikhaïlovski (1842-1904) et Nikolaïon (pseudonyme de Danielson, 1844-1918), que le jeune Lénine dirigera ses plus vigoureuses attaques. Reprenant et menant à son terme la tâche, déjà entreprise par les premiers groupes marxistes, Lénine produit une triple démonstration; économique : les rapports capitalistes de production ont définitivement prévalu en Russie (DCR); idéologique : la formation économique/sociale russe ne présente aucune « spécificité » interdisant la mise en œuvre des concepts issus du *Capital* (O., I, AP); politique : nécessité de la construction d'un parti du prolétariat *(Les tâches des sociaux-démocrates russes)*. D'une part (cf. notamment *Quel héritage renions-nous ?*), le populisme est dénoncé comme l'idéologie du « petit producteur » utopiste et réactionnaire, il nie la lutte de classes et substitue au matérialisme historique/dialectique une sociologie « subjectiviste ». D'autre part, la social-démocratie peut, seule, à l'encontre de ce pseudo-socialisme petit-bourgeois, se proclamer l'héritière légitime de l'ancien populisme révolutionnaire et même des « glorieux militants de la *Narodnaïa Volia* » (4, 185), dans la mesure où elle poursuit leur combat

en faveur de la démocratie et le prolonge, sur le fondement de conditions historiques nouvelles, en lutte pour le socialisme prolétarien. Dans une seconde étape, consécutive à la formation du Parti bolchevique, Lénine, retrouvant à un autre niveau théorique et politique la meilleure des préoccupations populistes, se fera le défenseur passionné de l'alliance entre la paysannerie et la classe ouvrière qui demeurera, sous la forme symbolisée de la faucille et du marteau, la marque propre des partis de la IIIe Internationale.

Par extension, « populisme » s'entend de tout mouvement ou doctrine faisant appel de façon exclusive ou préférentielle au « peuple » ou aux « masses » en tant qu'entités indifférenciées. Y sont niés ou minorés les classes, leurs antagonismes et singulièrement le rôle du prolétariat urbain comme avant-garde révolutionnaire. L'idéologie populiste accompagne souvent les entreprises nationalistes (ex. : le FLN algérien). A notre époque, pour les pays anciennement colonisés ou semi-féodaux, le terme de « paysannisme » est pris comme synonyme de populisme. Lui a été attaché le nom de F. Fanon, voyant (cf. *Les damnés de la terre*) dans les populations des campagnes et même dans le *lumpenproletariat* des villes le facteur décisif de l'émancipation du « Tiers Monde ».

• BIBLIOGRAPHIE. — J. H. BILLINGTON, *Mikhatlovski and russian populism*, Oxford, 1958; V. I. LÉNINE, 2, 529 (déf. du populisme), 7, 102 et 17, 106 et s. (hist.); J. LOTHE, *Gleb I. Uspenskij et le populisme russe*, La Haye, Nijhoff; B. MEILHAC, *Lénine et les problèmes de la littérature russe*, Paris, ES, 1956; G. PLEKHANOV, Nos Controverses, *Œuvres philos.*, t. 1, Moscou; Franco VENTURI, *Les intellectuels, le peuple et la révolution. Histoire du populisme russe au XIXe siècle*, 2 vol., Gallimard, 1972.

▶ CORRÉLATS. — Esthétique, Guerre du peuple, Intellectuels, Masses, Paysannerie, Petite bourgeoisie, Romantisme, Voie non capitaliste de développement.

G. L.

Positivisme

Al : *Positivismus*. — An : *Positivism*. — R : *Pozitivizm*.

1 / Si le terme de connaissance *positive* se trouve employé par Condorcet et Laplace, le positivisme en tant que désignation d'une doctrine fait son apparition avec Auguste Comte (1798-1857). Ce dernier a conjugué dans son œuvre sa formation de mathématicien et une vocation de réformateur social (héritier de Condorcet, il fut disciple de Saint-Simon); il a tenté de donner un caractère scientifique à la politique et affirmé en même temps la nécessité pour la science d'être au service de la politique. Significatif est le titre d'un de ses plus importants ouvrages de jeunesse : *Plan des travaux scientifiques nécessaires pour réorganiser la société* (1822). L'essentiel de son œuvre consiste dans le *Cours de philosophie positive* (1830-1842) et le *Système de politique positive* (1851-1854).

Le positivisme de Comte se situe dans l'héritage de la philosophie des Lumières dont il reprend et systématise bien des thèmes (notamment exprimés par d'Alembert et Condorcet). Son importance est à la mesure de la place prise par les sciences dans une société en plein développement industriel; il s'agit de tenter une synthèse des connaissances scientifiques et, à l'aide de celle-ci, de canaliser et de prévoir les bouleversements sociaux.

Le positivisme est, pour Comte, la philosophie relative à l'état de la connaissance et de la société modernes. Elle doit donc établir un bilan des

connaissances qui, partant des mathématiques qui en est la forme et la référence, aboutit à la détermination d'une physique sociale, puis à la morale. Une idée fondamentale du positivisme est celle de *classification* des sciences. La classification/hiérarchisation se fait ainsi dans l'ordre : mathématiques, astronomie, physique, chimie, biologie, sociologie, l'ensemble étant suivi de subdivisions. (Il est à noter que les effets idéologiques de cette classification se marquent encore aujourd'hui). Engels critiquait dans *Dialectique de la nature* (ES, 1971, p. 254) une classification rigide, sur le mode mécaniste : « De même qu'une forme de mouvement se développe à partir d'une autre, de même leurs reflets, les diverses sciences, doivent découler l'une de l'autre d'une manière nécessaire ».

La *sociologie* assure l'aboutissement, la justification, voire même la régulation des autres sciences. Le terme a été forgé par Comte, comme équivalent de *physique sociale* (laquelle, sur le mode des sciences de la nature, se partage en statique et en dynamique sociales). Elle culmine avec une religion (au sens de « relier ») de l'humanité marquée par l'idée de consensus social (avec une prétention à dépasser les doctrines de l'ordre — réactionnaires — et du progrès — révolutionnaires), par l'exigence de séparation des pouvoirs spirituel et temporel, et où il est fait appel en même temps à l'idée d'une providence « émanée du prolétariat ».

La critique marxiste faite au positivisme peut être résumée dans cette formulation de Paul Langevin en 1938 (*La Pensée et l'Action*, ES, 1964, p. 126) : l'attitude positiviste est « essentiellement critique, analytique et statique; elle est plus propre à dresser le bilan des connaissances acquises, à formuler clairement la structure et le contenu de ces connaissances, qu'à montrer la voie pour les étendre ou les renouveler, plus propre à signaler les difficultés qu'à les résoudre. Elle permet l'élimination des notions ou des théories, la dénonciation des problèmes et affirmations vides de sens, mais elle ne permet pas de formuler des indications pour la construction de notions ou de théories nouvelles ».

2 / Le *néo-positivisme* ou *positivisme logique* n'est à confondre ni avec le positivisme hérité de Comte ni avec celui de Mach. Il entretient toutefois une relation de filiation avec ce dernier. Développé à l'origine dans le cercle de Vienne, dans les années 20, en réaction contre l'idéalisme post-kantien alors dominant dans les pays germaniques, il est actuellement répandu, sous de nombreuses variantes, dans les pays anglo-saxons et scandinaves. Héritier de la pensée critique de Mach, le positivisme logique n'en adopte pas pour autant toutes ses idées sur la connaissance.

Le positivisme logique a indéniablement donné une impulsion décisive aux recherches logiques et linguistiques, qui se situent à divers égards dans la suite d'exigences formulées au XVIIe siècle par Locke, Spinoza, Leibniz. Toutefois, sa prétention à être la philosophie de la science moderne est manifestement abusive, bien qu'il ait cru pouvoir s'autoriser des interprétations « orthodoxes » de la Mécanique quantique développée pour l'essentiel au cours des années 30 par l'école de Copenhague (Bohr, Born, Dirac, Heisenberg...). D'un point de vue marxiste, la critique du positivisme logique a longtemps été dans la foulée de celle des positions de Mach, uniquement négative, alors qu'il convient de retenir, comme désormais constitutive de la méthode scientifique, l'exigence d'une « nouvelle conscience méthodologique » (Geymonat), c'est-à-dire d'un examen des concepts, des principes et des méthodes de la science qui la libère de

tout postulat dogmatique. Mais en tant que philosophie, le néo-positivisme apparaît insatisfaisant par sa réduction du champ des questions possibles, par son identification de la science à une langue — qui évacue la question du réalisme, la remplaçant par la simple affirmation de l'empirisme — et de la philosophie à l'analyse d'une langue. On pourrait à son propos reprendre à peu près les mêmes termes de la critique de Langevin citée plus haut. Les aspects critiques du positivisme logique, stimulants pour la réflexion épistéomlogique et philosophique, n'ont pas empêché un certain déclin de cette position philosophique malgré ses auto-révisions fréquentes.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. BUHR, Zur Aktualität der Leninschen Positivismus-Kritik, et V. RUML, Positivistische « Philosophie der Wissenschaft »..., in *Zur Kritik der bürglichen Ideologie*, n° 12, Berlin, 1972; Rudolf CARNAP, *Logical syntax of language*, London, 1937; Auguste COMTE, *Discours sur l'esprit positif* (1844); Philippe FRANK, *Modern science and its Philosophy* (1949); Ludovico GEYMONAT, Néo-positivisme et matérialisme dialectique, *Recherches internationales*, n° 73, 1972, 1-16 (original italien dans *Critica Marxista*, n° 6, 1972, 24-41); Gilles G. GRANGER, Néo-positivisme, *Encyclopaedia Universalis*, vol. II, p. 683-685; Dominique LECOURT, *L'ordre et les jeux*, Paris, Grasset, 1981; Jean-François MALHERBE, *La philosophie de Karl Popper et le positivisme logique*, Paris, PUF, 1976; Karl POPPER, *Logik der Forschung* (1935), *The logic of scientific discovery* (1959-1968), *La logique de la découverte scientifique*, trad. franç. par Nicole PHYSSEN-RUTTEN et Philippe DEVAUX, Paris, Payot, 1973; Jules VUILLEMIN, *La logique et le monde sensible*, Paris, Flammarion, 1971; Ludwig WITTGENSTEIN, *Tractatus Logico-philosophicus* (1921), trad. de l'allemand par Pierre KLOSSOWSKI, Paris, Gallimard, 1961. Sur le rapport KM/Comte : L. de KM à FE, 7 juill. 1866; GCF, ES, p. 223, 226 (MEW, 17, 555-562).

▶ CORRÉLATS. — Atomisme, Déterminisme, Empiriocriticisme, Historique/Logique, Idéalisme, Métaphysique/Dialectique, Otzovisme, Quotidienneté, Rationalisme, Saint-simonisme, Science, Sensation(s), Sensualisme.

M. P.

Possible/Possibilité

Al : *Mögliches/Möglichkeit.* — An : *Possible/Possibility.* — R : *Vozmožnoe.*

En incluant nécessité, totalité et réalité au nombre des médiations dialectiques de la possibilité, Hegel prépare la voie fertile par où penser l'histoire comme processus unitaire et devenir social. (« Si cela est possible ou impossible, cela dépend du contenu, c'est-à-dire de la totalité des moments de la réalité, qui dans son déplacement s'avère être la nécessité », *Encyclopédie*, § 143). Le possible dialectique rend compte de la relation non exclusive du hasard et de la nécessité, permet de penser cette relation. La possibilité ne se donne pas comme le contraire disjonctif du nécessaire, ni moins encore comme l'absence de contradiction, qui est la définition propre de la philosophie classique. C'est, tout au contraire, en fonction de la contradiction que le possible est intelligible et tout développement *nécessaire* ne possède pas cette linéarité et cette régularité que pourrait lui prêter un plat déterminisme.

La possibilité a toujours à voir et affaire avec une nécessité dessinant l'arrière-plan et le donné, les déterminations préalables que sont la production fondée sur le capital et ses contradictions nécessaires. (« L'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre », *Cont.*, ES, 5; MEW, 13, 9. Cf. aussi sur ce point le chapitre de l'AD, ES, 137-147; MEW, 20, 100-110, sur la connexion de la liberté et de la nécessité). C'est ce préalable incontournable qui « crée précisément sans le savoir

les conditions matérielles d'un mode de production supérieur » (K., ES, III, 1, 171; MEW, 25, 269). En ce sens, le possible est dépassement formel de la *limite* (*Schranke, Grenze*, cf. *Grund.*, ES, II, 34; Dietz, 440) inhérente à la production capitaliste, inscrite dans son fondement ultime, l'état des forces productives et leur développement. Les possibilités formelles de la pratique modificatrice sont de l'ordre des propriétés objectives de la totalité historiquement déterminée (cf. par exemple *Cont.*, ES, 43; MEW, 13, 53 : la différence entre valeur d'échange et prix, porteuse de « tempêtes », lettre de Marx à Engels, 2 avril 1858, ES, LCap, p. 95-99 : la non-coïncidence de l'achat et de la vente, *Grund.*, ES, I, 82; Dietz, 65 : l'inadéquation des « propriétés naturelles particulières de la marchandise et ses propriétés sociales universelles », *ibid.*, 355; Dietz, 318-319 : le possible et le « latent »). L'unité dialectique de la nécessité et de la possibilité dessine la configuration générale de la réalité : le possible n'est pas extérieur au réel ni à l'actuel.

Le mode d'apparition de la contradiction dans la nécessité est la *crise* où la structure — le MPC — est aux prises avec la *conjoncture* (Sur la « théorie des crises », cf. : *Gloses*; *Cont.*, ES, 66, 140 et s., 184; MEW, 13, 77, 156 et s.; *Grund.*, Dietz, 875-876; *Grund.*, ES, I, 137; Dietz, 112). La crise est le « renvoi universel au-delà du présupposé et la pression poussant à l'adoption d'une nouvelle configuration historique » (*Grund.*, ES, I, 167; Dietz, 139). Mais, outre que le capital possède une *tendance* spécifique à poser des obstacles et à les dépasser, à se reproduire, la crise n'ouvre pas la nécessité, mais la possibilité, ou plus précisément un champ divergent de possibles. S'il n'y a pas de réalisation de n'importe quel possible, *a fortiori* n'y a-t-il pas d'effectuation automatique, d'autoréalisation du nécessaire : par où se trouve obérée toute « prévisibilité » absolue.

Le devenir n'a rien d'informe mais, pour être, la conscience de classe en doit être informée. Comme le faisait remarquer Lukács (*Histoire et conscience de classe*, Paris, Ed. de Minuit, 1960, p. 42), si la possibilité formelle du matérialisme historique lui-même est contemporaine de la naissance du prolétariat, sa possibilité *réelle* n'advient qu'à voir évoluer la conscience de classe. Sans l'agent transformateur qu'est le prolétariat, « exécuteur des tendances » (*ibid.*, p. 62), et son action consciente, la possibilité reste abstraite. Dans cette perspective, déterminer des possibilités c'est se libérer des formes d'objectivité capitalistes pour saisir les tendances évolutives et immanentes au MPC (cf. sur la conscience progressive des « limites », *Grund.*, ES, III, 144; Dietz, 545). Cela d'autant plus qu'avec l'intensification de la socialisation capitaliste de la société s'accroît aussi la possibilité de viser la totalité par la médiation de l'action sur le particulier.

De l'attente différée de la réalisation effective des possibilités et de la tentative d'investir le champ d'une théorie matérialiste de l'éthique est née une double reformulation de la catégorie de possibilité. Tandis qu'E. Bloch (*Das Prinzip Hoffnung*, Francfort, Suhrkamp, 1959) faisait du marxisme une prophétie rationnelle, l'utopie raisonnée d'une réalisation de l'essence, une téléologie de la plénitude, les membres de l'Ecole de Francfort tentaient de produire les concepts critiques pour penser la « clôture de l'histoire » (les formations sociales néo-capitalistes et socialistes). De l'attente messianique à la sociodicée, le marxisme oubliait ainsi que la dialectique est « la pensée intervenante (qui)... rend possible l'inter-

vention » (B. Brecht, *Ecrits sur la critique et la société*, L'Arche, 1967, p. 133). Fatalisme et volontarisme ne seraient-ils pas alors les deux formes d'un même « donquichottisme » qui oublie que « les conditions matérielles de production d'une société sans classe et les rapports d'échange qui leur correspondent » se trouvent « masqués » (*Grund.*, I, 95; Dietz, 77) ?

• BIBLIOGRAPHIE. — T. W. ADORNO, *Negative Dialektik*, Francfort, Suhrkamp, 1966; E. BLOCH, *Zur Ontologie des Noch-Nicht Seins*, Francfort, 1961, p. 14-15; A. GRAMSCI, *Quaderni*, Turin, Einaudi, 1966; J. HABERMAS, *Technik und Wissenschaft als Ideologie*, Suhrkamp, 1968; L. SÈVE, Sur la catégorie de possibilité, in *La Pensée*, n° 202, déc. 1978; ID., *Une introduction à la philosophie marxiste*, ES, 1980 (en particulier, p. 206-209, 487-496).

▶ CORRÉLATS. — Anticipation, Autonomie, Avance/Retard, Conjoncture, Contradiction, Crise, Déterminisme, Formel/Réel, Rationnel/Réel, Réalité, Téléologie, Utopie, Volontarisme.

J. L. C.

Pouvoir

Al : *voir ci-dessous.* — An : *Power.* — R : *Vlast'.*

1 / Lénine n'a cessé, après Marx, de le redire, la question fondamentale de la révolution, c'est la question du pouvoir d'Etat : qui exerce le pouvoir ? pour le compte de quelle classe ? C'est la question des semaines qui précèdent immédiatement Octobre (la question des « deux révolutions », bourgeoise et prolétarienne, et du « double pouvoir », celui du gouvernement et celui des soviets) : les bolcheviks prendront-ils le pouvoir ? C'est-à-dire : les bolcheviks seront-ils l'instrument de la prise du pouvoir par les masses de travailleurs aux intérêts inconciliables avec ceux de la bourgeoisie ? Ou bien celle-ci réussira-t-elle à écraser la révolution et à remettre en place l'Etat grâce auquel l'essentiel (l'exploitation) se perpétue dans le changement même de sa forme politique ?

Mais chez aucun des classiques, y compris Lénine, le problème du pouvoir d'Etat ne se réduit à une question *tactique*. Les formes sous lesquelles s'effectue d'abord la prise du pouvoir (insurrection armée, guerre populaire prolongée, victoire politique pacifique, d'autres encore peut-être) dépendent à leurs yeux étroitement de la conjoncture et des particularités nationales. On sait que, même dans les conditions russes, entre avril et octobre 1917, Lénine avait cru un instant réunies les conditions d'une victoire pacifique (mais non « parlementaire ») de la révolution, quand il lança pour la première fois le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! ». En fait, la thèse générale est qu'il n'existe aucun exemple historique de révolution qui se réduise *à une seule* de ces formes, qui ne représente pas une combinaison originale de plusieurs formes. Mais de toute façon cette diversité n'affecte pas la nature du problème général du pouvoir d'Etat, ou plutôt elle n'en représente qu'un aspect, qui ne peut être pris pour le tout. Le concept de la révolution, comme processus historique prolongé, « changement dans la situation des classes » (Lénine, O., 25, p. 135 et s.), n'a rien à voir d'essentiel avec les conditions et les formes de la « prise du pouvoir ». Par contre il est indissociable de la question de savoir si et comment la masse des travailleurs peut « détenir » ou « exercer » le pouvoir.

S'il en est ainsi, c'est parce que, en dernière analyse, le pouvoir d'Etat n'est pas le pouvoir d'un individu (chef d'Etat ou de parti), d'un groupe

d'individus, d'une couche particulière de la société (comme la « bureaucratie » ou la « technocratie »), ou d'une simple fraction de classe plus ou moins étendue. Le pouvoir d'Etat est toujours le *pouvoir d'une classe*. Produit dans la lutte de classes, le pouvoir d'Etat ne peut être que l'instrument de la classe dominante : ce que Marx et Lénine appellent la « dictature » de la classe dominante (cf. LCF, 1851). De ce fait, s'il se réalise nécessairement tantôt dans les formes du droit, tantôt dans celles de la violence (ou dans les deux à la fois), le pouvoir d'Etat n'a sa source ni dans l'une ni dans l'autre, mais dans le fait historique de l'hégémonie et dans les conditions matérielles qui la reproduisent. « La dictature est le pouvoir *absolu*, c'est-à-dire au-dessus de toute loi, de la bourgeoisie ou bien du prolétariat » (Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, o., 28). Quant aux conditions qui, sur le long terme, peuvent assurer l'inversion de cette hégémonie, la théorie comme l'expérience (y compris celle du retour de la « dictature du prolétariat » à la « dictature sur le prolétariat ») montrent assez qu'elles ne tiennent pas en un mot, mais concernent tout le champ des rapports sociaux, depuis les formes de l'organisation du travail et de l'administration jusqu'à celles de l'éducation, de la religion et de la culture.

2 / Si la position politique des marxistes *sur* la question du pouvoir d'Etat est assez claire, en est-il de même quant au sens du concept de « pouvoir » ? On se limitera ici à poser la question à partir de l'examen de la terminologie originale de Marx.

Marx n'use pas d'un concept unique, mais de toute la série des termes classiques en allemand : *Macht*, *Gewalt*, *Herrschaft*, *Autorität*. Il convient d'inclure également dans ce voisinage sémantique, d'une part, la *Souveränität*, d'autre part, on vient de le voir, la *Diktatur*. On se convainc rapidement, à la lecture des nombreux textes de Marx ou d'Engels qui font référence à ces termes, que ceux-ci ne sont pas *disjoints*, mais se recouvrent et sont partiellement interchangeables. C'est ainsi que, pour désigner le *pouvoir d'Etat*, on trouve tantôt *Staatsmacht*, tantôt *Staatsgewalt* : ce pouvoir est donc à la fois *puissance (Macht)* et *violence* ou contraintes *(Gewalt)*. Mais chacun de ces deux termes, à son tour, est pris dans une oscillation permanente.

La puissance connote, d'une part, une *domination (Herrschaft)* ou une hégémonie *(Übergewicht, Vormacht)* exercée par un groupe ou une force sociale (classe, mais aussi nation, voire structure économique : ainsi le marché, le mode de production capitaliste écrasant les formes sociales traditionnelles). En ce sens, il ne s'agit d'ailleurs pas uniquement de la puissance « matérielle » immédiate. Engels posera que « l'Etat se présente à nous en tant que première puissance (ou premier pouvoir : *Macht*) idéologique s'exerçant sur les hommes », tout en référant aussitôt à nouveau ce pouvoir à la domination de classe, dont il est en somme, comme dirait Clausewitz, la continuation par d'autres moyens (cf. LF, chap. 4). Mais — c'est ici le second aspect — dans le même contexte la puissance connote une *causalité*, la motricité du processus historique : soit que l'idéologie, les formes politiques soient désignées comme « force conservatrice » *(konservative Macht)*, soit que, à l'inverse, elles apparaissent comme formes progressives, dotées d'efficacité révolutionnaire, mais sous l'effet d'autres « puissances motrices » *(bewegende Mächte)*, dans le cadre d'une question qui porte sur « les forces motrices des forces motrices » du mouvement historique *(die Triebkräfte dieser Triebkräfte)*. Devons-nous en conclure

immédiatement que l'idée sous-jacente est celle de l'efficacité causale de la domination ou de la force dans l'histoire ? Ce serait sans doute résoudre trop vite un problème plus complexe, qui est au cœur de la « topique » exposée dans la Préface de la *Critique de l'économie politique*.

Si nous nous tournons vers le terme de *Gewalt*, nous découvrons une autre oscillation caractéristique, qui bien entendu n'est pas propre au marxisme, mais qui ne peut manquer d'y produire un effet singulier. D'un côté la *Gewalt* est un pouvoir institué, formellement légitime. En ce sens, pas de *Gewalt* sans *Verwaltung* (administration), soumise à un gouvernement *(Regierung)*, donc à une régulation *(Regulierung)*. Le terme appartient à la problématique constitutionnelle du pouvoir d'Etat comme « pouvoir public » *(öffentliche Gewalt)*, de la division des pouvoirs entre « pouvoir exécutif » et « pouvoir législatif », éventuellement du conflit entre deux types de souveraineté (cf. les articles de NGRh sur la dualité du pouvoir monarchique, d'origine féodale, et du pouvoir parlementaire, issu de la révolution bourgeoise démocratique, qui ont probablement fourni, consciemment ou non, leur modèle aux analyses de Lénine en 1917). Mais nous avons ici un cas typique de mot recouvrant deux sens opposés : la *Gewalt* est aussi, contradictoirement, la violence sans phrase ni règle limitative, indifférente à la question de légitimité, telle qu'elle se manifeste dans la conquête, le pillage, la colonisation, l'esclavage, l'expropriation, le terrorisme, l'exploitation et l'oppression. « Le capitalisme, dira Rosa Luxemburg, exsude le sang et la boue par tous ses pores ». Marx avait décrit dans *Le Capital* l'accumulation primitive comme la combinaison systématique de toutes les formes historiques de violence pour arracher le travailleur à la terre, à ses outils, à la communauté traditionnelle, et lui imposer, en brisant sa résistance, la discipline du capital.

En somme, il s'agit des deux formes antithétiques que peut révéler la contrainte, soit qu'elle commande et obtienne l'obéissance « volontaire », soit qu'elle brise les résistances. Or Marx (et Engels), lorsqu'ils évoquent l'histoire du pouvoir d'Etat en tant que *Staatsgewalt*, ne choisissent pas entre ces deux sens. Bien plus, ils les combinent et les font constamment interférer. Leur objectif, en fait, est de montrer que dans l'histoire il n'y a pas incompatibilité, mais au contraire échange permanent des rôles, substitution déterminée par les conditions du moment, entre la légalité et la violence. Tout ordre juridique est fondé sur une révolution, soit « d'en bas », soit « d'en haut », donc non pas sur la norme ou le principe qu'il prétend incarner, mais sur la force, ou la conjonction de forces, qui l'impose contre d'autres. Mais toute révolution qui change en profondeur la situation des classes produit un ordre juridique spécifique.

On aboutit ainsi à une troublante indécision sémantique, qui laisse à l'intuition du lecteur (et du traducteur) le soin d'opérer la différenciation nécessaire pour que telle thèse, telle argumentation ne se réduise pas à la tautologie. Ainsi dans la plaidoirie du *Procès de Cologne* (NGRh; MEW, 6, 242 et s.) : « Il s'agissait ici d'une lutte entre deux pouvoirs » (= la monarchie prussienne et l'Assemblée nationale de Francfort, l'une et l'autre se définissant comme *öffentliche Gewalt*, *Staatsgewalt*) « et entre deux pouvoirs seule la violence peut trancher » (*zwischen zwei Gewalten kann nur die Gewalt entscheiden :* pourquoi ne pas traduire « entre deux violences seule la violence peut trancher » ? ou bien « entre deux pouvoirs seul le pouvoir peut trancher » ?). L'idée qui se dessine est que le pouvoir en soi n'existe pas, mais

seulement, différentiellement, l'*excès de pouvoir* d'un pouvoir sur l'autre. Très significativement, Marx retrouvera la même idée, et presque la même formule, dans *Le Capital*, à propos de la journée de travail et des moyens qu'il est nécessaire d'employer pour imposer la contrainte au surtravail : « Le capitaliste affirme son droit d'acheteur en cherchant à allonger le plus possible la journée de travail (...) l'ouvrier affirme son droit de vendeur en voulant limiter la journée de travail à une durée normale déterminée » — mais qu'est-ce qui est *normal* ? demande Engels dans son commentaire. « Une antinomie surgit donc, droit contre droit, l'un et l'autre également confirmés par la loi de l'échange marchand. Entre des droits égaux c'est la force qui tranche *(zwischen gleichen Rechten entscheidet die Gewalt)*. Ainsi se développe dans l'histoire de la production capitaliste la normalisation de la journée de travail comme une lutte à propos de ses limites, lutte entre le capitaliste collectif, c'est-à-dire la classe des capitalistes, et le travailleur collectif, ou la classe ouvrière. » Le droit n'est pas d'une autre nature que la force, puisque seul l'excès de pouvoir (public ou « privé ») dans la lutte des classes règle ses contradictions internes.

Notons de même que la célèbre suite de trois chapitres de l'*Anti-Dühring* intitulée par Engels *Gewalttheorie* (et dont il projetait de faire la base d'une brochure autonome, *Die Rolle der Gewalt in der Geschichte*) perd évidemment une partie de sa signification à n'être entendue que comme théorie de la *violence* et de son rôle dans l'histoire, alors qu'il s'agit en même temps du *pouvoir* d'Etat et du rapport historique entre instance politique et instance économique, formes « politiques » et « économiques » de la lutte des classes.

Après en avoir ainsi esquissé les avantages dialectiques, on ne prétendra pas ici pourtant que cette indécision soit restée sans conséquences dans la pensée politique de Marx et d'Engels. C'est particulièrement frappant lorsqu'ils sont confrontés au problème des modalités de la prise du pouvoir par le prolétariat, et aux conséquences qu'elle entraîne sur son exercice même dans la période révolutionnaire.

Ainsi, dans son *Discours de La Haye* (1872), Marx évoque la possibilité d'une expropriation *pacifique*, c'est-à-dire *légale*, des capitalistes, consécutive à la victoire électorale du Parti socialiste, dans les pays qu'il se représente comme particulièrement démocratiques (Angleterre, Etats-Unis, Hollande) : la nécessité de la conquête du pouvoir et de son utilisation contraignante à l'égard des anciennes classes dominantes demeure entière, mais elle pourrait (exceptionnellement ?) ne pas revêtir la *forme de la violence* révolutionnaire.

Dans ses analyses sur *Le socialisme en Allemagne* (1891) (MEW, 22, 245 et s.) et sur *La question paysanne en France et en Allemagne* (1894) (*ibid.*, 483 et s.), Engels reprend cette hypothèse et l'applique à la différence entre les méthodes que la révolution prolétarienne, en tout état de cause, devra appliquer envers les grands propriétaires et envers la paysannerie familiale : pour les uns expropriation immédiate, pour les autres incitation progressive à la coopération, par des moyens idéologiques et économiques, dans le cadre d'une politique d'alliances de classes. Mais la discussion sur la « voie pacifique » au socialisme, réduite ou non à une « voie parlementaire », devait rapidement montrer que cette ligne de démarcation n'était pas aussi aisée à définir que le croyaient Marx et Engels, même en tant que concept purement théorique. Les théoriciens de la social-démo-

cratie (d'abord Bernstein, puis également Kautsky) devaient s'employer à isoler le concept du pouvoir politique de toute référence nécessaire à la violence (désignée comme survivance de blanquisme, de « terrorisme » et de « putschisme »), et par là à privilégier sa définition en termes de *droit* pur.

A l'opposé, Lénine, après avoir critiqué dans *L'Etat et la révolution* cette dénégation systématique du rôle attribué par Marx à la violence révolutionnaire, et tout en maintenant ouverte l'hypothèse des différentes « voies de passage » au socialisme, en revenait dans sa polémique avec Kautsky à l'identification immédiate de tout pouvoir d'Etat avec l'exercice de la violence, ce qui lui valait paradoxalement l'approbation d'un Sorel (cf. le « Plaidoyer pour Lénine », en annexe à la 4e édition des *Réflexions sur la violence*, de 1919), voire celle d'un Malaparte (*Technique du coup d'Etat*, 1931). Les textes fondateurs de la IIIe Internationale, décrivant la conjoncture des années 20 comme celle d'une « guerre civile » imminente à l'échelle internationale, systématisaient dogmatiquement cette identité. Dès lors s'engageait un dialogue confus qui devait, un jour, conduire certains partis communistes, anxieux de se dégager d'un trop lourd héritage, à justifier leur rejet du concept de la « dictature du prolétariat » par le rejet de la violence, considérée soit comme impossible, soit comme inutile, soit comme incompatible avec les objectifs du socialisme.

Indécision, donc, renvoyant à une ambiguïté sémantique initiale. Mais il importe de ne pas en méconnaître pour autant la portée critique. Celle-ci apparaît nettement dans les formulations de l'*Anti-Dühring*, aussi bien sous la plume d'Engels que sous celle de Marx (dans le chapitre dont il est l'auteur) : « La seule explication des faits économiques que le système (de Dühring) (...) soit capable de nous fournir, c'est qu'ils sont des résultats de la « violence », phraséologie qui sert, depuis des millénaires, au philistin de toutes les nations à se consoler de tous les désagréments qu'il éprouve (...) Au lieu d'étudier cette violence dans son origine et dans ses effets, M. Dühring nous exhorte à nous en remettre avec gratitude à ce simple *mot* de « violence » comme cause dernière et explication définitive de tous les phénomènes économiques (...) » Et encore : « Pour toutes les circonstances déplaisantes, pour le profit, la rente, le salaire de famine, l'asservissement des ouvriers, (il) n'a qu'un mot d'explication et un seul : la violence : la violence, et toujours la violence, et la « rage plus violente » de M. Dühring se résout finalement en une rage contre la violence... ». Si notre analyse préliminaire est juste, il faut aussi l'entendre comme une critique du mot *pouvoir*, employé comme formule magique d'explication universelle, ou comme principe fondamental, soi-disant simple et premier, d'explication historique — qu'on l'entende comme « volonté de puissance », comme « monopole de la violence », comme « désir de la loi », ou comme « émergence de l'Etat » (on notera, sans en abuser, que l'expression de Dühring, « les infrastructures politiques », est exactement celle qui vient d'être reproposée par P. Clastres, dans ses *Recherches d'anthropologie politique*, Seuil, 1980, au reste non dénuées de critiques pertinentes contre la vulgate marxiste). Retraduisons, en effet : « Pour tous les phénomènes économiques » (et ajoutons, *a fortiori*, « politiques »), « une seule explication : le *mot* de « pouvoir », encore et toujours » et « cette rage de pouvoir se résout en rage contre le pouvoir ». Voici que la phrase rend un son beaucoup plus actuel, sans dévier pour autant de son intention initiale. Bref, il s'agit

d'une critique systématique de toutes les *métaphysiques du pouvoir*, dans lesquelles Marx et Engels voient le type même de la philosophie idéaliste de l'histoire et l'obstacle n° 1 au développement d'une explication analytique, d'une connaissance effective des formes et des processus sociaux. Il ne nous est pas interdit d'en reprendre à notre tour le projet. Dans sa complexité et ses embarras, le discours de Marx a tenté de tenir une double position, que le langage, chargé d'idéologie, n'autorisait pas aisément :

— d'une part, il n'est pas d'organisation sociale ni de procès historique de transformation qui échappe aux déterminations combinées de la domination, de la contrainte, des rapports de puissance et, instance toujours présente, de la violence.
— d'autre part, ces déterminations, même lorsqu'elles se concentrent dans la figure du « pouvoir » exercé par un groupe, un individu ou une institution, ne sont jamais réductibles à une unité simple, pas plus qu'elles n'ont leur principe en elles-mêmes. Universalité historique des effets de *Macht* et de *Gewalt*, mais illusion fondamentale de l'idée de pouvoir comme idée générale. En définitive, c'est l'enjeu même d'un concept matérialiste de la lutte des classes.

• BIBLIOGRAPHIE. — K. KAUTSKY, *Le chemin du pouvoir*, 1909, rééd. Anthropos; ID., *Terrorisme et communisme*, 1919; LÉNINE, *Œuvres* : l'ensemble des t. 24 et 25 (sur la « dualité du pouvoir »); Rosa LUXEMBURG, *L'accumulation du capital*, chap. 26 à 29; MARX, *Le Capital*, liv. I, chap. 13, 14, 15, 26 à 33; R. MILIBAND, *Marxism and Politics*, Oxford University Press, 1977; Stanley MOORE, Three Tactics, *Monthly Review Press*, 1963; N. POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales*, Maspero, 1968; ID., *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, PUF, 1978.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Conjoncture, Dictature du prolétariat, Division TM/TI, Etatisme, Etat soviétique, Luttes de classes, Pacifique (voie), Rapports de force, Révolution, Soviets, Violence.

E. B.

Pratique

Al : *Praxis*. — An : *Practice*. — R : *Pratika*.

Marx hérite du concept de pratique comme production élaborée conjointement par Hobbes et l'Economie politique de Smith à Ricardo. « Toute vie sociale est essentiellement pratique » (THF 8, IA, ES, 33; MEW, 3, 7) et cette pratique doit être comprise fondamentalement comme travail, « processus d'échanges organiques » avec la nature, condition indispensable de l'existence des hommes, nécessité naturelle et éternelle (IA, ES, 57; MEW, 3, 28; K., I, ES, 180; MEW, 23, 192). Mais s'il est vrai que Marx affirme le primat de l'activité de production matérielle des conditions de l'existence, sa perspective est critique à l'égard de l'économie politique et de l'anthropologie philosophique qui la soutient : Marx ne se satisfait pas de l'abstraction de l'*homo œconomicus*. Il n'accepte pas les « robinsonnades » du droit naturel (et l'économie politique « rationnelle ») qui voient en cette figure de la nouvelle individualité « non un aboutissement historique, mais le point de départ de l'histoire, parce qu'ils considéraient cet individu comme quelque chose de naturel, conforme à leur conception de la nature humaine, non comme un produit de l'histoire, mais comme une donnée de la nature » (*Intr. 57, Cont.*; MEW, 13, 615, ES, 149). Sa conception de « l'activité réelle » des hommes a une autre portée, et n'épouse pas les

idéaux sublimés de l'entrepreneur capitaliste. Elle permet au contraire d'expliquer ces idéaux dans leur rapport au nouveau mode de production, et à l'exploitation sur laquelle il repose. La représentation bourgeoise du primat du travail et de l'activité d'appropriation-accumulation-exploitation n'est pas celle de Marx, qui va de l'homme-abstrait au présupposé réel. « Cette conception de l'histoire a pour base le développement réel du procès de production; et cela en partant de la production matérielle de la vie immédiate; elle conçoit la forme des relations humaines liées à ce mode de production et engendrées par elle, c'est-à-dire la société civile à ses différents stades, comme étant le fondement de toute l'histoire, ce qui consiste à la représenter dans son action en tant qu'Etat aussi bien qu'à expliquer par elle l'ensemble des diverses productions théoriques et des formes de la conscience, religion, philosophie, morale, etc., et à suivre sa genèse à partir de ces productions, ce qui permet alors naturellement de représenter la chose en sa totalité (et de réexaminer aussi l'action réciproque de tous ses différents aspects) » (IA, ES, 69; MEW, 3, 37-38).

La pratique ne s'identifie pas à la seule activité productive. Dans la mesure où elle se concentre en lutte politique de classe, celle-ci, sur la base de la lutte économique de classe déterminée par la configuration du mode de production considéré, ne peut avoir que formellement la structure d'un procès productif (Althusser a généralisé à toutes les formes de la pratique la structure formelle du mode de production, mais on peut discuter cette généralisation (comme le fait Habermas). Le procès de constitution de l'espèce ne s'effectue pas seulement dans le contexte du procès de travail social, mais dans celui des rapports de pouvoir, noués autour de la distribution, répartition, gestion du surproduit global. S'il est impossible d'expliquer ces rapports sans les rapporter au procès de production de la vie matérielle, cette sphère, qui est celle de la domination de classe et de la lutte pour le pouvoir d'Etat et sa « suppression », ne peut être comprise que par un élargissement du concept de système de la production sociale. Sur ce terrain, « les hommes sont acteurs et auteurs de leur drame » (MPh, ES, 149), et s'organisent, mi-consciemment, mi-inconsciemment, en un système de rapports normatifs, toujours médiatisés symboliquement (traditions culturelles, milieux de communication). Cette sphère réfléchit, selon ses formes propres, la contrainte exercée par la nature extérieure (l'obligation de travailler et produire), se développant comme système de répression politique et sociale, exercée par les classes dominantes sur les classes subalternes, comme système de contrainte interne lui-même contradictoire, en ce qu'est posée de manière permanente la question de savoir si les formes de répression-gestion historiquement déterminées sont adéquates au niveau de productivité atteint par l'essor des forces productives. S'ouvrent la possibilité et nécessité de l'action révolutionnaire de classes qui contestent le degré et les formes de domination et luttent pour s'en libérer, accédant à la conscience critique du caractère caduc de certaines formes, de la nécessité de les remplacer par des formes supérieures, diminuant la mesure de répression/domination. On a là, précisément, une sphère pratique qui est celle de l'action consciente, réfléchie, intégrant les exigences de signification — reformulant le contenu des normes. La production produit jusqu'à une nouvelle forme de sphère éthico-politique; et la question est posée de savoir si la catégorie de production peut permettre de la penser, si elle absorbe en elle la catégorie maintenue de pratique, si elle suffit pour penser

l'interdépendance des processus de travail social et des processus d'activité institutionnalisée (répartition du produit, lutte pour son appropriation, formes de gestion, séparation du politique, des systèmes de normes et d'interprétations). De même, la lutte de classes économique dans la « production ». La dialectique de la lutte de classes qui implique lutte violente contre les formes dépassées, injustifiables, de la violence historique ne se comprend pas comme simple activité technique, comme manipulation des rapports de force, même si elle ne peut se dispenser de cette inscription dans les rapports de force (Habermas). Sur la base de l'activité productrice, nécessitée et conditionnée par elle, intriquée à elle, se constitue comme une sphère « pratique » normée par la question de la réalisation d'une universalité raisonnable, éliminant tendanciellement toute violence, rétablissant un espace public de communication entre individus, ceux-ci étant désassujettis de leur simple fonction de producteur exploité ou de dirigeant exploitant (cf. la charge éthico-politique des revendications démocratiques, des « conseils », d'auto-gestion).

Gramsci a probablement été le marxiste le plus conscient du caractère problématique de l'unité de la catégorie de production, le plus soucieux de montrer comment le procès du mode de production capitaliste lui-même, en son objectivité irréductible à toute « volonté », exige pour la résolution de ses contradictions la recomposition d'un nouveau bloc historique, unité des structures et superstructures, qui fût reconstitution d'une nouvelle sphère éthico-politique, celle de l'action raisonnable (mais résolue) des producteurs associés, et qui déterminât la constitution d'une nouvelle individualité humaine, celle du travailleur responsable, intelligent, discipliné et déterminé. La lutte de classe est l'unité du rapport de forces (nées sur le terrain de la pratique-production) et d'un procès de formation pratique, éthico-politique, transformation critique des producteurs eux-mêmes. Il signale ainsi une lacune ou une insuffisance, ou plutôt l'inachèvement de la pensée de Marx qui ne prend pas la mesure de ce que signifie l'affirmation de la lutte de classes comme procès de réflexion critique et d'action guidée par la raison pratique elle-même, qui ne réfléchit pas sa théorie au-delà du niveau de la théorie comme science positive d'un processus d'histoire naturelle, qui ne pense pas assez que, en ce cas, cette histoire naturelle est celle d'une espèce qui ne peut se produire aussi qu'en se formant critiquement et réflexivement, sur la base du travail social, de ses limites. C'est l'histoire naturelle de la production qui exige la reconstruction autour de la conscience des classes en lutte, d'une sphère pratique de l'action raisonnable, universalisable, par et dans les violences temporaires de cette action. La pratique n'est pas la production renvoyée aux seules exigences de valorisation-accumulation du mode de production capitaliste, mais la production en tant qu'elle-même exige la transformation de sa sphère, et la recomposition de la sphère « superstructurelle », d'abord fonctionnelle aux réquisits de la seule valorisation, en sphère « éthico-politique », « revendication du moment de l'hégémonie comme essentiel à une conception étatique et à la mise en valeur du fait culturel, de l'activité culturelle » (*Quaderni*, 1224). L'activité pratique réelle est « l'ensemble de rapports sociaux dans lesquels les hommes vivent et se meuvent, œuvrent, comme ensemble de conditions objectives » (1226). « Acte pratique, forme d'un contenu concret social, modalité de diriger l'ensemble de la société à se forger une unité morale », développant une « nouvelle conscience

sociale et morale », plus compréhensive, supérieure, qui se pose comme la seule réalité « eu égard au passé mort et simultanément en voie de mourir ». On peut ainsi parler d'une unité d'économie et de politique, de politique et de philosophie, de théorie et de politique.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1965; H. ARENDT, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961; F. CHATELET, *Logos et praxis*, Paris, 1962; J. HABERMAS, *Connaissance et intérêt*, Paris, Gallimard, 1976; ID., *Théorie et pratique*, Paris, Payot, 1977; N. LOBKOWICZ, *Theory and Practice (history of a concept. From Aristotle to Marx)*, 1970; L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, ES, 1980; M. VERRET, *Théorie et politique*, Paris, ES, 1967; E. WEIL, Articles Philosophie politique, Pratique et praxis, Raison, in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1973.

▶ CORRÉLATS. — Base, Conscience, Critique, Dialectique, Liberté/Nécessité, Loi, Masses, Pudding, Praxis, Réalité, Reflet, Spéculation, Théorie.

A. T.

Praxis

La notion, dans les sens et fonctions qui lui seront ultérieurement conférés par tout un courant du marxisme, émerge en Allemagne, dans la première moitié du XIXe siècle. C'est déjà dire l'ambiguïté lexicale qui lui est comme consubstantielle et qui renforce l'imprécision, théorique, elle, dont elle fut parfois porteuse : l'allemand, en effet, ne dispose que d'un seul terme d'usage courant, *Praxis*, pour le double emploi du français praxis/pratique — élément qu'on ne saurait purement et simplement négliger, dès lors que l'interprétation du terme est engagée.

C'est en 1838 qu'A. von Cieszkowski, qui ne se rattache pas à proprement parler à la gauche hégélienne puisqu'il s'en distingue sur la question décisive de la critique de la religion, publie ses *Prolegomena zur Historiosophie* (trad. franç., M. Jacob, Paris, Champ libre, 1973). Dans le sillage de Schelling, il y définit l'action, soit le « faire absolu » (éd. all., p. 126), comme l'instrument de la « vraie réhabilitation de la matière » (*ibid.*, 127) qui réalise l' « interpénétration... de l'extériorité naturelle (et de) l'intériorité consciente de soi » (126). La « philosophie de la praxis » selon Cieszkowski (l'expression se trouve dans les *Prolégomènes*) trouve alors chez Hegel sa « méthode » et, dans l' « action libre », l'espace de sa réalisation nécessaire. En posant l'existence d'une « praxis » consciente de soi et en postulant que l'avenir est sa dimension obligée, elle vise à une sorte d'élargissement prospectif et critique de la philosophie de l'histoire hégélienne. M. Hess recueille, transforme et retransmet cette première « historiosophie » dans *La triarchie européenne* (1841) et dans un article de 1843, *Philosophie de l'action*. Si l' « action » cieszkowskienne pouvait se définir comme abolition de toutes les scissions, l' « action » hessienne, d'inspiration fichtéenne, est « libre », créatrice de l' « histoire nouvelle », de la « vie sociale future » (*Triarchie*, in *Philosophische und sozialistische Schriften*, Berlin, 1961, p. 116). Hess répète, à certains égards, Cieszkowski mais il inscrit le principe abstrait de l' « historiosophie » dans la temporalité historique. La limitation de la validité objective des lois dialectiques, la réduction de leur universalité logique ont pour but, chez lui, de libérer le champ de l'action (*Akt*, *Tat*, *Tätigkeit*) des hommes, de la praxis libre et transformatrice. Dénégation de l'objectivisme hégélien et reprise critique de Cieszkowski débouchent ainsi sur un activisme éthique fondateur de l'engagement militant en faveur de la liberté et du socialisme.

Ces influences (auxquelles il faudrait ajouter celle, moins prégnante, d'A. Ruge qui, lui aussi, tenta d'esquisser une « philosophie du travail » en identifiant peu ou prou « praxis » et « travail », cf. Der Protestantismus und die Romantik, avec T. Echtermeyer, in *Hallische Jahrbücher...*, Leipzig, 1840) sont fortement sensibles chez le jeune Marx (cf., par exemple, M 44, ES, p. 94/*Erg.*, I, 542). C'est essentiellement l'usage du mot *Praxis* dans les *Thèses sur Feuerbach* (1845) qui a donné lieu à des analyses contradictoires. Le terme est employé dans les thèses 1, 2, 3 et 8 dans le sens d'activité humaine et sensible ou pratique-critique (*sinnlich menschliche Tätigkeit, praktisch-kritische Tätigkeit*, MEW, 3, p. 5). Marx y critique le matérialisme qui l'a précédé en ce qu'il ignorait la réalité en tant que « praxis », en tant que donnée « subjective », ne la saisissant que sous forme d'objet, d'intuition. Il crédite, par opposition, l'idéalisme d'avoir su reconnaître l' « aspect actif »; mais son insuffisance vient de ne l'avoir appréhendé que sous une forme abstraite.

Plusieurs questions se posent :

Que vise exactement Marx en parlant de l' « aspect actif » développé par l'idéalisme? En quoi Hegel est-il concerné? Marx entend-il en fin de compte repenser l'opération qui, « en langage spéculatif », se dit comme le fait de « concevoir la *substance* en tant que sujet, en tant que procès interne, en tant que *personne absolue* » (SF, ES, 1972, p. 76; MEW, 2, 62)? Il faut en tout cas rappeler qu'avant Marx, Hegel soutient que c'est la praxis, conçue en tant que présence effective de la volonté libre dans la chose, droit d'appropriation de l'homme sur toutes choses, qui réfute la thèse kantienne de l'inaccessibilité ou de l'inconnaissabilité de la chose en soi (§ 44 et s. des *Principes de la philosophie du droit*).

S'agit-il seulement de redéfinir l'activité comme réelle-sensible, activité humaine objective, pour échapper à l'idéalisme?

Suffit-il de montrer en quoi la définition de l'activité proposée dans les *Thèses sur Feuerbach* se sépare de celle de l'idéalisme pour démontrer que la pensée de Marx se distingue de l'idéalisme et s'y oppose? Dans les *Manuscrits de 44*, c'est face à la sursomption hégélienne à l'œuvre dans *La Phénoménologie de l'esprit* et que Marx comprend comme action de la seule pensée qui s'imagine avoir valeur « d'action *réelle sensible* (*sinnliche wirkliche Aktion*, M 44, ES, p. 143 ; *Erg.*, I, 582) », mais laisse, tout en croyant l'avoir réellement sursumé, son objet intact, c'est face au procès d'aliénation et de suppression de l'aliénation selon Hegel, interprété par Marx comme « aliénation de la pensée philosophique pure » ou de « la conscience de soi » et comme « *appropriation* qui se passe *dans la conscience*, dans la pensée pure, c'est-à-dire *dans l'abstraction* » (M 44, 131, 573), face au savoir comme « acte unique », seul « comportement objectif » (M 44, 139, 580) de la conscience, que Marx pose une conception pratique de l'acte d'auto-engendrement, de l' « activité substantielle, vivante, sensible, concrète » d'auto-objectivation humaine, une conception de l'appropriation réelle par l'homme de son essence objective par l'anéantissement réel car pratique de la détermination aliénée du monde objectif.

Cette critique de la dialectique hégélienne en tant qu'elle n'est que « travail abstrait de l'esprit » et non pas activité réelle sociale de production qui, naturalisant l'homme et humanisant la nature, ne s'en tient pas à la conciliation Esprit-Nature sur le seul mode de penser, mais accomplit pratiquement l'unité essentielle de l'homme et de la nature, est reprise

par Marx et Engels dans *La Sainte Famille* et appliquée plus durement, car sans réserves, à la Critique critique. Celle-ci a l'art de « métamorphoser les chaînes *réelles objectives*, existant *en dehors de moi*, en chaînes *purement idéales*, purement *subjectives*, existant purement *en moi*, et par conséquent toutes les luttes *extérieures* et concrètes en simples luttes d'idées » (SF, p. 105; MEW, 2, 87). En ce sens Marx oppose à l'émancipation théorique de la Critique critique allemande, accomplie par un acte pur, intérieur, spirituel, abstrait, transcendant l'humanité dans son grand nombre, les bouleversements matériels pratiques tels que la masse les croit nécessaires (SF, p. 118; MEW, 2, 100). « Chez les Français et les Anglais, écrit Marx, la critique est en même temps pratique et leur communisme, un socialisme dans lequel ils proposent des mesures pratiques, concrètes, dans lequel ils ne se contentent pas de penser mais agissent plus encore » (SF, p. 184; MEW, 2, 172). Sans doute est-ce à partir de ces textes que le terme de praxis sera repris par la tradition philosophique marxiste comme totalité du procès social de transformation matériel effectif de la réalité objective. En son sens plus restreint, la « pratique » a été pensée comme critère de la connaissance, pierre de touche de la vérité des assertions et des systèmes d'assertions (cf. Lénine, M et E, O., 14, p. 146 : « Le point de vue de la vie, de la pratique... mène infailliblement au matérialisme »).

On voit bien comment le questionnement de la notion de « praxis » engage l'interprétation, proprement cruciale, de ce qu'est *le matérialisme de Marx* et commande en bonne part l'analyse du rapport matérialisme/marxisme (tous deux pouvant recevoir des déterminations hautement variables). Les difficultés théoriques ouvertes par le texte de 1845 demeurent en suspens dans l'œuvre ultérieure. La notion de praxis semble en effet tendanciellement disparaître du corpus marxien et y laisser place aux concepts de *lutte des classes* d'une part, de *production* de l'autre. Cette substitution non problématisée allait cependant autoriser la réactivation du terme et du complexe théorique qui s'y agrège, la (re)constitution d'une *philosophie de la praxis* pensée comme l'autre nom du marxisme (ce qui affectera aussi bien l'histoire de la théorie que les approches de la question du socialisme). Deux noms y sont plus particulièrement attachés : Lukács et Gramsci. *Histoire et conscience de classe*, publié à Berlin en 1923 (trad. franç., Paris, Minuit, 1960), vise à produire une science de la praxis, matérialiste et positive. Pour Lukács, le prolétariat, en tant que ses intérêts particuliers correspondent à la finalité objective du développement historique, constitue la classe dans et par laquelle la praxis s'objective : le « sujet-objet de l'histoire » (éd. all., p. 179). Sa « conscience de classe » peut donc tendanciellement s'identifier à une « conscience du procès lui-même » ou « conscience pratique » *(ibid.)* et son « action libre » *(freie Tat)* devient alors la condition de possibilité du passage révolutionnaire « de la philosophie à la praxis » — sans lequel « les contradictions immanentes du procès... sont reproduites dans une forme transformée... mais avec une intensité accrue par la dynamique dialectique du développement » (*ibid.*, 216). C'est donc la praxis du prolétariat qui, sous ses considérants, détermine « la transformation de la réalité » (*ibid.*, 178). Ces positions, condamnées dès 1924 par Zinoviev au Ve Congrès de l'IC, ont été rectifiées par Lukács lui-même qui, en 1967, dans son *En guise de postface* à la réédition allemande d'*Histoire et conscience de classe*, assurait que son « exagération du concept de praxis » devait être criti-

quée. Quoi qu'il en soit, l'importance de ce texte majeur tient essentiellement au schéma général qu'il dispose par la concaténation aliénation/praxis/émancipation et, en conséquence, par l'identification de courants historiques divers mais voisins du mouvement révolutionnaire dont il incarne théoriquement l'unité relative, de Rosa Luxemburg à Rudolf Bahro, en passant par Bloch, Havemann ou Korsch, du soulèvement de Cronstadt au Printemps de Prague.

Avec A. Gramsci, le mot praxis déploie à nouveau ses pièges. Il n'est pas inutile, en effet, de se souvenir que son usage était alors commandé par la nécessité où se trouvait le dirigeant communiste italien de déjouer la vigilance de ses geôliers fascistes. En tout état de cause, pour Gramsci, après Labriola, le marxisme est bien philosophie de la praxis. Non pas suppression de la philosophie au nom de la praxis mais unité de l'une et de l'autre. Toute praxis porte en elle une philosophie, en tant que conception du monde implicite dans les normes qui règlent les conduites humaines. Mais une théorie qui ne devient pas une réalité historique, qui n'est pas norme de conduites collectives, est finalement sans vérité — thèse qui engage une certaine vision stratégique du marxisme comme « culture » investie dans des pratiques : « La philosophie de la praxis est une philosophie indépendante et originale qui porte en elle les éléments d'un développement ultérieur qui la transformera d'interprétation de l'histoire en philosophie générale » (*Opere di Antonio Gramsci*, Einaudi, t. 2, p. 82); et encore : « La philosophie de la praxis est née sous forme d'aphorismes et de critères pratiques par un pur hasard, parce que son fondateur a consacré ses forces intellectuelles à d'autres problèmes, en particulier aux problèmes économiques (sous une forme systématique), mais dans ces critères pratiques et dans ces aphorismes existe implicitement toute une conception du monde, une philosophie » (*ibid.*, p. 125). On pourrait encore montrer comment la praxis, pensée comme le concept central du marxisme, a marqué certaines lectures françaises de Marx (Sartre, Merleau-Ponty, Goldmann), également soucieuses, comme aux premiers temps (cf. *supra*), de circonscrire l'universalité de la loi dialectique, d'en limiter le champ à la seule réalité historique, et de saisir ainsi la lutte des classes comme le dévoilement du sens de la pratique humaine et de l'émancipation sociale comme de sa vérité. Sans doute peut-on tenir, avec L. Sève, que « le maintien du terme « praxis » dans les langues qui disposent d'un autre mot signifiant « pratique » relève de la valorisation historiciste de la pratique sociale au détriment de l'objectivité naturelle » (*Une introduction à la philosophie marxiste*, ES, 1980, *in fine*). Encore faut-il garder en mémoire que le recours à la praxis fut, avec une belle constance, l'envers incertain et nécessaire du dogmatisme, soit la tentative de penser le marxisme, hors de tout positivisme et de tout scientisme, comme la théorie de la libération des hommes, de s'en réapproprier le noyau « critique et révolutionnaire » contre les vérités officielles.

• BIBLIOGRAPHIE. — K. O. APEL, Reflexion und materielle Praxis, in *Hegel-Studien*, Beiheft 1, 1963; W. BENJAMIN, *Zur Kritik der Gewalt...*, Francfort, 1965; D. BEINER, *Theorie und Praxis — Systemtheoretische Betrachtungen zu Hegel und Marx*, Vienne-Munich, 1966; G. BENSUSSAN, *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*, Paris, PUF, 1985; E. BLOCH, *Subjekt-Objekt. Erläuterungen zu Hegel*, Francfort, 1962; D. BÖHLER, *Metakritik der Marxschen Ideologiekritik*, Francfort, 1971; J. T. DESANTI, *Phénoménologie et praxis*, Paris, 1963; I. FETSCHER, *Karl Marx und der Marxismus. Von der Philosophie des Proletariats zur proletarischen*

Weltanschauung, Munich, 1967; L. GOLDMANN, *Recherches dialectiques*, Paris, 1959; J. GRANIER, *Penser la praxis*, Paris, 1981; G. HAARSCHER, *L'ontologie de Marx*, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1980; J. HABERMAS, *Theorie und Praxis. Sozialphilosophische Studien*, Berlin, 1963, trad. franç., Payot, 1975; M. HENRY, *Marx*, Paris, 1976; M. HORKHEIMER, Ideologie und Handeln, in *Soziologica*, II, n° 10, Francfort, 1962; *Individu et praxis*, ouvr. coll. de l'Ecole de Budapest, 1975; T. M. JAROSZEWSKI, Le concept de « pratique » dans la philosophie de Karl Marx, *Recherches internationales*, n° 75, 1973; A. LABRIOLA, Discorrendo di socialismo e di filosofia, apud *La concezione materialistica della storia*, E. Garin éd., Bari, Laterza, 1965, p. 204 et 216; H. LEFEBVRE, *Problèmes actuels du marxisme*, 1958, rééd. 1970; ID., *Métaphilosophie*, Paris, 1965; K. LÖWITH, *Zur Kritik der christlichen Überlieferung*, Stuttgart/Berlin/Cologne/Mayence, 1966; ID., *Die Hegelsche Linke*, Stuttgart-Bad Cannstadt, 1962; A. G. MATTEUCI, *Antonio Gramsci e la filosofia della prassi*, Milan, 1951; S. MERCIER-JOSA, L'ancrage hégélien de la notion marxiste de praxis, in *Pour lire Hegel et Marx*, Paris, 1980; M. MERLEAU-PONTY, *Les aventures de la dialectique*, Paris, 1955; J.-L. PETIT, *Du travail vivant au système des actions*, Paris, Seuil, 1980; G. PETROVIC, Praxis und Sein, in *Praxis*, I, 1965 : A. PHILONENKO, *Théorie et praxis*, Paris, 1968; A. RUGE, *Aus früherer Zeit*, Berlin, 1867, p. 84 et s.; J.-P. SARTRE, *Critique de la raison dialectique*, Paris, 1960, t. I, p. 165 et s.; J. TEXIER, *Gramsci*, Paris, 1966; A. TOSEL, *Praxis*, Paris, ES, 1984.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Budapest (Ecole de), Conception du monde, Crises du marxisme, Emancipation, Gramsciame, Hégélianisme, Idéalisme, Objectivisme/Subjectivisme, Ontologie (de l'être social), Philosophie, Pratique, Théorie, Réification.

G. Be. / S. M. J.

Presse révolutionnaire

Al : *Revolutionäre Presse.* — An : *Revolutionary press.* — R : *Revoljucionnaja pečat'.*

C'est dans le contexte général d'une crise hégémonique provoquée et dominée par les classes moyennes allemandes, crise magistralement analysée par F. Engels dans un article, inédit, destiné au journal communiste bruxellois *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*, « Der Statu quo in Deutschland », 1847, que K. Marx et F. Engels avaient forgé leurs premières armes politiques en prenant celles qui avaient eu alors le mérite d'exister, l'arme de la « critique politico-philosophique » (la presse petite-bourgeoise), en plaçant leur combat sous le double signe de défense de la presse libre et de la résistance à la censure gouvernementale (voir *in* Trinh Van Thao, *Le vocabulaire politique et social de La Nouvelle Gazette rhénane*, Paris, 1980, les articles « Marx », « Nouvelle Gazette rhénane », « Presse »).

La *Rheinische Zeitung* était bien le fruit de cette alliance entre l'opposition démocratique et libérale, dont K. Marx fut le chef de file, et la bourgeoisie rhénane représentée, au sein de l'équipe rédactionnelle, par Camphausen et surtout Mevissen. Par la suite, le combat politique de Marx et de son ami se résume à une série de tentatives de fusion suivies de scissions plus ou moins spectaculaires avec les éléments petits-bourgeois pour arracher à ces derniers le monopole de l'arme théorique *(Anekdota, Annales franco-allemandes, Vorwärts, Deutsche-Brüsseler-Zeitung...)* et donner au prolétariat révolutionnaire ses propres instruments de lutte. C'est, en un mot, tout le sens du processus qui va de la *Rheinische Zeitung* à la *Neue Rheinische Zeitung* (1842-1849).

L'identification presque parfaite entre le journal colonais et le mouvement révolutionnaire allemand, comme, plus tard, le rôle joué par Marx et Engels dans l'histoire de la presse social-démocrate allemande (*Social-Demokrat* et *Volksstaat)*, explique que la disparition de la *NRZ* coïncide

avec la fin de la résistance pacifique des forces démocratiques surgies de la clandestinité à la faveur de la *Märzrevolution* (campagne de boycott fiscal, procès contre la *NRZ*) face aux attaques de la Réaction prussienne et le début de la *Reichsverfassungskampagne* (mai 1849). Une simple étude de la durée du journal, du tirage, de la diffusion auprès du prolétariat allemand, de son rôle réel dans la direction du mouvement démocratique européen confirme en effet la thèse gramscienne de la relation organique entre la presse révolutionnaire comme « parti idéologique » (ou *quasi-Parti*) et le degré d'homogénéité du prolétariat constitué.

Par rapport à la connaissance du mouvement communiste, l'étude de la presse révolutionnaire — qui n'est réductible ni à la « presse ouvrière » ni à l'équivoque « presse d'opinion » — éclaire la triple fonction organisationnelle, politique et théorique définie par Lénine (« un propagandiste collectif et un agitateur politique, mais encore un organisateur collectif ») :

1 / La presse révolutionnaire informe sur le « degré d'homogénéité » du Parti révolutionnaire dont elle représente à la fois la « substance idéologique » (les débats d'idées comme les luttes de tendances y ont atteint une intensité et une densité rarement comparables dans les autres presses) et le noyau dirigeant (Marx-Engels et la *NRZ*, Lénine et l'*Iskra*, A. Gramsci et l'*Ordine Nuovo*, J. Jaurès et *L'Humanité*, les communistes vietnamiens des années 30 et *La Lutte*, etc.).

2 / Par la large diffusion des appels, des mots d'ordre et des prises de position de toute nature (manifestes, thèses, résolutions), elle renseigne directement, à la différence de la presse d'information, à laquelle ni Marx ni Engels n'avaient dédaigné de collaborer, de leur vivant, tant pour des raisons matérielles que politiques (*New York Daily Tribune*, *The Volunteer Journal*, *The People's Paper*, *Neue Oder-Zeitung*, *Allgemeine Militär-Z*, *Neue Zeit*, etc.), sur la méthode de direction politique des chefs révolutionnaires, leur capacité individuelle de compréhension et d'analyse des « situations concrètes », leur sens stratégique et tactique et leur rôle personnel dans la conduite du mouvement dont ils furent le symbole et l'incarnation.

3 / Elle concentre l'essentiel de l'*œuvre politique* des dirigeants communistes, le lieu d'éclosion d'une écriture historique inédite mettant en évidence un concept clé dans l'analyse marxiste des faits politiques, la notion de « conjoncture politique ». L'analyse thématique et lexicologique des commentaires théoriques (l' « éditorialisme politique ») des expériences historiques — et leur vocabulaire —, vécues, de près ou de loin, par les auteurs-acteurs, permet d'apprécier l'autonomie, la cohérence et l'efficacité de l'écriture conjoncturelle au regard (critique) d'elle-même (de sa propre théorie de l'histoire) et de l'historiographie empirique. Comme l'a souligné Marx : « Il s'agissait avant tout de suivre la lutte des classes dans l'histoire de tous les jours et de prouver, de façon empirique, sur la matière historique existante et renouvelée quotidiennement que... » (TSC, I, *initio*).

Enfin, le passage du marxisme révolutionnaire au marxisme d'Etat est rendu perceptible à travers le mécanisme de *surdétermination* des fonctions instrumentales (*1* / et *2* /) de la presse officielle socialiste (*Pravda*, *Ren min Ri bao*, *Nhân dân*, *Rude Pravo...*) sur le rôle de ferment idéologique (*3* /) et annonce l'effacement corrélatif de la « presse démocratique » (c'est-à-dire libre de toute censure dictée par la raison d'Etat ou celle du

Parti) pour laquelle s'est battu avec passion K. Marx durant toute sa longue carrière de « publiciste ». Ce n'est pas un hasard si le premier article du jeune philosophe rhénan est intitulé *Remarques sur la réglementation de la censure prussienne* (*Anekdota*, 1842).

• BIBLIOGRAPHIE. — J. CHESNEAUX, *Les syndicats chinois de 1919 à 1929, répertoire, documents, presse*, Paris, Mouton, 1965; J. GODECHOT (s.l.n.d.), *La presse ouvrière, 1819-1850* (Bibliographie de la révolution de 1848), Paris, M. Rivière, 1966; R. GOSSEZ, *Les ouvriers de Paris*, liv. I (1848-1851), Paris, M. Rivière, 1967; J. GRANDJONC, *Marx et les communistes allemands à Paris, Vorwärts 1844*, Paris, F. Maspero, 1974; D. HÉMERY, *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine*, Paris, F. Maspero, 1975; D. HÉMERY et TRINH VAN THAO, *Le journalisme révolutionnaire*, Université de Picardie (Les Cahiers du CURSA), 1978; J. RANCIÈRE, *La nuit des prolétaires*, Paris, Fayard, 1981; R. ROBIN, *Histoire et linguistique*, Paris, A. Colin, 1973; P. VILAR, Histoire marxiste, histoire en construction, in *Faire de l'Histoire*, Paris, Gallimard, 1974.

▶ CORRÉLATS. — Appareil, Conjoncture, Gramscisme, Hégémonie, Histoire, Parti.

T. v. T.

Privé / Social

Al : *Privat/Gesellschaftlich.* — An : *Private/Social.* — R : *Častnoe/Social'noe.*

La pensée libérale, dès le début du XVIIIe siècle anglais, véhicule l'idée d'une harmonie entre le privé et le social au sein de la « société civile », c'est-à-dire du corps social en tant que reposant sur une division du travail par échange de marchandises : l'intérêt général découle de la poursuite par chaque individu de son intérêt particulier. « Vice privé, vertu publique ». Hegel avance au contraire que les sociétés modernes se caractérisent par la constitution de deux sphères distinctes, selon lesquelles les hommes se définissent respectivement comme « bourgeois », poursuivant leurs intérêts privés dans la *société civile*, et comme « citoyens », assumant des finalités sociales générales dans l'*Etat*. Le courant socialiste présente le projet de la suppression de ces contradictions par l'abolition de la propriété privée.

Tel est du reste le thème central des *Manuscrits de 1844*, dans lesquels « propriété privée » désigne à la fois les rapports marchands en général et la production capitaliste en particulier, en tant que fondée sur l'appropriation du travail.

A partir des *Grundrisse* (1857), le projet de fonder sa critique de l'économie politique sur le concept de valeur conduit Marx à reprendre l'analyse du rapport marchand, qui est rapport de production en même temps que rapport d'échange. En vertu de la propriété privée des moyens de production, le procès de travail est une activité privée conduisant à un produit qui est lui-même propriété privée. D'où le fait que l'échange est un « rapport juridique », comme l'explique le *Capital* (liv. I, chap. 2), dans lequel le partenaire est reconnu comme personne et sa propriété comme telle. Mais ce rapport juridique n'est que le « reflet du rapport économique » de marché, qui exerce sa contrainte sur les échangistes. Le marché en effet n'accepte le produit que s'il répond à un besoin social et lui accorde une valeur déterminée par le temps socialement nécessaire. C'est sous cette contrainte que le travail privé devient social. Marx analyse ainsi l'échange non plus comme le lien « naturel » entre les hommes, à la façon des classiques, mais comme un mode historiquement déterminé de la socialisation du travail, celui qui s'établit sur la base de la propriété privée.

Il définit dès lors la société communiste comme celle dans laquelle le travail de l'individu serait « immédiatement » (*unmittelbar*, MEW, 19, p. 20) social, c'est-à-dire sans la médiation de l'appropriation privée. Ce qui signifie aussi que prendrait fin la division appréhendée par Hegel comme division entre le bourgeois et le citoyen (et renvoyant pour Marx à la contradiction de classes propre à la société capitaliste; cf. *Introd. 43*). Dans son activité économique l'individu viserait « immédiatement » les fins générales de la société. La fin du privé annoncerait ainsi celle de l'Etat.

• BIBLIOGRAPHIE. — M 44, 84-99 (MEW, *Erg.*, 1, 533-546); *Grund.*, ES, 1, 93-94, 108-110 (Dietz, 75-76; 87-90); K., chap. 1 et 2, *passim Gloses*, 29-31 (MEW, 19, 19-22).

▶ CORRÉLATS. — Communisme, Propriété, Socialisation, Société civile / Etat.

J. B.

Prix

Al : *Preis.* — An : *Price.* — R : *Cena.*

1 / Dans le mode de production capitaliste, le concept de prix désigne l'ensemble des formes par lesquelles la valeur, définie par le temps de travail socialement nécessaire et qui règle les échanges en dernière instance, se manifeste comme loi régissant les rapports économiques concrets.

2 / Le prix apparaît d'abord comme *expression monétaire* de la valeur : c'est la valeur exprimée en argent, marchandise particulière promue au rang d'équivalent universel. Comme la valeur de celle-ci se modifie en même temps que ses conditions de production, le prix des marchandises varie en conséquence, indépendamment de leur propre valeur (K., I, 1, chap. 3).

Le *prix de marché (Marktpreis)* correspond aux oscillations que les variations de l'offre et de la demande déterminent autour de la valeur. Il est inhérent à la loi de la valeur, qui, grâce à la sanction qu'il constitue, assure l'incessant rééquilibrage de la production (K., I, chap. 14, § IV; III, chap. X).

Par opposition à la valeur, égale à $c + v + pl$, le *prix de production (Produktionspreis)* se définit par $c + v +$ profit moyen. Marx consacre la section II du livre III à cette importante « transformation » qu'opère la concurrence et qui assure aux capitaux de composition organique différente un profit proportionnel à leur grandeur. En ce sens, le prix de production est propre au mode de production capitaliste, dans lequel il constitue l'axe autour duquel oscillent les prix de marché.

En dehors de ces trois acceptions, les plus importantes, de la catégorie de prix, celle-ci intervient à divers niveaux de la théorie.

Dans l'analyse des conditions de la formation de la valeur au livre I, section IV, Marx montre comment les capitalistes les mieux dotés techniquement tendent à fixer le prix des marchandises « au-dessus de leur valeur individuelle, mais au-dessous de leur valeur sociale » (K., I, 2, 11; MEW, 23, 336). On voit ainsi comment le mouvement déclinant de la valeur lié à la hausse de la productivité se réalise par la médiation d'un mouvement du prix.

Au-delà de la transformation de la valeur en prix de production, Marx envisage diverses modifications qui conduisent, au sein de l'élaboration théorique, à des formes plus concrètes. Ainsi le prix de vente *(Verkaufspreis)*, transformation du prix de production qui tient compte de la participation

du capital commercial à la péréquation des taux de profit (liv. III, sect. IV, notamment K., III, 6, 317-323; MEW, 25, 319-326). De même l'incidence de la *rente* sur les prix (sect. V), ou encore la question des *prix de monopole* (K., III, 8, 238; MEW, 25, 869-870).

La notion de *prix de la force de travail* désigne le salaire, dont le mouvement particulier se distingue de celui de la valeur de la force de travail, leurs rapports mutuels ne se réduisant pas à ceux de valeur et prix de marché en général.

Dans chaque cas, la démarche de Marx consiste à manifester que ces diverses formes de prix, bien que relevant d'aspects relativement autonomes du mode de production capitaliste, sont liées à la loi de la valeur et que la détermination de la nature particulière de ces liens constitue la condition de l'utilisation de ces diverses catégories pour l'analyse des situations concrètes.

Par ailleurs, la catégorie de prix s'applique à des objets auxquels ne correspond pas le concept de valeur, ainsi pour les œuvres d'art, qui échappent à la notion de « temps socialement nécessaire », ou encore aux biens non produits, principalement la terre, tous ces rapports demeurant, dans le cadre de la société capitaliste, indirectement soumis à la loi de la valeur.

Notons enfin que les schémas de la reproduction du livre II et l'analyse de la transformation valeur/prix du livre III ont constitué des références essentielles pour la constitution d'un système de prix socialiste.

▶ CORRÉLATS. — Abstrait/Concret, Concurrence, Crise, Inflation, Marché, Monnaie, Salaire, Transformation, Valeur.

J. B.

Procès / Processus

Al : *Prozess, Vorgang.* — An : *Process.* — R : *Proces.*

Voir : Conjoncture, Dialectique, Forme, Structuralisme, Transition.

Production, travail productif / improductif

Al : *Produktion, produktive/unproduktive Arbeit.* — An : *Production, productive/unproductive work.* — R : *Proizvodítel'nij trud/neproizvodítel'nij trud.*

1 / Le propre du marxisme est d'étudier la production économique dans sa relation avec les rapports sociaux de production (propriété des moyens de production, division du travail et répartition) dans lesquels elle se réalise et qu'elle reproduit. La production proprement capitaliste est ainsi définie comme production de plus-value.

2 / Le débat sur la production et sur la détermination du travail productif traverse toute l'histoire de l'économie classique. Avec les Physiocrates (*Tableau économique* de Quesnay, 1758), qui nomment productive la classe des agriculteurs parce qu'elle est, à leurs yeux, la seule à produire un surplus, la question de la production se trouve déjà liée à celle de l'accumulation. Adam Smith dans *La richesse des nations* (1776), liv. II, chap. 3, apporte à cet égard une clarté décisive en distinguant entre deux types de travail salarié, celui qui s'échange contre du *revenu* et fournit des services (« serviteurs » des personnes privées ou de l'Etat) et celui qui

s'échange contre du *capital* et réalise des produits destinés à la vente. Le premier est, selon Smith, improductif du fait que son résultat, le service, s'évanouit au moment même où il est rendu. Le second est productif parce que son résultat, le produit, subsiste entre les mains de l'employeur, avec une valeur ajoutée égale au salaire et au profit. Le caractère productif du travail se trouve ainsi défini par son insertion dans le procès de production et d'accumulation capitalistes.

Après Smith, se développe un courant contraire, illustré notamment par J.-B. Say (*Traité d'économie politique*, 1803) pour qui l'économie repose sur la catégorie d'utilité. Dans cette optique, la distinction s'efface et le travail productif, assimilé à travail utile en général, peut inclure l'ensemble des fonctions sociales.

3 / C'est dans *L'idéologie allemande* (1845) que Marx élabore le concept de mode de production, mais ce n'est que dans les *Grundrisse* (1857-1858) que, reprenant et dépassant l'économie classique, il élabore systématiquement la théorie de la production capitaliste, c'est-à-dire la théorie de la plus-value. Celle-ci se présente désormais dans l'œuvre de Marx sous deux formes. Forme systématique dans les rédactions successives de la théorie des *Grundrisse* au *Capital*, sans modification essentielle. Forme polémique, dans les textes consacrés à la pensée économique antérieure, notamment dans le tome I des *Théories sur la plus-value*, où le thème du travail productif occupe une place centrale.

Marx distingue soigneusement le concept de *production en général* (ou procès de travail), qu'il définit simplement comme un procès entre l'homme et la nature ayant pour fin la production de valeurs d'usage et impliquant des moyens de production (K., ES, I, 1, 180-187; MEW, 23, 192-200), et d'autre part celui de *modes de production* historiques déterminés, seul capable de rendre compte du contenu concret et de l'histoire de la production et plus largement de l'évolution des diverses sociétés.

Ainsi caractérise-t-il la production capitaliste comme production d'une plus-value, issue de la différence entre la valeur de la force de travail et la valeur qu'elle produit. Et il définit le travail producteur de plus-value comme le *travail productif dans cette société* (K., 4, 1, 455-483; MEW, 26.1, 365-388).

La catégorie de travail productif ainsi détournée de son acception usuelle peut apparaître comme un simple doublet de celle de production de plus-value. Ce détournement de sens correspond en fait à une intention polémique et théorique. En axant une part importante de sa critique de l'économie politique sur ce thème du travail productif, Marx fournit de la théorie de la plus-value un commentaire qui éclaire sa signification tant au plan de l'économie que de l'analyse des classes.

Marx considère la doctrine de Say comme une simple justification idéologique des diverses fonctions de la société bourgeoise. Il souscrit au contraire largement aux positions de Smith. Celui-ci en effet, en partant des rapports de production, esquisse une première analyse conjointe de la production et de la structure de classe dans la société bourgeoise que la théorie de la plus-value confirme en la fondant sur une conception plus cohérente de la catégorie de valeur. Mais en même temps, Marx montre l'ambiguïté de Smith qui, à une distinction correcte fondée sur les rapports de production (travail échangé contre revenu/travail échangé contre capital), surimprime un tout autre clivage, qui concerne la nature des produits (services/produits matériels). Le travail productif, dit Marx, ne

renvoie pas au *contenu* de la production. Son critère n'est à rechercher ni dans l'utilité, ni dans la matérialité du produit, mais dans les seuls rapports de production (K. 4, 1, 165-188; MEW, 26.1, 125-144). Le salarié improductif (celui du revenu, type serviteur ou fonctionnaire) peut se voir confier des tâches de production matérielle, tandis que le salarié productif (celui du capital) peut être employé à la production de services marchands. « En un mot, la production de ses services peut être pour une part subsumée au capital tout comme une partie du travail qui se matérialise dans des objets utiles est achetée directement par le revenu et n'est pas subsumée à la production capitaliste » (K. 4, 1, 179; MEW, 26.1, 137). Marx fournit même à propos du transport des voyageurs une théorie très élaborée du service comme marchandise et de la production de la plus-value dans le cadre d'un service marchand.

4 / « Ce que vend l'industrie des transports, c'est le transfert lui-même. L'effet utile produit est indissolublement lié au procès de transport, c'est-à-dire au procès de production de l'industrie des transports (...) L'effet utile n'est consommable que pendant le procès de production; il n'existe pas comme objet d'usage distinct de ce procès fonctionnant comme article de commerce et circulant comme marchandise seulement après sa production. Il n'empêche que la valeur d'échange de cet effet utile est déterminée, comme celle de toute autre marchandise par la valeur des éléments de production consommés en lui (force de travail et moyens de production), en ajoutant la plus-value créée par le surtravail des ouvriers occupés dans l'industrie des transports (...). Ainsi, la formule serait pour l'industrie du transport $A — M \left\{ \begin{matrix} T \\ MP \end{matrix} \right. \ldots P \ldots A'$, puisque c'est le procès de production lui-même, et non un produit séparable de lui, que l'on paye et que l'on consomme » (K., ES, II, 4, 51-52).

Ainsi, pour Marx, les catégories de valeur, de marchandise et de plus-value s'appliquent de plein droit aux services effectués par les salariés du capital, dont le travail se trouve ainsi défini comme productif.

A ces textes, d'autres semblent à première vue s'opposer, qui insistent sur le caractère marginal voire « insignifiant » (K. 4, 1, 480; MEW, 26.1, 386) d'une production non matérielle dans l'économie capitaliste ou qui suggèrent l'existence d'un lien étroit entre la production de plus-value et le caractère matériel du résultat du travail.

C'est ainsi que Marx, après avoir indiqué que le mode de production capitaliste soumet progressivement toutes les sphères de la production matérielle, poursuit en ces termes : « On peut dès lors dire que la caractéristique des travailleurs productifs, c'est-à-dire des travailleurs produisant du capital, c'est que leur travail se réalise dans des marchandises (des produits du travail), de la richesse matérielle. Et ainsi le travail productif aurait acquis une deuxième détermination, secondaire, distincte de sa caractéristique décisive, qui est absolument indifférente au contenu du travail et indépendante de lui » (K 4, 1, 479; MEW, 26.1, 385).

On aboutirait ainsi à une contradiction : Marx qui définissait le travail productif par le seul rapport social en excluant toute référence au contenu matériel, ajoute maintenant celle-ci. Mais cette contradiction n'est qu'apparente car, en réalité, on le voit, Marx institue au sein du concept de travail productif un décalage et un ordre entre les deux déterminations. L'une est première, c'est la « caractéristique décisive », la « différence spécifique »

(K. 4, 1, 171; MEW, 26, 1, 131); elle ne concerne pas « la détermination matérielle du travail (ni la nature de son produit ni la détermination du travail comme travail concret), mais une forme sociale déterminée, les *rapports de production* dans lesquels le travail s'accomplit réellement » (K 4, 1, 167; MEW, 26.1, 127). Du point de vue des rapports de production, la plus-value constitue ainsi « le produit spécifique de la production capitaliste », son « but immédiat » (K 4, 1, 168; MEW, 26.1, 128), sa logique. L'autre détermination, qui concerne les *forces productives*, est seconde *(Nebenbestimmung)*. Elle concerne non la fin immédiate, mais la tendance historique. Tendanciellement, la logique de la plus-value conduit au développement de la production matérielle, mais dans les limites inhérentes au caractère contradictoire de ces rapports. *Le Capital* manifeste précisément que l'essor industriel de cette société a son principe dans les rapports de production capitalistes, eux-mêmes : la plus-value s'acquiert en effet (cf. liv. I, chap. 12) dans une situation concurrentielle qui conduit chaque capitaliste à élever la productivité par l'amélioration du machinisme de façon à obtenir une plus-value extra. D'où l'identification tendancielle du travail productif de plus-value au travail industriel se réalisant en produits plutôt qu'en services. Tel est le lien qu'il faut établir, dans la diachronie, et non dans la synchronie, entre cette catégorie de « travail productif » et celle de production matérielle.

Mais en même temps ce mode de production (qui implique par ailleurs l'existence des « fonctions improductives » de la circulation, travaux non producteurs de marchandises donc improductifs aux deux sens du terme, en valeur d'usage et en plus-value, cf. K., ES, II, chap. VI) développe, au sein même du travail productif de plus-value ce que Marx appelle souvent des « faux-frais », désignant par là l'effet négatif, sur la force productive du travail social, des rapports de production capitalistes. Il s'agit de toutes les dépenses improductives de travail (vivant ou « mort ») qu'entraîne le système, telles que les gaspillages, les mutilations de la force de travail (K., ES, I, 2, p. 201; MEW, 23, 552), les aspects répressifs de l'encadrement (*ibid.*, p. 25; p. 352), etc. Ici le caractère « improductif » s'entend en termes de valeurs d'usage. Les crises manifestent au plus haut point les limites de la productivité du système inhérentes aux contradictions des rapports de production, c'est-à-dire à ce type de « travail productif ».

Marx institue donc un ordre (premier/second) dans la relation rapports de production / forces productives. La priorité accordée aux premiers est théorique au sens où seul l'exposé du rapport social plus-value (sect. III du livre I) permet celui de l'émergence des forces productives proprement capitalistes. Mais aussi parfaitement réelle : les rapports de production capitalistes s'instaurent sur des forces productives précapitalistes et rendent seuls possibles des forces productives capitalistes, qui modifient en retour les rapports de production.

Ainsi la fonction classificatoire du concept de travail productif, qui opère un clivage entre les salariés du capital producteurs de marchandises (bien ou services) et de plus-value et les autres salariés du revenu ou du capital (ceux de la circulation), clivage décisif tant pour l'étude des classes sociales que pour l'analyse économique marxiste, n'a tout son sens que rapportée à l'objet de ce concept dans la théorie du *Capital*, qui est la détermination de la relation dialectique entre forces productives et rapports de production sous la domination de ceux-là.

5 / La théorie marxiste de la production et du travail productif a donné lieu depuis les années 50, en relation surtout avec les problèmes posés, tant dans les systèmes socialistes que dans les systèmes capitalistes, par l'établissement des comptabilités nationales, à de nombreuses controverses. On peut distinguer deux interprétations principales. Certains soulignent l'insistance de Marx à définir le travail productif du mode de production capitaliste non par l'utilité ou la matérialité du contenu, mais par la production de plus-value, donc par des rapports sociaux. D'autres estiment, à juste titre, que le concept de travail productif a pour objet les conditions du développement économique dans cette société, donc la production proprement matérielle. Mais ils en restent souvent à l'idée que le travail productif est celui qui cumule les deux déterminations : d'une part, réaliser un produit matériel (par opposition à service), d'autre part, produire de la plus-value. Cette interprétation, outre qu'elle est incompatible avec les textes de Marx, se caractérise par le fait qu'elle traite comme des « critères » ce que Marx analyse par deux concepts (rapports de production / forces productives) qu'il faut d'abord séparer — d'où le moment théorique où le second est totalement exclu — pour montrer entre eux non une quelconque correspondance naturelle mais le développement d'une relation contradictoire. Elle tend à réintroduire l'ambiguïté que Marx critique chez Smith et une interprétation empiriste dommageable tant au niveau de l'analyse économique que pour celle des classes sociales.

• BIBLIOGRAPHIE. — *Textes de Marx : Grund.*, I, 220-221, 252-253; II, 12-14 (Dietz, 189-190, 220-221); *Chapitre inédit du Capital*, p. 224-256; K., liv. I, chap. 4, 7, 12, 13; liv. II, chap. 6; liv. III, chap. 17, 23; K 4, t. I, 161-349, 455-482; II, 653-654; III, 510-511, 582-584 (MEW, 26.1, 122-277, 365-388; 26.2, 548-549; 26.3, 424-425, 485-487). — A. BERTHOUD, *Travail productif et productivité du travail chez Marx*, Maspero, 1974; C. BETTELHEIM, dans *Informatique et capitalisme* (p. 71-73) de JANCO et FURJOT, Maspero, 1972; J. BIDET, *Que faire du Capital ?*, Paris, 1985; *Critiques de l'économie politique* (Maspero), n° 10 (1973) et n° 19 (1975); *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, ouvrage collectif, ES, 1971; J.-C. DELAUNAY, *Essai marxiste sur la comptabilité nationale*, ES, 1971; M. FREYSSENET, *Les rapports de production*, CSU, 1971; J. NAGELS, *Travail collectif et travail productif*, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1974 (bibliographie et une analyse détaillée de toute la littérature économique sur ce thème); N. POULANTZAS, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Seuil, 1974, p. 224-238; *Sozialistische Politik*, n°s 6, 7, 8 (1970), Berlin; E. TERRAY, Prolétaire, salarié, travailleur productif, in *Contradictions*, n° 2, juillet 1972.

▸ CORRÉLATS. — Forces productives, Mode de production, Ouvriers, Rapports de production, Travail.

J. B.

Profit

Al : *Profit.* — An : *Profit.* — R : *Pribyl'.*

La plus-value est la source de tous les revenus des classes possédantes de la société capitaliste. Le profit en tant que catégorie abstraite n'en est que la forme modifiée. Ses différentes modalités concrètes — profit industriel, profit commercial — n'en sont que de simples fractions.

Dans la pratique capitaliste, le profit ou bénéfice est un excédent des recettes sur les dépenses. Ce qu'une marchandise coûte au capitaliste se mesure par la dépense de capital ou coûts de production capitalistes (capital constant + capital variable), tandis que ce qu'elle coûte à la société se mesure par la dépense en travail ou coûts réels de production

(capital constant + capital variable + plus-value). La différence entre les premiers et les seconds constitue la plus-value qui, rapportée à la totalité du capital engagé, prend la forme du profit. Le profit constitue ainsi non seulement la forme transformée de la plus-value mais aussi sa forme mystifiée (K., ES, III, 1, 56 ; MEW, 25, 46).

Le taux de profit sera le rapport exprimé en pourcentage entre plus-value et ensemble du capital avancé ($pl/C + V$). On voit ainsi immédiatement que le taux de profit dépend de l'importance de la plus-value, elle-même fonction du degré d'exploitation de la force de travail, ainsi que de la composition organique du capital. Les relations entre taux de profit et degré d'exploitation sont proportionnelles, celles entre taux de profit et composition organique du capital sont inversement proportionnelles.

Excédent d'argent, le profit a une forme monétaire. Il implique donc la réalisation des marchandises et, comme tel, est soumis à toutes les vicissitudes du processus... Cependant le taux de profit est soumis à deux lois fondamentales : celle dans l'espace de l'égalisation des taux de profit entre les différentes branches ; celle, au cours du temps, de sa baisse tendancielle. Si la baisse tendancielle du taux de profit est liée à l'évolution de la composition organique du capital en cours du processus d'accumulation, l'égalisation des taux de profit résulte directement des lois de la concurrence. Celle-ci se manifeste au sein même des branches comme entre les différentes branches d'industrie. Dans une même branche, les entreprises travaillent dans des conditions différentes et, par conséquent, la valeur individuelle des marchandises qu'elles produisent diffère nécessairement mais les prix des marchandises sont déterminés par leur valeur sociale, dépendante des conditions moyennes de production dans la branche ; les entreprises dont les techniques ou le mode d'organisation du travail sont plus perfectionnés encaissent un surprofit qui n'est qu'une forme de la plus-value extra, appelée à disparaître par suite d'un processus d'imitation. Entre les branches, la concurrence va conduire vers l'établissement d'un profit moyen ou profit égal pour des capitaux de même grandeur investis dans des branches différentes. Cette égalisation est réalisée par transferts de capitaux et aussi de travail de branche à branche. La somme des frais de production et du profit moyen va déterminer le prix de production qui ne représente que la forme modifiée de la valeur (K., ES, III, 1, 174; 25, 167). La formation du taux moyen de profit signifie la redistribution de la plus-value entre les capitalistes de différentes branches, plus précisément au profit des branches à composition organique élevée et au détriment des branches à composition organique faible.

Chez Marx les deux niveaux de la concurrence sont donc parfaitement reconnus : « La concurrence est capable, d'abord dans une sphère, d'établir une valeur et un prix de marché identiques à partir des diverses valeurs individuelles des marchandises. Mais c'est seulement la concurrence des capitaux entre les différentes sphères qui est à l'origine du prix de production, équilibrant les taux de profit entre ces sphères » (K., ES, III, 1, 196; 190). Cette tendance à l'égalisation des taux de profit étant une hypothèse couramment admise dans la littérature marxiste ou non marxiste, de nombreux auteurs et travaux académiques ont tenté d'en opérer la vérification (Stigler, Hort, Epstein, Morvan, etc.), mais les difficultés rencontrées sont nombreuses, tenant aussi bien au choix d'un taux de profit adéquat à l'analyse poursuivie qu'au choix de la période de calcul. Par

ailleurs, dans le capitalisme de monopole, l'inégalité des taux de profit semble devenir la règle imposant au minimum de distinguer les profits du secteur concurrentiel et ceux, largement supérieurs, du secteur monopoliste. On peut en fait considérer que la tendance à l'égalisation n'est pas l'égalité des taux de profit mais simplement le processus qui constitue l'expression de la régulation de l'allocation du capital par le taux de profit. Aujourd'hui c'est à l'Etat que revient le rôle d'aménager les conditions de fonctionnement de la loi de régulation, aussi bien par la planification que par des interventions spécifiques au niveau sectoriel.

Si le profit en tant qu'entité économique naît du processus de production, ses différentes modalités concrètes n'apparaissent que dans le procès de circulation : « Si cet excédent de la valeur marchandise sur le coût de production prend naissance dans le procès de production immédiat, il n'est réalisé que dans le procès de circulation; il paraît d'autant plus facilement tirer son origine du procès de circulation qu'en réalité sur le marché réel, dans le cadre de la concurrence, la réalisation ou la non-réalisation de cet excédent et le degré de celle-ci dépendent des conditions du marché » (K., ES, III, 1, 62; 53). Le capital industriel prend, dans le cours de son cycle, successivement trois formes : la forme monétaire, la forme productive et la forme marchande. Ces trois formes se différencient par leurs fonctions qui, à un certain degré de développement, en viennent à se distinguer et à donner naissance à trois groupes qui participent à l'appropriation de la plus-value : les industriels, les commerçants et les banquiers. Le capital commercial est ainsi le capital appliqué dans la sphère de la production marchande et le capital de prêt est le capital argent que son possesseur met pour un temps à la disposition d'un autre capitaliste contre une certaine rémunération; le profit commercial sera ainsi une partie de la plus-value que l'industriel cède au commerçant pour la réalisation de ses marchandises tandis que le profit bancaire ou intérêt est la partie du profit que le capitaliste industriel verse au capitaliste prêteur pour l'avance que ce dernier lui consent. Mais dans la sphère de la circulation des marchandises comme dans la sphère de la circulation monétaire il n'est pas créé de plus-value. La spécialisation des fonctions est toutefois utile à l'industriel. En effet, si le capitaliste industriel s'occupait lui-même de la réalisation de sa marchandise il devrait pour cela accroître le capital avancé ou bien, avec le même capital avancé, réduire le volume de sa production. La spécialisation du capital commercial dans les fonctions de la circulation marchande permet de réduire la durée de la circulation et les dépenses qui y sont liées, d'accélérer la rotation du capital industriel, ce qui a pour effet d'accroître le profit. De même, ayant la possibilité de se faire prêter de l'argent, le capitaliste industriel est libéré de la nécessité de laisser inactives d'importantes réserves monétaires; il peut en conséquence élargir la production, embaucher de nouveaux ouvriers et par conséquent augmenter la masse de la plus-value.

Sous la forme du profit commercial ou du profit bancaire, la source effective de l'accroissement du capital — la plus-value — est encore plus cachée que sous la forme du profit industriel. La formule du mouvement du capital (qui est A-M-A' dans le premier cas et A-A' dans le second cas) conduit à ce que la liaison avec la production semble rompue; l'illusion se crée que le profit naît du commerce ou de l'argent lui-même; le fétichisme, caractéristique des rapports capitalistes, atteint ici son plus haut

degré. N'étant en définitive qu'une fraction de la plus-value et participant du profit industriel, le profit commercial et le profit bancaire sont, comme lui, soumis aux deux grandes lois de la péréquation et de la baisse tendancielle du taux de profit.

Avec le passage au capitalisme monopoliste, on observe d'une part la fusion du capital bancaire et du capital industriel donnant naissance au capital financier et d'autre part le développement des activités de distribution. Ces deux évolutions sont génératrices de ce que Lénine a qualifié de parasitisme, phénomène exprimant de façon générale l'augmentation des couches sociales qui, de plus en plus séparées de la production, vivent grâce à elle, conduisant à un gaspillage croissant du travail social : l'impérialisme apparaît ainsi, suivant le titre même de l'ouvrage de Boukharine — et pas seulement de façon métaphorique — comme l'économie politique du rentier.

• BIBLIOGRAPHIE. — J. BENARD, *La conception marxiste du capital*, SEDES, 1962; R. BORELLY, *Les disparités sectorielles des taux de profit*, PUG, 175; G. DUMENIL, L'expression des taux de profit dans le capital, *Revue économique*, mars 1975, p. 220-244; A. EMMANUEL, *Le profit et les crises*, Maspero, 1974; J.-P. DELILEZ, *Les monopoles*, ES, 1971; G. MAAREK, *Introduction au Capital de Karl Marx*, Calmann-Lévy, 1975; A. MEDIO, Profits and surplus value : appearance and reality in capitalist production, *in* E. K. HUNT et J. G. SCHWARTZ, *A critique of economic theory*, Penguin, 1972; P. SALAMA et J. VALIER, *Une introduction à l'économie politique*, Maspero, 1973.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Capital, Concurrence, Intérêt, Monnaie, Monopoles, Réification, Salaire, Surtravail, Survaleur, Transformation, Valeur.

G. C.

Progrès

Al : *Fortschritt*. — An : *Progress*. — R : *Progress*.

Voir : Rationalisme.

Prolétariat

Al, An, R : *ibid. Proletariat*.

Son caractère central fait du concept de prolétariat l'un des plus complexes de la théorie marxiste. Il est en particulier de ceux que l'on ne peut dissocier du procès même de sa constitution. Du prolétariat « philosophique » *(1)* au prolétariat « social » *(2)* et à ses « tâches » *(3)*, sa problématique demeure, de part en part, tributaire de l'histoire continuée de la théorie *(4)*.

1 / Le substantif « prolétariat », qui ne date alors que de quelques années (1836), n'apparaît pas, semble-t-il, sous le plume de Marx, avant la fin de 1843. Il utilisait auparavant, dans ses articles de la *Rheinische Zeitung*, les mots « peuple », « les pauvres » ou « les classes pauvres ». J.-J. Rousseau, dans son *Contrat social* (IV, 4), que Marx avait lu, avait, dans son acception moderne, employé « prolétaire ». Saint-Simon évoquait « la classe des prolétaires » (*Œuvres*, réimpr., Paris, Anthropos, 1966, t. 6, p. 457). Mais c'est vraisemblablement Moses Hess, le premier à réagir à la lecture de l'ouvrage de L. von Stein, consacré aux doctrines socialistes et communistes, qui fait passer « prolétariat » dans le vocabulaire de la gauche allemande.

Von Stein écrivait de façon tout à fait significative : « La masse se regroupe autour des principes qui servent délibérément ses revendications et la classe pauvre, laborieuse et souffrante se transforme en une unité puissante, négatrice de tout et menaçante : le prolétariat » (*Der Socialismus und Communismus des heutigen Frankreichs*, Leipzig, O. Wigand, 1842, p. 28). Quant à Hess, dès son essai intitulé *Socialisme et communisme*, il brossait déjà clairement le tableau de « l'antagonisme entre l'aristocratie de l'argent et le paupérisme », « l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat » (apud *Philosophische und Sozialistische Schriften*, Berlin, Akademie-Verlag, 1961). Toutefois, chez Marx, la première exposition du concept de prolétariat est philosophique et doit davantage à la théorie feuerbachienne de l'aliénation ou même à la « classe universelle » de Hegel (Shlomo Avineri) plutôt qu'aux idées socialistes et communistes, auxquelles, contrairement à Hess et à Engels, Marx ne s'est point encore rallié. Ses traits sont les suivants (d'après l'*Introd. de 43*, éd. bilingue, Paris, Aubier, 1971, p. 99 et s.) : une « classe en formation » (lisons : non encore existante, comme en France, par exemple; potentielle) ; qui « possède un caractère universel », c'est-à-dire une « classe de la société bourgeoise » qui n'est « aucune classe de la société bourgeoise »; qui subit l'injustice pure et simple *(Unrecht schlechthin)*, et non une « injustice particulière »; qui donc ne réclame « aucun droit particulier »; qui ne peut invoquer aucun titre « historique », mais seulement celui « d'homme »; qui est la « dissolution de la société » : au présent, « perte totale de l'homme », au futur, « reconquête totale de l'homme ». La problématique, dans laquelle s'inscrit cette définition, est celle de la nécessaire complémentarité entre prolétariat et philosophie, dont celle-là est le principe *actif*, ou le « cerveau » de ce « cœur » (« dès que l'*éclair de la pensée* sera tombé dans les profondeurs de ce *naïf terrain populaire...* »; *ibid.*, 124). Du succès de ce mariage dépend ce que Marx appelle alors « l'émancipation humaine ». Mais Marx ne s'en tiendra pas là. Le détour-séjour philosophique découvre sa propre limite et, bientôt, la considération de l'insurrection des tisserands de Silésie fait basculer les termes de l'équation philosophie/prolétariat : « La révolte silésienne *commence* précisément par ce qui marque la *fin* des insurrections ouvrières anglaises et françaises, la conscience de l'essence du prolétariat » (MEW, 1, 404; trad. *apud* J. Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris*, Paris, Maspero, 1974, p. 157). Le prolétariat ne joue plus le rôle d'un élément passif : « Il faut reconnaître que le prolétariat allemand est le *théoricien* du prolétariat européen, de même que le prolétariat anglais en est l'*économiste* et le prolétariat français le *politique* » *(ibid.)*. Le surgissement du prolétariat dans le discours de Marx, qui va substituer au concept d'émancipation celui de *révolution*, donne lieu à une seconde exposition. Nous la trouvons, placée sous le signe de Proudhon, dans la Note marginale critique nº 2 de *La Sainte Famille*. Suivant en cela le Français qui avait établi que le mouvement du capital engendrait la misère, le nouveau couple antithétique de « la classe possédante et de la classe prolétaire » est défini par rapport à la propriété privée : « La propriété privée en tant que propriété privée, en tant que richesse, est forcée de perpétuer *sa propre existence*; et, par là même celle de son contraire, le prolétariat ». La problématique demeure celle de l'aliénation et de l'abolition/dépassement *(aufheben)* : « Le prolétariat exécute la sentence que la propriété privée prononce contre elle-même en engendrant le prolétariat ». Si ce dernier l'emporte, il assure, avec la disparition de la

propriété privée, la sienne propre. Mais déjà, la « praxis » a miné ce contexte encore spéculatif. « Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se *représente* momentanément. Il s'agit de savoir *ce que* le prolétariat *est* et ce qu'il sera obligé de faire, conformément à cet *être*... il serait superflu d'exposer ici qu'une grande partie du prolétariat anglais et français a déjà *conscience* de sa tâche historique... »

2 / Ainsi, en 1845, le point de vue de la masse (SF, chap. VI), traduit dans le point de vue du prolétariat, « la classe dépourvue de propriété » *(die besitzlose Klasse)*, comme dit Engels (Deuxième discours d'Elberfeld; apud KM/FE, *Critique de l'économie nationale, Discours d'Elberfeld*, éd. bilingue Paris, EDI, 1975, p. 136), l'a emporté et rend inévitable « une révolution sociale » (*ibid.*, 139). En 1895, Lénine s'en fera l'écho, quand, après avoir rendu hommage à Engels pour *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (« Engels fut le *premier* à déclarer que le prolétariat *n'est pas seulement* une classe qui souffre, mais que la situation économique honteuse où il se trouve le pousse irrésistiblement en avant et l'oblige à lutter pour son émancipation finale »), il résume la leçon de *La Sainte Famille* : « C'est évidemment dans le prolétariat qu'ils [KM et FE] voient la force à la fois capable de mener cette lutte et directement intéressée à la faire aboutir » (O., 2, 17-18). L'entreprise de transformation de la Ligue des Justes en Parti communiste conduit, trois ans plus tard, à une troisième et cette fois nouvelle exposition du concept. Nous la trouvons évidemment dans *Le Manifeste* qui, en tant que programme politique, fruit des travaux consacrés aussi bien à l'étude des différentes conditions prolétariennes en Europe qu'à la critique de l'idéologie allemande ou à celle de Proudhon, n'est rien d'autre que la présentation du prolétariat sur la scène de l'histoire comme principal protagoniste. De ce véritable portrait en pied se dégagent quelques notables caractéristiques : la dualité (en tous les sens du terme duel) bourgeoisie/prolétariat, structurale de la « société bourgeoise », autrement dit du mode de production capitaliste; la nature d'une classe créatrice de richesses et ne possédant aucun moyen de production; une histoire : le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population; dépouillé de tout caractère national, il inscrit cependant, dans un cadre national, sa lutte de classe, « lutte politique », en s'organisant en classe précisément, puis en parti politique; sa fonction : le prolétariat ne peut mettre un terme à l'exploitation qui le constitue comme tel qu'en détruisant l'ancienne société dans sa base économique et dans sa superstructure; les communistes servent ses intérêts dans tous les domaines pour qu'il s'érige en « classe dominante » et qu'il conquière la démocratie; ils proclament son mot d'ordre, celui de la révolution mondiale : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

Une telle conception rompt sans retour avec les notions de « peuple », de « masse » ou de « producteurs ». Faisant du prolétariat le produit et l'agent, dans la lutte de classes, d'une structure historique déterminée, elle rend caducs le misérabilisme, le populisme et toute forme d'assistance, fût-elle philosophique. Il n'est plus question du recouvrement de l'essence humaine, mais de la révolution comme procès objectif. *Le Capital* va conférer à ces analyses une ampleur sans analogue, puisque *le point de vue du prolétariat* y devient celui-là même de la *critique* de l'économie politique. Marx nous prévient : « En tant qu'une telle critique représente une classe, elle ne peut représenter que celle dont la mission *(Beruf)* historique est de révolutionner *(die Umwälzung)* le mode de production capitaliste et,

finalement, d'abolir *(die Abschaffung)* les classes — le prolétariat » (MEW, 23, 22; trad. ES, I, 1, 25; il s'agit de la Préf. à la 2e éd. allemande). Il ne s'agit plus là d'une utopie, mais de la stricte conséquence de la « loi générale de l'accumulation capitaliste » : « De même que la reproduction simple se reproduit continuellement comme rapport du capital — capitalistes, d'un côté, travailleurs salariés, d'un autre —, de même la reproduction, ou l'accumulation, reproduit sur une échelle élargie le rapport du capital, davantage de capitalistes, ou de plus gros capitalistes, à un pôle, davantage de travailleurs salariés à un autre. La reproduction de la force de travail, qui doit sans cesse s'incorporer au capital, comme son moyen de mise en valeur, qui ne peut s'en dégager, et dont la servilité envers le capital est dissimulée par le changement des capitalistes individuels, auxquels elle se vend, bâtit dans l'action un moment de la reproduction du capital lui-même. L'accumulation du capital est en même temps l'accroissement du prolétariat » (MEW, 23, 641-642; dans une note ajoutée à la trad. de Roy, non suivie ci-dessus, Marx précise : « En économie politique, il faut entendre par *prolétaire* le salarié qui produit le capital et le fait fructifier », ES, I, III, 55, n. 1).

3 / Après Marx et Engels, c'est la fonction révolutionnaire du prolétariat qui sera le plus fortement mise en évidence. La constitution de partis ouvriers, sociaux-démocrates, enfin communistes l'imposait comme une nécessité. Leur démarche, en cela, demeurera rigoureusement fidèle à la lettre même du *Manifeste*, que Marx avait jugé bon de rappeler, au moment même de la naissance de la première de ces formations : « De toutes les classes qui, aujourd'hui, font face à la bourgeoisie, seul le prolétariat est une classe réellement révolutionnaire » (MPC, éd. bil., 101; cit. apud *Gloses*, MEW, 19, 22; ES, 26). Un véritable travail de spécification, de valorisation, d'extension et parfois de production de concepts se trouve de la sorte engagé, que l'on peut ranger déjà, avec le jeune Lénine en train de bâtir la social-démocratie de Russie, sous la rubrique générale des « tâches du prolétariat ». « Le prolétariat doit s'efforcer de créer des partis ouvriers politiques indépendants, dont le but essentiel doit être la conquête du pouvoir politique par le prolétariat pour organiser la société socialiste. Il ne doit nullement considérer les autres classes comme « une seule masse réactionnaire » [L. fait ici référence à la critique adressée par Marx, dans ses *Gloses* sur le programme de Gotha, aux chefs du parti allemand] : au contraire, il doit participer à toute la vie politique et sociale, appuyer les classes et les partis de progrès contre les classes et les partis réactionnaires, soutenir tout mouvement révolutionnaire contre le régime actuel, se faire le défenseur de toute nationalité ou race opprimée, de toute religion persécutée, des femmes privées de droits, etc. » (O., 4, 182). Le champ de la *praxis politique* est par-là défini. Nous nous bornons, en renvoyant aux rubriques concernées du *Dictionnaire*, à la mention des concepts les plus notables : luttes de classes, conscience de classe, lutte politique, lutte économique, syndicat, parti, autonomie ou indépendance, rôle dirigeant ou dominant, hégémonie, fusion, alliances, dictature, internationalisme. La position centrale du concept de prolétariat en est, on le voit, à nouveau soulignée. Et il n'est nullement illégitime d'aller plus loin encore : la théorie marxiste, le marxisme-léninisme, ou le socialisme scientifique n'épuisent-ils pas leur sens dans l'expression d'*idéologie prolétarienne* ?

4 / REMARQUES. — En reprenant les points précédemment distingués, on attirera l'attention sur les questions suivantes :

1. *Universalité et mission du prolétariat.* — Plusieurs problèmes se croisent sous cette équation. D'abord celui de l'origine de la notion et de la thématique de l'universel chez Marx : on évoque inévitablement la « volonté générale » de Rousseau; ou la « classe universelle », « plus précisément celle, dit Hegel, qui se consacre au service du gouvernement, et qui a dans son destin d'avoir l'universel comme but de son activité essentielle » (*Princ. de la philos. du droit*, § 303; commentaire de KM apud *Cridr.*, MEW, 1, 273-277; trad. ES, 122-127); ou, encore plus avant, la volonté kantienne qui situe dans l'individualité le principe d'une « législation universelle ». On rencontre, d'autre part, le souci de la réalisation de la philosophie par le prolétariat. Marx lui-même explicite ce qu'il en a dit à la fin de son *Introduction de 43*, dans les *Kritische Randglossen*, qu'il rédige contre Ruge pour le *Vorwärts !* l'année d'après : « La distorsion entre le développement philosophique de l'Allemagne et politique n'est pas une *anomalie*. C'est une distorsion nécessaire. C'est seulement dans le socialisme qu'un peuple philosophique peut trouver sa pratique adéquate, donc c'est seulement dans le *prolétariat* qu'il peut trouver l'élément moteur de son affranchissement » (MEW, 1, 405; trad. *apud* Grandjonc, ouvr. cit., p. 158). Or, Engels reprendra cette caractérisation de jeunesse, deux fois, beaucoup plus tard. Une première fois en 1874, quand il relève que le prolétariat allemand jouit d'un double avantage et sur sa bourgeoisie et sur les autres ouvriers d'Europe, parce qu'il est « le plus théoricien » (Préf. à la rééd. de GP; MEW, 18, 514-516; ES apud *La Rv démo.*, 22-23). Une seconde fois, en 1888, quand il conclut son *Ludwig Feuerbach* par la phrase : « Le mouvement ouvrier allemand est l'héritier de la philosophie classique allemande. » Un demi-siècle après, A. Gramsci, se demandant ce que signifie cette formule, qu'il attribue curieusement à Marx, propose cette interprétation : « Marx ne voulait-il pas indiquer le rôle historique de sa philosophie devenue théorie d'une classe appelée à devenir Etat ? » (*Materialismo storico*, Einaudi, p. 76; trad. apud *Gr. ds le texte*, Paris, ES, 1975, 241). L'idée de la perte-reconquête de l'Homme ou de l'être générique feuerbachien, des *Manuscrits de 1843 et de 1844*, a suscité enfin une lecture messianique, dont on peut distinguer deux acceptions. L'une, plus théoricienne, voit dans le prolétariat une « construction *a priori* », conforme « aux thèses de la philosophie allemande » (M. Henry en a donné la version la plus récente dans son *Marx*, Paris, Gallimard, 1976, t. 1, 136, 149...), et rejoint l'interprétation selon laquelle le prolétariat serait l'homologue du Christ, sinon le Christ en personne (*ibid.*, 146). L'autre, désormais classique à la fois de « l'humanisme » marxiste et de la transposition utopico-idéologique de la théorie, fournit une version à peine laïcisée de la précédente où « ce sont les « barbares » (les prolétaires), comme le dit Bakounine, qui représentent aujourd'hui la foi dans les destinées humaines et l'avenir de la civilisation » (*Œuvres*, Paris, Stock, 1895-1913, t. VI, 67; aussi cité apud *La liberté*, Paris, Pauvert, 1965, 148). On ne perdra toutefois pas de vue que l'universalité du prolétariat, telle que Marx l'expose encore dans *Le Capital*, n'est que la réciproque de l'universalité dont se prévalait la bourgeoisie au moment de sa révolution et dont se parent les rapports capitalistes de production étendant leur domination à la planète. On irait de la sorte d'une univer-

salité usurpée à une universalité authentique, d'une proclamation idéologique à une fondation scientifique de l'universalité. Sans doute est-ce dans un sens proche que Gramsci encore a parlé du prolétariat comme de la « classe internationale » en la différenciant cette fois des couches sociales qu'il lui appartient de guider, « nationales (intellectuels) » et « particularistes et municipalistes (paysans) » (*Note sul Machiaveli*, Einaudi, 114-115; trad. *op. cit.*, 568-569).

2. *Prolétariat et classe ouvrière.* — A-t-on affaire à deux concepts ou à un seul ? S'agit-il de deux acceptions différentes d'une même réalité : le premier plus « philosophique », le second plus « sociologique » ? Ou plus ancien et plus récent ? Ou de plus ou moins grande extension ? On trouvera sans mal des justifications à chacune de ces thèses. Ainsi (par exemple) pour S. Mallet (cf. *Encyclopaedia Universalis*, vol. 13, p. 636, col. 2) : « Le concept de prolétariat est différent de celui de classe ouvrière. La classe ouvrière est une notion sociologique et, comme telle, complexe et multiforme : il n'y a jamais eu de classe ouvrière homogène du point de vue de la qualification, du niveau de revenu, de la situation dans la production, etc. », tandis que le prolétariat, quant à lui, est nettement spécifié, dans la théorie marxiste, par trois traits essentiels que l'auteur énumère : le prolétariat est le produit de l'organisation industrielle du travail et n'existe que par elle; le prolétariat est producteur de plus-value; l'insécurité du travail est inhérente à sa situation. Par contre, pour les auteurs du *Dictionnaire économique et social* (CERM, Paris, ES, 1975, *s.v.*), « de manière assez générale, les deux notions sont synonymes » et désignent « les ouvriers salariés ». « Cependant, ajoute l'article, parfois, on réserve le terme de prolétariat à la seule partie de la classe ouvrière qui, clairement consciente de l'exploitation dont elle est l'objet dans le système capitaliste, travaille à mettre fin révolutionnairement à cette exploitation ». Le rôle de la *conscience* est, en ce cas, déterminant pour la définition. Chez Marx lui-même sont attestées les diverses acceptions. On a déjà vu (cf. *supra*, 2, *in fine*) que prolétariat s'entendait des « salariés ». Dans les livres II et III du *Capital*, il n'est pour ainsi dire plus question du prolétariat, on ne nomme que la classe ouvrière, De même prolétariat est-il quasiment absent des *Théories sur la plus-value.* quand il revient dans la *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt* et, plus encore, dans les ouvrages de F. Engels (*Orfa.* et AD). « Travailleurs », « masses travailleuses » l'emportent dans les textes de l'AIT, mais l'*Adresse inaugurale* s'achève sur le mot d'ordre de 1848 : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » Encore ce mot de « prolétaire », fréquemment écrit en français par Marx, est-il de bien moindre occurrence que le substantif. Dans l'œuvre de Lénine, « prolétariat » et « prolétaire » *(proletarii)* ne connaissent pas d'éclipse, mais « classe ouvrière » et « ouvrier » *(rabotče)* sont de fréquences plus grandes... Sans disputer outre mesure, il semble que l'on puisse retenir ceci : prolétariat nomme *en compréhension* la classe ouvrière. Il la spécifie sous les traits qui lui sont propres dans la société bourgeoise : absence de toute propriété, vente de la seule force de travail, création de survaleur; et, en conséquence, conscience de soi et fonction révolutionnaire. C'est, en ce sens, un concept strictement théorique. Il laisse, chaque fois que ces énoncés ne sont pas indispensables, le champ libre aux extensions de la classe ouvrière ou des travailleurs, ce qui revient à dire qu'il reprend la parole aussitôt qu'apparaît un risque de confusion

ou la nécessité d'un rappel; par exemple s'agissant du parti *du prolétariat* (qui est bien sûr, dans les choses et dans les mots, celui *de la classe ouvrière et de ses alliés*), ou de la dictature *du prolétariat (ibid.)*. Sa place centrale est de la sorte l'exacte mesure de ses enjeux, ainsi que l'histoire l'a plusieurs fois montré.

3. *Le prolétariat aujourd'hui.* — D'avoir rencontré le prolétariat, peut-on dire qu'il n'existe pas ou plus actuellement ? Ce point de vue a été étayé selon divers registres; il forme la conclusion et le commun dénominateur de démarches fort distinctes. Pour certains, le prolétariat est devenu la classe littéralement introuvable. Dans les pays capitalistes développés, à cause précisément de ce développement, non seulement le prolétariat n'a pas crû de manière concomitante, mais il a laissé la place à de nouvelles couches sociales (ouvriers qualifiés, techniciens, employés) qui rendent manifeste le changement de nature survenu dans la classe ouvrière (« blouses blanches », embourgeoisement, ou « aristocratie ouvrière »; accession à la propriété, actionnariat). La conscience de classe ne s'est pas développée non plus, ni le mouvement révolutionnaire... Dans les pays sous-développés, le prolétariat, caractérisé par Marx, ne s'est pas ou pas encore constitué. Quant à la révolution « socialiste », elle ne s'est produite que dans des entités nationales à forte majorité paysanne (Russie comprise). Marcuse s'autorise de ce type de constat pour affirmer « que le concept marxien de « prolétariat » est un concept mythologique » (*L'homme unidimensionnel*, Paris, Minuit, 1968, pour la trad. 212; 1re éd. 1964, Boston). Mais des motifs semblables ont conduit d'autres théoriciens à entériner la disparition du prolétariat par inflation cette fois : tous les salariés étant assimilables aux prolétaires en ce qu'ils créent eux aussi de la survaleur, il ne reste plus qu'à en appeler à un « nouveau bloc historique » dont la classe ouvrière elle-même n'est plus que le noyau (R. Garaudy). La « prolétarisation » s'est de la sorte substituée au prolétariat. D'autres enfin, du sein même du mouvement ouvrier international, donnent à penser que, pour eux également, l'heure est au deuil; ainsi, en URSS, dans un pays socialiste donc, du passage affiché du pouvoir des soviets ouvriers et paysans à « l'Etat du peuple entier »; ou, ailleurs, du remplacement de « l'internationalisme prolétarien » par « la solidarité internationaliste »; ou, encore, de la mort de l'agent, — prolétariat, conclue de la renonciation à son pouvoir — la dictature du.

En conclusion, on peut avancer, quelle que soit la problématique considérée (1, 2, 3), que le caractère hasardeux, intempestif, polémique ou tactique des réponses ne peut parvenir à masquer à quel point les questions, quant à elles, demeurent ouvertes, toutes. Pensons au messianisme « prolétarien » dont on se gausse à l'envie : Marx lui-même n'escomptait-il pas, en pleine maturité, « la fin de la préhistoire de l'humanité » (*Cont.*, préf. ; et de l'IA au K.), l'avènement d'un individu pleinement maître de lui ?

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / KM/FE, IA (ES : la place de l'individu dans la société communiste, opposée au rôle des « puissances étrangères », 63 et s.; MEW, 3, 34 s. ; le prolétariat exclu de la « manifestation de soi », 102; 67); MPh (ES : sa constitution progressive comme classe, *in fine*); *Corr.*, IV, 148 (les racines de l'antagonisme peuple/prolétariat contre bourgeoisie se trouvent dans le Tiers Etat); Shlomo AVINERI, *The social and political thought of Karl Marx*, Cambridge University Press, 1968 (« classe univers. », p. 62); E. BALIBAR, *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974 (p. 135 et s.); Georges LABICA, *Le statut marxiste de la philosophie*, Paris, Complexe/PUF, 1976 (chap. VI et XII); Solange MERCIER-JOSA, *A propos de la classe universelle et du fanatisme* (Colloque « Actualité du

marxisme », Lille, avr. 1980); Maximilien RUBEL, *K. Marx, Essai de biographie intellectuelle*, Paris, Rivière, 1957, p. 140 et s. (à propos de « l'eschatologie prolétarienne »).

2 / KM/FE : TSC (ES, 31 : « L'accroissement du capital est par conséquent l'accroissement du prolétariat, c'est-à-dire de la classe ouvrière »; cité par KM, K., I, III, 55, n. 1); MPC (éd. bil., 91 : « Le prolétariat, la classe des ouvriers modernes »); K., I, III (ES, 175 et s. : la formation historique du prolétariat); LÉNINE, O., 47 (Index : classe ouvrière, la rubrique la plus étendue, 90-103); PLEKHANOV, *Œuvres philos.*, t. I (659 et s. sur le rôle de la concurrence dans la formation du prolétariat).

3 / A. GORZ, *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, Paris, Seuil, 1964; ID., *Adieux au prolétariat*, Paris, Seuil, 1981; G. LUKÁCS, *Lénine*, Paris, EDI, 1965 (chap. III : « Le parti dirigeant du prolétariat »); S. RANCIÈRE, *La nuit des prolétaires*, Paris, Fayard, 1981; P. M. SWEEZY, C. BETTELHEIM, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Paris, Maspero, 1972 (sur le concept de prolétariat, p. 62 et s.).

▶ CORRÉLATS. — Cf. *supra*, 3 / *in fine*; ajouter : Concurrence, Division du travail, Ouvriers, Proudhonisme, Syndicat.

G. L.

Proletkult

La Révolution russe de 1905 suscite l'émergence d'une poésie ouvrière et la constitution de cercles culturels ouvriers. Dans les années 1908-1912, le groupe des bolcheviks de gauche (otzovistes, Constructeurs de Dieu, Ecoles de Capri et de Bologne), autour de A. A. Bogdanov, Lounatcharski, Kalinine, Bessalko, forme les futurs cadres du Proletkult. Après février 1917, Lounatcharski, devenu responsable des questions culturelles pour le Soviet de Petrograd, rassemble les groupes de culture prolétarienne qui, du 16 au 19 octobre 1917, tiennent la Ire Conférence constitutive du Proletkult. Bientôt, Bogdanov et Lebedev-Polianski le dirigent alors que Lounatcharski prend la tête du Commissariat aux Lumières (selon l'expression de Sh. Fitzpatrick pour le Commissariat à l'Instruction ou Narkompros).

Le Proletkult connaît un rapide et remarquable développement. Il recrute nombre de travailleurs enthousiastes, encourage les poètes prolétariens, soutient journaux ouvriers et revues culturelles, publie des ouvrages de doctrine, anime des cercles culturels dans l'ensemble de la Russie soviétique. Aidé matériellement par le Narkompros, le Proletkult attire à lui des intellectuels engagés dans la Révolution (Pokrovski, O. Brik, Brioussov, A. Biély, Meyerhold, Eisenstein, etc.). De 400 000 à un million de personnes participent régulièrement à ses activités. En 1921, il compte au moins 115 cercles culturels dont 39 pour le théâtre, 34 pour la musique, 21 pour les arts plastiques, 21 pour la littérature; 44 % des adhérents sont des ouvriers. Dans une Russie dévastée par la guerre civile, le Proletkult est l'organisation de masse qui maintient vivante la culture parmi les travailleurs.

Les projets de ses fondateurs sont ambitieux. La Révolution n'est pas seulement une question politique et économique. Elle est avant tout révolution culturelle, dans l'Art comme dans le *byt*, l'ensemble des relations humaines. Par exemple, le poète Gastev, d'origine ouvrière, lance des recherches sur la « culture du Travail » et crée l'Institut pour l'Organisation scientifique du Travail. Pour Bogdanov qui domine l'activité initiale du Proletkult, la dictature du prolétariat se développe selon trois axes : le premier, politique, relève du parti; le second, économique, intéresse les syndicats; le troisième, culturel, est le domaine spécifique du Proletkult. Comme la culture représente une sphère autonome du tout social, l'activité du

Proletkult doit rester indépendante de celle du parti. Bogdanov affirme même que, de par sa composition essentiellement prolétarienne, son organisation est politiquement plus avancée que le parti. Et il conclut que les écrivains prolétariens sont les « socialistes du présent ». Sous l'hégide du Proletkult, les travailleurs assimileront l'héritage culturel des sociétés précédentes, sans l'aide des intellectuels bourgeois, et créeront la nouvelle culture prolétarienne. A l'exemple des ouvriers qui récusent les « spécialistes » dans les usines, les proletkultistes rejettent les intellectuels spécialistes de la culture.

Nombre de dirigeants du parti ne partagent pas ces thèses. Accaparés par les urgences de la guerre civile, ils n'ont cependant pas le loisir de mettre en cause un Proletkult porté par les utopies prolétariennes du communisme de guerre. Depuis la crise otzoviste et sa lutte contre l'empiriocriticisme, Lénine est très méfiant à l'égard de Bogdanov et considère ses projets comme des avatars idéalistes de la « vantardise communiste ». Dès l'affermissement du pouvoir soviétique, il réaffirme devant le Ier Congrès du Komsomol (octobre 1920) son hostilité, non à l'activité, mais envers les thèses centrales des proletkultistes : « C'est seulement la parfaite connaissance de la culture créée au cours du développement de l'humanité et sa transformation qui permettront de créer une culture prolétarienne. La culture prolétarienne ne surgit pas on ne sait d'où, elle n'est pas l'invention d'hommes qui se disent spécialistes en la matière. Pure sottise que tout cela. La culture prolétarienne doit être le développement logique de la somme des connaissances que l'humanité a accumulées, sous le joug de la société capitaliste, de la société des propriétaires fonciers et des bureaucrates » (o., 31, 296). Le même mois, Lénine demande à Lounatcharski de défendre devant le Congrès du Proletkult sa transformation en département du Narkompros. Lounatcharski reconnaît au contraire l'indépendance de l'organisation de masse. Lénine fait alors adopter par le CC du parti une résolution présentée au Congrès selon laquelle il s'engage à rejeter « résolument comme fausse sur le plan théorique et nuisible sur le plan pratique toute tentative d'inventer une culture particulière, de s'enfermer dans des organisations spécialisées, de délimiter les champs d'action du Narkompros et du « Proletkult » ou d'établir « l'autonomie » du « Proletkult » (...) Le Congrès fait un devoir absolu à toutes les organisations du « Proletkult » de se considérer entièrement comme des organisations auxiliaires du réseau d'institutions du Narkompros (...) (o., 31, 327). La résolution approuvée par le Congrès, Bogdanov écarté de la direction du Proletkult, le parti ne craint plus un essor des hérésies bogdanoviennes et à la menace de la formation d'un parti indépendant sur la base des thèses du groupe *Vperiod* d'avant-guerre. Devenu département du Narkompros, le Proletkult sera placé en 1925 sous la tutelle des syndicats pour l'animation culturelle dans les entreprises.

Peu après, la fin de la guerre civile et les débuts de la NEP (mars 1921) autorisent la création de nombreux groupes artistiques et littéraires. En 1920 déjà, les écrivains prolétariens du groupe *La Forge* avaient formé l'Association pan-russe des Ecrivains prolétariens (VAPP). Face aux « Compagnons de route » qui s'expriment dans la revue *Krasnaja Nov'* de Voronski, la VAPP maintient la tradition proletkultiste. Non sans adopter une attitude nouvelle plus insidieuse. A partir de 1921-1922, la VAPP reproche au parti son soutien aux Compagnons de route, lui demande d'adopter la cause de la littérature prolétarienne, provoque son intervention dans le domaine

culturel. La revue *Na Postu* rédigée par des « prolétariens de choc » (Averbakh, Rodov, Biedni) milite pour une « claire idéologie communiste dans la littérature prolétarienne », prône la rupture entre le passé et le présent et dénonce chez les Compagnons de route l'esprit petit-bourgeois. En 1923, Trotski répond à cette offensive en reprenant les arguments de Lénine contre les proletkultistes, en expliquant que la culture prolétarienne n'existera jamais car le régime prolétarien ne peut qu'être historiquement transitoire, et défend les Futuristes et les Compagnons de route *(Littérature et Révolution)*. Le débat s'envenime l'année suivante. Un manifeste très virulent du groupe *Oktyabr'* (animateur de *Na Postu*) provoque la riposte des Compagnons de route. Le parti doit organiser la Conférence de mai 1924 dont la résolution finale demande le respect des Compagnons de route et rappelle « qu'aucun mouvement, groupe ou école ne peut agir au nom du Parti communiste ». Pour la première fois, un Congrès du Parti (le XIIIe, mai 1924) se prononce sur les questions littéraires en maintenant cette position. Mais le trotskisme est condamné par le parti et les prolétariens comme Vardine amalgament Trotski et Voronski. En février 1925, devant le CC, Boukharine, pour réaffirmer le principe de tolérance, propose un autre amalgame : Vardine en littérature équivaut à Preobrajenski en économie. Le CC tente de clarifier le débat par sa célèbre résolution du 18 juin 1925. Il rappelle que « dans une société de classe, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'art neutre », mais que dans la Russie de la NEP « il n'y a pas encore d'hégémonie des écrivains prolétariens, et (que) le parti doit aider ces écrivains à gagner par leur travail leur droit à cette hégémonie ». Quant aux Compagnons de route, « il ne peut y avoir ici d'autres directives générales que des rapports tactiques et prudents avec eux : (...) il faut se comporter avec eux de façon à leur assurer toutes les conditions propres à un passage aussi rapide que possible aux côtés de l'idéologie communiste, tout en écartant les éléments anti-prolétariens et anti-révolutionnaires... ». Le CC avertit les écrivains prolétariens qu'il préviendra « par tous les moyens toute manifestation « d'arrogance communiste »... ». Une ligne aussi indécise ne peut mettre fin à des polémiques littéraires recoupant toujours plus les divisions du parti. Boukharine, leader de la NEP, est le champion des Compagnons de route. Nombre d'écrivains prolétariens rejoignent l'opposition zinoviétiste. Le groupe « centriste » d'Averbakh édite en 1926 *Na Literaturnom Postu* d'où il fustige « droitiers » (les Compagnons de route) et « gauchistes » (les autres prolétariens).

La fondation (décembre 1927) de la Fédération des Organisations d'Ecrivains soviétiques (FOSP) ne réconcilie pas ses différents membres : VAPP (prolétariens), VSP (Union pan-russe des Ecrivains : Compagnons de route), VOKP (Union pan-russe des Ecrivains paysans), *Novy LEF* (Nouveau Front gauche de l'Art : Futuristes et Formalistes), *Pereval* (Union des Unions des Ecrivains ouvriers et paysans : proche des Compagnons de route). A la veille du XVe Congrès du PC de l'US, Voronski, sous la pression de la VAPP, quitte la rédaction de *Krasnaja Nov'*. En 1928, le retour de Gorki en URSS (mai), les cérémonies du centenaire de la naissance de Tolstoï (septembre) ne parviennent pas plus à présenter même une unanimité de façade. La RAPP (prolétariens de Russie) boude Gorki et Averbakh obtient le limogeage du directeur de *Novy Mir*, Polonski, dénoncé comme le nouveau chef des Compagnons de route. En août, Maïakovski abandonne la direction de *Novy LEF* (remplacé par Tretiakov), lance un nouveau mouvement

« pour la gauche du LEF » qui sera le REF (Front révolutionnaire des Arts) et prêche la conciliation entre les groupes. Durant cet automne 1928 de la crise de la NEP qui débouche sur la collectivisation, le premier Plan quinquennal et la condamnation de la « droite » (avril 1929), la RAPP publie un manifeste préparé par Lebedinski affirmant son hégémonie sur l'ensemble de la littérature prolétarienne (« premier plénum » d'octobre). A la fin du mois, Averbakh, dans *Na Literaturnom Postu*, dresse un parallèle entre le danger de droite dans le parti et les Compagnons de route en littérature, stigmatise « l'idéalisation de Tolstoï », « l'ultra-gauchisme » du LEF, le groupe Pereval. En décembre, la *Pravda* critique la tolérance de Lounatcharski, et, le 22, se réunit une Conférence dont la résolution *Sur la fourniture de livres aux masses* définit la littérature comme l'instrument effectif de la politique du parti, prône le développement d'une « littérature de masse pour la mobilisation des masses autour des tâches fondamentales économiques et politiques » et enjoint aux centres d'éditions de soumettre au parti leur plan de travail. Au même moment, *Novy LEF* cesse de paraître : dans son dernier numéro, Jakobson et Tynianov établissent un programme mêlant recherche linguistique et préoccupations marxistes. L'année 1929 s'ouvre sur l'arrestation de Voronski pour « trotskisme » et la critique de la FOSP accusée de ne pas produire des ouvrages à la hauteur des tâches sociales. Le 4 décembre, la *Pravda* déclare enfin qu'en littérature la RAPP suit la ligne la plus proche de celle du parti et appelle au regroupement autour d'elle. Peu après, Maïakovski dissout le dernier groupe vraiment indépendant, le REF, rejoint la RAPP, et se suicide en mars 1930. Désormais, la prééminence de la RAPP est fermement établie. Le 23 avril 1932, le CC publie sa *Résolution sur la reconstruction des organisations artistiques* : suppression des associations d'écrivains prolétariens (le Proletkult sera aussi suspendu à la fin de l'année), réunion des écrivains soutenant la plate-forme du pouvoir soviétique et désirant participer à la construction du socialisme dans une association unique. Le 19 mai, se tient la première séance du comité d'organisation chargé de préparer le Congrès extraordinaire des Ecrivains soviétiques qui s'ouvrira le 17 août 1934 sur les rapports de Jdanov et Gorki et donnera naissance à l'Union des Ecrivains soviétiques.

Deux périodes divisent l'histoire de la littérature prolétarienne en URSS. De 1917 à 1921, le Proletkult dispose d'un quasi-monopole des pratiques culturelles et artistiques (seuls les Futuristes développent alors une activité autonome) et anime un véritable mouvement de masse dont l'ambition est la révolution du *byt*. En 1921, ce monopole éclate : le Proletkult subsiste dans l'ombre de nombreux groupes d'écrivains et d'artistes. En même temps, le rapport politique/culture est modifié. Le Proletkult prétendait laisser la politique au parti mais revendiquait l'hégémonie culturelle en restant jaloux de son indépendance. Les groupes d'écrivains prolétariens exigent la même hégémonie mais se considèrent comme les militants d'une ligne littéraire expression de la ligne politique du parti. En mal de reconnaissance officielle et de pouvoir, ils exigent du parti cette intervention directe qu'il refuse d'abord et qu'il finit par accepter pendant la « révolution par en haut » stalinienne des années 1928-1934. La vie culturelle s'aligne alors sur la politique du parti.

Le Proletkult international. — Pour les dirigeants du Proletkult, la culture prolétarienne est par principe internationaliste. Durant le IIe Congrès mon-

dial de l'Internationale communiste, Lounatcharski, Lébédiev-Polianski, W. Herzog, J. Reed, T. Quelch, K. Toman, R. Lefebvre, N. Bombacci, J. Humbert-Droz forment, le 12 août 1920, un Bureau international provisoire du Proletkult (Litintern). La mise en cause du Proletkult soviétique freine bientôt l'essor de l'organisation internationale. En Allemagne, c'est surtout le KAPD qui défend les thèses proletkultistes face au KPD. L'Agitprop et le « Théâtre prolétarien » de Piscator ont pour principe que l'Art est « un moyen parmi d'autres dans la lutte des classes », un instrument de propagande. En Tchécoslovaquie, le Proletkult est créé en août 1921, sur décision du PCT, et placé sous la direction de K. Neumann. Son activité est critiquée par le groupe « Devietsil » (fondé en 1920) pour qui l'art nouveau ne doit pas se contenter de prendre pour thème la Révolution, mais doit être révolutionnaire en soi. A Vienne existe un Centre d'éditions ouvrières animé par E. Jung, E. Mühsam, G. Grosz. En Italie, l'Institut de culture prolétarienne de Turin, organisé en janvier 1921, est dirigé par des militants de l'*Ordine Nuovo* proches de Gramsci. Ils partagent avec Bogdanov l'idée d'une autonomie du culturel par rapport au politique mais refusent ses conceptions d'un art prolétarien créé par les seuls ouvriers. Il s'agit au contraire de rapprocher ouvriers et intellectuels. Aussi les Italiens sont-ils favorables au mouvement Clarté.

L'IC d'ailleurs, après la condamnation du Proletkult bogdanovien, considère Clarté comme l'organisation internationale capable de rallier les intellectuels aux idéaux d'Octobre. Clarté naît de la réaction contre la guerre impérialiste et de la solidarité avec la Révolution russe. L'appel de Clarté, émis par H. Barbusse, R. Lefebvre, P. Vaillant-Couturier, soutenu par A. France et R. Rolland, reçoit rapidement une large audience, de sorte qu'en septembre 1919 le mouvement dispose d'un Comité directeur international. Clarté comptera au nombre de ses collaborateurs V. Vlasco-Ibanez, U. Sinclair, Steinlein, H. G. Wells, St. Zweig, B. Shaw, R. Tagore, S. Lagerlöf, H. Mann, B. Russel, A. Huxley, R. M. Rilke, N. Hikmet, etc. Fort de ces noms prestigieux, de la multiplication de ses sections et du soutien de l'IC, Clarté éclipse rapidement le Proletkult international (d'après A. Sabatier, numéro spécial *Action poétique*).

• BIBLIOGRAPHIE. — E. H. CARR, *Socialism in one country*, vol. 1, Macmillan, 1978, p. 46-66; *ibid.*, vol. 2, *ibid.*, p. 76-87; ID., *Foundations of a planned Economy*, vol. 2, *ibid.*, p. 399-418; F. CHAMPARNAUD, *Révolution et contre-révolution culturelle en URSS*, Paris, Anthropos, 1975; G. CONIO (présentation), *Le formalisme et le futurisme russes devant le marxisme*, Paris, L'Age d'Homme, « Slavica », 1975; H. DELUY et D. LECOURT, *A. Bogdanov. La science, l'art et la classe ouvrière*, Paris, Maspero, 1977; H. DELUY et B. GRINBAUM, *Proletkult*, numéro spécial d'*Action poétique*, n° 59, 1974; I. EHRENBOURG, *Un écrivain dans la révolution*, Paris, Gallimard, NRF, 1963; S. FITZPATRICK, *The Commissariat of Enlightenment. Soviet Organization of Education and Arts under Lunacharsky*, Cambridge Univ. Press, 1970; C. FRIOUX, Lénine, Maïakovski, le Proletkult et la révolution culturelle, in *Littérature*, n° 24; ID., *Maïakovski par lui-même*, Seuil, 1978, « Ecrivains de Toujours »; ID., *Maïakovski et son temps, 1917-1922. Visage d'une transition*, doctorat d'Etat, Paris-Sorbonne, novembre 1976; V. V. GORBOUNOV, *V. I. Lénin i Proletkult*, Moscou, 1974; V. I. LÉNINE, *Culture et révolution culturelle*, Moscou, Ed. du Progrès, 1969; ID., *Les tâches des Unions de la Jeunesse*, o., 31, 292; ID., *De la culture prolétarienne*, o., 31, 327; A. V. LOUNATCHARSKI, *Sobranie sochinenii v 8-i tomakh*, Ed. I. I. Anisimov, A. I. Ovcharenko, etc., Moscou, 1963-1967; J. M. PALMIER, *Lénine, l'art et la révolution. Essai sur la formation de l'esthétique soviétique*, Paris, Payot, 1975; textes choisis et présentés par J. M. PALMIER, *Lénine sur l'art et la littérature*, série Esthétique, Paris, 10/18, 1976; *Paris-Moscou 1900-1930*, Catalogue de

l'Exposition du Centre national d'Art et de Culture G.-Pompidou, Paris, 1979; L. D. TROTSKI, *Littérature et révolution*, Julliard, 1964 et 10/18, 1971 ; ID., *Les questions du mode de vie. L'époque du « militantisme culturel » et ses tâches*, introduction d'A. KOPP, 10/18, 1976; S. TRETIAKOV, *Dans le Front gauche de l'Art*, présentation d'H. DELUY et Y. MIGNOT, Paris, Maspero, 1977.

▶ CORRÉLATS. — Agitation/Propagande, Bolchevisme, Boukharinisme, Dictature du prolétariat, Esthétique, Futurisme, Intellectuels, Littérature, Otzovisme, Prolétariat, Réalisme socialiste, Révolution culturelle, Socialisme.

J.-M. G.

Propriété privée

Al : *Privateigentum.* — An : *Private ownership.* — R : *Sobstvennost'.*

« La propriété privée est un fait dont l'explication n'est pas l'affaire de l'économie politique, mais qui en constitue la base. Il n'y a pas de richesses sans propriété privée et l'économie politique est par essence la science de l'enrichissement. Par conséquent, il n'y a pas d'économie politique sans la propriété. Dès lors, toute cette science repose sur un fait sans nécessité » (M 44, ES, 55; *Erg.*, 1, 510). Dans l'élaboration de la critique de l'économie politique, le concept de propriété privée occupe une place charnière puisque, tout en étant un pilier de la société bourgeoise, ce n'est pas un concept économique en propre. Il ressortit plutôt à la philosophie politique classique où les débats sur l'origine de la propriété sont concomitants avec ceux sur l'origine du « contrat social » ou du droit naturel.

La propriété privée est la catégorie juridique clé de la société bourgeoise : la démarche de Marx consistera, à partir de la critique qui en est faite notamment par les socialistes français (Proudhon), à la ramener à la catégorie économique de rapport de production.

« Tous les développements de l'économie politique supposent la *propriété privée*. Cette hypothèse de base, l'économie politique la considère comme un fait inattaquable : elle ne la soumet à aucun examen, et même, pour reprendre l'aveu naïf de Say, n'en parle *qu'accidentellement*. Et voici Proudhon qui soumet la propriété privée, base de l'économie politique, à un examen critique, au premier examen catégorique, aussi impitoyable que scientifique. C'est là le grand progrès scientifique qu'il a réalisé, un progrès qui révolutionne l'économie politique et rend pour la première fois possible une véritable science de l'économie politique » (SF, ES, p. 42; MEW, 2, 32-33). Le point de départ de cette critique n'est pas d'ordre théorique, mais d'ordre pratique : « La première critique de la propriété privée part naturellement du fait où se manifeste sous la forme la plus tangible, la plus criante, la plus immédiatement révoltante pour le sentiment humain, l'essence contradictoire de cette propriété : ce fait, c'est la pauvreté, c'est la misère » (*ibid.*, p. 45; 36).

La démonstration du caractère contradictoire de la propriété comme rapport de production, affirmée dès *La Sainte Famille*, est démontrée tout au long de l'œuvre de Marx, en fonction des différents prédicats qui se rapportent à la propriété privée.

1) La propriété privée peut être pensée à travers le concept d'aliénation puisque, dans la production capitaliste, elle incarne la séparation du producteur direct d'avec le produit et les instruments de son travail : « Il s'avérera finalement que la propriété privée du produit de son propre

travail ne fait qu'un avec la séparation du travail et de la propriété; si bien que le travail va créer de la propriété d'autrui et la propriété commander le travail d'autrui » (*Grund.*, ES, I, p. 178; Dietz V., 148).

2) Mais les formes de la propriété sont liées, en tant que celle-ci est un rapport de *production*, aux formes de la division du travail : « Division du travail et propriété privée sont des expressions identiques — on énonce dans la première par rapport à l'activité ce qu'on énonce dans la seconde par rapport au produit de cette activité » (IA, ES, p. 61; MEW, 3, 32).

Ainsi, si Marx prend effectivement pour point de départ la critique de la propriété privée par les socialistes français, sa critique prend une tout autre pente : loin de considérer la propriété comme une instance juridique illégitime (« La propriété, c'est le vol »), il démontre sa nécessité économique : « La propriété privée est un mode de relations nécessaire à un certain stade de développement des forces productives, un mode dont on ne peut se séparer ni se passer dans la production de la vie matérielle immédiate tant que ne sont pas créées les forces productives pour qui la propriété privée est une entrave et un obstacle » (IA, ES, p. 390; 338).

Ce dépassement nécessaire de la propriété privée peut être conçu sur le mode d'une dialectique de l'*appropriation* et de l'*expropriation* :

En effet, l'origine de la propriété doit être comprise, en deçà du mode de production capitaliste, comme appropriation de la nature, c'est-à-dire ensemble des médiations sociales entre les conditions naturelles de la production et les producteurs : « La propriété ne signifie donc à l'origine que le rapport de l'homme à ses conditions naturelles de production en tant qu'elles lui appartiennent, qu'elles sont les siennes, qu'elles sont présupposées avec sa propre existence; rapport à ces conditions en tant qu'elles sont les présupposés naturels de l'homme lui-même et pour ainsi dire le prolongement de son corps. (...) La propriété signifie donc appartenance à une tribu (communauté) (avoir en elle une existence subjective-objective) et, par la médiation du rapport de cette communauté au terroir, à la terre, son corps inorganique, rapport de l'individu au terroir, à la condition primitive extérieure de la production — puisque la terre est indissolublement matériau brut, instrument et fruit — comme constituant les présupposés mêmes de son individualité, les modes d'existence de celle-ci » (*Grund.*, ES, I, p. 428, 429; Dietz V., 391).

La propriété foncière est donc la traduction juridique d'un ensemble de rapports entre le producteur et ce qui est à la fois matériau, instrument, produit : ce qu'on pourrait appeler l'« appropriation primitive ». L'avènement du capital détruit cette appropriation à la fois par la désintégration des rapports organiques entre le producteur et le matériau-instrument-produit (aliénation plus division du travail) et par l'expropriation physique de la petite propriété foncière et des terrains communaux (accumulation primitive).

Expropriation des producteurs, appropriation capitaliste : ici advient le règne de la propriété privée comme rapport de production propre au MPC. Mais la continuation du processus historique de l'appropriation capitaliste conduit à son tour à la disparition de la propriété privée : la concentration du capital implique l'expropriation du petit capitaliste individuel au profit de la société par actions : « Le capital qui repose, par définition, sur le mode de production sociale et présuppose une concentration sociale des moyens de production et de force de travail revêt ici directement la forme du capital social (capital d'individus directement associés)

par opposition au capital privé; ses entreprises les présentent donc comme des entreprises sociales par opposition aux entreprises privées. C'est là la suppression du capital en tant que propriété privée à l'intérieur des limites du mode de production capitaliste lui-même » (K., ES, III, 2, p. 102; MEW, 25, 452).

Contradiction entre le processus objectif de socialisation de la production et le maintien des superstructures juridiques axées sur la propriété privée : « La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés » (K., ES, I, 3, p. 205; MEW, 23, 791).

On trouvera une autre formulation de cette dialectique de l'appropriation, dont la propriété représente donc un moment historique nécessaire et déterminé, dans *L'idéologie allemande* (ES, p. 103; MEW, 3, 68) comme mouvement historique de l'appropriation particulière vers l'appropriation universelle : « Seuls les prolétaires de l'époque actuelle, totalement exclus de toute manifestation de soi, sont en mesure de parvenir à une manifestation de soi totale, et non plus bornée, qui consiste dans l'appropriation d'une totalité de forces productives et dans le développement d'une totalité de facultés que cela implique. (...) Dans toutes les appropriations antérieures, une masse d'individus restait subordonnée à un seul instrument de production; dans l'appropriation par les prolétaires, c'est une masse d'instruments de production qui est nécessairement subordonnée à chaque individu, et la propriété qui l'est à tous ».

• BIBLIOGRAPHIE. — ENGELS, *Orfa.*; HEGEL, *Principes de la philosophie du droit*, Vrin, 1975; LOCKE, *Second traité du gouvernement civil*, Vrin, 1967; MARX, MPh; MORE, *Utopie*, ES, 1971; PROUDHON, *Qu'est-ce que la propriété?*, Paris, Garnier-Flammarion, 1966.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Aliénation, Division du travail, Prolétariat, Proudhonisme, Rapports de production, Rente.

P. S.

Protectionnisme

Al : *Protektionismus.* — An : *Protectionism.* — R : *Protekcionizm.*

Voir : Internationalisation, Libre-échange, Monnaie.

Proudhonisme

Al : *Proudhonismus.* — An : *Proudhonism.* — R : *Prudonizm.*

Le proudhonisme, ou plutôt l'anarchisme proudhonien (Proudhon, le premier employa le terme d'*anarchie* au sens de doctrine politique), est l'objet, dans l'ensemble de la tradition marxiste, d'une caractérisation négative et d'une critique permanente. C'est par excellence « l'idéologie petite-bourgeoise », dont l'infestation ne cesse de menacer ou de dévier le socialisme et, avec lui, le mouvement ouvrier.

Marx, qui était de dix ans le cadet de Proudhon, a tout d'abord éprouvé du respect pour l'homme et le prestige considérable que ses idées lui avaient déjà valu. Il rencontra Proudhon à plusieurs reprises durant l'automne

et l'hiver 1844; il se souviendra plus tard l'avoir alors *injecté* d'hégélianisme (L. du 24 janv. 1865).

La Sainte Famille procède à un haut éloge des attaques portées par Proudhon contre la propriété (*Qu'est-ce que la propriété?*, Paris, 1840). Marx y voit un progrès « scientifique » qui révolutionne l'économie politique (cf. *apud* chap. IV, la « Note marginale n° 1 »). Il en déduit même sa première approche systématisée du prolétariat : « Le prolétariat et la richesse sont des contraires *(Gegensätze)*. Comme tels ils constituent une totalité. Ils sont tous deux des formations du monde de la propriété privée. La question est de savoir quelle place déterminée chacun occupe dans cette contradiction... Au sein de cette contradiction, la propriété privée est donc le parti *conservateur*, le prolétaire le parti *destructeur*. Du premier émane l'action qui maintient la contradiction, du second l'action qui l'anéantit » (SF, ES, p. 46-47; MEW, 2, 37). Et ce n'est pas sans enthousiasme que Marx oppose à la « Critique critique » de ses anciens amis Proudhon, l'autodidacte, entièrement situé, lui, du « côté de la masse », de la « crise » donc, bien plus que de la « critique » (*ibid.*, 53; 43).

Dès ce moment toutefois, l'éloge se nuance de réserves. Elles visent les limites qui ferment le discours de Proudhon, car ce dernier ne parvient pas à abandonner le point de vue de l'économie politique. Il « supprime l'aliénation économique dans le cadre de l'aliénation économique » (SF, 54; MEW, 2, 44). Ce premier « proudhonisme », selon Marx, manifestait moins un ralliement que l'usage d'une machine de guerre contre l'idéalisme de la gauche intellectuelle allemande. C'est pourquoi il ne dura pas. La polémique fut bientôt suivie d'attaques frontales sur des questions de fond. Ce sera la guerre ouverte à travers les épisodes du Comité de Correspondance communiste, embryon d'une organisation internationale, auquel Proudhon refusa de collaborer (L. du 5 mai 1846; cf. *Corr.*, 1); sur l'éventualité du recours à la violence révolutionnaire, nettement récusé par Proudhon (cf. *Correspondance de P. J. Proudhon*, Paris, 1875, t. 2, p. 198 et s.); sur les plans de réforme sociale, qui voient Engels monter en première ligne contre K. Grün, le fondé de pouvoir et le traducteur de Proudhon. En octobre 1846, avec la parution de la *Philosophie de la misère*, la lutte est engagée pour le contrôle idéologique de l'immigration allemande à Paris (cf. les L. de F. Engels pour cette période, apud *Corr.*, 1). Aux projets d'actionnariat ouvrier, qui vont rendre Proudhon « ridicule à tout jamais aux yeux des économistes bourgeois et, avec lui, tous les socialistes et communistes français » (L. de FE à KM du 19 sept. 1846, *Corr.*, 1, 411), est opposé *Misère de la philosophie* à la fois comme programme du parti, dont le chef est Marx (L. de FE du 25-26 oct. 1847; *Corr.*, 1, 494; MEW, 27, 93), et surtout comme analyse alternative théorique et pratique de la société capitaliste. La condamnation prononcée par Marx est désormais sans appel. Une page de la *Misère* en résume l'esprit :

« Chaque rapport économique a un bon et un mauvais côté : c'est le seul point où M. Proudhon ne se dément pas. Le bon côté, il le voit exposé par les économistes, le mauvais côté, il le voit dénoncé par les socialistes. Il emprunte aux économistes la nécessité des rapports éternels; il emprunte aux socialistes l'illusion de ne voir dans la misère que la misère. Il est d'accord avec les uns et les autres en voulant s'en référer à l'autorité de la science. La science, pour lui, se réduit aux minces proportions d'une formule scientifique. C'est ainsi que M. Proudhon se flatte d'avoir donné la

critique et de l'économie politique et du communisme : il est au-dessous de l'une et de l'autre. Au-dessous des économistes, puisque, comme philosophe, qui a sous la main une formule magique, il a cru pouvoir se dispenser d'entrer dans des détails purement économiques; au-dessous des socialistes puisqu'il n'a ni assez de courage, ni assez de lumières pour s'élever, ne serait-ce que spéculativement, au-dessus de l'horizon bourgeois. Il veut être la synthèse, il n'est qu'une erreur composée. Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois et des prolétaires; il n'est que le petit bourgeois, ballotté constamment entre le Capital et le Travail, entre l'économie politique et le communisme » (Paris, ES, 1947, p. 100-101; on sait que cet ouvrage fut écrit directement en français; deux autres jugements-bilans encadrent celui-là, cf. L. à Annenkov du 28 déc. 1846, apud *Corr.*, I, 455, en français également, et L. à von Schweitzer, parue en plusieurs livraisons dans le *Sozial-Demokrat* en févr. 1865).

Se trouve dès lors mis en place le clivage qui va dominer l'histoire du mouvement ouvrier : d'un côté, les partisans de l'action directe, de la grève (aussi refusée par Proudhon) à la révolution, ainsi de Blanqui et de Marx; de l'autre, la rénovation progressive de la société, l'auto-organisation du prolétariat et le mouvement coopératif de Proudhon; sur le versant « production » : Saint-Simon, Fourier et Marx; sur le versant de « l'échange » : Proudhon. Dans *Le Manifeste*, Proudhon est présenté comme l'éponyme du « socialisme conservateur ou bourgeois » (MEW, 4, 488). « Le communisme, assure Marx dans une lettre à Weydemeyer du 1er février 1859 (MEW, 29, 573; trad. *apud* LK, ES, 106), doit avant tout se débarrasser de ce faux frère. » *Faux frère :* le mot en dit plus long qu'une analyse. L'histoire aussi, celle du combat à reprendre constamment contre ce double, dont on ne vient jamais à bout. Des *Grundrisse* qu'il hante d'un bout à l'autre, à la *Question du logement* (1872), dont il est l'interlocuteur privilégié; des batailles parisiennes de la Ligue aux débats de l'AIT, bien après sa mort (1865), Proudhon, ou plutôt le proudhonisme, assure la permanence d'un défi. Ajoutons : en toute époque et sur tous les terrains, qu'il s'agisse des « trois sources », dont lui aussi est issu, ou de la dialectique, de l'histoire, de la société, du socialisme et du syndicalisme, selon les distinctions proposées par A. Cuvillier.

Les successeurs prendront le relais. Plekhanov à nouveau, dénonce son individualisme et réfute sa théorie de l'échange, impuissante à instaurer une société socialiste (*Œuvres philos.*, Moscou, Ed. du Progrès, t. I, 286 et s.). A peine laisse-t-il deviner quelque tendresse pour sa transmutation dans la figure de Bakounine, qualifié de « Luther du proudhonisme » (*ibid.*, 134). Lénine ne se lasse pas de fustiger, dans la Commune, l'échec du proudhonisme (cf. O., 5, 334; 12, 106...); ni, tout en convenant d'avoir affaire à « une doctrine socialiste... très sérieuse » (O., 19, 597), de montrer comme elle fait le lit du révisionnisme (O., 15, 28) ou même du nationalisme (*ibid.*, 20, 461 : Lénine reprend une L. de KM du 20 juin 1866, où ce dernier parle de « stirnérisme proudhonien ») et, par-dessus tout, combien le proudhonisme est le symbole même de l'idéologie petite-bourgeoise (*ibid.*, 22, 365 et s., *Marxisme ou proudhonisme ?*).

Les enjeux de la critique du proudhonisme sont en effet considérables puisqu'à travers lui il s'agit de rien de moins que de tenir à l'écart du mouvement révolutionnaire les deux plus redoutables concurrents du marxisme, l'anarchisme et le réformisme. Et derrière cela perdure en outre une ques-

tion que n'a résolue aucune des scissions survenues dans le mouvement ouvrier, celle de l'alliance non seulement entre la petite bourgeoisie ou les couches moyennes et la classe ouvrière (sur quoi Marx et Proudhon pensaient la même chose; cf. L. à Annenkov, citée et *De la capacité des classes ouvrières*) mais aussi entre les différents courants au sein même du mouvement ouvrier. En ce sens demeure fondé le jugement de G. Pirou selon lequel : « Lorsque Proudhon monte, Marx, par un mouvement en quelque sorte automatique, descend » (apud *Proudhon et notre temps*, Paris, 1920, cité par A. Cuvillier).

• BIBLIOGRAPHIE. — *a* / Quelques occurrences complémentaires : FE, *apud* NGRh, III, 433 et s. (MEW, 6, 562 et s.); KM, *Préf. de 1869* au 18 B (MEW, 16, 358); *apud* KM/FE, *Corr.*, II, les L. de 1851 numérotées 136, 137, 138, 139, 142, 152, 157, 158, 164, 165, 172, 177; *Grund.*, trad. franç., ES, I, 18-19 (Dietz Verlag, 6); *Cont.*, 38 n. et 57 (MEW, 13, 47 et 68); K., I, III, 27 n. (MEW, 23, 613 n.); II, V, 84 (MEW, 24, 431); IV, III, 613 et s. (MEW, 26, 3, 512 et s.); AD, 302-303 (MEW, 20, 246) et 352 : Dühring = Proudhon (MEW, *ibid.*, 291); KM, *L'indifférence en matière politique* (MEW, 18, 302); L. de FE à Bebel du 18-28 mars 1875; *Préf. de 1891* de FE à GCF (il qualifie Pr. de « socialiste de la petite paysannerie et de l'artisanat » et assure que « la Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme »); un jugement de F. Lassalle sur MPh, *apud* L. à Marx du 12 mai 1851 (*Correspondance Marx/Lassalle*, Paris, PUF, 1977); A. GRAMSCI dit de Proudhon qu'il est le « Gioberti français » (cf. *Gr. ds le texte*, 264, 538) et le compare à Sorel et De Man (*ibid.*, 289).

b / PROUDHON : *Œuvres complètes*, C. BOUGLÉ et H. MOYSSET éd., 15 vol., Paris, 1926-1959; *Carnets*, P. HAUBTMANN éd., 3 vol., Paris, 1960-1968; *Œuvres choisies*, J. BANCAL éd., 2 vol., Paris, 1967.

c / Etudes : *Actualité de Proudhon*, Colloque de Bruxelles (1965), Bruxelles, 1967; J. ADAM (Lambert), *Les idées antiproudhoniennes sur l'amour, la femme et le mariage* (Réponse à *Justice* de Proudhon), Paris, 1858; P. ANSART, *Sociologie de Proudhon*, Paris, 1967; ID., *Naissance de l'anarchisme. Esquisse d'une explication sociologique de l'anarchisme*, Paris, 1970; J. BANCAL, *Proudhon, pluralisme et autogestion*, Paris, 2 vol., 1970; C. BOUGLÉ, *La sociologie de Proudhon*, Paris, A. Colin, 1912; H. BOURGIN, *Proudhon*, Paris, Biblio. socialiste, 1903; G. COGNIOT, Le vrai Proudhon, apud *La Pensée*, n° 81, 1958; E. DOLLÉANS, *Proudhon*, Paris, 1948; ID, et J. L. PUECH, *Proudhon et la révolution de 1848*, Paris, 1948; Ed. DROZ, *P. J. Proudhon*, Paris, Libr. Les Pages libres, 1903; G. GURVITCH, *Proudhon et Marx, une confrontation*, Paris, 1962; ID., *Dialectique et sociologie*, Paris, 1962; ID., *Proudhon, sa vie, son œuvre, avec un exposé de sa philosophie*, Paris, 1965; G. GUY-GRAND, *Pour comprendre la pensée de Proudhon*, Paris. 1947; P. HAUBTMANN, *Marx et Proudhon, leurs rapports personnels, 1844-1847*, Paris, 1947; ID., *Proudhon, Marx et la pensée allemande*, Presses Univ. de Grenoble, 1981; A. KRIEGEL, Le syndicalisme révolutionnaire et Proudhon, apud *Le pain et les roses*, Paris, PUF, 1968; G. LABICA, *Le statut marxiste de la philosophie* (chap. VIII, XVII et XVIII); G. PIROU, *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*, Paris, Rousseau, 1910; J. L. PUECH, *Le proudhonisme dans l'AIT*, Paris, 1907; G. SOREL, *Introduction à l'économie moderne*, Paris, 1909.

▶ CORRÉLATS. — Abondance/Rareté, Alliances, Anarchisme, Bakouninisme, Blanquisme, Commune, Coopération, Egalité, Individualisme, Internationales, Mutuellisme, Petite bourgeoisie, Prolétariat, Science, Utopie.

G. L.

Pudding

Célèbre simplification engelsienne qui ne craint pas de faire concourir la maxime populaire anglaise : « The proof of the pudding is in the eating » (« La preuve du pudding c'est qu'on le mange ») à la réfutation de l'agnosticisme (Préf. à l'éd. angl. de 1892 de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*:

MEW, 22, 296; trad. apud *Etudes philosophiques*, Paris, ES, 1961, p. 120). Se donnant comme didactique, un matérialisme extrêmement abaissé n'a cessé d'invoquer cette formule (cf. encore récemment G. MARCHAIS, *Le défi démocratique*, Paris, Grasset, 1973, p. 151).

• BIBLIOGRAPHIE. — Pour une interprétation de ce passage d'Engels, cf. G. LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Ed. de Minuit, 1960, p. 245.

▶ CORRÉLATS. — Agnosticisme, Kantisme, Matérialisme. G. L.



Qualité / Quantité

Al : *Qualität/Quantität.* — An : *Quality/Quantity.* — R : *Kačestvo/Količestvo.*

Ces deux catégories et leur articulation comme *passage* de la quantité (des modifications quantitatives) dans la qualité (dans des mutations qualitatives) sont chez Hegel l'objet d'un examen détaillé et d'une exposition systématique. Pour la première fois dans l'histoire de la philosophie, une rupture se fait jour tant avec les diverses variétés d'évolutionnisme qu'avec les théories du cataclysme qui prédominaient jusque-là.

La *Phénoménologie de l'Esprit* distingue entre opposition qualitative et diversité quantitative et fournit les premiers éléments d'une dialectique de la croissance quantitative et de l'opposition qualitative qui se noue, avec l'exemple de l'enfant, autour de la notion de « saut qualitatif » : « Après une longue et silencieuse nutrition, la première respiration dans un saut qualitatif interrompt brusquement la continuité de la croissance seulement quantitative et c'est alors que l'enfant est né ». Mais c'est la *Logique* qui en énoncera l'universelle validité comme « loi ». « La quantité n'est que la qualité devenue négative » ou « qualité sursumée » et, puisque « la vérité de la qualité est... d'être quantité », « la qualité passe en quantité » tout autant que le « saut » fait passer « hors du quantitatif dans le qualitatif ». Hegel invoque ici les exemples des « combinaisons chimiques », de « l'eau » et de « la naissance et la mort ».

Marx, s'il utilise évidemment ces deux catégories, ne paraît guère leur assigner de fonction et de statut théoriques stricts. Lorsqu'il en use, c'est de façon non ou extra-philosophique. Ainsi *Le Capital*, dans son examen de la « chose utile » procède du « double point de vue, celui de la qualité et celui de la quantité » (K., I, 1, chap. 1 début ; ES, p. 51 s. ; MEW, 23, 495). La marchandise peut être doublement qualifiée, comme valeur d'usage, soit « de qualité différente », ou bien comme valeur d'échange, soit « de différente quantité » *(ibid.)*. Lorsque référence est explicitement faite à la « loi » de Hegel (mais la fréquence en est infime), elle vaut révérence, comme si la « loi » elle-même dessinait l'indépassable horizon de la dialectique qualité/quantité. Marx, à l'occasion, l'*illustre* quand il y trouve ici ou là confirmation, conformation à son modèle magistral : « Le possesseur d'argent ou de marchandises ne devient en réalité capitaliste que lorsque la somme minima qu'il avance pour la production dépasse

déjà et de beaucoup le maximum du Moyen Age. Ici, comme dans les sciences naturelles, se confirme la loi constatée par Hegel dans sa Logique, loi d'après laquelle de simples changements dans la quantité, parvenus à un certain degré, amènent des différences dans la qualité » (*ibid.*, 302 ; 327). Marx ajoute en note que la « théorie moléculaire de la chimie moderne » est fondée sur cette même loi.

Lecteur, correcteur et éditeur du premier livre du *Capital*, Engels, lorsqu'il rencontre cette note qu'il juge « passablement obscure » pour le néophyte, a le besoin et le souci d'assez longuement la développer (K., I, 1, 302; MEW, 23, 327). C'est qu'il fait fonction, et le rôle est parfois ingrat, de commentateur marxiste de Hegel, d'exégète matérialiste des « lois » de la dialectique. Ceci, trop souvent, le conduit à limiter sa démonstration, ainsi que l'avait remarqué Lénine, à la simple accumulation d'une « somme d'exemples » (CP, O., 38, 343), d'échantillons prélevés dans le champ actuel des sciences de la nature et qui sont comme autant d'enluminures esquissées autour du motif hégélien. Dans ses tenants et aboutissants, la « loi » demeure en effet celle dictée par la *Logique*. Telle quelle, elle est avec force réitérée dans *Dialectique de la nature* (MEW, 20, 348 et s., trad., ES, p. 69 et s.). Engels ne fait que la soumettre à une torsion, voire une contorsion double : renversement de la structure logique de l'idéalisme (« renversons les choses, et tout devient clair... », *ibid.*) et « dérivation »/ extraction des trois lois de la dialectique hors du sol de la nature et de l'histoire *(ibid.)*. Dès lors, et contre « l'erreur » de Hegel, le passage par bonds de la quantité dans la qualité et inversement apparaîtra enfin comme une « véritable loi de développement de la nature » et non plus seulement comme une simple « loi de la pensée » (*ibid.*, 349). On le voit, dans son activité de propagandiste philosophique du marxisme, Engels sacrifiait parfois aux excès de l'exigence de « vulgarisation », comme le notait Lénine en manière de circonstance atténuante (CP, *ibid.*). Il en avait toutefois partiellement conscience et savait distinguer entre la « démonstration » du caractère objectif de la « loi » et son embaumement dans un code : « nous n'avons pas ici à rédiger un manuel de dialectique », écrivait-il d'ailleurs (DN, MEW, 20, 349).

C'est à la rédaction en grand de ce manuel, pensé comme livre du savoir absolu, que devait pourtant se vouer le stalinisme théorique. Dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* (in *Histoire du PC(b) de l'URSS*, Moscou, 1939), texte qui devait servir à l'édification de millions de communistes dans le monde, Staline énonce quatre « traits fondamentaux » qui « caractérisent la méthode dialectique marxiste » par opposition à la « métaphysique ». Parmi ceux-ci, la loi du passage « des changements quantitatifs insignifiants et latents à des changements apparents et radicaux, à des changements qualitatifs ». Jusque-là, Staline se contente de répéter Hegel et Engels qu'il cite très abondamment. Il paraît tout au plus en dogmatiser la procédure d'exposition. Et pourtant il fait mieux encore : la « loi » est par lui affectée d'une sorte de coefficient de gradation normative et cet indice supplémentaire mue un principe théorique illustre en illustration de principe de l'idéologie évolutionniste à quoi se réduit presque toujours la philosophie stalinienne de l'histoire (cf. la théorie de la succession des modes de production) : « La méthode dialectique considère que le processus de développement doit être compris... comme le passage de l'état qualitatif ancien à un nouvel état

qualitatif, comme un développement qui va du simple au complexe, de l'inférieur au supérieur ». Par une remarquable inversion de sens, qui tient dans l'occultation de son effet de rupture, la « loi » est ici détournée de son office de novation théorique dont Hegel puis le marxisme l'avaient chargée. D'ailleurs, emporté par la logique *politique* de ce détournement, Staline, dans *Marxisme et linguistique* (1950), ira jusqu'à limiter l'efficience, la validité et la portée de la « loi » aux seules « sociétés divisées en classes ennemies ». En URSS donc, l'effet de la loi dialectique s'évanouirait puisque « le passage d'une qualité ancienne à une qualité nouvelle » ne s'y ferait jamais « par le moyen de l'explosion » mais par une « accumulation progressive des éléments de la qualité nouvelle » (*Der Marxismus und die Fragen der Sprachwissenschaft*, Berlin, Dietz, 1955, p. 34-35).

Le transfert non problématisé de la « loi » de Hegel dans le marxisme, ce qu'il en advint dans une pratique théorique très fortement marquée par le stalinisme (cf. pour la France les *Principes élémentaires de philosophie* de G. Politzer) et qui continue, hors de cette période historique elle-même, d'en hypothéquer l'usage, tout ceci pose le problème plus général de la dialectique matérialiste elle-même, de son statut singulier. Ce qui reste à penser, semble-t-il, c'est la possibilité de fonctionnement de catégories (comme celles de qualité et de quantité) empruntées à une philosophie de l'histoire *dans* le matérialisme historique et la pratique révolutionnaire. A exclure cette considération en forme de questionnement, la dialectique ne court-elle pas le risque de se figer en un ensemble formalisé *a posteriori* de constats et de recettes, sans productivité propre et sans valeur heuristique? Un exemple : que reste-t-il aujourd'hui de l'éphémère catégorie de « changement qualitatif partiel » (W. Rochet) hors de la perspective historique et de la stratégie politique qui avaient présidé à sa génération conjoncturelle ?

• BIBLIOGRAPHIE. — On se reportera à la bibliographie indiquée à l'art. « Bond »; cf. en outre HEGEL, *Phänomenologie des Geistes*, Berlin, Akademie-Verlag, 1964, p. 45, 202, 208, 213; cf. trad. *Phénoménologie de l'esprit*, Paris, Aubier, *Science de la logique*, Aubier, p. 54, 126, 162, 287, 329, 350.

▶ CORRÉLATS. — Bond, Dialectique, Engelsianisme, Loi, Matérialisme dialectique, Science.

G. Be.

Question juive

Al : *Judenfrage*. — An : *Jewish question*. — R : *Evrejskij vopros*.

Le rapport du marxisme et de l'antisémitisme, dans son excessive généralité, semblera en première approche dénué, en tant que tel, de toute pertinence. Comment rendre en effet intelligible l'hypothétique relation entre l'*objet* d'une formation théorique articulée et spécifique et l'*effet*, inscrit dans les chairs, d'une des idéologies les plus meurtrières de ce temps ? Si ledit rapport échappe donc par nécessité à ce type d'investigation, il reste cependant étonnamment chargé (il suffit, pour s'en convaincre, d'évoquer les multiples rebondissements de cette sorte d'histoire d'amour déçu entre le mouvement communiste et les masses juives est-européennes), trop tendu aussi pour que l'incessant question-

nement qu'il provoque ne soit à son tour redevable d'un examen circonstancié, analytique et historique. Tout commence ici avec Marx en personne — ce qui n'est pas pour simplifier les choses : origine juive de Marx, origines théoriques du marxisme dans *La Question juive*. Ce dernier texte est rédigé par Marx à la fin de 1843 puis publié dans les *Annales franco-allemandes* de 1844 (MEW, 1, 347-377; trad. franç. M. Simon, apud *La Question juive*, Paris, Aubier-Montaigne, 1971). Son titre allemand, *Zur Judenfrage*, indique clairement que Marx n'entend alors nullement écrire sur la question juive, mais seulement répliquer à Bruno Bauer qui, lui, est l'auteur de deux articles sur le problème (*Die Judenfrage*, Braunschweig, 1843, trad. franç., J. M. Caillé, apud *Karl Marx, La Question juive*, Paris, 10/18, 1968, p. 57-183, et Die Fähigkeit der heutigen Juden und Christen, frei zu werden, *Vingt et une Feuilles de la Suisse*, 1, 1843), *à propos* desquels Marx apporte son point de vue, sa *contribution* : tel est bien le sens du *zur*. *La Question juive* est donc un ouvrage sur un ouvrage et non sur la question juive. Le texte est divisé en deux parties puisqu'il répond à deux autres textes. La première et la plus volumineuse tient en une démonstration dense et serrée qui vise à très rigoureusement déconstruire la problématique de Bauer. Celui-ci, s'autorisant d'une sorte d'hégélianisme du pauvre, affirmait que les Juifs, en raison de leur profonde inaptitude à atteindre l'universel ne pouvaient réclamer pour eux-mêmes l'émancipation politique, sauf à renoncer à leurs particularités et exclusivisme. Marx critique l'extrême abstraction de cette position et montre que l'argumentation de Bauer reste prisonnière de la « théologie » puisqu'en particulier elle ne s'interroge jamais sur les contenus de la notion d'émancipation qu'elle manie de façon confuse (QJ, 350/59). Le rapport entre société civile et Etat est donc au cœur du texte de Marx, tout entier organisé autour d'un renversement, celui de la problématique bauerienne, théologico-politique, dans une nouvelle problématique, économico-politique, où ne serait plus considéré le « Juif du sabbat » mais le « Juif quotidien », réel (372/131). Ce postulat de déplacement, mis en œuvre dans *La Question juive*, est posé dans l'*Introduction* de 1843-1844 à la *Critique du droit politique hégélien* (les deux textes sont en effet profondément solidaires) : transformer la « critique du ciel » en « critique de la terre », la « critique de la religion » en « critique du droit » et la « critique de la théologie » en « critique de la politique » (MEW, 1, 379; trad. franç., Aubier-Montaigne, 55). Pour ce faire, soit pour rompre ce que *La Sainte Famille* (texte qui à son tour fait cohérence théorique avec les deux précédemment cités) nomme le « cycle spéculatif » repérable dans la « critique » bauerienne (SF, MEW, 2, 144; ES, 1969, 113), Marx établit dans la seconde partie de *La Question juive* une série d'équivalences : judaïsme = société bourgeoise = égoïsme = besoin pratique. Or, si le « Juif du sabbat » était déjà l'abstraction du « Juif quotidien », le Juif de ce judaïsme-là est l'abstraction du « Juif du sabbat », l'abstraction d'une abstraction; il revêt purement et simplement « une fonction éponyme », comme écrit E. de Fontenay (*Les figures juives de Marx*, Paris, Ed. Galilée, 1973, p. 105), il est « philosophème » (*ibid.*), représentant de l'époque, *i.e.* de l'argent, du capitalisme. H. Arvon (*Les Juifs et l'idéologie*, PUF, 1978, chap. IV : « Karl Marx, Juif antisémite ? », p. 97 et s.) ne dit pas autre chose : « Ce n'est pas par un libre choix et par une volonté délibérée de lutter contre le judaïsme que Marx, dans *La Question juive*, assigne aux Juifs la place

infamante qu'ils y occupent, mais ce sont les structures mêmes d'une certaine idéologie, celle de la gauche hégélienne, qui l'amènent à faire jouer aux Juifs un rôle qui leur est prédestiné... Ce Juif... dont parle Marx... est un pur concept... d'où les apparences d'une cruelle impassibilité qui n'est en réalité que la rigueur implacable d'un raisonnement abstrait » (113). Aussi, « là où Marx veut faire éclater à coups de marteau l'idéalisme hégélien, on s'imagine qu'il pourfend les Juifs » (E. de Fontenay, *op. cit.*, 23).

Est donc fortement en question le statut théorique de *La Question juive*. Sans nul doute, les Juifs sont le « prétexte » de ce texte (G. Labica, *Le statut marxiste de la philosophie*, Bruxelles, 1969, p. 209-210) qui représente un moment fort de la formation du marxisme, en ce qu'il effectue un déplacement décisif dans la problématique de l'émancipation. Le « prétexte » ne peut toutefois se tenir en position de totale extériorité par rapport à sa raison dans le texte, comme préservé d'elle, non affecté par sa cohérence idéologique. Marx donc, à son corps défendant si l'on peut dire — puisque son antisémitisme-« prétexte » reproduit celui de Bauer (cf. H. Arvon, *op. cit.*, 115) —, est conduit à formuler une hypothèse aporétique sur les Juifs eux-mêmes, hypothèse hégélienne et non marxiste : « L'analyse (de Marx) ne repose à aucun moment sur l'intance en dernière analyse déterminante que sera l'infrastructure. (Marx) croit pouvoir trouver dans une idéologie supposée, l'égoïsme du besoin pratique, le principe de compréhension d'une société » (E. de Fontenay, *op. cit.*, 37, qui ajoute : « La rhétorique marxiste de la représentation juive de la société bourgeoise n'a pu fonctionner que parce qu'un impensé hégélien fortement structurant constituait la matrice infatigable de ses figures »). On peut donc, sur ce point au moins, donner acte à R. Misrahi : lorsqu'il est antisémite, Marx n'est pas marxiste et lorsqu'il est marxiste, il ne pense plus la question juive (*Marx et la question juive*, Paris, 1972, p. 90). Extraordinaire ambiguïté de *La Question juive* sous cet aspect secondaire mais extrêmement sensible, qui fait écrire à H. Arvon que Marx y est « moins antisémite qu'anti-antisémite... les deux contraires ne s'annulant pas » (*op. cit.*, 102) — antisémitisme de formulation, anti-antisémitisme de teneur. Ajoutons que l'opposition théorique de Marx à Bauer se redouble d'une politique, redoublement qui indique bien ce que fut la position et la pratique réelles de Marx sur le problème. Au moment où il rédige *La Question juive*, il engage en effet toutes ses forces dans le travail politique qu'il accomplit à la tête de *La Gazette rhénane*. A ce titre, il milite très activement pour l'émancipation *politique* des Juifs dépouillés de leurs droits civiques par l'édit du 4 mai 1816 : ses correspondances du 26 août 1842 avec Opppenheim et du 13 mars 1843 avec Ruge en témoignent.

Que dire enfin de ces « miettes antisémites » (E. de Fontenay), de ces perles d'antisémitisme de formulation qui parcourent le corpus marxien, de la première thèse sur Feuerbach au *Capital* en passant par la *Correspondance* (E. Silberner dans *Was Marx an Anti-Semite?*, Princeton, NJ, 1949, en dresse le répertoire exhaustif) ? Symptôme de cette autophobie qui marque, à l'époque moderne, le Juif névrosé de l'assimilation (cf. Theodor Lessing, *Der Jüdische Selbsthaß*, 1930) ? Si cette description clinique peut être utile à la réflexion, elle ne saurait à elle seule tenir lieu d'explication. Au total, et quelque irritation qu'on puisse en éprouver, force est de retenir ensemble les reflets croisés d'un jeu de miroirs et de contradictions

où l'image de Marx éclate : Juif honni par les antisémites (Ruge, Bakounine, Dühring, voire même tel mandat d'arrêt lancé contre lui en 1853 par le gouvernement prussien) et reconnu par les siens (Hess, Beer, Hyndmann, etc.) autant qu'antisémite vitupéré par les uns (cf. par exemple R. Payne, *The unknown Marx*, 1972) et curieusement récupéré par les autres (certains idéologues nazis n'hésitèrent pas à avoir recours à *La Question juive*!).

A cette figure si contrastée, on pourrait opposer le cas du vieil Engels qui opéra en effet, à partir de la fin des années 70, un véritable « tournant » personnel sur la question juive. Jusqu'à la publication de l'*Anti-Dühring* (1877-1878), Engels partage peu ou prou l'antisémitisme de formulation affiché à l'occasion par Marx. Quatre ordres de facteurs, rappelés par E. Silberner (*Sozialisten zur Judenfrage*, Berlin, 1962, chap. 9, p. 143-159), le conduisent à réviser sensiblement son point de vue et à adopter une position politique très ferme. Les deux premiers relèvent en quelque sorte d'une réaction individuelle : les attaques antisémites *ad hominem* portées par Dühring contre Marx, la connaissance des milieux socialistes juifs de l'*East End* londonien que lui apportait Eleanor Marx-Aveling qu'Engels considérait comme sa propre fille et qui s'affirmait alors, à en croire de nombreux témoignages (M. Beer, A. Cahan, M. Wintschewski, E. Bernstein), « juive ». Deux autres données, de caractère historique, retinrent également le sens politique aigu d'Engels : l'émergence, en Allemagne et en Autriche, d'un antisémitisme pangermaniste qu'on peut déjà qualifier de pré-nazi et la montée d'un puissant mouvement ouvrier juif tant en Russie qu'en Angleterre ou aux Etats-Unis, doté d'une presse et d'organisations de masse remarquables. Aussi Engels fut-il de ceux qui, dans la social-démocratie, se prononcèrent sans équivoque contre l'antisémitisme et son utilisation à des fins « anticapitalistes ». Silberner lui-même, peu enclin à l'indulgence en ce domaine, rend hommage à sa perspicacité et à son courage politique (*op. cit.*, 159) et cite ce passage d'une lettre qu'il adressait le 19 avril 1890 à un correspondant viennois inconnu : « Il y a en Angleterre et en Amérique... des milliers et des milliers de *prolétaires juifs* : ces travailleurs juifs sont les plus exploités et les plus misérables. Ici, en Angleterre, nous avons connu trois grèves de travailleurs Juifs au cours des douze derniers mois — et nous devrions pratiquer l'antisémitisme comme moyen de lutte contre le capital! »

• BIBLIOGRAPHIE. — G. BENSUSSAN, *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*, Paris, PUF, 1985; BERNERI, *Le Juif antisémite*, Paris, 1935; S. F. BLOOM, Karl Marx and the Jews, in *Jewish Social Studies*, vol. IV, 1942, 3-16; R. J. BRYM, *The Jewish Intelligentsia and Russian Marxism...*, Londres, 1978; M. BULAWKO, *Les communistes et la question juive*, Paris, 1971; I. DEUTSCHER, *Essais sur le problème juif*, Paris, 1969; F. ENGELS, Über den Antisemitismus, MEW, 22, 49; E. ENRIQUEZ, *De la horde à l'Etat*, Paris, 1983, IIe partie, chap. IV, p. 396 et s.; J.-P. FAYE, *Migrations du récit sur le peuple juif*, Paris, 1974; I. FETSCHER, *Marxisten gegen Antisemitismus*, Hambourg, 1974; M. GLICKSON, The jewish complex of Karl Marx, in *Haaretz*, 1936, réédité en 1961, Theodor Herzl Press; P. GOLDMAN, *Souvenirs obscurs d'un Juif polonais né en France*, Paris, 1975; J. J. GOUX, *Les iconoclastes*, Paris, 1978, chap. 2, p. 31-51; O. HELLER, *Der Untergang des Judentums...*, Vienne, 1931; A. KRIEGEL, *Les Juifs et le monde moderne, essai sur les logiques d'émancipation*, Paris, 1977; ID., *Réflexions sur les questions juives*, Paris, Hachette, 1984; A. LÉON, *La conception matérialiste de la question juive*, Paris, EDI, 1968; A. LIEBMAN, *Jews and the Left*, New York, 1979; T. MASARYK, *Die philosophischen und sociologischen Grundlagen des Marxismus*, Vienne, 1899; A. MEMMI, *Portrait d'un Juif*, Paris,

1962, IIIe partie, chap. IV : « Le Juif et la politique »; R. MISRAHI, Judaïsme et marxisme, in *Evidences*, n° 79, sept.-oct. 1959; S. NA'AMAN, *Ferdinand Lassalle, Deutscher und Jude...*, Hanovre, 1968; *Les filles de Karl Marx*, Paris, A. Michel, 1979, introduction de M. PERROT, p. 17 et s.; D. RIAZANOV, *Karl Marx und Friedrich Engels*, New York, 1927, p. 34 et s.; N. ROTENSTREICH, For and against emancipation. The Bruno Bauer controversy, *Yearbook IV*, Leo Baeck Institut, 1959; S. RUBASHOW, *Marx sur le judaïsme et le judaïsme dans Marx*, éd. du Poale Zion d'Allemagne (en yiddish); M. RUBEL, *Karl Marx, essai de biographie intellectuelle*, Paris, 1957; J.-P. SARTRE, *Réflexions sur la question juive*, Paris, 1954; L. SOLOWEITCHIK, *Un prolétariat méconnu. Etude sur la situation sociale et économique des ouvriers juifs*, Bruxelles, 1898; N. WEINSTOCK, *Le pain de misère. Le mouvement ouvrier juif en Europe*, 2 vol., Paris, Maspero, 1984; R. S. WISTRICH, *Revolutionary Jews from Marx to Trotsky*, Londres, 1976.

▶ CORRÉLATS. — Antisémitisme, Bund, Ecole de Francfort, Emancipation, Sionisme.

G. Bc.

Quotidienneté

Al : *Alltäglichkeit, Alltag.* — An : *Everyday life.* — R : *Budničnost'.*

Apparemment, le quotidien n'est pas un concept digne de ce nom, mais une représentation courante, une idée banale et simple aussi vieille que les sociétés humaines. Pourtant le *concept de quotidien* s'est imposé dans l'époque moderne, avec les rapports sociaux qui ont fait naître cette abstraction pleine d'un contenu concret.

Dans l'usage pratique de la langue, les termes « quotidien », « quotidienneté », « vie quotidienne » sont proches l'un de l'autre mais ne se superposent pas et désignent des aspects un peu différents d'une même réalité. Les mots « vie quotidienne » renvoient à ce que Marx et Engels appellent la « vie réelle ». Le « quotidien » correspond à un *moment*, au sens hégélien, de cette vie réelle. Quant au mot « quotidienneté » il insiste sur les aspects répétitifs de la vie et de la pratique sociales.

Pour saisir pleinement le quotidien dans le monde moderne, il faut l'opposer à ce qui n'est pas lui, à ce qui lui échappe, à ce qui le nie. D'abord l'*infra-quotidien*, si l'on pense qu'aujourd'hui, dans la deuxième partie du XXe siècle, des groupes, des classes, des peuples entiers n'atteignent pas à la quotidienneté par excès de pauvreté et d'exploitation. Mais il y a aussi son envers, le *supra-quotidien*, celui du gaspillage dans l'extrême richesse et l'extrême puissance. Enfin et non de moindre importance, il y a aussi l'*extra-quotidien*, tantôt hors de lui, tantôt à côté, ou dedans, dans des moments privilégiés comme la fête, le jeu, le risque, l'aventure et le plaisir mais aussi la violence ou encore la vie esthétique ou philosophique. C'est à cette confrontation dialectique que le concept gagne toute sa portée, son sens et son orientation. Etudier le quotidien, ce n'est pas construire un objet philosophique ou une sorte d'artefact théorique. En ce sens le concept n'appartient plus à la philosophie traditionnelle. Celle-là l'a toujours éludé en le faisant entrer soit dans l'opinion vulgaire (Platon), soit dans l'ignorance, le doute et l'incertitude (les cartésiens), soit enfin dans l'inauthentique et le « on » (les heideggeriens).

En un sens, Marx n'a parlé que de la vie quotidienne, car le travail en fait partie de même que la reproduction de la force de travail et la lutte de classes qu'il faut « Suivre dans l'histoire de chaque jour » (TSC début; *Tagesgeschichte*, MEW, 6, 397). Lorsqu'il énumère dans *L'idéologie allemande* les conditions de toute existence humaine, de toute histoire par conséquent, il y met la vie quotidienne tout entière. « A la vie sont

nécessaires la nourriture et la boisson, l'habitation et le vêtement et quelques autres choses encore... » Et plus loin : « ... Les hommes qui renouvellent quotidiennement leur propre vie commencent à faire d'autres hommes, à se reproduire — c'est le rapport entre homme et femme, parents et enfants, la famille »... (IA, ES, 39 et s. ; MEW, 3, 28 et s.). Cependant il faut reconnaître que le concept, formulé comme tel, ne se trouve nulle part dans l'œuvre de Marx. Cette réalité aux frontières mal définies et qui n'a besoin pour prendre forme et consistance que de la pensée qui la découvre, Marx l'indique et la désigne mais ne la conceptualise pas explicitement. Il n'en reste pas moins que pour comprendre notre quotidienneté la pensée a besoin de ces deux dimensions inhérentes à l'œuvre de Marx : la critique et la dialectique. Le concept de quotidien se rattache à une pensée encore naissante qui tente de dépasser la philosophie traditionnelle selon le projet formulé par Marx, pensée que parfois on nomme : métaphilosophie.

Marx et, à sa suite, la plupart des marxistes ont employé le concept de travail tel qu'ils l'ont découvert pour analyser de façon critique le mode de production capitaliste ainsi que la société bourgeoise Mais c'est Ernst Bloch qui, le premier, dans les *Traces* (1930; traduction française, Paris, Gallimard, 1968) et dans *Héritage de ce temps* (1935; traduction française, Paris, Payot, 1978), face à la montée du nazisme, a fortement mis en relief l'importance de la conscience quotidienne des masses dans nos sociétés (cf. A. Münster, *Figures de l'utopie dans la pensée d'Ernst Bloch*, Paris, Aubier, 1985, p. 14). D'une façon analogue, Henri Lefebvre et les courants critiques du quotidien ont tenté d'analyser la société contemporaine à travers ce concept du quotidien et les transformations modernes de la vie quotidienne. Appelé à la théorie, élaboré comme tel, le concept n'en désigne pas moins une réalité vécue, éprouvée chaque jour, au cours de laquelle se donnent à vivre non seulement le fonctionnement d'un mode de production donné mais toutes les conditions de sa *re-production*. Comment re-fait-on chaque jour son quotidien ? Comment occupons-nous le temps et l'espace sociaux ? Ce temps et cet espace sont-ils appropriés ou désappropriés au sens de Marx ? Comment consommons-nous et quoi ? Que produisons-nous en travaillant ? Comment et pour qui ? Comment interviennent dans notre vie quotidienne les techniques et les arts ?, etc.

Les analyses critiques du quotidien ne se limitent pas aux pays capitalistes. En Hongrie, l'étude et la critique de la vie quotidienne sont le fait des disciples de G. Lukács qui forment l'école de Budapest.

Les principales préoccupations théoriques d'Agnès Heller, dont les travaux se sont développés dans ce sens, sont de deux ordres : d'abord de déterminer le statut du quotidien dans la théorie marxiste. « ... Loin de considérer — et comment ne pas songer ici encore à la *Critique de la vie quotidienne* (Paris, L'Arche, t. I, II, III, 1945, 1961, 1981) d'Henri Lefebvre ? — la vie quotidienne comme un thème extérieur au marxisme, Agnès Heller comme J. Kis affirment qu'elle constitue, comme théorie, la clé de voûte du *Capital* car elle renferme l'authentique signification de la « critique de l'économie politique » (J.-M. Palmier, préface à *La théorie des besoins chez Marx* d'A. Heller, Paris, UGE, 1978). Ensuite et surtout, la préoccupation théorique de l'école de Budapest est d'appliquer l'analyse critique de la vie quotidienne aussi bien aux pays capitalistes qu'aux pays socialistes. Pour Agnès Heller, la réalisation du socialisme doit s'accompagner de changements qualitatifs dans la vie quotidienne et un pays

socialiste n'est digne de ce qualificatif que s'il se montre capable de « changer la vie » (quotidienne) de l'ensemble de ses citoyens. En ce sens A. Heller reprend, sur un plan éthique, sociologique et théorique, celui de la « restructuration fondamentale de la vie quotidienne », le projet esthétique déjà formulé en URSS au début des années 20, notamment par Maïakovski.

Signalons au passage que ces thèses de l'école de Budapest ont été âprement combattues par la critique hongroise qui y a vu une remise en cause du caractère socialiste de la Hongrie.

La relation « travail / vie privée / loisirs » constitue la trame de la quotidienneté, trame sur laquelle viennent s'enchaîner de nombreuses variations selon les classes, les pays, le contexte historique et politique. Le concept ne prend pas cette quotidienneté comme une donnée immuable et fatale. Il ne l'accepte pas telle qu'elle est, comme un fait accompli. Au contraire, au cours de notre époque, le quotidien a été de plus en plus manipulé et programmé à tel point qu'il est devenu à la fois instable et prévisible. Le concept permet d'analyser les conditions et les situations concrètes dans lesquelles nous nous mouvons quotidiennement. Il les analyse, c'est-à-dire qu'il en éprouve les limites, en décèle les tendances et les possibilités, les impasses et les dangers.

Le concept théorique tel qu'il se déploie dans les trois tomes de *Critique de la vie quotidienne* n'accepte ni les représentations ni les appréciations que cette société porte selon les idéologies dominantes sur sa propre vie quotidienne. La politique et le marketing parlent beaucoup de la vie quotidienne; ils en font leur théâtre et leur enjeu, ils contribuent à la produire. Cependant ils ne la pensent ni ne permettent de la penser; ils ne font que produire une représentation fragmentée et déformée de la quotidienneté moderne.

La portée critique du concept, telle qu'elle se dégage des ouvrages mentionnés, réside dans le fait que penser la vie quotidienne implique le projet de sa modification. « Changer la vie » cela veut dire « changer la vie quotidienne », lui apporter ce qui lui manque mais aussi délivrer ce qu'elle contient virtuellement. La faire apparaître en plein jour l'appelle déjà à des changements décisifs. Cette pensée du quotidien surmonte les réductions qu'en donnent les discours qui la fragmentent et cela en focalisant l'analyse critique autour d'objets concrets qui en sont directement issus; car le quotidien contient à la fois l'histoire et la socialité, le monde de la marchandise, l'espace et le temps sociaux, la technologie, l'information, les médias, etc.

Le concept de quotidien se situe dialectiquement dans une démarche selon laquelle le possible et le devenir éclairent le présent autant que le passé et l'historique. « En même temps qu'une déchéance, écrit Henri Lefebvre en 1965, poussée jusqu'aux plus extrêmes conséquences, apparaissent plus sensiblement et immédiatement dans la vie quotidienne qu'ailleurs les *possibilités* » (*Critique de la vie quotidienne*, t. I, p. 243). L'éclairage sous lequel se découvre et s'analyse de façon critique le présent à travers le quotidien est donc à la fois rétrospectif et prospectif.

La vie quotidienne se révèle comme champ d'affrontements et de contradictions multiples aussi bien pour le sujet individuel (contradictions entre libertés et contraintes, entre l'identité concrète et le conformisme, entre le répétitif et l'imprévu, etc.) que pour le sujet collectif et social (contradictions entre le public et le privé, entre l'Etat et l'individu,

entre le politique et l'économique, etc.). Dans l'étude de la vie quotidienne, il se pose bien un problème du *sujet*, mais ce problème est d'ordre pratique : c'est celui de la réalisation de ce sujet et non pas celui de sa définition philosophique. Ainsi le concept de la vie quotidienne sert de révélateur à des oppositions et conflits qui s'étendent jusqu'à l'échelle globale, celle de l'ensemble de la société (c'est-à-dire du mode de production). Il s'inscrit dans une dialectique qui maintient la relation entre le théorique et l'empirique, entre le conçu et le vécu, entre la pensée et l'action pratique. « La méthode de Marx et d'Engels consiste précisément en une recherche du lien qui existe entre ce que les hommes pensent, veulent, disent et croient d'eux-mêmes et ce qu'ils sont, et ce qu'ils font. Ce lien existe toujours. Il peut être parcouru en deux sens. D'un côté l'historien ou l'homme d'action peuvent aller des idées aux hommes, de la conscience à l'être — c'est-à-dire à la réalité pratique, quotidienne —, les confronter et obtenir ainsi une *critique des idées par les actes et les réalités*. C'est la direction qu'ont, dans presque tous leurs travaux, suivie Marx et Engels; c'est la direction que doit prendre d'abord la méthode critique et constructive lorsqu'elle veut se formuler, se démontrer et devenir efficace. Mais il est également possible de suivre ce lien dans l'autre sens, et de partir de la vie réelle pour examiner comment en sortent les idées qui l'expriment, les formes de conscience qui la reflètent... Et l'on atteint ainsi une *critique de la vie par les idées* qui continue et complète en un sens la première... » (Henri Lefebvre, *op. cit.*, p. 158).

• BIBLIOGRAPHIE. — M. de CERTEAU, *L'invention du quotidien*, Paris, 10/18, 1980; A. HELLER, *Das Alltagsleben*, Suhrkamp, 1978; H. LEFEBVRE, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, 1968; G. LUKÁCS, *Aesthetik die Eigenart des Aesthetischen*, Luchterhand, 1963; ID., HELLER, FEHER u.a., *Individuum und Praxis. Positionen der Budapest Schule*, Suhrkamp, 1975.

— Sur marxisme et écologie, cf. coll. *Ökologie und Ethik*, Stuttgart, hrsg. v. D. Birnbacher, 1980; M. BOUDYKO, *Ecologie globale*, Moscou, Ed. du Progrès, 1983; DEJKINE, *L'écologie au service de l'homme*, Moscou, Ed. du Progrès, 1984; I. FETSCHER, K. Marx und das Weltproblem, in *Überlebensbedingungen der Menschheit*, München, 1980; H. PARSONS, *Marx and Engels on Ecology*, London, 1977; J. PASSMORE, *Man's Responsibility for Nature*, London, 1980 (cf. l'essai de R. BODEI, Ridorse, macchine, emancipazione in Marx, apud *Teoria*, Marx, cent'anni dopo, Pisa, III/1983/1).

▶ CORRÉLATS. — Besoins, Budapest (école de), Conjoncture, Conscience, Individu(s), Possible, Rapports sociaux, Reproduction des rapports sociaux, Utopie, Ville/Campagne.

C. R.

R

Rapports de forces

Al : *Kräfteverhältnisse.* — An : *Balance of forces.* — R : *Otnošenija sil.*

Cette expression, bien moins fréquente que celles de « rapports de production » ou « rapports de classes », joue un rôle évident dans toute théorie et toute pratique de la politique. Issue d'un autre champ que le terrain marxiste, et du registre spécifiquement militaire, peu présente dans l'œuvre de Marx Engels, la notion apparaît surtout dans le discours léniniste et les suivants. Lénine, dans *La maladie infantile du communisme* et *Deux tactiques de la social-démocratie*, détermine les conditions indispensables de toute évaluation juste du rapport de forces, préalable nécessaire à toute lutte politique communiste : « Il ne suffit pas de se demander si l'on a convaincu l'avant-garde de la classe révolutionnaire; il faut encore savoir si les forces historiquement agissantes de *toutes* les classes, absolument de toutes les classes sans exception, d'une société donnée, sont dispersées de façon que la bataille décisive soit parfaitement à point de façon : 1° que toutes les forces de classes qui nous soient hostiles, soient suffisamment en difficulté, se soient suffisamment entredéchirées, soient suffisamment affaiblies par une lutte au-dessus de leurs moyens; 2° que tous les éléments intermédiaires, hésitants, chancelants, inconstants — la petite bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise par opposition à la bourgeoisie — se soient suffisamment démasqués aux yeux du peuple, suffisamment déshonorés par leur faillite pratique; 3° qu'au sein du prolétariat un puissant mouvement d'opinion se fasse jour en faveur de l'action la plus décisive, la plus résolument hardie et révolutionnaire contre la bourgeoisie ». Tenir compte de « l'action combinée des diverses forces sociales » et savoir intervenir *le moment venu* constituent les axes de la stratégie politique, permettant de tracer une ligne de démarcation bien nette entre une stratégie révolutionnaire et des initiatives purement déclaratives, que celles-ci prennent la forme du gauchisme ou du réformisme, formes qui, l'une comme l'autre, spéculent sur la volonté des hommes et leur assurance de liberté.

Cette analyse du rapport de forces, qui invalide toute illusion humaniste, repose ainsi sur l'intelligibilité de l'état donné de l'antagonisme entre les classes en lutte, de l'état des contradictions internes à chaque camp, la faiblesse d'un camp ne signifiant pas automatiquement la force et la cohésion de l'autre. Une telle attention aux forces et au jeu des forces est

bien moins nette dans la théorisation de Staline. Celui-ci oppose ainsi dans *Des principes du léninisme* « les réserves directes et indirectes de la révolution, les réserves indirectes désignant l'état des contradictions internes au camp ennemi ; ex. : la guerre entre Etats impérialistes ne pouvant concentrer leurs forces contre le jeune pouvoir soviétique ». Si Staline reconnaît l'importance décisive de ce facteur, la notion de réserves (directes et indirectes) incline la théorie et la pratique politique du côté d'une vision purement comptable des forces. Dans le même mouvement, l'analyse du rapport de forces s'est identifiée aux figures de l'affrontement direct (un camp contre un autre) sur le plan national (classe contre classe) et international (bloc contre bloc) selon un modèle frontal du rapport de forces et le présupposé d'une antériorité logique et chronologique des forces à leurs luttes, pour une autre part aux figures du contrat passé entre des forces. Ces deux figures ont été vivement critiquées dans l'histoire du marxisme. Comme l'a montré Gramsci dans ses *Notes sur Machiavel*, il faut mettre en suspens le modèle de la bataille rangée au profit de la pensée des « positions inextricables », le modèle de la domination *d'une* classe contre une autre, au profit de la pensée de la notion de « bloc au pouvoir », le modèle d'un même régime de distribution du rapport de forces pour la classe dominante et la classe dominée.

De même, l'histoire du marxisme a permis de mieux différencier les différents niveaux et registres ou moments du rapport de forces. Gramsci a beaucoup fait pour spécifier le type d'articulation qui existe entre les divers rapports de forces (économique, politique, militaire) qui fonctionnent de façon relativement autonome et selon une hiérarchie variable suivant les circonstances. Ces différents niveaux ou moments ne se présentent pas de la même manière : si le rapport de forces économiques est une « réalité rebelle » qui peut être effectivement mesurée « avec l'objectivité rigoureuse » dont parle Lénine, « avec les systèmes des sciences exactes et physiques » nous dit Gramsci, le rapport de forces politiques exige tout au contraire un doigté nécessaire pour pouvoir repérer la forme de conscience et d'organisation homogène en voie de formation; enfin le rapport de forces militaires est, en son fondement même, un rapport de forces politico-militaires. Cette conception gramscienne du rapport de forces : 1) réserve la possibilité d'une appréhension infaillible du rapport de forces au seul domaine économique : ce serait là, et là seulement, que la métaphore des sciences de la nature s'appliquerait de façon appropriée; 2) considère que la « conscience » et « le degré d'organisation » des hommes agissent comme « des forces matérielles », ce qui révoque toute conception cynique et économiste du rapport de forces; 3) notifie le caractère conjoncturel du rapport de forces militaires.

Cette histoire du marxisme permet précisément de critiquer l'usage qui a sévi dans le mouvement stalinien : on a assisté à une « solennisation » de l'expression « tenir compte du rapport de forces » qui devenait une formule magique, dans son allure impérative, en lieu et place d'un concept opératoire majeur du politique.

Cette « formule magique » a fonctionné comme le premier et le dernier mot, par rapport auquel toute *décision* politique, tout *risque* politique était tenu pour sacrilège. Sous couvert de réalisme et par un usage subreptice des catégories propres aux sciences de la nature, « tenir compte du rapport des forces » revenait à couvrir les modalités d'alliance et de lutte les plus

inavouables [les clauses du pacte germano-soviétique ici — le partage de la Pologne —, le traité de Yalta — le partage du monde en sphères d'influences — là : ici et là « l'abandon du prolétariat mondial » (Brecht)] et revenait aussi à freiner les possibilités politiques les plus manifestes. A travers cette pratique de la notion, affleure théoriquement la restriction du rapport de forces international et national au domaine strictement militaire (prendre un pays c'était le gagner) et économique. Ce qui bien sûr équivalait à réaliser une autre politique qu'une politique communiste.

Cela pose des problèmes théoriques de premier plan : pour certains théoriciens actuels, il ne s'agirait peut-être pas là d'une erreur d'évaluation de tel ou tel rapport de forces, mais d'une grave erreur de perspective politique. Au-delà de l'évitement du *politique*, cette perception serait une façon de plier la catégorie du possible à la catégorie du réel (Lefebvre), de sous-évaluer les règles de l'initiative, de raisonner sans cesse dans le fait accompli et non dans le fait à accomplir. C'est pourquoi des débats ont lieu à l'intérieur du marxisme (Henri Lefebvre, Louis Althusser) et à l'extérieur (Lefort, Castoriadis, Baudrillard) pour suspecter la résonance religieuse de l'impératif : « tenir compte du rapport de forces », en critiquer le doublet économico-humaniste et la vision technicienne des rapports sociaux. Quoi qu'il en soit, l'évaluation du rapport de forces dans son statut contradictoire n'est peut-être pas celle d'un état ordonné en tableau, sur lequel on puisse compter, mais celle d'un processus fluctuant où les différentes forces en lutte sont engagées dans un rapport mobile et se jugent sur ce mouvement.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Bolchevisme, Classes, Conjoncture, Crise, Guerre, Guerre du peuple, Hégémonie, Léninisme, Lutte des classes, Pouvoir, Rapports sociaux, Violence.

G. S.

Rapports de production

Al : *Produktionsverhältnisse*. — An : *Relations of production*. — R : *Proizvodital'nye otnošenija*.

Les hommes se distinguent des autres êtres vivants parce qu'ils produisent eux-mêmes leurs moyens d'existence. La production matérielle constitue donc l'objet même de toute histoire matérialiste digne de ce nom : telle est la prémisse posée par Marx et Engels dès 1845-1846. Mais la production apparaît toujours déjà comme un phénomène *social*. « Elle-même [la production] présuppose pour sa part des relations *(Verkehr)* des individus entre eux. La forme de ces relations est à son tour conditionnée par la production » (IA, ES, 46 ; MEW, 3, 21).

Si l'implication réciproque entre relations sociales et production est clairement énoncée, le concept de ces relations sociales demeure flou dans *L'idéologie allemande* : dans sa généralité, le « commerce » *(Verkehr)* recouvre des rapports multiples de type familial et affectif autant qu'économique. Certains textes de *L'idéologie allemande* spécifient le concept en définissant la propriété comme « une forme de relation *(Verkehrsform)* nécessaire à un certain stade de développement des forces productives » (*ibid.*, 390; MEW, 3, 338). De même se fait jour la conception selon laquelle les relations sociales évoluent parallèlement au développement des forces productives. L'histoire des « formes de commerce » est celle d'une extension progressive de la propriété privée et de l'antagonisme entre la classe des producteurs directs

et la classe dominante. « Relations sociales » et formes d'exploitation sont synonymes dans l'analyse de la propriété privée du *Feuerbach*. Mais le concept de rapports de production n'apparaît guère dans ces textes focalisant la propriété et la division du travail.

Dans les *Grundrisse*, Marx revient sur le « présupposé » de la production. La détermination du rapport homme/nature par la relation sociale entre humains fait l'objet d'une genèse théorique qui renvoie aux âges archaïques du nomadisme et de la communauté tribale. Celle-ci « n'apparaît pas comme le *résultat* mais comme *présupposé* de l'appropriation (temporaire) et de l'utilisation collective du sol » (cf. *Sur les sociétés précapitalistes*, Collectif, Paris, ES, 1970, 182). L'antécédance de la propriété communautaire sur la propriété privée témoigne contre les robinsonnades de l'économie politique classique qui traitent la structure sociale comme un agrégat d'atomes indépendants, isolés. C'est le rapport social qui prime, l'individu n'étant qu'une invention récente.

La structure communautaire, « la première grande force productive » (*ibid.*, 205), est aussi la première en date des relations de production. Ici la correspondance se réalise pleinement entre rapports sociaux et forces productives; l'appropriation se définit comme adéquation des humains et des conditions inorganiques en une unité indifférenciée. Par la suite le rapport d'appropriation se complique : il porte non plus seulement sur le donné naturel, mais aussi sur le travail humain, inclus parmi les « conditions objectives de la production ». Avec l'esclavage et le servage « le rapport de domination est le rapport essentiel de l'appropriation » (*ibid.*, 211). Cette analyse génétique de 1858 met en évidence les caractéristiques du rapport de production. Le cœur du concept, c'est l'appropriation des instruments de production. Ce rapport prend d'abord une forme non antagonique; la tâche du matérialisme historique consiste à expliquer comment « les rapports de domination et de servitude entrent dans la formule de l'appropriation des moyens de production » (*ibid.*, 211). Encore faut-il auparavant dévoiler le rapport de production prédominant à chaque époque, la formule spécifique du mode de production.

Dans la *Préface de 1859*, Marx résume le travail accompli et assigne au concept son statut définitif; la précédence des rapports de production (RP) est clairement indiquée : « Dans la production sociale, les hommes entrent dans des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production »; de même s'opère la distinction entre RP et forces productives, est produite la relation qui les lie : la « correspondance ». Les RP sont identifiés à la « structure économique » ou « base concrète sur laquelle s'élève une superstructure politique et juridique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées ». Dans ce repérage théorique les RP émergent au sein d'une configuration plus générale : ils sont définis comme élément de la contradiction constitutive de la structure économique, antagonisme moteur de l'histoire humaine.

On notera cependant l'absence de toute référence à la contradiction *interne* aux RP conçus comme relation conflictuelle entre classes : « L'histoire des sociétés connues jusqu'ici est l'histoire des luttes de classes » (MPC). L'analyse des formes d'appropriation développée dans *L'idéologie allemande*, puis dans les *Grundrisse* visait précisément à restituer la genèse de cet antagonisme. Dans la *Préface*, l'histoire des RP est en quelque sorte enveloppée dans un processus plus large commandé par le développement

des forces productives. Les RP apparaissent comme des « entraves » [révolution et changement de mode de production (MP)] à la croissance de ces forces. Ce décalage entre les deux formulations — RP comme antagonisme de classes, RP comme facteur de la contradiction interne à l'économie — est significatif, car chacune commande un type de stratégie différent.

Si le concept de RP est envisagé d'un point de vue externe dans la *Préface de 1859*, il se trouve profondément enrichi dans *Le Capital*. Elucider la métamorphose de l'argent en capital implique en effet que l'on sorte de la sphère de la circulation car le capital est fondamentalement « un rapport social de production déterminé; ce rapport est lié à une structure sociale historiquement déterminée; il est représenté dans un objet auquel il confère un caractère social déterminé » (K., 3, 3, 193; MEW, 25, 822-823).

Le rapport capitaliste consiste en une combinaison particulière des facteurs constitutifs de tout procès de production : d'une part les moyens de production qui comprennent objet de travail (ressources naturelles) et moyen de travail (outils, machines, etc.); d'autre part les agents de la production, travailleurs dont la force de travail est directement investie dans le procès, non-travailleurs ayant une fonction dans ou exerçant un contrôle sur la production. Dans le procès de production capitaliste, il y a, sans cesse reproduit, un double mouvement de séparation et d'appropriation. Le producteur immédiat se trouve en effet séparé de ses moyens de production, de même que son propre travail est d'emblée travail social, « activité purement abstraite, de plus en plus mécanique et donc indifférente à sa propre forme » *(Grund.)*. Dénué de tout moyen de travail, l'ouvrier se trouve obligé de vendre sa propre force de travail au capitaliste. Dans ce système, le non-travailleur est propriétaire des moyens de production : l'application à ceux-ci de la force de travail, sa consommation productive, c'est-à-dire le procès de production immédiat, est toujours aussi procès de mise en valeur : d'une part reproduction de la valeur de la force de travail et des moyens de production, mais aussi production de valeur excédentaire. Dans le MPC la relation d'appropriation porte donc sur les moyens de production et le surtravail.

Le déplacement opéré par Marx par rapport à l'économie politique est double : en sortant de la sphère de la circulation pour mettre au jour les rapports sociaux qui commandent les procès productifs, il s'agit de rendre intelligible la constitution de la forme valeur (acceptée par les économistes comme un donné anhistorique et indépassable) qui présuppose une organisation sociale où le producteur est séparé des conditions mêmes de son travail. De plus, la mise en évidence de l'extraction de la plus-value dans le procès de production indique que le rapport de production est également rapport d'exploitation. Là où les économistes constatent une division technique nécessaire entre des fonctions (travail productif, surveillance, commandement), se dissimule — tant bien que mal — une division sociale entre les classes. Cet antagonisme commande la mise en œuvre et les transformations des forces productives.

Comme en témoigne le passage de la manufacture à la grande industrie, le capital ne se contente pas, pour obtenir une plus-value maximale, de prolonger la journée de travail (plus-value absolue); il vise à intensifier le travail, à en élever la productivité grâce à des techniques qui permettent d'accroître la grandeur relative du surtravail (plus-value relative). Au

travers des concepts de productivité et de plus-value relative est en jeu la relation entre forces productives (FP) et RP; l'articulation en forme de « correspondance » proposée par la *Préface de 1859* apparaît alors singulièrement inadéquate. La dialectique entre les deux éléments du mode de production s'éclaire si l'on considère les forces productives non pas comme une base technique autonome, premier moteur vrombissant du tout social, mais comme le rapport de production capitaliste lui-même saisi sous l'angle du procès d'appropriation matérielle. La distinction entre FP et RP est une distinction de raison, car les forces productives combinent les mêmes éléments dont la relation caractérisait les rapports de production : moyens de production, travailleurs, non-travailleurs. Mais l'analyse des FP s'attache au procès de production en tant que forme de coopération, division technique du travail, structure de l'entreprise, procédés scientifiques et techniques. De même que leur reproduction, leurs transformations sont inintelligibles sans la connaissance du rapport social (rapport de production entendu comme rapport d'appropriation social) qui s'y investit. Le passage du métier au machinisme, et plus récemment de l'organisation scientifique du travail à l'automation, est commandé par les développements de l'antagonisme entre capital et prolétariat : « Le capital n'utilise les machines que dans la mesure où elles permettent à l'ouvrier de lui consacrer une plus grande part de son temps » (K.). En ce sens, les exigences du mode d'exploitation déterminent les « révolutions scientifiques et techniques », face à la résistance de la classe ouvrière concernant la durée et les conditions de travail. L'articulation constitutive du MP n'est donc pas réductible à la contradiction simple énoncée en 1859 entre un développement autonome et irrésistible des FP et l'inertie des RP. C'est au contraire la lutte de classe qui détermine le développement contradictoire des FP. Sur le plan stratégique, il est clair que la croissance des forces productives n'est en elle-même nullement porteuse d'un effondrement ou d'un dépassement du capitalisme : elle prend son sens d'un rapport de forces qui lui préexiste.

Le concept de rapport de production s'applique à l'ensemble des formes historiques connues; le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct « constitue, selon Marx, le secret le plus profond, le fondement caché de l'édifice social » (K., 3, 3, 172; MEW, 25, 799). Cette dominance des rapports de production particulièrement visible dans le MPC, où l'économique occupe une place prépondérante, semble contredite par des sociétés où d'autres rapports sociaux prédominent. Ainsi, dans les sociétés archaïques, la parenté détermine les relations entre individus et groupes; de même, les historiens ont montré le rôle du politique dans la Grèce antique; en Inde l'organisation des castes qui configure à elle seule l'ensemble des rapports sociaux est articulée par la distinction d'ordre idéologique entre le pur et l'impur, fondée sur la religion. Faut-il aujourd'hui, à la lumière de ces analyses, mettre en cause le primat accordé par Marx aux RP ? L'universalité accordée à la détermination en dernière instance a-t-elle un sens ? Tels sont les problèmes posés par l'utilisation du concept.

A ces questions, Marx a donné un début de réponse en posant que des rapports non économiques peuvent dans et en raison de conditions économiques données « jouer le rôle principal » (K., 1, 1, 93; 23, 96 n.). Par exemple dans le MP féodal où le paysan conserve la propriété de ses moyens

de production, l'extorsion de surtravail implique des « raisons extra-économiques », soit le primat de rapports de domination politique. Plus récemment les recherches des historiens et des anthropologues ont montré : 1) qu'une activité sociale non réductible à l'économique peut assumer les fonctions de RP. Par exemple, la parenté conditionne l'accès aux ressources et les formes de coopération dans de nombreuses sociétés; 2) que ce rapport joue un rôle dominant précisément *parce qu*'il assume les fonctions de RP; 3) que c'est le mode de production qui rend compte de cette dominance : la parenté acquiert les fonctions de RP parce que dans ce MP la force de travail vivante compte plus que l'objet et le moyen de travail (cf. Godelier, Meillassoux).

Ces travaux confirment l'importance de la révolution opérée par l'introduction du concept de RP : loin de se définir comme un simple rapport économique, le rapport de production permet de définir, dans un MP donné, le lieu de l'économie. Les RP articulent différents niveaux du tout social et peuvent ainsi se présenter dans des formes distinctes selon la formation historique.

▶ CORRÉLATS. — Base, Economie, Exploitation, Reproduction, Superstructure.

M. A.

Rapports sociaux

Al : *Gesellschaftliche Verhältnisse.* — An : *Social relations.* — R : *Obščestvennye otnošenija.*

Si l'on veut saisir toute l'importance du concept de rapports sociaux, il faut d'abord étudier Feuerbach. C'est en effet dans ce « règlement de comptes » de Marx avec ses « positions philosophiques d'autrefois » (*Cont.*, Préf.) qu'il apparaît comme un argument de la critique matérialiste, argument majeur et définitif ainsi qu'en témoigne le nombre de fois où il est avancé dans tous les écrits ultérieurs.

Certes, en voulant restituer à l'homme ses attributs — que la religion a conférés à Dieu —, Feuerbach se défend lui-même contre l'accusation d'irreligiosité; mais c'est là précisément ce que Marx lui reproche : l'Homme, dieu de l'anthropothéisme, est presque aussi peu de ce monde que l'ancien dieu. Et, pour qui veut « révolutionner le monde existant », il ne saurait s'agir que des « hommes historiques réels » (IA, ES, 54; MEW, 3, 42) et non de l' « Homme », idée obtenue en dépouillant ceux-là de tout ce qui fait leur vie, de tout ce qui *les* fait.

C'est la conscience, dit *L'essence du christianisme*, qui distingue l'homme de l'animal, « mais la conscience au sens strict », c'est-à-dire « la conscience de l'infini », infini que l'être conscient se représente comme celui de Dieu avant de réaliser que c'est « l'infinité de sa propre essence » qu'il conçoit ainsi (EC, Maspero, 117-118). C'est là, dit Marx, oublier que la conscience elle-même n'est pas éternelle. La naissance de la conscience est contemporaine de celle du langage, et « le langage n'apparaît qu'avec le besoin, la nécessité du commerce avec d'autres hommes » (IA, 59; MEW, 3, 30); « les idées n'existent pas séparées du langage », diront les *Grundrisse* (*Grund.*, ES, 1, 99; Dietz, 80) (ce n'est qu'avec le mot que la pensée s'élève au concept, disait déjà Hegel). La conscience résulte donc des rapports sociaux et sa cause première est à rechercher dans ce qui amène les hommes à établir ces rapports : les besoins et la production propre à les satisfaire.

La famille est le premier rapport social, rapport social et naturel à la fois, précise Marx, dans un texte qui n'est pas sans rappeler *Le Contrat social* (IA, 58; MEW, 3, 29). Mais, avec l'accroissement des besoins, des rapports sociaux plus diversifiés sont rendus nécessaires, et la famille, qui ne *produit* que la vie, devient « un rapport subalterne » *(ibid.)*. D'autre part, l'invention de forces de production nouvelles suscite le perfectionnement de la division du travail : séparation entre la ville et la campagne, d'abord, puis entre le commerce et l'industrie, division à l'intérieur des différentes branches d'activité enfin (IA, 46; 22). « En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous les rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel » (MPh, ES, 119; MEW, 4, 130). *L'idéologie allemande* dresse une généalogie des formes de propriété correspondant aux différents degrés de la division du travail et aux différentes organisations sociales : propriété de la tribu avec une structure sociale limitée à « une extension de la famille »; propriété communale avec « la réunion de plusieurs tribus en une seule *ville* » avec déjà, à côté, le développement de la propriété privée et celui de rapports de classes entre citoyens — possédants — et esclaves : propriété féodale avec la division en ordres (IA, 47-49; 22 et s.).

Les idées, quant à elles, sont le produit d'une activité qui n'est pas plus que les autres indépendante des conditions sociales. L'esprit, encore une fois, n'est pas une donnée éternelle, il est toujours l'esprit d'une époque ou d'une classe; et cette prétention des idéologies à leur autonomie n'est elle-même qu'une preuve supplémentaire de leur *attachement* aux structures sociales dont elles émanent et dont elles sont « le reflet » et « l'écho ». Il n'est pas d'*Homme* qui conçoive d'un autre monde des idées éternelles; « ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, de leurs idées, etc., mais les hommes réels, agissants, tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et du mode de relations qui y correspond » (IA, 50; MEW, 3, 25).

Il n'est donc pas d'essence humaine, intemporelle et infinie, telle qu'elle puisse figurer à la place de Dieu (rien, d'ailleurs, n'étant alors changé quant à la forme des rapports entre les hommes et l'éternel). Il n'y a que *des hommes*, termes de rapports sociaux qui se transforment sans cesse; « les circonstances font tout autant les hommes que les hommes font les circonstances » (IA, 70; *ibid.*, 38). Et c'est parce que l'homme est ainsi conditionné qu'il a une histoire. Ces rapports sociaux, qu'il pose, mais que « chaque individu et chaque génération trouvent comme des données existantes » *(ibid.)*, déterminent tout aussi efficacement son être que le milieu celui d'un quelconque animal. L' « essence humaine » elle-même n'est que l'image d'un certain type de rapports sociaux projetée dans le ciel des idées, et, « dans sa réalité, elle est l'ensemble des rapports sociaux » (ThF, VI).

Après cette rupture avec son humanisme de jeunesse, tel qu'on le trouve encore dans les *Manuscrits de 1844*, Marx confirmera cette détermination en dernière instance de toutes les structures sociales et politiques, ainsi que de l'homme, par l'économie (sur ce point, voir Althusser, *Pour Marx*, 233-238).

Détermination des structures politiques. — Les formes successives de l'Etat ne sont pas, comme le croyait Hegel, des moments de la réalisation de l'*esprit* dans le monde, marquant ce progès dans la conscience de la liberté qu'est l'histoire; bien plutôt que la concrétisation de l'*Idée*, les institutions sont, elles aussi, l'expression de modes de production. Chaque type de production rend nécessaire et, par conséquent possible, un type de pouvoir politique défini, lequel est à son tour la condition de possibilité du maintien de ce mode de production. « C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent naturellement à un degré défini du développement des méthodes de travail, donc à un certain degré de force productive sociale), qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'Etat à une période donnée » (K., ES, III, 3, 172 ; MEW, 25, 799).

Détermination de l'homme. — Le développement des forces productives et la diversification des rapports sociaux dont il s'accompagne ont pour conséquence la diversification des conditions de vie et donc des êtres que celles-ci déterminent; c'est au début de l'histoire qu'il y a uniformité, de par la soumission des hommes à la seule nature, c'est-à-dire à des conditions de vie à peu près identiques, et conformité des hommes au concept de leur espèce, encore indifférenciée. Le progrès de la vie sociale n'est pas un processus d'uniformisation des individus, au contraire, « l'homme commence seulement à s'individualiser par le procès historique. Il apparaît à l'origine comme *être générique*, *être tribal*, *animal de troupeau*, mais nullement comme un ζῶον πολιτικόν » (*Grund.*, I, 433; 395).

Adaptés à des forces productives parvenues à un degré de développement déterminé, les rapports sociaux sont appelés à être transformés avec chaque nouvelle croissance de ces forces (*Grund.*, I, 440; 402), de la même façon, dit Marx, que « par la découverte d'un nouvel engin de guerre, l'arme à feu, toute l'organisation interne de l'armée a été modifiée » (TSC, ES, 29; MEW, 6, 408). Mais la contradiction entre des forces de production devenues plus efficaces et qui tendent à s'imposer et une structure sociale qui tend à perdurer ne va pas sans provoquer de *crises* (K., ES, III, 3, 258; 25, 891). Aussi un système de production comme le capitalisme, qui ne vit que de la concurrence, avec ce que cela comporte de nécessité de perfectionner constamment les instruments de la production, ne peut-il subsister « sans révolutionner constamment les *rapports de production* et, par suite, l'ensemble des *rapports sociaux* » (MPC, ES, éd. bilingue, 40-41).

C'est ainsi que tout ce qui pouvait procéder encore de la nature en vient à disparaître des rapports sociaux bourgeois; « les liens de dépendance personnelle, les différences du sang, les différences de culture, etc., sont en fait rompus, déchirés » (*Grund.*, I, 100; 81). A ces rapports *archaïques* se substituent des relations contractuelles, indépendantes de la personnalité des individus et où seul l'être social de ces individus est engagé : la première relation entre maître des conditions de travail et travailleur devient l'acte d'achat-vente de la force de travail, et les échanges en général sont tous désormais *médiatisés* par cette valeur conventionnelle qu'est la monnaie; en somme, l'argent devient le seul lien social (TSC, 63;

MPC, 39-41). En ce sens, on peut bien dire avec Hegel que la société civile bourgeoise *(bürgerliche Gesellschaft)* marque l'achèvement de la maîtrise par l'homme de la nature, qui présidait à l'établissement des premières relations sociales, et qu'avec elle une révolution historique s'est accomplie. Mais « c'est seulement le capital, précise Marx, qui crée la société civile bourgeoise et l'appropriation de la nature et des rapports sociaux par les membres de la société » (*Grund.*, I, 349; 313). C'est ici « la grande influence civilisatrice du capital » *(ibid.)*.

L'Etat capitaliste, cependant, n'est pas cet ordre social dont rêve Hegel, en lequel l'individu pourrait trouver l'expression de sa propre raison et être de la sorte pleinement libre. En fait, cet individu parvenu à « l'universalité et à la totalité de ses rapports et de ses facultés » n'est réalisé ici — en supprimant les entraves naturelles au développement de ses facultés et de ses rapports sociaux — qu'au prix de « l'aliénation générale de l'individu vis-à-vis de lui-même et des autres » (*Grund.*, I, 98; 79). Car cette libération de l'individu suppose d'abord, précisément, son entière détermination par les seuls rapports *sociaux* — et non plus par la nature —, sa personne, ici, ne comptant donc plus. Et les rapports sociaux eux-mêmes ne deviennent autonomes vis-à-vis de la nature, ils ne cessent d'être dépendants des liens *personnels*, qu'en s'érigeant d'abord en « autorité autonome » au-dessus des individus comme une puissance désormais étrangère à leur personne et qui leur est tout aussi extérieure que le milieu naturel à l'origine (*Grund.*, I, 100-101; 81). Il leur reste donc à se rendre maîtres de ces rapports, et la société bourgeoise n'est pour cela qu'un moment préalable nécessaire.

Quant à la libre concurrence, que le libéralisme offre comme un affrontement des particuliers, dans la liberté *la plus achevée*, au plus grand bénéfice de l'intérêt général, elle se révèle, elle aussi, seulement au service d'un capital en réalité indépendant des individus et de la communauté, comme une condition nécessaire à ce capital pour se développer pleinement (serait-ce, d'ailleurs, au détriment du capitaliste lui-même, lequel ne saurait, en tant qu'individu, maîtriser une production dont il est, au même titre que le prolétaire, une simple fonction). « Ce ne sont pas les individus qui s'affirment librement dans la libre concurrence, c'est le capital qui est mis en liberté » (*Grund.*, II, 142-143; Dietz, 544).

Or, cette universalité et cette aliénation totale de l'individu ne sont possibles que dans une production entièrement fondée sur la valeur d'échange (elle ne l'était que partiellement jusqu'au capitalisme), soit un marché où la valeur du produit ne tient qu'à la quantité de travail qu'il a nécessité. Mais il ne s'agit ici que de *travail social*. Car cette échangeabilité universelle des produits que suppose le capitalisme n'est possible que si l'on peut considérer comme égaux les travaux des individus différents qui ont élaboré ces produits, « comparer leurs travaux les uns aux autres, comme s'il s'agissait d'un travail identique, et cela en réduisant effectivement tous leurs travaux à un travail de même espèce » (*Cont.*, II; MEW, 13, 19), en faisant « abstraction de leur inégalité réelle » (K., I, 1, 86; MEW, 23, 87-88). Le travail social est une « forme de rapports sociaux spécifique » du capitalisme *(Cont., ibid.)* avec laquelle l'activité du producteur, « quelle qu'en soit la forme individuelle (...), et le produit, quelle que soit sa nature particulière », deviennent, en la valeur d'échange, « une chose universelle où toute individualité, toute particularité, sont

niées et effacées » (*Grund.*, I, 92; 75). Et, à séparer ainsi les marchandises du contexte de leur production pour ne plus considérer en elles que leur « pouvoir » d'être échangées, on en vient à oublier que ce pouvoir dont on les valorise n'est que celui de leurs producteurs, et à voir les rapports sociaux entre ces derniers comme des rapports sociaux entre les choses elles-mêmes (*Grund.*, I, 92-93; Dietz, 75-76; *Cont.*, 13-14; MEW, 13, 21-22; K., I, I, 84-85; MEW, 23, 86-87; K., III, 3, 255; MEW, 25, 887). Et, puisque les rapports entre les marchandises se représentent dans l'argent, Marx peut parler ici de « réification » *(Verdinglichung)* des rapports sociaux (*Grund.*, I, 96; 78; K., III, 3, 255; MEW, 25, 887). Etonnant fétichisme (K., I, I, 85; MEW, 23, 86-87) que celui-là où, cette fois, c'est le monde qu'ils ont eux-mêmes créé — le monde des rapports sociaux — qui devient aux hommes invisible et étranger.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / MARX : *Cont.*, ES, 5 (MEW, 13, 10), 9-14 (13, 16-23); K., ES, I, 1, 20 (MEW, 23, 16), 83-91 (85-94), 95-96 (99-100), 100-102 (105-106), 182-183 (194-195); K., II, I, 107-108 (XXIV, 119-120); K., III, 1, 263 (XXV, 260); K., III, 3, 158-159 (XXV, 784), 172 (799-800), 252-253 (884-886), 256 (889), 257-258 (890-891); K 4, 1, 44-45, 325, 456, 466, 476-478; 3, 100-110, 152-155, 162, 303, 321-322, 344-346, 508, 581-582, 597, 603 (MEW, 26.1, 26-27, 325, 365, 374, 382-384; 26.3, 84-94, 126-130, 136, 255, 271-272, 290-292, 422, 484-485, 498, 503); L. à Annenkov, 28 déc. 1846; L. à J. B. von Schweitzer, 24 janv. 1865 (MEW, 16); ENGELS : LF; *Orfa.*, *passim*.

2 / L. ALTHUSSER, Marxisme et humanisme, in *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1965, 229-238; L. FEUERBACH, *L'Essence du christianisme*, trad. par J.-P. OSIER et J.-P. GROSSEIN, Paris, Maspero, 1968, *passim*, et 117-150 en particulier; ID., Thèses provisoires pour la réforme de la philosophie, in *Manifestes philosophiques*, trad. par L. ALTHUSSER, Paris, PUF, 1960, 118; C. PALLOIX (avec la collaboration de S. ZARIFIAN), *De la socialisation*, Paris, Maspero, 1981.

▸ CORRÉLATS. — Argent, Capitalisme, Division du travail, Etre social / Conscience, Famille, Fétichisme, Forces productives, Idéologie, Nationalisations, Quotidienneté, Rapports de production, Reflet, Réification, Révolution ST, Travail.

J.-Y. L. B.

Rationalisme

Al : *Rationalismus.* — An : *Rationalism.* — R : *Racionalizm.*

On ne trouvera pas dans l'œuvre de Marx et d'Engels un concept de rationalisme construit à la manière des historiens de la philosophie, tout à la tâche d'élaborer de grandes unités doctrinales dont la cohérence ne procède que des rapports logiques entre les concepts et d'eux seuls. Marx et Engels n'ont pas « fait » d'histoire de la philosophie au sens universitaire du terme, mais leur « pratique » matérialiste de la philosophie et de la conceptualité scientifique et politique impliquait de leur part une intervention critique et transformatrice sur le terrain de la philosophie. Et plus particulièrement du rationalisme philosophique, corrélatif de l'ascension économique et de la domination politique de la bourgeoisie européenne.

S'il est possible de cerner la nature de cette intervention et de penser le rapport du marxisme et du rationalisme, on ne peut pas ne pas s'interroger sur le statut de la rationalité à l'œuvre dans la pratique théorique du marxisme.

Une définition du rationalisme philosophique n'est pas séparable de son histoire. Faute de la saisir dans sa généralité on se limitera à l'analyse

du statut qu'il acquiert lorsqu'il se trouve investi et constitué en philosophie dominante par la bourgeoisie montante.

Deux remarques découlent de cette approche : s'il y a intérêt à produire une définition marxiste du rationalisme, il faut remarquer d'une part qu'il ne constitue pas une unité théorique indifférenciée, et qu'il est d'autre part inséparable des couples philosophiques de matérialisme et d'idéalisme dont il exprime les rapports inégaux (dominance) en son sein.

Le couple rationnel/irrationnel constitue le passage obligé d'une première approche définitionelle; sa valeur oppositive renvoie à la position d'une intelligibilité rationnelle fondée sur le pouvoir de la raison « naturelle », par laquelle il est possible de rendre raison de tout ce qui existe en vertu de l'explication logico-causale contre toute forme d'explication surnaturelle-religieuse.

Or, le premier terme de ce couple se différencie selon la forme « métaphysique »/spéculative ou « empiriste » qu'il revêt. Et la raison de cette ligne de partage entre ces deux déterminations tient précisément à l'inégal rapport qu'elles entretiennent avec la religion.

De ce point de vue il est remarquable que l'itinéraire de la formation philosophique et scientifique de Marx et d'Engels se soit tout entier joué au sein même de cette scission du rationalisme, dont ils ont refusé chaque alternative sur la base d'une double intervention critique et au prix, sans doute, d'un éclatement de cette catégorie philosophique de Raison.

I / *Bataille critique contre le matérialisme français.* — « A parler *exactement* et au *sens prosaïque*, la philosophie française des Lumières, au XVIIIe siècle, et surtout le *matérialisme français*, n'ont pas mené seulement la lutte contre les institutions politiques existantes, contre la religion et la théologie existantes, mais elles ont tout autant mené une lutte *ouverte*, une lutte *déclarée* contre la *métaphysique du XVIIe siècle*, et contre toute *métaphysique*, singulièrement celle de *Descartes*, de *Malebranche*, de *Spinoza* et de *Leibniz* » (SF, ES, p. 151; MEW, 2, 132; souligné dans le texte).

Cette évaluation du matérialisme français par Marx et Engels dessine nettement l'exclusion sur laquelle il se constitue : lutte contre la religion et la théologie, éléments constitutifs des superstructures féodales; lutte « ouverte », « déclarée » contre le rationalisme métaphysique que la construction de théologies rationnelles, liées au discours rationnel selon des rapports complexes de fondement et de conséquence, peut faire évaluer comme une formation idéologique de « compromis » avec le féodalisme.

C'est sous le couvert d'une rationalité scientifique devenue autonome (c'est-à-dire dégagée de, et tournée contre les systèmes métaphysiques qui lui ont servi de « laboratoires conceptuels ») que le matérialisme français engage cette opération critique. La mobilisation de la physique contre la métaphysique et le développement de « la logique inexorable de l'entendement » (*ibid.*, p. 155; 136) ne sont pourtant pas séparables de leur structure portante : la rationalité politique du *droit bourgeois*. Dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Engels écrit : « Les philosophes français du XVIIIe siècle, ceux qui préparaient la révolution, en appelaient à la raison comme juge unique de tout ce qui existait. On devait instituer un Etat raisonnable, une société raisonnable; tout ce qui contredisait la raison éternelle devait être éliminé sans pitié. Nous avons vu également que

cette raison éternelle n'était en réalité rien d'autre que l'entendement idéalisé du citoyen de la classe moyenne dont son évolution faisait justement alors un bourgeois » (AD, III, 1, *initio*).

Les effets matérialistes de l'expression de la rationalité juridico-politique sur le terrain des pouvoirs de la raison sont clairement circonscrits par Marx et Engels. Mais, dans le mouvement même de cette reconnaissance, ils désignent le « versant » idéaliste de ce matérialisme. La première thèse sur Feuerbach note que : « Le principal défaut de tout matérialisme jusqu'ici (y compris celui de Feuerbach) est que l'objet extérieur, la réalité, le sensible ne sont saisis que sous la forme d'objet ou d'*intuition*, mais non en tant qu'*activité humaine sensible*, en tant que pratique, de façon subjective ».

La « méconnaissance » du procès collectif de transformation du réel par le travail constitue la limite même (et l'idéalisme) du matérialisme français et de son prolongement feuerbachien. Paradoxalement, « en opposition au matérialisme l'aspect *actif* fut développé de façon abstraite par l'idéalisme, qui ne connaît naturellement pas l'activité réelle, sensible, comme telle » *(ibid.)*.

Ce que dit Marx ici de l'activité pratique humaine pourrait s'appliquer mot pour mot au procès de connaissance et renvoyer, par un effet de retour, au rationalisme spéculatif ou métaphysique avec lequel rompt le matérialisme français du XVIIIe siècle.

II / *La répétition dans le détour.* — Le discours philosophique le plus massivement présent chez Marx et Engels est celui de l'hégélianisme qui y occupe une position stratégique : tout à la fois de *langue maternelle*, littéralement dans laquelle ils naissent à la philosophie et qu'ils continuent de parler partiellement *(koketlieren)* ; de « *continent* » *philosophique* duquel ils s'éloignent (passage au matérialisme) par un travail de rupture théorique et politique. Hegel, par-delà les *Aufklärer* et la critique kantienne de la métaphysique, entend renouer avec la métaphysique rationaliste classique (Descartes, Leibniz, Spinoza) dont il ne critique que la forme discursive : celle de l'entendement mathématicien (v. *Encyclopédie*, § 27, 32, et *Logique*, introduction, p. 24, Aubier). Marx et Engels écrivent dans *La Sainte Famille* que « la *métaphysique* du XVIIe siècle qui avait dû céder la place à la philosophie française des Lumières et surtout au *matérialisme français* du XVIIIe siècle, a connu une *restauration victorieuse et substantielle* dans la philosophie *allemande* et surtout dans la *philosophie spéculative allemande* du XIXe siècle. D'abord *Hegel*, de géniale façon, l'unit à toute métaphysique connue et à l'idéalisme allemand, et fonda un empire métaphysique universel » (ES, p. 151 ; MEW, 2, 132 ; souligné dans le texte).

La caractéristique propre de ce rationalisme métaphysique ne tient pas dans son opposition à la théologie, mais à la prédominance de la pureté et de l'autonomie de la Raison sur l'expérience sensible, au point qu'on pourrait le définir au travers de ces quelques lignes de Husserl tirées de la *Krisis* : « Si l'on appelle rationalisme la conviction que toute connaissance de raison doit être rationnelle, que ce soit d'une rationalité pure dans la pensée qui recherche les relations essentielles des concepts purement rationnels (...) soit que la pensée mesure l'empirique aux idéalités pures grâce aux méthodes de l'approximation et aux autres normes du jugement

de l'empirique d'après les idées pures qui lui correspondent, alors c'est toute la conviction des modernes qui est rationaliste » (Annexe III, Gallimard, p. 323).

Cette définition globale et typologique du rationalisme renvoie à l'unité qu'affirme le discours philosophique entre sa théorie de la connaissance et la pratique des sciences auxquelles il se rapporte. C'est sur la base d'une pratique scientifique donnée (les mathématiques ont joué ce rôle chez Descartes, Leibniz et Spinoza) et de sa rationalité immanente que le rationalisme spéculatif pratique une double opération : *a)* universalisation de son mode de production conceptuel et de ses enchaînements discursifs érigés en normes universelles du vrai, indépendantes de l'expérience sensible, et capables d'y introduire une rationalité qu'elle ne peut exhiber d'elle-même (base donc du postulat d'intelligibilité totale du réel); *b)* repli de ces normes universelles sur la science elle-même qui en devient l'objet pour en assurer le « *fondement* » (*i.e.* mettre à jour les principes qui lui assurent le droit de parler) dans les facultés du sujet connaissant ou dans la réalité divine.

Le rationalisme philosophique apparaît ici comme un *intellectualisme* qui *éternise* la raison et qui en vient à *logiciser* et *subordonner* (idéalisme) l'être à la pensée.

C'est au moins sous ce dernier aspect que la philosophie de Hegel constitue le *prisme* à travers lequel Marx et Engels interviennent de façon théorique et critique sur ce rationalisme idéaliste. D'où cette étonnante opération : Marx et Engels critiquent *dans* Hegel et à *travers lui* le rationalisme spéculatif en *répétant* à son endroit, au travers de Feuerbach (véritable matérialiste du XVIIIe siècle), la critique opérée par le matérialisme du XVIIIe siècle sur la métaphysique du XVIIe siècle. Répétition dans le détour. C'est l'histoire qui semble se répéter.

De la *Critique du droit politique hégélien* (1843) et du *Mystère de la construction spéculative* (SF, 1845) jusqu'au *Capital*, Marx ne cessera de s'opposer à cette « déduction » du réel empirique par une raison spéculative qui s'autodéveloppe comme pure pensée.

L'alliance avec Feuerbach dans la critique de la Raison hégélienne n'implique pourtant pas une rupture totale avec Hegel. Comme la métaphysique classique aux yeux du matérialisme français, l'hégélianisme apparaît à Marx et Engels comme une formation idéologique de « compromis ». « Elle a, il est vrai, également son côté conservateur; elle reconnaît la légitimité de certaines étapes du développement de la connaissance et de la société pour leur époque et leurs conditions » (Engels, LF, ES, 14 ; MEW, 2, 268).

Mais elle rompt d'autre part avec l'immobilisme et l'éternitarisme du rationalisme classique; à travers la réduction du réel empirique à la dimension d'un support où s'incarne et se manifeste l'Esprit, elle rend tout procès *rationnel* et donne à la raison une *histoire* identique au devenir du réel lui-même. Systèmes théoriques, concepts, sociétés, institutions, « cette philosophie dialectique dissout toutes les notions de vérité absolue définitive et d'états absolus de l'humanité qui y correspondent » (Engels *op. cit.*, p. 14 ; 267).

L'histoire ne se répète pas, mais c'est au prix d'un profond « remaniement » de ce qui n'est qu'une tendance matérialiste de la philosophie hégélienne (la dialectique), que l'on peut penser que Marx et Engels en

viennent à concevoir une rationalité dialectique et matérialiste dont les catégories sont posées comme effets du réel dans la pensée. Rien n'est moins sûr pourtant que cette unité de position de Marx et d'Engels dans leur rapport à la dialectique de Hegel.

III / *Le marxisme n'est pas un rationalisme.* — Dans la *Dialectique de la nature* Engels écrit : « La dialectique dite *objective* règne dans toute la nature, et la dialectique subjective, la pensée dialectique, ne fait que refléter le règne, dans la nature entière, du mouvement par opposition des contraires qui, par leur conflit constant et leur conversion finale l'un en l'autre ou en des formes supérieures, conditionnent précisément la vie de la nature » (ES, p. 213; MEW, 20, 348)... et de l'histoire. L'absorption du réel empirique par l'idéalité du concept, l'immobilisme de la raison incapable de penser l'effectivité d'un procès, son ancrage dans la nature des facultés humaines ou dans la réalité divine; autant de prédicats du rationalisme dont se « déleste » et auxquels s'oppose la dialectique matérialiste. Mais l'un au moins subsiste qui atténue cette opposition et rend à la dialectique matérialiste l'un des traits du rationalisme : c'est l'*unité* de l'*universalité* de la dialectique (et de ses lois dégagées par Engels) et de *l'ontologie* communes à la nature et à l'histoire dont Engels se fait le défenseur, au risque de réintroduire dans la pratique scientifique l'obstacle d'une démarche normative analogue aux tentatives de « fondation » des sciences du rationalisme classique.

Or, ce n'est pas sous cette forme que Marx se rapporte à la « méthode dialectique », mais dans les *limites* mêmes du « continent histoire » qu'il ouvre à l'investigation scientifique sous le concept de science des formations sociales. Singulière limitation de l'universalité de la méthode.

Il y a plus. Dans la « Postface de la deuxième édition allemande » du *Capital*, Marx définit sa « méthode dialectique » selon son double versant : méthode d'investigation et méthode d'exposition : « A l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement, et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction *a priori* ».

C'est alors que le « procès de synthèse » peut opérer sous forme déductive : de la « détermination la plus simple » (liv. I, valeur/marchandise) jusqu'aux déterminations concrètes du livre III (capital commercial / financier, rente foncière, etc.). Or, saisi sous cette forme simple et pour lui-même (malgré la thèse du renversement matérialiste), ce procès de pensée ne semble pas très éloigné de l'unité de la logique hégélienne qui procède par auto-déduction de concepts, depuis le plus indéterminé (l'être), jusqu'aux déterminations concrètes. Dans la préface à un ouvrage de G. Duménil (*Le concept de loi économique dans Le Capital*, Maspero, 1978), L. Althusser souligne que la différence entre les deux procès de pensée pris pour eux-mêmes tient à ce que le mode d'exposition chez Marx n'a pas cette homogénéité qu'on lui prête, Marx tout le premier.

Il est traversé par des chapitres d'histoire concrète non déduits conceptuellement (8e section sur l'accumulation du capital, chap. 10 sur la journée de travail...) et la position de concepts clés (valeurs d'usage, d'échange, capital) rompt la continuité déductive (ex. : concept de capital

non déduit du concept de marchandise). On ne peut voir à l'œuvre dans *Le Capital* l'unité d'une « longue chaîne de raisons » chère au rationalisme, mais bien plutôt des éléments de rationalité sous forme de *segments déductifs* ou de « *totalités logiques* », traversés par les données du mode d'investigation (cf. la « fragmentation » du rationalisme dont parle Bachelard « pour bien l'associer à la matière qu'il informe », *Rationalisme appliqué*, Paris, PUF, 1949, 131).

On serait tenté de conclure qu'il n'y a pas UNE logique dans *Le Capital*, mais des logiques, différentes (v. J. Rancière, *La leçon d'Althusser*, Paris, Gallimard, 1974, p. 154) pour autant qu'elles correspondent aux requisits de leur objet : formation de concepts, procès déductifs, analyses historiques. C'est en ce point que le rationalisme philosophique « éclate » dans l'universalité unifiante et *a priori* de modèles théoriques qu'il prétend imposer à ses objets.

Dans le même temps, c'est le second terme du couple que la *Raison* pure appelle nécessairement et auquel elle s'oppose : *l'Expérience*, qui se trouve critiqué et déplacé. Les « déterminations simples » sur lesquelles s'ouvre *Le Capital*, ne coïncident pas avec l'ultime étape d'une abstraction dont la matière première serait constituée par des « faits » empiriques. L. Althusser écrit dans *Pour Marx* : « Contrairement à l'illusion idéologique (non pas « naïve », simple « aberration », mais nécessaire et fondée comme idéologie) de l'empirisme ou du sensualisme, une science ne travaille jamais sur un existant, qui aurait pour essence l'immédiateté et la singularité pures (des « sensations » ou des « individus »). Elle travaille toujours sur du « général », même quand il a la forme du « fait » (...) Son travail propre consiste au contraire *à élaborer* ses *propres faits scientifiques*, à travers une critique des « *faits* » *idéologiques* élaborés par la pratique théorique idéologique antérieure » (Maspero, p. 187).

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Lire Le Capital*, Paris, Maspero, 1965, t. I et II; E. BALIBAR, Au nom de la raison ? (Marxisme, rationalisme, irrationalisme), *La Nouvelle Critique*, 1976; HEGEL, *Encyclopédie des sciences philosophiques en abrégé*, Paris, Gallimard, 1970; trad. de GANDILLAC; HUSSERL, *La crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*, Paris, Gallimard, 1976; Y. QUINIOU, Le marxisme comme rationalisme théorique, *La Pensée*, 203, 1979.

▸ CORRÉLATS. — Bourgeoisie, Contradiction, Historique/Logique, Idéologie, Irrationalisme, Matérialisme dialectique, Philosophie, Rationnel/Réel, Science, Spinozisme.

C. L.

Rationnel / Réel

Al : *Vernünftig/Wirklich.* — An : *Rational/Real.* — R : *Racional'noe/Real'noe.*

1 / Ce couple de catégories, propre à tout rationalisme, a été accrédité par la dialectique de Hegel. La célèbre formule « Ce qui est rationnel est réel, et ce qui est réel est rationnel » *(Préface aux Principes de la philosophie du droit;* reprise dans l'introduction de l'*Encyclopédie)* énonce l'intelligibilité de la nature et de l'histoire humaine. Elle élimine toute attitude moralisatrice qui oppose faits et valeurs, cours des choses et devoir être. Toute réalité naturelle, et surtout toute structure historico-sociale est comprise comme moment d'un procès de réalisation d'une Raison objective, historico-

cosmique. Cette raison est unité des structures théoriques de la raison pure et de la liberté-volonté définissant la raison pratique. La raison est un tout et elle est le Tout; seul objet et seul sujet. Dans la société du travail moderne et l'Etat qui en discipline les intérêts contradictoires autour de l'intérêt général, le sens rationnel existe, et s'identifie à l'universalité des libertés raisonnables se reconnaissant comme telles et décidant pour chacune de surmonter sa naturalité et sa passionnalité propre.

2 / Supérieure à tout rationalisme « moralisateur », cette thèse laisse dans l'indétermination le critère concret permettant de fixer dans quelle mesure toute institution réalise la possibilité de la Raison comme liberté raisonnable. Marx a commencé sa carrière en mettant en cause la capacité de l'Etat à être figure achevée de la Raison. Loin de préjuger que l'Etat est structure essentiellement rationnelle, Marx dénonce l'apparente conciliation des intérêts sociaux, et refuse de juger de la conformité du réel à des essentialités pures. La critique de toute rationalité hypostasiée est préalable à la science de l'activité réelle des hommes. La science, l'analyse rationnelle du réel, jette le doute sur les justifications « rationnelles » qui sont justifications d'intérêts. Elle part des hommes « non point tels qu'ils peuvent s'apparaître dans leur propre représentation ou celle d'autrui, mais tels qu'ils sont en réalité; tels qu'ils œuvrent et produisent matériellement; donc tels qu'ils agissent sur des bases et dans des conditions et limites matérielles déterminées et indépendnates de la volonté » (IA, ES, 50-51; MEW, 3, 25-26).

3 / On n'en finit pas pour autant avec la rationalité en expliquant « le développement des reflets et des échos idéologiques de ce processus vital » *(ibid.)*. La construction rationnelle de la science de l'activité réelle fait apparaître dans les besoins réprimés des producteurs, au nom d'une Raison hypostasiée, les bases d'une rationalité substantielle en liaison avec le processus vital. Le mode de production capitaliste apparaît comme une organisation de la vie sociale qui produit des possibilités de maîtrise par les hommes de la nature et de la société, mais qui simultanément les entrave en maintenant une exploitation du travail, une domination sur les masses qui sont potentiellement superflues. La science fait apparaître l'écart existant entre ce que les hommes sont en tant qu'individus sociaux dont le rôle est défini unilatéralement par la structure des rapports de production et les aspirations des individus insatisfaits des limitations, devenues irrationnelles, imposées par les rapports sociaux de production. La science rationnelle du mode de production capitaliste rend raison de cet écart comme irrationnel, elle rend raison de la possibilité de le combler, de produire matériellement un effet de maîtrise théorique et pratique des producteurs associés sur les conditions de leur vie, leur travail, la direction de l'activité humaine. La science rend ainsi raison de la possibilité objective d'une vie rationnelle pour tous comme récupération par la communauté de cet écart, comme formation, à partir de l'homme, du besoin de l'homme, des aptitudes et de « l'esprit » lui-même. *En un sens nouveau, le réel est rationnel et le rationnel réel.* Non seulement Nature et Histoire sont intelligibles, mais la raison est réelle, se réalisant dans les structures du travail associé, dans les institutions d'une communauté d'hommes libres. Sans que ce processus soit régi par une téléologie transcendantale, le mouvement subjectif des concepts n'atteint à la connaissance vraie du réel que parce qu'il répond à une réalité objective du mouvement du réel. Le « rationnel » est élément du réel, forme d'appropriation théorique du réel dans la connaissance, forme

de transformation pratique de ce réel dans la lutte pour la fin de l'exploitation, sur la base des présupposés de ce réel, constitution d'une communauté tendanciellement universelle, issue des nécessités de l'activité productive elle-même : où « les producteurs associés réglant rationnellement leurs échanges avec la nature, la contrôlent ensemble, au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle, et accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine » (K., I, 1. 90; MEW, 23, 92; III, 3, 198-199; MEW, 25, 827).

• BIBLIOGRAPHIE. — *a* / SPINOZA, *Ethique*, Paris, Garnier, 1966; KANT, *Ecrits sur la philosophie de l'histoire*, Aubier, 1974; IBID., *Critique de la raison pratique*, PUF, 1960; HEGEL, *Encyclopédie des sciences philosophiques*, Gallimard, 1970.

b / N. BADALONI, *Pour le communisme*, Torino, Einaudi, 1972; E. BLOCH, *Le principe-espérance*, Gallimard, 1976; J. HABERMAS, *Connaissance et intérêt*, Gallimard, 1976; G. LUKÁCS, *Ontologie de l'être social* (en italien), Roma, 1976; C. LUPORINI, *Dialettica e Materialismo*, Roma, Riuniti, 1974; A. SCHMIDT, *Der Begriff der Natur bei K. Marx*, Frankfurt, 1962; L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, ES, 1980; E. WEIL, Article « Raison », *Encyclopedia Universalis*, 1970.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Déterminisme, Dialectique, Liberté/Nécessité, Pratique, Rationalisme, Science, Théorie.

A. T.

Réalisme socialiste

Al : *Sozialistischer Realismus.* — An : *Socialist realism.* — R : *Socialističeskij realizm.*

La critique ne s'accorde ni sur la définition ni sur l'origine de la notion de « réalisme socialiste ». Pour les tenants de l'Institution littéraire traditionnelle, l'appellation réalisme socialiste désigne essentiellement un type d'intervention politique, celle du pouvoir soviétique dans le domaine des arts et des lettres. De ce point de vue, le réalisme socialiste n'est qu'un avatar spécifique de la déviation stalinienne, au même titre que le marrisme en linguistique ou le lyssenkisme en biologie, dont les manifestations les plus évidentes se situeraient globalement entre 1946 et 1954. Ainsi, le réalisme socialiste, comme doctrine littéraire officielle soviétique, relève d'une décision bureaucratique, celle adoptée en 1934 par l'Union des Ecrivains soviétiques, laquelle marque tout à la fois la reprise en main par le Parti communiste de tous les secteurs de la vie culturelle et la disparition des avant-gardes artistiques.

En vérité, l'étude historique du phénomène « réalisme socialiste » montre que le concept est théorisé dans un esprit d'ouverture au Congrès de 1934 par Boukharine, Gorki et Radek et que, pour eux, il s'agit de répondre à la demande d'un public nouveau, imperméable aux innovations futuristes, de renouer le dialogue avec les compagnons de route et d'en finir avec le terrorisme hégémonique des associations prolétariennes. « Le réalisme socialiste, méthode de base de la littérature soviétique et de la critique littéraire, exige de l'écrivain sincère une présentation historiquement concrète de la réalité dans son développement révolutionnaire. Ainsi la véracité et l'aspect historique concret doivent s'allier à la tâche d'un changement idéologique et de l'éducation des travailleurs dans l'esprit du socialisme », Ier Congrès de l'Union des Ecrivains soviétiques, 1934 (dans *La Nouvelle Critique*, nº 81, février 1975, p. 63).

Ce retour à la tradition réaliste, interrompue en URSS au moment de la révolution et lors de l'explosion artistique des années 20, fait du réalisme socialiste l'aboutissement de l'art engagé du XVIIIe siècle et du réalisme social du XIXe s, avec plus particulièrement pour la Russie, les liens renoués avec la critique démocratique radicale de Biélinski, Dobrolioubov et Tchernychevski. En France, Louis Aragon défendra le réalisme socialiste, non comme doctrine d'importation soviétique, mais comme achèvement du réalisme critique de Stendhal pour la prose et du romantisme progressiste de Hugo pour la poésie. Lukács, pour sa part, codifiera le réalisme socialiste à partir du modèle balzacien, contre le naturalisme de Flaubert et de Zola.

On se gardera donc de confondre le réalisme socialiste avec sa déviation normative, imputable en partie à A. Jdanov (1896-1948), présent au Congrès de 1934 et principal responsable de la transformation du réalisme socialiste en académisme. La cristallisation idéologique jdanovienne se caractérise en effet par la production d'œuvres artistiques éthico-morales et par des méthodes répressives injustifiables du point de vue de la légalité socialiste à l'égard des artistes et des écrivains.

Les positions sectaires et dogmatiques de Jdanov dénaturent et caricaturent les thèses principales du réalisme socialiste, lequel devait être à l'origine, selon l'expression de Staline, « national par sa forme et socialiste par son contenu ».

Cependant le débat entre artistes classés comme « formalistes » et artistes « réalistes » fera de nouveau surface fréquemment dans le mouvement ouvrier, perturbant quelque peu les rapports d'alliance politique entre intellectuels et classe ouvrière. En effet, lorsque Lukács, au nom du réalisme socialiste, condamne comme « décadente » la production littéraire de Joyce ou de Musil, il éloigne du même coup du mouvement ouvrier, de son parti, des générations d'écrivains qui y puisent leurs sources.

Le droit au travail de la forme (si fortement revendiqué par des artistes soviétiques comme Trétiakov), le droit à l'inconscient et au fantasme sont autant de revendications d'artistes dont le souci est cependant de traduire et de produire du *réel*.

• BIBLIOGRAPHIE. — ARAGON, *Pour un réalisme socialiste*, Paris, Denoël & Steele, 1935; ID., *La lumière de Stendhal*, Paris, Denoël, 1954; J.-P. BERNARD, *Le Parti communiste français et la question littéraire, 1921-1939*, Grenoble, PUG, 1972; D. CAUTE, *Le communisme et les intellectuels français*, Paris, Gallimard, 1967; A. CORNU, *Essai de critique marxiste*, ES, 1951; Pierre DAIX, *Sept siècles de romans*, EFR, 1955; B. GORIÉLY, *Le réalisme socialiste*, Paris, Des Portes de France, 1947; A. JDANOV, *Sur la littérature, la philosophie et la musique*, N. Béthune, 1972; Pierre MACHEREY, *Pour une théorie de la production littéraire*, 1966; R. W. MATHEWSON, *The positive hero in russian literature*, New York, Columbia University, 1958; *La Nouvelle Critique :* Colloques de Cluny, 1968, 1970; L. ROBEL, *Littérature soviétique : questions...*, Action poétique, 1976; R. SOMVILLE, *Pour le réalisme*, Bruxelles, CEP, 1969; A. STIL, *Vers le réalisme socialiste*, La Nouvelle Critique, 1952; J. VERDÈS-LEROUX, L'art de parti, dans *Actes de la recherche*, n° 28, juin 1979, p. 33-55.

▶ CORRÉLATS. — Esthétique, Héritage culturel, Intellectuels, Littérature, Révolution culturelle.

J.-M. R.

Réalité

Al : *Wirklichkeit.* — An : *Reality.* — R : *Dejstvitel'nost', real'nost'.*

1 / Cette catégorie philosophique désigne toute chose ou l'ensemble de ce qui est, en tant que cela s'impose comme donné et exige, par la résistance qu'il oppose aux manipulations et au regard humain, d'être d'abord reconnu en son altérité ou identité à soi. La réalité s'oppose simultanément à l'apparence, à l'illusion, à la possibilité non réalisée ou irréalisable, au désir et à l'utopie. La pensée marxiste fait de la réalité l'un des pôles du champ de tension où elle s'exerce. Marx contre toute spéculation, ou mystification idéologique, se réfère au principe de réalité : la pensée, loin de s'enfermer dans le rêve de sa propre autofondation, reconnaît l'impossibilité de se passer de présuppositions, doit « partir des prémisses réelles », « des hommes saisis dans leur processus de développement réel dans des conditions données » (IA, ES, 51 ; MEW, 3, 26).

2 / Ce réalisme est immédiatement matérialisme. En plusieurs sens. D'abord en raison du poids reconnu aux conditions matérielles, à la « production de la vie matérielle » (*ibid.*, 57; 28), au mode de production et aux rapports sociaux de production. Mais ce matérialisme ne se suffit pas : il est inextricablement fixé à un matérialisme ou naturalisme, biologique et prébiologique (les conditions de la reproduction de l'espèce, saisie en son rapport aux divers milieux naturels) (*ibid.*, 58; 30). Engels a particulièrement souligné cet aspect qu'on ne peut éliminer de Marx : le travail n'est pas l'activité qui constitue notre humanité en nous arrachant à la Nature pour constituer le « règne humain » dans sa radicale transcendance au « règne naturel ». Il qualifie notre naturalité humaine; et s'il nous distingue des animaux, si « en certains sens, il a bien créé l'homme », s'il constitue un monde propre où « l'action humaine sur la nature prend le caractère d'une activité préméditée, méthodique, visant à des fins déterminées connues d'avance », il constitue notre lien à la nature (DN, ES, 179; MEW, 20, 451). Le rapport d'utilisation et de domination de la nature ne s'érige pas sur le socle de la naturalité, mais en son sein, tout en marquant un saut qualitatif par rapport à la naturalité immédiate; le saut du « procès réel de production, et cela en partant de la production matérielle immédiate », elle-même analysée selon « la forme des relations humaines » propre à chaque MP (IA, ES, p. 69; MEW, 3, 37).

3 / La réalité — unité de nature et de société — détermine donc toujours d'abord la conscience, la pensée, l'action. Elle est l'ensemble des diverses conditions naturelles et sociales; celles-ci résultent de procès naturels et sociaux, mais affrontent à chaque répétition, ou reproduction des générations, les hommes comme quelque chose de donné, de légué, d'extérieur.

Lénine est fondé à généraliser sur le plan de la théorie de la connaissance cette situation primaire de conditionnalité pour la réalité matérielle. « Si la réalité objective nous est donnée, il faut lui attribuer un concept philosophique; et ce concept est établi depuis très longtemps, il est celui de matière. La matière est une catégorie philosophique servant à désigner la réalité objective donnée à l'homme dans ses sensations qui la copient, la photographient, la reflètent, et qui existe indépendamment des sensations » (ME, O., 14, 134).

4 / En ce point apparaît le lien dialectique de la réalité-matérialité

à l'autre pôle, qui définit l'espace théorique marxiste, celui de la réalité matérielle - procès, et procès faisant place à l'action consciente, réfléchie et volontaire. La conscience, la connaissance, l'action humaine sont des formes intérieures de la réalité, qui sur la base des conditions produites peuvent se l'approprier, la modifier, la transformer du dedans. Sur la « base » évoquée ci-dessus, qui « lui dicte ses propres conditions d'existence et lui imprime un développement déterminé », chaque génération devient capable de « modifier » ces conditions mêmes (IA, ES, 70; MEW, 3, 38), « les anciennes circonstances en se livrant à une activité radicalement différente » (IA, 65; 45). La génération, l'individu sont les éléments actifs de la réalité. Si les structures objectives commencent par conditionner la vie et résister à la volonté comme à la conscience, elles rendent possibles leur appropriation théorique et leur modification pratique. La réalité est l'unité de la nécessité et de la possibilité de modification de la réalité même. Elle rend possibles et la possibilité de la connaissance, et « l'exigence matériellement produite « d'un bouleversement total » de tout notre mode de production passé, et avec lui, de tout notre régime social actuel » (*ibid.*, 70; 38). La réalité-matérialité implique la tension avec la réalité-procès réalisateur de possibilités données. Lénine, qui identifie toujours le matérialisme à la science, va jusqu'à dire que, sous cette condition, « la conscience humaine non seulement reflète le monde objectif, mais aussi le crée ». La réalité produit elle-même, en son procès, les conditions telles que « le monde ne satisfait pas l'homme et que l'homme décide de le changer par son action » (CP, O., 38, p. 202). Les producteurs sont contraints par la structure de la réalité qui les inclue, et où ils sont éléments, de s'assigner et décider les « buts » de la transformation de cette réalité. « L'activité de l'homme qui s'est fait un tableau objectif du monde change la réalité extérieure, abolit la détermination (change tel ou tel de ces aspects, qualités) et ainsi lui enlève les traits d'apparence, d'extériorité, de nullité, la rend existante en soi et pour soi » (*ibid.*, p. 207).

5 / Cette tension entre la réalité-nécessité matérielle produite et donnée et la réalité-possibilité réelle « exigeant » la décision pour sa propre réalisation définit le champ théorique du marxisme. Lorsque cette tension s'affaisse, le matérialisme se transforme en déterminisme économiste, rendant impensable la possibilité matériellement produite de l'action : Gramsci a critiqué ce matérialisme qui est celui du sens commun, avec son fidéisme dans la puissance aveugle des forces productives, sa croyance dans le pouvoir des structures « seules ». Mais inversement, à vouloir traduire en capacité d'initiative consciente et volontaire, au seul niveau des « superstructures » de l'éthico-politique, la pression physique de la base, la tension théorique risque d'être canalisée au profit du seul pôle d'une dialectique pratique, dessaisie de son ancrage dans l'objectivité de structures reconnues dans leur être et leurs possibilités réelles (*Quaderni*, 1975, 1491-1492).

• BIBLIOGRAPHIE. — *a* / Textes classiques : ARISTOTE, *Métaphysique*, Livres gamma, delta, Paris, Vrin, 1962; ID., *Physique II*, Paris, Budé, 1961; ID., *Parties des animaux*, I, Paris, Budé, 1956; DESCARTES, *Méditations métaphysiques*, Paris, Garnier, 1958; KANT, *Critique de la raison pure*, Paris, 1976; HEGEL, *Science de la logique*, Gallimard, 1970.

b / Etudes : L. ALTHUSSER, *Lénine et Marx devant Hegel*, Paris, Maspero, 1974; E. BLOCH, *Le principe Espérance*, I, Paris, Gallimard, 1976; L. COLLETTI, *Hegel e il marxismo*, Bari, Laterza, 1969; H. LEFEBVRE, *Une pensée devenue monde*, Paris, Fayard, 1980; J. HABERMAS,

Connaissance et intérêt, Paris, Gallimard, 1976; A. SCHMIDT, *Der Begriff der Natur bei K. Marx*, Frankfurt, Suhrkamp, 1962; L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, ES, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Catégorie, Déterminisme, Esthétique, Etre social/Conscience, Idéologie, Liberté/Nécessité, Matérialisme, Matériel/Spirituel, Métaphysique, Ontologie de l'être social, Pratique, Rationnel/Réel, Science, Sensation/Sensualisme, Spéculation, Théorie, Totalité.

A. T.

Reflet

Al : *Widerspiegelung, Widerschein.* — An : *Reflection.* — R : *Otražénie.*

1 / La catégorie de reflet est une catégorie fondamentale de la « théorie de la connaissance du marxisme » depuis Lénine (CP, O., 38, p. 346). Elle connote le postulat matérialiste, anti-idéaliste, de la priorité de l'être sur la conscience, qui est simultanément principe d'intelligibilité de l'être (matériel) par la pensée, elle-même forme matérielle spécifique. Postulat qui permet de trancher « la grande question fondamentale de toute philosophie, et spécialement de la philosophie moderne, celle des rapports de la pensée à l'être » (LF, in *Etudes philosophiques*, ES, 24, et 26; MEW, 21, 274-275). Avant Lénine, Engels a ainsi déterminé par la théorie du reflet, à la fois, le procès de reproduction de la réalité matérielle dans la pensée et le procès de détermination de la pensée par ses conditions matérielles, historico-sociales. La pensée a la propriété, non de produire à partir d'elle-même le monde existant, mais de refléter, par une représentation exacte, l'univers, son évolution, celle de l'humanité (AD, ES, 52 et 376-377; MEW, 20, 22 et 573, 583). « La dialectique dans la tête n'est que le reflet des formes du monde réel, tant de la nature que de l'histoire » (DN, ES, 204 et 213; MEW, 20, 475 et 348). Marx a toujours maintenu une position anti-idéaliste que la théorie du « reflet » prend en charge : la société bourgeoise se présente comme quelque chose d'indépendant de la pensée, comme son présupposé réel-matériel. La pensée n'a pour but, par ses déterminations abstraites, que de conduire « à la reproduction du concret ». Si la pensée produit à cet effet une « totalité pensée », produit « du cerveau pensant qui s'approprie le monde de la seule façon qui lui soit possible », « après comme avant le sujet réel subsiste dans son indépendance en dehors de l'esprit » (*Grund.*, Introd., III). Chez Marx, comme chez ses héritiers, la théorie du reflet se lie à celle de la dialecticité du connaître.

2 / Elle est pensée dans une tension dialectique comme théorie d'un reflet qui est procès, par intégration de la dimension active, opératoire (mise en valeur par l'idéalisme. Voir THF 1). « La totalité concrète, en tant que totalité-pensée, en tant que représentation mentale du concret, est en fait un produit de la pensée, de la conception », « produit de l'élaboration de concepts à partir de la vie immédiate et de la représentation » *(Grund., ibid.)*. Exploitant Engels, Lénine a dégagé cette dimension active du reflet, unissant l'objectivité matérialiste de la réflexion, plus ou moins adéquate, et la dialecticité du procès de réflexion par approximation, développement. Les *Cahiers philosophiques* ne contredisent pas *Matérialisme et empiriocriticisme*. On peut donner une reconstruction des éléments de cette théorie :

a) On part de l'antériorité du réel extérieur qui s'atteste en ce que la source fondamentale de nos connaissances réside dans les sensations (celles-là

ne nous séparent pas du réel, mais nous y unissent). N'existe en dernière instance que ce qui est attesté par les sens (M et E, O., 14, 50).

b) Ce ne sont pas les perceptions isolées, mais leur ensemble qui importe, en se corrigeant et recoupant;

c) Cet ensemble n'est pas donné à la pure théorie, il est élaboré en son lien à la pratique, laquelle s'approprie la matière et la transforme (M et E, O., 14, 143);

d) Cette pratique est à la fois la pratique ordinaire et l'expérience scientifique éclairée par le passage au concept et à la théorie : « Processus qui consiste en toute une série d'abstractions, formulations, concepts, lois » (CP, O., 38, 172, 168). « Le reflet de la nature [et de la société] dans la pensée humaine doit être compris, non d'une façon « morte », « abstraite », non sans mouvement, sans contradictions, mais dans le processus éternel du mouvement, de la naissance des contradictions et de leur résolution » (*ibid.*, 185).

e) En ce sens, le reflet s'identifie avec la pratique de la société et son développement historique, au rythme des luttes de classe. La vie de la connaissance est procès d'approfondissement du reflet, de plus en plus exact, du monde matériel et social tel qu'il est, étant entendu que ce monde est lui-même processus, unité de nécessités et de possibilités. Sous cette condition, « la conscience humaine, non seulement reflète le mode objectif, mais aussi le crée » (*ibid.*, 201).

3 / Du même coup, la théorie du reflet désigne aussi le procès de détermination de la pensée par ses conditions matérielles; la pensée est le reflet subjectif de ses conditions objectives; elle peut être objet d'une science de la pensée et ses conditions, de son histoire (voir IA, « Les représentations, la pensée, le commerce intellectuel des hommes apparaissent encore comme l'émanation directe de leur comportement matériel », ES, 50-51; MEW, 3, 26; Engels, AD, ES, 305; 392; DN, ES, 178; MEW, 20, 450). La théorie du reflet développé serait l'unité du procès de reproduction de la réalité matérielle dans la pensée et du procès de détermination de la pensée par ses conditions matérielles (unité de la dialectique objective et dialectique subjective, DN, ES, 213; 348). La pensée atteint à l'objectivité du reffet en tenant compte et critiquant la subjectivité de ses conditions : « Les concepts humains sont subjectifs dans leur abstraction, leur séparation; mais sont objectifs dans leur totalité, dans leur processus, leur somme, leur tendance, leur source » (CP, *ibid.*, 198).

4 / Nulle théorie n'a été plus discutée. Lukács, Gramsci, les théoriciens de Francfort ont objecté que cette théorie était menacée à tout instant de rabattre la dialectique de la connaissance sur une métaphore optique et mécaniste (la photographie, le réalisme naïf), que la dimension opératoire et constructive des procès de chaque science dément. En cette perspective, la théorie du reflet extrapolerait illégitimement à l'être en général le principe du matérialisme historique (détermination de la conscience sociale par l'être social) et oublierait que la connaissance est un élément actif et transformateur de la réalité (sociale aussi). Pour Gramsci qui critique, par Boukharine interposé, Lénine et Engels et les distingue ici de Marx (*Quaderni*, Ed. Gerratana, Torino, Einaudi, 1975, 1244-1245; 1489), le centre de référence est la praxis comme unité de l'homme et de la nature. L'objectivité de la science n'est pas celle d'un pur reflet sensible, elle est celle, produite, d'une construction historique

supra-structurale. Le rapport de la connaissance à l'objet qu'elle est censée refléter tombe dans l'histoire. L. Althusser de même tend à éliminer la théorie du reflet au profit d'une conception de la connaissance comme procès de production autonome, contre tout sensualisme objectif. Ces discussions montrent en quelle relation de tension s'articulent dialecticité et matérialisme, à l'intérieur de cette catégorie. Menacée de réduire le matérialisme au sensualisme contemplatif, elle évite cela en s'injectant la dimension du procès, affrontant alors le risque de faire de la connaissance une instance « productive » séparée, et d'oublier que, pour Marx, dans son procès de réflexion la connaissance ne produit pas l'objet réel, mais le re-produit. Cette discussion atteste la problématicité ouverte de la dialectique matérialiste et de sa propre réflexion théorique. A oublier le reflet pour le procès, l'idéalisme réintervient de l'intérieur de la dialectique. A faire du reflet une affirmation sensualiste, la dialecticité s'abolit dans un matérialisme contemplatif.

• Bibliographie (voir Dialectique). — L. Althusser, *Lire Le Capital*, Paris, Maspero, 1968; L. Colletti, *Hegel e il marxismo*, Bari, Laterza, 1969; G. della Volpe, *Logica come Scienza storica*, Roma, Riuniti, 1969; L. Geymonat, E. Bellone, G. Giorello, S. Tagliagambe, *Attualità del Materialismo dialettico*, Roma, Ed. Riuniti, 1974; L. Geymonat, *Storia del pensiero filosofico e scientifico*, Milano, Garzanti (vol. VI), 1972; L. Geymonat, *Scienza e Realismo*, Feltrinelli, Milano, 1977; B. Kedrov, *Dialectique, logique, gnoséologie, leur unité*, Ed. Moscou, 1970; P. Kopnine, *Dialectique, logique, science*, Ed. Moscou, 1976; D. Lecourt, *Une crise et son enjeu*, Paris, Maspero, 1973; H. Lefebvre, *Pour connaître la pensée de Lénine*, Paris, Bordas, 1957; G. Lukács, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Minuit, 1960; G. Planty-Bonjour, *Les catégories du matérialisme dialectique*, Paris, PUF, 1960; G. Plekhanov, *Problèmes fondamentaux du marxisme*, Paris, ES, 1947; A. Schmidt, *Der Begriff der Natur in der Lehre von Marx*, Frankfurt-a.-M., Suhrkamp, 1962; G. Wetter, *Le matérialisme dialectique*, Bruxelles, Desclée de Brouwer, 1962.

▸ Corrélats. — Conscience, Dialectique, Etre social / Conscience, Idéologie, Philosophie, Réification, Religion, Connaissance (théorie de la).

A. T.

Réforme / Révolution

Al : *Reform|Revolution.* — An : *Reform|Revolution.* — R : *Reforma|Revoljucija.*

D'une manière très générale, la révolution peut être définie comme le passage d'un système social à un autre. Deux notions sont donc investies dans le concept de révolution : la systématicité et la discontinuité.

La théorie marxiste, telle qu'elle a commencé d'être élaborée par Marx et Engels, a mis en place un ensemble définitionnel très cohérent de l'idée de révolution.

1 / La notion d'ordre social. — Cette notion est très tôt développée par Marx. En 1843, dans *La question juive*, parlant de l'émancipation politique réalisée par la bourgeoisie, il écrit : « L'émancipation *politique* est certes un grand progrès; elle n'est sans doute pas la forme ultime de l'émancipation humaine en général, mais la forme ultime de l'émancipation humaine, *à l'intérieur* de l'ordre du monde qui a existé jusqu'ici » (p. 79, éd. Aubier). La conséquence est claire : il ne faut pas se contenter d'une émancipation dans tel ou tel secteur, c'est l' « ordre » lui-même, tel qu'il « a existé jusqu'ici », qui doit être remplacé. D'où le second point.

2 / La nouveauté radicale de la révolution communiste. — « Dans toutes les révolutions antérieures, le mode d'activité restait inchangé et il s'agissait seulement d'une autre distribution de cette activité, d'une nouvelle répartition du travail entre d'autres personnes; la révolution communiste par contre est dirigée contre le *mode* d'activité antérieur, elle supprime le *travail* et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes » (IA, 37; MEW, 3, 69). Marx et Engels veulent donc souligner ce fait : les révolutions antérieures se sont contentées de *déplacer* l'exploitation, de déplacer l'antagonisme de classe; la révolution communiste doit supprimer tout antagonisme et toute exploitation. Affirmation qui entraîne la conséquence suivante : l'impossibilité totale d'un quelconque compromis entre le mouvement ouvrier et la bourgeoisie. Celle-ci a en effet besoin, pour persister dans son être, que se perpétue la séparation bourgeoisie/prolétariat, contre laquelle se bat le mouvement ouvrier. Cette situation détermine la portée des réformes que peut obtenir le prolétariat.

3 / L'impossibilité de tout réformisme. — Etudiant la Révolution de 1848 en France, Marx est conduit à écrire : « Seule la défaite le convainquit (il s'agit du prolétariat) que la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au *sein* de la République bourgeoise, utopie qui se change en crime dès qu'elle veut se réaliser » (LCF, 67). Cette thèse sera nuancée dans les textes postérieurs, sans qu'en soit modifié fondamentalement le sens. Ainsi, analysant en 1869 le conflit mettant aux prises, autour du salaire, capitalistes et ouvriers, Marx définit très clairement les limites du réformisme : « Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande ampleur. En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets (...). Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les *conditions matérielles* et les *formes sociales* nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre *conservateur* : « *Un salaire équitable pour une journée de travail équitable*, ils doivent inscrire sur leurs drapeaux le mot d'ordre *révolutionnaire* : *Abolition du salariat* » (SPP, 73-74; MEW, 16, 152).

Ce dernier passage résume parfaitement la façon dont est pensé, dans la tradition marxiste, le couple réforme/révolution : la lutte pour les réformes, notamment économiques, fait partie de la lutte révolutionnaire; il reste que toute réforme de fond est impossible, du fait de l'antagonisme irréductible entre les intérêts de la bourgeoisie et ceux du prolétariat.

Cet ensemble de thèses va être repris et développé par Lénine, à la lumière d'une expérience propre de dirigeant politique : la lutte contre le réformisme.

Lénine élabore ainsi un concept spécifique de réforme : « Une réforme diffère d'une révolution par le fait que la classe des oppresseurs reste au pouvoir et réprime le soulèvement des opprimés au moyen de concessions *acceptables* pour les oppresseurs, sans que leur pouvoir soit détruit » (O., 12, 209).

Ce qui caractérise pour Lénine une réforme, c'est donc une certaine

dualité : *a)* d'une part, la réforme marque le recul de la classe dominante, contrainte par la lutte de prolétariat à concéder quelque chose; *b)* d'autre part, la réforme n'est rien d'autre, fondamentalement, qu'un déplacement : ce que l'on concède à l'adversaire n'a qu'une importance minime, et ne met absolument pas en péril son propre pouvoir.

Sans lutte de classe, donc, pas de réformes : « Aucune réforme ne peut être définitivement acquise, réelle et sérieuse, si elle n'est pas soutenue par des méthodes révolutionnaires de luttes des masses » (o., 21, 440). Mais inversement, toute lutte révolutionnaire produit nécessairement des réformes : « Les réformes, avons-nous toujours dit, sont un produit accessoire de la lutte de classes révolutionnaire » (o., 33, 46). Sur cette double équivalence entre lutte révolutionnaire et obtention de réformes, Lénine fonde toute sa critique du réformisme : les révolutionnaires ont toujours été à la tête de la lutte pour les réformes, c'est pourquoi « il n'y a pas de voie réformiste » (o., 19, 351).

Selon un mode d'exposition politique qu'il utilise souvent, Lénine peut donc définir la position du marxisme comme juste position entre deux « déviations » : « Les marxistes, à la différence des anarchistes, reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour telles améliorations de la situation des travailleurs qui laissent comme par le passé le pouvoir entre les mains de la classe dominante. Mais, en même temps, les marxistes mènent la lutte la plus énergique contre les réformistes, qui limitent directement ou indirectement aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière. Le réformisme est une duperie bourgeoise à l'intention des salariés » (o., 19, 399).

Voilà donc le problème, tel qu'il se pose à l'orée de la révolution. Mais octobre 1917 construit un tout nouveau rapport entre les deux concepts de révolution et de réforme, que Lénine expose dans un court texte de 1921, *Sur le rôle de l'or aujourd'hui...* : « Le fait nouveau, à l'heure présente, c'est la nécessité pour notre révolution de recourir, pour les problèmes de la construction économique, aux méthodes d'action « réformistes », graduelles, faites de prudence et de détours. Cette « *nouveauté* » suscite des questions, de la perplexité, des doutes aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique » (o., 33, 104).

Lénine, sur la base d'une expérience politique vieille de quatre ans, propose alors de compléter la réflexion marxiste sur le couple révolution/réforme : « Seul le marxisme définit de façon précise et juste le rapport entre les réformes et la révolution; et Marx n'a pu voir ce rapport que sous un seul aspect, savoir : dans les conditions précédant la première victoire tant soit peu solide, tant soit peu durable du prolétariat. Ce rapport juste reposait alors sur le principe suivant : les réformes sont un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat (...) Avant la victoire, les réformes sont un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire. Après la victoire (...), elles constituent en outre pour le pays où la victoire a été remportée, une trêve indispensable et légitime dans le cas où, à la suite d'une tension extrême, les forces manquent notoirement pour franchir en suivant la voie révolutionnaire, telle ou telle étape » (*ibid.*, p. 111-112).

Mais ce complément n'est-il qu'un complément ? La nouvelle expérience n'induit-elle pas une refonte totale de la théorie, justement à cause de son caractère systématique ? Lénine adopte, dans ce même texte, le

point de vue d'un adversaire supposé pour poser ce problème : « La question se pose : si, après avoir éprouvé les méthodes révolutionnaires, vous avez constaté leur échec et avez adopté les méthodes réformistes, n'est-ce pas là une preuve que, d'une façon générale, la révolution est selon vous une erreur ? N'est-ce pas là une preuve qu'il ne fallait pas, en général, commencer par la révolution, qu'il fallait commencer par des réformes et se borner aux réformes ? » (p. 106).

L'argument est évidemment réfuté : tous les textes que l'on a cités y apportaient une réponse anticipée. Mais il est l'occasion, pour Lénine, de préciser un point important : « Pour un révolutionnaire véritable, le danger le plus grand, peut-être même l'unique danger, c'est de surenchérir, d'oublier les limites et les conditions d'une application efficace et opportune des procédés révolutionnaires. (...) Les véritables révolutionnaires ne périront (...) que dans le cas où — mais alors ils périront à coup sûr — ils perdront leur lucidité et s'imagineront que la révolution, « grande, mondiale, victorieuse », peut et doit nécessairement trancher par la voie révolutionnaire tous les problèmes, quelles que soient les circonstances, et dans toutes les sphères d'action » *(ibid.)*.

Répercussions de la pratique politique sur la théorie, sous la forme d'un enseignement : une révolution ne peut pas toujours adopter une voie révolutionnaire. Quelle leçon tirer de cette faille qui, au terme de la première révolution prolétarienne de l'histoire, fracture l'unité du concept trop poli de révolution ?

— L'insuffisance d'une théorie qui réduit à un fossé, à une incommunicabilité, à une « révolution », le passage d'une structure sociale à une autre ? Ou plutôt, l'erreur qu'il y a à vouloir établir un rapport d'application technique entre une telle théorie et la politique ?

— La nécessité que Lénine commence à mettre en œuvre de compléter cette théorie par une problématique élaborée de la transition ?

▶ CORRÉLATS. — Crises du marxisme, Démocratie, Millerandisme, Mode de production, Parlementarisme, Révolution, Transition.

J.-F. C.

Réification

Al : *Verdinglichung, Versachlichung* (chosification). — An : *Reification.* — R : *Oveščestvlenie.*

La réification (K. Marx emploie *Versachlichung* dans *Grund.*, 78, trad. ES, I, 96; et *Verdinglichung* dans K., III; MEW, 25, 887, trad. ES, III, 3, 255) expose le procès de substitution des rapports entre *choses* aux rapports entre *hommes.* C'est la transformation du produit du travail et de la force de travail en marchandises qui le rend possible, la *valeur d'échange* parvenant à dominer complètement la valeur d'usage, en particulier dans la forme de l'*équivalent universel*, l'argent.

1 / Chez Marx, la première mention de la réification se rencontre dans *Misère de la philosophie* quand, poussant à l'extrême la logique de certains économistes qui font de la seule *quantité* de travail la mesure de la valeur, il écrit : « Alors, il ne faut pas dire qu'une heure d'un homme vaut une heure d'un autre homme, mais plutôt qu'un homme d'une heure vaut un autre homme d'une heure. Le temps est tout, l'homme n'est plus rien; il est tout au plus la carcasse du temps » (ES, 47; trad. allemande, MEW, 4, 85). Les *Grundrisse* montrent de manière explicite comment l'évolution écono-

mique a fait passer des « rapports de dépendance personnelle » (Marx cite : « Rapport patriarcal, commune antique, féodalisme, corporations et jurandes ») à des relations où « le caractère social de l'activité comme la forme sociale du produit, comme la participation de l'individu à la production apparaissent ici comme étrangers *(fremd)*, chosifiés *(sachlich)* vis-à-vis de l'individu ». « Dans la valeur d'échange, les relations sociales des personnes *(Personen)* sont changées en relations sociales des choses *(Sachen)*, le pouvoir de la personne en celui de la chose » (Dietz Verlag, p. 75). Marx ajoute que ces rapports de dépendance chosifiés *(diese sachlichen Abhängigkeitsverhältnisse)* donnent aux individus le sentiment qu'ils sont dominés par des « abstractions », lesquelles fondent, à leur tour, la croyance des philosophes au règne des « idées » (*ibid.*, 81-82; trad. franç., t. I, 101-102). Aussi *Le Capital* inscrira-t-il le phénomène sous la rubrique du « Fétichisme de la marchandise » : « Le caractère mystérieux de la forme marchande consiste donc simplement en ce qu'elle renvoie aux hommes les caractères sociaux de leur propre travail, en les présentant comme des caractères objectifs des produits mêmes du travail, comme des propriétés sociales naturelles de ces choses, et, par conséquent, de la même manière, le rapport social des producteurs à l'ensemble du travail comme rapport social extérieur à eux, rapport entre objets *(Verhältnis von Gegenständen)*. Par ce quiproquo les produits du travail deviennent des marchandises, des choses *(Dinge)* sensibles supersensibles, autrement dit sociales (...) ce n'est que le rapport social déterminé des hommes eux-mêmes qui revêt ici pour eux la forme fantasmagorique d'un rapport de choses *(von Dingen)* (MEW, 23, 86; ES, I, 1, 85). Le *Chapitre inédit* ira jusqu'à évoquer « le fait enfin que des marchandises figurent comme acheteuses de personnes » (chap. VI, F, a; trad. UGE, p. 165).

2 / Georg Lukács, reprenant ces différentes indications, élabore une véritable *théorie* de la réification. Il en fait l'exposition dans l'essai demeuré le plus célèbre de son *Histoire et conscience de classe* (*Geschichte und Klassenbewusstsein*, Berlin, Malik-Verlag, 1923; trad. franç., Paris, Ed. de Minuit, 1960), *La réification et la conscience du prolétariat*. La thèse centrale de Lukács est la suivante : l'*universalité* de la forme marchande est le trait distinctif de la société moderne et, en tant que telle, la raison, ou l'essence, de l'ensemble de ses manifestations. L'universalité est le produit d'une histoire, remontant à la société grecque où existe déjà une « conscience réifiée », mais non encore parvenue aux « formes universelles » (ouvr. cité, I, 2; trad. 143). Elle « conditionne, tant sur le plan subjectif que sur le plan objectif, une abstraction du travail humain qui s'objective dans les marchandises » (I, 1; 114). Elle est, de la sorte « le prototype de toutes les formes d'objectivité et de toutes les formes correspondantes de subjectivité dans la société bourgeoise » (Introd.). L'entreprise industrielle est le « concentré » de la structure de la société capitaliste. Elle implique « l'atomisation de l'individu » qui « n'est donc que le reflet, dans la conscience, de ce fait que les « lois naturelles » de la production capitaliste ont embrassé l'ensemble des manifestations vitales de la société et que — pour la première fois dans l'histoire — toute la société est soumise (ou tend au moins à être soumise) à un processus économique formant une unité, que le destin de tous les membres de la société est mû par des lois formant une unité ». De cette apparence « nécessaire en tant qu'apparence », provient que les relations, théoriques aussi bien que pratiques, des individus avec la société,

c'est-à-dire avec les conditions de production et de reproduction de leur existence au sein de la structure marchande, « ne sauraient se dérouler que sous cette forme d'actes isolés et rationnels d'échange entre propriétaires isolés de marchandises » (*ibid.*, I, 1 ; 120). D'où dérivent, « structurellement » adaptés à la structure bourgeoise ou lui correspondant, un Droit, un Etat, des formes de pensée, des concepts, donc une philosophie, etc. Le capitalisme représente ainsi, et se présente, comme un système, ou mieux une « totalité », pour employer un terme cher à Lukács, organique et idéologique à la fois, dans la chose et dans l'esprit, comme disait Marx.

A l'objection : comment le briser ? Lukács répond par l'analyse des conditions permettant la « transformation de la philosophie en praxis », selon les *Thèses sur Feuerbach* (*ibid.*, III, 6; 249), autrement dit par l'adoption du « point de vue du prolétariat », indissociable à ses yeux de l'accession de ce dernier à la « conscience pratique » comme aboutissement de sa conscience de classe. Il conclut : « L'évolution économique objective ne pouvait que créer la position du prolétariat dans le processus de production, position qui a déterminé son point de vue; elle ne peut que mettre entre les mains du prolétariat la possibilité et la nécessité de transformer la société. Mais cette transformation elle-même ne peut être que l'action libre du prolétariat lui-même ». L'instrument en est le parti.

3 / A la suite de Lukács, divers théoriciens s'employèrent à dégager de nouvelles conséquences de sa théorie de la réification. Ce fut le cas notamment, en France, de Lucien Goldmann. Dans ses *Recherches dialectiques* (Paris, NRF, 1959), ce dernier, expliquant, comme il dit justement, « la théorie marxienne et lukácsienne », en souligne deux éléments essentiels. Pour le premier : « seule la théorie de la réification permet de comprendre la cohérence de tous les textes marxiens concernant les relations entre l' « infrastructure » et la « superstructure » (p. 66). Traduisons : de mettre un terme aux interprétations mécanistes/économicistes. Le second voit dans la réification « le remplacement du qualitatif par le quantitatif, du concret par l'abstrait » (92). Partant, Goldmann relève, parmi les effets, la possibilité de comprendre la formation de l'Etat bureaucratique moderne, où « l'homme se mue de plus en plus en automate, subissant passivement l'action de lois sociales qui lui sont entièrement extérieures » (84); la sphère privée (*i.e.* celle qui n'appartient ni à la vie professionnelle, ni à l'exercice de la citoyenneté) demeurant moins touchée par la réification, un « dualisme psychique qui devient une des structures fondamentales de l'homme dans le monde capitaliste » s'instaure en chacun *(ibid.)*. Si l'on admet, par ailleurs, que la réification est liée à l'absence de planification et à la production pour le marché, force est bien de constater que ni la planification des pays socialistes, ni les nationalisations ne l'ont, « à elles seules », supprimée (104). Goldmann voit enfin, — ce qui est son apport propre, dans le *roman* l'expression par excellence de la réification dans le mode de production capitaliste, en ce qu'il est voué à l'échec d'être à la fois « biographie individuelle » et « chronique sociale » (91).

L'entraînement de la théorie ne s'est pas arrêté à ces recherches. Le développement des abstractions et le déni du qualitatif, inhérents au procès de réification, ont suggéré des analogies entre celle-ci et les symptômes schizophréniques. Joseph Gabel est celui qui est allé le plus

loin dans la voie ainsi ouverte; pour ce médecin, disciple de Minkowski (*La schizophrénie*, Paris, 1927; *Le temps vécu*, Paris, 1933), pathologie mentale et pathologie sociale se rejoignent, en particulier pour rendre compte des « totalitarismes » politiques, puisque la schizophrénie, où se défait la dialectique du rapport sujet-monde, n'est qu'un effet de la structure marchande et de la conscience réifiée (voir *La fausse conscience*, Paris, 1962).

REMARQUES. — *a)* La théorie de la réification a fait l'objet des plus vives attaques notamment de la part de la tradition « orthodoxe » du marxisme. La première fois, en 1924, lors du Ve Congrès de l'IC (Boukharine) et, à nouveau, par les tenants de la conception stalinienne de la philosophie. Lukács se vit accusé d'hégélianisme (donc de révisionnisme, d'idéalisme, de régression vers le « jeune » Marx...), mais de ses propres autocritiques, plus circonstancielles que théoriques, il semble qu'il faille ne retenir comme « grossière erreur fondamentale » que l'identification, incontestablement hégélienne, de l'aliénation et de l'objectivation (cf. Postface à *Hist. et consc. de cl.*, éd. cit., p. 400); *b)* quant aux rapports entre aliénation, fétichisme et réification, sous lesquels se lisent des phénomènes fort semblables, ils peuvent référer aux trois voies successivement empruntées par Hegel, Marx et Lukács (cf. K. Axelos, préf. à *Hist...*, p. 7); chez Marx lui-même, il ne paraît pas illégitime de penser à un triple étagement, la réification proprement dite se présentant comme la forme la plus accomplie du fétichisme, dans le capital porteur d'intérêt, le « fétiche automate » (« le résultat de tout le procès de reproduction semble donc une propriété revenant d'elle-même à une chose », *Ding*; MEW, 25, 405; ES, III, 2, 56).

• BIBLIOGRAPHIE. — F. IAKUBOWSKY, *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, EDI, 1971; J. LEENHARDT, art. « Réification », *Encyclopedia Universalis, s.v.*; G. LUKÁCS, Préf. à Mon chemin vers Marx, apud *Nouvelles Etudes hongroises*, 1973, p. 73 et s.; Karl MANNHEIM, *Ideologie und Utopie*, Bonn, 1929 (trad., Paris, 1956).

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Base, Budapest (Ec. de), Dialectique, Echange, Economisme, Esthétique, Fétichisme, Hégélianisme, Idéalisme, Idéologie, Marché, Mysticisme, Praxis, Qualité/Quantité, Renversement, Superstructure, Totalitarisme, Totalité.

G. L.

Religion

Al : *Religion.* — An : *Religion.* — R : *Religija.*

A partir d'un fond commun qui consiste à voir dans la religion un phénomène idéologique travestissant les processus sociaux réels, les marxistes ont adopté à son égard des attitudes diverses, relevant toutes, en principe, davantage de l'indifférence (a-religion) plutôt que de l'intolérance (irréligion).

1 / Une différence apparaît déjà entre Marx et Engels. Le premier hérite, par son père, juif sans foi, protestant de convention mais voltairien convaincu, du rationalisme des Lumières et, par sa formation, de l'*Aufklärung*. Il est, comme on l'a dit, « naturellement athée » (Calvez). Engels, élevé dans un milieu de piétisme rigoureux, doit faire l'apprentissage des remises en question et notamment de la confrontation entre les dogmes et la raison (cf. la Corr. avec les frères Gräber, apud *Corr.*, 1). Il commence sa carrière en s'en prenant avec violence à Krummacher, le pasteur de Barmen (MEW, 1, 422), et s'acquiert à Berlin une première

gloire littéraire comme pourfendeur de Schelling (MEW, *Erg.*, 1). Les maîtres, en matière de critique religieuse, s'appellent alors Hegel, Strauss, Feuerbach et Bauer. Engels s'est passionné pour leurs ouvrages. Marx se borne, en quelque sorte, à enregistrer leurs résultats. Il relève, au début de sa *Critique de la philosophie du droit de Hegel :* « Pour l'Allemagne la *critique de la religion* est terminée pour l'essentiel, et la critique de la religion est la condition préliminaire de toute critique ». Le ton est désormais donné. On va changer de terrain critique, en passant de l'aliénation religieuse à l'aliénation sociale, politique et économique, combien plus importante, et tout d'abord à la critique de l'Etat (QJ). Qu'est-ce en effet que la religion ? Réponse : « ... une conscience du monde à l'envers *(ein verkehrtes Weltbewusstsein)*... la théorie générale de ce monde, son compendium encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son point d'honneur spiritualiste, son enthousiasme, sa sanction morale, son complément solennel... la réalisation fantastique de l'être humain » ; « la misère religieuse est tout à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature tourmentée, l'âme d'un monde sans cœur, ... elle est l'opium du peuple » (*Cridr.*, Aubier, bilingue, p. 52-53 ; MEW, 1, 378). Voilà un jugement dont la fortune sera considérable dans la postérité marxiste ou non. Sur ce point, en tout cas, les œuvres de la maturité ne dérogeront pas des écrits de jeunesse. La religion n'y sera plus traitée que comme un phénomène secondaire et réduit à deux maigres fonctions. La première est celle du *travestissement* de la réalité : la quatrième thèse oppose à Feuerbach qu'il ne suffit nullement de « ramener le monde religieux à sa base temporelle », il faut expliquer comment « la base temporelle se détache d'elle-même et se fixe dans les nuages », comprendre la contradiction qui la mine et donc « révolutionner dans la pratique la famille terrestre » qui n'est que le « secret de la famille céleste ». *Le Capital*, chargé précisément de préparer cette tâche, répète, à son tour : « Il est en effet bien plus facile de trouver par l'analyse le contenu, le noyau terrestre des conceptions nuageuses des religions, que de faire voir par une voie inverse comment les conditions réelles de la vie revêtent peu à peu une forme éthérée », cette voie étant elle-même qualifiée de « seule matérialiste, par conséquent scientifique » (K., I, II, 59 n. ; MEW, 25, 393). « Soleil illusoire » (*Cridr.*, cit., 55 ; MEW, 1, 379), reflet ou miroir « fantastique » (K., I, I, 91 ; MEW, 25, 93-94 ; AD, III, V, 355 ; MEW, 20, 294 ; DN, 178 ; MEW, 20, 450), la religion n'a pas sa cause en elle-même, et la décrire ne suffit pas. La seconde fonction assignée à la religion est celle d'un *analogon*. Tantôt elle parle pour la philosophie. Ce que Feuerbach a parfaitement vu, puisque sa « grande action » a consisté à démontrer « que la philosophie n'est rien d'autre que la religion mise sous forme d'idées et développée par la pensée » (M 44, 126 ; *Erg.*, 1, 569 ; cf. Feuerbach, *Principes de la philosophie de l'avenir*, § 5). La débauche de métaphores religieuses infligées par *L'idéologie allemande* à Stirner, *alias* Saint-Max, en est la parfaite illustration. Tantôt elle joue les pédagogues au service de l'économie politique. Ici, c'est le bourgeois allemand dont on souligne, pour Fr. List, qu'il est « religieux même lorsqu'il est industriel » (KM, Critique de l'économie nationale, apud *Textes inédits* de 1845, Paris, EDI, 1975, éd. bil., p. 31). Là, c'est la valeur d'échange qui se met à ressembler au Christ, tous deux des « médiateurs » (*Grund.*, I, 271 ; Dietz Verlag, 237 ; même idée en II, 332 ; 723). Ailleurs enfin c'est le célèbre fétichisme de la marchandise

qui révèle la si étroite adéquation du christianisme à la société bourgeoise (K., I, I, 90-91).

De cette caractérisation, quelques analyses sont issues. Il s'agit, dans les commencements politiques, de cliver fortement entre socialisme et religion, de débarrasser le premier de tout ce qui l'imprègne encore de mysticisme humaniste, depuis M. Hess qui rêvait d'instaurer le Royaume de Dieu et Weitling qui assimilait communisme et communion (cf. le texte cité par J. Guichard, apud *Le marxisme*, Chronique sociale de France, Lyon, p. 154), jusqu'à Kriege (mai 1846) et au remplacement des « catéchismes » et autres « professions de foi » communistes par *Le Manifeste* (cf. L. de FE à KM du 23-24 nov. 1847). Chez Marx on ne trouve guère que de rares interventions occasionnelles (*Le communisme de « L'Observateur rhénan »*; la Conférence du 30 nov. 1847 à « l'Association culturelle des ouvriers » de Londres ou l'analyse d'une manifestation à Hyde Park, en juin 1855; cf. le recueil *Sur la religion* et MEW, 4). Du côté de F. Engels, les choses sont plus consistantes notamment quand il se consacre aux formes historiques des travestissements religieux, de *La guerre des paysans* (1850) à *La contribution à l'histoire du christianisme primitif*, que sa mort laisse inachevée. Rapporter les manifestations religieuses aux conditions socio-économiques qui les portent et qu'elles expriment forme son souci majeur. Ce sont ces travaux qui feront école chez différents chercheurs se réclamant du marxisme (Weber, Alfaric, Hainchelin, Lenzman ou Rodinson).

2 / Avec Lénine, deux traits de la démarche de Marx et d'Engels s'accusent de façon frappante : la réitération permanente de l'analyse de la religion comme reflet; le symbole en est le jugement de la *Cridroit* sur l'opium que Lénine répète littéralement d'un bout à l'autre de son œuvre (de *Socialisme et religion*, 1905, O., 10, au *Matérialisme militant*, 1922, O., 33); et, d'autre part, le traitement de la religion comme une question subalterne, *i.e.* toujours dérivée d'une autre ou gouvernée par une autre. En vérité, qu'il soit question de la paysannerie, du vote des popes, de la prostitution, du Bund ou de Tolstoï, un unique critère intervient, la considération de la lutte de classes. Son rôle ne conduit pas à mettre à l'écart la religiosité paysanne, l'influence politique du clergé ou la judaïté ouvrière, mais à établir qu'aucun de ces éléments réels de la situation, de la conjoncture historique, n'est par lui-même déterminant, mais qu'il est, au contraire, sous la dépendance de ces nécessités, la stratégie d'alliance à la campagne, la lutte pour la démocratie ou l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière de Russie. Le principe est clair : derrière la religion, le marxiste lit la lutte de classes qu'elle a pour fonction d'occulter. On peut bien, dit Lénine, se proclamer, à l'instar de Dühring, « matérialiste et athée » et cependant « manquer de fermeté idéologique dans (le) matérialisme, c'est-à-dire ménager des biais à la religion et à la philosophie religieuse » en cherchant non à « la détruire », mais à « la replâtrer » (O., 15, 432). « Seule, ajoute-t-il, la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à *pratiquer* à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion et que proclamer la guerre à la religion, tâche politique du parti ouvrier, n'est qu'une phrase anarchiste » (*ibid.*, 433). Lénine mène donc la guerre contre tous ceux qui ne savent pas bien garder la frontière entre marxisme et religion, soit que, comme Gorki, ils manifestent quelque tendresse à son endroit et ne craignent pas d'évoquer

une « essence du phénomène religieux » (cf. les 2 L. à Gorki de la mi-nov. et de déc. 1913, *apud* O., 35, 116 et s.), soit que, comme Lounatcharski, ils aillent jusqu'à se faire des « constructeurs de Dieu » (O., 13, 15 et 34). Mais il ne s'en tient pas là. Il tire deux conséquences politiques directes des thèses précédentes. D'abord que la religion est une affaire privée : l'Eglise doit être complètement séparée de l'Etat et de l'école. Dans la Russie de l'époque, on se doute que cette maxime n'était pas rien. Ensuite, que, pour le mouvement ouvrier, la religion n'est pas une affaire privée et que l'athéisme doit être militant : « Par rapport au parti du prolétariat socialiste la religion n'est pas une affaire privée. Notre parti est une association de militants conscients d'avant-garde, combattant pour l'émancipation de la classe ouvrière. Cette association ne peut pas et ne doit pas rester indifférente à l'inconscience, à l'ignorance ou à l'obscurantisme revêtant la forme de croyances religieuses. Nous réclamons la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, afin de combattre le brouillard de la religion avec des armes purement et exclusivement idéologiques : notre presse et notre propagande. Mais notre association, le parti ouvrier social-démocrate de Russie, lors de sa fondation s'est donné pour but, entre autres, de combattre tout abêtissement religieux des ouvriers. Pour nous, la lutte des idées n'est pas une affaire privée; elle intéresse tout le parti, tout le prolétariat » (O., 10, 83 ; aussi 15, 440). Il n'est donc pas question, même une fois les bolcheviks au pouvoir, de procéder de manière répressive; « l'origine la plus profonde des préjugés religieux se trouve dans la misère et dans l'ignorance; c'est ce mal que nous devons combattre » (O., 28, 185). La propagande athée elle aussi est soumise au développement de la lutte de classes (O., 15, 436-437).

Après Lénine, dont les recommandations ne sont guère suivies par les PC au pouvoir, ni en Russie, ni dans les pays socialistes, puisque les régimes feront preuve d'intolérance dogmatique (anti-cléricalisme et anti-sémitisme) vis-à-vis des cultes, d'autres attitudes verront le jour. Certaines seront franchement « hétérodoxes », se refusant à limiter la religion à la seule explication politico-sociale et majorant le facteur de la subjectivité, au point d'en revenir à l'anthropologie et à la spéculation sur « l'essence » (cf., en France, R. Garaudy, *De l'anathème au dialogue*). D'autres, prenant en compte à la fois l'évolution des chrétiens vers des aspirations socialisantes et les mises à jour de l'Eglise catholique, à la veille et aussitôt après la seconde guerre mondiale, proposeront la politique dite « de la main tendue », entre travailleurs chrétiens et communistes (Thorez, 1937, apud *Œuvres choisies*, Paris, ES, t. 1, 1967, p. 438-446; Togliatti, 1947, Interventions au Parlement). La période contemporaine est incontestablement marquée par les intrications de ces divers courants (la situation actuelle de la Pologne socialiste qui fournit un pape à la chrétienté en est une excellente illustration concrète).

REMARQUES. — Le dénominateur commun de ces positions, la religion comme idéologie, maintient certaines questions.

1 / De quelle religion parle le marxisme ? Marx a abordé le problème du judaïsme. Il a même commencé par là, en répondant dans sa *Question juive* à l'essai de B. Bauer. Il n'y est pas tendre, on le sait, pour la religion de ses pères et on a même pu le soupçonner d'antisémitisme (cf. récemment les positions contradictoires de R. Misrahi et de E. de Fontenay), quand

il ne faisait, à l'inverse de son prédécesseur et ami, que traiter le juif de l'extérieur, sous l'angle historico-économique (QJ, II). Sur l'Islam, Marx et Engels n'avaient que des connaissances bien indirectes. Ils avaient lu divers ouvrages, notamment ceux du « vieux Bernier », comme ils disaient, et, en mai et juin 1853, ils échangent quelques lettres sur les Arabes. Ils y avancent que l'absence de propriété foncière est « la clef de tout l'Orient » et qu'elle explique « l'histoire politique et religieuse ». Engels, qui étudie l'histoire de Mahomet, fait l'hypothèse qu'elle se présente comme « une réaction bédouine contre les fellahs des villes » (cf. *Corr.*, III). Rien de systématique dans ces indications, sinon l'intérêt de curieux avertis. C'est que, pour eux, le christianisme est incontestablement la religion par excellence, la religion « achevée », « parfaite » *(die fertige Rel.)*, pouvait-on lire dans *La question juive* (éd. cit., 143; MEW, 1, 376). Elle est la seule, soulignera l'*Introduction de 1857*, dans une vision hégélienne, qui soit parvenue à sa propre critique et puisse par conséquent juger de ses devancières. On sait que le chapitre du fétichisme dans *Le Capital* présentera dans un développement connexe le MPC et le protestantisme.

Lénine n'agira pas autrement. Face à la pratique particulièrement active sur le plan politique de l'église orthodoxe, il ne trouvera même pas utile d'en marquer la spécificité.

Dans un contexte encore plus différent, Mao s'en tient à un strict classicisme : le confucianisme n'est qu'une idéologie bourgeoise que la seconde révolution culturelle (1973) se refusera même à exploiter dialectiquement.

Les choses pourtant ont évolué. Depuis les guerres d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient en particulier, les rapports entre le marxisme et l'Islam sont devenus beaucoup plus complexes. Les schémas de l'IC ont été remis en question et, à travers conflits et contradictions, une véritable palette des attitudes possibles du marxisme à l'égard de la religion s'est donnée à voir de façon concrète, depuis l'anti-cléricalisme, à peine ajusté à l'univers musulman, jusqu'aux conversions de certains dirigeants communistes.

2 / La fonction de la religion se réduit-elle à rendre opaques les rapports de production ? Si l'aliénation religieuse est un effet de l'aliénation socio-économique, autrement dit si la religion est un « reflet fantastique », il en découle inévitablement qu'elle ne saurait faire l'objet d'une action politique ou idéologique directe. Il suffira de s'attaquer aux conditions qui la déterminent en tant que telle et d'attendre leur disparition, pour que la sienne suive *ipso facto*. Cette thèse est chez Marx, portée par les métaphores du voile, des nuages, des masques ou du mysticisme. Il écrit explicitement : « Le reflet religieux du monde réel ne pourra disparaître que lorsque les conditions du travail et de la vie pratique présenteront à l'homme des rapports transparents avec ses semblables et avec la nature » (K., I, 1, 91; MEW, 23, 94). Et Engels reprend, dans une page bien connue de l'*Anti-Dühring* : « ... toute religion n'est que le reflet fantastique, dans le cerveau des hommes, des puissances extérieures qui dominent leur existence quotidienne (...). Lorsque donc l'homme cessera de simplement proposer, mais aussi disposera, — c'est alors seulement que disparaîtra la dernière puissance étrangère qui se reflète encore dans la religion, et que par là disparaîtra le reflet religieux lui-même, pour la bonne raison qu'il n'y aura plus rien à refléter » (AD, 355-356; MEW, 20, 294-295).

Laissons de côté les difficultés, pour ne pas parler des apories, auxquelles

est vouée la problématique, somme toute classique, de la transparence (se reporter à l'analyse de ce texte par J. Bidet, apud *Philosophie et religion*) ; elle ne représente, en l'occurrence, que le fort grossissement de celle de l'idéologie en général. Retenons son résultat pratique : *a priori* c'est la tolérance, puisque la religion n'est en rien l'essentiel ; mais il faut bien s'élever contre les « puissances extérieures », contrarier l' « efficace » de l'idéologie : ce sera alors développer, ainsi que le proposait Lénine, dans un de ses derniers écrits, la propagande en faveur de l'athéisme ; ce pourra être également la lutte anti-religieuse et la répression ouverte. On hésite entre la patience et l'accélération du processus ; entre le volontarisme et le mécanisme (le développement du cinéma, croyait Trotski, dispenserait de se rendre à la taverne et... à l'église ; cité par H. Assman et R. Mate).

Entre les deux, ici encore, on cherchera du côté de Gramsci et de ses propositions sur les intellectuels « organiques » ou le « bloc historique », ou du côté du Lukács de l'*Ontologie de l'être social*, ou du Bloch du *Prinzip Hoffnung*.

3 / Le marxisme est-il assimilable à une religion ? Cette vieille lune mérite-t-elle l'attention ? Il faut répondre affirmativement. Non pas pour considérer l'analogie, cent fois reprise, qui fait de Marx, inventant le communisme, l'ultime prophète d'Israël, et du prolétariat, le nouveau peuple élu. Il importe, au contraire, de se demander par quels imprévisibles chemins, le vieux messianisme des utopistes a pu revêtir les traits d'une nouvelle Eglise. Les partis communistes n'ont-ils pas connu et ne connaissent-ils pas, eux aussi, les hiérarchies pyramidales, la plus stricte discipline, les pratiques de secret, les rituels inamovibles et l'intériorisation de ces valeurs sacrées que sont le dévouement, la fidélité, la critique et l'auto-critique ? « Notre Ciel (ou notre Dieu) à nous, proclamait Mao rapportant « Comment Yukong déplaça les montagnes », n'est autre que la masse du peuple chinois ». Il ne restait plus à ladite masse, grâce aux bons soins de Lin Biao, qu'à se placer, en retour, sous le soleil rouge de la pensée du Grand Timonnier. Mimesis des structures dominantes ou effet des luttes de classes ? On voit que l'histoire avance encore par le mauvais côté.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / Le recueil *Marx/Engels, Sur la religion* (Paris, ES), qui a fait l'objet de plusieurs rééditions, est très incomplet. On compensera ses lacunes avec les textes d'Engels publiés par H. DESROCHE, apud *Socialismes et sociologie religieuse*, Paris, Cujas, 1965, ainsi qu'avec Marx : QJ, M 44, *Grund.*, et MARX-ENGELS, *Corr.*, notamment I-III. Le meilleur recueil sur les théoriciens postérieurs est celui de H. ASSMANN et R. MATE, *Sobre la religion*, Salamanca, Ed. Sigueme, 1975, qui contient des textes de BEBEL, PLEKHANOV, LAFARGUE, DIETZGEN, JAURÈS, SOREL, KAUTSKY, LABRIOLA, LUXEMBURG, LIEBKNECHT, LÉNINE, TROTSKI, BOUKHARINE, LOUNATCHARSKI, STALINE, PANNEKOEK, KORSCH, GRAMSCI, LUKÁCS, THOREZ, TOGLIATTI, MAO Zedong. Pour une bibliographie de Lénine sur la religion, cf. G. LABICA, Lénine et la religion, apud *Philosophie et religion*, p. 285 (cf. *infra*).

2 / P. ALFARIC, *Les origines sociales du christianisme*, Paris, Ed. de l'Union rationaliste ; B. ANDRÉAS, *La Ligue des communistes*, Aubier, 1972 ; A. BENNIGSEN et C. LEMERCIER-QUELQUEJAY, *Les musulmans oubliés*, Paris, Maspero, 1981 ; M. BERTRAND, *Le statut de la religion chez Marx et Engels*, Paris, ES, 1979 ; E. BLOCH, *Le Principe Espérance*, Paris, Gallimard, 1, 1976 ; J. Y. CALVEZ, *La pensée de K. Marx*, Paris, Seuil, 1956 ; H. CARRÈRE D'ENCAUSSE, *L'empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978 ; J.-P. CHARNAY, Le marxisme et l'Islam. Essai de bibliographie, apud *Archives de sociologie des religions*, n° 10 ; H. DESROCHE, *Marxisme et religions*, Paris, PUF, 1962 ; L. FEUERBACH, *L'essence du christianisme*, Paris, Maspero, 1968 ;

E. de FONTENAY, *Les figures juives de Marx*, Paris, Galilée, 1973; R. GALLISSOT, Références socialistes dans le monde arabe, apud J. DROZ, *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, t. IV; R. GARAUDY, *L'Eglise, le communisme et les chrétiens*, Paris, ES, 1949; Ch. HAINCHELIN, *Les origines de la religion*, nouv. éd., Paris, ES, 1955; *Hegel et la religion*, sous la direction de PLANTY-BONJOUR, Paris, PUF, à paraître; G. LABICA, La critique marxiste de la religion, apud *L'apport de la théorie et des méthodes marxistes à l'étude des religions*, Centre d'Etudes de Sociologie religieuse, Paris, CNRS, 1978; J. LACROIX, *Marxisme, existentialisme, personnalisme*, Paris, PUF; V. LANTERNARI, *Les mouvements religieux des peuples opprimés*, Paris, Maspero, 1962; H. LEFEBVRE, *Sociologie de Marx* (début), Paris, PUF, 1968; I. LENZMAN, *L'origine du christianisme*, Ed. de Moscou, 1961; G. LUKÁCS, *Zur Ontologie des gesellschaftlichen Seins*, Neuwied-Berlin, 1970; ID., trad. italienne de A. SCARPONI, *Ontologia dell'essere sociale*, Roma, Riuniti, 3 vol., 1981 (cf. notamment, II", IV, 3); *Marxisme et Algérie, Textes de Marx/Engels*, GALLISSOT et BADIA éd., Paris, 10/18, 1976; R. MISRAHI, *Marx et la question juive*, Paris, Gallimard, 1972; G. MORRA, *Marxismo e religione*, Milano, Ruscani, 1976; Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe, cahier du *Mouvement social*, n° 3, Paris, Ed. Ouvrières, 1978; N'GUYEN NGOC VU, *Idéologie et religion d'après Marx et Engels*, Paris, Aubier, 1975; *Philosophie et religion* (coll.), CERM, Paris, ES, 1974; A. ROBERTSON, *The origins of christianity*, London, 1953; M. RODINSON, *Mahomet*, rééd., Paris, Seuil, 1968; ID., *Marxisme et monde musulman*, Paris, Seuil, 1972; L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Paris, ES, 1980, p. 389 et s.; A. SIMON et G. MICHELAT, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, ES et Presses Fondation nationale Sc. po., 1977; D. F. STRAUSS, *Das Leben Jesu. Kritisch bearbeitet*, Tübingen, 1835-1836, 2 vol. (trad. de E. LITTRÉ, Paris, 1864); Sur la religion, le christianisme, apud *Recherches internationales*, n° 6; R. TUCKER, *Philosophie et mythe chez Karl Marx*, Paris, Payot, 1963; M. VERRET, *Les marxistes et la religion*, Paris, ES, 1965; Ch. WACKENHEIM, *La faillite de la religion d'après Karl Marx*, Paris, PUF, 1963; M. WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Antisémitisme, Athéisme, Bund, Conception du monde, Communauté, Fétichisme, Idéologie, Millénarisme, Mysticisme, Philosophie, Question juive, Reflet, Science.

G. L.

Rente

Al : *Rente*. — An : *Rent*. — R : *Renta*.

Le concept de rente est développé chez Marx à partir de la critique de la théorie qu'en avait faite Ricardo. Ricardo prend pour point de départ la théorie malthusienne de la croissance de la population et s'interroge sur la capacité de l'offre agricole à satisfaire aux besoins alimentaires. Les terres les plus fertiles ayant été cultivées les premières, l'exploitation de terres nouvelles moins fertiles s'accompagne, à rendement équivalent, de coûts de production plus élevés. Etant admis que la valeur des produits agricoles (ainsi que des produits de l'extraction minière) est égale au temps de travail socialement nécessaire pour les produire, la valeur des produits agricoles de la dernière terre mise en culture est supérieure à celle des produits des terres antérieurement cultivées. Or, comme il s'agit de produits dont les besoins sont incompressibles, la loi de la concurrence ne peut pas jouer en homogénéisant les coûts de production à la baisse (c'est-à-dire en supprimant l'exploitation des terres les moins fertiles). Les terres les plus fertiles jouissent donc d'une « rente de situation » : elles peuvent vendre leur produit à un prix au-dessus de sa valeur réelle. C'est ce surprofit que Ricardo appelle rente, et qui est payée au propriétaire foncier par le capitaliste.

A cette théorie de la rente, qu'il appelle *rente différentielle*, Marx oppose trois critiques :

1) Il n'est pas historiquement démontré que les terres les plus anciennement exploitées soient les plus fertiles;

2) L'augmentation de la demande de produits agricoles n'induit pas nécessairement l'extension des terres cultivées, mais peut être satisfaite par une augmentation de la productivité agricole (progrès technique);

3) Compte tenu de ce progrès technique, les terres nouvellement mises en culture ne sont pas nécessairement moins fertiles (amélioration des terres par des procédés nouveaux, sélection des cultures...).

Ces trois critiques débouchent sur une critique plus fondamentale à partir de laquelle Marx élabore sa théorie de la *rente absolue* : il reproche à Ricardo qui explique l'existence de rentes foncières différentes, de ne pas expliquer l'existence même de la rente foncière, de ne pas accorder d'effet économique à la propriété foncière. La rente n'apparaît comme forme distincte de revenu qu'à partir du moment où il y a exploitation capitaliste du sol, subordination de l'agriculture au mode de production capitaliste du sol :

« Ce n'est que lorsqu'un capitaliste s'est glissé entre le cultivateur et le propriétaire foncier en qualité de *farmer* — soit que l'ancien tenant ait pu par ses manigances devenir *capitaliste-farmer*, soit qu'un industriel place son capital dans l'agriculture au lieu de le placer dans la manufacture — alors seulement commence non pas la « culture du sol », mais bien la culture « capitaliste » du sol, qui est très différente, quant à sa forme et à son contenu, des formes de cultures antérieures » (K 4, II, p. 171 ; MEW, 26.2, 152).

Et Marx ajoute, pour préciser les rapports qui s'établissent entre capitaliste et propriétaire foncier :

« Le mode de production capitaliste une fois présupposé, le capitaliste n'est pas seulement un agent nécessaire, mais l'agent dominant de la production. Par contre dans ce mode de production, le propriétaire foncier est tout à fait superflu. Tout ce qui est nécessaire pour le capitaliste, est que le sol *ne soit pas* propriété commune, qu'il affronte la classe ouvrière comme condition de production *ne lui appartenant pas* (...) Le propriétaire foncier, agent essentiel de la production dans le monde antique et médiéval, est, dans le monde industriel, une excroissance inutile. Le bourgeois radical, tout en louchant d'un œil vers la suppression de tous les autres impôts, en arrive ainsi sur le plan théorique, à nier toute propriété du sol, dont il voudrait faire, sous la forme de propriété d'Etat, la propriété commune de la classe bourgeoise, du capital. Dans la pratique, cependant, il n'en a pas le courage car la contestation d'une forme de propriété — d'une des formes de propriété privée des conditions de travail — serait très risquée pour l'autre forme » (K 4, II, p. 42 ; 39).

Marx montre de la sorte que l'existence de la rente foncière ne relève pas d'une nécessité économique, mais d'une nécessité historique et sociale.

Il faut toutefois expliquer pourquoi le capitaliste investit dans l'agriculture alors qu'en plus des salaires et du profit qu'il s'attribue, il doit payer la rente foncière :

« S'il y a donc des sphères de production, où certaines conditions naturelles de production telles que le sol cultivable, le gisement de charbon, la mine de fer, la chute d'eau, etc., sans lesquelles le procès de production ne pourrait avoir lieu, sans lesquelles la marchandise de cette sphère ne

pourrait être produite, sont en d'autres mains que celles des propriétaires ou possesseurs de travail cristallisé, les capitalistes, alors cette seconde catégorie de *propriétaires de conditions de production* déclare : Si je te cède telle condition de production pour que tu t'en serves, tu réaliseras ton profit moyen, tu t'approprieras la quantité normale de travail non payé, mais ta production produit un excédent de plus-value, de travail non payé au-delà du taux de profit. Cet excédent tu ne vas pas le porter comme vous avez l'habitude de le faire, vous autres capitalistes, à un compte commun : c'est moi qui me l'approprie, il m'appartient. Ce marché devrait te satisfaire, car ton capital, dans cette sphère de production, te rapporte autant que dans toute autre et, qui plus est, c'est une branche de production très sûre » (K 4, t. II, p. 37 ; 34).

S'il peut satisfaire aux exigences du propriétaire des conditions de production, c'est que le surtravail qu'il s'approprie dans cette sphère de production y est plus grand que dans la sphère industrielle de production, pour un capital constant dans des proportions moindres, il y réalise donc un surprofit que le propriétaire foncier intercepte : « En toutes circonstances, le prix auquel elle (la marchandise qui fournit la rente foncière) est vendue est tel qu'il fournit plus que le profit moyen déterminé par le taux de profit général du capital » (K 4, p. 32 ; 29).

Ce qui distingue ce surprofit des surprofits réalisés par les capitalistes dans d'autres sphères de production, c'est qu'il ne tend pas automatiquement à disparaître et se fixe sur une catégorie sociale déterminée, les propriétaires fonciers, il n'est pas soumis aux forces qui font tendre les différents taux de profits vers un taux moyen : « La péréquation s'opère seulement de capital à capital, car c'est seulement du capital qui a le pouvoir d'imposer les lois immanentes du capital à un autre capital. Dans cette mesure, ont raison ceux qui font dériver la rente foncière du *monopole*; tout comme le monopole du capital seul permet au capitaliste d'extorquer à l'ouvrier un surtravail, le monopole de la propriété foncière permet au propriétaire foncier d'extorquer au capitaliste la fraction du surtravail qui constituerait un surprofit constant » (K 4, t. II, p. 98 ; 88).

• BIBLIOGRAPHIE. — J. L. GUIGON, *La rente foncière. Théories et évolution depuis 1650*, Paris, Economica, 1982; KAUTSKY, *La question agraire*, Maspero, 1970; LÉNINE, *Le développement du capitalisme en Russie*, O., I ; RICARDO, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, chap. 2, Calmann-Lévy, 1970.

▶ CORRÉLATS. — Investissement, Paysannerie, Profit, Propriété privée, Transition, Ville.

E. A.

Renversement (renverser ; mettre sur la tête)

Al : *Umkehrung, umkehren, auf den Kopf stellen.* — An : *Reversal (to reverse, to put on one's head).* — R : *Swerženie.*

La métaphore du *renversement* est d'usage courant dans la tradition marxiste. Dans une acception large, elle désigne l'aptitude à la radicalité critique comme un des traits fondamentaux de la théorie. Dans une acception plus étroite, elle évoque le rapport de Marx à Hegel quant au statut de la dialectique.

1 / L'image et la problématique du renversement sont d'abord et expressément feuerbachiennes; c'est sous cette forme que l'auteur de *L'essence du christianisme* pense et exprime la signification de sa propre

entreprise contre la religion et contre la spéculation. A la 7e des *Thèses provisoires pour la réforme de la philosophie*, nous lisons : « La méthode de la critique réformatrice de la philosophie spéculative en général ne se distingue pas de la méthode déjà employée dans la philosophie de la religion. Nous n'avons qu'à faire du prédicat (l'attribut) le sujet, et de ce sujet l'objet et le principe, nous n'avons donc qu'à renverser la philosophie spéculative, pour avoir la vérité dévoilée, la vérité pure et nue » (apud *Manifestes philosophiques*, trad. Althusser, Paris, PUF, 1960, p. 105). Renverser c'est retourner, mettre dans le bon sens, substituer, dans un système, une pièce à une autre, changer de vecteurs. « Ainsi, commente J.-P. Osier, l'anthropologie, théorie de l'homme, obtenue par le renversement de la théologie, débouche sur la religion de l'homme ou l'humanisme, produit du renversement de la religion de Dieu » (Présentation de *L'Essence*, p. 65). Le même auteur conclut : « Feuerbach a seulement renversé le christianisme et son corrélat spéculatif, la philosophie de Hegel, aussi son humanisme et son anthropologie ne sont-ils que le revers d'un avers qui forment tous deux une médaille unique » (*ibid.*, p. 71).

2 / Le premier Marx, comme tous ses contemporains, use et abuse d'une métaphore que le maître a magnifiée, mais qui est dans l'air du temps. Il dénonce dans « le monde réel » de la Prusse de son époque le « monde à l'envers » *(die verkehrte Welt)* et il appelle à le mettre « tête en bas » *(auf den Kopf)* (*Corr.*, I, 293 et 295; MEW, I, 340 et 341). A Feuerbach lui-même il proclame : « Vous êtes l'inverse de Schelling » (L. du 3 oct. 1843; *Corr.*, I, p. 302; MEW, 27, 420). Engels, de son côté, invite Marx à bâtir sur Stirner, « en le renversant » *(indem wir es umekhren)*, leur propre édifice (*Corr.*, I, 344; MEW, 27, 11). La « critique de la politique », la « prise de position en politique » (L. de Marx à Ruge, sept. 1843) sont de la sorte clairement affirmées, fût-ce contre Feuerbach. Cependant, Marx, reprenant sa méthode, va la porter à ses extrêmes conséquences en lui ouvrant, avec la critique du droit politique hégélien, un champ nouveau. Car la philosophie de l'Etat est le comble du renversement spéculatif. Qu'il s'agisse de remplacer les sujets par les prédicats (Marx reprend la formule de Feuerbach; cf. trad. Baraquin, ES, p. 43; MEW, I, 209), la vie concrète par l'Idée ou la famille et la société par l'Etat, une seule « règle » joue : « Le vrai chemin est mis sens dessus-dessous *(auf den Kopf)*. Le plus simple est le plus compliqué et le plus compliqué le plus simple. Ce qui était censé être le point de départ devient le résultat mystique et ce qui était censé être résultat rationnel devient point de départ mystique » (p. 82; p. 242). La terminologie elle-même, dans l'*Introduction de 1843* (retournement/*Umkehren*; mystère/*Mysterium*; mystification/*Mystification*; mystique/*mystisch*; apparence/*Schein*; illusion/*Illusion*; inversion/*Verkehrung*, etc.), souligne avec force ce dont il s'agit : conduire à son terme la critique de l'abstraction afin de dégager la « réalité ». Le même traitement vaut pour la philosophie, dont la critique en l'occurrence se confond avec celle de l'Etat. Il vaut, dans *La question juive*, pour exposer la brisure établie entre « homme » et « citoyen », que Marx transpose dans une autre métaphore feuerbachienne, celle de l'opposition Terre/Ciel. Il vaut enfin, dans *Les Manuscrits de 1844* pour le « travail aliéné » et pour la dialectique, Marx démontrant que celle de Feuerbach est supérieure à celle de Hegel (cf. trad. Bottigelli, p. 124 et s.; *Erg.*, I, 568 et s.).

3 / Il n'en va, semble-t-il, plus de même, quand, trente ans plus tard,

Marx réemploie l'ancienne métaphore dans le seul exposé qu'il ait consacré à sa propre dette envers Hegel en matière de dialectique. Il écrit, après avoir rappelé son jugement de jeunesse : « La mystification *(die Mystification)*, que la dialectique subit entre les mains de Hegel, n'empêche en aucune manière qu'il ait été le premier à en exposer, avec ampleur et conscience, les formes de mouvement générales. Elle est chez lui la tête en bas *(auf dem Kopf)*. Il faut la retourner *(umstülpen)* pour découvrir dans la gangue mystique *(in der mystichen Hülle)* le noyau rationnel » (Postface à la 2e éd. de K.; MEW, 23, 27; la trad. de J. Roy, cautionnée par Marx, disait : « ... Chez lui elle marche sur la tête; il suffit de la remettre sur ses pieds pour lui trouver la physionomie tout à fait raisonnable »; cf. trad. L. Althusser, apud *Pour Marx*, Paris, 1965, p. 88). Une quinzaine d'années après, Engels, dans sa brochure *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, reviendra sur cette explication. Rappelant l'itinéraire de Marx et le sien, il note, à propos de la thèse hégélienne selon laquelle le mouvement de l'Idée est autonome et se poursuit de toute éternité indépendamment du cerveau humain, « c'était cette interversion *(Verkehrung)* idéologique qu'il s'agissait d'éliminer » (ES, chap. IV; MEW, 21, 292). Et il résume ainsi le résultat : « La dialectique de Hegel fut mise la tête en haut *(auf den Kopf)*, ou, plus exactement, de la tête sur laquelle elle se tenait, on la remit sur ses pieds ». Le « renversement » de Hegel par Marx aurait donc consisté dans la mutation d'une dialectique idéaliste en une dialectique matérialiste, ou à reprendre, comme dit aussi Engels, « le côté révolutionnaire » de la philosophie de Hegel, soit sa « méthode », en abandonnant le « système ». La brochure de Staline, *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique* (apud *Histoire du PC(b) de l'URSS*, Moscou, 1949, p. 115 et s.) consacrera cette interprétation, qu'un K. Korsch, de son côté, ne contestera pas (cf. *Karl Marx*, trad. S. Bricianer, Paris, éd. Champ libre, 1971, p. 73) et qu'une Rosa Luxemburg étendra même à l'économie politique (« Chez Marx, le renversement *(Umschlag)* de l'économie politique en son contraire, l'analyse socialiste du capitalisme, est achevé »; *Neue Zeit*, XVIII, 2, p. 182; apud *Gesammelte Werke*, Berlin, Dietz, 1970, I, 1, p. 731).

4 / Un problème est néanmoins posé là, dès le texte de Marx : la métaphore du *renversement* permet-elle de penser son objet, le rapport du marxisme à Hegel, dont les implications sont considérables ? B. Croce, le premier (*Matérialisme historique et économie marxiste*, trad. franç. Giard et Brière, 1901, p. 9 et s.), et plus récemment Louis Althusser, dans *Pour Marx*, ont établi que ce n'était pas possible. A un double niveau; celui de sa lettre : « ... s'il ne s'agit *que d'un renversement*, d'une remise à l'endroit de ce qui était à l'envers, il est clair que faire basculer un objet tout entier ne change ni sa nature ni son contenu par la vertu d'une simple rotation! L'homme sur la tête, quand il marche enfin sur ses pieds c'est le même homme! »; celui de sa fonction : « Et une philosophie ainsi *renversée* ne peut être considérée comme *tout autre* que la philosophie *inversée*, que par une métaphore théorique : en vérité sa structure, ses problèmes, le sens de ses problèmes, continuent d'être hantés par *la même problématique* » (*o.c.*, p. 70). L'opération du renversement, aussi bien que celle de l'extraction du noyau, laissent la dialectique « intacte », telle qu'elle est contaminée chez Hegel par son idéologie et telle qu'elle passerait

dans le marxisme (*ibid.*, p. 88 et s.). Comment en outre apprécier le renversement de Feuerbach, celui qu'il inflige lui-même à Hegel, celui que Marx lui fait subir, et les relations entre eux de ces divers renversements ? La reprise de la métaphore dans *Le Capital* ne fait-elle pas courir le risque et d'enfermer le marxisme, quoi qu'il en ait, dans les limites de la philosophie (classique), et de reconduire l'humanisme des débuts ? Ne tend-elle pas à ramener au psychologique ou aux seules idées (crainte déjà exprimée par E. Bernstein, cf. *Les présupposés du socialisme*, chap. II, p. 37, Paris, 1912) la rupture attestée du « règlement de comptes » ? L'*Umkehrung* ne se substitue-t-il pas trop facilement à l'*Umwälzung*, l'inversion à la révolution ?

5 / Si nous notons que l'allégorie du renversement ne donne pas lieu, chez les classiques, et bien au-delà, à son propre remplacement par des connaissances aptes à penser son objet, la spécificité d'une dialectique « matérialiste », il faut renoncer à son dernier emploi par Marx et convenir qu'elle n'a d'autre valeur que celle d'un indice de problèmes largement en suspens.

• BIBLIOGRAPHIE. — J. GUICHARD, *Le marxisme*, Lyon, Chronique sociale de France, 1972 (p. 211 et s.); C. LUPORINI, *Dialettica e materialismo*, Roma, Ed. Riuniti, 1974, p. 352 et s.; J.-P. OSIER, Présentation de *L'Essence du christianisme*, Paris, Maspero, 1968; Sur le jeune Marx, *Recherches internationales*, V-VI, 1960, n° 19.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Dialectique, Hégélianisme, Humanisme, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Mysticisme, Philosophie, Science, Spéculation.

G. L.

Répétition historique

Al : *Historische Wiederholung.* — An : *historical repetition.* — R : *Istoričeskoe povtorenie.*

La notion de répétition désigne essentiellement l'idée de retour du même, autrement dit la réitération d'un même élément ou configuration signifiante au cours d'un processus déterminé. Elle implique donc une combinaison particulière d'identité et d'altérité, dans la mesure où c'est la *même* chose qui semble apparaître, mais à un *autre* moment du processus envisagé.

En ce sens, on peut dire que la conception dialectique qui tient lieu de soubassement à la conception marxiste de la Nature et de l'Histoire tend à récuser une pensée de la Répétition : *a)* En tant que conception éternitaire, à laquelle elle oppose une pensée littéralement *évolutive* du mouvement; *b)* En tant que conception immédiatiste à laquelle elle oppose l'idée de médiation par la négation qui récuse la donnée pure de la répétition.

Mais en revanche la répétition doit trouver sa place dans le discours marxiste à titre d'enjeu de problèmes essentiels qu'elle sert à repérer, au moins à titre de *phénomène*.

Sur le plan de la philosophie de la nature, ce n'est pas un hasard si les premières intuitions matérialistes du Marx de la dissertation sur la *Différence entre Démocrite et Epicure* renvoient à un modèle de la répétition comme loi de la matière. L'idée même de loi renvoie en ce sens à une séquence réitérative des phénomènes. Mais la *Dialectique de la nature* revient au fond à montrer, derrière l'illusion de la réitération, une logique de la négation médiatrice à l'œuvre dans le procès de la matière même.

Sur le plan de la théorie de l'idéologie, c'est un thème constant de Marx à Lénine que l'idéalisme consiste dans la réitération des mêmes thèmes sous un déguisement moderniste (cf. l'introduction de *Matérialisme et empiriocriticisme* qui désigne la répétition littérale à peine déguisée des thèses de Berkeley par les tenants de l'empiriocriticisme, o., 14, p. 19-37). En ce sens la répétition est un symptôme majeur et nécessaire d'une pensée *idéaliste*, foncièrement incapable de renouvellement, en contraste avec une pensée matérialiste ordonnée au processus ouvert.

Mais c'est ailleurs que la notion va faire retour de façon déterminante, soit dans la théorie de l'histoire. C'est dans les études concrètes branchées sur l'expérience socio-historique et politique que Marx fait un usage actif de la notion de répétition, non plus comme symptôme idéaliste, mais comme effet déterminant de l'historicité. Ce n'est pas un hasard si Marx, si résolument évolutionniste dans son modèle économique, où la répétition ne saurait être qu'un « raté » ou une illusion, donne pleinement droit à la répétition comme phénomène en quelque sorte chronique du mouvement historique, comme tout autre chose qu'un piétinement ou un « bégaiement ».

La formule qui inaugure *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* mérite en ce sens d'être interprétée, bien plus que comme une boutade, comme la notification d'un effet majeur de l'histoire, voire comme une loi de la conscience historique : « Hegel fait quelque part cette remarque, que tous les grands événements et personnages de l'histoire du monde *se produisent* pour ainsi dire *deux fois*. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme une grande tragédie, la seconde fois comme une farce sordide » (18 B, ES, 13; MEW, 8, 115). Cette formule fait en effet allusion à la conception hégélienne des *Leçons sur la philosophie de l'histoire* selon laquelle « une révolution politique est, en général, sanctionnée par l'opinion des hommes quand elle se renouvelle » (trad. Gibelin, Vrin, p. 241-242). L'exemple est celui de Brutus, démontrant par l'assassinat de César, la nécessité d'Auguste et de l'Empire. « C'est ainsi, ajoute Hegel, que Napoléon succomba deux fois et que l'on a chassé deux fois les Bourbons » *(ibid.)*. D'où l'effet de « déjà vu » si prégnant pour l'imaginaire historique.

A travers cette question, Marx rencontre la question de la *fonction historique* de la répétition. Dans une histoire évolutive, à quoi peut bien servir la répétition ? En contraste d'une pensée qui traiterait la répétition comme une pure *illusion* ou « effet d'optique » et d'une conception qui en fait une sorte d'effet de ruse de la Raison historique (comme chez Hegel qui soutient que la « répétition réalise et confirme ce qui au début paraissait seulement contingent et possible »), Marx pense tout à la fois la portée de l'histoire comme *symptôme* de la conscience historique et comme introduisant une nécessaire désillusion — la transformation de la tragédie en « farce », conformément à une thématique mise en place par Heine dans son travail de polémique politico-philosophique *(De la religion et de la philosophie en Allemagne, De la France)*. Déjà dans son *Introduction* à la *Critique de la philosophie du droit* de Hegel, Marx assignait à cette « démarche » de l'histoire qu'est la répétition la fonction salutaire de convaincre l'humanité de « prendre sereinement congé de son passé » (*Cripol.*, ES, 201; MEW, 1, 382). En ce sens, la répétition renvoie au sujet de la praxis historique; c'est quelque chose comme une « ruse de la raison » matérialiste. Cela implique que l'histoire, loin d'être linéaire et dogmatiquement évolutive, se creuse à l'endroit de la subjectivité qui peut par là même s'approprier le

sens de son action. Ainsi cela ouvre-t-il la voie à une pensée féconde du rôle des survivances et des traditions dans le tissu historique.

Ce rôle déterminant de la répétition doit, pourtant, pour être correctement apprécié, être lesté de deux considérations complémentaires présentes chez Marx :

a) La répétition, si effective soit-elle, ne saurait accréditer l'idée d'une identité des formes historiques. Comme il le souligne à travers la récusation de la pseudo-répétition des communes du Moyen Age par la Commune de Paris : « C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles d'être prises à tort pour la réplique de formes plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance » (GCF, ES, 65; MEW, 17, 363). Ainsi l'analyse matérialiste doit-elle en dernier ressort rétablir la réalité de l'inédit par-delà l'effet d'optique qui accrédite une continuité trompeuse;

b) La répétition, reprise par la conscience historique, doit être ordonnée en stratégie futurisante par le prolétariat, en contraste de la répétition compulsionnelle du passé par les anciennes classes de l'histoire : elle sert en ce sens à alimenter « la poésie du futur », mot d'ordre d'un imaginaire « prospectif ». Ainsi la répétition semble s'inscrire à la limite de l'illusion et de l'accès à la vérité historique. Elle exprime en dernière instance la fonction d' « occultation » idéologique, par laquelle les acteurs historiques vont puiser dans « les réminiscences historiques » pour « se dissimuler à [eux-mêmes] leur propre contenu » (ES, 14; MEW, 8, 116), et la fonction de magnification, qui sert à idéaliser la tâche en puisant dans l'arsenal des anciens modèles et des représentations valorisantes. Ainsi Marx ouvre-t-il des perspectives en associant les « maladies » de l'histoire à une répétition « pathologique ». Par là resterait à penser un destin historique qui, sans être au-delà de la répétition (donc de la conscience historique même), émanciperait le sujet de l'histoire de ses propres errances.

• BIBLIOGRAPHIE. — P.-L. ASSOUN, *Marx et la répétition historique*, Paris, PUF, 1978.

▶ CORRÉLATS. — Avance-retard, Histoire, Idéologie, Lois, Matérialisme dialectique, Matérialisme historique, Philosophie, Possible/Possibilité, Praxis, Thèse, Traditions, Traductibilité.

P.-L. A.

Représentation

Al : *Vorstellung*. — An : *Representation*. — R : *Predstavlenie*.

Contre la connotation temporelle de son équivalent français (présentification), la *Vorstellung* est, dans son sens philosophique strict, le moment de la mise à distance devant soi *(vor-stellen)* d'un faisceau de déterminations convergentes, le moment de la synthèse extériorisante. Telle est en tout cas la définition la plus forte qu'en donne Hegel : « La représentation... est la synthèse de l'image intérieure avec l'existence reproduite... l'intérieur ayant désormais en soi la détermination de pouvoir *se placer devant* l'intelligence et d'avoir en elle son être-là » (*Encyclopédie*, § 454, trad. Gibelin, Lib. Vrin, p. 251).

Marx en retient des usages divers dont deux sont globalement distinctifs. D'une part il utilise le terme comme une dérivation spécifiée ou fortement critique de la définition hégélienne. D'autre part il en déduit

une acception originale sinon inédite et qui deviendra quasi canonique dans le marxisme.

1 / La représentation peut désigner le moment de l'intercession entre l'intuition et la pensée — on est alors au plus près du lexique hégélien : « (la totalité de pensée est le produit) de l'élaboration qui transforme en concepts l'intuition et la représentation » (*Textes sur la méthode en science économique*, ES, 161 ; MEW, 13, 632 ; cf. également 159/632). La représentation est ici « le chaînon intermédiaire entre la perception et le concept », comme dit le *Philosophisches Wörterbuch* publié en RDA (p. 585 de la 1re éd.) — qui n'en retient d'ailleurs que cet unique sens. Conséquemment, la représentation servira aussi à qualifier une disposition humaine générale dont est privé l'animal, une universelle aptitude à l'activité intellectuelle : « Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur » (MEW, K., I, 193 ; ES, I, 1, 181 — on notera que la traduction que donne J. Roy pour *Vorstellung : imagination*, n'est pas fausse dans ce premier registre).

2 / Moment ou aptitude, la représentation désigne encore leurs produits comme catégories, leurs réalités objectivées. L'usage marxien en est alors rigoureusement critique : de l'illusion spéculative aussi bien que du sens commun. « Quand partant de réalités : pommes, poires, fraises, amandes, je me forme la représentation générale de « *Fruit* » ; quand... je m'*imagine* que ma représentation abstraite, « *le* Fruit », tirée des fruits réels, est un être qui existe en dehors de moi, mieux, qui constitue l'essence *vraie* de la poire, de la pomme, etc., je dis... que ce qui est essentiel dans ces choses, ce n'est pas leur existence réelle pour l'intuition sensible mais... l'essence de ma représentation, « *le* Fruit » (SF, *Textes...*, ES, 39-41 ; MEW, 2, 60) : la représentation est ici le moyen de l'inversion philosophico-spéculative. Elle peut tout autant qualifier l'ordinaire idéologique : Marx parle alors de « représentations traditionnelles » (*Textes...*, 151), voire de « représentations » tout court pour dire idées fausses ou partiellement fausses (*ibid.*, 179). La représentation est alors donnée, et tel est son sens classique, comme représentation *idéologique*.

3 / C'est *L'idéologie allemande* qui présente la première tentative de théorisation du procès de représentation comme systématisation déformée et mystifiée de la réalité. Se représenter, c'est se *faire* une représentation ailleurs et par d'autres de toutes pièces constituée, soit « partager pour chaque époque historique l'illusion de cette époque » (IA, MEW, 3, 39 ; ES, 60). La notion de représentation indique, quant à l'idéologie, que celle-ci capte des éléments de connaissance à seule fin de les globaliser dans un système (de représentations) et qu'elle agit en outre sur les hommes comme une force matérielle objective : L' « imagination », la « représentation » que (des) hommes déterminés se font de leur pratique réelle se transforme en la seule puissance déterminante et active qui domine et détermine la pratique de ces hommes » (IA, *ibid.*). Dans *Le Capital*, Marx explique également comment la représentation comme effet de distorsion résulte, dans la conscience des agents de la production, de l'opacité de fonctionnement du mode de production capitaliste lui-même (cf. par exemple MEW, K., III, 178 ; ES, III, 1, 184).

REMARQUES. — *a)* Représenter au sens d'exprimer un rapport, de le manifester, de l'exposer, de le produire est toujours rendu, dans les

textes de Marx et d'Engels, par le verbe *darstellen*. On se reportera ici, notamment, aux premières pages du *Capital* : « Les valeurs d'échange des marchandises doivent être ramenées à quelque chose qui leur est commun et dont elles *représentent* un plus ou un moins » (MEW, K., I, 51; GF, 42); « Le travail qui se *manifeste* dans l'utilité ou la valeur d'usage de son produit, nous le nommons... travail utile » (56/45); « La valeur des marchandises *représente* purement et simplement le travail de l'homme, une dépense de force humaine en général » (59/47).

b) Le présent article traite exclusivement de la *Vorstellung*, sans envisager la représentation comme système institutionnel fondé sur la délégation de pouvoir puisque aussi bien l'allemand dispose ici d'un autre mot, formellement distinct du premier : *Vertretung*.

• BIBLIOGRAPHIE. — P. BOURDIEU, *Zur Soziologie der symbolischen Formen*, Francfort, 1970; ID., *La distinction*, Paris, 1979, notamment p. 528 et s., 564 et s., 634 et s.; M. CLARK, *Logic and System*, La Haye, M. Nijhoff, 1971; *Communications*, n° 28, 1978, *Idéologies, discours, pouvoirs*; R. DEBRAY, *Critique de la raison politique*, Paris, 1981; H. LEFEBVRE, *La présence et l'absence*, Paris, Casterman, 1980; Le processus de la représentation politique, *Procès*, numéro spécial, 11-12, 1983.

▶ CORRÉLATS. — Catégorie, Concept, Connaissance, Exposition/Investigation, Idéologie, Reflet, Renversement, Secret.

G. Be.

Reproduction

Al : *Reproduktion*. — An : *Reproduction*. — R : *Vozproizvodstvo*.

1 / Le concept marxiste de reproduction désigne la reconstitution permanente des conditions et des rapports de production, qu'effectue tout procès social de production et qui fait du mode de production une structure durable.

2 / L'idée que la vie économique obéit à des lois naturelles et l'intérêt porté à la division sociale du travail poussent la pensée du XVIIIe siècle à l'étude des conditions structurelles de la production sociale. F. Quesnay accomplit un pas décisif en proposant, sur le modèle de l'organisme vivant, lui-même pensé à la façon cartésienne comme machine, un *Tableau économique* (1758) qui manifeste comment la production ne se perpétue qu'en reproduisant au terme de chaque période ses propres conditions, c'est-à-dire en reconstituant le capital avancé, et cela selon des proportions définies (entre subsistances, matières premières et produits industriels, entre les articles de consommation des classes populaires et ceux de la classe possédante, entre masse monétaire et production globale) qui assurent, en même temps que la reproduction des éléments matériels de la production, celle des classes sociales. Smith et Ricardo développent l'étude du mode de reproduction sociale propre au capitalisme, notamment par l'analyse du travail productif et de l'accumulation. D'un autre côté, depuis Montesquieu notamment, l'analyse des causes de l'essor et du déclin des sociétés et du rôle qu'y jouent les institutions politiques est devenue un thème majeur chez les philosophes et les historiens. Le courant socialiste de son côté cherche à proposer des schémas prospectifs et normatifs pour la reproduction harmonieuse de la société.

3 / Dès *L'idéologie allemande* (1845), où apparaît une périodisation de l'histoire fondée sur les « modes de production », Marx analyse les condi-

tions de leur permanence, de leur développement et de leur désagrégation découlant des contradictions qui leur sont propres. Il montre aussi comment les classes dominantes tendent à s'assurer, par les moyens de la puissance étatique et idéologique, la reconduction du système social, face à l'essor déstabilisateur des classes ascendantes, ce qu'illustrera *Le Manifeste communiste* (1848).

Travail salarié et capital (1849) fournit la première analyse des « rapports économiques » capitalistes et des conditions de reproduction et d'accumulation du capital. Mais ce n'est qu'à partir de l'*Introduction de 1857* que le thème de la reproduction devient le principe général de l'articulation de son discours. Marx y expose systématiquement les rapports entre production, distribution, échange et consommation, chacun de ces moments étant à la fois produit et condition des autres. « Il y a action réciproque entre les différents moments, conclut-il. C'est le cas pour n'importe quelle totalité organique » (*Grund.*, ES, I, 34; Dietz, 20-21). Il se propose ainsi de dépasser l'analyse courante des économistes, notamment celle de J. S. Mill, qui posent la production comme point de départ, la distribution et l'échange comme moyen terme, et la consommation comme terme final, situé hors de l'économie. Mais il ajoute aussi que l'énoncé général de l'interconnexion des fonctions économiques n'est qu'un préalable abstrait à l'étude des modes de production historiques déterminés, qui seule permet d'appréhender la réalité. Dès lors son projet théorique s'organise progressivement, comme en témoignent les ébauches successives de plan, autour de la représentation du mode de production capitaliste comme « procès d'ensemble » se reproduisant par la médiation réciproque des procès de production et de circulation.

Avec les *Grundrisse* (1857-1858), qui, en outre, évoquent la question des conditions de la reproduction dans les sociétés précapitalistes et dans le communisme, cette catégorie commence à intervenir de façon explicite à différents niveaux de l'exposé de la théorie du mode de production capitaliste : « reproduction » de la valeur d'usage, de la valeur, de la puissance de travail, des rapports entre travail et capital, de la société bourgeoise, du capital (sous forme simple ou élargie), analyse du cycle et de la rotation.

Il faut cependant noter que le projet de « schémas de la reproduction » n'apparaît que tardivement dans l'œuvre de Marx. L'idée en figure dans les *Grundrisse* (I, 381; Dietz, 345), mais n'y est qu'ébauchée. C'est dans les manuscrits de 1861-1863 *(Théories sur la plus-value)* qu'apparaissent pour la première fois la prise en considération de l'apport de Quesnay et l'examen de son *Tableau économique*. Une série de manuscrits, qui s'étalent de 1864 à 1878, comportent des esquisses successives qui serviront de base à Engels pour la publication des « schémas » du livre II.

4 / La reproduction dans *Le Capital*. — Marx, au livre I, section II, commence l'étude du rapport proprement capitaliste par une analyse qui montre que le « cercle » (*Kreislauf*, également traduit par « circuit » dans la Pléiade, et « cycle » aux ES au livre II) du capital, A-M-A, à la différence de celui de l'argent, M-A-M, présente un véritable processus cyclique reproduisant ses conditions initiales. « Le cercle M-A-M a pour point initial un M et pour point final un autre M qui ne circule plus et tombe dans la consommation (...) Le cercle A-M-A au contraire a pour point de départ l'argent et y revient » (K., I, 1, 154; MEW, 23, 164). La structure

capitaliste est donc d'emblée définie comme ayant pour fin sa reproduction, et sa reproduction élargie A-M-A'. Ce mouvement en effet ne tire sa raison que de la « différence quantitative » entre A et A' (155 ; 165).

Progressivement apparaît le contenu concret de cette formule. Au chapitre 6 de cette section, se manifeste que cette reproduction n'est pas seulement celle d'une grandeur de valeur, mais aussi celle des classes constituant le capital comme rapport social : elle implique ainsi la production des biens nécessaires à l'entretien de la force de travail salariée, mais également à la perpétuation de la « race » (K., I, 1, 176; MEW, 23, 187) des travailleurs. En même temps Marx y définit les conditions juridiques de la permanence du système : les salariés sont libres, c'est-à-dire disposent constamment de leur force de travail et constituent de ce fait un marché du travail, par quoi le rapport capitaliste trouve le principe de son permanent renouvellement.

La section III distingue deux aspects de la reproduction du capital : le capital variable, du fait qu'il est dépensé en salaire dans le procès productif, doit être remplacé par la création d'une nouvelle valeur équivalente, le capital constant voit au contraire sa valeur reproduite par le transfert de celle-ci dans la marchandise nouvelle.

La question est reprise à travers toute la section VII, consacrée à l'accumulation du capital. Le chapitre 23, « La reproduction simple », l'analyse à un triple niveau : reproduction 1) du capital comme grandeur de valeur, 2) de l'existence matérielle des deux classes, capitaliste et salariée, 3) de leurs rapports. Le salaire ne permettant que la reconstitution de sa force de travail et non l'achat de moyens de production, l'ouvrier se trouve pérennisé dans sa fonction. « Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions de travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre et en mettant le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir (...) ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié » (K., I, 3, 19-20; MEW, 23, 603-604). Le concept de reproduction simple vise à définir les conditions *sine qua non* de toute reproduction structurelle et non à décrire un stade ou un type particulier de reproduction empiriquement observable. Le chapitre 24 examine « la reproduction élargie », comprise à la fois comme l'accumulation du capital et transformation du contenu du rapport entre les classes. En ce sens la reproduction élargie est aussi celle des contradictions de la structure sociale capitaliste et porte en germe les conditions de son éclatement.

Le livre II traite du rapport entre production et circulation comme moments complémentaires d'une totalité organique en reproduction. Marx y montre la nécessité d'analyser le cycle non simplement comme reproduction d'argent (A-M...P...M'-A'), mais aussi comme reproduction de capital productif (P...M'-A'-M...P) et de marchandise (M'-A'-M...P...M). « Si nous réunissons les trois formes (les trois figures du procès cyclique), conclut-il, toutes les conditions préalables du procès apparaissent comme son résultat, comme condition produite par lui-même. Chaque moment apparaît comme point de départ, point intermédiaire et retour au point de départ » (K., II, 1, 93; MEW, 24, 104). Cette analyse fournit son cadre à l'étude de la rotation *(Umschlag)* du capital, objet de la section II de ce livre, qui définit notamment les conditions spécifiques de reconstitution propres au capital fixe et au capital circulant, ainsi que les

relations qui doivent exister entre les trois formes de capital (productif/marchandise/argent) au sein d'un capital individuel pour que celui-ci puisse fonctionner de façon continue, c'est-à-dire assurer sa reproduction.

Les schémas de la reproduction du livre II. — Alors que jusqu'à ce point Marx a posé la question de la reproduction du capital, global ou individuel, du seul point de vue de la reconstitution (ou de l'accumulation) en termes de grandeur *de valeur*, il franchit une étape nouvelle dans l'analyse en examinant, à la section III, les contraintes d'équilibre entre secteurs de production, c'est-à-dire entre les masses de *valeurs d'usage* qu'implique la reproduction du système économique. « Il nous faut considérer le procès de reproduction du double point de vue du remplacement de la valeur et de la matière des divers composants (...) » (K., II, 2, 47 ; MEW, 24, 392). Cette problématique de la « matière », c'est-à-dire de la reconstitution des moyens de production et de consommation dans leur *contenu* déterminé est celle même qu'avait introduite Quesnay. Avec de nombreuses différences cependant, dont la plus importante est que l'analyse s'effectue ici en valeur définie par le temps de travail.

Marx procède à la construction d'un tableau fondé sur la distinction entre une section I, produisant les moyens de production (C), et une section II, produisant les subsistances (V ou biens-salaires, et PL ou consommation capitaliste). Soit :

Section I $c1 + v1 + pl1 = C$
Section II $c2 + v2 + pl2 = V + PL.$

On a à gauche les éléments de la production (c) et de la consommation des deux classes (v et pl) pendant la période considérée, et à droite le produit de la période. La reproduction est assurée si :

1) $C = c1 + c2$ et $V + PL = v1 + v2 + pl1 + pl2$

c'est-à-dire si la section I reproduit les moyens de production et la section II les subsistances que requiert le système.

2) $c2 = v1 + pl1$
c'est-à-dire si l'échange *(Umsatz)* entre les deux sections est équilibré.

Marx esquisse ensuite les schémas d'une « reproduction élargie », reposant sur l'existence d'un excédent de la production à chaque période par rapport à ce qui serait requis pour le simple renouvellement des conditions de production et sur le maintien de l'équilibre entre les deux sections. Cela suppose :

$C = c1 + c2 +$ investissement prévu en $c1$ et $c2$ à la période suivante
$V + PL = v1 + v2 + pl1 + pl2$ — cet investissement
$c2 = v1 + pl1$ — cet investissement.

Il faut souligner que ces schémas se situent à un haut niveau d'abstraction : Marx n'y inclut ni le rôle du capital-argent nécessaire à la réalisation des marchandises, ni la question du temps nécessaire aux divers échanges, ni celle des effets du progrès technique inhérent à l'accumulation, etc. Il borne en outre l'analyse aux rapports entre deux agrégats globaux.

Le livre III, section III, manifeste que le mode de production capitaliste, du fait de ses contradictions internes, tend à s'écarter de ces

proportions harmonieuses et à ne se développer qu'à travers un cycle de crises récurrentes, mais aussi que celles-ci — parce qu'elles portent en elles-mêmes, au travers d'un processus destructeur de richesses sociales et d'emplois, les moyens de leur « solution », c'est-à-dire de la reprise économique — ne mettent pas en cause la reproduction du système. Sinon de façon indirecte, par le fait qu'elles engendrent l'essor de forces sociales opposées au capital, capables à terme d'intervenir au plan politique, d'imposer l'expropriation de la classe capitaliste et de mettre ainsi fin à la reproduction de cette structure sociale.

5 / Les schémas de la reproduction occupent, nous semble-t-il, une place assez singulière dans *Le Capital* pour qu'il soit nécessaire de définir leur statut. Par opposition aux analyses des livres I et III sur l'accumulation et les crises, qui concernent les *tendances spécifiques* du mode de production capitaliste, ils désignent principalement *le système des contraintes d'équilibre intersectoriel* qu'impliquent la reproduction et l'accumulation *en général* à mesure que se développent la division et la socialisation du travail. En ce sens ils mettent en œuvre, en le spécifiant pour le cas du mode de production capitaliste et de sa structure de classes, le projet qu'annonçait l'*Introduction de 1857* dans sa deuxième partie. D'un côté ils relèvent de l'analyse du capitalisme comme tel puisque c'est la confrontation entre ce système de contrainte et les tendances propres aux rapports de production capitalistes qui permet de comprendre à la fois quelles aptitudes présentent ceux-ci, en tant que rapports marchands réglant l'équilibre par voie concurrentielle, à remplir un tel programme, et d'autre part aussi pourquoi, du fait de leur logique, celle de la richesse abstraite et du profit privé, ils ne peuvent le faire qu'à travers des crises renouvelées. D'un autre côté, ces schémas ont d'emblée une portée plus générale; et qu'ils soient formulés en valeur ne limite pas leur pertinence aux sociétés marchandes, mais manifeste la place du concept marxiste de valeur au principe de toute théorie économique, et notamment de toute théorie de la planification.

Ce statut théorique des schémas du livre II explique leur rôle dans l'histoire de la pensée et de la pratique économique. Ils ont donné lieu chez les disciples immédiats de Marx à un débat concernant la question des marchés extérieurs (controverses de Lénine avec Tougan-Baranovski et Boulgakov) et celle de la possibilité d'un développement capitaliste fondé sur le seul marché intérieur, mise en doute par Rosa Luxemburg (1913). Par ailleurs, en dehors du cercle de la pensée marxiste, ils ont contribué à l'essor de la problématique de l'équilibre et de la croissance équilibrée que développeront, à partir des années 30, Keynes (cf. aussi Kalecki, 1933) et après lui Domar (1947), Harrod (1948) et Kaldor (1955). D'un autre côté, les responsables de la planification socialiste ont dès le début cherché dans ces schémas les principes directeurs de leur science. L'analyse intersectorielle développée par Leontieff (et ses prolongements dans les tableaux des comptabilités nationales) en est aussi l'héritière.

En même temps l'originalité du marxisme, de même qu'il part du mode de production comme unité des forces productives et des rapports de production, et comme unité de la base et de la superstructure, est d'inscrire la reproduction économique dans le cadre plus large de la reproduction sociale. Il analyse la sphère de l'Etat comme celle de l'instance par laquelle la bourgeoisie se constitue comme classe assurant durable-

ment sa domination. Le champ ouvert par cette problématique est bien évidemment immense. Il concerne non seulement l'appareil d'Etat au sens strict et son rôle politique (ainsi qu'économique, voir par exemple les analyses du « capitalisme monopoliste d'Etat »), mais l'ensemble des institutions sociales qui toutes, diversement, expriment à la fois ce par quoi le capitalisme forme un système durable et en développement et aussi les contradictions qui le minent. La sociologie de l'éducation a récemment constitué un lieu privilégié de cette réflexion, conduite ou non sous l'égide du marxisme, et dont l'ouvrage de P. Bourdieu et J.-C. Passeron, *La reproduction* (Paris, 1970) constitue un exemple significatif. Plus largement, on voit aujourd'hui en histoire, en sociologie et en ethnologie la problématique de la reproduction prendre une place importante, qui dénote le plus souvent l'influence du marxisme.

• BIBLIOGRAPHIE. — IA, 43-109; *Corr.*, 1, 445-459; MPG, § 1; *Grund.*, ES, t. 1, 17-34, 242-305, 341-410, 420-434; t. 2, 7-232; K 4, t. 1, 31-62, 357-400; t. 2, 563-652; *Chapitre inédit*, 257-265; K., liv. 1, chap. 4 à 8, 23 et 24; liv. 2 dans son ensemble, avec les principaux textes de LÉNINE, publiés en annexe aux Editions Sociales, t. V; Liv. 3, chap. 15; *AD*, 279-289; *Orfa*, 15-16. — E. BALIBAR, *Lire Le Capital*, t. 2, Maspero, 1966, p. 253-276; M. DOWIDAR, *Les schémas de la reproduction et la méthodologie de la planification socialiste*, Alger, 1964; W. LEONTIEFF, *The structure of American Economy*, New York, 1951; R. LUXEMBURG, *L'accumulation du capital*, Maspero, 1967; R. MEEK, *The economics of Physiocracy*, Londres, 1962; J. NAGELS, *Reproduction du capital selon Marx* (etc.), Bruxelles, 1970 (avec une importante bibliographie); F. QUESNAY, *Tableau économique des physiocrates*, Calmann-Lévy, 1969; S. TSURU, *Essays on marxian economics*, Tokyo, 1956.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Crise, Croissance, Mode de production, Planification, Production, Rapports de production, Reproduction des rapports sociaux.

J. B.

Reproduction des rapports sociaux

Al : *Reproduktion der gesellschaftlichen Verhältnisse.* — An : *Reproduction of social relations.* — R : *Vosproizvodstvo social'nyh otnošenij.*

Si la reproduction du capital a d'abord pour fin la continuation du capitalisme sous son aspect matériel, elle assure en même temps la pérennité de celui-ci en sa forme. « Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit pas seulement marchandise, ni seulement plus-value, dit Marx dans *Le Capital*, il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié » (K., ES, 1, 3, 20; MEW, 23, 604).

Déjà, en rendant possible la consommation individuelle de l'ouvrier — ce qui est la condition de la « consommation productive de la force de l'ouvrier par le capital » —, le salaire garantit au capitaliste la subsistance de ces travailleurs dont il a besoin pour continuer d'exister (K., II, 1, 55; 24, 63-64). Le salaire est, en ce sens, un investissement du même ordre que la dépense effectuée pour l'entretien et le remplacement des machines; il assure de la reproduction de la force de travail, de la régénération de cette « matière exploitable offerte au capitaliste » qu'est le prolétaire *(ibid.)*.

Cependant, à ne voir ici qu'un commerce entre deux individus, on pourrait croire l'économiste bourgeois quand il prétend qu'il n'y a au marché du travail que deux hommes ayant le même besoin l'un de l'autre

et, par suite, le même intérêt (TSC, ES, 31), l'ouvrier échangeant sa force de travail comme son capital, aussi inutile, en soi, qu'à son employeur le sien — il s'agirait là, en somme, d'une transaction entre deux capitalistes égaux en pouvoir (*Grund.*, ES, t. I, 231-232). Or, « les faits changent d'aspect quand on envisage non le capitaliste et l'ouvrier individuels, mais la classe capitaliste et la classe ouvrière » (K., I, 3, 14-15; 23, 597), et il devient alors difficile de tourner davantage en loi éternelle de la raison ce qui constitue une relation sociale essentiellement bourgeoise. Car, dès que l'on considère en ce travailleur *le salarié*, c'est-à-dire un être contraint, pour vivre, de vendre sa force de travail à celui qui possède les moyens de l'exploiter, il apparaît qu'en fait cet homme « appartient à la classe capitaliste avant de se vendre à un capitaliste individuel » (K., I, 3, 19-20; 23, 603). Et, en lui accordant le vivre mais non l'accès aux moyens de production qui lui permettraient de subsister par lui-même, le procès de production entretient l'ouvrier dans sa dépendance initiale et perpétue de la sorte ce rapport qui définit le capitalisme : la séparation du travailleur et des moyens de production (et leur réunion dans la propriété bourgeoise) (K., II, 1, 38; 24, 42).

Ainsi l'acte d'achat et de vente de la force de travail ne fait-il pas qu'inaugurer le procès de production capitaliste, il en « *détermine implicitement* le caractère spécifique » (K., II, 2, 39; 24, 384). En d'autres termes, le contrat salarial « suppose le salarié » (K., II, 1, 58; 24, 67), et, avec son revenu, « ce n'est pas seulement la force de travail qui est reproduite sans cesse, mais la classe des salariés en tant que classe, ce qui constitue la base de la production capitaliste dans son ensemble » (K., II, 2, 41; 24, 387). En remettant continuellement le travailleur en sa place de salarié, le procès de production recrée par son propre mouvement les rapports qui le rendent possible et qui établissent les deux classes de la société capitaliste.

Ce n'est donc pas à des individus qu'on a ici affaire mais à des représentants de classes; « le capitaliste et l'ouvrier salarié, en soi, sont simplement l'incarnation, la personnification du travail salarié », le produit de « rapports sociaux de production bien définis » (K., III, 3, 254; 25, 887). Ce qui amène Balibar à conclure que la reproduction n'est pas le fait des hommes ni même celui des classes (celles-ci ne sauraient, effectivement, être le « sujet » de ce procès puisqu' « elles sont au contraire déterminées par sa forme ») (*Lire Le Capital*, Paris, 1965, t. 2, 171) et qu'avec Marx, c'est le concept d'une « production sans sujet » qui s'introduit *(ibid.)*.

Cependant, avant même la production, une institution comme l'Université tend, disent Bourdieu et Passeron, à rendre définitive l'appartenance de l'individu à sa classe d'origine et à reproduire ainsi la partition de la société en sanctionnant cette familiarité avec la culture qui ne peut s'acquérir en milieu scolaire et que donne d'abord le bien-naître; l'Université, constatent-ils, serait « la voie royale de la démocratisation de la culture, si elle ne consacrait, en les ignorant, les inégalités sociales devant la culture » (*Les héritiers*, Paris, Ed. de Minuit, 1969, 35).

• BIBLIOGRAPHIE. — MARX : *Grund.*, ES, t. I, 231-232; *Grund.*, t. 2, 99-100 (Dietz, 200-201, 502-503); K., ES, I, 3, 13-20 (MEW, 23, 595-604), 23 (607), 26 (612), 32 (618); K., II, 1, 32-38 (24, 36-42), 55-58 (63-67), 70 (80); K., II, 2, 39-41 (24, 384-387), 46 (391), 68-69 (415), 96 (443-444); K., III, 252-259 (25, 884-893). — E. BALIBAR, *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974, 145-154. — P. BOURDIEU,

La distinction, Paris, Ed. de Minuit, 1980. — R. LUXEMBURG, *L'accumulation du capital*, trad. par M. OLLIVIER et I. PETIT, Paris, Maspero, 1976; t. I, 25-26, 86, 102.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Base, Classes, Division du travail, Formation économique et sociale, Lutte des classes, Quotidienneté, Rapports sociaux, Reproduction, Traditions.

J.-Y. L. B.

Révisionnisme

Al : *Revisionismus*. — An : *Revisionism*. — R : *Revizionizm*.

Nom donné à la doctrine théorico-politique d'Edouard Bernstein et, d'une manière générale aux différents courants qui, dans l'histoire du marxisme, ont entrepris de critiquer, d'abandonner ou de transformer, en un mot de réviser, les thèses ou les analyses de Marx et d'Engels que l'on pensait infirmées ou dépassées par l'évolution historique.

A travers une série de critiques de la théorie marxiste telle que la social-démocratie allemande la tient pour orthodoxe après la mort d'Engels, Bernstein tente de prendre acte du paradoxe de la situation de ce parti : c'est un parti puissant et légal, implanté dans un pays prospère et qui s'est sensiblement démocratisé depuis l'ère bismarckienne. La pratique du parti est donc légaliste, parlementariste et réformiste, alors que sa théorie est toujours révolutionnaire. C'est cette montre que Bernstein entend mettre à l'heure; les principaux aspects du marxisme critiqués par Bernstein sont :

— L'influence de la dialectique hégélienne sur le marxisme, qui induit des constructions spéculatives qui, dans l'ordre de la politique, ont provoqué maintes erreurs de pronostic, ou même de stratégie, comme le vieil Engels n'a pas manqué de le reconnaître. Ainsi, par exemple, c'est par une pure construction dialectique que Marx et Engels associent socialisme et révolution alors que ceux-ci sont d'origine et de nature complètement différentes.

— L'évolution économique de la société moderne contredit certaines thèses de Marx, notamment sur la polarisation des classes sociales et sur les conséquences de la concentration du capital. Loin de se simplifier, l'organisation économique et sociale se complexifie : derrière l'extension de la salarisation du travail, il y a l'émergence des nouvelles couches moyennes. Derrière la concentration du capital, il y a la multiplication des actionnaires, donc l'augmentation du nombre des possédants.

— Contrairement au pronostic de Marx, les crises économiques du capitalisme ne s'aggravent pas. Bien au contraire, celui-ci s'avère de plus en plus apte à les surmonter : « Nous pouvons désigner les facteurs de crise et les facteurs d'équilibre dans l'économie moderne, mais il est impossible d'établir *a priori* quel sera leur jeu réciproque et leur évolution. Si des événements extérieurs imprévus ne provoquent pas une crise générale (ce qui peut, soit dit en passant, arriver tous les jours), il n'y a aucune raison pressante de penser qu'une crise proprement économique puisse prochainement se produire. Les dépressions locales et partielles sont inévitables, mais un blocage général du système reste impossible, étant donné l'organisation et l'extension actuelles du marché mondial, et notamment le gigantesque essor de la production de biens de consommation. Ce dernier phénomène est déterminant : rien peut-être n'a autant contribué à

l'atténuation des crises que la baisse des rentes et des prix des biens de consommation » (*Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil, 1972, p. 123).

— Enfin, Bernstein propose d'adopter explicitement une stratégie réformiste, fondée sur l'utilisation du suffrage universel, ayant pour objectif le passage graduel au socialisme par l'élargissement du secteur économique coopératif et l'approfondissement de la démocratie : « La démocratie est à la fois un moyen et un but. C'est un outil pour instaurer le socialisme et la forme même de sa réalisation » (*ibid.*, p. 174).

Les thèses de Bernstein donnent lieu à de très vives critiques de Kautsky, de Rosa Luxemburg et de Plekhanov, ainsi que de Lénine. Ces critiques sont de trois ordres : idéologique, économique et politique.

— Idéologique : le marxisme est une conception du monde, c'est-à-dire un système. En prétendant ne vouloir critiquer que tel ou tel point du marxisme, Bernstein vise en réalité à saper l'ensemble de l'édifice. Or, le marxisme est l'arme du prolétariat. Donc, la critique du marxisme désarme le prolétariat et fait le jeu de la bourgeoisie.

— Economique : à ce niveau, une partie des arguments (de Kautsky et de R. Luxemburg) portent sur l'évaluation quantitative de la situation économique. Mais, d'une manière plus générale, Bernstein se voit accusé de confondre le court terme et le long terme. La concentration du capital et la polarisation sociale sont des tendances fondamentales du capitalisme que ne doivent pas masquer d'éventuels mouvements conjoncturels.

— Politique : le révisionnisme se situe à l'aile droite de la social-démocratie. Comme tel, il tombe sous le coup des critiques du réformisme et de la collaboration de classe. Mais il se trouve définitivement disqualifié par le marxisme et le courant révolutionnaire en 1914, au moment où les sociaux-démocrates votent les crédits de guerre.

La critique classique du révisionnisme par le marxisme orthodoxe ou le marxisme de gauche revient à le taxer d'opportunisme : il abandonne les principes fondateurs de la doctrine pour s'adapter à la conjoncture. Le paradoxe est que cette critique s'avère juste pour le court terme (notamment avant 1914 et avant octobre) mais démentie par le long terme : le capitalisme surmonte ses crises successives, quelle que soit leur gravité, et la polarisation sociale se trouve nuancée par la formation récurrente de nouvelles couches sociales, dites « moyennes ». En sorte que la querelle du révisionnisme se reproduira presque périodiquement dans l'histoire du mouvement ouvrier (par exemple avec Boukharine et Krouchtchev en URSS, avec Garaudy et le courant eurocommuniste en Europe de l'Ouest).

Par contre, la constitution du révisionnisme en doctrine et en courant politique aboutit à la formation durable d'un courant réformiste du mouvement ouvrier assurant le renouveau du capitalisme des années 30 aux années 80 : la social-démocratie.

Le problème de fond posé par le révisionnisme est celui du rapport entre la théorie et la pratique : le réalisme est-il de droite ? La gauche est-elle condamnée à l'utopie et au dogmatisme ? En passant de l'état de recherche théorique (chez Marx) à celui de doctrine éthico-politique (chez les vulgarisateurs), le marxisme perd une part notable de sa capacité à interroger le réel pour devenir la garantie morale de l'engagement révolutionnaire, puis la légitimation de l'État autoritaire soviétique. Inversement, les tentatives successives de renouvellement critique du marxisme conduisent presque

inéluctablement leurs auteurs à se fondre dans des courants politiques réformistes ou libéraux, quand ce n'est pas à renoncer au combat politique.

• BIBLIOGRAPHIE. — (cf. Corrélats). I. BABY, *La grande controverse sino-soviétique (1956-1966)*, Paris, Grasset, 1966; *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Pékin, 1965; F. FEJTÖ, *Les origines du grand Schisme communiste (1950-1957)*, Paris, Plon, 1964; E. HOXHA, *Face au révisionnisme*, Textes réunis par G. MURY, Paris, 1972; P. KESSEL, art. Révisionnisme, *apud* EU; LÉNINE, *Marxisme et révisionnisme*, o, 15.

▶ CORRÉLATS. — Antimilitarisme, Crises du marxisme, Effondrement, Gauchisme, Kautskysme, Luxemburgisme, Millerandisme, Opportunisme, Parlementarisme, Réforme/Révolution, Social-démocratie, Suffrage universel.

P. S.

Révolution

Al : *Revolution, Umwälzung*. — An : *Revolution*. — R : *Revoljucija*.

La notion de révolution n'a pas chez Marx et Engels une signification très différente de celle que lui donne l'usage courant. On la trouve associée à divers contextes et épithètes dont l'extension déborde largement la seule période capitaliste, pré- ou post-capitaliste. Cependant, employé seul, le terme désigne le plus souvent le projet politique des communistes, qui sont des *révolutionnaires* organisés dans un *parti révolutionnaire* : il suit alors les différents projets politiques auxquels les communistes se sont identifiés, tout en maintenant l'accent sur la première phase de réalisation de ce projet, le renversement de la classe capitaliste et des institutions politiques générales dans et par lesquelles s'exerçait son pouvoir.

Cette définition générale est d'emblée fortement déterminée par la référence historique à la Révolution française de 1789, conçue comme un processus politique et social de longue durée, comme un « moment » prenant place dans une sorte de philosophie de l'histoire : « Toute révolution dissout l'ancienne société; en ce sens elle est sociale. Toute révolution dissout l'ancien pouvoir; en ce sens elle est politique » (MEW, 1-409; trad. *apud* J. Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris*, Paris, Maspero, 1974, p. 162). Il existe en même temps assez tôt chez Marx une corrélation entre l'approche historico-politique de la révolution, héritée pour l'essentiel de la tradition démocratique allemande (voir par exemple le poème *1647-1789-????* de Henri Heine) et que résume assez bien la formule célèbre « Les révolutions sont les locomotives de l'histoire » (LCF, III; MEW, 7-85), et son insertion dans un *raisonnement économique* : « A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou encore, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient développées jusqu'alors. De formes de développement qu'avaient prises les forces productives, ces rapports deviennent des entraves à ce développement. S'ouvre alors une période de révolutions sociales » (*Cont.*, Paris, ES, Préf. p. 4; MEW, 13, 9).

C'est ce schéma politico-social renforcé par la perspective économique qui fonctionne dans l'application de la notion de révolution à la lutte des paysans contre le féodalisme (GP, II, V; MEW, 7-350, 382), à la lutte de la bourgeoisie contre le féodalisme à l'époque de la Réforme et de la Révolution de 1789 (MEW, 4-341, 6-193, 7-446, 2, I 249), c'est-à-dire pour des

périodes historiques révolues *et* à la notion de révolution communiste qui devient le contenu exclusif non pas tant du substantif « révolution » (toujours pris dans une substance historique définie et passée) que de l'adjectif « révolutionnaire ». Le terme prend alors une signification historique prospective à laquelle peuvent s'accrocher les représentations imaginaires multiples de la révolution, les drapeaux, les chants, les tableaux, les drames. Le concept du matérialisme historique s'y marie à une mythologie populaire profonde, et désigne le renversement de la domination capitaliste par une lutte de classes dirigée par le prolétariat et l'instauration d'un ordre social communiste ou socialiste.

A partir de 1857, c'est l'expression *révolution prolétarienne* qui domine, mais on rencontre aussi (jusqu'en 1850) *révolution communiste*, plus rarement *révolution socialiste* (à partir de 1875), parfois aussi la forme *révolution du prolétariat* :

« Le but de la Ligue des Communistes est de réaliser par tous les moyens de la propagande et de la lutte politique la destruction de l'ancienne société — et la chute de la bourgeoisie — la libération spirituelle, politique et économique du prolétariat, la révolution communiste » (MEW, 7-565; cf. aussi MEW, 3, 69/70; 4, 372; 4, 481, MPC, II, 17, 415; 19, 228; 20, 566, DN, fin).

On rencontre aussi, à côté de ce noyau, des emplois plus spécialisés de la notion de révolution. Ainsi, révolution agraire (révolution bourgeoise dans un pays agraire), révolution démocratique — assez rarement, Marx donnant à cette expression un contenu *républicain* classique (MEW, 4-355), tandis qu'Engels lui donne un sens plus *prolétarien* (MEW, 27, 61; L. 23 oct. 1846, apud *Corr.*, I). De la même façon, la notion de révolution permanente, révolution menée jusqu'à ses dernières conséquences, s'applique d'abord au processus de réalisation de la révolution bourgeoise (MEW, 6-166; 1-357, QJ, I), mais s'associe également à l'extension de cette révolution bourgeoise en révolution prolétarienne (MEW, 7-89, trad. LCF, III, 247/248, 254).

Révolution politique a parfois le sens quasi technique de révolution dans l'instance politique traditionnelle (MEW, 8-414; 37-327, L. du 18 déc. 1889), voire de simple changement de pouvoir au sein de la même classe dominante (MEW, 5-135; 17-336, GCF, III). Ce sens restrictif, par opposition à la révolution sociale, est parfois explicite : « Une révolution partielle, seulement politique » (MEW, 1-367, QJ, I et 388, *Cridr.*).

A l'inverse, la notion de *révolution sociale* fonctionne par opposition à la révolution seulement politique : « La constitution de la classe ouvrière en parti politique est indispensable pour le triomphe de la révolution sociale et de son but ultime : la suppression des classes » (MEW, 17-422).

Parallèlement à ce groupe assez homogène, mais aussi en combinaison avec lui, Marx utilise assez fréquemment le terme *révolution* dans un sens beaucoup plus général pour désigner les grands bouleversements économiques (MEW, 1-558; 3-356; 22-390) ou culturels (20-313, DN, Introd.). Ce sens général se concentre principalement autour de la révolution industrielle (MEW, 16, 66; 22, 515; LCF, Introd. 1895; 23, 396, 453, 494, 527, 732, 735; K., I, II, 62, III, 149, 179; III, 143, 146; 21, 334; FE, *La question du logement*, Introd. de 1887).

Enfin, si Marx et Engels parlent parfois de révolution à propos des visions du monde, de « révolution dans la tête des ouvriers » (39, 239,

24 avr. 94, 16, 359, 18 B, Préf. 1869; 23, 37; K., I, I, Préf. 1886), seul Engels parle de révolution philosophique (« La révolution industrielle a la même importance pour l'Angleterre que la révolution politique pour la France et la révolution philosophique pour l'Allemagne » (MEW, 2-250; *Sit.*, Introd. *in fine*)).

• NOTE. — Les connotations du concept de révolution sont telles qu'elles tendent à recouvrir l'ensemble des entrées d'un *Dictionnaire du marxisme*. On renverra plus particulièrement, y compris pour les bibliographies, à : Bolchevisme, Classes, Communisme, Contre-révolution, Crise, Démocratie, Dictature du prolétariat, Forces productives, Fusion, Léninisme, Luttes des classes, Luxemburgisme, Parti, Pouvoir, Pratique, Praxis, Prolétariat, Rapports de production, Réforme/Révolution, Socialisme, Stratégie/Tactique, Théorie, Transition, Violence.

• BIBLIOGRAPHIE. — E. BLOCH, *Marx und die Revolution*, Francfort, 1972; Y. BOURDET, *Otto Bauer et la révolution*, Paris, 1968; T. FRORICHS et G. KRAIKER, *Konstitutionsbedingungen des bürgerlichen Staats und der sozialen Revolution bei Marx und Engels*, Francfort, 1975; S. HEITMAN, *Nicolai Bukharin's Theory of Revolution*, Chicago, 1963; K. KAUTSKY, *Die soziale Revolution*, Berlin, 1907 (trad. franç., Paris, 1921); W. OPITZ, Gedanken zur Aktualität der marxistischen Revolutions- und Staatstheorie, in *Beiträge zur Marx-Engels Forschung*, Berlin, 1978, n° 2; *Problèmes de la révolution socialiste en France*, Semaine de la pensée marxiste, avril 1971, Paris, ES; A. ROSMER, *Les origines du communisme*, Paris, 1953; L. M. SANTOS, *Teoria marxista de la revolución*, Madrid, Akal éd., 1977; Th. SCHIEDER, Das Problem der Revolution im 19. Jahrhundert, vol. 170, Munich, 1950; L. TROTSKI, *De la révolution*, Paris, 1963.

J.-P. L.

Révolution culturelle

Al : *Kulturrevolution.* — An : *Culture Revolution.* — R : *Kulturnaja revoljucija.*

1 / D'indications éparses de Marx, on peut tirer l'idée d'une réappropriation de toute la culture par les individus intégraux du communisme, grâce à la suppression de la division du travail (cf. IA, 1). Marx s'est toutefois refusé à anticiper sur les transformations de la culture après la révolution prolétarienne. C'est Lénine qui donne au concept son droit d'entrée, à l'occasion des débats sur le *proletkult*. Et il le retourne contre la tradition à laquelle il puise, celle de Bogdanov, inspirateur du *proletkult*, mais héritier lui-même de thèmes anarcho-syndicalistes : le mythe sorélien comme formation d'une volonté et d'une conscience nouvelle, l'idée de l'organisation professionnelle comme éducatrice du prolétariat. Alors que Bogdanov voit le prolétariat produire une nouvelle culture et même une nouvelle science en supprimant la division du travail et en instaurant une société totalement organisée, Lénine rejette catégoriquement cette création d'une nouvelle culture; la révolution culturelle consiste à assumer l'héritage et à le transformer politiquement : « Non l'invention d'une culture prolétarienne nouvelle, mais le développement des meilleurs modèles, des traditions, des résultats de la culture existante, du point de vue de la conception du monde marxiste et des conditions de vie et de lutte du prolétariat à l'époque de la dictature » (O., 42, 217). On s'est appuyé sur le classicisme des goûts esthétiques de Lénine pour voir, dans cette thèse, sa volonté de soumettre l'art soviétique à la copie d'un passé bourgeois académique. Cette interprétation est irrecevable. Sa thèse porte prioritairement sur les sciences. S'opposant à l'idée d'une science proprement prolétarienne, Lénine entend insister sur la nécessité de se mettre à l'école des spécialistes

bourgeois qu'il s'agit de faire travailler pour le socialisme. C'est là pour lui un des problèmes de fond de la dictature. Cette thèse entend non présenter des normes culturelles, mais décrire le travail de production de la culture : elle porte sur son histoire. C'est sur ce terrain que se joueront les enjeux politiques de sa pensée : Polivanov, pour sauver la linguistique soviétique de la débâcle officielle, se battra sur les positions léniniennes qui le mèneront devant un peloton d'exécution.

Ce qui différencie une culture d'une autre, ce n'est donc pas le contenu, mais les rapports idéologiques qui président à sa production, eux-mêmes effets de l'articulation pratique des diverses activités sociales. La révolution culturelle définit une nouvelle articulation des pratiques sociales par la fusion de la révolution prolétarienne et de la culture bourgeoise, réappropriée par les masses : « Pour que la victoire soit totale et définitive, nous devons encore prendre toute la science et toute la culture... Comment unir la révolution prolétarienne à la culture bourgeoise, à la science et à la technique bourgeoises jusqu'ici privilège d'une minorité ? C'est — disons-le — un problème difficile » (o., 29, 71). La réappropriation du travail intellectuel par les masses vise à surmonter l'antagonisme du travail manuel et du travail intellectuel, à refondre la division du travail, en transformant la culture en une réalité pratique liée à la vie de tous les jours (o., 31, 300). La fusion entre culture et révolution proviendra du lien entre la première et les grandes tâches sociales, prioritairement l'édification économique (o., 30, 388-389). L'éducation du travailleur doit être polytechnique pour transformer son rapport à la production (o., 31, 431), mais surtout elle doit lui permettre de s'emparer du contrôle de l'Etat par la gestion économique (*ibid.*, 420). En devenant politique, la culture permet de surmonter la division entre économie et politique. Cette culture pratique constitue un facteur d'hégémonie du prolétariat sur les savants et les spécialistes, devant les entraîner à la réalisation des grandes tâches sociales d'édification (o., 29, 179). Elle apparaît comme la base d'une alliance politique. C'est cette alliance qu'essaiera de dessiner le célèbre article, « La portée du matérialisme militant », lu après la mort du leader comme un programme de bolchevisation des savants (o., 33, 235-237).

Lénine lira dans les insuffisances de la révolution culturelle les causes de l'échec du pouvoir des soviets : la démocratie directe n'est pas devenue une réalité culturelle (o., 33, 501-502). Elle restera alors la tâche primordiale du pouvoir soviétique, destinée à relancer la participation des travailleurs à ce pouvoir. Sa tâche primordiale sera d'affermir l'alliance avec la paysannerie, le développement de la culture devant se lier avec la formation d'une pratique socialiste spécifiquement paysanne : la coopération (o., 33, 487-488). Jusqu'à la fin, Lénine voit donc dans la révolution culturelle une pratique d'alliance et d'hégémonie, s'opposant au mythe sectaire et ouvriériste d'une culture prolétarienne. Il demeure pourtant impuissant à dépasser la position qu'il critique, parce qu'il persiste à faire du travail culturel un travail d'organisation, lié à la discipline du prolétariat, elle-même portée par les appareils qui assument le pouvoir (cf. o., 29, 71-72).

2 / Le stalinisme renouvelle et maintient jusqu'au bout le mythe d'une culture prolétarienne. La culture socialiste est « nationale par sa forme, prolétarienne par son contenu » (Staline, cité par le *Petit Dictionnaire philosophique* de 1955). Ce caractère prolétarien est garanti par la soumission à la ligne du Parti : « Le Parti a montré aux hommes de lettres et aux

artistes soviétiques que la littérature et l'art doivent toujours se guider sur ce qui constitue la base vitale du régime soviétique : la politique du Parti » (*ibid.*, art. « Culture socialiste »). Loin d'être une pratique autonome des masses, la révolution culturelle est une révolution par en haut, venue de l'Etat : « La particularité de la révolution culturelle en URSS consiste en ce qu'elle s'est faite graduellement, d'en haut, sur l'initiative et sous la direction du Parti communiste et du pouvoir d'Etat, avec le concours actif de millions d'ouvriers, de paysans kolkhoziens et d'intellectuels qui luttaient pour combler le retard culturel du pays et pour la victoire du socialisme » (*ibid.*, art. « Révolution culturelle »). La révolution culturelle est donc terminée; en produisant la culture socialiste, elle a aussi produit un homme nouveau « capable d'appliquer la science et la technique dans la production, comprenant la politique du Parti et du gouvernement et sachant la mettre en pratique, un militant, un patriote » *(ibid.)*. La science de l'organisation détenue par le Parti s'identifie avec la dialectique conçue comme méthode générale : « Pour construire le communisme, le Parti communiste s'appuie dans toute son activité sur la connaissance des lois dialectiques objectives du développement » (*ibid.*, art. « Méthode dialectique »). La culture prolétarienne se trouvait définie par un ensemble de méthodes subordonnées à la dialectique : la critique et l'autocritique étaient la méthode propre de résolution des contradictions sociales, le « réalisme socialiste », la méthode de l'art et de la littérature.

Ce discours de la méthode permet de comprendre le balancement de l'idéologie stalinienne entre deux pôles apparemment opposés au gré des conjonctures politiques : tantôt la reprise d'un thème bogdanovien : à nouvelle méthode, nouvelle science, permettait de faire jaillir du sol une science prolétarienne, couverture idéologique des oukhases les plus volontaristes de la direction du Parti (cf. le lyssenkisme). Tantôt on insiste sur l'objectivité du contenu de la dialectique, censé fonder l'objectivité des lois scientifiques, pour prôner une transformation graduelle de l'ancien au nouveau et condamner les impatiences politiques. La culture socialiste devient ainsi le symptôme des difficultés politiques de la direction stalinienne.

La révolution culturelle chinoise (au vrai révolution « de civilisation ») restera prisonnière de cette double mouvance. Elle fait de la prise en main du procès de travail par les ouvriers l'émergence d'une culture proprement prolétarienne liée à une nouvelle organisation du travail, et elle renouvelle le sectarisme ouvriériste du *proletkult*. Mais elle demeure une révolution lancée par en haut pour trancher les contradictions politiques du parti dirigeant, censé concentrer en lui la lutte des classes, et loin d'être une pratique autonome des masses, c'est une arme de lutte entre des factions rivales.

• BIBLIOGRAPHIE. — G. BESSE, J. MILHAU, M. SIMON, *Lénine, la philosophie et la culture*, Paris, ES, 1971; *La grande révolution culturelle en Chine*, Pékin, 1966; LÉNINE, *Culture et révolution culturelle* (recueil de textes), Moscou, 1966; ID., *Ecrits sur l'art et la littérature* (recueil), Moscou, 1969; LOU TING-YI, *Que s'épanouissent des floraisons multiples, que de multiples écoles rivalisent!*, Pékin, 1957; G. LUKÁCS, *Ecrits de Moscou*, Paris, ES, 1974 (Introd. de Cl. Prévost); *Les maîtres de la langue*, Collectif, Paris, Maspero, 1979; B. MEÏLHAKH, *Lénine et les problèmes de la littérature russe*, Paris, ES, 1956; J.-M. PALMIER, *Lénine, l'art et la révolution*, Paris, Payot, 1975; G. SOREL, *Réflexions sur la violence*, Paris, 1972; ID., *Matériaux pour une théorie du prolétariat*, réimpr., Genève, 1981; R. ZAPATA, *Luttes philosophiques en URSS*, Paris, PUF, 1983; M. ZINOVIEV et A. PLESHAKOVA, *Como fue erradicado el analfabetismo en la URSS*, Moscú, s.d.

▶ Corrélats. — Communisme, Conception du monde, Dialectique, Division тм/ті, Esthétique, Héritage culturel, Individu(s), Intellectuels, Langue, Littérature, Lyssenkisme, Maoïsme, Réalisme socialiste, Romantisme, Superstructure.

J. R.

Révolution française

Al : *Französische Revolution.* — An : *French Revolution.* — R : *Francuzskaja revoljucija.*

Deux siècles après la Révolution française, partisans et adversaires de la modernité de l'expérience révolutionnaire française, historiens « révisionnistes » et historiens « orthodoxes » s'accordent pour récuser le qualificatif d'historien *marxiste* de la Révolution française. La perspective d'une histoire des liens tissés au XIXe et XXe siècle entre la tradition républicaine, le mouvement ouvrier et les modalités historiques de la théorisation marxiste, d'une part, l'histoire scientifique de la Révolution française, d'autre part, rendent caduc le schéma simplificateur d'une « lecture communiste » de l'événement révolutionnaire. Dans son sens le plus général, la *tradition progressiste de l'historiographie de la Révolution française* de Michelet à Lefebvre, en passant par Aulard, Jaurès et Mathiez procède à la fois « de la compréhension et de la fidélité à la cause du peuple » et « des impérieuses exigences de la méthode érudite et de l'esprit critique » (A. Soboul).

S'il fallait assigner une date de naissance à une telle tradition interprétative, l'année 1843 nous paraîtrait la date la plus plausible en raison de la concomitance de deux événements historiographiques :

— L'*Introduction à la Révolution française* de Barnave, rédigée en 1791-1792, est publiée en 1843. J. Jaurès cite longuement, dans son *Histoire socialiste de la Révolution française* (1901-1903), ce texte de Barnave qui, le premier, « formula le plus nettement les causes sociales et, on pourrait dire, la théorie économique de la Révolution ».

— Le jeune Marx s'intéresse de très près, dans la lignée de Hegel, à la « volonté politique » jacobine et au problème de la Terreur. Il envisage même, dès son arrivée à Paris, d'écrire une *Histoire de la Convention.* Le projet tourne court, mais Marx nous a laissé des analyses fragmentaires sur le jacobinisme, et surtout une ébauche de l'histoire de « la lutte entre la Montagne et la Gironde », thème politico-historiographique qui est devenu un classique de la tradition marxiste.

Ainsi, nous pouvons distinguer, très sommairement, deux courants dans l'historiographie progressiste de la Révolution française :

1 / A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, le mouvement social-démocrate européen s'engage dans des débats sur la question agraire. Lénine apporte sa contribution spécifique en approfondissant l'analyse de Marx sur les deux voies de « transition à partir du mode de production féodal » (K., III, chap. XX) ; il caractérise « la voie réellement révolutionnaire » (Marx), typique du cas français, par l'expression de « capitalisme démocratique ». Dans le même temps, l'école russe, puis soviétique, se spécialise dans l'histoire de la Révolution française vue « d'en bas », c'est-à-dire étudiée du point de vue des masses populaires, essentiellement paysannes. Les récents travaux d'A. V. Ado (1971) témoignent de la vigueur de l'historiographie progressiste en URSS. En France, J. Jaurès

incarne, au début du XXe siècle, l' « interprétation sociale classique de la Révolution française » à un double titre : par son *Histoire socialiste de la révolution française* et par la création, sur son initiative, d'une commission chargée de publier des documents sur la « vie économique » sous la Révolution française. Mais, c'est avant tout à G. Lefebvre que nous devons l'approfondissement de l'histoire des masses paysannes. En démontrant l'existence d' « une révolution paysanne autonome », « autonome surtout par ses tendances anticapitalistes », G. Lefebvre a ouvert la voie à une problématique plus large, celle de la « diversité des voies de développement » dans la période de transition du féodalisme au capitalisme (cité par A. Soboul, *Comprendre la révolution*, Paris, Maspero, 1981). Actuellement, les travaux se multiplient sur les aspects anticapitalistes des luttes de classes sous la Révolution française.

2 / Engels, dans une lettre à Kautsky sur son article « Les luttes de classes en 1789 » (20 févr. 1889; MEW, 37, 154 et s.), lui reproche de rester dans l' « abstraction pure » lorsqu'il parle de « mode de production nouveau ». Il lui conseille d'approfondir ses remarques sur la « conception plébéienne des mots d'ordre révolutionnaires » et la Terreur. Un tel intérêt pour une histoire progressiste et politique de la Révolution française va s'incarner dans la personne de l'historien robespierriste A. Mathiez. Spécialiste des Montagnards, du gouvernement révolutionnaire et de la mentalité terroriste, A. Mathiez influence la première génération de communistes, en particulier A. Gramsci. Le dirigeant communiste italien traduit, dans les *Cahiers de prison*, les analyses de Mathiez sur les Jacobins, « seul parti de la Révolution en acte », par une réflexion sur les voies de passage de l'Etat féodal à l'Etat capitaliste (en particulier dans le cahier 10). Les études récentes sur la formation des appareils politiques démocratiques (clubs, sections, sociétés populaires...), les langages jacobins et les aspects politiques du mouvement sans-culotte s'inscrivent dans la perspective ouverte par A. Mathiez et A. Gramsci.

Les travaux d'A. Soboul, en particulier sur les sans-culottes parisiens en l'an II, et le séminaire qu'il a dirigé pendant dix ans (1972-1982) ont permis une confrontation, au plan national et international, des divers courants de l'historiographie progressiste et témoignent, à l'encontre des « tentatives révisionnistes », de la réalité vivante de la tradition marxiste dans la recherche historique sur la Révolution française.

• BIBLIOGRAPHIE. — A. V. ADO, *La mouvement paysan pendant la Révolution française*, en russe, Moscou, 1971; R. ALBERTINI, *Barnave e la rivoluzione*, Pisa, ETS, 1980; J. BRUHAT, Marx et la révolution française, in *La Pensée socialiste devant la Révolution française*, Clavreuil, 1966; A. CORNU, Karl Marx et la Révolution française, *La Pensée*, n° 81, sept.-oct. 1966; F. FURET, *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1978 (pour une « historiographie néo-libérale »); F. GAUTIER, *La voie paysanne dans la Révolution française*, Maspero, 1977; A. GÉRARD, *La Révolution française : mythes et interprétations*, Flammarion, 1970; J. GODECHOT, *Un jury pour la Révolution*, Laffont, 1974; E. GUIBERT, *Voies idéologiques de la Révolution française*, Paris, ES, 1976; H. P. JAECK, *Die französische bürgerliche Revolution von 1789 im Frühwerk von V. M.*, Berlin, 1979; C. MAINFROY, *Sur la Révolution française. Ecrits de K. M. et F. E.*, Paris, ES, 1985; C. MAZAURIC, *Sur la Révolution française*, Paris, ES, 1970; A. SOBOUL (sous la direction d'), *Contributions à l'histoire paysanne de la Révolution française*, ES, 1977; Numéros spéciaux des *Annales historiques de la Révolution française* sur A. Mathiez (1932), G. Lefebvre (1960) et A. Soboul (1982).

▶ CORRÉLATS. — Babouvisme, Jacobinisme, Révolution. J. G.

Révolution industrielle

Al : *Industrielle Revolution.* — An : *Industrial Revolution.* — R : *Promyšlennaja revoljucija.*

C'est à Engels (*Sit.*, ES, Paris, p. 35; MEW, 2, 237) que l'on doit le premier usage de l'expression de révolution industrielle, terme que l'on peut définir comme le passage historique de la manufacture à la grande industrie mécanique sur la base du machinisme. L'expression sera ensuite d'un usage courant dans *Le Capital*. Elle sera reprise par Toynbee en 1884 en Grande-Bretagne, par Beales en 1901 aux Etats-Unis, par Mantoux en 1906 en France; elle va, liée avec l'industrialisation des pays sous-développés, conquérir le grand public après la deuxième guerre mondiale. Le débat la concernant sera relancé en 1948 par Ashton, à la fois chez les économistes et les historiens.

Dans la mesure où l'expression comporte deux idées — celle d'un processus de transformations rapides entraînant rupture historique et celle d'un domaine spécifique où ces transformations s'observent — le débat comporte deux dimensions essentielles. Une dimension chronologique tout d'abord : alors que Mantoux la limite, pour la Grande-Bretagne, entre 1750 (invention de la machine de Watt) et 1802 (première loi sur les fabriques), Nef la fait remonter jusqu'au milieu du XVIe siècle, Ashton la prolonge jusqu'en 1830 et Beales jusqu'en 1850. Une dimension thématique ensuite, car les transformations ne sont pas seulement industrielles mais aussi sociales et intellectuelles, conduisant les spécialistes à s'interroger sur le rôle de la technique, de l'investissement, de l'entrepreneur en tant que facteurs endogènes et sur les transformations agraires, l'essor démographique, le rôle de l'éducation et de l'Etat en tant que facteurs exogènes.

Dans une perspective marxiste, la révolution industrielle qui, en Grande-Bretagne, se manifesta d'abord dans le secteur textile, puis engendra l'essor de la métallurgie et le recours à une nouvelle énergie dérivée du charbon, comporte un aspect technique et un aspect social, tous deux analysés en détail par Marx et Engels.

Du point de vue technique, on a une série d'inventions (navette volante, machine à filer, métier à tisser mécanique, machine à vapeur) entraînant développement quantitatif et qualitatif des forces productives. La base technique et matérielle en est la machine-outil (K., ES, I, 2, 60; MEW, 23, 393) qui libère du cadre étroit des organes humains et entraîne augmentation considérable de la productivité du travail et baisse de la valeur des marchandises.

Du point de vue social, on a une modification profonde des rapports de production, marquée entre autres par la naissance d'un prolétariat urbain, l'emploi des femmes et des enfants que permettent la simplification du processus de production et la diminution de l'effort musculaire, l'instauration d'une discipline capitaliste du travail, l'opposition croissante entre travail manuel et intellectuel, l'exploitation renforcée, la socialisation accrue du travail, l'achèvement de la séparation de l'industrie et de l'agriculture et l'aggravation de l'opposition ville-campagne. Au total, « au bouleversement de toute l'économie devait répondre celui de la société tout entière, des classes et de leurs rapports, de leur ascension et de leur déclin, de leurs oppositions » (R. Marx, *La révolution industrielle en Grande-Bretagne*, Paris, A. Colin, 1970, 12).

• BIBLIOGRAPHIE. — T. S. ASHTON, *La révolution industrielle*, 1760-1830, Plon, 1955; P. BAIROCH, *Révolution industrielle et sous-développement*, Paris, SEDES, 1964; P. BOCCARA, *Sur la mise en mouvement du capital*, Paris, ES, 1978; C. FOHLEN, *Qu'est-ce que la révolution industrielle ?*, Paris, Laffont, 1971; P. MANTOUX, *La révolution industrielle en Grande-Bretagne au XVIIIe siècle*, Paris, Génin, 1959; U. NEF, *Les fondements actuels de la civilisation industrielle*, Paris, Payot, 1964; E. NOLTE, *Marxismus und industrielle Revolution*, Stuttgart, 1983.

▶ CORRÉLATS. — Capitalisme, Croissance, Forces productives, Industrialisation, Machines, Machinisme, Manufactures, Révolution ST, Socialisation, Subsomption formelle / réelle.

G. C.

Révolution mondiale

Al : *Weltrevolution*. — An : *World Revolution*. — R : *Mirovaja revoljucija*.

Le concept de révolution mondiale (RM) est organiquement lié à l'analyse léniniste de l'impérialisme et à la problématique, qui en résulte, de la transition socialiste; cependant, l'on peut en suivre la généalogie dans les travaux de Marx et d'Engels consacrés aux conditions de la révolution prolétarienne au sein du MPC. Succinctement, trois éléments sont repris par Lénine : *1* / « L'immanente nécessité pour le mode capitaliste de produire à une échelle sans cesse plus grande » qui provoque « une extension perpétuelle du marché mondial » (K., III, t. I, p. 341; MEW, 25, 346); *2* / La définition corrélative du prolétariat, et du communisme lui-même, « qui en est l'action », comme « existence historique universelle » (IA, p. 64; MEW, 3, 36, 3) les positions politiques, impliquées par ce caractère « non local », constitutives de l'internationalisme de l'AIT, et, au-delà de la dissolution de cette dernière, des appels à « la fraternité des ouvriers révolutionnaires de tous les pays » et à la « révolution sociale et internationale » (Engels, GCF, annexes, p. 117-118). En repensant ces trois nécessités objectives dans l'analyse des formes nouvelles des rapports de production et de la lutte des classes spécifiques de l'impérialisme, Lénine construit un concept de la RM inédit, qui réfléchit désormais la possibilité de la révolution prolétarienne dans l'ensemble des pays capitalistes du centre et de la périphérie, principalement dans le « maillon le plus faible » de la chaîne, et, concurremment, le *rapport* d'interdépendance unissant les différents processus révolutionnaires nationaux au sein du processus global de la transformation révolutionnaire du système impérialiste (cf. Althusser, *Pour Marx*, p. 92 et s.). En conséquence, Lénine est conduit à *rectifier* la problématique de la transition esquissée par Marx au lendemain de la Commune : dès lors qu'elle n'est plus référée « à l'existence des rapports de production capitalistes en général mais à l'existence d'un stade déterminé de l'histoire du capitalisme : l'impérialisme » (Balibar, *Cinq études du matérialisme historique*, p. 244), la transition révolutionnaire coïncide avec la période historique de passage de toute l'humanité au communisme dans les conditions nouvelles créées par la domination de l'impérialisme, appréhendé pour cette raison comme le stade ultime du capitalisme. « L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé, depuis 1917, à l'échelle mondiale » (*Imp.*, Préf. 1920, O., 22, p. 211) : d'où la « signification historique et universelle » de la Révolution d'Octobre, inaugurale d'une « transition mondiale » (A. Zimine, *Le stalinisme et son « socialisme réel »*, La Brèche, PEC, 1982, p. 29).

L'idée de RM précède en réalité la victoire de la révolution russe : elle

s'élabore progressivement dans la préparation même de celle-ci, comme en témoignent les écrits de Trotski notamment, et ceux de Parvus (Helphand). Lénine seul néanmoins la constitue en concept de l'analyse politique, gouverneur de toutes ses analyses de la période révolutionnaire, depuis le 25 octobre 1917, où il salue d'emblée la « révolution socialiste mondiale » (*ibid.*, p. 246) *jusqu'au-delà* du reflux de la révolution européenne. Durant cette période, « c'est à travers la révolution mondiale que chaque situation est saisie et que les concepts destinés à l'analyser sont forgés » (J.-L. Dallemagne, *Construction du socialisme et révolution*, Maspero, 1975, p. 106). La problématique de la RM coïncide dès lors avec celle de la transition, dans la mesure où l'ensemble des tâches et des conditions de la construction du socialisme sont en permanence appréhendées en fonction des conditions de développement de la révolution *et* de la contre-révolution dans le monde. Le concept de RM permet à Lénine de penser les formes historiques successives du rapport dialectique unissant la révolution bolchevique définie comme première tentative, condition *sine qua non* et base d'appui de la RM, et la RM définie comme finalité, condition *sine qua non* et garantie du succès de la révolution bolchevique. C'est la référence à cette dialectique, dont *aucun* des deux pôles n'est privilégié, qui fonde la cohérence des réponses contradictoires proposées par Lénine aux problèmes auxquels est confrontée la révolution bolchevique dans la situation qui suit immédiatement la victoire, puis dans celles du communisme de guerre et de la NEP (cf. E. H. Carr, *La révolution bolchevique*, t. 3, Minuit, 1974). Les interventions de Lénine au VIIe Congrès du PC(b)R (6-8 mars 1918) sont tout entières basées sur le double constat de la nécessité « d'opérer (le) passage de notre révolution, étroitement nationale, à la révolution mondiale » dont elle est un tournant « d'une importance considérable », et de la certitude que « la victoire finale de notre révolution, si elle devait rester isolée, s'il n'y avait pas de mouvement révolutionnaire dans les autres pays, serait sans espoir » (o., 27, p. 83-91).

Après l'échec des conseils ouvriers d'Autriche et l'écrasement des Républiques des Conseils de Hongrie et de Bavière, Lénine maintient, sans fléchir, comme en mars 1923 par exemple, l'articulation entre la révolution bolchevique et la « lutte à l'échelle mondiale » notamment dans les pays « arriérés » (cf. o., 33, p. 515). Tandis que Staline étayera sa théorisation de la « construction du socialisme dans un seul pays » sur un charcutage de la problématique de Lénine, dont il valorisera le « pôle national » (cf. *Textes*, ES, t. 1, p. 199 et s.), Trotski, s'autorisant du même Lénine, mais aussi de l'*ABC du communisme* de Boukharine et Préobrajenski, valorisera de son côté, mais de manière plus subtile et nullement symétrique, le « pôle international » (cf. *L'IC après Lénine*, t. 1, chap. II et t. 2, chap. V, PUF, 1969; Sur ce « débat », on consultera le recueil classique de Procacci, *Staline contre Trotski*, Maspero, 1965).

A partir du milieu des années 30, et la constitution des premiers fronts populaires, les théorisations des « voies nationales » au socialisme frappent progressivement de caducité le concept de RM, tandis que se perpétuera, de manière de plus en plus formelle, l'exigence de l'internationalisme prolétarien. En revanche, la RM demeure tout à la fois une référence prioritaire et une catégorie méthodologique centrale dans la pratique et la théorie des organisations trotskistes.

REMARQUE. — Plus de soixante ans après Octobre et la première guerre inter-impérialiste, qui coïncident avec sa période de plus grande productivité dans la théorie et la politique marxistes, le concept de RM semble définitivement tombé en désuétude, alors même que la transformation progressive du capitalisme en « économie-monde » par l'intégration notamment des économies socialistes dans le marché mondial (cf. I. Wallerstein, *Capitalisme et économie-monde*, Flammarion, 1980), conférerait apparemment un surcroît d'actualité aux analyses que Lénine consacrait aux formes « classiques » de l'impérialisme et au rapport qu'il établissait entre ces dernières et la nécessité de la « transition mondiale ». S'il ne s'agit pas, comme le dit Zimine, de revenir « au point de bifurcation à partir duquel la voie a été perdue » (*op. cit.*, p. 131), le marxisme est confronté à la tâche théorique de rendre intelligibles les conditions actuelles d'une rupture révolutionnaire effective avec les nouvelles formes de « dominations et d'exploitations » du « superimpérialisme » (concept suggéré par E. Balibar, *in* E. Thompson, *L'exterminisme*, PUF, 1983, p. 215-218) : ici comme partout, la pratique, celle du combat révolutionnaire de Solidarité en Pologne comme celle de la transition socialiste qui s'invente quotidiennement au Nicaragua, nous offrent peut-être de nouveaux « points de bifurcation » à partir desquels la voie de la RM ne sera plus perdue.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Coexistence pacifique, Communisme, Conseils, Impérialisme, Internationales, Internationalisme, Léninisme, Nationalisme, Révolution permanente, Transition socialiste, Trotskisme.

B. T.

Révolution permanente

Al : *Permanente Revolution, Revolution in Permanenz.* — An : *Permanent Revolution.* — R : *Permanentnaja revoljucija.*

Ce concept désigne dans la pensée politique marxiste le développement ininterrompu (ou « transcroissance ») de la révolution démocratique en socialiste dans des pays semi-féodaux et capitalistes arriérés (ou coloniaux et semi-coloniaux), et son extension internationale.

Le terme apparaît pour la première fois dans les écrits de jeunesse de Marx. Contrairement à ce qu'on prétend fréquemment, son origine n'est pas la pensée de Blanqui. Il est probable que Marx se soit inspiré d'une expression utilisée par les Jacobins : l'assemblée révolutionnaire « en permanence ». Le premier texte où le concept apparaît chargé d'une signification politique stratégique est l'Adresse du Conseil central de la Ligue des communistes, de mars 1850. Analysant la situation en Allemagne (à l'époque un pays encore semi-féodal avec un Etat absolutiste), Marx y écrivait : « Tandis que les petits-bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite... il est de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les principaux pays du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour... concentrer dans les mains des prolétaires les forces productives décisives. » Il propose la formation de clubs ou comités ouvriers en chaque localité, et d'une garde prolétarienne, qui devront se centraliser par la suite dans un congrès ouvrier (Adresse..., mars 1850, en annexe de

Karl Marx devant les jurés de Cologne, Paris, A. Costes, 1939, p. 241-249). Bien entendu, cette stratégie ne correspondait pas au rapport de forces réel en Allemagne en 1850 : la révolution commencée en 1848-1849 était déjà vaincue, et le prolétariat allemand était trop faible pour jouer un rôle hégémonique. Ce document n'est pas moins une préfiguration étonnante de la dynamique sociale et politique de la révolution d'octobre 1917. Le terme « révolution permanente » semble disparaître des écrits de Marx après cette date; mais l'idée d'une révolution prolétarienne (ouvrière et paysanne) à la fois antiabsolutiste et anticapitaliste, d'une transition au socialisme dans les pays « périphériques » du système capitaliste apparaît dans ses écrits sur l'Espagne (1856) et surtout sur la Russie (1877-1882).

C'est à travers l'œuvre de Trotski que le concept de révolution permanente revient au lexique politique marxiste du XXe siècle. Il apparaît d'abord dans des écrits de Trotski fin 1905, reprenant le terme d'un article de Franz Mehring (Die Revolution in Permanenz, *Die Neue Zeit*, novembre 1905), et se trouve au centre de sa brochure sur la révolution russe de 1905, *Bilan et Perspectives*, rédigée en prison au cours de l'année 1906 (apud *1905*, Paris, Ed. de Minuit, 1969). Dans cet écrit, Trotski avance, pour la première fois dans l'histoire du marxisme russe, la perspective d'une révolution prolétarienne en Russie, réalisant des transformations à la fois démocratiques *et socialistes*. L'idée de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution antitsariste était acceptée par d'autres marxistes (notamment Rosa Luxemburg et Lénine) mais la prémisse commune à l'ensemble du mouvement ouvrier russe était jusqu'alors le caractère uniquement *démocratique* de cette révolution. Trotski a été le premier à rompre avec cette présupposition traditionnelle (fondée sur une lecture économiste du matérialisme historique, déduisant le caractère de la révolution de la « maturité » des forces productives du pays), en affirmant que le pouvoir ouvrier résultant de la révolution antiabsolutiste serait nécessairement amené à prendre des mesures anticapitalistes, de transition au socialisme : le pouvoir politique du prolétariat n'est pas compatible avec la continuation de son esclavage économique. Lénine défendra une conception stratégique semblable à partir de mars-avril 1917.

C'est à partir de sa polémique contre la doctrine du « socialisme dans un seul pays » de Staline, et de l'expérience de la défaite de la révolution chinoise de 1927-1928 que Trotski va formuler la théorie de la révolution permanente comme conception *générale* valable pour *l'ensemble des pays coloniaux et semi-coloniaux* (ou arriérés et semi-féodaux). Les principales thèses de cette théorie, formulée dans l'œuvre polémique *La révolution permanente* (1929) (apud *De la Révolution*, Paris, Minuit, 1963) sont :

1 / La doctrine néo-menchevique de la révolution par étapes — une étape démocratique en alliance avec la bourgeoisie nationale, précédant nécessairement l'étape socialiste — proposée par Staline pour la Chine (et ensuite étendue à l'ensemble des pays coloniaux) ne peut conduire qu'à la défaite, comme en Chine en 1927, parce que la bourgeoisie de ces pays ne peut pas jouer un rôle démocratique-révolutionnaire conséquent.

2 / La révolution prolétarienne peut avoir lieu dans un pays arriéré ou colonial plus tôt que dans les métropoles du capitalisme avancé. Ce sera une révolution combinant des tâches démocratiques (la réforme agraire, l'indépendance nationale, la démocratie politique) et des tâches socialistes (l'expropriation du capital), dans un processus révolutionnaire permanent.

3 / Seul le prolétariat, soutenu par la paysannerie, peut mener à bien cette révolution contre l'impérialisme, l'oligarchie foncière et la bourgeoisie locale.

4 / La dynamique de la révolution permanente est internationale : la construction de la société socialiste peut commencer dans n'importe quel pays, mais l'accomplissement du socialisme n'est possible qu'à l'échelle mondiale.

Pour les partisans de Trotski (la IVe Internationale), la théorie de la révolution permanente fournit la clé pour comprendre les révolutions socialistes qui ont eu lieu, depuis la deuxième guerre mondiale, en Yougoslavie, Chine, Vietnam, Cuba et Nicaragua.

• BIBLIOGRAPHIE. — Denise AVENAS, *La pensée de Léon Trotski*, Paris, Privat, 1975; Alain BROSSAT, *Aux origines de la révolution permanente*, Paris, Maspero, 1974; Michael LÖWY, *The Politics of uneven and combined development : the theory of permanent revolution*, London, New Left Books, 1981; Ernest MANDEL, *Revolutionary Marxism Today*, London, New Left Books, 1979; ID., *Trotski*, Paris, Maspero, 1980; Giuliano PROCACCI (éd.), *Staline contre Trotski 1924-1926 : la révolution permanente et le socialisme en un seul pays*, Paris, Maspero, 1965.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Démocratie nouvelle, Démocratie populaire, Internationalisme, Révolution, Socialisme, Transition, Trotskisme.

M. L.

Révolution scientifique et technique

Al : *Wissenschaftliche und technische Revolution.* — An : *Scientific and technological revolution.* — R : *Naučno-techničeskaja revoljucija.*

Les premières interrogations sur la science et la technique sont contemporaines de la naissance même des sciences modernes. Aujourd'hui cette interrogation revêt un aspect spécifique dans la mesure où le progrès technique, qui va s'accélérant avec l'automation constitutive de la « troisième révolution industrielle », oblige à réfléchir sur la logique du développement scientifique et technique, l'utilisation qui est faite de la science et de la technique, l'exploitation dont, au plan idéologique, les théories scientifiques peuvent être l'objet. On peut distinguer deux courants d'idées contemporains relatifs à la RST : le premier se borne à examiner les conséquences des bouleversements en résultant sur le devenir de l'homme et des sociétés; le second traite la RST « comme une combinaison globale apte à modifier le rapport de l'homme à la nature dans un cadre de rapports sociaux déterminés (*i.e.* des rapports de production où est éliminée la propriété privée des moyens de production » (Y. Lucas, *L'automation*, Paris, PUF, 1982, 77). Si on trouve chez Marx (*Grund.*; K., ES, I, 3) des indications sur les rapports capital-machinisme et division du travail, si on trouve chez Engels (DN) et Lénine (M et E) des réflexions — essentiellement d'un point de vue philosophique — sur la science, le concept de RST est par contre relativement récent : introduit en 1955 par J. D. Bernal (*Science in history*), c'est surtout Richta qui a donné à l'expression sa fortune actuelle (*La civilisation au carrefour*, Paris, Anthropos, 1969). Visant à « mettre au point des modèles théoriques représentant les types « purs » de la structure et de la dynamique des forces productives et à (en) étudier séparément les aspects sociaux et humains » (p. XXXIX), l'œuvre de Richta peut être résumée en trois propositions. En premier lieu, notre époque est, pour lui, celle d'une mutation technologique considérable : la RST se substitue à la révolution industrielle, comme le principe automa-

tique (sous ses trois formes de cybernétisation, chimisation, nucléarisation) remplace le principe mécanique, plaçant l'homme en marge de la production directe et ouvrant qualitativement une nouvelle période historique. Dans la mesure où le principe automatique est à la base de la RST, on peut le caractériser par :

— un assemblage d'organes susceptibles d'effectuer une opération technique (machine-outil);
— un système particulier de commande permettant à la machine de se conformer de façon stable à des opérations préalablement définies (programme);
— une source humaine fournissant les consignes (commande).

Par là même, les producteurs n'effectuent plus de travail musculaire, cessent d'être au contact de l'objet de production et sont déplacés vers les tâches de préparation, réglage, contrôle, entretien. En second lieu un nouveau rapport s'établit entre la science qui pénètre de plain-pied le processus de production et l'industrie. Cette « scientifisation du procès de production » fait que la science devient une force productive directe, dominant la sphère de l'industrie en lui imposant sa logique et sa métrique propres, et une force productive décisive dans la mesure où c'est d'elle désormais que dépendent l'accroissement des richesses et l'épanouissement de l'homme. En troisième lieu, il en résulte une nouvelle rationalité dans le procès de travail, la croissance des sociétés et les lois d'évolution de l'humanité, ainsi que dans les rapports sociaux de production. A ceci correspond une nouvelle économie politique, fondée sur l'économie de temps : le temps libéré par la production ou temps disponible doit permettre le développement de l'homme en tant que fin en soi.

Le débat sur l'existence et le rôle de la RST est loin d'être tranché, car « ce qui se joue dans cette notion de RST et de son mode de fonctionnement dans le MPC c'est une série de problèmes théoriques d'importance noués autour du rapport forces productives / rapports de production » (B. Coriat, *Science, technique et capital*, Paris, Le Seuil, 1976, 36). En effet, sous peine de tomber dans un simple discours sur les potentialités de la science ou de verser dans l'humanisme idéaliste des théoriciens de la société post-industrielle, une réflexion sur la RST ne saurait se dispenser d'une analyse en termes de formes spécifiques imprimées par des rapports sociaux de production, ni oublier que la transformation du procès de travail n'est pas le fait du développement d'une rationalité qui lui serait propre, mais s'opère à l'intérieur de rapports de classes. En d'autres termes, il convient : i) d'envisager la technique et la science comme un procès (c'est-à-dire d'examiner l'ensemble des conditions matérielles dans lesquelles sont produites, circulent et sont incorporées les connaissances scientifiques et techniques dans un mode de production donné) ; ii) de rapporter le procès de production et de circulation des connaissances à celui de la valorisation du capital.

• BIBLIOGRAPHIE. — S. HEIMANN, *Aspects économiques de la RST*, Moscou, Editions du Progrès, 1983; J.-P. PIRIOU, *Eléments pour une critique du concept marxiste de révolution scientifique et technique*, thèse, Paris I, 1977; V. TOMTCHENKO, *La RST et la révolution de l'enseignement*, Moscou, Editions du Progrès, 1975.

▶ CORRÉLATS. — Forces productives, Industrie (grande), Machines, Machinisme, Révolution industrielle.

G. C.

Robinsonnades

Al : *Robinsonaden.* — An : *Robinson Crusoe Utopia.* — R : *Robinzonady.*

Dans les *Grundrisse*, Marx désigne, sous ce terme ironique de « robinsonnades », l'idée d'individus isolés qui a servi de point de départ à nombre de théoriciens pour expliquer la genèse des corps sociaux. Ainsi « le chasseur et le pêcheur individuels et isolés, par lesquels commencent Smith et Ricardo, font partie des plates fictions du XVIIIe siècle ». A la décharge de Rousseau, qui en est le père, Marx admet qu'il s'agit là d'une illusion de l'époque. Il ne trouve par contre aucune excuse à ceux qui, comme Bastiat, Carey et Proudhon reviennent « en pleine économie politique moderne » au mythe de l'origine (Dietz Verlag, 1974, p. 5-6; trad. apud *Cont.*, ES, p. 149-150).

Dans *Le Capital*, Marx explique la genèse des robinsonnades en faisant valoir que « la réflexion sur les formes de la vie sociale, et, par conséquent, leur analyse scientifique, suit une route complètement opposée au mouvement réel. Elle commence, après coup, avec des données déjà tout établies, avec les résultats du développement ». D'où le goût de l'économie politique et de Ricardo, à nouveau cité, pour les robinsonnades (ES, I, 1, 87; MEW, 23, 90).

A son tour, F. Engels raillera, chez Dühring, le retour au mythe d'Adam-Robinson (AD, ES, 1950, p. 187; MEW, 20, 145) et, détaillant l'analyse des rapports Vendredi-Robinson, il fustigera « les îles imaginaires des robinsonnades » (*ibid.*, 199, 154).

Derrière les « robinsonnades », qui sont l'apparence du procès d'*anticipation* de la société bourgeoise, s'opère la double critique de l'individualisme et des utopies sociales.

▶ CORRÉLATS. — Anticipation, Atomisme, Fétichisme, Mysticisme, Superstructure, Utopie.

G. L.

Romantisme

Al : *Romantik.* — An : *Romanticism.* — R : *Romantizm.*

Dans la pensée marxiste le concept de romantisme a été chargé de significations dépassant le cadre littéraire et esthétique traditionnel du terme. Ainsi, l'on trouve chez Lénine le concept de « romantisme économique » (cf. O., 2, 125 et s.), qui désigne les partisans de la petite propriété et des rapports de production précapitalistes, depuis Sismondi jusqu'aux populistes russes.

Dans les écrits de Lukács apparaît une catégorie plus vaste, le *romantisme anticapitaliste* (ou anticapitalisme romantique) pour caractériser l'ensemble des courants philosophiques, littéraires ou politiques qui rejettent le capitalisme au nom de valeurs sociales ou culturelles précapitalistes.

Défini en ces termes, le romantisme anticapitaliste peut être considéré comme une des sources (oubliées) du socialisme de Marx et Engels. Si l'on examine de près leurs écrits sur Sismondi (tout au long de l'œuvre économique de Marx, depuis les M 44 jusqu'au K. 4) il devient évident que leur critique du capitalisme doit beaucoup à celui que Marx désignait dans *Le Manifeste communiste* comme un « socialiste petit-bourgeois ».

Quant à Balzac, Engels reconnaît avoir appris de lui « plus qu'avec l'ensemble des historiens, économistes et statisticiens professionnels de la période » (Lettre à Miss Harkness, avril 1888, MEW, 37, 44; trad. franç. apud *FE Textes*, Paris, 1966). Beaucoup d'autres critiques romantiques de la société bourgeoise ont inspiré leur pensée : des écrivains comme Dickens, Walter Scott, Charlotte Brontë, Mrs. Gaskell, des philosophes politiques comme Rousseau et Carlyle, des historiens comme G. Maurer et Niebuhr, des anthropologues comme Bachofen, des économistes comme N. Danielson, etc.

Comme les romantiques, Marx et Engels vont valoriser certains aspects du passé précapitaliste abolis par la civilisation industrielle-bourgeoise. Marx s'explique à ce sujet dans une lettre à Engels du 25 mars 1868 : la première réaction contre la philosophie des Lumières s'est située dans une perspective « moyenâgeuse, romantique »; la deuxième réaction, qui caractérise des savants comme Maurer, « correspond à l'orientation socialiste » : elle consiste à « plonger par-dessus le Moyen Age dans l'époque primitive de chaque peuple. Et les gens sont tout surpris de trouver dans le plus ancien le plus moderne, et même des égalitaires à un degré qui ferait frissonner Proudhon » (Annexe à *Orfa.*; MEW, 32, 51). Ajoutons simplement que beaucoup de romantiques se réfèrent (depuis Rousseau), eux aussi, aux cultures « sauvages » plutôt qu'au passé médiéval.

La sensibilité romantique dans le marxisme du XXe siècle est absente des doctrines orthodoxes de la IIe Internationale (Kautsky, Plekhanov) ou de l'IC. Elle se manifeste tout d'abord dans les écrits économiques de Rosa Luxemburg — qui va, contre Lénine, réhabiliter Sismondi — et dans ce qu'il est convenu d'appeler le « marxisme occidental » : Lukács, Bloch, Gramsci, l'école de Francfort (Adorno, Horkheimer, Walter Benjamin, Marcuse). Leur critique de l'impérialisme, de la réification, de la rationalité instrumentale, du scientisme et de l'idéologie technocratique du progrès doit beaucoup à la problématique romantique anticapitaliste.

• BIBLIOGRAPHIE. — Paul BREINES, Marxism, Romanticism and the case of Georg Lukács, *Studies in Romanticism*, n° 16, 1977; Ferenc FEHER, Am Scheideweg des romantischen Antikapitalismus, in *Die Seele und das Leben*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1977; Ernst FISCHER, *The Necessity of Art*, London, Penguin, 1963; Michael LÖWY, *Marxisme et romantisme révolutionnaire*, Paris, Ed. du Sycomore, 1979; G. LUKÁCS, Alte Kultur und neue Kultur, 1919, in *Taktik und Ethik*, Luchterhand, 1975; ID., *Ecrits de Moscou*, Paris, ES, 1974; Rosa LUXEMBURG, *Introduction à l'Economie politique*, Paris, Anthropos, 1970.

▶ CORRÉLATS. — Francfort (Ec. de), Littérature, Luxemburgisme, Populisme, Rationalisme, Réification, Tolstoïsme.

M. L.

Rotation du capital

Al : *Kapitalumschlag.* — An : *Turnover of capital.* — R : *Oborot kapitala.*

La circulation développée des marchandises, c'est-à-dire leur échange au moyen de l'argent, est une caractéristique essentielle du mode de production capitaliste. La circulation du capital s'entrecroise avec celle des marchandises. Par rotation du capital on entend le cycle du capital considéré comme processus renouvelé périodiquement. Au cours de ce procès qu'examine en détail le livre II du *Capital*, le capital industriel

connaît un mouvement en trois phases : le capital-argent se transforme en capital productif, celui-là en capital-marchandise, puis, les marchandises étant réalisées, le capital-marchandise se mue en capital-argent. Le temps de rotation du capital représente le délai de renouvellement du procès : « La durée totale du cycle d'un capital donné est égale à la somme de ses périodes de production et de circulation. C'est le laps de temps qui va du moment où la valeur du capital est avancée sous une forme déterminée jusqu'au moment où, dans son procès, elle est de retour sous la même forme » (K., ES, II, 1, 141; MEW, 24, 154). Liée aux différences de rotation des diverses parties du capital, correspond la distinction du capital fixe (qui transfère sa valeur au produit pendant une série de périodes de production) et du capital circulant (dont la valeur est tout entière restituée au capitaliste sous forme argent lors de la réalisation de la marchandise, au terme d'une seule période de production). La vitesse de rotation que le capitaliste a intérêt à accélérer, à la fois pour retrouver agrandi le capital avancé et pour élargir la production, détermine le taux annuel de plus-value.

• BIBLIOGRAPHIE. — Académie des Sciences de l'URSS, *Manuel d'économie politique*, Paris, ES, 1956; G. KOZLOV (éd.), *Economie politique, le capitalisme*, Moscou, Editions du Progrès, 1977; J. VALIER, *Une critique de l'économie politique*, Paris, Maspero, 1982.

▶ CORRÉLATS. — Capital, Circulation, Survaleur.

G. C.

S

Saint-simonisme

Al : *Saint-simonismus*. — An : *Saint-Simonism*. — R : *San-simonizm*.

Marx et Engels ont constamment rangé Saint-Simon (Claude-Henri de Rouvroy, comte de; 1760-1825), aux côtés de Ch. Fourier et de R. Owen, dans la trinité des grands utopistes, leurs prédécesseurs (cf. FE, *Ein Fragment Fouriers über den Handel*, MEW, 1, 604; L. à K.M. du 17 mars 1845, apud *Corr.*, t. I, p. 366; art. *Le Capital*, du 21-28 mars 1868, trad. *apud* K., ES, 1, 3, 219; AD, *infra*). Ces systèmes, qualifiés de « socialistes et communistes proprement dits », nous dit le *Manifeste*, « font leur apparition dans la première période du développement embryonnaire de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie ». C'est pourquoi, auprès d'une « description imaginaire de la société future », « ils comportent des éléments critiques », en ce qu'ils « attaquent tous les fondements de la société établie » (MPC, III, 3). Lénine, à son tour, assurera que Fourier, Saint-Simon et Owen comptent « parmi les plus grands cerveaux de tous les temps » (O., 5, 378). Les deux Français, dont Engels donne, dès 1843, une première appréciation, dans ses *Fortschritte* (MEW, 1, 481 et s.; trad. *apud* Desroche, *Socialismes et sociologie religieuse*, Paris, Cujas, 1965, p. 262 et s.), représentent les deux regards possibles sur les commencements de la société industrielle et deux tentatives pour l'exorciser. Saint-Simon privilégie le « travail industriel », Fourier le « travail agricole » (M 44, MEW, *Erg.*, 1, 534; trad. ES, p. 84-85); l'un et l'autre procèdent à la critique de l'économie politique (SF, chap. IV, note marginale n° 1; aussi NGRh, *Montesquieu LVI*, 21 janv. 1849); les deux instaurent le socialisme, Owen le communisme (K., IV, 3, chap. XXI). Et Engels traite Leroux de « fou », quand il prétend que Fourier a plagié Saint-Simon (L. au Comité de correspondance communiste, 19 août 1846).

La critique de l'ouvrage de Fr. List, *Das nationale System der politischen Ökonomie*, fournit à Marx l'occasion d'une première caractérisation de « l'école saint-simonienne », en tant que telle. Malgré son « ineptie » de départ, qui lui fait confondre l'industrie et les « puissances » auxquelles elle donne naissance sans le savoir (par exemple le prolétariat), le saint-simonisme est loué de ses mises en question de « la valeur d'échange », de « l'organisation de la société actuelle » et de « la propriété privée », ainsi que d'avoir substitué « l'association » à « la concurrence » (*apud* KM/FE, *Textes inédits, 1845*, Paris, EDI, éd. bilingue, p. 87-91). Contre K. Grün, cette fois, *L'idéologie allemande* atteste de l'étendue de la connaissance que ses auteurs (dont M. Hess qui avait tenté un parallèle entre Saint-Simon et Schelling) avaient prise des saint-simoniens, non seulement du maître,

dont sont cités la *Lettre d'un habitant de Genève à ses contemporains*, *Le Nouveau Christianisme*, le *Catéchisme politique des industriels*; mais aussi des disciples, Bazard, Enfantin, Chevalier (IA, t. II, IV, *Saint-simonisme*). Plus de trente ans après, Engels, s'en prenant à Dühring, qui le maltraite injustement (AD, Introd., II; II, chap. VI; III, chap. I), relève que, chez Saint-Simon, « la tendance bourgeoise garde encore un certain poids à côté de l'orientation prolétarienne » (MEW, 20, 18; trad. ES, p. 51). La troisième partie de l'*Anti-Dühring* s'essaie à un bilan concernant les « trois grands utopistes » *(ibid.)*. Partant du constat général qu' « à l'immaturité de la production capitaliste, à l'immaturité de la situation des classes, répondit l'immaturité des théories », Engels, qui commence par Saint-Simon, lui attribue les mérites théoriques suivants : l'opposition entre travailleurs et oisifs, en laquelle il a transposé celle du Tiers Etat et des ordres privilégiés; l'idée que la science et l'industrie doivent diriger la société et engendrer un « nouveau christianisme »; que « partout et toujours ce qui lui importe en premier lieu, c'est le sort de *la classe la plus nombreuse et la plus pauvre* »; d'avoir conçu la Révolution française comme une lutte de classes (« une découverte des plus géniales », commente-t-il); d'avoir prédit, dès 1816, que la politique devrait se résorber dans l'économie et donc qu'au passage à « l'administration des choses » devrait correspondre « l'abolition de l'Etat »; l'alliance, enfin, de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne comme condition du développement de l'Europe (même idée *in* L. au Conseil national du Parti ouvrier français, du 2 déc. 1890; trad. *apud* FE/P. et L. Lafargue, *Correspondance*, ES). Au total, « une largeur de vue géniale », conclut Engels (AD, MEW, 20, 240 et s.; trad., 296 et s.), qui semble, par là, avoir définitivement rectifié son jugement de jeunesse (des « éclats de génie » dans « les nuages d'un mysticisme inintelligible » disait-il d'une doctrine, qui, selon lui, n'appartenait plus qu'au passé; *Fortschritte* cit.).

C'est au *Capital* toutefois qu'il revenait de mesurer la distance avec le plus de force. Se référant à l'ouvrage des disciples, *Religion saint-simonienne. Economie politique et politique* (Paris, 1831), et prenant en compte l'évolution de Saint-Simon lui-même, Marx souligne que le travailleur « ce n'est pas l'ouvrier, mais le capitaliste industriel et commercial » (MEW, 25, 618; trad. ES, III, 2, 264). Il ajoute : « Il ne faut pas oublier que c'est seulement dans son dernier ouvrage, *Le Nouveau Christianisme*, que Saint-Simon se présente directement comme le porte-parole de la classe laborieuse et déclare que son émancipation est le but final de ses efforts ». Cela précisé, le reste sert à « la glorification de la société bourgeoise moderne... celle des industriels et des banquiers »; « on ne s'étonnera pas que l'aboutissement de leurs rêves de crédit et de banque ait été le Crédit mobilier fondé par l'ex-saint-simonien Emile Péreire » (*ibid.*; la même idée se trouvait déjà exprimée dans *Cont.*, MEW, 13, 76; trad. ES, 65 n.; Lénine citera ce texte, *apud* O., 2, 219). « Apologie de la banque » (K., IV, MEW, 26, 3, 459; trad., 3, 553), méconnaissance de la spécificité et du rôle du prolétariat (dans une L. à Marx, du 21 août 1851, FE déclarait que Proudhon régressait vers Saint-Simon dans la mesure où il identifiait la bourgeoisie et le prolétariat dans la « classe industrielle »), le saint-simonisme s'arrête devant la nécessité du processus révolutionnaire.

REMARQUE. — Quand on considère le nombre et la portée des jugements de Marx et d'Engels sur le saint-simonisme, il ne paraît pas illégitime de

se demander, comme l'a fait A. Piettre, si le marxisme n'aurait pas coulé « l'apport hegelien dans l'héritage de Saint-Simon » (*Marx et marxisme*, Paris, PUF, 1962, p. 183). Engels lui-même n'assure-t-il pas « que Hegel [fut], avec Saint-Simon, la tête la plus encyclopédique de son temps » (AD, MEW cit., p. 23; trad. cit., p. 55) et Kautsky que Saint-Simon est le penseur qui a exercé le plus d'influence sur Marx (*Introd. à l'ensemble du marxisme*, § III, apud *Le Capital*, t. I, Paris, Costes) ?

Il ne fait, en tout cas, guère de doute que reste encore à produire le travail qui ferait la synthèse de ces dettes nouées entre elles.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / SAINT-SIMON, *Œuvres choisies*, Bruxelles, 1859, 3 vol.; *Textes choisis*, Paris, J. DAUTRY éd., 1951; et B. P. ENFANTIN, *Œuvres*, Paris, 1865-1878; J. WALCH, *Bibliographie du Saint-simonisme*, Paris, 1967; *2* / Saint-Simon et saint-simonisme : G. M. BRAVO, bibliographie apud *Les socialistes avant Marx*, t. I, Paris, Maspero, 1979, p. 81-83; F. ENGELS : deux autres allusions au rapport Hegel/Saint-Simon, *apud* DN, MEW, 20, 307 et 316 n.; trad. ES, 25 et 34 n.; R. GARAUDY, *Les sources françaises du socialisme scientifique*, Paris, 1949 (2e éd.); Lénine se documente sur les œuvres de Saint-Simon (L. à Oulianova du 21 déc. 1897; O., 37, 134); le réhabilite contre Strouvé (O., 20, 211-212); s'y réfère surtout pour l'étude de l'impérialisme (*Imp.*, O., 22, 327; *Cahiers de l'Imp.*, O., 38, 50-51 et 811); K. KAUSTKY, *L'Œuvre historique de Marx*, chap. II, Paris, 1908 (revue 1933).

▶ CORRÉLATS. — Fouriérisme, Lutte des classes, Owenisme, Proudhonisme, Prolétariat, Science, Socialisme, Utopie.

G. L.

Salaire

Al : *Lohn, Arbeitslohn.* — An : *Wages.* — R : *Zarabotnaja plata (Zarplata).*

En économie marchande, prix de la force de travail, lié à (mais distinct de) sa valeur, définie par celle des subsistances nécessaires au travailleur.

Au XVIIIe siècle, le travail est couramment conçu comme une marchandise et sa valeur définie par celle des subsistances nécessaires à l'entretien du travailleur (« pour vivre, travailler et engendrer », dit déjà W. Petty en 1672; cf. encore Vanderlint, Turgot, Cantillon, Malthus, etc.). On considère que cette valeur tend vers un minimum en raison soit de la concurrence entre les travailleurs (l'offre de travail tendant à dépasser la demande), soit de l'opposition d'intérêts entre employeurs et employés, « Les ouvriers, dit Smith, désirent gagner le plus possible, les maîtres, donner le moins possible » (*Richesse des nations*, I, 8). Les uns et les autres tendent à s'organiser à cet effet. « Les maîtres sont en tout temps et partout dans une sorte de ligue tacite, mais constante et uniforme, pour ne pas élever les salaires au-dessus du taux actuel » *(ibid.)*. Il ajoute qu'il existe un taux minimum au-dessous duquel le salaire ne peut descendre, celui qui assure subsistance et reproduction. Du niveau habituel, considéré comme « valeur » ou « prix naturel » du travail, l'économie classique distingue en outre, comme pour toute autre marchandise, le prix de marché ou « prix courant » qui oscille autour du premier en fonction des variations momentanées de l'offre et de la demande. Ricardo insiste, après Torrens, sur le fait que ce niveau de subsistance est fort variable suivant les époques et les divers pays. En outre, il montre que les hausses de salaire entraînent immédiatement non la hausse des prix, mais la baisse des profits. Le courant socialiste s'appuiera largement sur ces vues pour demander l'abolition du salariat en tant que système économique reposant sur le « vol » et « l'exploitation » (Proudhon) du travailleur.

Dans ses écrits de 1843-1844 *(Um., Sit.)*, Engels reprend cette idée d'un prix naturel correspondant au minimum de subsistance. On la retrouve dans les *Manuscrits de 1844*, avec l'accent socialiste : « Le salaire est déterminé par la lutte ouverte entre capitaliste et ouvrier » (p. 5; MEW, *Erg.*, I, 471), qui est réduit à l' « indispensable » (p. 40; 474), aux « besoins vitaux les plus élémentaires » (p. 14; 478). Marx surtout fournit du rapport salarial lui-même une expression philosophique radicale : le travail salarié fait du travailleur une marchandise, il le dessaisit totalement de son produit qui, devenu capital, le domine, il est aliénation. Dans *Misère de la philosophie* (1847), *Arbeitslohn* (1847) et *Le Manifeste* (1848), on retrouve la définition du salaire par un minimum. *Travail salarié et capital* (1849) analyse le rapport d'achat/vente de la force de travail et souligne son caractère historiquement circonscrit.

En 1857-1858, la théorie de Marx connaît un important développement : la formulation de la théorie de la plus-value comme différence entre la valeur de la force de travail et la valeur qu'elle produit. Cela entraîne un remaniement terminologique : à « valeur du travail » (qu'on trouvera encore ça et là, mais seulement pour se conformer à l'usage), Marx substitue « valeur de la force de travail ». *Grundrisse* (1857) en fournit la raison : le travail n'a pas de valeur, il est « la source vivante de la valeur » (*Grund.*, I, 234; 203); ce qui est vendu par le travailleur, ce n'est pas le travail, mais la « disposition de son travail » (223; 193), sa « capacité de travail » (232; 201). L'analyse de Marx se précise à travers les *Manuscrits de 1861-1863* (cf. ES, 1979) et *de 1863-1866* (cf. *Chapitre inédit du Capital*), *Salaire, prix et profit* (1865) et *Le Capital*, le tout formant un ensemble assez homogène.

La « forme salaire ». — Marx montre que l'économie classique était tout près de parvenir à ce résultat puisqu'elle avait su aller des « prix de marché du travail », variables selon l'état de l'offre et de la demande, à ce qui constitue l'axe de ces variations, la valeur de subsistances nécessaires à l'ouvrier. « A son insu, elle changeait ainsi de terrain, en substituant à la valeur du travail, jusque-là l'objet apparent de ses recherches, la valeur de la force de travail, force qui n'existe que dans la personnalité du travailleur et se distingue de sa fonction, le travail, tout comme une machine se distingue de ses opérations » (K., ES, I, 2, 209; MEW, 23, 560-561).

L'économie politique demeure prisonnière de la conscience bourgeoise. En effet, l'expression « valeur du travail » est « une expression irrationnelle », mais non fortuite : elle a sa source « dans les rapports de production eux-mêmes » (p. 208; 559) où non seulement la valeur produite n'est jamais manifeste (puisque, comme le montre le livre III, les marchandises s'échangent à des prix de production différents de la valeur) mais où la limite entre travail payé et non payé demeure dissimulée par la forme du contrat qui établit apparemment un échange entre un certain salaire et un temps de travail déterminé et qui fait ainsi apparaître celui-ci comme intégralement payé.

Cette apparence demeure tant que la science ne vient pas mettre au jour, grâce à la théorie de la valeur, ce qui fait réellement l'objet d'échange et de paiement : la force de travail, dont le travailleur aliène la valeur d'usage et acquiert la valeur, qui correspond à son temps de production. Mais la pratique des agents du système en tant qu'échangistes appelle

cette « transformation de la valeur et du prix de la force de travail en la forme de salaire du travail, c'est-à-dire en valeur et prix du travail » (MEW, 23, 562).

Plus largement, cette représentation du salaire comme payant un service (le travail) s'appuie sur les modalités diverses du rapport salarial : variations de salaire en fonction du temps de travail, paiement après l'exécution du travail, différence de salaires selon les rendements individuels, etc. En même temps, elle inspire ces modalités, le meilleur exemple étant le salaire aux pièces, dont Marx montre qu'il n'est qu'une forme détournée du salaire au temps qui permet au capital d'intensifier et de mieux contrôler le travail.

La valeur de la force de travail. — « La valeur de la force de travail est formée de deux éléments dont l'un est purement physique et l'autre historique ou social. Sa *limite ultime* est déterminée par l'élément *physique*, c'est-à-dire que, pour subsister et se reproduire, pour prolonger son existence physique, il faut que la classe ouvrière reçoive les moyens de subsistance indispensables pour vivre et se mutiplier (...). Parallèlement à cet élément purement physiologique, la valeur du travail est déterminée dans chaque pays par un *standard de vie traditionnel*. Celui-ci ne consiste pas seulement dans l'existence physique, mais dans la satisfaction de certains besoins naissant des conditions sociales dans lesquelles les hommes vivent et ont été élevés » (SPP, 106).

Marx, on le voit, corrige ici certaines propositions de ses premiers écrits. La valeur de la force de travail n'est plus définie par un minimum, mais comme un « produit historique » (K., ES, I, 1, 174; MEW, 23, 185) correspondant à des « besoins sociaux qui se sont développés au cours de l'histoire et sont devenus une seconde nature » (K., ES, III, 3, 235; MEW, 25, 866). Mais elle *possède* un minimum : « La valeur de la force de travail atteint son minimum lorsqu'elle est réduite à la valeur de moyens de subsistance physiologiquement indispensables, c'est-à-dire à la valeur d'une somme de marchandises qui ne pourrait être moindre sans exposer la vie même du travailleur » (cf. K., ES, I, 1, 176; MEW, 23, 187). Ce « minimum vital » se situe, selon Marx, « au-dessous de la valeur normale de la force de travail » (K., ES, III, 3, 126; MEW, 25, 749). Il correspond à la limite en deçà de laquelle, celle-ci n'étant plus produite « en qualité normale » (cf. K., ES, I, 1, 176; MEW, 23, 187), la reproduction du système se pose en termes différents.

Cela ne veut pas dire que ce minimum constitue un plancher auquel tendrait le mode de production capitaliste. Celui-ci présente au contraire une tendance à faire baisser le prix non seulement au-dessous de la valeur normale (K., ES, I, 3, 40-41; MEW, 235, 626; K., III, 3, 237; MEW, 25, 868, etc.), mais aussi de la valeur minimale, comme en témoigne le paupérisme propre à ce type de société.

En même temps, Marx souligne, à partir de 1857, que l'accumulation du capital, créant de nouvelles branches, produit de nouveaux besoins et appelle un élargissement de la consommation. Ce qui ouvre la possibilité de l'élévation historique de la valeur de la force de travail et « une certaine participation au progrès de la richesse générale » (K 4, 3, 362).

Le prix de la force de travail ou salaire. — D'une façon plus générale, les rapports entre la valeur et le prix de la force de travail semblent d'abord

pouvoir se définir, comme pour toute autre marchandise, par la différence entre valeur et prix de marché, celui-ci présentant une oscillation autour de celle-là en fonction des fluctuations de l'offre et de la demande. En ce sens, Marx qualifie souvent la valeur de la force de travail : salaire « moyen » (SPP, 105), ou « salaire moyen régulateur » (K., ES, III, 3, 3, 235; MEW, 25, 866). En réalité, lorsque Marx analyse plus concrètement les mouvements de salaire, il devient manifeste que le renvoi au couple valeur/prix de marché en général n'est pas parfaitement adéquat. Aux yeux de Marx et d'Engels, la lutte syndicale a pour but d'empêcher que « le prix de la force de travail ne tombe au-dessous de sa valeur ». Lutte et organisation sont nécessaires du fait que l'ouvrier « pris isolément se voit imposer un bas salaire indépendamment du rapport général de l'offre et de la demande » (*Chapitre inédit*, p. 279). Ici, le couple prix/valeur de la force de travail manifeste, à l'encontre de toute interprétation fonctionnaliste ou économiste, que ces catégories sont celles d'une théorie de la *lutte* des classes : la valeur de la force de travail se modifie (dans des conditions déterminées de développement des forces productives) dans la lutte concernant son prix, lutte qui est fonction de la capacité de la classe ouvrière à dépasser l'isolement de ses membres, à se constituer comme force relativement unifiée.

Il reste que Marx ne parvient pas à la parfaite clarification des rapports entre valeur et prix de la force de travail, comme en témoignent notamment les divergences entre les versions allemande et française du livre I.

La hiérarchie des salaires. — Marx évoque à plusieurs reprises les différences de valeur entre forces de travail. « Sous le régime du salariat, la valeur de la force de travail se détermine comme celle de toute autre marchandise. Et comme les différentes sortes de travail sur des valeurs diffèrent, c'est-à-dire nécessitent pour leur production des quantités de travail différentes, elles *doivent* avoir des prix différents sur le marché du travail. Réclamer une rémunération égale ou même équitable sous le régime du salariat équivaut à réclamer la liberté sous le régime de l'esclavage » (SPP, 91). Dans la valeur de la force de travail du travailleur qualifié, Marx compte donc un supplément correspondant au coût social de leur formation (*Grund.*, I, 262; K., I, 2, 40; MEW, 23, 371; K., ES, III, 1, 302 et 310; MEW, 25, 303 et 310; K., ES, III, 2, 53-54; MEW, 25, 402-403; K 4, 2, 456; MEW, 26, 2, 386, etc.). Mais il ne pousse pas plus avant l'analyse. Et plusieurs difficultés sont apparues par la suite : comment calculer ces coûts ? Peut-on les référer à des forces de travail individuelles ? Faut-il privilégier les frais de formation parmi les autres facteurs différentiels concernant la production-reproduction de la force de travail ?

Le salariat. — La catégorie de valeur de la force de travail n'est pas propre au capitalisme : elle s'applique partout où la force de travail s'échange contre de l'argent et donc se reproduit à l'aide de marchandises qui déterminent sa valeur. Mais c'est dans la société bourgeoise où les rapports marchands sont pleinement développés qu'elle se généralise. Elle y vaut non seulement pour les employés du capital, mais pour tous les salariés du secteur public et privé.

Au-delà de la société capitaliste, la permanence de la notion de valeur de la force de travail se rattache à celle des rapports marchands en général, dont seule la disparition donnerait un contenu différent à la catégorie de salaire. Marx, dans sa *Critique du programme de Gotha* (1875), dessine certaines perspectives pour une première phase de la société communiste. « Il (le travailleur) reçoit de la société un bon, constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme. C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle » (p. 30-31 ; MEW, 10, 20). Le principe est donc : « A chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Pour qu'à ce système, où la répartition demeure inégale du fait de l'inégalité des capacités et des besoins individuels, puisse se substituer un système supérieur (« de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »), il faut aux yeux de Marx qu'un certain nombre de conditions soient remplies : disparition de « l'asservissante subordination des individus à la division du travail et avec elle de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel », transformation du travail en un « besoin vital », société d'abondance (p. 32 ; *ibid.*, 21).

● BIBLIOGRAPHIE. — MS 44, 5-20; MEW Erg. ², 471-483; MPh, 55-89; MEW 4, 77-105 : *Le salaire*, Pléiade, t. 2, 144-169; MEW 6, 535-556; MPC, § 2; MEW 4, 474-482; TSC, § 1, 3, 4; MEW 6, 397-416; *Grund.*, 1, 223-272; MEW Grundrisse, 192-238; MEGA, II, 3, 1, 44-47; K., 4, II, 252, 271; MEW 26, 2, 220-234; MEW 16, 129-152; K., 1, 170-179; MEW 23, 181-191; 188-225; MEW 23, 200-244; K., 2, 206-234; MEW 23, 557-588; K., 3, 54-151; MEW 23, 640-740; K., 6, 248; MEW 25, 245, 309-311; MEW 25, 311-313; K., 8, 234-244; MEW 25, 866-876; *Gloses*, 26-33; MEW 19, 17-22; AD, 229-253, 339-352; MEW 20, 182-210, 278-291. — MARX-ENGELS, *Le syndicalisme* (textes divers), Maspero (2 tomes). — C. BAUDELOT, R. ESTABLET, J. MALEMORT, *La petite bourgeoisie en France*, Maspero, 1974, 159-237; J. BIDET, *Que faire du Capital*, Klincksieck, 1985; Collectif, *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, t. 1, 254-328; M. DECAILLOT, E. PRETECEILLE, J. TERRAIL, *Besoins et modes de production*, ES, 1977, p. 166-233; P. GREVET, *Besoins populaires et financement public*, ES, 1976, 17-54; B. LAUTIER et R. TORTAJADA, *Ecole, force de travail et salariat*, PUG/Maspero, 1978, 77-117; MALTHUS, *Principes d'économie politique*, chap. IV; E. MANDEL, *Traité d'économie marxiste*, t. 1, 161-196, coll. « 10/18 »; P. NAVILLE, *Le nouveau Léviathan* (3 vol.), Anthropos; SISMONDI, *Nouveaux principes d'économie politique*, liv. II, chap. 5, liv. IV; A. SMITH, *La richesse des nations*, liv. I, chap. 8 et 10; RICARDO, *Principes de l'économie politique*, chap. V.

▶ CORRÉLATS. — Besoins, Distribution, Egalité, Exploitation, Force de travail, Paupérisme, Survaleur, Syndicats, Travail, Valeur.

J. B.

Samedis communistes

Al : *Kommunistische Subbotniks (Samstage)*. — An : *Communist Saturdays*. — R : *Subbotniki*.

Voir : Emulation, Komsomol.

Science

Al : *Wissenschaft*. — An : *Science*. — R : *Nauka*.

Le concept de science, ou, plus largement, la relation à la science, chez Marx et ses successeurs, s'inscrit dans divers champs dont les problématiques sont relativement indépendantes. L'un concerne la représentation de la science dans le marxisme ou, si l'on veut, son épistémologie, sa sociologie, ou, éventuellement, sa politique, qu'elles soient implicites ou patentes. L'autre, plus spécifiée, prend en considération la scientificité du marxisme lui-même. Dans les deux cas, afin d'éviter toute méprise, on aura présent à l'esprit que les acceptions de *science* sont assez différentes en français et en allemand. La *Wissenschaft* est plus vaste que *science* (héritière de l'*epistêmê* grecque); elle ne connote pas seulement les systèmes de connaissance, ou les disciplines répertoriées du type des mathématiques, de la physique ou de la biologie, ou même des sciences humaines, elle recouvre également les sens de savoir, de connaissance généralement prise, de méthode ou d'enseignement (ex. *Literaturwissenschaftler*).

Des trois rubriques que nous distinguons, les deux premières, plus spécialement, sont à ce point transversales à tant d'entrées du présent *Dictionnaire* que nous n'en esquisserons que les grandes lignes, en renvoyant aux articles concernés.

1 / La conception de la science. — A l'idée que Marx et Engels pouvaient se faire de la science de leur époque, une triple origine est assignable.

a) Les Lumières. — Le rationalisme français rencontre la tradition issue de la Renaissance et celle du protestantisme (cf. *Cridr.*, éd. Aubier, 83; MEW, 1, 386); l'*Aufklärung* allemande apporte une réflexion originale sur le droit (Kant), la nation (Fichte) et l'Etat (Hegel). Cette imprégnation très forte de la jeunesse de Marx aussi bien que d'Engels (cf. *Corr.*, 1; notamment L. de KM à son père, 10 nov. 1837; FE à F. Gräber, 8-9 avr. 1839), et commune à leurs contemporains de la Jeune Allemagne et de la gauche hégélienne se maintiendra jusque dans l'œuvre de la maturité. Elle gouverne constamment les thèmes de l'humanisme révolutionnaire, du progrès et de la modernité. En ce sens, si *Le Manifeste* est un texte représentatif de la pensée des Lumières, *Le Capital*, dans le dessein qui le sous-tend, ne l'est pas moins.

b) Le matérialisme. — Deux influences se conjuguent ici, celle des écrivains français du XVIIIe siècle, matérialistes (Diderot, Holbach, Helvétius, La Mettrie), sensualistes (Condillac), médecins (Cabanis) et idéologues (Destutt, Volney) et celle de l'anthropologie feuerbachienne, en large part la repensée de la précédente, dans le cadre de la critique de l'idéalisme allemand (cf. *Manifestes philosophiques*; et, pour la première, les exposés de SF, chap. VI; LF, II; AD, Introd., I, et Plekhanov, *Essais sur l'histoire du matérialisme, La conception matérialiste de l'histoire*).

c) La *Wissenschaft der Logik* (Science de la logique) de Hegel. — Chez ce dernier, « l'Idée, en tant que nature, est extérieure à elle-même », contradiction entre la nécessité d'une détermination rationnelle inhérente au concept et la contingence de propriétés concrètes données de façon

immédiate. « L'impuissance de la nature vient de ce qu'elle ne contient les déterminations conceptuelles que de façon abstraite et de ce qu'elle expose à une déterminabilité extérieure la réalisation du particulier » (*Encycl. des sciences philo. en abrégé*, § 250; trad. de Gandillac, Paris, NRF, 1970, p. 240-241). A cette thèse, FE fait subir un véritable retournement puisqu'il substitue à la *Wissenschaft der Logik* une *Wissenschaft der Natur*. L'annexion de la dialectique à la nature est la réponse au « crime » *(Verbrechen)* de Hegel — voir « la nature comme une manifestation de l'Idée éternelle dans l'aliénation » (DN, liasse « Sciences de la nat. », ES, p. 207; MEW, 20, 477). La *Logik* hégélienne est désormais convertie en dialectique *subjective* qui n'est plus que le reflet de la dialectique *objective*, ou le « règne dans la nature entière du mouvement par opposition des contraires » (*ibid.*, 213; 481).

Ces trois éléments vont s'imbriquer, en jouant les uns sur les autres, grâce à la relation privilégiée que KM et FE entretiennent avec les sciences de la nature, à partir des années 50 (cf. Introd. de J.-P. Lefebvre à Marx/Engels, *Lettres sur les sciences de la nat.*, Paris, ES, 1973). L'étendue de leur information, leurs connaissances, souvent de première main, la fréquentation de savants éminents témoignent d'une inlassable curiosité en matière d'astronomie, de physiologie, de géologie, de paléontologie, de géographie, de zoologie, d'anatomie, de botanique, de chimie, de cosmologie ou de médecine, pour ne rien dire de la passion et du talent de Marx en mathématiques (L. à FE, 28 janv. 1863; et ses manuscrits mathématiques, dont l'Introd., due à l'IML de Moscou, est reproduite dans M/E, *L. sur sc. de la nat.*, cit.). L'attention au nouveau est ici fondamentale. « On n'a pas idée des progrès réalisés dans les sciences de la nature au cours des trente dernières années », note FE, qui relève, pour la seule physiologie, le développement de la chimie organique, le microscope et la découverte de la cellule (L. à KM, 14 juill. 1858; Préf. de 1885 à AD), et met en avant ses célèbres « trois grandes découvertes » — de la transformation de l'énergie, de la cellule et de la théorie de l'évolution (cf. LF, IV, et DN, ES., p. 196 et s.; MEW 20, 467 et s.). La rencontre avec le darwinisme singulièrement impose le recours à Hegel. Ce double croisement est à l'origine d'un regain d'intérêt pour la *Naturphilosophie* (la DN est ainsi qualifiée par KM, L. à W. A. Freund, 21 janv. 1877; FE donne ce titre à 4 des chapitres de AD, I). Il existe une histoire *de* la nature et *dans* la nature, telle est l'idée-force aussi bien pour FE (L. à KM, 11-12 déc. 1859, et AD sur la *Théorie du Ciel* de Kant) que pour KM (L. à FE sur « la découverte de Hegel sur la loi de la brusque commutation du changement purement quantitatif en changement qualitatif, comme étant également vérifiée en histoire et dans les sc. nat. », 22 juin 1867; aussi au même, le 25 mars 1868). Non seulement Hegel n'est pas « un chien crevé » (KM à L. Kugelmann, 27 juin 1870), mais le passage par la théorie de l'Essence est d'obligation (L. de FE à F. A. Lange, 29 mars 1865; à KM du 21 sept. 1874), ainsi que le développement des « idées dialectiques » (L. de KM à L. Kugelmann, 6 mars 1868; le projet d'écrire un traité de dialectique, L. à J. Dietzgen, 9 mai 1868; FE à KM, 30 mai 1873). La cellule n'est-elle pas l' « Idée en soi hégélienne » (FE à KM, 14 juill. 1858) ?

D'où les luttes résolues contre les insuffisances et les mépris vis-à-vis de la philosophie, de la part d'un Dühring — qui avait donné, en 1865, une *natürliche Dialektik* contre Hegel, d'un Büchner (KM à FE, 14 nov. 1868

et 18 nov. 1868), qualifié « d'avorton » par rapport à Aristote (KM à L. Kugelmann, 5 déc. 1868), ou d'un Comte, jugé « lamentable » par rapport à Hegel (KM à FE, 7 juill. 1866 : « Et cette merde de positivisme est parue en 1832! »); tandis qu'à l'inverse, C. Schorlemmer, qui fait figure de symbole en tant que chimiste consacré et militant communiste, se voit félicité pour n'avoir pas dédaigné de se mettre à l'école de Hegel (FE, art. du *Vorwärts*, n° 153, 3 juill. 1892; MEW, 22, 314).

L'anticipation que l'industrie, comme « rapport historique réel de la nature, et par suite des sciences de la nature, avec l'homme » (M 44, ES, p. 95; *Erg.*, 1, 543) avait suggéré au jeune Marx, s'en trouve confortée. Il écrivait en effet : « L'histoire elle-même est une partie réelle de l'histoire de la nature, de la transformation de la nature en homme, les sciences de la nature comprendront plus tard aussi bien la science de l'homme, que la science de l'homme englobera les sciences de la nature : il n'y aura plus qu'une seule science (*ibid.*, 96; 544; cf. également le concept de *Durchsichselbstsein der Natur*, 62; 516). Le vieil Engels lui fera écho : « La nature et l'histoire sont les deux composantes qui nous font vivre et être ce que nous sommes » (L. à G. Lamplugh, 11 avr. 1893).

En attendant la réalisation de cette tendance, l'association de la nature et de l'histoire emporte des conséquences décisives. Si elle permet de jouer Hegel contre la philosophie des savants, elle fournit réciproquement autant d'armes nouvelles contre les spéculations métaphysiques et mystiques. La physiologie comparée met fin à « la surélévation idéaliste de l'homme au-dessus des autres bêtes » (FE à KM, 14 juill. 1858); la théorie des forces élimine « ces monstrueuses chimères métaphysico-physiques que sont la « chaleur latente » ou le « fluide électrique » » (KM à L. Philips, 17 août 1864); l'électricité viendra à bout de l'opposition ville-campagne (FE à E. Bernstein, 1er mars 1883); la physiologie entreprend déjà, contre « la doctrine absurde que les germes de la vie terrestre tombent tout faits de la lune », de créer des cellules artificielles (FE à P. Lavrov, 18 juin 1875); la médecine dresse un acte d'accusation contre la bourgeoisie (FE à KM, 27 août 1881); la synthèse de l'alizarine ne réfute-t-elle pas la chose en soi de Kant (LF, II) ? Les croyances religieuses et les assises de la religion sont elles-mêmes menacées de tous côtés. Les « premiers noms de la science en personne multiplient les conférences populaires extrêmement éclairées, véritablement progressistes et audacieuses », s'enthousiasme Jenny Marx (L. à J.-P. Becker, 29 janv. 1866). La technique et la science voient leurs rapports s'inverser. « Lorsque la société a un besoin technique, cela impulse plus la science que ne le feraient dix universités », écrit FE à Borgius (25 janv. 1894), et le même, devant l'accélération des découvertes, de confesser qu'il a dû « faire des excuses à l'ornithorynque » pour s'être gaussé de ce qu'un mammifère pouvait pondre (L. à C. Schmidt, 12 mars 1895). Enjeu encore plus considérable, qui porte toutes les analyses de AD, LF, DN : la science apporte la preuve enfin du matérialisme et en rénove complètement les fondements. A plus de quarante ans d'intervalle, FE consacre le premier bilan critique dressé dans l'IA : « Ce n'est pas de la faute de Feuerbach si la conception historique de la nature devenue désormais possible, qui élimine tout ce qu'il y avait d'unilatéral dans le matérialisme français, lui resta inaccessible » (LF, III, *in fine*). Quant à KM, il avait établi le sien dans une note fameuse du K. : « La technologie met à nu le mode d'action de l'homme

vis-à-vis de la nature, le procès de production de sa vie matérielle, et, par conséquent, l'origine des rapports sociaux et des conceptions intellectuelles qui en découlent (...). C'est là la seule méthode matérialiste, par conséquent scientifique. Pour le matérialisme abstrait des sciences de la nature, qui ne fait aucun cas du développement historique, ses défauts éclatent dans la manière de voir abstraite et idéologique de ses porte-parole, dès qu'ils se hasardent à faire un pas hors de leur spécialité » (I, 2, 59; MEW, 23, 392).

Ici également les tendances sont claires. La technologie et l'industrie sont révolutionnaires, par leurs objets (les révolutions qu'elles provoquent constamment) et par leur finalité (la révolution sociale). Le capital, entendons les rapports de production, a beau s'être subordonné, par la concurrence, les sciences de la nature, et avoir substitué aux rapports naturels des rapports d'argent (IA, MEW, 3, 60); les « peaux de serpents des contradictions religieuses » peuvent bien recouvrir encore « les contradictions scientifiques, critiques, humaines » (QJ, Aubier, 53; MEW, I, 349), ou l'introduction du machinisme se retourner contre les travailleurs, le développement de la science n'en demeure pas moins la « forme la plus fiable de la richesse, à la fois son produit et son producteur... mais le *développement de la science*, cette richesse à la fois idéelle et pratique, n'est qu'un côté, qu'une forme sous laquelle apparaît le *développement des forces productives humaines*, c'est-à-dire de la richesse » (*Grund.*, ES, II, 33; Dietz, 439). Ce thème de la science comme force productive, défini par FE dès ses *Umrisse* (trad. franç. apud *Marx, critique de l'économie politique*, UGE, 1972, p. 42 et 60; MEW, I, 509 et 524) sera constant dans toutes les œuvres postérieures. « Dans la société actuelle, affirmait déjà MPh, dans l'industrie basée sur les échanges individuels, l'anarchie de la production, qui est la source de tant de misère, est en même temps la source de tout progrès » (cf., entre autres exemples, « La législation de fabrique » dans le K.). Autrement dit, cette contradiction œuvre dans le bon sens, celui du souhait cartésien de se rendre maître et possesseur de la nature, celui des Lumières, celui aussi de la *Wissenschaft der Logik*.

Pourtant une telle conception de la science allait, commuée en véritable *Weltanschauung*, s'imposer durablement, et ses sources avec elle, à la tradition marxiste postérieure. Or, contrairement à une idée reçue, plus politico-éthique qu'historique, le paradoxe tient moins à sa production qu'à sa reconduction. S'il est vrai qu'Engels, à qui était revenue la charge des synthèses les plus ambitieuses, avec AD, LF et le matériau pour DN, n'avait pu se garder suffisamment ni des influences évolutionnistes ou positivistes des savants de l'époque, ni de l'entraînement dû à la totalisation hégélienne — autrement dit sauter par-dessus son temps, il ne l'est pas moins qu'il n'agissait pas en son seul nom, mais également au compte de Marx (cf. la *Corr.*), sous la contrainte des luttes d'idées du moment et du double objectif, difficilement maîtrisable en toutes ses conséquences, d'une défense et illustration de la rationalité scientifique classique et d'une exposition, autrement nouvelle, de la scientificité historique, dégagée par Marx et lui-même. L'enthousiasme qui le conduisait jusqu'à l'annexion des mathématiques aux processus naturels (cf. sur ce point les pertinentes remarques de G. Bataille et R. Queneau, lors de la publication d'AD, « La critique des fondements de la dialectique hégélienne », apud *La critique sociale*, mars 1932, rééd. aux Editions de la Différence, Paris, 1983),

ne l'a jamais amené à confondre les deux ordres de la nature et de l'histoire (cf. L. à F. A. Lange, 29 mars 1865, sur les lois naturelles et les lois économiques; ou la L. à P. Lavrov, 12-17 nov. 1875, sur la différence entre sociétés humaines et animales). K. Kautsky est assurément, à cet égard, plus près de Darwin que Marx ou Engels. C'est pourquoi lorsqu'on assure de la DN que « 90 % sont irrémédiablement imprégnés d'une *Naturphilosophie* naïve et romantique, contaminés par des thèmes grossièrement positivistes et évolutionnistes » (L. Colletti, *Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1975, p. 30), il s'agit moins d'un jugement sur l'œuvre de FE que de l'enregistrement de sa postérité intellectuelle. Car la lecture de FE, point de passage obligé, a été le départ d'une certaine idéologie de la science, de Plekhanov au Lénine de M et E (la théorie du reflet, en particulier) et à Staline. Cette idéologie, qui ne tarda pas à être dominante, est visible dans plusieurs phénomènes. La politique des Etats de type soviétique vis-à-vis de la science est à la fois triomphaliste, puisque la science s'approprie la nature (normes de productivité ou conquête de l'espace) et libère l'homme (taylorisation industrielle, plans quinquennaux, « loi » du développement harmonieux de l'économie, lutte en faveur de l'athéisme), et étroitement dirigiste (pavlovisme, lyssenkisme, anathème jeté sur la psychanalyse, la sociologie ou la linguistique). Ailleurs, en France notamment, à cause du vivace héritage du XVIIIe siècle, les thèmes privilégiés furent ceux de l'humanisme et du rationalisme. Significatifs, à cet égard, furent les écrits de G. Politzer (*Ecrits I, La philosophie et les mythes*, Paris, ES, 1969), la création, en 1939, de *La Pensée*, « revue du rationalisme moderne », ou la célébration de l'édition française de la DN, qualifiée d' « œuvre géniale » par G. Cogniot (cf. sa brochure de 1953, sous cet intitulé, aux ES) et de « Lénine philosophe et savant » (IIe Colloque de *La Pensée*, n° 57 de la revue, sept.-oct. 1954).

Dans la période contemporaine, semblable vision s'est heurtée à deux obstacles qui l'ont amenée à se rectifier profondément sinon à la frapper de caducité. Le premier tient à l'avènement de fait d'une nouvelle conscience scientifique (*epistémé* ou cosmologie) modelée par les « crises » successives de la physique et des mathématiques, les récents progrès de la biologie ou de la génétique, et le considérable développement des sciences dites de l'homme et de la société. La rationalité moderne a fait bon marché de l'optimisme classique; de constantes remises en question, de Dilthey à l'école de Francfort ou à Popper, entre autres, ont contraint l'épistémologie à intégrer les contradictions sociales et politiques elles-mêmes. C'est ainsi que les énormes besoins financiers de la recherche fondamentale, la course aux armements, les programmes spatiaux et militaires ont lourdement accru partout les contrôles étatiques. La croyance au progrès continu des forces productives, dont la science, n'est plus de mise. Ce second élément a provoqué de nombreuses discussions chez les marxistes, entre tenants de la position « gauchiste », selon laquelle la science serait fonction des rapports sociaux et donc subordonnée aux luttes de classes, et fidèles de l' « orthodoxie » maintenant l'idée que la science est une force immédiatement productive. Il ne fait guère de doute que, chez Marx, coexistent les deux directions. Celle de la « base », où le bouleversement matériel peut être constaté avec la rigueur des sciences naturelles (*naturwissenschaftlich* dit la Préf. de *Contrib.*), évoque la réduction

darwinienne de la société à la nature et induit la proposition stalinienne que la science de l'histoire « peut devenir aussi exacte que la biologie » (Matérialisme dialectique et matérialisme historique, apud *Histoire du PC(b) de l'URSS*, Paris, ES, 1949, chap. IV, p. 127; ou la « loi » encore « de correspondance des forces productives et des rapports de production »); celle de la « superstructure », le K., démontrant, à plusieurs reprises, l'action directe de la science sur les rapports sociaux, en particulier sur l'ouvrier (cf. l'exposé de G. Prestipino, Le scienze « naturali » e il metodo della scienze in generale, apud *Natura e società*, Roma, Ed. Riuniti, 1973, p. 201 et s.). Le rapport de la science à la production et aux classes s'accommode moins que jamais des tentations réductrices. Aux adeptes intransigeants de la science « prolétarienne », Bogdanov (*La science, l'art et la classe ouvrière*, Paris, Maspero, 1977), Lounatcharski, Boukharine, contre lesquels Lénine s'était déjà élevé (cf. le recueil *Culture et révolution culturelle*, Moscou, Ed. du Progrès, 1966, et *La portée du matérialisme militant*, O., 33), et leurs successeurs, on objectera avec K. Wittfogel : « Certains critiques marxistes, les « iconoclastes », ne sont guère embarrassés pour porter un jugement sur la science actuelle. Voix et geste tranchants, ils affirment : « Science bourgeoise! » Et, pour eux, ces deux mots règlent toute la question. Une telle méthode (si l'on peut dire!) travaille avec l'instrument des barbares. De Marx et de sa pensée dialectique, elle n'a pris hélas! que le nom. Le dialecticien sait qu'une culture n'est pas tout uniforme comme un boisseau de petits pois. Il sait que tout ordre social possède ses contradictions et qu'en son sein grandissent les germes de nouvelles époques sociales. Par conséquent, le dialecticien ne considère pas comme valeur inférieure et ne tient pas pour inutilisable, dans la société future, ce que les mains bourgeoises ont créé à l'époque de la bourgeoisie » (*La science dans la société bourgeoise*, cité par W. Reich, in *Matérialisme dialectique et psychanalyse*, Paris, Ed. de La Pensée molle, 1970, p. 4). Entre Marx et nous il y a quand même Hiroshima. Il est, d'autre part, certain que KM et FE ont proposé deux modèles concurrents de méthodologie scientifique, l'un, évolutionniste, qui a prévalu, l'autre, structural (à l'œuvre dans le K.), que l'actualité a retrouvé.

2 / La scientificité du marxisme. — Des contradictions analogues surgissent quand il s'agit de savoir à quel type de science appartient le marxisme ou quelle science il a instaurée ou restaurée. Débats et réponses n'ont pas manqué, motivés qu'ils étaient par le constat que les fondateurs n'avaient, nulle part, voulu ou pu nommer leur propre entreprise, mais seulement donné, ici et là, quelques indications pour ce faire. Leur intention, en tout cas, était parfaitement claire sur les deux points suivants :

a) La critique scientifique. — Dès l'IA, le projet est établi : opposer à la spéculation, symbolisée par l'hégélianisme et la philosophie allemande en général, la « science réelle, positive » *(wirkliche, positive W.)*, à partir de son véritable terrain, la vie, l'histoire réelle *(wirkliches Leben, Geschichte)*. L'exposition de la réalité signifie son congé à la philosophie, qui cesse d'exister de façon autonome (MEW, 3, 27; trad., ES, 1968, p. 51).

b) L'œuvre scientifique de Marx. — Que KM ait été un savant relève de l'évidence, mais quel statut attribuer à ses travaux? Dans l'allocution funèbre qu'il prononce pour son ami, en mars 1883, FE avance : « De

même que Darwin a découvert la loi de l'évolution de la nature organique, Marx a découvert la loi d'évolution de l'histoire humaine » (*Der Sozialdemokrat*, n° 13, 22 mars 1883). Dans la Préface qu'il rédige pour le liv. II du K., en 1885, il établit un parallèle entre Marx et Lavoisier. Le premier est à Ricardo et à Rodbertus ce qu'est le second à Priestley et à Scheele. La plus-value de l'un, comme l'oxygène de l'autre, deux découvertes qui ne sont pas de leur fait, remettent à l'endroit ce qui, avant eux, était à l'envers *(auf dem Kopf)*. Ils voient des problèmes où l'on proposait des solutions, ce qui conduisit Lavoisier à la reconsidération complète de la chimie et Marx à celle de toutes les catégories de l'économie politique (ES, II, 1, p. 20 et s.; MEW, 24, 21 et s.). Dans les deux cas : production d'un *objet* scientifique, de sa problématique et de sa terminologie, grâce à une « rupture épistémologique » (cf. L. Althusser, *Lire Le Capital*, Paris, Maspero, 1965, t. II, chap. VI).

Pour suggestives que soient ces comparaisons, elles n'en recèlent pas moins le danger, déjà repéré, d'une identification nature/histoire ou société (la société, étudiée « comme un processus d'histoire naturelle », qui se rencontre chez Lénine, aussi bien dans AP, O., I, 157, que dans E et R, O., 25, 459, vient de KM), et le doute quant à la qualification exacte du travail de KM. Les usages que KM et FE font de la notion de « loi » les corroborent. Pour FE, KM a bien découvert une « loi fondamentale »; il répète, dans la Préf. de 1885 au 18 B l'affirmation qui ouvrait le MPC (« l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire des luttes de classes ») et qu'il ne rectifiera qu'en 1888, à la suite des plus récents travaux d'anthropologie. Il se crédite lui-même de l'énoncé d'une « loi naturelle universelle du mouvement » (L. à KM, 23 nov. 1882; pour le détail, cf. DN, « La mesure du mouvement. Le Travail »). Pour Marx, les choses sont quelque peu différentes, puisque les lois dégagées par le K. n'ont de valeur que pour la seule structure de la société bourgeoise (ou MPC), encore sont-elles tendancielles. FE le sait bien qui prend soin de faire le départ entre « lois historiques », limitées à tels rapports sociaux, et « lois éternelles de la nature », tout en tenant qu'il existe des lois rendant compte « plus ou moins valablement de toute l'histoire antérieure » et communes « à toutes les situations sociales reposant sur une domination et une exploitation de classe » (L. à F. A. Lange, 29 mars 1865). Une ambiguïté demeure donc, mais les définitions de la dialectique comme « science de la connexion universelle » ou « science des lois les plus générales de la nature, de l'histoire et de la pensée » (AD, à propos de la « négation de la négation », chap. XIII *in fine* et DN, « La dialectique ») la rendront quasiment imperceptible.

On comprend aisément que l'histoire entière du marxisme est impliquée dans cette *crux caminorum* et qu'il ne saurait être question de la retracer ici. On peut cependant proposer quelques grandes lignes problématiques, dont l'enjeu serait la localisation de l'adjectif « scientifique », autour de trois courants, traversés eux-mêmes par une double tendance, dogmatique et critique.

— Le courant économique : Voir, dans le marxisme, une doctrine économique, ou, mieux, le passage de l'économie politique à la science s'est très tôt imposé, notamment comme la position officielle défendue par Kautsky, dans la *Neue Zeit*, également par C. Schmidt ou Bernstein, non sans justifications chez Marx. Partant, l'économisme a dominé la IIe Inter-

nationale, réduisant à néant les explications du vieil Engels sur l'emploi de la détermination de « dernière instance ». Une telle interprétation tombe toutefois sous le coup et de la distinction opérée par KM, dès MPH, entre l'économie politique comme science de la bourgeoisie (cf. également L. à FE, 27 juin 1867) et le communisme, comme science du prolétariat (ES, p. 100, nouv. éd., p. 133; MEW, 4, 143), et de ce fait massif que toute l'œuvre de Marx se désigne comme « *critique* de l'économie politique » et suppose donc un changement de terrain, déjà interprété par Engels comme le traitement de l'économie en tant que « science historique » (AD, ES, p. 179; MEW, 20, 136; et Lénine, AP).

— Le courant historique : Il refuse à la fois la considération du marxisme comme philosophie de l'histoire et sa réduction à l'économie. B. Croce, bon lecteur de Labriola, s'en fait l'écho, évoquant, non sans pertinence, la *scienza nuova* de J.-B. Vico (*Matérialisme historique et économie marxiste*, trad. A. Bonnet, Paris, Giard & Brière, 1901, p. 5, 93 et s., 189). Le même Labriola, privilégiant délibérément le matérialisme historique, « philosophie de la praxis », assurait qu'il avait réussi à *storicizzare la natura fisica* (Discorrendo di socialismo e di filosofia, apud *La concezione materialistica delle storia*, a cura di E. Garin, Bari, Laterza, 1965, p. 216-217). Il écrivait : « La politique de Marx fut comme la pratique de son matérialisme historique et sa philosophie fut comme inhérente à sa critique de l'économie politique, laquelle fut sa manière de traiter l'histoire » (*ibid.*, p. 227). L'historicisme est né de cette lecture. Il a notamment fourni à Gramsci les arguments qu'il utilise contre Boukharine (cf. *La théorie du matérialisme historique. Manuel populaire de sociologie marxiste*, Paris, Anthropos, 1967, chap. I), faisant du marxisme une science de la société, une sociologie. Au causalisme de ce dernier et à sa conception de la science, empruntée à la physique, il oppose l' « historicisation concrète de la philosophie et son identification avec l'histoire » (*Textes*, Ed. A. Tosel, Paris, ES, 1983, p. 180; cf. aussi 164, 178-182, 190, 209).

— Le courant philosophique : Il est plus complexe que les précédents, qu'il croise à maintes reprises. S'efforçant de penser, sous le rapport philosophie/science, la révolution théorique opérée par Marx, il a constitué à peu près autant de figures que le marxisme compte de théoriciens. Quant à sa problématique, on en mesurera la considérable difficulté en disant qu'elle ne consistait en rien de moins qu'à faire tenir ensemble nature et société, dialectique et matérialisme, théorie et pratique. Il était donc, d'emblée, inévitable que les termes de ces couples reçussent des traitements inégaux. C'est ainsi que l'histoire de la pensée marxiste pourrait se déchiffrer comme un phénomène de balancement entre Hegel et Feuerbach : le déficit de la dialectique ou de l'histoire est le prix à payer pour l'assurance du matérialisme et inversement. Lénine l'avait parfaitement relevé : « Partis de Feuerbach et mûris dans la lutte contre les rapetasseurs, il est naturel que Marx et Engels se soient attachés surtout à parachever la philosophie matérialiste, c'est-à-dire la conception matérialiste de l'histoire, et non la gnoséologie matérialiste. Par suite, dans leurs œuvres traitant du matérialisme dialectique, ils insistèrent bien plus sur le côté *dialectique* que sur le côté *matérialiste*; traitant du matérialisme historique, ils insistèrent bien plus sur le côté *historique* que sur le côté *matérialiste* » (M et E, O., 14, 353). Dialectique de la nature *ou* philosophie sociale ? Théoricisme, coupé des masses *ou* praticisme voué à la conjoncture et à ses rapports

de force ? Gnoséologie *ou* sociologie ? Science politique *ou* ontologie ? K. ou AD ? Jeune Marx *ou* vieil Engels ?...

L'expression de « philosophie scientifique » apparut très tôt comme la réponse à ces apories, en ce qu'elle enregistrait, au moins dans les mots, une durable leçon. D'une part, la critique de la philosophie, conduite par KM, faisait descendre cette dernière du ciel sur la terre et la réconciliait avec l'histoire. Se trouvaient, dans le même mouvement, réalisé le vœu kantien d'une révolution copernicienne, validée l'entreprise hégélienne de la *Wissenschaft der Logik* et ouverte la voie à la transformation du monde. A peine prononcée, la mort de la philosophie provoquait sa réhabilitation et attribuait à son universalité totalisante un statut jusqu'ici inconnu. L'adjonction de « scientifique », d'autre part, sanctionnait un « renversement » tel qu'il assurait enfin à la philosophie la fonction d'énoncer « les lois les plus générales », soit d'être « science des sciences ». On se trouvait cependant, avec l'expression de « philosophie scientifique », devant un monstre logique qui posait le problème plus qu'il ne le résolvait, menacé qu'il était constamment d'éclater entre ses deux composants ou de faire éclater la contradiction entre eux qu'il prétendait dépasser. L'heure de la philosophie « comme science rigoureuse » (Husserl) avait-elle sonné ou bien celle de la science philosophique ou des sciences philosophiques qui gouverneraient l'histoire, l'économie, la société, etc. ? Et qu'en est-il de cette scientificité-là ? On peut ramener à trois les types d'interprétation qui se firent jour.

— Selon le premier, modéré, la philosophie scientifique proposerait moins une science que des « canons pour la science » (cf. B. Croce, *Un canon d'interprétation historique*, ouvr. cité, IIIe Essai, p. 128; repris par C. Luporini, Canon d'interprétation critico-scientifique, *Dialettica e materialismo*, Roma, Ed. Riuniti, 1970, p. 366).

— Selon le second, programmatique, il s'agirait d'un dépassement de l'opposition science/philosophie. C'est l'idée de Labriola, qui n'accepte que sous cette réserve le caractère « risiblement baroque » de la formule « philo-scientif. » (*Discorrendo...*, ouvr. cité, p. 227). A. Gramsci y revient, à son tour, quand il rejette la scission science/philosophie et suggère l'idée d'une « philosophie intégrale », dont la dialectique serait le centre (*Materialismo storico*, p. 132; *Quadèrni del carcere*, § 22; *Textes*, p. 179; cf. P. Rossi, A. Gramsci sulla scienza moderna, apud *Critica marxista*, n° 2, 1976). H. Lefebvre, de son côté, a proposé une « métaphilosophie » (Paris, Ed. de Minuit, 1965) et les vocables de « historicisme absolu », de « philosophie de la praxis », de « nouvelle pratique » ou de « recommencement » de la philosophie, de « Théorie » sont allés dans le même sens.

— Le troisième type accepte, quant à lui, la distinction science/philosophie, qu'il imposera dès la fin des années 30. Le marxisme se structure en deux disciplines : le matérialisme dialectique — sa philosophie, le matérialisme historique — sa science —, la seconde subsumée sous la première, comme l' « extension » à l'histoire d'une légalité universelle, elle-même « scientifique ». Une logique interne est de la sorte poussée à ses extrêmes. Qui dit « science », dit « lois », donc prévision, donc enseignement; et le Parti en est le maître, puisque « le matérialisme dialectique est la théorie générale du Parti marxiste-léniniste » (*Mat. dial. et mat. hist.*, ouvr. cité, début). Les contradictions, les incertitudes et les difficultés, intrinsèques aux œuvres de KM et FE, sont définitivement écartées. Non

seulement rien n'échappe à la systématisation, mais il n'y a plus rien en dehors du système, lequel prononce jusqu'à sa propre clôture, en se déclarant « achevé ». La porte de l'interprétation est ainsi fermée. Il ne subsistera plus que le travail de la glose, indéfiniment repris. Quant à cette science qu'il fallait « élaborer dans tous ses détails » (FE, AD, p. 56), dont Marx et Engels n'avaient posé que « les pierres angulaires » (Lénine, O., 4, 218), qui n'était qu' « adolescente » (Gramsci, *ibid.*, *Textes*, 178), elle ne se contente pas d'infirmer son propre concept, elle prend, par un paradoxe inouï, comme éponymes, ceux-là mêmes qui avaient mis en garde contre sa dénaturation : Engels (« Un système de connaissances de la nature et de l'histoire embrassant tout et arrêté une fois pour toutes est en contradiction avec les lois fondamentales de la dialectique », *ibid.*) et Lénine (« Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible... », *ibid.*).

C'est donc bien le concept lui-même de philosophie, scientifique ou non, qui apparaît comme inassignable dans le marxisme, et sans doute introuvable. Qu'en conviennent ou pas les arrière-gardes du diamat, revu et corrigé, on ne verra pas un effet du hasard, mais le résultat d'une longue expérience, dans le fait que c'est du côté de l'histoire qu'est de plus en plus recherchée et illustrée la scientificité engagée par Marx.

3 / Le socialisme scientifique. — Avec cette expression *(wissenschaftlicher Sozialismus)*, nous nous trouvons sur un sol plus assuré, KM et FE l'ayant eux-mêmes adoptée et rendue familière. Elle connote le passage du socialisme de l'utopie à la science. Engels lui a consacré, sous ce titre, une brochure particulière (1883, *Die Entwicklung des S. von der Utopie zur W.*, réunion de 3 chapitres de AD, I, 1, et III, 1 et 2; P. Lafargue en avait donné une traduction française, en 1880, dans les nos 3, 4, 5 de la *Revue socialiste*, *Socialisme scientifique et socialisme utopique*; cf. L. de FE à P. Lafargue, 4 mai 1880; introd. de FE à éd. angl., 20 avr. 1892, MEW, 22, 210).

Le socialisme « moderne », selon FE, se souvenant pour la circonstance de la « Bataille critique contre le matérialisme français » (SF), s'inscrit dans le courant de la philosophie des Lumières, dont, ajoute-t-il, sont proches les « trois grands utopistes » — Saint-Simon, Fourier et Owen (AD, I, 1). Il soulignait, peu auparavant, que le socialisme allemand — « le seul scientifique », avait été rendu possible à la fois par la tradition théorique allemande, notamment Hegel, et l'influence des penseurs utopiques (Préf. de 1874 à la rééd. de GP). Malgré leurs « germes d'idées de génie », les utopistes, superbement ignorés de Dühring, ne pouvaient dépasser l'immaturité des conditions de leur époque (AD, III, 1; MPC, III, 3), c'est-à-dire « placer le socialisme sur un terrain réel » (AD, I, 1), d'en faire le « produit nécessaire de la lutte de deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat » *(ibid.)*. Ils sont à Marx ce que l'alchimie est à la chimie, nécessaires et insuffisants (*ibid.*, III, 1). Deux découvertes, à une nouvelle étape du développement économique, ont permis à Marx de changer de terrain : la conception matérialiste de l'histoire et la révélation du mystère de la production capitaliste, grâce à la plus-value (AD, I, 1, *in fine*). C'est donc de l'économie, et non de la philosophie (AD, III, 2, *initio*), ou plutôt de sa critique, qu'est issu le socialisme scientifique, « reflet dans la pensée de ce conflit [entre rapports de prod. et forces prod.], sa

réflexion, sous forme d'idées, tout d'abord dans les cerveaux de la classe qui en souffre directement, la classe ouvrière » *(ibid.)*. Le K., en ce sens, par la conversion de l'économie politique en « science positive » (L. de KM à FE, 10 oct. 1868; MEW, 32, 181), a assuré la scientificité du socialisme et permis de le rendre populaire : « Des essais *scientifiques* ne peuvent jamais être populaires. Mais, une fois la base scientifique posée, il est facile de les rendre accessibles à un public populaire » (KM à L. Kugelmann, 28 déc. 1862; MEW, 30, 640). Ce à quoi FE s'emploiera : « Le socialisme, depuis qu'il est devenu une science, veut être pratiqué comme une science, c'est-à-dire étudié » (Préf. cit. à GP). D'où l'intérêt de l'élaboration de son programme, centré sur l'appropriation des moyens de production par la classe ouvrière (Préf. de 1895 à LCF, *initio*), donc sur la conquête du pouvoir d'Etat (AD, III, 2), dont la Commune de Paris a démontré la nécessité. Une telle leçon, dans le cadre des luttes de l'époque de la social-démocratie contre les bakouninistes, convie FE à retrouver les meilleurs accents de l'IA traitant du communisme ou de *Contrib.* (Introd.) annonçant la fin de la « préhistoire », quand il écrit qu'avec la fin de l'anarchie de la production « pour la première fois, l'homme se sépare, dans un certain sens définitivement du règne animal, passe de conditions animales d'existence à des conditions réellement humaines » (AD, III, 2). Le socialisme scientifique, « expression théorique du mouvement prolétarien » *(ibid.)* garantit aux hommes la possibilité de faire consciemment leur propre histoire.

C'est Lénine qui développera cette thématique avec la plus grande ampleur, aussi bien en ce qui concerne ses origines (cf. AP, O., I, 173; *Notre Programme*, O., 4, 217; *Les trois sources...*, O., 19, 13 et s.) que la théorie du Parti, de la transition révolutionnaire ou de la dictature du prolétariat, au point qu'après la révolution de 1917, l'expression « communisme scientifique » prévaudra sur celle de « socialisme scientifique ». On peut en effet penser qu'elle est plus adéquate à son objet et aux pratiques du mouvement ouvrier, dans la ligne du MPC (« socialisme et communisme critico-utopiques »; cf. également Préf. de FE, mai 1890 : « Le socialisme en 1847 signifiait un mouvement bourgeois, le communisme un mouvement ouvrier »), et de la thèse des deux phases du mode de production, socialiste et communiste *(Gloses)*.

On notera que la volonté de conférer au socialisme (ou au communisme) le caractère « scientifique » est antérieure au marxisme. L'idée est dans l'air du temps et on la trouve chez nombre de prédécesseurs de KM et FE, concomitante des espoirs de positivité nés de la révolution industrielle. L'encyclopédisme de Saint-Simon et de son école en appelait à une « science de l'homme » et à un « gouvernement des savants ». Auguste Comte attendait du traitement des faits sociaux et moraux, sur le modèle des mathématiques, l'avènement d'une « politique scientifique » et voyait dans la sociologie « la science des sciences » (cf. *Cours de philosophie positive*, 60e leçon, t. VI, Paris, Schleicher fr., Paris, 1908; *Discours sur l'esprit positif*, t. II, Ire partie, *in fine*, Paris, Garnier, 1949; A. Kremer-Marietti, *Le concept de science positive*, Paris, Klincksieck, 1983). Ch. Fourier se défendait d'être un utopiste; se réclamant de Descartes, de Newton et de Condillac, il était convaincu d'ouvrir à la science, grâce à ses « séries », le champ social et politique; il proclamait, en s'inspirant de la méthodologie de la physique, la révolution scientifique de la société (*Théorie des quatre*

mouvements, 1re éd., Lyon, 1808). P.-J. Proudhon était littéralement obsédé par le souci de fonder une science universelle (son « côté faible » ironisera KM; NGRh, nº 66, 5 août 1848). Il envisageait, dès ses premiers écrits, de transformer la philosophie traditionnelle en « une science exacte » (L de candidature à la pension Suard, 31 mai 1838, apud *Corr.*, t. I, L. 7, Paris, Lacroix éd., 1875). Il voyait, dans l'Egalité, la loi « suprême »; il affirmait que « la politique est une science » et allait même jusqu'à annoncer le triomphe de la « souveraineté de la raison dans un socialisme scientifique » (*Qu'est-ce que la propriété?*, Paris, Garnier-Flammarion, 1966, p. 300). Des ambitions analogues seraient repérées sans mal chez un Owen ou un Pierre Leroux.

Or, de cette source également, KM et FE sont les héritiers, point les contempteurs, malgré ce qu'en a assuré la tradition kautskyste-stalinienne, avant tout soucieuse de strictement séparer science et utopie (le *Petit Dictionnaire philosophique* de Ioudine et Rosenthal, Moscou, 1955, à l'art. « Communisme scientifique », affirme que « les socialistes occidentaux ont dû longtemps errer à l'aveuglette dans les déserts du socialisme utopique »), afin de confier au Parti le monopole de la vérité et de la transmission des dogmes (écoles et manuels). Il en allait différemment chez Engels, louant les grands utopistes; chez Marx, repoussant l'idée de Bakounine d'un « socialisme érudit » et précisant que « socialisme scientifique » n'avait été usité qu'en « opposition au socialisme utopique qui veut inspirer au peuple de nouvelles chimères » (MEW, 18, 635-66); chez Labriola, exprimant sa défiance vis-à-vis de l'expression (*Discorrendo...*, éd. citée, p. 196); chez Lénine, n'admettant la « fusion » de la science et du prolétariat qu'à titre propédeutique; enfin, plus près de nous, chez E. Bloch, réintégrant résolument dans la « science marxiste » les puissances de l'utopie. Du catastrophisme de la théorie des crises et de l'effondrement au volontarisme dictant ses lois à la société socialiste, une certaine conception de la scientificité n'est parvenue qu'à éliminer de l'histoire ses principaux acteurs — les masses, les travailleurs ou le prolétariat.

REMARQUE. — Il n'est pas douteux que, inspirées de leur contexte culturel, deux convictions ont joué, chez Marx et Engels, un rôle décisif. La première est attachée au constat de l'essor immense, accompli sous leurs yeux, des sciences positives et, avant tout, des possibilités sans précédent qu'elles offraient de transformation des conditions de l'existence, du milieu naturel, de la production et de l'homme lui-même; de là, leur attention passionnée pour les découvertes et les expériences, en particulier, des sciences de la nature, pour la technologie, pour l'industrie et leurs applications pratiques. C'est le rêve de Prométhée, premier héros de Marx, qui touche terre. La seconde est issue précisément de la critique de l'économie politique, en ce qu'elle ne permet pas seulement d'établir les conditions de possibilité d'une analyse, « aussi rigoureuse que celle des sciences naturelles », de la structure de la société moderne, mais également d'envisager leur dépassement de façon radicale, autrement dit la libération des hommes des rapports d'exploitation (d'aliénation) multiséculaires qui pèsent sur eux. C'est l'aube des temps nouveaux, lyriquement saluée par le tout jeune Engels (L. à F. Gräber, 8-9 avr. 1839).

Ces deux convictions entrent en confluence : nature et histoire ne sont plus séparées, l'histoire a une nature et la nature une histoire. La

conscience d'une totalisation du savoir, qui reconnaît sa dette envers Hegel, est à l'horizon. Elle sera matérialiste. Un énorme obstacle toutefois reste à lever : il faut dirimer la contradiction, plus patente que jamais, entre les promesses dont les sciences sont porteuses et la société qui persiste à les incarcérer. La lutte du potentiel contre le réel doit être engagée, au nom de ce dernier. La théorie, qui vaut moins qu'elle (KM à FE, 14 nov. 1868; Lénine, O., 24, 35 et 32, 23), doit se faire pratique. « Le dernier mot de la science sociale sera toujours, écrit Marx en terminant MPh sur une citation de G. Sand, « le combat ou la mort, la lutte sanguinaire ou le néant »; et Lénine entame sa carrière sur ces mots : « Pour Marx, la tâche expresse de la science est de donner la vraie parole de la lutte » (O., 1, 356). La méthode va de soi : soustraire la science au contrôle du capital et dresser la connaissance, enfin fondée, de celui-là, contre lui. Ce que FE résume remarquablement : « La science, pour Marx, était une force historique en mouvement, une force révolutionnaire » (*Der Sozialdemokrat*, n° 13, 22 mars 1883). La tradition postérieure n'oubliera pas ces enseignements. La circulation de l'adjectif « scientifique », déjà à l'œuvre chez les fondateurs, concernera, tour à tour ou à la fois, la philosophie, l'économie, l'histoire, le socialisme, la politique et... l'idéologie elle-même (Lénine : « l'idéologie *scientifique* »), engendrant, ici et là, au rythme du durcissement des tendances présentes, explicitement ou implicitement, dans tel ou tel ouvrage — de l'IA à *Orfa.* ou DN —, divers courants, aussi unilatéraux que concurrents — évolutionnisme, scientisme, historicisme, sociologisme, etc. C'est ainsi que la péripétie majeure de cette histoire, la dogmatisation, reprise des sciences positives, contre la dialectique historique, n'a peut-être pas épuisé toutes ses figures.

Il s'agissait pourtant de penser la nouveauté d'une révolution théorique. Or, elle demeure inscrite, actuellement, dans des contextes profondément changés, qu'ils soient économiques, sociaux, politiques ou épistémologiques, traversés évidemment de luttes de classes et scandés par des rapports de force nationaux et internationaux, renouvelés eux-mêmes, au sein de ces associations originaires qui maintiennent leur défi — théorie et pratique, science et esprit de parti, philosophie et prolétariat; ou, comme l'avançait déjà la SF « révolution, matérialisme, socialisme et communisme » (MEW, 2, 144; trad. ES, 163). L'inouï est encore désigné par le compliment que J. Dietzgen adresse à Marx : « Vous avez bien mérité de la science et tout particulièrement de la classe ouvrière » (L. du 20 oct. 1867, apud LK, Paris, ES, 1971, p. 77); et par la définition de Kautsky, qui, paradoxalement, compte tenu des positions de son auteur, le serre au plus près : « Le socialisme marxiste n'est au fond rien d'autre que la science de l'histoire à partir du point de vue du prolétariat » (*Die historische Leistung von Karl Marx*, Stuttgart, 1908, p. 30). « Au fond », ce programme.

• BIBLIOGRAPHIE (N.B. : complémentaire de celles des corrélats). — L. ALTHUSSER, *Philosophie et philosophie spontanée des savants*, Paris, Maspero, 1967; J. D. BERNAL, *The social function of science*, London, 1939; E. BLOCH, *Le principe Espérance*, trad. franç., Paris, Gallimard, 2 vol., 1976 et 1982; ID., *Geist der Utopie*, Frankfurt, Suhrkamp, 1973; G. CANGUILHEM, *Idéologie et rationalité dans l'histoire des sciences de la vie*, Paris, Vrin, 1977; D. CAUTE, *Le communisme et les intellectuels français, 1914-1966*, Paris, Gallimard, 1967; P. CAZELLE, *Mathématiques et matérialisme dialectique*, Paris, Ed. de la Nouvelle Critique, 1971; CERM, Coll., *Lénine et la pratique scientifique*, Paris, ES, 1974; M. CERUTI, Il materialismo dialettico e la scienza negli anni 30, apud *Storia del marxismo*, Torino, Einaudi, t. 3**, 1981, p. 493 et s.;

L. COLLETTI, *Ideologia e società*, Bari, Laterza, 1969 (trad. *De Rousseau à Lénine*, Paris, Londres, New York, Gordon & Breach, 1972); ID., *Le déclin du marxisme*, Paris, PUF, 1984; M. CORNFORTH, *Science versus idealism*, London, Lawrence & Wishart, 1955; J. T. DESANTI, *La philosophie silencieuse*, Paris, Seuil, 1975; Kh. FATALIEV, *Le matérialisme dialectique et les sciences de la nature*, Moscou, Ed. du Progrès, s.d.; F. FIEDLER et H. SEIDEL, Der Marxsche Wissenschaftsbegriff..., apud DZPh, Berlin, Sonderheft, 1968; E. FIORANI, *FE e il materialismo dialettico*, Milano, 1971; GEYMONAT *et al.*, *Attualità del materialismo dialettico*, Roma, Ed. Riuniti, 1974; ID., *Scienza e realismo*, Milano, Feltrinelli, 1977; GRAPPIN (s. la dir. de), *L'Allemagne des Lumières*, Paris, Didier, 1982; F. GREGORY, *Scientific materialism in Nineteenth century Germany*, Dordrecht/Hingham, D. Reidel pub., 1977; J. HABERMAS, *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Gallimard, 1973; J. B. S. HALDANE, *The marxist philosophy and the science*, London, 1938; M. HOLM, H. J. SANDKÜHLER (éd.), *Die Teilung der Vernunft*, Cologne, Studien zur Dialektik, 1982; D. JORAVSKY, *Soviet marxism and natural science, 1917-1931*, New York, 1961; T. S. KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Seuil, 1970; G. LABICA, *Le marxisme-léninisme*, Paris, B. Huisman éd., 1984; M. LAGUEUX, Grandeur et misère du socialisme scientifique, apud *Philosophiques*, vol. X, n° 2, oct. 1983, Montréal; J. M. LEGAY, *Qui a peur de la science?*, Paris, ES, 1981; J. M. LÉVY-LEBLOND et A. JAUBERT, *(Auto)-critique de la science*, Paris, Seuil, 1975; S. E. LIEDMAN, *La philosophie d'Engels et les sciences au XIXe siècle*, en anglais, 2 vol., Lund, Bo Cavefors, Borkförlog, 1977; G. LUKÁCS, *La destruction de la raison*, Paris, L'Arche éd., 1958; Lumières et anti-Lumières, *Raison présente*, n° 67, 1983; MARX et ENGELS, *Lettres sur Le Capital*, Paris, ES, 1964; MEW, 20, Vorwort de l'IML (AD, DN), Berlin, Dietz Verlag, 1972; J. MONOD, *Le hasard et la nécessité*, Paris, Seuil, 1970; A. PANNEKOEK, *Lenin as philosopher*, London, Merlin Press, 1975; *Philosophisches Wörterbuch*, Herausgeber G. KLAUS, M. BUHR, t. II, Leipzig, VEB, 1976, art. « Natur », « Naturwissenschaften », « Sozialismus und Kommunismus », « Wissenschaft »; M. PRENANT, *Biologie et marxisme*, Paris, Hier et Aujourd'hui, 1948; ROSENTAHL/IOUDINE, *Petit Dictionnaire philosophique*, Moscou, 1955, art. « Philosophie », « Science »; *Sachregister MEW*, Köln, Pahl-Rugenstein Verlag, 1983, Introd. de l'éd., art. « Kommunismus (wissenschaftlicher) », « Naturwissenschaft », « Sozialismus (wissens.) », « Wissenschaft »; M. SACTISTÁN, El trabajo cientifico de Marx y su noción de ciencia, in *Dialectica*, n° 14-15, déc. 1983; G. SIMON, Actualité et vieillissement du marxisme, apud *Actualité du marxisme*, Paris, Anthropos, 1982; G. THERBORN, *Science, class and society*, New left books, 1976; P. THUILLIER, *Jeux et enjeux de la science*, Paris, R. Laffont, 1972; P. TORT, *La pensée hiérarchique et l'évolution*, Paris, Aubier, 1983; A. TOSEL, Le matérialisme dialectique entre les sciences de la nature et la science de l'histoire, apud *La Pensée*, n° 201, oct. 1978; *Wörterbuch des wissenschaftlichen Kommunismus*, Berlin, Dietz Verlag, 1982; P. VRANICKI, *Storia del marxismo*, t. II, Roma, Ed. Riuniti, 2e éd., 1973, p. 430 et s.; J. VUILLEMIN, *Physique et métaphysique kantiennes* (ch. IV sur FE), Paris, PUF, 1955; M. WEBER, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959; ID., *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965; R. ZAPATA, *Luttes philosophiques en URSS, 1922-1931*, Paris, PUF, 1983.

▶ CORRÉLATS. — Plus d'une centaine sont expressément mentionnés dans le corps de l'entrée; certains noms d'auteurs sont à renvoyer aux articles qui les concernent (ex. Saint-Simon : « Saint-simonisme »).

G. L.

Science bourgeoise / Science prolétarienne

Al : *Bürgerliche/proletarische Wissenschaft*. — An : *Bourgeois/proletarian Science*. — R : *Buržuaznaja/proletarskaja nauka*.

Ce couple évoque immédiatement ce qui semble bien être l'une des aberrations idéologiques majeures du stalinisme, l'un des avatars les plus ridicules du Dia-Mat. Il paraît surgir en France à l'occasion de l'affaire Lyssenko, à la fois pour fonder philosophiquement l'offensive menée contre la « génétique bourgeoise », et pour l'étendre à l'ensemble des disciplines scientifiques.

Cette opposition frontale dans la science n'est pas sans en rappeler d'autres, caractéristiques de la conjoncture idéologique et politique de l'après-guerre. Ce sont les interventions de Jdanov à propos de la littérature (1946), de la philosophie (juin 1947), de la musique (1948), d'une part, et de la situation politique internationale (rapport à la Conférence d'Information des neuf Partis communistes, tenue en Pologne en septembre 1947) d'autre part, qui semblent à chaque fois les situer sur le devant de la scène. Partout, donc, deux camps s'affrontent et la « troisième voie » est tout aussi illusoire en matière politique que scientifique ou culturelle. Le début de la guerre froide, la « lutte pour la paix » donnent réalité à cette argumentation. Les intellectuels, dans leur discipline, sont sommés de choisir leur camp, de « monter au créneau » et de « tenir » le front idéologique. Il s'agit de « choisir entre une *science criminelle* qui prépare le massacre atomique et la *science joyeuse* qui peuple les déserts » (J. T. Desanti, in *Science bourgeoise et science prolétarienne*).

Il n'est pas sans intérêt de constater que l'apparition après guerre de l'opposition science bourgeoise / science prolétarienne est déjà le retour, inconscient, caché ou dénié d'un thème présent chez Bogdanov, lui-même inspiré par diverses positions socialisantes du XIXe siècle sur la culture populaire, et développé dans différentes publications du *Proletkult*. L'exclusion dont le stalinisme a frappé ce courant, mais aussi la violence des critiques de Lénine et Plekhanov à l'encontre de Bogdanov semblent bien n'avoir eu comme effet que la disparition du mot « science prolétarienne » sans modifier la thèse fondamentale : « La science peut être bourgeoise ou prolétarienne par sa « nature » même, notamment par son origine, ses conceptions, ses méthodes d'étude et d'exposition » (Bogdanov, in *Culture prolétarienne*, n° 2, 1918; in *La science, l'art et la classe ouvrière*, Paris, 1977). Les textes soviétiques vont, en effet, se tenir dans une opposition entre « science bourgeoise » et « science pure », développant la thèse d'une dégénérescence de la science, comme de la culture, dans le capitalisme à l'époque de l'impérialisme. C'est par une surenchère gauchiste que le PCF, par la voix de L. Casanova (discours aux intellectuels communistes, 28 février 1949), puis les plumes de J. Kanapa (*NC*, n° 5, avril 1949) et de J. T. Desanti (*NC*, n° 8, juillet-août 1949) et la publication d'une brochure de la *NC* en 1950 (dans laquelle on trouve un article de Desanti au titre-thèse : *La science, idéologie historiquement relative*), se distinguera en ressuscitant le vieux couple science bourgeoise/ science prolétarienne. La lecture léniniste de Bogdanov permettra même à Desanti de dénier l'origine de ses catégories. Mais l'essentiel de l'argumentation reste, dans tous les cas, de même nature.

Dans son expression la plus simpliste elle se fonde sur un syllogisme sophistique :

— La science est historiquement relative parce que la conscience des hommes est en développement (Lénine).

— Or, la conscience étant l'être conscient (Marx), sa relativité historique reflète son contenu de classe.

— Donc la relativité historique de la science reflète son contenu de classe.

Au-delà de cette caricature, l'argumentation se fonde sur la thèse de l'unité de la théorie et de la pratique dans la science. Les conditions socio-historiques dans lesquelles une théorie scientifique a émergé sont alors traitées comme les causes finales de cette théorie, celle-ci étant réduite à

la médiation par laquelle advient la technique dont la production a besoin. La science appartiendrait alors à la classe « montante », celle dont l'intérêt coïncide avec la destinée prométhéenne de l'Homme. D'où la solution « miraculeuse » à la question de savoir pourquoi Lénine a reconnu la vérité objective des théories scientifiques produites à l'époque du capitalisme : la bourgeoisie montante était progressiste et favorisait le développement des connaissances; aujourd'hui la bourgeoisie impérialiste ne peut supporter la vérité et fabrique de fausses sciences, ou sciences bourgeoises, dans tous les domaines, pour s'accrocher au pouvoir.

Un premier coup sera porté à ce bricolage idéologique dès 1951, à l'occasion de la publication en France des textes de Staline sur la linguistique. En se fondant sur une conception instrumentaliste des rapports de production et de l'ensemble des rapports sociaux, Staline en vient à distinguer les instruments techniques et la langue, qui servent indifféremment toutes les classes, et les superstructures au service exclusif de la classe dominante. Une brèche est ouverte : l'affrontement de classe ne traverse pas toutes les instances sociales. De là, une autocritique du PCF (intervention de L. Casanova, *NC*, novembre 1951), substituant nominalement « science d'avant-garde » à « science prolétarienne », autocritique fondée sur un texte de Staline datant du 17 mai 1938. Formellement, la notion est liquidée en France en 1953, lors de « Journées nationales d'Etudes des Intellectuels communistes ». Il n'est pas inintéressant de remarquer que la critique la plus nette viendra du physicien G. Vassails. La liquidation de fait prendra plus de temps, s'échelonnant jusqu'au début des années 60, et s'opérant discipline par discipline.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. CASANOVA, F. COHEN, J. T. DESANTI, G. VESSAILS, *Science bourgeoise et science prolétarienne*, Paris, 1950; JDANOV, *Sur la littérature, la philosophie et la musique*, Paris, 1950; P. KAHN, *L'épistémologie du stalinisme*, thèse, ronéo., Paris I, 1984; D. LECOURT, *Lyssenko*, Paris, 1976; STALINE, *Sur la linguistique*, Paris, 1950; Compte rendu des Journées nationales d'Etudes des Intellectuels communistes, in *Nouvelle Critique*, n° 45, avril-mai 1953.

▶ CORRÉLATS. — Déviation, Dia-Mat, Gauchisme, Langue/Linguistique, Lyssenkisme, Matérialisme dialectique, Pavlovisme, Science, Stalinisme.

G. Br.

Secret

Al : *Geheimnis*. — An : *Secret*. — R : *Taijna*.

Ce terme n'apparaît pas comme un concept opératoire du matérialisme historique, mais plutôt comme un symptôme de la méthodologie marxiste. On peut repérer des occurrences discrètes mais incisives de cette notion d'un point de vue gnoséologique dans les œuvres de Marx (THF 4, IA : « La famille terrestre est le secret de la famille céleste »; *Gloses*; SF; « Le caractère fétiche de la marchandise et son secret » : K., liv. I, sect. I, chap. I, § IV). Ce terme désigne alors une certaine procédure de déchiffrement de « mystères » : de la famille céleste, de l'Etat, de la marchandise, qui s'oppose à toute dissolution « dans la catégorie du mystère » (SF, p. 72; MEW, 2, 58). Il s'agit, au contraire, en faisant l'économie de toute lecture qui se placerait sur le même registre que le système mystique de l'organisation des représentations en général, de couper court au monde gouverné par la catégorie de la Représentation, aussi bien celui de l'insistance invisible du

monde religieux que celui de l'insistance tangible du monde matériel de la marchandise, dont on croit tenir empiriquement la réalité « sous la main ». Le terme de secret figure de façon spécifique une certaine saisie de l'articulation du saisissable et de l'insaisissable, en dehors de toute problématique des arrière-mondes; il permet d'exhiber sur le vif comment à la fois *tout se passe et tout ne se passe pas* dans les royaumes de l'idéologie, sans que l'on puisse reconnaître ce qui se passe réellement, les relations socio-politiques et les rapports sociaux de production. De sorte que le secret d'un mystère n'est pas ce que ce mystère cache, mais la relation entière par laquelle le visible est absolument invisible, l'invisible absolument visible. Le terme de secret condense différentes opérations de Marx par rapport au symbolique : l'opération qui fait apparaître le fond de religiosité que toute idéologie — y compris et surtout l'idéologie empiriste — emporte avec elle; l'opération qui révèle aussi comment l'univers symbolique reprend à sa manière les relations réelles en les inversant et en retombant toujours sur ses pieds, en faisant de la vérité sa « chose ». Ainsi Marx montre comment si, à une première analyse, la valeur d'une marchandise ne relève que de ce qu'une autre annonce et ne prend force et forme que dans l'échange, c'est-à-dire dans un rapport spéculaire à l'autre, il faut, dans un deuxième temps théorique qui constitue par rapport au premier un contretemps, enjamber ce dispositif symbolique par où une chose s'identifie à l'autre, pour passer à ce qui est radicalement hétérogène à l'échange et à la représentation, l'équivalence des travaux différents entre eux. Et le secret tient tout entier dans le mouvement par lequel, en lieu et place et temps des différents travaux humains entre eux, on va trouver toute l'allure symbolique d'un échange absolu des différentes marchandises entre elles, et sa modalité hégémonique qui happe toutes les relations entre les personnes et les contraint d'obéir à cette charge et régulation symboliques.

▶ CORRÉLATS. — Echange, Fétichisme, Mystification, Religion, Représentation.

G. S.

Secrétariat général

Al : *Generalsekretariat.* — An : *General Secretariat.* — R : *General'nij Sekretariat.*

Voir : Parti.

Sectarisme

Al : *Sektierertum.* — An : *Sectarianism.* — R : *Sektarizm.*

Voir : Dogmatisme, Gauchisme, Opportunisme, Ouvriérisme, Révisionnisme.

Sensation / Sensualisme

Al : *Empfindung/Sensualismus.* — An : *Sensation/Sensualism.* — R : *Oščušenie/Sensualizm.*

La *sensation* désigne le fait primitif de la sensibilité — « l'acte unique et commun du sensible et du sentant » (Aristote, *Traité de l'âme*, III, 2), en même temps que la chose elle-même en tant qu'elle est sentie. Corrélativement, on désigne comme *sensualisme* la théorie de la connaissance

selon laquelle toute connaissance dérive exclusivement des sensations. C'est à ce titre une variante de l'*empirisme*. La théorie de la connaissance matérialiste récusant l'empirisme comme variété d'*agnosticisme*, le sensualisme est récusé comme une variété de ces philosophies « qui contestent la possibilité de connaître le monde » (formule employée par Engels dans LF, à propos de Hume notamment, in *Etudes philos.*, ES. p. 26; MEW, 21, 276).

Mais cette variété d'empirisme est spécifique en ce qu'elle s'appuie précisément sur un fait réputé primitif, point d'indistinction du sujet et de l'objet : en ce sens, la sensation a pu tenir lieu, dans la stratégie idéaliste, de référent chargé paradoxalement d'exhiber une donnée censée « objective » et factuelle, tout en alléguant une origine radicalement subjective de la connaissance. La sensation ainsi valorisée par le sensualisme sert donc à arguer d'une primitivité de la conscience en l'étayant sur un fait d'expérience. Contrairement à l'idéalisme spéculatif, le sensualisme se pose donc comme une sorte d' « idéalisme expérimental ».

On peut en repérer deux figures aux deux extrémités de la conjoncture philosophique affrontée par le marxisme :

1) La doctrine, pratiquée *de facto* par Condillac dès le *Traité de l'origine des connaissances* (1748), n'a été nommée qu'au début du XIXe siècle (en français par de Gerando dans son *Histoire comparée des systèmes philosophiques*, t. II, p. 341, 1804, puis par Victor Cousin dans son *Histoire de la philosophie*). Elle désigne ainsi pratiquement une doctrine à réfuter par le *spiritualisme*, qui affirme l'activité de l'esprit contre la passivité des sens. Mais si le sensualisme est récusé comme conception « passiviste », voire matérialiste par sa théorie du primat de l'expérience, il sert en même temps à arguer d'une primauté de la subjectivité.

En conséquence de cette ambivalence, le sensualisme va être lié au « matérialisme mécaniste », comme Marx le montre dans son histoire du matérialisme (SF) examinant la branche qui vient de Locke, le théoricien de la *tabula rasa* qui énonce le principe sensationniste de base selon lequel la sensation s'inscrit sur l'âme « vide de tous caractères » (*Essai sur l'entendement humain*, liv. II, chap. I, § 2, p. 61). En ce sens, le matérialisme (non dialectique) sera lié à un sensualisme dans l'ordre de la connaissance.

2) Mais avec l'évolution de la contradiction dans la théorie de la connaissance, le sensualisme sera réinvesti et déplacé : ainsi, au bout du processus, la « sensation » sera réutilisée comme ce point primitif d'indistinction du sujet et de l'objet, qui s'oppose à la primauté de la *matière*, comme donnée extérieure à la subjectivité. C'est la position qui se développe dans les variétés du néo-positivisme qui apparaissent dans la seconde moitié du XIXe siècle et jusqu'au tournant du siècle.

L'*empiriocriticisme*, combattu par Lénine à travers ses représentants Ernst Mach et Richard Avenarius, peut être assimilé en ce sens à un néo-sensualisme. Les corps sont en effet réduits à des « complexes de sensations », en sorte que : loin que les sensations soient des « symboles » des choses, les « choses » sont des symboles mentaux « pour un complexe de sensations d'une stabilité relative » (M et E, chap. I; O., t. 14, p. 38-39). Dès lors que ces sensations sont érigées en « véritables *éléments* du monde », comme le dit Mach, on aperçoit les conséquences subjectivistes et idéalistes du sensualisme. Les « sensations » ne désignent plus que les « actions » affectant le Moi à partir de la répétition des « éléments » (*op. cit.*, p. 41). En

conséquence, « le monde n'est fait que de nos sensations » (Mach, cité par Lénine, *ibid.*). L'*Analyse des sensations* (titre significatif d'un ouvrage de Mach) devient donc l'analyse des « éléments » du monde. De même la formule d'Avenarius — « seule la sensation peut être conçue comme existante » (*op. cit.*, p. 47) — est à tenir pour l'aveu de l'*idéalisme subjectif* qui sous-tend le sensualisme.

C'est en ce sens que Lénine organise la réfutation du sensualisme comme *répétition* faussement moderne du spiritualisme immatérialiste de Berkeley, comme *déni de la matière* comme extériorité ou du fait matérialiste en tant que tel.

▶ CORRÉLATS. — Empiriocriticisme, Idéalisme, Matérialisme, Répétition historique.

P.-L. A.

Seuil

Al : *Schwelle.* — An : *Threshold.* — R : *Porog.*

Voir : Bond, Dialectique, Qualité/quantité.

Sionisme

Al : *Zionismus.* — An : *Zionism* — R : *Sionizm.*

(Il convient de préciser, préliminairement, que le présent article n'entend nullement retracer l'histoire du sionisme — il conviendrait de convoquer, pour ce faire, trois textes fondateurs, ici laissés hors considération, *Rome et Jérusalem* de M. Hess (1862), *Auto-émancipation* de L. Pinsker (1882) et *L'Etat juif* de T. Herzl (1896) — ni cerner sa réalité politique contemporaine — puisqu'il ne vise pas à l'exhaustivité monographique. Il se contentera de suivre le filon visible, et parfois éruptif, de la problématique liée à l'idéologie sioniste, sous les couches d'une pensée et d'une pratique, d'en repérer quelques affleurements.)

La position des classiques en matière de nationalités est le plus souvent arrêtée par Engels. Un article publié dans *La Nouvelle Gazette rhénane* en 1849, *Der magyarische Kampf*, définit, à l'occasion d'une analyse politique ponctuelle, quelques lignes de forces et de principe. Engels y reproche aux Juifs (ainsi qu'aux Saxons de Siebenbürgen) de s'accrocher vainement « en pleine terre étrangère » à un « nationalisme absurde » (MEW, 6, 170). Perdurent donc, abusivement, certains « débris de peuples » *(Abfallvölker)*, dont les Juifs mais aussi, par exemple, les Gallois en Ecosse, les Bretons en France, les Basques en Espagne, les Slaves du Sud dans l'Empire austro-hongrois (*ibid.*, 172). Engels conclut : « Ces restes d'une nation impitoyablement écrasée par le cours de l'histoire, comme dit Hegel, seront à chaque fois et demeureront jusqu'à leur total anéantissement... les soutiens fanatiques de la contre-révolution » *(ibid.)*. On peut cependant se demander ce qu'est, ou continue d'être, une « nation écrasée » et promise à l' « anéantissement », ce qui, essentiellement, qualifie une *nation* et enfin si les Juifs, parmi d'autres, ont quelque aptitude à prétendre en être. La position d'Engels, solidaire de sa réponse négative à la dernière question, si elle fonde efficacement une attitude de principe, n'en mérite pas moins d'être nuancée, relativisée sous considération du lieu et du temps : les mouvements nationaux, ascendants en Europe, ne

s'affirment alors qu'en se subordonnant leurs sous-ensembles « nationalitaires », voués par le « cours de l'histoire » (la référence à Hegel, qui devait être au cœur de l'argumentaire stalinien, est hautement significative) à se fondre dans plus vaste qu'eux, à se placer sous curatelle. Cette précision apparaîtra dans toute sa vigueur si l'on n'omet pas que la position de la « question juive » comme question nationale n'a guère alors de fondement idéologique ni de perspective historique.

Tel n'est plus tout à fait le cas au moment où Kautsky écrit sur le même sujet : le sionisme existe désormais, bien qu'à l'état de mouvement extrêmement minoritaire dans les masses juives. *Rasse und Judentum*, qu'il publie en 1914 (*Neue Zeit, Ergänzungshefte*, Nr. 20, 30 oct. 1914), esquisse une position qui, de fait, sera dominante, mais non exclusive, dans la IIe Internationale : les Juifs, ainsi que l'affirmait Engels, ne constituant pas une nation, le sionisme ne saurait être un authentique mouvement d'émancipation nationale : « Ce n'est pas en Palestine mais en Europe orientale qu'on luttera pour le sort des Juifs opprimés et souffrants. Aucune émancipation ne pourra les sauver : leur destinée est liée à celle de la révolution dans leur pays de résidence ». Et il ajoutait le pronostic suivant — par quoi le sort de l'émigration juive se trouvait désigné dans son lien originel à celui des impérialismes : « La colonisation juive en Palestine doit s'effondrer dès que l'hégémonie franco-britannique sur le Moyen-Orient s'écroulera » (Postface de 1921 au texte cité). Face à cette position — qui devait devenir « classique » dès lors que le mouvement communiste international l'aura faite sienne —, d'autres ont été plus fragilement tenues. Outre certains textes de E. Bernstein et des « révisionnistes » des *Sozialistische Monatshefte* ou de J. Jaurès (cf. notamment celui cité in *Le Mouvement social*, nº 52, 1965), les analyses, plus théoriques, de l'austro-marxisme méritent mention particulière. Elles visent plus particulièrement à fonder la nationalité sur la culture et non sur le territoire, proches par là, à certains égards, des thèses bundistes sur « l'autonomie culturelle nationale » qui seront plus tard combattues par Lénine. Conséquemment, O. Bauer peut écrire, ce qui représente un point décisif quant à la définition de nature et à la fonction politique et historique du sionisme : « Les Juifs sans langue commune forment tout de même une nation » (*Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, Vienne, 1907; cf. également du même O. Bauer, *Bemerkungen zur Nationalitätenfrage*, *Neue Zeit*, XXVI, 1, 1908).

Lénine, quant à lui, n'aborde qu'assez rarement la question du sionisme en tant que telle. Sa réflexion s'arc-boute beaucoup plus concrètement sur la réalité de la situation des masses juives de Russie, d'ailleurs majoritairement acquises non au mouvement sioniste, alors embryonnaire, mais au Bund, contre lequel il est donc conduit à polémiquer au premier chef mais qui fut cependant — il convient de le rappeler — un mouvement anti-sioniste. Les positions de Lénine quant à l'hypothétique existence d'une « nation » juive sont très incertaines quant à leur contenu littéral. Il s'en tient, d'une part, au principe majeur, soit à la définition kautskyenne (« Les Juifs ont cessé d'exister en tant que nation, laquelle ne saurait se concevoir sans territoire ni langue ») et affirme donc : « L'idée d'une nation juive... est une idée sioniste absolument fausse et réactionnaire en son essence » (o., 7, 97; remarquons au passage que cette position ne saurait être tenue, contre une tenace habitude, pour typiquement léniniste; elle est au contraire a-typique et fait alors le fond commun à toute

l'opposition russe à l'antisémitisme tsariste, toutes tendances confondues; le libéral Strouvé écrivait d'ailleurs au même moment (1903) : « L'idée d'une nation juive est le résultat fantasmagorique et pathologique d'un vice juridique »). Pour Lénine donc, pas de nation ou de nationalité juive — mais une « caste » : « Les Juifs de Galicie et de Russie ne constituent pas une nation... ils sont encore une *caste* » (o., 20, 22). L'*encore* paraît bien ne pas clore la définition et le même texte en effet *(Notes critiques sur la question nationale)* évoque « la nation la plus opprimée et la plus traquée, la nation juive » (*ibid.*, 18). Lénine ne recule guère, d'ailleurs, devant l'usage systématique de la notion de *nation juive* dans de très nombreux autres textes (cf. o., 8, 501; 17, 469-470; 18, 429; 19, 542-543; 20, 176-178). « Il apparaît ainsi une contradiction entre la façon dont Lénine définit les Juifs de Russie lorsqu'il théorise et la conception qu'exprime la terminologie utilisée dans une pratique politique constante dont la reconnaissance par le pouvoir soviétique du statut de « nationalité » aux Juifs de Russie est l'aboutissement » (E. Kenig, *Lénine et les Juifs de Russie*, CERM, 1976, p. 8).

Cette « contradiction », positive et productive chez Lénine en tant qu'elle signale combien l'analyse politique conjoncturelle prime chez lui avec ténacité la théorisation arbitraire et généralisante, devait toutefois s'enfler ultérieurement jusqu'à devenir un extravagant paradoxe politico-administratif — qu'illustre d'une part ce « statut de nationalité », coquille vide octroyée par force juridique et d'autre part, plus significativement encore, l'aventure inédite du Birobidjan. Ce projet de « zone » (ou « province » ou « district ») « autonome juive », conçu dès les années 20 pour faire pièce au sionisme, avait très explicitement pour visée historique, lorsqu'il vit le jour en 1934, d'organiser l'existence nationale du peuple juif de Russie, de fonder un « Etat national juif » (cf. notamment le discours inouï, à tonalité « sioniste », prononcé par Kalinine à l'occasion de la création du Birobidjan). Or là encore, à l'instar de ce « statut » national sans les attributs de la nationalité, l'expérience se solda par un bilan tragi-comique : le Birobidjan est aujourd'hui un territoire sans peuple (juif), alors qu'il fut pensé à son départ pour un peuple sans territoire (juif) — ceci pour des raisons diverses, dont la moindre n'est sans doute pas la liquidation des promoteurs de l'expérimentation birobidjanaise au cours des vagues répressives de 1936-1937, puis de 1946-1948. (Le fait est d'ailleurs officiel depuis mai 1983 : le Birobidjan soviétique n'a plus désormais statut de territoire juif.) Le traitement stalinien de la question juive comme question nationale renvoie donc, par-delà les violences qui lui sont attachées, aux deux aspects concomitants de l'assimilation et/ou de la culture nationale, dont le Bund fut, par contraste, le porteur problématique.

Les positions de Trotski — dont les variations et glissements sont aisément assignables à des mutations de conjoncture, soit aussi, en l'occurrence, de conjoncture biographico-politique — tentent à leur façon d'intégrer les exigences des deux registres dans une vision stratégique. Pour l'essentiel, elles répondent, dans un premier moment tout au moins, à celles de Lénine sur la question « sioniste ». Dans un article publié le 1er janvier 1904 dans le nº 56 de l'*Iskra*, *L'effritement du sionisme et ses héritiers probables*, il s'en prend violemment à T. Herzl et au « misérable contenu » de son programme : « Des dizaines d'intrigants et des centaines d'hommes simples

peuvent soutenir son aventure, mais le sionisme en tant que mouvement est déjà condamné à perdre tout droit à l'existence pour l'avenir... Il est évident qu'avec la désagrégation sioniste viendra aussi la désagrégation politique de ce conglomérat de couches sociales constituant ce « parti ». Mais Trotski, dès ce moment, adjoint à sa réflexion un remarquable considérant tactique qui semble désenclore l'analyse et en élargir le spectre : « Nous nous intéressons au sort de la *gauche* sioniste... La déception face au sionisme, la perte de la foi en l'exode... fera que la gauche sioniste entrera inévitablement dans le camp révolutionnaire. La position nationale présente du Bund facilitera ce processus ». Beaucoup plus tard, en 1934, à la lumière de deux considérables événements, les campagnes antisémites en URSS et la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne, Trotski affirme, dans une interview à *The Class Struggle* (févr. 1934, n° 2, vol. IV), que l'objectif à long terme du sionisme n'est pas irréalisable mais que ses moyens sont radicalement illusoires : « Il n'y a aucun doute que les conditions matérielles pour une existence juive en tant que nation indépendante ne peuvent être que le résultat d'une révolution prolétarienne... L'établissement d'une base territoriale pour le peuple d'Israël en Palestine ou en tout autre pays est réalisable à l'aide d'une immigration de grande masse. Mais seul le socialisme victorieux peut se charger d'une telle mission ». Tout en réaffirmant sa condamnation catégorique du sionisme, moins sur ses buts historiques que sur son incapacité, liée à sa nature de classe, à en réaliser l'avènement, Trotski déclare, dans un texte qui ressemble fort à un testament désabusé et prophétique tout à la fois : « Pendant ma jeunesse, j'inclinais plutôt vers le pronostic que les Juifs des différents pays seraient assimilés et que la question juive disparaîtrait ainsi d'une manière quasi automatique. Le développement historique du dernier quart de siècle n'a pas confirmé cette perspective... On doit compter avec le fait que la nation juive se maintiendra pour toute une époque à venir. Or la nation ne peut exister normalement sans un territoire commun. Le sionisme part de cette idée-là. Mais les faits de chaque jour nous démontrent que le sionisme est incapable de résoudre la question juive... Le socialisme ouvrira la possibilité de grandes migrations sur la base de la technique et de la culture les plus développées... Les Juifs disséminés qui voudront se rassembler dans la même communauté trouveront une place suffisamment vaste et riche sous le soleil. La même possibilité s'ouvrira pour les Arabes... Voilà la grande perspective que j'entrevois » (cité *in* A. Léon, *La conception matérialiste de la question juive*, Paris, EDI, 1968, p. 183-184).

• BIBLIOGRAPHIE. — Art. « Sionisme » de l'*Encyclopaedia Universalis*; J. P. ALEM, *La Déclaration Balfour*, Bruxelles, 1982; G. BENSUSSAN, *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*, Paris, PUF, 1985; E. BOUGAIENKO, *Mes amis du Birobidjan*, Moscou, 1975; S. DIMANSHTEYN (premier et unique commissaire du Peuple aux Affaires juives), *Introduction* au recueil d'articles de LÉNINE intitulé *Sur la question juive en Russie* et publié en 1924 à Moscou, Ed. Prolétariennes; U. EISENZWEIG, *Territoires occupés de l'imaginaire juif*, Paris, 1980; Z. GITELMAN, *Jewish Nationality and Soviet Politics*, Princeton, 1972; M. GORKI, *Sur les Juifs*, 1919; M. JARBLUM, in *Le Mouvement social*, n° 52, juin-sept. 1965; ID., in *La Revue socialiste*, oct.-nov. 1964; N. LORCH, Israël, fait colonial?, in *La Revue socialiste*, n° 214-215, 1968; H. LUMER, *Lenin on the Jewish Question*, New York, 1974; M. MASSARA, *Il marxismo e la questione ebraica*, Milan, 1972; P. MERHAV, *La gauche israélienne*, Paris, 1973; B. MISKIN-GETSEVITCH, *Les Juifs et la révolution russe*, Paris, 1921; R. MISRAHI, Une nationalité dialectique, in *Les Temps modernes*, n° 162, 1959; M. RODINSON, *Israël et le refus arabe*, Paris, 1968; ID., *Peuple juif ou problème juif?*, Paris, 1981; R. ROSDOLSKY, Friedrich Engels und das Problem

der geschichtslosen Völker, in *Archiv für Sozialgeschichte*, IV, 1964; A. M. ROSENTHAL, *L'antisémitisme en Russie*, Paris, 1982; H. SLOVÈS, *L'Etat juif de l'Union soviétique*, Paris, 1982; B. SOUVARINE, *Staline, aperçu historique du bolchevisme*, Champ Libre, Paris, 1977 (cf. p. 259 sur l'antisémitisme comme motif d'exclusion du Parti bolchevique de Lénine); N. WEINSTOCK, *Le sionisme contre Israël*, Paris, 1969.

▶ CORRÉLATS. — Antisémitisme, Bund, Communauté, Nation, Question Juive, Religion.

G. Be.

Social-démocratie

Al : *Sozialdemokratie*. — An : *Social democracy*. — R : *Social-Demokratija*.

Comme la plupart des vocables de la terminologie socialiste, c'est au milieu du XIXe siècle qu'apparaît celui de social-démocratie. En France, la *démocratie socialiste* est l'un des qualificatifs de la gauche démocratique au lendemain de la Révolution de 1848; l'écrasement des groupes révolutionnaires en juin entraîne en janvier 1849 le rapprochement des tendances démocrates (*La Montagne*, de Ledru-Rollin, qui recrute essentiellement dans la petite bourgeoisie) et socialistes (de diverses obédiences). Le banquet de février 1849 voit la naissance du Parti *démocrate-socialiste* ou *social-démocrate*. C'est ainsi, même si la dénomination, que maintient le groupe parlementaire, de Montagne (par référence à la Révolution française) reste la plus fréquente, que Marx (dans LCF et 18 B) le définit comme « social-démocrate », soulignant par là même sa nature sociale et politique : « On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire et on leur donna une tournure démocratique; on enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la *social-démocratie* » (18 B, ES, 50; MEW, 8, 141). Une telle appréciation, sous la plume de Marx, est évidemment critique : « Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le salariat et le capital, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie » (ouvr. cité, *ibid.*).

Marx en conclut que la social-démocratie n'était que l'expression du projet politique et social de la petite bourgeoisie. L'écrasement de la Montagne, en juin 1849, clôt l'expérience.

Marx retrouvera la social-démocratie en Allemagne dans les années 1860. A la mort de Ferdinand Lassalle, ses disciples se regroupent autour de la revue *Der Sozialdemokrat* qui exprime en 1864 les positions social-étatistes de l'Association générale des Ouvriers allemands. Faute de mieux, Marx y collabore quelque temps et les premiers disciples allemands de Marx y militent. En 1869, sous la direction de Wilhelm Liebknecht et August Bebel, les « marxistes » font scission et créent à Eisenach le *Parti ouvrier social-démocrate*. La réunification, en 1875, se fera sous la houlette des marxistes, majoritaires, même si le programme dont se dote le parti, qui confirme son titre de social-démocrate, emprunte trop, selon Marx, au lassallisme. Dans la *Critique du programme de Gotha*, Marx reprend les critiques qu'il développait déjà en 1852 contre la social-démocratie française : refusant toute remise en cause de l'Etat capitaliste dans ses fondements et mettant au premier plan la démocratie, alors que la disparition de l'Etat et des classes entraînerait sa disparition, le programme de Gotha contient en

germe toutes les dégénérescences possibles du parti révolutionnaire : la confusion entre la classe ouvrière et le salariat, le repli ouvriériste, l'étatisme et le nationalisme.

Alors que dans les batailles conduites au sein de l'AIT Marx avait toujours revendiqué l'étiquette de « communiste », il lui faut maintenant accepter le terme de social-démocrate. Au Congrès de 1874 de l'AIT, César de Paepe note dans son rapport que « le terme communisme a eu le destin singulier d'être repoussé par les socialistes comme une calomnie, d'être considéré par les économistes comme la plus grande des utopies, d'être finalement aux yeux de la bourgeoisie une théorie qui consacre le vol et la promiscuité permanente et constitue en somme la pire des pestes » (compte-rendu du Congrès de Bruxelles, 1874, in *La Ire Internationale, Recueils de documents*, Genève, 1871, vol. 4, p. 323). Malgré cette concession à la réalité politique, Marx ne renoncera jamais, au fond, à sa défiance initiale. Dans sa préface au recueil *Internationales aus dem Volkstaat* (1871-1875), de 1894, Engels rappellera que dans « tous ces écrits je ne me qualifie jamais de *social-démocrate*, mais de *communiste*. Pour Marx comme pour moi, il est donc absolument impossible d'employer une expression aussi élastique pour désigner notre conception propre ». Et Engels d'ajouter, constatant qu'après 1875 le Parti social-démocrate allemand s'est « marxisé » : « Il en va autrement aujourd'hui, et ce mot peut passer à la rigueur, bien qu'il ne corresponde pas davantage aujourd'hui à un parti dont le programme économique n'est pas seulement socialiste en général, mais directement communiste, c'est-à-dire à un parti dont le but final est la suppression de tout Etat et, par conséquent, de la démocratie » (MEW, 22, 417-418).

C'est que, par un renversement singulier, le qualificatif de social-démocrate devient, dans les années 1880, synonyme de marxiste au sein du mouvement socialiste européen. Aux sociaux-démocrates marxistes (dont le modèle devient vite le SPD) on oppose d'un côté les anarchistes, de l'autre les réformistes (ou possibilistes, par référence au courant modéré de Pierre Brousse). Rapidement, la social-démocratie se diffuse avec le marxisme, et le terme est utilisé systématiquement par Kautsky, Rosa Luxemburg ou Lénine (au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie). De nombreux partis reprennent cette dénomination, à l'apogée d'un mouvement symbolisé par un SPD dont le rayonnement est universel (au sein de la IIe Internationale qui se constitue en août 1891 à Bruxelles) : c'est le SPD qui crée le type d'organisation social-démocrate avec ses dirigeants-théoriciens, sa bureaucratie de permanents, sa structure d'organisation de masse, son implantation ouvrière renforcée par un lien étroit avec les syndicats; c'est lui qui diffuse, vulgarise, actualise le marxisme, défini comme la « science » socialiste du prolétariat; c'est lui qui maintient l'objectif révolutionnaire tout en tirant parti au maximum des institutions bourgeoises au sein desquelles il connaît un essor électoral permanent. Le Congrès d'Erfurt officialise en 1891 l'ancrage marxiste de la social-démocratie allemande, sous l'œil vigilant du vieil Engels, et alors que débute le magistère de Karl Kautsky.

Cet apogée sera de courte durée. La publication dans la *Neue Zeit* des articles d'Eduard Bernstein intitulés « Problèmes du socialisme » traduit l'apparition d'un courant révisionniste réfutant solidement l'essentiel des thèses marxistes (sur le plan philosophique et politique) et justifiant

théoriquement le réformisme quotidien du parti. La vive réplique du courant révolutionnaire (Rosa Luxemburg) et celle du courant orthodoxe (Kautsky) consacrent la division du parti mais attestent également de sa richesse intellectuelle : les débats d'alors ne seront jamais égalés et les arguments échangés n'ont pas vieilli. Les thèses révisionnistes éveillent un large écho hors d'Allemagne, notamment dans les social-démocraties scandinaves et dans le mouvement ouvrier anglais (étranger au marxisme dès l'origine). Parallèlement, le débat va se développer sur le modèle organisationnel social-démocrate. Le conflit éclate entre Lénine *(Que faire?)* et les autres dirigeants socialistes (notamment Rosa Luxemburg, *Questions d'organisation de la social-démocratie russe*, en 1904) après la création par la majorité (« bolcheviks ») du POSDR d'un parti de révolutionnaires professionnels, alors qu'une critique de l'évolution bureaucratique et oligarchique du modèle allemand apparaît (Roberto Michels, *Les partis politiques*, 1912). La Révolution russe de 1905 entraîne un nouveau conflit : fournissant à l'aile révolutionnaire de l'Internationale les éléments d'une critique du parlementarisme croissant du mouvement, elle marque pour la première fois un renversement de majorité, révisionnistes et orthodoxes se retrouvant dans la défense de la tactique traditionnelle.

La montée des tensions internationales occasionne l'ultime affrontement entre internationalistes (Lénine, Jaurès, Rosa Luxemburg) et partisans de la défense nationale (Bebel, Plekhanov, Guesde). Lorsque la guerre éclate, consacrant l'échec et l'éclatement de la IIe Internationale, la crise de la social-démocratie est scellée. La majorité des partis opte pour l'*Union sacrée* avec les bourgeoisies nationales. Les bolcheviks russes, les socialistes italiens et les minorités révolutionnaires des autres partis se révoltent contre un modèle qui s'identifie désormais avec la « trahison » de tous les principes marxistes. La scission de ces courants de gauche en est la conclusion logique.

A la veille de la Révolution d'Octobre *(Thèses d'avril)* et alors que les conférences de Zimmerwald et Kienthal ont démontré l'impossibilité de toute réconciliation, Lénine propose l'abandon de l'étiquette « social-démocrate » pour celle de *communiste* : « La dénomination de social-démocrate est scientifiquement inexacte », souligne-t-il, en faisant référence aux critiques précitées de Marx et Engels. Mais, surtout, le qualificatif de social-démocrate est celui dont s'affublent les dirigeants qui ont « trahi le socialisme » et avec qui il importe de ne plus être confondu (cf. *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, O., 24, 77-81). Rosa Luxemburg à son tour au Congrès de fondation du PC allemand (31 décembre 1918) aboutit aux mêmes conclusions, notant de surcroît qu'avec le naufrage de la social-démocratie c'est toute une conception de la lutte de classe et de la théorie socialiste, fondée sur l'acceptation croissante des règles du jeu de la société capitaliste, qu'Engels lui-même avait validée (cf. la fameuse Préface de 1895 à LCF), qui s'effondre.

Désormais s'éloignent de la social-démocratie les deux courants léniniste et conseilliste qui seront à l'origine de la IIIe Internationale avant de se séparer dès les années 20. Débarrassée de son aile révloutionnaire, la social-démocratie européenne se divise d'abord entre adversaires de la réconciliation avec les bolcheviks et partisans d'un dialogue (les socialistes français et autrichiens groupés dans une Internationale « II et demie »). La rupture étant consacrée avec l'IC, l'Internationale ouvrière socialiste

se reconstitue en mai 1923, rassemblant réformistes et orthodoxes d'avant 1914. Ayant perdu une partie de ses effectifs (notamment ouvriers), concurrencée par des PC influents (surtout en Allemagne, France et Italie) et étroitement liée à un PC russe auréolé du prestige de la Révolution d'Octobre et de la direction de l'Etat soviétique, l'IOS voit son centre de gravité se déplacer vers les partis modérés et non marxistes : travaillistes anglais et sociaux-démocrates scandinaves. Le terme de social-démocrate se dévalue. D'une part, sous le poids des critiques communistes pour qui « social-démocrate » est synonyme d'opportunisme, de trahison, de collaboration avec la bourgeoisie et se double d'épithètes plus explicites (« social-patriote », « social-traître », « social-fasciste »). De l'autre, l'existence, aux côtés du SPD, de partis organisationnellement très différents (le travaillisme anglais, le socialisme français ou belge) mais plus influents qu'avant 1914, affaiblit l'impact du modèle. Le pluralisme des écoles demeure néanmoins : de l'*austromarxisme* des socialistes autrichiens qui développe des analyses élaborées à la veille de 1914 et revues en fonction de la Révolution russe au révisionnisme d'un Henri de Man (*Au-delà du marxisme* en 1928). Un discours « orthodoxe », soucieux de ne pas donner prise aux critiques communistes (notamment dans la SFIO), coexiste souvent avec la pratique de gouvernements de coalition avec les libéraux ou les catholiques. Le modèle, perdant ses attributs, le terme de socialisme, synonyme de réformisme, tend à l'emporter sur celui de social-démocrate.

A la fin de la seconde guerre mondiale, l'évolution s'achève. La reconstitution, en pleine guerre froide, de l'Internationale socialiste (Congrès de Francfort de 1951) s'effectue sur des bases officiellement réformistes et anti-communistes sous les auspices des travaillistes anglais. La disparition du PC allemand en République fédérale rend au SPD le monopole de la représentation ouvrière. L'abandon, lors du Congrès de Bad Godesberg en 1959, de l'objectif révolutionnaire comme de toute référence marxiste, et leur substitution par un programme fondé sur le pluralisme idéologique, l'acceptation de l'économie de marché et le refus de l'ouvriérisme aboutissent à la reconstitution d'un modèle social-démocrate, évidemment aux antipodes de la social-démocratie de Kautsky et Lénine. Ce modèle repose sur trois traits fondamentaux : l'un social — le monopole de représentation de la classe ouvrière et des salariés grâce au contrôle du syndicat et à l'absence de concurrence communiste; l'autre organisationnel — la présence d'une puissante bureaucratie modelée sur les entreprises modernes; le troisième politique — un compromis à long terme avec la bourgeoisie fondé sur l'acceptation des traits fondamentaux de la société capitaliste d'une part, sur la protection et la promotion des classes populaires grâce à l'action d'un Etat interventionniste (inspiré du *New Deal* keynésien) et/ou à la politique fiscale, de l'autre. Ce modèle, que l'on retrouve peu ou prou en Scandinavie, dans le Benelux, la RFA, l'Autriche et le Royaume-Uni (avec une inversion du rapport parti-syndicat), n'a cependant pas réussi à s'implanter hors de la zone nord-ouest de l'Europe. En témoigne l'originalité des partis *socialistes* d'Europe du Sud, dont le réformisme (proche de celui de la social-démocratie) est affaibli par l'absence des conditions essentielles qui permettraient sa réalisation à long terme : une division PC-PS, une faible organisation et une faible base ouvrière, qui rendent difficile un compromis stable avec les

classes dirigeantes. En témoigne également l'impossibilité de constituer des partis sociaux-démocrates hors d'Europe, faute de bases sociales et économiques identiques : le fait que, depuis 1976, l'IS ait connu un nouvel essor en acceptant (pour la première fois) d'intégrer dans ses rangs des partis réformistes (ou « progressistes ») du Tiers Monde, fonctionnant fort différemment des partis européens, montre bien que la social-démocratie, un siècle après son apparition, reste un phénomène politique et culturel lié à l'Europe industrielle développée. Désormais coupée d'un marxisme qui a dû l'abandonner pour réussir à s'universaliser, la social-démocratie tente, dans cette fin de XXe siècle, de surmonter une crise d'identité rendue inévitable tant par l'absence de tout projet social (vide politique et culturel consécutif à ses révisions successives) que par la crise profonde d'un *Welfare State* qu'elle a largement remodelé.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1 / Ouvrages généraux :* A. BERGOUNIOUX et B. MANIN, *La social-démocratie ou le compromis*; J. DROZ, *Le socialisme démocratique (1884-1960)*, Paris, A. Colin, 1968, 2e éd.; F. FEJTÖ, *La social-démocratie quand même*, Paris, R. Laffont, 1980; G. LEFRANC, *Le socialisme réformiste*, Paris, PUF, 1971; *Histoire générale du socialisme* (sous la direction de J. DROZ), 4 vol., Paris, PUF; *Storia del marxismo* (sous la direction d'E. HOBSBAWM), vol. 2 : *Il marxismo nell'età della Seconda Internazionale*, Turin, Einaudi, 1979; V. VASSINE, S. GRIBANOV, I. OUNDASSYNOV, *Les communistes et la social-démocratie*, Moscou, 1972.

2 / Sur la social-démocratie allemande : W. ABENDROTH, *Socialismo e marxismo da Weimar alla Germania Federale*, Firenze Nuova Italia, 1980; W. BRANDT, B. KREISKY, O. PALME, *La social-démocratie et l'avenir*, Paris, Gallimard, 1976; D. A. CHALMER, *The Social Democrat party of Germany*, From working-class to movement to modern political party, New Haven, 1964; F. FEJTÖ, *La social-démocratie quand même*, Paris, 1980; D. GROH, *Negative Integration und revolutionärer Attentismus. Die deutsche Sozialdemokratie am Vorabend des ersten Weltkrieges*, Berlin, 1973; F. MEHRING, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, Stuttgart, 1898 (4 tomes); H. MOMMSEN, *Sozialdemokratie zwischen Klassenbewegung und Volkspartei*, Frankfurt, 1974; J. ROVAN, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Paris, Le Seuil, 1978; H. J. STEINBERG, *Sozialismus und die deutsche Sozialdemokratie*, Hannover, 1969.

3 / Sur le socialisme anglais : M. I. COLE, *The Story of Fabian socialism*, Londres, 1962; M. GORDON, *Conflict and consensus in Labours foreign policy, 1914-1965*, Londres, 1969; D. HOWELL, *British Social-democracy*, Londres, 1979.

4 / Sur le socialisme suédois : Ch. BUCI-GLUCKSMANN, G. THERBORN, *Le défi social-démocrate*, Paris, Maspero, 1980.

5 / Sur le socialisme français : R.-G. LEFORT, *La gestion sociale-démocrate*, Paris, C. Palmer éd., 1984; D. LIGOU, *Histoire du socialisme en France*, Paris, PUF, 1962; H. PORTELLI, *Le socialisme français tel qu'il est*, Paris, PUF, 1980; Y. ROUCAUTE, *Le Parti socialiste*, Paris, B. Huisman éd., 1983; Cl. WILLARD, *Le mouvement socialiste en France. Les guesdistes*, Paris, ES, 1965; G. ZIEBURA, *Léon Blum et le parti socialiste (1872-1934)*, Paris, A. Colin, 1967.

6 / Sur le socialisme italien : G. ARFÉ, *Storia del socialismo italiano*, Turin, Einaudi, 1965; E. RAGIONIERI, *Socialdemocrazia tedesca e socialisti italiani (1875-1895)*, Milano, Feltrinelli, 1961.

7 / Sur la IIe Internationale : G. HAUPT, *L'Internazionale socialista della Comune a Lenin*, Turin, Einaudi, 1978; ID., *Le Congrès manqué*, Paris, Maspero, 1965; ID., *La IIe Internazionale*, Firenze, Nuova Italia, 1978; A. KRIEGEL, *Les Internationales ouvrières*, Paris, PUF, 1964; E. RAGIONIERI, *Il marxismo e l'Internazionale, Studi di storia del marxismo*, Roma, 1968.

▶ CORRÉLATS. — Austro-marxisme, Bolchevisme, Communisme, Démocratie, Gramscisme, Guerre, Guesdisme, Impérialisme, Internationales, Internationalisme, Jauressisme, Kautskysme, Kominform, Lassallisme, Léninisme, Luxemburgisme, Mouvement ouvrier/communiste, Octobre, Opportunisme, Réforme/Révolution, Révisionnisme, Socialisme.

H. P.

Socialisation

Al : *Vergesellschaftung.* — An : *Socialisation.* — R : *Socialisacija.*

1 / Le mot recouvre des réalités diverses, puisqu'il désigne à la fois la socialisation de la production capitaliste, et le passage à l'économie socialisée, phase inférieure du communisme, que la tradition désigne comme socialisme. Toute la difficulté vient de ce que Marx et Engels affirment la continuité et l'homogénéité des deux processus. La tendance historique de l'accumulation capitaliste consiste, selon Marx, en ce que la socialisation du procès de travail capitaliste élimine d'abord la propriété immédiate du travailleur sur les moyens de production, puis, par la concentration, exproprie les capitalistes les moins armés pour la concurrence. Le mouvement du capital nie donc la forme de propriété sur laquelle il se développe; il amène de lui-même la négation de cette négation, la propriété sociale de la production (K., I, 3, 204-205; MEW, 23, 790-791). Le capitalisme tend à développer sans limite les forces productives sociales, alors même qu'il ne peut les faire fonctionner comme capital, ce qui produit les crises (K., 3, 1, 270; MEW, 25, 268). Le capital se convertit en un pouvoir social extérieur à la société, qui contredit le pouvoir privé des capitalistes individuels sur la production; ceci implique « la suppression de ce rapport en incluant en même temps la transformation de ces conditions de production en conditions de production sociales, collectives, générales » (K., 3, 1, 276; MEW, 25, 274). Le passage à l'économie sociale serait rendu nécessaire par l'impossibilité où serait le capital de socialiser lui-même la production. Marx a pourtant reconnu une tendance proprement capitaliste à la socialisation de la propriété et à la formation d'un capital social, entre autres sous la forme de sociétés par actions. Mais il y voit une phase de déclin du capitalisme, une suppression du capital dans le capital lui-même, donc une forme de transition vers la production sociale (K., 3, 2, 102-106; MEW, 25, 452-457). La vision d'un effondrement nécessaire du capital a empêché Marx d'en saisir l'histoire, qui est, de son aveu même, l'histoire de sa socialisation.

Ces conceptions ont été déterminantes dans la formation de l'image traditionnelle de la socialisation entendue comme passage à l'économie socialisée. Elles font de la tâche du prolétariat une harmonisation entre le rapport de production et un procès social de travail; les forces productives poussent d'elles-mêmes à « la reconnaissance effective de leur caractère de forces productives sociales » (Engels, AD, 316; MEW, 20, 258). L'Etat capitaliste ouvre la voie par des nationalisations. Le prolétariat achève ce mouvement : il « s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat » (*ibid.*, 319; 261). Celle-ci n'est, il est vrai, que « le moyen formel, la façon d'accrocher la solution » (*ibid.*, 318; 260), non la solution même, qui est l'appropriation sociale. Mais grâce à l'universalité du prolétariat, la première se renverse dans la seconde (*ibid.*). La propriété d'Etat est le pivot de la socialisation parce qu'elle permet de planifier la production (*ibid.*, 324; 264). La socialisation tourne essentiellement autour du plan, de la nationalisation et, pour rester dans le vague, autour de la conquête du pouvoir par les travailleurs.

Mais la définition de la socialisation comme reconnaissance de leur caractère social interdit le renversement du capitalisme d'Etat en appropriation sociale, parce qu'elle ne touche pas à l'organisation capitaliste

du travail et à sa hiérarchie, donc maintient la soumission réelle du travailleur au moyen de travail. Engels lui-même a vu dans le despotisme d'usine une fatalité naturelle de la grande industrie, au-dessus de l'histoire : « Si l'homme avec la science et son génie inventif s'est soumis les forces de la nature, celles-ci se sont vengées en le soumettant à son tour, lui qui les exploite, à un véritable despotisme, absolument indépendant de tout état social. Vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, c'est vouloir supprimer l'industrie elle-même » (*De l'autorité*, reproduit dans l'anthologie *Le parti de classe*, Paris, 1973, t. 3, 50). Déjà *Le Manifeste* prônait la formation d'armées du travail après avoir fait de l'organisation militaire de la production le propre du capital. Assimiler socialisation et organisation paralyse l'émancipation des travailleurs.

En théorisant les expériences ouvrières de son époque, Marx est arrivé à des conclusions impliquant une image totalement différente de la socialisation. Loin de définir la fabrique, la discipline capitaliste ne peut être mise en œuvre que grâce à l'habileté du travailleur collectif (K., 3, 1, 121; MEW, 25, 113). La reconnaissance de l'habileté du producteur signifie que la discipline capitaliste deviendrait inutile « dans un système où les ouvriers travailleraient pour leur propre compte » (*ibid.*, 102; MEW, 25, 94). La socialisation capitaliste sépare la propriété des moyens de production de leur direction effective; tel est le « point par où passe la transformation de toutes les fonctions du procès de production encore rattachées à la propriété du capital en simples fonctions des producteurs associés, en fonctions sociales » (K., 3, 2, 103; MEW, 25, 453). La socialisation n'est pas en priorité une lutte contre la propriété privée du capital, mais une lutte contre la subordination du travailleur au capital. Or Marx voit dans les coopératives l'amorce de cette lutte contre la soumission du travailleur; elles prouvent « que la production sur une grande échelle et en accord avec les exigences de la science moderne peut être exercée sans l'existence de la classe de maîtres employant celle des manœuvres » (Adresse inaugurale de l'AIT; MEW, 16, 11). Selon le rapport du Conseil général au Congrès de Genève, « leur grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de l'association de producteurs libres et égaux » (*ibid.*, 80). Même si en leur sein subsistent des fonctions autonomes de direction, celles-là sont sous le contrôle de simples travailleurs (K 4, t. 3, 594; MEW, 26.3, 495).

Aussi Marx, dans son analyse de la Commune, esquisse une image nouvelle de la socialisation en définissant le communisme comme l'association des coopératives (GCF, ES, 46; MEW, 17, 342). La coopérative incarnerait l'association des producteurs : « Avec la propriété collective, disparaît la prétendue volonté du peuple pour faire place à la volonté réelle de la coopérative » (Notes sur Etatisme et anarchie, in *Socialisme libertaire ou autoritaire*, t. 2, 379). La forme coopérative est pourtant incapable d'unifier les producteurs; elle ne fait pas disparaître les mécanismes de marché, pas plus que le profit; les travailleurs y sont « leurs propres capitalistes », ils sont condamnés à « mettre en valeur leur propre travail » (K., 3, 2, 105; MEW, 25, 456). L'étatisation ne répond pas au problème de la soumission du travail au capital, mais la coopérative reproduit le salariat et la production de plus-value, parce qu'elle repose sur une appropriation dispersée des moyens de production (chaque usine a ses travailleurs), et qu'elle maintient les

producteurs séparés par le marché. Aucune des deux images ne peut assurer la socialisation.

Mais pour Marx et Engels, chacune renvoie à l'autre et se complète par elle. La conquête du pouvoir est le levier de la généralisation de la coopération : « Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, il faut des changements sociaux généraux, changements dans les conditions générales de la société, qui ne peuvent être réalisés que par le moyen de la puissance organisée de la société — le pouvoir d'Etat arraché aux mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, et transféré aux mains des producteurs eux-mêmes » (Instruction pour les délégués du Conseil central provisoire de l'AIT au Congrès de Genève, in *Le parti de classe*, t. 2, 124). Inversement, la nationalisation ne devient socialisation qu'accompagnée de la gestion coopérative; celle-ci n'est plus la forme communiste d'appropriation, mais un rapport social nécessaire pour lier l'appropriation sociale au procès de travail : « Marx et moi n'avons jamais douté que, pour passer à la pleine économie communiste, la gestion coopérative à grande échelle constituait une étape intermédiaire. Seulement il faudra en prévoir le fonctionnement de sorte que la société, donc tout d'abord l'Etat, conserve la propriété des moyens de production afin que les intérêts particuliers des coopératives ne puissent pas se cristalliser en face de la société dans son ensemble » (Lettre de FE à Bebel, 23 janvier 1885). *La Guerre civile en France* nous donne la clé de cette synthèse entre la propriété d'Etat et la coopération : la transformation de l'Etat en un Etat dépérissant, géré par les producteurs contrôlant les tâches étatiques « rendues aux serviteurs responsables de la société » (MEW, 17 ; GCF, 43 ; 340). La Commune devait « servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc la domination de classe » (*ibid.*, 45 ; 342).

2 / Les deux images vont se disjoindre chez les théoriciens de la IIe Internationale, qui, à l'exception de Jaurès, refoulent l'image coopérativiste. Si Bernstein la reprend (*Présupposés du socialisme*, Paris, 1974, 125), c'est pour en faire un bel idéal, condamné à échouer dans la réalité (*ibid.*, 147). Kautsky la condamne explicitement (*Dictature du prolétariat*, Paris, 1972, 276-277), comme anarchiste et opposée à une véritable production sociale, qui suppose une unité intégrée. L'image traditionnelle étatiste s'impose alors. Dès 1879, Guesde confond socialisation et nationalisation (*Le collectivisme par la révolution*, *Textes choisis*, ES, 1970, 98), avec cette curieuse conséquence : « Un seul patron, un seul capitaliste, tout le monde » *(ibid.)*. Il confond totalement propriété et appropriation, que Marx avait distinguées (*Cont.*, Préf.), dans la mesure où la propriété renvoie à une domination (Séance du Conseil général de l'AIT du 20 juillet 1869, in *Procès-verbaux. Le Conseil général de la Ire Internationale*, 1868-1870, III). Kautsky, parce qu'il oppose simplement social à privé (*Le chemin du pouvoir*, Paris, 1969, 2), tend lui aussi à écraser la socialisation sur la nationalisation en la définissant comme « la transformation par le pouvoir public de la propriété capitaliste des moyens de production en propriété sociale » (*ibid.*, 3).

Ce retour de l'image traditionnelle de la socialisation s'accompagne de l'abandon de la démocratie directe de la Commune et du retour à la démocratie représentative bourgeoise, virage amorcé par Kautsky dès 1893 dans *Parlementarisme et socialisme* (Paris, 1900). Dès lors la socialisation va

s'opposer à la nationalisation en ce qu'elle est démocratique. La démocratie représentative est étendue à la production. Jaurès en donne une formulation explicite : « Le suffrage universel est le communisme du pouvoir politique... La tendance irrésistible des travailleurs est de faire passer dans l'ordre économique la démocratie partiellement réalisée dans l'ordre politique... Ils doivent nommer eux-mêmes les chefs du travail, comme ils nomment les chefs du gouvernement dans la cité... » (Texte de Jaurès voté au congrès de son parti en 1902, cité par Sorel, *Matériaux pour une théorie du prolétariat*, 273-274). Mais l'élection des chefs ne les empêche pas d'être des chefs; la division du travail se maintient, qui dessaisit les producteurs du procès de production. La même tendance se retrouve chez Kautsky : la discipline syndicale doit remplacer la discipline patronale (*Révolution sociale*, Paris, 1902, 156). La démocratisation de la production est une forme qui laisse le contenu (la discipline) inchangé; l'organisation consciente du travail reste une « soumission volontaire à une direction élue » (*ibid.*, 155). La socialisation, c'est l'organisation démocratique de la production, mais l'organisation domine les producteurs.

Si les ténors de la IIe Internationale refusent de voir là le maintien de la coupure entre travailleurs et moyens de production, c'est qu'ils ne voient dans ces directions élues que de simples mandataires exerçant des fonctions techniques. Affirmé par Bebel (*La femme et le socialisme*, Paris, 1891, 259), ce thème figure aussi chez Kautsky. D'après lui, le peuple délègue ses pouvoirs à l'Etat comme un employeur délègue ses pouvoirs à ses salariés bureaucrates (*Parlementarisme et socialisme*, 114-115), comme si l'Etat, centre de l'appropriation, n'était pas le véritable employeur dans ses entreprises, comme s'il pouvait être transformé en employé sans être brisé. Ainsi Bauer, distinguant la socialisation de la nationalisation par la gestion tripartite, censée assurer la démocratisation de l'économie, place l'Etat en position d'arbitre entre les producteurs et les consommateurs (La marche au socialisme, in *Otto Bauer et la révolution*, 94).

La socialisation reste essentiellement socialisation des forces productives. Aussi apparaît-elle comme un transfert juridique de propriété et non comme une transformation des rapports sociaux. Selon la taille, la place sur le marché et l'intérêt des diverses entreprises, les théoriciens de la IIe Internationale ont ainsi multiplié les formes de propriété sociale : nationalisation, municipalisation, exploitation par des syndicats professionnels, etc. Transféré à l'Etat et à des collectivités, le capital n'est pas aboli. Bauer peut prédire que l'Etat remplacera l'impôt comme source principale de ses revenus, par le prélèvement direct d'une partie du profit réalisé par ses entreprises, ou par la rente qu'il recevra comme bailleur soit de la terre, soit d'entreprises affermées (*La marche au socialisme*, o., 125). C'est pourtant ce modèle qui demeure au fond des images de la socialisation dans les partis communistes actuels.

3 / « Ce n'est pas dans la confiscation des biens des capitalistes que sera en effet le « nœud » de l'affaire, mais ce sera précisément dans le contrôle national, universel, exercé par les ouvriers sur les capitalistes et sur leurs partisans éventuels. La seule confiscation ne servira à rien, car elle ne comporte aucun élément d'organisation, rien qui contrôle la justesse de la répartition » (*Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, o., 26, 103). C'est donc dans le contrôle de la production par les ouvriers eux-mêmes que se joue, selon Lénine, le sort de la révolution prolétarienne. C'est lui qui

définit le sens véritable de la socialisation, qui devient une pratique de classe spécifique, et non la simple reconnaissance du caractère social des forces productives. Et c'est bien sur ce terrain que les bolcheviks ont perdu la partie.

Si le contrôle doit être national et universel, c'est pour garantir l'unité et l'unicité de l'appropriation communiste, que Lénine oppose aux tendances anarchistes visant à remettre chaque entreprise ou branche d'entreprise à ses travailleurs, ce qui reproduirait sous une autre forme une appropriation privée (o., 42, 46-47). Cette unité passe nécessairement par l'Etat, mais celui-ci, pour ne pas rester au-dessus des travailleurs, doit être régi par la démocratie directe, soviétique, lien entre l'appropriation et le pouvoir politique de la classe ouvrière. Telle est la visée du cartel unique de *L'Etat et la révolution* : « ... La transformation de tous les citoyens en travailleurs et employés d'un grand cartel *unique*, à savoir : l'Etat tout entier, et la subordination de tout le travail de tout ce cartel à un Etat vraiment démocratique, à l'Etat des soviets des députés ouvriers et soldats » (o., 25, 508). La contradiction qui fait du contrôle à la fois une œuvre des masses et une tâche d'Etat ne peut être résolue que si cet Etat est celui des soviets (o., 26, 429), parce que seule la démocratie directe opère la fusion entre législation et gestion et qu'elle « réalise une liaison plus étroite que dans les formes antérieures de démocratie entre les masses et l'ensemble de l'appareil du pouvoir d'Etat et de la gestion de l'Etat » (o., 27, 155).

La socialisation est de nature politique, parce que le contrôle est une forme essentielle de lutte des classes contre le capital (o., 25, 511), mais aussi parce qu'il intègre les producteurs à la gestion de l'Etat. C'est pourquoi Lénine préconise pour les soviets « une liaison étroite et directe avec les professions et les unités économiques de production (élections par usines, par districts locaux de paysans ou d'artisans). Cette liaison étroite permet de réaliser de profondes transformations socialistes » (o., 27, 155-156). Inversement, il revient aux soviets « de se transformer en organismes réglementant toute la production de la Russie... » (o., 26, 384). La socialisation consiste à faire dépérir la coupure entre économie et politique, à assurer un lien direct entre les diverses activités sociales.

Le renversement de la propriété d'Etat en appropriation sociale, voulu par Engels, ne provient plus de l'universalité du prolétariat se supprimant lui-même comme classe et amenant par là l'extinction automatique et spontanée du pouvoir d'Etat. Il repose sur le contrôle; la socialisation s'identifie au dépérissement de l'Etat et inversement, seul un Etat dépérissant peut être le levier de la socialisation (o., 25, 511). La fusion entre économie et politique devait permettre de lier le niveau local et le niveau national : « Que chaque comité d'usine se sente mobilisé non seulement pour les affaires de son entreprise, mais encore comme cellule organisatrice pour normaliser toute la vie de l'Etat » (o., 26, 383). Le contrôle devait s'emparer tant de la répartition que de la production pour assurer aux producteurs l'appropriation de leur surproduit, ce qui est pour Lénine la définition même de l'économie prolétarienne (*Notes à l'économique de la période de transition de Boukharine*, publiées avec cet ouvrage, 151). Il devait assurer le dépérissement des catégories marchandes, en permettant d'instaurer des échanges directs entre l'industrie et l'agriculture (o., 32, 364), en permettant aussi le contrôle des opérations bancaires (o., 27, 158) et commerciales. Il devait surtout résorber la coupure entre les travail-

leurs et les moyens de subsistance en intégrant la distribution dans une coopérative unifiée (o., 27, 223), et supprimer la concurrence entre les ouvriers et les travailleurs, par l'égalisation progressive des salaires (o., 27, 158). La base matérielle du contrôle repose pour Lénine sur un appareil économique d'Etat, partiellement constitué par l'Etat impérialiste : « Outre l'appareil oppresseur par excellence que représentent l'armée permanente, la police, les fonctionnaires, il existe dans l'État contemporain un appareil très intimement lié aux banques et aux cartels, un appareil qui accomplit un vaste travail de statistique et d'enregistrement, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Cet appareil ne peut ni ne doit être brisé » (o., 26, 101). Il faut, au contraire, achever de le constituer, en lui adjoignant les banques, réunies en une banque unique *(ibid.)*. Cet appareil sera « la charpente de la société socialiste » *(ibid.)*.

L'unité initiale de la pensée de Lénine va se disloquer dans la marche de la révolution, devant les difficultés du contrôle ouvrier. Les tendances centrifuges des comités d'usine rompent l'unité d'appropriation dans des prises de possession partielles (la mine aux mineurs). Aussi les bolcheviks vont-ils rattacher ces comités à la seule organisation à la fois nationale et de masse des travailleurs : les syndicats. Mais c'est réintroduire la coupure entre économie et politique que le leader entendait résorber. Quand le Parti tentera d'impulser des soviets de production, ceux-ci, coupés du contrôle ouvrier, avorteront. L'ensemble des soviets, coupés de la production, tend à s'isoler de sa base de masse. La démocratie directe ne peut fonctionner que comme démocratie des producteurs.

Dès lors, la socialisation repose essentiellement sur les syndicats, qui « deviennent et doivent devenir les organisations d'Etat auxquelles incombe en premier lieu la responsabilité de la réorganisation de la vie économique sur la base du socialisme » (o., 27, 222). Cette idée, Lénine la reprend non à l'orthodoxie de la IIe Internationale, mais à De Léon, qu'il estimait. Elle correspond à une tendance essentielle de sa pensée, qui fait de l'organisation la médiation entre théorie et pratique. Mais ce n'est là qu'une vue à long terme. Dans l'immédiat, les syndicats sont une « école du communisme », « école d'union, école de solidarité, école de défense des intérêts, école de gestion de l'économie, école d'administration » (o., 32, 97). En fait, l'économie se trouve placée sous la direction effective d'une institution d'Etat, le Conseil supérieur de l'Economie nationale *(Vesenkha)*, qui nomme les dirigeants d'entreprise. L'appareil économique d'Etat se trouve réduit à sa dimension technocratique, et c'est lui qui est censé assurer l'unité d'appropriation; celle-ci reste d'ailleurs illusoire, en 1920, le *vesenkha* ne semble pas avoir dirigé plus d'un tiers des entreprises.

La désorganisation économique et l'échec des comités d'usine conduisent Lénine à un deuxième repli : les travailleurs sont jugés incapables de s'emparer d'emblée du procès de production pour le contrôler et le transformer. Le contrôle se trouve limité à la gestion comme travail politique général opposé aux tâches productives. Cette opposition est exacerbée par le retour aux méthodes tayloristes et à la discipline du travail capitaliste. Lénine est conduit à poser les diverses tendances de la lutte ouvrière comme extérieures et son échec consiste dans son impuissance à lutter contre la soumission réelle du travailleur dans le procès de production; l'organisation triomphe.

Nous vivons toujours sur cette dislocation de la belle unité de la pensée de Lénine. Son échec amène la restauration de l'image traditionnelle de la socialisation, derechef assimilée à l'étatisation. Si la révolution culturelle chinoise a prétendu lutter contre la subordination du travailleur au procès de production, c'est en laissant la direction de l'économie à un appareil d'Etat extérieur, dominé par un parti censé représenter la totalité de la classe ouvrière. Loin de dépasser ces contradictions, les problématiques actuelles de l'autogestion superposent à la prise en main de la production par les travailleurs, le maintien d'un Etat au-dessus de la société, défini par la démocratie représentative, qui conserve la haute main sur l'économie nationale.

• BIBLIOGRAPHIE. — Les procès-verbaux du Conseil général de l'AIT ont été publiés à Moscou en 1974. D'autres textes figurent dans diverses anthologies : *Le parti de classe*, Paris, 1973; *La Ire Internationale*, Paris, 1976; *La social-démocratie allemande*, Paris, 1975; BOURDET et GUILLERM, *Clés pour l'autogestion*, Paris, 1977; JAURÈS, *La classe ouvrière*, choix de textes, Paris, 1976; K. KORSCH, *Schriften zur Sozialisierung*, Francfort, 1969; MANDEL, *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, anthologie*, Paris, 1973; SOREL, *Matériaux pour une théorie du prolétariat*, réimpr., Genève, 1981; E. WEISSEL, L'Internazionale Socialista e il débattito della Socializzazione, apud *Storia del marxismo*, Torino, Einaudi, t. 3*, 1980, p. 196 et s.

▶ CORRÉLATS. — Anarchie de la production, Anarcho-syndicalisme, Association, Autogestion, Bureaucratie, Capitalisme, Classes, Collectivisation, Collectivisme, Coopérative, Démocratie directe, Dépérissement de l'Etat, Direction/Domination, Division du travail, Emancipation, Exploitation, Expropriation, Marché, Nationalisation, Plan, Planification, Socialisme, Soviet, Subsomption réelle / formelle, Syndicat, Transition socialiste.

J. R.

Socialisme

Al : *Sozialismus*. — An : *Socialism*. — R : *Socializm*.

I / L'origine du mot, si elle ne saurait être attestée avec une certitude tranchée, peut toutefois être historiquement située. M. Beer, dans *A History of British Socialism* (1919), a mis au jour la source la plus couramment admise (cf. éd. 1953, I, 185 et s.) : en novembre 1827, le *Co-operative Magazine*, fondé par des oweniens, utilise le qualificatif *socialist* pour désigner ceux qui adhèrent à la doctrine de Saint-Simon. La première occurrence du terme, anglaise, fait donc référence à une réalité qui lui est extérieure, française. Juste retour des choses, P. Leroux, invoquant à son tour la naissance anglaise du mot, affirme avoir été, en 1838, le traducteur-introducteur de *socialisme* en France, ce « néologisme nécessaire » qu'il entendait opposer à *individualisme* (*Œuvres*, I, 161). En fait, selon des recherches plus récentes et plus fiables, *socialisme* apparaît pour la première fois en français le 13 février 1832 dans *Le Globe*, journal saint-simonien édité par P. Leroux, sous la signature d'un certain X. Joncières (nom de plume probable de Leroux lui-même), recensant des poèmes de V. Hugo. Certains auteurs (par exemple A. Shadwell, *The Socialist Movment, 1824-1924*, Londres, 1925) préfèrent au hasard objectif d'une première émergence écrite la conjonction significative de données formellement éparses : 1824 pourrait bien alors être l'année de naissance du socialisme — qui voit la création de la *London Co-operative Society* en même temps que celle du *Globe*, la fondation en Amérique de la colonie *New Harmony*, la publi-

cation de l'*Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth* de W. Thompson, etc.

1824, 1827, 1832 — quoi qu'il en soit de la meilleure hypothèse à retenir quant au commencement daté de sa carrière, *socialisme*, dont il faut dire qu'il est antérieur à *communisme* (Cabet, 1840), tombe dans le domaine public dans les années qui suivent la révolution parisienne de juillet.

Sa diffusion en Allemagne, engagée par L. Gall entre 1825 et 1835, fut pour l'essentiel l'œuvre de Moses Hess qui, notamment, en assura la transmission auprès des intellectuels jeunes-hégéliens. *L'histoire sacrée de l'humanité* (1837) en est le moment inaugural. Mais c'est surtout au début des années 40 que Hess va se faire le véritable propagandiste des mouvements anglais et surtout français, animé par l'unique préoccupation d' « introduire le socialisme dans la littérature par des voies historico-philosophiques et au moyen du jeune-hégélianisme » (*Briefwechsel*, Amsterdam, 1959, p. 69). A *La Gazette rhénane*, il n'aura de cesse de « convertir » ses amis Marx et Engels au « socialisme », terme qui prime alors celui de « communisme », celui-ci nommant une forme grossière et archaïque de ré-organisation de la société, celui-là intégrant au contraire une véritable révolution philosophique (cf. l'ouvrage de L. von Stein, *Le socialisme et le communisme de la France actuelle* (1842) et sa critique par Hess dans *Socialisme et communisme* (1843)). La réception allemande est de toute première importance quant aux destinées ultérieures du *socialisme* chez Marx et dans le marxisme. L'histoire du mot et des mouvements qu'il circonscrit donne cependant lieu à des acceptions différentielles et fort diverses. On peut définir extensivement le socialisme et en faire remonter très loin les prodromes, du prophétisme juif (cf. P. Fargues, *Socialisme et communisme*, Paris, 1937) aux Lumières (cf. A. Lichtenberger, *Le socialisme au XVIIIe siècle*, Paris, 1895) en passant par le renouveau humaniste (cf. C. Willard, *Le socialisme, de la Renaissance à nos jours*, Paris, 1971); on peut, de même, en étirer le sens dans une *aspiration générale* (à la justice, à l'égalité) ou dans une *fonction organisatrice* (c'est le choix que faisait E. Durkheim, *Le socialisme*, Paris, Alcan, 1928, p. 25). C'est l'examen de la place et du contenu du terme dans le marxisme qui sera entrepris ici. Dans un premier temps, Marx hérite des sens distincts de socialisme et de communisme tels qu'ils lui sont légués par Hess. On en trouve trace dans les définitions des *Manuscrits de 1844* (ES, p. 85 et s., *Erg.*, 1, 534). Autour de 1848, la rupture avec ces premières acceptions est consommée. On peut alors distinguer deux usages nettement séparés :

— Les « socialismes » (ou les « socialistes ») désignent soit les mouvements de lutte prolétarienne du début du siècle (*Corr.*, 5, 225, L. de M à E du 8 oct. 1858), soit des corps de doctrine qui sont autant de critiques réactionnaires du capitalisme (MPC, III, 1), les seconds étant bien souvent les avatars des premiers, mais situés dans une position d'extériorité par rapport au mouvement ouvrier (cf. les précisions de FE, Préf. à l'éd. all. de 1890 du MPC). Ainsi, Marx ne se qualifie-t-il jamais lui-même de « socialiste »; en mettant en avant l'appellation de « communiste », il s'affirme solidaire de ceux pour qui la destruction de l'ordre social dominant constitue un préalable nécessaire (cf. la circulaire du CC de la Ligue des Communistes de mars 1850, MEW, 7, 244 et s.). C'est le sens de la transformation, au Congrès londonien de 1847, de la Ligue des Justes en Ligue des Communistes — geste que répéteront les

bolcheviks en mars 1918 en faisant de leur Parti « social-démocrate » un parti « communiste ».

— Le socialisme comme « phase inférieure » de la société communiste — dont la *Critique du Programme de Gotha* (1875) esquissa les contours (encore qu'il faille préciser que ni Marx ni Engels n'aient formellement identifié « phase inférieure » et « socialisme »). Ici se nouent quelques grands problèmes théoriques et pratiques.

II / La *socialisation de la force de travail* définit l'essentiel de cette « première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste... » (*Gloses*, 32; MEW, 29, 21). Le travail de l'individu y est en effet partie intégrante du travail social dont il représente une fraction déterminée. Le travailleur reçoit, sous forme de produits de consommation, une fraction de travail social équivalente à celle qu'il a fournie par la mise en œuvre de sa force de travail. Ces produits de consommation et cette force de travail ne sont donc déjà plus des marchandises. Leur échange, sur la base d'une égalité de proportion entre le travail fourni et la part de consommation reçue, perpétue toutefois le droit bourgeois dans la phase socialiste (*ibid.*, 31, 20). En tout état de cause, la socialisation de la force de travail réduit l'opposition entre travailleurs et appropriateurs. Comme telle, elle est donc le moyen spécifique du dépérissement des classes (de la division de la société en classes) et, conséquemment, de l'Etat. Marx et Engels pensent ce dépérissement comme un *effet* de l'appropriation sociale : c'est qu'ils voient dans le communisme la finalité ultime, l'aboutissement interne du mouvement du capital qui contient en germe la société future. Le socialisme peut alors être défini, quant à son contenu, comme la phase de socialisation des forces productives (AD, 318-319; MEW, 20, 249-250) dont la socialisation de la force de travail ne serait qu'un aspect subséquent. Moins qu'à une « phase inférieure » censée préfigurer le communisme, on risque alors d'avoir affaire à une « société » réfléchie comme point d'aboutissement, relativement autonome, du processus révolutionnaire (cf. *Gloses*, 33, 21, mais surtout AD, 3e partie, dont l'intitulé *Socialisme* nomme autant le mouvement social de la classe que la société qui en sort).

Cette simple, encore que significative, équivoque devait, par la sanction magistrale qu'elle semblait autoriser, ouvrir à une effective disjonction entre les phases inférieure et supérieure de la société communiste, lourde de conséquences théoriques et pratiques.

Dans le *Bernstein-Debatte* qui agite la social-démocratie allemande à la fin du XIXe siècle, le courant révisionniste radicalise la conception d'un socialisme autonomisé comme *mouvement* en évacuant sa liaison organique d'avec le communisme disqualifié pratiquement comme *but* indéfiniment rapporté à la fin dernière de toute oppression et exploitation. K. Kautsky, s'il combat le révisionnisme (notamment sur la question du pouvoir comme exercice), n'en remet pas en cause le postulat qui le rend possible. Mieux, il en théorise le principe en assimilant le socialisme à un *mode de production*, moyen chargé de promouvoir la fin (*La dictature du prolétariat*, Paris, 1972, p. 177), l'appropriation sociale, soit le socialisme, devant assurer une production « pour les besoins » (*ibid.*, 277). Le socialisme comme mode de production, c'est, pour Kautsky, une « organisation collective de la production » (178), garantissant la socia-

lisation des forces productives par le transfert à une collectivité nationale (Etat) ou locale (commune, coopérative), plus une « organisation démocratique de la société » *(ibid.)*, l'extension de la démocratie politique à l'économie permettant la socialisation de la force de travail. Or cette analyse implique deux ordres de prolongements stratégiquement décisifs dans l'histoire du mouvement ouvrier :

a) Dans la mesure où la socialisation de la force de travail reste subordonnée à la division du travail, dans la mesure donc où l'Etat n'est plus pensé dans la perspective de son dépérissement, *le rapport salarial se maintient* (simplement modulé par l'existence du plan, cf. *La révolution sociale*, Paris, 1902, p. 162) et l'appropriation du surproduit demeure étatique : l'exploitation n'est pas abolie, elle est aménagée;

b) Dans la mesure où Kautsky — mais aussi bien Vandervelde, Deville, De Man — assimile l'organisation de la production à l'association des producteurs, la démocratie économique est réduite à la gestion de la machine productive par les appareils de représentation de la classe; elle est donc bien plutôt dessaisissement de la classe au profit de l'organisation, délégation à l'appareil.

On voit bien comment la conception, désormais classique puisque théorisée, du socialisme coupé du communisme, du socialisme comme formation sociale autonome reconduit d'une part l'exploitation de la force de travail et assoit, d'autre part, une vision organisationnelle et gestionnaire du mouvement ouvrier.

III / De Lénine vint la rupture avec le schéma kautskyen. Le dirigeant bolchevique renoue en effet avec la lecture marxienne du socialisme comme transition vers le communisme. En identifiant la « dictature révolutionnaire du prolétariat », dont la *Critique du Programme de Gotha* affirmait la nécessité (*Gloses*, 34; MEW, 19, 28) et la phase générale de la socialisation de la force de travail, il en propose par ailleurs une « version » politique. Le problème de la transition se pose alors dans des conditions d'une complexité extrême. La socialisation de la force de travail doit être promue dans un pays dominé par la petite production paysanne. Sa forme de réalisation sera pensée et pratiquée par Lénine dans la combinaison du *capitalisme d'Etat*, afin d'assurer à terme la dominance du communisme sur des structures socio-économiques archaïques, et du *contrôle ouvrier*, afin de fonder l'unité des producteurs sur la prise en main par eux des usines et de l'Etat et de sceller ainsi l'unité de l'économique et du politique (O., 24, 191, 342; O., 27, 157). En définissant alors le socialisme comme la « démocratie poussée jusqu'au bout » (O., 25, 489), Lénine réactivait et imprimait un sens nouveau à la tradition engelsienne en soulignant que la démocratie bourgeoise ne pouvait se réaliser que dans la perspective d'un nouveau type de démocratie liée au dépérissement de l'Etat. Le schéma de la IIe Internationale était ici renversé et la perspective du communisme réinscrite dans la pratique de la transformation révolutionnaire. Le développement des forces productives matérielles ne fut ainsi que le moyen de la socialisation de la force de travail, par le renforcement de la classe ouvrière et l'extension des échanges directs entre industrie et agriculture. On sait toutefois ce qu'il en advint après la guerre civile. Le contrôle ouvrier va à l'échec et le capitalisme d'Etat est confondu avec la construction du socialisme, fondu en elle; l'Etat est autonomisé, puis absolutisé.

Après Lénine donc, et contre ou malgré lui, le socialisme sera derechef rapporté à la seule socialisation des forces productives; de lieu du dépérissement il deviendra lieu de l'édification, soit du renforcement continu de l'économie « socialiste ». Tous les dirigeants soviétiques feront de l'industrie étatisée, sortie de la NEP, une industrie « socialiste ». Dès lors que celle-ci est planifiée, dès lors que la propriété privée dans l'agriculture, et la couche sociale des koulaks qui en est l'assise, sont liquidées, Staline pourra assurer que le socialisme a définitivement triomphé en Russie. On peut dire, sans goût excessif du paradoxe, que l'édification du socialisme en URSS constitue par bien des aspects une voie originale de réalisation « par en haut » de la conception générale du socialisme conçue, élaborée et propagée par la IIe Internationale. Sauf à ajouter que, dans la IIIe Internationale, la critique de la démocratie bourgeoise autorisera le recours incessant à la répression idéologique et à la contrainte étatique — ce qui, à la longue, produira la représentation d'un « socialisme » pris en tenailles entre l'impuissance et le totalitarisme.

La véritable question désormais avancée, ou déniée, de façon lancinante est celle de la *nature*, socialiste ou non, des formations sociales soviétique puis est-européennes. Son poids et sa portée sont si considérables qu'on peut y voir à bon droit la source et le symptôme où s'organisent, où se condensent les diverses crises du marxisme. Plusieurs élucidations ont été tentées, plusieurs analyses produites. On peut à grands traits en distinguer trois :

— La critique trotskiste : endogène, elle partage avec son objet un identique présupposé — savoir que la propriété collective des moyens de production garantit le caractère à tout le moins non capitaliste de l'URSS — qu'elle installe cependant dans une contradiction avec le niveau des forces productives, inférieur à celui du mode de production capitaliste. Cette contradiction engendre des antagonismes sociaux : s'y affrontent une bureaucratie privilégiée, qui n'est pas une classe, et les victimes de l'exploitation de la force de travail qui perdure. Ces conflits se traduisent par des luttes politiques entre fractions dont dépend, en dernière instance, l'avenir de la révolution (cf. Trotski, La révolution trahie, in *De la révolution*, Paris, 1963). L'URSS n'est donc plus capitaliste mais pas encore socialiste.

— La critique maoïste : elle-même renvoie à la socialisation de la force de travail (la « grande révolution culturelle prolétarienne » définissait le socialisme comme une phase transitoire, distincte du capitalisme d'Etat par la recomposition du rapport travailleurs / moyens de production à quoi elle était censée viser); elle tranche là où l'analyse trotskienne semblait laisser ouverts de multiples possibles (contenus dans la caractérisation de l'URSS comme « Etat ouvrier dégénéré »). Le capitalisme d'Etat domine dans la formation sociale soviétique : une classe, la bourgeoisie d'Etat, y exploite la force de travail du prolétariat dans des formes analogues à celles du mode de production capitaliste. Le capitalisme y est « restauré ».

— La critique des « dissidents » marxistes de l'intérieur, telle que R. Bahro en a formulé le plus rigoureusement les thèses (cf. *Die Alternative*, Francfort, 1977). Le « socialisme réellement existant » (L. Brejnev) est une formation sociale de type nouveau n'ayant rien de commun avec le capitalisme pas plus qu'avec la transition vers le

communisme. Elle peut être définie comme « voie non capitaliste vers l'industrialisation » (*op. cit.*, p. 57 et s.), fondée sur le passage d'un « despotisme agraire » à un « despotisme industriel » (98 et s.). Son analyse emporte la refonte de certains concepts fondamentaux du matérialisme historique et sa destinée se donne à voir dans les grandes convulsions qui la traversent périodiquement aussi bien que dans les tensions latentes qu'elle recèle.

• BIBLIOGRAPHIE. — W. ABENDROTH, *Sozialgeschichte der europäischen Arbeiterbewegung*, Francfort, 1965, trad. franç., Maspero, 1967; M. ADLER, *Politische und soziale Demokratie*, rééd., Darmstadt, 1964; P. ANGEL, *Eduard Bernstein et l'évolution du socialisme allemand*, Paris, 1961; O. BAUER, *Der Weg zum Sozialismus*, Vienne, 1919, trad. franç., Paris, 1968; M. BÉAUD, *Le socialisme à l'épreuve de l'histoire (1800-1981)*, Paris, 1982; G. BENSUSSAN, *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*, Paris, PUF, 1985; E. BERNSTEIN, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*, Stuttgart, 1894, trad. franç., Paris, 1974; ID., *Wie ist wissenschaftlicher Sozialismus möglich?*, Berlin, 1901; C. BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS*, Paris, 1974, 1977, 1982; E. BOTTIGELLI, *Genèse du socialisme scientifique*, Paris, 1967; N. BOUKHARINE, *Le socialisme dans un seul pays*, Paris, 10/18, 1974; G. BOURGIN et P. RIMBERT, *Le socialisme*, 1re éd., 1949, « Que sais-je ? », nº 387; G. M. BRAVO, *Les socialistes avant Marx*, 3 vol., Paris, Maspero, 1979; C. CASTORIADIS, *Le contenu du socialisme*, Paris, 10/18, 1979; F. CHALLAYE, *La formation du socialisme*, Paris, 1937; G. D. H. COLE, *A History of Socialist Thought*, London, Mac Millan, 1961-1963, 7 vol.; *Critiques de l'économie politique*, nº 7-8, 1972 : *La nature des pays de l'Est*; D. De LÉON, *Socialist Reconstruction of Society*, New York, 1930; H. De MAN, *Die sozialistische Idee*, Iéna, 1933, trad. franç., Paris, Grasset, 1935; G. DEVILLE, *Principes socialistes*, Paris, 1896; J. DROZ (ss la dir.), *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, 1972-1978, 4 vol.; J. ELLEINSTEIN, *Histoire mondiale du socialisme*, Paris, A. Colin, 1984, 6 vol.; R. GARAUDY, *Les sources françaises du socialisme scientifique*, Paris, 1949 ; ID., *Le grand tournant du socialisme*, Paris, 1969; P. GAY, *The Dilemma of Democratic Socialism*, Londres, 1962 ; K. KAUTSKY, *Parlementarisme et socialisme* (avec une préface de J. JAURÈS), Paris, 1900; ID., *Der Weg zum Macht*, Berlin, 1920, trad. franç., Paris, 1969; H. KELSEN, *Sozialismus und Staat*, Leipzig, 1920; J. KNIEF, *Qu'est-ce que le socialisme ?*, Paris, Partisans/Maspero, 1967; A. KRIEGEL, *Le pain et les roses*, Paris, 1968; V. I. LÉNINE, *Œuvres*, t. 6, 24, 25, 26, 27; G. LICHTHEIM, *The Origins of Socialism*, Londres, 1969; S. LORULOT, *Histoire populaire du socialisme mondial*, Herblay, L'Idée libre, 1945; P. LOUIS, *Cent cinquante ans de pensée socialiste*, 2 vol., Paris, 1938; R. LUXEMBURG, *Politische Schriften*, Leipzig, 1969; J. MARTOW, *The State and the Socialist Revolution*, New York, 1938; F. MEHRING, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, Stuttgart, 1903; H. PORTELLI, *Le socialisme français tel qu'il est*, Paris, 1980; *Problèmes de la révolution socialiste en France*, Paris, ES, 1971; A. ROSENBERG, *Demokratie und Sozialismus*, rééd., Francfort, 1962; J. SCHUMPETER, *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York, 1950, trad. franç., 1951; J. D. STALINE, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, éd. de Pékin, 1974; C. STEGMAN et C. HUGO, *Handbuch des Sozialismus*, Zürich, 1895-1896; H. J. STEINBERG, *Sozialismus und Sozialdemokratie*, Hanovre, 1969; M. I. TOUGAN-BARANOVSKI, *Modern Socialism in its Historical Development*, trad. du russe, Londres, 1910; L. VALIANI, *Storia del Movimento Socialista*, Florence, 1954; E. VANDERVELDE, *Le socialisme contre l'Etat*, Paris-Nancy, 1918; C. WILLARD, *Socialisme et communisme français*, Paris, 1978.

▶ CORRÉLATS. — Le présent article constitue une mise au point historique et théorique. On se doute que le socialisme, comme question et comme problématique, renvoie à une multiplicité de déterminations qu'on peut, par commodité, regrouper sous trois ensembles : le socialisme comme *mouvement* engagé dans une histoire, le socialisme comme caractérisation de la *formation sociale soviétique*, le socialisme comme rapport à la question du *pouvoir*. C'est dans cette triple perspective qu'on se reportera aux entrées correspondantes.

G. Be. / J. R.

Socialisme « réel »

Al : *Realer Sozialismus.* — An : *Socialist existing countries.* — R : *Rial'no suščestvujuščij socializm.*

Voir : Bureaucratie, Dissidence, Etat soviétique, Mode de production communiste, Mode de production socialiste, Socialisme, Totalitarisme, Transition socialiste.

Socialisme scientifique

Al : *Wissenschaftlicher Sozialismus.* — An : *Scientific Socialism.* — R : *Naučnyj socializm.*

Voir : Communisme, Science, Socialisme.

Solipsisme

Al : *Solipsismus.* — An : *Solipsism.* — R : *Solipsizm.*

Ce terme technique, dérivé étymologiquement des mots *solus* (seul) et *ipse* (soi-même), désigne la doctrine qui « consisterait à soutenir que le *moi* individuel dont on a conscience, avec ses modifications subjectives, est toute la réalité, et que les autres *moi* dont on a la représentation n'ont pas plus d'existence indépendante que les personnages des rêves » (cf. *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* de Lalande).

Le matérialisme dialectique récuse donc le solipsisme comme conséquence logique révélant la contradiction interne de l'*idéalisme.* Plus précisément, le point de vue matérialiste permet d'identifier le solipsisme comme le destin, dans la théorie de l'*intersubjectivité*, de la position idéaliste de l'*objectivité* en général.

Le solipsisme est plus spécifiquement le produit d'une construction historique spécifique du discours philosophique. La doctrine s'est spécifiée en effet avec l'érection d'un *idéalisme subjectif*, de Descartes à Kant, posant le Moi comme substance pensante, puis comme forme transcendante — culminant avec Fichte, dont la *Doctrine de la science* tente de déduire l'altérité (Non-Moi) à partir du Moi, fait primitif en droit.

Ce rappel permet de comprendre tout d'abord que la récusation du solipsisme s'inscrive dans une réfutation générale de la fonction idéaliste de la philosophie. D'autre part, la critique du solipsisme chez Marx s'inscrit dans la réaction contre la tradition de la philosophie allemande fondée sur la subjectivité, ainsi que sur les théories d'inspiration néo-fichtéenne qui réactivent la composante subjectiviste à l'intérieur du système hégélien. C'est cette ligne que l'on retrouve dans *La Sainte Famille*, où se trouve récusée la vision du monde de la « Critique critique », Bruno Bauer ayant « développé logiquement *Hegel* sans sortir du domaine de la théologie... *du point de vue fichtéen* », en sorte que « ce n'est plus le *Saint-Esprit*, c'est l'infinie *Conscience de soi* qui dicte son texte à l'évangéliste » (chap. VI). Ce que décrit cet ouvrage en en montrant la dérision, ce sont les déboires du solipsisme comme destin de l'idéalisme, contre lesquels le matérialisme rappelle l'appartenance matérielle et les contraintes du donné, dont la conscience solipsiste ne peut s'affranchir que par un *déni.*

Le solipsisme apparaît corrélativement comme l'expression doctrinale du statut isolé de l'individualité : il exprimerait donc en dernière analyse le statut atomisé de l'individu dans la société capitaliste, par opposition

à la socialité, conformément à la *Thèse X sur Feuerbach*, présentant « le point de vue du nouveau matérialisme » comme « l'humanité socialisée ». Le solipsisme exprimerait au contraire un point de vue *désocialisé*. D'où la représentation idéologique d'une conscience esseulée, condamnée à se prendre « pour un empire dans un empire », selon l'expression de Spinoza (*Ethique*, postface du livre I). Le solipsisme apparaît donc finalement comme l'expression majeure de l'*illusion* idéaliste, reflet d'une conscience inversée par rapport à la réalité matérielle et coupée de la praxis. C'est en ce sens que Lénine récuse dans *Matérialisme et empiriocriticisme* le solipsisme déguisé de l'empiriocriticisme comme si la réfutation matérialiste, de la « Critique critique » à Mach et Avenarius en passant par Dühring, retrouvait le solipsisme comme écueil et symptôme majeur de l'idéalisme.

▶ CORRÉLATS. — Atomisme, Empiriocriticisme, Idéalisme, Matérialisme.

P.-L. A.

Soviet

Al : *Sowjet*. — An : *Soviet*. — R : *Sovet*.

La répression tsariste interdisait aux travailleurs toute possibilité légale d'association. La Révolution de 1905 rend indispensable la création de structures de lutte au niveau des entreprises d'une même localité. Ces soviets (conseils) se posent d'emblée en organes de lutte économique et politique. A cet égard, ils sont un produit des réalités russes : tradition de l'*občina* paysanne, faiblesse des appareils idéologiques de l'Etat tsariste comme de l'hégémonie bourgeoise sur la société civile, carences organisationnelles du mouvement ouvrier.

1 | Les soviets dans la Révolution de 1905-1907. — Le premier soviet, celui d'Ivanovo-Voznesensk, date du 15 mai 1905. Au début simple comité de grève, il devient l'institution représentative du prolétariat à l'échelle d'une ville entière, reconnu par les ouvriers comme par les employeurs et les autorités. Les grèves d'Octobre généralisent les soviets. Le 17, se constitue le *Sovet rabočikh deputatov* de Saint-Pétersbourg qui dirige désormais le mouvement révolutionnaire en Russie. Les soviets sont nombreux dans les régions ouvrières mais beaucoup plus rares en milieu paysan et dans l'armée.

Le soviet de la capitale est présidé par Khroustalev-Nosar puis par Trotski, tous deux mencheviks. Expression de l'influence des mencheviks qui jouent un rôle actif dans la formation des soviets et les considèrent comme le moyen pour la classe ouvrière de se doter d'institutions démocratiques dans le cadre de la révolution bourgeoise. La définition d'un « plan d'auto-administration révolutionnaire » (Martov) où des comités ouvriers désorganisent par en bas le régime tsariste (été 1905) les conduit à voir sa concrétisation dans la germination des soviets.

Les bolcheviks participent aux soviets pendant la grève. Celle-ci terminée, ils condamnent la prétention du Soviet de Saint-Pétersbourg à se poser en direction politique de la classe ouvrière et répliquent en le sommant d'adopter le programme de la social-démocratie. Avec le retour de Lénine dans la capitale, les critiques publiques cessent, mais l'attitude des bolcheviks reste hésitante. Pour Lénine et sa fraction, dans la conjoncture révolutionnaire, l'insurrection et la mise en place d'un gouvernement

provisoire révolutionnaire réalisant la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » (DDRPP) sont les objectifs primordiaux. Le rôle fondamental est dévolu au parti, état-major du soulèvement. En vertu de cette stratégie, le plan menchevique d'auto-administration n'est qu'une politique dilatoire posant comme « prologue » ce qui doit être l' « épilogue » (o., 9, 187). Après la grève, avec le développement des soviets et les préparatifs de l'insurrection (novembre 1905), Lénine reconnaît dans les soviets le lieu de l'alliance de classes, l'embryon du futur gouvernement révolutionnaire. Analyse développée en mars 1906 : dans l'opposition entre démocratie parlementaire et démocratie directe, le soviet donne naissance au nouveau pouvoir des masses dans le cadre stratégique de la DDRPP.

Dernier président du Soviet de Saint-Pétersbourg, Trotski est peut-être celui qui, dès la Révolution de 1905-1907, perçoit le mieux l'ampleur historique du phénomène soviétique. Partisan, comme les bolcheviks, de l'insurrection, il considère les soviets comme la fusion pratique des conceptions des deux fractions de la social-démocratie russe. Apparus spontanément, ils sont à la fois organes d'auto-administration et de lutte et représentent un pouvoir organisé des masses réalisant la démocratie directe. Formulant en 1906, avec Parvus, sa théorie de la « révolution permanente », Trotski fait des soviets l'un des moments privilégiés de la voie russe vers la dictature du prolétariat. Il néglige cependant les soviets paysans, le prolétariat restant pour lui la seule force révolutionnaire. S'il ne semble pas se référer à la *La guerre civile en France* de Karl Marx, il voit en 1907 dans un Conseil ouvrier pan-russe des conseils le dirigeant effectif de la future révolution prolétarienne.

La première éclosion des soviets suscite ainsi un débat où leur rôle est appréhendé en fonction d'objectifs stratégiques différents. Ce n'est qu'après la chute du tsarisme que sera pleinement abordé leur statut de nouvel appareil d'état prolétarien.

2 / Tout le pouvoir aux soviets! — Avec la Révolution de Février 1917, les soviets se multiplient en Russie parmi les ouvriers, dans l'armée puis au sein de la paysannerie. Le soviet des députés ouvriers de Petrograd, réuni le 27 février, négocie le 2 mars avec le Comité de la Douma son soutien au gouvernement provisoire du prince Lvov. Accord qui sanctionne l'établissement d'un régime de double pouvoir. Rapidement, le mouvement soviétique s'étend à tout l'Empire et se dote de structures unitaires ou pan-russes : en avril, le Soviet des comités de quartiers, en mai, le Congrès pan-russe des députés paysans et la Ire Conférence des comités d'usines, en juin, le Ier Congrès pan-russe des Soviets, etc.

Majoritaires dans les soviets, mencheviks et S.-R., concevant la révolution bourgeoise comme le terme du processus engagé depuis Février, subordonnent le nouveau pouvoir soviétique au gouvernement provisoire. Dès le mois de mai, les mencheviks participent aux gouvernements de coalition Lvov et Kerenski. Quant aux bolcheviks, il faut attendre le retour de Lénine début avril et la lutte qu'il entreprend dans son parti, pour qu'ils adoptent les *Thèses d'avril* et une position sans équivoque : « Tout le pouvoir aux soviets! » Mot d'ordre qui permet la croissance rapide de leur influence comme chute celle des partis discrédités par leur attentisme et leur collusion avec un gouvernement incapable de répondre aux reven-

dications des masses. Aussi, « la Révolution d'Octobre apparut bien comme une épreuve de force entre un gouvernement, le gouvernement provisoire, qui a perdu son appareil d'Etat, et un appareil d'Etat, le système des soviets (...), qui n'a pas de gouvernement. En ce sens, on ne saurait continuer à affirmer que les bolcheviks ne représentent qu'une petite minorité : ils dominent la plupart des institutions populaires qui sont innombrables, et l'armée est encore plus radicalisée que la classe ouvrière » (Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, p. 181). Octobre n'abolit pas immédiatement le double pouvoir : en novembre, les élections pour l'Assemblée constituante donnent une majorité aux S.-R. de droite. Résultat en contradiction avec l'évolution réelle des alliances de classes, dans les campagnes notamment (les élections ont eu lieu avant que les paysans n'apprennent la scission des S.-R. et la création du parti des S.-R. de gauche favorable au pouvoir soviétique). Et Lénine déclare le 15 décembre : « Les soviets sont au-dessus de tous les Parlements, au-dessus de toutes les Assemblées constituantes » (o., 26, 375). Réunie les 18 et 19 janvier 1918, la Constituante est dispersée dans la quasi-indifférence après qu'elle eut repoussé la *Déclaration des Droits du Peuple travailleur* défendue par les bolcheviks et les S.-R. de gauche et déclarant la Russie fédération de Républiques soviétiques nationales. Puis, le Ve Congrès pan-russe des Soviets (juillet 1918) adopte la constitution de la RSFSR : les soviets constituent, après l'exemple de la Commune de Paris, une forme nouvelle d'Etat instaurant la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Elle proclame (art. 10) que toute l'autorité « est investie dans la population laborieuse entière, organisée en soviets urbains et ruraux », mais affirme aussi (art. 12) que « l'autorité suprême en RSFSR est investie dans le Congrès pan-russe des Soviets et, entre les sessions de ce Congrès, dans le Comité exécutif central ». Comme le dit le rapporteur du projet, la Constitution « s'inscrivit dans la pratique bien avant d'être inscrite sur le papier » (cité dans E. H. Carr, *La révolution bolchevique*, t. 1, p. 134) et reproduit les contradictions du mouvement des masses. La principale, que ne peut supprimer le droit, porte sur les rapports entre base et centre, entre soviet local et Comité exécutif central, entre soviets populaires et Sovnarkom. Le mouvement des conseils porte en lui la tendance au développement centrifuge d'une multitude de pouvoirs indépendants (par exemple, la création d'un Conseil des Commissaires du Peuple en Sibérie qui, après la paix de Brest-Litovsk, se proclame toujours en état de guerre avec les Empires centraux) et un courant centralisateur favorable à la création d'un Etat puissant capable d'en finir avec la résistance des classes exploiteuses. Aussi, la Constitution reflète-t-elle ces mouvements contraires entre lesquels l'histoire tranchera.

3 / Lénine théoricien des soviets. — Le Parti bolchevique a imposé le pouvoir des soviets au mouvement révolutionnaire; Lénine l'a imposé au Parti bolchevique. Assimilant démocratie soviétique à démocratie prolétarienne, Lénine identifie, grâce aux soviets, dictature du prolétariat et démocratie directe (le « pouvoir des soviets »). Il prétend restaurer l'inspiration de *La guerre civile en France* et rompre avec l'opportunisme de la IIe Internationale. Isolé dans le mouvement socialiste international, il doit affronter les critiques convergentes des mencheviks, de Kautsky et des austro-marxistes.

a) Le double pouvoir : Ses contradicteurs ne voient dans son conseillisme qu'un thème de circonstance justifiant après coup la dictature bolcheviste et la dissolution de la Constituante. L'idée d'une République des Soviets est pourtant présente dans la cinquième des *Thèses d'avril.* Les *Textes pour la révision du programme du Parti* (o., 24, 485) établissent le caractère transitoire d'institutions parlementaires représentatives qui s'effaceront devant les soviets. Il n'y a aucune incohérence entre le conseillisme de Lénine et son acceptation d'une Constituante qu'il dissout ensuite dès qu'elle refuse le pouvoir soviétique.

Les soviets, organes spécifiquement prolétariens, limiteraient la représentation populaire en excluant la partie de la population qui n'a pas intérêt au socialisme ou qui le refuse (Max Adler, *Démocratie et conseils ouvriers,* p. 99-100). Selon Adler, le système des conseils suppose pour fonctionner réalisée l'unité politique et idéologique de la classe ouvrière. Aussi convient-il de maintenir les soviets dans une fonction de lutte et non d'appareil d'Etat (K. Kautsky) ou de les doubler d'une Assemblée nationale assurant l'universalité de l'Etat par l'intégration des classes non exploitées (Adler, *ibid.*). Argumentation récemment reprise par Poulantzas et Ingrao.

Si la Commune de Paris a dû se substituer au pied levé à un appareil d'Etat déserté, les soviets apparaissent d'abord comme organes de lutte. Lénine voit dans leur développement en appareils d'Etat le propre de la révolution prolétarienne (o., 28, 269); il s'opère spontanément avant Octobre dans l'effondrement de l'Etat tsariste et les balbutiements d'un Etat bourgeois encore embryonnaire. Analyse qui conduit Lénine à concevoir la prolongation du double pouvoir comme l'anémie inévitable des soviets. Or l'achèvement de la transformation s'impose pour instaurer un nouveau mode de concentration du pouvoir, antibureaucratique et prolétarien (o., 28, 258). Refuser les soviets ou des conseils analogues, c'est refuser à la classe ouvrière de devenir classe dominante (o., 28, 269). Cependant, érigé en appareil d'Etat, le soviet demeure organe de lutte. Il inclut la lutte démocratique dans la lutte révolutionnaire, et, en Russie, la révolution démocratique dans la révolution socialiste (o., 33, 44-47). Aussi, est-il « un million de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise » (o., 28, 257).

Par la conjonction de ces deux aspects, le soviet devient le lieu d'autonomisation politique des anciennes classes dominées (o., 30, 271) qui prennent en main leurs intérêts dans l'Etat et se saisissent de sa gestion (o., 28, 256-257). Loin d'isoler le prolétariat, il élargit l'alliance des classes laborieuses *(ibid.).* La démocratie directe est pour Lénine une forme expansive, selon le mot de Marx, sur la Commune de Paris. Elle ne nécessite nullement l'interdiction du droit de vote à la bourgeoisie. Les critiques du bolchevisme confondent une mesure de conjoncture venue des masses avant Octobre avec le fond de la démocratie directe.

b) Démocratie et dépérissement de l'Etat : Lénine récuse les critiques taxant de blanquisme les bolcheviks, les confusions entre dictature du prolétariat et soumission à la majorité et les condamnations du recours à la terreur, érigeant la forme démocratique en règle d'or du socialisme. Il n'a jamais admis le prétendu caractère minoritaire et strictement terroriste de la dictature soviétique, dont il voit le véritable fondement dans l'organisation des travailleurs (o., 29, 393). Pour lui, la majorité n'est pas simple

décompte de voix mais résultat de l'hégémonie (o., 28, 315). La démocratie n'est ni une méthode, ni un rapport juridique à l'Etat : elle est un *rapport de classes*. Démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne s'établissent chacune autour d'un mode spécifique de concentration des pouvoirs et sont sans continuité en tant que régimes politiques. Si les soviets recèlent des traits russes, la démocratie directe des conseils est la forme universelle de la dictature. A l'encontre de l'Etat bourgeois, elle n'est pas compatible avec différents régimes politiques, même si Lénine admet une pluralité de formes de réalisation et de voies de transition.

En dépit de formules initiales hasardeuses, Lénine se rend compte bientôt que la seule substitution de la forme soviet au parlementarisme ne suffit pas à briser l'Etat (o., 36, 619). Mais seuls les soviets permettent une pratique de masse dans l'Etat, résorbant sa coupure d'avec la société pour en faire un Etat immédiatement dépérissant (o., 28, 491), de par l'absence de séparation entre les pouvoirs (16e des *Thèses et rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat*, Ier Congrès de l'Internationale communiste, o., 28, 490).

Le refus des soviets et la soumission corrélative à la démocratie en général conduisent à l'étatisme : ils font l'économie du bris de l'Etat. Otto Bauer, dans *Entre deux guerres mondiales* (1936), persiste à faire du pouvoir soviétique le produit de la conjoncture russe et réduit la destruction de l'Etat bureaucratique à une démocratie complète s'exerçant au sein d'institutions représentatives héritées de la bourgeoisie (cf. *Otto Bauer et la Révolution, choix de textes*, p. 180-185). L'Etat prolétarien de Max Adler, bien que sa soumission à la démocratie autorise un dépérissement futur, n'est pas un état dépérissant, ainsi qu'il l'admet lui-même (*op. cit.*, p. 69-70). Il reste autonome et la coupure entre représentation et démocratie directe reproduit dans la politique même la séparation de l'économie et de la politique (*ibid.*, p. 100). Le dépérissement passe par la « dépolitisation » de certaines fonctions transférées de l'Etat à la société, selon le schéma d'Engels (*Gloses*, ES, 1966, p. 103-106) inspiré du *Manifeste*.

Pour Lénine, l'unité de l'appropriation communiste est indissociable de l'unité politique de la classe ouvrière (o., 25, 508) développée par la démocratie directe. Aussi entend-il réorganiser les circonscriptions électorales autour du lieu de travail (cf. thèse nº 16, *ibid.*). Le soviet deviendra le lieu d'un rapport direct entre pratiques sociales, entre économie et politique : en s'emparant de la gestion économique, les masses s'empareront de l'Etat qui dépérira comme appareil autonome (o., 27, 155).

4 | La dégénérescence des soviets. — Bien vite, la démocratie soviétique subit un processus de dégénérescence tendanciel. Les causes en sont multiples et complexes.

Les déterminations externes sont connues. Citons : la faiblesse numérique initiale de la classe ouvrière russe, le poids des réalités paysannes, la permanence des traditions bureaucratiques de l'Etat tsariste et, surtout, le cataclysme de la guerre civile qui favorise les mesures d'autorité aux dépens des pratiques démocratiques. La victoire des Rouges se paie au prix de la quasi-disparition de la classe ouvrière broyée dans la tourmente ou absorbée dans les appareils soviétiques (cf. M. Ferro, *op. cit.*, la « bureaucratisation par en bas »). Ces facteurs conjoncturels aggravent les effets de la tendance des bolcheviks à privilégier les pratiques d'organi-

sation. Dès lors se développe un procès d'autonomisation des appareils d'Etat par rapport aux masses. Il touche les appareils de répression *(Tchéka)* tout d'abord, le parti lui-même ensuite. Lénine, dans *La maladie infantile du communisme*, réduit les soviets, comme les syndicats, au rôle de courroie de transmission du parti (o., 31, 42-44). La hiérarchie des organisations au sein du système parti/Etat se substitue à la démocratie directe comme mécanisme de concentration des pouvoirs. D'autant plus facilement que les compromissions avec la contre-révolution des partis de la « démocratie socialiste » entraînent à terme leur isolement et leur interdiction définitive au printemps 1921, laissant ainsi au seul Parti bolchevique la tâche d'animer les soviets. Monopole que dénonce la révolte de Kronstadt, commencée le 28 février 1921, avec comme mot d'ordre « libres élections des soviets! », et écrasée par l'Armée Rouge le 17 mars. Ainsi se solidifient les bases de ce « système de la dictature du prolétariat » ultérieurement théorisé par Staline. Alors que, depuis 1918, le contrôle ouvrier sur la production n'est plus qu'un souvenir.

Or, c'est au niveau du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise et sur l'ensemble des activités économiques que se nouent les difficultés cruciales de la transition vers le communisme. Le « contrôle ouvrier » figurait dans le programme d'Octobre, car dès le printemps 1917 les bolcheviks reprenaient la revendication ouvrière formulée en réponse aux sabotages et lock-out patronaux, non sans lui donner une dimension de centralisation et d'unicité. Et le 28 novembre 1917, ils créaient un Conseil pan-russe du contrôle ouvrier. Pour Lénine, sous le socialisme, l'appropriation communiste se présente comme appropriation par la seule classe ouvrière organisée par les soviets : « La question d'actualité brûlante de la politique d'*aujourd'hui* est : l'expropriation des capitalistes, la transformation de *tous* les citoyens en travailleurs et employés d'un grand « cartel » *unique*, à savoir : l'Etat tout entier, et la subordination absolue de tout le travail de ce cartel à un Etat vraiment démocratique, *à l'Etat des soviets des députés ouvriers et soldats* » (*L'Etat et la Révolution*, o., 25, 508). Soit le contrôle ouvrier, entendu qu'il faut en tenir les « deux bouts de la chaîne » : d'une part son unité et son unicité, pour le dépérissement de la concurrence entre les travailleurs, d'autre part, la participation effective des travailleurs au contrôle dans chaque entreprise, condition de l'exercice réel et démocratique de cette appropriation. Mais, dès 1918, l'échec du contrôle ouvrier, conséquence de l'ampleur de la catastrophe économique, les urgences de la guerre civile conduisent les bolcheviks à privilégier les syndicats face aux comités d'usines, le Conseil supérieur de l'économie nationale *(Vesenkha)* face aux soviets. Bientôt la quasi-totalité des entreprises sont nationalisées et, sous la férule d'un directeur, relèvent du *Vesenkha*, centre unique de gestion de l'industrie. En contrepartie, les syndicalistes colonisent le Commissariat au Travail et les administrations économiques. En rupture avec le schéma proposé par *L'Etat et la Révolution* se creusent le schisme entre politique et économique, le divorce entre soviets et appareils de gestion de l'économie : c'est une disparition des soviets de production que ne remplaceront pas les « conférences de production » créées en 1924. L'autonomisation des appareils d'Etat se reproduit assurée par une bureaucratie qui ossifie la trame étatique recouvrant la société. « Communistes de gauche » puis membres de l'Opposition ouvrière, de l'intérieur du parti, dénoncent cette évolution. Conscient de ces limites nées des réalités du

Communisme de Guerre, Lénine, en 1921, tire les leçons de l'existence d'un vaste secteur capitaliste d'Etat avec la mise en œuvre de la NEP, la libération partielle du marché et l'autonomie financière des entreprises. Il reste à définir une nouvelle stratégie à long terme d'appropriation communiste. La restauration de son unicité passera par le développement des forces productives corrélatif de la renaissance du prolétariat. Politique qui forme l'axe de la NEP avec les nouvelles perspectives pour la paysannerie dégagées en 1922. La généralisation progressive de la coopération améliorera la productivité du travail agricole, multipliera les pratiques collectives et élargira les échanges directs entre ville et campagne, entre industrie d'Etat et exploitation paysanne individuelle ou collective, entre ouvrier et paysan. La coopérative sera le point nodal de l'alliance ouvrière et paysanne. Au centre de la nouvelle stratégie d'avancée vers le socialisme, une analyse de Lénine : l'arriération culturelle des masses *(l'asiačina)* est le terrain de la dégénérescence des soviets et du renforcement de la bureaucratie. Contre l'autonomisation des appareils d'Etat, stigmatisée au travers de la critique du Commissariat à l'Inspection ouvrière et paysanne dirigée par Staline, Lénine oppose la *révolution culturelle* : « Pour rénover notre appareil d'Etat, nous devons à tout prix nous assigner la tâche que voici : premièrement, nous instruire; deuxièmement, nous instruire encore; troisièmement, nous instruire toujours » (*Mieux vaut moins, mais mieux*, o., 33, 503). L'apprentissage de la culture ne se borne pas à la scolarisation. Associé à la coopération, il signifie l'accès des masses aux pratiques de gestion, à la maîtrise sur le procès de travail. La lutte pour la culture sera lutte pour la démocratie, lutte pour la « réactivation des soviets ».

Les dernières recommandations de Lénine demeurent pathétiquement dérisoires, nonobstant l'intérêt de ses vues sur la coopération. Un point aveugle persistant le conduit à répéter qu'Octobre a accompli les fins de la révolution démocratique bourgeoise, malgré l'institutionnalisation étatique de la terreur, bien que sa conception des rapports parti/mouvements de masses transforme à terme la démocratie directe en un système d'organisations bloquant l'inclusion des luttes démocratiques dans le procès de socialisation. La disparition du pluralisme politique et idéologique dans les soviets ne l'émeut pas davantage. Ainsi resurgit, selon une nouvelle configuration, précisément ce qu'il dénonçait dans *L'Etat et la Révolution*, le système représentatif. En somme, les soviets ne meurent pas d'un excès de conseillisme (thèse défendue hier par l'austro-marxisme, aujourd'hui par P. Ingrao et N. Poulantzas) mais d'un défaut de soviétisme. Rosa Luxemburg, en 1918, avait de façon prémonitoire mis en garde les bolcheviks contre leur « étatisme » et contre leur « régime de coterie » (*La Révolution russe*, p. 87). La dissolution de la Constituante n'était pas pour elle une atteinte à l'universalité de l'Etat (selon K. Kautsky ou M. Adler) mais la fin du pluralisme politique sans lequel « la domination de vastes couches populaires est alors parfaitement impensable » (*ibid.*, t. 2, p. 82). Elle savait, cependant, comme Lénine et les bolcheviks de ce temps, que l'avenir de la Révolution russe n'est pas lié aux seules réalités russes : « *N'importe quel* Parti socialiste qui arrive au pouvoir actuellement en Russie est *forcé* de suivre une tactique fausse, tant que cet élément de l'armée prolétarienne internationale est laissé en plan par le gros de cette armée » (*Spartakusbriefe*, n° 11, *ibid.*, t. 2, p. 53).

• BIBLIOGRAPHIE. — V. I. LÉNINE : *Nos tâches et le soviet des députés ouvriers*, O., 10; *Socialisme et anarchisme*, O., 10; *Plate-forme pour le congrès d'unification du POSDR*, O., 10; *La victoire des Cadets et les tâches du parti ouvrier*, O., 10 (repris dans *Contribution à l'histoire de la dictature*); *Textes pour la révision du programme du Parti*, O., 24; *Thèses d'avril*, O., 24; *L'Etat et la Révolution*, O., 25; *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, O., 25; *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, O., 26; *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, O., 28; *Thèses et rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat*, O., 28; *Rapport sur le programme du Parti*, O., 29; *La maladie infantile du communisme*, O., 31; *Contribution à l'histoire de la dictature*, O., 31; *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski*, O., 32; *Pour le IVe anniversaire de la Révolution*, O., 33; *De la coopération*, O., 33; *Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne ?*, O., 33; *Mieux vaut moins, mais mieux*, O., 33; *Le Cahier bleu*, Ed. Complexe, 1976.

Autres théoriciens : M. ADLER, *Démocratie et conseils ouvriers*, Paris, Maspero, 1967; O. BAUER, *Otto Bauer et la Révolution*, par Yvon BOURDET, EDI, 1968; A. GRAMSCI, *Scritti politici*, a cura di Paolo Spriano, Riuniti, 1973; ID., *Gramsci dans le texte*, par F. RICCI et J. BRAMANT, ES, 1975; K. KAUTSKY, *Die Diktatur des Proletariats*, Wien, 1918; K. KORSCH, La commune révolutionnaire et autres textes, in *Marxisme et contre-révolution*, par S. BRICIANER, Seuil, 1975; R. LUXEMBURG, La Révolution russe, in *Œuvres*, t. 2, Maspero, 1978; E. MANDEL, *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion*, anthologie de textes en 3 vol., Paris, Maspero, 1973; J. MARTOW et Th. DAN, *Geschichte der russischen Sozialdemokratie*, Berlin, 1926; A. PANNEKOEK, *Les conseils ouvriers*, choix de textes par S. BRICIANER, EDI, 2e éd., 1977; E. PASHUKANIS, *La théorie générale du droit et le marxisme*, EDI, 1970; L. D. TROTSKI, *1905*, Paris, 1923; A. VYSHINSKY, *The Law of the Soviet State*, New York, 1948.

Débats actuels : L. ALTHUSSER, *XXIIe Congrès*, Maspero, 1976; Y. BOURDET et GUILLERM, *Clefs pour l'autogestion*, Seghers, 1977; C. BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci et l'Etat*, Fayard, 1975; CASTORIADIS, Sur la dégénérescence de la Révolution russe, in *La société bureaucratique*, t. 2, p. 373 et s., UGE, 1973; P. INGRAO, *Masses et pouvoir*, PUF, 1980; Cl. LEFORT, *Eléments pour une critique de la bureaucratie*, 2e éd., Gallimard, 1979; N. POULANTZAS, *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, PUF, 1978.

Sur les soviets en Russie : O. ANWEILER, *Les soviets en Russie 1905-1921*, Gallimard, 1972; P. AVRICH, *La tragédie de Cronstadt*, Seuil, 1975; C. BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS*, 2 vol., 1974 et 1977, Seuil/Maspero; M. BRINTON, *The Bolsheviks and Worker's control 1917 to 1921*, London, Solidarity, 1970; E. H. CARR, *La Révolution bolchevique*, 3 vol., Ed. de Minuit, 1969; M. FERRO, *La Révolution de 1917*, 2 vol., Aubier, 1967 et 1976; ID., *Des soviets au communisme bureaucratique*, Gallimard, 1980; L. HAIMSON, *The Russian marxists and the origin of bolchevism*, Cambridge, 1955; J. KEEP, *The debate on Soviet Power*, Oxford, Clarendon Press, 1979; P. et M. LAVIGNE, *Regards sur la constitution soviétique de 1977*, Paris, 1979; M. LEWIN, *Le dernier combat de Lénine*, Ed. de Minuit, 1967; ID., *La paysannerie et le pouvoir soviétique, 1928-1930*, Paris/La Haye, Mouton, 1976; *La Commune de Cronstadt*, recueil de documents comprenant la traduction intégrale des *Izvestias* de CRONSTADT, Paris, 1969; VOLINE, *La révolution inconnue*, 3 vol., Belfond, 1972.

▶ CORRÉLATS. — Alliance, Anarchisme, Autogestion, Bolchevisme, Commune, Communisme, Conseil, Démocratie directe, Dictature du prolétariat, Dualité de pouvoir, Luxemburgisme, Menchevisme, NEP, Socialisation, Socialisme.

J.-M. G. / J. R.

Sovkhoze

Les sovkhozes (des mots russes *sovetskoe khojajstvo*), entreprises agricoles d'Etat, datent des débuts du pouvoir soviétique. Créés pour éviter le morcèlement des grands domaines les plus productifs, ils doivent devenir des centres de diffusion du progrès agricole (loi sur la socialisation de la terre du 19 février 1918). Contrôlés d'abord par les soviets locaux, ils sont rattachés en 1918 au Narkomzem et dotés d'un statut le 14 février 1919.

Le lendemain, un décret autorise les entreprises industrielles, les soviets urbains, les syndicats, etc., à organiser des fermes collectives pour nourrir leurs travailleurs. En 1920, dans la seule Russie d'Europe (sans l'Ukraine) existent 4 400 sovkhozes, généralement de dimensions modestes, dont la majorité sont des fermes d'entreprises. Pendant la NEP, mieux subventionnés par l'Etat que les kolkhozes, les sovkhozes sont de trois types. Groupés en trusts agricoles locaux relevant d'un organisme central appelé *Gossel'sindikat* (en RSFSR) ceux qui s'occupent de céréaliculture et d'élevage. En Ukraine et en RSFSR, les sovkhozes à cultures spécialisées (sucre, tabac, alcool, volailles, etc.) dépendent de trusts centraux tel le Trust unifié du Sucre. Enfin, les sovkhozes d'entreprises. En 1926-1927, sur 3,5 millions d'hectares cultivés par les sovkhozes, 1,1 million d'hectares relèvent du *Gossel'sindikat* et une même surface du Trust du Sucre. Dans l'ensemble, leur situation est précaire : ils investissent peu et manquent de cadres qualifiés. La moitié d'entre eux seulement réalise un profit et les moins rentables sont abandonnés.

En 1927, la politique officielle change et les difficultés des sovkhozes sont imputées à la négligence gouvernementale. La gestion est décentralisée : les petits sovkhozes seront du ressort local, les grands sous contrôle du *Gossel'sindikat.*

Après cette période d'expansion et le XVIe Congrès (été 1930), les sovkhozes, sous l'égide du Commissariat aux Sovkhozes créé en 1932, sont réorganisés car les « usines à blé » géantes ne sont pas assez rentables : leurs superficies sont réduites au profit des kolkhozes. En 1941, pour 8 % des terres cultivées, ils apportent à la collecte de l'Etat 10 % des céréales et 16 % de la viande. Depuis la deuxième guerre mondiale le nombre des sovkhozes s'accroît comme leur part dans le produit agricole. D'abord, par de nouvelles créations de sovkhozes de grande taille avec la mise en valeur des « Terres Vierges » (Kazakhstan) où, après 1954, 425 nouveaux sovkhoze ensemencent plus de 10 millions d'hectares. D'autre part, par la transformation de nombreux kolkhozes en sovkhozes. Dans les années 70, 15 000 sovkhozes occupent 8,9 millions de salariés (soit 32 % de la main-d'œuvre agricole) sur 300 millions d'hectares (soit la moitié de la SAU). Un sovkhozes rassemble en moyenne 20 800 ha. Fournissant environ 40 % de la production agricole commercialisée, les sovkhozes sont toujours le modèle vers lequel doivent tendre les autres exploitations collectives (selon le programme du PCUS de 1961), mais un grand effort reste à fournir pour améliorer la productivité du travail et développer l'intégration agro-industrielle.

Depuis la dissolution en 1962 des trusts sovkhoziens, les sovkhozes sont rattachés aux directions régionales de l'agriculture et relèvent au niveau d'une République d'un ministère de l'Agriculture ou d'un ministère des Sovkhozes ou d'un ministère des Industries alimentaires. Les autorités fixent les chiffres de contrôle de la production sovkhozienne qui sont ensuite répartis sous forme de plan pour chaque entreprise. Chaque sovkhoze a un directeur nommé par l'administration (assisté par des spécialistes et par l'assemblée de production composée des délégués du personnel) et est organisé en divisions, brigades (ou ateliers de production), équipes. Les salaires sont établis à la tâche selon un barème combinant la qualification et le rendement auxquels s'ajoutent des primes. Globalement, le salaire moyen des sovkhoziens atteint 75 % des salaires industriels. Syndiqués, les ouvriers et employés des sovkhozes bénéficient de la Sécurité sociale et des mêmes avantages que les autres travailleurs. Ils sont libres de changer

d'emploi et, toujours à la différence des kolkhoziens, la possession d'un lopin et d'un cheptel privés n'est pour eux qu'une tolérance et non un droit.

• Bibliographie. — Cf. collectivisation. — R. Dumont, *Sovkhoz, kolkhoz et le problématique communisme*, Paris, Le Seuil, 1964; B. Kerblay, *Les marchés paysans en URSS*, Paris, 1968; Id., art. « Sovkhoz », apud *Encyclopaedia Universalis*; D. Nacou, *Du kolkhoz au sovkhoz*, Paris, 1958.

▶ Corrélats. — Bolchevisme, Collectivisation, Planification, Kolkhoz, Soviet.

J.-M. G.

Spartakisme

Al : *Spartakismus*. — An : *Spartakism*. — R : *Spartakizm*.

Mouvement révolutionnaire issu de l'extrême gauche de la social-démocratie allemande qui se développe et s'affirme après le déclenchement de la première guerre mondiale en 1914. La Ligue spartakiste donne naissance, le 31 décembre 1918, au Parti communiste d'Allemagne (KPD) qui, pour bien marquer son origine, fait suivre ce sigle de *Spartakusbund* entre parenthèses.

Leaders du mouvement : Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Franz Mehring, Clara Zetkin, Leo Jogiches, Ernst Meyer, etc.

Les spartakistes s'opposent aux sociaux-démocrates majoritaires, réformistes et partisans de l'Union sacrée, sur la nature de la guerre qu'ils caractérisent comme une guerre impérialiste; ils sont internationalistes et révolutionnaires. On désigne souvent (à tort) par révolution spartakiste la Révolution de novembre 1918 en Allemagne. Certes les spartakistes y ont pris une grande part. Mais de nombreux sociaux-démocrates (indépendants, voire majoritaires) y ont, au début, participé.

Très vite les sociaux-démocrates majoritaires veulent stopper la révolution. Les spartakistes, eux, demandent que tout le pouvoir soit donné aux Conseils *(Räte)*, conseils ouvriers et conseils de soldats, alors que la majorité des sociaux-démocrates veut faire élire au plus vite une Assemblée nationale constituante. Les spartakistes veulent transformer la révolution bourgeoise en révolution socialiste par la socialisation des grands moyens de production, l'expropriation des propriétaires fonciers, grands et moyens, etc.

L'insurrection que les masses spartakistes déclenchent à Berlin le 6 janvier 1919 est l'occasion pour les forces gouvernementales et contre-révolutionnaires sous l'autorité de Noske (social-démocrate majoritaire) d'une répression impitoyable au cours de laquelle Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont assassinés.

Principaux points actuellement en discussion. — Force réelle des spartakistes; y avait-il pour eux possibilité de constituer un front commun avec la gauche de l'USPD; divergences entre spartakistes et bolcheviks sur le rôle du parti et sur les problèmes d'organisation.

• Bibliographie. — Gilbert Badia, *Le spartakisme, Les dernières années de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, 1914-1919*, Paris, L'Arche, 1967; Eberhard Kolb, *Die Arbeiterräte in der deutschen Innenpolitik, 1918-1919*, Dusseldorf, 1962 (traite plus spécialement de l'histoire des conseils ouvriers).

▶ Corrélats. — Conseil, Gauchisme, Luxemburgisme, Social-démocratie.

G. Ba.

Spéculation

Al : *Spekulation.* — An : *Speculation.* — R : *Spekulacija.*

1 / La pensée de Marx s'est formée par une critique de la dialectique spéculative de Hegel. Pour celui-ci, le spéculatif est le rationnel, atteint par-delà les limites de l'entendement. Pour Marx, la spéculation est le type même du dévoiement de la pensée par et dans la mauvaise abstraction qui substitue au mouvement du réel celui des idéalités pures. La critique de la spéculation vient de Feuerbach : spéculer, c'est inverser les rapports du réel et de sa pensée, substituant au réel, qu'il faut expliquer, une idée abstraite, dont, par la suite, on tente de déduire le réel. La spéculation est mysticisme logique (« Le réel devient le phénomène de l'idée, mais l'Idée n'a pas d'autre contenu que ce phénomène » (*Cripol.*, ES, 41 ; MEW, 1, 208). Hegel en faisant de l'Etat le principe de la société civile fait de celle-ci, « sujet réel », « le prédicat dernier du prédicat abstrait : l'Etat » (*ibid.*, 51 ; 216).

2 / Marx a considéré comme acquise cette critique de la spéculation, de son idéalisme foncier (le moment idéal est posé comme essence et moteur du moment réel). Il lui donne une dimension matérialiste, puisque le réel mystifié est le présupposé réel de la production. Le « renversement matérialiste » est effort pour penser la matérialité concrète du réel dans son mouvement. Car la spéculation se veut pensée du mouvement. « Le mystère de la construction spéculative » consiste à tirer des différentes réalités apparentées (par ex. des fruits) un substitut abstrait (le « fruit », fruit de la spéculation) dont elle déduit les réalités qui sont sa matière : « revenir du Fruit » aux fruits réels qui deviennent autant de « manifestations du Fruit en soi », lequel devient « un être doué de mouvement et qui se différencie en soi » (SF, ES, p. 74-76 ; MEW, 2, 60-63). La dialectique matérialiste, science du mouvement des modes de production, en ses constructions conceptuelles, réfléchit le mouvement historique concret. Si, plus tard, elle prend d'autres formes et se transforme en critique de l'idéologie, la lutte contre la spéculation demeure une constante de la pensée marxiste : la théorie au sens marxien affirme que « c'est là où cesse la spéculation, c'est dans la vie réelle que commencent la science réelle, positive, l'exposé de l'activité pratique du processus de développement pratique des hommes » (IA, ES, 51 ; MEW, 3, 26 ; voir MP, ES, 113-134 ; MEW, 4, 125-139, contre la métaphysique de l'Economie politique ; de même la critique du fétichisme marchand dans le K., I, 1). Les marxistes créateurs ont dû à plusieurs reprises mener la lutte contre la transformation de la dialectique matérialiste en philosophie spéculative de l'histoire, « de la marche générale fatalement imposée à tous les peuples » (KM/FE, *Corr. 1845-1895*, Moscou, 1971, p. 321). De même Lénine critique l'économisme et rappelle : « Le principe fondamental de la dialectique est qu'il n'existe pas de vérité abstraite, la vérité est toujours concrète » (O., VII, 431). Ainsi Gramsci critique le matérialisme spéculatif de Boukharine. L'oubli du matérialisme et de la dialectique conduit la pensée à un fonctionnement spéculatif que le marxisme doit aussi incessamment critiquer en lui-même.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. COLLETTI, *Il marxismo e Hegel*, Bari, 1969 ; M. DAL PRA, *La dialettica in Marx*, Bari, 1969 ; G. DELLA VOLPE, *Logica come scienza positiva*, Rome, 1969 ; FEUERBACH, *Manifestes philosophiques*, Paris, 1962 ; HEGEL, *Science de la logique*, Paris, 1970 ; LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Paris, 1961.

▶ CORRÉLATS. — Dialectique, Fétichisme, Idéalisme. A. T.

Spinozisme

Al : *Spinozismus.* — An : *Spinozismus.* — R : *Učenie Spinozy.*

A quelque moment où le marxisme a croisé le spinozisme, leur rapport a semblé placé sous le signe d'une haute tension théorique, comme si, à chaque fois, s'y jouait une part de sa cohérence et de sa puissance stratégique. La destinée singulière de la philosophie de Spinoza pouvait à elle seule le donner à pressentir. Barrée de la pensée, rayée de l'histoire pendant plus d'un siècle, elle ne fut tirée de cette longue nuit qu'à la faveur de l'*Aufklärung* : transmise, en Allemagne, par Lessing et, surtout, Jacobi (cf. *Sur la doctrine de Spinoza. Lettres à M. Moses Mendelssohn*), elle fut accueillie, au *Stift* de Tübingen, comme une sorte de Révolution française de l'esprit par les jeunes Hölderlin, Schelling et Hegel. L'hommage plus tard rendu par ce dernier à Spinoza devait en instituer la figure magistrale : « Spinoza constitue un tel point crucial pour la philosophie moderne qu'on peut dire en fait qu'on a le choix entre le spinozisme ou pas de philosophie du tout. » Cette extraordinaire révérence dit bien la fascination qui règle d'emblée la relation de Hegel à Spinoza; elle est aussi l'autre côté d'une tenace volonté de « dépassement » du spinozisme.

La critique hégélienne (cf. le chapitre « Spinoza » des *Leçons sur l'histoire de la philosophie* et la fin du chapitre sur l' « Absolu » de la *Logique*, II, 3, 1) peut être ramenée à trois griefs majeurs :

— commencement de la philosophie « moderne », le spinozisme est aussi philosophie du commencement, soit philosophie inachevée; cet absolutisme de l'origine le condamne à s'épuiser dans l'immédiateté, en clôture les possibles en même temps qu'il en ouvre la dynamique;
— la substance spinozienne, qui ne laisse pas d'interstice par où la conscience de soi puisse la mettre en travail, est tout entière nécessité lisse, opaque, abstraite, « orientale »;
— la prétention de Spinoza à penser son objet *more geometrico* est illégitime puisque foncièrement inadéquate, hyperformalisation naïve finalement explicable par le caractère primitif (recherche absolue du fondement ontologique) et abstrait (substantialisme) du spinozisme.

Il suffira alors, pour rendre cette grande philosophie immobile au mouvement réel dont elle est grosse, d'y faire jouer la médiation, le travail du négatif et la processualité (du savoir). Hegel se pense comme celui par qui advient la vérité de Spinoza. La considération qu'il lui témoigne est la reconnaissance d'un « moment » nécessaire des aventures dialectiques de l'Esprit dont la progression passe par l'intégration de l'avant dans l'après, soit le masque de la propension phagocytaire du Système. Mais, de plus, et précisément sur les trois points critiques indiqués, Hegel se méprend gravement quant à la teneur réelle du texte de Spinoza. Il fait preuve d'une incroyable méconnaissance et d'un aveuglement symptomatique, comme s'il lui fallait, pour démontrer l'insuffisance du spinozisme, lui imputer certaines positions philosophiques qui ne sont pas les siennes et qu'il a au contraire expressément invalidées (cf. sur tous ces points D. Janicaud, Dialectique et substantialité. Sur la réfutation hégélienne du spinozisme, in *Hegel et la pensée moderne*, Paris, 1970, p. 161-192, et P. Macherey, *Hegel ou Spinoza*, Paris, 1979). C'est dire en retour que Spinoza semble avoir toujours déjà réfuté la réfutation hégélienne, boule-

versant par avance l'ordre hiérarchisé de l'antérieur-inférieur et de l'ultérieur-supérieur. Par où l'on peut saisir que l'enjeu celé du rapport Hegel/Spinoza soit Marx lui-même.

Si Feuerbach emprunte au spinozisme de quoi conforter une anthropologie matérialiste — retenant l'*Homo homini Deus* et le *Deus sive Natura* pour en faire par extension un *Deus sive Natura sive Homo* —, la gauche hégélienne est plutôt anti-spinoziste : par un de ces raccourcis lapidaires dont le marxisme aura lui aussi à connaître, elle voit dans l'impassibilité de la substance une sorte de « totalitarisme » avant la lettre, négateur de l'individu et du libre arbitre. M. Hess, qui signe son ouvrage de 1837, *L'histoire sacrée de l'humanité*, « par un disciple de Spinoza », fait figure d'exception, remarquable mais nullement surprenante si l'on songe qu'il est le premier à penser la nécessaire mutation de la théorie politique en théorie du corps social.

Du jeune Marx, étudiant, dont on sait qu'il fut lecteur de l'*Ethique* (cf. nouvelle *MEGA*, IV, 1, Introduction, p. 21), il reste les cahiers de notes du printemps 1841 composés d'extraits du *Traité théologico-politique* et de la *Correspondance* (*ibid.*, p. 233-276). Or ce texte n'en est pas un puisqu'il demeure muet. Le montage-collage qu'il dispose n'avoue son sens caché qu'à la condition d'y rechercher un ordonnancement signifiant. Comme dans les rituels anciens, il dit en ne disant pas, dans la mesure où, par une construction d'occurrences juxtaposées, il indique et une présence et une absence : un commentaire s'y trouve et il est à jamais sans parole. On a là comme l'emblème du rapport Marx/Spinoza. En effet, contrairement à la relative abondance du recours à Spinoza chez Hegel, les textes de Marx et d'Engels ne laissent pas trace d'un effort théorique explicite pour penser la relation au spinozisme. A faire le relevé des références, on trouve qu'elles parsèment seulement l'œuvre, qu'elles y figurent, avec une fréquence d'ailleurs décroissante, sous trois modalités :

a) L'illustration de, ou la contribution à, l'histoire de la philosophie (ainsi la substance spinozienne est-elle définie comme un « élément » de l'hégélianisme, SF, ES, 166; MEW, 2, 147);

b) La célèbre citation (par exemple à propos de l' « ignorance », K., I, 1, 301; MEW, 23, 325; AD, 139; MEW, 20, 103; DN, 201; MEW, 20, 471) ou le rappel historique de l'égal traitement en « chien crevé » (l'expression est de Lessing) de Spinoza et de Hegel (*Cont.*, 127; MEW, 13, 142; DN, 203; MEW, 20, 472; K., I, 1, 29; MEW, 23, 27);

c) La reprise de « thèmes » spinoziens destinés à souligner leur grandeur dialectique (l' « adage dialectique » — AD, 172; MEW, 20, 132 — *omnis determinatio est negatio*, *Cont.*, 155; MEW, 13, 622; K., I, 3, 37; MEW, 23, 623, ou encore la *causa sui* comme préfiguration de l'action réciproque, DN, 234; MEW, 20, 499). Dans tous les cas, on ne peut qu'être frappé par la *répétition hégélienne* du rapport à Spinoza, lourde d'équivoque, on l'a dit. Le Spinoza invoqué ici ou là par Marx et Engels est en quelque sorte un Spinoza d'occasion, de seconde main, mésinterprété dans l'acte même de sa citation. Alors pourquoi, demandera-t-on, un examen spécifié du spinozisme dans sa relation au marxisme ? C'est que, dans l'ellipse de la révérence autant que dans la réfraction hégélienne, la question creuse un vide non comblé puisqu'elle paraît ne jamais rencontrer les intersections théoriques où l'on pouvait à bon droit guetter son passage. Par exemple : la critique de la conscience comme lieu d'une illusion, celle du sujet, la

dénonciation du libre arbitre comme hypothèse occulte (*Ethique*, III, scolie de la pr. 2), la production, avant la lettre, d'une véritable théorie de l'idéologique, anti-finaliste (*Eth.*, App. au liv. I, TTP), l'éradication de tout anthropomorphisme et de toute téléologie, la théorie génétique de la connaissance comme mode conditionné et la conception de la « vérité » comme productrice de critères intrinsèques/extrinsèques *(verum index sui et falsi)*, la distinction rigoureusement matérialiste de l'ordre de l'être et de celui de la pensée (« le concept de chien n'aboie pas »), etc.

L'histoire du marxisme, soit celle, continuée, de ses « crises », devait se charger de combler, souvent avec les moyens du bord, ce découvert du rapport Marx/Spinoza, de régler la dette. Nécessité faisant loi, les marxistes de la fin du XIXe siècle chercheront très vite dans Spinoza l'excellence d'un modèle matérialiste apte à fournir les fondations philosophiques d'un matérialisme dialectique forcé de repenser son statut. Cette conjoncture est décrite par Déborine en 1927 dans les termes suivants, sans doute un peu trop tranchés : « A la fin des années 90, se fit jour... une discussion internationale sur les bases philosophiques du marxisme. E. Bernstein et C. Schmidt défendirent l'opinion selon laquelle le marxisme devait être fondé philosophiquement sur le kantisme... La pensée marxiste russe prit un tout autre chemin... » (Spinozismus und Marxismus, in *Chronicon Spinozarum*, V, 1927, p. 151-152). Sur ce chemin, celui de Spinoza, se tient en effet Plekhanov pour qui, « devenus matérialistes, Marx et Engels n'ont jamais abandonné le point de vue de Spinoza » (Bernstein et le matérialisme, *Œuvres philosophiques*, Ed. de Moscou, II, 376) et « Feuerbach et Engels étaient spinozistes » (D'une prétendue crise du marxisme, *op. cit.*, 354). « Débarrassé de son appendice théologique », le spinozisme peut être l'ados philosophique du matérialisme marxiste s'il est promu comme tel dans la conscience théorique : « Le matérialisme moderne est... un spinozisme plus ou moins conscient » *(ibid.)*. Cette thèse de Plekhanov sera l'objet, dans les années 1925-1931 en URSS, d'une grande querelle philosophique qui opposera les « mécanistes » et les « dialecticiens ». Les premiers, avec L. I. Axelrod, entendent « flanquer la philosophie par-dessus bord » : proches du Proletkult et des « psychanalystes sociaux », ils ne voient dans le spinozisme qu'une variété de la pensée théologique. Les seconds, avec Déborine à leur tête, engagent la contre-offensive et, s'appuyant sur la tradition plekhanovienne, défendent et illustrent la philosophie de Spinoza comme figure la plus conséquente du matérialisme avant Marx — encore qu'inachevée puisque lui fait défaut le principe de contradiction. On voit bien ici que, même parmi les marxistes les plus « spinoziens » de cette époque, le postulat hégélien de l'insuffisance congénitale et objective du spinozisme se trouve nécessairement reconduit. Toujours est comme sous-entendue la formule qui définit le marxisme — à l'instar de Taine résumant l'hégélianisme : Spinoza complété par Hegel. Peut-être la crise théorique, temps de la carence reconnue, force-t-elle à penser en termes d'addition, de surcharge, de supplément de (cf. également la perspective voisine mais différente du spinozisme comme moment de l'appropriation du marxisme : A. Labriola, *Scritti e appunti su Zeller e su Spinoza (1862-1868)*, Milan, 1959).

Dans une tout autre conjoncture critique, L. Althusser a fait lui aussi « aveu » de spinozisme (*Eléments d'autocritique*, Paris, 1974, pt 4, p. 65-83). A ses yeux, Spinoza produit de quoi penser *la spécificité du marxisme* : « Nous

avons fait le détour par Spinoza pour voir un peu plus clair dans le détour de Marx par Hegel. Un détour donc : mais sur un détour » (p. 69). L'espace qui sépare, chez Spinoza, le premier du deuxième genre de connaissance est celui-là même qui rend compte de la distance de l'idéologie à la science. Mais — et c'est ici que le « détour » sert à l' « autocritique » —, de cet écart on ne saurait déduire que la science est la « vérité », la juridiction transcendante, de l'idéologie. La connaissance du déterminisme n'en obère pas spéculativement la réalité. L'idéologie ne se réduit pas à l'autre dépassé de la science, elle perdure quand bien même son concept est produit (cf. *Pour Marx*, Paris, 1966, p. 75, n. 40). Sur tous ces points, « Spinoza anticipait Hegel, mais il allait plus loin » (*Eléments...*, p. 73).

Donc, si l'on tient que la réception marxienne de Spinoza se fait dans et à travers Hegel, que, chez ce dernier, le spinozisme est un point aveugle ou limite, on peut être autorisé à induire que le spinozisme est la *critique anticipée* d'un certain marxisme — qui fut longtemps le tout certain du marxisme —, savoir le marxisme hégélianisé, Hegel dans Marx. Il est à tout le moins l'indice d'une aporie dont témoigne la recherche lancinante et problématique des assises philosophiques du marxisme. D'avoir à (re-)penser le matérialisme dans le marxisme ou, plus récemment, le statut de la dialectique et de son potentiel heuristique signale, entre autres choses fondamentales, que l'évolutionnisme historique fondé sur la juxtalinéarité progressive (des grands systèmes philosophiques, chez Hegel, ou des modes de production, chez Staline) doit être en toute rigueur invalidé. C'est bel et bien à une déconstruction de la temporalité historique qu'invite Spinoza, par où il se pourrait bien qu'il soit un penseur « post-bourgeois » (Macherey) ou « post-dialectique » (Negri, cf. biblio.). La présence contemporaine de Spinoza dans le marxisme se donne ainsi comme le rappel réitéré d'une faille.

• BIBLIOGRAPHIE. — E. ALLIEZ, Spinoza au-delà de Marx, in *Critique*, n° 411-412, août-sept. 1981 ; L. ALTHUSSER, Soutenance d'Amiens, in *Positions*, ES, 1976, p. 127 et s.; M. BERTRAND, *Spinoza et l'imaginaire*, Paris, PUF, 1983; S. BRETON, *Spinoza, théologie et politique*, Paris, 1977; A. DEBORINE, Spinoza précurseur, in *Revue marxiste*, n° 1, 1929; A. DEBORINE, A. THALHEIMER, *Spinozas Stellung in der Vorgeschichte des dialektischen Materialismus*, Vienne-Berlin, 1938; J. d'HONDT, Hegel et Spinoza, in *Actes du Colloque international Spinoza, 1977*, Paris, 1978, p. 207-219; R. de LACARRIÈRE, *Etudes sur la théorie démocratique, Spinoza, Rousseau, Hegel, Marx*, Paris, 1963; G. DELEUZE, *Spinoza. Philosophie pratique*, Paris, 1981; J. T. DESANTI, *Introduction à l'histoire de la philosophie*, Paris, 1956; L. FEUERBACH, Geschichte der neueren Philosophie von Bacon bis Spinoza (1847), in *Sämtliche Werke*, Bd III; ID., Spinoza und Herr Barth (1836), *ibid.*, Bd IV; ID., Uber Spiritualismus und Materialismus (1836), *ibid.*, Bd X; K. FISCHER, *Geschichte der neuern Philosophie*, Heidelberg, 1911; H. HEINE, *Zur Geschichte der Religion und Philosophie in Deutschland* (1833-1834), Leipzig, 1970, p. 102 et s.; *Histoire de la philosophie de l'Académie des Sciences*, Moscou, Ed. Naouka, 1965, t. 6, livr. 1; A. IGOIN, De l'ellipse de la théorie politique de Spinoza chez le jeune Marx, in *Cahiers Spinoza*, 1, 1977; G. L. KLINE, *Spinoza in Soviet Philosophy...*, Londres, 1952; V. I. LÉNINE, *Matérialisme et empiriocriticisme*, o., 14 (cf. la note 25 de l'éd., p. 384); ID., *Cahiers philosophiques*, o., 38, p. 157 et s., p. 455 et s.; A. V. LOUNATCHARSKI, *De Spinoza à Marx*, 1925; ID., *B. Spinoza et la bourgeoisie*, 1933; A. MATHERON, Le TTP vu par le jeune Marx, in *Cahiers Spinoza*, numéro cité; R. MONDOLFO, Il concetto marxistico della « umwälzende Praxis » e i suoi germi in Bruno e Spinoza, in *Festschrift für Carl Grünberg*, Leipzig, 1932; A. NEGRI, *L'anomalie sauvage*, Paris, 1982; I. P. RAZUMOVSKI, *Spinoza and the State*, 1917; M. RUBEL, Marx à la rencontre de Spinoza, in *Cahiers Spinoza*, numéro cité; C. SCHMIDT, *Spinoza, ein Vorkämpfer der neuen Weltanschauung*, Berlin,

1890; J. STERN, *Die Philosophie Spinozas*, Stuttgart, 1894; A. TOSEL, Le développement du marxisme en Europe occidentale depuis 1917, in *Encyclopédie de la Pléiade, Histoire de la Philosophie*, t. 3, p. 996-1040; ID., *Spinoza ou le crépuscule de la servitude*, Paris, 1984; P. VERNIÈRE, *Spinoza et la pensée française avant la Révolution*, Paris, 1954, rééd., 1982; S. ZAC, *Philosophie, théologie, politique dans l'œuvre de Spinoza*, Paris, 1979; A. ZANARDO, *Filosofia e socialismo*, chap. I : « Il primo Labriola e Spinoza », Rome, 1974.

▶ CORRÉLATS. — Athéisme, Connaissance (Théorie de la), Crises du marxisme, Détermination, Déterminisme, Dualisme/Monisme, Emancipation, Humanisme, Idéologie, Liberté/Nécessité, Matérialisme, Négation, Positivisme, Rationalisme, Téléologie.

G. Be. / J.-L. C.

Spiritualisme

Al : *Spiritualismus*. — An : *Spiritualism*. — R : *Spiritualizm*.

On peut parler de *spiritualisme* « *stricto sensu* » dès lors qu'est posée l'existence de « deux substances distinctes par leurs attributs, dont l'une, l'esprit, a pour caractères essentiels la pensée et la liberté; dont l'autre, la matière, a pour caractères essentiels l'étendue et la communication toute mécanique du mouvement (ou de l'énergie) » (*Vocabulaire* de Lalande, t. II, p. 793).

S'il est vrai que le spiritualisme peut donc être considéré comme une espèce d'idéalisme, il faut noter son recours spécifique à la notion d'*esprit*, substance individuée qui en fait l'originalité. Ainsi, alors que l'idéalisme se joue électivement du côté de la théorie de la connaissance, le spiritualisme n'intervient dans la connaissance que comme effet d'une position ontologique et éthico-religieuse. Il se reconnaît en ce sens par sa coloration mystique qui contraste avec la tonalité rationaliste, voire intellectualiste, d'autres familles de pensée idéalistes.

Le spiritualisme en appelle à l'*Esprit* contre la *Matière*, comme la synthèse individuée à une multiplicité d'éléments informes, et contre la *Nature* comme principe producteur de spontanéité. Sous ces formes, on discerne déjà chez le jeune Marx une réfutation de la conception spiritualiste de la vie, à laquelle il oppose un naturalisme, qui se spécifiera en matérialisme.

Engels reprend les termes de l'ontologie et objecte au spiritualisme que « la matière n'est pas un produit de l'esprit, mais l'esprit n'est lui-même que le produit le plus élevé de la matière » (LF, *Etudes philosophiques*, ES, p. 28-29).

Lénine achève le cycle de la réfutation en diagnostiquant dans l'empiriocriticisme une forme modernisée du *spiritualisme immatérialiste* prôné dès 1710 par Berkeley. La science est ainsi utilisée pour accréditer la thèse spiritualiste extrême réduisant la matière au « néant » (O., 14, p. 24).

▶ CORRÉLATS. — Empiriocriticisme, Idéalisme, Matérialisme.

P.-L. A.

Spontané / Spontanéité / Spontanéisme

Al : *Spontan/Spontaneität/Spontaneismus*. — An : *Spontaneous/Spontaneity/Spontaneism*. — R : *Stihijnyj/Stihijnost'*.

1 / S'il est vrai que, dès ses origines, le mouvement ouvrier s'est vu questionné par les formes spontanées prises par les révoltes de masse et

si l'on peut considérer le combat mené par Marx, Engels et d'autres, au sein de la Ire Internationale, contre ceux, bakouninistes et proudhoniens, qui refusaient que la classe ouvrière « se constituât en parti politique » comme le premier grand clivage stratégique emporté par ce questionnement, il est indubitable que c'est avec la croissance de la social-démocratie européenne, de l'allemande notamment, que la *spontanéité* des masses commence d'être perçue comme problème tactique en tant qu'elle est opposée à leur *organisation*. Cette opposition, qui fit le fond du débat, a notamment été théorisée par Karl Kautsky dans un texte célèbre : « ... la conscience socialiste est un élément importé du dehors *(von Aussen Hineingetragenes)* dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit naturellement *(urwüchsig)* » (*Die Revision des Programms der S.D. in Österreich, Die Neue Zeit*, 20, 1901-1902). La conscience est donc ce qui vient, de l'extérieur, suppléer aux défaillances naturelles de la spontanéité. L'opposition des deux se confond alors avec leur absolue hétérogénéité. Cette thèse, marquée d'une « torsion inverse », a été reprise par Lénine, dans *Que Faire ?*, où le texte de Kautsky est cité en toutes lettres (o., 5, p. 391).

2 / La critique léniniste de la spontanéité emprunte à la thèse kautskyste au moins trois éléments :

— « la conscience trade-unioniste » (o., 5, 382) représente l'idéologie spontanée des masses ouvrières;
— contre le révisionnisme bernsteinien, l'organisation est opposée à la spontanéité comme le « but final » se subordonne le « mouvement », comme « les buts essentiels, les exigences permanentes priment *toujours* les besoins du moment » (13);
— le moteur qui « élève » le spontané jusqu'au conscient, c'est le parti, conçu comme l'agent actif externe de la lutte de classes (321).

Ce dernier point, la transcroissance toujours possible et toujours nécessaire du spontané dans le conscient, montre déjà que la critique léniniste est largement exempte de la rigidité conférée à celle de Kautsky par la confusion plus ou moins avérée entre conscience *socialiste* et conscience (ou savoir) *théorique*. D'une part, elle s'enracine dans une conjoncture de lutte contre les formes « économistes », « terroristes » ou « économistes-terroristes » (320, 385, 427) de « compréhension... (des) rapports entre le politique et l'économique » (388). C'est dire qu'elle obéit moins à un principe abstrait qu'à une urgente nécessité politique et idéologique. D'autre part, et surtout, Lénine est moins soucieux d'opposer spontanéité et conscience, masses et organisation, que d'en explorer, par la politique, les modes d'articulation ou de combinaison. Sa critique de « l'élément spontané » est tout entière commandée par l'impératif catégorique du « *soutien* communiste à tout mouvement révolutionnaire dirigé contre le régime existant » (o., 5, 347). D'où un certain nombre de facteurs de pondération de sa critique de la spontanéité — hors desquels elle dériverait, dans la perspective du kautskysme ou d'un léninisme stalinisé, vers la théorie de l'omniscience et de l'omnipotence du parti :

a) Si la « conscience » garantit seule l'autonomie idéologique du prolétariat (5, 391), « l'élément spontané », qui en est la « force embryonnaire » (5, 381), permet seul l'initiative politique des masses (cf. o., t. 11, p. 170 et s.). La conscience ne s'oppose donc pas à la spontanéité comme

la théorie (clairvoyante) à la pratique (aveugle), elle ne s'institue pas sur son refoulement. Elle est au contraire ce vers quoi « s'élève » la spontanéité — toutes deux participant du même mouvement, celui objectivement déterminé par des rapports de forces inscrits dans les luttes de classes.

b) La spontanéité est donc toujours relative à une conjoncture donnée (5, 381) qui en spécifient le degré et les formes ainsi que les moyens de la combattre en l'aiguisant.

c) Elle peut par conséquent stimuler l'émergence d'une nouvelle « conscience » : « la spontanéité exigeait d'eux » (les militants de la social-démocratie russe) « un plus haut degré de conscience » (5, 532).

d) « Les dirigeants... restaient en arrière sur le plan théorique... et pratique... ils s'attachaient à *légitimer leur retard* » *(ibid.)* : la spontanéité joue souvent comme le signe d'un « retard » des dirigeants, des « idéologues », sur les « masses » (5, 321 et s.).

3 / Tout autant que Lénine, Rosa Luxemburg souligne que la « conscience social-démocrate », dans sa formation, est soumise aux deux temps de la « révolte spontanée » et du « mouvement politique effectif » (*Nach dem ersten Akt, Die Neue Zeit*, 1905). Par comparaison, l'ensemble de ses analyses — quant à la tactique, au parti, à l'insurrection — est toutefois porté par un évident infléchissement du côté de « l'élément spontané », commandé à ses yeux par l'absolue nécessité dans laquelle se trouve le mouvement des masses d'éviter toute déperdition de ses forces opérationnelles. Précisons :

— L'autonomie idéologique du prolétariat n'est pas seulement fonction de son organisation : elle est organiquement liée à et dépendante de « l'intensification de son activité spontanée, du renforcement de son esprit d'initiative » *(Wieder Masse und Führer)*.

— La thèse, remarquable mais secondaire chez Lénine, du retard des idéologues sur les masses fait l'objet chez Rosa Luxemburg d'une riche et fine théorisation du rapport dirigeants/dirigés, « masses »/« chefs », qui débouche sur la notion d'auto-organisation des masses dans la lutte : « les masses prolétariennes n'ont pas besoin de chefs, elles se guident elles-mêmes » *(Masse und Führer)*.

— La révolution ne peut donc être soumise à un plan tactique contraignant car elle est « réalisée » par les masses qui « improvisent des moyens de lutte inconnus auparavant, (elles) contrôlent et enrichissent l'arsenal populaire, indépendamment de toutes les prescriptions du parti » *(Massenstreik, Partei und Gewerkschaften)*.

— Le parti n'intervient en quelque sorte qu'après coup dans le procès révolutionnaire : il laisse aux masses l'initiative du « début » pour mieux en « diriger la conclusion ». Il se définit plus comme un agitateur collectif que comme un organisateur proprement dit. Sa tâche permanente est de « dominer le courant tout en restant dans le courant » (*Massenstreik*... « Un pas en avant des masses », dira Lénine, « et rien qu'un pas »).

Le dialogue conflictuel de la conscience et de la spontanéité, l'antagonisme ouvert de l'organisation et de la révolte des masses n'ont guère cessé — et on ne voit pas comment ils cesseraient — de cliver, à des degrés variables, les positions conquises par le mouvement ouvrier révolutionnaire. C'est ce qui a fait remarquablement irruption, *en tant que tel* et de

façon *massive*, sur la scène politique en 1968, dans trois conjonctures distinctes (France, Italie, Allemagne) mais liées — dans la mesure où, dans les deux premiers cas notamment, le mouvement des masses a *paru* précéder les capacités de direction de ceux qui avaient explicitement pour vocation de l'organiser : signe avant-coureur, symptôme parvenu à l'état manifeste d'une crise des fonctions de direction et de domination, bref de l'hégémonie des partis communistes d'Europe occidentale.

• BIBLIOGRAPHIE. — M. BURNIER, *Fiat : conseils ouvriers et syndicats*, Paris, 1980; R. DAHRENDORF, *Soziale Klassen und Klassenkonflikt in der industriellen Gesellschaft*, Tübingen, 1957; A. GRAMSCI, Spontanéité et direction consciente, in *Gr. ds le texte*, Paris, ES, 1977, p. 583 et s.; Notes sur Machiavel..., *ibid.*, p. 418 et s.; Grèves sauvages, spontanéité des masses, *Cahiers Spartacus*, n° 30, déc. 1969; D. GUÉRIN, *Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire*, Paris, 1970; A. HELLER, *Philosophie des linken Radikalismus*, Hambourg, VSA, 1978; P. INGRAO, *Masses et pouvoir*, Paris, 1980; F. KOOL, *Die Linke gegen die Parteiherrschaft. Dokumente der Weltrevolution*, Fribourg, 1970; G. LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Paris, 1964 (cf. également *Geschichte und Klassenbewußtsein heute — Diskussion und Dokumentation*, Amsterdam, 1971); L. MAGRI, Spontanéité et organisation révolutionnaire, in *Sociologie et révolution*, Colloque de Cabris, Paris, 10/18, 1974; H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte*, Paris, Seuil, 1973; A. PANNEKOEK, Massenaktion und Revolution, in *Die Neue Zeit*, XXX, Band I, 1912; *Bolschewismus und Demokratie*, Vienne, 1919; W. ROCHET, *Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps ?*, Paris, ES, 1968; L. SALINI, *Mai des prolétaires*, Paris, ES, 1968; J.-P. SARTRE, Il Manifesto, *Massen, Spontaneität, Partei*, Berlin, Merve Verlag, 1970; R. SCHLESINGER, Marxism without an Organizing Party, in *Soviet Studies*, vol. 18, n° 2, oct. 1966; Observations sur les fondements philosophiques de l'extrémisme de gauche, in *Annali dell'Istituto G. C. Feltrinelli*, 1972; J. D. STALINE, *Les bases du léninisme*, chap. III : « La « théorie » de la spontanéité », Paris, 10/18, 1969, p. 82 et s.; Sur quelques questions de l'histoire du bolchevisme, paru en 1931 dans le n° 6 de la *Proletarskaïa Revoluziya*; M. SZEZINGER, Les bases théoriques de la conception de la spontanéité du processus révolutionnaire dans la doctrine de Rosa Luxemburg (en polonais), in *Studia Socjologiczne i polityczne*, nW3, 1959.

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Bakouninisme, Direction/Domination, Fusion, Gauchisme, Luxemburgisme, Parti, Théorie.

G. Be.

Stade(s)

Al : *Stufe(n)*. — An : *Stage(s)*. — R : *Stadija(ii)*.

Voir : Mode de production.

Stakhanovisme

Al : *Stachanowismus*. — An : *Stakhanovism*. — R : *Stahanovizm*.

Le stakhanovisme connaît ses heures de gloire après le « Congrès des Vainqueurs », le XVIIe Congrès du PCUS, qui a lieu du 26 janvier au 10 février 1934. Après les bouleversements de la collectivisation et de l'industrialisation quasi militarisée, le moment est venu de stabiliser les acquis de l'étape précédente par des méthodes nouvelles. La pénurie de biens de consommation due au développement prioritaire de l'industrie lourde amène le parti à adopter une politique visant à garantir un partage des biens proportionnel à l'effort fait par chacun en vue de l'expansion de l'économie nationale. C'est l'essence même de la répartition dans la

société stalinienne, à savoir un éventail de récompenses/primes calculées selon l'effort et la contribution individuelle à l'édification du socialisme. Dans cette optique, les normes de rendement sont basées sur l'efficacité et l'effort des meilleurs ouvriers et non sur celui des ouvriers moyens. Par ce biais, on maintient à un bas niveau les taux de salaires, permettant ainsi, d'une part, une réserve de capital à investir dans l'industrie et, d'autre part, une limitation du pouvoir d'achat salutaire en raison de la rareté des biens de consommation. Cette logique d'Etat portera à son épanouissement le mouvement stakhanoviste amorcé en 1935.

Ce mouvement prend forme en août 1935, dans le bassin du Donetz, lorsque le mineur Alexéi Gregorevitch Stakhanov extrait en une journée de travail, à l'aide d'un marteau pneumatique, 102 t de charbon, multipliant ainsi par 14 la norme de l'époque. Immédiatement le mouvement s'étend à toutes les branches de l'économie nationale. En novembre 1935, la Conférence des Ouvriers stakhanovistes de l'URSS se réunit au Kremlin avec la participation de Staline et d'autres dirigeants du parti et du gouvernement. La session plénière du Comité central du PC*(b)* de l'URSS de décembre 1935 cautionne le stakhanovisme en le caractérisant comme « l'organisation du travail sur des assises nouvelles, la rationalisation des processus technologiques, la croissance rapide de la productivité du travail et l'augmentation considérable du salaire des travailleurs ».

Selon les sources officielles, « grâce au mouvement stakhanoviste, la productivité du travail dans l'industrie s'est accrue de 82 %, contre les 63 % prévus par le plan. De ce fait, le deuxième quinquennat, comme le premier, est réalisé avant terme, en quatre ans et trois mois. La production industrielle fait plus que doubler par rapport à 1932 et augmente de près de six fois comparativement au niveau de 1913. 4 500 entreprises industrielles sont mises en exploitation, qui donneront, en 1937, 80 % de toute la production industrielle de l'URSS ».

Mais les conséquences sociales seront bien plus complexes. Très impopulaire, étant donné que la norme de production s'élève selon les performances des stakhanovistes, le stakhanovisme n'en devient pas moins l'objet d'un mythe. Une vaste propagande le diffuse, des films et des romans lui sont consacrés. Le stakhanoviste devient un type humain, le modèle du héros positif, de l'homme soviétique en lutte contre les forces de la nature et qui vainc toujours par son endurance et son acharnement, grâce à son idéal communiste et à son dévouement au parti et à Staline. Malgré cette image idyllique et l'effort moralisateur qui l'entoure, il y aura de nombreux cas d'assassinat de stakhanovistes par leurs collègues ouvriers. Le mouvement rencontrera des résistances même au sein du syndicat qui subira une purge à cette époque.

Cette politique atteindra son but principal : la croissance des moyens de production; mais son corollaire sera aussi l'apparition d'une couche privilégiée.

Bien que daté — de 1935 à la guerre — le mouvement stakhanoviste se poursuivra sous des formes plus nuancées jusqu'à nos jours. Quant à Stakhanov, né en 1905, il connaîtra une belle carrière : de 1943 à 1957 il occupera un poste au ministère de l'Industrie charbonnière à Moscou, et, de 1957 à sa retraite en 1974, un poste de dirigeant dans une mine du Donbass. En 1975, avec d'autres initiateurs du mouvement stakhanoviste comme K. Pétrov, A. Boussyguine, P. Kovardak, M. Gnatenko, I. Goudov,

N. Smétanine, il recevra le titre de « héros du travail socialiste ». Il mourra le 5 novembre 1977.

Connu aujourd'hui en URSS et dans les autres pays socialistes sous la formule elliptique d' « émulation socialiste », le stakhanovisme crée toujours ses héros et impose ses normes. S'il fait moins parler de lui, s'il ne fait plus partie de la légende, ses principes fondamentaux n'en demeurent pas moins au cœur de l'organisation du travail des sociétés post-staliniennes.

▶ CORRÉLATS. — Economisme, Emulation, Forces productives, Socialisation, Stalinisme.

L. M.

Stalinisme

Al : *Stalinismus.* — An : *Stalinism.* — R : *Stalinizm.*

Le stalinisme est une notion multidimensionnelle et pluridisciplinaire. Il implique une *pensée philosophique* qui s'était surtout cristallisée à travers une *idéologie* ; une *pratique politique* exprimée à travers un système de gouvernement et d'organisation de l'appareil d'un parti; une *expérience économique* traduite par une planification archicentralisée et une collectivisation totale des campagnes; un *climat psychologique* illustré à travers une *morale* et un *type d'homme*; une *culture* — littérature, art, architecture, etc. — qui se fonde sur une méthode, le réalisme socialiste; une *mythologie*, liée à la personne de Staline, point d'ancrage du phénomène.

Cependant, si on ne peut pas séparer la personnalité de Staline du phénomène à qui il donne son nom, le stalinisme dépasse largement l'homme — fût-il historique ou légendaire — qui ne peut pas être tenu comme le seul responsable face à l'histoire d'un des phénomènes les plus profonds qui marquent le XXe siècle.

Le stalinisme, né en Russie, dépassa assez vite son cadre national. Propagé dans un premier temps par le gigantesque et tentaculaire appareil de l'Internationale communiste dans chaque parti national, il se popularise au-delà de l'univers communiste, lors de la seconde guerre mondiale, grâce aux victoires de l'Armée Rouge sur le fascisme.

Depuis le XXe Congrès du PCUS et surtout comme une des conséquences du fameux rapport secret de Khrouchtchev, le stalinisme acquiert une connotation péjorative, désignant couramment plusieurs figures : soit un type de comportement politique rigide et sectaire propre au fonctionnement des partis communistes du vivant de Staline; soit une pensée dogmatique et réductrice; soit une psychologie imprégnée de foi.

Pour saisir la complexité du stalinisme, il faudrait tout d'abord le dater, le resituer sur la toile de fond historique sur laquelle il évolua. Il faudrait retrouver l'histoire, celle de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile, qui devait marquer pour longtemps l'Etat soviétique par un complexe d'encerclement et d'autarcie. Il faudrait aussi, sinon surtout, cerner la coupure entre la pensée de Lénine et celle de Staline. Il faudrait dégager la nature de l'héritage pour situer l'action initiale qui engendra le dérapage qui aboutira à la tragédie des années 30 en URSS : la dissolution par Lénine de la Constituante en 1918, la répression brutale de la révolte de Cronstadt, la décision du Xe Congrès du PC*(b)* d'interdire les fractions à l'intérieur du parti, l'instauration du parti unique, l'étouffement des syndicats, considérés comme « courroie de transmission », l'incapacité de l'application du centralisme démocratique qui devenait de moins en moins

démocratique et de plus en plus centralisateur. Faut-il éventuellement reculer la date et chercher dans la scission du parti social-démocrate russe, en 1903, les causes de cette absence de démocratie qui devaient caractériser la démarche bolchevique dès ses débuts ? Ou aller encore plus loin, et chercher dans la dimension jacobine russe apportée par Lénine au marxisme occidental la cause des déformations pratiquées par le stalinisme ?

Le stalinisme, en tant que pensée philosophique génératrice d'une idéologie, constitue une codification du marxisme par le biais de ce qu'Althusser appelle une lecture *ontologique*. Une lecture « qui traduit le matérialisme en une ontologie de la matière dont la dialectique énoncerait des « lois » (...), qui s'interdit de reconnaître que toute la fécondité du matérialisme comme de la dialectique tient à ce qu'ils énoncent non pas des « lois », mais des « thèses », marqua pour de longues années la théorie et l'idéologie du mouvement communiste international dans sa globalité. Le stalinisme canonisa la pensée de Lénine en créant le léninisme à partir d'un texte devenu classique : *Les principes du léninisme* (1924). Plus tard, dans le fameux *Précis d'histoire du PC(b) de l'URSS* (1938), ouvrage rédigé sous son contrôle direct, Staline rédigea le chapitre philosophique « Matérialisme dialectique et matérialisme historique ». Ces deux textes constituent l'essentiel des fondements d'une nouvelle discipline, le marxisme-léninisme, qui sera enseignée à travers le monde comme dans un dogme, mais avec une force de diffusion et de popularité sans précédent. Magistral pédagogue, Staline arrive avec un rare esprit de synthèse et une grande clarté à codifier la pensée marxiste. Les traces de cette démarche sont encore présentes de nos jours dans de nombreux PC, surtout parmi ceux au pouvoir ou parmi ceux des PC qui, dans le mouvement communiste, sont proches des positions du PCUS.

Au-delà d'une vision du monde, le stalinisme engendra une idéologie, fondée sur le *credo* du « transformisme ». Selon cette idéologie, tout pouvait et devait se transformer : l'homme et la nature, pour répondre aux desiderata du système politique. Cette idéologie aura des conséquences concrètes sur la psychologie et les sciences exactes, surtout la biologie; ses théoriciens principaux furent Mitchourine et Pavlov, et son meilleur praticien, Lyssenko. A partir de cette idéologie, un climat particulier apparaît fondé sur un pseudo-humanisme illustré par l'adage de Staline : « L'homme, le capital le plus précieux ». Il s'agissait justement de l' « homme nouveau », acteur principal de l'échafaudage du stalinisme. Cet homme nouveau détenteur du vouloir, du savoir et du pouvoir devait tout transformer; il avait des certitudes, de l'enthousiasme, de la confiance; c'était lui qui légitimait le stalinisme, c'était l' « homme de marbre ». C'est avec lui et à partir de lui qu'une nouvelle morale fut forgée qui sera diffusée par la littérature, l'art, la musique.

Cette pensée philosophique et cette idéologie déboucheront sur des mythes. Dans la mesure où cette philosophie (devenue d'Etat) énonçait des lois et où cette idéologie forgeait le profil d'un homme qui devait tout pouvoir, cela aboutira à une religion où la *foi* apparaît comme le moteur principal de la société. Tout le système de valeur collectif et individuel prenait une connotation sacrée. Des notions comme le parti, le secrétaire général, la patrie du socialisme, l'ennemi du peuple, la vigilance révolutionnaire, pour ne citer qu'elles, furent conceptualisées et mythifiées. Mais c'est surtout le mythe du chef charismatique, de Staline d'abord,

de tous les secrétaires généraux d'autres partis, ensuite, qui domine cette nouvelle mythologie. Ces mythes engendreront des osmoses avec de larges répercussions politiques : parti/Etat; parti/secrétaire général; URSS/Armée Rouge/Staline, etc.

Mais comme tout mythe possède son noyau de vérité, la mythologie stalinienne a engendré des exploits et déployé de grandes énergies, qui se sont concrétisées par les gigantesques chantiers de l'industrialisation de l'URSS et par le courage des combattants de l'Armée Rouge durant la seconde guerre mondiale. Le phénomène fut si profond que, de nos jours encore, le mythe de Staline, qu'on pourra appeler contre-mythe, dans la mesure où il prenait la figure de l'effacement et de la simplicité, continue de fasciner l'imagerie populaire. Une sorte de piété entoure le souvenir de Staline, de l'homme qui navigua avec adresse entre les écueils de l'édification de l'Etat soviétique et qui fut surtout le grand rassembleur des temps de guerre.

Le stalinisme fut aussi une pratique politique avec de larges répercussions sur l'économie et sur la vie sociale de l'URSS; par la suite, elle se transformera en « modèle » qui sera appliqué aux démocraties populaires; on aboutira au glacis dont l'Union soviétique s'entourera lors de la guerre froide. Le règne tout-puissant du parti unique monolithique et replié sur lui-même en caste privilégiée, la pratique déformée de la dictature du prolétariat qui, au lieu d'évoluer vers le dépérissement de l'Etat, va vers son intronisation comme force omnipuissante et omniprésente à tous les échelons de la société, l'abolition de toute liberté d'expression et l'instauration d'un climat d'espionnite et de peur : ce sont là les principaux éléments qui caractérisent le stalinisme en tant que mode d'exercice du pouvoir.

Un autre aspect contradictoire du système est la nature de la lutte des classes qu'il engendra. Ce fut la paysannerie en tant que classe qui fut la plus sacrifiée, c'est elle qui paya le tribut le plus lourd à l'industrialisation du pays. La classe ouvrière, qui se forgea durant cette période, puisa également ses racines dans la paysannerie. Tout cela donnera naissance à une société nouvelle certes, mais non moins traversée par des contradictions et regroupements de classes qui finiront par engendrer de nouvelles luttes de classes.

Le pouvoir stalinien devait inscrire dans l'histoire de l'URSS une de ses pages les plus sanglantes. La dékoulaquisation qui ensanglanta la campagne soviétique à la fin des années 20 et au début des années 30, ainsi que la terreur qui s'étendra à toutes les couches sociales dans les années 36-38 avaient fait des millions et des millions de morts. L'esprit de la guerre civile se perpétuera, plongeant la société soviétique dans un climat de combat permanent contre des ennemis réels ou imaginaires. Tout cela se fit parallèlement avec l'alphabétisation et l'urbanisation des masses paysannes, avec la création d'une infrastructure industrielle, dont sont sortis les chars de Stalingrad. « Le stalinisme accouple grotesquement la charrue en bois et la pile atomique, exactement comme la barbarie primitive et le marxisme », constate avec justesse Isaac Deutscher.

C'est à cause de cette complexité à multiples implications et retentissements que le stalinisme ne peut être réduit ni à un épiphénomène, comme le considère Roy Medvedev, ni à un « culte » autour d'une personne, dont les défauts de caractère expliqueraient les maux d'une société et d'un système politique forgé au long de trente années de règne,

comme le considère Khrouchtchev. En fait, bien qu'une riche bibliographie nourrisse la « stalinologie », nous pourrions dire avec Althusser que l'explication marxiste n'a pas encore été donnée de cette histoire faite au nom du marxisme.

● BIBLIOGRAPHIE. — Louis ALTHUSSER, *Pour Marx*, Paris, F. Maspero, 1965; ID., *Réponse à John Lewis*, Paris, F. Maspero, 1973; Emmanuel d'ASTIER, *Sur Staline*, Paris, UGE, 1960, 184 p.; Robert CONQUEST, *The great terror. Staline's purge of the thirty*, London, Macmillan, 1968, XIV-633 p. (bibliographie, index). Trad. franç. : *La grande terreur. Les purges staliniennes des années trente*, Paris, Stock, 1970, 583 p. (bibliographie, index); Jean ELLEINSTEIN, *Histoire du phénomène stalinien*, Paris, Grasset, 1975, 248 p.; Merle FAINSOD, *Smolensk under Soviet rule*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1958, XII-484 p. (index). Trad. franç. : *Smolensk à l'heure de Staline...*, Paris, Fayard, 1967, 496 p. (bibliographie); G. LABICA, *Le marxisme-léninisme*, Paris, B. Huisman éd., 1984; Dominique LECOURT, *Lyssenko. Histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, avant-propos de Louis ALTHUSSER, Paris, F. Maspero, 260 p.; Isaac Don LEVINE, *Stalin*, New York, Cosmopolitan Book Corporation, 1931, 421 p. (bibliographie, index); Lilly MARCOU, *Les Staline. Vus par les hôtes du Kremlin*, Paris, Gallimard, Julliard, 1979, 254 p. (bibliographie); Roy MEDVEDEV, *Le stalinisme. Origines, histoire, conséquences*, Paris, Ed. du Seuil, 1972, 638 p. (index); Klaus MEHNERT, *Weltrevolution durch Weltgeschichte*, Kitzingen/Main, Holder Verlag, 1951, 84 p. (bibliographie). Trad. anglaise : *Stalin, versus Marx*, The stalinist historical done..., London, Allen & Unwin, 1952, 128 p.; Boris I. NIKOLAEVSKY, *Power and the Soviet elite*, « The letter of an old bolshevik » and other essays, New York, F. A. Praeger, 1965, XXII-275 p. (Praeger Publication in Russian history and world communism. 159. Hoover Institution on War, Revolution and Peace). Trad. franç. : *Les dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir...*, Paris, Denoël, 1969, 317 p.; E. PISIER-KOUCHNER (s. la dir. de), *Les interprétations du stalinisme*, Paris, PUF, 1983; Giuliano PROCACCI, *Il partito nell'Unione Sovietica, 1917-1945*, Roma, Laterza, 1975, 185 p.; Boris SOUVARINE, *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*, Paris, Plon, 1935, rééd. 1977 (bibliographie); Josip Visarionovic STALINE, *Socinenija 1901-1934*, Moskva, Gospolitizdat, 1946-1951, 13 vol. Trad. anglaise : *Works 1901-January 1934*. Translation from the text of the Russian edition prepared by the Marx-Engels-Lenin Institute of the Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union, Moscow, Foreign Language Publishing House, 1952-1954, 13 vol. (bibliographie). — *Works 1934-1953*, Edited by Robert McNEAL, Stanford (Calif.), Hoover Institution on War, Revolution and Peace, 1967, 3 vol. (Hoover Institution foreign language publications). Trad. franç. : *Œuvres 1901-1923...*, Paris, ES, 1953-1955, 5 vol.; *Le stalinisme français... (1944-1956)*, textes rassemblés par B. LEGENDRE, Paris, Seuil, 1980; *Storia del marxismo*, Della crisi del 29 al XX Congresso, Torino, Einaudi, t. 3**, 1981; Léon TROTSKI, *Staline...*, Paris, Grasset, 1948, 623 p. Ed. américaine : *Stalin, an appraisal of the man and his influence...*, nouv. ed., New York, Stein & Day, 1967, XVIII-516 p. (bibliographie, index); Robert C. TUCKER, *The Soviet political mind, Studies in stalinism and post-stalinism change*, London, Pall Mall Press, 1963, XIV-238 p. (bibliographie, index); Adam B. ULAM, *Stalin. The man and his era*, New York, The Viking Press, 1973, 740 p. Trad. franç. : *Staline, l'homme et son temps*, Paris, Calmann-Lévy/Gallimard, 1977, 2 vol.; P. VRANICKI, *Marxismus und Sozialismus*, Francfort, 1983; Bertram D. WOLFE, *Three who made a revolution. A Biographical history*, New York, Dial Press, 1948, X-661 p. Trad. franç. : *La jeunesse de Lénine; Lénine et Trotsky; Lénine, Trotsky, Staline...*, Paris, Calmann-Lévy, 1951, 3 vol.

▶ CORRÉLATS. — Autocritique, Bolchevisme, Boukharinisme, Bureaucratie, Centralisme démocratique, Collectivisation, Crises du marxisme, Culte de la personnalité, Dia-Mat, Dissidence, Dogmatisme, Economisme, Emulation, Esprit de parti, Esthétique, Etatisme, Etat soviétique, Koulaks, Langue/linguistique, Littérature, Lyssenkisme, Marxisme-Léninisme, Nationalité, Réalisme socialiste, Religion, Révolution culturelle, Science bourgeoise/Science prolétarienne, Socialisation, Stakhanovisme, Tendances (droit de), Titisme, Trotskisme.

L. M.

Stratégie / Tactique

Al : *Strategie/Taktik.* — An : *Strategy/Tactics.* — R : *Strategija/Taktika.*

« La stratégie s'occupe des forces fondamentales de la révolution et de leurs réserves. Elle change chaque fois que la révolution passe d'une étape à l'autre, restant elle-même inchangée, pour l'essentiel, tout au long d'une étape donnée (...). La tactique s'occupe des formes de luttes et des formes d'organisation du prolétariat, de leur succession et de leur combinaison. Basée sur une étape donnée de la révolution, la tactique peut varier à plusieurs reprises, selon les flux ou les reflux, selon l'essor ou le déclin de la révolution » (Staline, *Les questions du léninisme*, Ed. de Tirana, p. 82-93).

Dans le même texte, Staline précise encore la métaphore militaire, ce qui lui permet de rendre l'opposition entre tactique et stratégie plus tranchée : « Si la stratégie a pour but de gagner la guerre, (...) la tactique, elle, (...) s'efforce de gagner, non pas la guerre dans son ensemble, mais telles ou telles batailles, tels ou tels combats, de réaliser avec succès telles ou telles campagnes, telles ou telles actions appropriées à la situation concrète ».

Clarté pédagogique d'une telle opposition. Mais aussi, problème théorique; mais encore, danger politique. A tant insister sur la séparation totale entre tactique et stratégie, ne risque-t-on pas de justifier, *comme tactique*, n'importe quelle position politique ? L'opposition stratégie/tactique ne fait que trancher, sans le résoudre, un problème théorico-politique de fond : quel rapport exact peut être établi entre la lutte de classes au sens le plus général et la justesse d'une position à un moment donné ?

Avant Staline, Lénine avait insisté sur la différence entre la tactique, qui se fonde sur des décisions à court terme et les principes politiques de fond. Les questions de tactique, pour lui, doivent être l'objet de décisions collectives au cours des congrès : « On entend par tactique d'un parti sa conduite politique, c'est-à-dire le caractère, l'orientation, les méthodes de son activité politique. Le congrès du parti adopte des résolutions tactiques afin de déterminer exactement la conduite politique du parti dans son ensemble, en face de problèmes nouveaux ou d'une nouvelle situation politique » (o., 9, 16).

Mais Lénine, tout au long de ses écrits, insiste sur le *lien* nécessaire entre les deux éléments : « A chaque lutte pour chaque question d'actualité, il faut incorporer un *lien indissoluble* avec les buts fondamentaux » (o., 19, 36). Thèse politique qui vise en particulier les différentes formes d'électoralisme : « La tactique d'un parti ouvrier, en temps d'élections, doit être uniquement l'*application* à un cas particulier des *principes généraux* de la tactique socialiste du prolétariat (...), mais en aucun cas les principes de cette tactique ne peuvent être changés, le « centre » de cette tactique ne peut être déplacé » (o., 11, 482-493).

Cette insistance sur la liaison entre problèmes de stratégie et questions de tactique n'a pas seulement pour objet la fidélité à une ligne générale. Pour Lénine, cette liaison est la condition nécessaire à une unité tactique du parti : c'est en articulant les positions politiques à court terme à des principes de fond que l'on peut arriver à un accord. Telle est la thèse que développe, de façon très approfondie, *Deux tactiques de la social-démocratie* : « L'élaboration de décisions tactiques correctes a une importance énorme

pour un parti qui veut diriger le prolétariat dans un esprit rigoureusement marxiste et non pas simplement se laisser remorquer par les événements (...). La vérification de notre tactique du point de vue des principes du marxisme et des enseignements de la révolution est nécessaire pour quiconque veut réellement préparer l'unité de tactique comme base de l'unité parfaite à venir de l'ensemble du Parti ouvrier social-démocrate de Russie » (o., 9, 14).

Mais si Lénine, dans ses premiers ouvrages, a tendance à mettre l'accent sur le lien entre la tactique et les principes, pour lutter contre certaines tendances opportunistes, il est vite conduit à souligner un autre type de « déviation ». Un court texte de 1910, *Vers l'unité*, synthétise bien la position qui sera la sienne pendant le reste de sa carrière politique : lutte simultanée contre le dogmatisme (le principe est tout) et contre l'opportunisme (la politique, c'est l'adaptation aux circonstances). Après avoir dénoncé cette dernière tendance, Lénine complète sa position : « Mais d'un autre côté — et là nous passons aux caractéristiques de la seconde déviation — on ne peut mettre en pratique une action quotidienne social-démocrate révolutionnaire, si l'on n'apprend pas à en modifier la forme en l'adaptant aux particularités de chaque nouveau moment historique » (o., 19, 156).

Position formelle, position de principe : tenir les deux bouts de la chaîne, la théorie et les circonstances particulières. Mais, au-delà de cette thèse abstraite, quel est le contenu réel de la proposition : il faut adapter la théorie aux circonstances ? En quoi consistent précisément et lesdites circonstances, et le mode d'adaptation ?

La maladie infantile du communisme donne des éléments pour répondre à cette question : « La tactique doit être traitée de sang-froid, avec une objectivité rigoureuse, en tenant compte de *toutes* les forces de classe dans un Etat donné, de même que dans tous les Etats qui l'entourent et dans tous les Etats, à l'échelle mondiale » (o., 31, 59). Une politique scientifique, en effet, exige « qu'on tienne compte de *toutes* les forces : groupes, partis, classes et masses agissant dans le pays, au lieu de déterminer la politique uniquement d'après les désirs et les opinions, le degré de conscience et de préparation à la lutte d'un seul groupe ou d'un seul parti » (*ibid.*, 77).

La position de Lénine peut donc être ainsi résumée : la théorie politique du marxisme définit de façon générale l'affrontement entre le mode de production capitaliste et le projet politique porté par la lutte du prolétariat; elle donne également des éléments de définition de ce projet politique. Mais une société réelle n'est pas composée exclusivement d'une bourgeoisie abstraite et d'un prolétariat abstrait : elle réunit une petite bourgeoisie, une paysannerie, divers groupes aux franges du prolétariat et de la bourgeoisie : le rôle de la tactique consiste justement à déterminer et à combler les interstices entre une vision théorique de la société (l'affrontement entre deux tendances) et la société réelle. C'est sur la détermination de ces interstices que l'accord peut et doit être réalisé, ce qui entraînera l'unité de tactique : « L'unité de tactique internationale du mouvement ouvrier communiste de tous les pays veut, non pas l'effacement de toute diversité, non pas la suppression des différences nationales (à l'heure actuelle, c'est un rêve insensé), mais une application des principes *fondamentaux* du communisme (pouvoir des Soviets et dictature du prolétariat),

qui *modifie correctement* ces principes *dans les questions de détail*, les adapte et les ajuste comme il convient aux particularités nationales et politiques. Rechercher, étudier, découvrir, deviner, saisir ce qu'il y a de particulièrement national, de spécifiquement national dans la manière *concrète* dont chaque pays aborde la solution du problème international, *le même* pour tous : vaincre l'opportunisme et le dogmatisme de gauche au sein du mouvement ouvrier, renverser la bourgeoisie, instaurer la République des Soviets et la Dictature du Prolétariat » (*ibid.*, 88).

Cette position de Lénine, incomparablement plus nuancée que celle de Staline, ne va pas néanmoins sans poser quelques problèmes.

Selon l'analyse de Lénine, les particularités de la société réelle sont pensées comme *le reste d'une soustraction* : on ôte de la société réelle la société théorique, définie par la théorie marxiste, et l'on obtient « ce qu'il y a de particulièrement national » dans la société réelle. Et comme on a soustrait deux constantes, on doit parvenir à une nouvelle constante, sur laquelle l'accord doit se faire; d'où l'unité de tactique. Or cette analyse semble présupposer que l'*adaptation* ne joue que dans un sens; n'est prévue aucune rectification de la théorie, à la lumière des enseignements du réel. Tout se passe comme si la théorie marxiste était une théorie finie, élaborée une fois pour toutes.

Cette difficulté théorique rend compte, peut-être, d'un problème réel : l'unité de tactique n'existe que dans les discours théoriques; dans la réalité historique, il n'y a jamais eu, ni dans le mouvement communiste international, ni dans le seul PCUS, d'unité de tactique.

• BIBLIOGRAPHIE. — (Voir celles des corrélats.) J. ATTALI, *Analyse économique de la vie politique*, Paris, 1972; J. J. BECKER, *Le PCF veut-il prendre le pouvoir ?*, Paris, Seuil, 1981; B. BRECHT, *Me Ti. Livre des retournements*, Paris, L'Arche, 1978; G. CHALIAUD et C. LEFORT, La stratégie comme apprentissage du réel, in *Esprit*, avril 1981; F. CLAUDIN, *Marx, Engels et la révolution de 1848*, Paris, 1980; *Sociologie et révolution*, Colloque de Cabris, Paris, 10/18, 1974; R. DEBRAY, *Révolution dans la révolution ?*, Paris, 1969; V. N. GIAP, *Guerre du peuple, armée du peuple*, Paris, Maspero, 1967; M. HARNECKER, *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*, Bruxelles, 1974, p. 183 et s.; MAO ZEDONG, *La guerre révolutionnaire*, Paris, ES, 1955; A. PANNEKOEK, Marxistische Theorie und revolutionäre Taktik, in *Die Neue Zeit*, XXXI, t. I, 1913.

▶ CORRÉLATS. — Bolchevisme, Conjoncture, Gramscisme, Guerilla, Guerre, Léninisme, Maoïsme, Pratique, Spontané/Spontanéité/Spontanéisme, Théorie.

J.-F. C.

Structuralisme

Al : *Strukturalismus*. — An : *Structuralism*. — R : *Strukturalizm*.

La « structure » chez Marx. — Le terme de structure n'est guère en usage au XIXe siècle et il faut en attendre les toutes dernières années pour qu'il soit introduit, puis consacré, par la sociologie notamment (cf. par exemple E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, 1895, rééd. PUF, 1981). C'est dire que *Struktur* est inexistant chez Hegel et de faible fréquence chez Marx. Or l'un comme l'autre, dans des modalités théoriques très différentes il est vrai, sont des penseurs de la totalité (encore que cette proposition puisse être tenue pour un truisme : comment *penser tout court* sans *penser le tout ?*) qui, comme tels, ont bien dû manier concepts et notions, forger leur enchaînement. Hegel définit le « système *(System)*

organique » comme « un tout *(Ganzes)* où les parties ne sont pas pour elles-mêmes, mais par le tout et dans le tout, et où le tout n'est pas moins par les parties » (*Propédeutique philosophique*, Paris, 1963, p. 158). Le « système » est aussi, comme « système scientifique », la « forme vraie dans laquelle la vérité existe » (*Phänomenologie des Geistes*, Berlin, 1964, p. 12; cf. également *Enzyklopädie der philosophischen Wissenschaften*, Berlin, 1966, p. 47 et s.). On peut ajouter à ces déterminations du système et du tout celle de la « structuration » *(Gestaltung)*, soit du « rapport de l'organique à lui-même » qui « consiste en ce que toutes les parties organiques se produisent réciproquement de façon constante et que la conservation de l'une dépende de la conservation de toutes les autres » (*Propé.*, 185). Dans le corpus marxien, comme on l'a dit, *Struktur* n'apparaît guère, à une très remarquable exception toutefois : la *Préface de 1859* expose le rapport entre « formation sociale » et « base économique », celle-ci, la « base concrète », équivalant rigoureusement à la « structure *(Struktur)* économique de la société » (*Et. phil.*, ES, 100; MEW, 13, 8). La *Struktur*, c'est donc ici l'ensemble des rapports de production. Comment Marx nomme-t-il ailleurs la chose, que ses traducteurs français appellent parfois « structure » ? De quels mots use-t-il pour saisir le tout et les rapports qui le constituent ? On peut distinguer plusieurs registres :

— le lexique architectural et spatial : *Bau* (*innerer Bau*, soit structure interne, est assez fréquent) donne le célèbre *Uberbau*, superstructure. *Aufbau* se rencontre également, plus processuel, de connotation plus dynamique;
— le lexique totalisant : *Ensemble* (dans la *VI*e *Thèse sur Feuerbach*), *Totalität* et surtout *Ganzes* (le tout structuré et articulé, *gegliedertes Ganze*, de l'*Introduction de 1857*);
— la *Gliederung* (structure *in* IA, ES, 1970, 33-34) fonde la notion et signifie structuration comme articulation, sens assez sensiblement différent de celui de structure proprement dit;
— la *Form* ou, parfois, *Gestalt* (cf. K., ES, III, 2, 170) est sans aucun doute le terme qui recouvre le plus largement les acceptions du français structure;
— certaines notions très proches qui désignent aussi des totalités structurales : *Anatomie*, *Formation*, *Gebäude*, *Zusammenhang*.

Qu'en est-il maintenant du contenu théorique de la « structure » chez Marx ? Prenons un exemple. *Le Capital*, lorsqu'il énonce les éléments du procès de travail, y adjoint un éclaircissement méthodologique : « Le caractère de produit, de matière première ou de moyen de travail ne s'attache à une valeur d'usage que suivant la position déterminée qu'elle remplit dans le procès de travail, que d'après la place qu'elle y occupe, et son changement de place change sa détermination » (K., I, 1, 185; MEW, 23, 197). Marx pense donc la structure comme l'organisation en un tout spécifié d'éléments dont les rapports, en tant qu'ils sont eux-mêmes spécifiés, déterminent toujours le type d'organisation du tout. Son analyse du passage de la manufacture à la grande industrie (K., I, 2, chap. XV; MEW, 391 et s.) comme passage d'un certain type d'unité structurée (travailleur/outil) à un autre (objet de travail/machine) procède de la même vision théorique.

Marxisme et structuralisme. — Autour de ce problème du *tout marxien*, Louis Althusser et certains de ses disciples effectuèrent, dans les années 60, un considérable travail de réflexion théorique, esquissant dans le même mouvement une épistémologie du matérialisme historique. Aubaine ou fatalité — puisqu'un certain effet de mode assura à l' « althussérisme » une audience peu commune en même temps qu'il scellait une sorte de communauté de destin entre une idéologie fort peu marxiste et une pensée qui, strictement, l'était —, la refonte théorique entreprise par Althusser s'inscrivait dans une conjoncture marquée par le surgissement sur la scène française du *structuralisme*. Ce courant, incarné dans de grands noms comme Lévi-Strauss, Lacan, Foucault, etc., était en fait issu de révolutions scientifiques régionales opérées dès le début du siècle en réaction contre l'évolutionnisme. Les grands ancêtres en sont donc Saussure, Mauss, Dumézil, Cassirer, Gräbner... On peut en retenir la définition proposée par J. Pouillon en 1966, au plus fort de la vague : « par opposition à l'atomisme... (le structuralisme) consiste à chercher les relations qui donnent aux termes qu'elles unissent une valeur « de position » dans un ensemble organisé, à appréhender des ensembles que leur articulation rend signifiants. Le structuralisme implique donc deux idées : celle de totalité, celle d'interdépendance » (*Les Temps modernes*, nº 246 : *Problèmes du structuralisme*, p. 772-773). On le comprend, le structuralisme ne pouvait pas ne pas interpeller le marxisme, lui-même alors en expansion relative en France, tant les intersections des deux (anti-évolutionnisme, pensée de la totalité notamment) semblaient fécondes, autant que problématiques. Le travail d'Althusser commence à ce constat. Il s'enracine à une critique, très profonde et inédite dans l'histoire du marxisme, du concept hégélien de la totalité définie comme « un type d'unité tel que chaque élément du tout... n'est jamais que la présence du concept à soi-même dans un moment historique déterminé » et dans laquelle « toutes les parties sont autant de « parties totales », expressives les unes des autres et expressives chacune de la totalité sociale qui les contient parce que contenant chacune en soi, sous la forme immédiate de son expression, l'essence même de la totalité » (*Lire Le Capital*, II, 1965, p. 40; cf. définitions de Hegel, *supra*). A la totalité hégélienne, « structuraliste » avant la lettre, Althusser oppose « la conception marxiste de la totalité sociale » : « Le tout marxiste est un tout dont l'unité... est l'unité d'un tout *structuré* comportant des niveaux ou instances distincts et « relativement autonomes » qui coexistent dans cette unité structurale complexe en s'articulant les uns sur les autres selon des modes de détermination spécifiques » (*ibid.*, 44). Ceci emporte quelques conséquences majeures. Ce « tout marxiste » est articulé comme structure *hiérarchisée* dans laquelle les rapports obéissent à l'ordre d'une structure *dominante*; ces rapports constituant eux-mêmes des structures, le tout marxiste fonctionne autour de « la hiérarchie de l'efficace d'une structure dominante sur des structures subordonnées et leurs éléments » (46), autour de la détermination en dernière instance de structures extra-économiques par la structure économique, détermination inégale, sous-détermination ou surdétermination (cf. *Pour Marx*, Paris, 1965, p. 87 et s.). Ainsi les rapports de production, « structure régionale elle-même inscrite dans la structure de la totalité sociale », vont déterminer « des places et des fonctions » dont les occupants ne sont que les « porteurs » (LLC, II, 157). L'identification de la « sphère économique », comme dit Marx,

« requiert le concept de la structure de l'économique qui requiert à son tour le concept de structure du mode de production » (*ibid.*, 164); à la causalité linéaire doit donc se substituer une causalité structurale, soit un type de détermination propre, « la détermination par une structure » *(ibid.)*; cette causalité structurale tient dans l'immanence de la structure à ses effets : « Toute l'existence de la structure consiste dans ses effets » (170).

Cette profonde repensée du concept de totalité fut d'une extraordinaire productivité théorique, battant en brèche l'historicisme et l'évolutionnisme qui marquaient le marxisme. Elle déboucha, entre autres choses, sur une perception renouvelée des notions de mode de production et de formation économique et sociale au terme d'une relecture serrée du *Capital* (cf. notamment E. Balibar, *Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique*, LLC, II). Elle suscita par ailleurs la tentative de synthétiser structuralisme et analyse marxiste, soit de réintroduire la logique du procès, la dialectique, dans la méthodologie structurale telle que les marxistes, et parmi eux surtout les anthropologues, en héritaient des travaux de C. Lévi-Strauss. Ce « structuralo-marxisme », comme il fut alors qualifié, entendait restituer à la fonction et à la dynamique « diachroniques » sa dignité, sous le primat de la « synchronie ». Le débat de 1966-1967 entre M. Godelier et L. Sève est exemplaire des problématiques alors en présence.

Le premier, dans un texte paru en novembre 1966, « Système, structure et contradiction dans *Le Capital* » (*Les Temps modernes*, numéro cité), pose que, dans un « système » économique tel que l'entend Marx, se combinent pour l'essentiel « deux structures irréductibles l'une à l'autre, les forces productives et les rapports de production » (829). Ces structures « constituent un niveau de réalité invisible mais présent » (830), elles « (font) partie du réel mais non des relations visibles » (837) dont elles expliquent au contraire la logique cachée. Il s'ensuit que « l'étude du fonctionnement interne d'une structure doit précéder et éclairer l'étude de sa genèse et de son évolution » *(ibid.)* et qu' « analyser la genèse historique d'une structure, c'est analyser les conditions d'apparition de ses éléments internes et de leur mise en relation » (840). Ici, Godelier reconnaît la difficulté de penser ensemble la contradiction interne à un système et la reproduction nécessaire de ses conditions de fonctionnement par le système *(ibid.)*. Il propose donc de distinguer « deux notions de contradiction dans *Le Capital* » (845), une « contradiction interne à une structure », « spécifique » et « originaire » : c'est celle du capital et du travail salarié (846); et une « contradiction entre deux structures », « non originaire » : c'est celle entre le développement des forces productives et les rapports de production (847), contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, « (née) des limites objectives des rapports de production à se maintenir invariants alors que varient dans certaines proportions les forces productives » (851). On peut donc en même temps concevoir invariance structurelle et changement de structure dans les termes de la compatibilité/incompatibilité : « L'apparition d'une contradiction serait en fait l'apparition d'une limite, d'un seuil pour les conditions d'invariance d'une structure. Au-delà de cette limite un changement de structure s'imposerait » (858).

Ce texte a fait l'objet d'une réponse analytique et critique de L. Sève,

en date d'octobre 1967 (*La Pensée*, n° 135; *Structuralisme et marxisme*), qui repère dans la réflexion de M. Godelier un manqué qui en affecte profondément la rigueur, savoir « le rôle moteur de la lutte des classes dans la transformation révolutionnaire » (*ibid.*, 73). C'est pour le coup la dialectique marxiste qui sort de cette « révision structurale » (83) altérée dans sa fonction et ses catégories. Sève entreprend de répondre point par point à Godelier. Il note que Marx, s'il distingue bien forces productives et rapports de production, pense dans le même mouvement leur différence « au sein d'une unité, celle du mode de production » dont le concept, « central dans le matérialisme historique, n'apparaît pratiquement nulle part dans l'étude de M. Godelier » (80). Il objecte d'autre part que si le marxisme, comme l'analyse structurale, fait la part de l' « apparence » et de l' « essence », des rapports visibles et de la logique cachée, il ne sépare jamais « le vécu historique et les invariants sous-jacents que construit la science... la structure (et le) processus, il fait découvrir par-delà les rapports entre les choses les rapports dans lesquels les hommes se produisent eux-mêmes » (85). Aussi le primat de la structure sur sa genèse, du logique sur l'historique, ne peut-il être absolutisé sous peine de ne rien comprendre à l'histoire, *i.e.* à la lutte des classes. « La démarche fondamentale du *Capital*, ce n'est pas de montrer le fonctionnement du système capitaliste, mais de montrer que ce fonctionnement contradictoire prouve le caractère historique transitoire du capitalisme et aboutit inéluctablement à la lutte des classes qui le supprimera » (82). L. Sève récuse donc radicalement la tentative de « structuraliser la dialectique » (81) et il montre qu'il ne peut exister, en bon marxisme, de « contradiction externe » : « En isolant et en durcissant... des idées justes, (M. Godelier) rejette les thèses marxistes... sur le rôle moteur décisif de la lutte des classes... sur le caractère interne essentiel... de la résolution des contradictions sociales » (77).

Il faut noter que, dans son principe et ses thèmes, la critique de L. Sève rejoint une tradition ancienne et récurrente du marxisme qui toujours eut à en découdre avec la « structure » ou ses avatars — de Gramsci (cf. par exemple *Gramsci dans le texte*, p. 279-280) à Henri Lefebvre qui dénonçait structuralisme et « structuralo-marxisme » comme un « nouvel éléatisme » (*L'Homme et la Société*, n°s 2 et 1, 1966).

La structure sans le structuralisme. — Les positions tenues par Godelier et Sève, par leur torsion extrême et leur part de vérité, donnent à voir la difficulté de penser structure et processus dans leur unité et leur différence — par où se retrouve d'ailleurs le problème, aussi ancien que le marxisme lui-même, de démêler dans l'écheveau de l'histoire réelle le fil de la « loi objective » de celui de la « lutte des classes ». Les thèses élaborées par L. Althusser (cf. *supra*) constituent, pour l'essentiel, une avancée théorique considérable en ce qu'elles ouvrent à la possibilité de fondation d'un concept non structuraliste de structure. En effet, le reproche de « structuralisme » adressé en son temps à Althusser n'atteint guère son travail dans ce qu'il a de plus substantiel; il pointe, tout au plus, ce que le principal intéressé avoua lui-même : un « flirt » terminologique un peu trop poussé avec ce qui était dans l'air du temps. Comment concilier, quoi qu'on dise et fasse, avec les postulats méthodologiques structuralistes des notions comme : détermination/domination, surdétermination, déter-

mination en dernière instance, hiérarchie, subordination ? Comment ne pas saisir la différence entre la « combinaison » analysée dans *Lire Le Capital*, la *Verbindung* de Marx, et la « combinatoire » structuraliste indifférente aux transformation et variations qui affectent ses éléments et leurs rapports ? L. Sève lui-même l'admet d'ailleurs très volontiers (art. cité, 69). Dès 1965, Althusser et Balibar (cf. notamment LLC, II, PCM, 113) le soulignaient fortement et, en 1974, dans le chapitre 3 de ses *Eléments d'autocritique* intitulé « Structuralisme ? » (p. 55-64), Althusser faisait justice de cette mauvaise querelle tout en reconnaissant le bien-fondé de certaines autres remarques critiques. Contre un traitement de la structure en « chien crevé », tendanciellement dominant, rappelons pour conclure les définitions claires et rigoureuses, quoique excessivement didactiques, proposées par Marta Harnecker dans *Les concepts fondamentaux du matérialisme historique* (Bruxelles, 1794). Sous trois préalables (organisation d'ensemble des éléments dans le tout; caractère fondamental du type de rapport entre ces éléments; unité profonde structure/processus) et un considérant (si *Le Capital* — comme l'indiquait L. Sève — n'est pas une analyse de la structure du mode de production capitaliste mais de sa dynamique, les processus qu'il étudie ne sont spécifiés que par l'étude des rapports structuraux qui les déterminent), M. Harnecker écrit : « Nous appellerons structure une totalité articulée composée d'un ensemble de rapports internes stables qui déterminent la fonction remplie par les éléments à l'intérieur de cette totalité » (p. 73).

• BIBLIOGRAPHIE. — *Aletheia*, n° 4, mai 1966, *Le structuralisme*; *L'Arc*, n° 30, 1966, *Sartre aujourd'hui*; R. BASTIDE, dir., *Sens et usages du terme « structure »*, Paris-La Haye, 1962; R. BOUDON, *A quoi sert la notion de structure ?*, Paris, 1968; *Contre Althusser*, Paris, 10/18, 1975, notamment p. 165-214; P. DAIX, *Structuralisme et révolution culturelle*, Paris, 1971; G. DELLA VOLPE, *Logica come scienza storica*, 1969; J. DEPRUN, *Structuralisme et marxisme*, Paris, 1967; *Dialectiques*, n° 15-16, *Althusser*, 1976; V. DESCOMBES, *Quarante ans de philosophie française 1933-1978*, Paris, Minuit, 1979; M. DUFRENNE, *Pour l'homme*, Paris, 1968; U. ECO, *La structure absente*, Paris, 1972; *Epistémologie et marxisme*, Paris, 10/18, 1972; *Esprit*, numéros spéciaux, 11, novembre 1963, *La pensée sauvage et le structuralisme*, et 5, mai 1967, *Structuralismes, idéologie et méthodes*; A. GLUCKSMANN, Un structuralisme ventriloque, *Les Temps modernes*, n° 250, mars 1967; M. GODELIER, Logique dialectique et analyse des structures, *La Pensée*, n° 149, février 1970; L. GOLDMANN, *Sciences humaines et philosophie*, Paris, 1952; G. GRAMPA, *Dialettica e struttura*, Milano, Vita e penseiro, 1974; W. V. HEYDEBRAND, Marxist structuralism in Blau/Merton, *Continuities in structural inquiry*, Londres, 1981; *L'Homme et la Société*, n° 7, 1968 : *150e anniversaire de la naissance de Marx*; H. LEFEBVRE, *L'idéologie structuraliste*, Paris, 1971; J. MARTINEZ CONTRERAS, *Sartre, la filosofia del hombre*, Mexico, 1980; J. PIAGET, *Le structuralisme*, 5e éd., Paris, 1972, « Que sais-je ? »; *Entretiens sur les notions de genèse et de structure*, Paris, 1965; PIETRANERA, La struttura logica del Capitale, *Società*, 1955; J. ROSIO, A propos de l'« articulation » des modes de production..., *Les Temps modernes*, n° 356, mars 1976; M. SAFOUAN et F. WAHL, *Qu'est-ce que le structuralisme ?*, Paris, 1968; A. SCHAFF, *Strukturalismus und Marxismus. Essays*, Vienne, 1974; G. SCHIWY, *Der Französische Strukturalismus, Mode, Methode, Ideologie*, Hambourg, 1969; L. SEBAG, *Marxisme et structuralisme*, Paris, 1964; L. SÈVE, *Structuralisme et dialectique*, Paris, ES, 1984; G. STIEHLER, *System und Widerspruch*, Berlin, 1971; *Structuralisme et marxisme*, Paris, 10/18, 1970, coll.; J. VIET, *Les méthodes structurales dans les sciences sociales*, Paris-La Haye, 1965; A. WILDEN, *Système et structure*, Paris, 1983.

▶ CORRÉLATS. — Base, Combinaison, Contradiction, Coupure épistémologique, Détermination, Dialectique, Formation économique et sociale, Forme(s), Gliederung, Historique/Logique, Instance(s), Logique, Mode de production, Superstructure, Totalité.

G. Be.

Subsomption formelle/réelle

Al : *Formelle/Reelle Subsumtion (Subsumierung)*. — An : *Real and formal Subsomption*. — R : *Formal'noe/real'noe podčinenie*.

Dans ses travaux de « critique de l'économie politique », Marx utilise le terme de subsomption, ou encore soumission *(Unterwerfung)*, subordination *(Unterordnung)*, pour qualifier le mode d'assujettissement du procès de travail par le capital. La notion détient un caractère analytique et historique à la fois. Elle ne prend sens que spécifiée dans l'opposition entre subsomption formelle et subsomption réelle (du travail sous le capital), considérées comme « les deux phases historiques du développement économique de la production capitaliste » (selon le titre donné par Marx à ses notes sur la subsomption in *Un chapitre inédit du Capital*, trad. Dangeville, Paris, 10/18, 1971, p. 191).

La *subsomption formelle* recouvre essentiellement ce que *Le Capital* nomme la manufacture, soit les premiers pas du mode de production capitaliste, période historique qui commence avec le travail à domicile pour le capitaliste marchand et s'achève dans le passage à la grande industrie, la « révolution industrielle », *i.e.* la *subsomption réelle* ou « mode de production spécifiquement capitaliste » (*Chap. in.*, 200, 222).

Dans la subsomption formelle, le capital, « sur la base des procès de travail développés par les différents modes de production archaïques » (*ibid.*, 194), se soumet « un procès de travail préexistant » *(ibid.)* pour en faire un moyen de sa propre valorisation, de la production de plus-value. « Nous appelons subsomption formelle du travail au capital, écrit Marx, la subordination au capital d'un mode de travail tel qu'il était développé avant que n'ait surgi le rapport capitaliste » (195). La subsomption formelle s'observe donc surtout « dans les conditions où le capital existe déjà dans certaines fonctions subordonnées, sans dominer et déterminer encore *toute* la forme sociale » (198). Cette subsomption est dite *formelle* en ce qu'elle demeure *extérieure* au procès de production lui-même (alors que, produite par ce dernier, elle deviendra *réelle*). En effet, le contenu et les formes techniques du procès de travail ne sont en rien affectés, au début, par ce procès d'assujettissement; « tout ce qui change, c'est la contrainte » (202) : « L'ouvrier passe sous le commandement, la direction et la surveillance du capitaliste » (176-177). Cette coercition qui, désormais, ne repose plus sur une relation de dépendance personnelle mais s'inscrit au contraire dans les fonctions économiques elles-mêmes, vise à l'extorsion du surtravail dans la forme, et seulement dans la forme, de la plus-value absolue : « La plus-value ne peut être extorquée qu'en prolongeant la durée du temps de travail... la subsomption formelle... ne connaît donc que cette seule forme de plus-value » (195). Ce qui est essentiel dans la subsomption formelle, c'est, aux yeux de Marx (202) : *a)* Le fait que l'assujettissement du travail au capital n'est pas dérivé d'un rapport socio-politique mais de la seule maîtrise des conditions du travail par le capitaliste et, conséquemment, de la dépendance économique de l'ouvrier; *b)* Le fait que « les conditions objectives et subjectives du travail font face à l'ouvrier comme capital » (202-203), source de la mystification propre au rapport capitaliste/travailleur salarié, la force productive du travail se re-présentant comme force productive du capital.

Lorsque la détention des moyens de production par les capitalistes se

réalise sur « une échelle sociale » (219), lorsque le volume du capital et le nombre d'ouvriers qu'ils emploient dépassent un seuil déterminé, le rapport de production caractéristique de la subsomption formelle « crée un nouveau système de domination et de subordination qui, à son tour, se manifeste sous une forme politique » (204). La subsomption est alors *réelle*, en ce que l'instauration du « mode de production spécifiquement capitaliste » a pour résultat « un régime de domination et de subordination *au sein du procès de production* » (207). Les producteurs perdent toute autonomie puisque, d'une part, ils ne possèdent plus les moyens de travailler à leur compte (et de croire possible le retour au métier) et que, d'autre part, ils ne sont plus en mesure de mettre en œuvre, par eux-mêmes, les moyens de production sociaux. En effet, « la subsomption réelle... s'accompagne d'une révolution complète du mode de production, de la productivité du travail » (218), « de la technologie..., de la nature et des conditions réelles du procès de travail » (217), dès lors coopératif, organisé et contrôlé. Si, dans la subsomption formelle, la subordination du travail au capital n'est déterminée que par le défaut de détention des moyens de production, elle est, dans la subsomption réelle, comme surdéterminée par la forme que revêtent les forces productives et qui rompt radicalement avec celle du métier. Alors, « la production capitaliste (conquiert) toutes les branches d'industrie où elle ne domine pas encore et où ne règne qu'une subsomption formelle » (219). Marx associe à la subsomption réelle, comme forme d'extorsion du surtravail, la plus-value relative : « Si l'on considère à part chacune des formes de plus-value, absolue et relative, celle de la plus-value absolue précède toujours celle de la plus-value relative. Mais à ces deux formes de plus-value correspondent deux formes distinctes de soumission du travail au capital, ou deux formes distinctes de production capitaliste, dont la première (formelle) ouvre la voie à la seconde (réelle) qui est la plus développée des deux » (201). La subsomption réelle, c'est donc le mode de production capitaliste pleinement développé où les rapports entre les personnes se dissolvent au bénéfice des rapports entre les choses, des rapports entre les rapports : c'est, dit Marx, *le règne de la loi* (de la valeur notamment), « indépendamment de la volonté du capitaliste ».

• BIBLIOGRAPHIE. — L'intelligence des notes consacrées à la subsomption dans le *Chapitre inédit* suppose connus certains passages du *Capital* auxquels Marx renvoie d'ailleurs expressément : K., I, 4e section, chap. XII (GF, 233; MEW, 23, 331) sur la plus-value relative; K., I, 4e section, chap. XIII, XIV, XV (240-363/341-530) sur le passage de la manufacture à la grande industrie et les formes de coopération qui les caractérisent; K., I, 5e section, chap. XVI (365/531) sur la plus-value absolue et relative avec notamment un passage, essentiel, manquant dans la traduction Roy, cf. MEW, 23, 532-533; E. BALIBAR, *Lire Le Capital*, II, PCM, 1971, p. 127 et s. et 218 et s.; R. DANGEVILLE, Présentation du *Chapitre inédit*, p. 53-58; CAMMATTE, *Capital et Gemeinwesen* (Le 6e chapitre inédit du *Capital* et l'œuvre économique de KM), Paris, Spartacus, 1978; M. HARNECKER, *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*, Bruxelles, 1974, p. 39-45; La revue *Bilan*, 1933-1939, devenue la revue *Octobre*, Bruxelles-Paris.

▶ CORRÉLATS. — Capitalisme, Coopération, Forces productives, Forme, Industrie domestique, Industrie (grande), Manufacture, Métier, Révolution industrielle, Socialisation, Survaleur, Transition.

G. Be.

Suffrage universel

Al : *Allgemeines Wahlrecht.* — An : *Universal franchise.* — R : *Vseobščee izbiratel'noe pravo.*

Le thème du suffrage universel se rencontre chez Marx et Engels à l'occasion d'études historiques où sont analysés la démocratie et le parlementarisme. Si ces textes fournissent les éléments des débats sur la relation classe/parti/élections qui agiteront les divers courants du socialisme au tournant du siècle (cf. P. Birnbaum), l'appréciation globale portée sur le suffrage universel dépend étroitement de l'analyse marxiste de l'Etat d'une part, et de la critique de l'individualisme abstrait — tel que l'exprimait notamment l'œuvre politique de Rousseau — d'autre part.

« L'Etat n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela autant dans la république démocratique que dans la monarchie » (GCF, Introd. de FE; MEW, 17, 625). La république parlementaire exprime plus spécifiquement la domination de la bourgeoisie : de 1871 où Marx définit le contrôle parlementaire comme « le contrôle direct des classes possédantes » (GCF, p. 60; *ibid.*, 337 et s.) à 1884 où Engels affirme que « la classe possédante règne directement au moyen du suffrage universel » (*Orfa*, ES, p. 181; MEW, 21, 168), cette thèse ne se modifie guère. Le suffrage universel est une mystification dont le rôle n'est que de « décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante (doit) représenter et fouler aux pieds le peuple au parlement » (GCF, ES, p. 65; MEW, 17, 350).

Néanmoins, si le suffrage universel accréditant la fiction de la volonté générale bénéficie essentiellement à la bourgeoisie, il est aussi, contradictoirement, susceptible d'être retourné contre elle par les classes opprimées qui y trouvent une possibilité d'expression. De cette analyse des contradictions de la démocratie parlementaire et du rôle du suffrage universel, découle l'idée que le mouvement ouvrier doit favoriser l'établissement de la démocratie bourgeoise, notamment en luttant contre l'absolutisme : « Déjà *Le Manifeste communiste* avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant », rappelle Engels en 1895 (LGF, ES, Introduction, 25; MEW, 7, 519).

Sous réserve d'un certain nombre de précautions que Marx et Engels formulent dès 1850 dans l'*Adresse au Comité central de la Ligue des Communistes* (en particulier, ne jamais sacrifier l'indépendance du Parti ouvrier au profit d'une alliance électoraliste avec les démocrates), le suffrage universel pourra, selon la formule du programme du Parti ouvrier français, que Marx contribue à élaborer en 1880, être transformé « d'instrument de duperie en intrument d'émancipation ». Ce thème sera repris en 1895 par Engels, qui, dans l'introduction aux *Luttes de classes en France*, développera les avantages du suffrage universel : le suffrage universel permet aux révolutionnaires de se compter, de mesurer leur progression, d'adapter leur action aux rapports de force réels, d'entrer en contact avec les masses au moyen de l'agitation électorale, d'obtenir enfin avec la tribune parlementaire une importante possibilité d'expression publique. En s'appuyant sur l'expérience des cinquante dernières années et sur l'évolution des techniques militaires qui favorisent la répression des luttes violentes par la bourgeoisie, Engels conclut que celle-ci en arrive à avoir « plus peur de

l'action légale que de l'action illégale du Parti ovrier, des succès des élections que ceux de la rébellion » (LCF, introduction, ES, 26; MEW, 7, 520). Plus encore, ce texte souligne le rôle décisif du suffrage universel quand le mouvement révolutionnaire peut espérer être majoritaire. Thème déjà présent chez Marx dès 1852 : « En Angleterre où le prolétariat forme la grande majorité de la population (...), le suffrage universel signifie la montée au pouvoir de la classe ouvrière; son institution serait donc infiniment plus socialiste que tout ce qui a reçu ce nom sur le continent. Elle entraînerait inévitablement la suprématie politique de la classe ouvrière » (cit. par T. B. Bottomore, *Elites et Société*, Paris, Stock, 1964, p. 50-51).

Mais il ne faut pas attendre du suffrage universel plus qu'il ne peut apporter. La position qu'Engels développait en 1884 dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, n'est pas remise en cause sur le fond : « Le suffrage universel est donc l'index qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'état actuel, mais cela suffit. Le jour où le thermomètre du suffrage universel indiquera pour les travailleurs le point d'ébullition, ils sauront aussi bien que les capitalistes ce qu'il leur reste à faire » (*Orfa.*, ES, 181 ; MEW, 21, 168).

Ce texte qui définit l'utilisation révolutionnaire du suffrage universel dans la société bourgeoise, pose implicitement la question des institutions de la future société socialiste, sur laquelle, par ailleurs, Marx et Engels se sont peu étendus. La Commune de Paris telle que Marx la décrit dans *La guerre civile en France*, préfigure l'usage socialiste du suffrage universel dont le rôle sera étendu par la confusion des pouvoirs au sein de l'assemblée élue et la révocabilité à tout moment des représentants du peuple (GCF, 63; MEW, 17, 348). Encore faut-il préciser que la Commune « était la première révolution dans laquelle la classe ouvrière était correctement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale, même par la grande masse de la classe moyenne de Paris — boutiquiers, commerçants, négociants — *les riches capitalistes étant seuls exceptés* » (GCF, 69, souligné par nous; *ibid.*, 357).

Cette double appréciation du suffrage universel comme instrument de domination de la bourgeoisie d'une part, et moyen privilégié dans la lutte révolutionnaire d'autre part, sera reprise par Lénine et les bolcheviques. Si le IIe Congrès de la IIIe Internationale (1920) met fin aux débats sur l'opportunité de la participation des communistes aux élections et fixe les modalités de l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme, celui-là, contre les illusions réformistes des sociaux-démocrates que dénonce Lénine, est refusé comme moyen d'émancipation du prolétariat d'une part, et comme forme politique de l'Etat prolétarien d'autre part. Plus encore, les soviets qui fondent le pouvoir de la classe ouvrière ne sont pas élus au suffrage universel, car seuls les travailleurs sont électeurs et éligibles.

Ces thèses, qui vont dicter la conduite des PC naissants, seront fortement remises en question par l'expérience des fascismes en Europe. En France, c'est avec la politique de Front populaire que les thèmes légalistes et démocratiques envahissent le discours du PCF. L'évolution qui s'engage alors se poursuit à la Libération avec le Xe Congrès du PCF (Paris, juin 1945) et trouve une expression en 1946 dans les déclarations de Maurice Thorez au *Times* (18 novembre 1946) : « Les progrès de la

démocratie à travers le monde (...) permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. » Ces propos connaîtront, selon la conjoncture, une inégale faveur : ils marquent néanmoins un point de non-retour. Plus encore, le PCF prend dès lors position sur les modalités d'exercice du suffrage universel : il se prononce notamment pour l'extension des droits du Parlement et pour le scrutin proportionnel, jugé plus démocratique.

La reconnaissance d'une possibilité de passage pacifique au socialisme sera en quelque sorte validée en 1956 par le XXe Congrès du PCUS. Dès lors, le suffrage universel devient un élément fondamental des stratégies des PC occidentaux sans que soit réglé, dans les débats actuels, le problème de l'articulation du suffrage universel et de la stratégie révolutionnaire.

• BIBLIOGRAPHIE. — E. BERNSTEIN, *Les présupposés du socialisme*, Paris, Le Seuil, 1974; P. BIRNBAUM, La question des élections dans la pensée socialiste, in *Critique des pratiques politiques*, sous la direction de P. BIRNBAUM et J. M. VINCENT, Ed. Galilée, 1978, p. 45-72 (voir notamment les nombreuses références en bas de page et l'analyse de la relation Parlement-partis-conseils); BOUKHARINE et PRÉOBRAJENSKI, *ABC du Communisme*, Paris, Maspero, 1968 (vol. II, p. 13-14, 23); K. KAUTSKY, *Le marxisme et son critique Bernstein*, Paris, Stock, 1900; KHROUCHTCHEV, Rapport d'activité du Comité central du PCUS, in *XXe Congrès du PCUS*, supplément aux *Cahiers du communisme*, mars 1956; LÉNINE, *L'Etat et la révolution*, O., 25, p. 456, 457; ID., *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, O., 28, p. 281; ID., *VIIIe Congrès du PC(b)R*, O., 29, p. 183; ID., *Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat*, O., 30, p. 279; ID., *IIe Congrès de l'Internationale communiste*, O., 31, p. 261, 265. — Sur le cas français, voir : G. LAVAU, Le Parti communiste dans le système politique français, in *Le communisme en France*, Cahiers de la FNSP, Paris, Armand Colin, 1969, notamment p. 9-23; *Les PC espagnol, français et italien face au pouvoir*, introduction, traduction et notes par M. BOSI et H. PORTELLI, Ed. C. Bourgois, 1976; D. PESCHANSKY, Discours communiste et grand tournant. Etude des spécificités dans le vocabulaire communiste (1934-1936), *Mots*, n° 2, mars 1981, p. 123-138; F. PLATONE, Le Parti communiste français et l'institution parlementaire, AFSP, in *Le rôle des parlements dans les démocraties de type libéral*, Paris, novembre 1970.

▶ CORRÉLATS. — Conseils, Art. Démocratie, Etat, Gauchisme, Institution, Pacifique (voie), Parlementarisme, Révisionnisme.

M.-C. L.

Suivisme

Al : *Linientreue*. — An : *Conformism*. — R : *Hvostizm*.

Voir : Parti.

Superstructure

Al : *Überbau*. — An : *Superstructure*. — R : *Nadstrojka*.

1 / Le concept de superstructure fait famille avec celui de *base* (ou base matérielle, infrastructure, base économique). Ces concepts désignent la structure du tout social, conçu sous la métaphore topique d'une stratification : la base matérielle de la société et, « au-dessus », la superstructure. L'extension de la superstructure est variable — comme celle de la base —, y compris dans les textes de Marx. Marx parle de la « superstructure juridique et politique » (*Préface de la Cont.*, 1859), mais à l'Etat et au droit s'ajoutent les idéologies, les normes de comportement, la religion,

la philosophie, l'art, et parfois même les sciences, le langage et la pensée, « toute l'énorme superstructure » *(ibid.)*. Le terme s'emploie parfois au pluriel, parfois au singulier uniquement.

L'intégration des sciences et du langage dans la (ou les) superstructure(s) pose un problème particulier. Marx n'inclut jamais explicitement les sciences dans « l'énorme superstructure », mais il ne thématise pas non plus leur statut propre — et en particulier la distinction entre science et idéologie. L'acuité de ce problème est souvent passée inaperçue dans l'histoire du marxisme. Il n'est guère que Gramsci et Althusser pour l'avoir traité, de manière totalement opposée en l'occurrence, du moins s'agissant des premiers travaux de Louis Althusser.

Pour Gramsci, la science est une superstructure, sans restriction aucune. Dans certains textes des *Cahiers de prison*, cette thèse est même détaillée pour l'ensemble des disciplines scientifiques. Elle s'applique bien entendu à la science de la société (*i.e.* le marxisme, que Gramsci nomme « philosophie de la praxis »), mais elle peut et doit être démontrée pour toutes les sciences de la nature (cf. *Cahiers de prison*, in *Gr. ds le texte*, p. 318 et s., et *Cahier 11*, §§ 33, 36, 37) et pour le langage.

A l'inverse, L. Althusser (cf. *Pour Marx* et *Lire Le Capital*) fait de la rupture de la science avec l'idéologie le moment déterminant de la formation de toute science et en particulier du marxisme, science de l'histoire. La forme de la scientificité exclut de la superstructure la théorie marxiste. Citant un texte célèbre de Staline, L. Althusser étend cette exception au langage.

« Superstructure » est le plus souvent utilisé au pluriel dans le marxisme conntemporain, avec une très grande extension de définition. La connotation spatiale du terme est très forte, la racine *Bau* de l'allemand *Uberbau* signifiant « construction ». Toutefois la métaphore architecturale est parfois doublée d'un modèle organique : la superstructure est la chair et le sang du corps social, dont la base est le squelette (cf. Lénine, AP, O., I, p. 156).

2 / La superstructure peut être définie en extension et en compréhension.

Définition en extension : la base étant définie comme le « niveau économique », la superstructure est constituée de plusieurs séries, instances ou instutitions, le plus souvent groupées en deux niveaux : le juridico-politique et l'idéologie. Dans certains textes, Superstructure et Idéologie sont distinctes, le terme de Superstructure étant réservé au juridico-politique, mais, en général, la superstructure englobe l'idéologie.

Définition en compréhension : superstructure et base sont distinguées au sein du tout social par deux types d'objectivité distincts. Les phénomènes de la base ont une objectivité comparable à ceux de la nature — une partie de la base étant d'ailleurs formée par les conditions naturelles (l'écosystème) de la société considérée —, ils sont indépendants de la conscience et de la volonté humaine, au point que Marx estime, en 1859, qu'on peut les analyser « d'une manière scientifiquement rigoureuse », c'est-à-dire comme des processus soumis à des *lois objectives* semblables aux lois de la nature. Au contraire, les réalités superstructurelles ont un autre régime, elles sont façonnées par l'activité consciente des hommes et les formes idéologiques multiples de cette conscience, ce qu'on pourrait appeler la vie culturelle ou spirituelle, par opposition à la vie matérielle.

Dans ce sens, Superstructure et Idéologie sont presque synonymes. Tout en maintenant le terme, cette définition ne correspond plus totalement à une topique, puisqu'elle distingue les êtres sociaux selon leur *mode*, « matériel » ou « idéologique », et non plus selon leur *lieu*. Au couple matériel/idéologique, employé notamment par Lénine, correspondent d'autres formulations : naturel/historico-social chez Lucio Colletti, économique/politique chez Gramsci.

D'autre part, certains marxistes définissent la superstructure à partir d'un critère *fonctionnel*. C'est le cas de Nicolas Boukharine (cf. *infra*), qui définit en partie les superstructures par leur fonction *régulatrice*. Maurice Godelier note que la topique de Marx, applicable à la rigueur à la société capitaliste, ne correspond en rien à la structure d'autres sociétés. Ainsi lorsque la religion, c'est-à-dire un élément de la superstructure, joue un rôle « économique » prépondérant. Dans ce cas la religion serait à la fois base et superstructure. Pour lever cette difficulté, il faut considérer base et superstructure comme des fonctions sociales et non comme des instances.

3 / Le concept de superstructures pose donc des problèmes de définition, mais aussi d'évaluation : a-t-on affaire à une simple image, bien ou mal venue, ou à un concept ? Bien que très rarement employé par Marx, ce concept occupe une place importante dans l'histoire du marxisme. Il est vrai qu'il porte sur un point fondamental — la structure du tout social — et que Marx l'a forgé dans un texte considéré comme canonique, la *Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique*, où il résume, en janvier 1859, son itinéraire intellectuel et le résultat de ses recherches. Dans ce texte, le couple superstructure-base se constitue en opposition critique aux concepts d'Etat et de Société civile chez Hegel. Marx dissèque la société civile en mettant au jour son « anatomie » : les rapports de production, et il inverse la position de l'Etat et des rapports juridiques, qui ne sont plus autonomes ni déterminants comme chez Hegel, mais *déterminés* par la base matérielle. Si l'histoire humaine a une « Raison », celle-ci n'est pas dans l'Etat mais dans les rapports de production.

Autre enjeu critique : pour Hegel, la société forme une totalité homogène, Etat et Société civile ne sont pas des parties d'un tout, l'un est la vérité, l'expression de l'autre. Au contraire, la topique suggère une *distinction réelle* de lieux, d' « instances » (Althusser). Le tout social ne se réduit pas à une unité simple (cf. les concepts de « tout complexe structuré à dominante » — Althusser —, d' « unité d'hétérogène » — Galvano Della Volpe —, de « totalité ouverte » — Antonio Negri). Par rapport au couple Etat/Société civile, « nous avons affaire à un *nouveau rapport* entre des *termes nouveaux* » (Althusser, *Pour Marx*, p. 111).

Les concepts marxiens ne critiquent pas seulement l'idéalisme de Hegel, mais aussi un matérialisme étroit, métaphysique à rebours qui ferait jouer à l'économie le rôle de l'Esprit dans la philosophie de Hegel, en oubliant la complexité réelle de la société.

Autrement dit, la mise en œuvre du concept de superstructure implique deux ordres de thèses :

— les unes portent sur les rapports de *détermination* entre base et superstructure, les relations plus ou moins complexes de causalité entre elles, ce qu'Althusser nomme leurs « indices d'efficacité »;

— les autres sont relatives au mode d'être, à la forme spécifique du tout social en tant qu'il est constitué de plusieurs types de réalité. La signification du concept varie beaucoup selon qu'on privilégie l'un ou l'autre point de vue, qu'on les combine ou qu'on les oppose.

Le point de vue de la *détermination* est plus directement indiqué par le langage topique (rapport entre instances, étages de la société). Le point de vue synthétique de la forme du tout social, qui est aussi le point de vue de sa *reproduction*, ne peut s'accommoder de la topique et se rapproche plutôt de la métaphore organique du corps et du squelette.

Selon le premier point de vue, trois thèses définissent le statut de la superstructure :

— elle est déterminée en dernière instance par la base;
— elle dispose d'une autonomie relative;
— elle a une action en retour sur la base.

Il faut cependant noter que ces thèses et les formules qui les expriment sont peu précises. Malgré leur portée polémique contre l'idéalisme et le matérialisme mécaniste, elles demeurent à l'état d'énoncés extrêmement généraux, qui ne peuvent servir comme tels de principes à une théorie développée des superstructures. Les tentatives de concrétiser la nature des rapports base-superstructure sous l'aspect de la détermination en arrivent souvent à réduire la superstructure au simple reflet ou effet mécanique de la base. La détermination en dernière instance devient détermination tout court, causalité linéaire. La forme la plus triviale de cette tendance est la « théorie des facteurs » : la société est divisée en de multiples facteurs, rangés par ordre d'importance. Cette hiérarchie est bien sûr dominée par le « facteur économique », conduisant ainsi à un réductionnisme économiste. La théorie des facteurs rend impossible tout « point de vue synthétique sur la vie sociale » (G. Plekhanov, *Les questions fondamentales du marxisme*; sur la difficulté de penser avec rigueur l'action en retour de la superstructure sur la base, voir, du même auteur, la critique du concept d'*interaction*).

Même lorsqu'il insiste, contre le schématisme et l'économisme, sur l'efficace propre des superstructures, Engels a peine à bâtir le concept de l'action en retour de la superstructure, et en particulier de l'articulation de cette action de la superstructure avec le rôle déterminant *en dernière instance* (Engels écrit « à la longue ») de l'économie. Dans sa *Lettre à Bloch* du 21 septembre 1890, Engels décrit les superstructures sous la forme affaiblie d'une infinité d'effets microscopiques, illustrant sa démonstration par l'exemple du jeu des volontés individuelles qui s'ajoutent et se contrecarrent pour former l'événement historique. Quant aux volontés individuelles, elles sont déterminées par les conditions économiques, *i.e.* par la base! Autrement dit, la superstructure est diluée dans la multitude des hasards.

Ainsi, cette conception peut conduire à la négation du concept de superstructure lui-même : dès lors que l'économie est l'essentiel, voire le tout de la vie sociale, le marxisme s'identifie à une économie politique et élimine tout autre objet de son champ.

Le point de vue de la *reproduction* ne sépare pas la superstructure de la

base. Il les pose en synchronie, le concept de superstructure exprimant le caractère inséparable des dimensions économiques et sociologiques du marxisme. La superstructure demeure déterminée en dernière instance par l'économie, mais elle en est aussi *une condition d'existence* : on n'a jamais vu (ni conçu) d'économie sans société, ni de société sans idéologie. « La superstructure est en même temps une *partie* ou un moment de la structure [du tout social] et la *forme* de cette dernière » (Lucio Colletti, Le marxisme comme sociologie, 1959, in *De Rousseau à Lénine*, Paris, 1974).

Concrètement, la reproduction des rapports de production (de la base) voit intervenir la superstructure pour une part décisive : ainsi du procès de travail, dont la reproduction implique, entre autres, l'intervention de l'appareil scolaire et d'autres superstructures, productrices de savoir, de savoir-faire, de culture et de discipline. Pris en ce sens, le concept de superstructure enraye toute logique de *robinsonnade* dans le marxisme : puisqu'il impose de traiter la société comme un « tout complexe déjà donné », qu'on ne peut reconstruire à partir de l'économie naturelle de l'homme solitaire.

Il y a donc une combinaison des points de vue de la détermination et de la reproduction. Marx et Engels n'ont pas thématisé ce problème, qui n'a été abordé que dans le marxisme contemporain, si l'on excepte les œuvres de Boukharine et de Gramsci.

La position de Boukharine est remarquable en ce qu'elle *juxtapose* simplement des énoncés relatifs à la détermination et d'autres relatifs à la reproduction (*La théorie du matérialisme historique, manuel populaire de sociologie marxiste*, 1921). Les superstructures sont définies une à une, minutieusement, par un déterminisme économique strict. Elles sont ensuite réabordées selon leur fonction de « cohésion », de « régulation », d' « équilibre » de la société. Par exemple, à propos de la superstructure politique, « il faut qu'il existe quelque chose jouant le rôle d'un lien qui maintient les classes, ne laisse pas la société se briser, tomber en morceaux » (p. 156 de la traduction française). Par contre, il est dit, quelques pages plus loin, que « le droit, les mœurs qui dominent dans une société s'accordent toujours avec les rapports économiques, ont les mêmes bases, se modifient et disparaissent avec eux » (p. 163). D'un côté, Boukharine définit les superstructures comme « principes régulateurs » indispensables à toute société, de l'autre, il en fait un « élément dérivé », dont on peut retracer l'émergence, postérieure à l'existence de l'économie, comme « travail social non productif », apparaissant à partir d'un certain niveau de développement des forces productives.

La conception de Gramsci ne peut être résumée, car il conçoit le couple infrastructure/superstructure comme la clé de voûte du marxisme dans son ensemble et, en particulier, de la philosophie qui lui est propre. Il s'agit fondamentalement d'un concept de *rapport*. Le rapport infrastructure/superstructure est le concept général de l'unité de la théorie et de la pratique dans le marxisme, aussi bien en philosophie que dans l'histoire et dans la politique.

Dans le marxisme contemporain, l'attention aux superstructures n'a pas produit, en général, de développements du concept de Marx, mais plutôt une reformulation du matérialisme historique affranchie de la topique. Ainsi Louis Althusser considère-t-il le couple base/superstructure légué par la tradition comme des métaphores descriptives, de simples

indications de questions théoriques qui restent à traiter. D'autres chercheurs sont plus sévères encore avec les énoncés de la *Préface de 1859*, et ont développé la philosophie et la politique du marxisme sans passer par le concept de superstructure. Dans ces travaux qui abandonnent complètement la structuration de la société en instances, le concept de superstructure, s'il a encore un sens, désigne une sorte d'amphibologie (de double nature) des concepts marxistes, simultanément objectifs et subjectifs, économiques et politiques. Pour Lucio Colletti et Galvano Della Volpe, cette originalité donne au marxisme un objet *déterminé*, susceptible d'une connaissance scientifique. Antonio Negri découvre au contraire une logique inédite, fondée sur une liaison directe entre le développement de la théorie et celui de la lutte des classes et du sujet révolutionnaire (cf. A. Negri, *Marx au-delà de Marx*, 1978).

Il faut enfin noter que les horizons philosophiques du concept de superstructure sont ambigus : on peut y voir aussi bien l'élément le plus matérialiste ou le plus idéaliste du marxisme.

Posant la détermination matérielle de la production des idées, il est directement issu des positions matérialistes de Marx. Mais, à l'inverse, Gramsci remarque « le lien entre la thèse idéaliste qui pose la réalité du monde comme une création de l'esprit humain, d'une part, et l'affirmation de l'historicité et de la caducité de toutes les idéologies de la part de la philosophie de la praxis (...) d'autre part (...) » (*Gr. ds le texte*, p. 335, et *Cahier 11*, § 17).

• Bibliographie. — L. Althusser, *Pour Marx*, Paris, 1965; Id., Idéologie et appareils idéologiques d'Etat (1970), in *Positions*, Paris, 1976; N. Boukharine, *La théorie du matérialisme historique*, Paris, 1977; F. Engels, *L. à J. Bloch* du 21 sept. 1890; A. Gramsci, *Gr. ds le texte*, Paris, 1975; Lénine, AP, O., t. I, Moscou; K. Marx, *Préface de la Cont.*, Paris, 1957; Id., K., MEW, 1, p. 96, 99, 379, 392, 393, 507, 643; ES, 1, p. 93, 95; 2, p. 41 à 48, 59 (note); 3, p. 57; G. Plekhanov, La conception matérialiste de l'histoire, apud *Œuvres philosophiques*, t. II, Moscou.

▸ Corrélats. — Action réciproque, Base, Détermination, Economisme, Esthétique, Etat/Société civile, Historicisme, Idéologie, Instance, Objectivisme/Subjectivisme, Robinsonnades, Structuralisme.

P. d. L.

Surdétermination

Al : *Überdeterminierung.* — An : *Overdetermination.* — R : *Nadopredelenie.*

Voir : Base, Contradiction, Crise, Détermination.

Surproduction

Al : *Überproduktion.* — An : *Overproduction.* — R : *Vosproizvodstvo.*

Voir : Crise.

Surtravail

Al : *Mehrarbeit.* — An : *Surplus labour.* — R : *Pribavochnyj trud.*

La force de travail est une marchandise particulière : si, comme pour toute autre marchandise, sa valeur correspond à l'ensemble des marchandises nécessaires, si ce n'est à sa production, du moins à son

entretien, elle diffère des autres marchandises par son usage. Celui-ci étant de produire de la valeur, l'ouvrier qui vend sa force de travail est capable de produire en une journée une valeur supérieure à la valeur des marchandises nécessaires à sa subsistance.

La journée de travail peut donc se décomposer théoriquement en deux fractions :

1 / Pendant une partie de la journée, l'ouvrier travaille à la production de biens nécessaires à sa subsistance — non pas directement, mais indirectement, sous la forme d'une marchandise donnée. Du point de vue du capitaliste, il ne fait alors que reproduire sa force de travail.

Marx désigne cette première partie théorique de la journée comme *temps de travail nécessaire*. Nécessaire au travailleur pour vivre, nécessaire au capitaliste pour reproduire la force de travail.

2 / Une fois cette force de travail reproduite s'ouvre une seconde partie théorique de la journée de travail pendant laquelle l'ouvrier produit un « surplus » : « La période d'activité qui dépasse les bornes du travail nécessaire coûte, il est vrai, du travail à l'ouvrier, une dépense de force, mais ne forme aucune valeur pour lui. Elle forme une plus-value qui a pour le capitaliste tous les charmes d'une création *ex nihilo*. Je nomme cette partie de la journée de travail *temps extra* et le travail dépensé en elle *surtravail*. S'il est d'une importance décisive pour l'entendement de la valeur en général de ne voir en elle qu'une simple coagulation de temps de travail, que du travail réalisé, il est d'une égale importance pour l'entendement de la plus-value de la comprendre comme une simple coagulation de temps de travail extra, comme du surtravail réalisé » (K., I, 1, p. 214; MEW, 23, 231).

« Le capital n'a pas inventé le surtravail. Partout où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, est *forcé* d'ajouter au temps de travail nécessaire à son propre entretien un surplus destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production » (*ibid.*, 231; 249). Pour le serf, le surtravail est visiblement distinct du travail : il prend la forme de la *corvée*. Par contre, le surtravail effectué par l'ouvrier ne se distingue pas concrètement du travail nécessaire auquel il se mêle. C'est cette confusion qui permet au capitaliste d'augmenter la part du surtravail.

— En allongeant la journée de travail (plus-value absolue) : « Qu'est-ce qu'une journée de travail ? Quelle est la durée du temps pendant lequel le capital a le droit de consommer la force de travail dont il achète la valeur pour un jour ? Jusqu'à quel point la journée peut-elle être prolongée au-delà du travail nécessaire à la reproduction de cette force ? A toutes ces questions, comme on a pu le voir, le capital répond : la journée de travail comprend vingt-quatre heures pleines, déduction faite des quelques heures de repos sans lesquelles la force de travail refuse absolument de reprendre son service » (*ibid.*, 259; 279-280).

— En réduisant le temps de travail nécessaire, c'est-à-dire en faisant baisser le prix des marchandises nécessaires à l'entretien de l'ouvrier et en intensifiant le travail (plus-value relative).

▶ CORRÉLATS. — Exploitation, Force de travail, Intensité du travail, Survaleur.

E. A.

Survaleur (ou Plus-value)

Al : *Mehrwert*, parfois *Surpluswert*. — An : *Surplus value*. — R : *Pribavocnaja stoimost'*.

La survaleur est l'excédent de valeur produit par l'ouvrier salarié pendant son temps de travail global, une fois qu'il a reproduit la valeur de sa force de travail (son salaire). C'est une réalité propre au mode de production capitaliste.

Cette notion occupe une position dominante dans la théorie marxiste de l'exploitation capitaliste. Elle la désigne même parfois par métonymie. Son exposé occupe dans *Le Capital* la place centrale, à la médiation entre l'abstrait de l'analyse de la marchandise et le concret de l'histoire de l'accumulation. Mais il n'y a pas, à proprement parler, d'exposé de la survaleur en général : celle-ci éclate presque immédiatement en deux formes, la survaleur absolue et la survaleur relative.

Il s'agit en outre d'une création conceptuelle et terminologique propre à Marx, dont le caractère novateur a pu être masqué dans les traductions françaises par l'emploi de la notion de *plus-value* qui est elle une catégorie de la comptabilité bourgeoise, apparue au XVIe siècle et toujours utilisée en ce sens (« Impositions sur les plus-values »). Cette notion nouvelle résume et organise dans un dispositif théorique global la problématique de l'excédent de richesse et de la valeur travail. Ce nouveau dispositif théorique était précisément censé « flanquer en l'air toute la théorie du profit » (*Corr.* du 14 janv. 1858), telle qu'elle s'était développée chez les physiocrates, Smith et Ricardo notamment dans l'étude de la rente, du profit commercial et industriel, de l'intérêt, etc.

Cette création est repérable ponctuellement dans l'œuvre de Marx : elle date — comme tous les concepts majeurs de ce dispositif théorique — des *Grundrisse*, et plus précisément de la fin de l'année 1857 (année de la première grande crise classique du capital). Elle intervient au moment du manuscrit où Marx aborde la question du travail salarié, après avoir démontré que l'augmentation de la valeur (que l'on constate dans les faits de l'enrichissement capitaliste) ne peut pas provenir de la circulation (du simple échange argent-marchandise-argent-marchandise), alors que toutes les apparences l'y situent. Dans tous les états successifs de sa critique de l'économie politique, la notion de survaleur apparaîtra du reste au même moment de l'argumentation, comme la clé enfin forgée du mystère de la valeur, qui augmente apparemment dans la circulation alors qu'il est prouvé qu'elle ne peut y augmenter : « La circulation simple ne saurait expliquer l'augmentation de la valeur. Admettons que tout le monde vende 10 % trop cher : la survaleur de chacun sera purement nominale, factice, conventionnelle = un mot creux » (*Grund.*, ES, I, p. 254 ; Dietz, 222). A ce « mot creux », Marx donne un contenu réel et une validité conceptuelle fondée sur l'association, voire la fusion tendancielle du couple surtravail-survaleur *(Mehrarbeit-Mehrwert)* : « La survaleur est tout simplement valeur au-delà de l'équivalent. L'équivalent est par définition uniquement l'identité de la valeur avec elle-même. La survaleur ne peut donc jamais jaillir de l'équivalent; ni donc, à l'origine, de la circulation : elle doit nécessairement surgir du procès de production du capital lui-même. La chose peut encore se dire comme suit : s'il ne faut au travailleur qu'une demi-journée de travail pour vivre une journée entière, il n'a besoin, pour prolonger son existence de travailleur, que de travailler une demi-journée.

La deuxième moitié de la journée de travail est du travail forcé, du surtravail. Ce qui apparaît du côté du capital comme survaleur apparaît exactement du côté du travailleur comme surtravail au-delà de son besoin de travailleur » (*Grund.*, ES, I, 263 ; Dietz, 230-231).

On peut dire en ce sens que la survaleur est la forme valeur du surtravail, mais autant pour l'ouvrier que pour le capitaliste, étant entendu que la forme valeur de la survaleur sera pour l'un le profit, pour l'autre le salaire. Mais précisément cette forme valeur (ou forme capitaliste) masque sous des apparences de symétrie et d'égalité (d'échange égal et libre dans le *salaire*) le rapport d'inégalité et d'exploitation dans lequel se trouvent réellement la classe ouvrière et la classe capitaliste. La survaleur n'est pas le surtravail au sens où celui-ci apparaît de manière tangible *(handgreiflich)* dans la semaine de travail du serf ou dans d'autres « modes de production ». Elle ne peut pas être définie individuellement, ni calculée en temps réel comme la corvée féodale. C'est le surtravail rendu invisible, irrepérable comme tel, uniquement définissable au niveau abstrait de l'ensemble du travail social.

D'où une difficulté d'exposition considérable, qui préoccupait d'autant plus Marx qu'il concevait la mise au point et l'exposition de ce dispositif théorique comme une urgence et une nécessité politique : la référence au modèle de la journée de travail féodale, encore à l'œuvre dans le schéma géométrique qui additionne le segment « travail nécessaire » (valeur) et le segment « travail en plus » (survaleur) (K., ES, I, 2, 7 ; MEW, 23, 331), pouvait se justifier par sa simplicité pédagogique, mais elle comportait d'énormes inconvénients théoriques et politiques, et, dès le départ, le risque d'une interprétation mécaniste purement comptable de la survaleur, c'est-à-dire d'une régression dans les problématiques quantitatives de l'économie politique. D'autant que, par ailleurs, si *Le Capital* n'est pas une théorie de l'entreprise capitaliste, la classe ouvrière à laquelle ses analyses sont destinées se trouve, elle, dans ces entreprises, face aux formes les plus phénoménales de son exploitation, y compris *les comptes*, qui sont l'élément quotidien de son existence et de ses luttes.

La manifestation visible de cette difficulté dans *Le Capital*, c'est le recours à un modèle mathématique différent, dans lequel il n'est plus possible de distinguer la valeur de la survaleur autrement qu'en désignant l'une comme fonction de l'autre : « J'appelle cet incrément survaleur, en anglais *surplusvalue* » (K., ES, I, 1, 155 ; MEW, 23, 165). Si ce modèle ne rompt pas entièrement avec l'imagination géométrique, il présente néanmoins l'avantage pour Marx de suggérer directement que la survaleur n'existe pas autrement que comme *processus de valorisation* (*Verwertungsprozess* également traduit *procès de mise en valeur*).

Enfin, cette difficulté est sans doute l'une des raisons théoriques — à côté des raisons politiques, personnelles, etc. — qui expliquent la période très longue écoulée entre la fin de la *Contribution de 1859* et la parution du livre I du *Capital*. Il s'écoule en effet près de dix ans entre le moment où le public entend Marx nommer pour la première fois la notion de survaleur et la parution du livre I du *Capital*, qu'on peut considérer comme la théorie générale de la production de survaleur. Entre-temps, Marx organise plus systématiquement l'exposé et l'analyse du dispositif théorique qui fonctionne avec et autour de la notion de survaleur, et surtout il vérifie systématiqeument que ce dispositif fonctionne bien comme

théorie critique en l'appliquant aux principales théories économiques : on appelle généralement cette partie de son travail *Théories sur la plus-value* (cahiers 6 à 20 du *Manuscrit de 1861-1863*). Mais dans l'ensemble, le dispositif établi dans les *Grundrisse* sera peu modifié, Marx assignant seulement à certaines catégories un autre régime théorique (par exemple le couple travail mort - travail vivant, la problématique du travail productif et du travail improductif, qui ne disparaissent pas, mais n'ont plus de fonction d'investigation).

Survaleur absolue et survaleur relative. — Par *survaleur absolue* Marx désigne la survaleur obtenue de l'ouvrier en prolongeant la durée globale de sa journée de travail, la durée du travail nécessaire (la valeur de sa force de travail exprimée dans son salaire) demeurant égale. Cette survaleur absolue rencontre une limite variable selon les pays, les époques historiques et le développement des luttes de classes, dans la fixation de la durée légale de la journée de travail. Elle rencontre une autre limite dans l'épuisement physique du travailleur; et enfin dans la masse de la population ouvrière.

Par *survaleur relative* Marx désigne la survaleur obtenue de l'ouvrier en faisant baisser la durée du travail nécessaire, la durée globale de la journée de travail étant limitée et demeurant égale. Cette diminution de la durée du travail nécessaire (de la valeur de la force de travail) s'obtient sous l'effet de plusieurs facteurs combinés, qui correspondent en outre à différentes périodes successives du développement historique de la production capitaliste : la coopération, la division du travail, l'utilisation croissante des machines et des systèmes de machines (machinerie), l'application de la science au procès de travail, etc. Le développement de la force productive sociale du travail (ou productivité) fait baisser la valeur des marchandises consommées par la classe ouvrière dans le procès de reproduction de sa force de travail, et donc la valeur de sa force de travail elle-même : « L'allongement de la journée de travail au-delà du point où l'ouvrier aurait produit seulement l'équivalent de la valeur de sa force de travail, et l'appropriation de ce surtravail par le capital : c'est cela la production de la survaleur absolue. Elle constitue la base générale du système capitaliste et le point de départ de la production de la survaleur relative. Pour cette dernière, la journée de travail est d'emblée divisée en deux parties : travail nécessaire et surtravail. Pour allonger le surtravail, on raccourcit le travail nécessaire par des méthodes grâce auxquelles il faut moins de temps pour produire l'équivalent du salaire. La production de la survaleur absolue tourne uniquement autour de la longueur de la journée de travail; la production de la survaleur relative révolutionne de fond en comble les procès techniques du travail et les regroupements sociaux *(gesellschaftliche Gruppierungen)* » (K., I, 2, 184; MEW, 23, p. 532-533).

De la même façon qu'il est impossible dans la pratique de distinguer analytiquement des moments du temps de travail consacrés à la reproduction de la valeur et d'autres à la production de survaleur (ou *nouvelle valeur*, comme dit Marx fréquemment) — si bien que la valeur est impensable sans la survaleur —, la distinction absolue/relative ne vise pas à exposer différentes parties, ni mêmes différentes espèces de survaleur, mais à repérer les différents facteurs qui permettent d'accroître la survaleur, d'accélérer la valorisation du capital en augmentant le degré d'exploitation de la force

de travail (ou taux de survaleur : voir ci-dessous). L'histoire du développement du mode de production capitaliste montre ensuite sous quelles formes plus ou moins directement imputables à des initiatives et à des actions conscientes de la classe capitaliste, se développe et s'accroît la production de survaleur, en même temps que se constitue une classe exploiteuse abondante dans laquelle il n'y aurait pas de capitalisme possible.

Si ces spécifications de la survaleur la rapprochent apparemment de l'expérience historique, elles demeurent néanmoins secondes par rapport au caractère fondamentalement global du procès de production de la survaleur, dont l'accroissement est toujours le résultat d'une prolongation du temps de surtravail par rapport au temps de travail nécessaire, la prolongation absolue et la prolongation relative pouvant coïncider dans une expérience unique : c'est ainsi que la *machinerie*, qui marque l'un des moments les plus développés de la production de survaleur *relative*, apparaît en même temps historiquement sous la forme de la survaleur *absolue* : prolongation maximale de la journée de travail globale, extension du travail salarié aux femmes et aux enfants, institution du système des heures supplémentaires *(Überarbeit)*, etc.

Taux et masse de la survaleur. — Soit s la survaleur et v le capital variable (partie du capital dépensée en force de travail). Le taux de survaleur sera exprimable par le rapport s/v. Cette formule est « immédiatement convertible dans l'autre formule : $\frac{\text{surtravail}}{\text{travail nécessaire}}$ » (K., ES, I, 1, 215; MEW, 23, 231-232).

Soit T ce taux de survaleur et S la masse de la survaleur. Soit F la valeur d'une force de travail social moyenne et n le nombre de forces de travail. Cette masse S s'exprimera ainsi :

$$S = F \times T \times n.$$

REMARQUES. — Ces formules de type algébrique, intercalées par Marx entre le développement sur la production de la survaleur absolue et le développement sur la production de la survaleur relative, ont une fonction sans doute plus critique que théorique. Elles sont principalement destinées à invalider les calculs du profit tels que les pratiquent les capitalistes et leur économie politique. Plus que la possibilité d'un calcul de la survaleur, ils mettent en évidence les rapports entre les facteurs de variation de la survaleur (facteurs déformés en outre lorsqu'il s'agit du profit, de la rente ou de l'intérêt de l'argent par les inégalités empiriques).

On se fera une idée des limites (de la date) de ce mode d'exposition algébrique utilisé par Marx en lisant le passage suivant du chapitre 21 du *Capital* : « La valeur de la force de travail moyenne et le degré moyen de son exploitation étant supposés égaux dans différentes industries, les masses de survaleur produites sont directement proportionnelles à la grandeur des parties variables des capitaux employés, c'est-à-dire de leurs parties converties en force de travail. Cette loi est en contradiction apparente avec toute expérience fondée sur les apparences... La solution de cette contradiction apparente exige bien des moyens termes, de même qu'en algèbre il faut bien des moyens termes pour comprendre que O/O peut représenter une grandeur réelle » (K., I, 1, 300-301; 23, 325-326).

Les différentes formes phénoménales de la survaleur. — Si Marx est bien l'inventeur de la notion de survaleur, il n'a cessé de répéter que les économistes classiques l'avaient déjà approchée et étudiée sous ses « formes phénoménales » *(Erscheinungsform)* : rente foncière (le produit net des physiocrates), profit industriel et commercial, intérêt de l'argent. De la même façon il s'est beaucoup inspiré, dans la période d'élaboration de ce concept, des écrits des socialistes ricardiens (Hodgskin, Thompson, *The Source and Remedy of the national difficulties, deduces from principles of political economy...*, Anonyme, Londres, 1821) qui attribuaient à toutes ces formes d'enrichissement d'une classe, une origine unique située dans le procès de production : le surtravail *(surplus labour)* des ouvriers (*Grund.*, ES, t. I, p. 263 ; Dietz, 230-231).

• BIBLIOGRAPHIE. — E. BALIBAR et J.-P. LEFEBVRE, Plus-value ou survaleur ?, *La Pensée*, n° 197, 1978 et n° 210, 1980; J.-C. DELAUNAY, *Salariat et plus-value en France depuis la fin du XIXe siècle*, Paris, 1983; J.-P. OLIVIER, *Thomas Hodgskin, une critique prolétarienne de l'économie politique*, Paris, Maspero, 1976.

▶ CORRÉLATS. — Accumulation, Exploitation, Rotation du capital, Salaire, Subsomption formelle/réelle, Taylorisme, Valeur.

J.-P. L.

Survivances

Al : *Überbleibsel.* — An : *Vestiges.* — R : *Perežitki.*

Voir : Avance/retard, Classes, Féodalité, Formation économique sociale, Mode de production.

Syndicat

Al : *Gewerkschaft.* — An : *Trade-union.* — R : *Profsojuzy.*

C'est en Angleterre où la grande industrie est déjà dominante et où la classe ouvrière commence à s'organiser en mouvements économique et politique autonomes (chartisme et trade-unionisme) que Marx et Engels découvrent et analysent cette critique en acte du capitalisme grandissant que sont les coalitions ouvrières. Ils théorisent dans leurs écrits de 1846-1847 la portée du phénomène et en soulignent, contre Proudhon, l'importance : la domination du capital a pour effet contradictoire d'engendrer la division des travailleurs en les soumettant à une inévitable concurrence et d'unifier objectivement la masse des travailleurs en classe en lui imposant de communes conditions d'exploitation. A la faveur des luttes qu'elle engage pour la défense de ses intérêts communs, cette classe en soi se constitue en classe pour soi. Elle s'organise en associations d'abord provisoires et partielles dans leurs objectifs, puis permanentes et globales qui lui permettent, en restreignant la concurrence, de défendre les salaires contre les empiétements incessants du capital et d'arracher des conditions de travail contractuelles constituant autant de « victoires de l'économie politique de la classe ouvrière sur l'économie politique de la bourgeoisie » (MEW, 16, 11). Parce que la lutte de classe à classe est une lutte politique, ces associations deviennent politiques dès lors qu'elles défendent les intérêts de la classe tout entière et matérialisent l'union révolutionnaire des travailleurs contre le capital (MPH ; MPG). Dans

ces textes de 1846-1847, le passage de la fonction syndicale (c'est-à-dire corporative ou trade-unioniste) à la fonction politique (c'est-à-dire révolutionnaire) résulte donc du simple développement de la pratique sociale au sein d'une seule et même organisation. L'Association internationale des Travailleurs qui se constitue en 1864 en réunissant tout à la fois les cercles d'étude socialistes, les chambres syndicales et les coopératives, conformément à l'état d'organisation de fait du mouvement ouvrier, à cet égard correspond bien à la conception que Marx s'en fait alors : formation consciente de la classe ouvrière par-delà des frontières nationales, elle doit englober les organisations de toute nature dans le but (unifiant) de la conquête du pouvoir.

La vie de cette Ire Internationale est dominée par des luttes idéologiques au sein desquelles la question syndicale occupe une place majeure. Marx qui a théorisé la fonction et l'évolution des associations ouvrières à partir de leur place dans le mode de production capitaliste est désormais confronté à des organisations qui doivent leur diversité aux liens qu'elles entretiennent avec la formation sociale dans laquelle elles se sont développées. En France, où la différenciation entre l'Etat et la classe dominante est forte, l'Etat se donne à paraître comme une machine de domination de la société civile plutôt que comme l'instrument de la classe dominante. Que sa domination soit en premier lieu vécue dans sa dimension politique encourage la classe ouvrière dans ses tendances proudhoniennes. Sous prétexte de liberté, d'antigouvernementalisme et d'individualisme antiautoritaire, le socialisme massivement proudhonien récuse l'action politique et la centralisation des luttes au profit du mutuellisme et du fédéralisme. En Angleterre, comme dans tous les pays où la différenciation des structures politiques est faible, se développe, après le mouvement chartiste et les réactions suscitées par la Commune de Paris, un syndicalisme trade-unioniste qui rejette également la dimension politique du combat de classe pour s'investir dans une action strictement économique, réformiste et légaliste. Le poids de l'Etat dans l'organisation des classes dominantes en Allemagne conduit au contraire le socialisme majoritairement lassallien à nier la portée de l'action revendicative (que la « loi » d'airain des salaires condamne à l'échec) au profit d'une action politique fondée sur l'illusion d'une intervention socialiste de l'Etat prussien. La « logique de l'Etat » pèse donc lourdement sur les relations qu'entretiennent le politique et le syndical et sur les idéologies qui les expriment (P. Birnbaum). La résolution sur les syndicats élaborée par Marx et adoptée au Ier Congrès de l'AIT (1866) condamne la sous-estimation des luttes syndicales qu'impliquent ces idéologies et leur surestimation plus encore (c'est alors dans l'AIT le danger principal) : « Lâcher prise dans le combat quotidien avec le capital serait perdre irrémédiablement la faculté de se lancer un jour dans un plus vaste mouvement... (mais) les syndicats manquent entièrement leur but dès lors qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouche contre les effets du régime existant au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat » (SPP ; ES, 110 ; MEW, 16, 152). L'offensive idéologique des bakouniniens qui ont vu en la Commune de Paris une confirmation de l'anarchisme conduit Marx à souligner plus nettement encore ce dernier aspect après l'échec de la Commune.

Il en modifie les termes : « Considérant que contre la violence collective des classes possédantes le prolétariat comme classe ne peut intervenir que s'il se constitue en parti politique distinct, en opposition avec toutes les anciennes formations de partis des classes possédantes; qu'il faut que l'union des forces de la classe ouvrière qui a déjà été réalisée sur le plan économique serve également de levier pour la masse de cette classe contre la puissance politique de ses exploiteurs; la conférence rappelle aux membres de l'Internationale que dans l'état de lutte de la classe ouvrière, son activité économique et son activité politique sont inséparablement liées » (*Résolution sur l'action politique*, septembre 1871, Moscou, Ed. du Progrès). Cette résolution qui implique la nécessaire organisation de la lutte politique sous la forme d'un parti organisé provoque la rupture avec les bakouniniens et les trade-unions anglais. En soulignant que le développement spontané de la lutte revendicative n'engendre pas obligatoirement la conscience et la lutte politique, elle pose le problème des rapports que l'une et l'autre entretiennent. La conscience politique naît-elle du développement de la pratique sociale? Doit-elle être apportée de l' « extérieur » comme le laisse à penser le rôle propre de Marx au sein de l'AIT? Quelle est, en ce cas, la nature de cette extériorité? Questions nouvelles qui autorisent diverses lectures des textes de 1846-1847 entre lesquelles l'Internationale reconstituée en 1889 devra trancher.

Marx a élaboré sa conception du syndicat en réaction contre des théories qui niaient l'une des fonctions de l'association ouvrière à l'exclusif profit de l'autre : négation du politique dans sa double composante anarchiste (Proudhon, Bakounine) et trade-unioniste ou négation de la lutte revendicative (Lassalle). Sa réflexion qui portait sur la dialectique des luttes syndicales et politiques n'a jamais débouché sur l'affirmation d'une nécessaire pluralité d'organisations et moins encore sur la question de leurs rapports juridiques. L'apparition de partis ouvriers de masse dans le cadre des divers états nationaux renouvelle les données du problème : elle constitue une victoire des tenants de la nécessaire action politique mais débouche sur une dualité organisationnelle de fait avec laquelle la IIe Internationale va devoir compter. Cette dernière qui se veut tout aussi multiforme que l'était l'AIT n'opère d'abord aucune distinction entre les syndicats qui la rejoignent. L'offensive anarchiste la conduit pourtant à adopter en 1893 une résolution limitant l'admission à ses congrès aux seules organisations qui reconnaissent la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique. Les anarchistes qui persistent à rejeter l'action législative et parlementaire et élaborent alors la stratégie de la grève générale qui repose sur l'action exclusive des syndicats sont en conséquence exclus (1896). Leur expulsion provoque l'exclusion de fait de l'importante fraction du syndicalisme qu'ils contrôlent et consacre en pratique la prépondérance du parti en tant que forme supérieure d'organisation et d'action ouvrière. Si la question de ses rapports avec l'organisation syndicale est de ce fait désormais partout posée, elle est résolue dans chaque état en des termes originaux que détermine une fois encore « la logique de l'Etat ». L'importance du réformisme politique et l'absence de réformisme social nourrissent en France des illusions parlementaires et ministérialistes et un syndicalisme révolutionnaire qui est leur contrepoint. L'existence de ces deux partis ouvriers dotés de stratégies divergentes que sont la CGT et la SFIO y matérialise une cassure parti/syndicats plus

marquée que partout ailleurs. En Allemagne où la domination sociale paraît étroitement soumise à la domination politique, le Parti socialiste se subordonne les syndicats. Le réformisme social dont l'Etat fait alors preuve le conforte dans un révisionnisme dont le projet d'intégration des syndicats dans l'Etat constitue un volet. La difficulté qu'éprouvent les trade-unions à se faire entendre au plan politique les conduit au contraire à se doter d'un prolongement parlementaire, le *labour party*, qui doit hâter la venue du réformisme social auquel ils aspirent. Diversité de situation grandissante qui crée à la IIe Internationale des problèmes nouveaux quant aux organisations qu'elle se doit d'admettre. Les trade-unions et les syndicats français réclament la représentation égalitaire des syndicats et partis en son sein. Ils sont contrés par ceux des socialistes français qui entendent conserver à l'Internationale un strict caractère politique. La social-démocratie allemande justifie quant à elle la subordination du syndicat au parti dont elle se réclame en en fournissant une approche théorique nouvelle. Selon l'analyse de Kautsky (*Les trois sources du marxisme*, Paris, 1947) ensuite reprise par Lénine (*Que faire ?*), le mouvement ouvrier et le socialisme ne sont aucunement identiques en nature. Le mouvement ouvrier ne peut spontanément se hausser à la critique générale du système capitaliste. Livré à sa seule spontanéité, il débouche sur un trade-unionisme qui constitue à plus ou moins long terme une défaite de la classe ouvrière. D'où l'importance des intellectuels porteurs de science qui apportent au mouvement ouvrier la conscience qui lui fait défaut et la nécessité du Parti qui cristallise cette conscience et auquel le syndicat se subordonne. Positions antagonistes que l'Internationale s'attache à concilier : « Les syndicats ne remplissent pleinement leurs devoirs dans la lutte d'émancipation des ouvriers que si leurs actes s'inspirent d'un esprit entièrement socialiste. Le Parti a le devoir d'aider les syndicats dans leur lutte pour l'élévation et l'amélioration de la condition sociale des travailleurs » (1907). Le débat stratégique qui opposait les marxistes aux anarchistes sur les moyens et les fins de la révolution est ainsi devenu un débat juridique dont l'enjeu consiste à déterminer des rapports contractuels entre des organisations ayant chacune leur implantation, leurs structures, leur mode d'intervention et même leurs congrès internationaux (constitution en 1902 d'un secrétariat international des syndicats qui prélude à la réunion de congrès syndicaux internationaux). Cette division syndicat/parti n'est en dernière analyse que le reflet de la séparation des pouvoirs économiques et politiques inhérente au capitalisme libéral. La première crise de l'impérialisme qui contraint les syndicats à repenser partout leur rapport à l'Etat (et par là même aux partis) la remet en cause.

Là où s'effondre l'Etat qui la « désorganisait », la classe ouvrière élabore des formes de lutte par lesquelles elle échappe au faux problème des rapports parti/syndicat dans les termes où il était posé. « Ce n'est pas en haut, au sommet des organisations, dans une sorte d'alliance fédérative, c'est à la base, dans la masse des prolétaires organisés que se trouve la garantie d'une unité véritable du mouvement ouvrier, écrit Rosa Luxemburg. Dans une action révolutionnaire de masse, lutte économique et lutte politique ne font plus qu'un. Il n'y a qu'une seule lutte des classes » (Grève de masse, parti et syndicats, apud *Œuvres*, t. I, Paris, 1969). La crise révolutionnaire de 1905 permet en effet à la classe ouvrière russe d'affirmer l'unité de ses luttes. Unité retrouvée qui doit selon Lénine se

concrétiser dans le Parti social-démocrate et qui s'incarne selon Rosa Luxemburg dans les conseils, expression spontanée de la créativité des masses. La question des rapports entre les conseils et ces organisations traditionnelles que sont les syndicats et les partis acquiert une acuité nouvelle avec la Révolution d'Octobre et l'extension à d'autres pays européens du mouvement conseilliste. Les tribunistes hollandais et l'ultra-gauche allemande considèrent que « les vieilles formes d'organisation syndicat/partis politiques et la nouvelle forme des conseils appartiennent à des phases différentes de l'évolution sociale et ont des fonctions tout aussi différentes. Les premiers avaient pour objet d'affermir la situation de la classe ouvrière à l'intérieur du système capitaliste et sont liés à sa période d'extension; la seconde a pour but de créer un pouvoir ouvrier et d'abolir le capitalisme en déclin » (K. Korsch). Elle doit donc devenir une organisation de classe permanente qui se substitue purement et simplement aux précédentes. Ce en quoi les anarchistes se reconnaissent également à partir d'analyses il est vrai différentes (assimilation des conseils aux syndicats). R. Luxemburg, Gramsci, Lukács et M. Adler qui tous analysent les conseils comme une expression de la pratique politique nouvelle récusent quant à eux de telles assertions : les conseils sont un moyen de dépasser les contradictions dont la classe ouvrière était prisonnière (M. Adler); ils libèrent la « conscience réifiée » (Lukács) en permettant aux ouvriers de réaliser leur unité en tant que producteurs et de prendre conscience de leur homogénéité de classe productrice (Gramsci). Ils doivent toutefois trouver un prolongement politique hors d'eux-mêmes. Ainsi Gramsci voit-il en eux la forme actuelle de la lutte des classes, le moyen de transformer le syndicat réformiste et de susciter le nouveau parti de la révolution et M. Adler les formes nouvelles de la lutte socialiste des classes mais en aucun cas les institutions durables d'une société nouvelle. En Russie soviétique où les conseils se constituent en pièce maîtresse du nouvel Etat, c'est la question des rapports entre les syndicats et l'Etat qui devient centrale. Lénine s'attaque aux mencheviks et aux SR qui prônent l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis des partis et de l'Etat : « Le mot d'ordre d'hier était la défiance envers l'Etat bourgeois. Aujourd'hui, l'Etat est devenu prolétarien. Les syndicats deviennent et doivent devenir des organisations d'Etat auxquelles incombe en premier lieu la responsabilité de la vie économique sur la base du socialisme » (*Les tâches des syndicats*, décembre 1918). La résolution adoptée par le IIe Congrès des Syndicats admet que leur « fusion avec les organismes d'Etat est inévitable » mais combat la thèse anarcho-syndicaliste qui la voudrait immédiate (janvier 1919). Elle laisse planer une ambiguïté : est-ce à terme l'Etat qui absorbera les syndicats, ou, comme le préconisent les anarcho-syndicalistes, l'inverse ? Le communisme de guerre modifie les données du débat. Lénine doit en effet combattre les positions de Trotski visant à militariser les syndicats pour résoudre des difficultés économiques *(Sur le rôle et les tâches des syndicats)* : Trotski ne conçoit pas la nécessité d'une défense des ouvriers contre l'Etat ouvrier mais l'Etat actuel est un Etat ouvrier-paysan avec déformations bureaucratiques : « Nous devons utiliser les organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur Etat et pour que les ouvriers défendent notre Etat. Les deux défenses s'opèrent au moyen d'une combinaison originale de nos mesures gouvernementales et de notre accord, au moyen de l'amalgame, avec les syndicats »

(*Les syndicats, la situation actuelle*, décembre 1920). Il réitère toutefois sa condamnation de l'Opposition ouvrière et lui oppose le caractère irremplaçable du parti politique de la classe ouvrière sans lequel la dictature du prolétariat est impossible. Que le Xe Congrès du PCUS (mars 1921) où s'affirment ces thèses soit celui-là même qui interdit les fractions au sein du Parti révèle assez l'importance nodale que Lénine confère à la question syndicale dans le cadre de la NEP : « Notre construction socialiste est menacée d'une catastrophe inévitable si le mécanisme de transmission du Parti communiste aux masses — les syndicats — est mal ajusté ou fonctionne mal » (*Le rôle des syndicats dans les conditions de la nouvelle politique économique*, 1922). Ces « courroies de transmission » que sont les syndicats vont devoir désormais, en URSS et dans les démocraties populaires, satisfaire aux impératifs de la production et exercer des fonctions sociales tout en défendant les intérêts professionnels et matériels de la classe ouvrière. Du fait de leur place dans l'Etat, les problèmes de production et les problèmes économiques tendent parfois à l'emporter sur la défense des intérêts ouvriers. Contradiction qui est, entre autres causes, à l'origine des crises syndicales affectant à partir de 1953 certaines démocraties populaires : les syndicats tchèques demandent en 1968 que « soit restituée aux syndicats leur mission initiale : défendre les intérêts des travailleurs et non ceux des entreprises »; Solidarité franchit un pas supplémentaire en revendiquant des « syndicats libres » échappant au processus d'étatisation. La FSM amorce quant à elle lors de son Xe Congrès (1982) une réflexion sur la démocratie syndicale dans les pays socialistes : « Les syndicats sont au service du pouvoir ouvrier... Ils le font d'une manière autonome. Ils sont des organisations autonomes et doivent le rester après la victoire de la révolution socialiste » (Sandor Gaspar). Cette réflexion trouve de premiers prolongements en Hongrie et en Bulgarie (T. Jivkov, *Pour une nouvelle conception du travail et du rapport dans le travail en Bulgarie socialiste*).

Les syndicats des pays capitalistes subissent eux aussi les contrecoups de la première crise de l'impérialisme. L'interventionnisme grandissant de l'Etat ouvre des perspectives nouvelles à ceux qui entendent poursuivre au-delà de la guerre la politique de « participation aux affaires de la Nation » qui fut leur durant le conflit mondial et la prospérité américaine des années 20 nourrit des conceptions modernistes et technocratiques jusque dans le mouvement syndical. Les années 20 voient ainsi se développer un syndicalisme réformiste qui mise sur l' « organisation scientifique du travail » plus que sur la lutte de classes pour assurer le progrès économique et par là même le progrès social et affirme sa volonté de présence « partout où se discutent les intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière » (Jouhaux). Ce syndicalisme qui s'affirme prêt à la collaboration avec l'Etat aux fins de parvenir à la mise en œuvre d'un réformisme social se développe dans les pays où ce réformisme social entre effectivement dans la stratégie de l'Etat (ainsi les Etats-Unis de Roosevelt). Il est au contraire voué à l'échec dans les pays qui, telle la France, la récusent au nom d'un libéralisme toujours invoqué. Une impasse à laquelle des syndicalistes français essaient d'échapper en s'engageant dans la voie d'un antiparlementarisme technocratique prônant la fin du réformisme politique toujours dominant et l'avènement d'un réformisme social intégrant à l'Etat ces « forces vives » que sont les syndicats. Ce syndicalisme technocratique

inspiré de De Man préconise de répondre à la crise par le développement d'une « économie mixte de la production » dont le corporatisme sera la pièce maîtresse. Par quoi il rejoint l'idéologie fasciste qui voit en la corporation organisant les travailleurs sur une base professionnelle et non plus de classe un des rouages capitaux de l'Etat fasciste. Parentés idéologiques soulignées par l'historien Z. Sternhell qui conduiront certains syndicalistes à franchir le pas. Face au syndicalisme réformiste structuré depuis 1919 dans l'Internationale syndicale d'Amsterdam se constitue au sein de l'Internationale rouge un syndicalisme de classe qui se donne pour une « école du communisme ». La conception léniniste d'un syndicat soumis au rôle dirigeant du Parti mais dont la fonction majeure n'en est pas moins affirmée a en effet été étendue à l'Internationale communiste tout entière (thèses du IIIe Congrès). L'importance qu'accorde Lénine au ralliement des syndicalistes révolutionnaires (français tout particulièrement) aux partis communistes en gestation et aux conceptions nouvelles du syndicalisme a toutefois conduit à des compromis organisationnels rapidement mis en cause par la suite : création d'une internationale syndicale aux côtés de l'Internationale communiste qui se voulait initialement le rassemblement et le dépassement des diverses organisations révolutionnaires; suppression des statuts de l'ISR de l'article faisant obligation aux syndicats affiliés d'entretenir des rapports organiques avec les partis communistes. Ce syndicalisme, minoritaire dans les années 20, s'implante prioritairement dans les milieux touchés par les effets de la rationalisation.

L'existence de deux internationales syndicales révèle assez bien que des césures nouvelles se sont substituées à celles qui ont caractérisé l'histoire de la IIe Internationale : une nouvelle ligne de partage se dessine qui sépare, dans leur double composante politique et syndicale, les révolutionnaires des réformistes. La crise en 1929, le développement de la lutte antifasciste puis les exigences de la reconstruction nationale engagent un processus de réunification (le plus souvent fragile) des diverses composantes du syndicalisme sur la base d'une participation accrue des syndicats à la vie politique aux fins d'une démocratisation croissante de la vie économique, politique et sociale. Diverses institutions assurent une participation plus ou moins étendue des syndicats aux décisions à prendre dans l'entreprise (comités d'entreprises en France, institutions de cogestion en Allemagne, commissions ouvrières en Italie...) ou au niveau gouvernemental (commission du plan, commissions de protection sociale, conseil économique et social...). Les implications de la lutte nationale et celles du développement économique jouent dans le même sens dans les pays du Tiers Monde. La crise de l'Etat-providence ouverte au début des années 70 élargit le champ de l'intervention syndicale (défense de l'appareil productif, de la région) mais nourrit également des contre-tendances qui se réclament de l'expérience autogestionnare yougoslave et d'une lecture spontanéiste de Gramsci et anti-étatique de Marx. Vers de nouvelles redéfinitions ?

• BIBLIOGRAPHIE. — M. ADLER, *Démocratie et conseils ouvriers*, Paris, 1967; R. ARMINGEON *et al.*, *Les syndicats européens et la crise*, Grenoble, PUG, 1981; P. BIRNBAUM, *La logique de l'Etat*, Paris, 1982; G. COUFFIONAL, *Les syndicats italiens et la politique*, PUG, 1979; *Dialectiques*, n° 28, automne 1979; H. DUBIEF, *Le syndicalisme révolutionnaire*, Paris, A. Colin, 1969; J. ESSER, *Gewerkschaften in der Krise*, Francfort, 1982; GRAMSCI, Syndicats et conseils. Syndicalisme et conseils, in *Ecrits politiques*, Paris, 1974; A. KRIEGEL, *Aux origines du communisme français*, Paris, Flammarion, 1969, p. 288 et s.; G. LEFRANC, *Le syndicalisme dans le monde*, Paris,

1958; LÉNINE, *Textes sur les syndicats*, Editions du Progrès, 1970; A. LOZOVSKI, *Marx and the Trade-Unions*, Londres, New York, 1935; G. MARTINET, *Sept syndicalismes*, Paris, Seuil, 1979; J. L. MOYNOT, *Au milieu du gué...*, Paris, PUF, 1982; Z. STERNHELL, *Ni droite, ni gauche*, Paris, 1983.

▶ CORRÉLATS. — Anarchisme, Association, Autogestion, Coalitions, Concurrence, Conseils, Fusion, Internationales, Lassallisme, Mutualisme, Parti, Proudhonisme, Soviet, Trade-unionisme, Travaillisme.

D. T.

Système

Al : *System.* — An : *System.* — R : *Sistema.*

Ce terme, venu d'un tout autre champ que celui du marxisme, prend effet depuis longtemps dans des secteurs scientifiques différents (biologie, mathématiques, économie, etc.) comme dans toute une tradition philosophique (citons pour mémoire les Encyclopédistes qui discernaient l'esprit de système — le dogmatisme — et l'esprit systématique — la cohérence — ou la théorie kantienne dans sa critique de la notion de Système). Mais, *pour le marxisme*, ce terme fonctionne tout autrement, et selon des régimes tout à fait différents, suivant des places théoriques incomparables, selon que l'on se réfère au registre du « philosophique », et c'est la critique de toute ambition de « Système philosophique », ou à celui de l'Economie politique — et c'est l'usage interne à la théorie, du concept opératoire de « système social »; on parle ainsi, suivant une terminologie qui ne suit pas toujours l'écheveau des modes de production, de « système capitaliste » ou de « système socialiste ».

1 / Le premier usage d'abord : que reproche le matérialisme historique à la figure du Système ? Le Système, incarnant le besoin de surmonter toutes les contradictions, les supprime « idéalement » et ce faisant s'offre comme l'architecture fournissant un bénéfice d'idéalités maximum, en lieu et place des contradictions réelles. A ce titre, il fonctionne comme une machine à soumettre le réel à la voix impérative de la Nécessité, à en dissoudre le tranchant en faveur de l'ordre établi. Marx et Engels n'ont cessé de critiquer le *Mythe du Système* dont la ténacité est à la base de tous les discours philosophiques, « labyrinthe de systèmes ». Par là l'exigence du Système est indissociable de l'acte d'interpréter le monde sans le transformer. Mais, plus encore, le marxisme s'est opposé historiquement à ce que l'on désignait comme *le Système* à l'époque, la philosophie de Hegel. On entend ici par Système, un discours qui a pour étrangeté d'englober toute thèse philosophique, toute prise de parti présente, passée, ou à venir, comme un de ses rouages propres. Il convient ici de bien discerner *le Système* des autres systèmes philosophiques. Celui-ci tient toute sa puissance de sa reconnaissance de la contradiction interne. Et son infaillibilité se résume au traitement qu'il opère des thèses externes : la forme de ce Système n'est plus le rejet ou la forclusion, mais l'incorporation prévoyante qui, au moment même où il assigne une place, un rang à telle ou telle thèse, se la résorbe, la subsume et la relève en se l'appropriant, c'est-à-dire très exactement en lui dérobant son appropriation même. Si la taille des autres systèmes est visible, ouverte, celle-ci tient ici à l'infaillibilité même du Système. C'est pourquoi chez Engels (LF) comme chez Lénine (CP), on oppose à l'intérieur même du corpus hégélien, le Système (idéaliste)

et la Méthode (dialectique), opposition qui a revêtu un sens théorique et politique : « Celui qui mettait l'accent sur le Système de Hegel pouvait passablement être conservateur dans les deux domaines de la religion et de la politique; celui qui, par contre, considérait la méthode dialectique comme l'essentiel pouvait, tant en religion qu'en politique, appartenir à l'opposition la plus extrême » (LF, I).

Ces critiques marxistes de la notion de Système s'inscrivent contre toute tentative d'envelopper le matérialisme historique, de « l'embaumer dans un code » sous la forme du Diamat : rhapsodie de principes hiérarchisés, « conception du monde », agrégat unifié de l'extérieur et recevant de l'extérieur son unité. Mais l'extraction de la « Méthode » et son application généralisée, bien loin d'éliminer la figure du Système, en a peut-être assuré la relève et la pérennité. Ce problème de la mise en question de toutes les implications de la notion de Système est bien loin d'être terminé. Il ouvre des perspectives étonnantes dont il faut examiner les fondements : *soit* sur la question de la philosophie : si, comme le dit Engels, toute philosophie est systématique et tout système idéaliste, qu'en est-il du statut marxiste de la philosophie et du statut de la philosophie marxiste (cf. Labica, *Le statut marxiste de la philosophie*, Bruxelles-Paris, 1976) ? *Soit*, sur la présence du « dialectique » dans le matérialisme historique lui-même : si Système hégélien et Dialectique hégélienne sont apparentés et adhèrent si violemment entre eux, s'agit-il d'admettre l'existence possible et d'élaborer les structures dialectiques spécifiques au matérialisme historique ou voir dans tout procès dialectique le mouvement de l'idéalisme en personne (cf. Colletti, *Il marxismo e Hegel*, Bari, 1971). Soit encore, si l'activité théorique ne doit jamais se transformer en système théorique, n'est-ce pas plus largement le mythe d'un discours infaillible, qui hante tout discours *scientiste*, le mythe de la rigueur, dans les figures connexes du Système et de la Structure, qui est en question (cf. Lefebvre, *Métaphilosophie*, Paris, 1965) ?

2 / Le deuxième usage est celui de « système social ». Celui-ci ne doit pas être entendu en un sens finaliste ou organiciste, hérité du modèle biologique. Le terme « système » ne désigne pas ici un tout tel que la ruine d'un élément déciderait de la ruine de l'ensemble, mais l'ordre par où les différentes structures tiennent leur rang, leur place et leur rôle, de leur articulation avec les structures dominantes d'un mode de production. A ce titre, le terme « système social », très marqué par le sens que Hegel attribue au « système des besoins », « au système étatique » où les différentes parties d'un tout ont été préformées par ce tout et constituent les différents d'un même procès, ne doit cependant pas être compris comme une totalité expressive où chaque partie est *pars totalis*, mais comme un « tout structural à structure dominante » où telle ou telle instance joue le rôle déterminant. Par où l'on doit relier les deux usages de ce terme : dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agit de rompre avec le modèle qui va de Leibniz à Hegel.

▶ CORRÉLATS. — Dia-Mat, Hégélianisme, Idéalisme, Kantisme, Philosophie, Structuralisme.

G. S.

et la Méthode dialectique, opposition qui a eu un sens théologique et politique : « Celui qui mettait l'accent sur le Système de Hegel pouvait parfaitement être conservateur dans les domaines de la religion, de la politique, cette qui, par contre, considérait la méthode dialectique comme l'essentiel pouvait, tant en religion [illegible] apparaître à [illegible] comme la plus extrême [illegible]

[illegible] critiques matérialistes de la [illegible] tout entière d'envelopper le matérialisme [illegible] dans un [illegible] la forme la Diamat [illegible] de principes [illegible] de [illegible] Mais l'existence [illegible] cette [illegible] bien loin d'éliminer la ligne de [illegible] la problématique. Ce problème [illegible] les [illegible] Système [illegible] Il [illegible] des perspectives [illegible] dont il faut [illegible] la question de la philosophie [illegible] le dit Engels [illegible] système [illegible] philosophie [illegible] de la [illegible] Brasillach [illegible] la présence de « dialectique » dans le [illegible] Système [illegible] Hégel [illegible] si valablement [illegible] s'agit-il d'entre [illegible] les structures dialectiques spécifiques [illegible] la [illegible] tout procès dialectique [illegible] Hegel, Bach. [illegible] rique [illegible] dans son [illegible] d'une [illegible] la [illegible] la figure [illegible] en question [illegible] Hegel [illegible]

2. La deuxième usage est celui de « système [illegible] » Celui-ci ne doit pas être entendu en un sens finaliste ou organiciste [illegible] biologique [illegible] système [illegible] ne désigne pas [illegible] d'une [illegible] considérant de la raison [illegible] différences structurales [illegible] les structures donc rang [illegible] articulation avec les structures [illegible] le terme « système [illegible] » [illegible] par Hegel [illegible] système des besoins [illegible] » ou les différents d'un tout ont été préformées par ce tout [illegible] les différents d'un même [illegible] ne doit cependant pas être compris comme une totalité [illegible] chaque partie [illegible] totale, mais comme un « [illegible] structurant [illegible] dont [illegible] que le système [illegible] déterminant. Par où l'on doit éviter les [illegible] usages de ce terme [illegible] dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agit de [illegible] le modèle qui va de Leibniz à Hegel.

[illegible]

T

Taylorisme

Al : *Taylorsystem, Taylorismus.* — An : *Taylorism.* — R : *Tajlorizm.*

Le taylorisme est souvent identifié au mouvement de l'organisation scientifique du travail; il n'en est en fait qu'une branche relative à l'organisation du travail industriel des ateliers et des chantiers, une seconde branche, à laquelle des auteurs comme Fayol se sont plus particulièrement attachés, concernant l'organisation du travail de bureau et une troisième branche concernant la mise en place d'organismes de contrôle et de coordination ou science du management. Les idées maîtresses de Winslow Taylor (1856-1915) se trouvent exprimées dans son ouvrage *Shop management* (1903). Taylor a le souci d'appliquer des méthodes scientifiques à l'industrie (ce qui est le rôle de l'étude des temps et des mouvements), après sélection des opérations choisies, reconstituées et enseignées. Mais, dans ce « degré zéro de l'analyse sociologique » (Mottez in *Sociologie industrielle*, « Que sais-je? », PUF), il faut distinguer l'implicite et l'explicite. L'explicite se situe dans la lutte contre le freinage ouvrier. Impressionné par les restrictions volontaires de production, Taylor estime qu'il faut :

— définir un standard de travail (le *one best way*), standard à la fois acceptable par l'employeur et le salarié en tant que *fair's day work*;
— persuader le travailleur de le réaliser, grâce à un système judicieux de rémunération aux pièces que les disciples de Taylor amenderont. La clé de ce cadre théorique est la distinction tranchée entre conception et exécution, justifiant la célèbre réplique de Taylor aux travailleurs : « Vous n'êtes pas ici pour penser. »

L'implicite se situe dans trois directions. Au plan analytique, il n'y a chez Taylor aucune conscience de ce que montrera le rapport Hoxie (1915) à savoir que l'OST, efficace au plan de la production, tend à aggraver plutôt qu'à résoudre le problème social; l'analyse psychologique est sommaire, la seule motivation envisagée étant le salaire, la rationalité est donc strictement économique. Au plan pratique il n'y a chez Taylor aucune compréhension des groupes et de leur rôle : ce qui explique tout à la fois l'hostilité au syndicalisme (il y a, de ce point de vue, coïncidence entre l'OST et la campagne anti-syndicale de l'*open shop* des entrepreneurs) et à la négociation collective puisque le salaire est déterminé « scientifiquement ».

Au plan philosophique, on a une approche harmonique des relations de travail : il ne peut y avoir aucun conflit entre employeur et travailleur, pour Taylor, puisque la prospérité de l'un est liée à celle de l'autre; il suffit d'expliquer clairement aux travailleurs ce qu'il faut faire, la coopération en résultant maximisera le surplus de l'entreprise pour le plus grand profit de chaque partie; l'OST est ainsi la condition nécessaire et suffisante de la paix sociale.

On peut définir le taylorisme comme l'ensemble des techniques dont le fondement est le principe mécanique tendant à réduire le travail à un cycle de gestes répétitifs et à en accélérer la cadence afin de réduire au maximum les « pores » de la journée de travail, traduction, en cela, du caractère antagonique des rapports de production capitalistes. Il contient cependant des modalités scientifiques qui justifient l'analyse de son rôle contradictoire qui en a été faite par Lénine et les propositions d'expérimentation et d'adaptation à la Russie des soviets; en effet le taylorisme « allie, de même que tous les progrès du capitalisme, la cruauté raffinée de l'exploitation bourgeoise aux conquêtes scientifiques les plus précieuses concernant l'analyse des mouvements mécaniques dans le travail, la suppression des mouvements superflus et malhabiles, l'élaboration des méthodes de travail les plus rationnelles, l'introduction des meilleurs systèmes de recensement et de contrôle » (*Six thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des soviets*, O., 27, 268).

• BIBLIOGRAPHIE. — M. AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, 1976; B. CORIAT, *L'ouvrier et le chronomètre*, Paris, C. Bourgois, 1979; B. DORAY, *Le taylorisme, une folie rationnelle?*, Paris, Dunod, 1981; G. CUICHIANI, *Organisation et gestion*, Moscou, Ed. du Progrès, 1974; R. LINHART, *Lénine, les paysans, Taylor*, Paris, Seuil, 1976; D. POULOT, *Le Sublime* (1869), Paris, Maspero, 1980.

▶ CORRÉLATS. — Conditions de vie, Division du travail, Production, Survaleur.

G. C.

Technique

Al : *Technik*. — An : *Technique*. — R : *Tehnika*.

Le terme de « technique » est d'une faible occurrence dans les textes de Marx et d'Engels, mais la description et la détermination théorique de la chose s'effectuent au travers des concepts d'outils, de moyen de travail et de force productive. La définition du concept de technique le superpose à celui de moyen de travail au sens étroit du terme : « Le moyen de travail est une chose ou un ensemble de choses que l'homme interpose entre lui et l'objet de son travail comme conducteurs de son action. Il se sert des propriétés mécaniques, physiques, chimiques de certaines choses pour les faire agir comme forces sur d'autres choses conformément à son but (...). Il convertit ainsi des choses extérieures en organes de sa propre activité, organes qu'il ajoute aux siens de manière à allonger, en dépit de la Bible, sa nature naturelle » (K., ES, I, t. I, p. 182 ; MEW, 23, 194).

La technique apparaît comme le point d'articulation de l'homme et de la nature sous le rapport de transformation de la nature (travail) par l'homme et d'autoproduction de l'homme par lui-même (cf. M 44). Elément déterminant (base matérielle) du procès de production de la vie matérielle des hommes, la technique comme moyen de travail est subsumée sous le concept de force productive dont elle est l'un des prédicats constituants.

Dès *Misère de la philosophie* (1847), Marx énonce le mode de détermination des rapports sociaux de production, du mode de production et des superstructures par les forces productives et leur degré de développement : « Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel » (ES, p. 119 ; MEW, 4, 130).

Cette « loi de correspondance » entre forces productives et rapports de production (rigoureusement formulée dans l'*Introduction de 1859*), *i.e.* les antagonismes dérivés de leur développement inégal, permet de comprendre au sein du mode de production capitaliste le dépassement tendanciel des rapports de production capitalistes. L'intégration massive du machinisme dans le procès de production des marchandises (révolution industrielle) tend à placer de plus en plus le moyen de travail sous la dépendance du développement des sciences. La « machinerie », « découlant directement de la science, est une analyse et une application de lois mécaniques chimiques, qui permettent à la machine d'exécuter le travail que l'ouvrier exécutait auparavant » (*Grund.*, II, ES, p. 192; Dietz, 591). Les effets de la constitution de ce *bloc technologique* se manifestent sous la forme d'une socialisation des forces productives au sein des unités de production (travailleur collectif) et comme « savoir socialisé », si l'on tient la science pour une force productive directe. C'est ce caractère de socialisation croissant des forces productives qui entre en contradiction ouverte avec l'appropriation privée des moyens de production, préparant les conditions matérielles de la destruction des rapports de production capitalistes.

C'est ainsi que pour certains marxistes la *révolution scientifique et technique* détient un caractère immédiatement révolutionnaire dans la transformation du capitalisme en déplaçant les « centres de gravité » du matérialisme historique : « Les profonds remous dans la base de la civilisation de la vie humaine provoqués par la révolution scientifique et technique dans sa totalité se répercutent nécessairement sur les lois élémentaires de l'histoire » (R. Richta, *La civilisation au carrefour*, Seuil, p. 256).

Cette RST, socialisation croissante des sciences et des techniques se développant de manière indépendante, matérialisée dans les « complexes automatiques de machines » qui succèdent au machinisme de la révolution industrielle, se veut dans le droit fil de la théorie du rôle des forces productives chez Marx. Variante d'une tradition « d'exaltation des forces productives » au sein du marxisme (cf. Kautsky), taxée « d'économiste » (cf. L. Althusser, *Réponse à J. Lewis*, Maspero, p. 91), cette lecture a appelé et appelle plusieurs remarques.

Ce déterminisme mécaniste positif des rapports de productions par les forces productives n'existe pas chez Marx. Les forces productives jouent le rôle de conditions matérielles rendant possible par leur degré de développement l'établissement de rapports de production déterminés à la manière de limites matérielles à l'intérieur desquelles seulement ces rapports de production peuvent exister (ainsi, les rapports de production socialistes ne sont possibles qu'à partir d'un degré de socialisation déterminé des forces productives...). Cette détermination conditionnelle des rapports de production par les forces productives se conçoit d'autant plus sous cette

forme que les rapports de production capitalistes sont les produits de rapports de classe déterminés non réductibles au développement des moyens de travail (cf. le statut de l'accumulation primitive par exemple) dont ils commandent en réalité le rythme de développement et le mode d'intégration dans le procès de production.

Toute innovation ou révolution dans les moyens de travail (effet ou non de découvertes scientifiques) n'implique pas *ipso facto* son incorporation dans le procès de production. Lorsque Marx écrit dans les *Grundrisse* : « Que la machinerie soit la forme la plus adéquate de la valeur d'usage du capital fixe n'implique nullement que la subsomption du capital sous le rapport social soit le meilleur rapport de production social, le plus adéquat pour l'utilisation de la machinerie » (t. II, p. 188; Dietz, 587), il indique que la valeur d'usage d'un moyen de production doit être distinguée de sa capacité effective d'accroissement du temps de surtravail : « Le capital n'emploie (...) la machine que dans la mesure où elle permet à l'ouvrier de travailler durant une plus grande partie de son temps pour le capital, de se rapporter à une plus grande partie de son temps comme à du temps ne lui appartenant pas ; de travailler plus longtemps pour un autre » (*Grund.*, ES, t. II, p. 189; Dietz, 589).

La contradiction à laquelle le capital se trouve affronté tient dans le fait qu'il tend d'une part à réduire au minimum le travail vivant tout en continuant d'autre part à poser le temps de travail « comme la seule source et la seule mesure de richesse » *(ibid.)*. C'est cette contradiction qui explique l'inégal degré de technicisation des procès de travail. Quoi qu'il en soit, les conditions d'intégration des nouveaux moyens de travail permettent non seulement de contester l'indépendance du bloc science-technique quant aux rapports de production capitalistes, mais, au sein de ce bloc, la détermination unilatérale de la technique par la science. Dans une lettre à Annenkov du 28 décembre 1846, Marx fait observer que le développement du machinisme ne peut être compris qu'à partir des lois du marché (inégal développement de l'offre et de la demande sur un marché intérieur, conquête de marchés extérieurs et concurrence internationale...) et il note dans les *Grundrisse* que, lorsque le machinisme se développe, « l'invention devient alors un métier et l'application de la science à la production immédiate devient elle-même pour la science un point de vue déterminant et qui la sollicite » (t. II, ES, p. 192 ; Dietz, 591).

Le développement scientifique est alors au moins partiellement impulsé et contrôlé par les besoins du capital et ces besoins s'expriment sous forme de réquisits techniques auxquels les sciences doivent répondre : « Si (...), la technique dépend pour une grande part de l'état de la science, celle-ci dépend encore beaucoup plus de l'*état* et des *besoins* de la technique. Lorsque la société a un besoin technique, elle impulse plus la science que ne le font dix universités » (FE, L. à Borgius, 25 janv. 1894).

• BIBLIOGRAPHIE. — B. CORIAT, *Science, technique et capital*, Le Seuil, 1976; J. HABERMAS, *La technique et la science comme idéologie*, Gallimard, 1973 ; K. MARX, *Die technologische-historischen Exzerpte*, Frankfurt/Berlin/Wien, H. P. Müller éd., 1984; ID., *Exzerpte über Arbeitsteilung, Maschinerie und Industrie*, ibid., R. Winkelmann éd., 1981.

▶ CORRÉLATS. — Capitalisme, Forces productives, Machinisme, Révolution scientifique et technique, Travail.

C. L.

Téléologie

Al : *Teleologie.* — An : *Teleology.* — R : *Teleologija.*

1 / Le terme, forgé par un disciple de Leibniz, Chr. Wolff, semble bien étranger à tout matérialisme (Engels, DN, 33; MEW, 20, 315) : si l'affirmation de l'existence d'une téléologie n'implique pas nécessairement qu'il n'y ait qu'une cause finale, transcendante par rapport aux procès naturels, une divinité, en somme (Feuerbach, résumé par Lénine, O., 38, 69), elle suppose, à tout le moins, qu'il faille superposer à l'ordre de la légalité naturelle celui des causes finales qui lui donne son sens dernier et qui l'unifie (Leibniz, Lénine cite un jugement de Hegel à ce propos, O., 38, 136). Le mouvement de la connaissance au XIXe siècle, dont participe l'œuvre de Marx et d'Engels, semble devoir faire disparaître sans retour une telle notion. Les travaux de Darwin ont joué, ici, un rôle essentiel (Engels à Marx, 11 ou 12 déc. 1859, *Lettres sc. nat.*, 19 ; Marx à F. Lassalle, 16 janv. 1861, *Lettres sc. nat.*, 21) : l'adaptation d'un organisme peut s'expliquer sans référence à une fin naturelle (ou une fin de la nature). En un mot, l'histoire de la nature élimine les vieilles représentations, remontant au moins à Aristote, d'une nature comme accomplissement — même inconscient — d'un but, comme procès d'actualisation d'une forme qui constituerait, en même temps, la cause finale (représentation que Hegel reprenait pleinement à son compte, *Phénoménologie...*, Préf., II, cf. Lénine citant Hegel, O., 38, 269).

2 / Or, pour Marx, l'histoire est assimilable à un procès d'histoire naturelle (K., ES, I, 1, 20; MEW, 23, 16 : Marx fait, ici, usage du verbe *auffassen*, concevoir, comprendre). L'histoire n'est plus, en quelque manière que ce soit, le procès d'actuation d'une forme, d'une idée (avec un petit ou un grand i) : à cela s'oppose une conception matérialiste de l'histoire, nécessairement a-, voire anti-théologique (LF, éd. bilingue, 92-93). Mais les hommes qui font l'histoire ont bien une certaine conscience de cette histoire (LF, éd. bilingue, 94-95), bien plus, leur pratique productive ne va pas sans une représentation d'un but : « Mais ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la contruire dans la ruche. Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur » (K., I, 1, 181; MEW, 23, 193).

3 / Deux points paraissent acquis :

— En tant que matérialistes, Marx et Engels font leur la traditionnelle critique matérialiste de la téléologie (toujours liée à une théologie).

— Mais la causalité mécanique, telle que la science moderne de la nature l'a dégagée depuis le XVIIe siècle, ne suffit pas pour dissoudre l'antique figure de la téléologie (DN, 33, 209 : Engels relève, ici, une confusion de Haeckel, MEW, 20, 478-479). Cela dit, l'on n'a pas à confronter la logique des procès historiques à ce qui n'est qu'une détermination historique de la conception théorique des procès naturels.

Il n'est donc pas superflu de comparer le savoir positif à la massive téléologie hégélienne pour laquelle il n'est rien qui échappe au concept, sinon l'accident, d'autant plus que la notion de finalité *interne* (chez Kant, puis chez Hegel) est une « protestation contre le dualisme » (DN, 210; MEW, 20, 479), contre un vitalisme qui croit s'opposer au mécanisme conçu comme un monisme, d'autant plus que « chez Hegel déjà, l'oppo-

sition entre *causa efficiens* et *causa finalis* est levée dans l'action réciproque » (DN, 247; MEW, 20, 509).

4 / Bien qu'il n'y ait ni enchaînement téléologique des divers modes de production ni fin de l'histoire, il semble que, dans le mode de production capitaliste (mais n'est-ce qu'un exemple ?), les lois tendancielles se fraient un chemin non pas malgré, mais « à travers » les hasards (LF, éd. bilingue, 94-95; Engels à Joseph Bloch, 21 sept. 1890, LF, éd. bilingue, 154-155). De plus, l'activité des hommes est une activité finalisée et cette finalité n'est pas rien même si « les fins de l'homme sont engendrées par le monde objectif et le supposent » (Lénine, o., 38, 179). Lénine poursuit : « Mais *il semble* à l'homme que ses fins sont prises en dehors du monde, sont indépendantes du monde (« liberté ») » *(ibid.)*. La finalité n'est donc pas qu'illusion anthropomorphique (Spinoza, *Ethique*, app. du livre I) : « N.B. — Liberté = subjectivité (« ou bien ») but, conscience, aspiration » (Lénine, o., 38, 154). La question revient de savoir comment « les buts particuliers dans l'histoire créent « l'idée » (la loi de l'histoire) » (*ibid.*, 263).

5 / Trois problèmes demeurent ouverts :

— La nature des « lois tendancielles » : qu'est-ce qu'une tendance qui ne soit pas la finalité interne que découvre le jugement téléologique (Kant, *Critique de la faculté de juger*) ? En un mot, y a-t-il, chez Marx, des relents d'organicisme dans le modèle de causalité du tout social (certaines critiques de L. Althusser semblent aller dans ce sens) ?

— La nature du « moment subjectif » : comment les hommes peuvent-ils se proposer des fins, voire le projet d'une édification consciente d'une société non capitaliste, sans pour autant échapper à la nécessité (sinon en la maîtrisant progressivement) ?

— Les apports des sciences de la nature (physico-chimie, biologie), voire des modèles cybernétiques pour une analyse actuelle de ce que la métaphysique de la téléologie recouvrait (ainsi, la notion de téléonomie).

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / Ch. DARWIN, *Autobiographie, L'origine des espèces...* (1859). « La question essentielle est, ici, de déterminer les « limites de la compréhension par Marx et Engels de la théorie darwinienne » (D. LECOURT, Marx au crible de Darwin, *De Darwin au darwinisme : science et idéologie*, Paris, Vrin, 1983, p. 232). »

3 / Ajouter aux textes cités des ouvrages qu'ont lus Marx, Engels, Lénine (et quelques autres) : KANT, *Critique de la faculté de juger*, 2e partie, § 61 et s.; HEGEL, *Science de la logique*, liv. III, 2e section, chap. III : « La téléologie ».

5 / Par exemple, L. ALTHUSSER, *Pour Marx* : Sur la dialectique matérialiste, *Lire Le Capital*, I, §§ 4 et 5. Positions différentes : J. D'HONDT, *L'idéologie de la rupture*, 1978 (qui traduit, significativement, *ursprüngliche Akkumulation* par accumulation originaire); S. MERCIER-JOSA, *Pour lire Hegel et Marx*, 1980 (par exemple, p. 103 et s.); L. SÈVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, 1980 (en particulier, p. 206 et s., l'auteur voit, avec Darwin et Marx, l'émergence d'une « conception matérialiste, non téléologique de la *finalité* naturelle et historique », 211, mais aussi 218 et s., 228 et s.).

Des lectures en biologie (par exemple, J. MONOD, *Le hasard et la nécessité*, chap. I, à propos de la téléonomie; F. JACOB, *La logique du vivant*, introduction), voire en physique ou en cybernétique (par exemple, L. von BERTALANFFY, *Théorie générale des systèmes*, trad. franç., 1973) sont nécessaires pour préciser les enjeux actuels d'une analyse, par exemple, de l'action réciproque.

► CORRÉLATS. — Action réciproque, Dialectique, Hégélianisme, Histoire, Lois, Science, Spinozisme.

J.-P. C.

Temps de travail

Al : *Arbeitszeit.* — An : *Working time, duration of work* (parfois). — R : *Vremja truda.*

Voir : Surtravail.

Tendances (droit de)

Al : *Fraktionsbildungsrecht.* — An : *Right to set up organized groups within the party.* — R : *Pravo na tendencii.*

1 / C'est de façon relativement tardive que la question du « droit de tendances » a cessé d'apparaître comme une question conjoncturelle pour devenir une « question de principe » autour de laquelle se cristalliseront les formalisations et les controverses qui portent sur la fonction historique et les méthodes d'organisation du *parti* révolutionnaire d'inspiration marxiste. Quelques dates-repères sont ici cruciales.

En 1921, au moment où l'URSS passe du « communisme de guerre » à la NEP — donc en plein milieu de l'extrême tension créée par l'intervention étrangère, la guerre civile, les résistances paysannes aux réquisitions, la pénurie économique, et au lendemain de la révolte de Cronstadt —, le Xe Congrès du Parti bolchevique adopte une « résolution sur l'unité du parti », qui condamne nommément les thèses de *l'opposition ouvrière* (Kollontaï, Chliapnikov) et interdit l' « organisation de fractions » autonomes au sein du parti. La décision du Xe Congrès se présentait explicitement comme une mesure « répressive » provisoire, inévitable dans une conjoncture de crise où l'acuité des conflits internes au parti mettait en danger l'existence même de l'Etat soviétique. D'autre part, elle s'accompagnait de précautions et de correctifs, tendant à développer la discussion contradictoire des diverses positions politiques au sein du parti, notamment dans les organismes de base, et par la création d'un *Bulletin intérieur.* Clairement, l'objectif de Lénine et de la majorité était, non pas d'étouffer toute divergence, mais d'en permettre la résolution par une dialectique ouverte. Et, bien entendu, il n'était question ni d'interdire aux Congrès du parti d'examiner des plates-formes différentes, ni d'interdire aux divers courants l'accès des organismes dirigeants. Sur ce point notamment, Lénine s'était opposé à une proposition maximaliste de Riazanov.

Cependant, la pratique du Parti communiste soviétique tendait de plus en plus à transformer ce provisoire en définitif, à lui fournir une justification théorique et à supprimer en fait les débats de tendances sous couvert de l'interdiction des fractions. Ce processus allait de pair avec l'étatisation progressive du parti (contre laquelle, dans ses tout derniers textes, Lénine cherchera désespérément des remèdes : cf. o., 33, p. 477 et s.). Mais il était aussi déterminé indirectement par l'évolution des rapports entre le parti soviétique et les partis communistes du reste du monde. D'un côté, les luttes de tendances internes au parti bolchevique se répercutaient dans les partis allemand, italien, français, etc. (dans une lettre de 1926, envoyée au Parti communiste russe au nom du parti italien, mais interceptée par Togliatti, Gramsci tentera en vain de signaler ce danger). De l'autre côté, la nécessité de constituer le Parti bolchevique en « centre » et en « guide » d'un système multinational, affronté à une histoire totalement imprévue, et inévitablement menacé en permanence par

des « particularismes » nationaux, imposa en pratique le monolithisme institutionnel.

Celui-ci est déjà en germe dans les « vingt et une conditions » d'adhésion à l'Internationale. Pourtant, le IIIe Congrès de l'IC (1921), intervenant aussitôt après le Xe Congrès du PC*(b)*R, reprenait à son compte dans ses *Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes* l'expression de *centralisation démocratique*, qui avait fourni le mot d'ordre initial de l' « opposition ouvrière ». Distinguant une centralisation « formelle et mécanique », autoritaire, d'une centralisation « organique », « capable d'adaptation », il fixait aux partis communistes la tâche de surmonter la coupure entre dirigeants et militants de base, ce qu'il appelait le « dualisme, de même nature que dans l'organisation de l'Etat bourgeois, entre la bureaucratie et le « peuple » (...) » (cf. *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923*, réimpression, Paris, 1969).

Mais la lutte pour le pouvoir entre Staline et Trotski allait marquer un tournant irréversible. Dans *Cours nouveau* (1923), Trostki avait dénoncé dans la bureaucratisation du parti et de l'Etat le danger principal pour la révolution. Il énonçait désormais le problème comme une contradiction réelle : « Si l'on ne veut pas de fractions, il ne faut pas de groupements permanents; si l'on ne veut pas de groupements permanents, il faut éviter les groupements temporaires; enfin, pour qu'il n'y ait pas de groupements temporaires, il faut qu'il n'y ait pas de divergences de vues, car, là où il y a deux opinions, les gens se groupent fatalement... Mais comment, d'autre part, éviter les divergences de vues dans un parti d'un demi-million d'hommes qui dirige le pays dans des conditions exceptionnellement compliquées et pénibles ? Telle est la contradiction essentielle qui réside dans la situation même du parti de la dictature prolétarienne... ». Mais il en restait, en fait de solution, à une pétition de principes : « C'est dans les contradictions et les divergences de vues que s'effectue inévitablement l'élaboration de l'opinion publique du parti (...). Il est inconstestable que les fractions sont un fléau dans la situation actuelle et que les groupements, même temporaires, peuvent se transformer en fractions. Mais, l'expérience le montre, il ne suffit nullement de déclarer que les groupements et les fractions sont un mal pour en empêcher l'apparition. On ne les préviendra que par une politique juste, adaptée à la situation réelle » (L. Trotski, *De la Révolution*, Paris, 1963, p. 42-44).

De son côté, exploitant les réflexions de Lénine (dans MIC, 1920, o., 31) sur les conditions historiques qui avaient permis au bolchevisme de réaliser « la plus rigoureuse centralisation et une discipline de fer », en se liant aux masses qui avaient éprouvé « par leur prope expérience » la justesse de sa direction politique, Staline proposait une théorie du parti d'apparence beaucoup plus rigoureuse. Dans *Des principes du léninisme* (1924), il définissait le parti comme « l'état-major de combat du prolétariat », ou encore « *la partie organisée* de la classe ouvrière », son « noyau organisateur », et donc le *centre* autour duquel gravitent, comme autant de « courroies de transmission », d'autres organisations de classe (syndicats, coopératives). Si les organisations périphériques peuvent et doivent donc maintenir un certain pluralisme correspondant au développement inégal de la conscience de classe, c'est l'inverse qui vaut pour le parti. Celui-ci constitue un « tout » comportant « des organismes supérieurs et inférieurs

de direction, la soumission de la minorité à la majorité ». Surtout, « la discipline de fer dans le parti ne saurait se concevoir sans l'unité de volonté, sans l'unité d'action complète et abslue de tous les membres du parti ». Mais « l'existence de fractions entraîne la formation de plusieurs centres; or l'existence de plusieurs centres signifie la division de la volonté unique ». Faisant alors un pas de plus, Staline désignait la source du « fractionnisme », non pas dans des contradictions inévitables de la pratique révolutionnaire, mais dans la présence au sein du parti d' « éléments opportunistes », issus des marges « petites-bourgeoises » du prolétariat (« le prolétariat n'est pas une classe fermée »). D'où la nécessité d'une *épuration permanente* du parti, tâche fondamentale de sa direction : « La lutte sans merci contre de tels éléments et leur expulsion du parti sont la condition préalable du succès de la lutte contre l'impérialisme. La théorie selon laquelle on peut « venir à bout » des éléments opportunistes par une lutte idéologique au sein du parti, selon laquelle on doit « surmonter » ces éléments dans le cadre d'un parti unique, est une théorie pourrie et dangereuse, qui menace de vouer le parti à la paralysie et à un malaise chronique... ». En contrepoint, Staline donnait le *libéralisme*, c'est-à-dire « la liberté des fractions », comme *caractéristique* des partis réformistes/opportunistes de la IIe Internationale (social-démocrate) (J. Staline, *Les questions du léninisme*, Paris, ES, 1946, t. I, p. 73-84).

On peut considérer qu'au VIe Congrès de l'IC (1928), la conception du « monolithisme de parti » est entièrement théorisée, le rejet du droit de tendances en constituant la pièce maîtresse, et que la pratique correspondante est passée dans les faits. Elle implique le cloisonnement vertical rigoureux de la discussion dans le parti, l'obéissance passive à la direction d'un appareil formellement désigné par la base, mais en fait sélectionné et périodiquement épuré par le sommet, l'impossibilité d'exposer des thèses contradictoires dans la presse et les éditions du parti, la limitation des Congrès à la discussion d'une seule plate-forme proposée par le secrétariat général (tout au plus est-elle susceptible d'amendements), et bientôt l'institutionnalisation de l'*unanimité* dans les délibérations de Congrès et du Comité central. Le parti, à son tour, devient donc la « forteresse assiégée ».

2 / La question n'a pas fini d'être débattue de savoir jusqu'à quel point le monolithisme stalinien est une conséquence logique des conceptions théoriques de Marx et de Lénine concernant le rapport organique de la « classe » au « parti », ou au « parti d'avant-garde ».

Il ne fait aucun doute que la définition du parti révolutionnaire est liée chez les classiques à la recherche de l'*unité de classe* sur le plan stratégique, sur celui de la tactique des luttes, et sur celui de la théorie (voire de la « conception du monde »). D'autre part, Marx aussi bien que Lénine n'ont cessé de rencontrer comme une question irréductible la persistance des *divisions* au sein de la classe ouvrière, alimentées à la fois par la pluralité de ses traditions idéologiques, par la différenciation de ses conditions de vie et de travail et par la complexité de son rapport à l'Etat bourgeois. La conception marxiste du parti s'est formée dans la lutte contre les « sectes » socialistes concurrentes, contre le « travail fractionnel » des bakouniniens au sein de l'AIT, et le dirigisme des lassalliens. A la même époque, l'anarcho-syndicalisme français opposait, au moins verbalement, l'autonomie des luttes ouvrières à l' « intellectualisme » des différentes tendances

du socialisme parlementaire. Pour sa part, Lénine n'avait avancé dans *Que faire ?* (1902, o. 5) une conception centraliste d'un parti de « révolutionnaires professionnels » que pour « tordre le bâton en sens inverse » du spontanéisme économiste et dans les conditions particulières de la lutte clandestine. Il reconnut bientôt le caractère « unilatéral » de ses formulations (cf. Préface au recueil *En douze ans*, 1907, *in* o., 13) et maintint en pratique, jusqu'aux ultimes réflexions de son « dernier combat », un équilibre difficile entre la lutte de tendances, la démocratie de masse et le centralisme nécessaire à l'initiative politique.

De son côté, dans un texte de 1904 *(Questions d'organisation de la social-démocratie russe)*, Rosa Luxemburg dénonçait dans *Que faire?* une confusion entre deux notions antithétiques de la « discipline » : la « discipline de caserne », inculquée aux ouvriers par l'usine et par l'Etat bourgeois, et celle qui naît « spontanément » du développement historique de la conscience de classe et de l'élévation du niveau culturel du prolétarait. Plus tard, elle affirmera que l'élimination du pluralisme politique lié à la démocratie parlementaire ne peut qu'entraîner dans le prolétariat lui-même la sclérose idéologique et le dépérissement de la démocratie ouvrière. Force est de constater que ces critiques fondées sur un optimisme pédagogique, lui-même lié à toute sa conception évolutionniste du capitalisme, ne peuvent faire figure aujourd'hui que d'une pétition de principes.

Dans l'histoire des partis communistes, la question du « droit de tendances » en est venue à cristalliser, de façon parfois scolastique, l'essentiel des débats sur les formes d'organisation. Ce « droit » a été revendiqué par diverses *oppositions*, soit internes, soit extérieures, d'autant plus qu'il était obstinément refusé et que l'amalgame régnait en pratique entre débat contradictoire, conflits de tendances ou de lignes stratégiques, organisation de fractions et danger de scissions. En particulier, *le trotskisme* en a fait un véritable cheval de bataille dans sa dénonciation du stalinisme. Mais il a contribué par-là à enfermer la question de la « démocratie prolétarienne » dans des termes exclusivement juridiques. D'autre part, les directions communistes en sont venues à définir *avant tout* le « centralisme démocratique » *par* cette négation des tendances, dans laquelle on a voulu voir la différence fondamentale entre « parti révolutionnaire » et « social-démocratie », au moment précisément où le concept de la dictature du prolétariat était abandonné au bénéfice de « voies démocratiques de passage au socialisme » (relevant ou non de l' « eurocommunisme »). On a ainsi évité de s'interroger sur le lien historique des deux concepts, donc de la théorie du parti et de la théorie de l'Etat. Une bonne illustration des confusions dans lesquelles on s'est ainsi trouvé précipité nous est fournie par le récent Xe Congrès du PC espagnol (1981) — même s'il présente sur les débats du PC français l'avantage d'une plus grande publicité : on a pu y voir la tendance majoritaire (celle du secrétaire général) faire rejeter finalement des statuts la demande du « droit de tendances » présentée par la tendance des « eurocommunistes rénovateurs », tout en négociant avec elle une représentation « équitable » dans les organismes dirigeants... avant de l'en expulser quelques mois plus tard.

Mais le débat revêt une signification beaucoup plus aiguë dans les PC au pouvoir des pays socialistes, où il interfère avec les ébranlements du régime politique lui-même. On peut considérer la notion chinoise de « luttes entre deux lignes », périodiquement répétées, comme une formula-

tion idéologique de compromis entre la conception stalinienne de l'épuration et l'idée maoïste d'un processus révolutionnaire qui se poursuit contradictoirement au sein même du parti. Ces contradictions ont pris une forme extrême dans la crise polonaise récente. Sous l'effet des luttes de classes ouvrières et du mouvement de masse constitué autour du syndicat libre *Solidarité*, le IXe Congrès (extraordinaire) du POUP a d'abord paru prolonger la tentative du XIVe Congrès « clandestin » du PC tchèque (tenu pendant l'invasion soviétique de 1968). On a vu s'y manifester ouvertement des orientations politiques qui débouchaient à terme sur des conceptions antithétiques du socialisme. Mieux : la pratique des discussions « horizontales » entre militants s'est imposée *de facto*, jusqu'à inverser localement le rapport entre base et direction dans la désignation des délégués. Mais cette évolution a été finalement stoppée, ce qui a sans doute contribué à détruire les possibilités d'une issue démocratique de la crise politique, et donc à préparer les conditions du coup d'Etat militaire de décembre 1981.

3 / La question ainsi posée appelle plusieurs remarques complémentaires :

1. Il n'est pas historiquement exact que la reconnaissance ou le refus du « droit de tendances » constitue, soit en théorie, soit en pratique, un critère de différenciation entre partis communistes et partis socialistes ou social-démocrates. Certes les statuts de la social-démocratie allemande à l'époque de Kautsky, de R. Luxemburg et de Bernstein, qui étaient typiquement (comme la social-démocratie russe) un « parti de tendances », impliquaient la discussion contradictoire de plusieurs programmes ou projets stratégiques. Mais, de nos jours, certains partis sociaux-démocrates (comme le parti suédois) comptent parmi les plus centralistes du mouvement ouvrier. On observe d'ailleurs des variations historiques considérables. La SFIO française à l'époque de Guy Mollet, héritier lui aussi de la tradition guesdiste et qui se voulait un marxiste « orthodoxe », a procédé à l'élimination des tendances organisées autour de revues ou de bulletins intérieurs, et à l'exclusion des opposants. Ces tendances, avec leurs « chefs historiques », sont au contraire institutionnalisées dans le PS actuel. Le PSI italien a suivi une évolution analogue. Mais ceci n'empêche pas certains militants socialistes eux-mêmes de reprendre aujourd'hui à leur compte les analyses qui montrent comment le « droit de tendances » favorise la coupure entre une élite dirigeante, au sein de laquelle s'effectuent les arbitrages politiques, et une base militante socialement et intellectuellement dominée (cf. H. Portelli, *Le socialisme français tel qu'il est*, Paris, 1980).

2. Comme l'indique la formulation même, la question du droit de tendances reste essentiellement juridique. Elle renvoie d'abord à la formulation et à l'application de *statuts*. Ce qui attire utilement l'attention sur le fait qu'un appareil de parti, et plus généralement une organisation militante, représente *aussi* une réalité *institutionnelle* plongée dans un espace politique et social où *le droit* règle l'ensemble des comportements collectifs. Mais l'écart est inévitable entre le droit et la pratique. Exclues du droit interne des partis communistes, qu'obsède la crainte du « parti dans le parti », les « tendances » n'ont cessé pour autant d'exister dans leur pratique sous des formes dissimulées, comme cause ou comme effet des renversements de ligne qui jalonnent leur histoire. Elles ont abouti à des « affaires »

spectaculaires (Marty-Tillon, Servin-Casanova, dans le PCF), à des condamnations ou à des exclusions, qui pouvaient d'ailleurs être utilisées à renforcer l'unité formelle de l'organisation. En Italie, depuis que Togliatti avait caractérisé le PCI comme « un parti nouveau : un parti national, un parti de gouvernement, un parti populaire de masse », les tendances sont progressivement devenues un fait semi-officiel, qui confère aux dirigeants une liberté d'expression publique individuelle inconnue ailleurs. Mais cela n'a pas empêché l'exclusion du groupe « gauchiste » du *Manifesto* en 1969. Et la crise de la stratégie du « compromis historique » menace de rompre ce fragile équilibre. Le plus souvent dans la dernière période, les tendances ont réglé leurs conflits par des compromis secrets à l'intérieur de la « direction collective ». Elles n'ont cessé également de se manifester — surtout dans les moments de repli historique — à un niveau « infrapolitique », sur des bases corporatives (tendance « syndicaliste » ou « municipaliste » dans le PCF). Surtout, il convient de noter que l'anathème officiellement porté contre tendances et fractions a pour contrepartie directe l'accentuation des « pratiques fractionnelles » dans le fonctionnement des *directions*, soit dans le contrôle de leur propre appareil, soit dans leur rapport aux « organisations de masse » et aux « mouvements de masse », qui gravitent autour du parti ou se rencontrent avec lui sur le terrain politique.

3. La question ne peut s'analyser et se traiter dans l'espace clos du *parti* (où précisément la pratique stalinienne tend à enfermer le débat politique). Elle se pose également, de façon peu différente, dans les *syndicats*, dont les uns institutionnalisent le droit de tendances (en France, la FEN), cependant que les autres l'excluent (la CGT, la CFDT). Surtout elle se pose dans le *rapport entre ces différents types d'organisations* constitutifs du mouvement ouvrier. Ainsi, la situation contradictoire du communisme français actuel est bien illustrée par le fait que le PCF entretient (avec d'autres) la cristallisation en tendances dans la FEN (où il est minoritaire) tandis qu'il en rejette le principe même dans la CGT (qu'il contrôle). Dans le même temps, suite à l'échec de la stratégie qu'il avait suivie de 1974 à 1978 au sein de l' « Union de la gauche », on peut soutenir sans paradoxe que le PCF tend à fonctionner en pratique comme une « cinquième tendance », externe et inattendue, du PS au pouvoir, constamment prise dans le dilemme de l'alignement ou de la rupture. Ceci montre bien que le fond de la question se situe non pas au niveau des méthodes d'organisation, mais au niveau des conditions politiques et sociales de l'*unité de la classe ouvrière*, ou plus généralement des « forces populaires » potentiellement anti-capitalistes. D'où l'intérêt d'expériences, même grevées de blocages et de régressions, comme celle de l'unité syndicale italienne, entre 1970 et 1980, associant organiquement les différents syndicats (de « tendances » communiste, socialiste, chrétienne) dans une stratégie unique sur la base de leur participation aux formes les plus avancées de la lutte de classe (conseils de fabrique). Le XLe Congrès de la CGT française (1978) parut un instant s'engager dans une voie semblable. On peut suggérer avec prudence que la transformation des pratiques du « centralisme démocratique » au sein des partis communistes, ou du « droit de tendances » dans les partis socialistes, a plus de chances de provenir d'une telle évolution des pratiques de masse que des décisions statutaires de leurs directions.

4. Il est frappant que, vu sous l'angle du « droit de tendances », le problème de l'organisation révolutionnaire apparaisse non seulement

négativement, mais comme un problème *de négation* ou de réaction à un processus négatif : soit il s'agit d'en limiter les effets nuisibles, soit il s'agit de les conjurer par avance au risque de méthodes qui se retournent contre la fin poursuivie. Mais le problème positif sous-jacent est bien réel. De Marx à Lénine, R. Luxemburg, Gramsci, et aux actuels « communistes critiques » se perpétue une même exigence qui surgit des luttes de classes elles-mêmes : trouver une forme de pratique politique originale, non pas *moins* mais *plus* effectivement « démocratique » que celle qu'incarne le « pluralisme » des institutions représentatives de l'Etat bourgeois lui-même; faire du parti révolutionnaire à la fois le moyen de prendre le pouvoir et celui de l'exercer d'une façon nouvelle; donc surmonter progressivement en son sein la « division du travail manuel et intellectuel », l'opposition des « gouvernants » et des « gouvernés »; fonder sur cette autre pratique de la politique la possibilité d'unifier les différentes formes de lutte contre l'exploitation et les oppressions sociales; définir une « ligne de masse » susceptible à la fois de s'adapter aux retournements de la conjoncture et de corriger les déviations « opportunistes »... Quadrature du cercle ? Non, sauf à considérer comme immuables les formes de « gouvernabilité » et de « sociabilité » qui sont liées à la domination de classe.

Le casse-tête des « tendances » apparaît historiquement lié à une conception mécaniste de la *ligne stratégique* et de l'*orthodoxie théorique*. Dès lors qu'on pourrait renoncer à identifier par avance « centre politique » et « centre » d'initiative théorique, à identifier la définition d'une stratégie avec l'application d'une vision préétablie du cours de l'histoire, bref dès lors qu'une organisation pourrait commencer à fonctionner, non seulement comme un « état-major », mais comme un *expérimentateur* et un *analyseur collectif* du mouvement social dans lequel elle s'insère — ce qui suppose incontestablement des conditions historiques favorables —, les dilemmes du « centralisme démocratique » et du « droit de tendances » auraient chance d'être surmontés. Ce peut être, en raison même de l'acuité que revêt aujourd'hui dans le mouvement ouvrier la crise de la forme-parti, un des enjeux de la période à venir.

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, *Ce qui ne peut plus durer dans le PCF*, Paris, 1978; E. BALIBAR, G. BOIS, G. LABICA, J.-P. LEFEBVRE, *Ouvrons la fenêtre camarades !*, Paris, 1979; Ch. BETTELHEIM, *Les luttes de classes en URSS*, Paris, 1974-1977; R. BOURDERON *et al.*, *Le PCF, Etapes et problèmes, 1920-1972*, Paris, 1981; P. BROUÉ, *Le Parti bolchevique*, Paris, 1963; J. BURLES *et al.*, *Histoire du réformisme en France depuis 1920*, Paris, ES, 1976. — *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice-Thorez*, Paris : n° 7, *Classe et parti* (1974); n°s 25-26, 27, *Les rapports du PCF et de l'Internationale communiste* (S. WOLIKOW) (1978); n° 29-30, *Etudier le PCF* (collectif) (1979). — E. H. CARR, *The Bolshevik Revolution*, I, Penguin Books, 1966; F. CLAUDIN, *La crise du mouvement communiste*, Paris, 1972; A. C. COMIN, *Cristianos en el partido, comunistas en la Iglesia*, Barcelona, 1977; *Le Congrès de Tours*, Paris, ES, 1979; Da Togliatti alla nuova sinistra, *Il Manifesto. Quaderno*, n° 5, Roma, 1976; J. DROZ, Le socialisme démocratique, *Histoire générale du socialisme*, vol. 4, Paris, 1978; O. DUHAMEL, H. WEBER, *Changer le PC ?*, Paris, 1979; E. FISCHER, *La fin d'une illusion*, Paris, 1976; R. GALLISSOT, Le communisme soviétique et européen, *in* DROZ, cit.; *Histoire du Parti communiste (bolchevique) de l'URSS*, Moscou (Ed. en langues étrangères), 1949; A. KRIEGEL, *Aux origines du communisme français*, Paris-La Haye, 2 vol., 1964 (Ed. abrégée, Paris, 1969); P. LAURENT, *Le PCF comme il est*, Paris, ES, 1978; V. I. LÉNINE, *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904), O., 7; ID., *Rapport et interventions au Xe Congrès*, O., 32; E. MANDEL, Démocratie socialiste et dictature du prolétariat, *Inprecor*, 7 juillet 1977; MAO Zedong, On democratic centralism, in *Mao Tse-tung unrehearsed*, ed. by S. SCHRAMM, Penguin Books, 1974, p. 158 et s.; G. MOLINA,

Y. VARGAS, *Dialogue à l'intérieur du Parti communiste français*, Paris, 1978; G. PROCACCI, *Staline contre Trotski*, Paris, 1965; ID., *Il partito nell'Unione sovietica*, Bari, 1974; *La Questione del « Manifesto » : Democrazia e unita' nel PCI*, Roma, Editori Riuniti, 1969; R. QUILLIOT, *La SFIO et l'exercice du pouvoir*, Paris, 1972; Ph. ROBRIEUX, Le centralisme démocratique de Lénine à Staline, in *Le Monde*, 9 et 10 juin 1978; ID., *Histoire intérieure du Parti communiste*, Paris, 1980; M. ROCARD *et al.*, *Qu'est-ce que la social-démocratie?*, Paris, 1979; Statuts du PCF, *in* XXIIIe Congrès du PCF, *Cahiers du communisme*, numéro spécial, 1979; D. TARTAKOWSKY, *Les premiers communistes français*, Paris, 1980; U. TERRACINI, *Sulla svolta*, Milano, 1975; ID., *Al bando dal Partito*, Milano, 1976; P. TOGLIATTI, *Le Parti communiste italien*, Paris, 1961; B. TRENTIN, *Il sindacato dei consigli*, Roma, 1980; L. TROTSKI, Nos tâches politiques, in *Œuvres*, Paris, EDI, s.d.; ID., La révolution trahie (1936), in *De la Révolution*, Paris, 1963; ID., *L'agonie du capitalisme et le programme de transition* (1938), rééd. Paris, EDI, s.d.; ID., *En défense du marxisme* (1940), rééd. Paris, EDI.

▶ CORRÉLATS. — Centralisme démocratique, Déviation, Discipline, Esprit de parti, Gauchisme, Komintern, Opportunisme, Opposition ouvrière, Parti, Polycentrisme, Social-démocratie, Trotskisme.

E. B.

Terrorisme

Al : *Terrorismus*. — An : *Terrorism*. — R : *Terrorizm*.

La question stricte du terrorisme, en tant que manifestation ouvertement violente contre une forme d'oppression sociale, autrement dit le rôle révolutionnaire de la terreur, n'a fait, dans la tradition marxiste, l'objet d'explicitations de principe qu'en regard d'expériences historiques déterminées.

1 / Chez Marx et Engels on a affaire à trois occurrences principales :

a) Celle de la révolution française. Marx, qui avait précédemment formé le projet d'écrire une histoire de la Convention, relève en décembre 1848 : « Toute la terreur en France ne fut rien d'autre qu'une *méthode plébéienne* d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme et l'esprit petit-bourgeois » (NGRh, II, 229; MEW, 6, 107; Lénine reprendra ce jugement, *apud* o., 8, 395 et 9, 54).

b) Celles des révolutions de 1848 en Europe. Engels conclut son analyse des événements de juin à Paris sur ces mots : « Seul le terrorisme est encore possible, qu'il soit le fait de l'un ou l'autre des partis » (*ibid.*, I, 173; MEW, 5, 127). Marx achève ses considérations sur *La victoire de la contre-révolution à Vienne* en avançant plus fortement encore : « Les massacres sans résultats depuis les journées de juin et d'octobre, la fastidieuse fête expiatoire depuis février et mars, le cannibalisme de la contre-révolution elle-même convaincront les peuples que *pour abréger*, pour simplifier, pour concentrer l'agonie meurtrière de la vieille société et les souffrances sanglantes de l'enfantement de la nouvelle société, il n'existe *qu'un moyen : le terrorisme révolutionnaire* » (*ibid.*, II, 97; MEW, 5, 457). Reprenant ce même texte, dans son ultime éditorial du 19 mai 1849, il assure « quand ce sera notre tour, nous n'embellirons pas le terrorisme » (*ibid.*, III, 365; MEW, 6, 505).

c) Celle de la Commune. Marx, dénonçant d'entrée la responsabilité de Thiers dans l'engagement de la guerre civile, souligne que la « révolution prolétarienne resta exempte des actes de violence qui abondent dans les révolutions, et bien plus encore dans les contre-révolutions des « classes supérieures »... si ce n'est l'exécution des généraux Lecomte et Clément Thomas, et l'affaire de la place Vendôme » (GCF, 33-34; MEW, 17, 331).

A l'occasion enfin de l'étude de la situation en Russie, il manifeste de la sympathie pour les terroristes de la *Narodnaïa Volia* (la Volonté du Peuple), puisqu'il écrit à Jenny Longuet, le 11 avril 1881, à propos du procès consécutif à l'attentat contre Alexandre II : « Ce sont de braves gens, *sans pose mélodramatique* [en français], simples, réalistes, héroïques » qui, selon lui, cherchent à faire comprendre à l'Europe que leur *modus operandi* est particulier à la Russie (MEW, 35, 179). Il n'éprouve par contre guère de tendresse pour les théoriciens russes réfugiés à Genève qui espèrent, quant à eux, que leur pays accomplira « un *salto mortale* dans le millenium anarchisto-communisto-athée », cher à Bakounine (L. à Sorge du 5 nov. 1880; MEW, 34, 477). Quinze ans plus tard, les conditions ayant radicalement changé, Engels confie à Plekhanov : « un narodnik [populiste] ex-terroriste finirait très proprement par devenir un partisan du tsarisme » (MEW, 39, 415).

2 / C'est à Lénine et à sa pratique politique directe qu'il appartiendra de donner à de telles remarques leur pleine extension, théorique et concrète. Quand il aborde, à froid, la « question de la terreur », il se borne à rappeler que, si la terreur ne peut être rejetée « sur le plan des principes » par la social-démocratie, elle ne concerne que le moment de l'assaut final et doit être subordonnée à la nécessité de l'organisation révolutionnaire (O., 5, 15 et s.). Il objecte aux socialistes révolutionnaires (S-R) que le terrorisme individuel « ne mène à rien » et que « sans le peuple ouvrier toutes les bombes sont impuissantes » (O., 6, 191 et s.). 1905 le rendra plus sévère. Il affirmera renoncer « aux vieilles leçons dogmatiques sur la fusion du terrorisme et de l'insurrection de masse » (O., 8, 183) et, référant les actes de terrorisme individuel à la « débilité des intellectuels », il comparera les bolcheviks aux Jacobins (O., 9, 291 et 54). Le terrorisme, dira-t-il, s'exerce sous le contrôle de « l'armée révolutionnaire » (*ibid.*, 438); la « guerre de partisans » et la « terreur exercée par les masses », sous celui de la « lutte révolutionnaire générale »; c'en est fini des barricades (O., 11, 176). En 1908, à la suite de l'attentat contre le roi du Portugal, il célèbre à nouveau « la terreur authentique, régénératrice » du type de la révolution française (O., 13, 497). Devant le Congrès de la social-démocratie suisse, en 1916, il oppose encore la violence de masse au terrorisme (O., 23, 133). Il précise, en 1917, que les nouveaux Jacobins ne feront pas comme leurs aînés : ils n'auront pas besoin de guillotiner les capitalistes, il suffira qu'ils arrêtent 100 ou 150 magnats et qu'ils divulguent « leurs tripotages » (25, 55). Après la révolution, les choses changent et la position se durcit de plus en plus. Le recours à la terreur s'inscrit dans la pratique de la dictature du prolétariat, de façon inéluctable (cf. 27, 277; 28, 195, 218; 29, 396; 30, 92-93, 351...). Elle fait « nécessairement partie de la guerre civile » (28, 65; *ibid.*, 29, 52, 54 et s.). « Le révolutionnaire ne peut pas renoncer à la peine de mort » (27, 551; *ibid.*, 30, 20). La « violence révolutionnaire » prend le pas sur « l'organisation des masses prolétariennes» (29, 86 et s.). S'il n'est pas vrai, rétorque Lénine à Kautsky, que le pouvoir des soviets est fondé sur la terreur (30, 338, en réplique à la brochute *Terrorisme et communisme*); si, au contraire, le terrorisme révolutionnaire n'intervient qu'en réponse à celui de la bourgeoisie (30, 182, 226), il n'en faut pas moins, aussi bien devant les ennemis que devant les tièdes ou les intellectuels, justifier la « terreur rouge » (31, 143, 257; 33, 222). La justifier et l'aggraver : Lénine recommande à Zinoviev, en 1918, d'appliquer « le

terrorisme de masse » aux attentats contre-révolutionnaires (35, 342) ; et il écrit au soviet de Nijni-Novgorod : « Une insurrection des gardes blancs est manifestement en cours de préparation à Nijni. Il faut faire le maximum, constituer un triumvirat de dictature, déclencher *aussitôt* une action terroriste de masse, *fusiller et déporter les centaines* de prostituées qui enivrent les soldats, les ex-officiers, etc. » (35, 356 et 44, 108). En 1921, dans *L'impôt en nature*, il est amené, face aux difficultés qui se multiplient, à prôner « l'épuration par la terreur : justice sommaire, exécutions sans phrases » et à assurer qu'il n'y a pas de troisième voie entre la « terreur blanche » et la « terreur rouge » (31, 378 et s.). Plus radicalement encore, en 1922, il propose à D. Kourski un additif au Code pénal : « La propagande, l'agitation, la participation à une organisation, ou le concours prêté à des organisations (propagande et agitation), dans le sens d'une aide à la partie de la bourgeoisie internationale qui ne reconnaît pas l'égalité en droits du système communiste de propriété succédant au capitalisme, et cherche à le renverser par la violence, que ce soit par une intervention, le blocus, l'espionnage ou le financement de la presse ou par d'autres moyens semblables, sont passibles de la peine capitale, commuée, en cas de circonstances atténuantes, en privation de liberté ou expulsion à l'étranger » (33, 365-366). On sait quel usage sera fait, sous la période stalinienne notamment, de ce genre de dispositions légales.

Il n'est pas, en tout état de cause, de révolutions et de révolutionnaires qui n'aient été confrontés au cercle de cette problématique.

• BIBLIOGRAPHIE. — G. M. BRAVO, *L'estremismo in Italia*, Roma, Ed. Riuniti, 1982; CASAMAYOR, *Et pour finir, le terrorisme*, Paris, Gallimard, 1983; D. COLAS, *Le léninisme*, Paris, PUF, 1982, chap. IX; A. GEISMAR, *L'engrenage terroriste*, Paris, 1981; LÉNINE, O., 45, 509 : L. à Kamenev sur le recours au « terrorisme économique », notamment grâce au monopole du commerce extérieur; K. MARX, McDONNEL et MILNER, Police terrorism in Ireland, apud *International Herald*, 13 avr. 1872 (tract cité par RIAZANOV, *KM, Chronik seines Lebens in Einzeldaten*, Moscou, Marx-Engels-Lenin Institut, 1934, p. 326); L. D. TROTSKI, *Terrorisme et communisme*, Paris, 1920, rééd. de A. ROSMER, Paris, UGE, 1963.

▶ CORRÉLATS. — Barricades, Blanquisme, Contre-révolution, Guerre, Insurrection, Jacobinisme, Koulaks, Maximalisme, Opéraïsme, Populisme, Violence.

G. L.

Théorie

Al : *Theorie*. — An : *Theory*. — R : *Teorija*.

Marx n'a pas consacré à la notion de « théorie » une réflexion spécifique, et ceci est tout à fait significatif de la place qui est assignée à celle-ci dans la nouvelle conception du monde qu'il élabore avec Engels : dans cette conception, au rebours de ce qu'affirmaient la plupart des systèmes philosophiques antérieurs, la « théorie » cesse d'avoir une valeur autonome, mais elle doit être mise à l'épreuve de critères et de conditions matériels et pratiques auxquels elle est subordonnée. C'est de cette subordination de la théorie qu'il faut partir pour identifier son statut dans la pensée de Marx.

1 / Le renversement du rapport traditionnel théorie/pratique. — Ce renversement apparaît très tôt chez Marx, dès les écrits de jeunesse qui, au moment où Marx se détache de l'influence des idéalismes allemands, kantien et hégélien, procèdent à la critique de l' « illusion spéculative » : celle-ci repose sur la fiction d'une pensée théorique pure, se fixant à elle-même ses

conditions d'existence et de validité. Or l'exercice d'une pensée théorique n'a de sens que s'il prend la forme de la « réalisation », c'est-à-dire s'il est investi dans les conditions qui lui sont imposées de l'extérieur par la pratique. Il faut donc « unir » la théorie à la pratique : « De même que la philosophie trouve dans le prolétariat ses armes matérielles, le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes intellectuelles. Et dès que l'éclair de la pensée aura pénétré au fond de ce naïf terrain populaire, les Allemands s'émanciperont et deviendront des hommes » (Marx, *Cridr.*). A cette époque il s'agit encore pour Marx d'une unité extérieure : la pensée théorique, qui s'est constituée en dehors du « naïf terrain populaire », doit trouver les moyens — mais quelle est la nature de ceux-ci : théorique ou pratique ? — de s'y incarner, d'y produire ses efforts, de s'y appliquer.

De ce point de vue, les *Thèses sur Feuerbach* de 1845 marquent une évolution très importante, dans la mesure où y sont clairement affirmées l'antériorité et la prééminence de la pratique sur la théorie : « La vie sociale est essentiellement pratique. Tous les mystères qui détournent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique » *(Thèse VIII)*. Lorsque la théorie s'investit dans la pratique (nous retrouvons ici le thème primitif de la réalisation de la philosophie), elle ne fait que retourner à l'élément dans lequel elle s'est formée et constituée : idée essentielle que nous rencontrerons à nouveau par la suite. Le rapport de la théorie à la pratique ne se ramène pas au mouvement extrinsèque qu'accomplit une « union » ou une « alliance », mais il suppose la communauté de conditions qui déterminent dans la pratique elle-même la production d'effets théoriques. Si la théorie agit dans la pratique, c'est parce que d'emblée la pratique agit en elle, en lui donnant ses conditions de possibilité et ses « critères » : « La question de savoir si la pensée humaine peut aboutir à une vérité objective n'est pas une question théorique mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance, le caractère profane *(Diesseitigkeit)* de sa pensée. La discussion sur la réalité ou l'irréalité de la pensée, isolée de la pratique, est purement scolastique » *(Thèse II)*. Le problème traditionnel de la « vérité » est posé dans des termes nouveaux, dans la mesure où il cesse d'être un problème spécifique à la théorie, renfermée elle-même dans les limites de sa constitution autonome.

Le rapport de la théorie à la pratique est donc déterminé par deux critères : contre la conception qui sépare la théorie de la pratique, Marx affirme leur unité (c'est dans les conditions qui lui sont fixées par la pratique que se forme la théorie) ; contre la conception complémentaire de la précédente qui pose la prééminence de la théorie sur la pratique, il affirme la subordination de celle-là à celle-ci (c'est dans la pratique que la théorie doit chercher ses principes de validité, les normes de fonctionnement qui sanctionnent sa « réalité »). Il ne suffit donc pas de « lier » la théorie à la pratique : encore faut-il comprendre que la théorie n'a d'autre lieu d'exercice que celui qui lui est ouvert par la pratique, à partir de laquelle elle s'est formée et à laquelle elle doit emprunter ses modalités d'organisation.

Marx révolutionne donc le concept de « théorie », auquel il retire à la fois son autonomie et ses prétentions à la domination. Que signifie cette dévalorisation de la théorie, qui est apparemment la conséquence de sa

« fusion » avec la pratique ? N'a-t-elle pas pour effet d'effacer des formes de la pensée théorique tout ce qui donne à celle-ci une consistance propre, en les rattachant purement et simplement aux conditions pragmatiques d'un usage ? N'y a-t-il pas alors, au-delà du renversement de l'illusion spéculative, déclin de la théorie, soumise au primat d'une base matérielle, subordonnée à des conditions qui ne sont pas d'emblée théoriques ? Comme nous allons le voir, Marx s'est posé ces questions, surtout dans les années qui, après 1850, correspondent au travail de préparation du *Capital*, ce qui l'a amené, sans remettre en question le principe fondamental de l'unité entre la théorie et la pratique, à rectifier son concept primordial de la théorie comme émanation de la pratique.

2 | La spécificité du moment théorique. — Marx et Engels affirment cette spécificité d'un point de vue qui est d'abord purement gnoséologique, dès lors qu'ils soumettent la nature et l'histoire à une investigation de caractère scientifique, qui va coïncider pour eux avec un renouveau de l'intérêt qu'ils portent à la dialectique hégélienne. Il apparaît alors que la pensée théorique relève de « lois », de formes d'exercice qui lui sont propres et qui peuvent être isolées. C'est le travail d'Engels sur les sciences de la nature qui fait surtout apparaître la nécessité d'une telle élaboration théorique, à l'opposé du pragmatisme et de l'empirisme des matérialistes vulgaires, qui prétendent dégager la connaissance de la réalité du mouvement des « faits » par une déduction mécanique faisant l'économie de la « synthèse dialectique ».

Contre le mépris de la théorie, Engels affirme la nécessité d'une étude des « lois de la pensée » et de leur histoire : « La science de la nature se transporte dans le domaine de la théorie et ici les méthodes empiriques échouent, la pensée théorique peut seule servir. Mais la pensée théorique n'est une qualité innée que par l'aptitude qu'on y a. Cette aptitude doit être développée, cultivée, et pour cette culture il n'y a pas jusqu'ici d'autre moyen que l'étude de la philosophie du passé » (ancienne préface à AD, *in* DN). Ainsi, certes, la validité de la pensée théorique ne peut être établie *a priori* : elle est seulement un « résultat », la conséquence de ce processus social qu'est l'appropriation cognitive de la réalité dans son ensemble, nature et histoire : mais cet effet peut faire l'objet d'une assimilation spécifique, sans quoi ce processus risque d'être interrompu ou retardé. Engels se propose alors de tirer toutes les conséquences du travail scientifique de Marx, qui l'avait porté très au-delà de l'empirisme encore insistant des *Thèses sur Feuerbach* et de *L'idéologie allemande* : à la fois reconnaissance d'une « méthode » théorique propre à l'économie politique et nécessité pour la critique de l'économie politique de se développer à partir des formes « scientifiques » déjà élaborées par Smith ou Ricardo. C'est cette double reconnaissance qui conduit Engels, non seulement à entreprendre une exposition systématique du matérialisme historique comme « théorie générale », mais à isoler sous le nom de « dialectique matérialiste », au moins pour les besoins de l'exposition, l'élément de pensée théorique commun à la science de Marx et aux autres sciences. Ce résultat, dans le principe, conserve l'idée fondamentale d'un primat de la pratique tout en rendant à la théorie sa nécessité propre. Il reste cependant problématique.

On ne peut parler, à cette occasion, d'un simple « retour à la théorie ». Car il est clair que l'insistance avec laquelle Marx et Engels reviennent

alors sur l'importance de la théorie, du travail scientifique a une signification pratique, directement politique. La science nouvelle dont *Le Capital* donne les premiers éléments ne présente un intérêt historique que dans la mesure où elle peut aussi fonctionner réellement comme une forme concrète d'organisation du mouvement ouvrier : le moment où Marx achève et publie le premier livre du *Capital* coïncide avec celui où il cherche à donner un contenu réel à l'idée de « socialisme scientifique », dans le cadre de l'Internationale, dont l'œuvre s'achève au moment où les prolétaires parisiens s'emparent pour la première fois du pouvoir, ce qui suscite, de la part de Marx, une nouvelle réflexion sur les conditions d'une réalisation concrète du communisme. Le « docteur Marx », comme l'appellent alors ses adversaires politiques, proudhoniens ou bakouninistes, n'est pourtant pas le détenteur d'une théorie de l'histoire achevée, cohérente, tirant sa vérité d'elle-même, et pouvant comme telle être « appliquée » à la réalité de manière à prendre la direction de son mouvement historique.

La fonction pratique de la théorie reste donc l'élément déterminant de sa définition : la science est au service de la révolution, ce qui signifie que l'une ne peut se réaliser sans l'autre. « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire » (Lénine, QF) : dans cette phrase, Lénine reprend des considérations d'Engels, publiées en 1874 dans sa préface à *La guerre des paysans*, sur la nécessité d'associer la lutte théorique à la lutte économique et à la lutte politique. Ces idées étaient déjà présentes dans *Le Manifeste du Parti communiste* : « Pratiquement, les communistes sont la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien » (MPC, début de la deuxième partie). Pour que la classe ouvrière parvienne à renverser la domination de la bourgeoisie, il faut qu'elle assimile l'enseignement théorique de la science.

D'où tire-t-elle cet enseignement ? Pour répondre à cette question, Marx esquisse une conception pédagogique de l'intellectuel révolutionnaire qui s'allie au mouvement ouvrier et lui transmet les acquis théoriques de sa propre recherche : « Des fractions entières de la classe dominante sont, par le progrès de l'industrie, précipitées dans le prolétariat, ou sont menacées tout au moins dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au prolétariat une foule d'éléments d'éducation. Enfin, au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que jadis une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et notamment cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique » (MPC, première partie). Le développement de ses propres contradictions internes dépouille la bourgeoisie de son privilège théorique : en même temps que ses intellectuels se mettent au service de la classe dominée, la théorie dont ils sont les détenteurs passe du côté de la révolution.

Cette indication de Marx a été exploitée par le théoricien de la social-

démocratie allemande, Kautsky, dans le sens d'une autonomisation du mouvement théorique : « Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte des classes surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne, et malgré tout son désir le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat mais les intellectuels bourgeois : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément » (article publié dans la *Neue Zeit* en 1901, cité par Lénine dans QF). Pour Kautsky, l'acquis théorique doit donc être importé dans la conscience révolutionnaire du prolétariat à laquelle, originairement, il est étranger : on retrouve ici l'idée d'une séparation entre la théorie et la pratique, qui fonde leur union sur le préalable de leur indépendance de fait, de leur différence de nature et de constitution.

En reprenant en 1902 les conceptions de Kautsky, dans le cadre de sa polémique contre le « spontanéisme » des trade-unions anglais, Lénine semble avoir authentifié cette théorie de l'intellectuel révolutionnaire et le « théoricisme » qui l'inspire incontestablement. En fait, dans *Que faire?*, Lénine appuie sa conception du théorique sur une analyse des relations entre le mouvement économique des syndicats et le mouvement politique des partis; le problème qu'il se pose, et qui est d'abord pratique, est de savoir comment passer du premier au second : « Au fur et à mesure que l'élan spontané des masses s'accroît et que le mouvement s'élargit, le besoin de haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie augmente infiniment plus vite encore » (QF). Les deux formes de la « conscience prolétarienne », économique et politique, ne se développent pas donc au même rythme, mais de manière inégale, et l'intervention de la pensée théorique se situe justement à l'articulation de ces deux éléments; c'est elle qui permet de résoudre leur contradiction.

En quoi consiste cette contradiction ? Dans la lutte économique qui s'appuie sur la conscience spontanée du prolétariat, celui-ci reste en quelque sorte enfermé dans les limites de son existence de classe spécifique qui borne son horizon, et le contraint à ignorer les effets de domination qui asservissent ces formes primitives de sa représentation à l'idéologie bourgeoise. La lutte politique implique au contraire que cette ignorance soit surmontée à travers la nécessité reconnue d' « agir sur toutes les classes de la population » : et, pour cela, il faut que la classe ouvrière s'élève au-dessus des limites de sa conscience spontanée et limitée. « La conscience

de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tout abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression, de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes, et à réagir justement du point de vue social-démocrate et non d'un autre. La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population » (QF). Or cette universalisation que requiert la mise en œuvre de la conscience politique de classe suppose précisément l'intermédiaire d'une organisation théorique de cette conscience.

Mais Lénine ajoute aussitôt ici : « ... Pour se bien connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une conscience précise des rapports réciproques de toutes les classes de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique » (QF). Sans la pratique de l'action de masse, l'acquis théorique transmis par les intellectuels bourgeois, déterminant selon la conception étroite de Kautsky, est donc par lui-même impuissant à réaliser l'effet d'unification, de résolution des contradictions, pour lequel il est requis. Le miracle théorique est donc une illusion au même titre que le culte de la conscience spontanée. Ce n'est pas la théorie comme telle, en tant qu'entité séparée, qui a le pouvoir de résoudre la contradiction de l'économique et du politique; mais c'est une pensée théorique de type nouveau, travaillée par la pratique et œuvrant en elle, elle-même soumise aux lois d'un processus de développement conflictuel.

3 | Le cycle de la théorie et de la pratique. — « De quelle manière la connaissance humaine naît-elle de la pratique et comment sert-elle à son tour la pratique ? Pour comprendre cela, il suffit d'étudier le processus de développement de la connaissance » (Mao, *De la pratique*, 1937). C'est à l'intérieur même du processus de développement de la connaissance que se noue son rapport à la pratique, dans une relation d'implication réciproque qui ne se laisse pas réduire à une simple liaison causale, au sens mécanique de ce terme.

Pour saisir le déroulement de ce processus, il suffit apparemment d'expliquer comment il conduit d'un point de départ à un point d'arrivée, également déterminés. La question du point de départ a donné son titre à l'opuscule de Mao daté de 1963 : *D'où viennent les idées justes?* La manière même dont cette question est posée appelle un certain nombre de remarques importantes : d'abord il s'agit ici des idées « justes », et non, comme c'est le cas pour la problématique idéaliste de la connaissance, des idées « vraies »; or la justesse diffère de la vérité précisément en ce qu'elle est une catégorie qui appartient à la fois à la théorie et à la pratique. Ensuite la question posée n'est plus, à la lettre, une question d'origine de type classique : il s'agit ici de savoir à la suite de quelle activité de transformation les éléments de la pratique prennent la forme des « idées justes »; or ce mouvement n'est pas un développement linéaire, à partir de dispositions primitives qui n'auraient plus qu'à être explicitées, exploitées, mais c'est, Mao y

revient sans cesse, le résultat d'une « lutte ». Cette lutte, qui se déroule sur le terrain de la pratique sociale, dépend de conditions objectives, qui revêtent des formes diversifiées, inégales, et elles-mêmes conflictuelles : lutte pour la production, lutte des classes, expérimentation créatrice, c'est-à-dire, pour reprendre la distinction déjà introduite par Engels dans sa préface à *La guerre des paysans*, lutte économique, lutte politique et lutte idéologique. D'autre part, la question du développement des connaissances, au cours duquel se forment les idées justes, comporte indissolublement un autre aspect : d'où viennent les idées qui ne sont pas justes ? Or c'est sur le même terrain de la pratique sociale et des trois luttes dont elle est le siège que se produisent, en même temps que les idées justes, dans le même mouvement celles qui ne le sont pas. Enfin, il ne suffit pas de savoir d'où viennent idées justes et injustes, encore faut-il savoir « où elles vont » : paradoxalement, ces idées ne vont nulle part ailleurs que d'où elles viennent, puisqu'elles ne cessent d'être confrontées aux conditions matérielles qui les ont produites, et qui exigent aussi leur incessante transformation. Les idées justes, et injustes, ne « sortent » jamais de l'élément de la pratique sociale qui définit à la fois leurs conditions de possibilité et leurs critères de validité.

La conception maoïste de la théorie comme lutte s'est retournée contre elle-même dans la mesure où, dans les années qui ont suivi la révolution culturelle, elle s'est transformée en une conception dogmatique du savoir révolutionnaire, confusément partagé entre l'initiative du sage et la passion des masses. Mais ce retournement n'est paradoxal qu'en apparence : dans la mesure où la formule fameuse « Un se divise en deux » doit aussi s'appliquer à elle-même, il était inévitable que surgisse, à l'intérieur même de la « juste » conception de l'union de la théorie et de la pratique, la contradiction.

▶ Corrélats. — Connaissance, Conscience, Dialectique, Fusion, Pratique, Science, Spontané/Spontanéisme, Traductibilité.

P. M.

Thèse

Al : *These*. — An : *Thesis*. — R : *Tezis*.

D'après son étymologie, la notion de thèse renvoie à l'idée de poser quelque chose : en tant qu'articulation discursive, la thèse est donc une position *(thesis)* sous forme d'énoncé.

Corrélativement, le terme a pris un sens polémique, en ce sens que, comme le remarque le *Vocabulaire de la philosophie* de Lalande, on désigne comme telle la position « d'une doctrine qu'on s'engage à soutenir contre les objections qui pourraient y être faites », d'où son sens général pour désigner une affirmation quelconque, pourvu qu'elle soit *soutenue* par une argumentation.

Dans l'usage dialectique du terme, le mot « thèse » désigne « le premier terme d'un système formé par trois concepts, ou trois propositions, dont les deux premiers s'opposent l'un à l'autre (thèse et *anti*thèse), et dont le dernier lève cette opposition par l'établissement d'un point de vue supérieur (syn*thèse*), d'où les précédents se trouvent conciliés ». En ce sens spécial ou technique, le mot « thèse » représente une forme spéciale d'affirmation discursive ou logique, soit comme *premier* moment (thèse *stricto sensu*

ou proprement dite), soit comme type d'affirmation de nature dialectique (l'antithèse et la *syn*thèse étant en un sens large des formes d'affirmation *thétique*).

Ce rappel permet de mettre d'emblée en perspective l'usage marxiste du concept de « thèse ». D'une part, c'est un terme utilisé volontiers pour désigner un mode d'énoncé assertif, consistant à affirmer un énoncé théorique comme ayant une valeur de vérité : mais en sorte que le terme désigne un *acte théorique* révélateur de la modalité spécifique d'intervention sur la théorie du matérialisme historique (sens A). D'autre part, dans la mesure où il s'inscrit dans le registre de la rationalité dialectique, le terme va désigner un moment déterminé de ce processus, constitutif de son *origine* et révélateur de sa finalité (sens B).

Ce n'est pas un hasard si le terme s'est imposé pour désigner, au pluriel, les énoncés théoriques qui ont marqué littéralement la *naissance* du matérialisme historique. En 1845 (le mot lui-même n'apparaissant qu'en 1892), ce sont les fameuses *Thèses sur Feuerbach*, rédigées à Bruxelles au printemps 1845 et publiées par Engels, à partir du manuscrit de Marx, à la fin de son *Ludwig Feuerbach* en 1888.

Cette forme discursive *thétique* est d'abord le fruit d'une conjoncture : cette écriture en jet se prêtait au contexte de l'exil, peu propice à un exposé de longue durée. Mais on devine qu'il y a plus : en improvisant, Marx créait de façon impromptue une forme d'expression *ad hoc* pour *dire* l'inédit de la rupture théorique consommée par le matérialisme, au moment précis de l'événement. Il est d'autant plus important de caractériser avec quelque précision les caractéristiques de cette forme thétique révélatrice de l'*énoncé matérialiste* :

a) La thèse s'énonce au présent de l'indicatif comme une *assertion* (au sens évoqué ci-dessus), soit comme une *position de « vérité »*. D'où son aspect catégorique, comme si elle n'admettait pas de réplique : mais, au contraire d'une assertion apodictique (dogmatique), son *évidence* est induite de la pratique comme fait matériel. En sorte que la *Thèse II*, en énonçant le lien intime entre vérité et pratique, donne aussi bien la clé de la Thèse comme acte théorique *sui generis*.

b) La thèse procède par opposition lexicale *(est..., n'est pas)* : elle est donc réfutative par sa *forme positionnelle* propre, puisque affirmer revient à récuser. La thèse intervient en effet pour trancher entre le matérialisme et l'idéalisme d'une part, entre métaphysique-mécanisme et dialectique d'autre part. Elle sert donc à *qualifier* la contradiction, en valorisant la « bonne » position (matérialiste-historique). Mais il est notable que l'aspect « axiologique » de la thèse soit neutralisé aux yeux de Marx par le renvoi à un fait thétique primitif, précédant le discours et le fondant, soit le Fait matérialiste, Thèse par excellence.

c) La thèse constitue en conséquence une ouverture sur le donné (matérialité, praxis) extérieure à la thèse discursive elle-même : elle se pose comme un décentrement de la théorie par elle-même, dont le référent est l'extériorité au discours. C'est, en ce sens, en elle-même « un règlement de comptes avec la conscience philosophique » (selon l'expression utilisée par Engels à propos de *L'idéologie allemande* contemporaine, développement des *Thèses*). La thèse donne même sa forme disruptive à cette rupture avec la forme philosophique d'énonciation. C'est en ce sens une alternative à la modalité idéaliste de l'expression : la thèse n'entend pas

fonder simplement dans le cercle conceptuel d'auto-fondation, mais bien eu égard à l'appartenance matérielle. C'est pourquoi, aussi bien, elle renvoit les positions théoriques unilatérales et également spéculatives (idéalisme, matérialisme feuerbachien) à une même impasse (voir le balancement caractéristique de la thèse : « ni... ni »).

d) La thèse n'est donc ni un pur énoncé philosophique (dogme), ni une simple recette pragmatique (slogan) : c'est l'expression contractée (d'une simple phrase au paragraphe) d'une charge de vérité théorique susceptible d'in-former la pratique. Comme l'aphorisme, elle est destinée à être lue, méditée et interprétée à la lumière de l'histoire. Ce qui empêche la thèse de se figer en dogme ou de se laisser répéter en slogan n'est autre que l'impératif de « transformer le monde », après l'avoir interprété, introduit justement comme thèse ultime (dix *plus* une), comme si la thèse était le moyen de congédier la spéculation et d'effectuer, *via* la théorie, le passage à la pratique, qui livre justement le *mode d'emploi* de la thèse.

On voit à travers ces quatre points que la thèse n'est ni une simplification paresseuse, ni une conclusion catégorique, mais la *mise en forme* de l'énoncé matérialiste qui vaut simultanément comme *mise en acte* de la praxis qu'il rend possible.

Ce n'est pas par hasard, dès lors, que Marx va faire usage de la forme d'expression thétique ainsi conçue comme arme du discours politique avec une fonction réfutative. Cela apparaît clairement dans ses *Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand* où, à chaque élément du programme posé comme thèse, est opposée une anti-thèse permettant d'en révéler clairement les présupposés; voir le travail de déconstruction entrepris sur les cinq thèses principales (*Gloses*, I) : sur le travail comme source unique de richesse, le lien entre travail productif et société, l'affranchissement du travail par la collectivisation, le rapport du prolétariat aux autres classes sociales, le rôle de l'Etat dans le processus d'affranchissement.

Ce qui est ainsi discuté, c'est la portée politique de l'assertion, dont les contradictions internes sont mises à jour, malgré la quasi-synonymie, dans certains cas, avec la thèse « juste ». Dans ce travail réfutatif, mené par Marx et Engels au plan de la théorie philosophique dès *La Sainte Famille* et *Misère de la philosophie*, puis transformé en méthode politique à partir de 1848, on saisit en quelque sorte sur le vif le travail de déconstruction thétique comme mode d'intervention sur le champ de la praxis.

Ce n'est pas un hasard enfin si Lénine utilise le même terme pour désigner, en avril 1917, « les tâches du prolétariat révolutionnaire » : ce sont les célèbres *Thèses d'avril* publiées sous le titre *Les tâches du prolétariat dans la présente révolution* (O., 24, 11 et s.). Les *Thèses d'avril* (ainsi dénommées in *op. cit.*, p. 22) sont en quelque sorte la réplique, au plan de la praxis révolutionnaire, des *Thèses sur Feuerbach* : celles-ci définissaient la praxis comme axe et moteur du processus historique; celles-là se posent comme définissant l'axe de la praxis du prolétariat, symboliquement réparties en dix points (*op. cit.*, p. 11-14).

Il s'agit donc de voir comment la *Thèse* acquiert sa fonction proprement *politique*, et comment se fait le passage de l'usage marxien à l'usage léniniste de la *thèse* dans son rapport à la praxis.

On peut remarquer que, comme pour Marx, le recours formel à la thèse est conjoncturel : n'ayant pas eu le loisir d'intervenir à la réunion de Petrograd le 4 avril 1917, Lénine décide de « préparer des thèses *écrites* »,

« accompagnées de très brèves remarques explicatives », qui résument les lignes de force du programme (*op. cit.*, p. 11). Mais, par là même, Lénine recourait non fortuitement à la forme *thétique* de l'énoncé fixée par Marx. De fait, on y retrouve les caractéristiques cernées plus haut, mais actualisées eu égard aux exigences de la praxis présente, dans la perspective d'une prise du pouvoir par le prolétariat :

a) La thèse s'énonce assertoriquement et catégoriquement : elle procède par exclusions : « Aucune concession... dans notre attitude envers la guerre... » (1), « Aucun soutien au gouvernement provisoire » (3). — « Non pas une République parlementaire..., mais une république des Soviets... » (5), « Notre tâche *immédiate* est non pas d' « introduire » le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au *contrôle* de la production sociale... » (8). — Cette position de « vérité » puise son « évidence » dans le fait qu'elle exprime le choix de la praxis qu'elle prétend fonder, dans la stratégie du prolétariat.

b) En conséquence, la thèse léniniste cherche à qualifier la « bonne » position au sein du champ de contradictions historiques, fondant ainsi le choix politique. Elle actualise donc l'impératif marxien de la *Thèse II* — « Il faut que l'homme prouve la vérité dans la pratique » — en « tâche politique » (d'où le sens de l'infinitif) : « Tâches du parti : convoquer sans délai le Congrès du parti ; modifier le programme du parti » (9), « Rénover l'Internationale » (10).

c) La thèse est donc un moyen de fixer la discussion autour du choix politique : il s'offre donc au débat avec les « contradicteurs de bonne foi » (*op. cit.*, p. 11), afin de déterminer si la thèse reflète effectivement la contradiction présente de la lutte politique.

d) Enfin, la *thèse* politique, en son régime léniniste, radicalise l'exigence posée dans la *Thèse XI* de Marx : c'est la mise en acte politique de l'énoncé théorique. La thèse cristallise donc l'actualité pensée de la situation, qu'elle convertit en impératif d'agir.

C'est là le régime général que Lénine assigne aux thèses politiques, comme « travail d'explication patient et opiniâtre, en partant des besoins pratiques des masses » (*op. cit.*, p. 39).

▶ CORRÉLATS. — Dialectique, Matérialisme dialectique, Théorie.

P.-L. A.

Titisme

Al : *Titoismus*. — An : *Titoism*. — R : *Titoizm*.

Du nom de Josip Broz Tito (1892-1980), secrétaire général du Parti communiste de Yougoslavie (1936), chef de la lutte de libération nationale et de la résistance armée au fascisme (1941-1945) et fondateur de la République fédérative populaire de Yougoslavie (1945), le titisme (NB : terme considéré comme péjoratif et rejeté jusqu'aujourd'hui par les Yougoslaves, cf. *infra*) peut être caractérisé par les trois traits distinctifs suivants :

1 / L'opposition à Staline. — Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Yougoslavie, riche de son expérience de résistance à l'envahisseur fasciste et de sa détermination de conjuguer la lutte d'indépendance nationale avec celle de libération sociale, va se heurter aux desiderata de la politique étrangère soviétique qui évoluent dans le cadre étroit imposé par

la guerre froide (guerre froide qui éclate en 1947, mais qui est latente durant la Grande Alliance des temps de guerre). *Conflit classique* — entre une grande puissance et un petit pays; *conflit idéologique* — deux lectures du léninisme en tant que fondement de système politique; *conflit de personnes* — l'affrontement entre Staline et Tito devait engendrer la première brèche de l'après-guerre dans le monolithisme forgé par la IIIe Internationale au sein du mouvement communiste.

Les difficultés faites par les Yougoslaves lors des négociations pour l'implantation des sociétés mixtes en Yougoslavie et leurs réticences face à la collaboration avec les conseillers soviétiques, ainsi que le rôle de plus en plus affirmé que Tito comptait jouer dans le mouvement communiste, surtout dans le Sud-Est européen, constituent les signes précurseurs du titisme dans sa phase potentielle. Un « modèle » de voie spécifique, de transition au socialisme, une conception différente du projet de fédération balkanique, une mise en cause de la solidarité prosoviétique et de la hiérarchie communiste en Europe de l'Est, sont les principaux enjeux de crise qui marquent le conflit soviéto-yougoslave, conflit qui aboutira à l'exclusion du PCY du Kominform (juin 1948) et à l'éclosion du titisme, surtout à partir de 1952.

Du fait de l'intervention du Kominform dans un conflit initialement étatique, la querelle s'internationalise, s'étendant à tout le communisme mondial. Et comme la toile de fond du conflit est la guerre froide, le titisme, perçu comme une troisième voie, est banni, avant même de s'accomplir, par un monde bipolaire et manichéen. L'inconditionnalité des partis communistes dans l'affaire yougoslave s'explique essentiellement par la division en deux camps du monde de l'après-guerre. Le prestige de l'URSS, renforcé par les victoires de l'Armée Rouge, le charisme mondial dont bénéficie Staline, la croisade anti-communiste lancée par la doctrine Truman font que, dans un réflexe d'autodéfense et de repli sur eux-mêmes, les PC sont solidaires des Soviétiques. L'escalade de la guerre froide commande l'escalade du conflit avec Tito qui domine le mouvement communiste jusqu'à la fin de l'ère stalinienne. Nier le rôle de l'armée soviétique dans la libération de la Yougoslavie, nier le rôle de l'URSS dans l'instauration du régime de démocratie populaire et surtout croire qu'on pourra construire le socialisme sans l'aide de la patrie du socialisme, sont les points clés de la polémique engagée par le Kominform (et à travers lui par tous les PC), une fois la rupture consommée. Blocus économique, pressions politiques, boycottage idéologique sont les conséquences immédiates qu'aura à subir la Yougoslavie durant cette période. Du « groupe Tito », on arrive à « la bande fasciste de Tito » en passant par la « clique Tito ». Le rapport de Gheorghiu-Dej, « Le Parti communiste yougoslave au pouvoir des assassins et des espions », tenu à la troisième grande réunion du Kominform en novembre 1949, marque le point culminant de cette escalade. Ce rapport devient le document idéologique qui tente de légitimer la « chasse aux sorcières » et la vague de procès qui déferlèrent dans les démocraties populaires au nom de la lutte contre le titisme. Il faudra attendre le voyage de Khrouchtchev à Belgrade, en mai 1955, pour que la page soit tournée et la réconciliation faite. La Yougoslavie ne rejoindra pas pour autant le « camp socialiste ». Quant à l'amende honorable des Soviétiques, elle restera discrète, puisque la très officielle *Histoire du PCUS*, postérieure

à 1956, ne reviendra guère que sur la forme de l'excommunication de 1948, et non sur son contenu (éd. en langues étrangères, Moscou, p. 671). En 1959, pour le 40e anniversaire de son parti, Tito renouvelle sa critique de Staline : « ... manque de confiance dans les masses et particulièrement dans la paysannerie laborieuse aussi bien que dans la force révolutionnaire des classes travailleuses des autres pays... institution d'un monopole idéologique, création de relations inégales entre les pays ralliés à la cause du développement socialiste ».

2 / L'autogestion. — Tito et les dirigeants yougoslaves en font, dès 1950, le principe de fonctionnement politique et économique du pays. Ils entendent donner son sens le plus strict au mot d'ordre : « Les usines aux ouvriers, la terre aux paysans », et procéder à « la revalorisation créatrice des idées de Marx et de Lénine sur l'autogestion ouvrière et leur développement dans nos conditions propres » (Rapport au Xe Congrès de la LCY, 1974, apud *La voie yougoslave*, p. 243). « La construction du socialisme s'identifie avec le processus de libération du travail et de la classe ouvrière, avec l'instauration des associations libres de producteurs directs » (Tito, Rapport au XIe Congrès de la LCY, apud *ibid.*, p. 254). Des conseils ouvriers, de nombre variable (entre 15 et 120 membres), sont élus dans les entreprises, au scrutin secret, ainsi qu'en leur sein des comités exécutifs (de 3 à 17 membres). Ils seront appelés à jouer un rôle considérable. En 1951 est opérée une profonde décentralisation étatique. En 1953, la Loi fondamentale se substituant à la Constitution de 1946 crée une Chambre des Producteurs. La même année, liberté est laissée aux paysans de sortir des coopératives; 90 % des terres cultivables relèveront de la propriété individuelle, mais leur surface sera limitée à un maximum de 10 à 15 ha. Des mesures de libéralisation postérieures caractériseront le Parti, non plus comme « force dirigeante » de l'autogestion mais comme « force d'orientation »; Parti et Etat seront séparés; les frontières ouvertes. La réforme de 1965 instaurera la division socialiste du travail, créera une économie de marché socialiste et favorisera les liens avec l'Occident. Dès 1954, Milovan Djilas, qui sera expulsé de la Ligue, avait formulé de sévères critiques contre le système; elles portaient sur l'insuffisant développement de l'autogestion de haut en bas, de l'entreprise à l'échelle nationale; sur le régime de parti unique, considéré comme un obstacle à la démocratisation; sur la faiblesse de l'économie autochtone en regard des économies étrangères. Toutefois, quelles qu'aient été et que demeurent (cf. Le XIIe Congrès de la LCY, 1982) les difficultés, le principe de l'autogestion ne sera jamais remis en cause, ni avant, ni après la mort de Tito.

3 / Le non-alignement. — Rejetée par l'Est et refusant l'Ouest, la Yougoslavie a été très tôt contrainte de rechercher sa voie entre les deux camps. D'où les thèses qui définiront le non-alignement : indépendance nationale, égalité entre tous les Etats, qu'ils soient grands ou petits, non-ingérence dans les affaires intérieures, lutte anti-coloniale et anti-impérialiste, rejet de tout hégémonisme de la part des grandes puissances. La Déclaration de Belgrade (2 juin 1955) affirmait déjà le respect de l'égalité et de la souveraineté réciproque entre l'URSS et la Yougoslavie. La Déclaration de Moscou (23 juin 1956) consacrait l'existence d'une diversité de voies de passage au socialisme. Tito, qui reconnaît que l'idée du non-alignement lui est venue de la Conférence de Bandoeng (interview pour la radio-

télévision de Belgrade, à l'occasion de son 80e anniversaire, 12 mai 1972). en sera lui-même le porte-parole international le plus prestigieux, notamment aux « sommets » de Belgrade (1961), du Caire (1964) et de Lusaka (1970), les rangs nombreux des non-alignés se grossissent même de quelques démocraties socialistes. Il souligne, en 1969 encore : « L'expérience montre sans la moindre équivoque que la pratique qui émane de la conception du rôle dirigeant d'un Etat ou d'un parti, d'un centre ou d'un forum international appelé à jouer un rôle d'arbitre, aggrave les désaccords et les conflits dans les rangs du mouvement révolutionnaire et progressiste international, restreint et désunit le front de la lutte contre l'impérialisme, pour la paix, le progrès et le socialisme. Dans le même temps, une telle pratique cause de graves difficultés internes aux partis (...). Toute ingérence dans les affaires intérieures des autres pays et partis, toute tentative d'imposer de l'extérieur des solutions ou des « modèles » ne peut que ralentir la transformation socialiste du monde. Elle est donc en opposition avec les buts de l'internationalisme socialiste » (Rapport au IXe Congrès de la LCY). Le principe du non-alignement, qui se confond avec celui de la diversité des voies — véritable « loi du processus mondial du socialisme » —, ne sera jamais, lui non plus, remis en question.

Remarque. — Le regard rétrospectif que permet de jeter sur le MCI l'histoire des dernières décennies amène à considérer que l'ensemble de thèses désignées par le terme de titisme, quoi qu'il en ait été de leurs limites, de leurs difficultés ou de leurs échecs, théoriques ou conjoncturels, a fait incontestablement figure de pionnier. Sur la route, si dramatiquement ouverte en 1948, n'ont cessé de se multiplier les initiatives et les expériences les plus diverses, du polycentrisme togliattien aux Communes populaires chinoises, en passant par les diverses « voies nationales » et par les formulations eurocommunistes. Malgré les évidentes contradictions entre les pratiques et les proclamations d'intention, malgré les contraintes des rapports de force internationaux, il n'est pas illégitime de penser que ces entreprises, dans leurs inégalités elles-mêmes, balisent l'horizon d'une nouvelle créativité du mouvement révolutionnaire.

• BIBLIOGRAPHIE. — V. DEDIJER, *Le défi de Tito, Staline et la Yougoslavie*, Paris, Gallimard, 1970; ID., *Tito parle*, Paris, Gallimard, 1953; M. DJILAS, *La nouvelle classe dirigeante*, Paris, Plon, 1957; ID., *Tito, mon ami, mon ennemi*, trad. de l'all., Paris, Fayard, 1980; XIIe Congrès de la LCY, *Questions actuelles du socialisme*, Belgrade, 1983; A. GRLIČKOV, *El no alineamiento y el socialismo como proceso mundial*, Beograd, CAS, 1979; George W. HOFFMAN, Fred Warner NEAL, *Yugoslavia and the new communism*, New York, Twentieth Century Fund, 1962; E. KARDELJ, *Les racines historiques du non-alignement*, Belgrade, QAS, 1979; L. MARCOU, *Le Kominform*, Paris, Presses de la FNSP, 1977; ID., *L'Internationale après Staline*, Paris, Grasset, 1979; A. MEISTER, *Où va l'autogestion yougoslave*, Paris, 1970; A. ROSIER, dir., *Agriculture et socialisme, une expérience yougoslave*, Paris, PUF, 1968; D. RUSINOV, *The Yugoslav experiment (1948-1974)*, London, 1977; P. SHOUP, *Communism and the Yugoslav national question*, New York, 1968; J. B. TITO, *De la résistance à l'indépendance*, Paris, Anthropos, 1977; La voie yougoslave PCY-LCY, 1919-1980, *Questions actuelles du socialisme*, Belgrade, 1983; sur T. n° spéc. de *Socialism in the World*, Belgrade, 1980; A. B. ULAM, *Titoism and the Kominform*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1952; P. VRANICKI, *L'autogestion en tant que révolution permanente* (en serbo-croate), Zagreb, 1984; P. YANKOVITCH, Tito, apud *Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1968.

▶ CORRÉLATS. — Autogestion, Camp, Démocratie directe, Démocratie populaire, Front, Kominform, Modèle, Stalinisme.

G. L.

Tolstoïsme

Al : *Tolstoismus.* — An : *Tolstoism.* — R : *Tolstovstvo.*

Cette expression se rencontre dans la série des articles commémoratifs que Lénine a consacrés à Tolstoï et à son œuvre entre 1908 (date du premier article, qui affirme l'actualité de l'esprit tolstoïen) et 1911 (date du dernier article, qui insiste sur le fait que l'ère du tolstoïsme est désormais révolue). Elle caractérise la conjoncture idéologique spécifique de la révolution de 1905, qui est essentiellement une « révolution paysanne ». Tolstoï est le « miroir de la révolution russe » dans la mesure où il est le produit privilégié d'une époque historique (1861-1905), dont il révèle les contradictions objectives.

Rappelons que la réforme de 1861, abolissant le servage, a marqué pour la Russie la fin de sa période féodale : ce qui ne signifie pas qu'avec elle les caractères essentiels de l'économie féodale ont été supprimés, ni que l'aristocratie foncière a perdu alors son rôle prépondérant, que la réforme a au contraire provisoirement renforcé dans les campagnes; comme l'écrit Lénine, la Russie d'après 1861 « reste la Russie du propriétaire foncier ». Pourtant, à ce moment, commence aussi la « dislocation » de l'ancienne Russie patriarcale, en même temps que se développe la contradiction entre la ville et la campagne, qui renforce au détriment de celle-ci l'importance de la première : c'est la Russie bourgeoise qui est en train de se constituer.

L'élément dominant de cette période, dans le domaine politique, c'est la protestation paysanne, qui s'oppose confusément aux survivances féodales et au « capitalisme en marche », sans pouvoir exactement démêler ses adversaires, ni maîtriser les armes qu'elle peut retourner contre eux. Cette révolte n'a de chances de succès que dans la mesure où elle sert en fait la bourgeoisie, qu'elle aide à liquider ce qui reste du système ancien à son propre bénéfice. C'est pourquoi l'idéologie paysanne, que « reflète » le tolstoïsme, est essentiellement contradictoire : elle mêle la protestation à l'élément de la renonciation religieuse, et pour cette raison elle culmine dans la révolution ratée de 1905. Comme l'écrit Lénine, « tous ces millions d'hommes qui haïssaient *déjà* les maîtres de la vie actuelle mais qui n'étaient *pas encore* parvenus à la lutte consciente » sont restés prisonniers d'un conflit, qu'ils expriment sans pouvoir le résoudre. Pour sortir de ce dilemme, il faudra l'intervention d'une quatrième instance, le prolétariat urbain, qui prendra la direction de la révolution et poursuivra celle-ci jusqu'à son terme. La leçon de 1905, c'est que la lutte contre le féodalisme et le capitalisme n'a de chances d'aboutir que si elle est menée sur de nouvelles bases, dans un esprit différent et avec des formes d'organisation inédites (le Parti social-démocrate).

Dans cette conjoncture spécifique, Tolstoï occupe une position exemplaire : par son origine sociale, le comte Tolstoï est le représentant naturel de l'aristocratie foncière; mais comme écrivain, il a adopté la position de classe des masses paysannes. Comme l'écrit Lénine, « avant ce comte, il n'y avait pas un moujik authentique dans la littérature russe ». Le tolstoïsme est donc une idéologie déchirée : elle représente « authentiquement » cette période intermédiaire dans laquelle elle apparaît, et exprime adéquatement les intérêts et la conscience, l'inconsciente conscience, d'une classe exploitée et impuissante. « Cette époque avait dû enfanter la doctrine de

Tolstoï, non pas comme un phénomène individuel, non pas comme un caprice ou un désir d'originalité, mais comme une idéologie des conditions d'existence dans lesquelles se sont trouvés en fait des millions et des millions d'hommes pendant un certain laps de temps ».

• BIBLIOGRAPHIE. — LÉNINE, *Sur l'art et la littérature*, t. III (textes choisis par J. M. PALMIER, 10/18); P. MACHEREY, *Pour une théorie de la production littéraire*, Paris, Maspero, 1966; B. MEILAKH, *Lénine et les problèmes de la littérature russe*, Paris, ES, 1956.

▶ CORRÉLATS. — Esthétique, Littérature, Paysannerie, Populisme, Proletkult, Romantisme.

P. M.

Totalitarisme

Al : *Totalitarismus*. — An : *Totalitarianism*. — R : *Totalitarizm*.

Ce terme que les politologues ont fait passer dans la langue courante, pour désigner la réalité de systèmes politiques, où l'Etat exercerait une domination sans partage sur l'ensemble du corps social, appartient à l'ordre des fausses évidences et ses connotations, dès qu'on tente de le cerner, se révèlent des plus incertaines.

Le premier usage du mot remonte au fascisme italien. Il affirme le caractère absolu de l'Etat, dont l'existence ne laisse aucune place à celle des individus. C'est en ce sens que Mussolini et Gentile parlent de *Stato totalitario*. Avec le nazisme prévaut l'expression d'*Etat total* (Ernst Jünger) qui sera opposée à la fois au libéralisme et au marxisme. Dans le contexte de « guerre froide » des années 50, le totalitarisme sera présenté comme le commun dénominateur du nazisme et du communisme. Cette assimilation polémique se réduira progressivement, par la suite, quand on croira écartée la menace de régimes de type hitlérien, à ne désigner plus que le seul Etat soviétique et ses « satellites ». L'antithèse passe alors entre « pays démocratiques » (« l'Occident ») et « pays totalitaires » (le « bloc de l'Est »). Tel est le sens qui s'est imposé aujourd'hui, en dépit d'une double série d'objections : *a)* La difficulté et même l'échec des tentatives de typologie, autres que descriptives, du phénomène totalitaire, que l'on retienne ou non la thèse de l'assimilation, sont désormais reconnus par les spécialistes les moins suspects de laxisme (H. Spiro, G. Sartori ou R. Aron; voir l'exposé, informé et nuancé, de F. Châtelet et E. Pisier-Kouchner, apud *Les conceptions politiques du XXe siècle*, Paris, PUF, 1981, notamment p. 782 et s.); *b)* La facilité avec laquelle on peut retourner l'accusation de totalitarisme contre la démocratie bourgeoise et l'Etat capitaliste est également patente (cf., par exemple, Mao Zedong : « Les réactionnaires étrangers qui nous accusent d'exercer la « dictature » ou le « totalitarisme » sont ceux-là mêmes qui l'exercent. Ils exercent sur le prolétariat et le reste du peuple la dictature d'une seule classe, le totalitarisme d'une seule classe, la bourgeoisie », *Œuvres choisies*, Pékin, 1962, t. IV, p. 439; aussi l'analyse de N. Poulantzas, apud *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968, p. 315 et s.).

REMARQUE. — Que l'on entende par « totalitarisme », au sens large, la fonction d'un Etat « fort » ou « autoritaire », ou, sous une acception plus stricte, et quasi hégélienne, « une condensation entre la sphère du pouvoir, la sphère de la loi et la sphère du savoir » (C. Lefort, *apud* Coll., *Le retrait du politique*, Paris, Galilée, 1983, p. 76), on aura affaire à une tendance

largement dominante des régimes politiques contemporains, soit à un projet de globalisation sociale encore nulle part réellement accompli. Ce ne sont pas les « droits de l'Homme », subjectifs et abstraits, qui sont à opposer partout au totalitarisme, mais bien leur exercice réel, celui des libertés, qui a conduit Marx à inclure la lutte démocratique dans la lutte révolutionnaire. Dans tous les cas, la notion idéologique de totalitarisme est impropre à penser la spécificité des structures qu'elle prétend désigner. Au mieux symptôme d'un mouvement complexe, qui exige une conceptualisation renouvelée (peut-être le *mode de production étatique*), elle ne présente aucun caractère opératoire.

• BIBLIOGRAPHIE. — F. CHATELET et E. PISIER-KOUCHNER, ouvr. cité (biblio.); J.-P. FAYE, *Langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1972.

▶ CORRÉLATS. — Bureaucratie, Capitalisme d'Etat, les art. Démocratie, Etatisme, Etat/Société civile, Etat soviétique, Fascisme, Hégélianisme, Mode de production étatique, Pouvoir, Réification, Stalinisme, Totalité.

G. L.

Totalité

Al : *Ganzheit, Totalität.* — An : *Totality.* — R : *Vseobščnost'.*

1 / La catégorie de totalité joue un grand rôle dans la philosophie classique. Celle-ci s'est souvent donné pour objet la totalité du réel et du pensable. Tel est le cas de l'idéalisme objectif hégélien (« le vrai est le tout »). Même lorsqu'elle tente de régler la prétention à saisir le tout en analysant les modalités de construction de la totalité, la philosophie considère la totalité comme idée régulatrice (Kant traite les phénomènes physiques ainsi avec l'idée du « monde » comme tout).

2 / La pensée de Marx, qui se constitue en dialectique matérialiste de l'histoire, critique toute approche idéaliste-spéculative de la totalité du réel et du pensable, et refuse tout principe de totalité « automoteur », toute construction *a priori* (MPh). Marx développe une approche spécifiée de la totalité de la réalité actuelle comme produit historique et comme structure complexe en mouvement. Le mode de production capitaliste, telle est la totalité particulière déterminée que Marx analyse, en mettant en évidence le rapport de ses instances et les mécanismes constitutifs de chacune d'elles, « Totalité organique » dont les moments sont « en action réciproque » (*Grund.*, Introd., III). La critique de l'usage métaphysico-spéculatif de la totalité permet un usage dialectico-scientifique. Y renoncer, sous prétexte de totalitarisme intellectuel, serait liquider un gain théorique. La connaissance et la pratique ne peuvent que souffrir de ce renoncement.

3 / Tous les marxistes créateurs, particulièrement les théoriciens-dirigeants politiques (Lénine, Gramsci), ont développé ce traitement articulé et spécifié de la totalité, qu'il s'agisse de celle d'un mode de production et son procès, de formations économico-sociales concrètes, d'instances de la structure sociale. Lénine : Marx permet l'étude scientifique de « toute formation sociale capitaliste comme une chose vivante », donnant au squelette (les rapports de production) sa chair et son sang. (Cf. AP, O, I; CP, O, 38; 16 points de la dialectique; point 2 : « Tout l'ensemble des rapports multiples de cette chose avec d'autres »; 3 : « Le développement de cette chose, son mouvement propre, sa vie propre »; O., 32, 94 : « Embrasser et étudier

tous les aspects de l'objet »; Gramsci, *Analyse des rapports structure-superstructure et des situations. Quaderni*, Ed. Gerratana Einaudi, Torino, 1585-1589).

4 / Le problème de la spécificité de la « totalité » marxiste est ouvert. L'expression — hégélienne — de totalité organique ne rend pas compte de la nouveauté théorique de Marx (Althusser a su réouvrir ce problème en forgeant l'idée de « totalité sociale toujours déjà donnée, articulée, à dominante ») : constitution interne de la base économique, rôle déterminant en dernière instance, instance dominante ou décisive, contradiction, surdétermination, autant de problèmes à préciser. D'autant que la perspective de Marx reste celle du procès de transformation de la totalité donnée en une totalité supérieure, par résolution des contradictions motrices (Marx, IA, 67-69 ; MEW, 3, 69; Lénine, AP, 35-36). L'interprétation organiciste, ou économiste, sont des retombées en deçà de Marx.

5 / Sur cette base prend son sens l'entreprise d'Engels d'articuler la totalité historico-sociale, en son stade actuel, à la totalité de la nature, saisie à ses divers niveaux (AD, ES, 388 ; MEW, 20, 574), en ses totalités régionales. L'articulation Nature-Histoire ne peut être saisie sans usage spécifié mais généralisé des diverses formes de la catégorie de totalité. Ainsi s'observe une détermination générale du rapport totalité historico-sociale / totalité naturelle par le rapport Partie/Tout. La détermination de l'histoire comme « processus d'histoire naturelle » implique la prise en considération de la totalité comme unité de la nature et de l'histoire humaine (AD, ES, 319-321 ; 261 ; AP, 11-12).

• BIBLIOGRAPHIE. — *a* / ARISTOTE, *Métaphysique*. Livre Delta, Paris, Vrin; KANT, *Critique de la raison pure*, Paris, PUF; HEGEL, *Science de la logique*, Paris, Aubier. *b* / ALTHUSSER, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1965; ID., *Lire Le Capital*, *ibid.*, 1968; M. LÖWY et S. NAÏR, *Goldmann ou la dialectique de la totalité*, Paris, Seghers, 1973 ; LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Minuit, 1960; C. LUPORINI, *Dialettica e Materialismo*, Roma, Riuniti, 1974.

▶ CORRÉLATS. — Bloc historique, Contradiction, Détermination, Dialectique, Esthétique, Gliederung, Formation économico-sociale, Instance, Métaphysique/Dialectique, Mode de production, Structuralisme, Superstructure.

A. T.

Trade-unionisme

Al : *Trade-Unionismus*. — An : *Trade-unionism*. — R : *Trad-junionizm*.

De l'anglais *trade-union*, syndicat. Terme employé par Lénine, notamment dans *Que faire?*, pour désigner la tendance qui, au sein du POSDR, réduit la lutte politique à l'affrontement sur le terrain de la production, c'est-à-dire à la lutte syndicale.

Dans le mouvement ouvrier anglais, en effet, le *Labour* n'est que l'émanation parlementaire des syndicats et non une organisation politique proprement dite. Il fonctionne donc comme groupe de pression ouvrier au Parlement mais n'a ni l'objectif ni les moyens politiques de transformer l'Etat.

▶ CORRÉLATS. — Economisme, Fabianisme, Fusion, Parti, Syndicat, Travaillisme.

P. S.

Traditions

Al : *Traditionen.* — An : *Traditions.* — R : *Tradicii.*

Ce terme appartient historiquement à la pensée non marxiste, voire conservatrice, et évoque un certain type de comportement, où l'autorité des ancêtres garantit l'authenticité de leurs pratiques sociales (culte de l'origine). Dans le champ de la pensée marxiste, la notion de « traditions » occupe en vérité une tout autre place. Elle désigne d'abord le poids des forces du passé contre celui des forces révolutionnaires : « La tradition des générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants » (18 B). Indépendamment de la transmission de toutes les conditions matérielles que les générations précédentes ont accumulées et qui se développent à chaque fois sur une tout autre base historique, les traditions désignent le jeu par lequel des superstructures et des idéologies, survivant au mode de production qui leur était organiquement lié, agissent comme des forces matérielles pour la *reproduction* de l'ancien mode de production. Les traditions, plus rigoureuses et répétitives que les lois, ne peuvent être enfreintes par aucune décision politique, car elles insistent tant dans les coutumes, les rites, les mythes qu'elles font corps et âmes avec les hommes.

Mais, dans certaines circonstances historiques bien précises, il faut savoir compter sur les traditions elles-mêmes : ainsi, dans *Le 18 Brumaire*, Marx montre le bien fondé — au niveau idéologique et non théorique — de l'appel incessant aux traditions romaines dans la Révolution bourgeoise française. Cet appel constitue la scénographie nécessaire par où une classe révolutionnaire dissimule et se dissimule le contenu des buts historiques qui lui sont assignés, et remplit une fonction d'hyperbole (« exagérer dans l'imagination la tâche à accomplir »). Il reste que les traditions n'ont pas « d'essence », et que leur rôle dépend de la négociation de leurs accidents, de la façon dont on les interprète et de qui les subjugue en les interpellant. Si Marx récuse la notion d'un point de vue gnoséologique, s'il est très averti de ce que ce concept emporte d'équivoques, il est très attentif aussi à la fonction idéologique et imaginaire de ce procès.

C'est pourquoi le marxisme parle de « traditions », traditions conservatrices / traditions révolutionnaires — terme qui peut jurer pour une conscience vernie et tranquille. En effet la classe dominante n'a pas le monopole des traditions. Chaque classe, comme chaque peuple, se constitue une mémoire fidèle et infidèle, avec ses traditions de luttes ou de failles, ses reviviscences et ses amnésies périodiques. Autant dire que la tradition ne doit pas être entendue unilatéralement, ni quant aux catégories ou classes sociales concernées, ni quant aux modalités de son exercice : elle désigne aussi bien le registre de la remémoration que celui de la répétition, et leurs liens avec celui de la reproduction.

L'évaluation du poids des traditions est difficile à réaliser, précisément parce que l'on y est assujetti. La négligence et/ou la trop grande insistance quant aux traditions nationales ou régionales ont ainsi constitué un élément actif dans le fonctionnement du stalinisme. (L'insistance, par exemple, trop grande accordée aux traditions démocratiques de l'armée chilienne a servi à occulter ses traditions de répression. De même les traditions de *luttes* démocratiques de la France — 89, la Commune, etc. — et la confusion de celles-ci avec « les » traditions françaises en général risquent souvent d'aveugler sur les traditions de répression bourgeoise en France).

Le problème des « traditions nationales » est très difficile, car on touche là à ce qui opère une jonction entre une société et une civilisation. Les traditions nationales sont simultanément des traditions de classe et aussi l'élément de langue commune où les différentes classes en lutte s'affrontent.

▶ CORRÉLATS. — Avance/Retard, Classes, Communauté, Nation, Quotidienneté, Révolution.

G. S.

Traductibilité

Al : *Übersetzbarkeit.* — An : *Translatability.* — R : *Perevodimost'.*

Notion proposée par Gramsci dans ses *Cahiers de prison*, à partir d'une réflexion générale sur la *Traducibilità dei linguaggi scientifici e filosofici* (la « traductibilité des langages scientifiques et philosophiques »), à laquelle correspond un double niveau de réflexion :

1° Elle introduit l'énoncé général d'un critère méthodologique d'enquête historique ;

2° Elle est le signe expressif de l'unité organique des « parties » constituantes du marxisme : l'économie, la philosophie, la politique.

Aux deux niveaux, la notion a le même sens de « traduction réciproque », mais la portée en est différente, car si elle souligne dans le premier cas la validité du marxisme comme science de l'histoire, dans le second cas elle permet de saisir la notion de totalité définissant le marxisme comme « conception du monde ». Enfin, unissant les deux niveaux dans la même notion, elle récuse toute coupure entre une théorie de l'histoire (le « matérialisme historique »,) d'une part, et une philosophie (le « matérialisme dialectique »), d'autre part, proposant au contraire la dénomination de « philosophie de la praxis » qui englobe ces deux instances et souligne le lien privilégié, dans le marxisme, entre théorie et pratique.

Que signifie donc la notion de « traductibilité » ou traduction réciproque de langages spécifiquement différents, puisqu'il s'agit de langages politique, philosophique et économique ? L'élaboration du critère de validité de la notion, correspondant au premier niveau de réflexion (1°), se fait en deux temps : son énoncé proprement dit et l'énoncé d'un point limite ou problématique :

— L'énoncé du critère de traductibilité est la conclusion d'une réflexion prenant appui sur le passage de *La Sainte Famille* (MEW, 2, 40-41, trad. ES, 50), où Marx affirme que « le langage politique français de Proudhon correspond et peut être traduit dans le langage de la philosophie classique allemande », passage que Gramsci commente ainsi : « Comme deux scientifiques formés sur le terrain d'une même culture fondamentale croient soutenir des « vérités » différentes seulement parce qu'ils emploient un langage scientifique différent, ainsi deux cultures nationales, expressions de civilisations *(civiltà)* fondamentalement semblables, croient être différentes, opposées, antagonistes, l'une supérieure à l'autre, parce qu'elles emploient des langages de traditions différentes : le langage politico-juridique en France, le langage philosophique, doctrinaire en Allemagne. Pour l'historien en réalité, ces *civiltà* sont traduisibles réciproquement, réductibles l'une à l'autre » (*Materialismo Storico*, Einaudi, p. 64, trad. apud *Gr. ds le texte*, ES, 231-232).

Notons que cette traductibilité ne se donne pas au niveau d'une première lecture mais à la lumière d'une science de l'histoire qui permet de rechercher l' « identité fondamentale », structurelle, sous des expressions divergentes : l' « historien » n'étant autre que Marx exprimant ainsi le rapport entre structure et superstructure, et en ce sens la notion affine celle de « reflet ».

Gramsci énonce le critère de validité de la notion : « Deux structures fondamentalement semblables ont des superstructures « équivalentes » et traduisibles réciproquement quel que soit leur langage particulier et national ».

— Comme par un passage à la limite, Gramsci énonce que cette traductibilité n'est « organique et profonde que dans le marxisme », passage à la limite car ce qui pourrait en signer la limite même est au contraire posé comme « problème à résoudre » : « En 1921, traitant de questions d'organisation, Lénine écrit ou dit (à peu près) ainsi : Nous n'avons pas su « traduire » dans les langues européennes notre langue » (MS, 63, trad., 229). Ce qui fait appel à l'échec de la tentative de « traduction » des soviets russes en Italie en 1919-1920, par l'expérience des Conseils d'usine, et à propos de cette évocation Gramsci pose la question : « Il faut voir si la traductibilité est possible entre expressions de phases différentes de *civiltà* ». Si cela désigne des civilisations à structures non identiques, l'élaboration de la théorie de l'hégémonie est la traduction du léninisme que propose Gramsci.

Le deuxième niveau de la réflexion gramscienne (2°) se noue autour de l'unité constitutive dans le marxisme entre la politique, l'économie et la philosophie : « Si ces trois activités sont les éléments constitutifs d'une même conception du monde, il doit y avoir nécessairement dans leurs principes théoriques convertibilité de l'une à l'autre, traduction réciproque dans le langage spécifique de chaque élément : l'un est implicite dans l'autre et tous ensemble forment un cercle homogène » (MS, 90, trad., 266), et : « L'unité [de ces éléments] est donnée par le développement dialectique des contradictions entre l'homme et la matière (nature et forces matérielles de production). Dans l'économie : le centre unitaire est la valeur comme rapport entre le travailleur et les forces matérielles de production. En philosophie : la praxis, rapport entre la volonté humaine (superstructure) et la structure économique. En politique : le rapport entre l'Etat et la société civile » (MS, p. 92, trad., 270).

Or, le « moment synthétique unitaire », fondement de cette unité, c'est le « nouveau concept d'immanence qui, de sa forme spéculative offerte par la philosophie hégélienne, a été traduit en forme historiciste avec l'aide de la politique française et de l'économie anglaise » (MS, 90; trad., 266). Le travail théorique de Marx est donc une « traduction », mais non réciproque, car elle implique un changement conceptuel, dans la mesure où il investit dans l'histoire les concepts « éternels » de la spéculation philosophique et de l'économie anglaise, domaine où la notion de plus-value transforme celle de valeur élaborée par Ricardo.

Cette traduction est en fait aussi point de rupture théorique (production de concepts nouveaux), non pensée comme « coupure épistémologique » selon le langage d'Althusser, mais comme absorption dans la « philosophie de la praxis » des éléments déjà élaborés par la phase culturelle précédente, et leur réduction à leur expression politique implicite,

mettant en premier lieu le fait qu'ils expriment une phase historique déterminée.

• Bibliographie. — Une approche rigoureuse de cette notion, que Gramsci propose comme une voie de recherche, et non comme un concept définitivement établi, devrait suivre l'ordre chronologique des notes consignées dans les *Quaderni del Carcere*, 2e éd., Einaudi, 4 vol. : Q. 7, 1930-1931, 1 (t. II, p. 852); Q. 10, 1932-1935, 6 (t. II, p. 1244-1245); Q. 11, 1932-1933, 46 (t. II, 1468 et s.); C. Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'Etat*, Fayard, 1975, p. 407 et s.; *Dialectiques*, n° 4-5 et n° 18-19; A. Tosel, Filosofia marxista e traducibilità dei linguagi e delle pratiche, apud *Filosofia e politica*, ouvr. coll., Firenze, La nuova Italia, 1981.

▶ Corrélats. — Crises du marxisme, Dialectique, Hégémonie, Pratique, Répétition historique, Superstructure, Théorie.

Gh. B.

Transformation (des valeurs en prix de production)

Al : *Verwandlung, Transformation.* — An : *Transformation.* — R : *Preobrazovanie.*

Opération par laquelle le système des valeurs des marchandises (c'est-à-dire des quantités de travail abstrait socialement nécessaires à leur production) est « transformé » en système des prix de production (c'est-à-dire un système tel que le taux de profit soit le même dans toutes les branches). Il serait plus exact de parler de « transformation de la loi de la valeur par égalisation des taux de profit des capitaux particuliers ».

Le problème. — Cette opération vise à résoudre la contradiction entre l'essence du rapport d'échange (réglé par le partage du travail social entre branches produisant des valeurs d'usage différentes) et la forme phénoménale qu'il assume quand la production des marchandises est le fait de capitaux individuels, qui entendent participer au partage de la totalité de la plus-value sociale au prorata du capital engagé. Un calcul rapide montre que si les prix relatifs des marchandises reflétaient simplement leurs valeurs relatives, les taux de profit seraient inégaux d'une branche à l'autre, dès l'instant que d'une part le taux de plus-value (rapport sur valeur/capital variable) est le même dans toutes les branches (il est déterminé par le rapport de force entre les classes), et que d'autre part la composition organique du capital engagé (rapport capital constant / capital variable) varie d'une branche à l'autre (ce qui reflète l'inégale « mécanisation » des branches, mécanisation qui reflète elle-même la dépossession des producteurs de la maîtrise du procès de travail). Supposons par exemple que, dans l'industrie « lourde », pour produire une marchandise A il faille consommer 900 en capital constant, 100 en capital variable, et que le taux de plus-value soit 1 : la plus-value est donc 100, et la valeur de A est 1100. Si les marchandises s'échangeaient à leur valeur, le taux de profit serait le rapport 100 à 900 + 100, soit 10 %. Mais, dans une branche plus « légère » produisant une marchandise B moyennant 400 en capital constant, 100 en capital variable (donc une plus-value de 100 également), le même rapport est de 20 %. A cela il faut ajouter que le taux de profit se mesure *par année* (un capital de tant rapporte tant pour cent l'an) : la « fixité » de capital et la durée du cycle de rotation vont donc également influer sur le taux de profit. Bref, si les marchandises s'échangeaient « à leur valeur » les taux de profit différeraient selon les branches. « Toute la diffi-

culté vient de ce que les marchandises ne sont pas échangées simplement en tant que telles, mais en tant que produits de capitaux qui prétendent participer à la masse totale de la plus-value proportionnellement à leur grandeur » (K., ES, III, 1, 191 ; MEW, 25, 184-185).

Pour Marx, qui contrairement à Ricardo distingue soigneusement le concept de valeur du concept de prix, comme expression en monnaie des rapports de valeur mais *aussi* d'autres rapports sociaux (K., I, 1, 19-20; MEW, 23, 15-16), la réponse à cette difficulté est simple : il suffit de modifier les valeurs affectées aux diverses marchandises de façon que, pour des opérations productives « normales », les taux de profit soient les mêmes dans toutes les branches. Cette réaffectation (la « transformation ») détermine un système de prix *relatifs* et *normaux* : elle ne règle ni le problème du niveau général des prix (théorie de la monnaie), ni le mouvement des prix réels autour de ces prix normaux en fonction des déséquilibres dans la concurrence (théorie des prix de marché).

Restent à résoudre trois questions : comment est déterminé ce système de prix normaux ? dans quelles conditions sociales et historiques tend-il à s'établir ? comment s'établit-il ?

Historique du « problème de la transformation ». — Marx avait esquissé les réponses à ces trois questions dès 1858 (*Grund.*, ES, I, 294; Dietz V., 699) et légua dans ses brouillons du livre III du *Capital* des éléments de réponse à la première (chap. 9) et à la troisième (chap. 10). Engels, en publiant le livre, avança une réponse à la seconde. En fait, les débats ont essentiellement porté sur la première.

La solution de Marx est la suivante : prendre la somme des valeurs des capitaux engagés (constant + variable), la somme des plus-values, faire le rapport, établissant ainsi le taux de profit moyen, puis appliquer ce taux aux coûts de production (C + V) de chaque capital engagé individuel, pour avoir le prix de production. On voit que Marx, qui est libre de choisir le niveau général des prix comme il l'entend, a choisi celui qui exprimait que la réaffectation des valeurs sur les marchandises ne créait aucune nouvelle valeur : la somme des prix est choisie égale à la somme des valeurs. Sa méthode montre alors que la somme des profits reste la somme des plus-values, ce qui ne fait qu'exprimer que tout le revenu de la classe capitaliste consiste en travail non payé aux prolétaires. Enfin, le taux de profit se calcule ici aisément à partir du taux d'exploitation, de la composition organique des diverses branches, de la pondération du capital entre les branches. Malheureusement, comme Marx le souligne, il est faux d'assimiler le « coût de production » à C + V, car les conditions de production ne s'achètent pas à leur valeur, mais à leur prix. Marx pense que ça n'a pas grande importance, et poursuit.

Mais, dès la fin du siècle, Böhm-Bawerk, de l'extérieur du mouvement ouvrier, et Bernstein, de l'intérieur, se saisissent de cette « erreur » pour rejeter en bloc la théorie marxiste de la valeur, et, par-là, le marxisme lui-même. D'autant qu'Engels, en expliquant que la « loi de la valeur » (qu'il entendait comme loi de proportionnalité des prix aux valeurs), n'était valable qu'au temps de la production marchande simple (avant le capitalisme, donc!) puis était remplacée, par la loi des prix de production (K., ES, III, 1, 35 ; MEW, 25, 909), affaiblissait considérablement la position des marxistes.

A cela, les « orthodoxes », et en particulier le très clairvoyant I. Roubine (qui écrivait en Russie dans les années 20), rétorquent qu'au contraire, en tant que loi abstraite d'une économie *marchande* parfaitement développée, la loi de la valeur n'est valable que dans le capitalisme, mais qu'elle devait alors être spécifiée en ce qui concerne les rapports de prix par la prise en compte du caractère spécifiquement capitaliste de l'économie : d'où sa « transformation ». Quant à la détermination précise des prix de production à partir des valeurs, Roubine en restait aux intuitions de Marx.

Avec le développement des connaissances algébriques, des économistes se disant ricardiens ou marxistes, de von Bortkiewicz au début du siècle à F. Seton et M. Morishima dans les années 60, résolvent le problème mathématique en « transformant » le capital constant et le capital variable, maintenant évalués à leurs « prix » (pour ce dernier : le prix des biens achetés par les ouvriers). Mais ils aboutissent à des résultats surprenants : la somme des profits n'est plus la somme des plus-values, le taux de profit dépend de la structure de la consommation ouvrière, et surtout les prix de production semblent se déduire des données « techniques » relatives à la quantité de biens A nécessaire à la production d'un bien B, sans qu'il soit besoin de calculer le système des valeurs ! Le néo-classique Paul Samuelson, « pape » des économistes bourgeois, peut triompher en concluant qu'il n'y a aucun rapport entre les deux systèmes, et que celui des prix de production est plus raisonnable que le premier.

L'état actuel du débat. — Face à ces résultats, une partie des marxistes (C. Benetti, J. Cartelier) s'est résignée à ne plus chercher de rapport entre valeur et prix de production, une autre a rejeté, au nom de critiques pas toujours pertinentes, la solution Seton-Morishima (P. Salama, D. Yaffé) sans proposer de solution plus convaincante, et en détournant l'attention vers le troisième problème (comment s'égalisent les taux de profit).

On peut montrer cependant :

— Que dans la solution Morishima elle-même tous les paradoxes disparaissent dès lors que l'on prend en compte les contraintes de la reproduction. Ainsi la somme des *emplois* du profit reste la somme des plus-values, structure de la production et structure de la consommation ouvrière sont liées, etc. Par ailleurs il apparaît que le formalisme mathématique cache des présupposés logiques qui impliquent la théorie marxiste de la valeur et de l'exploitation.

— Qu'une autre solution (indiquée par G. Duménil) est possible, à condition que l'on veuille bien considérer la valeur de la force de travail, non comme la valeur d'un panier précis de marchandises, mais directement comme une fraction de la valeur créée. Cette nouvelle solution rétablit à la lettre les conclusions de Marx.

Ainsi, le problème apparemment technique ramène à un problème plus fondamental : qu'est-ce que la « valeur de la force de travail » ? Comment se détermine-t-elle ?

• BIBLIOGRAPHIE. — De Ricardo à Marx : G. DOSTALER, *Marx, la valeur et l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1978. — De Marx à von Bortkiewicz : G. DOSTALER, *Valeur et prix. Histoire d'un débat*, PUG-PUQ, Montréal, Maspero, 1978; I. ROUBINE, *Essais sur la théorie de la valeur de K. Marx*, Paris, Maspero, 1977. — De von Bortkiewicz à la solution Seton-Morishima : P. SAMUELSON, Understanding the Marxist Notion of Exploitation, *Journal of Economic Literature*, juin 1971, traduit dans G. ABRAHAM-FROIS et E. BERREBI, *Problé-*

matiques de la croissance, vol. II, Paris, Economica, 1974; C. BENETTI, J. CARTELIER, C. BERTHOMIER, *Economie classique, économie vulgaire*, Grenoble, PUG-Maspero, 1975; P. SALAMA, *Sur la valeur*, Paris, Maspero, 1975. — Le dépassement de la solution Morishima : G. DUMÉNIL, *De la valeur aux prix de production*, Paris, Economica, 1980; A. LIPIETZ, *Le monde enchanté*, Paris, Maspero, 1983. — La « transformation historique des valeurs en prix de production » : M. MORISHIMA et G. CATEPHORES, *The Economic Journal*, Londres, juin 1975 et juin 1976. — La tendance à l'égalisation des taux de profit : R. BORELLY, *Les disparités sectorielles des taux de profit*, Grenoble, PUG, 1975.

▶ CORRÉLATS. — Capital, Consommation, Echange, Force de travail, Phénomène, Prix, Production, Rapports sociaux, Survaleur, Valeur.

A. L.

Transformisme

Al : *Entwicklungslehre*. — An : *Transformism*. — R : *Transformizm*.

Voir : Darwinisme, Lyssenkisme.

Transition

Al : *Übergang*. — An : *Transition*. — R : *Perehod*.

Par transition, on désigne généralement dans les sciences historiques et anthropologiques une phase particulière de l'évolution d'une société, celle où elle rencontre de plus en plus de difficultés, internes ou externes, à reproduire le système économique et social sur lequel elle se fonde et commence à se réorganiser, plus ou moins vite et plus ou moins violemment sur la base d'un autre système qui, finalement, devient à son tour la forme générale des conditions nouvelles d'existence.

Chez Marx, la notion d'*Übergang*, de passage, désigne les processus et les formes de transformation d'un mode de production en un ou plusieurs autres et d'une formation économique et sociale en une ou plusieurs autres. Les époques de transition sont donc des époques de création de rapports sociaux nouveaux, marquées par des révolutions sociales et politiques qui correspondent à des révolutions dans le développement des forces productives et des rapports de production. Ce sont des époques où s'achève le développement contradictoire d'un mode de production et de la formation économique et sociale édifiée sur sa base.

Des analyses de processus de transition se retrouvent dans tous les textes de Marx à partir de *L'idéologie allemande*. Mais les textes les plus cités se trouvent dans *Le Capital* et dans le chapitre VI, dit « inédit », du *Capital*, où Marx traite plus en détails du passage du mode de production féodal au mode de production capitaliste (cf. les chapitres sur l'accumulation primitive *in* K., I, et les aperçus historiques sur la période précapitaliste *in* K., III).

Précisons que dans ces textes l'analyse des phénomènes de transition présente des limites que Marx lui-même a volontairement posées : c'est ainsi qu'il s'est limité dans *Le Capital* à la recherche des lois du mouvement économique de la société bourgeoise, les lois du développement du mode de production capitaliste, laissant de côté l'analyse des transformations des structures familiales (l'évolution de la famille bourgeoise et de la famille ouvrière), des régimes politiques (monarchie et démocratie), des idéologies (l'apparition du protestantisme). On trouve par ailleurs dans son œuvre beaucoup d'aperçus sur ces problèmes, mais ils ne sont pas développés pour eux-mêmes. L'histoire est utilisée pour illustrer des processus :

l'Angleterre est considérée comme le pays classique du MPC, l'exemple privilégié choisi par Marx pour reconstituer le procès de passage du MPF au MPC. La France, par contre, est désignée comme le pays classique des révolutions politiques qu'a menées la bourgeoisie contre l'ancien système féodal, parce qu'elle a détruit plus radicalement qu'en aucun autre pays les structures sociales, les idées et les valeurs de l'ancien régime féodal.

Ces réflexions de Marx font problème : l'exemple classique de transition politique que représenterait la France s'accomplit dans une société où le MPC reste beaucoup moins développé qu'en Angleterre à la même époque.

Un mode de production nouveau demande des siècles pour arriver à maturité. Il ne peut y avoir, comme Marx le repète sans cesse, de frontière nette entre une époque historique où dominent un mode de production ainsi que les formes de société et les classes sociales qui lui correspondent et une autre époque où l'ancien mode de production est en voie de disparition et ne joue plus qu'un rôle secondaire tandis que les formes sociales, les classes, les idées, les valeurs qui lui correspondaient se dissolvent plus ou moins rapidement et n'ont plus qu'un poids limité dans le mouvement de la société.

On peut résumer les analyses de Marx du passage du mode de production féodal dominant au mode de production capitaliste développé et dominant. Marx distingue trois étapes dans cette transformation, qui constituent en quelque sorte la périodisation du processus de transition :

1 / De la fin du XIVe siècle à la fin du XVIe siècle : les prémices. « Le prélude du bouleversement qui produit les fondements du mode de production capitaliste eut lieu dans le dernier tiers du XVe siècle et dans les premières décennies du XVIe » (K., I, 3, 159: MEW, 23, 745-746).

2 / Du début du XVIIe siècle au dernier tiers du XVIIIe : la période manufacturière.

3 / De la fin du XVIIIe à la fin du XIXe : l'époque du machinisme et de la grande industrie qui fait suite à la révolution industrielle.

Pour Marx, c'est seulement à partir de la troisième période que le MPC est devenu capable de transformer complètement les conditions matérielles de la production et ne se contente plus, comme il le faisait dans ses premières étapes, de se soumettre formellement les procès de travail hérités du passé et qui s'étaient développés sur d'autres bases sociales, dans le cadre des rapports féodaux, à la campagne et à la ville. La distinction théorique entre la *soumission formelle* et la *soumission réelle* du procès de production à des rapports de production nouveaux, à une forme sociale de production nouvelle, cette distinction est la clé de l'interprétation de Marx du passage d'un mode de production à un autre.

Que signifie cette distinction ? « Au début, la subordination du procès de travail sous le capital ne change rien au mode de production réel et se traduit pratiquement en ceci : le travailleur passe sous le commandement, la direction et la surveillance du capitaliste, naturellement uniquement pour ce qui est de son travail qui appartient au capital ». En précisant que le capital se subordonne le travail et non le travailleur, Marx désigne le fait que ce travailleur est libéré des liens de dépendance personnels de type féodal et qu'en même temps il est contraint de travailler pour d'autres, parce que cette extinction du rapport féodal sur sa personne s'est produite par un processus qui l'a privé des moyens de produire pour lui-même. Il

fait partie des masses d'hommes et de femmes que le processus dit d'accumulation primitive du capital a séparés de leurs anciennes conditions féodales d'existence et subordonnés d'avance à ceux qui possèdent les moyens de production et le capital.

L'analyse du processus de transition devrait commencer par l'analyse des conditions et des formes de dissolution des rapports de production féodaux, qui mènent à la séparation entre producteurs et conditions matérielles et sociales de production. Mener à fond cette analyse implique d'écrire la théorie de l'évolution du mode de production féodal. Marx s'est contenté de partir de la structure du MPC pour remonter dans le passé et esquisser rapidement la généalogie des éléments que combine cette structure, qui sont au nombre de quatre : 1) Le mode de production capitaliste est la forme la plus développée de la production marchande; 2) Production qui repose sur la propriété privée des moyens de production et de l'argent; 3) Ceux-ci fonctionnent comme capital, c'est-à-dire sont utilisés pour produire de la plus-value qui se présente comme le but et le moteur immanent de cette forme de production; 4) Cette mise en valeur du capital se réalise par l'exploitation de travailleurs salariés, libres de leur personne mais dépourvus de moyens de production et de subsistance.

On remarquera qu'aucun de ces quatre éléments n'a commencé à exister avec le capitalisme, mais la forme capitaliste a commencé à exister lorsqu'ils se sont combinés. La démarche régressive de Marx ne consiste donc pas à rechercher l'origine historique de chacun de ces éléments, mais à découvrir les conditions et les raisons de leur combinaison en un rapport nouveau apparu au sein de la société féodale, et par suite de son développement interne, caractérisé dès le XIVe siècle par l'expansion de la production marchande sur la base même des rapports de production féodaux. C'est cette expansion qui a poussé les artisans à devenir eux-mêmes marchands et les marchands à organiser la production artisanale, donc qui ont poussé les uns et les autres à s'opposer aux règlements des corporations et des guildes auxquelles ils appartenaient, c'est-à-dire à surmonter ou à abolir les limites que faisaient peser les rapports féodaux sur le développement de la production marchande.

Il faut souligner que cette démarche régressive ne remonte jamais dans le passé que d'une façon limitée. Elle y cherche seulement la généalogie des rapports capitalistes au sein des anciens rapports féodaux alors que ceux-ci se sont décomposés en plusieurs formes de production, dont la forme capitaliste n'est qu'une variété particulière.

Dans d'autres textes, Marx adopte au contraire une démarche que l'on peut qualifier de progressive : il montre que le rapport de production féodal dans l'agriculture se décompose dans plusieurs directions. Soit il est aboli par rachat des rentes par les paysans ou par victoire de leurs luttes et il est remplacé par le mode de production parcellaire, de paysans propriétaires et travailleurs. Soit la rente foncière en argent évolue vers des formes diverses de métayage et de fermage non capitalistes, que Marx appelle des formes hybrides, des rapports de production intermédiaires *(Zwischenformen)* entre deux modes de production, soit elle évolue vers le fermage capitaliste, c'est-à-dire un rapport de production au sein duquel la terre reste propriété de l'ancien propriétaire féodal, mais est débarrassée des servitudes attachées à ce rapport et est devenue une simple réalité économique, sans les attributs politiques et sociaux de l'ancienne propriété

féodale. Mais le fermage capitaliste repose essentiellement sur l'usage du capital dans la production et sur l'exploitation de travailleurs agricoles qui prennent la place des paysans asservis de l'ancien mode de production.

Dans certaines de ses analyses, Marx montre donc que la décomposition des rapports féodaux n'engendre pas seulement la forme capitaliste de production dans l'agriculture et dans l'industrie, mais d'autres formes de production qui vont pendant longtemps coexister avec cette dernière, jusqu'à ce que celle-ci les domine et les subordonne à sa propre reproduction. Cette transformation est accomplie lorsque la forme capitaliste de production a bouleversé les forces productives héritées du passé et a engendré un nouveau mode matériel de production qui correspond aux conditions de son développement. Ce nouveau mode de production est engendré par la révolution industrielle avec laquelle la subordination du procès de travail aux rapports capitalistes de production cesse d'être un rapport *formel*, un changement de la manière sociale d'extraire le surtravail pour devenir un rapport de subsomption *réelle*, c'est-à-dire sur des forces productives nouvelles qui ne doivent qu'à la forme capitaliste de production de pouvoir exister et se développer matériellement.

L'analyse d'un processus de transition supposerait de combiner la démarche régressive et la démarche progressive. Marx a surtout pratiqué la première, allant de la connaissance de la structure du MPC vers la connaissance de la genèse, il a esquissé la seconde, mais, pour la développer pleinement, il aurait fallu écrire non le *Capital*, mais la théorie du MPF...

Si la soumission formelle du travail au capital ne bouleverse pas pendant très longtemps la base matérielle des procès de travail, elle accomplit cependant une modification sociale fondamentale : le travail devient plus intense, plus continu, et l'exploitation de la force de travail se réalise au départ par l'allongement de la journée de travail et la diminution du nombre des jours fériés. Ces mécanismes reposent sur la production de plus-value absolue. Le passage de la subsomption formelle à la subsomption réelle sera en même temps le passage d'un mode d'exploitation à un autre, le passage de la plus-value absolue à la plus-value relative. Il aura fallu pour cela que le machinisme et la grande industrie aient transformé complètement les conditions de la production et de la productivité du travail social, et abaissé le coût de reproduction de la force de travail. Avec le machinisme, s'accomplit une autre transformation sociale commencée lors de la période manufacturière : la substitution du travailleur collectif au travailleur individuel. Avec la révolution industrielle, le travailleur collectif est désormais soumis à un système de machines dont il devient le complément, sinon l'appendice.

Avec la grande industrie, la forme capitaliste de production conquiert progressivement toutes les branches de la production et en crée de nouvelles. Elle dissout ou détruit sous sa concurrence les formes anciennes de production en rendant caducs leurs bases matérielles, leur mode matériel de production, ou elle les reproduit sur une base matérielle qu'elle fournit elle-même. Mais le mouvement ne s'arrête pas là : peu à peu, la grande industrie et la production de masse entrent en conflit avec le caractère privé des moyens de production et du produit. En même temps, « elle devient la créatrice des conditions matérielles et spirituelles nécessaires à la solution de cet antagonisme » (L. à Kugelmann, 17 mars 1868). Déjà, à l'intérieur du MPC au XIXe siècle, des ouvriers tentent d'abolir ces

rapports de production en créant des usines coopératives. Celles-ci « représentent la première rupture *(Durchbrechen)* de la vieille forme de production à l'intérieur de cette forme, bien qu'évidemment elle reproduise et ne peuve pas ne pas reproduire dans leur organisation réelle tous les défauts du système existant » (K., MEW, 25, 456; ES, III, 2, 105). Marx cite comme autre forme de transition vers un mode de production « supérieur » l'apparition des sociétés par actions et des monopoles qui concentrent la propriété privée à l'échelle de la société et constituent un autre point de passage *(Durchgangspunkt)* vers « la reconversion du capital en propriété des producteurs associés, en propriété directement sociale » (*ibid.*, 453; 103).

Depuis la fin du XIXe siècle, les sociétés capitalistes sont donc, d'après Marx, en transition vers un nouveau mode de production dont les éléments matériels se façonnent en son sein et dont quelques formes sont déjà anticipées dans des lieux de rupture des rapports de production dominants. Mais cette transition ne peut s'achever sans que s'approfondisse la lutte des classes et qu'une révolution sociale et politique permette d'accélérer et d'achever les transformations commencées dans la base matérielle de la société.

Pour formaliser la théorie de Marx du mécanisme de développement d'un mode de production, on pourrait dire qu'il imagine une situation de départ au sein de laquelle une forme nouvelle de production apparaît plus favorable au développement de celle-ci que la forme ancienne. Cette forme nouvelle se développe à partir d'une base matérielle héritée du passé, créée par la forme ancienne. Mais cette base n'est pas favorable au développement de la nouvelle forme de production. Celle-ci doit donc abolir son point de départ et créer une base matérielle qui lui soit propre. C'est sur cette base qu'elle s'épanouit et devient dominante. Mais l'épanouissement d'une nouvelle forme de production signifie également l'épanouissement des oppositions et des contradictions sociales contenues dans cette forme : opposition entre capitalistes et ouvriers, contradiction entre propriété privée et développement des formes sociales de production, etc. Marx formule lui-même le principe général de ces analyses : « Toute forme historique déterminée du procès de production continue à développer la base matérielle et les formes sociales de celui-ci. A un certain degré de maturité *(Reife)*, cette forme historique déterminée est dépouillée *(abgestreift)* et fait place à une autre supérieure ». Soulignons que, pour Marx, l'expansion d'un mode de production nouveau ne signifie pas nécessairement la dissolution de modes de production anciens. Déjà, il soulignait comment, à la périphérie de l'Europe, en Russie et en Pologne, le développement du capitalisme avait suscité la réapparition du servage et parfois même, comme en Roumanie, l'apparition d'un premier servage. A la périphérie du capitalisme, on ne trouve donc pas nécessairement un capitalisme périphérique.

Mais la question fondamentale est celle du passage au mode de production socialiste. Il est clair que, pour Marx, ce passage devait s'accomplir au sein des sociétés capitalistes les plus développées. Dans ses lettres à Tchoukovski (1877) et à V. Zassoulitch, il reconnaît la possibilité pour des pays comme la Russie de passer à un mode de production socialiste sans parcourir tout le développement du capitalisme. Mais il considère ce cas comme une exception. Or, l'histoire s'est engagée dans une autre direction, dont le marxisme n'a pas encore produit l'analyse théorique.

La formulation générale de Marx : « Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions matérielles d'existence de ces rapports ne soient écloses dans le sein même de la vieille société » (*Cont.*, Préf.) ne correspond pas aux conditions et aux formes de passage à une société socialiste réalisées au XXe siècle en Russie, en Chine, au Vietnam, en Angola...

Quoi qu'il en soit des explications scientifiques à fournir des conditions et des raisons qui ont permis le passage à des sociétés socialistes, d'une vingtaine de nations dans le monde, elles se retrouvent toutes devant le problème même qu'avait énoncé Marx théoriquement. Les rapports socialistes de production s'établissent par une révolution politique au lieu de naître sporadiquement, çà et là, du développement même des forces productives. De même qu'aux premières époques du développement du capitalisme, ils se subordonnent formellement des procès de travail et une base matérielle qui leur sont antérieurs et qu'ils n'ont pas engendrés. La Russie, la Chine, le Vietnam... se trouvent contraints, pour avancer dans le socialisme, de détruire leur point de départ, de bouleverser la base matérielle héritée du passé et d'en édifier une autre qui leur soit propre. Mais la situation aujourd'hui est toute différente de celle qu'affronta le capitalisme dans les premières étapes de son développement. Les pays socialistes se trouvent en train de construire une base matérielle nouvelle, qui n'est pas encore leur base propre, c'est-à-dire qui n'est pas une base reposant sur une révolution des forces productives que le mode capitaliste de production se serait révélé historiquement incapable de promouvoir lui-même.

Tant que les rapports socialistes n'auront pas fait la preuve pratique qu'ils sont à notre époque la seule voie possible d'un bouleversement des rapports de l'homme à la nature, le capitalisme continuera à paraître comme une voie possible du développement de l'humanité, quels que soient ses aspects négatifs et les souffrances qu'il entraîne.

En définitive, les circonstances de la naissance du socialisme, la nature des sociétés au sein desquelles il a été introduit, l'obligation de créer une base matérielle qui rivalise pour l'instant avec celles créées dans les pays capitalistes les plus avancés, l'impossibilité pour l'instant d'aller au-delà et de créer une base matérielle inaccessible aux formes capitalistes de production, tous ces facteurs constituent les raisons des contradictions mêmes du développement du socialisme dans ces pays. La nationalisation a tenu lieu pendant longtemps de socialisation des forces productives, la bureaucratisation de l'économie et de la société s'est développée à la place de la démocratisation de la production et de la vie sociale, ou du moins en a limité, parfois arrêté le développement. Sur tous ces points, le marxisme est en crise, en crise théorique et en crise pratique.

• Bibliographie. — Lénine, o., 16, 207 et s.; 21, 263; 22, 237, 244, 322 et s.; 24, 12; 25, 446; 27, 350; 28, 263, 316; 30, 103.

▶ Corrélats. — Alliances, Capitalisme, Démocratie avancée, nouvelle, populaire, Féodalisme, Formation économique et sociale, Mode de production, Révolution, Révolution permanente, Socialisme, Subsomption formelle/réelle, Transition socialiste.

M. G.

Transition socialiste

Al : *Sozialistischer Übergang.* — An : *Socialist transition.* — R : *Perechod k socializmu.*

Transition socialiste, transition au socialisme, transition au communisme, transition politique, transition révolutionnaire, transition à la transition : ces expressions ne désignent pas le même objet, et il n'est pas avéré qu'aucune d'entre elles en désigne un. Dans leur acception la plus générale, toutes se réfèrent, sur un mode logique, au processus historique de transformation du mode de production capitaliste en un mode de production « nouveau » ou « supérieur » dénommé par les uns socialisme, et communisme par les autres. Une telle définition, indicative, ne donne pas à connaître une réalité matérielle, mais couvre un champ de problèmes théoriques et pratiques, dont la position même se transforme historiquement. Si l'expression de « transition au socialisme » est la plus communément utilisée, en particulier dans les textes programmatiques des partis ouvriers, seule l'expression de « transition socialiste » contient les spécifications du concept de transition tel qu'il a été élaboré par les classiques. Une tentative de définition rigoureuse de ce concept se confond avec l'analyse du procès de sa formation.

Etudiant les lois de développement et de fonctionnement du MPC, Marx fut contraint d'analyser les conditions de construction de celui-ci et celles de sa possible abolition. D'où l'élaboration de deux problématiques du « passage », ou de la transition, organiquement liées à l'analyse du MPC, mais nettement distinctes l'une de l'autre par leur visée explicative : la transition du féodalisme au capitalisme et la transition du capitalisme au communisme. Ces deux problématiques ne sont qu'apparemment symétriques, et Marx n'établit entre elles aucune analogie, à de rares exceptions près, au demeurant ambiguës (cf. K., I, chap. 32). Cette dissymétrie tient à la nature de la transition au communisme que Marx identifie au procès d'extinction de la lutte des classes, dont les transitions antérieures, dans l'histoire des sociétés de classes, n'ont fait que transformer les formes sociales d'un mode de production à l'autre. Non seulement « toute transition est différentielle » (C. Buci-Glucksmann, *Critique des pratiques politiques*, Galilée, 1978, p. 111), et il ne peut exister de « *théorie générale* de la transition, au sens fort d'explication de la causalité réelle d'un processus » (E. Balibar, *Cinq études du matérialisme historique*, Maspero, 1974, p. 242-243), mais en outre la spécificité de la transition au communisme est d'être la dernière transition possible de l'hitoire, dans la mesure où réalisant la « transformation révolutionnaire » des rapports d'exploitation capitalistes, elle aboutit à la suppression des classes, excluant de ce fait la possibilité de constitution d'un nouveau mode d'exploitation et, partant, de transitions ultérieures. Si l'objet de la théorie de Marx est « *la connexion historique nécessaire entre le développement du capitalisme et la révolution prolétarienne* (conduisant au socialisme et au communisme) » (Balibar, *ibid.*, p. 239), il est exclu que la transition du capitalisme au communisme puisse être pensée sous le concept d'une autre transition : elle l'est nécessairement dans la problématique même du matérialisme historique, sous un concept propre, qui combine, chez Marx, deux thèses fondamentales : *1* / La définition de la tendance au communisme comme « mouvement *réel* qui abolit l'état actuel » (IA, ES, p. 64; MEW, 3, 35) et le « constat » de l'inscription matérielle anticipée du communisme dans le capitalisme (cf. *Grund.*, ES, I,

p. 400; Dietz, 365) impliquant « qu'une transition s'esquisse au sein même du mode de production, à travers des processus contradictoires » (G. Labica, in *Raison présente*, nº 66, 1983, p. 74); *2* / La nécessité de la dictature du prolétariat (DP) définie, avant la Commune, « comme point de transition nécessaire pour arriver à la *suppression des différences de classes en général* » (LCF, ES, p. 147; MEW, 7, 89), comme « la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classe » (Lettre à Weydemeyer, 5 mars 1852).

La transition entre dans la théorie de Marx à un moment déterminé de l'histoire de la lutte des classes (après l'échec de 1848) pour y occuper une position également déterminée au sein du système conceptuel réglé par la tendance au communisme, la lutte des classes, la révolution prolétarienne et la DP. Cette position ne suffit pas à lui conférer la dignité de « pierre angulaire » (Lénine, o., 4, 218) : mais c'est l' « oubli » de cette origine historique et théorique qui permit un siècle plus tard, dans l'ontologisation stalinienne et ses succédanés contemporains, sa transformation en « pierre philosophale » : une manière de sésame ouvrant à un avenir radieux aux moindres frais théoriques et au prix de la contre-révolution politique.

Après la Commune, le « passage » du capitalisme au communisme est pensé doublement comme période de « transformation révolutionnaire » du mode de production, et période de « transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat* » (*Gloses*, p. 44; MEW, 19, 28). La transition n'est plus un simple trait discriminant de la DP : elle définit désormais l'unité *politique* d'une période historique, caractérisée par l'instauration progressive du communisme, et s'ouvrant par la victoire politique de la classe ouvrière, laquelle « aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances et les hommes » (GGF, ES, 1968, p. 46; MEW, 17, 343). En ce sens, la transition n'est que l'autre nom du communisme, dont elle concrétise la tendance dans les conditions nouvelles créées par la révolution : communisme et transition coïncident dans les luttes politiques du prolétariat, qui déterminent et assurent seules en dernière instance la transformation révolutionnaire du capitalisme par l' « émancipation économique du travail » (GCF), laquelle permettra aux hommes de faire « eux-mêmes leur histoire en pleine conscience » (Engels, AD, p. 319; MEW, 20, 264). La fidélité à la définition du communisme avancée dans l'IA est couverte ici par le découpage que Marx institue entre la « phase inférieure » identifiée sans ambiguïté à la période de transition — c'est-à-dire la « société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais, au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste » (*Gloses*, p. 30; MEW, 19, 20) et la « phase supérieure », c'est-à-dire le communisme proprement dit, dans lequel disparaîtront l' « asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel » (p. 32; 21). La difficulté réside dans la double définition du communisme comme tendance (l'actualité des luttes) et comme mode de production (leur résultat à venir).

Dans le chapitre V de *L'Etat et la révolution* (o., 25), Lénine s'emploie à expliciter la double détermination constitutive de la première phase, désormais appelée socialisme, en tant qu'elle procède *encore* du capitalisme dont elle porte les « stigmates » (Marx) et maintient « l'horizon borné du droit bourgeois » et tout à la fois relève *déjà* du communisme « dans la

mesure où les moyens de production deviennent propriété *commune* » (p. 508). Cet « encore-déjà », oscillation caractéristique des interventions de Lénine, définit la contradiction organique de la transition, c'est-à-dire du socialisme pensé et pratiqué *du point de vue du communisme*. A partir des indications de Marx, Lénine construit un nouveau concept de la transition qui combine trois déterminations fondamentales : *1* / Il fusionne les deux définitions sous lesquelles Marx pensait le passage au communisme (transmation révolutionnaire et transition politique) dans un *concept unique* de transition qui réfléchit désormais l'unité contradictoire des processus économiques, politiques et idéologiques (culturels en particulier) réalisant matériellement la tendance au communisme, considérée non pas dans son développement au sein même du mode de production capitaliste, mais dans son devenir effectif après la révolution prolétarienne, et définie dès lors par les spécifications du concept de communisme : tendance à l'extinction de l'État, de la lutte des classes et, partant, des classes elles-mêmes, et de la production marchande : cette innovation exclut toute théorisation du socialisme comme mode de production spécifique; *2* / La problématique de la transition est indissociable de l'analyse des formes sociales des rapports de production à l'époque de l'impérialisme et coïncide par là même avec une problématique de la « révolution mondiale » (concept clé de Lénine et Trotski, qui gouverne leurs analyses de la période révolutionnaire); cette innovation exclut toute théorisation de la construction du socialisme dans un seul pays; *3* / Corollaire de ces deux aspects, la transition socialiste devient une période nouvelle de la lutte des classes, dont les formes doivent être analysées dans leur spécificité (cf. o., 30, p. 111); le socialisme est « le résultat de la lutte qui est menée pour y parvenir » (Lukács, *La pensée de Lénine*, Paris, Denoël-Gonthier, 1972, p. 105); cette innovation exclut toute théorisation de l'extinction de la lutte des classes *dans* la transition elle-même, et de l'instauration du communisme par le seul développement (accéléré) des forces productives.

Le destin théorique et politique de la transition en URSS après Lénine se constitue précisément par la dénégation de ces trois déterminations et l'imposition institutionnelle, au nom même de Lénine, de ce qu'elles excluent. A l'inverse, Mao réfléchit en permanence dans le concept de transition la nécessité de poursuivre « la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise » (*Œuvres choisies*, t. V, p. 444).

Née de l'histoire « classique » du concept de transition, s'est développée, dès la Révolution d'Octobre, une autre tradition, consacrée, au moins partiellement, aux efforts de théorisation de la « voie occidentale ». A l'exception notable de Gramsci, elle est parcourue par deux tendances contradictoires : à une tentative de centrer l'analyse sur des questions théoriques que n'avaient pu poser les classiques, ou qu'ils auraient prétendument sous-estimées, correspond un abandon progressif des spécifications de la transition produites par eux, et une réduction simultanée de l'acception du concept à l'idée générale de transition, assimilée le plus souvent à la notion de « voie de passage au socialisme ». Selon un paradoxe apparent, les travaux les plus marquants de cette tradition ne ressortissent pas à l'histoire de la formation du concept lui-même, dont ils accéléreraient plutôt la dégénérescence, tandis qu'ils apparaissent comme autant de contributions importantes, dont la réévaluation est en cours, à un possible

renouvellement de la problématique de la transition socialiste. Cette lignée comprendrait notamment Rosa Luxemburg (le rôle de la démocratie représentative), Pannekœk (la démocratie des conseils ouvriers), Kautsky (révolution démocratique et voie pacifique), l'austro-marxisme (démocratie sociale et démocratie politique), Gramsci (l'hégémonie comme démocratie) et les principaux théoriciens de l'eurocommunisme (le socialisme démocratique). Toutes ces analyses s'étayent sur une critique des formes de l'étatisme autoritaire (du « socialisme réel » et des pays capitalistes), mais toutes aussi, y compris celle de Gramsci, demeurent prisonnières de la dichotomie « infernale » de l'Etat et de la société civile, dont les classiques eux-mêmes n'avaient réussi qu'incomplètement à se débarrasser. Au privilège accordé à l'extension de la démocratie (condition *sine qua non* de la transition pour Marx et Lénine) correspond une sous-estimation de la nécessité du dépérissement de l'État : l'anti-étatisme couvrirait ici paradoxalement le risque d'un nouvel étatisme (cf. l'Etat éthique de Gramsci, et la « révolution lente et froide » d'Otto Bauer). Le maintien formel de la référence à la tendance au communisme ou son abandon explicite transforme le concept de transition en formule creuse, dont Schumpeter fournit l'exemple caricatural (*Capitalisme, socialisme et démocratie*, chap. XIX), et dont la notion de « mutation » est l'avorton contemporain. A de rares exceptions (Poulantzas), les diverses théorisations de l'eurocommunisme, par la multiplication programmatique des étapes — la démocratie avancée du PCF conçue comme « transition à la transition » (Claudin) —, renouent quant à elles avec les présupposés du socialisme utopique en reléguant le communisme dans un âge d'Or indicible.

La crise de la transition socialiste réfléchit celle du marxisme : c'est que le concept de transition désigne la finitude du marxisme lui-même, comme le notait Althusser en 1978 : « Inscrite *dans* et *limitée à* la phase actuellement existante : celle de l'exploitation capitaliste », la théorie marxiste ne peut penser la transition qu'à partir de cette phase (Entretien avec R. Rossanda, *Dialectiques*, nº 23). Entendu comme théorie « totale », le marxisme se condamne à produire une problématique de la transition dont l'objet est rigoureusement impensable comme tel : si la résolution pratique des contradictions d'une période historique est la condition de leur résolution théorique, la problématique de la transition s'enferme d'emblée dans une forme aporétique, dès lors qu'elle entend penser sous un concept unique la totalité des déterminations d'un processus en cours, et partant inachevé. Au nom de l'anti-utopisme, une telle approche limite déclarativement la connaissance du processus à ses seules tendances observables, mais elle désigne dans le même temps ces dernières comme l'anticipation d'un nouveau mode de production, défini certes négativement, mais défini malgré tout.

Soustraire la problématique de la transition socialiste au dispositif philosophique dont elle ne s'est jamais déprise : la figure de l'anticipation implique en particulier l'abandon de toute théorisation de « lois de la transition », et le refus du principe de l'existence et *a fortiori* de la prévalence, d'un modèle de la transition; elle suppose à l'inverse un réexamen de la nature des « lois tendancielles », et une refondation du concept de l'autonomie du politique. Elle commande corrélativement une remise en chantier de l'analyse des conditions sociales de reproduction du mode de production capitaliste, qui n'en réduise pas l'histoire à

ses mécanismes de « régulation » et à ses formes d' « auto-organisation », mais en rende compréhensibles les ruptures et les discontinuités. Quittant le terrain de l'économisme et de l' « étapisme » où elle s'est enlisée, la problématique de la transition retrouverait l'objet que les classiques lui avaient assigné : l'intelligibilité des conditions sociales actuelles de possibilité et de développement de la révolution, entendue comme processus de libération effective vers la suppression de la « vieille division du travail » (Engels). Sous cette condition, le concept de transition serait susceptible de dépasser la phase de la théorie à laquelle est suspendue son élaboration, et que la crise du marxisme nous oblige à définir elle-même comme transitoire.

• BIBLIOGRAPHIE. — N. BADALONI, *Pour le communisme*, Mouton, 1976; A. BADIOU, *Théorie du sujet*, Seuil, 1982 (chap. IV et p. 264-269); E. BALIBAR, Eléments pour une théorie du passage, in *Lire Le Capital*, t. 2, 1968; ID., Etat, parti, transition, in *Dialectiques*, n° 27, 1979; ID., Marx, le joker ou le tiers inclus, in *Rejouer le politique*, Galilée, 1981; W. BENJAMIN, Thèses sur la philosophie de l'histoire (1940), in *Poésie et Révolution*, Denoël, 1971; C. BETTELHEIM, *La transition vers l'économie socialiste*, Maspero, 1971; C. BUCI-GLUCKSMANN, *La gauche, le pouvoir, le socialisme* (dir.), PUF, 1983; F. CLAUDIN, *L'eurocommunisme*, Maspero, 1977; J.-L. DALLEMAGNE, *Construction du socialisme et révolution (essai sur la transition au socialisme)*, Maspero, 1975; J.-C. DELAUNAY (dir.), *Actualité du marxisme*, t. II, Anthropos, 1982; J.-P. DELILEZ, *L'Etat du changement*, ES, 1977; ID., Mutation sociale de longue durée et transition, in *Que faire aujourd'hui ?*, n° 23-24 (1984); ID., Transition et politique d'austérité, in *Les Temps modernes*, n° 441 *bis*, avril 1983; J. FABRE, F. HINCKER, L. SÈVE, *Les communistes et l'Etat*, ES, 1977; V. GERRATANA, Lénine, critique de Staline. Etat, société, socialisme, in *Dialectiques*, n° 6, 1974; P. INGRAO, *La politique en grand et en petit*, Maspero, 1979; K. KAUTSKY, R. LUXEMBURG, A. PANNEKOEK, *Socialisme : la voie occidentale*, PUF, 1983; S.-K. KOLM, *La transition socialiste (la politique économique de gauche)*, Ed. du Cerf, 1977; G. LABICA, Marx 78, in *Dialectiques*, n° 22, 1978; D. LECOURT, *La philosophie sans feinte*, J.-E. Hallier/Albin Michel, 1982 (p. 133-172); G. LUKÁCS, *Histoire et conscience de classe*, Minuit, 1960 (« Le changement de fonction du matérialisme historique »); G. MARRAMAO, *Il politico e le trasformazioni*, De Donato, 1979; B. MINC, *L'économie politique du socialisme*, Maspero, 1974 (chap. 23); M. MONTANARI et F. FISTETTI, Transition révolutionnaire et dialectique matérialiste, in *Dialectiques*, n° 15-16, 1976; A. NEGRI, *Marx, au-delà de Marx*, Paris, Bourgois, 1979; N. POULANTZAS, L'Etat et la transition au socialisme, in *Critique communiste*, n° 16, juin 1977; ID., *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, PUF, 1978; ID., *Repères*, Maspero, 1980; P. RAYMOND, *La résistible fatalité de l'histoire*, J.-E. Hallier/Albin Michel, 1982 (chap. IV); B. ROSIER, Repères pour l'analyse de la transition au socialisme, in *Approches de la transition*, PUL, 1981; L. SÈVE, Transition et catégories dialectiques : sur quelques aspects philosophiques des problèmes, in *La Pensée*, n° 196, décembre 1977; A. TOSEL, La philosophie marxiste en Italie. Retour à Marx pour penser la transition ?, in *Dialectiques*, n° 18-19, 1977; P. VILAR, Histoire marxiste, histoire en construction, in *Faire de l'histoire*, Gallimard, 1974; I. WALLERSTEIN, La crise comme transition, in *La crise, quelle crise ?*, Maspero, 1982; H. WEBER, Eurocommunisme, socialisme et démocratie, in *Dialectiques*, n° 22, 1978; Transition au socialisme : sur quelques points de clivage dans le débat en cours, in *Critique communiste*, n° 8-9, 1976; A. ZIMINE, *Le stalinisme et son « socialisme réel »*, La Brèche, PEC, 1982.

▶ CORRÉLATS. — Anticipation, Communisme, Correspondance - Non-correspondance, Crises du marxisme, Démocratie avancée, Démocratie nouvelle, Démocratie populaire, Dépérissement de l'Etat, Dictature du prolétariat, Etatisme, Eurocommunisme, Gramscisme, Hégémonie, Léninisme, Lutte des classes, Luxemburgisme, Mode de production communiste, Mode de production socialiste, Pacifique (voie), Reproduction des rapports sociaux, Révolution mondiale, Révolution permanente, Socialisation, Socialisme, Téléologie, Titisme, Transition, Utopie, Voie non capitaliste de développement.

B. T.

Travail

Al : *Arbeit.* — An : *Labour, Work.* — R : *Trud* ou *rabota.*

1 / Dans les *Manuscrits de 1844*, la question du travail occupe une place essentielle au centre du discours économico-philosophique du jeune Marx, au confluent du triple héritage qu'il recueille de la philosophie hégélienne, du socialisme français et de l'économie politique anglaise (*via* Engels notamment, cf. *Umrisse...*, 1843-1844). Marx lui applique la catégorie d'aliénation, directement empruntée à Feuerbach. Le travail étant le procès par lequel l'homme se produit, produisant hors de lui les conditions de son existence, le salariat, qui fait du produit la propriété du capitaliste et le transforme en capital, puissance étrangère et hostile, signifie l'aliénation de l'essence même du travailleur.

Un autre texte de 1844 (*Notes de lecture sur J. Mill*; M. Rubel, *Marx, Œuvres*, Paris, Pléiade, t. II, p. 7-43; *Erg.*, I, 445-463) portait l'analyse du travail au niveau plus général de la production marchande comme telle, appréhendée comme rapport d'extériorité et d'hostilité entre travailleurs concurrents et comme dépendance de l'individu par rapport aux structures sociales. Dans la perspective de l'anthropologie feuerbachienne, où se définir comme individu c'est se poser comme genre humain en posant autrui comme fin, la propriété privée apparaît comme l'obstacle à une production conforme à la vraie nature, à l'authentique « socialité » *(Gemeinwesen)* humaine (MEW, *Erg.*, I, p. 462).

Par rapport à cette approche, caractérisée par le simple couplage des catégories de l'humanisme philosophique (dans lesquelles on reconnaît aisément le remake de thèmes théologiques anciens) et des concepts économiques de l'école classique, *L'idéologie allemande*, qui envisage le travail dans le cadre de la théorie des modes de production, c'est-à-dire du point de vue de la relation entre forces productives et rapports de production, marque une rupture décisive, qui ouvre à l'analyse de la spécificité du procès capitaliste du travail, avec les tendances propres à cette société, qu'esquissent à grands traits *Le Manifeste* de 1848 et *Travail salarié et capital* (1849).

En même temps, l'influence ricardienne se précise. A partir de *Misère de la philosophie*, la catégorie de valeur se trouve explicitement fondée sur le temps de travail socialement nécessaire, et c'est à ce titre qu'elle prend désormais place au principe d'une critique, constituée en théorie, de l'économie politique.

Le projet prend forme à partir de 1857 dans le manuscrit des *Grundrisse*, où le concept de valeur de la force de travail se substitue à la notion irrationnelle de valeur du travail ce qui va rendre possible un exposé cohérent de la théorie de la plus-value. En outre, le travail formateur de valeur y est défini, plus explicitement que chez Ricardo, comme travail abstrait. La *Contribution* (1859) en présentera une première analyse systématique, que *Le Capital* reprendra largement.

2 / La 1re section du livre I du *Capital* est précisément consacrée à la fondation de la théorie de la valeur sur le temps de travail, au sens indiqué par Ricardo : non sur le temps propre au producteur individuel ou à l'entreprise, mais sur la quantité de travail socialement nécessaire, c'est-à-dire celle qui correspond aux conditions moyennes de productivité, d'habileté et d'intensité (K., ES, I, 1, 54-55 ; MEW, 23, 53 et s.).

Travail concret, travail abstrait. — Mais Marx innove en thématisant plus nettement le couple travail concret / travail abstrait, qu'il présente comme l'un de ses apports originaux. « J'ai, le premier, mis en relief ce double caractère du travail représenté dans la marchandise. Comme toute l'économie politique pivote autour de ce point, ajoute-t-il, il nous faut ici entrer dans de plus amples détails » (K., ES, I, 1, 57 ; *ibid.*, 56).

Le travail concret ou utile est le travail en tant qu'il vise une valeur d'usage particulière, donc suppose une matière, une technique et des instruments particuliers, et occupe une place déterminée dans la division du travail.

Le travail abstrait au contraire, fondement de la valeur, correspond à ce qui est commun à toutes les activités productives et qui est d'être une dépense de force humaine.

« Tout travail est d'un côté dépense, dans le sens physiologique, de force humaine, et, à ce titre de travail humain égal, il forme la valeur des marchandises. De l'autre côté, tout travail est dépense de la force humaine sous telle ou telle forme productive, déterminée par un but particulier, et à ce titre de travail concret et utile, il produit des valeurs d'usage ou utilités » (K., ES, I, 1, 61 ; *ibid.*, 61).

Travail simple, travail complexe. — Marx précise que le travail complexe *(skilled labour)* n'est que du travail simple multiplié, « de sorte qu'une quantité donnée de travail complexe correspond à une quantité plus grande de travail simple » (K., I, 1, 59 ; *ibid.*, 59).

Notons que sur cette question la pensée de Marx présente plusieurs variations et incertitudes. Dans *Misère de la philosophie* (p. 64-65 ; MEW, 4, 85), le travail simple, mesure de la valeur, est appréhendé comme un effet du développement industriel capitaliste. Dans la *Contribution* (p. 10 ; MEW, 13, 18), il l'est comme un trait de toute société, mais caractérisant particulièrement l'époque bourgeoise. Par ailleurs, il apparaît comme le mode d'existence même du travail abstrait (« cette abstraction du travail humain général existe dans le travail moyen que peut accomplir tout individu moyen d'une société donnée... C'est du travail simple »), ce qui, selon nous, ne va pas sans difficulté puisque cela revient à modifier le concept et à lui donner le sens d'une abstraction réelle. Dans *Le Capital* (K., ES, I, 1, 59-60 ; MEW, 23, 58 et s.), on retrouve en filigrane les mêmes ambiguïtés, ainsi que l'assimilation travail simple = travail moyen, qui manifeste les difficultés posées par le problème de la quantification. Enfin la question de la *réduction* du travail complexe au travail simple, pour être posée comme évidente, ne nous paraît pas non plus explicitement résolue. La seule indication analytique est fournie dans la partie du chapitre XII du livre I consacrée à la plus-value extra : « Le travail d'une productivité exceptionnelle compte comme travail complexe, ou crée dans un temps donné plus de valeur que le travail social moyen du même genre » (K., ES, I, 2, 12 ; MEW, 23, 337). Mais on comprend qu'il ne s'agit pas là d'une solution immédiatement pertinente pour des travaux de genres différents, ni de branches distinctes.

Le travail : mesure et substance de la valeur. — Par rapport à Ricardo, qui s'intéressait principalement à la valeur relative ou comparative, Marx déplace l'intérêt vers la valeur absolue, c'est-à-dire vers le travail lui-

même, qui est mesure interne de la valeur, parce qu'il est substance de la valeur. C'est dire que s'il désigne le travail abstrait comme principe d'homogénéisation du champ économique, permettant d'introduire le calcul, la problématique qu'il ouvre échappe à l'économisme du fait qu'il décrypte d'emblée le travail comme un rapport social chargé de contradictions. La catégorie de « dépense de la force de travail » appelle, nous semble-t-il, celle de « consommation » de la force de travail par le capitaliste (K., ES, I, 1, 178; *ibid.*, 189). C'est pourquoi du reste, à la différence de ce qui se passe dans le système ricardien, l'analyse de la relation salariale comme rapport de domination appartient ici à l'exposé de la théorie comme l'un de ses moments nécessaires (K., ES, I, 1, 186-187; *ibid.*, 190 et s.).

Le procès de travail. — La section III du livre I s'ouvre par une longue analyse du procès de travail en général, dont les éléments sont les suivants : « 1. Activité personnelle de l'homme, ou travail proprement dit; 2. Objet sur lequel le travail agit; 3. Moyen par lequel il agit » (K., ES, I, 1, 181; *ibid.*, 193); et dont la finalité est l'obtention d'une valeur d'usage propre à la consommation ou à la production. Le travail est ainsi défini comme un procès de consommation productive par lequel l'homme approprie la nature à ses besoins grâce à des moyens eux-mêmes fabriqués, le « travail vivant » (K., ES, I, 1, 185; *ibid.*, 197 et s.) s'exerçant ainsi sur le travail mort. L'intérêt de cette analyse tient surtout à ce qu'elle manifeste la différence entre le concept de travail ou de *production en général* (production de valeurs d'usage) et celui de *production capitaliste* (production de plus-value), laquelle doit être conçue en termes de mode de production, c'est-à-dire avec les déterminations sociales qui lui appartiennent : propriété des moyens de production et direction du procès par le propriétaire. Le premier concept ne fait qu'énoncer les conditions matérielles de toute vie humaine. Le second est un concept du matérialisme historique : il permet de concevoir les conditions dans lesquelles se développe une société déterminée. Dans le mode de production capitaliste précisément, dont la logique est l'accumulation de la plus-value, le « travail productif » se trouve défini comme celui qui produit de la plus-value. Il acquiert ainsi une finalité, distincte de celle du travail en général, que manifestent les développements propres au capitalisme.

Le travailleur collectif. — La section IV fournit ces éléments d'une sociologie historique du travail, notamment à travers le concept de travailleur collectif *(Gesamtarbeiter)* qui désigne, aux divers stades (manufacture, grande industrie...), les modes de division, d'organisation et de hiérarchisation du travail dans l'entreprise ainsi que les caractères que le système tend à conférer aux diverses couches de travailleurs.

Ajoutons que l'ensemble de l'analyse de Marx est dominé par le clivage entre travail privé, où, les moyens de production étant la propriété d'un individu (le travailleur lui-même ou le capitaliste), le produit l'est aussi et ne devient social que par la médiation de l'échange — système qui conduit à la transformation de la force de travail en marchandise et à toutes les contradictions du capitalisme —, et le travail immédiatement social fondé sur la propriété collective des moyens de production, qui doit permettre d'ordonner le travail vers la satisfaction des besoins individuels et collectifs.

• BIBLIOGRAPHIE. — M 44, 55-78 (*Erg.*, I, 471-529); *Notes sur J. Mill*, *in* Pléiade, II, 23-24 (*ibid.*, 450-451); IA, 45-107 (MEW, 3, 18-77); MPh, 54-87 (MEW, 4, 77-105); MPC, § 1 et 2; *Grund.*, I, 17-34, 103-110, 144-148, 162-165, 206-272, 410-452 (Dietz, 5-21, 83-90, 117-122, 134-138, 177-238, 375-413); *Cont.*, 7-17, 29-38 (MEW, 13, 15-26, 37-48); K. (liv. I notamment chap. I, § 2); *Chap. inédit*, 117-226; K 4, I, 161-350 (MEW, 26-3, 105-159); *Gloses*, 29-33 (MEW, 19, 19-22); AD, 217-234, 295-328 (MEW, 20, 171-185, 239-277). — E. BALIBAR, *Lire Le Capital*, Maspero, 1966, t. II, p. 187-242; A. BERTHOUD, *Travail productif et productivité du travail chez Marx*, Maspero, 1974; J. BIDET, *Que faire du capital*, Paris, 1985; J. BISCHOFF, *Gesellschaftliche Arbeit als Systembegriff*, VSA, 1973; B. CORIAT, *L'atelier et le chronomètre*, Bourgois, 1979; *Dialectiques*, n° 28, 1979; M. FREYSSENET, *La division capitaliste du travail*, Savelli, 1977; J. A. GIANOTTI, *Origines de la dialectique du travail*, Aubier, 1971; M. LINHART, *Lénine, les paysans, Taylor*, Seuil, 1976; R. MEEK, *Studies in the labour theory of value*, Lawrence & Wishart, 1973; J. NAGELS, *Travail collectif et travail productif*, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1974; J.-L. PETIT, *Du travail vivant au système des actions*, Paris, Seuil, 1980; G. POLA, *Il lavoro e le sue forme economiche*, Roma, Ed. Koppa, 1981 ; I. ROUBINE, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, Maspero, 1978; R. ZECH, *Die Reduktion komplizierter auf einfache Arbeit*, Gesellschaft XI, Suhrkamp, 1978.

▶ CORRÉLATS. — Aliénation, Capital, Capitalisme, Division du travail, Exploitation, Industrie, Machinisme, Production, Ouvriers, Survaleur, Taylorisme, Valeur.

J. B.

Travaillisme

Al : *Labourbewegung.* — An : *Labourism.* — R : *Lajborizm.*

Le travaillisme est l'idéologie et la forme d'organisation politique originale que s'est données le mouvement ouvrier anglais. Le *Labour Party* (LP) est ce que Lénine appelle « un parti ouvrier large » (O., 18, 569), fruit « d'un compromis entre le Parti socialiste et des syndicats non socialistes » *(ibid.)*. Né en 1900 de la réunion de groupes socialistes et de quelques grands syndicats, il a toujours gardé cette dualité dans sa composition : à côté des adhérents individuels, des syndicats en sont membres en tant que tels. Lénine analyse sa spécificité comme celle d'un parti qui unifie la classe ouvrière, mais sous la domination d'une idéologie qui lui est étrangère. En 1908 Lénine prend position pour l'adhésion du LP, qui n'est pas encore socialiste (il ne le devient officiellement qu'en 1918) à la IIe Internationale, afin que les socialistes puissent « agir au plus profond du prolétariat » et « rejoindre l'instinct de classe inconscient mais profond des trade-unions » (O., 15, 249, 253). Mais il dénonce la dépendance politique et idéologique des travaillistes vis-à-vis des libéraux, l'absence d'une politique de classe vraiment autonome. Les analyses ultérieures de Lénine mettent en relief les deux termes de cette contradiction. Le LP est « une structure très originale » où « se réalise la collaboration de l'avant-garde de la classe ouvrière avec les ouvriers, avec l'arrière-garde » (O., 31, 244). Mais en même temps il montre le caractère « foncièrement bourgeois » du LP, sa soumission à l'idéologie dominante : cette situation est née historiquement du monopole dont a longtemps joui la première nation industrielle, qui lui a permis de constituer une aristocratie ouvrière importante, « profondément imprégnée de préjugés bourgeois » (O., 31, 270).

Les analyses marxistes modernes du travaillisme reprennent elles aussi les deux termes de la contradiction : le LP est le parti qui unifie une classe ouvrière à forte conscience de classe et combativité, mais il est aussi le parti de la gestion du capitalisme et de l'intégration de la classe ouvrière :

« Ayant trouvé son expression politique dans le travaillisme, la classe ouvrière s'y trouva enfermée » (Nairn). L'idéologie travailliste présente un aspect fortement ouvriériste (particulièrement sensible dans les trade-unions), mais est solidement ancrée dans les traditions libérales : parlementarisme comme quintessence de la démocratie, réformisme gradualiste, programme économique qui cherche à développer l'Etat-Providence par un meilleur fonctionnement du système actuel; bref un socialisme qui doit plus à la révolte éthique des sectes protestantes contre les excès du laisser-faire qu'au marxisme.

• BIBLIOGRAPHIE. — LÉNINE, o., 18, 367-369; 21, 201-202, 266-270; T. NAIRN, Anatomy of the LP, *New Left Review*, nos 27 et 28, 1964; H. PELLING, *A short history of the Labour Party*, London, Macmillan, 1961. — Parmi les travaux les plus récents : David COATES, *Labour in Power?*, London, Longman, 1980; Chris COOK et Ian TAYLOR, *The Labour Party*, London, Longman, 1980; H. M. DRUCKER, *Doctrine and Ethos in the Labour Party*, London, Allen & Unwin, 1979; Stephen HASELER, *The Tragedy of Labor*, London, Blackwell, 1980; Hughes JENKINS, *Rank and File*, London, Croom Helm, 1980; L. PANITCH, Socialists and the Labour Party : a reappraisal (*in* R. MILIBAND et J. SAVILLE, eds.), *The Socialist Register, 1979*, London, Merlin, 1979.

▶ CORRÉLATS. — Aristocratie ouvrière, Fabianisme, Social-démocratie, Syndicat, Trade-unionisme.

J.-J. L.

Troc

Al : *Unmittelbarer Tauschhandel.* — An : *Barter.* — R : *Tovaro Obmen.*

Le troc est conçu comme un échange direct de biens et services, sans intervention de monnaie. De la société de troc à l'économie monétaire, telle semble être l'évolution historique telle que la pensée du XVIIIe siècle et l'économie politique la considèrent. Dans toute société où il y a division du travail, dit Adam Smith (cf. *The wealth of nations*, chap. 4 : « On the origin and use of money » ; *La richesse des nations*, chap. sur l'origine et l'usage de la monnaie), les hommes échangent les produits qu'ils ont en surplus contre ceux qui leur font défaut. Le troc met face à face deux individus, dont « chacun(e) éprouve un désir et possède l'objet qui peut satisfaire le désir de l'autre » (Bastiat, cité par J. M. Servet, dans *Les figures du troc du XVIe au XIXe siècle*, Cahiers du Centre AEH, n° 12, oct. 1977, Lyon), les deux biens devant avoir une valeur égale en peines à épargner ou avantages à acquérir. Quand la capacité sociale d'échange est entravée par la contrainte de « la double coïncidence des besoins » (Problème déjà posé par Aristote dans l'*Ethique à Nicomaque*, à propos de l'échange entre l'architecte A qui a une maison C et le cordonnier B qui a des chaussures D), on utilise de la monnaie.

Certaines formulations de Marx semblent s'inscrire dans cette conception évolutionniste et utilitariste, qui affecte la définition des échanges et de la monnaie (cf. *Cont.*, ES, p. 28; MEW, 13, 36; K., ES, I, 1, p. 98 et s.; MEW, 23, 102 et s.). Mais elles sont contredites par d'autres, plus importantes, et logiquement liées avec la théorie de la marchandise et de la monnaie. Marx distingue : 1) les sociétés communautaires où la production et la distribution ne relèvent pas de l'échange (que celui-ci soit troc ou commerce) (*Cont.*, ES, p. 34; MEW, 13, 42); 2) les sociétés « prébourgeoises » où des produits « revêtent la forme de la marchandise et la marchandise

la forme de la monnaie », « dans les pores » du système dominant de production (cf. *Cont.*, ES, p. 35 et 119; 42 et 133, et K., ES, I, 1, p. 136; MEW, 23, 144-145); 3) le mode de production capitaliste, règne de la marchandise généralisée, du système monétaire et du crédit. Il ne s'agit là ni des étapes d'une évolution, ni d'une genèse historique de la marchandise et de la monnaie à partir d'une économie définie en termes « réels ».

Marx critique les économistes « qui considèrent le troc comme forme adéquate du procès d'échange des marchandises », et qui introduisent la monnaie comme « instrument purement matériel » pour résoudre les difficultés du troc. C'est confondre le résultat de la circulation marchande (échange de marchandises ayant une valeur d'usage, M-M), avec ses conditions monétaires inévitables (M-A-M) (*Cont.*, ES, p. 65-66; 77-78). Marx rejoint ainsi les idées contemporaines selon lesquelles « l'économie naturelle de troc » n'existe pas (cf. Marc Bloch, *Esquisse d'une histoire monétaire de l'Europe*, A. Colin, 1954, p. 27-28), et le troc est une figure imaginaire de l'économie politique (cf. J. M. Servet, o.c.).

• BIBLIOGRAPHIE. — Voir Monnaie.

▶ CORRÉLATS. — Echange, Marchandise, Monnaie.

S. d. B.

Trotskisme

Al : *Trotskizmus.* — An : *Trotskyism.* — R : *Trotskiz'm.*

Le trotskisme est avant tout une notion politique utilisée : 1) Avant 1917 pour caractériser la position originale de Trotski dans le POSDR (« hors fractions »); 2) A partir de 1923, dans le lexique stalinien, comme paradigme de toutes les oppositions de gauche dans le mouvement communiste et en URSS; et 3) Pour désigner, à partir de 1938, l'ensemble des groupuscules et courants politiques qui se réclament de la pensée de Trotski et de la IVe Internationale.

Au plan intellectuel, l'œuvre de Trotski ne constitue pas une doctrine théorique proprement dite au sein du marxisme mais, plus précisément, un ensemble de propositions visant à élaborer une *stratégie* révolutionnaire cohérente à l'échelle mondiale ainsi qu'un témoignage historique critique de grande valeur sur la Révolution d'Octobre, le stalinisme et le fascisme. C'est du reste à cette tradition historiographique que se sont consacrés les meilleurs des intellectuels trotskistes après Trotski.

I / *La politique.* — Si l'on excepte la période 1917-1924 pendant laquelle Trotski forme avec Boukharine et Lénine le véritable sommet intellectuel et politique du groupe dirigeant de la révolution (à Trotski étant dévolues plus particulièrement l'organisation et la direction de l'Armée Rouge), le trotskisme politique peut se définir globalement comme une gauche minoritaire du parti ou du mouvement ouvrier appelant inlassablement à l'unité de ce dernier.

Telle est en effet la position de Trotski avant 1917 dans le POSDR : il se situe « hors fraction » et mène son action politique à travers la presse révolutionnaire (il fonde la première *Pravda*, 1908). Quoique très provisoirement rallié aux mencheviks en 1910-1911, Trotski ne cesse de dénoncer leur tendance au compromis avec la bourgeoisie. Il n'accepte pas pour autant de se rallier à Lénine, malgré la très grande proximité de

leurs analyses, parce qu'il lui reproche son hypercentralisme dans l'organisation : ici apparaît ce qui sera la deuxième grande constante de l'action politique trotskiste : la lutte pour la démocratie dans le parti. Enfin, Trotski dénonce le « substitutisme » de *Que faire?*, c'est-à-dire la conception léniniste de l'avant-garde du prolétariat où, selon lui, un petit groupe d'intellectuels parés du nom de « révolutionnaires professionnels » se substituent au mouvement des masses. Trotski ne nie pas la nécessité d'un parti révolutionnaire ni d'une direction politique. Mais, contrairement à Lénine, il ne pense pas que leur rôle soit d'apporter de l'extérieur la conscience révolutionnaire aux masses. Pour lui, cette conscience naît dans l'*expérience révolutionnaire* (la grève, l'insurrection) et le rôle du parti est de cristalliser cette dialectique de la conscience et de l'expérience. On comprend pourquoi Trotski est, dès 1905, un partisan enthousiaste des soviets : ils sont, mieux encore que le parti, l'expression de cette dialectique.

La démocratie dans le parti est encore le fil conducteur de la seconde période du trotskisme politique (1924-1938), celle de la lutte de l'opposition de gauche d'abord dans le Parti bolchevique puis, après l'exclusion et l'exil de Trotski, dans le mouvement communiste international et sur ses marges. Les divergences entre Trotski et le groupe dirigeant de l'époque, Staline-Boukharine, ne portent pas seulement sur la démocratie (cf. *infra*), mais celle-ci sera un enjeu central de la bataille, plantant en quelque sorte le décor pour les nombreuses autres batailles pour la démocratie interne à venir dans les partis communistes : l'opposition réclame la démocratie pour pouvoir se battre politiquement sur ses thèses, et la direction l'accuse en retour de vouloir porter atteinte à l'unité du parti, si ce n'est à son existence. Il n'en reste pas moins que Trotski trouve là l'occasion de dénoncer le premier des vices profonds de l'organisation communiste et de l'Etat soviétique.

Démocratie dans le parti et unité du mouvement ouvrier sont les deux leitmotive de l'action politique trotskiste. L'unité ne peut se faire qu'avec la classe ouvrière telle qu'elle existe : il faut donc, pour l'avant-garde révolutionnaire, soit entrer dans les partis communistes révisionnistes soit dans les partis réformistes pour y faire monter le ferment révolutionnaire (« entrisme » des années 30 et 50), soit soutenir l'union de ces partis en vue de l'expérience révolutionnaire à venir où les masses déborderont d'elles-mêmes leurs directions « traîtres » (stratégie de la IVe Internationale, par exemple en France de 1973 à 1981 : « Pour un gouvernement PC-PS »). Dans ce cadre, la lutte pour la démocratie se verra périodiquement relayée par les exclusions de trotskistes « entrés », mais aussi tout simplement alimentée par l'histoire réelle des partis communistes.

II / *La stratégie.* — Le concept central de la réflexion stratégique de Trotski est celui de *révolution permanente*, né d'une réflexion sur l'expérience révolutionnaire de 1905 (in *Bilan et perspectives*, 1906). On sait que le problème commun à tous les marxistes russes de cette époque est de traduire la « théorie marxiste de l'histoire », c'est-à-dire de la succession des modes de production, telle qu'elle a été enseignée tant par Kautsky que par Plekhanov, pour l'adapter à la situation russe, c'est-à-dire à une société massivement paysanne où le capitalisme, quoique très dynamique, n'implique qu'une infime partie de la population. Puisque lois de l'histoire il y a, le passage d'une société semi-féodale à une société communiste

suppose l'étape démocratique bourgeoise et, pour ce faire, l'action politique ne peut reposer que sur l'alliance du prolétariat et de la paysannerie. Lénine envisage cette étape sous la forme d'une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », l'adjectif démocratique indiquant ici qu'on en reste à une *forme politique* bourgeoise, dans le cadre d'un rapport d'alliance où la paysannerie pèse le plus lourd.

Trotski refuse cette conception de l'*étape* démocratique. La paysannerie « arriérée » est trop inconsistante politiquement et culturellement pour jouer le rôle d'un sujet politique à part entière : elle doit être attirée soit par la bourgeoisie, soit par le prolétariat qui, quoique minoritaires l'un et l'autre, sont les deux classes potentiellement dirigeantes. Par conséquent, dès que les tâches de la révolution démocratique bourgeoise sont accomplies (renversement du tsarisme et du système féodal), la lutte se poursuit de manière *continue* jusqu'à l'avènement de la dictature du prolétariat où, contre la bourgeoisie, le prolétariat devient classe dirigeante de la « nation opprimée » et donc principalement de la paysannerie.

Inscrivant la révolution dans la temporalité spécifique d'un pays « arriéré », le concept de révolution permanente l'intègre également à l'espace mondial de l'impérialisme et réfute du même coup l'idée que tel ou tel pays puisse être ou non « mûr » pour la révolution. En effet, l'époque de l'impérialisme est caractérisée par la formation d'un marché mondial effectif : par le biais de l'expansion coloniale, le capitalisme s'est étendu à toute la planète de manière organique, et c'est donc à cette échelle que se situe l'enjeu révolutionnaire : la révolution sera mondiale ou ne sera pas. Comme il est évident que le capitalisme ne saurait être aboli simultanément partout, cette révolution mondiale dure dans le temps pour pouvoir s'étendre dans l'espace en fonction des situations particulières à chaque pays. La révolution est permanente jusqu'à ce que le monde entier soit devenu socialiste. Au sens strict donc, aucun pays ne peut être mûr pour le socialisme, sinon au moment où tous le seront; par conséquent, tout pays est mûr à tout instant pour initier le processus de la révolution permanente. Toute « expérience révolutionnaire » (grève, mouvement de masse, insurrection) est une première étape potentielle de la révolution permanente.

Ce raisonnement a deux conséquences importantes :

1) L'opposition entre une perspective nationale, privilégiant la construction du « socialisme dans un seul pays », et une perspective internationale, privilégiant la lutte de classe mondiale : là est le fond de la querelle, politique, entre Trotski et Staline, théorique, entre Trotski et Boukharine. Dans ce dernier cas, et dans le contexte de la Russie des années 20, l'un met l'accent sur la nécessité de poursuivre la lutte des classes à l'intérieur même du pays (contre les koulaks et les nepmen), l'autre sur la nécessité d'un consensus pour permettre la reconstruction économique sans laquelle le foyer de la future révolution mondiale ne peut pas même espérer survivre.

2) Dès lors que l'impérialisme a effectivement réalisé le marché mondial, il ne peut plus aller de l'avant, notamment du point de vue du développement de ses forces productives. Il faut prendre à la lettre l'expression de « stade suprême du capitalisme ». Ne pouvant plus avancer, il « pourrit sur place », il dégénère, ce qui risque d'aboutir à une destruction radicale des forces productives, et à une régression de la civilisation. La révolution mondiale n'est donc pas une utopie, mais une nécessité historique : l'alternative du XXe siècle est : « socialisme ou barbarie ».

Formulée entre deux guerres mondiales et devant la montée du fascisme, cette théorie ne manque pas de justesse, même si, à plus long terme, elle devait se réduire, dans les organisations trotskistes, à l'invocation rituelle de l'imminence de la révolution.

III / *L'histoire.* — S'il fallait d'un mot définir le trotskisme, ce serait sans doute dans la direction d'un certain rapport à l'histoire qu'il faudrait chercher. La théorie de la révolution permanente témoigne d'abord d'une formidable foi quant au sens de l'histoire, aussi bien que d'un pessimisme aigu et lucide quant aux grandes tragédies du XXe siècle.

Rapport à l'histoire encore, le marxisme de Trotski et des trotskistes, qui cherche inlassablement à traduire les événements, les situations et les stratégies dans les concepts du matérialisme historique, quitte à dériver parfois vers le dogmatisme.

Enfin et surtout, Trotski aura su initier, avec ses plus grands textes (*1905*, *Histoire de la révolution russe*, *Ma vie*, etc.), une tradition historiographique précieuse pour le mouvement ouvrier frappé de l'amnésie stalinienne. Cette historiographie est, il est vrai, hantée par le thème de la réhabilitation. C'est que, après la longue série des persécutions sanglantes dont ils ont été l'objet (procès, assassinats, massacres collectifs), les trotskistes n'ont pour lutter contre le tout puissant tribunal du Parti que le recours à celui de l'Histoire (cf. notamment les œuvres de Deutscher, Victor Serge, E. H. Carr, Pierre Broué).

L'historiographie trotskiste est donc partiale, parce qu'elle témoigne sans cesse. Mais, ce faisant et c'est, par-delà le destin des organisations politiques trotskistes, son immense mérite, elle est une des rares à conserver la mémoire du mouvement communiste.

• BIBLIOGRAPHIE. — *1* / Œuvres de TROTSKI (traduites en français) : *L'avènement du bolchevisme* (1918), Paris, Maspero, 1977; *Littérature et révolution* (1923), Paris, UGE, 1964; *Lénine* (1924), Paris, PUF, 1970; *Le mouvement communiste en France*, Paris, Minuit, 1967; *Comment vaincre le fascisme*, Buchet-Chastel, 1973; *Nos tâches politiques*, Belfond, 1970; *1905*, *Bilan et perspectives*, Minuit, 1969; *Histoire de la révolution russe*, Seuil, 1967; *La IIIe Internationale après Lénine*, PUF, 1969; *De la révolution*, Minuit, 1963; *En défense du marxisme*, EDI, 1972; *L'année 17*, Maspero, 1976; *La révolution espagnole*, Minuit, 1976; *Ecrits militaires*, L'Herne, 1968; *L'art de la guerre et le marxisme*, L'Herne, 1975; *Ma vie*, Gallimard, 1973; *Staline*, UGE, 1979; *L'avènement du bolchevisme*, Maspero, 1977; *Les crimes de Staline*, Maspero, 1977; *Ecrits de Léon Trotsky*, publication en cours par EDI, 7 tomes parus (1933-1936).

2 / Sur Trotski : Denise AVENAS, *Trotsky marxiste*, Maspero, 1971; Alain BROSSAT, *Aux origines de la révolution permanente*, Maspero, 1974; Louis COMBY, *Léon Trotsky*, Masson, 1976; Isaac DEUTSCHER, *Trotsky*, 3 tomes, Julliard 1962-1965; Ernest MANDEL, *Trotsky*, Maspero, 1980; Jean-Jacques MARIE, *Le trotskysme*, Flammarion, 1977; ID., *Trotsky, le trotskysme et la IVe Internationale*, Paris, QSJ, 1980; Victor SERGE, *Vie et mort de Trotsky*; B. SOUVARINE. Avant-propos à la rééd. de *La Critique sociale*, Paris, Ed. de la Différence, 1983.

► CORRÉLATS. — Alliances, Bolchevisme, Boukharinisme, Centralisme démocratique, Dictature du prolétariat, Fusion, Hégémonie, Impérialisme, Mencheviks, NEP, Révolution permanente, Stalinisme.

P. S.

U

Ultra-impérialisme

Al : *Ultra-Imperialismus.* — An : *Ultra-imperialism.* — R : *Ultra-imperialism.*

Mot forgé par K. Kautsky pour désigner la phase possible d'un développement du capitalisme qui verrait se constituer l'union des divers impérialismes. Il écrivait, dans un article de la *Neue Zeit*, en 1914 : « D'un point de vue économique, il n'est donc pas exclu que le capitalisme connaisse encore une nouvelle phase, celle du passage de la politique des cartels à la sphère de la politique étrangère, une phase d'ultra-impérialisme, que nous devrions évidemment combattre avec autant d'énergie que l'impérialisme, bien qu'elle ne se caractérise plus par le danger d'un réarmement mondial et d'une menace contre la paix mondiale ». Et, en 1915 : « ... la politique impérialiste actuelle ne peut-elle pas être supplantée par une politique nouvelle, ultra-impérialiste, qui substituerait à la lutte entre les capitaux financiers nationaux l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier uni à l'échelle internationale ? Cette nouvelle phase du capitalisme est en tout cas concevable ». Kautsky suggérait même de lancer le mot d'ordre : « Capitalistes du monde entier unissez-vous! » Lénine, à plusieurs reprises fera une critique féroce de la thèse de Kautsky. Il admet, avec lui, comme probable l'évolution vers « un seul trust mondial » (o., 22, 114), et il rappelle que Hobson, en 1902, évoquait déjà « l'inter-impérialisme » (*ibid.*, 317). Mais c'est démobiliser les révolutionnaires au nom d'un rêve, dont les conditions sont loin d'être réunies. « Si la critique théorique — écrit-il dans *L'impérialisme* — de l'impérialisme par Kautsky n'a rien de commun avec le marxisme, si elle ne peut que servir de marche-pied à la propagande de la paix et de l'unité avec les opportunistes et les social-chauvins, c'est parce qu'elle élude et estompe justement les contradictions les plus profondes, les plus fondamentales de l'impérialisme : contradiction entre les monopoles et la libre concurrence qui s'exerce à côté d'eux, celle entre les formidables « opérations » (et les formidables profits) du capital financier et le commerce « honnête » sur le marché libre, celle entre les cartels et les trusts, d'une part, et l'industrie non cartellisée, d'autre part, etc. » (*ibid.*, 316).

• Bibliographie. — R. Hilferding, *Le capital financier*, Paris, 1970; *L'impérialisme*, Colloque d'Alger, Alger, sned, 1970; M. Salvadori, apud *Histoire du marxisme contemporain*, t. 1 (p. 161-169), Paris, uge, 1976; *Les théories de l'impérialisme*, cerm, cahiers 85 et 86, 1970.

▶ Corrélats. — Impérialisme, Kautskysme, Monopoles, Multinationales.

G. L.

Utilité/utilitarisme

Al : *Nützlichkeit/Utilitarismus, Nützlichkeitsprinzip.* — An : *Utility/Utilitarianism.* — R : *Utilitarnost/Utilitarizm.*

La catégorie d'utilité est assurément l'une des grandes oubliées des index du marxisme. Marx pourtant ne la méprise pas, même s'il sait qu'elle doit disparaître sous celles d'intérêt, de valeur d'usage et d'exploitation. En témoigne, entre autres, une forte page de *L'idéologie allemande* (IA, MEW, 3, 393 et s.; trad. ES, 449 et s.) où Marx objecte à Stirner que son concept de *Brauchbarkeit* (utilisation possible) était déjà familier à Bentham comme « exploitation réciproque »; et que Hegel en avait fait la critique en déclarant que « l'utilité était le concept fondamental de l'*Aufklärung* » (trad. Hyppolite, Paris, Aubier, 1941, p. 112-113), dans le cadre d'une conception de l'homme comme être de la nature, par opposition à la conception religieuse. Cette « niaiserie » n'en est pas moins bavarde. Elle parle de la société bourgeoise et du rapport monétaire, comme on le voit chez Hobbes et Locke. « La science proprement dite de cette théorie de l'utilité, c'est l'économie ». Les Physiocrates donnent à l'utilité son plein sens dans une vision d'ensemble systématique de l'économie. Chez Helvétius et d'Holbach le rapport d'utilité *(Nützlichkeit)* ou d'utilisation *(Benutzung)* est transposé en manifestations actives des individus, telles que l'amour, ou la parole; il ne s'agit en fait que d'un déguisement *(Verkleidung, Maskerade)* du langage, destiné à masquer « l'exploitation de l'homme par l'homme », comme vérité de l'utilité. Les Français, dit Marx, portent, par là, la théorisation économique anglaise à l'universalisme philosophique. Mais c'est à Mill qu'il appartiendra de fusionner la théorie de l'utilité et l'économie politique, dans l'utilitarisme *(Nützlichkeitstheorie).* « L'utilitarisme avait d'emblée le caractère de la théorie du bien commun, mais ce caractère ne prit toutefois un contenu concret que lorsque les éléments économiques lui furent intégrés, en particulier la division du travail et les échanges. Dans le cadre de la division du travail, l'activité privée des individus devient l'intérêt général; l'intérêt général de Bentham se réduit à l'intérêt général tel qu'on l'invoque dans la concurrence (...) Le contenu économique transforma peu à peu l'utilitarisme en simple apologie de l'ordre existant, tendant à démontrer que, dans les conditions actuelles, les rapports des hommes entre eux, sous leur forme présente, sont les plus avantageux et les plus utiles à tous ».

On retiendra que l'utilité est, chez Marx, au principe de la critique de l'économie politique classique et de ses initiateurs (cf. ce qui est dit de Hume aussi, *apud* IA, K., I, 1, 2, et 3, AD; et de Bentham dans K.), dont les Physiocrates et les utilitaristes sont, complémentaires et ennemis, les remarquables témoins.

• BIBLIOGRAPHIE. — H. DENIS, *Histoire de la pensée économique*, Paris, PUF, 1977 (5e éd.), p. 221 et s.; M. FOUCAULT, *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966, I, chap. VI; « Echanger »; A. HELLER, *La théorie des besoins chez Marx*, UGE, 1978, p. 85 et s.

▶ CORRÉLATS. — Echange, Economie politique (critique de l'), Intérêt, Marginalisme, Physiocrates.

G. L.

Utopie

Al : *Utopie.* — An : *Utopia.* — R : *Utopija.*

1 / Si les noms de More, Mably, Morelly, Cabet, Villegardelle, Weitling ne sont pas absents du texte de Marx et Engels, la critique qu'ils font du discours utopique — et de la pratique qui s'y rapporte — vise essentiellement le socialisme de Saint-Simon, Fourier, Owen (Proudhon est, quant à lui, cité dans le *Manifeste* comme socialiste conservateur et bourgeois). Cette critique ne se confond pas avec celle des robinsonnades.

Il n'est pas arbitraire de commencer par y inclure les pages du troisième des *Manuscrits de 1844* (p. 85 à 87 ; *Erg.*, 1, 534-536) dans lesquelles Marx expose un premier essai de séparation entre ce qu'il entend alors par *communisme* ou *humanisme*, « retour total de l'homme pour soi en tant qu'homme *social*, c'est-à-dire humain, retour conscient », et le *communisme* « *grossier* » *et* « *irréfléchi* » qui n'est que la généralisation de la propriété privée, ou le *communisme* de nature encore *politique, démocratique et despotique*, qui supprime l'Etat sans supprimer l'aliénation.

Le communisme sous sa première forme n'est pas la négation positive et radicale de la propriété privée qu'il prétend être, mais il étend à tous la catégorie d'ouvrier au lieu de la supprimer, il instaure la « propriété collective et commune » des femmes, il anéantit tout ce qui n'étant pas « propriété matérielle » *(sachlich)* ne peut être possédé par tous (tel le talent), il nie partout « la *personnalité* de l'homme », enfin il fait abstraction de la culture et de la civilisation : « Le communisme grossier n'est que l'achèvement de cette envie et de ce nivellement en partant d'un minimum » (p. 86 ; 535).

Marx et Engels retiendront dans *Le Manifeste du Parti communiste* l'*ascétisme général* et l'*égalitarisme grossier* comme caractéristiques des systèmes enseignant ce communisme utopique dont le contenu est en ce sens nécessairement réactionnaire.

Il est à remarquer que, dans le tome II de *L'idéologie allemande* intitulé *Critique du socialisme allemand dans la personne de ses différents prophètes*, Marx et Engels (le manuscrit est de la main d'Engels) prennent alors position en faveur du « communisme grossier » français et anglais face au « socialisme vrai » allemand, lequel ne doute pourtant pas, puisque l'*humanisme* est pour lui la synthèse du communisme et du socialisme, de sa supériorité sur celui-là.

a) Il s'agit de montrer en un premier temps comment la « science allemande », sous la figure du « socialisme vrai », convertit « la conscience exacte qu'ont les Français de leur situation sociale effective » (p. 506 ; MEW, 3, 447), la « conscience immanente » qu'ils ont « de sphères déterminées historiquement conditionnées » (p. 500 ; 442), en conscience de « l'essence de l'homme », en spéculation sur la manière de favoriser l'accession de « l'Homme » à une meilleure conscience de « *son* essence » (p. 506 ; 447). Ou encore comment le « socialisme vrai » transforme « les différentes étapes du socialisme en différentes philosophies de l'essence de l'homme » (p. 509 ; 449) : « Les Allemands jugent tout *sub specie aeterni* (selon l'essence de l'Homme), les étrangers voient tout pratiquement, selon les hommes réels et les conditions réelles en face desquels ils se trouvent. Les étrangers pensent et agissent pour le *temps*, les Allemands pour l'*éternité* » (p. 509 ; 449).

b) En un second temps le propos consiste à démontrer comment, en la personne de Karl Grün, le « socialisme vrai » écrit l'histoire du saint-simonisme et du fouriérisme en plagiant plus ou moins heureusement des compilateurs allemands (Stein et Reybaud) et sans avoir eu accès direct aux originaux français.

Cependant, si *L'idéologie allemande* marque indéniablement une volonté de retour à l'étude des systèmes des socialistes utopiques eux-mêmes contre leur travestissement philosophique allemand, ils sont déjà conçus comme « romans populaires, correspondant parfaitement à la conscience encore assez peu développée des prolétaires qui étaient juste en train de se mettre en mouvement » (p. 508 ; 448).

2 / Cette thèse majeure est reformulée dans *Misère de la philosophie*, dans *Le Manifeste du Parti communiste*, dans des passages de l'*Anti-Dühring*, repris dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*.

La littérature socialiste utopique (la question n'est pas posée de savoir si utopie signifie nécessairement société communiste) est la forme théorique immature qui correspond à un état d'immaturité *(unenwickelt)* du prolétariat qui en est à ses premières luttes contre la bourgeoisie (l'ère de la Terreur montre l'impossibilité pour l'époque, de la domination prolétarienne) et à un état de développement également insuffisant des forces productives pour qu'il y ait possibilité effective d'émancipation du prolétariat.

L'opposition entre : 1) Ecrits polémiques du mouvement réel prolétarien de France et d'Angleterre, et 2) « Science allemande » de *L'idéologie allemande*, a fait place à l'opposition entre : 1) L'invention et l'improvisation de systèmes par des théoriciens géniaux qui recherchent « dans leur esprit » « une science régénératrice » (MPh), « formule *a priori* », et 2) le fait qu'il devient possible aux théoriciens de « se rendre compte de ce qui se passe devant leurs yeux et de s'en faire l'organe » parce qu'il y a « marche de l'histoire », et que le prolétariat, dont la lutte contre la bourgeoisie prend un caractère *politique* et *indépendant*, se constitue en classe.

La pensée utopique est utopique précisément en tant « qu'elle ne voit dans « la misère que la misère » et que, si elle est consciente de défendre les intérêts de la classe des travailleurs, de celle qui « souffre le plus », elle méconnaît « la spontanéité historique *(geschichtliche Selbsttätigkeit)* du prolétariat » (MPC, III, 3). Elle se croit au-dessus des oppositions de classe, pense pour l'Humanité (on peut dire qu'en ce sens, son opposition avec le « socialisme vrai » n'est pas totale, même si le « socialisme vrai » est le fait de petits-bourgeois allemands dans une situation historique antérieure à celle de l'Angleterre et de la France) et n'agit pourtant que par de « petites expérience » modèles qui « naturellement échouent ».

Cependant cette pensée utopique est aussi *critique* en tant déjà qu'elle revendique l'égalité sociale et non seulement politique mais surtout en ce qu'elle propose : « L'abolition de l'opposition de la ville et de la campagne, de la famille, de l'industrie privée, du travail salarié », en tant qu'elle « annonce l'harmonie sociale et la transformation de l'Etat en simple administration de la Production » *(ibid.)*.

3 / Plus précisément, ce que Marx et Engels retiennent de chacun des trois systèmes et d'abord de celui de Saint-Simon, c'est l'opposition entre les oisifs et les actifs, l'idée que *le travailleur par excellence*, c'est le capitaliste

industriel et commercial bien plus que l'ouvrier qui seulement « aide » le travailleur, la thèse de la « politique comme science de la production », la prédiction de « la résorption de la politique dans l'économie » (AD, III, 1).

Nous soutiendrons à ce propos qu'il y a eu, par la suite, confusion entre cette dernière thèse de Saint-Simon et la thèse de Marx du dépérissement de l'Etat politique, énoncée déjà dans la *Critique du droit politique hégélien*. Cette réduction ne nous paraît pas, en particulier, tenir compte de l'affirmation, réitérée par Marx comme par Engels, que le socialisme utopique perd de son importance au fur et à mesure que l'action du prolétariat devient *politique*, ce qui inciterait à ne pas comprendre le dépérissement de l'Etat comme la fin du politique mais plutôt comme le dépassement de la scission du social et du politique, comme l'appropriation par chacun de la sphère du politique. Il faut encore mentionner qu'à l'illusion utopique de l'appel à la philanthropie pour l'édification des petites Icaries succédera l'illusion lassallienne du recours à l'Etat.

De Fourier, dont le système est dit procéder, comme celui d'Owen, du matérialisme français, sont retenues la critique du bavardage sur la perfectibilité, les quatre phases de l'évolution historique passée, l'idée que « la pauvreté naît en civilisation de l'abondance même », l'opposition entre « travail *répugnant* » et « travail *attrayant* » et la critique de la division du travail, la notion de phanérogamie, la critique des relations sexuelles et de la position de la femme dans la société (« le degré d'émancipation de la femme est la mesure de l'émancipation générale »).

Enfin d'Owen sont retenus les « parallélogrammes », les sociétés coopératives de consommation et de production, les bazars de travail, les certificats de travail qui se substituent à l'argent, l'introduction de la vapeur et du machinisme dans le travail ménager, le système de fabrique, comme point de départ d'un nouveau type d'éducation reliant l'étude au travail productif.

Par opposition aux utopistes, Dühring est comparé à quelqu'un qui voudrait restaurer l'alchimie et se servirait des découvertes de la chimie pour chercher la pierre philosophale (AD, ES, 305 ; MEW, 20, 248).

4 / La conception de Marx et Engels selon laquelle l'utopie comme peinture d'une société idéale, parfaite, ou la meilleure possible, est la forme de pensée corrélative d'une certaine réalité historique, n'est pas sans rapport avec la conception hégélienne de l'imagination comme une forme de pensée antérieure à la pensée conceptuelle, mais qui est une certaine et première manière de penser le réel. Il faut certes ajouter que le socialisme utopique correspond pour Marx et Engels à un processus qui commence, qu'il exprime les revendications d'une nouvelle classe, alors que Hegel pense l'utopie platonicienne comme la vérité conçue de la cité grecque développée et menacée de désagrégation. Ce qui lui vaut cet éloge de F. Engels : « Le rapport du capital et du travail, le pivot autour duquel tourne tout notre système actuel, est ici pour la première fois développé scientifiquement et cela avec une pénétration et une acuité dont seul un Allemand était capable. Quelle que soit et quelle que continuera à être la valeur des écrits d'un Owen, d'un Saint-Simon, d'un Fourier, il était réservé à un Allemand de s'élever à la hauteur d'où tout le domaine des rapports sociaux modernes se dessine clairement et dans ses grandes lignes... » (*Demokratisches Wochenblatt*, Leipzig, du 21 et 28 mars 1868 ; MEW, 16, 235).

Lénine après Engels affirme en 1899 : « [La théorie de Marx] a été la première à faire du socialisme, d'utopie qu'il était, une science, à en poser les fondements inébranlables, à tracer le chemin à suivre en le développant plus avant et en l'élaborant dans tous ses détails » (o., 4, 216).

Cependant, Lénine avait précisé quelle était, en disant cela, la thèse qu'il soutenait. En 1894, il répondait à M. Mikhaïlovski, qui écrivait que « les marxistes sont absolument convaincus qu'il n'y a rien d'utopique dans leurs prévisions d'avenir mais que tout est pesé et mesuré selon les prescriptions d'une règle rigoureuse » : « Nulle part, ni jamais, aucun marxiste n'a avancé cet argument qu'en Russie le capitalisme « doit exister » parce qu'il existe en Occident, etc. Aucun marxiste n'a jamais vu dans la théorie de Marx un schéma historique et philosophique d'application universelle, quelque chose de plus que l'explication d'une formation économico-sociale précise » (o., 1, 209 et s.).

Or, Marx écrivait, dans la postface à la deuxième édition du *Capital*, qu'on lui reprochait de s' « être borné à une simple analyse critique des éléments donnés, au lieu de formuler des recettes pour les marmites de l'avenir ».

Mais il notait aussi dans la préface à la première édition : « Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de *la loi naturelle qui préside à son mouvement* — et le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne —, elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel : mais elle peut abréger la période de gestation, et adoucir les maux de leur enfantement ».

5 / Il convient toutefois de relever que le marxisme a produit deux thèses s'agissant de l'utopie. La première chronologiquement, et la plus classique, vient d'être rappelée : elle voit dans l'utopie la préfiguration ou l'anticipation d'un état social non encore advenu. Elle lui confère la fonction d'une critique de la société existante et celle d'un appel à sa transformation progressiste. C'est la vision traditionnelle des Lumières, dont Marx est encore pénétré lorsqu'il précise que l'expression « socialisme scientifique » a été employée « seulement en opposition au socialisme utopique, qui veut inspirer au peuple de nouvelles chimères, au lieu de limiter le domaine de sa connaissance à l'étude du mouvement social accompli par le peuple lui-même » (*Konspekt von Bakunins Buch « Staatlichkeit und Anarchie »*, MEW, 18, 635-636; trad. franç. apud *KM/FE/Lénine. Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*. Ed. de Moscou, 1973, p. 167). Une seconde attitude, plus proche de nous, se refuse à réduire l'utopie à un rôle inchoatif. Elle entend, au contraire, montrer que, en tant que critique du réel, elle conserve une portée révolutionnaire permanente. Elle demeure une force de proposition, qui est celle-là même du *rêve*. Dans une telle direction, s'était déjà engagé le jeune Engels quand il s'intéressait aux colonies communistes (cf. sa *Beschreibung der in neuerer Zeit entstandenen und noch bestehenden kommunistichen Ansiedlungen*, MEW, 2, 521 et s.; trad. franç. *apud* H. Desroche, *Socialisme et sociologie religieuse*, Paris, Cujas, 1965, p. 85 et s.). Mais on y rencontrerait également le dernier Lénine assurant : « Quand nous aurons triomphé à l'échelle mondiale, nous ferons, je crois, avec l'or des latrines publiques dans les rues des plus grandes villes du monde » (o., 33, 109); ou Gramsci s'efforçant de faire passer dans la

« philosophie de la praxis » quelque chose de la dynamique inhérente à la religion, qualifiée de « plus gigantesque utopie » et évoquant pour cela l'exemple de Vilici (Lénine; cf. *Materialismo storico*, Einaudi, p. 96; trad. franç. apud *Gr. ds le texte*, Paris, ES, 1975, 276-277).

S'inspirant de la tradition marxiste, Karl Mannheim (1893-1947), fondateur de la sociologie de la culture, proposera d'établir entre idéologie et utopie la distinction suivante : la première conviendrait aux groupes dominants pour légitimer leur autorité, la seconde serait le fait des groupes dominés contestant l'ordre existant. L'utopie, c'est alors l'idéologie tonique et historiquement motrice (*Idéologie et utopie*, 1929-1931; trad. Paris, Marcel Rivière, 1956). Mais c'est essentiellement à Ernst Bloch (mort en 1978) qu'il appartiendra de redéfinir les rapports du marxisme et de l'utopie, en tentant d'intégrer à celui-là les puissances de celle-ci. Après l'*Esprit de l'utopie* (1918), il consacre à cette entreprise son œuvre majeure, *Le Principe Espérance* (*Das Prinzip Hoffnung*, Frankfurt-am-Main, Suhrkamp Verlag, 1959; trad. Gallimard, Paris, 1976, 2 vol. parus). C'est l'avènement du marxisme qui, selon Bloch, permet au « principe de l'utopie » de percer et de libérer sa « dialectique explosive » (Préf., ouvr. cité, p. 15). Car la philosophie marxiste, affirme-t-il, en prenant lui aussi Lénine à témoin (*ibid.*, 17), est par excellence la pensée du Nouveau. « Tout ce qu'il y a de non-illusoire, de réellement possible dans les images de l'espérance converge vers Marx et se trouve à l'œuvre dans la transformation socialiste du monde, encore que d'une manière toujours différente et adaptée à la situation. L'édification de l'espérance participe ainsi réellement de celle de la terre nouvelle et de celle des hommes qui ne la considéraient jusqu'ici que comme un rêve, un pré-apparaître d'ordre supérieur, bien trop élevé. Les rêves d'une vie meilleure se sont toujours interrogés sur l'avènement du bonheur, que seul le marxisme peut inaugurer. Et cela donne lieu sur le plan pédagogique à une nouvelle approche du marxisme créateur, à partir aussi de prémisses nouvelles de nature subjective et objective » (*ibid.*, 27).

• BIBLIOGRAPHIE. — Branislaw BACZKO, *Lumières des utopies*, Paris, Payot, 1978; Ernst BLOCH, ouvrages disponibles en français, outre *L'esprit de l'utopie* et *Le Principe Espérance* : *Thomas Münzer, théologien de la révolution* (Julliard), *Traces* (Gallimard), *La philosophie de la Renaissance* (PB Payot, n° 241), *Droit naturel et dignité humaine* (Payot); sur Bloch, A. MÜNSTER, *Six entretiens avec E. B.* (en allemand), Frankfurt, Suhrkamp, 1977, *Utopie, Messianismus und Apokalypse im Früh Werk von Ernst Bloch*, même éd., 1982; ID., *Figures de l'utopie dans la pensée de E. Bloch*, Paris, Aubier, 1985, et cf. *infra* C. PIRON, apud *Le discours utopique*, et G. RAULET; Gian Maria BRAVO, *Les socialistes avant Marx*, Paris, Maspero, 1970, 3 vol.; G. D. H. COLE, *The forerunners, 1789-1850*, London, Macmillan, 1962; A. CORNU, Utopisme et marxisme, apud *A la lumière du marxisme*, t. II, *KM et la pensée moderne*; D. DESANTI, *Les socialistes de l'utopie*, PB Payot, 1970; L. KOLAKOWSKI, *L'esprit révolutionnaire, marxisme, utopie et anti-utopie*, Bruxelles, 1978; *Le discours utopique*, Colloque de Cerisy, Paris, UGE, 1978; *ibid.*, G. LABICA, *Sur la critique marxiste de l'utopie*; H. LEFEBVRE et C. RÉGULIER, *La révolution n'est plus ce qu'elle était*, Paris, Ed. Libres Hallier, 1978; K. MANNHEIM, *Essays on the sociology of culture*, London, Routledge & Kegan Paul, rééd. 1967; K. MARX et F. ENGELS, *Utopisme et communautés de l'avenir*, choix de Dangeville, Maspero, n° 160, et *Les Utopistes*, n° 161; P. MEIER, *W. Morris*, Paris, ES, 1973; S. MERCIER-JOSA, Hegel et Marx, critiques de l'utopie, apud *Pour lire Hegel et Marx*, Paris, ES, 1980; P. F. MOREAU, *Le récit utopique*, Paris, PUF, 1982; A. L. MORTON, *L'utopie anglaise*, Paris, Maspero, 1979; L. MUMFORD, *Story of Utopias*, London, 1922; J. C. PETITFILS, *Les socialismes utopiques*, Paris, PUF, 1977; G. PLEKHANOV, Les socialistes utopiques, apud *La conception moniste de l'histoire* (*Œuvres*

philosophiques, Moscou, t. 1, p. 482 et s.); G. RAULET, *Utopie-Marxisme selon E. Bloch*, Paris, Payot, 1976; J. RUSS, *Pour connaître la pensée des précurseurs de Marx*, Paris, Bordas, 1973; J. SERVIER, *Histoire de l'utopie*, Paris, Gallimard, 1967; G. SOREL, *La décomposition du marxisme*, Bona fide (rééd. de Marcel RIVIÈRE, 1908), Saint-Denis, 1979; ID., Y a-t-il de l'utopie dans le marxisme ?, apud *Revue de Métaphysique et de morale*, 1899; *Sozialismus vor Marx* (M. HAHN, H. J. SANDKÜHLER Hrsg.), Köln, Pahl-Rugenstein Verlag, 1984.

Voir aussi, dans un champ plus large, les essais ou études de Ivan ILITCH ou Louis MARIN; et la célèbre fiction de G. ORWELL *(1984)*.

▶ CORRÉLATS. — Anticipation, Communisme, Egalité, Esthétique, Fouriérisme, Homme, Humanisme, Idéologie, Millénarisme, Owenisme, Proudhonisme, Quotidienneté, Robinsonnades, Saint-simonisme, Science.

S. M.-J. (collaboration G. L.)

V

Valeur

Al : *Wert.* — An : *Value.* — R : *Stoimost'.*

Fondement du rapport quantitatif d'échange entre les marchandises, la valeur est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à leur production.

La référence de la valeur au temps de production se trouve déjà chez saint Thomas, lorsqu'il cherche le fondement du « juste prix » de vente de la production. Après la période mercantiliste, où on la définit par l'utilité ou comme effet de l'offre et de la demande, s'affirme en Angleterre (fin du XVIIe siècle) la notion de *value (true, real value)*, qui désigne les coûts en salaires. L'idée que le travail est « source de la valeur » est assez répandue au XVIIIe siècle, liée à la représentation de la société civile comme système d'échange de services. La thèse selon laquelle la *value* est *regulated by the quantity of Labour necessarily required* apparaît dans un écrit anonyme de 1738. Smith reprendra cette idée, mais en la restreignant à la période précapitaliste. En effet, le capital industriel naissant se caractérise dès 1750 par le fait que le profit apparaît de plus en plus comme proportionnel au capital engagé. Ce qui conduit à définir la *value* ou « prix naturel » des marchandises par coût + profit moyen, et le prix de marché comme fluctuant autour de cet axe. Chez Smith, la référence au travail prend dès lors un autre sens : il mesure la valeur de la marchandise par la quantité de travail qu'elle peut « acheter » ou « commander ». Il obtient ainsi un principe d'homogénéisation du champ économique qui lui permet de penser l'accumulation par la différence entre le travail requis et travail « commandé ». Mais Ricardo n'aura pas de peine à montrer l'échec de l'entreprise : le « travail commandé » ne constitue pas une bonne mesure puisqu'il est variable, dépendant du taux de salaire. Il propose donc de revenir à la définition de la valeur par le temps de travail nécessaire, quitte à montrer qu'elle est « modifiée » dans la situation du capitalisme, notamment par l'inégalité de la composition des capitaux. Reste à savoir si ces modifications n'équivalent pas dans le système ricardien à la liquidation de la théorie de la valeur. Sur ce point, les opinions sont aujourd'hui divergentes. Marx, pour sa part, verra en Ricardo celui qui a le plus clairement défini la valeur par le temps de travail.

Dans *L'Esquisse d'une critique de l'économie politique* (1843-1844), Engels

se propose de dépasser les théories de Ricardo et de Say et leur opposition : « La valeur est le rapport du coût de production à l'utilité » (MEW, 1, 507). Il exprime en fait un point de vue plutôt ricardien puisque, dans la situation où l'offre équilibre la demande, il définit la valeur par les coûts. (Notons qu'à cette valeur, qu'il nomme « abstraite », ou « réelle », il oppose alors la « valeur d'échange », entendant par-là le prix de marché). Marx consigne en 1844 dans ses *Notes sur Mill* (*Erg.*, 1, 445) un point de vue analogue : la définition par les frais de production n'est qu'un moment abstrait du mouvement réel, commandé par les fluctuations fortuites de l'offre et de la demande.

En même temps cette référence, faite par les classiques, de la valeur au travail, fournit à Marx dans les *Manuscrits de 1844* la base de sa réélaboration de la critique feuerbachienne de la société sous le thème de l'aliénation : l'homme, qui produit dans son travail son être même, se voit dans les conditions du salariat séparé de sa propre essence. Mais le concept de valeur n'occupe pas encore de position essentielle dans le discours de Marx.

L'adhésion à l'analyse « ricardienne » de la valeur, de plus en plus perceptible à partir de 1845, s'affirme de façon globale et explicite dans *Misère de la philosophie* (1847) qui la définit par le temps de travail nécessaire (plus exactement par le « minimum » nécessaire, 1, § 2, précisions que Marx abandonne par la suite). Dans *Travail salarié et capital* (1849), il fournit, dans cette optique, l'exposé de la question du prix de marché.

En 1857 *(Grund.)*, Marx, appliquant la catégorie de valeur à la marchandise force de travail, parvient au concept de plus-value. Il précise que le temps de travail n'est pas seulement mesure, mais substance (ES, 1, 106; Dietz. 86) de la valeur (ou « valeur d'échange », la distinction entre les deux termes n'étant faite que dans la 2e édition allemande du *Capital*) et qu'il s'agit du travail « universel » ou « social » (1, 145; Dietz, 355), indépendant de la « qualité naturelle » des produits. En tant que valeurs, toutes les marchandises sont qualitativement égales et ne se différencient que par la quantité (cf. 1, 76; 60). C'est pourquoi l'argent n'est pas seulement une marchandise parmi d'autres : « En tant que valeur, elle (la marchandise) est de l'argent » *(ibid.)*.

La *Contribution* (1859) qualifie plus précisément la substance de la valeur : travail « uniforme, indifférencié, simple », « général abstrait » (p. 9; MEW, 13, 17). Donc à la fois *abstrait* au sens d'indifférent à la valeur d'usage et *simple*, « moyen », au sens de non qualifié (le travail complexe n'étant qu'une « puissance » du travail simple, réductible à un travail simple plus long). L'ouvrage ébauche aussi l'analyse de la forme de la valeur.

Mais c'est dans *Le Capital* qu'il faut chercher l'état définitif de la théorie marxienne de la valeur, puisque Marx se propose d'y reprendre l'ensemble de la question, en « améliorant » l'exposé de 1859.

Le Capital commence par une définition de la marchandise par ses deux « facteurs » : « Valeur d'usage et valeur d'échange ou valeur proprement dite » (K., ES, 1, 1, 50; MEW, 23, 49).

Substance et grandeur de la valeur. — Par valeur d'usage, il faut entendre toute chose présentant une utilité socialement reconnue, toute « chose qui, par ses propriétés, satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce » *(ibid.)* en entrant soit dans la consommation, soit dans la production. Il s'agit là d'une notion générale, s'appliquant à toute société.

Le travail en général se définit comme production de valeurs d'usage (K., ES, I, 1, 180-187; 192-200), que son résultat prenne ou non la forme de marchandises.

« La valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport *quantitatif*, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèce différente s'échangent l'une contre l'autre (...) » (K., ES, I, 1, 52; 50). Le vocable *valeur d'échange* désigne ici le rapport visible, manifeste entre les marchandises. Et Marx se propose de définir le fondement de ce rapport, le principe et la règle de cette relation quantitative, c'est-à-dire *la valeur* elle-même, dont la valeur d'échange n'est que la « forme de manifestation » (*Erscheinungsform*, MEW, 23, 75). Ce rapport, étant purement quantitatif, repose sur ce qui est commun à toutes les marchandises et par quoi elles peuvent être comparées : le travail cristallisé en elles. Le travail est donc la substance de la valeur *(Wertsubstanz)*. « Le quelque chose de commun qui se montre dans le rapport d'échange ou dans la valeur d'échange est par conséquent leur valeur » (K., ES, I, 1, 54; 53).

La mesure de la quantité ou de la grandeur de la valeur *(Wertgrösse)*, c'est le temps. Il s'agit, bien entendu, du temps socialement nécessaire à sa production, « celui qu'exige tout travail exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales » (K., ES, I, 1, 55; 53) et non du temps propre à chaque producteur particulier ou à chaque entreprise. La valeur désigne donc d'emblée le procès social selon lequel les rythmes et techniques de production sont conditionnés et transformés par la concurrence qui oppose les producteurs entre eux.

Le travail qui forme la valeur est le travail abstrait, c'est-à-dire considéré indépendamment de sa finalité et de ses caractéristiques techniques particulières en fonction desquelles il produit des valeurs d'usage déterminées. Si l'on fait abstraction de tout cela en effet, il reste ce qui est commun à tout travail, et qui est d'être une « dépense de force humaine » (p. 54; 52), une « dépense productive du cerveau, des muscles, des nerfs, de la main de l'homme » (p. 59; 58). Au double caractère de la marchandise correspond ainsi un double caractère du travail. Marx considère qu'il s'agit là d'une découverte importante. « Ce qu'il y a de mieux dans mon livre, c'est : 1°, d'avoir démontré dès le premier chapitre le double caractère du travail selon qu'il s'exprime comme valeur d'usage ou valeur d'échange (toute l'intelligence des faits repose sur cette thèse) (...) » (L. à Engels 24 juill. 1867). « J'ai, le premier, mis en relief ce double caractère du travail représenté dans la marchandise » (K., ES, I, 1, 57; 56).

Ce travail est aussi travail simple. « C'est une dépense de force simple que tout homme ordinaire sans développement spécial possède dans l'organisme de son corps. Le travail simple moyen change, il est vrai, de caractère dans différents pays et suivant les époques; mais il est toujours déterminé dans une société donnée. Le travail complexe (*skilled labour*, travail qualifié) n'est qu'une puissance de travail simple (...) » (K., ES, I, 1, 59; 59).

La forme de la valeur. — La démarche de Marx a consisté jusqu'ici à aller de la valeur d'échange telle qu'elle se manifeste dans ce rapport d'échange au principe qui la régit et qui relève de la production : la valeur. Il peut maintenant faire retour sur la « forme de la valeur »,

c'est-à-dire sur ce rapport de valeur en tant que contenant l'expression de la valeur *(Wertausdruck)*, et montrer qu'il implique la monnaie. « Il s'agit maintenant de faire ce que l'économie bourgeoise n'a jamais essayé; il s'agit de fournir la *genèse* de la forme monnaie, c'est-à-dire de développer l'expression de la valeur contenue dans le rapport de valeur des marchandises depuis son ébauche la plus simple et la moins apparente jusqu'à cette forme monnaie qui saute aux yeux de tout le monde » (K., ES, I, 1, 63;62).

Marx part de la « forme d'échange la plus simple, qui implique au moins deux lots de marchandise $xA = yB$, dont l'un exprime sa valeur en l'autre. C'est le couple forme relative/forme équivalent. La marchandise A acquiert ainsi en B une expression distincte. Elle s'affirme ainsi non plus seulement comme une valeur d'usage, mais comme définie par une relation à une marchandise B qui exprime sa valeur d'échange. Celle-ci pourtant l'exprime encore sous les espèces de sa propre valeur d'usage B.

Mais, dit Marx, on peut pallier cette « insuffisance » en ajoutant à B « tout ce qu'on voudra ». « La forme valeur passe ainsi d'elle-même à une forme plus complète » (p. 75; 76). C'est la forme totale ou développée : $zA = uB$, ou vC, ou wD, etc., où le travail contenu en A se manifeste comme travail abstrait indépendant de la valeur d'usage de ces diverses marchandises. Cette forme présente encore des défauts : la série n'est jamais close, toujours fragmentaire. Mais il suffit de la « retourner » (K., ES, I, 1, 77; 78) pour obtenir la forme valeur générale qui met en rapport les marchandises non plus comme valeurs d'usage, mais comme valeurs. La forme monnaie ou argent n'est rien d'autre que cette forme générale au moment où l'équivalent général s'est identifié avec la forme naturelle de l'or. Toutes les marchandises y trouvent une expression commune qui fait abstraction de leur qualité particulière et les représente en tant que valeur, c'est-à-dire temps de travail abstrait cristallisé.

Ce développement, dont la signification est strictement théorique et non historique, n'a pas seulement pour objet de montrer que la monnaie est une marchandise, mais que l'argent appartient au concept même de la valeur d'échange; en cela la théorie de Marx diffère profondément de celle de Ricardo où la monnaie n'a rien à voir avec la substance de la valeur, mais seulement avec sa mesure. Il s'agit là d'un corollaire de la définition de la valeur par le travail abstrait qui manifeste une contradiction latente : l'échange A-M, où se croisent deux finalités, celle de la valeur d'usage et celle de la valeur d'échange, pourra se transformer en rapport capitaliste A-M-A', où prédominera celle-ci, c'est-à-dire la recherche de l'accumulation de la richesse abstraite.

La catégorie valeur connaît d'importants développements dans *Le Capital*. Citons le concept « valeur de la force de travail », principe de la théorie de la plus-value; la distinction « valeur individuelle / valeur sociale » (K., ES, I, 2, 11; 23, 336) qui donne lieu à la plus-value extra; et enfin la transformation de la valeur en prix de production (liv. III, sect. 2).

La loi de la valeur. — Dans la production marchande, la loi de la valeur n'a pas seulement pour fonction de régler les échanges, mais la production elle-même et la reproduction du système. Lorsque, pour une marchandise, la demande dépasse l'offre, son prix tend à s'élever au-dessus de la valeur, le travail s'y porte et continue d'y affluer jusqu'au moment où l'équilibre

offre/demande étant atteint, la marchandise se vend à sa valeur (ou à son prix de production s'il s'agit de production capitaliste). La notion de valeur ne se comprend donc qu'en relation avec celle de prix de marché et ne s'applique en ce sens qu'à une économie de marché fondée sur la propriété privée. Dès la *Misère de la philosophie*, Marx, se réclamant de Ricardo, développe déjà clairement ce point contre Proudhon, qui traite la valeur comme la catégorie normative du socialisme à venir. Dans le reste de son œuvre, Marx ne revient que de façon fugitive sur cette question. Il se limite à deux propositions. D'une part, la « loi de la valeur », en tant que liée à l'économie de marché, disparaît et avec elle le fétichisme de la marchandise. D'autre part, la question du temps de travail restera primordiale. « Après la suppression du mode capitaliste de production (...) la détermination de la valeur restera dominante, parce qu'il sera plus nécessaire que jamais de réglementer la durée du travail, de distribuer le travail social entre les différents groupes productifs, enfin, d'en tenir la comptabilité » (K., ES, III, 3, 228 ; MEW, 25, 859).

La notion de valeur se trouvant au centre de toute la pensée économique, elle constitue un lieu essentiel de l'affrontement entre la pensée marxiste et la pensée bourgeoise. Les œuvres fondatrices du courant néoclassique, qui rattache la valeur à l'utilité, sont à peu près contemporaines du *Capital*; mais elles viennent largement en réaction contre le mouvement socialiste en général et l'appui qu'il trouvait dans la théorie dite « ricardienne » de la valeur. Le marginalisme traite le travail comme un facteur parmi d'autres (ressources naturelles, moyens de production produits par le travail), l'analyse économique ayant notamment pour fonction d'établir la meilleure combinaison productive entre eux. Récemment s'est manifesté avec l'Ecole de Cambridge un renouveau d'intérêt pour la pensée classique, notamment avec le projet de réduction de l'ensemble des éléments de la production à des quantités de travail de périodes différentes (Sraffa).

Par ailleurs, le développement d'une économie socialiste en URSS relança le débat sur la pertinence de la catégorie de valeur hors du champ de la production marchande. En 1920, Boukharine annonçait, avec la fin de la production de marchandises, la fin de l'économie politique et de ses catégories. Puis on s'efforça de théoriser la transition : la répartition du travail, autrefois assurée par la loi aveugle du marché, l'est progressivement par « la volonté consciente de la société tout entière » (Lapidus et Ostrovitianov), d'abord par une simple « manipulation » de la loi. Selon Staline (1952), la loi de la valeur a cessé d'être le principe régulateur de la production, mais reste essentielle pour l'organisation des échanges. Depuis les années 60, et en relation avec les diverses réformes économiques, des orientations divergentes s'affrontent sur la question des prix : référence soit directe (Stroumiline), soit indirecte (Ecole des prix de production) à la valeur, ou à la productivité marginale (Novojilov, Kantorovitch).

• BIBLIOGRAPHIE. — M 44, 55-70; MPh, 43-89; TSC, MEW, 6, 408-409; *Grund.*, I, 75-211; *Grund.*, Anthropos, II, 462-469, 480-481; *Cont.*, 7-38; K., 1, 51-94, 170-171; K., 2, 7-11; K., 3, 241-253; K., 6, 27-42, 159-224; K., 4, 2, 179-212, 470-480; 3, 145-226; AD, 216-235. — H. G. BACHAUS, Materialien zur Rekonstruktion der Marxschen Werttheorie, in *Gesellschaft*, n° 1, 1974, n° 4, 1976, et n° 11, 1978, Suhrkamp (et livre à paraître); N. BOUKHARINE, etc., *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*, Maspero, 1972; Collectif, *Das Kapitel vom Geld*, VSA, Westberlin, 1973; M. DOBB, *Theory of value and distribution since A. Smith*,

Cambridge, 1973; G. DOSTALER, *Marx, la valeur et l'économie politique*, Anthropos, 1978; A. DOZ et F. RICCI, in *La logique de Marx*, p. 91-133; ID., *Critique de l'économie politique*, n° 18, Maspero, 1974; G. DUMENIL, *Le concept de loi dans « Le Capital »*, Maspero, 1978; M. LIPPI, *Marx, il valore come costo sociale reale*, Etas Libri, 1976; P. MACHEREY, in *Lire Le Capital*, I, 213-256, Maspero, 1966; R. MEEK, *Studies in the Labour theory of value*, London, Lawrence/Wishart, 1956, 2e éd., 1973; D. RICARDO, *Principes de l'économie politique*, chap. 1; I. ROUBINE, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, Maspero, 1978, p. 93-337; A. SMITH, *La richesse des nations*, liv. I, chap. 5, 6 et 7; P. SRAFFA, *Production de marchandises par des marchandises*, Dunod, 1970.

▶ CORRÉLATS. — Capital, Concurrence, Division du travail, Echange, Economie, Fétichisme, Loi, Marchandise, Marché, Monnaie, Planification, Prix, Production, Survaleur.

J. B.

Verbindung

Voir : Combinaison.

Vérité

Al : *Wahrheit.* — An : *Truth.* — R : *Pravda.*

La notion de vérité est conçue, dans le cadre de la philosophie classique, comme propriété de la connaissance vraie et se traduit par une exigence déterminée : celle de l'adéquation entre la représentation conceptuelle et la réalité (*adequatio rei et intellectus*, selon la vieille définition scolastique).

En tant qu'adéquation conçue comme effectivement réalisée, la vérité est prise également dans l'acception de *réalité*, ou conjonction de la subjectivité et de l'objectivité.

L'intervention gnoséologique du marxisme comme « matérialisme dialectique » a pour effet majeur de dépasser l'antinomie de cette double acception de la question de la vérité (idéaliste/réaliste) comme le double versant d'une conception spéculative en le transposant sur le plan de la *pratique*. La formule en est donnée par la *IIe Thèse sur Feuerbach* : « La question de savoir s'il y a lieu de reconnaître à la pensée humaine une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance dans ce monde et pour notre temps ».

Cette thèse centrale sur la vérité permet de cerner l'acception précise du concept de vérité dans sa connotation marxienne :

a) Elle suppose la translation de la question de l'objectivité de la pensée à celle de l'*objectivation* conçue comme « pratique » : ce pourquoi elle s'introduit par une négation de sa nature théorique;

b) Elle renvoie la vérité, posée comme fait de raison dans l'optique idéaliste, au rang de tâche ou d'épreuve : la vérité désigne alors ce qui est à prouver et à éprouver dans et pour une pratique;

c) Elle est donc formulée comme un impératif (« C'est dans la pratique qu'*il faut que* l'homme prouve la vérité ») : ce qui indique d'ores et déjà que la vérité ne saurait se confondre avec une pratique conçue comme une donnée — auquel cas « l'argument de la pratique » fonctionnerait comme « argument paresseux » : la « vérité » devient au contraire le terme et l'enjeu du processus d'objectivation dans et par la praxis.

d) En ce sens, on peut dire que Marx arrache la notion de vérité à la

sphère de la connaissance pour l'introduire dans la sphère de la praxis *historique*. Radicalisant la critique kantienne de la notion de « critère de vérité » et la récusation de la formulation « scolastique » — « la discussion sur la réalité ou l'irréalité d'une pensée qui s'isole de la pratique est purement *scolastique* », conclut la *II*e *Thèse* —, on peut bien dire qu'il fait de la pratique le critère de la vérité au sens matérialiste ou bien qu'il récuse une problématique du critère de vérité comme enfermée dans le cercle de l'idéalisme.

Par là même, le concept marxien de vérité prétend renvoyer dos à dos la conception matérialiste mécaniste ou naturaliste (de l'Antiquité à Feuerbach) qui place la vérité de l'homme dans son objectivité passive ou réceptive, et la conception idéaliste, qui développe « l'aspect actif », « mais seulement abstraitement » *(Thèse I)*. Il s'agit de considérer « le monde sensible en tant qu'activité pratique concrète de l'homme » *(Thèse V)*. L'enjeu *idéologique* de la question de la vérité est donc en dernière analyse le statut de « l'activité « révolutionnaire », de l'activité « pratique-critique » *(Thèse I)*.

Dans le trajet personnel de Marx, cette conception s'est formée en relation avec la conception hégélienne, produit achevé de la problématique idéaliste : en ce sens, le concept marxien de vérité peut être appréhendé comme une formation théorique réactionnelle mise en place *contre* la conception hégélienne de la Vérité, déployée dans la *Logique* et la *Phénoménologie de l'Esprit*. Dans *La Sainte Famille* cette récusation a pour enjeu la conception de l'*histoire* : « L'*histoire* devient donc, comme la *vérité*, une personne particulière, un sujet métaphysique auquel les individus humains réels servent de simples supports » (SF, ES, VI, 101 ; MEW, 2, 83). C'est pourquoi Marx est amené à multiplier des formules « anthropologiques » (voir IA) pour rappeler que la vérité, loin d'être le sujet transcendant de l'histoire, trouve sa réalisation immanente dans le processus historique comme développement conflictuel des rapports sociaux.

Dans son *Ludwig Feuerbach* (1888), Engels donne une formulation spécifiée du passage du régime hégélien au régime matérialiste de la vérité : elle repose sur la distinction du « système » et de la « méthode », l'un constituant le noyau idéaliste de la philosophie hégélienne, l'autre représentant le principe *dialectique*, qui « dissout tout ce qui est dogmatique » (LF, ES, I, 19, in *Etudes philosophiques* ; MEW, 21, 268).

On aperçoit donc la conséquence quant à la conception de la vérité : à partir de Hegel, dit Engels, « la vérité résidait désormais dans le processus même de la connaissance, dans le long développement historique de la science » (LF, ES, 17 ; 267). En d'autres termes, « cette philosophie dialectique dissout toutes les notions de vérité absolue définitive et d'états absolus de l'humanité qui lui correspondent », en sorte qu' « il ne subsiste rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle ; elle montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien ne subsiste devant elle que le processus ininterrompu du devenir et du périr ». En conséquence, « cette vérité éternelle n'est autre chose que le processus logique, c'est-à-dire le processus historique lui-même » (*op. cit.*, p. 18 ; 268).

Dans le cadre de la polémique avec l' « empiriocriticisme », Lénine va reprendre la question et la spécifier. Contre Bogdanov notamment, Lénine est amené à distinguer deux questions, et à porter l'essentiel sur la question de la « vérité objective » :

« 1. Existe-t-il une vérité objective, autrement dit : les représentations humaines peuvent-elles avoir un contenu indépendant de l'homme et de l'humanité ?

« 2. Si oui, les représentations humaines exprimant la vérité objective peuvent-elles l'exprimer d'emblée, dans son entier, sans restriction, absolument, ou seulement de façon approximative, relative ?

« Cette seconde question, ajoute-t-il, est celle de la corrélation entre la vérité absolue et la vérité relative » : c'est celle-ci qui devient donc constitutive, dans la problématique léniniste, du problème générique de la vérité. Autrement dit, contre le *phénoménisme* de Ernst Mach, Richard Avenarius et de ses émules russes, Lénine est amené à insister sur l'*objectivité* de la vérité — la contreposition portant désormais contre la variété *positiviste* de l'idéalisme réduisant la vérité à « une forme organisatrice de l'expérience humaine » (M et E, o., 14, p. 125). Le « sensationnisme » machien, réduisant les corps à des « complexes de sensations » ou « éléments », constitue « un subjectivisme philosophique conduisant infailliblement à répudier la vérité objective » (p. 128). Le *matérialisme* se distingue de l'*agnosticisme* en ce qu'il admet « la réalité objective qui nous est donnée dans l'expérience » et que « nos sensations ont une source objective indépendante de l'homme » (p. 130), conformément aux leçons des « sciences de la nature » — la « conception de la *matière* » n'étant que soi-disant réfutée par la « science moderne » (p. 132).

Il faut relever en effet qu'entre les première, seconde et troisième grandes étapes de la problématisation marxiste de la vérité (soit entre 1845 et 1908) est apparu le mot « agnosticisme », forgé conjoncturellement par le philosophe anglais Thomas Huxley pour désigner la doctrine philosophique, qui, sous des formes variées, postule l'existence d'un « ordre de réalité inconnaissable par nature » (*Vocabulaire* de Lalande, s.v.) ou une sphère inaccessible à l'entendement.

Selon Lénine : « L'agnostique dit : *J'ignore* s'il existe une réalité objective reflétée, représentée par nos sensations, et je déclare impossible de le savoir » (p. 130).

En insistant de façon si déterminée sur l'objectivité de la Vérité, et s'appuyant sur une espèce de *Fait matérialiste* comme une donnée intangible, Lénine ne rompt pas pour autant avec le point de vue marxien de la *praxis*. C'est même précisément ce second pôle de la théorie léninienne de la vérité qui l'écarte d'une *ontologisation* de la vérité, qui serait l'effet paradoxal de son insistance. C'est le sens du rappel : « Le point de vue de la vie, de la pratique, doit être le point de vue premier, fondamental de la théorie de la connaissance » : autrement dit, « ce que confirme notre pratique est une vérité objective » (*op. cit.*, p. 146).

C'est en articulant l'idée d'un invariant matériel — « l'invariabilité du fait que l'homme et la nature n'existent que dans le temps et l'espace » qui s'oppose au subjectivisme de l'esthétique transcendantale — et le postulat du devenir dans la praxis que l'on saisit :

— la dimension *historique* de la conception léniniste de la vérité;
— son enjeu idéologique, qui est de rendre possible, contre le subjectivisme idéaliste, la double thèse de l'appartenance matérialiste et de la possibilité, donc de la nécessité de la transformation (contre le conservatisme fondé sur le *quiétisme* qu'accrédite le subjectivisme).

Voilà en quoi garantir l'objectivité conditionne, dans le projet de Lénine, une pratique auto-fondatrice.

Précisons que l'idée léninienne de « vérité absolue » ne saurait s'entendre en quelque sens éternitaire : bien que « parfaitement accessibles à la connaissance humaine », le monde extérieur et ses lois ne peuvent « jamais en être connus *définitivement* ». D'où une distinction : « *Ne connaissant pas* cette nécessité, nous *savons* qu'elle existe » (*op. cit.*, p. 196).

Si cette affirmation de Lénine résonne comme l'affirmation d'une croyance, il faut ajouter que la *croyance matérialiste* se distinguerait de la notion même de croyance, en son registre idéaliste, en cela justement qu'elle est garantie *a parte post* par la pratique qui la « prouve », encore qu'elle soit formulable *a parte ante* comme thèse gnoséologique. C'est en ce sens la pratique qui reconduit continûment l'appartenance matérialiste et *vérifie*, au sens strict de *réaliser* la vérité inhérente au « fait matérialiste ». Cela ne devrait apparaître comme métaphysique ou même fidéiste qu'à une philosophie qui distrait la réalité de la pratique, soit une philosophie *idéaliste*.

▶ CORRÉLATS. — Absolu/Relatif, Agnosticisme, Connaissance, Idéalisme, Kantisme, Matérialisme dialectique, Objectivisme/Subjectivisme, Philosophie, Pratique, Science, Théorie.

P.-L. A.

Vie / Vitalisme

Al : *Leben, Lebenskraft/Vitalismus.* — An : *Life/Vitalism.* — R : *Žizn'/Vitalizm.*

La notion de *vie*, pensée en tant que telle, suppose l'isolement possible d'un *principe* qui se manifeste à travers un certain type de phénomènes relatifs à une classe d'être dotés d'un certain niveau d'organisation et de certaines fonctions (nutrition, reproduction) — par opposition aux êtres inorganiques.

On comprend que, dès que la notion a été isolée comme telle, objet-référent d'un type de science déterminé, on ait pu parler de « vitalisme ». Mais si l'on définit celui-ci comme la « doctrine d'après laquelle il existe en chaque individu un « principe vital », distinct à la fois de l'âme pensante et des propriétés physico-chimiques du corps, et gouvernant les phénomènes de la vie » (*Vocabulaire* de Lalande, s.v.), on peut dire qu'il désigne l'Ecole de médecine de Montpellier, fondatrice du « vitalisme » au sens strict (Th. de Bordeu, Barthez).

Par extension, on désignera comme « vitalisme » « toute doctrine admettant que les phénomènes de la vie possèdent des caractères *sui generis*, par lesquels ils diffèrent radicalement des phénomènes physiques et chimiques, et manifestent ainsi l'existence d'une « force vitale » irréductible aux forces de la matière inerte » (ouvr. cit., *ibid.*). Le terme s'oppose en ce sens au *mécanisme*, qui dénie l'existence d'un principe de ce genre, et réduit « la vie » à l'ensemble des phénomènes physico-chimiques qui l'expriment.

1) La philosophie marxiste de la *nature*, en fonction de ses principes fondamentaux, récuse la conception vitaliste, mais au nom d'une argumentation spécifique : ce qui est premier, c'est « la matière en mouvement », en sorte que « la vie organique » n'en est qu'une forme dialectiquement supérieure (AD, chap. VII-VIII). Il n'y a donc pas lieu de supposer l'intervention d'un principe hypostasié, *deus ex machina* du processus matériel.

Mais le mécanisme matérialiste suppose l'existence d'un substrat de

la « vie organique », qui est précisément la *matière*. L' « heure de la vie organique » est ainsi « l'heure du suprême développement » de la matière (DN, ES, p. 46 ; MEW, 20, 327). Engels pose comme tâche à la science biologique, à partir des trois grandes découvertes du XIXe siècle (transformation de l'énergie, théorie cellulaire, évolutionnisme) : « Expliquer la naissance de la vie à partir de la nature inorganique » (*op. cit.*, p. 198 ; 468-469) — ce qui tarirait de fait le vitalisme, encore qu'il concède que « le fondement physico-chimique des autres phénomènes de la vie en est encore presque à ses débuts » (*op. cit.*, p. 75 ; 354). Mais précisément la vie est le *nec plus ultra* de la science de la nature, dans la mesure où elle est « un résultat de la nature tout entière » (*op. cit.*, p. 199 ; 470).

2) Mais, au-delà de cette forme spécifiquement biologique, la vie désigne, fût-ce métaphoriquement, la forme même de la dialectique, soit la *contradiction* : « La vie est donc également une contradiction qui, présente dans les choses et les processus eux-mêmes, se pose et se résout constamment », en sorte que « dès que la contradiction cesse, la vie cesse aussi, la mort intervient » (AD, chap. XII). C'est le sens des formules par lesquelles Engels exprime en raccourci la nature dialectique de la vie : « Vivre c'est mourir » (DN, ES, p. 303 ; 554) — ce qui rappelle la formule analogue de Claude Bernard ou, paradoxalement, la définition de Bichat, d'inspiration vitaliste, de la vie comme « l'ensemble des fonctions qui résistent à la mort » (*Recherches sur la vie et la mort*, 1802).

C'est que la vie, dans une conception dialectique, permet de saisir la réalité de la contradiction, moteur universel, *in concreto* — sans se référer pour autant au point de vue de la finalité dont le matérialisme veut faire l'économie. Par extension on ne s'étonnera pas de voir la vie qualifier, dans le vocabulaire de Marx, la *contradiction sociale*. C'est le sens de la catégorie de « vie sociale », centrale dans *L'idéologie allemande*. C'est en cette acception qu'il parle de « processus vital » pour désigner la production (IA, ES, p. 50-51 ; MEW, 3, 25). La réalité sociale s'oppose en ce sens à l'idée comme la vie, riche de ses contradictions, s'oppose au monde inerte et exsangue. Par cette notion de production de la vie sociale, on le voit, la notion de vie, théorisée par le matérialisme dialectique, s'étend au matérialisme *historique*, en indiquant le contenu concret de la vie, *sociale* en dernière instance. C'est ce passage qu'indique la formule fameuse de *L'idéologie allemande* : « Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience » *(ibid.)*.

▶ CORRÉLATS. — Contradiction, Dialectique de la nature, Etre social / Conscience, Matérialisme, Matérialisme dialectique, Mécanisme.

P.-L. A.

Ville / Campagne

Al : *Stadt/Land.* — An : *City/Countryside.* — R : *Gorod/Derevnja.*

La séparation (ou l'opposition) de la ville et de la campagne est analysée par Marx et Engels comme un effet de la division du travail. Plus précisément, elle constitue le premier stade de cette division : « La division du travail à l'intérieur d'une nation entraîne d'abord la séparation du travail industriel et commercial, d'une part, et du travail agricole, d'autre part; et, de ce fait, la séparation de la *ville* et de la *campagne* et l'opposition de leurs intérêts » (IA, 16 ; MEW, 3, 22).

Le caractère essentiel de cette division tient au fait que la ville a été instaurée, *simultanément*, en lieu de fonctions économiques spécialisées et en centre de pouvoir : « L'opposition entre la ville et la campagne fait son apparition avec le passage de la barbarie à la civilisation, de l'organisation tribale à l'Etat, du provincialisme à la nation. (...) L'existence de la ville implique du même coup la nécessité de l'administration, de la police, des impôts, etc., en un mot, la nécessité de l'organisation communale, partant de la politique en général » (IA, 49 ; 50). Du coup, la séparation technique ville/campagne devait se doubler, dès son origine, d'une prééminence de la ville sur la campagne.

Le capitalisme représente, pour Marx, le paroxysme de cette prééminence : la forme économique portée par la grande industrie « paracheva, dit-il, la victoire de la ville sur la campagne ». En effet, la production capitaliste peut être définie comme « la production marchande qui devient la forme générale de toute production » (K., II, 2, 102; MEW, 24, 114), comme la soumission de toute production à la logique de la valeur d'échange. De ce fait, le capitalisme entraîne un triple processus : *a)* une nécessaire reconversion de la production agricole, caractérisée par un rôle décisif de la valeur d'usage; *b)* une soumission de cette production à la fonction marchande, fonction urbaine par excellence; *c)* par la généralisation des rapports d'échange, une concurrence directe entre les travailleurs agricoles et les autres types de travailleurs, concurrence pour laquelle les premiers sont particulièrement mal armés. En ce sens, l'évolution de la campagne est, en régime capitaliste, complètement déterminée de l'extérieur, sans que la population rurale y puisse quelque chose. Ainsi s'expliquent la paupérisation de la campagne et l'exode rural que décrit Marx dans *Le Capital* (K., I, 3, 85; MEW, 23, 671-672) : « Dès que le régime capitaliste s'est emparé de l'agriculture, la demande de travail y diminue absolument à mesure que le capital s'y accumule. (...) Une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière et dans l'attente des circonstances favorables à cette conversion (...) L'ouvrier agricole se trouve par conséquent réduit au minimum de salaire et a un pied déjà dans la fange du paupérisme ».

Une telle hiérarchie est-elle portée nécessairement par la séparation technique de la ville et de la campagne ? Les historiens de l'Antiquité grecque permettent de répondre à cette question en montrant que, malgré l'existence de fonctions urbaines, l'unité ville/campagne est une des trois caractéristiques de la vie sociale de la cité (avec l'unité citoyen/soldat et le lien citoyenneté/propriété foncière : cf. *Mythe et société en Grèce ancienne*, J.-P. Vernant, Maspero, p. 21). Or cette particularité est le résultat d'un choix politique : « La constitution clisthénienne se propose précisément de dépasser l'opposition de la campagne et de la ville et d'édifier un Etat qui ignore de façon délibérée, dans l'organisation des tribunaux, des assemblées et des magistratures, toute distinction entre urbains et ruraux. (...) Même si, à cette époque, la ville sert déjà de résidence à des artisans et des commerçants formant un *dèmos* urbain, même si elle implique un genre de vie et des modes d'activité particuliers, ce qui la définit dans le principe, ce n'est pas une forme spéciale d'habitat ni une catégorie à part de citoyens, mais le fait qu'au centre du territoire, elle rassemble comme en un même point tous les édifices, civils et religieux, qui sont liés à la vie

commune du groupe, et ce qui est public par opposition au privé » (*Mythe et pensée chez les Grecs*, J.-P. Vernant, Maspero, p. 214-215).

A la lumière de cette expérience, on comprend mieux le mot d'ordre de *L'idéologie allemande* : « L'abolition de cette opposition entre la ville et la campagne est l'une des premières conditions de la communauté » (p. 49; MEW, 3, 50). Toute rupture réelle avec le capitalisme doit se fixer comme l'un de ses objectifs la tâche de redéfinir l'unité du concept de ville.

• BIBLIOGRAPHIE. — F. BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Flammarion, 3 vol., 1980; M. CASTELLS, *La question urbaine*, Paris, Maspero, 1972; ID. et F. GODARD, *Monopolville. L'entreprise, l'Etat, l'urbain*, Paris, La Haye, Mouton, 1974; P.-H. CHOMBART DE LAUWE, *La fin des villes. Mythes et réalités*, Paris, Calmann-Lévy, 1982; P. CLAVAL, *La logique des villes*, Litec, 1981; F. ENGELS, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, ES, 1975; ID., *La question du logement*, Paris, ES, 1975; H. LEFEBVRE, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 2 vol., 1968, 1973; ID., *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos, 1970; ID., *Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970; ID., *La pensée marxiste et la ville*, Paris, Casterman, 1972; ID., *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974; A. LIPIETZ, *Le tribut foncier urbain*, Paris, Maspero, 1974; J. LOJKINE, *Le marxisme, l'Etat et la question urbaine*, Paris, PUF, 1977; *Marxisme et géographie urbaine*, ouvr. coll. de « Villes en parallèle », Univ. Paris X-Nanterre, 1983; M. VERRET, *L'espace ouvrier*, Paris, A. Colin, 1979 (cf. Biblio, *apud* Notes); M. VOVELLE, *Ville et campagne au XVIIIe siècle*, Paris, ES, 1980.

▸ CORRÉLATS. — Collectivisation, Division du travail, Division TM/TI, NEP, Paupérisme, Paysannerie, Quotidienneté, Rente.

J.-F. C.

Violence

Al : *Gewalt.* — An : *Violence.* — R : *Nasilie.*

1 / La violence n'est pas un concept. Elle est une pratique inhérente aux rapports sociaux dont elle exprime diverses formes. Le rapport entre Robinson Crusoé et Vendredi en est le symbole désormais classique pour les marxistes. A Dühring, qui voit dans « la violence politique immédiate » l' « élément primordial » de l'histoire et fait donc des « situations politiques » la « cause décisive de l'état économique » (AD, II, chap. II début; les chap. II, III et IV sont consacrés à la « Théorie de la violence »), Engels rétorque qu'aucune violence n'est jamais première, qu'elle suppose des conditions; ainsi Robinson, avant d'asservir Vendredi, doit disposer d'une arme, d'outils et des moyens de l'entretenir. Cet exemple puéril, utilisé par Dühring, prouve déjà, commente Engels, que « la violence n'est que le moyen tandis que l'avantage économique est le but » (*ibid.*, 192; MEW, 20, 148). Toute l'histoire vérifie cette règle. La propriété privée n'apparaît même pas en général comme le produit du vol ou de la violence, partout, au contraire, où elle se constitue, « c'est la conséquence de rapports de production et d'échanges modifiés, et cela sert l'accroissement de la production et le développement du commerce — cela a donc des causes économiques. La violence ne joue en cela absolument aucun rôle » (*ibid.*, 194; 150-151). De même, s'agissant de la conquête du pouvoir politique par la bourgeoisie, ce sont les facteurs économiques qui ont rempli la fonction déterminante, « l'industrie contre la propriété foncière », « l'économie monétaire contre l'économie naturelle » (*ibid.*, 196; 152). La violence « ne peut pas faire de l'argent » (*ibid.*, 189; 154); l'histoire des armes à feu, — histoire de la technologie militaire, et leur contrôle, expliquent les rapports de puissance, et la violence ne peut vaincre sans condi-

tions matérielles (200 et s.). Partant, Engels expose la thèse suivante : une fonction économique de caractère social produit la violence politique; celle-là acquiert une certaine autonomie, elle devient de servante maîtresse; deux types d'action peuvent alors s'ensuivre : ou bien la violence s'exerce dans le sens de l'évolution économique normale, elle l'accélère, ou bien elle agit à contresens, elle est tôt ou tard balayée par le développement économique. Dans le premier cas la violence est proprement « révolutionnaire », elle est « l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs » ou « l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes » (*ibid.*, 214 et s.; 169 et s.). Engels évoque expressément Marx et son analyse de la « genèse du capitaliste industriel », à l'appui de sa thèse. Marx avait écrit à propos des « différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore » : « Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes, sans exception, exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abréger les phases de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique » (K., I, III, 193; MEW, 23, 779). Engels reprendra encore ce jugement en 1890 : « La violence (c'est-à-dire le pouvoir d'Etat) est, elle aussi, une force économique! » (*Die Gewalt (d.h. die Staatsmacht) ist auch eine ökonomische Potenz;* L. à C. Schmidt du 27 oct., MEW, 37, 493).

2 / Cette thèse appelle un certain nombre de remarques. Elle ne prend pas seulement le contre-pied de l'idée reçue, dont Dühring se fait l'écho, selon laquelle la violence serait le moteur de l'histoire, le monde bruit et fureur, ou l'agressivité vertu première, et le tout, en tant que « mal absolu », « péché originel » (AD, cit., 215; il s'agit du jugement de Dühring encore), représentant la version chrétienne du Polémos héraclitéen. En ce qu'elle répudie les affirmations rousseauistes et proudhoniennes concernant l'origine de la propriété, elle semble manifester une évolution dans la pensée de Marx et Engels eux-mêmes. N'avaient-ils pas approuvé et Rousseau et Proudhon (SF, chap. IV) ? Ne s'étaient-ils pas, au sein de la « Société universelle des communistes révolutionnaires », associés aux blanquistes, ces farouches partisans du coup de main ? N'avaient-ils pas conclu *Le Manifeste* par le fameux appel « au renversement violent *(durch den gewaltsamen Umsturz)* de tout le régime social du passé » ? Engels lui-même, quelques années auparavant, n'avait-il pas achevé sa *Situation de la classe laborieuse en Angleterre* sur l'évocation du mot d'ordre prolétarien « Guerre aux palais, paix aux chaumières » ? Il est certain que Marx et Engels éprouvèrent, dans leur jeunesse particulièrement, plus que de la sympathie pour ce genre de perspectives, mais ils n'en firent jamais la panacée de la transformation sociale. L'observation des expériences, et des échecs, des révolutions de 1848 jusqu'à la Commune de Paris et, davantage encore, l'établissement du diagnostic de la société bourgeoise, qui se donnait, en matière de violence également, comme un véritable révélateur, les conduisirent à la plus ferme intransigeance idéologique à l'encontre des apologètes du chambardement, qu'ils fussent utopistes ou anarchistes de toutes obédiences. Ils n'épargnèrent ni Blanqui, ni Bakounine et s'élevèrent tout autant contre le bris des machines (luddisme) que contre le spontanéisme insurrectionnel. C'est que la violence la plus

immédiate ne parle pas seulement d'elle-même, mais de ce qui l'engendre ; quant à la violence révolutionnaire, elle obéit, convenablement entendue, à une triple détermination. La première considère le rapport des forces en présence, la conjoncture, ou la crise, et les conditions objectives de la révolution ; la seconde ajuste, face aux pratiques de violence de la classe dominante et des rapports d'exploitation, la réponse des dominés, de la constitution d'une avant-garde, le parti, aux différentes formes de luttes, de la grève au soulèvement armé. La violence fait ici place à ses causes réelles. Marx, dès 1843, soulignait que, si « l'arme de la critique » ne pouvait remplacer « la critique des armes », la théorie n'en devenait pas moins « une force matérielle » *(materielle Gewalt)* quand elle s'emparait des masses (*Cridr.*, éd. bil, Paris, Aubier, p. 78-79). Et Engels relevait, en 1845 : « Plus les ouvriers anglais acquerront d'idées socialistes, plus leur exaspération actuelle, qui ne mènerait à rien si elle restait aussi violente qu'elle est maintenant, deviendra superflue ; plus leurs entreprises contre la bourgeoisie perdront en sauvagerie et en brutalité » (*Sit.*, ES, p. 359 ; MEW, 2, 505). Le facteur de la conscience est, à cet égard, tout aussi indispensable que celui des conditions proprement « matérielles ». Troisième élément enfin, celui de la finalité ; la violence ne vise nulle catharsis, mais bien l'obtention du pouvoir politique, autrement dit l'Etat, mais selon cette figure qui tend à le nier, parce qu'elle a pour fonction l'abolition même de la violence que sont les classes, la dictature du prolétariat. Par où se dégage une autre leçon, savoir que la pire violence n'est pas la plus ouvertement violente, *i.e.* armée, sanglante, mais la violence institutionnalisée, pacifique, telles celle de l'usine, celle aussi de la justice de classe ou même de l'école ; tandis que sa réciproque, du côté des dominés, en dépit de formes tout autant institutionnalisées, parti et syndicat, et de modes d'actions non violents, manifestations et grèves, est bien plus souvent condamnée, à raison même de la domination, à revêtir des expressions de violence ouverte, par exemple la barricade ou le combat de rues, dont Engels, dit « le Général », ne se fit pas par hasard l'observateur scrupuleux.

Quoi qu'il en soit, les proclamations réitérées, depuis *Le Manifeste*, de la nécessité du recours à la violence, jointes à la haine de classe des bourgeoisies, contribueront à prêter au marxisme la physionomie la plus terrifiante. La vision d'apocalypse, à laquelle même un Zola ne parvient pas à échapper (cf. les dernières pages de *Germinal*), sera relayée et encore amplifiée par la révolution bolchevique et l'image de « l'homme au couteau entre les dents ». Les protestations de Lénine, qui allaient pourtant dans le même sens que les analyses d'Engels, n'auront pas réussi à lever l'ambiguïté. Au contraire la violence accrue des rapports impérialistes donnera sa plus grande extension au jugement, nullement sur ce point hétérodoxe, de Mao Zedong : « L'expérience de la lutte de classes à l'époque de l'impérialisme montre que la classe ouvrière et les masses travailleuses ne peuvent vaincre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie armée qu'avec des fusils. En ce sens on peut dire qu'il n'est possible de transformer le monde qu'avec l'aide des fusils... Si tu veux qu'il n'y ait plus de fusils, prends donc ton fusil » (*La guerre et la stratégie*, 6 nov. 1938 ; *apud* ES, II, 263 ; repris dans le recueil de *Citations*, ou *Petit Livre rouge*, de 1966). On sait combien, récemment encore, des métropoles de l'Occident aux Fronts de Libération africains ou sud-américains, cette parole fut entendue. Il n'est pas jusqu'à des pasteurs qui en furent troublés (de la « violence » de Camillo Torrès, en

Colombie, à la « non-violence » de M. L. King aux Etats-Unis), conduisant un Mgr Veuillot à confesser : « La Parole de Dieu sur le thème de la violence n'est d'ailleurs pas facile à analyser ».

Si celle du marxisme l'est davantage, en principe, ce n'est assurément pas par elle-même, mais par les objets et les problématiques auxquels elle ne cesse de renvoyer.

• BIBLIOGRAPHIE. — KM/FE : KM, *Cripol.*, Paris, ES, 1975, p. 103-104; MEW, 1, 259 (la relation constitution/révolution); KM, MPh, dernière page (sur l'antagonisme de classes et la citation de G. Sand); KM, *Grund.*, ES, 1, 84 ; Dietz Verlag, 1974, 68 (sur les éléments séparés par la violence, que la violence réunit); KM/FE, *Résolution de la Conférence de Londres de l'AIT*, sept. 1871; MEW, 17, 422; trad. apud *Tracap*, Annexes, ES, p. 117 (le parti du prolétariat comme réplique à la violence des classes dominantes); FE, AD, Manuscrits pour l'AD, ES, 367-369; FE, Préf. de 1895 à LCF (sur les moyens légaux et illégaux); W. BENJAMIN, *Zur Kritik der Gewalt*, Frankfurt, Suhrkamp, rééd., 1965; K. KAUTSKY, *Grenzen der Gewalt*, Karlsbad, 1934; LÉNINE : cf. *Le socialisme et la guerre* (O., 21), *L'Etat et la révolution* (25), le t. 28 (notamment 244, 246, 265, 295), *Le Cahier bleu*, G. LABICA éd., Bruxelles, 1977; G. SOREL : sur la violence comme créatrice d'une moralité supérieure, cf. *Réflexions sur la violence*, Paris, Marcel Rivière, 1906 et ROSSIGNOL, *Pour connaître la pensée de G. Sorel*, Paris, Bordas; divers : E. BALIBAR, C. LUPORINI, A. TOSEL, *Marx et sa critique de la politique*, Paris, Maspero, 1979; B. BRECHT, *Me-ti*, Paris, L'Arche, 1968; F. FANON, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961; ID., *Pour la révolution africaine*, Paris, Maspero, 1964; *La violence et les chrétiens*, Semaine des Intellectuels catholiques, Paris, Desclée de Brouwer, 1967.

▶ CORRÉLATS. — Cf. les diverses « entrées » citées dans le corps de l'article; ainsi que Bakouninisme, Guerre, Marché, Pacifique (voie), Pouvoir, Robinsonnades.

G. L.

Voie non capitaliste de développement (VNCD)

Al : *Nichtkapitalistischer Entwicklungsweg.* — An : *Non-capitalist way of development.* — R : *Nekapitalističeskij put' razvitija.*

La voie non capitaliste de développement (VNCD) tient du souci d'assurer l'évitement de la phase capitaliste dans le procès d'instauration du socialisme. D'où son apparence séductrice. Et pour cause : échapper à la matrice des obstacles supposés à son avènement : le capitalisme. Ce qui explique son adoption rassurante. Elle représenterait la forme privilégiée et sans doute unique de transition au socialisme dans les pays anciennement colonisés ou semi-colonisés. L'accumulation primitive s'y trouve entravée ou à peine entamée. Ce qui emporte l'idée, le plus souvent admise, consistant à souligner l'avantage de « contourner », de « sauter » ou de « brûler » le stade d'évolution capitaliste. Il s'agirait bien d'un passage direct de rapports précapitalistes à d'autres, de type socialiste.

Cette représentation prévaut dans l'élaboration de la notion et a fixé son usage. Usage qui n'a pas manqué de trouver le lieu de sa fortune : la Mongolie, le Vietnam, l'Inde, la Guinée, l'Egypte, l'Algérie, etc., et devait se voir conférer un statut marxiste. Le théoricien le plus prolifique en la matière, R. Oulianovski, déclarait en 1970 que « la théorie du développement non capitaliste proposée par les fondateurs du marxisme-léninisme a presque cent ans d'histoire et continue de se développer et de se perfectionner » (*La Nouvelle Revue Internationale — NRI —*, Paris, nº 143, juill. 1970, p. 178). De là, la possibilité supposée d'établir une distinction méthodologique entre pays indépendants (cf. I. Marton et I. Andreev)

ou encore, récemment, d'opérer l' « anatomie du socialisme existant réellement » (R. Bahro, *L'alternative*, Paris, Stock 2, 1979).

Usages donc divers. Mais qui invitent à des réserves quant à leur pertinence théorique pour penser la nécessité et la nature du substitut attendu, et par conséquent, penser l'éventualité de faire l'économie de l'appropriation des résultats de la phase capitaliste. Question qui oblige à regarder, dans la théorie marxiste, son émergence. Laquelle provient d'abord de la rencontre précieuse — à plus d'un titre — de Marx et d'Engels avec l'histoire de la Russie. En effet, l'objet de cette rencontre est l'analyse d'une possible transition au socialisme en Russie tsariste. Marx le fera à partir du fonds de la pensée des populistes : Bielinski, Herzen, Tchernychevski qui, tout en considérant qu'ils ont beaucoup à apprendre de l'Europe (Tchernychevski), tiennent à un destin exceptionnel de la Russie (Herzen). Cette pensée se nourrit à travers la discussion entre slavophiles et occidentalistes. Après 1861, le débat se prolonge et se centre autour de la portée des réformes et leurs effets sur la commune rurale. Et de s'arrêter sur la question de la puissance de cette structure communale : peut-elle être le point de départ d'une évolution communiste sans passer par la phase capitaliste ? D'où l'épreuve du *Capital* sur la spécificité russe, face à la méprise des populistes de la « deuxième génération » (Lénine). Marx se doit de s'expliquer sur son analyse de la genèse du capital, nuancée du reste dans l'édition française faite à partir de la deuxième de l'original. Or, les Russes ont disposé de la première traduction de la première édition. La nuance porte sur la restriction du champ d'analyse de la genèse et du développement du capital à l'Europe occidentale. En outre, dès les années 70, Marx est au fait des problèmes russes, agraires en particulier, ayant lu Flérovski, Tchernychevski et quelques autres. Et, sans doute, projetait-il d'incorporer les résultats de ses études russes aux prochaines livraisons (liv. II et III). C'est pourquoi la rectification n'est indiquée ni en préface ni en note dans le liv. I.

Autrement dit, quand la polémique éclate entre les populistes (Mikhaïlovski notamment) et Marx, les choses sont claires pour lui, à telle enseigne qu'il devra répondre en 1881 à V. Zassoulitch en reprenant un argument du *Capital* non modifié (K., I, 3, 204; MEW, 23, 789-790; Brouillons, lettres, *apud* CERM, *Sur les sociétés précapitalistes*, Préf. M. Godelier, ES, p. 331, 335, 341). Cela dit, à l'assertion des populistes selon laquelle Marx pense que la Russie doit passer par les mêmes phases d'évolution que l'Europe, ce dernier répond méthodiquement : « ... la commune russe peut s'incorporer les acquêts positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines » (troisième brouillon, CERM, *op. cit.*, p. 339). Cette indication, auprès de bien d'autres plus optimistes (cf. CERM, *op. cit.*, p. 350), procède de la problématique du futur antérieur (cf. G. Labica, *Le statut marxiste de la philosophie*, Paris, PUF, 1976, p. 27) et permet de penser le rythme et la temporalité du raccourci. Elle est présente chez Engels (Préf. à *Sit.*) ou chez Marx (*Introd.*, 57; K., Préf. 1re éd., I, 1, 18 et s.; 23, 12 et s.; I, 3, 156; 744; III, 3, 172; 760). On la rencontre également chez Herzen (L. à Linton, citée par Plekhanov, *in* Nos controverses, apud *O. Philos.*, trad. L. et J. Cathala, Moscou, Ed. du Progrès, s.d., t. I, p. 103) et chez Tchernychevski (La possession communale, *apud* Textes choisis, in *Etudes sur le devenir social*, IX, Paris, M. Rivière et Cie, 1911, p. 214 et s.).

L'idée de raccourci représente la possibilité d'abréger la temporalité en accélérant le rythme tout en faisant sien un réquisit constitutif de velléités réelles de transition.

L'hypothèse tiendra cependant jusqu'en 1882; mais sa réalisation est sommée, afin de s'y soutenir, de « donner le signal d'une révolution prolétarienne en Occident » (Préf. à l'éd. allemande de 1890 du MPC ; MEW, 4, 586). Elle sera définitivement invalidée par Engels en 1894, car, observe-t-il, la commune rurale a perdu l'essentiel : la propriété commune qui, « ailleurs est à créer pour la première fois » (Épilogue aux « Rapports sociaux en Russie », *apud* CERM, *op. cit.*, p. 357 sq.). En dépit de cet *Epilogue*..., les populistes s'entêtent (cf. à propos de Danielson, lettre d'Engels à Plekhanov du 26-2-1895) ; même ce dernier arrive péniblement à se débarrasser de cette croyance...

Lénine va s'attacher au *Développement du capitalisme en Russie*. Il en conclut que ce n'est pas le capitalisme qui est « mort-né » (Vorontsov), mais c'est le *mir* idyllique qui est déliquescent. D'où sa constante : on souffre moins du capitalisme que de son développement insuffisant (cf. aussi K., I, 1, 18 ; 23, 12). D'autre part, le *mir* étant transformé en « un banal régime petit-bourgeois » (O., 2, 259 et s.), le populiste s'en est forgé une « utopie petite-bourgeoise » (O., 1, 398, note). Et de noter le vain espoir d'une autre voie de développement (O., 1, 437), *i.e.* des « voies non capitalistes » (O., 1, 394; 17, 113) : en fait, la négation verbale du développement spontané de la petite production vers le capitalisme (cf. O., 32, 373). L'expérience de Sun Yat Tsen confirme cette conception (cf. O., 18, 166 et s.), alors que les analyses de la nouvelle situation en Russie après Octobre 1917 désignent le risque d'une instauration/restauration d'un « capitalisme basé sur la petite production » (O., 32, 356).

Un tournant est pris avec le IIe Congrès de l'IC. On en arrive à envisager que « ... le stade de développement capitaliste (n')est (pas) inévitable pour les peuples arriérés » (O., 31, 251 et s.). Un principe dont la théorisation est laissée aux soins de l'IC. Or, il n'en fut rien jusqu'au VIe Congrès. Plus tard, il semble même qu'on ait oublié les acquis à juger par ce qu'avance R. Oulianovski situant l'idée dans les années 1960 (cf. *Le socialisme et les pays libérés*, Ed. de Moscou, 1975, p. 84) et modifiant ainsi la datation proposée en 1970. Songe-t-il aux résultats des deux conférences de Moscou regroupant les PC en 1960 et 1969 ? Conférences, certes, stratégiquement utiles dans l'établissement et l'encouragement de ce qu'on appelle l'option ou l'orientation socialiste qu'adoptent de nombreux pays nouvellement indépendants, en ce qu'ils échapperaient ainsi au néo-colonialisme et à la domination impérialiste et résoudraient leurs problèmes essentiels (sous-développement, exploitation, démocratisation de la vie sociale et politique...) : « Conditions nécessaires pour le passage au développement socialiste » (*Document principal* de la Conf. de 1969), mais en revanche, la stratégie d'alliance que dégagent ces conférences est parfois incertaine en raison de la nature des pouvoirs généralement accaparés par la petite bourgeoisie nationaliste, et dont le rapprochement avec le marxisme est hésitant et contradictoire. C'est pourquoi dans un procès de formation des classes, la VNCD — *quantum mutatis ab illo* — demeure une question flottante. Signe de flottement : les actes du colloque reproduit dans la *NRI* de juillet 1970. Flottement accompagné, toutefois, de l'interrogation majeure et irrésistible sur la compatibilité de la VNCD

avec le rôle dirigeant du prolétariat. Ce qui poserait la VNCD comme organe de la révolution prolétarienne (par ses moyens) précédant ou s'enchevêtrant avec la temporalité de la révolution socialiste (par ses objectifs) assurant, ainsi, l'éventuelle réédition de la « révolution contre *Le Capital* » (*Gramsci dans le texte*, ES, 1975, p. 46).

• BIBLIOGRAPHIE. — L. ALTHUSSER, Appendice : sur la « moyenne idéale » et les formes de transition, apud *Lire Le Capital*, Paris, Maspero, 1970, t. 2, p. 72-78; *Pour Marx*, Maspero, 1971, p. 93 et s.; K. AMMOUR, C. JAUGATE, J. J. MOULIN, *La voie algérienne*, Paris, Maspero, 1974; I. ANDRÉEV, VNC : quelques problèmes théoriques, *La Nouvelle Critique*, n° 73, 1974; J. ARNAULT, *Cuba et le marxisme*, ES, 1967; B. CHIRENDYB, *Sans passer par le capitalisme. Essai sur l'expérience mongole*, Oulan-Bator, Ed. d'Etat, 1968; R. GARAUDY, *Le problème chinois*, Paris, UGE, 1967, « 10/18 »; JOUKOV *et al.*, *Le Tiers Monde. Problèmes et perspectives*, Moscou, Ed. du Progrès, 1970; G. LABICA, Marxisme et spécificité, *La Pensée*, n° 177, oct. 1974; LE DUAN, La révolution vietnamienne. Problèmes fondamentaux et tâches essentielles, apud *Ecrits, 1960-1975*, éd. en langues étrangères, Hanoï, 1976, p. 179-352; LÉNINE, cf. Index, O., 47, p. 527 et 723; I. MARTON, *Polarisation, diversification et lignée buissonnante des voies de développement dans le Tiers Monde*, Cahiers du CERM, Paris, sept. 1971; KM et FE *et al.*, Circulaire contre Kriege, *apud* H. DESROCHE, *Socialismes et sociologie religieuse*, Paris, Ed. Cujas, 1965; NGUYEN KHAC VIEN, *Expériences vietnamiennes*, ES, 1970; PLEKHANOV, *Histoire de la pensée sociale en Russie*, Paris, E. Bossard, 1926; K. RADJAVI, *La DDP et le dépérissement de l'Etat de Marx à Lénine*, Paris, Ed. Anthropos, 1975, p. 87-114; *Recherches Internationales*, *Voies de développement en Afrique, Asie et Amérique latine*, n° 27, mai-juin 1961; *Documents :* Conférence de Moscou de 1960, voir *La Documentation française*, déc. 1960; celle de 1969, Ed. Paix et Socialisme, Prague, 1969.

▶ CORRÉLATS. — Alliances, Anticipation, Avance/Retard, Capitalisme, Développement/Sous-développement, Populisme, Transition, Transition socialiste.

M. Mou.

Volontarisme

Al : *Voluntarismus.* — An : *Voluntaryism.* — R : *Voljuntarizm.*

Ce mot caractérise d'une façon générale le travers le plus significatif de la déviation de gauche du marxisme, de l' « infantilisme de gauche » selon l'expression léninienne. Le volontarisme consiste à gravement sous-estimer le « facteur » objectif, comme dit Engels, soit la détermination de dernière instance par la base économique d'une part, « l'état *réel* de conscience et de préparation... de la masse » (Lénine, O., 31, 54), d'autre part — ce qui est tout un (puisqu'on a à la fois mésévaluation de la contradiction entre rapports de production et forces productives et aveuglement corrélatif sur les rapports de forces sociaux et politiques). A l'inverse, le volontarisme surestime le facteur subjectif, *i.e.* les capacités dynamisantes de la volonté du sujet révolutionnaire, classe ou parti. Dans un bilan de l'histoire du bolchevisme dressé en 1920, Lénine en repère, pour la Russie, deux grands moments : 1908, sur la participation à la Douma ultra-réactionnaire, et 1918, sur la signature du compromis de Brest-Litovsk (O., 31, 29; cf. également O., 27, 348 et s. : « On peut être résolu ou irrésolu... mais aucune « résolution »... ne suffit pour assurer le passage... à la socialisation). Le volontarisme est marqué, dans les deux cas, par « le désir pris pour une réalité objective » (O., 31, 53), la « [croyance] que ce qui a fait son temps pour nous a fait son temps pour la classe, ... pour les masses » (*ibid.*, 54). Au sein du marxisme, le volontarisme désigne donc bien l'envers négatif de l'opportunisme.

Il faut toutefois souligner :

1. Que l'expression a très souvent servi à disqualifier, aux yeux du mouvement ouvrier institutionnalisé, toute initiative historiquement aléatoire (et quel processus révolutionnaire pourrait ne pas l'être!). Ainsi du léninisme lui-même, globalement voué aux gémonies comme « volontarisme », et ce par certains bolcheviks en personne, notamment à propos de la décision de déclenchement de l'insurrection d'octobre 1917;

2. Que le terme de « volontarisme », dans une période plus récente, a été retenu pour qualifier les tentations de forcer les pesanteurs objectives dans le Tiers Monde et les expériences d'éminents dirigeants pour y faire prévaloir la logique de la volonté révolutionnaire sur celle, plus implacable, des rapports de forces : Grand Bond en avant en Chine (Mao Zedong), stratégie de « création » de plusieurs Vietnams en Amérique latine (E. Che Guevara), etc.;

3. Qu'il convient de se méfier des symétries trop bien agencées, le volontarisme le plus rude pouvant à l'occasion faire excellent ménage avec l'opportunisme le plus plat. (Dernier exemple en date, significatif mais nullement exceptionnel : la stratégie et la tactique du PCF entre 1977 et 1984).

▶ CORRÉLATS. — Déviation, Gauchisme, Maximalisme, Objectivisme/Subjectivisme, Opportunisme, Possible, Rapports de forces, Spontané/Spontanéité/Spontanéisme.

G. Be.

Liste des entrées

N.B. — *En italiques les entrées simples*

Abondance/Rareté (J.-Y. Le Bec)
Absolu/Relatif (P.-L. Assoun)
Abstrait/Concret (G. Bensussan)
Accumulation (G. Caire)
Achat/Vente (M. Drach)
Action réciproque
Agitation/Propagande (G. Bensussan)
Agnosticisme (G. Labica)
Agriculture
Airain (Loi d')
Aliénation (G. Labica)
Alliances (G. Labica)
Amour libre
Analyse (J.-P. Cotten)
Anarchie de la production (A. Lipietz)
Anarchisme (G. Labica)
Anarcho-syndicalisme (M. Moissonnier)
Ancien/Nouveau (G. Bensussan)
Antagonisme
Anthropologie marxiste (M. Abélès)
Anticipation (G. Bensussan)
Anticommunisme (M.-C. Lavabre)
Antimilitarisme (G. Bensussan)
Antisémitisme (M. Rodinson)
Appareil (E. Balibar)
Appropriation (J.-P. Cotten)
Argent
Aristocratie ouvrière (G. Caire)
Armée de réserve
Art
Association (J.-F. Corallo)
Athéisme (A. Tosel)
Atomisme (C. Lazzeri)
Austro-marxisme (R. Gallissot)
Autocritique (G. Labica)
Autogestion (O. Corpet)
Autonomie (J.-F. Corallo)
Autorité
Avance/Retard (M. Dupire)
Avant-garde
Aventurisme

Babouvisme (D. Tartakowsky)
Baisse tendancielle (G. Caire)
Bakouninisme (E. Balibar)
Banque (S. de Brunhoff)
Barricades (G. Labica)
Base (G. Labica)
Besoin(s) (S. Mercier-Josa)
Blanquisme (G. Labica)
Bloc historique (C. Buci-Glucksmann)
Bolchevisation (J.-M. Gayman)
Bolchevisme (J.-M. Gayman)
Bonapartisme (M. Moissonnier)
Bond (G. Bensussan)
Boukharinisme (P. Séverac)
Bourgeoisie (P. Merle)
Bourgeoisie nationale (M. Moulfi)
Boutique (G. Labica)
Bris (de l'Etat)
Budapest (école de) (S. Nair)
Bund (J.-M. Gayman)
Bureaucratie (J. Robelin)
Bureau politique

Cadets (J.-M. Gayman)
Camp (M.-C. Lavabre)
Capital (J. Bidet)
Capitalisme (G. Caire)
Capitalisme d'Etat (J. Robelin)
Capitalisme monopoliste d'Etat (G. Caire)
Castes (M. Abélès)

Castrisme (E. Hett)
Catégorie (A. Tosel)
Causalité
Centralisme démocratique (P. Séverac)
Centre/Périphérie
Césarisme
Chartisme (J.-J. Lecercle)
Chômage (G. Caire)
Chose/Personne
Circulation (G. Caire)
Classes (E. Balibar)
Classes moyennes
Coalitions (G. Caire)
Coexistence pacifique (V. Leduc)
Collaboration de classes
Collectivisation (J.-M. Gayman et J. Robelin)
Collectivisme (G. Labica)
Collégialité (G. Labica)
Colonisation/Colonialisme (R. Gallissot)
Combinaison (G. Bensussan)
Comité central
Communauté (R. Gallissot)
Communauté primitive (G. Caire)
Commune de Paris (J.-F. Corallo)
Commune populaire
Communisme (J. Robelin)
Communisme de gauche (G. Molina)
Composition organique (G. Caire)
Compromis historique (C. Buci-Glucksmann)
Concept
Conception du monde (G. Labica)
Concurrence (G. Labica)
Conditions de vie (S. Collet)
Conjoncture (Trinh Van Thao)
Connaissance (théorie de la) (P.-L. Assoun)
Conscience (J.-F. Corallo)
Conseils (B. Avakian)
Consommation (J.-Y. Le Bec)
Contradiction (C. Lazzeri)
Contre-révolution (E. Balibar)
Contrôle (B. Avakian)
Coopération (J.-F. Corallo)
Coopérative (J.-F. Corallo)
Correspondance / Non-correspondance (J. P. Delilez)
Couches sociales (M.-C. Lavabre)
Coupure épistémologique (G. Bensussan)
Crédit (S. de Brunhoff)
Crise (A. Lipietz)
Crises du marxisme (G. Bensussan)
Critique (M. Maidan)
Croissance (G. Caire)
Culte de la personnalité (M. Moissonnier)
Culture

Darwinisme (G. Molina)
Définition (G. Labica)
Délégation
Demande/Offre
Démocratie (P. Séverac)
Démocratie avancée (G. Labica)
Démocratie directe (V. Fay)
Démocratie nouvelle (G. Labica)
Démocratie populaire (G. Labica)
Dépendance (théorie de la) (E. Hett)
Dépérissement de l'Etat (E. Balibar)
Despotisme oriental
Détermination (G. Bensussan)
Déterminisme (A. Tosel)
Développement inégal
Développement/Sous-développement (E. Hett)
Déviation (G. Bras)
Dialectique (A. Tosel)
Dialectique de la nature (P. Macherey)
Dia-Mat (A. Tosel)
Dictature du prolétariat (E. Balibar)
Direction/Domination (P. Séverac)
Discipline (M. Moissonnier)
Dissidence (D. Lecourt)
Distribution (M. Maidan)
Division du travail (G. Labica)
Division du travail manuel et intellectuel (E. Balibar)
Djoutché (G. Labica)
Dogmatisme (G. Labica)
Douma (J.-M. Gayman)
Droit (J. Michel)
Dualisme/Monisme (G. Bensussan)
Dualité de pouvoir (G. Bensussan)

Echange (J. Bidet)
Echange inégal (G. Caire)
Ecole (Y. Vargas)
Economie politique (critique de l') (E. Balibar)
Economisme (P. Séverac)
Education
Effondrement (théorie de l') (G. Labica)

Egalité (J.-F. Corallo)
Emancipation (G. Bensussan)
Empiriocriticisme (M. Paty)
Emulation (G. Bensussan)
Engelsianisme (G. Labica)
Epuration
Esclavage (M. Abélès)
Esprit de parti (G. Labica)
Essence (A. Tosel)
Esthétique (J. M. Palmier)
Etatisation (L. Cartelier)
Etatisme (J. Robelin)
Etat/Rapport salarial (L. Cartelier)
Etat/Société civile (J.-Y. Le Bec)
Etat soviétique (R. Zapata)
Etre social / Conscience (G. Bensussan)
Eurocommunisme (C. Buci-Glucksmann)
Evolution
Expérience
Exploitation (G. Caire)
Exposition/Investigation (G. Bensussan)
Expropriation (L. Cartelier)
Expulsion (M. Moissonnier)
Exterminisme (G. Bensussan)

Fabianisme (J.-J. Lecercle)
Fabrique (législation de) (P. Merle)
Famille (F. Balibar et N. Labica)
Fascisme (G. Badia)
Féminisme (F. Balibar et N. Labica)
Femmes (F. Balibar et N. Labica)
Féodalisme (A. Guerreau)
Fétichisme (G. Labica)
Forces productives (J.-P. Lefebvre)
Force de travail (G. Bensussan)
Formation économique et sociale (M. Godelier)
Forme(s) (J.-L. Cachon)
Formel/Réel (J.-L. Cachon)
Fouriérisme (N. et G. Labica)
Fraction/Fractionnisme
Francfort (Ecole de) (J. Guinchard)
Freudo-marxisme (E. Roudinesco)
Front (H. Rey)
Fusion (G. Labica)
Futurisme (J.-M. Rosier)

Gauchisme (G. Molina)
Général/Particulier (A. Tosel)
Genre (G. Labica)
Gliederung (G. Bensussan)
Gramscisme (C. Buci-Glucksmann)
Grecs (G. Labica)
Grève (G. Caire)
Groupe anti-parti
Guérilla (J. Castaneda)
Guerre (G. Labica)
Guerre du peuple (Trinh Van Thao)
Guesdisme (D. Tartakowsky)

Hégélianisme (S. Mercier-Josa)
Hégémonie (Ch. Buci-Glucksmann)
Héritage
Héritage culturel (J.-M. Rosier)
Histoire (M. Moissonnier)
Historicisme (Ph. de Lara)
Historique/Logique (G. Bensussan)
Homme (G. Bensussan)
Humanisme (J.-P. Cotten)

Idéalisme (A. Tosel)
Idéologie (G. Labica)
Immigration (R. Gallissot)
Impérialisme (R. Gallissot)
Individu(s) (S. Collet)
Individualisme (G. Bensussan)
Industrialisation (G. Caire)
Industrie domestique (Ph. Merle)
Industrie (grande) (Ph. Merle)
Inflation (A. Lipietz)
Infrastructure
Inspection ouvrière et paysanne (J.-M. Gayman)
Instance(s) (G. Bensussan)
Institution (Ph. Merle)
Insurrection (G. Labica)
Intellectuels (P. Séverac)
Intensité du travail (E. Azoulay)
Intérêt (M. Drach)
Internationales (L. Marcou)
Internationalisation (L. Cartelier)
Internationalisme (R. Gallissot)
Investissement (M. Drach)
Irrationalisme (A. Tosel)

Jacobinisme (J. Guilhaumou)
Jauressisme (D. Tartakowsky)
Jdanovisme
Juifs

Kantisme (G. Labica)
Kautskysme (G. Badia)
Keynésianisme (G. Caire)

Kolkhoze (J.-M. Gayman)
Kominform (L. Marcou)
Komintern
Komsomol (J.-M. Gayman)
Koulak (J.-M. Gayman)

Langue/Linguistique (F. Gadet)
Lassallisme (V. Fay)
Légalisme (A. et F. Demichel)
Léninisme (G. Labica)
Libéralisme (A. et F. Demichel)
Liberté/Nécessité (A. Tosel)
Libertés (A. et F. Demichel)
Libre-échange (G. Caire)
Ligne
Liquidateurs (J.-M. Gayman)
Littérature (J.-M. Rosier)
Logique (J.-L. Cachon)
Loi (P.-L. Assoun)
Luddisme
Lumières
Lumpenproletariat (G. Labica)
Lutte des classes (E. Balibar)
Luxemburgisme (G. Badia)
Lyssenkisme (G. Bensussan)

Machinerie
Machines (G. Caire)
Machinisme (G. Caire)
Machisme
Majorité/Minorité
Malthusianisme (B. Cottret)
Manifestation (G. Sfez)
Manufacture (G. Caire)
Maoïsme (A. Lipietz)
Marchandise (J. Bidet)
Marché (M. Drach)
Marginalisme (G. Caire)
Mariage bourgeois (F. Balibar et N. Labica)
Mariatéguisme (O. Fernandez-Diaz)
Marxisme (G. Labica)
Marxisme-Léninisme (G. Labica)
Marxisme occidental (M. Löwy)
Masses (G. Labica)
Matérialisme (P. Raymond)
Matérialisme dialectique (P. Macherey)
Matérialisme historique (M. Moissonnier)
Matériel/Spirituel/Intellectuel (A. Tosel)
Maximalisme (J.-M. Gayman)
Mécanisme (G. Bensussan)
Menchevisme (J.-M. Gayman)
Mercantilisme (G. Caire)
Métaphysique/Dialectique
Métier (Ph. Merle)
Millénarisme (G. Labica)
Millerandisme (D. Tartakowsky)
Mode de production (M. Abélès)
Mode de production asiatique (M. Abélès)
Mode de production communiste (T. Andréani)
Mode de production étatique (G. Labica)
Mode de production socialiste (B. Thiry)
Modèle (J.-P. Cotten)
Monnaie (S. de Brunhoff)
Monopoles (G. Caire)
Morale (Y. Vargas)
Mouvement ouvrier / Mouvement communiste (M. Moissonnier)
Moyens de production (J.-Y. Le Bec)
Multinationales (L. Cartelier)
Mutuellisme (D. Tartakowsky)
Mysticisme (G. Labica)

Nation/Nationalité (M. Rodinson)
Nationalisation(s) (L. Cartelier)
Nationalisme (R. Gallissot)
Nationalités (J.-M. Gayman)
Nature (J.-L. Cachon)
Négation (Ch. Lazzeri)
NEP (P. Séverac)
Non-alignement

Objectivisme/Subjectivisme (P.-L. Assoun)
Obscurantisme
Octobre (J.-M. Gayman)
Ontologie (de l'être social) (N. Tertulian)
Opéraïsme (F. Matheron)
Opportunisme (G. Molina)
Opposition ouvrière (G. Molina)
Or (M. Drach)
Organisation
Orthodoxie (J. Robelin)
Otzovisme (J.-M. Gayman)
Ouvriérisme (G. Labica)
Ouvriers (G. Caire)
Owenisme (J.-J. Lecercle)

Pacifique (voie) (A. Davidson)
Pacifisme

Parlement/Parlementarisme (P. Séverac)
Parti (M. Moissonnier)
Paupérisme (J. Bidet)
Pavlovisme (G. Labica)
Paysannerie (G. Labica)
Permanent (M. Moissonnier)
Personnalité
Petite bourgeoisie (G. Labica)
Peuple
Phénomène (J.-P. Cotten)
Philistinisme
Philosophie (P.-L. Assoun)
Philosophie soviétique (Z. Munisic)
Physiocratie (G. Caire)
Plan (L. Cartelier)
Planification (L. Cartelier)
Pluralisme (G. Bras)
Plus-value
Politique (G. Bensussan)
Polycentrisme (Ch. Buci-Glucksmann)
Population (théorie de la)
Populisme (G. Labica)
Positivisme (M. Paty)
Possible/Possibilité (J.-L. Cachon)
Pouvoir (E. Balibar)
Pratique (A. Tosel)
Praxis (G. Bensussan/S. Mercier-Josa)
Presse révolutionnaire (Trinh Van Thao)
Privé/Social (J. Bidet)
Prix (J. Bidet)
Procès/Processus
Production (J. Bidet)
Profit (G. Caire)
Progrès
Prolétariat (G. Labica)
Proletkult (J.-M. Gayman)
Propriété privée (P. Séverac)
Protectionnisme
Proudhonisme (G. Labica)
Pudding (G. Labica)

Qualité/Quantité (G. Bensussan)
Question juive (G. Bensussan)
Quotidienneté (C. Régulier)

Rapports de forces (G. Spez)
Rapports de production (M. Abélès)
Rapports sociaux (J.-Y. Le Bec)
Rationalisme (Ch. Lazzeri)
Rationnel/Réel (A. Tosel)
Réalisme socialiste (J.-M. Rosier)
Réalité (A. Tosel)
Reflet (A. Tosel)
Réforme/Révolution (J.-F. Corallo)
Réification (G. Labica)
Religion (G. Labica)
Rente (E. Azoulay)
Renversement (G. Labica)
Répétition (P.-L. Assoun)
Représentation (G. Bensussan)
Reproduction (J. Bidet)
Reproduction des rapports sociaux (J.-Y. Le Bec)
Révisionnisme (P. Séverac)
Révolution (J.-P. Lefebvre)
Révolution culturelle (J. Robelin)
Révolution française (J. Guilhaumou)
Révolution industrielle (G. Caire)
Révolution mondiale (B. Thiry)
Révolution permanente (M. Löwy)
Révolution scientifique et technique (G. Caire)
Robinsonnades (G. Labica)
Romantisme (M. Löwy)
Rotation du capital (G. Caire)

Saint-simonisme (G. Labica)
Salaire (J. Bidet)
Samedis communistes
Science (G. Labica)
Science bourgeoise / Science prolétarienne (G. Bras)
Secret (G. Spez)
Secrétariat général
Sectarisme
Sensation/Sensualisme (P.-L. Assoun)
Seuil
Sionisme (G. Bensussan)
Social-démocratie (H. Portelli)
Socialisation (J. Robelin)
Socialisme (G. Bensussan/J. Robelin)
Socialisme « réel »
Socialisme scientifique
Solipsisme (P.-L. Assoun)
Soviet (J.-M. Gayman et J. Robelin)
Sovkhoze (J.-M. Gayman)
Spartakisme (G. Badia)
Spéculation (A. Tosel)
Spinozisme (G. Bensussan, J.-L. Cachon)
Spiritualisme (P.-L. Assoun)
Spontané / Spontanéité / Spontanéisme (G. Bensussan)

Stade(s)
Stakhanovisme (L. MARCOU)
Stalinisme (L. MARCOU)
Stratégie/Tactique (J.-F. CORALLO)
Structuralisme (G. BENSUSSAN)
Subsomption formelle/réelle (G. BENSUSSAN)
Suffrage universel (M.-C. LAVABRE)
Suivisme
Superstructure (Ph. de LARA)
Surdétermination
Surproduction
Surtravail (E. AZOULAY)
Survaleur (J.-P. LEFEBVRE)
Survivances
Syndicat (D. TARTAKOWSKY)
Système (G. SFEZ)

Taylorisme (G. CAIRE)
Technique (Ch. LAZZERI)
Téléologie (J.-P. COTTEN)
Temps de travail
Tendances (droit de) (E. BALIBAR)
Terrorisme (G. LABICA)
Théorie (P. MACHEREY)
Thèse (P.-L. ASSOUN)
Titisme (G. LABICA)
Tolstoïsme (P. MACHEREY)
Totalitarisme (G. LABICA)
Totalité (A. TOSEL)
Trade-unionisme (P. SÉVERAC)
Traditions (G. SFEZ)
Traductibilité (G. BERNIER)
Transformation (A. LIPIETZ)
Transformisme
Transition (M. GODELIER)
Transition socialiste (B. THIRY)
Travail (J. BIDET)
Travaillisme (J.-J. LECERCLE)
Troc (S. de BRUNHOFF)
Trotskisme (P. SÉVERAC)

Ultra-impérialisme (G. LABICA)
Utilité/Utilitarisme (G. LABICA)
Utopie (S. MERCIER-JOSA)

Valeur (J. BIDET)
Verbindung
Vérité (P.-L. ASSOUN)
Vie/Vitalisme (P.-L. ASSOUN)
Ville/Campagne (J.-F. CORALLO)
Violence (G. LABICA)
Voie non capitaliste de développement (M. MOULFI)
Volontarisme (G. BENSUSSAN)